


3 1761 11973930 8



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119739308>

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Thursday, January 26, 1984
Tuesday, March 13, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

Le jeudi 26 janvier 1984
Le mardi 13 mars 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

**External Affairs
and
National Defence**

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

**Affaires extérieures
et de la
Défense nationale**

RESPECTING:

Organization

Main Estimates 1984-85: Vote 1 under NATIONAL
DEFENCE

CONCERNANT:

Organisation

Budget principal 1984-1985: crédit 1 sous la rubrique
DÉFENSE NATIONALE

APPEARING:

The Honourable Jean-Jacques Blais,
Minister of National Defence

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Jacques Blais,
Ministre de la Défense nationale

WITNESSES:

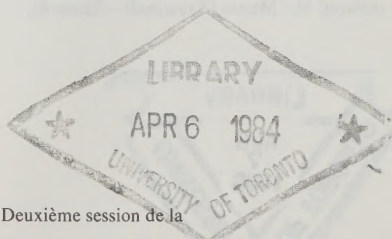
(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1983-84

Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1983-1984



STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appoloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens
Robert Wenman

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appoloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Pierre Gimaiel
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Walter McLean
Bill McKnight
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Irinée Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson—(30)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(b)

On January 26, 1984:

Mrs. Beauchamp-Niquet replaced Mr. Breau;
Mr. Breau replaced Mrs. Beauchamp-Niquet;
Mr. Landers replaced Mr. Herbert.

On February 10, 1984:

Mr. McKnight replaced Mr. Darling;
Mr. Stewart replaced Mr. Munro (*Esquimalt—Saanich*).

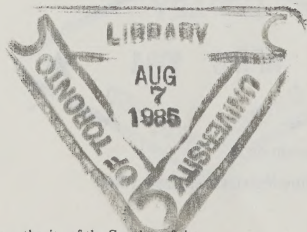
Conformément à l'article 69(4)(b) du Règlement

Le 26 janvier 1984:

M^{me} Beauchamp-Niquet remplace M. Breau;
M. Breau remplace M^{me} Beauchamp-Niquet;
M. Landers remplace M. Herbert.

Le 10 février 1984:

M. McKnight remplace M. Darling;
M. Stewart remplace M. Munro (*Esquimalt—Saanich*).



Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and
Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

ORDER OF REFERENCE

Tuesday, February 21, 1984

ORDERED.—That External Affairs Votes 1, 5, 35, 40, L45, L50, L55, 60 and 65; and

That National Defence Votes 1, 5, 10 and 15 for the fiscal year ending March 31, 1985, be referred to the Standing Committee on External Affairs and National Defence.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le mardi 21 février 1984

IL EST ORDONNÉ.—Que les crédits 1, 5, 35, 40, L45, L50, L55, 60 et 65, Affaires extérieures; et

Que les crédits 1, 5, 10 et 15, Défense nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985, soient déferés au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JANUARY 26, 1984

(1)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 11:36 o'clock a.m., this day for the purpose of organization.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Messrs. Dupras, Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Bosley, Stevens, Miss Jewett, and Mr. Sargeant.

Alternates present: Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Gimaiel, Massé, Pelletier, Watson, Darling, McLean and Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Other Member present: Mr. Landers.

The Clerk of the Committee presided over the election of the Chairman.

Mr. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), seconded by Mr. Stevens, moved,—That Mr. Prud'homme do take the Chair of the Committee as Chairman.

The question being put on the motion, it was agreed to.

The Chairman took the Chair.

On motion of Mr. Hudecki, seconded by Mr. Bosley, it was agreed,—That Mrs. Appolloni be elected Vice-Chairman of the Committee.

Mr. Dupras moved,—That the Sub-committee on Agenda and Procedure be composed of eight (8) members, the Chairman plus four (4) members of the Liberal Party, two (2) members of the Progressive Conservative Party and one (1) member of the New Democratic Party, after the usual consultation with the Whips of the different parties.

And debate arising thereon;

Mr. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*) moved,—That the motion be amended by striking out the words "eight (8) members, the Chairman plus four (4) members of the Liberal Party", and substituting the following therefor:

"seven (7) members, the Chairman plus three (3) members of the Liberal Party".

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 10; Nays: 3.

And the question being put on the main motion, as amended, it was by show of hands, agreed to: Yeas: 10; Nays: 3.

On motion of Mr. Darling, it was agreed,—That the Committee print 1,000 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence.

On motion of Mr. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), it was agreed,—That the Chairman be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that no fewer than five (5) members are present, of which two (2) members are of the Opposition.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 26 JANVIER 1984

(1)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale tient, ce jour à 11 h 36, sa séance d'organisation.

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, MM. Dupras, Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Bosley, Stevens, M^{lle} Jewett, et M. Sargeant.

Substituts présents: M^{me} Beauchamp-Niquet, MM. Gimaiel, Massé, Pelletier, Watson, Darling, McLean et Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Autre député présent: M. Landers.

Le greffier préside l'élection du président.

M. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), appuyé par M. Stevens, propose,—Que M. Prud'homme assume la présidence du Comité.

La motion est mise aux voix et adoptée.

Le président ouvre la séance.

Sur motion de M. Hudecki, appuyé par M. Bosley, *il est convenu*,—Que M^{me} Appolloni assume la vice-présidence du Comité.

M. Dupras propose,—Que le Sous-comité du programme et de la procédure se compose de huit (8) membres, soit le président, quatre (4) membres du parti libéral, deux (2) membres du parti progressiste conservateur et un (1) membre du parti néo-démocrate, après consultations d'usage avec les whips des divers partis.

Un débat s'ensuit.

M. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*) propose,—Que la motion soit modifiée par la substitution aux mots «huit (8) membres, soit le président, quatre (4) membres du parti libéral», de ce qui suit:

«sept (7) membres, soit le président, trois (3) membres du parti libéral».

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté par vote à main levée: Pour: 10; Contre: 3.

L'amendement mis aux voix, sous sa forme modifiée, est adopté par vote à main levée: Pour: 10; Contre: 3.

Sur motion de M. Darling, *il est convenu*,—Que le Comité commande 1000 copies de ses *Procès-verbaux et témoignages*.

Sur motion de M. Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), *il est convenu*,—Que le président soit autorisé à tenir des réunions pour recevoir des témoignages et en autoriser l'impression quand le quorum n'est pas atteint, pourvu que cinq (5) membres au moins soient présents, dont deux (2) membres de l'opposition.

At 12:17 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

LE MARDI 13 MARS 1984
(2)

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit aujourd'hui à 9 h 37, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme, (*président*).

Membres du Comité présents: M. Andre, M^{mes} Appolloni, Beauchamp-Niquet, MM. Hudecki, Kilgour, Laniel, Lapierre, Prud'homme et Sargeant.

Substituts présents: MM. Landers, Ogle, Massé, Roy et Stewart.

Autres députés présents: MM. Bradley, Darling, Flis et McRae.

Comparent: L'honorable Jean-Jacques Blais, Ministre de la Défense nationale.

Témoins: Du ministère de la Défense nationale: VAm D.N. Mainguy, Vice-chef de l'état-major de la Défense. M. L.E. Davies, Sous-ministre adjoint (Finances).

Lecture est donnée de l'ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 relatif au Budget principal des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985:

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 35, 40, L45, L50, L55, 60 et 65 Affaires extérieures; et

Que les crédits 1, 5, 10 et 15, Défense nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985, soient déferés au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

Le président présente le Premier rapport du Sous-comité du programme et de la procédure, qui porte ce qui suit:

Votre Sous-comité se réunit le jeudi 8 mars 1984 pour examiner les travaux futurs du Comité en relation avec son ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985.

Votre Sous-comité convient de recommander l'horaire suivant, compte tenu de la disponibilité des témoins:

Le mardi 13 mars, 1984, 9 h 30 et 11 heures du matin

L'hon. Jean-Jacques Blais, Ministre de la Défense nationale

Le jeudi 15 mars 1984, 15 h 30

L'hon. A.J. MacEachen, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures et vice premier ministre

Le mardi 20 mars 1984, 20 heures

M^{me} Margaret Catley-Carlson, présidente, ACIDI

Le jeudi 22 mars 1984, 9 h 30 du matin

L'hon. G. Regan, Ministre d'État (Commerce international)

Le mardi 27 mars 1984, 9 h 30 du matin

Hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires extérieures

Le jeudi 29 mars 1984, 15 h 30

A 12 h 17, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

TUESDAY, MARCH 13, 1984
(2)

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 9:37 o'clock a.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Andre, Mrs. Appolloni and Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Hudecki, Kilgour, Laniel, Lapierre, Prud'homme and Sargeant.

Alternates present: Messrs. Landers, Ogle, Massé, Roy and Stewart.

Other Members present: Messrs. Bradley, Darling, Flis and McRae.

Appearing: The Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of National Defence.

Witnesses: From the Department of National Defence: VAdm D.N. Mainguy, Vice-chief of the Defence Staff. Mr. L.E. Davies, Assistant Deputy Minister (Finance).

Reading is given of the Order of Reference dated Tuesday, February 21, 1984, respecting the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985:

ORDERED,—That External Affairs Votes 1, 5, 35, 40, L45, L50, L55, 60 and 65; and

That National Defence Votes 1, 5, 10 and 15 for the fiscal year ending March 31, 1985, be deferred to the Standing Committee on External Affairs and National Defence.

The Chairman introduced the First Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure being read as follows:

Your Sub-committee met on Thursday, March 8, 1984, to consider the future business of the Committee in relation to its Order of Reference dated Tuesday, February 21, 1984 respecting the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985.

Your Sub-committee has agreed to recommend the following schedule of meetings, subject to the availability of witnesses:

Tuesday, March 13, 1984, 9:30 a.m. and 11:00 a.m.

The Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of National Defence.

Thursday, March 15, 1984, 3:30 p.m.

The Hon. A.J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs and Deputy Prime Minister.

Tuesday, March 20, 1984, 8:00 p.m.

Mrs. Margaret Catley-Carlson, President, CIDA.

Thursday, March 22, 1984, 11:00 a.m.

The Hon. G. Regan, Minister of State (International Trade).

Tuesday, March 27, 1984, 9:30 a.m.

Officials from the Department of External Affairs.

Thursday, March 29, 1984, 3:30 p.m.

Hauts fonctionnaires du Ministère de la Défense nationale

Le mardi 3 avril 1984, 20 heures

L'hon. A.J. MacEachen, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures et vice premier ministre

Le mardi 10 avril 1984, 9 h 30 du matin

L'hon. Jean-Luc Pepin, Ministre d'État (Relations extérieures)

Le jeudi 12 avril 1984, 15 h 30

M^{me} Margaret Catley-Carlson, présidente, ACIDI

Il s'élève un débat.

Il est convenu,—Que le Premier rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit modifié comme suit:

«Le mardi 27 mars 1984, 9 h 30,

L'hon. Jean-Jacques Blais, Ministre de la Défense»

Il est convenu,—Que le Premier rapport du Sous-comité du programme et de la procédure, tel que modifié, soit adopté.

Le Ministre fait une déclaration et avec les témoins, répond aux questions.

A 12 h 08, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

Officials from the Department of National Defence.

Tuesday, April 3, 1984, 8:00 p.m.

The Hon. A.J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs and Deputy Prime Minister.

Tuesday, April 10, 1984, 9:30 a.m.

The Hon. Jean-Luc Pepin, Minister of State (External Relations)

Thursday, April 12, 1984, 3:30 p.m.

Mrs. Margaret Catley-Carlson, President, CIDA.

And debate arising thereon.

It was agreed,—That the First Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be amended as follows:

«Tuesday, March 27, 1984, 9:30 a.m.

The Hon. Jean-Jacques Blais, Minister of National Defence».

It was agreed,—That the First Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure, as amended, be concurred in.

The Minister made a statement and with the witnesses answered questions.

At 12:08 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, January 26, 1984

• 1134

The Clerk of the Committee: Hon. Members, we have a quorum. Pursuant to Standing Order 69, the first item of business is to elect a chairman. I am ready to receive motions to that effect.

• 1135

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I would like to nominate Mr. Marcel Prud'homme as chairman of this committee.

I am nominating Mr. Prud'homme as chairman of this committee because he has had such an outstanding career as a Parliamentary Secretary, External Affairs, and an outstanding career also as chairman of this committee. He has done an excellent job. I think he has been very non-partisan and very helpful to all the members. I think I could not name anybody, certainly on this side of the House, who would be a better person to be chairman of this committee.

Some Hon. Members: Hear, hear!

Le greffier: M. Robinson, appuyé par M. Stevens, propose que Mr. Prud'homme soit élu président de ce Comité.

Motion agreed to.

The Clerk: I declare Mr. Prud'homme duly elected chairman of the committee and I would invite him to take the chair.

The Chairman: Even though sometimes you think, or expect, things to happen, I must say that until the very last minute—as you can see, it is a full house—you never know what is going to happen in politics. I am very deeply touched by your faith in my chairmanship of this committee. I repeat again that I will do my very utmost to be absolutely fair. The duty of a good chairman, as I have always said, is to be almost a protector of the opposition . . .

Some hon. Members: Hear, hear!

The Chairman:—even though it does not make the chairman popular with the majority people. I think we have succeeded, in many many years of working together, in having a committee that works well, that is based on respect and friendship. I am sure of that. Even though the discussion can be vigorous, that is to be expected.

I very warmly thank Mr. Robinson, who was kind enough to nominate me. If I may say so to him, while it is true that I have been a long-time member of Parliament, nothing could be a better gift from my colleagues than to be re-elected chairman, since I will be celebrating, next Friday, my twentieth year in the House of Commons. I would hope that, above politics and partisanship, all my colleagues will attend the reception I intend to give to members of the committee. If the future may not be as bright as my past . . . who knows, maybe,

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 26 janvier 1984

Le greffier du comité: Mesdames et Messieurs, nous avons un quorum. Conformément à l'article 69 du Règlement, notre première tâche aujourd'hui consiste à élire un président. Je suis prêt à recevoir toute motion à cet effet.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je voudrais proposer M. Marcel Prud'homme à la présidence de ce Comité.

Je propose que M. Prud'homme soit élu président de ce Comité en raison de ses hauts faits en qualité de secrétaire parlementaire chargé des affaires extérieures et également en qualité de président de ce Comité. Il s'est acquitté de ses fonctions à merveille, et ce, dans un esprit dénué de tout esprit de parti contribuant ainsi à aider tous les députés membres de ce Comité. Je ne pense pas que quiconque, du moins de ce côté-ci de la Chambre, puisse être plus qualifié pour être président de ce Comité.

Des voix: Bravo, bravo!

The Clerk: Mr. Robinson, seconded by Mr. Stevens, moves que M. Prud'homme soit élu président de ce Comité.

La motion est adoptée.

Le greffier: Je déclare donc M. Prud'homme dûment élu président de ce Comité et je l'invite à venir prendre place.

Le président: Même si parfois on pense ou on s'attend à certains événements, je dois dire qu'on ne sait jamais qu'à la dernière minute ce qui va se passer en politique et comme vous pouvez le voir, le Comité est complet. Je suis très ému de la confiance que vous me portez en qualité de président de ce Comité. Je le répète, je ferai tout mon possible pour être le plus juste envers tous. Un bon président a pour devoir, comme je l'ai toujours dit, de protéger l'opposition . . .

Des voix: Bravo, bravo!

Le président: . . . même si cela ne le rend pas populaire auprès de la majorité. Je crois que nous avons réussi, après toutes ces années de travail passées ensemble, à constituer un comité dont les rouages sont bien huilés et qui est fondé sur le respect et l'amitié. De cela, j'en suis persuadé même si les discussions peuvent être vives parfois.

Je voudrais remercier M. Robinson qui a bien voulu proposer ma candidature. Même s'il est vrai que je suis député depuis longtemps, il n'en reste pas moins que mes collègues n'auraient pas pu me faire plus plaisir en me réélisant président puisque, vendredi prochain, je célébrerai ma 20^{ième} année de députation. J'espère que, faisant fi de tout esprit politique ou de parti, mes collègues assisteront à la réception que j'entends donner en l'honneur des membres du Comité. L'avenir vaudra-t-il le passé . . . qui sait s'il ne réserve pas,

[Text]

as someone has said, the best is yet to come—I do not know what this means to me.

Of course, if I was touched by my colleague's... Mr. Robinson's—nominating me and by all of you being present, I am equally touched by the confidence of the official critic of the Official Opposition, the Hon. Sinclair Stevens, in seconding my nomination.

I must say that I saw also Dr. Pauline Jewett, whose hand, I think, was raised, so she was prepared to second my nomination. I am also touched to see the NDP present and joining in this unanimous show of faith. We will work pleasantly. There are all kinds of proposals for this year.

My first task, after having thanked you, is to ask for nominations now for a vice-chairman of the committee.

Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: I would be pleased to nominate Ursula Appolloni. I am particularly impressed with the efforts she has put forward on behalf of the youth in the armed forces, by her experience as a parliamentary secretary to the armed forces, and her continued interest in External Affairs. I would be glad to submit her name as a nominee.

• 1140

Mr. Bosley: I second that.

The Chairman: Seconded by Mr. Bosley and Mr. Pelletier.

Motion agreed to.

The Chairman: Mrs. Appolloni would like to have a word.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman. Unaccustomed as I am to public speaking, I would like to thank the mover of the motion and my seconder, and I would particularly like to thank the members of both parties of the opposition. I think it is a good sign. This committee has always functioned best when we put Canada first and partisan politics second. I think it is a good omen.

Thank you very much for your support. I will try to deserve it.

The Chairman: Thank you, Madam.

My first proposal on the agenda is to decide that the Subcommittee on Agenda and Procedure be composed of how many members. There could be all kinds of proposals. First all parties would agree that all parties have to be represented. By agreement it has always been one person representing the third party, the New Democratic Party, two persons representing the Official Opposition; these members being chosen by consultation among themselves and their names forwarded to the clerk and to me.

Often you have four members of the official side. You could have four members—and keeping the chairman as independent as possible, you could add the chairman—but I am in your hands as to the number of people to compose the subcommittee on agenda. I am receiving proposals to that effect.

[Translation]

comme on le dit parfois, de bonnes surprises... qui vivra verra!

Si j'ai été ému de la proposition de M. Robinson et de votre présence à vous tous, je suis tout aussi touché par la confiance que me porte le critique officiel de l'Opposition, l'honorable Sinclair Stevens, puisqu'il a appuyé ma candidature.

Je dois dire que j'ai également vu la main de M^{me} Pauline Jewett se lever, ce qui me donne à penser qu'elle était disposée à appuyer ma candidature. Je suis également touché de voir que le Parti néo-démocrate se joint à cette marque de confiance unanime. Nous travaillerons dans la bonne humeur. Les propositions ne manquent pas cette année.

Après tous ces remerciements, je passe maintenant à la mise en candidature d'un vice-président du Comité.

Monsieur Hudecki.

M. Hudecki: Je propose la nomination de M^{me} Ursula Appolloni. J'ai été très impressionné par les efforts qu'elle a déployés en faveur de la jeunesse dans les Forces armées, par son expérience en qualité de secrétaire parlementaire chargée des Forces armées et par l'intérêt qu'elle continue à porter au ministère des Affaires extérieures. Je voudrais donc proposer sa candidature.

M. Bosley: J'appuie cette proposition.

Le président: Appuyée par MM. Bosley et Pelletier.

La motion est adoptée.

Le président: M^{me} Appolloni aimerait prendre la parole.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président. Bien que n'étant pas habituée à parler en public, j'aimerais remercier ceux qui ont proposé ma candidature et en particulier les députés des deux partis de l'Opposition. Je pense que c'est bon signe. Ce Comité a toujours progressé lorsque notre esprit de patriotisme l'a emporté sur notre esprit de parti. C'est un très bon signe.

Je vous remercie de votre appui et j'essaierai de m'en montrer digne.

Le président: Merci, madame.

Le premier point à l'ordre du jour est de décider de la composition du Sous-comité du programme et de la procédure. Les propositions sont nombreuses. Tous les partis doivent d'abord s'entendre pour que tous soient représentés. Selon les accords précédents, une personne représentait le troisième parti, le parti néo-démocrate, et deux personnes représentaient l'Opposition officielle. Ces députés sont choisis après consultation et leurs noms sont adressés au greffier et à moi-même.

Souvent quatre députés représentent la majorité. On pourrait continuer ainsi, et on pourrait ajouter le président tout en essayant d'être le plus neutre possible, mais je suis à votre disposition quant à la composition du Sous-comité du programme. J'attends les propositions à cet effet.

[Texte]

Mr. Dupras: I think it has been the practice, Mr. Chairman, that the chairman, as you say, is not among those four of the government side. He chairs the subcommittee. The Liberal Party should be represented by four and the opposition by I think it is three—two and one, if my memory serves me right. That has been the case for many years.

The Chairman: If that is agreeable I will receive nominations to that effect. Do you propose it?

Mr. Dupras: Yes, I do propose it.

Mr. Darling: I second that motion.

The Chairman: Seconded by Mr. Darling that the steering committee be composed of one person representing the New Democratic Party, two persons to be chosen by themselves to be representing the Official Opposition, and four representing the government party, excluding the chairman, that person to be chosen, of course, by consultation.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Excluding.

The Chairman: Excluding.

Mrs. Appolloni: He is ex officio.

The Chairman: That shows there was no consultation prior to the meeting.

Mr. Darling seconded four plus the chairman . . .

Mr. Bosley: Four is not enough.

The Chairman: Not enough at all. I assure you I did not make any consultation.

The proposal by Mr. Dupras, seconded by Mr. Darling, is that the steering committee be composed of the chairman plus four of the government, plus two representatives of the Official Opposition, plus one of the New Democratic Party. That is the proposal.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I would move an amendment, if I may, Mr. Chairman, that the number of government members on the steering committee be four only, including the chairman.

The Chairman: I have no objection.

• 1145

Yes, you could, of course. But then if the vote is tied three to three that shows the Liberals do not follow activities very well.

Mr. Laniel, please.

Mr. Laniel: What was the composition of the steering committee last year?

The Chairman: It varies from year to year. Last year it was four-two-one.

Mr. Laniel: Including the chairman?

The Chairman: Including. Years before the chairman was not included, but the reason I say that is that some years

[Traduction]

M. Dupras: Monsieur le président, je crois que l'usage veut, comme vous l'avez dit, que le président ne figure pas parmi les quatre députés représentant le gouvernement. Le président préside le Sous-comité. Le parti libéral devrait être représenté par quatre députés et l'Opposition officielle par trois députés, deux et un, si je ne m'abuse. Il en est ainsi depuis de nombreuses années.

Le président: Si vous êtes tous d'accord, je voudrais recevoir une motion à cet effet. La présentez-vous?

M. Dupras: Oui, je la propose.

M. Darling: J'appuie cette motion.

Le président: Appuyé par M. Darling que le Comité directeur soit composé d'un député représentant le nouveau parti démocratique, de deux députés représentant l'Opposition officielle et de quatre députés représentant le gouvernement, à l'exclusion du président et que ces députés soient choisis après consultation.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): À l'exclusion du président.

Le président: Oui.

Mme Appolloni: Il en est membre d'office.

Le président: Cela prouve qu'il n'y a eu aucune consultation avant cette réunion.

M. Darling a proposé quatre députés plus le président . . .

M. Bosley: Quatre, cela ne suffit pas.

Le président: Effectivement. Je vous assure que je n'ai consulté personne.

M. Dupras propose, appuyé par M. Darling, que le Comité directeur soit composé du président, de quatre députés de la majorité, de deux représentants de l'Opposition officielle et d'un député du nouveau parti démocratique. Voilà ce qui est proposé.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Si vous me le permettez, monsieur le président, je propose que le Comité directeur ne soit composé que de quatre représentants du gouvernement y compris le président.

Le président: Je n'y vois aucune objection.

Oui, évidemment, vous pourriez le faire. Mais si jamais les libéraux et les partis de l'opposition obtenaient le même nombre de voix, cela prouverait que les libéraux ne sont pas très avertis.

Monsieur Laniel, s'il vous plaît.

M. Laniel: Quelle a été la composition du Comité directeur l'année dernière?

Le président: Cela varie d'une année à l'autre. L'année dernière, il était composé de quatre libéraux, de deux membres de l'Opposition officielle et d'un membre du NPD.

M. Laniel: Y compris le président?

Le président: Oui. Les années précédentes, le président n'était pas compris, mais il faut souligner que pendant cette

[Text]

before we had 30 members so of course the chairman was more independent. Now you put the chairman in a position where he may have to vote.

Mr. Pelletier: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Pelletier.

M. Pelletier: Monsieur le président, je vais vous donner un exemple de ce qui se passe à d'autres comités. Je siège au Comité permanent de l'expansion économique régionale, et M. Darling est l'un des plus fidèles membres de ce comité-là. Nous avons à ce comité trois députés de l'opposition, trois députés du gouvernement et le président. Il y a donc quatre députés du côté gouvernemental et trois du côté de l'opposition. Je crois que c'est ce que propose M. Robinson.

Je pense que c'est ainsi dans la plupart des comités. Bien sûr, chaque comité peut décider de ce qu'il veut faire, mais je pense que cela serait la meilleure façon de procéder, le président ayant toujours le droit de trancher.

The Chairman: Therefore I will listen to Mr. Watson and put the amendment first. Of course, if it carries, it defeats the proposal.

Mr. Watson: While in other committees, including the one I have chaired, we do have that formula, it seems to me that in this committee, with the absolute necessity of having a totally neutral chairman—because I think Mr. Prud'homme has managed to keep a complete neutrality—in this instance it seems to me that having a majority of the government on the steering committee eliminates the possibility that the chairman will have to cast a deciding vote and he will be able to preserve his neutrality thereby. It seems to me that it would be wiser to stick with the formula as originally suggested by the chairman.

The Chairman: One more word from Mr. Dupras, who first made the proposal.

M. Dupras: Ma proposition vient du simple fait que le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale est un comité qui représente deux ministères importants. C'est pour cette raison que l'on a dit que le Comité devait compter 15 membres plutôt que 10, comme c'est le cas aux autres comités.

Les deux secrétaires parlementaires sont membres du Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure. Or, la pratique nous a révélé que toujours, aux séances du Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure, l'un des deux secrétaires parlementaires est absent. Cela réduit la représentation des libéraux. Je ne comprends absolument pas, monsieur le président, qu'un membre du Parti libéral ne puisse pas voir cette menace, à savoir qu'il peut arriver que le Parti libéral, le parti au pouvoir, soit en minorité parce qu'un des deux secrétaires parlementaires a été appelé au ministère. C'est ce qui se produit depuis quelques années. Donc, si le Comité veut choisir quatre délégués du Parti libéral, incluant le président, il faudra s'assurer que les deux secrétaires parlementaires qui en

[Translation]

période, nous avons 30 membres de sorte que le président soit plus indépendant. Par contre, le nombre proposé fera en sorte que le président soit peut-être obligé de voter.

M. Pelletier: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Pelletier.

Mr. Pelletier: Mr. Chairman, I would like to give you an example of what happens in other committees. I sit on the Standing Committee on Regional Development, and Mr. Darling happens to be one of the most faithful members. On that committee, we have three members representing the opposition, three members representing the government side and the chairman. We therefore have four members on the government side and three on the opposition side. I believe that is what Mr. Robinson is proposing.

Furthermore, I believe that is the way most committees operate. Of course, each committee has the right to decide what it wishes to do, but I, personally, feel that would be the best way to proceed, so that the chairman would always have the possibility of casting a deciding vote.

Le président: Je vais d'abord entendre les propos de M. Watson, et ensuite, nous allons voter sur la proposition modifiée. Evidemment, si celle-ci est adoptée, la proposition originale est automatiquement rejetée.

M. Watson: Bien que d'autres comités, y compris celui que j'ai présidé, fonctionnent de cette façon, il me semble que dans ce comité-ci, où il est absolument indispensable d'avoir un président neutre—d'ailleurs, je crois que M. Prud'homme a réussi à garder la neutralité—il me semble, dis-je, que lorsque les membres du parti gouvernemental sont en majorité au Comité directeur, la possibilité que le président soit obligé de trancher une question est pratiquement éliminée, lui permettant ainsi de rester neutre. Je suis donc d'avis qu'il serait plus sage de garder la formule proposée par le président à l'origine.

Le président: Je vais donner la parole à M. Dupras, qui, le premier, a présenté la proposition.

Mr. Dupras: My proposal is based on the simple fact that the Standing Committee on External Affairs and National Defence represents two important departments. That is the reason why it was agreed that this committee would have 15 members, rather than 10, like other committees.

The two parliamentary secretaries are members of the Subcommittee on Agenda and Procedure. However, practice has shown that there is always one parliamentary secretary absent when the Subcommittee on Agenda and Procedure meets, thereby reducing Liberal representation. I fail to see, Mr. Chairman, how a member of the Liberal party could not understand the threat that this may represent, since it is conceivable that the Liberal party, which is the party in power, might find itself in a minority position if one of the two parliamentary secretaries were retained on departmental business. In fact, this has been going on for quite a few years. Accordingly, if the committee wants to choose four members to represent the Liberal party, including the chairman, we will have to ensure that the two parliamentary secretaries who sit

[Texte]

feront partie assisteront à chacune des séances, pour ne pas affaiblir la représentation du parti au pouvoir.

The Chairman: The Hon. Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, if I may speak in favour of Mr. Robinson's amendment, I think it is only fair that the steering committee be the same number as we had in the previous committee. I would remind members of the words of our deputy chairman, who said she felt this committee always functioned best when it put Canada first with a minimum of partisan orientation. To fall so quickly when it comes to a question of deciding how many sit on the steering committee—to have, for example, Mr. Watson say he felt the government needed this brutal four majority all the time, of all things to protect the neutrality of the chairman . . . Did you ever hear of anything so ludicrous? Naturally the chairman is presumably always neutral because the rest of us . . .

The Chairman: I have always been.

Mr. Stevens: —are overwhelmed on every vote. So I can only say, in the words of the deputy chairman, let us put Canada first and have partisanship in this committee held to a minimum and support our good friend Mr. Robinson.

• 1150

The Chairman: Okay, I will recognize two more and then we will take a vote.

Mr. Laniel.

Mr. Laniel: Mr. Chairman, after listening to arguments on both sides of the proposition, I think the presence of two backbenchers not tied in any way or another to a minister or to the department as parliamentary secretary, from the government side, is very important on the steering committee. We know that parliamentary secretaries are busy so they are not always there, but at the same time their point of view is sometimes seen by the opposition as the point of view of the government instead of the point of view of a member of the committee. I think we should have at least two members who are not parliamentary secretaries from our side, besides the chairman, to be on the steering committee.

The Chairman: If I may help the discussion—I would personally interpret, if Mr. Robinson's amendment passes, that you mean to say the chairman plus three, to be decided as you, the Official Opposition, will decide and the NDP will decide. So it will not be—if it were to carry; because I have to protect also . . . I have listened very attentively to what Mr. Dupras has said, and it is true that in the past it did create some problems.

Mr. Munro, please.

[Traduction]

on the subcommittee can attend every meeting, so as not to weaken the representation of the party in power.

Le président: L'honorable monsieur Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, si vous me permettez d'appuyer la modification proposée par M. Robinson, je crois qu'il n'est que justice que le Comité directeur soit composé du même nombre de membres que par le passé. Je profite de l'occasion pour rappeler aux membres du Comité les paroles de notre vice-président qui est d'avis que ce comité fonctionne le mieux lorsqu'il donne la priorité aux besoins du Canada en éliminant au maximum l'esprit de clocher. Et de tomber si bas déjà, au moment de décider du nombre de membres du Comité directeur—par exemple, M. Watson a dit qu'il croyait que le gouvernement avait besoin de cette majorité brutale de quatre membres en permanence, soi-disant pour protéger la neutralité du président . . . En voilà un argument ridicule! Bien sûr, on présume que le président garde toujours sa neutralité car nous . . .

Le président: Je suis toujours resté neutre.

M. Stevens: . . . n'avons pas autant de voix que le parti gouvernemental. Donc, permettez-moi de répéter les paroles du vice-président, à savoir qu'il faudrait donner la priorité aux besoins du Canada en éliminant au maximum l'esprit de clocher dans ce comité. Appuyons, donc, la proposition de notre collègue M. Robinson.

Le président: D'accord, j'accorderai la parole à deux autres députés et, ensuite, nous allons mettre la question aux voix.

Monsieur Laniel.

M. Laniel: Monsieur le président, après avoir écouté les arguments de ceux qui sont pour et de ceux qui sont contre, je crois qu'il est important de choisir deux députés libéraux de l'arrière-banc nullement liés à un ministre ou à un des ministères à titre de secrétaire parlementaire pour siéger au Comité directeur. Nous savons tous que les secrétaires parlementaires sont très occupés et ne peuvent pas toujours assister aux séances. Mais par contre, les membres de l'Opposition ont tendance à croire que les secrétaires parlementaires expriment le point de vue du gouvernement plutôt que le leur. Je suis donc d'avis que deux députés qui ne sont pas des secrétaires parlementaires devraient siéger au Comité directeur pour le parti libéral, à part le président.

Le président: Pour les fins de la discussion, permettez-moi d'interpréter ce que vous avez dit. Si la modification de M. Robinson est adoptée, vous aimeriez que le côté gouvernemental soit représenté par le président et trois autres députés qui seront choisis par le côté gouvernemental, l'Opposition officielle et les membres du NPD. Donc, si elle était adoptée . . . Car il faut absolument que je protège . . . J'ai écouté attentivement les arguments de M. Dupras, et il est vrai que par le passé, cela nous a créé un certain nombre de problèmes.

Monsieur Munro, vous avez la parole.

[Text]

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): My first comment is somewhat of a point of order. I am wondering if the clerk can tell us the size of this committee. How many members may it contain?

Mr. Watson: You mean you are backtracking, Mr. Chairman? If you are, then that is fine.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): How many members are there on this committee?

The Chairman: We have 15 at the moment; 8 Liberals . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): We are 16 at the moment.

The Chairman: Oh, no, we are more than that. Members can attend, but they do not vote.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh, I see.

The Chairman: We are much more than that this morning. It is a special morning.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): My next one has to do—and of course I am not trying to influence the choice of members of the government side, but I am wondering whether it is absolutely essential that the two parliamentary secretaries be there. When one or other of the departments is being considered for the next meeting, then one of them should show up to represent the minister. But to be a fully fledged and for-all-time member of the committee I do not think is all that necessary.

I take the point that Gérald has brought forward, that the views of those who are not parliamentary secretaries should be heard. And that is not a reflection at all on the parliamentary secretaries. They have a role to play. They know what their minister is going to be doing in the next six or eight weeks and therefore could help, but not determine, the meetings.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Dupras, please.

Mr. Dupras: Following Mr. Munro's remarks, I think it is, I would not say absolutely necessary, but it is a necessity that the parliamentary secretaries be members of the steering committee, because at times when the subcommittee looks at the preparation of the future meetings, of course the parliamentary secretary is much closer to his minister and can make the arrangements quite fast. That is why I suggest—and this is serious; it is not because I am afraid that we will lose the majority, but we cannot expect the parliamentary secretary to attend all the meetings of the steering committee. I think in this case, because there are two parliamentary secretaries in the Committee on External Affairs and National Defence, this should be taken into consideration and we should have four plus one instead of the four, two, one of the other ten-member

[Translation]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): En fait, c'est un rappel au Règlement, en quelque sorte. J'aimerais que le greffier nous dise de combien de membres notre Comité est composé. Nous avons droit à combien de membres?

M. Watson: Vous voulez dire, monsieur le président, que vous voulez maintenant appuyer la proposition originale? C'est très bien.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Combien de membres siègent à ce Comité?

Le président: En ce moment, nous avons 15 membres; huit libéraux . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais nous sommes 16 en ce moment.

Le président: Non, en fait, nous sommes plus nombreux que cela. Les députés peuvent assister aux séances, mais ils n'ont pas tous le droit de vote.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ah, bon.

Le président: Nous sommes beaucoup plus nombreux ce matin. Mais c'est un matin spécial.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ensuite, je voudrais parler—et, bien sûr, je n'aimerais pas essayer d'influencer le choix de députés pour le parti gouvernemental, mais je me demande s'il est absolument indispensable que les deux secrétaires parlementaires assistent aux séances. Si l'on examine la possibilité d'inviter les fonctionnaires d'un ministère particulier à comparaître à la séance suivante, évidemment, il faudrait que l'un d'entre eux soit là pour représenter le ministre. Mais je ne crois pas qu'il soit vraiment nécessaire que les deux secrétaires soient des membres permanents du Comité et soient tenus d'assister à toutes les séances.

Je comprends très bien les arguments de Gérald, à savoir que les points de vue de ceux qui ne sont pas des secrétaires parlementaires soient entendus également. Et cela ne porte nullement atteinte aux secrétaires parlementaires. Ils ont un rôle à jouer. Ils sont au courant des activités de leurs ministres au cours des six ou huit semaines à venir et peuvent donc nous aider à choisir, sans pour autant déterminer les dates des réunions.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Dupras, s'il vous plaît.

M. Dupras: Suite aux remarques de M. Munro, je suis d'avis qu'il est tout de même nécessaire que les secrétaires parlementaires siègent au Comité directeur pour la simple raison que ceux-ci ont des rapports beaucoup plus étroits avec leurs ministres et peuvent prendre les arrangements nécessaires très rapidement pour faciliter le travail de préparation du Sous-comité. Voilà pourquoi je propose—et je suis tout à fait sérieux; ce n'est pas que je craigne que nous perdions notre majorité, mais nous ne pouvons tout de même pas nous attendre à ce que les secrétaires parlementaires assistent à toutes les séances du Comité directeur. Donc, étant donné que nous avons deux secrétaires parlementaires pour représenter les Affaires extérieures et la Défense nationale, il faudrait quatre députés plus un, plutôt que d'adopter la formule 4-2-1

[Texte]

committees. That is easy to understand. I guess everybody understands that.

Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Watson: Mr. Chairman, in the interests of nonpartisanship I have switched my view and I am going along with Mr. Stevens over here.

The Chairman: Some members will not have the right to vote, so the clerk will indicate those who—because I am not in charge of that. The clerk is very severe on that. He knows who has the right to vote. Some members came in abundance this morning for a special morning, but they do not have the right to vote.

• 1155

Mr. Hudecki: I just wanted a clarification of the role of the parliamentary secretary. Is he really here as an ex officio . . . , as a spokesman for the appropriate minister, or is he a bona fide member of the committee who has a vote?

The Chairman: That is a good question. We have never . . .

If I may give you an experience, I have seen in the past that if a member is too embarrassing for a department he sometimes becomes the parliamentary secretary to that department so in this way he has to decide if he is going to participate in the discussion or not in a non-partisan way or defending his ministers.

Having said that, Doctor, I will call the vote.

The proposal of Mr. Dupras, Mr. Darling, that the standing committee be composed of four Liberals plus the chairman, two members of the Official Opposition and one NDP was amended by Mr. Robinson to read that four plus the chairman reads really three plus the chairman to make four, seconded by Mr. Stevens, and reads therefore four without spelling out who—of course the chairman plus three—and Mr. Stevens seconded that, plus two of the Official Opposition plus one NDP. So we will vote now on the amendment, and of course if the amendment carries that defeats the main motion; it becomes the main motion. So the amendment reads . . .

Mr. Darling: Who are the members to vote?

The Chairman: The four of you plus the two NDP plus the Liberals. Who are the Liberals who vote?

The Clerk: All Liberals vote except Messrs. Landers, Pelletier, Massé and Gimaïel.

The Chairman: Thank you.

You may still participate.

So the vote is on Mr. Robinson's amendment.

Amendment agreed to.

The Chairman: Therefore I put the main motion as amended. The main motion is that the steering committee be composed of three Liberals plus the chairman, plus two

[Traduction]

utilisée dans les autres comités composés de dix membres. C'est facile à comprendre. Je suis sûr que tout le monde comprend cela.

Merci beaucoup, monsieur le président.

M. Watson: Monsieur le président, pour prouver que je n'ai pas de parti pris, j'ai changé d'avis et je vais maintenant appuyer la proposition de M. Stevens.

Le président: Certains députés ne pourront pas voter; le greffier va maintenant nous indiquer qui—car ce n'est pas moi qui en décide. Le greffier est très à cheval sur le règlement. Il sait qui a le droit de voter. Ce matin, beaucoup de députés assistent à la séance, mais ils n'ont pas tous le droit de vote.

M. Hudecki: J'aimerais qu'on définisse mieux le rôle du secrétaire parlementaire. Ses fonctions sont-elles vraiment ex officio, celles d'un porte-parole du ministre, ou bien fait-il partie à part entière du comité où il siège?

Le président: Excellente question; nous n'avons jamais . . .

Je vais vous faire part de mon expérience personnelle; par le passé, lorsqu'un député devenait trop gênant pour un ministère, on le nommait parfois secrétaire parlementaire de ce ministère ce qui le forçait à décider s'il voulait participer ou pas à la discussion de façon non partisane, s'il acceptait de défendre son ministre.

Cela dit, docteur, nous allons passer au vote.

Monsieur Darling, M. Dupras a proposé que le comité permanent soit composé de quatre libéraux plus le président, de deux députés de la majorité et d'un député du NPD; M. Robinson a proposé une modification: au lieu de quatre députés plus le président, trois députés plus le président, ce qui fait quatre au total. Cette modification a été appuyée par M. Stevens si bien que dans l'énoncé, on parle maintenant de quatre personnes, sans préciser—mais évidemment, il s'agit du président plus trois députés. Cela a été appuyé par M. Stevens et la disposition relative aux deux députés de la majorité et un député du NPD reste inchangée. Nous allons donc voter sur cette modification et, évidemment, si elle est adoptée, la motion principale saute automatiquement. La motion se lit donc comme suit . . .

M. Darling: Quels sont les députés qui doivent voter?

Le président: Vous quatre, plus deux NPD, plus les libéraux. Qui sont les libéraux qui votent?

Le greffier: Tous les libéraux à l'exception de MM. Landers, Pelletier, Massé et Gimaïel.

Le président: Merci.

Mais ils peuvent tout de même participer.

Nous votons donc sur l'amendement de M. Robinson.

L'amendement est adopté.

Le président: Nous passons donc à la motion principale telle que modifiée; que le Comité directeur soit constitué de trois libéraux plus le président, ainsi que de deux membres de

[Text]

members of the Official Opposition, plus one member of the New Democratic Party.

Motion as amended agreed to.

The Chairman: I will give you a day to decide who will be on the steering committee.

Last motion.

Mrs. Appolloni: Mr. Chairman, if I could point out one thing, if the main motion had carried more than 50% of the whole of the usual sitting committee would have been represented on the steering committee, which I think would have been top heavy and made business that much slower.

The Chairman: If I was the Speaker, and I was not called to be the Speaker of the House, I would say that you cannot comment on a vote that has already been taken, but I thank you.

Now, printing of *Minutes of Proceedings and Evidence*.

Mr. Laniel: On a point of order. I would like to know why the substitutes could not vote.

The Chairman: Because we are allowed only eight Liberals, five Conservatives and two NDP.

Mr. Laniel: Yes, but if they are substitutes, we are not eight Liberals.

The Chairman: Yes, we are. We were more than that; we were 12 present.

Mr. Laniel: I did not count those hon. members at the table.

The Chairman: Now rapidly, because I was informed by many of you that you have other commitments, printing of minutes: As you know, I have been accused of being Mr. Scrooge often, but I recommend 1,000 copies and I would like to receive a motion to that effect. We never need more. When we need more we will please come back and get authorization by you. I have made a total study and we really have enough with 1,000 to start. We cut the expense and I think you would approve of that.

Mr. Darling is proposing 1,000, seconded by Mr. Munro. One thousand copies shall therefore be printed as *Minutes of Proceedings and Evidence*, and that a copy of each issue be circulated, of course, to all members of Parliament. I have here "to all the bands in this country"—I took this from another committee, probably the Indian Affairs committee.

• 1200

We had a long discussion before, and you know the chairman has been very, very fair. It is a question of a quorum, when we do not have enough members present. So, it is moved—I would say that the chairman be authorized to hold meetings to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that the opposition . . .

[Translation]

l'Opposition officielle et un député du Nouveau parti démocratique.

La motion, telle que modifiée, est adoptée.

Le président: Je vais vous donner une journée pour décider qui siégera au comité directeur.

Dernière motion.

Mme Appolloni: Monsieur le président, j'aimerais signaler une chose; si nous avions adopté la motion principale, plus de la moitié des membres du comité permanent auraient fait partie du comité directeur; cela aurait été excessif et aurait probablement beaucoup ralenti la discussion.

Le président: Si j'étais le président, et on ne m'a pas demandé d'être le Président de la Chambre, je pourrais vous dire que vous ne pouvez pas revenir sur un sujet qui a déjà fait l'objet d'un vote; merci tout de même.

Nous passons maintenant à la publication des *Procès-verbaux et Témoignages*.

M. Laniel: J'invoque le Règlement. J'aimerais savoir pourquoi les remplaçants ne peuvent pas voter.

Le président: Parce que nous avons droit à huit libéraux seulement, deux conservateurs et deux NDP.

M. Laniel: Oui, mais lorsqu'il y a des remplaçants, il n'y a plus huit libéraux.

Le président: Mais oui. Nous étions plus nombreux, nous étions 12.

M. Laniel: Je n'ai pas compté les honorables députés qui étaient présents.

Le président: Très rapidement maintenant, car je sais que plusieurs d'entre vous ont d'autres engagements. Impression des procès-verbaux; Comme vous le savez, on m'a souvent accusé d'avarice, mais je recommande que nous commandions 1,000 exemplaires et j'aimerais entendre une motion à cet effet. Nous n'avons jamais besoin de plus d'exemplaires. Si jamais cela se produisait, nous pourrions toujours vous demander une autorisation. J'ai étudié la question, et je suis convaincu que pour commencer nous avons besoin de 1,000 exemplaires seulement. Nous avons donc réduit cette dépense et j'imagine que vous allez approuver.

M. Darling propose que 1,000 exemplaires soient imprimés; cela est secondé par M. Munro. Mille exemplaires des *Procès-verbaux et Témoignages* seront donc imprimés et, bien sûr, chaque député au Parlement en recevra un exemplaire. Je vois ici une mention «à toutes les bandes du pays»; j'imagine que ce papier vient d'un autre comité, probablement celui des affaires indiennes.

Nous en avons déjà longuement discuté et, comme vous le savez, le président a été particulièrement équitable. C'est une affaire de quorum, lorsque nous n'avons pas suffisamment de députés présents. Je pense donc que nous devrions autoriser le président à tenir des séances, à entendre des témoignages et à

[Texte]

I do not want to come back to this discussion. Every year, as you know, we have an election. Then there is the matter of what "opposition" means, and then you want to have an NDP and you want to have a Conservative. I said that I would think it would be very difficult to sit in the absence of the Official Opposition. That does not exclude, of course, the NDP. The quorum is five, that is as I proposed to you. It has always worked well. Sometimes it is tough to have five; I have had to beg some members to stay so that we could hold a quorum. Would someone propose the quorum? A quorum is five to hold a meeting and print.

An Hon. Member: Five.

The Chairman: The spirit of that motion is that the chairman look and if there is no opposition member he does not sit. But he is not bound by that rule. If there were an exceptional case he could sit, but it has never happened in the past. So, in all fairness, you accept it at five, without describing who the five should be, remembering that the spirit of this committee has been never to sit when someone from the opposition is not present.

Mrs. Appolloni: I so move.

Mr. Darling: D'accord.

The Chairman: It is proposed by Mrs. Appolloni, seconded by Mr. Darling.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you.

The rest could come when we have our order of reference. It is a question of a motion for the expenses of witnesses, and so on and so forth.

I have only two little announcements, then I will ask for an adjournment to the call of the Chair. Before doing so, I see some hands raised. Mr. Pelletier and Mr. Munro.

Mr. Pelletier: Mr. Chairman, I am a substitute on this committee; I chair another meeting and, unfortunately, we have, in the past, been in the same block system.

The Chairman: I know. There is nothing I can do.

Mr. Pelletier: If we are not in the block system, is it possible for those who are substitutes, when they come to the committee, if all the others are present... If all the full-fledged members are present he can participate, but he does not vote.

The Chairman: I can answer that right away, Mr. Pelletier. The spirit of this committee is that we recognize every member and after that we recognize the substitutes. We even recognize non-members, non-substitutes, when the time of the official members has expired.

[Traduction]

en autoriser la publication en l'absence d'un quorum à condition que l'Opposition...

Je ne tiens pas à revenir sur cette discussion. Comme vous le savez, chaque année nous procédons à une élection. Ensuite, il faut décider ce que signifie «opposition»; ensuite, vous voulez un représentant du NPD et vous voulez ainsi qu'un conservateur. J'ai déjà dit qu'à mon avis, il serait très difficile de siéger en l'absence de l'Opposition officielle. Evidemment, cela n'exclut pas le NPD. Le quorum est de cinq personnes, c'est ce que je vous ai proposé. Jusqu'à présent, cela a donné de bons résultats. Parfois nous avons du mal à avoir cinq personnes, parfois j'ai dû supplier les gens de rester pour que nous gardions le quorum. L'un d'entre vous veut-il proposer le quorum? Un quorum de cinq personnes pour tenir les séances et faire publier les témoignages.

Une voix: Cinq.

Le président: Avec cette motion, le président peut jeter un coup d'oeil dans la salle, et s'il ne voit pas de membre de l'opposition, il décide de ne pas siéger. Cela dit, cela n'a rien d'obligatoire. Dans un cas exceptionnel, il pourrait tenir la séance tout de même, mais cela ne s'est jamais produit. Par conséquent, je dois vous avertir que vous fixez le quorum à cinq personnes sans préciser de qui il s'agit, mais en vous souvenant que jusqu'à présent ce Comité n'a jamais siégé en l'absence de représentants de l'opposition.

Mme Appolloni: Je le propose.

M. Darling: Agreed.

Le président: M^{me} Appolloni, appuyée par M. Darling.

La motion est adoptée.

Le président: Merci.

Quant au reste, nous pouvons attendre d'avoir notre mandat. Il s'agit de la motion pour le remboursement des dépenses des témoins, etc.

J'ai encore une ou deux choses à annoncer, puis nous pourrions lever la séance jusqu'à nouvelle convocation. Mais auparavant, je vois que certains d'entre vous veulent parler. Monsieur Pelletier, monsieur Munro.

M. Pelletier: Monsieur le président, je suis un suppléant dans ce Comité. Je suis président d'un autre comité et, malheureusement, jusqu'à présent les deux comités ont toujours siégé dans le même bloc.

Le président: Je sais. Je n'y peux rien.

M. Pelletier: Lorsqu'il n'y a pas de conflit d'horaire, les députés qui sont des suppléants peuvent venir au comité, même lorsque tous les autres membres sont présents, ils peuvent participer, à condition de ne pas voter.

Le président: Je peux vous répondre tout de suite, monsieur Pelletier. Dans ce Comité, nous donnons la parole à tous les députés permanents, puis nous donnons la parole aux suppléants. Nous donnons même la parole aux députés qui ne sont ni membres du Comité ni suppléants, lorsque le temps des membres officiels du Comité est écoulé.

[Text]

Mr. Pelletier: But what I mean, Mr. Chairman, is this: if the full-fledged members are not all present, is it possible to consider then, for that meeting, that a substitute be a full-fledged member?

The Chairman: Of course. That is the rule.

Mr. Darling: You have to give 24 hours' notice.

The Chairman: No, no, no—sorry. The rules of the House are that the 24 hours play only if a member and a substitute cannot be present. But, for instance, this morning, let us say Mr. Bosley would have been . . . Such as now, the Conservative Official Opposition has five official votes. Mr. McLean is a substitute. I would have recognized Mr. McLean right away, without the 24-hour notice, because he is already a substitute. You are allowed five votes. Member or substitute, you do not have to be bound by the 24-hour rule. To be bound by that requires that you be a non-substitute and a non-member, then you need the 24-hour notice.

I would like to announce—and I will circulate private letters to you—visitors whom we will have in town: Senator Richard Stone, Ambassador-at-Large, and Presidential Special Envoy to Central America, will be in Ottawa on February 23. I intend to organize an informal meeting. I am sure it will be very, very interesting for members. Also, last year Canada established through me, on your behalf, close contact with the National Defence Committee of the National Assembly of France and the Foreign Affairs Committee of the National Committee of France. This year they are going to make a return visit to Ottawa as guests of the Parliamentary Associations. The general secretariat will receive them. It is in the same week, and they would like to attend the meeting.

• 1205

So we will try to have a meeting that morning, either a very concrete meeting, such as a CIDA meeting, or something that the steering committee will decide when I call a meeting, at the earliest time possible . . . no later than next Tuesday—so that we will decide our items of activities.

Mr. Bosley: No, I think we should meet that day to decide whether we annex St. Pierre and Miquelon.

The Chairman: Mr. Munro, please.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I have two or three points I would like to make.

We did decide to have 1,000 copies of our proceedings printed.

The Chairman: Yes, Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): That, of course, is with the normal hearings on the budget, for example; on the estimates. If there is a special reference to the committee . . .

The Chairman: Then I have to get authorization from you.

[Translation]

M. Pelletier: Monsieur le président, si tous les membres à part entière du Comité ne sont pas présents, peut-on envisager, pour cette séance-là, de donner le statut de membre à part entière à un suppléant?

Le président: Bien sûr, c'est la règle.

M. Darling: Vous devez donner un préavis de 24 heures.

Le président: Non, non, excusez-moi. D'après le Règlement de la Chambre, ce préavis de 24 heures est nécessaire uniquement lorsqu'un député à part entière et son suppléant sont dans l'impossibilité d'assister à la séance. Par exemple, ce matin, supposons que M. Bosley ait . . . En ce moment, par exemple, l'Opposition officielle a cinq voix officielles. M. McLean est un suppléant. J'aurais donné la parole à M. McLean immédiatement, sans préavis de 24 heures, parce qu'il est déjà suppléant. Vous avez droit à cinq votes. Que vous soyez membre à part entière ou suppléant, vous n'êtes pas assujéti à la règle des 24 heures. Cette règle n'entre en jeu que lorsque vous n'êtes ni membre à part entière ni suppléant.

J'aimerais maintenant vous annoncer quelques visites; je vous distribuerai ensuite des lettres privées que j'ai reçues. Ce sont des visiteurs que nous allons recevoir: le sénateur Richard Stone, ambassadeur itinérant, et envoyé spécial du président en Amérique centrale, sera à Ottawa le 23 février. J'ai l'intention d'organiser une rencontre amicale. Je suis certain que cela sera d'un grand intérêt pour nous tous. D'autre part, l'année dernière, le Canada, par mon entremise et en votre nom, a eu des contacts soutenus avec la Commission de la défense nationale et la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France. Cette année, les membres de ces deux commissions vont nous rendre cette visite et venir à Ottawa sur l'invitation des associations parlementaires. Ils seront les hôtes du secrétariat général. Ils aimeraient également assister à une réunion.

Nous essaierons donc d'organiser une réunion ce matin-là, une réunion portant sur une question d'ordre concret, l'ACDI par exemple. Le Comité de direction en décidera. Nous aurons une réunion le plus tôt possible avant mardi prochain et nous pourrions donc décider de notre ordre du jour.

M. Bosley: Nous devrions avoir une réunion le jour même afin de décider si nous voulons annexer Saint-Pierre et Miquelon.

Le président: Monsieur Munro.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'aimerais faire deux ou trois remarques.

Nous avons décidé de faire imprimer 1,000 exemplaires du compte rendu de nos délibérations.

Le président: C'est bien cela, monsieur Munro.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Dans le cas de séances normales portant sur le budget par exemple ou les prévisions budgétaires. Cependant, s'il devait y avoir une question spéciale qui serait renvoyée au Comité . . .

Le président: Alors, je devrais avoir votre permission.

[Texte]

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): —I assume we would reconsider this matter.

The Chairman: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): That brings me to another point. There has been some suggestion that meetings of committees can be called at the request of *x* members of that committee. I believe it is either in the special committee on procedure or has been approved. I do not know whether it has been approved in the House or not, but have we ever got to that point where those of us who felt that one particular matter ought to be considered would call this meeting together in official session, with translation and recording of the proceedings? I would like to think we could do that.

The Chairman: I have an answer after Mr. Dupras speaks.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): And I have one more matter.

The Chairman: Mr. Dupras.

Mr. Dupras: My reaction to the proposal brought forth by Mr. Munro is that as long as it is within the terms of reference of the standing committee, I guess the members could call for an additional meeting—if it is within the terms of reference of the committee. But if we do not have the terms of reference, I do not believe a certain number of members of the committee can call the committee together to consider a certain point. For that I do not think we have the authority.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): But the terms of reference of the committee are what?

The Chairman: May I say that there is something new. It is the wish, I am sure, of all members to listen to the new chairman of CIDA. Technically speaking, I could not call her if it were last year or two years ago, because we have no estimates in front of us. But the annual report of External Affairs—the latest is 1982, believe it or not—was tabled last year. The 1981s are before this committee. If I can find the word “CIDA” in these 200 pages, more or less, that authorizes me, in my opinion, in my description or definition, to have a CIDA meeting. So the steering committee will most likely be considering that and reporting to you to have CIDA at the earliest time possible, without waiting for the annual estimates.

As for the rest, Mr. Dupras is absolutely right. We cannot, unless we are referred to by the House under another specific order of reference. What we can do is the estimates. We do not need any other reference. We can question anybody until the time allotted, May 31, most likely, every year. As for certain other items, I will look back in the annual report that was tabled and referred to our committee for further study to see if that gives me authorization. At that time it is a question of judgment by the Chair to say yes. I feel secure enough that I can call a meeting according to the annual report that was tabled and referred to this committee.

[Traduction]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): ... je suppose que nous pourrions réétudier cette question.

Le président: Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Cela m'amène à une autre question. On a dit que les réunions du Comité pouvaient être organisées à la demande des membres. Je crois qu'on en a parlé au Comité spécial du programme et de la procédure, je ne sais si cela a été approuvé. Je ne sais non plus si cela a été approuvé à la Chambre, mais je me demande si l'on est déjà allé jusqu'au point où, si certains d'entre nous estimaient qu'une question particulière devait faire l'objet d'un examen, ils pourraient organiser une séance officielle du Comité avec traduction et enregistrement des délibérations. Je suppose que cela pourrait se faire.

Le président: Je pourrais vous répondre à cette question après avoir donné la parole à M. Dupras.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'ai une autre question à soulever.

Le président: Monsieur Dupras.

M. Dupras: À mon avis, pour autant que cela ne sorte pas du cadre du mandat du Comité permanent, je crois que les membres peuvent demander une séance additionnelle. Cependant, si cela ne relève pas de notre mandat, je ne crois pas qu'un certain nombre de membres de notre Comité puissent décider de tenir une séance afin d'examiner une question en particulier. Je ne crois pas que nous soyons autorisés à procéder de cette façon.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais quel est alors le mandat du Comité?

Le président: Il y a quelque chose de nouveau qui intervient ici. Je suis sûr que tous les membres du Comité voudraient écouter ce qu'a à nous dire le nouveau président de l'ACDI. L'année passée ou il y a deux ans, nous n'aurions pu, en nous en tenant aux règles, lui demander de comparaître. Cependant, le rapport annuel des Affaires extérieures, le dernier en date étant celui de l'année 1982, a été déposé l'année passée. Si je peux trouver le mot «ACDI» dans ces 200 pages, cela m'autorise à mon avis, à convoquer une réunion portant sur l'ACDI. Le Comité de direction étudiera très certainement cette question et vous dira qu'il a décidé de faire comparaître les représentants de l'ACDI le plus tôt possible et ceci, sans devoir attendre l'examen du budget.

Quant au reste, M. Dupras a tout à fait raison. Pour convoquer une réunion portant sur une question précise, il faut que nous ayons un ordre de renvoi précis de la Chambre. Nous pouvons toujours étudier une question qui relève du budget, et nous n'avons besoin alors d'aucun ordre de renvoi de la Chambre. Nous pouvons procéder de cette façon jusqu'au 31 mai de chaque année. Quant aux autres questions, je me reporterai au rapport annuel qui a été déposé et renvoyé au Comité afin de voir s'il m'est loisible de convoquer une réunion. C'est à la présidence d'en décider. Personnellement, je sais que je peux convoquer une réunion sur des questions relevant du rapport annuel qui a été déposé et renvoyé au Comité.

[Text]

Mr. Dupras.

Mr. Dupras: A question, Mr. Chairman. Whether a report, in the purview of the new rules—in a report tabled before the new rules came into being... whether we could sit on this and consider a question on the strength of that report if it was tabled before these new rules, I am not sure.

The Chairman: I will check. My first guess as an answer is yes. But being careful, as you know, I will read the minutes of this meeting and check and act accordingly.

The last point by Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): In a way it is a commercial. I would like to suggest that some members of this committee may not be members of the Canadian Institute of International Affairs.

The Chairman: Yes, most likely.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I think it is unfortunate that some members are members of this committee and not members of the Canadian Institute of International Affairs, which is a reputable body of long standing. I would just like to put this on record and urge those who are not members to become members.

• 1210

Mr. Hudecki: What committee is that?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): The Canadian Institute of International Affairs. It is a non-profit organization organized...

The Chairman: May I kindly ask Mr. Munro to take the initiative to circulate a word or two to all members of the committee.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I would be very happy to do so. Thank you.

The Chairman: Dr. Jewett, please, on that point.

Mr. Pelletier: Mr. Chairman, on that particular item, I am not sure we should do that because if we do it we will have to do it for other organizations. I do belong to that organization and I belong also to *Le Centre québécois des affaires internationales* and to other university clubs that are interested in international affairs, and I believe if we subscribe to one we will have to subscribe to others.

The Chairman: Well, it is not a question of the committee paying. He said earlier it was a commercial. Members can draw each other's attention to a specific organization they think could be helpful. We do not pay for it. It is not an official initiative from our committee, but we certainly receive Mr. Munro's invitation to join in, as we would receive an invitation you may like to circulate to members.

Dr. Jewett, please, followed by Mr. Stevens.

Miss Jewett: Yes. I am paid lobbyist for the United Nations Association and I am...

[Translation]

Monsieur Dupras.

M. Dupras: Je ne suis pas sûr que l'on puisse étudier une question relevant d'un rapport qui aurait été déposé avant l'entrée en vigueur du nouveau Règlement.

Le président: Je vérifierai. Personnellement, je dirais que oui, à brûle-pourpoint. Cependant, je suis prudent, comme vous le savez, et je vérifierai.

M. Munro voudrait soulever une dernière question.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Il s'agit plutôt d'une annonce publicitaire. Je suppose que certains membres du Comité ne sont pas membres de l'Institut canadien des affaires internationales.

Le président: C'est fort possible.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'est regrettable, étant donné qu'il s'agit là d'un organisme jouissant depuis longtemps d'une excellente réputation. Alors, je vous encourage officiellement à devenir membres si vous ne l'êtes pas déjà.

M. Hudecki: De quel comité s'agit-il?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): De l'Institut canadien des affaires internationales. C'est un organisme à but non lucratif agraisé...

Le président: Permettez-moi de demander à M. Munro d'en parler à tous les membres du Comité.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Avec grand plaisir. Merci.

Le président: Madame Jewett, sur le même point.

M. Pelletier: À ce propos, monsieur le président, je ne suis pas convaincu de la sagesse de cette proposition. J'appartiens à l'organisme déjà cité ainsi qu'au Centre québécois des Affaires internationales et à d'autres clubs universitaires s'intéressant aux affaires internationales. Je suis d'avis que l'affiliation à une organisation nous obligera à nous affilier à toutes les autres.

Le président: Ce n'est pas le Comité qui va payer l'affiliation. M. Munro a bien précisé qu'il faisait une réclamation pour l'Institut. Les membres du Comité sont libres d'attirer l'attention de leurs collègues sur les organismes qu'ils estiment utiles. Ce n'est pas nous qui défrayons les membres qui s'affilient. Ce n'est pas une initiative du Comité. Cependant, nous avons bien apprécié l'invitation de M. Munro comme nous apprécions toute invitation de la part des autres collègues.

Madame Jewett, s'il vous plaît, suivi de M. Stevens.

Mlle Jewett: C'est cela, je suis rénumérée par l'Association des Nations Unies pour faire pression et...

[Texte]

The Chairman: And I think every member should be a member of that.

Miss Jewett: I am a paid lobbyist for the United Nations Association and I am going to urge all members to belong to it too.

The Chairman: And I agree.

Miss Jewett: Mr. Chairman, on the point . . .

An hon. Member: [*Inaudible—Editor*] . . . Project Ploughshares.

Miss Jewett: Project Ploughshares of course. Everybody already belongs to it.

The Chairman: *Bon.* There we go.

Miss Jewett: Just before I get to the main point that I want to address, on the point about our automatically now receiving annual reports, you recall that in the government reorganization bill we did get an amendment in that final clause to include the report of CIDA. So we are not resting on the committee report; we are resting that argument on the amendment to the government reorganization bill.

A question—and I think this is an important question—that we have to address or the whole committee system has to address is where trade is going. It is now in External Affairs. Some of us objected to that, but it is a fait accompli and the reorganization is painfully taking place, but as far as the committee system goes trade is still under the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs. Where is this going to be sorted out, Mr. Chairman?

The Chairman: Sorry?

Miss Jewett: Where is international trade going for committee purposes? It is important in terms of our alternate membership on this committee in the case of a small party. We cannot automatically have someone on who is interested in international trade and is our critic in the field, but if it is going to come within the purview of this committee then of course we will have to rearrange our alternate memberships to ensure that we have our expert on that subject on the committee. I really want to know how this is going to be addressed by the Chair.

The Chairman: Yes, I will answer.

The Hon. Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, on that I think there can be no question: international trade as it is now structured under External Affairs is an estimate item that will be shown in the estimates for External Affairs, and certainly departmental-wise it is very much part of External Affairs, and I think it has to be a reference to this committee. Now, what they regard as trade in the domestic sense and what might fall under industry and that type of thing naturally stays with Finance, but the international side has to come under this committee.

[Traduction]

Le président: Et tous les membres devraient en faire partie.

Mlle Jewett: Je suis rémunérée par l'Association des Nations Unies pour faire des pressions et j'incite tous les membres du Comité à faire partie de cet organisme.

Le président: Je suis d'accord.

Mlle Jewett: Monsieur le président, en ce qui concerne . . .

Une voix: *Project Ploughshares*

Mlle Jewett: Bien sûr, *Project Ploughshares*. Tout le monde en fait déjà partie.

Le président: *Fine.* Et voilà.

Mlle Jewett: Avant d'arriver au point central, je voudrais soulever la question des rapports annuels. Vous vous souviendrez que nous avons réussi à faire adopter un amendement au dernier article du projet de loi portant sur la réorganisation du gouvernement, qui touche le rapport de l'ACDI. Donc, l'argument ne repose pas sur le rapport du Comité mais plutôt sur l'amendement apporté au projet de loi portant sur la réorganisation du gouvernement.

Il est important que les Comités se penchent sur la question du commerce. C'est une prérogative des Affaires extérieures pour le moment. Nous nous sommes opposés au transfert de responsabilités mais c'est un fait accompli et la réorganisation se fait péniblement. Cela dit, en ce qui nous concerne, le domaine du commerce relève toujours du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Quand cette question sera-t-elle réglée, monsieur le président?

Le président: Pardon?

Mlle Jewett: En ce qui nous concerne, qu'advient-il du commerce international? Puisque je représente un petit parti, il est important, en vue de choisir des suppléants pour siéger au Comité, que nous sachions exactement ce qu'il en est. Nous ne pouvons, comme cela, trouver quelqu'un qui s'intéresse au commerce international et qui soit notre critique en la matière. Par contre, s'il est prévu que cette question relève de la compétence du Comité, il va falloir remanier notre système de suppléants afin d'assurer la présence au Comité de l'un de nos spécialistes. Je tiens à savoir comment le président entend résoudre ce problème.

Le président: Je vais répondre à votre question.

L'honorable M. Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, à ce sujet, il n'y a pas de doute. Le commerce international relève actuellement des Affaires extérieures. Donc, il est normal qu'on en parle dans le contexte des prévisions budgétaires du même ministère. Il est certain que c'est un domaine qui relève entièrement du ministère des affaires extérieures, c'est donc une question qui sera renvoyée au Comité. Or, ce que l'on peut considérer comme commerce intérieur ou industrie relève naturellement de la compétence du Comité permanent des finances. Mais le commerce international relève de notre Comité.

[Text]

You were in the House, Mr. Chairman, when I asked the minister . . .

The Chairman: Yes. I wish to thank you for your kind word for me.

Mr. Stevens: —for a reference on this question of disarmament and peace and that we might get a focus on that whole ongoing dialogue, and I was wondering if any overture has been made by you or by the minister to try to further that reference being made to this committee.

The Chairman: Yes. As a matter of fact, I was present during that debate and sitting next to the minister, as you noticed and said, and after the meeting we spoke and that is exactly where I am at the moment.

• 1215

The question is that the minister, if I remember very well, said that he would like to see the terms of reference. So I would kindly ask you to start working on proposals. Of course this invitation is also addressed to the New Democratic Party and to the Liberals. We will see what kind of reference we may agree on together.

Secondly, we already have an old date with—the House has already expressed, on the last day in December, its desire to be given an order of reference to study peace-keeping operations. As a matter of fact, we got one—you work on it, you enlarge it to include some of your concerns. We got that from the House; but as your House Leader said, we would have to come back at this time . . . meaning this session—to know exactly what it means and the kind of staff we will need. As you will remember—as a matter of fact it was—no, no, it is much later than that—that the Standing Committee on External Affairs and National Defence be empowered to examine all aspects of Canada's participation in international peace-keeping, present and anticipated . . . the word "anticipated" is at your request—and report to the House not later than—of course at that time it was May; now it may be June 30.

So I would like to put that all together, return to you, and call a steering committee meeting so we will have that kind of discussion, because otherwise it becomes general and we do not know where we are going.

So with your kind indulgence and comprehension I will ask someone . . . unless someone else has a word to add, I will kindly ask someone to propose the adjournment, at the call of the Chair, for a steering committee meeting.

An hon. Member: I move the adjournment.

The Chairman: Thank you very much.

Tuesday, March 13, 1984

• 0937

The Chairman: Welcome back, everybody.

I would hope to sit all morning regardless of the fact there may be a very royal visitor in town, and there is an event

[Translation]

Vous étiez à la Chambre, monsieur le président, lorsque j'ai demandé au ministre . . .

Le président: Oui et je vous remercie de vos gentils propos à mon égard.

M. Stevens: . . . s'il voulait bien renvoyer au Comité l'examen de la question du désarmement et de la paix pour que nous puissions nous concentrer sur le dialogue actuel. Seriez-vous en mesure de faire avancer ma demande?

Le président: Oui. En fait, j'ai assisté au débat depuis mon siège à côté du ministre, comme vous l'avez fait remarquer. Nous nous sommes entretenus à ce sujet après et j'ai tenté alors de faire avancer cette idée.

Si je ne m'abuse, le ministre a dit qu'il aimerait voir le mandat. Donc, si vous voulez bien, il faudrait préparer des propositions. Cette invitation s'adresse également aux membres du Nouveau parti démocratique et aux Libéraux. Essayons de faire concorder nos efforts pour rédiger notre mandat.

De plus, le dernier jour du mois de décembre, la Chambre a exprimé le désir de recevoir le mandat d'examiner la question du maintien de la paix. En fait, on nous a donné un ordre de renvoi. Il suffit de l'élargir pour tenir compte de vos préoccupations. Il nous est arrivé de la Chambre. Cependant, comme l'a dit votre leader à la Chambre, il faudrait l'interpréter maintenant pour en saisir l'esprit et pour déterminer le personnel qu'il faudrait, etc. Vous vous souviendrez que le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale a été autorisé à étudier tous les aspects de la participation actuelle et prévue du Canada aux efforts de maintien de la paix sur la scène internationale. Le mot «prévue» apparaît suite à votre demande. Selon l'ancien ordre de renvoi, il aurait fallu faire rapport à la Chambre au mois de mai. Maintenant on pourrait dire avant le 30 juin.

Donc, si je pouvais faire tout cela, je convoquerais une réunion du comité directeur pour que nous puissions en discuter. Sinon, personne ne sait où l'on va.

Donc, avec votre permission, à moins que quelqu'un ne veuille prendre la parole, j'accepterais une motion d'ajournement et ceci, jusqu'à la réunion du comité directeur.

Une voix: Je propose l'ajournement.

Le président: Merci beaucoup.

Le mardi 13 mars 1984

Le président: Bienvenue à tous.

J'espère que nous pourrons siéger pendant toute la durée de la matinée, malgré le fait qu'un visiteur royal est en ville, et

[Texte]

taking place, I think, this morning. I will read you the agenda that was accepted by your representatives of the three parties. It is a good agenda. There will be some change along the way, but so far I can tell you that your steering committee and I would not like to have discussion. I will just read, and if there was to be debate, we will do it some other time, if you so agree, as you always kindly agree.

Today we were lucky, we thought that we would have the Minister of National Defence—not that we are lucky that it is him—but at least we could materialize our wish. It is two meetings back-to-back. So I think your committee worked on that and that is taking place. If we were to interrupt it would be due to an unforeseen event when we made this agenda for you. So this morning, 9.30 and 11.00, it is the Hon. Minister of National Defence. Thursday, this week, 3.30 p.m., we will have the Hon. Mr. MacEachen, Secretary of State for External Affairs. He will have to leave at 5 p.m. sharp. Accordingly I will order him back on your behalf. Even though it might be difficult, he will have no choice but to come back before Easter.

Next Tuesday, so far we cannot find any other date, and I am glad Madam Appolloni is here because she attended that meeting. We cannot at this time find any other time but 8 p.m. and it is our duty to sit when we are ordered in the block. We will have CIDA and it is going to be a longer meeting, much longer meeting, and I will distribute this. Mrs. Catley-Carlson, President of CIDA, will be here next Tuesday at 8 p.m. unless we find a better time for members.

Next Thursday, March 22, tentative but most probably at 9.30 a.m., the Hon. Mr. Regan. The following week, March 27 and March 29, officials of the Department of External Affairs and National Defence. Maybe at that time, if we were to adjourn early this morning, this is one of the two dates I have put aside for a return of our Minister of National Defence. By agreement with his office we will negotiate.

April 3 is put aside for the Department of External Affairs, Mr. MacEachen's return, and if he was to be absent as he may be in Latin America, he will come back April 10. Then we will have Mr. Pepin and then Madam Carlson back before Easter.

So this is tentatively the first report of your subcommittee, which sat and negotiated very heavily and agree unanimously to recommend that to you this morning.

[Traduction]

qu'il y a quelque chose de prévu pour ce matin. Je vais maintenant vous lire l'emploi du temps qui a été accepté par les représentants des trois partis. C'est un très bon emploi du temps. Des changements y seront apportés au fur et à mesure, mais je puis déjà vous dire que le Comité directeur et moi-même ne voulons pas qu'on en discute aujourd'hui. Je vais donc tout simplement vous le lire, et si vous avez des questions, je préférerais qu'on en discute ultérieurement, si vous êtes d'accord. Et je sais que vous êtes toujours d'accord.

Nous avons bien de la chance aujourd'hui, car nous pensions accueillir le ministre de la Défense nationale—je ne veux pas dire par là que nous avons de la chance que ce soit lui—mais au moins notre vœu a pu se réaliser. Nous avons prévu deux réunions qui se suivront sans interruption. Il me semble que c'est ce qu'avait voulu le Comité. S'il nous fallait interrompre nos travaux ce matin, ce sera à cause d'un événement imprévu. Ce matin donc, nous avons parmi nous le ministre de la Défense nationale, pour deux réunions, à 9h30 et à 11 heures. Jeudi de cette semaine, à 15h30, nous accueillerons l'honorable A.J. MacEachen, secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je préciserai tout de suite qu'il devra nous quitter à 17 heures précises. Cela étant, je le réinviterai en votre nom à revenir comparaître devant le Comité. Et même si cela lui était difficile, il n'aura pas le choix. Il faudra de toute façon qu'il revienne devant le Comité d'ici Pâques.

Mardi prochain... nous n'avons pas pu trouver une autre date, et je suis heureux que M^{me} Appolloni soit ici, car elle a assisté à la réunion. Nous n'avons donc pas trouvé d'autre solution que de siéger mardi à 20 heures, et c'est notre responsabilité de siéger lorsque cela nous est imposé, le système des blocs. Nous y accueillerons des représentants de l'ACDI, et je tiens à vous avertir que la réunion durera très longtemps. Je vais vous faire distribuer ce document. M^{me} Catley-Carlson, présidente de l'ACDI, sera donc ici mardi prochain à 20 heures, à moins que nous parvenions à trouver une case horaire qui convienne mieux aux députés.

Il a d'autre part été provisoirement prévu que nous accueillerons jeudi prochain, le 22 mars, à 9h30, l'honorable Gerald Regan. La semaine suivante, les 27 et 29 mars, nous aurons parmi nous des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et de la Défense nationale. Si nous levions la séance plus tôt que prévu ce matin, nous pourrions discuter de ces deux dates que j'avais réservées pour la deuxième comparution du ministre de la Défense nationale. Il faudra que l'on négocie cela avec son cabinet.

Le 3 avril a été mis de côté pour le ministère des Affaires extérieures, on y accueillerait pour une deuxième fois M. MacEachen, mais s'il se voyait dans l'obligation de se rendre en Amérique latine, il reviendrait devant nous le 10 avril. Il y aurait ensuite M. Pepin, puis M^{me} Carlson, qui reviendra de nouveau avant Pâques.

Voilà donc le premier rapport provisoire du Sous-comité, qui a siégé pour négocier cela et qui a convenu à l'unanimité de vous recommander de l'adopter ce matin.

[Text]

Without any further discussion, we are studying this morning the consideration of the committee's order of reference pertaining to Main Estimates for the fiscal year ending March 31, and of course, we also have supplementary estimates if you see fit. But as it is the practice without debate, you know I always accept a general debate even if it is only a very narrow order of reference on supplementary estimates.

So supplementary estimates or Main Estimates, we have the Minister. I hope you will not have a debate to know which one we are discussing this morning. By agreement, we always have a general discussion, even if it was to be only supplementary estimates this morning. So by agreement, unless you want to ask questions . . .

A short question from the representative of the NDP.

Mr. Sargeant: Could you tell us, Mr. Chairman, when this book became available? We just got it this morning.

The Chairman: Yesterday.

Mr. Sargeant: About five minutes before I came here, I got it.

Hon. Jean-Jacques Blais (Minister of National Defence): Why? It was distributed yesterday at 10.00 a.m.

Mr. Kilgour: Mr. Chairman, on the same point . . .

The Chairman: Yes.

Mr. Kilgour: —I got my copy about seven minutes before I came to the meeting, so something is wrong with the distribution.

Mr. Sargeant: It would have been a bit convenient to have had a chance to look at it before . . .

The Chairman: As always. May I say the chairman got it this morning, too, but maybe it is . . .

Mr. Blais: Terry, I made it available yesterday morning for distribution with directives that it be distributed yesterday morning so that you would have opportunity of a full day of reading the document. Those were expressed directions. I checked again at 10.30 a.m. yesterday, and they had been delivered.

The Chairman: May I say that this was distributed . . .

Mr. Blais: I personally checked.

The Chairman: I do not take chances at all so I always ask the clerk. I want the hours, the days and everything that is taking place between his office and mine. So the clerk received it yesterday in the morning, and distribution by hand was started at 1.30 p.m. yesterday. We have a check of all the

[Translation]

Sans plus tarder, nous allons maintenant reprendre l'étude de l'ordre de renvoi du Comité concernant les prévisions budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars, et nous pourrions bien sûr également examiner les dépenses supplémentaires si vous jugez bon de le faire. Mais, comme vous le savez, j'accepte toujours qu'on ait une discussion générale, même si l'ordre de renvoi ne concerne que le Budget supplémentaire.

Nous avons donc parmi nous le ministre, avec qui nous pourrions discuter ou du Budget principal ou du Budget supplémentaire. J'espère seulement que nous n'allons pas avoir une discussion ce matin pour savoir quel budget il faudrait traiter ce matin. Notre entente a toujours voulu que nous ayons des discussions d'ordre général, et ce même s'il n'est prévu que d'examiner le Budget supplémentaire. Par conséquent, à moins que vous ayez des questions . . .

Une petite question de la part du représentant des Néo-démocrates.

M. Sargeant: Monsieur le président, pourriez-vous nous dire quand ce livre a été mis à votre disposition? Nous l'avons reçu ce matin seulement.

Le président: Hier.

M. Sargeant: Je ne l'ai reçu qu'environ cinq minutes avant de venir ici.

L'honorable Jean-Jacques Blais (ministre de la Défense nationale): Pourquoi? Il a été distribué hier à 10 heures du matin.

M. Kilgour: Monsieur le président, au sujet du même point . . .

Le président: Oui.

M. Kilgour: . . . quant à moi, j'ai reçu mon exemplaire environ sept minutes avant de venir à la réunion, alors il y a quelque chose qui ne va pas du côté de la distribution.

M. Sargeant: Il aurait été préférable d'avoir pu y jeter un coup d'oeil avant . . .

Le président: Comme toujours. Permettez-moi de vous dire que moi aussi je n'ai reçu mon exemplaire que ce matin, mais peut-être . . .

M. Blais: Terry, j'ai fait livrer les exemplaires de ce livre hier matin au service de distribution en leur disant de le distribuer hier matin afin que vous disposiez d'une pleine journée pour pouvoir l'examiner. Mes directives étaient très précises là-dessus. J'ai d'ailleurs vérifié hier à 10h30, et les documents avaient été livrés.

Le président: Permettez-moi de dire que cela a été distribué . . .

M. Blais: J'ai moi-même vérifié.

Le président: Je n'aime pas prendre de risques et c'est pourquoi je vérifie toujours avec le greffier. Je demande toujours l'heure, le jour, et tout le reste pour tout ce qui se passe entre son bureau et le mien. Le greffier a reçu ces documents hier pendant la matinée, et la distribution a commencé à 13h30 hier. Nous avons une liste de vérification

[Texte]

distribution which took place. So at 1.30 p.m. yesterday, the distribution started.

Mr. Sargeant: Somebody walked into my office just before I left at about 9.25 a.m. and gave it to my assistant, and I got it as I was walking out the door.

The Chairman: So it would be verified, because I do not like what . . .

Mr. Kilgour: Mr. Chairman, could the record show that Mr. Laniel is also indicating he got his copy this morning as well?

The Chairman: Yes. That is why I think, if we do not start this morning, we will never get to see the Minister except on account of that. I know the Minister has always been willing to come back when we ask him. We will find another date so you can scrutinize that statement of the Minister. The Minister has already verbally agreed to come back at the disposal of the committee. You know the Minister has always come back any time the Members want. I have a better time with this Minister than with other Ministers who have to appear in front of this committee.

Mrs. Appolloni: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Well, you get the message. *Madam Appolloni, s'il vous plaît.*

Mrs. Appolloni: On a point of order, Mr. Chairman, we are also the External Affairs committee, and this morning we have the King and Queen of Spain visiting us. We are all invited to meet with them. I am wondering how we can manage to extend due courtesy to Their Majesties and at the same time, with all due respect to the Minister, continue this committee meeting.

The Chairman: With all due respect to you, madam, we disposed of that item just prior to your arrival.

Mrs. Appolloni: I am sorry.

The Chairman: But we will go along and see how many Members want to go to see the king. In any case, the Minister has already agreed to come back at least once before Easter, and I can tell you that one is between May 1 and 31. So would you mind if we start? Thank you very much.

Mr. Minister.

M. Blais: Merci beaucoup, monsieur le président.

A ma droite immédiate se trouve le sous-ministre adjoint responsable de la politique du Ministère, M. John Anderson, et, à sa droite le vice-amiral Mainguy . . .

. . . who is Vice Chief of the Defence Staff. I also have with me a number of officials who are ready to assist me in providing any details you may request.

[Traduction]

pour l'ensemble de la distribution. Cette distribution a donc commencé hier à 13h30.

M. Sargeant: Quelqu'un s'est pointé à mon bureau juste avant que je ne parte à 9h25, et l'a remis à mon adjoint, et je l'ai eu en sortant.

Le président: Il faudrait donc vérifier, car je n'aime pas ce que . . .

M. Kilgour: Monsieur le président, pourrait-on incorporer dans le procès-verbal le fait que M. Laniel fait signe qu'il a lui aussi reçu son exemplaire du document ce matin?

Le président: Oui. Mais je pense que si nous ne commençons pas ce matin, nous n'allons plus discuter que de cela avec le ministre. Je sais bien que le ministre a toujours voulu revenir lorsque nous le lui avons demandé. Nous trouverons une autre date pour que vous puissiez vérifier ce que le ministre a déclaré. Le ministre a déjà accepté oralement de revenir devant le Comité. Et vous savez qu'il est toujours revenu chaque fois que les membres du Comité l'ont voulu. Il m'est d'ailleurs toujours plus facile de m'entendre avec ce ministre qu'avec tous les autres qui viennent comparaître devant nous.

Mme Appolloni: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Vous avez compris le message. *Go ahead, Madam Appolloni.*

Mme Appolloni: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Notre Comité est également responsable des Affaires extérieures, et le roi et la reine d'Espagne sont en visite chez nous ce matin. Nous avons tous été invités à les rencontrer. Je me demande donc comment il nous serait possible d'accueillir comme il se doit leurs Majestés tout en poursuivant, avec le respect que nous devons au ministre, la réunion de ce matin.

Le président: Sans vouloir vous offenser, madame, nous avons réglé cette question juste avant votre arrivée.

Mme Appolloni: Je vous présente mes excuses.

Le président: Nous poursuivrons, et nous verrons bien combien de députés souhaitent rencontrer le roi. De toute façon, le ministre a déjà accepté de revenir au moins une fois avant Pâques, et je peux vous dire que cela sera entre le 1^{er} et le 31 mai. Si vous n'y voyez donc pas d'inconvénients, nous pouvons commencer. Merci beaucoup.

Monsieur le ministre.

Mr. Blais: Thank you very much, Mr. Chairman.

Seated at my immediate right is the Assistant Deputy Minister in charge of the policies of the department, Mr. John Anderson, and seated to his right is Vice-Admiral Mainguy . . .

. . . qui est le sous-chef de l'état-major de la Défense. Je suis également accompagné d'un certain nombre de hauts fonctionnaires qui sont prêts à m'aider à vous fournir toutes les précisions que vous aimeriez avoir.

[Text]

• 0945

Mr. Chairman, Canada's defence policy and our military roles and commitments are important elements of national security policy. I am sure I have the support and agreement of all members of the committee when I say that security in its most fundamental sense is increasingly a preoccupation and concern of Canadians.

The Canadian peace initiative, supported by all sides of the House, and the Prime Minister's efforts in the initiative in particular, are a central element in the formulation and implementation of national security policy. Within the broader ambit of national security policy, the watchwords in the defence field must be prudence, competence, and balance. The estimates for national defence before you and the defence capabilities they would sustain have been shaped by and reflect these three imperatives. These imperatives are reflected, for example, in the Small Arms Replacement Program, which has received some comment in the House and elsewhere; and I would like to elaborate on those comments.

It would have been possible to purchase the U.S. M-16 rifles from Colt Industries more cheaply than the price of purchasing the Canadian C-7 rifle, derived from the M-16. The difference in cost is in fact much less than reported. The contract price provides for, apart from the rifles and carbines, engineering, set-up costs, tooling, the support required to bring the new Canadian facility up to full production capacity, and provision for spares and support needs for the many years that this weapon will remain in service.

All this being said, there is a premium for purchasing the rifle in Canada. The SARP, or Small Arms Replacement Program, provides for tooling and equipment to endow Canadian industry with basic technologies and the Canadian forces with a national centre of excellence and source of supply. Would Canada have been better off, even as far as defence potential is concerned, in buying off-the-shelf in Houston for a saving in the order of 10% and leaving ourselves without the capacity to manufacture small arms and deprived of 1900 person-years of direct and 3600 person-years of indirect employment over the life of the program, and the creation of a pool of skilled personnel in so central an area?

The appropriate choice was, I believe, a clear one in the case of the Small Arms Replacement Program. Every case, however, must be considered on its merits. We chose to build the Canadian Patrol Frigate in Canada; and were wise to do so. The program will generate vital benefits for Canadian workers and for Canadian industry, most particularly for our future industrial capabilities.

[Translation]

Monsieur le président, la politique de défense du Canada ainsi que nos rôles et engagements militaires sont des éléments importants de notre politique nationale en matière de sécurité. Je suis certain d'avoir l'appui et l'accord de tous les membres du Comité lorsque j'affirme que la sécurité, dans son sens le plus fondamental, est une question qui préoccupe de plus en plus les Canadiens.

L'initiative canadienne pour la paix, appuyée par tous les partis représentés à la Chambre, et les efforts déployés par le Premier ministre, sont un élément central de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de sécurité. Dans les limites plus larges de la politique nationale en matière de sécurité, les mots d'ordre dans le domaine de la défense doivent être la prudence, la compétence et l'équilibre. Les prévisions budgétaires pour la Défense nationale que vous avez devant vous et les capacités de défense que celle-ci financera ont été formulées en fonction de ces trois principes, qui s'y trouvent d'ailleurs reflétés. Ces principes sont par exemple reflétés dans le Programme de remplacement des armes portatives, dont on a parlé à la Chambre et ailleurs, et j'aimerais justement vous fournir des explications supplémentaires à ce sujet.

Il aurait été possible d'acheter les fusils M-16 américains des industries Colt à meilleur marché que les fusils C-7 canadiens, élaborés à partir des M-16. Mais la différence au niveau du coût est bien inférieure à celle qui avait été donnée. Le prix du contrat prévoit en plus des fusils et des carabines, des services d'ingénierie, les frais de lancement, l'outillage, et tout l'appui nécessaire pour amener les nouvelles installations canadiennes à leur pleine capacité de production, et il couvre également l'approvisionnement en pièces de rechange et l'appui qui sera nécessaire pendant les nombreuses années pendant lesquelles cette arme sera utilisée.

Cela dit, le fait d'acheter le fusil au Canada a présenté un certain nombre d'avantages. Le P.R.A.P., ou Programme de remplacement des armes portatives, prévoit l'outillage et le matériel nécessaires pour doter l'industrie canadienne des technologies de base nécessaires et pour doter les Forces canadiennes d'un centre d'excellence national et d'une source d'approvisionnement. Aurait-il vraiment été intéressant pour le Canada, sur le plan de la défense, d'acheter les fusils dans les entrepôts de Houston pour économiser 10 p. 100, au lieu de nous doter de la capacité de fabriquer des armes portatives et de créer 1900 années-personnes directes et 3,600 années-personnes indirectes sur la durée du programme et enfin, de créer un ensemble d'employés spécialisés dans un domaine si essentiel?

Il me semble que le bon choix était tout indiqué dans le cadre du Programme de remplacement des armes portatives. Il faut cependant examiner chaque cas séparément. Nous avons choisi de construire la frégate de la patrouille canadienne au Canada, et ce fut une sage décision. Ce programme présentera des avantages importants pour l'industrie et pour les travailleurs canadiens, notamment en ce qui concerne nos capacités industrielles futures.

[Texte]

We chose to purchase the Leopard tank and the CF-18 offshore; and we were wise to do that as well. We should aim to improve the nation's defence industrial capacity, but such development must be of value from both defence and economic viewpoints.

This year, for the first time, the estimates for National Defence are being published in the new form—and I apologize for the late delivery of the golden document called the Minister's statement. As I indicated to you prior to commencing, we had made delivery of it yesterday for distribution yesterday, as early as practicable. In Part III of the estimates there is now available a volume which treats the 1984-1985 estimates for National Defence in very considerable detail, which I believe will provide this committee, Parliament, and the community at large with a wealth of information on the planning and control systems in the Department of National Defence, and in particular with a high level of detail on programs, their purposes and contexts, costs and resources, and the results expected from the money spent. You will also have received yesterday my statement, which provides a policy overview of the defence program funded by the estimates. I hope that together these two documents will be found a contribution to sustaining the debate on and discussion of defence and national security in Parliament and in the country.

Greater understanding of defence is one of increasing importance; an understanding to which Parliament, both in this House and in its committees and in the Senate, is making a vital contribution.

• 0950

Dans le cadre du programme des services de défense, l'approbation du budget des dépenses nous permettrait de continuer à atteindre une croissance réelle de 3 p. 100 en matière de budget de défense, objectif que nous nous sommes fixé vis-à-vis de l'OTAN, et d'arriver à des crédits destinés à l'acquisition de matériel correspondant à près de 26 p. 100 du budget de la défense et à les maintenir. Ce pourcentage se rapproche beaucoup plus du pourcentage jugé essentiel au maintien d'une force moderne dans le monde actuel. Nous avons parcouru beaucoup de chemin depuis les années où nous manquions de capitaux, il y a maintenant près de dix ans, alors que nous disposons de moins de 10 p. 100 du budget pour l'achat de nouveau matériel.

Le livre du budget des dépenses de la Défense nationale donne des renseignements et des chiffres détaillés sur tous les projets de capitalisation importants ou d'actualité, y compris bien entendu les programmes de la frégate canadienne de patrouille, de la prolongation de vie des destroyers, de l'avion patrouilleur à grande autonomie et de la modernisation des sous-marins, programmes essentiels à la modernisation de nos capacités maritimes; les programmes relatifs aux véhicules blindés polyvalents, aux camions, aux jeeps, aux armes portatives et autres programmes pour les forces terrestres; les programmes relatifs au CF-18, aux centres d'opération de

[Traduction]

Nous avons choisi d'acheter le char d'assaut Léopard et le CF-18 à l'étranger, et ce fut là encore une sage décision. Notre objectif doit être d'améliorer la capacité de l'industrie de défense du pays, mais toute entreprise doit être intéressante tant sur le plan de la défense que de l'économie.

Cette année, pour la première fois, le budget des dépenses pour la Défense nationale a été imprimé selon la nouvelle formule—je tiens à m'excuser du retard avec lequel le document à couverture dorée intitulé «Exposé du ministre» a été livré. Comme je vous l'ai dit avant de commencer mon exposé, nous avons livré ce document hier pour qu'il soit distribué hier, le plus tôt possible. La Partie III du plan des dépenses qui vient de paraître explique de façon détaillée les prévisions budgétaires établies pour la Défense nationale pour l'année 1984-1985. Je pense que ce document fournira au Comité, au Parlement et à la communauté dans son ensemble tout un tas de renseignements au sujet des systèmes de planification et de contrôle du ministère de la Défense nationale, accompagnés de tout un tas de précisions au sujet des programmes, d'explications sur leurs objets, leur contexte, leurs coûts et leurs ressources, ainsi qu'au sujet des résultats auxquels nous nous attendons. Vous avez également reçu hier le texte de ma déclaration, qui donne une vue d'ensemble du programme de défense qui est financé par ces prévisions budgétaires. J'espère que ces deux documents contribueront au débat qui se tiendra au Parlement et partout au pays au sujet de la défense et de la sécurité nationale.

Il est de plus en plus important de mieux comprendre la défense. Le Parlement doit, par l'intermédiaire de la Chambre, des comités et du Sénat, contribuer à favoriser une meilleure connaissance de la défense.

Regarding the Defence Services Program, the approval of the estimates would allow us to continue with a real annual growth rate of 3% in the Defence budget, the objective we set with NATO, and to maintain appropriations for the purchase of equipment amounting to almost 26% of the Defence budget. This percentage is much closer to the percentage considered essential in order to maintain modern forces in the present day world. We have made a lot of headway since the years where funds were short, some 10 years ago now, when we had less than 10% of the budget available to purchase new equipment.

The estimates book for National Defence gives detailed information and figures on all the major capital projects underway, including, of course, programs for the Canadian Patrol Frigate, the extension of destroyers, the long-range patrol aircraft and the modernization of submarines, all programs that are essential to the modernization of our maritime capacity; programs for multi-purpose armoured vehicles, trucks, jeeps, small arms and other programs for land forces; the programs for the CF-18, the regional control operation centres and other programs for the airforce as well

[Text]

contrôle régional et autres programmes pour les forces aériennes ainsi que les programmes d'hélicoptères et de satellites, pour ne nommer que les programmes les plus visibles.

Je suis heureux de pouvoir vous informer que, même s'ils interviennent pour quelque 68 p. 100 des dépenses en acquisition de matériel du gouvernement, l'administration de ces dépenses, au moyen du système de gestion du programme de défense, l'organisation de ces équipes de gestion de projets en cours, et les méthodes qui y ont été établies ont été citées par le vérificateur général comme les meilleures de l'ensemble du gouvernement. Et nous cherchons constamment à améliorer davantage le système.

Les effectifs militaires augmenteront d'environ 400 années-personnes en 1984-1985, tandis que les augmentations du personnel civil seront minimales.

Pour la première fois, le budget prévoit l'affectation de crédits spéciaux, soit 20 millions de dollars en 1984-1985, pour améliorer l'état de préparation des Forces canadiennes ainsi que leur capacité de soutenir le combat.

At the same time as these estimates provide for prudent enlargement of the size and capabilities of the Canadian Forces and increase the Forces' capacity to fulfill Canada's defence commitments, they would permit maintenance and enhancement of the contribution made by National Defence to national and economic development.

The CF-18, the Canadian Patrol Frigate, and other large and small equipment and research and development programs make important contributions to the development of Canadian industry from digital electronic signal processing to the development of a Canadian capacity for large-scale systems integration.

The Canadian Forces represent what may be the largest single skills training enterprise in Canada and, as well, a central support for the community in conditions of distress or emergency.

As members will note, in Part III Volume of Estimates considerable resources are being put into improving our search and rescue capabilities, whether by participating in the search and rescue Sarsat satellite system, by upgrading the Forces' search and rescue helicopters, or by the development of such national co-operative systems as the Civil Air Search and Rescue Association, also known as CASARA.

The estimates provide for continued participation in the government's special Recovery Capital Projects Program, instituted to speed up the implementation of selected capital projects based on their potential to contribute to Canada's economic and regional development. The Department has accelerated seven projects in the area of personal equipment, aircraft modification and communications, including Phase B of the search and rescue satellite-aided tracking program, programs with a combined total cost of \$125.7 million of which \$50.6 million will be spent in 1984-1985.

[Translation]

as helicopter and satellite programs, to name only those with the highest visibility.

I am happy to inform you that although they only represent 68% of government equipment purchases, the administration of these expenditures through the Defence Program Management System, the organization of the management teams for current projects and the method established were cited by the Auditor General as the best in the government. And we are always striving to improve this system.

Military personnel will increase by approximately 400 person-years in 1984-1985, whereas the increase in civilian personnel will be kept at a minimum.

For the first time, the budget includes special votes of \$20 million for 1984-1985 to improve the preparation of Canadian Forces as well as their ability to sustain combat.

Ce budget des dépenses permettrait non seulement d'augmenter les effectifs et les capacités des forces canadiennes ainsi que leur capacité de satisfaire aux engagements du Canada en matière de défense, mais nous permettrait également de maintenir et d'améliorer le rôle de la défense nationale dans le développement national et économique.

Les programmes relatifs au CF-18, à la frégate canadienne de patrouille et au petit matériel et à la recherche et au développement contribuent considérablement au développement de l'industrie canadienne à partir du traitement digital de signaux électroniques jusqu'à la mise en valeur de l'intégration des systèmes à grande échelle au Canada.

Les Forces canadiennes constituent le plus grand terrain de formation professionnelle au Canada ainsi qu'un appui central pour la collectivité en cas d'urgence ou de détresse.

Comme les députés l'auront constaté, à la partie III du plan des dépenses, des crédits considérables seront affectés à l'amélioration de nos activités de recherche et de sauvetage, soit par la participation au système de satellites Sarsat de recherche et de sauvetage, la modernisation des hélicoptères de recherche et de sauvetage, par la mise sur pied de systèmes coopératifs nationaux comme l'Association civile de recherche et de sauvetage aérien, connue également sous le sigle anglais CASARA.

Le budget des dépenses prévoit de poursuivre notre participation au Programme de projets spéciaux de relance du gouvernement canadien qui a été mis sur pied pour accélérer la mise en oeuvre de certains projets d'immobilisation choisis pour l'importance éventuelle de leur contribution au développement économique et régional du Canada. Le ministère de la Défense nationale a accéléré la mise en oeuvre de sept programmes dans les domaines suivants: équipement individuel, modification des aéronefs et communications, y compris la phase B du Programme de satellite de recherche et de sauvetage, dont le coût total combiné est de 125,7 millions de

[Texte]

The estimates similarly provide for DND's participation in the Youth Training and Employment Programs, whereby full-time training and employment with the Canadian Forces is being offered to approximately 5,000 young Canadians. The 18-month program involves some \$75 million, of which \$50 million will have been spent in 1983-1984, \$25 million in 1984-1985.

• 0955

My remarks today are brief, in view of the published material and detail before you. I welcome your questions and discussion of policy or the details of program. If we are to continue to maintain peace in freedom, to protect our national interests and to contribute to the construction of a stable international order, public understanding and support will be vital and the role of Parliament, of course, essential.

Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. As is our custom, I will ask the honourable critic of the Official Opposition, the Hon. Member from Calgary Centre, Mr. Andre, followed by the honourable critic of the New Democratic Party—I do not know who it is going to be. Mr. Andre, please.

I will try to be brief: now I can confirm that the Minister will be back on March 27.

Mr. Andre: Thank you, Mr. Chairman. I would ask the Minister whether he has considered a request made in the House for the tabling of the contract with the small arms manufacturer, Diemaco Inc., and the background studies, and so on, and if he is prepared to do that.

Mr. Blais: Of course, as you recognized and as I recognized, as the former Minister of Supply, the responsibility for the administration of the contract rests with the Minister of Supply. I have discussed the issue as a result of the question that I was asked, and there are some areas of the contract that are confidential, commercially confidential, because a lot of the subcontracting has not been completed by Diemaco and, subject to certain reservations and certain elements that are sensitive, I understand that the Minister of Supply would be ready to table the contract.

Mr. Andre: Okay.

Are there background studies or analyses that were done in the Department of National Defence respecting the alternatives available? My understanding, from press reports, is that this contract was really not a question of competitive bidding, but rather a question of negotiating with an available producer. Surely, as one goes into that circumstance, there must have been some background materials prepared in DND that

[Traduction]

dollars, dont 50,6 millions de dollars seront dépensés en 1984-1985.

Le budget des dépenses prévoit également la participation au Programme de formation et d'emploi des jeunes du gouvernement canadien, qui prévoit une formation et un emploi à temps plein avec les Forces canadiennes pour quelque 5,000 jeunes au Canada. Ce programme, d'une durée de 18 mois, suppose un budget global de 75 millions de dollars; 50 millions de dollars auront été dépensés au cours de l'année financière 1983-1984, et 25 millions de dollars en 1984-1985.

Mon exposé d'aujourd'hui sera bref, puisqu'on vous a déjà distribué des documents détaillés. Je suis prêt à répondre à vos questions ainsi qu'à discuter de la politique ou des détails du programme. Si nous voulons continuer à assurer la paix dans le contexte de la liberté, à protéger nos intérêts nationaux et à participer à l'édification d'un ordre international stable, la compréhension et l'appui de la population seront d'une importance vitale. Le Parlement, quant à lui, aura bien sûr un rôle essentiel à jouer.

Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci. Conformément à la tradition, je donne tout d'abord la parole à l'honorable critique de l'Opposition officielle, l'honorable député de Calgary-Centre, M. Andre; il sera suivi de l'honorable critique du Nouveau parti démocratique... Je ne sais pas au juste qui prendra la parole. Monsieur Andre, s'il vous plaît.

Une toute petite chose à ajouter: je puis maintenant confirmer que le ministre sera de retour devant le Comité le 27 mars.

M. Andre: Merci, monsieur le président. Je voudrais que le ministre nous dise s'il a examiné une demande qui lui a été faite à la Chambre des communes au sujet du dépôt du contrat passé avec le fabricant des fusils pour les fantassins, Diemaco Inc., des études préalables, etc.; le ministre est-il prêt à y donner suite?

M. Blais: Vous savez comme moi, puisque j'ai été ministre des Approvisionnements, que la responsabilité entourant l'administration du contrat incombe au ministre des Approvisionnements. Pour donner suite à la question qui m'avait été posée, j'ai discuté du problème; il s'avère que certains aspects du contrat sont de nature confidentielle, sur le plan commercial, car beaucoup d'ententes de sous-traitance n'ont pas encore été finalisées par Diemaco. Sous réserve de certains éléments jugés délicats, je pense que le ministre des Approvisionnements serait prêt à déposer le contrat.

M. Andre: Très bien.

Le ministère de la Défense nationale a-t-il effectué des études ou des analyses préalables concernant les solutions de rechange? D'après mon interprétation des articles de presse concernant cette question, le contrat n'a pas fait l'objet d'une démarche d'appel d'offres officielle et l'on s'est plutôt limité à la négociation avec un producteur disponible. En pareilles circonstances, il me semble indubitable qu'une documentation

[Text]

might be helpful to Members and to the committee to understand why this contract was signed in this form, given the price variance between the Canadian-produced rifles and the equivalent rifles produced in the United States.

Mr. Blais: As I indicated in my remarks, the price variance is roughly 10%. The government adopted, as of 1978—to give you some background—a policy of not only attempting to create but of creating within Canada certain centres of excellence and sources of supply for military equipment, especially highly consumable goods. A part of the acquisition of small arms was the consideration of the establishment of a Canadian capacity in Canada. That is why, when there were a number of suppliers that were looked at by the government for the small arms replacement, a competitive environment was created eventually between Colt Industries and *Fabrique Nationale* of Belgium, and there was a review of two final rifles and small arms in a competitive environment. Eventually, a selection was made of Colt on a price and technical merits basis.

During that period, of course, we had established a centre of excellence in Kitchener called Diemaco and that was the source we identified as being the source for our small arms production. Diemaco was established some time prior to the contracts being negotiated with them in order to complete repairs of our own actual small-arms VFMs, in order to provide them with the evolving expertise to be able to undertake the major C7 contract eventually.

• 1000

Once the selection was made of the Colt rifle, then of course negotiations were undertaken with Diemaco relating to the sort of arrangement that needed to be made, in order to effect the manufacture of the rifle in Canada, including the licensing arrangements; the pretooling ... the investments that had to be made and so on.

So that is the story behind the selection of that. It is as a consequence of the government policy to secure a source of supply for small arms within Canada.

Mr. Andre: With respect to the question of competitive bidding, you are talking about competition between various rifle designers, and presumably the technical expertise of the armed forces were used to determine which rifles were appropriate for us to look at. However, as you have just admitted, the selection of a manufacturer was not competitive. In fact the company was established for other purposes, presumably before a final decision—if I interpreted your remarks correctly ... was taken as to which rifle we would purchase for the armed services.

Mr. Blais: Very much so.

[Translation]

de base a été préparée par le ministère de la Défense; la lecture de ces documents permettrait aux membres du Comité de comprendre pourquoi le contrat a été rédigé et accepté sous cette forme, compte tenu de l'écart de prix entre les fusils produits au Canada et des armes équivalentes fabriquées aux États-Unis.

M. Blais: Comme je le disais dans mes observations, l'écart de prix est d'environ 10 p. 100. Reportons-nous au contexte, le gouvernement a adopté en 1978 une politique visant à vraiment mettre sur pied au Canada certains centres d'excellence ainsi que des sources d'approvisionnement pour les biens de consommation très courante. Dans le cadre du programme d'achat des armes portatives, on a pris en considération l'établissement d'un potentiel national canadien, ici au pays. C'est pourquoi le gouvernement, après avoir examiné un certain nombre de fournisseurs éventuels en vue du remplacement des armes portatives, a fixé une démarche concurrentielle faisant au bout du compte appel aux entreprises *Colt Industries* et *Fabrique nationale* de Belgique. Les deux finalistes ont soumis leurs fusils et armes portatives à un dernier examen dans un milieu concurrentiel; finalement, pour des raisons de prix et de qualité technique, le choix s'est arrêté sur Colt.

Au cours de cette période, nous avons bien sûr mis sur pied un centre d'excellence à Kitchener, en l'occurrence Diemaco; cette entreprise a été identifiée comme centre de production pour nos armes portatives. La Société Diemaco a été constituée un certain temps avant que l'on ne négocie ces contrats avec elle; on lui confiait les réparations de nos armes portatives actuelles, les FN, afin de lui permettre d'acquérir les connaissances, sans cesse à renouveler, que l'on jugeait nécessaires pour qu'elle assume un jour la responsabilité de l'important contrat pour la C7.

Lorsqu'on a eu choisi le fusil Colt, les négociations ont débuté auprès de Diemaco pour déterminer le type d'accords devant être conclus afin de permettre la fabrication du fusil au Canada, de prévoir l'obtention des licences, sans oublier le pré-usinage et les dépenses d'immobilisation devant être engagées.

Voilà en gros comment le choix s'est fait. C'est une conséquence directe de la décision qu'a prise le gouvernement de doter le Canada de sa propre source nationale d'approvisionnement en armes portatives.

M. Andre: En ce qui touche la question de l'appel d'offres, vous avez parlé de concurrence entre divers concepteurs de fusils; j'imagine qu'on a fait appel aux ressources techniques de nos forces armées pour déterminer quels fusils il convenait d'examiner. Cependant, comme vous venez tout juste de le reconnaître, le choix du fabricant n'a pas été assujéti à une démarche concurrentielle. En fait, la société en question a été constituée à d'autres fins et ce, si j'interprète correctement vos propos, avant même que le choix final ne se fasse, quant aux fusils que l'on achèterait pour les forces armées ... Du moins c'est ce que l'on peut supposer.

M. Blais: Vous avez parfaitement raison.

[Texte]

Mr. Andre: And then it was simply—a contract was let with Diemaco to manufacture those. You indicated in your remarks that you interpret the difference in price being 10%. This is a little different from the 100% difference that comes out of looking at the figures. Presumably that 10% figure you have is a result of the background studies that I have been talking about, and I am asking if you would be prepared to table that so that we could examine the data that you use. If it is 10%, as you state, then the study should verify that. If it is 100%, as it would appear to be from looking at the public figures, then I think the public has a right to know that too.

Mr. Blais: First of all, the selection of the Colt was done not only as a result of national tests, or DND tests, but was as a result of a competition involving NATO evaluation. There were a number of small arms that were reviewed. There was a NATO led operation, if memory serves, and it is as a result of that test—very elaborate testing—that we picked the M16.

Again the Diemaco selection is as a result, as I indicated, of government policy... the same sort of government policy of course that selected GM Diesel in London for the development of the AVGP, and Bombardier for the development of the two and a half tonne Iltis, and so on. Canada is re-establishing a defence production base, an industrial production base, as the result of government policy, and Diemaco Inc. is the small-arms selected contractor.

I would be pleased to provide as much information as we can provide, taking into account the usual criteria that are employed in terms of providing that information... I will give you some figures for the record. Of Diemaco's \$107 million contract, \$3.5 million is represented by royalties and licence fees; \$14.9 million is represented by engineering, design, tooling, gauging software; \$5.4 million is represented by spare parts for the first three years of the contract; \$3 million is represented by magazines that are, of course, essential to the utilization of the rifle; \$1.5 million for training aids and documentation; \$300,000 for cleaning kits; and \$1.8 million for preservative packaging.

In effect, the amount for the contract is \$70 million. If you take the American quote, the amount that we have been able to ascertain that is charged by Colt for American procurement is \$600. There is a 25% exchange, of course, relating to Canadian dollars. There is 6% duty which is charged, and \$20 per rifle on packaging, which brings it up to \$820, as I understand it, which brings a difference of \$30 between the American rifle and the Canadian rifle. That of course is a consideration of the fact that the American rifle has been manufactured by Colt, largely with equipment that has been furnished by the United States. I do not have the figures there;

[Traduction]

M. Andre: Ensuite, on a tout simplement signé un contrat avec Diemaco pour la fabrication. D'après votre déclaration préliminaire, l'écart de prix ne serait que de l'ordre de 10 p. 100. C'est assez loin de la différence de 100 p. 100 que nous révèlent les chiffres. J'imagine que ce 10 p. 100 résulte précisément des études préalables dont je parlais précédemment; je vous demande si vous êtes prêt à déposer ces documents de façon que nous puissions examiner les données sur lesquelles vous vous êtes fondé. Si votre estimation de 10 p. 100 est exacte, comme vous le prétendez, alors les études vont la corroborer. Par contre, si c'est bien d'un gouffre de l'ordre de 100 p. 100 qu'il s'agit, comme tendent à l'indiquer les chiffres qui ont été rendus publics, alors je crois que le public a le droit d'en être informé.

M. Blais: Précisons d'emblée que le choix du fusil Colt ne résulte pas seulement d'une série de tests effectués au Canada ou par le ministère de la Défense nationale; il y a eu au préalable un concours de sélection faisant intervenir une procédure d'évaluation de l'OTAN. L'examen a porté sur un certain nombre d'armes portatives et le tout a été régi par l'OTAN, si je ne m'abuse, et c'est sur la foi des résultats de ces essais très sophistiqués, que nous avons choisi la M16.

Quant au choix de la Société Diemaco, je le répète, il découle directement de la politique du gouvernement... celle-là même qui explique le choix de GM Diesel de London pour la mise au point du véhicule blindé léger, et celui de Bombardier pour la conception du camion de deux tonnes et demie, de l'Iltis, etc. Le Canada a décidé de se redonner une infrastructure dans le secteur de la production de défense, par suite de cette politique du gouvernement et, à titre d'exemple, Diemaco Inc. a été nommée maître d'oeuvre du projet des armes portatives.

Je suis tout disposé à vous fournir autant d'informations que possible, compte tenu des critères habituellement respectés en pareilles circonstances... Aux fins du compte rendu, je vais vous citer quelques chiffres concernant ce contrat de 107 millions de dollars accordé à la Société Diemaco; 3,5 millions de dollars pour les redevances et les droits de licence; 14,9 millions de dollars pour l'ingénierie, la conception, l'usinage, le logiciel des jauges; 5,4 millions de dollars pour les pièces de rechange au cours des trois premières années du contrat; 3 millions de dollars pour les magasins qui sont, bien sûr, essentiels à l'utilisation de l'arme; 1,5 million de dollars pour le matériel de formation et la documentation; 300,000\$ pour les ensembles de nettoyage et 1,8 million de dollars pour les étuis de protection.

En fait, le contrat lui-même s'élève à 70 millions de dollars. D'après nos calculs, le prix facturé par Colt à ses clients américains est de 600\$. À cela, il faut ajouter 25 p. 100 pour la conversion en dollars canadiens. Un droit de 6 p. 100 est ajouté; l'emballage coûte 20\$ par fusil; ce qui porte le total à 820\$, si je ne m'abuse, et la différence entre le fusil américain et son homologue canadien à 30\$. Cela s'explique du fait que le fusil américain a été fabriqué par *Colt*, en bonne partie grâce à l'équipement qui lui a été fourni par les États-Unis. Je n'ai pas les chiffres sous les yeux; ces renseignements m'ont été fournis sans que je puisse vraiment les vérifier.

[Text]

that is information that has been provided to me without my being able to having it verified.

• 1005

Mr. Andre: Your calculations—\$600 is the price in Canadian dollars that the Americans pay for their rifle. So adding 25% to that immediately makes your figure suspect. I would just ask again if you would table the background documents and we could examine this at our leisure and have some confidence or not have some confidence in the quality of this contract.

Let me get to the broader question of defence spending projections for the next few years. As you indicated, the government had adopted a policy in concert with our NATO allies of increasing defence spending by 3% per year in real terms. My understanding was that commitment was to last until 1986-1987, for that period of time. I have a Cabinet document here from October 1983 indicating that it was decided in 1982—and I can quote from it:

... to maintain annual real growth of 3% only until 1984-85.

I wonder whether the Minister can enlighten the committee as to why that decision was taken. How is it that this commitment to extend defence spending out to 1986-1987 at 3% real terms has been cut back to 1984-1985?

Mr. Blais: I do not comment on Cabinet documents that I do not have before me.

Mr. Andre: I will give you a copy, Mr. Blais.

Mr. Blais: Even then; if my experience is correct, there are a number of documents that float around officialdom, most of which never see the light of day, at least that I never have a chance to look at. The ones that I look at are the ones that we address decisions upon. Eventually where we do make decisions, those are the documents that actually count. The document that counts in this instance is the one that indicates that our 3% real growth is going to be continued right into 1986-1987.

Mr. Andre: So that decision taken in the fall of 1982 to stop that real growth, and have no real growth after 1984-1985, has now been reversed.

Mr. Blais: Mr. Chairman, I am just saying that I am not commenting on the document that the hon. gentlemen is referring to. My knowledge is that 3% real growth has been with us and will continue to be with us.

Mr. Andre, you would not think we would be addressing the sort of capital programs that we are addressing without anticipating a real increase in the level of defence expenditures?

[Translation]

M. Andre: Vous savez, vos calculs... 600\$ c'est le prix en dollars canadiens que les Américains paient pour leur fusil. Donc si vous ajoutez 25 p. 100, vos calculs deviennent immédiatement fort louches. Je vous demanderais encore une fois de bien vouloir déposer les documents justificatifs afin que nous puissions les examiner à loisir et ainsi nous convaincre de la qualité de ce contrat, ou alors de l'inverse.

Permettez-moi d'aborder maintenant la question plus générale des projections de dépenses pour le ministère de la Défense au cours des prochaines années. Comme vous l'indiquiez, le gouvernement, de concert avec ses alliés de l'OTAN, a adopté une politique visant à augmenter les dépenses de défense de l'ordre de 3 p. 100 par an en termes réels. Je croyais que cet engagement devait tenir jusqu'en 1986-1987. J'ai sous les yeux un document du Cabinet, daté d'octobre 1983, qui indique qu'une décision prise en 1982... et je cite:

... vise à assurer un taux de croissance annuel réel de 3 p. 100 jusqu'en 1984-1985 seulement.

Le ministre pourrait-il éclairer notre lanterne et dire au Comité pourquoi cette décision a été prise? Comment se fait-il qu'on soit revenu sur cet engagement d'augmenter les dépenses en matière de défense de l'ordre de 3 p. 100 en termes réels jusqu'en 1986-1987, pour y mettre un terme en 1984-1985?

M. Blais: Je ne fais pas de commentaire sur les documents du Cabinet que je n'ai même pas sous les yeux.

M. Andre: Je vous en ferai parvenir un exemplaire, monsieur Blais.

M. Blais: Et puis... si je me fie à mon expérience, il y a une foule de documents qui circulent dans les couloirs de la bureaucratie et qui, dans bien des cas, demeurent lettre morte; du moins on ne me les soumet jamais. Les documents que j'examine sont ceux sur lesquels nous fondons nos décisions. Lorsqu'une décision est finalement prise, ce sont ces derniers documents qui comptent. Dans le cas qui nous intéresse, le document le plus important est celui qui indique que nous allons continuer à augmenter nos dépenses à un taux de croissance réel de 3 p. 100 jusqu'en 1986-1987.

M. Andre: On a donc renversé cette décision qui avait été prise à l'automne de 1982 et qui aurait eu pour conséquence d'annuler toute croissance réelle des dépenses après l'année 1984-1985.

M. Blais: Monsieur le président, je me contente de répéter que je ne puis faire de commentaire sur le document auquel l'honorable député fait allusion. À ma connaissance, nous respectons cet engagement actuellement et nous continuerons à le faire.

Monsieur Andre, vous ne croyez pas vraiment que nous nous serions lancés dans des programmes d'immobilisation de ce genre si nous ne prévoyons pas une augmentation réelle des dépenses dans le domaine de la défense?

[Texte]

Mr. Andre: Well . . .

Mr. Blais: And I am looking at long-term projects now; we are looking at the Canadian Frigate Program. We have the cashflow on the CF-18 that we have to accept; we have the Small Arms Replacement Program that you have shown interest in. We are looking at the next batch of frigates; we are looking at a number of programs. If you look at the estimates information, you see at the capital projects that we are looking at that we have to anticipate an ongoing increase in capital expenditures.

Mr. Andre: Well, indeed . . .

• 1010

The Chairman: If I may—ask your last question—and then I will come back to you, please.

Mr. Andre: Indeed, Minister, the document I have here indicates that in order to meet minimum requirements, and we provide the minimum necessary equipment for the armed forces to meet the defence policy objectives, requires the expenditure of \$55 billion by the end of the century. Current commitments by the government provide for \$28 billion, which is approximately half of what is required and considered the minimum necessary. That is in 1983 prices. This means that the armed forces are not going to be able to satisfy defence policy objectives. If one is going to be honest, one has either to indicate which defence policy tasks are going to be dropped or to commit for the necessary funds so that these tasks can be completed. You cannot have it both ways.

What is really scary about this analysis are two statements here. One says that if a major international crisis were to occur, the Canadian forces could not make a credible contribution to deterrence.

In other words, we are wasting our money in terms of trying to contribute to peace by being a deterrent. Further:

. . . in the event of hostilities, the Canadian forces would not be sufficiently manned and equipped to carry out the tasks expected of them in supporting the allied effort, and would be consequently overly vulnerable to enemy attack.

So in other words if, heaven forbid, there were hostilities our armed forces would be the first to be attacked and would be defeated very quickly.

If this analysis is accurate, and from all indications that I have heard it is accurate, we are in the worst of both worlds. We pretend we are offering deterrents, contributing to peace, and offer a threat to a potential enemy, but in fact we do not. The Minister says that we are committed to this 3% until 1986-1987, but the document here says that in fact in the fall of 1982 a decision was made not to carry on that commitment beyond 1984-1985. Frankly, I think the government lacks credibility in its commitment to defence. And unless something

[Traduction]

M. Andre: Bien . . .

M. Blais: Or nous parlons actuellement de projets à long terme; songeons au Programme des frégates canadiennes. Il faut aussi accepté l'investissement important que représente le programme du CF-18; et que dire du programme de remplacement des armes portatives qui a semblé vous intéresser? Il s'agit de la prochaine génération de frégates; il y a aussi bien d'autres programmes. Si vous examinez les renseignements contenus dans le budget des dépenses, vous constaterez, d'après les projets d'immobilisation que nous avons entrepris, que nous prévoyons une augmentation régulière des dépenses d'immobilisation.

M. Andre: Tout cela est bien beau en effet . . .

Le président: Pourriez-vous, s'il vous plaît, poser une dernière question . . . nous reviendrons à vous plus tard.

M. Andre: En fait, monsieur le ministre, selon les documents que j'ai, pour satisfaire aux exigences minimales, pour que nous puissions fournir le minimum d'équipement nécessaire aux Forces armées pour atteindre les objectifs de la politique de défense, il faudrait engager des dépenses de l'ordre de 55 milliards de dollars d'ici la fin du siècle. Les engagement actuels du gouvernement s'élèvent à quelque 28 milliards de dollars, soit approximativement la moitié du budget minimal nécessaire. Il s'agit des prix de 1983. Aussi bien dire que les Forces armées ne seront pas en mesure d'atteindre les objectifs de la politique de défense. Soyons donc honnêtes et indiquons tout de suite quelles tâches en matière de politique de défense seront abandonnées ou alors engageons les fonds nécessaires pour que celles-ci soient accomplies. On ne peut pas ménager à la fois la chèvre et le chou.

Cette analyse contient deux énoncés qui m'effraient au plus haut point. On y dit premièrement que si une crise internationale importante éclatait, les Forces canadiennes ne pourraient apporter une contribution valable au niveau de la dissuasion.

En d'autres termes, nous gaspillons notre argent en tentant de contribuer au maintien de la paix en jouant le rôle de force de dissuasion. Et ensuite:

. . . en cas de conflit, les Forces canadiennes n'auraient pas suffisamment de ressources humaines et matérielles pour s'acquitter des tâches d'appui de l'effort allié qui leur ont été confiées et seraient beaucoup trop vulnérables à toute attaque ennemie.

En d'autres termes, et Dieu nous en préserve, s'il y avait des hostilités, nos Forces armées seraient la cible de la première attaque et leur défaite serait quasiment immédiate.

Si cette analyse est exacte, or les renseignements que j'ai le confirment, nous sommes dans une situation intenable sur les deux plans. Nous prétendons être des agents de dissuasion, une force dans le contexte du maintien de la paix et une menace aux yeux de tout ennemi en puissance; en fait, il n'en est rien. Selon le ministre, nous nous sommes engagés à augmenter de 3 p. 100 par an le budget des dépenses de Défense jusqu'en 1986-1987, pourtant ce document-ci indique qu'à l'automne de 1982, on a décidé de ne plus respecter cet engagement au-delà

[Text]

is done about this, it can be accurately said that we were contributing more to the risk of war than to the preservation of peace.

The Chairman: The Minister, followed by the New Democratic Party.

Mr. Blais: Mr. Chairman, Mr. André is making comments again, claiming to inspire himself from a document that is a Cabinet document, says he. I have not seen the document that he refers to. I can tell the honourable gentleman, that I have been around here. I have been involved previously as Minister of Defence Production for three years. I have seen the expenditures of this government. I have seen the defence budget as advanced by this government increase from \$2.5 billion as it was in 1974-1975 to over \$9 billion in 1984-1985, which is a substantial increase. I have seen a major re-equipment program that was commenced in 1976 and has been ongoing and will continue into the planning future that we foresee. We have increased our level of capital acquisition from 8% of total defence expenditures as it was at 1973-1974, to 26% as it is projected in 1983-1984—superior to 26% in 1984-1985, if I have my way. In that context there has been tremendous improvement.

• 1015

In terms of our forces not being a deterrent, if he is talking about a nuclear deterrent, of course Canada has forsworn participating as a country with nuclear arms since 1969; therefore Canada is not a nuclear power. We have said we would not be a nuclear power. Therefore, in that context of course we do not singly offer a nuclear deterrence. But we are part of the NATO shield, and the NATO shield provides a nuclear deterrent. We, as a member of NATO, support that nuclear deterrence; but it brings the fact that Canada by itself of course is not going to frighten anyone. Canada is a relatively small country. Basically, while our defence expenditures rank sixth within the NATO alliance, it is not by itself sufficient to have anyone turn on its heels and flee our military forces.

The question is, however, that within the NATO shield and within the NATO alliance Canada provides a significant and meaningful contribution—and we continue to provide that meaningful contribution. We have a great deal of credibility in providing that contribution. Canada is not aiming at neutrality. Canada is not trying to establish itself as a neutral country with the responsibility of protecting itself by itself. Canada has chosen collective security. We have always chosen collective security. That is why we participated in World War I, even though our boundaries were not threatened. That is why we participated in World War II, even though our boundaries were not immediately threatened. We believed in collective security. That is why we are in Europe now, because we believe

[Translation]

de 1984-1985. Honnêtement, je crois que le gouvernement n'a aucune crédibilité sur le plan de ses engagements vis-à-vis de la défense. À moins que l'on ne remédie à cette situation, on peut dire, sans crainte de se tromper, que nous contribuons davantage à augmenter les risques de guerre qu'à assurer le maintien de la paix.

Le président: Monsieur le ministre, et ensuite le Parti néo-démocrate.

M. Blais: Monsieur le président, M. André prétend encore une fois tirer l'inspiration de ses propos d'un document qui émanerait du Cabinet. Je n'ai pas vu ledit document. Les députés savent fort bien que je suis dans le circuit depuis déjà un certain temps. Dans le passé, j'ai été ministre de la Production de défense pendant trois ans. Je sais en quoi consistent les dépenses du gouvernement. J'ai vu le budget de défense de ce gouvernement-ci passer de 2,5 milliards de dollars, en 1974-1975, à plus de 9 milliards de dollars en 1984-1985; avouez que c'est une jolie augmentation. J'ai assisté en 1976 à la mise en oeuvre d'un programme important de ré-équipement qui suit son cours à l'heure actuelle et dont les prochaines phases sont planifiées pour un avenir prévisible. Le budget d'immobilisation ne représentait que 8 p. 100 du total des dépenses de la Défense en 1973-1974; nous avons fait passer ce pourcentage à 26 p. 100, selon les prévisions pour 1983-1984; et si l'on m'accorde ce que j'ai demandé, ce sera supérieur à 26 p. 100 en 1984-1985. Dans ce contexte, il y a eu d'énormes améliorations.

Quant à dire que nos forces militaires ne sont pas des forces de dissuasion, s'il veut parler d'une dissuasion claire, le Canada a renoncé à participer en tant que pays doté d'armes nucléaires dès 1969. Le Canada n'est donc pas une puissance nucléaire. Nous avons dit que nous n'en serions pas une. Par conséquent, dans ce contexte-là, nous ne pouvons pas offrir à nous seuls une force de dissuasion nucléaire. Nous faisons partie du bouclier de l'OTAN, et ce bouclier constitue une force de dissuasion nucléaire. En tant que membre de l'OTAN, nous appuyons cette force de dissuasion, mais il reste que le Canada ne pourra pas à lui seul faire peur à qui que ce soit. Le Canada est un pays relativement petit. Bien que nos dépenses en matière de défense se classent au sixième rang parmi les pays membres de l'OTAN, le Canada ne pourrait jamais à lui seul faire rebrousser chemin à qui que ce soit.

Il n'en demeure pas moins, cependant, que le Canada contribue de façon significative au bouclier de l'OTAN... et nous continuerons d'y contribuer. Notre contribution nous donne d'ailleurs une grande crédibilité. Le Canada n'a aucunement le désir d'être neutre. Il n'essaie pas de s'établir en tant que pays neutre avec la responsabilité de se protéger tout seul. Le Canada a toujours opté pour une sécurité collective, et c'est pourquoi nous avons participé à la Première Guerre mondiale, même si notre territoire n'était pas lui-même menacé. C'est pour la même raison que nous avons participé à la Seconde Guerre mondiale, même si, là encore, nos frontières ne subissaient pas une menace imminente. Nous croyions en une sécurité collective. C'est pourquoi nous sommes présents

[Texte]

in collective security. That is our contribution to the NATO alliance, and it is a credible contribution. I do not think we have to take a second seat to anyone on that score.

The Chairman: Thank you.

Father Ogle has to leave, and Mr. Sargeant has agreed to give him just one question. Mr. Sargeant will follow for the package that I usually reserve.

Mr. Sargeant: I will follow in the next round. I will take the longer section.

The Chairman: The next round? Thank you.

Mr. Sargeant: I will lead off the longer section the next time.

The Chairman: Father Ogle.

Mr. Ogle: Thank you very much, Mr. Chairman; and thank you, Mr. Minister.

Could you outline very quickly, Mr. Minister, what Canada's defence policy is toward the Caribbean area?

Mr. Blais: Well of course the Caribbean is not within NATO and is not within NORAD; therefore it is not part of our arrangement. In effect, we do have some minor military assistance programs with the Caribbean, but they are not part of our major operational base, nor are they part of our major defence posture.

Mr. Ogle: But did Canadian ships take part in joint exercises in the Caribbean within the last few years?

Mr. Blais: Yes, but as part of our SACLANT operations, as part of our arrangements with the Americans for joint exercises. They were basically joint exercises with the Americans. It is not as a result of our contemplating any role within the Caribbean as such.

Mr. Ogle: During the exercises were there any simulated attacks on small islands?

Mr. Blais: Well, you have me there; I really do not know. I have not had a report on the various exercises.

The Chairman: Yes, please, Vice Admiral Mainguy.

Vice Admiral D.N. Mainguy (Vice Chief of the Defence Staff, Department of National Defence): Thank you. The maritime exercises that do take place in that area are largely built around the technical facilities that the Americans have on the island of Puerto Rico, which has a very advanced weapons practice range where all sorts of firings can be monitored and so on. So when we go down there the practice is a technical one, making use of the facilities that exist in that area.

• 1020

There are no political connotations to—it is just a very good place where you can bet on basically good weather and excellent facilities to do your practices.

[Traduction]

en Europe à l'heure actuelle. Voilà ce que nous contribuons à l'alliance de l'OTAN, et c'est une contribution tout à fait crédible. Le Canada n'est à la traîne d'aucun pays sur ce plan.

Le président: Merci.

Le Père Ogle doit nous quitter, et M. Sargeant est d'accord pour lui permettre de poser une seule question. M. Sargeant prendra ensuite la relève pour la période normalement prévue.

M. Sargeant: J'attendrai le prochain tour, pour avoir plus de temps.

Le président: Au prochain tour, donc? Merci.

M. Sargeant: C'est moi qui vais avoir la part du roi cette fois-ci.

Le président: Le Père Ogle.

M. Ogle: Merci beaucoup, monsieur le président, monsieur le ministre.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous décrire brièvement la politique du Canada en matière de défense dans la région des Caraïbes?

M. Blais: Les Caraïbes ne font bien sûr pas partie ni de l'OTAN ni de NORAD; ces pays ne sont donc pas partie à nos accords. Nous avons certains programmes mineurs d'aide militaire avec les Antilles, mais ces programmes ne font pas partie de notre base opérationnelle ni de notre noyau en matière de défense.

M. Ogle: Des navires canadiens ont-ils participé à des exercices mixtes qui ont été menés dans les Antilles ces dernières années?

M. Blais: Oui, mais ce fut dans le cadre de nos opérations SACLANT, c'est-à-dire dans le cadre des arrangements que nous avons négociés avec les Américains en matière d'exercices militaires mixtes. Il s'agissait surtout d'exercices mixtes avec les Américains. Ce n'est pas parce que nous envisageons de jouer un quelconque rôle dans les Antilles.

M. Ogle: Pendant ces exercices, avez-vous simulé des attaques contre certaines petites îles?

M. Blais: Vous m'avez eu, car je ne le sais vraiment pas. Je n'ai pas reçu de rapport au sujet de ces exercices.

Le président: Oui, vice-amiral Mainguy.

Le vice-amiral D.N. Mainguy (sous-chef de l'état-major de la Défense, ministère de la Défense nationale): Merci. Les exercices maritimes qui ont lieu dans cette région sont principalement axés autour des installations techniques que les Américains ont sur l'île de Puerto Rico. Il s'y trouve un champ de tir d'entraînement très avancé où toutes sortes d'exercices de tir peuvent être contrôlées, etc. Lorsque nous allons là-bas, c'est uniquement pour profiter des installations d'entraînement qui s'y trouvent.

Cela n'a rien de politique. Il s'agit d'un bon endroit où le temps est en général bon, avec d'excellentes installations pour les exercices.

[Text]

Mr. Ogle: Was there any simulated attack on a small island?

VAdm Mainguy: I could not say for sure, but there could well have been, insofar as that particular area has, as I say, these facilities.

Mr. Ogle: Mr. Chairman, to the Minister, or to any of his staff, were the Canadian military intelligence aware of the Grenada invasion, and how long were they aware before it took place?

Mr. Blais: I can tell you very frankly that I was not aware of the invasion until it actually took place. The information provided to me was that DND was not aware of the preparation for the actual military operation.

Mr. Ogle: My question basically is, what kind of Canadian military intelligence do we have about potential enemies if we do not have any intelligence about our friends?

Mr. Blais: Well, the fact is that we tend to have more trust in our friends, and therefore we tend to anticipate that we will not need to have intelligence-gathering operations against our friends. As you know, Canada even vis-à-vis our enemies has no aggressive intelligence-gathering operation. Canada basically gets information in the normal course of activities. Of course we have a system to protect our own national security within our boundaries, but in aggressive intelligence gathering, such as that of the American CIA, Canada has no such operation.

Mr. Ogle: One last question, then. At the present time, are any Grenadian police or troops of any kind being trained by Canadians, either in or outside of Canada—and I would include in that Grenadians.

Mr. Blais: Not to my knowledge. I know discussions are ongoing between External Affairs and the Americans and the Grenadians relating to some potential contribution that Canada might make within Grenada. But I do not have any familiarity with that.

Mr. Ogle: But discussions are going on right now?

Mr. Blais: As I understand it, they have been going on for some time. Canada has had some approaches. You might want to address your question to the Minister of External Affairs.

Mr. Ogle: Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

Next on the list is the vice-chairman of the committee, Madam Appolloni.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I have started to read the gold book, which I like all the others received very late this morning. I want to focus at the moment on your statement, in which you mentioned that \$25 million would be devoted to the training and employment of 5,000 young Canadians as the Canadian Forces

[Translation]

M. Ogle: A-t-on procédé à une attaque simulée sur une petite île?

VAm Mainguy: Je ne pourrais pas l'affirmer, mais c'est fort possible car dans cette région en particulier, il y a tout ce qu'il faut, comme je le disais.

M. Ogle: Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre ou à un de ses collaborateurs. Les services de renseignements militaires canadiens étaient-ils au courant de l'invasion de la Grenade? Dans l'affirmative, combien de temps à l'avance le savaient-ils?

M. Blais: Pour ma part, je n'ai été mis au courant de l'invasion qu'au moment où elle a eu lieu. D'après les renseignements qu'on m'a fournis, le ministère de la Défense nationale ne savait pas qu'on se préparait à effectuer une opération militaire.

M. Ogle: J'aimerais bien savoir quel genre de renseignements militaires le Canada possède sur ses ennemis potentiels s'il n'en possède pas sur ses alliés?

M. Blais: Eh bien, nous avons toujours eu tendance à faire plus confiance à nos amis et par conséquent nous ne voyons pas le besoin de garder des renseignements sur eux en vue d'opération contre eux. Comme vous le savez, le Canada ne garde même pas de renseignements en vue d'opérations d'agression contre ses ennemis. En substance, nous obtenons nos renseignements suivant le roulement normal des activités. Bien entendu, nous protégeons notre sécurité nationale, à l'intérieur de nos frontières, mais nous ne rassemblons pas de renseignements en vue d'une agression, comme le ferait la C.I.A. aux États-Unis. Le Canada n'a pas de tel service.

M. Ogle: Une dernière question. Actuellement, y a-t-il des troupes ou des policiers de la Grenade entraînés par des Canadiens, ici ou à l'extérieur du pays? Il pourrait s'agir de simples citoyens de la Grenade aussi.

M. Blais: Que je sache, non. Je sais qu'actuellement il y a des pourparlers entre le ministère des Affaires extérieures, les autorités américaines et grenadines concernant une contribution potentielle du Canada à la Grenade. Je ne connais pas les détails de la question cependant.

M. Ogle: Ces pourparlers ont lieu actuellement?

M. Blais: Un premier renseignement, ils se déroulent depuis un certain temps. On a pressenti le Canada, mais peut-être vaudrait-il mieux poser votre question au ministre des Affaires extérieures.

M. Ogle: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Sur ma liste j'ai maintenant le nom du vice-président du Comité, M^{me} Appolloni.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, j'ai commencé la lecture du livre doré que j'ai reçu très tard ce matin, comme mes collègues du reste. Je voudrais revenir à votre déclaration car vous dites qu'on va consacrer 25 millions de dollars à la formation et à l'emploi de 5,000 jeunes Canadiens dans les forces canadiennes dans le

[Texte]

contribution to the Youth Training and Employment Program. Mr. Minister, the whole question of the youth training program is very nebulous and unclear to us, particularly when it comes to funding. If memory serves me correctly, we were told in last year's estimates that \$75 million would be given to hire 5,000 young people for one year. Now, is this \$25 million on top of the \$75 million, and are the 5,000 youngsters that you mentioned in your statement on top of the 5,000 we got last year? If so, \$25 million would not be enough to cover even the salaries for these 5,000.

I am wondering if you could clarify the whole situation, Mr. Minister. Those of us who advocated strongly the program in the beginning are worried in case, frankly, it is going to be shafted. This statement in the gold book does nothing to assuage our worries.

Mr. Blais: No. I have described in the gold book the program that actually had been approved last year, in the sense that it is a \$75 million program; \$50 million will have been spent in this fiscal year and another \$25 million of that original program will be expended in the next fiscal year.

• 1025

Mrs. Appolloni: In other words, you have received no new money for it.

Mr. Blais: No. That is right. It is 5,000 person-years or at least candidates for the YTEP program staggered over the two year period in order to maximize utilization of our own training infrastructure. So what we have done is we have loaded the system on a gradual basis in order to be able to maximize the utilization of our training infrastructure and that is why the program was extended over two years. We are now in a position of having trained close to—or we will have by the end of May... approximately 4900 and some individuals within the YTEP program. Of course, as you know, the government has made another \$150 million available for job creation opportunities for youth which is added on to the \$1 billion that had been previously announced. That program is a candidate for some funding under the additional funding.

Mrs. Appolloni: As of this moment, Mr. Minister, you have already said that this \$25 million mentioned in your statement is not new money. So I assume that the 5,000 youngsters mentioned in the same statement are the same 5,000 we were talking about last year.

Mr. Blais: As I have indicated in my initial remarks.

Mrs. Appolloni: Therefore, it does very much look as if the whole idea is going to be shafted. Because you mention \$150 million new money but you mention also that this program is just a suitor for the hand, if you will. It is just a candidate. In other words, the whole program could collapse in another month or so. Am I correct?

Mr. Blais: Well, the program was initially for the two year period. It was slated to end in July. That was the funding that had been initially forecast. If we want to get additional monies for additional training we would have to provide new funding in order to achieve that.

[Traduction]

cadre du programme de formation et d'emploi des jeunes. Monsieur le ministre, toute cette question de programme d'entraînement pour les jeunes est très sombre pour nous, surtout quand il s'agit du financement. Si je me souviens bien, lors de l'étude des prévisions budgétaires de l'année dernière, on prévoyait 75 millions de dollars pour embaucher 5,000 jeunes pendant un an. S'agit-il de 25 millions de dollars supplémentaire et de 5,000 jeunes qui viennent s'ajouter aux 5,000 de l'an dernier? Dans l'affirmative, pensez-vous que 25 millions de dollars suffisent pour verser le salaire de ces 5,000 jeunes.

Monsieur le ministre, je voudrais des précisions. Ceux d'entre nous qui au départ ont appuyé vigoureusement le programme craignent parfois qu'il soit abandonné. Ce que l'on trouve dans le livre doré n'a rien pour nous rassurer.

M. Blais: Non. J'ai décrit dans le livre doré le programme qui a été approuvé l'an dernier, c'est-à-dire 75 millions de dollars. Nous avons dépensé 50 millions de dollars au cours de l'exercice financier actuel et les 25 autres seront dépensés au cours du prochain exercice financier.

Mme Appolloni: En d'autres termes, il n'y a pas de nouvelles sommes engagées, n'est-ce pas?

M. Blais: Non. Il s'agit de 5,000 années-personnes ou du moins de 5,000 candidats au Programme P.F.E.J. qui s'étale sur deux années afin de maximiser l'utilisation de notre infrastructure d'entraînement. Nous avons donc procédé par étape afin de maximiser l'utilisation de notre infrastructure et voilà pourquoi le programme dure deux ans. À la fin du mois de mai, nous aurons entraîné environ 4,900 jeunes dans le cadre de ce programme. Bien entendu, comme vous le savez, le gouvernement a engagé une somme supplémentaire de 150 millions de dollars pour créer des débouchés d'emplois pour les jeunes et cette somme vient s'ajouter au milliard de dollars que l'on avait annoncé plus tôt. Le programme P.F.E.J. pourra donc recevoir une partie de ces fonds additionnels.

Mme Appolloni: Vous avez dit que ces 25 millions de dollars dont vous parlez dans votre déclaration ne constituaient pas une nouvelle injection d'argent. Je suppose que les 5,000 jeunes dont vous parlez dans votre déclaration sont les mêmes que l'an dernier, n'est-ce pas?

M. Blais: Oui, c'est bien ce que j'ai dit.

Mme Appolloni: Par conséquent, on aurait tort de croire que le programme sera abandonné. Vous avez parlé d'une somme de 150 millions de dollars, mais avez dit que ce programme n'était qu'un des candidats désirant en profiter. En d'autres termes, le programme pourrait très bien s'effondrer dans quelques mois. Est-ce que je me trompe?

M. Blais: Au départ, le programme était prévu pour deux ans. Il devait se terminer en juillet. On avait donc prévu le financement en conséquence. Pour l'élargir, il nous faut donc une somme supplémentaire.

[Text]

Mrs. Appolloni: Ever since the program started I have heard only one negative voice about it, and that was from the Canadian Federation of Students. I do not think they are representative of all youngsters, particularly those who have not gone into university at all. Would you, therefore, say that the program has been a success?

Mr. Blais: Well, yes. Not only can I say that it was a success, but it was an unqualified success. It has been very helpful to the youth. It has been very helpful to all concerned and we have had some of the best recruits for the YTEP program that we could anticipate getting. Some of the best people we have had within the forces training establishment were YTEP candidates and we have been very impressed with them. We have been very impressed with the program itself and our ability to absorb large numbers of young Canadian people and provide them with employment and training at the same time. The reaction from the youth has been very positive as well.

Mrs. Appolloni: But if it is, as most of us will agree, an outstanding success, why is it now in jeopardy? Since when is Canada in the game of destroying its own success stories?

Mr. Blais: Because the difficulty is that this program was funded for two years and sufficient monies were made available for that two year program and now we are competing with other youth programs for the expenditure of funds. There are a number of claims for funds in order to stimulate job activity to advantage the youth and this is one of the competing programs. It may be that I will be successful in getting some additional fund but then again, maybe I will not.

Mrs. Appolloni: Mr. Minister, in the interest of all my colleagues from all sides of the house who are interested in ensuring training as well as just jobs for youth, perhaps your department would prepare for us an outline of the kind of training that these kids have been getting for all the various trades. Because there is such a difference between just giving them a job and giving them a job with training. So perhaps if your department could do that and circulate the information to all members of this committee... It would certainly add weapons to our claim.

My second question is about NORAD...

Mr. Blais: You understand that the amounts do not come from our own A-base. The amounts do not come from the military budget. The amounts do not come from the military budget. The amounts come basically from amounts allocated to the social development envelope and to the job creation envelope, if you will. Therefore, I can only advocate the obtaining of the funds; the determination has to be made by Cabinet collectively. I cannot direct funds into that program from within my envelope, over which I have control. I have to go back to the government and seek their approval in terms of the distribution of funds.

[Translation]

Mme Appolloni: Depuis que le programme a été lancé, il n'y a eu qu'une critique à son endroit provenant de la Fédération canadienne des étudiants. Je ne pense pas qu'on puisse dire qu'elle soit le porte-parole de tous les jeunes Canadiens, surtout ceux qui ne sont jamais allés à l'université. Selon vous, le programme a-t-il été couronné de succès?

M. Blais: Oui. Je dirais même que c'est un succès indéniable. Il a beaucoup aidé les jeunes. Tous ceux qui y ont participé l'ont trouvé fort utile et grâce à ce programme, nous avons pu nous adjoindre d'excellentes recrues. Certains des meilleurs éléments que nous avons à l'entraînement étaient des candidats au P.F.E.J. et ils nous ont donné la plus grande satisfaction. Le programme lui-même s'est révélé très bien constitué, nous permettant d'accueillir un grand nombre de jeunes Canadiens afin de leur donner une formation et de l'emploi. La réaction des jeunes a été des plus positives.

Mme Appolloni: Mais si le succès en est si incontestable, pourquoi le programme est-il actuellement menacé? Est-ce que le Canada veut s'amuser à détruire ce qu'il bâtit?

M. Blais: Ce programme n'a été financé que pour deux années et maintenant, nous sommes sur le même pied que les autres programmes à l'intention des jeunes auxquels nous faisons concurrence pour obtenir des fonds. On réclame de partout des fonds pour stimuler l'emploi à l'intention des jeunes et ce programme n'en est qu'un parmi d'autres. Il se peut que nous réussissions à obtenir de l'argent mais rien n'est assuré.

Mme Appolloni: Monsieur le ministre, je pense que mes collègues de tous les partis qui ont à coeur la formation de même que l'emploi des jeunes vous seraient très reconnaissants si vous demandiez au ministère de préparer un bref compte rendu du genre de formation que l'on offre dans les divers métiers. Je vois une différence énorme ici entre donner du travail et donner du travail assorti d'une formation. Peut-être que votre ministère pourrait nous préparer un petit exposé là-dessus que tous les membres du Comité liraient avec intérêt... Cela nous donnerait certainement des arguments supplémentaires.

Ma question maintenant porte sur le NORAD...

M. Blais: Vous comprenez bien que ces sommes ne sont pas tirées de notre budget A, qu'elles ne sont pas tirées de notre budget militaire. Cet argent est tiré fondamentalement de l'enveloppe du développement social et de celle de la création d'emploi. Par conséquent, je ne peux que recommander que des fonds soient alloués à ce programme, mais c'est l'ensemble du conseil des ministres qui doit prendre la décision. Je ne peux pas engager directement des fonds en les tirant de l'enveloppe dont j'ai la responsabilité. Il faut que je m'adresse au gouvernement pour obtenir l'approbation quand il s'agit de la répartition des fonds.

[Texte]

• 1030

Mrs. Appolloni: Mr. Minister, as a good military person myself, what I am saying is: Give me the ammunition, and I will surely help fight for you. But I need that ammunition.

Mr. Blais: Madam Appolloni, you have had a great deal of the ammunition. I have provided you with very positive replies relating to that program, and I am receiving a great deal of support from members of this committee on all sides relating to the program itself and its advisability. I am very encouraged by the amount of support Members of Parliament are offering me, and I welcome that support. It would be very helpful in my representations to my colleagues in terms of additional funding for the program.

Mrs. Appolloni: Can I ask you once again, Mr. Minister, if it would be possible for us to have a rundown as to the kind of training these youngsters are getting?

Mr. Blais: I thought you had that.

Mrs. Appolloni: An aide-mémoire, whatever.

Mr. Blais: I have no problem.

Mrs. Appolloni: Thank you.

The Chairman: I think it is a justifiable request, and I am sure the department will be more than happy to provide for the Hon. Member the necessary information she is requesting.

Mrs. Appolloni: Do I have time for another question?

The Chairman: Yes, madam.

Mrs. Appolloni: I would like to direct my question now to the NORAD commitments, particularly air defence. There has been much talk, and I believe, a certain amount of negotiation with our American colleagues on the radar stations. What financial commitments do you see in the near future—meaning the next five years or so—for Canada vis-à-vis the radar installations?

Mr. Blais: It is very difficult for me to say that now, Madam Appolloni, because in effect, we are in the middle of negotiations. The total amount of contribution that Canada will make in terms of the north warning system, the total package, is very much a matter of negotiation, and I do not want to advance numbers until such time as I find it is strategically helpful so to do in the negotiation.

Mrs. Appolloni: I guess I had better pass, then. Thank you.

The Chairman: Thank you, madam.

Next on my list is the Hon. Member from Edmonton—Strathcona, Mr. Kilgour, followed by Mr. Laniel.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman.

May I pick up on the point raised by my colleague, Mr. Andre, about the Cabinet document. On your estimates, which on the English side are 76 pages long, Mr. Minister, it seems to me on only 2 pages—pages 14 and 15—deal with what you might call the long term, and those pages only deal with what

[Traduction]

Mme Appolloni: Monsieur le ministre, mon instinct militaire me fait dire: Donnez-moi des munitions et je vais très certainement me battre de votre côté. J'ai besoin de munitions cependant.

M. Blais: Madame Appolloni, vous avez déjà beaucoup de munitions. Je vous ai donné des réponses très positives concernant le programme et je reçois beaucoup d'appuis de la part des membres du Comité, de tous les partis, concernant l'opportunité de maintenir ce programme. Je trouve très stimulant l'appui que me fournissent les députés à ce sujet et je les en remercie. Cela me sera d'une grande utilité quand je demanderai des fonds supplémentaires à mes collègues au Cabinet.

Mme Appolloni: Monsieur le ministre, puis-je vous demander de nouveau s'il serait possible d'obtenir un résumé du genre de formation que l'on donne à ces jeunes?

M. Blais: Je pensais vous avoir déjà donné ces renseignements.

Mme Appolloni: Que ce soit présenté sous forme d'aide-mémoire par exemple.

M. Blais: Volontiers.

Mme Appolloni: Merci.

Le président: Je pense que c'est une demande raisonnable et que le ministère se fera un plaisir de faire le nécessaire pour donner ces renseignements à Mme Appolloni.

Mme Appolloni: Puis-je poser une autre question?

Le président: Oui, madame.

Mme Appolloni: Je voudrais maintenant aborder la question de nos engagements dans le cadre du NORAD, notamment la défense aérienne. Il y a eu beaucoup de pourparlers et je pense que des négociations ont été menées avec nos collègues américains sur les stations radars. Quels seront nos engagements financiers dans un proche avenir, c'est-à-dire d'ici environ cinq ans, quant aux installations de radars?

M. Blais: Madame Appolloni, nous sommes en train de négocier et c'est pourquoi il m'est difficile de vous répondre. Toute la contribution du Canada à un système de détection dans le Nord, l'ensemble des mesures donc, est une question qu'on est en train de négocier et je ne veux pas vous citer de chiffres avant le moment opportun du point de vue de la stratégie de la négociation.

Mme Appolloni: Je vais donc m'arrêter là. Merci.

Le président: Merci, madame.

Sur ma liste j'ai les noms du député d'Edmonton—Strathcona, M. Kilgour, et de M. Laniel. Monsieur Kilgour.

M. Kilgour: Merci, monsieur le président.

Je voudrais revenir sur une question soulevée par mon collègue M. Andre concernant le document du Cabinet. Dans vos prévisions budgétaires, le texte français contient 77 pages, monsieur le ministre. Il me semble que seules deux pages, les pages 15 et 16, traitent de qu'il serait convenu d'appeler le

[Text]

is very familiar and very general. In view of the point made by my colleague, could you tell us why there is not more in your estimates which deals with more than the immediate period we are in now, possibly a year ahead in some cases?

Mr. Blais: Are you talking about Part III, Expenditure Plan, Capital, on page 15?

Mr. Kilgour: Yes. I only cited those pages to make the point that there are only 2 out of 76 pages which get into what you might call the medium or the long term. The fiscal plan is something you do not seem to want to talk about very much in your estimates.

Mr. Blais: But we do talk about the fiscal plan. To what extent, I am going to have to rely on some of my experts in terms of...

Could Mr. Davies come forward and enlighten us, please?

Mr. L.E. Davies (Assistant Deputy Minister, (Finance), Department of National Defence): Mr. Chairman, the very nature of the annual estimates is to consider the year in question. Other documents are prepared, such as the strategic overviews and long-range plans which form the basis of the fiscal plan and the forward framework of the government, but these documents themselves are merely for the 1984-1985 year. Other than the two pages you have mentioned, I guess the only way you would get an outlook of what is happening in the future would be the Capital Program where a Capital Program, once started, may go for five or six years before completion. But it is not the intention, Mr. Chairman, to...

• 1035

Mr. Kilgour: The fiscal plan of the recent budget had a fiscal plan for defence. Why are you not giving us more details on that before the committee today?

Mr. Davies: Well, Mr. Chairman, that is a good question but it is not the purpose of the estimates to do that. We are not permitted to print in the estimates anything other than what we are allowed to print in the estimates.

Mr. Blais: The question of the fiscal framework, Mr. Kilgour, is a matter that is within the responsibility of the Minister of Finance. It is not my responsibility to devise the fiscal framework into the 1990s. My responsibility is to administer the envelope that is given to me at any given time by the government. The defence envelope has been identified now with an increase projected into 1986-1987, and that is what I am basing the estimates upon, and those are the estimates that I am defending.

Mr. Kilgour: Yes, but when you talk about all your plans, Mr. Minister, how can we have any confidence in your various plans unless you give us a fiscal framework, a fiscal plan for your department?

Mr. Blais: Well, let us take one example. We have now, as you know, the approval for the Canadian Patrol Frigates, and that is a \$3.2 billion program extending into 1991-1992. That

[Translation]

long terme. Du reste, on n'y trouve que des renseignements très simples et généraux. Étant donné ce qu'a dit mon collègue, pouvez-vous nous dire si vos prévisions budgétaires contiennent des données sur la période plus immédiate, peut-être sur l'année qui vient?

M. Blais: Est-ce que vous vous reportez à la Partie III, Programmes d'immobilisation, page 16.

M. Kilgour: Oui. Si j'ai fait allusion à ces deux pages, c'est pour vous faire remarquer qu'il n'y en a que deux sur 76 qui traitent de ce que l'on peut appeler le moyen et le long termes. Le plan financier est une chose que vous semblez vouloir passer sous silence dans votre budget de dépenses.

M. Blais: Au contraire, nous en parlons. Je vais faire appel aux experts qui m'accompagnent qui vous indiqueront ce que nous en disons...

M. Davies pourrait-il s'approcher de la table pour nous faire part de ses lumières?

M. L.E. Davies (sous-ministre adjoint, (Finances), ministère de la Défense nationale): Monsieur le président, le but même des prévisions budgétaires annuelles est d'étudier l'année sur laquelle elles portent. D'autres documents sont préparés, comme des aperçus stratégiques et des plans à long terme sur lesquels nous nous fondons pour préparer le plan financier et le cadre permettant au gouvernement de prendre des décisions. Ces documents portent toutefois uniquement sur l'année 1984-1985. A part les deux pages que vous avez citées, la seule façon de connaître ce qui est prévu pour l'avenir serait de consulter les détails d'un programme d'immobilisation qui peut durer cinq ou six ans. Monsieur le président, le but n'est pas...

M. Kilgour: Le dernier budget contenait un plan financier pour la défense. Pourquoi ne pas nous donner plus de détails là-dessus aujourd'hui?

M. Davies: Monsieur le président, la question est intéressante, mais ce n'est pas le but des prévisions budgétaires. Il y a des choses très précises qu'on nous demande d'inscrire dans les prévisions budgétaires.

M. Blais: Monsieur Kilgour, la question du cadre financier relève du ministre des Finances. Il ne m'appartient pas d'élaborer un cadre financier jusqu'en 1990. Mes attributions me permettent de gérer une enveloppe que le gouvernement me confie pour une période donnée. L'enveloppe de la défense a subi une augmentation qui se poursuivra jusqu'en 1986-1987 et c'est là-dessus que sont fondées les prévisions budgétaires dont vous êtes saisis aujourd'hui.

M. Kilgour: Monsieur le ministre, c'est très bien de parler de vos projets. Comment vous attendre à ce que nous les voyions avec confiance si vous ne nous donnez pas le cadre financier, un plan financier pour votre ministère?

M. Blais: Prenons un exemple. Nous avons obtenu l'approbation du programme des frégates de patrouille canadienne qui est de l'ordre de 3,2 milliards de dollars et qui se poursuivra

[Texte]

program, of course, has been approved and that amount has to be included in any of the estimates that will come forth.

Now, the next one—let us take the next six frigates—is now in the planning stages of course, and I will be going to Cabinet. I will have to get Cabinet approval relating to that particular expenditure for it to come forward and be implemented. That is the way capital programs go. We have wish lists, like all the departments have wish lists, in terms of what we would like to see happen in 1995 and 1996, as much as we can foresee. But it is impossible for us to give undertakings to this committee or to respond to this committee to questions relating to what the events might unfold or might reveal in 1996.

Mr. Kilgour: So you really cannot give us any firm idea as to your capital plans over the next five years for the reasons you have just indicated. Is that a fair statement?

Mr. Blais: Yes. I can give you the capital plans in terms of what I would be going to Cabinet with, what I would like to see happen, and the direction that I would like to see our capital acquisition program go.

Mr. Kilgour: But do each have to be approved on a case by case basis?

Mr. Blais: That is right.

Mr. Kilgour: Can you tell us what has been approved other than the frigates you just mentioned and the things that are obviously known to all of us?

Mr. Blais: Well, obviously none. The matter is once we get Cabinet approval, we usually make announcements. Therefore, you would know of them.

Mr. Kilgour: Well, the ones that have been announced have been approved and nothing else has been approved. Is that what you are saying?

Mr. Blais: There are other matters that are now under consideration. One of the examples is the North Warning System. Of course, that is a matter that is under negotiation. After the negotiations are completed, we will know what we would want to include within the capital acquisition or the Capital Program, what sort of expenditures we would envisage. That is uncertain until such time as the negotiations have been completed. We are operating as efficiently as we possibly can and, evidently, are getting a great deal of approval from the Auditor General in terms of how we control and plan our expenditures.

Mr. Kilgour: On another subject . . . some of my colleagues, Mr. Waters and I recently came back from a visit to NATO in Brussels and Mons. The impression that I, at least, got from NATO officials there is that Canada is not discharging the role it should discharge in NATO as a responsible, respected country. Mr. Minister, on a scale of 1 to 10, how would you rate our present defence capability in terms of force goals, in terms of discharging our responsibility to NATO as you see it?

[Traduction]

jusqu'en 1991-1992. Puisque ce programme est approuvé, il faut que la somme qui y est engagée figure dans les prévisions budgétaires des années en cause.

Pour ce qui est des six autres frégates, nous en sommes à l'étape de la planification et il faudra que le Cabinet se prononce. Il me faudra obtenir l'approbation du Conseil des ministres pour cette dépense particulière et pour la mise en oeuvre du programme. C'est ainsi que les choses se déroulent quand il s'agit de programmes d'immobilisation. Nous avons une liste de desiderata, comme tous les autres ministères et elle nous mène jusqu'en 1995 et 1996 dans la mesure où nous pouvons prévoir jusque là. Il nous est cependant impossible de donner des assurances aux membres du Comité ou de répondre aux questions des députés concernant la situation en 1996.

M. Kilgour: Autrement dit, vous ne pouvez pas nous donner de précisions sur vos projets de dépenses d'immobilisation d'ici à cinq ans pour les raisons que vous venez d'exposer. C'est cela, n'est-ce pas?

M. Blais: Oui. Je puis vous annoncer ce dont j'ai l'intention de saisir le Cabinet, ce que je voudrais obtenir, l'orientation générale de notre programme d'immobilisation.

M. Kilgour: Il faut qu'il y ait approbation cas par cas, n'est-ce pas?

M. Blais: C'est cela.

M. Kilgour: Pouvez-vous nous dire quels autres projets d'immobilisation ont été approuvés outre les frégates dont vous avez parlé et ce que tous nous connaissons déjà?

M. Blais: Eh bien, il n'y en a pas. Il faut attendre d'avoir obtenu l'approbation du Cabinet pour annoncer quoi que ce soit. Vous serez renseignés en temps utile.

M. Kilgour: Les programmes qui ont été approuvés ont donc été annoncés et rien d'autre, n'est-ce pas?

M. Blais: Les autres questions sont encore à l'étude comme le système de détection du Nord. Les négociations se poursuivent et une fois les négociations terminées, nous pourrions annoncer les détails du programme d'immobilisation, du point de vue de l'acquisition et des dépenses. Rien n'est sûr tant que les négociations ne sont pas terminées. Nous essayons de faire preuve de la plus grande efficacité, de toute évidence, et le Vérificateur général est tout à fait satisfait de la façon dont nous contrôlons et nous planifions nos dépenses.

M. Kilgour: Je passe à autre chose. M. Waters et moi-même avons récemment fait une visite à l'OTAN à Bruxelles et à Mons. L'impression que je retire de ma visite est que les autorités de l'OTAN là-bas estiment que le Canada ne s'acquitte pas du rôle dont il devrait s'acquitter à l'OTAN à titre de pays respecté et responsable. Sur une échelle de un à dix, où placeriez-vous notre capacité de défense du point de vue des objectifs des forces armées et du point de vue de notre responsabilité envers l'OTAN?

[Text]

Mr. Blais: Well, first of all, I want to thank the honourable gentleman for taking the initiative and going to NATO and receiving the briefings. I commend that to all Hon. Members and I am pleased to make any arrangements that need to be made in order to have that accomplished. Of course, as you know, General Rogers has indicated to all the NATO partners that he is not satisfied with the contribution that NATO partners are making to collective defence. He would like to see a higher percentage contribution. In my meetings in Brussels relating to defence expenditures by various NATO partners, of course there are demands for larger contributions by all NATO partners. But in my analysis, and that is verified by our allies, Canada is meeting its NATO commitment to a greater percentage than most of the NATO partners and we are continuing to meet not only the 3% real increase; I am talking about meeting the actual commitment that we have undertaken under our NATO arrangements.

• 1040

Canada is one of the few countries to meet the NATO training standards. Canada is recognized as having the most professional troops, because Canada spends considerable amounts of money in training, in operations, on an ongoing basis. That is perhaps one of the reasons we have got high maintenance costs as well, because our equipment is out in the field on an ongoing basis to a much higher degree and higher percentage than any of our NATO allies. Our capability is a very high one. Our contribution to NATO infrastructure is the largest net contribution of any of the NATO partners. One example is that Canada is paying close to 11% of AWACS, John, if my memory serves, which is the Advanced Warning and Control System. We have spent, now, close to \$320 million keeping Advanced Warning and Control craft aloft in Europe, which is a huge percentage in comparison to the benefits that Canada derives from that sort of operation.

All of our re-equipment programs are geared to our NATO commitment. Well, not all of them, but a large portion of them. You know, the Leopard tanks that we purchased are not very good in the snow. They would not, therefore, be very useful to us in the Canadian context, in trying to defend Inuvik from northern attack. The question is that they are useful to us in terms of meeting our NATO commitment. The long range patrol aircraft is to ensure the North Atlantic sea links and our anti-submarine warfare role, again, is to ensure the ability of materiel being able to be shipped from North America to Europe.

If you look at our CF-18 procurement, that procurement largely is influenced by our NATO commitment as well—both in the attack and in the fighter mode. If you look at our next procurement—low level air defence. Low level air defence, of course, is going to be for the protection of our equipment in Europe, because, in effect, that is where the threat is the greatest. And I could go on and on. The fact that we have gone to 5.56 ammunition in the C-7 rifle is because of our NATO

[Translation]

M. Blais: Tout d'abord, je tiens à remercier le député d'avoir pris l'initiative de se rendre à l'OTAN pour obtenir des renseignements de première main. Je recommande cela à tous les honorables députés et je me ferai un plaisir de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que cela soit réalisable. Comme vous le savez sans doute, le général Rogers a fait savoir à tous les membres de l'OTAN qu'il n'était pas satisfait de la contribution de chacun à la défense collective. Il aimerait voir une plus grande contribution. Au cours de mes entretiens à Bruxelles au sujet des dépenses des divers membres de l'OTAN consacrées à la défense, il est évident qu'on a sollicité une plus grande contribution de la part de tous les membres. Mais, d'après moi, et cela a été confirmé par nos alliés, le Canada respecte plus que la plupart des autres membres de l'OTAN ses engagements envers l'organisation, et nous continuons d'accroître notre contribution de 3 p. 100 en termes réels; je veux dire que nous respectons les engagements que nous avons effectivement pris dans le cadre des accords de l'OTAN.

Le Canada est l'un des rares pays à respecter les normes de l'OTAN concernant l'entraînement. Le Canada est reconnu pour le grand professionnalisme de ses troupes, car le Canada consacre régulièrement des sommes considérables à l'entraînement et aux opérations. C'est peut-être ce qui explique les coûts élevés d'entretien de l'équipement, parce que celui-ci est utilisé sur le terrain beaucoup plus régulièrement que chez nos alliés. Notre capacité de défense est très grande. Notre contribution nette à l'infrastructure de l'OTAN est la plus élevée de tous les membres de l'organisation. Par exemple, le Canada paie près de 11 p. 100, n'est-ce pas John, des A.W.A.C.S., c'est-à-dire du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien. Nous avons dépensé jusqu'à maintenant près de 320 millions de dollars pour les opérations de notre appareil en Europe, ce qui constitue un fort pourcentage par rapport aux avantages que le Canada retire de ce genre d'opérations.

Tous nos programmes de renouvellement d'équipement sont fonction de nos engagements envers l'OTAN. Peut-être pas tous nos programmes, mais une bonne partie d'entre eux. Vous savez que les chars Léopard que nous avons achetés ne sont pas très efficaces dans la neige. Ils ne nous seraient donc pas très utiles au Canada pour défendre la région d'Inuvik contre une attaque venant du Nord. Il n'en demeure pas moins que cela nous permet de respecter nos engagements envers l'OTAN. L'avion de patrouille de grande distance nous permet d'assurer un pont maritime dans l'Atlantique Nord et notre force anti-sous-marin est là pour assurer la possibilité d'acheminement du matériel de l'Amérique du Nord vers l'Europe.

Quant à l'acquisition de nos CF-18, ce programme a été largement fonction de nos engagements envers l'OTAN, aussi bien pour la version d'attaque que pour la version chasseur. La défense aérienne à faible altitude va faire l'objet de notre prochain programme d'achat. Cela devra évidemment servir à protéger notre équipement en Europe, parce que c'est effectivement là que la menace est la plus lourde. Et la liste est longue. Nous nous sommes convertis aux munitions 5.56 pour

[Texte]

commitment to standardized ammunition. So Canada's outlook is one that favours the alliances to which it belongs. Canada's contribution is a significant one and that is why Canada has been invited to participate in the MBFR and the CDE, being the only other North American country besides the United States to so participate, or western hemispheric country to participate besides the United States.

The Chairman: One last question, Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: It will be a short statement, Mr. Chairman.

Mr. Blais: And a long reply.

Mr. Kilgour: The rhetoric is fine, but the trouble is . . .

Mr. Blais: It is not rhetoric at all.

Mr. Kilgour: —that one of the NATO officials, asked about the extent of our contribution, came back with a very short phrase, "It is at the bottom", referring to all of the NATO partners. And I have in my hand a book called *Canadian Military Participation in NATO from 1969 to 1983*. It is a thesis of one of my . . . not my constituent, but an Edmontonian who basically says, and I just give one sentence:

. . . the analysis suggests that the Trudeau government's approach in the context of decision-making and structural change has generally debilitated Canada's defence capabilities, and specifically limited the country's ability to meet its NATO commitment. That process of debilitation has at best been redressed only in a rhetorical sense.

• 1045

I have Mr. Newman's book. I do not expect you to agree with the theory. Perhaps in your reply you might tell me if you have any quarrel with his facts. The one simple quote here:

Our forces have no mobilization plan, cannot effectively intercept unannounced aircraft flying over our territory, and are unable to enforce the 200-mile fishing limit at sea, or suppress acts of terrors on land.

It goes on in a similar vein, as I am sure you are aware, throughout.

I have a recently published book called *The Alliance* by Richard Barnett who is no pipsqueak in the Pentagon. For fun I looked in the index because I could find nothing about Canada, and I can assure you, Mr. Minister, there is not a single word about Canada in the index, or even about your esteemed Prime Minister. In other words, I guess my point to you, and I think every Canadian who follows events knows it, is that we are basically acting like a free rider in NATO. We are not pulling our weight; we are not providing our contribution to collective security. As General Rogers has put it, if we want to raise the nuclear threshold, we have to do something about conventional deterrence. You know, although you may

[Traduction]

le C-7 à cause de notre engagement envers l'OTAN en vue de la normalisation des munitions. Alors, le Canada joue un rôle très actif au sein de l'organisation à laquelle il appartient. La contribution du Canada est substantielle et c'est pourquoi il a été invité à participer aux négociations M.B.F.R. concernant la réduction mutuelle et équilibrée des forces ainsi qu'à la Conférence de Stockholm (C.D.E.), il est le seul pays d'Amérique du Nord à part les États-Unis à participer, ou le seul pays de l'hémisphère occidental à participer à part les États-Unis.

Le président: Une dernière question, monsieur Kilgour.

M. Kilgour: Ce sera une brève intervention, monsieur le président.

M. Blais: Et une longue réponse.

M. Kilgour: La rhétorique est bonne, mais le fait est que . . .

M. Blais: Ce n'est pas du tout de la rhétorique.

M. Kilgour: . . . un des représentants de l'OTAN a dit de notre contribution, très succinctement, qu'elle était «au niveau minimum», en parlant de la participation de tous les membres de l'OTAN. Et j'ai en main un livre intitulé *Canadian Military Participation in NATO from 1969 to 1983*. Il s'agit d'une thèse, non pas d'un de mes commettants, mais d'un citoyen d'Edmonton qui dit essentiellement ce qui suit, et je ne vous en lis qu'une phrase:

. . . l'analyse montre que l'attitude du gouvernement Trudeau sur le plan des décisions et des changements structurels a amoindri, de façon générale, la capacité de défense du Canada, et limité de façon plus particulière la capacité du pays à respecter ses engagements envers l'OTAN. Cette situation n'a été corrigée au mieux que de façon rhétorique.

J'ai le livre de M. Newman. Je ne m'attends pas à ce que vous soyez d'accord avec la théorie qu'il avance. Dans votre réponse, vous pourriez peut-être me dire si vous contestez les faits qu'il présente. Je vous cite une phrase:

Nos forces n'ont aucun plan de mobilisation, ne peuvent intercepter efficacement les aéronefs qui violent notre espace aérien, et sont incapables de faire respecter la limite des eaux territoriales de 200 milles pour la pêche, ou de maîtriser des actes de violence sur terre.

Et ça continue dans la même veine, comme vous le savez sans doute.

J'ai un livre qui a été publié dernièrement, c'est *The Alliance*, dont l'auteur Richard Barnett, n'est pas n'importe qui au Pentagone. Je me suis amusé à feuilleter l'index, parce que je ne trouvais rien sur le Canada, et je puis vous assurer, monsieur le ministre, qu'il n'y a pas un mot au sujet du Canada dans l'index, ni même au sujet de votre grand premier ministre. En d'autres termes, ce que j'essaie de vous dire, et je pense que tous les Canadiens qui suivent l'actualité le savent, c'est que nous ne remplissons pas notre rôle dans l'OTAN. Nous ne faisons pas le poids; nous ne contribuons pas à la sécurité collective. Comme le général Rogers l'a dit, si l'on veut relever le seuil nucléaire, il faut faire quelque chose sur le

[Text]

not wish to admit, that Canada is acting like a weak brother or a weak sister with respect to conventional deterrence. What would be your reply?

Mr. Blais: Well, I am not ready to agree to that because I do not believe it. I do not believe that Canada has ever acted as a weak sister. Canada has been a major contributor in international conflicts in this century and we have always acquitted ourselves admirably in terms of our military activities. I do not take a back seat to anyone. I agree there are some difficulties. I agree we have some difficulties in mobilization, and those are being addressed. I agree that some criticism is justified, but to say that Canada's air space is not able to be controlled when it is being controlled from my own constituency in North Bay, I take strong exception to that. I feel very strongly that our ability to spot aircraft trying to enter into our airspace has always been one of our major preoccupations and we have been able to ensure that. That is why we are now negotiating improvements in the north warning system. Canada has been able to ensure its sovereignty in a way that has provided us, not only with inviolate borders, but also with an international status which is second to none—a level of goodwill in the international arena which is second to none. That is why you can go, Mr. Kilgour, any place in the world and you will be welcomed any place in the world with open arms. That is why the Prime Minister was so successful in his peace initiative—because of the high credibility of Canada in the international community. The only people who provide some comment that Canada does not have that credibility are members of the opposition. I know they have a role to play, but I find that sometimes the repetition tends to be harping, and they may be able to persuade themselves that indeed Canada does not have international credibility.

When I went to Ortona in December and I participated in the 40th anniversary of the liberation of Ortona and saw 1325 graves of Canadian soldiers who had given their lives in order to free that southern Italian city, it made me immensely proud. I do not see anything in the Canadian resolve or in any of those gentlemen dressed in uniform along the wall, 105 that does not give me the view and the assurance that Canada is able to discharge its responsibility and do it professionally and well—Peter Newman notwithstanding.

Mr. Kilgour: We will continue this in the next round.

The Chairman: Oh yes, with pleasure. I will recognize you.

Before I recognize Gérald Laniel, for the sake of the record, I would like to say that I am very pleased that the members accepted the invitation to go to NATO during the recess. It is a program organized by the Department of External Affairs that I have been pushing very strongly every year. Mr. Minister you are unaware of that, but the trip that the hon. members made was something we organize every year in NATO, SHAPE, OECD, Council of Europe, etc. I am very

[Translation]

plan de la dissuasion conventionnelle. Vous savez, bien que vous n'aimiez pas l'admettre, que le Canada est très faible sur le plan de la dissuasion par les moyens conventionnels. Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

M. Blais: Eh bien, je ne suis pas prêt à accepter cela, parce que je n'y crois pas. Je ne crois pas que le Canada soit faible de ce côté-là. Le Canada a toujours participé activement aux conflits internationaux au cours du siècle présent, et nous avons toujours admirablement bien rempli notre rôle en termes d'activités militaires. Le pays ne le cède en rien à personne. Je suis d'accord, il y a des problèmes. C'est vrai qu'il y a des problèmes sur le plan de la mobilisation, mais on est en train de les régler. Certaines critiques sont justifiées, mais de là à dire que l'espace aérien du Canada ne peut être contrôlé alors qu'il est très bien contrôlé de ma propre circonscription à North Bay, je ne suis absolument pas d'accord. Notre capacité de détection d'avions essayant de pénétrer notre espace aérien a toujours été l'une de nos principales préoccupations, et nous nous tirons bien d'affaire. C'est pourquoi nous sommes en pleine négociation afin d'améliorer notre système de détection dans le Nord. Le Canada a toujours été capable d'assurer sa souveraineté d'une façon qui nous a permis non seulement de contrôler nos frontières, mais aussi d'une façon qui nous a donné un statut international sans égal, un degré de bonne volonté sur la scène internationale qui n'a pas de pareil. C'est la raison pour laquelle, monsieur Kilgour, vous pouvez aller n'importe où dans le monde et être accueilli à bras ouverts. C'est la raison pour laquelle le Premier ministre a si bien réussi dans son initiative de paix, justement à cause de la grande crédibilité dont jouit le Canada dans le monde entier. Les seuls qui semblent dire que le Canada manque de crédibilité sont les membres de l'opposition. Je sais qu'ils ont un rôle à jouer, mais je trouve cela parfois agaçant, et ils sont peut-être les seuls à pouvoir se convaincre que le Canada manque de crédibilité sur la scène internationale.

Quand je suis allé à Ortona, en décembre dernier, où j'ai participé au 40^e anniversaire de la libération d'Ortona, et lorsque j'ai vu les 1325 tombes de soldats canadiens qui ont sacrifié leur vie pour libérer cette ville du sud de l'Italie, je me suis senti immensément fier. Je ne vois rien dans la résolution canadienne ou chez ces messieurs en uniformes le long du mur qui ne me permette de croire et d'être assuré que le Canada est capable de remplir ses responsabilités et de le faire professionnellement et efficacement, peu importe ce que peut en dire Peter Newman.

M. Kilgour: Nous pourrions continuer à en discuter au prochain tour.

Le président: Certainement, avec plaisir. Je vous en donnerai la chance.

Avant de donner la parole à Gérald Laniel, aux fins du compte rendu, j'aimerais dire que je suis très heureux que les députés aient accepté l'invitation de se rendre à l'OTAN pendant le congé. C'est un programme organisé par le ministère des Affaires extérieures que j'encourage fortement chaque année. Monsieur le ministre, vous ne le savez pas, mais le voyage qu'ont fait les honorables députés fait partie de la visite que nous organisons chaque année à l'OTAN, au

[Texte]

pleased that members accept this invitation. I think members have to be well informed. Marcel Roy was the leader this year and 14 members went there. I think it is a very open briefing and I encourage members when I give them this invitation, to accept the invitation. It is a very open briefing, and I encourage members, when I give them this invitation, to accept the invitation. Mr. Roy, maybe later on, would like to comment on that. But it is good for the record that it is known that every year we organize that so members are better informed; and the quality—maybe I agree or I not agree, the chairman never has any opinion . . . of the question may help enhance the debate in the House and in the committee.

• 1050

Mr. Blais: I thought maybe you were going to ask Mr. Kilgour about who he is going to support in the leadership convention of the Liberal party.

The Chairman: That is a good comment, but out of order.

Mr. Laniel, followed by the hon. critic for the New Democratic Party, and I will come back after that to the official . . .

Yes, Mr. Roy.

Mr. Roy: Mr. Chairman, perhaps I might make some comments after this session, or another session, on this trip, some specific clarification on a point that has been raised during that trip with the Minister.

The Chairman: Very good.

Mr. Laniel, followed, as I said, by the hon. critic for the New Democratic Party and all the colleagues who have so indicated, like Mr. Massé, Mr. Lapierre, and others.

M. Laniel: Monsieur le président, ma première question concerne NORAD.

Monsieur le ministre, dans votre réponse à M^{me} Appolloni, vous disiez que des négociations étaient en cours au sujet de NORAD et du système de défense. Dans le cadre de ces négociations-là, est-ce que l'on examine activement, pour en arriver à des décisions prochaines, les possibilités d'utilisation de l'espace aérien pour la surveillance? Je sais que, au Canada, il y a 24 radars d'installés pour la surveillance. Tout cela coûte cher, évidemment, et on se demande si cela nous offre une protection suffisante dans ce monde de haute technologie qu'est le nôtre. Les Américains veulent assurer la surveillance de l'espace et pensent aux mécanismes et armes éventuels de l'espace. Je pense que nous ne devons pas négliger la surveillance du territoire canadien. Si on participe tôt aux négociations, ce sera peut-être dispendieux, mais ce pourra être très profitable pour la haute technologie canadienne dans ce domaine.

M. Blais: Eh bien, vous avez parfaitement raison. Il n'y a pas de doute que la surveillance aérienne se fera à l'avenir par voie de satellites, et le Canada se prépare effectivement à cette éventualité. Nous faisons des échanges avec les Américains et

[Traduction]

SHAPE, à l'O.C.D.E., au Conseil d'Europe, etc. Je suis très heureux que les députés acceptent cette invitation. J'estime que les députés doivent être bien renseignés. Marcel Roy était chef de la délégation de 14 députés qui sont allés cette année. Je pense que c'est un bon voyage d'information et j'encourage les députés à profiter de l'occasion lorsqu'on les invite à y aller. Les séances d'information sont très ouvertes, et j'encourage fortement les députés à accepter l'invitation que je leur ferai. M. Roy pourra peut-être faire des commentaires à cet égard. Qu'il soit dit aux fins du procès-verbal, que chaque année nous organisons une telle visite afin de mieux informer les députés; et que je sois d'accord ou non—le président n'est pas censé avoir d'opinion—la qualité de la question peut contribuer à enrichir le débat à la Chambre des communes et au sein de ce Comité.

M. Blais: J'ai cru que vous alliez demander à M. Kilgour qui il appuierait lors du congrès de la direction du parti libéral.

Le président: Excellente idée, mais irrecevable.

Monsieur Laniel, suivi de l'honorable critique du Nouveau parti démocratique, et ensuite on reprendra la liste officielle . . .

Oui, monsieur Roy.

M. Roy: Monsieur le président, peut-être pourrais-je faire un court exposé sur ce voyage aujourd'hui ou lors d'une autre réunion, il s'agit de clarifier un point qui a été soulevé durant le voyage avec le ministre.

Le président: Très bien.

Monsieur Laniel, suivi de l'honorable critique du Nouveau parti démocratique, et de tous nos collègues qui ont demandé la parole, M. Massé, M. Lapierre entre autres.

Mr. Laniel: Mr. Chairman, my first question deals with NORAD.

Minister, in your answer to Mrs. Appolloni, you said that negotiations were being held with respect to NORAD and our defence system. In those negotiations, are we actively looking at the possibility of using space monitoring systems in order to make decisions in the near future? I know that in Canada, we are using 24 radar stations to ensure the surveillance of our space. That of course is expensive, and I am wondering if the system offers us adequate protection in view of the high technology that now exists. The Americans want to ensure monitoring of space, and are already developing the necessary instruments and weapons. We should not neglect the surveillance of our own Canadian territory. Were we to get into these negotiations early, it could be expensive, but it could also be very profitable for the relevant high tech industry in Canada.

Mr. Blais: You are of course perfectly right. There is no doubt that eventually space monitoring will be done through satellites, and Canada is indeed preparing for this possibility. We have been exchanging information with the Americans and

[Text]

les Européens dans le domaine du satellite. Comme vous le savez, nous avons établi une société, la Spar Aerospace Limited, qui est un des contractants internationaux dans le domaine de la gestion des systèmes de satellite. Nous sommes prêts à prendre une part très active à ces choses, et cela va évidemment nous être bénéfique du point de vue industriel également.

M. Laniel: Dans une autre réponse concernant l'OTAN, on a fait allusion à l'équilibre des forces en Europe. Je me pose une question à ce sujet, question qui concerne la défense navale. Evidemment, nous avons notre programme de frégates et j'admets que nous faisons notre part, cependant, on entend beaucoup plus parler en Europe qu'au Canada des forces soviétiques, principalement, qui cherchent à placer des sous-marins atomiques dans les fjords de la Norvège ou près des côtes de la Suède. Je pense qu'il y a là un élément très important de la force nucléaire soviétique. En effet, le sous-marin est très bien protégé par les glaces et les eaux et est bien moins attaquable dans une contre-attaque de missiles soviétiques ou américains.

• 1055

Que fait-on au Canada pour éviter que l'on utilise éventuellement ou même en ce moment les côtes canadiennes, le Nord canadien ou la calotte polaire pour camoufler des sous-marins soviétiques? Quelle surveillance maritime exerce-t-on pour participer à des opérations dans l'Atlantique contre des sous-marins désuets ou des navires de guerre qui n'ont pas la capacité effrayante d'un sous-marin nucléaire? Se préoccupe-t-on de la question et surveille-t-on suffisamment pour éviter que les Soviétiques ne viennent se placer le long de nos côtes?

M. Blais: Tout d'abord, il faut reconnaître que les sous-marins soviétiques sont capables de longer les côtes du Nord de l'Amérique de façon relativement aisée: ils peuvent s'y rendre par des voies internationales et s'y maintenir pendant des périodes de temps assez prolongées puisqu'ils sont mus par l'énergie atomique, ce qui leur permet de se maintenir en poste pendant des périodes assez prolongées. Ils ne sont pas obligés, évidemment, de se dissimuler dans des endroits comme les fjords de la Norvège, ni le long des côtes de la Suède, ni dans les *inlets* canadiens, ni sous les glaces canadiennes. Ils peuvent offrir une présence qui serait fatale en cas de conflit nucléaire, simplement en se plaçant dans des régions où nous savons où ils se trouvent.

Par conséquent, je suis parfaitement d'accord avec vous que nous devons nous prémunir de méthodologies pour résister à une pénétration de sous-marins sous nos glaces, et c'est exactement ce que nous faisons.

Quant à la question de maintenir une capacité de surveillance susceptible de déterminer la localisation des sous-marins, nous la possédons déjà et nous pouvons la maintenir. Nous savons que nous sommes en mesure de suivre les parcours des divers sous-marins soviétiques, grâce à nos alliés et à nos propres moyens, avec le réseau en place.

En ce qui touche le Grand-Nord, nous sommes dotés de réseaux, mais évidemment vous avez raison de dire qu'il faut les améliorer, et c'est ce que nous essayons de faire.

[Translation]

the Europeans with respect to satellites. As you know, we have created a corporation, Spar Aerospace Limited, one of the international contractors in satellite systems management. We want to participate very actively in such developments, and of course this could be very beneficial to the industry.

Mr. Laniel: With respect to NATO, in an earlier answer, you mentioned balance of forces in Europe, and in that respect, I have a question regarding naval defence. Of course, we have launched our frigate program, and I agree that we are doing our part in NATO. However, in Europe, there is a lot more talk than in Canada about Russian naval forces, which are trying more specifically to station atomic submarines in the Norwegian fjords, and along the Swedish coast. This is a very important element of the Soviet nuclear force. Indeed, the submarine can protect itself easily under the ice, and in deep waters, and is much less vulnerable to a missile counter-attack whether it be Russian or American.

What is Canada doing to prevent the Soviets from hiding submarines along both coasts, in the Canadian Arctic, or under the polar ice cap in the future and indeed even now? What maritime surveillance is carried out as part of our contribution to Atlantic operations against obsolete submarines and naval vessels, which do not have the terrifying capabilities of nuclear submarines? Is this a matter of concern, and is surveillance adequate to prevent Russians from stationing submarines along our coast?

Mr. Blais: First, it must be recognized that Russian submarines quite easily station themselves along the coasts of North America. They can do so by remaining in international waters, and can remain in position for prolonged periods of time since they are nuclear-powered. It is not necessary for them to camouflage their presence in fjords as they might do in Norway, or in Sweden, or even in Canadian inlets, or under a Canadian ice cap. In a nuclear conflict, they can be just as lethal by remaining in international waters, where we have already spotted them.

So, of course, I am in full agreement with you that we must find the necessary technology to resist any penetration by submarines under our ice cap, and we are proceeding in this direction.

Now as to our surveillance capabilities in spotting submarines, we already possess such capabilities which can be maintained. Through our own means, and a network we form with the Allies, we are able to track the movements of different Russian submarines.

We also have surveillance networks in the Far North, but you are right that we should improve them and we are trying to do so.

[Texte]

M. Laniel: Irions-nous aussi loin que les Suédois ou les Norvégiens pour faire peur à ces sous-marins qui viennent jouer le long de nos côtes, en échappant une ou deux bombes de profondeur pour les éloigner un peu?

M. Blais: On ne peut pas faire cela, à moins qu'ils soient . . .

M. Laniel: Dans nos eaux territoriales, bien entendu.

M. Blais: Oui. Il faut qu'ils se trouvent dans nos eaux territoriales et rien ne peut nous indiquer qu'un sous-marin hostile ou autre pénètre dans nos eaux territoriales, sans que nous ne lui en donnions la permission.

M. Laniel: Avant d'aborder un autre sujet, j'aurais une question bien précise à poser, monsieur le ministre.

Le mois de juillet dernier, votre prédécesseur a inauguré, à Québec, le nouveau quartier général de la réserve navale, qui se trouvait à Halifax depuis 14 ans, et cela, dans un but bien précis. Le ministre a alors annoncé, si je lis bien, que le Ministère projetait d'ouvrir trois autres divisions de réserve navale au Québec au cours des prochains mois. Voilà bientôt plus de six mois que l'annonce a été faite. Or, j'ai fait une démarche à ce sujet, car j'espère que l'on se rapprochera un peu plus du centre du pays. Ma région serait une région propice, comme je vous l'ai suggéré, car je suis sûr qu'on ne peut établir une unité de réserve navale à Souris (Man.) ou à Saskatoon, car il faut que ce soit le long d'une rivière importante. Doit-on bientôt prendre une décision à cet égard?

M. Blais: Tout d'abord, je dois vous dire qu'il ne faudrait pas minimiser l'importance de Saskatoon en ce qui touche les engagements navals parce que c'est précisément à cet endroit qu'a eu lieu le dernier engagement naval sur territoire canadien, en 1885, . . .

M. Laniel: Je n'y étais pas.

M. Blais: . . . avec un bateau qui s'appelait le *Nordco*. Voilà pour l'histoire canadienne des marins d'eau douce. Il faudrait en prendre note.

• 1100

Pour ce qui est de l'établissement d'unités, je m'en occupe très activement. C'est une chose qui avait été un peu mise au rancart après le transfert de ministères, du moins depuis que j'en avais assumé la responsabilité. M. Lamontagne suivait la chose avec beaucoup d'attention. Quand je suis arrivé, d'autres choses ont attiré mon attention, mais cela fait déjà deux semaines que j'ai remis l'accent sur la question de l'établissement d'unités navales en régions.

Votre région, monsieur Laniel, sera évidemment une parmi d'autres qui seront prises en considération.

M. Laniel: Ma dernière question est plus générale. Elle concerne la situation actuelle à Chypre à la suite de la déclaration unilatérale d'indépendance des Turcs chypriotes. Quel effet a eu cette décision sur notre force de paix à Chypre? Est-ce que cela crée de la tension? Est-ce que notre rôle change? On nous avait laissé entendre que le Comité des affaires extérieures et de la défense nationale aurait peut-être un ordre de renvoi qui l'autoriserait à étudier tout le rôle de

[Traduction]

Mr. Laniel: In protecting our coasts, would you go as far as the Swedes or the Norwegians, and try to scare off the submarines, by dropping a depth charge or two?

Mr. Blais: We could not do that, unless they were . . .

Mr. Laniel: In our own territorial waters, of course.

Mr. Blais: Yes. The submarines would have to be within our territorial waters, since no hostile submarine or any other for that matter can penetrate our territorial waters without first obtaining our permission.

Mr. Laniel: Before moving on to another subject, I have a more specific question to ask the Minister.

Last July, your predecessor inaugurated a new naval reserve headquarters in Quebec, one that had been in Halifax for more than 14 years, and this with a definite goal in mind. Indeed, if I read correctly, the Minister had announced that the Department of Defence intended to open three other naval reserve divisions in the Province of Quebec in the near future. Well now, that announcement was made some six months ago. I personally have made a request in this respect, since I hope that we will move closer into Central Canada. My region lends itself to a naval reserve, as I had proposed to you, while I also know that it would be more difficult to establish a naval reserve unit in Souris, Manitoba, or in Saskatoon, since normally these units should be along an important waterway. Can we expect an early decision in this regard?

Mr. Blais: First of all, let us not minimize the importance of Saskatoon, with respect to naval engagements, since it is precisely in Saskatoon that the last naval engagement on Canadian territory took place in 1885 . . .

Mr. Laniel: I was not there.

Mr. Blais: . . . involving a ship called the *Nordco*. That is part of Canadian history regarding freshwater sailors. We should know these things.

I am presently involved in establishing those new units. The whole matter was shelved more or less at least since I assumed my new responsibilities. Mr. Lamontagne had been following the matter most attentively. When I took over, other things needed my attention, but over the past two weeks I have been looking into the matter of establishing naval reserve units in the regions.

No doubt, Mr. Laniel, your region will be considered among others.

Mr. Laniel: I have one last general question. It is with respect to the present situation in Cyprus, following the unilateral declaration of independence by the Turkish Cypriots. What effect has this decision had on our peacekeeping force in Cyprus? In Cyprus, has this raised any tension? Is our role there changing? We were given to understand that the committee of External Affairs and National Defence may well receive an order of reference to study this whole matter of the

[Text]

nos forces de paix. Est-ce que vous pourriez faire des commentaires à ce sujet?

M. Blais: Pour ma part, je serais d'accord qu'il y ait un ordre de renvoi de ce genre. Je suis disposé à collaborer avec vous, comme j'en ai l'habitude.

Deuxièmement, je suis allé à Chypre la première semaine de janvier. J'ai visité les éléments canadiens à cet endroit, et on m'a dit que la tension entre les deux antagonistes n'avait pas augmenté. Les choses évoluent à peu près de la même façon qu'avant le *U.D.I.*. Evidemment, nous sommes aux aguets. Nous sommes là, et nous nous acquittons de nos responsabilités selon notre mandat. Nous continuerons de le faire jusqu'à ce que la situation soit rétablie ou jusqu'à ce que des changements exigent une nouvelle décision.

M. Laniel: Merci.

The Chairman: *Merci.* For the record, I would like to say that since June of last year I have been trying to get another reference on peacekeeping operations, especially on our involvement in Cyprus, but everybody has a pet project for another reference so it seems that we are having difficulty. I still feel that that should be the one, but I have other proposals.

Mr. Kilgour: Just as a point of order, Mr. Chairman, by coincidence, the Canada-U.S. Parliamentary Group...

Mr. Laniel: You mean you have received other proposals.

Mr. Kilgour:—met this past weekend, and we were advised that the Senate Foreign Relations Committee has met approximately 70 times, the full committee, in the past years. I remind you that ours has now met, I think it is, five times since last June 9.

The Chairman: Yes. That is why probably everybody aspires to go to the Senate, it is to have more time to do only one thing at a time.

Mr. Laniel: The bells rang for how many days?

The Chairman: I can tell you one thing, Mr. Kilgour, if you want to sit do not provoke the Chair, because Members will sit five days a week, as we did when we sat on our order of reference. As you remember, we sat five days a week, morning, afternoon and night. The Chair is always available to sit, but unfortunately other members do not feel as you do. That applies equally to your members and other members over the three parties.

May I call now, kindly, the critic of the New Democratic Party, followed by Mr. Massé and others who so indicate. Mr. Sargeant, please.

Mr. Sargeant: Thank you, Mr. Chairman. This is the first opportunity I have had to welcome the Minister before this committee. When he came before us last November, I believe it was, I was at the CMR on a French course. I would like to welcome him.

[Translation]

role of our peacekeeping force. Have you any comments with this regard?

Mr. Blais: I would certainly agree to such an order of reference. I am most prepared to cooperate with you, as usual.

Secondly, I did go to Cyprus in the first week in January. I visited the Canadian forces there, and was told that tension between the two antagonists had not increased in anyway. The situation has remained much the same as before the unilateral declaration of independence. Of course, we are monitoring the situation closely. We are there, in order to carry out our responsibilities according to the mandate given. We shall do so until the situation has been settled, or until there have been changes requiring new decisions.

Mr. Laniel: Thank you.

Le président: *Thank you.* Aux fins du procès-verbal, je vous rappellerai que j'essaie depuis le mois de juin dernier d'obtenir un nouvel ordre de renvoi sur les opérations de maintien de la paix, surtout en ce qui concerne notre présence à Chypre, mais il semble que chacun a un projet favori qui exige un ordre de renvoi, et nous avons beaucoup de difficulté à obtenir un consensus. Je crois que le Comité devrait étudier cette question, mais j'ai reçu aussi d'autres propositions.

M. Kilgour: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Justement, le groupe parlementaire Canada-États-Unis...

M. Laniel: Vous avez donc reçu d'autres propositions.

M. Kilgour: ... s'est réuni la fin de semaine dernière, et on nous faisait remarquer que le Comité sénatorial des affaires étrangères avait tenu quelque 70 réunions plénières, au cours de l'année dernière. Et je voudrais rappeler au Comité que depuis le 9 juin dernier, nous ne nous sommes réunis que cinq fois.

Le président: Oui. C'est sans doute pourquoi tout le monde veut devenir sénateur, afin d'avoir plus de temps pour faire une chose seulement à la fois.

M. Laniel: Les cloches ont sonné pour combien de jours encore?

Le président: Je vous en prie, monsieur Kilgour, ne me provoquez pas, car si vous voulez siéger, je peux vous assurer qu'on le fera cinq jours par semaine, comme cela a été le cas lors de notre ordre de renvoi. Vous vous souviendrez que nous siégeons cinq jours par semaine, trois fois par jour. Le président est toujours prêt à siéger, mais malheureusement ce n'est pas le cas des autres membres qui ne pensent pas comme vous, pas plus les membres de votre parti que les autres.

Si vous permettez, je donne maintenant la parole au critique du Parti néo-démocrate, qui sera suivi de M. Massé et d'autres qui ont demandé la parole. Monsieur Sargeant, s'il vous plaît.

M. Sargeant: Merci, monsieur le président. C'est la première occasion que j'ai d'accueillir le ministre devant ce Comité. Lorsqu'il a comparu au mois de novembre dernier, je pense, je suivais des cours de français au Collège militaire royal. Je vous souhaite donc la bienvenue, monsieur le ministre.

[Texte]

Mr. Laniel: Can we ask you a question in French?

Mr. Sargeant: Wait—*attends*.

The Chairman: Mr. Sargeant from Manitoba.

Mr. Sargeant: Yes. We are almost bilingual.

I have a few specific questions I would like to direct to the Minister this morning. Then, if I have time in this round, or in a future round, or the next time he is before us, I will direct some more general questions to him.

I just had a situation brought to my attention early this morning, Mr. Minister.

• 1105

I will admit before I even go into it that I am not sure if you are the appropriate Minister or if this is more a question for Employment and Immigration. But it is happening at CFB Goose Bay. There is an organization up there, or a company, called Labrador Aviation Services, which provides or does maintenance service both for EPA, the private carrier, and also I understand for the U.S. Air Force. Apparently they are going on strike tomorrow night; and somehow or other the Americans are bringing in 60 workers from the United States to replace them. I find this to be if not an illegal, at least an immoral, violation of Canadian labour and immigration standards.

Can you tell me if DND has any involvement in this? They are using CFB Goose Bay. How does this fit in, if at all?

Mr. Blais: Well, yes, we do use Goose Bay; but as you know, we also have an arrangement which is part of our NATO contribution, an arrangement with the Brits and with the Germans, if memory serves, for the utilization of Goose Bay for training purposes. I would like to see that utilization increased. Now, as you can see, that creates a difficulty, in the sense that if you have a private contractor that is doing repair and overhaul on military aircraft of our hosts and we find that the contractor is struck by its workers, then we are in a serious position in terms of providing the sort of facilities required by our NATO allies.

The contracts, of course, are let by DSS in most instances, and I am sure this would be one that DSS would be dealing with. About the striking capacity, of course it impacts negatively on the ability of our continuing to do business with that contractor; and in the long run, because we are dealing with national security issues, you might well recognize that we would have to set up our own repair unit and we would have to make the SFU—the support fighter units, or whatever they call them—in places to provide for the requirements of Canadian forces, American forces, and other NATO allied forces.

I am just making a comment. I do not know anything about it. I have not seen the dossier, and I was not made aware that there were some labour difficulties there. I am making that

[Traduction]

M. Laniel: Peut-on vous poser une question en français?

M. Sargeant: Attends—*Wait*.

Le président: Monsieur Sargeant, du Manitoba.

M. Sargeant: Oui. Nous sommes presque bilingues.

J'ai quelques questions spécifiques à poser au ministre ce matin. Et ensuite, s'il me reste du temps, ou au deuxième tour, ou même lorsque le ministre comparaitra de nouveau, j'aurai quelques questions plus générales.

Ce matin même, monsieur le ministre, on a porté une affaire à mon attention.

D'entrée de jeu, je dois reconnaître que je ne sais pas si elle relève de votre compétence ou du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Enfin, cela se produit à la base des Forces canadiennes de Goose Bay. On y trouve une entreprise appelée Labrador Aviation Services, qui fournit des services d'entretien à la fois à la compagnie privée Eastern Provincial Air Lines et à l'armée de l'air américaine. Ses employés entrent en grève demain soir, et les Américains vont faire venir 60 travailleurs des États-Unis pour les remplacer. Or, cela me paraît sinon illégal, tout au moins immoral, une transgression des normes canadiennes en matière de travail et d'immigration.

Pouvez-vous me dire si le ministère de la Défense a quelque chose à voir avec cela étant donné que la compagnie se sert de la base de Goose Bay? Quel est le rôle du ministère là-dedans, si tant est qu'il en a un?

M. Blais: Oui, nous nous servons de la base de Goose Bay mais vous n'ignorez pas qu'en vertu de notre participation à l'OTAN, un arrangement prévoit que les Britanniques et les Allemands peuvent se servir de la base de Goose Bay à des fins d'entraînement. J'aimerais d'ailleurs que la base serve davantage à cette fin. Comme vous pouvez le voir, cela crée des difficultés, en ce sens que si l'entreprise privée effectue les réparations et les mises au point des appareils militaires de nos hôtes, et si les employés de cette dernière font grève, alors nous avons de la difficulté à fournir les services nécessaires à nos alliés de l'OTAN.

Bien entendu, dans la plupart des cas, les contrats sont accordés par le ministère des Approvisionnements et Services, et je suis sûr qu'il s'occupera de cette question. Pour ce qui est des possibilités de grève, elles peuvent entraîner une rupture de notre contrat avec l'entreprise en question, et à long terme, étant que nous sommes chargés des questions liées à la sécurité nationale, nous devons peut-être constituer nos propres services d'entretien et de réparation et il faudra que nous disposions d'unités d'appui aux combattants en certains endroits afin qu'ils puissent combler les besoins des forces canadiennes, américaines et de celles de nos autres alliés de l'OTAN.

Cela n'est toutefois qu'une observation car je ne suis pas au courant de l'affaire. Je n'ai pas été saisi du dossier, et ne savais pas non plus qu'il y avait certaines difficultés sur le plan des

[Text]

comment not addressing that particular situation but simply in terms of general principle.

Mr. Sargeant: Okay, I will leave that alone then, thank you.

I would like to pursue an issue . . .

Mr. Blais: I am sorry, Mr. Sargeant. I might indicate to you that the airport management at this time is the Ministry of Transport. It is not a Canadian Forces base.

Mr. Sargeant: Okay, good. Thank you.

I would like to ask you a few questions, Mr. Minister, on the same topic I brought up in the House Friday, I believe it was, on the Bonnie Robichaud case. It has also been brought up by my colleague from Broadview—Greenwood, Lynn McDonald.

There are a number of questions to be asked here. I do not want to address the specifics of the case at all, but perhaps you could tell me why the appeal is being launched. Is it on behalf of the person who was found guilty of harassment in this case, or is it on behalf of the department because the department was fairly well criticized in the Human Rights Commission's findings?

Mr. Blais: I do not want to discuss the case either, Mr. Sargeant, but I do want to make some clarification. First of all, as you know, the supervisor in this instance has also appealed, relating to the findings. The appeal of the department is an appeal relating to the liability issue. That was a finding against the department. That is the only area we are appealing.

Mr. Sargeant: The department is only appealing the liability. Are you talking about the, what is it, \$5,000 payment or something like that?

Mr. Blais: That is right.

Mr. Sargeant: That is all that you are appealing?

Mr. Blais: Not only the damages but the finding of liability on the part of the department.

Mr. Sargeant: Okay.

Mr. Blais: That is all.

Mr. Sargeant: Well, let me pursue another line, then. The tribunal was somewhat critical of the department:

The Department of National Defence was also found liable because no clearly defined policy against sexual harassment had been communicated to the employees.

When Mrs. Robichaud's complaints were brought to the attention of the superiors, no investigation was made. It carries on that the department at this particular base . . . No action was taken to prevent any coercion or intimidation of the witnesses and of this person in particular, and it goes on somewhat in that vein.

[Translation]

relations de travail là-bas. Ma remarque vaut donc en général et ne porte pas sur ce cas d'espèce.

M. Sargeant: C'est bien, je vous remercie, je vais maintenant passer à autre chose.

J'aimerais maintenant aborder une question . . .

M. Blais: Excusez-moi, monsieur Sargeant. A titre de précision, les services d'entretien de l'aéroport sont actuellement assurés par le ministère des Transports car il ne s'agit pas d'une base des Forces canadiennes.

M. Sargeant: C'est bien, merci.

Monsieur le ministre, j'aimerais vous poser quelques questions sur le même sujet que celui que je vous ai mentionné vendredi à la Chambre, c'est-à-dire l'affaire Bonnie Robichaud. D'ailleurs, la même question a été soulevée par ma collègue de Broadview—Greenwood, M^{me} Lynn McDonald.

Il y a un nombre de questions qui s'imposent. Je ne tiens pas à creuser tous les détails de l'affaire, mais peut-être pouvez-vous me dire pourquoi on fait appel. Est-ce pour le compte de la personne qui a été reconnue coupable de harcèlement ou plutôt pour le compte du ministère, étant donné que les conclusions de l'enquête de la Commission des droits de la personne le critiquaient assez rondement?

M. Blais: Je ne tiens pas moi non plus à discuter de la question, monsieur Sargeant, mais j'aimerais donner certains éclaircissements. D'abord, vous n'ignorez pas que le surveillant a également fait appel des conclusions de l'enquête. Pour ce qui est de l'appel interjeté par le ministère, il porte sur les responsabilités qu'on lui impute. C'est notre seul motif d'appel.

M. Sargeant: Le ministère ne conteste donc que sa responsabilité civile. S'agit-il de 5,000\$ à payer ou de quelque chose d'approchant?

M. Blais: C'est exact.

M. Sargeant: C'est la seule chose au sujet de laquelle vous faites appel?

M. Blais: Non seulement les dommages-intérêts mais également la responsabilité qu'on impute au ministère.

M. Sargeant: C'est bien.

M. Blais: C'est tout.

M. Sargeant: Eh bien, passons à un autre aspect. Le tribunal s'est montré assez critique à l'endroit du ministère, et je cite:

Le ministère de la Défense nationale a été également jugé responsable au civil par ce motif qu'aucune politique clairement définie en matière de harcèlement sexuel n'avait été communiquée aux employés.

Lorsque les plaintes de M^{me} Robichaud ont été portées à l'attention de ses supérieurs, aucune enquête n'a été faite. Toujours aux termes de ce jugement, le ministère en l'espèce . . . Aucune mesure n'a été prise pour prévenir la coercition ou l'intimidation exercée contre les témoins et contre cette personne en particulier, et le jugement poursuit dans la même veine.

[Texte]

[Traduction]

• 1110

This all happened in 1979, and the Treasury Board brought down their guidelines, I believe, last year. They came into effect last July 1, if I am not mistaken. Can you tell me what the department has done since July 1 or since 1979 to ensure that proper directives are in place to prevent any kind of such harassment?

Mr. Blais: That is why I did not want to get involved in the issue, because in effect you have raised the disputed issues, and that is basically what is now under appeal. Until such time as the appeal has been disposed of, I do not want to comment relating to the events themselves.

My indicating something different, subsequent to the events, would in effect be a comment on the events.

Mr. Sargeant: Then maybe I can ask you a general question. I think you should be able to answer this. Has the department, at all of its bases and various offices, put into place the Treasury Board directives of last July 1?

Mr. Blais: In effect, not only did we put them in place but we are insisting that they be honoured in the letter and in the spirit. As I indicated to you in the House on Friday, I am very sensitive to the question of harassment, because we have of course the introduction of women within the forces. We have an ongoing study relating to the increasing role of women within the forces, in areas of military operations as well, and in that context you then have to make sure that you have the safeguards in place to prevent the necessary—at least to prevent the necessary interface between the two sexes leading to situations of harassment. That is why we insist on the criteria being very well established, but also maintaining sufficient flexibility to recognize that where improvements need to be brought to the criteria, to the guidelines, that such improvements ought to be brought forward and implemented.

Mr. Sargeant: Do you know when the two appeals, yours and the supervisor's, are going to be dealt with?

Mr. Blais: I have advised my people that I want the matter to be disposed of very, very rapidly, as I indicated to you, because it is a matter that touches my constituency.

I deal with all the problems as seriously as I possibly can, but that one is a very sensitive one that I would like to have dealt with as rapidly as possible.

Mr. Sargeant: Thank you. Last week, or I suppose a day or so after the cruise test, there were stories in the press that the United States had come along with a list of weapons that they wanted tested in future under the umbrella agreement. Can you give us an idea of what kind of weapons might be on that list, specifically or in general?

Mr. Blais: Mr. Sargeant, you recall that when we signed the umbrella agreement, one of the provisions of the agreement was that the Americans would submit to us, I think on a bi-yearly basis, certain lists of equipment that they would foresee

Tout cela se passait en 1979, et je crois que le Conseil du Trésor a adopté ses lignes directrices l'an passé. Elles sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet, si je ne m'abuse. J'aimerais donc savoir ce que le ministère a fait depuis cette date, ou encore depuis 1979 pour s'assurer que des directives appropriées empêchent que ne se produisent de tels cas de harcèlement.

M. Blais: Si je ne voulais pas discuter de la question, c'est parce que vous avez soulevé ces points litigieux, et la cause est encore en appel. En conséquence, je ne veux pas faire de remarques sur les événements d'ici à ce que l'appel aura été entendu.

Si je donne une version différente à la suite de l'événement, cela constituerait une remarque portant sur ce même événement.

M. Sargeant: Alors peut-être vous poserais-je une question générale, à laquelle vous devriez être en mesure de répondre. Toutes les bases et les divers bureaux du ministère ont-ils mis en application les directives adoptées par le Conseil du Trésor le 1^{er} juillet dernier?

M. Blais: Oui, en effet, non seulement nous les avons adoptées mais nous insistons pour qu'on se conforme à leur esprit et leur lettre. Ainsi que je vous l'ai laissé dit à la Chambre vendredi, la question du harcèlement me préoccupe beaucoup étant donné que les femmes font maintenant partie de nos forces. Nous sommes donc en train d'effectuer une étude sur le rôle accru que les femmes jouent au sein de nos forces armées, y compris les domaines d'opérations militaires, et dans ce contexte, nous devons nous assurer que nous disposons des protections nécessaires pour empêcher que les contacts entre les sexes ne dégénèrent pas en harcèlement. C'est pour cela que nous insistons pour que les normes en la matière soient très bien établies tout en maintenant suffisamment de souplesse afin d'être à même d'apporter des améliorations aux normes et aux lignes directrices le cas échéant.

M. Sargeant: Savez-vous quand on entendra les deux appels, le vôtre et celui du surveillant?

M. Blais: J'ai fait savoir à mes collaborateurs que je voulais qu'on règle cette question très, très rapidement étant donné que cela touche ma circonscription.

Je m'occupe le plus sérieusement possible de toutes les questions relevant de mon autorité, mais celle-là est très délicate et j'aimerais qu'on la règle le plus rapidement possible.

M. Sargeant: Merci. La semaine dernière, un jour ou deux après la tenue du test du missile de croisière, d'après des articles parus dans la presse, les États-Unis avaient présenté une liste d'armes qu'ils veulent mettre à l'essai à l'avenir dans le cadre de l'entente globale. Pouvez-vous nous donner une idée des armes figurant sur cette liste, de façon spécifique ou générale?

M. Blais: Monsieur Sargeant, vous vous rappellerez sans doute que lorsque nous avons signé l'entente globale, l'une de ses dispositions prévoyait que les Américains nous soumettraient deux fois par an, je crois, des listes de matériel militaire

[Text]

wanting to have tested in Canada. Those lists are normal lists that are submitted at the officials' level. They review the lists, and then having dealt and negotiated the lists, they will submit their recommendations to me for review. I will review what is submitted to me; approve those that I feel may not be controversial, or those that we can deal with rather expeditiously, and then deal with the others in full Cabinet.

I have not received that list yet, so I am not in a position to advise you as to what is on the list. I can advise you though that there was one specific item, the LANTIRN Program that was submitted to me early on, if memory serves, some time in the late fall. I reviewed it; held it back for a number of considerations, and had some additional information provided to me, and I subsequently approved it.

Mr. Sargeant: You mentioned that when you look at this list you will consider how controversial they might be. What would you do with weapons that you might consider to be controversial?

• 1115

Mr. Blais: I do not know because I have not seen them.

Mr. Sargeant: Well, I was just thinking that the issue of testing the Cruise missile in Canada has, if anything, been somewhat controversial.

Mr. Blais: Yes but do you know that the Cruise missile is now part of an agreement that has been negotiated and has been completed?

Mr. Sargeant: Yes.

Mr. Blais: So the testing is scheduled and will go on, unless there are some dramatic changes in international negotiations.

Mr. Sargeant: Your comment on my first question was that if they were not controversial, you would approve them, when you are viewing this list, and I was wondering what would happen if you did consider it to be possibly controversial.

Mr. Blais: I would have to review them very carefully, as I do everything else.

Mr. Sargeant: In your earlier answers you referred to the Canadian Air Defence System and the fact that it is monitored from your home constituency. I think we are all well aware that much of the system is very old and needs to be modernized to a great extent. Can you give us any idea at this time, what is being done? Are there any specific plans in place? Have they been approved or are we still negotiating general ...?

Mr. Blais: As of July 1983, the ROCCs, regional operational control centres, the two of them have gone into place, and all of that is highly modernized. We have spent over \$100 million in setting ourselves up with state-of-the-art technology there. In terms of the north warning system, which is what is of interest to you, as I indicated initially, we are still negotiating that very tightly and I am not in a position to add anything

[Translation]

qu'ils voudraient mettre à l'essai au Canada. Ces listes sont donc très normales et elles sont communiquées aux cadres supérieurs du ministère. Ils les examinent puis après négociations, soumettront leurs recommandations à mon examen. J'approuve les recommandations qui me paraissent acceptables, c'est-à-dire qui ne susciteront aucune controverse ou celles auxquelles on peut donner suite assez rapidement, et je discute des autres au Cabinet.

Je n'ai pas encore reçu cette liste, je ne suis donc pas en mesure de vous parler de son contenu. Je puis toutefois vous dire qu'elle comporte un article spécifique, c'est-à-dire le programme *LANTIRN* dont on m'a envoyé le dossier à la fin de l'automne, si ma mémoire ne me trompe pas. Je l'ai étudié et l'ai réservé pour certaines raisons puis ai obtenu des renseignements complémentaires, après quoi je l'ai finalement approuvé.

M. Sargeant: Vous venez de dire que lorsque vous examinerez la liste, vous tiendrez compte de l'aspect qui peut prêter à controverse. J'aimerais donc savoir ce que vous feriez s'il était question d'armes qui vous paraissent prêter à controverse?

M. Blais: Je l'ignore étant donné que je ne l'ai pas vue.

M. Sargeant: Eh bien, je pensais justement que l'essai du missile de croisière avait prêté à controverse.

M. Blais: Oui, mais vous n'êtes pas sans ignorer que le missile de croisière fait partie d'une entente préalablement négociée et signée?

M. Sargeant: Oui.

M. Blais: Il existe donc un calendrier de tests, et ces derniers auront lieu à moins que les négociations internationales n'évoluent de façon spectaculaire.

M. Sargeant: En réponse à ma première question, vous avez dit que vous approuveriez les demandes figurant sur la liste et qui ne susciteraient pas de controverse. Je me demande donc ce qui pourrait se passer si une demande quelconque nous paraissait prêter à controverse.

M. Blais: Il faudrait que je la réexamine très attentivement comme je le fais d'ailleurs pour tout.

M. Sargeant: Vos réponses précédentes se rapportaient au système de défense aérien du Canada ainsi qu'au fait que la surveillance de ce système s'effectue dans votre circonscription. Nous savons tous que bon nombre d'éléments de ce système sont désuets et ils ont besoin d'être grandement modernisés. Pourriez-vous nous dire ce que l'on fait à cet égard? A-t-on des projets précis? Ont-ils été approuvés ou en sommes-nous encore aux négociations générales?

M. Blais: Depuis juillet 1983, les deux centres de contrôle opérationnel régionaux, qui sont très modernes, ont été mis en place. Nous avons dépensé plus de 100 millions de dollars pour nous équiper du matériel technologique le plus évolué. Pour ce qui est du système d'alarme du nord, sur lequel vous avez posé votre question, comme je l'ai d'abord indiqué, nous en sommes encore au stade de négociations très serrées, et je ne suis donc

[Texte]

to what I have already said, save and except that I am insistent on our being a very active participant, a very credible participant, and putting our money where our mouth is.

Mr. Sargeant: There has been a lot of speculation in the press by strategic studies observers, military commentators, etc., that we may in the next few months, next year or so update the radar on the Pinetree and the Dew Line, or one or the other; but that this system will probably only be in place for a few years, because by the turn of the century, we are almost certain to have a completely satellite-based early warning system. Can you comment on that and how we are going to spend the money? Are we going to spend a chunk of money on something now that by the time it is in place may only last a few years?

Mr. Blais: No, we would not spend money now unless it was worthwhile in terms of providing us with defence. However, I agree with you that the next generation surveillance is perhaps going to be satellite-surveillance.

I cannot tell you how rapidly that development is going to take place. There are still some major technical difficulties in terms of what sort of surveillance instrumentation is going to be utilized in the event of using satellites as a platform. That having been said, there ought not to be a delay in implementing a modernized north warning system which is going to be required until such time as the new technology is with us.

We are often in the position where you have older equipment that needs to be updated and you have a quantum leap staring at you in the face further down the stream, but meanwhile you have got to put something in which is going to protect your sovereignty and insure that your security is not detrimentally affected in any way.

Mr. Sargeant: Let me ask one last question on this, and then I will give up the floor for now.

This is more for my own information; I may have forgotten something that I already knew. Are we part of an AWACS thing for North America? Have we entered into any agreement for AWACS in North America yet?

Mr. Blais: That is very much part of the negotiations.

Mr. Sargeant: Is it still being negotiated?

Mr. Blais: Very much so.

Mr. Sargeant: Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

Le prochain, ... Monsieur Massé ...

Order please, I am sorry. Would you so indicate, so that I can make the agenda for the rest of the morning? So I will have a first tour in all fairness; second tour, I have already indicated that I will recognize Mr. Andre and most likely Mr. Kilgour, Mr. Sargeant, and Mrs. Appoloni. So I have Mr. Andre and Mr. Roy for the first tour. Then, in all fairness, I will distribute the rest of the time equally.

[Traduction]

pas en mesure d'ajouter quoi que ce soit à mes propos antérieurs, sauf que j'insiste pour que nous soyons un partenaire très actif et crédible et que nous donnions suite à nos déclarations.

M. Sargeant: La presse a fait un large écho aux propos tenus par des observateurs d'études stratégiques, des experts militaires, etc., et d'après lesquels au cours des prochains mois, il se pourrait que nous modernisions le radar des lignes Pinetree et Dew, ou l'un ou l'autre. Ces derniers ajoutent que ce système ne sera probablement en place que pour quelques années de plus, car à la fin du siècle, notre système de détection avancée fonctionnera intégralement par satellite. Avez-vous quelque chose à dire là-dessus et pouvez-vous nous dire comment vous allez répartir les crédits à cet égard? Allons-nous affecter des sommes à quelque chose qui ne durera que quelques années?

M. Blais: Non, nous n'allons pas dépenser de l'argent à moins que cela ne nous fournisse de bons systèmes de défense. Cependant, je conviens avec vous que la prochaine génération de systèmes de ce genre fonctionnera par satellite.

Je ne puis vous dire à quel rythme cette évolution se fera. Il reste encore de grandes difficultés techniques à surmonter pour ce qui est de savoir quel genre d'appareil de surveillance on utilisera avec les satellites. Cela dit, nous ne devrions pas retarder davantage la modernisation de notre système d'alarme du Nord car il sera nécessaire jusqu'à ce que la nouvelle technologie soit mise en oeuvre.

Il se trouve que dans bien des cas, nous devons moderniser du matériel ancien et qu'à moyen terme, nous devons changer tout à fait de système. Toutefois, dans de telles circonstances il faut qu'entre-temps, nous nous dotions des moyens capables de protéger notre souveraineté et notre sécurité au maximum.

M. Sargeant: J'aimerais poser une dernière question là-dessus puis je céderai la place à d'autres.

J'aimerais surtout me renseigner, et j'admets avoir peut-être oublié quelque chose que j'ai déjà su. Faisons-nous partie d'un réseau AWACS pour l'Amérique du Nord? Avons-nous signé une entente quelconque à cette fin?

M. Blais: Cela fait partie intégrante des négociations.

M. Sargeant: Les négociations sont-elles encore en cours?

M. Blais: Tout à fait.

M. Sargeant: Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup.

The next one will be Mr. Massé.

A l'ordre, s'il vous plaît. Je m'excuse. Voulez-vous me l'indiquer pour que je puisse établir le programme pour le reste de la séance? Une fois terminé le premier tour, j'ai promis de donner la parole à M. Andre, et probablement M. Kilgour, M. Sargeant et M^{me} Appoloni. Il me reste donc M. Andre et M. Roy pour le premier tour. Je vais ensuite répartir également le temps qui reste.

[Text]

• 1120

[Translation]

S'il vous plaît, monsieur Massé.

M. Massé: Monsieur le président, monsieur le ministre, il y a quelques années, un sous-comité parlementaire sur les forces de réserve avait beaucoup insisté sur la capacité du ministère de la Défense nationale de procéder à une mobilisation rapide en cas de nécessité. Après quelques années d'études et de préparation à votre ministère, on a voulu mettre à l'essai un exercice administratif sur la mobilisation.

Monsieur le ministre, êtes-vous en mesure aujourd'hui de nous parler des résultats de cet exercice qui s'appelait, et qui s'appelle toujours *Bold Step*, et de nous parler aussi des leçons que vous avez pu tirer, provisoirement du moins, de cet exercice-là et de ce que vous avez l'intention de faire pour améliorer les déficiences que vous avez pu constater?

M. Blais: Monsieur Massé, vous êtes, comme toujours, très à la page. Je ne suis pas en mesure de vous fournir des rapports sur l'exercice *Bold Step*. Ce sera pour la prochaine réunion. Les exercices viennent tout juste de se terminer; nous n'avons donc pas encore terminé l'analyse de l'exercice et, évidemment, nous n'avons pas identifié les failles, s'il y en a.

M. Massé: Avant de vous poser une deuxième question, monsieur le ministre, je voudrais vous dire que je suis agréablement surpris de voir que cet exercice-là a eu lieu. Lors des séances du sous-comité parlementaire, il y avait beaucoup de scepticisme de la part des députés, tant d'un côté que de l'autre peut-être. On se demandait si le ministère étudiait sérieusement les possibilités de mobilisation. Je suis donc content de voir qu'il y a eu beaucoup de travail de fait, que vous êtes actuellement en train de compiler les résultats et que vous prenez cela très au sérieux. C'est encourageant pour les députés de voir que le ministère se préoccupe de leurs questions.

M. Blais: J'espère que, à l'avenir, nous aurons l'occasion de faire des exercices comme celui-là plus régulièrement.

M. Massé: Une deuxième question, monsieur le ministre, concernant le programme des frégates. C'est votre ministère qui est responsable, dans un certain sens, du contenu des frégates, et il peut exiger que certaines composantes répondent à des normes précises. Pour cette raison, je me demande si le ministère s'est assuré que certaines de ces composantes, peut-être plus essentielles, soient fabriquées au Canada, compte tenu de la capacité des industries canadiennes de fabriquer des pièces acceptables pour nos frégates. Aussi, il serait peut-être plus sage, du point de vue militaire, d'être un peu plus autonome dans le choix de nos fournisseurs. Je pense particulièrement à deux aspects des frégates. Il y a d'abord les radars à moyenne portée, dont le contrat a été donné à une firme suédoise. Je vous ferai remarquer en passant que la Suède n'est pas membre de l'OTAN; cela a quand même une certaine importance. Il y a ensuite les hélices qui, semble-t-il, seront fabriquées à l'extérieur du Canada, alors que nous avons le potentiel ici même et que, éventuellement, nous devons entretenir ces frégates-là; nous serons alors liés par les contrats à l'étranger.

Mr. Massé, please.

Mr. Massé: Mr. Chairman, Minister, some years ago a parliamentary sub-committee on the reserve forces emphasized the importance for the Department of National Defence of being able to bring about a rapid mobilization should it be required. After a number of years of study and preparation in your department, an administrative exercise on mobilization was given a trial run.

Are you in a position, Minister, to inform us of the results of this exercise known as "Bold Step" and also to tell us something about the conclusions which you have been able to draw, for the time being at least, and what you intend to do in order to remedy the inadequacies noted?

Mr. Blais: Mr. Massé, you are, as usual, very up to date. I am not in a position to provide you with reports on the Bold Step exercise. It will be for the next meeting. These exercises have just ended and we have not yet been able to complete our analysis and identify whatever, if any, flaws there may have been.

Mr. Massé: Before asking my second question, Minister, I would like to say that I am agreeably surprised to see that this exercise took place. During the meetings of the parliamentary sub-committee, there was a great deal of skepticism expressed by members on both sides. We wondered whether the department was giving serious consideration to the possibility of mobilization. I am therefore glad to see that a great deal of work was done and that you are now in the process of compiling the results and that you are taking this seriously. It is encouraging for members to see that the department gives importance to their concerns.

Mr. Blais: I hope that in the future we will have the opportunity to undertake exercises such as that one more regularly.

Mr. Massé: My second question relates to the frigate program. Your department is responsible, to some extent, for the content of the frigates and it may require certain components to meet specific standards. For this reason, I would like to know whether the department has taken steps to ensure that certain components, among the more essential ones, are manufactured in Canada in view of Canadian industries' capacity to manufacture acceptable parts for our frigates. Furthermore, from a military point of view, it might be wiser for us to be a bit more self-dependent in the choice of our suppliers. I am thinking of two particular items used in the frigates. First of all, the medium range radar equipment for which a contract was awarded to a Swedish firm. By the way, I would like to mention that Sweden is not a member of NATO and this does have a certain bearing on the matter. There are also the propellers which, it appears, will be manufactured outside of Canada although we have the potential here and we shall have to keep up these frigates and for this we will be bound by foreign contracts.

[Texte]

M. Blais: Il y a deux éléments à votre question, monsieur Massé. Je vous félicite encore une fois d'avoir obtenu ces renseignements. Vous auriez dû être présent, tout à l'heure, quand M. Andre posait des questions concernant l'arme portative et la nécessité de payer une petite prime pour obtenir nos produits de source canadienne.

Le contrat des frégates a été formulé de façon à ce que nous ayons une capacité, à l'intérieur du Canada, pour nos besoins navals. C'est pour cela que nous avons choisi une société canadienne, la Paramax, qui sera le maître d'oeuvre de toute l'intégration des systèmes.

Maintenant, dans le cadre du programme lui-même, il y a certaines composantes que nous ne pouvons pas obtenir de sources canadiennes. On avait prévu cela lors de la passation du contrat. eand01032 C'est pour cette raison que nous avons établi le pourcentage du contenu canadien à 67, avec des retombées économiques au Canada pour le solde.

• 1125

Pour les deux points que vous avez précisés, vous avez parfaitement raison de dire que nous nous orientons vers la société suédoise pour le radar à moyenne portée. Nous avons trouvé une source canadienne, la Marconi, qui a participé au concours. Malheureusement, la qualité de son radar ne nous satisfaisait pas et ne répondait pas au devis. L'angle du radar était limité, comparativement à ce que pouvaient offrir d'autres concurrents, et d'autres aspects techniques le limitaient. Inévitablement, nous avons opté pour le radar suédois parce que l'on touche à des armes de guerre, soit à des systèmes qui doivent être à la fine pointe de la technologie, parce qu'ils seront intégrés aux frégates pendant des périodes de temps assez prolongées. Or, nous ne pouvons courir le risque qu'un autre concurrent canadien arrive à surmonter ces difficultés techniques pour rendre son radar concurrentiel. Parfois, nous pouvons nous le permettre, mais pas pour la défense du bâtiment. Nous ne pouvons courir un tel risque.

Quant à l'hélice, comme vous le savez, nous ferons construire six frégates. Cela représente donc un nombre relativement limité d'hélices. Or, au Canada, nous n'avions pas la possibilité de fabriquer une hélice hautement technique comme celle qui sert dans un système de propulsion naval. Les hélices manufacturées au Canada servaient à des systèmes de propulsion civils, soit à la marine marchande. Il fallait donc une technologie hautement spécialisée pour répondre à nos besoins. C'est donc dans ce contexte que nous avons choisi une société allemande, si je me souviens bien, pour la fabrication. Évidemment, nous jouirons des retombées économiques de ces achats. Si nous avions pu entrevoir un besoin naval à longue échéance pour justifier un investissement du gouvernement, comme nous l'avons fait pour les armes portatives, nous l'aurions fait. Mais pour un nombre limité d'hélices spécialisées, nous n'en voyions pas la justification économique.

M. Massé: Je ne voudrais pas douter de vos réponses, monsieur le ministre, parce que vous êtes sûrement mieux placé que moi pour en connaître les détails. Cependant, j'étais convaincu que l'industrie canadienne était en mesure de construire ces hélices, mais que la société allemande qui a le

[Traduction]

Mr. Blais: There are two points to your question, Mr. Massé. I congratulate you once again on being so well informed. You should have been there awhile ago when Mr. Andre asked some questions about small weapons and the advisability of paying a small premium in order to obtain our products from a Canadian source.

The frigate contract was drawn up so that we would have a capacity within Canada for our naval requirements. This is why we chose a Canadian company, Paramax, as prime contractor responsible for integrating the systems.

Within the program itself, there are some components which we cannot obtain from Canadian sources. This was foreseen when the contract was signed. This is why we set the Canadian content at 67% with economic spin-offs for Canada for the remainder.

As for the two items you mentioned, you are quite right about our obtaining medium range radar from a Swedish company. We did find a Canadian source, Marconi, which took part in the competition. Unfortunately, we were not satisfied with the quality of its radar which did not meet our specifications. The angle of the radar was limited, when compared to the other bidders, and there were other technical aspects found wanting. We really had no choice but to opt for the Swedish radar because we are dealing with war weaponry, and in this particular case, systems which must be the most advanced which technology has to offer since they will be used in our frigates for a fairly long period of time. We cannot run the risk of requiring a Canadian supplier to overcome these technical difficulties to make their radar competitive. At times we may choose to do this but not for the defence system of a ship. We cannot take such a large risk.

As for the propeller, as you know, we will be building six frigates. This means a relatively small number of propellers. In Canada, we do not have the possibility of manufacturing a highly technical propeller of the type used in a naval propulsion system. The propellers manufactured in Canada are used for civilian ships, that is the merchant marine. We thus needed highly specialized technology to meet our requirements. In this particular context we chose a German company, if my memory serves me right, as manufacturer. Of course we will enjoy economic spin-offs from these purchases. If we had been able to foresee a long term naval requirement to justify such an investment on the part of the government, as was the case for small weapons, we would have acted otherwise. But for the limited number of specialized propellers, we did not see any economic justification.

Mr. Massé: I would not like to cast any doubt on your answer, Mr. Minister, since you are surely in a better position than I to know all the details. However, I was convinced that Canadian industry was able to build such propellers. In any case, the German company which obtained the contract has

[Text]

contrat, fait, de toute façon, fabriquer les hélices en France par la même société qui se trouve au Canada. Alors, il s'agirait, semblerait-il, tout simplement d'une question de jeu monétaire.

M. Blais: Je puis vous assurer que tel n'est pas le cas. Monsieur Massé, l'hélice est faite d'un métal spécial et le Canada fabrique très peu de métaux spéciaux qui puissent offrir une résistance à la traction supérieure, à cause de la vitesse et de la manoeuvrabilité du navire.

M. Massé: D'accord.

Pour changer de sujet, monsieur le ministre, je voudrais revenir à ce dont mon collègue a parlé tantôt: le programme, que l'on appelle en bon français, *YTEP*. Personnellement, monsieur le ministre, je voulais vous donner mon appui à ce programme et vous poser une question en même temps, du fait que le taux de roulement du personnel dans les Forces armées est beaucoup moins élevé maintenant qu'il ne l'était avant les problèmes que l'on a connus dans le domaine de l'emploi. Le Ministère devrait éventuellement faire face à un problème, dont j'ai déjà parlé dans des réunions précédentes, qui pourrait être un problème de fossé de génération au sein des Forces armées où l'on trouverait des gens qui, à différents grades ou niveaux et dans certains métiers, manqueraient ou risqueraient de manquer d'expérience pour occuper des postes plus élevés.

• 1130

Il est très important qu'il n'y ait pas de fossé de générations dans les Forces armées. Je croyais que *YTEP*, en plus de créer des emplois pour les jeunes, pouvait aider les Forces armées à éviter ce fossé de générations. A-t-on effectué des études concernant le problème de personnel auquel vous devez faire face dans deux ou trois ans, lorsque le marché de la main-d'oeuvre sera peut-être un peu plus restreint qu'il ne l'est actuellement?

M. Blais: Vous soulevez un problème qui me préoccupe beaucoup et auquel nous devons faire face, sinon dans trois ou quatre ans, du moins dans un avenir relativement rapproché. Si nous créons une demande additionnelle de personnel à l'intérieur des infrastructures militaires ainsi que des cadres plus importants, nous devons, dans un avenir rapproché, faire concurrence au marché privé pour obtenir du personnel sur un marché de la main-d'oeuvre restreint.

Donc, nous nous sommes servis du Programme *YTEP*, comme vous l'avez si bien signalé, pour entraîner des gens, pour leur fournir un entraînement de base sans créer de structures additionnelles au sein du Ministère, ce qui pourrait nous créer des problèmes pour l'avenir.

Cela dit, je voudrais que le programme se poursuive et pouvoir obtenir des fonds pour qu'il en soit ainsi. J'espère donc que mes collègues m'accorderont satisfaction lorsque la proposition leur sera soumise.

M. Massé: Monsieur le ministre, une dernière question. J'aimerais savoir quel pourcentage de jeunes, dans le cadre du programme *YTEP*, se joignent aux Forces armées canadiennes de façon permanente. Qu'est-ce que cela représente comme pourcentage d'enrôlement jusqu'à maintenant, par rapport à l'enrôlement direct de civils?

[Translation]

the propellers manufactured in France by a company which is also found in Canada. It would appear then that it is just a matter of monetary interest.

MR. Blais: I can assure you that this is not the case. The propeller is made of a special metal and Canada manufactures very few special metals providing the necessary high tensile strength required because of the speed and the manoeuvrability of the ship.

Mr. Massé: I see.

To change subjects, Minister, I would like to return to a subject mentioned by my colleague, namely the *YTEP* program. I would like to give you my personal support for this program and ask you some questions in view of the fact that the turnover rate among armed forces personnel is much lower now than it was before we were faced with the present employment problems. The department may soon be facing a problem which I already referred to in previous meetings, a problem which might be a sort of generation gap within the armed forces where people of different ranks or levels or in certain trades would be lacking in the experience necessary to occupy higher positions.

It is very important to avoid a generation gap in the armed forces. In my opinion, *YTEP*, in addition to creating jobs for young people, could help the armed forces in this respect. Have you studied this question of the personnel which you will require in two or three years when the labour market may be a little less tight than it now is?

Mr. Blais: You are raising a problem which is of great concern to me and which we will have to face, if not in three or four years, then in the fairly near future. If we create an additional demand for personnel within the military infrastructures and increase the number of officers, we shall in the future be competing with the private sector in a reduced labour market.

Therefore, we did use the *YTEP* program, as you pointed out for providing basic training without creating additional structures within the department, since such a step could create problems for us in the future.

Having said that, I would like the program to continue. I would like to obtain funds to make this possible. I hope that my colleagues will look favourably on this proposal when it is submitted to them.

Mr. Massé: One last question, Minister. I would like to know what percentage of young people become permanent members of the Canadian armed forces through the *YTEP* program. How does this source of enrollment compare with the direct enrollment of civilians?

[Texte]

M. Blais: Nous prévoyons avoir besoin d'environ 7,000 nouvelles recrues; nous en obtiendrons à peu près 3,200 avec le programme YTEP.

M. Massé: Monsieur le ministre, 7,000, est-ce pour une année?

M. Blais: Par année, oui. Je crois que mes chiffres sont exacts.

M. Massé: Merci beaucoup, monsieur le ministre. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup. J'avais dit que je donnerais la parole à M. Roy *followed by the honourable critic of the Official Opposition.*

Monsieur Roy.

M. Roy: Monsieur le président, avec votre permission, si vous m'allouez à peu près un cinq minutes, je vous donnerai un aperçu du voyage de la délégation canadienne des parlementaires qui se sont rendus à l'OTAN.

Monsieur le président, vous avez assumé la responsabilité d'organiser, pour un groupe de parlementaires, un voyage d'étude au siège de l'OTAN et de la Communauté économique européenne à Bruxelles ainsi qu'à celui de l'O.C.D.E. à Paris. Je m'en tiendrai aujourd'hui à la visite à l'OTAN.

En passant, je voudrais signaler que le coprésident de la délégation était un membre de l'autre Chambre, l'honorable sénateur Martial Asselin. La délégation était constituée de 11 membres des deux partis de la Chambre. Je voudrais féliciter tous ceux qui ont fait partie de cette délégation, tant pour les questions qu'ils ont soulevées lors des séances d'information que pour leur assiduité à ces dernières et aux réceptions offertes par les ambassadeurs du Canada, que ce soit à l'O.C.D.E., à l'OTAN ou à la Communauté économique européenne.

Les activités ont débuté le lundi matin. Une réunion d'information a eu lieu à la salle Pearson, réunion à laquelle a participé l'ambassadeur J.-H. Taylor, qui a donné des renseignements aux membres de la délégation. Cela a été suivi d'un exposé sur les relations Est-Ouest par M. F. Dannenbring et, à 11h00, d'un exposé sur les relations économiques Est-Ouest par M. P. Joseph.

• 1135

A midi, nous avons eu un exposé sur la modernisation des forces nucléaires de portée intermédiaire, sous la présidence de M. J.D. Martin. A 13h00, nous avons eu l'honneur de prendre le déjeuner présidé par le secrétaire général de l'OTAN, M. Yosef Luns, qui nous a fait un très bon exposé sur les activités de l'OTAN et, si j'en juge par le nombre de questions soulevées, cela a semblé renseigner beaucoup tous les membres du Comité. D'ailleurs, je puis témoigner que mon collègue, M. David Kilgour, a toujours été bien actif lors des réunions et séances d'information de cette délégation.

A 14h30, nous avons eu un exposé du lieutenant général Huitfeldt sur les questions stratégiques. A 15h45, les membres de la délégation ont fait le point avec M. Taylor, pour ensuite

[Traduction]

Mr. Blais: Our forecast requirement is about 7,000 new recruits, approximately 3,200 of whom will be obtained through the YTEP program.

Mr. Massé: Is this 7,000 for one year?

Mr. Blais: Yes, 7,000 a year. I believe my figures are correct.

Mr. Massé: Thank you, Minister. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. I said that I would give the floor to Mr. Roy *suivi de l'honorable porte-parole de l'Opposition officielle.*

Mr. Roy.

Mr. Roy: Mr. Chairman, with your permission, if you will give me about five minutes, I will report on the visit made by the Canadian parliamentary delegation to NATO.

Mr. Chairman, you took the responsibility of organizing for a group of parliamentarians a research trip to the headquarters of NATO, the European economic community in Brussels and the OECD in Paris. Today I will limit my remarks to our NATO visit.

I would like to point out in passing that the co-chairman of the delegation was a member from the other place, the Honourable Senator Martial Asselin. The delegation was made up of eleven members from both parties of the House. I would like to congratulate all members of this delegation both for the questions which they raised in our briefing sessions as well as for their assiduity at meetings and receptions offered by the Canadian ambassadors with the OECD, NATO and the European economic community.

Activities began Monday morning. A briefing session took place in the Pearson Room and was attended by Ambassador J.H. Taylor who provided information to members of the delegation. This was followed by a presentation on East-West relations by Mr. F. Dannenbring and, at 11:00 o'clock, by a presentation on East-West economic relations by Mr. P. Joseph.

At noon we heard a talk on the modernization of medium-range nuclear weapons chaired by Mr. J. D. Martin. At one o'clock we had the honour to lunch with the Secretary General of NATO, Mr. Yosef Luns, who made a very good speech on NATO activities, and judging by the number of questions, this seemed to be very informative for all members of the committee. Moreover, I can testify that my colleague, Mr. David Kilgour, has always been active at this delegation's meetings and information sessions.

At 2.30 p.m. we heard a talk by Lieutenant General Huitfeldt on strategic issues. At 3.45 p.m. members of the delegation talked with Mr. Taylor and then went on to a

[Text]

se diriger à une réception offerte en notre honneur par notre ambassadeur, M. D'Iberville Fortier.

A cette occasion, monsieur le ministre, la participation du Canada au budget de la défense a soulevé beaucoup de questions et je me suis reporté à l'allocation que vous aviez prononcée, le 12 janvier dernier, au Congrès de la défense, à propos des engagements du gouvernement canadien face à l'OTAN.

J'aimerais donc que vous nous rafraîchissiez la mémoire à ce sujet et que vous nous disiez si le gouvernement du Canada a respecté ses engagements, en particulier à l'égard de l'objectif de 3 p. 100 fixé par l'OTAN pour la croissance réelle des dépenses au chapitre de la défense. Cette question a fait l'objet de discussions parmi les membres de la délégation, et j'aimerais aujourd'hui connaître exactement les engagements du Canada face à l'OTAN et savoir si on les a respectés.

Je me réserverai ensuite trois minutes, monsieur le président, pour continuer à parler sur le rapport de la délégation.

Le président: Je vous en prie.

M. Blais: Tout d'abord, je veux vous féliciter personnellement, monsieur le président, d'avoir entrepris, sur une base annuelle, d'encourager les membres du Comité à mieux se renseigner sur notre apport à l'OTAN. J'estime qu'il est conforme au Règlement de vous offrir ces félicitations.

Again, I simply think it is a major initiative on the part of the chairman to organize and to have organized on an annual basis visits to NATO. In that context, I want to commend you and to thank you, because it makes my job that much more interesting, even though a bit more difficult, in having to be on top of all the issues which are of interest to NATO. I know the members of this committee are very well informed in terms of our participation and the importance NATO has to Canadian national security.

Monsieur Roy, je veux simplement vous indiquer que, en effet, le Canada a entrepris, en 1977, d'augmenter de 3 p. 100 ses dépenses de défense nettes, et nous avons honoré cette obligation depuis que nous nous y sommes engagés. Nous avons ainsi pu augmenter nos effectifs.

Quant aux investissements de capitaux, nous avons, comme vous le savez, acheté de nouveaux équipements, notamment le char d'assaut, le léopard allemand, le CF-18, notre chasseur, le patrouilleur d'autonomie supérieure, l'Aurora, et évidemment les frégates qui seront construites dans un avenir rapproché.

• 1140

Je disais tout à l'heure qu'en faisant ces investissements, nous tenons compte le plus possible de nos obligations envers l'OTAN. Lorsque nous faisons des achats, nous essayons d'utiliser cet équipement dans le cadre de nos obligations envers l'OTAN. Presque chacune des choses que je viens d'énumérer a un rôle très précis délimité par nos obligations envers l'OTAN.

Samedi le 17, je pars pour la Norvège où je serai témoin de la participation des troupes canadiennes à l'exercice Avalanche Express qui va regrouper, je crois, sept pays et un nombre

[Translation]

reception offered in our honour by our Ambassador, Mr. D'Iberville Fortier.

On this occasion, Mr. Minister, Canada's defence budget raised a lot of questions and I referred to the speech that you gave on January 12 at the defence conference with respect to Canadian government commitments to NATO.

I would like you to refresh our memories on this matter, and for you to tell us if the Canadian government has respected its commitments, in particular with respect to the 3% objective fixed by NATO for real growth in defence expenditures. This question was the subject of discussions among members of the delegation, and I would like to know today exactly what commitments Canada has made to NATO and if we have kept them?

I would then like to reserve three minutes, Mr. Chairman, to continue with the delegation's report.

The Chairman: Please proceed.

Mr. Blais: First of all, I would like to congratulate you personally, Mr. Chairman, for having encouraged members of the committee to inform themselves on an annual basis of our aid to NATO. I feel that this is in keeping with the Standing Order and I would like to congratulate you.

Encore une fois, je vous félicite d'avoir organisé des visites annuelles à l'OTAN. J'aimerais vous féliciter et vous remercier, car cela rend mon travail plus intéressant, et peut être un peu plus difficile aussi, puisqu'il me faut être au courant de toutes les questions d'intérêt à l'OTAN. Je sais que les membres de ce Comité sont très au courant de notre participation et du rôle important que joue l'OTAN dans notre sécurité nationale.

Mr. Roy, I would simply like to tell you that in 1977 Canada did in fact undertake to increase its net defence expenditure by 3% and we have honoured this commitment since that time. We have also been able to increase our staff.

With respect to capital investment, as you know we have bought new equipment, particularly the German leopard tank, the CF-18, our fighter, the high autonomy patrol boat, the Aurora, and of course the frigates which will be constructed very shortly.

As I was saying a moment ago, when we make these investments we take into consideration as far as possible our commitments to NATO. When we make purchases, we try to use this equipment in the framework of our NATO commitment. Each one of the things that I have mentioned have played a specific role in our NATO obligations.

On Saturday, the 17th, I am leaving for Norway where I will view the Canadian Forces participation in the Avalanche Express exercise which will include seven countries and a large

[Texte]

considérable de troupes. Si je me souviens bien, il y en aura 40,000, et le Canada en aura 1,100. C'est un exercice en vue de la protection du flanc nord de la Norvège.

Comme vous le savez, le Canada est le seul pays, à part la Norvège évidemment, qui a une responsabilité précise quant à la défense du flanc nord de la Norvège. Pour cela, nous avons désigné un groupe de brigades, un bataillon du centre de l'Europe, un escadron de CF-5 ainsi que deux escadrons de recouvrement rapide. C'est une de nos obligations. Je crois que nous indiquons ainsi à nos alliés de l'OTAN que nous voulons être un partenaire digne de foi. Afin de faciliter notre présence sur le flanc nord de la Norvège, nous exerçons des pressions auprès de l'OTAN afin d'obtenir des fonds pour créer l'infrastructure nécessaire pour l'abri d'équipement lourd que nous allons mettre en place à l'avance en Norvège.

Si je pouvais simplement vous donner une petite précision . . .

Le président: Je vous en prie.

M. Blais: Si nous, nous ne sommes pas en Norvège, c'est parce que les Norvégiens ne veulent pas qu'il y ait présence de forces étrangères avant qu'il y ait danger d'hostilités. Ce n'est pas parce que nous ne voudrions pas être là; c'est parce que les Norvégiens nous disent que nous ne pouvons pas venir avant que des hostilités ne soient prévues. Voilà.

M. Roy: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur le président, si vous me le permettez, j'aimerais mentionner que le lendemain, le mardi 28 février, la délégation est allée en visite à SHAPE où les militaires nous ont donné des renseignements réellement pertinents aux inquiétudes qu'exprimaient les membres de la délégation. Le soir, nous avons eu une réception offerte par l'ambassadeur et chef de la mission du Canada auprès de la Communauté européenne, M. Gignac.

Je vous ferai part maintenant de la partie du voyage qui était consacrée à la Communauté économique européenne. Je m'en voudrais de ne pas signaler deux points. Le vendredi, nous nous sommes rendus à l'Institut Atlantique pour les affaires internationales où nous avons rencontré le directeur de l'information, M. Richard Wind. À cette occasion, un membre de la délégation demandait au directeur de l'information de l'Institut Atlantique pour les affaires internationales quelles avaient été les répercussions au sujet de la position prise par le premier ministre du Canada, lors de la réunion de Davos, dans les journaux et au niveau des pays européens. La question a été posée à deux ou trois reprises, et le directeur a dit qu'il n'y avait aucune répercussion et que cela n'avait même pas fait l'objet de deux lignes dans les cinq ou six journaux qu'il lisait quotidiennement en Europe. Cette réponse-là a peut-être grandement déçu l'individu qui avait posé la question, mais elle a été très catégorique.

• 1145

Je termine en parlant d'un article, *A Plan to reshape NATO*, qui a paru dans la revue *Time* en Europe. On mentionne que l'article a été écrit par le docteur Henry Kissinger qui disait ceci:

[Traduction]

number of troops. If I remember correctly, there will be 40,000 and Canada will have 1,100. This exercise is aimed at protecting the northern flank of Norway.

As you know, Canada is the only country, with the exception of Norway, of course, which has a specific responsibility for defending the northern flank of Norway. For this purpose, we have designated a group of brigades, a battalion in the centre of Europe, a squadron of CF-5s, as well as two rapid recovery squadrons. This is one of our commitments. I think we are showing our NATO allies that we want to be a worthy partner. In order to facilitate our defence of the northern flank of Norway, we are putting pressure on NATO to obtain the necessary funds to build a heavy equipment shelter which we want to install in Norway.

If I could give you a small detail . . .

The Chairman: Please do.

Mr. Blais: We are not in Norway because the Norwegians do not want foreign troops there before there is any danger of hostility. It is not because we do not wish to be there, it is because the Norwegians tell us that we cannot come before hostilities are anticipated.

Mr. Roy: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Chairman, if you will allow me, the next day, Tuesday February 28, the delegation went to visit SHAPE. The military personnel gave us some very pertinent information with respect to the concerns expressed by members of the delegation. That evening we went to a reception given by the ambassador and head of the Canadian mission to the European community, Mr. Gignac.

I would now like to tell you about the trip that we made to the European Economic Community. I must point out two things. On Friday we went to the Atlantic Institute for International Affairs where we met with the information director, Mr. Richard Wind. On that occasion, a member of the delegation asked the information director about the impact of the position taken by the Canadian Prime Minister during the Davos meeting, namely the impact in the papers and in European countries. The question was asked two or three times and the director said that there had been no repercussions and that there had not even been two lines about it in the five or six newspapers that he reads daily in Europe. That answer was probably a great disappointment to the person who asked it, but it was very categorical.

I will conclude by referring to an article entitled *A Plan to Reshape NATO* which appeared in *Time* magazine in Europe. The article was written by Dr. Henry Kissinger who stated:

[Text]

The former secretary proposes the mechanisms and vital steps to help the alliance. Among them NATO's Supreme Allied Commander should be a European, not an American, as is now the case; Europe shall have a decisive voice in a certain nuclear arms control talks and greater responsibility for its ground defense. If Europe refuses to accept that responsibility, the U.S. should withdraw up to half of its ground forces from Europe.

Il s'agit d'un article sur la restructuration de l'OTAN qui a paru dans la revue *Time*. Cela a fait l'objet de certaines discussions. Je n'ai pas à mentionner les remarques qui ont été faites ni à tirer de conclusions. Tout cela pour dire, monsieur le président, monsieur le ministre, que tous les membres de la délégation ont obtenu de l'information et considèrent que ce voyage-là a été très utile.

Je mentionnais, lors d'une réunion, que depuis les nombreuses années que je siège à la Chambre des communes, jamais je n'avais reçu de lettres d'étudiants de diverses écoles posant des questions sur le rôle de l'OTAN et sur la participation du Canada à l'OTAN. Depuis quelque temps, on voit que les jeunes, dans les écoles, sont de plus en plus conscients de la situation mondiale et du rôle qu'a joué le Canada par le biais de la mission de paix du premier ministre du Canada. Je n'avais jamais reçu de telles lettres. Je pense que ce voyage-là et l'initiative de notre président, monsieur le ministre, m'ont permis d'obtenir ces renseignements et ont fourni aux membres de la délégation l'occasion de pouvoir mieux répondre à ces demandes de leurs commentants.

Je vous remercie de m'avoir donné le temps de faire un bref rapport des activités de la délégation. J'aurai l'occasion de faire un rapport plus complet dans lequel j'inclurai la visite à l'O.C.D.E.

Merci.

M. Blais: Merci beaucoup, monsieur Roy.

The Chairman: Talking about initiative early in May, we may have in town and I would hope to organize a special meeting as we have done very highly successfully with Mr. Arbatov who once was our guest, not a witness but a guest and I think it is the type of initiative that this committee should take more often. But unfortunately, if the chairman had more authority, you would not believe how much we could do but in the British parliamentary system... We must not confuse it with the congressional system. Give us the tools and we will do the work, I can assure you. Mr. Andre, the official critic of the Official Opposition.

Mr. Roy: Mr. Chairman, if I may, if Mr. David Kilgour made some comments on that trip, I think that he will be a very active member and if he wants to make comments on that brief report I will appreciate it.

Mr. Kilgour: If I could have a little extra time, Mr. Chairman...

The Chairman: Yes, you will, of course.

[Translation]

L'ancien secrétaire propose les mécanismes et les démarches critiques pour assister l'Alliance. Il propose, entre autres, que le commandant suprême des alliés de l'OTAN soit européen et non américain comme c'est le cas à l'heure actuelle et que l'Europe ait une voix décisive lors de certains pourparlers sur le contrôle d'armes nucléaires ainsi qu'une plus grande responsabilité de sa défense terrestre. Si l'Europe refuse d'accepter cette responsabilité, les États-Unis devraient retirer jusqu'à la moitié de leur force terrestre en poste en Europe.

It is an article on the restructuring of NATO and it appeared in *Time*. It certainly caused quite a bit of discussion. There is no need for me to repeat what was said or to draw any conclusions. Mr. Chairman, Mr. Minister, I just wanted to say that all the members of the delegation obtained information and considered that the trip was well worthwhile.

I mentioned at one meeting that I have been at the House of Commons for many years now and have never received so many letters from students from different schools asking questions on the role of NATO and Canada's participation in the organization. Recently, young people in schools have become more and more aware of the world situation and the role that Canada played through the Prime Minister's peace mission. I had never received so many letters of this kind before. I think that the trip as well as the initiative taken by our chairman, Mr. Minister, meant that we obtained information and that we were in a better position to answer queries from our constituents.

Thank you for having allowed me the time to make a short report on the delegation's activities. I will be writing a more complete report in which I will mention the visit to the OECD.

Thank you.

Mr. Blais: Thank you very much, Mr. Roy.

Le président: À propos d'initiatives, au début de mai, il se peut que M. Arbatov soit en ville. J'espérerais organiser une réunion spéciale comme nous l'avons déjà fait avec cet invité spécial. A mon sens, c'est une initiative que le Comité devrait prendre plus souvent. Mais, malheureusement, le président ne dispose pas d'assez d'autorité. Autrement, vous ne pourriez pas vous imaginer ce que l'on pourrait faire. Toutefois le système parlementaire britannique... Il ne faut pas le confronter avec le système du Congrès. Dotez nous des outils appropriés et nous ferons le travail qui s'impose, je vous l'assure. M. Andre, critique de l'Opposition officielle.

M. Roy: Si vous me permettez, monsieur le président, M. David Kilgour a commenté le voyage. Puisqu'il est un membre très actif, j'apprécierais beaucoup entendre ses remarques à ce sujet.

M. Kilgour: Si vous m'accordez un peu plus de temps, monsieur le président...

Le président: Bien sûr.

[Texte]

Mr. Kilgour: —I will be happy to talk as long as you like on that subject but I have a feeling other members might feel I was cutting into their time.

The Chairman: No, you will have time.

Mr. Kilgour: Je voudrais féliciter notre président. À ce titre, il a accompli de l'excellent travail pour nous. Je pense que je dois également féliciter M. Roy au nom du Comité.

The Chairman: Thank you. Mr. Andre.

Mr. Andre: Yes. Thank you, Mr. Chairman. I want to get back to some remarks the Minister made. I believe he indicated, being fair to him, that most people are happy with our NATO commitments and it is just we in the opposition Progressive Conservative Party and Peter Newman who are complaining.

Mr. Blais: Did I give that impression?

Mr. Andre: I want to remind the Minister of the Senate Subcommittee on National Defence which published a report last May which stated specifically in its conclusions that Canada's failure to make a sufficient conventional contribution to NATO has helped lower the nuclear threshold. Now that committee is chaired by a Liberal senator. The majority of the members of that committee are Liberals so I think the Minister is mistaken in assuming that somehow this criticism of Canada's defence efforts is exclusively partisan. In fact, Liberals free of the Whip and free to think on their own, such as in the Senate, have made criticisms far more vigorously and emphatically than in fact have we in the House of Commons.

• 1150

In regards to that Senate report, I believe it was last October that I asked the Minister in the House whether the Department of National Defence or the Minister was providing a response to that Senate subcommittee report. The Minister indicated that indeed a response was being prepared and would be released soon. Well, that is about six months ago. I do not know what soon means to the Minister, but is it not soon appropriate that the promised response should be tabled?

Mr. Blais: Well, first of all, in terms of the lowered nuclear threshold, it is not a great secret, Mr. Andre, that in effect the deportment of all NATO allies in terms of their expenditures on conventional arms and our inability to keep up with the Russians in terms of their expenditure on conventional arms has in effect lowered the nuclear threshold. That has been a matter of debate now, and I think it is an ongoing debate within the NATO alliance. In effect, that is perhaps what stimulated to the greatest extent the suggestion that there ought to be an increase of net defence expenditures from 3%, as had been undertaken, to 4%.

Having made that request and having made that argument, you will note that the British this year are increasing their defence expenditures not by 3%, but by 1% in real terms. So instead of going toward higher defence expenditures in terms

[Traduction]

M. Kilgour: Il me ferait un plaisir de parler aussi longtemps que possible à ce sujet. Toutefois, j'ai l'impression que d'autres députés pourraient se sentir lésés.

Le président: Non. Vous aurez le temps voulu.

Mr. Kilgour: I would like to congratulate our chairman. His work in this capacity has been excellent. I also think that I should congratulate Mr. Roy on behalf of the committee.

Le président: Merci. Monsieur Andre.

M. Andre: Oui. Merci, monsieur le président. Je reviens sur les propos du ministre. Je crois l'avoir entendu dire que la majorité des gens sont satisfaits de nos engagements à l'OTAN et que ce n'est que les membres du Parti progressiste conservateur et Peter Newman qui s'en plaignent.

M. Blais: Est-ce que je vous aurais donné cette impression?

M. Andre: Je tiens à rappeler au ministre le rapport publié en mai par le Sous-comité du sénat sur la Défense nationale où il avait été précisé que l'incapacité du Canada de fournir suffisamment d'armes conventionnelles à l'OTAN a servi à abaisser le seuil nucléaire. Or, le président du Comité est un sénateur libéral. La majorité des membres du Comité sont des Libéraux alors je crois que le ministre se trompe s'il présume que cette critique des efforts de défense du Canada était exclusivement partisane. En fait, libérés du whip et libres d'exprimer leur propre opinion, comme au Sénat, par exemple, les libéraux ont été beaucoup plus vigoureux et énergiques dans leurs critiques que nous l'avons été à la Chambre des communes.

Au sujet de ce rapport sénatorial, en octobre dernier, je pense, j'ai demandé au ministre à la Chambre si le ministère de la Défense nationale ou le ministre répondrait au rapport du Sous-comité sénatorial. Ce à quoi le ministre a répondu qu'on préparait une réponse, laquelle serait connue sous peu. Eh bien, il y a six mois de cela environ. J'ignore ce que sous peu signifie pour lui, mais ne conviendrait-il pas sous peu que la réponse promise soit déposée?

M. Blais: D'abord, monsieur Andre, ce n'est pas un grand secret pour ce qui est de l'abaissement du seuil nucléaire que le maintien des dépenses de tous les alliés de l'OTAN en armes conventionnelles et notre incapacité à rattraper les dépenses russes à ce chapitre ont eu pour effet l'abaissement du seuil nucléaire. Ce fut et c'est toujours l'objet de délibérations au sein de l'Alliance de l'OTAN. En fait, dans une grande mesure, c'est peut-être de là qu'émane la suggestion d'augmenter, comme on a entrepris de le faire, de 3 à 4 p. 100 les dépenses nettes consacrées à la défense.

Ayant fait cette demande et présenté cet argument, vous remarquerez que cette année les Britanniques augmentent leurs dépenses de défense de 1 p. 100 en chiffres réels et non de 3 p. 100. Donc, au lieu d'effectuer des dépenses militaires plus

[Text]

of conventional forces, some of the NATO allies are going the other way.

I can tell you that I have heard debates relating to reduction of defence expenditures by some of the NATO allies at a time when Canada is increasing the level of its defence expenditures. So basically the criticism has been directed to Canada in terms of lowering the nuclear threshold, but it is applicable to all of the NATO allies, except the United States. Of course, the United States is spending up to 7% of their GNP on defence. Surely that is not what the honourable gentlemen is suggesting Canada should be doing.

In terms of my response and my being ready to respond to the Senate committee's report, I am ready to respond. I am just waiting for them to come back from their travelling now relating to their next study on air defence in order to have time to appear before the committee and provide them with my response. But I think the honourable gentleman will agree that until such time as I respond to the committee, I should not make public the nature of my response.

Mr. Andre: Just one little comment in terms of Canada's overall effort—two comments, really. One, the British spend something in the order of 5.6% of their gross national product on defence; we spend 2.1%. So we would have to more than double ours—two and one half times ours—to get up to their level. So making invidious comparisons between Canada and Britain I do not think favours the Minister's arguments too well.

Mr. Blais: But you must agree that the British have defence obligations that are substantially greater than Canada. The question is that when you look at the British and just the Malvinas, or the Falkland Islands, their involvement in that is as a result of a . . .

Mr. Andre: That is a pretty . . . The Falklands were two years ago.

Mr. Blais: I know, but I am not talking about their expenditures. I am talking about the obligations that the British have to protect colonies and protect certain elements within the international arena that have come to depend on the British to defend them. It is a different situation from the Canadian situation.

Mr. Andre: I agree.

Mr. Blais: You might say that the Turks and the Greeks are spending a lot of money on defence. But you know, the Turks and the Greeks, although two NATO allies, also are facing each other in Cyprus. In effect, that influences the size of their defence expenditures. I might point out to you that the Japanese, on the other hand, spend less than 1% of their GNP on defence. You cannot say that their performance in the international community is something we should spit at.

Mr. Andre: It was the Minister who raised the British comparison, not I. Perhaps the Minister is thinking of the old British Empire, which does not exist now.

[Translation]

élevées en armes conventionnelles, certains alliés de l'OTAN font le contraire.

Je puis vous dire avoir entendu certains alliés de l'OTAN discuter de la réduction des dépenses militaires alors que le Canada augmente le niveau de ses dépenses à ce chapitre. Fondamentalement on a critiqué le Canada pour l'abaissement du seuil nucléaire, mais cela s'applique à tous les alliés de l'OTAN, sauf aux États-Unis. Évidemment, les États-Unis dépensent jusqu'à 7 p. 100 de leur P.N.B. pour la défense. Ce n'est certainement pas ce que l'honorable député propose que le Canada fasse.

Pour ce qui est de ma réponse et pour ce qui est d'être prêt à répondre au rapport du Comité sénatorial, je suis prêt. J'attends simplement qu'ils reviennent de leur voyage portant sur le prochain mandat touchant la défense aérienne, afin de comparaître devant le Comité pour lui donner ma réponse. Toutefois, je pense que l'honorable député reconnaîtra que je ne devrais pas divulguer la nature de ma réponse avant de l'avoir présentée au Comité.

M. Andre: Juste un petit commentaire touchant l'effort global canadien . . . En fait deux commentaires. Premièrement, les Britanniques consacrent environ 5,6 p. 100 de leur produit national brut à la défense, nous en consacrons 2,1 p. 100. Donc, pour atteindre leur niveau, nous devrions multiplier nos dépenses par deux et demi. À mon avis, des comparaisons injustes entre le Canada et l'Angleterre n'appuient en rien l'argument du ministre.

M. Blais: Vous devez toutefois reconnaître que les obligations de défense britanniques sont beaucoup plus importantes que celles du Canada. Le fait est que lorsque l'on regarde la Grande-Bretagne et si l'on prend simplement leur engagement aux Malvinas ou aux îles Falkland, qui est le résultat de . . .

M. Andre: C'est très . . . L'incident des Falkland remonte à il y a deux ans.

M. Blais: Je sais, mais je ne parle pas de leurs dépenses. Je parle des obligations des Britanniques vis-à-vis la protection des colonies et de certains éléments dans l'arène internationale qui en sont venus à dépendre des Britanniques pour leur protection. C'est une situation différente de celle du Canada.

M. Andre: Je le reconnais.

M. Blais: On peut dire que les Turcs et les Grecs dépensent beaucoup d'argent pour la défense. Mais vous savez que ces deux pays, même s'ils sont des alliés de l'OTAN, se trouvent confrontés à Chypre. En fait, cela influence l'importance des dépenses militaires. D'autre part, je vous signale que les Japonais consacrent moins de 1 p. 100 de leur P.N.B. à la défense. Vous ne pouvez pas dire que leur participation dans la communauté internationale est négligeable.

M. Andre: Ce n'est pas moi, mais le ministre qui a fait la comparaison avec la Grande-Bretagne. Le ministre songe peut-être à l'ancien empire britannique qui n'existe plus.

[Texte]

[Traduction]

• 1155

I want to get to the estimates here, Part III, the maritime forces. The comment is made here:

Objective—to provide an operational ready maritime force to meet Canada's defence commitments as follows: surveillance and control of Canadian territorial waters, adjacent ocean areas and the Arctic Archipelago;

I wonder if the Minister could comment on the extent to which that objective is being met. How, in fact, do we control the Arctic archipelago, when the navy has not a single ship which can sail in icy waters, let alone break ice, and we have three submarines which are incapable of operating under the Arctic ice pack? To the best of my knowledge, our defence of the north consists basically of 600 Inuit rangers who, unless I am mistaken, do not have the capability of detecting and killing submarines operating in the north. We fly over it with *Aurora* aircraft, I understand, an average of one and one-third times a month.

We are talking about a land area that is huge in size. We speculate, I guess, about Russian submarines operating under the ice pack. We have no way of knowing, so we cannot be sure of that. We know the Americans have been up there because they have told us about it; we have not detected them. We know the Soviets are probing and testing—rather successfully from the Soviet point of view—the capabilities of Sweden to protect its territorial waters, which has a navy considerably in excess of ours in terms of its obligations and capabilities.

I wonder how the Minister can justify making these grandiose statements about what in fact we are doing when it is a façade. The reality is that we are counting on cold weather and icebergs to protect us, and we have no capability of controlling the Arctic archipelago. Indeed, last August a French frigate sailed into the Gulf of St. Lawrence, and we did not have the capability of even greeting them. It was a fisherman who told us about it.

The Senate Subcommittee on Maritime Command said it as well as it can be stated. The reality is that we are undefended, and with 59,000 miles or 100,000 kilometers of coastline, to claim that we survey and control Canadian territorial waters where the water is not frozen is a façade. To claim we do it in areas where the water is frozen—namely, the Arctic—is simply untrue. Given that that is the strategic forefront, given that cruise missiles, either submarine-launched or air-launched, would be part of any potential strategic interchange which would come over Canadian territory, does the Minister not feel perhaps we are at least being a little less than honest in claiming we survey and control Canadian territorial waters? Is it not the reality that, in fact, we do not control Canadian territorial waters and we are merely counting on the Americans to come to our aid in a situation where that control might be tested?

Mr. Blais: Mr. Chairman, no. I disagree with what the hon. gentleman is saying. In effect, Canada is not facing a threat in

Je veux passer à la Partie III du Budget, les Forces maritimes. Voici ce qu'on dit:

Objectif—Fournir des forces maritimes opérationnelles afin de remplir les engagements du Canada en matière de défense, c'est-à-dire: la surveillance et le contrôle des eaux territoriales canadiennes, des régions océaniques adjacentes et de l'archipel Arctique;

Le ministre pourrait-il nous dire dans quelle mesure on atteint cet objectif. En fait, comment pouvons-nous contrôler l'archipel Arctique, alors que la marine n'a pas un seul navire pouvant naviguer parmi les glaces, encore moins agir comme brise-glace, et nous avons trois sous-marins incapables d'opérer sous la calotte de glace de l'Arctique. À ma connaissance, notre défense dans le Nord se compose surtout de 600 patrouilleurs inuit qui, sauf erreur, n'ont pas la capacité de détecter et de couler des sous-marins opérant dans le Nord. Si j'ai bien compris, nous survolons cette région en moyenne une fois et un tiers par mois avec l'appareil *Aurora*.

Nous parlons d'un territoire d'une superficie gigantesque. Je présume que nous spéculons sur les sous-marins russes opérant sous la calotte de glace. Nous n'avons aucune façon de le savoir ou de le vérifier. Nous savons que les Américains y sont allés parce qu'ils nous l'ont dit, nous ne les avons pas détectés. Nous savons que les Soviétiques mettent à l'épreuve, avec pas mal de succès du point de vue soviétique, les capacités de la Suède à protéger ses eaux territoriales. Il s'agit d'un pays dont la marine est considérablement plus importante que la nôtre au chapitre de ses obligations et de ses capacités.

Comment le ministre peut-il justifier ces déclarations grandioses sur nos réalisations alors qu'il s'agit d'une façade. Le fait est que nous comptons sur le climat froid et les icebergs pour nous protéger et nous n'avons aucune capacité de contrôler l'archipel Arctique. En fait, en août dernier, une frégate française a remonté la moitié du fleuve Saint-Laurent et nous n'avions même pas de quoi l'accueillir. C'est un pêcheur qui nous en a informés.

Le Sous-comité sénatorial sur le commandement maritime l'a dit on ne peut plus clairement. Le fait est que nous avons 59,000 milles ou 100,000 kilomètres de littoral sans défense et c'est simplement une façade que de prétendre que nous surveillons et contrôlons les eaux territoriales canadiennes libres de glace. C'est tout simplement faux de prétendre que nous le faisons dans les régions où ces eaux sont gelées, notamment dans l'Arctique. Étant donné qu'il s'agit là d'un front stratégique, étant donné que les missiles cruise, lancés d'un sous-marin ou d'un avion, feront partie de tout échange stratégique possible sur le territoire canadien, est-ce que le ministre ne pense pas que nous ne sommes pas tout à fait honnêtes en prétendant que nous surveillons et contrôlons les eaux territoriales canadiennes? N'est-il pas vrai qu'en fait nous ne contrôlons pas les eaux territoriales canadiennes et que nous nous fions tout simplement sur l'aide américaine au cas où ce contrôle serait mis à l'épreuve?

M. Blais: Non, monsieur le président. Je ne suis pas d'accord avec les propos de l'honorable député. En fait, pour le

[Text]

its Arctic. Canada has not had any incursions into its sovereign air space which it could not identify and could not authorize. Canada has not had any incursions into its territorial waters which it could not identify and could not resist.

Mr. Andre: How do we know?

• 1200

Mr. Blais: The fact is we do know, Mr. Chairman, that in effect there is no threat in the Arctic. You might say that it is true we have ice and snow that protects us in the north; of course, that is true. And in effect, no one can contemplate having a division of skidoos coming at us over the North Pole, over the ice-flows, in order to get to Ottawa. I mean, there are easier ways of getting to the nerve centre of Canada, or to getting...

Mr. Andre: Through the Gulf of St. Lawrence.

Mr. Blais: Yes, that is right, very much so. And in terms of the Gulf of St. Lawrence, we have our ability to control access to the Gulf of St. Lawrence. We are doing that, and we have been doing that for centuries, and doing it well for centuries.

The fact is that in terms of the frigate the hon. gentleman is speaking of, it is true that a frigate came in to St. Pierre and Miquelon; but we know about frigates coming into St. Pierre and Miquelon, and we are able to deal on an on-going basis with any warships coming into Canadian territorial water. The Americans come into our territorial waters, and they know that before they can come in they have to clear their coming in with us and obtain the proper authorization. That is the nature of the exercise of one's sovereignty.

But what is more significant is that Canada does not face any threat from any of its neighbours, and that is the fact. That is the fact, and there is no... You know, the question is that you would be the first one, Mr. Andre, to complain about the expenditure of substantial amounts of moneys in order for us to occupy an area of the country for defence purposes when there was, in effect, no threat. If we were going to arm or put a division on the north shore of Labrador in order to protect us from some potential threat coming in from Greenland, you would be the first one to bring us to ridicule, saying: What the hell are you doing with a division in Labrador in order to prevent an invasion from Greenland; there is not going to be any invasion from Greenland? Well, I cannot see the Sverdrup Basin all of a sudden sprouting a number of amphibious forces trying to gain access to Inuvik. I just do not see that that is a particular threat.

Having said that, I fully recognize, however, that the question of the exercise of sovereignty is an issue that is more than simply over-viewing fisheries and making sure that no tugboat strays too far north of 60. It is a question of making sure that Canada is establishing itself, has a presence in given areas that announces for all and sundry—the international community—that this is an area we claim as being within Canadian sovereignty and that we are ready to resist any incursion in. And we are doing that with our presence in areas north of 60, including Frobisher, including Alert, including

[Translation]

Canada, il n'y a pas de menace dans l'Arctique. Il n'y a eu aucune incursion dans l'espace aérien et sous-marin du Canada qui n'a pu être identifiée et autorisée. Il n'y a eu aucune incursion dans les eaux territoriales canadiennes qui n'a pas pu être identifiée et à laquelle on n'aurait pas pu résister.

Mr. Andre: Comment le savons-nous?

Mr. Blais: Monsieur le président, nous savons effectivement qu'il n'y a pas de menace provenant de l'Arctique. Il est vrai, bien sûr, que la neige et la glace nous protègent dans le nord; en effet. Mais vraiment, on ne peut imaginer une division de skidoos qui nous envahiraient en passant par le Pôle nord, les glaces, afin d'attaquer Ottawa. Il semble qu'il y a des façons plus faciles d'attaquer le cœur du pays,...

Mr. Andre: En utilisant le Golfe du Saint-Laurent.

Mr. Blais: Oui, en effet, c'est le cas. Mais justement, nous avons moyen de contrôler tout accès au Golfe du Saint-Laurent. C'est ce que nous faisons d'ailleurs depuis des siècles, et que nous faisons très bien.

Quant à la frégate qu'a mentionnée l'honorable député, effectivement, cette frégate a mouillé à Saint-Pierre et Miquelon; mais nous sommes informés au sujet de toutes frégates qui mouillent à Saint-Pierre et Miquelon, comme c'est le cas d'ailleurs pour tout vaisseau de guerre qui pénètre les eaux territoriales du Canada. Les Américains y pénètrent souvent, mais ils savent très bien qu'ils doivent nous en demander l'autorisation avant de le faire. C'est comme ça qu'on peut exercer sa souveraineté.

Ce qui est plus important, c'est que le Canada n'est sous aucune menace de la part de ses voisins. Vous savez, monsieur Andre, vous seriez sans doute le premier à vous plaindre si on dépensait d'énormes sommes d'argent pour essayer d'occuper un territoire du pays à des fins de défense, s'il n'y avait effectivement aucune menace. Si par exemple on devait armer et installer une division sur la côte nord du Labrador afin de nous protéger de quelque menace possible provenant du Groenland, vous seriez sans doute le premier à nous ridiculiser en disant: Que faites-vous de cette division au Labrador pour éviter une invasion du Groenland? Il n'y aura pas d'invasion de la part du Groenland? Vraiment, je ne peux m'imaginer voir surgir soudainement du bassin de Sverdrup des forces amphibies, qui se lanceraient sur Inuvik. Là non plus je ne vois pas une menace particulière.

Toutefois, cela dit, je reconnais très bien que toute cette question de l'exercice de notre souveraineté, en est une qui dépasse simplement la gestion des pêcheries, et la protection de tout remorqueur qui pourrait s'aventurer au nord du 60° parallèle. Pour assurer sa souveraineté, le Canada doit établir une présence dans ces régions particulières, de façon qu'il soit évident pour tous, dans la communauté internationale, qu'il s'agit d'une région que le Canada réclame comme sienne, et qu'il résistera à toute incursion. Notre présence dans les régions au nord du 60° parallèle, y compris Frobisher, Alert,

[Texte]

Resolute, and we are doing it as well in terms of our presence in Inuvik. We are encouraging exploitation of those areas. We are doing it through the presence of Panarctic in Ellesmere Island, through the furnishing of PIP grants that you object to; and we are doing it in a large number of ways in order to make sure that Canadian territory remains inviolate.

And if there are additional ways, constructively, that we can utilize in order to strengthen the Canadian presence, well, I am ready to listen to that. The question of underwater surveillance, I am very interested in, and I have directed my officials to see what sort of investment we can make in terms of developing under-ice monitoring to ensure there is no access in under-ice areas without our knowledge. That is one of the areas I am interested in.

I am looking at forward deployment of the CF-18s into areas that will again identify the Canadian presence and the necessity of our defending ourselves on a more than symbolic basis.

But basically, unless you can show me some incursion by the Russians or some incursion by the Swedes, or some potential hostile force in the Arctic, I have to look at where we can spend our moneys most efficiently; and it is not there.

The Chairman: Madam Appolloni, followed by Mr. Sargeant, and then I would like to adjourn. I think it has been a good exercise this morning. The minister will be back.

I have three names, so divide any time you may like to stay; and I thank the minister for staying much longer than earlier arranged. Madam Appolloni, Mr. Sargeant, Mr. Kilgour, unless Mr. Kilgour wants to pass until the next time.

• 1205

Mr. Blais: Mr. Chairman, I hope members will recognize that I am coming back on March 27, that I do have some pressing responsibilities that await me, and that while I want to be as open as possible to the committee, there are some limitations on the time I have available.

The Chairman: Since the Minister has been highly cooperative with the committee—he has never refused an invitation from the Chair on your recommendation... may I ask if the three who are on supplementary... I promise to keep them very high on the list for the next meeting.

Would you agree, Madam Appolloni?

Mrs. Appolloni: I thought I had been recognized already, but I do not want to...

The Chairman: But that was before the Minister made an appeal to the committee.

Madam Appolloni will have the last word.

Mrs. Appolloni: No, I will hold it until the next meeting, on condition that I shall be recognized first.

[Traduction]

Resolute et Inuvik, assure justement notre souveraineté. Nous encourageons aussi l'exploitation des richesses naturelles de ces régions. Sur l'île Ellesmere, nous l'assurons par la présence de Panarctique, et au moyen de toutes ces subventions d'encouragement à l'exploitation du pétrole laquelle vous vous objectez si fortement. Nous assurons aussi que notre territoire reste intact en utilisant bien d'autres moyens.

Et bien sûr, si on peut penser à d'autres façons constructives de renforcer notre présence canadienne, eh bien moi j'écouterai attentivement. Quant à la question de la surveillance sous-marine, cela m'intéresse beaucoup, et j'ai même demandé à mes fonctionnaires d'étudier combien il nous en coûterait pour développer un système de surveillance des eaux sous les glaces, pour assurer qu'il n'y aura aucune intrusion dans ces régions qui ne sera pas signalée. C'est un autre domaine qui m'intéresse beaucoup.

J'ai étudié aussi la possibilité de stationner les CF-18 dans une zone avancée de déploiement là où il serait bon d'assurer une présence canadienne, et cela avec une présence plus que symbolique.

Toutefois, à moins que vous ne puissiez prouver qu'il y a eu des incursions de la part des Russes, ou des Suédois, ou de toute autre force hostile possible dans l'Arctique, je dois plutôt dépenser les deniers publics le plus efficacement possible, et ce n'est certainement pas dans l'Arctique.

Le président: M^{me} Appolloni, suivie de M. Sargeant. Ensuite je pense que nous leverons la séance. La discussion a été excellente ce matin. Le ministre devra revenir de toute façon.

J'ai encore trois noms sur la liste, et vous pouvez disposer du temps qui reste comme il vous plaît. Je veux aussi remercier le ministre d'être resté beaucoup plus longtemps que prévu. M^{me} Appolloni, M. Sargeant et M. Kilgour, à moins que M. Kilgour veuille garder son tour pour la prochaine fois.

M. Blais: Monsieur le président, j'espère que les membres du Comité tiendront compte du fait que je reviens le 27 mars, que j'ai des engagements pressants qui m'obligent à partir maintenant et que même si je veux être aussi ouvert que possible, mon temps est quand même limité.

Le président: Puisque le ministre a toujours apporté sa plus grande collaboration au comité et n'a jamais refusé une convocation du président, permettez-moi de demander l'indulgence des trois personnes dont les noms sont encore sur la liste. Je vous promets que vous serez les premiers à prendre la parole lors de la prochaine réunion.

Seriez-vous d'accord, madame Appolloni?

Mme Appolloni: Je croyais que l'on m'avait déjà donné la parole, mais je ne veux pas...

Le président: C'était avant que le ministre ne fasse appel à la générosité du Comité.

M^{me} Appolloni aura le dernier mot.

Mme Appolloni: Non, je le garderai pour la prochaine réunion, pourvu qu'on me donne la parole en premier.

[Text]

The Chairman: You shall be the first, if you remind me; but I will remember very well.

Mr. Blais: Mrs. Appolloni, I would hope that the next time we have a meeting I will have some good news for you on the YTEP.

Mrs. Appolloni: I have other concerns too, Mr. Minister.

The Chairman: So the meeting is adjourned. I thank the Minister and all the officials.

Thursday, 3.30 p.m., very sharp.

[Translation]

Le président: Certainement, si vous me le rappelez. De toute façon, je m'en souviendrai.

M. Blais: Madame Appolloni, j'espère pouvoir vous annoncer de bonnes nouvelles en ce qui concerne le Programme de formation et d'emploi des jeunes lors de la prochaine réunion.

Mme Appolloni: J'ai d'autres questions à soulever également, monsieur le ministre.

Le président: La séance est levée. Je tiens à remercier le ministre ainsi que ses fonctionnaires.

A jeudi, à 15h30 sonnante.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of National Defence:

VAdm D.W. Mainguy, Vice Chief of the Defence Staff.

Mr. L.E. Davies, Assistant Deputy Minister (Finance).

Du ministère de la Défense nationale:

VAm D.N. Mainguy, Vice-chef de l'état major de la
Défense.

M. L.E. Davies, Sous-ministre adjoint (Finances).

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Thursday, March 15, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 2

Le jeudi 15 mars 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Main Estimates 1984-85 Vote 1 under EXTERNAL
AFFAIRS

CONCERNANT:

Budget principal 1984-1985 crédit 1 sous la rubrique
AFFAIRES EXTÉRIEURES

APPEARING:

The Honourable A.J. MacEachen,
Secretary of State for External
Affairs and Deputy Prime Minister

COMPARAÎT:

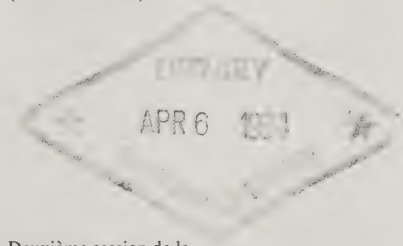
L'honorable A.J. MacEachen
Secrétaire d'État pour les
Affaires extérieures et
Vice premier ministre

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1983-84Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1983-1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gérald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens
Robert Wenman

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Pierre Gimaiel
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Walter McLean
Bill McKnight
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Irénée Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson—(30)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 15, 1984

(3)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 3:34 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Dupras, Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Kilgour, Miss Jewett and Mr. Sargeant.

Alternates presents: Messrs. Breau, Landers, Roy, McKnight, McLean and Ogle.

Other members present: Messrs. Berger, Heap and Yurko.

Appearing: The Honourable A.J. MacEacchen, Secretary of State for External Affairs and Deputy Prime Minister.

Witnesses: From the Department of External Affairs: Mr. Marcel Massé, Under-Secretary of State for External Affairs; Mr. C.T. Charland, Assistant Deputy Minister, Latin America and Caribbean.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 21, 1984, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 3, 1984, Issue No. 1*).

The Chairman called Vote 1 under EXTERNAL AFFAIRS.

The Minister made a statement, and with the witnesses, answered questions.

At 5:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 15 MARS 1984

(3)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 15 h 34, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Beauchamp-Niquet, MM. Dupras, Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Kilgour, M^{lle} Jewett et M. Sargeant.

Substituts présents: MM. Breau, Landers, Roy, McKnight, McLean et Ogle.

Autres députés présents: MM. Berger, Heap et Yurko.

Comparait: L'honorable A.J. MacEachen, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures et vice-premier ministre.

Témoins: Du ministère des Affaires extérieures: M. Marcel Massé, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures; M. C.T. Charland, sous-ministre adjoint, Amérique latine et Caraïbes.

Le Comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du jeudi 21 février 1984 relatif au Budget principal de l'année financière qui prendra fin le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 3 mars 1984, fascicule n° 1*).

Le président met en délibération le crédit 1 inscrit sous la rubrique des AFFAIRES EXTERIEURES.

Le Ministre fait une déclaration, puis lui-même et les témoins répondent aux questions.

A 17 h 20, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, March 15, 1984

• 1530

The Chairman: I am sorry for those who may be attending other meetings. I try to accommodate everybody, but this time that was impossible. Next Tuesday at 8.00 p.m. we will have CIDA. We will have a nice long session.

• 1535

An hon. Member: What date?

The Chairman: Tuesday, the 20th. Those who are absent will read the minutes. It is also confirmed, at the request of the Official Opposition and the NDP, that we will have Mr. Reagan directly from Washington, at 11 a.m. on March 27. It is confirmed that the Minister of National Defence will be back, at the request of the opposition again. According to a decision that we took, an understanding we had, I will call officials of External Affairs on Thursday. You are lucky it is not an 8.00 p.m. meeting; it is a 3.30 p.m. meeting for the officials. That will terminate the month of March. I shall advise accordingly for April and May.

Today, very simply, I do not want to make a long introduction. You know that we are studying the External Affairs votes. We have the main estimates and of course various supplementary estimates.

We always proceed very easy, so I am not going to be technical, as we have never been for the last ten years, 20 years that I have been a member of this committee. We will not limit ourselves strictly to one item or more; it is a general discussion as I have always done, of the supplementary estimates, which will terminate very soon, and then the main estimates. Accordingly we have the Minister. I do not want to take much of his time. The Minister will make an introductory remark. As is the custom in this committee, members of the committee go first and, out of an act of friendship of the Chair, with the consent of the members, other members who are not members may of course, if there is consent, ask questions in case there is a second round. Mr. Minister, we are all ears and here. *Nous sommes ici.* Mr. Minister.

The Hon. A.J. MacEachen (Secretary of State for External Affairs and Deputy Prime Minister): Thank you, Mr. Chairman. I have no formal statement to make, mainly because I thought it would be better to permit committee members to raise concerns which they may have themselves. As you recall, I was here last on November 22. At that time I did read a statement on Grenada and my statement precipitated quite a number of questions on the Caribbean and the situation in Grenada. Subsequently, Mr. Reagan appeared before the committee and the items discussed included Grenada, trade with Taiwan, the peace initiative. Since our

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 15 mars 1984

Le président: J'aimerais m'excuser auprès de ceux qui doivent assister à d'autres réunions. J'essaie de faire plaisir à tout le monde, mais je n'ai pas réussi cette fois. Nous accueillerons mardi prochain à 20 heures des représentants de l'ACDI. Nous devrions avoir une longue séance intéressante.

Une voix: Quel jour?

Le président: Le mardi 20. Les absents pourront lire le compte rendu. On m'a également confirmé, à la demande de l'Opposition officielle et du Parti néo-démocrate, l'arrivée, directement de Washington, de M. Reagan, à 11 heures le 27 mars. On m'a également annoncé, à la demande encore une fois de l'Opposition, que le ministre de la Défense nationale sera de retour. Conformément à notre décision, enfin notre entente, je vais inviter les fonctionnaires des Affaires extérieures jeudi. Vous avez de la chance qu'il ne s'agisse pas d'une séance prévue pour 20 heures. Nous rencontrerons les fonctionnaires à 15h30. Ce sera tout pour le mois de mars. Je vous tiendrai au courant pour avril et mai.

Je ne vais pas vous faire une longue introduction aujourd'hui. Vous savez que nous étudions les crédits des Affaires extérieures. Nous avons le budget principal en plus, bien entendu, des divers budgets supplémentaires.

Nous sommes toujours assez souples et je ne vais donc pas appliquer le Règlement à la lettre. Nous ne l'avons jamais fait en 10 ans ou 20 ans, c'est-à-dire depuis que je suis membre de ce Comité. Nous ne nous limiterons pas à un seul sujet. Nous aurons une discussion générale comme d'habitude sur le budget supplémentaire qui expirera sous peu et le budget principal. C'est pourquoi nous avons invité le ministre aujourd'hui. Je ne voudrais pas lui faire perdre son temps. Le ministre vous fera une déclaration liminaire. Comme nous avons l'habitude de le faire à ce Comité, les membres prendront d'abord la parole et, gracieuseté du président et avec le consentement des membres du Comité, les autres députés qui ne sont pas membres de ce Comité pourront poser des questions si nous avons un deuxième tour. Monsieur le ministre, nous sommes tout oreilles. *We are all ears and here.* Monsieur le ministre.

L'Honorable A.J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures et vice-premier ministre): Merci, monsieur le président. Je n'ai pas de déclaration officielle à faire, surtout parce que j'ai estimé qu'il serait préférable d'attendre que les membres du Comité soulèvent eux-mêmes les points qui les préoccupent. Vous vous souviendrez que j'étais ici le 22 novembre. J'ai lu à ce moment-là une déclaration sur la situation à la Grenade et ma déclaration a entraîné beaucoup de questions sur la situation dans les Caraïbes et à Grenade, plus particulièrement. M. Reagan est venu ensuite comparaître devant le Comité et vous avez discuté avec lui de

[Texte]

last meeting we have been deeply preoccupied with the peace initiative undertaken by the Prime Minister. There have been a number of developments, both inside the House of Commons and outside and it may be that members will want to focus on certain aspects of the peace initiative.

The situation in the Middle East has continued to focus on Lebanon and also the Iran-Iraq war, which is still a matter of concern. I could go on down the list of items, including Central America, the Caribbean, Eastern Europe, Africa, Canada-U.S. relations, the European community, Asia and the Pacific. I do not go into any detail on these because, the last time I appeared, I think Members found that the more time I took for a statement, the less time they had to ask questions.

• 1540

Therefore, if you permit, I will turn the committee back to you, Mr. Chairman.

Mr. Laniel: You could give us a copy of your date book.

Mr. MacEachen: You may not find it as useful as you think.

The Chairman: Mr. Minister, thank you.

As always—I do not need to repeat, but there is a new Member—we have a very well established custom. First we have the official critic or his representative of the Official Opposition. In this case, I recognize at this time the Hon. Member from Edmonton—Strathcona, Mr. Kilgour. He will be followed by the first one who came in, Dr. Hudecki. I must apologize to him publicly: I have often by-passed the fact that you always come first as questioner, and I always forget about it. I am told, when you ask for forgiveness in public, it is easier to be forgiven. He is to be followed by Mr. Laniel, Mr. Robinson, Madam Beauchamp-Niquet and Mr. Dupras. Mr. Dupras is second, then Mr. Laniel and others who will so indicate.

Monsieur Kilgour, s'il vous plaît.

M. Kilgour: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, notre collègue, M. Roy, vient d'arriver avec les autres députés. Nous avons fait une visite d'étude à l'OTAN et à la Communauté économique européenne. Je veux d'abord poser quelques questions sur

the most serious matter of all, the question of nuclear deterrence, Mr. MacEachen. The basis of NATO's nuclear deterrence is that, provided the world believes a nuclear war is too terrifying to contemplate, the nuclear threshold will rise. But you and I have both together recently heard a disarmament expert say there are people in the Kremlin who actually believe they could survive a nuclear conflict with the West.

[Traduction]

la Grenade, des échanges commerciaux avec Taiwan et de l'initiative de paix. Depuis notre dernière rencontre, nous nous sommes beaucoup concentrés sur l'initiative de paix de notre Premier ministre. Beaucoup de choses se sont passées depuis, tant à la Chambre des communes qu'à l'extérieur. J'invite les membres du Comité à soulever des questions sur l'initiative de paix du Premier ministre.

Au Moyen-Orient, la situation demeure inquiétante au Liban ainsi qu'à la frontière entre l'Iran et l'Irak où la guerre fait toujours rage. Nous avons toute une liste de préoccupations qui comprennent l'Amérique centrale, les Caraïbes, l'Europe de l'Est, l'Afrique, les relations entre le Canada et les États-Unis, la Communauté européenne, l'Asie et le Pacifique. Je ne vous donnerai pas de détails. En effet, la dernière fois que j'ai comparu devant ce Comité, je pense que les députés ont trouvé que ma déclaration était un peu trop longue, ce qui a considérablement réduit la période de questions.

Donc avec votre permission, monsieur le président, je vous rends le micro.

M. Laniel: Vous pourriez nous donner une copie de votre agenda.

M. MacEachen: Ça ne vous servirait peut-être pas à grand-chose.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre.

Ce n'est peut-être pas nécessaire de vous expliquer encore une fois notre façon de procéder, mais comme nous avons un nouveau membre, j'aimerais lui décrire nos coutumes. Nous commençons par donner la parole au critique de l'Opposition officielle ou à son représentant. Il s'agit, dans le cas qui nous intéresse, de M. Kilgour, député de Edmonton—Strathcona. Le deuxième sur la liste est le docteur Hudecki qui a été le premier arrivé. Je tiens à m'excuser publiquement auprès de lui: je crois que j'ai souvent omis de tenir compte du fait qu'il était le premier arrivé. J'ai souvent oublié. On m'a toujours dit qu'il était plus facile de pardonner à quelqu'un qui fait des excuses publiques. Il sera suivi de MM. Laniel et Robinson, de M^{me} Beauchamp-Niquet et de M. Dupras. M. Dupras sera le deuxième et nous aurons ensuite M. Laniel et les autres.

Mr. Kilgour, if you please.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, our colleague, Mr. Roy, has just arrived with the other members. We went on a study tour of NATO and the European Economic Community. I would like to start by asking a few questions

concernant le sujet le plus important, à savoir celui de la dissuasion nucléaire, monsieur MacEachen. L'OTAN a adopté une politique de dissuasion selon laquelle si le monde estime qu'une guerre nucléaire est quelque chose de beaucoup trop terrifiant pour pouvoir l'envisager, le seuil nucléaire augmentera. Nous avons tous les deux entendu dernièrement un expert en matière de dissuasion déclarer qu'il y a des gens au Kremlin qui croient vraiment pouvoir survivre à un conflit nucléaire avec l'Ouest.

[Text]

My question is: Did that expert persuade you he was correct, and do you consider that we have to cope with that type of thinking in the Kremlin?

Mr. MacEachen: I heard the expert you mentioned make the same statement to which you refer, and I think he certainly was serious and sincere about it. But I doubt personally whether the Soviet Union has concluded that they could win an all-out nuclear war. I think they might attempt some intimidation on the political side, backed up by their nuclear capabilities. I think the history of the past several decades has been that the Soviet Union has not—nor has the West—resorted to nuclear warfare, and it seems to me the same reasons still apply. So I do not think that having heard the comments you heard yourself has caused me to change my overall attitude of the situation.

Mr. Kilgour: Again on the deterrence theory of NATO, I think it is fair to say that a basic tenet of western security strategy depends on the other side's being certain, or at least believing, that we have the resolve to retaliate if attacked first. I think you will also be aware from some of our NATO allies that that deterrence concept took a beating recently at the Davos and in Bucharest.

So I ask you: Does the government still believe in the fundamental importance of the deterrence theory for western security? Is it doing anything to convey that commitment to our allies, particularly in western Europe who, as you, I suspect, know, have considerable concerns about Canada in that regard since the damage done at Davos and in Bucharest.

• 1545

Mr. MacEachen: I personally heard the comments that were made at Davos. I was present at the discussion at which the Prime Minister raised some questions. I did not feel at the time, nor have I received any evidence since, that there was very much damage to our overall posture in NATO. We are still, of course, believers in the deterrent policy. We are presently participating in an overall study of east-west relations that was commissioned at the most recent ministerial meeting of NATO, and we will be submitting our contribution. Presently we are preparing that, and we are devoting some attention to elaborating and explaining the concept of deterrence.

The question which the Prime Minister asked was questioned at the time, I believe by Mr. Barre, on the grounds that it might be too disturbing, mentally, to examine the question at that time; that it might be possible, as I understood it, to ask those questions within your heart but that it was better not to ask them publicly. I thought it was a rather dramatic exchange. But I do not think it has caused Canada to alter its adherence to the overall policies of NATO.

I think I should add, Mr. Kilgour, that an association like NATO obviously proceeds on agreed policies. We have never, for example, waived in our support for the two-track policy

[Translation]

Voici donc ma question: cet expert a-t-il réussi à vous convaincre de la véracité de cette affirmation et pensez-vous que nous devons réagir à ce genre de raisonnement du Kremlin?

M. MacEachen: J'ai, en effet, entendu l'expert faire la déclaration dont vous venez de nous parler. Je pense qu'il était sérieux et sincère. En ce qui me concerne, je doute que l'Union soviétique ait conclu qu'elle pouvait remporter une guerre nucléaire totale. L'Union soviétique est tout à fait capable de se lancer dans une stratégie d'intimidation politique appuyée par sa capacité nucléaire. L'Union soviétique—ni l'Ouest d'ailleurs—n'a pas eu recours au cours des quelques dernières décennies à ses armes nucléaires et je doute que cela change. Par conséquent, ces observations que nous avons tous deux entendues ne m'ont pas incité à changer de point de vue sur cette situation.

M. Kilgour: J'aimerais continuer à parler de la théorie de la dissuasion de l'OTAN. Je pense qu'il est juste de dire que l'un des principaux éléments de la stratégie de sécurité de l'Ouest consiste à faire en sorte que l'autre côté sache, ou du moins, croie, que nous sommes disposés à user de représailles dans le cas d'une première attaque. Vous avez sûrement entendu dire par certains de nos alliés de l'OTAN que la théorie de la dissuasion a prêté le flanc à énormément de critiques tant à Davos qu'à Bucarest.

J'aimerais donc savoir si le gouvernement croit toujours en l'importance fondamentale de la théorie de la dissuasion pour garantir la sécurité de l'Ouest? Le gouvernement a-t-il l'intention de faire connaître notre engagement à nos alliés, surtout en Europe de l'Ouest, car, comme vous n'êtes pas sans le savoir, ces derniers se préoccupent beaucoup de la position du Canada depuis les problèmes encourus à Davos et Bucarest.

M. MacEachen: J'ai entendu personnellement les observations faites à Davos. J'étais présent aux discussions où le Premier ministre a soulevé certaines questions. Je n'avais pas l'impression, et rien depuis ne m'a fait changé d'idée, que notre position globale au sein de l'OTAN avait été sérieusement compromise. Nous croyons, bien entendu, toujours en la politique de dissuasion. Nous participons à l'heure actuelle à une étude globale des relations Est-Ouest qui a été mandatée lors de la plus récente réunion ministérielle de l'OTAN et nous allons faire notre contribution. C'est ce à quoi nous travaillons à l'heure actuelle et nous consacrons beaucoup d'énergie à l'élaboration et à l'explication de cette théorie de la dissuasion.

La question que le Premier ministre a soulevée à ce moment-là avait été contestée par, je pense, M. Barre qui prétendait qu'il serait peut-être troublant, moralement parlant, de s'y pencher à ce moment-là. Il estimait qu'il était bon de réfléchir sur ces aspects, mais qu'il était préférable de ne pas en discuter publiquement. Cet échange a été vraiment spectaculaire. Mais le Canada n'a pas pour autant décidé de modifier son appui aux politiques globales de l'OTAN.

Il convient d'ajouter, monsieur Kilgour, qu'une association comme l'OTAN ne pourrait fonctionner sans politiques établies. Par exemple, nous n'avons jamais retiré notre appui à

[Texte]

of NATO. In fact, we have supported that from the beginning, as you know. But I think that within the alliance one has to be constantly examining the posture, at least within one's own mind and within discussion at the alliance, to determine whether it ought to be advanced or altered in any way.

It was as a result of Mr. Tindemans' initiative at the most recent NATO meeting that we are now undertaking an overall analysis of NATO posture to the east-west relations. We are not examining in a sense the military doctrine. Maybe at some time that would be desirable. I do not think we should turn a blind eye to questions that arise, but that has not yet been authorized by the NATO ministers.

Mr. Kilgour: The way it was put to Mr. Roy and my colleagues in Mons, Belgium, Mr. Minister, by NATO officials was that western Europe has a raw nuclear nerve by reason of the deployment of the Pershings and the Cruises, and the danger in Mr. Trudeau's remarks was perceived to be that it might encourage the Soviets to think that they could, in fact, have a conventional invasion of the western European countries. That was the basis on which a lot of people in western Europe and in NATO were concerned about the statement.

May I ask you a related matter—the question of Mr. Kissinger's proposal for the restructuring of NATO? Do you have a comment or a position as of now on that?

Mr. MacEachen: No, I do not. I remember that Mr. Kissinger did make comments at a private meeting in Europe some time ago. I do not recall all the details, but I think he did make some comments about the burdens which Europeans ought to carry in the defence alliance. He made some comments about the possible isolationist tendencies in the United States, and he did call for some further examination of existing military doctrine. But it is interesting that it is permissible for a man like Mr. Kissinger to make these comments and to ask searching questions. If a leader of a country does it, it is somehow looked upon as something not to do. But I do not remember the precise details of his comments.

• 1550

Mr. Kilgour: The proposal was in an issue of *Time* magazine about two months ago. You do not read *Time*, I take it.

Mr. MacEachen: Not every day, not every issue.

Mr. Kilgour: I will change the subject, since time is short, to Grenada. Does your government believe there was a Soviet-Cuban plan to take over Grenada as of now?

Mr. MacEachen: I never really pronounced on that question myself.

Mr. Dupras: You never believed in it.

Mr. MacEachen: I never found it necessary to do that. We have gone over that ground with the United States and in this

[Traduction]

l'endroit de la double politique de l'OTAN. Comme vous le savez, nous l'appuyons depuis le début. Il est important de réfléchir sans cesse à notre position face aux politiques de l'Alliance et de les passer en revue régulièrement soit intérieurement, soit dans le cadre de discussions au sein de l'association.

C'est à la suite d'une initiative de M. Tindemans à la dernière réunion de l'OTAN que nous avons entrepris d'effectuer une analyse globale de la position de l'OTAN face aux relations Est-Ouest. Nous n'examinons pas la doctrine militaire. Il sera peut-être souhaitable de le faire à un moment donné. Il ne faut pas faire la sourde oreille aux questions soulevées, mais ce sujet n'a pas encore reçu l'assentiment des ministres de l'OTAN.

M. Kilgour: D'après ce que les fonctionnaires de l'OTAN ont dit à M. Roy et à mes collègues à Mons, en Belgique, il semble, monsieur le ministre, que l'Europe de l'Ouest soit très sensible quant à la question nucléaire à cause du déploiement des missiles Pershing et de croisière et on a craint que les remarques de M. Trudeau encouragent les Soviétiques à croire qu'ils pouvaient envahir les pays de l'Europe de l'Ouest en ayant recours à des moyens conventionnels. C'est pourquoi on s'est beaucoup inquiété de cette affirmation en Europe de l'Ouest et à l'OTAN.

J'aimerais vous poser une question connexe. Que pensez-vous du projet de restructuration de l'OTAN avancé par M. Kissinger? Avez-vous quelque chose à dire là-dessus?

M. MacEachen: Non. Je crois me rappeler que M. Kissinger a fait des déclarations lors d'une réunion privée en Europe il y a quelque temps. Je ne me rappelle pas tous les détails, mais je pense qu'il a fait certains commentaires sur le fardeau que devraient assumer les Européens au sein de l'alliance de défense, ainsi que sur les tendances isolationnistes possibles aux États-Unis; et il a demandé un examen plus poussé de la doctrine militaire existante. Ce qui est intéressant, c'est qu'un homme comme M. Kissinger puisse faire ces commentaires et poser des questions qui vont au fond des choses, ce qui est considéré comme inconvenant lorsqu'il s'agit d'un chef d'État. Mais je ne me souviens pas des détails précis de ses commentaires.

M. Kilgour: Il y a environ deux mois cette proposition était dans la livraison du magazine *Time*. J'en conclus que vous ne lisez pas le *Time*.

M. MacEachen: Pas tous les jours, ni chaque numéro.

M. Kilgour: Comme nous avons peu de temps, je vais passer à la question de la Grenade. Présentement, est-ce que votre gouvernement croit qu'il y avait un plan cubano-soviétique pour prendre le contrôle de ce pays?

M. MacEachen: Personnellement, je ne me suis jamais vraiment prononcé sur cette question.

M. Dupras: Vous n'y avez jamais cru.

M. MacEachen: Je n'ai jamais pensé qu'il était nécessaire de le faire. Nous avons couvert le sujet avec les États-Unis et

[Text]

committee. We have made our views known to the Americans, that we did not think their invasion, or their entry into Grenada, was justified. We thought it was illegal. We have made that point with the United States. I know that view is not shared by everybody, certainly not in the United States, and not even in the Caribbean. Mr. Dam was in Ottawa—Mr. Schultz's number one or number two—and we went into that subject.

I have found no reason to change the views expressed at that time. But we have decided that we would like to participate in an improved situation in Grenada. We had been prepared to participate in a Commonwealth presence in Grenada. That effort that was undertaken by Mr. Ramphal did not materialize. And, as I understand it, there are still troops from the United States and the Caribbean countries in Grenada. They have been reduced considerably. They are preparing for elections and there is, in the meantime, an interim administration.

We have indicated our support for certain aspects of their further development plans and we are prepared to co-operate. But I have not found it necessary to change the analysis which I gave before the committee last November.

Mr. Kilgour: What about the question?

Mr. MacEachen: I beg your pardon?

Mr. Kilgour: Did you answer the question?

Mr. MacEachen: Yes, I did.

Mr. Kilgour: In other words, you do not wish to answer the question.

Mr. MacEachen: I presume that the question was whether I found a Cuban-Russian plot that would justify an American invasion and the answer is no.

Mr. Kilgour: No, I was not asking if it would be justified. I simply asked if you believe there was a Soviet-Cuban plan to take over Grenada, and I take it that that is the answer you give to that particular question.

Mr. MacEachen: I have not found any evidence of it.

Mr. Kilgour: I have a magazine here, by the way, called *The Caribbean Review*, which you might wish to read. I would be happy to lend it to you. It has recently been published at the University of Florida, I think it is.

Mr. MacEachen: I would be glad to read as much as I can, but I just do not think I would . . .

Mr. Kilgour: I will get off that subject.

The Chairman: You better get off it soon because, in all kindness to you, time goes quickly.

Mr. Kilgour: I have about six other subjects I do not think I am going to get through.

The Chairman: You choose what you want. It is your time.

[Translation]

dans ce Comité. Nous avons fait savoir aux Américains qu'à notre avis leur invasion ou leur entrée dans ce pays n'était pas justifiée. Selon nous, elle était illégale. C'est ce que nous avons dit aux États-Unis. Je sais que ce point de vue n'est pas partagé par tout le monde, en tout cas pas aux États-Unis et même pas dans les Caraïbes. Le numéro un ou numéro deux de M. Schultz, M. Dam, est venu à Ottawa et nous avons abordé cette question.

Je n'ai trouvé aucune raison de modifier le point de vue exprimé à cette occasion. Toutefois, nous avons décidé que nous aimerions participer à l'amélioration de la situation de la Grenade. Nous étions prêts à participer à une présence du Commonwealth dans ce pays. Toutefois cette initiative de M. Ramphal n'a pas abouti. Et je crois savoir qu'il y a toujours des troupes des États-Unis et des Caraïbes à la Grenade. Ces troupes ont été sensiblement réduites. On s'y prépare pour une élection et, entre-temps, il y a une administration provisoire.

Nous avons indiqué notre appui à certains aspects de leurs projets de développement et nous sommes prêts à coopérer. Toutefois je n'ai pas cru nécessaire de modifier l'analyse que j'ai faite devant le Comité en novembre dernier.

M. Kilgour: Et la question alors?

M. MacEachen: Je vous demande pardon?

M. Kilgour: Avez-vous répondu à la question?

M. MacEachen: Oui, je l'ai fait.

M. Kilgour: Autrement dit, vous ne voulez pas y répondre.

M. MacEachen: Je présume que la question était est-ce que j'ai découvert un complot cubano-russe justifiant l'invasion américaine et la réponse est non.

M. Kilgour: Non, je ne demandais pas si cela justifierait l'invasion. Je demandais simplement si, selon vous, il y avait eu un complot cubano-soviétique visant la prise de contrôle de la Grenade et je présume que c'est la réponse que vous faites à cette question.

M. MacEachen: Je n'en ai trouvé aucune preuve.

M. Kilgour: J'ai là un magazine que vous voudrez peut-être lire, il s'intitule *The Caribbean Review*. Je me ferai un plaisir de vous le prêter. Je pense qu'il a été publié récemment à l'Université de Floride.

M. MacEachen: Je serais heureux de pouvoir lire davantage, mais je ne pense tout simplement pas que . . .

M. Kilgour: Je vais passer à autre chose.

Le président: Hâtez-vous car, je vous le dis bien gentiment, le temps passe vite.

M. Kilgour: Il me reste six autres sujets et je ne pense pas pouvoir les passer tous.

Le président: Faites votre choix, c'est votre temps.

[Texte]

[Traduction]

• 1555

Mr. Kilgour: The Organization of American States: What is the government's present thinking on that matter? Do you, in fact, plan to apply for full membership in the OAS?

Mr. MacEachen: That is a policy question that is still not determined. We have not yet reached a decision on whether to move from an observer status to one of a full participant.

Mr. Kilgour: The Middle East: There have been two bombings in Jerusalem in the past two months, for which Mr. Arafat has taken credit. To my knowledge, your government has not said a word about those matters. Is that correct? Do you have a statement to make on that matter today?

Mr. MacEachen: I have been always alert to possibilities to condemn violence, from whichever source. We have made it clear so frequently that we condemn the terrorists activities, when they occur, of the PLO and that is our continued attitude. I do not recall these particular incidents of violence, there have been so many recently in the Middle East. Certainly there is no hesitation on our part in deploring and condemning what we see in the Middle East, which is a series of violent episodes, not only in Lebanon but in Iraq and Iran and other places.

The Chairman: Thank you. I will come back to you, Mr. Kilgour.

Next on my list is the Hon. Member from Hamilton West, our Parliamentary Secretary to the Minister of National Defence, Dr. Hudecki . . .

Mr. Hudecki: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: —followed by Mr. McKnight.

Mr. Hudecki: Mr. Minister, there is a problem surfacing in the world today and it deals with export controls. When a country decides unilaterally to take action against a second country, there are frequently far-reaching effects in countries unrelated to the initial two involved. As a result of that, there is interference with the economy of uninvolved countries. Have there been any steps taken recently? Has this matter been considered within the Department of External Affairs, that is, how to protect companies and allow them to survive? I was thinking in terms of situations such as those that existed during the United States' Soviet pipeline embargo. Some companies in Canada and in western Europe were affected by it, whether through direct restriction or attempts made by the United States' company to affect the multinationals . . . or whatever their mechanism was. Is there any consideration being given to protection against such action in the world today?

Mr. MacEachen: Dr. Hudecki, there have been examples recently, particularly where the United States has attempted, for its own foreign policy reasons, to restrict exports. That would be acceptable, as an exercise of American sovereignty, if it were confined to the sovereign authority of the United

M. Kilgour: L'Organisation des États américains. Quelle est la pensée actuelle du gouvernement sur cette question? Avez-vous, en fait, l'intention de demander d'être membre à part entière de cette organisation?

M. MacEachen: Il s'agit là d'une question de politique qui est encore en suspens. Nous n'avons pas encore pris de décision pour savoir si nous devons passer du statut d'observateur à celui de participant à part entière.

M. Kilgour: Le Moyen-Orient. Au cours des deux derniers mois, Jérusalem a été bombardé deux fois et M. Arafat en a pris le crédit. À ma connaissance, votre gouvernement a été muet sur ces événements. N'est-ce pas? Aujourd'hui, avez-vous une déclaration à faire à ce sujet?

M. MacEachen: J'ai toujours eu l'oeil ouvert sur les possibilités de condamner la violence de quelque source que ce soit. Nous avons dit clairement et fréquemment que nous condamnons les activités terroristes de l'OLP, lorsqu'elles se produisent, et c'est toujours notre attitude. Je ne me souviens pas de ces incidents violents en particulier, il y en a eu tellement récemment au Moyen-Orient. Indiscutablement, il n'y a aucune hésitation de notre part à déplorer et à condamner ce que nous voyons au Moyen-Orient, c'est-à-dire une série d'épisodes de violences, non seulement en Lybie mais en Iran, en Irak et ailleurs.

Le président: Merci. Je reviendrai à vous, monsieur Kilgour.

Le prochain sur ma liste est l'honorable député de Hamilton-Ouest, notre secrétaire parlementaire au ministre de la Défense nationale, le docteur Hudecki . . .

M. Hudecki: Merci, monsieur le président.

Le président: . . . suivi de M. McKnight.

M. Hudecki: Monsieur le ministre, il y a un problème qui se fait jour présentement dans le monde et c'est celui du contrôle des exportations. Lorsqu'un pays décide unilatéralement de prendre des mesures contre un autre pays, il y a souvent des répercussions de longue portée dans des pays qui n'ont rien à voir avec les deux pays visés. Cela a comme résultat une interférence dans l'économie de pays qui ne sont pas visés. Récemment, y a-t-il eu des mesures de prises? Le ministère des Affaires extérieures a-t-il étudié la question, soit la façon de protéger les compagnies et de leur permettre de survivre? Je pensais aux genres de situations qui ont prévalu lors de l'embargo américain sur le pipeline soviétique. Cette mesure a touché certaines compagnies canadiennes et de l'Europe de l'Ouest, soit par des restrictions directes ou des tentatives des compagnies américaines pour arrêter les multinationales . . . ou quels qu'étaient les mécanismes. Est-ce qu'on envisage une protection contre de telles mesures qui sont prises dans le monde présentement?

M. MacEachen: Docteur Hudecki, récemment, il y a eu des exemples, surtout lorsque les États-Unis ont essayé de limiter les exportations pour des raisons relevant de leur politique étrangère. Ce serait acceptable en tant qu'exercice de la souveraineté américaine, si cela se limitait à l'autorité

[Text]

States. But what has happened, particularly in the case of the Siberian pipeline, has been that the United States attempted to place its restrictions on companies operating in western Europe and Canada. Presently, in the United States, there is a debate about the Export Administration Act. The U.S. Congress will be finalizing legislation on the Export Administration Act and it is this legislative authority that the United States will use to control exports for reasons of national security, foreign policy, short supply or anti-boycott purposes.

• 1600

We have had co-operation with the United States in certain areas of re-export where we agree, but proposals that exist at the present time in this legislation will attempt to control the export activities of foreign subsidiaries of U.S. multinational enterprises and nationals residing abroad as if they were subject to American sovereignty. We have made repeated representations to the United States. Other industrial countries have made representations. We do not see the justification for a sovereign country like Canada to have Canadian subsidiaries of U.S. corporations subject to, for example, the foreign policy considerations of the United States. We have made representations, and we are continuing to make representations—and I have a more detailed comment that I can circulate to members of the committee on this particular point, because I intend to have our ambassador in the United States make representations this week on the subject of the Export Administration Act.

Mr. Hudecki: Will you be acting unilaterally or through the United Nations in enforcing or in suggesting these recommendations?

Mr. MacEachen: We are working bilaterally with the United States, but other countries now, notably the United Kingdom, are concerned. We have had discussions with the British, and it is a matter that is becoming increasingly of interest in the OECD, and there will be discussions there as well. We are making our views known directly to the United States authorities, and we are co-operating with other countries which have similar concerns. You do know, and you did mention, that the actions in connection with the pipeline were very deeply resented by the Europeans, and ultimately the United States backed off. But it has not backed off in its assertion of extraterritorial jurisdiction in current amendments to the Export Administration Act.

Mr. Hudecki: On an entirely different subject—and the subject is that of carrying on the peace initiative that has been so effectively carried out by our Prime Minister to date—I was wondering if you could perhaps give us some of your thoughts on how we can continue to implement the approaches he has developed. My first question would be concerning the Mutual and Balanced Force Reduction Conference in Vienna, which I understand is reopening and in which there are a variety of issues that are included on the agenda. Just to recall some of them, one is the United States proposal to count units and not soldiers to get around the differing evaluations of troop

[Translation]

souveraine des États-Unis. Toutefois, ce qui est arrivé, surtout dans le cas du pipeline sibérien, c'est que les États-Unis ont tenté d'imposer des restrictions sur des compagnies oeuvrant en Europe de l'Ouest et au Canada. Actuellement, aux États-Unis, la « Export Administration Act » fait l'objet d'un débat. Le Congrès américain adoptera des mesures législatives visant l'« Export Administration Act » et c'est ce pouvoir législatif que les États-Unis utiliseront pour contrôler les exportations pour des motifs de sécurité nationale, de politique étrangère, de pénurie d'approvisionnements ou pour des fins anti-boycott.

Nous avons eu la coopération des États-Unis dans certains domaines de reprise des exportations où nous sommes d'accord, mais les propositions contenues dans ce projet de loi viseront le contrôle des exportations des filiales étrangères des multinationales américaines et des ressortissants américains résidant à l'étranger et considérés comme s'ils étaient assujettis à la souveraineté américaine. Nous avons fait des représentations répétées auprès des États-Unis. D'autres pays industrialisés ont fait de même. Nous ne voyons pas pourquoi les filiales canadiennes des sociétés américaines devaient être assujetties, par exemple, aux considérations de la politique étrangère des États-Unis dans un pays souverain comme le Canada. Nous avons fait des représentations et nous continuons à en faire... J'ai là un commentaire plus détaillé que je puis distribuer aux membres du Comité sur cette question en particulier, car j'ai l'intention de demander à notre ambassadeur aux États-Unis de faire des représentations cette semaine sur la question de l'*Export Administration Act*.

M. Hudecki: Agirez-vous unilatéralement ou par le truchement des Nations Unies pour mettre en oeuvre ou suggérer ces recommandations?

M. MacEachen: Nous travaillons bilatéralement avec les États-Unis, mais il y a présentement d'autres pays visés, notamment le Royaume-Uni. Nous en avons discuté avec les Britanniques et cette question soulève de plus en plus d'intérêt à l'OCDE, il y aura des questions là également. Nous informons directement les autorités américaines de notre point de vue et nous coopérons avec d'autres pays qui ont des préoccupations identiques. Comme vous le savez, et vous l'avez dit, les initiatives visant le pipeline ont été très profondément ressenties par les Européens et en fin de compte les États-Unis ont reculé. Toutefois, dans les amendements actuels proposés à l'*Export Administration Act*, les États-Unis n'ont pas reculé dans leur assertion de juridiction extra-territoriale.

M. Hudecki: Je passe à un sujet tout à fait différent, il s'agit de la poursuite de l'initiative de paix menée jusqu'ici de façon tellement efficace par notre Premier ministre et je voudrais que vous nous fassiez peut-être part de vos idées sur la façon dont nous pouvons continuer à mettre en oeuvre les approches qu'il a développées. Ma première question porterait sur la Conférence de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, qui doit rouvrir bientôt et dont l'ordre du jour comprend une variété de questions. Simplement pour en rappeler quelques-unes, il y a la proposition américaine du compte des unités plutôt que des soldats pour régler le

[Texte]

strengths. In the west, the U.S.S.R. has 180,000 more troops than it admits, and the United States and allies continue to require that the U.S.S.R. withdraw 30,000 troops from East Germany, Poland, and Czechoslovakia. The United States would withdraw only 13,000 troops from Europe. The U.S.S.R. has already proposed to withdraw 20,000 men, but the United States indicates that is not enough.

I wonder if you could give us the benefit of your experiences with the MBFR meetings. What are our goals and what can we expect to obtain from that particular . . . ?

• 1605

Mr. MacEachen: The MBFR talks have been going on for quite a long time, I think about 10 years, and as the title suggests, they are directed at securing neutral and balanced reductions in conventional forces in Europe. There is a big problem—and there has been—about the count. There is a divergence of opinion as to how many forces the Soviet Union has in Europe, and the effort to ensure that a mutual and balanced reduction can take place has been held up or obstructed by an inability to secure appropriate verification. How do you know how many troops are there, and how do you verify reductions? The Eastern Europeans did make some proposals which are still on the table, and it has been the Canadian view that the West ought to reply to these proposals, which seem to offer at least some encouragement that progress might be possible.

At our NATO meeting of Ministers in December, we agreed we would examine the situation in the MBFR and that we would attempt to construct counter-proposals or respond to the proposals made by Eastern Europe. The Soviet Union and Eastern Europeans have made no bones about their disappointment that the West has not responded. I think it is our obligation to respond, and we so agreed in December. But we have not yet finalized the discussions within the alliance, and we hope, however, that after the new round begins on March 16 the alliance will be able to put on the table its counter-proposals and that the situation can move ahead.

So we attach a great deal of importance to the MBFR. We have been talking about the possibility, if we did have some constructive counter-proposals, of having the MBFR meet at ministerial level, but that has not yet been agreed to because we have not yet agreed upon the proposals we might make.

The Chairman: Your last question, please.

Mr. Hudecki: I think the other proposals which have been left as a legacy from that peace initiative . . . At the disarmament conference at Geneva, there were three proposals circulated by Canada, or at least these were suggested. One was some action taken to prevent the high-altitude anti-

[Traduction]

problème des évaluations divergentes des forces des troupes. À l'Ouest, l'URSS a 180,000 soldats de plus qu'elle ne le reconnaît et les États-Unis et alliés continuent de demander que l'URSS retire 30,000 soldats de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Les États-Unis, pour leur part, retireraient uniquement 13,000 hommes de l'Europe. L'URSS a déjà proposé de retirer 20,000 hommes, mais les États-Unis ont fait savoir que c'était insuffisant.

Pourriez-vous nous faire part de votre expérience des réunions à ce sujet. Quels sont nos objectifs et que pouvons-nous espérer obtenir de cette . . . ?

M. MacEachen: Les entretiens sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces ont commencé il y a déjà longtemps, 10 ans je crois, et comme leur nom l'indique, ils ont pour but d'assurer cette réduction équilibrée et mutuelle des forces classiques en Europe. Le gros problème qui se pose encore maintenant est celui du calcul. Les parties ne s'entendent pas sur l'ampleur des effectifs soviétiques en Europe, de sorte que tous les efforts consentis pour assurer cette réduction mutuelle et équilibrée ont été entravés par le fait qu'il n'était pas possible de procéder aux vérifications nécessaires. Comment savoir en effet combien de troupes sont stationnées en Europe et comment arriver à vérifier s'il y a eu réduction? Les pays du bloc de l'Est ont formulé certaines propositions qui sont encore sur la table, et le Canada est parti du principe que les pays du bloc occidental devaient répondre à ces propositions qui semblent offrir au moins un certain encouragement dans le sens d'un éventuel progrès.

A l'occasion de la réunion des ministres de l'OTAN qui a eu lieu en décembre, nous avons convenu de faire le point des entretiens et de nous efforcer de formuler des contre-propositions ou du moins de répondre aux propositions du bloc de l'Est. L'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est n'ont pas caché le fait qu'ils étaient déçus de ce que les pays occidentaux n'aient pas répondu. Je pense que nous avons en quelque sorte l'obligation de leur répondre, et c'est ce dont nous avons convenu en décembre. En revanche, nous n'avons pas encore fini d'en discuter au sein de l'Alliance, et nous espérons qu'à l'issue de la nouvelle ronde de négociations qui commencera le 16 mars, l'Alliance sera en mesure de faire connaître ses contre-propositions afin que nous puissions progresser.

Nous attachons donc énormément d'importance à ces entretiens. Si nous pouvions formuler des contre-propositions constructives, nous avons également envisagé la possibilité d'une réunion à ce sujet au niveau ministériel, mais nous ne nous sommes pas encore mis d'accord à ce sujet pour la bonne raison que nous n'avons même pas encore arrêté nos propositions éventuelles.

Le président: Ce sera votre dernière question.

M. Hudecki: Il me semble que cette initiative de paix nous a fait hériter d'une autre proposition . . . A l'occasion de la Conférence de Genève sur le désarmement, le Canada a proposé, ou du moins envisagé, trois propositions. En premier lieu, que certaines mesures soient prises pour interdire les

[Text]

satellite systems; another was to restrict the mobility of ICBMs, and the third was to improve verification of future strategic weapons. How does Canada intend to continue promoting this particular action, which would be beneficial to arms reduction as a whole?

Mr. MacEachen: Recently, we have had very extensive consultations with our allies on what is the best way to promote these proposals.

• 1610

It was intimated or suggested that we might use the Conference on Disarmament, or the Committee on Disarmament, in Europe as a forum for the discussion of these proposals. Our friends have asked us for further consultations, and these consultations have been undertaken. We do know the detailed views of the United States, the United Kingdom, the Federal Republic of Germany, and all the other European members of the alliance. In the light of that information, which has just been put together, we will decide precisely what the next step will be.

Two of the proposals are of principal interest to the superpowers. I think it is reasonable to say that the proposal on the verifiability of new strategic systems and the mobility of intercontinental ballistic missiles is mainly of immediate interest to the United States and the U.S.S.R. The third proposal, namely the ban on the testing and deployment of anti-satellite systems, is of interest to a much wider group of countries. Although all are interested, I think they are more deeply interested in the ASAT proposal.

We have had our consultations. There is a good deal of sympathy and support for these concepts. I think what is at issue, really, and what is being discussed, is the best way of advancing them with our allies.

Mr. Hudecki: Thank you, Mr. Minister.

The Chairman: Thank you.

Mr. McKnight.

Mr. McKnight: Thank you, Mr. Chairman.

I would just like to pursue a little further, Mr. Minister, Dr. Hudecki's first question on the extraterritoriality of the United States. Having just returned from a Canada-U.S. parliamentary meeting—we did in one group discuss this, and the understanding we reached—and I am sorry other members of the committee are not here—was that in the next month, through the Senate of the United States, the basic concerns expressed by Canada and some European countries would be met with the changes in the new Bill. Is that something you and your officials are aware of, or were we misled by our colleagues from the United States?

[Translation]

systèmes anti-satellites à haute altitude, en deuxième lieu qu'on limite la mobilité des missiles intercontinentaux et en troisième lieu qu'on améliore le processus de vérification des nouvelles armes stratégiques. Comment le Canada entend-il continuer à encourager les efforts dans ce sens, efforts qui s'inscrivent évidemment dans le cadre de l'initiative globale visant à réduire les armements?

M. MacEachen: Nous avons entrepris depuis quelque temps des consultations extrêmement intensives avec nos alliés pour déterminer précisément quelle serait la meilleure façon possible de promouvoir ces propositions.

On a laissé entendre que la Conférence sur le désarmement, ou le Comité sur le désarmement en Europe, pourraient servir aux discussions de ces propositions. Nos alliés nous ont demandé de procéder à d'autres consultations, lesquelles ont été entreprises. Nous connaissons la position détaillée des États-Unis, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne et de tous les autres membres européens de l'Alliance. À la lumière de ces renseignements, qui viennent d'être rassemblés, nous déciderons précisément quelles mesures s'imposent.

Deux des propositions intéressent les super-puissances au plus haut point. Il me semble fondé de dire que la proposition qui permet de vérifier les nouveaux systèmes stratégiques et celle qui permet la mobilité des missiles balistiques intercontinentaux sont celles qui intéressent avant tout les États-Unis et l'URSS. Quant à la troisième proposition, celle qui interdirait les essais et le déploiement des systèmes anti-satellites, elle rallie un groupe de pays beaucoup plus nombreux. Même si aucune proposition n'est rejetée, je pense que l'intérêt des pays va plutôt dans le sens de cette troisième proposition.

Nous avons eu des consultations, et ces notions suscitent beaucoup de sympathie et d'appui. Étant donné le problème avec lequel nous sommes aux prises, étant donné la teneur des discussions, je pense que c'est le meilleur moyen de marquer des progrès avec nos alliés.

M. Hudecki: Merci, monsieur le ministre.

Le président: Merci.

Monsieur McKnight.

M. McKnight: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je voudrais développer la première question de M. Hudecki sur les activités extra-territoriales des États-Unis. Je rentre d'une réunion parlementaire canado-américaine, dont un groupe a précisément discuté de cette question. Je suis désolé que les autres membres du Comité ne soient pas ici. Nous avons conclu nos débats sur l'entente suivante: le mois prochain, les principales préoccupations exprimées par le Canada et d'autres pays européens seront prises en compte dans des modifications à un nouveau projet de loi qui sera présenté au Sénat américain. Vous-même et le ministère êtes-vous au courant de ces modifications envisagées? Pouvons-nous compter sur la sincérité de nos collègues américains?

[Texte]

Mr. MacEachen: I do not think you were misled by the information that the Congress is presently examining the question. Indeed, I understand a conference is now under way to discuss how they will deal with the Export Administration Act.

I would be very pleased if I could say, as you have been told, that all our concerns will be met. It would be very good indeed if the Export Administration Act were changed to remove these applications beyond the borders of the United States. I have no indication that would be the case; but if it is the case, so much the better. I think that is why I am making some references to it today: so they will take into account Canadian concerns when they reach their conclusions.

Mr. McKnight: They were very strongly expressed over the weekend, Mr. Minister. A junior senator from Georgia and the senior member from the House of Representatives, sitting at the conference, shared the same views. They felt the desires of Canada and other European countries could be met.

I would like to proceed with the restructuring of External Affairs to include the international trade group.

• 1615

A couple of questions on the restructuring and the transfer of the grains and oil seeds program and the food products branch to External from IT&C. Had there been consideration to the transfer of that to the Minister responsible for the Canadian Wheat Board? What was the rationale for having it transferred to External, rather than to another line department?

Mr. MacEachen: As I understand the situation at the present time, it is that the Minister responsible for the Canadian Wheat Board operates under delegated authority from the Secretary of State for External Affairs and we support him in those activities related to those programs. So the Minister is still administratively active and responsible under a delegation of authority.

Mr. McKnight: Under the delegation of authority from External, not from Transport which is responsible in the House?

Mr. MacEachen: No. It is a delegation of authority from the Secretary of State for External Affairs to the Minister . . .

Mr. McKnight: Responsible for it?

Mr. MacEachen: Yes—for the Wheat Board.

Mr. McKnight: I would like to explore the reorganization in another way. The number of officials that would be classified as SX in External now with the reorganization . . . Could you give us those numbers and compare those numbers to what would be consistent in External, say, for the past three or five years—and Trade, the Trade Division of IT&C, over the past

[Traduction]

M. MacEachen: Je pense que vous ne vous trompez pas en croyant que le Congrès étudie actuellement cette question. De fait, je crois savoir qu'on prépare une conférence pour discuter de la façon dont on abordera la Loi sur l'administration des exportations.

J'aimerais pouvoir dire, tout comme vous, que toutes nos préoccupations seront prises en compte. Ce serait fort satisfaisant si la Loi sur l'administration des exportations était modifiée pour abroger toute application à l'extérieur des frontières américaines. Je n'ai, pour ma part, reçu aucune assurance en ce sens, mais si c'est le cas, je m'en réjouis. J'en parle aujourd'hui dans l'espoir que, dans leurs conclusions, les Américains tiendront compte des préoccupations canadiennes.

M. McKnight: Monsieur le ministre, on a fait des affirmations catégoriques au cours du weekend. Un sénateur de Georgie et un membre de la Chambre des représentants, qui étaient à la conférence, partageaient le même point de vue. Ils estimaient que les États-Unis pourraient se rendre aux souhaits du Canada et d'autres pays européens.

Je voudrais maintenant aborder la question de la restructuration du ministère des Affaires extérieures, auquel sera intégré le service du commerce international.

Cette restructuration prévoit qu'on intégrera au ministère des Affaires extérieures la direction des produits alimentaires et le programme des céréales et oléagineux, qui se trouvent actuellement au ministère de l'Industrie et du Commerce. A-t-on envisagé de confier la responsabilité de ce service au ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Quels sont les motifs qui sont intervenus dans la décision de l'intégrer au ministère des Affaires extérieures plutôt qu'à un autre ministre?

M. MacEachen: D'après mon interprétation de la situation qui prévaut actuellement, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé détient un pouvoir délégué du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et le ministère l'appuie dans les activités reliées à ces programmes. Ainsi, le ministre en assume encore l'administration et il en est responsable en vertu d'une délégation de pouvoirs.

M. McKnight: Il s'agit donc bien d'une délégation de pouvoirs du ministre des Affaires extérieures, et non pas du ministre des Transports, qui est responsable à la Chambre, n'est-ce pas?

M. MacEachen: Il s'agit d'une délégation de pouvoirs du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au ministre . . .

M. McKnight: Qui en est responsable?

M. MacEachen: C'est cela . . . responsable de la Commission canadienne du blé.

M. McKnight: Je voudrais aborder un autre aspect de la réorganisation: une fois la réorganisation terminée, combien de fonctionnaires auront la classification SX au ministère des Affaires extérieures? En comparaison, combien y en avait-il au ministère des Affaires extérieures et à la Direction du commerce du ministère de l'Industrie et du Commerce au cours

[Text]

five years? The question is: Was there an increase in those positions of SX, the senior management positions, and if so, what was the increase?

Mr. MacEachen: Yes, we can. I do not know whether Mr. Massé or Mr. Shortliffe has these figures at their fingertips, but if not we will provide them to you as quickly as possible. Mr. Massé.

Mr. Marcel Massé (Under-Secretary of State for External Affairs): It is a bit long. Would it be acceptable for them to be sent to your office and to the clerk for distribution?

Mr. McKnight: Sure.

Mr. MacEachen: Could we clarify the classifications? We have...

Mr. Massé: There are EX categories, EX-1 to EX-5 and we can give you that comparison.

Mr. McKnight: Okay. They are the senior EX people?

Mr. Massé: Yes.

Mr. McKnight: Okay.

The Chairman: Send a copy to the clerk, myself and Mr. McKnight, please.

Mr. McKnight: The other thing I would like to carry on with is, within the recent budget that was presented, the AID Trade Fund—I think that is the name of it—my understanding is that these are funds which would be used in projects of high priority within recipient countries, and there would be projects in which there is Canadian expertise. Could you give the committee, Mr. Minister, some understanding of how these funds will be administered? Would they be administered through CIDA, by EDC, would it be a new joint body? What would be the initiative taken by this fund? What is the rationale, the objective, of this fund?

Mr. MacEachen: I think I should begin by repeating the information that we have decided, as a commitment of the government, to reach the target of .7% by 1990 in our total volume of official development assistance. If we intend to achieve this target, then our disbursements will increase quite substantially. We have decided that we would dedicate up to one-half of the increase after the year 1985-1986... up to one-half of the increase after 1985-1986—to what we call the AID Trade Fund. I want to go on to say that we have committed ourselves to discussions with the private sector on guidelines that would help us establish this aid-trade fund. I had a colloquium just very recently on the question of official development assistance, and one of the issues that was discussed was the aid-trade fund.

• 1620

The principal goal of official development assistance is the economic development of the recipient countries. That is the principal goal. It is also possible, in the service of that principal goal, to secure benefits for Canada. I think that has been

[Translation]

des trois ou cinq dernières années? Je voudrais savoir s'il y a eu une augmentation du nombre des postes SX, c'est-à-dire les cadres supérieurs, et si c'est le cas, quelle a été l'augmentation?

M. MacEachen: Nous pouvons vous fournir ces chiffres. Je ne sais pas si MM. Massé et Shortliffe les ont entre les mains, mais nous allons vous les fournir dans les plus brefs délais. Monsieur Massé.

M. Marcel Massé (sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Comme cette réponse sera un peu longue, peut-être accepterez-vous que nous vous l'envoyions à votre bureau et à celui du greffier, pour qu'elle soit distribuée.

M. McKnight: Volontiers.

M. MacEachen: Pouvez-vous donner des précisions sur les classifications?

M. Massé: Dans la catégorie EX, il y a cinq échelons, et nous pouvons vous donner une comparaison.

M. McKnight: D'accord. Il s'agit bien de cadres supérieurs EX, n'est-ce pas?

M. Massé: Oui.

M. McKnight: Très bien.

Le président: Pouvez-vous envoyer copie de la réponse au greffier, à moi-même et à M. McKnight, s'il vous plaît.

M. McKnight: Dans le dernier budget, on a prévu un fonds de commerce pour l'aide. Je ne sais pas si c'est l'appellation officielle. Il s'agirait en effet de fonds qui pourraient être utilisés dans des projets extrêmement prioritaires auxquels des experts canadiens participeraient dans les pays bénéficiaires. Monsieur le ministre, pouvez-vous expliquer aux membres du Comité comment ces fonds seront administrés? Les confiera-t-on à l'ACDI, ou encore à la S.E.E., ou encore à un nouvel organisme conjoint? Quels seront les projets entrepris? Quel est l'objectif visé?

M. MacEachen: Je dois vous dire en commençant que le gouvernement a décidé de porter à 7 p. 100, d'ici à 1990, le total de son aide publique au développement. Pour atteindre cette cible, il faut que nos dépenses augmentent considérablement. Nous avons décidé que la moitié de cette augmentation se produirait après 1985-1986 et d'avoir recours, pour cela, à ce que nous appellerons un fonds de commerce pour l'aide. Je tiens à ajouter que nous nous sommes engagés à avoir des discussions avec les représentants du secteur privé pour établir des directives qui nous permettront d'établir ce fonds de commerce pour l'aide. Tout récemment, j'ai organisé un colloque sur l'aide publique au développement, où nous avons parlé précisément de ce fonds.

L'aide publique au développement vise avant tout le développement économique des pays bénéficiaires, mais il est possible, sans perdre de vue cet objectif principal, que le Canada se ménage aussi des bénéfices. Ce n'est d'ailleurs pas

[Texte]

characteristic of the program in the sense that, I think, up to 80% of the funds expended in developing countries go for purchases of Canadian goods and services. It is certainly my view that within the over-all principles of official development assistance, it should be possible for Canadian firms to participate in the development of developing countries through this fund, and particularly by offering them additional financing in what one might generally call the export field.

We have not yet quite worked out all the guidelines. We know at present, for example, that there is a system of parallel financing by which the Export Development Corporation can provide loans through its program to finance exports in developing countries and that we can provide what is described as "concessional financing" from CIDA funds, in order to provide an over-all package of development in that country. That is one illustration. We have not yet worked out precisely how this will operate. Indeed, the purpose is to increase disbursements to developing countries and to increase the ability of Canadian firms, within the parameters of development, to provide and sell Canadian goods, equipment, machinery and so on.

Mr. McKnight: You do not have the administrative body selected, whether it would be CIDA or . . .

Mr. MacEachen: It would be CIDA. It would, I think, and all hands agree, at least I thought they did at the colloquium, and it was widely represented, that the focus of this fund ought to be in CIDA.

Mr. McKnight: So you are looking at a *crédit mixte*.

Mr. MacEachen: Well, that is one term that one could use. I want to be very sure that I know precisely the mechanisms before I begin to say it is going to be *crédit mixte* or parallel financing or concessional financing. The intention is certainly not to use CIDA funds or funds intended for official development assistance for the principal and exclusive purpose of trade development. If we wanted to do that, we should put the funds up front and put them in the EDC. However, there is nothing wrong, it seems to me, to achieve several goals in the provision of these funds; the primary one, of course, has to be development assistance in the recipient country.

The Chairman: Talking about the colloquium the minister referred to, it is the Colloquium on Canada's Official Development Assistance, Principal Policies and Programs, called by the Deputy Prime Minister and Secretary of State, Mr. MacEachen last week. Representatives of the chief parties were present.

I think in view of the fact that the President of CIDA will be here on Tuesday, I should authorize immediately, I mean tomorrow, that you all have copies in French and English, if you so wish, because I think these documents will be very helpful to you. Next on my list, as I have earlier indicated, is Mr. Dupras, followed by Dr. Pauline Jewett.

[Traduction]

nouveau, car jusqu'à 80 p. 100 des fonds dépensés dans les pays en développement servent à l'achat de biens et services canadiens. Je suis donc tout à fait convaincu qu'en respectant les principes d'ensemble de l'aide officielle au développement, on peut permettre à des sociétés canadiennes, grâce à ce fonds, d'intervenir dans les pays en développement, et nous pouvons le faire plus particulièrement du côté des exportations, en offrant des fonds supplémentaires.

Nous n'avons pas encore mis au point les directives, mais nous savons par exemple que la Société pour l'expansion des exportations a un système de financement parallèle qui offre des prêts dans le cadre de son programme de financement des exportations dans les pays en développement. En outre, à même le budget de l'ACDI, nous pouvons offrir ce que l'on appelle du «financement de faveur», ce qui permet de compléter l'ensemble des mesures de développement que nous accordons à un pays. Voilà donc un exemple. Nous n'avons pas encore établi les détails de la mise en oeuvre de cette mesure. En effet, il s'agit d'augmenter les versements aux pays en développement, tout en accroissant pour les sociétés canadiennes, sans perdre de vue les objectifs de développement, les débouchés leur permettant de vendre des biens et du matériel canadien.

M. McKnight: Avez-vous choisi l'organisme responsable de l'administration de ce fonds? Est-ce que ce sera l'ACDI ou . . .

M. MacEachen: Ce sera l'ACDI. Tout le monde semble convenir, du moins, c'est ce qui ressort du colloque, que l'administration centrale de ce fonds devrait incomber à l'ACDI.

M. McKnight: Il s'agirait donc de crédit mixte.

M. MacEachen: Avant de le décrire comme crédit mixte, financement parallèle, ou financement de faveur, je veux être bien sûr de la forme que prendront les mécanismes de mise en oeuvre. Nous n'avons certainement pas l'intention d'utiliser des fonds de l'ACDI, des fonds réservés à l'aide publique au développement, dans le but principal et exclusif de développer notre commerce. Si c'était là la première intention, il faudrait que ces fonds soient confiés à la SEE. Toutefois, rien ne nous empêche, à mon avis, d'atteindre des objectifs multiples avec ces fonds, le premier objectif étant, bien entendu, d'offrir de l'aide au développement dans les pays bénéficiaires.

Le président: Le colloque dont le ministre a parlé était le colloque sur l'aide publique canadienne au développement, portant sur les principaux programmes et politiques, organisé par le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacEachen, la semaine dernière. Les principaux partis y étaient représentés.

Étant donné que le président de l'ACDI comparaitra devant le Comité mardi, je ferai le nécessaire pour que vous ayez, dès demain, copie, en français et en anglais, des actes du colloque. Ces documents seront, à mon avis, très utiles. Les prochains intervenants sont M. Dupras et M^{me} Pauline Jewett.

Mr. Dupras: Thank you, Mr. Chairman.

M. Dupras: Merci, monsieur le président.

[Text]

Mr. Minister, I know you are not going to be offended when I tell you I applauded the observations you made in your toast to Foreign Affairs Minister Lloreda from Colombia just last month. You spent a good part of your remarks talking about the interest of Canadians in what is happening in Central America, and I think you interpreted truthfully the major concerns of Canadians for what is happening in Central America. You made a few remarks which I had applauded, but I would like to put a few questions to you on some of them.

In your remarks, you indicated you had instructed the Canadian officials to consult with the three commissions of the Contadora group which will be set up in Venezuela to review the social, economic and military verification requirements. I would like to ask you this, Mr. Minister: What precisely are these commissions, and what is the extent of the consultation you wish to have on these three major questions of economic and social review and the military verification requirements?

Mr. MacEachen: As you know, Mr. Dupras, we have stated that one of our principle elements of policy towards Central America is the support for the efforts of the Contadora group, and the Contadora group have decided to establish these commissions for social, economic and military verification. I believe the purpose of these commissions is to try to develop some programs which can take effect. Certainly, if you talk about military verification, it can only meaningfully apply to the verification, for example, of the number of troops in each country, particularly the number of foreign troops, and hopefully their withdrawal. I think there would be a lot of technical problems involved in that if the political problems could be resolved.

I would like our officials to be in discussion with the members of that commission so we can constructively offer our views, and if at a certain point it is feasible, we could give them some help in the field of military verification. I do not think we know much more about it. If Mr. Charland wishes, I would be happy to give him a chance to comment about the operational significance of these commissions.

The Chairman: Would you give your name and title, *s'il vous plaît pour l'enregistrement*.

Mr. C.T. Charland (Assistant Deputy Minister, Latin America and Caribbean, Department of External Affairs): Claude Charland, Assistant Deputy Minister for Latin America and Caribbean in External Affairs.

Mr. Minister, the three commissions have been appointed but are not operational as yet. We have been in contact with the Secretariat of Contadora, and we understand the work of the commissions will get under way within the next few weeks. We have indicated our willingness to sit down with them and exchange views.

Mr. Dupras: Monsieur Charland, faut-il lire dans cette observation que nous voulons absolument, nous les Canadiens, développer notre propre source d'information sur le mouvement militaire général en Amérique centrale, contrôler l'information qui nous est fournie et ne pas se fier aux sources

[Translation]

Monsieur le ministre, vous ne serez pas fâché d'apprendre que j'ai applaudi les observations que vous avez faites quand vous avez porté un toast au ministre des Affaires étrangères de la Colombie, M. Lloreda, le mois dernier. Vous avez expliqué comment les Canadiens s'intéressent à ce qui se passe en Amérique centrale, et je crois que vous avez donné une idée exacte des préoccupations majeures des Canadiens à l'égard de l'Amérique centrale. J'ai applaudi certaines de vos remarques, mais j'ai quelques questions à vous poser là-dessus.

Vous avez dit que les fonctionnaires canadiens ont été chargés de consulter les trois commissions du groupe Contadora qui sera créé au Venezuela pour étudier ce qu'il faut comme mesures de vérification sociale, économique et militaire. Je voudrais savoir, monsieur le ministre, que sont précisément ces commissions et quel est le degré de consultation que vous voulez avoir au sujet de ces trois questions majeures, c'est-à-dire la révision économique et sociale et les mesures de vérification militaire.

M. MacEachen: Comme vous le savez, monsieur Dupras, nous avons déclaré que l'appui du groupe Contadora est l'un des aspects essentiels de notre politique à l'égard de l'Amérique centrale; ce groupe a décidé d'établir ces commissions pour la vérification sociale, économique et militaire. Je crois que ces commissions essaient de mettre au point des programmes qui pourront s'appliquer. Dans le cas de la vérification militaire, il ne peut s'agir que de la vérification du nombre de militaires dans chaque pays, surtout les troupes étrangères, et, nous l'espérons, du retrait de celles-ci. Je pense qu'il y aurait beaucoup de problèmes techniques à régler si les problèmes politiques étaient résolus.

Je voudrais que nos fonctionnaires participent à des discussions avec les membres de cette commission, pour que nous puissions offrir nos opinions de façon constructive, et si cela était possible, nous pourrions leur donner de l'aide dans le domaine de la vérification militaire. Je ne pense pas que nous en sachions davantage. Si M. Charland le veut, je lui donne la possibilité de parler de ce que signifient ces commissions sur le plan des opérations.

Le président: Voulez-vous décliner vos noms et vos qualités, *for the recording, please?*

M. C.T. Charland (sous-ministre adjoint, Amérique latine et Antilles, ministère des Affaires extérieures): Claude Charland, sous-ministre adjoint responsable de l'Amérique latine et des Antilles au ministère des Affaires extérieures.

Monsieur le ministre, ces trois commissions qu'on vient de nommer ne fonctionnent pas encore. Nous avons contacté le secrétariat du groupe Contadora, et nous croyons savoir que les travaux des commissions commenceront d'ici quelques semaines. Nous avons fait savoir que nous sommes disposés à les rencontrer pour un échange de points de vue.

Mr. Dupras: Mr. Charland, am I to assume from this that we, as Canadians, are intent on developing our own information sources on general military movements in Central America, monitoring the information which is provided us and

[Texte]

d'information traditionnelles qui étaient, par exemple, les ambassades américaines?

M. Charland: Je pense que, effectivement, c'est un des objectifs recherchés: pouvoir, si vous voulez, établir des liens de consultation avec les commissions en question pour obtenir des informations de première main. Comme vous le savez, ces trois commissions ont essentiellement été créées pour entériner la déclaration en 21 points, qui remonte déjà à quelque temps.

M. Dupras: Monsieur Charland, comme dernière question sur ce sujet, je voudrais savoir ce qu'a été la réaction de l'administration américaine face à la formation de ces trois commissions par le groupe Contadora? Est-ce que l'administration américaine a promis de collaborer aux travaux de ces trois commissions?

• 1630

M. Charland: Autant que nous sachions, non. Les Américains appuient évidemment le processus de Contadora, mais, autant que nous sachions, ils n'ont pas pris de dispositions pour établir des liens de consultation avec les commissions.

M. Dupras: Merci.

Mr. Minister, yesterday you declared that you are going to send three observers to the El Salvador elections. You and I know that it is one thing to witness an election day, but it is another thing to observe the putting together of an electoral process. I asked the Chairman of the Human Rights Commission when he was going to go to El Salvador, and he told me it would now be next Monday or Tuesday. That is just a few days before the election day. Do you feel you will have a good perception of how the electoral process is put together? What kind of climate existed and was created in the last few months with regard to this election?

I was in El Salvador a few weeks before the 1982 election, so I have serious doubts as to whether observers, who will arrive in El Salvador on the 22nd or the 21st, will be in a position to really assess the quality of the election, whether it will be a free election, really as democratic an election as those we know in Canada and elsewhere. I would like to have your comments on whether you have other sources of information with regard to the electoral process and the way the campaign was conducted.

Mr. MacEachen: Mr. Chairman, I understand the concern which Mr. Dupras expresses. I did consider quite carefully whether it would be useful to send a team of Canadian observers. I finally decided that it would be better to have a number of objective and credible persons on the spot, who would be able to report on the kinds of things which you have mentioned.

I think, for example, that the head of the team, Mr. Fairweather, has some pretty good experience. He was in Zimbabwe. He knows the political situation, and he himself has expressed his own concern that he would not be on the scene as long as he had been in Zimbabwe. He will be there for a week or more, depending on how long they want to stay. I am sure that they will take that into account in making their

[Traduction]

not relying on traditional information sources, such as the American Embassy?

Mr. Charland: I believe that this is indeed one of our objectives, that is establishing lines of consultation with these commissions, so that we can have first-hand information. As you know, these three commissions were mainly set up to ratify the 21 point declaration which goes back sometime.

Mr. Dupras: Mr. Charland, as my last question on that point, I would like to know what the reaction of the American administration was to the setting up of these three commissions by the Contadora? Has the American administration promised to collaborate with these three commissions?

Mr. Charland: As far as we know, no. The Americans do of course support the Contadora process, but to the best of our information, they have not taken any steps to establish consultation links with the commissions.

Mr. Dupras: Thank you.

Monsieur le ministre, vous avez déclaré hier que vous alliez envoyer trois observateurs au Salvador pour les élections. Vous et moi, nous savons fort bien que c'est une chose que d'assister au déroulement des élections le jour même, et que c'est autre chose que d'observer la mise en place du processus électoral. J'ai demandé au président de la Commission des droits de la personne quand il allait se rendre au Salvador, et il m'a dit que ce serait lundi ou mardi prochain. Ce n'est que quelques jours avant les élections. Pensez-vous que vous aurez une bonne idée de la façon dont les élections ont été préparées? Du genre de climat qui existait pendant les quelques mois précédant les élections?

J'ai été au Salvador quelques semaines avant les élections de 1982, et j'ai des doutes sérieux concernant la capacité des observateurs qui vont arriver au Salvador le 22, ou le 21, de se faire une idée valable de la qualité des élections et de la véritable liberté de choix, comme elles existent au Canada et dans les autres pays démocratiques. Avez-vous d'autres sources d'information concernant le processus électoral et la façon dont la campagne a été menée?

M. MacEachen: Monsieur le président, je comprends l'inquiétude exprimée par M. Dupras. J'ai réfléchi sérieusement à l'utilité d'envoyer une équipe d'observateurs canadiens. J'ai fini par décider qu'il vaudrait mieux avoir sur place un certain nombre de personnes crédibles et impartiales qui seraient en mesure de nous faire rapport sur le genre de choses que vous avez mentionnées.

Je pense que le chef de l'équipe, M. Fairweather, a de l'expérience. Il a été au Zimbabwe. Il connaît la situation politique, et lui-même s'est inquiété du fait qu'il ne serait pas sur place aussi longtemps qu'il a été au Zimbabwe. Il y restera une semaine ou plus, selon leur désir. Je suis sûr qu'ils en tiendront compte dans leur rapport. Ils se trouveront avec des observateurs d'un assez grand nombre de pays.

[Text]

observations. They will be joined by observers from quite a large number of other countries.

I must say that having stated that we would support, generally, the efforts of the Contadora countries, and having been urged to do that, that it would be somewhat inconsistent not to participate in this process, when all but one of the Contadora countries are participating.

I hope I can make it clear that these observers are to call the shots as they see them. If they find the situation deplorable, then they report that. If they find that progress is made, or an effort has been made, though imperfect, they report that. I think it is better to have some information, even limited information, than no information. That is why we joined other countries, like the U.K. and West Germany and the Netherlands and Belgium, in sending observers. We will know when they come back. When they write their report we can all read it and it may help us.

Mr. Dupras: I do not disagree with this decision to send observers, since you stated in your remarks that the El Salvador administration satisfied your conditions—satisfied the conditions that you put before you made the decision to send observers. What were these conditions?

Mr. MacEachen: I do not think I put it quite that way, but it seemed to me that the mandate was a bit better than the last time, that they were not only asked to take a look but to also judge.

• 1635

They were assured of access to the necessary information in terms of how the election and the system would operate, and they were to be given as much security support as was desirable or as was necessary. These are the circumstances which led me to say, well, it is better for us to have them there than to say no, and not to be able to make our own judgments based upon—at least to find information based upon the on-the-spot observations of three persons in whom I thought most of us would have some confidence.

Mr. Dupras: Yes, we agree with you on this.

If I have a few more minutes, Mr. Chairman, I would like to ask the Minister this question. You have indicated and shown interest in what is happening in Central America by making the decision to go there yourself. I would like to know when this trip will take place and what countries you plan to visit. Would you be interested in perhaps having a few parliamentarians who are interested in what is happening in Central America accompany you? This would demonstrate to the people of Central America and to others the interest of Canadians with respect to what is happening in Central America...

The Chairman: We will adjourn the House and we will all go.

Mr. Dupras: This is a serious question, Mr. Minister, because it will be a demonstration to all people interested in

[Translation]

Puisque nous avons déclaré de façon générale notre soutien aux efforts des pays du groupe Contadora, en réponse à des recommandations à cet effet, ce ne serait pas très logique de refuser de participer à ce processus quand tous les pays du groupe, sauf un, y participent.

J'espère que les observateurs comprendront qu'ils devront s'exprimer en toute franchise. Si, à leur avis, la situation est déplorable, ils doivent le dire dans leur rapport. Il en est de même s'ils constatent qu'il y a des progrès ou qu'on a fait des efforts, malgré les lacunes. J'estime qu'il est préférable d'avoir des renseignements, même limités, que de rester sans information. C'est pour cette raison que nous nous sommes joints à d'autres pays, comme le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas et la Belgique, qui envoient des observateurs. Nous saurons quand ils reviendront. Nous pourrions tous lire le rapport, qui pourra nous être utile.

M. Dupras: Je ne suis pas en désaccord avec cette décision d'envoyer des observateurs, puisque vous avez mentionné que l'administration du Salvador a satisfait aux conditions que vous avez fixées avant de prendre la décision d'envoyer des observateurs. Quelles étaient ces conditions?

M. MacEachen: Je ne crois pas m'être exprimé exactement ainsi, mais il me semble que le mandat était un peu meilleur que la dernière fois, et qu'on leur a demandé non seulement d'observer, mais aussi de porter un jugement.

On leur fournira les éléments d'information nécessaires pour qu'ils puissent se faire une idée de la façon dont les élections se déroulent et en outre on assurera leur sécurité. Dans ces conditions, j'ai jugé préférable d'accepter de façon à ce que ces trois personnes, dignes de confiance, puissent se rendre sur place recueillir ces renseignements.

M. Dupras: Là-dessus nous sommes d'accord.

Puisqu'il nous reste encore un peu de temps je voudrais vous poser une autre question. Pour bien marquer votre intérêt à tout ce qui touche l'Amérique Centrale, vous avez décidé de vous y rendre personnellement. Je voudrais savoir quand ce voyage aura lieu et quels pays vous comptez visiter. Est-ce que des députés qui s'intéressent à la question pourraient vous accompagner, démontrant ainsi aux habitants de cette région que les événements d'Amérique centrale intéressent le Canada.

Le président: On pourrait décréter des vacances parlementaires et ainsi tous les députés pourraient s'y rendre.

M. Dupras: Je vous pose la question sérieusement car ce serait à mon avis une preuve que le Canada s'intéresse sérieusement aux événements d'Amérique centrale.

[Texte]

what is happening in Central America of Canada's growing interest.

Mr. MacEachen: I am overwhelmed with the response to this suggestion.

Presently my plan is to go to Panama, Honduras, not El Salvador, not Guatemala, Nicaragua and Costa Rica.

The Chairman: When you say not, not—is it yes, yes, no, no and yes, yes?

Mr. Dupras: Is Nicaragua included?

Mr. MacEachen: Nicaragua is in, yes.

I am going to four countries, and I am taking about two weeks to do it. I cannot do them all.

The Chairman: Mr. Dupras, this is your last question, because time is running out.

Mr. Dupras: I know that you would have no problem in finding a few of your colleagues in the House of Commons to accompany you because of the interest of some of us in what is happening there. I know that this demonstration by Canadians of their interest in the area will be a clear indication that we are concerned.

Mr. Kissinger made a remark recently about the restructuring of NATO. In view of what happened in the Caribbean not too long ago, I wonder if it would be the time now for Canadians to request that this whole question be examined again. Is it time to have this alliance re-examined again after a long time?

Mr. MacEachen: We are, Mr. Dupras, now engaged in a revisitation of Mr. Harmel who was responsible for developing with others the political and military doctrines of NATO. We are doing the political side—we are not doing the military side because I do not think the countries at large feel, if I may put it frankly, that this is the right moment to do that. I do not think anyone would object to the substance of your suggestion, namely, that we ought to be ready to examine the assumptions upon which this alliance is built and upon which it is operating, but it is a question whether a formal re-examination should be undertaken at a time when we are in the midst of a very difficult deployment exercise in Europe. If I were to express my feeling of what I get at the ministerial meetings, I think that would be it. They want to get this big issue presently digested, so to speak, politically before moving on, because the re-examination, however necessary, might be difficult to conduct in the present circumstances. But that is my personal view.

• 1640

Mr. Dupras: But it may take some time before it is appropriate to do so.

Mr. MacEachen: I think it will be appropriate when all the allies are ready to do it.

Mr. Dupras: That may take some time.

Mr. MacEachen: Yes, but it requires a consensus.

[Traduction]

M. MacEachen: J'apprécie beaucoup votre proposition.

J'ai l'intention de me rendre à Panama, au Honduras, au Nicaragua et à Costa Rica mais non pas au Salvador et au Guatemala.

Le président: Je n'ai pas bien compris les pays qui sont inclus et ceux qui sont exclus.

M. Dupras: Le Nicaragua est inclus?

M. MacEachen: Oui je me rendrai au Nicaragua.

Je compte consacrer quinze jours pour me rendre dans ces quatre pays. Je n'ai pas assez de temps pour aller partout.

Le président: Ce sera votre dernière question monsieur Dupras.

M. Dupras: Je suis sûr que certains de vos collègues à la Chambre des communes ne demanderaient pas mieux que de vous accompagner, ce qui prouverait à tous que le Canada s'intéresse vivement à ce qui se passe dans cette région du monde.

M. Kissinger a parlé récemment d'une restructuration éventuelle de l'OTAN. Eu égard aux événements qui se sont déroulés récemment dans les Antilles, je me demande si nous ne devrions pas exiger que cette question soit effectivement mise à l'ordre du jour.

M. MacEachen: Nous nous sommes justement entretenus avec M. Harmel qui est chargé de l'élaboration des doctrines politiques et militaires de l'OTAN. Nous nous intéressons plus particulièrement à l'aspect politique des choses, car les pays membres de l'Alliance ne sont pas d'avis que le moment est bien choisi pour aborder les problèmes militaires. En principe ce serait une excellente idée de revoir les principes qui soutiennent l'Alliance; mais la question se pose de savoir s'il est opportun de le faire juste au moment où l'OTAN a entrepris le déploiement de nouveaux missiles en Europe. C'est la conclusion qui se dégage des réunions ministérielles. Il faudrait donc d'abord compléter ce déploiement et ce n'est qu'ensuite qu'on pourrait s'attaquer aux questions de principe de l'Alliance atlantique. Voilà ce que j'en pense.

M. Dupras: Cela pourrait prendre du temps dans ces conditions.

M. MacEachen: Il faudra attendre que tous les pays membres de l'Alliance soient prêts à le faire.

M. Dupras: Cela risque de prendre du temps.

M. MacEachen: En effet mais il faut que tout le monde soit d'accord.

[Text]

Mr. Dupras: Yes. Thank you.

The Chairman: I know I am running into trouble towards the end. As always, it is my task to be unpopular. But quickly now, please, the official critic of the New Democratic Party, the Hon. Member from New Westminster—Coquitlam, Dr. Jewett, please.

Miss Jewett: Thank you, Mr. Chairman. Welcome to the Minister.

Let me just follow up a moment on that excellent suggestion that the Minister should be accompanied on his trip to the four countries in Central America by Members of all three parties. The Minister will undoubtedly agree it was just absolutely fabulous having two of us present at Stockholm that first week, when all the foreign ministers were there. I have only one small qualm remaining about that, and it is this: I do believe I had the shortest answer from the Minister I have ever had in my life when he told us he was going to see Mr. Gromyko that afternoon. I asked if I could go with him to see Mr. Gromyko, and the Minister said no.

The Chairman: We always accuse the Minister of being evasive, my God. Maybe he meant yes.

Miss Jewett: I welcome the suggestion and hope we will all be able to go with the Minister when he is having some of his important consultations.

I wanted to follow up also on this question of having observers at the elections. I do not believe the Minister has made it clear what evidence there is that the situation has improved in El Salvador over the period of time when we said we would not be sending observers at the last elections. Particularly, what evidence is there that the left of centre, mildly left of centre or anything to the left of the Christian Democrats—in other words, the equivalent of the NDP—is going to be able to run candidates? Does he have evidence that that is going to...? What makes a fair election is when you have all shades of the political spectrum participating, assuming this is possible in conditions of civil war. What evidence does he have that that change has come about, which would justify and legitimate our sending observers?

Mr. MacEachen: Through you Mr. Chairman, I am worried about the suggestion that the sending of observers somehow adds legitimacy to the electoral process. I do not believe that. I believe that, if the process is legitimate or illegitimate, then the observers ought to report that. If certain important elements in the community—including the left of centre, the NDP or a grouping of that quality—are excluded, then would it not be useful to have it stated by the observer group? I think I was not principally directed by a vastly changed situation, although I think the situation has changed somewhat, but by the necessity of getting the best possible information.

Miss Jewett: But why does the Minister think they are going to be able to do that? For example, will they have time to talk to some of the people at, say, the Jesuit university, since the main university remains closed? Will they have an opportunity to find out what the situation is for the kind of political movements I am talking about?

[Translation]

M. Dupras: Merci.

Le président: Je sais que je vais avoir des ennuis car ma tâche n'est jamais populaire. Je donne la parole à M^{lle} Jewett N.P.D. de New Westminster—Coquitlam.

Mlle Jewett: Merci.

Je voudrais endosser la suggestion que le ministre se fasse accompagner par des représentants des trois partis lors de ses déplacements dans les quatre pays d'Amérique Centrale. De même c'était formidable lorsque deux députés canadiens ont pu assister à Stockholm à la réunion des ministres des affaires étrangères. Je n'aurais qu'une chose à signaler à ce propos. Lorsque j'avais demandé à M. MacEachen si je pouvais l'accompagner pour son entrevue avec M. Gromyko, il m'a répondu par un bref non.

Le président: Peut-être qu'en réalité il voulait dire oui.

Mlle Jewett: J'espère donc que nous pourrions accompagner le ministre à l'occasion de certaines importantes consultations.

En ce qui concerne l'envoi d'observateurs aux élections du Salvador, je ne vois pas très bien en quoi la situation s'est améliorée depuis notre refus d'envoyer des observateurs à l'occasion des dernières élections dans ce pays. Je voudrais notamment savoir si les partis de centre gauche qui sont l'équivalent de notre NDP pourront participer à ces élections. Pour que des élections soient valables, il faut que toutes les tendances politiques puissent participer et exprimer leurs vues, ce qui est aléatoire en période de guerre civile. Qu'est-ce qui a changé depuis les dernières élections pour justifier que nous acceptions d'envoyer des observateurs cette fois-ci?

M. MacEachen: Le fait d'envoyer des observateurs ne renforce nullement la légitimité des élections elles-mêmes. Ce sera justement aux observateurs d'en juger. Si on ne permet pas au centre gauche de participer au déroulement des élections, nos observateurs pourront justement nous le signaler. Je ne pense pas que la situation a évolué tellement que ça mais j'estime néanmoins qu'il est utile pour nous d'être renseignés sur ce qui se passe dans ces pays.

Mlle Jewett: Je me demande si les observateurs parviendront à réunir des renseignements valables. Pourront-ils se rendre à l'université Jésuite, les autres universités étant toujours fermées? Pourront-ils apprendre dans quelle mesure les partis de centre gauche sont autorisés à participer au déroulement des élections.

[*Texte*]

Mr. MacEachen: I think they will have some opportunity to make some reasonable conclusions.

• 1645

If Mr. Fairweather and the others say, well, look, we were not given an opportunity even to find out, and we cannot draw a conclusion, I would expect him to say that also, because I think it is as much to determine some of the questions you have asked that the observers should go as the electoral process.

Miss Jewett: The Minister probably will agree with me that it shows, though, that being on the spot for six days is pretty limited compared with what it would have been two or three years ago had the government realized that we needed a permanent presence in Salvador and Managua, not just a six-day on-the-spot presence.

Does the Minister have any intention yet —maybe he will now that the British have decided to strengthen their forces in the field, so to speak—in External Affairs?

Mr. MacEachen: Well, we have . . .

Miss Jewett: I know what we have now, Mr. Minister.

Mr. MacEachen: Yes. But I think we can do the job as well as the additional two people which the British intend to put there, I understand.

Miss Jewett: No, I think they have more than that in mind. Three capitals.

Mr. MacEachen: One person in each capital.

Miss Jewett: No, I believe it is more than one.

Mr. MacEachen: Well, that is my recollection.

Miss Jewett: Anyway, it would be nice if we could do even that, would it not?

May I turn, Mr. Chairman, to another matter, which I do not believe has been brought up yet this afternoon. It concerns weapons testing and the weapons testing agreement and what is likely to come under the umbrella agreement; what kind of requests are likely to come.

The Minister will remember last year I had been reading the 1984-1985 budget at the U.S. Department of Defense and discovered that they were phasing out the present cruise missile and phasing in what is nicknamed the "stealth cruise"—it is a cruise missile with stealth technology. The Minister, when I asked him in the House whether we would then be likely asked to test next the new stealth missile, said no; and although he tried to correct himself four days later, he did suggest that I was just resting these questions on rumours and so on. I wanted to remind him again that I was not resting them on rumours, I was resting them on actually a statement of the Department of Defense in the United States. Therefore when I ask him the following questions, I am not basing these questions on rumours, any more than I was last year when I inquired about the stealth missile, as it is nicknamed.

I will go this far. I have heard that —this is from reputable sources . . . there is likely to come fairly soon a request to test

[*Traduction*]

M. MacEachen: Je pense qu'ils devraient pouvoir tirer des conclusions valables.

Si à son retour, M. Fairweather nous apprend qu'on ne lui a pas permis de faire la lumière sur toutes ces questions, au moins nous serons fixés.

Mlle Jewett: Envoyer quelqu'un sur place pour six jours est bien peu de choses et il aurait fallu il y a déjà deux ou trois ans avoir une représentation canadienne permanente au Salvador.

Maintenant que les Britanniques ont fait savoir qu'ils renforceraient leur représentation, avez-vous l'intention d'en faire autant?

M. MacEachen: Nous avons . . .

Mlle Jewett: Je sais ce que nous avons en ce moment.

M. MacEachen: Nous pouvons faire autant que ce que les Britanniques feront avec les deux nouvelles personnes qu'ils comptent envoyer sur place.

Mlle Jewett: Ce sera plus que deux personnes. Ils seront représentés dans trois capitales.

M. MacEachen: Une personne dans chaque capitale.

Mlle Jewett: Il y en aura plus d'une.

M. MacEachen: C'est ce dont je crois me souvenir.

Mlle Jewett: Ce ne serait pas si mal si nous en faisons autant.

Je voudrais maintenant aborder la question de l'accord sur l'essai d'armes, question qui n'a pas encore été soulevée cet après-midi.

J'avais appris l'an dernier à la lecture du budget du ministère de la Défense américain pour 1984-1985 que les États-Unis allaient remplacer l'actuel missile cruise par un missile dit silencieux ou indétectables. En réponse à une question que je vous avais posée à la Chambre, vous m'aviez assurée que les tests sur ce nouveau missile ne seraient pas effectués au Canada; vous aviez d'ailleurs laisser entendre que mes questions étaient fondées sur des rumeurs, alors qu'en réalité elles étaient basées sur des déclarations du ministère de la Défense des États-Unis. Je tiens donc à préciser que les questions que je vous pose maintenant, comme celles que je vous posais l'an dernier, ne sont pas le moins du monde basées sur des rumeurs.

Donc je tiens de bonne source que le gouvernement américain va nous demander très prochainement d'effectuer des

[Text]

the stealth missile, and what the United States government has in mind for future test requests of Canada includes both anti-satellite and ABM weapons or technology. Although there is some difference among the experts about what is stabilizing and what is destabilizing, it seems to me there is general agreement, as I read them, that the stealth missile, the anti-satellite, and the ABM weapons or technology are among the most—not among, but are the most—destabilizing areas of new weapons development. Although there is no clear evidence yet for ABM and anti-satellite requests, these are the new frontiers, as the Minister knows, in U.S. weapons research and development . . . these are the new frontiers . . . and Canada would, in the minds of most of the experts on this, be an ideal, and perhaps in their minds even a necessary, location for the testing of low-level anti-ballistic missile systems and missiles for both ABM and anti-satellite.

My question to the Minister, then, is this. Will the Canadian government, since in the words of the Prime Minister it is particularly concerned about destabilizing areas of new weapons development, and particularly anti-satellite and ABM anti-ballistic missile systems, say to the committee now, and through the committee to the people of Canada, that we will not accept a request to test any further—whenever the request may come . . . stealth cruise, anti-satellite, or ABM weapons or technology?

• 1650

Mr. MacEachen: I cannot give that assurance, Mr. Chairman, that we will never test, because any request has to be examined by the Minister of National Defence and has to be submitted to Cabinet for approval, as we did on the Cruise. I certainly would not attempt to bind, one way or another, either the Minister of Defence, in bringing forward a recommendation, or the Cabinet. But let me tell Dr. Jewett that we do not have any obligation to test any further new request. We can decide that yes or no, as we wish.

Miss Jewett: I guess I am asking the Minister, in view of the Prime Minister's concern, particularly about anti-satellite and anti-ballistic missile systems and technology, in view of the Prime Minister's awareness that these are the frontiers, that this is the next step, this is what we will likely be asked to test, has there not even been any discussion yet about this? Do we just wait until the tests come? Have we not said at any time up to now to the United States government that, given our concern about the three most destabilizing areas as I have already listed them, including the stealth missile, have we not given some kind of indication, because of our expressed concern about these, we therefore will not be a likely partner in the development of those technologies?

Mr. MacEachen: Mr. Chairman, I am sure the concerns that the Prime Minister has expressed, and which we all share, about weapons and their destabilizing potential would obviously be reflected in any decision that would be taken. I do not see any virtue in saying to the United States now, in the absence of any request, do not come forward, do not speak to us about a matter of that kind, especially in light of the fact that we have concluded an umbrella agreement with the

[Translation]

essais sur les missiles silencieux et éventuellement des essais sur les missiles antisatellites ainsi que les missiles antibalistiques. Même si l'unanimité n'est pas encore faite sur la définition d'armes stabilisantes et déstabilisantes, je pense que tout le monde est d'accord pour dire que les missiles silencieux, les missiles antisatellites et antibalistiques sont extrêmement déstabilisants. Même si on ne nous a pas encore demandé de tester les missiles antibalistiques et antisatellites, il est tout à fait évident que le Canada serait l'endroit idéal pour tester cette nouvelle génération d'armes qui représente la technologie de pointe.

Le Premier ministre s'étant lui-même déclaré très préoccupé par le caractère déstabilisant des missiles antisatellites et antibalistiques, pouvez-vous nous assurer que le Canada opposera une fin de non recevoir à toute demande d'essai de ce genre de missile.

M. MacEachen: Je ne peux pas donner l'assurance, monsieur le président, que nous ne procéderons jamais à d'autres essais. En effet, chaque demande doit être examinée par le ministre de la Défense nationale puis soumise au Cabinet pour approbation, comme ce fut le cas pour le *Cruise*. Je ne voudrais certainement pas lier les mains d'une façon ou d'autre autre soit au ministre, soit au Cabinet. Tout ce que je puis dire à M^{lle} Jewett c'est que nous ne sommes pas forcés de procéder à d'autres essais. Nous pouvons répondre oui ou non.

Mlle Jewett: Compte tenu de la préoccupation du Premier ministre relativement au missile antisatellite, au missile antibalistique et à cette nouvelle technologie, relativement au fait qu'il s'agit là de la nouvelle étape, que c'est pourquoi nous serons appelés à procéder à des essais à l'avenir; ce que je voudrais savoir du ministre, c'est s'il y a déjà eu des discussions engagées à ce sujet. Devons-nous simplement attendre le début des essais? Compte tenu de notre inquiétude au sujet de ces trois éléments parmi les plus déstabilisateurs, y compris le missile indétectable, avons-nous à quelque moment que ce soit indiqué aux États-Unis notre désir de ne pas participer au développement de cette nouvelle technologie?

M. MacEachen: Je suis sûr que les préoccupations du Premier ministre, que nous partageons tous, d'ailleurs, au sujet des nouvelles armes et de leur effet déstabilisateur seront reflétées dans quelque décision que nous serons appelés à prendre à l'avenir. Pour l'instant, en l'absence de toute demande de leur part, je ne vois quel avantage il y aurait à dire aux États-Unis de ne pas communiquer avec nous, d'autant plus que nous venons de conclure avec eux une entente cadre

[Texte]

United States on over-all weapons testing. Under that agreement it is possible for the United States to make a request; it is possible for Canada to say no. I have no information that the United States is coming forward with a new request that will be even . . .

Miss Jewett: You did not know about the stealth missile last year either.

Mr. MacEachen: I am ready to study the member's wisdom, but I think she will recall that there was some difference as to whether she was not incorrect herself in ascribing new properties to what she described as the stealth weapon, so I am not going to redebate that. I did look into it and there was some considerable doubt whether, in talking about a stealth weapon, she had accurately described a new weapon with different characteristics or more destabilizing characteristics—but I am no weapons authority.

Miss Jewett: Mr. Chairman, I would hope, however, the Canadian public would have some assurance that the Canadian government, both the Minister's department and the Department of National Defence, would at least be looking at what is likely to be on the horizon of new weapons development in the United States, and what we are therefore, under the umbrella agreement, likely to be asked to test. When they get the facts of what we are going to be asked to test, will the government—and I am asking him now—if they accord with what my information is of the new weapons systems and technology that we will be asked to test, then think very seriously indeed about negotiating out of the umbrella agreement?

Mr. MacEachen: Mr. Chairman, the Hon. Member has raised a question as to whether we are aware of, or giving additional weight to, the question of weapons development.

• 1655

We have, as the Hon. Member knows, addressed this question in the Speech from the Throne, and we intend to establish, to increase our awareness and our competence in the field of peace and security, a new centre. I hope that body, when its terms of reference are laid out in the House of Commons, will allay some of the concerns of the Hon. Member that we are increasing our capacity and our ability to examine weapons development and weapons technology. I think it is very important that we do so. I think we have some competence within the government at the present time, but I believe there is limited competence across the country in this field, and we want to increase that competence as much as we can through this new centre. I think that is a very real concern, which we will be addressing quite promptly.

Miss Jewett: Can the Minister say how promptly?

Mr. MacEachen: I hope to introduce legislation within a very short time into the House of Commons to create this new centre or institute that will be dedicated to peace and security and that will have a competence in the field of—I guess one

[Traduction]

sur les essais d'armes. Cette entente justement permet aux États-Unis de présenter des demandes et au Canada de dire non s'il le désire. Pour l'instant, je n'ai aucune information voulant que les États-Unis soient prêts à nous faire une nouvelle demande . . .

Mlle Jewett: Vous ignorez également ce qu'il en était au sujet du missile indétectable l'année dernière.

Mr. MacEachen: Je veux bien essayer de profiter des connaissances de l'honorable député, mais je lui rappelle qu'il est possible qu'il se soit trompé lui-même au sujet des propriétés de cette nouvelle arme qu'il a appelée une arme indétectable. Je ne veux pas rouvrir le débat, mais j'ai vérifié et je me suis rendu compte qu'il y a de nombreux doutes sur les propriétés de cette arme indétectable et sur son effet déstabilisateur. Cependant, j'admets que je ne suis pas une autorité en matière d'armement.

Mlle Jewett: J'espère simplement que le public canadien peut avoir quelque assurance que le gouvernement du pays, tant qu'il est au niveau du ministre qu'au niveau de la Défense nationale, saura prévenir les coups pour ce qui est de la mise au point de nouvelles armes aux États-Unis et de la possibilité que ces nouvelles armes soient mises à l'épreuve au Canada en vertu de l'entente cadre. Lorsque les faits seront connus, s'ils concordent avec ceux qui m'ont été communiqués relativement aux nouvelles armes et à la nouvelle technologie que nous pourrions être appelés à mettre à l'essai, le gouvernement pensera-t-il sérieusement, je pose d'ores et déjà la question au ministre, à négocier son retrait de l'entente cadre?

M. MacEachen: Le ministre veut savoir si nous sommes au courant de la question des nouvelles armes et si nous y accordons une attention sérieuse.

Comme l'honorable député le sait très bien, nous avons abordé cette question dans le discours du Trône. Afin de nous aider à mieux en prendre conscience et accroître nos connaissances en matière de paix et de sécurité, nous avons l'intention de créer un nouveau centre. Il est à espérer que lorsque le mandat de ce centre sera soumis à la Chambre des communes il servira à rassurer l'honorable député au sujet de notre capacité d'examiner le développement et la technologie des nouvelles armes ainsi que notre compétence en la matière. Il est très important que nous travaillions en ce sens. Nous avons déjà une certaine compétence en la matière à l'intérieur du gouvernement, mais il est exact que dans l'ensemble du pays ce n'est peut-être pas le cas. Nous voulons donc accroître le niveau des connaissances avec ce nouveau centre. C'est une question que nous considérons comme très importante et au sujet de laquelle nous voulons faire quelque chose très rapidement.

Mlle Jewett: Très rapidement signifiant quoi?

M. MacEachen: J'espère très bientôt être en mesure de présenter à la Chambre des communes une loi qui créera ce nouveau centre ou ce nouvel institut voué à la paix et à la sécurité et destiné à accroître le niveau de compétence dans ce

[Text]

would prefer to say "disarmament" rather than "arms", but I think they are not separable conceptually.

Miss Jewett: Arms control and disarmament should be linked.

Will the Minister assure us that he is looking at the organization of SIPRI, particularly, in terms of its parliamentary accountability, when he is examining the recommendations for this new agency?

I am sorry. I am talking about the constitution of SIPRI, the Swedish . . .

Mr. MacEachen: Yes, we are looking at that.

Miss Jewett:—in terms of its parliamentary accountability.

Mr. MacEachen: I will look at it in terms of its parliamentary accountability. I was looking at it particularly in how the organization would have adequate liberty to function and still make a contribution to the ongoing process of decision-making within a government. How that is to be done, I am not quite sure. We can debate this when the Bill comes forward. But I think there will be some elements which you will endorse.

The Chairman: Thank you, Madam.

Now I will recognize Mr. Laniel. But I want things to be clear. Dr. Jewett is an official critic. She has had the same time as Mr. Kilgour and Mr. Hudecki: according to my records, exactly 16 minutes each. I know you are indicating to me—and it is difficult to chair when I have the Minister who has to leave at 5:00 o'clock. I do not know when he will be coming back. So try to understand the Chair. I am under pressure, and it is all your fault.

Mr. Laniel.

Mr. Laniel: I will try to be expeditious, because the purport of my first question has partly been answered by the Minister.

I would like to ask you, Mr. Minister, what do we as a Canadian government plan to do to further the peace initiative of Mr. Trudeau towards his first proposal? We talk about arms control, disarmament, arms reduction, use of NATO—we are not a silent partner in NATO—and all that. We will attend and contribute to all of the world meetings to that effect. But I am not sure we have succeeded in convincing the five nuclear powers to meet together and look at the question at that level, unless we have not been told about this. We know everybody has his small autonomy that he wants to keep, particularly the two big powers, but also the French and the English; they want to stay out of those balanced reductions in Europe and all that.

What can Canada do to be a further voice? It is regrettable that Mr. Trudeau had to go at this time, making that kind of a deadline for him in his political life. At the same time, there is an American election, and everybody is busy talking about

[Translation]

champs d'activité que l'on pourrait appeler «le désarmement» plutôt que «les armes».

Mlle Jewett: Le contrôle des armes et le désarmement ne devraient faire qu'un.

Le ministre peut-il nous donner l'assurance qu'il examine l'organisation du SIPRI, surtout pour ce qui est de la façon dont il est appelé à rendre compte au Parlement, en vue de la création de ce nouvel organisme?

Je m'excuse. Je veux parler de la constitution du SIPRI, l'institut de Stockholm . . .

M. MacEachen: Nous examinons en effet le fonctionnement de cet institut.

Mlle Jewett: . . . pour ce qui est de son degré d'imputabilité au Parlement.

M. MacEachen: Je le ferai pour ce qui est de son degré d'imputabilité au Parlement. J'essayais de voir jusqu'ici comment l'organisme pourrait fonctionner le plus librement possible tout en ayant un rôle à jouer dans le processus de décision du gouvernement. Je ne suis pas sûr comment nous pourrions y arriver. Nous pouvons en discuter lorsque le projet de loi sera déposé. J'ai bon espoir cependant que vous puissiez accepter d'emblée certains éléments du projet de loi.

Le président: Merci.

Je cède maintenant la parole à M. Laniel. J'en profite pour préciser un point. M^{le} Jewett est le critique officiel de son parti. Elle a eu le même temps que M. Kilgour et M. Hudecki, soit exactement 16 minutes. Je sais que vous voulez attirer mon attention, mais je vous demande de comprendre la présidence compte tenu du fait que le ministre doit quitter à 17 heures. Je ne sais pas quand il pourra revenir. Ce qui est certain, c'est que la présidence est dans une situation difficile et que c'est de votre faute.

Monsieur Laniel.

M. Laniel: Je vais essayer d'être le plus bref possible, d'autant plus que le ministre a déjà répondu en partie à l'essentiel de ma première question.

Je voudrais d'abord savoir, monsieur le ministre, ce que le gouvernement canadien entend faire pour donner suite à l'initiative de paix entreprise par M. Trudeau dans un premier temps. Nous parlons du contrôle des armes, du désarmement, de la réduction des armes, de l'OTAN, nous ne sommes pas un membre silencieux de l'OTAN, et caetera. Nous participons à tous les forums mondiaux sur le sujet. Il reste que nous ne sommes pas encore parvenus à convaincre les cinq puissances nucléaires de se réunir pour discuter de la question, à moins de nouveaux développements dont nous n'aurions pas été avisés. Nous savons que chacun souhaite garder son autonomie, surtout les deux grandes puissances, mais également la France et le Royaume-Uni. Ils souhaitent être tenus à l'écart de la réduction équilibrée des forces en Europe et le reste.

Que peut faire le Canada pour se faire entendre davantage? Il est regrettable que M. Trudeau ait décidé de se retirer à ce moment-ci de sa vie politique. Entre-temps, il y a des élections aux États-Unis et tout le monde discute du phénomène Hart.

[Texte]

Hart in the United States and they are forgetting too quickly about all these objectives. What can we do to pursue that loud voice that Mr. Trudeau has given us, an awareness to the world, towards peace and the prevention of another world war.

• 1700

Mr. MacEachen: Mr. Trudeau is going to continue his efforts until, presumably, the mid-summer and he will continue to pursue the objectives of the peace initiative.

You asked in particular about the five-power nuclear conference. I believe we have already made our views known to the five nuclear powers. You know that there has not yet been any readiness to participate in any such conference, but I think we have to continue the effort. We have to continue it at the United Nations; we have to try to enlist the further support of the Secretary General of the United Nations to see whether in that context there could be some discussions among the five nuclear powers. I do not think it is going to be automatic or easy.

Mr. Laniel: Could we think of calling some world meeting excluding the five powers if they do not want to move, and pass a resolution of the world, except them, to the effect that they should assume a full responsibility towards such requests by the world united, not only begging them but pressing them to answer and to act upon, at least to show a will by meeting.

Mr. MacEachen: I believe, Mr. Laniel, that at the United Nations, for example, on particular items of disarmament, there has been a pretty universal call for certain actions that have not yet been adhered to by the super-powers or the nuclear powers. I have in mind the comprehensive test ban, for example, which has received, as I recollect, very large support at the UN. I think your idea is interesting but I wonder whether the countries can be brought around through those methods at this particular time. I think we have to pursue the efforts. Some of them say, for example, well the big problem is with the United States and the U.S.S.R. and when those two countries make some progress in getting down their huge arsenals, then talk to us. That is an attitude that has been taken. Certain countries express certain conditions as to when they would participate in a five-power conference.

Mr. Laniel: You know, Mr. Minister, as much as I do that the youth of this country does not want to wait too long.

I have another very short subject, Mr. Chairman, and it is on Cyprus. The United Nations Security Council unanimously decided to prolong the mandate of the Peace Force in Cyprus on the 15th for an extra six months by Resolution 544. The Commonwealth Summit Conference has unanimously condemned the declaration of Turkish Cypriot authorities to create a secessionist state in Northern Cyprus. This has a real impact, I think, not only on the future of Cyprus but on the presence of the Canadian peace mission in Cyprus.

[Traduction]

On a tendance à oublier trop rapidement ces objectifs. Que pouvons-nous faire pour faire entendre encore davantage cette voix forte que M. Trudeau nous a donnée, avec ce nouvel intérêt pour la situation mondiale en vue du maintien de la paix et de la prévention d'une autre guerre mondiale?

M. MacEachen: M. Trudeau poursuivra sans doute ses efforts jusqu'au milieu de l'été et continuera de promouvoir ses objectifs de paix.

Vous avez mentionné en particulier la conférence des cinq puissances nucléaires. Je pense que nous leur avons déjà fait connaître nos vues sur le sujet. Même si nous n'avons pu obtenir une indication de leur part qu'elles sont prêtes à participer à une telle conférence, nous poursuivrons nos efforts. Nous continuons également notre travail aux Nations Unies. Nous devons en particulier essayer de voir si nous ne pouvons pas obtenir un appui accru du secrétaire général des Nations unies en vue de discussions entre les cinq puissances nucléaires. Ce qui est certain, c'est que ce ne sera pas facile à réaliser.

M. Laniel: Ne pouvons-nous pas convoquer un forum mondial formé des pays autres que ces cinq pays si ces derniers ne veulent rien faire, et faire adopter par les autres pays du monde une résolution enjoignant à ces cinq pays d'assumer leurs responsabilités, de montrer leur bonne volonté au moins en se réunissant entre eux?

M. MacEachen: Il y a déjà eu aux Nations Unies, monsieur Laniel, dans le cas de la discussion sur le désarmement, des appels universels en vue de mesures que n'ont pas encore acceptées les superpuissances ou les puissances nucléaires. Je songe en particulier à l'interdiction totale des essais qui a reçu, si je me souviens bien, un très large appui aux Nations Unies. Votre idée est intéressante, mais je me demande si ce serait vraiment une façon de forcer ces pays à agir dans le contexte actuel. Nous devons quand même poursuivre nos efforts. Il y a des pays qui disent, par exemple, que le problème tient surtout aux États-Unis et à l'U.R.S.S. actuellement. Lorsque les États-Unis et l'U.R.S.S., disent ces pays, auront fait des progrès en vue de réduire leur gigantesque arsenal, nous serons prêts à discuter. C'est l'attitude qu'ils ont prise jusqu'ici. Certains pays posent des conditions quant à leur participation éventuelle à une telle conférence des cinq puissances nucléaires.

M. Laniel: Vous savez aussi bien que moi, monsieur le ministre, que la jeunesse de ce pays ne va pas attendre indéfiniment.

J'ai un autre point très court que je voudrais aborder avec vous, il s'agit de Chypre. Le 15, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé à l'unanimité de proroger le mandat de la force de paix à Chypre pour une autre période de six mois, par la résolution 544. La Conférence au sommet du Commonwealth, quant à elle, a condamné à l'unanimité la déclaration des autorités cyprotes turques, portant création un État séparé dans le nord de Chypre. Toute cette question a des répercussions non seulement sur l'avenir de Chypre, mais également sur la présence de la mission canadienne de paix à Chypre.

[Text]

I would like to know whether your department and whether the Canadian government is concerned about the developing situation and its danger, and about our presence there.

My second question regards the reference this committee was expecting last fall in regard to our general policy towards such initiatives in the world as the Canadian Peace Force. I wonder if you are coming to some kind of a decision towards that kind of reference.

Mr. MacEachen: Well, yes, I have already indicated my willingness to have a reference. I agreed at one time to have it on peacekeeping, and I still want it, but there is some difficulty.

• 1705

But there is now a desire to have a reference on the wider question of peace and security and disarmament, and I am quite prepared and the Prime Minister has communicated, I think, to the leaders of the other Parties our willingness to have a reference on the broad question of East-West peace and security disarmament; how we frame it.

I think it would be wide enough to embrace peace-keeping, if one wanted to study that, but that would be up to the chairman.

About Cyprus, I am concerned about the situation there. I am concerned at the fact that no progress, or minimal progress has been made in reaching a political settlement. We obviously disliked the unilateral declaration of independence by the Turkish-Cypriots, but I understand that the situation on the ground has not altered very much, and you are now telling me that the UN is asking us to extend our presence in Cyprus for another six months. When are we going to leave Cyprus? We have been there 20 years, and it seems to me that when I was in this job in the 1970s...

Mr. Laniel: That is why we need a separate reference.

Mr. MacEachen:—I was wondering when we were going to stop. And we are still there. We have a request now and I am going to take it to my colleagues in the Cabinet, and ask them: Should we stay in there or not? Our presence obviously is not contributing to a solution.

The Chairman: Before that happens, I think it is very politically important that some of us be on the record. I hope that before such a decision is taken the committee at least will have a chance to look into it. You know how strongly I feel about that, and I know how strongly some members feel about it. Some members are waiting so that members can get together for one order of reference, but I am on record, and I want it to be very clear that that is the order of reference that I have wanted since June of last year.

[Translation]

Je voudrais d'abord savoir si votre ministère ainsi que le gouvernement canadien dans son ensemble sont préoccupés par cette évolution de la situation et ses dangers possibles, et ont des inquiétudes pour ce qui est de notre présence dans ce pays.

Ma deuxième question, dans le même ordre d'idées, a trait au renvoi que devait obtenir ce Comité l'automne dernier relativement à la politique globale du Canada et à des initiatives mondiales comme la Force canadienne de paix. Je me demande si vous êtes parvenu à une décision au sujet d'un tel renvoi.

M. MacEachen: J'ai déjà indiqué que j'étais prêt à donner ce renvoi. J'ai même été d'accord à un certain moment pour qu'il porte sur le maintien de la paix. Je n'ai pas changé d'avis, mais il y a un problème.

Le désir d'un mandat sur la question plus large de la paix, de la sécurité et du désarmement se manifeste maintenant et je suis disposé—le premier ministre (M. Trudeau), je crois, en a fait part aux dirigeants des autres partis—à l'idée d'un renvoi portant sur la question plus large de la paix, de la sécurité et du désarmement dans le cadre des relations Est-Ouest.

Il devrait être suffisamment vaste pour englober la question des opérations de maintien de la paix, si le désir en est manifesté, mais la responsabilité de cette décision revient au président.

Quant à Chypre, la situation là-bas m'inquiète. Je m'inquiète qu'aucun progrès même minime en faveur d'un règlement politique n'ait été réalisé. Il est évident que nous désapprouvons la déclaration unilatérale de l'indépendance des Cypriotes turcs, mais je crois comprendre que la situation sur place n'a pas beaucoup changé et vous me dites maintenant que les Nations Unies nous demandent de prolonger notre présence à Chypre de six mois. Quand quitterons-nous Chypre? Cela fait 20 ans que nous y sommes et il me semble que lorsque j'étais ministre en 1970...

M. Laniel: C'est la raison pour laquelle il nous faut un mandat séparé.

M. MacEachen: ... je me demandais quand nous en partirions. Nous y sommes encore. Une demande nous a été faite et je vais la communiquer à mes collègues du Cabinet et leur demander: Devrions-nous ou ne devrions-nous pas rester? Il est évident que notre présence ne contribue pas à trouver une solution.

Le président: J'estime que politiquement, il est très important que certains d'entre nous se prononcent publiquement. J'espère qu'avant la prise d'une telle décision, le Comité aura pour le moins la possibilité d'y réfléchir. Vous connaissez mes fortes convictions à ce sujet et je connais les fortes convictions de certains députés également. Certains députés comptent sur un certain ordre de renvoi et, personnellement, je tiens à préciser que je réclame cet ordre de renvoi depuis juin l'année dernière.

[Texte]

Now, I thank Mr. Breau, Mr. Robinson, Mrs. Beauchamp-Niquet, Mr. Landers, Mr. Heap, Mr. Berger and now Mr. Roy to have given their turn so that Mr. McLean could be the last, but ...

Mr. McLean: I hope the Minister will be the last.

The Chairman: Well, that depends on the Minister. But, Mr. McLean, please understand that when I make a proposal to the Minister, I like it to be clear. Mr. McLean, please.

Mr. McLean: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister, I recognize the time, and I appreciate the courtesy of you staying beyond five o'clock.

The Chairman: And your colleagues, if you please.

Mr. McLean: And of the Chairman, and the Minister. There are several questions which maybe you or your officials could give some response to, and so in the moments that we have you may want to reflect on them, and I recognize these: First of all, following the conversations that we have had, and particularly those of us who are on the sub-committee on Latin America, and the situation in El Salvador, I wondered whether you would be prepared personally to meet Mr. Ungo who I understand will be in Montreal at a conference this weekend, and whether or not you would encourage the commission who are going—the observers—to be in touch with Mr. Ungo, since he represents a portion of people who will not be a part of the political situation?

My second question relates to the story this morning about refugee groups and concern about Guatemala, the new impositions which your colleague, the Minister of Employment and Immigration, has suggested.

In the sub-committee report, you will remember, Mr. Minister, that we recommended that in the volatile situation of Central America that there not be formal visa requirements for refugees, due to the danger of the situation, and I wonder whether you have spoken with Mr. Roberts about the implications of that particular action he has taken in his ministerial responsibility?

Third, relating to Central America, I am encouraged that you are going to travel. Those of us who are on the sub-committee are hopeful that the recommendation that the report will be reviewed annually, in terms of updating, which was the recommendation that the report be brought back and that we recall witnesses and renew that, is one that your trip will encourage, and that that action will encourage this committee to undertake that. Secondly, for those of us who spent 18 months on that, becoming involved again is not merely the matter of a trip, it is a matter of an ongoing commitment to the area.

One of the concerns that has come to our attention, Mr. Minister, is the matter of refugees and the proposals of the UNHCR to relocate Salvadoran and Guatemalan refugees who are currently on the Honduran border. This is being opposed by the Inter-Church Committee on Refugees and by

[Traduction]

Je tiens à remercier M. Breau, M. Robinson, M^{me} Beauchamp-Niquet, M. Landers, M. Heap, M. Berger et maintenant M. Roy pour avoir cédé leur tour afin que M. McLean puisse être le dernier, mais ...

M. McLean: J'espère que le ministre sera le dernier.

Le président: Cela dépend du ministre. Monsieur McLean, comprenez que lorsque je fais une proposition au ministre, j'aime qu'elle soit claire. Monsieur McLean, s'il vous plaît.

M. McLean: Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre, je sais l'heure qu'il est et je vous remercie de bien vouloir rester au delà de 17 heures.

Le président: Et vos collègues, s'il vous plaît.

M. McLean: Et le président, et le ministre. J'ai plusieurs questions à vous poser auxquelles vous-même ou vos collaborateurs pourriez nous donner des réponses. Premièrement, à la suite de nos conversations, et plus particulièrement ceux d'entre nous qui sont membres du Sous-comité sur l'Amérique latine, compte tenu de la situation du Salvador, je me demandais si vous seriez disposé à rencontrer personnellement M. Ungo qui, sauf erreur de ma part, sera à Montréal ce weekend pour participer à une conférence, et si vous ne devriez pas encourager les membres de la commission—les observateurs—à contacter M. Ungo étant donné qu'il représente une partie de la population qui ne participera à cet événement politique?

Deuxièmement, il y a cette histoire de ce matin au sujet des groupes de réfugiés et du Guatemala, et les nouvelles dispositions proposées par votre collègue le ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Vous vous souviendrez que dans le rapport du sous-comité, monsieur le ministre, nous avons recommandé qu'étant donné l'instabilité de la situation en Amérique centrale, les règlements concernant les visas ne soient pas appliqués aux réfugiés compte tenu des dangers de cette situation et je me demande si vous avez discuté avec M. Roberts des implications de cette mesure particulière qu'il a prise dans le cadre de ses responsabilités ministérielles?

Troisièmement, au sujet de l'Amérique centrale, vos projets de déplacement m'encouragent. Les membres du sous-comité espèrent que votre voyage encouragera l'application de notre recommandation de révision annuelle de ce rapport pour le mettre à jour, l'application de notre recommandation de rappel de témoins et de révision de ce rapport. Deuxièmement, pour ceux d'entre nous qui y ont consacré dix-huit mois, ce n'est pas ce simple voyage qui nous le dicte, mais notre engagement permanent envers cette région.

Monsieur le ministre, la question des réfugiés et les propositions de déplacement des réfugiés salvadoriens et guatémaltèques qui se trouvent pour le moment le long de la frontière hondurienne ont été portées à notre attention. Le Comité inter-églises des réfugiés et le Conseil international des agences

[Text]

the International Council for Voluntary Agencies in relationship to the preparation and the build-up for military action in Honduras.

A question: During your travels would you focus on or seek some information regarding that particular situation and the concerns that are being reflected to us from church and international voluntary concerns?

Mr. Minister, you have received a letter addressed to yourself and Ambassador Beaulne regarding Guatemala and the question of the special report of rapporteur Colville, urging a critical stance of the report. I would be interested to know, possibly in writing, your reaction and response to that representation, dated March 5, from the Inter-Church Committee on Human Rights, which was addressed to you yourself and Ambassador Beaulne, over the signature of Bishop Proulx.

Also, the task force on church and corporate responsibility wrote on January 12. They had written previously, on March 16, 1983, and again in July 1983, raising questions about Chile. In the reference of the subcommittee we had a number of recommendations about government action on Chile, particularly in relation to investment. In responses to that committee they posed two questions which apparently have been either ignored or overlooked.

In that letter there are questions on what Canadian policy governs our commercial relations with Chile. Does Canada observe any restrictions in regard to military sales to the country? What criteria are applied by you, as the responsible Minister, and by Canadian officials appointed to the World Bank and the Inter-American Development Bank in considering development loans to these institutions? They have received no acknowledgement or response to these letters. They have telephoned your office and have apparently spoken with junior officials. I wonder if you and your officials could see that the task force gets some response.

Mr. Chairman, I have two more representations and then I am finished. First I wish to say to the Minister that we were encouraged to receive the March 8 announcement about Canadian food aid to drought victims in Africa. In light of the story this morning on the first page of *The Globe and Mail* about church concerns in Africa, it would be reassuring to know if the government has assurances that food aid will reach the needy. There have been some questions raised on that.

Secondly, there is the question of other development assistance. For example, well-drilling programs and the whole question of new technology for food production in the drought area. What actions is the government taking as well as the food aid?

Lastly, Mr. Minister, as you and your officials will know, the 10th anniversary up-date of the Bucharest Conference on Population is being held in Mexico City this August. Along

[Translation]

bénévoles s'y opposent compte tenu de la préparation d'opérations militaires imminentes au Honduras.

Une question: au cours de vos déplacements, chercherez-vous à obtenir des renseignements concernant cette situation particulière et les inquiétudes dont nous ont fait part l'église et les groupes bénévoles internationaux?

Monsieur le ministre, vous avez reçu la même lettre que l'ambassadeur Beaulne concernant le Guatemala et la question du rapport spécial préparé par le rapporteur Colville et nécessitant une prise de position urgente. J'aimerais avoir, si possible par écrit, votre réaction à cette requête en date du 5 mars du Comité inter-églises sur les droits de la personne, que l'évêque Proulx vous a adressée ainsi qu'à l'ambassadeur Beaulne.

Le groupe d'étude sur la responsabilité des églises et des compagnies a également écrit une lettre en date du 12 janvier. Des lettres avaient déjà été écrites le 16 mars 1983 et en juillet 1983 au sujet du Chili. Notre sous-comité avait soumis un certain nombre de recommandations concernant l'action gouvernementale au Chili, tout particulièrement en ce qui concerne les investissements. Suite à ces recommandations, ce groupe d'étude a posé deux questions qui apparemment sont restées ignorées ou lettre morte.

Cette lettre pose des questions sur la politique canadienne régissant nos relations commerciales avec le Chili. Le Canada applique-t-il des restrictions quant aux ventes de matériel militaire à ce pays? Quels critères sont appliqués par vous, en tant que ministre responsable, et par les fonctionnaires canadiens nommés auprès de la Banque mondiale et de la Banque de développement inter-américaine lorsque ces institutions font des demandes de prêt de développement? Ils n'ont reçu ni accusé de réception ni réponse à ces lettres. Ils ont appelé votre bureau et apparemment n'ont pu communiquer qu'avec des subalternes. Pourriez-vous vous assurer, ainsi que vos collaborateurs, que ce groupe d'étude obtiendra certaines réponses?

Monsieur le président, j'ai encore deux choses à dire et j'en aurai terminé. Premièrement, je souhaite dire au ministre que l'annonce du programme d'aide alimentaire canadien aux victimes de la sécheresse en Afrique nous a encouragés. Compte tenu de l'article en première page du *Globe & Mail* de ce matin sur les inquiétudes de l'église en Afrique, il serait rassurant de savoir si le gouvernement a la garantie que cette aide alimentaire parviendra véritablement à ses destinataires. Certaines questions ont été posées à ce sujet.

Deuxièmement, il y a la question des autres programmes d'assistance. Par exemple, les programmes de forage de puits et toute la question de la nouvelle technologie pour la production alimentaire dans les régions frappées par la sécheresse. Quelles mesures prend le gouvernement dans ce domaine ainsi que dans celui de l'aide alimentaire?

Pour terminer, monsieur le ministre, comme vous-même et vos fonctionnaires le savez, la réunion marquant le dixième anniversaire de la Conférence de Bucarest sur la population

[Texte]

with other governments, Canada will send a delegation. I understand a delegation of only four people will be sent in this case, and there will be no parallel conference of voluntary agencies. Prior to the Special Session on Disarmament, this committee was encouraged to call witnesses in order to advise the government. My question is: Given the whole implications for foreign policy for international development, the questions of refugees, of youth, women, environment, food supply, aging, and all of these things that are on today's agenda in relation to population, is the Minister prepared to encourage this committee to call witnesses in preparation so that the government can be advised in terms of the delegation that goes to Mexico City in August?

Thank you, Mr. Chairman and Mr. Minister, for at least allowing me to express these concerns which I would have obviously have liked a longer period of time to dialogue about.

• 1715

The Chairman: Some of these concerns could be answered by writing to you. The Minister's office will receive a transcript of the minutes of today within 48 hours, so at least he could answer that part to satisfy the Hon. Member. As for the rest, I am in the hands of the Minister for the answer.

Mr. MacEachen: Mr. McLean has asked a very wide-ranging series of questions. He has particularly asked about the response to the Inter-Church Committee and I would hope that I would be able to provide that response very soon. Mr. McLean will then know what the attitude is.

I think he has raised a number of concerns about the criteria used by the Inter-American Development Bank on the disbursement of development funds. I can make some preliminary responses on that now, or I can do it later. I think it is a very difficult subject. We have taken the view that, in the disbursement of funds for development through the regional banks, we would be guided strictly by development criteria, for the simple reason that if we began to make these judgments through the banks on development issues, they would become, I think, very deeply politicized. They would also endanger certain programs that require continuity.

I will respond to that in more detail, but that argument has been a long, ongoing one. We had it at our recent colloquium on aid policy. Human rights and aid... what do you do? Do you cut a country off for abuses of human rights? The committee, which made a study on Central America, did have some very good conclusions, which we have—not 100%, but I think generally—been greatly influenced by. Your committee did make some observations on the development banks, but I think you more or less endorsed the policy we have been following.

I think it is a pretty good policy. I know that there are those who would ask us not to permit a development bank to support the development of a particular country because the ruling

[Traduction]

aura lieu en août à Mexico. Tout comme d'autres gouvernements, le Canada enverra une délégation. Je crois comprendre que cette délégation ne sera composée que de quatre personnes et qu'il n'y aura pas de conférence parallèle des agences bénévoles. Avant la session spéciale sur le désarmement, notre comité avait été encouragé à entendre des témoins dans le but de conseiller le gouvernement. Ma question est la suivante: compte tenu des implications de la politique étrangère sur le développement international, des questions de réfugiés, de la jeunesse, des femmes, de l'environnement, de l'approvisionnement alimentaire, du vieillissement, et de tous ces facteurs figurant à l'ordre du jour de cette conférence sur la population, le ministre est-il disposé à encourager ce comité à entendre des témoins pour préparer et conseiller cette délégation qui se rendra à Mexico en août?

Je vous remercie, monsieur le président et monsieur le ministre, de m'avoir pour le moins permis d'exposer ces problèmes auxquels j'aurais aimé, de toute évidence, consacrer plus de temps pour les débattre.

Le président: Il pourrait être répondu par écrit à certaines de ces questions. Le bureau du ministre recevra une transcription du compte rendu de la séance d'aujourd'hui dans les 48 heures, et il lui sera donc peut-être plus loisible de répondre à ce moment-là. Quant au reste, je m'en remets au ministre.

M. MacEachen: M. McLean vient de poser toute une série de questions assez variées. Il a tout particulièrement insisté sur la réponse au Comité inter-églises et j'espère être en mesure de donner cette réponse très bientôt. M. McLean saura alors quelle est notre position.

Je crois qu'il a posé un certain nombre de questions concernant les critères appliqués par la Banque de développement inter-américaine pour l'octroi de fonds de développement. Je pourrais donner quelques réponses préliminaires maintenant ou le faire ultérieurement. C'est une question très délicate. Nous avons décidé pour l'octroi de fonds de développement par l'intermédiaire des banques régionales que seuls les critères de développement devraient nous guider pour la simple raison que si nous commençons à porter des jugements, les critères politiques prendraient le pas sur les critères économiques. Cela mettrait également en danger certains programmes qui réclament une certaine continuité.

Je vous répondrais plus en détail mais c'est une controverse qui dure depuis des années. Il en a été question lors de notre récent colloque sur la politique d'aide. Les droits de la personnes et l'aide... Que faire?... Doit-on couper les fonds à un pays pour violation des droits de la personne? Le rapport du Comité ayant étudié l'Amérique centrale contenait d'excellentes conclusions qui nous ont—pas à 100 p. 100, mais d'une manière générale, je pense—grandement influencés. Vous avez fait quelques remarques concernant les banques de développement, mais je crois que vous avez plus ou moins approuvé notre politique.

Je crois que c'est une très bonne politique. Je sais que certains voudraient que nous ne permettions pas aux banques de développement de soutenir certains pays dont le régime ne

[Text]

regime is abusive of human rights. We know that some of these development projects have survived through several *coups d'état* in a particular country. One regime goes and another comes, but these developments can continue.

On Guatemala: On the visa requirement, there are a number of countries that required a visa, or where it was decided that a visa requirement was justified, and Guatemala was one of them. We are very conscious of the impact upon the refugee situation and the Minister of Employment and Immigration has announced, or is to announce, special support for a refugee movement from Guatemala. We are conscious of that.

On the other questions, I would be glad to answer them in detail.

The Chairman: If the Minister would like to answer them in detail and send a copy to the member who asked the question, a copy to the clerk and one to me, at the next meeting, or any meeting, I could add them, with consent, to the minutes of that meeting.

• 1720

Mr. Yurko: Thank you, Mr. Chairman. It will be very short and very specific.

Mr. Minister, I just want to indicate that 14,000 Canadians now visit Russia annually and 6,000 Russians are coming back here, and the majority of these visitors to Russia are western Canadians. The tourist potential is enormous. These western Canadians have to fly through Mirabel and make several stops to get there, and as a result of your visit with the Prime Minister to Russia and the increased relations we will be having in the future between these two countries, I am asking you specifically if you have under active negotiation or discussion a possible western Canada—Russia route over the Pole, specifically Edmonton—Leningrad; or is there some other possibility that you can think of? Are you discussing it; are you going to discuss it; and why should you not, if you are not?

Mr. MacEachen: I cannot answer the question. I do not know whether there are any discussions. I have not heard about them.

Mr. Yurko: I see.

Mr. MacEachen: We have just had an interruption in Aeroflot services.

I will get an answer for you on this subject.

Mr. Yurko: Excellent.

Mr. Kilgour: I want a flight to Kiev.

The Chairman: When everybody wants to have something concrete, then—you get nothing by asking too much.

May I at this time, in front of the Minister, welcome a very particular guest of Canada . . .

. . . le secrétaire général de l'Assemblée nationale populaire du Congo, M. Victor Batomini, qui est venu étudier parmi nous notre procédure de comité et autres. Nous vous souhaitons donc la bienvenue.

[Translation]

respecte pas les droits de la personne. Nous savons que certains de ces projets de développement ont survécu à plusieurs coups d'État dans ces pays. Les régimes se suivent mais ces projets peuvent continuer.

Le Guatemala. Nous réclamons un visa pour les ressortissants d'un certain nombre de pays, tout comme dans les cas où nous avons décidé que la demande d'un visa était justifiée, et le Guatemala est un de ces pays. Nous sommes très conscients de l'incidence sur les réfugiés et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a annoncé, ou est sur le point d'annoncer, un programme spécial pour les réfugiés en provenance du Guatemala. Nous en sommes conscients.

Pour ce qui est des autres questions, je me ferai un plaisir d'y répondre en détail.

Le président: Si le ministre voulait y répondre en détail et envoyer une copie au député qui a posé ces questions, une copie au greffier et une copie pour moi, lors de la prochaine réunion, ou de toute autre réunion, je pourrais les annexer, avec le consentement du Comité, au compte rendu.

M. Yurko: Merci, monsieur le président. Je serai très bref et très précis.

Monsieur le ministre, 14,000 Canadiens se rendent en Russie chaque année et que 6,000 Russes viennent ici. La majorité des Canadiens qui vont en Union soviétique viennent de l'Ouest du Canada. Le potentiel touristique est énorme. Ces Canadiens dans l'Ouest du pays doivent venir à Mirabel et ensuite faire plusieurs escales avant d'arriver à leur destination. Compte tenu de votre visite en Russie avec le premier ministre et les relations accrues prévues entre les deux pays, je voudrais savoir si vous envisagez sérieusement la création d'un lien aérien entre l'Ouest du Canada et la Russie, route qui survolerait le Pôle Nord, et plus précisément Edmonton-Leningrad; ou pensez-vous à une autre possibilité? En parlez-vous maintenant; avez-vous l'intention d'en parler; et sinon, pourquoi pas?

M. MacEachen: Je ne peux pas répondre à la question. Je ne sais pas s'il y a des discussions. Je n'en ai pas entendu parler.

M. Yurko: Je vois.

M. MacEachen: Le service Aeroflot a été interrompu récemment.

Je vais obtenir une réponse pour vous.

M. Yurko: Excellent.

M. Kilgour: Je veux un vol pour Kiev.

Le président: Quand tout le monde veut quelque chose de très précis, on finit par ne rien avoir parce qu'on demande trop.

Je voudrais maintenant, avant que le ministre ne parte, souhaiter la bienvenue à un invité de marque du Canada . . .

. . . The Secretary General of the Peoples' National Assembly of the Congo, Mr. Victor Batomini, who has come to study our committee procedures and other matters. We extend him a warm welcome.

[Texte]

Mr. Minister, thank you very much. I am sure we will have other occasions to meet with you.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

Monsieur le ministre, nous vous remercions. Je suis sûr que nous aurons d'autres occasions de nous rencontrer.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of External Affairs:

Mr. Marcel Massé, Under-Secretary of State for External Affairs;

Mr. C.T. Charland, Assistant Deputy Minister, Latin America and Caribbean.

Du ministère des Affaires extérieures:

M. Marcel Massé, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures;

M. C.T. Charland, sous-ministre adjoint, Amérique Latine et Caraïbes.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 3

Tuesday, March 20, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 3

Le mardi 20 mars 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

External Affairs and National Defence

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

CONCERNANT:

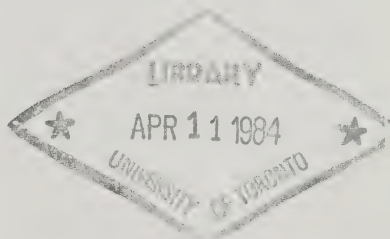
Main Estimates 1984-85: Votes 35, 40, L45, L50 and
L55 under EXTERNAL AFFAIRSBudget principal 1984-1985: crédits 35, 40, L45, L50 et
L55 sous la rubrique AFFAIRES EXTÉRIEURES

WITNESS:

TÉMOIN:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1983-84Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1983-1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gérald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens
Robert Wenman

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Pierre Gimaïel
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Walter McLean
Bill McKnight
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Irénée Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson—(30)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 20 MARS 1984

(4)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit aujourd'hui à 20 h 05, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Beauchamp-Niquet, MM. Dupras, Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Kilgour, M^{lle} Jewett et M. Sargeant.

Substituts présents: MM. Landers, Roy, McLean, Roche, Stewart et Ogle.

Autre député présent: M. Flis.

Témoin: De l'Agence canadienne de développement international: M^{me} Margaret Catley-Carlson, présidente.

Le Comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 relatif au Budget principal des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbal du mardi 13 mars 1984, fascicule n° 1*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 35, 40, L45, L50 et L55 sous la rubrique AFFAIRES EXTÉRIEURES.

Le témoin fait une déclaration et répond aux questions.

À 22 heures, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 20, 1984

(4)

[Translation]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 8:05 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Dupras, Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Kilgour, Miss Jewett and Mr. Sargeant.

Alternates present: Messrs. Landers, Roy, McLean, Roche, Stewart and Ogle.

Other Member present: Mr. Flis.

Witness: From the Canadian International Development Agency: Mrs. Margaret Catley-Carlson, President.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 21, 1984, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985. (*See Minutes of Proceedings dated Tuesday, March 13, 1984, Issue No. 1*).

On unanimous consent, the Chairman called Votes 35, 40, L45, L50 and L55 under EXTERNAL AFFAIRS.

The witness made a statement and answered questions.

At 10:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, March 20, 1984

• 2004

The Chairman: Order.

Nous recevons ce soir le président de l'Agence canadienne de développement international. Nous avons à adopter les crédits.

AFFAIRES EXTERIEURES

C—Agence canadienne de développement international

Crédit 35—Agence canadienne de développement international—Dépenses de fonctionnement et autorisation.....\$56,475,000

Crédit 40—Agence canadienne de développement international—Subventions et contributions inscrites au Budget...\$1,197,176,000

Crédit L45—Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil.....\$231,450,000

Crédit L50—Paiement de \$4,000,000 et délivrance de billets à vue.....\$4,000,000

Crédit L55—Conformément à la Loi d'aide au développement international.....\$2,900,000

AFFAIRES EXTERIEURES

C—Agence canadienne de développement international

Crédit 25c—Agence canadienne de développement international—Dépenses de fonctionnement.....\$4,613,300

Crédit 30c—Agence canadienne de développement international—Subventions inscrites au Budget.....\$18,786,700

Crédit L38c—Délivrance de billets à vue.....\$1

• 2005

The Chairman: We also had a few supplementary estimates and the Main Estimates, but as you know... I repeat it because it is for the record. On supplementary or Main Estimates, it is a general discussion, so it is not limited to any of the items that we have to discuss tonight.

Nous avons madame la présidente de l'ACDI. And it is also good practice once in a while to introduce those who are accompanying her, and by name. I know it may be embarrassing for him, but I always call him a good friend of parliamentarians for the many good works he has done for parliamentarians at the United Nations, and his great patience in explaining what the United Nations is all about. He is the Vice-President, Policy Branch, Mr. Geoffrey Bruce.

Also present are Mr. Graeme Kirby, Vice-President, Comptroller's Branch; Mr. Charles Bassett, Vice-President, Anglophone Africa Branch; Mr. Arthur Wright, Vice-President, Asia Branch; Mr. François Pouliot, Vice-President,

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 20 mars 1984

Le président: À l'ordre.

Tonight we are hearing the President of the Canadian International Development Agency for the purpose of carrying votes.

EXTERNAL AFFAIRS

C—Canadian International Development Agency

Vote 35—Canadian International Development Agency—Operating expenditures and authority.....\$56,475,000

Vote 40—Canadian International Development Agency—Grants and contributions listed in the Estimates\$1,197,176,000

Vote L45—Loans in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council.....\$231,450,000

Vote L50—Payment of \$4,000,000 and delivery of demand notes.....\$4,000,000

Vote L55—Pursuant to the International Development Aid Act.....\$2,900,000

EXTERNAL AFFAIRS

C—Canadian International Development Agency

Vote 25c—Canadian International Development Agency—Operating expenditures.....\$4,613,300

Vote 30C—Canadian International Development Agency—Grants listed in the Estimates\$18,786,700

Vote L38C—Delivery of demand notes.....\$1

Le président: Nous avons également été saisis de quelques prévisions budgétaires supplémentaires ainsi que du Budget principal, mais vous n'ignorez pas que si je répète cela, c'est pour que cela soit consigné au procès-verbal. Lorsque nous sommes saisis du Budget principal, nous tenons une discussion générale qui ne se limite pas à aucun des postes prévus à l'ordre du jour de ce soir.

Tonight, we welcome the president of CIDA. Nous allons également présenter ceux qui l'accompagnent car c'est une bonne chose de le faire au moins une fois par année. D'abord, un bon ami des parlementaires étant donné les nombreux services qu'il leur a rendus aux Nations Unies et la grande patience dont il fait preuve lorsqu'il explique le fonctionnement de cet organisme. J'ai parlé du vice-président de la Direction des politiques, M. Geoffrey Bruce.

Sont également présents ici M. Graeme Kirby, vice-président, Direction du contrôleur; M. Charles Bassett, vice-président, Direction de l'Afrique anglophone; M. Arthur Wright, vice-président, Direction de l'Asie; M. François

[Texte]

Francophone Africa Branch; Mr. Douglas Lindores, Vice-President, Multilateral Programs Branch; and a regular, Mr. Lewis Perinbam, Vice President, Special Programs Branch. And I will try to get the names of the others. I am pleased to see some appointments for ladies at CIDA; it is better than the Departments of National Defence and External Affairs.

Madam, I have made my, what I have to do, introductions. Welcome. You will make a statement, I suppose. The statement was distributed this morning. It is a short statement. You may do as you please shortly. I will recognize members as they so indicate.

Mr. Kilgour: You need a list.

The Chairman: No, I make the list. I do not take lists. I make the list, otherwise it is very difficult. It is not exactly like the House of Commons. But of course I receive strong suggestions.

Accordingly, Mrs. Margaret Catley-Carlson, *s'il vous plaît*.

Mrs. Margaret Catley-Carlson (President, Canadian International Development Agency): Thank you very much, Mr. Chairman. The last time I was at this committee it was as Acting President of CIDA and as Senior Vice-President and I must say it is a very great personal pleasure to return in the capacity I now have. I think I am very fortunate. I have one of the most interesting jobs, if not in Canada then, I think, in the whole world. I am very pleased to be here and delighted to be back renewing my acquaintance with the committee in this capacity.

I did hand out a very short statement. I will not repeat it. I might simply make three observations. I think that everyone around this table is familiar with Canada's development assistance program from the standpoint of the needs it is designed to face and the very desperate situation in developing countries, between 800 million people or above living in situations of utmost poverty. The grim statistic that, as we talk tonight, there are 40,000 children alive that will not be in the world tomorrow night, and the fact that they will die of diseases that are not exotic but diseases that are commonplace in our world of measles, of water-borne diseases. You know of food deprivation. You know of people working to their utmost capacity and achieving very little because of needed inputs which cannot be bought by their countries because of the very low state of development of those countries as a whole. As I say, I think these needs are familiar. They are familiar to Canadians which is why there is a continuing support by Canadians of development assistance.

Another reality, a second comment, would be that the Third World is changing very quickly and that superimposed on this

[Traduction]

Pouliot, vice-président, Direction de l'Afrique francophone; M. Douglas Lindores, vice-président, Direction des programmes multilatéraux, ainsi que M. Lewis Perinbam, vice-président, Direction des programmes spéciaux. J'essaierai également d'obtenir les noms des autres personnes faisant partie du groupe. Je suis heureux de remarquer qu'on a accordé certains postes à des femmes à l'ACDI; leur situation est donc plus intéressante dans cet organisme qu'aux ministères de la Défense nationale et des Affaires extérieures.

Madame, j'ai terminé mon préambule. Soyez la bienvenue parmi nous. Je crois que vous avez une déclaration à faire, et elle a d'ailleurs été distribuée ce matin. Étant donné qu'elle est brève, il vous est tout à fait loisible de faire ce qui vous plaît. Ensuite, j'accorderai la parole aux députés au fur et à mesure qu'ils la demanderont.

M. Kilgour: Vous avez besoin d'une liste.

Le président: Non, c'est moi qui dresse la liste, je n'en prends pas. Je dresse la liste, autrement la situation est trop compliquée. Les choses ne fonctionnent pas ici tout à fait comme à la Chambre des communes. Cela dit, je reçois des propositions assez fermes.

Madame Margaret Catley-Carlson, s'il vous plaît, à vous la parole. *Please*.

Mme Margaret Catley-Carlson (présidente, Agence canadienne de développement international): Merci beaucoup, monsieur le président. La dernière fois que j'ai témoigné devant votre Comité, c'était à titre de présidente intérimaire de l'ACDI et vice-présidente supérieure, et je vous avoue que c'est avec un très grand plaisir que je reviens devant vous investie de mes nouvelles fonctions. Je me considère très privilégiée car j'occupe un des postes les plus intéressants, pas seulement au Canada, mais peut-être également dans le monde entier. Je suis très heureuse d'être parmi vous et enchantée de renouer avec le Comité maintenant que je suis présidente.

Je vous ai envoyé une très brève déclaration, mais je ne la lirai pas. Je me contenterai de faire trois observations. Je crois que tout le monde ici présent est au courant des besoins auxquels les programmes d'aide au développement du Canada doivent répondre ainsi que de la situation presque désespérée dans laquelle se trouvent les pays en voie de développement où 800 millions de personnes ou plus vivent dans la plus grande misère. D'après des statistiques sombres, ce soir au moment où nous parlons, il y a 40,000 enfants qui demain ne seront plus en vie, et ils mourront non pas de maladies exotiques mais de maladies très répandues dans notre monde, c'est-à-dire la rougeole et des maladies causées par une eau non potable. Vous êtes au courant des problèmes découlant de la faim et vous avez entendu parler de gens travaillant d'arrache-pied sans malheureusement obtenir de très très bons résultats, cela parce que leur pays ne peut leur obtenir le matériel ou l'aide nécessaires, tout simplement parce qu'ils sont très peu développés. Ces besoins nous sont maintenant familiers ainsi qu'aux Canadiens, et c'est bien pour cela que ces derniers appuient le maintien de l'aide au développement.

En deuxième lieu, le Tiers monde évolue très rapidement et en conséquence, à l'image des besoins très aigus, il faut ajouter

[Text]

picture of desperate needs we must also look at a picture of very fast moving progress. And, as I mentioned, if you take as just one example, India, India is now the eighth largest industrial state in the world.

• 2010

It communicates with the world and within its own country by its own satellite. It is at the same time a country which until last week, I said, had 175 million illiterate women—and somebody from India corrected me and said, no, the figure is 205 million illiterate women. With that goes the problems associated with high birth curves, because you do not get on to solving population problems until you start chopping away at the problems of illiteracy, of family health, etc.

We take the country of Brazil, which a few years ago was in a very difficult economic situation but now has the same level of exports of very highly technological material as Canada does in many categories.

So superimposed on this picture of very desperate need is a world which is moving very quickly in many of its parts.

The third observation is that to reach both this need, these countries at various stages of development and this complexity requires a very complex program. It requires a program that can put enough food, as we have done this year in Africa, to feed 4 million people for six months. It requires a program that is flexible enough to allow a Canadian university to begin to develop tentative contacts with a counterpart university in a developing country and to supply equipment and expertise and to begin to welcome students to increase that country's capacity to contribute to its own development. It requires a program which can allow very complex financial transfers to international financial institutions that carry out development programs on behalf of all of us and also conduct very important negotiations with developing countries on internal policy matters which do not really yield to direct bilateral discussion. It requires a program with the complexity to allow for direct negotiations between our government and the governments with whom we have chosen especially to co-operate on a wide variety of projects, which can be anything from a group of women working to repair roads in Bangladesh to a very complex port, harbour or hydroelectricity project.

This complexity, Mr. Chairman, makes it very difficult to understand. The difficulty is compounded by the fact that because we belong to an international community we report our 18 delivery channels in a different fashion from the OECD, which is the organization that ranks countries

[Translation]

également le tableau de progrès très rapides. Si je me reporte à l'exemple de l'Inde, ce pays est maintenant en huitième place parmi les puissances industrielles du monde.

Ce pays communique avec le monde et avec des endroits situés à l'intérieur de ses frontières grâce à son propre satellite. En même temps, cependant, il comptait la semaine dernière 175 millions de femmes analphabètes, et quelqu'un venant d'Inde m'a corrigée pour me dire qu'il y avait plutôt 205 millions de femmes analphabètes. Or, cette situation est liée à une très forte natalité car on ne résout pas des problèmes de surpopulation sans d'abord s'attaquer à l'analphabétisme, au manque d'hygiène familiale, etc.

Si nous passons maintenant au Brésil, qui était il y a quelques années encore aux prises avec une situation économique très difficile, nous remarquons que ce pays atteint maintenant le même niveau d'exportation de matériel technologique très évolué que le Canada, dans bien des domaines.

On doit donc superposer à l'image de besoins extrêmement urgents celle d'un monde qui évolue très rapidement à cet égard.

En troisième lieu, si l'on veut à la fois répondre aux besoins et tenir compte de leur développement et de leur évolution complexe, il nous faut adopter un programme lui aussi très complexe. En effet, nous devons disposer d'un programme qui permette de nourrir quatre millions d'Africains pendant six mois, comme cela a été le cas cette année. Nous avons également besoin d'un programme assez souple pour permettre à une université canadienne d'établir des contacts avec son pendant dans un pays en voie de développement afin de lui fournir du matériel et des connaissances spécialisés et de commencer à accueillir les étudiants de ce pays, ce qui l'aidera à contribuer lui-même à son propre développement. Il nous faut également un programme qui permette que s'effectuent des transferts financiers très complexes vers des institutions financières internationales qui mettent en oeuvre des programmes de développement de notre part à tous et qui tiennent également de très importantes négociations avec les pays en voie de développement sur des questions de politique interne lorsque cela n'est pas vraiment possible dans le cadre de discussions bilatérales directes. Enfin, nous avons besoin d'un programme suffisamment complexe pour que des négociations directes soient possibles entre notre gouvernement et les gouvernements avec lesquels nous avons choisi d'établir des liens de coopération, eu égard à des projets très divers. J'entends par là qu'il peut s'agir d'à peu près n'importe quoi, comme par exemple du travail effectué par un groupe de femmes pour réparer les routes du Bangladesh ou d'un projet très complexe d'installations portuaires ou d'un projet hydro-électrique.

Monsieur le président, la complexité de la situation la rend très difficile à comprendre. À cela s'ajoute une autre difficulté découlant du fait qu'à cause de notre appartenance à une collectivité internationale, nous faisons rapport sur nos 18 formes de programmes d'une façon différente de l'OCDE,

[Texte]

according to their development performance. We report them in yet another way to the United Nations and report them in yet another way to our Treasury Board and of course to Parliament. Therefore you very rarely see the same set of figures in front of you representing the activity in question, and this adds to the complexity, the perplexity and the confusion about what Canada is actually doing in development assistance.

I think there are two happy developments on that score, Mr. Chairman.

One is Part III of the Estimates, which I hope will have enabled members to have a much better idea of exactly the purposes for which Parliament is appropriating funds for this activity. Until now the CIDA estimates were described in terms of their instruments, which was something like describing the different sizes of the paint brushes and pencils rather than the canvas or painting which was trying to be drawn. I think this gives a much better look at the actual photograph or painting of what we are trying to accomplish.

The other—and I hope that you have all received copies of this—is a very serious effort that went into trying to describe for members of a colloquium which was held the week before last in Ottawa how the Official Development Assistance Program functions, the various parts, how it works, how it sometimes does not work. This is going to be fairly broadly distributed, but we thought since it was made available to colloquium participants, including members who were invited from each of the political parties, that it might be useful for you to have this booklet, which, as I say, sketches out, in as much detail as we could get into a booklet which we hoped would be sufficiently brief to command reading, a real description of how the agency functions.

I might say, Mr. Chairman, that we based a good deal of it on the questions that have been raised by members around this committee over the years in trying to assist them in their efforts to understand the program.

So with these three observations I would conclude my remarks, Mr. Chairman.

The Chairman: *Merci, madame.*

I distributed this *Partenaires du développement* last week, but we have extra copies for tonight if you would like to have a look or if you left it in your office. So I will recognize first, as is the practice, an official and very highly regarded spokesman and critic of CIDA, Mr. Roche, the Hon. Member for Edmonton South, followed by Rev. Father Ogle and followed by Mr. Dupras.

• 2015

I will try to keep to a limit of no more than between 10 to 13 minutes for the three first persons. We have a full tour. I will try to complete the list I have tonight and then I will go back for a longer time to the first one who asked questions. We will

[Traduction]

organisation qui classe les pays en fonction de leur rendement sur le plan du développement. Nous faisons également rapport, toujours d'une façon différente, aux Nations Unies et encore sous une autre forme à notre propre Conseil du Trésor et au Parlement. Cela explique pourquoi on voit rarement les mêmes chiffres cités pour la même activité, ce qui ajoute à la complexité de la situation, même à la perplexité et à la confusion au sujet de ce que le Canada fait effectivement sur le plan de l'aide au développement.

A cet égard, deux nouveaux faits me paraissent positifs, monsieur le président.

Je mentionnerai premièrement la partie III des Prévisions budgétaires qui, je l'espère, aura permis aux députés d'avoir une bien meilleure idée des fins auxquelles le Parlement accorde des crédits au titre de cette activité. Jusqu'à maintenant, les prévisions budgétaires de l'ACDI étaient établies en fonction de leurs programmes, ce qui ressemble un peu à décrire des pinceaux et des crayons de diverses tailles plutôt que la toile ou le tableau qu'on vise à réaliser. J'estime que maintenant nous pouvons avoir une bien meilleure idée d'ensemble de nos objectifs.

Par ailleurs, j'espère que vous avez reçu copie d'un document se rapportant à un colloque, car à l'occasion de sa tenue à Ottawa la semaine dernière, on s'est vraiment efforcé de montrer comment le programme d'aide au développement et ses divers aspects fonctionnent et comment parfois ils ne fonctionnent pas. Nous allons assurer à ce document une distribution assez large et étant donné que nous l'avons déjà offert aux participants du colloque, y compris à des députés de chaque parti politique, nous avons cru qu'il vous serait peut-être utile. Je le répète, il donne une idée la plus détaillée possible, compte tenu de son format de brochure, du fonctionnement de l'Agence. Nous espérons d'ailleurs que la présentation sous forme de brochure encouragera les gens à le lire.

J'ajouterai, monsieur le président, que nous avons fondé un grand nombre de parties de son contenu sur les questions que les membres de votre Comité ont soulevées ici au cours des années, cela afin de les aider à comprendre notre programme.

Monsieur le président, voilà qui termine mes remarques.

Le président: *Thank you, madam.*

J'ai distribué ce document intitulé *Partenaires du développement Partners and Development*, la semaine dernière, mais il nous en reste des exemplaires supplémentaires ici, si vous voulez l'examiner ou avez oublié le vôtre à votre bureau. Je vais tout d'abord donner la parole, comme c'est l'habitude, au porte-parole officiel et très estimé critique de l'ACDI, M. Roche, le député d'Edmonton-Sud; il sera suivi du Révérend Père Ogle et de M. Dupras.

Je vais essayer d'imposer une limite de 10 à 13 minutes aux trois premières personnes. Nous avons une heure complète. Je vais tenter de terminer la liste des intervenants ce soir et donnerai ensuite un peu plus de temps aux premiers qui ont posé des questions. Nous allons demander aux représentants de

[Text]

ask CIDA to be on standby to come back to the committee before the end of May. So Mr. Roche, please.

Mr. Roche: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, let me extend a warm welcome to Mrs. Catley-Carlson and Mr. Bruce. Neither official is a stranger to this committee. I took a great deal of satisfaction in the appointment of Mrs. Catley-Carlson to the presidency some months ago. I think the satisfaction I felt has been borne out in what I now see unfolding in CIDA. I would like the president to know that her administration is being characterized, in my view, by two qualities which I will call a sensible approach and a sensitive approach.

The material that has been put out is much more descriptive. For parliamentarians, there is now a much better understanding of the diversities within CIDA and of the direction of the programs. Indeed Mrs. Catley-Carlson's opening comments reflected that human priority which I have wanted to see in CIDA for some time.

I think we have to recognize that this particular meeting, Mrs. Catley-Carlson, is a milestone in a way. For the first time the ODA is passing the \$2 billion mark—that is, \$2.1 billion. I recognize that CIDA is operating at three-quarters of that level, so you are not yet at the \$2 billion mark, but you soon will be. I say in passing that the commitment of the government to reach 0.5% in ODA by 1985 and to reach 0.7% by 1990 is a commitment that I support completely, recognizing that the dollar volumes to follow from that commitment are going to be substantial. I would hope that over the next short period of time we would get a sense of direction from CIDA for this extra dollar volume which they are going to have and, more particularly, Mr. Chairman, a sense of direction from the government itself.

On March 29 last year, I prepared a statement for this committee, which I am not going to repeat except for the first paragraph, Mr. Chairman. Last year I said:

Once again Parliament is being asked to approve enlarged CIDA estimates without any published strategy by the government on the role of Canada in international development. At a time of great suffering in our own country, it is unrealistic of the government to expect a continuation of public and parliamentary support for expanded international assistance without a clear blueprint of where we are going.

For the rest of that statement I refer readers to the minutes of this meeting on March 29, 1983.

I am not holding the president of CIDA accountable for the absence of a strategy. I am only saying that, in my perspective, I feel that the absence of a strategy as published by the government as to where international development is going to go is lamentable, especially in these years in which we are so pressed in our domestic economies. I would even say that its absence jeopardizes the possibilities of continued support. So I hope that in her discussions with the government, Mrs. Catley-

[Translation]

l'ACDI de se tenir prêts à revenir au Comité avant la fin du mois de mai. Monsieur Roche, vous avez la parole.

M. Roche: Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, permettez-moi de souhaiter très sincèrement la bienvenue à M^{me} Catley-Carlson et à M. Bruce. Ni l'un ni l'autre ne sont étrangers à ce Comité. La nomination de M^{me} Catley-Carlson à la présidence il y a quelques mois m'a fait grandement plaisir. Cela m'a fait plaisir parce que je prévoyais ce que je vois maintenant se dérouler à l'ACDI. Je voudrais que la présidente sache que son administration se caractérise, à mon avis, par deux qualités surtout, une approche sensée et sensible.

Les documents qui ont été publiés sont beaucoup plus descriptifs. Les parlementaires peuvent maintenant beaucoup mieux comprendre la diversité des activités de l'ACDI et l'orientation des programmes. Dans ses remarques préliminaires, M^{me} Catley-Carlson traduit bien la priorité que je voulais depuis un certain temps qu'on apporte à l'ACDI sur le plan humain.

Nous devons reconnaître que cette réunion-ci, madame Catley-Carlson, est en quelque sorte un événement marquant. Pour la première fois, l'aide publique au développement passe le cap des 2 milliards de dollars—autrement dit 2.1 milliards. Je sais que l'ACDI fonctionne avec les trois quarts de cette somme, par conséquent vous n'en êtes pas encore au cap des 2 milliards de dollars, mais vous y serez bientôt. Je souligne en passant que l'engagement du gouvernement d'atteindre 0.5 p. 100 en aide publique au développement d'ici 1985 et 0.7 p. 100 d'ici 1990 reçoit mon entier appui, tout en reconnaissant que les chiffres qui suivront cet engagement sont très importants. J'espère que très bientôt l'ACDI nous dira quelle est son orientation pour ces dollars additionnels qu'elle obtiendra et surtout, monsieur le président, nous dira quelle orientation adopte le gouvernement lui-même.

J'ai préparé le 29 mars de l'an dernier une déclaration pour ce Comité, je ne vais pas la répéter sauf pour le premier paragraphe. J'ai dit l'an dernier:

Une fois de plus on demande au Parlement d'approuver le budget accru de l'ACDI sans qu'on ait publié la stratégie du gouvernement sur le rôle du Canada dans le développement international. À une époque où notre propre pays souffre beaucoup, il n'est pas réaliste pour le gouvernement de s'attendre à ce que le public et le Parlement continuent d'appuyer l'octroi d'une aide accrue internationale sans dire vers quoi nous nous dirigeons.

Si les membres du Comité veulent connaître la suite de cette déclaration, ils peuvent consulter le procès-verbal du 29 mars 1983.

Je ne tiens pas la présidente de l'ACDI responsable de l'absence d'une stratégie. Je dis simplement qu'à mon avis l'absence d'une stratégie publiée par le gouvernement pour savoir où celui-ci s'engage dans le développement international est regrettable, surtout ces années-ci où l'économie nationale subit de telles pressions. Je dirais même que cette absence met en danger la possibilité d'un appui permanent. J'espère donc que M^{me} Catley-Carlson se souviendra de cette remarque

[Texte]

Carlson will bear in mind my point, because I think that I am speaking for a great many people.

• 2020

In the material presented, emphasis has been made that CIDA puts back into the Canadian economy a value of about \$1 billion. Consequently, you might say, as a rough rule of thumb, that there is a 2:1 ratio applying; for every \$2 that we are putting into Official Development Assistance, one way or another, we are getting \$1 back into the Canadian economy. That is a point that I believe needs to be greatly developed.

I would like to see—I would not ask it in the next two minutes, but over time—some substance for the figure of \$1 billion, and particularly as it translates into jobs. The important characteristic of our present economy, which we all have to face as politicians, is the need for jobs.

Therefore, if CIDA, through its bilateral and multilateral programs is responsible for the creation of a considerable number of jobs in Canada, as part of this \$1 billion return to the Canadian economy, I think that should be spelled out. I would like to give Mrs. Catley-Carlson a chance to respond to this opening point before I go on to two more questions, Mr. Chairman.

The Chairman: *Madame le président.*

Mrs. Catley-Carlson: Thank you for your comments, Mr. Roche.

On the question of strategy, I would like to comment briefly. The book, *Partners in Development*, does set out a number of the elements which would be included in strategy, such as the delivery channels which are used, the amount which goes into the delivery channels and the percentage choices between the different geographic areas of the world. And for the first time, it publishes the list of countries with whom Canada has both intensive co-operation and other forms of co-operation. It also sets out, for example, the rules governing the use of the food-aid basket, showing what proportion of that will be cereals and what proportion of that will be non-cereals. It talks about the rules and conditions under which our co-operation with non-governmental organizations takes place.

So without saying that this is the document which sets out how the program will be operating in 1990, I would say that a large part of the elements of the strategy which is governing today's aid program is set out in *Partners in Development*. We plan to distribute it fairly widely because there have been many who have expressed the desire to know more about these elements. That said, I have taken careful note of the comments on the strategy.

On the second point, I think this is a very valuable suggestion, Mr. Chairman. I think that we really should put on our thinking caps and try to turn these figures into a precise allocation of jobs. For example, I was fascinated to discover that about 5,000 average Canadian farms' output is incorporated into the wheat part of the food-aid basket alone. That

[Traduction]

lorsqu'elle discutera avec le gouvernement, car je crois parler au nom de beaucoup de gens.

Dans les documents qui ont été présentés, on a mis l'accent sur le fait que l'ACDI remet dans l'économie canadienne à peu près 1 milliard de dollars. En conséquence, on pourrait invoquer la règle empirique et dire qu'il s'agit d'un rapport de deux pour un, pour chaque deux dollars investi dans l'aide publique au développement, d'une façon ou d'une autre, nous ramenons un dollar dans l'économie canadienne. C'est là une question qu'il faudrait expliciter à mon avis.

J'aimerais qu'on étoffe un peu—je ne le demande pas au cours des deux prochaines minutes, mais à un certain moment donné—ce chiffre de 1 milliard de dollars, et surtout ce qu'il représente comme emplois. Dans notre économie actuelle, la caractéristique importante à laquelle tous les politiciens doivent faire face est le besoin d'emplois.

Par conséquent, si l'ACDI par le biais de ses programmes bilatéraux et multilatéraux est responsable de la création d'un nombre considérable d'emplois au Canada, et si cela fait partie du réinvestissement de 1 milliard de dollars dans l'économie canadienne, il faudra à mon avis en donner le détail. J'aimerais donner l'occasion à M^{me} Catley-Carlson de répondre à cette première remarque, avant de poser deux autres questions.

Le président: *Madam Catley-Carlson.*

Mme Catley-Carlson: Je vous remercie de vos remarques, monsieur Roche.

Au sujet de la stratégie, permettez-moi de faire une brève remarque. Le livre *Partenaires du développement* souligne un certain nombre d'éléments qu'il faudrait inclure dans la stratégie, comme les voies de distribution utilisées, les montants acheminés par ces voies de distribution et les choix de pourcentage entre les différents secteurs géographiques du monde. Pour la première fois, on publie la liste des pays avec lesquels le Canada a établi à la fois une coopération intensive et d'autres formes de coopération. On y expose également les règles régissant l'utilisation du panier de l'aide alimentaire, pour montrer la portion de cette aide qui se traduit en céréales et la portion en autres choses. On y fait état des règlements et conditions en vertu desquels s'établit notre coopération avec les organisations non gouvernementales.

Sans dire qu'il s'agit du document qui définit comment le programme fonctionnera en 1990, je soulignerais qu'une portion importante des éléments de la stratégie qui régissent actuellement le programme d'aide alimentaire se retrouve dans *Partenaires du développement*. Nous avons l'intention de le distribuer un peu partout car beaucoup ont exprimé le souhait d'en connaître davantage au sujet de ces éléments. Cela dit, j'ai pris soigneusement note de vos remarques sur la stratégie.

Le deuxième point soulevé m'apparaît être, monsieur le président, une suggestion très valable. Il faudrait vraiment nous arrêter pour réfléchir afin de traduire ces chiffres en une attribution précise d'emplois. J'ai été fascinée, par exemple, de découvrir que le rendement moyen de 5,000 fermes canadiennes était incorporé dans la partie céréalière du panier d'aide

[Text]

takes into account both the CIDA purchases of food aid and those of the World Food Program.

I think it is exactly this kind of figure which would give more life to the Canadian aid program. I have just given a meaningful look to the vice-president for policy, whose job that will be, and I think we will just have to sit down and come up with something which will allow people to have a much better grip on what this is. I know that we have looked at the number of jobs in the consulting community, and so on, but we need an aggregate look at this. Thank you.

Mr. Roche: Thank you. I will not belabour the point about the strategy, since it is the Minister who is really responsible and I hit him pretty hard last year. Obviously, he is not going to do a strategy and I can say only that I currently and fervently hope that the next Government of Canada will put out a five-year strategy so that people will know why this program is so valuable and where it is going in terms of human aid and its relationship to the Canadian economy.

Let me turn for a moment to the question of evaluation and ask Mrs. Catley-Carlson what effect the two studies of the North-South Institute on Bangladesh and Tanzania have had.

• 2025

I have not yet had an opportunity of studying in detail the subsequent studies on Haiti and Senegal, I think. But in any event, the two in-depth studies on Bangladesh and Tanzania are the first material evidence, if you will, of how the CIDA program has operated and what it has accomplished. The evaluation in these two countries by the North-South Institute, a professional institute, is a very significant development.

Let me ask you primarily how you have responded. If I pinpoint, Mrs. Catley-Carlson, one or two sentences in these reports of a negative nature, I do not want you to think that I did not take into account in my own evaluation of the thing the very substantive comments that have been made by both authors, Messrs. Young and Ehrhardt, about the complexity of the aid program and so on. But I think I cannot let go unquestioned the sentence in the conclusion to the Bangladesh document, because these are two countries that I am greatly interested in, having gone through them in some detail myself. In this, from the North-South Institute, I read that in terms of reaching the poorest groups in Bangladesh, Canada's record has been poor.

I am not charging the present administration with that statement. I am only asking the present administration to reflect on what you have found from the North-South Institute and what kind of an evaluation you yourselves give the North-South Institute's evaluation.

Mrs. Catley-Carlson: First of all, I would like to say for the record that we find the North-South Institute evaluations

[Translation]

alimentaire seulement. Cela tient compte à la fois des achats de l'ACDI en aide alimentaire et de ceux du Programme mondial de l'alimentation.

C'est justement ce genre de chiffres qui rendront le programme d'aide canadien plus vivant. Je viens de regarder le vice-président pour la politique, dont ce sera le travail, et je crois qu'il nous faudra simplement nous asseoir pour réfléchir à quelque chose qui permettra aux gens de bien saisir la question. Je sais que nous avons examiné le nombre d'emplois chez les consultants en général, par exemple, mais il nous faut étudier cela de façon globale. Je vous remercie.

M. Roche: Merci. Je ne vais pas m'attarder sur cette question de la stratégie, étant donné que le ministre est la personne vraiment responsable de la chose, et que je l'ai passablement secoué l'an dernier à ce sujet. Il est évident qu'il ne va pas définir une stratégie, et je ne puis qu'espérer avec ferveur présentement que le prochain gouvernement du Canada élaborera une stratégie quinquennale afin que les gens sachent pourquoi le programme est si utile et où il nous mène sur le plan de l'aide humaine et de ses rapports avec l'économie canadienne.

Revenons un instant sur la question de l'évaluation pour demander à M^{me} Catley-Carlson quel effet les deux études de l'Institut Nord-Sud sur le Bangladesh et la Tanzanie ont eu.

Je n'ai pas encore eu l'occasion d'étudier en détail les études ultérieures concernant, je crois, Haïti et le Sénégal. De toute façon, les deux études approfondies qui ont trait au Bangladesh et à la Tanzanie représentent les premiers témoignages pertinents, si vous voulez, sur la façon dont le programme de l'ACDI a fonctionné et sur ce qu'il a produit. L'évaluation qu'a faite l'Institut Nord-Sud dans ces deux pays, il s'agit d'un institut professionnel, constitue un développement très important.

Permettez-moi tout d'abord de vous demander comment vous avez répondu. Si je souligne, Madame Catley-Carlson, une ou deux phrases contenues dans ces rapports de nature négative, je ne voudrais pas que vous pensiez que je n'ai pas tenu compte de ma propre évaluation des remarques très substantielles qu'ont faites les deux auteurs, MM. Young et Ehrhardt, au sujet de la complexité du programme d'aide par exemple. Je pense cependant qu'il me faut remettre en question la phrase qui conclut le document sur le Bangladesh, car il s'agit de deux pays auxquels je m'intéresse beaucoup, puisque je les ai visités de façon assez exhaustive. L'Institut Nord-Sud a déclaré que pour ce qui est d'atteindre les groupes les plus pauvres du Bangladesh, le Canada n'a pas très bien réussi.

Je n'accuse pas l'administration actuelle en mentionnant cette déclaration. Je ne fais que lui demander de nous dire ce que vous a révélé l'Institut Nord-Sud et quelle sorte d'évaluation vous avez faite vous-mêmes de l'évaluation de l'Institut Nord-Sud.

Mme Catley-Carlson: Je vous dirai tout d'abord, aux fins du compte rendu, que les évaluations de l'Institut Nord-Sud sont

[Texte]

enormously valuable studies. Our full co-operation with these has been based on the expectation, which has been realized, that they would come up with sophisticated and sensitive analyses of development challenges.

I think the main value of these studies is that they have pointed out in all cases, and particularly in Haiti, the very difficult programming situation in which the Canadian program must work. They have pointed out the constraints caused by the fact that often infrastructure is not there in terms of roads and ports when you need them, that illiterate people are difficult to work with in terms of issuing instructions—either ourselves or the country—and that underdevelopment itself is a constraint to effective program delivery.

So in terms of how we evaluate the studies, I think we see them as a very good contribution. Do we agree with each and every part of them? No, we do not; that would hardly be expected. In particular, I find that the institute has a too-marked tendency to ascribe the things that go wrong to the fact that the aid program is tied. Sometimes it is just bad programming, and it need not be ascribed to the fact that the aid program was tied. It may have been an inappropriate selection of goods, but not the fact that it was necessary to get them from Canada.

So that would be a general comment—welcome for the studies themselves, but not agreeing in total to each of the prescriptions or descriptions.

As to the sentence you cited that in terms of reaching the poorest the impact has been poor in Bangladesh, I think the judgment there is rather difficult to sustain. One of the programs that is sometimes brought up to reach this conclusion is Canada's program of food aid, which has been substantial in Bangladesh for a very long time. Canada's program of food aid goes to the Bangladesh government and is thence sold. Were it not sold it would have a very negative effect on food production in Bangladesh, which has made important gains in the last few years and is starting to remove itself from its heretofore basket-case status.

If it were not sold and were not available, the net effect would be that the money available in the cities to the groups to whom it is sold would have the effect of pulling food out of the rural areas. That is demonstrated; it has been proven over and over again in other countries. So by reducing the urban pull on food from the countryside you are in fact helping with the nutritional status of the countryside.

I do not think it is necessary, as long as your analysis is good, to make sure that your immediate target is always the group you are trying to assist. If you are making sure that you are stopping a flow that would have a negative effect on the groups you are trying to assist, you are similarly having a positive effect.

[Traduction]

à notre avis des études d'une très grande valeur. Notre entière coopération à ces études se fonde sur l'espoir, qui s'est matérialisé, que l'Institut présentera des analyses complexes et sensibles sur le défi que présente ce développement.

La grande valeur de ces études c'est qu'elles ont souligné dans tous les cas, et surtout dans celui d'Haiti, la situation très difficile de la programmation au sein de laquelle le programme canadien doit fonctionner. Elles ont mis en lumière les contraintes qui résultent du fait que très souvent l'infrastructure n'existe pas, par exemple lorsqu'on a besoin de routes et de ports, qu'il est très difficile de travailler avec des analphabètes s'il s'agit de publier des instructions par exemple—qui viendraient soit de nous ou du pays—et que le sous-développement lui-même est une contrainte pour la prestation efficace du programme.

Quant à savoir comment nous évaluons les études, nous les voyons comme apportant une très bonne contribution. Est-ce que nous sommes d'accord avec chacune des parties de ces études? Non, ce n'est pas le cas, on pourrait difficilement s'attendre à cela. Je crois surtout que l'Institut a une tendance trop marquée à imputer le blâme, si les choses vont mal, au fait que le programme d'aide était lié. Il s'agissait peut-être d'un mauvais choix de produits, mais non pas du fait qu'il était nécessaire de les obtenir du Canada.

Voilà donc un commentaire d'ordre général, nous accueillons bien ces études, mais nous ne sommes pas tout à fait d'accord pour chaque prescription ou description.

Vous avez cité une phrase portant que nous avions peu réussi à rejoindre les plus pauvres au Bangladesh, il s'agit là à mon avis d'un jugement qu'il sera assez difficile de soutenir. Un des programmes qu'on a parfois mentionné pour en arriver à cette conclusion c'est le programme canadien d'aide alimentaire, qui a été très important, pendant fort longtemps, au Bangladesh. Le programme d'aide alimentaire du Canada s'adresse au gouvernement du Bangladesh et il est ensuite vendu. S'il ne l'était pas, il aurait un effet très négatif sur la production alimentaire au Bangladesh. Cette dernière a fait des gains importants au cours des dernières années et cette nation commence maintenant à se distancer du statut des «désespérés».

Si les aliments n'étaient ni vendus ni disponibles, cela aurait pour effet réel dans les villes où les aliments sont vendus de faire disparaître les aliments des secteurs ruraux. Nous en avons eu la preuve, à plusieurs reprises et dans d'autres pays. En réduisant l'emprise que pourrait avoir le secteur urbain sur les aliments qui arrivent dans les campagnes, on aide en réalité à nourrir les gens de la campagne.

Je ne crois pas que cela soit nécessaire, pour autant que votre analyse soit bonne, de s'assurer que l'objectif immédiat soit toujours le groupe qu'on essaie d'aider. Si on s'assure d'arrêter un courant qui aurait un effet négatif sur les groupes qu'on essaie d'aider, de cette façon, on obtient un résultat positif.

[Text]

• 2030

You ask what measures we have taken since that time. We continue in our efforts, which were going on at the time of the program, to design and implement programs that will have more and more effect on the very poor of Bangladesh. The Proshika study, which is also referred to, is one of these; it has been ongoing for several years, and I do not think anybody would suggest it does not reach out to the very poorest elements.

Another very imaginative project that we very recently adopted is a project that uses the revenues from food aid to create money that is then paid to heretofore unemployed women to do maintenance of rural roads and therefore gives them salaries they would not have had before. I do not think there is a more destitute and deprived group in Bangladesh than single women; the status of a woman without a husband, especially if a woman has children, in a Moslem country in the east is really very, very critical indeed. So the effort was ongoing at the time the study was made. It is ongoing now and will be ongoing to find measures that will help the poorest of the poor.

Let me say as a final comment on this that it is more important that a government is reaching out to the poorest of its poor populations than that any foreign government is doing so. If by persuasion, suasion, negotiation, and the kind of relationship that you build up through an aid program you can convince any government to put more resources at the disposal of these populations you are having important impact. If, by doing so, you say to that government, for example, all right, if you will do that program we will put in a program of commodities support in potash, newsprint, in some commodity you need, as long as you will keep this program going, and you monitor to see that the program is going on, then you are having an effect on the poorest.

Mr. Roche: There are some contentious points there that I guess we cannot debate, but potash would certainly be one of them. In any event, what I wanted to hear you say—and I think you came close to saying it—was that you are taking the study seriously, that without necessarily agreeing with every point, naturally, you do take these independent professional studies seriously. I think that would be helpful.

Let me ask you finally a question concerning multilateral aid. I may say in passing that the estimates, Mr. Chairman, contain some interesting figures. For example, the increase to the IDRC this year is very welcome. As you know, the North-South parliamentary task force—Mr. Dupras and Father Ogle remember it with fond memories—recommended strongly an increase in IDRC. It is nice to see that one of our recommendations has been followed through by the government for reasons of the kind of research that institution conducts. So I like that figure.

[Translation]

Vous demandez quelles sont les mesures que nous avons prises depuis. Nous continuons à faire les mêmes efforts que nous avons déployés au moment du programme, pour concevoir et mettre en vigueur des programmes qui auront de plus en plus de retombées sur les très pauvres du Bangladesh. L'étude Proshika dont on a également parlé est un de ces efforts, et ça fait depuis plusieurs années, je ne crois pas que personne puisse dire qu'elle n'essaie pas de rejoindre les éléments les plus pauvres.

Nous avons adopté récemment un autre projet très imaginaire, celui d'utiliser des recettes provenant de l'aide alimentaire pour créer des fonds qui sont ensuite versés à des femmes employées jusqu'alors pour entretenir des routes rurales et, par conséquent, leur donner un salaire qu'elles n'avaient pas jusqu'à maintenant. Je ne crois pas qu'il y ait un groupe plus démuné et plus déshérité au Bangladesh que ces femmes seules; le statut d'une femme sans mari, surtout une femme qui a des enfants dans un pays musulman de l'Est, est très précaire. Par conséquent, les efforts se poursuivaient au moment où l'étude a été faite. Il s'agit d'un effort permanent maintenant et nous trouverons les moyens qui nous permettront d'aider les plus pauvres parmi les pauvres.

Permettez-moi de faire une dernière remarque à ce sujet; il est plus important qu'un gouvernement rejoigne les plus pauvres de sa population pauvre plutôt que ne le fasse un gouvernement étranger. Si en persuadant, en exerçant des pressions morales, en négociant et en créant des genres de rapports qui peuvent s'édifier par le biais d'un programme d'aide, on arrive à convaincre un gouvernement de mettre plus de ressources à la disposition de ses populations, on peut avoir un effet important. Si, ce faisant, on dit à ce gouvernement par exemple, très bien, si vous voulez mettre en vigueur ce programme, nous allons prévoir un programme d'appui pour les biens en potasse, papier-journal, pour le produit dont vous avez besoin, aussi longtemps que vous allez continuer votre programme, et on peut contrôler pour voir si le programme se poursuit, à ce moment-là on peut avoir un impact sur les populations les plus pauvres.

M. Roche: Il y a là certaines questions litigieuses dont on ne peut pas discuter, la potasse en est certainement une. De toute façon, ce que je voulais vous entendre dire—et vous êtes venue près de le faire—c'est que vous avez pris l'étude au sérieux, et que sans nécessairement être d'accord sur chaque point, vous voyez naturellement ces études professionnelles indépendantes d'un oeil sérieux. Je pense que cela pourrait être utile.

Permettez-moi finalement de vous poser une question concernant l'aide multilatérale. Je dois dire en passant que le budget, monsieur le président, contient des chiffres très intéressants. Ainsi par exemple l'augmentation au CRDI cette année est la bienvenue. Comme vous le savez, le groupe d'étude parlementaire sur les relations Nord-Sud—M. Dupras et le père Ogle en ont de très bons souvenirs—avait recommandé fermement d'accorder une augmentation au CRDI. Nous sommes heureux de voir que le gouvernement a donné suite à une de nos recommandations à cause du genre de

[Texte]

I also liked the increase in the UNDP figure that showed up in the supplementary estimates and is now carried over into these present estimates. I say that because I think there is probably some pressure on CIDA to emphasize bilateral aid at the expense of multilateral aid. I would not like to see any giving way to that kind of pressure. I say that because I think the increases to multilateral institutions, the whole IFI system—UNICEF, if I may speak about an agency so well known to you—need to be continued and affirmed. We need to be able to demonstrate that there is a value return—that is, just as there is a value return in tied-aid for bilateral, there is a return in procurement from a multilateral. The UNDP were putting in around \$56 million, and we are getting \$25 million back in contracts. That is a figure that was released by your office, and is a figure that I think a lot of people need to know; they need to have a better understanding of it.

So let me just say that as we look at the UNDP as the lead agency, with 8,500 projects being worked out through 30 specialized agencies in 154 countries, that is the kind of approach I think should be maintained. So I would like to ask Mrs. Catley-Carlson how she envisions the continuation of multilateral aid, bearing in mind the procurement that I have mentioned, at a time when there is great pressure in the economy to support bilateral aid because of its very specific and direct and immediately-seen return to Canadian business.

The Chairman: Mrs. Carlson.

Mrs. Catley-Carlson: Thank you very much, Mr. Chairman.

I can certainly confirm Canada's continuing support of the multilateral institutions. There has been a period of adjustment and re-adjustment. There was a period when Canada's contributions to these institutions were far beyond the range at which Canada's assessed contributions to the UN system would have put us. There was a period when we tried to do some downward adjustment to put us somewhat more in line with our contributions to these institutions had they been assessed. But I think, as you have seen through the supplementary estimates and through the estimates that are in front of you, the support for these institutions remains very firm and, as far as I can see, will continue to be so.

• 2035

The Chairman: Thank you very much.

If it is the wish of the members, of course the Chair will consider calling the IDRC, because there is a lot of interest. We could have them for a short session one morning before the end of the estimates. I take that as a direction to the Chair to find a slot. It shall be done.

36199—2

[Traduction]

recherches que fait l'Institut. Par conséquent, ce chiffre me plaît bien.

J'aime également l'augmentation qui paraissait au budget supplémentaire pour le programme des Nations Unies pour le développement et qui se retrouve maintenant dans le présent budget. Je le souligne car des pressions s'exercent probablement sur l'ACDI pour mettre l'accent sur l'aide bilatérale aux dépens de l'aide multilatérale. Je n'aimerais pas que l'ACDI cède à ce genre de pressions. Je le mentionne car, à mon avis, les augmentations aux institutions multilatérales, à tout le système de l'aide alimentaire international—à l'UNICEF, si je peux parler d'une agence que vous connaissez bien—doivent continuer à être apportées et soutenues. Il nous faut pouvoir prouver qu'il y a un rendement de valeur—autrement dit, de la même façon qu'il y a un rendement de valeur dans l'aide liée sur le plan bilatéral, il y a un rendement dans les approvisionnements sur le plan multilatéral. Le programme des Nations Unies pour le développement a prévu quelque 56 millions de dollars, et nous avons obtenu 25 millions de dollars de contrats. Ce chiffre nous vient de votre bureau, et il faudrait que bien des gens le connaissent, et il faudrait qu'ils aient une meilleure compréhension de la situation.

Permettez-moi de dire que nous voyons le PNUD comme étant un organisme de première ligne, avec ses 8,500 projets et ses 30 agences spécialisées dans 154 pays, cela représente à mon avis le genre d'approche qu'il faut conserver. Je voudrais donc demander à M^{me} Catley-Carlson comment elle prévoit la continuation de l'aide multilatérale, se souvenant des approvisionnements que je viens de mentionner, à une époque où de grandes pressions s'exercent sur l'économie pour appuyer l'aide bilatérale étant donné qu'on voit son rendement immédiatement de façon précise et directe dans l'économie canadienne.

Le président: Madame Carlson.

Mme Catley-Carlson: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je puis certainement confirmer l'aide permanente du Canada aux institutions multilatérales. Nous avons connu une période de rajustement et de réajustement. Il fut un temps où les contributions du Canada à ces institutions dépassaient de beaucoup le seuil que le système des Nations Unies pouvait évaluer pour nous. A certains moments, nous avons essayé de rajuster à la baisse afin que nos contributions soient au bon niveau si les institutions avaient été évaluées. Comme vous l'avez vu dans le budget supplémentaire et dans le budget que vous avez devant vous, notre appui à ces institutions demeure ferme, pour ce que je puis prévoir, et il continuera de l'être.

Le président: Merci beaucoup.

Si les membres du Comité le veulent bien évidemment, la présidence examinera la possibilité de convoquer le CRDI, étant donné que cet institut suscite beaucoup d'intérêt. Nous pourrions convoquer les représentants pour une courte réunion avant la fin de l'étude du budget. J'estime qu'il s'agit là d'une

[Text]

Next on my list is the Reverend Father Ogle, please, the Honourable Member for Saskatoon East, followed by Mr. Dupras. I will give you equal time—the first three.

Mr. Ogle: Thank you very much, Mr. Chairman. I would also like to welcome Mrs. Catley-Carlson to our midst tonight.

I would begin by saying that I was very happy to have had an invitation to be at the colloquium, which I found to be a very useful event. It was for two days, about ten days ago, when the Ministers and the President and several Members of Parliament, plus about—50 other people, was it?—50 other people from the business sector, labour, the church and the NGO communities sat down for what I felt was a really good dynamic in looking at aid policy. I was happy about that event.

I keep notes all the time of different things. In those two days I felt that, of the participants, the two best inputs came from two women—and there were only two women there, outside yourself. That figures. I might say that I do not like to make these admissions, but that is what I put in my notes. The first input was from a woman representing a non-governmental organization, Hoffman, I believe her name is. She identified, I felt, one of the major problems in development, which is the fact that many people who were working in it had a difficult or impossible time in accepting and living within the linguistic and cultural context of where the aid was going.

The other was a business woman and, from the way she spoke, she was a very, very keen, active business woman as well. This followed the intervention of the first woman, who identified what I consider to be a major problem, the inability of the North American and Canadian really to accept the cultural values of another place. In fact, one person told us that the OECD... Of the 21 major countries that are in the developed world, Canada is the twentieth, when it comes to skills and abilities in dealing with other countries. They did not say who the twenty-first was, but I would bet you that it is south of us. There is just a cultural inability to accept the language, the understandings, of other peoples.

To go back to the first two interventions that I was talking about, the business woman grasped that idea very quickly and could see that unless the business community did that they were just losing time too. Those two little interventions, I felt, were very, very helpful in the discussion that day, because we were on lots of different areas that were not about that.

There was a proposal, which came up during one of the breaks, a lunch break, I think it was, that Canadians should have a mode of preparing themselves better to go into the aid-trade business internationally. I backed that idea and I would like to back it again. I, having worked in a Third World country, feel that even though the preparation we had was not

[Translation]

indication à la présidence pour que nous trouvions une heure convenable. Ce sera fait.

Le prochain sur ma liste est le révérend père Ogle, le député de Saskatoon-Est, il sera suivi de M. Dupras. Je vous donnerai le même temps—aux trois premiers qui prennent la parole.

M. Ogle: Merci beaucoup, monsieur le président. J'aimerais également souhaiter la bienvenue à M^{me} Catley-Carlson qui se trouve parmi nous ce soir.

Je vous dirai tout d'abord que je suis très heureux d'avoir été invité au colloque que j'ai trouvé extrêmement intéressant. C'était il y a environ 10 jours et ce colloque a duré deux jours, les ministres et le président de même que plusieurs députés y assistaient, et aussi 50 autres personnes, c'est bien cela? Cinquante personnes du monde des affaires, des syndicats, de l'Eglise et des organismes non gouvernementaux. Tous ces gens se sont réunis pour étudier de façon très dynamique la politique d'aide. C'est un événement qui m'a fait bien plaisir.

Je conserve toujours mes notes au sujet des différents événements. J'ai trouvé qu'au cours de ces deux jours, les deux meilleurs apports qu'ont faits les participants venaient de deux femmes—et c'étaient les deux seules autres femmes à part vous-mêmes. Ça s'explique. Je dois avouer ne pas aimer à avoir à l'admettre, mais voilà ce que me disent mes notes. Le premier apport venait d'une femme qui représentait une organisation non gouvernementale, je crois que son nom était Hoffman. Elle a identifié, à mon avis, un des problèmes importants du développement, le fait que bien des gens qui y ont travaillé avaient de la difficulté et même se trouvaient dans l'impossibilité d'accepter et de vivre dans le contexte linguistique et culturel de l'endroit où l'aide est apportée.

L'autre personne était une femme d'affaires et de la façon dont elle parlait, c'était une femme d'affaires très très judicieuse. Son intervention suivait celle de la première femme. Elle a souligné ce que je considère être un problème important, l'incapacité du Nord-américain et du Canadien à vraiment accepter les valeurs culturelles d'un autre endroit. De fait, une personne nous a dit que l'OCDE... Des vingt et un pays importants qui font partie du monde industriel, le Canada est le vingtième, lorsqu'il s'agit de compétences et d'aptitudes à traiter avec d'autres pays. Ils n'ont pas mentionné qui était le 21^e pays, mais je pourrais parier qu'il se trouve au sud du nôtre. Il existe une incapacité culturelle à accepter la langue, les moeurs des autres peuples.

Pour revenir à la première des deux interventions dont j'ai parlé, la femme d'affaires a saisi l'idée très rapidement et pouvait voir comment, à moins que le monde des affaires se décide, il perdrait son temps également. Ces deux petites interventions ont été, à mon avis, très utiles dans la discussion ce jour-là, étant donné que nous avons discuté de bien d'autres secteurs qui ne touchaient pas à ce sujet.

Une proposition a été avancée, au cours d'une pause, celle du midi, je crois, pour que les Canadiens trouvent le moyen de mieux se préparer à l'aide au commerce international. J'ai appuyé cette idée et je voudrais l'appuyer de nouveau ici. Étant donné que j'ai travaillé dans un pays du tiers monde, je crois que même si la préparation que nous avions n'était pas tout à

[Texte]

great, we at least had four solid months of inculturation and language before we were allowed to sort of go out and touch the people. Even at that, you cannot shed all your baggage.

I would really like to think maybe CIDA, or somebody in this group, is seriously planning to prepare some kinds of institutions like that. For Canadians who are going into the aid-trade business . . . and now it is big, there are going to be a lot of people involved—there should be a requirement to have some preparation in language and culture, and so on, before they get projects; it should be almost a condition.

• 2040

I will just say that. Maybe somebody would like to comment on that a little later.

Another statistic I think we have to keep before us all the time—and it was actually the Prime Minister who brought the statistic up in the House of Commons a few weeks ago, and it was clear once he said it, but I had never thought about it before—that nine out of ten people in the world live outside the superpowers. The majority of people are not directly involved with the superpowers; and that majority is where the poverty is. I just bring that up for the mental understanding that if Canada as a country gets tied up in the superpower problem all the time, or any country gets tied up in the superpower problem all the time, it is not going to get to this thing that we are talking about tonight, aid, I do not really believe—true aid.

Going back now, because I know when I talked to you just before the meeting tonight you had some information—I stole some stuff out of your book here and used it in a statement after we had had that colloquium. There was an area I was very much aware of. I know most of the agriculture in the world is done by women. I know that, and I know most of the food production and most of the basic economies of developing countries are done by women. I just suggested in my statement that it might be a good idea if CIDA or the development wing of the Canadian effort had a much higher percentage of women involved in senior jobs. I was just wondering if you could comment on whether that is a possibility.

Mrs. Catley-Carlson: On your first comment, sir, I think we are very agreed on the need for better preparedness. I think those of us at CIDA who participated in the colloquium found the moment that you were talking about to be one of the most satisfying moments of the colloquium, when the NGO and business communities realized that this was an area in which one had a very great deal to give and the other had a very great deal to get and that there was an absolute interest in getting together. Up until that time, as might well be expected, they had tended to take opposite sides on various issues. But suddenly this came up in a rather unanticipated fashion, that what Canadian business needed to penetrate more effectively

[Traduction]

fait satisfaisante, nous avions au moins quatre mois complets de bains de culture et de langue avant de rencontrer, d'être en contact avec les gens. Même à cela, on ne peut pas se départir de tout le bagage acquis.

J'aimerais croire que peut-être l'ACDI, ou quelqu'un dans ce groupe, songe sérieusement à planifier quelque institution de ce genre. Pour les Canadiens qui s'occuperont d'aide et de commerce extérieur—il s'agit maintenant d'une chose importante, à laquelle de plus en plus de gens participeront—il faudrait tout d'abord l'obligation de préparer ces gens sur le plan langue et culture, par exemple, avant de les envoyer sur des projets, ce devrait presque être une condition.

Je n'en dis pas davantage. Quelqu'un d'autre aura peut-être quelque chose à dire à ce sujet plus tard.

Je crois qu'il faut garder à l'esprit une statistique, en tout temps—c'est même le Premier ministre qui l'a présentée en Chambre il y a quelques semaines, et c'était très clair une fois qu'il l'a eu mentionnée, mais je n'y avais jamais songé auparavant—neuf personnes sur dix dans le monde vivent à l'extérieur des super-puissances. La majorité des gens n'ont pas directement affaires aux super-puissances, et la majorité se trouve où la pauvreté sévit. Je vous souligne ce fait pour que mentalement vous compreniez que si le Canada en tant que pays était lié au problème des super-puissances en tout temps, ou si tout autre pays était lié au problème des super-puissances en tout temps, nous n'aurons pas ce dont nous parlons ce soir, une aide, je ne le crois pas vraiment—une aide véritable.

Je reviens à ce que je veux dire, car je sais que lorsque je vous ai parlé avant la réunion ce soir, vous aviez des renseignements—je me suis servi de ce que contient votre livre ici pour l'utiliser dans une déclaration après que nous avons eu ce colloque. J'étais très conscient d'un des secteurs mentionnés. Je sais qu'en grande partie les femmes sont responsables de l'agriculture qui se fait dans le monde. Je sais cela, et je sais que la majeure partie de la production de l'alimentation et la majeure partie des économies de base des pays en voie de développement sont la responsabilité des femmes. Dans ma déclaration, je n'ai fait que suggérer que ce pourrait être une bonne idée si l'ACDI ou la section de développement de l'effort canadien comprenait un pourcentage plus important de femmes dans des emplois de cadres. Je me demandais simplement si vous vouliez bien nous dire ce que vous pensez de cette possibilité.

Mme Catley-Carlson: Au sujet de votre première remarque, monsieur, je crois que nous sommes tout à fait d'accord sur le besoin d'une meilleure préparation. Ceux parmi nous à l'ACDI qui ont participé au colloque ont trouvé que ce moment dont vous avez parlé a été un des moments les plus satisfaisants peut-être du colloque, alors que les organisations non gouvernementales et le monde des affaires se sont rendu compte qu'il s'agissait là d'un domaine où on pouvait beaucoup donner et l'autre pouvait recevoir et qu'il fallait que les deux se rejoignent. Jusqu'à ce moment-là, comme on pouvait s'y attendre, les deux avaient pris des positions opposées sur diverses questions. Soudain, la question s'est posée de façon tout à fait

[Text]

and efficiently in the Third World was a better knowledge of culture and language, and that the knowledge of culture and language was basically the repository of the NGO community. There are now something like 10,000 returned CUSO volunteers in Canada since the beginning of CUSO. If we could put together some of that expertise in the commercial community, which desperately needs it, I think it would be a better product for all concerned.

So for the moment—your question asked whether anybody was doing anything about that. It would be my hope that the two, having recognized this, would take steps to get together; and indeed, the Canadian Manufacturers' Association expressed an interest in being in touch with the Canadian Council for International Cooperation, which is the coordinating group for the NGOs.

I think it would be rather splendid if this happened without government being there, to see if they could forge some interesting links. We also offered to be of assistance in the process, and indeed we may have to take on somewhat more of a midwife role. But I would like to see—and I have meetings scheduled with both of those persons in the not-too-distant future, hoping that this has been something which both sides will take up on their own initiative, because I think that would be more meaningful than one which government arranged and which then tends to have the effect of having both sides sit back a little more.

Your question on women, sir, is very much appreciated. I could not agree more fully. I think we do need more women in senior management positions in CIDA. We are not doing badly. We are ahead of or equivalent to public service norms in all areas except for the scientific and professional group; and basically our problem there is that we need engineers, agricultural specialists, and economists with Third World experience who are ready to travel and who will accept government salaries. You do not find too many women who will fulfil those four qualifications—and it is certainly not for lack of trying. But even there we have decided that we are going to do more to try to make sure that our advertising and our selection process get to women who might be interested.

• 2045

In terms of internal CIDA, in case you are interested, our management category has 6.6% women; our senior management, the executive category, has almost 9%; senior management category has 6.3%; scientific and professional has 6.9%; and administrative and foreign service has 35.1%. So, as I say, we are about on target or above it for public service norms, but I do not think there is anybody who is particularly satisfied with those figures. Several times we have discussed how to do more about this. I think we are generally agreed.

[Translation]

imprévue, ce dont le monde des affaires canadien avait besoin pour pénétrer de façon plus efficace et plus efficiente le tiers monde, c'était une meilleure connaissance de la culture et de la langue, et que la connaissance de la culture et de la langue était fondamentalement le dépositaire de la collectivité des organisations non gouvernementales. Il y a maintenant quelque 10,000 volontaires de SUCO qui sont revenus au Canada depuis les débuts de SUCO. Si nous pouvions réunir ces compétences dans le monde des affaires, qui en a vraiment besoin, je pense qu'on pourrait en arriver à un meilleur produit pour tous les intéressés.

Pour le moment, cependant, vous avez demandé si quelqu'un faisait quelque chose à ce sujet. J'entretiens l'espoir que les deux, une fois qu'ils auront reconnu ce fait, prendront des mesures pour se rencontrer. De fait, l'Association des manufacturiers canadiens s'est dite intéressée à communiquer avec le Conseil canadien de la coopération internationale qui est le groupe de coordination pour les organismes non gouvernementaux.

Ce serait fantastique si cela se produisait sans que le gouvernement en soit, on verrait si des liens intéressants pourraient s'établir. Nous avons également offert notre aide dans ce processus, et il nous faudra peut-être jouer en quelque sorte le rôle de sage-femme. J'aimerais voir cependant, j'ai des réunions qui sont prévues avec ces deux personnes dans un avenir très proche, et j'espère que les deux prendront l'initiative à ce sujet, ce serait beaucoup plus significatif à mon avis que si le gouvernement faisait les arrangements car les deux parties auraient peut-être tendance à attendre davantage.

Votre question concernant les femmes, monsieur, est très appréciée. Je ne saurais être plus d'accord. Il faudrait à mon avis davantage de femmes dans des postes-cadres à l'ACDI. Nous n'avons pas trop mal fait. Nous nous conformons ou nous sommes en avance sur les normes de la Fonction publique dans tous les secteurs sauf pour le groupe syndiqué des professionnels. Notre problème surtout, c'est qu'il nous faut des ingénieurs, des spécialistes en agriculture, des économistes qui ont une expérience du tiers monde, qui sont disposés à voyager et qui accepteront les salaires du gouvernement. On ne trouve pas tellement de femmes pour remplir ces quatre conditions, ce n'est pas que nous n'avons pas essayé. Là encore nous avons décidé de faire davantage pour nous assurer que notre publicité et notre processus de sélection rejoindront les femmes qui pourraient être intéressées.

Au sujet de ce qui se passe à l'intérieur de l'ACDI, au cas où vous seriez intéressés, dans la catégorie de gestion, nous comptons 6.6 p. 100 de femmes; parmi les cadres supérieurs, dans la catégorie exécutive, près de 9 p. 100; dans la catégorie des cadres supérieurs de gestion, 6.3 p. 100; dans la catégorie sciences et profession, 6.9 p. 100 et dans la catégorie administration et service extérieur, 35.1 p. 100. Par conséquent, je le répète, nous avons atteint l'objectif ou même davantage d'après les normes de la Fonction publique, mais je ne crois pas que personne soit vraiment satisfait de ces chiffres. Nous avons

[Texte]

I would not like to let this question pass with the supposition that if you do not have women in your executive, you cannot do anything about women in development. Some of our most persistent and vocal advocates of doing more for women in development happen to be, I am very glad to say, the men in our senior executive category.

Mr. Ogle: I was thinking more right across the board. My feelings would be that the link could be much more in the field area as well—the officers in the field, where the women would go to women; again, I still would insist that the more people CIDA can put into the field, the better the possibility of development of the human side, and the more decision-making made close to the projects or whatever is going on. I have said that many times before and I can keep insisting on that as a necessity.

Today I had a person visit me, Mr. Mesarovic; he is a Member of the Club of Rome, and he happened to be in Ottawa today. I would just like to make a few comments about this. It is really not a question. He has produced a paper, the beginning of a study. He had been working actually with Peccei, the President of the Club of Rome who died last week. He has some ideas, I think, people in development really have to look at, and it would be using it in development education. The thesis they have is the cost of global poverty—these ideas have been advanced before by the Club of Rome to a certain extent, but it is more concentrated here—what it is costing the planet to have poor people. It is more than just the cost of welfare; it is the cost of having the planet break down. I am sure we could get copies of this study if people were interested. The study is based on the breakdown of the forests and the breakdown of arable land and the pollution of water. In reality, sort of breaking down the heritage, if we could put it that simply. If people could understand that if world poverty persists, finally everybody becomes poor because there is no naturalness left in the globe. It is something that people are aware of.

In this report, as they generally do with their papers, it is really hammered home. Maybe we would not have enough time to think about that tonight. Part of what the colloquium brought forward was the necessity of education, the question of Canadians' being educated to the aid question. I would say that part of that has to be that people have to begin to see that global poverty is destroying the planet. I cannot tell you how that can be done easily. We are talking in a dimension here now that, unless the global poverty thing is addressed and solved, it is going to get worse for everybody. I just say that and I see my time is gone and everybody wants to say something. I think in the educational part the thing has to get much greater than just how much good Canada is going to get, where do moneys go; this project worked and that one did not work. It has to have a much more profound understanding of the whole thing.

[Traduction]

discuté à plusieurs reprises de la façon de les améliorer. Je crois que nous sommes tous d'accord.

Je ne voudrais pas laisser passer cette question en laissant supposer que si nous n'avons pas de femmes dans notre catégorie exécutive, on ne peut rien faire au sujet des femmes sur le plan du développement. Les défenseurs les plus persistants et les plus ardents de la cause des femmes sur le plan du développement, je suis heureuse de le dire, sont les hommes de notre catégorie des cadres supérieurs de gestion.

M. Ogle: Je pensais plutôt à ce qui se fait en général. Je pense que le lien devrait surtout exister sur le terrain également—les agents sur le terrain, alors que les femmes pourraient aller rencontrer des femmes, mais là j'insiste pour dire que plus l'ACDI place de gens sur le terrain, meilleures seront les possibilités de développement sur le plan humain, et plus les décisions seront prises près des projets, de ce qui se passe. Je l'ai dit à plusieurs reprises, et j'insiste, il s'agit d'une nécessité.

Une personne m'a visité aujourd'hui, M. Mesarovic, il est membre du Club de Rome et il visitait Ottawa aujourd'hui. Permettez-moi de faire quelques remarques à ce sujet. Il ne s'agit pas vraiment d'une question. Il a publié un document, le début d'une étude. Il travaillait de fait avec Peccei, le président du Club de Rome qui est décédé la semaine passée. Il a quelques idées, je crois, que les gens qui s'occupent du développement devraient vraiment examiner, et qui pourraient être utiles à la sensibilisation au développement. Ils soutiennent la thèse que le coût de la pauvreté globale—ce sont des idées qui ont déjà été mises de l'avant par le Club de Rome jusqu'à un certain point, mais elles sont davantage concentrées ici—ce qu'il en coûte à la planète d'avoir des pauvres. C'est plus que le coût du bien-être social, c'est le coût d'une faillite pour la planète. Je suis certain que nous pourrions obtenir des exemplaires de ces études si certains sont intéressés. L'étude se fonde sur la ventilation des forêts et des terres arables et la pollution de l'eau. Il s'agit en réalité d'une répartition du patrimoine, si l'on peut le résumer ainsi. Si les gens pouvaient comprendre que si la pauvreté persiste dans le monde, tous finalement deviendront pauvres, car le patrimoine du globe s'amenuise.

Dans ce rapport, comme ils le font habituellement dans leurs documents, ils ne mâchent pas leurs mots. Nous n'avons peut-être pas suffisamment de temps pour y réfléchir ce soir. En partie, le colloque a mis de l'avant la nécessité de l'éducation, peut-être que les Canadiens doivent être éduqués en matière d'aide. En partie, il faudrait que les gens commencent à se rendre compte que la pauvreté globale détruit la planète. Je ne saurais vous dire comment cela pourrait se faire facilement. Nous parlons ici en fonction d'une dimension, à moins que la pauvreté globale soit étudiée et résolue, tout le monde en souffrira. Je le dis simplement, et je vois que mon temps s'écoule, et que tout le monde a quelque chose à ajouter. Sur le plan éducation, il faut faire davantage que d'apprendre tout simplement combien le Canada pourrait en retirer, où va l'argent, etc. Il faut avoir une compréhension beaucoup plus approfondie de tout le sujet.

[Text]

The Chairman: Thank you. By the way, I want you to know we have made provision that Thursday, April 12, at 3.30 p.m. Madam Catley-Carson and the CIDA people will be back here. That is already in our program.

• 2050

I will have a few changes to announce later on, but I do not want to interrupt my colleague, *l'honorable député de Labelle, M. Dupras*. Mr. Dupras, followed by Mr. McLean.

M. Dupras: Merci, monsieur le président.

Je veux me joindre à mes collègues pour dire combien je suis satisfait de voir qu'une personne aussi habile et aussi engagée dans son travail ait accepté la présidence de l'ACDI. J'en suis fort heureux. Ayant été passablement actif dans le domaine de l'aide avec mes deux collègues, M. Roche et *Father Ogle*, je peux comprendre combien il est important pour l'institution que vous présidez, madame, d'avoir un président qui ait un bon sens de la direction et une bonne perception des besoins des divers pays en voie de développement. Je suis bien heureux que vous soyez là.

Cela dit, je suis un peu déçu que mon nom n'ait pas figuré sur la liste des invités au colloque. J'aurais bien aimé y assister et être exposé aux travaux de ceux que vous aviez invités.

Je ne veux pas poursuivre dans la même veine que mon collègue le père Ogle, mais je veux tout de même dire, comme nous l'avons dit ensemble, le père Ogle et moi, que si certains pays en voie de développement, en particulier le Bangladesh et les Philippines, doivent effectuer un départ aux points de vue économique et social, ce sont des femmes qui vont le réaliser. C'est la conclusion à laquelle nous sommes arrivés. Je vois que certains pays en voie de développement ont élu justement des femmes à la tête de leur pays. Le Bangladesh a déjà eu une femme, et j'espère qu'il y en aura une autre. L'Inde a maintenant M^{me} Gandhi. Vous avez évoqué dans votre présentation les succès que connaît déjà l'Inde.

Une chose m'intrigue, madame le président, et je voudrais que vous me donniez votre impression. A-t-on déjà fait une évaluation de l'efficacité et des résultats des programmes d'aide dans différents pays où la pauvreté existe pour diverses raisons? Je m'explique. Certains pays d'Afrique, la Somalie par exemple, sont pauvres parce qu'il n'y a pas de ressources naturelles et qu'ils ne peuvent pas produire grand-chose, alors que d'autres pays, par exemple en Amérique du Sud et en Amérique Centrale, sont pauvres, mais pour des raisons bien différentes. C'est aussi le cas de certains pays des Antilles. Je me demande si on a déjà fait une comparaison des résultats, des effets de notre aide dans certains pays dont la pauvreté est attribuable à une raison différente. Ne devrait-on pas mettre sur pied un programme d'élimination de certains pays où la pauvreté est *self-inflicted*, si vous me permettez l'expression, et où vraiment l'aide canadienne n'est pas aussi marquante, les résultats ne sont pas aussi intéressants et aussi marquants que dans d'autres pays où la pauvreté est au-delà du contrôle des habitants.

[Translation]

Le président: Je vous remercie. Je souligne en passant que nous avons prévu une réunion pour le jeudi 12 avril à 15h30 et M^{me} Catley-Carson et les représentants de l'ACDI reviendront. Cela fait déjà partie de notre programme.

J'aurais quelques changements à vous annoncer plus tard, mais je ne veux pas interrompre mon collègue, *l'honorable député de Labelle, M. Dupras*. A vous la parole, monsieur Dupras, suivi de M. McLean.

Mr. Dupras: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to join with my colleagues in telling you how happy we are to see such a competent and committed person in the Chair of CIDA. I am very happy. Since I have been fairly active in assistance with my two colleagues, Mr. Roche and Father Ogle, I can understand how important it is for your agency to have a chairman who has a good sense of direction and a good perception of the needs of the various developing countries. I am very happy that you are there.

Having said this, I am somewhat disappointed that my name was not on the guest list for the conference. I would like to have gone and have been informed of the work carried out by those you invited.

I am not going to continue along the same lines as my colleague, Father Ogle, but just the same I would like to say that Father Ogle and I both agree that if some developing countries, in particular Bangladesh and the Philippines, are going to make any progress from an economic and social point of view, it will be women who will realize this progress. This is the conclusion that we have reached. I see that certain developing countries have in fact elected women to head their country. Bangladesh has already had a woman and I hope that there will be another. India now has Mrs. Gandhi. You mentioned in your presentation the successes that India has already had.

One thing intrigues me, Madam President, and I would like you to give me your impression. Has any evaluation been done on the effectiveness and the results of aid programs in various countries where poverty exists for different reasons? I will explain what I mean. Certain African countries, such as Somalia, are poor because there are no natural resources and they cannot produce very much. Other countries, however, for example South America and Central America, are poor but for very different reasons. This is the case for certain Caribbean countries as well. I am wondering if a comparison has been made of the results of the effects of our aid in certain countries whose poverty is attributable to another reason. Should we not set up a program to eliminate certain countries where poverty is self-inflicted, if you will allow me to use this expression, where Canadian aid is not really very noticeable? The results are not as interesting and as noticeable as in other countries where poverty is beyond the control of its citizens.

[Texte]

Le président: Madame.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, that is a fascinating question. The short answer is that yes, we indeed do this kind of evaluation for all of the countries with whom we have an intensive programming relationship, our so-called core countries or countries of concentration. It is done once every three to four years, sometimes as much as five, in something called a country program review. We try to do a complete analysis of the reasons for poverty in each country, and the bottlenecks or obstacles to progress. As you have pointed out, they are very different indeed.

For a land-locked country, for example, the question of a road or an airport may have an importance that would far eclipse the same installation in another country. For the small countries, mini-states of the South Pacific, for example, you will find food in abundance, and transportation is no problem, because they are islands. But you will find that the ability to put their natural inputs together in the form of management or in the form of helping themselves to organize themselves is very deficient. There your investments would be in management capabilities, management capacities, and in helping organizations to develop on their own.

Each country is very different. If we ever did, we certainly do not now start with the idea that there is a prescription for development. We start with the basic factors for each country, and proceed on the basis of the World Bank and sometimes IMF analysis of the country, and our own experience, which is now 15 to 18 years in some of these countries. Each time we are looking at bottlenecks and constraints, and each time the analysis is quite different.

• 2055

There is a lot of progress registered too. Somebody noted to me that reading the country program of the World Bank for Korea 15 years ago you would honestly believe you were looking at the country program for Nepal today, in the sense that it was described as a poor, backward country with no prospect of land reform, deprived peasants living in ill-fitting houses and no nutrition and sanitary arrangements, whereas today Korea, with \$1,800 per capita, is one of the modern miracles.

So you have correctly identified that the constraints are different in each case. The tactics and the techniques need to be different, and the programs need to be different in each case.

Mr. Dupras: So then I am to understand that you have lists of countries that most likely are to come out in the next, say, five to seven years, as opposed to other countries who do not seem to have any chance of ever coming out of the category of slow-developing countries. Korea back 15 years ago was one of them, and Japan was such a country 25 years ago. Malaysia, for instance, is a country fast becoming an industrialized country; and so is Ceylon—Sri Lanka.

Mrs. Catley-Carlson: That is right.

I think it is really only in the category which the UN calls the least developed of the developing countries, the LDCs, a

[Traduction]

The Chairman: Madam.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, c'est une question fascinante. En bref, nous faisons une évaluation des programmes dans les pays où nous avons des programmes intensifs d'aide au développement. Nous faisons cette évaluation tous les trois ou quatre ans, même tous les cinq ans. Nous essayons de faire une analyse complète des raisons de la pauvreté dans chaque pays, et des obstacles au progrès. Comme vous l'avez dit, elles sont, en fait, très différentes.

Dans un pays sans accès à la mer, une route ou un aéroport a beaucoup plus d'importance que dans d'autres pays. Dans de petits pays du Pacifique sud, on trouve des aliments en abondance, et il n'y a pas de problème de transport, car ce sont des îles. Cependant, ils ont des carences en ce qui concerne la gestion ou l'organisation. Nos investissements dans ces pays visent à former des gestionnaires, et à aider des organisations à devenir autonomes.

Chaque pays est différent. Si nous en avons jamais eu dans le passé, nous n'avons pas de recettes pour le développement. Au départ, nous examinons les facteurs de base dans chaque pays, et ensuite nous faisons une analyse basée sur celle de la Banque mondiale, et quelquefois du Fonds monétaire international, et sur notre propre expérience, qui va de 15 à 18 ans dans quelques pays. Chaque fois nous analysons les obstacles et les contraintes, et chaque fois l'analyse est différente.

Nous avons constaté beaucoup de progrès aussi. Quelqu'un m'a dit que si on lisait le programme de développement de la Banque mondiale pour la Corée d'il y a 15 ans, on aurait l'impression de lire le programme pour le Népal d'aujourd'hui. Le pays y était décrit comme pauvre, arriéré, sans espoir de réforme agraire, et les paysans vivaient dans des taudis, sans alimentation et installations sanitaires. La Corée d'aujourd'hui, où les habitants gagnent 1,800\$ par personne, est l'un des miracles du monde moderne.

Alors vous avez bien dit que les contraintes sont différentes dans chaque cas. Notre approche, nos techniques et nos programmes doivent varier selon le cas.

M. Dupras: Dois-je comprendre que vous dressez une liste des pays qui vont changer de statut d'ici cinq à sept ans, et des autres qui vont toujours rester des pays dont le développement est lent? La Corée a changé depuis 15 ans, et le Japon depuis 25 ans. La Malaisie devient rapidement un pays industrialisé et le Sri Lanka aussi.

Mme Catley-Carlson: C'est exact.

Nous visons les pays qui sont les moins développés des pays en voie de développement, qui comptent environ 40 pays. Il est

[Text]

group of some 40-plus. It is sometimes rather difficult to see where the impetus is going to come to self-sustaining development, which is the objective of the program. But in the Pakistans, the Indonesias, the Columbias, the Perus, you very much orient your program towards the fact that you are trying to remove bottlenecks which indeed, if removed, could well help that country be on a path towards self-sustaining growth.

Mr. Dupras: That is right.

Let us turn to another bottleneck. I would like to ask you about the DRIPP program we put an end to in late 1982, or 1981 I think it was, and for a very special reason. We know that Haiti is a very poor country, and it caused a lot of very serious problems when we put an end to the program. I think we were justified after so many warnings to the local management of the project.

Tell me, have we eliminated any possibility of finishing some of the simpler elements of the program? Have we decided to pursue and realize some objectives of the program since we put an end to the DRIPP?

Mrs. Catley-Carlson: We certainly have not left Haiti, if that is your question. That would be, I think, a decision that would be impossible to make, given the status of this country as the poorest in the western hemisphere and a country whose ecosystem is so fragile as to menace even the very difficult standard of living the people have now. In 1982-83, for example, there was still \$10 million being disbursed to Haiti, and we are estimating for 1983-1984 a *déboursé* of some \$6.5 million, going up to \$6 million in the next year.

The projects very much take into account the difficulties and the lessons learned from the DRIPP project which, as the North-South Institute proved, was not a failure in the sense that there were roads, there were pharmacies, there were schools, there were community installations established. It is just that given the total costs they turned out to be very expensive roads, community centres and schools for the amount of money that was put into them.

So trying to take advantage of some of the lessons that we have learned, the projects now are in the area of aid to education,

des équipements d'informatique et scolaires, la formation pédagogique des professeurs locaux, l'organisation de séminaires pour les hommes d'affaires locaux et le stage de comptabilité dans l'industrie locale pour les étudiants. C'est un grand projet dont la description est dans le livre Nord-Sud. Il s'appelle ENEGI, et c'est assez grand. Cela peut aller jusqu'à 8 millions de dollars. Il y a aussi un appui au programme de recherche appliquée de CIMMYT, qui est une des organisations de recherche agricole. Le maïs est bien cultivé en Haïti, et il faut identifier les problèmes de la culture du maïs.

Il y a aussi l'enseignement agricole qui est un petit projet. Il y a un autre projet pour la fourniture d'aide technique et d'équipement pour les ateliers d'enseignement qui est important. Cela, c'est un projet qui est déjà en marche. Il y a une possibilité d'implication dans un assez grand projet d'électrification. C'est un programme de cofinancement avec la Banque mondiale. Il vise à renforcer le réseau de transport d'énergie

[Translation]

difficile, des fois, de développer l'autonomie, qui est l'objectif de notre programme. Dans des pays tels que le Pakistan, l'Indonésie, la Colombie, le Pérou, nos programmes visent à éliminer les obstacles au progrès et à l'autonomie.

M. Dupras: C'est exact.

Parlons maintenant d'un autre obstacle. J'aimerais vous poser des questions sur le programme DRIPP, auquel nous avons mis un terme à la fin de 1982, ou 1981, pour une raison bien précise. Nous savons tous que Haïti est un pays très pauvre, et la résiliation de notre programme a causé des problèmes très graves. Je pense que notre décision était fondée car nous avons prévenu l'administration locale maintes fois.

La possibilité existe-t-elle encore de réaliser des volets plus simples du programme? Avons-nous décidé de réaliser quelques objectifs du programme depuis sa résiliation?

Mme Catley-Carlson: Nous n'avons pas quitté Haïti si c'est cela votre question. Selon moi, nous ne pourrions pas prendre une telle décision étant donné que ce pays est le pays le plus pauvre de l'hémisphère ouest. Son écosystème est si fragile qu'il menace même le niveau de vie difficile que connaissent les gens actuellement. Nous avons déboursé 10 millions de dollars en Haïti en 1982-1983, nous prévoyons de déboursier 6,5 millions de dollars en 1983-1984, et 6 millions de dollars l'année d'après.

Ces projets tiennent compte des leçons apprises avec le programme DRIPP. Comme l'a démontré l'Institut Nord-Sud, ce n'était pas un échec, dans le sens que l'on a construit des chemins, des écoles, des pharmacies, des installations communautaires. Le problème réside dans le fait que ces chemins, ces centres de loisirs, et ces écoles ont coûté très cher.

Alors, en tenant compte des leçons que nous avons apprises, nous travaillons dans le domaine de l'aide à l'enseignement,

... computer and scholastic equipment, local teacher training, seminars for local businessmen, and a training program in accounting for students in local industries. This is a large project and described in the North-South book. It is called ENEGI and is quite large. It may reach \$8 million. There is also support for an applied research program in CIMMYT, which is an organization for agricultural research. Corn is grown in Haïti and we want to identify the problems inherent in its cultivation.

There is also a small project for agricultural training, and another large one for the provision of technical assistance and equipment for workshops. This project is already underway. There is potential for involvement in a fairly major electrification project. It is a program that is being jointly financed with the World Bank. The aim of the project is to strengthen the electrical energy transportation network around Port-au-

[Texte]

électrique autour de Port-au-Prince et à augmenter la capacité de production dans quatre villes de province. Il y a aussi, comme vous le savez, le fonds administré par la mission. Le programme n'est pas du tout terminé, mais toute la programmation est en marche. Il y a aussi les projets de planification, compte tenu des leçons que nous avons tirées de l'expérience très triste de DRIPP.

• 2100

Mr. Dupras: What we did not show was that we went to more easily controlled projects, where we can ensure a better management without any risk of losing control of the equipment that we have in place and so forth.

Mrs. Catley-Carlson: Yes, and we are also using NGOs, which have proved to be a very effective development instruments in Haiti. And aligning ourselves with the World Bank also helps in the management of these projects.

One of the things that went wrong in DRIPP is, in fact, one of the objectives of a program which is to hand over control of projects and economic development to the people on the ground. It proved to be a naive assumption about the amount of capacity that there was to take on these tasks, but I would certainly defend our continuing need to try to implicate the people on whose behalf these projects are designed.

Mr. Dupras: I agree with you, in spite of the fact that in one case we may not have achieved the success we had hoped to achieve. It is not a reason to get out of it or not go into other projects similar to that. Maybe we should tighten the administration and exercise a better observation or control over what they do.

Monsieur le président, la dernière question que je voudrais poser à M^{me} Catley-Carlson concerne les programmes d'aide au Honduras. Comme vous le savez, le Honduras est malheureusement engagé dans des opérations de déstabilisation du pays voisin, le Nicaragua. Le Honduras est un pays qui a été favorisé par un fort volume d'aide du gouvernement canadien, et il se livre maintenant à des opérations totalement inacceptables pour les Canadiens à l'endroit du Nicaragua. Je voudrais savoir, Madame Catley-Carlson, si vous avez étudié ces problèmes-là sérieusement et s'il est possible de mettre un terme à tous les programmes que nous avons au Honduras. Quel genre d'avertissement avons-nous servi aux administrateurs, aux dirigeants du pays pour ce qui est de ces opérations? Les avons-nous avertis que si ces opérations ne cessent pas, nous devons mettre un terme à nos programmes d'aide?

Mrs. Catley-Carlson: Thank you, Mr. Chairman.

As Mr. Dupras is very well aware, he is talking about questions which touch on political guidance and political relationships between countries and, as such, we take our own guidance from a sister department of External Affairs and obviously from our Minister who is the Secretary of State for External Affairs. What we can do as an aid agency, as well as contributing to those discussions, is to try to ensure that the

[Traduction]

Prince and increase production capacity in four provincial cities. There is also, as you know, the fund administered by the mission. The program is far from being completed, but all of the programming is operational. There are also planning projects, which take into account the very unhappy experience that we had with DRIPP.

M. Dupras: Ce qui n'a pas été évident, c'est que nous nous sommes orientés vers des projets qui sont plus faciles à contrôler, des projets que nous pouvons mieux administrer sans risquer de perdre le contrôle des équipements que nous avons mis en place, etc.

Mme Catley-Carlson: Oui, et nous avons aussi recours à des O.N.G., qui ont été, en Haïti, des instruments de développement très efficaces. Nous nous sommes aussi associés à la Banque mondiale, qui participe à la gestion des projets en question.

Pour ce qui est du DRIPP, son échec peut être attribué, du moins en partie, à l'un des objectifs du programme: celui qui consistait à confier, aux gens de là-bas, l'administration des projets et la responsabilité du développement économique. Étant quelque peu naïfs, nous avons surestimé l'aptitude de ces personnes-là à assumer ces responsabilités, ce qui ne veut certainement pas dire que nous devons cesser d'encourager la participation des personnes auxquelles les projets sont destinés.

M. Dupras: Je suis parfaitement d'accord, même si nous n'avons pas eu le succès que nous avions espéré. Ce n'est pas là une raison de se retirer ou de refuser d'entreprendre d'autres projets de ce genre. Il faudrait peut-être assurer une meilleure gestion et mieux contrôler ce qui se fait là-bas.

The last question that I would like to ask Mrs. Catley-Carlson, Mr. Chairman, deals with aid programs for Honduras. As you know, Honduras is unfortunately involved in operations designed to destabilize its neighbour, Nicaragua. Honduras has benefited from a considerable amount of aid from the Canadian government and is now involved in operations against Nicaragua which are totally unacceptable to Canadians. I would like to know, Mrs. Catley-Carlson, whether you have looked seriously at these problems and whether it would be possible to terminate all of the programs that we have in Honduras. What sort of notice has been served on the administrators and leaders of the country with respect to these operations? Have we advised them that if these operations do not cease, we will have to terminate our aid programs?

Mme Catley-Carlson: Merci, monsieur le président.

Comme M. Dupras le sait très bien, il s'agit d'une question d'ordre politique, qui touche les rapports politiques qui peuvent exister entre deux pays. Dans de telles situations, nous suivons les conseils du ministère des Affaires extérieures et, évidemment, les conseils de notre ministre, qui est le Secrétaire d'État chargé des Affaires extérieures. En plus de prendre part aux discussions, nous pouvons, en tant qu'agence chargée d'attri-

[Text]

projects chosen have as much direct implication on the populations as possible.

Honduras is, after all, the second poorest country in the hemisphere and, after Haiti, the conditions there are the most deplorable. Like Haiti, its ecosystem is also deteriorating very, very rapidly. We may well start to have the kind of disaster that takes place when very poor people are confronted with the need to get more and more out of their physical environment without any of the inputs which would help them to do so. Soil degradation is one of the results of this.

We are involved in a forestry project. We are also involved in some industrial co-operation, institutional co-operation and some NGO projects in Honduras. As I said, we try to choose these with as much cognizance as we can of what the impact area will be. Beyond that, there is very little that an agency can do to affect the political climate that goes on around those aid projects—except to be very aware of them, and obviously to continue a very close appreciation of these with our colleagues in the Department of External Affairs.

• 2105

Mr. Dupras: I guess one of the reasons why they willingly become accomplices to the operations of the U.S.A. is because of being so poor. This is the other problem I would like to discuss with you—the external debt of some of the smaller and poorer countries of Central and South America.

You speak of the poverty of Honduras. I could understand the poverty of Nicaragua and El Salvador, for instance, because both countries are under very severe conditions. But with the co-operation and the presence of U.S. troops in Honduras, I cannot see why this country should remain poor. There is something wrong with the administration of the country.

In any case, I am glad that for these considerations we follow the situation in Honduras and are not engaged in the construction of any roads or airports or ports that could be used to destabilize the neighbouring countries.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. McLean, followed by Mr. Laniel. Mr. McLean, the Hon. Member from Waterloo.

Mr. McLean: Thank you, Mr. Chairman. I want to join with my colleagues in welcoming the president to the committee.

I recognize, Mr. Chairman, that there are others who have questions. There are several matters that I want to raise. In order not to abuse my timeframe, I am going to raise several questions with the thought that the president may want to respond in writing afterwards rather than taking too much time.

The Chairman: If I may at this time, I would like to inform the president that it is a good practice. You started it, and I

[Translation]

buer de l'aide, nous assurer que, dans la mesure du possible, le peuple participe directement aux projets que nous choisissons.

Il ne faut pas oublier que le Honduras est le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère, Haïti étant le premier, et que les conditions y sont des plus déplorables. Son écosystème, comme celui de Haïti, se détériore très, très rapidement. Lorsque les habitants les plus pauvres d'un pays se voient obligés d'exploiter de plus en plus leur environnement sans rien y remettre pour le reconstituer, la situation devient désastreuse et c'est peut-être à cela que nous allons assister bientôt. La dégradation des sols est l'un des résultats d'une telle situation.

Nous participons également à un projet touchant les forêts, à des programmes de collaboration industrielle et institutionnelle et à des projets que des O.N.G. ont entrepris au Honduras. En choisissant les projets, comme je l'ai dit, nous tenons compte dans la mesure du possible des répercussions qu'ils peuvent avoir. À part cela, un organisme ne peut pas faire grand-chose pour modifier le climat politique qui entoure ces projets d'aide, sauf qu'il peut connaître leur existence et continuer évidemment à les examiner de très près avec nos collègues du ministère des Affaires extérieures.

M. Dupras: L'une des raisons pour lesquelles ils sont prêts à se faire les complices des activités des États-Unis est qu'ils sont très pauvres. C'est l'autre problème que je voudrais aborder avec vous—la dette extérieure de certains des pays les plus petits et les plus pauvres d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.

Vous parlez de la pauvreté du Honduras. Je pourrais comprendre celle du Nicaragua et du Salvador, par exemple, car ces deux pays se trouvent dans des situations très difficiles. Mais je ne vois vraiment pas pourquoi le Honduras devrait rester pauvre avec la coopération et la présence des troupes américaines. Il y a quelque chose qui ne va pas dans l'administration du pays.

Quoi qu'il en soit, je suis heureux que pour ces considérations nous suivions ce qui se passe au Honduras et que nous ne participions pas à la construction de routes, d'aéroports ou de ports, qui pourraient être utilisés pour déstabiliser les pays voisins.

Le président: Merci beaucoup.

M. McLean, suivi de M. Laniel. M. McLean, député de Waterloo.

M. McLean: Merci, monsieur le président. Je voudrais me joindre à mes collègues pour souhaiter la bienvenue du président au comité.

Je reconnais, monsieur le président, que d'autres ont des questions. Mais je voudrais en aborder plusieurs. Pour ne pas mal utiliser mon temps de parole, je vais poser plusieurs questions, et le président pourra y répondre par écrit par la suite, ce qui épargnera du temps.

Le président: Je me permettrai de dire au président que c'est un bon usage. Vous l'avez commencé, et il est très apprécié.

[Texte]

think it is very highly appreciated. I think you get better and longer responses. Also, your colleagues can benefit from it, because I can then add them as an appendix to the minutes of the next proceedings. I thank you very much.

Mr. McLean: There are several questions that I think might be short ones. The first question I wanted to raise was the public discussion and initiative taken by the Canadian church community in relation to the famine in North Africa.

I would particularly welcome some observations to the editorial in yesterday's *Globe and Mail* in which David Gallagher, an Oxfam Canadian official who visited Eritrea in December, reported that only 10% of the province's food needs were being met. But he affirmed, and the editorial quotes, that the unofficial delivery channel for what little food is reaching Eritrea is extremely efficient and most important. It distributes the food in a fair way. Then the editorial suggests that CIDA officials who belatedly visited Ethiopia now recommend that at least some of Canada's food aid be routed through voluntary agencies, co-operating with ERA. Yet the government has not approved even this halting step.

I would welcome some comment to that editorial suggestion yesterday, particularly in relation to the announcement of the churches of taking their special initiative.

That leads me into a second comment, which relates directly to estimates, Madam President; that is, the question of the Special Programs Branch and the matching grants that have been made available. It has been my experience through the years that not only has there been a straight matching, but often incentives in some quarters to match two-to-one.

As I read the estimates, CIDA matched \$133 million in the last financial year, and the NGOs raised \$150 million—which is, as I read it, not matching dollar for dollar. My question to you would be: Are there special reasons why we have not met what was, as I understood it, a minimum commitment to the NGO sector? There is now more money being indicated in the estimates to the Special Programs Branch. Given some of the opportunities, such as the famine condition, can we anticipate some incentives to that sector to address a problem that may be politically sensitive for the government?

My third question—or comment, or representation... — follows from what my colleague, Father Ogle, has been suggesting in relation to the larger strategy. I note in the estimates that CIDA contributes some \$9.25 million through its Multilateral Technical Cooperation Program to the United Nations Funds for Population Activities.

• 2110

I spent a day last week at the NGO conference at the U.N. in preparation for the Mexico meetings, talking about input for

[Traduction]

Vous pouvez ainsi obtenir de meilleures et de plus longues réponses. De plus, vos collègues peuvent en profiter, car je peux les annexer au procès-verbal des prochaines séances. Je vous remercie beaucoup.

M. McLean: Plusieurs questions pourraient être assez courtes. La première que je voulais soulever concernait le point de vue et les initiatives prises par les Églises canadiennes au sujet de la famine en Afrique du Nord.

Je voudrais dire en particulier que je suis très heureux des observations présentées dans l'éditorial du *Globe and Mail* d'hier, dans lequel David Gallagher, représentant officiel d'OXFAM pour le Canada, qui a visité l'Erythrée en décembre, déclare que seuls 10 p. 100 des besoins de la province étaient satisfaits. Mais il a affirmé, comme l'indique l'éditorial, que le réseau officieux de livraison du peu de produits alimentaires qui y parvient en Erythrée, est extrêmement efficace et très important. Il distribue équitablement la nourriture. L'éditorial ajoute ensuite que les fonctionnaires de l'ACDI qui ont récemment visité l'Éthiopie, recommandent maintenant qu'au moins une partie de l'aide alimentaire du Canada soit acheminée par des organismes bénévoles coopérant avec l'ERA. Or le gouvernement n'a même pas approuvé cette mesure modeste.

J'aimerais savoir ce que vous pensez de cette suggestion de l'éditorial d'hier, en particulier en ce qui concerne le fait que les Églises prenaient certaines initiatives.

Cela me conduit à une seconde remarque, qui concerne directement le budget, madame le président; je veux parler de la question de la direction des programmes spéciaux et des subventions paritaires qui ont été offertes. D'après mon expérience, depuis des années la parité a été répartie de façon uniforme, encore que souvent on ait recommandé une proportion de deux à un.

D'après mon interprétation du budget, l'ACDI a versé à cet égard 133 millions de dollars au cours du précédent exercice financier, et les ONG ont recueilli 150 millions de dollars, ce qui n'est donc pas tout à fait uniforme. Je voudrais vous demander ceci: Y a-t-il des raisons particulières pour lesquelles nous n'avons pas répondu à ce qui constituait, d'après mon interprétation, un engagement minimum envers le secteur des ONG? Le budget indique que la direction des programmes spéciaux va disposer maintenant de plus d'argent. Étant donné certaines circonstances, dont les cas de famine, peut-on prévoir que ce secteur bénéficiera de plus de subventions afin de régler un problème qui peut être politiquement stratégique pour le gouvernement?

Ma troisième question, remarque ou demande fait suite à ce qu'a dit mon collègue, le père Ogle, de la stratégie globale. Je constate dans le budget que par le biais de son Programme multilatéral de coopération technique, l'ACDI verse environ 9.25 millions de dollars au Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques.

J'ai passé une journée la semaine dernière à la conférence des ONG aux Nations Unies en préparation des réunions de

[Text]

that and particularly the role of NGOs in preparation for a question I raised with the Minister in committee last week, the possibility of this committee being encouraged to advise the Canadian delegation and to receive testimony, before Canadian government policy for that meeting was locked in.

What I am raising with you, and would welcome either comments now or in writing, is that in August, 1984 in Mexico City, we will have a very small delegation. In talking with the director of the Immigration and Social Affairs Bureau in External Affairs, Terry Sheehan, he indicates that the role of his office is merely that of a clearinghouse, that it has very limited responsibilities in gathering information but yet he is asked to deal with Health and Welfare, External Affairs, CIDA, Members of Parliament, NGOs, Immigration, Secretary of State, etc., etc., etc.

My question is, what sort of co-ordination or encouragement in this strategic area is CIDA giving? Because as I look at it, the narrow public opinion around population has to do with fertility and we have very little perception, as I understand international development, of the relationship between one, military spending in cutting off available funds, and second, population in terms of over-all strategy, as we look at it, in relation to size of populations, the matter of youth and aging problems, migration, refugees, human rights—particularly for women—health and education, and the whole question of the protection of the environment. So when I look at this, which are domestic agenda items, and which ought to be related in terms of public education, I see this as a conference for which there are so many particularly non-government agencies in Canada who have something to say and which could help bridge the gap between somehow what is seen as an esoteric international aspect of CIDA and comes under attack, and things that we are addressing public dollars domestically for and can be seen on that slightly larger arena.

So my question is really the matter of public awareness and that larger screen that Father Ogle was suggesting. And I suggest there is a political up side to this as well as just turning around the question of the more narrow fertility issue around population. I wonder what role you are taking. Second, the question of the consultations with the NGOs on this matter.

My fourth area of concern relates to our university community as it relates to CIDA. The president will know that the Government of Quebec has indicated that it may raise tuition fees for all foreign students, from \$4,300 to \$8,000, excepting those students from countries which have signed a cultural agreement with the Province of Quebec.

All I want to raise with the president, is in coming to terms with not just the Province of Quebec but the whole issue of foreign students in Canada. The subcommittee, as Mr. Dupras knows, when we wrestled with that we saw in Latin America and the Caribbean again and again . . . And today, in meeting

[Translation]

Mexico, j'y ai parlé de cette question, en particulier du rôle des ONG, pensant à une question que j'ai posée au ministre la semaine dernière en comité, c'est-à-dire la possibilité que le Comité soit invité à donner des conseils à la délégation canadienne, et à recevoir des témoignages, avant que ne soit arrêtée la politique que le Canada adoptera pour cette réunion.

Je voudrais vous dire, et vous pourriez me répondre soit maintenant soit plus tard par écrit, c'est qu'en août 1984 nous aurons une très petite délégation à Mexico. En parlant avec M. Terry Sheehan, directeur de la Direction générale de l'immigration et des affaires sociales, aux Affaires extérieures, il m'a dit que son service ne constitue en fait qu'un bureau central ayant des responsabilités très limitées pour recueillir des renseignements, alors qu'on lui demande de traiter avec la Santé nationale et le Bien-être social, les Affaires extérieures, l'ACDI, les députés, les ONG, l'Immigration, le secrétaire d'État et ainsi de suite.

Ma question est celle-ci: Que fait l'ACDI dans ce domaine stratégique, en matière de coordination ou d'encouragement? Car, d'après moi, l'opinion publique est mal renseignée sur les questions démographiques, sur la fécondité, et d'après ce que je comprends du développement international, nous ne comprenons pas très bien les relations entre, d'une part, les dépenses militaires qui se font aux dépens de subventions disponibles, et de l'autre, la stratégie d'ensemble appliquée aux questions démographiques, en particulier l'importance de la population, les problèmes liés à la jeunesse et au vieillissement, la migration, les réfugiés, les droits de la personne, et en particulier de la femme, la santé et l'éducation, et toute la question de la protection de l'environnement. En examinant donc tous ces aspects, qui constituent des problèmes nationaux et qui devraient être liés à l'éducation du public, je vois qu'il faudrait faire intervenir un très grand nombre d'organismes canadiens non gouvernementaux ayant quelque chose à dire et étant capables de faire le lien entre ce qui est perçu comme étant un aspect ésotérique et international de l'ACDI, et qui se voit critiqué, et d'autres questions que nous réglons sur le plan national à coups de deniers publics, alors qu'il faudrait les aborder dans une perspective un peu plus vaste.

Ma question porte donc en fait sur la prise de conscience du public et sur cette plus grande perspective dont a parlé le père Ogle. Un élément politique intervient donc, en plus de la question démographique d'une moindre fécondité. Quel est votre rôle? En second lieu, je voudrais parler des consultations avec les ONG sur ces questions.

Ma quatrième préoccupation concerne nos universités et leur lien avec l'ACDI. Le président sait sans doute que le gouvernement du Québec a dit qu'il pourrait augmenter les frais d'inscription pour tous les étudiants étrangers, et qu'ils passeraient de 4,300\$ à 8,000\$, sauf pour les étudiants originaires de pays qui ont signé un accord culturel avec le Québec.

Je voudrais dire au président qu'il s'agit de s'entendre pas seulement avec le Québec mais à propos de toute la question des étudiants étrangers au Canada. Le Sous-comité, comme le sait M. Dupras . . . Lorsque nous avons débattu cette question, nous avons vu qu'en Amérique Latine aussi bien qu'aux

[Texte]

with Mexican parliamentarians, we were reviewing the number of foreign students in Canada from Mexico or from Latin America and vice versa, and the question of a whole strategy of removing foreign students from the warfare about funding of universities, to see it as a part of a total strategy for development assistance and part of in the long run the whole trade, the encouragement of our side—I have made this speech before in this committee, but I still think that the initiative needs to take the heat off that in relation to foreign students, because in terms again of a long-range strategy we are cutting off our nose to spite our face. As the Mexicans were saying to us when we went around the table, we all did our studies either in Europe or more and more in the United States, so when we want to buy our technology, want to buy our equipment, we go where we were trained. I just find it incongruous that we cannot somehow bridge that gap.

• 2115

The other part—and you touched on it in relation to universities, in the (b) part—has to do with the direction in which you are heading in dealing with the crisis of funding the universities, in relation to their capacity to serve the programs that CIDA has in mind.

In my experience, as I monitor the Secretary of State department and the universities and get into their operation, I am finding again and again a tremendous expertise in the universities. The problem is that their core funding is being so basically cut that they are saying they do not have the infrastructure, whether it is in medicine, in agriculture... I think we are communicating.

My question is, are you beginning to look at a new formula for core funding that will assist the universities, so we can begin to think about decentralizing to the universities, matching audit systems and the things that are necessary for accountability to the public?

Last, but not least, is my fifth point: Today Mexican parliamentarians, who are here as part of an exchange with Canadian parliamentarians, in the conversation came out with strong suggestions from their perspective of the importance of Canadian development assistance in Central America at this critical time, in line with the suggestions of the Contadora group. My question to you, as president, is: Is it your intention—or have you been invited, or can we encourage an invitation to yourself and CIDA officials... to accompany the Minister on his trip to Central America so that some of these kinds of opportunities can be explored? Maybe you can make a comment on that.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: The Chair does not speak often, but I think that is the kind of meeting we should have more often. As to these questions, everybody, at least those who have shown their interest tonight, want answers tonight. Time will not permit,

[Traduction]

Antilles, constamment... Et aujourd'hui, en rencontrant des parlementaires mexicains, nous avons examiné le nombre d'étudiants étrangers au Canada venus du Mexique ou d'Amérique latine, et vice-versa, et la question d'une stratégie globale afin que les étudiants étrangers n'aient pas à souffrir de la querelle sur la subvention des universités, afin que cette question soit considérée comme faisant partie d'une stratégie globale d'aide au développement, s'inscrivant à long terme dans tout le contexte du commerce... Notre parti encourage... J'ai déjà prononcé ce discours devant le Comité, mais je continue à penser qu'il faut faire quelque chose pour atténuer les difficultés des étudiants étrangers, car notre stratégie ne vaut rien à long terme. Comme nous le disaient les Mexicains lorsque nous avons discuté autour de la table, nous avons tous fait nos études soit en Europe soit de plus en plus aux États-Unis, de sorte que lorsque nous voulons acheter notre technologie, notre équipement, nous nous adressons là où nous avons été formés. Il me semble donc absurde de ne pas pouvoir combler ce fossé.

L'autre partie—et vous en avez parlé à propos des universités, à l'alinéa b)—concerne l'orientation que vous vous donnez pour résoudre la crise du financement des universités, par rapport à leur capacité d'offrir les programmes que propose l'ACDI.

D'après mon expérience—et je vois de près le fonctionnement du Secrétariat d'État et des universités—j'estime que les universités sont extrêmement compétentes. La difficulté est que leurs subventions globales sont tellement réduites qu'elles disent ne pas avoir d'infrastructure, qu'il s'agisse de la médecine ou de l'agriculture... je pense que nous nous comprenons.

Je voudrais vous demander si vous commencez à examiner une nouvelle formule de financement global qui aiderait les universités afin que nous commencions à penser à les décentraliser, à mettre en regard les systèmes de vérification et les éléments qui sont nécessaires pour rendre des comptes au public?

Mon dernier point, mais pas le moins important sera le cinquième: aujourd'hui, les parlementaires mexicains qui sont ici dans le cadre d'échange avec des parlementaires canadiens nous ont dit qu'ils estimaient essentielle l'aide canadienne au développement en Amérique centrale, conformément aux suggestions du groupe de Contadora. C'est au président que je voudrais poser cette question: avez-vous pensé—ou avez-vous été invité, ou est-ce que nous pouvons proposer que vous soyez invité vous et des fonctionnaires de l'ACDI—à accompagner le ministre lorsqu'il se rendra en Amérique centrale afin d'examiner certaines de ces possibilités. Vous pourriez peut-être faire des remarques à ce sujet.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Le président n'intervient pas souvent, mais je pense que nous devrions avoir plus fréquemment de telles réunions. Quant à ces questions, tous, du moins ceux qui viennent de manifester leur intérêt, voudraient des réponses ce soir. Le manque de temps ne le permettra pas, mais des

[Text]

but writing would be excellent and members can then know a bit more about the subjects that you raise.

Could I add something for my own information? Usually I do not question, I will not take the time—fortunately. I have been in the Soviet Union, China and eastern countries, and one of the things I have always asked has been, how many foreign students do you have here? Very strangely, that is one of my preoccupations. It follows what Mr. McLean was saying, because I am thinking of the future: a foreign student today, a 20-year-old, has four years, three years of study in certain countries; 10 years from now they are buying to produce something in their own country, and they are bound to have been influenced. In tough countries like Canada, you sometimes have difficulty explaining why you should spend so much money on students. Why should we welcome them? Why, in Quebec, they should not do this? Why, in Canada, they should not charge so much money?

How many students? Then we members can make our own conclusions about that and explain the importance. Do you have figures? I do not want that tonight. I was surprised to hear that there were around 25,000 to 30,000—I stand to be corrected . . . in the Soviet Union. I have nothing against that, if they want to do it. But why are not we, why not the United States?—instead of yelling about the fact that we are doing enough. That is also the kind of preoccupation and the kind of answer I would like to get.

Next on my list is . . .

Mr. McLean: Could I have just one or two of those answered?

The Chairman: Oh yes, I am sorry. I was just saying that next on my list will be Mr. Laniel. I am trying to skate quickly, but thank you for calling me back to order. Mr. Laniel will be next—but Madam, please.

Mrs. Catley-Carlson: All right. Thank you very much for those question, Mr. McLean. You will certainly get very full answers from us as soon as possible.

I hope you will get an answer to your first question in the editorial page of *The Globe and Mail* tomorrow, since I have delivered myself of several lengthy pages of comment on the article that you mentioned. It is nice to have attention focused on the aid program, but I think there is another side to that particular story.

Two questions that you did ask could have a yes or no answer: Are we doing something to change the basis of funding so that universities can participate more fully despite their current funding squeeze? Yes, we are. We will provide more details on that.

Yes, a CIDA aid official, a very senior one, our Vice-President for Latin America, will be accompanying the Minister on his trip to Central America. I think the other

[Translation]

réponses écrites seraient excellentes, et les membres du Comité pourraient en savoir un peu plus sur les questions que vous avez soulevées.

Puis-je ajouter autre chose à titre personnel? En général, je ne pose pas de questions, je ne prends pas de temps . . . heureusement d'ailleurs. Je suis allé en Union Soviétique, en Chine et dans les pays de l'Est, et l'une des choses que l'on m'a toujours demandée était le nombre d'étudiants étrangers au Canada. C'est très étrange, mais c'est aussi l'une de mes préoccupations. Je reprends ce que disait M. McLean, car je pense à l'avenir: aujourd'hui, un étudiant étranger qui a 20 ans passe trois ou quatre ans d'études dans certains pays; dans 10 ans il achètera pour produire quelque chose dans son propre pays, et il aura sûrement été influencé. Dans des pays difficiles comme le Canada, il n'est pas toujours simple d'expliquer pourquoi il faut consacrer tant d'argent aux étudiants. Pourquoi faut-il les accueillir? Pourquoi le Québec ne devrait pas faire telle ou telle chose? Pourquoi le Canada ne devrait pas exiger tant d'argent?

Combien d'étudiants? À partir de là les membres du Comité peuvent tirer leurs propres conclusions et expliquer l'importance de cette question. Avez-vous des chiffres? Je n'en demande pas ce soir. J'ai été étonné d'entendre qu'il y en avait 25 à 30,000—je me trompe peut-être—en Union Soviétique. Je n'ai rien contre cela, s'ils y tiennent. Mais pourquoi pas nous, pourquoi pas les États-Unis? . . . au lieu de nous plaindre que nous en faisons assez. C'est aussi le genre de préoccupations et de réponses que j'aimerais entendre.

Le prochain sur ma liste est . . .

M. McLean: Pourrais-je avoir ne serait-ce qu'une ou deux réponses?

Le président: Oh oui, je suis désolé. Je disais que le prochain sur ma liste sera M. Laniel. J'essaie d'aller trop vite, mais je vous remercie de me rappeler à l'ordre. M. Laniel sera le suivant . . . mais je vous en prie, madame.

Mme Catley-Carlson: Très bien. Je vous remercie beaucoup de ces questions, monsieur McLean. Nous vous fournirons certainement des réponses très exhaustives aussitôt que possible.

J'espère que vous aurez une réponse à votre première question dans l'édition de *Globe and Mail* de demain, car j'ai moi-même envoyé plusieurs pages de commentaire sur l'article que vous avez cité. Il est bien de mettre l'accent sur le programme d'aide, mais j'estime que cette question présente un autre aspect.

Vous avez posé deux questions, dont la réponse pourrait être affirmative ou négative: faisons-nous quelque chose pour modifier la base du financement afin que la participation des universités soit plus grande malgré la réduction actuelle de leur subvention? Oui. Nous vous donnerons plus de détails à ce sujet.

Oui, un fonctionnaire de l'ACDI responsable de l'aide, un cadre supérieur, notre vice-président pour l'Amérique latine, accompagnera le ministre lors de son voyage en Amérique centrale. Pour ce qui est des autres questions, il y aura lieu de

[Texte]

questions would be better treated in some detail, unless there was another one to which you wish to . . .

• 2120

Mr. McLean: I was just wondering about the matching funds—the discrepancies in terms of dollar for dollar.

Mrs. Catley-Carlson: There, Mr. Chairman, the question is more the way it is set out in the estimates. That is one of the areas where we really do not have it quite right yet in giving you the total picture of what is going on. The figure for NGOs does not include one of the blocks that was in there before, so the matching is basically still there, but I can set it out much more clearly in a written answer. We do maintain the matching formula.

Mr. Roche: On a point of order, that is not right. We have been watching this for the last few years, and NGO special programs have not been matching what the NGOs have been raising themselves.

The Chairman: Well let us say that is a very interesting debate. We can find the answer between now and April 12. Unless you have a quick answer to that, I would prefer that you answer to that. You will get a transcript of the meeting tonight—unless you want to answer now, of course.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, CIDA does not match all the money raised by NGOs. CIDA matches what NGOs submit for project funding, and so the amount you see in there is the amount put up by NGOs, an amount matched by CIDA.

Mr. Roche: You only match part of it.

Mrs. Catley-Carlson: That is right, but sometimes under special programs they will also have included the institutional co-operation figures with universities for which the contribution ratio would obviously be different. I hope we will set it out as clearly as possible in the written response.

We would like to improve on the matching.

Mr. Roche: Thank you all.

The Chairman: My colleague, Mr. Laniel. As always, unfortunately, colleagues wait to the very end to raise their hand. I like to be kind in accommodating everybody, but if you wait too long . . . I divide the time between the numbers of people I have, and suddenly I get three members who indicate they want to question. So, raise your hand early in the evening. However, it is going on fine.

Mr. Laniel, followed by Dr. Jewett and followed by Mr. Kilgour and then three others—Madam Beauchamp-Niquet, Dr. Hudecki and Mr. Robinson. Please Mr. Laniel.

M. Laniel: Monsieur le président, à mon tour, je voudrais féliciter M^{me} Catley-Carlson pour sa présentation et pour son engagement vis-à-vis de l'ACDI. Je ne me prétends pas expert

[Traduction]

donner des réponses plus détaillées, à moins qu'il y en ait une autre que vous voudriez . . .

M. McLean: Je me posais des questions sur le financement à part égale et sur le fait que les montants versés n'étaient pas toujours égaux.

Mme Catley-Carlson: La question est plutôt, monsieur le président, la manière dont ces montants sont désignés dans le budget. Nous n'avons pas encore réussi à faire en sorte que le budget reflète bien toute la gamme de nos activités. Le chiffre pour les ONG ne comprend pas un certain montant qui s'y trouvait autrefois; les montants sont toujours équivalents, mais je peux vous répondre beaucoup mieux par écrit. La formule est toujours respectée.

M. Roche: J'invoque le Règlement pour dire que ce n'est pas exact. Nous suivons l'évolution de la situation depuis quelques années et notre participation aux programmes spéciaux visant les ONG n'a pas été égale à celle des ONG eux-mêmes.

Le président: Le débat devient intéressant. Nous pouvons trouver la réponse d'ici le 12 avril. A moins que vous ne puissiez répondre brièvement, je préfère que vous répondiez par écrit. Vous recevrez le compte rendu de la séance de ce soir . . . à moins que vous ne préféreriez répondre tout de suite.

Mme Catley-Carlson: La contribution de l'ACDI n'est pas égale à tous les fonds recueillis par les ONG. Pour chaque projet, les ONG versent un certain montant, et l'ACDI contribue d'un montant égal. Le montant qui figure dans le budget représente la contribution des ONG, et l'ACDI contribue d'un montant égal.

M. Roche: Mais votre contribution n'est égale qu'à une certaine partie du montant.

Mme Catley-Carlson: C'est exact, mais il nous arrive d'inclure, sous la rubrique des programmes spéciaux, les montants versés en coopération avec les universités, pour lesquels le rapport est évidemment différent. J'espère pouvoir vous expliquer tout cela dans la réponse écrite.

Nous voudrions améliorer le financement à part égale.

M. Roche: Je vous remercie tous.

Le président: Mon collègue, M. Laniel. Malheureusement, comme d'habitude, il y a des collègues qui attendent la fin pour lever la main. J'aime être agréable envers tout le monde, mais si vous attendez trop longtemps . . . Je divise le temps entre les députés dont les noms figurent sur ma liste et, tout à coup, il y en a encore trois qui veulent poser des questions. J'aimerais donc que vous ayez l'obligeance de lever la main vers le début de la séance. Nonobstant tout cela, tout va très bien.

M. Laniel, suivi de M^{lle} Jewett, de M. Kilgour et de trois autres députés: M^{me} Beauchamp-Niquet, M. Hudecki et M. Robinson. Monsieur Laniel, s'il vous plaît.

Mr. Laniel: I too, Mr. Chairman, would like to congratulate Mrs. Catley-Carlson on her presentation and on her commitment to CIDA. I do not claim to be an expert on specific

[Text]

en ce qui concerne les programmes particuliers mais, comme tous les autres parlementaires, j'ai souvent à répondre à des critiques ou à des questions de mes commettants.

Je suis heureux de voir que, dans votre présentation, vous avez parlé de la sensibilisation de l'opinion publique comme une de vos priorités. Je pense que c'est très important. Trop souvent, les Canadiens moins au courant considèrent que c'est une bonne chose d'envoyer de l'argent à l'étranger, mais aussitôt qu'il se passe une irrégularité, comme il s'en est passé une à Haïti, il y a seulement ça qui frappe l'opinion publique. On blâme toute l'organisation et on perd énormément de crédibilité.

Il y a cependant une critique que nous font, à l'occasion, des groupements qui connaissent les activités et les engagements importants de l'ACDI. Les organismes de développement et de paix et les gens engagés dans la société pour promouvoir la défense des droits des individus viennent souvent nous présenter des pétitions, des mémoires condamnant certaines attitudes de la politique canadienne et nous demandent, peut-être plus comme gouvernement que comme agence gouvernementale, d'établir nos politiques par rapport à ces objectifs à long terme de défense des droits des individus dans le monde. Comment percevez-vous ces critiques que l'on reçoit au sujet de l'application de vos programmes? Je sais qu'au niveau politique, il est facile de dire que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, lors de son passage au Cameroun, a rencontré le président et certains ministres pour parler d'un certain prisonnier politique qui n'a pas encore été jugé et qu'on l'a écouté religieusement. Mais, pendant ce temps-là, on continue à appliquer des programmes. Est-ce que l'ACDI, en tant qu'agence gouvernementale, suit ces dossiers-là ou bien si elle ferme les yeux et vise tout simplement, comme objectif, l'aide aux populations et au développement?

• 2125

Mrs. Catley-Carlson: Thank you, Mr. Chairman. The question of human rights in the aid program is really a very difficult one. Obviously, CIDA does not have its own policy in this area. We take our guidance from the Minister, who is in turn guided by the Department of External Affairs, which has the Canadian responsibility for following international observance or non-observance of human rights.

Basically, the response divides itself into three parts. In the special programs, or the activities of non-governmental organizations, we have taken the view that these organizations deliver development assistance very close, right to the communities where it is needed. The impact of the development activities of these groups will not result in a strengthening of a government which is or is not observing human rights conditions; and so there has not been an attempt to provide guidance on strict observance of human rights criteria to non-governmental organizations.

In terms of the bilateral program, the observation has been continual. Judgments have been made depending on the particularities of the case. There are no blanket criteria by

[Translation]

programs but, like all other parliamentarians, I often have to respond to criticism or to questions raised by my constituents.

I am pleased to see that you said in your presentation that public awareness is one of your priorities. I believe that this is very important. Too often, Canadians who are not very well informed think that foreign aid is a good thing, but as soon as there is an irregularity, as there was in Haiti, that is the only thing that influences public opinion. The entire organization is blamed and we lose an awful lot of credibility.

There is, however, a criticism that is sometimes made by groups who are aware of CIDA's activities and of its considerable commitments. Peace and development organizations and people involved in promoting the defence of individual rights often present us with petitions and briefs condemning certain attitudes that are evident in Canadian policy. They ask us, perhaps more as a government than as a government agency, to base our policies on the long term goal of defending individual rights throughout the world. How do you perceive these criticisms of the implementation of your programs? I know that at the political level, it is easy to say that the Secretary of State for External Affairs, when he went to Cameroon, met with the President and various ministers to discuss a certain political prisoner who has not yet been brought to trial and that they listened very carefully to what he had to say. However, in the interim, programs are still being carried out. I wonder whether CIDA, which is our governmental body, does a followup or do they simply keep their eyes shut, sticking simply to their objective, assistance to populations and development aid?

Mme Catley-Carlson: Merci, monsieur le président. La question des droits de la personne et des programmes d'assistance est effectivement très délicate. Il est évident que, dans ce domaine, l'ACDI n'a pas ses propres politiques et que nous suivons les directives du ministre qui, lui-même, prend conseil auprès du ministère des Affaires extérieures, car c'est ce ministère qui est chargé au Canada d'étudier les cas internationaux de violation des droits de la personne.

Je dirais que la réponse doit comporter trois volets. Dans le cadre des programmes spéciaux, des activités des organismes non gouvernementaux, nous sommes partis du principe que ces organismes faisaient de l'aide au développement en suivant très étroitement les collectivités nécessiteuses. L'incidence des activités de ces groupes en matière de développement n'aura pas pour résultat le renforcement d'un gouvernement qui ferait fi des droits de la personne, de sorte que nous n'avons jamais tenté d'intervenir auprès des organismes non gouvernementaux pour qu'ils tiennent compte de cet élément du respect absolu des droits de la personne.

Pour ce qui est du programme bilatéral, c'est l'inverse, et nous en avons tout le temps tenu compte. Nous avons porté certains jugements qui étaient fonction des caractéristiques des

[Texte]

which the government judges observance of human rights violations. In several cases where the non-observance of civil rights has been so severe that, for example, it was impossible to guarantee the safety even of Canadians working on projects, the program has been brought to an end. I can think of three examples of this: The Uganda of Idi Amin and currently in Guatemala and El Salvador, because of the civil rights conditions there, and as I say, the difficulty therefore of mounting a Canadian aid program.

In multilateral institutions, we have observed the charter of these institutions. In particular I can recall that of the World Bank, which says that decisions on the financing of developmental projects shall be based on developmental criteria. We have not brought political or human rights criteria to bear in the selection of multilateral projects through our participation in the boards of directors of these organizations.

So that is, sir, a little bit of how this is applied. It is very difficult to find criteria which fit all countries. The human rights violations in some countries are much more intense than in others, yet we may have higher expectations in some countries than in others. It is a very difficult area. I do not think any groups, including UN organizations that have worked very hard on conventions and statutes on human rights, have found answers which apply in all situations.

Mr. Laniel: Am I to understand that if any questionable situation develops, you would refer it to the political level for an examination of the situation?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, that is the case. In the ongoing review of these countries that I spoke of earlier, in the country-program review, the observance of human rights is very much a part of our analysis. We are particularly concerned to find out what the trend is. If the trend is improving, then this is obviously something which would give further cause to support the government in the form of an aid program. If the trend is going in a worsening direction, this would be an occasion to consult with our colleagues in External Affairs to see the extent to which this might affect the eligibility of the country in question.

Mr. Laniel: In a reply to Father Ogle, you refer to CUSO as an NGO which is working close to the people. This is seen as an experience in your view that should be examined by business, government programs or other organizations.

[Traduction]

chaque cas d'espèce. Nous n'avons pas de critère absolu qui permette au gouvernement de décréter qu'il y a effectivement eu violation ou respect des droits de la personne. Dans plusieurs cas d'infractions très graves par exemple aux droits civiques, il a même été impossible de garantir ne serait-ce que la sécurité des Canadiens travaillant sur place et, dans ces conditions, nous avons mis un terme au programme. Je me souviens de trois exemples: l'Uganda sous Idi Amin et, à l'heure actuelle, le Guatemala et le Salvador, deux pays pour lesquels la situation actuelle dans le domaine des droits civiques est telle que, comme je le disais, il nous est difficile d'envisager un programme d'assistance.

Pour ce qui est des institutions multilatérales, nous avons étudié la charte de chacune de ces institutions. Je me souviens notamment du cas de la Banque mondiale, dont la charte précise que toute décision en matière de financement de projets d'aide au développement doit être fonction de certains critères de développement. Nous n'avons pas tenu compte des critères relatifs aux droits politiques ou aux droits de la personne lorsque nous avons choisi les projets multilatéraux auxquels nous coparticipons puisque nous faisons partie du conseil d'administration de ces organismes.

Voilà donc une idée approximative de la façon dont nous procédons. En revanche, il est extrêmement difficile de déterminer des critères valables pour tous les pays. Dans certains pays, les violations des droits de la personne sont beaucoup plus marquées que dans d'autres, et il se peut également que nous-mêmes nous attendions davantage de certains pays que d'autres. Tout cela est extrêmement difficile. Je ne connais aucun groupe, aucun organisme même des Nations Unies, qui se soit penché de très près sur la question des conventions et des statuts en matière de droits de la personne et qui ait réussi à trouver une réponse valable pour tous les cas d'espèce.

M. Laniel: Dois-je conclure que si un cas douteux se présente, vous en saisissez les pouvoirs politiques?

Mme Catley-Carlson: Oui, c'est effectivement le cas. Dans le cadre de l'analyse courante de tous ces pays dont je vous ai parlé, de l'analyse des programmes par pays, il est certain que la question des droits de la personne figure au premier plan. Nous sommes en particulier soucieux de déterminer les tendances. S'il y a tendance à l'amélioration, il est évident que cela nous donne davantage matière à appuyer le gouvernement local par un programme d'assistance. Si les choses tendent à se dégrader, à ce moment-là il est temps de consulter nos collègues des Affaires extérieures pour déterminer dans quelle mesure la situation pourrait peut-être nous forcer à remettre en question l'aide que nous apportons à ce pays.

M. Laniel: En réponse au père Ogle, vous avez dit que le CUSO était un organisme non gouvernemental qui suivait de très près les besoins des bénéficiaires. Il s'agit à votre avis d'une expérience qui mériterait d'être examinée par les milieux d'affaires, les gouvernements qui ont des programmes d'assistance et les autres organismes homologues.

[Text]

• 2130

What is the status of SUCO in regards to its future, in relation to its funding that it used to receive and is still receiving from CIDA? Has there been any development in that? I know they were accused of mismanagement; I do not know exactly. We have been receiving correspondence, and everything is quiet right now on the horizon, but maybe this is a place where you could tell us whether or not this old problem has been re-examined. Actually, if there are some wrongs to be corrected, I do not think we should drop an organization if it has rendered good service and could still render good service.

An hon. Member: Hear, hear!

The Chairman: Madam.

Mrs. Catley-Carlson: Thank you, Mr. Chairman.

The situation with SUCO is that after . . .

Mr. Laniel: Do you consider them separately, SUCO and CUSO?

Mrs. Catley-Carlson: Yes. CUSO and SUCO separated in 1980, I believe, and that was their own decision. We continued our financing of both of them, and from that time the situation with the management of SUCO has been of continuing concern. This was signalled on several occasions, in writing, to SUCO, since 1980, including the provision of specific assistance paid for by CIDA of management firms to try to help them bring order to their situation.

The situation that led up to the decision in July of last year to withhold funding was basically the result of four factors which were very much interrelated. The size of the deficit of SUCO, in terms of what it had undertaken to do and what it had actually done with the government funding that had been provided, had reached over \$600,000, which is a very large amount of money for a non-governmental organization, in essence, to owe the government for non-performance.

The second factor was that we were not at all sanguine that the management of the institution was such as to give confidence that this deficit could ever be changed.

The third factor was that several management teams of SUCO had left, *démisionné*, and had said, publicly, in newspapers, that they felt the current situation was such that the organization could not be managed, that the internal rules and regulations were such that SUCO was in an ungovernable state.

It was for these reasons that we could see really no possibility of amelioration, and in fact every possibility of an increasing deficit, that we very reluctantly came to the conclusion that the proper management of taxpayers' funds would not allow further funding of SUCO. This funding will terminate next week, on March 31. We have made arrangements in the meantime for the continuation of the *coopérants in the field, since there was no argument that the SUCO *coopérants* in the

[Translation]

Quelles sont les perspectives d'avenir du SUCO pour ce qui est des subventions que cet organisme recevait et reçoit encore de l'ACDI? Y a-t-il eu changement? Je sais que cet organisme a été accusé d'incurie, mais j'ignore ce qu'il en est au juste. Nous avons reçu des lettres, tout semble maintenant calme à l'horizon, mais peut-être pourriez-vous profiter de l'occasion pour nous dire si ce vieux dossier a été rouvert. En fait, même si certaines erreurs passées devraient être rectifiées, je ne pense pas que cela suffise pour abandonner un organisme comme celui-là, qui a fait tant de bien et qui pourrait encore en faire beaucoup.

Une voix: Bravo!

Le président: Madame.

Mme Catley-Carlson: Merci, monsieur le président.

Pour ce qui est du SUCO, la situation est la suivante: après . . .

M. Laniel: Vous ne mettez pas le SUCO et le CUSO dans le même sac, n'est-ce pas?

Mme Catley-Carlson: Pas du tout. Le CUSO et le SUCO ont fait scission en 1980, je crois, et c'est une décision qui leur appartenait. Nous avons continué à financer les deux organismes, mais depuis lors, la situation en ce qui concerne la gestion du SUCO n'a pas laissé de nous inquiéter. Nous l'avons signalé par écrit à plusieurs reprises au SUCO depuis 1980, et l'ACDI a notamment prévu de fournir une aide spéciale à des firmes de gestion afin d'aider le SUCO à mettre de l'ordre dans ses affaires.

Si nous avons décidé, en juillet de l'année dernière, d'interrompre le financement du SUCO, c'est en raison de quatre facteurs intimement liés. L'envergure du déficit du SUCO, par rapport à ce qu'il s'était engagé à faire et à ce qu'il avait effectivement réalisé grâce aux subventions gouvernementales qui lui avaient été versées, avait atteint plus de 600,000 dollars, ce qui représente énormément d'argent pour un organisme non gouvernemental, un manquement important à ses obligations financières à l'endroit du gouvernement.

Le second facteur était dû au fait que nous n'étions pas vraiment convaincus que la direction de cet organisme était capable d'éponger ce déficit.

En troisième lieu, plusieurs équipes de gestion du SUCO avaient démissionné, déclarant publiquement dans les journaux que selon elles la situation au sein de l'organisme interdisait toute gestion, que la réglementation interne du SUCO en faisait une entité impossible à diriger.

Pour ces raisons donc, nous avons dû conclure à l'impossibilité de toute amélioration, nous avons même dû conclure à la possibilité d'une augmentation du déficit, et en venir à la conclusion, non sans beaucoup de répugnance, que le SUCO n'était pas à même d'assurer une saine gestion de l'argent des contribuables. Par conséquent, les subventions viendront à échéance la semaine prochaine, le 31 mars. Entre temps, nous avons pris nos dispositions pour que les coopérants puissent

[Texte]

field were doing an admirable job for development. A very large percentage of these *coopérants* will be transferring to other non-governmental organizations and will be staying in the field—I think the *Jeunesse Canada Monde*, l'*Organisation pour la coopération et la solidarité*, l'*OCDS*, pour le développement. We have at all times expressed the firm hope that we would be able to put more and more money, not only through the NGO channel but through the francophone NGO channel.

So that is in brief the very sad story of why the decision was taken. It was taken with very great reluctance. You may well imagine it was visited, revisited and revisited several times before a final decision was taken. It was not taken without a great deal of pain, because the organization, I think, had a very long history of a very valid contribution to development, but, as guardians of public money, we also must exercise some control on the trusteeship of that money.

Mr. Laniel: Thank you for the explanation. One last question on that point.

• 2135

When Mr. MacEachen appeared in front of this committee last year speaking on CIDA he referred to the colossal debt of the Third World that figured in amounts of U.S. \$550 billion to U.S. \$600 billion. I am trying to trace back in my papers a reference to the debt which referred to a figure of \$700 billion. I do not know whether that is Canadian or U.S.

Is this trend still increasing although we seem to be coming out of the recession of the energy problem, and is there an effort on the parts of governments or organizations like yours more or less to try and solve that problem by increasing the aid program in relation to the financing program?

In your Estimates I notice under Vote L45 a provision of \$231 million in comparison to an estimation of \$262 million last year on that kind of support to developing countries as far as financing is concerned. Is this a trend that we find in CIDA and in government orientation policy, aid policy, or is it just a hazard?

Mrs. Catley-Carlson: It is a very complicated question. CIDA is obviously very preoccupied with the effect of the debt question on development. The Department of Finance is the lead department in Ottawa in terms of debt management because they are the ones with the liaison with Canadian banks, but we are implicated in these discussions and involved, particularly regarding debt on official development assistance because some official development assistance is in the form of loans.

[Traduction]

rester sur place, puisqu'il est indubitable que ces coopérants du SUCO font un travail absolument extraordinaire. Un important pourcentage de ces coopérants vont désormais relever d'autres organismes non gouvernementaux, mais ils resteront sur place, je pense par exemple à Jeunesse Canada Monde, à l'Organisation pour la Coopération et la Solidarité, l'OCDS, pour le développement. Nous n'avons jamais manqué d'exprimer le profond espoir que nous allions pouvoir consacrer davantage d'argent au développement, non seulement par le biais des ONG, mais également par celui des ONG francophones.

Voilà donc en deux mots la triste histoire qui a mené à cette décision. Nous ne l'avons prise qu'avec beaucoup de répugnance. Vous imaginez facilement qu'avant de décider, nous nous sommes à plusieurs reprises rendus sur place. C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons été amenés à décider dans ce sens parce que pour moi, c'est un organisme qui a pendant très longtemps contribué très valablement au développement, mais, puisque nous sommes les dépositaires des deniers publics, nous devons par la même garder un certain contrôle et suivre la façon dont ceux à qui ces fonds sont confiés en assurent la gestion.

M. Laniel: Merci pour cette explication. Une dernière question si vous voulez bien, toujours dans le même ordre d'idées.

Lorsque M. MacEachen a déposé au Comité l'an dernier au sujet de l'ACDI, il a parlé de la dette colossale du Tiers monde, qui représentait entre 550 et 600 milliards de dollars américains. J'essaie de retrouver dans mes documents une mention de cette même dette, qui parle de 700 milliards de dollars, mais je ne sais pas s'il s'agit de dollars canadiens ou américains.

Si la tendance se poursuit, même si nous semblons émerger de la récession due au problème énergétique, les gouvernements ou les organisations comme la vôtre font-ils quelque chose pour s'attaquer à ce problème en augmentant le niveau d'aide dans le cadre du programme de financement?

Je relève, par exemple, dans votre budget, au crédit L45, un total de 231 millions de dollars prévus par rapport à 262 millions de dollars cités l'an dernier pour des programmes de soutien aux pays en voie de développement en matière de financement. S'agit-il d'une tendance propre à l'ACDI, à la politique générale du gouvernement, à la politique d'aide ou est-ce simplement le fait du hasard?

Mme Catley-Carlson: C'est une question très complexe. L'ACDI est évidemment très inquiète de l'incidence de l'endettement sur le développement. Le ministère des Finances est à Ottawa le plus grand spécialiste en matière de gestion de la dette, car c'est lui qui est en contact avec les banques canadiennes, mais il n'empêche que nous participons également aux discussions, surtout lorsqu'il s'agit de la dette au chapitre de l'aide officielle au développement dans la mesure où une partie de cette aide officielle au développement revêt la forme de prêts.

[Text]

Where debt really affects developing countries in the direct liaison with the CIDA program is that it reduces the capacity of these countries to invest in their own development because when a country is in a very real debt squeeze either because of an agreement with the IMF or because of the measures they take on themselves they have to cut down on internal spending and if they have to cut down on internal spending that means that they cannot generate the resources or the labour to help put up that port or that energy project that is going to help them to develop and to move towards self-sufficiency. So the way it affects us is that you will see more and more going out under categories such as project lending and commodity loans because rather than investing in projects that will necessarily have a high rate of return to the economy we find that we are helping some of our partners basically to survive by meeting their needs for the imports of commodities and food aid and food that they would otherwise be having to reach into their diminishing pockets to try and finance.

The great debtors are not primarily CIDA clients, if I can put it that way. Mexico, Venezuela, Brazil, Argentina, the primary owners—I can never remember who owns debt, whether it is the person to whom it is owed or the person whose books . . . in the red ink or the black ink . . .

Mr. Laniel: They are developing . . .

Mrs. Catley-Carlson: Yes. Anyway, they are not countries with which CIDA has major programs. But our clients certainly do feel the impact of debt, which for them is just as serious. Even though it is not an enormous problem in terms of its impact on the international banking community, their debt ratios in terms of their ability to pay for this through trade or as a percentage of their GNP are just as acute.

Mr. Laniel: Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

Now the Hon. Member from New Westminster—Coquitlam, Dr. Pauline Jewett, followed by Mr. David Kilgour, who has been very patient, and others.

Dr. Jewett, please.

Miss Jewett: Thank you, Mr. Chairman, and another welcome to the President of CIDA.

Starting from the particular and going to the general—and on some of these questions like Mr. McLean's and others I will ask perhaps for a written reply . . . From the particular, picking up on points that my colleague Bob Ogle was raising in connection with the need for more women in the field and in headquarters, would the president tell me who is now the equal

[Translation]

Là où la dette a vraiment une incidence sur les pays en voie de développement, dans le cadre direct du programme de l'ACDI, c'est dans la mesure où les pays ainsi endettés sont beaucoup moins capables d'investir dans leur propre développement, en ce sens que lorsqu'un pays est endetté jusqu'au cou, en raison soit d'une entente avec le FMI ou en raison des mesures qu'il a dû lui-même prendre, il doit évidemment réduire ses dépenses internes et, si c'est le cas, cela signifie qu'il ne peut pas trouver les ressources ou la main-d'oeuvre nécessaires pour mener à bien les projets de développement, l'installation portuaire ou infrastructure énergétique, qui pourraient précisément l'aider à se développer et à aboutir à l'autosuffisance. Cela a également une incidence à notre niveau dans la mesure où notre assistance revêt de plus en plus la forme de prêts à la réalisation de projets ou de prêts destinés à l'achat de certains produits, car, au lieu d'investir dans des projets qui, nécessairement, vont énormément profiter à l'économie, nous nous rendons compte que tout ce que nous faisons, c'est aider certains de nos partenaires à survivre en assumant leurs besoins en matière, par exemple, d'aide alimentaire ou d'importation de produits agricoles, faute de quoi ils auraient dû aller puiser encore plus profond dans leurs maigres réserves.

Ceci soit dit en passant, les principaux débiteurs ne sont pas nécessairement les clients de l'ACDI, si vous me passez l'expression. Il s'agit principalement du Mexique, du Venezuela, du Brésil ou de l'Argentine, je ne me souviens jamais au juste de qui il s'agit, de ce que représentent les notes à l'encre rouge et les notes à l'encre noire . . .

M. Laniel: Ce sont des pays en voie de développement . . .

Mme Catley-Carlson: Effectivement. Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas des pays qui bénéficient des principaux programmes de l'ACDI. En revanche, nos clients ressentent de toute évidence le contrecoup de leur endettement, et c'est un problème qui est tout aussi grave pour eux. Même s'il ne s'agit pas d'un problème énorme, compte tenu de son incidence possible pour les milieux bancaires internationaux, le taux d'endettement de ces pays par rapport à ce qu'ils sont capables de rembourser par des échanges commerciaux ou par rapport à leur PNB, est aussi grave.

M. Laniel: Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup.

Je vais maintenant céder la parole au député de New Westminster—Coquitlam, M^{me} Pauline Jewett; elle sera suivie par M. David Kilgour, qui a été très patient jusqu'ici, et nous en entendrons d'autres encore.

Mademoiselle Jewett, je vous prie.

Mlle Jewett: Merci monsieur le président, à mon tour de souhaiter la bienvenue au président de l'ACDI.

J'aimerais commencer par le détail pour passer ensuite au général, et pour certaines des questions que je vais poser à l'instar de M. McLean notamment, peut-être vais-je vous demander de me répondre par écrit . . . Commençons donc par les détails, et pour faire suite aux questions qu'avait posées mon collègue, M. Ogle à propos du pourcentage de femmes

[Texte]

opportunities officer in CIDA and what is the budget of that office?

[Traduction]

qu'il fallait faire augmenter au siège de l'ACDI, j'aimerais que le président me dise qui est l'agent responsable de l'égalité des chances au sein de l'ACDI et quel est le budget du bureau de l'égalité des chances?

• 2140

Mrs. Catley-Carlson: Certainly. Our officer primarily charged with this . . . we call it "Women in Development"—is Elizabeth McAllister. Her budget on purpose is very small, because the attitude we are taking in the agency is that if you confine the subject of women in development to somebody who is responsible for that alone, you are going to get a lot of very small projects which do not aggregate to very much. So her mandate is to design a policy which can be incorporated into the policies and programs of all of us. So her budget is small and her mandate is large.

Miss Jewett: You say women in development, but her mandate is also within CIDA itself, is it not?

Mrs. Catley-Carlson: No. That would be our director of personnel, who is also a woman, named Janet Zukowski.

Miss Jewett: Yes. Did not Roxanne Carlisle, who preceded Elizabeth McAllister, have a mandate within CIDA as well? I am asking this only for information. I thought she did.

Mrs. Catley-Carlson: It could have been the case. I seem to remember at one time that the Women in Development officer was involved in those discussions. But again, I am happy to say this has been incorporated into general agency policy.

Miss Jewett: So the director of personnel now has this . . .

Mrs. Catley-Carlson: Now has this responsibility, yes.

Miss Jewett: Is there someone who is specifically charged with equal opportunities under the director of personnel?

Mrs. Catley-Carlson: I believe the director of personnel herself is.

We do have somebody. Her name is Sheila McFadden.

Miss Jewett: Would you explain again why Women In Development does not need a budget?

Mrs. Catley-Carlson: I am not saying it does not have a budget, Dr. Jewett. I am saying the tendency . . . when women in development first started to be a subject, there was the idea that you would put some money aside and you would have particular projects devoted to women. This can be done, and projects devoted to women certainly have their use. But until you start taking a structural look at the role that women are playing in a developing country and asking yourself structural questions about your own program, I do not think you are

Mme Catley-Carlson: Certainement. C'est Elizabeth McAllister qui est notre agent principalement responsable de ce que nous appelons «l'intégration des femmes dans le développement». C'est intentionnellement qu'elle dispose d'un très petit budget, car nous avons estimé à l'agence que faire de l'intégration des femmes dans le développement, la spécialisation d'une seule personne se traduirait par beaucoup de très petits projets, qui ne donneraient pas grand-chose. Son mandat est donc de concevoir une politique pouvant être incorporée à tous nos programmes et politiques. Elle a donc un petit budget et un grand mandat.

Mlle Jewett: Vous dites l'intégration des femmes dans le développement, mais son mandat vise aussi l'ACDI, n'est-ce pas?

Mme Catley-Carlson: Non. Cet aspect relève de notre directrice du personnel, Janet Zukowski, qui est également une femme.

Mlle Jewett: Bon. Est-ce que Roxanne Carlisle, le prédécesseur d'Elizabeth McAllister, avait également un mandat à l'intérieur de l'ACDI? Je pose la question pour fins d'information. Je pensais que c'était le cas.

Mme Catley-Carlson: C'est possible. Je crois me souvenir qu'à un moment donné la personne responsable de l'intégration des femmes dans le développement participait à ces discussions. Toutefois, je le répète, je suis heureuse de dire que ceci a été incorporé dans la politique générale de l'agence.

Mlle Jewett: C'est donc maintenant la directrice du personnel qui a ce . . .

Mme Catley-Carlson: Oui, elle a maintenant cette responsabilité.

Mlle Jewett: Y a-t-il quelqu'un qui, sous la directrice du personnel, s'occupe spécifiquement de l'égalité des chances?

Mme Catley-Carlson: Je crois que c'est la directrice du personnel elle-même.

Nous avons quelqu'un qui s'en occupe. Il s'agit de Sheila McFadden.

Mlle Jewett: Pourriez-vous m'expliquer à nouveau pourquoi l'intégration des femmes dans le développement n'a pas besoin de budget?

Mme Catley-Carlson: Docteur Jewett, je ne dis pas qu'il n'y a pas de budget. Je dis que la tendance, au début lorsqu'on a commencé à parler de l'intégration des femmes dans le développement, l'idée était de mettre des femmes de côté pour des projets spécifiques consacrés aux femmes. C'est ce qui a été fait, et les projets consacrés aux femmes ont certainement leur utilité. Mais tant que vous n'examinez pas l'aspect structurel du rôle de la femme dans les pays en voie de développement et que vous ne posez pas ce genre de questions

[Text]

going to be making other than—I do not like the word “token”—but other than very small, perhaps pilot initiatives in a certain country.

Miss Jewett: But surely even to do an adequate study of women in developing countries—and perhaps there are more studies than I am aware of—the impact of our programs on women, really requires a degree of research that has not even been done.

Mrs. Catley-Carlson: The first question is on studies on women in development. These have really taken off in the last five years. The World Bank, for example, is producing very good studies, as is the Centre for Economic Studies, in Vienna, as are some of the regional organizations. Many of us are aware of these; we are trying not to duplicate their efforts. We are adding more officers to the Women in Development establishment in CIDA, with the idea of supplementing this work where necessary.

Miss Jewett: Oh, particularly as it relates to our operations.

Mrs. Catley-Carlson: Yes, particularly as it relates to our operations. But I think we should avoid reinventing wheels here. A lot of work has been done on the status of women in various countries by women of those countries. That was not the case five years ago: the women were not there; they were not doing the studies. Women in Nepal, for example, are the subject of an excellent study by Nepalese women. Women in Africa are subjects of excellent studies. At our country program director training course we had a woman from Africa coming to talk to us about the particular situation of women in Senegal and what needs to happen for women in Senegal to be touched by development programs. But it is not up to the Women in Development officer then to take that; it is up to the Senegalese desk officer then to take that information and ponder as to how that can be integrated into the program.

Miss Jewett: Does the president have any view, however, as to what would be a desirable level of funding for this office, all other things being unequal?

Mrs. Catley-Carlson: Dr. Jewett, I really would like to see it remain very low, because I would like to see this become part of the personal responsibility of all of the senior officers in the agency. It would be something like having an office for the poorest of the poor. I think that would be a...

Miss Jewett: But Mr. Chairman, that is the answer we always get, and there is no improvement. We have been told for ages—I am not talking just about CIDA now, of course—that it is everybody's responsibility to encourage women and so on; and it ends up to be no one's. But perhaps the president would put in writing, because I have not found it yet—perhaps Elizabeth McAllister would do it herself—something about what she sees as her present role and the future role of that office. Would that be possible?

[Translation]

sur votre propre programme, je ne pense pas que vous ferez autre chose que, je n'aime pas le mot «symbolique», mais ce ne sera rien d'autre que de très petites initiatives pilotes, peut-être, dans un pays donné.

Miss Jewett: Mais, certainement, même le fait d'effectuer une étude convenable de la femme dans les pays en voie de développement—et il y en a peut-être plus que je pense—l'impact de nos programmes sur les femmes demande vraiment un degré de recherche qui n'a pas encore été atteint.

Mme Catley-Carlson: La première question touche les études sur l'intégration des femmes dans le développement. Ces études ont vraiment commencé au cours des cinq dernières années. Par exemple, la Banque mondiale effectue d'excellentes études ainsi que le Centre d'étude économique de Vienne, tout comme certaines organisations régionales. Bon nombre d'entre nous sont au courant de ces études, et nous essayons de ne pas faire la même chose. Nous ajoutons plus de personnel aux groupes sur l'intégration des femmes dans le développement de l'ACDI, dans l'idée de compléter ce travail là où c'est nécessaire.

Miss Jewett: Oh, surtout en ce qui touche nos propres activités.

Mme Catley-Carlson: Oui, particulièrement en ce qui touche nos activités. Mais je pense que nous devrions éviter de réinventer la roue. Beaucoup de travail a été accompli sur la situation de la femme dans divers pays par les femmes de ces pays. Ce n'était pas le cas il y a cinq ans: les femmes n'étaient pas présentes; elles n'effectuaient pas d'étude. Par exemple, il y a une excellente étude sur les femmes du Népal par les femmes népalaises. Il y a d'excellentes études sur les femmes africaines. A notre cours de formation de directeur de programmes pour les pays, une femme africaine est venue nous parler de la situation des femmes au Sénégal et de ce qu'il faut faire pour que les programmes de développement les touchent. Mais ce n'est pas aux responsables de l'intégration des femmes dans le développement d'y donner suite, cela relève de l'agent responsable du pupitre sénégalais, qui doit prendre ses informations et voir comment il peut les intégrer dans les programmes.

Miss Jewett: Toutefois, le président a-t-il une opinion sur ce que serait un financement souhaitable pour ce bureau, toutes autres choses étant égales?

Mme Catley-Carlson: Docteur Jewett, j'aimerais vraiment qu'il demeure très bas, car je voudrais que ceci devienne une partie intégrante de la responsabilité personnelle de tous les cadres de l'agence. Ce serait comme avoir un bureau qui s'occupe du plus pauvre parmi les pauvres. Je pense que ce serait...

Miss Jewett: Mais, monsieur le président, on obtient toujours la même réponse, et il n'y a aucune amélioration. On nous dit depuis des années—je ne parle pas uniquement de l'ACDI bien sûr—que c'est la responsabilité de chacun d'encourager les femmes et ainsi de suite, et en fin de compte c'est la responsabilité de personne. Peut-être que la présidente mettra par écrit, car je ne l'ai pas encore trouvé... Peut-être qu'Elizabeth McAllister le ferait elle-même... comment elle voit son rôle actuel et futur dans ce bureau. Serait-ce possible?

[Texte]

[Traduction]

• 2145

Mrs. Catley-Carlson: Absolutely.

Miss Jewett: Okay. Moving one step . . .

The Chairman: May I, doctor? All of these promised answers will have to come as soon as possible, but to me too, so I can make sure they are tabled and we can share them and add them to the minutes of the proceedings at any future meeting, please. Sorry, doctor.

Miss Jewett: Moving up to an area that has not been raised tonight—indeed, a great many have, and a lot of the ground that I was interested in has been covered by others; we have not, however, talked at all about the provincial governments' activities in the field of development. In my own province of British Columbia, at one time we were fairly substantial, and are practically nothing today. I will not get political, but I wonder if . . . Well, I do not know why I should not get political.

The Chairman: Me too. I like these interesting evenings. I think we will sit more often in the evening.

Mr. Kilgour: No, no, please.

Miss Jewett: Again, this is probably for a written answer—and it may be available, and I just do not know about it. I would be very interested to know what has been done in the field of development by provincial governments over, say, the past five years. I know I could probably get this from individual provincial governments, but I am assuming that CIDA has something on what all the provincial governments are doing.

Secondly, I would be interested in the degree to which the relevant provincial governments and departments—and I am talking now strictly about development programs—are in contact with CIDA, talk with CIDA, CIDA with them, as CIDA does with the universities, for example. Is it possible to get some sort of picture of that up to the present, over the past few years?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, it would be. Unless Lewis Perinbam would like to add some details to this now, I would suggest that we try to give this in written form.

We have some formal programs of co-operation with the provinces under the form of something called VADA. This Volunteer Agricultural Development Association, an odd name for a provincial-federal organization, reflects its roots in terms of agriculture and food aid assistance.

We have kept track of what various provinces are doing in the development field. You have been right in noting that there has been somewhat of a decline in the recent past. We could furnish this. Unless, as I say, Lewis would like to add something, we will furnish it in writing. The picture is a . . .

Miss Jewett: Yes. I suppose it is difficult to make a value judgment, especially in writing. But would it be possible to indicate also, kind of if you were looking into a future five-year plan, where you would feel it would be particularly helpful or

Mme Catley-Carlson: Certainement.

Mlle Jewett: Très bien. Passons à autre chose . . .

Le président: Puis-je, docteur? Toutes ces réponses promises devront être envoyées le plus tôt possible, mais je dois les recevoir également afin de m'assurer qu'elles sont déposées et que nous pouvons les partager et les ajouter aux procès-verbal et témoignages d'une réunion future. Excusez-moi.

Mlle Jewett: Passons à un domaine qui n'a pas été touché ce soir . . . En fait, on a touché bon nombre de sujets, et beaucoup de questions qui m'intéressaient ont été abordées par d'autres, toutefois nous n'avons pas du tout parlé des activités des gouvernements provinciaux dans le domaine du développement. Dans ma propre province de la Colombie-Britannique, à une époque nous étions très actifs, et maintenant nous ne faisons pratiquement rien. Je ne veux pas faire de politique, mais je me demande si . . . Eh bien, je ne vois pas pourquoi je ne ferais pas de politique.

Le président: Moi non plus. J'aime ces soirées intéressantes. Je pense que nous siégerons davantage en soirée.

M. Kilgour: Non, non, s'il vous plaît.

Mlle Jewett: Encore une fois, cette question fera probablement l'objet d'une réponse écrite . . . Elle est peut-être disponible, mais je n'en sais rien. J'aimerais beaucoup savoir ce qu'ont fait les gouvernements provinciaux dans le domaine du développement au cours des cinq dernières années, disons. Je présume que je pourrais obtenir cela de chaque gouvernement provincial, mais je suppose que l'ACDI a des informations sur les activités de tous les gouvernements provinciaux.

Deuxièmement, j'aimerais savoir dans quelle mesure les gouvernements et ministères provinciaux pertinents . . . et je parle strictement d'un programme de développement . . . sont en contact avec l'ACDI, discutent avec l'ACDI, et jusqu'à quel point l'ACDI discute avec eux, comme elle le fait avec les universités, par exemple. Est-il possible d'avoir une idée de la situation des cinq dernières années?

Mme Catley-Carlson: Oui, c'est possible. A moins que Lewis Perinbam veuille ajouter quelques précisions immédiatement, je suggère que nous essayions de vous fournir cela par écrit.

Nous avons un programme officiel de coopération avec les provinces sous la forme du programme volontaire d'aide au développement agricole. Ce programme, qui porte un nom bizarre pour un programme fédéral-provincial, concerne l'aide agricole et alimentaire.

Nous avons suivi ce que diverses provinces font dans le domaine du développement. Vous avez raison lorsque vous dites qu'il y a eu un ralentissement au cours des dernières années. Nous pourrions vous fournir ceci. Je le répète, à moins que Lewis veuille ajouter quelque chose, nous vous répondrons par écrit. La situation est . . .

Mlle Jewett: Oui. Je suppose qu'il est difficile de porter un jugement de valeur, surtout par écrit. Mais serait-il possible également de préciser, comme si vous envisagiez un plan quinquennal pour l'avenir, où selon vous il serait particulière-

[Text]

useful, given certain expertise in certain parts of the country and within certain provincial governments, that certain co-operative areas of development could be explored?

Mrs. Catley-Carlson: Dr. Jewett, you are touching on two things now. The provincial contribution to development I took to mean the amount of money the province made available out of its own resources to development. This has been the case with British Columbia and with all the western provinces in terms of, for example, matching NGOs. That grant would then be subject to matching at the federal level.

The contributions that the provinces make in terms of participants in the development program, as contractors . . .

Miss Jewett: No, I was not thinking of that specifically.

Mrs. Catley-Carlson: —is quite substantial. We use the provincial utilities, the provincial departments of agriculture, various entities to a very great extent. So you are talking about the contribution . . .

Miss Jewett: I was initially, although I must say, now that you raise the consulting role, I suppose that would be useful to get a picture of.

Mrs. Catley-Carlson: That might take a little while.

• 2150

Miss Jewett: Yes. It is just that I think it would be valuable to know what they are doing and what they have been doing in both areas and what they might be doing and what CIDA foresees as a potential future area of federal-provincial co-operation.

Mrs. Catley-Carlson: May I promise the retrospective and not the prospective?

Miss Jewett: Well, the prospective may come out of the retrospective, although I am sure you are working on your next five-year plan, and therefore . . .

Mrs. Catley-Carlson: I am not working on the provinces' next five-year plan. That is the difficulty your question causes.

Miss Jewett: Whatever could be done would be interesting.

My third area, in which I would like to supplement what has already been asked for, relates to the various regional inter-development banks, Inter-American Development Bank and so on, which we now, as the president knows, have an opportunity of discussing in Parliament since that excellent decision was made. Not that our discussion has any impact whatsoever, but at least Parliament is playing a little role, and I may say also now that CIDA's reports are going to be coming regularly to us. I think we will be able to have a more productive input, too. At least we will be able to talk about it.

[Translation]

ment utile, compte tenu de certaines compétences dans certaines parties du pays et dans certains gouvernements provinciaux, d'explorer certains domaines de coopération ou de développement?

Mme Catley-Carlson: Dr. Jewett, vous parlez maintenant de deux choses. Je pensais que la contribution provinciale au développement désignait les sommes d'argent qu'une province, puisant dans ses propres ressources, peut affecter au développement. Ce fut le cas en Colombie-Britannique et avec toutes les provinces de l'Ouest pour le jumelage du financement des ONG, par exemple. Cette subvention était ensuite doublée par le palier fédéral.

Les contributions des provinces à titre de participants au programme de développement, comme entrepreneurs . . .

Mlle Jewett: Non. Je ne pensais pas spécifiquement à cela.

Mme Catley-Carlson: . . . sont très substantielles. Nous faisons appel aux services d'utilités publiques des provinces, aux ministères provinciaux de l'Agriculture, à diverses entités provinciales dans une très large mesure. Vous parlez donc de la contribution . . .

Mlle Jewett: Au début oui, quoique je dois dire maintenant que vous avez soulevé la question du rôle de consultation, dont il serait, je suppose, utile d'avoir une idée également.

Mme Catley-Carlson: Cela pourrait prendre un peu de temps.

Mlle Jewett: Oui. Je pense simplement qu'il vaudrait la peine de savoir ce qu'ils font et ce qu'ils ont fait dans ces deux domaines, ainsi que ce qu'ils pourraient faire et ce que l'ACDI entrevoit comme possibilité dans le domaine de la coopération fédérale-provinciale à l'avenir.

Mme Catley-Carlson: Puis-je vous promettre la rétrospective, mais non la prospective?

Mlle Jewett: Eh bien, la prospective se dégagera peut-être de la rétrospective, car je suis sûr que vous travaillez à votre prochain plan quinquennal donc . . .

Mme Catley-Carlson: Je ne travaille pas sur le prochain plan quinquennal des provinces. Voilà le problème que pose votre question.

Mlle Jewett: Tout ce que vous pourrez fournir sera intéressant.

Mon troisième sujet de préoccupation, où j'aimerais compléter ce qui a déjà été demandé, porte sur les diverses banques régionales de développement international, entre autres, la Banque interaméricaine de développement, dont nous avons maintenant l'occasion de discuter au Parlement, comme la présidente le sait, depuis que cette excellente décision fut prise. Ce n'est pas que nos discussions aient un impact quelconque, mais au moins le Parlement joue un petit rôle, et j'ajouterai également que désormais nous recevrons régulièrement des rapports de l'ACDI. Je pense aussi que nous pourrions avoir une participation plus productive. Du moins, nous pourrions en parler.

[*Texte*]

One of the things that is baffling me, and I go back to some comments I made when the IADB and other replenishments were before the House of Commons, is something the president said just a moment ago. I understood her to say that in the case of Guatemala for example, there certainly would be a very strong CIDA input as far as development aid is concerned, as far as development assistance is concerned; that CIDA would have some input to the Department of External Affairs as to whether or not it would be desirable to put development assistance, say, into Guatemala. Did I hear the president correctly on that?

Mrs. Catley-Carlson: Yes you did. The subject of whether or not, particularly in the context of civil rights in which this question was raised, aid should be extended to a country, continue to be extended to a country or begin to be extended to a country, is certainly the result of interdepartmental discussion in which CIDA is a full part.

Miss Jewett: CIDA does play a full part, which is very good.

Why then does CIDA not play any role—or am I misinformed about this—when it comes to multilateral IFIs, like the Inter-American Development Bank, deciding on loans to, say, Guatemala?

Mrs. Catley-Carlson: CIDA does play a role but the role is governed, very much, by the charters of those institutions, which state that the reasons for approval of loans will be based on the economic merits of those loans. This is certainly not the sole criteria for bilateral assistance, but it is the criteria which members of these institutions agree to subscribe to when they join international financial institutions.

Canada has decided to continue with the adherence to this fundamental principle.

Miss Jewett: Even though we have pointed out on several occasions that politics is what decided them a lot of the time! Do you not have somebody in CIDA that is looking to see whether that criteria for the IFIs is, in fact, being followed?

Mrs. Catley-Carlson: Yes.

Miss Jewett: What of Nicaragua for example, which has relatively done very badly in terms of both bilateral assistance and the IFIs?

Mrs. Catley-Carlson: The fact that we continue to follow this does not engage other people in following the same principle. It would be, in our view, a good thing if all countries continued to subscribe to the original reason for setting up these institutions, and we make that view known privately. But our continued adherence cannot bind the continued adherence of others to these founding principles of these organizations.

Miss Jewett: Does CIDA ever talk to Harry Hodder or whoever is our person on these agencies?

Mrs. Catley-Carlson: Yes we do. Constantly.

[*Traduction*]

Une chose me déconcerte—et je reviens aux commentaires que j'ai faits lorsque la Chambre des communes a été saisie de la question de l'I.D.B. et autres questions semblables—ce sont les propos de la présidente tout à l'heure. J'ai cru comprendre qu'elle a dit que dans le cas du Guatemala, par exemple, il y aurait certainement une très forte participation de l'ACDI pour ce qui est de l'aide au développement, pour ce qui est de l'assistance au développement, que l'ACDI aurait son mot à dire au ministère des Affaires extérieures quant à savoir s'il serait souhaitable de fournir une assistance au développement, disons au Guatemala. Ai-je bien compris ce que la présidente a dit?

Mme Catley—Carlson: En effet. La question de savoir si, dans le contexte particulier des droits civils dans lequel cette question a été soulevée, l'aide devrait être accordée à un pays, continuer de l'être ou commencer à l'être, est certainement l'objet de discussions internes ministérielles auxquelles l'ACDI participe pleinement.

Mlle Jewett: L'ACDI y participe pleinement, c'est excellent.

Dans ce cas-là, pourquoi l'ACDI ne joue-t-elle aucun rôle—ou je suis peut-être mal informée—lorsqu'il s'agit des institutions financières internationales multilatérales, comme la Banque interaméricaine de développement, qui décide des prêts à accorder, disons, au Guatemala?

Mme Catley-Carlson: L'ACDI joue un rôle, mais ce rôle est en grande mesure déterminé par les constitutions de ces institutions, qui précisent que les raisons d'approbation des prêts seront fondées sur le mérite économique des demandes. Ce n'est certes pas là l'unique critère de l'assistance bilatérale, mais c'est le critère auquel les membres de ces institutions acceptent de souscrire lorsqu'ils adhèrent aux institutions financières internationales.

Le Canada a décidé de continuer d'adhérer à ce principe fondamental.

Mlle Jewett: Quoique nous ayons souligné qu'à de nombreuses occasions la décision a été politique! Y a-t-il quelqu'un à l'ACDI qui voit si en fait les institutions financières internationales appliquent ce critère?

Mme Catley-Carlson: Oui.

Mlle Jewett: Qu'en est-il du Nicaragua, par exemple, où les choses, de ce point de vue, ne sont guère brillantes.

Mme Catley-Carlson: Le fait que nous adhérons à ce principe n'engage personne d'autre à y adhérer. A mon avis, ce serait une excellente chose si tous les pays continuaient de souscrire au but premier fixé à ces institutions à leur création et nous leur faisons part de notre point de vue en privé. Mais notre adhésion continue n'oblige pas l'adhésion continue des autres aux principes de base de ces organisations.

Mlle Jewett: L'ACDI s'entretient-elle parfois avec Harry Hodder ou quiconque est notre représentant à ces agences?

Mme Catley-Carlson: Oui, nous le faisons constamment.

[Text]

Miss Jewett: Send memos, make suggestions.

Mrs. Catley-Carlson: Instructions, memos, telegrams, yes.

The Chairman: Last question Dr. Jewett.

Miss Jewett: Well, without much result, I may say.

The Chairman: I am sorry, I should have said—I do not like to be prerogative—maybe you would like it better if I say, last statement, Dr. Jewett?

Miss Jewett: No, no. That is a sincere question. I really get the feeling that CIDA does not have the kind of input that I think it ought to have, given its knowledge and experience of the field, of what is happening. It is higher than External's knowledge in many, many cases.

The Chairman: Oh my God.

Mrs. Catley-Carlson: When you join an international financial institution you have to make a lot of decisions, and one of them is going to be whether you are going to observe the criteria for which that institution exists, through thick and through thin. It has been Canada's decision, and it is not one that has gone without a very great deal of internal discussion in which CIDA is a very full participant, that the losses to be sustained by the institution, if we joined with those who lamentably do exercise other than the development criteria in their decisions, would considerably weaken the institution. Since our primary reason for being in these institutions, given our rather abysmal procurement record, is the fundamental benefit which they bring to development, we stay in them for the development criteria.

• 2155

Miss Jewett: Okay. A final question and this may require an answer in writing, Mr. Chairman. People, in fact the president herself, pointed out earlier that 18 or 20 years ago South Korea would be seen as sort of the Nepal of today. Who would have guessed, in other words, well really, who would have guessed? I mean, it was pretty clear I should have thought, to all of us, that the big four in that part of the world, South Korea, Hong Kong, Singapore and whichever is the fourth now, Malaysia, the Philippines, were of strategic importance to the United States. I do not want to oversimplify too much, but that was a very important factor. Certainly poor old Peru never was. And had it been, it might be where they are today. And, you know, there is a correlation, it seems to me, between the operation of the multinationals in those countries and particularly U.S. strategic interests. It just did not all happen by happenstance. There are no doubt many factors involved. But I just wonder—and maybe we could have the president provide us with the answer to this in writing—the degree to which, if at all, there is a think tank inside CIDA which is really addressing—it has been raised many times

[Translation]

Miss Jewett: Est-ce que vous lui envoyez des notes de service, est-ce que vous lui faites des suggestions?

Mme Catley-Carlson: Des directives, des notes de service, des télégrammes, oui.

Le président: C'est votre dernière question, mademoiselle Jewett.

Miss Jewett: Sans grand résultat, je dois dire.

Le président: Je m'excuse, vous auriez peut-être préféré que je dise votre dernière déclaration, D^e Jewett?

Miss Jewett: Non, non. C'est une question sincère. Je pense vraiment que l'ACDI ne joue vraiment pas le rôle qu'elle devrait, compte tenu de ses connaissances, de son expérience du domaine, les événements, connaissances et expérience beaucoup plus grandes que celles des Affaires extérieures dans bien des cas.

Le président: Oh, mon Dieu!

Mme Catley-Carlson: Lorsque vous adhérez à une institution financière internationale vous devez prendre beaucoup de décisions, et l'une d'entre elles est de savoir si vous observerez le critère en vertu duquel cette institution a été fondée, et cela quoi qu'il arrive. Le Canada a décidé—et cette décision ne s'est pas faite sans de très longues discussions internes, auxquelles l'ACDI a participé pleinement—que les pertes que devrait encourir l'institution, si nous imitions ceux qui basent lamentablement leurs décisions sur des critères autres que celui du développement, l'affaibliraient considérablement. La raison essentielle de notre présence au sein de ces institutions—étant donné par ailleurs la politique absolument incroyable que nous avons suivie en matière de contrats d'approvisionnement—est qu'elles font quelque chose pour le développement, et par voie de conséquence nous y restons pour des raisons qui ont trait à des considérations sur le développement.

Miss Jewett: Très bien. J'ai une dernière question qui exigera peut-être une réponse écrite, monsieur le président. Diverses personnes, et la présidente elle-même, ont fait remarquer tout à l'heure que la Corée du Sud, il y a 18 ou 20 ans, était quelque chose comme le Népal d'aujourd'hui. Qui aurait pu y penser, je vous le demande? Je veux dire simplement qu'il était assez clair, pour nous tous, que ce groupe des quatre grandes nations dans cette région du monde, la Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour et peut-être la Malaisie ou les Philippines, avait une importance stratégique pour les États-Unis. Je ne voudrais pas trop simplifier, mais je pense que cela représentait un facteur important. Il est sûr que le bon vieux Pérou n'a jamais figuré sur cette liste. S'il avait pu avoir cette importance, il serait peut-être au même niveau que ces pays. Comme vous le savez, il y a un rapport—du moins je le pense—entre la présence des sociétés multinationales dans ces pays et les intérêts stratégiques américains en particulier. Tout cela n'est pas le seul fait du simple hasard. Même s'il y a de nombreux facteurs qui interviennent. Mais j'aimerais savoir, et peut-être la présidente pourrait-elle nous donner une réponse

[Texte]

tonight but I am raising it from a rather different perspective—the developmental problems of countries that are not in the U.S. strategic interest and what action smaller nations like Canada, in collaboration with other smaller nations, Sweden and so on, might take to redress the balance.

We do act through multilateral programs, of course, and like others who have spoken tonight, most of us on this committee are very strongly in favour. I think what I am suggesting to the president is that there could be a number of nations that have bilateral programs thinking much more seriously about the problems of development in what I call the U.S. strategic interests, and it may even have to begin again with more study of the matter to see what it is that is required to, in effect, take the place of and be far far better than the multinationals who, of course, can move their capital and labour at will. Is there any sort of movement in CIDA to at least think about this problem?

The Chairman: Well, you are supposed to answer in writing. I do not know how you will manage, but . . .

Mrs. Catley-Carlson: No, I am going to answer orally because I would not dare try and answer that in writing. I think it will be much easier.

The Chairman: Briefly, if possible.

Mrs. Catley-Carlson: Very briefly. The amount of development assistance that countries receive from all other sources is very much taken into account in deciding Canadian development assistance. And you ask what Canada can do to redress major flows by another major donor.

Miss Jewett: The multinationals, I am thinking about.

Mrs. Catley-Carlson: I am sorry. I understood your question to be what Canada can do to take account of the fact that the USA's strategic interest dictates heavy investments in some countries.

Miss Jewett: Yes.

Mrs. Catley-Carlson: Well, one of the things which we did, for example, several years ago was to declare that the Commonwealth Caribbean was going to be the major interest of Canadian interests. At that time it was of no strategic interest to the United States, or very little. And we have continued on with that.

Our investments in Africa, in both Commonwealth and Francophone Africa, are not in countries which have been subject to heavy U.S.A. investment. The single exception at the moment is Egypt, but our investments started in Egypt basically before the very heavy American investments that followed the Camp David summit.

[Traduction]

par écrit, dans quelle mesure on réfléchit à l'ACDI à cette question—qui a été soulevée ce soir à plusieurs reprises, mais j'aborde le sujet d'un tout autre point de vue—c'est-à-dire au développement des pays qui n'ont aucun intérêt stratégique pour les États-Unis, et aux actions que de petites nations comme le Canada, en collaboration avec d'autres telles que la Suède, etc., pourraient entreprendre pour redresser ce déséquilibre.

Nous agissons au sein de programmes multilatéraux, bien sûr, et comme les autres intervenants de ce soir, la plupart d'entre nous au Comité sont très favorables à ce genre de mécanisme. Mais j'aimerais ici faire remarquer à la présidente que l'on pourrait avoir des pays disposant de programmes bilatéraux où l'on réfléchisse plus sérieusement aux questions de développement dans ce que j'appelle la zone des intérêts stratégiques américains, et cela pourrait d'ailleurs une fois de plus commencer par une étude approfondie de la question, pour voir ce que l'on peut faire pour remplacer les multinationales, faire mieux qu'elles, alors qu'elles ont la possibilité de déplacer leurs capitaux et leur main-d'œuvre comme elles le désirent. Est-ce que l'on réfléchit à l'ACDI à toute cette question?

Le président: On attend de vous une réponse écrite. Je ne sais pas si vous arriverez . . .

Mme Catley-Carlson: Non, je vais répondre oralement, car je ne voudrais pas me hasarder à une réponse écrite. Je crois que ce sera plus facile ainsi.

Le président: Rapidement, si possible.

Mme Catley-Carlson: Je serai très brève. L'assistance canadienne au développement tient beaucoup compte des autres sources financières d'assistance au développement dont bénéficient les pays récipiendaires. Vous nous demandez ici ce que le Canada peut faire pour redresser certains déséquilibres consécutifs à l'action d'un donneur particulièrement important.

Mlle Jewett: Je parlais des multinationales.

Mme Catley-Carlson: Excusez-moi. Je croyais que vous vouliez savoir ce que le Canada peut faire pour tenir compte du fait que les investissements qui se font dans tel ou tel pays dépendent des intérêts stratégiques américains.

Mlle Jewett: C'est cela.

Mme Catley-Carlson: Eh bien, c'est ainsi que nous avons déclaré, il y a plusieurs années, que le Canada allait s'intéresser tout particulièrement aux Antilles du Commonwealth. À l'époque cette zone n'était pas considérée par les États-Unis comme d'importance stratégique, ou très peu. Nous avons poursuivi notre politique dans cette région du monde comme annoncé.

Nos investissements en Afrique, par ailleurs, aussi bien dans les pays du Commonwealth que dans l'Afrique francophone, ne concernent pas des pays où les investissements américains sont importants. La seule exception pour le moment serait l'Égypte, mais nous avons commencé à investir en Égypte bien avant qu'il soit décidé à Camp David que les Américains s'intéresseraient à ce pays.

[Text]

We tend to be in countries where we think we have a long-term development interest in being there. We do take into account the possible flows from other sources, but our interest is basically in staying there long enough to develop the kind of programs that will be effective in delivering development.

• 2200

Miss Jewett: They may give Peru more.

Mrs. Catley-Carlson: Oh, we give Peru a lot more.

Miss Jewett: \$7 million.

The Chairman: Thank you very much Doctor. The hon. Member from Edmonton—Strathcona, Mr. Kilgour, followed by our good friend, Dr. Hudecki.

M. Kilgour: Merci, monsieur le président, et soyez la bienvenue, madame le président.

I have a number of items I would like to raise, if I may. Perhaps I could follow my colleague, Walter McLean; you might reply afterwards if you prefer.

The first is the question of SUCO. Like my colleague, Mr. Laniel, I am most concerned about what is about to happen to SUCO. Some specific questions have been addressed to Mr. MacEachen by myself. I do not know whether you have seen the letter . . . You have? I do not think he has answered some of the more fundamental questions which SUCO would like answered.

They say that up to 500 Québécois, Québécoises are possibly going to lose their jobs as of April 1. You mentioned a \$600,000 accumulated deficit. They feel, and I think others might feel, that other large NGOs have accumulated large deficits too. They think that somehow they are being singled out unfairly. They ask why it is that you are proposing to hire one of their former management teams to manage the successor organization. If the management was so bad, why are you hiring the people that were there before? Perhaps as serious as anything—they have been led to believe that they have been charged with having been taken over by an unacceptable political group. They have asked specifically which members of their directors or which of their *co-opérants* belong to this unacceptable political philosophy. In short, they feel they are being unfairly treated by the government. I assume it was not you who made the decision. I hope it was not you because I do not think your answers to Mr. Laniel are, with respect, very likely to be well received by the 500 or so people who have been involved with SUCO up until now.

Shall I go on? Then you can . . .

Mrs. Catley-Carlson: I can answer these very briefly.

The Chairman: Please. The Chairman is extremely interested in having an answer now because I have been under extreme pressure and, in all fairness to those who write me about SUCO, I have abstained from answering. I have just

[Translation]

Nous avons donc tendance à être présents dans des pays dont nous pensons qu'ils continueront à long terme à nous intéresser du point de vue du développement. Nous tenons compte évidemment d'apports possibles venant d'ailleurs, mais nous voulons surtout rester sur place suffisamment longtemps pour mettre en place des programmes qui permettront effectivement de stimuler le développement.

Mlle Jewett: Peut-être que l'on donnera plus au Pérou.

Mme Catley-Carlson: Nous donnons beaucoup plus au Pérou.

Mme Jewett: 7 millions de dollars.

Le président: Merci beaucoup docteur. L'honorable député de Edmonton—Strathcona, M. Kilgour, suivi de notre ami le docteur Hudecki.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman, and as far as I am concerned [*inaudible*] I also welcome the president.

Il y a un certain nombre de questions que j'aimerais soulever, si vous le permettez. Je vais peut-être faire comme mon collègue M. McLean; vous pourrez répondre ensuite si vous voulez.

Ma première question concerne le SUCO. Comme mon collègue, M. Laniel, je me préoccupe beaucoup de l'avenir de ce service. J'ai déjà adressé un certain nombre de questions précises à M. MacEachen. Je ne sais pas si vous avez vu la lettre . . . en avez-vous pris connaissance? Je ne pense pas qu'il ait répondu aux questions importantes auxquelles le SUCO aimerait voir apporter une réponse.

On dit que 500 québécois, et québécoises, vont sans doute perdre leur emploi au premier avril. Vous avez parlé de déficit accumulé de 600,000\$. Or, il y a bien d'autres O.N.G. qui ont également accumulé des déficits importants, et le SUCO se sent un peu injustement visé. Il demande donc pourquoi vous proposez de recruter une de leurs anciennes équipes de direction, pour prendre en main l'organisation héritière. Si la gestion était si mauvaise, pourquoi recruter à nouveau ces mêmes personnes? Je ne sais pas si ce sont des arguments sérieux, mais ils ont pu être amenés à penser que l'on avait accusé l'Organisation d'avoir été prise en main par un groupe politique plus particulier dont les options n'étaient pas acceptables. Ils ont demandé alors de façon très concrète lesquels de leurs directeurs, ou lesquels de leurs «coopérants» sont des défenseurs de cette idéologie condamnable. Bref, ces gens ont l'impression d'être victimes d'un traitement injuste de la part de l'administration centrale. Je suppose que la décision ne vient pas de vous. Je l'espère, car je ne pense pas que vos réponses à M. Laniel soient de nature à être bien acceptées par par les quelques 500 personnes concernées du SUCO.

Dois-je continuer? Vous pourriez alors . . .

Mme Catley-Carlson: Je pourrai y répondre rapidement.

Le président: Je vous en prie. Le président lui-même est très intéressé par la réponse que l'on pourrait apporter à cette question, étant donné que j'ai été pressé de toutes parts et que, par souci d'honnêteté vis-à-vis des personnes qui m'écrivaient

[Texte]

acknowledged, but not answered because I think it is best place to get the beginning of answers. So I am very concerned too.

I know there are answers, but I like them to be on record. Exceptionally I want to be on record to show that I am extremely interested in the answers that will be provided tonight; if they are not complete enough, we may get them by writing and if not, we will again ask the question on the April 12.

Please, Madam.

Mrs. Catley-Carlson: Fine. Thank you. Mr. Chairman, I would be extremely surprised if 500 *Québécois* jobs were involved in this decision. I really cannot imagine how.

As I understand the core staff of SUCO at the most was about 50 people, but I will have this verified. In fact, one of our problems at one point was that there were 60 people in the field and it took 50 people at headquarters to put them there, which is not a ratio which we found very satisfactory.

Number two, other NGOs have accumulated deficits and have not been punished. I can say with absolute certainty that no other NGO has ever accumulated deficits over two and a half years over the strenuous attempts to help them overcome their management problems and without really signal results.

Two months after we took the decision, we told a major Canadian Anglophone church that their funding was in pretty rotten shape. We said to them that we were going to cut off funding unless they got their act together, which they did. We have last week terminated another NGO's funding. We have frozen it, pending reorganization of their financial affairs. We hope they will, but we have written them an official letter saying that their funding is frozen and there will be no further funding.

We are guardians of taxpayers' funds, and NGOs—just like consulting companies—have to be responsible for the stewardship of these funds.

As for number three, why did CIDA hire an ex-manager, CIDA did not hire an ex-manager. One of the NGOs concerned—NGOs are totally independent actors—hired one of the people whom I described as having quit his particular job because he felt he could not deliver a proper product under the management rules obtaining within SUCO. He was hired by another francophone NGO, and I believe is doing very good work there. But CIDA was neither involved in, nor asked about, nor subscribed to that decision any more than we would be involved in the decision of any NGO to take on particular managers.

[Traduction]

au sujet du SUCO, je me suis abstenu de répondre. J'ai pris note des questions qui m'étaient adressées, mais je n'ai pas répondu, car je pense que c'est ici que nous sommes le mieux placés pour obtenir un début de réponse. Cela m'intéresse donc également beaucoup.

Je sais qu'il y a des réponses à cette question, mais j'aimerais que cela figure en toutes lettres au compte rendu de séance. Exceptionnellement je tiens moi-même à y figurer, pour bien montrer que je m'intéresse personnellement beaucoup aux réponses qui vont nous être données ce soir; si elles ne sont pas suffisamment exhaustives, nous pourrions peut-être obtenir des réponses écrites, et dans la négative nous reposerons la question le 12 avril.

Madame, je vous en prie.

Mme Catley-Carlson: Très bien. Merci, monsieur le président. Je serais extrêmement surprise qu'il s'agisse dans cette décision de l'avenir de 500 emplois «québécois». Je n'arrive pas à y croire.

Si je ne me trompe le personnel de base du SUCO est au plus de 50 personnes, mais je ferai vérifier ce chiffre. De fait, l'un de nos problèmes a une certaine époque était qu'il y avait 60 personnes sur les terrains, alors que nous avions besoin de 60 personnes au bureau central, ce qui nous semblait un rapport peu satisfaisant.

Deuxièmement, d'autres O.N.G. ont également accumulé des déficits sans avoir été pénalisés pour cela. A chaque fois que l'on a véritablement cherché à les aider à résoudre leurs problèmes de gestion, on a obtenu de bons résultats. Je suis absolument certaine de ce que j'avance.

Deux mois après avoir pris cette décision, nous avons informé une église anglophone canadienne des plus importante que ses finances étaient en fort mauvais état. Nous avons dit que notre subvention serait supprimée sauf si un peu d'ordre était mis dans tout cela, et ce fut fait. Nous avons la semaine dernière mis fin au subventionnement d'une autre O.N.G. c'est-à-dire que nous avons gelé nos crédits, jusqu'à ce que leurs finances soient réorganisées. Nous espérons qu'il en sera fait ainsi, mais nous leur avons envoyé officiellement une lettre annonçant cette décision de geler les subventions, ce que nous ferons.

Lorsque les deniers du contribuable nous ont été confiés, les O.N.G.—exactement comme des organismes de conseil—sont responsables de la gestion de ces deniers.

La troisième question était celle-ci: pourquoi l'ACDI a-t-elle recruté un ancien directeur? L'ACDI n'a pas recruté d'ex-directeur. L'une des O.N.G. concernées—j'ajouterai que les O.N.G. sont complètement indépendantes—a recruté une de ces personnes dont j'ai dit qu'elle avait quitté son emploi parce qu'elle avait l'impression de ne pas pouvoir travailler comme il faut dans le cadre des règlements du S.U.C.O. Cette personne a ensuite été recrutée par une autre O.N.G. francophone, où elle fait—si je ne me trompe—du très bon travail. Mais l'A.C.D.I. n'a jamais été concernée par tout cela, n'a jamais été non plus consultée, et n'a jamais donné son aval à aucune de ces décisions, pas plus que nous n'aurions notre mot à dire lorsqu'une O.N.G. décide de recruter tel ou tel directeur.

[Text]

• 2205

The fourth one is: Which are the unacceptable political groups or elements within SUCO that have caused this decision? I have repeated over and over again the management problems which have plagued this unfortunate organization. With that degree of management problem, I would submit to you, there is no reason at all to search for political or other reasons to cut off this kind of funding, because indeed they were not germane to the decision.

It was similarly the case with the church. If we had had to persist and say: I am sorry, your projects are good, but your administration is not, and we have had to cut it off. It is a major Canadian church, nobody would have asked that question. It is similarly the same with the NGOs whose funds we have just frozen. There is no question of what its political affiliation is; its management is incompetent at the moment. We hope very much it will shape up, and we have confidence it will.

Mr. Kilgour: Are you telling us that SUCO may still have life in it after April 1?

Mrs. Catley-Carlson: We have terminated the funding for the current program, Mr. Chairman, which ends on March 31. Mr. Pepin, in his statement last September at his press conference, said he did not believe he was taking decisions that were forever and for all time. But for the current program, we have said we cannot continue with the augmenting of this particular deficit related to this particular program, so we have cut off funding. SUCO has signified its intention to stay in existence. I believe it always did have very small, very slim independent resources. It has run a very active publicity campaign, and may well have garnered additional financial support; I do not know what the future will bring.

Mr. Kilgour: Did Mr. Pepin make this decision, Madam President?

Mrs. Catley-Carlson: It was a government decision.

Mr. Kilgour: Which means it was made by Mr. MacEachen or Mr. Pepin?

Mrs. Catley-Carlson: It was a government decision.

Mr. Kilgour: Okay.

The Chairman: You will be glad to know that Mr. Pepin will be a witness at my request, because it was suggested to me by the committee; so hold off until then. I do not think it is fair to push the witness. She has answered as she is allowed.

[Translation]

La quatrième question est celle-ci: Quels sont les groupements politiques contestables, ou quels sont les éléments à l'intérieur du S.U.C.O. qui sont responsables de cette décision? J'ai suffisamment répété que cette pauvre organisation se heurtait à de graves problèmes de gestion. Étant donné ces difficultés, je puis vous dire qu'il n'y a absolument aucune raison d'aller chercher du côté de la politique, ou ailleurs, des raisons de supprimer les subventions, car je puis vous assurer que ce genre de considération n'entrait pas en ligne de compte au moment de la prise de décision.

C'est un cas semblable à celui de l'église dont je parlais. Si nous avions été obligés de supprimer leurs subventions, non pas en raison de la nature des projets qui auraient été excellents, mais plutôt de l'administration déficiente, personne ne nous aurait posé cette question; et il s'agit ici d'une église importante au Canada. C'est également ce qui se passe pour ces O.N.G. dont nous avons gelé les crédits. Il n'est absolument pas question d'orientation politique, mais tout simplement de gestion incompétente. Nous espérons vraiment qu'ils vont se reprendre, et nous avons confiance.

M. Kilgour: Devons-nous donc comprendre que le S.U.C.O. aura peut-être quelques chances de se maintenir en vie après le 1^{er} avril?

Mme Catley-Carlson: Nous n'avons pas reconduit les crédits du programme actuel qui prend fin le 31 mars, monsieur le président. M. Pepin, dans une déclaration du mois de septembre dernier, à une conférence de presse, a dit qu'il ne prenait pas ici de décision absolument définitive. Mais pour ce qui est du programme actuel, nous avons déclaré ne pas pouvoir le reconduire, étant donné le déficit croissant dont nous avons parlé, et qui explique que nous leur coupons les vivres. De son côté le S.U.C.O. a déclaré ne pas vouloir disparaître. Si je ne me trompe il a toujours disposé de petits moyens de financement indépendants. Étant donné la campagne de publicité très active qu'il a menée il peut fort bien avoir trouvé des appuis financiers extérieurs; je ne sais pas ce que l'avenir lui réservera.

M. Kilgour: S'agit-il d'une décision de M. Pepin, madame la présidente?

Mme Catley-Carlson: Il s'agissait d'une décision du gouvernement.

M. Kilgour: Qui a donc été prise par M. MacEachen ou par M. Pepin?

Mme Catley-Carlson: Il s'agissait d'une décision du gouvernement.

M. Kilgour: Très bien.

Le président: Vous serez sans doute heureux d'apprendre que M. Pepin viendra lui-même témoigner, à ma demande, et sur proposition du Comité; je vous demande donc d'attendre jusque-là. Je ne pense pas qu'il soit bon de forcer le témoin jusque dans ses derniers retranchements. Elle a d'ailleurs répondu dans la mesure où elle le pouvait.

[Texte]

Mr. Kilgour: Are you saying that the question of being tainted politically—whatever that means... was no factor whatsoever in the decision with respect to SUCO?

Mrs. Catley-Carlson: No. The decision was taken on financial and administrative grounds.

Mr. Kilgour: Once again, are you saying there are not more than 50 people who are going to be affected by this decision as of April 1?

Mrs. Catley-Carlson: I am informed that the staff of SUCO is between 50 and 60 persons.

The Chairman: Mr. Kilgour, I would also like to get the information. I think it is very easily provided, and we should find out before the next meeting on the twelfth: How many people were involved; how many in the field; how many in headquarters; how many have been recuperated happily or otherwise; and how many are left out. I think that would be fair, and it should put an end to an unbelievable debate that is going on in the press. If action has to be taken, members are free in their own way to take the action they feel necessary.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman. Madam President, in my riding I have people from Afghanistan to, I think, Zaïre; so I have a lot of representation from many countries. Let me start with Afghanistan. The allegation is made that we are providing about \$18 million in food aid to the now 4.5 million refugees in Pakistan and Iran, which amounts to something like \$5 per capita. Maybe if you address this now, it would be better if I can get into some of these other issues too. Secondly, as you know, the largest UNICEF office in the world is in Bangladesh, headed by a Canadian, a Winnipegger. How do you decide what the ratio will be to giving money to UNICEF to help children, rather than to our own NGOs in a country like Bangladesh?

• 2210

On Brazil, the point was made to me in fact yesterday that something like 1 million Brazilians walked 500 to 600 miles to get away from a drought, yet there are major traffic problems in the large cities. Something seems a bit out of synch, the suggestion was.

India—you made the comment about the birth rate being a function of the literacy rate. Do you have any definitive studies which support that?

Sri Lanka is a particular concern of mine. My Tamil constituents are complaining that the Maduru Oya Dam in Sri Lanka, mentioned on page 22 of your estimates—they claim that their tax dollars, coming out of their pockets, are going to—the polite expression is “decolonize”; to move Tamils out of that area in favour of replacing them with Sinhalese majority people. I can tell you they have raised this issue, and I am sure they have with you as well, on many, many occasions.

[Traduction]

M. Kilgour: Ne dites-vous donc que cette question de tendance politique—quel qu'en soit le sens—n'a absolument joué aucun rôle dans la décision qui a été prise?

Mme Catley-Carlson: Non. La décision a été prise à partir de motifs d'ordre financier et administratif.

M. Kilgour: Je repose la question: Nous dites-vous bien également qu'il n'y a pas plus de 50 personnes qui seront concernées au 1^{er} avril par la décision qui a été prise?

Mme Catley-Carlson: On me dit que S.U.C.O. emploie de 50 à 60 personnes.

Le président: Monsieur Kilgour, j'aimerais moi aussi connaître ces chiffres. Je suppose qu'il devrait être facile de les obtenir d'ici la prochaine réunion, le 12. C'est-à-dire: Combien de personnes sont touchées par cette décision? Combien de coopérants sur le terrain et combien de personnel dans les bureaux du siège central? Combien de personnes ont-elles réussi à conserver un emploi d'une façon ou d'une autre et combien sont licenciées. Je pense qu'il serait donc juste d'obtenir ces précisions, afin qu'il soit mis fin à cette discussion incroyable à laquelle on assiste dans la presse. S'il convient d'intervenir je pense que les membres du Comité peuvent le faire comme ils le jugent bon et nécessaire.

M. Kilgour: Merci, monsieur le président. Madame la présidente, il y a dans mon comté des personnes originaires d'Afghanistan et, je pense, du Zaïre; vous voyez donc qu'il y a une mosaïque de nations représentées. Commençons par l'Afghanistan. On dit que nous fournissons environ pour 18 millions de dollars d'aide alimentaire, aux 4,5 millions de réfugiés se trouvant au Pakistan et en Iran, ce qui représente à peu près 5\$ par personne. Si vous le voulez je vais poser les autres questions tout de suite. Deuxièmement, donc, et comme vous le savez, le Bureau de représentation de l'U.N.I.C.E.F. le plus important se trouve au Bangladesh, avec à sa tête un Canadien de Winnipeg. Comment décidez-vous de répartir les fonds disponibles entre ce qui sera versé à l'U.N.I.C.E.F., et ce qui sera alloué à nos O.N.G. au Bangladesh?

A propos du Brésil, on m'a dit hier que quelque 1 million de Brésiliens faisaient 500 à 600 milles à pied pour fuir une région frappée par la sécheresse; à côté de cela il y a des problèmes de circulation et d'embouteillage dans les grandes villes. Voilà donc des déséquilibres tout à fait notoires.

L'Inde: vous nous avez dit que le taux de natalité semblait être fonction du taux d'alphabétisme. Des études précises ont-elles été faites qui permettent d'affirmer cela?

Je me préoccupe aussi beaucoup du sort du Sri Lanka. À propos du barrage de Maduru Oya au Sri Lanka, dont il est question à la page 22 de votre budget, mes mandants Tamils se plaignent de ce que leurs impôts soient utilisés pour «décoloniser» selon l'euphémisme utilisé; c'est-à-dire que l'on fait déplacer les Tamils qui habitent cette région pour les remplacer par une population à majorité cingalaise. Ils m'ont donc posé la question, et je suis sûr qu'elle vous a été également posée à plusieurs reprises.

[Text]

Somalia—I am sure you have had representations as well as to why, through its strategic importance to the West, for example, and its poverty, we are not doing more in Somalia. Why is it not on our list of, I think they are called, LDCs?

The foreign students question was raised tonight. The complaint has been made to me that to stay for a year in Canada you have to have a stated income. This may not fall under you. Do you ever try to top up people from the Third World to allow them to stay or study in Canada?

You made reference, I think, to the OECD. I wonder if you can refer me, as a newcomer to this field, to what the OECD is saying about our development programs.

I guess SUCO I have been over.

The complaint was made, Mrs. Catley-Carlson, about our performance at the World Bank and the Asian Development Bank—this was by somebody from the Third World—that basically we sit back and let the United States, Japan, and West European countries carry the initiative, if you will, and basically we are too passive, in my interlocutor's view, in institutions like the World Bank.

Finally, because I know you will not answer all these questions today, on tied aid, the point was made that the Dutch have no tied aid and yet Canada is moving, it seems, more and more into tied aid. It raises the question of are we trying to help people in the Third World or are we trying to help ourselves? Why do we in effect reject the Dutch methods in favour of what you might call a more self-oriented method, as in the recent budget?

As Mr. McLean said, if you could maybe answer just one or two of those today . . . Take your choice.

Mrs. Catley-Carlson: Thank you very much. I will try to run through them very quickly, Mr. Kilgour.

On Afghanistan, the size of the refugee population is probably from 2 million to 3 million. We have provided since 1979 \$55 million in the form of food aid and cash to UNHCR, which is the United Nations High Commissioner for Refugees, the World Food Program, etc.

Refugee situations pose a very, very difficult problem. We want to encourage the countries of first refuge to accommodate these people. Otherwise, as was the case with the Vietnamese boat refugees, an intolerable humanitarian situation is created. When a country is very poor—and Pakistan's GNP is still in the neighbourhood of \$180 per year per capita for its own people, which is about 50¢ a day per person—the international community has to undertake to play its part in the support of those populations. Otherwise the

[Translation]

Somalie—Je suis sûr que l'on vous a souvent demandé, étant donné l'importance stratégique de ce pays pour l'Occident, notamment, et par ailleurs son état de pauvreté, pourquoi nous ne faisons pas plus pour la Somalie. Comment se fait-il que ce pays ne soit pas sur notre liste de pays les moins développés, comme on les appelle?

La question des étudiants étrangers a déjà été soulevée ce soir. On se plaint à moi de ce qu'il faille pouvoir justifier d'un revenu pour avoir le droit de rester une année au Canada. Peut-être cela ne rentre-t-il pas dans votre domaine de compétences. Vous arrive-t-il de verser des aides à des personnes du Tiers-Monde qui veulent rester étudier au Canada?

Vous avez parlé également, je pense, de l'OCDE. Pourriez-vous peut-être me dire, étant donné que ce domaine est nouveau pour moi, ce que l'OCDE dit de nos programmes de développement?

CUSO est peut-être passé par là.

On s'est également plaint à moi de ce que notre participation à la Banque mondiale et à la Banque asiatique de développement—cette personne venait du Tiers-Monde—était trop passive, et que pour l'essentiel, nous nous permettions d'observer les États-Unis, le Japon, et les pays de l'Europe occidentale dans leurs initiatives; d'après donc mon interlocuteur nous étions trop peu actifs au sein de ces institutions telles que la Banque Mondiale.

Finalement, étant donné que vous ne pouvez pas répondre à toutes ces questions aujourd'hui, j'aimerais parler de l'aide conditionnelle; on dit que les Danois n'assortissent pas leur assistance de conditions, alors que le Canada s'orienterait de plus en plus vers l'aide liée. Cela pose donc la question de savoir si nous cherchons véritablement à aider le Tiers-Monde ou si nous voulons d'abord nous servir? Pourquoi rejetons-nous la méthode hollandaise, au profit de ce qu'on pourrait appeler une façon de procéder plus intéressée, comme notamment dans le dernier budget?

Comme l'a dit M. McLean, vous pourriez peut-être répondre à une ou deux de ces questions aujourd'hui . . . Vous avez le choix.

Mme Catley-Carlson: Merci beaucoup. Je vais essayer d'être aussi rapide que possible, monsieur Kilgour.

L'Afghanistan—Il y a de deux à trois millions de réfugiés, et depuis 1979 nous avons débloqué 55 millions de dollars sous forme d'aide alimentaire et de contributions en espèces au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au programme alimentaire mondial, etc.

Cette question des réfugiés pose un problème très très difficile à résoudre. Nous voulons d'abord aider les premiers pays d'accueil à héberger ces réfugiés. Sinon, comme ce fut le cas des réfugiés de la mer du Viet-nam, la situation devient absolument intolérable du point de vue humanitaire. Dans le cas d'un pays très pauvre—comme c'est le cas du Pakistan dont le PNB est aux alentours de 180\$ par an et par habitant, ce qui représente à peu près 50¢. par jour et par personne—la communauté internationale doit jouer son rôle de soutien

[Texte]

country of first refuge simply will not agree to accept these people. So yes, we are very active supporters of Pakistan, which is handling the situation really very well, and we plan to go on being, as long as that very unfortunate situation continues to exist.

On your second question, on how to decide what UNICEF gets *vis-à-vis* our own NGOs, basically we fund UNICEF primarily through core funding; in other words, the funding which makes up its own organization. That is decided under the multilateral vote. UNICEF, with us as board members, decides on its own basis where it will put its money; and obviously we on the board of directors have a good deal to say about the distribution of that.

• 2215

We then have a second chance to support UNICEF projects in the form of their noted projects, which are small capsules of projects, and we sometimes support those in Bangladesh as in other countries. But it is not a question between our NGOs and UNICEF. They come out of quite different votes and they are often very complementary, and I am glad to say that our NGOs often co-operate with UNICEF—plus the Canadian Committee for UNICEF, if I can put in a plug, is among the most active and effective of the Canadian NGOs.

Third, birth rate-death rate: Yes, there is a statistical correlation. It is a fairly complicated one. I hope I get it right.

Basically, there have not been countries in which the birth rate has started to fall without a significant decline in the death rate. The death rate falls to about 30 per 1,000 with improvements in medicine geared towards the adult population. Below 30 per 1,000 the only way you can affect that number is through changes in the infant mortality rate, the number of children who die before the first year of their life. It is by attacking the infant mortality rate through programs of maternal and child health, family health and immunization that you begin to make inroads on that.

There is a precise correlation figure which says that below 15 per 1,000 you will start to get on the basis of statistical evidence a fall of something like 2.5% for every 1% fall in the death rate.

I am hoping, as a result of the fact that the World Bank is dedicating its development report in 1984 on development and both UNICEF and the UN Fund for Population Activities are putting out special programs, that they will really get busy and do a lot of hard statistical prodding at that figure because I think it is one of the most powerful incentives to making people realize that the link is very much there.

[Traduction]

auprès de ces populations. Si ce n'est pas le cas, le pays de premier accueil refusera tout simplement de laisser entrer ces réfugiés. Donc, oui, nous soutenons très activement le Pakistan, lequel a d'ailleurs la situation très bien en main, et nous avons l'intention de continuer tant que cet état de chose déplorable persistera.

Pour votre deuxième question, concernant la répartition des fonds entre l'UNICEF et nos propres ONG, nous finançons l'UNICEF essentiellement grâce au financement de base; ce sont là les sommes qui permettent de financer l'organisation elle-même. Cela se décide lors d'un vote multilatéral. Nous sommes membres du conseil de l'UNICEF, où l'on décide de la répartition des crédits; étant donné que nous siégeons au conseil d'administration nous avons évidemment voix au chapitre pour cette répartition.

Nous avons ensuite une autre possibilité de soutenir les projets de l'UNICEF, je pense à leurs projets spéciaux, qui sont des petits projets, et nous le faisons au Bangladesh comme ailleurs. Mais cela n'a rien à voir avec une répartition de nos fonds entre nos ONG et l'UNICEF. Il s'agit de crédits différents, qui sont souvent très complémentaires, et je suis heureux de pouvoir dire que nos ONG collaborent très souvent avec l'UNICEF, et je dirais que le Comité canadien pour l'UNICEF si je peux me permettre de faire une incise, est au rang de nos ONG les plus actives et les plus efficaces.

Troisièmement, taux de natalité—taux de mortalité: oui, il y a une corrélation statistique. C'est une corrélation d'ailleurs assez compliquée à établir. Je vais essayer de ne pas me tromper là-dessus.

Fondamentalement, il n'y a jamais de pays où le taux de natalité commence à diminuer sans que le taux de mortalité ne décline lui aussi de façon importante. Le taux de mortalité tombe à environ 30 pour 1,000, au fur et à mesure que la médecine pour adulte s'améliore. Au-dessous de 30 pour 1,000 la seule façon de modifier la situation est de s'attaquer à la mortalité infantile, c'est-à-dire de s'occuper des enfants qui meurent avant d'avoir atteint un an d'âge. On lutte donc contre la mortalité infantile grâce à des programmes sanitaires destinés à la mère et à l'enfant, grâce à l'amélioration de la santé et de l'hygiène familiale, et grâce à des campagnes de vaccination.

On a établi une corrélation précise d'après laquelle au-dessous de 15 pour 1,000 vous commencez à avoir une diminution de 2,5 p. 100 par 1 p. 100 de diminution du taux de mortalité; ce sont les statistiques qui l'indiquent.

La Banque mondiale consacre son rapport de 1984 au problème de développement, et l'UNICEF et le fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population ont prévu des programmes spéciaux; j'espère donc qu'ils feront tout ce qu'il faut dans le domaine statistique pour bien faire comprendre ce chiffre qui pourrait être un élément de motivation extrêmement puissant et faire comprendre aux gens le rapport entre les deux phénomènes.

[Text]

Maduru Oya: We have been in very constant and close contact with the government to signal our very real concern that if the situation was as it has been described to you the basis for Canadian support would be weakened if not non-existent. We have received from them guarantees that the settlement policy will take into account their very difficult communal situation and we are watching that very carefully. I have, if you wish and if it would be useful to you, a reply we have made to the Tamil organization. It might be useful to you in answering those responses, and I will make that available to you.

On Somalia, why not do more?: There are a number of countries for which you could ask that. The most common observation made on the development assistance program is that we are trying to do too much in too many countries. Somewhere you have to draw the line, and we have basically tried to draw the line around a group which includes a lot of Commonwealth and *francophonie* countries where the need is very great and where internal administration is making a very real effort to come to grips with its own development realities. Somalia on these accounts is neither Commonwealth nor francophone and indeed raises some questions on other fronts.

Foreign students, do we top up?: No, we do not, the problem being that this then gives us very little ability to determine either countries or fields of concentration. It is a question that comes up from time to time, but our current policy is not to top up.

The OECD, what does it say about us?: I am very glad to report that they say a lot of very flattering things about the Canadian aid program, and they are particularly happy, in this time of compressed expenditures on development, that Canada is alone virtually and with a couple of other countries moving up towards internationally accepted targets.

I do not believe, sir, that we are passive in the World Bank or in international development banks. Generally, if we tend to approve the projects, we tend to approve them rather silently. There are various phases in an organization's existence when we are more active than others. We have been extremely active, for example, in the African Development Bank and fund in its formative years, and I presume that we will continue to be so. In general, we respect the judgments of the World Bank on their projects and we generally tend to endorse them.

On tied aid: I am not sure whether this falls into the good news or bad news camp, but the Netherlands is changing their policy and moving towards tied aid. I could also give you the justification why Canada has been there for sometime, but I believe I will just answer it with reference to the fact that the Netherlands and some other countries are reconsidering their past policies.

[Translation]

Maduru Oya: Nous avons été en contact étroit et permanent avec le gouvernement pour faire comprendre nos préoccupations à ce sujet; et si la situation est telle qu'elle vous a été décrite, il y a de moins en moins de raisons pour que le Canada apporte son soutien à ce projet. Nous avons pourtant reçu des garanties selon lesquelles les autorités tiendraient compte sur place des difficultés locales avant de procéder à l'installation de nouvelles populations, et nous suivons cela de très près. J'ai, si vous le désirez, et si cela peut vous être utile, une réponse que nous avons envoyée à l'organisation Tamil. Vous pourriez peut-être vous en inspirer dans les réponses que vous aurez vous-même à donner, et je vous communiquerai ce document.

Pourquoi ne faisons-nous pas plus en Somalie? Il y a bien d'autres pays pour lesquels on pourrait également poser cette question. Pourtant, ce que l'on entend d'habitude et le plus souvent, c'est que nous cherchons trop à aider trop de pays. Pourtant, nous sommes bien obligés de nous arrêter quelque part dans notre aide, et de façon générale nous l'avons destinée à un groupe de pays comprenant beaucoup de nations du Commonwealth et de la francophonie, où les besoins se font sentir de façon pressante mais où l'administration locale fait également de réels efforts pour chercher à résoudre ses problèmes de développement. La Somalie, selon ses critères, n'est ni un pays du Commonwealth, ni un pays francophone, et par ailleurs elle soulève un certain nombre de questions.

Les étudiants étrangers: nous arrive-t-il de leur verser un complément d'assistance? Non, nous ne le faisons pas, ce qui nous donne évidemment très peu de marge de manoeuvre pour choisir les pays où les domaines sur lesquels nous aimerions nous concentrer. Voilà une question qui revient de temps en temps, mais pour le moment notre politique est de ne pas verser de complément d'assistance.

Que dit l'OCDE de notre politique d'aide au développement? Je suis heureux de pouvoir vous dire qu'ils sont très flatteurs dans les commentaires qu'ils font de notre programme d'assistance, et ils sont particulièrement heureux, à l'OCDE, de constater que le Canada est un des quelques pays à s'approcher des objectifs internationaux en matière d'assistance, alors que de façon générale le budget de l'aide au développement est soumis à des compressions.

Je ne crois pas, monsieur, que nous soyons passifs, ni à la Banque mondiale ni auprès des banques de développement international. De façon générale, lorsque nous donnons notre approbation à un projet, nous avons tendance à le faire en silence. Nos périodes d'activité varient en fonction des phases de développement des organismes. Nous avons ainsi été extrêmement actifs à la Banque africaine de développement à ses débuts, et je pense que nous continuerons sur cette lancée. En ce qui concerne ces projets, nous avons tendance à nous en tenir aux jugements de la Banque mondiale et à les approuver.

L'aide liée: je ne sais pas si cela fait partie des bonnes ou des mauvaises nouvelles, mais les Pays-Bas sont en train de revoir leurs politiques et de s'orienter de plus en plus vers l'aide liée. Je pourrais aussi vous expliquer la position du Canada pendant plusieurs années, mais je crois surtout que je vais répondre à votre question en disant que les Pays-Bas et certains autres pays reviennent leurs politiques passées dans ce domaine.

[Texte]

Mr. Kilgour: Thank you very much.

I do not think she has to send anything in the mail, Mr. Chairman.

The Chairman: I thank you all, and the committee will be in debt to Mr. Robinson, who, very reluctantly after five appeals, has kindly accepted to be the number one questioner when madam will come back. I will arbitrarily not recognize on a second round Mr. Roche.

Mr. Roche: On a point of order.

The Chairman: If you want a point of order then we will have a long debate because the next on my list is Dr. Hudecki on the first round and then Mr. Robinson and then you on a second round. So I will advise them, but the last in my mind was to be Dr. Hudecki because Mr. Robinson has graciously accepted to do it next time, where Mr. Roche will be first, Mr. Robinson will be second. If you want to change my plan, as usual I have no objection.

• 2220

Dr. Hudecki, for the time being—and I will take your point of order after, please.

Dr. Hudecki: I have three questions arising out of riding concerns. I am sure they will just require brief answers.

Studying the various talk shows and interviews of NGOs after the Grenada military action that was initiated by the United States—most of these talk shows made it appear that it was a sort of confrontational interview. Very, very quickly the NGOs appeared to take sides with the Grenadians and were anti-American, and whether or not their questioners were pro-American and so on... but I was not very happy about the image that was subconsciously developed and which seemed to pervade through, not just that one particular interview, but a number of them. I was just wondering if that was a very common occurrence, because I think it is an image problem.

This is the second question. One or two doctors were in the retiring age area and they wanted to make some contribution to CIDA, in some way. It was very difficult to get any openings that were available to them in the different hospitals or the different organizations under CIDA. They were then referred to the executive association, or whatever the name is, and I lost them after that. It seems there is a pool of doctors who, in their retiring years, have a great deal to offer and there should be some mechanism set up whereby their talents and their readiness to help could be utilized.

The last one I have concerns an executive director of the International Child Care Organization that has the Grace Hospital in Haiti. It is a hospital that apparently treats tuberculosis in Haiti. He indicated that the technique of funding has been changed from bilateral funding—which I interpret as being funding through the Haitian government—

[Traduction]

M. Kilgour: Merci beaucoup.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de demander une réponse par écrit, monsieur le président.

Le président: Merci à tous; le Comité sera donc redevable à M. Robinson, lequel a aimablement accepté—après beaucoup d'hésitation et après cinq demandes répétées—d'être le numéro 1 sur la liste de questions lorsque M^{me} la présidente reviendra. Je vais également décider maintenant de ne pas donner la parole à M. Roche, au deuxième tour.

M. Roche: J'invoque le Règlement.

Le président: Si vous invoquez le Règlement nous risquons d'avoir une longue discussion étant donné que la prochaine personne sur ma liste est le dr Hudecki pour le premier tour, et ensuite M. Robinson, puis vous au deuxième tour. Mais le dernier intervenant, dans mon esprit, devait être le Dr Hudecki puisque M. Robinson a aimablement accepté d'être remis à la prochaine séance, où M. Roche sera le premier et M. Robinson le deuxième intervenant. Mais, comme à mon habitude, je n'ai rien à objecter si vous voulez modifier mon plan.

Dr Hudecki, pour le moment—et nous passerons ensuite à votre rappel au Règlement.

M. Hudecki: J'ai trois questions à poser et qui concernent mon comité. Je suis sûr que des réponses courtes suffiront.

Au cours des diverses émissions télévisées et interviews d'ONG, après l'intervention militaire américaine à la Grenade, on constate que deux fronts se créent très rapidement. Extrêmement rapidement en effet, les ONG semblaient prendre partie pour la Grenade contre les Américains, que les responsables des questions soient pro-américains ou non... De façon générale je n'ai pas été très satisfait d'une certaine image que l'on tendait implicitement à présenter, non pas au cours d'une entrevue particulière, mais à plusieurs d'entre elles. J'aimerais donc savoir si ce fut le cas de façon générale, car je crois qu'il y a là véritablement une question d'image présentée au public.

Ma deuxième question est celle-ci. Un ou deux médecins proches de l'âge de la retraite voulaient contribuer, d'une façon ou d'une autre, à l'effort de l'ACDI. Il s'est avéré extrêmement difficile de savoir où l'on pouvait mettre leur compétence à profit, dans divers hôpitaux ou organismes relevant de l'ACDI. On les a adressés à un service administratif dont j'ai oublié le nom, puis j'ai perdu leurs traces. J'ai l'impression que nous avons ici des médecins qui, au moment de la retraite, ont beaucoup à offrir, et pour lesquels on devrait prévoir une structure permettant de mettre à profit leur talent et leur bonne volonté.

Ma dernière question concerne un directeur de l'International Child Care Organization (Organisation internationale d'aide à l'enfance) qui gère l'hôpital de Grâce à Haiti. D'après ce monsieur les méthodes de financement ont changé; il ne s'agit plus de financement bilatéral—ce que je comprends être un financement passant par l'État haïtien—mais plutôt d'une

[Text]

and is now apparently more direct to the NGOs, and that the NGOs had not received any pay for six months.

Those are my three relatively simple problems.

Mrs. Catley-Carlson: Thank you, Mr. Chairman. I am certainly glad Dr. Hudecki did not have any difficult ones.

The first question was basically on the comment made by NGOs about the political situation in Grenada, or indeed, in other parts of the world. It is the fundamental tenet of government policy towards non-governmental organizations that they are non-governmental. The government does not attempt to shape their views or their expressions of opinion on various subjects. This often puts them in conflict with stated government policy on various issues. They are strong supporters sometimes, and are often strong critics; that is simply one of the characteristics of working with non-governmental organizations.

Frankly, and as a personal comment, the day when the plane arrived back from Grenada, the first person off the plane was an NGO who spoke violently in one direction and the second person off the plane was somebody working on a CIDA bilateral program who spoke just as violently in the other direction. I thought "well, that says a lot for free speech in Canada", frankly, since both of them were down there under different government auspices. It made me feel rather good. That is a personal comment, but I think that the kind of free speech they were both exercising is something rather important, and one of the things we are trying to pass on in our development programs.

Mr. Kilgour: Hear, hear.

Mrs. Catley-Carlson: On the second matter, about doctors wanting to get in, there are a lot of people who would like to work in development. In fact, we get about 40 inquiries every day. The fact of the situation is the development program has changed very radically, so that our demands are extremely specific and precise for the people that are needed on CIDA programs. Therefore, what we do is offer such people an indication of the names and addresses of organizations, such as the Canadian Executive Service Overseas, who might be able to use their specific skills and talents. But when a developing country comes to us its problem can be, for example, a very saline soil. It wants a soils engineer who has worked on high salt-content soils, who has worked with two different kinds of drainage techniques and who knows what kinds of plants can be put into that area. It certainly does not want somebody who has had vague agricultural experience or is one year out of agricultural school.

[Translation]

contribution plus directe aux ONG, contribution que ces ONG n'ont pas perçue depuis six mois.

Voilà donc les trois questions relativement simples que j'avais à poser.

Mme Catley-Carlson: Merci, monsieur le président. Je remercie le Dr Hudecki de poser des questions qui ne sont pas trop difficiles.

La première concernait donc les déclarations des ONG à propos de la situation à la Grenade, ou peut-être même dans d'autres régions du monde. Un des principes fondamentaux de notre action en ce qui concerne les ONG est que celles-ci sont effectivement des organisations non gouvernementales. C'est-à-dire que l'État ne cherche pas à les influencer dans leur point de vue ni dans l'expression de celui-ci, quel que soit le sujet. Cela les met donc souvent dans une situation de conflit par rapport à certaines politiques officielles du gouvernement. Parfois elles s'avèrent être des avocats fervents de nos politiques, dans d'autres cas elles se révèlent très critiques; je pense que cela est tout à fait caractéristique de notre travail avec les organisations non gouvernementales.

Très franchement, et en ce qui me concerne, je vous dirai que le jour où l'avion en provenance de la Grenade a atterri, la première personne à débarquer était un représentant d'une ONG qui s'est exprimé extrêmement violemment dans un sens, alors que la personne suivante qui travaillait sur un programme bilatéral de l'ACDI s'est exprimée tout aussi violemment dans le sens opposé. J'ai pensé que cela reflétait tout à fait le climat de liberté d'expression qui règne au Canada; il s'agissait ici de deux personnes qui se trouvaient à la Grenade au titre de deux interventions du gouvernement de type complètement différent. Cela m'a véritablement réconforté. C'est ici une réflexion personnelle, mais je pense que cette liberté d'expression dont ces deux personnes usaient, est quelque chose d'important, que nous essayons de maintenir dans l'exécution de nos Programmes d'aide au développement.

M. Kilgour: Bravo! Bravo!

Mme Catley-Carlson: Pour ce qui est de la deuxième question, concernant les médecins qui désirent participer à l'aide au développement, je dirai qu'il y a beaucoup de gens dans leur cas. Nous recevons de fait près de 40 demandes par jour à ce titre. Or il se trouve que notre programme de développement a été radicalement modifié, et que nos besoins en personnel sont extrêmement précis. Aussi, nous donnons à ces personnes intéressées des adresses et des noms d'organisations, telles que le Service administratif canadien outre-mer, qui pourra peut-être mettre à profit leurs talents et leurs qualifications. Mais lorsqu'un pays en voie de développement s'adresse à nous parce qu'il a un problème de présence de sel dans le sol, il a besoin d'un ingénieur des sols qui a travaillé sur la question des concentrations de sel, et qui connaît les diverses techniques de drainage et sait en même temps quels types d'installations conviennent à cette région. Le pays n'a certainement pas besoin ici de quelqu'un qui a une expérience assez vague et générale en agriculture, ou qui vient juste de sortir d'une école d'agriculture.

[Texte]

• 2225

We are not in the business that we were in 15 years ago, of sending almost anybody out to do anything; the situation has very much changed. A lot of people are often very frustrated because they have the will to serve and they have expertise which is very useful; this is why we try and put them in touch with the non-governmental organizations who may be able to use them. As we increase our support to NGOs, more and more Canadians will get an opportunity to serve through that channel.

The third one is the International Child Care Hospital, which is not a subject that we are aware of, but we will certainly try and do some digging around to see if we can find out. I suspect what you are talking about is the financial links with the Government of Haiti itself, rather than any financial links proposed by the Canadian government; but we will certainly find out.

Mr. Hudecki: Thank you.

The Chairman: For the record, I think it is good for you to know that the Conservatives had 54 minutes tonight, the Liberals 50, and the NDP 38: that is not bad.

Mr. McLean: Did you want to make a qualitative judgment?

The Chairman: Please, Mr. Roche, point of order you said?

Mr. Roche: When the President is preparing answers would she add a few paragraphs on the Zimbabwe teacher training and the technological exchange program with China, the aid program, with particular reference to the WUSC and the Chinese students who are now in Canada? I would like to know more about that.

The Chairman: Thank you. I think my good friend, who has been very patient, Monsieur Robinson, also would like you to write something.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Just a short point of order. I came back from Grenada just a few days ago, and I am quite interested in what is happening there after the so-called "rescue mission". I wonder if, when we meet again, you would be prepared to let us know, not only the extent of the projects that we have at the present time, but also what are contemplated in the future, apart from the central garage, the harbour project, the coffee project and the airport.

Mrs. Catley-Carlson: That about does it.

The Chairman: May I thank you on behalf of the committee for staying late, Madam President and all your staff. I would like to put on record it was a remarkable evening with our new chairman, and we shall see her on April 12. Next Thursday it is the Minister, Mr. Regan. Thank you very much and good night.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

Les choses ne sont plus ce qu'elles étaient il y a 15 ans, lorsque nous pouvions envoyer à peu près n'importe qui sur le terrain; la situation a beaucoup évolué. C'est ainsi que beaucoup de gens qui ont des connaissances qui pourraient être très utiles et qui voudraient les mettre à notre disposition sont tout de même très déçus; voilà pourquoi nous cherchons à les mettre en rapport avec ces organismes non gouvernementaux qui pourraient mettre à profit leur savoir. Au fur et à mesure que nous augmentons notre soutien à ces ONG, de plus en plus de Canadiens pourront trouver l'occasion de se rendre utiles.

La troisième question concerne cet hôpital de l'aide internationale à l'enfance, sujet sur lequel notre attention n'a pas encore été attirée, mais que nous allons tout faire pour faire sortir de l'ombre. Je pense que vous voudriez savoir exactement quel est le rôle de l'État haïtien en matière de financement, plutôt que de savoir ce que le gouvernement canadien lui-même peut faire; nous allons certainement pouvoir vous le dire.

M. Hudecki: Merci.

Le président: Je crois qu'il est bon de dire, pour le procès-verbal, que les Conservateurs ont eu 54 minutes ce soir, les Libéraux 50, les Néo-démocrates 38: tout cela n'est pas si mal.

M. McLean: Est-ce un jugement de valeur que vous vouliez porter?

Le président: Monsieur Roche, vous vouliez invoquer le Règlement?

M. Roche: Madame la présidente pourrait-elle ajouter à ses réponses quelques lignes sur la formation des professeurs au Zimbabwe, sur le programme d'échange technologique avec la Chine, sur le programme d'assistance, et notamment en ce qui concerne le U.M.C. et les étudiants chinois actuellement au Canada? J'aimerais avoir quelques détails là-dessus.

Le président: Merci. J'ai l'impression que mon très cher collègue, M. Robinson, qui a fait preuve de beaucoup de patience, aimerait également que vous répondiez par écrit à certaines des questions qu'il se pose.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'aimerais invoquer rapidement le Règlement. Je suis revenu de la Grenade il y a quelques jours, et j'aimerais savoir ce qui se passe là-bas au nom de ladite «mission de sauvetage». Pourriez-vous, à notre prochaine réunion, nous en parler un peu, non seulement en ce qui concerne les projets actuels, mais également pour l'avenir, en dehors du garage central, du projet concernant le port, du projet café et de l'aéroport.

Mme Catley-Carlson: C'est à peu près tout ce qu'il y a.

Le président: Au nom du Comité je remercie madame la présidente et son personnel d'être restés si tard. J'aimerais dire, pour le procès-verbal, que ce fut une soirée tout à fait remarquable, étant donné la présence de la nouvelle présidente que nous reverrons le 12 avril. Jeudi prochain il y aura le ministre, M. Regan. Merci beaucoup et bonne soirée.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESS—TÉMOIN

From the Canadian International Development Agency:
Mrs. Margaret Catley-Carlson, President.

De l'Agence canadienne de développement international:
M^{me} Margaret Catley-Carlson, présidente.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 4

Thursday, March 22, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 4

Le jeudi 22 mars 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Main Estimates 1984-85: Vote 1 under EXTERNAL
AFFAIRS

CONCERNANT:

Budget principal 1984-1985: crédit 1 sous la rubrique
AFFAIRES ÉXTERIEURES

APPEARING:

The Honourable G. Regan,
Minister of State (International Trade)

COMPARAÎT:

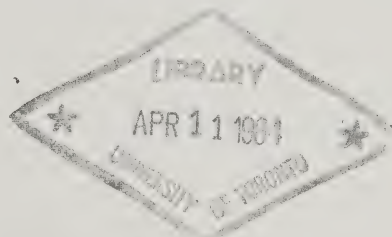
L'honorable G. Regan,
Ministre d'État (Commerce international)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1983-84

Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1983-1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gérald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens
Robert Wenman

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Pierre Gimaïel
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Walter McLean
Bill McKnight
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Irénée Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson—(30)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 22 MARS 1984

(5)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit aujourd'hui à 11 h 13, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme, (*président*).

Membres du Comité présents: M^{mcs} Appolloni, Beauchamp-Niquet, MM. Dupras, Laniel, Prud'homme. Kilgour, Stevens et Wenman.

Substitut présent: M. Landers.

Autres députés présents: MM. Yurko et Flis.

Comparent: L'honorable G. Regan, Ministre d'État (Commerce international).

Témoins: Du ministère des Affaires extérieures: M^{me} Sylvia Ostry, Sous-ministre du commerce extérieur et Coordonnateur des relations économiques extérieures; M. G. Shortliffe, Sous-ministre adjoint, Coordination des politiques.

Le Comité reprend l'examen de son Ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 relatif au Budget principal des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985. (*Voir procès-verbal du mardi 13 mars 1984 fascicule n° 1.*)

Le ministre, avec les témoins, répond aux questions.

A 12 h 43, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 22, 1984

(5)

[Translation]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 11:13 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni and Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Dupras, Laniel, Prud'homme, Kilgour, Stevens and Wenman.

Alternate present: Mr. Landers.

Other members present: Messrs. Yurko and Flis.

Appearing: The Honourable G. Regan, Minister of State (International Trade).

Witnesses: From the Department of External Affairs: Mrs. Sylvia Ostry, Deputy Minister for International Trade and Co-ordinator, International Economic Relations; Mr. G. Shortliffe, Assistant Deputy Minister, Policy Co-ordinator.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 21, 1984, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 13, 1984, Issue No. 1.*)

The Minister with the witnesses answered questions.

At 12:43 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, March 22, 1984

Le président: Madame et messieurs, la journée s'annonce bien, nous en sommes à notre troisième ministre, et nous en aurons un quatrième bientôt. Nous avons ce matin, M. le ministre du Commerce international, M. Regan. Il est accompagné, et c'est pour nous un plaisir de leur souhaiter la bienvenue, du sous-ministre, M^{me} Ostry, une personnalité bien connue dans le monde de la Fonction publique, à qui nous souhaitons dans ses nouvelles fonctions, tout le succès, la patience et la santé. Nous sommes très heureux, madame, que des femmes, enfin, puissent accéder à des hautes fonctions, mais pas des femmes pour le principe de femmes, parce que ce sont des femmes, mais parce qu'elles ont atteint ce degré d'expérience et de compétence, et c'est un plaisir pour le président qui le mentionne. À chaque réunion, je regarde toujours lorsque j'ai la liste des témoins, et je suis toujours offusqué de voir qu'il n'y a pas plus de femmes à la haute direction de nos divers ministères. Je ne sais pas à qui on doit cette nomination, mais je félicite ceux qui ont jugé bon de vous nommer à cette importante fonction. Je souhaite simplement que cet exemple soit suivi par les autres ministères et, plus particulièrement, par le ministère de la Défense nationale, qui relève de nous. Alors sans autres préambules...

• 1110

I wonder if the Minister has a statement. If the Minister has no statement, he can make a brief introduction. I am sure the Minister is well informed that members of this committee are very curious about the new *organigramme*, where everybody fits in this big new department. A description of tasks I am sure will be well received by the members of this committee, and I am sure in any case that there will be questions along that line.

Since we started a little late we will also finish a little later.

Nous avons donc le ministre, Mr. Regan, and I will recognize members as they will so indicate. If members are not members of this committee and there is time I will also give them permission, if you allow me to give that permission, of course, according to the rules.

So the Minister followed by an official critic of the Official Opposition, a colleague of our party, the party in power, and then the NDP if they show up.

L'honorable Gerald Regan (ministre d'État, Commerce international): Merci, monsieur le président. Je suis très heureux d'avoir l'occasion de discuter de la situation qui existe au ministère des Affaires extérieures avec les distingués députés qui sont ici ce matin.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 22 mars 1984

The Chairman: We are off to a good start, ladies and gentlemen. This is the first minister we have heard from, and we will soon be hearing from a fourth. We have with us this morning the Minister of International Trade, Mr. Regan. We are also pleased to welcome the Deputy Minister, Mrs. Ostry, a well-known personality in the public service. We wish her every success in her new position, as well as patience and good health. Madam, we are very happy that women can finally accede to important jobs, but not women for the principle of women, just because they are women, but because they have reached this degree of experience and confidence, and it is a pleasure for the chairman who says it. At each meeting, I always look at the list of witnesses, and I am always offended to see that there are so few women at the higher levels of our various departments. I do not know who is responsible for this nomination, but I congratulate those who have considered it a good thing to give you this important job. I simply wish that this example be followed by other departments and, namely, the Department of National Defence, which reports to us. So, without any more preliminaries...

• 1115

Je me demande si le ministre a une déclaration à faire. Autrement, il peut faire un bref commentaire liminaire. Je suis sûr que le ministre sait très bien que les membres de ce Comité sont très curieux au sujet du nouvel organigramme de ce nouveau super-ministère où chacun est classé. Je suis sûr que les membres de ce Comité seront heureux d'être informés de la description des tâches et, de toute façon, je suis sûr qu'il y aura des questions sur ce sujet.

Comme nous avons commencé avec un peu de retard, nous terminerons également un peu plus tard.

So we have the minister, monsieur Regan. Je donnerai donc la parole aux membres au fur et à mesure qu'ils me le demanderont. S'il y en a qui ne sont pas membres de ce Comité et qu'il reste du temps, je leur donnerai également la parole, si vous me permettez de le faire, évidemment, conformément au Règlement.

Ce sera donc le ministre suivi du critique officiel de l'Opposition officielle, d'un collègue de notre parti, le parti au pouvoir, et ensuite d'un Néo-démocrate, si des représentants se manifestent.

Hon. Gerald Regan (Minister of State for International Trade): Thank you, Mr. Chairman. I welcome this opportunity to discuss with the distinguished members present this morning the situation which now prevails at the Department of External Affairs.

[Texte]

I do not have an opening statement, as such, to make, and I think probably the best use of your time is for us to attempt to react to your questions and statements.

In relation to the question by the chairman as to how everyone fits into the new organizational structure of the department, the answer is well.

The Chairman: It is too bad that we cannot put the intonation on the record because I would say wel-l-l-l.

Mr. Regan: I think we would be probably best using the time of the members to react to questions.

The Chairman: Fine.

Accompanying the Minister with Mrs. Sylvia Ostry, who, as you know, is the Deputy Minister for International Trade and Co-ordinator of International Economic Relations, are—it is good that you know whom you would like to address and I would like them to indicate their presence: Mr. R.E. Latimer, very well known by us, Assistant Deputy Minister, Economic and Trade Policy; Mr. D.H. Burney, a very good Korean personality, if I may say so, our Ambassador in Korea, and helper, responsible for the great success of the summit both here and, I think, in Europe, who is Assistant Deputy Minister responsible for the United States; Mr. Shortliffe, Assistant Deputy Minister, Policy Co-ordinator; Mr. Shenstone, who will be here shortly, Assistant Deputy Minister, Political and International Security Affairs; Mr. J.W. Graham, Director General, Caribbean. That is of great interest to my esteemed colleague Mr. Dupras. Mr. Graham is Director General of the Caribbean and Central America Bureau. The last person on my list is Mr. Bresnahan, Director General, Finance and Management Services Bureau.

Thank you.

First to be recognized is the Hon. Member from Edmonton Strathcona, Mr. Kilgour.

M. Kilgour: Merci, monsieur le président.

• 1120

I have a lot of questions to ask you, Mr. Minister. I will start, if I may, with the limited sectoral free trade. Why the limited sectoral free trade rather than a more comprehensive free trade arrangement?

Mr. Regan: I think the two questions are perhaps disjointed. I may have to deal with them somewhat separately.

As you know, the United States is our largest customer. We sell them some 69%, and it may have touched 70% of our total exports last year. In dollars, our exports to the United States were in the vicinity of \$64 billion to \$65 billion. It is a market that is expanding at a rapid rate at the present time and makes a very considerable contribution to our magnificent \$18 billion trade surplus figures for last year.

[Traduction]

Je n'ai pas de déclaration d'ouverture comme telle et je pense que la meilleure façon d'utiliser votre temps, c'est que nous essayions de répondre à vos questions et de réagir à vos déclarations.

Pour ce qui est de la question du président nous demandant comment chacun s'insère dans la nouvelle structure organisationnelle du Ministère, la réponse est bien.

Le président: C'est dommage que le compte rendu ne puisse pas donner l'intonation car j'aurais dit b-i-e-n.

M. Regan: Je pense que c'est en répondant aux questions que nous pourrions probablement le mieux utiliser le temps des députés.

Le président: Très bien.

Aujourd'hui, le ministre est accompagné de M^{me} Sylvia Ostry qui, comme vous le savez, est sous-ministre au Commerce international et coordinatrice des relations économiques internationales, c'est bon que vous sachiez à qui vous voulez faire appel et j'aimerais signaler leur présence: M. R.E. Latimer, que nous connaissons très bien, Secteur de la politique économique et commerciale; M. D.H. Burney, personnalité très connue en Corée, si je puis dire, notre ambassadeur en Corée et assistant, responsable du grand succès du sommet qui a eu lieu ici et, je pense, en Europe, qui est le sous-ministre adjoint pour le secteur des États-Unis; M. Shortliffe, sous-ministre adjoint, Secteur de la coordination des politiques; M. Shenstone, qui sera là sous peu, sous-ministre adjoint, Secteur des affaires politiques et de la sécurité internationale; M. J.W. Graham, directeur général, Direction générale des Caraïbes et de l'Amérique centrale. Voilà qui intéresse beaucoup mon collègue M. Dupras. M. Graham est directeur général de la Direction générale des Caraïbes et de l'Amérique centrale. Le dernier sur ma liste est M. Bresnahan, directeur général, Direction générale des finances et de la gestion.

Merci.

Le premier intervenant est l'honorable député d'Edmonton—Strathcona, M. Kilgour.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman.

J'ai beaucoup de questions à vous poser, monsieur le ministre. Je commencerai, si vous permettez, par le libre-échange sectoriel limité. Pourquoi cela plutôt qu'un accord plus global de libre-échange?

M. Regan: Je crois que les deux questions peuvent être envisagées séparément.

Comme vous le savez, les États-Unis sont notre plus gros client. Nous leur avons vendu quelque 69 p. 100, et je crois que cela a même atteint 70 p. 100, du total de nos exportations l'année dernière. En dollars, nos exportations aux États-Unis représentaient de 64 à 65 milliards de dollars. C'est un marché qui se développe rapidement à l'heure actuelle et qui a beaucoup contribué à notre magnifique excédent commercial de 18 milliards de dollars l'année dernière.

[Text]

We see many problems in relation to maintaining, securing and building upon what is our best market, and those relate to the forces of protectionism that exist in the United States Congress, as they do indeed in too much of the world today. We find that the Americans, with an incredible trade surplus, are sometimes frustrated by what they see to be unfair trading practices by the European community, and sometimes by Japan. But it has been almost the theology of United States administrations to react when they feel they have to take quantitative protective measures against a flood of imports that may be posing a particular problem for their domestic industry, and to do so on a multilateral basis. And therefore, we in Canada have found again and again, in circumstances where we are not the problem, and we are not the target, and where the United States does not particularly want to restrict Canadian imports into the United States, that to be consistent with their theology and their GATT obligations they apply restrictions, as they did in specialty steels, in such a way as to affect Canada, even though their target was the European community.

Well, this is one aspect that has concerned us in relation to our access to our most important market. It is also the fact that since we are the only really large industrialized state that depends so heavily on exports, depending on exports for 32% of our gross national product, that does not have access to either a domestic market or a controlled market by way of international treaties in the vicinity of 90 million to 100 million, we are, amongst those industrialized states, the most naked to the forces of protectionism.

It means that with only 25 million people to consume the things that we produce, make, mine, and process, we cannot possibly have our standard of living unless we have access to export markets. Those export markets are erecting more and more acts of protection; and so finally, to come around, Mr. Kilgour, to your position, we have felt that anything that in certain key products guarantees us of more assured access to our single most important market, then we are in a better position to face the uncertainties of protectionism as it may unfold in the coming years; and also that it provides an opportunity to achieve for our industries the economies of scale.

So we are negotiating with the Americans very, very—not negotiating yet, discussing with the Americans, as we have discussed with ourselves, the possibility of identifying certain product areas where it would be to our mutual interest to have a special arrangement, as we have had a special arrangement on automobiles for the past 20 years. Without that Auto Pact arrangement that we have had, for instance, heaven knows what sort of situation we would be in in the auto industry in today's world. I can assure you that our employment picture in the automotive industry today would be 10 times worse than it is if we had not had the Auto Pact. That is why we proceed in that direction. Why do we not do so on the wider, general free market, if you like, the common market with the Americans? That is not our policy, because we do not believe it would be in the overall interest of Canada and, frankly, I am opposed to such a course of action.

[Translation]

Nous avons quelques difficultés à maintenir, à assurer et à développer ce marché qui est notre meilleur marché étant donné les forces de protectionnisme qui sévissent au Congrès américain, comme d'ailleurs dans de trop nombreux pays aujourd'hui. Nous nous apercevons que les Américains, qui ont un excédent commercial incroyable, sont quelquefois ennuyés de ce qu'ils considèrent comme des pratiques commerciales déloyales adoptées par la Communauté européenne et quelquefois par le Japon. Mais c'est presque une théologie pour les gouvernements américains que de réagir quand ils estiment devoir prendre des mesures protectionnistes quantitatives contre une inondation d'importations qui risque de poser un problème particulier à leurs industries nationales et, dans ce cas, ils prennent des mesures multilatérales. Il nous est donc arrivé très souvent de n'être ni le problème ni la cible des États-Unis qui ne voulaient pas particulièrement limiter des importations canadiennes, mais qui, pour respecter leur théologie et leurs obligations dans le cadre du GATT, ont appliqué des restrictions qui frappent également le Canada alors que la cible est la Communauté européenne. Ce fut le cas pour les aciers spéciaux.

C'est une chose qui évidemment nous inquiète étant donné qu'il s'agit de notre marché le plus important. D'autre part, étant donné que nous sommes en fait le seul grand état industrialisé à dépendre tellement de ces exportations, qui en dépend pour 32 p. 100 de son Produit national brut, car il n'a pas accès à un marché intérieur ou à un marché contrôlé par des traités internationaux touchant 90 à 100 millions de personnes, nous sommes donc le pays industrialisé le plus touché par les forces protectionnistes.

Cela signifie qu'avec seulement 25 millions de personnes pour consommer ce que nous produisons, fabriquons, exploitons et transformons, nous ne pouvons maintenir notre niveau de vie si nous n'avons pas accès aux marchés d'exportation. Ces marchés d'exportation dressent de plus en plus de barrières protectionnistes; si bien que nous avons estimé, monsieur Kilgour, que tout ce qui peut pour certains produits essentiels nous garantir un accès plus sûr à notre principal marché devait être envisagé. Cela nous met en effet dans une meilleure situation devant les incertitudes du protectionnisme auquel nous pouvons nous heurter; cela permet également à nos industries de réaliser des économies d'échelle.

Nous négocions donc avec les Américains—en fait nous n'en sommes pas encore à l'étape des négociations, mais nous sommes en pourparlers avec les Américains, comme nous en avons discuté entre nous, pour voir s'il ne serait pas possible de trouver certaines catégories de produits où il serait mutuellement avantageux d'avoir un arrangement spécial comme ce que nous avons pour les automobiles depuis 20 ans. Sans ce pacte automobile, par exemple, on peut vraiment se demander dans quelle situation se trouverait notre industrie automobile dans le monde d'aujourd'hui. Je puis vous assurer que la situation de l'emploi dans ce secteur serait aujourd'hui dix fois pire si nous n'avions pas le Pacte automobile. C'est pourquoi nous allons dans ce sens. Pourquoi ne pas le faire généralement, ne pas avoir un libre-échange complet, un marché commun avec les Américains? Nous ne pensons pas que ce

[Texte]

[Traduction]

serait vraiment dans l'intérêt du Canada et, très franchement, je suis personnellement opposé à une telle politique.

• 1125

Mr. Stevens: Is that your short answer?

Mr. Regan: I will make my other answers shorter, but I think I did have to establish on that subject the background.

Mr. Kilgour: You mentioned the Auto Pact. We were told, not very long ago in Washington, that the Auto Pact was not considered a success from the American standpoint. In fact, it was a red flag to the Congress. That was the phrase used. It would not be a happy example to cite to the Americans as being a precedent for other sectors.

I am interested in some of the sectors . . .

Mr. Regan: I was citing it to Canadians.

Mr. Kilgour: —I appreciate that but I would not cite it to our American trading partners, Mr. Regan.

Mr. Regan: Well, I think it has not been too bad for our American partners either. I think it has been a pretty fair deal each way. Remember, from the American's point of view, if we had not had an Auto Pact, we might have gone much heavier into offshore cars than we have.

Mr. Kilgour: The suggestion was made to me not very long ago in Washington by a trade consultant, that the suspicion was that the motivation for this proposal of yours was that it was largely to convince Canadians that Canada-U.S. relations had recovered from their, I guess, 15-year low of about 18 months ago. What would you say to that suspicion?

Mr. Regan: Well look. I think you have touched on something interesting. I do not believe that is a reason for doing it. On the other hand, if you look at the other side of the border, I think the very fact of this exercise helps our relations in the United States, not in perception but in fact, because of the fact that the Americans here are working with the Canadians on something constructive, on something new, on something that is a liberalization of trade at the same time when they are frustrated by the unfair and restricted actions of the European community and of Japan. So not only are we doing something useful between us, but I think, partly as a consequence, we come across as the good guys, as the guys out there, who are doing more than lip service to liberalization of trade, looking at fair opportunities for both countries to benefit from a liberalization of trade.

So, I guess it is not something that is undertaken to convince Canadians of better relations with the United States, but I suggest it is contributing to better relations.

Mr. Kilgour: You do not seriously expect anything positive before the elections on November 6, do you? Just let me combine another question with that. Your choice of sectors is surprising to some people. Why, for example, have petrochemicals been left off? Why would the Americans be interested in the surface transportation systems when you

M. Stevens: Cela conclut votre courte réponse?

M. Regan: Mes autres réponses seront plus brèves, mais j'ai pensé qu'il fallait que je donne le contexte de celle-ci.

M. Kilgour: Vous avez parlé du Pacte automobile. Or, on nous a dit il n'y a pas tellement longtemps à Washington que ce Pacte n'était pas considéré comme un succès pour les Américains. En fait, c'est même un drapeau rouge bien connu au Congrès. Ce ne serait pas un exemple bien choisi à présenter aux Américains pour les inciter à en faire autant dans d'autres secteurs.

J'aimerais revenir sur certains des secteurs . . .

M. Regan: Je donnais cet exemple à des Canadiens.

M. Kilgour: . . . je comprends bien, mais je ne le donnerais pas à nos partenaires commerciaux américains, monsieur Regan.

M. Regan: Ma foi, je ne pense pas que cela ait été tellement mauvais pour nos partenaires américains non plus. Cela a bien servi les deux parties. Rappelez-vous que du point de vue américain, si nous n'avions pas eu de Pacte automobile, nous aurions pu acheter beaucoup plus de voitures étrangères que nous ne l'avons fait.

M. Kilgour: Un conseiller commercial m'a dit il n'y a pas tellement longtemps à Washington que l'on soupçonnait que votre proposition visait essentiellement à convaincre les Canadiens que les relations canado-américaines se remettaient de la crise d'il y a 18 mois qui est la pire que nous ayons connue depuis 15 ans. Que répondez-vous à cela?

M. Regan: Ecoutez, je crois que vous abordez là quelque chose d'intéressant. Ce n'est pas la raison pour laquelle nous faisons la proposition. Par contre, il est certain que cet exercice ne peut être que bénéfique à nos relations avec les États-Unis car il s'agit là de travailler à quelque chose de constructif, à quelque chose de nouveau, à la libéralisation du commerce à un moment où les Américains se heurtent à des pratiques restrictives de la part de la Communauté européenne et du Japon. Donc, non seulement faisons-nous quelque chose d'utile entre nous, mais je crois qu'il en résulte également que nous apparaissions comme des gens qui font plus que des gestes symboliques pour libéraliser le commerce, qui examinent les possibilités qui s'offrent aux deux pays dans ce sens.

Il ne s'agit donc pas de convaincre les Canadiens de l'amélioration des relations avec les États-Unis, mais il est certain que cela améliore nos relations.

M. Kilgour: Vous n'attendez pas sérieusement quoi que ce soit de positif avant les élections du 6 novembre, si? Je vous poserais une autre question en même temps. Votre choix de secteurs en surprend certains. Pourquoi, par exemple, laisser de côté les produits pétrochimiques? Pourquoi les Américains s'intéresseraient-ils au transport de surface alors que vous

[Text]

know we have three producers and they have one domestic foreign-owned producer which is not very competitive? I guess I am asking whether you really expect to get anywhere between now and the elections in our two countries which will produce new governments?

Mr. Regan: Well, I really would be surprised if there were a change in the political affiliation of the governments on either side of the border.

Mr. Kilgour: You can skip that part of the question.

Mr. Regan: I can skip that part, okay.

Mr. Stevens: You are half right.

Mr. Regan: What I would want to say to you is, first of all on petrochemicals. The petrochemical industry in Canada has shown some interest in having their industry subsequently examined as a possible target for a special trade arrangement with the United States. We are just in the process of receiving, as you know, the task force report on the petrochemical industry. I feel that that must be digested and that government must take positions in relation to some of the key recommendations there before there can be a proper assessment of the advantages and disadvantages, and the potential for a special trade arrangement in petrochemicals

• 1130

I have a great responsibility to see to it that we work extremely closely with industry in these sectoral talks and not risk Canadian jobs and Canadian interests by rushing into something that we have not very carefully examined. So I have given you a specific reason why we do not want to do the petrochemical exercise as one of the first ones.

I think it is a possibility but not a surety that we could have agreements before the elections in the United States—though the election in Canada may be much sooner so I am not sure. In the United States it is fixed for a certain date. In Canada there is a certain flexibility in that regard so it is not as predictable.

I think on such things as those aspects of agricultural machinery that are not already subject to tariff-free treatment between our countries and agricultural inputs, and in relation to an area such as specialty steel, that there well might be the possibility that we would be able to have agreement before November. I would consider it even if the dollar value was small in those products or those areas in which we achieved early agreement. I think it would add greatly to the exercise if we could show a couple of early successes. So I do think that is important.

I want to give you an example, when you talk about agricultural inputs, of the people who make the chemicals used in agriculture. They were in to see me two days ago. They came to see Eugene Whelan also, the Minister of Agriculture. They are very anxious to move in this direction, and they point out, for instance, that they are in the situation that Canada has never had any tariffs against import of these chemicals for the

[Translation]

savez que nous avons trois constructeurs et qu'ils n'ont qu'un seul constructeur contrôlé par des intérêts étrangers qui n'est pas très compétitif? Pensez-vous vraiment aboutir à quoi que ce soit avant les élections dans nos deux pays qui amèneront un changement de gouvernement.

M. Regan: Ma foi, je serais très surpris que les gouvernements, de part et d'autre, changent de parti politique.

M. Kilgour: Vous pouvez laisser tomber cette partie de la question.

M. Regan: D'accord.

M. Stevens: Vous avez à moitié raison.

M. Regan: Tout d'abord, l'industrie pétrochimique canadienne semble indiquer qu'elle souhaiterait qu'on l'envisage ultérieurement comme cible possible d'accord commercial avec les États-Unis. Nous recevons simplement le rapport du groupe d'étude sur l'industrie pétrochimique. J'estime qu'il faudra digérer cela et que le gouvernement devra prendre position pour ce qui est de certaines des recommandations clés avant que nous ne puissions évaluer convenablement les avantages, les inconvénients et le potentiel d'un accord commercial spécial pour les produits pétrochimiques.

Je dois absolument m'assurer que nous travaillons en très étroite collaboration avec l'industrie dans ces pourparlers sectoriels et que nous ne risquons pas des emplois ni des intérêts canadiens en nous précipitant sans examiner soigneusement la situation. Je vous ai donné donc une raison précise pour laquelle nous ne voulions pas considérer les produits pétrochimiques en premier lieu.

Il est possible mais pas sûr que nous ayons des accords avant les élections aux États-Unis bien que des élections canadiennes puissent avoir lieu bien plus tôt. Aux États-Unis c'est à date fixe. Au Canada, c'est plus difficile à prévoir.

Pour des questions comme le matériel agricole qui ne fait pas déjà l'objet de traités de libre-échange entre nos pays et pour les produits agricoles, comme pour les aciers spéciaux, il est peut-être possible de parvenir à un accord avant novembre. Je l'envisagerais même si les sommes que cela représente ne sont pas tellement importantes dans les secteurs où nous parvenons rapidement à un accord. Je crois que cela ajouterait beaucoup à l'exercice que de montrer quelques succès rapides. C'est donc à mon avis important.

Je vous donnerai un exemple à propos des produits para-agricoles, des gens qui fabriquent des produits chimiques utilisés en agriculture. Ils sont venus me voir il y a deux jours. Ils sont venus également voir le ministre de l'Agriculture, Eugene Whelan. Ils voudraient que l'on avance très vite et signalent, par exemple, que le Canada n'a jamais imposé de tarifs douaniers aux importations de tels produits chimiques

[Texte]

last 50 or more years but the United States does have them. So they are in the position right now that chemicals can come in here tariff free but they have restrictions going elsewhere. So obviously they are in favour of such an arrangement.

Mr. Kilgour: I have about nine subjects I hoped to ask you about, but obviously I am not going to get through them.

The second one relates to the tourism industry. You are probably aware that our tourism industry is most concerned about the 9% tax on tourism materials. They tell me that one of the things they are concerned about is that the U.S.A. may remove the tax-deductible status of conventions held in Canada in retaliation to this 9% tax. It has been raised on a number of occasions as being an irritation between Canada and the U.S.A. Are you not worried that with a \$2.3 billion tourism deficit now even more jobs and more opportunities may be lost as a result of things like particularly your 9% tax on tourism material?

Mr. Regan: No, I am not, but if you have some concern I would be happy to examine it and keep a close eye on it.

What you have is a 9% tax on tourist literature. It is not a discriminatory tax. It is not a tax that is just on American ones; it is a tax on all tourist literature. Also, the Americans are big boys; they know that we do not have exactly the same laws and the same taxes on all subjects here as they do in the United States. If that tax was one that applied to American tourist literature but not to Canadian then they might be concerned, but I do not believe it will have any adverse effect on us.

Mr. Kilgour: The Canadian Tourism Association, Mr. Minister, advises me that one of the effects of your tax is to drive Canadians to have their printing done in the United States for such materials.

But let me change the subject as time is short.

Mr. Regan: How does that help?

Mr. Kilgour: Canadian jobs are being lost because Canadian tourism operators are having more of their printing done in the United States.

Mr. Regan: Why?

Mr. Kilgour: This is what they advise me.

Mr. Regan: Oh, for ones they would circulate in the United States. I see. Thank you.

Mr. Kilgour: André Raynauld has recently written that our Export Development Corporation is subsidizing our exports to a very high degree, I think second only to France is the country he cites.

What is your policy on subsidizing exports?

Mr. Regan: Who has written?

Mr. Kilgour: André Raynauld, the former Chairman of the Economic Council of Canada.

[Traduction]

depuis plus de 50 ans alors que les États-Unis en ont imposé. Aussi, aujourd'hui, les produits chimiques peuvent être importés ici sans tarif douanier alors qu'il y a des restrictions pour les exporter ailleurs. Il est évident qu'ils seraient alors favorables à un tel accord.

M. Kilgour: Il y a environ neuf sujets sur lesquels j'aimerais vous interroger, mais il est évident que je ne pourrais tous les aborder.

Le deuxième porte sur l'industrie touristique. Vous savez probablement que cette industrie s'inquiète beaucoup de l'impôt de 9 p. 100 qui s'applique à la documentation touristique. On me dit que les États-Unis pourraient notamment par mesure de représailles éliminer la déduction fiscale s'appliquant aux frais de congrès tenus au Canada. On a dit à plusieurs occasions que c'était un point de friction entre le Canada et les États-Unis. Ne vous inquiétez-vous pas qu'avec un déficit touristique de 2,3 milliards de dollars déjà, nous perdions encore plus d'emplois et de possibilités avec cet impôt de 9 p. 100 sur la documentation touristique?

M. Regan: Non mais si cela vous inquiète, je me ferai un plaisir d'examiner le problème et de surveiller la situation.

Il s'agit d'un impôt de 9 p. 100 sur la documentation touristique. Ce n'est pas discriminatoire. Ce n'est pas un impôt qui s'applique simplement à la documentation américaine, mais à toute documentation touristique. D'autre part, les Américains sont de grands garçons; ils savent bien que nous n'avons pas exactement les mêmes lois ni les mêmes impôts sur absolument tout. Si cet impôt s'appliquait uniquement à la documentation touristique américaine, ils pourraient s'inquiéter, mais je ne pense pas que dans la situation actuelle cela puisse être dangereux.

M. Kilgour: L'Association canadienne de tourisme me signale, monsieur le ministre, qu'un des effets de votre impôt est de pousser les Canadiens à faire imprimer leur documentation aux États-Unis.

Je change maintenant de sujet car je n'ai pas beaucoup de temps.

M. Regan: En quoi cela les aide-t-il?

M. Kilgour: On perd des emplois canadiens parce que les professionnels du tourisme canadien font imprimer davantage aux États-Unis.

M. Regan: Pourquoi?

M. Kilgour: C'est ce que l'on me dit.

M. Regan: Oh, pour la documentation qui est diffusée aux États-Unis. Je vois. Merci.

M. Kilgour: André Raynauld a récemment écrit que notre Société pour l'expansion des exportations subventionne beaucoup nos exportations. Je crois qu'il dit que seule la France subventionne davantage les siennes.

Quelle est votre politique de subventions des exportations?

M. Regan: Qui a écrit cela?

M. Kilgour: André Raynauld, l'ancien président du Conseil économique du Canada.

[Text]

• 1135

Mr. Regan: Yes. Well, I do not agree. I want to make it quite clear to begin with that I think what he includes in trying to create an element of subsidy there is not what I consider an appropriate base or premise at all.

Mr. Kilgour: Have you read his statement?

Mr. Regan: I have read a resumé of it. I think the Export Development Corporation is essential. I think virtually every country has a similar organization. I have been delighted that we have been able to get the Export Development Corporation to respond more quickly to our businessmen, to be a little bit more aggressive. From the business community in this country, the exporting community, who are the people who have to deal with it and the people who are nearest to it, I find constantly that their only concern is that the organization does not do more to meet the concessional financing of other countries; that it is not more aggressive. We have been striving to meet that concern.

The Chairman: I am sorry, but you will have to come back. You are allowed 15 minutes and it is already away past.

Mr. Kilgour: Thank you.

The Chairman: But I will keep you for the end, if you are patient, with pleasure.

Next is *l'honorable député de Labelle, M. Dupras* followed by the Honourable Mr. Stevens and then Mrs. Appolloni. That is the beginning.

Mr. Dupras: *Merci, Monsieur le président.* Mr. Minister, I applauded your nomination to the post you now have because I knew that you would be waving the Canadian flag with aggressivity and a lot of energy around the world and you have done that very well lately. I think it is going to be good for Canadian industries. You have been more than willing to travel and to meet as many people as possible, to promote the exports of Canadian products.

I would like to follow on my colleague's question regarding free trade. I wonder whether you could tell us what effect it would have on some of our two-price systems that are well established in Canada—that is, for wheat and other products; whether these would be excluded. Because the Canadians from everywhere have subsidized these industries to a certain extent, I think a two-price system should be pursued if we ever are to consider seriously free trade with the U.S.A. Would you comment on this please?

Mr. Regan: Yes. Thank you very much, Mr. Dupras, for your comments about our work in the department. I think, it is important that we stress that we are only talking about special arrangements with the Americans on selected products that are agreed upon by both sides as being worthy of examination for a special arrangement, such as we have had in Auto Pact. There is no thought of wheat being one of those products at the present time, so the question of a two-price system would not apply. The areas that we have looked at thus far are agricultural machinery and inputs, steel—we are examining both carbon and specialty steels—mass urban transport

[Translation]

M. Regan: Oui. Enfin, je ne suis pas d'accord. Qu'il soit bien clair tout d'abord qu'à mon avis, ce qu'il inclut dans ce qu'il appelle subventionnement ne me semble pas justifié.

M. Kilgour: Avez-vous lu sa déclaration?

M. Regan: J'en ai lu un résumé. Je crois que la Société pour l'expansion des exportations est essentielle. Pratiquement tous les pays ont un organisme similaire. Je suis ravi que cette société puisse répondre plus rapidement à nos hommes d'affaires, puisse se montrer un peu plus dynamique. Pour les exportateurs canadiens qui sont ceux avec qui il faut traiter, je sais que leur principale préoccupation est que cette société ne fait pas autant de financement de faveur que les autres pays; il ne s'agit pas d'être plus dynamique. Nous nous sommes efforcés de voir ce que nous pouvions faire dans ce sens.

Le président: Je suis désolé mais je dois passer la parole à quelqu'un d'autre. Vous aviez un quart d'heure et vous l'avez déjà beaucoup dépassé.

M. Kilgour: Merci.

Le président: Mais je vous redonnerai la parole tout à l'heure, si vous êtes patient.

J'ai maintenant *the honourable member for Labelle, Mr. Dupras*, suivi de M. Stevens puis de M^{me} Appolloni. Voilà pour commencer.

M. Dupras: *Thank you, Mr. Chairman.* Monsieur le ministre, j'ai applaudi lorsque vous avez été nommé à ce poste car je savais que vous agiteriez avec dynamisme le drapeau canadien et c'est exactement ce que vous avez fait. Je crois que cela servira les industries canadiennes. Vous n'avez pas hésité à voyager et à recevoir ou aller voir autant de monde que possible pour promouvoir les exportations de produits canadiens.

J'aimerais revenir sur la question de mon collègue à propos du libre-échange. Pourriez-vous nous dire l'effet que cela pourrait avoir sur certains des systèmes de double prix bien établis au Canada—c'est-à-dire pour le blé et d'autres produits; seraient-ils exclus? Les Canadiens de partout subventionnent en effet ces industries et je pense qu'un système de double prix doit être maintenu si nous voulons un jour envisager sérieusement le libre-échange avec les États-Unis. Qu'en pensez-vous?

M. Regan: En effet. Merci beaucoup, monsieur Dupras, des mots aimables que vous avez eus pour le travail du ministère. Je crois qu'il est important d'insister sur le fait que nous n'envisageons que des arrangements spéciaux avec les Américains sur certains produits qui conviennent aux deux pays, comme dans le cas du Pacte automobile. Il n'est pas question à l'heure actuelle d'envisager que le blé fasse partie de ces produits si bien que la question du système de double prix ne s'applique pas. Les secteurs que nous avons envisagés jusqu'ici sont le matériel agricole et les produits servant à l'agriculture, l'acier—nous examinons le carbone et les aciers spéciaux—le

[Texte]

equipment. Commuter services is something in which we have world leadership. There is another area—we are trying to work on the definition better. The President or the Chief Executive Officer of the Royal Bank of Canada, Mr. Frazee suggested that we should have some special arrangements in computer services and the Americans suggested a somewhat broader area of informatics. We are just looking at what that subject is, what it will cover, and whether there are any hidden mine fields there or whether it is something that would be worthy of our going forward with. Those are the four that we are working on at this stage. We will be meeting with the Americans again in May.

Mr. Dupras: So then I am to understand that oil products and petro-chemicals would be excluded from any such a trade agreement.

• 1140

The other question would be whether, in the discussions you have had with the Americans, the trade unions on both sides were involved. It is all very well to exercise or open free trade with our neighbours, but if the Canadian cost of labour is higher, how can we compete with the American industries?

Mr. Regan: I think there are some industries in which we cannot compete with the Americans and we would be unlikely to propose any special arrangement in those areas. But you do have to remember that we have to compete more and more because of a worldwide lowering of tariffs. A very large proportion of the goods between Canada and the United States move tariff free now in any event, and a larger portion will as the final steps of the Tokyo round of GATT talks are implemented. Let us not kid ourselves that we are back in the world of 1940. As a result of Canada's agreeing, over the years—at the Kennedy round and the Tokyo round—with other countries to the lowering of tariffs, what has resulted has been that more and more goods, a higher and higher percentage of our goods, move not only between Canada and the United States but through all LFN countries on either a tariffless or very low tariff basis.

In relation to Canada's being able to compete, when we talk about our ability to compete and the question of wages and so forth, I want to point out that Canada, as a great exporting nation, is competing and beating the United States with state of the art technology and products in many markets of the world. I do not want to go into too many examples, but Northern Telecom, Bell Canada International, Mitel and our coal and wheat exporters, and any number, are beating not only the United States but the rest of the world in many markets. That is why, if you go to Saudi Arabia, you will find that the telecommunications are not American, not Japanese, not French, but good old Canadian.

Mr. Dupras: That is right, in some markets.

Mr. Regan: And there could be more. I think we need to shake off our inferiority complex and get more of our industry to have an export orientation. I can tell you, from what I find out there and from the excellent job that those businessmen we

[Traduction]

matériel de transport urbain. Ce dernier secteur est un secteur dans lequel nous sommes en tête de file dans le monde. Il y a un autre secteur et nous essayons de mieux travailler à la définition. Le président ou le directeur général de la Banque Royale du Canada, M. Frazee, a suggéré que nous ayons des arrangements spéciaux en informatique et les Américains ont suggéré un secteur légèrement plus vaste. Nous examinons la question de savoir ce que couvrirait ce secteur et s'il y a des pièges cachés ou si c'est quelque chose qu'il serait bon d'envisager. Ce sont donc les quatre secteurs sur lesquels nous travaillons à l'heure actuelle. Nous devons revoir les Américains en mai.

M. Dupras: Dois-je donc alors comprendre que les produits pétroliers et les produits pétrochimiques seraient exclus d'un tel accord commercial?

L'autre question serait de savoir si les syndicats des deux pays ont participé aux discussions que vous avez eues avec les Américains. C'est très bien de libéraliser notre commerce avec nos voisins, mais si le coût de la main-d'œuvre est plus élevé au Canada, comment pouvons-nous concurrencer l'industrie américaine?

M. Regan: Je pense que certaines industries ne peuvent pas concurrencer les Américains, et il est peu vraisemblable que nous proposons certains accords spéciaux à leur sujet. Mais il ne faut pas oublier que notre concurrence doit être de plus en plus forte étant donné qu'à l'échelle mondiale les tarifs sont réduits. Actuellement, une très grande proportion des marchandises circulent librement entre le Canada et les États-Unis, et plus encore le feront lorsque s'appliqueront les dernières phases du Tokyo Round des pourparlers du GATT. Il ne faut pas se leurrer, nous n'allons pas revenir au monde de 1940. Le Canada ayant convenu, au fil des années—au Kennedy Round ainsi qu'au Tokyo Round—avec d'autres pays de réduire les tarifs, de plus en plus de marchandises, une proportion de plus en plus élevée de nos marchandises circulent non seulement entre le Canada et les États-Unis mais dans tous les pays les moins favorisés, sans tarifs ou à des tarifs très bas.

Quant à la capacité du Canada en matière de concurrence et la question des salaires, je voudrais souligner qu'en tant que grande nation exportatrice nous concurrençons et nous dépassons les États-Unis avec la technologie de pointe et des produits sophistiqués dans bien des marchés mondiaux. Je ne citerai pas trop d'exemples, mais Northern Telecom, Bell Canada International, Mitel et nos exportateurs de charbon et de blé ainsi que beaucoup d'autres l'emportent non seulement sur les États-Unis mais sur le reste du monde sur beaucoup de marchés. C'est pourquoi, si vous allez en Arabie Saoudite, vous constatez que les télécommunications ne sont ni américaines ni japonaises ni françaises mais canadiennes.

M. Dupras: C'est vrai, dans certains marchés.

M. Regan: Et il pourrait y en avoir plus. Je pense que nous devons nous défaire de notre complexe d'infériorité et faire en sorte qu'une plus grande proportion de notre industrie soit axée sur l'exportation. D'après ce que j'ai vu dans ces pays et

[Text]

have in those firms are doing, we have only scraped the surface. We can do a tremendous job.

In relation to the trade unions—I did not answer your question there—the trade union organizations participate in our export trade development board, an excellent board, which plays a very key role in advising us on this and other matters. They participate in the examination of these questions there. Indeed, as we identify for specific negotiations particular segments or industries, we will also be talking to the trade unions in the same way that we will be talking to the industries. We are moving on this matter in a way that will be sane and that will help and not hurt Canada.

But I do want to say this: there are those who suggest that, before even examining any sectors or moving forward as we are doing, at a time when time is not on our side, when we need to have special arrangements in an ever more protective world, we should sit back and think out whether we want to do it at all and study it for 10 or 20 years. I noticed, for instance, that Senator Pitfield had something to say in this regard. Just from reading his words as reported, I guess I would have to suggest that we would never have had any of the benefits of the Auto Pact of the past 20 years, because if I read him correctly we would still be studying whether we wanted to do the Auto Pact or not.

• 1145

Mr. Dupras: I agree with you on some points, Mr. Minister, but I believe that if we are going to be taken seriously by Canadian workers, in the hope that any free trade with the U.S.A. would have some meaning to our workers, we have to consider the volume where we are at a loss with American industry, because our volume of business is not as big, the wage aspect and also productivity. We have heard about the creation of a bureau of productivity. I would like to know where it is at and whether there is any hope this will contribute to getting a strategy on productivity that will mean the survival of so many Canadian industries that are now menaced or threatened by competition from outside; and the automobile industry is one of them.

Mr. Regan: I agree with you that wages are a factor, but probably productivity is equally or more important. And remember that productivity is made up of a lot of things. It is not just the application of labour, it is the utilization and arrangement of machinery. And it is, therefore, the economies of scale that can be achieved by size of market.

Mr. Dupras: And it is tied to volume.

Mr. Regan: That is right, volume; and therefore in circumstances where we have freer access to the United States market that not only gives us the economies of scale but the opportunity for specialization, then obviously we become more competitive, not only in the sales that we would make there but in relation to the rest of our exports also, and in relation to the

[Translation]

d'après l'excellent travail que font les hommes d'affaires de ces entreprises, je peux vous dire que nous n'avons fait qu'effleurer la surface. Nous pouvons faire un excellent travail.

Quant aux syndicats—je n'ai pas encore répondu à votre question—Ils siègent à notre Commission pour l'expansion du commerce extérieur, qui est excellente, et qui joue un très grand rôle en nous donnant des conseils à cet égard et d'autres encore. Ils participent à l'examen de ces questions. En fait, lorsque nous voyons que certains secteurs ou industries exigent des négociations précises, nous en avisons les syndicats aussi bien que les industries. Dans ces questions, nous procédons de façon raisonnable à l'avantage plutôt qu'au détriment du Canada.

Mais je dois dire que certains estiment qu'avant même d'examiner certains secteurs ou d'agir comme nous le faisons, dans des circonstances qui ne sont pas toujours propices, puisque nous devons conclure certains accords dans un monde plus protectionniste que jamais... Ils voudraient qu'au lieu d'agir nous réfléchissions à ces questions pendant 10 ou 20 ans. J'ai constaté, par exemple, que le sénateur Pitfield avait quelque chose à dire à cet égard. Si l'on s'en rapporte à ce qu'il aurait dit, nous n'aurions sans doute jamais profité des avantages du Pacte automobile depuis 20 ans, car il semble dire que nous devrions encore étudier s'il faudrait ou non conclure ce pacte.

M. Dupras: Je suis d'accord vous sur certains points, monsieur le ministre, mais je pense que pour que les travailleurs canadiens nous prennent au sérieux, et pour qu'ils croient qu'une libéralisation des échanges avec les États-Unis a un certain sens, nous devons envisager dans quelle mesure nos industries ont accusé des pertes par rapport à celles des États-Unis, car le volume de nos activités n'est pas aussi grand que le leur, et qu'interviennent aussi les aspects de salaires et de productivité. Nous avons entendu parler de la création d'un bureau de la productivité. J'aimerais savoir où cela en est, et si l'on espère qu'il pourra contribuer à mettre sur pied une stratégie de productivité qui correspondra à la survie de beaucoup d'industries canadiennes actuellement menacées ou compromises par la concurrence étrangère, et je parle en particulier de l'industrie de l'automobile.

M. Regan: Je conviens avec vous que les salaires jouent un rôle, mais la question de la productivité est probablement aussi importante, sinon plus. Il ne faut pas oublier que la productivité comprend beaucoup d'éléments. Il ne s'agit pas simplement de la main-d'oeuvre, mais aussi de l'utilisation des machines. Par conséquent le volume du marché peut faire réaliser des économies d'échelle.

M. Dupras: Ce qui est lié au volume.

M. Regan: C'est exact; et par conséquent, dans des circonstances où nous aurons plus facilement accès au marché américain, nous aurons non seulement des économies d'échelle, mais la possibilité de nous spécialiser, et donc de devenir évidemment plus concurrentiels, pas uniquement dans les ventes que nous pouvons faire, mais aussi par rapport aux

[Texte]

price which Canadians could expect to achieve from the product.

Mr. Dupras: Yes.

My last question, Mr. Chairman. I would like to know whether the Minister has made any changes or is contemplating any changes in regard to the commercial attachés in our missions around the world, and whether they will be working more closely with the missions and, also, representatives of CIDA, where we have, for instance, countries we call the NICs, such as Malaysia, Hong Kong, Singapore, and Korea, where they are now not considered, in my book, as developing countries; that we should not turn our backs on them but stay with them and perhaps exchange technology and make sure that some of the fallout of their nationalization gets back to Canada in terms of jobs and business and trade.

Mr. Regan: I do want to say that I am eminently pleased with the work of our commercial counsellors abroad. Wherever I have gone with trade missions on behalf of Canadian exporters, I have been deeply gratified by the work of our trade commissioners, as well as our ambassadors and other officials. I think the people of this department are the strength and should be the pride of the public service and of the country. I just think they do a phenomenal job. They work great hours and go that extra mile. I am delighted with their efforts. They are becoming more and more involved in a wider variety of trade fairs, exhibitions and promotions of Canadian products. I can assure you that that will continue to be the case.

The Chairman: Thank you.

Mr. Dupras: I was asking about the relations between the commercial attachés and the officers of CIDA.

Mr. Regan: Oh, yes. Perhaps Glen could answer that.

The Chairman: Mr. Shortliffe.

Mr. G. Shortliffe (Assistant Deputy Minister, Policy Coordinator, Department of External Affairs): The answer to the hon. member, Mr. Chairman, is that the missions are now operating in a fully integrated way. We have both people from CIDA and people who are functioning in trade promotion working together. They sit jointly on committees of post-management, and we expect, through our heads of post who are in charge of all of the program activities in the field, that they will carry out their various responsibilities in a fully co-ordinated, integrated and mutually supportive way. I think we are reasonably satisfied that is happening throughout.

Mr. Dupras: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

The official critic of the Official Opposition, the hon. Mr. Stevens, the member from York—Peel, followed by the vice-chairman of the committee.

• 1150

Mr. Stevens: Mr. Minister, I would like to give you an opportunity perhaps to bring us up to date on the integration of trade with the Department of External Affairs. It is

[Traduction]

autres exportateurs, ainsi qu'aux prix que les Canadiens pourraient espérer tirer du produit.

M. Dupras: Oui.

Voici ma dernière question, monsieur le président. J'aimerais savoir si le ministre a modifié ou envisagé des modifications quant aux attachés commerciaux de nos missions à travers le monde, et si l'on travaillera plus étroitement avec les missions, et avec les représentants de l'ACDI; nous avons par exemple des pays que nous qualifions de pays nouvellement industrialisés, comme la Malaisie, Hong Kong, Singapour et la Corée, qui ne sont pas considérés comme des pays en développement; il ne faudrait pas nous en détourner, mais plutôt échanger peut-être de la technologie et nous assurer qu'une partie des retombées de leur nationalisation profite au Canada sous forme d'emplois, de commerce et d'échanges.

M. Regan: Je veux dire que je suis très satisfait du travail de nos conseillers commerciaux à l'étranger. Où que je me sois rendu avec des missions commerciales au nom des exportateurs canadiens, j'ai été très satisfait du travail de nos attachés commerciaux, aussi bien que de nos ambassadeurs et d'autres fonctionnaires. Je pense que les gens de ce ministère sont un atout essentiel et ils devraient faire l'orgueil de la Fonction publique et du pays. Ils font un travail fantastique en s'y consacrant pendant de longues heures. Je suis très heureux de leurs efforts. Ils participent de plus en plus à une très grande diversité d'expositions commerciales et de promotion des produits canadiens. Je peux vous assurer que cela continuera à être le cas.

Le président: Merci.

M. Dupras: Je posais des questions sur les relations entre les attachés commerciaux et les fonctionnaires de l'ACDI.

M. Regan: Oh oui. Glen pourrait peut-être vous répondre.

Le président: Monsieur Shortliffe.

M. G. Shortliffe (sous-ministre adjoint, Coordination des politiques, ministère des Affaires extérieures): Monsieur le président, les missions fonctionnent actuellement de façon tout à fait intégrée. Des fonctionnaires de l'ACDI et des gens qui s'occupent de la promotion du commerce travaillent ensemble. Ils siègent conjointement à des comités de gestion des missions, et d'après ce que nous ont dit les chefs de mission responsables de l'ensemble du programme sur place, nous espérons qu'ils s'acquitteront de toutes leurs tâches de façon coordonnée et intégrée, en s'aidant mutuellement. Nous pouvons raisonnablement dire que c'est ce qui se passe dans l'ensemble.

M. Dupras: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci.

Le porte-parole officiel de l'Opposition officielle, M. Stevens, député de York—Peel, suivi du vice-président du Comité.

M. Stevens: Monsieur le ministre, je voudrais vous donner la possibilité de nous mettre à jour sur l'intégration du commerce et des Affaires extérieures. Ce n'est un secret pour personne

[Text]

certainly not any secret that there has been concern, if you like, outside of the department whether this is a workable arrangement. Within the department we constantly hear of these frustrations and breakdowns of morale and this type of thing. I am not asking this question in a combative sense; we are generally supportive, certainly of the concept, but I felt it would be helpful if you could tell us whether the consolidation is completed. What can you tell us about these frustrations that we hear about?

Mr. Regan: I think the view the Secretary of State for External Affairs would take, as well as the senior officials, and the view that I take, is that the job of strengthening the department in all of its functions is never finished and is never static. I think there can be a continuing process of improving, and I believe there is no doubt that when you make big changes, such as the integration of trade into External, there are inevitable, temporary, dislocations.

Having said that, I think really very, very laudible progress has been made towards overcoming many of the problems involved, and toward achieving the goals of the integration. I find the business community, and as far as I am concerned the trade side is to serve the Canadian workers and businessmen who export our goods and services, are pleased with the progress that is being made. I was talking last night to the chief figures, gentlemen in a company that not only operates mining in Canada, but is involved in oil interests in other parts of the world. Their chief executive officer was saying to me that they find that ambassadors, who are not from the trade side, and who previously would have been hard for a businessman from Canada to get to see because they would be preoccupied with other responsibilities, are much more accessible now they recognize they have special responsibilities in the trade field. They have become—and I am really quoting him—the *champs de bataille*; that this is an exciting and interesting new aspect of their job, a greater emphasis on that aspect of their job, and that they are enjoying it. They are obviously enjoying it, and they are providing better service to the businessmen than under the old system. I find that reaction I had only last night, is one that is pretty common in the exporting community. I guess we will never achieve a case when there is not the possibility of improvement, but I think it is coming along well.

Mr. Stevens: Mr. Minister, can you tell the committee two things. In dollar terms what portion of the estimates for the fiscal year we are coming into, 1985, is devoted to trade? Do you feel that is sufficient. I know it is usually characteristic of these committees to tell you always that you are getting too much, but do you feel you are getting too little?

Mr. Regan: Yes.

Mr. Stevens: I have heard that you are finding it difficult to get your complement fitted within the envelope, and that some people, personnel-wise, may not be available to the department for the want of funds.

[Translation]

qu'à l'extérieur du ministère on se demande si cet arrangement fonctionne. Nous entendons constamment parler au ministère de mécontentement et de démoralisation. Je ne vous pose pas cette question dans un sens agressif; de façon générale nous appuyons ce principe, mais il m'a semblé qu'il serait utile que vous nous disiez si la fusion a été terminée. Que pouvez-vous nous dire des mécontentements dont nous entendons parler?

M. Regan: Je vous dirais comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ainsi que les hauts fonctionnaires qu'on n'a jamais terminé de consolider le ministère dans ses différentes fonctions, et que cette tâche n'est jamais statique. Je pense que l'on peut continuer à améliorer les choses, et il est indéniable que lorsque l'on procède à de grands changements, comme l'intégration du commerce dans les Affaires extérieures, il se présente inévitablement des bouleversements temporaires.

Étant dit cela, je dois dire que des progrès très louables ont été faits pour surmonter un grand nombre des problèmes qui se sont posés et pour atteindre les objectifs de l'intégration. J'ai constaté que les hommes d'affaires—et j'estime que le secteur commercial a pour but de défendre les intérêts des travailleurs canadiens et des hommes d'affaires qui exportent nos biens et nos services—sont satisfaits des progrès qui sont accomplis. J'ai parlé hier soir à d'importants hommes d'affaires d'une compagnie qui exploite des mines au Canada et qui participe au secteur pétrolier dans d'autres régions du monde. Leur principal administrateur me disait qu'ils trouvaient que les ambassadeurs qui n'appartiennent pas au secteur commercial et qu'auparavant un homme d'affaires aurait eu du mal à contacter au Canada car ils auraient été préoccupés par d'autres responsabilités, sont beaucoup plus accessibles maintenant qu'ils reconnaissent avoir des responsabilités bien précises dans le domaine commercial. C'est devenu—et je le cite—le «champ de bataille», c'est aussi un nouvel aspect passionnant et intéressant de leur travail avec un plus grand accent mis sur cet aspect de leurs fonctions, qu'ils apprécient beaucoup. C'est indéniable, et ils offrent un meilleur service aux hommes d'affaires que d'après l'ancien régime. Cette réaction que j'ai entendue rien qu'hier est très courante parmi les exportateurs. Nous ne trouverons jamais de circonstances où il ne sera plus possible de procéder à des améliorations, mais je pense que la situation évolue fort bien.

M. Stevens: Monsieur le ministre, pourriez-vous dire deux choses au Comité. En termes de dollars, quelle proportion du budget de l'année financière dont nous sommes saisis, 1985, est consacrée au commerce? Vous paraît-elle suffisante? Je sais qu'en général ces comités ont tendance à vous dire que vous obtenez trop d'argent, mais je vous demanderais si vous estimez votre part trop minime?

M. Regan: Oui.

M. Stevens: J'ai entendu dire qu'il vous paraît difficile d'inclure tous vos nouveaux projets dans l'enveloppe budgétaire, et que par manque de fonds, le personnel du ministère pourrait ne pas être aussi complet qu'il le voudrait?

[Texte]

Mr. Regan: Mr. Stevens, we are getting about one-third . . .

Mr. Stevens: How much in dollars?

Mr. Regan: —\$369 million out of a total of about \$919 million. That is better than one third, considerably better than one-third then.

I would not want to let the opportunity go, though, without saying that we could sell a lot more Canadian goods and services, if they would give us more money.

• 1155

Mr. Stevens: Based, Mr. Minister, on what some of your staff are telling you, could you quantify that? To do the job you think Canada should be doing, how much more money . . . ?

Mr. Regan: Oh boy! Mr. Chairman, what a terrible question. I think Derek Burney would like to answer that one. I only say that I would like to promote more trade missions than we do. I would like to participate in more trade fairs and in particular sectors have more exhibitions of Canadian products in different parts of the world. I would love to have a piece of money to carry on more education for Canadian businessmen who are not in export markets about what is out there and what they can do. You can put almost any amount of money into building the orientation so that people with small operations in Vernon, British Columbia or Windsor, Nova Scotia would start to realize that there are export markets out there.

The great thing about our export efforts that I find—and we can all talk about the Bells and the Northern Telecoms and the Mitels—is that when little, tiny, weeny companies decide that they are interested at export markets and are oriented in that direction then they can have phenomenal success—that group that won one of our export awards last October from Charlottetown who sell the eyeglass frames into something like 60 countries around the world or the group in Yarmouth, Nova Scotia who make ambulances and sell them in North Africa and in the Middle East and in a variety of places. It is amazing what can be done if management is oriented towards export, and I think we have a great education job to do out there.

Mr. Stevens: Mr. Minister, could you help the committee in this way: Could you give us, prioritized suitably, two or three options as to if you had X dollars in addition to whatever estimate we now identify, what could you do to support trade export promotion, looking into the various things you are referring to, looking into contra-trade, the more sophisticated type of world dealing that is going on? Could you give us the benefit of what X dollars would produce if Canada was willing to spend it?

Mr. Regan: It is hard to quantify in that way. If you want me to do that, Sinclair, I would like to sit down before I would prioritize so quickly. I think I could give you subsequently some

[Traduction]

M. Regan: Monsieur Stevens, nous obtenons environ un tiers . . .

M. Stevens: Cela représente combien, en dollars?

M. Regan: . . . 369 millions de dollars sur un total de quelque 919 millions de dollars. C'est mieux que le tiers, beaucoup mieux.

Cependant, je voudrais saisir cette occasion pour dire que nous pourrions vendre beaucoup plus de biens et de services canadiens si l'on nous donnait plus d'argent.

M. Stevens: Pourriez-vous quantifier cela d'après ce que vous dit votre personnel, monsieur le ministre? Combien d'argent faudrait-il de plus pour faire le travail que le Canada devrait faire selon vous?

M. Regan: Mon Dieu! Quelle terrible question, monsieur le président. Je pense que Derek Burney voudrait y répondre. Je dirais seulement que j'aimerais promouvoir plus de missions commerciales que nous ne le faisons. Je voudrais participer à plus d'expositions commerciales, et dans certains secteurs exposer davantage de produits canadiens dans différentes régions du monde. J'aimerais avoir de l'argent pour éduquer davantage les hommes d'affaires canadiens afin qu'ils s'orientent vers les marchés d'exportation et qu'ils sachent quelles sont les possibilités et ce qu'ils peuvent faire. Avec de l'argent, nous pouvons oeuvrer dans ce sens afin que de petits exploitants de Vernon, de Colombie-Britannique ou de Windsor, de la Nouvelle-Écosse, commencent à comprendre qu'il existe des marchés d'exportation.

Nous pouvons tous parler bien sûr de Bells, de Northern Telecoms et Mitels, mais ce qui est fantastique dans nos efforts en matière d'exportation, c'est que quand de toutes petites compagnies décident qu'elles s'intéressent aux marchés d'exportation et qu'elles s'orientent dans ce sens, elles peuvent remporter des succès fantastiques—je citerais à cet égard le groupe de Charlottetown que nous avons primé en octobre dernier et qui exporte des montures de lunettes dans quelque 60 pays du monde, ou le groupe de Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, qui fabrique des ambulances et qui les vend en Afrique du nord, au Moyen-Orient et dans beaucoup d'autres pays. Ce que l'on peut faire est incroyable lorsque les gestionnaires s'orientent vers l'exportation, et je pense que nous avons beaucoup d'efforts à faire à cet égard en matière d'éducation.

M. Stevens: Monsieur le ministre, il serait utile au Comité que vous nous donniez, par ordre de priorité, deux ou trois options relatives à ce que vous feriez pour encourager le commerce extérieur si votre budget dépassait celui dont nous sommes actuellement saisis, en vous référant à différentes questions dont vous parlez ainsi qu'au commerce de contrepartie qui se fait actuellement dans le monde, et qui est plus sophistiqué. Pourriez-vous nous dire combien produirait telle ou telle quantité d'argent si le Canada était prêt à les dépenser?

M. Regan: Il est difficile de quantifier les choses ainsi. Si vous voulez que je fasse cela, Sinclair, il faudrait que je réfléchisse avant d'établir trop rapidement les priorités. Je

[Text]

ideas that I think would be very useful, but I would like to take a little while to prioritize them.

Mr. Stevens: Can we take that then as a . . . ?

The Chairman: Last question, Mr. Stevens, please.

Mr. Stevens: Oh dear.

The Chairman: He will come back.

Mr. Stevens: Well, this is a very easy question then for the minister. I know that he has probably got it tucked away there and he can just almost table it. The Minister of Finance, I am not sure with your knowledge or without your knowledge, said on February 15 in his budget presentation that he had a concept for aid and trade and that between now and infinity a plan was to be worked out whereby whatever increase there was roughly half of it was going to be kind of earmarked for the private sector. I think it would be awfully helpful to the committee if you could give us the workings of this aid-trade package. I can well understand how well it was worked out beforehand, and certainly a Minister of Finance would never announce a thing like that unless he knew exactly how it was all going to fit together, and I imagine you were repeatedly consulted as to how it was to work. Can you fill us in, and while you are doing it—and I know the chairman will see that this is very relevant to what I have asked you—would you tell us why you have not responded to the suggestion of this committee and caused Canada to join the Organization of American States?

• 1200

Mr. Dupras: Two simple questions.

Mr. Regan: The questions are two separate ones. I am going to call upon Sylvia Ostry, as Deputy Minister, to reply on the first one and I might have a word to say to you on the second.

Le président: Madame Ostry, s'il vous plaît.

Mrs. Ostry: Thank you, Mr. Chairman.

This question was raised last week when Mr. MacEachen was here. He has made a statement on it which very roughly says that it is an effort to meld the developmental objectives in a way which would also to some degree maximize the benefits to Canadian industry.

The guidelines on the operation of it are still under consideration with the department . . .

Mr. Dupras: Oh.

Mrs. Ostry: —and between ourselves and other departments. He pointed out that EDC also administers a system of parallel financing and said that CIDA would administer the fund. Those were Mr. MacEachen's statements last week.

On the question of consultation, my predecessor was consulted over a period of weeks—I myself was not because I came in too late, but there was consultation with the department on this.

[Translation]

pourrais vous donner plus tard quelques idées qui me paraîtraient utiles, mais encore une fois, je devrais y réfléchir.

M. Stevens: Pouvons-nous considérer alors qu'il s'agit de . . .

Le président: C'est votre dernière question, monsieur Stevens, s'il vous plaît.

M. Stevens: Oh!

Le président: Il reviendra.

M. Stevens: Bien, voici une question très simple à l'intention du ministre. Je sais qu'il a cela caché probablement quelque part, et qu'il peut très facilement le déposer. Je ne sais pas si vous le saviez ou non, mais le ministre des Finances a dit le 15 février lors de la présentation du Budget qu'il avait une méthode pour l'aide et le commerce, et que dès à présent il faudrait établir un programme en vertu duquel à peu près la moitié de toute hausse prévue serait affectée au secteur privé. Il serait très utile au Comité que vous nous parliez de ce programme d'aide au commerce. Je comprends fort bien qu'il a été établi d'avance, et qu'un ministre des Finances n'annoncerait jamais une telle chose sans savoir exactement comment tout allait s'adapter, et j'imagine qu'on vous a consulté bien des fois sur son fonctionnement. Pourriez-vous nous en parler, et ce faisant—et je sais que le président verra que cette question est très pertinente par rapport à la précédente—pourriez-vous nous dire pourquoi vous n'avez pas réagi à la suggestion du Comité et fait en sorte que le Canada se joigne à l'Organisation des États américains?

M. Dupras: Ce sont deux questions bien simples.

M. Regan: Elles sont bien distinctes, et je vais demander à Sylvia Ostry, le sous-ministre, de répondre à la première; quant à moi, j'aurai peut-être certaines choses à vous dire au sujet de la seconde.

The Chairman: Mrs. Ostry, if you please.

Mme Ostry: Merci, monsieur le président.

Cette question a été posée la semaine dernière, en présence de M. MacEachen. Il a répondu, en substance, que l'effort consistait à orienter nos objectifs de développement de façon à en optimiser les bienfaits pour l'industrie canadienne.

Toutefois, les grandes lignes de cette opération sont encore à l'étude au Ministère . . .

M. Dupras: Ah bon!

Mme Ostry: . . . et en consultation avec d'autres ministères. Il a fait remarquer que la SEE administre un système de financement parallèle, et que l'ACDI serait responsable de l'exploitation du fonds. Voilà donc ce qu'a dit M. MacEachen la semaine dernière.

En ce qui concerne les consultations, je peux vous dire que mon prédécesseur le fut pendant plusieurs semaines mais que, pour ma part, je suis arrivée trop tard. Donc, le Ministère a été consulté à ce sujet.

[Texte]

Mr. Stevens: And with the Minister?

Mrs. Ostry: As far as I know, yes.

Mr. Regan: Definitely with the Minister.

Mr. Stevens: You can tell us what you had in mind then.

Mr. Regan: Sure, I can tell you what I had in mind, and I think it has to be worked out.

First of all, I respect that CIDA's first responsibility, and one that must be protected, is to provide aid—that is what the Canadian public is prepared to support when Parliament votes the money for CIDA—to countries that are developing and can benefit from that assistance. Consistent with that aim, and in no way taking away from that goal, there are circumstances when that aid can be mixed with commercial financing of another type for a larger scale transaction, where a country can justify receiving some aid towards the project and is also in a position to pay towards a project.

So you mix together a trade and aid element on a project—let us say a hydro project in a country that badly needs electrification that its people can benefit from, if that happens to be a CIDA priority in that country. While we are legitimately providing the aid towards the goals that Canadians and CIDA have had, at the same time, Canadian commercial organizations can benefit by participating, when you mix together aid and trade. That is what I had in mind.

Now the mechanics of it, I am happy for the department to work out for our approval and I think it is progressing well.

Your other question related to the Organization of American States. I think I should allow the Secretary of State for External Affairs to express his view on that matter . . .

An Hon. Member: When?

Mr. Kilgour: He did at the last meeting.

Mr. Regan: If he did at the last meeting, then you probably do not require anything further. However, if you do, Mr. Graham is here.

The Chairman: Thank you.

I am afraid the meeting is short. What I have in mind at this time is to recognize the vice-chairman, Madam Appolloni, the Hon. Member from York South—Weston, followed by Mr. Wenman.

Madam Appolloni.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, since I last broached this subject to you here in committee I have had the privilege to be one of 10 Parliamentarians to visit Taiwan at the beginning of January of this year. We were met by the highest officials, including the premier. Besides, neither the Canadians nor the Taiwanese even mentioned any possibility, even remotely, of starting up diplomatic relationships. However, both sides were extremely

[Traduction]

M. Stevens: Et le ministre?

Mme Ostry: D'après ce que je sais, il l'a été également.

M. Regan: C'est tout à fait exact.

M. Stevens: Pourriez-vous nous dire ce que vous aviez en tête, à ce moment-là?

M. Regan: Bien sûr, mais rien n'est encore défini.

Tout d'abord, je respecte beaucoup l'objectif primordial de l'ACDI, qu'il faut absolument préserver puisqu'il consiste à fournir de l'aide aux pays qui en ont besoin. Voilà à quoi le public canadien donne son accord lorsque le Parlement adopte le budget de cette agence. Parallèlement à cet objectif, et sans l'amoindrir en quoi que ce soit, on peut envisager des circonstances dans lesquelles cette aide extérieure peut être combinée à un financement commercial d'un autre type, pour une transaction plus importante, lorsqu'un pays est en mesure de financer un projet d'aide au développement qu'il est par ailleurs tout à fait justifié de recevoir.

On peut donc combiner l'aide au développement et le commerce extérieur, dans le cadre d'un même projet, par exemple la construction d'une centrale électrique dans un pays qui en a grand besoin . . . Si ce genre de projet coïncide avec les priorités établies par l'ACDI pour ce pays, tant mieux. Ainsi, tout en poursuivant les objectifs légitimes de l'aide extérieure qu'est chargée de fournir l'ACDI, nous essayons de faire en sorte que des entreprises commerciales canadiennes pourront participer à ces projets, lorsqu'il est possible de combiner l'aide et le commerce. Voilà ce que j'avais en tête.

Quant à la mise en oeuvre concrète d'un tel concept, le Ministère y travaille activement et nous soumettra bientôt, je l'espère, un mécanisme précis.

Vous avez également posé une question au sujet de l'Organisation des États américains. Il vaudrait mieux que ce soit le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui vous réponde . . .

Une voix: Quand?

M. Kilgour: Il l'a fait à la dernière réunion.

M. Regan: S'il l'a déjà fait à la dernière réunion, les explications qu'il vous a données devraient vous suffire, sinon, M. Graham est ici.

Le président: Merci.

Malheureusement, nous disposons de peu de temps, et je vais donc donner la parole à la vice-présidente, M^{me} Appolloni, député de York South—Weston, qui sera suivie de M. Wenman.

Madame Appolloni.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, depuis que j'ai abordé ce sujet avec vous en comité, j'ai eu l'honneur de faire partie des dix parlementaires qui se sont rendus à Taiwan au début de janvier dernier. Nous y avons rencontré les plus hauts dignitaires de l'État, y compris le Premier ministre. Certes, personne, pas plus les Canadiens que les Formosans, n'a envisagé la possibilité, même très lointaine, de renouer des relations

[Text]

interested in assisting Canadians to develop more trade with Taiwan.

• 1205

The Taiwanese government, even while we were there, remarked to us on several occasions about their concern about the trade imbalance between Taiwan and Canada. They particularly mentioned they were looking for alternate sources of energy, for minerals, for beef and pork imports, high-tech, particularly in the communications industry, waste paper, and so on. They had a long shopping list.

They also mentioned, for instance, that a Canadian firm had been badly outbid for contracts for the Taipei subway system. We were told, Mr. Minister, the reason the Canadian firm did so poorly was, to a large extent, because of the lack of local expertise; that is, the Canadians who could have warned the firm of the possible pitfalls. But even though we lost the subway system contract, the Taiwanese government is still extremely interested in subway cars from Canada.

The problem though, as you well know, Mr. Minister, is that Canada has no office there. We already have a branch of the Royal Bank and the Toronto-Dominion Bank, but no chamber of commerce or no other trade office there.

Apart from the possibility of opening some kind of a chamber of commerce, some kind of a trade office, as the Americans have, as the Australians have, and others, the problem still remains one of visa; that is that Canadian businessmen wanting to go to Taiwan have to go to the States to get a visa, and Taiwanese businessmen wanting to come to Canada, and there has been quite a delegation recently, have to go to Hong Kong in order to get a Canadian visa. The problem seems to be with our Hong Kong office. Perhaps the officials are overwhelmed with work, we do not know, but while we were there, the newly formed Canadian group, the Canadian Taiwanese group, that is a group of Canadians living in Taipei, told us they felt we could eliminate some of the difficulties if there were some kind of a chamber of commerce in Taiwan and if that chamber were allowed to issue some kind of a letter of introduction to our officials in Hong Kong to urge them to speed up the applications for Taiwanese business.

In the absence of all of this, it became very, very apparent to us that Canada is losing out on many golden opportunities for trade. In the beef and pork exports, for instance, which they want very much, we are losing badly to Australia.

So my question would be, Mr. Minister, what progress, if any, are we making towards the establishment of some kind of

[Translation]

diplomatiques, mais tout le monde s'est montré extrêmement intéressé à aider les Canadiens à développer leurs relations commerciales avec Taiwan.

Le gouvernement formosan nous a fait remarquer à plusieurs reprises, même quand nous étions là-bas, que le commerce entre Taiwan et le Canada souffrait d'un déséquilibre. Il nous a dit notamment qu'il recherchait d'autres sources d'approvisionnements énergétiques et qu'il avait besoin d'importer davantage de minéraux, de viande de bœuf et de porc, d'équipements de haute technologie, notamment dans le secteur des communications, etc. Sa liste était longue.

Nous avons ainsi appris que l'entreprise canadienne n'avait pas réussi à décrocher le contrat de construction du métro de Taipei. Or, d'après ce qu'on nous a dit, monsieur le ministre, la raison de cet échec était que l'entreprise canadienne ignorait beaucoup de choses sur les conditions locales, et notamment sur les difficultés qu'il lui faudrait éventuellement surmonter. Même si nous n'avons pas réussi à décrocher ce contrat pour la construction du métro de Taipei, le gouvernement de ce pays est toujours extrêmement intéressé à acheter des rames de métro au Canada.

Malheureusement, et vous le savez parfaitement monsieur le ministre, le Canada n'a pas de bureau là-bas. Certes, nous y avons une succursale de la Banque Royale et une autre de la Banque Toronto-Dominion, mais nous n'y avons aucun représentant de la Chambre de commerce ou d'un autre organisme commercial.

Non seulement devrions-nous envisager d'ouvrir là-bas une sorte de bureau commercial ou de chambre de commerce, comme l'ont fait les Américains, les Australiens et bien d'autres, mais nous devons également régler le problème des visas. En effet, les industriels canadiens qui veulent se rendre à Taiwan doivent aller chercher un visa aux États-Unis; réciproquement, lorsque des entrepreneurs formosans veulent venir au Canada, et nous en avons eu une délégation importante récemment, ils doivent se rendre à Hong Kong pour obtenir un visa canadien. Le problème semble venir de notre bureau de Hong Kong. Nos représentants là-bas sont peut-être surchargés de travail, nous n'en savons rien, mais pendant notre séjour à Taiwan, les représentants des Canadiens qui vivent à Taipei, et qui viennent d'ailleurs de se regrouper, nous ont dit qu'on pourrait éliminer bon nombre de difficultés en ouvrant à Taiwan une sorte de bureau, de chambre de commerce, qui serait habilitée à délivrer des lettres d'introduction à nos représentants à Hong Kong, afin de leur permettre d'accélérer la signature de contrats avec des entreprises formosanes.

Faute de quoi, monsieur le président, le Canada risque fortement de rater encore les occasions en or qui se présenteront pour développer nos échanges commerciaux avec ce pays. Dans le domaine des exportations de viande de bœuf et de porc, par exemple, ce dont Taiwan a grandement besoin, l'Australie nous devance très nettement.

J'aimerais donc savoir, monsieur le ministre, si des mesures ont été prises en vue d'ouvrir un bureau commercial à Taiwan?

[Texte]

a trade office; and if we are making progress there, what progress, if any, are we making towards the issuance of visas?

Mr. Regan: The question of the establishment of an office by an organization such as the Canadian Chamber of Commerce is, of course, one that requires a private sector initiative. It is my information that the Chamber of Commerce is interested in such a project; that their studies on it are very, very far advanced. I would be hopeful that they will conclude that they are able to take such an initiative in the near future.

My position is that we have no objection to private sector organizations, such as the Chamber of Commerce, maintaining an office for trade purposes in Taiwan. Indeed, I think it would be beneficial to the interests of Canadian businessmen. But there can be no government involvement in such an office, because it would not be consistent with our undertakings and our understanding with the People's Republic of China.

• 1210

I also, while recognizing good trade opportunities in Taiwan, would not want to do anything that would endanger the much larger long-term market we are developing in China.

So I would say in answer to your first question that I believe there will be progress in the establishment by an organization such as the Chamber of Commerce of an office similar to that which some other countries maintain in Taiwan.

About the visa question, I believe Taiwanese businessmen coming to Canada on business should be received with courtesy and with every co-operation; and I am taking note of what you have said and what has been said to me before about the problems of obtaining visas in Hong Kong. That subject is under review, and I would want to promise you I will give it very close attention, although I have had few, if any, complaints about the inadequacy of the present arrangement. But I have heard what you have had to say on it today, and I will discuss it with other Ministers of the department and look at the matter very carefully.

We feel there is a good market and that other countries which share with us good relations with the Peoples' Republic of China nevertheless are also having commercial contacts in Taiwan, and we are interested in improving ours.

Mrs. Appolloni: While you look into the question of Canadian visas from Hong Kong, Mr. Minister, I wonder if you would also look into the other part, and that is the issuance of visas to Canadian businessmen wishing to go to Taiwan. As you know, at the moment they have to go to the States to get those visas. So if you would look at both sides of the question, please . . .

Mr. Regan: Yes, we certainly will.

[Traduction]

De plus, va-t-on bientôt résoudre le problème de la délivrance des visas?

M. Regan: L'ouverture d'un bureau par un organisme comme la Chambre canadienne de commerce nécessiterait, bien sûr, une initiative du secteur privé. D'après ce qu'on m'a dit, la chambre de commerce s'intéresse de très près à cette possibilité, et il se pourrait qu'elle prenne bientôt une décision à cet égard. Je l'espère en tout cas.

Nous ne nous opposons absolument pas à ce que des organismes du secteur privé, comme la chambre de commerce, ouvrent un bureau commercial à Taiwan. En fait, je suis convaincu que cela serait bénéfique pour les entrepreneurs canadiens. Toutefois, le gouvernement ne peut absolument pas se mêler de cela, étant donné les engagements que nous avons pris avec la République populaire de Chine.

Donc, même si des occasions commerciales avec Taiwan me semblent prometteuses, nous devons absolument éviter de faire quoi que ce soit qui compromette le marché plus vaste et à plus long terme que nous développons actuellement avec la Chine populaire.

En réponse à votre première question, donc, je pense qu'il est probable qu'un organisme comme la Chambre de commerce ouvre un bureau à Taiwan, comme l'ont déjà fait plusieurs autres pays.

En ce qui concerne les visas, j'estime que les entrepreneurs formosans venant au Canada pour affaires devraient être accueillis avec courtoisie, dans un climat de collaboration. Je prends note de ce que vous avez dit, et je dois dire qu'on m'en avait déjà parlé, au sujet des difficultés qu'ont les Formosans pour obtenir un visa à Hong Kong. Cette question est à l'étude et je vous promets de m'en occuper sérieusement, même si, je dois l'admettre, je n'ai reçu que très peu de plaintes au sujet du système actuel. Cependant, j'ai déjà entendu parler des difficultés que vous avez mentionnées aujourd'hui, et j'en discuterai avec les autres ministres du Ministère pour essayer de trouver une solution.

Nous sommes convaincus que Taiwan constituerait pour nous un très bon marché, et étant donné que d'autres pays, qui entretiennent comme nous de bonnes relations avec la République populaire de Chine, n'en ont pas moins de bonnes relations commerciales avec Taiwan, nous allons essayer d'améliorer les nôtres.

Mme Appolloni: Étant donné que vous êtes disposé à étudier les difficultés qu'ont les Formosans à obtenir des visas canadiens à Hong Kong, monsieur le ministre, vous pourriez peut-être en faire autant pour ce qui est des difficultés qu'ont les entrepreneurs canadiens à obtenir des visas pour se rendre à Taiwan. Comme vous le savez, ils sont actuellement obligés de se rendre aux États-Unis pour obtenir ces visas. J'aimerais donc, s'il vous plaît, que vous étudiiez ce problème de visas pour les deux pays . . .

M. Regan: Bien sûr.

[Text]

Mrs. Appolloni: Following up on what Mr. Kilgour was saying about tourism, it is hardly fair to make the statement to you, Mr. Minister, because I know you are not ultimately responsible for tourism, but the complaints, particularly from our New York office, are growing, because of high taxation in Canada *vis-à-vis* fuel, liquor, food, taxes, and what not.

However, having said that, may I ask my second question, which does not reflect on tourism or on Taiwan, but rather on the EEC. I would like to know what you feel about the current situation in the European community, particularly *vis-à-vis* the problems that Britain and Ireland are experiencing.

Mr. Regan: I really do not think I should express my personal opinions on internal problems that may exist within the community. The community remains a very, very important trading partner for Canada, and one in which we have a keen interest in developing new products and new opportunities. Their priority has been to develop their internal trade within an organization that after all in the perspective of history is still relatively new and still has some growing problems, and that perhaps has made our efforts to develop trade with them more difficult, as they have been in some areas perhaps more protectionist while trying to solve their internal problems and the distribution of products within their market.

I think we have excellent relations with them. We do have some irritants in both directions, as is inevitable, doing the volume of trade that we have. But when that circumstance occurs, we attempt to respond to legitimate concerns that they express and we take actions that are legitimately opened to us to enforce our rights, as we are doing on the newsprint question, through the GATT, at the present time.

• 1215

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Next on my list I have Mr. Wenman, from Fraser Valley West.

Mr. Wenman: Yes, following your suggestion that if you had additional money to invest in areas like the Pacific Rim, you would have a lot of ideas of what to do with it to increase the Canadian industry share. Why have you failed so badly; why has the government failed so badly, having made a substantial increase in their contribution to the funding guarantees for the Asian Development Bank; why have you failed to make a link with Canadian industry as far as procurement goes. For example, in 1982 the Asian Development Bank borrowed \$101.09 billion in contracts. Canadian companies received totals of \$8.2 million or approximately 0.8% of the total procurement when in fact we have 6.3 of the shares and 5.4 of the voting and that particular record makes us 15 out of 16 in procurement by the Asian Development Bank of which we are major contributors. Why has this failed

[Translation]

Mme Appolloni: J'aimerais maintenant revenir sur ce qu'a dit M. Kilgour au sujet du tourisme. Je sais que vous n'en êtes pas le responsable ultime, mais nous recevons de plus en plus de plaintes, surtout de notre bureau de New York, au sujet des taxes élevées auxquelles le Canada assujettit l'essence, les alcools, les produits alimentaires, etc.

Cela dit, j'aimerais maintenant vous poser ma deuxième question, qui ne porte ni sur le tourisme ni sur Taiwan, mais plutôt sur la SEE. J'aimerais savoir ce que vous pensez de la situation actuelle dans la Communauté européenne, et surtout des problèmes que connaissent actuellement la Grande-Bretagne et l'Irlande.

M. Regan: Je ne peux pas vous dire ce que je pense personnellement des problèmes internes qui peuvent se poser au sein de cette communauté, qui est toujours un partenaire commercial très important du Canada; nous sommes toujours aussi intéressés à y exporter de nouveaux produits et à explorer de nouveaux marchés. La Communauté européenne a décidé de développer en priorité son commerce interne, ce qui est relativement nouveau, sur le plan historique, et qui continue de poser de sérieux problèmes. Une telle évolution de la situation a peut-être entravé nos efforts en vue de développer nos échanges commerciaux, étant donné que la Communauté a adopté une attitude peut-être un peu plus protectionniste dans certains domaines, pour pouvoir résoudre ses problèmes internes et pour mieux distribuer les produits sur ses marchés.

Nous avons néanmoins d'excellentes relations avec ces pays. Certes, chacun provoque chez l'autre quelques mécontentements, mais c'est inévitable, étant donné l'importance de nos échanges commerciaux. Lorsque ce genre de circonstance se produit, nous essayons de leur donner satisfaction lorsque leurs revendications sont légitimes, mais nous savons également prendre les mesures qui s'imposent et auxquelles nous pouvons légitimement avoir recours pour faire valoir nos droits, comme c'est le cas actuellement avec le papier-journal, dans le cadre des accords du GATT.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

Le président: J'ai maintenant sur ma liste le nom de M. Wenman, député de Fraser Valley-Ouest.

M. Wenman: Vous nous avez dit tout à l'heure que si vous aviez plus de crédits à investir dans des régions comme le Bassin du Pacifique, vous auriez mille idées sur la façon de donner à l'industrie canadienne une plus grande part de ces marchés. Or, vous avez lamentablement échoué, vous et le gouvernement, malgré l'augmentation considérable de votre contribution aux garanties de financement données à la Banque de développement asiatique; comment se fait-il que vous n'avez pas réussi à établir ce lien dont les exportateurs canadiens ont grand besoin. Par exemple, en 1982, la Banque de développement asiatique a emprunté 101,09 milliards de dollars en contrats. Les entreprises canadiennes en ont reçu un total de 8,2 millions de dollars, soit environ 0,8 p. 100 des emprunts totaux de cette banque, alors que nous détenons 6,3 p. 100 des actions et 5,4 p. 100 des votes. Or, malgré cette contribution importante que nous donnons à cette banque, le

[Texte]

or have we in fact, since the 1982 statistics came out, moved up to a 5 or 6% success factor?

Mr. Regan: Mr. Wenman, I am sure that you, by error, misused words or phrases. I do not think you meant to suggest that this department had failed in any way, because I just do not think there is an organization in any government in the world that, statistically, at the present time is as successful as we are in the trade aside of External Affairs.

Mr. Wenman: I am talking about the Asian Development Bank. We have directors on that bank.

Mr. Regan: I will come to that. Just note, first of all, so that you can go forth and spread the gospel that our success has been absolutely phenomenal—the rate of growth of our exports right through the recession; the achievement, even when we are well into recovery and when these things usually flatten out, of such a phenomenal trade surplus as we had last year. If you want to have a hint, this year we are going to be right up there again because our exports are just booming along. We have the situation humming, but we can hum a lot more if we can get more companies involved in the export trade.

Now, you have touched on one important area in which there has to be greater effort by Canadian businessmen to take advantage of opportunities. The international financial institutions in general, not only the Asian Bank, I am not satisfied with the extent to which Canadian exporters are taking advantage of them.

Mr. Wenman: What are you doing about it?

Mr. Regan: The interesting thing is that you will find there is a very high percentage of success in relation to the number of efforts they have made or the number of bids or applications they put in. Our problem is that our people are not using them; they are not taking enough advantage of the projects of the international financial institutions. We are looking at that matter in great depth at the present time. One of our priorities for improvement is how we can get more Canadian companies to recognize the opportunities that are out there in the international financial institutions and to take advantage of them. We ARE not only doing that within Canada, but I have discussed it with the Head of the Asian Development Bank when I was in the Philippines. We made our concern to them well known as we are doing to other international financial institutions. I compliment you upon identifying it as an area where we should have emphasis for improvement, but I do not think I can classify it as a failure of the department. I think if it is it is a failure of convincing Canadian businessmen to take

[Traduction]

nombre de contrats que nous en recevons nous place au 15^e rang sur 16. Pourquoi n'avons-nous pas réussi, depuis ces statistiques de 1982, à passer de 0,8 p. 100 à au moins 5 ou 6 p. 100?

M. Regan: Monsieur Wenman, je suis sûr que vous n'avez pas voulu vraiment utiliser les termes que vous venez de prononcer. En effet, vous ne vouliez certainement pas dire que notre ministère avait échoué, étant donné qu'à l'heure actuelle, il n'y a certainement pas un organisme gouvernemental au monde qui enregistre des succès commerciaux aussi importants que le ministère des Affaires extérieures.

M. Wenman: Je parle de la Banque de développement asiatique, dont certains administrateurs sont des Canadiens.

M. Regan: J'y arrive. Mais auparavant, je tiens à vous donner les munitions nécessaires pour que vous puissiez aller répandre la bonne parole, à savoir que nos succès sont absolument phénoménaux, à en juger par le taux de croissance de nos exportations en pleine récession. De plus, même si nous traversons actuellement une période de reprise économique, qui se traduit souvent par un ralentissement de ce type de croissance, il n'en reste pas moins que nous avons enregistré l'année dernière un excédent phénoménal pour ce qui est de notre balance commerciale. Je vais même vous donner un petit avant-goût de ce qui se passe cette année: nous allons enregistrer le même succès étant donné que nos exportations sont en plein essor. Ce secteur bourdonne d'activités, mais il pourrait encore bourdonner davantage si nous pouvions réussir à convaincre un plus grand nombre d'entreprises canadiennes à exporter.

Vous avez abordé un secteur important, auquel les entrepreneurs canadiens doivent consentir plus d'efforts s'ils veulent profiter des occasions qui se présentent. Le problème ne se pose pas seulement au niveau de la Banque de développement asiatique; en effet, j'estime que les exportateurs canadiens ne profitent pas assez des services et des établissements financiers internationaux en général.

M. Wenman: Et que faites-vous pour les encourager à le faire?

M. Regan: Chose intéressante, les entrepreneurs canadiens connaissent un pourcentage de succès très élevé pour ce qui est des efforts qu'ils ont déployés dans ce domaine ou des soumissions ou demandes qu'ils ont déposées. Le problème est qu'ils ne profitent pas assez des projets des établissements financiers internationaux. Nous étudions actuellement la question de très près. Nous cherchons notamment le moyen de faire mieux connaître aux entreprises canadiennes les possibilités que leur offrent les établissements financiers internationaux. Nos efforts dans ce domaine ne se circonscrivent pas au Canada, puisque j'ai eu l'occasion d'en parler avec le chef de la Banque de développement asiatique, lors de mon séjour aux Philippines. Je lui ai donc clairement fait part de nos préoccupations, comme je l'avais déjà fait auprès des autres établissements financiers internationaux. Vous avez donc tout à fait raison de nous demander d'intensifier nos efforts dans ce domaine, mais par contre, vous avez tort d'en conclure que notre ministère a lamentablement échoué à cet égard. Si échec il y a, c'est bien

[Text]

advantage of it, and I promise you more strenuous efforts in that regard.

Mr. Wenman: Thank you. Perhaps your department could provide me with the 1983 statistics relative to that. Could I request those in writing please⁷ at another time.

Mr. Regan: Fine.

Mr. Wenman: Thank you.

The Chairman: Would you send a copy to the Chairman and if it is very relevant we will add them to the *Minutes of Proceedings* at a certain time.

Mr. Wenman: Thank you very much, Mr. Chairman.

My next question. United States defense spending of \$100 billion is a tremendous potential, again, for the Canadian defence industry.

• 1220

Is there—and if not, why not—a Canadian defence industries association lobby, full time, associated with our mission? We have beefed up our mission down there in a lobbying capacity. I know there are individual branches that lobby individually. But recognizing the potential of that market for Canadian defence industries, have we thought about promoting the establishment of some kind of a lobbying association of all defence industries permanently in Washington, to take advantage of the virtually free flow in defence trade that we have with the United States; the lack of barriers?

Mr. Regan: Perhaps we are getting into a bit of a philosophical disagreement here. Your approach to the role of government may be one that is more interventionist and socialistic than mine.

Mr. Wenman: I doubt it.

Mr. Regan: My view is that the establishment of industry lobbies is something the private sector always has done and can well do.

An hon. Member: And do very well.

Mr. Regan: And do well. They do it rather forcefully in the defence industry sometimes. But we certainly are prepared to talk with them about it, and to co-operate in any way. But we really think that is the role of the private sector and of industry. We cannot have government permeating every activity in the private sector. I think that is creeping socialism, and I would like you to rethink your suggestion in that regard.

But having said that, I do want to point out that we do have very, very important roles in the American market. For instance, in my city of Halifax Hermes and IMP are both benefiting. I think in many cities in Canada you will find there are companies that are sharing in that market.

The week before last, we had the annual high-tech conference here, where we brought back our trade commissioners, 66

[Translation]

de convaincre les entrepreneurs canadiens d'en profiter, et je vous promets d'intensifier nos efforts dans ce domaine.

M. Wenman: Merci. Votre ministère pourra peut-être me donner les statistiques correspondantes pour 1983. Pourriez-vous me les faire parvenir par écrit?

M. Regan: Bien sûr.

M. Wenman: Merci.

Le président: Pourriez-vous en envoyer un exemplaire au président, qui décidera éventuellement de l'annexer au procès-verbal d'une réunion ultérieure.

M. Wenman: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais maintenant passer à ma question suivante. Le budget américain de la défense s'élève à 100 milliards de dollars, et cela représente un potentiel énorme pour l'industrie canadienne.

Existe-t-il un groupe de pression à plein temps de notre industrie canadienne de la défense qui serait lié à notre mission? Nous avons renforcé notre mission là-bas en lui ajoutant une fonction de pression. Certains éléments individuels de l'industrie font du lobbying en leur propre nom. Mais compte tenu du potentiel de ce marché pour l'industrie canadienne de la défense, avons-nous envisagé de mettre sur pied un genre d'association de lobbying qui regrouperait toutes les industries de la défense et qui serait installée en permanence à Washington pour profiter du quasi libre-échange avec les États-Unis et de l'absence de barrières dans le secteur de la défense?

M. Regan: Nous risquons de nous lancer dans un débat d'ordre philosophique. Vous avez adopté une approche qui est sans aucun doute plus interventionniste et moins socialiste que la mienne quant au rôle du gouvernement.

M. Wenman: J'en doute fort.

M. Regan: Personnellement, j'estime que la création de groupes de pression a toujours relevé du secteur privé qui a toujours été très efficace dans ce domaine.

Une voix: C'est vrai.

M. Regan: C'est bien ce que je dis. Il arrive même qu'ils exercent un peu trop de pression dans le secteur de la défense. Nous sommes tout de même disposés à en discuter avec les représentants de l'industrie et à collaborer avec eux. Mais d'après nous, cette responsabilité incombe au secteur privé et à l'industrie. Le gouvernement ne peut pas intervenir dans tous les aspects du secteur privé. À mon avis, c'est du socialisme grimpaant et vous devriez peut-être revoir votre position.

Cela dit, je tiens à signaler que nous jouons un rôle extrêmement important dans le marché américain. Dans ma propre ville de Halifax, Hermes et IMP sont deux sociétés qui profitent de cette situation. Dans beaucoup de villes canadiennes, il y a des sociétés qui jouissent d'une part de ce marché.

Il y a deux semaines, nous avons eu ici notre congrès annuel de technologie de pointe auquel ont assisté 66 de nos délégués

[Texte]

of them, I believe; not only the ones from the United States but from other areas; not just defence industries, but also export industries in general. We had something like 3,000 people who participated in that conference from different companies in Canada, to know what the contacts are out there, to know what can be done, and to work with the trade commissioners in a week-long effort—this high-tech thing—in which there were just thousands and thousands and thousands of interviews. I think that is one of the great undertakings of the department. It really adds to our sales—not just in the defence area, though that is improving, but in high-tech areas; and not just in the United States, but in many friendly countries.

Mr. Wenman: To start with, I was not suggesting that we have a lobby that is a government lobby. I was suggesting that we facilitate or encourage that co-ordination with our government effort in Washington, as connectors to the American government, to get a greater portion. The portion is very good. It is on a one-to-one relationship, and that is much better than our European colleagues'. But there is a tremendous potential here that I think is being missed, and that is what I am really pointing out: as good as it is, it can be increased substantially. So I hope you will have another look at what I have said there.

Mr. Regan: I am glad to have that clarification, because I did not want to mark you down as a closet socialist.

Mr. Wenman: Are you in fact willing to subsidize an office for the Canadian Chamber of Commerce in Taiwan, as a minimal step? Are you willing to come up with not rhetoric but the money or the proposal, the support; and are you willing in fact now to fund jointly and permanently the Asia Pacific Foundation with a substantial fund that would give it assurances on into the future and make it a meaningful organization?

They are separate questions, but they do relate to the advancement of trade.

Mr. Regan: Yes, we hope the Canadian Chamber of Commerce will find it useful to have such an office. We help the Canadian Chamber of Commerce in a variety of ways. We would think the Canadian Chamber of Commerce would well be able to finance its office.

About the question of the Asian foundation, we are providing funding to the Asian foundation. It is a matter that we give high priority to, and you can be sure that we will be very supportive.

• 1225

Mr. Wenman: Permanent funding though... they were talking about a \$20 million fund to live off.

Mr. Regan: As you know, we make an annual grant. I think that probably is the best approach for the moment, but if they

[Traduction]

commerciaux des États-Unis et d'ailleurs et représentant non seulement les industries de la défense, mais aussi l'industrie de l'exportation en général. Quelque 3,000 personnes représentant diverses sociétés canadiennes ont assisté à ce congrès pour se familiariser avec la situation, voir ce qu'il y a à faire et rencontrer nos délégués commerciaux. Ce congrès a duré une semaine, ce qui a permis de tenir des milliers d'entrevues. À mon avis, il s'agit d'une des grandes réalisations du Ministère. Cette activité nous permet de promouvoir les ventes non seulement dans le secteur de la défense où nous avons enregistré une amélioration, mais aussi dans le secteur de la technologie de pointe tant aux États-Unis qu'à l'étranger.

M. Wenman: Vous savez, je ne voulais pas parler d'un groupe de pression du gouvernement. Je voulais simplement dire qu'il conviendrait que nous facilitions ou que nous encourageons la coordination entre l'industrie et le gouvernement à Washington auprès du gouvernement américain, ce qui nous permettrait sans doute d'avoir accès à une plus grande part du marché. Nous avons déjà une bonne part du marché. Nous avons une relation assez particulière qui est de loin supérieure à celle de nos collègues européens. Mais il existe un potentiel incroyable dont nous ne profitons pas à mon avis et c'est tout simplement ce à quoi je voulais en venir. Même si nous jouissons d'une bonne part du marché, je pense que celle-ci pourrait être considérablement augmentée. J'espère donc que vous tiendrez compte de mes propos.

M. Regan: Je vous remercie de cette explication. Je n'aurais pas aimé devoir vous considérer comme un socialiste à la manque.

M. Wenman: Êtes-vous disposé au moins à subventionner un bureau de la Chambre canadienne de commerce à Taiwan, par exemple? Êtes-vous prêt à appuyer financièrement vos théories? Êtes-vous disposé à financer conjointement et en permanence le *Asia Pacific Foundation* de manière à lui assurer son avenir et à lui permettre de jouer un rôle de premier plan?

Ces questions ne sont pas reliées mais elles concernent quand même la promotion des échanges commerciaux.

M. Regan: Nous espérons que la Chambre de commerce jugera utile la création d'un bureau semblable. Nous aidons la Chambre canadienne de commerce de diverses façons. Mais nous pensons qu'elle est tout à fait capable de financer ses bureaux.

En ce qui concerne cette fondation, nous lui fournissons des fonds. Nous accordons la plus haute priorité à cette activité et je tiens à vous assurer de notre appui.

M. Wenman: Mais le financement permanent—Ils parlaient d'un fonds de 20 millions de dollars.

M. Regan: Comme vous le savez, nous leur octroyons une subvention annuelle. C'est probablement la meilleure approche

[Text]

make any representations to us we are certainly prepared to discuss those with them.

Le président: L'honorable député de Beauharnois—Salaberry, monsieur Laniel, s'il vous plaît.

Mr. Laniel: Merci, monsieur le président.

Mr. Minister, on your last appearance, on November 29, you told the committee that you would certainly take—in your own words—a suggestion that I made to you very much under consideration. That suggestion was to allow MPs from both sides of the House to accompany our teams of Canadian negotiators to the GATT meetings, or accompany our teams who were going to negotiate quotas as far as textiles were concerned. Have you made any progress in that consideration?

Mr. Regan: Mr. Laniel, you will recall that I told you that I certainly was prepared to examine the question. I may have then, I cannot perfectly recall, but I wanted to ask you, as I have asked other members who have mentioned this subject to me, to consider the other side of the coin. When we are talking about bilateral negotiations on quantitative restrictions, or matters of that type, if we have our Members of Parliament there the other side will have theirs. That sometimes may not be so advantageous in getting the best deal for Canada that we would want. It also expands the numbers involved and creates problems in that regard. I think, if I had my way, if I could have able and distinguished Canadian Members of Parliament with me at anything I am involved in I would be comforted and delighted, but I have to consider the other side of the coin, the consequences that flow from it. That is what I am wrestling with.

Mr. Laniel: Do you not agree that if you do not try it you will never know?

Mr. Regan: I do not know, but you can be sure that I will continue to give the matter very active consideration.

Mr. Laniel: Now that Cabinet is on the verge of taking a decision as far as the shoe industry and the prolongation of double quotas there are concerned, have you—and would you comment—taken cognizance of a press release that has been circulated around here indicating that all the presidential candidates in the United States have supported a recommendation of the International Trade Commission for the establishment of a five year global quota limiting the importation of shoes to 50% of the U.S. market? Sometimes when we consider the problem of the traditional industry, shoe or textile, we are told that the imposition of a quota would bring reactions and we often are given the example of the United States. Of course they have a big market, but even with that big market we find, through this recommendation, that their shoe industry has been damaged by irrational importation. I just would like your comments on that.

At the same time, I would ask you if that decision is coming quickly, because the buying of shoes for the fall or winter season has to be done at this time. The government is being pressed to make an early decision. When is that decision coming?

[Translation]

à l'heure actuelle, mais s'ils le souhaitent, nous sommes tout à fait disposés à négocier avec eux.

The Chairman: The hon. member for Beauharnois—Salaberry, Mr. Laniel.

Mr. Laniel: Thank you, Mr. Chairman.

Monsieur le ministre, lors de votre dernière comparution le 29 novembre, vous avez dit aux membres du Comité que vous étudieriez une idée que je vous avais soumise. Il s'agissait de permettre aux députés des deux côtés de la Chambre d'accompagner les équipes canadiennes de négociation aux rencontres du GATT ou aux négociations sur les contingents dans le secteur du textile. Qu'est-il advenu de cette idée?

Mr. Regan: Monsieur Laniel, vous vous souvenez sans doute que j'ai dit que j'étais tout à fait disposé à envisager cette possibilité. Je vous ai peut-être demandé à ce moment-là de songer à l'envers de la médaille. Je ne sais pas si je l'ai fait, mais je sais que j'en ai parlé à d'autres députés qui m'ont soumis cette idée. Lorsque nous parlons de négociations bilatérales sur des contingents ou de ce genre de questions, si nous envoyons des députés assister au processus, l'autre partie voudra faire de même. Ce n'est peut-être pas un bon moyen pour le Canada d'obtenir les meilleures conditions possibles. En effet, plus il y a de participants à ces négociations, plus le risque d'avoir des problèmes augmente. Personnellement, si je pouvais être accompagné par des députés canadiens compétents dans mes activités, je serais très content. Mais je dois tenir compte de l'envers de la médaille et des conséquences éventuelles. C'est la question que je me pose.

Mr. Laniel: Mais si vous n'essayez jamais, comment allez-vous savoir ce que ça pourrait donner?

Mr. Regan: Je ne sais pas, mais soyez assuré que je vais continuer d'accorder toute ma considération à cette possibilité.

Mr. Laniel: Comme vous le savez, le cabinet est à la veille de prendre une décision concernant l'industrie de la chaussure et l'on envisage la prolongation du double contingentement. Êtes-vous au courant d'un communiqué de presse qui a été distribué, selon lequel tous les candidats à la présidence aux États-Unis appuient une recommandation de la Commission des échanges internationaux portant création d'un contingent global de cinq ans pour limiter l'importation de chaussures à 50 p. 100 du marché américain? Vous savez, dans le contexte de l'industrie traditionnelle de la chaussure ou du textile, certains prétendent que l'imposition d'un contingent entraînerait des réactions et l'on nous cite souvent le cas des États-Unis en exemple. Bien sûr, le marché dans ce pays est immense, mais on s'aperçoit, à la lumière de cette recommandation, que leur industrie de la chaussure a pâti d'un volume d'importation tout à fait déraisonnable. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

J'aimerais également savoir si une décision va être prise sous peu parce que l'achat de chaussures pour l'automne et l'hiver doit se faire maintenant. Des pressions sont exercées sur le gouvernement pour qu'il prenne une décision rapidement. Quand aurons-nous cette décision?

[Texte]

Mr. Regan: Gerry, the Cabinet will deal with the matter as rapidly as possible, there is no question about that.

In relation to positions taken during an election campaign in the United States, I do not know, but the American Administration has constantly resisted extreme protectionist measures. That is why I have been kind of comfortable with the American regime, and I hope that if any different regime should come to office down there they would follow the same course in the overall interest of retention of the multilateral trading process and its integrity.

• 1230

I think you want to keep in mind anyway the distinction that the United States is only dependent upon exports for somewhere between 8% and 12% of its Gross National Product. They have a huge captive market. Being able to have free access to export markets is not nearly as important to them as it is to us where one-third of our Gross National Product comes from our exports.

I say to you again, as I have said before this committee before, do not kid yourselves; when we place restrictions on the products that are coming in from other countries they do and will retaliate. While I will not justify willingly on specific examples of recent dates, I would be happy outside of the committee to tell you of a situation within the past two weeks where we stand to lose a lot of Canadian jobs and important export orders if we push ahead with a particular protectionist action. The relationship is right there. It is tit for tat. I use the example in your province of the fact that... talk to Bombardier, talk to SNC, talk to Lavalin, talk to Marine Industries—and I can give you any number more—and ask them whether they feel that jobs are lost in their industries and in their plants when we place tough restrictions on products from other countries.

Mr. Laniel: Talk to the unemployed who will never work for those high-tech industries, too.

Your last remark troubled me a little because I have with me here a comment made by Grey, Clark, Shih and Associates, Ltd., and Mr. Grey is a former chief negotiator for Canada. In that paper about the use of Article XIX of the GATT he seems to draw a conclusion—the paper I have here is in French—that the fact that a country does or does not use retaliation depends on the demonstration that is made with the action taken by the proper government about the prejudice. He seemed to conclude that the way the file, the dossier, is prepared and presented by our officials has an impact, favourable or unfavourable, on those retaliations. So I wonder if we are not too shy sometimes and we prejudice that there is going to be retaliation and we prejudice that there is going to be a reaction. This seems to be a judgment on our hesitation to be more aggressive in that field.

[Traduction]

M. Regan: Le cabinet s'occupera de cette question aussi rapidement que possible, Gerry, il ne fait aucun doute là-dessus.

Je ne suis pas au courant des détails des positions adoptées dans le cadre de la campagne électorale aux États-Unis, mais je sais que le gouvernement américain s'est toujours fortement opposé à l'adoption de mesures protectionnistes sévères. C'est pourquoi j'ai toujours été en faveur du système américain et j'espère que si un nouveau parti vient au pouvoir chez nos voisins du Sud, qu'il maintiendra la même position dans l'intérêt général du processus multilatéral d'échanges et de son intégrité.

N'oubliez pas que les exportations aux États-Unis ne contribuent que pour 8 à 12 p. 100 au produit national brut. Ce pays jouit d'un énorme marché captif. Le libre accès aux marchés d'exportation n'est pas aussi important pour les États-Unis que pour nous du fait que le tiers de notre produit national brut provient de nos exportations.

Je l'ai déjà dit devant ce Comité et je le répète: méfiez-vous. Lorsque nous imposons des restrictions aux produits importés d'autres pays, nous courons le risque de rétorsion. Je ne vous donnerai pas ici d'exemples précis survenus récemment, mais je me ferai un plaisir après cette séance de vous parler d'un cas qui s'est produit au cours des deux dernières semaines où nous risquons de perdre beaucoup d'emplois canadiens et des commandes d'exportation considérables si nous décidons d'adopter une certaine mesure protectionniste. C'est oeil pour oeil et dent pour dent dans ce domaine. Vous savez, dans votre propre province... voyez le cas de Bombardier, SNC, Lavalin, *Marine Industries*—et je peux vous citer encore d'autres exemples—et demandez-leur si elles perdent des emplois au sein de leurs industries et de leurs usines lorsque nous imposons des restrictions sévères à l'endroit de produits venant d'autres pays.

M. Laniel: Mais il vous faudrait également parler aux chômeurs qui ne travailleront jamais pour ces industries de technologie de pointe.

Votre dernière observation m'a quelque peu troublé. J'ai ici sous la main une déclaration faite par *Grey, Clark, Shih and Associates Ltd.* M. Grey est ancien négociateur en chef pour le Canada. Il a rédigé un document sur l'application de l'article XIX du GATT et il semble arriver à la conclusion—j'ai une copie du document ici en français—que les mesures de rétorsion qu'utilise un pays dépendent de la démonstration faite au sujet des mesures prises par le gouvernement responsable sur la question du préjudice. Il semble conclure que la préparation et la présentation du dossier par nos représentants ont une incidence favorable ou non sur ces mesures de rétorsion éventuelles. Je me demande donc si nous n'hésitons pas un peu trop parfois et si nous ne préjugeons pas des mesures de rétorsion ou des réactions éventuelles. Il s'agit là à mon avis d'une critique de notre réticence à adopter une attitude plus ferme dans ce domaine.

[Text]

Mr. Regan: What Mr. Grey has said is a penetrating glance into the obvious. I want to assure you that of course it is a factor how we present it and whether we explain the particular pressures on an industry. I have told many countries, and our officials have when they sit down and negotiate, the particular circumstance of an industry in Canada, that it must have time to adjust, that there is high unemployment at present in the country, the difficulties of adjustment. We do all of that.

I do not know Mr. Grey, but I do not think there is anyone out there who would do it better than the able officials we have in our department carrying on the negotiations because they are top-notch. You can be sure that where we have got away without retaliation it is because we have done exactly the sort of thing you are mentioning there.

I want to tell you that not only are my officials good but I am also a very good Minister on this subject and I will be always looking for the Canadian interest. If we have a necessity to provide some sort of temporary protection to help our industries in Canada to modernize and become competitive without putting too high a penalty on our consumers and consistent with our GATT obligations, then obviously we are interested in providing that period of adjustment.

• 1235

We have sought to do that, and indeed before I came here the Canadian government sought to do that. I think we are doing it well as is shown by the fact that there has been relatively few cases of retaliation. But it is getting tougher out there. They are getting more aggressive in some of these other countries. I will tell you all about it after, if you want to have a chat with me over coffee some time, because it is getting tougher and we are going to have to be very careful as to how we handle it. At the same time I very much appreciate your representation on the part of the Canadian workers in established historic industries here and we will keep that very much in mind.

The Chairman: Last question . . .

Mr. Laniel: Well in that further personal discussion, is there an alternative to coffee?

Mr. Regan: For you, yes; for me, no.

Mr. Laniel: Mr. Chairman, knowing that we have reached the time, is there a hope that the Minister can come back? I would like to further . . . Mr. Chairman, are you listening to me? Is there a hope that the Minister can come back?

The Chairman: If you see fit, I am sure the Minister will comply with the kind invitation to come back. And that is my intention. We have 12 meetings in May. We have a few meetings in April. And since Mr. MacEachen will be absent, it was my intention to call Mr. MacEachen April 3 or 5; the 5th is a meeting that will be put aside for other activities by our major party, but on the 3rd the Minister will be in Latin America as he has announced. So the Minister, I am sure, will be more than happy to come back with his officials.

[Translation]

M. Regan: La déclaration de M. Grey décrit une évidence. Notre présentation et notre description des pressions particulières exercées sur une industrie jouent un rôle important, bien entendu. J'ai moi-même dit aux représentants de divers pays, et nos fonctionnaires ont fait de même dans le cadre de ces négociations, que les industries canadiennes ont besoin de temps pour s'adapter à la situation, que le taux de chômage est très élevé chez nous à l'heure actuelle et que l'adaptation est donc très complexe. Nous le faisons.

Je ne connais pas M. Grey, mais je ne crois pas qu'il y ait quelqu'un de plus compétent que nos fonctionnaires au ministère qui sont chargés de ces négociations. Si nous n'avons pas eu de représailles jusqu'à maintenant, c'est qu'ils ont fait exactement ce dont vous parlez ici.

Mais il n'y a pas que la compétence de mes fonctionnaires. Je pense que je suis aussi un très bon ministre dans ce domaine et je vous assure que je veillerai toujours aux intérêts canadiens. Si nous devons adopter des mesures de protection temporaires pour aider les industries canadiennes à se moderniser et à devenir plus compétitives sans trop pénaliser nos consommateurs tout en respectant nos obligations en vertu du GATT, il n'y a pas de raison que nous ne prévoyions pas cette période d'adaptation.

C'est ce que nous avons essayé de faire et ce qu'essaie de faire le gouvernement canadien avant mon arrivée ici. À mon avis, tout va très bien et le fait qu'il y a eu très peu de cas de rétorsion le montre. La situation devient de plus en plus difficile. Certains de ces pays deviennent de plus en plus agressifs. Je vous en parlerai plus longuement plus tard si vous voulez en discuter autour d'une tasse de café. La situation devient de plus en plus compliquée et il nous faudra faire preuve d'énormément de circonspection dans notre approche. J'apprécie toutefois votre plaidoyer en faveur des travailleurs canadiens dans les industries traditionnelles et nous en tiendrons compte.

Le président: Une dernière question . . .

M. Laniel: N'y aurait-il pas un autre moyen d'en discuter, sans prendre le café?

M. Regan: Pour vous, peut-être, pour moi, non.

M. Laniel: Monsieur le président, comme nous commençons à manquer de temps, j'aimerais savoir si le ministre ne pourrait pas revenir? J'aurais d'autres . . . Monsieur le président, m'écoutez-vous? Peut-on espérer que le ministre revienne?

Le président: Si vous le jugez utile, je suis persuadé que le ministre se rendra à notre invitation de venir nous rencontrer de nouveau. D'ailleurs j'ai l'intention de l'inviter. Nous avons 12 réunions prévues pour le mois de mai. Mais nous en avons très peu pour avril. Puisque M. MacEachen sera absent, j'avais l'intention de l'inviter le 3 ou le 5 avril. Le 5 avril a été réservé pour d'autres activités de notre principal parti, et le 3, le ministre sera en Amérique Latine. C'est ce qu'il a dit. Je pense qu'il se fera un plaisir de revenir nous voir avec ses collaborateurs.

[Texte]

But before doing so, I have two supplementary members who are not yet officially members of this committee, who have asked the floor, maybe as a courtesy a question each, and then I have Mr. Kilgour for a second tour, so I recognize him first. When the Minister, Mr. Regan will come back, if he so agrees.

Mr. Kilgour: Is it agreed that he will come back?

The Chairman: The Minister has agreed to come back at my request, I am sure.

Mr. Regan: *Je suis très confortable avec l'idée parce que vos députés sont très, très gentils.*

The Chairman: Now, if Mr. Flis would like to also, at that time it is my intention to recommend a change in the membership of the committee as far as one side is concerned. It is my hope that he will be a full member. So if he would like to hold until then I would be appreciative. Or if you want a short one, okay, I am ready to listen to two short questions, if the Minister wants, because many members have appointments—you could see that around the table. So now, please, good quick, Mr. Flis.

Mr. Flis: I have a series of questions and they all relate around the recommendations of the special parliamentary task force which submitted its report to Parliament called *The Canada Trade Challenge*. Maybe the best way for the Minister to answer these questions is if he could bring with him the next time he appears before this committee, or table it with the committee, whatever, what recommendations of this report have been implemented and with what success? What recommendations have not been implemented and why not? And if I could leave that with the Minister that would give him and the department time to work on it.

The Chairman: Thank you very much for your co-operation, Mr. Flis, and your understanding.

Mr. Yurko, the member from Edmonton East. One question.

Mr. Yurko: Thank you very much for your generosity, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I want to just pose a three-part question to you. You may want to answer it or not.

You are the Minister for International Trade in Cabinet. You speak I hope with considerable force in Cabinet, and I want to ask you these questions. A three-part question.

The first, Mr. Minister, would you permit the dollar to drop significantly to increase our international competitiveness and therefore our trade and perhaps change the balance in terms of our tourism?

Secondly, I want to ask you what is your view as the Minister of International Trade on what should be done with FIRA right now? Should its name be changed? Should it be redirected towards assisting investment in Canada? You are the Minister of International Trade and you should be involved in the decision in this area.

[Traduction]

Il y a encore deux députés qui ne sont pas membres du Comité et qui voudraient prendre la parole. Nous pourrions peut-être leur accorder une question à chacun et M. Kilgour a mis son nom pour le deuxième tour. Je vais donc lui donner la parole d'abord. Je vais dire quand le ministre M. Regan reviendra, s'il accepte de le faire.

M. Kilgour: Est-il convenu qu'il reviendra?

Le président: Le ministre accepte de revenir, à ma demande.

M. Regan: *I am very comfortable with that idea because your members are very, very nice.*

Le président: Or si M. Flis le veut bien, je recommanderai à ce moment-là un changement de la composition de ce Comité pour un des partis. J'espère que le député en question deviendra membre à part entière du Comité. Donc s'il veut attendre jusqu'à ce moment-là, je lui en saurai gré. Mais s'il a une petite question à poser, d'accord. Je suis prêt à accepter deux brèves questions, si le ministre est d'accord, parce que beaucoup de députés ont des rendez-vous. C'est assez facile à constater. Alors une brève question, monsieur Flis.

M. Flis: J'ai une série de questions à poser qui concernent toutes les recommandations du groupe de travail spécial du Parlement qui a soumis au Parlement le rapport intitulé *Le défi commercial canadien*. Peut-être que la meilleure réponse que le ministre pourrait donner à ces questions serait de déposer la prochaine fois qu'il vient comparaître devant ce Comité, ou de lui transmettre les recommandations de ce rapport qui ont été mises en oeuvre et leur degré de succès? Il pourrait également nous signaler les recommandations qui n'ont pas été appliquées et pourquoi. C'est ce que je voudrais demander au ministre et à ses adjoints.

Le président: Merci beaucoup de votre coopération et de votre compréhension, monsieur Flis.

Monsieur Yurko, député de Edmonton-Est, une question.

M. Yurko: Merci de votre générosité, monsieur le président.

Monsieur le ministre, j'aurais une question à trois volets à vous poser. Vous y répondrez si vous voulez.

Vous êtes au Cabinet le ministre responsable des échanges internationaux. J'espère que vous avez beaucoup de poids au Cabinet. Voici donc ma question à trois volets.

Premièrement, monsieur le ministre, est-ce que vous allez permettre au dollar de baisser considérablement pour renforcer notre compétitivité sur le marché international et promouvoir ainsi nos exportations et peut-être aussi d'améliorer le secteur du tourisme?

Deuxièmement, que pensez-vous, en votre qualité de ministre responsable des échanges internationaux, qu'il faudrait de l'AEIE à l'heure actuelle? Devrions-nous en changer le nom? Devrions-nous lui donner une autre orientation et lui demander de promouvoir l'investissement au Canada? Vous êtes le ministre responsable du commerce

[Text]

Thirdly, I am going to put another question to you which you might think upon and you do not have to answer it now.

• 1240

Mr. Minister, our bilateral agreements on air travel between different countries and Canada have a lot to do with our tourism trade. I do not have to tell you that to go to Russia, you have to go from western Canada through a very difficult process to get to Russia. There are a lot of western people doing business with Russia now, and I am wondering why you are not examining seriously, as the Minister of State for International Trade, the bilateral agreements that you have in air transportation between countries. If you are, you should tell us, because I would like to know why we do not have a cross-polar route from Edmonton to Russia, or from western Canada to Russia; because 14,000 Canadians are going there. Businessmen are going back constantly, and the route is enormously complex.

I will leave those with you.

Mr. Regan: Those are very good questions. I want to say on the first question, about the value of the dollar, I will not try to take over the position of the Minister of Finance. I would be unwise to do so.

I must say to you that when you talk about the dollar and its value, you have to relate it to a number of currencies and not just to the American currency; which is too often the case. Most of the European currencies against the Canadian currency have in the past four years dropped about 40%; and that creates great problems. As a Nova Scotian, I can tell you that the fish being shipped in from Norway and from Iceland and so forth is selling on the Boston market at such a low price that it sets the price at an artificially low level and makes it very difficult for the Canadian fish industry to survive. So when you talk about where the Canadian dollar has gone, keep in mind that the European currencies against the Canadian dollar have gone down about 40%.

Mr. Yurko: And then you would let it go down.

Mr. Regan: I therefore suggest that it is a much more complex issue than just comparing the relationship of the Canadian dollar and the American dollar. Obviously there are advantages and disadvantages to the fluctuation of currencies. The question of the impact on trade is something that international fora are beginning to pay more and more attention to, in relation to these rather dramatic changes that occur in currencies.

About FIRA, I think we still have some problems with FIRA because of lingering perceptions of delays in responses in earlier times. But I find that the attitude towards FIRA has greatly increased, and I certainly would want to take under consideration your suggestions about the terminology.

Mr. Yurko: Change its name.

The Chairman: *Merci, monsieur le ministre.*

[Translation]

international et il me semble que vous avez votre mot à dire à cet égard.

Et je veux vous poser une troisième question, mais vous n'avez pas à y répondre dès maintenant.

Monsieur le ministre, nos accords bilatéraux sur le transport aérien entre divers pays et le Canada ont une grande incidence sur notre secteur touristique. Je n'ai pas à vous dire que c'est très compliqué de se rendre en Russie au départ de l'Ouest du Canada. Il y a beaucoup de gens dans l'Ouest qui font affaires avec la Russie à l'heure actuelle et je me demande pourquoi, en votre qualité de ministre d'État responsable du commerce international, vous ne réexaminez pas les accords bilatéraux en matière de transport aérien. Si vous le faites, j'aimerais que vous nous mettiez au courant car j'aimerais savoir pourquoi nous n'avons pas de route polaire d'Edmonton à la Russie ou de l'Ouest du Canada à la Russie, parce qu'il y a 14,000 Canadiens qui se rendent dans ce pays. Les hommes d'affaires y vont souvent et c'est un itinéraire fort complexe.

Ce sont là mes questions.

M. Regan: Ce sont d'excellentes questions. Pour ce qui est de la première concernant la valeur du dollar, je ne peux pas assumer la responsabilité du ministre des Finances. Ce ne serait pas sage de ma part.

Vous savez, la valeur du dollar n'est pas seulement fonction de la monnaie américaine. Il y a d'autres devises dont il faut tenir compte. La majorité des devises européennes ont diminué de quelque 40 p. 100 par rapport au dollar canadien, ce qui crée d'énormes problèmes. Je suis originaire de la Nouvelle-Écosse et je suis donc en mesure de vous dire que le poisson expédié de la Norvège et de l'Islande se vend sur le marché de Boston à un prix si peu élevé que le prix doit être fixé à un niveau artificiellement bas, ce qui rend la survie de l'industrie canadienne des pêches très difficile. Donc, lorsque vous parlez de la valeur du dollar canadien, n'oubliez pas que les devises européennes ont baissé de quelque 40 p. 100 par rapport au dollar canadien.

M. Yurko: Donc, vous êtes en faveur de la baisse du dollar canadien.

M. Regan: Je voulais simplement dire que c'est une question beaucoup plus complexe qu'une simple comparaison entre le dollar canadien et le dollar américain. Il y a bien entendu des avantages et des inconvénients à la fluctuation des devises. L'incidence sur le commerce de ces baisses radicales de la valeur des devises attire de plus en plus l'attention sur la scène internationale.

Pour ce qui est de votre question sur l'AEIE, je pense que les problèmes sont attribuables au retard accusé il y a un moment. Mais l'attitude face à cet organisme s'est grandement améliorée et je suis tout à fait disposé à tenir compte de vos recommandations sur le nom de cet organisme.

M. Yurko: Vous pourriez changer son nom.

Le président: *Thank you, Mr. Minister.*

[Texte]

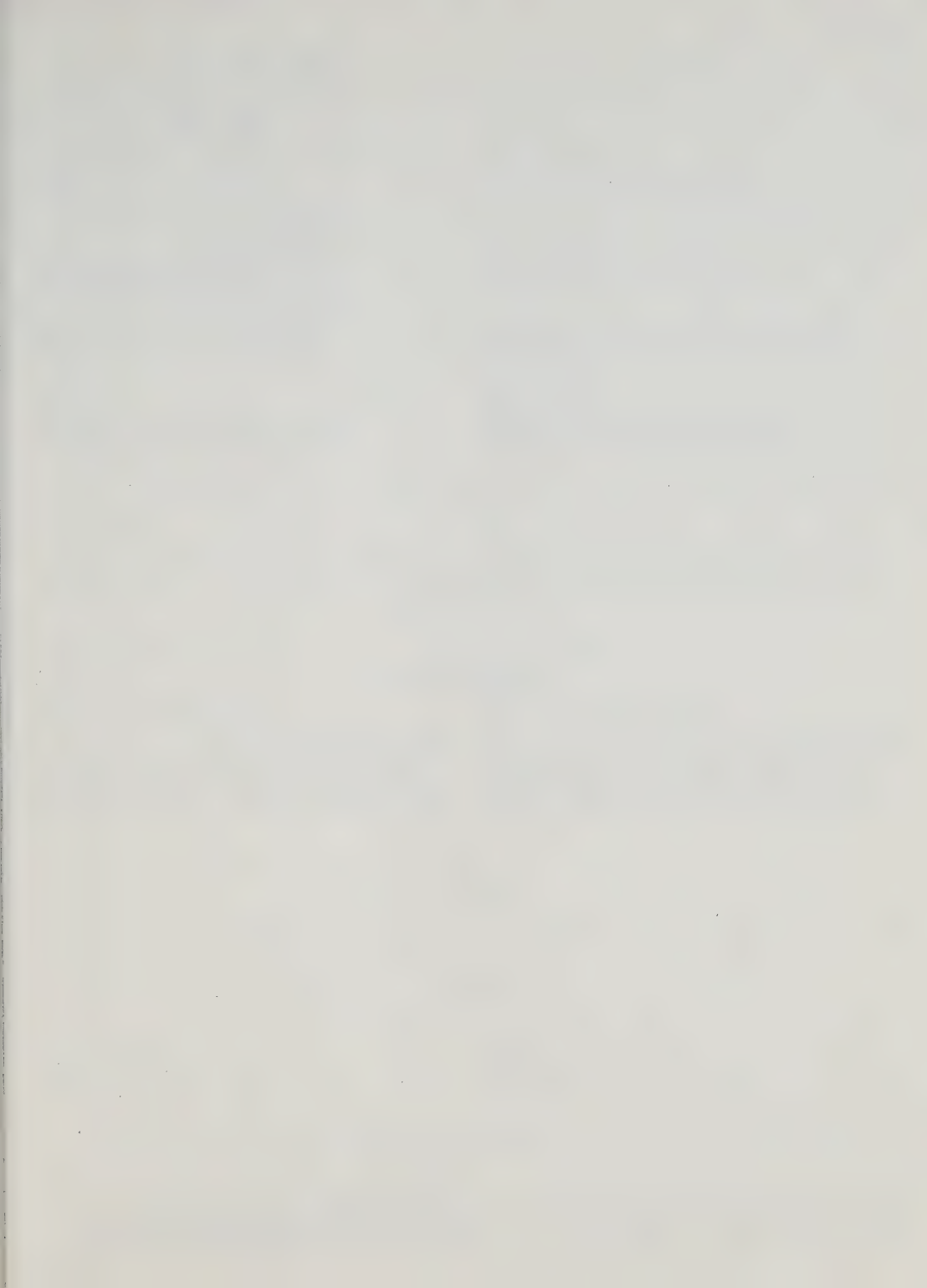
The next meeting will be next Tuesday. At 9.30 a.m. the Minister of National Defence will come back.

Thank you. *Merci.*

[Traduction]

Nous nous réunirons de nouveau mardi prochain à 9h30. Le ministre des Finances viendra de nouveau comparaître devant nous.

Merci. Thank you.





If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of External Affairs:

Mrs. Sylvia Ostry, Deputy Minister for International Trade
and Co-ordinator, International Economic Relations;

Mr. G. Shortliffe, Assistant Deputy Minister, Policy Co-
ordinator.

Du ministère des Affaires extérieures:

M^{me} Sylvia Ostry, sous-ministre du commerce extérieur et
coordonnateur des relations économiques;

M. G. Shortliffe, sous-ministre adjoint, Coordination des
politiques.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 5

Tuesday, March 27, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 5

Le mardi 27 mars 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Main Estimates 1984-85: Vote 1 under NATIONAL
DEFENCE

CONCERNANT:

Budget principal 1984-1985: crédit 1 sous la rubrique
DÉFENSE NATIONALE

APPEARING:

The Hon. Jean-Jacques Blais
Minister of National Defence

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Jacques Blais
Ministre de la Défense nationale

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1983-84Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1983-1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens
Robert Wenman

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Fred King
Claude G. Lajoie
Mike Landers
Paul-André Massé
Walter McLean
Bill McKnight
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Irénee Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson—(30)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, March 23, 1984:

Mr. Lajoie replaced Mr. Gimaïel

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 23 mars 1984:

M. Lajoie remplace M. Gimaïel.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 27 MARS 1984

(6)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit aujourd'hui à 9 h 34, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Beauchamp-Niquet, MM. Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Kilgour, Wenman et Sargeant.

Substituts présents: MM. Landers, Watson, McLean et Stewart.

Autres députés présents: MM. Munro (*Esquimalt—Saanich*) et Flis.

Comparait: L'hon. Jean-Jacques Blais, Ministre de la Défense nationale.

Témoins: Du ministère de la Défense nationale: Gén G.C.E. Thériault, Chef de l'état-major de la défense; Lgén F.J. Richard, Sous-chef de l'état-major de la défense; Cmdre E.J. Healey, Bureau de projet—Frégate canadienne de patrouille.

Le Comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 relatif au Budget principal des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbal du mardi 13 mars 1984, fascicule n° 1*).

Le Comité reprend l'examen du crédit 1 sous la rubrique DÉFENSE NATIONALE.

Le ministre fait une déclaration et avec les témoins, répond aux questions.

Il est convenu,—Que M. Laniel soit nommé président intérimaire du Comité pour la séance du jeudi 29 mars 1984, 15 h 30, et pour autres séances subséquentes, si nécessaire.

A 11 h 02, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 27, 1984

(6)

[Translation]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 9:34 o'clock a.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Kilgour, Wenman and Sargeant.

Alternates present: Messrs. Landers, Watson, McLean and Stewart.

Other Members present: Messrs. Munro (*Esquimalt—Saanich*) and Flis.

Appearing: The Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of National Defence.

Witnesses: From the Department of National Defence: Gen G.C.E. Thériault, Chief of the Defence Staff; Lgen F.J. Richard, Deputy Chief of the Defence Staff; Cmdre E.J. Healey, Project Manager CPF.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference, dated Tuesday, February 21, 1984, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 13, 1984, Issue No. 1*).

The Committee resumed consideration of Vote 1 under NATIONAL DEFENCE.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

It is agreed,—That Mr. Laniel be appointed Acting Chairman of the Committee of the reunion of Thursday, March 29, 1984, at 3:30 o'clock p.m., and of future reunions if necessary.

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, March 27, 1984.

• 0934

Le président: Messieurs, bonjour!

Jeudi de cette semaine, le président et le vice-président seront absents pour des raisons officielles. Avec votre consentement, je suggérerais de demander à M. Laniel, le député «senior» du Comité, de présider la réunion alors que M^{me} Appolloni et moi-même serons absents.

• 0935

Do you agree to both, Mr. Wenman? Is it agreed?

Mr. Wenman: Fine.

The Chairman: Therefore in my exceptional absence in 20 years on Thursday, the vice-chairman being also exceptionally absent, Mr. Gérald Laniel will chair as acting chairman according to the rules for the next meeting or meetings. Thank you very much.

We have this morning, as I always say, the pleasure of the return of the Minister.

I have a general proposal I will make to the members. Some of us were very pleased yesterday to be in Montreal for the opening ceremony of the establishment of Paramax in Montreal. That will show the beginning of this great frigate construction. I would like to propose—and it has been suggested also to me kindly by all the authorities of Paramax—that in due time, sometime in May, the committee may go to see the project itself most likely. I think it will be of great interest for members of the committee to do that kind of activity.

I would like to say that I was very pleased to represent the committee yesterday at this ceremony. I have established the kind of contacts that you expect me to on your behalf, and I shall in due time return to you with more news about this company that will be the launching of the frigate program.

I must say that I was in great company with the project manager, Commodore Healey, whom I see here today, and I hear may have some good news if people would like to question him.

So, Mr. Minister, welcome back. If you so decide you may make a statement.

I will recognize as the first questioner this morning the Hon. Member from Fraser Valley West, Mr. Wenman, followed by others.

As you know, this Thursday there will be a meeting of the Standing Committee on External Affairs and high officials of External Affairs, and we shall discuss our activities for the future.

Monsieur le ministre.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 27 mars 1984

The Chairman: Good morning, gentlemen.

The chairman and vice-chairman of this committee will be absent for official reasons on Thursday. With your approval, I suggest we ask our senior member of the committee, Mr. Laniel, to chair the committee because Mrs. Appolloni and I will be absent.

Êtes-vous d'accord, monsieur Wenman?

M. Wenman: Tout à fait.

Le président: Par conséquent, compte tenu de mon absence exceptionnelle en 20 ans, le vice-président étant également absent, M. Gérald Laniel présidera la séance de jeudi prochain conformément au Règlement. Merci beaucoup.

Ce matin, nous accueillons de nouveau le ministre.

Je voudrais maintenant présenter une proposition aux membres du Comité. Certains d'entre nous ont participé hier avec grand plaisir à la cérémonie d'inauguration de Paramax à Montréal. Cette société est responsable de la construction des frégates. Je voudrais proposer, et les cadres de Paramax me l'ont également proposé, que le Comité aille à Montréal voir ce projet, peut-être en mai. Je crois que les membres du Comité le trouveront très intéressant.

Je dois dire que j'étais très heureux de représenter notre Comité hier à cette cérémonie. J'ai établi les contacts habituels en votre nom et, en temps voulu, je vous donnerai des renseignements supplémentaires sur cette société responsable du programme des frégates.

Je dois dire que j'étais en très bonne compagnie puisque le directeur du projet, le commodore Healey, qui est ici aujourd'hui, m'accompagnait et on dit qu'il a de bonnes nouvelles à annoncer si les membres du Comité veulent l'interroger.

Monsieur le ministre, si vous le désirez, vous pouvez faire une déclaration.

Je donnerai tout d'abord la parole à l'honorable député de Fraser Valley-Ouest, M. Wenman, qui sera suivi par d'autres membres du Comité.

Comme vous le savez, jeudi prochain, les membres du Comité pourront s'entretenir avec les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et ensuite nous discuterons de nos activités à venir.

Mr. Minister.

[Texte]

L'honorable Jean-Jacques Blais (ministre de la Défense nationale): Monsieur le président, tout d'abord, je voudrais vous remercier de l'invitation que vous me faites et vous rendre la monnaie de votre pièce en vous demandant, à vous et aux membres du Comité, de vous joindre à moi et aux fonctionnaires de mon Ministère jeudi de cette semaine, alors que nous célébrerons le 35^e anniversaire de l'OTAN. La réception aura lieu, si je me souviens bien, à la pièce 200 de l'Edifice de l'Ouest.

So I invite . . .

The Chairman: At what time?

Mr. Blais: I forget what time it is. The invitation will be sent out to you. We are having a special reception in commemoration of the 35th anniversary of NATO.

Mr. Kilgour: Just on a point of order. Mr. Minister, a lot of us would very much like to go to that reception, but unfortunately we already have plans for Thursday. I wish you would give us more notice about these events.

Mr. Blais: The difficulty is that I decided relatively lately to have one and that was the date that was available. In effect it is because I will be leaving, as you may know, for Turkey on Saturday and will not be available on April 4 and I wanted to have it before the anniversary as opposed to subsequent to the anniversary.

Again, if you cannot make it, Mr. Kilgour, I am sure we will have some other occasion to invite you.

Mr. Chairman and gentlemen, it is a pleasure once again to be with you. I am of course available, with officials of my department, to answer your questions.

I have with me John Anderson, Assistant Deputy Minister, and the Chief of Defence Staff, General Thériault.

However, before we turn to your questions I would like to make just a short statement. As you may know, I have just returned from Norway where, in addition to witnessing Canadian troops participating in Avalanche Express "84", I had several discussions with political and military representatives of the Norwegian government. The exercise, Avalanche Express, one of a series of exercises which takes place every second year, is an Allied Command Europe field training exercise designed to test the ACE Mobile Force Northern Contingent, various host nation forces and external forces under winter conditions in north Norway. The forces of eight nations—Canada, the U.K., the United States, the Federal Republic of Germany, The Netherlands, Norway, Italy and Luxembourg—totalling more than 25,000 troops, come together in Troms in Northern Norway to further enhance the ACE Mobile Force deterrent value and to improve combat effectiveness of all participating forces.

[Traduction]

Hon. Jean-Jacques Blais (Minister of the Department of National Defence): Mr. Chairman, I would like first of all to thank you for your invitation and, in turn, I would like to ask you and the members of the committee to commemorate with me and my officials, the 35th anniversary of NATO next Thursday. If my memory serves me well, the reception will take place in Room 200 of the West Block.

J'invite donc . . .

Le président: À quelle heure?

M. Blais: Je ne sais plus, mais de toute façon, vous recevrez une invitation à cet effet. Nous organisons une réception spéciale en commémoration du 35^e anniversaire de l'OTAN.

M. Kilgour: Un rappel au Règlement, s'il vous plaît. Monsieur le ministre, nombre d'entre nous voudraient aller à cette réception, mais malheureusement nous ne serons pas libres jeudi. J'aurais aimé que vous nous avertissiez plus tôt de ces événements.

M. Blais: Malheureusement, ce n'est que récemment que j'ai décidé d'organiser une réception à cet effet et c'était la seule date à laquelle j'étais disponible. En effet, comme vous le savez sans doute, je pars samedi prochain pour la Turquie, je ne pourrais donc être ici le 4 avril et je voulais que cette réception ait lieu avant la commémoration de cet anniversaire et non après.

Mais si vous ne pouvez venir, monsieur Kilgour, je suis sûr que nous aurons d'autres occasions de vous inviter.

Monsieur le président et messieurs, c'est avec plaisir que je compare devant vous une nouvelle fois. Moi-même et mes collaborateurs répondront avec plaisir à vos questions.

Je suis accompagné aujourd'hui de John Anderson, sous-ministre adjoint, et du général Thériault, chef d'état-major.

Cependant, avant de passer aux questions, je voudrais faire une brève déclaration. Comme vous vous en doutez, je reviens de Norvège où je me suis entretenu à plusieurs reprises avec des représentants politiques et militaires du gouvernement norvégien en plus d'avoir assisté à la participation des troupes canadiennes au projet Avalanche Express "84". Cet exercice, Avalanche Express, qui fait partie d'exercices qui ont lieu tous les deux ans, est un exercice d'entraînement en campagne qui relève du Commandement allié en Europe et qui a pour but de tester le contingent du Nord de la Force mobile du Commandement allié en Europe, diverses forces armées des pays hôtes ainsi que des forces armées extérieures en hiver dans le nord de la Norvège. Les forces armées de huit pays, soit le Canada, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne fédérale, la Hollande, la Norvège, l'Italie et le Luxembourg, dont le total s'élève à plus de 25,000 soldats, se rencontrent à Troms dans le nord de la Norvège dans le but d'améliorer la force de dissuasion de la Force mobile du Commandement allié en Europe ainsi que la force combattive de toutes les armées participantes.

[Text]

• 0940

[Translation]

This force, which was formed in 1960 is NATO's highly mobile, conventionally armed, immediate reaction force composed of land and air components. The force is assigned to be able to deploy quickly to a threatened area of ACE, to provide a deterrent presence, to demonstrate NATO solidarity and resolve, and to work with host nation forces to strengthen the defence of the area. The Canadian contribution to this force is an infantry battalion group and one squadron of CF-5 tactical fighter aircraft. The current commander of this multinational force is a Canadian, Major-General Andrew Christie. I must say that I found my visit to this exercise to be a most interesting experience and can assure you that our troops are performing well and are gaining valuable experience from these manoeuvres.

As a matter of interest, just the morning when I visited the exercise, the Canadian battalion had successfully captured, in the exercise, an attacking battalion that it had in effect put completely out of commission. Of course the morale at the time was very high within our forces. What was more significant indeed was that the battalion that was captured was the aggressor, and the Canadian battalion indeed was the first line of defence. Subsequent to that, of course, the field opened up so I think the exercise was concluded very favourably with the involvement of the Canadian troops. I might point out to you that the Canadian participation is recognized, not only in this exercise, but in all NATO exercises, as being of the highest excellence.

In the course of this visit I also had the opportunity to discuss with the Norwegian Defence and Foreign Minister, Ministers Sjaastad and Stray, as well as the Norwegian Chief of Staff, General Hauge, a wide range of topics of mutual Norwegian-Canadian interest.

Our commitment to reinforce Norway proved, as expected, to be a dominant item on the agenda. I was most impressed with the level of interest and knowledge demonstrated by the Norwegian government and by its citizens as a whole in the Canadian forces. It is really quite nice to see one's efforts are really, truly appreciated.

We had detailed discussions on infrastructure questions and the need to ensure sufficient funds drawn from NATO common-funded programs, which are available to build facilities to store Canada's prepositioned equipment. I might point out to you that as a result of that visit, and as a result of on-going pressure that the Canadians and the Norwegians have put on the NATO authorities, we have been able to fit within the Slice 36 and hopefully when the decision is made in Brussels in May at the DPC meeting, we will have the authorization to proceed with the prepositioning infrastructure on the north flank of Norway. All indications are, that decision will be made in our favour.

Cette force, qui a été formée en 1960, est une force de réaction immédiate, hautement mobile, dotée d'armes classiques et composée de troupes terrestres et aériennes. Cette force doit pouvoir se déployer rapidement dans une région menacée du Commandement allié en Europe, y apporter une présence dissuasive, témoigner de la solidarité et de la détermination de l'OTAN, et travailler avec les forces armées des nations hôtes dans le but de renforcer la force défensive de la région en question. La contribution canadienne à cette force se compose d'un bataillon d'infanterie et d'un escadron d'avions d'appui tactique CF-5. Le commandant actuel de cette force multinationale est le major-général Andrew Christie, de nationalité canadienne. Je dois dire que mon expérience sur place a été très intéressante et je puis vous assurer que nos troupes sont efficaces et que ces manoeuvres renforcent leur expérience.

D'ailleurs, le matin même où je me suis rendu sur place, le bataillon canadien venait de capturer le bataillon d'attaque et l'avait en fait obligé à cesser le combat. Il est évident que le moral de nos troupes était alors très élevé. Ce qui est encore plus significatif c'est que le bataillon qui a été capturé était l'agresseur et le bataillon canadien représentait la première ligne de défense. Par la suite, les autres bataillons ont pu avancer et cet exercice a connu une issue heureuse grâce à la participation des troupes canadiennes. Je dois dire que la participation canadienne, non seulement à ces manoeuvres, mais dans toutes les manoeuvres organisées par l'OTAN, est considérée comme excellente.

Lors de cette visite, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les ministres norvégiens de la Défense et des Affaires extérieures, MM. Sjaastad et Stray, ainsi qu'avec le chef d'état-major norvégien, le général Hauge, avec lesquels j'ai discuté de sujets intéressant le Canada et la Norvège.

Comme prévu, l'ordre du jour a été dominé par notre engagement à renforcer la Norvège. Je dois dire que la population et le gouvernement norvégiens ont manifesté un certain intérêt et une certaine connaissance de nos troupes canadiennes qui m'ont impressionné. Il est plaisant de se rendre compte que nos efforts sont vraiment et réellement appréciés.

Nos discussions, fort détaillées d'ailleurs, ont porté sur des questions d'infrastructure ainsi que sur la nécessité de tirer suffisamment de fonds des programmes financés par l'OTAN pour construire des locaux permettant d'y entreposer le matériel canadien. À la suite de cette visite et à la suite des pressions constantes exercées par les Canadiens et les Norvégiens sur les autorités de l'OTAN, je voudrais vous informer que nous avons pu intégrer ce projet à la Tranche 36, et nous espérons que lorsque la décision sera prise à Bruxelles au mois de mai à l'occasion de la réunion du Comité des efforts de défense, nous aurons l'autorisation de procéder à la mise en place de l'infrastructure sur la côte nord de Norvège. Tout indique que cette décision sera en notre faveur.

[Texte]

We also exchanged information on the progress to date in planning and exercise—the first of its kind to be held in Norway—on the full complement of the Canadian Air-Sea Transportable Brigade Group. That exercise will take place in 1986, and plans are now proceeding for the participation of the Canadian CAST Brigade.

Finally, Mr. Sjaastad and I also took time to consider possible avenues to increase co-operation in reserve, development and production for military procurement within NATO. In general, I would say that Canada's commitment of forces to Norway is very well regarded, and that my visit, as well as Canadian participation in the exercise, is an excellent reminder and reaffirmation of the seriousness with which Canada views this commitment.

• 0945

When I was flown into north Norway, I can tell you that it became very apparent as to why Canadian troops were so efficient in that area and why there was a requirement for our presence in a dedicated mode. It is because the area is very similar to the area we find on the West coast of Canada and also on the East coast of Canada, with conditions very similar to those I find in northern Ontario. Indeed, the presence of the Canadian troops there is an essential ingredient. As you may have noted from your knowledge of geography, the north portion of Norway is directly adjacent to the Kola Peninsula of the USSR. Indeed, during the Second World War there had been penetration right down to the area that is being envisaged by the USSR in their efforts to complete the military operations that resulted in the defeat of the Third Reich.

That is my statement, Mr. Chairman. I would be pleased to receive questions.

The Chairman: Thank you.

Mr. Wenman, followed by Mr. Robinson and Mr. Landers.

Mr. Wenman: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, first may I express my appreciation to yourself and to your staff for the assistance I have received everywhere I have travelled in the briefing process. The officials have been, in many cases, open and forthcoming in a very positive, non-partisan manner. I am sure you would have been proud of them, as I was, for the assistance they gave me in obtaining these briefings. So thank you very much for that.

Mr. Blais: Thank you, Mr. Wenman; but I am not surprised.

Mr. Wenman: Let me ask you a few questions; first, regarding the low level air defence. I am pleased, again, to see that unlike your predecessor, who was defending the vintage low force guns for low level air defence, you no longer have to defend them and, in fact, are now calling for proposals for replacements. The proposal states that the contract's awarding date will be January 1986. What is the required operational date?

[Traduction]

Nous avons également échangé des informations sur l'état d'avancement de la planification et des manoeuvres, les premières à se dérouler en Norvège, de la Brigade du groupement de combat canadien transportable par air et par mer. Ces manoeuvres auront lieu en 1986 et tout indique que la Brigade du groupement de combat canadien transportable par air et par mer y participera.

Enfin, M. Sjaastad et moi-même avons étudié les moyens d'accélérer la coopération dans le domaine des réserves, du perfectionnement et de la production liés aux achats militaires au sein de l'OTAN. En général, je dois dire que l'envoi de troupes canadiennes en Norvège est vu d'un très bon oeil et que ma visite, ainsi que la participation canadienne aux manoeuvres, a permis de rappeler et de réaffirmer la détermination du Canada en la matière.

Lorsque je me suis rendu dans le nord de la Norvège, je puis vous dire que l'on pouvait facilement expliquer pourquoi les troupes canadiennes étaient si efficaces dans cette région et pourquoi notre présence continue était devenue une nécessité. C'est justement parce que cette région ressemble beaucoup aux régions situées le long de la côte ouest du Canada et également de la côte Est, les conditions climatiques étant très semblables à celles que l'on trouve dans le nord de l'Ontario. De fait, la présence des troupes canadiennes est essentielle. S'il vous reste quelques notions de géographie, le nord de la Norvège touche la péninsule de Kola qui appartient à l'Union soviétique. D'ailleurs, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique s'était infiltrée dans cette région pour y compléter ses efforts militaires qui ont abouti à la défaite du Troisième Reich.

Voilà ce que je voulais dire, monsieur le président. C'est avec plaisir que je répondrai maintenant aux questions.

Le président: Merci.

M. Wenman, suivi de M. Robinson et de M. Landers.

M. Wenman: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, permettez-moi tout d'abord de vous remercier ainsi que votre personnel de l'aide que j'ai reçue partout où je suis passé. Dans de nombreux cas, vos collaborateurs se sont montrés ouverts sans faire preuve d'esprit de parti. Je suis sûr que vous auriez été très fier d'eux, comme moi je l'étais, car ils m'ont vraiment aidé lors de ces séances d'information. Merci beaucoup.

M. Blais: Merci, monsieur Wenman, mais cela ne me surprend pas.

M. Wenman: Permettez-moi de vous poser quelques questions; je voudrais commencer par la défense aérienne à basse altitude. Je suis ravi de constater que, contrairement à votre prédécesseur qui était partisan des canons à faible puissance pour la défense aérienne à basse altitude, vous n'en êtes pas partisan et vous procédez même à des appels d'offres pour que ces canons soient remplacés. D'après l'annonce, la date d'octroi de ce contrat est fixée au mois de janvier 1986. Quand devront-ils entrer en service?

[Text]

Mr. Blais: We were hopeful we would have them in place by 1987, fully operational. That is perhaps a realistic time. They will largely be, as we can see, off-the-shelf equipment and therefore the time required for developmental procedures will be very small indeed.

Mr. Wenman: In other words, you are going to be placing \$38 million planes into this field of operation prior to your capacity to defend them with low level defence systems?

Mr. Blais: There is a hope we will be able to have the low level air defences as soon as practicable after the aircraft is put in place. However, there will be, as you pointed out, a period of time during which the aircraft will be stationed without the more modern form of low level air defence.

Mr. Wenman: As you look towards the proposals . . . By the way, would it be possible to gain a copy of the specifications required for the proposals?

Mr. Blais: I am always a bit concerned about letting the specifications out, generally, until such time as the contracting process has been completed, for obvious reasons. Undoubtedly, there may be some arrangement that could be made in terms of making those available on a confidential basis.

But I might point out to you, Mr. Wenman, simply to make some precision, there was always a knowledge that there would be a dichotomy, or at least there would be a period of time during which low level air defence equipment would not be available for the CF-18. But it was a question, of course, of prioritizing our capital expenditures. We felt there was a need to have the CF-18s in place as rapidly as possible in order to provide ourselves with the sort of defence NATO requires.

• 0950

Mr. Wenman: My concern would be that in fact it has been a fault of the government that they have not been phased on some basis or prioritized on some basis to put Canada's major acquisition at risk. So I just wanted to express that concern to you today.

Mr. Blais: I might point out, Mr. Wenman, that those decisions were made largely at the time when your party was in power, in 1979-80, when there was a review of the CF-18 program and the identification of the capital priorities. Those were the years, if you recall, when your government, or at least the government of the previous party—the previous government—had cut off about \$150 million from the capital expenditures as a cost savings measure.

Mr. Wenman: Of course it is fortunate our government did have that brief period of time so this new thrust in capital acquisition could be forwarded, as it was during that time.

Mr. Blais: It was not . . .

Mr. Wenman: The political will and so forth were established. At any rate, we will worry about that next time. Let us get back to some specific questions here.

On the nature of the low-level defence, is it your understanding that the low-level defence missile system will in fact be tracked? Will it be on track or not on track? In other

[Translation]

M. Blais: Nous espérons qu'ils entreraient en service d'ici 1987. Cette date est réaliste. Comme vous pouvez le constater, ce sera en grande partie du matériel déjà équipé et par conséquent, le délai attribué à l'équipement de ce matériel ne sera pas long.

M. Wenman: En d'autres termes, vous allez lancer des avions à 38 millions de dollars avant de pouvoir les défendre avec des systèmes de défense à basse altitude?

M. Blais: Nous espérons que les avions seront équipés de systèmes de défense aérienne à basse altitude dès qu'ils seront mis en service. Cependant, comme vous l'avez dit, il y aura un délai au cours duquel les avions ne seront pas équipés de ces systèmes modernes de défense aérienne à basse altitude.

M. Wenman: En examinant cet appel d'offres . . . D'ailleurs, pourrait-on obtenir un exemplaire des caractéristiques que vous recherchez?

M. Blais: En général, je ne dévoile pas les détails techniques tant que les contrats n'ont pas été octroyés et ce, pour des raisons évidentes. Mais on pourrait peut-être vous les donner à titre confidentiel.

Mais permettez-moi de vous signaler, monsieur Wenman, à titre de précision, que tout le monde savait que les CF-18 ne seraient pas équipés immédiatement des systèmes de défense aérienne à basse altitude. Mais il fallait évidemment établir la priorité de nos dépenses d'équipement. Nous avons alors estimé que les CF-18 devaient être mis en service dans les meilleurs délais dans le but de nous doter du système de défense requis par l'OTAN.

M. Wenman: En fait, je pense que le gouvernement a fait une erreur dans la mesure où ces avions n'ont pas été mis en service selon un programme précis ou qu'une priorité appropriée n'a pas été établie rendant ainsi vulnérable l'acquisition par le Canada de ces avions. Cela me préoccupe et je voulais vous en faire part aujourd'hui.

M. Blais: Permettez-moi de vous informer, monsieur Wenman, que ces décisions ont été prises lorsque votre parti était au pouvoir, en 1979-1980, époque à laquelle le programme CF-18 était étudié et où les priorités en matière de dépenses d'équipement ont été établies. Si vous vous souvenez bien, c'était l'époque où votre gouvernement, le gouvernement précédent, avait réduit les dépenses d'équipement de 150 millions de dollars pour des raisons d'économie.

M. Wenman: Heureusement que notre gouvernement a pu en profiter pour donner le coup de pouce à cette acquisition, comme nous l'avons fait à cette époque.

M. Blais: Ce n'était pas . . .

M. Wenman: La volonté politique y était. De toute façon, nous nous en préoccuperons la prochaine fois. Revenons-en aux questions.

Pour ce qui est de la défense à basse altitude, pensez-vous que les missiles de défense à basse altitude seront suivis? Seront-ils pistés ou non? En d'autres termes, seront-ils mobiles

[Texte]

words, will it be mobile, will it not be mobile? What level of flexibility are you going to provide for your low-level defence?

Mr. Blais: We are still at the stage where we are looking at a large number of potential systems, and until such time as we make our decision relating to what we consider to be the best system or at least the best specifications relating to any of the available systems, I would not want to comment further on it.

Mr. Wenman: Is there any guesstimate on this expenditure of money; say \$600 million? How many jobs will that create in Canada?

Mr. Blais: As you well know, since the Leopard procurement, which was commenced back when the Liberal government in 1974-75 started the capital equipment replacement program with its real thrust, there has been a recognition that the defence industrial base in Canada was not able to supply all our requirements. We undertook the policy of securing offsets in our military procurement to ensure that any amounts that were expended for military hardware could also be translated into jobs, if not in the creation of the particular hardware, then in industrial offsets in other areas of industrial activity within Canada. That program, that policy, was followed and improved with the Long Range Patrol Aircraft; was further refined and improved with the CF-18; has made tremendous advances within the frigate program; and indeed, within the low-level air defence we will be still refining the program in terms of the total procurement.

Mr. Wenman: What would your expectation be as a percentage of the \$600 million that might be in fact reclaimed industrial offsets in Canada?

Mr. Blais: If you consider the historical figures we have identified in other regions, in other programs, you can extrapolate that analysis. I do not have the figures now, but I am sure we can give you some rule of thumb, and if you want me to work out some figures, I will work them out.

Mr. Wenman: I would be interested in a rule of thumb from yourself on what measure of expectation you would expect from the \$600 million—roughly; just roughly.

Mr. Blais: I do not want to deal with rough figures, because when you deal with job creation, especially in this environment, it tends to be given a high level of credibility, and I would want to work out the figures before I advanced them.

Mr. Wenman: In your proposal, did you in fact stress industrial offset?

Mr. Blais: I stress industrial offset in all my proposals. Sometimes I am criticized by your party for doing so.

Mr. Wenman: Certainly our party would be pleased to see jobs created in Canada by any method possible. We would hate to think any opportunity was missed.

Mr. Blais: We did so in the Small Arms Replacement Program, and it seems to me your other critic was not very appreciative of my efforts.

[Traduction]

ou non? Quel degré de flexibilité allez-vous accorder à votre défense à basse altitude?

M. Blais: Pour l'instant, nous étudions toujours un certain nombre de systèmes potentiels et tant que nous n'aurons pas décidé du meilleur système ou du moins des meilleures caractéristiques de ces systèmes, nous n'en parlerons pas.

M. Wenman: À combien se chiffrera cette dépense; 600 millions de dollars? Combien d'emplois ce projet va-t-il créer au Canada?

M. Blais: Comme vous le savez fort bien, depuis l'acquisition des Léopards, lorsque le gouvernement libéral en 1974-1975 a véritablement lancé le programme de remplacement du matériel, nous nous sommes rendu compte que l'industrie canadienne de défense ne pourrait pas répondre à tous nos besoins. Nous avons donc décidé que, dans le cadre de nos achats militaires, nous nous assurerions que toute dépense consacrée à l'achat de matériel militaire pourrait également se traduire en création d'emplois puisque nous ne pouvions pas fabriquer ce matériel, ainsi qu'en compensation industrielle dans d'autres secteurs industriels du Canada. Cette politique a été poursuivie et améliorée lors de l'acquisition des avions de reconnaissance à long rayon d'action puis lors de l'acquisition des CF-18 et lors du lancement du programme de construction des frégates. Et d'ailleurs, nous peaufinerons encore cette politique lors de l'acquisition des nouveaux systèmes aériens à basse altitude.

M. Wenman: À votre avis, quel pourcentage de ces 600 millions de dollars pourrait se traduire en compensation industrielle au Canada?

M. Blais: Si vous étudiez les statistiques s'appliquant à d'autres secteurs, à d'autres programmes, vous pouvez les extrapoler pour ce programme-ci. Je n'ai pas les chiffres exacts ici avec moi, mais je suis sûr que nous pouvons vous donner un chiffre approximatif et si vous voulez que je le fasse, je le ferai.

M. Wenman: Oui, je voudrais que vous me donniez un chiffre approximatif sur le pourcentage de ces 600 millions de dollars auquel on peut s'attendre.

M. Blais: Je ne voudrais pas vous donner de chiffre approximatif, car lorsqu'il s'agit de création d'emplois, et en particulier à notre époque, on a tendance à y accorder un degré de crédibilité élevé et je ne voudrais pas vous donner de chiffre avant que je n'en ai fait le calcul.

M. Wenman: Dans l'appel d'offres que vous avez lancé, avez-vous mis l'accent sur les compensations industrielles?

M. Blais: Je l'ai fait dans tous les appels d'offres que j'ai lancés. Je suis même parfois critiqué par votre parti parce que je le fais.

M. Wenman: Il ne fait aucun doute que notre parti sera ravi de constater que des emplois sont créés au Canada, et ce, par n'importe quel moyen. Nous ne voudrions pas apprendre qu'une occasion de créer des emplois aurait été ratée.

M. Blais: C'est ce que nous avons fait lors du lancement du Programme de remplacement des armes portatives et il me

[Text]

Mr. Wenman: I will move away from specifications. I would like more details on that, but just to cover several areas very quickly here, I will move briefly to north warning modernization. Can the Minister give me a suggestion as to the projected costs for this particular program and is it in the broad range between . . . ? Is there any settling in the negotiations, where that might be at the present time, from initial projections?

• 0955

Mr. Blais: Mr. Wenman, I know you have followed that negotiation very closely. I want to guarantee that the amount of investment that we will make in that program is going to be in the interest of Canadian participation and, of course, the greatest significance in terms of our total capital budget. I do not want to say anything more in terms of the total cost nor of our participation until such time as our negotiations are completed.

Mr. Wenman: Are we being successful in negotiating a larger package, if in fact we are, a larger package of somewhere over \$1 billion? If in fact we are negotiating that, we are going to have to plan that within our financial structure here, because whether it is 5%, 10%—whatever the percentage is that we may in fact contribute, it will have to be planned for. What broad range do you have in your mind? Does our budget have a capacity to accept the larger package, including the forward basing, including the . . . ?

Mr. Blais: What we have done is set aside within our financing package a notional amount, and that amount is basically a notional figure. It is not the final figure, because in effect we will not know what the final figure is until such time as the negotiations are completed. The amount will, of course, depend upon what we can get in terms of our total participation.

Mr. Wenman: What is that figure? Can I find it anywhere in the estimates?

Mr. Blais: It is not in the estimates because, of course, there has not been the identification of the posts for expenditures in that respect, but we have it within the projected expenditures of the department.

Mr. Wenman: How many jobs will be created by this expenditure of \$700 million, \$800 million or \$1.4 billion, whatever it should be?

Mr. Blais: It will depend again on the success of our negotiations, in terms of what the expenditure will be invested in. If it is in construction, of course, the jobs will be at the front end. If it is in higher research and development or in developing more sophisticated equipment or participating in more sophisticated enterprises within the north warning, of course, the jobs will be spread over a longer period of time and the spin-offs will be greater. So it is very difficult at this stage to start identifying exactly what the numbers will be and when they will be felt within the Canadian economy.

Mr. Wenman: What is the time format?

[Translation]

semble que votre autre critique de la défense n'avait pas beaucoup apprécié mes efforts.

M. Wenman: Je ne m'attarderai plus sur les détails techniques. J'aimerais davantage de détails là-dessus, mais je voudrais vous poser d'autres questions et notamment une sur la modernisation du système d'alerte dans le Nord. Le ministre peut-il me donner une idée du coût prévu pour ce programme, en ordre de grandeur? Ce coût a-t-il évolué depuis le début des négociations?

M. Blais: Monsieur Wenman, je sais que vous avez suivi ces négociations de très près. Je tiens à vous garantir que notre investissement sera fonction de notre participation et que l'incidence sur notre budget total sera très grande. Je m'abstiendrai de vous en dire plus tant que les négociations ne seront pas terminées.

M. Wenman: Nos chances de négocier une participation s'élevant à plus d'un milliard de dollars sont-elles réelles? Si tel est le cas, il nous faudra planifier en fonction de notre structure financière car qu'il s'agisse de 5, 10 p. 100, quelle que soit notre contribution éventuelle, il nous faudra tirer des plans en conséquence. Quelles sont, en gros, vos prévisions? Notre budget est-il en mesure de répondre à une telle participation, y compris . . . ?

M. Blais: Nous avons prévu dans notre budget total une dépense correspondant à une somme tout à fait arbitraire. Cette somme, bien entendu, sera fonction de notre participation totale.

M. Wenman: Quelle est cette somme? Puis-je la trouver dans les prévisions budgétaires?

M. Blais: Elle ne figure pas dans les prévisions budgétaires car, bien entendu, nous ne lui avons pas assigné de poste de dépenses particulier, mais elle est incluse aux prévisions de dépenses du ministère.

M. Wenman: Combien d'emplois seront créés par cette dépense de 700 millions, 800 millions ou 1.4 million, quelle que soit la somme?

M. Blais: Une fois de plus, cela sera fonction du succès de nos négociations. Si nous participons à la construction, il est certain que des emplois seront tout de suite créés. Si nous participons à la recherche et au développement ou à la mise au point de matériel plus sophistiqué pour ce réseau, bien entendu, ces emplois seront à plus long terme et les retombées économiques seront plus grandes. Il est donc très difficile pour le moment de citer des chiffres exacts et de préciser leur incidence sur l'économie canadienne.

M. Wenman: Quel est le calendrier?

[Texte]

Mr. Blais: I am hopeful that we will be able to complete the negotiations well within the next six months or so.

Mr. Wenman: Within the next six months.

The Chairman: Your last question for the time being, Mr. Wenman, please.

Mr. Wenman: All right.

Mr. Blais: Of course that depends a great deal as well on the success the Americans have in terms of getting their program through Congress.

Mr. Wenman: I would like you to comment on a first use of nuclear weapons within NATO, particularly as it relates to small tactical nuclear weapons . . . The reality of the placement of land mines and small tactical nuclear weapons causing almost an automatic escalation, at least, to tactical nuclear . . . in the early stages of any aggression. Would the Minister comment on the first-use controversy and give assurances to us, one way or the other—whatever Canada's feeling is on this aspect.

Mr. Blais: Are you speaking of first use conventional or first use nuclear?

Mr. Wenman: First use nuclear.

Mr. Blais: As you know, there is the . . .

Mr. Wenman: Could I just give you . . .

Mr. Blais: Yes.

Mr. Wenman:—two or three here, and then you can answer them all in one unit.

The second aspect of this line I would like you to comment on is Mr. Kissinger's aspect regarding burden sharing, the concern that the 3% NATO target is not being met by many nations in Europe. Do you have concern, and how much do you anticipate would be required, both internationally and nationally, for Canada to close the conventional gap in order to raise the nuclear threshold?

Mr. Blais: In terms of your first question, as you know, two policies have been espoused by NATO. The first is forward defence and the second is flexible response.

• 1000

About the second, about flexible response, it implies that in the event that there is . . . it provides flexibility in what response NATO as a defensive alliance would make in the event of aggression by the Warsaw Pact nations. That flexibility, of course, is there to avoid, as possible, the use of nuclear force. That has been the policy NATO has advanced from the very, very beginning; and it is still the valid policy that is being followed by NATO allies.

About burden-sharing, that has been expressed by Mr. Kissinger. Of course Mr. Kissinger has written an article that you are undoubtedly referring to, in which he claims some deep divisions within NATO and refusal by NATO allies to share the burden of their own defence and within the European

[Traduction]

M. Blais: J'espère que les négociations aboutiront d'ici six mois au plus tard.

M. Wenman: D'ici six mois.

Le président: Votre dernière question pour le moment, monsieur Wenman, s'il vous plaît.

M. Wenman: Très bien.

M. Blais: Bien entendu, beaucoup dépend également du succès des Américains à faire adopter ce programme par le Congrès.

M. Wenman: J'aimerais que vous me disiez ce que vous pensez de la première utilisation d'armes nucléaires au sein de l'OTAN, et plus particulièrement de la première utilisation des petites armes nucléaires tactiques . . . Il est évident que la mise en place de mines terrestres et de petites armes nucléaires tactiques entraîne presque automatiquement leur utilisation en cas d'agression, tout au moins, au début. Le ministre voudrait-il nous dire ce qu'il pense de la controverse sur la première utilisation et nous donner des assurances, d'une manière ou d'une autre, quelle est la position du Canada à ce sujet?

M. Blais: Vous voulez parler de la première utilisation d'armes conventionnelles ou d'armes nucléaires?

M. Wenman: Nucléaires.

M. Blais: Comme vous le savez, il y a . . .

M. Wenman: Pourrais-je . . .

M. Blais: Oui.

M. Wenman: . . . vous poser deux ou trois questions à ce sujet et vous pourriez y répondre en bloc.

Viennent s'ajouter à cette question les commentaires de M. Kissinger concernant la participation des alliés, nombre de pays européens ne consacrant pas les 3 p. 100 fixés par l'OTAN. Quel effort devrait faire le Canada sur le plan conventionnel pour faire monter le seuil nucléaire?

M. Blais: Pour répondre à votre première question, vous n'ignorez pas que l'OTAN a deux politiques. La première est celle de la défense avancée et la deuxième est celle de la riposte graduée.

La deuxième offre un choix de riposte à l'OTAN, alliance de défense, en cas d'agression par les pays du Pacte de Varsovie. Cette possibilité de choix a pour but, bien entendu, d'éviter autant que possible le recours à l'arme nucléaire. C'est la politique de l'OTAN depuis le tout début, elle est toujours valable et approuvée par les membres de l'OTAN.

Maintenant, la participation dont a parlé M. Kissinger. M. Kissinger a écrit un article auquel vous faites sans nul doute allusion dans lequel il dénonce de graves divisions au sein de l'OTAN et le refus de certains membres à assumer la part de leur propre défense dans le contexte européen. Le futur

[Text]

context. Well, he was taken to task by the Secretary General-designate of NATO, who said, and quite truly, that in effect there have been allegations of deep divisions within NATO for a large number of years; indeed, since NATO was formed. While there are differences, of necessity when you have an alliance of 16 liberal democracies, each with their own oppositions within their own nations, and each with their own perceptions of national interest, it has still been pretty remarkable, for the last 35 years, that that particular alliance has been able to maintain its solidarity, maintain a common view, maintain a common thrust in collective defence. That was manifest in my viewing the exercises in north Norway last week, where you saw eight countries participating with—when I told you there 25 land troops, there were over 42,000 military personnel engaged in a joint exercise involving air, sea, and land, and they were co-ordinating their activities in a very exemplary manner; and that shows, to my mind, an ability of an alliance such as NATO to work together and to work very hard together.

About burden-sharing, of course we get criticized as Canadians because in certain instances there is a perception that our expenditures as a percentage of our GNP are not sufficiently high. Other criticism is directed to other NATO partners, for like reasons. There have been indications by SACEUR, who is the Supreme Allied Commander in Europe, that he would like to see an increase in the level of defence expenditures by all members, so that the increase would be 4% in real terms, as opposed to 3% in real terms.

Those are ongoing discussions and debates that go on within the alliance, Mr. Wenman, as you know very well; and they will go on within the alliance, because effectively the Americans spend 7% of their GNP on defence. Sometimes there are some reactions within the United States relating to the level of expenditures. But then you will get the other argument from the European allies, who say yes, but it is all American hardware that we are buying.

Mr. Wenman: Where do you fall in the argument?

Mr. Blais: We fall very well within the argument, because Canada always has played a unifying role within the alliance, and will continue so to do.

About how much is required to raise the nuclear threshold, it all depends on whether we are successful in the CDE and in the MBFR in reducing the level of conventional arms amongst the Warsaw Pact nations. If we are able to reduce the level of nuclear arms, then we will not have to increase to a greater level the level of conventional arms within the NATO alliance. If the NATO allies decide that it is impossible to get an effective reduction in the level of conventional arms in the Warsaw Pact through the MBFR, then of course substantial expenditures will have to be made by all NATO partners to increase the level of conventional arms. But it is impossible to say now, until such time as we see what progress we are making within the MBFR.

[Translation]

secrétaire général de l'OTAN a rappelé que ces prétendues divisions au sein de l'OTAN ont toujours existé et ce depuis sa formation. Bien qu'il y ait toujours eu des divergences, divergences inévitables s'agissant de l'alliance de 16 démocraties libérales, possédant chacune leurs propres oppositions, chacune leurs propres perceptions de leur intérêt national, il reste remarquable qu'au cours des 35 dernières années, cette alliance ait réussi à maintenir sa solidarité, une vision commune et un effort commun de défense collective. J'en ai eu la démonstration lors des exercices dans le nord de la Norvège la semaine dernière où j'ai pu voir huit pays participer—je vous ai dit qu'il y avait 25 brigades terrestres, plus de 42,000 militaires participant à un exercice conjoint dans les airs, en mer et sur terre, et la coordination était exemplaire. Cela démontre la capacité de coopération dans des conditions difficiles d'une alliance comme l'OTAN.

Il est vrai que nous sommes critiqués car certains estiment que le pourcentage de notre PNB consacré à nos dépenses militaires n'est pas suffisamment élevé. Ces mêmes critiques sont adressées à d'autres membres de l'OTAN pour des raisons similaires. Le Commandement suprême allié en Europe aimerait que tous les membres augmentent leurs dépenses de défense et que cela corresponde en termes réels à 4 p. 100 plutôt que 3 p. 100.

Vous n'ignorez pas, monsieur Wenman, que ce débat est permanent au sein de l'Alliance. Il n'est pas près de disparaître car il est vrai que les Américains consacrent 7 p. 100 de leur PNB à la défense. Il est inévitable que certains aux États-Unis s'en plaignent de temps en temps. Cependant, de l'autre côté, vous avez l'argument des alliés européens qui disent, d'accord, mais tout le matériel que nous achetons est américain.

M. Wenman: Quelle est votre position?

M. Blais: Notre position est médiane car le Canada a toujours joué un rôle unificateur au sein de l'Alliance et continuera à le jouer.

Que ferait-il pour relever le seuil nucléaire? Tout dépend du succès des négociations en matière de désarmement et de réduction mutuelle et équilibrée des forces, c'est-à-dire de notre succès à faire réduire l'arsenal d'armes conventionnelles détenu par les pays du Pacte de Varsovie. Si nous parvenons à faire réduire l'arsenal nucléaire, il ne sera pas alors autant nécessaire de faire augmenter l'arsenal conventionnel des membres de l'OTAN. Si les alliés constatent l'impossibilité de faire véritablement réduire l'arsenal conventionnel des pays du Pacte de Varsovie par la négociation d'une réduction mutuelle et équilibrée des forces, bien entendu, les membres de l'OTAN devront faire des dépenses importantes pour accroître leur arsenal conventionnel. Tant que ces négociations ne seront pas terminées, il sera impossible de se prononcer.

[Texte]

[Traduction]

• 1005

The Chairman: Thank you. Next on the list is the official critic of the New Democratic Party, the member from Selkirk—Interlake, Mr. Sargeant, followed by Mr. Robinson.

Mr. Sargeant: Thank you, Mr. Chairman.

I hope when the Minister referred to liberal democracies he was using that adjective in a generic sense and not with a capital L.

Mr. Blais: Whichever sense is more advantageous.

Mr. Sargeant: I would like to ask the Minister a few questions about the incident at Round Lake, with the parachute injuries, the incident that took place a couple of months ago. I wrote the Minister I think at least one letter on the issue and had a very satisfactory answer to the particular questions I asked in that letter. I have a few more questions at this time.

First of all, it is a little alarming that so many people were injured, some of them, I believe, fairly seriously. Perhaps I can just lump three or four questions together and the Minister can answer them all at one time. First of all, had these jumpers been properly trained and briefed for night jumping?

Secondly, I understand that there were two different jumps, one in the morning and one in the evening, and that in the morning one there were some 24 injuries and then later on in the evening another dozen or so injuries. Given that there were so many in the morning, why were the exercises not stopped after these first injuries? I ask that particularly in light of the fact that it took a number of days before a public explanation was provided as to what caused them, which leads one to believe perhaps the people running the exercise were not sure at first, or for a few days, of exactly what had caused the injuries. Why was not the second jump postponed or cancelled until they found out exactly what had gone wrong with the first one?

Also, I understand that because of the large number of injuries in the morning it took quite some time for rescue helicopters to pick up the injured jumpers. I also understand that some of them even suffered frostbite while they were waiting on the lake for the choppers to pick them up.

Given that, if that was indeed the case, in the case of the evening jumps were proper arrangements in place to ensure that this did not happen a second time?

Mr. Blais: Is that it?

Mr. Sargeant: I will cut off there.

Mr. Blais: In terms of briefing and training the personnel, of course all personnel are briefed very thoroughly before individual jumps.

In terms of training, there are various levels of training in terms of the total number of jumpers. If my memory serves me, there were close to 900 jumpers during the exercise... I stand to be corrected on that, I am speaking from memory—and indeed there were a large number of jumps during the

Le président: Merci. Le suivant sur ma liste est le critique officiel du Nouveau parti démocratique, le député de Selkirk—Interlake, M. Sargeant, suivi de M. Robinson.

M. Sargeant: Merci, monsieur le président.

J'espère que lorsque le ministre a parlé de démocraties libérales il a utilisé cet adjectif dans son sens générique et non pas avec un L majuscule.

M. Blais: Dans le sens le plus avantageux.

M. Sargeant: J'aimerais poser quelques questions au ministre au sujet de l'incident au lac Rond, des parachutistes blessés lors de cet incident qui est survenu il y a un ou deux mois. Je crois avoir écrit au ministre au moins une lettre à ce sujet et la réponse qui m'a été faite était très satisfaisante. Cependant, j'aurais encore quelques questions supplémentaires à poser.

Premièrement, il est un peu alarmant que tant de personnes aient été blessées, dont certaines, je crois, assez gravement. Je me permettrai de grouper trois ou quatre questions et le ministre pourra y répondre en bloc. Premièrement, ces parachutistes avaient-ils été bien entraînés et renseignés sur les sauts de nuit?

Deuxièmement, je crois comprendre qu'il y a eu deux sauts différents, un le matin et un le soir et que le matin il y a eu près de 24 blessés et plus tard le soir une douzaine de plus. Étant donné qu'il y en a tant eu le matin, pourquoi n'a-t-on pas mis fin à ces exercices après ces premières blessures? Si je pose cette question, c'est parce qu'il a fallu un certain nombre de jours avant qu'une explication publique ne soit donnée quant à leur cause, ce qui peut inciter certains à penser que les responsables de cet exercice n'ont pas tout de suite su exactement ce qui avait provoqué ces blessures. Pourquoi le deuxième saut n'a-t-il pas été reporté ou annulé jusqu'à ce que les causes des incidents du premier soient déterminées?

Je crois également savoir qu'à cause du grand nombre de blessures le matin, il a fallu un certain temps aux hélicoptères de sauvetage pour ramasser les blessés. Je crois également savoir que certains d'entre eux ont souffert d'engelures en attendant sur le lac que les hélicoptères viennent les ramasser.

Compte tenu de tout cela, si tel a vraiment été le cas, lors des sauts du soir, des dispositions appropriées ont-elles été prises pour s'assurer qu'il n'y ait pas répétition de ces incidents?

M. Blais: C'est tout?

M. Sargeant: Je m'arrêterai là pour le moment.

M. Blais: Pour ce qui est de l'entraînement et des séances d'information du personnel, il est certain que tout le personnel participe à de telles séances avant chaque saut.

Pour ce qui est de l'entraînement, tous les parachutistes ne sont pas du même niveau. Si ma mémoire est exacte, près de 900 parachutistes ont participé à cet exercice—je parle de mémoire et je peux me tromper—et il y a eu un grand nombre de sauts pendant toute la durée de l'exercice—si bien que

[Text]

total exercise, so within the total number of jumpers there were some with more experience than others. But the fact is that the jumping itself is part of the training, so for a jumper to be trained he has to jump. It is the old chicken and egg issue.

In this instance they were, in effect, properly briefed and there was a decision made that the jumping could be carried through safely. It is true that there was a higher number of injuries in this instance than is normal, because the percentage of injuries in normal instances is very low. During the whole of a jumping year, if memory serves, there could be as few as 10 sprained ankles or other relatively light injuries. In this instance of the 38, most of them were light injuries, not serious ones requiring hospitalization. Seven injuries required hospitalization. Of those, two were not as a result of landing—in the sense of landing in a normal way or within the normal exercise... but as a result of an entanglement of parachutes and of there being collisions while the jumpers were coming down and their not releasing their packs in time to be able to make a landing that was safer, because they did not know when the ground was coming up to them. That was one of the difficulties encountered. I might point out to you that as I understand it all the jumpers have now been released from hospital, even though one of them there was speculation in the press that he would be in there for a long period of time. The re-establishment has been prompt, and as I understand it the releases have all been effected.

• 1010

In terms of why we did not cancel the other jumps is because there were a long series of jumps. There was not one jump in the morning and one at night. It was an ongoing series of jumps during a given period of time that had been planned, and the weather conditions did not change such as would justify cancelling the jump. As I explained to you in the letter, it was basically a concurrence or a coincidence of a number of factors, including the nature of the lake upon which the landing was effected; the time when the jump took place where the injuries were experienced; the sort of difficulty in establishing where the ground was by the jumpers, and the lack of experience of jumpers. All those things came into place at a coincident time.

In terms of not cancelling, it was because there was no need to cancel, and that was proved in the long term, because the level of injuries was concentrated in a relatively short period of time.

In terms of the rescue helicopters, that is one you have got me on. I really do not know what—I am not aware of any frostbite. The weather was not very cold at the time the jump took place. That there would not have been rescue helicopters there in time to pick them off is a surprise to me. It is not something that has been drawn to my attention before, probably because it has not occurred, but I will check and make sure you get all the information you require.

Mr. Sargeant: The reason that came out was that it was difficult to perceive the heights they were at because of the light at that time of, I believe, the early morning, is that a

[Translation]

certaines de ces parachutistes avaient plus d'expérience que d'autres. Il reste que sauter fait partie de l'entraînement et que pour s'entraîner un parachutiste doit sauter. C'est la vieille histoire de l'oeuf et de la poule.

Dans ce cas particulier, il y a eu séance d'information et il a été conclu que ce saut pouvait être effectué en toute sécurité. Il est vrai qu'il y a eu un nombre de blessés supérieur à la normale dans ce cas, le pourcentage de blessures étant habituellement très faible. Si ma mémoire est exacte, en une année de sauts, on ne compte pas plus de 10 chevilles foulées ou autres blessures relativement minimes. Dans la majorité des cas de ces 38 parachutistes, leurs blessures étaient très minimes et n'ont pas nécessité d'hospitalisation. Sept ont dû être hospitalisés. Pour deux d'entre eux cela n'avait rien à voir avec l'atterrissage—un atterrissage normal dans le cadre d'un exercice—mais pour des raisons d'emmêlement des parachutes, de collisions entre parachutistes et d'ouvertures trop tardives pour faire un atterrissage sans danger par manque d'appréciation des distances. C'est une des raisons de ces incidents. J'ajouterai qu'à ma connaissance tous les blessés ont maintenant quitté l'hôpital bien que selon la presse, il était possible que certains doivent y rester pendant longtemps. Leur rétablissement a été rapide et à ma connaissance ils sont tous sortis.

Si nous n'avons pas annulé les autres sauts, c'est parce qu'il y en avait toute une série. Il n'y a pas eu seulement un saut le matin et un le soir. Toute une série de sauts successifs avaient été prévus, et aucun changement météorologique n'a justifié l'annulation des sauts. Comme je vous l'ai expliqué dans ma lettre, ces incidents ont été provoqués par un concours de circonstances, y compris la nature du lac sur lequel l'atterrissage avait lieu; l'heure du saut pendant laquelle il y a eu des blessures; le manque d'appréciation des distances des parachutistes et leur manque d'expérience. C'est donc tout un ensemble de circonstances au même moment.

Si les sauts n'ont pas été annulés, c'est parce que cela n'était pas nécessaire et la preuve à long terme en a été faite car tous ces incidents ont pratiquement eu lieu au même moment.

Pour ce qui est des hélicoptères de sauvetage, je dois dire que vous me prenez de court. Je ne sais pas vraiment—je n'ai pas entendu parler d'engelures. Il ne faisait pas très froid pendant ces sauts. Que les hélicoptères de sauvetage n'aient pas été là pour les récupérer, me surprend. C'est la première fois que j'en entends parler, probablement parce que tel n'a pas été le cas, mais je vérifierai et m'assurerai que tous les renseignements que vous réclamez vous sont fournis.

M. Sargeant: S'il leur était difficile d'apprécier les distances c'est parce que tôt le matin la lumière pose des problèmes. Est-

[Texte]

common thing in night jumping? Is it often difficult to judge the height?

Mr. Blais: I do not know personally, and I do not particularly want to find out personally, but I can tell you that it is one of the dangers jumpers have to be aware of, because in the Canadian environment combatants would be called upon to jump in winter conditions in areas such as a lake under circumstances that would approximate the circumstances under which the jump took place. As I am advised, depth perception is one of the things that the jumpers are briefed upon prior to jumping, because of the danger that poses. So that is my reply. This particular event evidently was rather unusual in terms of the intensity of the phenomenon, but it is not an unusual phenomena.

Mr. Sargeant: But it is something the jumpers would have been briefed on and trained on?

Can you tell us a little bit about the comments you made in a press conference in Montreal just before you went over to Norway, Mr. Minister, about Canada's involvement in the NAVSTAR program in the United States?

Mr. Blais: As you know, the NAVSTAR is one where the Americans are going to be launching a series of 18 satellites, which are going to be prepositioned in a pattern that will permit global navigation for their purposes; and of course there has been a memorandum of understanding between the Americans and NATO allies, including Canada, relating to the utilization by the allies of the NAVSTAR satellites for their navigational purposes as well. The memorandum of understanding, of course, and the agreement between the parties were made necessary in order to ensure that there is complementarity between the ground stations to be used and the satellites themselves. Basically the NAVSTAR system is a system whereby you have satellites that are available as reference points for any ground object or air object that is moving within the environment that is able, by its positioning with reference to the satellite, to identify its exact position within, more or less, 15 metres. It is a very exact sort of locational facilitator and navigational aid. Basically it is a star, except that it is an artificial star called a satellite. What you need for it is a ground pack, a ground system that permits you to utilize the satellite.

• 1015

Our involvement dates back to 1978 when we did a feasibility study, that we funded in part, to see what sort of participation Canada could have at the ground level in terms of the utilization of the satellite. We recognize the Canadian capacity and we negotiated a contract with Canadian Marconi to develop the earth station that would be able to be utilized by Canadian forces and by civilians in order to utilize the satellite itself. Now we envisage a large number of uses for the satellite. Undoubtedly, as we proceed and gain more experience, the uses are going to multiply. One of them of course is the ability of locating helicopters because, as you know, we have ships that have helicopters on board and there has to be a co-ordination in weather that sometimes makes it very difficult to

[Traduction]

ce souvent ainsi lorsque l'on saute de nuit? Est-il souvent difficile d'apprécier les distances?

M. Blais: Je ne le sais pas personnellement et je n'ai pas particulièrement envie de le constater personnellement, mais je dois vous dire que c'est un des dangers dont les parachutistes doivent être conscients car les combattants dans l'environnement canadien seraient appelés à sauter dans des conditions hivernales et dans des régions où les circonstances seraient similaires à celles de ce lac qui justement leur servait de terrain d'atterrissage. On me dit que l'appréciation des distances est justement une de ces choses dont sont informés les parachutistes avant le saut à cause du danger que cela pose. Voilà donc ma réponse. Il est donc évident qu'en termes quantitatifs ce phénomène s'est révélé assez inhabituel, mais ce n'est pas un phénomène inhabituel.

M. Sargeant: Mais cela fait partie de l'entraînement et de la formation des parachutistes?

Lors d'une conférence de presse à Montréal juste avant votre départ pour la Norvège, monsieur le ministre, vous avez parlé de la participation du Canada au programme NAVSTAR des États-Unis. Pourriez-vous nous en dire un peu plus?

M. Blais: Vous n'ignorez pas que dans le cadre du programme NAVSTAR, les Américains ont l'intention de lancer une série de 18 satellites sur des orbites qui leur permettront de contrôler leur navigation, et bien entendu un protocole d'entente a été arrêté entre les Américains et les membres de l'OTAN, y compris le Canada, concernant l'utilisation par les alliés des satellites NAVSTAR pour leurs propres besoins en navigation. Ce protocole d'entente, bien entendu, était nécessaire pour assurer la complémentarité entre les stations au sol et les satellites. Les satellites du réseau NAVSTAR servant de point de référence permettent de détecter tout objet en déplacement sur le sol ou dans les airs et de déterminer sa position exacte avec une marge d'erreur de 15 mètres. C'est un dispositif de repérage et un instrument de navigation très exact. C'est en quelque sorte une étoile, sauf qu'elle est artificielle, c'est un satellite. Il faut un réseau au sol pour utiliser ces satellites.

Notre participation remonte à 1978 lorsque nous avons fait une étude de faisabilité que nous avons partiellement financée pour déterminer quelle pourrait être la participation du Canada au sol. La réponse étant positive, nous avons négocié un contrat de mise au point de la station terrestre permettant aux Forces armées canadiennes et aux civils d'utiliser ces satellites avec la société canadienne Marconi. Nous envisageons maintenant un grand nombre d'usages de ces satellites. Il est incontestable qu'avec l'expérience ces utilisations se multiplieront. L'une d'entre elles, bien entendu, sera la possibilité de repérer les hélicoptères car, comme vous ne l'ignorez pas, nous avons des bâtiments porte-hélicoptères et la météo rend parfois très difficile le repérage visuel ou même

[Text]

locate the helicopter visually or even to locate it with radar. With the positioning that can be effected through the NAVSTAR system the two can be brought together much more readily. The NAVSTAR would also be useful to locate any sort of vehicle, any conveyance.

Mr. Sargeant: You said the Americans were developing it for their purposes. Is there any role for the NAVSTAR in the guidance of intercontinental ballistic missiles for instance? Are there any nuclear warfare aspects or uses for the NAVSTAR? If so, might that not conflict with the Prime Minister's policies on taking the arms race into space?

Mr. Blais: The question is, Mr. Sargeant, that undoubtedly the Americans will use NAVSTAR, which is a navigational satellite for military purposes, in whichever way they find it militarily useful in the same way that Canada would use it in any way that it finds militarily useful and undoubtedly it will be used, as I pointed out, in any way that civilians, who are willing to pay the price, will find it useful for their civilian purposes. The stars up there are used for navigational purposes, for military purposes as well, not only for civilian purposes. The question is that a large number of satellites or proposed satellite programs could be used for military purposes. We are the ones who are not using them for nuclear purposes and that is really what the question should be: Are we planning to use any of the systems for purposes the Government of Canada would not support, and I can tell you, quite frankly, that we are not.

Mr. Sargeant: One last question?

The Chairman: Last question, if you want.

Mr. Sargeant: One last question. There has been a fair bit of comment in the press by the journalists who cover defence issues, that the next more than ever, we need a white paper on the future—the next 10 or 15 years of the role of the Canadian forces. Can you tell me if there are any plans in the works right now to bring out such a white paper?

Mr. Blais: Mr. Sargeant, I have been in this job now for seven or eight months. Time goes by very rapidly, I can tell you. I have looked at the policies that we are espousing and the policies we are following. I find that in the wisdom of my predecessors the policies were sufficiently flexible for them not to interfere in any way with our ability to conduct defence operations and to evolve and develop defence policies.

• 1020

I can foresee nothing in the immediate future that would need us to review or to provoke a new white paper on defence. The four basic elements of defence policy are still very valid: protection of sovereignty, our NATO commitment, our NORAD arrangement and peacekeeping. Those are the four we are looking at.

As you know, we have been able, within the four priorities identified, to direct defence planning in a way that, in my view,

[Translation]

radar de ces hélicoptères lorsqu'une certaine coordination est nécessaire. Le réseau NAVSTAR ne peut que faciliter ce genre d'opérations. Il permettrait également de repérer n'importe quel engin ou véhicule.

M. Sargeant: Vous avez dit que les Américains le mettaient en place pour servir leurs propres besoins. Ce réseau NAVSTAR sera-t-il utilisé pour le guidage des missiles balistiques intercontinentaux, par exemple? Ce réseau NAVSTAR peut-il être un des éléments d'une guerre nucléaire? Si tel est le cas, n'est-ce pas en contradiction avec les politiques du Premier ministre concernant la course aux armements dans l'espace?

M. Blais: Il est incontestable, monsieur Sargeant, que les Américains utiliseront ce réseau NAVSTAR, qui est un réseau de satellites de navigation aux fins militaires qu'ils trouveront utiles tout comme le Canada et qu'incontestablement il sera utilisé, comme je l'ai signalé, par les civils prêts à payer à des fins civiles qu'ils trouveront utiles. Les étoiles sont utilisées aux fins de la navigation, mais aussi bien à des fins militaires qu'à des fins civiles. Un grand nombre de satellites ou de projets de programmes de satellites pourraient être utilisés à des fins militaires. Nous ne les utilisons pas à des fins nucléaires et c'est là la question qu'il faut se poser: avons-nous l'intention d'utiliser ces réseaux à des fins que le gouvernement canadien n'appuyerait pas, et je peux vous répondre en toute franchise que non.

M. Sargeant: Une dernière question?

Le président: Votre dernière question, si vous voulez.

M. Sargeant: Une dernière question. Les journalistes spécialistes des questions de défense disent de plus en plus, que plus que jamais un nouveau Livre blanc sur le rôle des Forces armées canadiennes au cours des 10 ou 15 prochaines années est nécessaire. Pourriez-vous me dire s'il est prévu actuellement de publier bientôt un tel Livre blanc?

M. Blais: Monsieur Sargeant, cela fait maintenant sept ou huit mois que j'occupe ce poste. Je peux vous dire que le temps passe très vite. J'ai étudié nos politiques. J'ai constaté que la sagesse de mes prédécesseurs fait que ces politiques sont suffisamment souples pour ne pas entraver toute nouvelle initiative en matière de défense.

Je ne vois rien dans le futur immédiat qui nécessite de notre part une révision ou une nouvelle rédaction du Livre blanc sur la défense. Les quatre éléments de base de la politique de défense sont toujours aussi valides: la protection de notre souveraineté, notre engagement auprès de l'OTAN, notre participation au Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord et le maintien de la paix. Ce sont les quatre éléments principaux.

Comme vous le savez, dans le cadre de ces quatre priorités, nous sommes parvenus à planifier nos efforts de défense de

[*Texte*]

is meeting the national interest, and that would be our intent for the immediate future.

In terms of what would happen in a year or 18 months, that is something else that I would have to look at at that time; but at this stage I am not proposing a new white paper.

Mr. Sargeant: I would like to pursue that further, but I think we are running short of time so I will pass.

Thank you very much.

The Chairman: Next on my list is the Hon. Member from Etobicoke—Lakeshore, Mr. Robinson, followed by Mr. Kilgour.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman.

I would like to thank the Minister for spending some time to discuss with us the operation in Norway because I find this an almost incredible task for Canadians. Although we may be fully equipped and qualified because of our terrain, our climate and so on, it seems to me that the time that might be required, the logistics required in order to put our brigade group, I guess it is, in place would be such that the Soviets from Murmansk would take over northern Norway, maybe all of it, before we arrived and we would end up in a peacekeeping role.

I wonder if you would care to comment on the logistics part of this operation. How long does it take to get the brigade there? I understand, for instance, that one battalion is to be flown in, that there would probably be stores available for about one company for 30 days and that the rest would have to come by sea. Would you care to comment on that?

Mr. Blais: Yes. The prepositioning I spoke of initially is the prepositioning for a full battalion. So one full battalion can be flown in and the prepositioning of all its equipment is going to be effected and at that point that one battalion will be able to use the prepositioned equipment and would be active as soon as it is flown in. We are looking at three days to four days in order to effect that personnel transfer.

For the other two battalions of the CAST brigade group, it is true that they would have to be transported by sea, and that would take two weeks. The timeframe that is referred to is two weeks on one week's notice. So there is one week during which you marshal your troops and you bring them to the point of loading, and then there are two weeks for the transportation from Halifax to Bodo in north Norway. That, of course, is not upon there being an actual invasion of Norway but upon the Norwegians making a request as a result of an increase in hostilities for the CAST brigade to come into north Norway.

The reason why the Norwegians want it that way—and it is at their request that we have the tasking of the troops in Canada for transportation to Norway—is because they have reached an understanding within the Scandinavian context that they will not position foreign troops on their soil. That is a relationship they have established with the Finns because of

[*Traduction*]

manière à satisfaire notre intérêt national et c'est toujours notre intention pour le futur immédiat.

Quant à savoir ce qui se passera d'ici un an ou 18 mois, je me pencherai sur la question en temps voulu, mais pour le moment je ne propose pas de nouveau Livre blanc.

M. Sargeant: J'aimerais continuer, mais je crois que nous manquons de temps et je cède la parole.

Merci beaucoup.

Le président: Le suivant sur ma liste est le député d'Etobicoke—Lakeshore, M. Robinson, suivi de M. Kilgour.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier le ministre d'avoir consacré une partie de la discussion à l'opération en Norvège car je trouve que c'est une tâche pratiquement incroyable pour les Canadiens. Bien que nous soyons parfaitement équipés et qualifiés à cause de notre terrain, de notre climat, etc., il me semble que le temps nécessaire, l'intendance nécessaire pour mettre en place notre groupe de brigades, je crois, seraient tels que les Soviétiques de Murmansk envahiraient le nord de la Norvège, peut-être tout le territoire norvégien, avant que nous n'arrivions et il ne nous resterait plus qu'un rôle de maintien de la paix.

Pourriez-vous nous parler un peu des problèmes d'intendance? Combien de temps faut-il à cette brigade pour arriver sur place? Je crois savoir, par exemple, qu'un bataillon doit être aéroporté, qu'il doit y avoir probablement du matériel et des vivres pour une compagnie pendant 30 jours et que le reste doit venir par mer. Voudriez-vous nous dire un ou deux mots à ce sujet?

M. Blais: Oui. Lorsque j'ai parlé de prépositionnement, il s'agissait de celui d'un bataillon complet. Un bataillon complet peut donc être aéroporté et le prépositionnement de tout son matériel doit être effectué de telle sorte que ce bataillon soit pleinement opérationnel dès son arrivée. Le transport du personnel devrait prendre trois ou quatre jours.

Pour les deux autres bataillons de la Brigade du groupement de combat canadien transportable par air-mer, il est vrai qu'il faudrait les transporter par mer et cela prendrait deux semaines. Il s'agit ici de deux semaines avec une semaine de préavis. Vous avez donc une semaine pour réunir vos troupes et les mener au point d'embarquement, puis il y a deux semaines de transport d'Halifax à Bodo dans le nord de la Norvège. Bien entendu, ce n'est pas en cas d'invasion de la Norvège mais à la demande des Norvégiens à la suite d'une montée des hostilités que la Brigade du groupement de combat canadien transportable par air-mer viendrait dans le nord de la Norvège.

Si les Norvégiens le veulent ainsi—et c'est à leur demande que les troupes canadiennes doivent être prêtes à être transportées en Norvège—c'est parce que les pays scandinaves se sont entendus pour ne pas avoir de troupes étrangères stationnées sur leur territoire. C'est une entente qu'ils ont avec les Finlandais à cause de la nécessité de conserver des rapports

[Text]

the necessity of keeping their relationship with the Finns as friendly as is practicable and not putting the Finns in a position where perhaps the Russians would put pressure on them relating to positioning of Russian troops within Finland.

• 1025

As you may have seen from the geographical position of Norway vis-à-vis the U.S.S.R., the border is only 172 kilometres wide, which means that there is a limit to the number of troops that can be brought overland from the Kola Peninsula to Norway, so that, in effect, there is time for the positioning of Canadian troops into that region. Of course, our activities would be in concert with those of other NATO allies. I find that it is not only the actual commitment of north Norway that is important, but also the visibility of a Canadian participation in the protection of the northern flank of Norway as a part of our NATO commitment. You know as well as I do, Mr. Robinson, that it is really not threats to our own national boundaries that we have to worry about, it is threats to our allies' boundaries in western Europe and the destabilizing effect of such threats.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): When we talk about a brigade group, are we not really talking basically about a division? Surely when you add to three infantry battalions an artillery regiment and an armoured reconnaissance unit, you are really talking about much more than just a brigade group. It seems like a division to me.

Mr. Blais: It is a mini division . . . not only that, but because of its mobility and because it is completely mechanized and because of its high level of training, it is perhaps more effective than a division.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): How many helicopters are in this helicopter squadron that would be accompanying it, and are they strictly for infantry?

Mr. Blais: General, would you . . . ? General Richard.

LGen Richard: It is a composite helicopter squadron, sir, so that you find the light helicopter . . .

The Chairman: Please, I am sorry, General . . .

M. Blais: Approchez-vous, prenez cette chaise.

LGen Richard: The light helicopter is used for command and liaison and for reconnaissance, as well as for directing artillery fire. The medium transport helicopter is used to move troops, as necessary, rapidly. Finally, there are heavy helicopter squadrons, or heavy helicopters, which would be used to move supplies—move guns, for instance, as long as we have a tote gun, to be able to move it, say, from one side of a fiord to the other. It is really a heavy logistics helicopter, which would be kept in the area of the supply point.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Is there another role for the helicopters, the big ones, such ones as might be considered to be helicopter gunships?

LGen Richard: No, sir. They are not armed.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): They are not.

[Translation]

aussi amicaux que possible avec les Finlandais et ne pas mettre ces derniers dans une situation où il leur serait peut-être impossible de refuser aux Russes de déployer des troupes russes en Finlande.

D'après la position géographique de la Norvège par rapport à l'Union soviétique, la frontière n'est longue que de 172 kilomètres, ce qui signifie que le nombre de soldats qui peuvent passer par voie terrestre de la péninsule de Kola en Norvège, est limité si bien que nous avons le temps, en fait, d'amener des troupes canadiennes dans cette région. Il est évident que nous exercerons nos activités en collaboration avec nos alliés de l'OTAN. Ce n'est pas uniquement cet engagement dans le nord de la Norvège qui est important, mais également la participation du Canada à la protection du flanc nord de la Norvège, et ce dans le cadre de notre engagement envers l'OTAN. Vous savez tout aussi bien que moi, monsieur Robinson, que nos propres frontières ne sont pas menacées mais plutôt celles de nos alliés en Europe de l'Ouest, et il faut également tenir compte de l'effet déstabilisateur de telles menaces.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Lorsque vous parlez d'une brigade, ne faites-vous pas réellement allusion à une division? Lorsque vous ajoutez un régiment d'artillerie et une unité de reconnaissance blindée à trois bataillons d'infanterie, il ne s'agit pas simplement, à mon avis, d'une brigade. Cela ressemblerait davantage à une division.

M. Blais: C'est une mini-division en fait, mais en raison de sa mobilité, de sa mécanisation et de son degré d'entraînement élevé, ce groupe est peut-être plus efficace qu'une division.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Combien d'hélicoptères composent cet escadron d'hélicoptères qui l'accompagnerait? Ces hélicoptères servent-ils uniquement à l'infanterie?

M. Blais: Général, voudriez-vous . . . ? Le général Richard.

Lgén Richard: Il s'agit d'un escadron d'hélicoptères diversifié, monsieur, si bien que l'hélicoptère léger . . .

Le président: Excusez-moi, général . . .

M. Blais: Come closer, take this seat.

Lgén Richard: Les hélicoptères légers servent aux opérations de commandement et de liaison ainsi que de reconnaissance tout en servant à orienter l'artillerie. L'hélicoptère de transport moyen sert à transporter les troupes rapidement, le cas échéant. Enfin, les hélicoptères lourds servent à acheminer l'équipement, les canons, par exemple; si nous avons un canon à écran rectangulaire, nous devons pouvoir le déplacer d'un côté d'un fjord à l'autre. Il s'agit en fait d'un hélicoptère lourd de logistique qui demeure au point d'approvisionnement.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ces hélicoptères, les gros, jouent-ils un autre rôle? Peuvent-ils être considérés comme étant des hélicoptères d'assaut?

Lgén Richard: Non, monsieur, ils ne sont pas armés.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ils ne le sont pas.

[Texte]

LGen Richard: No.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): What about the squadrons of CF-5s, are they still attached to this brigade group?

Mr. Blais: General, you may want to address that, but the CF-5 rapid reactor squadron is attached to the AMF(L) or the ACE Mobile Force Air in Central Europe. I think the General, perhaps, would want to address that particular question.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Is there a close support role for the CF-5 with this brigade group?

General G.C.E. Thériault (Chief of Defence Staff, Department of National Defence): Yes, Mr. Chairman, the F-5s have, as a primary mission, closer support, but they could also be called upon to undertake air defence missions.

The specific point in response to Mr. Robinson's question, however, is that the F-5s are not committed specifically to the support of our brigade that is committed in the area but rather to the area as a whole. Close air support would be provided as required and from whatever resources it was most practical to draw that support as required.

The Chairman: Last question, Mr. Robinson, please.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Maybe I can ask this one of General Thériault. The comment was made by the Minister that a battalion knocked out another battalion in this exercise.

Mr. Blais: Captured.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, captured it.

Mr. Blais: There was no blood on the snow.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): No, I understand that. I find this absolutely incredible. In any exercise that I have ever been involved in it always seemed to be a smaller group, there might have been a company inside but certainly no larger group if you had a battalion taking it on. I just wonder how one battalion could knock out another battalion of enemy forces, unless the enemy forces were totally ill-equipped and untrained and had no tactical expertise whatsoever.

• 1030

Mr. Blais: I rest my case.

Gen Thériault: I do not have that kind of detail on the exercise, Mr. Chairman, except to say that in this particular exercise and the case raised, our troops were involved in a defensive position and that an attacking formation was in fact defeated and captured by the Canadian defending formation.

The Chairman: Thank you . . .

Gen Thériault: In this particular action, I think that there were actually company-sized formations involved.

[Traduction]

Lgén Richard: Non.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Les escadrons de CF-5 sont-ils rattachés à cette brigade?

M. Blais: Général, vous voudrez peut-être répondre à cette question, mais les escadrons CF-5 d'intervention rapide sont rattachés à la Force mobile alliée ou à la Force mobile aérienne du Commandement allié en Europe centrale. Mais le général voudra peut-être répondre à cette question.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Les CF-5 appuient-ils cette brigade?

Le général G.C.E. Thériault (chef d'état-major, ministère de la Défense nationale): Oui, monsieur le président, les F-5 ont pour mission principale d'appuyer les brigades, mais ils pourraient également être appelés à entreprendre des missions de défense aérienne.

Pour répondre à la question de M. Robinson cependant, je voudrais préciser que les F-5 n'ont pas pour objectif précis l'appui de notre brigade intervenant dans la région, mais plutôt la région toute entière. L'appui aérien requis serait fourni, et ce, par les ressources les plus pratiques.

Le président: Dernière question, monsieur Robinson, s'il vous plaît.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je pourrais peut-être la poser au général Thériault. Le ministre a indiqué qu'un bataillon avait supprimé un autre bataillon lors de ces manœuvres.

M. Blais: Capturé.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Capturé, si vous voulez.

M. Blais: La neige n'était pas tachée de sang.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je le sais. Mais c'est absolument incroyable. Dans toutes les manœuvres auxquelles j'ai participé, il s'agissait toujours d'un groupe plus petit. Peut-être d'une compagnie mais certainement pas d'un groupe plus important si un bataillon était chargé de l'attaquer. Je me demande comment un bataillon peut supprimer un bataillon et demi, à moins que ce dernier ne soit très mal équipé, mal entraîné et ne possédait aucune expertise tactique de quelque ordre que ce soit.

M. Blais: Je conclus mon plaidoyer.

Gén Thériault: Monsieur le président, je ne saurais vous fournir tous les détails exigés à cet égard, si ce n'est de vous dire que dans le cas de cet exercice en particulier, nos troupes occupaient une position défensive; or c'est la formation qui attaqua qui a, en fait, essuyé la défaite et été capturée par la formation canadienne qui assurait la défense.

Le président: Merci beaucoup . . .

Gén Thériault: Dans le cas qui nous intéresse, je crois qu'il s'agissait, en termes d'ordre de grandeur, de compagnies.

[Text]

Maybe General Richard might have more specific information.

LGen Richard: Yes sir. There are a lot of combinations. The troops which were attacking were exhausted and I think they were caught as they were trying to rest and recuperate rather than . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): With their pants down.

LGen Richard: —pursue their offensive.

The Chairman: Thank you. Can I, ladies and gentlemen, ask for your co-operation? I have five names left. The Minister has already . . . because as you noticed, I do some consultation. The Minister has already accepted to come back after the Easter recess, but he will come back. Second, next Tuesday we will have again officials and instead of having it at 8 o'clock at night, I found during the deliberation a room during the day. You will be informed. So there will be, therefore, a meeting of National Defence officials next Tuesday, April 3. That will be chaired by Mr. Laniel; last, the Minister will come back and all the programs stand as is.

So if you have questions to the Minister this morning, concentrate, so that every colleague will have a chance, and then next Tuesday you could concentrate your question on the officials. It is only a suggestion, of course, but you are allowed to proceed as you so wish.

The hon. member from Edmonton—Strathcona, Mr. Kilgour. David.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman. I would like to touch briefly on three subjects with the Minister: the NATO strategy, the proposed arm control centre, and the overall state of our armed forces.

Our information, Mr. Blais, is that one or more of your officials talked you out of a white paper on defence. What is your comment on that?

Mr. Blais: I do not comment on exchanges I have with officials. My officials will tell you that when I have something in mind, nobody talks me out of it.

Mr. Kilgour: There is an item in the paper today suggesting that some in NATO have called for a change in NATO's rules of engagement to empower NATO ships and naval aircraft to make preemptive strikes. My firm understanding, from a recent visit to NATO headquarters, is that the alliance has a firm, no first-strike strategy under which we return enemy fire only. Do you have a comment on that?

[Translation]

D'ailleurs le général Richard aurait peut-être des renseignements plus précis à vous fournir.

Lgén Richard: Merci, monsieur, il faut prendre en considération un grand nombre de facteurs. Les soldats qui attaquaient étaient très fatigués et je crois qu'ils ont été capturés au moment où ils se reposaient en vue de récupérer plutôt que de . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ils ont été pris au dépourvu.

Lgén Richard: . . . poursuivre immédiatement l'offensive.

Le président: Merci. Mesdames et messieurs, puis-je vous demander votre collaboration? Il me reste cinq noms sur la liste. Le ministre a déjà indiqué . . . car vous l'aurez noté, je fais régulièrement des consultations. Le ministre a donc déjà accepté de revenir devant le Comité, après l'inter-session de Pâques; c'est donc certain que nous le reverrons. Deuxièmement, mardi prochain, nous accueillerons de nouveau des hauts fonctionnaires; nous pourrons de plus nous réunir pendant la journée plutôt qu'en soirée, car je viens de dénicher une salle libre. Nous vous tiendrons au courant de toute façon. Je confirme donc que le Comité accueillera des porte-parole du ministère de la Défense nationale mardi prochain, soit le 3 avril. La réunion sera présidée par M. Laniel; enfin le ministre comparaitra de nouveau devant le Comité et quant au reste du programme, rien n'est changé.

Je vous conseille donc de poser ce matin les questions auxquelles vous voudriez que le ministre lui-même réponde, de façon que vos collègues puissent faire de même; mardi prochain vous pourrez concentrer vos questions sur ses subalternes. Evidemment ce n'est qu'une suggestion, libre à vous d'opter pour la démarche qui vous plaît le plus.

L'honorable député d'Edmonton—Strathcona, M. Kilgour. David.

M. Kilgour: Merci beaucoup, monsieur le président. J'aimerais aborder brièvement avec le ministre trois domaines: la stratégie de l'OTAN, le projet de centre de contrôle des armes et la situation globale de nos forces armées.

D'après nos sources de renseignements, monsieur Blais, un de vos fonctionnaires, ou plusieurs, vous auraient dissuadé d'émettre un Livre blanc sur la défense. Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

M. Blais: Je ne puis faire de commentaire sur les entretiens que j'ai eus avec mes subalternes. Ceux-ci vous confirmeront d'ailleurs que lorsque je me mets quelque chose en tête, personne ne me fait changer d'avis.

M. Kilgour: D'après une nouvelle parue dans les journaux aujourd'hui, il semblerait que certains membres de l'OTAN aient demandé une modification des règles d'engagement du combat en vue de permettre aux unités de la marine et de l'aéronavale de l'OTAN de procéder à une riposte par anticipation. Je croyais fermement, et une toute récente visite au siège de l'OTAN me l'avait confirmé, que l'Alliance s'était fermement engagée à respecter une stratégie interdisant la riposte par anticipation et ne permettant d'ouvrir le feu contre

[Texte]

Mr. Blais: That is the strategy. NATO is a defensive alliance, and our position has been quite clear that we would not initiate any military activity. We would respond in kind, and that is basically the nature of the flexible response and advance defence. But again, when you are talking about advance defence, you are talking about actual engagement and the beginning of hostilities by the enemy.

Mr. Kilgour: On the centre for disarmament . . . This may not fall under your department, but you know it was proposed in the Throne Speech. I wonder if any of the items in the Supplementary Estimates C refer to activities of the proposed centre. If so, which? Has the government decided on the nature of the new centre and when it will be established? Will it be an agency within the government—a quasi non-governmental organization? Will any of the funding go through DND?

Mr. Blais: Well, you are quite right. The arms control centre is proceeding. There have been exchanges with your leader, between all three leaders of the three parties in the House relating to proceeding or at least with progress relating to the arms control centre. The Minister to be responsible for the program will be the Secretary of State for External Affairs. However, I will be involved in the funding. My department will be involved in the funding, and the proposal that we have put forward is a 50:50 split, in terms of . . .

Mr. Kilgour: Lastly, Mr. Chairman, the overall state of our armed forces.

• 1035

Let me say, before I give you a number of examples on which I invite your comment, that recently I had the pleasure of being in the company of a European general's daughter, who told me that man for man and woman for woman our men and women are as good or better than anybody in NATO. My charge to you, Mr. Blais, is that you and your predecessors have broken faith with those men and women over the last 15 years. I give you, if you like, as chapter and verse, some examples from Peter Newman's book. I will just throw them out at you. You might want to comment on some or all or none of them.

The first one is the example of nuclear weapons. Mr. Newman quotes Nikita Khrushchev as saying that in any nuclear war "the living will envy the dead". He points out that NATO—and especially Canada—has mortgaged their defence capability to a nuclear option, so that instead of genuine flexibility any hostilities, even a strictly conventional attack, would trigger an escalation to nuclear retaliation.

[Traduction]

l'ennemi qu'en cas d'attaque. Quels sont vos commentaires à ce sujet?

M. Blais: C'est effectivement la stratégie de l'OTAN. Cet organisme est une alliance défensive et notre position a toujours été très claire: nous ne voulons pas être les premiers à entreprendre le combat. Le degré de réaction est fonction de l'attaque initiale; c'est là l'essence même de la riposte graduée et de la défense avancée. N'oubliez toutefois pas que lorsqu'il est question de défense avancée, c'est que nous sommes dans une situation de combat réelle et que les hostilités ont été engagées avec l'ennemi.

M. Kilgour: Passons maintenant au centre pour le désarmement. Cela ne relève peut-être pas de votre Ministère, mais vous savez qu'il en a été question dans le Discours du Trône. Je me demandais si certains des postes du Budget supplémentaire (C) concernaient des activités de ce centre projeté. Dans l'affirmative, lesquels? Le gouvernement a-t-il pris une décision quant à la nature de ce nouveau centre et à la date de son inauguration? S'agira-t-il d'une agence du gouvernement, d'un organisme quasi non gouvernemental? Est-ce que ces fonds proviendront en partie du ministère de la Défense nationale?

M. Blais: Encore une fois, vous êtes en plein dans le mille. Ce centre de contrôle des armements est en voie de concrétisation. Des entretiens ont d'ailleurs eu lieu avec le chef de votre parti . . . Je devrais dire en fait que les chefs des trois partis politiques représentés à la Chambre des communes ont participé à des entretiens concernant les progrès dans le dossier du centre de contrôle des armements. Ce programme relèverait du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Toutefois, notre Ministère participerait au financement; d'après la proposition qui a été communiquée, il s'agirait d'un partage à 50-50, en termes de . . .

M. Kilgour: Finalement, monsieur le président, parlons de la situation globale de nos forces armées.

Avant de vous demander votre opinion sur un certain nombre d'exemples patents, j'aimerais vous parler d'une conversation fort agréable que j'ai eue récemment avec la fille d'un général européen. Elle m'a dit que sur le plan individuel, les hommes et femmes des forces canadiennes étaient aussi bons, voire meilleurs, que tous leurs homologues de l'OTAN. Ce dont je vous accuse, vous, personnellement, monsieur Blais, ainsi que vos prédécesseurs, c'est d'avoir laissé tomber ces hommes et ces femmes depuis 15 ans. Je vais vous citer des extraits du livre de Peter Newman, avec références à l'appui, si vous le désirez. Sans plus, je vous cite ces exemples; vous voudrez peut-être en commenter une partie ou la totalité, ou alors vous préférerez vous taire.

Le premier exemple concerne les armes nucléaires. M. Newman cite les propos de Nikita Khrushchev qui aurait dit qu'en cas de guerre nucléaire «les vivants vont envier le sort des morts». Il signale que l'OTAN, et surtout le Canada, ont tout mis en matière de capacité de défense sur l'option nucléaire; il n'existe donc plus de souplesse réelle en cas de conflit et même

[Text]

Secondly, on the reserve situation Newman points out that Canada is at the very bottom of the world's industrialized nations in terms of the ratio between regular and reserve military manpower. You will know that 3.9% of our defence budget goes toward our reserves.

On our air wing, Newman points out that there is at present no radar equipment along the northern coast of British Columbia, and none along the east coast from Cape Dyer to Goose Bay. He points out that our air force is equipped with a wild assortment of 23 different types of aircraft, most of which date back to the 1960s.

On the mechanized brigade—which Mr. Robinson raised, I think—Newman points out that our mechanized brigade in NATO's central front at Lahr and Baden in West Germany, and I quote, "unlike the Warsaw Pact troops, which are maintained at 95% of their war footing against a NATO average of 85%, Canada's contingent in Europe is kept at a bare 58%".

He quotes former—I guess I should say fired . . . —Rear Admiral William Hughes as saying:

If somebody gave me the total power to go to Russia and destroy their armed forces, I would order the Russian forces unified, put them in green uniforms, place them on a fixed budget, and leave.

Mr. Blais: Was that before or after his retirement?

Mr. Kilgour: I suspect it was probably after.

An Hon. Member: He might have retired earlier otherwise.

Mr. Blais: He was.

Mr. Kilgour: He points out there was a threat to our overall defence capabilities. I will just give you a couple of examples. An American version of our CF-104, which as you know will still be around for two more years until the CF-18 comes into operation, is so outdated that it has recently been added to an historic exhibit at the U.S. air base museum in Dayton, Ohio. Secondly, despite our climate and geography our armed forces have no over-snow vehicles. Thirdly, if we met our existing NATO commitments, fewer than 3,000 troops would remain on Canadian soil to defend Canadian soil in case of hostilities. And I guess I will give this as a final one.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): He should read the book.

Mr. Kilgour: I am sure he has.

[Translation]

une attaque à strictement parler classique engendrerait l'escalade jusqu'à la riposte nucléaire.

Deuxièmement, en ce qui touche les forces de réserve, Newman signale que le Canada est au dernier rang, parmi les pays industriels, pour ce qui est du rapport entre les forces armées régulières et les forces de réserve. Vous savez que 3,9 p. 100 de notre budget de défense est consacré aux forces de réserve.

En ce qui touche nos forces aériennes, Newman signale qu'il n'y a actuellement aucun équipement radar le long de la côte septentrionale de la Colombie-Britannique; rien non plus sur la côte Est entre Cap Dyer et Goose Bay. Il mentionne que le parc de nos forces aériennes est constitué d'un assortiment fort varié de 23 types d'aéronefs qui datent dans la plupart des cas des années 1960.

En ce qui touche la brigade mécanisée, dont M. Robinson a parlé, je crois que M. Newman indique que notre brigade mécanisée située sur le front central de l'OTAN, à Lahr et à Baden en Allemagne de l'Ouest, et je cite: «Contrairement aux troupes du Pacte de Varsovie, qui sont maintenues à 95 p. 100 de leur capacité en cas de guerre, contre une moyenne de 85 p. 100 pour l'OTAN . . . la brigade mécanisée, dis-je, soit le contingent du Canada en Europe est maintenu à à peine 58 p. 100 de cette capacité».

L'auteur cite également un militaire, dont on pourrait dire qu'il a pratiquement été renvoyé, le contre-amiral William Hughes:

Si quelqu'un m'accordait tous les pouvoirs nécessaires pour me rendre en Union soviétique et y détruire les forces armées, j'ordonnerais leur unification, je leur donnerais des uniformes verts et je leur imposerais un budget fixe; puis je m'en irais.

M. Blais: Il a tenu ces propos avant de prendre sa retraite ou après?

M. Kilgour: Je dirais que c'était probablement après.

Une voix: Sinon il aurait peut-être pris une retraite anticipée.

M. Blais: C'était le cas.

M. Kilgour: Il indique également qu'une menace pèse sur l'ensemble de notre capacité de défense. Je vous citerai deux ou trois exemples. Une version américaine de notre CF-104 qui, comme vous le savez, demeurera encore en service pendant deux ans, jusqu'à ce que le CF-18 le remplace, est tellement démodée qu'on l'a récemment ajoutée à une collection historique au musée de la base de l'aviation américaine à Dayton, en Ohio. Deuxièmement, en dépit de notre climat et de notre géographie, nos forces armées n'ont pas de véhicules adaptés au déplacement sur la neige. Troisièmement, si nous respectons nos engagements actuels vis-à-vis de l'OTAN, moins de 3,000 soldats demeureront sur le sol canadien pour le défendre en cas de conflit. Enfin une dernière chose.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Il devrait lire ce livre.

M. Kilgour: Je suis persuadé qu'il l'a fait.

[Texte]

The Chairman: Give a chance to your other colleagues, please.

Mr. Kilgour: He quotes Douglas Fisher, the columnist, as saying of our self-defence capability that we have become "the Ethelred the Unready of the well-to-do nations".

On which, if any of those, can you give us an intelligent comment?

Mr. Blais: What was the last comment? I am sorry.

Mr. Kilgour: Ethelred the Unready.

Mr. Blais: Well evidently you have highlighted certain areas of dispute between Mr. Newman and myself.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): It is military satire.

Mr. Blais: By the way, I am going to ask General Thériault here, who is undoubtedly one of the most proficient and professional of our military, to address some of the allegations that are made by Mr. Newman.

Might I just point out to you first of all that I thank you for recognizing that the Canadian forces are made up of professional soldiers of the highest calibre and the highest quality. However, in terms of your question of our abandoning nuclear arms—or not seeking to protect ourselves with utilization of nuclear arms, as I understood your comment—back in 1969 we made a conscious decision, as the first nation that was able to develop nuclear weapons, not to develop nuclear weapons.

• 1040

Mr. Kilgour: No, my question has nothing to do with that, Mr. Blais.

Mr. Blais: I am sorry; that is what I understood you to say. What did you say?

Mr. Kilgour: It is the point that General Rogers has made with regard to the present imbalance in Warsaw Pact-NATO troops. He has said publicly that he would feel called upon, after three to four days, if I am quoting him correctly, into a conventional attack, to call for the use of limited range nuclear weapons.

Mr. Blais: That is not a new criticism. That is a criticism that has been addressed in this committee on three separate occasions. I have agreed that that criticism has been made and that criticism is being responded to not only by Canada but by the other NATO allies, because in effect there is a recognition that we have to increase the nuclear threshold. The Prime Minister has suggested that that is a desirable end, and I have addressed it just in reply to Mr. Wenman, to the effect that indeed we have to increase the nuclear threshold. My hope is that it will be increased as a result of reduction in the level of armaments within the Warsaw Pact as a result of the MBFR negotiations.

[Traduction]

Le président: S'il vous plaît, donnez à vos collègues la chance de poser des questions.

M. Kilgour: L'auteur cite le journaliste Douglas Fisher selon lequel notre capacité de défense a fait du Canada «l'Ethelred l'indécis parmi les pays bien intentionnés».

Vous auriez peut-être des observations intelligentes à formuler en regard de l'un ou l'autre de ces exemples?

M. Blais: Je m'excuse, mais de quoi s'agissait-il dans le dernier cas?

M. Kilgour: D'Ethelred l'indécis.

M. Blais: De toute évidence, vous avez mis en lumière certains points sur lesquels M. Newman et moi-même divergeons d'opinion.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Il s'agit de satire militaire.

M. Blais: En passant, je vais demander au général Thériault ici présent, sans doute l'un de nos militaires les plus efficaces et les plus professionnels, de répondre à certaines des accusations portées par M. Newman.

Je tiens tout de même à vous remercier immédiatement d'avoir reconnu que les forces canadiennes sont constituées de soldats professionnels d'un calibre et d'une qualité sans égal. Vous avez toutefois posé une question au sujet de l'abandon des armes nucléaires ou du fait qu'il ne fallait pas nous protéger par le recours à l'arsenal nucléaire, du moins si j'ai bien compris votre intervention; en 1969, une décision mûrement réfléchie a été prise et le Canada est devenu le premier pays capable de se doter d'un arsenal nucléaire à refuser de mettre au point ces dernières.

M. Kilgour: Vous n'y êtes pas du tout, monsieur Blais.

M. Blais: Je m'excuse, c'est pourtant ce que j'avais compris; voudriez-vous répéter s'il vous plaît?

M. Kilgour: Il s'agit de ce qu'a dit le général Rogers au sujet de l'actuel déséquilibre entre les forces du Pacte de Varsovie et celles de l'OTAN. Si je me souviens bien, il a dit publiquement qu'il se sentirait forcé, au bout de trois ou quatre jours de conflit classique, d'avoir recours à des armes nucléaires à portée limitée.

M. Blais: Ce n'est pas une nouvelle critique. Elle a été formulée à trois occasions distinctes dans le passé devant les membres de ce Comité. Je suis moi-même convenu que cette critique a été faite; le Canada y a d'ailleurs donné suite, ainsi que d'autres pays de l'OTAN, car nous nous sommes rendu compte qu'il fallait augmenter le seuil du recours au nucléaire. Le Premier ministre a indiqué que c'était un objectif souhaitable et j'ai moi-même dit, en réponse à une question de M. Wenman, qu'il fallait effectivement accroître le seuil de recours au nucléaire. J'espère que cela pourra se concrétiser par suite d'une réduction du niveau de l'arsenal du Pacte de Varsovie qui découlerait des négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces.

[Text]

In terms of old equipment and old aircraft, I might point out to you that one of the difficulties that Mr. Newman is encountering in his book, is that he is addressing a situation which has been addressed and was being addressed at the time he was doing his research. What he did not give us proper credit for was the fact that the question of equipment is one that we have addressed now since 1974-1975. I might just give you some interesting figures relating to that, that in effect in 1975-1976, in terms of our capital expenditures, we were spending 11.4% of our budget on capital expenditures; in 1984-1985, we are spending 26.4% of our budget on capital expenditures. We are now removing the necessity of having the CF-104, the CF-101 and the CF-5. We are replacing all three aircraft with the CF-18—a more sophisticated, more competent aircraft. We have increased the efficiency of our long-range patrol system by replacing the Arguses with the Auroras. We are now proceeding in a new frigate construction program. The six have now been contracted for and I hope to be going to Cabinet with the next batch in the coming months.

In terms of the CF-104 being an exhibit, the fact is that the Americans have recognized that the ability of Canadians to maintain their aircraft is superior to anything that they have had any experience with. The CF-104 is still a very competent aircraft and, as a matter of fact, some countries have exhibited an interest in our CF-104s. In terms of what . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Is it not better to say that we are better at cannibalizing.

Mr. Blais: We are not cannibalizing.

The Chairman: Please. I have very little time.

Mr. Blais: The other question is with respect to Admiral Hughes. Admiral Hughes was very upset at the time he left, if you recall. He retired early. I must give him credit for having worn the blue on his change of command ceremony, as I understand it. When he left, he left in the navy blue. He expressed himself in any way that he possibly could. He was a man of very strong views and he maintained those views. But I might point out to you that, in terms of unification, Canada's unifying of its forces is being emulated today by the British, has been emulated—it is being emulated by the British, Mr. Munro.

Mr. Kilgour: The word is emulated, Mr. Minister.

Mr. Blais: Emulated—that is exactly what I said, emulated—e-m-u-l-a-t-i-o-n, Mr. K-i-l-g-o-u-r.

The Chairman: But before we get to the dictionary, I will soon recognize the Hon. Member from Saint John, New Brunswick.

[Translation]

Pour ce qui est du matériel et des aéronefs désuets, je vous signale que l'un des problèmes auxquels a fait face M. Newman dans la rédaction de son ouvrage, c'est qu'il s'attaquait à une situation à laquelle on avait déjà remédié au moment où il faisait ses recherches. Il n'a pas reconnu par exemple que depuis 1974-1975, nous nous sommes attaqués sérieusement aux problèmes du remplacement du matériel. J'ai d'ailleurs des chiffres très intéressants à citer à cet égard: en 1975-1976, 11,4 p. 100 de notre budget était consacré aux dépenses de capital; en 1984-1985, nous dépensons 26,4 p. 100 de notre budget au chapitre des dépenses de capital. Il ne serait désormais plus nécessaire de compter sur les CF-104, CF-101 et CF-5. Nous remplaçons ces trois types d'aéronefs par le CF-18... Un appareil beaucoup plus sophistiqué et beaucoup plus performant. Nous avons augmenté l'efficacité de notre système de patrouille à long rayon d'action remplaçant les Argus par les Aurora. Nous nous lançons dans un nouveau programme de construction de frégates. Des contrats ont déjà été conclus pour six unités et j'espère pouvoir me présenter au Cabinet d'ici quelques mois au sujet de la série suivante.

Quant au CF-104 que vous qualifiez de pièce de musée, le fait est que les Américains ont reconnu la compétence des Canadiens au niveau de l'entretien de ces aéronefs; c'est supérieur à tout ce qui figure dans les dossiers de nos voisins. Le CF-104 demeure un appareil très performant; en fait, certains pays se sont même montrés intéressés à acheter nos CF-104. Sur le plan de . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ne serait-il pas plus juste de dire que nous sommes passés experts dans l'art du «cannibalisme technique»?

M. Blais: Nous ne faisons pas de cela.

Le président: Je vous en prie, il nous reste très peu de temps.

M. Blais: Une autre question concernait l'amiral Hughes. Vous vous souviendrez que l'amiral Hughes était très mécontent au moment où il a quitté les forces. Il a pris une retraite anticipée. Je dois lui rendre hommage pour la force de caractère qu'il a manifestée lors de la cérémonie de changement de commandement; si je ne m'abuse, il portait son uniforme bleu marine à cette occasion. Il a pris tous les moyens à sa disposition pour exprimer son désaccord. C'était un homme dont les opinions étaient très arrêtées et il les a conservées jusqu'au bout. Je vous signale toutefois que, pour ce qui est de l'unification, l'exemple donné par le Canada est aujourd'hui suivi par les Britanniques; eh oui, monsieur Munro, c'est un cas d'émulation.

M. Kilgour: Monsieur le ministre, vous voulez dire émulation.

M. Blais: Émulation, c'est exactement ce que j'ai dit: émulation, é-m-u-l-a-t-i-o-n, monsieur K-i-l-g-o-u-r.

Le président: Avant de faire des recherches dans les dictionnaires, je crois que je vais bientôt donner la parole à l'honorable député de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick.

[Texte]

Mr. Blais: I have not finished, Mr. Chairman. They have asked all these questions and the general has not replied to some of the areas that I am leaving for him . . .

Mr. Chairman, I come to this committee, I get these accusations on a regular basis, and they are usually plagiarized, such as Mr. Kilgour is doing, from a gentleman who has some pretty narrow views of the Canadian defence role. I want to be able to reply to them.

The Chairman: Good.

Mr. Blais: The fact is that the British are unifying their forces and unifying their command. The Danes have done it. The Norwegians have done it.

• 1045

How many others of our allies are doing it, or have done it, as a result of the Canadian initiative and the Canadian efficiency that has been manifested as a result of the unification, I am not in a position to say now. But it is more than just Canada and the U.K.

About an over-snow vehicle, we lacked an over-snow vehicle. That has been addressed. We had over-snow vehicles purchased from Sweden—unfortunately we do not have our own over-snow vehicles in Canada—the BB-206, which was involved in the Avalanche Express exercise.

Ethelred—"he ain't part of my background", in terms of my history. I am sorry to say I have not in mind exactly what Ethelred's weaknesses were. But I can bet you he was not spending \$9 billion a year on defence.

General, would you please address some of the issues I may have left out?

The Chairman: General Thériault.

Gen Thériault: Mr. Chairman, perhaps I might try to complement on some of the technical points raised. I would ask that you please cut me off if you feel I am going on too long.

The evolution of strategy and policy in the alliance over the last 30 years is well known, and I do not think it need be repeated this morning. It would suffice to say that right from the outset of the alliance it was recognized that there was an overwhelming conventional superiority resting with the Soviet Union and that alliance conventional force goals were never met. However, at the outset of the alliance the United States having practically a monopoly on nuclear power, I think the western partners took a great deal of comfort from the security provided for that situation. By 1962, however, with the Kennedy administration, it was recognized that the credibility of that strategy of massive retaliation was no longer credible, and greater efforts were made then to make the strategy more flexible and responsive. However, although some efforts were made to improve the conventional capability, we have never really closed the gap with the Soviet Union.

[Traduction]

M. Blais: Je n'ai pas terminé, monsieur le président. On m'a posé toute une série de questions et jusqu'à maintenant le Général n'a pas eu l'occasion d'aborder certains des points que j'ai gardés en réserve pour lui . . .

Monsieur le président, je viens ici devant le Comité, je suis régulièrement la cible de ces accusations, habituellement, c'est du plagiat. Les questions de M. Kilgour nous fournissent un bon exemple et témoignent d'une étroitesse de vues quant au rôle de défense du Canada. Je veux maintenant être en mesure de fournir la réplique.

Le président: Très bien.

M. Blais: La réalité, c'est que les Britanniques procèdent actuellement à l'unification de leurs forces et de leurs commandements. Les Danois l'ont déjà fait, de même que les Norvégiens.

Combien de nos autres alliés suivent actuellement, ou ont suivi, l'exemple donné par le Canada et ont ainsi reconnu l'efficacité canadienne manifestée par suite de l'unification, je ne saurais le dire maintenant. Mais il n'y a pas seulement le Canada et le Royaume-Uni.

Maintenant, au sujet du véhicule adapté à la neige, il est vrai que cela faisait défaut. Nous avons remédié à la situation. Nous avions des véhicules de ce type achetés en Suède . . . malheureusement nous n'avons pas nos propres véhicules de ce type au Canada, le BB-206, qui a participé à l'exercice Avalanche Express.

Quant à Ethelred, il manque à ma culture historique. Je m'excuse, mais je ne suis pas au courant de ce qu'étaient ses faiblesses. En tout cas, je puis vous assurer qu'il ne dépensait pas 9 milliards de dollars par an pour la défense.

Général, voudriez-vous, s'il vous plaît, aborder les questions que j'ai gardées en réserve pour vous?

Le président: Général Thériault.

Gén Thériault: Monsieur le président, je pourrais peut-être essayer de compléter sur le plan technique certaines des réponses. N'hésitez pas à m'interrompre, si vous croyez que je suis trop bavard.

L'évolution de la stratégie et de la politique de l'alliance au cours des 30 dernières années sont des sujets bien connus; je ne crois pas qu'il soit nécessaire de vous répéter cela ce matin. Il suffit de rappeler que dès la naissance de l'alliance, on a reconnu qu'il y avait une supériorité écrasante qui favorisait l'Union soviétique sur le plan des forces classiques, et qu'à cet égard, les objectifs de l'alliance n'ont jamais été atteints. Étant donné cependant qu'au cours des premières années, les États-Unis avaient en fait le monopole des armes nucléaires, je crois que les partenaires occidentaux trouvaient un grand réconfort dans la sécurité qu'assurait cette situation. Vers 1962 toutefois, sous le régime Kennedy, on a constaté que la stratégie de riposte massive n'avait plus aucune crédibilité; on a donc déployé des efforts accrus pour atténuer la stratégie et l'adapter davantage aux situations potentielles. Même si des efforts ont été faits pour accroître la capacité militaire

[Text]

It is in this respect, of course, that the Supreme Allied Commander has recommended that to raise the nuclear threshold, increased resources be directed to shoring up our conventional capability. To that extent I suppose probably everyone in the West—and this certainly has been a subject of very extensive discussion and consideration . . . probably would share a concern about the degree to which our security is entrusted, possibly under certain conditions, to a nuclear response if we were not able to contain it with conventional means.

Mr. Kilgour referred to the number of reserves we have in the Canadian forces. Well, that is, of course, as is well recognized, another facet of the strategy that evolved in the 1950s and 1960s, when it was estimated, really, that the alliance faced largely a short-war scenario; there was overwhelming reliance again on the nuclear deterrent; and provisions probably that might now be considered inadequate were made for sustaining a longer-term conflict. That is, of course, one of the reasons why in DND in recent times we have been giving a great deal more stress to improving sustainability of the forces, and are making greater efforts and planning to that end.

Our own situation of course is naturally accentuated by the fact that we have relied ever since the war on volunteer forces and that we do not have an automatic mechanism for nourishing large reserve forces, which is the case with all of the European partners of NATO, who rely, with the exception of Great Britain, on compulsory military service. It is a fact that although their reserve forces are more extensive in the United Kingdom and in the United States, the magnitude of their reserve forces has also shown very significant reductions since they abandoned compulsory military service.

• 1050

The radar coverage afforded by surveillance systems in northern Canada and by the Pinetree Line—the coverage itself has been reduced over the years with the growing obsolescence of the system, but this has taken place during a period which has witnessed an enormous growth in the power of the Soviet strategic ballistic missile capability and during which, of course, the relative threat offered by the bomber has diminished. It has been only recently that we have witnessed perhaps more significant developments that suggest not only a sustained—the possibility of a greater threat arising from the bomber that has called more attention to the need, I think, for the modernization of the North American air defence. This is a question that is under discussion with the United States at this time.

Mr. Chairman, I cannot be concerned by the mere fact that we have 23 or so different types of aircraft in the forces. Aircraft are selected on a functional basis, and the types we have are there to do specific jobs. Given the wide array of tasks

[Translation]

classique, nous ne sommes vraiment jamais parvenus à rétrécir le fossé qui nous sépare de l'Union soviétique.

C'est dans ce contexte bien sûr que le commandant allié suprême a recommandé, en vue de hausser le seuil de recours au nucléaire, que l'on augmente les ressources consacrées à la consolidation de notre capacité classique. C'est une question qui a fait l'objet d'études et de discussions très poussées; je suppose qu'à peu près tout le monde dans les pays occidentaux s'inquiète à juste titre de voir dans quelle mesure notre sécurité repose, sous réserve de certaines conditions, sur une riposte nucléaire, si nous ne pouvons pas contrer la menace par des moyens classiques.

M. Kilgour a parlé des réserves sur lesquelles peuvent compter les Forces canadiennes. Il s'agit là d'une autre facette bien connue de la stratégie qui a été mise au point dans les années 1950 et 1960, à l'époque où l'on prévoyait qu'en réalité, l'alliance devait se préparer à un scénario de guerre-éclair; on se fiait surtout à l'élément de dissuasion nucléaire; les dispositions qui furent prises pour soutenir un éventuel effort de guerre à plus long terme seraient donc aujourd'hui considérées comme insuffisantes. C'est l'une des raisons qui expliquent que récemment, le ministère de la Défense nationale ait tant insisté sur l'amélioration de la capacité de soutien des forces; nous redoublons d'efforts à cet égard et nous planifions en conséquence.

La situation du Canada est d'autant plus marquée à cet égard que depuis la guerre, nous comptons sur une force constituée de volontaires. Nous n'avons pas de mécanisme permettant de gonfler automatiquement nos forces de réserve, comme c'est le cas de tous nos partenaires européens de l'OTAN, à l'exception de la Grande-Bretagne, où le service militaire est obligatoire. Les forces de réserve du Royaume-Uni et des États-Unis sont plus importantes que celles du Canada, mais elles ont subi des réductions importantes depuis l'abandon du service militaire obligatoire.

Parlons maintenant à la protection radar assurée par les systèmes de surveillance dans le Nord du Canada et par la ligne Pinetree. La protection elle-même s'est réduite au fil des ans en raison de l'obsolescence de plus en plus évidente du système; cela s'est produit toutefois pendant une période où nous avons été témoins d'une croissance énorme du potentiel des missiles balistiques stratégiques de l'URSS; d'autre part, bien sûr, la menace relative que présentait le bombardier a diminué parallèlement. Ce n'est que tout récemment que nous avons assisté à des événements peut-être significatifs qui nous amènent à la conclusion que la menace du bombardier s'est non seulement maintenue, mais qu'elle s'est peut-être accrue. C'est cela, je crois, qui a attiré l'attention sur la nécessité de moderniser la défense aérienne de l'Amérique du Nord. Des pourparlers sont actuellement en cours avec les États-Unis à ce sujet.

Monsieur le président, je ne m'inquiète pas du tout du simple fait que nous ayons quelque 23 types différents d'appareils dans les Forces. Les appareils sont choisis en fonction du critère opérationnel et ceux que nous avons

[Texte]

there are to do in the forces, I am not surprised that we have this number of aircraft. I will acknowledge that perhaps sometimes support costs are greater than what we would like to have to shoulder because of the diversity of aircraft, and I can assure you that great effort and concern are being exercised to rationalize as much as possible aircraft replacement programs for the future. I hope we will see this in a significant manner in future helicopter replacement programs.

We have indeed substantially improved the capability of 4 Brigade over the last couple of years. We have substantially increased its war establishment without, however, commensurately increasing the number of troops stationed in Europe in peace-time. That is the reason why the percentage of the force located in theatre is lower than what it was in the past and why on the surface it might appear a negative factor. It results directly from the fact that we have substantially increased the war establishment of the brigade from roughly 3,200, which it was about three years ago, to 5,600 now. We have, however, all the equipment that is necessary for the brigade to operate at its war establishment in theatre, and we are working as well to emplace all of the weapons stocks, which are items that change, of course, as a function of updating in planning and the introduction of new weapons systems.

We have the means of conveying to Europe those troops who are necessary to bring the brigade up to its war establishment in very, very short order. So I would suggest that that is not a serious deficiency. In fact, it is a policy question to be looked at very carefully from a Canadian standpoint. If we were to base in Europe the full war establishment strength of the brigade, we would need to spend considerable amounts of money on costly infrastructure facilities in Europe, and of course there would be resulting substantially greater expenditure of Canadian funds in Europe. It is open to question as to whether that is a sound way of posturing our force.

The fact that the United States Air Force Museum has had a 104 displayed in Dayton for a long time is of no consequence. The fact is that the United States Air Force never really did operate the 104. They operated a couple of them. The prototype, the 104A, was intended to be a high-altitude air superiority fighter. The air force decided not to introduce the aircraft, and I would suspect that it was probably in the museum at Dayton as early as 1960. In the meantime, however, the aircraft was very substantially re-engineered by NATO countries and rededicated to a tactical role; and we have used it very successfully in that particular role. As a matter of fact, three or four NATO air forces in Europe continue to employ the 104.

The Minister touched on the over-snow vehicles, Mr. Chairman. I think I will leave it at that.

The Chairman: Thank you.

[Traduction]

actuellement visent à accomplir des tâches précises. Compte tenu de la gamme très diversifiée de fonctions dont doivent s'acquitter les Forces, je ne suis pas surpris de constater que nous devons compter sur un nombre aussi élevé d'appareils. Je reconnais que parfois la diversité des appareils entraîne des coûts d'entretien plus élevés que nous le souhaiterions; je puis vous assurer d'ailleurs que nous déployons de grands efforts pour faire preuve de rationalisation dans la mesure possible, quant au choix des programmes de remplacement des appareils pour l'avenir. J'espère que cette tendance aura des retombées concrètes dans le cadre des programmes de remplacement de nos hélicoptères à l'avenir.

Nous avons en réalité augmenté considérablement la capacité de la 4^e brigade au cours des deux dernières années. Nous avons beaucoup augmenté son effectif de guerre sans toutefois augmenter de façon comparable le nombre de soldats basés en Europe en temps de paix. C'est pourquoi le pourcentage des forces basé sur le terrain est inférieur à ce qu'il était dans le passé et à première vue, cela peut sembler négatif. Cela découle directement du fait que nous avons fait passer l'effectif de guerre de la brigade de quelque 3,200 qu'il était il y a trois ans, à 5,600 maintenant. Précisons toutefois que nous avons déjà placé sur le théâtre d'opérations tout le matériel nécessaire pour que la brigade fonctionne à son plein effectif de guerre; nous tentons également d'y installer tous les stocks d'armes; ce sont bien sûr des réserves qui changent constamment, par suite de la mise à jour des plans et de l'introduction de nouveaux systèmes d'armes.

Nous disposons actuellement des moyens voulus pour amener en Europe, et ce très rapidement, tous les soldats nécessaires pour que la brigade atteigne son plein effectif de guerre. Je dirais donc que cette déficience n'est pas sérieuse. En fait c'est une décision politique qui mérite d'être examinée de très près dans une perspective canadienne. Si nous décidons de baser en Europe l'effectif de guerre complet de la brigade, il nous faudra dépenser beaucoup d'argent au chapitre des infrastructures à y construire, et bien sûr, cela représenterait une augmentation importante des dépenses de fonds canadiens en Europe. Il n'est pas certain que ce soit la méthode la plus raisonnable pour répartir nos effectifs.

Le fait qu'un appareil 104 soit en montre depuis un bon bout de temps dans un musée de l'aviation américaine n'a d'autre part aucune importance. En réalité, l'aviation américaine n'a jamais vraiment mis en service le 104. On en a essayé quelques-uns; le prototype, le 104-A, était censé devenir un appareil de supériorité aérienne à haute altitude. L'aviation américaine a décidé de ne pas acheter l'appareil; je ne serais pas surpris d'apprendre que votre pièce de collection se trouvait déjà au Musée de Dayton dès 1960. Entre-temps, bien sûr, l'appareil a été complètement modifié par les pays de l'OTAN qui lui ont confié un nouveau rôle tactique; il a d'ailleurs connu beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions. En fait, le 104 est toujours en service dans l'aviation de trois ou quatre pays de l'OTAN.

Le ministre a traité des véhicules adaptés au déplacement sur la neige, monsieur le président, je vais donc en rester là.

Le président: Merci beaucoup.

[Text]

Mr. Blais: Thank you, General Thériault.

The Chairman: General Thériault, you will have a chance next Tuesday, April 3, when you will be back.

Gen Thériault: No, sir. I will be unable to . . .

• 1055

Mr. Blais: No, he is with me . . .

The Chairman: So other officials will be in attendance?

Gen Thériault: Yes, sir.

The Chairman: Good.

The Hon. Member from Saint John, New Brunswick, Mr. Landers. If the other committee does not show up we will recognize Mr. Munro and I will ask Mr. Laniel to recognize those who will be, unfortunately, left out this morning. Mr. Landers, followed by Mr. Munro.

Mr. Landers: Thank you, Mr. Chairman.

I have a question for the Minister.

Mr. Minister, I wonder if you could give me an update on how the frigate patrol program is unfolding.

Mr. Blais: Perhaps I might ask Commodore Healey to come to the table and perhaps address that question. He will give you the update on the total frigate program.

Commodore E.J. Healey (Project Management Office, Canadian Frigate Patrol, Department of National Defence): Mr. Chairman, I am Commodore Healey, Frigate Program Manager.

We are in month nine of the frigate project, potentially a 10-year contract, so I guess the first point I would make is that it is early days yet.

The first-tier contractors, Saint John Shipbuilding and Drydock and his major subcontractors—Paramax, which the chairman mentioned earlier, Saint John Marine Consultants, Versatile Vickers Inc., Versatile Vickers Systems Inc.—have all been busy hiring staff and putting in place the subcontracts that allow them to purchase the equipment and systems that will eventually go into these ships. So far they have hired over 400 Canadians and that hiring, I am pleased to report, is going very well. There was some difficulty early on getting qualified Canadians, but as they have beaten the bushes they seemed to find more and more and the hiring is going extremely well, with Paramax having over 100 Canadians on staff now and hoping to hire even more in the next few weeks.

[Translation]

M. Blais: Merci beaucoup, général Thériault.

Le président: Général Thériault, vous aurez l'occasion de nouveau, le mardi 3 avril, puisque vous serez alors de retour parmi nous . . .

Gén Thériault: Non, monsieur; je ne pourrai pas . . .

M. Blais: Non, il m'accompagne . . .

Le président: Ce seront d'autres représentants du ministère qui comparaitront?

Gén Thériault: Oui, monsieur.

Le président: Très bien.

L'hon. député de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, M. Landers. Si les membres de l'autre comité ont du retard, je vais donner la parole à M. Munro et demander à M. Laniel de faire de même la prochaine fois, pour les gens qui, malheureusement, n'auront pu intervenir ce matin. M. Landers et ensuite M. Munro.

M. Landers: Merci, monsieur le président.

Je voudrais poser une question au ministre.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous faire une mise à jour sur le programme des frégates?

M. Blais: Je pourrais peut-être demander au commodore Healey de prendre place à la table et de répondre à cette question. Il fera une mise à jour sur l'ensemble du programme des frégates.

Le commodore E.J. Healey (Bureau de projet, Frégate canadienne de patrouille, Ministère de la Défense nationale): Monsieur le président, je suis le commodore Healey, directeur du programme des frégates.

Nous en sommes au neuvième mois dans l'échéancier du programme des frégates dont les contrats s'étendent sur une période éventuelle de 10 ans; il faut donc préciser tout de suite que nous n'en sommes qu'aux premiers balbutiements.

Les entrepreneurs du premier palier, *Saint John Shipbuilding and Drydock* ainsi que ses principaux sous-traitants—Paramax, dont le président vient de dire quelques mots, *Saint John Marine Consultants*, *Versatile Vickers Incorporated*, *Versatile Vickers Systems Incorporated*—s'occupent activement de la dotation en personnel ainsi que de la signature des contrats de sous-traitance leur permettant d'acheter le matériel et les systèmes qui équiperont un jour ces navires. Jusqu'à maintenant plus de 400 Canadiens ont été embauchés et je suis heureux de pouvoir dire que cette opération de recrutement se déroule très bien. Au tout début, on a éprouvé quelques difficultés à trouver des travailleurs canadiens spécialisés; des efforts supplémentaires ont permis de retracer de nouveaux candidats et, comme je le disais, tout se déroule très bien au niveau de l'embauche. Paramax compte déjà 100 Canadiens au nombre de son personnel et espère en embaucher davantage au cours des prochaines semaines.

[Texte]

In Saint John they are running at around 200 in the project office, and Saint John Marine Consultants somewhat over 100.

The total number of people employed on the project of course includes some foreign people so the total number is somewhat over 500 altogether.

A major number of subcontracts have been let, as you have probably noticed in the press, and more of them will be let in the next few weeks as the program heats up and many more of the Canadian companies are getting involved at this stage.

All in all the project is going fairly well. It is close to schedule. The contractor believes that he may be slightly behind, but that is not unusual at this early stage. He foresees catching up very shortly, and we believe there is no cause for concern at this stage. In fact, things are going fairly well.

Mr. Landers: How many non-Canadians have been hired?

Cdr Healey: In Canada? At the moment I think Paramax has about 25 and Saint John has in the order of 15 or 16.

Mr. Landers: Why was it necessary to hire these non-Canadians?

Cdr Healey: In many cases they are doing the job until Canadians can be hired. It is just a question of them being hired from firms either in England or in the United States until such time as the staffing is put in place to hire the Canadians.

Mr. Landers: Do they have a certain expertise that we lack in Canada?

Cdr Healey: In many cases, yes, they are people involved in computer systems or naval architecture or marine engineering, that type of capability.

Mr. Landers: Generally you say the program is on target?

Cdr Healey: Yes.

Mr. Landers: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much. I appreciate that so we can have at least one question by Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I have many, but I think I would like the Minister to clarify his position on the unification in the British services. I am sure he was referring to the unification of the catering services, the medical services, the dental services, the pay and equipment services, but not touching the three sharp-end services or the regiments and the uniforms thereof. Would you clarify that statement, Mr. Minister?

[Traduction]

La société *Saint John* compte déjà 200 employés à son bureau de projet et *Saint John Marine Consultants* a dépassé la centaine.

Le nombre total de travailleurs employés dans le cadre du projet comprend bien sûr des étrangers, si bien que le total se situe aux environs de 500.

Vous l'avez probablement déjà appris dans les journaux, un nombre important de contrats de sous-traitance n'ont toujours pas été signés; ils devraient être accordés graduellement au cours des prochaines semaines, au fur et à mesure que le programme prend de l'élan; on constate la participation d'un nombre croissant de compagnies canadiennes à cette étape-ci.

Dans l'ensemble, on peut dire que le projet est en bonne santé. On est tout près des dates prévues dans l'échéancier. Selon l'entrepreneur, il y a peut-être un tout petit peu de retard, mais c'est tout à fait normal à ce stade-ci. Il prévoit rattraper le retard très bientôt et nous croyons qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter à ce moment-ci. En fait, tout se déroule fort bien.

M. Landers: Combien de non-Canadiens ont été embauchés?

Cdr Healey: Au Canada? À l'heure actuelle, il y en a environ 25 chez Paramax et 15 ou 16 chez *Saint John*.

M. Landers: Pourquoi a-t-il été nécessaire d'embaucher ces non-Canadiens?

Cdr Healey: Dans bien des cas, ils feront le travail jusqu'à ce que des Canadiens puissent être embauchés. Il s'agit en fait de recruter ces travailleurs auprès de sociétés britanniques et américaines, jusqu'à ce que le processus de dotation en personnel permette d'embaucher des Canadiens.

M. Landers: Ils possèdent certaines compétences qui font défaut au Canada?

Cdr Healey: En effet, dans bien des cas, il s'agit d'experts dans les domaines de l'informatique, de l'architecture navale ou du génie maritime; enfin, vous voyez le genre.

M. Landers: Selon vous, on peut dire que l'échéancier du programme est respecté?

Cdr Healey: Oui.

M. Landers: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup. Je vous remercie d'avoir été aussi bref, cela permettra à M. Munro de poser au moins une question.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'aurai bien des questions à poser; pour l'instant, j'aimerais bien que le ministre énonce clairement sa position au sujet de l'unification des services britanniques. Je suis persuadé qu'il faisait allusion à l'unification des services de ravitaillement, des services médicaux, des services dentaires, des services de la paye et du matériel, mais qu'il n'est pas question de toucher aux trois services opérationnels, aux régiments ou à leurs uniformes. Pourriez-vous, s'il vous plaît, nous apporter des précisions, monsieur le ministre?

[Text]

Mr. Blais: I did not deal with the uniforms. Uniforms are not being touched. As I understand it, the British are looking at a process of integrating and unifying their senior levels of administration, not only in terms of getting the three services together in terms of policy development and policy formulation but also in having the civilian aspect of the military also involved, as we have done in Canada. Now, the details, as I understand it, are not completely worked out. However, in effect, that is what they are proceeding to do.

• 1100

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): We have all to be heading in the same direction, as they did in the Falklands. That is not integration, that is co-ordination, that is effort . . .

Mr. Blais: It is as a result of the Falklands I think that they have looked at the Canadian experience with a great deal of interest.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh, come off it!

The Chairman: Madam, gentlemen, please take note that this Thursday, the committee, chaired by Mr. Laniel, will hear officials of the Department of External Affairs. Next Tuesday at 11.00 a.m., there will be a meeting of the officials of the Department of National Defence. The following Thursday, April 5, we have made an agreement, for political reasons, for the Official Opposition—there is no meeting. April 10 will be IDRC; April 12 CIDA will be back. On April 11 there will be a very special meeting with the Minister of Foreign Affairs of Thailand. It is a joint session of the House and the Senate.

Thank you very much and I shall see you April 10. The meeting is adjourned.

[Translation]

M. Blais: Je n'ai pas parlé des uniformes. Les uniformes ne sont pas touchés. Il me semble que les Britanniques envisagent une méthode d'intégration et d'unification des échelons administratifs supérieurs, et il ne s'agit pas seulement de réunir les trois services pour l'élaboration et la formulation des politiques, mais également d'y adjoindre la composante civile comme nous le faisons ici. Je crois également savoir que les derniers détails n'ont pas encore été arrêtés, mais il n'en reste pas moins que c'est cela qu'ils font.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Nous devons tous suivre le même modèle à l'instar des Britanniques aux Falklands. Il ne s'agit pas d'une intégration, mais plutôt d'une coordination, d'un effort . . .

M. Blais: C'est à la suite de l'incident des Falklands, je crois, que les Britanniques ont commencé à s'intéresser de très près au modèle canadien.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): N'exagérez pas!

Le président: Madame, messieurs, veuillez prendre note du fait que jeudi, le Comité entendra, sous la présidence de M. Laniel, les représentants du ministère des Affaires extérieures. Mardi prochain à 11 heures, nous aurons une réunion avec les gens du ministère de la Défense nationale et, jeudi prochain, le 5 avril, nous ne nous réunirons pas puisque nous en avons convenu, pour des raisons politiques, avec l'Opposition officielle. Le 10 avril sera consacré au C.R.D.I., et le 12 avril nous entendrons encore une fois les représentants de l'ACDI. Le 11 avril, nous aurons une séance très spéciale en compagnie du ministre des Affaires étrangères de la Thaïlande, et je vous signale qu'il s'agira d'une réunion mixte des comités des deux chambres.

Je vous remercie et je vous attends donc le 10 avril. La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of National Defence:

Gen. G.C.E. Thériault, Chief of the Defence Staff
LGen F.J. Richard, Deputy Chief of the Defence Staff
Cmdre E.J. Healey, Project Manager CPF

Du ministère de la défense nationale:

Gén G.C.E. Thériault, Chef de l'état-major de la Défense
Lgén F.J. Richard, Sous-chef de l'état-major de la défense
Cmdre E.J. Healey, Bureau de projet, Frégate canadienne
de patrouille

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 6

Fascicule n° 6

Tuesday, April 3, 1984

Le mardi 3 avril 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

External Affairs and National Defence

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

CONCERNANT:

Main Estimates 1984-85
Vote 1 under NATIONAL DEFENCE

Budget principal 1984-1985
Crédit 1 sous la rubrique DÉFENSE NATIONALE

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)



Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1983-84

Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1983-1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens
Robert Wenman

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breaux
J. Roland Comtois
Stan Darling
Pierre Gimaël
Dan Heap
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McNight
Donald W. Munro (*Esquimalt—Saanich*)
Bob Ogle
Irinée Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 69(4)(b)

On Wednesday, March 28, 1984:

Donald W. Munro (*Esquimalt—Saanich*) replaced Fred King.

On Thursday, March 29, 1984:

Dan Heap replaced Lorne Nystrom.

On Friday, March 30, 1984:

Pierre Gimaël replaced Claude G. Lajoie.

On Monday, April 2, 1984:

Stan Darling replaced Walter McLean.

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement

Le mercredi 28 mars 1984:

Donald W. Munro (*Esquimalt—Saanich*) remplace Fred King.

Le jeudi 29 mars 1984:

Dan Heap remplace Lorne Nystrom.

Le vendredi 30 mars 1984:

Pierre Gimaël remplace Claude G. Lajoie.

Le lundi 2 avril 1984:

Stan Darling remplace Walter McLean.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 3 AVRIL 1984

(7)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit aujourd'hui à 11 h 05, sous la présidence de M^{me} Ursula Appolloni (*vice-président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, MM. Dupras, Hudecki, Kilgour, Laniel, Lapierre, Sargeant et Wenman.

Substituts présents: MM. Darling et Stewart.

Autre député présent: M. Bradley.

Témoins: Du Ministère de la Défense nationale: M. D.B. Dewar, Sous Ministre; Vam D.N. Mainguy, Vice-Chef de l'État-major de la Défense; Lgén F.J. Richard, Sous-chef de l'état-major de la Défense; Lgén J.E. Vance, Sous-Ministre adjoint (Personnel); M. L.E. Davies, Sous-Ministre adjoint (Finances); M. AdeW Matthewson, Chef-Planification des politiques; M. M.E. Matusiak, Chef-Approvisionnement; Capt (N) M.T. Saker, Bureau de projet-Frégate canadienne de patrouille; Lcol S.W. Spencer, Bureau de projet, Programme d'instruction et d'emploi pour les jeunes.

Le Comité reprend l'examen de son Ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 relatif au Budget principal des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbal du mardi 13 mars 1984, fascicule n° 1*).

Le Comité reprend l'examen du Crédit 1 sous la rubrique DÉFENSE NATIONALE.

Les témoins répondent aux questions.

Conformément à l'ordre adopté le jeudi 26 janvier 1984 par le Comité, le président autorise l'impression en annexe aux Procès-verbaux et témoignages de ce jour, un document en réponse à une question de M^{me} Appolloni, présenté au Comité par le Ministère de la Défense nationale (*Voir l'annexe «EAND-1»*).

A 12 h 42, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 3, 1984

(7)

[Translation]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met this day at 11:05 o'clock a.m., Mrs. Ursula Appolloni, Vice-Chairperson, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Messrs. Dupras, Hudecki, Kilgour, Laniel, Lapierre, Sargeant and Wenman.

Alternates present: Messrs. Darling and Stewart.

Other Member present: M. Bradley.

Witnesses: From the Department of National Defence: Mr. D.B. Dewar, Deputy Minister; VAdm D.N. Mainguy, Vice Chief of the Defence Staff; LGen F.J. Richard, Deputy Chief of the Defence Staff; LGen J.E. Vance, Assistant Deputy Minister (Personnel); Mr. L.E. Davies, Assistant Deputy Minister (Finance); Mr. AdeW Matthewson, Chief Policy Planning; Mr. M.E. Matusiak, Chief of Supply; Capt (N) M.T. Saker, Acting Project Manager, Canadian Patrol Frigate; Lt. Col S.W. Spencer, Project Officer, Youth Training and Employment Programme.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 21, 1984 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 13, 1984, Issue No. 1*).

The Committee resumed consideration of Vote 1 under NATIONAL DEFENCE.

The witnesses answered questions.

In accordance with the Order of Reference of Thursday, January 26, 1984, the Chairman authorized the printing as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence of a document in answer to a question by Mrs. Appolloni, introduced to the Committee by the Minister of National Defence (*See Appendix «EAND-1»*).

At 12:42 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, April 3, 1984

• 1105

The Vice-Chairman: I now see a quorum. We are resuming consideration of the committee's Order of Reference pertaining to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985, more particularly, consideration of Vote 1 under National Defence.

NATIONAL DEFENCE

Defence Services Program

Vote 1—Defence Services—Operating expenditures and authority for total commitments.....\$5,612,950,000

The Vice-Chairman: I may inform members that, following my own questioning—and I think the last meeting was DND—I asked for an *aide-mémoire* regarding the Canadian Forces Youth Training and Employment Program, description and accreditation. In all modesty, I had a very particular interest in this. The *aide-mémoire* has now been delivered in both official languages and will be appended to the proceedings of today's meeting.

Appearing before us are the Deputy Minister, Mr. D.B. Dewar, and an absolute galaxy of talent from the department who presumably will be introduced if and as they are called upon to speak.

I hope that my colleagues will allow me a certain chauvinistic moment when I point out the very welcome presence of top-ranking officer, Colonel Wendy Clay, the Director of Preventive Medicine. Colonel, you have no idea how welcome you are.

Mr. Darling: It is about time we had one here.

Col Wendy Clay (Director of Preventive Medicine, Department of National Defence): Thank you.

The Vice-Chairman: High time. Stan, again we agree.

We can now proceed. Mr. Dewar, do you have an opening statement?

Mr. D.B. Dewar (Deputy Minister, Department of National Defence): No.

The Vice-Chairman: In that case, we shall proceed to questioning. The member of the opposition, Mr. Kilgour, please.

Mr. Kilgour: Thank you. Mr. Dewar, if I may start in a non-provocative manner today, a quotation from Mr. Peter Newman's book, *True North Not Strong and Free*, page 12 says:

It is nothing short of a criminal act for the politicians to pretend that our warriors, clad in uniforms the colour . . .

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 3 avril 1984

Le vice-président: Nous avons le quorum. Nous reprenons l'étude de notre ordre de renvoi relatif au Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985 et plus particulièrement le crédit 1^{er} du budget de la Défense nationale.

DÉFENSE NATIONALE

Programme des services de défense

Crédit 1^{er}—Services de défense—Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter.....\$5,612,950,000

Le vice-président: J'informerai les députés qu'à la suite de mes propres questions—je crois que la dernière réunion portait sur la Défense nationale—j'ai demandé un aide-mémoire sur le Programme d'instruction et d'emploi pour les jeunes des Forces canadiennes—description et accréditation connexe. En toute modestie, je dois dire que cette question m'intéressait particulièrement. Cet aide-mémoire nous a été communiqué dans les deux langues officielles et sera annexé au compte rendu de la séance d'aujourd'hui.

Les témoins d'aujourd'hui sont le sous-ministre, M. D.B. Dewar, et toute une galaxie de talents du Ministère qui, je suppose, nous seront présentés au fur et à mesure qu'ils seront appelés à intervenir.

J'espère que mes collègues me pardonneront un certain chauvinisme en leur disant mon plaisir de signaler la présence d'un haut gradé, le colonel Wendy Clay, directeur des Services de médecine préventive. Colonel, vous n'avez pas idée du plaisir de vous voir.

M. Darling: Il était grand temps.

Le colonel Wendy Clay (directeur des Services de médecine préventive, ministère de la Défense nationale): Merci.

Le vice-président: Grand temps. Stan, une fois de plus, nous sommes d'accord.

Nous pouvons maintenant commencer. Monsieur Dewar, avez-vous une déclaration préliminaire?

M. D.B. Dewar (sous-ministre, ministère de la Défense nationale): Non.

Le vice-président: Dans ce cas, nous passerons directement aux questions. Monsieur Kilgour, s'il vous plaît.

M. Kilgour: Monsieur Dewar, je me permettrai de commencer d'une manière tout à fait inoffensive aujourd'hui en citant un extrait de la page 12 du livre de M. Peter Newman *True North Not Strong and Free*:

On pourrait presque taxer de criminel le fait que les politiciens prétendent que nos guerriers, vêtus d'uniformes d'une couleur . . .

[Texte]

he goes on and makes a comment about the colour of the uniform, which I will omit and continue

... are adequately equipped to defend themselves, much less to guard the nation or even any province, county or town.

Do you have any comment on that? I suspect not.

Mr. Dewar: No comment.

Mr. Kilgour: On page 15 he makes the point that "our forces have no mobilization plan". Would you tell us, sir, what you know about our mobilization plans in Canada?

Mr. Dewar: I would like to ask the Vice-Chief of the Defence Staff to speak on that point, please. Admiral Mainguy.

VAM D.N. Mainguy (Vice-Chief, Defence Staff,, Department of National Defence): I believe it was two years ago that the government officially went off a forces-in-being concept and asked for revitalization of mobilization plans. We have been revitalizing such plans over a period of about the last two years. We had a large-scale exercise in the month of February and tested our interim mobilization plan. The results of that exercise are in the process of being evaluated now. When the evaluation is done, which we hope to have some time not much later this year, we hope to come forward with firmer ideas of mobilization.

Mr. Kilgour: Can you say something a bit more specific than what you have just told the committee about your mobilization plans?

VAM Mainguy: Could you ask me a more specific question?

Mr. Kilgour: I can. I can say to you, sir, with respect, you have not really told me anything which I suspect anybody in the room did not know before they came to the meeting. Can you tell us anything, in more detail, about what your plans are for a mobilization plan for Canada?

• 1110

VAM Mainguy: The mobilization involves several broad aspects. One is the mobilization of armed forces to meet commitments and sustain them. One is to mobilize the country to support these armed forces. I suppose if you extend it a whole lot further, you are talking about mobilization of industry, transport and so on.

I would believe that the stage we are now in is that we can show how you can mobilize to meet the current commitments of the armed forces, and we can show broadly what would need to be done in the country at large to more properly sustain our national requirements in an emergency.

Mr. Kilgour: All right. Have you read this book by Peter Newman, by the way?

VAM Mainguy: Yes.

[Traduction]

il fait un certain nombre de commentaires sur la couleur de ces uniformes, commentaires que je me permettrai de sauter, puis dit ensuite

... sont suffisamment équipés pour se défendre, encore moins protéger la nation, voire une province, un comté ou une ville.

Avez-vous des commentaires à ce sujet? Je suppose que non.

M. Dewar: Pas de commentaires.

M. Kilgour: À la page 15, il écrit que «nos forces armées n'ont pas de plan de mobilisation». Voudriez-vous nous dire, monsieur, ce que vous savez de nos plans de mobilisation?

M. Dewar: J'aimerais demander au vice-chef de l'état-major de la Défense, l'amiral Mainguy, de vous répondre.

Le Vice-amiral D.N. Mainguy (vice-chef de l'état-major de la Défense, ministère de la Défense nationale): Je crois que c'est il y a deux ans que le gouvernement a officiellement abandonné le concept du simple contingent et a réclamé une revitalisation des plans de mobilisation. Cela fait maintenant environ deux ans que nous revitalisons ces plans. Un exercice à grande échelle a eu lieu au mois de février pour tester notre plan de mobilisation intérimaire. Les résultats de cet exercice sont en cours d'évaluation. Lorsque cette évaluation sera terminée, bien avant la fin de cette année, nous l'espérons, nous devrons être en mesure de mieux mesurer la situation sur le plan de la mobilisation.

M. Kilgour: Pouvez-vous être un peu plus précis?

Vadm Mainguy: Pourriez-vous me poser une question plus précise?

M. Kilgour: Oui. Sauf votre respect, monsieur, vous ne m'avez vraiment rien dit que personne ne savait, je suppose, dans cette salle avant de venir à cette réunion. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur vos projets de plan de mobilisation?

Vadm Mainguy: La mobilisation couvre plusieurs aspects généraux. Il y a tout d'abord la mobilisation des forces armées pour répondre de manière continue aux engagements. Il y a ensuite la mobilisation du pays pour appuyer ces forces armées. Si on veut aller encore beaucoup plus loin, vient alors la mobilisation de l'industrie, des transports, etc.

Je croirais que nous pouvons actuellement démontrer notre aptitude de mobilisation pour répondre aux engagements actuels des forces armées, et que nous pouvons indiquer d'une manière générale ce que devrait faire l'ensemble du pays pour soutenir de manière plus appropriée nos besoins nationaux en cas d'urgence.

M. Kilgour: Très bien. À propos, avez-vous lu ce livre de Peter Newman?

Vadm Mainguy: Oui.

[Text]

Mr. Kilgour: The chapter headed *NATO's Lost Lamb* starts with this quote:

In terms of our proportionate NATO expenditure, we are now ranked at the bottom, except for Iceland which has no armed forces at all.

I think you were here last week, were you not? We seem to be getting into an argument about whether or not we are fulfilling our obligations to NATO, and we sort of go around in circles on that. Do you have an opinion, with particular reference to the NATO force goals for 1985 to 1990, to which I believe the Government of Canada recently agreed?

VAm Mainguy: I am the wrong guy to ask if I think the government is offering enough, or whatever that means. I can tell you that the commitments made by the government are supported to the very best extent we can by the Department of National Defence.

Mr. Kilgour: The perhaps the Deputy Minister might answer. With respect, do you know what the term "NATO force goals for 1985 to 1990" means?

Mr. Dewar: Yes, I do.

Mr. Kilgour: Can you tell us what implications that has for Canada with respect to things like new equipment? What sort of commitments in terms of capital expenditures do those goals bind us to?

Mr. Dewar: Madam Chairman, I am not able to answer specifically in force goal terms. I can speak in terms of our budgets and of our ability to meet operational commitments which NATO has put on us. But I simply cannot recall in enough detail what those force goals contain.

Mr. Kilgour: Is there anybody in this group of talented people who can tell us something about the NATO force goals?

VAm Mainguy: I think we would have to take notice of that. The force goals are what NATO believes the Canadian government should provide, and . . .

Mr. Kilgour: Has not the Canadian government agreed to those goals?

VAm Mainguy: Not NATO as much as the Supreme Commanders. The implementation of such force goals is a matter for governments to decide. These are recommendations made by the Supreme Commanders.

Mr. Kilgour: But has not the Government of Canada agreed to fulfil its part of the force goals 1985 to 1990? Certainly that is what we were told in NATO about a month ago, sir.

VAm Mainguy: Could you tackle that, Mr. Mathewson?

Mr. AdeW. Mathewson (Chief, Policy Planning, Department of National Defence): The matter of force goals, the matter of commitments and the matter of undertakings sometimes gets into a sort of a semantic tangle.

[Translation]

M. Kilgour: Le chapitre intitulé *NATO's Lost Lamb* (L'agneau perdu de l'OTAN) commence par cette citation:

Pour ce qui est de notre participation financière à l'OTAN, nous occupons maintenant le dernier rang si on excepte l'Islande qui n'a pas du tout de forces armées.

Je crois que vous étiez présent la semaine dernière, n'est-ce pas? Les opinions diffèrent quant au respect de nos obligations envers l'OTAN et nous avons l'impression de tourner en rond. Quelle est votre opinion à ce sujet dans la perspective plus particulière des objectifs des forces de l'OTAN pour les années 1985 à 1990, objectifs que, sauf erreur, le gouvernement du Canada vient d'approuver?

Vadm Mainguy: Ce n'est pas à moi qu'il faut demander si ce qu'offre le gouvernement est suffisant ou ce que cela veut dire. Je peux simplement vous dire que le ministère de la Défense nationale met en pratique, au mieux de ses possibilités, les engagements pris par le gouvernement.

M. Kilgour: Le sous-ministre peut peut-être répondre. Savez-vous ce que l'expression «Objectifs des forces de l'OTAN pour les années 1985 à 1990» signifie?

M. Dewar: Oui.

M. Kilgour: Pouvez-vous nous dire quelles en sont les conséquences pour le Canada en matière de nouveau matériel, par exemple? Quelle sorte d'engagements financiers ces objectifs nous imposent-ils?

M. Dewar: Madame le président, je ne suis pas en mesure de donner des réponses spécifiques sur les objectifs des forces armées. Je peux vous parler de notre budget et de notre aptitude à satisfaire les engagements que l'OTAN nous impose. Pour ce qui est des objectifs, je ne me souviens pas des détails.

M. Kilgour: Y a-t-il quelqu'un au sein de ce groupe talentueux qui pourrait nous dire quelque chose sur ces objectifs des forces de l'OTAN?

Vadm Mainguy: Je crois que nous devrions prendre note de la question. Ces objectifs correspondent à ce que l'OTAN croit pouvoir attendre du gouvernement canadien, et . . .

M. Kilgour: Le gouvernement canadien n'a-t-il pas approuvé ces objectifs?

Vadm Mainguy: Ces recommandations n'émanent pas de l'OTAN en tant que telle, mais plutôt des commandants suprêmes et c'est aux gouvernements respectifs de décider de leur application.

M. Kilgour: Le gouvernement du Canada n'a-t-il pourtant pas accepté de réaliser sa part des objectifs des forces pour les années 1985 à 1990? C'est ce qu'on nous a dit à l'OTAN il y a un mois, monsieur.

Vadm Mainguy: Pourriez-vous essayer de répondre, monsieur Mathewson?

M. AdeW. Mathewson (chef, Planification des politiques, ministère de la Défense nationale): La question des objectifs, la question des engagements et de la participation sont parfois les victimes de la sémantique.

[Texte]

• 1115

The force goals which have been postulated by the NATO commanders are accepted by the members of the alliance as challenges, and challenges have always been greater than the absolute expectation of being met. The force goals which have been accepted by Canada—and I am afraid I cannot give you specific details because they are not expressed in specific details—represent by and large a challenge which amounts to approximately 3.5% real growth in the Canadian defence expenditure. The government has indicated its intention to continue this year and for some years ahead to meet the challenge of 3% real growth in defence expenditures.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Mathewson. Through you, Madam Chairman, does the 3.5% not imply equipment such as the F-18 and other items of a capital equipment nature?

Mr. Mathewson: They would be included in that, yes.

Mr. Kilgour: Can you tell us what some of those equipment matters would be, sir?

Mr. Mathewson: I am afraid I cannot. Frankly, that is not my province.

Mr. Kilgour: Is there anybody here, Mr. Deputy Minister, who could tell the duly elected Members of Parliament what those things might be?

Mr. Dewar: I think the vice chief will comment on that.

VAm Mainguy: Madam Chairman, if I understand your question, for example, we have embarked on the purchase of the CF-18 aircraft, which is now coming into service and next year will be delivered to operate in Europe. You know about the decision to go ahead with the Canadian Patrol Frigate program taken last summer. There are numerous other programs, such as new rifles which have been announced, the low-level air defence which has been announced, all of which serve to respond to the challenge to which Mr. Mathewson alluded.

Mr. Kilgour: I guess my question was not clear. We know about these things you have mentioned; it is the things which have not been mentioned or announced. I would really like to get your indication as to what they are.

VAm Mainguy: Do you mean the future plans of the department?

Mr. Kilgour: Yes, other than things such as the rifle, of which every member of the committee, I am sure, is aware.

VAm Mainguy: I am trying to think of how to respond to that. In the long-term programming of the department, there are numerous items competing for consideration within the capital allocations of the defence budget.

Mr. Kilgour: Could you tell us what some or preferably all of those are?

[Traduction]

Les objectifs des forces avancés par les commandants de l'OTAN sont acceptés par les membres de l'Alliance comme des défis, et les défis ont toujours dépassé les attentes absolues. Les objectifs acceptés par le Canada—et j'ai peur de ne pouvoir vous donner de détails précis car ils ne sont pas exprimés de manière précise—représentent en gros un défi qui constitue une croissance réelle des dépenses de la défense canadienne d'environ 3,5 p. 100. Le gouvernement a indiqué son intention cette année et pour les années à venir de relever ce défi d'une croissance réelle d'une dépense de défense de 3 p. 100.

M. Kilgour: Merci, monsieur Mathewson. Ces 3,5 p. 100 n'impliquent-ils pas des équipements tels que les F-18 et d'autres équipements d'une nature analogue?

M. Mathewson: Ces équipements sont inclus, oui.

M. Kilgour: Pouvez-vous nous dire de quels équipements il pourrait s'agir, monsieur?

M. Mathewson: J'ai bien peur que non. Ce n'est pas mon domaine.

M. Kilgour: Y a-t-il quelqu'un, monsieur le sous-ministre, qui pourrait dire aux représentants dûment élus du Parlement, quels pourraient être ces équipements?

M. Dewar: Je crois que le vice-chef peut vous dire un mot à ce sujet.

Le VAm Mainguy: Madame le président, si je comprends bien votre question, par exemple, nous nous sommes lancés dans l'achat de l'avion CF-18 qui est maintenant opérationnel et qui sera mis en service en Europe l'année prochaine. Vous savez que la décision pour le programme des frégates de patrouille canadiennes a été prise l'été dernier. Il y a de nombreux autres programmes qui ont été annoncés: celui des nouveaux fusils, celui de la défense aérienne à basse altitude, programmes devant servir à relever le défi dont a parlé M. Mathewson.

M. Kilgour: Je suppose que ma question n'était pas claire. Nous connaissons toutes ces choses que vous venez de mentionner; ce sont les choses que vous n'avez ni mentionnées ni annoncées qui nous intéressent. C'est de celles-là que j'aimerais que vous nous parliez.

Le VAm Mainguy: Vous voulez parler des plans futurs du Ministère?

M. Kilgour: Oui, des choses autres que ce programme de remplacement des fusils qu'aucun d'entre nous n'ignore, j'en suis sûr.

Le VAm Mainguy: Je réfléchis comment répondre. Dans la programmation à long terme du Ministère, il y a de nombreux projets qui rivalisent pour les différents postes de défense du budget de la Défense.

M. Kilgour: Pourriez-vous nous citer certains de ces projets et de préférence tous ces projets?

[Text]

VAm Mainguy: At last count, I think there were something like 30 major Crown projects competing, plus several hundred others. I would not attempt to give you a list.

Mr. Kilgour: We are the only representatives the taxpayers have in this committee. Will you tell us for the record what are some of the 30 or such of the 30 as you can recall?

VAm Mainguy: DCDS, can you respond?

The Vice-Chairman: Would the witnesses kindly identify themselves before speaking? Thank you.

LGen F.J. Richard (Deputy Chief of the Defence Staff, Department of National Defence): I am General Richard, Deputy Chief of the Defence Staff. I am responsible for the formulation of the long-term plan, which is based on the funds likely to be available for capital equipment purchase.

This is a plan which we developed over a 15-year period, so naturally you will understand that, as you go into the future, it becomes softer. But there are in excess of 300 programs which are tracked; cash phasing is developed. The numbers are identified and the overall costs of those programs.

• 1120

To give you an idea of some of them—for instance, the low level air defence is the most important one at this time, because we have gone for proposals, and you are dealing with a program in excess of \$500 million. We are going into the construction of jeeps. This has to be followed for instance by a requirement to increase the fleet of 5-tonners. We are looking at passive night sites for two antitank weapons, artillery observers. We are looking at the requirement to modernize the tactical helicopters in future. The Sea King helicopter for the destroyers is also in this period of planning. Transport aircraft will start appearing during that period as well, in the mid-1990s. So those are examples of the programs that we have under development.

Mr. Kilgour: I am not asking you to reveal anything that you feel you should not reveal to a public meeting, but we would really like to know—at least I would—what other things you have in mind.

Mr. Hudecki: Madam Chairman, on a point of order. I wonder if those are fair questions to ask of the officials. What is planned for the future should be forwarded to the government, to the Minister of Defence, and I think the Minister of Defence is the appropriate person to ask the questions as to what the future planning of the forces is.

The Vice-Chairman: I tend to agree with the parliamentary secretary; however, I am sure the witnesses know they are quite at liberty to refer any questions to the Minister, particularly if they feel they are bordering on policy.

Mr. Dewar: Madam Chairman, may I add a comment. As we have focused on the question and detailed it a bit more, it

[Translation]

Le VAm Mainguy: Au dernier compte, je crois qu'il y avait quelque chose comme 30 projets principaux de la Couronne plus plusieurs centaines d'autres. Je n'essaierai pas de vous en donner la liste.

M. Kilgour: Nous sommes les seuls représentants des contribuables. Nous direz-vous quels sont certains de ces 30 projets?

Le VAm Mainguy: Pouvez-vous répondre, monsieur Richard?

Le vice-président: Le témoin aurait-il l'amabilité de se présenter avant de répondre? Merci.

Le lieutenant-général F.J. Richard (sous-chef de l'état-major de la Défense, ministère de la Défense nationale): Je suis le général Richard, sous-chef de l'état-major de la Défense. Je suis responsable de l'élaboration du plan à long terme qui repose sur les fonds éventuellement disponibles pour l'achat d'équipement.

Ce plan court sur une période de 15 ans et il vous est donc facile de comprendre que plus les projections sont lointaines, plus il est aléatoire. Ces prévisions de financement portent sur plus de 300 programmes. Le coût global de ces programmes a été calculé.

Pour vous donner une idée de certains d'entre eux—par exemple, le programme de défense aérienne à basse altitude est le plus important pour le moment car nous avons fait des demandes de propositions et c'est un programme qui dépasse les 500 millions de dollars. Nous allons construire des jeeps. Il faudra ensuite que nous répondions à la demande d'accroissement de la flotte de camions de cinq tonnes. Nous envisageons des viseurs nocturnes pour deux armes antichars. Il faudra moderniser les hélicoptères tactiques de demain. L'hélicoptère Sea King pour les croiseurs entre également dans cette période de planification. Les nouveaux avions de transport feront également leur apparition pendant cette période au milieu des années 90. Ce sont donc des exemples de programmes envisagés.

Mr. Kilgour: Je ne vous demande pas de révéler quelque chose que vous estimez ne pas devoir révéler en public, mais nous aimerions connaître, tout au moins j'aimerais connaître vos autres projets.

M. Hudecki: Madame le président, j'invoque le Règlement. Je me demande si ce sont des questions à poser à des fonctionnaires. Ces plans sont destinés au gouvernement, au ministre de la Défense, et j'estime que c'est au ministre de la Défense que l'on devrait poser ces questions sur les plans futurs de nos forces armées.

Le vice-président: J'ai tendance à être d'accord avec le secrétaire parlementaire. Cependant, je suis certain que les témoins savent qu'ils ont tout à fait le loisir de référer toute question au ministre, tout particulièrement s'ils estiment que cela touche à la politique.

M. Dewar: Madame le président, pourrais-je ajouter un commentaire. Puisque nous sommes entrés un peu plus dans

[Texte]

strikes me it might be useful just to note that there are a couple of other rather large programs that are in the wings, which would affect equipment as well as other operational expenditures.

As the committee knows, we are in preliminary discussions with the United States on modernization of the North American Air Defence System, and we would anticipate that this would lead to considerable expenditures. Another large item would be the further stages of the ship replacement program of which the CPF was the first. It is well known that the department is considering how and when to proceed with the further stages of the ship replacement program.

I mention those two because they are obviously quite bulky in terms of expenditure. I do not mean by mentioning them to exclude other things, such as the ones the deputy chief referred to. But all of these, big and small, are fitted within a concept of forward budget planning and time phasing and represent, in fact, a kind of continuous review process in the department.

Mr. Kilgour: My final question, Madam Chairman, as other people want to ask questions.

Can you tell us something about the militia? I have a number of people who come to me to complain that they are underfunded and undersupported by the department. Can you give us some grounds of optimism for people in the militia across the country, that you are going to do more to make life better for them?

Mr. Dewar: I would request the Vice-Chief to comment on that.

Vam Mainguy: Madam Chairman, as I explained earlier, the decision of the government of two years ago led to the inclusion of funds identified for readiness and sustainability. These funds become available in the fiscal year just started and will be applied, I think I am right in saying, almost exclusively to militia and other reserves on an argument that they are the sustaining part of the Canadian Armed Forces.

• 1125

Mr. Kilgour: Just on that, can you tell us how many young Canadian men and women have applied to join the Armed Forces who are not able to get in because of your shortage of places as of, say, today?

The Vice-Chairman: General, you will you identify yourself?

Lieutenant General J.E. Vance (Assistant Deputy Minister, Personnel, Department of National Defence): We have a waiting list for regular force enrolment today of about 7,000. For the last 18 months, the waiting list has ranged in the 7,000 to 8,000 order of magnitude. The waiting list comprises individuals who have applied and who have been found suitable, in fact highly suitable as you might expect in this period, and for whom we do not at this stage have regular force vacancies for their enrolment.

[Traduction]

les détails, il me semble qu'il serait peut-être utile de signaler un ou deux autres programmes assez importants en préparation qui auront une incidence tant sur les dépenses d'équipement que sur les dépenses d'exploitation.

Comme vous ne l'ignorez pas, nos discussions avec les États-Unis sur la modernisation du système de défense aérienne de l'Amérique du Nord en sont au stade préliminaire et leur conclusion devrait entraîner des dépenses considérables. Un autre poste important sera la poursuite du programme de remplacement des bâtiments dont les nouvelles frégates de patrouille sont le premier élément. Nul n'ignore que le Ministère étudie les modalités de poursuite de ce programme de remplacement.

Si je mentionne ces deux projets, c'est parce que de toute évidence ils sont fort considérables sur le plan des dépenses. En les mentionnant, mon intention n'est pas d'exclure les autres projets dont le sous-chef a parlé. Il reste que tous ces projets, mineurs ou majeurs, sont intégrés à un concept de planification budgétaire anticipé et font l'objet au Ministère d'une sorte de processus de révision permanent.

M. Kilgour: Ma dernière question, madame le président, car les autres veulent aussi poser des questions.

Pouvez-vous nous dire quelques mots au sujet de la milice? Un certain nombre de personnes sont venues me voir pour se plaindre du peu d'aide et du peu de financement qui leur est accordé par le Ministère. Pouvez-vous rendre l'optimisme à ces miliciens en nous disant ce que vous allez faire de plus pour leur faciliter la vie?

M. Dewar: Je demanderais au vice-chef de répondre.

Vam Mainguy: Madame le président, comme je l'ai expliqué un peu plus tôt, la décision prise par le gouvernement il y a deux ans a conduit à l'inclusion de fonds destinés à la mobilisation. Ces fonds seront disponibles depuis que la nouvelle année financière vient tout juste de commencer et seront presque exclusivement consacrés, je ne crois pas me tromper en le disant, à la milice et aux autres troupes de réserve car elles sont l'élément de soutien des forces armées canadiennes.

M. Kilgour: À ce sujet, pouvez-vous nous dire combien de Canadiens et de Canadiennes ont vu leur demande de se joindre aux forces armées refusée faute de place, et ce, jusqu'à ce jour?

Le vice-président: Général, auriez-vous l'obligeance de vous identifier?

Lieutenant général J.E. Vance (sous-ministre adjoint, Personnel, ministère de la Défense nationale): Aujourd'hui, notre liste d'attente des forces régulières compte environ 7,000 noms. Ces derniers dix-huit mois, le nombre de ces personnes a varié entre 7,000 et 8,000. La liste englobe ceux qui ont fait une demande et dont on a retenu la candidature, donc les candidats éminemment acceptables mais pour lesquels nous ne disposons pas de postes libres en ce moment dans les forces régulières.

[Text]

Mr. Kilgour: So how many have applied, say, in a given period?

LGen. Vance: We had formal application over the last year, fiscal year 1983-84, of about 40,000 people. Many of those applications of course, were withdrawn from individuals who found other employment or who made decisions to go back to school and the like or perhaps enrolled under last year's YTEP program. We maintain a current list of 7,000 to 8,000. I do not have the figures and indeed, they would be very difficult to capture for people applying to come into the reserve forces, the militia, for instance.

Mr. Kilgour: Thank you very much.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Kilgour.

Mr. Sargeant, please, followed by Mr. Laniel and then Mr. Wenman.

Mr. Sargeant: Thank you, Madam Chairperson. I have a number of fairly specific questions which I would like to direct to whatever officials can answer me today. They are mainly questions that I have picked out of the estimates and tried to figure out what the estimates are saying in some cases. In other cases they are sort of discrepancies I would like to inquire about.

The first one. I notice, in looking through the Estimates, that under Capital Expenditures by Activity there is a total estimated cost for all ship activity. That is including the new frigate program, the extensions programs etc. It has increased by 22% to \$7.1 billion, but then when we look at the detailed breakdown of major capital projects, it is only \$5.7 billion when we total it up. Can somebody tell me where the other \$1.4 billion comes in?

Mr. Dewar: I think, Madam Chairman, we are probably dealing here with a point about how the Estimates are presented and why this kind of discrepancy appears. I wonder if the ADM, Finance, could comment on that.

The Vice-Chairman: Mr. Davies.

Mr. L.E. Davies (Assistant Deputy Minister, Finance): Madam Chairman, the activities page in question, is that page 16.16?

Mr. Sargeant: I am sorry, I do not have the blue book with me.

Mr. Davies: As the Deputy Minister has said, this listing is a feature of how estimates are put together. What goes into that breakdown is a list of every project that has been approved by Treasury Board but the Estimates column, 84-85, only lists those items that are going to incur and expenditure in the current year. There may have been some projects that received expenditures in the previous year and there will be expenditures perhaps next year. The Estimates column is the one that balances to the figure in the main estimates. You will see that there are four columns: the currently estimated total cost of the particular set of programs or program; what we have spent up to the end of March 31, 1984; our forecast of what we will

[Translation]

M. Kilgour: Combien ont présenté leur demande dans une période donnée?

Lgén Vance: Au cours de l'année financière 1983-1984, environ 40,000 personnes se sont portées candidates. Bon nombre de ces demandes ont cependant été éliminées du fait que les candidats s'étaient trouvés un emploi ailleurs ou avaient décidé de retourner aux études, ou encore s'étaient inscrits au programme PIEJ. Enfin, nous avons une liste à jour d'environ 7,000 et 8,000 noms. Pour ce qui est des demandes d'adhésion aux forces de réserve et à la milice, je ne dispose pas de ces chiffres, et je crois qu'il serait de fait très difficile à obtenir.

M. Kilgour: Merci beaucoup.

Le vice-président: Merci, monsieur Kilgour.

Mr. Sargeant, puis M. Laniel et M. Wenman.

M. Sargeant: Merci, madame le président. J'ai un certain nombre de questions assez précises à poser à quiconque parmi nos témoins pourra y répondre aujourd'hui. Elles me sont venues à l'esprit à la lecture des prévisions budgétaires, et dans certains cas, il s'agit tout simplement de tentatives d'éclaircissement de leur contenu. Dans d'autres cas, j'aimerais qu'on me dise pourquoi il existe certains écarts.

D'abord, lorsque j'ai parcouru les prévisions budgétaires, j'ai remarqué que sous la rubrique «dépenses en capital par activité» figure un coût estimatif total correspondant à toutes les activités des navires. Cela englobe le nouveau programme de frégates, les programmes de développement, etc. Or, on remarque une augmentation à ce chapitre de 22 p. 100, ce qui donne des dépenses de 7.1 milliards de dollars, mais si nous nous arrêtons à la ventilation détaillée des principaux projets d'équipement, on n'obtient un total que de 5.7 milliards de dollars. Peut-on me dire où va le 1.4 milliard de dollars de reste?

M. Dewar: Madame le président, il s'agit probablement d'une question de présentation des prévisions budgétaires. J'aimerais donc que le sous-ministre adjoint aux finances intervienne à ce sujet.

Le vice-président: Monsieur Davies

M. L.E. Davies (sous-ministre adjoint, Finances): Madame le président, s'agit-il de la page 16.17 des activités?

M. Sargeant: Je m'excuse, mais je n'ai pas le Livre bleu avec moi.

M. Davies: Ainsi que l'a précisé le sous-ministre, la ventilation en question tient à la présentation des prévisions budgétaires. Chaque poste de cette répartition correspond à chaque projet approuvé par le Conseil du Trésor, mais la colonne des prévisions pour 1984-1985 ne comporte que des dépenses à effectuer au cours de l'année courante. Il se peut que certains projets aient figuré comme dépense l'année précédente et ce sera peut-être la même chose l'année prochaine. Toutefois, la colonne des prévisions est celle qui correspond au chiffre figurant au budget principal des dépenses. Si vous vous y reportez, vous remarquerez qu'il y a quatre colonnes: celle du coût total estimatif courant correspondant à certains program-

[Texte]

spend in the current fiscal year; and our estimate of what is required in the future. I am sorry, I may have missed the detailed question, the specific question you had in mind on ships.

• 1130

Mr. Sargeant: I am sorry, I did not bring the blue book with me. I think you may have answered it, sir, thank you. I suspected that it might be a way the estimates were put together. I sometimes have difficulty figuring out how a lot of these things are put together and how one is supposed to make sense of some of it. Thank you, I will go back to my blue book and, hopefully, that will have answered my question.

Another specific question, it comes under the Operating Defence Service Program: I noticed that the information budget has increased by 8% to some \$19.4 million. I wonder why that is, given that we are supposedly still operating under some kind of restraint?—6 and 5, I think, is dying out, but they are supposed to maintain a restraint. At the same time that this budget and others, which I will come to a little later, are increasing by bigger figures, civil salaries and wages only increased by slightly less than 3% and pay to the forces, as was announced yesterday, has increased by an average of 5%. Why has this specific budget, the information budget, gone up some 8%? Especially given that the last witness, when talking about personnel matters, said that there is a waiting list of 7,000, surely they would not have to continue advertising for recruits as much as has been done in past years.

Mr. Davies: Madam Chairman, the information budget did contain a decrease of \$222,000 because of administrative restraint measures.

The main reason for the large increase is that inflation on that particular account is running at 9.4%, and that of course is included in the price increase from year to year. The total increase in that particular budget over the previous year is \$1.4 million. Taking into account the \$220,000 reduction because of the administrative restraint program, we have an increase of only \$1.4 million. The price increase of 9.4% amounted to \$1.6 million, so we are not even increasing to the rate of inflation in that particular account.

Mr. Sargeant: Okay.

Another point in Defence Service Program, under capital expenditures: Spending for other professional services has increased by some 13.8% to \$36.9 million. Can you tell me why it has gone up? What other professional services are covered? Who wins these particular contracts? What kinds of professional services do you contract out?

[Traduction]

mes; on y trouve ce qui a été dépensé jusqu'au 31 mars 1984 ainsi que nos prévisions de ce que nous dépensons pendant l'année financière courante et enfin nos estimations de nos besoins pour l'avenir. Cela dit, je m'excuse, mais je crois ne pas avoir saisi le sens de la question que vous posez au sujet des navires.

M. Sargeant: Je m'excuse de ne pas avoir apporté le Livre bleu avec moi. Vous avez cependant probablement répondu à ma question, ce dont je vous suis reconnaissant. Je soupçonnais d'ailleurs que le problème pouvait être lié à la façon dont on présente les prévisions budgétaires. J'ai parfois de la difficulté à comprendre cela et comment on peut en tirer quelque chose. Merci. Je me reporterai au Livre bleu, ce qui, je l'espère, répondra à ma question.

Au sujet maintenant du Programme des services de défense, j'ai remarqué qu'on avait augmenté le budget des services d'information de 8 p. 100, à la suite de quoi il s'établit maintenant à \$19,4 millions. Or, je me demande pourquoi on a fait cela, étant donné que nous sommes encore censés respecter certaines limites même si le programme des 6 et 5 p. 100 est sur le point de se terminer. En même temps, ce budget ainsi que d'autres auxquels je m'arrêterai dans quelques instants sont sensiblement majorés, alors que les traitements et les salaires des civils ne s'accroissent que de légèrement moins de 3 p. 100 et que la rémunération des Forces armées n'est haussée que de 5 p. 100 en moyenne. J'aimerais donc savoir pourquoi le budget des Services d'information a été augmenté d'environ 8 p. 100. Je songe ici en particulier au fait que le dernier témoin nous a dit qu'il y a une liste d'attente de 7,000 personnes, ce qui dispense certainement de devoir faire des grandes campagnes publicitaires de recrutement comme c'était le cas il y a quelques années.

M. Davies: Madame le président, le budget des Services d'information a subi une diminution de 222,000\$, à cause de certaines mesures restrictives de l'administration.

La principale raison expliquant l'importante hausse de ce budget est que l'inflation correspondant à ces postes s'établit à 9,4 p. 100, ce qui, bien entendu, se répercute sur les prix d'une année à l'autre. Enfin, l'augmentation totale au titre de ce budget par rapport à l'année précédente atteint \$1,4 million. Si l'on tient compte de la réduction de 220,000\$ découlant de l'administration du programme de restrictions administratives, l'augmentation n'atteint donc que \$1,4 million. Or, la majoration des prix de 9,4 p. 100 correspondait à \$1,6 million, ce qui signifie que nous ne progressons même pas au même rythme que l'inflation à cet égard.

M. Sargeant: C'est bien.

Encore au sujet du Programme des services de défense, sous les dépenses en capital, la catégorie «Autres services professionnels» fait l'objet d'une hausse d'environ 13,8 p. 100, ce qui fait passer son budget à \$36,9 millions. Pouvez-vous m'expliquer cette augmentation? Quels autres services professionnels sont ainsi couverts? Qui obtient les contrats en question? Quels sont les services professionnels pour lesquels vous offrez des contrats à l'extérieur?

[Text]

Mr. Davies: I could make a stab at that, Madam Chairman, but perhaps somebody in the supply side... Marv, do you want to tackle the types of consultants and special services?

Mr. M. E. Matusiak (Chief of Supply, Department of National Defence): The other professional and special services include such items as rental of computer services that we need in terms of support for items like the CPF, the CF-18 program and now the TRUMP program. With the increase of some of these major activities, there are certain items that are rolled up against this particular object of expenditure to account for that.

Mr. Sargeant: Specifically, why has it increased almost 14%?

Mr. Matusiak: It is because of the fact that we do have these very large projects coming on stream. As I mentioned, the CPF has just gone under contract and our management office, of course, requires these particular computer services to manage that, as well as the TRUMP program and some of the other larger things as have already been mentioned—the MOSST program, and so forth.

Mr. Sargeant: Thank you. What is TRUMP?

Mr. Matusiak: TRUMP is the project to refurbish the four destroyers.

Mr. Sargeant: Fine. Thank you.

The Vice-Chairman: Excuse me, I believe Mr. Davies wanted to add something.

• 1135

Mr. Davies: If I might just give you the detail of that specific account, the increased requirement in 1984-85 on the \$32 million previous year expenditure is \$1 million. The price increase on that particular type of service is 10.3% or \$3.4 million. So again the inflation in the price increase is the biggest part of the increase.

Mr. Sargeant: Thank you.

Current costs for policy direction and management services for miscellaneous equipment increased 25 times from \$2.2 million to \$59.3 million. Why?

Mr. Davies: The main reason for that account increasing is the implementation and replacement of our data centre in Borden, an expenditure of some \$22 million.

Mr. Sargeant: Another question under that same area: Communications satellite expense of \$5 million. What communications satellite is that?

Mr. Davies: Is that in the capital program?

[Translation]

M. Davies: Je puis bien tenter de répondre à la question, madame le président, mais quelqu'un travaillant dans le domaine des approvisionnements serait peut-être mieux placé pour le faire... Marv, voulez-vous vous attaquer à cette question portant sur les consultants et les services spéciaux?

M. M.E. Matusiak (chef de l'Approvisionnement, ministère de la Défense nationale): Les autres services professionnels et spéciaux englobent la location des services informatiques dont nous avons besoin dans le cadre du programme de frégates de patrouille canadiennes, le Programme des CF-18 et maintenant le Programme TRUMP. Étant donné les augmentations affectant certaines de ces grandes activités, certains postes sont intégrés à ces comptes précis.

M. Sargeant: Pour être plus précis justement, pourquoi y a-t-il eu une augmentation de près de 14 p. 100?

M. Matusiak: Cela tient au fait que des projets de très vaste envergure vont être mis en oeuvre d'ici peu. Ainsi que je viens de le dire, le Programme de frégates de patrouille canadiennes vient d'être accordé par voie de contrats, et nos services administratifs ont bien entendu besoin d'ordinateurs pour l'administrer ainsi que le Programme TRUMP et d'autres qui ont déjà été mentionnés, comme le Programme MOST (Projet de camions militaires opérationnels et de soutien), etc.

M. Sargeant: Je vous remercie. Quel est ce programme TRUMP?

M. Matusiak: Le programme TRUMP s'occupe de la remise en état des quatre destroyers.

M. Sargeant: C'est bien, merci.

Le vice-président: Excusez-moi, mais je crois que M. Davies voulait ajouter quelque chose.

M. Davies: Si vous permettez, je vais vous fournir des chiffres détaillés. Par rapport aux dépenses de l'année précédente s'étant établies à 32 millions de dollars, l'augmentation pour 1984-1985 est de 1 million de dollars. La hausse du prix correspondant à ce service est de 10,3 p. 100, soit 3,4 millions de dollars. Encore une fois donc, c'est l'augmentation qui constitue la part la plus importante de la hausse.

M. Sargeant: Je vous remercie.

Les coûts courants liés à la Direction des politiques et aux services administratifs du matériel divers ont augmenté 25 fois, passant de 2,2 millions de dollars à 59,3 millions de dollars. Pourquoi?

M. Davies: La principale raison expliquant cette hausse est la mise sur pied du centre de données de Borden et le remplacement de certains de ses éléments, ce qui a représenté environ 22 millions de dollars.

M. Sargeant: Une autre question portant sur le même domaine: il est fait mention de 5 millions de dollars de dépenses au titre d'un satellite de communications. De quel satellite s'agit-il?

M. Davies: Est-ce sous le programme de dépenses en capital?

[Texte]

Mr. Sargeant: Capital, yes. Defence service program, capital.

VAm Mainguy: Can the chief of program . . . ?

Excuse me, Madam Chairman.

Mr. Sargeant: Perhaps somebody could get back to me with that answer.

Mr. Dewar: I think the problem is identifying exactly what item in the Estimates we are talking about. Could we get back to you with a written answer?

Mr. Sargeant: Sure.

Another fairly large increase here is under grants and contributions: Contribution under policy direction and management services to NATO military budgets and agencies more than doubled from \$26.8 million to \$59.5 million.

Mr. Davies: Could you just repeat those figures?

Mr. Sargeant: They are \$26.8 million to \$59.5 million. It is under "Policy Direction and Management Services to NATO Military Budgets and Agencies".

Mr. Davies: Oh yes, those are the expenditures on account of the AWACS aircraft. It is the cashflow on that particular one. Whereas last year it was \$26 million, this year it is going to be \$59 million.

Mr. Sargeant: What will the total cost of our share of the AWACS program be—a ballpark figure?

Mr. Davies: Madam Chairman, I believe we have so far spent approximately \$225 million to \$250 million on that particular program.

Mr. Sargeant: So far. Do you know what . . .

Mr. Davies: It is phasing down. There is probably another \$50 million of our contribution to go to the construction. The increase in the military budget side is the question you asked, the operating expenses. Now that the plane is *in situ* and is starting to operate we have a base set up and we are contributing to the operating costs of running that. That accounts for the increase in the military budget. You will notice that for the infrastructure, the system itself, the expenditures are going down.

Mr. Sargeant: My last question specifically coming out of the Estimates: There is a figure of \$55.1 million allocated for NATO infrastructure capital expenditures.

The Vice-Chairman: If I may interrupt you for a moment, Mr. Sargeant, I have here an extract from the large book of Estimates. Perhaps it would ease the task for our witnesses if you could quote the exact number on it.

Mr. Sargeant: This is my last question, and I think he might be at it right now anyway. My last question specifically

[Traduction]

M. Sargeant: Oui, les dépenses en capital. Le Programme des services de défense, et des dépenses en capital.

VAm Mainguy: Le directeur du programme peut-il . . . ?

Excusez-moi, madame le président.

M. Sargeant: Quelqu'un pourra peut-être m'envoyer la réponse à ce sujet.

M. Dewar: Je crois qu'il faut identifier précisément le poste des prévisions budgétaires auxquelles nous nous reportons. Cela dit, pouvons-nous vous envoyer une réponse écrite?

M. Sargeant: Certainement.

On trouve une autre hausse assez importante sous la rubrique «Subventions et contributions»: sous «Direction des politiques et services de gestion», les budgets militaires et agences de l'OTAN ont bénéficié d'une augmentation de plus du double étant donné qu'on est passé de 26,8 millions de dollars à 59,5 millions de dollars.

M. Davies: Pouvez-vous répéter ces chiffres?

M. Sargeant: On passe de 26,8 millions de dollars à 59,5 millions de dollars. On trouve cela sous «Direction des politiques et services de gestion, Budgets militaires et agences de l'OTAN».

M. Davies: Oh oui, il s'agit des dépenses prévues en raison de l'utilisation des appareils AWACS. Il s'agit des ressources d'autofinancement nécessaires à ce poste. L'année dernière, nous disposions de 26 millions de dollars alors que cette année les crédits seront portés à 59 millions de dollars.

M. Sargeant: Pouvez-vous nous donner un chiffre approximatif représentant notre participation totale au programme AWACS?

M. Davies: Madame le président, je crois que jusqu'à ce jour, nous avons dépensé entre 225 millions de dollars et 250 millions de dollars à ce titre.

M. Sargeant: Jusqu'à maintenant. Savez-vous . . .

M. Davies: Toutefois, notre participation est en train de diminuer. Nous contribuerons encore probablement 50 millions de dollars au titre de travaux de construction. Cependant, votre question portait sur le budget militaire, sur les dépenses opérationnelles. Or, maintenant que l'avion est sur les lieux et commence à être utilisé, notre base est déjà établie, et nous contribuons à ses coûts de fonctionnement. C'est ce qui explique la hausse figurant au budget militaire. Vous remarquerez toutefois que pour ce qui est de l'infrastructure, c'est-à-dire le système lui-même, nos dépenses sont à la baisse.

M. Sargeant: Ma dernière question découle également des prévisions budgétaires: on y voit en effet 55,1 millions de dollars affectés aux dépenses en capital des infrastructures de l'OTAN.

Le vice-président: Si vous permettez, monsieur Sargeant, je vais vous interrompre car j'ai ici un extrait du Livre bleu. Cela facilitera peut-être la tâche de nos témoins que vous citiez les chiffres précis correspondant à ces pages.

M. Sargeant: Étant donné qu'il s'agit de ma dernière question, et que je l'ai déjà posée, le témoin sait probablement

[Text]

coming out of the Estimates: \$55.1 million for NATO infrastructure capital expenditures.

Mr. Davies: As opposed to the \$62 million in the previous year. That is the overall NATO infrastructure account, and that again is a figure that goes up in certain years and down in other years depending on the cashflow called for by the participating countries and the way they are building the infrastructure.

Mr. Sargeant: What is it spent on?

Mr. Davies: It is spent on the building of airfields, buildings, hardened shelters for aircraft, installations. For example, certain of that NATO infrastructure money will be going into the dockyard installations in Halifax as a contribution as part of the NATO infrastructure.

• 1140

Mr. Sargeant: This money is spent generally on NATO stuff rather than specifically on Canadian bases?

Mr. Davies: That is right. It is on NATO; mostly in Europe as part of the NATO forces.

Mr. Sargeant: It would not necessarily be spent at Lahr or Baden. It might be spent at some other . . .

Mr. Davies: No, it could be in Italy, Turkey, Greece; wherever the situation calls for it.

Mr. Sargeant: Cruise missile bases?

Mr. Davies: That I am not aware of. I do not have that detail.

Mr. Sargeant: Are we contributing to infrastructure on that?

Mr. Davies: I suppose we contribute to infrastructure—if it is decided by the NATO commanders and NATO that some of it is going to be spent on that type of base, I suppose it would be spent on that type of base.

Mr. Sargeant: Okay, thank you.

One last question. It does not relate specifically to the estimates. It is a matter that was brought to my attention by one of my colleagues. It specifically relates to civilian employees on armed forces bases. This particular base in question happens to be Comox. It is a personnel matter. One civilian employee brought this to the attention of one of my colleagues, who passed it on to me.

A lot of employees at this base—and I do not know whether it is typical of other bases—are hired for periods of eight to ten months a year. In some cases this goes on for many, many years. This particular individual I think had worked in that situation for about 10 years. He knew of others who had worked for as long as 20 years on an 8- to 10-month-a-year basis. The problem that arises out of this is that a person does not become a member of the union, does not contribute to

[Translation]

de quoi il retourne. Je le répète, ma dernière question porte précisément sur les prévisions budgétaires: il s'agit des 55,1 millions de dollars accordés au titre des dépenses en capital correspondant à l'infrastructure de l'OTAN.

M. Davies: Vous opposez cela aux 62 millions de dollars de l'année précédente. Il s'agit du poste global représentant l'infrastructure de l'OTAN, et ce chiffre varie à la hausse et à la baisse d'une année à l'autre, selon les besoins en ressources de financement de la part des pays participants et la façon dont ils contribuent à l'établissement de l'infrastructure.

M. Sargeant: À quelles fins cette somme est-elle dépensée?

M. Davies: Elle est dépensée à des fins de construction de terrains d'atterrissage, d'édifices, d'abris en dur à l'intention des appareils et d'installations. Par exemple, une partie de ces fonds de l'OTAN ira à l'aménagement de quais à Halifax comme contribution à l'infrastructure de l'Organisation.

M. Sargeant: Ces fonds sont utilisés de façon générale pour l'OTAN plutôt que pour des bases spécifiquement canadiennes?

M. Davies: Oui, pour l'OTAN; essentiellement en Europe pour les forces de l'OTAN.

M. Sargeant: Pas nécessairement à Lahr ou à Baden. Peut-être ailleurs . . .

M. Davies: Non, cela peut être en Italie, en Turquie, en Grèce; partout où cela est nécessaire.

M. Sargeant: Des bases de missiles de croisière?

M. Davies: Je ne sais pas. Je n'ai pas des détails.

M. Sargeant: Contribuons-nous aussi à cette infrastructure?

M. Davies: Je suppose que nous contribuons à l'infrastructure—si les commandants de l'OTAN décident qu'une partie de ces fonds doit être utilisée dans ce genre de bases, je suppose que ce serait le cas.

M. Sargeant: D'accord. Merci.

Une dernière question. Elle ne porte pas directement sur le budget. C'est un sujet que m'a signalé un de mes collègues. Il s'agit des employés civils dans les bases des forces armées. Je parle plus précisément de la base de Comox. C'est une question touchant le personnel. Un employé civil a signalé ce point à l'un de mes collègues qui m'en a parlé.

Beaucoup d'employés de cette base—je ne sais pas si c'est une base typique—sont embauchés pour des périodes de huit à dix mois par an. Dans certains cas, cela se répète pendant des années. L'individu en question a, je crois, travaillé ainsi pendant quelque 10 ans. Il en connaissait qui travaillaient comme cela de huit à dix mois par an depuis 20 ans. Le problème est que cette personne ne peut alors se syndiquer, ne cotise pas à un régime de pension ni à aucun autre régime social.

[Texte]

pension programs, does not contribute to other work-benefit programs.

Is it fairly typical to hire a lot of people on almost a permanent basis, but not quite? Can anything be done about it so that these workers, particularly if they are going to do it for so many years, can take advantage of work benefits?

Mr. Dewar: Madam Chairman, there is a pattern which is fairly consistent at most of our bases whereby we use a certain number of our person-year authority for casual employment. This reflects the fact that a good deal of what has to be done on bases is seasonal, depending on the weather and so on. Also it enables us in a sense to work flexibly at the margin of our authority to hire people, so particularly in the latter months of the year we can get certain jobs done that need to be done, using up the margins of our person-year authority, which we can shift from one base to another, depending on the priorities of the work and the number of person-years we still have available. This does create a pattern of on and off.

I should add that we consider it—and I think our experience would bear this out—as an efficient way to get necessary jobs done, and also to provide maximum employment under our program by making full use of person-years.

As to the effect this has on the individuals involved in terms of pension contributions or union membership, I would like to ask the ADM of Personnel if he can add anything on that. I am not familiar with what that might be.

LGen Vance: I cannot answer specifically questions on their terms of employment. They are offered union membership at a certain point in their casual employment. I believe it is at the one-year point. But we are not talking about the person you are talking about in the sense of somebody who hires on for perhaps six or eight months. If he or she is hired as a casual, I think it is at about the one-year point when they are offered membership in the Union of National Defence Employees. They of course make contribution to unemployment insurance during the period while they are hired. They do not, I believe, make a contribution to a specific pension fund, other than the Canada Pension Plan.

• 1145

Mr. Sargeant: I gather that there are a number of people—and I have experienced it in other work areas as well—who sort of become regular seasonal employees. The same person comes back every February or March, whenever you are hiring, and is laid off in December, and he or she will do that for many, many years. It does pose a problem for these people . . .

LGen Vance: Yes, indeed.

Mr. Sargeant: —down the road when they start looking at pensions.

I think I will leave it there. Thank you very much.

Thank you, Madam Chairperson.

[Traduction]

Est-il courant d'embaucher beaucoup de monde de façon presque permanente mais pas tout à fait? Peut-on faire quelque chose à ce sujet pour que de tels employés, en particulier s'ils le font pendant tant d'années, puissent bénéficier des avantages sociaux?

M. Dewar: Madame le président, dans la plupart des nos bases, nous utilisons en effet un certain nombre d'années-personnes pour des employés occasionnels. Cela tient au fait que beaucoup du travail à effectuer dans les bases est un travail saisonnier qui dépend du temps, etc. Cela nous permet également de bénéficier davantage de souplesse dans l'embauche, ce qui nous permet, en particulier dans les derniers mois de l'année, de réaliser un certain nombre de travaux nécessaires en utilisant la marge d'années-personnes autorisée que nous pouvons déplacer d'une base à l'autre, selon les priorités et le nombre d'années-personnes encore disponible. Il est certain qu'il y a ainsi de nombreux employés occasionnels.

J'ajouterai que nous considérons—et l'expérience nous le prouve—que c'est une façon efficace de faire faire le travail et que cela nous permet d'utiliser pleinement les années-personnes qui nous ont été accordées.

Quant à l'incidence que cela peut avoir sur les intéressés en matière de cotisation à un régime de pension ou d'adhésion à un syndicat, je demanderai au sous-ministre adjoint du personnel s'il a quelque chose à ajouter à ce sujet. Je ne sais pas exactement ce qu'il en est.

Lgén Vance: Je ne puis répondre précisément aux questions touchant la durée de leur emploi. On les invite à adhérer au syndicat à partir d'un certain moment. Je crois que c'est après un an. Il ne s'agit pas toutefois de la personne dont vous parlez et qui n'est peut-être embauchée que pour six à huit mois. Si elle est employée à titre occasionnel, je crois que c'est à peu près à partir d'un an qu'elle peut adhérer au syndicat des employés de la Défense nationale. Ces gens-là cotisent bien sûr à l'assurance-chômage pendant qu'ils travaillent. Je ne crois pas toutefois qu'ils cotisent à un régime de pension spécifique autre que le Régime de pensions du Canada.

M. Sargeant: Je crois qu'il y a un certain nombre de personnes—et j'en ai fait l'expérience dans d'autres secteurs également—qui deviennent à peu près des employés saisonniers réguliers. Ce sont les mêmes qui reviennent tous les ans en février ou en mars, quand on embauche et qui sont mis à pied en décembre. Ils peuvent le faire pendant de nombreuses années. Cela pose évidemment un problème pour ces personnes . . .

Gen Vance: Oui, certainement.

M. Sargeant: —quand elles réfléchissent au problème des pensions.

Je crois que j'en resterai là. Merci beaucoup.

Merci, madame le président.

[Text]

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Sargeant.

Mr. Laniel, followed by Mr. Wenman, please.

M. Laniel: Madame le président, j'ai des questions sur un sujet bien précis.

C'est surtout pour obtenir des statistiques que je veux poser des questions, mais j'aimerais tout de même avoir les commentaires des officiers concernés. Ma question concerne les collèges militaires et, en particulier, les programmes qui s'y rapportent.

I would like to ask a few questions about our military colleges. I do not know; I have been following the activities of military colleges since the opening of the CMR in Saint-Jean in 1952. My brother was there as a teacher. Maybe I was more closely related in those days, but at the same time I am wondering if our programs at our military colleges have been re-evaluated or if they are still in the perspective of 1952 in these days of the 1980s. I ask myself questions about the drop-outs, about people leaving, and that is why I would like some statistics to make up my own mind.

Also, I would like to know the future possibilities for CMR, let us say, to include engineering or other possibilities that young officer cadets have to get at CMR or at Royal Roads and have to go to another province.

I ask these questions because about a month ago I met one of your CMR cadet girls. She had a long weekend and she took advantage of that weekend to register at the CEGEP. I was told by her that all the students in the first year, which is the preparatory year in Saint-Jean, were doing that. All of them were fed up. She is a very good student: she is first in her class; I think she came fourth or fifth out of the graduation generally. She complains that they do not have enough time to study. Discipline is imposed on them by the first-year students and the other-year students. They want to prepare themselves for life, not only to learn to run around the tarmac or the racetrack because they have accumulated so many penalties given to them by other cadets.

At the same time, the academic program, to their mind, is not sufficient to give the impression that they are preparing themselves for life.

I would like to hear someone tell me if we have made or if we do make evaluations about the orientation of our military colleges. Do we look at those aspects of academic studies? Are we still training our cadets as if we were training our troops for the last war, our privates and officer training program of the last war? I am trying to find out if there is something in what that girl told me. If you can reassure me that the turnover is normal, I might accept that, but I would like to have a statistic. But in the meantime, is there someone who can comment about the military college?

[Translation]

Le vice-président: Merci, monsieur Sargeant.

M. Laniel, suivi de M. Wenman, s'il vous plaît.

Mr. Laniel: Madam Chairman, my questions deal with a very specific matter.

I would mainly like to get some statistics but I would be interested in the officers comments as well. I would like to deal with the military colleges and, in particular, in related programs.

Je poserai un certain nombre de questions sur nos collèges militaires. Je ne sais pas; mais j'ai suivi les activités des collèges militaires depuis l'ouverture du CMR à St-Jean en 1952. Mon frère y était enseignant. Peut-être étais-je mieux au courant à cette époque, mais je me demande si nos programmes dans les collèges militaires ont été réévalués ou s'ils restent dans les années 80 ce qu'ils étaient en 1952. Je m'interroge sur ceux qui abandonnent et c'est pourquoi j'aimerais certains chiffres pour me permettre de mieux juger de la situation.

J'aimerais également savoir s'il est possible que le CMR offre un jour des possibilités en génie ou en d'autres matières que les cadets doivent prendre soit au CMR ou à Royal Roads et doivent aller étudier dans une autre province.

Je pose ces questions car il y a environ un mois, j'ai eu un entretien avec une de vos cadettes du CMR. Elle avait une longue fin de semaine et elle en a profité pour aller s'inscrire au CEGEP. Elle m'a dit que tous les étudiants de première année, c'est-à-dire d'année préparatoire à St-Jean, en faisaient autant. Ils en avaient tous assez. C'est une excellente élève, elle est première de sa classe, je crois qu'elle est arrivée quatrième ou cinquième de l'ensemble des diplômés. Elle se plaint de ne pas avoir suffisamment de temps pour étudier. Les étudiants de première année et d'autres années leur imposent la discipline. Ils veulent se préparer à la vie, pas seulement à apprendre à courir autour d'une piste tellement ils ont accumulé de pénalités imposées par d'autres cadets.

Par contre, le programme scolaire n'est pas à leur avis suffisant pour leur donner l'impression de se préparer à la vie.

J'aimerais que quelqu'un me dise si l'on a évalué l'orientation de nos collèges militaires. Examine-t-on ces aspects des études? Formons-nous toujours nos cadets comme si nous formions des troupes pour la dernière guerre, nos simples soldats et nos officiers de la dernière guerre? J'essaie de savoir en fait si ce que m'a dit cette fille correspond à la réalité. Si vous pouvez m'assurer que le roulement est normal, je veux bien, mais j'aimerais avoir quelques chiffres. En attendant, quelqu'un veut-il me parler un peu des collèges militaires?

• 1150

The Vice-Chairman: Maybe General Vance would answer, please.

Le vice-président: Peut-être que le général Vance pourrait répondre.

[Texte]

Lgén Vance: That, Madam Chairman, is a very broad set of questions. I will not be able to give specific statistics today, but I will certainly produce them.

Perhaps I could generalize and start with the more apparent. We are experiencing a slightly improved retention rate of CMC cadets, at this stage, and I am comparing today with approximately 10 years ago. That retention rate, as I say, is the outward appearance of what all is going on. More to the point, by the way, in a recent and firm set of statistics I reviewed, the retention of CMC graduates in the regular force has increased steadily from an average of about 15 years ago of 35% after 10 years of service up to between 60% and 65% currently. Once people are graduates and in the system, remembering that the purpose of the military colleges is to produce career military officers, we seem to be on the right track, at least in terms of heading up the improved retention rate. There is no denying, Madam Chairman, that at any time during particularly a preparatory year or a first year cadet's life there are some very, very trying experiences. It is quite possible that the young lady cadet to whom you refer was right in the midst of what is basically a first year trauma.

On the subject of evaluation and continuing review, I would hasten to assure you that this has become very much a hallmark of the CMC system. Ten days ago, I met with the Minister's advisory board on the Canadian military colleges. This was at CMR, as a matter of fact. The Minister, you may recall, has a committee of some 23 to 25 interested, concerned and qualified people from completely outside the department and, indeed, generally speaking, outside government. They are from across the universities of Canada, a few retired military personnel, some senior business leaders, and so on, who sit for the love of it for about a four-year term and advise the Minister and then, through the Minister, the officials on the very points you are touching on.

The academic program, for instance, is under review by both the Minister's advisory board and also the faculty review committee. In the case of CMR more specifically at this stage, you will be aware that the CMR degree is granted through the University of Sherbrooke and under their status with the Government of the Province of Quebec. We are in the process right now of reviewing the subject of the types of degrees given at CMR. Changes in that, of course, have to be very carefully co-ordinated with the University of Sherbrooke. They also have to be matched in an attempt to retain a reasonably efficient operation with the degrees that are authorized at the other colleges.

RMC, for instance, as again I am sure you know, is built primarily as an engineering institution, and it remains our current plan for the near term that most engineering degrees will be provided at RMC. In the case of a CMR cadet, that means transfer after the end of second year; in other words, prep year, first year, second year, into college at RMC.

[Traduction]

Lgén Vance: Madame le président, c'est là un éventail très large de questions. Je ne pourrais donner aujourd'hui de chiffres spécifiques, mais je vous les ferai certainement parvenir.

De façon générale, je puis tout d'abord vous parler des apparences. Il semble qu'à l'heure actuelle nous gardions un peu plus de cadets des CMC si l'on compare à il y a environ dix ans. C'est donc le signe extérieur de ce qui se passe. Plus précisément, j'ai récemment examiné des statistiques indiquant que le nombre de diplômés des CMC demeurant dans les forces régulières s'est continuellement accru puisqu'il était il y a environ quinze ans de 35 p. 100 après dix ans de service alors qu'il atteint maintenant de 60 à 65 p. 100. Lorsqu'ils sont diplômés et sont entrés dans le système, sachant que l'objectif des collèges militaires est de préparer des officiers militaires de carrière, il semble que les choses aillent mieux, du moins que le pourcentage de ceux qui restent soit plus élevé. On ne peut nier évidemment qu'il y a toujours, et en particulier en année préparatoire ou en première année de la vie d'un cadet, des moments extrêmement difficiles. Il est tout à fait possible que la jeune fille dont vous parlez ait connu ce qui est essentiellement une crise de première année.

Pour ce qui est de l'évaluation continue de nos programmes, je puis vous assurer que c'est maintenant une marque du système des CMC. Il y a dix jours j'ai eu un entretien avec le Conseil consultatif du ministre sur les collèges militaires canadiens. Cela se passait d'ailleurs au CMR. Vous vous souvenez peut-être que le ministre a un comité de quelque 23 à 25 personnes intéressées et qualifiées tout en étant entièrement détachées du Ministère et, de façon générale, du gouvernement. Elles viennent de toutes les universités canadiennes, il y a quelques militaires à la retraite, quelques chefs d'entreprises, etc., qui siègent à ce comité parce que cela les intéresse pendant environ quatre ans et conseillent le ministre et, par son intermédiaire, les fonctionnaires sur les points mêmes que vous venez d'aborder.

Par exemple, le programme scolaire est actuellement à l'étude tant du Conseil consultatif du ministre que du Comité d'étude des enseignants. Pour le CMR en particulier, vous savez probablement que le diplôme est décerné par l'Université de Sherbrooke conjointement avec le gouvernement du Québec. Nous examinons à l'heure actuelle les types de diplômes décernés par le CMR. Il est évident que tout changement à ce propos doit être très soigneusement coordonné avec l'Université de Sherbrooke. Il faut d'autre part qu'ils correspondent aux diplômes autorisés dans les autres collèges afin que nos opérations restent suffisamment efficaces.

Le RMC par exemple, vous le savez sûrement, a été surtout construit comme établissement d'enseignement du génie, et nous avons l'intention à court terme d'accorder presque tous les diplômes de génie par l'entremise du RMC. Cela signifie, pour le cadet du CMR, qu'il devra changer de collège à la fin de la deuxième année, autrement dit, il fera son année

[Text]

One of the areas to which the advisory group gives its main attention is this very question of balance between the academic program, as arranged with the province concerned and its department of education, and the military program, which has in part as its purpose the induction of the individual cadet into the military profession. And it is the interface between the academic program and this military training, which is continual, sometimes obviously very irritating to the academic student, which places considerable demand on the individual and his time. It is that point which requires continual balancing, and it is certainly at that point of interface where the young cadet finds life at times very, very difficult indeed.

As I say, Madam Chairman, I would like to come back with the specific statistics of retention during the actual cadet program.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mr. Laniel: Would you agree with me that there is a lot of stress imposed on first-year cadets? I hope that your statistics will be provided to the committee year by year—not only those who do not meet the requirements and cannot pursue this career, because they do not pass the exams or the tests, but those who drop out, people who go because of no other reason than that they have just had enough. They are not sure they made the right choice, and that kind of decision can be influenced by the ambience, by the atmosphere.

Actually, I know that you are there to form, first of all, officers and give them leadership, and I recognize all that. However, at the same time, I wonder if our system, as you say it does, concerns itself with the evolution of time—the approach we give to education and formation, at the same time, of an individual at that stage of life. I would like those statistics and, at the same time, I hope they would include... you referred to it—I think you said 60% retention proportion. Could you give us the statistics per college?

LGen Vance: Yes, and by year.

Mr. Laniel: And from what you said about RMC, am I to understand that there are no immediate plans to expand the possibilities at CMR? I understand that RMC is oriented towards engineering, but what about students who go in that direction? Does that mean to say that they spend the first three years in CMR without any means to prepare themselves for that orientation...? Is there a possibility that they could get a first-year engineering in CMR eventually? Are these things being looked at?

• 1200

LGen Vance: Apart from the preparatory year at CMR, the first and second years at all three of the military colleges are identical in program. Thus, for instance, if the individual cadet at CMR has expressed a wish to become an engineer, to take a degree in engineering, he is taking exactly the same program as his eventual classmate who is in first year at RMC or first

[Translation]

préparatoire, sa première et sa deuxième années, et fréquentera ensuite le RMC.

Le groupe consultatif s'est préoccupé surtout de cette question d'équilibre entre le programme scolaire, tel que prévu avec la province intéressée et son ministère de l'Éducation, et le programme militaire qui a pour but, en partie, d'intégrer le cadet à la profession militaire. C'est l'interaction entre le programme scolaire et la formation militaire qui est continue qui, parfois, irrite l'étudiant, et qui exige beaucoup de la personne à cause du temps qu'elle doit y consacrer. C'est là qu'il faut tenter d'obtenir continuellement un certain équilibre, et c'est à cause de cette interaction que le jeune cadet trouve parfois la vie extrêmement difficile.

Madame le président, j'aimerais donc revenir sur les statistiques précises concernant le maintien du personnel relativement au programme même qui s'adresse aux cadets.

Le vice-président: Je vous remercie.

M. Laniel: Seriez-vous d'accord avec moi pour dire qu'on impose beaucoup de stress aux cadets de première année? J'espère que vous fournirez au Comité des statistiques annuelles—non seulement pour ceux qui ne satisfont pas aux exigences et ne peuvent poursuivre cette carrière, parce qu'ils ont échoué aux examens ou aux tests, mais pour ceux qui ont abandonné, pour ceux qui quittent pour nulle autre raison qu'ils en ont assez. Ils ne sont pas certains d'avoir fait le bon choix, et par conséquent ce genre de décision peut être influencée par l'ambiance, le milieu.

En réalité, je sais que vous êtes là tout d'abord pour former des officiers et pour leur inculquer cette aptitude à devenir des chefs, je sais tout cela. En même temps, je me demande si notre système, comme vous le dites vous-même, se préoccupe de l'évolution du temps—cette approche que nous avons pour l'éducation et la formation, et en même temps pour les personnes qui en sont à cette étape de leur vie. J'aimerais bien avoir ces statistiques et, en même temps, j'espère qu'elles comprendront—vous l'avez mentionné—les 60 p. 100 qui restent. Pouvez-vous nous donner des statistiques par collège?

Le Lgén Vance: Oui, et aussi par année.

M. Laniel: D'après ce que vous dites du RMC, dois-je comprendre que vous n'y avez aucun projet immédiat d'expansion? Je crois comprendre que le MRC est surtout axé vers le génie, mais qu'en est-il des étudiants qui s'engagent dans cette voie? Est-ce que cela signifie qu'ils vont passer les trois premières années au CMR sans pouvoir se préparer à cette orientation...? Est-ce qu'il pourrait y avoir une première année de génie au CMR éventuellement? Est-ce qu'on étudie cette possibilité?

Lgén Vance: Sauf pour l'année préparatoire au CMR, les première et deuxième années ont un programme identique dans les trois collèges militaires. Ainsi, par exemple, si un cadet au CMR exprime le désir de devenir ingénieur, d'obtenir un diplôme d'ingénieur, il suit exactement le même programme que ses camarades de classe éventuels de la première

[Texte]

year at Royal Roads. There is a complete triplication of the basic programs.

It is in the third and fourth years that the individual specializes completely in his own faculty. If he wishes to be an engineer, normally he will transfer at the end of second year into RMC, where the engineering faculty is built up. If he wishes to take a degree in administration or business administration and starts out at Royal Roads or RMC, he ends up at the end of second year transferring to CMR, because that is their academic specialty field as arranged with the University of Sherbrooke.

Mr. Laniel: In the statistics, could you also include some information about the ROTP program and the university program as to how many cadets or students we have in those programs and what is the popularity of the programs? What is the retention under those programs for the continuation of the studies? I think that after a couple of years they finish at the military colleges, the university students—no?

LGen Vance: No. I can give you the general figures on the ROTP civilian university right now, if you wish, sir.

Mr. Laniel: Yes.

LGen Vance: We have, as of February 1984, an overall ROTP population of 1,914. All of them are at the military colleges except for 451, who are currently in ROTP at civilian universities. In most cases—in fact, in virtually all cases now—the only people who are sponsored at civilian universities rather than the military colleges are those who are required in classifications and with academic training that is not provided at the military colleges.

Mr. Laniel: You mean doctors?

LGen Vance: Doctors would be a case in point—the general area of specialists. This continues to be a very popular program; I would not say it is more popular than the military colleges program, however.

The Vice-Chairman: Mr. Laniel, your last question please.

Mr. Laniel: My question could be an opinion. From that answer, if the door were open to all of the options do you think you could retain such a high percentage in the military colleges themselves?

LGen Vance: I am sorry, I do not think I understand your question.

Mr. Laniel: What I am concerned about is that you say it is very popular but is limited to doctors and specific trades or professions. But if civilian universities were open to other professions, would that represent strong competition to our military college institutions?

[Traduction]

année au RMC ou de la première année à Royal Roads. On pourrait dire que les programmes de base sont en triplicata.

C'est à la troisième et à la quatrième années que le cadet se spécialise vraiment dans sa propre faculté. S'il veut devenir ingénieur, il sera transféré normalement à la fin de la deuxième année au RMC, où se trouve la Faculté de génie. S'il veut obtenir un diplôme en administration ou en administration des affaires et qu'il débute à Royal Roads ou au RMC, à la fin de la deuxième année il est transféré au CMR, car c'est là que se fait cette spécialisation avec le concours de l'Université de Sherbrooke.

M. Laniel: Pourriez-vous également inclure dans les statistiques certains renseignements concernant le Programme d'instruction pour la formation d'officiers de la force (PIFOF) et le programme universitaire afin que nous sachions combien de nos étudiants ou de nos cadets suivent ces programmes et aussi quelle est la priorité de ces derniers? Dans le cadre de ces programmes, quel est le pourcentage de ceux qui continuent leurs études et restent après dans les forces? Je crois qu'après quelques années, ils terminent leurs études aux collèges militaires, il s'agit d'étudiants universitaires... Non?

Lgén Vance: Non. Je peux vous donner des chiffres globaux concernant le PIFOF de l'université civile présentement, si vous le désirez, monsieur.

M. Laniel: Oui.

Lgén Vance: En février 1984, nous avions une population globale au PIFOF de 1,914 étudiants. Tous venaient des collèges militaires sauf 451 étudiants qui sont présentement inscrits au PIFOF dans les universités civiles. Dans la plupart des cas—dans presque tous les cas, en réalité—les seules personnes qui sont parrainées dans les universités civiles plutôt que dans les collèges militaires sont celles qui doivent recevoir une formation universitaire que ne dispensent pas les collèges militaires.

M. Laniel: Vous voulez parler des médecins?

Lgén Vance: Les médecins sont un exemple—tout le domaine des spécialistes. Il demeure que c'est un programme très populaire, je ne dirais pas qu'il est plus populaire que le programme des collèges militaires cependant.

Le vice-président: Monsieur Laniel, ce sera votre dernière question.

M. Laniel: Comme dernière question, je pourrais émettre une opinion. D'après cette réponse, si la porte est ouverte à toutes les options, croyez-vous qu'on pourrait retenir un pourcentage si élevé de personnes dans les collèges militaires eux-mêmes?

Lgén Vance: Excusez-moi, je n'ai pas très bien compris votre question.

M. Laniel: Ce qui m'inquiète dans ce que vous avez dit, c'est que le programme est très populaire, mais il est restreint aux médecins et à des professions ou des métiers très précis. Cependant, si les universités civiles étaient ouvertes aux autres professions, est-ce que cela représenterait une forte concurrence pour nos collèges militaires?

[Text]

LGen Vance: I would think not, based on at least today's generation of ROTP applicants. I have to give only an opinion, however, because we do not now, and have not for many years, offered that as an option. There is, suffice it to say, very strong competition among university graduating students across the country to enter the military colleges—to be sponsored under the Regular Officer Training Plan, but more specifically to enter the military colleges.

• 1205

One of the more tragic commentaries on the state of employment today is that the quality of our applicants is improving greatly. For instance, for each ROTP or CMC vacancy, we are getting probably in the neighbourhood of four to five applications. We are also able to set the academic high school graduating standard at 75% to 80%, and it is rather rare that an applicant is able to get into the military college if he or she does not come out of high school with that kind of academic background.

Mr. Laniel: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, gentlemen.

Mr. Bradley: It might be interesting if General Vance also provided us, if we are looking at attrition in the CMCs, with a comparison of, say, attrition at University of Alberta in first-year engineering or in the engineering program at some comparable civilian university, which might be interesting information.

LGen Vance: I will provide that. It will take me a little bit longer to get that, but I will add it on later.

The Vice-Chairman: Thank you for your suggestions, Mr. Bradley. They are constructive, as usual.

Now I am in the committee's hands, because I see it is now about 12.07 p.m. I would suggest we adjourn by 12.30 p.m. I have Mr. Wenman, Mr. Flis, Mr. Bradley and Mr. Lapierre on my list. Perhaps in order to be fair, they will have maybe five minutes each. Does everyone agree?

Mr. Bradley: I will pass, Madam Chairman, because I have to leave at 12.15 p.m.

The Vice-Chairman: We shall miss you, Mr. Bradley, I am sure. I now have Mr. Wenman, Mr. Flis and Mr. Lapierre, please.

Mr. Kilgour: Madam Chairman, if Mr. Wenman would agree, could Mr. Bradley go before him? He could go afterwards, and you could divide the time between the two parties, with Mr. Bradley and Mr. Wenman dividing 15 minutes and the two Liberals dividing 15 minutes?

The Vice-Chairman: As a non-partisan chairman, I would be delighted if my two Tory friends would work that out between themselves. Do we agree that Mr. Bradley is first?

[Translation]

Lg n Vance: Je ne le crois pas, si je me fonde sur les demandes actuelles pour le programme d'instruction pour la formation d'officiers de la force. Je ne peux que vous donner mon opinion, cependant, étant donné que nous n'avons pas, et cela depuis de nombreuses années, offert ce programme comme option. Je me contenterai de dire qu'il y a une très forte compétition parmi les étudiants diplômés des universités au pays qui veulent entrer dans les collèges militaires—qui veulent être parrainés dans le cadre du Programme d'instruction pour la formation d'officiers de la force, mais surtout pour entrer dans les collèges militaires.

M. Laniel: Merci.

Le vice-président: Merci, messieurs.

M. Bradley: Ce serait intéressant si le général Vance nous donnait également une comparaison entre le taux d'attrition des collèges militaires et le taux d'attrition à l'Université de l'Alberta par exemple pour la première année de génie ou pour le programme d'ingénierie dans une université civile comparable. Ces renseignements seraient utiles.

Lg n Vance: Vous aurez ces chiffres. Il me faudra un peu plus de temps pour les obtenir, mais je vous les ferai parvenir plus tard.

Le vice-président: Je vous remercie de vos suggestions, monsieur Bradley. Comme d'habitude, elles sont constructives.

C'est maintenant aux membres du Comité de décider, je vois qu'il à peu près 12h07. Je propose que nous levions la séance à 12h30. J'ai encore les noms de MM. Wenman, Flis, Bradley et Lapierre sur ma liste. Afin d'être juste, il me faudrait peut-être leur accorder cinq minutes chacun.  tes-vous tous d'accord?

M. Bradley: Je vais céder mon tour, madame le président, car je dois partir à 12h15.

Le vice-président: Vous allez nous manquer, monsieur Bradley, j'en suis sûre. J'ai donc les noms de MM. Wenman, Flis et Lapierre.

M. Kilgour: Madame le président, si M. Wenman est d'accord, M. Bradley pourrait-il prendre la parole avant lui? Il pourrait partir ensuite et nous nous diviserions le temps entre les deux partis, M. Bradley et M. Wenman se divisant 15 minutes et les deux Libéraux les 15 minutes restantes?

Le vice-président: En ma qualité de président impartial, je serais ravie si mes deux amis conservateurs pouvaient s'arranger entre eux.  tes-vous d'accord pour que M. Bradley prenne la parole le premier?

[Texte]

Mr. Wenman: Do you have a couple of quick questions?

Mr. Bradley: Very quick.

Mr. Wenman: Go ahead.

Mr. Bradley: Thank you, Madam Chairman. I have a couple very quick ones. I will try to make them quick.

There is just something I would like to get straight in my mind, Madam Chairman. Numerous times, the Minister has said he wishes to maintain, and we will maintain, a 20-ship navy. In view of the fact that the TRUMP program and the four destroyers, with the six we presently have, will leave us with 10 active vessels in the 1990s, will the department confirm that we are going to carry on in our present program for another possible six ships and then possibly look at eight NATO frigates to maintain the 20 ships?

Mr. Dewar: Mr. Bradley, I cannot confirm to you that that will be the government's decision. I can tell you that the planning in the department is proceeding against the likelihood of a decision to go on with a further slice of the ship replacement program. Now, whether it would be six or more or less I cannot say, but as a nominal kind of planning guide, one could anticipate another group at that time. So then you have six plus six plus four, which is the Tribals going through the TRUMP program.

Mr. Bradley: The assumption would be eight NATO frigates.

Mr. Dewar: Whether or not we go the NATO frigate route, of course, is another and later decision to be made. That is one possibility we are watching, because we are participants in the NATO frigate study. There are a great many decisions which would have to be merged together on that one, because it is a very difficult international planning operation as well as a ship planning operation. But certainly, as we are given policy guidance by the government, it is the intention to maintain a navy of 24 ships.

Mr. Bradley: Including the four Tribals?

Mr. Dewar: Yes, and including the three submarines.

Mr. Bradley: Thank you. I have a very short one.

• 1210

In view of our going to the new rifles, the M16s, which are 5.7, I believe, will we also be initiating a program to replace the LMGs along with this, to the 5.57?

LGen Richard: We have a program to replace the LMGs. But the 7.62 is going to be retained as a calibre for machine guns in NATO.

Mr. Bradley: Preferably the MMGs, though.

LGen Richard: So the 5.56 will be used for the rifle and the carbine, if you wish, which will replace the sub-machine-gun. But most machine-guns will remain at the 7.62 mm calibre. We have programs to replace the C2 light machine-gun—that

[Traduction]

M. Wenman: Juste quelques brèves questions?

M. Bradley: Très brèves.

M. Wenman: Allez-y.

M. Bradley: Merci, madame le président. J'essaierai d'être bref.

Il y a quelque chose que j'aimerais bien comprendre, madame le président. Le ministre s'est prononcé à maintes reprises en faveur d'une force navale de 20 bâtiments. Étant donné le programme Tribal et les quatre destroyers, et compte tenu des six que nous avons à l'heure actuelle, nous aurons 10 bâtiments en service actif au cours des années 1990. Est-ce que le ministère peut confirmer que nous allons poursuivre notre programme actuel pour obtenir six autres navires, et probablement huit frégates de l'OTAN afin de maintenir cet effectif de 20 bâtiments?

M. Dewar: Monsieur Bradley, je ne peux pas vous confirmer que telle sera la décision du gouvernement. Je puis vous dire que la planification au ministère se fait compte tenu de la possibilité qu'il y aura une décision pour réduire davantage le programme de remplacement des navires. Que ce soit six navires, ou davantage, ou moins, je ne saurais dire, mais sur le plan de la pure planification je vous répondrais qu'on peut escompter un autre groupe de navires à ce moment-là. On aurait donc six navires plus six, plus quatre, qui font partie du projet de modernisation des navires de la classe Tribal.

M. Bradley: On suppose donc qu'il y aurait neuf frégates pour l'OTAN.

M. Dewar: Cela relève d'une autre décision, à prendre ultérieurement. Nous envisageons cette possibilité, étant donné que nous participons à l'étude de l'OTAN sur les frégates. De nombreuses décisions seront amalgamées à ce sujet, étant donné qu'il s'agit d'une opération de planification internationale très complexe de même qu'une opération de planification navale. Cependant, le gouvernement nous donne certainement l'orientation politique à suivre, et il a l'intention de maintenir en service une force navale de 14 bâtiments.

M. Bradley: Y compris les quatre navires Tribal?

M. Dewar: Oui, et aussi les trois sous-marins.

M. Bradley: Merci. J'ai encore une question très brève.

Étant donné que nous allons avoir de nouveaux fusils, les M16, qui sont de calibre 5.57, je crois, allons-nous également remplacer les mitrailleuses légères par l'adoption du calibre 5.57?

Le LGén Richard: Nous avons un programme pour remplacer les mitrailleuses légères. Toutefois, le calibre 7.62 sera retenu pour les mitrailleuses des forces de l'OTAN.

M. Bradley: De préférence, les mitrailleuses moyennes.

Le LGén Richard: Le calibre 5.56 sera utilisé pour le fusil et la carabine, si vous voulez, qui remplaceront la mitrailleuse. Cependant, la plupart des mitrailleuses conserveront le calibre 7.62 mm. Nous avons des programmes pour remplacer la

[Text]

is in hand—and we have a program under way to start replacing what we used to call the Browning .30, which was modified to 7.62mm. But in the dismantled role the Browning will be replaced in the near future.

Mr. Bradley: Will the C2, General, be replaced with the 5.57, so that the poor little Bren gun team—I am dating myself now . . .

LGen Richard: I have used the Bren too.

Mr. Bradley: —the LMG section will be carrying the same ammunition as for rifles and will not require the lance-corporal to carry two different types of ammunition?

LGen Richard: You are dealing with a different problem, because the 5.56 will give you a fighting range within 300 metres; and quite often what you want to do with a light machine-gun is to neutralize or deny an area much farther away than that.

Mr. Bradley: That is what the MMGs are mainly for, as well.

LGen Richard: Which is the reason why we are retaining the 7.62.

Since the United States now are concentrating their northern surveillance with AWACS and satellites, or seem to be going towards AWACS and satellites, have we done a study, or are we initiating a study, on what effect this will have on northern communities if and when we phase out our northern lines?

Mr. Dewar: The effect on northern communities—does your question address the fact that we would be pulling out of sites, or do you mean the effect of a new system on them? You mean the pull-out.

Mr. Bradley: The pull-out.

Mr. Dewar: We have work going on right now in the department, a social impact study, which would assess that very question.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Bradley.

Mr. Flis.

Mr. Flis: Madam Chairperson, first of all I would like to thank the officials for giving the committee quite a detailed report on the Youth Training and Employment Program. On the accreditation part of it, which was also asked about when the Minister was here, they claim that 40 Canadian Forces trades with appropriate provincial accreditation authorities are in place. The success rate varies from province to province.

I wonder if you could tell us which provinces you have the most success with as far as accreditation is concerned, and why. What I am looking for is maybe certain provinces have certain models we could use across the country.

[Translation]

mitrailleuse légère C2—qu'on tient à la main—et également un programme pour commencer le remplacement de ce que nous appelons le Browning .30, qui a été converti au calibre 7.62 mm. Mais comme arme portative, le Browning sera remplacé très bientôt.

M. Bradley: Général, est-ce que la mitrailleuse légère C2 sera remplacée par une arme de calibre 5.57 mm., afin que le pauvre groupe qui servait le Bren—j'avoue mon âge en disant cela . . .

Le LGén Richard: J'ai moi aussi utilisé le Bren.

M. Bradley: . . . le groupe de mitrailleuse légère puisse porter les mêmes munitions que pour les fusils et n'aura pas besoin du caporal pour porter deux différents types de munitions?

Le LGén Richard: Il s'agit d'un problème différent, car l'arme de calibre 5.56 mm a une portée utile de 300 mètres, et très souvent ce qu'on veut faire avec les mitrailleuses légères c'est de neutraliser ou d'interdire une zone beaucoup plus éloignée que cela.

M. Bradley: C'est également pour ça qu'on a des mitrailleuses moyennes.

Le LGén Richard: Et c'est pour cela que nous conservons le calibre 7.62 mm.

Étant donné que les États-Unis maintiennent leur surveillance dans le Nord surtout grâce au système aéroporté d'alerte de contrôle et aux satellites, ou du moins semblent s'orienter dans cette voie, est-ce que nous avons effectué une étude, ou est-ce que nous en commençons une, sur les effets que pourrait avoir sur les localités septentrionales l'abandon progressif de nos lignes dans le Nord?

M. Dewar: Les effets sur les localités septentrionales—parlez-vous des effets du retrait ou des effets du nouveau système? Vous voulez parler du retrait, n'est-ce pas?

M. Bradley: Oui.

M. Dewar: Nous travaillons présentement au ministère, nous faisons une étude sur les répercussions sociales de ce retrait, pour fixer justement cette question.

Le vice-président: Merci, monsieur Bradley.

Monsieur Flis.

M. Flis: Madame le président, je voudrais tout d'abord remercier les hauts fonctionnaires qui ont donné aux membres du Comité un rapport détaillé sur le programme de formation et d'emploi des jeunes. Au sujet de l'accréditation, dont on a parlé lorsque le ministre était ici, on a parlé de 40 métiers enseignés par les Forces armées canadiennes et homologués par les autorités provinciales compétentes. Le taux de succès varie d'une province à l'autre.

Je me demande si vous pourriez nous dire dans quelles provinces vous avez connu le plus de succès sur le plan homologation, et pourquoi. Je voudrais savoir si certaines provinces ont certains modèles dont nous pourrions nous servir ailleurs.

[Texte]

The Vice-Chairman: Colonel Spencer.

Lieutenant-Colonel S.W. Spencer (Project Officer, Youth Training and Employment Program Co-ordinator, Department of National Defence): The accreditation with provinces against our trades is very much a negotiation process, and it is carried out by one officer who has that responsibility in DND. So it is of necessity a very long and very slow process. I guess the provinces that have the most trade accreditation are the bigger ones, Ontario and Quebec. I think that relates to the number of institutions, and what have you, that they have in comparison to the other smaller provinces, and the number of regulated trades they have compared to other provinces.

• 1215

Mr. Flis: Most of the trades take a four to five-year training program, I gather from your report.

Col Spencer: The apprentice-type trades.

Mr. Flis: Yes. The students who came in under the YTEP program, if I can call it as such, after two years, they will be out. Will they be able to tap in to this five-year accreditation training program? It does not make sense to me that we are going to drop these students after two years. I know it is not your problem; it is the politicians' problem. Maybe we have to start lobbying that this two-year program should become a four- or five-year program. I am just a little concerned. In your conclusion you say that the DND YTEP job-creation program has been very popular and highly successful, and you give reasons why-it teaches self-discipline, motivation, a sense of responsibility, the kinds of things that, I think, give a student a better chance in the work field as opposed to students who probably did not get this background. We have taken 5,000 students, and after a year or two, what happens to them?

Col Spencer: Madam Chairman, if I may, all of the YTEP graduates who leave the forces at the end of their one-year training and employment program, go through a professional officer who is called a base-personnel selection officer, on release from the forces or leaving the forces. This base-personnel selection officer is the local representative of our second career assistance network program. He can advise that graduate where to go to continue his studies in his particular trade or apprenticeship program, if you want. It is, however, a very much negotiated thing on the part of the individual and local accreditation authorities, how much credit he would get for the particular training he or she took in the forces. Generally speaking, they do receive a leg-up, if you want to call it that way.

Mr. Flis: I know this is a very hypothetical. Our chairperson fought hard to get this \$75 million for this two-year program. Supposing she were just as successful to convince future ministers of Finance and Cabinet, to get another \$75 million for another two-year program, would you recommend that those additional funds be put to allow these two-year students to carry on into a four-year program or would you recommend

[Traduction]

Le vice-président: Colonel Spencer.

Le lieutenant-colonel S.W. Spencer (officier de projet, coordinateur du programme de formation et d'emploi des jeunes, ministère de la Défense nationale): L'homologation de nos métiers par les provinces relève d'un processus de négociation, et elle est la responsabilité d'un officier au ministère de la Défense nationale. Il s'agit forcément d'un processus très long et très lent. Je suppose que les provinces qui ont le plus d'accréditations professionnelles sont les plus importantes, à savoir l'Ontario et le Québec. En effet, cela dépend du nombre d'établissements et du nombre de métiers réglementés qui existent dans une province par rapport à une autre.

M. Flis: D'après votre rapport, la plupart des métiers nécessitent un programme de formation de quatre à cinq ans.

Le colonel Spencer: Pour les métiers qui nécessitent un apprentissage.

M. Flis: Je vois. Les étudiants qui ont donc été admis à ce programme de formation des jeunes en sortent au bout de deux ans. À ce moment-là, peuvent-ils suivre le programme de formation de cinq ans? Il me paraît ridicule de rejeter ces étudiants après deux ans seulement. Je sais que ce n'est pas votre problème, mais plutôt celui des politiciens. Peut-être devrions-nous commencer à exercer des pressions pour que ce programme de deux ans soit transformé en programme de quatre ou cinq ans. Cela me préoccupe. Dans votre conclusion, vous dites que le programme de création d'emplois pour les jeunes de votre ministère a été très populaire et a enregistré beaucoup de succès. Vous dites que cela est dû notamment aux aptitudes qu'il inculque aux étudiants, notamment l'autodiscipline, la motivation, le sens des responsabilités, etc. Ainsi, l'étudiant qui suit ce cours de formation est mieux en mesure que les autres de s'adapter au monde du travail. 5,000 étudiants ont été ainsi formés et, après un an ou deux, que sont-ils devenus?

Le colonel Spencer: Madame le président, tous les étudiants qui réussissent le programme de formation et de placement sont, au bout d'un an et avant leur départ des forces armées, convoqués par un agent de sélection du personnel de la base. Cet agent est le représentant local de notre programme d'orientation vers une seconde carrière. Cet agent peut donner des conseils à l'étudiant sur les possibilités qu'il a de poursuivre ses études dans son domaine particulier ou dans le cadre d'un programme d'apprentissage. Toutefois, c'est l'individu lui-même qui négocie, avec les autorités locales responsables de l'accréditation, du crédit qu'on doit lui donner pour la formation qu'il a reçue dans les forces armées. En règle générale, cela leur permet de monter d'un cran, si l'on peut dire.

M. Flis: Je sais que c'est une question très hypothétique, mais notre présidente a fait des pieds et des mains pour obtenir cette somme de 75 millions de dollars pour ce programme de deux ans. Supposons qu'elle réussisse également à convaincre les futurs ministres des Finances et les autres membres du Cabinet de la nécessité de consacrer encore 75 millions de dollars à un autre programme de deux ans; recommanderiez-

[Text]

that it would be more profitable to take an additional new 5,000 students into the program? I know it is hypothetical.

Mr. Dewar: I think there are both technical and policy considerations involved in that. Obviously, the policy question is whether one should spread the benefit of that training among a larger number of young Canadians. I think that is an issue that Cabinet would have to address. Certainly for those who could continue with accreditation performance, it would be a real benefit, but there would be real trade-offs to examine on that point. I think it would have to be addressed to the Minister.

Mr. Flis: So you are cutting me off, Madam Chairperson.

The Vice-Chairman: Yes.

Mr. Flis: Fine.

The Vice-Chairman: Much as I would dearly love you to proceed with this particular question. However, it is, as we all know, generally a political question. I would hope that our colleagues from the other side of the House would help us in our lobbying.

Finally, I get to Mr. Wenman, whom again I thank for his patience.

Mr. Wenman: Good. Yes, we will certainly help you with your lobbying by replacing the government very soon.

The Vice-Chairman: That is not what I meant, Mr. Wenman.

Mr. Wenman: Thank you, Madam Chairperson. We can talk as long as we want about all the things that are wrong and all the things we would like to see done, but the bottom-line is a dollar bill, and the dollar bill signifies the commitment and it signifies the levels of priorities that we will in fact be able to complete out of those that have been determined by our department through the presentation of these estimates. It is my understanding that even prior to recent rather serious economic changes, we probably, either through delay or, if not delay, economic changes, have fallen behind our guesstimate about what level of priority we will actually reach with this particular budget

• 1220

The question I would like to ask specifically is: Recognizing that the Estimates and so forth were planned a long time ago, many months ago, and we have had a lot of changes since that time in an interim sense and particularly very recently—the Canadian dollar is now devalued, and since our focus is on capital this time and re-equipment and so forth that is a significant factor; interest rates have now risen perhaps unexpectedly, certainly from the time earlier projections were made—and the reality of the almost double inflation rate of the purchase of defence equipment as opposed to regular

[Translation]

vous alors que cette somme supplémentaire serve à aider les étudiants qui ont suivi ce programme de deux ans à être admis à un programme de quatre ans, ou estimez-vous qu'il serait plus profitable, avec cette somme, d'accueillir 5,000 nouveaux étudiants dans ce programme de deux ans? Je sais que c'est une situation très hypothétique.

Mr. Dewar: Cette question fait intervenir des considérations à la fois techniques et politiques. Evidemment, sur le plan politique, la question est de savoir si cette somme devrait servir à former un plus grand nombre de jeunes Canadiens, ou bien si elle devrait servir à perfectionner la formation d'un nombre plus restreint. C'est une question qui relève à mon avis du Cabinet. Il est évident que ceux qui pourraient ainsi perfectionner leur formation en tireraient un avantage certain, mais il y aurait alors des compromis à faire. C'est une question qui, à mon avis, devrait être posée au ministre.

M. Flis: Vous me coupez la parole, madame le président.

Le vice-président: Oui.

M. Flis: Bien.

Le vice-président: Vous savez bien que cette question me tient particulièrement à coeur; cependant, il faut bien admettre que c'est essentiellement une question de politique. J'espère que les députés de l'opposition nous aideront à exercer nos pressions.

Pour terminer, je vais donner la parole à M. Wenman, qui a été très patient, ce dont je le remercie.

M. Wenman: Bien. Nous sommes tout à fait disposés à vous aider à exercer des pressions en trouvant rapidement un successeur à ce gouvernement.

Le vice-président: Ce n'est pas ce que je voulais dire, monsieur Wenman.

M. Wenman: Merci, madame le président. On pourrait parler pendant longtemps de tout ce qui ne va pas et de toutes les choses que nous aimerions pouvoir réaliser, mais cela nous ramène toujours à des considérations financières; or, ce sont justement ces considérations financières qui reflètent le degré d'engagement et l'ordre de priorité arrêté pour la poursuite des objectifs fixés par le ministère dans la présentation de son budget. D'après ce qu'on m'a dit, même avant les récents renversements de la situation économique, nous avions déjà, à cause de retard ou simplement à cause de ces changements économiques, des crédits insuffisants par rapport aux priorités qui avaient été fixées au départ.

Ma question est la suivante: étant donné que les prévisions budgétaires ont été préparées il y a longtemps et que, depuis, beaucoup de changements sont intervenus, notamment la dévaluation toute récente du dollar canadien, ... on parle également beaucoup maintenant de capital, de rééquipement, des taux d'intérêt qui se sont soudainement, sans doute, remis à grimper ... quoi qu'il en soit, depuis que ces prévisions ont été faites, beaucoup de choses ont changé, sans parler du taux d'inflation qui est pratiquement le double du taux normal pour les acquisitions de matériel de défense, j'aimerais donc savoir

[Texte]

inflation, first has it made a substantial difference in our Estimates and can you give me a percentage, taking those facts, a ballpark percentage to the effect of increased interest rates, the devalued Canadian dollar and inflation? Can you give me a rough ballpark figure now, and, without taking too much time for your department to go into too much detail, if I could have in writing hopefully just in the short term within the next couple of days a rough guesstimate of the impact this is having so we can have future planning being proceeded with? So could you give me a ballpark figure now and a commitment to have something in writing as to these economic effects?

Mr. Davies: Mr. Davies, ADM, Finance.

Madam Chairman, the ballpark estimate is that it will have no effect on the department at this particular time because, as we all know, as the American dollar goes down the Canadian interest rates go up and when the Canadian interest rates go up it creates inflation to go down so it all matches out as far as we are concerned.

Mr. Wenman: Well, I would be very pleased to find that the Estimates come in as planned and that we in fact will not have any shortfalls or our priorities will not have to be lessened. That is good news indeed. I hope you are successful and that in fact happens.

Commodore Healey stated last time that the CPF program may be slightly behind . . . gives us assurances that there is not a cause for concern because they are going to catch up very shortly. I would like to know what you mean by very shortly. I would hope that certainly is well before the government changes; but, in terms of weeks or months, what would he be referring to in your mind as to that catch-up occurring very shortly?

As well, I would like to know, also in light of those contracts, specifically has the contract for the surface-to-air missile system been signed. If not, why not? So two specific questions on that program.

Mr. Dewar: We have here this morning Captain Saker from Commodore Healey's project office. Perhaps he could bring the committee up to date on those points, the question of very shortly and the particular one on the signing.

Captain M.T. Saker (Acting Project Manager, Canadian Patrol Frigate, Department of National Defence): Madam Chairman, I am Captain Saker, CPF, Deputy Program Manager.

With regard to how soon things will get back on track or up to schedule, that is a difficult question to answer, but my estimation would be that by the fall they will be back on track, which means, really, one year into the program by that time.

The surface-to-air missile contract has not yet been let. There is a limited letter of liability under which the program is proceeding at the moment and the problems . . . I am not fully familiar with all the details, but they relate to certain terms and conditions of a contract between Paramax and Raytheon and that is why it has not been let.

[Traduction]

si cette évolution de la situation a des répercussions notables sur vos prévisions budgétaires et si, grosso modo, vous pouvez me donner un pourcentage des conséquences de l'augmentation des taux d'intérêt, de la dévaluation du dollar canadien et de l'inflation. Si vous n'avez pas ces chiffres ici, vous pourriez peut-être me les faire parvenir par écrit d'ici quelques jours; j'aimerais toutefois avoir rapidement une idée approximative de l'impact de ces événements sur votre budget, ainsi que des mesures de planification que vous avez l'intention de prendre prochainement. En résumé, pourriez-vous me donner des chiffres sur les conséquences économiques de ces changements?

M. Davies: Mon nom est Davies, et je suis sous-ministre adjoint des Finances.

Madame le président, tous ces événements n'auront aucune conséquence sur notre ministère, tout au moins pour l'instant, car le dollar américain diminue au fur et à mesure que les taux d'intérêt canadiens augmentent, et l'augmentation des taux d'intérêt canadiens entraîne une diminution de l'inflation qui, en ce qui nous concerne, équilibre tout.

M. Wenman: Je serais très heureux que les prévisions budgétaires soient appliquées telles qu'elles ont été prévues, et que les événements récents n'aient aucune conséquence néfaste sur nos priorités. C'est donc une bonne nouvelle. J'espère que votre optimisme sera justifié.

Le commodore Healey a indiqué l'autre jour que le programme FCP serait peut-être légèrement retardé, mais que cela ne devrait susciter aucune inquiétude car ce retard devrait être rapidement rattrapé. J'aimerais savoir ce que vous entendez par rattrapé. J'espère en tout cas que ce sera avant le changement de gouvernement, mais, à votre avis, pensez-vous qu'il parlait en semaines ou en mois lorsqu'il disait que ce retard serait rattrapé très rapidement?

Au sujet de ces contrats, j'aimerais savoir précisément si celui concernant le système des missiles sol-air a été signé. Sinon, pourquoi?

M. Dewar: Le capitaine Saker, du bureau du commodore Healey, est parmi nous ce matin. Il pourra donc vous dire précisément où nous en sommes sur la question de ce retard à rattraper rapidement et sur celle de la signature du contrat.

Le capitaine M.T. Saker (directeur de projet par intérim, Frégate canadienne de patrouille, ministère de la Défense nationale): Madame le président, je suis le capitaine Saker, de la FCP, sous-directeur de programme.

Il m'est difficile de vous dire si ce programme de la FCP va pouvoir rattraper son retard, mais je pense que d'ici l'automne, la situation devrait être normalisée.

Le contrat relatif aux missiles sol-air n'a pas encore été signé. En vertu d'une lettre portant responsabilité limitée, le programme se poursuit pour l'instant, et les problèmes . . . Je n'en connais pas tous les détails, mais je sais que certaines modalités du contrat concernent Paramax et Raytheon, et que c'est la raison pour laquelle le contrat n'a pas encore été signé.

[Text]

Mr. Wenman: Is there still a discussion as to the type of weapon in the package? Is that still open for debate, or is that matter closed and it is just a matter of details within the ...

Capt Saker: The contractor has not indicated that he wishes to make any changes.

Mr. Wenman: But the program is still open for change?

Capt Saker: They must come from the contractors.

Mr. Wenman: Can you tell me the current status of the Submarine Replacement Program to replace the three existing Oberon-class submarines? How many submarines are being planned in your longer-term plan in addition with the overall plans to replace the Oberons?

Mr. Dewar: The Submarine Replacement Program is still in a very preliminary stage of staff analysis. It is not a program which would be as far advanced as, for example, the studies on the second phase of the Canadian Frigate Program.

• 1225

Mr. Wenman: Are we in fact co-operating with Australia and New Zealand in their potential purchase plans for additional new submarines?

Mr. Dewar: Are we consulting with Australia and New Zealand?

Mr. Wenman: Do we have people following their program in the field in Australia?

Mr. Dewar: Yes, we do. You made reference to our co-operative production program. I cannot say that its discussions have reached that stage, but we are consulting with them about what their planning is and what ours is, to see where the matches might be.

Mr. Wenman: Okay, so we are talking about a replacement of the three existing submarines plus additional new submarines. How many submarines are we thinking of in our long-range plan?

Mr. Dewar: It is much too early to say that, because one has to continue to assess, on the military requirement grounds, the balance between submarines and surface vessels. It is likely that decisions on that balance would be made after the second phase of the Frigate Replacement Program, as one approached a third phase and decided which way to go at that point.

Mr. Wenman: It would not be an alternative, should we become a little more advanced on the NATO process, the NATO Frigate Program?

Mr. Dewar: That would be one of the options, if one were going to go the surface route at the third phase. But I think there would be two questions assessed in that timeframe: the mix of surface ships as against submarines and, second, if you

[Translation]

M. Wenman: Discute-t-on encore du type d'armement qui sera couvert par cette transaction? Cette question est-elle définitivement réglée, ou bien les discussions se poursuivent-elles ...

Le capitaine Saker: Le fabricant n'a pas fait savoir qu'il désirait apporter quelque changement que ce soit.

M. Wenman: Certes, mais le programme risque encore d'être modifié?

Le capitaine Saker: Ce sont les fabricants qui doivent le demander.

M. Wenman: Où en est le programme de remplacement des sous-marins, en vertu duquel on devait remplacer les trois sous-marins de classe Oberon? Combien de nouveaux sous-marins avez-vous prévu, à long terme, en plus des Oberon que vous allez remplacer?

M. Dewar: Le programme de remplacement des sous-marins en est encore à l'étape toute préliminaire de l'analyse. La planification de ce programme n'est pas aussi avancée que celle relative à la seconde phase du Programme de frégates canadiennes.

M. Wenman: Collaborons-nous toujours avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui envisagent d'acheter d'autres sous-marins?

M. Dewar: Vous me demandez si nous consultons l'Australie et la Nouvelle-Zélande?

M. Wenman: J'aimerais savoir si nous participons au programme australien?

M. Dewar: Oui. Vous vouliez sans doute parler de notre programme de collaboration pour la production. Je ne sais pas si les discussions en sont arrivées là, mais je sais par contre que nous consultons les représentants de ce pays pour savoir où en est leur planification et pour voir si elle a des points communs avec la nôtre.

M. Wenman: Nous parlons donc bien du remplacement de trois sous-marins actuels, et de l'acquisition de nouveaux sous-marins. À long terme, de combien de sous-marins s'agit-il?

M. Dewar: Il est encore trop tôt pour le dire, car nous n'avons pas terminé l'évaluation de nos besoins militaires et de l'équilibre à réaliser entre les sous-marins et les vaisseaux de surface. Il est probable que toute décision relative à cet équilibre sera prise après la seconde phase du Programme de remplacement des frégates, juste avant d'entamer la troisième et de savoir jusqu'où l'on va.

M. Wenman: Le Programme de frégates de l'OTAN ne pourrait-il pas être envisagé?

M. Dewar: Ce pourrait être une solution, si nous choisissons l'option surface à la troisième phase. Toutefois, d'ici là, il faudra déterminer quel équilibre nous voulons instaurer entre le nombre de vaisseaux de surface par rapport au nombre de sous-marins et, deuxièmement, si nous donnons la priorité aux

[Texte]

are going to go for surface ships, whether you go NATO or whether you go with the Canadian Frigate Program.

Mr. Wenman: I would hope, in that planning process, you would recognize the changed emphasis to the Pacific—our economic interests, trading partner and so forth; some sort of an interrelationship with our American allies in the Pacific and a strengthening of that Pacific Command. I would not mind your commenting on the Pacific Command; however, I do have a couple of other specific questions and I will leave them with you.

The Vice-Chairman: One final question, Mr. Wenman.

Mr. Wenman: All right. I would like to ask about the use of the northern region of Canada as expanding training facilities for our NATO allies, particularly as we look to the phasing-out or maybe the changing of the north warning system and this kind of thing—the social impact on communities and so forth. Is there a potential in this area? Specifically, is there an additional potential in Gander for this type of operation?

In a written question on another unrelated topic, can you refer me to a place that can tell me the current structure of the forces by rank? Can you tell me the number of Generals, the number of Captains and so forth as it . . . ? It is probably right there, is it?

Mr. Dewar: We certainly can provide or refer you to published material which already has it.

Mr. Wenman: All right, fine. I just wondered what the current status was.

Mr. Davies: It is on page 16-14 of the estimates.

Mr. Wenman: Okay, all right. Then could you respond regarding Gander and the Pacific . . . ?

Mr. Dewar: On the question concerning the Pacific, that is a policy consideration which obviously has to be fed into the same kinds of studies concerning the Maritime courses that I mentioned earlier. It is one that is being assessed through our policy groups.

Mr. Wenman: Is it increasing in its priority relatively . . .

Mr. Dewar: I think it is a generally recognized fact, both in world trade and in military terms, that the Pacific is of growing importance. We do not have any conclusions to give you on this at the present time, but as our ship programs proceed, our planning for them proceeds, we are certainly going to have to take into consideration the balance between the two coasts.

Mr. Wenman: And that might include some type of submarine contingent in that area?

[Traduction]

vaisseaux de surface, il s'agira de déterminer si nous choisissons l'option OTAN ou le Programme de frégates canadiennes.

M. Wenman: J'espère qu'entre-temps, vous tiendrez compte du rôle accru de la région du Pacifique pour nos intérêts économiques, commerciaux et autres; on pourrait donc envisager un renforcement de nos relations avec nos alliés américains du Pacifique ainsi qu'un renforcement du rôle du commandement du Pacifique. J'aimerais bien que vous me parliez de ce commandement, mais j'ai plusieurs autres questions à vous poser, ce que je vais faire immédiatement.

Le vice-président: Ce sera votre dernière question, monsieur Wenman.

M. Wenman: Bien. J'aimerais vous parler des possibilités de développement des installations de formation de nos alliés de l'OTAN dans le Nord canadien, d'autant plus que nous envisageons d'éliminer progressivement ou éventuellement de modifier le système d'alerte du Nord, entre autres. J'aimerais donc que vous me parliez de l'impact social que cela pourrait avoir sur les localités du Nord. Est-ce une possibilité qu'on peut envisager? Plus précisément, serait-il possible de développer ce genre d'installations à Gander?

J'aimerais maintenant aborder un sujet tout à fait différent et vous demander de me transmettre votre réponse par écrit. Pourriez-vous me dire à qui je dois m'adresser pour obtenir la structure et la composition actuelles des Forces armées canadiennes, selon leur rang? Par exemple, à qui dois-je m'adresser pour connaître le nombre de généraux, le nombre de capitaines, etc.? Ces chiffres figurent peut-être ici.

M. Dewar: Nous pourrions vous faire parvenir les documents qui contiennent ce genre d'information.

M. Wenman: Très bien.

M. Davies: Ces renseignements figurent aux pages 16-14 des prévisions budgétaires.

M. Wenman: Bien. Pourriez-vous répondre à ma question relative à Gander et à la région du Pacifique . . . ?

M. Dewar: En ce qui concerne la région du Pacifique, c'est une question de politique qui nécessitera des études aussi poussées que celles dont je parlais tout à l'heure au sujet des Maritimes. C'est donc une question qu'étudient actuellement certains de nos groupes spéciaux.

M. Wenman: La région du Pacifique est-elle aujourd'hui plus prioritaire, par rapport . . .

M. Dewar: Tout le monde reconnaît aujourd'hui, sur le plan aussi bien commercial que militaire, que la région du Pacifique revêt une importance croissante. Nous n'avons pas encore de conclusions bien précises à vous communiquer pour l'instant, mais il est évident que, dans nos activités de planification de notre flotte, nous allons devoir tenir compte de l'équilibre à maintenir entre les deux côtes.

M. Wenman: Et il pourrait même être question d'un contingent de sous-marins sur la Côte ouest?

[Text]

The Vice-Chairman: I just wonder, Mr. Wenman, perhaps that particular question should be more specifically directed towards the Minister.

Mr. Wenman: I am really asking in terms of broad policy planning. I recognize we are talking about the future, but I think it is important that input should come from here and I just wanted to find out the thinking. I am not asking for specific commitments, I am just asking if thought is being projected in that particular area.

• 1230

I wonder whether Admiral Mainguy would like to comment.

VAm Mainguy: In so far as the Pacific region is concerned, we do have Maritime forces out there that you know about. I guess it is the old question. We are trying to juggle the resources given as to the relative balance between the fleets of various kinds of units on each coast. I could not possibly say what will happen in ten years or so. I think there is a lot of policy planning going on which takes into account such factors as you have mentioned, the growing importance of the Pacific Rim and so on, to Canadian interests.

Mr. Wenman: Madam Chairman, I have had a request from other members who have not yet had an opportunity this round to question, that we should ask the department officials to come back once more, so that Mr. Stewart and Mr. Darling and others who have not yet had an opportunity, since we have run out of time, might have an opportunity to question. Would the department officials be willing to come back if the Committee so requested?

Mr. Hudecki: On a point of order, Mr. Chairman. The time allotted was from 11 p.m., and there were just very, very few members here to ask questions. I think in all fairness to the officials that should be recorded.

Mr. Wenman: At 11.03 a.m., which is the time we usually start, we had a very full contingent, or 11.05 or 11.10 a.m.

The Vice-Chairman: If I may interrupt my colleagues. The Parliamentary Secretary did make a good point. However, Mr. Wenman I hope you will take my word for it that this will be discussed with the Chairman when he returns and also with the subcommittee. Thank you again.

Mr. Lapierre.

M. Lapierre: Madame le président, je sais que l'on manque de temps. Je poserai simplement deux courtes questions. En fait, il s'agit de deux de mes préoccupations.

Dans le livre d'or, on parle, bien sûr, de nos grandes intentions de réduire les armements et, à la page 62, on parle des 240,000 personnes qui travailleront à la construction d'armements. On dit que cela augmente de 3 p. 100 de plus que l'inflation à chaque année. J'imagine que ceux qui élaborent les politiques au ministère doivent se préoccuper de la question de la militarisation de l'économie. Quand on parle d'exportations d'environ 1 milliard de dollars à des pays du

[Translation]

Le vice-président: Monsieur Wenman, je pense que vous devriez adresser cette question au ministre.

M. Wenman: Je me plaçais sur un plan beaucoup plus général. Certes, nous parlons de l'avenir, mais j'estime qu'il est important que nous puissions participer à tout cela, et c'est pour cette raison que je voulais savoir quelles étaient vos intentions. Je ne demande pas des engagements spécifiques, mais simplement ce qu'on envisage pour cette région.

Je vais demander à l'amiral Mainguy de faire un commentaire.

VAm Mainguy: Vous êtes au courant des forces maritimes que nous avons dans la région pacifique. Il s'agit toujours de la même question. Nous essayons de répartir équitablement les différents navires qui composent les flottes sur chaque côte. Je ne puis absolument pas vous dire ce qui se passera dans dix ans. On fait à l'heure actuelle beaucoup de planification qui tient compte de facteurs comme ceux que vous avez mentionnés, comme par exemple l'importance croissante de la région de l'océan Pacifique pour les intérêts canadiens, etc.

M. Wenman: Madame le président, certains des membres du Comité qui n'ont pas encore eu l'occasion de poser des questions demandent qu'on convoque les fonctionnaires à une autre réunion. De cette façon MM. Stewart et Darling et d'autres qui n'ont pas eu l'occasion de poser des questions pourraient le faire lors d'une prochaine réunion. J'aimerais donc savoir si les fonctionnaires seraient disposés à revenir si le Comité le leur demande?

M. Hudecki: J'invoque le Règlement, monsieur le président. La réunion était censée commencer à 11 heures, et à 11 heures il y avait très peu de membres présents pour poser des questions. Pour être juste envers les fonctionnaires, je tiens à signaler ce fait.

M. Wenman: À 11h03, l'heure à laquelle nous commençons d'habitude, ou à 11h05 ou à 11h10, il y avait pas mal de députés de ce côté-ci de la table.

Le vice-président: Permettez-moi de vous interrompre. Le secrétaire parlementaire a soulevé un point très valable. Cependant, je m'engage monsieur Wenman, à en parler avec le président lorsqu'il sera de retour et avec le Comité directeur. Merci.

Monsieur Lapierre.

Mr. Lapierre: Since we are short of time, Madam Chairman, I will merely ask two brief questions that relate to two of my concerns.

We read, of course, in the booklet with the gold cover, that Canada has lofty intentions of reducing armaments. On page 54, we read that 240,000 people work in arms construction. It is also mentioned that this figure increases by 3% more than the inflation rate each year. I imagine that departmental policymakers must be concerned about the militarization of the economy. There is a flagrant contradiction between the fact that our exports of defence products to the Third World

[Texte]

Tiers monde et que l'on dit que cela augmente aussi, et qu'en même temps, en première page, on dit que l'on veut baisser le niveau des armements, il y a une contradiction flagrante. Pour ma part, je suis très conscient d'une chose, même dans ma propre circonscription: c'est qu'avec cette militarisation de l'industrie, demain matin, quand vous allez avoir fini votre modernisation de l'équipement, je suis certain que les pressions vont être énormes pour que vous continuiez de produire du matériel militaire pour l'exportation. Nos grands principes de réduction des armements vont alors se perdre dans le désir du gain et la peur de la perte.

Je voudrais savoir si le ministre se préoccupe de cette question-là. J'aimerais savoir jusqu'à quel point on se préoccupe de cela quand on dit que certains secteurs dépendent du militaire dans une proportion de 14 p.100, et des choses de ce genre. Comment peut-on souhaiter une plus grande militarisation de l'économie alors qu'on veut en même temps une réduction de l'armement? A mon avis, on est en train de s'emballer dans une course qui ne finira jamais, parce que même nos propres gens, ces 240,000 personnes qui travaillent à la production du matériel militaire, vont vouloir, demain matin, qu'on en vende davantage.

Voici ma deuxième question. Je voudrais les mettre toutes les deux *on the record*. Je vois qu'il y a 75 millions de dollars destinés au programme pour les jeunes, et je vois les métiers qui ont été reconnus. J'aimerais donc savoir si on a fait une étude pour établir un rapport entre les métiers que l'on recommande aux jeunes et le marché de l'emploi quand ces jeunes vont sortir du secteur militaire. A-t-on cherché à savoir de combien d'artilleurs le marché de l'emploi a besoin? De combien de musiciens, de combien de fantassins? En examinant cette liste-là et en pensant aux métiers qui vont être nécessaires demain, je me demande si on a sorti une liste qui fait l'affaire de l'armée ou qui est dans l'intérêt futur des jeunes. Je suis étonné, par exemple, qu'on mentionne le métier de machiniste parce que, dans ma circonscription, on en a des centaines en chômage. Est-ce qu'on a fait une projection pour l'avenir ou si on a dit: Eh bien, on a quelques professeurs de musique ou quelques professeurs de ceci ou de cela de disponibles et on va boucher les trous? J'aimerais savoir la relation entre la disponibilité et l'intérêt du jeune dans une projection future?

• 1235

The Vice-Chairman: Mr. Hudecki, on a point of order.

Mr. Hudecki: I really think this is a policy matter; and I think policy matters are dictated by people whose responsibility is policy, and the officials are those who implement the policy. I think you are mistaking the two.

The Vice-Chairman: Dr. Hudecki, as I said at the beginning, I am sure the officials are very expert in coming before this committee. If they feel the question should be referred to the Minister, I am sure they would feel free to do so.

Mr. Lapierre: I understand the first one was a policy question, but the second one . . . I am sure the Cabinet has not

[Traduction]

totalled approximately \$1 billion (and this is going up as well) and the intention stated on page 1 of bringing about lower levels of armament. There is one thing I know for a fact, and this is true even in my own riding. Given this militarization of industry, once the equipment has been modernized, I am sure there is going to be tremendous pressure for these firms to continue producing military products for export. Our lofty principles of achieving lower levels of armament will be sacrificed to the profit principle.

I would like to know whether the minister is concerned about this issue. I would like to know how far this concern goes, because we hear, for example, that some sectors depend on military products for 14% of their activity. How can we reconcile a greater militarization of the economy with a reduction in armaments? I think we are getting ourselves into something that we will not be able to get out of, because these 240,000 Canadians who are employed in the construction of military equipment will demand in future that we sell more such products.

I come now to my second question, which I would also like to put on the record. I see that \$75 million has been earmarked for the youth program, and I also see that a list of the recognized trades has been provided. I would like to know whether any labour market studies were done in determining these trades that are recommended for young people when they leave the military. Was any attempt made to determine how many jobs there are for artillery men, musicians or infantrymen? I am wondering whether this list represents the interests of the army or those of the young people involved in the program. I was very surprised, for example, to find that the trade of machinist technician appears on the list because there are hundreds of these technicians in my riding who are unemployed. Was any attempt made to look at the future requirements of the labour market, or did someone simply decide that since there were few music teachers or teachers of this or that trade available, participants in the program would merely be used to fill in certain gaps? I would like to know what connection there is between the availability of these courses and the interests of young people with respect to labour market opportunities in the future?

Le vice-président: M. Hudecki invoque le Règlement.

M. Hudecki: À mon avis il s'agit d'une question de politique qui relève du ministre; les fonctionnaires ne font que mettre en oeuvre la politique. Je pense que vous confondez les deux responsabilités.

Le vice-président: Comme j'ai dit au début, docteur Hudecki, je suis convaincu que les fonctionnaires ici présents sont très compétents. S'ils sont d'avis qu'il faut plutôt poser la question au ministre, je suis certaine qu'ils n'hésiteraient pas à le dire.

M. Lapierre: Je sais que la première question en était une de politique, mais la deuxième—je suis convaincu que le conseil

[Text]

decided to have *sapeur, cuisinier*, steward, and all of that. Do not tell me it has been decided by Ministers.

Mr. Wenman: Madam Chairman, I can understand the difficulties for the department officials, but the answer is so obvious that Litton started as a defence industry and now it produces the guidance systems for every company in the world. I would hate to leave the . . .

The Vice-Chairman: Mr. Wenman, I understood we were on a point of order from the Parliamentary Secretary. If we may go back now to the line of questions, perhaps the officials . . .

Mr. Lapierre: The second one. I am not asking for the first. That is why I wanted to put it on the record, and I hope the Minister could reply to it in a different fashion. But *sur la liste des métiers*, it is not a policy question.

Mr. Dewar: On the question of the trades list, what we have given you here is a list of available trades. I wonder if Colonel Spencer could comment on the process by which entrants stream into one trade or another.

Are they given advice, or is it the needs of the forces for certain trades that guide them? How is it done?

The Vice-Chairman: Colonel Spencer, please.

LCol Spencer: Madam Chairman, if I may, no study was done before the program started as to what particular trade we should offer to these youths. What we offered was a program that would do one of two things. It would either give the individual a marketable trade later on, when finished, or it would provide experience in self-development; i.e., building up the individual's self-confidence, pride in himself, ability to work on a team—really develop his ability to be marketable to a prospective employer in terms of self-development. That was the first way we arrived at what was available for these young Canadians.

The next part of the problem was that in a year there are only so many trades that allow you to train the individual and then employ him in that trade, in terms of the training time it takes to teach that particular trade. So obviously we could not offer a trade that would take a training time extending beyond the length of the program. So the trades we offered had to be within the time constraints.

The next criterion was what have we available in courses and capacity to meet this program?

So those were the three things that we arrived at in determining what particular trade would be given to the individual entering the program. The other fact that I might point out here is that the individual, when he came in to enrol, had a pretty good idea of what he wanted to go into as well.

I hope that may answer your question.

[Translation]

des ministres n'a pas décidé de la liste de métiers qui comprend *field engineers, cooks and stewards*. On ne peut pas prétendre qu'il s'agit là d'une décision du Cabinet.

M. Wenman: Madame le président, je comprends très bien les difficultés auxquelles font face les fonctionnaires du ministère. Pourtant, il est tellement évident que *Litton* était au début une industrie de la défense et maintenant cette firme fabrique des systèmes de guidage pour beaucoup d'autres sociétés. Je n'aimerais pas qu'on donne l'impression . . .

Le vice-président: Monsieur Wenman, il était question d'un rappel au Règlement soulevé par le secrétaire parlementaire. Je vais maintenant demander aux fonctionnaires de répondre à la question.

M. Lapierre: À la deuxième question. Je ne vous demande pas de répondre à la première. Je tenais simplement à la consigner au dossier, et j'espère que le ministre pourra y répondre autrement. Cependant la question sur les métiers n'en est pas une de politique.

M. Dewar: Il s'agit d'une liste de métiers disponibles. Je vais demander au colonel Spencer de vous décrire le processus selon lequel les candidats choisissent l'un ou l'autre des métiers.

Est-ce qu'on les conseille, ou est-ce qu'on tient plutôt compte des besoins des forces dans certains métiers? Comment est-ce qu'on procède?

Le vice-président: Le colonel Spencer, s'il vous plaît.

Lcol Spencer: Madame le président, on n'a pas effectué d'étude avant de mettre en oeuvre le programme quant aux métiers qu'on devrait offrir aux jeunes. En vertu de ce programme, les jeunes auraient soit un métier monnayable, ou de l'expérience qui leur donnerait de la confiance en eux, de la fierté et la capacité de travailler en tant que membres d'une équipe. C'est le premier facteur dont nous avons tenu compte en établissant cette liste de métiers disponibles.

Il fallait également trouver des métiers pour lesquels on pouvait être formé en une année. On ne pouvait évidemment pas offrir des programmes qui demandaient une formation plus longue. C'était donc le deuxième critère dont nous avons tenu compte en établissant cette liste.

Nous nous sommes ensuite demandé quels seraient les cours et les compétences existants qui pourraient satisfaire aux besoins du programme?

Ce sont donc les trois facteurs que nous avons examinés en décidant quels métiers on allait offrir aux jeunes candidats. Il ne faut pas oublier non plus que les candidats avaient une bonne idée des métiers qui les intéressaient dès le départ.

J'espère que cela répond à votre question.

[Texte]

Mr. Lapierre: It does, but it frightens me, in a way, because there is no relationship whatsoever between this and the labour market or the availability of jobs. There was no prior study, as you said; we have just decided, well, we have spots here and there, and that is where we are going to go. What I am worried about is that after this year, if the person has become *un adjoint médical*, well, we will probably need another program for that person, because there might simply not be any jobs in the labour market. So is it a parking spot in between two unemployment periods? That is really my worry. That is all. I am sure \$75 million is an awful lot of money.

• 1240

Mr. Dewar: Of course, if I may, we are limited by the fact that we can only deal with trades for which training exists in the forces because the forces require those trades. We cannot duplicate the full range of activity that would take place, for example, in a training program operated by the Canada Employment and Immigration Commission, the CEIC.

I think one idea that you have brought forward is the idea of counselling, to the extent that we could give some guidance to the young people within the limit to which we have flexibility between the spaces available in our trades. I think, myself, that is an idea to which we should give some further thought. There are limitations, of course, in terms of the number of spaces we have and the number of trades we are active in. I would also suspect that those young people who have an eye on the labour market might very well be applying some good intelligence of their own on their selection of a trade when they enter the system.

Mr. Lapierre: Sometimes it is better to have any trade, rather than to be on welfare at \$145 a month.

Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Lapierre.

I would like to express the committee's gratitude to all our witnesses for their courtesy and for the range in which they replied to all questions.

Our next meeting is going to be on Tuesday, April 10, 1984, at 9.30 a.m., when the witness will be Mr. Ivan Head, President of the International Development Research Centre.

Thank you all again. We will now adjourn to the call of the Chair.

[Traduction]

M. Lapierre: Cela répond en fait à ma question, mais la réponse me fait un peu peur. Il n'existe aucun rapport entre la liste des métiers et les emplois disponibles sur le marché du travail. Vous venez de dire qu'il n'y a pas eu d'étude préalable. Vous avez simplement décidé d'utiliser ce programme pour boucher les trous qui existaient. Mettons que le candidat a eu une année de formation comme *medical assistant* (auxiliaire médical). Il va falloir probablement mettre sur pied un autre programme pour cette personne, car il n'y aura peut-être pas d'emplois dans ce domaine. Ce qui me préoccupe c'est que ce programme est un simple répit d'un an entre deux périodes de chômage. Il est bien certain que 75 millions de dollars c'est beaucoup d'argent.

M. Dewar: Il est évident qu'on ne peut offrir des programmes de formation que dans les métiers dont on a besoin au sein des forces. Nous ne sommes pas en mesure d'offrir tous les cours de formation qui seraient offerts par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, par exemple.

Vous avez parlé de la possibilité de services d'orientation à l'intention de ces gens dans la mesure du possible. Personnellement, je trouve qu'on devrait envisager cette possibilité. Il existe, bien sûr, certaines restrictions, quant au nombre de places, et aux métiers que nous pouvons offrir. J'imagine également que les jeunes ont déjà pensé aux possibilités d'emploi lors de leur choix de métier.

M. Lapierre: Parfois il vaut mieux avoir n'importe quel métier, plutôt que de recevoir 145\$ par mois du Bien-être social.

Merci.

Le vice-président: Merci, monsieur Lapierre.

Je tiens, au nom du Comité, à remercier tous nos témoins de leur politesse et des réponses complètes qu'ils ont données à toutes les questions.

La prochaine réunion sera mardi le 10 avril, 1984, à 9h30. Le témoin sera M. Ivan Head, président du Centre de recherche pour le développement international.

Je vous remercie tous de nouveau. La séance est levée.

APPENDIX 'EAND 1'

AIDE-MEMOIREDEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE

SUBJECT CANADIAN FORCES YOUTH TRAINING AND EMPLOYMENT PROGRAMME (YTEP)
DESCRIPTION AND ACCREDITATION

SITUATION

1. At the SCEAND meeting of 13 March, 1984, the Minister of National Defence was requested to provide a more comprehensive description of the Canadian Forces Youth Training and Employment Programme (YTEP). Information was also requested on the degree of accreditation that was possible with the trades training offered in this programme against provincial vocational standards and qualifications. The information was required by members to better assess the DND programme and their support thereof.

AIM

2. The purpose of this aide-memoire is to describe the DND YTEP programme and discuss its accreditation possibilities.

YTEP PROGRAMME DESCRIPTION

3. a. Background. The Federal Budget of 19 April 1983 included \$75M for a Youth Training and Employment Programme (YTEP) to be undertaken and administered by the Department of National Defence (DND) over a two FY period with \$40M allocated for FY 83/84 and \$35M for FY 84/85. The \$35M in FY 84/85 is not for a repeated programme in 1984/85 but rather to carry the current programme to its conclusion. Phasing of the programme, as explained below, required funding over two fiscal years.
- b. Description. In the programme, approximately 5,000 youths (over 1,000 young women) were enrolled for three years in Supplementary Reserve and were called out within this time frame for a period of up to one year for full time service for training and employment with the Regular Force. The full time training and employment period consisted of a period of basic training, a period of trade training in one of 45 trades (Trades Listing at Annex A) and then followed by a period of employment in assigned trades with Regular Force units. All training was conducted at Regular Force Schools by Regular Force instructors to Regular Force standards. Training commenced in May 1983 on a phased basis, at approximately 500 candidates per month. The last of the YTEP enrollees under the 19 April, 1983 authority will enter the programme in early 1984 and all will complete

their one year full time service by the end of FY 84/85. However, the bulk of the candidates will terminate their employment in the May - October 1984 period, thus the Department will then have spare capacity to enrol unemployed youths in a new job creation programme.

- c. Future Possibilities for Graduates. Many graduates who so volunteer, will be offered vacancies in the Regular Force and will continue training and advancement in their chosen trade. Many will terminate their employment in the programme and seek employment in the civilian market. Some will continue on with further training in their chosen trade through civilian institutions. Those who leave the Forces will continue to be held on the Forces Supplementary Reserve List and will be available for call out in national emergencies.

ACCREDITATION

4. The Canadian Forces, through its Second Career Assistance Network programme, has negotiated accreditation equivalency for some 40 Canadian Forces trades with appropriate provincial accreditation authorities. The success rate varies from province to province depending on standards and apprenticeship trades. Where accreditation has been achieved, generally speaking, a Canadian Forces serviceperson with about five years trades training, is allowed to sit the provincial journeyman exam, and if successful is granted the provincial licence. In some cases a short period of training might be necessary prior to granting the applicable qualification.

5. In the case of YTEP graduates, where only one year's military trades training is offered, the individual, on a negotiated basis with provincial accreditation authorities, could expect to receive some credits towards provincial training standards and thus the individual would attend foreshortened training at an institution of his/her choice. With this in mind, all YTEP graduates will receive the standard Canadian Forces Certificate of Qualification, and, in addition, they will be provided with an official paper on which his/her training achieved will be detailed. A prospective employer, or accreditation authority, will be able to ascertain the level of expertise of the applicant.

CONCLUSION

6. The DND YTEP job creation programme has been very popular and highly successful. In addition to imparting to the individuals involved the basic essentials of a trade with a future, all underwent self-development specifically directed toward self-discipline, motivation, sense of responsibility, self-confidence, teamwork and pride of country.

Date prepared: 26 March 1984

LISTING OF YTEP TRADES

Field Engineer	Cook
Lineman	Steward
Teletype Operator	Postal Clerk
Vehicle Technician	Supply Technician
Weapons Technician Land	Ammunition Technician
Aero Engine Technician	Mobile Support Equipment Operator
Air Frame Technician	Firecontrolman
Safety Systems Technician	Boatswain
Photo Technician	Radioman Sea
Metals Technician	Naval Signalman
Machinist Technician	Radar Plotter
Refinisher Technician	Sonarman
Weapons Technician Air	Marine Engineering Mechanic
Structure Technician	Marine Engineering Technician
Refrigeration and Mechanical Technician	Meteorological Technician
Electrical Generating Systems Technician	Air Traffic control Assistant
Fire Fighter	Crewman
Medical Assistant	Artilleryman
Dental Clinical Assistant	Infantryman
Military Policeman	Radio Operator
Administrative Clerk	Plumber/Gas Fitter
Finance Clerk	Musician
	Traffic Technician

ANNEXE «EAND 1»

AIDE-MEMOIREMINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

SUJET: PROGRAMME D'INSTRUCTION ET D'EMPLOI POUR LES JEUNES (PIEJ) DES FORCES
CANADIENNES - DESCRIPTION ET ACCREDITATION CONNEXE

ETAT DE LA QUESTION

1. Lors de la réunion du CPAEDN tenue le 13 mars 1984, le ministre de la Défense nationale a été prié de fournir une description plus détaillée du Programme d'instruction et d'emploi pour les jeunes (PIEJ) des Forces canadiennes. Le Comité lui a aussi demandé des précisions sur le niveau d'accréditation, par rapport aux normes et qualifications professionnelles provinciales, que permet d'obtenir la formation technique reçue dans le cadre du Programme. Les membres du Comité ont besoin de ces renseignements pour mieux déterminer la valeur du programme du MDN et fonder leur appui à ce Programme.

BUT

2. Le but du présent aide-mémoire est de décrire le PIEJ du MDN et d'exposer les possibilités d'accréditation qu'il comporte.

DESCRIPTION DU PIEJ

3. a. Données de base. Dans le budget fédéral du 19 avril 1983, 75 M\$ étaient affectés à un Programme d'instruction et d'emploi pour les jeunes (PIEJ) qui devait être mis en oeuvre et administré par le ministère de la Défense nationale (MDN) durant une période couvrant deux années financières, soit 40 M\$ pour l'AF 1983-1984 et 35 M\$ pour l'AF 1984-1985. Cette dernière somme n'est pas destinée à financer un nouveau programme au cours de l'AF 1984-1985, mais bien à permettre de mener à bien le Programme en cours. La répartition des dépenses sur deux années financières s'explique par l'échelonnement du Programme, comme on le voit ci-dessous.
- b. Description. Dans le cadre du Programme, quelque 5 000 jeunes (dont plus de 1 000 jeunes femmes) ont été enrôlés dans la Réserve supplémentaire pour trois ans et ont fait, au cours de ces années, une période de service à temps plein d'une durée maximale d'un an au sein de la Force régulière. Cette période d'instruction et d'emploi à temps plein comportait les étapes suivantes: l'instruction élémentaire, l'instruction professionnelle dans l'un des 45 métiers offerts (voir la liste à l'annexe A), puis l'emploi dans une unité de la Force

régulière. Toute l'instruction a été dispensée par des instructeurs de la Force régulière, dans des écoles de la Force régulière et conformément aux normes de la Force régulière. L'instruction a commencé en mai 1983, et les candidats ont été enrôlés graduellement, à raison d'environ 500 par mois. Le dernier groupe à être enrôlé en vertu du budget du 19 avril 1983 entreprendra le PIEJ au début de 1984, et tous les candidats auront terminé leur année de service à temps plein d'ici la fin de l'AF 1984-1985. Toutefois, le gros des candidats termineront leur période d'emploi entre mai et octobre 1984, ce qui permettra alors au Ministère d'enrôler d'autres jeunes sans-emploi dans le cadre d'un nouveau programme de création d'emplois.

- c. Possibilités d'emploi pour les candidats ayant terminé le PIEJ. Bon nombre des candidats ayant terminé le Programme se verront offrir la possibilité de joindre les rangs de la Force régulière et d'y combler des postes vacants dans le cadre desquels ils pourront poursuivre leur instruction et leur perfectionnement dans le métier de leur choix. D'autres termineront le Programme et réintégreront le marché du travail civil. Certains encore fréquenteront des maisons d'enseignement civiles et y poursuivront leur perfectionnement. Les candidats qui quittent les Forces demeureront inscrits sur la liste de la Réserve supplémentaire et pourront être rappelés en service en cas de désastre national.

ACCREDITATION

4. Les Forces canadiennes ont, par l'entremise de leur service de préparation à une seconde carrière, négocié avec les autorités provinciales compétentes, les équivalences en vue de l'accréditation dans quelque 40 métiers pratiqués dans les Forces. Le taux de succès varie d'une province à l'autre, en fonction des normes en vigueur et des métiers d'apprentis pratiqués. En règle générale, lorsqu'un membre des Forces canadiennes comptant cinq années d'expérience dans un métier donné obtient son accréditation, il est autorisé à passer l'examen provincial de compagnon. S'il réussit, la province lui délivre son permis. Il se peut que, dans certains cas, les intéressés aient à recevoir une formation de courte durée avant de pouvoir obtenir leurs qualifications respectives.

5. En ce qui a trait aux candidats ayant terminé le Programme dans le cadre duquel une année seulement de formation dans un métier donné n'est offerte, ils pourront, sous réserve d'une entente avec les autorités provinciales d'accréditation, se voir accorder des crédits en vue de leur accréditation et par conséquent, terminer plus rapidement leur formation dans

la maison d'enseignement de leur choix. Dans un même ordre d'idées, tous les candidats au PIEJ recevront le certificat de compétence décerné par les Forces canadiennes ainsi qu'un document officiel faisant état, en détail, de la formation reçue. Ainsi, un employeur intéressé, ou une autorité d'accréditation, sera en mesure d'évaluer le niveau d'expertise du postulant.

CONCLUSION

6. Le Programme de création d'emplois du MDN, le PIEJ, jouit d'une grande popularité et a remporté beaucoup de succès. En plus de donner aux participants les connaissances de base dans un métier où il y existe encore des débouchés, il a donné à tous l'occasion de développer une discipline personnelle, une motivation, une confiance en soi, un esprit d'équipe et une fierté nationale.

rédigé le 26 mars 1984

LISTE DES METIERS - PIEJ

Sapeur	Cuisinier
Poseur de lignes	Steward
Télétypiste	Commis des postes
Technicien de véhicules	Technicien en approvisionnement
Technicien d'armement (Terre)	Technicien de munitions
Technicien de moteurs d'avion	Conducteur de matériel mobile de soutien
Technicien de cellules	Spécialiste de la conduite du tir
Technicien en systèmes de sécurité	Manoeuvrier
Technicien en photographie	Radio (Mer)
Métallurgiste	Signaleur naval
Machiniste	Traceur radar
Finisseur	Traceur sonar
Technicien en systèmes d'armement (Air)	Mécanicien de marine
Technicien de charpentes	Technicien de marine
Technicien en réfrigération	Technicien en météorologie
Technicien de groupes électrogènes	Aide-contrôleur aérien
Pompier	Homme d'équipage
Adjoint médical	Artilleur
Auxiliaire de clinique dentaire	Fantassin
Policier militaire	Radio
Commis d'administration	Plombier-gazier
Commis comptable	Musicien
	Technicien des mouvements



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of National Defence:

Mr. D.B. Dewar, Deputy Minister;
VAdm D.N. Mainguy, Vice Chief of the Defence Staff;

LGen F.J. Richard, Deputy Chief of the Defence Staff;
LGen J.E. Vance, Assistant Deputy Minister (Personnel);
Mr. L.E. Davies, Assistant Deputy Minister (Finance);
Mr. AdeW Matthewson, Chief Policy Planning;
Mr. M.E. Matusiak, Chief of Supply;
Capt (N) M.T. Saker, Acting Project Manager, Canadian
Patrol Frigate;
Lt. Col S.W. Spencer, Project Officer, Youth Training and
Employment Programme.

Du Ministère de la Défense nationale:

M. D.B. Dewar, Sous-Ministre;
Vam D.N. Mainguy, Vice Chef de l'État-major de la
Défense;

Lgén F.J. Richard, Sous-chef de l'état-major de la Défense;
Lgén J.E. Vance, Sous-Ministre adjoint (Personnel);
M. L.E. Davies, Sous-Ministre adjoint (Finances);
M. AdeW Matthewson, Chef-Planification des politiques;
M. M.E. Matusiak, Chef-Approvisionnement;
Capt (N) M.T. Saker, Bureau de projet—Frégate cana-
dienne de patrouille;
Lcol S.W. Spencer, Bureau de projet, Programme d'instruc-
tion et d'emploi pour les jeunes.

Library
Collection

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 7

Tuesday, April 10, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 7

Le mardi 10 avril 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Main Estimates 1984-85: Vote 60—International
Development Research Center under EXTERNAL
AFFAIRS

CONCERNANT:

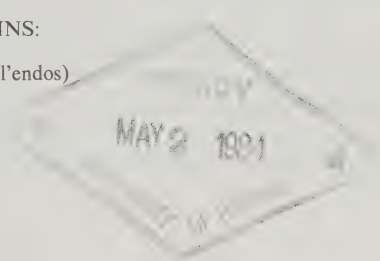
Budget principal 1984-1985: crédit 60—Centre de
Recherche, Développement International sous la
rubrique AFFAIRES EXTÉRIEURES

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1983-84

Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1983-1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gérald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens
Robert Wenman

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Pierre Gimaiel
Dan Heap
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McKnight
Bob Ogle
Irinée Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(b)

On Wednesday, April 4, 1984:

Fred King replaced Donald W. Munro (*Esquimalt—
Saanich*).

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement

Le mercredi 4 avril 1984:

Fred King remplace Donald W. Munro (*Esquimalt—
Saanich*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 10, 1984
(8)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 9:36 o'clock a.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni and Beauchamp-Niquet, Messrs. Bosley, Dupras, Hudecki, Kilgour, Laniel and Prud'homme.

Alternates present: Messrs. Breau, Darling, King, Landers and Massé.

Other members present: Messrs. Flis and Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Witnesses: From the International Development Research Center: Mr. Ivan Head, President; Mr. Joseph Hulse, Vice-President, Research Programs.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 21, 1984, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 13, 1984, Issue No. 1*).

The Chairman called Vote 60—International Development Research Center under EXTERNAL AFFAIRS.

Mr. Head made a statement, and, with Mr. Hulse, answered questions.

*Ordered,—*That the document on IDRC submitted by Mr. Head be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "EAND-2"*).

At 11:52 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 10 AVRIL 1984
(8)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 9 h 36, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: Mesdames Appolloni et Beauchamp-Niquet, MM. Bosley, Dupras, Hudecki, Kilgour, Laniel et Prud'homme.

Substituts présents: MM. Breau, Darling, King, Landers et Massé.

Autres députés présents: MM. Flis et Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Témoins: Du Centre de recherche, Développement international: M. Ivan Head, président; M. Joseph Hulse, vice-président, Programmes de recherches.

Le Comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 relatif au Budget principal de l'année financière se terminant le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbal du mardi 13 mars 1984, fascicule n° 1*).

Le président met en délibération le crédit 60, Centre de recherche, Développement international, inscrit sous la rubrique AFFAIRES EXTÉRIEURES.

M. Head fait une observation, puis lui-même et M. Hulse répondent aux questions.

*Il est ordonné,—*Que le document consacré au CRDI et présenté par M. Head figure en annexe au *Procès-verbaux et témoignages* de ce jour. (*Voir Annexe «EAND-2»*).

A 11 h 52, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, April 10, 1984

• 0935

Le président: À l'ordre!

Mesdames, messieurs, nous étudions ce matin le crédit 60 du Centre de recherches pour le développement international sous la rubrique Affaires extérieures.

AFFAIRES EXTERIEURES

E—Centre de recherches pour le développement international

Crédit 60—Versements au Centre de recherches pour le développement international\$81,000,000

Le président: Nous avons le plaisir d'avoir avec nous le président du Centre de recherches pour le développement international, M. Ivan Head. Il est accompagné de M. Raymond J. Audet, vice-président, Ressources, M. James Mullin, vice-président, Programmes de coopération, M. Vern Jorssen, contrôleur général et trésorier, M. Joseph Hulse, vice-président, Programmes de recherches, et M. Robert Auger, secrétaire et premier conseiller juridique.

Are there no ladies to introduce in your outfit? You are worse than National Defence. Terrible.

Mrs. Appolloni: [*Inaudible—Editor*] ... when you were away, Mr. Chairman.

Le président: Il y a l'adjointe de M. Head. Bonjour, madame.

Mr. Head has circulated a statement. He will give a résumé so we can get the most questions possible. There will be a film for those who are interested. It is only a 20-minute film. I think sometimes a film speaks more than any questions or statement. So if you do not mind he will not read the statement but we will put the statement and add it to the minutes of the today's proceedings. Agreed?

I will proceed in the usual way. I will invite now Mr. Ivan Head to make a statement or a résumé of a statement and I would rather concentrate on the questions.

Mr. Head, please.

Mr. Ivan Head (President, International Development Research Centre): Thank you, Mr. Chairman.

Good morning, members of the committee. It is a pleasure to be back before you to deal with the vote of IDRC.

In the statement I have circulated to you I have made several references to recall to the members' attention the origins of IDRC. It was created by the Parliament of Canada by the IDRC statute in 1970. It was created in response to requests of the developing countries that had become aware

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 10 avril 1984

The Chairman: Order!

Ladies and gentlemen, we are considering this morning Vote 60 for the International Development Research Centre under the heading External Affairs.

EXTERNAL AFFAIRS

E—International Development Research Centre

Vote 60—Payments to the International Development Research Centre\$81,000,000

The Chairman: We have the pleasure to welcome the president of the International Development Research Centre, Mr. Ivan Head. He is accompanied by Mr. Raymond J. Audet, Vice-President, Resources, Mr. James Mullin, Vice-President, Co-operative Programs, Mr. Vern Jorssen, Comptroller General and Treasurer, Mr. Joseph Hulse, Vice-Chairman, Research Programs, and Mr. Robert Auger, Secretary and General Counsel.

Il n'y a pas de dames à présenter pour votre organisme? Vous êtes pires que la Défense nationale. C'est terrible.

Mme Appolloni: [*Inaudible—Éditeur*] ... lorsque vous étiez absent, monsieur le président.

The Chairman: There is Mr. Head's assistant. Good day, Madam.

M. Head a distribué une déclaration. Il en fera le résumé afin que nous puissions accommoder le plus de gens possible au moment des questions. Un film de 20 minutes sera présenté pour ceux que cela intéresse. Parfois un film est beaucoup plus éloquent que les questions ou une déclaration. Par conséquent, si vous n'y voyez pas d'objection, le témoin ne lira pas sa déclaration mais la présentera et nous l'ajouterons au procès-verbal d'aujourd'hui. Est-ce que vous êtes d'accord?

Nous allons procéder de la façon habituelle. J'invite maintenant M. Head à faire une déclaration ou un résumé de sa déclaration et j'aimerais qu'on se concentre surtout sur les questions.

Monsieur Head, vous avez la parole.

M. Ivan Head (président, Centre de recherches pour le développement international): Je vous remercie, monsieur le président.

Je souhaite le bonjour à tous les membres du Comité. J'ai le plaisir de revenir devant vous pour traiter du crédit concernant le CRDI.

Dans la déclaration qui vous a été distribuée, j'ai fait plusieurs fois allusion aux origines du CRDI pour les rappeler aux membres du Comité. Le Centre a été créé par le Parlement du Canada en 1970, grâce à la loi sur le Centre de recherches pour le développement international. Il a été créé

[Texte]

that much of their own developmental stagnation was as a result of their own inability to determine their own problems, to identify the solutions to those problems and then to bring their own human resources to bear in the development of their country.

IDRC was an imaginative response of the Parliament of Canada to that problem. The centre is, as you know, governed by an international board of governors. There are 21 members by statute of that board; 11 of them are Canadian, 10 non-Canadian and 6 of the latter from developing countries.

• 0940

The Act gives to that board the responsibility for determining centre policies, and for directing centre management. Because of the independence of the board, the centre has been very successful in attracting outstanding world scientists to that body. The board meets in its entirety twice a year, and in executive committee, which is half the board, in the opposite quarters. Every second year, the board meets in a developing region of the world, there better to understand the problems of the developing countries, to engage in discussions with the scientific community, with the governments involved, and of course as important as anything, to visit IDRC supported projects.

From the outset, the IDRC board has insisted that research supported by the centre be of a practical or applied nature, not of a phenomenal kind. It has insisted as well that the bulk of IDRC resources flow into research activities which have since come to be called, by the World Bank terminology, the basic needs area. Far and away our largest program area of activity is in the agriculture, food and nutrition sciences. As well, we support research in the social sciences, in the health sciences, and with a somewhat different type of activity, in the information sciences.

When examining a project proposal which comes to us seeking support, the board insists that, in addition to its practicality and its discipline as I have mentioned, it be primarily for the benefit of the rural populations of the developing countries. It asks as well that the project be in an area in which the developing country government itself has some interest, because research results without more, are of little value. They have to be implemented or utilized, and generally governmental support is required at that stage. We ask as well that the activity be conducted, virtually in its entirety, by developing country scientists. The genius of the centre, in my judgment, is that it is looking for solutions to solvable developmental problems, but it is doing so in a way which will enhance the experience and the competence of the developing country research community itself. These are the long-term beneficiaries of IDRC support.

At our most recent meeting of the board in Dakar, Senegal, just a few days ago, President Abdou Diouf opened the meeting on our behalf, and honoured the centre with some very

[Traduction]

pour répondre aux demandes des pays en voie de développement qui devenaient de plus en plus conscients de leur stagnation sur le plan développement à cause de leur inaptitude à déterminer leurs propres problèmes, à identifier des solutions à ces problèmes et à regrouper leurs propres ressources humaines relativement au développement de leur pays.

Le CRDI a constitué une réponse imaginative du Parlement du Canada à ce problème. Comme vous le savez, le Centre est dirigé par un conseil de gouverneurs international. La Loi prévoit 21 membres du Conseil: 11 sont des Canadiens, 10 des étrangers et 6 parmi ces derniers sont de pays en voie de développement.

La Loi accorde à ce Conseil la responsabilité d'établir les politiques du Centre et celle de s'occuper de sa gestion. Étant donné que le Conseil est indépendant, le Centre a réussi à attirer des chercheurs exceptionnels à l'échelle mondiale. Le Conseil se réunit en plénière deux fois l'an, et un comité exécutif, qui représente la moitié du conseil, se réunit pour sa part, au cours des autres trimestres. À tous les deux ans, le Conseil siège dans les pays en voie de développement, afin de mieux comprendre les problèmes de ces pays et d'engager des discussions avec la communauté scientifique, les gouvernements intéressés et évidemment, c'est aussi important que tout le reste, de visiter des projets qui reçoivent l'appui du CRDI.

Depuis ses débuts, le Conseil du CRDI insiste pour que l'aide qu'apporte le Centre à la recherche soit de nature pratique ou appliquée. Il insiste également pour que l'ensemble des ressources du CRDI soit acheminé vers des recherches qu'on appelle maintenant dans la terminologie de la Banque mondiale, des besoins fondamentaux. De loin, notre programme d'activités le plus important se situe dans le domaine des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition. Nous accordons également notre aide aux sciences sociales, aux sciences de la santé et dans un secteur d'activités quelque peu différent, aux sciences de l'information.

Le Conseil insiste, lorsque nous examinons une proposition de projet qui nous est présentée pour obtenir de l'aide, qu'en plus de l'aspect pratique des disciplines que j'ai mentionnées, ce projet profite surtout aux populations rurales des pays en voie de développement. Il demande également que le projet se fasse dans un domaine où le pays en voie de développement porte lui-même un certain intérêt, autrement les résultats de la recherche auraient peu de valeur. Ces résultats doivent être appliqués ou utilisés et l'appui du gouvernement est absolument nécessaire à cette étape. Nous demandons également que l'activité soit dirigée, presque en totalité, par les chercheurs du pays en voie de développement. Le Centre est exceptionnel en ce sens qu'il cherche des solutions à des problèmes de développement qu'on peut résoudre, mais il le fait de telle façon qu'il favorise l'expérience et la compétence de la communauté de recherche du pays en voie de développement lui-même. Ce sont là les avantages à long terme qui résultent de l'aide du CRDI.

Lors de la dernière réunion du Conseil à Dakar au Sénégal, il y a quelques jours, le président Abdou Diouf a ouvert la séance en notre nom, et il a loué le Centre en quelques phrases

[Text]

generous words, and I have taken the liberty of quoting a few of them in the opening statement which has been circulated to you.

Finally, Mr. Chairman, I simply wish to say research is hazardous in the sense that it is not always guaranteed of successful activity. It is often a long term activity, and furthermore it requires a very special kind of environment, be it in the developing countries or the industrialized countries. I wish I could say that the research environment was healthy and universal around the world, but this is not the case. In developing countries where problems are of an immediate nature, it is not always simple to encourage either governments or universities to engage in the longer range issues which research demands. I would hesitate to say whether the research climate worldwide is better now than it was at the time the centre was created. I have no hesitation in saying there are many more well-trained researchers. There have been many problems that have been solved as a result either of IDRC support, or support of other institutions created by other governments on the model of IDRC, but I do not hesitate to say there is a limit to the absorptive capacity of developing countries in this specialized research field, and this poses a very real challenge to IDRC and the stewardship of the resources you make available to us, because of our insistence that our activities be not only efficiently managed, but effective in the long run. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: *Merci, monsieur Head.* The first questioner is Mr. Kilgour, Hon. Member for Edmonton—Strathcona.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman. Thank you for coming, Mr. Head. I do not know whether you still consider yourself to be an Edmontonian.

• 0945

The Chairman: Of course, once an Edmontonian always ...

Mr. Kilgour: Always an Edmontonian.

The Chairman: —so I am told.

Mr. Kilgour: As the other members know, I am just a beginner in this area, so you will excuse me if any of my questions are not very perceptive. I have a couple on your organization. The CCH material about the centre indicates that you had three vacancies out of, I think it was, 13 administrative positions. Can you tell us what the situation is today?

Mr. Head: I am not certain which of the administrative positions ...

Mr. Kilgour: Comptroller General, Agriculture Director and Information Sciences Director.

Mr. Head: These have all been filled, Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: That is fine. I am glad to hear it.

[Translation]

élogieuses, j'ai pris la liberté d'en citer quelques-unes dans la déclaration préliminaire que vous avez reçue.

Pour terminer, monsieur le président, je voudrais simplement souligner que la recherche est aléatoire en ce sens qu'elle ne garantit pas toujours le succès. Il s'agit très souvent d'une activité à long terme et, de plus, il lui faut un milieu très spécial, que ce soit dans les pays en voie de développement ou dans les pays industrialisés. J'aimerais pouvoir vous dire que le milieu de la recherche est sain et universel partout au monde, mais ce n'est pas le cas. Dans les pays en voie de développement, où les problèmes sont immédiats, il n'est pas toujours facile d'encourager les gouvernements ou les universités à s'engager dans les activités à long terme qu'exige la recherche. J'hésiterais à déclarer que le climat de la recherche à l'échelle mondiale est meilleur maintenant qu'il ne l'était lorsque le Centre fut créé. Cependant, je n'hésite pas à déclarer qu'il existe maintenant bien plus de chercheurs bien formés. De nombreux problèmes n'ont pas été résolus suite à l'appui du CRDI ou d'autres établissements créés par d'autres gouvernements sur le modèle du CRDI, mais je n'hésite pas à souligner qu'il y a une limite à la capacité d'absorption des pays en voie de développement dans le domaine spécialisé de la recherche. Cela pose vraiment un défi au CRDI et à l'intendance de ressources que vous prévoyez pour nous, car nous insistons pour que nos activités soient non seulement efficacement dirigées, mais également effectives à long terme. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: *Thank you, Mr. Head.* Le premier intervenant est M. Kilgour, député d'Edmonton—Strathcona.

M. Kilgour: Je vous remercie, monsieur le président. Merci d'être venu, monsieur Head. Je ne sais pas si vous vous considérez toujours comme un «Edmontonien».

Le président: Evidemment, une fois qu'on est Edmontonien ...

M. Kilgour: On le demeure toujours.

Le président: ... c'est ce qu'on me dit.

M. Kilgour: Les autres membres du Comité le savent, je suis assez nouveau en la matière, par conséquent vous m'excuserez si certaines de mes questions ne sont pas très intuitives. Je voudrais en poser quelques-unes concernant votre organisation. Des documents du CCH concernant le Centre nous soulignent qu'il y a trois postes vacants sur les 13 postes administratifs que vous avez. Pouvez-vous nous dire où en sont les choses aujourd'hui?

M. Head: Je ne suis pas sûr de quels postes administratifs il s'agit ...

M. Kilgour: Contrôleur général, directeur de l'Agriculture et directeur des Sciences de l'information.

M. Head: Tous ces postes ont été comblés, monsieur Kilgour.

M. Kilgour: Très bien, je suis heureux de l'entendre.

[Texte]

Your statute, to which you referred, indicates that your governors must have "experience in the field of international development". Would you tell me, in just a phrase or two, what the international development experience of the following Canadian directors was prior to their appointments? John Stewart—start with him, if you like.

Mr. Head: May I add that there is a conjunction there, it is, "or training in the social or natural sciences", I believe, in that section of the statute. Of course I am not responsible, as you well know, for the appointment of governors, that is a Governor in Council function. Dr. Stewart, prior to his coming to the centre, worked for a number of years for the Rockefeller Foundation in New York City and then, while on the IDRC board, was a professor at St. Francis Xavier University. He is a social scientist.

Mr. Kilgour: He is a Senator now, is he not?

Mr. Head: Yes, he has been appointed to the Senate. I understand that there is, in the pipeline somewhere, a resignation of Senator Stewart from the board, but it has not been officially communicated to me.

Mr. Kilgour: I think you would agree with me that it is probably not wise that we have Senators sitting on independent centres such as yours?

Mr. Head: That is not a judgment of mine to make, Mr. Kilgour. Section 10.(3) of the statute makes specific provision for either Senators or Members of the House of Commons to be on the IDRC board. That was put in during committee stage, as I recall, of the debate in the House of Commons, because of the then deep interest in this new creation on the part of Members of Parliament. I hasten to add that there has never been a sitting Member of Parliament, be it from the House or from the Senate, on the board.

Mr. Kilgour: How about Donald S. Macdonald? What were his international development experiences prior to his going on your board?

Mr. Head: Again, I am not championing any of the specific governors' backgrounds. He was chairman of the interim committee of the IMF during his period as Minister of Finance.

Mr. Kilgour: How about David Lawless?

Mr. Head: David Lawless was a vice-president, academic, of the University of Manitoba and a distinguished social scientist. I presume he qualified under the category of training in the social sciences.

Mr. Kilgour: Frank DeMarco?

Mr. Head: Dr. DeMarco was again a senior faculty member at the University of Windsor and a professional engineer.

Mr. Kilgour: Norman Currie?

Mr. Head: Mr. Currie is the chief executive officer of a Canadian private sector firm in the baking business. In the course of his time on the board he has been a chairman of the

[Traduction]

Vous avez fait allusion à votre loi, elle stipule que vos gouverneurs doivent avoir «de l'expérience dans le domaine du développement international». Pouvez-vous me dire, en une phrase ou deux, quelle était l'expérience en développement international des directeurs canadiens suivants avant leur nomination? Si vous voulez, commençons par John Stewart.

M. Head: Je dois ajouter qu'on dit également dans cet article de la loi, à ce sujet, «ou une formation dans celui des sciences naturelles ou des sciences sociales». Je ne suis évidemment pas responsable, vous le savez, de la nomination des gouverneurs, c'est le rôle du gouverneur en conseil. Avant son arrivée au Centre, M. Stewart a travaillé pendant plusieurs années à la Fondation *Rockefeller* à New York et pendant qu'il siégeait au conseil du CRDI, il enseignait à l'Université Saint-François Xavier. Il est chercheur en sciences sociales.

M. Kilgour: Il est maintenant sénateur, n'est-ce pas?

M. Head: Oui, il a été nommé au Sénat. D'après certaines sources, le sénateur Stewart démissionnerait du Conseil, mais la nouvelle ne m'a pas été officiellement communiquée.

M. Kilgour: Vous avouerez avec moi que ce n'est probablement pas sage d'avoir des sénateurs qui siègent à des centres indépendants comme le vôtre?

M. Head: Je n'ai pas à juger de la question, monsieur Kilgour. L'article 10.(3) de la Loi contient des dispositions précises pour les sénateurs ou les députés de la Chambre des communes qui siègent au conseil du CRDI. Si je me souviens bien, ces dispositions ont été prévues lors du débat à la Chambre des communes, à l'étape du comité, à cause de l'intérêt marqué que portaient les députés du Parlement à ce nouvel organisme. Je m'empresse d'ajouter qu'un membre du Parlement, qu'il soit de la Chambre ou du Sénat, n'a jamais siégé au Conseil.

M. Kilgour: Qu'en est-il de Donald S. Macdonald? Quelle était son expérience en développement international avant sa venue au Conseil?

M. Head: Je le répète, je ne suis pas le champion en matière d'antécédents des gouverneurs. Il était président du Comité provisoire du FMI alors qu'il était ministre des Finances.

M. Kilgour: Et David Lawless?

M. Head: David Lawless était vice-président, universitaire, à l'Université du Manitoba et est un chercheur réputé en sciences sociales. J'imagine qu'il était admissible dans la catégorie des personnes ayant une formation en sciences sociales.

M. Kilgour: Frank DeMarco?

M. Head: M. DeMarco est un membre chevronné d'une faculté de l'Université de Windsor et un ingénieur professionnel.

M. Kilgour: Norman Currie?

M. Head: M. Currie est directeur général d'une maison canadienne de boulangerie dans le secteur privé. Pendant qu'il était au Conseil, il fut élu président du Comité des finances et

[Text]

finance and audit committee, and was of great assistance to us in that respect, and I dare say brings a good deal of experience in the baking industry in those subjects that deal with food.

Mr. Kilgour: Okay. Moving to your projects book—that is the one that is 1970 to 1981 . . .

Mr. Head: Yes, sir.

Mr. Kilgour: —I am not really clear. Are you primarily to focus on agriculture in rural areas or primarily to focus on rural research matters?

Mr. Head: We function in a disciplinary fashion responsive to specific research proposals that come to us. The greatest sector of our activity, in financial terms, is in the agriculture, food, nutritional sciences area, yes. But a great deal of our activity is in the rural area, be it in health care delivery or in social sciences—household surveys, that kind of thing.

• 0950

Mr. Kilgour: I just looked through, I guess, about 80 pages of these, the summaries of them. It seems to me a lot of them focus on fertility rates and population matters, and I cannot help wondering why you could not simply do a study in one country and decide, for example, that fertility or the birth rate is related to the literacy rate and then basically send your study on one country to another country. Is that not a reasonable hypothesis?

Mr. Head: We endeavour, of course, to make available through our publications program the results of all research activities, and for members who are interested, this pile in front is just a few copies of the kind of thing we do.

There is perhaps a two-pronged response, if I may, to your question, however. One is that to engage in an activity of the kind you suggest would deny to the research communities in the other developing countries the opportunity themselves to engage in research, to learn how to gain the competence and the experience which can only come from activities themselves. The second, however, is that circumstances vary so considerably from one developing country to another, particularly in cultural matters—and this is a culturally rich area of activity—that the results are not always transferable or replicable. Indeed, within the centre we constantly remind ourselves that even technological results in many instances have to be adapted, have to be absorbed from one area to another.

Mr. Kilgour: We had Mrs. Margaret Catley-Carlson with us not long ago, and she made the point very strongly—I think it was here—that the way to reduce the population is to increase the literacy rate. I cannot help thinking it might be better to use at least part of your funds to try to help countries increase their literacy rates. Do you have any comment on that?

[Translation]

de la vérification et il nous a beaucoup aidés dans ce sens. J'ose dire qu'il apporte une grande expérience de l'industrie de la boulangerie dans les questions touchant l'alimentation.

M. Kilgour: Très bien. Abordons maintenant le livre des projets—celui qui couvre la période comprise entre 1970 et 1981 . . .

M. Head: Oui, monsieur.

M. Kilgour: . . . je ne comprends pas très bien. Est-ce que vous mettez l'accent surtout sur l'agriculture dans les secteurs ruraux ou plutôt sur des questions de recherche dans les régions rurales?

M. Head: Nous fonctionnons d'une façon disciplinaire pour répondre à des projets de recherche bien précis qui nous sont présentés. Le secteur le plus important de nos activités, sur le plan financier, se situe dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition. Cependant, nous sommes également très actifs dans le domaine rural, que ce soit pour la prestation des services de santé ou de sciences sociales—des enquêtes auprès des foyers, ce genre de choses.

M. Kilgour: J'ai regardé quelque 80 pages de ce livre, les résumés de ces questions. J'ai l'impression que beaucoup portent surtout sur les taux de fertilité et les questions démographiques, et je ne peux m'empêcher de me demander pourquoi vous ne faites tout simplement pas une étude dans un pays pour décider, par exemple, que le taux de fertilité ou de naissance est relié au taux d'alphabétisation et ensuite vous servir de cette étude surtout d'un pays à un autre. N'est-ce pas là une hypothèse raisonnable?

M. Head: Nous cherchons évidemment à offrir, par le biais de notre programme de publications, les résultats de toutes les activités de recherche, et pour ceux qui sont intéressés, cette pile de documents qui se trouve devant moi ne représente que quelques exemplaires de ce que nous faisons.

Je pourrais peut-être répondre à votre question sur deux plans. Premièrement, si nous abordons une activité du genre que vous proposez, on empêcherait les communautés dans les autres pays en développement de s'engager elles-mêmes dans la recherche, d'apprendre comment on acquiert compétence et expérience, ce qui ne peut se faire que par le biais des activités elles-mêmes. Deuxièmement, les circonstances varient considérablement d'un pays en développement à un autre, et surtout pour les questions culturelles—et c'est un domaine d'activités très riche culturellement—les résultats ne sont pas toujours transférables ou copiables. En effet, au Centre, nous avons toujours le sens de nous rappeler que même les résultats technologiques doivent être adaptés dans certains cas, doivent être absorbés d'un secteur à un autre.

M. Kilgour: Nous avons reçu la visite récemment de M^{me} Margaret Catley-Carlson, et elle a insisté fortement sur cette question—je crois que c'était ici—disant que la façon de réduire les populations c'est d'augmenter le taux d'alphabétisation. Je ne puis m'empêcher de penser qu'il vaudrait mieux utiliser au moins une partie de vos fonds pour essayer d'aider

[Texte]

Mr. Head: We do indeed fund a good deal of research in the education sector, and at the present time, there is a special committee of the IDRC board which is examining our overall education program, which deals with such issues as pedagogy. One of our more successful projects has been in the literacy field, a study that was engaged in by the countries of Indonesia, Philippines, Malaysia and now Jamaica on how better to extend the educational process into rural areas. As a direct result of one of our projects, the entire organization of the rural school system in the Philippines as been revised.

So yes, indeed, I agree with you that there is a great deal to be done there. May I say, however, we must always look for a research element in proposals. We are not simply a training institute, certainly not a technical or capital assistance organization. That mandate has been given to CIDA, of course. Ours is a research organization.

Mr. Kilgour: On page 107 of this book, you refer to a project study on rural urban migration in Papua-New Guinea. Your summary speaks of the nature of causes and economic effects of population moves from villages to the towns. Would you know if anything significantly different was discovered in that study than might have been found in any one of many countries in the Third World?

Mr. Head: I am not able to answer that question specifically, but I will certainly ask for an evaluation of the . . .

Mr. Kilgour: But my point is not really that. My point—and I guess you answered it before—is that surely what is happening in Brazil or I guess all over the Third World is happening in Papua-New Guinea. I guess your answer is that you have to see what indigenous factors apply and so on. Is that . . . ?

Mr. Head: Yes, indeed. Again, because we respond to specific requests that come to us from research communities, we endeavour to be as forthcoming as we can when those come through, which is not to say we will fund research which is about to reinvent the wheel again and again; far from it.

Mr. Kilgour: That is really what I am asking about, the duplication. Does there not appear to be some or perhaps a lot of duplication in your studies?

Mr. Head: I think not. Certainly, the board keeps an eagle eye on this. One of the responsibilities the board holds to itself is to examine every single research project proposed by the centre of \$100,000 or more. So this group of 21 people reads those documents. They have good memories. Our own internal mechanisms endeavour to avoid the very point that you are making, which is a good one. We do not want to spend money twice.

[Traduction]

les pays à augmenter leur taux d'alphabétisation. Voulez-vous faire quelques remarques à ce sujet?

M. Head: De fait, nous finançons une bonne partie de la recherche dans le secteur de l'éducation, et nous avons présentement un Comité spécial au Conseil du CRDI qui étudie l'ensemble de notre programme d'éducation, qui traite par exemple de pédagogie. Un de nos projets des plus réussis dans le domaine de l'alphabétisation, c'est l'étude qu'ont faite l'Indonésie, les Philippines et la Malaysia et que fait maintenant la Jamaïque afin d'étendre le processus éducationnel aux secteurs ruraux. Comme conséquence directe d'un de nos projets, toute l'organisation du système scolaire rural aux Philippines a été revue.

Par conséquent, oui, je suis d'accord avec vous pour dire qu'il y a beaucoup à faire dans ce domaine. Puis-je souligner, cependant, qu'il nous faut toujours chercher l'élément recherche dans les propositions. Nous ne sommes pas seulement un institut de formation, certainement pas une organisation d'aide technique ou d'immobilisation. Ce mandat a évidemment été accordé à l'ACDI. Nous sommes, pour notre part, une organisation de recherche.

M. Kilgour: À la page 107 de ce livre, vous faites allusion à une étude de projet concernant la migration urbaine et rurale des populations de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Vous mentionnez dans le résumé la nature des causes et des effets économiques des migrations de ces populations des villages aux villes. A-t-on décelé par cette étude quelque chose de vraiment différent de ce qui a été trouvé dans un des nombreux pays du tiers monde?

M. Head: Je ne peux pas répondre à cette question de façon précise, mais je vais certainement demander une évaluation de . . .

M. Kilgour: Ce n'est pas vraiment ce que je veux dire. Je crois que vous y avez déjà répondu—je me dis que sûrement ce qui est arrivé au Brésil ou j'imagine partout dans le tiers monde se produit également en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Vous répondez qu'il vous faut voir quels facteurs indigènes s'appliquent par exemple. Est-ce que . . . ?

M. Head: Oui, certainement. Là encore, parce que nous répondons aux demandes précises qui nous sont adressées par les communautés de recherche, nous essayons d'être aussi directs que nous le pouvons lorsque nous recevons ces demandes, ce qui ne veut pas dire que nous financerons une recherche pour réinventer la roue bien des fois. Loin de là.

M. Kilgour: Voilà vraiment ce que je voulais savoir, cette question de double emploi. Ne vous semble-t-il pas qu'il y a beaucoup de double emploi dans vos études?

M. Head: Je ne le crois pas. Il est sûr que le Conseil étudie ces questions de son oeil d'aigle. Une des responsabilités que le Conseil détient, c'est d'examiner chaque projet de recherche de 100,000\$ ou plus que lui propose le Centre. Ce groupe de 21 personnes examine donc ces documents et, croyez-moi, elles ont bonne mémoire. Nos propres mécanismes internes nous permettent d'éviter justement les chevauchements dont vous parlez. En effet, nous ne voulons surtout pas dépenser inutilement de l'argent.

[Text]

• 0955

Mr. Kilgour: Do you publish a summary of each one of your projects?

Mr. Head: Yes, indeed, sir. That is somewhat out of date, but I brought it along simply because of the fact that we were in Senegal. We have computer print-outs of all of our projects, active and completed, in that country. If you would be interested in looking at one of these, I would be very happy to circulate it.

The Chairman: Two more questions.

Mr. Kilgour: The library sent down some material about some of your speeches and so on in recent years. A lot of them I agree with. You mention, for example, that Canadians are unaware of the trade value in the Third World; I could not agree more. Perhaps you might tell us, as part of one of my two questions, why it is that Canada is only doing 10% of its trade with the Third World, compared to say the United States, which is doing about 40%, I believe. There is a second part to that question, Mr. Chairman. Your article about Mr. Kahn I think you should publish and circulate it to all MPs. It is a superbly positive assessment of you.

One comment in *The Toronto Star*, and I noted the date carefully as October 16—Mr. Breau is not going to agree with this—purports to be an excerpt of a speech you had given at the National Defence College. Again I give you the date—October 16.

Mr. Head: Which year, Mr. Kilgour?

Mr. Kilgour: 1983. You say, and I quote: "In others, as in finger-pointing at Grenada, the allegations are so silly as to be ludicrous".

I would respectfully ask you if your opinion has now changed with respect to the intentions of Cuba and another nameless country with regard to Grenada? That is the second last question, Mr. Chairman.

Mr. Head: In a number of instances, Mr. Kilgour, my invitations to speak go somewhat beyond my responsibilities as the President of IDRC. I have been pleased to be able to accept each year now for a good number of years the challenge of opening the new course at the National Defence College in Kingston. Each year I give the opening address, which is intended to be a provocative and stimulating and broad-ranging activity. I may say that the particular phrase you have quoted was certainly challenged on the occasion of that specific address. I am not sure whether it would be helpful here, Mr. Chairman, for me to give my views on the relative importance of social circumstances in developing countries as distinct from suggestions that there is . . .

Mr. Kilgour: I do not quarrel with what you say in the rest of the speech. I think that was, as you put it, an unhelpful comment in the context of what was going on, but we all make mistakes. What about the fact that Canada does so little trade

[Translation]

M. Kilgour: Publiez-vous un résumé de chacun de vos projets?

M. Head: Bien sûr. Celui-ci est un peu ancien, mais je l'ai apporté parce que nous l'avions préparé pour notre voyage au Sénégal. Nous avons produit des imprimés d'ordinateur de tous les projets que nous poursuivons et que nous avons achevés dans ce pays. Si ces documents vous intéressent, je serai heureux de le faire distribuer.

Le président: Vous pouvez poser encore deux questions.

M. Kilgour: La bibliothèque nous a fait parvenir plusieurs documents sur certains des discours que vous avez prononcés au cours des dernières années. J'en approuve un grand nombre. Vous faites ainsi remarquer que les Canadiens ignorent souvent le potentiel commercial que peuvent offrir les pays du tiers monde; je suis entièrement d'accord avec vous là-dessus. J'aimerais donc vous demander, puisque le président me permet de vous poser encore deux questions, pourquoi les échanges commerciaux du Canada avec le tiers monde ne représentent que 10 p. 100, alors qu'aux États-Unis, ce chiffre est d'environ 40 p. 100, me semble-t-il. Deuxièmement, j'aimerais vous demander de faire distribuer à tous les députés l'article que vous avez rédigé sur M. Kahn car il est extrêmement intéressant.

Dans le *Toronto Star* du 16 octobre, et je dis bien du 16 octobre, M. Breau ne sera certainement pas d'accord, un journaliste rapporte des extraits d'un discours que vous avez prononcé devant le Collège de la Défense nationale. Il s'agit, et je le répète, du numéro du 16 octobre.

M. Head: De quelle année, monsieur Kilgour?

M. Kilgour: De 1983. Vous dites, et je cite: «Pour ce qui est de la Grenade, les allégations sont vraiment ridicules».

J'aimerais maintenant vous demander si vous avez maintenant changé d'avis, compte tenu des intentions de Cuba ou d'un autre pays que je ne nommerai pas à l'égard de la Grenade? Ce sera ma dernière question, monsieur le président.

M. Head: Très souvent, monsieur Kilgour, lorsque je suis invité à faire une conférence devant un organisme quelconque, ce n'est pas en tant que président du CRDI. Depuis un certain nombre d'années, j'ai l'honneur d'accepter l'invitation qui m'est faite d'inaugurer la rentrée du Collège de la Défense nationale à Kingston et, chaque année, ce discours d'ouverture est destiné à stimuler toutes sortes de discussions et, même, à être un peu provocateur. La phrase que vous avez citée était certainement un défi que je lançais à ce moment-là, mais je ne pense pas qu'il soit utile, monsieur le président, que je donne mon avis sur l'importance relative des circonstances sociales dans les pays en développement, par opposition aux suggestions . . .

M. Kilgour: Je ne trouve absolument rien à redire au reste de votre discours. Comme vous le dites, cette remarque n'apportait sans doute rien à votre discours, au contraire, mais nous faisons tous des erreurs. Pouvez-vous maintenant me dire pourquoi le Canada a-t-il si peu d'échanges commerciaux avec

[Texte]

with the Third World compared to our major trading partners?

Mr. Head: This has long been a matter of considerable concern to me. I have noticed in a recent study of the North-South Institute that the developing countries provide a larger market for Canadian exports than Europe and Japan combined. So there is not only an opportunity out there, but there is an actual marketplace for Canadian goods. The opportunities have been seized very strongly, of course, by OECD and World Bank statistics, by the United States and by Japan more than any other single country.

I am not competent to say why Canadian private enterprise is not more active in developing countries. I only endeavour to suggest to them that there is indeed a market there and that it would be worthwhile for them, in my judgment, to become more active.

Mr. Kilgour: Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much.

Our Vice-Chairman, Madam Appolloni, the Hon. Member from York South—Weston.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Head, first of all I would like to express my appreciation to you and your centre for the way you keep this committee informed of your activities.

• 1000

I think it is a courtesy and I think it is a very worthwhile endeavour. I thank you for it.

I have just two questions for you, Mr. Head. The first is, would you agree that the goals of your centre run roughly parallel to FAO or UNESCO, the World Health Organization, and similar bodies; and if you agree, could you give an example as to specifically how you would avoid duplication in those areas?

Mr. Head: Thank you, Mrs. Appolloni. We do indeed take an interest in a number of areas that other organizations of an international or regional, or in some instances a private nature follow. We endeavour wherever possible to remain in close consultation with those organizations. The reputation of the centre has now permitted it to be consulted by them in many instances when research activities are contemplated by them. I can assure you we follow the reverse course as well, and discuss with those organizations, in many instances, the kind of activity we are contemplating in response to requests coming to us from developing countries.

The distinction, I think it can be fair to say, drawn between the areas of activity of organizations such as FAO and WHO and those of IDRC is that we do not do any research ourselves and those organizations do, just as the International Agricultural Research Centres that are co-ordinated by the World Bank engage themselves in research of an exceptional nature. Our function, as the board has determined it for us, is to assist the researchers within the national institutions within the

[Traduction]

les pays du tiers monde, en comparaison de nos autres partenaires commerciaux?

M. Head: C'est un problème qui me préoccupe depuis longtemps. Une récente étude de l'Institut Nord-Sud indique que les pays en développement offrent un marché plus vaste aux exportations canadiennes qu'aux exportations européennes et japonaises combinées. Donc, non seulement ces marchés existent bien, mais ils présentent un potentiel certain pour les exportations canadiennes. D'après les statistiques de l'OCDE, et de la Banque mondiale, les États-Unis et le Japon ont su y saisir les occasions qui se présentaient, et ce, beaucoup plus que n'importe quel autre pays.

Je ne peux pas vous dire pourquoi les exportateurs canadiens ne sont pas plus dynamiques sur ces marchés-là. J'essaie simplement de leur dire qu'il existe bien un marché dans ces pays, et qu'ils auraient tout à fait intérêt, à mon avis, à l'explorer plus activement.

M. Kilgour: Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup.

Je vais maintenant donner la parole à notre vice-président, M^{me} Appolloni, député de York South—Weston.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

Monsieur Head, j'aimerais tout d'abord vous remercier de la façon dont vous, et votre Centre, tenez régulièrement notre Comité informé de vos activités.

Je vous remercie de la courtoisie dont vous faites preuve.

Je n'ai que deux questions à vous poser, monsieur Head. Tout d'abord, estimez-vous que les objectifs de votre Centre sont, grosso modo, parallèles à ceux de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et d'autres organismes semblables? Dans l'affirmative, pourriez-vous me donner un exemple de la façon dont vous évitez précisément les chevauchements?

M. Head: Merci, madame Appolloni. Nous nous intéressons bien sûr à des domaines qui intéressent également d'autres organismes d'envergure internationale ou régionale, ou parfois même des organismes privés. Dans la mesure du possible, nous nous efforçons de maintenir des contacts étroits avec ces organismes. A ce sujet, la réputation de notre centre est telle que nous sommes très souvent consultés lorsque ces autres organismes envisagent d'entreprendre certaines recherches. Bien sûr, en échange, nous en faisons autant, et nous efforçons de discuter avec ces organismes des activités que nous envisageons d'entreprendre à la suite des demandes qui nous sont présentées par certains pays en voie de développement.

La distinction qu'on peut faire, cependant, entre les activités d'organismes comme la FAO et l'OMS et celles du CRDI, est que nous ne faisons pas de recherche en tant que telle, alors que ces organismes en font, à preuve les centres internationaux de recherche agricole qui sont coordonnés par la Banque mondiale et qui se livrent à des activités de recherche d'une nature tout à fait exceptionnelle. Ainsi que l'a déterminé le Conseil des gouverneurs, notre rôle consiste à aider les

[Text]

developing countries themselves to benefit from the opportunity to have research funded. Thus we are at a much more rudimentary level, in many instances.

If I may use the agricultural sector as one example, at the International Agricultural Research Centres world-quality plant rating is engaged in, as in IRRRI in the Philippines, for example, or ICRISAT, in India. Our function is to endeavour to move that activity into the small peasant farmer's fields, in many instances; and that requires the researchers, often from universities, to engage in experimental activities with a peasant farmer to determine, with the constraints that come to bear on him—lack of credit, lack of education, often lack of literacy, long-time practices that he has inherited from his parents, likely . . . to change, to modify his activities so as to increase his own productivity and the funds available to him.

Mrs. Appolloni: I take it from that, Mr. Head, that your centre is in constant contact with these other bodies I have mentioned.

Mr. Head: Very much indeed. I am may add as well that of those few other research-supporting institutions that have been created by other governments in the world, always in the model of IDRC, to a certain extent . . . we took the lead some years ago to create an informal consultative association among them, so the Swedish institution, the German, the American, the Australian, for example—we get together for a couple of days each year and engage very seriously in the exchange of information. We are assisted in that respect because of the competence within the centre to design software that runs on small-scale, low-cost computers, and this permits us to exchange information very rapidly.

Our software system, by the way, organizes the filing system of USAID, among others, it is recognized as being so efficient.

Mrs. Appolloni: Would it be fair to ask you what you feel about the potential U.S. drawback from UNESCO?

Mr. Head: I must say in the broadest sense the concept of burden-sharing among the countries of the world seems to be coming either under attack or into some disfavour, and this does indeed concern me. Rather than pick out any specific institution, I would rather leave my response on the general level. But if the countries of the world are not to continue to discharge the responsibilities they recognized and assumed many years ago . . . I worry about the way we will be able to co-operate in dealing with a broad range of international issues.

• 1005

Mrs. Appolloni: As a supplementary to that last question, do you feel, Mr. Head, that the reluctance on the part of many countries to fulfil their commitments, as you put it, is due to

[Translation]

chercheurs travaillant dans les institutions nationales des pays en développement à bénéficier de l'aide financière que nous pouvons leur offrir. Nous nous plaçons donc, bien souvent, à un niveau beaucoup plus rudimentaire que ces autres organismes internationaux.

Permettez-moi de prendre l'exemple du secteur agricole. Les centres internationaux de recherche agricole s'occupent de la classification et de l'évaluation d'espèces végétales, et il y a notamment l'IRRI aux Philippines et l'ICRISAT en Inde. Nous nous efforçons de faire en sorte que ces activités de recherche auront des ramifications jusqu'au niveau des petits paysans, et cela exige que des chercheurs, qui travaillent souvent dans des universités, se livrent à des expériences avec ces paysans pour déterminer, compte tenu des contraintes auxquelles ces paysans sont assujettis notamment le manque de crédits, un niveau de scolarité insuffisant, parfois même l'analphabétisme, d'anciennes pratiques tout à fait désuètes, etc . . . dans le cadre de ces expériences, les chercheurs essayent donc de modifier les activités et les habitudes de ces paysans, afin de leur permettre d'augmenter leur productivité.

Mme Appolloni: J'en conclus, monsieur Head, que votre Centre est en contact constant avec les autres organismes que j'ai mentionnés.

M. Head: Vous avez tout à fait raison. Au sujet de ces autres institutions d'aide à la recherche qui ont été créées par d'autres pays, toujours sur le modèle du CRDI, plus ou moins, je peux vous dire que nous avons pris l'initiative, il y a quelques années, de créer, de façon non officielle, une association regroupant toutes ces institutions, notamment l'Institution suédoise, l'Institution allemande, l'Institution américaine et l'Institution australienne, afin de nous permettre de nous rencontrer deux ou trois jours chaque année et d'avoir des débats très sérieux. À cet égard, nous avons la chance, au CRDI, d'être équipés de matériel informatique qui, même s'il n'est pas à grande échelle, nous permet d'échanger des informations très rapidement.

À propos, notre système de logiciel sert également au système de classification de l'USAID, entre autres, en raison de sa grande efficacité.

Mme Appolloni: Puis-je vous demander ce que vous pensez du retrait éventuel des États-Unis de l'UNESCO?

M. Head: Le fait que plusieurs pays semblent aujourd'hui contester le principe du partage du fardeau me préoccupe beaucoup. Plutôt que de viser un organisme en particulier, je préférerais que ma réponse reste à un niveau très général. Toutefois, si les pays refusent dorénavant de s'acquitter des responsabilités qu'ils reconnaissaient comme les leurs depuis un certain nombre d'années . . . Ce qui me préoccupe tout particulièrement, c'est la façon dont nous pourrions désormais collaborer pour résoudre les grands problèmes qui se posent sur la scène internationale.

Mme Appolloni: À titre de question supplémentaire, monsieur Head, puis-je vous demander si, à votre avis, la réticence que manifestent bon nombre de pays pour respecter

[Texte]

the politics of the situation or the economic downturn of the economy?

Mr. Head: I think there is certainly a mix of each. I must say—and my speeches are certainly evidence of this—that I am a devotee of the decisions made and the views expressed by the Brandt Commission stating that the international economy is now so interdependent that there is no possible way for the industrialized countries, by themselves, to put in order their own economies to achieve the previous rates of growth they had enjoyed, without at the same time being of assistance to the developing countries, which represent the markets for so many of the goods manufactured in the industrialized countries. Thus, it is my judgment that it is shortsighted to suggest that we can postpone flows of all kinds of assistance to the developing countries until such time as our own economies are in order. I do not believe that this will come about. I hasten to add, however, that there is a political element in the sense of frustration on the part of many in the industrialized countries that progress in the south is not as rapid as they would like to see it. The response of the governments of many developing countries is not as gracious, grateful and constructive as one would like to see. My commentary on that would simply be that it took many, many decades for the industrialized countries to come out of what were really very rudimentary, rurally oriented agricultural societies and become the industrialized communities they now are. We should not expect the developing countries to be instantaneously able to change themselves around.

Mrs. Appolloni: Would you agree, Mr. Head, that in these days of global economic slowdown it is increasingly difficult for leaders to stress global interdependence when people tend to devote all their energies to their own backyard?

Mr. Head: I am most sympathetic with the argument. There is no question about that. Nevertheless, I firmly believe there is adequate evidence to indicate that political stability in many developing countries is a direct consequence—that is, the stability or lack thereof is a direct consequence... of socio-economic difficulties; that the economies of those countries are of such potential benefit to the exporting nations of the north; and finally, that the ecological or environmental practices of many of these countries can, in the long run, be of such disturbing consequence for the northern countries that we simply must raise our sights and realize that we do live in a global community. It is very difficult to state in any one of these major areas that issues are in one's own backyard only.

Mrs. Appolloni: I have a final question on another topic, Mr. Head. I am referring to *Searching—A Review of IDRC Activities in 1983*, wherein it is written on page 19:

Another health sciences project in Kenya enabled the Minister of Health to begin to plan effective control programs to prevent eye infections in the newborn.

[Traduction]

leurs engagements, comme vous dites, est due à la situation politique ou au ralentissement de l'économie?

M. Head: C'est une combinaison des deux, je pense. Comme l'indiquent bon nombre de mes discours, je suis un fervent partisan des décisions et des opinions de la Commission Brandt, laquelle a déclaré que l'économie internationale était aujourd'hui tellement interdépendante qu'il était impossible pour les pays industrialisés d'assurer, à eux seuls, le redressement de leurs économies et de retrouver les taux de croissance dont ils jouissaient auparavant, sans offrir, parallèlement, l'aide dont ont besoin des pays en développement, car ces pays offrent justement les marchés qui permettront d'écouler bon nombre des produits fabriqués dans les pays industrialisés. J'estime donc que c'est avoir des oeillères que de prétendre que nous pouvons attendre d'avoir retrouvé une économie saine pour recommencer à aider les pays en développement. En effet, j'estime que cela est impossible. Je m'empresse d'ajouter, cependant, qu'il y a également un élément politique qui se traduit par une frustration d'un grand nombre de pays industrialisés en raison de la lenteur des progrès enregistrés dans le Sud. En effet, il arrive souvent que la réaction des gouvernements de ces pays en voie de développement ne soit pas aussi reconnaissante et constructive que les pays industrialisés espéraient. J'aimerais simplement dire à cet égard qu'il a fallu plusieurs décennies aux pays industrialisés pour passer d'une société très rudimentaire et essentiellement agricole, à la société industrialisée que nous connaissons aujourd'hui. Nous ne devons pas nous attendre que les pays en développement puissent, du jour au lendemain, franchir cette étape.

Mme Appolloni: Pensez-vous, monsieur Head, qu'à une époque de récession économique globale, comme nous la connaissons actuellement, il est de plus en plus difficile pour les dirigeants d'insister sur l'interdépendance planétaire, alors que les gens ont tendance à s'intéresser exclusivement à leurs propres petits problèmes?

M. Head: Je suis tout à fait d'accord avec vous. Néanmoins, il y a tout lieu de croire que la stabilité politique de bon nombre de pays en développement est une conséquence directe, et j'entends stabilité ou instabilité politique, est une conséquence directe, donc, de la situation socio-économique. J'estime également que les économies de ces pays offrent un potentiel énorme pour les nations exportatrices du monde; enfin, j'estime que les pratiques écologiques de bon nombre de ces pays risquent, à la longue, d'avoir des conséquences tellement néfastes pour l'hémisphère septentrional qu'il faut absolument que nous cessions de faire l'autruche et que nous nous rendions compte que nous vivons dans une communauté planétaire.

Mme Appolloni: Permettez-moi de vous poser une dernière question sur un autre sujet, monsieur Head. A la page 19 du document intitulé «Recherche—Revue des activités du CRDI pour 1983», il est dit que:

Un autre projet de sciences sociales, au Kenya, a permis au ministre de la Santé de mettre en place des programmes de contrôle efficaces dans le but d'éviter des infections des yeux chez les nouveau-nés.

[Text]

I am sure you are aware, Mr. Head, that quite recently—I think it was this month actually—the Ministry of Health in Ontario suggested doctors no longer use silver nitrate in the eyes of the newborn. In a case like this, would your scientists go by the “Canadian” standards, or would they continue using the older method of silver nitrate drops?

• 1010

Mr. Head: I am not able to answer a question as scientifically based as that, Mrs. Appolloni. I am confident in saying that the scientific staff of IDRC is really of extraordinary competence. In many instances they have a doctorate level, be it in medicine or in any of the other disciplines, as well as years of experience working in the developing countries.

When a project proposal comes to us from a group such as this in Kenya, they assure themselves, by checking the scientific literature, that either the problem has not been solved once and for all—in the sense that Mr. Kilgour was suggesting some may have been—or it is an impossible kind of non-methodologically acceptable proposal that is coming forward. The short answer to the question is: No, we do not always believe scientific technology from the industrialized countries is applicable to the developing countries. Circumstances vary considerably, and among them are the cultural social practices or simply the cost. We are a high-cost society; there are many ways of dealing with problems at a much lower cost, as were pursued in Canada a few years ago. Those are encouraged to the developing countries.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Madam. Next on my list is the Hon. Member for Parry Sound—Muskoka, Mr. Darling.

Mr. Darling: Thank you very much, Mr. Chairman. Mr. Head, the council's budget is close to \$50 million—\$48 million. Is that correct?

Mr. Head: The parliamentary grant for the current fiscal year is \$81 million, Mr. Darling. That is for the fiscal 1984-1985, which began a few days ago.

Mr. Darling: How many employees in total are associated with the council?

Mr. Head: At the present time, globally, the center has, both on a full-time basis and as locally engaged employees, in the neighbourhood of 500. I can give you the exact figure.

Mr. Darling: That ballpark figure is all right. How many of them are in the field?

Mr. Head: The center believes very strongly that its activities must all be conducted in the field, with the exception of certain monitoring, bookkeeping and other activities here in Ottawa. We function in the field through six major regional offices which are located in Cairo, Nairobi, Dakar, Bogota,

[Translation]

Vous savez sans doute, monsieur Head, qu'il y a à peine un mois, le ministre de la Santé de l'Ontario a demandé aux médecins de ne plus injecter de nitrate d'argent dans les yeux des nouveau-nés. Dans un cas comme celui-là, vos chercheurs respectent-ils les normes «canadiennes», ou bien continuent-ils à injecter, comme avant, des gouttes de nitrate d'argent dans les yeux des nouveau-nés?

M. Head: Je ne suis pas en mesure de répondre à une question aussi scientifique que celle-ci, madame Appolloni. Je peux vous dire cependant que les chercheurs du CRDI sont d'une compétence extraordinaire. La plupart d'entre eux ont un doctorat, que ce soit en médecine ou en d'autres disciplines, et ont également plusieurs années d'expérience dans les pays en développement.

Quand une proposition nous est faite par un groupe comme celui du Kenya, nos chercheurs s'assurent que le problème en question n'a pas déjà été résolu une fois pour toutes, afin d'éviter tout chevauchement, comme M. Kilgour le laissait entendre tout à l'heure, ou afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une de ces propositions qui exigent une solution inacceptable sur le plan méthodologique. En d'autres termes, nous ne pensons pas que la technologie scientifique des pays industrialisés peut s'appliquer automatiquement aux pays en développement. Les circonstances varient énormément, pour ne citer que les pratiques culturelles et sociales ou tout simplement les coûts. Notre société a souvent recours à des solutions coûteuses, alors qu'il serait souvent possible d'en trouver d'autres, moins onéreuses, et ce sont celles-ci que l'on essaie d'encourager dans les pays en développement.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, madame Appolloni. J'ai maintenant sur ma liste le nom de M. Darling, député de Parry Sound—Muskoka.

M. Darling: Merci beaucoup, monsieur le président. Monsieur Head, le budget du Conseil approche de 50 millions de dollars, 48 exactement. Est-ce exact?

M. Head: La subvention parlementaire qui nous a été accordée pour l'année financière en cours est de 81 millions de dollars, monsieur Darling. Il s'agit de l'exercice financier de 1984-1985 qui a commencé il y a quelques jours.

M. Darling: Quels sont les effectifs totaux du Conseil?

M. Head: À l'heure actuelle, le Centre compte environ 500 employés, si l'on regroupe les employés à plein temps et les employés engagés sur place. Je pourrais vous donner un chiffre plus exact.

M. Darling: Ce chiffre approximatif me convient. Combien d'employés travaillent sur place?

M. Head: Le Centre tient absolument à ce que toutes ses activités soient réalisées sur place, à l'exception de certaines activités de contrôle, de comptabilité et d'administration qui se déroulent ici, à Ottawa. Nos activités sur place sont coordonnées par six grands bureaux régionaux, qui sont situés au

[Texte]

Singapore and New Delhi. Of the total amount of our program staff, the majority would be working out of those program offices—regional offices. Others who work in Ottawa generally have a more global mandate because of their particular discipline, and we find it more efficient to have them here.

If I may add one more figure to put it all in perspective, Mr. Darling, the average time in travel status of our program officers is in excess of 125 days per year. Our program officers spend more than four months of each year travelling, often two days here, two days there, to universities and research institutions in the developing countries.

Mr. Darling: The publications are certainly very attractive and I assume they also have to be in the language of the country in which you are involved. I would imagine you have quite a budget for publication.

Mr. Head: The publication budget for the last fiscal year is 4.8% of our total center budget. Publications appear, as you point out, in the language most useful to the scientific community in the area where the activity has been carried out, or where it could be replicated in neighbouring regions. We publish a great proportion of our material in English, French and Spanish. We are now producing some materials in Chinese and, on an experimental basis, we have produced one document in Arabic, and we are waiting to see what the response is to that.

• 1015

Mr. Darling: How many countries are you now involved with?

Mr. Head: IDRC has project activity in almost 100 countries. Because of the responsive nature of our program, and because we are not subject to any directions from the Government of Canada, we respond to project proposals which come forward to us that, in the judgment of our scientific staff and the board, are worthy of support.

Mr. Darling: I note that you were established 14 years ago, and I think the ballpark figure was close to \$300 million, which has been spent in various ways. You mention 100 countries, would some of those countries have been helped in 1972 and 1973, and they are no longer being helped, or is it on a continuing basis? Just how do you do it? You do not just use a wheel-of-fortune and spin the wheel?

Mr. Head: Certainly not. Two of the questions constantly being posed to us by the board are: Are we making a difference? Is there an effect as a result of IDRC activity? It is often difficult to respond in explicit terms to those kinds of questions. Without any question, if a researcher has had the responsibility of supervising a research project which he has designed and managed, he is a better scientist as a result, because we insist that the methodology be sound in all instances. If there has been a junior scientist associated with the project who has had his educational qualifications raised

[Traduction]

Caire, à Nairobi, à Dakar, à Bogota, à Singapour et à New Delhi. La majeure partie de nos effectifs travaille à partir de ces bureaux régionaux. Les autres qui travaillent à Ottawa ont généralement un mandat plus global étant donné la discipline à laquelle ils appartiennent, et c'est pour cela que nous jugeons plus efficace de les avoir ici, à Ottawa.

Permettez-moi de vous donner un renseignement de plus, monsieur Darling, qui vous donnera une meilleure idée de la situation. En moyenne, nos agents de programme consacrent plus de 125 jours par an aux déplacements. Cela signifie qu'ils passent plus de quatre mois par an à voyager, souvent pour se rendre, pour deux ou trois jours, dans des universités et dans des établissements de recherche des pays en voie de développement.

M. Darling: Vos publications sont très intéressantes, et je suppose qu'elles paraissent également dans la langue du pays concerné. J'imagine donc que vous avez un budget assez important pour la publication.

M. Head: Le budget de la publication représentait 4,8 p. 100 de notre budget total de l'année dernière. Comme vous l'indiquez, nous publions ces brochures dans la langue la plus utile à la communauté scientifique de la région où se déroule l'activité en question ou des régions avoisinantes où cette activité pourrait être reproduite. Nous publions un grand nombre de brochures en anglais, en français et en espagnol. Nous publions maintenant, de façon expérimentale, des documents en chinois, nous avons publié un document en arabe, et nous attendons pour voir quelle sera la réaction.

M. Darling: Avec quels pays faites-vous affaires maintenant?

M. Head: Le CRDI a des projets dans près de 100 pays. Parce que notre programme répond en quelque sorte à une demande, étant donné que nous ne recevons aucune directive du gouvernement du Canada, nous donnons suite aux propositions qui nous sont présentées et qui, de l'avis de notre personnel scientifique et du Conseil, sont dignes d'être appuyées.

M. Darling: Je remarque que vous existez depuis plus de 10 ans, et que vous avez dépensé de diverses façons quelque 300 millions de dollars. Vous avez mentionné 100 pays, est-ce que des pays qui ont été aidés en 1972 et en 1973 ne le sont plus maintenant, ou est-ce que l'aide est permanente? Comment procédez-vous? Est-ce que vous faites simplement tourner la roue de la fortune?

M. Head: Certainement pas. Deux des questions que le Conseil nous pose constamment sont: est-ce que notre travail fait une différence? Est-ce que l'activité du CRDI a des répercussions? Il est très souvent difficile de répondre de façon précise à ce genre de questions. Il n'y a pas de doute que si un chercheur est responsable de surveiller un projet de recherche qu'il a conçu et géré, il est un meilleur chercheur par le fait même, étant donné que nous insistons pour que la méthodologie soit saine dans tous les cas. Si le chercheur débutant est associé à un projet et que du baccalauréat il passe à la

[Text]

from a bachelor's level to a master's—which is normal in our programs... quite clearly there is an advantage there. If in those instances where there is an immediate government utilization of research results, of the kind I mentioned a moment ago with the rural schooling system in the Philippines, quite clearly there is a result. If there are new attitudes towards pricing incentives, fertilizer availability, and marketing techniques because of agricultural projects, again... But on the longer haul, we examine our activities in a country to determine whether it would be of a long-range usefulness to continue our support for this or that research institution, or whether there is a more obvious likelihood that in another country the results will be implemented.

The board meeting in Dakar clearly indicated to our board that a government which supports a ministry of research—which has an active program, not only to pursue scientific solutions to problems, but to implement the results of those problems—offers us a rich opportunity to continue to be involved.

Mr. Darling: When you go into a country, and scientists work with their scientists, and you come up with a formula that is excellent and very workable, with the study that is done there, can that not be...? In other words, you would tell the country after two years that we have done our job here. Could that same thing not go to another country with the expertise already learned. In other words, you are not going to do a lot of starting from scratch with certain programs you have already found workable and saleable, and I would hope that would be done. The other thing is, when you are going into a country, do you take a look at the way they do business? You know, there are people in certain countries who will let their own people starve to death, and figure the western world is going to look after them, and they squander all their money or spend their money, whether wisely or not, in the United Nations with Mercedes cars and Rolls Royces. We know this happens, because even some of us who do not get a chance to travel too much see that. In fact, you can see it right here, where we have our own ambassadors and senior officials driving around in Chevrolets, and that does not sit too well. Then you look at some of their budgets on defence, where it may be 25% of the whole bloody budget. I am just wondering if you are taking a careful look at that when you approve going into certain countries.

Mr. Head: Yes, indeed, sir. The primary gain the board sees in the activities of IDRC is the enhancement of this scientific competence within those countries themselves, so that in the future the likelihood is improved somewhat that they will be better able to look after their own problems. It is a challenge in a sense, and President Diouf in the quotation I have taken from his speech, and in the material circulated this morning, called it a challenge; the developing countries, after all, must bear the responsibility for their own futures, and in this burden sharing concept, accepted some time ago by the international community, there is perhaps a responsibility on us to assist them in assuming those responsibilities.

[Translation]

maîtrise—ce qui est normal au cours de nos programmes—il est évident que ça présente un avantage. Si, dans certains cas, le gouvernement utilise immédiatement les résultats de la recherche, du genre que j'ai mentionné il y a un instant concernant le système scolaire rural aux Philippines, il est évident que cela représente un résultat. Si les gens ont de nouvelles attitudes concernant les encouragements en matière d'établissement de prix, la disponibilité des engrais, les techniques de commercialisation à cause des projets agricoles, là encore... Cependant, à long terme, nous étudions nos activités dans un pays pour établir si, à long terme, il serait utile de poursuivre notre aide pour ce projet ou pour cet établissement de recherche, ou s'il est plus probable que les résultats seront appliqués dans un autre pays.

La réunion du Conseil à Dakar a montré de façon très claire qu'un gouvernement qui appuie un ministère de recherche—qui a un programme actif, non seulement pour trouver des solutions scientifiques à des problèmes mais pour en appliquer les résultats—nous permet vraiment de nous convaincre qu'il nous faut poursuivre notre participation.

M. Darling: Lorsqu'on se rend dans un pays, et que nos chercheurs travaillent avec les leurs, si vous trouvez une formule excellente qui peut s'appliquer, dans le cas de l'étude qui est faite, est-ce que cela ne peut pas...? Autrement dit, on pourrait dire à ce pays après deux ans que notre travail est terminé. Est-ce que le même projet ne pourrait pas s'appliquer à un autre pays à cause de la compétence que nous avons acquise. On ne doit pas commencer au bas de l'échelle pour certains programmes qui fonctionnent déjà et qui sont vendables, et qui, j'espère, pourraient être appliqués. Lorsque vous vous rendez dans un pays, est-ce que vous examinez la façon dont les choses se font? Vous savez que dans certains pays, il y a des gens qui vont laisser les leurs crever de faim en pensant que les populations de l'Ouest vont s'en occuper, et ils dépensent tout leur argent, sagement ou non, aux Nations Unies; on roule en Mercedes et en Rolls Royce. Nous savons que cela se produit, car même certains parmi nous qui n'ont pas l'occasion de voyager l'ont trop vu. On peut même voir cela ici, nous avons nos propres ambassadeurs et nos hauts fonctionnaires qui se promènent en Chevrolet, et il ne semble pas que ce soit très bien vu. Si on examine les budgets de défense de ces pays, bien souvent 25 p. 100 du budget total y est consacré. Est-ce qu'on regarde vraiment de près ces choses avant d'approuver certains projets pour ces pays?

M. Head: Oui, certainement, monsieur. Ce que le Conseil cherche d'abord à obtenir par les activités du CRDI, c'est le perfectionnement de cette compétence scientifique au sein de ces pays-mêmes, pour qu'à l'avenir on améliore cette possibilité qu'ils puissent vraiment s'occuper de leurs propres problèmes. Dans un certain sens, c'est un défi, et le président Diouf l'appelle un défi dans la citation que j'ai prise dans son discours et que j'ai incluse dans ma déclaration de ce matin. Après tout, les pays en voie de développement doivent assumer la responsabilité de leur propre avenir, et dans le concept du partage du fardeau que la communauté internationale a accepté il y a quelque temps, il y a peut-être cette responsabilité que nous avons de les aider à assumer les leurs.

[Texte]

• 1020

[Traduction]

If I may refer to the specific issue you touched on of armaments expenditure, this is a matter of considerable concern to me personally, and one the board has asked us to look into in other respects. All too much of international commerce is now being taken up in arms transactions. I worry considerably that there is an increasing tendency, in many developing countries, towards militarization with all of the effects this has on the democratic processes in those countries. But the size of our grants, averaging as they do less than \$200,000 Canadian dollars, being placed into often tiny universities in developing countries that have had no budget available to them for either research equipment or research activities, means we do not feel content but confident those funds are being used precisely for what they were intended to do; that is, to engage in a specific focussed research project for a limited period of time.

Mr. Darling: One other thing, you have heard of the saying, and I believe it is in the Bible: "Cast your bread upon the waters", Mr. Head, and in some of the countries, we are liable to be casting our bread on pretty barren lands as far as getting anything—I know this is a terrible thing to say—back, but nevertheless some European countries, with their grants to third world countries, what is the ballpark figure for us all, 7%?

Mr. Head: 0.7%.

Mr. Darling: 0.7% of the GNP, and Canada is not lily white at the head of it by any means, but we are a lot further ahead than the States, Japan and West Germany, and they are the ones that seem to be getting the most back and paying the least.

Mr. Head: This refers in some respect back to Mr. Kilgour's question about why Canadian business is not flourishing more in the developing countries, and it is really beyond my domain to have an answer for that, but I entirely agree with you.

Mr. Darling: But your domain lets you look at what they are doing.

Mr. Head: Not Canadian business abroad, no.

Mr. Darling: No. But you can check with that country, and you know the trade figures and so on, and you and your board are going to be the ones who are going to decide, so if somebody is buying everything from some of these other countries that do not do anything for them, then you sure would say let us take a little harsher view.

Mr. Head: I am not certain I can answer in the positive to that proposal, Mr. Darling. The board looks at these projects primarily in their scientific and experience raising terms. Without any question, when I visit these countries I endeavour to engage in debate with the governments of those countries about the advantages of trading with Canada, and I speak not of course for the Canadian government. This is an arm's length organization, but in recent meetings with the foreign minister

Permettez-moi de faire allusion à cet exemple que vous soulevez concernant les dépenses en armement. La question me préoccupe grandement, et le Conseil nous a demandé de l'étudier sous d'autres aspects. Une trop grande partie du commerce international se fait maintenant par la voie des transactions en armement. Je m'inquiète considérablement de cette tendance à la hausse, dans beaucoup de pays en voie de développement, de la militarisation et de tous les effets qu'elle peut avoir sur le processus démocratique de ces pays. À cause de l'engorgement de nos subventions, elles sont en moyenne de moins de 200,000\$ canadiens, accordées très souvent à de petites universités dans les pays en voie de développement qui n'ont aucun budget pour leur équipement ou leurs activités de recherche, nous ne sommes pas satisfaits mais nous sommes confiants que ces fonds seront utilisés surtout aux fins pour lesquelles ils ont été prévus. Ils seront consacrés à un projet de recherche précis et pour une période bien établie.

M. Darling: Sur un autre sujet, vous avez entendu ce dicton, il vient de la Bible, je crois: «Agir de façon désintéressée». Nous sommes portés, monsieur Head, dans certains pays, à agir de façon désintéressée, dans ce sens que nous ne retirons rien—je sais que c'est une chose terrible à dire—mais néanmoins certains pays européens accordent des subventions aux pays du tiers monde, je crois que le pourcentage qu'ils y consacrent est d'environ 7 p. 100, n'est-ce pas?

M. Head: C'est 0.7 p. 100.

M. Darling: Il s'agit de 0.7 p. 100 du Produit national brut, et au Canada nous ne sommes peut-être pas les plus désintéressés, mais nous venons bien avant les États-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, pourtant ce sont ces derniers pays qui versent le moins et qui ont le plus de retombées.

M. Head: Cela nous ramène en quelque sorte à la question de M. Kilgour qui demandait pourquoi les entreprises canadiennes ne sont pas plus prospères dans les pays en voie de développement, la question dépasse ma compétence, mais je suis tout à fait d'accord avec vous.

M. Darling: Cependant votre domaine vous permet de voir ce qu'ils font.

M. Head: Non, pas pour les entreprises canadiennes à l'étranger.

M. Darling: Non. Cependant vous pouvez vérifier auprès de ce pays, vous connaissez les chiffres pour le commerce, par exemple, et votre Conseil et vous-même devez prendre les décisions, par conséquent si quelqu'un achète quelque chose de certains autres pays qui ne font rien pour les pays en voie de développement, vous nous permettez d'être un peu plus durs.

M. Head: Je ne puis certainement pas vous répondre de façon positive, monsieur Darling. Le Conseil examine ses projets d'abord quant aux modalités scientifiques et l'expérience qu'ils suscitent. Il n'y a pas de doute que lorsque je visite ces pays, je cherche à discuter avec les gouvernements des avantages de faire du commerce avec le Canada, et je ne parle pas évidemment au nom du gouvernement canadien. Notre organisation est indépendante, mais lors de récentes réunions

[Text]

of China, I engaged him in quite a lengthy and spirited debate about the advantages that could be gained from trading with Canada because of the availability here of the kind of technology required in China. Again and again the development experience of Canada, primarily of western Canada, is in my belief of immense benefit to the developing countries. We have suffered through conditions of drought, soil deterioration, the absence of an adequate infrastructure, of the need to build on an agricultural base creating the food industries, or the agro-industry sector, as a means of raising our own standard of living. These points, I can assure you, are always drawn as best I can to developing country governments and to developing country audiences in the form of speeches in those countries.

• 1025

The Chairman: Thank you very much.

M. Laniel: Monsieur le président, je suis sûr que notre invité me permettra une petite digression pour profiter de cette première occasion qui m'est offerte pour vous féliciter et vous dire combien, je pense, les membres du Comité seront heureux d'apprendre que vous avez été élu président de la Commission pour l'étude des questions politiques de la sécurité internationale et du désarmement de l'Union interparlementaire. Ceux qui connaissent l'Union interparlementaire et qui ont travaillé au sein de cet organisme parlementaire qui regroupe au-delà de 100 pays à chaque réunion où ont lieu tous les grands débats politiques du monde, enfin, les députés qui ont participé au moins à ces réunions internationales connaissent l'importance de cette commission qui, jusqu'ici, était présidée par l'honorable Giulio Andreotti, ancien premier ministre d'Italie qui est actuellement ministre des Affaires étrangères et qui a dû abandonner ce poste pour cette raison.

On sait quel rayonnement M. Andreotti a eu sur les activités de cette commission internationale, non seulement lors des réunions, mais aussi à travers le monde, par ses prises de position. On sait que votre participation articulée à chacune des activités de l'Union interparlementaire, et aux questions internationales permettra sûrement à un président silencieux pendant les délibérations d'offrir une expérience extraordinaire à la direction des débats de cette commission et, en même temps, de faire rayonner davantage la présence internationale du Canada. Félicitations donc et j'espère que tout le Comité appuiera ma démarche.

The Chairman: If I may just add a word to that, I got an idea when Mr. Darling, my good friend, was speaking. I came back very rapidly to the Canadian reality after having fought vigorously for a week, because I was not appointed. I was elected in a very tough election against a good friend from Bulgaria. Strangely, I won 44 to 30 with the Soviet bloc leading the way and with a good friend from Syria organizing for the Bulgarians, so that may give some equilibrium to some of you. But he got a good message from me, including my friend from Cuba and Nicaragua who got a very good message

[Translation]

avec le ministre des Affaires étrangères de Chine, nous avons eu une discussion longue et animée sur les avantages que le Chine retirerait de faire du commerce avec le Canada à cause du genre de techniques que nous possédons au Canada et dont ils ont besoin en Chine. J'ai constaté à bien des reprises que l'expérience en développement du Canada, surtout de l'ouest du Canada, pouvait présenter un avantage immense pour les pays en voie de développement. Nous avons connu des situations de sécheresse, de détérioration des sols, de l'absence d'une infrastructure adéquate, du besoin de construire une base agricole pour créer les industries alimentaires, ou le secteur agronomique, comme solution pour améliorer notre propre niveau de vie. Je puis vous assurer que dans les discours que nous prononçons dans ces différents pays en voie de développement, on porte toujours ces points à l'attention de leurs gouvernements.

Le président: Merci beaucoup.

Mr. Laniel: Thank you, Mr. Chairman, I am sure our guest will allow me a short digression so that I might take this opportunity to congratulate you, and to tell you how happy were the members of this committee to learn that you had been elected Chairman of the Interparliamentary Union's Committee for the study of political issues concerning international security and disarmament. Those who are acquainted with the Interparliamentary Union, or which have worked with this body, which, at its meetings, might bring together more than 100 different countries, to participate in the world's most important political debates, that is the members who have participated in these international meetings, certainly recognize the importance of this commission, whose former chairman was the Honourable Giulio Andreotti, former Prime Minister of Italy, a position he had to abandon at his election, and who is now actually Minister of External Affairs.

We all recognize Mr. Andreotti's influence on the activities of that international committee, not only during its meetings, but everywhere in the world, because of his stand on issues. No doubt, your deep involvement in every activity of the Interparliamentary Union, and in international issues, will surely allow you, during debates, as the silent chairman, to offer your extraordinary experience in channelling the work of this committee, and at the same time to spread Canada's influence internationally. Once again, congratulations, on behalf of the whole committee, which will no doubt support me.

Le président: Au moment où mon collègue, M. Darling, parlait, il m'est venu un incident à l'esprit. Au moment de ma nomination, j'ai été très rapidement confronté à la réalité canadienne. Je suis sorti victorieux d'une élection très difficile qui m'opposait à mon très bon ami le représentant bulgare. Ce pourrait paraître étrange, mais j'ai été élu par 44 voix contre 30, sous le leadership du bloc soviétique, tandis qu'un bon collègue de la Syrie avait organisé la campagne de la représentation bulgare, ce qui vous donnera une idée de l'équilibre de l'élection. Je lui ai quand même envoyé une gentille note, ainsi

[Texte]

from me. I even sent a message to Mr. Castro showing my disappointment, but I was elected.

Just to show exactly what Canadian is all about, I came back very rapidly to the Canadian reality when, after that big vote was clouded by Asiatic, African, some Arabic, some European, I ended up on the sidewalk looking for my car. It was stolen by a deputy minister and I ended up travelling in a van. So I came back very rapidly to the Canadian reality and it is a good example for those who are leaving. My supporters from certain countries saw me going in a van and they could not believe it. So I was very happy to keep my equilibrium. I thank you very warmly; I must admit I enjoyed every minute it, especially the sweating of the campaign.

Mr. Kilgour: On a point of order, it is only fair we note from this side that we are pleased with your success . . .

Nous nous réjouissons de votre succès et vous en félicitons. Je peux sans aucun doute parler au nom des députés néo-démocrates, en leur absence.

The Chairman: Yes, I am very touched. Thank you very much. Now, yes, Mr. Dupras.

M. Dupras: Comme ancien président du Comité que vous présidez, vous allez me permettre de dire combien je me réjouis de votre élection, monsieur le président. Je pense que cela traduit l'influence qu'exerce notre pays dans les tribunes internationales et cela fait peut-être mieux comprendre la proposition soumise au ministre des Finances qui, je l'espère, sera acceptée par tous les Canadiens.

• 1030

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

M. Dupras: Mes félicitations.

Le président: Merci.

I am sure you remember the question. Mr. Laniel.

Merci infiniment, monsieur Laniel.

M. Laniel: Monsieur le président, il me fait plaisir de saluer notre invité avec qui j'ai collaboré étroitement alors qu'il était conseiller politique au Bureau du premier ministre. Pour répondre à certaines questions que se pose M. Kilgour, je peux dire que même à ce moment-là, alors qu'il oeuvrait dans un milieu politique, tout le travail de M. Head était dénué de politique, en ce sens que son esprit s'attaquait véritablement aux problèmes et non à l'aspect politique des problèmes.

Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Head s'il croit que l'organisme qu'il préside, le Centre de recherches pour le développement international, a atteint ses objectifs. Je comprends que le Centre de recherches a atteint la partie de ses objectifs en ce qui concerne la recherche, c'est-à-dire le choix et la mise en marche de projets, mais que dire du suivi des projets? Je me demande comment des études de ce genre donnent par la suite des résultats concrets. On sait que nos

[Traduction]

qu'à mes amis de Cuba et du Nicaragua. J'ai même envoyé un message à M. Castro, pour souligner ma déception, même si j'ai été élu.

Mais laissez-moi vous expliquer comment, après cette élection, assombrie par les Asiatiques, les Africains, les Arabes et quelques Européens, j'ai été vite ramené à la réalité canadienne, lorsque je suis sorti pour prendre ma voiture. Un sous-ministre me l'avait empruntée, et j'ai dû retourner dans une fourgonnette. J'ai été vite ramené sur terre par cette réalité canadienne, qui a constitué un excellent exemple pour ceux qui cherchent à faire une bonne sortie. Mes partisans de certains pays, qui m'ont vu partir en fourgonnette, n'en ont pas cru leurs yeux. Je suis heureux d'avoir gardé mon sang-froid. Je vous remercie chaleureusement; je dois admettre que j'ai bien aimé cette campagne, surtout la tension qui régnait.

M. Kilgour: J'invoque le Règlement; je voudrais signaler que nous sommes aussi très heureux de votre succès . . .

We are most happy with your success, and we congratulate you. I am sure that I am speaking also on behalf of the NDP members, who are absent.

Le président: Merci beaucoup, je suis très touché. Oui, monsieur Dupras.

Mr. Dupras: As ex-chairman of the committee of which you are now chairman, please allow me to convey very briefly how happy I am with your election, Mr. Chairman. I believe that clearly shows the influence our country has in international forums and perhaps more clearly explains the proposal we have submitted to the Minister of Finance, and which I hope will be accepted by all Canadians.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Mr. Dupras: Congratulations.

The Chairman: Thank you.

Vous vous souvenez sans doute que vous aviez une question. Monsieur Laniel.

Thank you very very much, Mr. Laniel.

Mr. Laniel: Mr. Chairman, I am pleased to welcome our guest, with whom I worked very closely, while he was political advisor to the Prime Minister. To answer doubts that Mr. Kilgour might have, I can assure him that even when he was working as political advisor, Mr. Head's work was most impartial, in that it always attacked the problems themselves, rather than their political aspect.

Mr. Chairman, Mr. Head, could you tell us if indeed the IDRC, of which you are president, has attained its objectives. I know that the centre has no doubt attained its research objectives, that is the selection, and the implementation of various projects, but what of the follow-up to these projects? I wonder how these various studies are then translated into concrete results. You know that now a days, our governments are always carrying out some study, not only in applied

[Text]

gouvernements d'aujourd'hui sont toujours en train de faire des études, non seulement dans le domaine de la recherche appliquée mais aussi dans d'autres domaines, et on se demande parfois si, par la suite, on est capable de palper les résultats. Vous avez abordé un peu la question tout à l'heure en parlant du Sénégal. Lorsque vous approuvez un projet de recherche dans un pays quelconque, par des chercheurs de ce pays-là, est-ce que la décision comprend l'aspect du suivi après le projet? En d'autres termes, est-ce que vous prévoyez que le pays concerné va s'engager à poursuivre le travail au-delà de la recherche et de ses conclusions? S'il s'agit d'un pays qui est moins riche que le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Cameroun, par exemple, est-ce que vous faites à l'avance des négociations avec l'ACDI, avec des organismes internationaux pour qu'il y ait un suivi aux résultats de ces études et de ces conclusions?

M. Head: *Mr. Chairman*, me permettez-vous de répondre en anglais à M. Laniel?

The Chairman: Yes. The two are very acceptable, you choose.

Mr. Head: Thank you. We endeavour increasingly to satisfy ourselves that there is a strong likelihood of follow-up, as you put it, utilization or implementation of the research activities. We are increasingly concerned that this is not always the case, and so some two years ago we commissioned a former distinguished third world ambassador to the United Nations, who had for some time been the chairman of the Group of 77, to undertake on our behalf a series of visits to the governments of developing countries to enquire of them several things. First, of course, was whether they were sufficiently aware of IDRC research results, that they would be prepared to implement and make use of those results. A second question that he put was in the more general nature of their awareness of the importance of the role of science and technology in their developmental activities, and again posed the question to all of them whether, in their judgment, IDRC was doing the kind of job which was of use to them. That survey is now being continued by the former Minister of science of a west African country, to ensure we have a fair spectrum of the entire world. Those reports are made available to our board, and I have no reason to believe the board would not be happy to share them with members of this committee, should you so wish. As to the specific question of coordination with CIDA, yes we discuss, and I am happy to say that with the current president of CIDA there is a spirit, not only of cooperation, but of active desire to bring our two organizations more in harmony with each other; there are some problems of course.

• 1035

CIDA functions on a geographic basis, whereas we function primarily in a discipline basis. We look at problems, and hire our staff on the basis of their competence in agriculture, health care, or in some aspect of the social sciences, for example. Another variation of course is that research activities take some time, and it is not always known at the outset whether there will be a successful result capable or responsive to investment, because that is what development is, an investment activity. We have now entered into an understanding with

[Translation]

research, but as well in other areas, and often, we wonder if we shall ever be able to see any results. You touched upon this point, when you spoke of the Senegal period. When you approve a research project in some country, that is to be carried out by researchers of that country, does the decision comprise as well a follow-up application of the results of the study? In other words, do you feel that a country concerned, will commit itself to continue the work, beyond the research, and the results attained? In the case of poorer countries than Senegal, the Ivory Coast or the Cameroon for example, you undertake prior negotiations with CIDA, with other international organizations, in order to ensure some follow-up to the results of the studies, and the conclusions reached?

Mr. Head: *Monsieur le président*, may I answer Mr. Laniel in English?

Le président: Oui. Vous pouvez parler dans la langue de votre choix.

M. Head: Merci. De plus en plus, nous tâchons de nous assurer qu'il y ait une forte possibilité de suivi, c'est-à-dire de l'utilisation ou de l'application des résultats du projet de recherche. Nous nous inquiétons de plus en plus du fait que ce n'est pas toujours le cas, et il y a deux ans, nous avons chargé un distingué ex-ambassadeur du tiers monde auprès des Nations Unies, ancien président du Groupe des 77, d'entreprendre un tour des gouvernements des pays en développement, pour faire certaines enquêtes. D'abord, nous voulions savoir si ces pays étaient suffisamment sensibilisés aux résultats de la recherche du CRDI et s'ils étaient prêts, en fait, à utiliser ou à appliquer ces résultats. On voulait aussi évaluer la nature générale de leur sensibilisation à l'importance de la science et de la technologie pour leur développement, et on leur a demandé aussi si effectivement le CRDI répondait à leurs besoins. Ces enquêtes ont maintenant été reprises par un ancien ministre des Sciences d'un pays de l'Afrique de l'Ouest, pour s'assurer que nous avons un échantillonnage de partout au monde. Ces rapports sont déposés auprès de notre Conseil, et je suis certain qu'il se fera un plaisir de partager ces connaissances avec les membres du Comité. Quant à la coordination avec l'ACDI, effectivement, nous collaborons, et je suis heureux de dire qu'il régit chez le président actuel de l'ACDI, non seulement un esprit de coopération, mais un désir sincère d'harmoniser le travail de nos deux organismes; il y a, bien sûr, certaines difficultés.

L'ACDI travaille sur une base géographique, tandis que nous oeuvrons par discipline. Nous cernons les problèmes, et ensuite nous embauchons notre personnel selon ses compétences, soit en agriculture, soit en soins de santé, ou soit selon une discipline des sciences sociales. Le fait que la recherche demande beaucoup de temps, fait aussi une différence, et nous ne savons pas toujours au début si le projet aboutira à un résultat susceptible d'encourager l'investissement, puisque effectivement le développement national est en vérité un

[Texte]

CIDA that, with the experience we have gained, with the successful result of research projects in the past, these are made available to CIDA on a continuing basis with the hope they will be able, under the Canadian bilateral program, to follow some up. It is our belief that research results, by themselves, are of little value apart from the competence gained by the researchers. If research results bring honour only to the researcher, or gather dust as they sit on the shelf, we are not at all satisfied.

M. Laniel: Vous avez dit tout à l'heure que le budget de 1984-1985 était de 81 millions de dollars, et on voit dans votre documentation que le Centre reçoit seulement des fonds du gouvernement canadien pour ses activités. Est-ce que cela vous limite? Est-ce que cela a été prévu dans la loi, dans un but bien précis, lors de la fondation du Centre? Considérez-vous aujourd'hui que c'est une contrainte? Dans les cas où, à la fin des projets, il y a un suivi des pays mêmes, de l'ACDI ou d'organismes non gouvernementaux, ne serait-il pas utile que vous ayez la possibilité d'obtenir une collaboration ou des fonds de l'entreprise privée qui pourrait subventionner une continuation? Cela n'encouragerait-il pas les pays qui n'ont peut-être pas les moyens ou autant de moyens que d'autres, à aller au-delà de vos études et de vos recherches?

Mr. Head: Mr. Chairman, Mr. Laniel's question touches to a degree on an area of activity into which the centre has recently entered. In 1979, at a United Nations Conference on Science and Technology for Development, the Government of Canada responded to one of the requests of the developing countries, which was to gain greater access to research facilities within the industrialized countries, and we were asked by the government, at that time, to design and manage a program which would permit what we call cooperative or collaborative research between developing country scientists and Canadian scientists. In our interpretation of that special mandate, we by no means limit the Canadian partner to university researchers or researchers in government departments, be they federal or provincial, but endeavour to locate, for the developing country applicant, the best competence available in this country that has an interest in such collaborative activity. Thus some of these projects—the program is a relatively recent one—are in the private sector, and I would hope there could in that sense be the kind of follow-up you mention. On the broader aspect of your question about the sources of funding for the centre, it is my legal counsel's interpretation of the statute that we are not in any sense restricted to a parliamentary grant.

• 1040

I recall that at a previous meeting of this committee, when Mr. Munro was in the Chair, I responded to a question from a member of the committee by suggesting that there might well be merit in receiving funds, in addition to those of Parliament, from provincial government sources. Some discussions were held with some provincial governments in that respect. I may say, somewhat to my sadness, that the general response was that official development assistance is a federal government responsibility, that IDRC is a creation of the Parliament of

[Traduction]

investissement. Suite à notre expérience et au succès qu'ont connu certains de nos projets de recherche, nous nous sommes entendus avec l'ACDI pour lui communiquer immédiatement tous nos résultats couronnés de succès, dans l'espoir qu'elle pourra, aux termes d'un programme bilatéral canadien, assurer le suivi. A notre sens, les résultats de tout projet de recherche n'ont aucune valeur en soi, sauf pour l'expérience acquise par les chercheurs. Nous ne saurions tirer aucune satisfaction si ces résultats ne faisaient honneur qu'aux chercheurs ou s'ils étaient mis au rancart.

Mr. Laniel: Earlier, you stated that your 1984-85 Estimates were \$81 million, and according to the document you have provided, the centre is funded solely by the Canadian government. Do you not find this restrictive? Was this in fact expressly provided for in the enabling legislation when the centre was established? Do you now feel that this provision is restrictive? When indeed there is some form of follow-up to these projects, either by the developing countries themselves, CIDA, or nongovernmental organizations, would it not be more useful, if you were able to obtain the co-operation, or funds from the private sector, which might wish to support this endeavour? Would this not encourage those countries which do not have the means, or at least who are not as able as others, to carry on your research or studies?

M. Head: Monsieur le président, M. Laniel dans une certaine mesure a abordé par sa question, une activité récente du Centre. En 1979, à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie au service du développement, le gouvernement du Canada a acquiescé aux demandes des pays en voie de développement qui voulaient un plus grand accès aux installations de recherche dans les pays industrialisés, et à ce moment-là, le gouvernement nous a demandé d'élaborer et d'administrer un programme permettant de faire des recherches en collaboration et de faire travailler ensemble les scientifiques de ces pays et les chercheurs canadiens. Nous ne nous sentons aucunement limités, dans notre interprétation de ce mandat spécial, à n'utiliser que des chercheurs universitaires, ou gouvernementaux, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau provincial, mais plutôt, nous essayons d'associer le requérant du pays en voie de développement à la meilleure compétence possible qui s'intéresse à cette activité de collaboration. Le programme est relativement nouveau, mais déjà certains projets sont octroyés au secteur privé, et nous espérons qu'ainsi nous serons assurés du suivi que vous avez mentionné. Quant aux sources de financement du Centre, selon l'interprétation du conseiller juridique, la Loi ne nous limite aucunement la subvention du gouvernement.

Lors d'une autre réunion de ce Comité que M. Munro présidait, j'avais répondu à un député en laissant entendre qu'il serait peut-être utile de recevoir, en plus de la subvention du Parlement, des fonds des gouvernements provinciaux. Ainsi nous avons entrepris une discussion à cet égard avec certains gouvernements provinciaux. Malheureusement, on a répondu que l'aide publique au développement était la responsabilité du gouvernement fédéral, et que le CRDI était une création du

[Text]

Canada and the financial support therefore lies best with the Parliament of Canada.

M. Laniel: Une dernière question sur un autre sujet, monsieur le président. Tantôt vous avez dit que l'ACDI travaillait sur le plan régional, ce qui signifie que le Centre ne fait pas de différence entre les pays francophones et les pays anglophones, parce que vous vous attaquez aux problèmes. Mais les activités du Centre s'adressent-elles, dans une proportion assez égale, aux pays des deux groupes linguistiques?

Parallèlement, je voudrais me reporter à la première question et à la réponse que vous avez donnée à M. Kilgour au sujet de l'éducation et de l'analphabétisme, ainsi qu'à l'action du Centre dans le domaine pédagogique. Dans cette même perspective, l'action du Canada, qui est tout de même un sérieux concurrent de la France sur le plan pédagogique ou linguistique dans le monde, est-elle plus orientée du côté anglophone que francophone, dans le domaine de l'éducation?

Mr. Head: The centre endeavours, Mr. Chairman, in its responsiveness nevertheless to show some degree of balance in its activities. I am happy to be able to say that among the three major developing country regions of the world—Asia, Latin America and the Caribbean, and Africa—our expenditures are pretty well evenly balanced at one-third, one-third, one-third, this notwithstanding the greater population density in Asia. One of the reasons for that is that in many Asian countries there is both a scientific tradition, a longer history of formal education, and a better infrastructure for scientific activities than in Africa.

With respect to language differentials, the presence of our office for west Africa in Dakar, which functions fully in the French language, is an endeavour to respond to the special circumstances and special needs and special processes of that part of the world.

I hasten to add, however, that our office in Cairo functions in Arabic to a large extent . . .

Mr. Laniel: A supplementary question: Are your structures and administrative structures bilingual?

Mr. Head: No, we are not structured on a bilingual basis. We endeavour to deal with the countries with which we deal in the languages that are most efficient to deal with them. So out of Southeast Asia we deal in Chinese and a variety of other languages, as we deal in Swahili out of our east African office.

I may add that we are assisted in this respect again by the fact that the statute makes clear we are not part of the Public Service of Canada. Therefore our employees can be recruited from a broad range of sources, which gives us an immense strength in linguistic skills, which are not always reflected in those of the president.

Mr. Laniel: Thank you. *Merci.*

The Chairman: *Merci.*

Next on my list is the Hon. Member from Okanagan—Similkameen, followed by the *honorable député de Labelle et l'honorable député d'Esquimalt—Saanich, M. Munro.* We do not have to finish at 11.00 a.m., because I reserved the room

[Translation]

Parlement du Canada, et qu'il valait mieux que ce dernier lui assure son appui financier.

Mr. Laniel: I have one last question on another subject matter, Mr. Chairman. Earlier, you said that CIDA worked on a regional basis, and that the centre itself made no difference between francophone and anglophone countries in selecting research projects. However, are the activities of the centre in fact divided fairly equally between countries of the two language groups?

Concurrently, I would like to go back to Mr. Kilgour's first question with respect to education and illiteracy, and to the centre's activities in the field of education. In the field of education, does Canada, a serious world contender to France in matters of education and linguistics, favour English-speaking rather than French-speaking countries?

M. Head: Monsieur le président, le Centre cherche toujours à maintenir un certain équilibre dans ses activités. J'ai le plaisir de vous assurer par exemple que parmi les trois régions principales des pays en voie de développement, c'est-à-dire l'Asie, l'Amérique latine et les Antilles, et l'Afrique—nos dépenses sont divisées assez également, même si l'Asie a une population beaucoup plus importante. Cela se comprend puisque beaucoup de pays asiatiques ont déjà une forte tradition scientifique, une plus longue histoire d'éducation formelle et une meilleure infrastructure de recherche scientifique, que celle de l'Afrique.

Quant aux différences linguistiques, la présence de notre bureau régional de l'Afrique de l'Ouest à Dakar, qui travaille en français, témoigne de notre désir de répondre aux circonstances spéciales et aux besoins spéciaux de cette partie du monde.

Toutefois, je dois ajouter que notre bureau du Caire travaille dans une grande mesure, en arabe.

M. Laniel: Une question supplémentaire: vos structures administratives tiennent-elles compte du bilinguisme?

M. Head: Non, car nous essayons dans la mesure du possible de traiter avec les différents pays, dans la langue la plus efficace. Donc, en Asie du Sud-Est, nous utilisons le chinois et une variété d'autres langues, soit le Swahili, dans notre bureau de l'Afrique de l'Est.

Qui plus est, nous sommes appuyés dans ces efforts, puisqu'aux termes de notre Loi, nous ne sommes pas un élément de la Fonction publique du Canada. Ainsi, nos employés peuvent être recrutés parmi un vaste éventail qui nous donne des compétences linguistiques formidables, qui ne sont malheureusement pas reflétées dans celle du président.

M. Laniel: *Merci. Thank you.*

Le président: *Thank you.*

Je dois maintenant céder la parole à l'honorable député de Okanagan—Similkameen, qui sera suivi du *honorable member from Labelle, and the honorable member from Esquimalt—Saanich, Mr. Munro.* Nous n'avons pas à surveiller l'heure,

[Texte]

back to back this morning. Following this will be the film, which I certainly invite you to see.

So first Mr. King, followed by Mr. Dupras and Mr. Munro.

• 1045

Mr. King: I am convinced one reason I so seldom get recognized by the Chair, or by the Speaker, is because no one can pronounce Okanagan Similkameen.

Mr. Laniel: You do a good job.

Mr. King: I confess, probably to my shame, I have been comparatively, or almost totally unfamiliar with IDRC. I am very pleased to fill a void in my knowledge of what goes on today. From the superficial overview I had, I am most impressed. I find this probably the most impressive form of Canadian aid they undertake, and I am delighted to be here and to become more familiar with it.

A few questions: Are there any other countries excluded from IDRC interest, or activity? How do you respond to requests, or who initiates requests? Are they only through national governments, or do you solicit requests from private groups within countries? Do you ever initiate or suggest a project yourself to nationals?

In one of the papers, I see there are more requests than can be supported, and I would like some comment on that. How do you then develop a response? Do Canadians make the decisions with respect to policy and to program selections? I think that is enough to start. I have a supplementary after.

Mr. Head: Mr. Chairman, I thank Mr. King very much for his complimentary remarks about the Centre. I regret as much as you do, sir, that more Canadians are not aware of IDRC. We are proud of its activities, and we think Canadians by and large would be proud of the Centre. It is, of course, part of our responsibility and our accountability to the Canadian taxpayer to make them as aware as we can of what is happening.

There are some countries in which the center has not found itself able to respond to research requests coming to us. These fall into several categories. One—and I suggest this is probably the predominant category—is that there is simply no research infrastructure in the country at all, and no likelihood of an organization such as IDRC being able to do much about that. If there is either no national university, or research institution within a government ministry, capable of undertaking research... if the evidence of the kind that has been mentioned by some members is present; that is, the government seems less dedicated to raising the standards of living of its peoples than others, then we feel it is only proper for us to respond to requests coming from countries that more clearly fit into a likelihood of success, or of a generation of results for the

[Traduction]

car j'ai réservé la salle pour les deux séances de ce matin. Ensuite, nous aurons le film, que je vous invite fortement à visionner.

Alors je cède maintenant la parole à M. King, qui sera suivi de M. Dupras et de M. Munro.

M. King: Si le président du Comité ou le président de la Chambre ne me donne pas plus souvent la parole, je suis sûr que c'est parce qu'ils n'arrivent pas à prononcer Okanagan Similkameen.

M. Laniel: Vous ne vous débrouillez pourtant pas trop mal.

M. King: Je dois admettre que, en comparaison de certains autres députés, je ne connais pas grand-chose aux activités du CRDI. Je suis donc ravi d'avoir eu aujourd'hui l'occasion de combler en partie cette lacune. Le bref aperçu que vous nous avez donné m'a beaucoup impressionné. L'aide canadienne que vous accordez à ces pays en développement me paraît excellente, et je suis ravi d'être ici pour en savoir davantage.

J'aimerais vous poser quelques questions. Certains pays sont-ils exclus du rayon d'action du CRDI? Deuxièmement, comment répondez-vous aux demandes qui vous sont soumises; en d'autres termes, qui prend l'initiative de ces demandes? Les gouvernements étrangers sont-ils les seuls à pouvoir vous en soumettre, ou acceptez-vous celles provenant de groupes privés de ces pays? Par ailleurs, vous arrive-t-il de prendre l'initiative ou de proposer un projet à des groupes étrangers?

L'une de vos brochures indique que vous ne pouvez pas satisfaire toutes les demandes, et j'aimerais avoir des précisions là-dessus. Comment répondez-vous à une demande? Prenez-vous vos décisions en fonction de la politique établie et des critères de programme? Je pense que vous en avez assez pour commencer; j'aurais une question supplémentaire à vous poser ensuite.

M. Head: Monsieur le président, je remercie M. King de ses paroles aimables au sujet du Centre. Je regrette autant que vous, monsieur, que si peu de Canadiens connaissent l'existence du CRDI. Nous sommes fiers de ses activités, et je suis sûr que les Canadiens le seraient tout autant. Bien sûr, c'est à nous de nous faire connaître auprès du public, dans le cadre des responsabilités qui nous incombent vis-à-vis du contribuable canadien.

Les demandes non satisfaites par le Centre proviennent de pays relevant de plusieurs catégories. La plus importante regroupe les pays qui ne disposent tout simplement pas d'une infrastructure de recherche et où il est fort peu probable qu'un organisme comme le CRDI puisse réussir à faire quoi que ce soit. Ainsi, le pays en question n'a généralement pas d'université nationale, d'institut de recherche relevant d'un ministère gouvernemental, etc. Par ailleurs, si nous avons la preuve que le gouvernement du pays en question n'est pas vraiment résolu à augmenter le niveau de vie de son peuple, nous jugeons préférable de répondre aux demandes provenant de pays où nos chances de succès sont plus grandes, c'est-à-dire où il nous sera plus facile d'obtenir des résultats positifs pour le peuple, notamment pour les habitants des zones rurales. Cette centaine

[Text]

benefit of the people—particularly the rural people. So the number I quoted a few moments ago, in the history of the center, of about 100 excludes a good number of developing countries. Some of whom have shown no interest in us, I may say. Not many, but there are some that have not come forward with requests.

The source of the request varies and that ties in with your third question about who proposes research. There is an interaction involved here, and I emphasize—and am happy to have the opportunity to do so—that IDRC is a labour-intensive activity. If we are dealing with a university in a Central African country, perhaps, where the university levels of pay to the professors are not adequate for those individuals to earn their living, if they have to drive a taxi cab in the afternoon and have to work the family farm in the evening simply to stay alive, there is not likely a great desire, from their own impetus, of those professors, notwithstanding the quality degree that they may hold, to dedicate some of their time to the conduct of research. Thus our program staff, in many instances, performs several roles and one of them is to stimulate research activity, which we interpret clearly as part of our mandate.

• 1050

A second . . .

Mr. King: How do you do that?

Mr. Head: We do it by, in the course of travel, calling on universities, calling on their faculties of agriculture, calling on ministers of health and the like, and indicating to them that, in the judgment of the Parliament of Canada, there is an advantage to be gained by scientific activity and that in our judgment funds made available to them can deal with some of these issues. And, of course, we spread the word that in other countries there have been some advantages derived from this sort of activity.

Our program staff, in addition, of course, will challenge, or act as a critic of, the methodology proposed for a project. We are proud of our reputation as a scientifically sound organization. We believe, absolutely, there is no value to be gained at all in a research activity that is not conducted according to absolutely waterproof methodology. If the scientific method is not pursued, the competence gained is of no value, the research results are of no value.

Thirdly, by the knowledge held by the scientific staff of the centre of research results elsewhere, of the current literature and the state of the art, they are able to be of assistance in the formulation of a project. During the project there is a visit on a regular basis, perhaps every six months, where our program staff acts not as a mentor but as a peer scientist with a person who may not see another scientist—there is no faculty club, no national learned society, there are no funds to subscribe to the learned journals. In many instances these scientists find, as their only outside contact, the IDRC staff.

[Translation]

de pays dont j'ai parlé tout à l'heure exclut un grand nombre de pays en développement. Certains d'entre eux n'ont manifesté aucun intérêt à l'égard de notre Centre, si je peux m'exprimer ainsi. Il n'y en a pas beaucoup dans ce cas, mais il y en a tout de même qui ne nous ont jamais fait de demande particulière.

Les demandes proviennent de sources variées, et cela m'amène à votre troisième question relative à l'initiative de ces projets de recherche. Je suis heureux, à ce propos, de pouvoir vous rappeler que le CRDI est un programme à forte intensité de main-d'oeuvre. Lorsque nous avons à faire avec une université d'un pays d'Afrique centrale, par exemple, dont les professeurs n'ont pas un salaire très élevé et qui sont donc obligés de faire le taxi pendant leurs heures de loisir et travailler dans l'exploitation familiale pour subvenir aux besoins de leurs familles, il est difficile de demander à ces mêmes professeurs, même s'ils ont les qualifications voulues, d'avoir le courage et l'énergie nécessaires pour entreprendre le genre de recherche qu'il faudrait. Ainsi, nos agents de programme ont souvent l'occasion de jouer plusieurs rôles à la fois, et notamment de stimuler l'activité de recherche, ce qui fait clairement partie de notre mandat.

Un second . . .

M. King: Comment procédez-vous?

M. Head: En faisant des déplacements, en se rendant dans des universités ou dans des collèges d'agronomie, en rendant visite aux ministres de la Santé pour leur indiquer que, de l'avis du Parlement du Canada, ils pourraient bénéficier de l'aide financière que nous leur offrons pour certains types de travaux de recherche. Bien sûr, nous faisons également savoir que, dans d'autres pays, ce genre de recherche a donné lieu à certains avantages.

Nos agents de programme doivent également porter un regard critique sur la méthodologie proposée pour un projet. Nous sommes fiers d'avoir la réputation d'un organisme très rigoureux sur le plan scientifique. En effet, nous sommes convaincus qu'il serait tout à fait inutile de se lancer dans des travaux de recherche avec une méthodologie incertaine. En effet, faute d'une méthodologie rigoureuse, les résultats obtenus n'ont guère de valeur.

Troisièmement, grâce aux données rassemblées par le personnel de recherche du Centre au sujet des résultats obtenus ailleurs, et grâce à toutes les brochures existant à ce sujet, les agents de projet peuvent contribuer à la formulation d'un projet. Pendant sa réalisation, ils se rendent régulièrement sur place, parfois tous les six mois, non pas pour servir de mentor, mais simplement pour permettre au responsable du projet de rencontrer un collègue chercheur lui aussi, car il lui est parfois difficile d'en rencontrer beaucoup lorsqu'il n'y a pas de club universitaire, de société savante nationale ou autre. Très souvent, le personnel du CRDI est le seul contact que ces chercheurs aient à l'extérieur.

[Texte]

Naturally, in the course of some of these contacts, in the scientific discussions that are exchanged, our staff will suggest, to a researcher who may never have turned his mind to research before, an idea, just as a good supervisor in a Canadian university will suggest to a graduate student. We will make available the kind of research activity conducted elsewhere and a suggestion that this seems to be a fruitful area of investigation that is proving worthwhile in certain soil and climatic conditions: Would you not be interested in pursuing a similar line of activity in your own country? So there is that kind of interchange.

Your question about the numbers of requests that we are not able to respond to is next to impossible to answer. The board puts this to us all the time. We do not keep track, or our program officers do not keep track, in the field, of every discussion with every faculty member who may put forward a far out research idea. It will be dismissed out of hand if it involves a heavy dose of capital assistance, which we cannot provide, if it insists on an expatriate manager of the project. If it is something that has already been solved or is obviously impossible of solving, they will just dismiss the proposal and try to bring those individuals back to a more productive line.

Mr. King: May I pursue just one . . . ? I know my time is running out.

Note is made in many places in the various reports . . . In 58 out of 106 developing countries, food production is growing more slowly than population. The emphasis seems to be on food productive capacity and enhancement. What about population control? I think, and I believe we, as Canadians . . . well-to-do, prosperous—are going to carry a burden of guilt for those who are starving in the drought region of Africa, and it is a cyclical drought. Unless something is done to address the population difficulties, we are going to carry that burden which we cannot possibly fulfil; we cannot just respond and discharge. I understand you respond to projects initiated in the resident area, but could you suggest that this become a matter of priority for the next 5 or 10 years. I think it is an imperative, because the land depletion and the deforestation are all part of this overpopulation problem.

• 1055

Mr. Head: Mr. Chairman, the population segment of the range of problems facing developing countries is absolutely vital; there is no question about it. As with so many other issues, the incidence or the extent of the fertility and population growth varies considerably, not only from country to country, but from region to region. It is most prominent at the present time, and shows no indication of changing in the foreseeable future in sub-Saharan Africa where population growth is a very worrisome issue, much less so in other countries.

Population, as Mrs. Catley-Carlson indicated, is a product of a number of factors such as lack of education, lack of assurance that one's children will grow to survive one. So we are dealing here with agricultural production, nutrition, health

[Traduction]

Naturellement, au cours de ces discussions scientifiques, nos agents vont essayer de proposer des idées au chercheur, qui n'y aura peut-être jamais pensé, comme le ferait n'importe quel directeur d'études pour ses étudiants, dans une université canadienne. Nous mettons à sa disposition les résultats des travaux de recherche obtenus ailleurs et nous lui conseillons de poursuivre telle ou telle idée, compte tenu des conditions pédoologiques ou climatiques. Voilà donc le genre d'échange qui se produit.

Il m'est impossible de vous dire exactement combien de demandes nous devons rejeter. Nos agents de projet ne peuvent pas, sur place, conserver des dossiers de toutes les discussions qu'ils peuvent avoir avec des professeurs d'universités qui leur ont proposé une idée de recherche. Dans certains cas, ces idées sont rejetées d'emblée parce qu'elles exigent énormément de capitaux, qui dépassent nos propres ressources, ou bien si elles nécessitent la présence d'un directeur de l'extérieur. De plus, si c'est un projet qui a déjà été réalisé ou qui, par contre, est impossible à réaliser, la proposition est refusée d'emblée, et nos agents de projet essaient de ramener ces individus sur une voie plus productive.

M. King: Puis-je poser une autre question? Je sais que mon temps est bientôt expiré.

Plusieurs rapports indiquent que, dans 58 pays en développement sur 106, la production alimentaire augmente plus lentement que la population. On semble mettre l'accent sur la capacité de production alimentaire. Qu'en est-il alors du contrôle démographique? Les Canadiens que nous sommes, prospères et aisés, vont devoir assumer une part de responsabilités vis-à-vis de ceux qui sont en train de mourir de faim à cause de cette sécheresse cyclique en Afrique. A moins que nous puissions trouver des solutions à ces problèmes démographiques, nous devons assumer notre part des responsabilités. Je sais que vous lancez des projets de recherche démographique, mais pourriez-vous proposer que ces projets soient prioritaires au cours des cinq ou dix prochaines années. À mon sens, cela est devenu urgent, car la surpopulation entraîne l'épuisement des sols et le déboisement.

M. Head: Monsieur le président, le règlement de cet élément de la gamme des problèmes qu'affrontent les pays en voie de développement est certainement vital, sans aucun doute. Comme c'est le cas dans bien d'autres domaines, l'incidence ou l'étendue de la croissance de la population et de sa fertilité varie considérablement, non pas seulement d'un pays à l'autre, mais d'une région à l'autre. En ce moment, cela est plus évident en Afrique, au sud du Sahara, où la croissance démographique est une question inquiétante, surtout qu'elle ne donne aucun signe de changement dans un avenir connu. Cette croissance est moins inquiétante dans d'autres pays.

Comme l'indiquait M^{me} Catley-Carlson, la population est le produit d'un certain nombre de facteurs, comme l'analphabétisme, le manque de confiance qu'on pourra assurer sa descendance. Cela se répercute sur d'autres facteurs, comme la

[Text]

care and the like. The centre has, from its earliest days, supported a good deal of research in the population sector in matters of fertility control, including contraceptive devices and vaccines which are applicable to men as well as to women, in studies of demographic trends and consciousness-raising activities on the part of research communities in the developing countries. This, in so many regions of the world, is a very sensitive kind of issue, and it is an area in which the centre can be helpful simply because of its method of operation; it supports research topics chosen by those communities themselves, with the understanding of the developing country governments that something might follow from it.

The other difficulties you mentioned, which are part and parcel of the issue, are the fact that in Africa agricultural productivity is not rising as it has in dramatic fashion in Asia, and the fact that the countries in Africa are rapidly running out of soil which can be cultivated, partly because of the carrying burden of the soil and the nomadic practices of some of the people in the Sahel, where this drought has now continued virtually unbroken for 11 years. In the Sadek countries of the southern part of the continent there has been a drought off and on now for seven years. These are cataclysmic effects.

If I may, Mr. Chairman, just indicate one result of this kind of thing. The International Food Policy Research Institute has found that, in a year following a drought or a bad harvest in Africa, the acreage seeded to agriculture is less than in the previous year; quite the reverse of the practice in any northern country, where farmers will endeavour to make up for a poor year. The reason it is less in Africa is that those persons are so ill-nourished that they do not have either the strength nor the seed to extend their agricultural activities. It is a tragic circumstance, and population must remain one of the key issues, and we endeavour whenever we can to keep that on the conscience of governments.

The Chairman: *Merci, monsieur King.* Monsieur Dupras followed by Mr. Munro and the film. I would suggest we see it this morning. M. Dupras.

• 1100

M. Dupras: *Merci, monsieur le président.*

La visite annuelle de M. Head, directeur et président du Centre de recherches pour le développement international, est pour nous, parlementaires, et pour tous les Canadiens, une occasion de se flatter et de prendre connaissance d'une des raisons pour lesquelles les programmes d'aide et les activités du Centre ont une si bonne réputation. Devant les résultats de ces 10 dernières années et en parcourant le rapport que le Centre a produit dernièrement, j'éprouve beaucoup de plaisir. Je ressens aussi un certain degré de satisfaction, monsieur le président, en voyant l'impact qu'ont eu les recommandations que le groupe parlementaire sur les relations Nord-Sud faisait au Parlement et au gouvernement il y a deux ans. Si on examine les prévisions budgétaires et les subventions que votre Centre a reçues du gouvernement, on voit que le gouvernement

[Translation]

production agricole, l'alimentation, les soins de santé, etc. Depuis sa création, le Centre a toujours appuyé beaucoup de projets de recherche démographique sur le contrôle de la fertilité, y compris les instruments et les vaccins contraceptifs, pour les hommes comme pour les femmes, l'étude des tendances démographiques, des activités de sensibilisation des communautés de chercheurs des pays en développement. C'est un sujet très délicat bien sûr dans bien des régions du monde, et c'est sûrement un domaine où le Centre peut être très utile, justement à cause de sa façon de fonctionner; le Centre appuie des sujets de recherche sélectionnés par les communautés mêmes, étant entendu que les gouvernements de ces pays en voie de développement assureront le suivi.

Parmi les autres difficultés que vous avez mentionnées, et qui sont un élément qui entre en jeu, il faut reconnaître que la productivité agricole en Afrique n'augmente pas aussi rapidement qu'en Asie, et que les pays d'Afrique perdent rapidement des sols arables, en partie à cause de l'épuisement des sols et des pratiques nomades de certains peuples du Sahel, où la sécheresse règne depuis presque onze ans. Les pays du Sadek, la partie sud du continent, souffrent aussi de sécheresse cyclique depuis sept ans. Les effets en sont cataclysmiques.

Permettez-moi, monsieur le président, de signaler le résultat de ces effets. L'Institut de recherche pour une politique internationale de l'alimentation a découvert que, dans l'année suivant une sécheresse, ou une mauvaise récolte en Afrique, la superficie ensemencée est moindre que dans l'année précédente; ces pratiques sont l'inverse de celles des pays du Nord, où les fermiers tentent de se rattraper pour une mauvaise année. Cela se produit en Afrique, parce que les personnes sont si mal alimentées qu'elles n'ont pas la force, ni les semences nécessaires, pour augmenter leurs activités agricoles. C'est un fait tragique, et le contrôle de la population reste une des grandes solutions; c'est d'ailleurs un sujet auquel nous tâchons, dans la mesure du possible, de sensibiliser les gouvernements.

Le président: *Thank you, Mr. King.* M. Dupras, suivi de M. Munro et le film. Je propose que nous visionnions ce film ce matin. Monsieur Dupras.

Mr. Dupras: *Thank you, Mr. Chairman.*

The annual visit to this committee of Mr. Head, the President and a Director of the International Development Research Centre, is indeed an occasion for us parliamentarians as for all Canadians, to congratulate ourselves, and to understand why the aid programs and the centre's activities have such a good reputation. I was filled with pleasure on reading the results of the last 10 years, according to a report recently published by the centre. I also draw some satisfaction, Mr. Chairman, on observing the impact of the recommendations made to Parliament and to the government some two years ago by the Parliamentary Group on North-South Relations. In the light of the estimates, and the grants of the government to your centre, it is obvious that the government has applied the recommendations of the parliamentary group.

[Texte]

a mis en oeuvre les recommandations qu'a faites le groupe de parlementaires.

Mr. Chairman, this is another occasion where a parliamentary task force can do some very positive work. This is another demonstration of the high quality of the work done by some parliamentary task forces.

As opposed to my friend and colleague Mr. King, I had the occasion of seeing some of the IDRC projects underway in the Philippines, in Bangladesh, and Singapore. I was impressed with the quality of work and the high calibre of people that Mr. Head and his predecessors have succeeded in recruiting to do this excellent work. I think it has contributed a great deal in improving the production of cereals, for instance, and the storage of more food. So this brings a valuable contribution to elimination of hunger in the world. And I see that you are not going to be satisfied with past success, but are going to look into new endeavours.

Mr. King almost brought you into looking into maybe the electoral systems of some governments. Mr. Miller and I had a conversation with a member of the electoral commission of Ecuador a few months back. We suggested that perhaps it would be to the advantage of this commission to have a conversation with you, sir, and look into the possibility of perhaps Canada bringing its expertise and knowledge into the domain of parliamentary work—the way to manage a parliament and save time and make it more efficient.

I would like to have your comments on the possibility of Canada or the centre being involved in this activity. Also, I would like to have your comments as to the possibility of provinces—you mentioned it yourself, Mr. Chairman—the possibility of provinces being involved in the work of the centre. They could be called to maybe contribute in bursaries, scholarships, and research. I think this is a field of activity that you may want to dwell on and give us some information as to what your intents are.

I would also like to ask you... With the very difficult conditions you work under in some countries—African countries are a good example, where régimes come and go—it is not always easy or even possible to expect success with some of the projects because of these very difficult conditions under which your centre works. I would like to know if you can freely work in the domain of communications. In some countries you are not considered suspect because you touch the field of communications with the intent of better informing the people of these countries. In some countries, as you know, information is a very rare commodity. So I wonder if you would dwell on these three questions.

Mr. Head: Mr. Chairman, in response to Mr. Dupras' question it might be easiest to deal initially and most briefly with the proposal about involving either Canadian provinces or other sources of funding within Canada. The centre has had a practice on a regular basis of supporting research for development colloquia in different regions of the country. We seek the participation of a host university as the site for one of these activities. They have been held at Simon Fraser University, the

[Traduction]

Monsieur le président, voici une autre occasion où un groupe de travail parlementaire a eu un effet très bénéfique. Voici donc une autre preuve de l'excellente qualité du travail de ces groupes parlementaires.

Contrairement à mon ami et collègue M. King, j'ai eu l'occasion d'observer certains des projets du CRDI aux Philippines, au Bangladesh et à Singapour. La qualité du travail et le calibre des gens que M. Head et ses prédécesseurs ont recrutés pour cet excellent travail m'ont vivement impressionné. Leurs efforts ont beaucoup contribué à augmenter la production de céréales par exemple, et l'entreposage d'une plus grande quantité d'aliments. Ainsi, le Centre a fait une contribution importante à l'élimination de la faim dans le monde. Et je note que vous ne serez pas satisfaits des succès passés, mais que déjà vous vous lancez dans de nouveaux efforts.

M. King vous a presque convaincu d'étudier les systèmes électoraux de certains gouvernements. M. Miller et moi-même en avions discuté avec un membre de la Commission électorale de l'Equateur il y a quelques mois. Nous avions proposé qu'il serait peut-être avantageux si cette commission pouvait s'entretenir avec vous, monsieur, afin d'étudier la possibilité d'utiliser les connaissances et l'expertise canadiennes dans le domaine parlementaire, c'est-à-dire la façon de diriger un Parlement, de façon à épargner son temps et le rendre plus efficace.

Je voudrais que vous me disiez s'il est possible que le Canada ou le Centre s'engage dans une telle activité. Aussi, je voudrais vos commentaires sur la possibilité que les provinces, vous le disiez vous-même, monsieur le président, s'engagent à participer au travail du Centre. Elles pourraient contribuer au moyen de bourses ou de projets de recherche. Peut-être pourriez-vous étudier les possibilités dans ce domaine, et nous faire part de vos intentions à cet égard.

Je voudrais aussi vous demander... Étant donné les conditions très difficiles de travail dans certains pays—les pays africains, par exemple, où les régimes au pouvoir changent souvent—il ne doit pas être facile, ou même possible, de s'attendre au succès de certains projets. Pouvez-vous travailler assez librement dans le domaine des communications. Dans certains pays, vous ne seriez pas considérés comme suspects, si vous étudiez le domaine des communications, en vue de mieux informer la population de ces pays. Dans certains autres pays, l'information est un produit très rare. Pourriez-vous donc répondre à ces trois questions.

M. Head: Monsieur le président, peut-être serait-il mieux de répondre en premier et très brièvement à la proposition concernant la participation de certaines provinces canadiennes, ou d'autres sources de financement au Canada. Le Centre avait l'habitude de régulièrement financer des colloques sur la recherche pour le développement dans différentes régions du Canada. Généralement, l'université de l'endroit choisie pour ces activités se fait l'hôte du colloque. Déjà, ces colloques ont

[Text]

University of Manitoba, the University of Guelph, the *Université du Québec* at Trois-Rivières and St. Francis Xavier University.¹² Those invited to participate in these activities—which are not simply consciousness raising affairs, but rather open invitations to the research communities of those regions of Canada to indicate how they feel that they could contribute more to this scientific challenge—are invitees from universities, provincial government ministries and the private sector. The response, in all instances, has been an enthusiastic one. We are now in the planning process of a second round of the regional activities and it will be located at the University of Waterloo.

• 1105

The question of specific bursary provisions by provincial governments is one that I would welcome, but I do not really feel that it is in my area of responsibility to be able to do more about it than indicate the need in the developing countries and the benefits that could be gained from it.

Your first question about democracy in democratic institutions in developing countries is one that underlies much of what we endeavour to do. We fully believe that development will not take hold and will not be self-sustaining unless it fits adequately into the socio-economic environment of those countries. We also firmly believe that institutions which reflect the needs of all of the people are *sine qua non* in that respect.

Our board has encouraged us to indicate to developing country research institutions that we will welcome proposals that will study either parliamentary institutions or, referring to an earlier question put to me, the area of defence expenditures and the interface with economic development activity.

At the present time we are entertaining a proposal put to us by the Parliamentary Centre to engage in a collaborative research project with institutions in selected developing countries which will examine the role of parliamentary institutions in those countries. We are a cautious organization; we are insisting that the methodology and the extent of the research be well stated, and that feasibility studies be engaged in to see how this will take form. But I may say that at the management level of the centre we are enthusiastic in our reception of this particular proposal.

On the communications side, I think it is fair to say that the centre's image in most developing countries is high. We are not distrusted. There is not a suspicion that attaches to us. It may well be that this is partly because of the modest extent of the centre's activities. We do support research into communications in a variety of fields in a number of countries. I think it fair to say that the concentration is greatest in Latin America but there are a number of research projects there, either completed or under way, looking into the nature of communicating either adult education or formal school programs through the media and through the use of radio. We encourage wherever we can, sometimes by supporting training workshops for a scientific press in these countries or to create a scientific

[Translation]

eu lieu à l'Université Simon Fraser, l'Université du Manitoba, l'Université de Guelph, l'Université du Québec à Trois-Rivières, et à l'Université Saint-François Xavier. À ces colloques, qui ne sont pas simplement des séminaires de sensibilisation, mais plutôt une invitation aux chercheurs de ces régions du Canada, à indiquer s'ils pourraient apporter une plus grande contribution à ce défi scientifique, on convie généralement des délégués des universités, des gouvernements provinciaux et du secteur privé. Dans chaque cas, nous avons eu une réponse enthousiaste. En ce moment, nous préparons une seconde série d'activités régionales, dont la première sera à l'Université de Waterloo.

Bien sûr, je recevrai avec plaisir des bourses de la part des gouvernements provinciaux, toutefois, je ne crois pas qu'il m'incombe de faire beaucoup plus que d'indiquer le besoin de telles bourses dans les pays en voie de développement, et les avantages possibles.

Votre première question portait sur la démocratie dans les institutions démocratiques des pays en voie de développement, c'est un souci qui soutend effectivement beaucoup de nos efforts. Nous croyons fermement qu'aucun développement continu n'est possible à moins qu'il ne s'insère correctement dans le milieu socio-économique du pays. À cet égard, nous croyons aussi fermement que ces institutions doivent refléter les besoins de toute la population, c'est une condition essentielle.

Ainsi, notre conseil nous invite à signaler aux institutions de recherche des pays de développement, que nous accueillerons toute proposition d'étude portant soit sur les institutions parlementaires, soit, comme on l'a mentionné plus tôt, sur la défense et de son rapport avec le développement économique.

En ce moment, nous étudions une proposition du Centre parlementaire qui voudrait mener un projet de recherche en collaboration avec des institutions de pays en voie de développement sélectionnés, afin d'étudier le rôle de leurs institutions parlementaires. Mais nous sommes très prudents; nous avons insisté pour que la méthodologie et l'étendue de la recherche soient bien définies, et pour qu'on fasse des études de faisabilité sur la forme de la recherche. Toutefois, je peux vous assurer que la direction du Centre est enthousiaste au sujet de cette proposition.

Quant à votre question sur les communications, je pense qu'il est juste de dire que l'image du Centre est excellente dans la plupart des pays en voie de développement. On nous fait confiance. Nous ne suscitons aucune méfiance. Peut-être est-ce à cause des activités plutôt modestes du Centre. Nous finançons les recherches en matière de communications dans divers domaines d'un certain nombre de pays. Bien sûr nos efforts sont concentrés surtout en Amérique latine, mais un certain nombre de projets dans ces pays, terminés ou en voie d'accomplissement, étudient les moyens de donner des programmes d'éducation permanente, ou des programmes scolaires normaux, par le truchement des médias ou de la radio. Dans la mesure du possible, nous encourageons de tels efforts, parfois en finançant certains ateliers de formation pour les journaux

[Texte]

press which will share research results which are, I emphasize, rather rudimentary in many instances.

We support research that ranges from developing more sanitary latrines right up to employing data transmitted by earth-orbiting satellites which can be useful in mapping and environmental practices. Without hesitation I say that much of the more difficult of these research activities is in the latrine end of the scale. The communication of information about these things to the ordinary individual in a community is something we regard as being very important.

One of our success stories, as related by others and by President Diouf in his opening remarks at our meeting in Dakar, was our support of a French-language magazine in West Africa called *Famille et Développement* which was kind of a combination of *Chatelaine*, *Ladies Home Journal* and similar publications that convey in ordinary language to the households, primarily through women, health practices, nutrition practices, childcare practices and the like. So in this broad sense of communications, we are active.

• 1110

I may say happily, Mr. Laniel, that *Famille et développement* has now been handed off by us primarily to CIDA, and will continue. We have worked on that research element to develop a magazine and monitor its effect. CIDA will now be one of a consortia of international donors that will continue to see that this is published. It enjoys an immense news-stand sale, but that by itself does not make it financially self-sufficient.

Mr. Dupras: As you may know, Mr. Head, the ex-members of the Task Force on North-South Relations have formed what we call the Parliamentary International Forum. We have organized a few events, and we will begin our activities soon. The object of the forum is to keep the constituency alive and occupied and busy. That constituency would keep pressure on the government to increase its involvement and develop the awareness of Canadians in the needs of the people of developing countries.

I wonder what you see as the role of the parliamentary forum. As the head of the International Development Research Centre, what role do you wish parliamentarians could play to develop an awareness in the country and also to make the future activities of the centre better known and *mieux appuyées par le gouvernement*?

Mr. Head: I welcome the initiative, Mr. Chairman. I have long held the view that the responsibility for acquainting Canadians with developmental activities and with these issues world-wide for the final judgment of Canadians to determine their importance and indicate through their elected representatives what the role of the Canadian government should be lies very heavily with the elected representatives of the people.

[Traduction]

scientifiques de ces pays ou pour créer des journaux scientifiques qui partageront les résultats de la recherche, parfois très rudimentaires.

Nous appuyons des projets de recherche allant du développement de latrines plus saines, à l'utilisation de données transmises par satellite et destinées à la cartographie ou à l'étude de l'environnement. Je peux vous dire sans hésiter que les projets les plus difficiles appartiennent à la première catégorie. La communication de ce genre de renseignements à l'individu ordinaire dans la collectivité est très important pour nous.

En fait, un de nos grands succès, qui a été raconté par d'autres, et par le président Diouf dans ses remarques d'ouverture lors de notre réunion à Dakar, fut notre financement d'un périodique de langue française de l'Afrique de l'Ouest intitulé «*Famille et développement*», une combinaison, si vous voulez, de *Chatelaine* et du *Ladies Home Journal*, et d'autres publications semblables, qui offrent dans une langue très simple, surtout aux ménagères, des conseils sur les pratiques sanitaires et alimentaires, et le soin des enfants. Donc au niveau des communications au sens large, nous sommes actifs.

C'est avec plaisir que je peux dire, monsieur Laniel, que *Famille et développement* a maintenant été remis surtout à l'ACDI, et continuera. Nous avons travaillé à la composante de recherche afin de mettre au point la revue et de surveiller son impact. L'ACDI sera maintenant l'un des donateurs internationaux qui continueront à voir à la publication de la revue. Celle-ci a une très grande diffusion, ce qui en soi ne suffit pas à la rendre rentable.

M. Dupras: Comme vous le savez, monsieur Head, les anciens membres du groupe de travail sur les relations Nord-Sud ont constitué ce que nous appelons le forum parlementaire international. Nous avons organisé quelques événements, et nous commencerons bientôt nos activités. Ce forum vise à garder les intéressés actifs et occupés. Ce groupe d'intéressés fait des pressions auprès du gouvernement afin que celui-ci augmente sa participation et cherche à conscientiser les Canadiens sur les besoins des habitants des pays en voie de développement.

Je me demande comment vous envisagez le rôle du forum parlementaire. Comme chef du centre de recherche, Développement international, que voulez-vous que les parlementaires fassent pour éveiller l'intérêt au pays et faire mieux connaître du gouvernement les activités futures du centre?

M. Head: Je suis heureux de cette initiative, monsieur le président. J'ai toujours pensé qu'il revenait aux représentants élus du peuple d'assumer la responsabilité de faire connaître aux Canadiens les activités favorisant le développement et les questions mondiales s'y rattachant afin qu'ils puissent porter le jugement final sur leur importance et indiquent, par le truchement de leurs représentants élus, quel rôle devrait jouer le gouvernement canadien.

[Text]

If I may offer an anecdote, in my own speaking engagements throughout the country on the work of IDRC and this broader picture as I interpret it, I often go into rural parts of Canada and into my own province of Alberta, where some members of Parliament have indicated to me privately that it is not an issue they would welcome talking about, because they assume the response of the community would be adversarial if not hostile. My own experience has been—and perhaps it is because only friends come out to hear me—that Canadians more often than not in the rural areas of the country are able to identify with these development issues in developing countries; they respond very positively indeed to what I have to say about them.

I may be proved wrong, but I feel confident in the general desire of Canadians to relate to people elsewhere in the world, and in the understanding of Canadians from years gone by that many of the markets for their goods and commodities are overseas markets, which can be interrupted quickly and to our dismay by activities hostile to us elsewhere. Also, Canadians increasingly reflect communities within the country that are drawn from developing countries. All of these factors will lead the bulk of the population of this country to believe that it is in the interest of Canada to engage in these activities.

It may be a long-term interest. But as I stated in answer to an earlier question, for marketing reasons, for political stability, for environmental wholesomeness, for humanitarian reasons, in whatever order you wish to mention these things, activities of this sort are important to Canadians. Thus, an activity of the kind you propose in order to acquaint Canadians with all of the issues will, I have no doubt, lead the vast majority of Canadians to be supportive of this kind of thing and encourage, through elected members, a government response to the needs.

Mr. Dupras: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: *Merci, monsieur Dupras.*

• 1115

The Chairman: Next on my list is the Hon. Member from Esquimalt—Saanich, Mr. Munro. Dr. Hudecki will be the last questioner.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Thank you, Mr. Chairman. I would like to say that I think the president of the IDRC is to be commended for his caution in trying to export the current status of parliamentary democracy in Canada. For God's sake, do not do it yet. And I say that with the deepest feeling. We are in a shambles, and until we de-shambelize ourselves, do not try to inflict it on anybody else.

The Chairman: You mean that.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): In your opening statement, you mentioned that your statutory mandate was primarily through the support of research activities undertaken within the developing countries. I would be interested in understanding more about the definition of the research activities, whether undertaken or stimulated, within the

[Translation]

Je parle souvent des travaux du CRDI, je me rends pour cela souvent dans les régions rurales du Canada et dans ma propre province de l'Alberta, où certains députés m'ont laissé savoir, en privé, que ce n'est pas là une question dont ils souhaitent discuter, car ils se figurent que la collectivité s'y opposera ou même s'y montrera franchement hostile. Or d'après ma propre expérience—et peut-être est-ce parce que seuls mes amis viennent m'entendre—les Canadiens, plus souvent qu'autrement, dans les régions rurales du pays sont capables de comprendre les questions qui se posent dans les pays en voie de développement; ils réagissent d'une façon très positive à ce que j'ai à leur raconter.

Les événements me contrediront peut-être, mais je suis persuadé que d'une façon générale les Canadiens souhaitent avoir des relations avec les habitants des autres pays, car ils comprennent, comme leurs ancêtres, qu'il y a à l'étranger nombre de marchés pour leurs produits et leurs biens, et que l'hostilité pourrait les leur fermer. En outre, de plus en plus, les localités canadiennes comprennent des habitants venant des pays en voie de développement. Tous ces facteurs amèneront l'ensemble de la population à estimer qu'il est dans l'intérêt du Canada de participer à de telles activités.

Il s'agit peut-être d'un intérêt à long terme. Néanmoins, comme je l'ai dit en réponse à une question précédente, pour des raisons commerciales, pour des raisons de stabilité politique, pour la protection de l'environnement et pour des raisons humanitaires, quel que soit l'ordre qu'on veuille donner à ces priorités, les activités de ce genre ont de l'importance pour les Canadiens. Ainsi, une activité comme celle que vous proposez, visant à faire connaître aux Canadiens toutes les questions pertinentes, recueillera, j'en suis persuadé, l'appui de la vaste majorité des Canadiens et encouragera, grâce aux députés élus, le gouvernement à répondre à ces besoins.

M. Dupras: *Merci, monsieur le président.*

Le président: *Thank you, Mr. Dupras.*

Le président: Le suivant sur ma liste est l'honorable député de Esquimalt—Saanich, M. Munro. M. Hudecki sera le dernier intervenant.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): *Merci, monsieur le président.* À mon avis, le président du CRDI doit être félicité de la prudence dont il fait preuve dans l'exportation de la démocratie parlementaire telle qu'on la pratique au Canada. Pour l'amour du ciel, ne le faites pas encore. Je le dis le plus sincèrement du monde. Nous sommes en pleine crise, et tant que nous n'en serons pas sortis, n'essayez pas de porter la crise ailleurs.

Le président: *Vraiment?*

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Dans votre déclaration, vous mentionnez que votre mandat statutaire portait premièrement et avant tout sur l'appui aux activités de recherche entreprises dans les pays en voie de développement. J'aimerais mieux comprendre la définition des activités de recherche, qu'elles soient effectuées ou stimulées, dans les pays en voie de

[Texte]

developing countries. By research, do you mean in the pure research sense that the scientific community in the world understands; for example, as we would define it in the NRC? Or do you think of practical experiments in socio-economic development that might be taking place in one country or another that deserves examination as to its possible impact throughout the community?

What I have in mind, and I am going to come back to something that I have raised in this committee on many other occasions, is an experiment which, to my way of thinking, is one of the most valuable social applications of scientific principles that I saw in the 25 years I served abroad. And it was taking place in Zamorano in Honduras. I do not know whether that word means anything in terms of the IDRC or not.

It was basically a school to train peasants from the Spanish-speaking communities of North and South America in the proper practices of field husbandry. And it was so successful that when I saw it in operation in 1969 or possibly 1970 it was self-supporting.

The blot on the escutcheon, as far as I can make out, from the response that it has received in the Canadian community, is that it was put in place by the United Fruit Company, which is sad.

I would like to know whether there has been any attention whatsoever directed by the IDRC to that particular operation or to that sort of operation, whether in Latin America or in Africa or in Southeast Asia. The advantage, of course, in Latin America is that you have a great breadth of unilingual people to draw on. You have a medium of communications immediately prepared. There is no problem. And you are setting them up in a situation which they will recognize. There is no cultural shock, or deculturalization, by taking them from Paraguay and putting them into rural Honduras.

It was my understanding at the time, that it cost something of the order of \$750 to get a student there, keep him there for a year, and send him back to his community, where he could spread the word and help people rotate crops and fertilize and market crops. What I forgot to mention, not only was this particular operation in Zamorano self-supporting, they were selling their products in the market in Tegucigalpa. That is the sort of practical application that I see. It is social, it is economic and it helps the community to support itself. I also recognize the importance of the problem, raised by Mr. King, that we are rapidly running out of a means of feeding and supporting ourselves, and with the Sahel problem facing Africa, it is terrifying to look at the next 20 years, if that continues. How the hell it is ever going to be brought under control? I just do not know.

• 1120

But I am not talking about the population control position, I am talking, if you like, about self-help that a valuable experiment of this kind can have in a community, and I urge the centre, if it has not already examined the Zamorano project, they cannot finance other ones, but they could examine some

[Traduction]

développement. Par recherche, entendez-vous la recherche au sens pur selon la définition des milieux scientifiques à travers le monde, par exemple, telle qu'elle est définie au CNR? Ou pensez-vous à des expériences pratiques de développement socio-économique, qui pourraient se faire soit dans un pays soit dans un autre parce que leurs répercussions possibles dans la collectivité soulèveraient un intérêt particulier?

Voici ce que j'avais en tête, et je vais revenir à quelque chose que j'ai abordé ici au Comité à maintes reprises, et qui constitue, à mon avis, une des plus valables applications sociales des principes scientifiques qu'il m'ait été donné de voir au cours des 25 années pendant lesquelles j'ai servi à l'étranger. Cela se passait à Zamorano au Honduras. Je ne sais pas si cela dit quelque chose au CRDI ou non.

Essentiellement il s'agissait d'une école où l'on enseignait aux paysans des localités espagnoles de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud les bonnes pratiques de culture. Le succès était tel que lorsque j'ai vu la chose en 1969 ou peut-être 1970, l'école était autosuffisante.

La seule ombre au tableau d'après ce que je peux voir, d'après la réaction des milieux canadiens, c'est que l'expérience avait été mise en place par la *United Fruit Company*, ce qui est triste.

J'aimerais savoir si le CRDI a accordé la moindre attention à ce projet ou à ce genre de projet, que ce soit en Amérique latine, en Afrique ou dans le sud-est asiatique. L'avantage, bien sûr, en Amérique latine, c'est que vous avez un ensemble unilingue. Les moyens de communication sont immédiatement accessibles. Il n'y a aucun problème. Vous placez les gens dans une situation qu'ils reconnaîtront. Il n'y a aucun choc culturel, aucune déculturation, si vous les prenez au Paraguay pour les placer au Honduras rural.

J'avais cru comprendre à l'époque qu'il en coûtait quelque 750 dollars pour amener un étudiant sur place, l'y garder un an, et le renvoyer dans sa localité, où il pouvait répandre la parole et aider les gens à faire la rotation des récoltes, des engrais et des récoltes commerciales. J'ai oublié de mentionner, que non seulement ce projet particulier à Zamorano était rentable, mais on vendait ces produits au marché de Tegucigalpa. C'est ce que j'envisage comme application pratique. C'est une activité sociale, économique, qui aide la localité à subvenir à ses besoins. Je reconnais également l'envergne du problème abordé par M. King, à savoir que nous épuisons rapidement les moyens de subsistance, et devant le Sahel et le problème qu'il pose à l'Afrique, il est terrifiant d'envisager les 20 prochaines années, si cela continue. Comment diable allons-nous y prendre pour maîtriser cette situation? Je ne le sais vraiment pas.

Quoi qu'il en soit, je ne parle pas de la question du contrôle de la population, je parle de l'aspect d'auto-suffisance qu'une expérience valable de ce genre peut avoir pour une localité, et j'encourage fortement le centre, s'il n'a pas déjà examiné ce qui s'est fait à Zamorano, et même s'il ne peut financer

[Text]

of its fallout around the world, trace back the students that were there, and find out what they have done in the rest of Latin America, and if it is worth urging that CIDA attempt it elsewhere.

Mr. Head: Mr. Chairman, I will respond briefly to Mr. Munro, and then call on Mr. Hulse, Vice-President, Research Programs, who is very familiar in his former responsibilities as Director of our Agriculture, Food and Nutrition Sciences Division, to deal in more specific terms with Mr. Munro's question. Yes, sir, I am able to say in unequivocal fashion that the only kind of research the board will approve is of a practical or applied nature. We will not support phenomenal research, a conceptual type of research; we do not have enough funds. We do not interpret Parliament's intention to be engaged in that kind of activity, no matter how valuable in the longer range it is; the problems are too immediate.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): For example, research into and control of Bilharzia. Nothing is more important than that in Africa.

Mr. Head: Yes. Bilharzia schistosomiasis, as it is known in other countries, is something we are very heavily engaged in. On the agricultural side, under the direction of Mr. Hulse, who was the Director of that Division for a number of years, he has insisted from its inception, and the board has agreed, that agricultural research be looked at in a systems fashion, involving not only the animal and field husbandry practices you mentioned, but the technology, the inputs in the form of new, more productive seeds which emerge from the International Agricultural Research Centres, the use and understanding of the constraints surrounding a farm family—often not credit worthy and the like—the importance of the storage and preservation of the product once it comes off the fields, and finally its entry into the local market.

He has insisted, and the board has supported him from the outset, that our research activities concentrate on food crops for consumption, not plantation crops for export. Thus the centre has supported work in a number of legumes particularly, but cereal fields as well that are not widely known as crops to those of us living in North America; guinoa, in the part of the world you referred to in the high Andes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): By export do you mean offshore exports, or off-farm exports?

Mr. Head: Offshore export.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): All right.

Mr. Head: Offshore, not off-farm export. We understand fully the need for marketing systems, pricing mechanisms which will offer incentives to a small farmer. As Mr. Hulse has told me on numerous occasions, he has met thousands of farmers in the third world who cannot read, but he has never met one that cannot count. They will not seed a crop unless there is some benefit to them. So this packaging is put together, the millets, chick-peas, pigeon peas, sorghum and

[Translation]

d'autres projets de ce genre, d'au moins examiner certaines des répercussions à travers le monde, de retrouver les étudiants qui y sont allés, et de découvrir ce qu'ils ont fait ailleurs en Amérique latine, afin de savoir s'il vaut la peine d'encourager l'ACDI dans cette voie.

M. Head: Monsieur le président, je vais répondre brièvement à M. Munro et ensuite je demanderai à M. Hulse, vice-président, Programme de recherche, qui s'y connaît très bien, vu ses responsabilités antérieures comme directeur de notre division agricole, alimentaire et des sciences de l'alimentation, de répondre plus expressément à la question de M. Munro. Oui, monsieur, je peux dire sans équivoque que la seule recherche que le conseil d'administration approuve est de nature pratique ou appliquée. Nous n'appuyons pas la recherche pure; nous n'avons pas suffisamment d'argent. Nous n'interprétons pas l'intention du Parlement de façon à pouvoir participer à ce genre d'activité, quelle que soit sa valeur et quelle que soit sa portée; les problèmes sont trop immédiats.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Par exemple, la recherche en vue de contrôler la bilharziose. Rien ne serait être plus important que cela en Afrique.

M. Head: Oui. La bilharziose schistosoma comme on l'appelle dans d'autres pays, est quelque chose dont nous occupons beaucoup. Du côté agricole, sous la direction de M. Hulse, qui a été directeur de cette division pendant plusieurs années, et qui a insisté dès sa création—et le conseil était d'accord—on a abordé la recherche agricole d'un point de vue systématique portant sur les pratiques d'élevage et de culture dont vous avez parlé, mais également sur la technologie, l'apport de nouvelles graines plus productives venues des centres de recherche internationaux en agriculture, l'utilisation et la compréhension des contraintes pesant sur les exploitations familiales—souvent l'impossibilité d'obtenir du crédit et le reste—l'importance du stockage et de la préservation des produits une fois récoltés, et enfin, l'accès aux marchés locaux.

On a insisté—et le conseil a appuyé ce choix dès le départ—pour que nos activités de recherche se concentrent sur les produits alimentaires de consommation et non les produits destinés à l'exportation. Ainsi, le centre appuie la recherche sur plusieurs légumes particulièrement, mais également sur des céréales qu'on ne connaît pas très bien en Amérique du Nord: la guinoa dans cette partie du monde dont vous avez parlé, les hauteurs des Andes.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Quand vous parlez d'exportation, voulez-vous parler de l'exportation à l'étranger ou de l'exportation à l'extérieur des fermes?

M. Head: De l'exportation à l'étranger.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Très bien.

M. Head: À l'étranger, et non à l'extérieur des fermes. Nous comprenons tout à fait la nécessité d'avoir des mécanismes de commercialisation, de fixation des prix qui encouragent le petit producteur. Comme M. Hulse me l'a dit à maintes reprises, il a rencontré des milliers d'agriculteurs du tiers monde qui ne peuvent lire, mais il n'en a jamais rencontré un qui ne savait pas compter. Ils ne sèmeront pas une récolte à moins qu'il n'y ait quelque avantage pour eux. Nous avons donc réuni

[Texte]

rice that are so necessary, and on which research has never really been conducted until recently, because they are not crops of interest to the industrialized countries. So many of the ex-colonial powers, or multinationals, concentrating as they did on crops which would be used for international commerce, neglected some of these areas. Dwarf wheat, which came out of CIMMYT, in Mexico, is a good example. But much of the research in which we engage is in stimulating them, or proposing to scientists that they work in the farmers' fields themselves. There is every opportunity for extension, or for the hanging over the fence activity of neighbour farmers, who watch very carefully. We often put a safety net under that farmer. After all, if he has one failure he is wiped out. We will provide the safety net to ensure that that will not happen. Many of these projects now take into account a couple of cows, the children and their inputs into the activity.

• 1125

If I may ask Mr. Hulse to respond to that specific question you had about this specific agricultural centre, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, quickly followed by Dr. Hudecki.

Mr. Joseph Hulse (Vice-President, Research Programs, International Development Research Centre): With your permission, Mr. Chairman, the president has amply covered the philosophy. No, sir, we have not supported that specific centre. I have never had the privilege of visiting it, but I know that two of my colleagues, who are in our regional office in Bogota, have. However, we have supported, and are supporting... I think it was mainly because it was largely a training college, rather than a research facility, though I believe I am right in saying that a number of its students are to be found in projects that we are supporting elsewhere.

We have within Central America, based upon CATIE, the regional agricultural research centre in Costa Rica, a network of activities throughout all the countries of Central America in the small cropping systems for the peasant farmers.

I would mention, sir, a parallel situation in Colombia, where there is a rural university near to Cali, where we are supporting what is, in fact, very practical applied research of the kind that Mr. Head has just been referring to. In these cases, the research students are undertaking their thesis research with village communities. They are undertaking them in rural Colombia, with the village communities, in the social aspects, the health aspects, but, most importantly, in the agricultural production. As you know, sir, having lived in Central America, multiple cropping is the norm. One does not find just corn growing, one finds as many as 20 different crops growing. They are working with the farmers and with people with only one-quarter of a hectare and they are carrying out their experiments in those fields under the farmer's management.

In terms of...

[Traduction]

ensemble, du millet, le pois-chiche, le poids d'Angola, le sorgho et le riz qui sont nécessaires, mais sur lesquels la recherche n'a pas vraiment porté jusqu'à récemment, car ces récoltes n'intéressaient pas les pays industrialisés. Ainsi, plusieurs anciennes puissances coloniales, ou les multi-nationales, se sont concentrées sur des récoltes qui pouvaient servir au commerce international, négligeant certains autres produits. Le blé nain sorti de l'I.C.M.W.I., à Mexico, est un bon exemple. Toutefois, une grande part de la recherche que nous effectuons se fait par stimulation ou en proposant aux savants de travailler dans les champs mêmes des agriculteurs. Toutes les possibilités d'élargissement existent, et les agriculteurs du voisinage sont toujours prêts à surveiller très attentivement. Souvent nous garantissons financièrement l'agriculteur, car après tout, s'il a une récolte qui flanche, il est en faillite. Nous offrons donc des garanties afin que cela ne se produise pas. Nombre de ces projets tiennent maintenant compte de quelques vaches, des enfants et de leur apport à cette activité.

Si vous voulez bien me permettre de demander à M. Hulse de répondre à cette question précise sur le centre agricole en question, monsieur le président?

Le président: Oui, très rapidement, et ensuite ce sera M. Hudecki.

M. Joseph Hulse (vice-président, Programmes de recherche, Centre de recherche de développement international): Avec votre permission, monsieur le président, le président a très bien expliqué les principes. Non, monsieur, nous n'appuyons pas ce centre précis. Je n'ai jamais eu le privilège de le visiter, mais je sais que deux de mes collègues, qui sont dans notre bureau régional de Bogota y sont allés. Toutefois, nous avons appuyé, et nous appuyons... Je crois que c'est surtout parce qu'il s'agissait d'un collège et non d'un centre de recherche, bien que je croie avoir raison de dire que plusieurs de ces étudiants se retrouvent maintenant dans des projets que nous finançons ailleurs.

Nous avons en Amérique centrale, à partir de CATIE, le centre de recherche agricole régional du Costa Rica, des activités visant dans tous les pays d'Amérique centrale destiné aux petits fermiers.

Je tiens à mentionner, monsieur, une situation semblable en Colombie, où à l'université rurale près de Cali, nous appuyons ce qui constitue en fait une recherche appliquée des plus pratique semblable à celle dont vient de parler M. Head. Dans de tels cas, les étudiants entreprennent leur thèse de recherche dans les localités rurales. Ils entreprennent ces projets en Colombie rurale, dans les localités, en se penchant sur les aspects sociaux, les aspects de santé, mais ce qui est encore plus important, sur la production agricole. Comme vous savez, monsieur, puisque vous avez vécu en Amérique centrale, c'est la norme d'avoir plusieurs récoltes. On ne trouve pas une seule sorte de maïs, mais on en trouve 20 différentes en même temps. On travaille donc avec les agriculteurs, avec ceux qui n'ont qu'un quart d'hectare et on entreprend les expériences dans les champs sous la gouverne de l'agriculteur.

En termes de...

[Text]

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): That is a socio-economic problem, it is not a purely economic, or agricultural problem.

Mr. Hulse: It is given the grand name of economics, but I think it comes closer to the old Greek *oikonomia*, which was the economy of the household, not the sort of macroeconomics one finds around Ottawa. I think it is very much a farm accounting system. It is the social and economic conditions.

Just one instance though, sir, of a university which we felt was exemplary, where we supported research for some time. It is in Northern India at the G.B. Pant University, where all the students are required to work on the experimental farm and the entire teaching cost of the university is paid out of the produce of the farm and out of several inventions that have resulted from their research. This would seem to me to be a model that other universities, and not only those in developing countries, might pursue, because it inculcates not only a research sense, but a very practical research sense of doing things that have some economic value.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Where did you say that one is?

Mr. Hulse: That is G. B. Pant of Pantnagar. It is in the foothills of the Himalayas. It is about 300 kilometres northeast of Delhi.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): The one in Cali is presumably this *Fundacion para la Aplicacion y Ensenanza de las Ciencias*.

Mr. Hulse: I am sorry?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): The one in Cali, which you support.

Mr. Hulse: That is right, yes. It is the rural university. That concept now, sir, through the co-operation of our agriculture and social science divisions, is being spread into other Latin American countries.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I cannot commend it too highly, all over the world.

The Chairman: It will not be popular.

The Hon. Member from Hamilton, Dr. Hudecki, please.

Mr. Hudecki: Mr. Head, I am sure you will agree that one of the modern miracles in medicine has been the elimination of smallpox completely by the worldwide experiment, or work, that was done under the auspices of the United Nations and which utilized the skills of someone like the Mayo Clinic's Dr. Henderson, from that area as well.

[Translation]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'est un problème socio-économique, et pas seulement économique ou agricole.

M. Hulse: On lui accorde le grand nom d'économie, mais je crois que c'est beaucoup plus près de l'ancien terme grec *oikonomia*; c'est-à-dire l'économie du foyer, et non pas le genre de macro-économie qu'on trouve ici à Ottawa. À mon avis, il s'agit en fait d'un système de comptabilité agricole. Il s'agit de conditions sociales et économiques.

Permettez-moi, monsieur, de vous donner un exemple, d'une université, à notre avis exemplaire, où nous avons appuyé la recherche pendant un certain temps. Il s'agit de l'Université G.B. Pant, dans le Nord de l'Inde, où tous les étudiants doivent travailler dans une ferme expérimentale et tous les frais d'enseignement de l'université sont défrayés par la production de la ferme et grâce à plusieurs inventions qui résultent de leur recherche. Il me semble que c'est un modèle que pourraient suivre les autres universités, non seulement dans les pays en voie de développement, car cette méthode inculque non seulement le sens de la recherche, mais un sens de la recherche très pratique, une recherche ayant une certaine valeur économique.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Où avez-vous dit qu'elle se trouvait?

M. Hulse: Il s'agit de l'Université G.B. Pant, à Pantnagar. C'est au pied de l'Himalaya. C'est à environ 300 kilomètres au nord-est de Delhi.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): A Cali, on l'appelle, je présume, *Fundacion para la Aplicacion y Ensenanza de las Ciencias*.

M. Hulse: Excusez-moi?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'est celle de Cali, que vous appuyez.

M. Hulse: En effet, oui. Il s'agit de l'université rurale. Grâce à la coopération de nos divisions agricoles et de sciences sociales, ce concept se répand maintenant dans d'autres pays d'Amérique latine.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je ne saurais trop vous en féliciter, et partout dans le monde.

Le président: Ce ne sera pas populaire.

L'honorable député de Hamilton, M. Hudecki, s'il vous plaît.

M. Hudecki: Monsieur Head, vous conviendrez, j'en suis sûr, que l'un des miracles modernes de la médecine a été l'élimination complète de la variole grâce à une expérience mondiale ou grâce au travail fait sous les auspices des Nations Unies ayant recours aux compétences de quelqu'un comme le Dr Henderson de la clinique Mayo, de cette région aussi.

• 1130

I was wondering whether or not it is the methodology used, and if there have been other applications of it since. Is the methodology applicable to work you are doing? I am sure you will agree that if we could eliminate disease as it has done in

Je me demandais si c'était ou non à cause de la méthodologie utilisée et si on y avait trouvé d'autres applications depuis. Cette méthodologie s'applique-t-elle au travail que vous faites? Vous conviendrez, j'en suis sûr, que si nous pouvions éliminer

[Texte]

this way, then we would really be going in the right direction. I have not heard if the technique is a little too involved, too expensive, or if some aspects of it can be used more readily on a local area.

Mr. Head: Mr. Chairman, I welcome very much Dr. Hudecki's shift of focus into the health field. The center's activities here are entirely on the preventive side, not on the clinical or curative side, and immunization is very much part of the range of experimental activity we support. If I may say, sir, following an earlier comment about the lack of ladies that I brought with me, the Director of the Health Sciences Division of IDRC is a woman. She has a doctorate in both public health and epidemiology, and this exemplifies the thrust of the center in the fields of maternal and child health care, health care delivery in a rural regions, water and sanitation, which is the subject of the film we have brought along, and health education in its broadest sense. The Director General of WHO has said that in his judgment 70% of good health is an awareness of what makes one sick. Thus, in a diarrheal disease area, particularly, we are active in research which endeavours to get that message across.

Your specific reference to small pox is a very valid one. We work closely with WHO in its tropical disease program, but we find the diseases that most afflict people in developing countries are not the exotics as understood by us, the malarias, yellow fevers and the like. The biggest killer of children, of course, is diarrheal disease. Much of the greatest incidence of disease among children falls into that category. Measles is another one and, thus, there are a limited amount of resources we can put into these particular areas. One which may be of interest to you is the support we have offered in two respects dealing with pharmaceuticals. One is research, which has led to a dating label and a climatic, or environmental, label on packages of drugs, many of which have a time sensitivity and a temperature sensitivity involved. These labels, which are easily understood, change colour with either changes in temperature or changes in time and can, therefore, be understood very quickly by a rural health worker. Nothing is worse, in my judgment, than administering against the wishes of a mother an immunization which she does not understand and which proves to be futile in its effects because it is outdated.

Secondary activities we support—in increasing numbers, happily, of developing countries although the number is yet small—are consumer's associations that are worried about the practice of pharmaceutical companies that market, in their countries, either outdated drugs for profit, or drugs that are not yet cleared by governmental agencies, as in Canada, as being safe for human consumption. Proposals have come forward to us to support research into the extent of these practices because, as I am sure you appreciate, Dr. Hudecki, busy doctors, especially those in developing countries with large patient loads, are unable themselves to have access to

[Traduction]

la maladie comme dans ce cas, alors nous nous orienterions vraiment dans la bonne direction. Je ne sais si cette technique est trop compliquée, trop coûteuse, ou si certains aspects sont d'une application plus facile à l'échelle locale.

M. Head: Monsieur le président, je suis heureux que le Dr Hudecki soit passé au domaine de la santé. Les activités du centre portent entièrement sur la prévention, et non sur l'aspect clinique ou curatif, et l'immunisation fait tout à fait partie de la gamme d'activités expérimentales que nous appuyons. Avec votre permission, monsieur, je me permettrai de faire remarquer à la suite de ce qui a été dit plus tôt sur le manque de femmes dans le groupe qui m'accompagne, que le directeur de la Division des sciences de la santé au CRDI est une femme. Elle détient un doctorat en santé publique et en épidémiologie, et cela démontre bien la poussée du centre dans les domaines des soins à la mère et à l'enfant, de la prestation de soins de santé dans les régions rurales, de l'attention accordée à l'eau et aux soins sanitaires, sujet du film que nous avons apporté avec nous, et à l'éducation en matière de santé en son sens le plus large. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé a déclaré qu'à son avis, la bonne santé provenait pour 70 p. 100 de la connaissance des causes de maladie. Ainsi, dans les régions frappées par la diarrhée, nous faisons activement de la recherche pour faire passer ce message.

Votre mention expresse de la variole est des plus valable. Nous travaillons étroitement avec l'OMS à son programme de maladies tropicales, mais nous constatons que les maladies qui touchent le plus les gens dans les pays en voie de développement ne sont pas exotiques au sens où nous l'entendons comme la malaria, la fièvre jaune, etc. Ce qui tue le plus d'enfants évidemment, ce sont les maladies qui entraînent la diarrhée. La plus grande incidence de maladies chez les enfants relève de cette catégorie. La rougeole en est une autre et, ainsi, les ressources que nous pouvons affecter à ces questions particulières sont limitées. Il vous intéressera peut-être de savoir quel appui nous avons offert à deux secteurs de la pharmacologie. D'abord il y a la recherche qui a entraîné la création d'étiquette portant la date, ainsi que les indications de climat ou d'environnement, sur les emballages de médicament, qui sont nombreux à comporter des limites de temps ou de température. Ces étiquettes, faciles à comprendre, changent de couleur soit à la suite de changement de température ou de temps, et par conséquent le travailleur de santé rurale peut les comprendre très rapidement. Rien n'est pire à mon avis, que d'administrer contre les souhaits d'une mère, parce qu'elle ne comprend pas, un vaccin qui s'avère futile parce que le produit est éventé.

La deuxième activité que nous appuyons—de plus en plus, heureusement, dans les pays en voie de développement, bien que ce soit assez limité encore—ce sont les associations de consommateurs qui se préoccupent des pratiques des entreprises pharmaceutiques mettant en marché, dans leur pays, des médicaments périmés, par simple désir de profit, ou des médicaments que les organismes gouvernementaux n'ont pas encore certifiés, comme au Canada, pour la consommation humaine. On nous a demandé de favoriser la recherche sur l'étendue de ces pratiques, car, vous le comprendrez facilement, Dr Hudecki, les médecins occupés qu'ils sont, surtout

[Text]

adequate literature to determine the efficacy of some of these pharmaceutical products.

Mr. Hudecki: Are there immunization programs in some of these areas with the thought of eliminating that disease?

Mr. Head: Yes, it has been said on a number of occasions that a good number of diseases, of course, could be eliminated if there were an adequate and time focused immunization program. The kind of research the Center funds in these respects are programs which would extend immunization programs to determine better understanding of the local communities with respect to them, and a better acceptance of the immunization. In this respect I should add that we are increasingly happy to entertain research from developing country institutions endeavouring to find the linkage between traditional medical practices in herbal medicines and modern technology. This is quite clearly a fertile field for scientific investigation.

• 1135

Mr. Hudecki: But I was wondering whether, with your ability to organize, record and document your results, you would be able to have a controlled group to carry out this type of research work. Are you not able to do that?

Mr. Head: No, I am not. I am not ruling it out. May I, however, consult with my specific director and reply to that question in greater detail. It is one of a number of ingredients. One thing I have learned in this position is that I should not second guess the scientists. One is quickly in trouble.

Mr. Hudecki: In Canada we do have people who are experts on water purification. Are we utilizing that to the degree it deserves in applying it to different parts of the world where water is such a necessity and purification such a major problem?

Mr. Head: Yes, sir. Where the technology is applicable and where the costs are not so high that it would make it impossible, one of the center activities which is gaining increasing awareness and support by organizations such as the World Bank and UNDP is a relatively inexpensive PCV plastic water pump that is easy to maintain and has a long lifespan. This was originally designed by the University of Waterloo. In that sense it does have a Canadian origin. It is now being field tested and adapted in a broad number of countries, and proving to be very, very acceptable.

One of the key issues, however, with respect to water, is the importance of not fouling the water that is available. The short film I hope some of you will be willing to witness in a few moments deals with that very subject. Once again, it is largely educational.

Mr. Hudecki: This is my last question. There are a number of doctors who have retired and frequently would be glad to take on projects for a year or so. We do not seem to have facilities for these people with this expertise. In your department is there some mechanism whereby they could be utilized

[Translation]

ceux dans les pays en voie de développement où la charge de travail est lourde, sont incapables eux-mêmes d'étudier la littérature pertinente afin de voir quelle est l'efficacité de certains produits pharmaceutiques.

M. Hudecki: Y a-t-il dans certaines régions des programmes d'immunisation visant à éliminer cette maladie?

M. Head: Oui, il a été dit à plusieurs reprises que bon nombre de maladies, bien sûr, pouvaient être éliminées si on consacrait les moyens et le temps nécessaires à un programme d'immunisation. Le genre de recherche que finance le centre porte à cet égard sur des programmes visant à élargir l'immunisation afin de les faire mieux comprendre et mieux accepter dans les localités. A ce sujet, je me dois d'ajouter que nous sommes de plus en plus heureux de donner suite à des projets de recherche dans les institutions de pays en voie de développement qui tentent de trouver un lien entre les pratiques médicales traditionnelles de médecine par les plantes et la technologie moderne. C'est certainement un domaine fertile pour l'étude scientifique.

M. Hudecki: Je me demandais si, vu votre capacité d'organiser et de classer vos résultats, vous pourriez mettre sur pied un groupe de contrôle qui effectuerait ce genre de travail de recherche. Pourriez-vous le faire?

M. Head: Non. Je ne rejette pas l'idée d'emblée. Permettez-moi toutefois de consulter mon directeur scientifique et de répondre à cette question d'une façon plus détaillée. Elle comporte de nombreux aspects. Notamment, j'ai appris que, à mon poste, il ne me faut pas décider pour les chercheurs. On est ainsi rapidement en difficulté.

M. Hudecki: Au Canada, nous avons des gens qui sont experts en purification de l'eau. Avons-nous recours à leur service, comme ils le méritent, dans les différentes parties du monde où l'eau est une telle nécessité et la purification un si grand problème?

M. Head: Oui, monsieur. Lorsqu'il existe la technologie nécessaire et lorsque les coûts ne sont pas prohibitifs, l'une des activités du centre que reconnaissent de plus en plus et appuient de plus en plus des organismes comme la Banque mondiale et le UNDP, c'est une pompe à l'eau en plastique PCV, assez peu coûteuse, qui est facile à entretenir et de longue durée. Cet appareil à l'origine a été conçu à l'université de Waterloo. En ce sens, il est d'origine canadienne. On le met maintenant à l'essai, on l'adapte dans plusieurs pays, et l'appareil s'avère très acceptable.

L'une des questions clés cependant, en ce qui concerne l'eau, c'est l'importance de ne pas gâter l'eau disponible. Le court film que j'espère que vous voudrez bien regarder dans quelques instants porte sur ce sujet justement. Là encore, c'est surtout une question d'éducation.

M. Hudecki: Ce sera ma dernière question. Il y a plusieurs médecins à la retraite qui seraient souvent heureux de participer à un projet pendant un an. Nous ne semblons pas être organisés pour utiliser la compétence de ces gens. Est-ce que votre centre a des mécanismes qui permettraient d'utiliser,

[Texte]

selectively with the skills they have in a particular field, whatever it may be?

Mr. Head: From time to time we welcome those kinds of expressions of interests very much. Because the direction of IDRC, however, is to encourage research by developing country scientists themselves, to let them learn by doing, and either failing or succeeding, there is much less of an opportunity in that respect in IDRC, than perhaps there would be in CIDA, which does employ technical experts. But we do often ask persons with the appropriate skills and experience to give us an evaluation of a research proposal. Of course, that sometimes involves going to the field as well.

Mr. Hudecki: Thank you very much.

Mr. Head: May I bootleg something in here . . .

The Chairman: Of course.

Mr. Head: —that I overlooked earlier when we were talking about democracy and social institutions. The center grasped and grappled with, for some years, the difficult issue of supporting social science research in the southern cone of South America. Mr. Munro will understand the grave difficulties that have come upon social scientists as totalitarian regimes there have eliminated this field of investigation from the state-controlled universities. A good number of these researchers found it necessary to flee the country, often to Brazil—these four countries. Others were courageous enough to establish their own private social science research institutions to pursue work in demography and economics and the like. IDRC has supported these activities in an exceptional fashion; not only project research, which is our standard, but limited core research to keep them going. We found ourselves, as such institutions as the Ford Foundation have found, increasingly unable to dedicate enough funds to ensure that these people were active.

• 1140

Someone was asking about success stories, Mr. Chairman. The current government of Argentina includes three government ministers who have been kept alive in large measure by IDRC grants, working in research institutions dependent on us for funds. There are two others . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Where were they working? In Argentina?

Mr. Head: Oh, yes. In Argentina. And I may say, Mr. Munro, that in my visits to such places as Buenos Aires I am generally asked to appear before the appropriate bureaucrats or ministers, who point out to us that there is something very delicate going on here when we are supporting this kind of research. I have generally used the argument that China found to its detriment the difficulties that come about when independent intellectual investigation is suppressed for a number of years.

[Traduction]

d'une façon sélective, les compétences qu'ils peuvent avoir dans un domaine particulier, quel qu'il soit?

M. Head: De temps à autre, nous accueillons très favorablement de telles expressions d'intérêt. Toutefois, parce que le mandat du CRDI consiste à encourager la recherche dans les pays en voie de développement par les chercheurs de ces pays, à les laisser apprendre à travers les échecs ou les succès, il n'y a pas beaucoup de possibilités au CRDI, comme il y en aurait peut-être à l'ACDI, qui retient les services d'experts techniques. Toutefois, nous demandons souvent à des personnes qui ont les compétences et l'expérience appropriées de faire pour nous l'évaluation d'une proposition de recherche. Bien sûr, parfois cela exige aussi un déplacement sur place.

M. Hudecki: Merci beaucoup.

M. Head: Puis-je insérer quelque chose ici . . .

Le président: Bien sûr.

M. Head: . . . que j'ai oublié plus tôt lorsque je parlais des institutions démocratiques et sociales. Le centre, depuis plusieurs années, est aux prises avec la difficile question d'appuyer la recherche en sciences sociales dans la pointe sud de l'Amérique du sud. M. Munro comprendra les grandes difficultés que connaissent les chercheurs sociaux parce que les régimes totalitaires ont éliminé ce domaine d'étude des universités contrôlées par l'État. Un bon nombre de chercheurs ont dû quitter ces pays, souvent pour le Brésil—ces quatre pays. D'autres ont été suffisamment courageux pour mettre sur pied leurs propres institutions privées de recherche en sciences sociales afin de poursuivre leur travail de démographie et en économie etc. Le CRDI a appuyé de telles activités à titre exceptionnel, non seulement en ce qui concerne les projets de recherche, ce qui répond à nos critères, mais aussi pour une recherche d'ensemble limitée afin de leur permettre de poursuivre. Nous nous sommes trouvés, comme d'autres institutions, la Fondation Ford par exemple, de plus en plus incapables de consacrer suffisamment d'argent pour permettre à ces gens de demeurer actifs.

Quelqu'un tout à l'heure, demandait si nous avions obtenu de bons résultats quelque part. Eh bien, le gouvernement d'Argentine comprend à l'heure actuelle trois ministres qui ont pu se maintenir, dans une large mesure, grâce aux subventions du CRDI; ces fonds servent à faire marcher des instituts de recherche qui dépendent financièrement de nous. Il y a deux autres . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Où cela se passe-t-il? En Argentine?

M. Head: Oui. En Argentine. Et lorsque je me rends dans certaines capitales comme Buenos Aires, monsieur Munro, on me demande en général d'expliquer, dans les ministères ou dans les bureaux de certains fonctionnaires, pourquoi nous soutenons telle ou telle recherche. De façon générale, je m'en tire en montrant combien la Chine a regretté d'avoir pendant plusieurs années supprimé une certaine recherche théorique qui était restée indépendante.

[Text]

The notes in front of me indicate that two Deputy Ministers and three Cabinet Ministers, the most prominent of whom is Dante Caputo, are alumni of IDRC-supported research activities. I am sure you share with me, sir, the hope that this kind of record will prove to be infectious elsewhere in Latin America. In Paraguay, Uruguay, and Chile we are trying to help in the same respect.

The Chairman: A short supplementary, then we go to the film; otherwise, we will have to postpone the film to another meeting.

Mrs. Appolloni: Mr. Head, I wonder if I could bootleg in a question. It is a very general question. It deals with the philosophy of aid and development, and at the same time the perception of that philosophy from the recipient countries. To make my point I will mention the Catholic bishops' statement a year ago last New Year. I welcomed that statement, because I interpreted it as saying that if we put the same emphasis and the same political will into employment and unemployment as we do into profits, we would have a better world. I did not go beyond that, but I appreciated that sentiment.

Now, where it comes to discussing development I become very uneasy. I am not speaking about this forum only; I am speaking about even the UN and all other bodies. I become uneasy because it seems to me that the emphasis is more on population control than it is on feeding the present peoples. If my perception is correct, I can only assume that it will be magnified I do not know how many times by the recipients of that aid and development. Therefore, I would probably resent it bitterly. It would be an imposition on me, my morals, my freedom, everything else—and my culture, perhaps.

A few decades ago we probably had many excuses for this kind of perception, because it appeared so very difficult to feed the people. I would suggest that the inception of Israel has to a very large extent dispelled that excuse, if you will. The Israelis managed to make from a desert—through irrigation, research, an awful lot of hard work and money they managed to reclaim that desert and make it good land.

I am just wondering—I am speaking about all the industrialized world—if we were to put more emphasis on irrigation, on land reclamation, on efforts through reforestation and other means to stop soil erosion, if that perception were to go through to other people, would we in the longer term not achieve an awful lot more?

Mr. Head: Mr. Chairman, I cannot but agree entirely with that perception. What you have done, Mrs. Appolloni, is touch on issues that in some respects are quite beyond the research element. What developing country governments must come to realize, and we perhaps overstep our mandate by endeavouring to acquaint them with these issues, is that agricultural productivity is a composite of a number of factors, not the least of which is an infrastructure, often expensive and capital

[Translation]

Je vois ici des notes indiquant que deux sous-ministres et trois ministres du Cabinet, dont le plus connu est Dante Caputo, sont eux mêmes passés par certains de ces instituts de recherche soutenus par le CRDI. Je suis certain, monsieur, que vous partagez mon espoir de voir ce genre d'activités faire tache d'huile en Amérique latine. Au Paraguay, en Uruguay, et au Chili nous cherchons également à nous rendre utiles dans ce sens.

Le président: Une petite question supplémentaire, et ensuite nous passerons au film, sinon, nous devons reporter la projection à une autre réunion.

Mme Appolloni: Monsieur Head, j'aimerais ici glisser une question d'ordre très général. Je m'intéresse aux grands principes de l'aide au développement, et en même temps à l'image qu'en ont les pays bénéficiaires. À ce sujet, je pense notamment à la déclaration des évêques catholiques d'il y a un an au premier janvier. Voilà une déclaration qui m'a satisfaite, car elle expliquait que le monde serait meilleur si nous arrivions à nous consacrer autant aux questions de chômage et d'emploi que nous le faisons lorsqu'il y a des bénéfices à faire. Je ne vais pas plus loin, mais voilà une déclaration que j'ai beaucoup appréciée.

Or, lorsqu'il faut véritablement discuter de développement, la situation devient très inconfortable. Je ne pense pas seulement à des comités comme celui-ci, mais je parle même de l'ONU et d'enceintes du même genre. La situation devient inconfortable parce que l'accent est mis beaucoup plus sur le contrôle des populations que sur la volonté de les nourrir. Si mon impression est juste, je suppose que les pays concernés seront encore plus sensibles que moi à cet aspect de la discussion touchant à l'aide et au développement. Si les choses se passent bien ainsi, je ne peux plus être d'accord. Cela serait en contradiction totale avec mes principes de morale, avec la défense de ma liberté, et peut-être même de ma culture.

Il y a quelques décennies, nous avions encore sans doute toutes sortes d'excuses, étant donné qu'il pouvait paraître difficile de nourrir tout le monde. Je dirai pourtant que la création d'Israël a beaucoup fait pour dissiper ce genre de croyance. En effet, grâce à l'irrigation, grâce à la recherche, grâce à un travail acharné et à l'obtention de moyens de financement, les Israéliens ont transformé le désert en terre cultivable.

Je me demande donc si en mettant l'accent—je parle du monde industrialisé—sur l'irrigation, sur la bonification des terres, sur le développement des forêts et d'autres moyens permettant d'arrêter l'érosion des sols, et si en incitant d'autres pays à suivre l'exemple on n'arriverait pas, à long terme, à obtenir de bien meilleurs résultats?

M. Head: Monsieur le président, je ne peux qu'être d'accord avec l'honorable député. Ce que vous avez fait, pourtant, madame Appolloni, c'est aborder ici des questions qui débordent, d'un certain point de vue, le cadre strict de la recherche. Les gouvernements des pays en voie de développement doivent comprendre, et nous sommes peut-être allés au-delà de notre strict mandat en cherchant à les familiariser avec ces questions, que la productivité agricole dépend d'un certain nombre de facteurs, dont le moindre n'est certainement pas

[Texte]

intensive, which will indeed make water, through irrigation projects, available to farming communities.

• 1145

Equally important, and the Indian record has shown this without question, is the necessity for adequate pricing structures within the countries, so that there will be an incentive for a farmer to grow food for other than just his own family.

You touched at the outset of your question on the matter of unemployment. One of the ticking time bombs in the developing countries, in addition to these issues of nutrition, health care and housing, education and the like, is the increasing numbers of unemployed—drifting young people, in particular. They will leave the farms, in all too many instances and find their way into the cities, where even the barrios, and the indignities that are suffered by people in circumstances of this sort, still offer a better chance at a higher standard of living than back on the farm.

So an area that the centre is interested in and endeavours to encourage research taking place in is that of non-farm, off-farm rural employment activities.

Happily many of these tie into agriculture, such as the importance of food processing activities. The agriculture industrial base, which still is, in many parts of Canada, one of the backbones of our economy and employment opportunity, is brought forward. These are difficult issues for governments to grapple with however. In developing countries equally as in Canada the farm constituency is sometimes the most difficult to deal with. Again, in all too many developing countries, the elite in the society, the educated, those with influence, live in the cities. They are the ones who demand—governments understandably cannot overlook those demands—the implementation within the cities of some very expensive activities: curative facilities in the form of hospitals or conference centres; better roads and the like, that deny the necessary investment in the rural areas. But if this is not done, we will increasingly find ourselves in desperate straits throughout the world in terms of food.

The International Food Policy Research Institute calculates there are only six net food exporting countries in the world. There are only six in the entire world! Two of those are developing countries, the other four are industrialized countries. The developing countries are Thailand and Argentina. The industrialized countries that are net food exporters are, of course, the United States, Canada, Australia and . . . There is one other industrialized country that is a net food exporter . . .

Mr. Hulse: New Zealand.

Mr. Head: —New Zealand, likely. All others, to a degree, depend on imports.

[Traduction]

cette infrastructure souvent coûteuse qui doit permettre aux collectivités agricoles, dans le cadre de projets d'irrigation, d'avoir de l'eau.

Il est également important, et c'est ce que l'expérience indienne permet de montrer sans aucun doute, que les prix à l'intérieur du pays soient fixés de façon que le fermier puisse avoir envie de produire plus que ce dont sa famille a besoin.

Dès le début de votre question, vous avez posé celle du chômage. Celui-ci est une véritable bombe à retardement dans ces pays en voie de développement, qui vient s'ajouter aux autres questions de nutrition, de santé et de logement, d'éducation etc.; il y a de plus en plus de chômeurs, et de plus en plus de jeunes à la dérive notamment. Ils quittent la ferme pour se rendre à la ville; et en dépit des conditions insalubres et indignes dans lesquelles ils vivent, la ville leur offre tout de même la possibilité d'un niveau de vie supérieur à ce qu'il serait à la ferme.

Le centre s'intéresse donc beaucoup aux activités rurales qui ont lieu à l'extérieur des fermes, et il a l'intention d'encourager la recherche qui concernerait ces activités.

La plupart d'entre elles, heureusement, sont en rapport avec l'agriculture, je pense par exemple aux industries de transformation alimentaire. C'est ainsi que la question de la base industrielle de l'agriculture se pose, laquelle est d'ailleurs dans de nombreuses régions du Canada l'élément essentiel de notre économie et le secteur le plus créateur d'emplois. Ce sont évidemment, pour les gouvernements, des questions difficiles à résoudre. Dans les pays en voie de développement, comme au Canada, la circonscription agricole est souvent celle dont il est le plus difficile de s'occuper. En effet, dans trop de pays en voie de développement, l'élite, la population qui a reçu une éducation et qui a de l'influence, vit dans les villes. Ce sont eux qui demandent—et les gouvernements ne peuvent évidemment pas passer outre à ces demandes—que l'on implante dans les villes certaines installations parfois très coûteuses: des installations sanitaires dans les hôpitaux, des centres de conférence, de meilleures routes etc., tout cela empêchant que l'on fasse les investissements nécessaires en milieu rural. Pourtant, si le nécessaire n'est pas fait dans ce domaine, nous trouverons de plus en plus dans des situations désespérées pour ce qui est de l'alimentation du monde.

D'après l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, six pays seulement sont exportateurs nets, du point de vue alimentaire. Il n'y en a que six dans le monde entier! Parmi eux deux sont en voie de développement, les quatre autres font partie du monde industrialisé. Les deux premiers sont la Thaïlande et l'Argentine. Les pays industrialisés qui sont exportateurs nets du point de vue alimentaire sont, bien sûr, les États-Unis, le Canada, l'Australie et . . . Il y en a un autre qui est lui aussi dans cette liste . . .

M. Hulse: La Nouvelle-Zélande.

M. Head: Sans doute la Nouvelle-Zélande. Tous les autres, à des degrés divers, ont besoin d'importer.

[Text]

One of the unhappiest aspects of rapid rises in governmental incomes in some west African countries has been the immediate departure from food self-sufficiency programs into food import programs, because they are cheaper and easier. If you have a surplus of foreign exchange, import your food, be it Kentucky Fried Chicken from the United States or whatever. These are very sad instances. And the references earlier to the Sahel by Mr. Munro indicate the depth of the problem.

At the most recent meeting of the board of IDRC in Senegal, a large number of governors went deep into the Sahel. It was a 22-hour round trip—a large part of it across trackless desert—to see some of the research activities which are there, endeavouring to change these destructive practices to accommodate the climatic changes. Drought resistant forms of trees will act as shelter... add nutrient to the soil, and they are available for farm fodder.

One of them, a form of acacia, supplies gum arabic, which permits a modest amount of cash income to the farmer who keeps them going.

The Chairman: I would make a quick suggestion, but I do not think I will entertain a debate and you will agree with me. I hope more members would use the opportunity to see that 20-minute film, if it was agreeable to you, by arrangement some time next week in the Commonwealth Room next to the House of Commons, so more Members could attend. We will see the best 20 minutes, is it 20 minutes?

• 1150

Mr. Head: 22 minutes.

The Chairman: Let us say 25 minutes, but what is it on exactly?

Mr. Head: It deals with water, sanitation and health, and emphasizes the transmission of pathogens through water, and what has to be done in order to avoid this.

The Chairman: Okay. I think the Clerk of the Committee could send a note to all members of the committee, saying that as a supplementary to the testimony of Mr. Ivan Head of the IDRC, a 22 minute presentation will be on at 3.15 p.m. next Tuesday in the Commonwealth Room...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): While we are waiting for a vote.

The Chairman: —something of that kind. But I cannot predict when we vote. Would that be a better suggestion? Will you be offended if we do not see the film? I will have to thank those who have prepared the room. I am willing to stay, but three of the six people left have other meetings. We were supposed to adjourn at 11.00 a.m.

I want the maximum number of people to profit from that. Members of the NDP have apologized because they have another meeting, and they are exceptional, as are many of the

[Translation]

L'un des aspects les plus négatifs de la croissance rapide des revenus de certains États ouest-africains a été précisément l'abandon des programmes d'autosuffisance alimentaire, qui ont été remplacés par des programmes d'importation, celle-ci se révélant meilleur marché et plus facile. Si vous avez un surplus de devises étrangères importez votre nourriture, même s'il s'agit de *Kentucky Fried Chicken* des États-Unis. Tout cela est très triste. Les références de M. Munro au cas du Sahel montrent à quel point le problème est grave.

Lors d'une des dernières réunions du conseil du CRDI, au Sénégal, un grand nombre d'administrateurs se sont rendus au fond du Sahel. Il s'agissait d'une excursion de 22 heures—en grande partie dans des régions sans piste du désert—et qui a permis de voir quelles recherches l'on fait en vue de modifier certaines pratiques destructrices et de répondre aux brusques modifications de climat. On plantera des arbres qui résistent à la sécheresse et qui serviront d'abris, fertiliseront le sol, et pourront servir de fourrage.

On peut obtenir de la gomme arabique de l'un d'entre eux, qui est une espèce d'acacia, et cela permet au fermier de faire quelques petits bénéfices qui l'aident à vivre.

Le président: J'ai ici une proposition à faire, dont je ne pense pas qu'il soit nécessaire de discuter très longtemps, et je suppose que vous serez d'accord avec moi. Si cela vous convient, je pense qu'un plus grand nombre de membres du Comité pourraient voir le film de 20 minutes, si nous prévoyons une séance dans la salle du Commonwealth près de la Chambre des communes, la semaine prochaine. Nous verrons donc cette partie la plus intéressante, de 20 minutes; est-ce bien 20 minutes?

M. Head: 22 minutes.

Le président: Disons donc 25 minutes, de quoi s'agit-il exactement?

M. Head: Il s'agit, de conditions hygiéniques et sanitaires, de transmission d'éléments pathogènes par l'eau, et de ce qu'il faut faire pour éviter cela.

Le président: Très bien. Je pense que le greffier du Comité pourra envoyer une note à tous les membres pour leur dire qu'en complément au témoignage de M. Ivan Head du CRDI, un film de 22 minutes sera présenté à 15h15 mardi prochain dans la salle du Commonwealth...

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Pendant que nous attendrons avant le vote.

Le président: ... ou quelque chose comme cela. Mais je ne peux pas vous dire exactement quand nous voterons. Pensez-vous que ce soit une meilleure solution? Serez-vous vexé si nous ne passons pas votre film aujourd'hui? Je remercie ceux qui se sont occupés de la préparation de la salle. Je suis prêt à rester, mais trois des six membres restants ont d'autres engagements. Nous devons ajourner à 11 heures.

Je voudrais qu'un nombre maximum de membres puissent en profiter. Les députés du Nouveau Parti démocratique ont une autre réunion et se sont excusés, et je dois dire, ce sont,

[Texte]

opposition, as supporters of IDRC activities. If I see no disagreement, and if I see some smiles on your faces indicating you want more publicity for IDRC, I shall decide that the clerk will be in touch right away with those who can prepare this, and as soon as we can find an available room next week for a 20-minute presentation—I would suggest Tuesday, I think that is the best time for members to be present . . . and we will invite the 30 members, alternates and members of the committee.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): With a little summary of the film, such as was given.

The Chairman: Yes. Some of you, with the clerk, give a summary of what this film is all about, and I shall call that meeting.

Thursday, 3.30 p.m. CIDA meeting, Madam Chairman will be there.

Mr. Head: Mr. Chairman, before you bang your gavel may I simply say how much we welcome this opportunity, and how very welcome all members of this committee, and indeed all Members of Parliament, are to visit IDRC. We are located at 60 Queen Street. A good number of you have been there. We have any number of films we would be proud to show you.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Nobody has been off the Hill.

Mr. Head: You are very honoured guests.

The Chairman: As you know, some time in May we will be back here, so maybe you could do something for the committee, as you usually do once a year, and we could have an hour presentation, followed maybe with a little food.

Thank you very much. The meeting is adjourned.

[Traduction]

comme beaucoup de députés de l'opposition, des supporters exceptionnels du CRDI. Si vous n'avez aucune objection, et si vous souriez pour me faire comprendre que vous voulez faire de la publicité pour le CRDI, je vais demander au greffier de contacter les responsables, dès que nous aurons trouvé une salle pour un film de 20 minutes la semaine prochaine; je pense à mardi, je crois que c'est la meilleure solution pour que les membres du Comité soient présents; nous inviterons donc les 30 membres du Comité, substitués et membres.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Avec un petit résumé du film, comme nous en avons eu un.

Le président: Oui. Faites parvenir au greffier un résumé du contenu du film, et je convoquerai la réunion.

Jeudi, à 15h30, réunion avec l'ACDI, madame la présidente sera là.

M. Head: Monsieur le président, avant que vous ne décidiez de clore cette séance, j'aimerais dire à quel point nous serions heureux d'avoir la visite des membres du Comité, ou de façon générale des députés, au CRDI. Nous sommes au 60 de la rue Queen. Beaucoup sont déjà venus. Nous avons des tas de films que nous serions très fiers de vous montrer.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Nous sommes toujours sur la Colline.

M. Head: Vous êtes des invités de marque, qui sont les bienvenus.

Le président: Comme vous le savez, nous nous retrouverons au mois de mai, et vous pourriez peut-être faire quelque chose pour le Comité, comme vous avez l'habitude de le faire une fois par an, c'est-à-dire une heure de présentation, suivie peut-être d'un buffet.

Merci beaucoup. La séance est levée.

APPENDIX "EAND-2"

IDRC was created as a reflection of several factors. Among them was the realization by the newly independent countries that history and circumstance had denied to them the competence to identify their own problems, even to understand adequately their own societies. Another was a growing awareness on the part of the governments of some at least of these countries that solutions imported from abroad - and sometimes even those applied from within by foreign experts - were not always wise; that, in short, indigenous awareness and indigenous competence were necessary long-term requirements.

From its inception, IDRC has been directed by its Board of Governors to discharge its statutory mandate primarily through the support of research activities undertaken within the developing countries by the scientists of those countries. Through the vehicle of specific research projects, the Centre endeavours to further the solution of development problems, and to do so in a manner which will contribute to an enhancement of the competence and the experience of the local research community. It is a challenging method of operation, one that demands of the IDRC program staff a superb knowledge of the relevant sciences and of the state of the art technologies, as well as a sensitivity to the particular problems faced by the developing countries. In these respects they are guided by a Board which consists of persons from Canada and 10 other countries, 6 of them developing countries. Governors meet quarterly, but once every two years the Board meets in a developing region in order to visit projects supported by the

Centre, to engage in discussion with local scientists, government ministers and officials, to absorb in first-hand fashion the political, social, and economic atmosphere which permeates that particular region.

The Board met in this fashion during the final days of March in West Africa. The core session of the meeting took place in Dakar. Governors then divided into several groups to travel to projects. The meeting was opened formally by the President of Senegal, Mr. Abdou Diouf. In my address to the audience of Senegalese ministers and other dignitaries on that occasion, I explained the criteria employed by the Centre when it assesses research proposals made to it. If you will permit me, Mr. Chairman, I would like to repeat part of what I said on that occasion:

"Understandably, the Centre's resources are not sufficient to permit it to support all projects proposed to it, no matter how meritorious they may be. It endeavours, however, to choose those projects with the greatest potential impact and, in the process, to stimulate a better awareness and impact on the part of governments of the important role that research plays in the developmental process. That latter task is made much easier when governments such as that of Senegal exhibits so clearly both a dedication of resources to research activities and a wide range of achievements for its people that are the product of sound planning, carefully pursued research, wise investment, and fair social policies. These research proposals are examined against a template of objective criteria - the seriousness of the problem sought to be solved, the extent of the impact of any solution and the willingness of the government to share widely the benefits and the results, the practicality of the research contemplated and the scientific soundness of the methodology proposed, the involvement of junior scientists and - as important as any other factor - the management of the project by local, not

expatriate, scientists." And I continued: "Having said that, however, I am certain that my fellow Governors would want me to add that their decision-making process is more joyful and much more satisfying when the proposals under examination emanate from a country - like this - where democratic practices are effective, where human liberties are protected, where social benefits are broadly shared, and where the dignity of individual citizens is a primary concern of government."

In his reply speech, President Diouf paid tribute to IDRC. He said:

"From their young African scientists innate knowledge of the milieu and their acquired knowledge should spring original solutions to our problems. We try to encourage them with our limited means. But, in the field of scientific research, we also need cooperation from abroad. How then are we to obtain assistance that will not push aside, alienate or corrupt the truly original creative work that we so badly need? It has to be some sort of "soft" assistance, assistance which respects the priorities and the values of the people and communities receiving it.

I think I should at this point emphasize the great originality of IDRC's contribution. This Canadian organization offers us the "soft" assistance respectful of our priorities and values I just mentioned. IDRC puts funds at the disposal of our most brilliant minds and allows them to develop their own ideas. This is food for our scientific and technological creativity.

In fact, to accept IDRC's assistance is to accept a great challenge. Why? Because IDRC essentially limits itself to funding research designed and carried out by nationals. Such an approach demands of the recipient country a great intellectual, administrative, and logical effort. Yet, Senegal has not hesitated to accept IDRC's challenge."

In discussions with the President and several of his ministers, we were able to explain those sectors of activity chosen by the Board as demanding the highest budget priority in the dedication of our resources.

Foremost among these are the Agricultural, Food and Nutritional Sciences. Here we encourage scientists to pursue trials in the fields of peasant farmers, combining all of the elements and the constraints forced by an often illiterate, non credit-worthy farm family. Emphasis is placed on trials of farming systems as distinct from a single technological innovation such as a new variety of cereal or legume. Always, be the research in the discipline of agriculture, aquaculture, forestry or post-harvest storage and processing, the emphasis is on food for consumption - the often non-commercial but absolutely staple crops such as millets, chick-peas, sorghum, rice, cassava, triticale or quinoa.

Another major area of concern falls within the sector of the Health Sciences - not the medical sciences, not the curative side, but the health sciences, the preventive side. We support epidemiological studies, investigations into systems of health care delivery, including immunization and health education, the provision of sanitation systems and hygienic water supply, the study of occupational health hazards. We place emphasis on maternal and child health, aware that these persons are the most vulnerable of all in developing countries.

IDRC supports as well a broad range of investigation in the Social Science sector: research in the fields of economics, of demography, of pedagogy, of science and technology policy. We do so both as specific research topics and as part of multi-disciplinary projects involving other

segments of the Centre; an agricultural project will often include sociological and micro-economic elements. We place much emphasis on the social sciences because we are absolutely convinced that development progress is not possible, and that developmental efforts will not prove enduring, if they are taken absent an awareness and an understanding of the socio-economic circumstances of the particular society, if they are not designed to benefit the poorest in those societies, and if they do not contribute to individual human dignity.

Still another sector of Centre activity, one that differs somewhat from those of the three program divisions just described, one that is explicitly referred to in the IDRC statute, is that of the Information Sciences. Here we endeavour to enhance the competence of developing country institutions - whether national, regional, or international - to obtain, to organize, to store, to retrieve and to manipulate scientific data and archival literature - sometimes manually, often with the assistance of small scale, relatively inexpensive mini-computers.

Finally, Mr. Chairman, an area of Centre support that falls beyond all of the above, one that was introduced in 1979 following a major UN Conference on Science and Technology for Development, is that of collaborative research between Canadian and developing country scientists. This program appears as a separate line item in the Main Estimates referring to IDRC, thus reflecting the special pledge made to that conference by

Senator Asselin on behalf of Canada. To date, concentration has evolved in the earth sciences, in which discipline Canada is possessed of world-renowned competence.

A word about the organization of the Centre. We are structured by discipline, not by geography. We function more through our 6 major regional offices than we do from Ottawa. These are located in Dakar, Nairobi, Cairo, Bogota, New Delhi, and Singapore. All but one of these offices is under the direction of a scientist from the region; such persons, in the Centre's judgment, are able to be more sensitive to the particular problems and needs of the local research communities than would be an outsider.

Competence enhancement requires a good deal of formal training. The Fellowship and Awards Division provides funding directed primarily to raising the educational qualifications of junior scientists - from a BSc to an MSc level in most instances. A few fellowships are reserved for senior scientists and decision-makers who propose specific research or writing projects that, in the judgment of the Centre, will add significantly to an understanding of development processes.

Part of the important task of disseminating research results is undertaken by the Centre's Communication Division. The predominant output of

the Division is in the form of project or workshop results, or of films, intended to be employed for training purposes or for acquainting decision makers with research activities. A range of more general information material is published regularly as well, directed to more general audiences. Much of all this documentation is produced in English, French and Spanish; some in Arabic and Chinese.

Annually, as at Dakar in recent days, the Board examines and approves the Centre's Program of Work and Budget. This in turn is a reflection of Centre studies, of discussions with Canadian Government officials and ministers responsible for the allocation of the ODA envelope, and of our sense of the absorptive capacity of the developing countries.

IDRC works directly with developing country scientists in their own research institutions, be these in universities, government ministries, or elsewhere, but always we must properly keep in mind government attitudes and policies. It is encouraging that in several countries in different regions, research activity is increasing, the number of trained personnel is growing, and scientific or technical careers are more frequently pursued by young university graduates. It is encouraging as well that other funding organizations consult, cooperate and coordinate with IDRC as scientific programs are discharged. We should not mislead ourselves, however, by suggesting that all is well and that the future is uniformly promising. In

countries where governments must pay attention to the daily survival of their peoples, where balance of payments crises loom continuously, where pressures from external sources both benevolent and otherwise are all too frequent, the long-term horizon of research is understandably not always given high priority. In all too many countries, the research environment is not propitious.

The Centre, guided by its Board, endeavours to monitor constantly and judge wisely this mix of incentives and constraints in order to ensure that the Centre's resources are utilized both efficiently and effectively.

I thank you, Mr. Chairman and members of the Committee for your attention. My colleagues and I are grateful for this opportunity to meet you; we stand ready to respond to your questions.

APPENDICE "EAND-2"

La création du CRDI procède d'une réflexion sur diverses considérations. L'une des principales était que les pays nouvellement indépendants prenaient conscience de ce que l'histoire et les événements leur avaient dénié l'aptitude à déterminer leurs propres problèmes et même à comprendre leurs propres sociétés. Une autre considération était que certains gouvernements de ces pays percevaient de plus en plus que les solutions venant de l'extérieur - et souvent celles pratiquées dans leurs pays par des experts étrangers - n'étaient pas toujours rationnelles: que, en résumé, l'avenir exigerait le développement de la compétence et de la conscience des nationaux.

Depuis sa fondation, le CRDI est dirigé par son Conseil des gouverneurs dans l'accomplissement de sa mission qui porte essentiellement sur le soutien des activités de recherche effectuées par des scientifiques de pays en développement dans leur propre pays. Le Centre s'efforce, par la mise en oeuvre de projets de recherche spécifiques, d'apporter des solutions aux problèmes de développement et de réaliser ces travaux de manière à ce qu'ils contribuent à accroître les capacités et l'expérience des nationaux de la communauté scientifique intéressée. C'est une méthode qui exclut la facilité, qui exige des personnels de programme une connaissance parfaite des sciences concernées et de l'avancement des technologies aussi bien que l'aptitude à la perception des problèmes particuliers qu'éprouvent les pays moins avancés. Ils sont, à cet égard, guidés par un Conseil qui se compose de personnes venant du Canada et de 10 autres pays, dont 6 de pays en développement. Les assemblées des Gouverneurs ont lieu trimestriellement, et

tous les deux ans, le Conseil tient ses assises dans une région en développement afin de visiter des sites de recherche financés par le Centre, de discuter avec des scientifiques nationaux, des ministres et des représentants du gouvernement, et de sentir le climat politique, social et économique qui baigne la région.

C'est ainsi que s'est tenue l'assemblée du Conseil en Afrique de l'Ouest, à la fin de mars et les délibérations se sont déroulées à Dakar. Puis, les gouverneurs se sont divisés en petits groupes pour aller visiter des projets. C'est le Président du Sénégal, Monsieur Abdou Diouf qui a présidé la cérémonie d'inauguration. Dans le discours que j'ai prononcé devant les ministres et hauts dignitaires sénégalais à cette occasion, j'ai défini les critères par lesquels le Centre appréciait les propositions de recherche qui lui étaient adressées. Permettez-moi, Monsieur le Président, de reprendre une partie de mon exposé:

"Que les ressources du Centre ne lui permettent pas de subventionner tous les projets qui lui sont proposés, quel qu'en soit le mérite est un fait incontestable. Il privilégie donc les projets dont l'impact potentiel est le plus considérable et qui pourront par conséquent, le mieux sensibiliser les gouvernements à l'importance du rôle que la recherche joue dans le processus de développement. Ce deuxième objectif est facile à réaliser lorsque des gouvernements - tel celui du Sénégal - témoignent à la fois de leur intérêt pour les activités de recherche en y affectant des ressources et font acte de diverses réalisations pour leurs peuples qui révèlent une planification rationnelle, des recherches rigoureuses, des investissements judicieux et des politiques sociales équitables"... Des propositions de recherche "sont

examinées en fonction de nombreux critères objectifs, soit, la gravité du problème à résoudre, l'étendue de l'impact des solutions et la volonté du gouvernement de partager les avantages et les conclusions de travaux, la faisabilité de la recherche envisagée et la rigueur de la méthodologie proposée, la participation de jeunes scientifiques et, facteur aussi important que les autres, que la gestion du projet soit assurée par des scientifiques autochtones et non étrangers." Puis, j'ai continué: "Mais ceci étant dit, je suis sûr que mes amis gouverneurs souhaitent me voir avouer que le processus de décision s'exerce avec plus de joie et de satisfaction lorsque les propositions à l'étude viennent de pays - comme celui-ci - où les principes démocratiques sont réellement appliqués, où la liberté du citoyen est respectée, où presque tous profitent des avantages sociaux, et où la dignité de l'homme est d'un intérêt primordial pour le gouvernement."

Pendant son discours en réponse, le Président Diouf a rendu au CRDI un hommage très sensible. Il a dit:

"De leur connaissance innée du milieu et de leurs connaissances acquises, les jeunes scientifiques africains devraient surgir des solutions originales à nos problèmes. Avec nos moyens limités, nous essayons de les soutenir. Mais, dans le domaine de la recherche scientifique, nous avons aussi besoin de la collaboration extérieure. Comment alors obtenir une aide qui ne vienne pas dévier, aliéner, pervertir le travail créateur vraiment original dont nous avons tant besoin? Il faut une sorte d'aide "douce", une aide qui respecte les priorités et les valeurs des personnes et des communautés qui la reçoivent.

"C'est ici, je crois, qu'il faut souligner la grande originalité de l'apport du CRDI. Cet organisme canadien nous offre cette aide "douce", respectueuse de nos priorités et de nos valeurs. Il met des fonds à la disposition de nos esprits les plus brillants, tout en leur permettant de mettre en valeur leurs propres idées. C'est de l'engrais pour notre créativité scientifique et technologique."

"En fait, accepter l'aide du CRDI, c'est accepter de relever un grand défi. Car le CRDI limite essentiellement son action au financement de recherches conçues et réalisées par les nationaux. Cela suppose donc, du pays bénéficiaire, un grand effort intellectuel et de soutien administratif et logistique. Le Sénégal, pourtant, n'a pas hésité à relever le défi lancé par le CRDI."

Au cours des entretiens avec le Président et plusieurs de son gouvernement, nous avons pu expliquer pourquoi les secteurs d'activités sélectionnés par le Conseil détenaient la plus haute priorité dans l'affectation de nos crédits.

Au premier rang viennent les Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition. Dans ce domaine, nous encourageons les chercheurs à pratiquer leurs expériences sur les terres mêmes des paysans, où sont réunis tous les éléments et les obstacles associés à une famille

d'agriculteurs, humble et souvent illettrée. Ce sont les tests de méthodes agricoles qui sont mis en évidence, plutôt qu'une simple innovation technologique telle qu'une nouvelle variété de céréales ou de légumineuses. Et toujours, quelle que soit la discipline à laquelle s'applique la recherche, agriculture ou aquiculture, sylviculture ou stockage et transformation des récoltes, l'accent est placé sur la nourriture, soit les cultures vivrières, peut-être non commerciales mais qui constituent l'alimentation de base, tel les mils, les pois chiches, les pois cajan, le sorgho, le riz, le manioc, le triticaire ou le quinoa.

Un autre grand domaine sur lequel nous centrons nos efforts se rattache aux Sciences de la santé; il ne s'agit pas des sciences médicales, des mesures curatives mais des sciences de l'hygiène, des mesures préventives. Nous finançons des études épidémiologiques, des recherches sur les systèmes de distribution des soins de santé, y compris l'immunisation et l'éducation à l'hygiène, la fourniture de systèmes sanitaires et d'approvisionnement en eau potable, et des travaux sur les maladies professionnelles. La santé des mères et des enfants tient une place de choix, parce que nous savons que ce sont les plus vulnérables dans les populations des pays en développement.

Le CRDI apporte aussi son aide à une grande variété de recherches du domaine des Sciences sociales: l'économie et la démographie, la pédagogie et la politique scientifique et technologique. Ces travaux sont effectués soit comme des recherches spécifiques, soit intégrés à des projets pluridisciplinaires intéressant d'autres secteurs du Centre; un projet agronomique comportera souvent des éléments sociologiques et micro-économiques. L'importance que nous accordons aux sciences sociales

procède de notre conviction profonde que le développement ne peut progresser et que les efforts de développement ne peuvent produire des effets durables si ne sont pris en considération la conscience et la compréhension de la conjoncture socio-économique propre à ces sociétés, s'ils ne sont pas conçus pour favoriser les plus démunis de ces sociétés et s'ils ne participent pas de la dignité de la personne humaine.

Un autre secteur d'activité du Centre, quelque peu différent des 3 autres divisions de programme dont nous avons déjà parlé, mais qui figure à part entière dans les statuts de notre organisme est les Sciences de l'information. L'objectif de cette Division est d'affirmer les capacités des institutions des pays en développement - qu'elles soient nationales, régionales ou internationales - dans la collecte, l'organisation, le stockage, l'extraction et la manipulation des données scientifiques et de la littérature informative, quelquefois manuellement mais souvent par l'utilisation de mini-ordinateurs relativement peu coûteux.

Finalement, Monsieur le Président, un dernier domaine subventionné par le Centre, qui se distingue des précédents, est la recherche en coopération effectuée par des scientifiques du Canada et des pays en développement qui a été introduite en 1979 à la suite de la grande conférence des Nations Unies sur la Science et la Technologie au service du développement. Ce programme figure seul dans les estimations budgétaires du Centre, attendu qu'il représente l'engagement que le sénateur Asselin a solennellement pris au nom du Canada, devant les participants à cette Conférence. À ce jour, le programme a été centré sur les sciences de la terre, une discipline où la compétence du Canada est reconnue dans le monde entier.

J'aimerais dire un mot de l'organisation du Centre. Les travaux sont agencés selon les disciplines et non la géographie. Les opérations sont moins dirigées par le siège d'Ottawa que par les six principaux bureaux régionaux, situés respectivement à Dakar, Nairobi, le Caire, Bogota, New Delhi et à Singapour. Tous ces bureaux, sauf un, ont pour directeur un scientifique de la région, attendu que, dans l'esprit du Centre, les nationaux sont, plus que les étrangers, conscients des problèmes et des besoins particuliers de la communauté de chercheurs locale.

L'accroissement des compétences exige une formation poussée. La Division des bourses affecte des crédits principalement à l'augmentation des qualifications éducationnelles de jeunes chercheurs - dans la plupart des cas, d'un baccalauréat à une maîtrise. Quelques bourses sont réservées à des décideurs ou des scientifiques qui proposent des projets spécifiques de recherches ou d'ouvrages qui, dans l'opinion du Centre, apporteraient une importante contribution au processus de développement.

Une partie de la tâche considérable que représente la diffusion des résultats des recherches est assurée par la Division des communications du Centre. La plus importante réalisation de la division est les compte rendus de colloques ou de résultats de projets sous forme de publications ou de films, destinés à servir à des activités de formation ou à faire connaître les recherches aux décideurs. La Division publie aussi une gamme de matériel d'information plus générale à l'intention de publics divers. Presque toute cette documentation paraît en anglais, en français et en espagnol, mais quelques ouvrages sont aussi publiés en arabe et en chinois.

Chaque année comme ce fut le cas à Dakar tout récemment, le Conseil approuve le Programme des travaux et budget du Centre après un examen minutieux. Ce programme reflète les travaux du Centre, les discussions avec les hauts fonctionnaires et les ministres responsables de l'affectation de l'enveloppe de l'APD et notre perception de la capacité d'absorption des pays en développement.

Le CRDI collabore directement avec les scientifiques des pays en développement dans leurs propres instituts de recherche, qu'il s'agisse d'universités, de ministères ou autres, mais nous prenons en compte les positions et les politiques des gouvernements. Il est encourageant de constater que les activités de recherches augmentent, pays après pays, que le nombre de personnes qualifiées s'accroît, que de plus en plus, de jeunes diplômés d'universités poursuivent des carrières scientifiques ou techniques. Il est également encourageant que d'autres organismes donateurs consultent le CRDI ou collaborent et coordonnent la mise en oeuvre de programmes scientifiques. Nous ne voudrions pas, cependant, nous bercer d'illusions et laisser entendre que tout va bien et que l'avenir n'est que promesses.

Dans les pays où les gouvernements luttent pour la survie quotidienne de leurs peuples, où les crises de la balance des paiements sont une menace permanente, où les pressions venant de sources extérieures, charitables ou autres ne cessent de s'exercer, il est compréhensible que le lointain horizon de la recherche ne soit pas une priorité. Dans certaines nations, l'environnement n'est pas favorable à la recherche.

Le Centre, sous la direction de son Conseil, s'efforce constamment de déceler et d'apprécier judicieusement cet amalgame de stimulants et de contraintes afin que ses ressources soient utilisées le plus efficacement possible.

Monsieur le Président et membres du Comité, je vous remercie de m'avoir écouté avec attention. Nous vous sommes reconnaissants de cette occasion de vous avoir rencontrés. Nous sommes à votre disposition pour répondre à vos questions.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the International Development Research Center:

Mr. Ivan Head, President;

Mr. Joseph Hulse, Vice-President, Research Programs.

Du Centre de Recherche, Développement International:

M. Ivan Head, Président;

M. Joseph Hulse, Vice-Président, Programmes de recherches.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 8

Thursday, April 12, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 8

Le jeudi 12 avril 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Main Estimates 1984-85: Votes 35, 40, L45, L50 and
L55—Canadian International Development Agency
under EXTERNAL AFFAIRS

CONCERNANT:

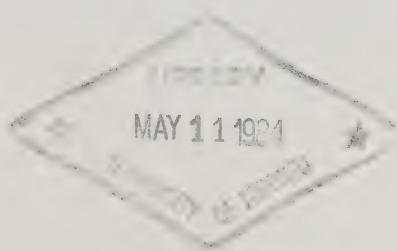
Budget principal 1984-1985: Crédits 35, 40, L45, L50 et
L55—Agence canadienne de développement
international sous la rubrique AFFAIRES
EXTÉRIEURES

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1983-84Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1983-1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Bud Bradley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTES

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Jesse Flis
Pierre Gimaiel
Dan Heap
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McKnight
Bob Ogle
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(b):

On Wednesday, April 11, 1984:

Jesse Flis replaced Irénée Pelletier.

On Thursday, April 12, 1984:

Bud Bradley replaced Robert Wenman.

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement:

Le mercredi 11 avril 1984:

Jesse Flis remplace Irénée Pelletier.

Le jeudi 12 avril 1984:

Bud Bradley remplace Robert Wenman.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 12 AVRIL 1984

(9)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 15 h 34, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, MM. Hudecki, Kilgour, Prud'homme, Stevens.

Substituts présents: MM. Flis, Heap, King, Landers.

Autre député présent: M. Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Témoins: De l'Agence canadienne de développement international: M^{me} Margaret Catley-Carlson, présidente; M. Pierre Racicot, vice-président par intérim, Direction générale des politiques.

Le Comité reprend l'examen de son Ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 relatif au Budget principal des dépenses pour l'année financière qui se termine le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbal du mardi 13 mars 1984, Fascicule n° 1*).

Le témoin répond aux questions.

Le président autorise que les réponses, fournies par l'Agence canadienne de développement international, suite à la séance du Comité du 20 mars 1984, et les réponses fournies par le Ministère des Affaires extérieures, suite à la séance du Comité du 15 mars 1984, soient jointes au Procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir annexes «EAND-3» et «EAND-4» respectivement.*)

A 17 heures 33, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 12, 1984

(9)

[Translation]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met this day at 3:34 o'clock p.m., Mr. Marcel Prud'homme, Chairman, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Messrs. Hudecki, Kilgour, Prud'homme, Stevens.

Alternates present: Messrs. Flis, Heap, King, Landers.

Other Member present: M. Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Witnesses: From the Canadian International Development Agency: Mrs. Margaret Catley-Carlson, President. Mr. Pierre Racicot, Acting Vice-President, Policy Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference of February 21, 1984 relating to the Main Estimates for fiscal year ending March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings dated March 31, 1984, Issue No. 1*).

The witnesses answered questions.

The Chairman agreed,—That the answers supplied by the Canadian International Development Agency following the Committee's meeting of March 20, 1984 and the answers supplied by the Department of External Affairs following the Committee's meeting of March 15, 1984 be appended to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendices «EAND-3» and «EAND-4» respectively*).

At 5:33 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, April 12, 1984

• 1534

Le président: À l'ordre!

Nous continuons aujourd'hui l'étude des crédits destinés à l'ACDI.

AFFAIRES EXTERIEURES

C—Agence canadienne de développement international

Crédit 35—Agence canadienne de développement international—Dépenses de fonctionnement et autorisation.....
\$56,475,000

Crédit 40—Agence canadienne de développement international—Subventions et contributions inscrites au Budget...
\$1,197,176,000

Crédit L45—Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil.....\$231,450,000

Crédit L50—Paiement de \$4,000,000 et délivrance de billets à vue.....\$4,000,000

Crédit L55—Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières).....\$2,900,000

Le président: Nous sommes toujours honorés de la présence de M^{me} Catley-Carlson, la présidente. L'accompagnent aujourd'hui M. Pierre Racicot, vice-président par intérim, Direction générale des politiques, et M^{lle} Lynn Wallace, contrôleur adjoint, Gestion financière, Direction générale du contrôleur.

I think you are setting a good example, it is much better than that of everybody else we have seen—two out of three people who are sitting as witnesses are ladies. Maybe the message is getting through that in our committee we want to see more of them prominently occupying positions of responsibility.

Having said that, we will simply continue what we started so well with the president of CIDA. She might like to make a short statement . . . she made a statement, so I do not see the necessity of repeating it, this is a continuation. This way, we will have a little bit more questioning. Some members have asked me to adjourn earlier, but they will be excused if there are others who want to question.

• 1535

Second, we have today answers to questions which were asked. They will be distributed and they will be added as an appendix to the *Minutes of Proceedings and Evidence* of today.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 12 avril 1984

The Chairman: Order, please!

Today we resume consideration of the budget votes of CIDA.

EXTERNAL AFFAIRS

C—Canadian International Development Agency

Vote 35—Canadian International Development Agency—
Operating expenditures and authority.....\$56,475,000

Vote 40—Canadian International Development Agency—
The grants and contributions listed in the Estimates.....
\$1,197,176,000

Vote L45—Loans, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council.....\$231,450,000

Vote L50—Payment of \$4,000,000 and the issuance of demand notes\$4,000,000

Vote L55—In accordance with the International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act...
\$2,900,000

The Chairman: We are again honoured by the presence of Madam Catley-Carlson, the President of CIDA, who is accompanied today by Mr. Pierre Racicot, Acting Vice-President, Policy Branch, and Miss Lynn Wallace, Assistant Comptroller, Financial Management, Comptroller's Branch.

Je vois que vous donnez le bon exemple, certainement davantage que tous les autres témoins qui ont comparu, car deux des trois témoins sont des femmes. Peut-être a-t-on enfin reconnu que notre Comité préconise l'emploi de plus de femmes dans des postes comportant de grandes responsabilités.

Cela dit, nous allons simplement reprendre l'excellent témoignage de M^{me} la présidente de l'ACDI. Peut-être auriez-vous une petite déclaration . . . M^{me} Catley-Carlson a déjà fait une déclaration, et je ne vois pas la nécessité de la lui faire répéter, puisque nous continuons simplement nos travaux. De cette façon, nous aurons plus de temps pour poser nos questions. Quelques membres ont demandé d'ajourner plus tôt, mais nous allons les excuser si d'autres veulent poser des questions.

Deuxièmement, nous avons reçu aujourd'hui des réponses aux questions qui ont déjà été soulevées. Ces réponses vous seront distribuées et seront annexées au compte rendu du jour.

[Texte]

Madam, you may like to say a word or two. If not, I will recognize those who are going to indicate they want to be recognized. Madam.

Mrs. Margaret Catley-Carlson (President, Canadian International Development Agency): Mr. Chairman, thank you.

I would just like to make one very small announcement, and that is that I hope all of you have received a copy of the CIDA annual report. It is a historic document, because it is the last one you will see in this format since CIDA is now going to be submitting annual reports in the standard government format. But it has been written to respond to the question we have received quite often: How can we say what Canada is doing in international development vis-à-vis the needs that are there? It looks pretty formidable, but it is only the first 52 pages, *de la première à 54 dans la version française qui est à l'inverse*, which really do try to explain current development problems and current development programs in the light of those problems.

The particular interest I would draw the attention of the committee members toward is that we have tried to show that there are very different rates of progress in terms of social development and economic development. This is a very important concept, because social development is your underpinning and your result of economic development. So the rapid progress that is being made in education, literacy, child mortality, etc., is very encouraging for the future, even though the current economic circumstances of many countries are very bleak. It will be the foundation for further programs, and I think it already indicates a developmental process which is well under way.

So I will repeat myself slightly. The first 52 pages of the report have been written to try to give parliamentarians and others a ready source of saying that this is what Canadian taxpayers' money is doing through the various sources, and it is written in the least bureaucratese we could muster for the purpose. So we hope you will find it a useful document to say: Here is what your aid dollars are all about.

Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Merci, madame.

First, in the usual good practice, the official critic of the Official Opposition, the Hon. Sinclair Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman.

Madam President, I was wondering if you could set out for the benefit of the committee the current deployment of your staff. I have an article before me which appeared in *The Citizen*, and in that you mention, for example, that it costs \$130,000 a year to keep a person abroad. That seemed to be a startling figure to me, and I thought it would be interesting if we could learn, first of all, how many you have in Hull, and second, how many you have abroad. Then when we have identified that, perhaps you could tell us what that \$130,000 a

[Traduction]

Madame, vous voulez peut-être dire quelques mots. Dans la négative, je vais donner la parole à ceux qui veulent vous interroger. Madame.

Mme Margaret Catley-Carlson (présidente, Agence canadienne de développement international): Je vous remercie, monsieur le président.

J'aimerais faire une petite annonce; j'espère que vous avez tous reçu un exemplaire du rapport annuel de l'ACDI. Il s'agit d'un document historique; c'est le dernier que vous recevrez sous ce format, puisque l'ACDI adoptera le format réglementaire du gouvernement pour ses rapports annuels futurs. Notre rapport, cette année, vise à répondre aux questions qui nous ont très souvent été posées: que fait le Canada sur le plan du développement international par rapport aux besoins qui existent? Cela semble assez formidable, mais seulement les 52 premières pages, *from the first page to page 54 in the French version, in the reverse*, essaient d'expliquer les problèmes courants de développement et les programmes qui ont été établis pour répondre à ces problèmes.

Ce qui est particulièrement intéressant, et je voudrais le souligner aux membres du Comité, c'est que nous avons essayé de mettre en lumière le degré des progrès réalisés sur le plan du développement social et du développement économique. Cette notion est très importante, étant donné que le développement social est la base et le résultat du développement économique. Par conséquent, les progrès rapides qui se font en matière d'éducation, d'alphabétisme, de mortalité infantile, etc., sont très encourageants pour l'avenir, même si la situation économique actuelle de bien des pays n'est pas très rose. Ce sera le fondement d'autres programmes à venir, et une indication du processus de développement, qui est bien lancé.

Je vais donc me répéter un peu. Les 52 premières pages du rapport ont été rédigées pour essayer de donner aux parlementaires et à d'autres personnes des renseignements utiles qui leur permettront de savoir ce à quoi sert l'argent des contribuables canadiens, et on les a écrites de la façon la moins bureaucratique possible à cette fin. Nous espérons donc que ce document vous permettra de voir ce à quoi servent vos dollars affectés à l'aide.

Je vous remercie, monsieur le président.

The Chairman: Thank you, Madam.

Premièrement, nous allons procéder de la façon habituelle, et donner la parole au critique de l'Opposition officielle, l'honorable Sinclair Stevens.

M. Stevens: Je vous remercie, monsieur le président.

Madame la présidente, je me demande si vous pourriez nous dire comment est réparti votre personnel. J'ai devant moi un article qui a paru dans *The Citizen*, et dans lequel vous faites mention, par exemple, qu'il vous en coûte 130,000\$ par an pour une personne à l'étranger. Ce chiffre m'étonne, et ce serait intéressant de savoir, premièrement, combien de personnes travaillent à Hull, et deuxièmement, combien travaillent à l'étranger. Cela fait, vous pourriez peut-être nous dire de quoi se compose cette somme de 130,000\$ par année.

[Text]

year would be made up of. As you point out, that is about two or three times what it costs to keep them in Hull.

Mrs. Catley-Carlson: Thank you, Mr. Chairman.

The current deployment of aid staff is complex, because you have not only CIDA staff, but you have employees of the Department of External Affairs who are in the aid stream. Over and above that, you have those who are in direct and indirect employment with CIDA for the performance of aid-related duties.

In terms of direct answers to the direct questions, there are currently 1,060 staff in Hull and this will be growing to 1,162, if my memory serves me properly, in the very short-term future. Above this, there are 75 professional person-years in the field. That is composed of some 50 or so whole beings, if I can use that phrase, and several half person-years, which aggregate together to form the 75 person-years in the field. As I say, these are employees of the Department of External Affairs; however, they are in the aid stream.

• 1540

Over and above that, because CIDA has at any one time about 1,000 contracts in operation, there will be from 300 to 500 Canadians working on development projects for Canadian firms or abroad as private individuals, or working within government, in developing countries as *coopérant*. Over and above that, you will have as many as 300 persons working for non-governmental organizations as a result of direct CIDA funding. Some of these are now working in direct liaison with CIDA projects because of the country-focus approach. Some of these are working on the projects that are responsive.

So it is a rather complex matrix of situations; when you put all of those numbers together, you come up with something like 1,000 in Hull and about 1,000 in the field. But whereas the 1,000 in Hull are very easy to explain in terms of their status, the 1,000 in the field are under very many different auspices and financial circumstances.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I was wondering if Mrs. Catley-Carlson could be more specific about this \$130,000 a year to keep a person abroad.

Mrs. Catley-Carlson: Yes, Mr. Chairman, I certainly can. If you hypothesize a person with a spouse, male or female both, with two children going abroad for three years, you find that the cost of a three-year posting, including the air fare and including leave entitlements, together with educational allowances and the other allowances which are part and parcel of the technical assistance regulations or of the regulations under which the person have gone out, come out to an average aggregate which, if we took a three-year period starting this year, salary, salary and benefits, foreign service premium, post differential, salary equalization, aggregates to about \$70,000 this year for an average person, public servant, abroad. It

[Translation]

Comme vous l'avez souligné, c'est deux ou trois fois ce qu'il en coûte pour votre personnel qui travaille à Hull.

Mme Catley-Carlson: Je vous remercie, monsieur le président.

La répartition actuelle du personnel qui s'occupe de l'aide est très complexe, car non seulement nous avons le personnel de l'ACDI, mais aussi les employés du ministère des Affaires extérieures qui font partie du service de l'aide. En plus de cela, il faut compter ceux qui sont directement ou indirectement employés par l'ACDI pour des fonctions reliées à l'aide.

Pour vous donner une réponse directe à votre question directe, nous avons actuellement à Hull 1,060 personnes et, si ma mémoire est fidèle, nous en aurons très bientôt 1,162. De plus, nous avons sur le terrain 75 années-personnes professionnelles. Elles comprennent quelque 50 «personnes complètes», si je peux m'exprimer ainsi, et plusieurs demi-années-personnes, le total formant 75 années-personnes sur le terrain. Je le répète, ce sont des employés du ministère des Affaires extérieures; cependant, ils font tous partie du secteur de l'aide.

En plus de cela, étant donné que l'ACDI a en tout temps quelque 1,000 contrats en cours, il y a de 300 à 500 Canadiens qui travaillent à des projets de développement pour des maisons canadiennes ou à l'étranger, et de façon privée, ou qui travaillant au sein du gouvernement dans les pays en voie de développement en tant que coopérants. Par ailleurs, il peut y avoir jusqu'à 300 personnes qui travaillent pour des organisations non gouvernementales, et c'est le résultat du financement direct de l'ACDI. Certaines de ces personnes travaillent maintenant en liaison directe avec des projets de l'ACDI à cause de cette approche qui est axée sur le pays. Certaines travaillent à des projets qui découlent de cette approche.

Par conséquent, c'est un ensemble de situations plutôt complexe; si on fait l'addition de tous ces chiffres, on en arrive à quelque 1,000 personnes à Hull et 1,000 sur le terrain. Alors qu'il est facile d'expliquer la présence de 1,000 personnes à Hull, à cause de leur statut, les 1,000 personnes sur le terrain relèvent de très nombreux et divers groupes et de différentes circonstances financières.

M. Stevens: Monsieur le président, je me demande si Mme Catley-Carlson pourrait répondre de façon plus précise au sujet des 130,000\$ par année qu'il en coûte pour garder quelqu'un à l'étranger.

Mme Catley-Carlson: Oui, monsieur le président, je peux certainement le faire. Si on suppose qu'une personne se rend à l'étranger avec son conjoint et ses deux enfants pour une période de trois ans, on se rend compte que le coût d'un poste de trois ans, y compris les billets d'avion et les congés prévus, de même que les allocations pour la scolarité et les autres allocations qui font partie des règlements d'aide technique ou des règlements en vertu desquels la personne se rend à l'étranger, atteint en moyenne, si on calcule sur une période de trois ans commençant cette année le salaire et les avantages sociaux, la prime de service à l'étranger, l'indemnité différentielle de poste et la péréquation du salaire, environ 70,000\$

[Texte]

might come out to \$80,000 and \$92,000 because of the different travel and allowance entitlements in the next two years.

Operational costs would come out to another \$40,000, or differential cost, depending on where the post was. There are also capital costs and overhead costs which we take into account in calculating this. But these are the basic costs associated with it.

I can pass out a piece of paper if you wish. We calculated it, per post, with embassies of 100, 125, 165 because obviously, depending on which country you are in . . . if you are in Zaïre, for example, with an inflation rate and with a need to import from abroad, you will be under very different conditions financially than you would be in Trinidad and Tobago, which would have a very different inflation indices as a different relationship to the Canadian dollar, different import needs, etc.

Mr. Stevens: Maybe, Mr. Chairman, if the president could distribute that paper she refers to, it would be helpful. And does that show a breakdown for salary and the other items that you have been referring to?

Mrs. Catley-Carlson: Yes. It is very hypothetical. You simply have to say: This is going to be for an FS-2, which is the one that we chose, which is about a First Secretary. And it does not cover either NGO's or people who are out under commercial contracts. We are talking strictly of the aid employees.

Mr. Stevens: Could we have that distributed then?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, certainly.

The Chairman: We will have that distributed.

Mr. Stevens: That then leads me to the number of countries that you are active in. And one count, I know it was 89. In your interview, I think you say over 80. How many countries have you a presence in at the present time in the sense that you are doing something?

Mrs. Catley-Carlson: There is a differentiated answer to that, Mr. Chairman. We have roughly 30 core countries, or countries of concentration. It would be anticipated that in virtually all of these, but we will check this out, there would be a Canadian presence since being able to operate from a base is a very necessary part of being able to run a bilateral program.

I can already think of some exceptions. We do not have, for example, a permanent presence in Honduras, if my memory serves me properly. But, by and large, countries of concentration are those where the political and economic links with Canada are such as to warrant the presence of an embassy. In the other 50 countries which are countries in Category 2 and Category 3, where there might be lines of credit operating, there might be mass funds, NGO projects, etc., you would have a differentiated pattern.

[Traduction]

cette année pour un fonctionnaire moyen servant à l'étranger. Cela peut s'élever à 80,000\$ et 92,000\$ au cours des deux années suivantes à cause des différentes primes de voyage et allocations.

Les coûts opérationnels s'élèveraient à quelque 40,000\$, ou à un chiffre différent, selon l'endroit où se situe le poste. Il y a également des coûts d'immobilisations et des frais généraux dont il faut tenir compte dans le calcul. Ce sont tous là des coûts de base associés au déplacement.

Je peux faire circuler un document, si vous le désirez. Nous avons calculé le coût, par poste, pour les ambassades de 100, 125 ou 165 personnes, car, évidemment, cela dépend du pays où la personne se rend . . . Si on est au Zaïre, par exemple, le taux d'inflation et la nécessité d'importer de l'étranger rendent les conditions très différentes, financièrement, de celles qui prévaudraient à Trinité et Tobago, où le taux d'inflation serait très différent, de même que le taux de change, les besoins d'importations, etc.

M. Stevens: Monsieur le président, si la présidente veut bien faire circuler ce papier, il pourrait nous être utile. Est-ce qu'on y indique également une ventilation des salaires et des autres points que vous avez mentionnés?

Mme Catley-Carlson: Oui. Tout cela est très hypothétique. Vous n'avez qu'à vous dire: il s'agit d'un FS-2, le poste que nous avons choisi, celui de premier secrétaire. Les calculs n'ont pas trait aux personnes qui travaillent avec les organisations non gouvernementales ou à celles qui travaillent en vertu de contrats commerciaux. Nous les avons établis seulement pour les employés du secteur de l'aide.

M. Stevens: Pouvons-nous le faire distribuer?

Mme Catley-Carlson: Certainement.

Le président: Ce sera fait.

M. Stevens: Cela me porte à vous parler d'un certain nombre de pays où l'ACDI est présente. Je sais qu'il y en avait 89. Vous avez déclaré dans votre entrevue qu'il y en avait plus de 80. Dans combien de pays l'ACDI est-elle présente actuellement, en ce sens que l'agence y travaille?

Mme Catley-Carlson: On peut répondre de façon un peu différente à cette question, monsieur le président. Nous avons environ quelque 30 pays principaux, ou des pays où l'ACDI concentre ses efforts. On prévoit que dans presque tous ces pays, mais nous allons vérifier, il y aurait une présence canadienne, étant donné qu'il est très nécessaire, pour diriger un programme bilatéral, de travailler à partir d'une base.

Je pense déjà à certaines exceptions. Ainsi, par exemple, si ma mémoire est fidèle, nous n'avons pas de présence permanente au Honduras. De façon générale, les pays où nous concentrons nos efforts sont ceux où les liens politiques et économiques avec le Canada sont tels qu'ils nécessitent la présence d'une ambassade. Dans les 50 autres pays, des pays des catégories 2 et 3, où nous pouvons avoir des marges de crédit, des fonds importants, des projets d'organisations non gouvernementales, etc., le tableau doit être différent.

[Text]

• 1545

Some of these you would have embassies, some not, but that would be related to the state of foreign policy relations and the judgment on the foreign policy impact of these countries.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, if I add those two figures that you have referred to, is that the total number of countries then that you are active in? Thirty-two plus fifty.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, you have to define the word "active". We are very active in 30 countries which are countries of concentration. In category 2, there are a lesser range of instruments that can be used by Cabinet directive. These do include occasional bilateral projects, very occasional. They do include NGOs activity; they do include sometimes lines of credit.

In category 3 where the aggregate work there is not supposed to exceed 5% of ODA, we are simply in the business of responding to non-governmental organization requests using mission-administered funds and emergency food aid. So, if you take all those three as meaning active, the aggregate total is somewhere in the eighties, I believe.

Mr. Stevens: Have you any comparative figures as to... Sweden, I understand, is in 24 countries; the United States is in 76 countries. Have you any comparative figures as to where countries that you might find comparable to Canada are in the sense of the number of countries they are active in?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, perhaps the most interesting comparison in this is what the concentration of work is among various donors. If you take the largest, I believe it is 17 programs; in Canadian overall assistance, you will find 40% of our development assistance goes in that area. This is roughly comparable to what the other donors do. Sweden has slightly less. Other countries like the Federal Republic of Germany will have slightly more but the DAC Report points out every year where real emphasis is being put in the allocation of funds in terms of country concentration. We can certainly circulate that to you for comparative purposes.

What I am always struck by is the similarity of result in the sense that you do find a concentration usually of about 38% to 45% of most programs' activities in a list of countries that rarely goes much above 16 or 17, and there is a great similarity between them. The main non-similarity is that the United States accords up to 35% of its bilateral program to Egypt and Israel, whereas you do not find that concentration in others.

Mr. Stevens: Speaking about those core countries, I was wondering if we could have your rationale for continuing Guyana as a core country as far as recipient aid is concerned. I say that in the context that I think much of what is going on there under the Forbes Burnham government is not very

[Translation]

Il y aurait des ambassades dans certains pays, pas dans d'autres; tout dépendrait de l'état des relations avec ces pays et de l'interprétation des répercussions de la politique étrangère sur ces pays.

M. Stevens: Par votre intermédiaire, monsieur le président, si j'additionne les deux chiffres que vous venez de mentionner, est-ce que cela me donne le nombre total de pays où vous avez des activités? Trente-deux plus cinquante.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, il faut définir le mot «activité». Nous sommes très actifs dans 30 pays, qui sont les pays où nous concentrons nos efforts. Pour la catégorie 2, il y a moins d'instruments qui peuvent servir selon les directives du Cabinet. Ils comprennent des projets bilatéraux occasionnels, très occasionnels. Ils englobent les activités d'organisations non gouvernementales, et parfois les marges de crédit.

Pour ce qui est de la catégorie 3, où l'ensemble du travail n'est pas censé dépasser 5 p. 100 de l'assistance publique au développement, nous ne faisons que répondre aux demandes des organisations non gouvernementales en utilisant les fonds gérés par la mission et l'aide alimentaire d'urgence. Par conséquent, si vous considérez ces trois éléments comme signifiant que nous sommes actifs, le total se situerait, je crois, dans les 80.

M. Stevens: Est-ce que vous avez des chiffres comparatifs, comme... Je crois comprendre que la Suède a une présence dans 24 pays, les États-Unis, dans 76. Avez-vous des chiffres comparatifs pour des pays qui, comme le Canada, sont actifs dans d'autres pays?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, la comparaison la plus intéressante, peut-être, serait la concentration du travail qui se fait parmi les divers donateurs. Prenons le plus important, il s'agit de 17 programmes, je crois; sur le plan de l'aide canadienne globale, vous verrez que 40 p. 100 de notre aide au développement y sont consacrés. Cela se compare à peu près à ce que font les autres donateurs. La Suède en a un peu moins. D'autres pays, comme la République fédérale allemande, un peu plus, mais le rapport du comité d'aide au développement souligne chaque année où l'accent réel est placé pour l'allocation des fonds, et dans quels pays. Nous pouvons certainement vous donner ce document si vous voulez faire des comparaisons.

Ce qui me frappe, c'est la similarité des résultats, en ce sens qu'on trouve habituellement une concentration de 38 à 45 p. 100 des activités de la plupart des programmes dans des pays dont le nombre dépasse rarement 16 ou 17; la similarité est donc grande. Ce qui est surtout moins semblable, c'est le fait que les États-Unis affectent jusqu'à 35 p. 100 de leurs programmes bilatéraux à l'Égypte et à Israël, alors qu'on ne trouve pas cette concentration d'activités dans d'autres pays.

M. Stevens: Au sujet de ces pays principaux, je me demande pourquoi vous poursuivez vos activités en Guyane comme pays principal recevant de l'aide. Je le souligne à cause de ce qui se passe dans ce pays sous le gouvernement Forbes Burnham; ce n'est pas très joli. On y enfreint les droits civils. En résumé, il

[Texte]

wholesome. There are civil rights violations. In short, there appears to be a double standard. In some cases, countries are cut off; in other cases, there seems to be a blind eye turned to the same things that are offered as explanations why a country is no longer receiving our aid.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, the development rationale for continuing activity in Guyana is two-fold. It is part of the Caribbean area where Canada has a commitment to double over a five year period the amount of bilateral aid going to that region. Guyana is a member of that community and we have had long standing relations with it under that particular aegis. Also, in developmental terms, there is no question but that the country is in a very lamentable state. I think that many will have seen the articles recently in the press pointing out that its debt and its current account budget were in no way in line with its financial prospects or its revenue prospects. This is leading to very serious concern indeed.

The continuing rationale for being there is, of course, trying to do something about this, something which is rather easier said than done. Because we are as concerned as we are about the performance in Guyana, we have made a significant part of our forthcoming assistance conditional upon their taking measures in Guyana to come to grips with their economic situation in terms of achieving some understanding with the IMF as to their internal management.

• 1550

We have said that if they are not sufficiently serious about putting their economic house in order in order to align themselves with the IMF recommendations, a further part of Canadian assistance will simply not be forthcoming, because it is conditional upon significant progress being made towards serious discussion with the IMF.

The other projects are concerned with forestry and with trying to increase the lot of those who are making a living through fishing and using fish by-products in terms of finding alternate uses for fish by-products and for fish that would otherwise be thrown out.

In terms of human rights, Mr. Chairman, Guyana's record is not blameless nor, unfortunately, are those of a number of CIDA recipients. It is not for an aid agency, luckily, to try and draw the comparisons between human rights observance or non-observance. All I can say is that the situation in Guyana as regards human rights is very much monitored; it is drawn to the attention of the government each time a decision is made on Guyana. I would say that there are worse abuses of human rights, although I find that sentence in itself rather odious because an offence against human rights is an offence against human rights. But the Guyana record, while extremely unfortunate, is by no means the most desperate among those countries that do receive CIDA aid.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, I was wondering if your president could indicate how they find justification for the double standard that seems to exist between El Salvador,

[Traduction]

semble y avoir une double norme. Dans certains cas, les pays ne reçoivent plus d'aide; dans d'autres cas, on semble fermer les yeux sur ces choses justement qu'on invoque pour ne plus donner d'aide à un pays.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, il y a une double raison pour continuer notre activité de développement en Guyane. Ce pays fait partie des Antilles, où le Canada s'est engagé à doubler, en cinq ans, le montant de l'aide bilatérale accordée à cette région. La Guyane fait partie de cette collectivité et nous avons, pour cette raison, des rapports avec elle depuis fort longtemps. Sur le plan du développement, également, il n'y a pas de doute que ce pays se trouve dans un état lamentable. Beaucoup parmi vous auront lu les articles qu'a publiés récemment la presse, soulignant que les dettes de ce pays et son budget ordinaire ne vont pas du tout dans le sens de ses perspectives financières ou de ses perspectives de revenus. Les inquiétudes sont très grandes à ce sujet.

La raison pour laquelle nous continuons à y être présents, évidemment, c'est que nous essayons de faire quelque chose à ce sujet, mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Étant donné que nous nous préoccupons beaucoup de la performance de la Guyane, nous avons relié une partie importante de notre aide à venir aux mesures que ce pays devra prendre pour s'attaquer à la situation économique et en arriver à une entente avec le Fonds monétaire international quant à sa gestion interne.

Nous avons dit que s'ils ne montraient pas suffisamment de sérieux pour mettre de l'ordre dans leurs affaires, pour se conformer aux recommandations du FMI, l'aide canadienne ne serait pas continuée, car elle dépend des progrès importants qui doivent être réalisés sur le plan des discussions avec le FMI.

Les autres projets visent l'industrie forestière et l'amélioration du sort des personnes qui vivent de la pêche; il s'agit de trouver d'autres façons d'utiliser des sous-produits du poisson, ou du poisson qui, autrement, serait jeté.

Monsieur le président, sur le plan des droits de la personne, la réputation de la Guyane n'est pas sans tache, comme ne l'est pas, d'ailleurs, celle d'un certain nombre de pays qui reçoivent une aide de l'ACDI. Heureusement, une agence d'aide n'a pas à établir des comparaisons entre le respect ou non des droits de la personne des pays. Je peux vous dire que la situation en Guyane est suivie de très près; on avise le gouvernement chaque fois qu'une décision est prise concernant la Guyane. Je pourrais dire que l'on constate de pires abus ailleurs, bien que cette déclaration me paraisse odieuse au départ, car empiéter sur les droits de la personne, c'est déjà suffisamment grave en soi. Mais la situation, en Guyane, bien que malheureuse, est loin d'être aussi grave que celle qui prévaut dans d'autres pays qui reçoivent l'aide de l'ACDI.

M. Stevens: Merci, monsieur le président; madame Catley-Carlson, comment peut-on justifier ce qui semble être une application de la règle des deux poids, deux mesures: à l'heure

[Text]

where you have virtually no aid going in at the present time, and Nicaragua, where there is aid.

As I understand it, there is \$13 million and another \$5 million to go in to Nicaragua. Both have civil rights problems. In the Nicaragua case you have the evidence of their aiding and abetting guerillas who are active in El Salvador. And yet, in the case of El Salvador, whatever aid there was, it is virtually discontinued. Could you tell me how you distinguish between those two countries?

Secondly, what is in fact the total committed aid? I understand there is a four-year program involving Honduras, Costa Rica, and Nicaragua, of some \$106 million. I was wondering how that is broken up, with particular emphasis on Nicaragua. I am very curious as to why that country seems to be so favoured.

Mrs. Catley-Carlson: Yes, Mr. Chairman. There are a number of questions in there, some of which are definitely foreign policy questions in terms of the general Canadian stance towards the situation in Central America.

In terms of the criteria which CIDA is authorized to use, in terms of making our programming decisions, the key criteria in deciding to cease programming and project activities in El Salvador and Guatemala was the inability of the government to guarantee the civil rights of those who would be working on the projects themselves, which is to say that we could not, with any assurance, dispatch Canadians or, indeed, if you wish, employ nationals of the country on projects which would be begun, with any assurance about their personal safety. This was exactly the situation which obtained in Idi Amin's Uganda before that decision was taken about terminating activity in that country.

In Nicaragua, on the other hand, there is obviously a great deal of disturbance internally. But this has not affected in anywhere near the same measure as was the case for foreigners working on development questions in El Salvador, the health and survival of people working on international development projects in Nicaragua.

We are also structuring our assistance to that country, Nicaragua, in the form of lines of credit, specifically directed towards improved agricultural production, particularly livestock, in such a way that the amount of physical presence needed, if you wish, is diminished from what would be the case for a rural development project. Those are the operational results of the human rights situation on which CIDA makes judgments.

• 1555

The Chairman: Mr. Stevens, this is your last question. I will come back to you at the end.

Mr. Stevens: I wonder, Mrs. Catley-Carlson, if you could answer those two other questions that I made reference to: What is in fact the total aid that Nicaragua might anticipate over a four-year period? If that \$106 million figure rings a bell

[Translation]

actuelle, le Salvador ne reçoit aucune aide, et le Nicaragua en reçoit.

Si je comprends bien, le Nicaragua bénéficie d'une aide de 13 millions de dollars, plus 5 autres millions de dollars. Ces deux pays n'ont pas une très bonne réputation en ce qui a trait aux droits civils. On a démontré que le Nicaragua aide et encourage des guérilleros au Salvador. Et pourtant, le peu d'aide qu'on accordait au Salvador a été pratiquement supprimée. Pouvez-vous m'expliquer la distinction que vous faites entre ces deux pays?

Deuxièmement, quelle aide nous sommes-nous engagés à donner? Si j'ai bien compris, un programme de quatre ans donnerait 106 millions de dollars au Honduras, au Costa Rica, et au Nicaragua. Comment cette somme sera-t-elle répartie? Je m'intéresse particulièrement à la situation du Nicaragua. Je serais curieux de savoir pourquoi ce pays semble être favorisé à ce point.

Mme Catley-Carlson: Oui, monsieur le président. Certains éléments de ces questions relèvent, de toute évidence, de la politique étrangère, de la politique canadienne générale envers la situation en Amérique centrale.

Le critère qui permet à l'ACDI de prendre des décisions au sujet de la création ou de la suppression de projets ou d'activités au Salvador et au Guatemala, c'est de savoir si le gouvernement peut assurer les droits civils des gens qui travailleraient à ces projets; les gouvernements ne pouvaient pas nous garantir qu'ils veilleraient à la sécurité personnelle des Canadiens qui seraient envoyés dans ces pays ou des ressortissants nationaux qui travailleraient à ces projets. Il s'agit exactement de la situation qui prévalait dans l'Ouganda d'Idi Amin avant qu'on ne prenne la décision de cesser toute activité dans ce pays.

Par contre, le Nicaragua est secoué de troubles intérieurs. Mais cette situation est loin d'avoir menacé la sécurité, la santé et la survie des étrangers qui travaillent à des projets de développement internationaux au Nicaragua.

Notre aide au Nicaragua se traduit également par des marges de crédit visant particulièrement l'amélioration de la production agricole et des conditions d'élevage du bétail; par conséquent, ce genre de projet ne nécessite pas le même personnel sur le terrain qu'un projet de développement rural. Voilà les résultats que donnent les décisions de l'ACDI fondées sur la situation des droits de la personne.

Le président: Monsieur Stevens, celle-ci sera votre dernière question. Vous pourrez intervenir à nouveau plus tard.

M. Stevens: Madame Catley-Carlson, pourriez-vous répondre aux deux autres questions que j'ai posées? Quelle aide totale le Nicaragua peut-il espérer au cours d'une période de quatre ans? Cette somme de 106 millions de dollars

[Texte]

with you for Nicaragua, Honduras and Costa Rica, maybe you could relate it to that.

The second reference: I heard you say something about the personal safety of those that might be involved with aid to El Salvador. It strikes me wonderfully odd that the country that is the trouble-maker, Nicaragua; the country that has been aiding and abetting the guerrilla activity in El Salvador, which presumably, you say, jeopardizes the personal safety of your workers ... The net result is that the trouble-maker gets the aid. The "troublee" country—that is what you would call it in legal terms—the country that is being victimized gets cut off. That strikes me as strange justice in a world that is generally looking for just and equitable approaches.

How come it is the bandits who win?

The Chairman: The question is all yours.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I will only be repeating myself slightly, but as I have said, as an agency which is not the primary responsible agency for foreign policy questions, the Hon. Member will understand very much if I talk about the operational implications of the situation that he has described, and recall to him that the death which resulted from the posting of several members of assistance personnel to El Salvador has not, to my knowledge, been replicated in Nicaragua.

We certainly participate in, but we do not enunciate the general foreign policy on the trouble-makers, the troublees, the bandits, or the preyed upon in Central America. We try to work through an articulation of what the operational results of that situation are for us.

There were several persons associated with development missions—I do not use the word "mission" in the church sense—there were several members of aid teams that were killed in El Salvador. This obviously indicated that a foreign element presence, working in aid-related areas, had dangers which we were not prepared to subject Canadians to in that country. This has not been the case in Nicaragua.

I have answered your question on security terms and not on foreign policy terms.

In terms of the *déboursés*, the amounts that are predicted for Central America, I can give you the 1983-1984 estimated expenditure for each country, sir. The amounts that we hope to disburse over the next five years to make up the \$106 million, of which you spoke, are put together in a regional aggregate, and so I do not have figures that will come out to \$106 million.

In Honduras, for example, in the three years leading up to last year, there was \$15 million disbursed, and we estimate that last year, the year that immediately finished, close to \$5 million was disbursed.

In Nicaragua, the cumulative totals up to the end of 1983 were about \$12.5 million, with last year's expenditures around \$12 million.

[Traduction]

destinée au Nicaragua, au Honduras et au Costa Rica, vous dit-elle quelque chose?

Par ailleurs, vous avez parlé de la sécurité personnelle des personnes affectées à des projets au Salvador. Une chose me paraît tout à fait curieuse: il semble que le Nicaragua, le pays qui est fauteur de troubles, qui aide et encourage des activités de guérilla au Salvador qui, comme vous le dites, menace la sécurité personnelle de vos travailleurs semble bénéficier de votre aide et le pays qui est victime voit son aide supprimée. Curieuse justice dans un monde où l'on cherche généralement des politiques justes et équitables.

Comment se fait-il que les bandits ont gain de cause?

Le président: Je vous laisse le soin de répondre à cette question.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, je me répéterai quelque peu mais comme je l'ai dit, notre agence n'est pas chargée en premier lieu de prendre des décisions en matière de politique étrangère; l'honorable député comprendra si je parle des retombées sur le terrain d'une situation qu'il a décrite; je lui rappelle qu'au Nicaragua, on n'a pas, à ma connaissance déploré la mort qui a résulté de l'affectation de plusieurs membres du personnel au Salvador.

Nous pouvons certainement participer à la prise de décisions; toutefois, nous ne sommes pas parmi ceux qui décident de la politique étrangère générale envers les fauteurs de trouble, les victimes, les bandits ou autres en Amérique centrale. Nous tentons de comprendre quels seront pour nous les résultats sur le terrain de la situation.

Les missions de développement font appel à plusieurs personnes; je n'utilise pas l'expression «mission» dans un sens religieux; plusieurs membres de ces équipes ont été tués au Salvador. Ces tueries témoignaient de toute évidence d'une présence étrangère dans les régions récipiendaires d'aide; la situation comportait donc des dangers et nous ne voulions pas soumettre les Canadiens travaillant dans ce pays à ces dangers. Ceci n'est pas le cas au Nicaragua.

J'ai répondu à votre question en mettant l'accent sur la sécurité plutôt que sur la politique étrangère.

Pour ce qui est des déboursés dont bénéficiera l'Amérique centrale, je peux vous donner des chiffres provisoires pour 1983-1984. Au cours des cinq prochaines années, nous espérons pouvoir accorder 106 millions de dollars, comme vous l'avez dit; mais de la somme globale pour la région et elle n'est pas ventilée.

Au Honduras, par exemple, on a dépensé juste 15 millions de dollars jusqu'à l'an dernier; on estime que l'an dernier, l'année qui vient tout juste de se terminer, on a déboursé près de 5 millions de dollars.

Au Nicaragua, à la fin de 1983, nous avons dépensé environ 12,5 millions de dollars et les dépenses de l'an dernier s'élevaient à environ 12 millions de dollars.

[Text]

In El Salvador, the cumulative expenditures up to 1983 were \$10 million—as you will see, quite close to the Nicaragua amount. With the termination of active programming in that country, last year's expenses were at around \$1 million with some finish off and tidying up work.

• 1600

In Guatemala, the three-year cumulative upending in 1983 is about \$7 million, with \$1.5 million again as the last year's expenditures related to the fact that we were trying to run down active work.

In Costa Rica, the cumulative total up to the end of last year was close to \$5 million, with \$7.5 estimated for last year.

In Panama, the cumulative three-year total is close to \$1.5 million, with \$0.5 million expended last year.

The extrapolation for the next three years will obviously not be straight-line extrapolations of these amounts.

We hope to continue programming in Honduras, although the situation there is very, very difficult at the moment. You have yourself mentioned the two lines of credit that we are operating in Nicaragua. El Salvador and Guatemala, we have not active projects under consideration; and we do plan to increase programming in Costa Rica to take account of their declining economic situation and the fact there are Canadian capacities that can be put to the development effort in that country.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, on a point of clarification, is it fair to say to the end of 1984 Nicaragua has received \$24.5 million—the three cumulative years, and then what you are disbursing this year?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, that is correct, sir.

Mr. Stevens: \$24.5 million. And on top of that, do we add how much for the next three years?

Mrs. Catley-Carlson: We are looking, Mr. Chairman, at two lines of credit: one of \$13 million which has been announced, and another of \$5 million, which is in planning stage, connected with potable water. I cannot immediately say to you whether any of that \$11 million figure includes the initial disbursements of the \$13 million line of credit.

The Chairman: Thank you, I will come back to you.

The Hon. Member from Spadina, Mr. Heap, please.

Mr. Heap: I have a concern somewhat similar to the previous speaker's concern about the bandit countries. What I am concerned about is the country that is openly conducting banditry and terrorism with the support of the President of the United States; namely Honduras.

[Translation]

Au Salvador, les dépenses jusqu'en 1983 s'élevaient à 10 millions de dollars; comme vous pouvez le constater, ce chiffre se rapproche à l'aide contenue au Nicaragua. Lorsqu'on a cessé nos activités dans ce pays, les dépenses s'élevaient à environ 1 million de dollars, ce qui comprend certaines activités de dernière heure.

Au Guatemala, pendant trois ans et jusqu'en 1983, nous avons dépensé environ 7 millions de dollars; 1.5 million de dollars ont été utilisés, l'an dernier, pour réduire l'importance des travaux actifs.

Au Costa Rica, jusqu'à la fin de l'an dernier, nous avons dépensé près de 5 millions de dollars; les prévisions de l'an dernier s'élevaient à 7.5 millions de dollars.

Au Panama, au cours des trois dernières années, nous avons dépensé 1.5 million de dollars; l'an dernier, nous y avons dépensé 0.5 million de dollars.

De toute évidence, les dépenses prévues pour les trois prochaines années ne refléteront pas celles des trois dernières années.

Nous espérons pouvoir continuer nos travaux au Honduras, bien que la situation actuelle dans ce pays soit très très difficile. Vous avez vous-même parlé des deux crédits que nous exploitons au Nicaragua. Nous n'étudions pas d'autres programmes actifs pour le Nicaragua et le Guatemala; nous ne prévoyons pas augmenter les programmes au Costa Rica pour tenir compte de sa situation économique qui s'aggrave ni pour faire appel aux capacités canadiennes qui pourraient encourager le développement dans ce pays.

Mr. Stevens: Monsieur le président, pour tirer les choses au clair, peut-on dire qu'à la fin de 1984, le Nicaragua aura reçu 24.5 millions de dollars, c'est-à-dire les sommes prévues pour les trois années sans compter ce que vous allez déboursier cette année?

Mme Catley-Carlson: Oui, c'est exact.

Mr. Stevens: 24.5 millions de dollars. En plus de cela, combien faut-il prévoir pour les trois prochaines années?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, il s'agit de deux crédits: l'un de 13 millions de dollars qui a été annoncé et l'autre de 5 millions de dollars qui en est à l'étape de la planification; le deuxième vise des projets d'approvisionnement en eau potable. Je ne peux pas vous dire immédiatement si ces 11 millions de dollars comprennent les déboursés initiaux qui constitueront ce crédit de 13 millions de dollars.

Le président: Merci; vous aurez une autre occasion de formuler des questions.

Je cède maintenant la parole à l'honorable député de Spadina, M. Heap.

Mr. Heap: Ma question se rapproche à celle posée par l'intervenant précédent au sujet des pays où se pratique le banditisme. Ce qui m'inquiète, c'est qu'un pays, le Honduras, s'adonne ouvertement au banditisme et au terrorisme et qu'il a l'appui du président des États-Unis.

[Texte]

Some visitors to Honduras have been very concerned at the likelihood that our aid project there is considerably distorted, or its purpose perhaps considerably frustrated by the extreme militarization and the extreme use of Honduras as a base for attacking, not only Nicaragua, but to some extent attacking and certainly threatening to attack El Salvador. This has a number of ramifications that in my inquiries to the department, to CIDA, I have not been able to clarify sufficiently.

The area from which the attacks are being mounted against Nicaragua is a forest area. I will admit my knowledge of the geography there is skimpy, but I hear it being suggested that roads are built sometimes through areas where they could do great damage through erosion, according to certain experts, in areas where the peasants have no need of them, because the peasants have been getting along for many centuries without roads and they have not any car as yet to help them, and where perhaps the chief beneficiaries of the roads would be the military. Whether that was the intention or not on the part of CIDA, it is feared that would be in fact the use to which the roads may be put.

In general, visitors have found in talking with leaders of business groups and trade unionists and members of the Honduran congress and others that, first of all, they were unaware of the size of Canadian aid. And when they were told that the biggest part of it went to forestry, they were quite dissatisfied, because they considered that was not helping the great mass of the people who are peasants and workers. It may be providing a useful raw material for us, it may be providing a sale for our heavy equipment and it may be providing profits for the state corporation, but what they felt was that it is not helping the rank and file people to develop their agriculture as needed, which, on the other hand, is being done by the NGOs whose financing is very very small compared to the scale of the bilateral projects.

• 1605

So my first question, Mr. Chairman, is: For the \$16 million that has been spent on half a dozen forestry projects, what is the result that Honduras can show to the benefit of the ordinary peasants and working people in Honduras?

Mrs. Catley-Carlson: Thank you very much, Mr. Chairman. Some comments, first of all. You have stated that the co-operation through the NGO sector is of course much more limited than that through bilateral channels. In fact, in 1982-1983, more than \$2 million was disbursed to Honduras through NGO channels and \$2.4 million was disbursed through bilateral channels. So there is much more of an equivalence than you would possibly think on first blush. That can, to be perfectly honest, reflect changes in the cycle, in the sense that you can have a project which disburses a larger amount of money in one year than in a precedent year. But there is a very real awareness of both the special contribution that NGOs can bring to the situation in Honduras and the fact that their particular characteristics are particularly useful in

[Traduction]

Des gens qui ont visité le Honduras s'inquiètent beaucoup du fait que notre aide risque d'être considérablement détournée ou que son utilité soit frustrée dans une grande mesure en raison de la très grande militarisation et de l'utilisation du Honduras comme base d'attaque non seulement du Nicaragua, mais aussi de menace du Salvador. Cette situation est lourde de conséquences et les réponses de l'ACDI aux questions que je lui ai posées ne m'ont pas satisfait.

Les attaques dirigées contre le Nicaragua semblent être préparées dans une zone forestière. Je reconnais que je ne connais pas très bien la géographie du pays mais j'ai oui-dire l'on construit parfois des routes dans certaines régions où ces constructions pourraient provoquer une érosion des terres; selon certains spécialistes, les paysans qui depuis des siècles se tirent d'affaire sans l'avantage de routes n'en ont pas besoin, d'autant plus qu'ils ne possèdent pas encore de voitures; il semblerait que les principaux bénéficiaires de ces routes soient les militaires. Je ne sais pas dans quelle mesure l'ACDI a voulu cela mais il semblerait que ce soit les militaires qui utilisent ces routes.

En général, les visiteurs qui ont discuté avec des représentants de groupes d'hommes d'affaires ou de syndicats et de députés du congrès du Honduras et d'autres que ces derniers n'étaient pas au courant de l'importance de l'aide canadienne. Lorsqu'on leur a dit que la plus grande partie de cette aide était affectée à l'industrie forestière, ils ont été très mécontents; ils prétendaient que cette aide n'aidait pas la majorité des citoyens qui sont des paysans et des travailleurs. Peut-être que cela nous donne de la matière première utile, peut-être que cela encourage la vente de notre matériel lourd et peut-être cela apporte-t-il certains avantages à la société de la Couronne, mais ils croyaient tout de même que cela n'aide pas la population ordinaire à augmenter sa production agricole selon ses besoins ce qui, d'autre part, est quelque chose qui se fait par les ONG dont le financement ne fait vraiment pas le poids lorsqu'on compare ces projets aux grands projets bilatéraux.

Donc, monsieur le président, voici ma première question: Pour les 16 millions de dollars que l'on vient de dépenser pour une demi-douzaine de projets forestiers, quel est le résultat que le Honduras peut maintenant proclamer pour les paysans ordinaires et les travailleurs du Honduras?

Mme Catley-Carlson: Merci beaucoup, monsieur le président. Tout d'abord, certains commentaires. D'après vous, la coopération passant par le secteur ONG est plus limitée que ce qui passe par la voie bilatérale. En vérité, en 1982-1983, plus de 2 millions de dollars ont été déboursés au Honduras grâce aux divers ONG et 2,4 millions de dollars déboursés grâce aux programmes bilatéraux. Ces deux niveaux se comparent donc beaucoup mieux qu'on le croirait au premier abord. Très honnêtement, c'est peut-être tout simplement un cycle qui se reflète dans ces chiffres, c'est-à-dire d'argent pour une année donnée que pour l'année précédente. Cependant, on se rend vraiment compte de l'apport spécial qu'on peut obtenir grâce aux ONG pour la situation hondurienne sans oublier que les caractéristiques particulières à ce genre d'organisme sont

[Text]

the very difficult situation that you describe. So CIDA is extremely encouraging to NGO activity in Honduras, and I think that is attested to by the fact that there is an equality in the flow of money, virtual equality last year between the bilateral and the NGO sector.

The comment on roads, sir. When we look at Honduras, if there could possibly ever be one word that concerns us in looking at the future of that country, it is erosion. We are looking upon this country as a country in almost the same difficult situation as Haiti, in terms of soil erosion and in terms of trying to stabilize soil and get some kind of soil management instituted in that country, under circumstances in which the mere establishment of rules, regulations and guidelines from a central authority is particularly difficult, if not impossible.

This is one of the reasons why we have chosen the forestry sector. The relationship between trees and erosion is, I am sure, very well known to this committee and I will not go into it. But the proper management of forests is possibly the best investment that you can make against further erosion in terms of the water-holding capacity of the roots of trees, proper forest management methods, so that you will not be simply removing every living tree in the area for commercial profit and leaving absolutely nothing for the future of the forest. So our forest management project, whereas it is looking toward commercialization of the forest and of helping Honduras come up with some rational approach to its own forest management, is very much looking toward sane forestry use and the whole problem of erosion there.

I would be very surprised if any roads built were contributing significantly to erosion. But even if this were the case, according to my briefing material, none of our projects include the construction of roads, of ports, of airports or of other infrastructures or equipment which can be used for military purposes. I have been asked before if CIDA was building roads in Honduras. I frankly wonder how you can run a forestry project without building at least one or two small roads, but I am informed that CIDA is not building roads that can be used for military purposes.

I hope that answers the Hon. Member's questions.

Mr. Heap: Mr. Chairman, it does in part answer, although it leaves it somewhat open. I grant that the overall amount of aid under the two categories in the last several years is of the same order. That is to say, it is in the millions, but it is well over twice as much to bilateral aid as it is to NGO aid.

As to the need for roads in the forest, I grant that, if forest work is what is needed. But what is being questioned by some people, some Hondurans and some visitors in conversation with them, is whether the emphasis of \$16 million for forestry work and something more like \$5.5 million in the same period for agricultural work, is the proper emphasis.

[Translation]

très utiles dans la situation difficile que vous décrivez. Donc, l'ACDI encourage beaucoup l'activité des ONG au Honduras et je crois que la preuve en est qu'il y avait quasi-égalité l'an dernier entre les fonds consacrés à l'aide bilatérale et les fonds consacrés aux secteurs des ONG.

Maintenant pour les routes, monsieur. En regardant le Honduras, s'il y a un mot qui peut servir à décrire l'avenir du pays, c'est l'érosion. Ce pays vit presque la même situation difficile qu'Haiti pour ce qui est de l'érosion de ses terres et les tentatives que l'on fait pour essayer de stabiliser ses sols et de mettre sur pied un système de gestion des sols dans des circonstances où d'énormes difficultés sont créées du simple fait que une autorité centrale essaierait d'établir des règles, des règlements et des directives.

Voilà une des raisons pour lesquelles nous avons choisi le secteur de la foresterie. Tous les membres de votre comité connaissent fort bien la relation qui existe entre les arbres et l'érosion et je ne vous ferai donc pas de cours à ce propos. Cependant, la saine gestion forestière est probablement le meilleur investissement que vous puissiez faire pour garantir contre l'érosion future des sols grâce à la capacité de rétention d'eau des racines des arbres; grâce à de saines méthodes de gestion forestière, vous ne ferez pas tout simplement qu'abattez tous les arbres d'une forêt pour en tirer un profit commercial ne laissant absolument rien sur les lieux pour assurer l'avenir de la forêt. Donc, notre projet de gestion forestière, s'il est vrai qu'on y contemple la commercialisation de la forêt et les moyens d'aider le Honduras à aborder la gestion de sa propre forêt de façon rationnelle, sert aussi à assurer une saine utilisation de la forêt et une solution aux grands problèmes de l'érosion.

Je serais plutôt étonnée que les routes qu'on construit encouragent beaucoup l'érosion. Cependant, même si c'était le cas, d'après ma documentation, aucun de nos projets ne comprend la construction de routes, de ports, d'aéroports ou d'autre chose du genre qui pourraient servir à des fins militaires. On m'a déjà demandé si l'ACDI construisait des routes au Honduras. Je me demande franchement comment l'on peut faire avancer un projet forestier sans construire au moins une ou deux petites routes, mais on me dit que l'ACDI ne construit aucune route qui pourrait servir à des fins militaires.

J'espère que cela répond aux questions de l'honorable député.

M. Heap: Monsieur le président, cela répond en partie à mes questions, mais pas complètement. Je vous accorde que le montant global d'aide fournie pour les deux catégories pendant les quelques dernières années est du même ordre. C'est-à-dire dans les millions de dollars, mais on consacre au moins deux fois plus de fonds à l'aide bilatérale qu'à l'aide fournie aux organismes non gouvernementaux.

Quant aux besoins de routes en forêt, je vous l'accorde, s'il faut vraiment s'occuper des forêts. Mais ce que certaines personnes remettent en question, certains Honduriens et certains visiteurs qui leur ont parlé, c'est de savoir si les 16 millions de dollars consacrés à la foresterie tandis qu'on n'en consacre que 5,5 millions, pendant la même période, à l'agriculture, c'est vraiment mettre l'accent à la bonne place.

[Texte]

• 1610

What I would like to get further is more detail on what is the agricultural work on which the money is being spent; either the bilateral \$4 million or so or the \$1 million to the NGOs. No, I am sorry; leave aside the NGOs. There is some little information available on that. But I have been unable to get much information about the bilateral aid.

Mrs. Catley-Carlson: Yes, Mr. Chairman, certainly we will supply that information and give you a description of the bilateral agricultural projects.

We are trying to do rural development and agriculture in Honduras. The conditions are not auspicious to do that. We are trying to develop a project which will allow us to do that. We have managed to find a successful formula in the forestry sector, which we are reasonably happy about. I hope we will be able to find it in the agricultural sector and we will supply you with a project description.

Mr. Chairman, if I may, I would like to insist on a point, and that is the relationship between NGO flows and bilateral flows in Honduras for the last four years, because I think it is fairly important. I think this committee has a perception that NGO programs are always seen as being of a minor order when we are talking about country co-operation. Honduras is an excellent example of a country where the agency is sufficiently convinced of the value that NGO programs can bring. But I just want to give you these figures.

In 1981-82, bilateral was \$3 million; NGO was \$1.5 million. In 1982-83, bilateral was \$3 million and a bit; NGO was \$2 million. In 1983-84—I gave you this before—\$2.25 million for bilateral; \$2 million for NGO. These are very close orders of magnitude. I would just like to emphasize that I share the perspective on the NGOs as organizations that can bring development to Honduras, and I hope those figures underline that it is not simply a . . .

Mr. Heap: Was there a change of policy since 1981, when the ratio was 4:1 for bilateral? It was \$3.6 million as compared to \$9 million.

Mrs. Catley-Carlson: Yes.

Mr. Heap: When I said there was more than twice as much to bilateral, I was referring to the only report I had, which covered from 1980 to 1983.

Mrs. Catley-Carlson: There is a change of two things, Mr. Chairman: one, the capacity and interest of NGOs in working in Honduras began to increase; second, certainly a realization that this was possibly one of the most effective ways to put aid into that country.

[Traduction]

Mais j'aimerais avoir plus de détail sur ces travaux agricoles auxquels sont consacrés ces fonds; qu'il s'agisse du «montant bilatéral» de 4 millions de dollars ou du million de dollars qu'obtiennent les ONG. Non, désolé; laissez faire pour les ONG. Il y a un peu d'information disponible à ce propos. Mais je n'ai pas réussi à obtenir tellement de renseignements à propos de l'aide bilatérale.

Mme Catley-Carlson: Oui, monsieur le président, certainement que nous vous enverrons ces renseignements et vous ferons parvenir une description des projets agricoles bilatéraux.

Nous essayons de faire du développement rural et de l'agriculture au Honduras. Les conditions ne s'y prêtent pas tellement. Nous essayons de mettre sur pied un projet qui nous permettra de le faire. Nous avons réussi à trouver une formule heureuse dans le secteur de la foresterie qui fait assez bien notre affaire. J'espère qu'il en ira de même dans le secteur agricole et que nous pourrions vous faire parvenir une description du projet.

Monsieur le président, si vous me le permettez, j'aimerais insister sur un point et c'est la relation qui existe entre les fonds consacrés aux divers ONG et les fonds consacrés aux projets bilatéraux au Honduras depuis les quatre dernières années car je crois que c'est plutôt important. Je crois que votre Comité a l'impression que les programmes des ONG sont toujours d'ordre mineur lorsque nous parlons de coopération entre divers pays. Le Honduras est un excellent exemple d'un pays où l'agence est convaincue des bienfaits que peuvent apporter les programmes des ONG. Cependant, j'aimerais tout simplement vous saisir des chiffres suivants.

En 1981-1982, l'Aide bilatérale se chiffrait à 3 millions de dollars; pour les ONG, 1,5 millions de dollars. En 1982-1983, l'Aide bilatérale était d'un peu plus de 3 millions de dollars; pour les ONG, 2 millions de dollars. En 1983-1984, je vous ai déjà donné ce chiffre tout à l'heure, 2,25 millions de dollars pour l'Aide bilatérale; 2 millions de dollars pour les ONG. Les ordres de grandeur se comparent assez bien. J'aimerais tout simplement souligner que je partage la perspective concernant les ONG à titre d'organismes qui peuvent aider au développement du Honduras et j'espère que ces chiffres nous montrent bien que ce n'est pas tout simplement . . .

M. Heap: Y a-t-il eu un changement de politique depuis 1981, année où le rapport était de 4 contre 1 en faveur de l'aide bilatérale? C'était quelque chose comme 3,6 millions de dollars par opposition à 9 millions de dollars.

Mme Catley-Carlson: Oui.

M. Heap: Quand j'ai dit que l'on consacrait plus de 2 fois de fonds à l'aide bilatérale, je me rapportais au seul rapport que j'ai en main qui porte sur les années de 1980 à 1983.

Mme Catley-Carlson: Il y a deux choses qui ont changé, monsieur le président: tout d'abord les ONG oeuvrant au Honduras ont vu croître leur capacité et leur intérêt en la matière; deuxièmement, on s'est certainement rendu compte que c'était probablement là une des façons les plus efficaces de contribuer à aider ce pays.

[Text]

Mr. Heap: Thank you.

If I could pass to a question on Nicaragua, you referred to the \$13 million or \$14 million that I believe is associated with the large dairy project at Chilpete. I must say I was very encouraged when I was there a few months ago to see the project. I do not claim to be a dairy farmer, although the man who was with me grew up on a farm and at least knows a Holstein when he sees it, which I do not.

An Hon. Member: A Holstein?

Mr. Heap: That is what they have there.

Mrs. Catley-Carlson: They look like Jerseys.

An Hon. Member: No, they do not.

Mr. Heap: They are very enthusiastic about the project. At that time the approval had not yet come through. This was late in January. But they were very much hoping for it, since Ambassador Filleul had been there with your CIDA representatives. I understand there was an announcement—I got the press statement of the announcement—at the end of January or early February, regarding approval; but what I do not know yet is whether any of the money has been disbursed; that is to say, to the extent of being put in the hands of the Nicaraguan government. And if it has been disbursed, how much?

Mrs. Catley-Carlson: For clarification, are you asking how much money has been disbursed out of the livestock project?

Mr. Heap: Out of the \$13.4 million, I think it is, that was allotted to livestock, fertilizer, and equipment for that Chilpete project.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, that information is very easy to get. I do not have it, but we will make sure you have it very quickly.

I am glad to hear the cows are looking very happy. My family raised Herefords, so those are the only ones I can recognize.

Mr. Stevens: A wise family.

Mr. Heap: Thank you.

[Translation]

M. Heap: Merci.

Si je puis maintenant passer au Nicaragua, vous avez parlé des 13 ou 14 millions de dollars, je crois, que l'on associe au grand projet de laiterie à Chilpete. Je dois dire que j'ai trouvé la situation très encourageant quand je m'y suis rendu il y a quelques mois pour aller voir sur place. Je ne me prétends pas producteur laitier, quoique celui qui m'accompagnait ait été élevé sur une ferme et sait lui, au moins, de quoi a l'air une vache Holstein.

Une voix: Une vache Holstein?

M. Heap: C'est ce qu'ils ont là-bas.

Mme Catley-Carlson: Elles ressemblent à des vaches Jersey à s'y méprendre.

Une voix: Non, pas du tout.

M. Heap: Ils sont très enthousiasmés par le projet. À l'époque, on n'avait pas encore obtenu l'approbation. C'était vers la fin de janvier. Cependant, on espérait beaucoup puisque l'ambassadeur, M. Filleul, s'était rendu là avec vos représentants de l'ACDI. Je crois comprendre qu'on a fait une annonce, on m'a remis le communiqué de presse de l'annonce, vers la fin de janvier ou au début de février, concernant cette approbation; mais ce que je ne sais pas encore, c'est si une partie des fonds a déjà été déboursée; c'est-à-dire, si les fonds ont été remis au gouvernement nicaraguayen. Si les fonds ont été déboursés, combien?

Mme Catley-Carlson: Pour ma gouverne, vous voulez savoir combien des fonds destinés au projet ont été déboursés?

M. Heap: Des 13,4 millions de dollars, me semble-t-il, destinés à l'achat de bétail, de fertilisant et de matériel pour ce projet de Chilpete.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, c'est très facile d'obtenir ce genre de renseignements. Je n'ai pas ces renseignements en main, mais je vous les fais parvenir dès que possible.

Je suis heureuse d'apprendre que les vaches ont l'air heureuses. Ma famille, moi, élevait du bétail Herefords et ce sont donc les seuls bovins que je suis vraiment en mesure d'identifier avec certitude.

M. Stevens: Famille très sage.

M. Heap: Merci.

• 1615

The Chairman: We have a group of experts here. Next on the list is the vice-chairman of the committee, Madam Appolloni, the Hon. Member from York South—Weston.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman. Mrs. Catley-Carlson, it has been said by many people that Canada spends a higher percentage of its GNP on foreign aid than many other countries without getting the same percentage of benefits back from it, whether they be trade benefits or not. It has also been said that in the whole aid field it is the failures that get all the attention. If I can paraphrase Shakespeare: It is the evil that age does that lives after it, and the good is often interred in somebody's bones.

Le président: Nous avons ici un groupe de spécialistes. Le suivant sur ma liste est le vice-président du Comité, M^{me} Appolloni, l'honorable député de York South—Weston.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président. Madame Catley-Carlson, de nombreuses personnes prétendent que le Canada consacre un pourcentage plus élevé de son PNB à l'aide à l'étranger sans en retirer le même niveau d'avantages, qu'il s'agisse d'avantages commerciaux ou non. On entend également dire que dans tout le domaine de l'aide, ce sont des échecs dont on parle. En paraphrasant Shakespeare: c'est du mal dont on se souvient, alors que le bien est souvent enterré avec soi.

[Texte]

I would like to ask you a personal question: Your own personal philosophy on aid. I think it would be useful in answering many, many questions that have been raised in this committee and elsewhere, if you could tell us why a person with your very, very considerable talents would dedicate all your efforts, and they are very recognizable, why you would dedicate those tremendous efforts to a field such as aid when you could very easily have chosen other fields where you would get much more immediate prospects of obvious success, shall we say. What would be your general philosophy on aid? I want yours, please, not what is written in the book.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, this is a golden and glorious opportunity. Thank you and thank you for the kind words that you said. This will be personal. I think there are three great problems that face us: environmental degradation, nuclear war and development. Because I am in a hurry, I chose development. I think you have to have more optimism and push to stay on with those other two fields, where the battle is indeed very, very longstanding and very arduous. In development I think not only is it possible, but I have seen myself what can happen in terms of results through sustained effort.

My own theory of development is that it has to do two things. It has to start with the individual—the status and the station of life of the individual, and it has to end with the individual. In between we have to go through things like gross national product growth, per capita agricultural production, a lot of statistics that help to measure what is actually happening to people in countries. But if a development program does not start off with an analysis of what the problems are for people on the ground and what you hope to be able to help them achieve at the end of the day, you will be missing the target.

I also believe development is best described, I suppose, by an analogy such as throwing a coin or a pebble into a pond; that there are so many concentric rings, that it is impossible to say this will create development, that will create development. You can work on female literacy, which is one of the subjects very dear to my heart; maternal and child health care; the provision of water to villages and the provision of agricultural credit, to mention four things that impact at the very personal level in rural areas. However, you will find, if you work uniquely on that and you succeed, but if you have not worked on items such as energy supply, transportation improvement, storage arrangements, et cetera, that you will simply have created something which comes to an end. If you work on only transportation arrangements and fertilizer shipments and the creation of ports and installations and do not work on the human element, then you will not be getting pick-up in either direction.

Since in developing countries the government is such a major player, simply because of the newness, their absence of

[Traduction]

J'aimerais vous poser une question personnelle: quelle est votre propre philosophie sur l'aide. Je crois qu'en vue de répondre aux très nombreuses questions qui ont été soulevées ici au Comité et ailleurs, si vous pouviez nous dire pourquoi une personne qui possède vos talents très considérables consacre tous ses efforts, et ils sont très appréciables, pourquoi vous consacrez de tels efforts à un secteur tel que celui de l'aide, alors que vous auriez très facilement pu choisir d'autres domaines où disons vos chances de succès seraient beaucoup plus évidentes. Quelle est votre philosophie générale sur l'aide? C'est la vôtre que je veux connaître, je vous en prie, et non pas ce qui est écrit dans le livre.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, vous m'offrez là une occasion en or, glorieuse. Merci, et merci de ces bonnes paroles. C'est une affaire personnelle. Je crois que nous sommes confrontés à trois graves problèmes: la dégradation de l'environnement, la guerre nucléaire et le développement. Parce que je suis pressée, j'ai choisi le développement. Je crois qu'il faut posséder plus d'enthousiasme et d'énergie pour continuer à oeuvrer dans ces deux autres domaines, où la bataille, en fait, dure depuis très longtemps et est très ardue. Dans le secteur du développement, j'estime que non seulement c'est possible, mais j'ai moi-même été témoin de ce que l'on peut réaliser grâce à des efforts soutenus.

Selon ma propre théorie, le développement doit faire deux choses. Il faut commencer par l'individu—le statut et la situation dans la vie de l'individu, et il faut que tout aboutisse à l'individu. Dans l'intervalle, il faut s'attaquer à des choses comme la croissance du produit national brut, la production agricole par capita, un grand nombre de statistiques qui aident à mesurer ce qui arrive vraiment aux habitants des pays. Mais si un programme de développement ne commence pas par une analyse des problèmes des simples citoyens et de ce que vous espérez faire afin de pouvoir les aider à réaliser quelque chose en fin de compte, vous avez raté l'objectif.

Je crois également que la meilleure façon de décrire le développement, c'est en invoquant une analogie comme jeter une pièce ou un caillou dans un étang; cela provoque un si grand nombre de remous, qu'il est impossible de dire que ceci ou cela favorisera le développement. Vous pouvez travailler à l'alphabétisation des femmes, l'un des sujets très cher à mon coeur; les soins de santé des mères et des enfants; l'eau dans les villages et le crédit agricole pour ne mentionner que quatre éléments qui ont une très grande portée au niveau personnel dans les régions rurales. Toutefois, vous constaterez, si vous ne travaillez que sur cet élément et même si vous réussissez, si vous ne vous êtes pas attaqués aux sources d'énergie, à améliorer les transports, l'entreposage, etc., que vous avez tout simplement créé quelque chose qui prendra fin. Si vous ne travaillez que sur les modalités de transport et les expéditions d'engrais ainsi qu'à la création de ports et d'installations portuaires sans vous pencher sur l'élément humain, alors il n'y aura aucune reprise ni dans un secteur ni dans l'autre.

Parce que dans les pays en voie de développement, le gouvernement joue un rôle important, tout simplement à cause

[Text]

commercial structures, and the absence of any other structures that we really find in our own country, you also must strengthen the capacity of the government to improve the lot of the people in the country and to improve their management of all of those factors together. So even if you concentrate on one of these other sectors and do a good job there, if you have not at the same time improved the capacity of the government to continue on with the upkeep, then you will not have done anything either.

Now, when you get into a further stage of development, you really need to start working with all the sectors that exist, particularly the private sector, because if developing countries derive 80% of what they need for development through trade, if we cannot augment their capacity to become effective, efficient and independent, you cannot get that far. But I have seen such results in 15 years of development work, such astonishing results, even in the areas that are really the most troubled, that I have no problem in saying that I believe development works. I am in it because I believe in it; I believe it can always be done better, and because I think it is not at all an impossible field and that Canada and Canadians have a tremendous role to play in that area.

So that is a little bit of my personal philosophy on the question.

Mrs. Appolloni: I appreciate that very much indeed.

Tell me, though, and nobody likes paying taxes, nobody, particularly in times of economic restraint and general hardship, unemployment—we could go through that litany—if you were to address a group of disgruntled, unhappy taxpayers who ask you . . .

Mrs. Catley-Carlson: I do.

Mrs. Appolloni: I am sure you do, quite often.

—why should I give my hard-earned dollar to aid, what would you answer to them?

Mrs. Catley-Carlson: I usually try, Mr. Chairman, to offer an answer on two levels, because I believe they are both very real. The first one is because we, as Canadians, are a particularly privileged people. We have a standard of living which is absolutely enviable by any world standards, although we obviously have problems within our own country reflected in unemployment rates, problems of that magnitude. But we do have a standard of living which is enviable and we are living in a world where that standard of living is not only not shared, but in which 40,000 children die every day, and die not of exotic diseases, but die of the fact they do not have access to clean water and immunization and simple nutritional adequacy.

I do not think Canadians generally, as expressed in their views in the Gallup poll, as expressed in their, for example, 127% increase in the contributions they make by writing cheques to voluntary agencies, are comfortable with this kind

[Translation]

de la nouveauté de la chose, de l'absence de structures commerciales et même de l'absence de toute autre structure semblable à ce que nous trouvons dans notre propre pays, il faut également renforcer la capacité du gouvernement à améliorer le sort des habitants du pays et à améliorer sa gestion de tous ces facteurs mis ensemble. Donc même si vous concentrez vos efforts sur l'un de ces secteurs, et avec succès, si vous n'avez pas en même temps amélioré la capacité du gouvernement à poursuivre dans la même veine, alors vous n'avez rien fait là non plus.

Quand on passe à l'étape suivante du développement, il faut vraiment commencer à travailler avec tous les secteurs existants, surtout le secteur privé, car si les pays en voie de développement tirent 80 p. 100 de leurs besoins en développement du commerce, si vous ne pouvez renforcer leur capacité à devenir efficaces, efficaces et autonomes, vous n'arriverez même pas jusque-là. Toutefois, j'ai vu de tels résultats au cours de mes 15 années de travail dans le secteur du développement, des résultats étonnants, même dans les régions les plus troublées, que je n'ai aucun mal à dire que le développement donne des résultats. J'y travaille parce que j'ai confiance; je crois qu'il y a toujours moyen de faire mieux, et parce que je crois que ce n'est pas du tout un domaine impossible et que le Canada et les Canadiens ont un rôle considérable à jouer dans ce domaine.

Voilà un peu ma philosophie personnelle sur la question.

Mme Appolloni: Je vous en remercie beaucoup.

Dites-moi, comme personne n'aime verser d'impôt, personne, surtout en période de crise économique et de difficultés générales, de chômage—et j'en passe—si vous devez faire face à un groupe de contribuables mécontents et malheureux qui vous demandent . . .

Mme Catley-Carlson: Je le fais.

Mme Appolloni: J'en suis persuadée.

. . . pourquoi devrais-je donner mon argent durement gagné à l'aide étrangère, que leur répondez-vous?

Mme Catley-Carlson: J'essaie en général, monsieur le président, de répondre sur deux plans, qui sont aussi réels l'un que l'autre. Je réponds d'abord que nous, Canadiens, sommes particulièrement privilégiés. Nous ayons un niveau de vie parfaitement enviable par rapport aux normes mondiales quelles qu'elles soient, bien que manifestement, nous ayons nous-mêmes des problèmes chez nous comme en témoigne le taux de chômage entre autres. Néanmoins, nous avons un niveau de vie enviable et nous vivons dans un monde où non seulement ce niveau de vie n'est pas partagé, mais où chaque jour, 40,000 enfants meurent, et non pas de maladies exotiques, mais parce qu'ils n'ont pas accès à de l'eau propre, à l'immunisation et qu'ils n'ont tout simplement pas assez de quoi manger.

Je ne crois pas que dans l'ensemble, comme en témoignent leurs opinions relevées dans les enquêtes Gallup, ou le fait que leurs contributions par chèque aux organismes bénévoles ont augmenté de 127 p. 100, les Canadiens soient à l'aise face à ce

[Texte]

of dichotomy; and so therefore I think the bedrock of support for development assistance comes through the fact that it is a humanitarian hand being extended to populations.

The second reason, also very important, is that development assistance is one of the tools that shapes what our economic relations are going to be with three-quarters of the world's population in the 21st century. There are a number of products which Canada produces, for which demand in industrial countries is either declining or flat. These countries in the developing world will need these products. If we, as Canadians, do not form economic links with these countries now, then our economic relationship with three-quarters of the world's peoples is going to be problematical. It is not the purpose of the aid program to construct these links, but the instruments we use in the alleviation of the humanitarian problems, which I have mentioned, do have the effect of providing access for Canadians.

The third reason as a taxpayer that you should support the Canadian aid program is that roughly 70¢ on every dollar does stay or return to Canada. And so, in a sense, while we are helping out with these very desperate problems, we are doing so through mechanisms and mechanics that make sure that because we are using Canadian goods and services, which I believe are appropriate to the solution of these problems, these are also helping Canadians in their daily lives and also bringing benefit to the Canadian economy.

Mrs. Appolloni: I notice . . .

The Chairman: This will be your last question, madam.

Mrs. Appolloni: I notice with your delightful sense of realism that you mentioned the markets of the 21st century. You are distancing yourself a little bit, and I commend you for that.

• 1625

Coming back to the same disgruntled taxpayer who might be told the first of the comments I mentioned, that is, that Canada is paying a higher percentage of the GNP than other countries and is getting an awful lot less back in trade and commerce opportunities—I think this comment has been particularly referred to in the African countries, but I may be wrong . . . how would you reply to that?

Mrs. Catley-Carlson: I would tell them that they were wrong. Let me flip very quickly through our programs.

Canada has roughly \$300 million plus of food aid; 80% of that is food bought in Canada. Roughly 5,000 family farms are kept going every year by the fact that Canada has a food aid program, both bilaterally and multilaterally.

Canada has a bilateral program in which 80% of the purchases are tied to purchases in Canada; that is as high as, or higher than, that of any other donor country. Indeed, we are under fairly constant criticism because of it, because it is

[Traduction]

genre de dichotomie; par conséquent, je crois que l'aide au développement est approuvée et soutenue parce qu'il s'agit d'une oeuvre humanitaire au bénéfice de populations moins favorisées.

La deuxième raison, également importante, c'est que l'aide au développement est l'un des outils qui va modeler nos relations économiques avec les trois quarts de la population mondiale au cours du XXI^e siècle. Il y a nombre de produits canadiens dont la demande diminue ou disparaît dans les pays industrialisés. Or les pays en voie de développement auront besoin de ces produits. Si nous, Canadiens, ne formons aucun lien économique avec ces pays maintenant, alors nos relations économiques avec les trois quarts des peuples du monde seront fort aléatoires. Ce n'est pas l'objectif du programme d'aide de construire de tels liens, mais les instruments que nous utilisons pour pallier les problèmes d'ordre humanitaire que j'ai mentionnés, ont pour résultat de rendre ces marchés accessibles aux Canadiens.

La troisième raison pour laquelle le contribuable canadien se devrait de soutenir le programme d'aide, c'est qu'environ 70¢ de chaque dollar restent ou reviennent au Canada. D'une certaine façon donc, bien que nous aidions à combattre ces situations désespérées, nous le faisons grâce à des mécanismes et des techniques qui nous assurent que parce que nous utilisons des produits et des services canadiens, lesquels, à mon avis, conviennent à la solution de ces problèmes, nous aidons également les Canadiens dans leur vie quotidienne et nous permettons également à l'économie canadienne d'en profiter.

Mme Appolloni: Je constate . . .

Le président: Ce sera votre dernière question, madame.

Mme Appolloni: Je constate qu'avec votre merveilleux sens du réalisme, vous parlez des marchés du XXI^e siècle. Vous envisagez l'avenir, et je vous en félicite.

Pour en revenir au même contribuable mécontent à qui l'on pourrait dire ce que j'ai dit en premier lieu, à savoir que le Canada verse un pourcentage plus élevé du PNB que d'autres pays et en retire beaucoup moins en possibilités commerciales—je crois que c'est surtout au sujet des pays africains qu'on l'a dit, mais je fais peut-être erreur—comment répondre à cette affirmation?

Mme Catley-Carlson: Je répondrais qu'on fait erreur. Permettez-moi de passer en revue très rapidement nos programmes.

Le Canada offre pour plus de 300 millions de dollars d'aide alimentaire; 80 p. 100 de ces aliments sont achetés au Canada. Environ 5,000 familles agricoles restent en affaires chaque année parce que le Canada a un programme d'aide alimentaire, bilatéral et multilatéral.

Le Canada a un programme bilatéral dans le cadre duquel 80 p. 100 des achats doivent être effectués au Canada; ce pourcentage est aussi élevé sinon plus élevé que dans n'importe quel autre pays donateur. En fait, nous faisons constamment

[Text]

believed the tied component of bilateral aid is, in fact, too high in this country. This view is expressed internationally and also by the NGO community within Canada. The NGO and special programs contributions are untied, but because we are talking about salaries, Canadians, goods, services, etc., there is also some return to Canada, in purely economic terms, through that program.

It is in the multilateral program that the criticism is directed that Canada does not receive exactly the same return as we do in other parts of the program, and that is some 18% to 20% of ODA that goes out through the international financial institutions. Here our performance is not as good as that of other donor countries. We are between second and seventh in our terms of payments into these organizations, and between about eighth and seventeenth in the commercial benefit that we get back from the procurement patterns of these institutions. This reflects the pattern of international trade. It also reflects the activity of Canadian companies in these countries.

In the UN programs, although again that is untied money, there are substantial purchases by UN organizations each year made in Canada. I would think, in terms of the amount of Canadian money that stays in or returns to Canada in terms of the Canadian program, we are as high as any other country. Indeed, it is a topic of some comment that we are.

So, I have no problems in saying that in terms of return to Canada the content of the Canadian aid program is high.

Mrs. Appolloni: Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Madam.

I have on my list our friend, Mr. Munro, but I cannot see him. I think he went out for a few minutes. Do you want to question, Mr. Kilgour?

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: The Hon. Member from Edmonton—Strathcona, followed by Dr. Hudecki.

Mr. Kilgour: I have about nine questions that, I believe, are concerns in the NGO community. I will try to put the questions briefly. Would you please try to answer briefly too, because time is so short?

What can be done to streamline your procedures, so that our more than 300 NGOs active in overseas development can have better planning and better servicing of their personnel requirements and the like?

The Chairman: That is a very short question. I am not sure that the answer can be as short.

Mrs. Catley-Carlson: The answer is fairly short also. The answer, Mr. Chairman, is, a great deal.

As long as 13 years ago we started working with what we call block funding. We did this with CCODP. It did not work out then, so we have found some new arrangements, which we believe are starting to work in a number of organizations.

[Translation]

l'objet de critiques à ce sujet, parce qu'on croit que cette condition de l'aide bilatérale est en fait trop rigoureuse dans ce pays. Les milieux internationaux expriment cette opinion tout comme les organismes non gouvernementaux au Canada. Les contributions des ONG et des programmes spéciaux ne sont pas assorties de conditions, mais comme elles comportent des salaires, du personnel, des produits et services canadiens, etc., elles rapportent quand même quelque chose au Canada, en termes purement économiques.

C'est dans le cadre du programme multilatéral qu'on prétend que le Canada ne reçoit pas exactement le même rendement que pour les autres parties du programme, parce que quelque 18 p. 100 à 20 p. 100 de l'ADO passent par les institutions financières internationales. À cet égard, notre performance n'est pas aussi bonne que celle des autres pays donateurs. Nous occupons entre la 2^{ème} et la 7^{ème} place quant à nos versements à ces organisations, et entre la 8^{ème} et la 17^{ème} place pour ce qui est des avantages commerciaux que nous retirons du mode d'achat de ces institutions. C'est là le reflet du modèle du commerce international. C'est également le reflet de l'activité des entreprises canadiennes dans ces pays.

Dans le cadre des programmes des Nations Unies, qui ne sont pas assorties de conditions, les organismes des Nations Unies font des achats considérables au Canada chaque année. À mon avis, le montant d'argent canadien qui reste ou qui revient au Canada dans le cadre du programme canadien est aussi élevé que pour tout autre pays. D'ailleurs, cela fait l'objet de certains commentaires.

Je n'ai donc aucun mal à dire que le programme d'aide canadien comporte des retombées très élevées pour le Canada.

Mme Appolloni: Merci. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, madame.

J'ai sur ma liste, mon ami M. Munro, mais je ne le vois pas. Je crois qu'il s'est absenté quelques minutes. Voulez-vous poser des questions, monsieur Kilgour?

M. Kilgour: Merci, monsieur le président.

Le président: L'honorable député d'Edmonton—Strathcona, suivi de M. Hudecki.

M. Kilgour: J'ai environ neuf questions qui intéressent je crois le milieu des ONG. Je vais essayer de poser mes questions brièvement. Auriez-vous l'amabilité d'essayer d'y répondre brièvement aussi, car nous avons peu de temps?

Qu'avez-vous fait pour rationaliser vos procédures de façon que les quelque 300 ONG actifs dans le secteur du développement international puissent mieux planifier et mieux répondre à leurs besoins en personnel par exemple?

Le président: C'est là une question très brève. Je ne suis pas certain que la réponse puisse l'être aussi.

Mme Catley-Carlson: La réponse est également assez brève. La réponse, monsieur le président, c'est beaucoup.

Il y a déjà 13 ans, nous avons commencé à travailler avec ce que nous appelons le financement en bloc. Nous l'avons fait pour le CCODP. Cela n'a pas marché à l'époque, mais nous avons mis au point de nouvelles dispositions, lesquelles

[Texte]

The Chairman: Could I be excused—CCODP? For the record?

Mrs. Catley-Carlson: Sorry, it is the Canadian Catholic Organization for Development and Peace. Thank you. We do think in initials and I often do not know what they come out to.

At the moment, CIDA has multiyear funding arrangements with the Canadian Organization for Development through Education, CODE, which used to be the Overseas Book Centre; *Assistance médicale internationale*; Canadian UNICEF Committee; Canadian Save the Children Fund; the Gurkha Trust; and the Canadian Lutheran World Relief. With all these, we have multiyear funding arrangements so that these organizations have predictability in what they are going to have to spend.

Mr. Kilgour: Okay. I appreciate that there are many others that would like to have multiyear funding as well, but if we get hung up in that I will not get into my other eight points.

On the tied aid, I understand that the Department of Supply and Services charges a commission on the procurement of various goods and services. Is there any reason why you could not bypass the DSS directly to some of these NGOs, to avoid this additional expense, namely the commission?

• 1630

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, government purchases are made by regulation, when they are grant funds, and uses the Department of Supply and Services. When NGOs do their buying for their own program, or where they do buying under country focus programs, they do not use DSS.

Mr. Kilgour: On project overruns generally could we not find some...? Do some established NGOs do a better job than CIDA in terms of having mission-located CIDA personnel trying to prevent overruns?

Mrs. Catley-Carlson: I am sorry, I have not understood the question.

Mr. Kilgour: I did not put it very clearly. Do some NGOs feel they can do a better job in keeping cost overruns to a minimum than your mission-located personnel can around the world?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I think that ignores the difference in quality between projects or in the characteristics of projects. I would say that in the major refurbishing of a port or in a major agricultural irrigation project or in a major

[Traduction]

commencent à fonctionner, croyons-nous, dans nombre d'organismes.

Le président: Excusez-moi—CCODP? Pour le procès-verbal?

Mme Catley-Carlson: Excusez-moi. Il s'agit de la *Canadian Catholic Organization for Development and Peace*. Merci. Nous pensons en sigles et parfois nous oublions même ce qu'ils représentent.

A l'heure actuelle, l'ACDI a des arrangements de financement portant sur plusieurs années avec la *Canadian Organization for Development through Education*, CODE, qui s'appelait le *Overseas Book Centre*; l'*International Medical Association*; le Comité canadien de l'UNICEF; l'Association canadienne d'aide à l'enfance; le *Gurkha Trust*; et le *Canadian Lutheran World Relief*. Nous avons des arrangements de financement sur plusieurs années avec tous ces organismes de façon qu'ils puissent prédire ce qu'ils vont avoir à dépenser.

M. Kilgour: Très bien. Je sais que de nombreux autres organismes aimeraient également jouir du financement sur plusieurs années, mais nous ne nous y arrêtons pas, car je veux aborder mes huit autres points.

Pour ce qui est de l'aide assortie de conditions, si je comprends bien, le ministère des Approvisionnements et Services prélève une commission sur l'achat de divers produits et services. Qu'est-ce qui vous empêche de passer outre au ministère des Approvisionnements et Services pour vous adresser directement à ces organismes non gouvernementaux, pour éviter ces dépenses supplémentaires, je veux parler de la commission?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, les achats gouvernementaux sont réglementés, lorsqu'il s'agit de fonds tirés de subventions, et doivent passer par le ministère des Approvisionnements et Services. Lorsque les organismes non gouvernementaux font des acquisitions pour leurs propres programmes, ou bien lorsqu'ils font des achats pour des programmes axés sur certains pays, ils ne passent pas par le ministère des Approvisionnements et Services.

M. Kilgour: Pour les dépassements de budget, est-ce qu'on ne pourrait pas...? Est-ce qu'il y a des organismes non gouvernementaux établis qui se débrouillent mieux que l'ACDI dont le personnel à l'étranger a souvent du mal à empêcher les dépassements de budget?

Mme Catley-Carlson: Je suis désolée, je n'ai pas compris la question.

M. Kilgour: Je ne l'ai pas posée très clairement. Est-ce que certains organismes non gouvernementaux pensent qu'ils peuvent, mieux que votre personnel en poste à l'étranger, contrôler les dépassements de budget?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, je pense que ce serait ignorer la différence de qualité entre les projets et les caractéristiques de chaque projet. Je pense à des travaux majeurs de réaménagement d'un port, ou à de grands projets d'irrigation pour l'agriculture, ou à la construction d'une

[Text]

hydro-electric project, I would doubt that very many NGOs, if any, would have the capacity to do so.

Mr. Kilgour: In your 1982 report, you indicate that a government must be able to guarantee the safety and protection of co-operants. Does that apply as well to NGO co-operants?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, we are extremely conscious of their safety and we would give them the best advice we possibly could. I am not aware that we have ever said you cannot operate a program in country X because of your safety. But we would certainly give them every counsel and encourage their exit from that country in times of danger. They often do not leave.

Mr. Kilgour: Okay. Some of the long established NGOs, I understand, resent the degree of auditing and supervision and so on that they have to put up with from the Auditor General's Office and/or yourselves. Could something be done to reduce this burden? Why, for example, should the Auditor General look at the entire books of an NGO when only a small percentage of its budget comes from a CIDA grant?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, that is the price of Canadian government money which comes from taxpayers. It is subject to audit. It is also the same for UN organizations.

Mr. Kilgour: Okay. Why must CIDA projects be assessed individually, each one, when a well established NGO feels that it could simply get a yearly grant—perhaps a lot of them do—instead of having to ignore the track record of an NGO in terms of having each one of their new proposals assessed from top to bottom?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, when the program began we looked at each project on a project by project basis. We have tried to move away from that and the list I gave earlier indicated we have made some substantial progress. With some NGOs we will continue to look at their programs on a project by project basis. But we are trying to get away from this and move to multi-year and block funding.

Mr. Kilgour: On the matching grants from your special programs branch, why is it only cash donated that is considered and not things like donation of services and goods?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I am not sure that that is in fact the case. I would have to check into that. I am under the impression that services and goods do indeed count. I would be very surprised if this were not the case.

Mr. Kilgour: Canadian companies apparently often lose contracts abroad for lack of a manpower training component in their bids. Would you not consider encouraging financially some qualified NGOs to take part in these training programs abroad?

[Translation]

grosse centrale hydroélectrique: je doute qu'il y ait tellement d'organismes non gouvernementaux, s'il y en a, qui puissent mener à bien de tels projets.

M. Kilgour: Dans votre rapport de 1982, vous dites qu'un gouvernement doit pouvoir garantir la sécurité et la protection des coopérants. Est-ce que cela s'applique également aux coopérants des organismes non gouvernementaux?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, la sécurité de ces gens-là nous tient beaucoup à coeur et nous leur donnons les conseils les plus avisés possibles. Je ne pense pas que nous ayons jamais conseillé à quiconque de ne pas entreprendre un programme dans un pays pour des raisons de sécurité. Mais certainement, nous leur donnons des conseils, et, en cas de danger, nous les encourageons à quitter le pays. Très souvent, ils ne le font pas.

M. Kilgour: Très bien. Certains organismes non gouvernementaux qui existent depuis longtemps sont irrités par l'ingérence du vérificateur général et la vôtre dans leurs affaires. Est-ce qu'on ne pourrait pas réduire ce fardeau? Par exemple, pourquoi le vérificateur général doit-il examiner tous les livres d'un organisme lorsqu'une petite partie de son budget seulement vient d'une subvention de l'ACDI?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, c'est le prix payé pour l'argent du gouvernement canadien qui vient des contribuables. Il doit y avoir vérification. C'est la même chose pour les organismes des Nations Unies.

M. Kilgour: Bien. Pourquoi est-ce que les projets de l'ACDI doivent-ils être évalués individuellement alors que les organismes à but non lucratif reconnus estiment qu'une subvention annuelle serait suffisante. Au lieu de cela, on ignore les réalisations passées d'un organisme non gouvernemental et chaque nouvelle proposition est évaluée de fond en comble.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, lorsque le programme a été mis en place, nous étudions chaque projet individuellement. Nous avons cherché à nous écarter de cette procédure et, vous verrez dans la liste que je vous ai donnée tout à l'heure, que nous avons fait des progrès. Il y a certains organismes non gouvernementaux dont nous allons continuer à étudier les programmes individuellement. Cela dit, nous essayons de nous rapprocher d'un système de financement global, parfois même sur plusieurs années.

M. Kilgour: À propos des subventions que vous accordez et qui doublent les fonds acquis, pourquoi ne considère-t-on que les dons en liquide et non pas les services et les biens?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, je ne suis pas certaine que ce soit exact. Il faudra que je vérifie. J'ai l'impression que les biens et les services comptent également. Je serais très surprise que ce ne soit pas le cas.

M. Kilgour: Apparemment, il y a des compagnies canadiennes qui perdent souvent des contrats à l'étranger parce que l'élément formation de la main-d'oeuvre dans leurs offres n'est pas suffisant. Est-ce que vous ne pourriez pas encourager financièrement certains organismes non gouvernementaux à participer à ces programmes de formation à l'étranger?

[Texte]

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, even more than that, we are trying to get the commercial community together with NGOs to see if their mutual competence could not be put to good use together.

Mr. Kilgour: Do we do enough abroad to distinguish NGO work from, what shall we call it, pure CIDA work, or is it all lumped together? Is it clear to the donee country's citizens that this is an NGO project and this is a CIDA project?

Mrs. Catley-Carlson: Well, Mr. Chairman, I take issue with the whole question. I think this is Canadian and I think that people who do the work should get the credit for it. This is Canadian development assistance and I would hope that what we are talking about is various forms of Canadian assistance.

Mr. Kilgour: These are questions I am putting to you from the NGO community, Madam Chairman, and I have . . .

Mrs. Catley-Carlson: I gathered that.

Mr. Kilgour: —not said that I agree or disagree with them. Bernard Wood of the North-South Institute has recently pointed out . . . and I think it was at a conference sponsored by yourselves at the University of Western Ontario—that:

30% of non-oil developing countries imports to Canada under some kind of trade restraint.

In other words, trade barriers are arresting development in the Third World. Do you have a comment you could make to us on that?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I do not think there is an economic analysis in the world which does not support the view that trade constraints are a major barrier to the development of the developing countries.

• 1635

Mr. Kilgour: Finally, I hope you would agree, not in terms of building bridges or some type of infrastructure but in people-oriented services, that the NGOs are probably the most effective way of delivering development works to the Third World. Would you not agree? Do you see any limits to the scope we might give to these 300 Canadian NGOs in terms of the future?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, taking the last question first, I think the limits will be basically their own capacity, because certainly the government has expressed every interest in seeing this channel continue.

Do I see them as the most effective? No. I see them as highly effective, but I would hate to put Canadian universities, Canadian technical colleges, professional associations, unions and credit unions in a different league from the NGO community. I would also not like anybody to think Canada, through

[Traduction]

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, nous allons plus loin, nous essayons de discuter avec l'industrie et avec les organismes non gouvernementaux pour voir s'ils n'auraient pas avantage à regrouper leurs compétences.

M. Kilgour: Est-ce que nous essayons vraiment de faire une distinction entre le travail des ONG à l'étranger et les travail de l'ACDI, ou bien est-ce que tout cela est regroupé? Est-ce que les citoyens du pays récipiendaire savent vraiment s'il s'agit d'un projet d'un organisme non gouvernemental ou bien d'un projet de l'ACDI?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, je m'élève contre cette question. À mon sens, il s'agit avant tout d'un projet canadien et le crédit devrait aller à ceux qui font le travail. Il s'agit d'aide au développement de la part du Canada et j'espère que nous parlons ici des diverses formes que peut prendre l'aide canadienne.

M. Kilgour: Ces questions que je vous pose, les gens des organismes non gouvernementaux se les posent eux-mêmes, et je . . .

Mme Catley-Carlson: Je m'en doutais.

M. Kilgour: . . . je n'ai pas dit que j'étais d'accord ou pas d'accord. Bernard Wood de l'Institut Nord-Sud a signalé récemment lors d'une conférence organisée par vous à l'Université de l'Ouest de l'Ontario:

30 p. 100 des importations des pays en voie de développement non producteurs de pétrole à destination du Canada sont assujettis à des restrictions commerciales.

Autrement dit, les barrières commerciales sont un obstacle pour le développement du tiers-monde. Qu'est-ce que vous pouvez nous dire à ce sujet?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, il ne doit pas y avoir une seule analyse économique dans le monde qui ne soutienne que les restrictions commerciales sont un obstacle majeur pour le développement des pays en voie de développement.

M. Kilgour: Enfin, j'espère que vous en conviendrez, pas pour la construction de ponts ou l'installation d'infrastructure, mais pour les services destinés aux particuliers, les organismes non gouvernementaux sont probablement le moyen le plus efficace de faire du travail de développement dans les pays du Tiers Monde. Vous n'êtes pas d'accord? Pensez-vous que nous devons limiter la portée de ces 300 organismes non gouvernementaux canadiens dans l'avenir?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, je commence par la dernière question; je crois que ces limites seront dictées avant tout par les possibilités de ces organismes, car le gouvernement a reconnu qu'il y avait tout avantage à conserver cet outil de travail.

Est-ce qu'à mon avis, c'est le moyen le plus efficace? Non. Pour moi, c'est un moyen très efficace, mais je ne voudrais pas dissocier les collèges techniques canadiens, les universités canadiennes, les associations professionnelles, les syndicats et les caisses de crédit de l'ensemble des organismes non gouver-

[Text]

its bilateral program, is not able also to mount very successful people-to-people programs which have resulted in the provision of water to rural areas, in rural sanitary education, in maternal and child health clinics and in very specific projects for improving the lot of the rural population.

Mr. Kilgour: So how do you decide what is the best delivery vehicle in a given situation, such as you have just mentioned?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, once we have decided basically the fields we should be working in through the mechanism of the country program review and through discussions about all the available channels, we try to find out which would be the best. I must say, for projects involving institutional development, in educational institutes, community support and community development, our minds turn most frequently to the NGO channel. Often, they are not interested or they are in a particular country or they are over-extended, but...

Mr. Kilgour: I would like just a small clarification. To my colleague, I think you indicated the figure was \$130,000 to maintain a CIDA co-operant abroad, whereas again the North-South study on Haiti indicates that for the CRUDEM project it was as little as \$7,500 for that particular church-based NGO. Is there not a lesson there somehow for the hard-pressed Canadian taxpayer about whom my colleague is concerned?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, one is an apple and one is an orange. In the figures I gave earlier to Mr. Stevens, we are talking about the cost of maintaining Canadian public servants abroad, who are the ones who carry on ongoing discussions with the government, who are part of a diplomatic establishment and are in charge of the overall management of the aid program. I would think NGOs might be more properly compared to the kind of co-operants, because after all, they are out there actually doing the roll-up-the-sleeves work in the villages, in the schools and in the institutions, and there the cost comparisons are somewhat different. So you cannot really compare the cost of the diplomatic personnel, who are set up to follow a particular kind of establishment, with those who are actually out working on projects.

Mr. Kilgour: Thank you very much.

The Chairman: *Merci, monsieur Kilgour.*

Dr. Hudecki, please, followed by Mr. Munro and Mr. Flis.

Mr. Hudecki: I would think CIDA, more than any other organization, should be in a position to give us some kind of assessment of alternate sources of energy. Even in the few travels we have had, we have seen pilot projects in which they used bio-gas and biomass for energy. They are using the solar system and the windmills. I think we have reached a situation

[Translation]

nementaux. Je ne voudrais pas non plus que les gens aient penser que le Canada, dans le cadre de son programme bilatéral, ne peut pas mettre sur pied des programmes destinés aux particuliers, qui donnent d'excellents résultats. Je pense aux programmes d'adduction d'eau dans les campagnes, d'éducation sanitaire dans les campagnes, aux cliniques de santé pour les mères et les enfants et à des projets très particuliers pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

M. Kilgour: Dans ce cas, comment faites-vous pour décider du meilleur moyen de régler une situation donnée, comme celle que vous venez de mentionner?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, une fois que nous avons décidé des paramètres de travail dans le cadre du système de révision du programme d'un pays, et grâce à des discussions sur tous les moyens disponibles, nous essayons de découvrir celui qui est le meilleur. Pour les projets qui mettent en cause un développement institutionnel, instituts d'éducation, soutien communautaire et développement communautaire, le plus souvent, nous nous adressons aux ONG. Très souvent, cela ne les intéresse pas ou alors ils travaillent dans un pays particulier ou alors cela dépasse le cadre de leurs ressources, mais...

M. Kilgour: Une précision. Vous avez cité un chiffre à mon collègue, 130,000\$ je pense, pour entretenir un coopérant de l'ACDI à l'étranger. Or, d'après une étude Nord-Sud sur Haïti, un coopérant de CRUDEM, un organisme non gouvernemental attaché à une église, il ne faut que 7,500\$. Est-ce que le contribuable canadien surmené dont mon collègue s'inquiète ne pourrait pas en tirer une leçon?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, dans un cas, vous avez une pomme, dans l'autre, une orange. Le chiffre que j'ai donné tout à l'heure à M. Stevens représente le coût d'entretien d'un fonctionnaire canadien à l'étranger, ce sont ceux qui sont chargés des discussions avec le gouvernement, qui font partie de la mission diplomatique, qui se chargent de l'administration générale d'un programme d'aide. En fait, on ferait mieux de comparer les ONG aux coopérants qui, après tout, sont ceux qui se roulent les manches pour travailler dans les villages mêmes, dans les écoles et dans les institutions; les comparaisons de coût sont assez différentes. Vous ne pouvez donc pas comparer le coût d'entretien du personnel diplomatique qui est là pour administrer un type d'établissement donné et le coût d'entretien des gens qui travaillent directement au projet.

M. Kilgour: Merci beaucoup.

Le président: *Thank you, Mr. Kilgour.*

Monsieur Hudecki, je vous en prie, suivi de M. Munro et de M. Flis.

M. Hudecki: J'imagine que l'ACDI, plus que tout autre organisme, doit être en mesure de nous donner une évaluation des sources d'énergie de remplacement qui pourraient être utilisées. Nous n'avons pas beaucoup voyagé, mais nous avons vu des projets-pilotes qui tiraient de l'énergie du bio-gaz et de la biomasse. Il y a également le système solaire et les éoliennes.

[Texte]

where there should be some sort of assessment of those techniques, and I cannot think any organization would be in a better position to do it than CIDA.

Mrs. Catley-Carlson: That is quite a challenge, Mr. Chairman, to think your development agency is going to be the main source of information on alternate energy sources. You have mentioned some in which we are interested. I would add to that photovoltaic. We are going ahead . . .

Mr. Hudecki: Which one is that?

Mrs. Catley-Carlson: Photovoltaic. We are going ahead with a water production system based on photovoltaic energy in the countries of West Africa. You have mentioned bio-gas and biomass. I would also add micro-hydro, which we are using in Jamaica, trying to use very small sources of energy and to get the maximum out of them.

At the moment, my personal view is we are in the dissemination and push stage. I would really like to try to use as many of these techniques as we can in the coming years in our programs. I do not think we are quite at the stage yet, because a lot of these are highly experimental, where we can make generalizations about further investment in these areas. But I am glad you are interested in them, because we certainly are.

• 1640

Mr. Hudecki: There are not too many organizations or even institutes that are coming out with any answers. Yet it appears to be such a vital and important project that certainly they should be encouraged to continue using it and to report to us on what the value of it particularly is.

Another question, and one that is quite timely, is that there is always the general concept that with improved aid in the Third World you are really taking a step in promoting peace. I know this is a very general, broad statement to make. Are you able to back it up at the present time with any experience of CIDA, or is that also one that is not very easily applicable or that can be easily identified?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, having been very reluctant to get into general questions of war and peace from one side of the table, I feel possibly engaging in war and peace questions is perhaps less appropriate for a development agency. That said, I often point out that the general level of prosperity 15 years ago in the southeast Asian nations, which are now part of ASEAN, was very low, and there was a great amount of conflict both within and between these countries at that time. I do not know whether you can tie the stability in that region totally to economic growth, or whether you should tie the economic growth to the stability. It is a little bit of a chicken and egg situation. But you do not get chickens without eggs and you do not get eggs without chickens. I have not seen one analysis of Central America, for example, whether on the

[Traduction]

Je pense que le temps est venu de remettre en question ces techniques, et je vois mal quel organisme serait mieux en mesure de le faire que l'ACDI.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, l'idée que votre agence de développement puisse devenir la principale source d'information sur les sources d'énergie de remplacement est un véritable défi. Vous avez cité des projets auxquels nous nous intéressons. Je peux ajouter également l'énergie photovoltaïque. Nous avons l'intention . . .

M. Hudecki: Qu'est-ce que vous avez dit?

Mme Catley-Carlson: Photovoltaïque. Nous avons l'intention d'installer des systèmes de production d'eau qui utilisent de l'énergie photovoltaïque dans les pays de l'Afrique occidentale. Vous avez parlé du bio-gaz et de la biomasse. Je peux ajouter également l'énergie micro-hydraulique que nous utilisons déjà en Jamaïque, où l'on essaie de tirer le maximum de source d'énergie minimes.

Pour l'instant, je suis convaincue que nous en sommes toujours au stade de l'information et de l'exploration. J'aimerais beaucoup que nous utilisions le plus grand nombre de ces techniques possibles dans le cadre de nos programmes pendant les années à venir. Cela dit, comme beaucoup de ces techniques sont encore très expérimentales, nous ne sommes pas tout à fait prêts à faire des généralisations sur les investissements possibles dans ce domaine. Mais je suis heureuse que vous vous intéressiez à cette question car, pour nous, c'est très intéressant.

M. Hudecki: Il n'y a pas tellement d'organismes ou même d'instituts qui trouvent des solutions. Et pourtant, c'est un domaine qui semble si vital, si important, qu'il faut les encourager à continuer les recherches et à nous faire part des résultats.

Un autre sujet d'actualité, le principe qui veut qu'améliorer l'aide au Tiers-Monde, c'est promouvoir la cause de la paix. Je sais que c'est une position très vague, très générale. Est-ce que l'ACDI a des expériences précises qui tendraient à prouver cette position ou bien est-ce que c'est une notion qui est trop difficile à cerner?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, après avoir beaucoup hésité à discuter de généralités sur la guerre et sur la paix d'un côté de la table, je pense qu'il est peut-être encore moins opportun d'en discuter au nom d'un organisme de développement. Cela dit, je dis souvent que le niveau de prospérité générale il y a 15 ans dans les nations du sud-est asiatique, celles qui font maintenant partie de l'ASEAN, était extrêmement bas, il y avait de nombreux conflits entre ces pays, sans parler des conflits intérieurs. Je ne sais pas si l'on peut lier exclusivement la stabilité de cette région à la croissance économique, ou s'il faut lier la croissance économique à la stabilité. C'est l'histoire de la poule et de l'oeuf. Mais comme on ne peut avoir de poules sans oeufs, on ne peut avoir d'oeufs sans poules. Je n'ai pas vu d'analyses de l'Amérique centrale, qu'elles viennent de la gauche ou de la droite, qui ne

[Text]

right or on the left, that does not suggest that severe income disparity was one of the prime causes of conflict in that area.

So yes, I do believe there is a linkage between increasing prosperity and increasing stability in a region. It is, however, extremely difficult to prove, and some theorists contest that after a certain and generalized level in improvement in development you will be more likely to have a revolutionary situation than you would at even lower levels. So I would not try to put forward any general theory of prosperity and stability.

Mr. Hudecki: I would think the final question I would like to put to you—again, in the limited travels we have had, there seemed to be somewhat a vague teamwork effect between the established embassy and the established foreign affairs department and CIDA and the NGOs. Is there an established protocol or are there established rules and regulations whereby one is directed by the other in any way, or is it just a mutual affair, where both have mutual respect for each other and are supportive of each other?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I always hope the reality is the latter. The legality is that the Canadian ambassador or high commissioner in each country is accountable for the management of all programs which are going on under Canadian auspices in that country, including commercial promotion, the conduct of purely diplomatic relations, consular, and obviously development assistance. He is accountable for that and he is functionally responsible to the President of CIDA for the conduct of that program.

Within the embassy or high commission you will then find various officers who are charged with various tasks. If a very senior member of CIDA is assigned—excuse me: a member of the aid stream. I keep forgetting we are now talking about the foreign assistance stream. If a very senior member is posted to a particular embassy or high commission, he or she might be number two. They might also be number three, four, or five in the protocol list of this. But generally the embassy tries to work together with as much teamwork as possible, because in many countries of the world the development assistance program is functionally 80%, 85%, 90% of the relationship with that country. So obviously the ambassador's attentions are going to be very much focused on development assistance in a small developing country to an extent that will not be the case in a medium-sized or larger developing country, where there will other issues that also preoccupy him or her.

Mr. Hudecki: What about the NGOs? Is there the same sort of relationship with them, or are they more independent of the...

[Translation]

prétendent que les graves disparités de revenus sont une des principales sources de conflit.

Par conséquent, oui, je pense qu'il y a un lien entre la prospérité croissante et la stabilité croissante d'une région. Toutefois, c'est très difficile à prouver et certains théoriciens contestent qu'après un certain développement généralisé, une situation révolutionnaire devient plus probable que lorsque les niveaux de développement sont plus bas. Je n'essaierai donc pas d'avancer une théorie générale sur la prospérité et la stabilité.

M. Hudecki: Je vais maintenant vous poser une dernière question, et là encore, dans les quelques voyages que nous avons faits, nous avons pu constater un vague effort de travail d'équipe entre l'ambassade et les services officiels des affaires étrangères et les services de l'ACDI et des ONG. Est-ce qu'il y a un protocole établi, est-ce qu'il y a des règles et des règlements qui régissent les rapports entre ces différents services, ou bien s'agit-il d'une entente mutuelle, existe-t-il un respect et un soutien mutuel entre ces différents services?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, j'espère toujours que cette dernière hypothèse est la bonne. Légalement, l'ambassadeur canadien ou le haut commissaire dans chaque pays est responsable de l'administration de tous les programmes entrepris sous les auspices canadiens dans ce pays, y compris la promotion commerciale, les relations purement diplomatiques, consulaires, et évidemment, l'aide au développement. Il est responsable de tout cela et, de par ses fonctions, il est responsable devant le président de l'ACDI pour le programme de cet organisme.

A l'intérieur de l'ambassade ou du haut commissariat, vous trouverez plusieurs responsables de différents domaines. Si un membre très important de l'ACDI se voit confier... Excusez-moi: un membre du courant d'aide. J'oublie toujours que nous parlons maintenant du courant d'aide à l'étranger. Si un personnage haut placé est en poste dans une ambassade ou dans un haut commissariat, il peut occuper la seconde place. Il peut également occuper la troisième, la quatrième ou la cinquième place dans l'ordre de préséance. Mais en règle générale, l'ambassade essaie de faciliter le travail en équipe, le plus possible, car dans beaucoup de pays, le programme d'aide au développement représente en réalité 80, 85, 90 p. 100 des relations avec le pays en question. Donc, l'ambassadeur va forcément s'occuper très activement de l'aide au développement dans un petit pays en voie de développement, ce qui ne sera peut-être pas le cas dans un pays en voie de développement de moyenne ou de première importance où il sera appelé à s'occuper d'autres questions.

M. Hudecki: Les ONG? Est-ce que les relations avec eux sont comparables, ou bien sont-ils plus indépendants du...

• 1645

Mrs. Catley-Carlson: Oh, NGOs are very definitely independent. I hope there is a good and supportive relationship between the embassy and the high commission and the NGOs that are working in that country. I have never, for example, visited a developing country and had a cocktail party held or a

Mme Catley-Carlson: Vous savez, les ONG sont complètement indépendantes. J'espère que les relations entre l'ambassade, le haut-commissariat et les ONG qui oeuvrent dans ce pays sont bonnes et qu'un esprit d'entraide règne. Je n'ai jamais visité un pays en voie de développement et assisté à un

[Texte]

reception held in my honour without a very great number of the Canadian NGOs being there. We talk about the relationship they have with the embassy, the support they get, they do not get, etc. It is a very close relationship, but it certainly is not the case that the ambassador or the aid counsellor or the aid officer will give direct instructions to the NGOs on the conduct of their program. Very occasionally, NGO activity will stray into areas that causes issues in the bilateral relationship, at which point the ambassador will start to make his or her views known about that situation and the activities in question. But you are talking about the 3% margin and not the 97% reality of a fairly good relationship in the field.

Mr. Hudecki: We were given a good example of what the embassy can do. In Rio de Janeiro we had an opportunity to go through the barrios, and it was only because the embassy gave aid to the extent of about \$8,000 a year or thereabouts. And yet, as a result of that, we were able to see what life was all about. We met the medical team. We exchanged ideas on the treatment of these children, and almost for a pittance we were allowed in to see some of the major problems that face a country of that nature.

The interesting thing too, was that we were followed by the police all the way through, but as long as we had the medical officers in that area with us who, in turn, were financed by our very small donation to their cause, we had access and learned a great deal. Thank you.

Mrs. Catley-Carlson: Thank you. That would have been a mission-administered fund project . . .

Mr. Hudecki: I guess that is what it was.

Mrs. Catley-Carlson: —which is administered by the embassy. But it is very common to find that there will be NGO collaboration in the dissemination of these funds, and often our embassies, our ambassadors and our high commissioners will look first to the NGOs active in the country, in terms of deciding, with them, and sometimes using them, and through them, to them, by them, how to disseminate these funds.

Dr. Hudecki: Thank you.

The Chairman: Thank you, Dr. Hudecki. The hon. Member from Esquimalt—Saanich, Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I am sorry, Mr. Munro, but you will be followed by Mr. Flis.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I came in a little late and I heard some discussions about the work of the NGOs, work in Honduras, and possibly NGOs too. That was not clear.

I was wondering whether the *missions étrangères* are one of the groups that receives CIDA assistance. They do community work, work of all kinds, not just parochial work. They assist in medical services up in the hills, and I am wondering whether they are one of the organizations, Canadian organizations that

[Traduction]

cocktail ou à une réception offert en mon honneur sans rencontrer de représentants des ONG canadiennes sur place. Nous parlons de leurs relations avec l'ambassade, de l'appui qu'elles reçoivent ou de l'absence d'appui et ainsi de suite. Les relations sont très étroites, mais il n'est absolument pas question que l'ambassadeur ou le conseiller ou l'agent responsable de l'aide dicte leur conduite aux ONG. Il arrive que certaines activités des ONG créent des tensions dans les relations bilatérales. C'est alors que l'ambassadeur fera connaître son avis sur cette situation et les activités en question. Mais vous parlez de la marge de 3 p. 100 et non pas des 97 p. 100 des bonnes relations dans le domaine.

M. Hudecki: Nous avons eu un bon exemple de ce que l'ambassade peut faire. Nous avons eu l'occasion de visiter les barrios à Rio de Janeiro seulement parce que l'ambassade fournit environ 8,000 \$ d'aide par année. Cela nous a permis de constater nous-mêmes la situation. Nous avons rencontré une équipe médicale et avons échangé des idées sur le traitement des enfants. Donc, cette maigre subvention nous a donné l'occasion de voir nous-mêmes certains des gros problèmes auxquels ces pays font face.

Il est intéressant également de constater que la police nous suivait dans tous nos déplacements. Mais du moment que nous étions avec l'équipe médicale du secteur qu'une très petite contribution finance, nous avions accès à beaucoup d'endroits et nous avons beaucoup appris. Merci.

Mme Catley-Carlson: Merci. Il devait s'agir d'un projet dont l'administration financière relève de la mission . . .

M. Hudecki: Je pense en effet qu'il s'agissait de ce genre de projet.

Mme Catley-Carlson: . . . et qui relève de l'ambassade. Mais il n'est pas rare que les ONG s'occupent de la répartition de ces fonds. Il arrive également assez souvent que nos ambassades, nos ambassadeurs et nos hauts-commissaires commencent par demander l'avis des ONG qui oeuvrent dans ces pays avant de prendre des décisions relativement à la répartition de ces fonds. Ils font même très souvent appel aux ONG pour ce genre d'activités.

M. Hudecki: Merci.

Le président: Merci, docteur Hudecki. Je donne maintenant la parole à l'honorable député de Esquimalt-Saanich, M. Munro.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Merci, monsieur le président.

Le président: Je m'excuse, monsieur Munro, mais vous serez suivi de M. Flis.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je suis arrivé un peu en retard et j'ai entendu les discussions au sujet des activités des ONG au Honduras. Je n'ai pas très bien compris.

J'aimerais savoir si les «Missions étrangères» constituent l'un des groupes qui touchent de l'aide de l'ACDI. C'est une association qui s'occupe d'activités communautaires de tous genres et non seulement d'oeuvres paroissiales. Elle fournit des services médicaux dans les collines et j'aimerais savoir s'il s'agit de l'une des organisations canadiennes qui reçoivent de

[Text]

does receive help, or whether they do it strictly on their own. *les missions étrangères de Pont-Viau*

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, is this a Canadian NGO, or is it a . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): It is a Canadian missionary society from the Province of Quebec.

The Chairman: In a suburb of Montreal.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): It is, yes.

The Chairman: It is a very famous order. They are working in Cuba.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): They started out in Cuba. They were kicked out of Cuba and they went to Honduras. They may be back in Cuba now, but I do not think so.

The Chairman: I never heard that they were kicked out. That is off the record, but . . . When IPU went to Cuba, I was with a very famous colleague of yours, Mr. Gamble, and a few others.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh, as recently as that. And you met the . . .

The Chairman: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): They got back, then.

The Chairman: I never believed they ever left, so I will check on that.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I would be interested to know.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I have no record in my list of the 27 larger NGO recipients, but you will appreciate that we co-operate now with over 300 Canadian NGOs.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes, I quite understand, and I would be interested to know whether any applications for assistance from the *missions étrangères de Pont-Viau* have ever been made, because they have been established, to my knowledge, in Honduras for 12, 15 years, and do sterling work amongst the peasants, bringing medical assistance to them where there is very little help around.

• 1650

I was also interested in the comment made by the president about the 80% tied aid for Canada's bilateral system as being probably the highest in the world. I would be interested to know what the Japanese figure is.

Mrs. Catley-Carlson: We will certainly provide you with this figure.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I think it might even be a little higher.

[Translation]

l'aide ou si elle est complètement indépendante. Je veux parler des «Missions étrangères de Pont-Viau».

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, l'honorable député voudrait savoir s'il s'agit d'une ONG canadienne ou d'une . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Il s'agit d'une association canadienne missionnaire du Québec.

Le président: D'une banlieue de Montréal.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Exactement.

Le président: C'est une communauté fort bien connue. Elle travaille à Cuba.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Elle a commencé à Cuba. Lorsqu'elle a été renvoyée de ce pays, elle est allée s'installer au Honduras. Il se peut qu'elle soit retournée à Cuba, mais j'en doute.

Le président: Je n'avais jamais entendu dire qu'elle avait été renvoyée de ce pays. Je ne voudrais pas que cela figure au compte rendu, mais . . . Lorsque l'IPU s'est rendu à Cuba, j'étais avec un de vos collègues bien connus, M. Gamble, et d'autres encore.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Alors c'est très récent. Et vous avez rencontré . . .

Le président: Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ils y sont retournés, alors.

Le président: Je ne savais pas qu'on les avait renvoyés, je vais vérifier.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'aimerais bien savoir ce qu'il en est.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, ma liste des 27 ONG qui reçoivent le plus de contributions ne contient aucune donnée à cet égard. Mais n'oubliez pas que nous travaillons avec 300 ONG canadiennes.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui, je comprends. Mais j'aimerais savoir si «Les missions étrangères de Pont-Viau» vous ont déjà soumis une demande d'aide car il me semble que cet organisme est installé au Honduras depuis 12 ou 15 ans. Il fait de l'excellent travail auprès des paysans et leur fournit de l'aide médicale dans une région où il y en a très peu.

J'ai également été très intéressé par cette déclaration de la présidente au sujet des subventions canadiennes dont 80 p. 100 sont assorties de conditions. Il semble que ce pourcentage soit le plus élevé au monde. J'aimerais savoir de combien il s'agit dans le cas du Japon.

Mme Catley-Carlson: Nous vous fournirons ce chiffre.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je pense qu'il pourrait même s'agir d'un peu plus.

[Texte]

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, it is my understanding that it is not but . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Really!

Mrs. Catley-Carlson: . . . their terms are a great deal harder than ours. Our concessional element is extremely high. Theirs is extremely low. This is one instance where we differ.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): They can out-bid us though . . .

Mrs. Catley-Carlson: Yes they can, Mr. Chairman.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): . . . on some of the projects, and again I am thinking of Central America and the microwave network.

Trade promotion, I see, is one of the activities listed on page 60 of this *Canadians in the Third World, 1982-1983*, as in the multilateral aid trade promotion. I was wondering, it is not a large sum but it has increased to about \$750,000 in 1982-1983. I was wondering why CIDA became involved in this since there are other agencies of the Canadian government which do become involved in trade promotion?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, as you will notice, this is an item under multilateral aid, and the short answer is, we are talking about their trade promotion not ours. This is . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh, the trade promotion of the Third World countries into Canada?

Mrs. Catley-Carlson: Trade promotion generally.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Or outside their own country?

Mrs. Catley-Carlson: That is right.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I see.

Mrs. Catley-Carlson: This is the GATT—UNCTAD International Trade Centre. It helps countries do marketing studies, market development, quality control standards, and market information.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Thank you very much. That has straightened that out.

Since you have that book open, if you would turn back to page 58, I notice under other sources, aid disbursements, the work of Petrocan International Assistance Corporation, one of the pups that was spawned by Petrocan, and I am just wondering whether there was any policy that could be explained by the President of CIDA, as to the choice of equipment used by Petrocan International in its operations?

There are two operations of which I have knowledge, one in Senegal and another one recently in Jamaica; it is my under-

[Traduction]

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, que je sache, ce n'est pas le cas, mais . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous ne me dites pas!

Mme Catley-Carlson: . . . leurs conditions sont beaucoup plus strictes que les nôtres. Nous offrons énormément de concessions, ce qui n'est pas leur cas. C'est là toute la différence.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais ils peuvent toujours faire des offres plus intéressantes que nous.

Mme Catley-Carlson: Mais oui, monsieur le président.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je veux dire qu'ils peuvent faire des offres plus intéressantes pour certains projets en Amérique centrale. Je pense en particulier au réseau de micro-ondes.

La promotion des échanges commerciaux est une des activités qui figurent à la page 60 de ce guide de 1982-1983 sur les Canadiens dans le tiers monde. Je veux parler de la promotion commerciale dans le contexte de l'aide multilatérale. Voici ce que j'aimerais savoir. Il ne s'agit pas d'un montant très important, mais une augmentation de 750,000\$ environ a été apportée en 1982-1983. J'aimerais savoir pourquoi l'ACDI s'est occupée de cette affaire puisqu'il existe d'autres organismes canadiens qui s'occupent de la promotion commerciale.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, comme vous pouvez le constater, il s'agit d'une question d'aide multilatérale. Nous parlons donc ici de promotion commerciale pour ces pays et non pas de promotion canadienne. C'est . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ah, vous voulez parler de la promotion de produits des pays du tiers monde au Canada?

Mme Catley-Carlson: Je veux parler de la promotion commerciale en général.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ou à l'extérieur de leur propre pays?

Mme Catley-Carlson: C'est exact.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je vois.

Mme Catley-Carlson: Il s'agit du Centre international d'échanges commerciaux du GATT—CNUCED. Il aide les pays à effectuer des études de marchés, à développer leurs marchés, à élaborer des normes de contrôle de la qualité et des données sur les marchés.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je vous remercie beaucoup. Vous avez bien éclairci la situation.

Mais comme votre livre est ouvert, j'aimerais vous demander de regarder à la page 58. Je vois qu'à la rubrique «autres sources, débours au titre de l'aide», on mentionne la Société internationale d'aide Petrocan. Je crois savoir qu'il s'agit d'une création de Petrocan et j'aimerais savoir si la présidente de l'ACDI peut nous dire s'il existe une politique relativement au choix d'équipement qu'utilise Petrocan International dans le cadre de ses activités.

Je suis au courant de deux projets, l'un au Sénégal et l'autre plus récent en Jamaïque. Que je sache, on utilise de l'équipe-

[Text]

standing that non-Canadian equipment is used in both cases for exploratory work. The 80% tied aid figure might not be altered all that much since they are getting what, in terms overall, is only \$18.7 million this year, and I speak with some irony about the smallness of the figure.

Why do they not use Canadian drilling equipment when they are exploring in Jamaica? Why do they meet in the United States for example, to have their meetings in order to decide who is... Jamaica for example, had a meeting, or maybe it was Petrocan International, called a meeting in Dallas, and Jamaica came and it was decided that Petrocan International should get the bid. I was wondering why that meeting did not occur in Calgary? Is the president in any position to give an answer?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, one of those questions is properly responded to by the President of CIDA, which is the relationship between its purchasing activities and the tied aid. Basically they are not bilateral co-operation even though their activities are on a country to country basis. But they are not included in the figure that I cited which is the 80% tied component.

I think the other questions might be addressed to the responsible head of agency because I could try and give answers...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I have tried. I have tried and it does not always work out very satisfactorily. Each question raises another series of questions which have not been answered. I do not mind that being on the record either.

• 1655

I would like to ask the president whether there has been any degree of reimbursement of loans that have been extended to countries under the CIDA program. A type of international assistance has been in operation now, to the best of my knowledge, I guess since about 1947 or 1948 or 1949 or something like that when it was the Office of Overseas Assistance run through the Department of Trade and Commerce. Therefore that takes us back almost 40 years. I suppose the remitted period of repayment starts out with 50 so we may have to wait for another 10 years to see whether any repayment schedules are being planned, but I would be interested to know if any efforts have been made by any of the countries to repay any of the loans.

Mrs. Catley-Carlson: The general situation is that, as the member has pointed out, the grace periods on a number of the loans that CIDA has made since its beginning and the External Aid Office made before our beginning have matured, and the repayment rate until a few years ago was really very good. There were some isolated exceptions, but by and large you could say that the repayment rates were proceeding on schedule.

With the onset of the debt crisis, the liquidity squeeze, the fall in commodity prices and the rise in oil prices of developing countries the situation started to change and we along with other donor agencies started convening an organization called

[Translation]

ment non canadien pour les travaux d'exploration dans les deux cas. Je doute que ces 80 p. 100 d'aide assortie de conditions changent cette année puisqu'ils ne vont toucher que 18.7 millions de dollars. Vous avez sans doute remarqué mon ton quelque peu ironique quand j'ai parlé du montant de l'aide.

Pourquoi n'utilisent-ils pas de l'équipement de forage canadien pour leurs activités en Jamaïque? Pourquoi se réunissent-ils aux États-Unis pour décider qui... La Jamaïque ou peut-être même Petrocan International a convoqué une réunion à Dallas et des représentants de la Jamaïque y ont assisté. Il a été décidé à ce moment-là d'accorder le contrat à Petrocan International. J'aimerais savoir pourquoi cette réunion n'a pas eu lieu à Calgary? La présidente peut-elle nous répondre?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, la présidente de l'ACDI a répondu à l'une de ces questions qui concerne les relations entre les activités d'acquisition et l'aide liée. Il ne s'agit pas essentiellement de collaboration bilatérale même s'ils traitent de pays à pays. Mais ils ne sont pas inclus dans les données que je vous ai fournies au sujet de ces 80 p. 100.

Je pense que les autres questions devraient également s'adresser au chef de cet organisme, parce que même si j'essayais de vous répondre...

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'ai essayé. J'ai déjà essayé, mais cela ne donne pas toujours des résultats très satisfaisants. Chaque question entraîne une nouvelle série de questions qui demeurent sans réponse. Cela ne me dérange pas que cela soit porté au compte rendu.

J'aimerais demander à la présidente quel pourcentage des prêts octroyés à divers pays dans le cadre du programme de l'ACDI ont été remboursés. Que je sache, une certaine forme d'aide internationale existe depuis 1947, 1948 ou 1949. Cette activité relevait de l'ancien Bureau de l'aide à l'étranger du ministère de l'Industrie et du Commerce. Cela remonte à quelque 40 ans. Je suppose que le remboursement ne commence qu'après 50 ans, ce qui veut dire qu'il nous faudra attendre encore 10 ans pour voir quelles seront les modalités de remboursement. J'aimerais savoir s'il y a des pays qui ont fait des efforts pour rembourser leurs emprunts.

Mme Catley-Carlson: Comme l'honorable député l'a signalé, les périodes de grâce pour un certain nombre de prêts consentis par l'ACDI depuis ses débuts et le Bureau d'aide étrangère avant la création de notre organisme sont arrivées à échéance et le taux de remboursement jusqu'à tout récemment était très bon. Il y a eu bien entendu quelques exceptions, mais en règle générale, le remboursement se faisait tel que prévu.

Cependant, depuis le début de la crise de l'endettement, des problèmes de liquidités, de la baisse du prix des denrées et de l'augmentation du prix du pétrole dans les pays en voie de développement, la situation a changé et, de concert avec les

[Texte]

the Paris Club to look at the official debt of developing countries and, where appropriate, to reschedule. This is done on a burden-sharing basis so . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): This is government-to-government debt?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, but it is governments to government . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes.

Mrs. Catley-Carlson: —so that the debt of country X is being discussed by all the substantial lenders . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): We are not talking about bank guarantee loans?

Mrs. Catley-Carlson: No.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): It is just government to government . . .

Mrs. Catley-Carlson: That is correct.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): —in the ODA area?

Mrs. Catley-Carlson: It is ODA debt, exactly.

So we have rescheduled some loans to developing countries in the recent past. As I say, it is done on a principle of burden-sharing so that the Canadian taxpayer is not *défavorisé* in favour of the Japanese taxpayer in terms of repayments of loans. We do have figures on debt and loan repayments. I am certainly answering you in general terms . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes.

Mrs. Catley-Carlson: —but, yes, there have been some problems in the last few years because of their particular situation.

The Chairman: Last question, Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I wonder if the president could provide a more specific picture perhaps by graphs and by country of some of the efforts that were made until we reached that critical period of recession and oil crisis area or even after. Some of them may even have come forward since then, but I doubt it. It would be interesting to know just the degree to which efforts have been made in the borrowing countries to make some even token repayments—as evidence of improving their credit standing, if you like, if for no other reason. Could that be done? Not today, but it might be of interest for us to have it.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I agree that would be an interesting thing, and we will provide you with that because the picture it shows is that developing countries are indeed quite determined to keep their credit standing at the highest

[Traduction]

autres organismes donateurs, nous avons commencé à convoquer des réunions du Club de Paris pour examiner la situation en matière de dettes officielles des pays en voie de développement et établir de nouveaux programmes de remboursement, au besoin. On procède sur une base de partage du fardeau de sorte que . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Est-ce que nous parlons ici des dettes d'un pays envers un autre?

Mme Catley-Carlson: Oui, mais il s'agit de transactions au niveau des gouvernements . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui.

Mme Catley-Carlson: . . . de sorte que tous les prêteurs importants discutent de la dette d'un pays donné . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous ne parlez pas ici de prêts garantis par une banque?

Mme Catley-Carlson: Non.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Il s'agit donc de transactions entre les gouvernements . . .

Mme Catley-Carlson: C'est exact.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): . . . dans le secteur de l'APD?

Mme Catley-Carlson: Il s'agit effectivement d'une dette de l'APD.

Nous avons donc modifié les modalités de remboursement de certains pays en voie de développement dernièrement. Comme je l'ai déjà dit, nous fonctionnons à partir du principe du partage du fardeau pour veiller à ce que le contribuable canadien ne soit pas défavorisé par rapport au contribuable japonais au niveau du remboursement de la dette. Nous avons des chiffres sur le remboursement des dettes et prêts. Je vous fournis des réponses assez générales . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui.

Mme Catley-Carlson: . . . mais cette situation nous a causé quelques problèmes au cours des dernières années.

Le président: Une dernière question, monsieur Munro.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'aimerais que la présidente nous donne quelques précisions au moyen de graphiques par exemple, par pays, sur les efforts déployés avant que nous n'arrivions à cette période critique de la récession et de la crise du pétrole et peut-être même de la situation qui a suivi cette époque. Il se peut que certains se soit présentés depuis, mais j'en doute. J'aimerais savoir dans quelle mesure les pays emprunteurs ont fait des efforts pour effectuer à tout le moins un remboursement symbolique de manière à améliorer leur situation de crédit, par exemple. Est-ce possible? Vous n'êtes peut-être pas en mesure de nous fournir ces données aujourd'hui, mais nous serions très intéressés de les avoir.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, ces renseignements seraient en effet très intéressants et nous vous les fournirons parce qu'on y voit que les pays en voie de développement semblent bien déterminés à maintenir autant de

[Text]

possible level and countries have not been anywhere nearly as delinquent as one might imagine except in the last few years.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): No one talks about it at all, and therefore I think it would be a useful exercise . . .

Mrs. Catley-Carlson: Yes, I do too.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): —country by country.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

The Hon. Member from Parkdale—High Park, Mr. Flis, *s'il vous plaît* . . .

Mr. Flis: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: —and welcome officially to the committee.

Mr. Flis: Thank you.

Madam President, I too get complaints from my constituents such as Mrs. Appolloni spoke about. Usually it is a comment such as "Charity begins at home", but in my five years as a politician I must say that these complaints are getting fewer and fewer so whatever you are doing must be the right thing.

• 1700

I think such horror stories as where we have provided tractors but no parts to repair them, or we have provided trucks with no mechanics to repair them, are disappearing, and as a result of that Canadians are accepting the fact that we have to provide more and more aid to countries, especially in view of the fact, as you say, that 40,000 children are dying daily. So I hope this positive trend on the part of Canadians continues, and if we do not get any more horror stories such as we did five or six years ago, I am sure it will.

The last witnesses who appeared before this committee, Madam President, were witnesses from the International Development Research Centre, and their estimates, of course, increased from the 1983-84 estimates to the 1984-85 estimates by \$13.6 million. Your estimates have increased \$248.5 million. Is there any co-operation; is there any benefit that you are getting from IDRC to help CIDA projects and vice versa?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, Mr. Chairman. The relationship is very co-operative. It is not as close as either of us would wish, but we are working on it. But that said, over the years we have been, for example, using IDRC as an implementing agency, in some areas. When we want a particular piece of research done, we talk to IDRC and they may do that particular piece of research or manage a project which is doing applied research. We keep very close watch on their work in pumps and mills, because if you are talking about improving the status of women in the country, if you start with pumps and mills you will do a very great deal in simply improving the life of the villagers. So we keep particularly close tabs on that.

[Translation]

crédibilité que possible sur le plan des crédits et il n'y a pas eu autant de manquements qu'on aurait pu l'imaginer ces dernières années.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): On n'en parle pas du tout, alors je pense qu'il serait intéressant . . .

Mme Catley-Carlson: Je suis tout à fait d'accord.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): . . . de savoir ce qui se passe dans ces pays.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

L'honorable député de Parkdale—High Park, monsieur Flis, *please*.

M. Flis: Merci, monsieur le président.

Le président: Je vous souhaite officiellement la bienvenue au Comité.

M. Flis: Merci.

Madame le président, j'ai reçu également quelques plaintes de ma circonscription comme celle dont M^{me} Appolloni vous a parlé. On nous dit souvent que charité bien ordonnée commence par soi-même. Cela fait maintenant cinq ans que je travaille dans le domaine de la politique et je dois dire que je reçois de moins en moins de plaintes et je ne peux donc en arriver qu'à la conclusion que ce que vous faites est bien.

Des histoires scandaleuses comme lorsqu'on avait fourni des tracteurs sans pièces de rechange et qu'il n'y avait pas de mécaniciens pour en assurer l'entretien deviennent de plus en plus rares; les Canadiens se rendent maintenant compte que nous devons augmenter notre aide à ces pays, surtout quand on pense que 40,000 enfants meurent chaque jour. A condition que ces cas malencontreux survenus il y a cinq ou six ans ne se reproduisent plus, je suis sûr que les Canadiens persévéreront dans cette attitude positive.

Les témoins du Centre de recherches pour le développement international furent les derniers à comparaître devant le Comité; le budget de cette organisation a augmenté de 13,6 millions de 1983-1984 à 1984-1985, alors que le vôtre a augmenté de 248,5 millions de dollars. Existe-t-il une coopération entre le CRDI et l'ACDI?

Mme Catley-Carlson: Il est certain que nous collaborons, même si cette collaboration pourrait être encore améliorée. Ainsi nous avons fait appel aux services du CRDI pour effectuer certains travaux de recherche ou pour gérer des projets de recherche appliquée. D'autre part, nous suivons de très près leurs travaux sur les pompes et les moulins qui devraient permettre notamment d'améliorer très sensiblement la qualité de la vie des villageois et plus particulièrement des villageoises.

[Texte]

We have had the IDRC come to our last series of complete overviews of the agency operations. We are trying to find ways to get around some very large structural differences and move to the fact that we are both working on exactly the same problems as a basis for more co-operation.

Mr. Flis: Over the last week I received many calls from Canadians of Tamil heritage, from Sri Lanka, who are very concerned about the massacres of Tamils by government troops, according to them. Do we have any CIDA projects in Sri Lanka? Could you share that with the committee?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, Mr. Chairman, we have extremely large projects. They are not only large; they involve agricultural settlement, and they regard the agricultural resettlement of both Sinhalese and Tamils in Sri Lanka. They are therefore, as you would imagine, very much considered in the minds of those who are looking at this resolution of this particular problem.

We have made our views very clearly known to the Government of Sri Lanka, that if the pattern of settlement, or the settlement decisions, were to result in a situation which was destabilizing, the basis of public support in Canada would obviously be increasingly questioned. It is not at all an easy matter. The settlement patterns at the moment for this very monstrous project—the Canadian contribution has been a very large dam, worth almost some \$100 million, which will then spill into irrigated areas, and within those irrigated areas we will then start to settle people. We are also providing 69 schools, 31 health centres, 246 teachers' and students' quarters, and 25 day-care centres. In other words, there is a capital investment aspect and there is a social investment aspect going on with this project.

The resettlement plans are talking about—in terms of the Government of Sri Lanka's own statements on this, they are talking about the inclusion of upwards of 50,000 persons of minority backgrounds in resettlement, including 30,000 to 35,000 Tamils to be settled in this particular area where this construction has been made. These people obviously will benefit from the services that I talked about earlier, and one hopes they would find the massive resettlement opportunities offered by this project some sort of key towards a better life.

The recent communal disturbances are, of course, extremely, extremely disturbing.

Mr. Flis: The aid and of course all other aspects of External Affairs come out of the same envelope. How accurate are these reports that we are getting about hundreds massacred at one time; a planned plot to eliminate Tamil boys between certain ages? How accurate are these horror stories which are coming to us?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I really cannot say, because I do not know which stories you are reading or their provenance and I have not been in Sri Lanka myself very recently. The High Commission is keeping a very active watch

[Traduction]

Par ailleurs le CRDI a assisté aux réunions au cours desquelles nous avons passé en revue nos modalités de fonctionnement. Nous cherchons en effet à établir une coopération plus étroite entre nos deux organisations en surmontant notamment certaines différences de structure étant donné que nous travaillons en fait à des problèmes communs.

M. Flis: J'ai reçu la semaine dernière de nombreux coups de téléphone de la part de Canadiens originaires du Sri Lanka au sujet des massacres de Tamils perpétrés par les soldats du gouvernement. L'ACDI a-t-elle des projets au Sri Lanka?

Mme Catley-Carlson: Nous y avons effectivement de très gros projets. Il s'agit notamment d'aider des Singalais et des Tamils à s'établir dans de nouvelles régions agricoles du Sri Lanka. Ce sont donc des projets qui devraient aider à réduire les tensions.

Nous avons fait savoir au gouvernement du Sri Lanka que si la création de ces nouvelles colonies de peuplement agricoles avaient un effet déstabilisateur, la position du Canada risquerait d'évoluer. Ce n'est pas une question facile à résoudre. Il s'agit d'un projet énorme, la contribution du Canada s'élevant à près de 100 millions de dollars pour la construction d'un gros barrage qui permettra d'irriguer des terres qui serviront de colonies de peuplement. En outre, nous allons fournir 69 écoles, 31 centres de santé, 246 logements pour enseignants et étudiants et 25 garderies d'enfant. Il y a donc d'une part les capitaux investis et d'autre part le facteur social dont il faut tenir compte.

Le gouvernement du Sri Lanka aurait l'intention d'implanter dans cette région plus de 50,000 personnes appartenant à différentes minorités ethniques, dont 30,000 à 35,000 Tamils. Ces personnes profiteront bien entendu des services que je viens d'énumérer et il faut espérer que cela leur permettra d'améliorer leur vie.

Mais les récents massacres communautaires sont bien entendu très inquiétants.

M. Flis: L'aide que nous accordons ainsi que toutes les autres interventions du Ministère sont financées à même la même enveloppe. Peut-on se fier aux rapports selon lesquels des centaines de personnes sont massacrées chaque fois qu'une émeute éclate et qu'il existerait un complot en vue de tuer tous les garçons tamils âgés d'un certain âge? Dans quelle mesure peut-on se fier à ces rumeurs?

Mme Catley-Carlson: Je ne sais pas car j'ignore vos sources et cela fait déjà un certain temps que je n'ai plus été sur place au Sri Lanka. Le haut-commissaire suit l'affaire de très près.

[Text]

on this. I suspect there is an element of exaggeration in some of the stories, but there is no question that there is a very serious communal problem.

Mr. Flis: If the stories are accurate, is CIDA prepared to reassess its aid program, which as you mentioned, runs into hundreds of millions of dollars, and to actually cut off aid? If you do take such drastic measures, what would that do to the resettlement projects?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, the underlying premise of Canadian development assistance has been that development projects and programs are there for the long term. They are designed to try to help people in particular areas to cope with certain problems, and you cannot do that in a perspective which changes or is markedly affected by political events on the ground. In other words, if you are planning a six-year or seven-year program and this starts and stops and goes and starts and you have contracts, contractors, work going on in the construction of schools, people lined up to help, etc., you will appreciate that that is impossible to manage if you stop and go each time there is a political event, no matter what you think about that particular event. This is a general comment; it certainly just does not apply to Sri Lanka. We try to look at the development program as something which is there for the long term and which has to be operated that way.

That said, obviously in any country where there are extreme problems, these are taken into account not only in the conduct of current programs but in future programs. If the situation were to destabilize even more markedly, obviously the conduct and the ability to manage the program would have to be re-examined. It is our very strong hope that this will not be the case. Many of these problems—and I guess I go back to the earlier question about stability and poverty—have arisen in Sri Lanka because of perceived unequal distribution of development, and if we can make the development equation more equal for more people, I think some of the roots of the problem—perhaps I am being too optimistic... can be mitigated.

So the short-term answer is: We are continuing with our aid program. Obviously in any country, if disturbances become such as to bring about the kinds of situations we were talking about earlier, the whole basis is re-examined.

Mr. Flis: I do not know if you are aware, but just this week hundreds of Tamils did demonstrate in front of the House of Commons, expressing their concerns of what is happening to their families in Sri Lanka.

My last question, Mr. Chairman, is regarding refugees we take from countries from around the world. Many of these refugees are very professional; they bring excellent skills into the country. I am thinking of such professionals as engineers, doctors, dentists, teachers and nurses. Many of them, of course, are finding it difficult to find employment in Canada, and yet many of them have worked in Third World countries. Some of them had worked in Africa prior to coming to Canada; some had worked in Arab countries, learning third languages. They would probably make excellent resource people to work on many of the CIDA projects.

[Translation]

Il y a sans doute eu quelques exagérations, mais il ne fait pas de doute qu'il y a un très grave problème communautaire.

M. Flis: Si ces rumeurs s'avéraient, l'ACDI envisagerait-elle de revenir sur son programme d'aide qui, comme vous venez de l'expliquer, s'élève à des centaines de millions de dollars, voire le supprimer totalement. Qu'est-ce qui arriverait dans ce cas aux projets de repeuplement?

Mme Catley-Carlson: Notre aide au développement part du principe qu'il s'agit de projets à long terme. Nous cherchons en principe à aider les gens à résoudre certains problèmes, ce pourquoi on ne peut pas se laisser trop influencer par les aléas politiques. Ainsi il est impossible de réaliser un projet de construction prévu pour une durée de six ans si on va arrêter et redémarrer les travaux chaque fois qu'il y a un bouleversement politique. Mais il s'agit là d'un principe général. Donc les programmes de développement sont des projets à long terme qui doivent être menés à bien dans cette perspective.

Cela dit, nous tenons compte bien entendu d'événements extraordinaires, tant au plan de nos activités courantes que futures. Si la situation devait se déstabiliser davantage encore, cela aurait bien entendu une incidence sur notre programme qui devrait être réexaminé. Mais nous espérons que nous n'en arriverons pas là. En effet, comme je le disais tantôt, il existe un lien certain entre la stabilité et la pauvreté si bien que les émeutes de Sri Lanka peuvent être attribuées dans une certaine mesure au moins à une injuste répartition des richesses et du développement. Si nous parvenions à assurer une plus juste répartition, il faut espérer que ce problème serait résolu, du moins en partie.

Donc pour le moment notre programme d'aide est maintenu. Mais si les désordres vont au-delà d'un certain point, il est évident que nous devons revoir nos engagements.

M. Flis: Je ne sais pas si vous savez que des centaines de Tamils ont manifesté devant la Chambre des communes pour marquer leur inquiétude au sujet des membres de leur famille restés au Sri Lanka.

Ma dernière question concerne les réfugiés de différents pays que nous admettons au Canada. Il y a parmi ceux-ci de nombreux spécialistes et notamment des ingénieurs, des médecins, des dentistes, des enseignants et des infirmières. Beaucoup de ces personnes ont du mal à trouver un emploi au Canada alors qu'elles avaient travaillé dans différents pays du tiers monde, notamment en Afrique ou dans différents pays arabes. Comme, outre leurs qualifications professionnelles, elles connaissent différentes langues, je me demande si elles ne pourraient pas faire un travail très utile dans les différents projets de l'ACDI.

[Texte]

Has CIDA considered making greater use of these refugees who come to our country, at the same time providing them employment which would ease our high unemployment problem?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, we are a fairly multicoloured, multilingual staff in CIDA, I am glad to say, and this does reflect the provenance of many Canadians. To be an employee of CIDA, one must of course become an employee of the Public Service of Canada, and so there is that consideration along with citizenship requirements, etc. But we do use the cultural background, racial background and national background of people to good advantage in the Official Development Assistance Program.

Mr. Flis: I am thinking of sending these people to the developing countries, not having them work in Hull. I am glad Mr. Stevens asked those questions, because I have been asking them for the last four years. I think there are probably enough people in Hull right now. We would like to see more of those people out in the field working with the people on the projects. So my question is: Are you using these professional refugees—doctors, engineers, nurses, teachers? Many of them do not have Canadian citizenship yet, but they do have landed immigrant status. Are we making good use of these people?

• 1710

Mrs. Catley-Carlson: We are, yes, but I would like to dispel the image of CIDA as an organization that is involved in a very large way in sending out people. We are increasingly working with universities, colleges, technical institutes in Canada, with Canadian firms, consultants, suppliers, etc., and we are using their people. This is one of the ways in which we are hoping to avoid having more and more people in Hull; that is, by using the services of the Canadian community. So the number that we send from CIDA out to do direct work is diminishing, relative to the importance of the number that are being sent out by others. That said, if there is a possible mix between those two, we would use it.

Mr. Flis: If a private engineering firm wanted to hire a refugee, that refugee would not have to meet the requirements for the public service.

Mrs. Catley-Carlson: I rather doubt it.

Mr. Flis: Thank you.

The Chairman: Thank you.

May I . . . ? I know Mr. Munro will appreciate that. I have the answer already. The reverend fathers are known as *La Société des missions étrangères*. They have been in Cuba since 1942. They have never left, except that since the revolution . . . each of you may use the word you want, say the changeover—in Cuba they have fewer. They now have 11 priests. But they never left. I like to be accurate. They now have 11. At a certain time, they had up to 40 people, but they still have permanently left 11 priests there. It is like Mr. Diefenbaker, never cutting off the relationship. It is good to remind

[Traduction]

L'ACDI a-t-elle envisagé la possibilité d'embaucher ces réfugiés, ce qui contribuerait à baisser notre taux de chômage.

Mme Catley-Carlson: Le personnel de l'ACDI présente toutes les couleurs de peau et parle toutes les langues, traduisant ainsi la grande variété d'origine de divers Canadiens. Pour travailler à l'ACDI, il faut commencer par faire partie de la Fonction publique, être citoyen, etc. Mais nous profitons effectivement de l'origine culturelle, raciale et nationale d'un certain nombre d'employés travaillant pour le Programme d'aide publique au développement.

M. Flis: Il s'agirait d'envoyer ces personnes travailler dans les pays en voie de développement et non pas ici à Hull. Je suis très heureux que M. Stevens ait posé ces questions, car je les pose moi-même depuis quatre ans. Il me semble qu'il y a déjà suffisamment de personnes à Hull maintenant. Nous préférons qu'il y ait plus de personnes qui travaillent à l'extérieur, avec les gens chargés des projets. Voici donc ma question: Utilisez-vous les professionnels qui sont réfugiés: les médecins, les ingénieurs, les infirmières, les instituteurs? Beaucoup d'entre eux ne sont pas encore citoyens canadiens, mais ils sont tous au moins des immigrants reçus. Utilisez-vous ces gens à bon escient?

Mme Catley-Carlson: Oui, certainement, mais il faut chasser cette idée que l'ACDI est un organisme chargé d'envoyer un grand nombre de personnes en mission. De plus en plus, nous collaborons avec les universités, les collèges, les instituts techniques du Canada, les sociétés canadiennes, des consultants, des fournisseurs, etc., et nous utilisons leur personnel. C'est une façon d'éviter d'augmenter de plus en plus le personnel à Hull, c'est-à-dire en utilisant les services de la collectivité canadienne dans son ensemble. Donc le nombre du personnel de l'ACDI qui travaille directement à l'extérieur diminue, par rapport au nombre accru de personnes envoyées par d'autres organismes. Bien sûr, s'il y a moyen d'assurer un mélange des deux, nous le faisons.

M. Flis: Si une société d'ingénierie du secteur privé voulait engager un réfugié, ce réfugié n'aurait pas à satisfaire aux mêmes critères que pour entrer à la Fonction publique.

Mme Catley-Carlson: J'en doute.

M. Flis: Merci.

Le président: Merci.

Vous permettez? Je suis certain que M. Munro appréciera mon intervention. J'ai déjà la réponse. Ces révérends pères sont connus sous le nom de la Société des missions étrangères. Ils sont à Cuba depuis 1942, qu'ils n'ont pas quitté, sauf que depuis la révolution—ou le changement de régime, comme on veut, ils sont moins nombreux. Soyons précis, ils n'ont jamais quitté Cuba, toutefois maintenant il n'y a que 11 prêtres, alors qu'à un certain moment, on y comptait quelque 40 prêtres. Il ont agi comme M. Diefenbaker, et n'ont jamais rompu les liens. Peut-être serait-il bon de se rappeler—je suis certain que

[Text]

ourselves—I am sure Mr. Diefenbaker would appreciate it, coming from me, I was a good friend of his—that Mr. Diefenbaker, when the change took place in Cuba, did not cut off relationships, so Canada is one of the very few who have had a continuous recognition of Cuba. Mexico and Canada never cut off relationships. That was Mr. Diefenbaker's decision, not to cut off relationships with Cuba.

So, Tuesday, next week. Madam?

Mrs. Appolloni: Mr. Chairman, I wonder if I could be allowed a suggestion. The other day, when we had a very interesting meeting—as interesting as today's—with Mr. Head, it was suggested that perhaps IDRC could arrange for a briefing session in their headquarters for members of this committee. I wonder if CIDA would...

The Chairman: If the same could take place.

Mrs. Catley-Carlson: We would love to.

The Chairman: Madam, it is unbelievable how we see alike. I was going to announce that soon, but now you have stolen it. We will have not only a visit to IDRC, but we will also have an in camera briefing at National Defence on the world situation...

Mrs. Appolloni: Excellent.

The Chairman:—for the members of the committee. That is among our future activities.

As for our future before Easter, as you know, a film on IDRC will be at your disposal at 3.15 p.m. next Tuesday, in the Commonwealth Room, so that members can just go in and out. That is because we did not have time to show that film. It seems to be very interesting. It is only 22 minutes. That is next Tuesday at 3.15 p.m. As you know, also next week there will be a debate in the House on second reading on a very interesting piece of legislation. So, at the call of the Chair for the next meeting and there will be a steering committee meeting as to the future activities of our committee.

Madam, do you have a supplementary? Okay, the meeting is not adjourned. Do you want to say something? Then there will be a second tour.

Mrs. Catley-Carlson: It is in conjunction with this. We would be delighted to have a visit. It would be particularly useful to have real indications of what the members interests would be in being briefed on. We can certainly do a general briefing, but we have 11 delivery channels, 1,000 contracts, 3,000 firms, 300 NGOs. I do not want to drown you in facts and statistics. Would it, for example, be of interest to you to find out how we program in one country, in other words, taking it through the whole programming chain in terms of how we choose projects, how we then actually run the program, the decisions that are made? Would it be more of interest to go over what the committee has asked for the last two sessions and try to give more *approfondissements* on that? It would be very useful to have some guidance of what people would like to have.

[Translation]

M. Diefenbaker l'aurait apprécié, c'était mon bon ami—que M. Diefenbaker, lors du changement de régime à Cuba, n'a jamais rompu les liens diplomatiques, et que le Canada reste l'un des rares pays qui ont toujours reconnu l'existence de Cuba. Le Mexique et le Canada n'ont jamais rompu les liens. Pour le Canada, ce fut une décision de M. Diefenbaker.

Alors mardi prochain. Madame?

Mme Appolloni: Monsieur le président, permettez-moi une suggestion. L'autre jour, après une très intéressante réunion avec M. Head, certainement aussi intéressante que celle d'aujourd'hui, ce dernier avait proposé que les membres du Comité visitent le siège social du C.R.D.I., et qu'ils y entendent un exposé. L'ACDI pourrait-elle...

Le président: En faire autant?

Mme Catley-Carlson: Nous nous en ferions un plaisir.

Le président: Madame, il est incroyable que nous suivions de si près la même ligne de pensée. Je voulais l'annoncer très bientôt, mais vous m'avez devancé. Non seulement allons-nous visiter le C.R.D.I., mais le ministère de la Défense nationale tiendra une séance d'information à huis clos sur la situation mondiale...

Mme Appolloni: Parfait.

Le président: ... à l'intention des membres du Comité. C'est une de nos activités futures.

Maintenant, pour ce qui est de la période précédant Pâques, comme vous savez nous pourrions voir un film du C.R.D.I. à 15h15 mardi prochain dans la salle du Commonwealth, qui permettra aux députés de venir juste pour le film. Nous n'avons pas eu le temps de montrer ce film la semaine dernière. Le film semble assez intéressant, et ne durera que 22 minutes. Donc, rendez-vous mardi prochain, à 15h15. Aussi la semaine prochaine, nous amorçons à la Chambre un débat en seconde lecture sur un projet de loi très intéressant. Donc, je vous laisserai savoir quand sera la prochaine réunion et entre-temps il y aura une réunion du comité directeur pour déterminer les activités futures du Comité.

Madame avez-vous une question supplémentaire à poser? Très bien, la séance n'est pas levée. Vous voulez dire quelque chose. Alors nous passons au second tour.

Mme Catley-Carlson: C'est au sujet de vos activités futures. Il nous ferait plaisir de vous recevoir au siège social. Il serait certainement plus utile, si on pouvait nous donner une indication réaliste des intérêts des députés afin que nous puissions préparer un exposé utile. Nous pouvons toujours vous présenter une séance d'information générale, mais nous avons 11 voies de prestations de services, 1,000 contrats, avec 3,000 sociétés, et 300 organismes non gouvernementaux. Je ne voudrais pas vous inonder de faits et de statistiques. Par exemple, serait-il plus intéressant de suivre toute la filière d'un programme dans un pays, à partir de la méthode de sélection des projets, le fonctionnement de ces programmes, et la prise de décision? Serait-il plus intéressant de reprendre les questions soulevées par les députés au cours des deux dernières

[Texte]

[Traduction]

séances et de les approfondir? Ce serait bien d'avoir une idée de ce que vous voulez entendre?

• 1715

The Chairman: Yes, otherwise it would be quite . . .

I would hope—the clerk will circulate to the members their inquiries. It is not an inquiry; it is a visit to be better informed. So, yes, that will be done early in May.

Now I have promised not a second tour but a supplementary to the official critic of the Official Opposition, the hon. Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I was wondering if Mrs. Catley-Carlson could bring us up to date with the Aid-Trade Fund. What arrangements are being made to disburse those funds; and particularly, how do you keep your ODA status with respect to the funds, notwithstanding that they are being disbursed, hopefully, to assist trade?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, the Aid-Trade Fund was of course announced in the budget in February. At that time it was announced that the actual mechanism would be worked out in consultation with a number of communities, primarily the private sector. We began that process last night in Toronto, with consultations with the Export Trade Development Board, which continued this morning until noon in Toronto, from which I have just returned.

The mechanism has not been worked out, and one of the criteria which we will certainly have to take into account is exactly the one you have just mentioned. There are certain rules and regulations which determine whether an expenditure can be labelled ODA, and we will obviously have to take very good account of these in terms of which countries are eligible, which kind of expenditures are eligible, etc., in defining the uses to which the fund can be put.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman. I was wondering if we could have a copy of what those regulations are that define what you may or may not include as ODA.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, if they existed, you certainly . . . The question was whether it could or it could not be included as ODA, those criteria?

Mr. Stevens: No. Whatever these regulations are that you have to comply with, could we have a copy of them?

Mrs. Catley-Carlson: They are very simple; the guidelines are very simple. The main purpose of the expenditure must be developmental; and, secondly, the grant element must be 25% and the country eligible for development assistance.

Mr. Stevens: The grant part must be 25% of what?

Mrs. Catley-Carlson: Of the total overall project.

Mr. Stevens: If it is a million dollar project . . . ?

Le président: Oui. Sinon, ce serait . . .

Le greffier va vous distribuer la liste de vos questions. Il ne s'agit pas d'une enquête, mais d'une séance de renseignements. Elle aura lieu, comme nous l'avons dit, au début de mai.

Je n'ai pas dit qu'il y aurait un deuxième tour, mais j'ai promis de donner la parole au critique de l'Opposition officielle, l'honorable M. Stevens, pour une question supplémentaire.

M. Stevens: Je voudrais que M^{me} Catley-Carlson nous dise ce que devient le fonds pour l'aide et le commerce international. Quelles mesures ont été prises en vue de déboursier ces fonds et comment faites-vous pour assurer que ces montants, qui sont destinés, espérons-le, à favoriser le commerce, soient toujours classés sous la rubrique d'assistance publique au développement?

Mme Catley-Carlson: La création du fonds pour l'Aide et le commerce international a été annoncée dans le budget de février. On a annoncé, à ce moment-là, que le mécanisme sera mis au point en consultation avec des représentants de divers secteurs, notamment le secteur privé. Hier au soir à Toronto, nous avons entamé les consultations avec des représentants du Conseil pour le développement des marchés d'exportation, consultations qui se sont poursuivies jusqu'à midi aujourd'hui. J'en arrive justement.

Le mécanisme n'a pas encore été mis au point et il va certainement falloir tenir compte du critère que vous venez de citer. Il existe des règles et des règlements qui déterminent si un versement peut être classé sous la rubrique de l'Assistance publique au développement et il va falloir que nous en tenions compte. En déterminant à quoi le fonds pourrait servir, il va falloir décider quels pays sont admissibles, quel genre de dépenses, etc.

M. Stevens: Je voudrais savoir s'il serait possible, monsieur le président, d'obtenir une copie du règlement dont on se sert pour déterminer ce qui constitue l'APD.

Mme Catley-Carlson: Si ce règlement existe, monsieur le président, vous pourrez certainement . . . Vous voulez savoir si les montants en questions sont considérés comme étant de l'APD? Vous voulez avoir les critères?

M. Stevens: Non. Nous voudrions avoir une copie du règlement que vous devez respecter.

Mme Catley-Carlson: Les lignes directrices sont très simples. Le but principal du versement doit être le développement; et, deuxièmement, 25 p. 100 du montant doit être sous forme de subvention et le pays bénéficiaire doit être admissible.

M. Stevens: La subvention doit représenter 25 p. 100 de quoi?

Mme Catley-Carlson: Du coût global du projet.

M. Stevens: Et si le projet coûte 1 million de dollars?

[Text]

Mrs. Catley-Carlson: If it is a million dollar project, the amount supplied under highly concessional funding must be at least \$250,000, unless you are talking about technical assistance, in which case you are allowed to have a very small tranche that is up to 3%. That is basically how it works. So if you do a very large project and you want to count some part of that as ODA, the grant element of the total aggregate package must be at least 25%.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): What about contributions to international banking institutions like the IBRD? Is that ODA?

Mrs. Catley-Carlson: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): That is ODA?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, that counts as ODA.

I will do you an example of a transaction that could be affected. Say that Canada is involved in a port rehabilitation project, the major part of this project might be being financed under EDC, and/or commercial banks, and/or international funding agencies. CIDA might decide to take on some part of that particular project; and if the aggregate package is such that 25% of the overall circle which defines the financing that is Canadian is that 25% of the over-all costs are supplied on concessional funding, then it can be counted as ODA, that 25%.

Mr. Stevens: An obvious question on that, Mr. Chairman, how concessional is concessional?

Mr. Racicot: It has to be the grant element, sir. That is, there is a formula by which let us say you make a loan at 5%, you can reduce that as if it were a grant. If it is \$200,000, you can say that if it is a grant it is the equivalent of \$100,00. I mean, there is a formula for that. So what it has said is that a transaction can be counted as ODA if the element that is concessional, once reduced to a pure grant, is above 25%. That is to prevent supporting your export with a 3%, 5%, 10% addition. Those guidelines are published by the Development Assistance Committee of the OECD and are available.

• 1720

Mr. Stevens: Could we have those appended to the minutes, please.

Mrs. Catley-Carlson: At today's interest rates a 0-10-50 loan is about 97% grant element. In other words, it is the devalued value of the repayments expressed in current terms as to what the actual grant element—how close you are coming to an actual grant, given the terms and conditions of the loan. And as I say, 0-10-50, with today's interest rates, is about 97% grant element.

The Chairman: When you say "to the minutes of today", do you mean attached to the *Minutes of Proceedings* of the next meeting? Otherwise, I will have to delay the publication too late. But it will be added; you understand that.

[Translation]

Mme Catley-Carlson: Si le projet coûte un million de dollars, le pourcentage octroyé dans des conditions très favorables doit s'élever au moins à 250,000\$, à moins qu'il ne s'agisse d'aide technique; dans ce cas-là, on vous accorde une toute petite tranche, ce qui peut aller jusqu'à 3 p. 100. Voilà donc le mécanisme. Si vous entreprenez un très grand projet et vous voulez qu'un certain pourcentage de la participation soit sous forme de APD, la subvention doit représenter au moins 25 p. 100 du coût global.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Et les contributions aux institutions bancaires internationales comme la BIRD? Sont-elles considérées comme étant de l'APD?

Mme Catley-Carlson: Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): S'agit-il de APD?

Mme Catley-Carlson: Oui, c'est de l'APD.

Je vais vous donner un exemple d'une transaction qui pourrait être touchée. Disons que le Canada participe à un projet de réaménagement portuaire, financé principalement par le SEE ou des banques commerciales, ou les organismes internationaux de financement ou les trois. L'ACDI peut décider de participer au projet en question; si 25 p.100 du montant versé par le Canada a été accordé dans des conditions favorables, ces 25 p. 100 seront considérés comme étant de l'APD.

M. Stevens: Qu'entendez-vous par «favorable»?

M. Racicot: C'est la subvention, monsieur. C'est-à-dire, sur un prêt consenti à 5 p. 100, un certain pourcentage sera considéré comme une subvention. Sur un prêt de 200,000\$, la subvention pourra représenter 100,000\$. Il existe une formule qu'on doit appliquer à ce genre de transaction. Une transaction peut être considérée comme de l'APD si, compte tenu des conditions favorables, la subvention représente plus de 25 p. 100 de la valeur. C'est pour empêcher que l'on favorise l'exportation de ces produits en rajoutant 3 p. 100, 5 p. 100 ou 10 p. 100. Les lignes directrices sont publiées par le Comité de l'aide au développement de l'OCDE. Elles sont donc disponibles.

M. Stevens: Il faudrait les annexer au compte rendu.

Mme Catley-Carlson: Aux taux d'intérêt que nous connaissons aujourd'hui, la partie subvention d'un prêt 0-10-50 représente environ 97 p. 100. Pour calculer le montant de la subvention proprement dite, il faut tenir compte de la valeur dépréciée des montants qui sont éventuellement remboursés et des conditions dans lesquelles le prêt a été consenti. Comme je l'ai dit, les taux d'intérêt étant ce qu'ils sont aujourd'hui, la subvention pour un prêt 0-10-50 représente environ 97 p. 100.

Le président: Vous avez proposé que le document soit annexé au compte rendu. Est-ce que vous ne voulez pas plutôt qu'il soit annexé au compte rendu de la prochaine séance?

[Texte]

Mr. Stevens: They are a speedy service. They could get it over to you.

The Chairman: If they have that tomorrow. But you understand that usually, when I . . .

An hon. Member: You do not print tonight though.

The Chairman: Yes, we do. It does not matter really. We will act promptly, I promise.

Mr. Stevens: There was another reference that the President made that I thought would be interesting to get more on. Remember you said some places were second and seventh—I think you used that reference. Could we actually have the listing of how we compare with other countries in connection with the reference that you made earlier?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, Mr. Chairman, on multilateral procurement we can supply a listing of basic returns to various countries through multilateral procurement over the past few years, I believe.

Mr. Stevens: What I am getting at, Mr. Chairman, so that there is no confusion: We have been told that Italy gets something over \$2 in procurement for every dollar they put out and we get somewhere around—I think it is less than 70¢ per dollar. That is the list I am after and if we could just see it . . . the smartest country to the least smart.

The Chairman: I would like to know how Sweden does.

Mr. Stevens: Did Sweden do pretty well?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, sir.

Mr. Stevens: This is my final question, Mr. Chairman, and I thank you for your patience. We had the Library of Parliament do a little study on development assistance and one of the things they mention is that the United States has decided that the private sector and private initiative should be made a major point in its foreign aid program. They have introduced a private sector initiative and they do various things to trigger the private sector, not necessarily in the United States but the private sector in the subject country. Are we doing anything like that? They have set up a bureau . . . this might clarify it—the Bureau for Private Enterprise.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, we have been very glad to see the United States follow our example in this area. Several years ago we established the Industrial Co-operation Program.

Mr. Stevens: Mr. Reagan phoned you directly did he?

Mrs. Catley-Carlson: Absolutely. Most days he does.

The Chairman: He should call more often.

Mr. Stevens: That is where he is getting his advice.

[Traduction]

Sinon, la publication sera retardée. Je vous assure qu'il sera annexé.

M. Stevens: Ils sont très rapides. Ils pourraient vous le transmettre sans tarder.

Le président: Il faudrait qu'on l'ait demain. Mais il faut comprendre que normalement, lorsque je . . .

Une voix: Vous n'allez quand même pas le publier ce soir.

Le président: Si. Mais cela n'a pas vraiment d'importance. Nous ne tarderons pas, je vous le promets.

M. Stevens: Le président a fait une autre remarque au sujet de laquelle il serait intéressant d'avoir des renseignements supplémentaires. Vous avez parlé de pays qui se plaçaient deuxième ou septième . . . Je crois que c'est ce que vous avez dit. Serait-il possible d'avoir une liste pour que nous puissions nous comparer à d'autres pays?

Mme Catley-Carlson: Oui, monsieur le président. On pourrait vous donner une liste de ce que les achats multilatéraux ont apporté à certains pays depuis quelques années.

M. Stevens: Pour qu'on se comprenne bien, monsieur le président, je vais vous dire où je veux en venir. On nous a dit que l'Italie, pour chaque dollar qu'elle dépense, reçoit plus de 2\$ sous forme de commandes, alors que pour le Canada le chiffre est moins de 70c. par dollar je crois. Voilà la liste que je cherche et si nous pouvions l'avoir . . . du pays qui s'en tire le mieux jusqu'à celui qui s'en tire le moins bien.

Le président: J'aimerais bien savoir si la Suède s'en tire bien.

M. Stevens: Est-ce que la Suède s'en tire bien?

Mme Catley-Carlson: Oui, monsieur.

M. Stevens: Et ce sera ma dernière question, monsieur le président, et je vous remercie de votre patience. Nous avons demandé à la Bibliothèque du Parlement de nous faire une petite étude sur l'aide au développement. Les auteurs de l'étude ont mentionné, entre autres, que les Américains ont décidé que le secteur privé devrait, dans le cadre de son programme d'aide étrangère, jouer un rôle principal. Ils ont commencé à mettre l'accent sur le secteur privé et ils ont pris diverses mesures pour encourager celui-ci, pas forcément aux États-Unis, mais dans le pays récipiendaire. Le Canada prend-il des mesures semblables? Je signale, pour clarifier, que les Américains ont créé un office—le *Bureau for Private Enterprise*.

Mme Catley-Carlson: Nous sommes ravis de constater, monsieur le président, que les Américains ont suivi notre exemple. Il y a quelques années déjà, nous avons établi le programme de coopération industrielle.

M. Stevens: M. Reagan vous a donc téléphoné?

Mme Catley-Carlson: Absolument. Il m'appelle presque tous les jours.

Le président: Il devra le faire encore plus souvent.

M. Stevens: C'est à vous qu'il s'adresse pour demander conseil.

[Text]

The Chairman: He should call more often, I repeat.

Mr. Stevens: Our socialist friends will go berserk down here.

The Chairman: I repeat, to be quoted, I hope he will phone us more often.

Mrs. Catley-Carlson: We established the Industrial Co-operation Program some years ago and it has facilities, such as the project preparation fund, the technology transfer fund, a fund for joint ventures, which was established as long ago as 1972-1973 with \$64,000. I am pleased to report that we are now up over the \$20 million mark for this particular facility. This very much encourages the private sector on the ground, because what we are dealing with is both small- and medium-sized Canadian companies as well as large Canadian companies which have developed a relationship with a company or commercial enterprise on the other side, and with some help and financial encouragement, can make that relationship more productive. So we are very much in the business of funding and underwriting those kinds of contacts. In three weeks I will be going out to open a fair on technology transfer with Thailand, for example.

The Thai relationship is one of our most successful developmental relationships. The Thai government was almost embarrassing in its praise of Canada yesterday, in the official visit. We will be trying to extend the commercial contacts with Thailand, which has already begun quite successfully, using a technology fair as an instrument. We found this very successful in China, also in Egypt, as a means of attracting small- and medium-sized producers and making them aware of Canadian technology, so that relationships can be established.

• 1725

The Chairman: Was not a contract for \$25 million signed yesterday with an Ottawa firm for Thailand?

Mrs. Catley-Carlson: Yes, Kenting Air Services has got an Asian Development Bank contract for \$25 million, which is very good news indeed, and will turn those procurement statistics of which we spoke a minute ago.

The Chairman: It is not a question of patience, but if there are no other questions the meeting is adjourned to . . . You would like . . . ?

Mr. Heap: I was waiting for that second round. I did not know whether or not . . .

The Chairman: Well, sir, you know the chairman will certainly not cut you off.

Mr. Heap: Well, yes I have . . .

The Chairman: All I need is others to stay otherwise we will be alone, the two of us.

Mr. Heap: I do have some other questions, Mr. Chairman.

[Translation]

Le président: Je répète, il devrait appeler plus souvent.

M. Stevens: Nos amis socialistes ici deviendraient fous.

Le président: Je répète, pour que ce soit bien noté, que j'espère qu'il nous appelle plus souvent.

Mme Catley-Carlson: Il y a quelques années, nous avons mis en place le programme de coopération industrielle, qui comprend un fonds de préparation de projets, un fonds de transfert de la technologie, un fonds pour encourager les entreprises en coparticipation. Ces fonds ont été établis en 1972-1973 et leur budget s'élevait alors à 64,000\$. Je suis heureuse de pouvoir dire qu'aujourd'hui, le budget dépasse 20 millions de dollars. Ce programme favorise beaucoup le secteur privé. Nos petites et moyennes entreprises, ainsi que nos grandes entreprises ont déjà établi des liens avec des compagnies étrangères. Avec des encouragements financiers et autres, ces rapports devraient devenir plus productifs. Nous nous occupons donc beaucoup du financement et de la souscription de ce genre de contrats. Dans trois semaines, par exemple, je vais partir pour ouvrir une exposition sur les transferts de technologie avec la Thaïlande.

Notre rapport avec la Thaïlande compte parmi nos plus grandes réussites. Lors de leur visite officielle, les représentants du gouvernement thaïlandais ont tellement loué le Canada que cela en était presque gênant. Dans l'espoir de multiplier nos contacts commerciaux avec la Thaïlande, nous aurons un salon de la technologie. Nos foires technologiques ont très bien réussi en Chine et en Egypte et elles nous ont permis d'attirer des petits et moyens producteurs et de les sensibiliser à la technologie canadienne; de cette façon, des liens pourront être établis.

Le président: En fait, une firme d'Ottawa ne vient-elle pas de signer un contrat de 25 millions de dollars hier pour un projet en Thaïlande?

Mme Catley-Carlson: Oui, la compagnie *Kenting Air Services* a conclu un marché de 25 millions de dollars par le biais de la Banque de développement asiatique. Ce sont de très bonnes nouvelles, effectivement. Quant aux chiffres portant sur les acquisitions dont nous avons discuté il y a quelques instants, nous allons vous les fournir.

Le président: Ce n'est pas faute de patience que je vous propose de lever la séance s'il n'y a pas d'autres questions. Aimeriez-vous . . . ?

M. Heap: J'attendais le deuxième tour. Je ne savais pas comment . . .

Le président: Monsieur, vous savez bien que le président ne vous couperait pas la parole.

M. Heap: Eh bien, j'aurais donc . . .

Le président: Cependant, il faut que les autres restent, sinon nous allons nous retrouver en tête-à-tête.

M. Heap: J'ai encore quelques questions à poser, monsieur le président.

[Texte]

In Nicaragua, I was told there was a feasibility study of a possible very large hydro project. Certainly very large for Nicaragua, and the study has been completed by a Canadian firm, I believe a Montreal firm. I am wondering if I can learn what is the recommendation, because when I was there there seemed to be some uncertainty as to whether the recommendation would be favourable to proceeding with the hydro project.

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I am not aware we are involved in hydro-electricity in Nicaragua. I will certainly verify that. We often, you know, get credit for projects that we did not do in some countries. I will verify our involvement in that project for you.

Mr. Heap: Yes, well, they certainly specified that it was a Canadian firm, a Montreal firm, that did the study and I thought they indicated it was on an aid basis.

Mrs. Catley-Carlson: I am very glad to report our consultants are successful on a world-wide basis through both the government's own financing through the World Bank, through the Inter-American Development Bank. Yes, there are consultants active there, but I am not aware that they are CIDA aid financed, but I will verify that.

Mr. Heap: I see. My second question relates to the El Cajon hydro project in Honduras. I would like to know whether there is any general prospect as to who will benefit by that. Is this to go primarily to forest industry as a set of industrial projects? Is it for rural electrification? What is to be the use of the hydro power to be generated?

Mrs. Catley-Carlson: Mr. Chairman, I could not answer with enough precision to give you the beneficiaries of this project. We can certainly provide that. This is information which is routinely included in our project review work and when we assess a project we certainly take into account who are going to be the beneficiaries, particularly for electrical projects. So we will have that information but I do not have it in front of me.

Mr. Heap: I have not been able to get that by inquiries so I would be very glad to get it.

Regarding Nicaragua again, I understand there is a survey, a sort of inventory done of the food strategy. What can be grown? What is being grown? What should be grown in order to develop the nutritional base? I am wondering if there is a kind of shopping list available out of that which would be available to us? I understand the report was made to the Minister of Agriculture. It may, of course, be confidential in that sense, but does CIDA have a list of projects that are recommended? I ask this because two or three of the officials I spoke to there described a number of projects they hope to develop, mainly agricultural, and in which they hope for aid from whoever, including CIDA. So I would be interested to know, if it is possible, what is CIDA's evaluation of the prospects there?

[Traduction]

J'ai appris que l'on a réalisé une étude de faisabilité pour un important projet hydro-électrique au Nicaragua. Du moins, pour le Nicaragua, c'est un important projet. Je crois savoir que c'est une firme canadienne, de Montréal, qui a réalisé l'étude. Puis-je savoir quelle est la recommandation? Lorsque j'étais sur place, on n'était pas certain que la recommandation serait favorable à la réalisation de ce projet hydro-électrique.

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, à ce que je sache nous ne participons pas à un projet hydro-électrique au Nicaragua. Cependant, je vais certainement me renseigner à ce sujet. Souvent on nous attribue des projets que nous n'avons pas réalisés. Toutefois, je vais me renseigner sur le projet et vous en donnerai des nouvelles.

M. Heap: On a bien précisé qu'une firme canadienne de Montréal avait effectué l'étude. Je croyais savoir qu'il s'agissait d'un projet d'aide.

Mme Catley-Carlson: Je prends plaisir à vous annoncer que nos experts-conseils ont du succès au niveau mondial grâce au financement du gouvernement par le biais de la Banque mondiale et la Banque inter-américaine de développement. Donc, je sais que des experts-conseils travaillent dans le pays en question mais j'ignore si leur financement se fait dans le cadre des projets d'aide de l'ACDI. Je vais me renseigner à ce sujet.

M. Heap: D'accord. Ma deuxième question porte sur le projet hydro-électrique El Cajon au Honduras. Peut-on savoir qui risque de bénéficier de ce projet? Est-ce que ce sera l'industrie forestière grâce à toute une série de projets industriels? S'agit-il de l'électrification des zones rurales? À quoi servira l'énergie hydro-électrique qui sera ainsi généré?

Mme Catley-Carlson: Monsieur le président, je ne puis vous donner de réponse précise à cette question. Toutefois, les renseignements sont certainement disponibles. Ils figurent normalement dans les dossiers d'évaluation d'un projet car nous tenons toujours compte des bénéficiaires éventuels de projets, surtout hydro-électriques. Donc, nous aurons sans doute ces renseignements mais je ne les ai pas sous les yeux.

M. Heap: Jusque là, je n'ai pas encore réussi à obtenir de réponse à ma demande de renseignements alors je vous en serais reconnaissant.

Pour revenir au Nicaragua, je crois savoir que l'on a effectué un sondage, dressé une sorte d'inventaire, des stratégies alimentaires. Il s'agissait de déterminer ce que l'on pouvait cultiver, ce que l'on cultive en ce moment et ce que l'on devrait cultiver afin d'améliorer la valeur nutritive des aliments. Existe-t-il une liste de ces aliments? Je crois savoir que l'on en a fait rapport au ministre de l'Agriculture. Il s'agit peut-être d'un document confidentiel. L'ACDI, a-t-elle une liste des projets recommandés? Quelques-uns des responsables avec qui je me suis entretenu là-bas m'ont décrit certains projets qu'ils espéraient réaliser, des projets pour la plupart agricoles, et pour lesquels ils espèrent obtenir de l'aide de plusieurs sources, y compris l'ACDI. Donc, j'aimerais connaître l'évaluation des perspectives que l'agence aurait faite.

[Text]

Mrs. Catley-Carlson: I think it is quite likely that the strategy you are talking about would have been developed under the auspices of the World Food Council. CIDA helped to fund a number of such strategies because it was realized that if developing countries do not have strategies for food production, along with industrial five-year plans, they will not make progress toward self-sufficiency. I am not aware of the contents or status of the Nicaraguan food strategy. I would remind the committee, however, that the requests that any foreign government gets are those that have gone through the minister of the plan for the country concerned. So there will often be very strong sectoral interests among sectoral ministries, but we respond to the priorities identified by the minister of the plan.

• 1730

So there is always some arbitrage in this, and we often signal that we are less than interested in the first five or six priority items and could we get to the seventh or eighth. The fact that a Minister of Health, Agriculture, Forestry or any other sector is hoping very much for Canadian co-operation is a good sign, but that has to be put through their own central planning authorities before they come up with their own request as to what they want Canada to do.

Mr. Heap: In connection with the dairy project at Chiltepe, I understand a little over \$6 million was to be in fertilizers of different sorts. I am wondering how much of that has been sent and received, and what is the prospect for the rest? I have read that the terrorist mines were considered a hindrance to one shipload to go in yesterday or today, but I am wondering where we stand with the whole \$6 million worth.

Mrs. Catley-Carlson: We have no reports, sir, on whether or not the ship reached the port today, although we are certainly aware of the fact that it was coming into port today. I do not have the exact figures on what disbursements have been made under the fertilizer loan, but I can certainly . . .

Mr. Heap: Do you know whether or not any was sent before that shipload, whether or not that is the first shipload?

Mrs. Catley-Carlson: You will excuse me for not having precise details on each fertilizer shipment which goes out under a fertilizer line of credit.

Mr. Heap: Right.

Mrs. Catley-Carlson: We do have tens of these, if not hundreds of these.

Mr. Heap: Yes.

The Chairman: Last question, Mr. Heap, *s'ils vous plaît*.

Mr. Heap: Okay. Can I ask about the \$5 million for the potable water system? Is that firmly committed or is that subject still to reviews about the effectiveness of the plans and so on, as the Chiltepe . . . I understand the Chiltepe grant was some months at least in uncertainty, until it was decided it would be technically well enough used. What is the state of the

[Translation]

Mme Catley-Carlson: Il est très probable que la stratégie que vous soulevez a été élaborée sous l'égide du Conseil mondial de l'alimentation. L'ACDI a contribué au financement de certaines stratégies car on s'est rendu compte que les pays en voie de développement qui n'ont pas de stratégie pour la production alimentaire ainsi que des plans quinquennaux industriels n'avanceront pas vers l'autosuffisance. J'ignore les termes de la stratégie alimentaire au Nicaragua et je ne sais pas ce qu'il en est en ce moment. Toutefois, je vous rappelle que toutes les demandes remises aux gouvernements étrangers ont déjà reçu l'aval du ministre du Plan au pays en question. Donc, quoiqu'il y ait des intérêts sectoriaux très vifs qui diffèrent selon le ministère, nous respectons toujours les priorités établies par le ministre du Plan.

Ainsi, il y a toujours une certaine mesure d'arbitrage. D'ailleurs, il arrive souvent que les cinq ou six premières priorités nous intéressent moins que les septième ou huitième. C'est-à-dire, le fait que le ministre responsable de la Santé, de l'Agriculture, des Forêts ou d'un autre champ de compétence accueille la collaboration canadienne est bon signe. Toutefois, il faut que leurs priorités passent au crible des responsables de la planification centrale avant que la demande ne se précise et ne soit remise à l'agence.

M. Heap: Quant au projet d'entreprise laitière à Chiltepe, je crois savoir qu'on devait verser un peu plus de 6 millions de dollars pour différentes sortes de fertilisants. Quelle proportion a déjà été reçue et quel espoir peut-on caresser que le restant arrivera? J'ai lu que le minage par les terroristes a déjà entravé l'entrée d'un navire au port hier et aujourd'hui; je me demande donc ce qu'il en est de la livraison dont la valeur totale s'élève à 6 millions de dollars.

Mme Catley-Carlson: Monsieur, nous n'avons reçu aucun rapport sur l'arrivée du navire aujourd'hui. Tout ce que nous savons, c'est qu'il devait entrer au port aujourd'hui. Je n'ai pas de chiffres exacts pour les déboursements effectués en vertu du prêt destiné à la charge de fertilisants, mais je peux certainement . . .

M. Heap: Est-ce que l'on sait si c'est le premier chargement, s'il y en avait déjà eu?

Mme Catley-Carlson: Vous m'excuserez de ne pas avoir tous les détails sur ce transport de fertilisants livrés grâce à une ligne de crédit.

M. Heap: D'accord.

Mme Catley-Carlson: Il y a des dizaines sinon des centaines de livraisons.

M. Heap: D'accord.

Le président: Dernière question, monsieur Heap, *please*.

M. Heap: D'accord. Puis-je poser une question sur le poste de 5 millions de dollars destinés au système d'adduction d'eau potable? Ces sommes sont-elles déjà engagées? Est-ce que l'efficacité des plans sera soumise à des révisions supplémentaires? Je crois savoir que la subvention Chiltepe semblait dans l'incertitude depuis plusieurs mois jusqu'à ce qu'on ait décidé

[*Texte*]

water and sewage project? Are those plans firmly approved so that the Canadian pipe and pumps and so on will definitely be available, or is there still a decision to be made?

Mrs. Catley-Carlson: Sir, it is my understanding this is still under planning and negotiations.

Mr. Heap: I see. Thank you.

The Chairman: Thank you, Madam. *Merci.* We shall see you in the month of May, gentlemen. *Merci.*

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[*Traduction*]

que le projet serait techniquement solide. Qu'en est-il du projet de construction de système d'adduction d'eau et d'égouts? Ces projets, ont-ils reçu l'approbation définitive pour que les firmes canadiennes fournissent les tuyaux et les pompes nécessaires? Est-ce qu'on attend toujours la décision?

Mme Catley-Carlson: Monsieur, je crois savoir que le projet est en cours de planification et de négociation.

M. Heap: D'accord. *Merci.*

Le président: *Merci, madame. Thank you.* Nous nous reverrons au mois de mai, messieurs. *Thank you.*

La séance est levée jusqu'à nouvel ordre.

APPENDIX "EAND-3"



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Président

President

Hull (Québec)
Canada
K1A 0G4

Hull, Quebec
Canada
K1A 0G4

April 10, 1984

Mr. Marcel Prud'homme, M.P.
Chairman of the Standing Committee
on External Affairs and National Defence
Room 265 West Block
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. Prud'homme:

When I appeared before the Standing Committee on March 20 in connection with CIDA's Main Estimates 1984-85, a number of Members put questions to me which I sometimes offered to answer in detail in writing.

Therefore, I am pleased today to provide you with answers to questions on a variety of subjects which you may wish to distribute to Members of the Committee.

If I can provide further details of this nature, I would be pleased to do so.

Yours sincerely,

Margaret Catley-Carlson

Encls

Canada

THE TAMIL POPULATION IN SRI LANKA

Mr. David Kilgour said that Tamil constituents of his (Edmonton-Strathcona) are complaining that the Madura Oya Dam Project being funded by CIDA in Sri Lanka is having the effect of dislocating this ethnic group and replacing it with the majority population.

RESPONSE:

In addition to the comments of the President of CIDA, during the meeting of the Standing Committee on March 20, 1984, included here is a copy of a letter to the Tamil Coordinating Committee in the United Kingdom signed by the President of CIDA and which she offered to table.



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Président

President

Hull (Québec)
Canada
K1A 0G4

Hull, Quebec
Canada
K1A 0G4

FEB 22 1984

Mr. K. Vaikunthavasan
Convener
Tamil Co-ordinating Committee
55 Warren Road
Colliers Wood
London SW19 2HY
United Kingdom

Dear Mr. Vaikunthavasan:

Thank you for your January 1 letter inquiring about
Canada's Official Development Assistance (ODA) program
in Sri Lanka.

CIDA is co-funding projects in the Maduru Oya area,
along with USAID, the European Economic Community,
Australia, the Saudi Fund for Development, UNICEF, the
Peoples Republic of China, and the World Bank. To date
CIDA has disbursed \$101 million, and plans to spend an
additional \$60 million for the development of this area,
which is largely uninhabited and which forms the
cornerstone of CIDA's program in Sri Lanka. I have
... enclosed some information on the rest of the program for
your reference.

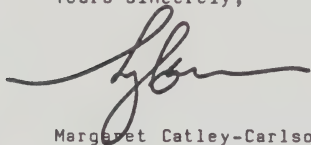
The intended beneficiaries of the Maduru Oya program
area the rural poor, many of whom are landless. The
project will ameliorate the social infrastructure of the
Right Bank area through construction of 69 schools,
31 health centres, 246 teachers' and students' quarters,
and 25 day-care centres. In addition, wells, food
storage depots, and drinking and water sewage systems
will be built. Electrification of towns will take place
and there will be environmental protection and
enhancement activities as well as a small fresh-water
fisheries component. Sri Lankans will receive training
in skills such as the maintenance of canals and fuelwood
plantation cultivation. Planned agricultural extension
activities will be directed toward women through
maternal/child health programs.

Canada

CIDA has found no reason to believe that significant population displacement will take place in areas in which we will be active. In fact, based on recent statements by the Government of Sri Lanka, upwards of 50,000 persons of minority backgrounds, including 30-35,000 Tamils, will be settled in the Maduru Oya area. These people will also benefit from the wide range of services provided by CIDA's programs in this region.

I hope these facts will shed some light on CIDA's assistance to Sri Lanka and that you will find them helpful.

Yours sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'M. Catley-Carlson', with a long horizontal flourish extending to the right.

Margaret Catley-Carlson

BANGLADESH - THE STUDY BY THE NORTH-SOUTH INSTITUTE

Mr. Douglas Roche requested the President's comments on the study.

RESPONSE:

In addition to the comments made by the President of CIDA, the Agency has recently undertaken a number of initiatives in an effort to expand its assistance to the poorest groups in Bangladesh. These initiatives include:

- support for women's cooperatives and landless cooperatives through the Rural Poor Program, as part of the World Bank's second Rural Development Project;
- a crop diversification study to identify ways of increasing agricultural production in crops other than foodgrains and thus helping to raise rural incomes and generate rural employment opportunities;
- greater focus on population programming through continuing involvement with women's cooperatives in the World Bank co-financed Population project;
- ongoing support for Canadian and Bangladeshi non-governmental organizations involved in the rural areas of Bangladesh through Country Focus activities and traditional non-governmental organizations' program support. Among the activities supported are the rural development programs of the Mennonite Central Committee, the Unitarian Service Committee and Proshika.
- In January 1984, CIDA also supported a rural poverty seminar in Dhaka with participation from non-governmental organizations, Bangladesh research organizations and officials from the Government of Bangladesh. The purpose of the seminar was to improve communication and cooperation among these groups.

WORLD BANK AND REGIONAL DEVELOPMENT BANKS

Mr. David Kilgour asked if Canada is too passive as a player in the World Bank and in Regional Development Banks?

RESPONSE:

The Canadian Executive Directors of the World Bank, Inter-American Development Bank, Asian Development Bank and Caribbean Development Bank, play an active and significant role as Canadian plenipotentiaries in their respective boardrooms and in their daily contact with Bank managements and staff.

Canada has assisted in a very special way in recent replenishment negotiations, particularly in respect to the replenishment of concessional funds, to an extent far beyond the level of its own participation in these institutions, and many of the initiatives taken have been Canadian in origin.

It is the policy of Canada, through its Executive Directors, to look to the long-term interests of the international financial institutions and not just to short-term political or economic gain.

UNICEF

Mr. David Kilgour requested information on Canadian contributions to UNICEF, particularly in Bangladesh.

RESPONSE:

In addition to the comments of the President of CIDA before the Committee, the following related to the Canadian Unicef Committee which is a non-governmental organization (NGO) receiving financial contributions from CIDA.

Over the next three year period the Canadian Unicef Committee will carry out 18 projects in 15 countries with a Canadian cash contribution of \$19,602,350 - half of which comes from the Canadian Unicef Committee from voluntary contributions and half is contributed by CIDA. Two projects are in Bangladesh where Anthony Kennedy, a Canadian, is the UNICEF representative, viz.

Water Supply and Sanitation Project and
(CIDA contribution \$826,387)

Tent Book Production Project
(CIDA contribution \$477,425)

The Canadian Unicef Committee is also carrying out two major "country focus" projects in Pakistan to which CIDA has contributed two million dollars this fiscal year.

The Canadian Unicef Committee, in association with eleven other Canadian NGO's, plays a key role in the recently formed South Asia Partnership. This "Partnership" links the Canadians with NGO's in India, Bangladesh and Sri Lanka. The Canadian Unicef Committee also has an extensive development education program in Canada. The Canadian Unicef Committee has over 30 thousand volunteers across Canada and one of the strongest public support bases amongst Canadian NGO's.

Financial picture at end of fiscal year 1983-84

Raised from public (voluntary contributions)	\$9,559,342
From CIDA/NGO Division	\$3,940,658
From CIDA Country Focus	\$2,051,464
	<hr/>
	\$15,551,452

POPULATION CONFERENCE IN MEXICO CITY

Mr. Walter McLean raised several questions in connection with the forthcoming Conference to be held in Mexico City in August 1984. In particular, he wanted to hear about the relationship between population and international development as well as the role that CIDA will play in these issues. Secondly, he asked about the participation of Canadian non-governmental organizations (NGO's) in the Conference.

RESPONSE:

During fiscal year 1983-84, the Government of Canada, through CIDA, expended over \$17 million for population assistance. One major form of assistance included core grants to the United Nations Fund for Population Activities (UNFPA); (\$9.25 million plus a supplementary grant of \$1 million and \$5.2 million plus a special grant of \$1 million for Africa to the International Planned Parenthood Federation (IPPF)).

Contributions were also made to a variety of non-governmental organizations which sponsored population activities in the order of \$200,000. In addition, approximately \$1 million in bilateral project support was made. These bilateral projects included areas such as traditional birth attendants training, statistical monitoring, support for a regional demographic centre which aims to integrate population factors into development planning, etc.

Over the years CIDA has adopted a broad based approach to the subject of population; many activities can have a significant impact on population variables, for example, the provision of clean water. The programs of the UNFPA, however, relate to a more narrow definition of population assistance, e.g. basic data collection, population dynamics, population policy formulation and implementation, family planning, communication and education, multisector activities, etc.

Over the past several years CIDA has been looking more closely at the whole population area as it has become clear that many developing countries are increasingly predisposed to take into account population factors in their development plans. This is being reflected in our Country Programme Reviews.

The International Population Conference in Mexico City will be providing us with a unique opportunity to get a better appreciation of the priorities and the concerns of those developing countries with which we cooperate.

CIDA for its part has been attentive to the Canadian NGO Task Force on the International Population Conference and is presently considering how best to help facilitate their work. For this purpose, \$70,000 is being provided to the Canadian Planned Parenthood Federation.

THE PARTICIPATION OF THE PROVINCES
IN CANADA'S DEVELOPMENT ASSISTANCE PROGRAM

Miss Pauline Jewett requested details on the contribution of the provinces in CIDA's program.

RESPONSE:

The provinces contribute to CIDA's development cooperation programmes at various levels and in a number of ways. Some elements of provincial support may be more visible than others. However, every aspect contributes to the overall success of the CIDA programme and without provincial involvement, whether direct or indirect, it would be impossible for the Agency to implement its programme.

First of all the provinces have contributed, together with CIDA, their significant share to the efforts undertaken by the non-governmental organizations (NGO's) in developing countries through the matching of funds raised by these organizations. From around \$9 million during 1979-80, these contributions have steadily increased to a total of around \$25 million by 1983-84. In addition, the provincial governments contribute to projects realized in the Third World by various educational and other institutions under CIDA's Institutional Cooperation and Development Services' (ICDS) programme which was created in order to support initiatives by Canadian universities, colleges, professional associations, cooperatives and unions wishing to participate in joint ventures. Provincial contributions to this programme totalled around \$2.5 million in 1983-84.

Secondly, CIDA works in close cooperation with provincial governments and NGO's under the VADA (voluntary agricultural development assistance) programme to provide food aid as well as funding for projects designed specifically to improve and increase food production in Third World countries. In view of the vital importance of the agricultural sector it is obvious that this programme presents interesting possibilities and now that it has been in effect for a number of years, a review of the programme's consultative mechanism is to be undertaken in an attempt to streamline operations and adapt them to the present situation.

Another dimension of provincial involvement in the aid programme is their contribution in human resources. In the past, experts in agriculture, forestry, engineering, management, teaching, etc., were given leave of absence by provincial governments to provide technical assistance in recipient countries in the context of CIDA projects under direct contract with the Agency. However, with the growth of the aid programme, it became impossible for CIDA to administer itself all the projects it was undertaking and after the mid-seventies, CIDA has contracted out more and more projects to provincial governments, their departments and agencies. Under the bilateral programme a significant number of projects and parts of projects are currently realized by the provinces on behalf of CIDA. Given the expertise thus provided by the provinces, the importance of this type of contribution to the aid programme cannot be overestimated.

A final aspect of provincial support for the aid programme worth mentioning is their acceptance of Third World students and trainees in provincial educational institutions, colleges and universities. A large number (between 1,700 and 1,800) of CIDA-sponsored students from developing countries are presently studying in Canadian educational establishments under the bilateral, the multilateral as well as the special development cooperation programmes.

FOOD AID TO NORTH AFRICA

Mr. Walter McLean referred to an editorial in the Globe and Mail on March 19 concerning the delivery of food aid to the Provinces of Ethiopia and he said he would welcome comments on the editorial.

RESPONSE:

The Globe and Mail editorial of March 19, 1984, contains several inaccuracies which deserve comment. The first point that should be made is that Canada, through its food assistance to Ethiopia, is indeed a very large contributor to the food needs of Eritrea and Tigray Provinces. These regions are hard hit by both drought and civil war and contain, in areas controlled by the government, in excess of 500,000 people in need of food aid. Over the last two years about 80,000 tons of Canadian wheat was delivered to these regions and played a central role in sustaining the basic needs of people without food.

The editorial implies that using the Ethiopian Relief and Rehabilitation Commission as the principal conduit for the food assistance is somehow wrong. The truth is that for all its administrative weaknesses, which are common in developing countries, the Relief and Rehabilitation Commission (RRC) is seen by the donor community, including especially the church groups that work closely with the RRC, as a dedicated and effective relief organization which is reasonably free from corruption and among the best of its type in Africa. There is no way that significant assistance can be provided to those in need without working through the government.

A valid point is that there are people in Eritrean and Tigray beyond the scope of government programmes who need assistance. The figure of 10% of food needs being met and cited by Mr. Gallagher presumably refers to the situation in the so-called rebel-held areas. It is difficult to set a precise figure, but the indications we have tend to confirm the existence of serious food problems.

The question is how can we assist without becoming involved in the civil war? Canada wishes, on humanitarian grounds, to reduce human suffering in all parts of Ethiopia. We provide support for the International Committee of the Red Cross (ICRC) which is active in Tigray and we will be pleased to provide assistance for Eritrea when the ICRC resumes its programmes there.

It is not true that Canada is reluctant to support the relief efforts of voluntary agencies. On the same day the Globe and Mail editorial was published, the Secretary of State for External Affairs announced a \$500,000 grant to the Canadian Lutheran World Relief Organization for programmes in all parts of Ethiopia, including Eritrea.

Concerning the broader Africa issue, we applaud the initiative of the international church community. Our experience is that such groups offer effective channels for humanitarian assistance and we encourage Canadian organizations to propose ways in which they can help to provide some of the food aid we have available.

ZIMBABWE - TEACHER TRAINING PROGRAM

Mr. Douglas Roche requested information on the current status of the program.

RESPONSE:

The Zimbabwe secondary school teachers project reached its full complement of 100 Canadian teachers in Zimbabwe in September 1983. An external evaluation of the project recommended that while the individual teachers are performing well, the developmental impact of Canadian teachers filling line positions is limited and CIDA should provide support for this activity only to the rural schools currently supported with no increase in numbers. In addition, the technical and vocational instructors to technical colleges reached its full complement of 50 instructors in September 1983 and this sector has been reviewed.

As a result of this review, CIDA and the Government of Zimbabwe have agreed that technical and vocational training are a priority and that the future emphasis in CIDA's Human Resource Development programming will be on the practical, non-academic skills. However, it was also agreed that provision must nevertheless be made for an orderly phase-out of the secondary school teachers project. CIDA is therefore preparing a second and final phase of funding for this project which would permit a constant programming level of 100 teachers followed by a gradual scaling down with the last Canadians finishing in the secondary schools in September 1989.

"THINK TANK"

Miss Pauline Jewett asked if there existed in CIDA a "think tank" which generates policy positions related to development assistance in the manner of Sweden, independent of American strategic interest in the Third World.

RESPONSE:

Our programme and policies are not determined per se by any analysis of United States strategic interests. Our developmental, political and economic analyses are framed in a Canadian fashion using the entire Agency as a "think tank". Indeed, each division of the Agency is responsible for preparing the programme analysis which determines our corporate behavior.

We have many channels of aid delivery: bilateral, multilateral, special programmes, etc. each of them faced with different sets of problems, and having a range of relationships with the U.S. Government and its policies.

At the Multilateral level, especially for the International Financial Institutions' replenishment, Canada has adopted a substantively different approach in comparison to the United States. At the Bilateral level, each country program review stands on its own analysis which hinge around two focal points: the country analysis (needs, performance, etc.) and the Canadian specific interests in that country (the match with what we have to offer with what are its needs). Of course, when it is significant the posture of United States may become part of the information considered along with all other donors, no more, no less.

With regard to Sweden, we belong, along with the Nordics, Holland, Belgium, and at times the United Kingdom, to a loose and informal grouping of countries, called the "like-minded countries". This group meets within the North South framework to discuss development and North-South issues. These countries feel they are (with the possible exception of Canada and the U.K.) smaller partners, and often at odds with the views held by the major donors.

Through this association we do indeed share view-points and strategies with them and by definition differentiate our international postures from those of the United States, Japan, France, etc.

Furthermore, the Agency has developed for its senior management a training programme to contribute to increased knowledge and reflection about development and related issues. The focus of such a programme has been to allow the participant to enlarge the time-frame of planning into the future as well as to become more familiar with the various linkages between all issues (political, economic, social, sectoral, etc.). So far, over seventy senior managers in the Agency have followed this course. Another session is planned for May 1984, bringing the number to over one hundred. This programme was designed on the consideration that the Agency as a whole is indeed a think tank and with the intention of further upgrading of the quality of its analysis.

Within the Policy Branch of CIDA there is a special unit entitled "Prospective and Policy Development Division" whose mandate is to develop long-term policies in development assistance as well as to integrate current policy positions into existing programs.

GRENADA

Mr. Ken Robinson requested details on current projects being supported by CIDA in Grenada and Canada's future planning in that country.

RESPONSE:

CANADIAN DEVELOPMENT ASSISTANCE
GRENADA PROGRAM OUTLINE

A) COMPLETED PROJECTS

1. Mission Administered Fund - 1977/78 - 1983/84	\$ 818,000
2. Annandale Water System (completed in 1977)	\$ 764,500
3. Grenada Water Development - Phase II (completed in 1980)	\$2,597,100
4. Grenada Fish Marketing (completed in 1981)	\$ 116,500
5. School Construction: - Boca Junior Secondary School - Grenville Junior Secondary School	\$ 800,000 \$ 420,900
6. Maple Leaf School Refurbishing (completed in 1981) - Grand Bras - St. George's Methodist - St. George's Government School - St. Patricks	\$ 97,500 \$ 89,000 \$ 90,900 \$ 24,200
7. Mental Health Adviser	\$ 65,300
8. Fish Storage Plant (completed in 1977)	\$ 380,100
9. Psychiatric Nurses Training	\$ 11,000
10. Fish Marketing Expert	\$ 30,000
11. Pearls Airport Terminal Expansion (cancelled in 1976)	\$ 66,000
12. Mental Health Adviser	\$ 65,300

B) OPERATIONAL PROJECTS

1. Cocoa Rehabilitation - \$7,300,000

A project to improve incomes of small farmers and to augment foreign exchange earnings by enlarging and rehabilitating cocoa growing areas.

2. Central Garage Unit - \$2,900,000

Establishment of a garage maintenance operation to improve availability of government-owned vehicles and equipment.

3. Port Cargo Handling - \$1,300,000

Provision of cargo handling equipment and technical assistance to assist the Port Authority in rehabilitation of equipment and provision of new equipment. Part of a regional project which also includes St. Kitts and Nevis and St. Vincent.

4. Regional Airports Project - \$1.6 million

Under the Regional Airports Project (value \$75 million and covering 22 airports in 13 countries) the component originally intended for safety and management and maintenance at Pearls Airport will be transferred to the new airport at Point Salines.

5. Canada Training Awards - approximately \$1.0 million

For scholarships under this regional training program consisting of awards for short and long-term study related to priority development sectors.

C) PROPOSED ADDITIONAL ACTIVITIES

1. Local costs of cocoa and central garage projects over the next two years in light of Grenada's serious financial difficulties in providing local costs for its project commitments. - \$1 to \$2 million
2. Public Service Management Training - approximately \$1 million
3. Assistance in completion of Point Salines Airport - \$5 to \$7 million

Studies are currently underway on the situation at Point Salines with a view to identifying an appropriate component with sufficient Canadian content to permit CIDA to proceed in tandem with other donors (principally the United States of America but also it is anticipated the United Kingdom and the European Economic Community) to complete the airport.

Canada makes significant contributions to development in Grenada through both the Special Programs activities of CIDA and through our contributions to multilateral institutions, particularly the Caribbean Development Bank.

During fiscal year 1983-84, until the end of February 1984, the Non-Governmental Organizations Division of CIDA made a total commitment of \$508,848 to 16 NGO projects in Grenada. In addition, for the same time period, the Institutional Cooperation and Development Services Division of CIDA committed \$466,179 to 6 projects operated by Canadian institutions in Grenada.

CIDA'S CONTRIBUTIONS TO
NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS (NGO'S)

Mr. Walter McLean requested clarification on the matching arrangement used by CIDA in its contributions to Canadian NGO's.

RESPONSE:

The NGO Division of CIDA matches contributions raised for development purposes by about 200 Canadian non-governmental groups - e.g. Development and Peace, UNICEF, Foster Parents, YMCA, etc.

The Canadian NGO's raised an estimated \$130 million in 1983. Some of these funds - e.g. Child Sponsorship, Relief, etc. do not meet developmental criteria. When one subtracts these funds, the actual amount raised by NGO's for development was about \$100 million.

CIDA through the NGO Division contributed \$60 million towards the projects or programs of Canadian NGO's. The combined effort of the Canadian NGOs and CIDA contributions in fiscal year 1983-84 was \$160 million; the matching ratio of NGO to CIDA contributions was thus 1.66 to 1.

Given the past successes of the programmes and projects which CIDA and the NGOs have supported together the Agency's intention is to continue using a matching arrangement in the future.

WORLD UNIVERSITY SERVICE OF CANADA (WUSC)

Mr. Douglas Roche requested information on the current status of WUSC's program related to technical training in China.

RESPONSE:

The objective of the Canada/China Human Development Training Programme is to assist China in the upgrading of human resource capacities in areas where this lack constitutes a critical constraint on the achievement of China's development. The programme will train 367 individuals over a five year period. The cost per trainee will be \$23,192. World University Service of Canada is administering the programme.

It is expected that the programme when completed in 1987-88 will have cost over \$9 million.

On the Chinese side, this project is administered directly by the Ministry of Foreign Economic Relations and Trade (MFERT), the Ministry with which CIDA deals directly on all aid issues. This project is thus considered the flagship of the Canada/China development cooperation programme.

The project was approved in July, 1983. The first group of trainees under the programme arrived in Canada in January 1984. The second group which will be larger than anticipated will come to Canada in April 1984. Thus the project is running ahead of schedule in terms of man-year training.

INTERNATIONAL CHILD CARE

Dr Stanley Hudecki requested details on the funding formula in effect related to this non-governmental organization.

RESPONSE:

CIDA has supported the work of International Child Care in Haiti for a number of years. Between 1975 and 1980 the CIDA contributions, totalling \$346,750, were channelled through World Vision of Canada. Since 1980 CIDA has made its contributions directly to the Canadian office of International Child Care. The contributions, which have increased from year to year, have been designated for the campaign against tuberculosis.

The following amounts were contributed in fiscal year

1980-81	\$117,700
1981-82	\$143,330
1982-83	\$162,000
1983-84	\$250,000

During the last year CIDA has been in discussion with International Child Care to explore the possibility of considerably increasing the level of support provided by CIDA.

These discussions have caused some frustration to International Child Care because they appear to have mistaken an invitation to submit an outline of an expanded project as a guarantee of more funds. In the anticipation of receiving more funds from CIDA under a "country focus" type of arrangement they undertook additional commitments and are now waiting for CIDA to provide additional funds. CIDA has not made any commitments yet to provide the additional funds because the expanded program which they originally proposed did not fit the priorities established for Canada's bilateral assistance to Haiti. They have only recently (in February 1984) submitted a more modest and more acceptable program of expansion which can be considered under CIDA's regular responsive program within Special Programs Branch. That proposal is now under review and a response, presumably favourable, will be given very shortly.

FOREIGN STUDENTS

The Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, requested details on the number of foreign students in Canada.

RESPONSE:

We are informed by the Canadian Bureau for International Education (CBIE) that during 1983 there were about 67,500 foreign students in Canada (excluding CIDA-sponsored students) at all academic levels (primary to university level).

During 1983, there were 1,669 CIDA trainees studying in Canada.

SUCO STAFF

The Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, asked for details on the size of SUCO staff in Canada and overseas.

RESPONSE:

We are informed that in June 1983, SUCO had a staff of 45 employees in Canada.

As of March 20, 1984, there are 126 cooperants in the field. Thirty-three (33) of those cooperants will terminate their contracts on March 31st or thereabouts and twenty-six (26) others will also terminate on March 31st but will remain in the field on their own for a few months after that date. Therefore, sixty-seven (67) cooperants will continue to work on international development projects with organizations like CUSO, Canada World Youth, Centre canadien d'Etude et de Coopération Internationale, Organisation canadienne pour la solidarité et le développement et l'Entraide universitaire mondiale du Canada.

APPENDIX "EAND-4"

Deputy Prime Minister
Secretary of State for External Affairs



Vice-premier ministre
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, ONTARIO
K1A 0G2

MAR 30 1984

Mr. Marcel Prud'homme, Chairman
Standing Committee on External Affairs and
National Defence
Room 265 W
House of Commons
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Prud'homme,

During my March 15 appearance before your committee, I undertook to provide a response to members' inquiries on several issues including:

1. the number of officials currently classified at the EX 1-5 level (Bill McKnight),
2. copy of my response to the InterChurch Committee on Human Rights in Latin America brief on Canadian policy in Central America (Walter McLean),
3. copy of my response to letters from the task force on the Churches and Corporate Responsibility concerning arms sales to Chile and El Salvador; development criteria applied to the World Bank and Inter American Development Bank (Walter McLean),
4. Canadian assistance to the victims of famine in Africa (Walter McLean),
5. Canadian preparation for the Conference on Population to be held in Mexico City in August 1984 (Walter McLean)

Yours sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Allan D. MacEachen".
Allan D. MacEachen

Standing Committee on External Affairs and
National Defence - March 15, 1984

when the Minister appeared

Mr. McLean:

Mr. Chairman, I have two more representations and then I am finished. First I wish to say to the Minister that we were encouraged to receive the March 8 announcement about Canadian food aid to drought victims in Africa. In light of the story this morning on the first page of *The Globe and Mail* about church concerns in Africa, it would be reassuring to know if the government has assurances that food aid will reach the needy. There have been some questions raised on that.

Secondly, there is the question of other development assistance. For example, well-drilling programs and the whole question of new technology for food production in the drought area. What actions is the government taking as well as the food aid?

March 26, 1984

QUESTION I

The announcement to which the Honourable Member referred was Canada's pledge of \$310 million over the two years 1985 and 1986 in food and cash support for the programme of the World Food Programme. Founded in 1963, as a joint agency of the United Nations and the Food and Agriculture Organization, the WFP is the most important international vehicle for food aid for developmental and emergency purposes. The WFP administers the International Emergency Food Reserve (IEFR) which supplements the emergency response ability of the former. Within the overall \$310 million pledge, \$25 million is earmarked for this Reserve. The Honourable Member may recall that in January Canada announced a supplementary contribution of \$15 million in 1983/84 for the IEFR in order to help deal with African needs.

The African situation is attracting special attention because of the scale of its food needs and the impact of the serious drought. Canadian concern for the situation was reflected in the significant increase in food assistance for Africa - from about \$60 million in 1982/83 to over \$90 million in the fiscal year just ending. For the next year, Canada will continue to be responsive to evolving African requirements. In this regard, we encourage the initiative of the church groups reported in the Globe and Mail article and would welcome proposals from them on how they could channel to Africa some of the food aid resources we have available. We find that support for such non-governmental organizations which have good access at the grass roots level is one of the best ways of directing food assistance to those who need it most. In many of our government to government programmes, especially in Africa, we ask the World Food Programme to monitor the distribution on our behalf.

March 26, 1984

QUESTION I (cont'd)

The WFP, it should be noted, operates programmes in all parts of the developing world. A large part of the resources allocated to it are used to support development programmes through the food-for-work approach. It is considered that using food aid to increase the productive capacity of developing nations has greater long term value than the provision of relief. While maintaining this developmental emphasis, the WFP retains the capacity to respond to emergency situations such as have arisen in Africa. In the current year, such emergency food aid will be valued at about \$90 million.

The programmes to which WFP resources are allocated are managed by the developing countries themselves. The WFP does, however, have field staff who help to assess needs and to monitor programme implementation. It should be noted that the WFP has developed a very positive reputation for the developmental relevance of its food-for-work programmes and the timeliness of its emergency assistance. Donor countries periodically appraise its performance and Canada and other donors are members of its governing body and thus have an active role in shaping policy. Through insights gained from these fora together with less formal consultations among donors and recipients and reports from Canadian missions abroad where the WFP operates programmes, we have developed a high level of confidence that food provided through the WFP benefits the people it is intended to.

March 26, 1984

QUESTION II

The current drought and the trend of declining per capita food production have reinforced the central place of the food and agriculture sectors in Canadian aid programming in Africa. Our approach will be a broadly based one which employs the resources of international organizations and voluntary agencies as well as agreements on a government to government basis. Measures already taken and planned include increased funding for agricultural research to help find crop varieties and farming systems more suited to African conditions, direct support for food production projects, and aid in strengthening other links in the food production chain. Such assistance includes the provision of inputs such as seed and fertilizer, and the improvement of food storage, marketing and distribution facilities. The International Development Research Centre, for example, is conducting research on how to reduce post harvest losses and CIDA is directly supporting research on new grain varieties for Ghana. Canada is also seeking ways to help stop the spread of the desert and where possible to restore the productive capacity of the land. In this context, programmes of reforestation and soil and water conservation are being considered.

Another point emerging clearly from the current difficulties is the importance of policies in developing countries which support food production. Canadian aid programmes will to the extent possible encourage recipient countries to adopt policies which reward the agricultural producer.

QUESTION II (cont'd)

March 26, 1984

Canadian assistance has been very active in the field of water resource development. We support well drilling projects in several countries of the Sahel and assist other important water supply projects in Ethiopia, the Sudan and Ghana. Most of these programmes are related to water for human consumption, but the Manantali dam project, to which Canada has committed \$33 million, will help to improve irrigation prospects in Mali, Senegal and Mauritania.

External Affairs Affaires extérieures
Canada Canada

Distribution: MINA (9) /
USS
FPR
MIA

HOUSE OF COMMONS BOOK - BRIEFING NOTE
LIVRE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES - NOTES D'INFORMATION

Section
Social Policy & Programs Div.

Subject/Highlights	Subject/Points saillants
Canadian Government Preparations for the Second World Conference on Population, Mexico City, August 6 to 13, 1984.	
Source	During his appearance before SCEAND, March 15, the DPM undertook to provide to Walter McLean, a description of the preparations undertaken by the Canadian Government for this Conference, "including the calling of witnesses".
Assessment	Evaluation
Classification	
Suggested Reply Réponse suggérée	
<p>A federal interdepartmental committee, chaired by the Department of External Affairs as coordinator, has been meeting approximately every two weeks since early December. Members include CIDA, National Health and Welfare, Environment, Status of Women, Statistics Canada, Employment and Immigration, Secretary of State and IDRC.</p> <p>Two Preparatory Committee meetings have been held by the UN, one January 23 to 27 and the second March 12 to 17. A Canadian delegation participated in each.</p> <p>The views of all provincial governments and representative umbrella NGO organizations have been sought. Their input will be incorporated into the development of the Canadian Government position for the Conference.</p>	
Prepared by Préparé par	Division Direction
SSS	SISS
Date	Tel. no. N° de té
Mar. 28, 1984	3-7544

RESPONSE TO THE
INTER CHURCH COMMITTEE
ON HUMAN RIGHTS IN LATIN AMERICA (ICCHRLA)
BRIEF OF OCTOBER 1983
CANADIAN POLICY ON CENTRAL AMERICA

Caribbean and Central
American Relations Division
Department of External Affairs
MARCH 1984

A. Regional Peace Initiatives

- P1 "that the Government of Canada clearly and publicly state to the United States and the Honduran governments Canada's opposition to military and naval manoeuvres and to the construction of new military bases on the grounds that they undermine the spirit and the letter of the initiatives for peace undertaken by the Contadora."
- P2 "that the Canadian Government give continued and energetic encouragement to the Contadora Group in its initiatives for regional settlement of conflicts."
- P3 "that the Canadian Government seek cooperative supportive action backing regional peace initiatives such as the Contadora Group's July 17 declaration through approaches to friendly states who have indicated an interest in peaceful solutions to the conflict, including France, Spain and certain Nordic states."

The Canadian Government has been very active in its support for the Contadora group initiative as acknowledged by the Contadora Group itself in its July 17, 1983 declaration. These expressions of support took the form of personal letters from the Prime Minister, the Right Honourable Pierre Elliott Trudeau to the presidents of Mexico and Venezuela when they suggested the creation of such a group in November 1982 and again, in May 1982 to the four Contadora presidents. The Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs made statements on the subject in May, June, July and September of 1983.

As mentioned at the meeting of October 11, 1983, the Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs had met the preceding week in New York with most Foreign Ministers of the Contadora Group to share and exchange information on the latest proposals to have come out of the September 8 meeting of Contadora. During the same week at the UN, the Prime Minister had met with Daniel Ortega, the Coordinator of the Sandinist Junta and the Minister for External Relations, M. Jean Luc Pepin, had had other meetings with the Cuban Foreign Minister and the Foreign Minister of Guatemala.

Mr. MacEachen reiterated before the General Assembly of the United Nations that Canada would support concrete proposals by the Contadora Group to stop the process of militarization and he indicated Canada's intention to increase its contributions to the necessary regional economic infrastructure, through regional development institutions, when the necessary political and social stability of Central America could be guaranteed.

- P4 "that the Canadian Government condemn the funding, training and encouragement of ex-Somocista or "contra" forces in their war against

Nicaragua as well as the objective of the "destabilization" of Nicaragua in energetic public protests to the Government of the United States".

The funding, training and encouragement of "contra" forces is a question that has prompted intense debate in the United States and within the Congress of that country.

Proponents of that policy believe that this overt campaign of covert activities has been and continues to be instrumental in forcing the Nicaraguan regime to review its own policy of material and logistical support for subversive movements operating within neighbouring countries. Nicaragua has indeed admitted it would end such support in exchange for treaties offering guarantees for its own internal security.

On November 11, 1983 the General Assembly of the United Nations unanimously condemned such acts of aggression against the sovereignty and territorial independence of Nicaragua.

The Canadian Government has reiterated to the Governments of the United States and Honduras its serious concern about the escalation of conflict between Nicaragua and Honduras and about reports of United States involvement in military operations against Nicaragua conducted from Honduras. The Canadian Government does not favour third party intervention in Central America or the supply of armaments by any country to opposing factions in that area. The Government has expressed its position in this regard on a number of occasions to the United States Government, to Central American Governments and to other Governments concerned, including that of Cuba. Mr. MacEachen directly reiterated this position to Secretary of State Shultz in October 1983.

5 "that the Government of Canada establish an Embassy in Managua, Nicaragua".

For over thirty years, Canada maintained a commercial delegation in Guatemala that was upgraded to full Embassy status in 1982. An Embassy was opened in San José in 1961. The extent of our representation in Central America (and Panama) was examined in 1980/81 when it became clear that the region was quickly becoming one of major interest to Canadians. On the basis of cost/opportunity and given the austerity measures prevailing in the Foreign Service establishment, it was deemed more efficient to increase the resources of our existing posts. We upgraded the Embassy in Guatemala (which is also accredited to Honduras) to the level of resident Ambassador and we hope to add an immigration capability to the existing resources. Three persons were added to the staff of the Embassy in Costa Rica in order to handle the increased workload of new development assistance activities in Nicaragua (and Costa Rica) as well as general relations work in El Salvador, Nicaragua and Panama.

It should be pointed out that the actual distance separating the capitals of Costa Rica and Nicaragua is equivalent to a five hour drive or a 25 minute flight.

Canadian representatives in San José make very frequent visits to Managua and maintain contact with a large number of Nicaraguan officials and citizens. Short of opening a new Embassy, which financial restrictions prevent us from doing, we view the quality of Canadian representation in Nicaragua and our awareness of the situation there as very good.

- P6 "that the Canadian Government reiterate publicly and directly its opposition to the renewal and enlargement of foreign military aid to parties in conflict in El Salvador."

This is Canadian Government policy. It has been presented successively to the governments of the region, of the United States and of Cuba. In his address to the United Nations General Assembly on September 27, 1983, the Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs stressed the importance of neutralizing the military build-up in Central America.

- P7 "that the Secretary of State for External Affairs reinstitute high-level conversations with representatives of the Salvadorean opposition and encourage his United States counterpart to follow the Canadian example."

Our position has been made very clear to the Government of El Salvador and to representatives of the FMLN-FDR. Canada is willing to participate in facilitating political discussions in whatever manner deemed useful by the parties, if requested to do so. The fact of the matter is that we have not been asked to do so by either party. We presume Ambassador Stone is in a very good position to report on ongoing discussions to Secretary Shulz. FMLN-FDR representatives can meet with Canadian Government officials on request and have done so.

- P8 "that the Canadian Government support the process of dialogue leading to full negotiations between all representatives of political forces in El Salvador."

The Canadian Government would support fully a process of dialogue between the Government of El Salvador and its (armed) opposition; however, Canada is in no position to advocate negotiations the parties do not wish to have.

- P9 "a visit to Central America in the very near future by the Secretary of State for External Affairs."

As mentioned to you at the October 11 meeting, the possibility of such a visit had been contemplated for some time. The Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs will make such a visit in early April 1984. This will provide a further opportunity of

meeting some of the principal personalities of Central America and the Contadora Group. Information and views gleaned from these meetings will complement the reporting of the Canadian missions in the region and also that of other interested parties such as your Committee.

- A 1) "that the Canadian Government should continue its suspension of all forms of bilateral aid to Guatemala and El Salvador."

The suspension of bilateral aid to Guatemala and El Salvador continues.

The remarks made by ICCHRLA on the Mission Administered Funds (MAF) projects and the relative increase of this program since 1980 are most disquieting.

CIDA has increased the annual maximum ceiling of such funds to \$350,000 for most countries. The nature of the projects undertaken as well as the careful implementation of them by Mission staff prompt us to question ICCHRLA's claim that the MAF program is being used as a substitute channel of bilateral aid. Mission administered funds are directed mainly towards communities, cooperative groups, and NGO's and do not endanger these bodies when they are involved in authentic development pursuits such as introduction of electricity, construction of rural schools, introduction of potable water, etc.

- A 2) "that the Canadian Government immediately reconsider seriously its "core country" programme of bilateral aid to Honduras"

In determining "core country" programme eligibility the Canadian Government takes into account a large number of factors and considerations and tries to project them over a five to fifteen year period.

In the particular case of Honduras, the ICCHRLA recommendation to reconsider the eligibility of Honduras ignores important factors such as the level of economic development of Honduras and the nature of Canada's programmes there. The recommendation is based on the unrealistic view that a curtailment of our input into the management of the forestry sector, for example, would influence the Honduras Government or military to alter their approach to the current conflict with Nicaragua. The Canadian Government believes there is more to be gained in terms of support for a peaceful solution by being present in Honduras than by being absent.

Canadian development assistance proceeds from a genuine Canadian humanitarian concern for the Third World and subscribes to such general objectives of Canadian foreign policy as peace and stability. It is not

designed as a tool to reward or punish foreign governments. Canada signs an international agreement for each project of importance and is therefore committed to deliver its share of any number of agreements with a foreign country.

A 3) "that the Canadian Government should designate Nicaragua as a "core country", giving it priority for greatly increased levels of Canadian official aid"

While the focus of Canadian aid in Central America is directed towards Honduras, Costa Rica and Nicaragua at the present time, the economic factors and growth prospects for Honduras justify the core country category. Core country eligibility is not determined by political whim but by socio-economic levels of development. As a "project country" Nicaragua remains eligible for a type of assistance which includes lines of credit, Industrial and Institutional Cooperation projects as well non-governmental organizations and mission administered funds projects funding.

ICCHRLA, in stating that Nicaragua has received less bilateral aid than any other Central American country, ignores Canadian Government contributions to Mission Administered Funds (MAF), food aid and Industrial and Institutional Cooperation programs. The total aid provided by the Government of Canada to the five Central American countries from FY 1980/81 to FY 1982/83 has been

Guatemala	\$ 6,776,000.
El Salvador	\$10,326,000.
Honduras	\$15,085,000.
Nicaragua	\$12,484,000.
Costa Rica	\$ 4,850,000.

It should be noted that the above figures do not tell the whole story. The sums shown for Honduras, Guatemala and El Salvador reflect the end stages of commitments made in the 1977-1981 period while the Nicaraguan figure of \$12.48 million reflects a start-up of projects and operations in 1980 that included normal initial delays.

It is unfortunate that representations made by Canadians to the Canadian Government on the paucity of the efforts being made in Nicaragua continue to ignore figures that were released to the public in good faith. While the Government is sensitive to the generosity of Canadians towards the self-development efforts of Nicaragua, it has nothing to be ashamed of in terms of its own participation.

Official Canadian development assistance to Nicaragua includes two grants for emergency food aid, in the form of wheat: \$4,500,000 in 1981, and \$3,000,000 in 1983. The wheat provided under the latter grant

is being sold by the Nicaraguan Government to flour mills and the local currency generated will be used to construct silos and grain storage warehouses.

The food aid program was the result of a \$655,000 nutrition study, the objective of which is to prepare a long term strategy for food self-sufficiency.

The Government has allocated \$18,000,000 for Lines of Credit to Nicaragua: a \$13,000,000 Line of Credit was approved in January 1984 and will be used for the purchase of fertilizers, dairy cattle and farm equipment; the remaining \$5,000,000 will be used to assist Nicaragua in improving its potable water system.

From 1980/81 to 1982/83 Canada's official development assistance to Nicaragua has been:

	(in thousands)
Bilateral project	\$ 239,800
Food aid	\$ 4,500,200
Industrial cooperation	\$ 621,200
Institutional cooperation	\$ 1,638,700
Non-Governmental Organizations program	\$ 4,770,200
Mission Administered Funds program	\$ 714,200
	<u>\$12,484,100</u>

It should be noted that Canada provides no military assistance to any country within the region and has terminated aid programs in Guatemala and El Salvador, except for projects currently in the implementation stage, due to the security situation in those two countries. Aid to Honduras has been concentrated in the forestry and agricultural sectors and is directed at resolving grass roots problems and socio-economic infrastructure deficiencies.

A 4) "that the Canadian Government oppose loans and other technical and financial assistance in international financial institutions such as the Inter-American Development Bank, the World Bank, the International Monetary Fund, to Guatemala and El Salvador which persist in gross and systematic violations of human rights and fundamental freedoms"

The position of the Canadian Government is well known and is similar to that of other countries which hold the view that the Charters of the International Financial Institutions of which they are members have to be respected.

The international financial organizations work on the same basis as private banks and objectively assess development projects according to their technical soundness and feasibility, financial viability and perceived economic return. As such, human rights considerations do not enter in the deliberations of such institutions decision-making process.

Consequently Canada has objected to the views of other countries trying to negate the need for a project for purely political reasons.

- A 5) "that the Canadian Government take energetic steps to prevent the transfer of Canadian military and dual purposes equipment to governments engaged in systematic and gross violations of human rights and to combattant forces in Central America".

The Canadian Government does not export military products to any country of Central America nor to any groups of combattant forces in Central America. Non-military products having a possible military application are examined according to established Cabinet guidelines and regulations and must be submitted for ministerial approval before an export permit may be issued.

The Twin Otter aircraft transaction referred to in the ICCHRLA brief was a proposed transaction for which the manufacturer sought and obtained an export permit for four civilian Twin Otters. The transaction did not materialize and is not being pursued by the parties. Two Twin Otters have been flying commercially in Guatemala since the late 1970s and are involved in a shuttle service to oil exploration sites in the Peten.

- A 6) "that the Canadian Government should recognize and reinforce Canadian non-governmental aid channels for people to people aid in Central America".

The Canadian Government has allocated for the period FY 1980/81 to FY 1982/83 the following amounts to Canadian and international NGO's for projects in Central America:

Guatemala	\$ 1,167,000.
El Salvador	665,000.
Honduras	4,325,000.
Nicaragua	4,770,000.
Costa Rica	401,000.

In most countries of Central America, the Government insists that it has to keep apprised of the involvement of foreign workers or foreign funding in socio-economic development tasks. The remarks made by ICCHRLA about the "Comite Nacional de Reconstruccion" of Guatemala arise more from suspicion than hard facts. Canadian and international NGO's have contributed to the alleviation of the plight of the indigenous people in many areas of Guatemala with the full cooperation of the Comité Nacional de Reconstruccion.

- HR1 "That the Canadian Government initiate through the Standing Committee on External Affairs and National Defence or a sub-committee thereof, regular annual parliamentary hearings regarding human rights and Canadian foreign policy."

The Standing Committee on External Affairs and National Defence can examine any facet it chooses of Canadian foreign policy in relation to the management of the programs of this Department or of CIDA.

The question of the human rights performance of a government is implicit in the formulation of a corresponding policy by the Government of Canada towards that country.

An extensive review of foreign countries' human rights records by a national body would probably not add much to the findings of international institutions whose mandate it is to perform such studies and examinations.

The Canadian Government participates actively in multilateral forums on the subject of human rights and regularly receives recommendations made by specialized groups in this sphere. The material thus received is evaluated and reflected in policy formulation when feasible.

In the final analysis, it is for Parliament to decide whether it wishes to form a Parliamentary Human Rights review body or use the Standing Committee on External Affairs and National Defence to hold hearings regarding human rights and Canadian foreign policy.

HR 2) "that the Canadian Government initiate and support measures of strong condemnation of increased human rights violations in Guatemala and El Salvador at the 1983 General Assembly of the United Nations, and publicly cite the dangerous trends in Honduras."

As in past years, the Canadian Government has been consulting with different bodies and other foreign governments to determine an appropriate action vis-a-vis various human rights situations such as the ones the ICCHRLA report mentions. The Canadian Government does not address the issue of human rights only in terms of condemnation and denunciation. It tries to put forward resolutions that could eventually modify less than satisfactory performance from various governments, and also take stock of the reports of the UN's own Rapporteur Special, where applicable.

In the case of Guatemala and El Salvador, ICCHRLA has witnessed the Canadian Government's action at the General Assembly of the United Nations last December when Canada co-sponsored a resolution on Guatemala and voted favourably on a similar resolution in the case of El Salvador.

The human rights situation in Honduras does not, in our opinion, warrant such extraordinary measures at this time.

HR 3) "that Canadian Government bilateral relations with the governments of Guatemala and El Salvador be based on a clear public recognition of the continuing gross and systematic violation of human rights by the government and military forces of these countries, and continue to denounce such violations in the strongest public terms."

The continuing suspension of bilateral development assistance is the most evident testimony to the governments of El Salvador and Guatemala that the internal situation in these countries, including human rights violations, has not improved since 1981 to point where the Canadian Government might reconsider their eligibility for bilateral assistance.

The suspension of the bilateral (government to government) assistance program is an extraordinary measure rarely taken by the Canadian Government. The maintenance of that decision is a continuing public recognition of the gross and systematic violation of human rights in those countries.

HR 4) "that the Canadian Government encourage its diplomatic personnel to initiate dialogue and seek information from representatives of independent Guatemalan and Salvadorean human rights agencies."

Such dialogue exists and is useful. Representatives of Guatemalan and Salvadorean human rights agencies have been received by officials of the Department of External Affairs in Ottawa, and do meet with Canadian diplomatic staff in these two countries and/or elsewhere. The Department also receives current information bulletins provided by these and similar organizations.

A. Refugees in Temporary Situations

R 1) "We urge the Canadian Government strongly to resist efforts to relocate Guatemalan and Salvadorean refugees and support the position of the refugees themselves not to be moved further inland."

The Government of Canada shares ICCHRLA's concern over the precarious situation of Guatemalan and Salvadorean refugees in Honduras. Although moving refugee camps inland is not a permanent solution, it would nonetheless add some degree of security to their situation by lessening the threat posed by neighbouring armed forces. The UNHCR has taken the lead in securing adequate living arrangements for these refugees and we are fully supportive of their undertakings. The Government of Honduras has agreed not to relocate refugees without prior consultation and, to date, there is no evidence to suggest that it will not adhere to this agreement. Canada will support the UNHCR action in this regard and will

seek the best solution possible, bearing in mind the refugees' self-sufficiency and security.

- R 2) "We encourage the Canadian government actively to support an increased UNHCR budget for Mexico to a level of \$12 million for 1984."

The UNHCR has stated that one of their goals in Southern Mexico is to ensure adequate maintenance for all refugees in known settlements. As you are no doubt aware, we fully support the UNHCR's efforts and we will continue to urge them to dedicate the maximum available funds to this area. In this context, Canada has raised its contributions to the UNHCR to \$3 million in the present fiscal year from \$2.25 million in 1982-83.

B. Internally Displaced Refugees

- R 3) "We urge the Canadian government to support generously emergency assistance ONLY through the Canadian and international non-governmental sector to internally displaced refugees inside Guatemala and El Salvador."

Since 1981, Canada has suspended the planning of all direct bilateral aid projects with either government. Funds are allocated to reliable non-governmental organizations for various humanitarian programs and their performance is evaluated by officials who continually review the disbursement of these funds. Canada is also a major contributor to numerous international agencies, such as the International Red Cross. The latter Organization was allocated \$975,000 by Canada this year for its relief program for displaced persons in El Salvador.

C. Refugees in Flight

- R 4) "We urge the Canadian government to reinforce its policy of selecting refugees on the basis of protection as a priority factor by facilitating the admission to Canada of several extraordinary groups of Salvadoreans."

- i) We have made regular and frequent representations on behalf of political prisoners not released under the amnesty. It is our intention to continue doing so and we are prepared, whenever possible, to accept for resettlement those political prisoners who have indicated an interest in resettlement in Canada.
- ii) The Canadian Government shares your concern for the plight of Salvadoreans in El Salvador and, indeed, for those other nationals who, although in their country of citizenship, are somehow threatened. As you are no doubt aware, Canada instituted a special program for Salvadorean political prisoners earlier this year. Canadian officials are prepared, in the future, as in the past, to

examine sympathetically the applications of Salvadoreans who wish to join family members already in Canada.

- iii) Our Embassy in Mexico City is fully cognizant of the needs of those who find themselves in Mexico on short-term visas. Canadian officials there have been instructed to make use of Minister's Permits to facilitate the early admission to Canada of those persons who, for whatever reason, cannot remain in Mexico to finalize the processing of their visa applications.

R 5) "We support the Canadian government's maintaining Guatemala as a visa-exempt country."

As you are no doubt aware, citizens of Guatemala wishing to leave their country must first obtain an exit visa from their government. Presuming this facility is not always available to prospective refugees, the alternative is overland travel to an adjacent country. From there, an application can be made at the nearest Canadian Embassy for resettlement in Canada, thus rendering the question of seeking a visa or not in Guatemala City purely academic.

In any event, any modification by the CEIC of the present visa requirement for Guatemalan visitors would probably be accompanied by programs designed to facilitate the selection of potential refugees and oppressed persons from within Guatemala itself.

Response to the letters from the Taskforce on the Churches and Corporate Responsibility (January 12, 1984, July 1983 and March 16, 1983):

Sales to Chile

Canada maintains normal diplomatic relations with Chile and we also pursue normal commercial relations that will benefit Canadian producers and exporters. The sale of defence-related equipment to foreign countries, including Chile, is governed by the Export and Import Permits Act. As a matter of policy, the Canadian Government does not permit the sale of defence-related equipment to countries engaged in hostilities or where there is an imminent threat of hostilities or to countries for which the export of arms is forbidden by United Nations embargo, or to regimes considered wholly repugnant to Canadian values. Applications for permits to export defence equipment that might possibly be used against civilians are carefully scrutinized and would be rejected if it appeared that such a use would be probable.

While the Department of External Affairs does not actively promote the sale of defence-related equipment to Chile, either for military or civilian use, the Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs has on several occasions agreed to the issue of export permits for defence-related equipment that is intended for legitimate national defence purposes in Chile.

Exports of Helicopter Parts to El Salvador

Due to the prevailing hostilities in El Salvador, the Canadian Government would not provide military assistance nor approve exports of defence-related equipment to that country at this time. To approve such exports would be contrary to Canada's aforementioned long-standing policy relating to the export of military and defence-related equipment.

Development Criteria Applied by the World Bank and the Inter-American Development Bank (IADB)

With regard to the request for a statement about policies and criteria that are applied by the Canadian Government and its officials at the World Bank and other financial institutions such as the IADB, the policy of this and preceding

Canadian governments is that loan proposals before such institutions should be judged on their developmental and technical merits and that our officials at these banks should make every effort to seek any appropriate improvements for enhancing the development benefits of projects submitted for financing.

We provide funds to these two institutions with the understanding that monies will be disbursed for development programmes in keeping with the charter, mandate, operating policies and regulations of the respective banks. It is not Canadian policy to interfere in the day-to-day decision-making of the banks in their application of development criteria in project approvals.

In respect to specific policies and criteria that are applied in both the World Bank and the Inter-American Development Bank, the fundamental element in any evaluation is a developmental value of the project for that country, region or community that it is intended to serve. In general terms, projects in both banks are evaluated on the basis of their economic viability, that is, can the project be undertaken at reasonable cost and be expected to generate some economic benefit. Finally, and not the least important, social and other factors are taken into consideration.

Department of External Affairs

EX COMPLEMENT (1)

	<u>EX 5</u>	<u>EX 4</u>	<u>EX 3</u>	<u>EX 2</u>	<u>EX 1</u>	<u>TOTAL</u>
1981	10	30	80	27	5	152
1982	12	30	106	31	5	184 (2) (3)
1983	12	30	106	31	5	184
1984	12	30	106	31	5	184

Notes:

- (1) Figures do not include proposals at EX 1 and 2 currently being assessed by Treasury Board.
- (2) Increase represents result of 1982 re-organization. 32 positions and incumbents transferred from I.T.&C.
- (3) There was no net increase of positions with reorganization. The 32 positions and their incumbents were transferred under the authority of the Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act. This method of transfer does not permit any increases of positions of any kind.

APPENDICE "EAND-3"



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Président

President

Hull (Québec)
Canada
K1A 0G4

Hull, Quebec
Canada
K1A 0G4

Le 10 avril 1984

M. Marcel Prud'homme, député
Président du Comité permanent des
Affaires extérieures et de la
Défense nationale
Pièce 265, Edifice de l'ouest
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Président,

Le 20 mars dernier, lorsque j'ai comparu devant le Comité permanent dans le cadre de l'examen du Budget principal de l'ACDI pour 1984-1985, plusieurs membres ont soulevé des questions pour lesquelles j'ai offert de fournir des réponses détaillées par écrit.

Je suis donc heureuse de vous faire parvenir aujourd'hui ces réponses, que vous voudrez sans doute distribuer aux membres du Comité.

C'est avec plaisir que je vous communiquerai au besoin des renseignements additionnels.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Margaret Catley-Carlson

P.j.

Canada

LA POPULATION TAMOULE DE SRI LANKA

M. David Kilgour a dit que les Tamouls de sa circonscription (Edmonton-Strathcona) se plaignaient de ce que le projet du barrage du Maduru Oya, financé par l'ACDI au Sri Lanka, avait pour effet de disloquer ce groupe ethnique au profit de la population majoritaire.

RÉPONSE:

Pour compléter la réponse donnée par la Présidente de l'ACDI à l'occasion de la réunion du Comité permanent, le 20 mars 1984, on trouvera ci-joint une copie de la lettre qu'elle a envoyée au Comité de coordination tamoul (Tamil Coordinating Committee) du Royaume-Uni et qu'elle avait proposé de présenter.



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Président

Président

Hull (Québec)
Canada
K1A 0G4

Hull, Québec
Canada
K1A 0G4

Le 22 février 1984

M. K. Vaikunthavasan
Président
Comité de coordination tamoul
55 Warren Road
Colliers Wood
Londres SW19 2HY
Royaume-Uni

Monsieur,

Permettez-moi de vous remercier pour votre lettre du
1er janvier dernier au sujet du programme canadien d'aide
publique au développement à Sri Lanka.

L'ACDI cofinance des projets dans la région du Maduru Oya,
de concert avec USAID, la Communauté économique européenne,
l'Australie, le Fonds saoudien de développement, l'UNICEF,
la République populaire de Chine ainsi que la Banque mondiale.
Les sommes versées jusqu'ici par l'ACDI s'élèvent à \$101
millions, et nous prévoyons allouer un montant supplémentaire
de \$60 millions pour le développement de cette région largement
inhabitée et sur laquelle se concentre le programme de
l'Agence à Sri Lanka. Je joins, à titre d'information, de
la documentation sur le reste de notre programme.

Les bénéficiaires cibles du programme de Maduru Oya sont
les pauvres ruraux, parmi lesquels plusieurs sont sans terre.
Le projet permettra d'améliorer l'infrastructure sociale
dans la région de la Rive droite, grâce à la construction
de 69 écoles, de 31 dispensaires, de 246 logements pour les
enseignants et les étudiants, et de 25 garderies.
Le programme prévoit également le forage de puits, l'érection
d'entrepôts alimentaires et l'aménagement de réseaux d'égouts
et d'eau potable. Des villes seront électrifiées, des
activités de protection et de mise en valeur de l'environ-
nement seront réalisées, et une composante modeste du projet
portera sur les pêches en eau douce. En outre, Les Sri Lankais
pourront bénéficier de services de formation en ce qui a trait
à l'entretien des canaux et à la culture d'arbres à bois de
chauffage. Enfin, les activités prévues de vulgarisation
agricole toucheront les femmes par le biais de programmes
de santé de la mère et de l'enfant.

Canada

L'ACDI n'a aucune raison de croire que des déplacements importants de population auront lieu dans les régions en question. Les récentes déclarations du gouvernement sri lankais indiquent plutôt que plus de 50 000 personnes appartenant aux minorités, parmi lesquelles 35 000 Tamouls, seront réinstallées dans le secteur du Maduru Oya. Ils se trouveront à profiter de tout l'éventail de services inclus dans les programmes de l'ACDI en faveur de cette région.

En espérant que ces données vous aideront à mieux situer votre programme d'aide à Sri Lanka, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



Margaret Catley-Carlson

BANGLADESH - ÉTUDE DE L'INSTITUT NORD-SUD

M. Douglas Roche a demandé à la Présidente de commenter l'étude en question.

RÉPONSE :

Outre la réponse donnée par sa Présidente, l'Agence a récemment pris un certain nombre de mesures dans le but d'étendre son aide aux catégories les plus défavorisées de la population bangladeshie; par exemple:

- appui aux coopératives féminines et aux coopératives d'agriculteurs sans terres par le biais du programme destiné aux pauvres des zones rurales, organisé dans le cadre du second projet de développement rural de la Banque mondiale;
- étude sur la diversification des cultures dans le but de trouver des moyens d'accroître la production de cultures autres que celles de céréales vivrières, et de permettre ainsi d'une part une augmentation des revenus des agriculteurs, d'autre part la création d'emplois dans les zones rurales;
- concentration accrue sur les programmes démographiques grâce à l'apport d'une aide continue aux coopératives féminines dans le cadre du projet de population cofinancé par la Banque mondiale;
- appui continu aux organisations non gouvernementales canadiennes et bangladeshies oeuvrant dans les zones rurales du Bangladesh, par le biais de l'action convergente et du programme traditionnel des organisations non gouvernementales. Parmi les activités ainsi financées figurent les programmes de développement rural du Mennonite Central Committee, du Comité du service unitaire et de Proshika.
- En janvier 1984, l'ACDI a appuyé l'organisation d'un séminaire sur la pauvreté en zone rurale, qui a eu lieu à Dhaka, avec la participation d'organisations non gouvernementales, d'organismes de recherche bangladeshis et de représentants du gouvernement du Bangladesh. Ce séminaire avait pour but d'améliorer la communication et la collaboration entre ces groupes.

BANQUE MONDIALE ET BANQUES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT

M. David Kilgour a demandé si le rôle du Canada au sein de la Banque mondiale et des banques régionales de développement n'était pas trop passif?

RÉPONSE:

Les administrateurs canadiens de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque asiatique de développement et de la Banque de développement des Caraïbes jouent au sein de chacun de ces organismes, en leur qualité de plénipotentiaires du Canada, un rôle actif et notable grâce à leurs contacts permanents avec les hauts responsables et le personnel.

Le Canada s'est montré particulièrement actif lors des récentes négociations sur les reconstitutions des ressources, notamment en ce qui concerne les fonds accordés à des conditions de faveur, débordant en cela largement le niveau de sa propre participation au sein de ses institutions, et bon nombre des mesures prises l'ont été à son instigation.

Le Canada, par l'intermédiaire des administrateurs qui le représentent, s'est donné pour politique de prendre en considération les intérêts à long terme des institutions financières internationales et de ne pas se limiter aux avantages politiques ou économiques à court terme.

UNICEF

M. David Kilgour a demandé des renseignements sur les contributions versées par le Canada à l'UNICEF, en particulier au Bangladesh.

RÉPONSE:

Pour compléter les informations données par la Présidente de l'ACDI au Comité, on trouvera ci-dessous des renseignements concernant le Comité UNICEF Canada, organisation non gouvernementale (ONG) à laquelle l'ACDI verse des contributions.

Au cours des trois prochaines années, le Comité UNICEF Canada réalisera 18 projets dans 15 pays à l'aide de crédits canadiens d'un montant de \$19 602 350, dont la moitié provient de contributions qui lui ont été versées volontairement et l'autre moitié de l'ACDI. Deux de ces projets seront réalisés au Bangladesh, où le Canadien Anthony Kennedy est représentant de l'UNICEF:

Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement
(contribution de l'ACDI: \$826 387), et

Production de manuels scolaires
(contribution de l'ACDI: \$477 425)

Le Comité UNICEF Canada réalise par ailleurs au Pakistan deux grands projets relatifs à l'"action convergente" pour lesquels l'ACDI a versé cette année \$2 millions.

Avec onze autres ONG canadiennes, le Comité UNICEF Canada joue un rôle clé au sein de l'Association pour l'Asie du Sud, organisme récemment formé qui unit des ONG canadiennes à des ONG indiennes, bangladeshies et sri-lankaises. Le Comité réalise également au Canada un vaste programme de sensibilisation au développement. Plus de 30 000 bénévoles sont à son service dans tout le pays, et il compte parmi les ONG canadiennes les plus vigoureusement soutenues par la population.

Situation financière à la fin de l'exercice 1983-1984

Fonds collectés (contributions volontaires)	\$9 559 342
Direction des ONG-ACDI	\$3 940 658
Action convergente - ACDI	\$2 051 464
	<hr/>
	\$15 551 452

CONFÉRENCE DE MEXICO SUR LA POPULATION

M. Walter McLean a soulevé plusieurs questions au sujet de la conférence qui se déroulera au mois d'août prochain à Mexico. Il s'est enquis en particulier des rapports entre les problèmes démographiques et le développement international ainsi que du rôle que jouera l'ACDI à cet égard. Il s'est en outre informé de la participation des organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes à la conférence.

RÉPONSE:

Pendant l'année financière 1983-1984, le gouvernement du Canada a consacré plus de \$17 millions à l'aide aux populations par le truchement de l'ACDI. Cette aide a surtout pris la forme de subventions de base versées au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) (\$9,25 millions, plus une subvention additionnelle de \$1 million, ainsi qu'un montant de \$5,2 millions, plus une subvention spéciale de \$1 million, versés à la Fédération internationale pour la planification de la famille (IPPF) à l'intention de l'Afrique).

Nous avons également consenti des contributions de l'ordre de \$200 000 à diverses organisations non gouvernementales qui ont parrainé des activités en matière de population. En outre, environ \$1 million a servi à appuyer divers projets bilatéraux visant entre autres la formation de sages-femmes, le contrôle statistique, le soutien d'un centre démographique régional ayant pour but d'intégrer les facteurs démographiques dans la planification du développement, etc.

Au fil des ans, l'ACDI a élaboré une approche élargie des problèmes de population, de nombreuses activités pouvant avoir une incidence appréciable sur les facteurs démographiques - notamment l'accessibilité à l'eau potable. Quant aux programmes du FNUAP, ils s'en tiennent à une définition plus étroite de l'aide aux populations, axée sur la collecte de données de base, la dynamique des populations, la formulation et la mise en oeuvre de politiques démographiques, la planification familiale, les communications et l'instruction, les activités multisectorielles, etc.

Depuis plusieurs années, l'ACDI s'intéresse de plus près à l'ensemble du secteur de la population, puisqu'il est devenu évident que de nombreux pays du tiers monde sont de plus en plus disposés à prendre en considération des facteurs d'ordre démographique dans leur plan de développement. Nos Revues de programmes tiennent compte de cette évolution.

La conférence internationale de Mexico sur la population nous fournira une occasion privilégiée de mieux saisir les priorités et les préoccupations des pays en développement avec lesquels nous coopérons.

L'ACDI, quant à elle, a suivi les travaux du Groupe d'étude des ONG canadiennes sur la conférence en question, et elle examine présentement quelle serait la meilleure façon d'y contribuer. \$70 000 sont alloués à cette fin à la Fédération pour le planning des naissances du Canada.

LA PARTICIPATION DES PROVINCES AU PROGRAMME CANADIEN D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Mademoiselle Pauline Jewett a demandé des précisions sur la participation des provinces au programme de l'ACDI.

RÉPONSE:

Les provinces contribuent aux programmes de coopération au développement de l'ACDI à plusieurs niveaux et de diverses manières. Si leur soutien est plus évident dans certains secteurs que dans d'autres, elles n'en contribuent pas moins par l'ensemble de leur appui au succès global du programme de l'ACDI: sans leur participation, directe ou indirecte, il serait impossible à l'Agence de réaliser son programme.

En premier lieu, les provinces, comme l'ACDI, ont fourni un apport appréciable aux activités des organisations non gouvernementales (ONG) dans les pays en développement, en versant des contreparties aux fonds réunis par ces dernières. De \$9 millions environ qu'elles étaient en 1979-1980, ces contributions ont régulièrement augmenté pour atteindre en 1983-1984 un total de quelque \$25 millions. En outre, les gouvernements provinciaux participent à des projets réalisés dans le tiers monde par divers établissements d'enseignement et autres, dans le cadre du programme de Coopération institutionnelle et de Services au développement (CISD) de l'ACDI, mis sur pied pour appuyer les initiatives prises par des universités, collèges, associations professionnelles, coopératives et syndicats canadiens désireux de s'engager dans des entreprises conjointes. Les contributions provinciales à ce programme pour 1983-1984 s'élèvent à \$2,5 millions approximativement.

Deuxièmement, l'ACDI travaille en étroite collaboration avec les gouvernements provinciaux et des ONG dans le cadre du VADA (Programme volontaire d'aide au développement agricole), dans le but de fournir une aide alimentaire de même que des fonds pour des projets visant spécifiquement à accroître la production alimentaire dans les pays du tiers monde. Vu l'importance vitale du secteur agricole, il est évident que ce programme offre d'intéressantes possibilités; et comme il est en vigueur depuis plusieurs années, nous passerons bientôt en revue son mécanisme de consultation afin d'en rationaliser les activités et de les adapter à la situation actuelle.

La contribution des provinces en ressources humaines constitue une troisième dimension de leur participation à notre programme d'aide. Dans le passé, les gouvernements provinciaux accordaient des congés à leurs spécialistes en agriculture, en foresterie, en ingénierie, en gestion, en enseignement, etc., afin de leur permettre de fournir une assistance technique aux pays bénéficiaires dans le cadre de projets de l'ACDI en vertu de

contrats passés directement avec cette dernière. Cependant, avec la croissance du programme d'aide, il est devenu impossible à l'Agence d'administrer elle-même tous les projets qu'elle entreprenait, si bien qu'à partir du milieu des années 1970, elle a octroyé un nombre croissant de contrats aux gouvernements provinciaux, à leurs ministères et à leurs organismes. À l'intérieur de notre programme bilatéral, un nombre appréciable de projets et d'éléments de projets sont actuellement réalisés par les provinces pour le compte de l'ACDI. Étant donné les apports ainsi fournis par les provinces, on ne saurait exagérer l'importance de ce genre de contribution à notre programme d'aide.

Un dernier aspect de la participation des provinces est digne de mention: elles accueillent des étudiants et des stagiaires du tiers monde dans leurs établissements d'enseignement, collèges et universités. Un grand nombre d'étudiants du tiers monde parrainés par l'ACDI (de 1 700 à 1 800) sont actuellement inscrits dans des maisons d'enseignement au Canada grâce aux programmes bilatéraux, multilatéraux et spéciaux de coopération au développement.

AIDE ALIMENTAIRE À L'AFRIQUE DU NORD-EST

M. Walter McLean a mentionné un éditorial du Globe and Mail du 19 mars dernier portant sur la livraison d'aide alimentaire à certaines provinces de l'Éthiopie et a sollicité des commentaires à ce propos.

RÉPONSE:

L'éditorial du 19 mars dernier du Globe and Mail renferme plusieurs inexactitudes qui appellent des commentaires. La première chose à dire est que grâce à son aide alimentaire à l'Éthiopie, le Canada apporte une contribution très importante à la satisfaction des besoins alimentaires des provinces de l'Érythrée et du Tigré. Plus d'un demi-million de personnes ont besoin de cette aide dans les secteurs sous contrôle gouvernemental de ces régions, durement frappées tant par la sécheresse que par la guerre civile. Les quelque 80 000 tonnes de blé canadien qui y ont été expédiées depuis deux ans ont permis de répondre de façon décisive aux besoins de base de gens dépourvus de vivres.

L'éditorial laisse entendre qu'il est en quelque sorte erroné de recourir à la Commission éthiopienne de secours et de reconstruction (CSR) comme principal voie d'acheminement de l'aide alimentaire. Or, en dépit de carences administratives manifestes - lesquelles sont courantes dans le tiers monde, - la CSR est considérée par l'ensemble des donateurs, y compris notamment par les groupes confessionnels qui travaillent étroitement avec elle, comme étant une organisation de secours dévouée, efficace, passablement libre de toute corruption et parmi l'une des meilleures de ce genre en Afrique. Il est impossible de vouloir apporter une aide substantielle aux nécessiteux sans passer par le gouvernement.

Par ailleurs, il est exact qu'en Érythrée et au Tigré, des indigents ne bénéficient pas des programmes d'aide du gouvernement. En mentionnant que seulement 10 % des besoins alimentaires sont satisfaits, M. Gallagher parlait vraisemblablement de la situation dans les zones dites contrôlées par les rebelles. Bien qu'il soit difficile de donner un chiffre précis, les renseignements dont nous disposons tendent à confirmer l'existence de problèmes alimentaires graves.

Toute la question est de savoir comment apporter de l'aide sans être entraîné dans la guerre civile. Pour des raisons humanitaires, le Canada souhaite alléger la souffrance dans toutes les parties de l'Éthiopie. Aussi, appuyons-nous le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui oeuvre au Tigré et, lorsqu'il relancera ses programmes en Érythrée, nous serons également heureux d'y apporter une aide. D'autre part, il est faux de prétendre que le Canada hésite à soutenir les efforts de secours d'organismes bénévoles. Le jour même de la parution de l'éditorial du Globe and Mail, le secrétaire d'État aux Affaires

extérieures a annoncé l'octroi d'une subvention de \$500 000 à l'Association luthérienne du Canada pour le secours mondial, en vue de programmes destinés à toutes les parties de l'Éthiopie, Érythrée comprise.

Pour ce qui est de la question africaine en général, nous applaudissons à l'initiative prise par l'ensemble des Églises. Nous savons que les groupes confessionnels constituent des instruments efficaces d'assistance humanitaire, et c'est pourquoi nous encourageons les organismes canadiens à proposer des façons d'acheminer une partie de l'aide alimentaire disponible.

ZIMBABWE - PROGRAMME DE FORMATION DES ENSEIGNANTS

M. Douglas Roche a demandé des informations sur l'état d'avancement du programme.

RÉPONSE:

L'effectif du projet de formation d'enseignants du secondaire au Zimbabwe est complet depuis septembre 1983, 100 professeurs canadiens ayant été envoyés sur place. Selon une évaluation indépendante du projet, le travail des enseignants canadiens pris séparément est satisfaisant, mais les résultats obtenus sur le plan du développement par ceux qui occupent des postes opérationnels étant limité, l'ACDI devrait se borner, pour cette activité, à prêter assistance aux écoles rurales qu'elle appuie déjà sans augmenter les effectifs. En outre, l'effectif de 50 instructeurs pour le projet de formation professionnelle et technique est complet depuis le mois de septembre 1983, et ce secteur a fait l'objet d'un examen.

À la suite de cet examen, l'ACDI et le gouvernement du Zimbabwe ont décidé d'accorder la priorité à la formation professionnelle et technique et d'axer à l'avenir les programmes de développement des ressources humaines de l'ACDI sur le concret, sur les compétences professionnelles. Cependant, ils se sont également mis d'accord sur le fait que le retrait du projet d'enseignants du secondaire devait se faire de façon progressive et ordonnée. L'ACDI prépare donc pour ce projet une deuxième et dernière phase de financement qui permettra dans un premier temps de poursuivre la programmation avec 100 enseignants en poste, puis de réduire graduellement les effectifs, les derniers canadiens devant quitter les écoles secondaires en septembre 1989.

GROUPE DE RÉFLEXION

Mademoiselle Pauline Jewett a demandé s'il existait à l'ACDI comme en Suède un groupe de réflexion définissant des principes d'action relatifs à l'aide au développement, qui soient indépendants des intérêts stratégiques des États-Unis dans le tiers monde.

RÉPONSE:

Notre programme et nos orientations ne sont pas en soi fonction d'une quelconque analyse des intérêts stratégiques des États-Unis. Nos analyses des questions du développement et de celles d'ordre politique et économique sont purement canadiennes, la totalité de l'Agence faisant office de groupe de réflexion. Chaque direction a en effet pour tâche de procéder à l'analyse du programme, sur laquelle se fonde notre position générale.

L'aide est acheminée par plusieurs voies (bilatérale, multilatérale, programmes spéciaux, etc.) qui chacune sont assorties de problèmes différents et présentent tout un éventail de liens avec le gouvernement des États-Unis et ses politiques.

À l'échelon international, particulièrement en ce qui concerne la reconstitution des ressources des institutions financières internationales, le Canada a adopté une position nettement différente de celle des États-Unis. Sur le plan bilatéral, chaque revue de programme forme un tout qui s'articule autour de deux éléments essentiels: analyse du pays concerné (besoins, résultats obtenus, etc.) et intérêts particuliers du Canada dans ce pays (corrélation entre ce que nous avons à offrir et ce dont il a besoin). Bien sûr, lorsque la position des Nations Unies est très marquée, elle peut être prise en considération au même titre que celle de tous les autres donateurs, ni plus ni moins.

En ce qui concerne la Suède, nous appartenons avec les pays scandinaves, la Hollande, la Belgique et parfois le Royaume-Uni, à un groupement souple et officieux de pays, dit des "pays à position commune". Ces pays se réunissent dans le cadre des relations Nord-Sud pour des échanges de vues sur ces relations et sur le développement. Ils se considèrent (à l'exception peut-être du Canada et du Royaume-Uni) comme des partenaires de moindre envergure et sont souvent en désaccord avec les vues des principaux donateurs.

Au sein de cette association, nous partageons des points de vue et des stratégies avec les pays en question et, par définition, différencions nos positions en matière de politique internationale de celles des États-Unis, du Japon, de la France, etc.

En outre, l'Agence a créé à l'intention de ses cadres un programme de formation qui doit les aider à approfondir leurs connaissances et leur réflexion sur le développement et les questions connexes. Le but principal de ce programme est de permettre aux participants, d'une part d'étendre la planification à un avenir plus lointain, et d'autre part de se familiariser avec les différents liens unissant tous les aspects de leur travail (politiques, économiques, sociaux, sectoriels, etc.). Jusqu'ici, plus de 70 cadres supérieurs de l'Agence ont suivi ce cours. Une autre session est prévue pour le mois de mai 1984, ce qui portera ce chiffre à plus de cent. Le programme a été conçu en considération du fait que l'ensemble de l'Agence constituait véritablement un groupe de réflexion, et dans l'intention de relever davantage la qualité de son analyse.

Au sein de la Direction générale des politiques de l'ACDI, il existe une unité spéciale appelée "Direction de la prospective et du développement des politiques", dont le mandat est d'élaborer des politiques à long terme en matière d'aide au développement et d'intégrer les orientations de la politique actuelle dans les programmes existants.

LA GRENADÉ

M. Ken Robinson a demandé des précisions sur les projets actuellement appuyés par l'ACDI à la Grenade et les plans futurs du Canada dans ce pays.

RÉPONSE:

AIDE CANADIENNE AU DÉVELOPPEMENT
PROGRAMME DE LA GRENADÉ

A) PROJETS TERMINÉS

1. Fonds administrés par la mission 1977-1978/1983-1984	\$ 818 000
2. Réseau de distribution d'eau d'Annandale (terminé en 1977)	\$ 764 500
3. Développement du réseau de distribution d'eau de la Grenade - Phase II (terminé en 1980)	\$2 597 100
4. Commercialisation du poisson (terminé en 1981)	\$ 116 500
5. Construction d'écoles:	
- école secondaire du premier cycle de Boca	\$ 800 000
- école secondaire du premier cycle de Grenville	\$ 420 900
6. Rénovation d'écoles (Maple Leaf Schools) (terminé en 1981)	
- Grand Bras	\$ 97 500
- école méthodiste de Saint-Georges	\$ 89 000
- école gouvernementale de Saint-Georges	\$ 90 900
- Saint-Patrick	\$ 24 200
7. Conseiller en médecine mentale	\$ 65 300
8. Installations de conservation du poisson (terminé en 1977)	\$ 380 100
9. Formation de personnel infirmier en psychiatrie	\$ 11 000
10. Expert en commercialisation du poisson	\$ 30 000
11. Agrandissement de l'aéroport de Pearls (annulé en 1976)	\$ 66 000
12. Conseiller en médecine mentale	\$ 65 300

B) PROJETS OPÉRATIONNELS

1. Réorganisation de l'industrie du cacao \$7 300 000

Projet destiné à relever les revenus des petits agriculteurs et à augmenter les rentrées de devises grâce à l'extension et à la revalorisation des zones de culture du cacao.
2. Garage central \$2 900 000

Assistance technique pour l'entretien des véhicules et du matériel du gouvernement dans un garage central.
3. Manutention portuaire \$1 300 000

Fourniture de matériel de manutention et d'une assistance technique pour aider les autorités portuaires à remettre en état le matériel existant, et fourniture de matériel neuf. S'inscrit dans le cadre d'un projet régional englobant également Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent.
4. Projet aéroportuaire régional \$1,6 million

Dans le cadre de ce projet régional (valeur: \$75 millions, pour 22 aéroports dans 13 pays) la composante initialement prévue pour la sécurité, la gestion et l'entretien à l'aéroport de Pearls sera transférée au nouvel aéroport de Pointe Salines.
5. Bourses de formation du Canada environ \$1 million

Attribution, dans le cadre de ce programme régional de formation de bourses d'études de courte ou de longue durée relatives à des secteurs prioritaires de développement.

C) ACTIVITÉS PROPOSÉES

1. Prise en charge, au cours des deux prochaines années, des dépenses locales liées aux projets de garage central, et d'exploitation du cacao que la Grenade ne peut assumer en raison de ses graves difficultés financières. \$1 million à \$2 millions

- | | |
|---|-----------------------------------|
| 2. Formation de cadres de la Fonction publique. | environ
\$1 million |
| 3. Achèvement de l'aéroport de Pointe Salines | \$5 millions
à
\$7 millions |

On étudie actuellement la situation afin de déterminer quelle composante du projet supposerait un contenu canadien suffisant pour permettre à l'ACDI de participer avec d'autres donateurs (principalement les États-Unis d'Amérique, mais probablement aussi le Royaume-Uni et la Communauté économique européenne) à l'achèvement de l'aéroport.

Le Canada contribue de façon appréciable au développement de la Grenade, à la fois par le biais des Programmes spéciaux de l'ACDI et par le biais des contributions qu'il verse aux institutions multilatérales, en particulier à la Banque de développement des Caraïbes.

Durant l'année financière 1983-1984, jusqu'à la fin février 1984, la Direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI s'est engagée à verser au total \$508 848 pour 16 projets ONG à la Grenade. De plus, au cours de la même période, la Direction de la coopération institutionnelle et des services au développement de l'ACDI s'est engagée à verser \$466 179 pour 6 projets réalisés par des institutions canadiennes à la Grenade.

CONTRIBUTION DE L'ACDI AUX ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES (ONG)

M. Walter McLean a demandé des éclaircissements sur le système des contreparties régissant les contributions de l'ACDI aux ONG canadiennes.

REPONSE:

La Direction des ONG de l'ACDI complète les contributions recueillies aux fins du développement par environ 200 organisations non gouvernementales canadiennes telles que Développement et Paix, l'UNICEF, le Plan de parrainage, le YMCA, etc.

En 1983, les ONG canadiennes ont collecté environ \$130 millions. Si l'on soustrait la partie de ces fonds qui ne répondent pas aux critères du développement (parrainage d'enfants, secours, etc.), le montant réel collecté par les ONG pour le développement s'élève à environ \$100 millions.

Par l'intermédiaire de la Direction des ONG, l'ACDI a versé \$60 millions pour appuyer les projets ou programmes d'ONG canadiennes. Pour l'exercice 1983-1984, les contributions combinées des ONG et de l'ACDI se sont élevées à \$160 millions; les contributions des ONG établissent donc un rapport de 1,66 à 1 relativement à celles de l'ACDI.

Compte tenu des résultats des programmes et projets appuyés conjointement par l'ACDI et les ONG, l'Agence compte maintenir son système de contreparties.

ENTRAIDE UNIVERSITAIRE MONDIALE DU CANADA (EUMC)

M. Douglas Roche a demandé des renseignements sur l'état d'avancement du programme de l'Entraide universitaire mondiale relatif à la formation technique en Chine.

RÉPONSE:

Le but du programme de formation canado-chinois est d'aider la Chine à mettre en valeur ses ressources humaines dans les domaines où le manque de qualifications entrave gravement son développement. Le programme doit permettre de former 367 personnes en cinq ans. Son prix de revient par personne est de \$23,192 et il est administré par l'Entraide universitaire mondiale du Canada.

On estime qu'une fois terminé, en 1987-1988, il aura coûté plus de \$9 millions.

En Chine, le projet est administré par le ministère des Relations économiques internationales et du Commerce extérieur, avec lequel l'ACDI traite directement de toutes les questions relatives à l'aide. Ce projet est donc considéré comme le fer de lance du programme canado-chinois de coopération au développement.

Il a été approuvé en juillet 1983 et le premier groupe de stagiaires est arrivé au Canada en janvier 1984. Le second groupe, qui sera plus important que prévu, arrivera en avril 1984. Sur le plan du nombre de personnes formées, le projet progresse donc plus rapidement que prévu.

ASSOCIATION DE SECOURS À L'ENFANCE

M. Stanley Hudecki a demandé des précisions sur la formule de financement applicable à cette organisation non gouvernementale.

RÉPONSE :

L'ACDI appuie depuis plusieurs années les travaux de l'Association de secours à l'enfance en Haïti. De 1975 à 1980, les contributions de l'ACDI, dont le montant total s'est élevé à \$346 750, ont été acheminées par l'intermédiaire de World Vision of Canada. Depuis 1980, l'ACDI a versé directement ses contributions au bureau canadien de l'Association de secours à l'enfance. Celles-ci, dont le montant a augmenté d'année en année, servent à financer la campagne de lutte contre la tuberculose.

Ont été versés en :

1980-1981	\$117 700
1981-1982	\$143 330
1982-1983	\$162 000
1983-1984	\$250 000

L'année dernière, l'ACDI a étudié avec l'Association de secours à l'enfance la possibilité d'accroître considérablement son appui.

Les entretiens qui ont eu lieu dans ce contexte ont quelque peu déçu l'Association car celle-ci semble avoir assimilé à tort une invitation à soumettre le plan d'un projet élargi à une promesse de crédits supplémentaires. Ainsi, pensant recevoir de tels crédits de l'ACDI dans le cadre d'un accord lié à l'"action convergente", elle a pris des engagements additionnels et attend maintenant des fonds de l'Agence. Or, cette dernière ne s'est pas encore engagé à fournir les crédits en question car le programme élargi proposé au départ ne respectait pas les priorités fixées pour l'aide bilatérale du Canada en Haïti. L'Association vient seulement (février 1984) de présenter un programme plus modeste et plus acceptable, qui peut être pris en considération dans le cadre des mécanismes habituels des Programmes spéciaux de l'ACDI. Cette proposition est actuellement à l'étude et la réponse, qui sera vraisemblablement favorable, ne devrait pas tarder.

ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Le Président, M. Marcel Prud'homme, a demandé des précisions sur le nombre d'étudiants étrangers au Canada.

RÉPONSE :

Le Bureau canadien de l'éducation internationale nous informe qu'en 1983, il se trouvait environ 67 500 étudiants étrangers au Canada (à l'exclusion des étudiants parrainés par l'ACDI) à tous les niveaux de l'enseignement (primaire à universitaire).

En 1983, 1 669 stagiaires de l'ACDI étudiaient au Canada.

PERSONNEL DU SUCO

Le Président, M. Marcel Prud'homme, a demandé des précisions sur les effectifs du SUCO au Canada et à l'étranger.

RÉPONSE:

D'après nos renseignements, le SUCO avait 45 employés au Canada en juin 1983.

Le 20 mars 1984, 126 coopérants se trouvaient à l'étranger. Les contrats de 33 d'entre eux prendront fin aux alentours du 31 mars, ainsi que ceux de 26 autres qui resteront néanmoins à leur poste en leur nom personnel pendant quelques mois de plus. Par conséquent, 67 coopérants continueront à participer à des projets de développement international d'organisations telles que CUSO, Jeunesse Canada monde, le Centre canadien d'étude et de coopération internationale, l'Organisation canadienne pour la solidarité et le développement et l'Entraide universitaire mondiale du Canada.

APPENDICE "EAND-4"

Deputy Prime Minister
Secretary of State for External Affairs



Vice-premier ministre
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

MAR 30 1984

Monsieur Marcel Prud'homme
Président
Comité permanent des affaires extérieures
et de la défense nationale
Chambre des communes
Pièce 265-E0
Ottawa, Ontario

Monsieur le Président,

Devant les membres de votre Comité le 15 mars dernier, je me suis engagé à fournir des renseignements et des documents à propos de plusieurs questions. Vous trouverez donc ci-joint:

1. Le nombre de fonctionnaires appartenant actuellement à la catégorie EX, niveaux de 1 à 5 (Bill McKnight)
2. La réponse au mémoire du Comité inter-Eglises des droits de la personne en Amérique latine au sujet de la politique du Canada en Amérique centrale (Walter MacLean)
3. La réponse aux lettres du Task Force on the Churches and Corporate Responsibility concernant: les ventes d'armes au Chili et au Salvador, et les critères de développement appliqués à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement (Walter MacLean)
4. L'aide apportée par le Canada aux victimes de la famine en Afrique (Walter MacLean)
5. Les préparatifs en vue de la Conférence internationale sur la population qui doit se tenir à Mexico en août 1984 (Walter MacLean)

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Original Signed by
Original signé par
ALLAN J. MacEACHEN
Allan J. MacEachen

Comité permanent des Affaires extérieures et de la
Défense nationale - 1e 15 mars 1984

Quant le Ministre a comparu

M. McLean,

Monsieur le président, j'ai encore deux choses à dire et j'en aurai terminé. Premièrement, je souhaite dire au ministre que l'annonce du programme d'aide alimentaire canadien aux victimes de la sécheresse en Afrique nous a encouragés. Compte tenu de l'article en première page du *Globe & Mail* de ce matin sur les inquiétudes de l'église en Afrique, il serait rassurant de savoir si le gouvernement a la garantie que cette aide alimentaire parviendra véritablement à ses destinataires. Certaines questions ont été posées à ce sujet.

Deuxièmement, il y a la question des autres programmes d'assistance. Par exemple, les programmes de forage de puits et toute la question de la nouvelle technologie pour la production alimentaire dans les régions frappées par la sécheresse. Quelles mesures prend le gouvernement dans ce domaine ainsi que dans celui de l'aide alimentaire?

Le 26 mars 1984

QUESTION I

M. le député parle de la contribution de \$310 millions en produits alimentaires et en espèces que le Canada s'est engagé à verser au cours des années 1985 et 1986 au Programme alimentaire mondial (PAM). Fondé en 1963, le PAM, organisme commun des Nations Unies et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, est le plus important instrument international d'acheminement de l'aide alimentaire aux fins du développement et des secours d'urgence. Il administre la Réserve alimentaire internationale de crise, qui complète ses activités en matière de secours d'urgence, et à laquelle sont destinés \$25 millions du montant annoncé de \$310 millions. M. le député se rappellera sans doute qu'au mois de janvier, le Canada a annoncé pour l'année 1983-1984, le versement d'une contribution complémentaire de \$15 millions à la Réserve pour l'aider à subvenir aux besoins de l'Afrique.

La situation de l'Afrique retient tout spécialement l'attention en raison de l'ampleur de ses besoins alimentaires et des graves conséquences de la sécheresse. La préoccupation du Canada à cet égard s'est traduite par un accroissement notable de l'aide alimentaire qu'il accorde à ce continent, celle-ci étant passée d'environ \$60 millions en 1982-1983 à plus de \$90 millions au cours de l'exercice écoulé. L'année prochaine, le Canada

continuera à adapter son aide aux besoins de l'Afrique. À ce sujet, nous encourageons l'initiative prise par les groupements religieux, dont fait état l'article du Globe and Mail, et serions heureux qu'ils nous soumettent des propositions sur la façon dont ils pourraient acheminer en Afrique une partie des ressources d'aide alimentaire dont nous disposons. Nous estimons en effet qu'appuyer les organisations non gouvernementales qui sont en contact direct avec les collectivités locales constitue un très bon moyen de faire parvenir l'aide alimentaire à ceux qui en ont le plus besoin. Dans le cadre de nos programmes de gouvernement à gouvernement, en particulier en Afrique, nous demandons souvent au Programme alimentaire mondial de s'occuper de la distribution en notre nom. Notons sur ce point que le PAM a des programmes dans toutes les régions du monde en développement. Une large part des ressources qui lui sont allouées sont utilisées pour appuyer des programmes de développement faisant appel à l'approche dite du travail rémunéré en vivres. On considère que l'aide alimentaire est mieux à même que les secours d'accroître à long terme la productivité des nations en développement. Or, le PAM, tout en mettant l'accent sur cet aspect du développement est néanmoins en mesure de répondre aux situations d'urgence comme celle que connaît l'Afrique en ce moment. Cette année, l'aide alimentaire d'urgence s'élèvera à environ \$90 millions.

Les programmes qui bénéficient de ses ressources sont administrés par les pays en développement eux-mêmes, mais le PAM dispose sur place d'un personnel qui aide ces pays à évaluer leurs besoins et

à surveiller l'exécution des programmes. Il convient de remarquer que cet organisme s'est acquis une très bonne réputation grâce à l'utilité de ses programmes de travail rémunéré en vivres pour le développement et à la rapidité avec laquelle il déploie son aide d'urgence. Les pays donateurs évaluent régulièrement ses activités et, le Canada étant l'un des membres de son conseil d'administration, il joue un rôle actif dans l'élaboration de ses plans d'action. Compte tenu de l'information recueillie lors des réunions officielles et de consultations plus personnelles entre donateurs et bénéficiaires ainsi que des rapports des missions canadiennes dans les pays où sont organisés ses programmes, nous avons tout lieu de croire que l'aide alimentaire du PAM profite véritablement à ceux auxquels elle est destinée.

Le 26 mars 1984

QUESTION II

L'actuelle sécheresse et le déclin général de la production vivrière par habitant ont renforcé l'importance accordée à l'alimentation et à l'agriculture dans les programmes d'aide du Canada en faveur de l'Afrique. Nous avons décidé de ne pas limiter notre approche et d'utiliser les ressources des organisations internationales et des organismes bénévoles tout en ayant recours à des accords entre gouvernements. Au nombre des mesures déjà prises et de celles qui sont prévues, on compte une augmentation des crédits consacrés à la recherche agricole de façon à permettre la découverte de variétés de plantes et de systèmes de culture mieux adaptés à la situation de l'Afrique, et l'apport d'un appui direct aux projets de production vivrière ainsi que d'une aide destinée à consolider d'autres anneaux de la chaîne de production alimentaire. Cette aide comprend la fourniture de moyens de production tels que des semences et des engrais ainsi que l'amélioration des services de stockage, de commercialisation et de distribution des produits alimentaires. Par exemple, le Centre de recherches pour le développement international mène des recherches sur la réduction des pertes après récolte et l'ACDI finance des travaux devant mener à la mise au point de nouvelles variétés de céréales pour le Ghana. Le Canada étudie également des moyens de mettre un terme à la désertification et, dans toute la mesure du possible, de

restaurer la productivité des terres. Dans ce contexte, on envisage de mettre en oeuvre des programmes de reforestation et de conservation des sols et des eaux.

Par ailleurs, les difficultés actuelles font clairement ressortir la nécessité pour les pays en développement d'adopter des politiques qui favorisent la production alimentaire. Dans le cadre de ses programmes d'aide, le Canada encouragera le plus possible les pays bénéficiaires à prendre des mesures qui avantagent les producteurs agricoles.

Le Canada s'est montré très actif dans le domaine de l'aide à la mise en valeur des ressources en eau. Nous appuyons des projets de forage de puits dans plusieurs pays du Sahel et participons à d'autres grands projets d'alimentation en eau en Éthiopie, au Soudan et au Ghana. La plupart de ces projets portent sur l'eau destinée à la consommation humaine, mais celui du barrage de Manantadali, pour lequel le Canada s'est engagé à verser \$33 millions, contribuera à l'amélioration des possibilités d'irrigation au Mali, au Sénégal et en Mauritanie.



External Affairs Affaires extérieures
Canada Canada

Distribution: MINA (8)

LES
PFR
MIA

HOUSE OF COMMONS BOOK - BRIEFING NOTE
LIVRE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES - NOTES D'INFORMATION

Section Direction de la
Politique et des programmes
sociaux

Subject/Highlights	Sujet/Points saillants		
<p>Préparatifs du gouvernement canadien en vue de la Deuxième Conférence mondiale sur la population, qui se tiendra à Mexico, du 6 au 13 août 1984.</p>			
<p>Sources Le 15 mars, lors de sa comparution devant le Comité permanent chargé des affaires extérieures et de la défense, le vice-premier ministre a décrit à Walter McLean les préparatifs du gouvernement canadien en vue de cette conférence, "y compris la</p>			
Assessment	Évaluation		
Classification convocation de témoins".			
Suggested Reply Réponse suggérée			
<p>Un comité fédéral interministériel, présidé par la ministre des Affaires extérieures, qui agit à titre de coordinateur, se réunit environ toutes les deux semaines depuis le début de décembre. Il est composé de représentants de l'ACDI, des ministères de la Santé et du Bien-Être social, de l'Environnement, de l'Emploi et de l'Immigration, de la Condition féminine, de Statistique Canada, du Secrétariat d'Etat et du CRDI.</p> <p>Le Comité préparatoire des Nations Unies a tenu deux réunions jusqu'à présent, la première du 23 au 27 janvier, la seconde du 12 au 17 mars. Une délégation canadienne a pris part à chacune des réunions.</p> <p>Nous avons consulté tous les gouvernements provinciaux et des organismes de coordination (ONG) représentatifs. Leurs points de vue seront intégrés à la position élaborée par le gouvernement canadien en vue de cette conférence.</p>			
Prepared by	Préparé par	Division	Date
Ingrid Hall	Ingrid Hall	SISS	Mar. 28, 1984
Tel. no.		No de té	
J-7544			

REPONSE AU MEMOIRE
PRESENTE EN OCTOBRE 1983
PAR LE COMITE INTER-EGLISES
SUR LES DROITS DE L'HOMME
EN AMERIQUE LATINE

"POLITIQUE DU CANADA FACE A L'AMERIQUE CENTRALE"

Direction des relations avec les
Antilles et l'Amérique centrale

Ministère des Affaires
extérieures

Mars 1984

A. Initiatives de paix régionales

- P1 "Que le gouvernement expose clairement et publiquement au gouvernement des États-Unis et au gouvernement du Honduras l'opposition du Canada aux manœuvres militaires et navales ainsi qu'à la construction de nouvelles bases militaires, ces actions contredisant l'esprit et la lettre des initiatives de paix entreprises par le groupe de Contadora."
- P2 "que le gouvernement du Canada appuie de façon constante et énergique le groupe de Contadora dans ses démarches pour aboutir à un règlement régional des conflits."
- P3 "que le gouvernement du Canada recherche des mesures concertées d'appui des initiatives de paix régionales, comme la déclaration du 17 juillet du groupe de Contadora, en pressant des États amis intéressés en vue de trouver des solutions pacifiques au conflit, notamment la France, l'Espagne et certains États nordiques."

Le gouvernement du Canada appuie très activement l'initiative du groupe de Contadora, comme en témoigne d'ailleurs lui-même ce dernier dans sa déclaration du 17 juillet 1983. Ces manifestations de soutien ont pris la forme de lettres personnelles que notre Premier ministre, le Très honorable Pierre Elliott Trudeau, a adressées aux présidents du Mexique et du Venezuela quand ils ont proposé la création de ce groupe en novembre 1982, et à nouveau en mai 1982 quand le Premier ministre a écrit aux quatre présidents du groupe de Contadora. Le Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait des déclarations sur les initiatives du groupe de Contadora (voir copies jointes) en mai, juin, juillet et septembre 1983.

Comme il a été mentionné lors de la réunion du 11 octobre 1983, le Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait rencontré la semaine précédente, à New York, la plupart des ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora pour échanger des informations sur les dernières propositions résultant de la réunion tenue par le groupe le 8 septembre. Pendant cette même semaine, au siège de l'ONU, le Premier ministre avait rencontré le coordonnateur de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega, et le ministre des Relations extérieures, l'honorable Jean-Luc Pepin, avait eu pour sa part des entretiens avec les ministres des Affaires étrangères de Cuba et du Guatemala.

M. MacEachen a rappelé devant l'Assemblée générale des Nations Unies que le Canada appuierait toute proposition concrète du groupe de Contadora visant à freiner la militarisation; il a fait connaître l'intention du Canada d'accroître ses contributions à l'infrastructure économique régionale nécessaire, par le biais des institutions régionales de développement, quand pourra être assurée la stabilité sociale et politique de l'Amérique centrale qu'exige une telle aide.

P4 "que le gouvernement du Canada condamne le financement, l'entraînement et l'encouragement des forces ex-somozistes ou "contre-révolutionnaires" (contras) en guerre contre le Nicaragua, ainsi que l'objectif de "destabilisation" du Nicaragua en adressant des protestations publiques énergiques au gouvernement des États-Unis".

La question du financement, de l'entraînement et de l'encouragement des "contras" a donné lieu à un vif débat aux États-Unis, et notamment au Congrès.

Les tenants de cette politique croient que cette campagne ouverte d'activités parallèles a contribué, et continue de contribuer, à contraindre le régime du Nicaragua à réviser sa propre politique de soutien logistique et matériel aux mouvements de subversion qui agissent dans les pays voisins. Le Nicaragua a d'ailleurs admis qu'il mettrait fin à cet appui en échange de traités garantissant sa propre sécurité intérieure.

Le 11 novembre 1983, l'Assemblée générale des Nations Unies a unanimement condamné ces actes d'agression dirigés contre la souveraineté et l'indépendance territoriale du Nicaragua.

Le gouvernement du Canada a rappelé aux gouvernements des États-Unis et du Honduras ses graves préoccupations relativement à l'escalade du conflit entre le Nicaragua et le Honduras et à la participation présumée des États-Unis à des opérations militaires dirigées contre le Nicaragua à partir du Honduras. Le gouvernement du Canada n'appuie pas l'intervention de tierce partie en Amérique centrale ni la fourniture d'armements par quelque pays que ce soit aux factions en lutte dans cette région. À maintes reprises, le gouvernement a fait connaître sa position à cet égard aux gouvernements des États-Unis et d'Amérique centrale, ainsi qu'à d'autres gouvernements intéressés, notamment celui de Cuba. M. MacEachen a réitéré personnellement la position du Canada au Secrétaire d'État, M. Shultz, en octobre 1983.

P5 "que le gouvernement du Canada établisse une ambassade à Managua, Nicaragua".

Pendant plus de trente ans, le Canada a maintenu au Guatemala une délégation commerciale qui a été élevée au rang d'ambassade en 1982. Une ambassade a été ouverte à San José en 1961. En 1980-1981, quand il devint évident que la région devenait rapidement un centre de grand intérêt pour les Canadiens, nous avons étudié l'importance de notre représentation en Amérique centrale (et à Panama). Compte tenu des facteurs coût et opportunité et compte tenu des mesures d'austérité imposées au Service extérieur, il a été jugé plus efficient d'accroître les ressources de nos missions existantes. Nous avons relevé le niveau de l'ambassade du Canada au Guatemala (qui est aussi accréditée auprès du Honduras) en y affectant un ambassadeur résident, et nous espérons ajouter un service d'immigration aux services existants. Nous avons ajouté trois employés au personnel de l'ambassade du Canada au Costa Rica pour faire face à l'augmentation de la charge de travail due aux nouvelles mesures d'aide au développement mises en oeuvre au Nicaragua (et au Costa Rica) ainsi que pour effectuer le travail de relations générales au Salvador, au Nicaragua et à Panama.

Soulignons que la distance séparant les capitales du Costa Rica et du Nicaragua peut être parcourue en cinq heures de voiture ou en 25 minutes d'avion.

Les représentants du Canada à San José se rendent très souvent à Managua et entretiennent des rapports avec un grand nombre de citoyens et de fonctionnaires du Nicaragua. Bien que nous ne puissions établir une nouvelle ambassade, en raison de restrictions financières, nous jugeons très bonnes la qualité de la représentation du Canada au Nicaragua ainsi que la connaissance que nous avons de la situation dans ce pays.

P6 "que le gouvernement du Canada rappelle publiquement et directement son opposition au renouvellement et à l'élargissement de l'aide militaire étrangère aux parties en conflit au Salvador."

C'est précisément la politique du gouvernement du Canada. Elle a été exposée tour à tour aux gouvernements de la région, des États-Unis et de Cuba. Dans l'allocution qu'il a prononcée à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 27 septembre 1983, le Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rappelé l'importance de neutraliser l'escalade militaire en Amérique centrale.

P7 "que le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures reprenne l'initiative d'entretiens de haut niveau avec des représentants de l'opposition salvadorienne et qu'il encourage son homologue américain à en faire autant."

Nous avons très clairement exposé notre point de vue au gouvernement du Salvador, ainsi qu'aux représentants du FMLN-FDR. Le Canada est prêt à faciliter la tenue de discussions politiques de la manière dont les parties le jugeront utile, si on lui demande de le faire. Or, nous n'avons été pressentis par ni l'une ni l'autre des parties. Nous supposons que l'ambassadeur Stone est très bien placé pour faire rapport au Secrétaire d'État Shultz sur les entretiens qui se poursuivent. Les représentants du FMLN-FDR peuvent rencontrer des fonctionnaires du gouvernement du Canada s'ils le souhaitent, ce qu'ils ont d'ailleurs déjà fait.

P8 "que le gouvernement du Canada appuie le processus de dialogue devant aboutir à une négociation véritable entre les représentants de toutes les forces politiques en présence au Salvador".

Le gouvernement du Canada appuierait entièrement l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement du Salvador et son opposition (armée); toutefois, le Canada n'est pas en mesure de se faire l'avocat de négociations dont les parties ne veulent pas.

P9 "une visite du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en Amérique centrale dans un très proche avenir."

Comme nous vous l'avons mentionné lors de la réunion du 11 octobre, cette visite était envisagée depuis quelque temps. Le Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

effectuera une telle visite en Avril 1984. Cette visite lui donnera l'occasion de rencontrer quelques-unes des principales personnalités d'Amérique centrale et du groupe de Contadora. S'ajouteront aux renseignements et aux points de vue recueillis lors de ces réunions des informations complémentaires tirées des rapports que font régulièrement les missions canadiennes de la région et fournies par d'autres parties intéressées, comme votre Comité.

- A 1) "que le gouvernement du Canada maintienne sa suspension de toute forme d'aide bilatérale au Guatemala et au Salvador".

L'aide bilatérale au Guatemala et au Salvador est toujours suspendue.

Les observations du Comité inter-Eglises sur les droits de l'homme en Amérique latine concernant les programmes de fonds administrés par les missions (FAM) et leur augmentation relative depuis 1980 sont fort préoccupantes.

L'ACDI a porté le plafond maximal annuel de ces fonds à 350 000 \$ pour la plupart des pays. La nature des projets entrepris, de même que leur mise en chantier minutieuse par le personnel des missions, nous poussent à mettre en doute le bien-fondé de la prétention du Comité inter-Eglises lorsqu'il affirme que le programme FAM sert de voie d'acheminement détournée de l'aide bilatérale. Les fonds administrés par les missions sont principalement destinés aux collectivités, aux coopératives, aux groupes et aux organisations non gouvernementales; ils ne compromettent pas ces entités quand elles participent à des activités de développement authentiques comme la pose de l'électricité, la construction d'écoles en milieux ruraux, l'alimentation en eau potable, etc...

- A 2) "que le gouvernement du Canada reconsidère immédiatement et de façon sérieuse l'aide bilatérale qu'il accorde au Honduras en tant que "pays de concentration"."

Pour définir l'admissibilité à son programme d'aide à titre de "pays de concentration", le gouvernement du Canada tient compte d'un grand nombre de facteurs et d'éléments qu'il essaie de projeter sur une période de cinq à quinze ans.

Dans le cas précis du Honduras, la recommandation du CIEDHAL de revoir l'admissibilité de ce pays ne tient pas compte de données aussi importantes que le niveau de développement économique du pays et la nature des programmes que le Canada y réalise. La recommandation s'appuie sur une interprétation irréaliste selon laquelle une réduction de notre apport à la gestion du secteur forestier, par exemple, conduirait le gouvernement ou les militaires du Honduras à modifier leur façon d'envisager l'actuel

conflit avec le Nicaragua. Le gouvernement du Canada croit qu'il pourra davantage favoriser une solution pacifique au Honduras en y demeurant plutôt qu'en s'en retirant.

L'attitude du Canada en matière d'aide au développement lui est inspirée par de profondes préoccupations humanitaires face au Tiers-Monde et correspond aux objectifs généraux de paix et de stabilité de la politique étrangère du Canada. Cette aide ne vise ni à récompenser ni à punir les gouvernements étrangers en les privant. Pour chaque projet d'importance, le Canada conclut un accord international et s'engage par le fait même à s'acquitter de ses obligations.

A 3) "que le gouvernement du Canada désigne le Nicaragua comme "pays de concentration", et lui reconnaisse ainsi un rang prioritaire dans l'attribution d'une aide publique fortement accrue."

Bien que l'aide du Canada en Amérique centrale vise principalement le Honduras, le Costa Rica et le Nicaragua, les facteurs économiques et les perspectives de croissance du Honduras justifient sa classification comme pays de concentration. L'admissibilité à cette catégorie n'est pas fonction de l'arbitraire politique mais plutôt du niveau de développement socio-économique des pays concernés. En tant que "pays de projets", le Nicaragua demeure admissible à un type d'aide qui inclut l'octroi de lignes de crédit, la réalisation de projets de coopération industrielle et institutionnelle, ainsi que le financement de projets dont les fonds sont administrés par les missions ou les organisations non gouvernementales.

Le CIEDHAL, en affirmant que le Nicaragua a reçu une aide bilatérale inférieure à celle de tout autre pays d'Amérique centrale, ne tient pas compte des contributions du gouvernement canadien aux fonds administrés par les missions (FAM), de l'aide alimentaire ou des programmes de coopération industrielle et institutionnelle. L'aide totale accordée par le gouvernement du Canada aux cinq pays d'Amérique centrale pour les années financières allant de 1980-1981 à 1982-1983 se répartit comme suit:

Guatemala	6 776 000 \$
Salvador	10 326 000 \$
Honduras	15 085 000 \$
Nicaragua	12 484 000 \$
Costa Rica	4 850 000 \$

Il faut bien dire que les chiffres susmentionnés ne disent pas tout. Les sommes qui figurent en regard du Honduras, du Guatemala et du Salvador portent sur la fin des engagements pris au cours de la période allant de 1977 à 1981, alors que les 12,48 millions de dollars fournis au Nicaragua portent sur les 3 phases initiales de projets et d'activités lancés en 1980, compte tenu des retards normaux au moment de la mise en chantier.

Il est malheureux que dans les remarques faites par des Canadiens au gouvernement du Canada sur le peu d'efforts déployés au Nicaragua, on ne tienne encore aucun compte de données diffusées de bonne foi. Bien que le gouvernement du Canada soit sensible à l'appui généreux des Canadiens aux efforts que fait le Nicaragua pour assurer son propre développement, il n'a pas à rougir de sa propre participation.

L'aide publique au développement que le Canada a accordée au Nicaragua inclut deux subventions pour l'aide alimentaire d'urgence fournie sous forme de blé: 4 500 000 \$ en 1981 et 3 000 000 \$ en 1983. Le blé fourni aux termes de la dernière subvention est vendu par le gouvernement du Nicaragua à des minoteries, et l'argent ainsi généré localement sert à la construction de silos et d'entrepôts pour la conservation du grain.

Le programme d'aide alimentaire a fait suite à une étude de 655 000 \$ sur la nutrition. L'objectif est de préparer une stratégie à long terme en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire.

Le gouvernement a accordé 18 millions de dollars au titre des lignes de crédit du Nicaragua: une ligne de crédit de 13 millions a été approuvée en janvier 1984 et servira à l'achat d'engrais, de cheptel laitier et de matériel agricole. Les cinq autres millions serviront à aider le Nicaragua à améliorer son réseau d'alimentation en eau potable.

De 1980-1981 à 1982-1983, l'aide publique au développement fournie par le Canada au Nicaragua s'est répartie comme suit:

Projet bilatéral	239 800 \$
Aide alimentaire	4 500 200 \$
Coopération industrielle	621 200 \$
Coopération institutionnelle	1 638 700 \$
Programme des organisations non gouvernementales	4 770 200 \$
Programme de fonds administrés par les missions	714 200 \$
	<u>12 484 100 \$</u>

Il y a lieu de noter que le Canada n'accorde aucune aide militaire aux pays de la région et qu'il a mis fin à ses programmes d'aide au Guatemala et au Salvador, sauf pour les projets déjà en cours et ce, en raison des problèmes de sécurité dans ces pays. L'aide au Honduras se concentre dans les secteurs agricole et forestier; elle vise à résoudre des problèmes de fond et à combler les lacunes de l'infrastructure socio-économique.

- A 4) "que le gouvernement du Canada s'oppose à ce que des institutions financières internationales, comme la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, octroient des prêts et d'autres instruments d'aide

technique et financière au Guatemala et au Salvador, qui conti-
nuent de violer gravement et systématiquement les droits de la
personne et les libertés fondamentales".

La position du gouvernement du Canada est bien connue et s'apparente à celle d'autres pays qui estiment que les chartes des institutions financières internationales dont ils sont membres doivent être respectées.

Les organisations financières internationales utilisent les mêmes critères que les banques privées et évaluent objectivement les projets de développement en fonction de leur validité et de leur faisabilité techniques, de leur viabilité financière et de leur rendement économique potentiel. Les considérations sur les droits de la personne n'entrent pas en ligne de compte dans les délibérations qui entourent le processus de prise de décision au sein de ces institutions.

Le Canada peut se prononcer, et l'a fait à l'occasion, sur l'attitude d'autres pays qui tentent de nier la nécessité d'un projet pour des motifs strictement politiques.

- A 5) "que le gouvernement du Canada prenne des mesures énergiques pour empêcher le transfert, à partir du Canada, de matériel militaire et à double usage tant aux gouvernements coupables de violations graves et systématiques des droits de la personne qu'aux forces qui combattent en Amérique centrale".

Le gouvernement du Canada n'exporte de produits militaires ni aux pays d'Amérique centrale ni aux groupes de combattants dans cette région. Les produits non militaires qui pourraient servir à des fins militaires sont évalués en fonction de directives et de règlements établis par le Cabinet, et doivent recevoir l'approbation ministérielle avant de pouvoir faire l'objet d'une licence d'exportation.

Pour ce qui est de la vente d'appareils Twin Otter, dont il est question dans le mémoire du CIEDHAL, il s'agissait en réalité de la vente projetée, pour laquelle le manufacturier avait demandé et obtenu une licence d'exportation, de quatre appareils Twin Otter d'usage civil. Le marché ne s'est pas concrétisé et les parties n'ont pas donné suite au projet. Deux appareils Twin Otter effectuent des vols commerciaux au Guatemala depuis la fin des années 70 où ils desservent les chantiers de prospection pétrolière du Peten.

- A 6) "que le gouvernement du Canada reconnaisse et renforce les mécanismes non gouvernementaux canadiens qui servent à l'acheminement de l'aide aux populations d'Amérique centrale".

Au cours des années financières 1980-1981 à 1982-1983, le gouvernement du Canada a accordé les montants suivants aux organisations non gouvernementales internationales et canadiennes en vue de la réalisation de projets en Amérique centrale:

Guatemala	1 167 000 \$
Salvador	665 000 \$
Honduras	4 325 000 \$
Nicaragua	4 770 000 \$
Costa Rica	401 000 \$

Dans la plupart des pays d'Amérique centrale, le gouvernement insiste pour être tenu au courant de la participation des travailleurs étrangers ou de celle des institutions financières étrangères aux projets de développement socio-économique. Les observations du CIEDHAL au sujet du "Comité Nacional de Reconstrucción" du Guatemala tiennent plus du soupçon que des faits. Les organisations non gouvernementales internationales et canadiennes ont contribué à réduire la misère du peuple en de nombreux endroits grâce à la collaboration de ce comité.

HR 1 "que le gouvernement du Canada organise, par l'intermédiaire du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, ou de l'un de ses sous-comités, des audiences parlementaires annuelles régulières relatives aux droits de la personne et à la politique étrangère du Canada".

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale peut étudier tout aspect de la politique étrangère du Canada relative à la gestion des programmes du Ministère ou de l'ACDI.

Le gouvernement du Canada tient implicitement compte de l'attitude du gouvernement d'un pays en matière de droits de la personne dans la façon dont il formule sa politique à l'égard de ce pays.

L'examen détaillé du dossier d'un pays étranger en matière de droits de la personne par un organisme national ne permettrait sans doute pas d'ajouter grand chose aux conclusions d'institutions internationales dont le mandat est d'effectuer de telles études et de tels examens.

Le gouvernement du Canada participe activement à des tribunes multilatérales sur la question des droits de la personne et reçoit régulièrement les recommandations de groupes spécialisés dans ce domaine. Les documents ainsi reçus sont évalués et il en est tenu compte, dans la mesure du possible, lors de la formulation des politiques.

En dernière analyse, il revient au Parlement de décider s'il veut ou non constituer un organisme parlementaire d'examen des droits de la personne ou recourir au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale pour tenir des audiences sur les droits de la personne et la politique étrangère du Canada.

HR 2) "que, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1983, le gouvernement du Canada prenne l'initiative de mesures condamnant fermement l'augmentation du nombre de violations des droits de la

personne au Guatemala et au Salvador, ou appuie de telles mesures et qu'il fasse publiquement état des tendances dangereuses qui se dessinent au Honduras."

Comme il l'a fait au cours des dernières années, le gouvernement du Canada consulte différents organismes et gouvernements étrangers pour établir quelles mesures prendre dans des cas de violations des droits de la personne, comme ceux que mentionne le rapport du CIEDHAL. Le gouvernement du Canada n'étudie pas la question des droits de la personne dans le seul but de condamner ou de dénoncer. Il tente de proposer des résolutions qui pourraient éventuellement améliorer le rendement médiocre de divers gouvernements sur ce plan, et il appuie au besoin les rapports du Rapporteur spécial des Nations Unies qui portent sur la question.

En ce qui concerne le Guatemala et le Salvador, le CIEDHAL a été témoin des gestes posés par le gouvernement du Canada lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de décembre dernier quand celui-ci a coparrainé une résolution visant le Guatemala et voté en faveur d'une résolution semblable concernant le Salvador.

À notre avis, la situation des droits de la personne au Honduras ne justifie pas pour l'instant l'adoption de mesures aussi exceptionnelles.

HR 3) "que les relations bilatérales du gouvernement du Canada avec les gouvernements du Guatemala et du Salvador reposent sur une reconnaissance publique générale de la persistance de violations graves et systématiques des droits de la personne par le gouvernement et les forces militaires de ces deux pays, et que le Canada continue de dénoncer ces violations de façon publique et en termes non équivoques."

Le maintien de la suspension de l'aide bilatérale au développement constitue un message on ne peut plus claire aux gouvernements du Salvador et du Guatemala que leur situation intérieure ne s'étant pas améliorée depuis 1981, notamment au titre des violations des droits de la personne, le gouvernement du Canada pourrait envisager de reconsidérer leur admissibilité à l'aide bilatérale.

La suspension d'un programme d'aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement) est une mesure exceptionnelle, rarement prise par le gouvernement du Canada. Le maintien de cette décision est le constat officiel de l'existence de violations graves et systématiques des droits de la personne dans ces pays.

HR 4) "que le gouvernement du Canada incite son personnel diplomatique à ouvrir le dialogue avec les représentants d'agences indépendantes de protection des droits de la personne du Guatemala et du Salvador, et à chercher à en obtenir des renseignements."

Ce dialogue existe et se révèle utile. Des représentants d'organismes de protection des droits de la personne du Guatemala et du Salvador ont récemment été reçus par de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures à Ottawa; ils ont rencontré des membres du personnel diplomatique canadien dans ces deux pays et ailleurs. Le Ministère reçoit aussi des bulletins d'information que lui fournissent ces organisations et d'autres organismes similaires.

A. Les réfugiés en transit

- R 1) "Nous prions instamment le gouvernement du Canada de s'opposer fermement aux efforts déployés pour déplacer les réfugiés guatémaltèques et salvadoriens, et d'appuyer ces derniers dans leur volonté de ne pas être refoulés davantage à l'intérieur des terres."

Le gouvernement du Canada partage l'inquiétude du CIEDHAL face à la situation précaire des réfugiés guatémaltèques et salvadoriens au Honduras. Bien que le déplacement des camps de réfugiés vers l'intérieur des terres ne soit pas une solution permanente, il apporterait néanmoins à ces gens une certaine sécurité en réduisant la menace que font peser sur eux les forces armées qui les entourent. Le HCR des Nations Unies a donné le ton en obtenant des conditions d'hébergement adéquates pour ces réfugiés, et nous appuyons entièrement son initiative. Le gouvernement du Honduras a accepté de ne pas déplacer les réfugiés sans consultation préalable et, jusqu'à maintenant, rien ne donne à penser qu'il ne respectera pas l'entente conclue. Le gouvernement du Canada appuiera les démarches du HCR à cet égard, et cherchera la meilleure solution possible, en gardant toujours à l'esprit la sécurité et l'autosuffisance des réfugiés.

- R 2) "Nous incitons le gouvernement du Canada à appuyer activement la décision de porter à 12 millions de dollars les crédits du HCR des Nations Unies affectés au Mexique pour 1984."

Le HCR a déclaré que l'un de ses objectifs, dans le sud du Mexique, est de garantir la subsistance de tous les réfugiés dans les camps connus. Comme vous le savez sans doute, nous appuyons pleinement les efforts du HCR, et nous continuerons de l'encourager à consacrer le maximum de fonds disponibles à cette région. À cet égard, le Canada a porté sa contribution au HCR à 3 millions de dollars pour la présente année financière. Elle était de 2,25 millions de dollars en 1982-1983.

B. Les réfugiés déplacés à l'intérieur du pays

- R 3) "Nous prions instamment le gouvernement du Canada d'appuyer généreusement, mais EXCLUSIVEMENT par le biais des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, l'aide d'urgence destinée aux réfugiés déplacés à l'intérieur du Guatemala et du Salvador."

Depuis 1981, le Canada a suspendu la planification de tous les projets d'aide bilatérale directe avec l'un et l'autre de ces gouvernements. Les fonds sont accordés à des organisations non gouvernementales fiables qui réalisent divers programmes humanitaires; leurs activités sont évaluées par des responsables qui surveillent de près l'utilisation de ces fonds. Le Canada contribue aussi largement à de nombreuses organisations internationales comme la Croix Rouge internationale. Cette dernière a reçu 975 000 \$ du Canada cette année pour son programme de secours à l'intention des personnes déplacées au Salvador.

C. Réfugiés en fuite

R 4) "Nous prions le gouvernement du Canada de renforcer sa politique de sélection des réfugiés en fonction de la protection dont ils ont besoin, et d'en faire un facteur prioritaire pour faciliter l'admission, au Canada, de plusieurs groupes exceptionnels de Salvadoriens."

- (i) Nous avons entrepris des démarches fréquentes et régulières au nom des prisonniers politiques qui n'ont pas été amnistiés. Nous avons l'intention de les poursuivre et nous sommes disposés à accepter, dans la mesure du possible, les prisonniers politiques qui ont manifesté leur désir de s'établir au Canada.
- (ii) Le gouvernement du Canada partage vos préoccupations face à la situation critique des Salvadoriens au Salvador, et face aussi à celle des autres nationaux qui, bien que se trouvant dans leur pays d'origine, sont quand même menacés. Comme vous le savez très certainement, le Canada a lancé au début de l'année un programme spécial à l'intention des prisonniers politiques du Salvador. Le Canada est disposé à continuer d'étudier dans une perspective humanitaire, comme il l'a fait par le passé, les demandes de Salvadoriens qui souhaitent rejoindre des membres de leur famille se trouvant déjà au Canada.
- (iii) Notre ambassade à Mexico connaît très bien les besoins de ceux qui séjournent déjà au Mexique munis de visas temporaires. Nos représentants là-bas ont reçu des directives leur permettant de recourir aux permis du Ministre pour faciliter l'entrée hâtive au Canada de personnes qui, pour quelque raison que ce soit, ne peuvent rester au Mexique le temps que soit traitée leur demande de visa.

R 5) "Nous appuyons la décision du gouvernement du Canada de continuer à faire du Guatemala un pays exempté du visa."

Vous n'ignorez pas que les citoyens du Guatemala qui veulent quitter leur pays doivent d'abord obtenir un visa de sortie de leur gouvernement. Comme cette possibilité ne s'offre pas toujours aux réfugiés éventuels, il leur reste la solution de se rendre par voie terrestre dans

un pays limitrophe. De là, une demande d'immigration au Canada peut être présentée à l'ambassade la plus proche, ce qui rend purement théorique la question d'obtenir ou non un visa à Guatemala City.

De toute manière, quelque modification apportée par la Commission canadienne de l'Emploi et de l'Immigration aux exigences d'un visa pour des visiteurs guatémaltèques serait assortie d'un programme destiné à faciliter la sélection de réfugiés potentiels et de personnes opprimées à partir du Guatemala.

Réponse aux lettres du "Taskforce on the Churches and Corporate Responsibility" (du 12 janvier 1984, de juillet 1983 et du 16 mars 1983):

Ventes au Chili

Le Canada entretient des relations diplomatiques normales avec le Chili, de même que des relations commerciales qui profiteront aux producteurs et exportateurs canadiens. La vente de matériel de défense à des pays étrangers, y compris le Chili, est régie par la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. Le gouvernement du Canada a pour politique de ne pas autoriser la vente de ce matériel à des pays engagés dans des hostilités, sur lesquels pèsent une menace imminente de conflit, ou à destination desquels l'exportation d'armes est frappée d'un embargo des Nations Unies, ou à des régimes auxquels s'oppose totalement le Canada. Les demandes de licences d'exportation de matériel de défense pouvant être utilisé contre des civils sont soigneusement examinées, et seraient rejetées si une telle utilisation semblait probable.

Le ministère des Affaires extérieures n'encourage pas activement la vente de ce type de matériel au Chili, que ce soit pour l'usage militaire ou civil. Néanmoins, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures a, à maintes reprises, accepté de délivrer des licences d'exportation quand le matériel était destiné à des fins légitimes de défense nationale au Chili.

Exportations au Salvador de pièces détachées pour hélicoptères

Compte tenu des hostilités actuelles au Salvador, le gouvernement du Canada ne fournit pas d'aide militaire à ce pays pour l'instant. De même, il n'approuve pas l'exportation vers ce pays de matériel lié à la défense; le faire serait contraire à sa politique établie de longue date.

Critères de développement appliqués par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID)

Pour ce qui est des politiques et des critères appliqués par le gouvernement du Canada et ses représentants auprès de la Banque mondiale et d'autres institutions financières comme la BID, ce gouvernement estime, comme les gouvernements qui ont précédé, que les prêts soumis à l'approbation de ces institutions devraient être étudiés d'après leurs mérites techniques et leur valeur sur le plan du développement, et que nos représentants auprès de ces banques devraient s'efforcer au maximum de faire adopter des moyens grâce auxquels les projets présentés pourraient davantage faire progresser le développement.

Nous fournissons des fonds à ces deux institutions en escomptant que l'argent sera consacré à des programmes de développement conformément à leur charte, leur mandat, leur mode de fonctionnement et leurs règlements. Le Canada n'a pas pour politique de s'immiscer dans les décisions que

prennent chaque jour les banques lorsqu'elles s'appuient sur des critères de développement pour approuver les projets.

En ce qui concerne les critères et politiques appliqués par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, ce dont il est tenu compte avant tout dans une évaluation, c'est la valeur que présente le projet sur le plan du développement pour la communauté, la région ou le pays auquel il est destiné. En général, elles évaluent les projets en fonction de leur viabilité économique, à savoir si le projet peut être entrepris moyennant un coût raisonnable et rapporter certains avantages économiques. Elles tiennent ensuite compte des facteurs sociaux et autres, également importants.

Ministère des Affaires extérieures

EFFECTIF EX

	<u>EX 5</u>	<u>EX 4</u>	<u>EX 3</u>	<u>EX 2</u>	<u>EX 1</u>	<u>TOTAL</u>
1981	10	30	80	27	5	152
1982	12	30	106	31	5	184 (2) (3)
1983	12	30	106	31	5	184
1984	12	30	106	31	5	184

- (1) Les données ne comprennent pas les propositions (EX1 et EX2) à l'étude au Conseil du Trésor.
- (2) La hausse découle de la réorganisation de 1982. 32 postes et titulaires transférés depuis I et C.
- (3) La réorganisation n'a entraîné aucune augmentation nette du nombre de postes. Les 32 postes et leurs titulaires ont été transférés en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts dans la Fonction publique. Ce mode de transfert n'autorise aucune augmentation des postes, quels qu'ils soient.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian International Development Agency:

Mrs. Margaret Catley-Carlson, President;

Mr. Pierre Racicot, Acting Vice-President, Policy Branch.

De l'Agence canadienne de développement international:

M^{me} Margaret Catley-Carlson, Présidente;

M. Pierre Racicot, Vice-président par intérim, Direction
générale des politiques.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 9

Thursday, May 10, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 9

Le jeudi 10 mai 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Main Estimates 1984-85: Vote 1 under EXTERNAL
AFFAIRS

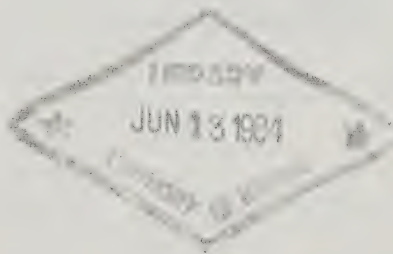
CONCERNANT:

Budget principal 1984-1985: Crédit 1 sous la rubrique
AFFAIRES EXTÉRIEURES

APPEARING:

The Hon. Allan MacEachen
Deputy Prime Minister, Secretary of State for External
Affairs

COMPARAÎT:

L'hon. Allan MacEachen
Vice-Premier ministre, Secrétaire d'État aux Affaires
extérieuresSecond Session of the
Thirty-second Parliament, 1984Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Bud Bradley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gérald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Jesse Flis
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McKnight
Paul McRae
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(b):

On Monday, April 16, 1984:

Paul McRae replaced Pierre Gimaïel.

On Monday, April 30, 1984:

Lorne Nystrom replaced Dan Heap.

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement:

Le lundi 16 avril 1984:

Paul McRae remplace Pierre Gimaïel.

Le lundi 30 avril 1984:

Lorne Nystrom remplace Dan Heap.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 10, 1984
(10)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 3:32 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Bosley, Dupras, Hudecki, Kilgour, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Stevens.

Alternates present: Messrs. Flis, McRae, Roche, Stewart.

Other members present: Messrs. Heap, McLean.

Appearing: The Honourable Allan MacEachen, Deputy Prime Minister, Secretary of State for External Affairs.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 21, 1984, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985. (*See Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 13, 1984, Issue No. 1*).

Your Sub-committee met on Tuesday May 8, 1984 to consider the future business of the Committee in relation to its Order of Reference dated Tuesday, February 21, 1984 respecting the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985 and in relation to its Order of Reference dated April 17, 1984 respecting the Annual Report 1982-83 of the Department of External Affairs.

Your Sub-committee has agreed to recommend the following schedule of meetings, subject to the availability of witnesses:

Thursday, May 10, 1984, 3:30 p.m.

Main Estimates 1984-85

The Hon. Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs and Deputy Prime Minister;

Tuesday, May 15, 1984, 8:00 p.m.

Annual Report 1982-83

Department of External Affairs, (Sectorial Free Trade, United States), The Hon. Gerald Regan, Minister of International Trade;

Thursday, May 17, 1984, 11:00 a.m.

Annual Report 1982-83

Department of External Affairs, Export Development Corporation; (to be confirmed)

Friday, May 18, 1984, 1:30 p.m.

Briefing by the Department of National Defence and static display of aircraft from the NATO Airborne Early Warning Force at Canadian Forces Base Uplands;

Tuesday, May 22, 1984, 9:30 a.m.—12:00 (noon)

Main Estimates 1984-85

The Hon. Jean-Jacques Blais, Minister of National Defence;

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 10 MAI 1984
(10)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 15 h 32, sous la présidence de M. Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, M^{me} Beauchamp-Niquet, MM. Bosley, Dupras, Hudecki, Kilgour, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Stevens.

Substituts présents: MM. Flis, McRae, Roche, Stewart.

Autres députés présents: MM. Heap, McLean.

Comparait: L'honorable Allan MacEachen, sous-ministre adjoint, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le Comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 relatif au Budget principal de l'année financière se terminant le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 13 mars 1984, fascicule n° 1*).

Votre Sous-comité se réunit le mardi 8 mai 1984 pour déterminer les futurs travaux du Comité relativement à son ordre de renvoi du mardi 21 février 1984 concernant le Budget principal de l'année financière se terminant le 31 mars 1985, et relativement à son ordre de renvoi du 17 avril 1984 concernant le Rapport annuel 1982-1983 du ministère des Affaires extérieures.

Votre Sous-comité est convenu de recommander le calendrier suivant des séances, sous réserve de la disponibilité des témoins:

Le jeudi 10 mai 1984 à 15 h 30

Budget principal 1984-1985

L'honorable Allan J. MacEachen, secrétaire d'État aux Affaires extérieures et vice-premier ministre;

Le mardi 15 mai 1984 à 20 heures

Rapport annuel 1982-1983

Ministère des Affaires extérieures, (Libre-échange sectoriel, États-Unis), l'honorable Gerald Regan, Commerce international;

Le jeudi 17 mai 1984 à 11 heures

Rapport annuel 1982-1983

Ministère des Affaires extérieures, Société pour l'expansion des exportations (sujet à confirmation);

Le vendredi 18 mai 1984 à 13 h 30

Brefpage par le ministère de la Défense nationale et présentation statique d'avions de la Force aéroportée d'alerte avancée de l'OTAN, à la Base des Forces canadiennes d'Uplands;

Le mardi 22 mai 1984, de 9 h 30 à midi

Budget principal 1984-1985

L'honorable Jean-Jacques Blais, ministre de la Défense nationale;

Thursday, May 24, 1984, 3:30 p.m.

Annual Report 1982-83

Department of External Affairs

Sylvia Ostry, Deputy Minister for Internal Trade and Coordinator, International Economic relations; (to be confirmed)

Tuesday, May 29, 1984, 3:30 p.m.

Annual Report 1982-83

Department of External Affairs

The Hon. Jean-Luc Pepin, Minister of State (External Affairs);

Wednesday, May 30, 1984, 4:00 p.m.

Annual Report 1982-83

Department of External Affairs, Delegation from the Soviet Union;

Thursday, May 31, 1984, 11:00 a.m.

Annual Report 1982-83

Department of External Affairs, Canadian International Development Agency.

It was agreed,—That the Second Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be concurred in.

The Chairman authorized that the following documents be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence:

—Statement to the SCEAND, dated May 10, 1984, by the Honourable Allan J. MacEachen, Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs, on his trip to Central America and Columbia, April 3 to 13, 1984 (*See Appendix EAND-5*);

—Statement dated May 10, 1984, by the Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs to the House of Commons Committee on External Affairs and National Defence (*See Appendix EAND-6*);

—Replies to questions from Mr. Heap at Committee meeting of April 12, 1984 (*See Appendix EAND-7*).

At 5:50 o'clock p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le jeudi 24 mai 1984 à 15 h 30

Rapport annuel 1982-1983

Ministère des Affaires extérieures

Sylvia Ostry, sous-ministre au Commerce intérieur et coordinatrice des relations économiques internationales (sujet à confirmation);

Le mardi 29 mai 1984 à 15 h 30

Rapport annuel 1982-1983

Ministère des Affaires extérieures

L'honorable Jean-Luc Pepin, ministre d'État aux Affaires extérieures;

Le mercredi 30 mai 1984 à 16 heures

Rapport annuel 1982-1983

Ministère des Affaires extérieures, délégation de l'Union soviétique;

Le jeudi 31 mai 1984 à 11 heures

Rapport annuel 1982-1983

Ministère des Affaires extérieures, Agence canadienne de développement international.

Il est convenu,—Que le Deuxième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

Le président permet que les documents ci-après figurent en annexe aux *Procès-verbaux et témoignages* de ce jour:

—Déclaration datée du 10 mai 1984, que l'honorable Allan J. MacEachen, vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, adressait au Comité permanent des Affaires extérieures et de la défense nationale, relativement à son voyage en Amérique centrale et en Colombie, du 3 au 13 avril 1984 (*Voir Annexe EAND-5*);

—Déclaration datée du 10 mai 1984, que le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures adressait au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale (*Voir Annexe EAND-6*);

—Réponses aux questions de M. Heap lors de la séance du Comité, le 12 avril 1984 (*Voir Annexe EAND-7*).

A 17 h 50, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Thursday, May 10, 1984

• 1532

The Chairman: Order, please. I will save time by reading to you, but I would not think that you will comment long, because your Subcommittee on Agenda and Procedure was unanimous in its report.

I will distribute it instead of reading it in order to save time. Your subcommittee has agreed to recommend the following schedule of meetings—only two yet for the critic of the Official Opposition. I am still trying to confirm two, but they are not the major ones.

The Hon. Allan MacEachen this afternoon; it is confirmed, of course.

It is also confirmed that next Tuesday, May 15, we will be talking on the Annual Report. That will meet with the approval, I am sure, of the Hon. Member for Edmonton—Strathcona, who made quite a speech in the House, although I will not tell you what day.

Sectorial Free Trade, United States. The Hon. Gerald Regan will be here next Tuesday, 8 p.m.

Next Thursday, still to be confirmed but we have a good chance, the Department of External Affairs, Export Development Corporation, again on the Annual Report 1982-1983.

Then on Friday at 1.30 p.m., for those who will be able—I have tried to change all that, but it is totally impossible and you will understand why. It is a briefing by the Department of National Defence and static display of aircraft from the NATO Airborne Early Warning Force at Canadian Forces Base, Uplands, Friday, May 18. It so happens the plane is there and it is the only day; so those who will be able to attend... The Minister apologizes. It is not done on purpose. I will be there, but I do not accept meetings on Friday afternoon, of course, Minister's order or not.

Tuesday, May 22, all morning, back to back, the Hon. Jean-Jacques Blais, Minister of National Defence, two meetings that morning, agreed to unanimously also by the critics of the Official Opposition and the New Democratic Party.

Then again on the Annual Report, 1982-1983—I am sure that will meet also with the approval of Mr. David Kilgour—Sylvia Ostry, still to be confirmed but should be confirmed for Thursday, May 24, 1984 at 3.30 p.m.

On Thursday, May 29, 1984 at 3.30 p.m. the Hon. Jean-Luc Pepin, Minister of State (External Affairs), confirmed.

Wednesday, May 30, 1984, 4 p.m., the Department of External Affairs, Delegation from the Soviet Union; it is a

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le jeudi 10 mai 1984

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je vais gagner du temps en vous lisant le rapport, mais vous, je ne pense pas que vous ayez de longues remarques à ce sujet, car le Sous-comité du programme et de la procédure a approuvé son rapport à l'unanimité.

Je vais le faire distribuer au lieu de le lire, pour gagner du temps. Le Sous-comité a convenu de recommander le programme de réunions suivant... Il n'en reste à prévoir que deux encore pour le porte-parole de l'Opposition officielle. J'essaie encore d'en faire confirmer deux, mais ce ne sont pas les principales.

Naturellement, la réunion de cet après-midi avec l'honorable Allan MacEachen est confirmée.

Il est aussi confirmé que mardi prochain, le 15 mai, nous examinerons le Rapport annuel. Cela conviendra sûrement au député d'Edmonton—Strathcona, qui a prononcé un discours très remarqué à la Chambre, mais je ne vous dirai pas quel jour.

Libre-échange sectoriel canado-américain. L'honorable Gerald Regan sera ici mardi prochain à 20 heures.

Jeudi prochain, encore à confirmer, mais ce sera fait sans doute, le ministère des Affaires extérieures, Société pour l'expansion des exportations, aussi à propos du Rapport annuel de 1982-1983.

Ensuite, vendredi à 13h30, pour ceux qui pourront venir—j'ai essayé de changer tout cela, mais ce fut entièrement impossible, et vous comprendrez pourquoi. Il s'agit d'une séance d'information portant sur la Force aéroportée d'alerte avancée de l'OTAN à la base des Forces canadiennes, Uplands, le vendredi 18 mai. L'avion se trouve à cette base, pour un seul jour; donc, ceux qui pourront assister... Le ministre s'excuse. Cela n'est pas fait à dessein. Je serai là, mais naturellement, je n'accepte pas de réunion les vendredis après-midi, que ce soit exigé ou non par le ministre.

Le mardi 22 mai, toute la matinée, nous entendrons à nouveau l'honorable Jean-Jacques Blais, ministre de la Défense nationale; il y aura deux réunions cette matinée, et elle a été approuvée aussi à l'unanimité par les porte-parole de l'Opposition officielle ainsi que du Nouveau parti démocratique.

Encore une fois, à propos du Rapport annuel de 1982-1983—je suis sûr que M. David Kilgour approuvera aussi cela—Sylvia Ostry, encore à confirmer—mais cela devrait l'être—pour le jeudi 24 mai 1984, à 3h30.

Le jeudi 29 mai 1984, à 15h30, l'honorable Jean-Luc Pepin, ministre d'État (Relations extérieures), confirmé.

Le mercredi 30 mai 1984, à 16 heures, le ministère des Affaires extérieures, Délégation de l'Union soviétique; il s'agit d'une répétition, avec M. Amadou-Mahtar M'Bow, notre

[Text]

repeat performance. Mr. Amadou-Mahtar M'Bow, our great guest during the study we made on disarmament and security.

Thursday, May 31, 1984, 11 a.m., again on the Annual Report, the Department of External Affairs, Canadian International Development Agency. That will terminate only a part.

Then in June—and that will meet with the request of everybody—we will sit on the Annual Report. For the whole month of June, we will take everyone's slot and we will sit on the annual report until you ask me to stop. Then we will hopefully have a reference of the agency at that time on the institute.

• 1535

So I do not know; I am at exactly the same level you are. I do not know what this Bill will refer to us, but I have expected that since before Easter so I am prepared to deal with the Bill very promptly after, of course, consultation with the Official Opposition and the New Democratic Party. So that is the report of your committee.

Today the Secretary of State for External Affairs is present, as you can see, and Mr. Massé, and I welcome all the others who are accompanying him: Mr. Latimer, Mr. Harman, Mr. Graham, Mr. Eastham, Mr. Smith, Mr. Bruce, Mr. Beemans and Mr. Bruno Hébert from the Canadian International Development Agency.

The Minister today has quite a menu for us. As you know, I expect the Minister to come back in June on the annual report for further discussion, by agreement with the steering committee and the Minister. So I will immediately call on the Minister and recognize my colleagues as they so indicate.

I would like, though, to apologize at the very last minute. A very faithful member of the committee has apologized that she will be unable to attend, and I would like this to be on record. Dr. Pauline Jewett will not be attending, and she apologizes. I would like this to be on the record. She is being replaced by Mr. Heap, our colleague from Toronto.

Mr. Minister will speak, of course, on his Latin American trip and other matters of which he would like you to be informed. So *monsieur le ministre, nous vous écoutons*, and then I will proceed with questioning.

I take for granted that you accept the report of the subcommittee, since it was agreed unanimously.

Some Hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you. It is accepted.

Mr. Minister, please.

Hon. Allan J. MacEachen (Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs): Mr. Chairman, I want to make available to the committee a number of pieces of information which may be of help in the future examination of certain items.

[Translation]

éminent invité pour notre étude sur le désarmement et la sécurité.

Le jeudi 31 mai 1984, à 11 heures, encore une fois sur le Rapport annuel, le ministère des Affaires extérieures, Agence canadienne de développement international. Cela ne terminera qu'une partie de nos travaux.

Ensuite, en juin, et cela répondra à la demande de tous, nous siégerons pour étudier le Rapport annuel. Pour tout le mois de juin, nous aurons la participation de tous les membres du Comité et nous siégerons pour étudier le rapport annuel, jusqu'à ce que vous demandiez d'arrêter. Espérons qu'alors l'Agence nous donnera un mandat relatif à l'Institut.

Je ne sais donc pas ce qu'il en est, et j'en suis exactement au même point que vous. J'ignore quel sera notre mandat en vertu de ce projet de loi, mais j'y suis préparé depuis avant Pâques et je suis disposé à examiner le projet de loi très rapidement après avoir consulté bien sûr l'Opposition officielle et le Nouveau parti démocratique. C'est donc le rapport de votre Comité.

Comme vous pouvez le voir, nous avons avec nous aujourd'hui le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ainsi que M. Massé, et je souhaite la bienvenue à tous ceux qui l'accompagnent, messieurs Latimer, Harman, Graham, Eastham, Smith, Bruce, Beemans et Bruno Hébert, de l'Agence canadienne de développement international.

Aujourd'hui, le ministre a un programme très chargé à nous présenter. Comme vous le savez, et selon son accord avec le comité directeur, il devrait comparaître à nouveau en juin pour discuter plus amplement du rapport annuel. Je passerai sans tarder la parole au ministre et plus tard aux membres du Comité qui souhaiteront intervenir.

Auparavant, je voudrais présenter des excuses, en toute dernière minute. Un membre très fidèle du Comité s'est excusé de ne pas pouvoir assister à cette réunion, et je voudrais le faire figurer au compte rendu. M^{me} Pauline Jewett n'assistera pas à cette réunion, et elle s'en excuse. Je voudrais que le compte rendu le mentionne. Elle est remplacée par M. Heap, notre collègue de Toronto.

Naturellement, le ministre parlera de son voyage en Amérique latine et d'autres questions dont il voudrait vous informer. Ainsi *Mr. Minister, we are listening* et nous passerons ensuite aux questions.

Je tiens pour acquis que vous acceptez le rapport du Sous-comité, puisqu'il a été adopté à l'unanimité.

Des voix: Adopté.

Le président: Merci. Il est adopté.

Monsieur le ministre, s'il vous plaît.

L'honorable Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le président, je voudrais mettre à la disposition du Comité un certain nombre de documents qui pourront être utiles dans l'examen futur de certaines questions.

[Texte]

First, on the subject matter of Central America, I intend to make some comments on Central America, but I will circulate a more complete statement which you may read but which I will not read. I would also like to have made available to you a complete compendium of statements which I have made on Central America in the past year. Those two items will be made available to you when it is convenient to have them circulated.

The second point is that, not so long ago, we held a colloquium in Ottawa on the subject of international economic development, and a number of Members of Parliament were invited to participate in that colloquium. At that time, we put together a very comprehensive series of statements or subjects on the overall question of international economic development. The material was quite warmly received by the participants at the colloquium. I have had it reproduced and proofed editorially and will circulate that for the benefit of the members of the committee. I will also circulate with it a statement on international development assistance which draws upon those elements, and if I have an opportunity, I would also speak briefly to that subject of international development. That is up to the committee, if they want me to do that after we have completed the subject of Central America.

Now, may I make a . . . ?

The Chairman: Of course, of course.

• 1540

Mr. MacEachen: When I appeared before the committee in March, you expressed considerable interest in my visit to Central America, which at that time had been forecast. In fact, a number of you expressed an interest in joining me on the trip. I do not know whether you would have regretted your decision, had you done so, in the light of my experience on the Challenger. But as you know, I visited three Central American countries, including Costa Rica, Honduras, and Nicaragua, and also one of the Contadora countries, Colombia.

Before I undertook the visit I had the opportunity to receive the viewpoints of Members of Parliament in the House, in the committee, privately, and also nongovernmental organizations which were eager to ensure that certain aspects of the situation in Central America were drawn to my attention.

The purpose of the visit was obviously to demonstrate Canadian interest in the situation in Central America; to see what could be done to contribute further to the regional peace initiative; to examine the prospects for our economic development programs; and to pay close attention to the question of refugees and, of course, the underlying problems of poverty and underdevelopment in Central America.

As you know, there is, as the main peace effort, the Contadora peace initiative. It is made up of five Central American countries and four of their Latin American neighbours. May I say a word about that process?

I believe the conclusion I drew is that the process is very fragile indeed. It requires a great deal of nurturing and

[Traduction]

Tout d'abord, à propos de l'Amérique centrale, j'ai l'intention de faire certaines remarques, mais je ferai circuler un document plus exhaustif que vous pouvez lire, mais que je ne lirai pas. Je voudrais aussi mettre à votre disposition un condensé de toutes les déclarations que j'ai faites l'an dernier sur l'Amérique centrale. Vous aurez donc ces deux documents lorsque vous jugerez opportun de les faire distribuer.

Par ailleurs, et il n'y a pas très longtemps, nous avons tenu à Ottawa une conférence sur le développement économique international à laquelle un certain nombre de députés ont été invités à participer. À cette occasion, nous avions réuni toutes sortes de documents très détaillés sur l'ensemble de la question du développement économique international. Ils ont été très bien reçus par les participants à la conférence. J'en ai fait reproduire la version mise au point et ils seront distribués aux membres du Comité qui pourront les trouver utiles. Je vais faire aussi distribuer une déclaration sur l'aide au développement international qui traite de ces questions, et si j'en ai la possibilité, je parlerai brièvement aussi du développement international. C'est au Comité d'en décider, s'il souhaite que j'aborde cette question après avoir terminé celle de l'Amérique centrale.

Maintenant, puis-je prendre un . . . ?

Le président: Bien sûr.

M. MacEachen: Lorsque j'ai comparu en mars devant le Comité, vous avez dit que vous vous intéressiez beaucoup à ma visite en Amérique centrale qui était alors prévue. En fait, un certain nombre d'entre vous avaient dit souhaiter m'accompagner. Si vous l'aviez fait, je ne sais pas si vous auriez regretté votre décision, compte tenu de mon expérience avec le Challenger. Mais comme vous le savez, je me suis rendu dans trois pays d'Amérique centrale, y compris le Costa Rica, le Honduras et le Nicaragua, ainsi que dans l'un des pays du groupe de Contadora, la Colombie.

Avant de partir, j'ai eu la possibilité de connaître les vues des députés, aussi bien en comité qu'en privé, et celles d'organisations non gouvernementales qui tenaient à ce que certains aspects de la situation en Amérique centrale soient portés à mon attention.

L'objet de la visite était évidemment de manifester l'intérêt du Canada envers l'Amérique centrale; de voir ce qui pouvait être fait pour contribuer davantage à l'initiative de paix dans la région; d'examiner les possibilités de réalisation de nos programmes de développement économique; d'examiner de plus près la question des réfugiés, et bien sûr, les problèmes sous-jacents de pauvreté et de sous-développement en Amérique centrale.

Comme vous le savez, le principal effort de paix est celui du groupe de Contadora. Ce groupe compte cinq pays d'Amérique centrale et quatre de leurs voisins d'Amérique latine. Permettez-moi de dire quelques mots sur ce processus.

La conclusion que je tire est que le processus est extrêmement fragile. Il exige beaucoup de soins et d'appui. J'ai vu, au

[Text]

support. I found in my visit a certain amount of scepticism as to whether it will achieve its goals and whether it will be permitted to succeed—permitted by those countries which are more directly involved and which have an opportunity to influence events.

As you already know, the Contadora group has established three commissions, which have been set to work to propose solutions or to advance the cause of peace and development in Central America. The commissions are security, political, economic, social. On the occasion of my visit I repeated and reiterated the willingness of the Canadian government not only to support in general political terms the Contadora initiative but also to discuss with the commissions their work and to stand ready to assist, if we were requested, particularly in the security commission. That offer has been laid on the table. Great interest has been expressed; but, as of now, the circumstances have not developed to the point that Canadian officials have been able to participate in the work of the commission, particularly or mainly in the way of discussing their problems, and developing a better understanding of their preoccupations and to make Canadian contributions at an early stage.

• 1545

Despite the fragility of the Contadora peace process, it is the only instrument, the only regional instrument that is actively engaged in seeking solutions and therefore it deserves the best support we can give it. It has brought together all the parties in discussion. That is an important step. It undoubtedly has reduced tensions in the area, and some would say that it probably has reduced, if not avoided, the possibility of war between Honduras and Nicaragua. So despite its fragility, it still has a role to play and it ought to be supported.

Naturally the role of the United States, and particularly the policies of the United States, were the subject-matter of discussion during my visit to Central America. It was at a time that the question of the mining of harbours of Nicaragua was prominently in everyone's mind. Not only, but my visit to Central America gave me an opportunity to state Canadian policy. As you know it differs in certain marked respects from the policy point of view of the United States of America. We might want to discuss that further in light of the statement made yesterday by the President of the United States on Central America.

Because of its importance in the region, I did have a very good program in Nicaragua; I had an opportunity to meet with the Co-ordinator of Junta, Mr. Ortega and several other *comandantes*. I met with the Archbishop, with the editorial board of *La Prensa*, the opposition political parties, and met with other individuals, some associated with human rights groups in Nicaragua. There are those who vigorously oppose every aspect of the Sandinistas and there are those who are inclined to endorse equally fully every aspect of the Sandinistas. I found the reality was someplace in between and that it was a very complex and shaded reality, and that, at least from

[Translation]

cours de ma visite, que beaucoup sont très sceptiques quant à ses chances d'atteindre ses objectifs, et ils se demandent aussi si les pays qui sont les plus directement impliqués et qui ont la possibilité d'influer sur les événements lui permettront de réussir dans sa tâche.

Comme vous le savez déjà, le groupe de Contadora a créé trois commissions dont la tâche est de proposer des solutions ou de travailler pour la cause de la paix et du développement en Amérique centrale. Il s'agit des commissions sur la sécurité politique, économique et sociale. Lors de ma visite, j'ai dit et redit la bonne volonté du gouvernement canadien, non seulement à appuyer, en général, l'initiative politique du groupe de Contadora, mais aussi à discuter de leurs travaux avec les commissions, et à être prêt à les aider, si cette demande nous était présentée, particulièrement de la part de la Commission sur la sécurité. Cette offre a été officiellement proposée. Un grand intérêt a été manifesté, mais jusqu'à présent, les circonstances n'ont pas évolué au point que les représentants du Canada aient pu participer aux travaux de la Commission, en particulier, ou surtout dans la discussion des problèmes du groupe et l'élaboration d'une meilleure compréhension de ces préoccupations, et pour apporter, déjà, la contribution du Canada.

En dépit de la fragilité du processus de paix du groupe de Contadora, c'est le seul dispositif régional se consacrant activement à rechercher des solutions, et par conséquent il mérite tout l'appui que nous pouvons lui accorder. Il a réuni toutes les parties dans la discussion. C'est là une étape importante. Il a indubitablement réduit les tensions dans la région, et certains diront qu'il a probablement réduit, sinon évité la possibilité de guerre entre le Honduras et le Nicaragua. En dépit donc de sa fragilité, il a encore un rôle à jouer, et il faudrait l'appuyer.

Naturellement, le rôle des États-Unis, et en particulier de leurs politiques, a été l'élément essentiel de la discussion au cours de ma visite en Amérique centrale. C'était à l'époque où le minage des ports du Nicaragua était très présente à l'esprit de tout le monde. De plus, ma visite en Amérique centrale m'a permis d'énoncer la politique du Canada. Comme vous le savez, elle se distingue, par certains aspects notables, de celle des États-Unis d'Amérique. Nous souhaiterions peut-être discuter plus avant de cette question à la lumière de la déclaration faite hier, sur l'Amérique centrale, par le président des États-Unis.

Compte tenu de l'importance du Nicaragua dans la région, j'avais un excellent programme pour ce pays. J'ai eu la possibilité de rencontrer le coordonnateur de la Junte, M. Ortega, et plusieurs autres *comandantes*. J'ai rencontré l'archevêque, les rédacteurs de *La Prensa*, les partis politiques d'opposition et d'autres personnes, dont certaines sont associées à des groupes de défense des droits de la personne au Nicaragua. Certains s'opposent farouchement à ce que représentent les Sandinistes alors que d'autres ont tendance à les appuyer avec une ferveur aussi considérable. J'ai constaté que la réalité se situait à mi-chemin entre ces deux tendances,

[Texte]

my point of view, it would be more useful for me and the government to take as balanced a point of view as possible in order to encourage the constructive forces that may be at work in Nicaragua and to discourage the obstacles that lay in the path, not only of peaceful solutions, but also in the path of social and economic development. We might return, if you wish, to Nicaragua.

Costa Rica is a country that has had a history of robust democracy. It is struggling against economic recession and balance of payments difficulties but has great pride in its electoral machinery and its authentic role as the principal democratic state in Central America. We have a reasonably strong economic development program in Costa Rica and we intend to strengthen it even further.

• 1550

Of course Honduras is a very poor country. It is the second poorest country in the area and it too is facing a very serious economic situation. It has to undertake an adjustment program under the auspices of the International Monetary Fund in order to reduce its balance of payments problem. It is, what I describe, a fledgling democracy, with a president who was freely elected, but undoubtedly with a system that ascribes great authority to the military.

It was during my period in Central America that General Alvarez was removed from his office as chief of staff. In fact, he arrived uninvited to Costa Rica while I was present in Costa Rica. And I was able, when I got to Honduras, to meet with his successor, who had very firm views about the political and military situation in the country. When reference was made to the presence of the United States troops in Honduras and any suggestion that they might be removed, they pointed out that these were temporary of course. However, the security situation of Honduras was difficult in the light of their army of 20,000 persons with an army in Nicaragua of eight times that number, including the militia. So their concerns are not only economic and social but also security in a very big way.

I had an opportunity to visit Bogota and was able to have discussions with the president and the foreign minister of Colombia. I found that particularly valuable, because Colombia has very impressive credentials in the area as a stable democracy and as a country with a leadership which has recently negotiated an important settlement with the guerrilla forces in that country. By the way, it is a country with which Canada can develop very important bilateral relations.

You may remember that before I went to Central America I had visited the United States and there I was urged to undertake a visit to El Salvador. That was not possible because my itinerary had already been established and also because there was some question whether one ought to go to that country in light of the electoral process that was under way, and before a new leader was in place. So I was not able to go to El Salvador.

[Traduction]

et qu'elle était très complexe, très difficile à cerner, et que, du moins en ce qui me concerne, il serait plus utile que moi-même et le gouvernement adoptions un point de vue aussi modéré que possible pour encourager les forces constructives qui peuvent s'exercer au Nicaragua, et pour éviter les obstacles qui peuvent se présenter, non seulement pour ce qui est des solutions pacifiques, mais aussi dans la voie du développement économique et social. Nous pourrions revenir, si vous le souhaitez, au Nicaragua.

Historiquement, la démocratie a été solidement ancrée au Costa Rica. Ce pays lutte contre la récession économique et des difficultés de balance des paiements, mais il s'enorgueillit beaucoup de ses mécanismes électoraux et de son rôle authentique comme principal État démocratique d'Amérique centrale. Nous avons un programme de développement économique assez solide que nous avons l'intention de pousser encore davantage au Costa Rica.

Le Honduras est évidemment un pays très pauvre. Il n'y a qu'un autre pays qui est plus pauvre dans la région et la conjoncture économique y est également très grave. Des programmes sont organisés sous les auspices du Fonds monétaire international pour essayer de diminuer le problème de sa balance des paiements. C'est ce que j'appelle une démocratie encore mal assurée dont le président a été élu librement, mais dont le régime accorde une autorité très forte au pouvoir militaire.

C'est lorsque j'étais en Amérique centrale que le général Alvarez a été démis de ses fonctions de chef de l'armée. En fait, il est arrivé au Costa Rica sans y être invité pendant que j'y étais. J'ai pu rencontrer son successeur lorsque je suis arrivé au Honduras et il a des idées très arrêtées sur la situation politique et militaire de son pays. Lorsqu'il fut question de la présence des troupes américaines au Honduras et d'un éventuel retrait, il a bien précisé que c'était temporaire. Toutefois, la sécurité est difficile à maintenir au Honduras quand on sait que l'armée ne compte que 20,000 personnes contre huit fois plus au Nicaragua, y compris la milice. Les préoccupations ne sont donc pas uniquement économiques et sociales mais certainement aussi militaires.

J'ai pu aller à Bogota et j'ai eu des entretiens avec le président et le ministre des Affaires étrangères de la Colombie. J'ai trouvé cela très utile car la Colombie est un assez bon exemple de démocratie stable dont les chefs ont récemment négocié un règlement important avec les guérilleros. C'est d'ailleurs un pays avec lequel le Canada peut développer des relations bilatérales très importantes.

Vous vous souviendrez peut-être qu'avant que j'aie en Amérique centrale, j'étais allé aux États-Unis où l'on m'avait conseillé d'aller au Salvador. Cela ne m'a pas été possible car mon itinéraire avait déjà été fixé et parce que l'on ne savait pas trop s'il aurait été bien que je m'y rende en cette période électorale, avant que ne soit élu un nouveau chef. Je n'ai donc pu aller au Salvador.

[Text]

As you are aware, the second election has been held and I have received a report from the observer force that was sent there at the request of the El Salvadoran authorities. It was made available to me yesterday and I can make it available to the committee. It is signed by the three on-site observers and their chairman, Mr. Gordon Fairweather.

• 1555

I should conclude by referring to the aid efforts of Canada and other countries in the region. I think it is important to bear in mind that there are basic social, economic and political difficulties in Central America, that there is a road to travel in order to build democratic institutions in order to conduct elections that are fair and the results of which are supported by the population, and in order to build up the economic institutions and structures that will distribute somewhat more fairly the wealth of these countries. I think that is the main thrust of our aid effort.

All countries need help. I was asked sometimes not to give help to Honduras because it was the host country for the forces on the border against Nicaragua and likewise not to give help to Nicaragua because it was fostering revolutionary activities in El Salvador, but no single person advocated that I terminate aid to both countries simultaneously. To some extent it is a reflection of how ideology can play, with no reflection on that reality, on the judgments people make about events.

I think it is sound that we are participating in all these countries that I have mentioned. If they are to democratize, they need encouragement and they cannot be isolated. We have somewhat of a role to play in that encouragement.

I had a meeting in Costa Rica with a person who was well informed about developments both in Nicaragua and El Salvador and who appealed to me to see if we could get additional non-governmental activity in El Salvador; the people in that country, regardless of what one might think of the regime or the fighting, needed assistance. In support of his recommendation, he referred to the fact that for 20 non-governmental organizations' projects active in Nicaragua, only one was active in El Salvador. It seems to me that that underlines, in a sense, the big challenge that faces us in trying to deal with this situation in an even-handed and farsighted way.

That was a little longer than I thought, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. The honourable critic of the Official Opposition, the Honourable Sinclair Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. I thank the Minister for appearing today and giving us a statement on his trip to Central America and to Colombia. If I may, I would like to refer the Minister to the printed statement, as opposed to his words, because they perhaps will reflect more accurately exactly what he intends to say. On page 3, Mr. Minister, in the top paragraph, you state that:

The Government

—of Canada . . .

[Translation]

Vous savez que le deuxième tour de scrutin a eu lieu et j'ai reçu un rapport du groupe d'observateurs qui y avait été envoyé à la demande des autorités salvadoriennes. J'ai eu le rapport hier et je puis le soumettre au Comité. Le rapport est signé par les trois observateurs et leur président, M. Gordon Fairweather.

En conclusion, je rappellerai l'aide apportée par le Canada et d'autres pays à cette région. Il ne faut pas oublier en effet qu'il y a des problèmes sociaux, économiques et politiques en Amérique centrale, qu'il y a encore beaucoup à faire afin d'édifier des institutions démocratiques et d'organiser des élections justes dont les résultats soient acceptés par la population et afin d'instaurer des institutions et structures économiques susceptibles de distribuer un peu plus équitablement la richesse de ces pays. C'est essentiellement ce que vise notre aide.

Tous les pays ont besoin d'aide. On m'a quelquefois demandé de ne pas aider le Honduras où se trouvaient les forces luttant contre le Nicaragua et de ne pas aider le Nicaragua parce qu'il appuyait les activités révolutionnaires du Salvador, mais personne n'a préconisé que je mette fin à l'aide apportée aux deux pays. Cela montre ce que peut faire l'idéologie quand on juge de certains événements.

Je crois qu'il est bien que nous participions aux efforts réalisés dans tous ces pays. Il faut les encourager et non pas les isoler si nous voulons qu'ils se démocratisent. Nous avons un rôle à jouer dans ce sens.

J'ai eu au Costa Rica un entretien avec quelqu'un qui était très au courant de l'évolution du Nicaragua et du Salvador et qui m'a demandé de voir si nous pourrions multiplier les activités non gouvernementales au Salvador; quoi que l'on pense du régime ou des luttes affligeant ce pays, la population a besoin d'aide. Cette personne appuyait sa recommandation sur le fait que pour 20 organismes non gouvernementaux actifs au Nicaragua, il n'y en avait qu'un au Salvador. Il me semble que cela souligne le grand défi qui nous est lancé quand on essaie de traiter cette situation avec justice et suffisamment de perspicacité.

Excusez-moi d'avoir été aussi long, monsieur le président.

Le président: Merci. Le critique de l'Opposition officielle, l'honorable Sinclair Stevens.

M. Stevens: Merci, monsieur le président. Je remercie le ministre de comparaître aujourd'hui et de nous faire un rapport sur son voyage en Amérique centrale et en Colombie. J'aimerais revenir sur sa déclaration écrite et non pas sur celle qu'il vient de faire car c'est peut-être plus exactement ce qu'il veut dire. À la page 3, monsieur le ministre, au dernier paragraphe, vous déclarez:

Le gouvernement

. . . canadien . . .

[Texte]

is also concerned, however, about the military support being given by . . . Cuba, Nicaragua, and the Soviet Union in the Central America conflict.

This statement comes just after you have referred to your conversation with Secretary of State Shultz and have explained why you felt you would not be visiting El Salvador.

• 1600

You in effect say the government is concerned about the military support being given by Cuba and Nicaragua and the Soviet Union in the Central American conflict, in the context, presumably, of helping in the guerrilla activity in El Salvador. Could you tell the committee more fully what the nature of this military support is that you feel the Soviets, Cuba, and Nicaragua are giving to the terrorist activities?

Mr. MacEachen: I can tell you something about it.

I think there is a Cuban presence in Nicaragua. The number of Cubans is not possible to be authenticated by me. We do not have intelligence-gathering operations in these countries, nor do we have the capacity to mount that kind of information. Certainly there are some thousands of Cubans in Nicaragua, some of whom are doing non-military work but who may have military training and who likely do have military training and who provide military advice.

Insofar as Nicaragua is concerned, it is certainly widely believed in the area, certainly by its neighbours, that Nicaragua is supporting the forces . . . the anti-government or freedom fighters or guerrillas, whichever name suits your taste, are being supported by Nicaragua. I had conversations with several of the Nicaraguan authorities on this subject and attempted to press them on what their role was in El Salvador. For understandable reasons they were not as forthcoming as one might expect. When I would ask whether they were providing arms or weapons to the guerrillas in El Salvador, very quickly I met the answer that that was in a sense irrelevant, because the army of El Salvador was now so disorganized that it was making available support to the guerrillas; they were laying down their arms and so on.

I think there is a strong sympathy for the activities in El Salvador by the Sandinistas. They openly state that they had been helped in the early stages of their revolution, and there is an obligation of solidarity.

So these are some of the things I have in mind when I make those statements.

Mr. Stevens: Mr. Minister, to put it more simply, is it fair for this committee to assume, then, that there is indeed military support from Cuba, Nicaragua, and the Soviet Union in this area?

Mr. MacEachen: That is what I say. That is what my statement said. The committee can conclude what it wishes.

Mr. Stevens: You agree with me, then?

Mr. MacEachen: I agree with my statement, and you agree with my statement.

[Traduction]

est cependant également inquiet du soutien militaire qui vient de Cuba, du Nicaragua et de l'Union soviétique, par exemple.

Ceci juste après que vous ayez parlé de votre conversation avec le Secrétaire d'État Shultz et après que vous ayez expliqué pourquoi vous n'étiez pas allé au Salvador.

Vous vous trouvez à dire que le gouvernement est préoccupé par l'aide militaire que fournissent Cuba, le Nicaragua et l'Union soviétique aux belligérants de l'Amérique centrale, plus précisément à la guérilla du Salvador. Pouvez-vous nous en dire davantage sur la nature de l'aide militaire que, d'après vous, les Soviétiques, Cuba et le Nicaragua offrent aux activités terroristes?

M. MacEachen: Je puis vous en dire quelque chose.

Les Cubains sont présents au Nicaragua. Il m'est cependant impossible de vous confirmer leur nombre car nous n'avons pas de service de renseignement actif dans ce pays, ni ne pouvons en mettre sur pied. Cela dit, il y a quelques milliers de Cubains au Nicaragua, dont certains sont affectés à des travaux non militaires même s'ils ont peut-être ou probablement eu une formation militaire et qui agissent à titre de conseillers militaires.

Pour ce qui est du Nicaragua, les autres pays de la région, et certainement ses voisins, tiennent pour vrai qu'il accorde son appui aux forces antigouvernementales, aux militants de la liberté ou guérilleros, quel que soit le terme qu'on utilise. J'ai eu moi-même des entretiens avec plusieurs représentants des autorités du Nicaragua à cet égard, lors desquels je les ai pressés de me dire ce qu'ils faisaient au juste au Salvador. Pour des raisons bien compréhensibles, ils n'étaient pas aussi disposés à parler qu'on aurait pu s'y attendre. Ainsi, par exemple, lorsque je leur demandais si le Nicaragua fournissait des armes aux guérilleros du Salvador, on me répondait très rapidement que cette question était sans objet car l'armée du Salvador était tellement désorganisée qu'elle aidait les guérilleros de façon détournée; elle déposait les armes, etc.

Je crois que les Sandinistes sympathisent beaucoup avec ce qui se passe au Salvador. Ils affirment ouvertement qu'eux-mêmes ont reçu de l'aide au début de leur révolution et qu'ils doivent à leur tour faire preuve de solidarité.

C'est donc à ce genre de choses que je songe lorsque je fais ces déclarations.

M. Stevens: Monsieur le ministre, pour parler plus simplement, le Comité a-t-il raison de croire que Cuba, le Nicaragua et l'Union soviétique fournissent de l'aide militaire aux combattants de cette région?

M. MacEachen: C'est ce que j'affirme. C'est d'ailleurs ce que disaient mes déclarations. Le Comité peut tirer les conclusions qu'il veut.

M. Stevens: Vous êtes donc d'accord avec moi?

M. MacEachen: Je suis d'accord avec mes déclarations, et vous l'êtes également.

[Text]

Mr. Stevens: Let me come to the next paragraph, then, Mr. Minister. You say "I also referred to the responsibility of the United States for this activity"—referring to the mining of certain harbours in Nicaragua. What do you feel is the direct American responsibility for that mining?

Mr. MacEachen: I think it is fairly clear there is enough evidence in Washington that the United States was involved.

• 1605

I would point out, for example, the resolution passed by the United States Senate and Congress on the question of mining in which they made their views quite clear on that particular subject. There is plenty of evidence, including the views of Senator Goldwater, Senator Moynihan and others, who allege they were not informed about the activities of the CIA in the mining. I have not seen any statement by an administration spokesman such as the President or the Secretary of State saying that, indeed, they were involved, but I think the evidence is there to observe. I do not think the President would be likely to accept the political turmoil which surrounded this disclosure in Washington if it could be said quite clearly that it was untrue and they had no involvement. As to the specifics, I cannot tell you anything about that.

Mr. Stevens: You do not have what one would call specific evidence, then, other than what you have read in the papers.

Mr. MacEachen: Except what I have not only read but . . . I have not been in the harbour, if that is what you want.

Mr. Stevens: No, I am just wondering what led you to make that . . .

Mr. MacEachen: I have explained to you the reasons. I have examined this question rather carefully, and I do not think one can reach any other conclusion unless one believes the Senate and the Congress are acting mischievously on a matter of this great importance.

Mr. Stevens: Mr. Minister, to go on to another paragraph in your prepared statement, I suppose I should observe that I notice you have carefully dwelled only with earlier statements in Congress, not with subsequent matters which were put on the record. But if I can come to page 5, you make this reference that:

There were some who advised that no aid should go to Nicaragua on the grounds that the Nicaraguans are attempting to export revolution to El Salvador.

You go on later to say: "No one, however, supported the termination of aid to both countries." By this, you meant Honduras and Nicaragua.

Could you tell the committee two things: Who said that no aid should go to Nicaragua because of this guerilla support; and second, how do you reconcile your program of aid to Nicaragua, where undoubtedly there are poor and needy, but no aid to El Salvador, where also there are needy and poor?

[Translation]

M. Stevens: Passons maintenant au paragraphe suivant alors, monsieur le ministre. Vous y affirmez ce qui suit, et je cite: «J'ai également mentionné la responsabilité des États-Unis dans cette action», c'est-à-dire le minage de certains ports du Nicaragua. Or, d'après vous, dans quelle mesure les Américains sont-ils directement responsables de ce minage?

M. MacEachen: D'après des preuves suffisantes provenant de Washington, il est assez clair que les États-Unis ont participé à cette action.

Je citerai à cet égard la résolution adoptée par le Sénat et le Congrès des États-Unis eu égard à la question du minage, et où les élus se sont exprimés très clairement sur le sujet. D'après les témoignages du sénateur Goldwater, du sénateur Moynihan et d'autres, il semble clair que ces derniers n'avaient pas été renseignés sur la part que la CIA avait prise dans ce minage. Je n'ai pas vu la déclaration signée par le président ou le secrétaire d'État et où il serait dit que les États-Unis ont effectivement participé à cette activité, mais il existe d'autres preuves bien en vue. Je ne crois pas que le président pourrait faire face au remous politique qui s'ensuivrait si l'on déclarait à Washington qu'il est tout à fait faux d'affirmer que les États-Unis aient participé à cette action. Pour ce qui est des détails de cela, je ne puis vous les communiquer.

M. Stevens: En conséquence, vous ne disposez pas de preuves précises mais seulement de ce que vous avez lu dans les journaux.

M. MacEachen: Sauf ce que non seulement j'ai lu . . . Je ne me suis pas rendu dans les ports, si c'est ce que vous voulez savoir.

M. Stevens: Non, je me demandais tout simplement ce qui vous a mené à faire . . .

M. MacEachen: Je vous en ai donné les raisons. J'ai étudié la question assez attentivement, et à mon avis, on ne peut en arriver à une autre conclusion, à moins qu'on ne croie que le Sénat et le Congrès agissent de façon malveillante dans un dossier aussi important.

M. Stevens: Monsieur le ministre, avant de me reporter encore à votre déclaration, j'observerai que vous vous êtes soigneusement arrêté aux premières déclarations faites au Congrès, et non aux propos officiels qui y furent ultérieurement tenus. Maintenant, pour revenir à la page 5, vous affirmez ce qui suit, et je cite:

Certains préconisaient de ne verser aucune aide au Nicaragua du fait que ce pays cherche à exporter la révolution au El Salvador.

Vous poursuivez plus loin, par ce qui suit, et je cite toujours: «Personne, toutefois, n'a proposé qu'on coupe l'aide à l'un et l'autre pays.» Vous entendez ici le Honduras et le Nicaragua.

J'aimerais vous poser deux questions: qui a affirmé qu'il ne faudrait pas accorder d'aide au Nicaragua à cause de l'aide que ce pays donne à la guérilla? En second lieu, comment pouvez-vous concilier le fait que vous ayez un programme d'aide à l'intention du Nicaragua, où sans nul doute il y a des

[Texte]

Mr. MacEachen: There are on the first question . . . I am not going to identify the particular individuals who made these comments in a series of discussions, but I assure you these views are held. I refer to this simply to underline the different views which can exist, depending upon one's perception as to the régime or the type of social change which may be in process in a country. To some extent, I am inferring that that is not fully valid. It may have some relevance, but it is not a fully valid reason for determining our aid flows. There are questions of human rights which you have raised in connection with El Salvador, and there are questions of our ability to deliver.

• 1610

When I was in the area I examined the possibility of resuming aid to El Salvador and I discovered that in the present circumstances it would not be possible to mount an effective aid program on practical grounds. That is the reason.

Now, I visited in Nicaragua the agricultural project which we are supporting and which, when it is completed, will have a very major impact upon the ability of that country to produce milk supplies. That is quite needed. As I said, I pointed out the fact of the difference in the NGO activity in El Salvador and Nicaragua. I would like to see that more balanced. I would like to see the day when it would be possible for Canada to have an active program in El Salvador. I do not think that is possible now.

The Chairman: One more question, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Pardon?

The Chairman: One more question.

Mr. Stevens: How long have I had?

The Chairman: I will tell you when you are finished. You started at 15.58.

Mr. Stevens: Mr. Minister, I will have to go down for a second round, but on the first page of your statement to us you referred to the former chairman of the subcommittee of this committee, Mr. Maurice Dupras, whom some of us know, and his statement in Washington. I take it that when you referred to that it would be fair for us to incorporate that statement as reflecting your views. Undoubtedly you have read it line by line and word by word, and if I could I would like to refer you specifically to three things Mr. Dupras said when he was in Washington.

He said on page 7:

The U.S. government and the Kissinger Commission Report pay lip service to Contadora. But they continue to advance military "solutions", both on the grand scale as in El

[Traduction]

pauvres et des gens dans le besoin, mais que vous n'accordiez aucune aide au Salvador où l'on trouve également des gens dans le besoin et des pauvres?

M. MacEachen: Au sujet de la première question . . . Je ne vais pas identifier les particuliers qui ont fait ces remarques lors de certaines discussions, mais je puis vous assurer qu'on entend effectivement ces idées. Si je les mentionne, c'est tout simplement pour souligner comment il peut exister de divergences, selon la perception que l'on a du régime ou de l'évolution sociale en cours dans un pays donné. Dans une certaine mesure, j'en conclus qu'une telle position n'est pas vraiment solide. Elle peut être pertinente, mais elle n'est pas valable lorsqu'il s'agit de déterminer où va notre aide. Pour ce qui est du Salvador, nous avons des préoccupations relatives aux droits de la personne à l'égard de ce pays, préoccupations que vous avez déjà soulevées, et on se demande si nous serions en mesure de livrer l'aide offerte.

Lorsque je me suis rendu dans la région, j'ai étudié la possibilité de renouveler l'aide au Salvador, et j'ai alors découvert que dans les circonstances actuelles, pour des raisons pratiques, il ne serait pas possible de mettre en oeuvre un programme d'aide efficace. Voilà la raison.

Lorsque j'étais au Nicaragua, j'ai été voir le projet agricole que nous finançons et qui, lorsqu'il sera terminé, influera considérablement sur la capacité de ce pays de produire du lait. C'est donc tout à fait nécessaire. Ainsi que je l'ai dit, j'ai indiqué la différence entre les activités des organisations non gouvernementales au Salvador et au Nicaragua. J'aimerais que cela soit davantage équilibré. J'espère voir le jour où le Canada pourra mettre sur pied un programme d'aide au Salvador. Cependant, cela ne paraît pas possible maintenant.

Le président: Une dernière question, monsieur Stevens.

M. Stevens: Pardon?

Le président: Une dernière question.

M. Stevens: Pendant combien de temps ai-je déjà parlé?

Le président: Je vous le dirai lorsque vous aurez terminé. Vous avez commencé à 15 h 58.

M. Stevens: Monsieur le ministre, il faudra que l'on m'inscrive au deuxième tour, mais à la première page de votre déclaration, vous avez mentionné l'ancien président d'un Sous-comité de notre Comité, M. Maurice Dupras, que certains d'entre nous connaissent, et plus précisément avez parlé de la déclaration qu'il a faite à Washington. Au sujet de cette déclaration, il est probablement juste de notre part de penser que ce que vous en dites ici représente votre position. Vous avez dû la lire intégralement, du début à la fin, et j'aimerais donc citer trois choses des propos que M. Dupras a tenus à Washington.

A la page 7, il disait ce qui suit, je cite:

Le gouvernement américain et le rapport de la Commission Kissinger ne sont favorables qu'en paroles au groupe de Contadora car ils continuent à avancer des «solutions» militaires, à la fois sur une grande échelle comme c'est le cas

[Text]

Salvador and Honduras, and through the more insidious route of covert "destabilization" as in Nicaragua.

On page 10 he then goes on to say:

By pursuing short-sighted policies in areas such as Central America, by paying small attention to international law, the United States is clearly out of step with the mainstream of political opinion and other NATO countries.

On page 12 Mr. Dupras goes on to say:

For Washington's policies in the region closest to it have in fact produced a bloody shambles rather than the intended result of social stability and political acquiescence.

Is it fair for us to assume, with your reference to Mr. Dupras, that you agree in general with his entire statement and in specific with those three statements he made in Washington?

Mr. MacEachen: Well, I made a reference to Mr. Dupras's speech because he dealt with the question of external involvement and I certainly discuss that frequently. I thought it would be a nice touch to acknowledge the interest Mr. Dupras has had in Central America, and other members of the committee, but it would not be correct to infer that I have endorsed or rejected the whole speech. In fact, there were some things in it that were quite sound and other things that I would put rather differently myself.

Mr. Stevens: On the three quotations I have lifted from Mr. Dupras's statement, is it fair to assume that you think those are quite sound?

Mr. MacEachen: If I could take a look at the speech, I would tell you. I think I would disagree . . . I do not know why it is important that I have to . . .

Mr. Stevens: Pages 7, 10 and 12.

Mr. MacEachen: —conduct an exegesis of Mr. Dupras's speech, but if that is how you want to . . .

Mr. Stevens: Well, you brought his name in through your own statement and you referred to this . . .

Mr. MacEachen: I would not put it quite that way, to say that the United States pays lip-service to Contadora. I think the United States, if it wished at the present time, probably could bring the Contadora process to an end. It can only exist, in my view, with the acquiescence of the United States government. So I would take a different view from Mr. Dupras on that point. So that is one example.

• 1615

Mr. Stevens: How about page 10?

Mr. MacEachen: Let me go to page 10.

[Translation]

au Salvador et au Honduras et grâce au moyen plus insidieux que constitue la «déstabilisation» comme on l'observe au Nicaragua.

A la page 10 il poursuit en disant ceci, et je cite:

En adoptant des politiques de courte vue dans des régions comme l'Amérique centrale et en accordant peu d'attention au droit international, les États-Unis s'écarteraient nettement des idées les plus répandues dans les milieux politiques ainsi que des positions d'autres pays de l'OTAN.

A la page 12, M. Dupras poursuit en s'exprimant comme suit, et je cite toujours:

Les politiques que Washington a choisi de mettre en oeuvre dans la région la plus rapprochée du conflit ont entraîné un chaos sanglant plutôt que de renforcer la stabilité sociale et de créer un consensus politique.

Est-il juste de dire qu'en général, vous êtes d'accord avec tout le contenu de sa déclaration et plus précisément avec ce qu'il a dit à Washington?

M. MacEachen: Eh bien, j'ai mentionné le discours de M. Dupras parce qu'il portait sur la participation de l'extérieur, et il s'agissait certainement là d'un sujet dont je discute souvent. Je croyais aussi qu'il serait bien de reconnaître l'intérêt que M. Dupras nourrit pour l'Amérique centrale, comme d'ailleurs d'autres membres du Comité; cela dit, il est inexact d'en conclure que j'ai appuyé ou rejeté tout le contenu du discours. De fait, il contenait certains points tout à fait solides mais également d'autres sur lesquels je me serais exprimé assez différemment.

M. Stevens: Pour ce qui est des trois citations que j'ai tirées de la déclaration de M. Dupras, est-il juste de dire que ses propos vous paraissent bien fondés?

M. MacEachen: Je vous le dirais si je pouvais regarder le discours. Je crois que je ne serais pas d'accord . . . Je ne vois pas pourquoi il importe que . . .

M. Stevens: Les citations des pages 7, 10 et 12.

M. MacEachen: . . . je fasse une exegèse du discours de M. Dupras, mais si c'est ce que vous voulez . . .

M. Stevens: Eh bien, c'est votre déclaration qui mentionnait ce dernier, et vous avez vous-même parlé de ses . . .

M. MacEachen: Pour ma part, je ne dirais pas que les États-Unis ne sont favorables au groupe de Contadora qu'en paroles. Je crois en effet que si les États-Unis le voulaient, ils pourraient probablement maintenant mettre fin au processus amorcé par le groupe de Contadora. A mon avis, son existence même nécessite le consentement du gouvernement des États-Unis. Je ne suis donc pas du même avis que M. Dupras à cet égard. Voilà pour un exemple.

M. Stevens: Maintenant, que dites-vous de la citation de la page 10?

M. MacEachen: Permettez-moi de me reporter à cette page 10.

[Texte]

The Chairman: Why not read it and see whether you agree or not?

Mr. Dupras: The second line in the second paragraph.

Mr. MacEachen: Well, Mr. Dupras describes the United States policies as short-sighted policies in areas such as Central America. I would say quite clearly, as I have before the committee and elsewhere, that I do not agree with the policies of the United States in Central America, with some of them. So to that extent, if that is consistent with Mr. Dupras, then that is the case. I certainly would not put it this way at all, because I think it is much more shaded than the way it is put there.

Mr. Stevens: How about page 12?

Mr. MacEachen: All right. Am I skating through this all right?

The Chairman: In the meantime I shall recognize Mr. Epp, Mr. Dupras, Mr. Kilgour and Mrs. Appolloni. So if you prepare yourselves accordingly.

Mr. MacEachen: You know, I would say with respect to this sentence that it might have the same . . .

An Hon. Member: What sentence is that?

Mr. MacEachen: It says:

For Washington's policies in the region closest to it have in fact produced a bloody shambles rather than the intended result of social stability and political acquiescence.

I was reading the President's speech and I found that he attributed all the difficulties in Central America to the Russians and to the Cubans and the Nicaraguans. I must say I disagree with both Mr. Dupras and Mr. Reagan, because I think that . . .

The Chairman: That is good company.

Mr. Dupras: I am not offended.

Mr. MacEachen: —it is more than Washington's policies and it is more than Nicaragua, and I think in other parts of his speech Mr. Dupras has acknowledged that. He is making a statement there that has to be taken in context with the whole speech. But it is clear that there are Washington policies, and some of them may not help. And there are Nicaraguan activities that are not helping, I think, because there is an underlying social and political and economic situation that has prevailed in Central America that is the basic source of instability, and that has attracted the attention of the superpowers and made it possible for outside intervention to become embroiled in the situation. To ascribe the situation—and I am sure Mr. Dupras did not intend that, but it seemed to infer it in that sentence. It is a bit broader than just the United States.

If the United States and Cuba and the rest left Central America tomorrow, there would be a huge problem there for the countries to handle themselves. Just the disappearance of

[Traduction]

Le président: Pourquoi ne pas lire l'extrait afin de voir si vous êtes d'accord avec ou non?

M. Dupras: Il s'agit de la deuxième ligne du deuxième paragraphe.

M. MacEachen: Eh bien, M. Dupras considère les politiques américaines comme étant de courte vue dans des régions comme l'Amérique centrale. Or, j'ai dit bien clairement devant le Comité et ailleurs, que je ne suis pas d'accord avec certaines politiques des États-Unis à l'endroit de l'Amérique centrale. Dans ce sens donc, mes vues sont assez analogues à celles de M. Dupras. Je ne les exprimerais cependant pas du tout de la même façon que ce dernier car j'estime que la situation est beaucoup plus nuancée que ne le laisse croire la formulation ici.

M. Stevens: Maintenant, que pensez-vous de l'extrait de la page 12?

M. MacEachen: C'est bien. Est-ce que je patine bien à travers tout cela?

Le président: Entre-temps, je vais donner la parole à MM. Epp, Dupras et Kilgour et également à Mme Appolloni. Je vous demanderai donc de vous préparer en conséquence.

M. MacEachen: Vous savez, pour ce qui est de cette phrase, elle ressemble . . .

Une voix: De quelle phrase s'agit-il?

M. MacEachen: De celle qui commence ainsi, et je cite:

Les politiques de Washington à l'endroit de la région la plus rapprochée du conflit ont entraîné un chaos sanglant plutôt que de renforcer la stabilité sociale et de créer un consensus politique.

Je lisais le discours du président, et je me suis rendu compte qu'il attribuait la cause de toutes les difficultés que connaît l'Amérique centrale aux Russes ainsi qu'aux Cubains et aux Nicaraguayens. Je dois dire que je suis en désaccord à la fois avec M. Dupras et M. Reagan, car à mon avis . . .

Le président: Vous êtes en bonne compagnie.

M. Dupras: Je ne m'en formalise pas.

M. MacEachen: . . . les causes débordent les politiques de Washington et les actions du Nicaragua, ce que reconnaît d'ailleurs M. Dupras dans d'autres parties de son discours. L'extrait que vous citez doit donc être remis dans le contexte du discours entier. Cela dit, il est clair que certaines des politiques de Washington ne font pas de bien, ni les initiatives du Nicaragua, car ce sont les conditions sociales, politiques et économiques de l'Amérique centrale qui sont à la source de l'instabilité de cette région, et qui ont attiré l'attention des superpuissances sur elle, et rendu possible l'intervention de l'extérieur dans cette situation. Je suis sûr que M. Dupras n'avait pas l'intention de circonscrire les causes de la situation, mais le libellé de son texte peut le laisser croire. Les causes englobent en effet autre chose que les politiques des États-Unis.

Si les États-Unis et Cuba et les autres quittaient l'Amérique centrale demain, il resterait un immense problème à résoudre par les pays eux-mêmes. Le départ de tous les autres ne

[Text]

everybody else would not solve what is described as the shambles. It is a bit of a shambles, you know.

The Chairman: I will come back to you. Please, the Hon. Member from Spadina, Mr. Heap.

Mr. Heap: Thank you, Mr. Chairman.

First I want to say, as I have said privately, how glad I am that the Minister has made this visit to Central America. I also find strong agreement with his last remark as to the basic source of instability in the area, and inasmuch as a shambles is, I think, a slaughterhouse and about a couple of hundred thousands have been killed in Central America in the last five or ten years, I believe certainly 100,000 and maybe more, I agree with him that there is a shambles there.

• 1620

Picking up on his comment about the speech of the President of the United States last night, and the simple claim by President Reagan that arms continue to be shipped through Nicaragua to El Salvador, I am sure the Minister is aware, for example, of the article last Friday in the *Globe and Mail* by Oakland Ross, an experienced observer in the area, in which he comments at some length on the total failure—the admitted total failure—of the U.S. representatives and their friends ever to intercept or identify a shipment of arms destined for El Salvador, or entering El Salvador via Nicaragua. It says in one place that the U.S. government's case is admitted to be circumstantial or inferential or inductive; and he concludes by saying:

So far, however, efforts to intercept the alleged shipments have produced nothing.

While I am aware that Mr. Trudeau seems to be of the same opinion, at least in his answer three days ago to Miss Jewett's question in the House, in which he referred regretting any military presence, not only from Washington but from Cuba interposing itself for the Soviet Union, since the entry of American arms is massive and never even denied whatsoever either by the Government of El Salvador or the Government of the United States—since the entry of Soviet arms or Cuban arms is denied, I believe, by the governments concerned, that is, Nicaragua and Cuba, and has never been identified, I am wondering whether the Minister has any evidence to support the administration claims. There may be evidence the president has not chosen to bring forward, but perhaps our Minister knows of evidence indicating that in fact arms have been shipped to the guerrillas in El Salvador via Nicaragua.

I must say when I spoke to our ambassador there in January I did not receive any evidence either. But it was a very brief visit. I am wondering what evidence the Minister has.

Also I would like to know, on a completely parallel question—the Minister mentioned in his remarks—and I do not think it is in the text—something about I think it was a Nicaraguan military threat to Honduras because the army is

[Translation]

mettrait donc pas fin à ce qu'on a appelé le chaos, car vous savez, c'est tout un chaos.

Le président: Je reviendrai. Pour le moment, la parole est au député de Spadina, M. Heap.

M. Heap: Merci, monsieur le président.

D'abord, je tiens à répéter publiquement ce que j'ai dit en privé, à savoir que je suis très heureux que le ministre se soit rendu en Amérique centrale. Je suis également tout à fait d'accord avec sa dernière remarque relative à la principale source de l'instabilité de la région. Cette région est en effet devenue un abattoir, où quelques centaines de milliers de personnes ont péri au cours des cinq ou dix dernières années. Je crois qu'il s'agit de plus de 100,000 personnes et, à cet égard, je conviens avec lui que c'est le chaos.

Pour reprendre son commentaire au sujet du discours prononcé hier soir par le président des États-Unis et la pure prétention du président Reagan que les armes continuent d'être livrées au Salvador via le Nicaragua, je suis sûr que le ministre est au courant, par exemple, de l'article d'Oakland Ross, un observateur expérimenté de cette région, paru vendredi dernier dans le *Globe and Mail*, dans lequel il commente longuement l'échec total des représentants américains et de leurs amis—échec total reconnu—d'intercepter ou d'identifier une livraison d'armes à destination du Salvador ou pénétrant au Salvador via le Nicaragua. À un moment donné, il est dit que l'on reconnaît que les prétentions américaines sont circonstancielles, ou déductives ou inductives, et il conclut en disant:

Jusqu'ici toutefois, les efforts pour intercepter les prétendues livraisons n'ont rien donné.

Quoique je sache que M. Trudeau semble être de la même opinion, c'est du moins ce qui ressort de la réponse qu'il a faite en Chambre il y a trois jours à la question de M^{lle} Jewett, quand il a dit regretter toute présence militaire, et non seulement de Washington, mais de Cuba qui s'interpose pour l'Union soviétique, puisqu'il y a des livraisons massives d'armes américaines, ce qui n'a jamais été nié ni par le gouvernement du Salvador ni par celui des États-Unis—puisque les gouvernements visés, c'est-à-dire ceux du Nicaragua et de Cuba, nient l'envoi d'armes soviétiques ou cubaines et que cela n'a jamais été prouvé, je me demande si le ministre a des preuves à l'appui des prétentions de l'administration. Il y a peut-être des preuves dont le président a décidé de ne pas faire état, mais notre ministre est peut-être au courant de preuves indiquant qu'en fait des armes ont été livrées à la guérilla du Salvador via le Nicaragua.

Je dois reconnaître n'avoir reçu aucune preuve lorsque j'en ai parlé à notre ambassadeur en poste en janvier. Mais c'était une très courte visite. Je me demande quelles preuves détient le ministre?

Sur un sujet tout à fait parallèle, j'aimerais savoir... le ministre l'a mentionné dans ses commentaires en marge de son texte... ce qui en est au sujet de la menace militaire nicaraguayenne pour le Honduras puisque l'armée est beaucoup plus

[*Texte*]

so much larger. I am wondering if the Minister can tell me whether I heard him aright or whether I misunderstood him on that point.

Mr. MacEachen: Yes, you heard me correctly on that point. I was dealing with Honduras at the time, and I was attempting to portray their situation as they saw it. Certainly the view of the authorities in Honduras was that they were massively outmatched by the superior forces in Nicaragua—they said by eight times, including the militia in Nicaragua—and they were apprehensive. It is not possible for me to verify that kind of statement. I do not think it is possible for that verification to be done very easily.

I am not sure whether I am engaging in a very productive exercise if I am attempting to assess the number of arms in each country and where they come from. What we know is that it is an armed camp. Wherever the arms are coming from, the area, taking it generally, is a troubled area, and it is heavily armed. Fighting goes on; killing goes on, and there is a great deal of fear. You know, that is the reality.

• 1625

The Security Commission of the Contadora group have attempted to deal with the problem. One of their objectives is to secure an assessment of the force levels in each country and then to have those force levels verified, and to go on to the road of reducing the armaments which, I think, has to be done rather than increasing the arms.

As you may have noticed, a month ago the Contadora ministers, in conjunction with the mining of the Nicaraguan harbours, issued a statement lamenting even in greater strength the general escalation of military strength in the area. The Contadora ministers included, it seemed to me, the whole aggregate groupings. In the Commission the countries have not yet submitted their force levels. They have not yet provided that information, because the level of distrust is so great that they are not prepared to tell the country next door the state of their force levels. I think to some extent we are engaging in a futile debate about where the arms are coming from, and how much there are. We know they are there and we ought to be supporting efforts to get them reduced.

Mr. Heap: Mr. Chairman, for example, in the case of Honduras, apparently the Minister has no comment about evidence regarding arms shipments via Nicaragua to El Salvador, except his statement that he thinks they are happening, but that he has no supporting evidence.

Mr. MacEachen: As I said, Mr. Heap, we do not conduct intelligence operations. We have to rely on intelligence gathering operations. We have to rely on information which, we think, comes from authoritative sources. We have contacts with countries in the region who will tell us what is happening in Nicaragua, who know where the arms are coming from. They are right in the region. We have those sources upon whom we rely, without specifying what information we get and from whom. I had talks with the Columbian President, the Foreign Minister, the Mexican President and the Foreign Minister—all of these subjects come up. We try to filter out of

[*Traduction*]

grande. Le ministre pourrait-il me dire si j'ai bien compris ce qu'il a dit à ce sujet.

M. MacEachen: En effet, vous m'avez bien compris. À ce moment-là, je parlais du Honduras et j'essayais de décrire la situation comme eux la voyaient. C'est certainement l'opinion des autorités du Honduras qui sont en situation de grande infériorité par rapport aux forces supérieures du Nicaragua... qui sont huit fois supérieures, d'après eux, comprenant la milice du Nicaragua... et ils étaient inquiets. Il est impossible pour moi de vérifier ce genre de déclaration. Je pense qu'il est difficile de faire ce genre de vérification.

Je ne suis pas sûr que ce soit un exercice très productif pour moi que d'essayer d'évaluer le nombre d'armes dans chaque pays et leur provenance. Ce que nous savons, c'est qu'il s'agit d'un camp armé. Peu importe d'où viennent les armes, la région en général est un point chaud et elle est lourdement armée. Il y a des combats, des morts et beaucoup de peur. Vous savez, c'est cela la réalité.

La Commission de sécurité du groupe de Contadora a essayé de s'attaquer au problème. L'un de leurs objectifs est d'obtenir une évaluation du niveau d'armements dans chaque pays et ensuite de faire vérifier ces niveaux d'armements, pour arriver à la réduction de ces armements, ce qu'il faut faire d'après moi au lieu d'avoir une escalade des armes.

Comme vous l'avez peut-être remarqué, il y a environ un mois lors du minage des ports du Nicaragua, les ministres du Contadora ont fait une déclaration dénonçant en termes beaucoup plus forts l'escalade générale des forces militaires dans la région. Il semble que les ministres du Contadora incluient dans leur déclaration tous les groupes. À la Commission, les pays n'ont pas encore déclaré le niveau de leurs forces, ils n'ont pas encore fourni cette information car le niveau de méfiance est tellement grand qu'ils ne sont pas prêts à révéler aux pays voisins quelle est la situation de leurs forces militaires. Dans une certaine mesure, je pense que nous nous engageons dans un débat futile quant à savoir d'où proviennent les armes et combien il y en a. Nous savons qu'elles sont là et nous devrions favoriser les efforts visant leur réduction.

M. Heap: Monsieur le président, dans le cas du Honduras, par exemple, le ministre ne semble avoir aucun commentaire sur les preuves de livraison d'armes au Salvador via le Nicaragua, sauf sa déclaration qu'à son avis, cela se produit, mais qu'il n'a aucune preuve à l'appui.

M. MacEachen: Je le répète, monsieur Heap, nous n'effectuons pas d'opérations de renseignement. Nous devons nous fier aux opérations de cueillette de renseignements et aux informations qui, nous le pensons, proviennent de sources fiables. Nous avons des contacts avec les pays de la région qui nous disent ce qui se passe au Nicaragua et qui savent d'où proviennent les armes. Ils sont dans la région. Nous avons ces sources de renseignements sur lesquelles nous nous fions, sans préciser quels renseignements nous recevons et de qui nous les recevons. J'ai eu des pourparlers avec le président colombien, le ministre des Affaires extérieures, le président mexicain et le

[Text]

all these sources the best evaluation we can. We do not go through the Americans exclusively.

Mr. Heap: Mr. Chairman, the Minister says he cannot point to evidence, but he makes the accusation.

Mr. MacEachen: What kind of evidence would you like? What kind of evidence would persuade you? Photographs?

Mr. Heap: Well, if the Minister could point to a source who can indicate evidence, a country claiming evidence. The United States has tried it and fallen on its face, with its alleged evidence before. I do not expect the Minister to discover the evidence with his own hands, but if he would point to any verified report.

Mr. MacEachen: Where do you think the arms are coming from if they are not coming from Cuba or the Soviet Union? Why do you think the Nicaraguan Foreign Minister or the Defence Minister recently was in Russia? Do you think it was for non-arms related discussions?

Mr. Roche: Tourism.

Mr. Heap: Mr. Chairman, since the Minister will not answer the question, I would like to proceed with the question of Honduras and ask the Minister whether he feels that the comparison of 1:8 is an adequate one given the very, very large presence not only of American troops in large numbers, admitted and advertised, but of highly sophisticated long-range American weapons, such as the American planes which overfly Nicaragua, several of which have been shot down in Nicaragua—all admitted by the United States. Does the Minister feel that, given the American military activity in Honduras and into Nicaragua, the Nicaraguans have eight times as much threatening Honduras?

• 1630

Mr. MacEachen: That is the perception of the country that lives next door to Nicaragua. That is what the Hondurans say. I think one would find a lot of agreement around that area that the Nicaraguans were much stronger than the Hondurans.

Mr. Heap: And the Americans?

Mr. MacEachen: I am not here to give military assessments of the strength of one country against the other, but the Americans are in there, we are told, for temporary exercises to assist in the training of their forces. I think all this illustrates what kind of area it is, Mr. Heap.

The Chairman: This will be your last question, Mr. Heap, please.

Mr. Heap: Mr. Chairman, I would like to move to another question that touches on what the Minister referred to, the matter of the mining. Given that the World Court has, I believe, today or yesterday, ordered the United States to halt

[Translation]

ministre des Affaires extérieures... Toutes ces questions sont soulevées. Nous essayons d'évaluer la fiabilité de toutes ces sources de renseignements. Nous ne nous fions pas uniquement aux Américains.

M. Heap: Monsieur le président, le ministre dit qu'il ne peut pas donner de preuves, mais il porte une accusation.

M. MacEachen: Quel genre de preuves aimeriez-vous? Quel genre de preuves faudrait-il pour vous convaincre? Des photographies?

M. Heap: Bien, si le ministre pouvait indiquer une source de renseignements qui peut fournir des preuves, un pays qui prétend en avoir. Les États-Unis ont déjà essayé le coup des prétendues preuves et cela leur est retombé sur la figure. Je ne m'attends pas à ce que le ministre découvre personnellement cette preuve, mais s'il pouvait nous indiquer n'importe quel rapport ayant été vérifié.

M. MacEachen: D'où pensez-vous que viennent les armes si elles ne viennent pas de Cuba ou de l'Union soviétique? Pourquoi pensez-vous que le ministre des Affaires étrangères ou de la Défense du Nicaragua s'est récemment rendu en Russie? Pensez-vous que c'était pour des discussions n'ayant rien à voir avec les armes?

M. Roche: Pour faire du tourisme.

M. Heap: Monsieur le président, puisque le ministre ne répondra pas à la question, je voudrais parler du Honduras et demander au ministre s'il pense que la comparaison de un à huit est réaliste étant donné la présence très importante non seulement de troupes américaines, ce qui a été reconnu et annoncé, mais d'armements américains à longue portée très sophistiqués, comme les avions américains qui survolent le Nicaragua dont plusieurs ont été abattus dans ce pays... Tout cela étant reconnu par les États-Unis. Étant donné l'activité militaire américaine au Honduras et au Nicaragua, le ministre a-t-il l'impression que le Nicaragua est huit fois plus menaçant que le Honduras?

M. MacEachen: C'est la perception du pays voisin du Nicaragua. C'est ce que disent les gens du Honduras. Dans cette région, je pense que l'on trouverait beaucoup de gens d'accord sur le fait que le Nicaragua est beaucoup plus fort que le Honduras.

M. Heap: Qu'en est-il des Américains?

M. MacEachen: Je ne suis pas là pour faire une évaluation militaire des forces d'un pays par rapport à un autre, mais l'on nous dit que les Américains sont là pour des exercices temporaires afin d'aider à la formation de leurs troupes. Je pense que tout cela illustre le genre de région dont il s'agit, monsieur Heap.

Le président: Monsieur Heap, ce sera votre dernière question, s'il vous plaît.

M. Heap: Monsieur le président, je voudrais passer à une autre question connexe aux propos du ministre, soit celle du minage. Étant donné qu'aujourd'hui ou hier, je pense, la Cour internationale a ordonné aux États-Unis de cesser le minage

[Texte]

the mining of the Nicaraguan harbours and has gone beyond that, in general, to state that the right to sovereignty and political independence of Nicaragua should be respected, is the Minister taking this opportunity to support the World Court in calling for a firm halt both to the mining of the Nicaraguan ports and to the other evident American activities on sea, in the air and on land, in violation of Nicaraguan sovereignty?

Mr. MacEachen: I think there is no difficulty. We have expressed our views already about the mining, that has been made clear. The Canadian views have been made clear. I understand that the mining has been halted already, that it is not taking place at the present time. We hope that that will continue to be the case.

I have heard about the judgment of the World Court. I am not certain of its legal ramifications, but I must say that Canada has already expressed its views on the situation without waiting for the declaration of the World Court. We have made it very clear in the past that we believe each country in the area ought to be able to seek its own model of development freely and that each country was entitled to pursue its identity or its future without pressure from other countries. I guess that is what sovereignty means. We have been saying that all along, the World Court has added a further voice. You know the United States has stated that it will not accept the jurisdiction of the World Court, but Canada has always supported the strength of international law and we would respect the conclusions of the World Court.

Mr. Heap: On that last point, Mr. Chairman, could I ask the Minister whether Canada has communicated or will be communicating to Washington our concern about Washington's declaration that it would reject a decision of the World Court in this matter during the next two years? Has Canada commented to Washington officially in the vein in which the Minister just spoke?

Mr. MacEachen: We have commented in the vein in which I have spoken. We have not, to my recollection, made a comment particularly on the conclusions of the World Court. I have asked for a legal opinion on this particular conclusion. I understand that their conclusions are preliminary; they have made a number of preliminary statements, which are quite important, no doubt. I will consider whether it justifies any further representation to the United States.

Mr. Heap: On the matter of their refusal to accept the jurisdiction?

• 1635

Mr. MacEachen: I think that is rather a difficult one. I am not quite sure in my own mind how to deal with that because some countries have refused to accept even totally the jurisdiction of the World Court. I understand the Soviet Union has never accepted the jurisdiction of the World Court. Certain countries, for a particular national purpose, will refuse to accept the jurisdiction... Their national interests are so deeply involved that they will not permit an international body

[Traduction]

des ports du Nicaragua et est même allée plus loin en déclarant qu'on devrait généralement respecter le droit à la souveraineté et à l'indépendance politique du Nicaragua, le ministre profite-t-il de cette occasion pour appuyer la Cour internationale en demandant un arrêt complet du minage des ports du Nicaragua et de toutes autres activités américaines évidentes, sur mer, dans les airs et sur terre qui violent la souveraineté du Nicaragua?

Mr. MacEachen: Je pense que cela ne pose aucun problème. Nous avons déjà exprimé notre point de vue au sujet du minage, c'est très clair. On a exprimé clairement le point de vue canadien. Je crois savoir qu'on a déjà mis fin à cette opération de minage et qu'on ne pose plus de mines présentement. Nous espérons que cela ne reprendra pas.

J'ai été informé du jugement de la Cour internationale. Je ne suis pas certain de ses ramifications légales, mais je dois dire que le Canada n'a pas attendu la déclaration de la Cour internationale pour exprimer son point de vue sur la situation. Par le passé, nous avons dit clairement qu'à notre avis chaque pays de la région devrait pouvoir librement choisir son propre modèle de développement et que chaque pays avait droit de chercher son identité ou son avenir sans subir de pressions d'autres pays. Je présume que c'est ce que veut dire la souveraineté. Nous l'avons toujours dit, la voix de la Cour internationale s'ajoute à la nôtre. Vous savez que les États-Unis ont déclaré qu'ils n'accepteront pas la compétence de la Cour, mais le Canada a toujours appuyé la force du droit international et nous respecterons les conclusions de la Cour internationale.

Mr. Heap: Sur ce dernier point, monsieur le président, pourrais-je demander au ministre si le Canada a fait part ou fera part à Washington de notre inquiétude au sujet de leur déclaration de rejeter la décision de la Cour internationale dans cette question pour les deux prochaines années? Le Canada a-t-il transmis des commentaires officiels à Washington dans la veine des propos du ministre?

Mr. MacEachen: Nous l'avons fait dans ces mêmes termes. À ma connaissance, nous n'avons pas commenté particulièrement les conclusions de la Cour internationale. J'ai demandé une opinion juridique sur cette conclusion en particulier. Je crois savoir qu'il s'agit de conclusions préliminaires, ils ont fait plusieurs déclarations préliminaires qui sont sans doute très importantes. J'étudierai la chose pour voir si d'autres représentations auprès des États-Unis sont justifiées.

Mr. Heap: Sur la question de leur refus de reconnaître cette compétence?

Mr. MacEachen: C'est une question plutôt difficile. J'ignore comment l'aborder car plusieurs pays ont même refusé totalement de reconnaître la compétence de la Cour internationale. Je crois que l'Union soviétique ne l'a jamais acceptée. Pour un motif national particulier, certains pays refusent de reconnaître la compétence... Leurs intérêts nationaux sont si profondément engagés qu'ils ne permettront pas à un organisme international de toucher à la question ni n'accepteront

[Text]

to deal with them or accept their conclusions and I think that has happened more than once.

Mr. Heap: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Mr. Dupras, followed by Mr. Kilgour, followed by Mrs. Appolloni.

Mr. Dupras: Thank you very much, Mr. Chairman.

I am delighted that the Minister went to Central America and I am delighted he came back. At one point I was really worried about the fate of our distinguished Secretary of State for External Affairs.

Mr. Minister, I do not intend to defend the comments that I made in Washington, not here any way, but elsewhere I would be delighted to any day.

I want to pursue the questions of Mr. Heap and his apprehension as to the remarks by the U.S. Administration, that they would not be bound by the International Court of Justice. We are, as you know, now in front of the court with them with regard to Georges Bank. Now, if we were to win this debate, what if Washington decided not to be bound by the decision of the court? What would be the course for Canada?

Mr. MacEachen: I do not expect the United States to refuse to accept the conclusions of the court any more than I expect Canada to. Both countries decided to go to the court and to accept its jurisdiction, and I expect that the conclusions of the court will be respected by the United States.

We would not be arguing the case... We have gone to enormous pains to prepare a very strong and, I hope, successful case. If we did not have the firm conviction that the United States would respect the conclusions, especially if they are found in our favour...

Mr. Dupras: Yes, especially.

But in the case of Nicaragua, the court came down against the U.S. Do you feel that Canada, western European nations and other nations should not press on the U.S.A. to respect the court decision with regard to the mining of the waters off the Nicaragua coast?

Mr. MacEachen: I think we have to give very careful consideration to the implications of the conclusions of the court and the implications of an American refusal. Of course, we must bear in mind that before the case was heard, they stated they would not be bound by its jurisdiction. I think we have to consider all that and I think other countries will also... But I am not able today to make a pronouncement on that subject.

Mr. Dupras: My fear is that these international institutions were created to protect the smaller countries. I go back to the two speeches you made in the fall of 1982 and the fall of 1983 in the UN, where you deplored the anaemic conditions of the international institutions, and I am sure you spoke of the

[Translation]

ses conclusions et je pense que c'est arrivé à plusieurs occasions.

M. Heap: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

Monsieur Dupras, suivi de M. Kilgour, suivi de M^{me} Appolloni.

M. Dupras: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis heureux que le ministre se soit rendu en Amérique centrale et qu'il en soit revenu. À un moment donné, j'ai vraiment été inquiet du sort de notre distingué secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Monsieur le ministre, mon intention n'est pas de défendre les commentaires que j'ai faits à Washington, pas ici de toute façon, mais je me ferai un plaisir de le faire ailleurs n'importe quand.

Je veux reprendre les questions soulevées par M. Heap et également son inquiétude face aux commentaires de l'administration américaine disant qu'ils ne seraient pas liés par la Cour internationale de justice. Comme vous le savez, nous sommes présentement devant cette cour avec eux au sujet du banc de Georges. Maintenant, si nous avions gain de cause dans ce débat, qu'arriverait-il si Washington décidait de ne pas être liée par la décision de la Cour? Que ferait le Canada?

M. MacEachen: Je ne m'attends pas à ce que les États-Unis refusent d'accepter les conclusions de la Cour pas plus que je m'attende que le Canada le fasse. Les deux pays ont décidé de s'adresser à la Cour et d'accepter sa compétence, et je m'attends à ce que les États-Unis respectent les conclusions de la Cour.

Nous ne défendrions pas ce cas... Nous avons consacré des efforts énormes à préparer une cause très forte qui, nous espérons, sera couronnée de succès. Si nous n'étions pas fermement convaincus que les États-Unis respecteraient les conclusions, surtout si elles nous favorisent...

M. Dupras: Oui, surtout.

Mais dans le cas du Nicaragua, le tribunal s'est prononcé contre les États-Unis. Ne pensez-vous pas que le Canada, les pays de l'Europe occidentale et d'autres pays devraient insister auprès des États-Unis pour qu'ils respectent la décision du tribunal concernant le minage des eaux au large de la côte du Nicaragua?

M. MacEachen: Je pense que nous devons étudier très attentivement les répercussions des conclusions du tribunal et du refus américain. Indubitablement, nous devons nous rappeler qu'ils ont déclaré qu'ils ne seraient pas liés par la compétence de la Cour avant que le cas soit entendu. Je pense que nous devons tenir compte de tout cela et je pense que les autres pays le feront également... Mais je ne suis pas en mesure de me prononcer sur la question aujourd'hui.

M. Dupras: Ma crainte c'est que ces institutions internationales ont été créées pour protéger les petits pays. Je me reporte aux deux discours que vous avez faits à l'ONU à l'automne de 1982 et à l'automne de 1983, dans lesquels vous déploriez la condition anémique des institutions internationales et je suis

[Texte]

UN then, and of the OAS and other international institutions. You were pressing the members of the UN to give more power, more resources to the Secretary General. I am sure that what you meant was to protect the smaller countries and the International Court of Justice is one of those special international institutions. If one of the superpowers does not respect the decisions of these institutions, where will the smaller countries turn for leadership? I think for the West, it is a great erosion of leadership by just discounting the authority of the International Court of Justice and saying, well, we are not going to bound by their decision—always prejudging that they are going to be against them.

• 1640

So this is a real worry with me, because it shows a lack of leadership in the western world, because a leader stands above those things; he does not do those kinds of things.

But let me turn to another aspect, Mr. Minister. I want to talk about the Contadora group.

Someone suggested before me—my colleague from Toronto, Mr. Stevens said the Contadora group has the support of the U.S.; and I said otherwise, that I do not think they do. It is in an impasse now. For the last two weeks the three commissions that you spoke about have not really been created. These commissions, to me, are very important institutions, because they will give Canada . . . and you seek the status of observer in those commissions—a way to participate more, and to be more visible, in the theatre of Central America. Do you not fear the future of the Contadora group now is in jeopardy and in great problems, if you look at the efforts of the last two weeks, where there seems to be a stand-off?

Mr. MacEachen: I did say, Mr. Dupras, that I thought the process was very fragile indeed; and I still believe that. I had that deeply driven into my mind during my visit. I think it is a very fragile, tenuous process.

Is it in jeopardy? It could be. I hope it is not. The United States, as I said—and I believe that—could stop that process tomorrow, if it wished.

Mr. Dupras: I know that.

Mr. MacEachen: So it is still in being. They have given it support to maintain it in operation. But it also requires the support of the countries of Central America, and they must have a will to reach a conclusion. Particularly it seems to me that unless there is some way by which the United States and Nicaragua can reach some *modus vivendi*, if you want to put it that way, the prospect for a quick solution is not very great; it does not exist.

Mr. Dupras: But Nicaragua did make an overture, Mr. Minister, by offering to adhere to the 21 points proposed by the group a few months back; and the 5 countries of Central America seemed to support that. Another point was that all foreign military personnel should leave the area. It seems that the American administration just dragged their feet and decided they would not accept these conditions. They did not believe in the sincerity of the Nicaragua junta. I think they

[Traduction]

sûr qu'à l'époque vous parliez de l'ONU, de l'OEA et d'autres institutions internationales. Vous insistiez auprès des membres de l'ONU pour que l'on accorde plus de pouvoirs, plus de ressources au secrétaire général. Je suis sûr que vous vouliez parler de la protection des petits pays et la Cour internationale de justice est l'une de ces institutions internationales spéciales. Si l'une des superpuissances ne respecte pas les décisions de ces institutions, vers où se tourneront les petits pays pour trouver un leadership? Pour l'Occident, je pense que c'est une érosion importante du leadership du seul fait qu'on rejette la compétence de la Cour internationale de justice et qu'on dise bien, nous ne serons pas liés par ses décisions, en préjugant toujours qu'elles leur seront contraires.

Cette question me préoccupe beaucoup: Elle témoigne d'une absence de leadership dans le monde occidental car un chef doit être au-dessus d'une pareille conduite.

Mais, monsieur le ministre, je vais passer à autre chose: Je veux parler du groupe Cantadora.

Mon collègue de Toronto, M. Stevens, a dit que le groupe Cantadora a l'appui des États-Unis; moi, je ne crois pas qu'il l'ait. Il est dans une impasse à l'heure actuelle. Au cours des deux dernières semaines, les trois commissions dont vous avez parlé n'ont pas été mises sur pied. Ces commissions, je les estime très importantes: le Canada veut y siéger à titre d'observateur et elles lui permettront une plus grande présence sur le théâtre de l'Amérique centrale. Puisqu'on semble en être venu à une impasse au cours des deux dernières semaines, ne croyez-vous pas que le groupe Cantadora ne soit aux prises avec de grandes difficultés?

M. MacEachen: Monsieur Dupras, j'ai dit qu'à mon avis, le processus était pour le moins très fragile; je n'ai pas changé d'avis. On m'a enfoncé cela dans la tête au cours de ma visite. C'est un processus très fragile et très ténu.

Le groupe est-il menacé? C'est possible. J'espère que non. Comme je l'ai dit, je crois que les États-Unis pourraient y mettre fin, si cela leur souriait.

M. Dupras: Je sais.

M. MacEachen: Donc, le groupe existe encore. Les États-Unis lui ont donné leur appui pour qu'il subsiste. Mais le groupe doit également avoir l'appui des pays de l'Amérique centrale et la volonté d'en arriver à une conclusion. À moins que les États-Unis et le Nicaragua ne réussissent à trouver un *modus vivendi*, si l'on peut dire, les perspectives d'une solution rapide sont peu reluisantes, voire inexistantes.

M. Dupras: Pourtant, monsieur le ministre, le Nicaragua a fait des ouvertures, en se montrant disposé à respecter les 21 propositions formulées par le groupe il y a quelques mois; les cinq pays de l'Amérique centrale semblaient d'accord. Autre condition: Tout le personnel militaire étranger devait quitter la région. L'administration américaine semble avoir tergiversé pour enfin décider qu'elle ne pouvait accepter ces conditions. On mettait en doute la sincérité de la junta nicaraguayenne. Il

[Text]

should have called their bluff if they thought they were bluffing and dared them to do exactly what they promised they would do, which is send the Cubans and others—if there are others—back home.

Given the very heavy international debt of some of those countries that we are talking about and the economic conditions these countries are in and their vulnerability because of their international debt, I wonder whether it would not be wise if the countries of western Europe—and that could include Scandinavian countries and Canada—offered to be observers and mediators in the efforts of the Contadora to bring a political solution to the problem of the isthmus. Otherwise I cannot see any solution other than a military solution; and I am afraid for the worst. Do you see a possibility, perhaps, if Canada were to take the leadership in offering with other nations, such as France, the Scandinavian countries, maybe West Germany—to play a role of mediator or observer in the efforts of the Contadora group—without taking away the leadership responsibility of the Latin countries, but acting as observers, as mediators, and maybe as counsellors, with our resources?

• 1645

Mr. MacEachen: I do not dismiss your suggestion, but I wonder whether a country like Canada or Norway could do better in the Contadora process than the four Contadora countries which are in the region, in the area, and whose ministers and leaders probably understand the situation better than we do. There are four countries—Colombia, Venezuela, Mexico and Panama—and all of them have been active, particularly the Colombians and the Mexicans. They are still very, very active and concerned. So I wonder whether we would be destabilizing or creating more problems or complications if we brought in more countries.

I fear myself that the Contadora process in a way is a shield sometimes for inactivity. The countries in the region can say that they have this process and they have meetings. Things are happening on the ground that are quite contrary to the spirit of Contadora, and one has to accept the idea that the United States has not put its eggs fully in the Contadora basket—not fully.

Mr. Dupras: No, not fully.

Mr. MacEachen: It is supporting the Contadora, but it has other activities that are intended to gain its objectives.

Mr. Dupras: I agree with you that Canada should never impose itself in taking the leadership away from either the countries of the Contadora or the group, and this is not what I had in mind. But I am sure that Canada, along with Mexico, could play a valuable role in eliminating the sort of isolation the Contadora group seems to be in now and their vulnerability in view of the international debt of the countries of the region. If we were to bring our resources and moral support and expertise as observers or in whatever role they would choose for Canada, I think we could perhaps save the efforts of these four countries.

[Translation]

me semble qu'on aurait dû jouer le jeu, si l'on estimait qu'il s'agissait d'un jeu, et les défier de faire exactement ce qu'ils avaient promis de faire, de renvoyer les Cubains et les autres, le cas échéant, chez eux.

Étant donné la très lourde dette internationale de certains de ces pays et leur position économique qui les rend vulnérables, ne serait-il pas bon que les pays de l'Europe occidentale, y compris les pays scandinaves et le Canada, s'offrent pour devenir observateurs et médiateurs dans le but d'aider le groupe Contadora à trouver une solution politique aux problèmes qui assaillent l'isthme. Autrement, il n'y aurait pas d'autre solution que la solution militaire; dans ce cas, le pire serait à craindre. Le Canada ne pourrait-il pas prendre les devants et offrir, en collaboration avec d'autres pays tels que la France, les pays scandinaves ou peut-être l'Allemagne de l'Ouest, d'aider le groupe Contadora, en agissant comme observateur, médiateur ou comme conseiller, en proposant une aide, sans pour autant enlever à ces pays latins leurs responsabilités essentielles?

M. MacEachen: Je n'écarte pas votre proposition, mais je me demande comment le Canada ou la Norvège pourrait obtenir de meilleurs résultats que le groupe Contadora dont les pays se trouvent dans cette région et dont les ministres et les chefs comprennent probablement mieux la situation que les Canadiens ou les Norvégiens. Les pays de ce groupe, la Colombie, le Venezuela, le Mexique et le Panama ont tous déployé beaucoup d'efforts, mais c'est particulièrement vrai pour la Colombie et le Mexique. Ils sont encore très actifs et très inquiets. Notre intervention pourrait provoquer une plus grande déstabilisation ou de plus nombreux problèmes puisque le nombre d'intéressés serait augmenté.

J'ai parfois l'impression que les méthodes utilisées par le groupe Contadora servent parfois à masquer l'inactivité. Les pays de la région peuvent toujours prétendre qu'ils disposent d'un processus et qu'ils tiennent des réunions. Pourtant, on constate des situations sur le terrain qui ne sont pas conformes à l'esprit du groupe Contadora; il faut avouer que les États-Unis n'ont pas tout misé sur le groupe Contadora.

M. Dupras: Non, c'est vrai.

M. MacEachen: Les États-Unis appuient le groupe Contadora mais ils prennent d'autres moyens pour atteindre leurs objectifs.

M. Dupras: Je suis d'accord avec vous: le Canada ne doit pas s'imposer et enlever le leadership à ces pays ou au groupe Contadora; je ne voulais pas dire cela. Mais je suis convaincu que le Canada et le Mexique pourraient jouer un rôle important en faisant sortir le groupe Contadora de l'isolation qui semble le caractériser à l'heure actuelle et en améliorant la situation des pays de la région quant à leur dette internationale. Les efforts de ces quatre pays ne seraient peut-être pas vains si le Canada mettait à leur disposition nos ressources, notre appui moral et les compétences de nos observateurs qui détermineraient quel rôle le Canada doit jouer.

[Texte]

Mr. MacEachen: I want to make it clear again that Canada has offered to associate itself with the activities of these three commissions.

Mr. Dupras: Yes, I know.

Mr. MacEachen: I have repeated that offer to the ministers and the leaders and particularly emphasized the importance of involving us early in discussions if, as has been suggested, we were called upon to play a verification role in the security commission. My offer has not been picked up yet. We have not had any discussions with members of the commissions. Everybody is receptive, but the thing has not happened. I repeated the offer to the Mexicans. I think they will pick us up when they think it is opportune. Probably they do not think it is opportune yet.

I would add further, if I may, on the Contadora process that I agree that it requires more international support.

Mr. Dupras: Yes.

Mr. MacEachen: It may be that the existence of the Contadora group confined to the region has permitted the rest of the world to say it is in their hands and let them deal with it, and I think that would be unfortunate.

Mr. Dupras: Thank you very much. I do not want to take too much time. I thank you very much for your views on the subject.

The Chairman: *Merci, Monsieur Dupras.* I was going to give you a short supplementary.

• 1650

Now my favourite Member from Edmonton—Strathcona. He knows why I am saying that.

Mr. Kilgour: The only Member from Edmonton—Strathcona.

The Chairman: You had better be nice today. The Hon. Member from Edmonton—Strathcona, Mr. David Kilgour, followed by Mrs. Appolloni, followed by . . . Yes, I will try to have all views today because the Minister may not come back for a while.

Mr. Kilgour, please.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman. Being an optimist, I will try to do Central America and Canada-U.S. relations if there is time. Thank you for coming, by the way.

On Central America, Mr. MacEachen, are you persuaded by your visit that the Sandinistas in Nicaragua are exporting violent revolution to El Salvador?

Mr. MacEachen: I am satisfied that the Sandinistas are giving revolutionary support to what is happening in El Salvador. That is my belief.

[Traduction]

M. MacEachen: Je tiens à préciser encore une fois que le Canada s'est montré disposé à participer aux activités de ces trois commissions.

M. Dupras: Oui, je sais.

M. MacEachen: J'ai réitéré cette offre aux ministres et aux chefs en soulignant qu'il était important de nous faire participer aux premières discussions si l'on avait l'intention, comme on l'a entendu dire, de confier au Canada des responsabilités de contrôle au sein de la Commission chargée de la sécurité. Jusqu'à présent, ma proposition n'a pas suscité de réactions. Nous n'avons pas discuté avec les membres des commissions. Tout le monde a prêté l'oreille, mais rien ne s'est produit. J'ai répété cette offre aux Mexicains. Lorsque ces derniers trouveront le moment opportun, ils nous prendront au mot. Ils doivent sans doute estimer que le moment n'est pas encore venu de faire appel à nous.

J'aimerais ajouter ceci: les activités du groupe Contadora nécessitent un plus grand appui international.

M. Dupras: Oui.

M. MacEachen: Il se peut que puisque le groupe Contadora est isolé dans une région particulière, les autres pays se disent qu'il est sur place, que c'est à lui de régler le situation; ce qui serait malheureux, à mon avis.

M. Dupras: Merci beaucoup. Je ne veux pas prendre trop de temps. Je vous remercie de nous avoir fait connaître vos opinions.

Le président: *Thank you, M. Dupras.* J'allais vous accorder une brève question supplémentaire.

Je cède maintenant la parole à mon député favori d'Edmonton—Strathcona. Il sait pourquoi je m'adresse à lui de cette façon.

M. Kilgour: C'est que je suis le seul député d'Edmonton—Strathcona.

Le président: Vous feriez mieux d'être gentil aujourd'hui. C'est donc le tour de l'honorable député d'Edmonton—Strathcona, M. David Kilgour, qui sera suivi par M^{me} Appolloni, qui sera suivie par . . . Je tâcherai de permettre à tout le monde d'exprimer son point de vue car il se peut que le ministre ne comparaisse pas de si tôt.

Monsieur Kilgour, à vous.

M. Kilgour: Merci, monsieur le président. Je suis optimiste: je vais tenter de parler de la situation en Amérique centrale et des relations canado-américaines, si le temps me le permet. À propos, je vous remercie d'avoir accepté de comparaître.

Revenons à l'Amérique centrale: monsieur MacEachen, votre visite vous a-t-elle convaincu que les Sandinistes du Nicaragua exportent une révolution violente au Salvador?

M. MacEachen: Je suis convaincu que les Sandinistes sont tout à fait d'accord avec ce qui se passe au Salvador.

[Text]

Mr. Kilgour: Mr. Chairman, would it be permissible to file as an appendix to our meeting today, in light of comments made by the Member for Spadina, an agreement between Cuba and Grenada, an agreement between North Korea and Grenada, four agreements between the U.S.S.R. and Grenada and an agreement between Grenada and the Libyan government? Would it be of assistance to the readers of our minutes if we might attach these as an appendix, in view of the Central American context? I do not offer it as overwhelming proof, but with the indulgence of the other Members, I wonder if I might ask that this become an appendix.

Mr. Dupras: Mr. Chairman, if we were to do that, I would be willing to ask you to include in the record some documents exchanged between Georgetown, Grenada, and Washington soon after the assassination of Maurice Bishop and a few days following.

Mr. Kilgour: I would have no objection to that. I would welcome those documents.

The Chairman: Yes, but the chairman has to be the guardian of what gets in and what gets out. Let me reflect until the end of your questioning, and I will certainly find a consensus somewhere. I will try.

Mr. Kilgour: Did your government, Mr. MacEachen, not stop aid to Cuba when you became convinced, as I think you did, that it was exporting violent revolution to other countries?

Mr. MacEachen: I do not think we used precisely the term "violent revolution". As I recollect, the circumstance was that we felt a country which could maintain considerable numbers of forces in a foreign country which was very, very far away probably did not need our assistance. It was a somewhat different criterion. As I remember, that was the basis of our Cuban decision.

Mr. Kilgour: Do you have any personal reason to doubt the figure of 10,000 Cubans in Nicaragua?

Mr. MacEachen: My best advice is that the number is probably less than 10,000...

Mr. Dupras: You have to remember Grenada.

Mr. MacEachen: —maybe not a great deal less, but less—that it is not composed mainly of military personnel, although some of them have been trained in the military life.

Mr. Kilgour: So the reason you would not consider stopping or postponing aid to Nicaragua, in light of what you have just said, is that your reason for stopping aid to Cuba had to do with the export of revolution but the location of soldiers in Angola.

Mr. MacEachen: I think that is it, the financial implications of that.

Mr. Kilgour: I see.

Mr. MacEachen: I do not see why Canada should deliver economic development assistance to a country which can

[Translation]

M. Kilgour: Monsieur le président, à la lumière des commentaires de l'honorable député de Spadina, me permettriez-vous d'annexer au procès-verbal de cette réunion un accord conclu entre Cuba et la Grenade, un accord conclu entre la Corée du Nord et la Grenade, quatre accords conclus entre l'URSS et la Grenade et un accord conclu entre la Grenade et le gouvernement de la Libye? Étant donné la situation en Amérique centrale, les textes de ces accords pourraient-ils être utiles aux personnes qui lisent nos délibérations? Je ne prétends pas qu'il s'agisse de preuves irréfutables, mais si les autres députés y consentent, ces textes pourraient figurer en annexe.

M. Dupras: Monsieur le président, si on accepte, je vous demanderais d'annexer également les documents échangés entre Georgetown, Grenade et Washington, au cours des jours qui suivirent l'assassinat de Maurice Bishop.

M. Kilgour: Je n'y vois aucune objection. Je serais heureux qu'on annexe ces documents.

Le président: Oui, mais le président doit décider de ce qui est publié et ce qui ne l'est pas. Je vais y réfléchir jusqu'à la fin de votre temps de parole; je trouverai certainement réponse à vos questions.

M. Kilgour: Monsieur MacEachen, votre gouvernement n'a-t-il pas interrompu l'aide qu'il accordait à Cuba lorsqu'il s'est rendu compte que ce pays exportait la révolution violente à d'autres pays?

M. MacEachen: Je ne crois pas que nous ayons utilisé l'expression «révolution violente». Si je me souviens bien, nous avons conclu qu'un pays qui pouvait entretenir des forces militaires importantes dans un pays étranger très, très loin de ses frontières n'avait pas besoin de notre aide. Le critère n'était pas tout à fait le même. Si je me souviens bien, notre décision concernant Cuba était fondée sur cet argument.

M. Kilgour: Avez-vous une raison personnelle de mettre en doute le chiffre de 10,000 Cubains qui se trouveraient au Nicaragua?

M. MacEachen: D'après ce qu'on m'a dit, leur nombre serait probablement inférieur à 10,000...

M. Dupras: Souvenez-vous de Grenade.

M. MacEachen: ... leur nombre n'est peut-être pas de beaucoup inférieur à 10,000, mais il l'est; il ne s'agit pas principalement de personnel militaire, bien que certains d'entre eux aient reçu une formation militaire.

M. Kilgour: Dois-je donc comprendre que vous ne songez pas à mettre fin ou à retarder l'aide au Nicaragua parce que dans le cas de Cuba, vous l'avez interrompue, non pas parce qu'on exportait la révolution, mais parce que les soldats se trouvaient en Angola?

M. MacEachen: Je crois que nous avons tenu compte des retombées financières.

M. Kilgour: Je vois.

M. MacEachen: Je ne vois pas pourquoi le Canada devrait aider le développement économique d'un pays qui peut se

[Texte]

finance large numbers of soldiers or armed personnel in a particular very, very far away. That is a luxury we should not support.

• 1655

Mr. Kilgour: Is it a proximity issue, then? If Nicaragua is able to put money or troops or revolution into El Salvador, in your mind . . . Is it a question that if El Salvador were 10,000 miles away, then you might take a different attitude with respect to our aid to Nicaragua?

Mr. MacEachen: No, I . . .

Mr. Kilgour: Is that what your nonsensical position comes down to?

Mr. MacEachen: No, I do not think the distance is an issue; the financial burden is the main problem. In the case of Nicaragua, I do not think it is possible to assess as clearly that financial burden.

Mr. Kilgour: So what is your level of financial burden?—before you think that maybe the Canadian taxpayers should not continue to provide aid.

Mr. MacEachen: I do not think I have a particular level. I think we discovered at the colloquium, when we discussed these questions, that probably it is best to try to deal with them on a case-by-case basis, without having too rigid criteria. I think that is pretty sound.

If there are arguments to be made for terminating aid to Nicaragua, then I would hear them. But I would be very reluctant, because of the situation in Central America, to terminate aid to countries that get it now. I would prefer to try to expand our aid to other countries not getting it.

Mr. Kilgour: All right. I made a note when you were speaking before . . . I think the quote was: "There was concern that I should decline to visit El Salvador while the elections were under way." Would you tell us by whom was the concern, and what was the specific nature of that concern?

Mr. MacEachen: It was my concern, and it was a view expressed by some of my advisers that it would be better to visit El Salvador in a situation of greater tranquility, and particularly when an elected leader could be the interlocutor. There was certainly no intention, Mr. Kilgour, to make a political statement by not going. I am quite open to a visit at an appropriate time.

Mr. Kilgour: Was your concern . . . that you might be perceived as favouring one or other of the candidates by going to El Salvador, Mr. Minister?

Mr. MacEachen: I do not think it would be as easy to conduct useful discussions at a time when the future leader of the country was undetermined. That is basically it.

Mr. Kilgour: Okay. In the book review of *Violent Neighbors* in last Sunday's *New York Times* Michael Kramer asserts . . . I will give you a couple of them, if I may.

[Traduction]

permettre d'envoyer dans un pays étranger très éloigné de grands nombres de soldats ou de personnel armés. C'est un luxe inadmissible.

M. Kilgour: Faut-il donc conclure qu'il s'agit d'une question de proximité? Si le Nicaragua pouvait envoyer de l'argent ou des troupes ou exporter une révolution au Salvador . . . si le Salvador se trouvait à 10,000 milles, votre attitude par rapport à l'aide que nous donnons au Nicaragua serait-elle différente?

M. MacEachen: Non, je . . .

M. Kilgour: Est-ce à cela que se résume votre position insensée?

M. MacEachen: Non, je ne crois pas que la distance intervienne; la question fondamentale est le fardeau financier. Dans le cas du Nicaragua, je ne crois pas qu'il soit possible d'évaluer le fardeau financier de façon aussi précise.

M. Kilgour: Et quel est l'ordre de votre fardeau financier, avant que vous ne décidiez que les contribuables canadiens ne devraient pas continuer à assurer une aide.

M. MacEachen: Je ne crois pas avoir de limite précise. Au colloque, lorsque nous avons discuté de ces questions, on a décidé qu'il vaudrait mieux étudier chaque cas selon son mérite, sans prévoir de critères trop rigoureux. Je crois que c'est assez valable.

Si l'on veut exprimer des arguments selon lesquels il vaudrait mieux mettre fin à l'aide consentie au Nicaragua, je serais disposé à les entendre. Mais étant donné la situation en Amérique centrale, j'hésiterais beaucoup à mettre fin à l'aide accordée aux pays qui en bénéficient à l'heure actuelle. Je préférerais en faire bénéficier les autres pays qui n'en reçoivent pas en ce moment.

M. Kilgour: D'accord. J'ai noté une de vos réponses . . . vous avez dit: «On se demandait si je ne devais pas refuser de me rendre au Salvador au moment où l'on y tenait des élections». Pouvez-vous nous dire qui se posait ces questions et pour quelle raison?

M. MacEachen: C'est moi-même qui me posais ces questions; et certains de mes conseillers m'ont dit qu'il vaudrait mieux me rendre au Salvador lorsque la situation serait beaucoup plus calme, lorsque je pourrais m'adresser à un chef élu. Je n'ai jamais eu l'intention, monsieur Kilgour, de donner à mon refus un caractère politique. Je suis tout à fait disposé à m'y rendre au moment opportun.

M. Kilgour: Vous demandiez-vous si votre visite pourrait être interprétée comme un appui à l'un ou l'autre des candidats, monsieur le ministre?

M. MacEachen: Je ne crois pas qu'il serait facile de tenir des discussions utiles à un moment où le chef du pays n'a pas encore été choisi. Voilà la principale raison.

M. Kilgour: D'accord. Dans le *New York Times* de dimanche dernier, Michael Kramer fait la critique du livre *Violent Neighbors*. Je vais vous lire une ou deux citations, si vous le permettez.

[Text]

Alfonso Robelo, who actually served in the first Sandinista junta, has concluded that:

... moderates in Nicaragua never had a chance for power because the Marxists were the only ones who had the guns.

Do you have a comment on that?

Mr. MacEachen: No, I do not have a comment on that.

Mr. Kilgour: Okay.

Mr. MacEachen: I have a comment on the situation in Nicaragua. As I said, I think it is a pretty complex and shaded reality. There are some things that have to be regarded as improvements in Nicaragua, and some situations that require improvement. However, I do not think that we are going to get the required improvements by isolating Nicaragua at the present time, or cutting off aid. I think there are a lot of contradictions that one finds in that situation, and maybe you are referring to one in that statement, Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: Mr. Kramer, in that same book review, quotes a man by the name of Tomas Borge, the Sandinista's strongman, as follows:

... the revolution's moral imperative and historical character make it inevitable that the energies released (in Nicaragua) will be universal in all Central America.

I will give you one more and then ask for a comment. Kramer also quotes Bayardo Arce, a Sandinista commandant:

We will never give up supporting our brothers in El Salvador...

And finally, he quotes Joaquin Villalobos, whom I gather is a guerrilla field commander in El Salvador:

An ample criterion must prevail so as to allow the revolutionary forces to win over the democratic ones.

I guess I am really asking you if you worry about the possibility of all of Central America going Marxist. Do you regard that to be a danger, and, if so, how dangerous?

• 1700

Mr. MacEachen: Well, if the elections in November in Nicaragua were conducted fairly with a fair electoral machinery and with the possibility of opposition parties' taking part in the election and the election's resulting in the selection of the Sandanistas; if it were the will of the people to select the Sandanista régime or leaders and if they are Marxist—Leninist, then I think that is where it ought to be. That is their business.

Mr. Kilgour: So do I.

Mr. MacEachen: I object to the notion that if they select that model, that they ought to feel that it should be expanded, through whatever destabilizing means, to neighbouring countries who appear not to want it. That would be my position on Nicaragua. Do I fear that Communism or Marxist Leninism will spread throughout Central America? I doubt it

[Translation]

Alfonso Robelo, qui faisait partie de la première junte sandiniste conclut ainsi:

... les modérés au Nicaragua n'ont jamais pu accéder au pouvoir parce que les marxistes étaient les seuls à posséder les armes.

Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. MacEachen: Non, je n'ai rien à dire.

M. Kilgour: D'accord.

M. MacEachen: J'ai une chose à dire au sujet de la situation au Nicaragua: Elle est très compliquée et brumeuse. On ne peut pas nier qu'on a noté certaines améliorations mais que d'autres situations doivent être améliorées. Toutefois, je ne crois pas que l'on puisse apporter les améliorations nécessaires en isolant le Nicaragua à l'heure actuelle ou en supprimant l'aide. La situation a engendré bon nombre de paradoxes; vous faites peut-être allusion à un de ces paradoxes, en nous citant ce texte, monsieur Kilgour.

M. Kilgour: Dans son article, M. Kramer cite un dénommé Thomas Borge, un défenseur des sandinistes; ce dernier dit ceci:

... l'impératif moral et le caractère historique de la révolution sont tels que les énergies dégagées (au Nicaragua) auront inexorablement des retombées sur toute l'Amérique centrale.

Je vais vous lire une autre citation, après quoi je vous demanderai vos commentaires. Kramer cite Bayardo Arce, un commandant sandiniste:

Nous ne cesserons jamais d'appuyer nos frères au Salvador...

Et enfin, il cite Joaquin Villalobos, dont j'ai déduit qu'il est commandant supérieur de la guérilla au Salvador:

Il faut invoquer un critère important qui permettra aux forces révolutionnaires de l'emporter sur les forces démocratiques.

Voici où je veux en venir: vous semble-t-il possible que l'Amérique centrale devienne marxiste? Ce danger existe-t-il et, le cas échéant, dans quelle mesure est-il menaçant?

M. MacEachen: Et bien, si les élections du mois de novembre se déroulaient de façon équitable, si l'on permettait aux partis de l'Opposition de participer aux élections, si le peuple choisissait le régime sandiniste ou des chefs sandinistes, si ces derniers s'inspirent de la doctrine marxiste-léniniste, cela les regarde. Je serais d'accord.

M. Kilgour: Moi aussi.

M. MacEachen: Ils peuvent choisir ce modèle, mais je n'accepterais pas qu'ils estiment devoir lui donner un plus grand rayonnement en l'imposant aux pays environnants qui ne semblent pas en vouloir, par quelque moyen de destabilisation que ce soit. Voilà ma position quant au Nicaragua. Vous m'avez demandé si je craignais que le communisme ou le

[Texte]

very much, if the people are permitted to express their will through fair elections. I am told that there has not been an election in Nicaragua that could be regarded as fair, or not rigged, since the last century, so one can understand why things are a bit difficult.

Mr. Kilgour: We agree on that point about elections, Mr. MacEachen; there is no doubt about that.

There are other people who want to ask questions. Can we have a ruling?

The Chairman: Yes, my ruling will be a simple one. We always work nicely. Since Mr. Dupras intends to put forward some documents, I will have them printed, circulated, and on Tuesday night, if I see other documents, then I will tell you how to deal because that is a request. I want to deal honestly with your requests.

Mr. Kilgour: Will this be part of the minutes then?

The Chairman: No, not today. I will print them, circulate it to all members of the committee until I see the documents of Mr. Dupras and then on Tuesday night, I shall render a decision whether I will add them or not. But I think right away I will distribute them. I am sure my colleagues will be highly interested in reading that.

Mr. Kilgour: Thank you very much.

The Chairman: Unofficial or official document . . . When I render a decision I want to be absolutely sure that I am fair to everybody concerned including the father or mother of these documents.

Now, of course, to the Minister, but you are not involved in that.

Madam Appolloni, the hon. Member from York Southwestern. I have four more on my list so I have to be fair, too.

Madam Appolloni, please, our vice-chairman.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I wonder whether I could direct your thoughts for a little while to another hemisphere. I would refer, Mr. Minister, to a study of which I have a copy here. It is called *The Asia Pacific Foundation* by John Brooke. The date is sometime in 1982. The covering letter is addressed here on September 23, 1982. Then, following that, on March 9, 1983, there was a release from your department announcing the appointment of the Founding Committee of the Asia Pacific Foundation of Canada. Following that, Mr. Minister, I and some of my colleagues had dinner in October of last year with Mr. Trigg and Mr. Bruk and some other members of that founding committee.

I had not heard anything about it—maybe something just went by my attention, until this recent column in *The Citizen* on May 7 by Richard Gwyn. It is entitled *Mysterious East Aply Named For Most Canadians*. I am not sure the title does justice to the contents of the column but never mind. In this particular article, Richard Gwyn says,

[Traduction]

marxisme-léninisme ne se répande partout en Amérique centrale. J'en doute fort, si on permet aux gens d'exprimer leur volonté par le biais d'élections justes. On me dit qu'il n'y a pas eu d'élections justes ou d'élections qui n'étaient pas truquées depuis le siècle dernier; je peux donc comprendre pourquoi la situation est si difficile.

M. Kilgour: Nous sommes du même avis pour ce qui est des élections, monsieur MacEachen; n'en doutez pas.

Il y a d'autres personnes qui veulent poser des questions. Pouvons-nous connaître la décision du président?

Le président: Oui, ma décision est simple. Nous trouvons toujours le moyen de nous entendre. M. Dupras a l'intention de présenter des documents; je les ferai imprimer et distribuer; mardi soir, si d'autres documents sont présentés, je vous dirai comment nous procéderons puisqu'on me demande de le faire. Je veux traiter vos demandes le plus équitablement possible.

M. Kilgour: Les documents seront-ils annexés au procès-verbal?

Le président: Non, pas aujourd'hui. Je les ferai imprimer et distribuer à tous les membres du Comité; puis, lorsque j'aurai pris connaissance des documents de M. Dupras, mardi soir, je vous dirai si je les ferai publier en annexe ou non. Mais je crois que je vais les distribuer maintenant. Je suis convaincu que mes collègues sont impatients d'en prendre connaissance.

M. Kilgour: Merci beaucoup.

Le président: Documents officiels ou officieux . . . Lorsque je vous ferai connaître ma décision, je veux m'assurer d'être juste envers tout le monde, y compris les auteurs de ces documents.

Je ne vise pas le ministre, bien entendu, parce que cela ne le regarde pas.

M^{me} Appolloni, l'honorable député de York Southwestern. Quatre autres noms figurent sur ma liste; je dois donc me montrer juste.

M^{me} Appolloni est vice-présidente; à vous.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, si vous le voulez, nous allons changer d'hémisphère. Nous allons discuter d'une étude dont j'ai un exemplaire en main: il s'agit de *The Asia Pacific Foundation* par John Brooke. Cette étude a été publiée en 1982. Le texte est annexé à une lettre datée du 23 septembre 1982. Quelques mois plus tard, soit le 9 mars 1983, votre Ministère a publié un communiqué pour annoncer la création du *Founding Committee of the Asia-Pacific Foundation of Canada*. Certains de mes collègues et moi-même avons rencontré MM. Trigg et Bruk et certains autres membres de ce Comité au cours d'un dîner au mois d'octobre de l'an dernier.

Je n'en ai plus entendu parler, sauf erreur, jusqu'à ce que je lise un article signé par Richard Gwyn qui a paru dans le *Citizen* du 7 mai dernier. L'article est intitulé: *Mysterious East Aply Named For Most Canadians*. Je ne sais pas dans quelle mesure l'article justifie ce titre, mais peu importe. Dans cet article, M. Gwyn dit ceci, et je cite:

[Text]

But now Ottawa and B.C. have jointly funded, to the extent of \$6 million over five years, a new Asia and Pacific institute to be headquartered in Vancouver. Its purpose is . . .

• 1705

With those three pieces combined, Mr. Minister, could you tell me exactly which part of the Estimates refers to this new institute? I have before me an excerpt from the Estimates of 1983-1984, Asia and Pacific, and then 1984-1985, again Asia and Pacific, the same item. I would imagine if Richard Gwynn has printed this column money has already been allotted by the federal government to this institute.

Mr. MacEachen: We have provided funding to the Founding Committee to carry out the work of soliciting support and establishing, in a sense, the future structure of the Asia Pacific Foundation of Canada. The chairman, as you have pointed out, of the Founding Committee is Mr. Bruk, and he has with him a very strong group interested in establishing this institution, which will pay much greater attention on the part of Canada to our relations with the countries of the Pacific. It is a very important thrust of our foreign policy.

The institute will hopefully operate in an independent way. It will be supported by the provinces and the private sector and the federal government. It is my intention to come to Parliament with legislation to establish the Asia Pacific Foundation, and when that happens there will be laid out the requirements for funding from the federal government. But up to the present time we have not contributed nor authorized any funds except for the process of founding the institution.

Mrs. Appolloni: Therefore, Mr. Minister, this column by Richard Gwynn is a little premature? The wording . . .

Mr. MacEachen: I have not read the column, but if you . . .

Mrs. Appolloni: Specifically, the words are:

Ottawa and B.C. have jointly funded, to the extent of \$6 million over five years, a new Asia and Pacific Institute, to be headquartered in Vancouver.

Mr. MacEachen: It is not true that it has been funded, because we have not come to Parliament asking for the funds. We will make proposals for five years of moneys to be voted by Parliament. British Columbia will have to provide its own funds, and other provinces. So it is premature, but it is not false. The act of funding has not taken place yet.

Mrs. Appolloni: Are you including all the provinces in your negotiations, Mr. Minister? And the second question would be when would you expect that legislation? Would you expect it in this Parliament?

Mr. MacEachen: We will invite all the provinces to—the Founding Committee has been in touch with all the provinces. They find that the response has been very encouraging, and we would want all of them to participate. I would hope to have

[Translation]

Or, le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Colombie-Britannique accorderont tous les deux la somme de 6 millions de dollars, échelonnée sur cinq ans, à un nouvel institut d'études asiatiques et pacifiques, dont le siège social sera sis à Vancouver. Le but de . . .

Vu ces trois documents, monsieur le ministre, pouvez-vous me dire exactement quelle partie du budget des dépenses porte sur ce nouvel institut? J'ai devant moi un extrait du budget des dépenses de 1983-1984, Asie et Pacifique, et un autre de 1984-1985, encore Asie et Pacifique, à la même rubrique. Je suppose que si Richard Gwynn a fait imprimer cet article, c'est que le gouvernement fédéral a déjà alloué des crédits à cet institut.

Mr. MacEachen: Nous avons fourni des fonds au Comité de fondation afin qu'il puisse solliciter un appui et créer en un certain sens, la future structure de la Fondation canadienne Asie-Pacifique. Le président, comme vous l'avez souligné, du Comité de fondation est M. Bruk, et il est appuyé par un groupe très solide qui s'intéresse à la création de cet institut, lequel permettrait au Canada d'accorder une attention beaucoup plus grande à nos relations avec les pays du Pacifique. C'est une poussée très importante de notre politique étrangère.

Il est à espérer que l'institut pourra fonctionner de façon autonome. Il sera appuyé par les provinces et le secteur privé ainsi que le gouvernement fédéral. J'ai l'intention de présenter au Parlement un projet de loi créant la Fondation de l'Asie et du Pacifique, et c'est à ce moment qu'on trouvera les conditions de financement du gouvernement fédéral. Jusqu'à l'heure actuelle cependant, nous n'avons rien contribué ni rien autorisé sauf pour la fondation de l'institut.

Mme Appolloni: Par conséquent, monsieur le ministre, cet article de Richard Gwynn est un peu prématuré? Le libellé . . .

Mr. MacEachen: Je n'ai pas lu l'article, mais si vous . . .

Mme Appolloni: Plus expressément, il dit:

Ottawa et la Colombie-Britannique ont financé conjointement, à raison de 6 millions de dollars sur cinq ans, un nouvel Institut Asie et Pacifique dont le siège social se trouvera à Vancouver.

Mr. MacEachen: Il n'est pas vrai que le financement ait été accordé, puisque nous n'avons pas demandé ces crédits au Parlement. Nous allons présenter une proposition portant sur des crédits pour cinq ans au Parlement pour qu'il se prononce. La Colombie-Britannique fournira ses propres crédits ainsi que les autres provinces. C'est donc prématuré, mais ce n'est pas faux. Néanmoins le financement n'a pas encore eu lieu.

Mme Appolloni: Avez-vous inclu toutes les provinces dans vos négociations, monsieur le ministre? Et deuxièmement, quand vous attendez-vous à présenter le projet de loi? Au cours de la présente législature?

Mr. MacEachen: Nous allons inviter toutes les provinces—le Comité de fondation a déjà communiqué avec toutes les provinces. Il constate que la réaction est très encourageante, et nous voulons que toutes participent. J'espère présenter un

[Texte]

legislation brought forward very soon. I think there will be a lot of support for that legislation in all parts of Canada, but particularly in British Columbia and the western provinces.

Mrs. Appolloni: Do you expect it within the course of this Parliament?

Mr. MacEachen: It would be my hope, yes.

Mrs. Appolloni: Mr. Minister, of the many recommendations in this study, how many do you intend to accept?

Mr. MacEachen: Which study?

Mrs. Appolloni: I am referring to the study by John Bruk which was forwarded to you on September 23, 1982. The summary of the recommendations—I will read you the most costly recommendation:

• 1710

The federal government should also commit approximately \$20 million over three years as its share of an endowment fund for the foundation, \$10 million of that amount to be contributed immediately.

Mr. MacEachen: I think it will be easier when we bring forward the legislation to tell you exactly what recommendations we will have accepted. But I assure you we have paid very close attention to the recommendations of the committee, and I have had a number of discussions with Mr. Bruk, the latest one being last week.

Mrs. Appolloni: There is, however, an increase—and I personally welcome it very much—in the amount of money the department is requesting for the Asian and Pacific regions. Could you elaborate a little bit, Mr. Minister? There is an increase. I am not sure of the percentage, but there is an increase.

Mr. MacEachen: We have decided that it is in the interests of Canada politically and economically to pay very great attention to our relations with the Pacific. In 1975, I believe, we began our explorations with a view to joining or becoming associated with the ASEAN group. That has come along very well, and each year we participate with a number of other countries in a formal dialogue with members of the ASEAN community. I visited Bangkok last year. The dialogue will be taking place again this June in one of the ASEAN countries—I think it is Jakarta—and there we not only deal with broad international questions but we have a portion of the dialogue between the ASEAN countries and Canada on bilateral relations generally with those countries and any particular problems with each of them.

So the Asia-Pacific would be a further support for that policy thrust to exploit our future with the Pacific.

Mrs. Appolloni: Mr. Minister, I realize . . .

The Chairman: This is your last question.

Mrs. Appolloni: —my last question would be more properly addressed to Mr. Regan, but I would like to have your opinion.

[Traduction]

projet de loi très prochainement. J'estime que partout au Canada, surtout en Colombie-Britannique et dans les provinces de l'Ouest, ce projet de loi saura recueillir beaucoup d'appui.

Mme Appolloni: Croyez-vous que cela se fasse au cours de la présente législature?

M. MacEachen: Je l'espère, oui.

Mme Appolloni: Monsieur le ministre, des nombreuses recommandations de cette étude, combien avez-vous l'intention d'en retenir?

M. MacEachen: Quelle étude?

Mme Appolloni: Je veux parler de l'étude effectuée par John Bruk qui vous a été envoyée le 23 septembre 1982. Dans le résumé des recommandations—je vais vous lire la recommandation la plus coûteuse:

Le gouvernement fédéral devrait également engager environ 20 millions de dollars sur une période de trois ans comme sa part dans une caisse de dotation pour la fondation, dont 10 millions de dollars à être versés immédiatement.

M. MacEachen: Je crois qu'il sera plus facile lorsque nous présenterons le projet de loi de vous dire exactement quelles recommandations nous allons accepter. Toutefois je tiens à vous assurer que nous avons accordé la plus grande attention aux recommandations du Comité, et je me suis entretenu à ce sujet plusieurs fois avec M. Bruk, encore la semaine dernière d'ailleurs.

Mme Appolloni: Il y a donc une augmentation—et personnellement, j'en suis très heureuse—dans les sommes que le ministère demande pour les régions de l'Asie et du Pacifique. Pourriez-vous nous donner un peu plus de détail à ce sujet, monsieur le ministre? Il y a une augmentation. Je ne connais pas au juste le pourcentage, mais il y a une augmentation.

M. MacEachen: Nous avons décidé qu'il est dans l'intérêt du Canada, sur le plan politique et sur le plan économique d'accorder une très grande attention à nos relations avec les pays de la région du Pacifique. En 1975, je crois, nous avons commencé à explorer la possibilité de nous joindre ou de nous associer au groupe ANASE. Nous avançons en ce sens chaque année, nous participons avec plusieurs autres pays à un dialogue officiel avec les membres de l'ANASE. L'an dernier, je me suis rendu à Bangkok. Le dialogue aura lieu cette année au mois de juin dans l'un des pays de l'ANASE—je crois que c'est à Djakarta—et nous ne nous pencherons pas uniquement sur les grandes questions internationales, mais nous allons entreprendre un dialogue entre les pays de l'ANASE et le Canada sur les relations bilatérales en général avec ces pays et tout problème particulier avec chacun d'entre eux.

Donc la fondation constituerait encore un autre appui à la poussée visant à exploiter notre avenir avec le Pacifique.

Mme Appolloni: Monsieur le ministre, je comprends . . .

Le président: Ce sera votre dernière question.

Mme Appolloni: . . . c'est à M. Regan que je devrais poser ma dernière question, mais j'aimerais avoir votre opinion. M.

[Text]

Mr. Gwyn says that, for the first time last year, we sold more to Asia and bought more from it than we did to western Europe. Would you agree with that assessment?

Mr. MacEachen: That we bought more?

Mrs. Appolloni: That we bought and sold more.

Mr. MacEachen: I would not disagree with that.

Mrs. Appolloni: You would disagree.

Mr. MacEachen: I would not. I would say we have a very big trade with the United States. I think the increase in our trade last year with the United States is greater . . .

Mrs. Appolloni: I am sorry, Mr. Minister. He is talking about Asia and Europe.

Mr. MacEachen: Yes, I know that. I was trying to draw a relationship with the ASEAN countries, based upon the very large trade we have with the United States and the necessity of attempting to diversify it, and I think that is very important.

The Chairman: Thank you.

As usual, I would be very unpopular . . . My ulcers are just coming out now because I promised some Members they would be recognized. The Minister said 5.00 p.m., and I said 5.30 p.m. or 5.15 p.m. But I really would like to recognize Mr. Roche, Mr. Stewart, Mr. McRae and Dr. Hudecki. So I will try to reconcile it as usual. It is terrible; I am sweating.

I said I was going to recognize next Mr. Roche or Mr. Stewart.

Mr. Roche: I just have . . .

The Chairman: I will punish the Minister by staying long enough for you and Dr. Hudecki to be recognized.

Mr. Hudecki: Give everybody five minutes.

The Chairman: That is a good *entente*. Mr. Stewart, if you could cut off, then I will save my reputation with the Minister's office, if not with the Minister.

• 1715

Mr. Stewart: On page 3 of the Minister's report it says that:

the Canadian government first expressed its concern on the mining to the United States on March 26, six days after a Soviet freighter struck a mine when entering a Nicaraguan port.

In view of the fact that there are, as you stated, just a few under 10,000 Cuban troops in Nicaragua, that they are backed by Soviet weaponry and Soviet technology, did we send a formal objection, as the Canadian government, for the participation of Cuba and the U.S.S.R. in Nicaragua?

Mr. MacEachen: We have made clear, I think, time and time again, our view that all troops should withdraw from the

[Translation]

Gwyn dit que pour la première fois l'an dernier, nous avons plus vendu à l'Asie et nous y avons plus acheté qu'en Europe de l'Est. Êtes-vous d'accord avec son évaluation?

M. MacEachen: Que nous avons plus acheté?

Mme Appolloni: Que nous avons acheté et vendu plus.

M. MacEachen: Je ne le contesterais pas.

Mme Appolloni: Vous le contestez.

M. MacEachen: Non. Je dirais que nous faisons énormément de commerce avec les États-Unis. Je crois que l'augmentation de notre commerce l'an dernier avec les États-Unis était plus grand . . .

Mme Appolloni: Excusez-moi, monsieur le ministre. Il parle de l'Asie et de l'Europe.

M. MacEachen: Oui, je sais. J'essayais de tirer un parallèle avec les pays de l'ANASE fondé sur le commerce très extensif que nous avons avec les États-Unis et la nécessité de tenter de diversifier, à mon avis très importante.

Le président: Merci.

Comme d'habitude, je vais être très impopulaire . . . Mes ulcères commencent à me faire souffrir car j'ai promis à plusieurs députés de leur céder la parole. Le ministre avait dit 17 heures, et j'avais dit 17h30 ou 17h15. Toutefois, j'aimerais beaucoup donner la parole à M. Roche, à M. Stewart, à M. McRae et à M. Hudecki. Je vais tenter de tout concilier comme d'habitude. C'est terrible; je suis en nage.

J'ai dit que j'allais maintenant céder la parole soit à M. Roche ou à M. Stewart.

M. Roche: J'ai simplement . . .

Le président: Je vais punir le ministre en restant plus longtemps pour que vous et M. Hudecki puissiez avoir la parole.

M. Hudecki: Donnez cinq minutes à chacun.

Le président: C'est une bonne entente. Monsieur Stewart, si vous pouviez être bref, je sauverai ma réputation auprès du bureau du ministre sinon auprès du ministre.

M. Stewart: À la page 4 de la déclaration du ministre il est dit:

Le gouvernement canadien avait déjà fait part aux États-Unis de son inquiétude à ce sujet le 26 mars, soit six jours après que le cargo soviétique ait heurté une mine en entrant dans un port nicaraguayen.

Compte tenu du fait que comme vous l'avez déclaré, il y a un peu moins de 10,000 troupes cubaines au Nicaragua, qu'elles sont équipées d'armes soviétiques et qu'elles sont appuyées par la technologie soviétique, avons-nous envoyé une protestation officielle, au nom du gouvernement canadien, pour nous plaindre de la présence de Cuba et de l'Union soviétique au Nicaragua?

M. MacEachen: Nous avons fait connaître clairement, je crois, encore et encore, notre opinion que toutes les troupes

[Texte]

area. We see no case for the presence of military advisers or combat forces from any country, whether it be the United States or Cuba or elsewhere.

Mr. Stewart: But six days afterwards, we got in touch with the United States. Did we ever formally, before such time as this, complain to the Soviet Union about their presence and that of the Cubans in Nicaragua?

Mr. MacEachen: Before that event, I certainly had the opportunity to convey our views to the United States authorities. I cannot call personally, conveying them directly to Mr. Gromyko, but I am sure that our views on this subject are well known to all these countries.

Mr. Stewart: You are saying that we should not cut off aid to Nicaragua, even with respect to the fact that there are Cuban troops and there is Soviet intervention there—which in this, unless I read Mr. Lenin and Mr. Marx wrongly, means world domination—and we are willing not to support the United States, it seems.

Your position on foreign aid is not, maybe, compatible. I would just like to quote something to you. It is from John Munro, interview in *The Toronto Star* on Monday, May 7. Question:

Would you increase foreign aid and would you like to see it tied to democratic movements in the Third World countries?

Answer:

I would like to see foreign aid tied more to democratic movements. If we have to be selective, just for pragmatic reasons, I cannot see why we would not emphasize those countries where we reinforce, at least, democratic regimes.

Many of us on this side—in the Official Opposition, that is . . . agree with this position, other than in emergency situations.

Then, in Ottawa *The Citizen* of May 8, Judy Erola, in a speech to the UN Economic and Social Council said that:

. . . the international aid community realized many aid packages had a negative impact on women.

She later reported that in the future, there will be strings attached to Canadian aid. The integration of women in development programs would be a condition of receiving Canadian aid.

There are three diametrically opposed views, in my opinion. Where does the government really stand? Who is speaking for the government? Is it you, or is it the other two Ministers in your Cabinet?

Mr. MacEachen: You cannot be mistaken on that point, can you?

[Traduction]

devraient se retirer de cette région. Nous ne voyons aucune justification à la présence de conseillers militaires ou de forces armées de quelque pays que ce soit, qu'il s'agisse des États-Unis ou de Cuba ou d'un autre.

M. Stewart: Toutefois, six jours plus tard, nous avons communiqué avec les États-Unis. Est-ce que officiellement, avant cette date, nous nous sommes plaints auprès de l'Union soviétique de sa présence et de celle des Cubains au Nicaragua?

M. MacEachen: Avant cet événement, j'ai certainement eu l'occasion de faire connaître nos opinions aux responsables américains. Je ne peux téléphoner personnellement pour faire part directement de mes opinions à M. Gromyko, mais je suis persuadé que nos opinions à ce sujet sont très bien connues de tous ces pays.

M. Stewart: Vous dites que nous n'avons pas coupé notre aide au Nicaragua, malgré la présence de troupes cubaines et malgré l'intervention soviétique là-bas—qui visent à moins que j'aie mal lu M. Lénine et M. Marx, la domination mondiale—et pourtant nous ne semblons pas disposés à appuyer les États-Unis.

Votre position sur l'aide étrangère n'est peut-être pas compatible. J'aimerais tout simplement vous citer quelque chose. Il s'agit de quelque chose que John Munro a dit dans une entrevue le lundi 7 mai au *The Toronto Star*. Question:

Augmenteriez-vous l'aide étrangère et aimeriez-vous qu'elle soit liée aux mouvements démocratiques dans les pays du Tiers monde?

Réponse:

J'aimerais que l'aide étrangère soit plus liée aux mouvements démocratiques. Si je devais faire un choix, simplement pour des raisons pragmatiques, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas mettre l'accent sur ces pays où nous renforçons, tout au moins des régimes démocratiques.

Nombre d'entre nous de ce côté-ci—de l'Opposition officielle c'est-à-dire—sont d'accord avec cette position, sauf dans des situations d'urgence.

Ensuite, à Ottawa, dans le *The Citizen* du 8 mai, Judy Erola, dans un discours au Conseil économique et social des Nations Unies déclarait que:

. . . les milieux d'aide internationale se rendent compte que de nombreux projets d'aide ont des répercussions négatives sur les femmes.

Elle a ensuite fait état du fait qu'à l'avenir, il y aurait des conditions jointes à l'aide canadienne. L'intégration des femmes dans les programmes de développement serait une condition préalable à l'aide canadienne.

Voilà trois opinions diamétralement opposées, à mon avis. Quelle est la position réelle du gouvernement? Qui parle au nom du gouvernement? Est-ce vous, ou sont-ce les deux autres ministres de votre Cabinet?

M. MacEachen: Vous ne pourriez pas faire erreur à ce sujet, n'est-ce pas?

[Text]

Mr. Stewart: They are three Cabinet Ministers, one a leadership candidate. I would like to know where the government stands.

Mr. MacEachen: We do attempt to reinforce democratic governments. I mentioned Costa Rica. I must say that I felt very supportive of that country because of its democratic efforts. We must encourage the democratic process, whether it be in the steps being taken presently in El Salvador, which I think are important in terms of the elections. We have sent observers on two occasions, not only to find out what is going on, but to indicate our interest, and what we have heard up to the present has been very encouraging.

I think, when it comes to the elections in Nicaragua to be held this fall, we have to be very forthright in expressing our view as to what those elections ought to be like. I want to tell you that when I was in Nicaragua I had a very full discussion with the Chairman of the Council of State, Comandante Nunez, on the forthcoming election. I tried to convey to him what I considered to be basic elements of a free election. You can have an election that is a farce and you can have one that is genuine, and we ought to be encouraging the Nicaraguans to have a genuine election. I do not think we can have much influence if we pull out and abuse them.

• 1720

The Chairman: In order to meet my deadline the questions and answers will have to be short, please, in all fairness to other members.

Mr. Stewart: I would just like to divert for a minute. The U.S. has pulled out of UNESCO, the reason being of course that Amadou Mahtar M'Bow and according . . .

The Chairman: I hear that is Jewish.

Mr. Stewart: —yes—to W5 I think it was clearly well documented why. I will not go into all the reasons here, but the budget for the total executive offices in Paris comes to some \$8.7 million. The employees in Paris number 139; in the field, 5. It sounds a lot like CIDA.

In light of the fact that we are providing \$8 million towards UNESCO, have we any idea of pulling out in support of the United States and saving that money and making jobs in Canada?

Mr. MacEachen: No. On the contrary, we want the United States to come back in and we want them to join with the rest of us to try to improve the operation of UNESCO. We have been part of the effort to try to correct some of the deficiencies of UNESCO, but we do not think the solution is to end its life. We think it would be better to improve it, and maybe there will be enough improvements to encourage the United States to come back.

I think that brings up the point raised by Mr. Dupras about the multilateral system. It is of great importance to a country

[Translation]

Mr. Stewart: Il s'agit de trois ministres du Cabinet, dont un candidat à la présidence. J'aimerais savoir quelle est la position du gouvernement.

Mr. MacEachen: Nous tentons de renforcer les gouvernements démocratiques. J'ai mentionné le Costa Rica. Je dois reconnaître que j'ai beaucoup de sympathie pour ce pays à cause de ses efforts démocratiques. Nous devons encourager le processus démocratique qu'il s'agisse des mesures qui se prennent actuellement au Salvador, lesquelles à mon avis sont importantes dans le contexte des élections. Nous avons envoyé des observateurs à deux reprises, non seulement pour apprendre ce qui se passait, mais pour manifester notre intérêt, et ce que nous avons entendu jusqu'à présent a été des plus encourageants.

Je crois que lorsqu'il s'agit des élections au Nicaragua qui doivent se tenir cet automne, il nous faut exprimer très directement notre opinion quant à la forme de ces élections. Je veux vous dire que lorsque je suis allé au Nicaragua, j'ai eu des entretiens très complets avec le président du Conseil d'État, le commandant Nunez, sur les élections à venir. J'ai essayé de lui faire comprendre ce que nous estimons être les éléments fondamentaux d'une élection libre. On peut tenir une élection qui soit une farce comme on peut en tenir qui soit vraie, et nous devons encourager les Nicaraguais à tenir une vraie élection. Je ne crois pas que nous aurons beaucoup d'influence si nous nous retirons et si nous les insultons.

Le président: Afin de respecter la limite des questions et réponses, il faut, s'il vous plaît, être brefs, par justice envers tous les membres.

Mr. Stewart: J'aimerais un instant m'éloigner du sujet. Les États-Unis se sont retirés de l'UNESCO, parce que naturellement Amadou Mahtar M'Bow et selon . . .

Le président: Je me suis laissé dire que c'était juif.

Mr. Stewart: . . . oui . . . selon donc W5, on a bien montré pourquoi. Je n'entrerai pas dans toutes les raisons ici, mais le budget global pour les bureaux des dirigeants à Paris se chiffre à quelque 8.7 millions de dollars. Il y a 139 employés à Paris; 5 sur place. On dirait l'ACDI.

Comme nous versons 8 millions de dollars à l'UNESCO, avez-vous songé à vous retirer pour appuyer les États-Unis, économiser cet argent et créer des emplois au Canada?

Mr. MacEachen: Non. Au contraire, nous voulons que les États-Unis reviennent et qu'ils se joignent à nous tous pour essayer d'améliorer le fonctionnement de l'UNESCO. Nous avons participé à l'effort visant à corriger certaines lacunes de l'UNESCO, mais nous ne croyons pas que c'est en mettant fin à son existence que nous trouverons la solution. Nous croyons qu'il vaut mieux l'améliorer, et peut-être les améliorations seront-elles suffisantes pour encourager les États-Unis à revenir.

Je crois que cela nous amène au point soulevé par M. Dupras sur le système multilatéral. Il est de la plus haute

[Texte]

like Canada, and if it collapses I think we are going to lose a lot as a country—and UNESCO is part of that complicated system that was built after World War II.

That is my view on UNESCO. We have asked, we have suggested to the Americans that they have made a mistake and they ought to come back. Other countries have, too. I think most of the Europeans would take the same view.

The Chairman: Thank you.

Dr. Hudecki, followed by Mr. Roche and Mr. McLean.

Dr. Hudecki, please.

Mr. Hudecki: Within time constraints, we agree with you that it would be very helpful to support the Cantadora group. You indicated that it was fragile and that it needed international support. Have you considered doing that in presenting the issue and talking about it at the United Nations in an appropriate forum? This would give it some international flavour and international support.

Mr. MacEachen: I think last fall in my speech I devoted a section to the Cantadora and gave it our political support. I hope when we meet with the foreign ministers at the summit in June that we will be able to have a good discussion on Central America and particularly Cantadora.

Mr. Hudecki: Did you have any reaction to your talk at that time from the foreign ministers?

Mr. MacEachen: Yes, there was a great deal of reaction to the speech at the UN. I thought they were very well pleased by the position Canada took.

Mr. Hudecki: The only other question I have is the confusion that exists in my mind, and I think it exists in many, as to what the United States mean when they say "communism". I think communism is a very generic term. There are those of us who have a concept of communism as an economic system which refuses to accept free election and particularly wants to expand and has a thrust to have world domination. If you compare some of the countries in Central America, those of us who had an opportunity to see Nicaragua, there is promise of a free election; there is freedom of religion; the concept of sharing is there and to be done through some form of internal management. I just do not see that the comparison is there that this is a communist country. With your association with the United States, and again the other two criteria, one is the exportation of revolution which is manifested by sending troops, do they also include sending out ideas as a form of expansion of Communism? I wonder if you could clarify it? It is the only question I have. Can you clarify what is the interpretation? How does the United States interpret Communism? How can they apply that particular definition to what they see in Nicaragua?

[Traduction]

importance pour un pays comme le Canada; s'il s'effondre, je crois que nous y perdrons beaucoup comme pays—et l'UNESCO fait partie de ce système compliqué échauffé après la Deuxième Guerre mondiale.

Voilà mon opinion sur l'UNESCO. Nous avons dit aux Américains qu'à notre avis ils ont commis une erreur et qu'ils devraient revenir. D'autres pays aussi l'ont fait. Je crois que la plupart des Européens sont de cet avis.

Le président: Merci.

M. Hudecki, suivi de MM. Roche et McLean.

Monsieur Hudecki, s'il vous plaît.

M. Hudecki: Vu les contraintes de temps, nous reconnaissons comme vous qu'il serait des plus utile d'appuyer le groupe Cantadora. Vous avez mentionné qu'il était fragile et qu'il avait besoin d'un appui international. Avez-vous songé à présenter cette question et à en parler aux Nations Unies devant un auditoire approprié? Cela appuierait ces pourparlers et leur donnerait une portée internationale.

M. MacEachen: Je crois que l'automne dernier, j'ai consacré une partie d'un discours à Cantadora, auquel j'ai donné notre appui. J'ose espérer que lorsque nous nous rencontrerons entre ministres des affaires étrangères au sommet du mois de juin, nous pourrions avoir une bonne discussion sur l'Amérique centrale et, plus particulièrement, sur Cantadora.

M. Hudecki: Les ministres des Affaires étrangères ont-ils réagi à votre discours à l'époque?

M. MacEachen: Oui. Il y a eu beaucoup de réactions. Je crois qu'ils étaient très heureux de la position adoptée par le Canada.

M. Hudecki: Si je pose la question, c'est que je suis un peu confus, et je crois que plusieurs le sont aussi, sur ce qu'entendent les États-Unis lorsqu'ils parlent de *communisme*. Je crois que le communisme est un terme très général. Certains parmi nous conçoivent le communisme comme un régime économique qui refuse d'accepter les élections libres, qui a des visées expansionnistes et vise à dominer le monde. Si vous comparez certains pays de l'Amérique centrale, ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion de voir le Nicaragua, diront qu'il y a là promesse d'une élection libre, liberté de religion, et une certaine idée de partage, réalisée par une certaine forme de gestion interne. Je ne vois pas comment on peut dire qu'il s'agit là d'un pays communiste. Vu votre association avec les États-Unis, pouvez-vous nous dire, à la lumière des deux autres critères, notamment l'exportation de la révolution qui se manifeste par l'envoi de troupes, si ces derniers incluent la diffusion d'idées comme une forme d'expansion du communisme? Pourriez-vous apporter des précisions? C'est la seule question que j'ai. Pouvez-vous préciser quelle est leur interprétation? Comment les États-Unis interprètent-ils le communisme? Comment peuvent-ils appliquer cette définition particulière à ce qu'ils voient au Nicaragua?

[Text]

• 1725

Mr. MacEachen: Well, you are asking me to interpret United States' policy. If I could do it briefly, as I see it they regard Cuba—and the President made it quite clear in his speech yesterday—that Cuba is, in a sense, the fomentor of the supporter of the revolution in Nicaragua and they regard Cuba as a surrogate for the Soviet Union, and likewise a Marxist/Leninist government or a Sandinista government in Nicaragua in the same way. They are not prepared, and I am talking of my interpretation of the United States, to accept a penetration of Russian-influenced countries in Central America. They believe their security interests are at stake and the Kissinger Commission, which was bipartisan, had a lot to say about security and I think they reached broadly the same conclusion. They are not going to have these "Communist" countries on their doorstep, any more probably than the Soviet Union would like to see an American-inspired Poland or Czechoslovakia on its doorstep. You asked me what I...

Mr. Hudecki: But I am asking, is it not possible to show the difference there, the sovereignty of an individual nation plus the religious freedom, the promise of election? I felt that would then give you a different interpretation that is apparently not clear to them.

My time is up.

Mr. MacEachen: I had better keep my answer brief.

The Chairman: It is your problem.

The next and semi-final one before we terminate is the Hon. Member for Edmonton South. As you all know, he is our very distinguished international chairman of Parliamentarians for World Order and I like always to mention the good work done by the Parliamentarians for World Order. So we have with us the international chairman.

Mr. Roche, please.

Mr. Roche: Mr. Chairman, I am here more, I think, representing Edmonton South at the moment.

I have three points to raise with the Minister that should only take me a couple of moments. I do not think I will detain him unduly.

The first is on this very vexing question of Canada's economic assistance to Latin America and the Caribbean countries. We have had a discussion here of the problems with respect to El Salvador and Nicaragua and I do not want to repeat that. I would only say that I travelled fairly extensively through Nicaragua prior to the Sandinista revolution and there is no doubt in my mind that the core of the problem in Nicaragua is an economic and social problem. I have always been at a loss trying to understand how denying aid to a people prevents them from going Communist. I think that is the very difficult question that needs to be addressed on the principle, I think, of a case-by-case examination. So I support that general view.

[Translation]

M. MacEachen: Vous me demandez d'interpréter la politique des États-Unis. Si je peux répondre brièvement, à mon avis, ils considèrent, et le président l'a montré très clairement dans son discours hier, que Cuba en un certain sens, est le fomentateur ou l'instigateur de la révolution au Nicaragua, ils considèrent Cuba comme un substitut de l'Union Soviétique, et ils voient d'un même oeil un gouvernement marxisme-léninisme ou un gouvernement sandiniste au Nicaragua. Ils ne sont pas disposés, et je parle de mon interprétation de la politique américaine, à accepter la pénétration de l'influence soviétique dans les pays d'Amérique centrale. Ils croient que leurs intérêts en matière de sécurité sont en jeu; la Commission Kissinger, qui était bipartisane, a beaucoup parlé de la sécurité tout en arrivant je crois, d'une façon générale, à la même conclusion. Ils ne veulent pas avoir ces pays «communistes» sur leur seuil, pas plus probablement que l'Union Soviétique n'aimerait voir à sa porte une Pologne ou une Tchécoslovaquie inspirée par les Américains. Vous m'avez demandé ce que je...

M. Hudecki: Mais je vous demande, n'est-il pas possible de montrer qu'il y a une différence, puisqu'il s'agit d'un pays souverain jouissant de la liberté religieuse et auquel une élection est promise? J'estime qu'on en arriverait à une interprétation différente, qui apparemment ne saute pas aux yeux des Américains.

Mon temps est écoulé.

M. MacEachen: Je ferais mieux de répondre brièvement.

Le président: C'est votre problème.

Le suivant et avant-dernier est l'honorable député d'Edmonton-sud. Comme vous le savez, il s'agit du très distingué président international des parlementaires pour un ordre mondial, et j'aime toujours mentionner le bon travail fait par ce groupe. Nous avons donc avec nous le président international.

Monsieur Roche, s'il vous plaît.

M. Roche: Monsieur le président, je suis plutôt ici pour représenter en ce moment Edmonton-sud.

Il y a trois points que je souhaite aborder avec le ministre, ce qui ne devrait me prendre que quelques instants. Je ne souhaite pas le retenir indûment.

Tout d'abord, il y a cette question très controversée de l'aide économique qu'apporte le Canada à l'Amérique latine et aux pays des Antilles. Nous avons discuté ici des problèmes du Salvador et du Nicaragua, et je ne tiens pas à y revenir. Je veux simplement souligner que j'ai voyagé assez longuement au Nicaragua avant la révolution sandiniste et qu'il ne fait aucun doute, à mon avis, que le cœur du problème y est économique et social. Je ne suis jamais arrivé à comprendre comment en refusant de l'aide à un pays, on empêche son peuple de devenir communiste. Je crois que c'est là une question des plus difficile qu'il faut étudier en se fondant sur le bien-fondé, je crois, de chaque cas. D'une façon générale, c'est l'opinion que j'en ai.

[Texte]

But I want to direct this part of my question to Costa Rica, which the Minister has mentioned. I was in Costa Rica a few days ago... I want to make that point and put that on the record, because I feel that Costa Rica offers an opportunity for Canada to make a special effort and I call to the Minister's attention a note in a letter published this week in the *New York Times* from the United States' Ambassador to Costa Rica, Mr. Windsor, who says that Costa Rica is the region's most successful democracy.

• 1730

Against that background and against the news we are receiving of some troop training going on in the northern part of Costa Rica bordering the southern edge of Nicaragua, there have been some disturbing comments about that as we consider that Costa Rica has been free of an army since 1948, has been espousing a position of neutrality, and I think it would be a useful thing for Canada to do to increase its efforts in Costa Rica by first of all taking note of the excellent address of the Mexican President to the Canadian Parliament earlier this week. I could not say enough good things about that address in its totality.

Some hon. Members: Hear, hear!

Mr. Roche: But the special sentence in there in which the Mexican President, Mr. de la Madrid Hurtado, says:

The voice of Canada and its political and moral weight are particularly valuable.

I thought that there was an answer to the reticence I have observed in the Canadian Minister with respect to entering into the discussions on the Contadora. I think that our voice and our actions and our considered thought are needed in that whole area; and, with respect to Costa Rica now that there is some evidence of troop training going on in Costa Rica, that special attention be paid to that; and, finally, that economic assistance to Costa Rica be looked at from the point of view of how that could be expanded within the overall confines of our figures for Latin America.

Also, a special way of Canada helping to promote peace in Costa Rica and promote democracy there would be the enhancement of the University of Peace now getting its start in Costa Rica. This was founded as a result of a United Nations resolution presented by the then President of Costa Rica, Mr. Carazo, with whom I held meetings a few days ago. I believe there is a special role for Canada to play in developing the University of Peace, particularly with its liaison with the University of Quebec. The graduate students are going to start going in this year. I think special consideration should be given to scholarships, a general raising of the profile of the University of Peace in Costa Rica by a special Canadian effort.

I would like the Minister just to comment briefly on that overall first question on Costa Rica.

An hon. Member: Good point.

Mr. MacEachen: Mr. Roche, I want to assure you that there is no reticence on the part of Canada to participate in discus-

[Traduction]

Néanmoins, je tiens à poser une question sur le Costa Rica, dont le ministre a déjà parlé. J'étais au Costa Rica il y a quelques jours, je tiens à le souligner et à le faire consigner au procès-verbal, car j'estime que le Costa Rica offre au Canada la possibilité de faire un effort spécial, et je tiens à attirer l'attention du ministre sur une lettre publiée cette semaine par le *New York Times* et rédigée par l'ambassadeur des États-Unis au Costa Rica, M. Windsor, où il nous dit que le Costa Rica est la démocratie la plus réussie de la région.

Cela dit, les nouvelles qui nous parviennent, selon lesquelles il y aurait des troupes à l'entraînement dans le nord du Costa Rica près de la frontière sud du Nicaragua, ont tout lieu de nous inquiéter si l'on considère que Costa Rica n'a plus d'armée depuis 1949 et observe une position de neutralité; le Canada aurait tout intérêt à y intensifier ses efforts en commençant par tenir compte de l'excellent discours prononcé au début de cette semaine par le président mexicain devant le Parlement canadien. Il est impossible de dire trop de bien de ce discours.

Des voix: Bravo, bravo!

Mr. Roche: Mais il y a une phrase de M. de la Madrid Hurtado, le président du Mexique, qui mérite tout particulièrement d'être notée:

La voix du Canada et son influence politique et morale sont particulièrement précieuses.

Il m'a semblé y voir une réponse aux réticences du ministre canadien à participer aux discussions avec le groupe de Contadora. À mon sens, c'est une région qui a besoin que nous parlions, que nous réfléchissions mûrement et que nous agissions en sa faveur. Quant au Costa Rica, puisque apparemment il y a des troupes à l'entraînement dans cette région, il me semble que nous devons nous en occuper tout particulièrement. Enfin, nous devons étudier les moyens d'augmenter l'aide économique à ce pays sans sortir des limites de notre budget destiné à l'Amérique latine.

Un bon moyen pour le Canada d'aider à promouvoir la paix au Costa Rica et à promouvoir la démocratie serait d'encourager directement l'université de la paix qui est en train de s'y créer. Cette université a été fondée conformément à une résolution des Nations Unies présentée par le président du Costa Rica à l'époque M. Carazo, que j'ai eu l'occasion de rencontrer il y a quelques jours. Le Canada a un rôle spécial à jouer dans le développement de l'université de la paix, en particulier grâce à ses liens avec l'Université du Québec. Les étudiants de cycle supérieur vont commencer leurs cours cette année. On pourrait envisager d'accorder des bourses et de faire un effort tout particulier pour mieux faire connaître l'Université de la paix au Costa Rica.

Pour commencer, j'aimerais que le ministre fasse des observations d'ordre général sur le Costa Rica.

Une voix: Excellente idée.

M. MacEachen: Monsieur Roche, je vous assure que le Canada n'hésite absolument pas à participer aux discussions

[Text]

sions with the Contadora commissions. On the contrary, I have felt I have been knocking maybe too loudly upon the door and do not want to press too hard. But we are prepared to enter into those discussions.

You will be pleased to know that we have in the course of my visit indicated to the authorities in Costa Rica that we are reprofiling our flow so that the assistance to Costa Rica will be increased. That is something I support very strongly.

I also support the view that we should, as a democratic Canada, be cognizant of the very strong belief in that country in democratic institutions. It is important for us to support that.

I do not know anything about the University of Peace, but I take your comments to heart and have a note here that there is a project now under way to help the University of Peace and it will be completed shortly. So that is an encouragement.

The Chairman: One more?—and last.

Mr. Roche: Perhaps my words might give some encouragement to that course of action by the Canadian government.

I have just two points left, Mr. Chairman.

The first is that I would like to have the Minister's view . . . I have already referred to the Mexican President's address in which some telling words indeed are contained. He says:

• 1735

He says the world is skidding down the slope devised by the promoters of force. There is a lot to think about in that sentence.

I would like specifically to have the Minister's response to this sentence in the Mexican president's address. He says, and I quote:

Mexico has categorically repudiated the validity of doctrines of deterrence and nuclear balance, which have jeopardized the legitimate aspirations of nations to live in peace.

Mr. MacEachen: Mexico is not part of a defensive alliance, as we are. We are members of the North Atlantic Treaty Organization, which is based on flexible deterrence. We could not join with the Mexican president, if his statement means what I think it means, because we have a different association, a different obligation, as a member of the North Atlantic Treaty Organization. I do not think in the present world it would be very prudent for Canada or the NATO countries to dissolve their alliance unilaterally. I think that would be suicidal.

Mr. Roche: I guess time is not going to allow an argument on that point. I do not think the Minister's response is a fair interpretation of the meaning of the Mexican president's address, in which he is calling for a re-evaluation of concepts, not a withdrawal of alliances.

[Translation]

avec le groupe de Contadora. Au contraire, j'ai plutôt le sentiment que nous avons frappé peut-être trop fort à cette porte et qu'il serait bon de modérer un peu nos efforts. Cela dit, nous sommes tout à fait disposés à y participer.

Vous serez heureux de savoir que pendant ma visite nous avons annoncé aux autorités du Costa Rica que nous allons réorganiser notre aide pour augmenter la part qui lui est destinée. Je suis tout à fait en faveur de cette mesure.

Je pense que nous devrions également, nous qui sommes un pays démocratique, prendre conscience des sentiments démocratiques très forts qui existent dans ce pays. Il est important de soutenir ces sentiments.

Pour ce qui est de l'Université de la paix, je ne suis pas du tout au courant, mais je prends vos observations à coeur et j'ai ici une note qui parle d'un projet d'aide à l'Université de la paix, qui doit être menée à bien d'ici peu. C'est donc encourageant.

Le président: Une dernière? C'est la dernière.

M. Roche: Peut-être que mes observations encourageront le gouvernement canadien à poursuivre ses efforts.

Monsieur le président, il ne me reste que deux observations.

Pour commencer, j'aimerais savoir ce que le ministre pense . . . J'ai déjà parlé du discours du président du Mexique qui contenait des observations fondamentales; il a dit:

Il a dit que le monde est en train de dérapier sur une pente construite par les partisans de la force. C'est une phrase qui donne beaucoup à réfléchir.

J'aimerais savoir ce que le ministre pense de cette partie de la déclaration du président du Mexique où il dit, et je cite:

Le Mexique a rejeté catégoriquement la validité des doctrines de la dissuasion et de l'équilibre nucléaire, qui ont porté atteinte aux aspirations légitimes des nations du monde de vivre dans la paix.

M. MacEachen: Le Mexique ne fait pas partie d'une alliance défensive, comme c'est le cas pour nous. Nous faisons partie de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui se fonde sur la pratique de la dissuasion souple. Si sa déclaration veut bien dire ce que je pense, nous ne pourrions pas nous associer au président du Mexique, car nous avons des obligations différentes en notre qualité de membres du Traité de l'Atlantique Nord. Dans le monde actuel, le Canada ou les autres pays de l'OTAN n'auraient certainement pas intérêt à renoncer unilatéralement à leur appartenance à l'Alliance. À mon sens, ce serait un suicide pur et simple.

M. Roche: Je ne vais pas avoir le temps de discuter de cette question; à mon sens, le ministre ne donne pas une interprétation juste de la déclaration du président du Mexique lorsqu'il répond de cette façon. En effet, le président demandait qu'on remette en question des principes, et non qu'on renonce à des alliances.

[Texte]

Let me leave that point at that and move to a subject that has arisen here marginally this afternoon, the United Nations and the need for strengthening the United Nations system, and particularly the multilateral initiatives of the UN in issues of arms control and development. We know the United Nations' 40th anniversary is coming up in 1985. We know the Secretary General of the UN has said that the big problem today is nations bypassing the charter. He has called for a recommitment to the charter.

Can the Minister inform us if the Canadian government plans any initiatives or ideas for initiatives in 1985, the 40th year of the U.N., on what has been talked about of a meeting, at least a having come to the General Assembly, of all the heads of governments from around the world, or a general invitation being issued, and whether Canada might take the lead in trying to bring such an event about, in the interests of making our contribution to strengthening the UN system; and finally, whether Mr. Perez de Cuellar, whose visit to Canada is scheduled for the middle of June and was understandably interrupted—whether or not a new date for Mr. Perez de Cuellar's visit to Canada in 1985 has been set and whether the Canadian government will push for the determination of a date, so that certain planning could then begin to take place?

Mr. MacEachen: We were quite prepared to receive the Secretary General of the United Nations in June. It was his decision. We did not disagree with it—postponing the trip. We want him to come as soon as possible. But I do not think a new date has been firmed up yet.

We want him to come because we want to give him maximum support. In the two statements which I have made at the General Assembly I have indicated our appreciation of the initial assessment which the Secretary General gave of his role and the state of the United Nations Organization, but in the second speech I have outlined certain steps which we thought should be taken to strengthen the UN and his role. We will continue down that path because we have determined that the United Nations is important to a country like Canada, and while it is true there has been declining interest and declining support for the United Nations in North America, that is no reason why we should let that temporary trend deter us from urging the long-term importance of the United Nations. It is an interesting subject. I have some views as to why all of this has happened, but let me assure you that we are quite conscious of the preoccupations which you have raised in your question.

• 1740

Mr. Roche: Would you advance the proposal if the heads of government come into the UN . . . ?

Mr. MacEachen: Mr. Chairman, the most recent effort was sponsored by Madam Gandhi, who wished to have the heads of government of the world come to deal with North-South issues. I have no comment on the success of that, but I think it is a difficult operation and would have to be carefully planned and arranged. However, the principle behind it, namely, to

[Traduction]

Quoi qu'il en soit, je vais maintenant passer à un sujet qui a été abordé très rapidement cet après-midi, celui des Nations Unies et de la nécessité de renforcer le système des Nations Unies, en particulier leurs initiatives multilatérales en matière de contrôle et de fabrication des armements. Nous savons que 1985 marquera le 40^{ème} anniversaire des Nations Unies. Nous savons que le secrétaire général des Nations Unies a déclaré qu'à l'heure actuelle le grand problème de cet organisme, c'était les pays qui passent outre aux dispositions de la charte. Il pense que les nations doivent renouveler leur engagement à respecter les principes de la charte.

Est-ce que le gouvernement canadien a l'intention de prendre certaines initiatives pour marquer 1985, a-t-il déjà pensé à prendre des initiatives pour marquer ce 40^{ème} anniversaire des Nations Unies? Il a été question d'une assemblée générale qui réunirait tous les chefs de gouvernements du monde, d'une invitation générale, et je me demande si le Canada envisagerait de participer à la réalisation de ce projet, ce qui serait notre contribution au renforcement du système des Nations Unies. Enfin, M. Perez de Cuellar devait venir au Canada au milieu de juin, et cette visite a été remise, ce qui est compréhensible; est-ce qu'une nouvelle date a été prévue en 1985? Est-ce que le gouvernement canadien va chercher à fixer une date pour que la planification puisse commencer?

M. MacEachen: Nous étions tout disposés à recevoir le secrétaire général des Nations Unies en juin; c'est lui qui a décidé de remettre son voyage, et nous avons accepté. Nous tenons à le recevoir le plus vite possible, mais je ne crois pas qu'il y ait de date fixe pour l'instant.

Si nous tenons à le recevoir, c'est pour pouvoir lui manifester tout notre soutien. Dans les deux déclarations que j'ai faites à l'Assemblée générale, j'ai dit à quel point nous apprécions la façon dont il conçoit son rôle et le rôle de l'Organisation des Nations Unies; dans le second discours, j'ai parlé de certaines mesures qui, à notre sens, pourraient être prises pour renforcer les Nations Unies et leur influence. Nous allons continuer dans cette voie, car nous avons décidé que les Nations Unies étaient un organisme important pour un pays comme le Canada; et même si l'intérêt et le soutien suscité par les Nations Unies a baissé en Amérique du Nord, ce n'est pas une raison pour oublier leur importance à long terme. C'est un sujet intéressant; j'ai certaines idées sur les raisons de cette baisse d'intérêt temporaire, mais je vous assure que nous sommes très conscients des préoccupations dont vous avez parlé.

M. Roche: Est-ce que vous feriez cette proposition si les chefs de gouvernement venaient aux Nations Unies . . . ?

M. MacEachen: Monsieur le président, l'effort le plus récent dans ce sens a été fait par M^{me} Gandhi, qui a souhaité voir les chefs de gouvernement du monde discuter des problèmes Nord-Sud lors d'une séance de ce genre. Je ne veux pas me prononcer sur le succès possible de cette entreprise, mais elle serait sans doute complexe et nécessiterait beaucoup de

[Text]

give a renewed thrust to the United Nations, I am in full support.

But I think that we ought to bear in mind that the country where the thrust must come from now is the United States. That is where the frustration basically exists about the United Nations.

Mr. Roche: But we could be among those countries trying to advance the concept.

The Chairman: I am sorry . . .

Mr. MacEachen: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Last, the Hon. Member from Thunder Bay—Atikokan.

Mr. McRae: I will be very brief.

The Chairman: That is very kind.

Mr. McRae: I would like to associate myself with Mr. Roche's representations regarding the University of Peace in Costa Rica, and I am very pleased that we are involved.

I also know that he and others will be supporting us in a similar kind of institution if we are able to get the Bill through shortly.

I asked a question of someone whom I consider to be a respectable historian from Central America, to explain the widespread polarization that exists in that area and throughout a good portion of Latin America, which shows its forms in some kind of extreme stratification . . . economic stratification, social stratification. To a certain degree—he particularly mentioned racial stratification. He opened a line of thought that is common among some historians in the region, that the cause of this goes back to the original conquering, conquerors and so on, in the lack of evolution in the societies which gradually should change to a less stratified group of societies, group of nations.

One of the major causes in this lack of evolution was the workings of the Monroe Doctrine over the last 150 years. There has been a general sort of suppression of the area in not allowing that kind of evolution that has occurred in other parts of the world.

Now, I would like you to comment on that, and I would like you to comment on one other point.

The second point: It seems to me that one of the things that sustains that lack of evolution is the very act of the IMF, at this particular point, in attempting to wring the necks of these countries because of the very large indebtedness that they have to the banking system of the world and to IMF. Basically the pressure again is creating the kind of polarization which makes that kind of evolution extremely difficult.

So I pose that as a kind of general question and I leave it with you.

Mr. MacEachen: That the evolution has not taken place is absolutely clear. There is what I regard as a failure to build institutions that permit participation by the people, whether it

[Translation]

planification. Toutefois, je suis tout à fait en faveur du principe qui est en cause, celui de redonner une nouvelle influence aux Nations Unies.

Mais il ne faut pas oublier qu'à l'heure actuelle ce renouveau doit venir des États-Unis. En effet, c'est de ce pays que sont venus la plupart des sentiments négatifs envers les Nations Unies.

M. Roche: Nous pourrions être un des pays à défendre cette idée.

Le président: Excusez-moi . . .

M. MacEachen: Merci, monsieur le président.

Le président: Le dernier intervenant, l'honorable député de Thunder Bay—Atikokan.

M. McRae: Je serai très bref.

Le président: Ce sera apprécié.

M. McRae: Tout comme M. Roche, je m'intéresse beaucoup à l'université de la paix du Costa Rica et je suis heureux de savoir que nous y participons.

Je sais également que si nous réussissons à faire adopter le projet de loi rapidement, nous serons plusieurs à soutenir le même genre d'institution.

J'ai posé une question à quelqu'un que je tiens pour un spécialiste de l'histoire de l'Amérique centrale, je lui ai demandé de m'expliquer d'où vient cette polarisation très générale qui existe dans la région et dans une bonne partie de l'Amérique latine, et qui se manifeste par une stratification extrême—stratification économique, sociale dans une certaine mesure, et lui-même m'a parlé plus particulièrement de stratification raciale. Il m'a fait part de réflexions qui sont fréquentes chez les historiens spécialistes de cette région, il m'a dit que cela remontait à l'époque de la conquête, des conquérants, etc., à la stagnation de sociétés, qui progressivement, devraient devenir un groupe de sociétés moins stratifiées, un groupe de nations.

Une des principales causes de cette stagnation, c'est la doctrine Munro, qui prévalait depuis 150 ans. Certaines forces se sont coalisées pour empêcher cette région de se développer comme les autres régions du monde.

Maintenant, j'aimerais savoir ce que vous en pensez, et également ce que vous pensez d'une autre question.

La voici: Il me semble qu'un des facteurs de cette stagnation, c'est l'action du FMI, qui est en train de tordre le cou de ces pays à cause des dettes énormes qu'ils ont accumulées dans les banques du monde et envers le FMI. C'est cette pression-là qui crée la polarisation et rend toute évolution extrêmement difficile.

Voilà donc une question assez générale; j'aimerais savoir ce que vous en pensez?

M. MacEachen: L'absence d'évolution, la stagnation, est indéniable. On n'a pas réussi à construire des institutions qui permettent la participation des populations, que ce soit

[Texte]

be economically or politically. Where is the middle class in these countries? If that is the source of stability, there is not that broad middle ground or middle group of people that often avoids polarization. But we could lead on into a long discussion.

• 1745

On the IMF...

Mr. McRae: How about the equivalent of a Monroe Doctrine?

Mr. MacEachen: Which Monroe? We had one Munroe doctrine that I disagreed with.

The IMF—the Mexican leaders were here, and they of course have conducted one of the most drastic adjustment programs that could possibly be entertained, since 1982, as a result of the rescheduling of their debts and as a result of the IMF adjustment program. They are coming out of it.

I think it is a very thorny and difficult question. The Minister of Finance of Honduras had a discussion with me. He is now negotiating an adjustment program with the IMF. He was saying, oh, it is really more than I can bear, more than the country can bear in our present circumstances, to comply with the requirements of the team which visited us recently. They asked, he said, that they eliminate their budgetary deficit in two years; and the budgetary deficit is 6% of the GNP. Well, that is pretty hard to do.

I think you are raising a point that is important. But I do not think there is any solution without the countries themselves undertaking the necessary adjustment. It is a question of whether it should be more moderate on the part of the IMF. They are not going to attract the kind of flows from the banks or private direct investment unless there is some confidence that they have an economy that is reasonably well managed.

Mr. McRae: Do you know the degree to which the IMF demands are counterproductive? This is what I worry about—if they are not pushing it too hard and basically creating a great deal of unemployment and a loss of productivity.

Mr. MacEachen: Let me say that you are not alone in that view.

The Chairman: Thank you.

I will add to the minutes today answers given by CIDA to a question put to us by Mr. Heap. They will be added. At least that I can decide today.

I just have a short point by the Honourable Mr. Stevens. I hope it is not a long question.

Mr. Stevens: Thank you. It is very brief.

Mr. Kilgour asked me on a point of order to explain a little more fully why he is urging you to append the treaties between the Soviet Union, Cuba, Libya, and North Korea. It comes out of Mr. Heap's comment, in which he is a little unclear as to how the arms are getting from Nicaragua to El Salvador. These documents were referred to in a secret meeting in

[Traduction]

politiquement ou économiquement. Où est la classe moyenne de ces pays-là? Si c'est la source de la stabilité, ce groupe moyen, cette classe moyenne massive qui évite souvent la polarisation, n'existe pas. Mais c'est une discussion qui pourrait se prolonger.

Quant au FMI...

M. McRae: Et que pensez-vous de l'équivalent d'une doctrine Monroe?

M. MacEachen: Quelle doctrine Monroe? Il y a eu une doctrine Monroe, sur laquelle je n'étais pas d'accord.

Le FMI. Les dirigeants mexicains sont venus et, bien sûr, ils ont mis en place un des programmes d'ajustement les plus radicaux qu'on pouvait concevoir, depuis 1982, et après avoir remanié leur calendrier des remboursements pour tenir compte du programme d'ajustement du FMI, ils sont en train de s'en sortir.

C'est une question particulièrement épineuse. J'ai eu l'occasion d'en discuter avec le ministre des Finances du Honduras. Il négocie actuellement un programme d'ajustement avec le FMI. Il me disait que c'était beaucoup trop lourd à supporter dans les conditions actuelles, beaucoup trop lourd pour le pays d'observer les conditions imposées par le groupe du FMI lorsqu'il leur a rendu visite. On leur demande d'éliminer leur déficit budgétaire en deux ans, et le déficit budgétaire représente 6 p. 100 du PNB. C'est assez difficile.

Vous soulevez une question qui est importante, mais tant que les pays ne feront pas eux-mêmes les ajustements nécessaires, je ne crois pas qu'une solution soit possible. On peut se demander si le FMI ne devrait pas imposer des ajustements plus modérés. Ces pays-là ne pourront se faire financer par les banques ou par des intérêts privés s'ils ne réussissent pas à les persuader que leur économie est administrée raisonnablement.

M. McRae: Savez-vous dans quelles mesures les exigences du FMI sont négatives? C'est cela qui m'inquiète: je me demande s'ils n'insistent pas trop, si tout cela ne sert pas surtout à créer beaucoup de chômage et à juguler la productivité.

M. MacEachen: En tous cas, vous n'êtes pas le seul à le penser.

Le président: Merci.

J'ajouterais au procès-verbal de la séance d'aujourd'hui les réponses de l'ACDI à une question posée par M. Heap. C'est au moins une décision que je peux prendre aujourd'hui.

M. Stevens a une question très courte, j'espère que ce n'est pas trop long.

M. Stevens: Merci. C'est très court.

Invoquant le règlement, M. Kilgour m'a demandé d'expliquer un peu mieux les raisons pour lesquelles il vous demande d'annexer les traités entre l'Union Soviétique, Cuba, la Libye et la Corée du nord. Cela ressort des observations de M. Heap, qui n'explique pas très clairement comment les armes passent du Nicaragua au Salvador. On fait allusion à ces documents

[Text]

Managua in January 1983. The NDP, of course, is referred to in the same minutes. We have these secret minutes, and they are very interesting reading, because they make clear the link between Nicaragua, Grenada, and the FDR, FMLN, and MNR of El Salvador, which are the revolutionary groups in El Salvador. I think if members take the time to read these treaties, they will see how—for example, mines have come up today. Well, 7,000 mines are included in the treaties to be delivered.

The Chairman: As I said, they are all ready. I will distribute them. That is my decision today. I am sure you will accept it. I will distribute those to all 30 members.

I will wait for the documents of our good friend, Mr. Dupras. I will also distribute that, and if all the documents are ready, I will then tackle the subject. But I do not want today to say what I am going to do.

• 1750

Thank you, *Merci infiniment, monsieur le ministre*, for your kind patience. Thank you, madam and gentlemen.

We will meet next Tuesday. *Merci*. The meeting is adjourned.

[Translation]

dans une réunion secrète tenue à Managua en janvier 1983. Evidemment, on parle du NPD dans le même procès-verbal. Nous avons ce procès-verbal secret, dont la lecture est très intéressante, car on y explique clairement le lien qui existe entre le Nicaragua, la Grenade, et le FDR, le FMLN et le MNR du Salvador, qui sont les groupes révolutionnaires de ce pays. Si les députés prennent le temps de lire ces traités, ils verront, entre autres choses, pour quelles raisons on a parlé de mines aujourd'hui. En effet, les traités prévoient que 7,000 mines doivent être livrées.

Le président: Comme je l'ai dit, tout est prêt, je vais les distribuer. C'est la décision que j'ai prise aujourd'hui, je suis certain que vous l'approuverez. Je vais les distribuer aux 30 députés.

Lorsque j'aurai reçu les documents de notre bon ami, M. Dupras, je les distribuerai également, et si tous ces documents sont prêts, j'aborderai alors le sujet. Mais pour l'instant, je préfère ne pas me prononcer.

Merci. Thank you very much, Mr. Minister, pour votre patience. Merci, madame, messieurs.

Nous nous reverrons mardi prochain. *Thank you*. La séance est levée.

APPENDIX "EAND-5"

**STATEMENT
DISCOURS**

Statement to the Standing
Committee on External Affairs
and National Defence by the
Honourable Allan J. MacEachen,
Deputy Prime Minister and
Secretary of State for
External Affairs, on his trip
to Central America and
Colombia, April 3 to 13, 1984

May 10, 1984
OTTAWA

When I last appeared before this Committee in March, several of you expressed interest in my trip to Central America. Indeed, someone suggested that all members of the Committee might wish to accompany me. Today, I would like to provide the Committee with a report on my trip to Central America and provide you with specific comments on Canadian policy in that region. In addition to this report, I am making available to members a compendium of statements I have made on Central America in the past year which includes transcripts of my statements to the press during and immediately after my trip.

At the invitation of their Governments, I visited Costa Rica, Colombia, Nicaragua and Honduras between April 3 and April 13, 1984. This was the first visit of a Canadian Foreign Minister to Central America and I was warmly and graciously welcomed in all countries. In each of the three Central American countries, in addition to Government Ministers and officials, I also met with members of the opposition, media, unions, churches, Canadian business and non-governmental organizations.

In preparing for my trip, I met with Members of Parliament, the Central American and Contadora Ambassadors in Ottawa, and representatives of a number of Canadian non-governmental organizations active in the region, who outlined to me their concerns about the situation in Central America. My programme was arranged to ensure that I was able to meet persons representing a wide spectrum of interests and views, and in this way, I was able to pursue the particular concerns raised prior to my departure.

The primary objective of my visit was to test the adequacy and direction of Canada's policies in Central America. Another purpose of my visit was to sharpen and extend my understanding of the area as well as to explain Canadian policy to the leaders of these countries.

My visit to the region also provided a timely opportunity to review the relevant recommendations made by the Sub-committee on Canada's relations with Latin America and the Caribbean in mid-1982. In general, Canadian policy was confirmed, particularly the requirements to encourage peaceful economic development, to support regional peace initiatives, to pay greater concern to the plight of refugees, and to remain sensitive and responsive to the problems of poverty and the objectives of our aid program. The issue of external involvement in regional conflict, which was highlighted last week in Washington by the former chairman of the Sub-Committee, Mr. Maurice Dupras, was also a subject of my discussions.

The visit also reinforced my appreciation of the fragility of the vitally important task faced by the Contadora group. The Contadora process was a major item discussed

throughout my visit. It was the particular focus of discussions during my stay in Colombia.

I found a good deal of pessimism about the prospects for Contadora, along with evidence that tensions are increasing. A key factor in this bleak prognosis is the absence of a mutually acceptable basis for understanding between Nicaragua and the USA, despite stated objectives on both sides to seek a modus vivendi.

Earlier this year, the Contadora countries established three commissions to address economic, political and security problems -- the latter dealing with key issues of force levels, verification and demilitarization. During the visit to Ottawa by Foreign Minister Lloreda of Colombia in February, I indicated that Canada would be pleased to collaborate with the work of these commissions in any way which Contadora Ministers might find constructive and appropriate. Although enthusiasm was expressed in several capitals about this offer, there has not as yet been any practical follow through. The commissions have now reported to Contadora and Central American foreign ministers. However, this work goes on and the Canadian offer stands.

Although the obstacles are enormous and the basis for pessimism about its future only too real, I continue to believe that Contadora represents the only international instrument with the potential for reconciliation in Central America. The political leaders with whom I spoke in Colombia, in Central America, and indeed the Mexican President and Foreign Minister in Ottawa earlier this week, are all conscious that the failure of Contadora could lead to a massive and escalating tragedy.

Moreover, there are Contadora achievements. If the present situation is discouraging, it would have been much worse without Contadora. The process has brought the five countries of Central America together for regular discussions. It has taken the heat out of some tensions, if not actually prevented the outbreak of war between Nicaragua and Honduras.

As I have said, we strongly support Contadora, but we are also aware of the temptation to hide behind public statements of support for Contadora without addressing ourselves to the problems which are frustrating the Contadora process. It is my view that more pressure should be applied by the international community, in support of Contadora, to have the forces and military support of third parties removed from Central America. Contadora is vital and if it is to work, it must have the genuine support of all parties.

There were, of course, questions about the Canadian position with respect to U.S. policies in Central America. I explained that there were differences with the United States and that these had been raised in my regular consultation with

Secretary of State Shultz most recently in Washington on April 1 and 2. I understand USA security concerns in the region, but have made very clear our concern about the escalation of USA-supported military attacks on Nicaragua. The Government is also concerned, however, about the military support being given by, for example, Cuba, Nicaragua, and the Soviet Union in the Central America conflict.

The mining of harbours in Nicaragua was extensively discussed. I made it very clear that Canada regards the mining as a dangerous escalation of tension and a serious violation of international law. I also referred to the responsibility of the United States for this activity. However, the mining must be viewed within the overall context of events in Central America. This was the perspective taken by the Contadora Group following the meeting of their foreign ministers in Panama, April 8. They analysed the security situation in the area and included mining as one of the serious destabilizing elements that has occurred recently. I entirely support the position adopted by the Contadora Ministers on this matter. I should also point out that the Canadian government first expressed its concern on the mining to the United States on March 26, six days after a Soviet freighter struck a mine when entering a Nicaraguan port.

As so much attention in Canada has centered on Nicaragua, I had a particularly wide-ranging programme in that country. In addition to speaking to Coordinator of the Junta, Daniel Ortega, and Sergio Ramirez, member of the Junta, Ministers and three members of the government directorate, my delegation and I spoke with the Archbishop of Managua, the editor of La Prensa, the leading opposition newspaper, representatives of Canadian non-governmental organizations, trade union and opposition leaders, representatives of the private sector, and the Human Rights Commission. From these discussions, I was able to see that the perceptions both of those in Canada who strongly endorse, and those who just as vigorously oppose the Sandinistas, do not reflect the much more nuanced and complex reality.

Elections, of course, are a key issue. I was interested in the detailed explanation of the arrangements for the forthcoming Nicaraguan elections provided by Comandante Carlos Nunez, as free elections will fulfil one of the objectives of the revolution. Because of the intense military and economic pressures of the Contras, it may not be possible to lift for all areas of the country the emergency law which limits freedom of the press and assembly, but I pointed out that an election without genuine and vigorous opposition is a non-event and that it is equally important that governments preparing for elections be prepared to accept the possibility of losing elections. I also emphasized how important it is for the electorate to have confidence in their electoral machinery.

The first visit of a Canadian Foreign Minister was regarded by the Costa Ricans as a symbolically important indication of Canada's increased interest in the region and a demonstration of support for Costa Rican democracy and its policy of neutrality. In a troubled region, the democratic institutions of Costa Rica stand out as robust and effective. I made it clear that Canada would be significantly increasing developmental cooperation with Costa Rica.

The visit to Bogota provided a most useful perspective on the Central American region. The Betancur government has strong credentials: as a stable democratic government, which has recently concluded very significant peace negotiations with most of the guerrilla factions in Colombia; and as a driving force behind Contadora. A coincidence of outlook in many areas and evidence of some economic recovery provide a promising foundation upon which effective and mutually beneficial bilateral relations can be built.

Honduras is struggling to root a new democratic tradition in difficult soil. Historically, Honduras has been a battle field for its neighbours' wars. Low prices for Honduran staples and the continuing recession in Central America have struck the Honduran economy in much the same manner as its neighbours. As the second poorest country in the hemisphere, we have committed to Honduras a high level of aid. These projects, which are concentrated in agriculture, forestry and rural electrification, are designed to help the most needy sectors of the country. The amounts provided are at present limited by the absorptive capacity of the Honduran economy.

As you know, Mr. Shultz suggested, on the eve of my departure, that I include El Salvador in my Central American tour. I told him that, in principle, I had no objection to the inclusion of El Salvador, but my schedule was already tight and I judged it inappropriate to make an official visit at the height of a Presidential election campaign. Since my return, El Salvador has completed that electoral process. The reports of the Canadian observer team at both rounds of the El Salvador elections have reinforced my view that the decision to send official Canadian observers was correct. Their purpose was to report on the process and so provide the Canadian Government and people with an informed basis on which to judge the elections. On the basis of the last report of our observers, I believe that the electoral authorities in El Salvador should be applauded for the courage, tenacity and competence with which they discharged their duties in challenging circumstances. I would also wish the apparent President Elect, Mr. Duarte, good fortune and continued strength of purpose as he embarks upon the hazardous course of national reconciliation.

In addition to informative discussions on the increasingly serious refugee problem, I was able to review our aid efforts in Central America with representatives of the

Governments of the area, with opposition groups, and with NGO workers in the area. There was a solid consensus in all my consultations on the fact that longstanding social and economic injustices in Central America are the principal causes of current unrest and instability. There was an equally strong consensus that our aid to social and economic development in Honduras, Nicaragua and Costa Rica should continue and expand on its current basis.

There were some who advised that no aid should go to Nicaragua on the grounds that the Nicaraguans are attempting to export revolution to El Salvador. Also, there were some who advised that aid to Honduras should be stopped because that country is supporting the "contras" against Nicaragua. No one, however, supported the termination of aid to both countries.

The part of Canadian assistance to Central America which is significant more for its quality than its quantity, is that provided by the Canadian non-governmental organizations. However, the visit raised some concerns in my mind about the distribution of this assistance and there were some cases where its motivation was questioned. The needs, which can be addressed by skilled and dedicated Canadians, particularly in humanitarian and people-to-people activities, should not be circumscribed by ideological boundaries. It is my hope that political attachments should not distract invaluable work of this kind from its central objectives.

Our aid to Central America is needed, appreciated and highly respected, because it is directed to the basic development needs of people and societies. Canadian aid in Central America will not be determined by the political complexion of the recipients. This is consistent with our view that aid policy is intended to help countries of the region overcome the disabilities which are the primary causes of social, policy and economic injustice. The merits of this Canadian approach to and support for Central America were reconfirmed during my visit and consultations.

I made clear to the Governments of Honduras and Nicaragua that Canada opposes any interference by any country in the internal workings of another. And I recalled that in one special case we had terminated our relationship to one country because that country had diverted combat soldiers to military adventures abroad rather than using its military resources for strictly defensive purposes.

The visit also afforded me an opportunity to hold a meeting with Canadian Heads of Post in the region. The meeting took place in Cartagena and provided a useful, in-depth review of the area and of Canadian policies.

I believe that the visit to Colombia and to Central America was both timely and worthwhile. It was of great value

to me and I would like to think that it was helpful not only in terms of our bilateral relations with the countries visited, but welcome evidence of Canada's growing interest and concern in the region.

APPENDIX "EAND-6"

Canadian International
Development AgencyAgence canadienne de
développement international

CIDA

Statement by the Deputy Prime Minister
And Secretary Of State For External Affairs

To The House Of Commons Standing Committee
On External Affairs And National Defence,

May 10, 1984

Canada

Mr. Chairman, Honourable Members of the Committee:

In the interdependent world in which we live, it is vitally important for Canada to promote closer relations with developing countries. Our primary and most effective means of achieving that goal is to continue and to increase Canada's involvement in the economic and social development of the Third World.

To some Canadians, those are self-evident truths. To others, they are not.

That rich and poor countries depend profoundly upon each other for their future growth and prosperity is not an easy notion to grasp. For some people, only one-half of the truth is evident -- namely that the progress of developing countries depends upon assistance from countries with stronger economies.

The realization that the reverse is also true -- that our own prospects depend just as crucially upon the level of economic health and hope in the Third World -- is just beginning to take hold among the peoples of the industrialized countries.

In fulfilling our shared responsibility for the future well-being of Canada, one of our tasks is to help convince more and more Canadians that rich and poor countries will either grow or stagnate together. Our destinies cannot be separated.

Conflict and injustice in developing countries impinge ever more directly upon our sense of security and freedom. Weak economies in the Third World impose severe limits upon our exports and industrial growth. The oil crisis of the 1970's, and the debt crisis in South America and elsewhere have proven that, as Prime Minister Trudeau said last week, there are no more "safe distances" from other countries' actions and problems.

International development, therefore, is not something that we Canadians engage in for developing countries, out of the goodness of our hearts, but with them, out of concern for our mutual well-being.

That is the context in which Canada must plan and implement its policies and programmes of development assistance. It is in that context that I am pleased to release for public distribution today a government document entitled "Elements Of Canada's Official Development Assistance Strategy, 1984".

Many members of the committee have already seen this document in an earlier version which was prepared for a limited distribution to some fifty members of the Canadian development community who attended a colloquium here in Ottawa in March. I convened that gathering not only to exchange views, but also to strengthen the sense of partnership among us, and to discuss the adequacy or appropriateness of our current ODA policies in the light of the international economic situation and domestic concerns. The colloquium brought together parliamentarians, representatives of voluntary organizations, the business and

agricultural communities and exporters, churches and universities, trade unions, cooperatives and professional associations -- an impressive cross-section of Canadians with a committed interest in the Third World and international development.

My own view of that two-day meeting, echoed by many other participants, is that it made an important contribution toward greater understanding of each other's perceptions of the role and purpose of the development assistance programme.

I am pleased to report that our discussions revealed general support for the thrust of the government's Official Development Assistance strategy, even if there was not unanimity on every aspect of it.

The colloquium also produced greater understanding of the complexities and hard choices which governments face in implementing development assistance policies. The link between development assistance and human rights is a case in point. What do you do when, for example, a country with a poor record of respecting human rights is also trying to support a very large number of refugees from a neighbouring country? Should you cut off assistance as a sign of disapproval of oppressive policies, or maintain assistance in support of the refugees?

Such discussions produced a consensus in favour of the present Canadian policy of treating each case on its merits, rather than trying to apply a hard and fast rule to all.

Similarly, there emerged a greater recognition of the roles and often of the complementarity of the goals pursued by Canadian organizations and companies which approach developing countries from different perspectives.

If there was one over-riding insight that came out of that gathering, it was that Canada's international development effort is truly a national effort, involving not just the federal government, not just provincial governments, not just the voluntary or business sectors -- but all Canadians in a partnership which extends from coast to coast and around the world.

It is because many participants remarked upon the wealth of information in the document prepared for that colloquium that I have decided it should be made available for wider distribution.

To be successful, Canada's development policies must be founded upon the reality of circumstances in developing countries. We must be neither pessimistic about the prospects for progress, nor too optimistic about the pace of that progress.

The Third World's aspirations for growth have been seriously set back, and in some cases almost shattered, by the global recession of the past few years. Their import prices and debts have increased, the prices they receive for commodities have declined, and their markets have contracted. The struggle against hardship has become more onerous. Some

countries have had to abandon dreams of growth in order to concentrate on sheer survival.

In the midst of setbacks, however, there was also some very good news. It has become increasingly apparent that development really does work. Our dollars and our commitment in the Third World are productive.

Among social indicators, for example, it is encouraging to note that:

- in the present generation, the world has reached the point where, for the first time, there are more literate than illiterate people;

- over the past quarter-century, life expectancy in the Third World has risen by about ten years;

- over the past three decades, despite enormous population growth, per capita incomes in the Third World as a whole have doubled;

- in the past two decades, infant mortality rates have been cut by half.

Canadians can be proud of the part they played in bringing about that kind of progress.

On the economic front, as well, there have been startling success stories, such as India's achievement of self-sufficiency in cereals, mostly through its own efforts, after years of dependency upon large-scale food imports.

Despite the sometimes discouraging dimensions of the task, therefore, it is important to remember that real progress has been achieved, and can be achieved in the future.

To that end, the Government of Canada is committed to increasing its contribution to Official Development Assistance over the coming years. As was indicated in the Speech from the Throne, we intend to reach a target of .5% of Gross National Product devoted to ODA by 1985, and .7% by 1990.

As we progress toward those goals, it will become even more important for the Canadian public to be aware of the benefits which our national development effort brings to both the Third World and to Canada. During the past fiscal year, for example, approximately \$1 billion of our ODA budget was used for the procurement of Canadian commodities, goods and services for Third World countries.

Canada's development assistance programmes provide a strong stimulus to the Canadian economy, creating jobs and export opportunities, at the same time as we attempt to meet the needs of developing countries.

As in all areas of public policy where pressing needs must be met with limited resources, it is necessary to establish priorities. The general guideline for establishing those priorities is that we want to deliver the kinds of assistance which reflect Canada's best and strongest capabilities, and we want to deliver it to where it is most needed.

Canada's ODA policies therefore dictate that we identify Canadian strengths which can benefit the Third World, and encourage those sectors to become involved in development. Our policy also directs the largest share of our assistance to the poorest countries.

The three priority sectors for Canadian assistance are agriculture, energy, and the development of human resources. Canada has also provided considerable assistance in such sectors as transportation, communications, water supply, resource surveys, human settlements, environment, health and population, among others.

During the 1983-84 fiscal year, Canada delivered close to \$1.8 billion in Official Development Assistance through a variety of channels. The shares allocated to each channel reflect Canada's global humanitarian, economic and political interests, as well as our domestic interest in involving Canadian organizations, producers and companies in our efforts in the Third World.

When you consider the complexity of development, the varying needs and states of advancement of developing countries, and the capacity of Canada to deliver assistance, it quickly becomes apparent that no one channel or instrument is perfect for all circumstances. That is why Canadian programmes encompass a variety of delivery mechanisms.

The largest share of Canadian assistance is delivered through the bilateral, or direct country-to-country channel.

The second largest Canadian programme of direct assistance is the provision of Canadian food to the hungry peoples of the world. Canada provides more staple food aid per capita than any other donor country in the world. An important part of Canada's ODA budget supports the international development activities of Canadian organizations, institutions, companies and individuals.

Canada is a strong supporter of multilateral institutions, such as the World Bank and the United Nations specialized agencies, because they can undertake very large programmes which individual donor countries might not risk. As well, they provide large pools of development capital, and allow Canada to have a presence in countries where we do not have bilateral programmes.

Both international and Canadian agencies are used for the delivery of emergency, humanitarian and relief assistance to developing countries. Similarly, special efforts in the fields of research and development are undertaken by the International Development Research Centre, and, in the petroleum sectors, by Petro-Canada International Assistance Corporation.

Some of the most impressive development work being carried out on a direct people-to-people basis is being done by Canadian non-governmental institutions and organizations involved in a wide variety of sectors, from health care to education, community development to agriculture. In the Speech from the Throne, the government indicated it would be seeking an increased involvement of voluntary organizations and the cooperative movement in the delivery of development assistance.

Canada's ODA strategy permits a flexible response to development opportunities revealed through any or all of these channels. The Minister of Finance announced in his budget speech on February 15th that an Aid-Trade fund will be established in support of an expanded role for Canadian firms in developing countries. As we move toward the target of 0.7% of GNP, up to one-half of the increase in the funds allocated to ODA will be devoted to the fund. Guidelines for its use will be established in consultations with the private sector.

It can readily be seen that Canada approaches the development challenge on many fronts. Canadians have much to be proud of in the record of this country's partnership with developing countries in striving to attain economic and social goals. Our help, both human and financial, is needed, valued and effective.

It is my hope that the document I am distributing today on Canada's Official Development Assistance strategy will stimulate public awareness of development issues. I hope, as well, that it will help Canadians to become better informed about the challenges involved, and about the important roles being played by a great many Canadian organizations, institutions and individuals.

The work must go on. It must increase, and become even more effective, if the peoples of the Third World and Canada are to be able to hope for a better life for all.

APPENDIX "EAND-7"

Agence canadienne de
développement internationalCanadian International
Development Agency

May 9, 1984

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Mr. Marcel Prud'homme, M.P.
Chairman of the Standing Committee
on External Affairs and National Defence
Room 265 West Block
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. Prud'homme:

When the President of CIDA appeared before the Standing Committee on April 12, 1984, Mr. Dan Heap put a number of questions to her on CIDA-supported projects in Honduras and Nicaragua. The President offered to supply detailed answers to his questions.

You will find in the attached notes answers in particular to Mr. Heap's questions on the bilateral program in the agricultural sector in Honduras; details on the disbursement of the line of credit for the dairy project at Chiltepe; up-to-date information on the delivery of fertilizers to the dairy project at Chiltepe; and finally, the line of credit for potable water systems in Nicaragua. In addition, I am also providing you with details on all current CIDA projects in these two countries.

If I can be of further assistance, please let me know.

Yours sincerely,

Wm McWhinney
Senior Vice-President

Atts

200, Promenade du Portage
Hull (Québec)
Canada
K1A 0G4

200 Promenade du Portage
Hull, Québec
Canada
K1A 0G4

HONDURAS

Project: Agricultural Line of Credit

Budget: \$3,000,000 (Loan at 0-10-50)*

Disbursement: \$2,869,863 (31/03/84)

Description: The project is a \$3,000,000 line of credit to finance the purchase in Canada of agricultural equipment such as tractors, levellers, laboratory equipment and pumps. Procurement was completed in November 1983.

All the material was delivered and installed in Honduras as planned.

The beneficiaries were:

DIFO COOP: Division of Cooperative Development;
Ministry of Natural Resources;

CONADI: National Council of Industrial Development;

COHBANA: Banana Corporation of Honduras

This line of credit is now completed.

* 0% interest; 10 years grace; 50 years maturity.

May 1984

HONDURAS

Project: Study for the Integrated Development of the Guayape Valley

Budget: \$5,579,100 (grant)

Disbursement: \$5,500,000.00 (to 31/3/84)

Objective: To produce a master plan for the integrated rural development of the Guayape Valley.

Description: This project, carried out by the consortium Lavalin-Crippen International, started in 1978 and will be completed in 1984. The following studies have been made:

- Pre-feasibility study for agricultural and livestock development under irrigation,
- Feasibility study for agricultural and livestock development under irrigation,
- Feasibility study for fisheries development,
- Feasibility study for agricultural mechanization,
- Feasibility study for livestock development,
- Feasibility study for storage and marketing of basic grains,
- Feasibility study for improved seed production,
- Feasibility study for family-diet improvement,
- Feasibility study for marketing of fruits and vegetables,
- Feasibility study for production of charcoal.

These studies will permit the government of Honduras to establish its priorities and a master plan for the development of the Guayape Valley. Eleven pilot farms were developed using various agricultural and ranching techniques with and without irrigation. Experimentation on these farms is still ongoing.

The project included the provision of equipment such as vehicles, meteorological instruments, irrigation equipment, well drilling supplies and pumps for a value of \$800,000.

As a follow-up to this project, CIDA is studying the possibility of implementing small agricultural development projects in co-ordination with the World Bank. The experience of the eleven pilot farms will serve to better define future Canadian participation in the Valley.

May 1984

HONDURAS

Project: Protection of the pine wood forest

Budget: \$1,200,000 (grant)

Disbursement: \$1,200,000 (to 31/3/84)

Objective: To protect the pine forests and to assist CONDEFOR (Forest Development Corporation of Honduras) in reducing the volume of annual forest fires in the districts of Olancho and Comayagua.

Description: Started in 1978 and carried out by the Department of Natural Resources of the Government of New Brunswick, the project was completed in 1981. It included the three following components:

- Technical assistance in forest protection and radio telecommunication,
- Forest protection training: 7 sessions (from 1 to 3 weeks each) given to 16 individuals, followed by practical training in Canada and Mexico,
- provision of equipment such as vehicles, fire extinction equipment, meteorological instruments, observation towers, and didactic material for a value of \$430,000.00

May 1984

HONDURAS

Project: Feasibility study of a hardwood industrial complex for the Corocito Region

Budget: \$640,000.00 (grant)

Disbursement: \$640,000.00 (to 31/3/84)

Objective: To undertake a feasibility study of a mechanical hardwood processing complex in the Corocito area.

Description: Started in 1977 and carried out by Forestal International Ltd., this project was completed in 1979.

The following technical and economic studies have been carried out:

- Analysis of available resources,
- Wood properties and characteristics,
- Marketing,
- Logging methods and costs,
- Financial and economic appraisal.

A proposal related to processing facilities was made. However, due to a low internal rate of return and high investments required, no further actions were undertaken by the government of Honduras following the study.

May 1984

HONDURAS

Project: Forestry Line of Credit

Budget: \$12,000,000 (Loan at 0-10-50*)

Disbursement: \$11,955,000 (to 31/3/84)

Objective: To support the efforts of Honduras in economic diversification by providing CONDEFOR (Forest Development Corporation of Honduras) with the equipment and necessary material for the protection and exploitation of the forests as well as for the processing of wood products.

Description: Funds were made available in 1977 and all disbursements will be completed in 1984. Seventy-five percent of the funds were allocated to FIAFSA and CASISA sawmills. Fifteen percent was used for heavy equipment: hydraulic winches, tractors, loaders, trucks. This equipment was distributed between districts and contributed to the maintenance of access roads for logging and forest protection. Finally, about ten percent was used for the purchase of a radio-telecommunication system and the services of a purchasing agent.

* 0% interest; 10 years' grace; 50 years maturity.

May 1984

HONDURAS

- Project: Institutional support to COHDEFOR (Forest Development Corporation of Honduras)
- Budget: \$2,915,000 (grant)
- Disbursement: \$2,755,000 (to 31/3/84)
- Objective: To improve forestry development in Honduras by providing assistance to COHDEFOR (Forest Development Corporation of Honduras) in consolidating its organization and in reinforcing the operational capabilities of its various departments.
- Description: Started in 1977, this project will be completed in 1984. There are three major components:
1. Technical assistance for the processing of softwood and for the protection of hardwood forests. A total of 327 person/months were provided.

Regarding wood processing, Canadian services reinforced the departments of Forest Protection and Commercialization particularly in the areas of sawmills, timber storage, quality control and marketing.

Concerning forest protection, forestry reserves were established. These in turn created employment. The project also carried out some experiments in reforestation and promotion of rural development.
 2. A total of 28 scholarships were provided for the training of engineers in different forestry techniques. Specialists were trained in the fields of sawmill assembly and maintenance, mechanics, drying techniques, preservation and industrial forestry.
 3. The project also included the services of a Canadian coordinator who supervised the overall Canadian intervention in the forestry sector in Honduras.

May 1984

HONDURAS

Project: Forest Inventory of the Central Region

Budget: \$2,000,000 (grant)

Disbursement: \$2,000,000 (to 31/3/84)

- Objectives:
1. To compile the necessary data for the preparation of forest management plans for the Central Region.
 2. To establish a permanent forest inventory unit.
 3. To train the personnel responsible for the maintenance of this unit.

Description: Approved in 1977, and carried out by Blais, McNeil and Associates, this project was terminated in 1982. Key objectives were all achieved. The main activities were photo-interpretation, mapping of the districts of Yoro, Comayagua, Francisco Morazan, El Paraiso, Nor-Occidental (partial) and Olancho (partial). Seven technical manuals and a dendrology manual were produced. Twenty-six technicians were trained. Equipment for a value of \$180,000 has been provided (technical office equipment and material for the preparation of inventories).

May 1984

HONDURAS

Project: El Cajon Hydro-Electric Dam

Budget: \$ 32,281,000 (loan at 0-10-50)*
\$100,000 (grant)

Disbursement: 0 (to 31/03/84)

Objective: To increase hydro-electric production in order to meet long term demand for electricity, by the most economical means.

The project will also bring about savings in foreign exchange by reducing oil imports. In addition it will help control floods in the Sula Valley, regulate river flows, and permit the development of irrigation projects in one of the most fertile valleys of Honduras.

Description: The El Cajon project is located on the Humaya River, approximately 80 km from San Pedro Sula, the main industrial centre in Honduras. The total cost of the project is \$794.0M financed by a consortium of international banks and countries,** among which is Canada. The Canadian contribution consists of a loan of \$32.2 million (0-10-50) for the purchase in Canada of transformers, electro-mechanical equipment and power transmission materials.

The average production of electricity is estimated at about 1.35 million megawatt hours. The possibility of doubling this capacity has been foreseen in the technical conception of the project.

The project started in 1980 and will be carried out over 6.3 years. Works include the construction of an arch dam with a height of 225m, creating a reservoir of 5.65 million m³ of water; construction of a hydro-electric plant capable of 292 megawatts thus doubling present hydroelectric capacity. The energy produced will be transmitted to consumer centers through 230 kilovolt transmission lines. It is expected that the project

* 0% interest, 10 years' grace, 50 years' maturity

** Interamerican Development Bank, International Bank for Reconstruction and Development, Central American Bank of Economic Integration, Commonwealth Development Corporation, OPEC, Japan, Switzerland, Germany, England, Honduras.

will be completed by the end of 1985. More than \$17.0M worth of equipment has been tendered and ordered from different Canadian suppliers against the Canadian loan. The government of Honduras has also requested that this loan be used for the purchase of equipment for rural electrification. The beneficiaries will be clients both in the present interconnected system, and in the rural area which will be served through the expansion of the distribution system. The plan for electrification of rural areas and small municipalities includes a 69,000 volt transmission line in the Tegucigalpa-Guyamaca-Juticalpa area.

May 1984

NICARAGUA

Project: Line of Credit for Potable Water Systems.

Budget: \$5,000,000 (LOAN: 0-10-50) * (estimated)

Objective: To improve the supply of potable water mainly in the rural areas of Nicaragua.

Description: This project is at the planning stage. Funds will cover the purchase in Canada of materials and equipment for the construction of potable water systems, such as pipes, drilling rigs and pumps.

A technical mission has been in Nicaragua since the first week of May, 1984, to identify the country's needs.

* 0% interest, 10 years of grace, 50 years maturity

May 1984

NICARAGUA

Project: Line of Credit (Agriculture)

Budget: \$13,000,000 (loan at 0-10-50)*
\$ 400,000 (grant)

Disbursement: \$6,260,000 (30/04/84)

Objective: This line of credit has been extended to assist Nicaragua in developing its productive capacity in basic foods and in milk production.

Description: The line of credit involves both a loan and a grant portion. The loan, for \$13.0M, will cover purchases of fertilizer, equipment for forage-harvesting, irrigation and milking, and Holstein calves. The grant portion, \$400,000, is to cover monitoring and evaluation requirements. The equipment and calves are intended for use by the Chiltepe Dairy Farm, located by Lake Managua. Fertilizers provided will be mixed and distributed throughout the country. The credit is handled by the International Reconstruction Fund, through the Ministry of Agricultural Development and Agrarian Reform. The credit was approved in January, 1984. It is expected that funds will have been disbursed by 1989.

To date (May, 1984) three shipments of fertilizer have been delivered to Puerto CORINTO, comprising a total of approximately 25,000 metric tons of urea, diammonium phosphate and potash, for a value of \$6,260,000. CIDA is in the process of selecting a project monitoring agency for the procurement of calves and equipment. It is expected that a technical mission will go to Chiltepe in June to ensure that all conditions for the arrival of calves are adequate, and to discuss equipment requirements in depth. Purchase and shipments of calves will not start until later, and then only in quantities that the dairy is able to absorb. Particular care will be taken with the purchase, delivery, adaptation and follow up of the first test shipment of animals.

*: 0% interest, 10 years of grace, 50 years of maturity

May 1984

NICARAGUA

Project: Food Strategy

Budget: \$655,000 (grant)

Disbursement: \$590,000 (31/03/84)

Background: At a seminar held in Mexico City in February 1981, the Government of Nicaragua requested Canadian assistance for a Food Strategy Project.

Approved in September 1981, the project started in October 1982 and will terminate in August 1984.

Objective: To design a program to lessen the dependency on foreign supplies of basic commodities while increasing the availability of agricultural exports.

Description: Six Canadians (1 cooperant and five short-term experts) in cooperation with a research team within the Ministry of Agriculture assisted in the work of specialized teams who analyzed the following areas: staple grains, perishables (including livestock) and semi-finished production, marketing and consumption, farm community (State, private, cooperative) and government institutions required to support these mechanisms.

Some projects, such as grain storage and warehousing involving cooperatives, will result from the study. However, Canada is not responsible for their subsequent implementation.

May 1984

APPENDICE "EAND-5"

**STATEMENT
DISCOURS**

Déclaration de
l'honorable Allan J. MacEachen,
Vice-premier ministre et
Secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
devant le Comité permanent
des Affaires extérieures
et de la Défense nationale
concurrant son voyage en
Amérique centrale et en
Colombie du 3 au 13 avril 1984

Le 10 mai 1984

OTTAWA

Lorsque je me suis présenté devant votre Comité en mars dernier, plusieurs d'entre vous se sont dits intéressés par mon voyage en Amérique centrale. Quelqu'un avait même mentionné que tous les membres du Comité pourraient souhaiter m'accompagner. Aujourd'hui, j'aimerais vous faire un compte rendu de mon séjour en Amérique centrale et vous faire part de certaines observations sur la politique du Canada dans cette région. Outre ce compte rendu, je mets à la disposition des membres un résumé des déclarations que j'ai faites sur l'Amérique centrale au cours des douze derniers mois, notamment des transcriptions des allocutions prononcées devant la presse pendant mon voyage et à mon retour.

À l'invitation de leurs gouvernements, j'ai visité le Costa Rica, la Colombie, le Nicaragua et le Honduras du 3 au 13 avril 1984. Il s'agissait de la première visite d'un ministre des Affaires extérieures du Canada en Amérique centrale, et j'ai reçu un accueil chaleureux et courtois dans tous ces pays. Dans les trois pays d'Amérique centrale où je me suis rendu, j'ai rencontré, outre des ministres et des hauts fonctionnaires, des représentants de l'opposition, des médias, des syndicats, des églises, ainsi que d'entreprises et d'organisations non gouvernementales canadiennes.

Avant d'entreprendre ce voyage, j'avais rencontré des députés, les ambassadeurs des pays d'Amérique centrale et des pays membres du Groupe de Contadora à Ottawa, de même que des représentants d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales canadiennes oeuvrant dans cette région. Mes interlocuteurs m'avaient alors exposé dans les grandes lignes leurs préoccupations au sujet de la situation en Amérique centrale. Mon séjour avait été organisé de façon que je puisse rencontrer des personnes représentant un large éventail d'intérêts et d'opinions. Ainsi, j'ai pu donner suite aux préoccupations soulevées avant mon départ.

Le principal objectif de ma visite consistait à évaluer la pertinence et l'orientation des politiques du Canada en Amérique centrale. Je comptais également prendre le pouls de cette région et expliquer la politique du Canada aux dirigeants de ces pays.

Mon voyage m'offrait également la possibilité de passer en revue les recommandations pertinentes formulées par le Sous-comité sur les relations du Canada avec

l'Amérique centrale et les Antilles vers le milieu de 1982. De façon générale, j'ai pu constater le bien-fondé de la politique canadienne, et tout particulièrement des dispositions visant à favoriser un développement économique pacifique, à soutenir les initiatives de paix régionales, à accorder plus d'attention au problème des réfugiés et à demeurer éveillé aux problèmes de la pauvreté et aux objectifs de notre programme d'aide. Il a également été question d'interventions de l'extérieur dans les conflits régionaux, problème que l'ancien président du Sous-comité, M. Maurice Dupras, a mis en évidence la semaine dernière à Washington.

Cette visite m'a également fait prendre davantage conscience de la fragilité du rôle extrêmement important que le Groupe de Contadora est appelé à jouer. L'action du Groupe a été l'un des principaux points traités pendant mon séjour, et tout particulièrement en Colombie.

J'ai pu constater qu'il régnait un certain pessimisme quant aux chances de réussite du Groupe de Contadora et que les tensions étaient de plus en plus vives. L'un des facteurs clés qui explique ce tableau plutôt sombre est l'absence d'une base d'entente mutuellement acceptable entre le Nicaragua et les États-Unis, malgré la volonté déclarée des deux parties de trouver un modus vivendi.

Plus tôt cette année, les pays membres du Groupe de Contadora ont mis sur pied trois commissions chargées d'étudier diverses questions économiques, politiques et de sécurité. À ce dernier chapitre, les éléments clés étaient les niveaux des forces, la vérification et la démilitarisation. En février dernier, lors de la visite à Ottawa du ministre colombien des Affaires étrangères, M. Lloreda, j'ai mentionné que le Canada serait heureux de collaborer avec ces commissions d'une manière que les ministres des pays membres du Groupe de Contadora pourraient trouver constructive et appropriée. Malgré l'enthousiasme qu'a suscité cette offre dans plusieurs capitales, celle-ci n'a eu pour ainsi dire aucune suite. Les commissions ont présenté leurs rapports aux ministres des pays membres du Groupe de Contadora et aux pays d'Amérique centrale. Toutefois, les travaux se poursuivent et l'offre du Canada tient toujours.

Malgré l'énormité des obstacles à surmonter et le sentiment de pessimisme on ne peut plus réel qui assombrit l'avenir du Groupe de Contadora, je continue de croire que celui-ci est le seul instrument international capable de ramener la paix en Amérique centrale. Les dirigeants politiques avec lesquels j'ai discuté en Colombie et en Amérique centrale, tout comme le Président et le ministre

des Affaires étrangères du Mexique que j'ai rencontrés plus tôt cette semaine à Ottawa, sont tout à fait conscients de l'ampleur de la tragédie qui pourrait résulter de l'échec du Groupe de Contadora.

D'autre part, il y a les réalisations du Groupe de Contadora. La situation actuelle est pour le moins décourageante, mais elle aurait pu être pire sans son intervention. Cette initiative a permis aux cinq pays d'Amérique centrale de se réunir régulièrement et d'apaiser les tensions, voire d'empêcher que le conflit n'éclate entre le Nicaragua et le Honduras.

Comme je l'ai indiqué, nous appuyons fermement le Groupe de Contadora, mais nous sommes également conscients qu'il serait tentant de nous cacher derrière des déclarations publiques en faveur du Groupe de Contadora sans chercher à résoudre les difficultés auxquelles il se heurte. À mon avis, la communauté internationale devrait insister davantage pour que des pays tiers cessent de fournir une aide militaire aux pays d'Amérique centrale et pour qu'ils retirent leurs forces armées. Le Groupe de Contadora joue un rôle vital, et pour que ses efforts aboutissent, il doit obtenir l'appui véritable de toutes les parties.

On a bien sûr posé des questions sur la position du Canada à l'égard de la politique des États-Unis en Amérique centrale. J'ai expliqué qu'il y avait des divergences dans nos points de vue et qu'il en avait été question lors de ma dernière consultation avec le Secrétaire d'État, M. Shultz, à Washington, les 1er et 2 avril. Je comprends que les États-Unis s'inquiètent de la sécurité de la région, mais j'ai très clairement exprimé notre préoccupation devant l'escalade des actions militaires soutenues par les États-Unis contre le Nicaragua. Le gouvernement est cependant également inquiet du soutien militaire qui vient de Cuba, du Nicaragua et de l'Union soviétique, par exemple.

Il a longtemps été question du minage des ports au Nicaragua. J'ai déclaré sans ambiguïté que le Canada considère les opérations de minage comme une escalade dangereuse de la tension et une grave violation du droit international. J'ai également mentionné la responsabilité des États-Unis dans cette action. Ces opérations doivent cependant être considérées dans le contexte général de la situation en Amérique centrale. C'est la perspective qu'a adoptée le Groupe de Contadora à la suite de la réunion de ses ministres des Affaires étrangères à Panama, le 8 avril. Ils ont analysé la situation militaire dans la région et ont cité le minage comme l'un des principaux facteurs de déstabilisation survenus récemment. Je souscris entièrement à la position des ministres du Groupe de Contadora sur cette

question. Je voudrais aussi souligner que le gouvernement canadien avait déjà fait part aux États-Unis de son inquiétude à ce sujet le 23 mars, soit trois jours après que le cargo soviétique ait touché une mine en entrant dans un port nicaraguayen.

Comme le Nicaragua retient beaucoup d'attention au Canada, notre programme a été particulièrement rempli dans ce pays. Outre nos discussions avec le coordinateur de la Junte, M. Daniel Ortega, et avec M. Sergio Ramirez, membre de la Junte, des ministres et trois membres du gouvernement, notre délégation a rencontré l'archevêque de Managua, le rédacteur de La Prensa, principal journal d'opposition, des représentants d'organisations non gouvernementales du Canada, des chefs des syndicats et de l'opposition, des représentants du secteur privé et de la Commission des droits de l'homme. Ces entretiens m'ont fait comprendre que les points de vue de ceux qui, au Canada, soutiennent ardemment les Sandinistes ou s'y opposent vigoureusement, ne reflètent pas toute la complexité et les nuances de la situation.

La tenue d'une élection est bien entendu une question primordiale. J'ai écouté avec intérêt les explications détaillées que m'a données le commandant Carlos Nunez sur les modalités du scrutin qui doit avoir lieu prochainement, puisqu'une élection libre est un des objectifs de la révolution. Les fortes pressions militaires et économiques exercées par les Contras ne permettront peut-être pas de lever dans toutes les régions du pays l'état d'urgence qui limite la liberté d'expression et de réunion, mais j'ai fait remarquer qu'une élection sans une véritable et vigoureuse opposition est nulle et non avenue et qu'un gouvernement qui se prépare à une élection doit également être prêt à accepter la possibilité de la perdre. J'ai également souligné combien il importe que la machine électorale ait la confiance des électeurs.

Les Costariciens ont pris cette première visite d'un ministre des Affaires extérieures du Canada comme un symbole important de l'intérêt accru du Canada pour la région et comme une manifestation de soutien envers la démocratie costaricienne et sa politique de neutralité. Dans une région troublée, les institutions démocratiques du Costa Rica se détachent par leur vigueur et leur efficacité. J'ai dit clairement que le Canada augmenterait considérablement sa participation au développement du Costa Rica.

Notre visite à Bogota a été très utile pour nous aider à comprendre la région. Le gouvernement Betancourt est vivement respecté, à la fois comme un gouvernement démocratique stable qui a récemment mené à bien des négociations importantes avec la plupart des factions de

guérilla en Colombie, et comme un des principaux moteurs du Groupe de Contadora. Une communauté de vues dans bien des domaines et les signes d'une certaine reprise économique laissent espérer qu'il sera possible d'établir des relations bilatérales productives et mutuellement avantageuses avec ce pays.

Le Honduras s'efforce d'asseoir une nouvelle tradition démocratique dans des conditions difficiles. Historiquement, le Honduras a été le champ de bataille de ses voisins. L'économie hondurienne a été frappée comme celle des pays environnants par la récession qui persiste en Amérique centrale et le fléchissement du cours de ses produits de base. Nous nous sommes engagés à fournir une aide importante au Honduras, qui est le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère. L'aide portera principalement sur le développement agricole, l'exploitation forestière et l'électrification rurale, afin d'aider les secteurs les plus nécessiteux du pays. Le montant de l'aide est actuellement limité par la capacité d'absorption de l'économie hondurienne.

Comme vous le savez, M. Shultz m'a proposé, à la veille de mon départ, d'inclure le Salvador dans ma tournée de l'Amérique centrale. Je lui ai répondu que je n'y avais aucune objection en principe, mais que mon calendrier était déjà chargé et que je jugeais inopportun de faire une visite officielle dans ce pays en pleine campagne électorale présidentielle. Depuis mon retour, le Salvador a complété ce processus. Les rapports présentés par l'équipe d'observateurs canadiens à l'issue des deux tours de scrutin m'ont confirmé dans mon opinion que nous avons pris la bonne décision en envoyant dans ce pays des observateurs officiels. L'équipe avait pour mandat de faire rapport sur le déroulement du processus et de fournir ainsi au gouvernement et à la population du Canada une information de première main à partir de laquelle juger les élections. Sur la foi du dernier rapport, je crois qu'il y a lieu de féliciter les responsables des élections au Salvador pour le courage, la ténacité et la compétence dont ils ont fait montre dans l'exécution de leurs fonctions dans des circonstances éprouvantes. Je voudrais également souhaiter le meilleur succès au Président élu, M. Duarte, en espérant qu'il saura garder le cap au milieu des écueils de la réconciliation nationale.

Outre les renseignements que j'ai recueillis sur le problème de plus en plus sérieux des réfugiés, j'ai pu passer en revue nos initiatives d'aide en Amérique centrale avec des représentants des gouvernements de la région, avec des groupes d'opposition ainsi qu'avec des membres d'ONG qui oeuvrent dans la région. La majorité des intervenants dans les consultations auxquelles j'ai pris part s'entendaient pour dire que les injustices sociales et économiques qui

séviennent de longue date en Amérique centrale sont les causes premières des troubles et de l'instabilité que connaît la région à l'heure actuelle. Tout comme ils s'entendaient pour dire que l'aide que nous apportons au développement économique et social du Honduras, du Nicaragua et de Costa Rica devrait se poursuivre et même prendre plus d'ampleur dans les limites du cadre actuel.

Certains préconisaient de ne verser aucune aide au Nicaragua du fait que ce pays cherche à exporter la révolution au Salvador. D'autres encore proposaient de mettre fin à l'aide au Honduras parce que ce pays soutient les rebelles nicaraguayens. Personne, toutefois, n'a proposé que l'on coupe l'aide à l'un et l'autre pays.

L'aide à l'Amérique centrale fournie par les organisations non gouvernementales canadiennes se distingue davantage par sa qualité que par sa quantité. Toutefois, cette visite m'a amené à m'interroger sur la distribution de cette aide; dans certains cas, sa raison d'être même a été mise en doute. Les besoins, dont peuvent s'occuper des Canadiens compétents et dévoués, particulièrement au niveau des activités humanitaires et de personne à personne, ne devraient pas être confinés à l'intérieur de frontières idéologiques. J'ose espérer que les attaches politiques ne viendront pas détourner ce travail inestimable de ses objectifs fondamentaux.

Notre aide en Amérique centrale est nécessaire, appréciée et hautement respectée parce qu'elle répond aux besoins fondamentaux de développement des personnes et des sociétés. Elle ne sera pas accordée en fonction des allégeances politiques des bénéficiaires. Nous estimons en effet que nos programmes doivent aider les pays de la région à venir à bout des entraves qui sont la cause première de l'injustice sur les plans social et économique et au niveau des politiques. Le bien-fondé de l'approche du Canada vis-à-vis de l'Amérique centrale a été reconfirmé durant ma visite et au cours des consultations que j'ai eues.

J'ai fait clairement valoir aux gouvernements du Honduras et du Nicaragua que le Canada s'oppose à l'ingérence de tout pays dans les affaires internes d'un autre. Et j'ai rappelé que, dans un cas en particulier, nous avions mis fin à notre relation avec un pays parce que celui-ci avait affecté des combattants à des incursions militaires à l'étranger plutôt que d'utiliser ses ressources militaires à des fins strictement défensives.

Cette visite m'a également permis de rencontrer les chefs de mission du Canada dans la région. Tenue à Cartagena, cette réunion a été l'occasion d'un tour d'horizon utile et détaillé de la région et des politiques canadiennes que nous y menons.

J'estime que ma visite en Colombie et en Amérique centrale était à la fois opportune et fort utile. J'en ai retiré beaucoup et j'ose espérer qu'elle aura servi à renforcer nos relations latérales avec les pays visités et fourni la preuve de l'intérêt grandissant que le Canada manifeste à pour cette région.

APPENDICE "EAND-6"

Agence canadienne de
développement internationalCanadian International
Development Agency

ACDI

Déclaration du vice-premier ministre
et secrétaire d'État aux Affaires extérieures

au Comité permanent des Affaires extérieures
et de la Défense nationale

1e 10 mai 1984

Canada

Monsieur le président, honorables membres du Comité:

Le monde d'interdépendance où nous vivons incite notre pays à s'associer encore plus étroitement avec les pays en développement. Le principal et plus efficace moyen dont nous disposions pour réaliser cet objectif est sans contredit d'accroître l'engagement de notre pays en faveur du développement économique et social du tiers monde.

Pour beaucoup de Canadiens, il s'agit là d'évidences. Pour d'autres, par contre, il n'en est rien.

Que pays riches et pays pauvres dépendent étroitement des uns des autres pour leur croissance et leur développement futurs, ce n'est pas une notion facile à saisir. D'aucuns, d'ailleurs, ne perçoivent qu'une partiede cet axiome -- soit que le progrès des pays en développement est fonction de l'aide reçue des pays à l'économie plus solide. Les peuples des pays industrialisés commencent tout juste à prendre conscience que l'inverse est tout aussi vrai -- à savoir que nos propres perspectives d'avenir sont indissociables du décollage et de la santé économiques des peuples du tiers monde.

Ainsi, une des tâches liées à notre responsabilité commune concernant la prospérité future du Canada consiste à convaincre de plus en plus de Canadiens que les pays riches et les pays pauvres n'ont de choix qu'entre une croissance ou une stagnation commune. Nos destinées sont désormais inséparables.

Les conflits et l'injustice régnant dans les pays en développement heurtent de plus en plus directement notre sens de la sécurité et de la liberté. La faiblesse des économies dans le tiers monde met un frein à nos exportations et à notre croissance industrielle. Les crises du pétrole des années 70 et le gouffre de la dette de nombreux pays d'Amérique du Sud et d'ailleurs ont prouvé avec éclat que, pour reprendre les paroles du premier ministre Trudeau la semaine dernière, il est devenu impossible de se tenir à "distance sûre" des problèmes et des actions des autres pays.

Le développement international n'est pas dès lors un geste que les Canadiens font en faveur des pays en développement, par pure bonté d'âme, mais une action menée avec eux et inspirée du souci de notre bien-être réciproque.

Voilà le contexte dans lequel le Canada doit bâtir et mettre en oeuvre sa politique et ses programmes d'aide au développement. C'est d'ailleurs pour cette raison que je rends public aujourd'hui le document gouvernemental intitulé: Éléments de la stratégie canadienne d'aide publique au développement 1984.

Plusieurs membres du Comité ont déjà reçu une version antérieure de ce document, diffusée de façon restreinte à quelque 50 spécialistes canadiens du développement venus ici à Ottawa pour un colloque en mars. J'avais convoqué cette rencontre pour provoquer un échange de vues, certes, mais également pour renforcer la solidarité qui doit nous unir, et pour discuter de la justesse et de l'à-propos de nos politiques

d'aide publique au développement (APD), à la lumière de la situation économique internationale et de nos préoccupations domestiques. Le colloque a réuni des parlementaires, des représentants d'organismes bénévoles, des gens d'affaires, des agriculteurs, des gens d'Eglise, des universitaires, des syndicalistes, des membres de coopératives et d'associations professionnelles, bref un nombre impressionnant et représentatif de Canadiens engagés profondément au service du tiers monde et du développement international.

À mon avis, partagé par de nombreux autres participants, cette rencontre de deux jours a nettement renforcé la compréhension mutuelle quant aux perceptions que chacun a du rôle et du but même du programme d'aide à l'étranger.

Je suis heureux de signaler que les débats ont révélé un appui général à la stratégie gouvernementale d'aide publique au développement (APD), même s'il n'y avait pas nécessairement unanimité sur chacun des aspects en particulier.

Le colloque a également provoqué une sensibilisation accrue aux problèmes complexes et aux choix difficiles que doivent affronter les gouvernements lorsqu'il s'agit d'élaborer une politique d'aide au développement. La question de savoir si l'octroi de notre aide doit être conditionnelle au respect des droits de la personne est un bon cas d'espèce. Par exemple, que fait-on quand un pays dont le dossier à ce chapitre n'est pas très reluisant, accueille par ailleurs chez lui un grand nombre de réfugiés d'un pays voisin? Doit-on lui refuser toute

assistance pour lui signifier à quel point ses méthodes nous répugnent, ou bien accroître notre aide en faveur de ceux qui ont trouvé refuge sur son sol?

Un tel débat a dégagé un consensus autour de la politique actuelle du Canada, qui consiste à juger chaque cas pour ce qu'il vaut, plutôt que d'appliquer indistinctement la même règle contraignante.

Le colloque a également permis aux organisations bénévoles et aux entreprises canadiennes de reconnaître leurs rôles respectifs et souvent même la complémentarité de leurs objectifs, dans leur approche particulière des pays en développement.

S'il est un constat qui s'est dégagé de cette rencontre, c'est bien que l'effort du Canada en faveur du développement international est une entreprise véritablement nationale dont les protagonistes ne sont pas uniquement le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les organismes bénévoles ou le monde des affaires: elle associe tous les Canadiens dans une oeuvre commune d'un océan à l'autre et partout dans le monde.

Si j'ai décidé que ce document préparé initialement pour le colloque, méritait d'être largement diffusé, c'est pour avoir entendu de nombreux participants faire état de la mine de renseignements qu'il contient.

Pour réussir, la politique canadienne de développement doit être en prise directe sur la réalité des pays du tiers monde. Nous ne devons

être ni pessimistes devant les perspectives de progrès ni trop optimistes quant au rythme possible de ce progrès.

Les aspirations des pays du tiers monde vers la croissance ont subi de durs coups et ont été dans certains cas presque anéanties par la récession générale des quelques dernières années. La facture de leurs importations et le fardeau de leur dette n'ont cessé de croître tandis que les prix obtenus pour la vente de leurs matières premières s'effondraient et que leurs débouchés se rétrécissaient. La lutte pour s'en sortir s'est intensifiée et certains pays ont dû en rabattre et abandonner leurs rêves de croissance pour ne plus penser qu'à une chose: survivre.

Au milieu de cette série de reculs on voit toutefois poindre quelques bonnes nouvelles. Il appert de plus en plus que le développement fonctionne vraiment. Nos dollars et notre engagement en faveur du tiers monde peuvent produire d'heureux effets.

Divers indicateurs sociaux, par exemple, montrent des signes encourageants:

--chez la génération actuelle, pour la première fois dans l'histoire, ceux qui savent lire et écrire sont plus nombreux que les analphabètes;

--au cours du dernier quart de siècle, l'espérance de vie dans le tiers monde s'est accrue de dix ans;

--au cours des trois dernières décennies, malgré l'explosion démographique, les revenus par habitant ont dans l'ensemble doublé dans les pays en développement; et

--au cours des deux dernières décennies, le taux de mortalité infantile y a été réduit de moitié.

Les Canadiens peuvent s'enorgueillir de leur contribution à ces succès.

La scène économique n'aura pas non plus été sans présenter des succès éclatants. À preuve l'autosuffisance que l'Inde aura atteinte dans la production des céréales, après des années de dépendance envers des importations massives de denrées alimentaires, par la vertu presque exclusive de ses tenaces efforts.

En dépit de l'énormité de la tâche à accomplir, il importe donc de ne pas oublier que les progrès ont été réels et sont le gage de ce qu'il reste possible de réaliser.

À cette fin, le gouvernement du Canada s'est engagé à accroître son aide publique au développement au cours des prochaines années. Le dernier discours du Trône était explicite: l'objectif visé est de consacrer à l'APD 0,5 p. 100 du produit national brut d'ici 1985 et 0,7 p. 100 d'ici 1990.

Plus on progressera vers ces objectifs, plus il deviendra nécessaire de sensibiliser le public canadien aux bienfaits que notre action nationale d'assistance apporte, non seulement dans le tiers monde mais au pays

même. Faut-il par exemple rappeler que, au cours de la dernière année financière, environ 1 milliard de dollars de notre budget d'APD ont servi à l'achat, chez nous, des matières premières, des biens et des services nécessaires à nos programmes d'aide.

Autant nos programmes d'aide concourent à satisfaire les besoins des pays en développement, autant ils donnent une forte impulsion à l'économie nationale en créant des emplois et des débouchés à l'exportation.

Comme toujours lorsque l'intérêt public commande la satisfaction de besoins pressants au moyen de ressources limitées, nous nous devons d'établir des priorités. La ligne directrice de l'établissement de ces priorités est la volonté de fournir le genre d'assistance qui se fonde sur nos domaines d'excellence, nos capacités et nos compétences tout en s'exerçant là où elle est le plus nécessaire.

Cette définition de notre politique d'APD suppose alors que nous fassions l'inventaire de nos ressources les plus propres à profiter au tiers monde et que nous les mobilisions dans la bataille pour le développement. Elle nous oblige enfin à privilégier l'aide aux pays les plus démunis.

Les trois secteurs prioritaires où se porte l'aide canadienne sont l'agriculture, l'énergie et le développement des ressources humaines. Le Canada a aussi accordé une aide considérable dans des secteurs tels que le transport, les communications, l'irrigation, les relevés de

ressources, le peuplement, l'environnement, la santé et la population, entre autres.

Au cours de l'année financière 1983-1984, le Canada a consacré à l'aide publique au développement près de 1,8 milliard de dollars par le truchement de divers canaux. La part respective de ces différents modes de prestation de l'aide reflète les intérêts humanitaires, économiques et politiques globaux du pays et traduit notre souci d'intéresser les organismes, entreprises et producteurs canadiens à notre effort d'assistance au tiers monde.

Si l'on considère la complexité du développement, l'étendue des besoins et la diversité des degrés d'avancement des pays en développement, et que l'on confronte cet état de fait à la capacité du Canada de fournir une aide appropriée, il devient vite évident qu'on ne saurait alors recourir à un seul mode ou instrument d'assistance. C'est pourquoi les programmes d'aide du Canada font appel à un large éventail de mécanismes de prestation.

La part la plus importante de l'aide canadienne emprunte la voie bilatérale, c'est-à-dire de gouvernement à gouvernement.

L'aide alimentaire, c'est-à-dire l'envoi de denrées canadiennes aux peuples en proie à la disette, forme le second en importance des volets de notre programme d'assistance directe. Le Canada fournit plus, par habitant, au niveau des denrées alimentaires essentielles que tout autre pays du monde.

Troisièmement, le Canada appuie fermement les institutions multilatérales -- telles la Banque mondiale et les agences spécialisées des Nations Unies -- parce qu'elles sont capables de mener à bien des programmes d'une envergure qui effrayerait les pays donateurs isolés. Elles disposent par ailleurs d'importants capitaux de développement et permettent enfin au Canada d'être présent dans des pays où nous n'avons pas de programmes bilatéraux.

De plus, nous faisons appel aux organismes tant internationaux que canadiens pour la prestation d'aide humanitaire et de secours d'urgence. Pareillement, le Centre de recherches pour le développement international et la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale apportent respectivement une contribution très spéciale au plan de la recherche et du développement et celui de la recherche pétrolière.

Les institutions et les organisations non gouvernementales canadiennes fournissent de leur côté un des exemples les plus impressionnants de travail de développement mené directement auprès des intéressés. Leurs champs d'action vont des soins de santé à l'éducation, en passant par le développement communautaire et l'agriculture. Dans le discours du Trône, le gouvernement a indiqué qu'il chercherait à intensifier l'engagement des organismes bénévoles et du mouvement coopératif sur le plan de l'aide au développement.

La stratégie d'APD adoptée par le Canada est suffisamment souple pour pouvoir s'adapter à divers impératifs de développement visés par l'un

quelconque ou par tous ces canaux à la fois. Le ministre des Finances a annoncé dans son exposé budgétaire du 15 février la création d'un Fonds pour l'aide et le commerce international dans le but d'aider les entreprises canadiennes à accroître leur rôle dans les pays en développement. À mesure que nous nous rapprocherons de l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB, jusqu'à la moitié de la hausse des fonds destinés à l'APD sera affectée à ce fonds. L'élaboration des lignes directrices devant en régir le fonctionnement se fera en collaboration avec les milieux d'affaires.

On voit aisément que pour le Canada le défi du développement exige une approche tous azimuts. Les Canadiens ont de quoi être fiers du rôle joué par leur pays en tant que partenaire zélé des pays en développement dans leur quête de réalisations économiques et sociales. Notre assistance, tant humaine que financière est nécessaire, appréciée et efficace.

J'espère sincèrement que ce document sur la stratégie canadienne de l'aide publique au développement que je rends public aujourd'hui contribuera à une plus grande sensibilisation du public canadien aux questions du développement. J'espère également qu'il aidera à une meilleure compréhension des défis en cause et du rôle très important que jouent les organisations et les institutions canadiennes, de même que de nombreux citoyens.

Le travail doit continuer. Il doit s'accroître et devenir encore plus efficace de façon que les peuples du tiers monde et celui du Canada puissent s'accrocher à l'espoir d'une vie meilleure pour tous.

APPENDICE "EAND-7"

Agence canadienne de
développement internationalCanadian International
Development Agency

Le 9 mai 1984

M. Marcel Prud'homme, député
Président du Comité permanent des
Affaires extérieures et de la
Défense nationale
Pièce 265, Edifice de l'ouest
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur le Président,

Lorsque la Présidente de l'ACDI a comparu devant le Comité permanent le 12 avril 1984, M. Dan Heap lui a posé un certain nombre de questions concernant les projets appuyés par l'ACDI au Honduras et au Nicaragua. La Présidente lui avait alors offert de lui fournir des renseignements détaillés à ce sujet.

Vous trouverez dans les notes ci-jointes réponse aux questions posées par M. Heap en ce qui concerne plus particulièrement le programme d'aide bilatérale dans le secteur agricole au Honduras, le détail des décaissements de la ligne de crédit affectée au projet de production laitière de Chiltepe, les dernières données sur la livraison d'engrais dans le cadre de ce projet et, finalement, de l'information sur la ligne de crédit liée à l'aménagement de réseaux d'alimentation en eau potable au Nicaragua. Je vous fais également parvenir sous ce pli des renseignements au sujet de tous les projets de l'ACDI en cours dans ces deux pays.

Si je puis vous être de quelque autre utilité, n'hésitez pas à me le faire savoir.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Wm McWhinney
Vice-président principal

Pièces jointes

200, Promenade du Portage
Hull (Québec)
Canada
K1A 0G4

200 Promenade du Portage
Hull, Québec
Canada
K1A 0G4

HONDURAS

Projet: Ligne de crédit pour le secteur agricole

Budget: \$3 000 000 (prêt aux conditions 0-10-50*)

Montant décaissé: \$2 869 863 (au 31/03/84)

Description: Le projet consistait en une ligne de crédit de \$3 000 000 destinée à couvrir le coût d'équipement agricole acheté au Canada tel que tracteurs, niveleuses, équipements de laboratoire, pompes. Les achats étaient terminés en novembre 1983.

Le matériel prévu a été acquis, transporté au Honduras et installé.

Les bénéficiaires ont été:

DIFO COOP: (Direction du développement des coopératives, Ministère des Ressources naturelles);

CONADI: (Conseil national du développement industriel);

COHBANA: (Société hondurienne de commercialisation de la banane).

La ligne de crédit est maintenant épuisée.

* intérêt de 0 %, période de grâce de 10 ans, échéance de 50 ans.

Mai 1984

HONDURAS

Projet: Étude de faisabilité d'un complexe pour la transformation des bois durs dans la région de Corocito

Budget: \$640 000 (subvention)

Montant décaissé: \$640 000 (au 31/03/84)

Objectif: Analyser la faisabilité de l'implantation d'un complexe industriel pour transformer les bois feuillus de la région de Corocito.

Description: Ce projet a été entrepris en 1977 par la firme Forestal International Ltd et s'est terminé en 1979.

Dans le cadre de ce projet, les études suivantes ont été réalisées:

- analyse des ressources disponibles,
- analyse des propriétés et caractéristiques du bois,
- analyse de marché,
- analyse des coûts et méthodes d'extraction du bois,
- analyse financière,
- analyse économique.

Une proposition concernant le type et l'ampleur des installations requises a été formulée. Mais en raison du faible rendement interne et de l'importance des investissements requis, le gouvernement hondurien n'a pas donné suite à cette étude.

Mai 1984

HONDURAS

Projet: Ligne de crédit pour le secteur forestier

Budget: \$12 000 000 (prêt aux conditions 0-10-50*)

Montant décaissé: \$11 955 000 (au 31/03/84)

Objectif: Aider le Honduras dans ses efforts de diversification de l'économie en mettant à la disposition de la COHDEFOR (Société hondurienne de développement forestier) l'équipement et le matériel nécessaires à la protection et à l'exploitation des forêts de même qu'à la transformation des produits du bois.

Description: Les fonds ont été alloués en 1977 et seront complètement décaissés en 1984. Les usines de sciage Fiafsa et Casisa ont bénéficié de soixante-quinze pour cent des fonds de la ligne de crédit, et quinze pour cent ont été utilisés pour l'achat d'équipements lourds: treuils hydrauliques, tracteurs, chargeurs, camions. Ces équipements ont été répartis entre les districts et ont permis l'amélioration de l'entretien des routes d'accès pour l'extraction du bois et la protection forestière. Enfin, environ dix pour cent ont servi à l'achat d'un système de télécommunication et à la rémunération des services d'un agent d'achat.

* intérêt de 0 %, période de grâce de 10 ans, échéance de 50 ans.

Mai 1984

HONDURAS

Projet: Inventaire forestier du Massif central

Budget: \$2 000 000 (subvention)

Montant décaissé: \$2 000 000 (au 31/03/84)

- Objectif:
1. Rassembler les données nécessaires pour la préparation de plans d'aménagement des ressources forestières du Massif central;
 2. Mettre en place une unité permanente d'inventaire forestier;
 3. Former le personnel responsable du fonctionnement de cette unité.

Description: Ce projet, approuvé en 1977, a été exécuté par la firme Blais, McNeil et Associés et s'est terminé en 1982. Les objectifs clés ont tous été atteints. Les principales activités ont été la photo-interprétation et l'établissement de la carte forestière des districts de Yoro, Comayagua, Francisco Morazan, El Paraiso, Nor-Occidental (en partie) et Olancho (en partie). Sept manuels techniques et un manuel de dendrologie ont été produits. Vingt-six techniciens ont reçu une formation et de l'équipement d'une valeur de \$180 000 a été fourni (équipement technique de bureau et matériel nécessaire pour les inventaires).

Mai 1984

HONDURAS

Projet: Protection des forêts de pins

Budget: \$1 200 000 (subvention)

Montant décaissé: \$1 200 000 (au 31/03/84)

Objectif: Protéger les forêts de pins en aidant la COHDEFOR (Société hondurienne du développement forestier) à réduire les superficies de bois de pins brûlées chaque année principalement dans les districts forestiers d'Olancho et de Comayagua.

Description: Le projet, exécuté par le ministère des Ressources naturelles du Nouveau-Brunswick, a débuté en 1978 et s'est terminé en 1981. Ce projet comprenait les 3 composantes suivantes:

- assistance technique dans le domaine de la protection forestière et de la radio-télécommunication;
- formation par la réalisation de 7 stages d'une durée variant de une à trois semaines pour quelque 16 stagiaires qui se sont ensuite rendus au Canada et au Mexique pour être exposés à des situations pratiques en matière de protection;
- équipement comprenant des véhicules, de l'équipement d'extinction, des instruments météorologiques, des tours de guet et du matériel didactique, le tout d'une valeur de \$430 000.

Mai 1984

HONDURAS

Projet: Étude du développement intégré de la Vallée de la Guayape

Budget: \$5 579 100 (subvention)

Montant décaissé: \$5 500 000 (au 31/03/84)

Objectif: Produire un plan directeur en vue du développement rural intégré de la Vallée de la Guayape.

Description: Ce projet dont l'exécution a été confiée au consortium Lavalin-Crippen International a débuté en 1978 et se terminera en 1984. Les études suivantes ont été réalisées:

- étude de pré-faisabilité portant sur le développement de l'agriculture et de l'élevage par l'irrigation,
- étude de faisabilité portant sur le développement de l'agriculture et de l'élevage par l'irrigation,
- étude de faisabilité pour le développement de l'agriculture,
- étude de faisabilité pour la mécanisation de l'agriculture,
- étude de faisabilité pour le développement de l'élevage,
- étude de faisabilité pour l'entreposage et la mise en marché des grains de base,
- étude de faisabilité pour l'amélioration de la production des semences,
- étude de faisabilité pour l'amélioration du régime alimentaire familial,
- étude de faisabilité pour la mise en marché des fruits et des légumes,
- étude de faisabilité pour la production du charbon de bois.

Les études permettront au gouvernement du Honduras d'établir ses priorités et de se donner un plan directeur pour le développement de la Vallée de la Guayape. Onze fermes

pilotes ont été créées où les différentes techniques d'agriculture et d'élevage du bétail avec et sans irrigation ont été utilisées. L'expérimentation sur ces fermes se poursuit.

Le projet comprenait des équipements pour une valeur de \$800 000, tels des véhicules, des instruments météorologiques, des équipements d'irrigation, du matériel de forage de puits et des pompes.

Comme suite à cette étude, l'ACDI étudie présentement la possibilité de réaliser de petits projets de développement agricole dans cette vallée en coordination avec la Banque mondiale. L'expérience des 11 fermes pilotes servira également à mieux définir la participation canadienne.

Mai 1984

HONDURAS

Projet: Appui institutionnel à la COHDEFOR (Société hondurienne de développement forestier)

Budget: \$2 915 000 (subvention)

Montant décaissé: \$2 755 000 (au 31/03/84)

Objectif: Améliorer le développement du secteur forestier en aidant la COHDEFOR à consolider son organisation et à renforcer la capacité de fonctionnement de ses divers services.

Description: Ce projet amorcé en 1977 est toujours en cours et doit se terminer en 1984. Trois facettes principales le constituent:

1. Une assistance technique a été fournie pour la transformation des bois résineux et la protection des forêts de feuillus. L'apport total aura été de 327 mois/personnes.

En ce qui a trait à la transformation des bois résineux, l'expertise a permis de renforcer les services de Protection et de Commercialisation de la COHDEFOR par des interventions aux niveaux des usines de sciage, de la gestion des parcs de stockage de grumes, du contrôle de la qualité et de la mise en marché du produit fini.

Du côté de la protection des forêts de feuillus, des réserves forestières ont été créées, entraînant elles-mêmes la création d'emplois, et des expériences de reboisement et de promotion du développement rural ont été effectuées.

2. Vingt-huit bourses ont été octroyées pour l'initiation d'ingénieurs à diverses techniques forestières. Des spécialistes en montage et entretien des scieries, en mécanique des scieries, en techniques de séchage et de préservation ainsi qu'en industrie forestière ont été également formés.

3. Ce projet comprenait en outre les services d'un coordonnateur canadien pour la supervision de l'ensemble des interventions canadiennes dans le secteur forestier au Honduras.

Mai 1984

HONDURAS

Projet: Barrage hydro-électrique de El Cajon

Budget: \$32 281 000 (prêt aux conditions 0-10-50*)
\$100 000 (subvention)

Montant décaissé: 0 (au 31/03/84)

Objectif: Accroître la capacité hydro-électrique du pays pour qu'il puisse répondre à la demande d'électricité à long terme, de la façon la plus économique possible.

Le projet entraînera également une économie de devises étrangères en permettant au Honduras de réduire ses importations de pétrole. Il aidera en outre à mieux endiguer les crues dans la vallée de la Sula, à régulariser le débit et à réaliser des projets d'irrigation dans l'une des vallées les plus fertiles du pays.

Description: Le barrage projeté sera situé sur la rivière Humaya à 80 km environ de San Pedro Sula, principal centre industriel du Honduras. D'un coût total de \$794 millions, ce projet est financé par un consortium de banques internationales et de pays**, parmi lesquels le Canada. La participation canadienne consiste en un prêt de \$32,2 millions (0-10-50) pour l'achat au Canada de transformateurs, d'équipement électro-mécanique et de matériel de transport d'électricité.

La production moyenne d'électricité est estimée à quelque 1,35 million de mégawattheures. La réalisation du projet laisse entrevoir la possibilité de doubler cette capacité.

Le projet a débuté en 1980 et sa réalisation s'échelonne sur environ 6,3 années. Il comprend la construction d'un barrage en

* intérêt de 0 %, période de grâce de 10 ans, échéance de 50 ans

** Banque interaméricaine de développement, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Banque centraméricaine d'intégration économique, Organisation de développement du Commonwealth, OPEP, Japon, Suisse, Allemagne, Angleterre, Honduras.

voûte d'une hauteur de 225 m, la création d'un réservoir d'eau de 5,65 millions de m³, et la construction d'une centrale pouvant produire 292 mégawatts, ce qui doublerait la capacité hydro-électrique actuelle du pays. L'énergie produite sera acheminée vers les centres de consommation par des lignes de transport de 230 kilovolts. Les travaux devraient être terminés à la fin de 1985. Le Honduras a déjà commandé, à même les fonds du prêt canadien, de l'équipement d'une valeur de plus de \$17 millions auprès de différents fournisseurs canadiens qui avaient présenté des soumissions. Il a en outre demandé que le prêt puisse servir à l'achat d'équipement pour l'électrification rurale. Ce projet profitera aux clients du réseau interconnecté actuel, mais aussi aux zones rurales qui pourront être desservies grâce à l'élargissement du réseau de distribution. L'électrification des zones rurales et des petites municipalités commande notamment l'installation d'une ligne de transport de 69 000 volts dans l'axe Tegucigalpa-Guyamaca-Juticalpa.

Mai 1984

NICARAGUA

Projet: Ligne de crédit pour systèmes d'eau potable

Budget: \$5 000 000 (prêt: 0-10-50*) (montant
estimatif)

Objectif: Améliorer l'approvisionnement en eau potable,
surtout dans les régions rurales du Nicaragua.

Description: Ce projet est au stade de la planification.
Les fonds serviront à acheter au Canada des
équipements et du matériel pour la
construction de système d'adduction d'eau
potable, tels que tuyaux, foreuses et pompes.

Une mission technique de l'ACDI est au
Nicaragua depuis la première semaine de mai
1984 pour identifier les besoins du pays.

* intérêt de 0 %, période de grâce de 10 ans, échéance de
50 ans.

Mai 1984

NICARAGUA

Projet Ligne de crédit (Agriculture)

Budget: \$13 000 000 (prêt aux conditions 0-10-50*)
\$ 400 000 (subvention)

Montant décaissé: \$6 260 000 (au 30/04/84)

Objectif: Aider le Nicaragua à pouvoir produire davantage de denrées essentielles et de lait.

Description: La ligne de crédit comporte un prêt et une subvention. Le prêt, d'une valeur de \$13 millions, permettra d'acheter des engrais, de l'équipement pour la récolte du fourrage, l'irrigation et la traite des vaches, et des veaux de race Holstein. La partie subvention, qui est de \$400 000, sera affectée au suivi et à l'évaluation du projet. L'équipement et les veaux sont destinés à la ferme laitière de Chiltepe, sur les rives du lac Managua. Les engrais achetés seront mélangés et distribués dans diverses parties du pays. C'est le Fonds international de reconstruction, par l'entremise du ministère du Développement agricole et de la Réforme agraire, qui administre cette ligne de crédit approuvée en janvier 1984. Les fonds seront probablement complètement décaissés en 1989.

A ce jour (mai 1984), trois cargaisons d'engrais ont été livrées à Puerto Corinto; d'une valeur totale de \$6 260 000, elles consistaient en 25 000 tonnes métriques d'urée, de phosphate d'ammonium et de potasse. L'ACDI est en passe de retenir les services d'un agent qui suivra le processus d'achat des veaux et de l'équipement. Une mission technique se rendra normalement à Chiltepe en juin pour s'assurer que toutes les conditions préalables à l'arrivée des veaux sont en place et pour discuter plus en profondeur des besoins en matière d'équipement. Par la suite, les veaux seront progressivement achetés et envoyés, au fur et à mesure que la ferme laitière sera en mesure de les absorber. On prendra bien soin de suivre le déroulement du processus et de s'assurer que les animaux s'adaptent bien lors du premier envoi.

* intérêt de 0 %, période de grâce de 10 ans, échéance de 50 ans

Mai 1984

NICARAGUA

Projet: Stratégie alimentaire

Budget: \$655 000 (subvention)

Montant décaissé: \$590 000 (31/03/84)

Historique: Au cours d'un séminaire tenu à Mexico, en février 1981, le gouvernement du Nicaragua a sollicité l'assistance du Canada pour l'élaboration d'une stratégie alimentaire.

Approuvé en septembre 1981, ce projet a débuté en octobre 1982 et se terminera en août 1984.

Objectif: Définir un programme qui visera à réduire la dépendance à l'égard des importations de denrées de base et à augmenter les exportations de produits agricoles.

Description: Six Canadiens (1 coopérant et cinq experts à court terme), en collaboration avec une équipe de recherche relevant du ministère de l'Agriculture, ont participé au travail d'équipes spécialisées qui ont analysé les aspects suivants: grains de base, produits périssables (incluant l'élevage) et produits semi-transformés, commercialisation et consommation, institutions paysannes (privées, étatiques, coopératives) et institutions gouvernementales requises pour appuyer ces mécanismes.

L'identification de projets concrets, comme la conservation et le stockage des grains au niveau des coopératives, découlera de cette étude. Cependant, le Canada ne s'est nullement engagé à contribuer à la réalisation de ces projets.

Mai 1984



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 10

Tuesday, May 15, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 10

Le mardi 15 mai 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Annual Report 1982-83 of the Department of
EXTERNAL AFFAIRS

CONCERNANT:

Rapport annuel 1982-1983 du Ministère des
AFFAIRES EXTÉRIEURES

APPEARING:

The Honourable Gerald Regan
Minister of State (International Trade)

COMPARAÎT:

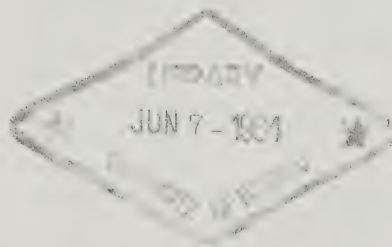
L'honorable Gerald Regan
Ministre d'État (Commerce international)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1984

Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Bud Bradley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Jesse Flis
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McKnight
Paul McRae
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

ORDRE DE RENVOI

Conformément aux dispositions de l'article 46(4) du Règlement, le document suivant était réputé déféré au Comité:
Le mardi 17 avril 1984

—Rapport du ministère des Affaires extérieures, conformément à l'article 6 de la Loi sur le ministère des Affaires extérieures, Chapitre E-20, S.R.C. 1970, n° 322-1/10.

ORDER OF REFERENCE

Pursuant to Standing Order 46(4), the following paper was deemed referred to the Committee:
Tuesday, April 17, 1984

—Annual Report 1982-83 of the Department of External Affairs, pursuant to section 6 of the Department of External Affairs Act, chapter E-20, R.S.C. 1970—Sessional Paper No. 322-1/10.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 15 MAI 1984

(11)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 20 h 05, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Beauchamp-Niquet, MM. Hudecki, Kilgour, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Stevens.

Substituts présents: MM. McKnight, Nystrom, Stewart.

Autre député présent: M. Hargrave.

Comparait: L'honorable Gerald Regan, Ministre d'État (Commerce international).

Témoins: Du Ministère des Affaires extérieures: M. Derek Burney, Sous-ministre adjoint (États-Unis); M. Tony Halliday, Conseiller principal et coordinateur des études sectorielles (États-Unis); M. Stephen Heney, Conseiller principal (États-Unis).

Le Comité procède à l'examen du Rapport annuel 1982-1983 du Ministère des Affaires extérieures, déposé à la Chambre des communes conformément à l'article 6 de la Loi sur le Ministère des Affaires extérieures, chapitre E-20, S.R.C. 1970—Document parlementaire n° 322-1/10 (réputé déposé le mardi 17 avril 1984 en vertu de l'article 46(4) du Règlement).

Le président présente le Troisième Rapport du Sous-comité du programme et de la procédure, qui porte ce qui suit:

Votre Sous-comité se réunit le mardi 15 mai 1984 pour examiner les travaux futurs du Comité en relation avec le Projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

Votre Sous-comité convient de recommander ce qui suit:

1. Que le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale renouvelle le contrat pour les services du Centre parlementaire pour les Affaires étrangères et le Commerce extérieur, à compter du 15 mai 1984, afin de faciliter l'étude du Projet de loi C-32, déposé au Comité le vendredi 11 mai 1984;
2. Que le Comité se réunisse le jeudi 17 mai 1984 à 10 heures pour entendre un représentant du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures et que soient déposés à cette réunion du Comité:
 - a) exemplaires de la correspondance existante entre les chefs des partis politiques portant sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales (et sur la résolution relative aux questions de paix devant être débattues en Chambre, si cette correspondance en fait état); et
 - b) les modifications que doit proposer le gouvernement au Projet de loi C-32, à l'étape du Comité;
3. Que le Comité entende certains témoins dans le cadre de son examen du Projet de loi C-32 durant les semaines du 21 mai et 28 mai 1984 et ce, sans apporter aucune

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 15, 1984

(11)

[Translation]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 8:05 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Hudecki, Kilgour, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Stevens.

Alternates present: Messrs. McKnight, Nystrom, Stewart.

Other member present: Mr. Hargrave.

Appearing: The Honourable Gerald Regan, Secretary of State for International Trade.

Witnesses: From the Department of External Affairs: Mr. Derek Burney, Assistant Deputy Minister, United States Branch; Mr. Tony Halliday, Senior Advisor and Coordinator of Sectorial Studies, United States Branch; Mr. Stephen Heney, Senior Advisor, United States Branch.

The Committee resumed consideration of the Report of the Department of External Affairs for 1982-83 tabled before the House of Commons, pursuant to section 6 of the Department of External Affairs Act, chapter E-20, R.S.C., 1970—Sessional Paper No. 322-1/10. (*Deemed referred on Tuesday, April 17, 1984, under section 46(4) of the Standing Orders*).

The Chairman introduced the Third Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which read as follows:

Your Sub-committee met on Tuesday, May 15, 1984, to consider the future business of the Committee in relation to Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security.

Your Sub-committee has agreed to recommend the following:

1. That the Standing Committee on External Affairs and National Defence renew the contract for the services of the Parliamentary Center for Foreign Affairs and Foreign Trade, effective May 15, 1984, to assist in the consideration of Bill C-32, referred to the Committee on Friday, May 11, 1984;
2. That the Committee meet on Thursday, May 17, 1984 at 10:00 a.m. to hear a representative of the Secretary of State for External Affairs and that the following be tabled at this meeting:
 - (a) copies of the existing correspondence among party leaders on the subject of the prepared peace institute (and on the House proposed resolution pertaining to Peace if mentioned in the said correspondence); and
 - (b) proposed government amendments to Bill C-32 at Committee stage;
3. That the Committee hear some witnesses on Bill C-32 during the weeks of May 21 and May 28, 1984, without

modification à son horaire de séances prévues à la réunion du 10 mai 1984, si possible;

4. Que le Comité invite l'honorable Allan MacEachen, Vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, possiblement le mercredi 23 mai 1984 à 15 h 30;
5. Que le Comité tienne ainsi ses réunions sur le Projet de loi C-32 à tout autre temps disponible au Comité, et qu'au besoin, un Sous-comité soit constitué et habilité à entendre des témoins sur le Projet de loi C-32 et à tenir des réunions simultanément avec le Comité;
6. Que le Comité procède par la suite à l'étude article par article du Projet de loi C-32.

Le Ministre fait une déclaration et, avec les témoins, répond aux questions.

A 22 h 15, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

modifying its schedule of meetings agreed to at the meeting of May 10, 1984, if possible;

4. That the Committee invite the Honourable Allan MacEachen, Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs likely Wednesday, May 23, 1984 at 3:30 p.m.;
5. That the Committee meet on Bill C-32 at all other available times and that, if need be, a Sub-committee be constituted and be empowered to hear witnesses on Bill C-32 and to hold meetings simultaneously with the Committee;
6. That the Committee then proceed to the clause by clause consideration of Bill C-32.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 10:15 o'clock p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, May 15, 1984

• 2005

The Chairman: We had a steering committee meeting this afternoon that finished rather late and I would like to report to the committee as soon as the clerk arrives.

So we will start with the Minister, but we took some decisions this afternoon that I will report to you when I see a quorum.

Nous étudions ce soir le rapport annuel 1982-1983 du ministère des Affaires extérieures. Nous avons comme témoin l'honorable Gerald Regan, ministre d'État (Commerce international).

Would you like to make a statement, sir?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): A point of order, sir.

The Chairman: Please.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Où est la copie du rapport annuel du ministre des Affaires extérieures?

The Chairman: You have it in your office. I will have some copies when the clerk arrives.

An hon. Member: Very impressive, Ken.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci beaucoup. Vous êtes très gentil.

The Chairman: *Mon Dieu!* I think I should adjourn. There is such a good spirit. Hopefully it will keep on all evening. *S'il vous plaît.*

Gentlemen, the Minister will make a statement. Then we will proceed when I see a quorum. Mr. Minister.

L'honorable Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Monsieur le président, je suis très heureux d'avoir ce soir la possibilité de discuter de la situation à mon Ministère avec les distingués députés.

I want to start by making some general comments that may be helpful. I understand from the communications that we have had from your department that you are interested tonight in discussing the sectoral initiatives.

May I begin by saying that the international economy and the multilateral trading system are undergoing rather severe strains, perhaps the worst since World War II. There has been, of course, a strong recovery from recession in the United States. However, protectionism, particularly in Congress, is still a potent force. We have a major presidential candidate who has repeatedly embraced protectionist positions over the past two years. Moreover, recovery has been uneven internationally. Europe is still facing serious problems and developing

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 15 mai 1984

Le président: La réunion que le Comité directeur a tenue cet après-midi s'est terminée assez tard, et j'aimerais en faire rapport au Comité dès que le greffier sera là.

Nous allons d'abord entendre le ministre, mais nous avons pris un certain nombre de décisions cet après-midi dont je vous entretiendrai dès que nous aurons le quorum.

This evening, we will be studying the Department of External Affairs Annual Report for the year 1982-83. Our witness is the Hon. Gerald Regan, Minister of State (International Trade).

Souhaitez-vous faire quelques remarques préliminaires, monsieur?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'invoque le Règlement.

Le président: Allez-y, je vous prie.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Where is the copy of the annual report for the Department of External Affairs?

Le président: Vous l'avez dans votre bureau. Le greffier va nous apporter quelques exemplaires supplémentaires.

Une voix: Très impressionnant, Ken.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you very much. You are so kind.

Le président: *Oh! my God!* J'ai l'impression que ce serait peut-être une bonne idée de lever tout de suite la séance. Tout le monde est de si bonne humeur. J'espère que cela durera jusqu'à la fin de la soirée. *If you please.*

Messieurs, le ministre va faire une déclaration, après quoi nous pourrions commencer, dès que nous aurons le quorum. Monsieur le ministre.

The Hon. Gerald Regan (Minister of State (International Trade)): Mr. Chairman, I am very pleased to have the opportunity this evening to discuss my department's situation with the distinguished members of the Committee.

J'aimerais tout d'abord faire quelques commentaires d'ordre général qui pourraient peut-être vous être utiles. Si j'ai bien compris, vous aimeriez que nous discutons ce soir des initiatives qui ont été prises par les différents secteurs du ministère.

Je dirai tout d'abord que l'économie internationale et que le système commercial multilatéral subissent à l'heure actuelle de très rudes épreuves, les pires peut-être depuis la Deuxième guerre mondiale. Les États-Unis ont bien sûr connu une très forte relance économique et ce pays est en train de se remettre la récession. Cependant, le protectionnisme que préconise le Congrès constitue toujours une force très puissante. Nous connaissons tous ce candidat à la présidence qui a à maintes reprises au cours des deux dernières années embrassé des

[Text]

countries are finding it increasingly difficult to generate export earnings needed to meet their rather massive debt servicing costs.

As a major trading nation whose economic performance is highly export dependent, Canada has a vital stake in an open and a secure world trading system. Accordingly, we are active in international efforts to reduce trade barriers and to strengthen the system.

Last week I participated in a meeting of trade and finance ministers in Washington at the invitation of Secretary Bill Brock, as did ministers from the European Community, Japan, Sweden, Australia, New Zealand, India, Brazil, Mexico, The Philippines, South Korea and Yugoslavia.

• 2010

The meeting thus involved a cross-section of leading industrialized and developing, creditor and debtor, nations. Those present naturally had distinct and interesting perspectives on such issues as protectionism and the trade-debt repayment linkage. The meeting will greatly assist the major industrialized countries preparing their positions on trade for next month's London summit.

There was general agreement at this meeting on the importance of completing, as soon as possible, the GATT work program that had been undertaken at the 1982 ministerial and of then pressing ahead with the preparations for a possible new round of multilateral trade negotiations. It is envisaged that this or a similar group of countries may meet again in the early fall to continue these discussions.

As an international trading country Canada must encourage these multilateral efforts, but at the same time we have to recognize the particular importance of the United States as our major economic partner and the consequential imperative for Canada to manage our bilateral trading relations effectively with that country. The sectoral initiative, which is the topic I am told we are to address tonight, has to be viewed in the context of a difficult international economic environment and within the framework of Canada's most important bilateral trade relationship. Whatever the results of the sector initiative, we have simply by engaging in the exercise improved our relations with the United States administration.

The sector initiative flows from the trade policy review, the results of which I announced last August. The review concluded that there was no need for any drastic change in Canadian trade policy. We confirmed that the multilateral

[Translation]

positions protectionnistes. D'autre part, la relance a été très inégale sur le plan international. L'Europe se trouve toujours confrontée à de graves problèmes et les pays en voie de développement ont de plus en plus de difficulté à tirer suffisamment de bénéfices de leurs activités d'exportation pour pouvoir payer les frais de leur très lourde dette.

En tant qu'importante nation commerçante, dont le rendement économique dépend largement de ses exportations, le Canada trouvera son salut dans un système commercial mondial ouvert et solide.

La semaine dernière je me suis rendu à Washington, à l'invitation du secrétaire Bill Brock, pour participer, aux côtés de ministres de pays de la Communauté européenne, du Japon, de la Suède, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde, du Brésil, du Mexique, des Philippines, de la Corée du Sud et de la Yougoslavie, à une réunion de ministres du commerce et des finances.

A donc participé à cette réunion un groupe de pays assez hétérogène, représentant un bon échantillon autant des pays industrialisés et créditeurs que des pays en voie de développement et débiteurs. Les participants à cette réunion avaient bien sûr des perspectives intéressantes et très distinctes sur des questions comme le protectionnisme et le lien qui existe entre l'activité commerciale et le remboursement des dettes. Les résultats de cette rencontre aideront beaucoup les principaux pays industrialisés à préparer leur position sur le commerce en prévision de la réunion au sommet qui aura lieu le mois prochain à Londres.

Cette réunion a abouti à un consensus général sur l'importance que revêt l'achèvement le plus rapidement possible, du programme de travail du GATT, dont la préparation avait été entreprise lors de la réunion ministérielle de 1982, et de la préparation d'une nouvelle série éventuelle de négociations commerciales multilatérales. Il a d'ailleurs été prévu que ce groupe ou qu'un groupe de pays semblable se réunisse au début de l'automne pour poursuivre les discussions entamées.

En tant que nation commerçante à l'échelle internationale, le Canada doit encourager ces efforts multilatéraux, nous devons en même temps reconnaître l'importance toute particulière qui revient aux États-Unis puisque c'est ce pays qui est notre principal partenaire économique, et la nécessité pour le Canada de bien mener ses relations commerciales bilatérales avec ce pays. L'initiative sectorielle, qui est je pense la question dont nous devons discuter ce soir, doit être perçue dans le contexte d'une ambiance économique internationale tendue et dans le cadre des relations commerciales bilatérales les plus importantes qu'entretient le Canada. Quels que soient les résultats de cette initiative sectorielle, notre simple participation à cet exercice aura amélioré nos relations avec l'administration américaine.

Cette initiative sectorielle découle de l'examen de nos politiques commerciales dont j'ai annoncé les résultats en août dernier. Cet examen a démontré qu'il n'était nullement nécessaire d'apporter des changements importants à la

[Texte]

system remains the basis of our trading relationship and we explicitly excluded the full free trade option. However, the review recognized Canada's major and growing economic interest in the United States, and it was decided to examine the merits of limited sectoral trade arrangements for trade enhancement with our major trading partner.

The grounds for this decision were (a) that more secure and improved access to the U.S. market is vital to Canada's economic well-being; (b) that in straight economic terms sectoral trade arrangements would provide for greater specialization, enhanced productivity, and hence competitiveness for Canadian firms not only in North America but globally; (c) that the status quo is not good enough in an increasingly competitive global environment, and as the Tokyo Round tariff reductions continue to impact on Canadian firms—sectoral is only one of several actions necessary to improve competitiveness; (d) that the sectoral approach was a more politically palatable option; (e) that the sectoral approach might energize the multilateral trade initiative at a time when there is increasing protectionism; and (f) that the gravest threat to Canada, the greatest vulnerability, is from the United States with its increasing trade deficit, which will go well beyond \$100 billion this year, and the U.S. frustrations with the global trade environment.

We have in our work focused on six sectors for now: steel, urban mass transit equipment, agricultural equipment and inputs, informatics, petrochemicals and beef. The first four of these are included in the Joint Work Program to which I agreed with Bill Brock in February. Petrochemicals and beef have not been jointly agreed, though it is open to us to propose their inclusion. The United States of course also has its own list.

The selection of sectors has been pragmatic. It has resulted from the existence or threat of protectionist measures in the U.S., expressed Canadian interests and expressed U.S. interests. It is relevant to note, however, that the Canadian industry in each of the four under study is essentially Canadian owned.

I could give details on those different sections, but perhaps that would use up too much time and perhaps it could better be dealt with if there are questions of interest in that regard.

I do want to make clear to the members of the committee that the Joint Work Program is not a commitment to negotiate. It is a technique whereby the two governments can focus

[Traduction]

politique commerciale canadienne. Nous avons confirmé que le système multilatéral demeure toujours à la base de nos relations commerciales et nous avons explicitement exclu l'option du libre-échange total. Cet examen a cependant permis de reconnaître les intérêts économiques importants et toujours croissants qu'a le Canada aux États-Unis, et il a été décidé d'examiner l'intérêt de négocier des arrangements commerciaux sectoriels limités en vue d'améliorer nos relations commerciales avec notre principal partenaire.

Voici les raisons qui nous ont poussés à prendre cette décision: a) un accès amélioré et plus sûr au marché américain est essentiel au bien-être économique du Canada; b) sur le plan purement économique, des arrangements commerciaux sectoriels permettraient une spécialisation plus poussée, une productivité accrue et partant, des meilleures possibilités de concurrence pour les sociétés canadiennes, non seulement en Amérique du Nord, mais à l'échelle du globe tout entier; c) le statu quo n'est pas satisfaisant dans un environnement global de plus en plus concurrentiel, et les réductions tarifaires négociées à Tokyo continuent d'avoir une incidence sur les sociétés canadiennes—l'initiative sectorielle envisagée n'est qu'une mesure parmi plusieurs qui s'imposent si l'on veut améliorer la capacité concurrentielle de nos entreprises; d) l'approche sélective était une approche qui était plus facilement acceptable sur le plan politique; e) l'approche sectorielle serait susceptible de donner un coup de fouet à l'initiative commerciale multilatérale à un moment où le protectionnisme est à la hausse; et f) la pire menace pour le Canada est le déficit commercial toujours croissant des États-Unis, déficit qui dépassera les 100 milliards de dollars cette année, et les frustrations américaines face à l'ambiance qui prévaut dans l'arène commerciale globale.

Nous nous sommes penchés pour l'heure sur six secteurs: Ceux de l'acier, de l'équipement de transport en commun urbain, du matériel agricole, de l'informatique, de l'industrie pétrochimique et du bœuf. Les quatre premiers sont inclus dans le programme de travail commun sur lequel je me suis entendu avec Bill Brock en février. Aucune entente n'a encore été approuvée en ce qui concerne l'industrie pétrochimique et le bœuf, mais nous pourrions proposer l'inclusion de ces deux secteurs. Les États-Unis ont bien sûr également leur propre liste.

Le choix des secteurs a été pragmatique. Il s'est fait en fonction de l'existence ou de la menace de mesures protectionnistes américaines, et de certains intérêts canadiens et américains qui avaient été clairement exprimés. Il convient cependant de souligner que dans les quatre secteurs à l'étude, l'industrie canadienne appartient essentiellement à des intérêts canadiens.

Je pourrais vous fournir des précisions au sujet de ces différents secteurs, mais cela demanderait peut-être beaucoup de temps, et il serait peut-être préférable que j'y revienne tout simplement si certaines questions vous intéressent en particulier.

J'aimerais que les membres du Comité comprennent bien que ce programme de travail commun n'est pas une promesse de négociation. Il s'agit d'une technique en vertu de laquelle les

[Text]

their internal analytical work, can reach jointly agreed definitions on product coverage and the scope of issues to be addressed and, as we have done for steel, arrive at a joint basis for consulting with domestic industries, and of course, in our case, with the provinces.

Before we move to the decision stage on whether to enter into negotiation we will (a) complete our analysis of Canadian interests in liberalization and the likely impact of such liberalization; (b) assess U.S. interests, the negotiability of their objectives; and (c) ensure that we have obtained the views of the provinces and the affected countries.

• 2015

I will be meeting again with Mr. Brock on June 6. At that time I would expect to review progress that has been made in implementing the joint work program and to determine future steps.

I might say that I have senior officials with me from the department tonight with areas of particular specialization in these areas: Mr. Derek Burney, Mr. Percy East, Mr. Tony Halliday, and Mr. Stephen Heney.

The Chairman: Thank you very much.

Before we start, the SCEAND met this afternoon very late, and it recommends to you, of course, that we renew the services of the parliamentary centre, effective today, to assist in the consideration of Bill C-32; also, that the committee meet this Thursday at 10:00 o'clock—you will be informed... to hear a representative of the Secretary of State for External Affairs; and that the following be tabled at that meeting: copies of the existing correspondence among party leaders on the subject of the peace institute and/or on the House resolution pertaining to peace, if mentioned in the said correspondence, and the proposed government amendment to Bill C-32 at the committee stage. That would help greatly the committee in its deliberations. If we know ahead of time, we may avoid a lot of useless discussion.

It recommends that the committee hear some witnesses on Bill C-32 during the weeks of May 21 and May 28 without modifying its schedule—at the very strong request of the Official Opposition—of meetings agreed to at the meeting of May 10, 1984. So you may inform the hon. critic of national defence that we have not touched this very important meeting of May 22, next Tuesday morning, all morning, 9.30 to 12.00 o'clock. We did not touch that. I had arranged that a long time ago—to have two meetings back to back. The Minister of National Defence will be there.

[Translation]

deux gouvernements concernés pourront orienter leur travail analytique interne, s'entendre sur des définitions relativement aux produits couverts et à l'envergure des questions dont il faudra discuter et, comme nous l'avons fait pour l'acier, définir une formule de consultations mixtes avec les industries de chacun des pays et bien sûr, dans notre cas, avec les provinces.

Avant de décider si nous devons entamer des négociations, nous devons a) terminer notre analyse de l'intérêt que le Canada pourrait retirer d'une libéralisation et de l'incidence probable qu'aurait cette dernière; b) évaluer les intérêts américains et décider dans quelle mesure leurs objectifs sont négociables; et c) nous assurer que nous sommes bien au courant des points de vue des provinces et des pays qui en seraient touchés.

Je vais de nouveau rencontrer M. Brock le 6 juin prochain. J'espère pouvoir à ce moment-là examiner les progrès qui auront été réalisés au niveau de la mise à exécution du programme de travail commun et déterminer les mesures à prendre pour l'avenir.

Je tiens d'autre part à vous signaler que m'accompagnent ce soir de hauts fonctionnaires du ministère qui sont spécialisés dans les domaines dont il est question. Il s'agit de MM. Derek Burney, Percy East, Tony Halliday et Stephen Heney.

Le président: Merci beaucoup.

Avant que nous ne commençons, je tiens à vous dire que le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale s'est réuni jusqu'à très tard dans l'après-midi. Le rapport du Sous-comité vous recommande bien sûr de retenir les services du Centre parlementaire, à compter d'aujourd'hui, afin de faciliter l'étude du projet de loi C-32. Il recommande par ailleurs que le Comité se réunisse jeudi à 10h00—vous en serez avisés—pour entendre un représentant du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et que soient déposés au Comité lors de cette réunion: des exemplaires de la correspondance existante entre les chefs des partis politiques portant sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales et la résolution relative aux questions de paix devant être débattue en Chambre, si cette correspondance en fait état, et les modifications que doit proposer le gouvernement au projet de loi C-32 à l'étape de l'étude en Comité de ce bill. Cela aiderait beaucoup le Comité dans le cadre de ses délibérations. Si nous en étions avertis à l'avance, cela nous permettrait d'éviter tout un tas de discussions inutiles.

Le rapport recommande par ailleurs que le Comité entende certains témoins durant les semaines du 21 et du 28 mai, et ce, sans apporter une quelconque modification à son horaire—cela a été très fermement appuyé par l'Opposition officielle—de séances prévu à la réunion du 10 mai 1984. Vous pourriez donc faire savoir au porte-parole des partis pour la question de défense nationale que nous n'avons rien changé en ce qui concerne la réunion prévue pour mardi prochain, c'est-à-dire le 22 mai, et qui durera toute la matinée, de 9h30 jusqu'à midi. Nous n'y avons pas du tout touché. J'avais arrangé cela il y a déjà fort longtemps... afin que nous puissions avoir deux

[Texte]

Also, it recommends that the committee meet on Bill C-32 at all other available times—I draw your attention to that—and if need be, a subcommittee be constituted and be empowered to hear witnesses on Bill C-32 and to hold meetings simultaneously with the committees. Also, it recommends that the committee invite the Hon. Allan MacEachen, Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs, likely Wednesday or Thursday, May 23, 1984 at 3:30. It is by agreement in the committee, of course—you know the rules. It has been a long since we have had a Bill referred to us. We will have some witnesses, we will hear the Minister, we may have some more witnesses, and then of course our duty is to study the Bill clause by clause when the time comes. Then we will report, when the time comes, by agreement.

So that is the report of your committee.

La proposition pour l'adoption? Monsieur Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, on reading what you have just read into the record, I think it might be a little clearer if you moved item 5 up to 4 and 4 down to 5.

The Chairman: Ah, yes, with pleasure. Okay, we will do that—that Mr. MacEachen be invited. So 5 becomes 4 and 4 becomes 5.

Mr. McKnight.

Mr. McKnight: Thank you.

I would just like to welcome the Minister and say I am pleased that he is here to discuss at the committee things that have been discussed outside the committee, and I think it is an appropriate place to add some light to discussions that have taken place between himself and Secretary Brock. Mr. Chairman, through you to the Minister, could I try and get some clarification with respect to the four sectors that have been proposed by Canada, and I presume accepted by the United States—steel, mass urban transit, agricultural implements and informatics? As I understood the Minister, in his opening statement he said that these negotiations were going forward with the blessing, with the consent that they are basically industry-driven. Does that apply to all of them, and in particular the industry informatics communications? I have had communication from people in that industry that certainly would lead me to believe that it is not industry-driven.

• 2020

Mr. Regan: Mr. McKnight, thank you for your welcome to the committee. I welcome every opportunity to discuss this matter. I do want to hasten to make one or two corrections arising out of your question. First, it is not negotiation.

Mr. McKnight: Okay.

Mr. Regan: And before we would participate in negotiations we would clearly identify the segments within a sector that

[Traduction]

réunions qui se suivent. Le ministre de la Défense nationale sera alors parmi nous.

Le rapport recommande enfin que le Comité tienne ses réunions sur le projet de loi C-32 pendant toute autre case horaire disponible—je tiens à attirer votre attention là-dessus—et, qu'au besoin, un sous-comité soit constitué et habilité à entendre des témoins sur le projet de loi C-32 et à tenir des réunions simultanément avec le Comité. Il recommande enfin que le Comité invite l'honorable Allan MacEachen, vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, peut-être pour le mercredi 23 mai 1984, à 15h30, ou pour le jeudi. Il faudrait bien sûr que le Comité s'entende... Vous connaissez le Règlement. Nous n'avons pas étudié de bill depuis fort longtemps. Nous aurons certains témoins, nous entendrons le ministre, et il se peut qu'il y ait d'autres témoins également. Il nous faudra bien sûr par la suite étudier le bill article par article, après quoi nous ferons rapport.

Voilà donc le contenu du rapport du Comité.

Will someone move its adoption? Mr. Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, après avoir entendu ce que vous venez de lire tout haut pour que cela figure au procès-verbal, je pense que les choses seraient plus claires si vous insériez l'ordre des article 5 et 4.

Le président: Bien sûr. Avec plaisir. Nous ferons cela... Au sujet du fait que M. MacEachen sera invité. L'article 5 devient donc l'article 4 et vice versa.

Monsieur McKnight.

M. McKnight: Merci.

J'aimerais simplement souhaiter la bienvenue au ministre et lui dire combien je suis heureux qu'il soit venu ici devant le Comité pour discuter de choses dont on a déjà discuté en dehors du Comité. Je pense que c'est l'occasion rêvée pour faire la lumière sur les discussions qui ont eu lieu entre le secrétaire Brock et lui. Monsieur le ministre, pourriez-vous nous apporter quelques précisions concernant les quatre secteurs que le Canada a proposés et, je présume, acceptés par les États-Unis: la sidérurgie, les transports en commun urbains, le matériel agricole et l'informatique? Si j'ai bien compris ce que disait le ministre dans sa déclaration, ces négociations se déroulent avec le consentement des entreprises de ces secteurs, et même à leur initiative. Cela est-il vrai des quatre secteurs, et plus particulièrement de celui de l'informatique? Les entretiens que j'ai eus avec des représentants de ce secteur me portent à croire que ce n'est pas à leur initiative.

M. Regan: Monsieur McKnight, je vous remercie de vos mots de bienvenue. Je salue toute occasion de traiter de cette question et je commencerai pas apporter quelques rectificatifs à ce que vous avez dit. Tout d'abord, il ne s'agit pas d'une négociation.

M. McKnight: Bien.

M. Regan: Avant de participer à une négociation, nous prendrions soin de déterminer quelle partie d'un secteur

[Text]

both sides thought might be suitable for negotiations. We would then go back to the industry again. We would talk with the Provinces, and only then participate in negotiations. Before any sector could be negotiated it must be broadly acceptable to an industry. I would not say that it must be industry-driven, but you are incorrect to say that these four areas were areas selected by Canada. These are areas that have arisen out of our discussions, some suggested by the United States and some suggested by Canada, as to areas to examine. Therefore, on those, like informatics suggested by the United States, there has not yet been full consultation with industries. Indeed, you may recall that Rolly Frazee of the Royal Bank suggested computer services. The Americans countered with informatics. We then required either a definition of informatics or a better understanding of what they were talking about, so that we would know what segments of that rather ill-defined industry to talk to. That is what Mr. Heney is involved in at the present time. He is identifying with the Americans a list of areas, out of which then, with consultations with industry, we would decide whether there are, within informatics, segments that would be suitable to move forward on. We have not contemplated any trade-offs between sectors. We have not contemplated the idea that we will negotiate one that is a disadvantage to us in return for one that is a disadvantage for them. We think that there must be mutual advantages within each sector that we decide to move forward on, if we decide to move forward on any.

Mr. McKnight: Just to round off the six specific areas that you mentioned before—the four that had been, I guess to use the word, mutually acceptable for discussion. What other segments, other than informatics, did the U.S. counterpart put forward?

Mr. Regan: Agricultural equipment, the Americans suggested. Steel was ours.

Mr. McKnight: Urban transit was ours?

Mr. Regan: Urban mass transit was ours.

Mr. McKnight: Beef?

Mr. Regan: Beef is not on the agenda yet.

Mr. McKnight: It was mentioned in your opening remarks as one of two, petrochemicals and beef.

Mr. Regan: Yes.

Mr. McKnight: They are both ours?

Mr. Regan: Yes. As a matter of fact, the Province of Alberta is interested in those. In discussing these matters, I have met with Horst Schmid, the trade minister for Alberta, a country you will recognize is a tremendous force for exports in this country and a great asset to our country.

Mr. McKnight: Mr. Chairman, through you to the Minister, if I understood you correctly, there is no intention on behalf of your group, when it comes to negotiations or to enter into negotiations, in any way that would trade off sectors. Each sector you are contemplating or discussing negotiations with would have to stand by itself; that there would not be any imbalance or sectoral trade-off.

[Translation]

pourrait se prêter à des négociations, de l'avis des deux parties. Nous consulterions ensuite les entreprises concernées et les provinces et entamerions seulement alors des négociations. L'accord préalable de l'industrie est indispensable mais je n'irai pas jusqu'à dire que l'initiative doit venir d'elle. Il est inexact que le Canada ait choisi ces quatre secteurs, ils ont été proposés dans le courant des discussions, certains par les États-Unis, d'autres par le Canada, comme méritant un examen. Nous n'avons donc pas encore entamé la concertation avec les industries concernées et certainement pas avec les entreprises d'informatique qui est l'un des secteurs proposés par les États-Unis. Rolly Frazee de la Banque Royale avait proposé les services d'ordinateurs, ainsi que vous vous en souviendrez. Les Américains ont contre en suggérant l'informatique. Nous avons alors demandé ce qu'ils entendaient par informatique afin de bien circonscrire le secteur, assez mal défini, dont il s'agirait. C'est de cela que s'occupe M. Heney actuellement. Il passe en revue avec les Américains les divers domaines afin de pouvoir ensuite se concerter avec les industriels pour voir quelle partie du secteur informatique pourrait se prêter à de telles négociations. Nous n'envisageons pas de marchandage par lequel nous céderions sur tel ou tel secteur pour gagner sur un autre. Nous pensons que chaque secteur doit trouver des points mutuellement avantageux sur lesquels seront fondées les négociations, le cas échéant.

M. McKnight: Pour en terminer avec les six secteurs que vous avez mentionnés auparavant, les quatre qui sont considérés comme un objet de négociations mutuellement acceptable, pour reprendre vos termes... Quels sont les secteurs, autres que l'informatique, que votre homologue américain a proposés?

Mr. Regan: Les Américains ont proposé le matériel agricole et nous avons proposé l'acier.

M. McKnight: Les transports en communs, c'est nous?

M. Regan: Oui.

M. McKnight: Le boeuf?

M. Regan: Le boeuf n'est pas encore à l'ordre du jour.

M. McKnight: Vous avez mentionné la pétrochimie et le boeuf.

M. Regan: Oui.

M. McKnight: Est-ce vous qui les avez proposés?

M. Regan: Oui. La province de l'Alberta s'y intéresse tout particulièrement et j'en ai parlé avec Horst Schmid, le ministre du commerce de l'Alberta qui abat un travail considérable sur le plan de la promotion de nos exportations.

M. McKnight: Monsieur le ministre, si j'ai bien compris, vous n'avez pas l'intention durant d'éventuelles négociations de vous prêter à des compromis entre secteurs. Chaque secteur fera l'objet d'un accord séparé, on ne fera pas de concession sur un secteur pour gagner sur un autre.

[Texte]

[Traduction]

• 2025

Mr. Regan: We have not contemplated any sectoral trade-off. We think it is a delicate exercise. In today's trading world it is difficult for us to stand still and not find new initiatives, but we recognize it is a delicate exercise, and we think that is the best way to move forward. I guess in an area like government procurement there might be trade-offs of one type or another between the countries, but between sectors, no.

Mr. McKnight: In following your thought trend, I am sure you must have considered how you would handle non-tariff measures in bilateral agreements. How would disputes be settled between two countries, Canada and the U.S.? We do not, as I can see . . . we could ask, I guess—have the ability to take it to GATT; we have made commitments to reduce our non-tariff measures.

Mr. Regan: That depends on the terms of the contracts, and when we come to that sort of a question I just refer you back to the auto pact. Really, I am inclined to think that the likely evolution of this exercise is more in the direction of trade enhancement agreements like the auto pact was, rather than strictly free trade sectoral agreements, because as you know, in the auto pact there are numbers of inhibitions and qualifications and yet it has benefited both countries, its existence. Well, we would think that the terms of an agreement in a particular sector would determine how grey areas would be covered. From Canada's point of view, it is the existence of the possibility of grey areas or restraints or safeguards. That is one of the greatest drives, one of the greatest reasons why we wanted to move forward on this—so we could have that access—because with the reduction following the Tokyo Round, tariffs in very, very few products today constitute a real barrier to trade; it is the non-tariff measures.

Mr. McKnight: The non-tariff measures, and you used an example, the auto pact. We obtained a waiver through GATT; there was a waiver obtained. But the terms and conditions, and there still is the reservation, they still reserve the right to retaliate under that waiver. Am I correct?

Mr. Regan: Canada did not obtain a waiver.

Mr. McKnight: No, the Americans did.

Mr. Regan: The Americans did obtain a waiver under that, and I am therefore not certain as to what residual action can be taken against the Americans. That has not been our concern.

Tony would be better to speak to that, Tony Halliday, but let me first of all make clear that not all the sectoral arrangements we contemplate would be outside of the GATT. It well might be that some of them would be subject to the existing disciplines of the GATT.

Tony, would you like to speak on the other aspect?

Mr. Tony Halliday (Senior Advisor and Co-ordinator of Sectoral Affairs, United States Branch, Department of External Affairs): I guess on the dispute settlement question, because I think there is an interesting point there that has been made and it is something we need to address within the

M. Regan: Non, il n'y aura pas de compromis. C'est un travail assez délicat. Dans le monde d'aujourd'hui nous ne pouvons pas nous permettre de rester immobiles, de ne pas prendre d'initiatives nouvelles; nous savons que c'est délicat mais il faut quand même essayer de progresser. Il y aura peut-être des concessions mutuelles sur le plan des achats des administrations publiques, mais il n'y aura pas de concession entre les secteurs.

M. McKnight: Dans cette même veine, vous avez dû réfléchir à la façon dont vous réagiriez à des barrières non-tarifaires, dans le cadre des accords bilatéraux. Comment se régleraient les différends entre le Canada et les États-Unis à ce propos? Nous ne pourrions pas en saisir le GATT, je pense, mais nous pouvons toujours demander; nous avons pris l'engagement de réduire les barrières non-tarifaires.

M. Regan: Cela dépend des termes de chaque contrat et je pense que les arrangements seront similaires à ceux du pacte automobile. Je pense qu'on débouchera plutôt sur des accords d'expansion commerciale comme c'est le cas du pacte automobile plutôt que sur des accords sectoriels de libre-échange à proprement parler, car vous savez que le pacte automobile comporte un certain nombre de restrictions mais qu'il a néanmoins été profitable au pays. L'entente propre à chaque secteur devra spécifier comment se régleront les différends. Ce qui nous motive, c'est justement le risque de restrictions plus ou moins cachées car vous savez que, depuis Tokyo, seul un très petit nombre de produits restent frappés de droits de douanes; ce sont les barrières non-douanières qui gênent aujourd'hui.

M. McKnight: Les barrières non-douanières, oui, et vous avez cité l'exemple du pacte automobile. Nous avons demandé au GATT une exemption qui nous a été accordée et le pacte automobile laisse néanmoins le droit aux États-Unis de répliquer par des mesures similaires. Est-ce exact?

M. Regan: Le Canada n'a pas obtenu d'exemption.

M. McKnight: Non, c'était les Américains.

M. Regan: Les États-Unis ont obtenu une exemption et je ne suis pas certain des mesures de rétorsion qui pourraient être prises contre les Américains. Ce n'est pas notre problème.

Tony Halliday connaît beaucoup mieux la question que moi et pourra vous en parler, mais je voudrais préciser auparavant que tous les accords sectoriels resteraient extérieurs au GATT. Il se peut cependant que certains restent soumis aux règles du GATT.

Tony, pourriez-vous nous parler de cet aspect?

M. Tony Halliday (conseiller principal et coordonnateur des études sectorielles, Direction des États-Unis, ministère des Affaires extérieures): La question du règlement des litiges est un sujet intéressant qu'il faudra effectivement aborder car il se trouve que le pacte automobile ne prévoit aucune procé-

[Text]

government as we come down this pike, the auto pact does not have a dispute settlement procedure within it. In fact, there are literally hundreds of agreements we have with the United States which do not have dispute settlement procedures, but in trade agreements under the GATT there is the GATT dispute settlement procedure.

To the extent that bilateral agreements like the auto pact entail, which they do, concessions which are not GATT concessions—they are bilateral concessions—we have to resort to non-GATT defences . . . there is no question about that—just as we would on a bilateral agreement on acid rain, maybe even on taxation. We do that in the normal course of our diplomacy through consultation at various levels, and of course including the political level. We do not walk away from a bilateral agreement with the United States just because there is no internationally accepted arbitration procedure.

We may need to look at the question of putting international arbitration procedures into certain of those agreements if we really had deep concerns. But I think if we have an international agreement, Mr. McKnight, on a particular sector, to the extent that the international agreement does not touch upon GATT rights . . . that would be our right to countervail, anti-dumping; that kind of thing—they will still be fully protected by the GATT. If there are doubts about that, of course we can write that into the agreement, saying that nothing in this agreement shall affect one's GATT rights. I think that should preserve it. It is an important issue but not one that would lead us to move away from a bilateral agreement.

• 2030

Mr. McKnight: I did not suggest that we should move away, Mr. Chairman. My suggestion was that I felt it was important that we contemplate problems that could arise.

May I just check my time, Marcel? Do I have five minutes?

The Chairman: We are very good to you.

Mr. McKnight: Okay—you are a great Canadian. Thank you very much.

The Chairman: Because you are from western Canada, I have a particular affinity for . . .

Mr. McKnight: You are trying to hold me up for the hockey game. I know what you are trying to do.

The one thing that bothers me, as expectations build, I think, amongst Canadians and amongst certain sectors, Mr. Minister, is that as I look back at the Tokyo Round, the ability of the United States Administration to enter into that round was obtained in advance, the authority was given in advance. I think someone in the House today referred to the unique character of the United States Constitution, which makes it quite difficult for the Administration to act independently of Congress. It would appear to me that we are quite a way from having Congress give that authority to the Administration, whether it is the present Administration or a new Administration after November. Am I right in that presumption? How do

[Translation]

dure de règlements. En fait, nous avons signé avec les États-Unis des centaines d'accords qui ne prévoient aucune procédure de ce genre alors que, dans le cas des accords commerciaux conclus en vertu du GATT, il existe une procédure officielle.

Dans la mesure où les accords bilatéraux comme le pacte automobile comportent des concessions qui ne relèvent pas du GATT—ce sont des concessions bilatérales—il nous faut recourir à des instances autres que le GATT, de la même façon que pour d'autres éventuels accords bilatéraux, sur les pluies acides par exemple ou même sur l'impôt. Cela se fait dans le cours normal du jeu diplomatique, par des consultations à divers niveaux, notamment politiques. Nous ne mettons pas fin à une entente bilatérale avec les États-Unis uniquement parce qu'il n'existe pas de procédure d'arbitrage international reconnue.

Si nous avions vraiment motif d'être inquiets, il faudrait inscrire dans certains de ces accords une procédure d'arbitrage international. Mais si nous signons une entente internationale dans un secteur en particulier, si cet accord n'empiète pas sur les droits reconnus par le GATT—c'est-à-dire les dispositions anti-dumping, les droits compensateurs etc.—le secteur restera pleinement protégé par le GATT. Si nous avons des craintes particulières à ce sujet, nous pouvons toujours introduire une clause dans l'accord disant qu'il n'affecte pas les droits des partis en vertu du GATT. Cela devrait régler le problème. C'est une chose importante, mais pas au point de nous amener à renoncer à une entente bilatérale.

M. McKnight: Je ne parlais pas de renoncer, monsieur le président, je disais simplement qu'il fallait prévoir les problèmes qui risquent de se poser.

Combien de temps me reste-t-il, Marcel? Ai-je encore cinq minutes?

Le président: Nous sommes très bons avec vous.

Mr. McKnight: D'accord. Vous êtes un excellent Canadien. Merci.

Le président: C'est parce que vous venez de l'Ouest et que j'ai des affinités particulières avec . . .

M. McKnight: Vous essayez de m'empêcher de regarder le match de hockey. Je vois clair dans votre jeu.

Ce qui m'inquiète un peu, étant donné tous les espoirs que les Canadiens dans certains secteurs fondent sur ces négociations, c'est que dans le cas des négociations de Tokyo, le gouvernement américain avait obtenu à l'avance l'autorisation de conclure. Il est très difficile pour le gouvernement américain d'agir indépendamment du Congrès, de par la constitution de ce pays. Il me semble qu'il y a encore beaucoup de chemin à faire avant que le Congrès ne donne ce pouvoir au gouvernement, qu'il s'agisse du président actuel ou d'un autre après le mois de novembre. N'ai-je pas raison? Pensez-vous que l'administration obtiendra l'accord préalable du Congrès pour signer des ententes bilatérales avec le Canada?

[Texte]

you see the Administration's obtaining the advance authority that would be necessary to make agreements on a bilateral arrangement with Canada?

Mr. Regan: They have taken some of those steps already. They already have the authority to negotiate non-tariff barriers, and they made this reference . . . go ahead.

Mr. Derek Burney (Assistant Deputy Minister, United States Branch, Department of External Affairs): If I may, they are making a referral to the International Trade Commission, inviting the Trade Commission to study the sectors that are being examined and to report back. This would obviously enable the Administration to position itself *vis-à-vis* Congress for the necessary authority. It may be of interest to note that just last week the Senate Finance Committee took a fairly significant step in the direction of granting authority for negotiations with Canada on sectoral trade arrangements.

We recognize that the kind of congressional authority that was obtained for the Tokyo Round is not there. We recognize that no deal with the Administration would have any value unless it were blessed by Congress and bound in Congress. That really emphasizes the preliminary nature of the exercise in terms of what the two governments are doing, which is to decide, in the first instance, whether there is a basis for negotiation and, if there is, then seek the necessary authority to negotiate.

Mr. McKnight: My understanding of what you have said is that there is some movement in the United States to grant that authority to the Administration, but . . .

Mr. Burney: It has some authority now.

Mr. McKnight: But only on MTNs.

Mr. Burney: NTBs.

Mr. McKnight: NTBs.

Mr. Burney: And the Senate Finance Committee, as I said, last week took a step in the direction of a tariff authority in terms of Canada. That is a committee, that is not Congress, and you know . . .

Mr. McKnight: And it is also the Senate.

Mr. Burney: —it is a pretty significant Senate committee.

Mr. McKnight: I guess, then, as far as I can see, and from what I understand from your answer, there is not the ability to proceed in any way between the Government of Canada and the Administration in the United States, it has not been granted the advance authority to do any negotiation on any sector.

Mr. Regan: They do not require it to do the negotiation, they do require it to complete . . .

Mr. McKnight: They can negotiate, but if they are not going to be able to sign because of Congress, it is rather futile.

Mr. Regan: That is right, but still the normal procedure would be the procedure that is being followed at the present time.

[Traduction]

M. Regan: C'est déjà pas mal amorcé, le gouvernement a déjà l'autorisation de négocier les barrières non douanières. Le Congrès a donné son accord.

M. Dereck Burney (sous-ministre adjoint, Direction des États-Unis, ministère des Affaires extérieures): Si je puis intervenir, le gouvernement américain en a saisi la Commission du commerce international, l'invitant à étudier les secteurs envisagés et de faire rapport. Cela permettra manifestement à l'administration de se positionner vis-à-vis du Congrès pour obtenir les pouvoirs nécessaires. Nous avons d'ailleurs noté avec intérêt que la semaine dernière le Comité des finances du Sénat a fait un gros pas en avant en faveur de la négociation d'accords commerciaux sectoriels avec le Canada.

Nous avons conscience que cette autorisation du Congrès ne va pas aussi loin que dans le cas de Tokyo, et nous savons qu'aucune entente conclue avec le gouvernement américain ne tiendra si le Congrès ne la ratifie pas. Cela souligne encore le caractère préliminaire de ce que fait actuellement le gouvernement, à savoir de décider quel secteur se prête à une négociation afin de pouvoir, le cas échéant, obtenir les autorisations nécessaires.

M. McKnight: Vous dites donc que le Congrès américain semble vouloir s'engager dans cette voie mais . . .

M. Burney: Le gouvernement a déjà une autorisation partielle.

M. McKnight: Uniquement pour des négociations multilatérales.

M. Burney: Sur les barrières non douanières.

M. McKnight: D'accord.

M. Burney: Et le Comité des finances du Sénat, ainsi que je l'ai dit, a fait un pas dans la bonne direction concernant les droits de douanes avec le Canada. C'est une décision d'un comité, et non pas du Congrès lui-même, et vous savez . . .

M. McKnight: Un comité du Sénat seulement.

M. Burney: . . . que ce comité est très influent.

M. McKnight: Si je comprends bien, donc, le gouvernement américain n'a pas l'autorisation préalable d'entamer des négociations sur quelque secteur que ce soit avec le Gouvernement du Canada.

M. Regan: Il n'a pas besoin de l'autorisation pour négocier mais pour signer . . .

M. McKnight: Mais si le Congrès l'empêche de signer, il ne sert à rien de négocier.

M. Regan: C'est vrai, mais la procédure normale est celle qui est suivie à l'heure actuelle.

[Text]

Mr. McKnight: I guess this is a final question, Mr. Chairman, because I have several colleagues who want to ask questions. In your initial remarks, Mr. Minister, you talked about continuing multilateral, multinational negotiations and advantages that accrue to Canada but, at the same time, continuing in a bilateral way. Could you explain, in your mind, the advantages of the bilateral negotiations as compared to the ability of Canada to align herself with other countries in multilateral and multinational negotiations?

• 2035

Mr. Regan: Sure, Mr. Chairman, our first priority has to be the multilateral open trade system because of the fact that we are so dependent upon exports for our standard of living, but we recognize more and more protectionist actions in the world. We encounter more and more things like countertrade. We find more and more actions outside GATT of a restrictive nature, grey areas. We think that while we continue to press for the removal of those and for liberalization of trading conditions, the Canadian interest dictates that we undertake bilateral efforts to guarantee our continued access to our most important market where we sell 70% of our exports, meaning the United States.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. McKnight, thank you.

Next the hon. member from Saskatchewan, another westerner, Mr. Nystrom, please, followed by Mr. Robinson and Mr. Kilgour.

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Five minutes each.

Mr. Nystrom: I would like to ask the Minister some questions about a comment made in the last Throne Speech, which was to look at the establishment of free trade zones or foreign trade zones in this country. I noticed a few months later the British Columbia government as well made a similar reference in their Throne Speech about the possibility of establishing a free trade zone in British Columbia.

I would like to ask the Minister what his thinking is now on that topic and why the reference in the Throne Speech and what the plans are.

Mr. Regan: Well I can give you a little bit on it, Mr. Nystrom, but I would want you to recognize that this is a matter that falls within the jurisdiction of Finance, and that they must deal with it.

It is recognized that there are situations in which it might be better recognized by the private sector that there are existing mechanisms for the utilization of what are in effect free trade sectors, not necessarily geographical, but by devices by which you can pass through a product, importing and exporting. The feeling is that it can be better utilized in this country as it has been in some others by having the procedure streamlined and better understood by the business community. That is the

[Translation]

M. McKnight: Je crois que ce sera ma dernière question, monsieur le président, car mes collègues souhaitent également en poser. Dans vos remarques initiales, monsieur le ministre, vous avez dit qu'il était avantageux pour le Canada de poursuivre les négociations multilatérales mais en même temps de rechercher des accords bilatéraux. Pourriez-vous nous expliquer quels sont, à votre avis, les avantages des négociations bilatérales par rapport aux négociations multilatérales et multinationales auxquelles le Canada pourrait participer?

M. Regan: Certainement. Monsieur le président, notre première priorité doit reposer sur le système d'échanges commerciaux multilatéraux parce qu'on compte énormément sur nos exportations pour assurer notre niveau de vie; mais il y a de plus en plus de mesures protectionnistes dans le monde. Il y a de plus des contre-échanges. Il y a de plus en plus de mesures, en dehors du GATT, qui sont de nature restrictive, beaucoup plus de zones grises. Bien qu'il faille continuer à travailler à l'élimination de ces restrictions et à la libéralisation des échanges commerciaux, les intérêts du pays nous dictent d'entreprendre des négociations bilatérales de manière à garantir que nous aurons toujours accès à notre marché le plus important, sur lequel nous écoulons 70 p. 100 de nos exportations, c'est-à-dire les États-Unis.

Le président: Merci monsieur le ministre. Merci monsieur McKnight.

J'accorde maintenant la parole à l'honorable député de la Saskatchewan, un autre député de l'Ouest, M. Nystrom, suivi de MM. Robinson et Kilgour.

M. Nystrom: Merci beaucoup monsieur le président.

Le président: Vous avez chacun cinq minutes.

M. Nystrom: J'aimerais poser au ministre quelques questions au sujet d'un extrait du dernier discours du Trône portant sur la possibilité d'établir des zones de libre-échange ou des zones de commerce international au Canada. J'ai remarqué que, quelques mois plus tard, le gouvernement de la Colombie-Britannique a parlé lui aussi dans son discours du Trône de la possibilité d'une zone de libre-échange dans la province.

J'aimerais demander au ministre quelle est sa position sur cette question, pourquoi on en a parlé dans le discours du Trône, et quels sont les projets à cet égard.

M. Regan: Je peux toujours vous dire quelques mots là-dessus, monsieur Nystrom, mais je tiens à vous faire remarquer que c'est une question qui relève de la compétence du ministère des Finances, et que c'est lui qui doit s'occuper du dossier.

On sait qu'il y a des circonstances que le secteur privé devrait peut-être mieux connaître et dans lesquelles l'utilisation des mécanismes existants pourrait effectivement correspondre à des secteurs de libre-échange, pas nécessairement des secteurs géographiques, mais plutôt des mécanismes permettant la libre importation et exportation de tel ou tel produit. On estime que ces mécanismes pourraient être utilisés à meilleur escient au Canada, à l'instar d'autres pays, si la

[Texte]

essence of the exercise that Finance indicated in the budget and for which they are undertaking to prepare procedures. It is done within existing legislation. There is no requirement for new legislation to streamline these procedures. The existing legislative authority is there and we do not envisage the necessity of expenditure of new federal money. It is perhaps a question that might more properly be addressed to the Department of Finance.

Mr. Nystrom: Maybe just one follow-up on that, though. What is the difference between what the government has in mind now, and the present bonded warehouse system? You say it does not require any new legislation. Is there really a significant difference?

Mr. Regan: We feel, certainly the Department of Finance feels, that there are procedures in what you described as the bonded warehouse system that can be streamlined and can be applied more broadly than is the case at present. I would be happy to undertake to obtain from Finance a greater definition for you on it if you wish.

Mr. Nystrom: Maybe I should leave that area then, since it is not really in your jurisdiction, and just ask you a couple of general questions about any new programs you might have in mind to increase the export out of Canada of more refined products. We tend to be, of course, an exporter of raw materials, and an importer of finished goods. Is there any new policy you are looking at, are there any new directions you hope to go, to reverse that trend?

The other thing too, Mr. Minister, is that the last few years Canada's share of world trade, of course, has fallen. I just wonder whether you have any new initiatives to try to stimulate more trade from this country.

• 2040

Mr. Regan: First of all, while we do export a lot more raw materials than we do manufactured goods, I would not say the trend is in that direction. The trend is in the other direction. We have been increasing our share of value added exports in a great number of markets. We have increased them rather sharply in Japan, of all places. But I think the exercise that we are here to discuss tonight—the sectoral free trade initiative with the United States—is one way in which we can substantially increase our export of value added goods and of manufactured goods. I think our programs have accelerated the usage of governmental support for participation in trade fairs around the world by Canadian companies—the various PEMD programs that we have. And, of course, the very integration of trade with External has meant that there are a greater number of people in our different posts throughout the world who are actively involved in the sale of Canadian goods and services. There was a 15% increase in the U.S. that was predominantly semi or finished goods. And that increase, of course, because of the magnitude of our American market, is larger than our sales to a great many other countries.

[Traduction]

procédure était simplifiée et mieux comprise par les milieux d'affaires. C'est la raison d'être du mécanisme qu'a annoncé le ministre des Finances dans son budget et pour lequel on est en train d'établir des procédures. Tout cela sera possible dans le cadre des lois existantes. Il n'y a pas lieu d'élaborer de nouvelles lois pour simplifier les procédures. Le pouvoir législatif existe et on n'envisage pas la nécessité d'engager de nouveaux fonds fédéraux. Mais il vaudrait peut-être mieux poser cette question au ministère des Finances.

M. Nystrom: Pour faire suite à cette question, quelle est la différence entre ce qu'envisage maintenant le gouvernement et le système actuel des entrepôts de douane? Vous dites qu'il ne faut pas de nouvelles lois. Y a-t-il vraiment une si grande différence?

M. Regan: Nous estimons, et c'est certainement l'avis du ministère des Finances, que certaines procédures du système des entrepôts de douane pourraient être simplifiées et appliquées plus libéralement que ce n'est le cas actuellement. Je pourrais toujours demander au ministère des Finances de mieux définir sa position, si vous le désirez.

M. Nystrom: Il vaudrait peut-être mieux que je laisse tomber ce sujet puisqu'il ne relève pas vraiment de votre compétence, et que je vous pose simplement quelques questions générales sur de nouveaux programmes que vous envisagez peut-être de mettre sur pied pour intensifier les exportations de produits raffinés. On a tendance évidemment à exporter des matières premières, et à importer des produits finis. Envisagez-vous de nouvelles politiques pour inverser cette tendance?

Il y a aussi autre chose, monsieur le ministre: au cours des dernières années, la part canadienne du commerce international a évidemment diminué. Avez-vous de nouveaux projets visant à stimuler notre commerce d'exportation?

M. Regan: Premièrement, nous exportons effectivement beaucoup plus de matières premières que de produits manufacturés, mais je ne dirais pas que ce soit la tendance. Au contraire, nous avons accru notre part de produits manufacturés exportés vers de nombreux marchés. Nos exportations ont augmenté substantiellement sur les marchés du Japon. Mais je pense que nous sommes ici ce soir pour discuter de programmes de libre-échange sectoriel avec les États-Unis, ce qui nous permettrait d'accroître substantiellement nos exportations de produits manufacturés. Je pense que nos programmes ont accéléré les recours à l'aide gouvernementale visant la participation d'entreprises canadiennes à des foires commerciales dans le monde entier, je pense en particulier aux divers programmes d'expansion des marchés d'exportation. Et le simple fait que les fonctions commerciales aient été intégrées au ministère des Affaires extérieures signifie qu'il y a un plus grand nombre de gens dans nos différentes missions à travers le monde qui s'occupent activement de la vente de produits et de services canadiens. Il y a eu une augmentation de 15 p. 100 des exportations vers les États-Unis de produits finis ou semi-finis surtout. Et cette augmentation, compte tenu de l'ampleur du marché américain, représente évidemment des ventes plus

[Text]

When you talk about the decrease in Canada's share of world trade, it is one of those questions where statistics can prove almost anything, because that took place over a 15-year period—actually, most of it took place prior to 1977; it has turned around and we have been increasing since 1977. But it really is as a consequence of a whole lot of new players coming into the field of exporting who were not previously there. Countries that did not formerly export goods developed to the point where they started to and so, if the pie is larger, then all of the industrialized countries . . .

Mr. Stevens: Not so.

Mr. Regan: We will give you a chance a little later then. All of the industrialized countries' share of the total pie decreased. The other major factor was the escalation of the value of oil as a total percentage of world trade, and since we are not a major exporter of oil . . . Saudi Arabia's share of world trade, for instance, vastly increased, as did that of the other oil exporting countries. Of course, the overall world trade in exports diminished during the recession, whereas Canada's remained very stable. We did very well in the last two or three years in that regard, and of course last year we again showed over an \$18 billion trade surplus, which I consider a phenomenal performance at that stage of the recovery, and it is holding up well this year.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, I have one last question.

The Chairman: One last question, Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I wonder if the Minister can tell us anything more about the timetable that he has set out for the discussions with the United States in sectoral free trade. What are we looking at here in terms of the timetable of the government and also of your department?

Mr. Regan: I think we have to take as much time as is necessary to determine, on both sides of the border, that any particular sector is mutually advantageous, that our industry wants to move forward, that the provinces are onside. I think because this is an election year in the United States, and maybe even in Canada, it could have an impact on the timing of the exercise. However, I want to move it forward at the optimum rate. I will be meeting again with Bill Brock on June 6 for further discussions on this matter.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, a supplementary. When you talk about consulting industry, are you also referring to the trade unions and, in the case of agricultural machinery, to farm organizations?

Mr. Regan: Yes.

Mr. Nystrom: And to farmers?

Mr. Regan: Yes.

Mr. Nystrom: Farmers as well.

[Translation]

importantes que nos exportations vers de nombreux autres pays.

Quand vous dites que la part du marché mondial du Canada a diminué, c'est un exemple qui illustre bien qu'on peut faire dire presque n'importe quoi aux statistiques, parce que la période de référence s'échelonne sur 15 ans, alors que dans les faits, cette diminution a été enregistrée avant 1977, et que depuis, on a assisté à l'inverse. Cela est imputable au fait que de nombreux nouveaux intervenants sont entrés en jeu dans le monde des exportations. Des pays qui n'avaient pas l'habitude d'exporter se sont développés au point qu'ils peuvent maintenant le faire, et si le gâteau est plus grand, tous les pays industrialisés . . .

Mr. Stevens: Ce n'est pas le cas.

Mr. Regan: Vous aurez votre tour un peu plus tard. Tous les pays industrialisés voient leur part du marché des exportations diminuer. L'autre facteur important est que la valeur du pétrole dans le total du commerce mondial a beaucoup augmenté, et comme nous ne sommes pas gros exportateurs de pétrole . . . La part du marché mondial de l'Arabie Saoudite, par exemple, a augmenté considérablement, tout comme celle des autres pays exportateurs de pétrole. Le marché mondial des exportations a évidemment rétréci durant la récession, alors que la situation du Canada est demeurée très stable. Nous avons très bien réussi au cours des deux ou trois dernières années, et l'an dernier encore, nous avons affiché une balance commerciale excédentaire de 18 milliards de dollars, ce qui est extrêmement bon à ce stade-ci de la reprise économique, et la tendance semble se maintenir cette année.

Mr. Nystrom: Monsieur le président, j'ai une dernière question.

Le président: Votre dernière question, monsieur Nystrom.

Mr. Nystrom: Le ministre peut-il nous donner plus de détails au sujet de son échéancier relativement aux négociations sur le libre-échange sectoriel avec les États-Unis. Quel est l'échéancier du gouvernement et aussi celui de votre ministère?

Mr. Regan: Je pense qu'il faut prendre tout le temps qu'il faut pour déterminer, de part et d'autre, si un secteur en particulier est avantageux pour les deux côtés, si notre industrie est prête à adhérer au programme, et si les provinces sont d'accord. Étant donné que c'est une année d'élections aux États-Unis, et peut-être même au Canada, il se pourrait que cela influe sur la durée des négociations. Je tiens toutefois à négocier le plus rapidement possible. Je dois rencontrer de nouveau Bill Brock le 6 juin pour en discuter.

Mr. Nystrom: Monsieur le président, j'aurais une question supplémentaire. Quand vous dites que vous consulterez l'industrie, pensez-vous syndicats et, dans le cas de l'outillage agricole, aux organisations agricoles?

Mr. Regan: Oui.

Mr. Nystrom: Et aux agriculteurs?

Mr. Regan: Oui.

Mr. Nystrom: Aux agriculteurs aussi.

[Texte]

Mr. Regan: Yes. There will be all those consultations before we participate in negotiations.

The Chairman: Thank you, sir. Next, Mr. Ken Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci, monsieur. Vous êtes très gentil, vous aussi.

• 2045

Mr. Minister, you indicated in your statement that the concern you have is for multilateral trade arrangements, and you indicated that this was most important. But on the other hand, as I understand it, about 75% of Canada's trade is with the United States. What do you see as changing this ratio? Do you think the amount of trade with the United States will decrease from 70% and that we will have more multilateral trade rather than unilateral trade with the United States?

Mr. Regan: The Trade Policy Review we put out last August you may remember concluded that over the next decade 85% of our trade would remain with the United States, with the European Economic Community and Japan. We see substantial growth of trade in the Asian area, with the ASEAN countries, with China and Korea, and our Japanese trade, as I have indicated, is growing. But it looks to me that in the short run the best opportunity for an awful lot of Canadian exporters remains in the United States. My philosophy on it has always been very simple, that you sell as much as you can wherever you can and that with your best, easiest and nearest customer you want to maximize what you can sell there while at the same time developing whatever other markets you can. But if I was running the store, I would treat my biggest customer particularly well. That is why I think we should maintain very good relations with the United States.

An hon. Member: Hear, hear!

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I agree with maintaining good relations with the United States, but I am interested in your comment that 85% of Canada's trade would be with the United States, the European Economic Community and Japan. Maybe you can break down that 85% figure and indicate what portion is going to continue with the United States and what portion will be with the other two.

Mr. Regan: Well, 70% of our exports go to the United States and, if I remember my figures correctly, the increment in exports to the United States increased from about \$58 billion to \$66 billion. That roughly \$8 billion increase is more than we sell to almost anyone else, to all the European Economic Community, and twice what we sell to Japan—just the increase in our sales to the United States last year. That is how important that market is.

The other point I would like to make in that regard, Mr. Robinson, is that the difficult times our people in business went through in this country during the recession forced a lot of companies that had never been in export markets before to turn to that close-at-hand American market and export for the

[Traduction]

M. Regan: Oui. Tout ce monde sera consulté avant que les négociations ne soient entreprises.

Le président: Merci monsieur. Monsieur Ken Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you, sir. You are also very kind.

Monsieur le ministre, vous avez dit dans votre déclaration que ce qu'il y a de plus important, ce sont les accords commerciaux multilatéraux. Par ailleurs, si je comprends bien, environ 75 p. 100 des échanges commerciaux du Canada se font avec les États-Unis. Qu'est-ce qui fera changer ce rapport? Pensez-vous que le pourcentage d'échanges commerciaux avec les États-Unis baissera à moins de 70 p. 100 et qu'il y aura plus d'échanges multilatéraux que d'échanges unilatéraux avec les États-Unis?

M. Regan: Vous vous souviendrez que l'analyse de la politique commerciale publiée en août dernier concluait qu'au cours de la prochaine décennie 85 p. 100 de nos échanges commerciaux continueraient de s'effectuer avec les États-Unis, la Communauté économique européenne et le Japon. Nous constatons une croissance substantielle du commerce dans la région de l'Asie, avec les pays asiatiques, avec la Chine et la Corée, et j'ai déjà dit que le commerce avec le Japon était à la hausse. Mais j'ai bien l'impression qu'à court terme ce sont toujours les marchés américains qui offrent le plus de possibilités pour les produits d'exportation canadiens. Ma philosophie là-dessus a toujours été très simple: Il faut vendre autant qu'on peut partout où c'est possible et maximiser les ventes vers son client le meilleur, le plus souple et le plus proche, tout en essayant de développer d'autres marchés si possible. Mais si j'étais chargé du magasin, je m'occuperais tout particulièrement de mon meilleur client. C'est pourquoi je pense qu'il faut garder de très bons rapports avec les États-Unis.

Une voix: Bravo!

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je suis d'accord pour qu'on demeure en bons termes avec les États-Unis, mais ce qui m'intéresse, c'est votre commentaire suivant lequel 85 p. 100 des échanges commerciaux du Canada se feront avec les États-Unis, la Communauté économique européenne et le Japon. Pourriez-vous nous dire comment se répartiront ces 85 p. 100 entre les États-Unis et les deux autres marchés?

M. Regan: Soixante-dix pour cent de nos exportations vont aux États-Unis et, si je me souviens bien, la valeur des exportations vers les États-Unis est passée d'environ 58 milliards à 66 milliards de dollars. Cette augmentation d'environ huit milliards de dollars représente à elle seule plus que la valeur de nos exportations vers n'importe quel autre pays, y compris tous les pays de la Communauté économique européenne, et deux fois plus que nos exportations vers le Japon. Cela illustre bien l'importance du marché américain.

L'autre chose que j'aimerais préciser à cet égard, monsieur Robinson, c'est que la récession a forcé de nombreuses compagnies qui n'avaient jamais auparavant exporté leurs produits à se tourner vers le marché américain et à se lancer sur le marché de l'exportation. Vous seriez surpris de voir

[Text]

first time. You would be amazed at how many relatively smaller Canadian companies found that to be a very fruitful exercise and as a consequence are going to continue to export; they are not removed from it. So my answer is 70% to 75% in the United States, 10% to 15% in Japan and the European Economic Community.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): As between Japan and the European Economic Community, can you break that down into percentages? You said 10% to 15% to the two of them, but how much to the European Economic Community?

Mr. Regan: I would say about 9% to the European Economic Community and about 6% to Japan. I am a little bit bullish about the potential for increasing our exports to Japan, however, because their market is gradually opening up and we have to try to see that we share fully and adequately in that regard. We have a very able corps of commercial people in our embassy in Tokyo and we are putting considerable concentration on that market.

As to the European Economic Community, a lot of our trade there is relatively mature, corporate related. The European Economic Community, being a community of nations, has tended to be somewhat protective in its nature and harder to break into with major new markets for value-added goods. I still think it is a very important market, but it is not an easy market in which to develop major new sales. We are having difficulties with them, for instance, on the continuation of our access for newsprint, which has been a very important market for newsprint mills in my part of the country.

• 2050

One of the problems I perceive—this is a kind of editorializing, I guess... about the European community is that to a large degree they have to operate on consensus, and it means that if one country feels very strongly about something, for example if Italy feels very strongly about having restrictions on imports of a particular type, then the other countries tend to go along with it, because they strive for unanimous decisions. I think that is one disadvantage of their system. I am sure there are many advantages.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Mr. Minister, you have made a couple of statements which I find somewhat oxymoron.

Mr. Regan: Somewhat which?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Oxymoron.

An hon. Member: Is that French?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): On the one hand you say that you are encouraging the multilateral arrangements and on the other hand you are saying you want more access to U.S. markets. I find these statements oxymoron.

Mr. McKnight: Can you spell that?

Mr. Regan: It depends on whose "oxy" is being gored.

[Translation]

combien de compagnies canadiennes relativement petites y ont trouvé leur compte et qui, en conséquence escomptent continuer à exporter. La répartition se fait donc comme suit: de 70 à 75 p. 100 vers les États-Unis, de 10 à 15 p. 100 vers le Japon et la Communauté économique européenne.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pouvez-vous nous dire comment se répartirait le marché entre le Japon et la Communauté économique européenne? Vous dites qu'ils se partagent de 10 à 15 p. 100 du marché, mais quelle serait au juste la part de la Communauté économique européenne?

M. Regan: Je dirais qu'environ 9 p. 100 iraient à la Communauté économique européenne et environ 6 p. 100 au Japon. La possibilité d'accroître nos exportations vers le Japon m'intéresse au plus haut point, parce que le marché japonais s'ouvre progressivement, et il faut essayer de pouvoir en profiter. Nous avons des attachés commerciaux très compétents à notre ambassade à Tokyo, et nous déployons énormément d'efforts pour nous gagner une part de ce marché.

Une bonne part de notre commerce avec la Communauté économique européenne est relativement traditionnelle et reliée à l'entreprise. Étant un regroupement de pays, la Communauté économique européenne a eu tendance à adopter des mesures protectionnistes, et il est plus difficile de développer de nouveaux marchés pour l'exportation des produits manufacturés. C'est toujours un marché très important, mais il n'est pas facile d'y trouver de nouveaux débouchés. On a actuellement des problèmes avec la Communauté en ce qui concerne, par exemple, l'écoulement de notre papier-journal, un secteur très important pour les usines de ma région.

A mon avis, l'un des problèmes de la Communauté européenne est qu'elle doit obtenir le consensus. Cela signifie que si un pays a des idées bien arrêtées sur quelque chose, les autres pays vont avoir tendance à être d'accord avec lui. Ainsi, si l'Italie veut à tout prix que l'on impose des restrictions aux importations de certains produits, les autres pays auront tendance à l'appuyer puisqu'ils recherchent tous une décision unanime. Je crois que c'est un des désavantages du système européen, même si celui-ci a beaucoup d'avantages, j'en suis sûr.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Monsieur le ministre, vous avez fait quelques déclarations qui me semblent contradictoires. Je pourrais parler d'oxymoron.

M. Regan: De quoi?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Oxymoron.

Une voix: Est-ce que c'est du français ou de l'anglais?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): D'une part vous dites que vous encouragez les ententes multilatérales et d'autre part que vous voulez davantage avoir accès aux marchés américains. Je trouve que ces déclarations sont assez contradictoires, cela ressemble fort à des oxymorons.

M. McKnight: Pourriez-vous épeler?

M. Regan: Cela dépend du cas.

[*Texte*]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Now, can I suggest, from what you have stated, that what you are really looking forward to is 100% penetration of the United States market? Do you want all our trade to be with the United States? Is that what you are saying?

Mr. Regan: I tell you, I do not think one is inconsistent with the other, nor is it exclusive; neither is exclusive in relation to developing our trade multilateral and our trade into the United States. But I put the question to you very simply: if you are in business and you have the opportunity to sell more than you are presently selling to your biggest and most dependable customer, who has cash and is prepared to pay, are you going to turn him down and say, "No, I am already selling you enough; I am not going to sell you any more"? That is not the way I carry on business. My view when I am carrying on business is that I want to maximize profits, I like to see good profits, and therefore I like to see good trade balances. It seems to me that you sell all you can wherever you can.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Are you supportive of the principle of free trade with the United States?

Mr. Regan: Do you mean sectoral free trade initiatives? As a Nova Scotian I am pretty supportive of the liberalization of trade world-wide. I think the consumers and the workers in this world have benefited tremendously from the liberalization of trade that has come about since the end of World War II. I think it has resulted more than anything else—it has caused more than anything else the increase in the standard of living across the world. I think protectionism is a threat to the standard of living of the people in all our countries. Therefore yes, on a multilateral basis I am in favour of continued erosion or removal of barriers to trade.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You are talking about this basically looking at it from the sectoral point of view. In other words, in the auto industry or steel industry you would be prepared to say there should be free trade. Is that it?

Mr. Regan: You are talking about two things. One is the liberalization of trade world-wide—multilateral. The question of trade with the United States—I think it is much saner for Canada to pursue sectoral trade enhancement arrangements with the United States than a full free trade or common market arrangement, because I think they are so much larger than us and there might be adverse political implications for us becoming involved in a common market with the United States. I do not advocate or suggest that sort of arrangement with the United States. But I do believe if you recognize that the Auto Pact has been advantageous, there are other areas that also would be advantageous for arrangements similar to that of the Auto Pact.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Can you give us some examples, Mr. Minister?

[*Traduction*]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ce que vous voulez vraiment, si je me fie à votre déclaration, c'est une pénétration à 100 p. 100 du marché américain. Voulez-vous que tout notre commerce se fasse avec ce pays? Est-ce cela que vous dites?

Mr. Regan: Je ne crois pas qu'il y ait contradiction ou que l'un exclue l'autre; je ne crois pas que nous puissions développer notre commerce de façon multilatérale tout en développant notre pénétration des marchés américains. Je vous pose la question très simplement: Si vous êtes en affaires et que vous avez la possibilité de vendre plus que ce que vous vendez à l'heure actuelle à votre client le plus important et le plus sûr, celui qui peut payer comptant, allez-vous lui dire que vous lui vendez déjà trop que vous ne voulez pas lui vendre davantage? Ce n'est pas la façon dont je fais des affaires. Ce que je veux, c'est maximiser les bénéfices, je veux établir un bon équilibre commercial. Il me semble que l'on doit toujours essayer de vendre autant que possible là où c'est possible.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Appuyez-vous le principe du libre échange avec les États-Unis?

Mr. Regan: Vous voulez parler des initiatives sectorielles de libre échange? En tant que Néo-écossais je suis assez en faveur d'une libéralisation du commerce dans le monde entier. Je crois que les consommateurs et les travailleurs dans notre partie du monde ont considérablement bénéficié de la libéralisation du commerce depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. C'est surtout elle qui a contribué à une augmentation du niveau de vie dans le monde entier. Le protectionnisme est une menace pour le niveau de vie. Donc, pour répondre à votre question, je dirais oui, sur une base multilatérale, je suis favorable à une situation où les barrières commerciales seraient les moins nombreuses.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Votre point de vue est assez sectoriel; en effet, je suppose que vous seriez prêt à dire que le libre échange doit exister dans le domaine de l'industrie automobile et de la sidérurgie, n'est-ce pas?

Mr. Regan: Vous parlez ici de deux choses, tout d'abord de la libéralisation du commerce dans le monde entier, c'est-à-dire sur une base multilatérale. Quant à la question des échanges commerciaux avec les États-Unis, je crois qu'il est beaucoup plus sain pour le Canada de poursuivre une politique d'ententes commerciales sectorielles avec les États-Unis plutôt que d'avoir recours à un système de type marché commun: les transactions commerciales de ce pays étant beaucoup plus importantes que les nôtres, il pourrait y avoir des répercussions politiques négatives pour le Canada s'il décidait d'adopter un système de type marché commun avec son voisin du Sud. C'est la raison donc pour laquelle je ne préconise pas un tel arrangement. Je pense seulement que si l'on est d'accord pour dire que l'Accord canado-américain sur l'automobile a eu un effet favorable pour nos activités commerciales, il devrait aussi être possible de trouver d'autres secteurs pour lesquels des ententes semblables pourraient être conclues.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Donnez-nous des exemples, monsieur le ministre.

[Text]

Mr. Regan: I guess examples could be the sectors that we are examining. But I do not think anyone can sit down and say with surety what a sector is without carrying out the analogy with industry, with the provinces, that we propose to carry out in any of these areas. Steel is a possibility, obviously. Another possibility is beef. Another possibility is petrochemicals. Another is government procurement.

• 2055

It seems to me that we have to examine whether in these areas there are the same mutual advantages on both sides of the border that there proved to be in automobiles and in certain other arrangements; for instance, we have defence purchasing arrangements with the States.

The Chairman: Last question, Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Oh.

What about drugs, pharmaceuticals, things of that nature? I see somebody shaking his head no.

Mr. Regan: We have not given any attention to that area.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): All right.

I have only one question left then, I guess, because my time is virtually up. Mr. Minister, you talked about a trade deficit in the United States of over \$100 billion. I think it is—what?—\$180 billion or \$181 billion?

Mr. Regan: No, no. That is their deficit.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Their budgeted deficit. How much of this would be in Canada's favour? Have you any figures on that?

Mr. Regan: Yes. Last year we sold the United States about \$66 billion of goods and we bought about \$54 billion—that is in Canadian dollars—so there would be about a \$12-billion trade deficit with Canada.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

The next on my list is the Hon. Member from Alberta, David Kilgour.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Minister, and your officials, for coming tonight on this topic, which is so important to all of us. I have about seven pages full of questions. I do not know how far I will get, but I will try to be quick in my questions if you will be quick in your answers.

Mr. Regan: As an Edmonton member you have to be reminded that the face-off is in five minutes.

The Chairman: I will tell you when your time is up.

Mr. Kilgour: I am sure you will, Mr. Chairman.

Do you have a mandate from Cabinet for these... we call them talks, I guess—beyond the three paragraphs of the trade paper of last September?

[Translation]

Mr. Regan: Les secteurs que nous étudions par exemple. Je ne crois pas que l'on puisse dire de façon péremptoire de quel secteur il devrait s'agir, car il faudra des consultations avec l'industrie, les provinces etc. Il est certain qu'il y a des possibilités dans le domaine de l'acier, du bœuf, des produits pétrochimiques et des achats gouvernementaux.

Il me semble qu'il faudra déterminer si ces secteurs offrent les mêmes avantages que l'automobile ou d'autres produits au sujet desquels des ententes ont été conclues. Par exemple, nous avons conclu avec les États-Unis des ententes d'achat de matériel de défense.

Le président: Votre dernière question, monsieur Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Vraiment?

Et que dire des produits pharmaceutiques, par exemple? Je vois quelqu'un qui fait signe de la tête que ce n'est pas possible dans ce domaine.

Mr. Regan: Nous n'avons pas étudié cette question.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Très bien.

Je n'ai plus qu'une autre question à poser étant donné que mon temps est pratiquement écoulé. Monsieur le ministre, vous avez parlé du déficit commercial américain qui se chiffre à plus de 100 milliards de dollars, mais je crois qu'il s'agit plutôt de 180 ou 181 milliards.

Mr. Regan: Non, cela c'est le déficit tout court.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Le déficit budgétaire. Quelle serait le pourcentage attribuable au Canada? Avez-vous des détails à ce sujet?

Mr. Regan: Oui. L'année passée, nous avons vendu pour environ 66 milliards de marchandises aux États-Unis et nous y avons acheté pour environ 54 milliards en dollars canadiens. Il y a donc un déficit commercial avec le Canada de l'ordre de 12 milliards de dollars.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci.

Le président: Merci.

Le nom suivant sur ma liste est celui de M. David Kilgour, député de l'Alberta.

Mr. Kilgour: Je remercie le ministre et ses fonctionnaires d'être venus témoigner ce soir sur des questions qui nous tiennent tellement à cœur. J'ai sept pages remplies de questions que j'aimerais poser. Je ne sais jusqu'où je pourrai me rendre, mais j'aimerais poser mes questions brièvement et j'aimerais également que vous y répondiez de façon concise.

Mr. Regan: En tant que député d'Edmonton, je vous rappellerai que la partie commence dans cinq minutes.

Le président: Je vous le dirai quand votre temps sera écoulé.

Mr. Kilgour: Je n'en doute pas, monsieur le président.

Le Cabinet vous a mandaté pour participer à ces discussions en ne vous limitant pas seulement aux trois paragraphes du document soumis en septembre dernier n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Regan: Yes.

Mr. Kilgour: Mr. McKnight raised the question, but are you satisfied that the U.S. administration has the necessary legal authority to enter into these talks, perhaps on the tariff aspect? If so, will Congress not have to have hearings on the matter before any treaty or executive agreement can become binding in the U.S.? A related question: Do you not think it highly probable that a new Congress elected on November 6 would alter the terms of any negotiated sectoral agreement against the interests of Canada? If the answer is yes to all of those questions, is that not in effect the worst of all negotiating frameworks for Canada and the best of all possible worlds for the United States?

Mr. Regan: No.

Mr. Kilgour: To all of those questions?

Mr. Regan: Not to all of them. There are a number there.

First, I think that they have the sort of authority they should have at this stage of the exploration of the possible sectors and that they seem to be moving in the proper way to obtain the authority if we come to negotiations. I think we all recognize the United States system and the requirements of their constitution, but that did not stop us from developing the Auto Pact and it will not stop us from developing other arrangements if they are identified as being worth while. It may affect how rapidly we are able to do them.

In relation to the Congress that will be elected, I have perceived thus far a real interest on the part of Members of Congress of both parties in this exercise and in the possibility of liberalization of trade with Canada on a sectoral basis. A great number of people down in the United States are frustrated by what they consider to be unfair trade actions taken against them by Japan and by the European Community but are very anxious, with a good trading partner like Canada, to develop... Indeed, they are particularly anxious to show there are partners out there that are prepared fairly to carry on liberalization of trade.

Mr. Kilgour: You mentioned Auto Pact, and I guess you talked about Auto Pact in your Montreal speech a few weeks ago. As you know, that applies only to auto companies and the consumers in Canada pay higher prices than the consumers in the United States do. It also guarantees minimum production levels in Canada. I wonder if you intend to try to negotiate minimum production levels in Canada for steel, mass transit, agricultural equipment and informatic software.

Mr. Regan: I have no intention and no thought of doing that at this time. I think the question of what we would require in negotiations would evolve in any event out of our consultations with industry and with the provinces. But you will recognize that in steel we start from a very different situation than we

[Traduction]

Mr. Regan: Oui.

Mr. Kilgour: M. McKnight a déjà posé la question. J'aimerais vous demander si vous êtes satisfait du fait que l'administration américaine détient de par la loi les pouvoirs nécessaires pour participer à ces discussions peut-être en ce qui concerne les tarifs. Si tel est le cas, ne croyez-vous pas que le Congrès tiendra des audiences sur cette question avant qu'aucun traité ou qu'aucun accord de l'exécutif ne puisse engager les États-Unis? J'aimerais également poser une question connexe: Ne croyez-vous pas qu'il soit très probable que les nouveaux membres du Congrès qui seront élus le 6 novembre chercheront à modifier les conditions de toute entente sectorielle négociée, et ceci au préjudice du Canada? Si la réponse à toutes ces questions est oui, ne pourrait-on dire alors que le Canada serait dans la pire des situations pour négocier, et que tout serait en faveur des États-Unis?

Mr. Regan: Non.

Mr. Kilgour: Non à toutes ces questions?

Mr. Regan: Non à toutes ces questions.

Tout d'abord, je crois que les autorités américaines ont les pouvoirs qu'elles devraient avoir à l'heure actuelle pour explorer les différentes possibilités et qu'elles semblent s'engager dans la bonne voie pour obtenir les pouvoirs nécessaires en cas de négociations. Nous connaissons tous le système américain et les exigences que lui impose la Constitution, cependant cela ne nous a pas empêchés de mettre au point un accord sur l'automobile et cela ne nous empêchera pas de mettre au point d'autres ententes pourvu que celles-ci soient valables. Le seul petit problème pourrait être la longueur des négociations.

Parlons maintenant de l'élection du nouveau Congrès. J'ai perçu un véritable intérêt de la part des membres du Congrès des deux partis pour ce genre de chose et pour une libération possible du commerce avec le Canada sur une base sectorielle. Beaucoup d'Américains sont frustrés par les initiatives japonaises et européennes qu'ils considèrent comme des mesures commerciales injustes. Cependant, dans le cas d'un partenaire commercial du calibre du Canada, ils seraient prêts à envisager des possibilités de libre échange.

Mr. Kilgour: Vous avez parlé de l'Accord canado-américain sur l'automobile et je suppose que vous en avez parlé il y a quelques semaines à Montréal dans votre discours. Comme vous le savez, cela s'applique uniquement aux fabricants d'automobiles et les consommateurs canadiens paient des prix plus élevés que les consommateurs américains. Evidemment, l'Accord garantit également des niveaux de production minimum au Canada. Auriez-vous l'intention de négocier des niveaux de protection minimum au Canada pour l'acier, le transport en commun, l'outillage agricole et les logiciels?

Mr. Regan: Je n'ai aucune intention de ce genre pour le moment. Nous aurions besoin de consultations préalables avec l'industrie et les provinces avant de dresser un ordre du jour pour les négociations. Vous admettez cependant que, dans le cas de l'acier, notre situation est bien différente que dans le cas

[Text]

did in autos. In autos, the entire auto manufacturing industry in this country existed as subsidiaries of American companies. Our steel industry is not only Canadian-owned, but it is the best in the world and we are selling over \$1 billion worth of it into the United States as against about \$600 million sale here and it will be indeed a very, very long time before the United States steel industry will be as efficient as ours.

• 2100

Mr. Kilgour: Yes, common steel. But U.S. Trade Representative Brock intends to add cosmetics, forest products, and I gather furniture. Would it be your view that you would try to negotiate minimum production levels for Canadian industry in those particular sectors?

Mr. Regan: You know, I think you have to do an evaluation of what the terms of negotiation would be in each particular case, arising out of the circumstances and the input you get from different people. I do not think it would be in our negotiating interests to speculate, or for me to speculate on those terms without having had full input.

I do want to make the point that Derek Burney reminds me that auto prices, outside of taxes, are not higher in Canada than in the United States.

Mr. Kilgour: That will be news to the people of western Canada. I think a lot of them are unpersuaded of that, but I appreciate the comment.

Mr. Regan: Outside of taxes. You will notice it is attributed to Derek, so if it is wrong blame him, not me.

Mr. Kilgour: I think you answered this to my colleague, Mr. McKnight, but I take it you are not persuaded that we would lose our access to the GATT dispute settlement machinery for the sectors involved in a sectoral agreement. Is that your position?

Mr. Regan: No, I do not say that. I think that is dependent upon the type of arrangement that we make with the United States.

Mr. Kilgour: So we could lose it.

Mr. Regan: I think it is dependent upon the terms of the contract.

Tony, would you like to say something here?

Mr. T. Halliday: The point I was trying to make in that intervention was to say that there are elements in an agreement which are covered by the bilateral agreement where you would lose your GATT. You are not protected by GATT if you enter into a preferential tariff arrangement. But for those areas of trade policy which are not covered by the bilateral agreement, then of course your GATT rights are preserved.

Mr. Kilgour: Well, as a lawyer, surely it would be inconceivable for you not to have a dispute settlement procedure in any bilateral agreement, would it not?

[Translation]

de l'automobile. Dans le cas de l'automobile, toute l'industrie de notre pays n'existait que comme filiale des sociétés américaines. Dans le cas de l'acier, ce secteur est non seulement un capital canadien, mais c'est le meilleur du monde et nous vendons pour plus de 1 milliard de dollars aux États-Unis par rapport à 600 millions de dollars au Canada. Il faudra en effet attendre très longtemps avant que la sidérurgie américaine ne connaisse la même efficacité que la nôtre.

M. Kilgour: De l'acier commun. Cependant, M. Brock, représentant au commerce, a l'intention d'ajouter les produits de beauté, les produits forestiers et les meubles. Chercherez-vous à négocier des niveaux de production minimum pour l'industrie canadienne dans ces différents secteurs?

M. Regan: Il faudrait évaluer les différents secteurs de façon séparée en tenant compte des circonstances et des renseignements que nous obtiendrons de leur part. Il ne faudrait pas trop conjecturer avant d'avoir en main toutes les données.

J'aimerais souligner également ceci: Derek Burney me rappelle que le prix hors taxe d'une automobile au Canada n'est pas plus élevé qu'aux États-Unis.

M. Kilgour: Allez dire cela dans l'Ouest! On ne vous croira pas, mais merci quand même.

M. Regan: Je dis bien hors taxe. De plus, ma source est Derek et s'il se trompe, il faudra s'en prendre à lui et non à moi.

M. Kilgour: Vous avez déjà répondu à cette question lors d'une intervention de M. McKnight, mais je suppose que vous ne pensez pas que nous nous couperions du mécanisme de règlement des différends du GATT pour les secteurs qui feraient l'objet d'ententes sectorielles, n'est-ce pas?

M. Regan: Ce n'est pas ce que je dis. Tout dépend du genre d'ententes que nous concluerons avec les États-Unis.

M. Kilgour: Nous pourrions donc perdre ce mécanisme?

M. Regan: Tout dépend des conditions du contrat.

Tony, voudriez-vous intervenir?

M. T. Halliday: Ce que je voulais dire c'est que s'il y a des éléments d'une entente qui sont couverts par un accord bilatéral, ils échappent au GATT. Si on conclut une entente tarifaire préférentielle, on n'est plus couvert par le GATT. Mais pour les secteurs de la politique commerciale qui ne relèvent pas d'une entente bilatérale, les droits aux termes du GATT sont préservés.

M. Kilgour: Je suppose qu'en tant qu'avocat, vous y trouveriez qu'il est inconcevable de ne pas trouver de mécanisme de règlement des différends dans un accord bilatéral, n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. T. Halliday: We do not have one in the Auto Pact.

Mr. Kilgour: I thought the GATT dispute settlement procedure was to apply to the Auto Pact, although it has never been invoked.

Mr. T. Halliday: Oh no, but we have a right of retaliation.

Mr. Kilgour: We entered into an agreement on the Auto Pact without having a dispute settlement procedure?

Mr. T. Halliday: Well, there is an abrogation facility.

Mr. Kilgour: Do not slow me down, I am running out of my list.

The Chairman: You are running out of your time too, I am sorry.

Mr. Kilgour: Yes, I realize that.

The Canadian Chamber of Commerce and the Business Council on National Issues, both of whom want an enhanced trading arrangement with the United States, have called for a careful national study of the merits of a sectoral or a broader approach before making a decision. Many people have asserted that no such study or studies have yet been done in Canada for any of the sectors now in issue. What would be your comment on what I have just said?

Mr. Regan: You know, you have referred to at least one organization that is calling for a much broader undertaking. They want to talk about something close to a full free trade arrangement.

Mr. Kilgour: Are you speaking about the Chamber or the Business Council?

Mr. Regan: The Business Council.

Mr. Kilgour: Mr. Halliday was at the meeting the other day in the Pearson Building where the spokesman for the Business Council made it very clear, I thought, that they wanted a full comprehensive study before any decision was made.

Mr. Regan: They may want a study, but they also have made some suggestions that they would like to see something broader than sectoral, as I understand it.

Mr. Kilgour: After a full comprehensive study.

Mr. Regan: Yes, that is quite correct. But we think the amount of study that will be required for any sectoral arrangements obviously relate to the type of sector and its particular involvement. In other words, I am pretty well following that precedent of the Auto Pact, and I think that we will have whatever amount of study is required in each sector and that it will come out of the work that is done once the sector is identified and the consultations with the industry are carried out.

I guess I will get in trouble by saying that there are those in this world who would study a problem to death for the next 10

[Traduction]

M. T. Halliday: Il n'en existe pas dans le cas de l'Accord canado-américain sur l'automobile.

M. Kilgour: Il me semblait que la méthode de règlement des différends du GATT pouvait également s'appliquer dans le cas de l'Accord canado-américain sur l'automobile, même si cela n'a jamais été invoqué.

M. T. Halliday: Pas du tout, mais nous avons le droit de faire des représailles.

M. Kilgour: Ainsi, nous avons conclu cet accord sur l'automobile sans prévoir de procédure de règlement des différends?

M. T. Halliday: Il existe des dispositions concernant l'abrogation.

M. Kilgour: Ne me ralentissez pas, je m'égare.

Le président: Et vous épuisez votre temps de parole également.

M. Kilgour: Oui, je m'en rends compte.

La Chambre de commerce du Canada et le Conseil d'Entreprise sur les questions d'intérêt national qui, tous deux, veulent une augmentation des échanges commerciaux avec les États-Unis, ont demandé à ce que soit effectuée une étude nationale des avantages d'une approche sectorielle ou élargie avant que la décision ne soit prise. De l'avis de beaucoup de gens, aucune étude n'a encore été faite au Canada pour les secteurs en question. Qu'avez-vous à dire?

M. Regan: Vous venez de citer au moins une organisation qui réclame une entreprise beaucoup plus vaste, bref presque une entente de libre-échange généralisée.

M. Kilgour: Vous voulez parler de la Chambre ou du Conseil?

M. Regan: Du Conseil d'Entreprise.

M. Kilgour: M. Halliday était à la réunion de l'autre jour, à l'édifice Pearson, lorsque le porte-parole du Conseil d'Entreprise avait bien précisé, du moins c'est mon avis, que le Conseil tenait à ce qu'une étude exhaustive de la question soit faite avant qu'une décision quelle qu'elle soit ne soit prise.

M. Regan: C'est possible, mais en tout cas le Conseil avait également laissé entendre qu'il préférerait une optique élargie à une optique sectorielle, si je ne me trompe.

M. Kilgour: Après étude exhaustive.

M. Regan: Exact. Cependant, nous estimons que l'étude qui s'imposera avant toute entente sectorielle devra coller au secteur et à son champ d'action. En d'autres termes, je suivrai le précédent de l'accord sur l'automobile et nous procéderons pour chaque secteur à des études après l'avoir identifié et après avoir procédé à des consultations avec l'industrie.

Ce que je vais dire maintenant pourrait m'attirer des ennuis, mais il est certain qu'il y a toujours des gens qui aimeraient

[Text]

years. I am not referring to those organizations, but there are some people who would study something to death and nothing would ever happen. I felt the statements made by one of the recently appointed Senators were of such a nature that if we had followed his particular approach, the auto pact would not have happened yet.

• 2105

Mr. Kilgour: All right. Coming again to the auto pact, that appears to be a self-balancing industry which could work, and has worked. At the moment it is working well for Canada. Will you tell us, Mr. Regan, whether you think any of the sectors that have been proposed up until now are, in your view, likely to be self-balancing; that is, good for both sides? Cosmetics if you like? Is steel going to be a self-balancing industry, or urban transit? I put it to you that from an American standpoint, I do not see why the American steel industry would be very anxious to enter into a sectoral agreement with the Canadian industry, which is more efficient and is likely to put more Americans out of work in Pittsburgh, or wherever. Can you speak to the self-balancing problem, given the fact that you are not going to have any cross-sectoral balancing, I take it?

Mr. Regan: I guess, in the couple of cases you have mentioned, that is up to the Americans to decide. In each of these sectors, we will examine whether it is a reasonable balance from the Canadian point of view. If it is from the Canadian point of view, then we would be prepared to move ahead. They will have to make their own decisions. I guess I would not want to prejudice in any of these particular sectors. It may well be that we will have difficulties in some of these sectors, and and it may well be that they will have some; that we move on to other sectors. I do think the exercise is worthwhile and I hope you sport it. I think it is one of the few important options we have to protect our trading future at the present time.

Mr. Kilgour: You will have read Richard Gwyn's recent columns on the subject, I am sure, all of you. He quotes a number of people: Texas Congressman, Bill Archer, Canadian economist, Carl Beigie, Sperry Lea of the National Panning Association, as all saying, in effect, that the only full-blown free trade talks will fly. In Beigie's words, the administration...

... will go along for awhile but once the technical difficulties of negotiating a sectoral agreement become clear, they will tell us to either go the whole way or forget the whole thing.

What is your response to that?

Mr. Regan: I would say that there are some very, very able people holding responsible positions, like Bill Brock, who think otherwise, in the United States, in the administration. I think I probably could give you more examples from Congress than Richard Gwyn has done, of people who believe the sectoral initiative is very worthwhile in itself.

[Translation]

étudier les problèmes pendant 10 ans. Je ne fais allusion ici à aucun de ces organismes, mais il est vrai qu'il y a des gens qui continueraient à faire étude sur étude, jusqu'à n'en plus pouvoir, sans que jamais rien ne se passe de concret. Je pense aussi aux déclarations d'un des derniers sénateurs à être nommés, d'une nature telle que si nous en avions tenu compte à l'époque, le pacte automobile n'aurait toujours pas vu le jour.

M. Kilgour: Très bien. Pour revenir à ce pacte automobile, il semble bien qu'il s'agisse ici d'une industrie qui est équilibrée, qui pourrait s'en tirer et qui a déjà très bien fonctionné. Pour le moment cela marche bien au Canada. Pouvez-vous nous dire, monsieur Regan, si certains des secteurs qui ont fait l'objet de propositions jusqu'ici, seront des secteurs équilibrés; c'est-à-dire que ce serait intéressant des deux côtés? Je pense par exemple aux cosmétiques. Est-ce que l'acier ou la production de matériel de transport urbain seront des secteurs équilibrés? Je ne pense pas que les Américains soient très intéressés par un accord sectoriel avec l'industrie canadienne de l'acier qui est plus efficace, puisque cela risquerait de se traduire par des licenciements d'ouvriers américains à Pittsburgh, par exemple. Pouvez-vous nous parler donc de ce problème des secteurs équilibrés ou non, étant donné qu'il n'y aura pas de processus d'équilibre d'un secteur à l'autre, je suppose?

M. Regan: Pour les quelques cas que vous avez cités, je pense qu'il appartient aux Américains de se décider. Dans chacun de ces secteurs, nous examinerons dans quelle mesure ils sont autonomes du côté canadien, et alors nous serons prêts à prendre des décisions. De leur côté les Américains devront en faire autant. Je ne veux donc rien dire à l'avance, il se peut que nous ayons quelques difficultés dans certains cas, et de même pour les Américains; alors nous passerons peut-être à l'examen d'autres secteurs. Je pense que le jeu en vaut la chandelle et j'espère que vous nous appuierez. Je pense notamment que c'est l'une des grandes solutions dont nous disposons pour protéger l'avenir de nos échanges.

M. Kilgour: Je suppose que vous avez tous lu le dernier article de Richard Gwyn là-dessus. Il cite notamment pas mal de gens: le représentant du Texas, Bill Archer, l'économiste canadien Carl Beigie, Sperry Lea de la *National Panning Association*, et tous semblent d'accord pour dire que seules des discussions portant sur un véritable libre-échange aboutiront. Selon les termes mêmes de Beigie, l'administration...

... suivra le mouvement jusqu'à ce que les difficultés sectorielles apparaissent clairement, à partir de quoi elle sera partisane de tout ou rien.

Qu'en pensez-vous?

M. Regan: Je pense qu'il y a des gens très capables qui occupent des postes de responsabilité au sein de l'administration américaine, notamment Bill Brock, et qui ne sont pas de cet avis. Je pourrais aligner plus de noms du Congrès que Richard Gwyn l'a fait, et de gens précisément qui pensent que la solution sectorielle mérite d'être étudiée.

[Texte]

Mr. Kilgour: There are others that want to ask questions. Let me end with a short statement and invite your comment. You started earlier by saying something to the effect that by engaging in the exercise of sectoral free trade, we will have improved Canada-U.S. relations. I do not think the thing is that simple, Mr. Regan. The last time you came here, I reminded you that not very many months ago a trade expert in Washington told me that the impression in some government circles there was that this thing had been launched by Canada as a means of convincing Canadians that Canada-U.S. relations had improved from the 15 year low of about 18 months ago. I put it to you that if these talks do collapse for various reasons, the most common of which is, bluntly, that Canada has not done its homework, has not done the studies that are required, that Canada-U.S. relations could suffer another blow. I might add to you that our caucus has a little subcommittee on Canada-U.S. relations, which is trying very hard to improve Canada-U.S. relations. We would like to see things done more professionally than they have been done in the last 15 years. We are most concerned that people on both sides of the border are suggesting increasingly that you, frankly, and your officials have not done your homework; that in effect you have let your emotional commitment to the thing get ahead of your facts. What would be your comment to that?

An hon. Member: Guilty, I will bet.

Mr. Kilgour: I am sure you plead not guilty.

Mr. Regan: I guess I would like to say that I served as Leader of the Opposition in provincial Parliament for some years, as well as being Premier. Then when I was in opposition I saw things very differently from when I was in government, and I think it is very important in our system that we all do that. But you are tending to take the dark side and the negative side of the picture. I think what you could have said just as clearly in this statement is that by every indicator our relations with the United States have sharply improved in the last two years, that this exercise offers us an opportunity for further improvement. I have said in my statements in Montreal and elsewhere that before we move to the decision stage of whether or not to enter into negotiations we will complete our analysis of Canadian interests in liberalization, and that in my view that we are moving at the proper pace.

I have great confidence in the professionalism of my officials and in the support we are receiving from Canadian business interests and Canadian organizations like the Canadian Manufacturers' Association. I think that it is a worthwhile and a very good exercise, subject only to the qualifications that obviously an opposition must say it could be done better.

[Traduction]

M. Kilgour: Je pense que mes collègues veulent aussi poser des questions. Je vais donc vous dire rapidement ce que je pense avant de vous inviter à y répondre. Vous avez dit tout à l'heure que ces initiatives dans le domaine du libre-échange sectoriel auront au moins permis d'améliorer les relations canado-américaines. Je ne pense pas que les choses soient aussi simples, monsieur Regan. La dernière fois que vous avez comparu au Comité, je vous ai rappelé ce que m'avait dit quelques mois auparavant un expert de questions commerciales à Washington, selon lequel on avait l'impression au gouvernement que tout cela avait été lancé par le Canada pour convaincre le public canadien que, depuis 18 mois, les relations entre les deux pays étaient sorties de cette période de froid qui avait duré 15 ans. Je peux vous affirmer que si ces négociations échouent, quelle qu'en soit la raison—et la plus évidente serait tout simplement que le Canada n'aurait pas fait sa part de travail, c'est-à-dire en l'occurrence les études préliminaires nécessaires—les relations entre les deux pays repiqueront du nez. À cela j'ajouterai que nous avons constitué un petit sous-comité du caucus sur les relations canado-américaines, et qu'il déploie des efforts considérables pour les améliorer. Nous aimerions donc que l'on prenne en main les choses d'une façon plus sérieuse et plus professionnelle que ce qui a été fait depuis 15 ans. Nous nous inquiétons notamment de ce que des deux côtés de la frontière on laisse entendre, de plus en plus, que vous-même et vos hauts fonctionnaires—pour être franc—n'avez pas préparé vos dossiers comme il convient; c'est-à-dire que vous avez laissé l'émotion l'emporter sur l'analyse des faits. Que répondez-vous à cela?

Une voix: Je suppose qu'il plaidera coupable.

M. Kilgour: En effet, je ne suis pas sûr que vous plaidez non coupable.

M. Regan: À cela je répondrai d'abord que j'ai occupé, pendant plusieurs années, les fonctions de leader de l'Opposition d'une assemblée provinciale et de premier ministre. Lorsque j'étais dans l'Opposition, je voyais les choses d'un oeil très différent, et étant donné notre régime politique, il est important que nous puissions tous faire cette expérience. Mais vous avez tendance à ne voir que le côté sombre des choses, le côté négatif. Vous auriez pu, tout aussi bien, montrer que tout témoigne d'une amélioration spectaculaire de nos relations avec les États-Unis depuis deux ans, et que ces négociations nous offrent précisément une chance de continuer sur la bonne voie. Je n'en ai pas moins déclaré à Montréal, et ailleurs, que nous devions d'abord terminer notre analyse de la situation canadienne et de l'intérêt que notre pays aurait à la libéralisation des échanges, cela avant de prendre la décision d'entamer des négociations, et qu'à mon avis nous progressions à un rythme satisfaisant dans nos travaux.

J'ai tout à fait confiance dans le professionnalisme de mes hauts fonctionnaires, et dans le soutien que nous recevons du monde des affaires au Canada, et d'organismes comme l'Association des manufacturiers canadiens. Je pense donc que le jeu en vaut la chandelle, que nous avons raison d'aller dans ce sens, mais que bien sûr l'Opposition peut toujours dire qu'il

[Text]

Subject to that qualification, I would hope you would give good support to the exercise.

The Chairman: Thank you very much. Next is our good friend, Dr. Hudecki, Parliamentary Secretary to the Minister of National Defence.

Mr. Hudecki: Mr. Minister, coming from the steel capital of Canada, I am worried what is happening to steel. Our markets seem to be diminishing and there is number of causes or apparent causes. One is more importation, that of lower-grade steel which is apparently judged by the amount of carbon in it. On the other hand, there are indications that the steel produced is not of high enough quality to be generally acceptable, so much so that one of the companies is spending almost \$0.5 billion to upgrade its technique in order to bring up the quality of steel. There is also the possibility that steel is being replaced a great deal by a variety of alternatives such as ceramics and ceramics in different types of alloys, and it becomes worrisome. I wonder if you, or someone in your department who is interested in the problem of steel, can prognosticate a little bit and tell us where we are heading.

Mr. Regan: I certainly can, Mr. Chairman. First of all, I want to start off by saying that Dofasco and Stelco are the most efficient steel companies on this continent. There is no question about that. They are going to do better in the steel industry than any other companies. Indeed, through difficult times in the steel industry they have done so. For some Canadians who feel we cannot compete, who feel we cannot do as well as other countries who are afraid of open markets, the quality of the operations of our steel companies is a fine example of what Canadians can achieve. I think you should be very proud of representing Hamilton, and I know you are on that basis.

Now, people talk in the United States, for instance, about the problem of imports in steel. Of course, everywhere across the world more and more countries have become involved in steel production. Some of the developing countries have unwisely become involved in non-economically designed plants and have become involved in subsidizing exports, and that means there has certainly been competition from exports.

But the problem in the steel industry is not so much the question of competition from imports; it is what you refer to and the fact that today less steel is used for a lot of the traditional purposes than in the past. At our meeting last Friday, Bill Brock gave some startling statistics about the reduction in total steel usage in the United States as a consequence of other alloys and aluminum and various things being used for traditional purposes which formerly had used steel. So often it is the changes in public demand or usage of a product rather than import competition that changes the marketplace. I think we have to operate an economy, as the Japanese have done so successfully, that recognizes that conditions are constantly changing.

[Translation]

y aurait moyen de mieux faire les choses. Sous cette réserve, j'espère que vous nous donnerez votre appui.

Le président: Merci beaucoup. Le prochain intervenant sur la liste est notre cher collègue le docteur Hudecki, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale.

M. Hudecki: Monsieur le ministre, je suis originaire de la capitale de l'acier au Canada, et la situation de ce secteur me préoccupe beaucoup. Il semble que nos marchés soient en déclin, ce qui s'explique par divers facteurs plus ou moins apparents. Il faut d'abord citer l'augmentation des volumes importés, et notamment des aciers de basse qualité, ce qui se mesure à la teneur en carbone. D'un autre côté, il semble que l'acier produit ne soit pas d'une qualité suffisante pour être utilisé tel quel, si bien que l'une de nos sociétés a engagé près de 0,5 milliard de dollars pour améliorer ses techniques, en vue de produire un acier de meilleure qualité. Par ailleurs, il faut noter que l'acier peut toujours être remplacé par divers produits de substitution tels que les céramiques ou les céramiques en alliage avec d'autres matières, et tout cela devient un sujet de vive préoccupation. Le ministre ou l'un des hauts fonctionnaires du ministère qui serait spécialiste des questions de l'acier pourrait-il nous dire vers quoi nous allons dans ce secteur.

M. Regan: Je peux répondre à cette question, monsieur le président. Tout d'abord, je dois dire que Dofasco et Stelco font partie des producteurs d'acier les plus efficaces du continent. Cela ne fait aucun doute. On peut donc dire qu'ils auront de meilleurs résultats dans le secteur de l'acier que n'importe quelle autre société. Elles l'ont déjà prouvé en période difficile. Si certains Canadiens ont donc l'impression que nous ne sommes pas capable de lutter contre la concurrence, et que nous ne pouvons pas nous mesurer aux autres pays, ni assumer la libéralisation des échanges, je peux dire à ceux-ci que les performances de nos producteurs d'acier sont précisément un des exemples les plus remarquables de ce que les Canadiens sont capables. Je crois que vous devriez être tout à fait fier de représenter Hamilton, et je sais d'ailleurs que vous l'êtes.

On parle aux États-Unis, par exemple, des problèmes associés à l'importation d'acier. On sait qu'il y a de plus en plus de pays producteurs d'acier dans le monde. Certains pays en voie de développement notamment se sont à tort engagés dans des opérations de production non rentables et qui, en subventionnant les exportations, durcissent les conditions du marché et de la concurrence.

Mais le problème de l'industrie de l'acier n'est pas tant celui de la concurrence qu'exercent les importations, que celui—comme vous l'avez évoqué—du remplacement de l'acier par d'autres produits. Là-dessus Bill Brock, vendredi dernier, nous a fourni des chiffres absolument ahurissants sur la réduction des quantités d'acier utilisées aux États-Unis, suite à l'utilisation d'alliages et d'aluminium là où traditionnellement on utilisait de l'acier. L'évolution du marché répond donc plutôt à une modification de la structure de la demande, plutôt qu'à un accroissement de la concurrence des importations. Nous devons concevoir l'économie comme le font les Japonais, avec d'ailleurs beaucoup de succès, en reconnaissant que tout est en perpétuelle évolution.

[Texte]

[Traduction]

• 2115

But it is a modernized viable steel industry, like you have in Hamilton, that is best able to adjust to those changing situations. And the fact that they are able not only to serve so much of the Canadian market, in competition with imports, but to compete successfully for \$1 billion worth of sales in the United States is an indication that our steel industry is going to continue to do very well.

Mr. Hudecki: Do you see this sectoral free trade as a benefit or as an obstacle to further trade with the United States?

Mr. Regan: If we are able to arrange to reach some agreement with the United States on a sectoral arrangement on steel, then I think it would have obvious advantages to assuring the continuation of access to that very important export market.

Mr. Hudecki: Are you having any hopes that that will happen?

Mr. Regan: It is one of the areas that are being explored.

Mr. Hudecki: I wonder if you could give us some thoughts on what the tremendous input of dollars in the American economy into defence mechanisms has on Canada. My own feeling is that it probably has an effect on high interest rates. But with the amount of money they are spending on defence, are we benefiting from it, except for the ones in which we have offsets in our own imports from them? Is there anything balancing the unfortunate side effect of high interest? Are we selling more to them in any way?

Mr. Regan: We do benefit from some of the side effects of sharing in defence production, but that is pretty minimal as compared to the overall disadvantage that their defence expenditures have on interest rates. So that has a very adverse effect for us.

On the other hand—not as Trade Minister—I might just stick in my personal view, that while everything is a question of degree, I think you would come along with me on the view that in today's world we feel a little bit safer that the United States does have modern armed forces.

Mr. Hudecki: We are going into a different field now.

Mr. Regan: You led me into it.

Mr. Hudecki: How much of our computer technology or our computer products, particularly software and so on, are we able to export? I am sure you know of the pioneer work that is being done at the University of Waterloo with the university and the industrial co-operative effort. They are turning out unbelievable productivity in the way of computers and particularly software. It is predicted that this will be a very fruitful market in the future.

This is in one university, and I am sure you can think of a number of universities across the country that have high

Mais ce sont précisément les secteurs comme celui de l'acier à Hamilton, modernisés et rentables, qui sont les plus à même de s'adapter à l'évolution des situations. Et le fait même que notre sidérurgie est à même d'approvisionner une partie importante du marché canadien, en concurrence avec les importations, mais également de concurrencer les Américains sur leur propre terrain avec des ventes qui se montent à 1 milliard de dollars, est une indication de la bonne santé du secteur.

Mr. Hudecki: Pensez-vous que ce libre-échange sectoriel profite ou au contraire nuise à l'avenir de nos échanges avec les États-Unis?

Mr. Regan: Je pense que si nous arrivons à nous entendre avec les États-Unis, dans ce domaine, nous garantirons l'accès permanent à un marché d'exportation très important, et cela est un avantage évident.

Mr. Hudecki: Pensez-vous que l'on arrivera à s'entendre?

Mr. Regan: C'est précisément un des dossiers auxquels nous travaillons.

Mr. Hudecki: Étant donné les sommes importantes consacrées par les Américains à leur défense, pourriez-vous nous dire dans quelle mesure cela se répercute au Canada. Je pense que les sommets atteints par les taux d'intérêt en sont une des conséquences. Mais en-dehors des secteurs où nos échanges sont équilibrés, est-ce que nous profitons de ces dépenses consacrées à la défense américaine? Est-ce qu'il y a finalement une compensation aux effets pervers de l'escalade des taux d'intérêt? C'est-à-dire est-ce que cela permet d'augmenter nos ventes aux États-Unis?

Mr. Regan: Il y a effectivement pour nous quelques retombées positives, mais c'est assez minime si l'on compare cela aux effets négatifs que les dépenses d'armement ont sur les taux d'intérêt.

Mais par ailleurs, et je parle ici à titre personnel et non pas en qualité de ministre du Commerce, je suppose que nous nous sentons tous un peu plus en sécurité du fait que les États-Unis disposent d'une armée moderne; je pense que vous serez d'accord avec moi là-dessus.

Mr. Hudecki: Je crois que nous nous écartons du sujet.

Mr. Regan: C'est vous qui m'y avez amené.

Mr. Hudecki: Quelle part de notre production de matériel informatique et d'ordinateurs, je pense également au logiciel, sommes-nous en mesure d'exporter? Vous êtes certainement au courant du travail de pionniers qui se fait à l'Université de Waterloo, en collaboration avec le secteur privé. On atteint des niveaux de productivité incroyables dans le domaine des ordinateurs mais aussi du logiciel. Ce sera bientôt un marché extrêmement rentable.

Il s'agit là d'une seule université, vous avez certainement d'autres exemples d'universités qui disposent déjà de départe-

[Text]

technology faculties in which this work will be escalating undoubtedly. I hope that we will have comparable support from Industry, Trade and Commerce in marketing this brainpower that we have and the products of it in the computer field.

Mr. Regan: In relation to the narrow field of computers, I am going to call on Stephen Heney to make a comment. But I first want to say that I think again you are touching on a very important area. I think if we for an instant surrender the high tech area to Japan, the United States or any other country, then we will be committing our people and our economy to live in the backwater.

I think we have to give every effort and every support to the development of competitive areas of high technology expertise in this country. We are doing well in some aspects of exports in the high tech field. I think there are many more areas, and I think in the training of our people we have to give more attention . . . I would like to see far more super-computers at universities and at other institutions across this country than presently exist. I think we have lagged behind the United States in that regard. It is not my area of jurisdiction, but again I will take the liberty of offering my opinion that we need to do more in that direction.

• 2120

Stephen, would you like to reply on that?

Mr. Stephen Heney (Senior Advisor, American Division, Department of External Affairs): Thank you.

Mr. Chairman, I really have very little more to add to that, other than to say that this is probably the least well developed or least defined sector at this stage. The kind of examples of Canadian expertise that we have heard mentioned, I know, are duplicated in other parts of the sector, but I think our consultations with the industry will lead to the kind of precision that we require before we have a full discussion with the Americans and before we come back to see whether we really do have a promising sector here.

Mr. Hudecki: Does this not come under informatics?

Mr. Heney: Yes, sir.

Mr. Hudecki: It seems to me that most universities and the combined industrial-university groups have stressed and have asked for free trade in this field. They feel it is absolutely essential for success in that field to have free trade. Do you see that as a potential? Do you see any drawbacks in free trade in this particular field?

Mr. Heney: I think our study will have to consider the interests of producers and even, indeed, Canadian users of the technology, which increasingly are our society as a whole. Our large corporations have very important interests as well. I am really merely trying to suggest the difficulty of coming to

[Translation]

ments de technologie de pointe où ce genre de travail progresse très rapidement. Je suppose que le ministère de l'Industrie et du Commerce appuiera la mise en marché de cette matière grise et des produits de l'informatique.

M. Regan: Pour ce qui est du champ très bien délimité des ordinateurs, je vais demander à Stephen Heney de répondre. Mais je dirais pour ma part que vous abordez ici un domaine très important. Il serait suicidaire pour notre économie d'abandonner le terrain au Japon, aux États-Unis ou à n'importe quel autre pays.

Je pense que nous devons mobiliser tous nos moyens pour soutenir ces secteurs des technologies d'avant-garde où notre pays peut être compétitif. Certaines de nos exportations, pour ce qui est des technologies de pointe, sont très satisfaisantes. Il y aurait bien d'autres exemples à citer, mais je pense également qu'il faudra consacrer plus d'attention à la formation . . . J'aimerais que les universités et les autres institutions à l'échelle du pays soient dotées d'un plus grand nombre de super-ordinateurs. Il me semble que nous accusons un retard, par rapport aux États-Unis, sur ce plan. Encore une fois, ce domaine ne relève pas de ma compétence, mais je vous donne mon opinion personnelle. Il faudrait faire beaucoup plus d'efforts dans ce sens.

Stephen, voulez-vous répondre à cela?

M. Stephen Heney (conseiller supérieur, Division des relations avec les États-Unis, ministère des Affaires extérieures): Merci.

Monsieur le président, j'ai peu de choses à ajouter, mais il est vrai de dire qu'à ce moment-ci, c'est probablement le moins exploité ou le moins défini des secteurs. On trouve dans d'autres aspects de ce secteur des exemples de spécialisation canadienne dont on a parlé; mais les consultations que nous avons tenues avec les représentants de l'industrie nous amèneront à préciser davantage le secteur avant d'entamer des discussions avec les Américains et avant de décider s'il y a lieu de faire progresser ce secteur.

M. Hudecki: Cette question ne relève-t-elle pas des sciences informatiques?

M. Heney: Oui, monsieur.

M. Hudecki: Il me semble que la plupart des universités et des groupes mixtes faisant appel tant au secteur industriel qu'aux universités prônent l'idée du libre-échange dans ce domaine. Selon elles, ce secteur doit absolument bénéficier d'un libre-échange: il y va de son succès. Est-ce possible, à votre avis? Y voyez-vous des inconvénients?

M. Heney: Notre étude devra tenir compte tant des intérêts des producteurs que des Canadiens qui utiliseront cette technologie qui prend de plus en plus d'ampleur dans notre société. Par ailleurs, les intérêts des grandes sociétés sont également en cause. Je tiens simplement à préciser qu'il est

[Texte]

terms at this stage with the balance of advantage. But certainly that is an important aspect.

Mr. Hudecki: Thank you very much.

The Chairman: Thank you.

Next on my list, the hon. critic of the Official Opposition, the Hon. Sinclair Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I found your discourse and 1911 version of free trade with the United States most fascinating, but I will not, other than a moment later, go back to that 1911 experience, which I think most Liberals are well . . .

Mr. Regan: You have the advantage over me there.

Mr. Stevens: More than one advantage, Mr. Minister.

You mention that the sectoral free trade that we have been discussing—and these are your words—is one of the few options open for us; and the tone tonight has been that to expand trade we really have but two options, I suppose. There is the multilateral extension of the GATT type of thing, or we get into some of this free trade of a sectoral nature with the United States. What is your comment in that context, then, on what the Prime Minister said a few years ago was his goal to open up a new option, or the third alternative, with trade with Europe? Was he just naive and not practical with that?

Mr. Regan: Somehow I guess I had never thought of the Prime Minister as being naive.

Mr. Stevens: Well, you agree he said it.

Mr. Regan: I do not know.

Mr. Stevens: Where were you?

Mr. Regan: I certainly was not here. I have been in this government since 1980. Before that, I was here as a Member of Parliament from 1963 to 1965. But in between I was occupied with running a provincial government or taking part in one way or another down there. I do not believe—certainly anything that I have read—that that was what the Prime Minister said. But I would be happy to hear any quotes from you on it.

Mr. Stevens: Are you serious that you cannot recall the Prime Minister talking about a new link, that we were somehow going to get our trade oriented away from its heavy dependence on the United States in favour of more trade within the European bloc?

• 2125

Mr. Regan: I think there certainly was talk in that era by you people who were here in Parliament, and in government, about developing our European trade. I certainly remember Mr. Diefenbaker's saying that when he was Prime Minister. I think trade was developed to the extent that it could be, having in mind the existence of the European Community and its preoccupations with its own internal trade and matters of that

[Traduction]

difficile à ce moment-ci d'en évaluer les avantages. Mais voilà certes un aspect très important de la question.

M. Hudecki: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Le prochain nom qui figure sur ma liste est celui de l'honorable critique de l'Opposition officielle, l'honorable Sinclair Stevens.

M. Stevens: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, j'ai trouvé votre déclaration et la version de 1911 de libre-échange avec les États-Unis fascinantes; je reviendrai un peu plus tard à l'expérience que nous avons connue en 1911 que la plupart des Libéraux . . .

M. Regan: Vous en savez plus long que moi à ce sujet.

M. Stevens: Beaucoup plus long que vous, monsieur le ministre.

Vous avez dit que le libre-échange dans certains secteurs est une des options, peu nombreuses, il faut l'avouer, qui nous sont offertes; ce soir, on semble vouloir élargir les échanges commerciaux; mais il me semble qu'en réalité, il n'y ait que deux options: un prolongement multilatéral d'accords comme celui du GATT, ou un libre-échange sectoriel avec les États-Unis. Que pensez-vous de cette idée et de la déclaration faite par le Premier ministre il y a quelques années selon laquelle une troisième possibilité pouvait être exploitée, des échanges commerciaux avec l'Europe? Faisait-il preuve de naïveté ou de sens pratique?

M. Regan: Il me semble que le Premier ministre n'a jamais fait preuve de naïveté.

M. Stevens: Mais n'a-t-il pas dit cela?

M. Regan: Je ne sais pas.

M. Stevens: Vous n'étiez pas là?

M. Regan: Je n'étais certainement pas là. Je fais partie de ce gouvernement depuis 1980. Avant cette date, j'ai siégé comme député de 1963 à 1965. Dans l'intervalle, j'ai tâché de diriger un gouvernement provincial et je m'intéressais à des situations qui intéressaient la province. Rien de ce que j'ai lu me prouve que le Premier ministre ait dit cela. Mais je serais heureux de vous entendre donner des citations.

M. Stevens: C'est vrai? Vous ne vous rappelez pas que le Premier ministre parlait d'un nouveau lien économique, d'une nouvelle orientation commerciale selon laquelle le Canada dépendrait beaucoup moins des États-Unis s'il donnait plus d'ampleur à son commerce avec le bloc européen?

M. Regan: À cette époque, les députés et le Parlement ont certainement discuté de l'expansion du commerce avec les pays européens. Lorsqu'il était premier ministre, M. Diefenbaker en a parlé, je m'en souviens. À mon avis, on a donné autant d'ampleur que possible à nos échanges commerciaux avec les pays d'Europe, compte tenu de la Communauté économique européenne et de ses politiques de commerce intérieur. On n'a

[Text]

type. I do not think there was ever the intention to negate the opportunities for further development of American trade, I think it was a question of trying also to develop other trade . . . but I do not know, I was not here.

As far as I am concerned, I express my philosophy on the subject and the philosophy that I bring to the exercise of the duties of this particular post, and that is to sell as many Canadian goods and services . . . wherever they can be sold. I see the American market as an opportunity in today's conditions for a great continued expansion of our sales. I am going to use my efforts to help Canadian businessmen, the guys who have to meet a payroll and, in the final analysis, have to make the sale with help provided to them and any services that enable them to do that . . . in the United States or anywhere else in the world.

We could talk for a long while, Sinclair, about markets, such as the opportunities that exist in markets like Algeria and that whole North African fringe and what is happening in the ASEAN countries, but you know and I know that the United States remains our number one market and we should take full advantage of it.

Mr. Stevens: Mr. Minister, I do not think that is any great revelation to the members of this committee. I have the figures in front of me here. In 1967, our share of our total world trade with the United States was 64.2% and in 1983 it was within a whisker of 73%. The message you are bringing to us here tonight is that you want to do more of the same. Is that right?

Mr. Regan: Yes. I want to do . . .

Mr. Stevens: You want to run it up to 80%.

Mr. Regan: I want to sell all that I can wherever I can. We are going to be a new group of Phoenicians!

Mr. Stevens: Mr. Minister, let us get this clear: Do your support your Liberal colleague when he says you would like to see our trade 100% with the United States?

Mr. Regan: No, because it was . . .

An hon. Member: Well, it was . . .

Mr. Regan: I do not think I did say so. But you must not play on words. We are dealing, Mr. Stevens, with a very serious matter here, and that is the question of jobs for Canadians by way of export of our goods and services. If you were to have 100% there, you would not be selling anything anywhere else, would you?

I think I have expressed it to you pretty clearly: I want to sell as much as I can in China, as much as I can in Singapore, as much as I can in Taiwan. I want to see the Canadian standard of living increase as a consequence of the sale of our goods.

Mr. Stevens: All right, let us get one thing clear, then.

Mr. Regan: Are you on that side?

[Translation]

jamais cherché à nier les possibilités de donner une plus grande expansion de nos échanges commerciaux avec les États-Unis; il s'agissait plutôt d'essayer de développer d'autres marchés . . . Mais je ne peux pas me prononcer sur cette question puisque je n'étais pas là.

Pour ma part, je m'en tiens à ma philosophie personnelle dont je m'inspire en me déchargeant de mes responsabilités de ministre: il faut vendre autant de produits et de services canadiens que possible, à autant de clients que possible. Étant donné la conjoncture, le marché américain nous offre des grandes possibilités d'expansion. Je vais m'efforcer d'aider les hommes d'affaires canadiens qui ont des employés à payer et qui, au bout du compte, doivent vendre des produits ou des services aux États-Unis ou ailleurs au monde et qui ont besoin d'aide et de services pour leur permettre de le faire.

Sinclair, nous pourrions parler longuement de marchés ou de possibilités qui existent ailleurs, soit en Algérie, soit dans les pays en bordure de l'Afrique du Nord ou ceux qui font partie de l'Association des États du sud-est asiatique; mais vous devez convenir comme moi que les États-Unis demeurent notre principal marché et qu'il serait bon d'en profiter.

M. Stevens: Monsieur le ministre, vous n'annoncez pas une grande nouvelle aux membres de ce Comité. J'ai des chiffres en main. En 1967, nos échanges commerciaux avec les États-Unis représentaient 64.2 p. 100 de l'ensemble de nos échanges commerciaux et en 1983, tout près de 73 p. 100. Vous nous dites ce soir que vous voulez accentuer cette tendance. Est-ce exact?

M. Regan: Oui. Je veux . . .

M. Stevens: Vous voulez qu'ils représentent 80 p. 100 de nos échanges commerciaux mondiaux?

M. Regan: Je veux vendre tout ce que je peux vendre partout où je peux le vendre. Nous serons les nouveaux Phéniciens!

M. Stevens: Monsieur le ministre, soyons clairs: êtes-vous d'accord avec votre collègue libéral qui voudrait que 100 p. 100 de nos échanges commerciaux soient conclus avec les États-Unis?

M. Regan: Non, parce que . . .

Une voix: Eh bien, c'est cela . . .

M. Regan: Je ne crois pas avoir dit cela. Mais il ne faut pas jongler avec les mots. Monsieur Stevens, nous discutons d'une question très importante puisque l'exportation de nos biens et services donne des emplois aux Canadiens. Si nous ne faisons affaires qu'avec les États-Unis, on ne pourrait pas vendre quoi que ce soit ailleurs, n'est-ce pas?

Il me semble que je me suis expliqué de façon assez claire: je veux vendre tout ce que je peux à la Chine, tout ce que je peux à Singapour, à Taiwan. J'aimerais augmenter le niveau de vie des Canadiens en augmentant les ventes de nos produits.

M. Stevens: Très bien, mais tirons une chose au clair.

M. Regan: Ne vous rangez-vous pas de mon côté?

[Texte]

Mr. Stevens: Would it concern you... we may get roles reversed eventually, but do not get too anxious now.

Mr. Regan: It may take to the turn of the century!

Mr. Stevens: Mr. Minister, am I correct then in understanding that it would not particularly disturb you if 80% of our trade were with the United States?

Mr. Regan: It would depend upon whether that represented a growth in our overall trade. If it represents a growth in our overall trade to all areas, I am not going to be concerned with percentages. I am concerned only with the sale of more of our goods and services, wherever it may be.

Mr. Stevens: And if 80% happens to be in American trade you are happy?

Mr. Regan: I do not see that that is likely to happen, because of our aggressive sales efforts in other parts of the world and because of the fact that we have so many able private sector Canadian companies that are developing and selling in competition with the best in the world into all of the markets of the world. Therefore, I do not think that is likely to occur; but, I guess I have said it 15 times tonight, I will take the sales wherever we can get them.

• 2130

Mr. Stevens: Okay. Well, Mr. Minister, tell me this. What is your current estimate of the share of our Canadian exports that go to the European community?

Mr. Regan: Between 8% and 9%, roughly speaking.

Mr. Stevens: What was it in 1967?

Mr. Regan: I do not know, but I would imagine it would have been bigger because we had such a traditional trade with the United Kingdom before it entered the European community. Like New Zealand, like Australia, and like other parts of the Commonwealth, our trade with the United Kingdom certainly was adversely affected by their accession to the European community.

Mr. Stevens: It is fair to say then, that our trade with the European community, as a percentage of our total trade, has fallen?

Mr. Regan: Yes.

Mr. Stevens: Yes, all right. Now, how about with the rest of the world—with the figures I have here, it has been static—with the developing world? You say that you want to trade wherever you can.

Mr. Regan: Yes, but you are playing with percentages. If our percentage in the United States is going up, then that is obviously going to affect what the percentage is elsewhere. Look at it in the question of dollars. Our sale in relation to the amount of dollars worth of goods, has been going up in all areas.

[Traduction]

M. Stevens: Il se peut que nos rôles soient renversés à un moment donné, mais n'y comptez pas trop pour le moment.

M. Regan: Il faudra peut-être attendre la fin du siècle!

M. Stevens: Monsieur le ministre, vous ai-je bien compris: vous ne seriez pas particulièrement inquiet si 80 p. 100 de nos échanges commerciaux se faisaient avec les États-Unis?

M. Regan: Il faut savoir si cela représenterait une augmentation de l'ensemble de nos échanges commerciaux. S'il s'agissait d'augmenter nos échanges dans tous les secteurs, je ne m'intéresserais pas aux pourcentages. Je ne m'intéresse qu'à l'augmentation des ventes de nos biens et services, dans quelque pays que ce soit.

M. Stevens: Et si nos échanges commerciaux avec les États-Unis représentaient 80 p. 100 de l'ensemble de nos échanges commerciaux, vous seriez content?

M. Regan: Cette situation ne risque pas de se produire, étant donné les énergies que nous déployons dans d'autres régions du monde et étant donné que bon nombre de sociétés canadiennes compétentes du secteur privé prennent de l'expansion et livrent une concurrence aux meilleures sociétés mondiales en effectuant des percées dans tous les marchés mondiaux. Par conséquent, cette situation-là ne risque pas de se produire; mais, je l'ai dit 15 fois ce soir: je vendrai les produits et les services canadiens partout où je peux le faire.

M. Stevens: D'accord. Eh bien, monsieur le ministre, dites-moi: à l'heure actuelle, les exportations canadiennes à destination de la Communauté européenne représentent quelle partie du pourcentage?

M. Regan: Environ 8 ou 9 p. 100.

M. Stevens: Et quel a été le pourcentage en 1967?

M. Regan: Je ne sais pas, mais j'imagine qu'il était supérieur car notre commerce avec le Royaume-Uni était important avant qu'il ne se joigne à la Communauté économique européenne. Nos échanges commerciaux avec le Royaume-Uni, comme avec d'autres membres du Commonwealth, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, par exemple, ont certainement souffert lorsque le Royaume-Uni est devenu membre de la Communauté européenne.

M. Stevens: On peut donc conclure que le pourcentage de nos échanges commerciaux avec la Communauté européenne a subi une baisse, n'est-ce pas?

M. Regan: Oui.

M. Stevens: Bon, d'accord. D'après les chiffres que j'ai en main, nos échanges avec les autres pays, avec les pays en voie de développement, sont demeurés au même point. Et pourtant, vous dites que vous voulez développer des marchés.

M. Regan: Oui; mais vous jonglez avec les pourcentages. Si le pourcentage de nos échanges avec les États-Unis augmente, de toute évidence, les autres pourcentages ne demeureront pas les mêmes. Étudiez la question sous l'aspect des dollars. La valeur en dollars des biens que nous échangeons a augmenté dans toutes les régions.

[Text]

Mr. Stevens: Now do not be so defensive, Mr. Minister; I am just asking you a simple question.

Mr. Regan: Sorry. I know, but I would just like you to see on the side of the improved Canadian sales. I do not want you to be a prophet of doom and gloom. I want you to be enthusiastic about sales. You know, it would be good for you to talk to George Hees, who is in your caucus, and who was one of the great salesmen when he was Minister of Trade of Canadian goods and services. I would like to see us all working together in that sort of spirit for the sale of Canadian goods and services. I think it would be good if you had a long chat with him and decide on the theme that you should take as a critic on this subject.

Mr. Stevens: I think it would be even better if you did.

Mr. Regan: I do. I do.

Mr. Stevens: Mr. Minister, what I am leading up to in these figures, and obviously you are trying to evade what I am leading up to, is in the case of other countries . . .

Mr. Regan: It is too obscure for me to know.

Mr. Stevens: —in the case of other countries; for example the U.S. have increased their world trade tremendously during the period I have under review . . .

Mr. Regan: Not as a percentage.

Mr. Stevens: Yes. Well I will come to that in a minute. Most interestingly, where they increased their trade was with the developing world.

Now my point is, and these are CIDA figures, roughly 10 % of our total trade is with the developing world. The Americans have over 43% with the developing world. Europe has about 30% and Japan has something over 30%

Mr. Regan: Yes.

Mr. Stevens: I think it would be of very great interest to the committee why we have become so heavily dependent on the American market, compared to our main competing nations, be it the European Community, Japan or the United States, that have from 30% to 40% of their trade with the developing world, compared to our 10%. What has caused that in Canada?

Mr. Regan: Well a lot of things have caused it. One of the things that caused it, is that by nature of our products, often we are competitors with the developing world. What you want to look at is another statistic which shows that we are accounting for 32% of our gross national product by our exports—that is how well we are doing in exports—whereas the United States is only accounting for between 8% and 10% of their gross national product. So someone down in their Congress could be using that statistic to show why are they not doing as well as Canada. These percentages can be very, very misleading. We are selling more and more into the developing world, but surely you are not suggesting that it is a bad thing that we

[Translation]

M. Stevens: Ne soyez pas sur la défensive, monsieur le ministre; je vous posais simplement une question.

M. Regan: Pardon. Je le sais, mais j'aimerais vous faire reconnaître que les ventes de biens et de services canadiens se sont améliorées. Je ne tiens pas à ce que vous soyez un prophète de malheur. L'augmentation des ventes devrait vous enthousiasmer. Vous savez, vous devriez parler à George Hees, un membre de votre caucus, qui s'est montré bon vendeur, lorsqu'il était ministre du Commerce et qu'il moussait les produits et les services canadiens. Nous devrions travailler ensemble pour promouvoir la vente de biens et de services canadiens. Vous devriez discuter avec lui de la position que vous devriez adopter en votre qualité de critique officiel.

M. Stevens: Il vaudrait mieux que vous le fassiez vous-même.

M. Regan: Je le fais. Je le fais.

M. Stevens: Monsieur le ministre, de toute évidence, vous cherchez à éviter ma question, mais voici où je veux en venir en vous citant ces chiffres: dans les autres pays . . .

M. Regan: Vous n'êtes pas assez précis.

M. Stevens: . . . étudions la situation des autres pays: les États-Unis, par exemple, ont considérablement augmenté leurs échanges commerciaux mondiaux au cours de la période en question . . .

M. Regan: Pas en termes de pourcentage.

M. Stevens: Oui. J'y arrive. Fait intéressant, ils ont augmenté leur échanges commerciaux avec les pays en voie de développement.

D'après des calculs de l'ACDI, nos échanges commerciaux avec les pays en voie de développement représentent environ 10 p. 100 du total. Par contre, aux États-Unis, ils représentent 43 p. 100, en Europe environ 30 p. 100 et au Japon un peu plus de 30 p. 100.

M. Regan: Oui.

M. Stevens: Il serait très intéressant de savoir pourquoi nous en sommes venus à une telle situation de dépendance envers les États-Unis, comparativement à nos grands concurrents, qu'il s'agisse de la Communauté européenne, du Japon ou des États-Unis; comment se peut-il que leurs échanges commerciaux avec les pays en voie de développement représentent 30 ou 40 p. 100 de leur total, que le nôtre ne représente que 10 p. 100 du total? À quoi est-ce attribuable?

M. Regan: Bon nombre de facteurs expliquent la situation. Étant donné la nature de nos produits, nous livrons souvent concurrence aux pays en voie de développement. N'oubliez pas que nos exportations représentent 32 p. 100 de notre produit national brut, ce qui n'est pas à déplorer, tandis qu'aux États-Unis, les exportations ne représentent que 8 ou 10 p. 100 de leur PNB. Qui sait, un membre du Congrès pourrait utiliser ces chiffres pour démontrer à quel point les États-Unis accusent un retard par rapport au Canada. Ces pourcentages peuvent être très trompeurs. Nos ventes aux pays du tiers monde augmentent de plus en plus; vous n'allez certainement pas prétendre qu'il n'est pas bon d'effectuer des ventes

[Texte]

are selling so much into the United States which is a market that can pay us in good hard cash, which speaks one of our national languages. It makes it so easy for our businessmen to move into that market. And it is right alongside of us, a vast market there. If we were selling a smaller percentage there and a larger percentage into the developing world, you would be criticizing me sharply for not taking advantage of the nearest, the best and the richest market in the world.

• 2135

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Right on.

Mr. Stevens: Mr. Minister, I realize how defensive you feel, but what I am trying to establish essentially is what your thrust is, and what your philosophy is. It is obviously a heavy orientation to the American market, and I am pointing out that our main competing nations have a more balanced world trade. I am just asking you for the explanation as to why they have 30% to 40% of their trade with the developing world compared to our 10%.

Mr. Regan: Because of the fact they do not have a United States to export into. They are the United States; they do not have a market right alongside of them they can sell to which has cash and which is such a big market as we have. I mean, that does not show in their export figures what they sell within their own country.

But United States' exports to LDCs fell sharply in 1983, and that is the reason they have such a huge trade deficit. Latin America, where they had a large amount of their exports, suddenly stopped importing because they did not have money. Do you not feel more comfortable that we have a higher percentage in a country that is dependable, that has cash, and that our sales do not suddenly disappear? What would our economy be like if we had had such a high percentage in Latin America and suddenly Mexico stopped importing, Brazil stopped importing, all of South America went off limits in relation to credit? I think we are very, very wise in relation to having our exports spread across the world.

What you are assuming is that the pie never gets any bigger. In fact, the markets abroad are growing, and what we are doing is getting more in those markets. Deal with the dollar value that we have been increasing into the ASEAN markets, or into Japan, or a little more slowly into China but with great potential, or what we are selling into any of these countries in North Africa and you will see there is a good, healthy growth.

Mr. Stevens: Mr. Minister, let us deal then with that world market. I have a table before me here showing the comparative shares of world market of the main industrial countries from 1970 through to 1979. Now, it shows that in 1970 Canada had

[Traduction]

pareilles aux États-Unis, à un marché qui est en mesure de nous payer rubis sur l'ongle et qui parle une de nos langues officielles. C'est alors beaucoup plus facile pour nos hommes d'affaires de pénétrer ce marché qui est juste à côté de nous et qui est si vaste. Si nous vendions moins aux États-Unis et plus dans les pays en voie de développement, vous me critiqueriez de ne pas profiter du marché le plus proche, le plus avantageux et le plus riche du monde.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): En plein dans le mille.

M. Stevens: Monsieur le ministre, je comprends que vous soyez sur la défensive, mais j'essaie simplement de déterminer quelles sont votre orientation et votre philosophie. Vous êtes visiblement très porté sur le marché américain, et je vous fais simplement remarquer que les pays avec lesquels nous soutenons le plus la concurrence ont un commerce extérieur beaucoup plus équilibré. Je vous demande de m'expliquer pourquoi 30 à 40 p. 100 de leur commerce extérieur se fait avec les pays en voie de développement, alors que nous nous limitons à 10 p. 100.

M. Regan: C'est tout simplement parce qu'ils n'ont pas de pays comme les États-Unis vers lequel exporter. Ils sont les États-Unis; ils n'ont pas comme nous un aussi grand marché à proximité auquel ils peuvent vendre autant et qui les paye en comptant. Après tout, les États-Unis ne font pas figurer comme exportation tout ce qu'ils vendent à l'intérieur de leurs frontières.

Cependant, les exportations des États-Unis vers les pays en voie de développement ont fait une chute considérable en 1983, ce qui explique qu'ils aient un déficit commercial aussi énorme. L'Amérique latine, vers qui ils exportaient beaucoup, a cessé soudainement d'importer faute d'argent. N'êtes-vous pas à l'aise de savoir qu'un pourcentage plus élevé de nos exportations va vers un pays sur lequel on peut se fier et qui paye rubis sur l'ongle, et que nos ventes ne disparaîtront pas soudainement? Que deviendrait notre économie si nous exportions un très fort pourcentage vers l'Amérique latine, puis que le Mexique et le Brésil cessent soudainement d'importer en même temps qu'il devient impossible de faire crédit à l'ensemble de l'Amérique du Sud? Je pense que nous sommes extrêmement sages d'avoir diversifié nos exportations ainsi à travers le monde.

Vous êtes en train d'établir comme prémisses que la tarte ne grossira jamais. En fait, les marchés extérieurs sont en croissance, et nous allons en chercher une part de plus en plus grande. Regardez simplement la valeur en dollars de ce que nous exportons vers les marchés du sud-est asiatique, ou vers le Japon, ou encore—à une fréquence moindre, mais avec un potentiel énorme—vers la Chine, ou même vers l'Afrique du Nord, et vous verrez que nos exportations augmentent constamment et sagement.

M. Stevens: Monsieur le ministre, arrêtons-nous dans ce cas au marché mondial. J'ai devant les yeux un tableau des pourcentages respectifs d'exportation vers les marchés extérieurs pour tous les grands pays industriels, entre 1970 et

[Text]

6% of this world market you referred to, and by 1979 they had 3.9%. I think you made an earlier statement that all industrial nations, because of this enlarging pie, as you called it, have had their relative share of world market fall. Now, that is just not true. For example, the table shows that France has gone up, Italy has gone up, Japan has been constant. We, in fact, in our fall from 6% of the world market to 3.9% have had the greatest drop of any industrial nation as far as our fair share of the world trade is concerned.

And the reason I think it is so important here tonight, when all is said and done, the reason you have 500,000 to 800,000 people in this country needlessly out of work is because the government has failed to keep our fair share of world trade. Now, I think, instead of your doubletalk and saying that you love taking advantage of the easiest market in the world, it is time you started to explain to Canadians why you have let them down; why you have given up the fair share that we used to have in the market, realizing that you have cost Canadians 500,000 to 800,000 jobs.

Mr. Regan: Well, if that is the question, Mr. Chairman, I guess my reply is that you, Mr. Stevens, present that contrived case because you are in opposition.

Mr. Stevens: The figures are here.

Mr. Regan: And because you are in opposition, you want to try and make it look as though Canadian businessmen are not doing well in the world, whereas they are doing well. Why do you not give us the figures from 1977 to 1983 as to what has happened? You will find that Canada has been growing and has done very well. . .

Mr. Stevens: It had bought . . .

Mr. Regan: —in that time period. That is notwithstanding the factors I mentioned to you earlier, of oil being a big, big factor in the change of world trade plus the other countries that have come into the field.

• 2140

Talk about the things that are good for our country. Talk about what Northern Telecom, Bell International and Versatile are doing out in the world, and all the Canadian companies that are doing so well.

Surely I think there is room for improvement. We can do more. We can get more companies that are not involved in exports to do so—and I want you to give me any constructive suggestions in that regard because I think we all should be working together in that field.

Mr. Stevens: Mr. Minister, 1.5 million Canadians would like to see us doing better, too. Those are the ones out of work.

You have faltered as a government, more than perhaps in any other field, in the way you have not been able to maintain

[Translation]

1979. Il semble qu'en 1970, le Canada détenait 6 p. 100 du marché mondial dont vous avez parlé, mais qu'en 1979, cette part était tombée à 3,9 p. 100. Vous avez dit plus tôt que toutes les nations industrialisées avaient vu leur part respective de ces marchés mondiaux se réduire quelque peu, à cause du nombre grandissant de pays se livrant à l'exportation. C'est tout simplement faux. Le tableau montre en effet que les exportations de la France ont grimpé, de même que celles de l'Italie, et que celles du Japon se sont maintenues. Nous, avec cette baisse de 6 p. 100 du marché mondial à 3,9 p. 100, avons connu la plus grande chute parmi tous les pays industrialisés de la part qui nous revenait dans le commerce mondial.

Et je pense qu'il est bien important d'expliquer ce soir que, en fin de compte, vous avez mis en chômage 500,000 à 800,000 Canadiens sans raison, tout simplement parce que le gouvernement n'a pas maintenu la part qui lui revenait dans les échanges commerciaux mondiaux. Au lieu de parler pour ne rien dire et de prétendre que vous voulez profiter du marché le plus facile qui soit à votre porte, il est grand temps d'expliquer aux Canadiens pourquoi vous les avez laissés tomber; pourquoi vous avez laissé échapper la part qui nous revenait dans le marché international, ce qui a eu pour conséquence de coûter aux Canadiens 500,000 à 800,000 emplois.

Mr. Regan: Puisqu'on me pose la question, monsieur le président, je répondrai à M. Stevens que s'il voit les choses ainsi, c'est parce qu'il est dans l'Opposition.

Mr. Stevens: Mais j'ai les chiffres sous les yeux.

Mr. Regan: Et justement parce que vous êtes dans l'Opposition, vous voulez faire croire que les hommes d'affaires canadiens ne réussissent pas à se tailler une place sur les marchés mondiaux, alors qu'ils réussissent très bien. Pourquoi ne nous dites-vous pas ce qui s'est produit de 1977 à 1983, chiffres à l'appui? Vous constatez que la croissance canadienne a été très encourageante. . .

Mr. Stevens: Elle a entraîné . . .

Mr. Regan: . . . au cours de cette période. Et cela, comme je l'ai déjà dit, sans mentionner le pétrole qui a énormément influé sur les échanges commerciaux ni les nouveaux pays qui se sont récemment joints aux exportateurs.

Vous oubliez de parler de ce qui a réussi pour nous. Pourquoi ne pas dire ce qu'ont accompli la *Northern Telecom*, la *Bell International* et la *Versatile* à l'étranger? Que faites-vous des sociétés canadiennes qui ont si bien réussi?

Bien sûr, on peut faire encore mieux. Nous pouvons inciter les sociétés qui ne l'ont pas encore fait à se lancer dans les exportations. Je veux justement que vous me fassiez des suggestions positives, puisque nous devons tous travailler la main dans la main en ce sens.

Mr. Stevens: Monsieur le ministre, 1.5 million de Canadiens voudraient nous voir faire mieux. Je parle de ceux qui sont sans emploi.

Vous avez manqué en tant que gouvernement, peut-être plus que dans n'importe quel autre domaine, en ne maintenant pas

[Texte]

our position as a participant in the world market. That is all I am trying to get established, and I take from your defensive comeback that you do not disagree. You realize we have faltered in keeping our fair share of the world market while certain other industrial countries—I have cited three of them—have either held their share of the world market or gone up.

Mr. Regan: Well, one thing I know is that we have an \$18-billion trade surplus and the United States will go over a \$100-billion trade deficit. Who is doing well and who is not doing well? That is a statistic that is pretty plain to me.

I think your contrived use of statistics—I am not being defensive; I would like to be offensive on this one... is comparable to the fact that a man drowned in a pond that had an average depth of six inches because there was one hole that was deeper.

Mr. Stevens: Mr. Minister, you have cited...

The Chairman: One more, two minutes, because I always recognize you even if you give your time to others to speak first. You are the official critic, but may I remind you that it has been 20 minutes. But please do go on. One more.

Mr. Stevens: Okay, if I can just make one more comment and question.

The Minister seems startled by the fact that he refers to a trade surplus as far as Canada is concerned of \$18 billion and a trade deficit in the United States of \$100 billion. Surely he realizes the reason for that. The American economy is booming and a booming economy imports more goods in relation to its exports. In turn, our economy is not booming to the same extent and consequently our exports go into the United States, which is booming, but the Canadians do not have the money to buy the imports to offset that surplus.

Mr. Regan: I guess you are saying...

Mr. Stevens: In spite of all the comments that are sometimes made about the American economy, it is booming to a greater extent than ours, and that is the simple answer to your surplus and your deficit in the United States.

Mr. Regan: So you have just made a trade deficit be an asset, and you are saying that if Canada moves into a trade deficit that means things are going well here. I find that kind of thinking a little hard to accept.

Mr. Stevens: No, you will find that what I have said is the reason for the current deficit in the United States and the current surplus in Canada.

Mr. Regan: I think the reason for our current surplus is the fact that our businessmen, whom you seem to be determined to knock, are doing very, very well in export markets.

[Traduction]

notre position au sein du marché mondial. C'est ce que j'essaie d'établir, et je vois d'après notre volte-face défensive que vous n'en disconvenez pas. Vous vous rendez compte que vous avez failli à la tâche en ne maintenant pas la juste part du marché mondial qui nous revenait, alors que certains autres pays industrialisés—j'en ai cité trois—ont réussi à maintenir leur part du marché et l'ont même accrue.

M. Regan: Je sais malgré tout que nous présentons un surplus de la balance commerciale de 18 milliards de dollars, alors que les États-Unis accusent un déficit de la balance commerciale de plus de 100 milliards de dollars. Qui, d'après vous, fait de bonnes affaires et qui n'en fait pas? Cette statistique me semble très révélatrice.

La façon dont vous manipulez les statistiques—je ne suis pas sur la défensive; j'aimerais même être beaucoup plus sur l'offensive—se compare à l'histoire du type qui s'est noyé dans une mare dont la profondeur moyenne était de six pouces, parce qu'il était tombé dans un trou plus profond.

Mr. Stevens: Monsieur le ministre, vous avez cité...

Le président: Encore une ou deux minutes, tout au plus; je vous cède toujours la parole, même si vous laissez votre place aux autres. Vous avez beau être le critique de l'Opposition officielle, je vous rappelle que vous parlez depuis déjà 20 minutes. Mais je vous laisse continuer pendant encore une minute.

M. Stevens: Très bien, si vous me permettez un dernier commentaire et une question.

Le ministre semble se griser du fait que le Canada présente un surplus de sa balance commerciale de 18 milliards de dollars, alors que les États-Unis accusent un déficit de 100 milliards. Il doit certainement savoir pourquoi. C'est que l'économie américaine est en pleine croissance, ce qui l'oblige à importer plus de biens qu'elle n'en exporte. Par ailleurs, notre propre économie n'est pas en aussi bonne santé, et nos exportations vont vers les États-Unis, alors que les Canadiens n'ont pas d'argent pour acheter les importations qui rééquilibreraient cet excédent.

M. Regan: Si je vous comprends bien, vous...

M. Stevens: En dépit de tout ce qu'on a dit sur l'économie américaine, elle est en bien meilleure santé que la nôtre, et c'est ce qui explique l'excédent du Canada et le déficit des États-Unis.

M. Regan: Vous avez réussi à transformer un déficit commercial en un avantage, et vous essayez de faire croire que si le Canada présentait un déficit commercial, cela voudrait dire que son économie est en pleine expansion. C'est un raisonnement que j'ai du mal à accepter.

M. Stevens: Non, je viens tout simplement d'expliquer la raison d'être du déficit et de l'excédent actuels aux États-Unis et au Canada respectivement.

M. Regan: Je pense que notre excédent actuel s'explique par le fait que nos hommes d'affaires, que vous persistez à dénigrer, réussissent très bien sur les marchés d'exportation.

[Text]

Mr. Stevens: Look, Mr. Minister, that is an unfair comment. I have not in any way knocked . . . I have said that you as a government have not facilitated Canada keeping its fair share of world trade and you have caused 500,000 to 800,000 Canadians to be needlessly out of work because of your bungling. That is not a question of knocking Canadian businessmen.

Mr. Regan: Well, I think it is because it is the businessmen who make . . .

Mr. Stevens: Where do you take responsibility?

Mr. Regan: It is the businessmen who make the sales in the final way. My theory of government . . . yours may be different; maybe you think governments should be operating businesses and selling goods overseas . . . my view is that government facilitates and works with the businessmen by helping to identify markets, by providing programs that assist businessmen to enter into new markets, and we do that very well by providing financing for exports. It is the businessmen who go out and make the sales. Only businessmen can make a sale, and the Canadian businessmen do it very, very well so do not knock their efforts.

• 2145

The Chairman: Thank you both. Mr. Robinson . . .

Mr. Stevens: You are the ones that are killing them.

The Chairman: Mr. Robinson, please.

A Witness: Not so, no; I am on their side. I am not knocking their efforts.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): That is my name, Mr. Chairman.

The Chairman: I do not like calling people by their district.

Mr. Stewart: Mr. Stewart was my father, Mr. Chairman.

The Chairman: Okay, Ron. As a courtesy to a very good, old friend of mine, we will recognize him even though he is not a member of the committee.

Mr. Stewart: You mentioned something, Mr. Minister . . .

The Chairman: He is my closest friend.

Mr. Stewart: —to the effect that you would like to sell to Taiwan as much as you could possibly sell to Taiwan.

Mr. Regan: That is right. I saw you move.

Mr. Stewart: I would like to ask you if you would support the idea that we have a government-financed trade office in Taiwan, similar to the United States, so that we could syphon off a little bit of that trade that is going the wrong way?

Mr. Regan: I would like to see us sell more goods there. We have limitations on how that can be done because of the fact that we do not have diplomatic relations with Taiwan, and we

[Translation]

M. Stevens: Monsieur le ministre, ce que vous dites est injuste. Je n'ai aucunement dénigré . . . Je dis tout simplement que votre gouvernement n'a pas aidé le Canada à maintenir la juste part qui lui revenait dans les échanges commerciaux mondiaux, et que vous avez sans raison mis 500,000 à 800,000 Canadiens en chômage, à cause de vos gaffes. Je n'ai évidemment pas dénigré les hommes d'affaires canadiens.

M. Regan: C'est parce que ce sont les hommes d'affaires qui . . .

M. Stevens: Qui est le responsable?

M. Regan: Ce sont les hommes d'affaires qui vendent, au bout du compte. Ma théorie sur le gouvernement est sans doute différente de la vôtre; peut-être croyez-vous que les gouvernements devraient exploiter les entreprises et vendre les produits outre-mer, quant à moi, j'estime que le rôle du gouvernement est de faciliter la tâche des hommes d'affaires et de les aider à identifier les marchés, en mettant sur pied des programmes qui les aideraient à pénétrer ces derniers, ce que nous avons très bien réussi en finançant les exportations. Ce sont les hommes d'affaires qui vont sur place pour conclure les ventes. Ce sont les seuls à pouvoir vendre, et les hommes d'affaires canadiens réussissent très bien. De grâce, arrêtez de dénigrer leurs efforts.

Le président: Merci à tous deux. Monsieur Robinson . . .

M. Stevens: C'est vous qui êtes en train de les tuer.

Le président: Monsieur Robinson, vous avez la parole.

Un témoin: Non, pas du tout; je suis avec eux et je ne dénigre pas leurs efforts.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Monsieur le président, c'est en effet mon nom.

Le président: Je n'aime pas nommer les députés par la circonscription qu'ils représentent.

M. Stewart: Monsieur le président, M. Stewart, c'était mon père.

Le président: Très bien, Ron. Par courtoisie à l'égard d'un très vieil ami, je lui céderai la parole, même s'il n'est pas membre de notre Comité.

M. Stewart: Monsieur le ministre, vous avez mentionné . . .

Le président: C'est mon ami le plus cher.

M. Stewart: . . . que vous aimeriez être en mesure de vendre à Taiwan le plus possible.

M. Regan: C'est exact. Je vous ai vu tiquer.

M. Stewart: Êtes-vous d'accord avec l'idée que l'on ouvre un bureau commercial financé par le gouvernement, semblable à celui qu'ont les États-Unis, ce qui nous permettrait d'aller chercher une petite part du marché qui va dans d'autres mains que les nôtres?

M. Regan: J'aimerais que nous y vendions plus de produits. Mais nous n'avons pas tout à fait les mains libres, étant donné que nous n'avons pas de relations diplomatiques avec Taiwan

[*Texte*]

would be endangering a much more important, long-term market—and that is China—if we took certain actions. I am in favour of anything that would promote the greater sale of products into Taiwan that does not endanger our relations with China.

Mr. Stewart: Let me to pursue this a little farther.

Mr. Regan: The trade is growing.

Mr. Stewart: The United States does not officially recognize Taiwan either, but they have a trade office there under another name. They are selling a heck of a lot more to Taiwan than we are, and it is sitting there up for grabs. I wonder why we are more concerned with Communist countries, in all of External Affairs, than we are with a democratic nation struggling for existence but who has millions of people who want to trade with us.

Mr. Regan: I guess it is not a question of the political philosophy of a particular country. The United States had a big trade office in Taiwan before they established relations with China, and that has put them in a somewhat different position in relation to the terms of their relations with China than we are. But I think that there are things that we can do to build the trade, and I share your objective of doing so.

Mr. Stewart: One of your members said you would be in favour of 100% trade with the United States. I would just like to ask you: If we go over 80% of our trade with the U.S., given the branch plant philosophy that is here in Canada—in my particular town you can drive up and down Highway 400 and that is all you are going to see, and it means a lot of jobs—but if we go over 80% of our trade with the U.S., do you think we could still maintain our political philosophy?

Mr. Regan: I do not think we are likely to go over 80% because we have got a lot of trade that is expanding in parts of the world that are developing rapidly. You know how rapidly Asia is developing at the present time. But I think that being able to sell a great amount of our products into the United States from Canadian businessmen and Canadian-owned firms does not affect our political sovereignty in any way. I just think that we are pretty competitive. Remember, when we sell into that United States market, we are having to sell in competition with all the American producers. Canada must be pretty good and pretty productive if we can continue to increase our sales in the United States against the best companies they have got, as well as others from overseas.

Mr. Stewart: Are you concerned at all about the amount of Canadian firms who are now opening in the United States, who are leaving for the cheaper labour market, particularly in the southern and mid-western states, and are taking plants across the border?

[*Traduction*]

et que nous pourrions ainsi mettre en danger un marché beaucoup plus important et qui nous rapporterait beaucoup plus à long terme, c'est-à-dire la Chine. Je suis tout à fait d'accord pour accélérer la vente de nos produits à Taiwan, dans la mesure où cela ne met pas en danger nos relations avec la Chine.

M. Stewart: Permettez-moi de gratter un peu plus en profondeur.

M. Regan: Les échanges commerciaux croissent.

M. Stewart: Les États-Unis non plus ne reconnaissent pas Taiwan officiellement, et pourtant ils ont ouvert un bureau commercial sous un autre nom. Ils vendent beaucoup plus que nous à Taiwan, et le marché ne demande qu'à être saisi par nous. Je me demande pourquoi l'ensemble des Affaires extérieures s'inquiète plus des pays communistes que d'un petit pays démocratique qui se bat pour survivre et qui compte des millions d'habitants qui ne demandent pas mieux qu'à commercer avec nous.

M. Regan: Cela n'a rien à voir avec la philosophie politique du pays. Les États-Unis avaient déjà ouvert un bureau commercial imposant à Taiwan, avant même d'entrer en relations diplomatiques avec la Chine, ce qui jette une lumière quelque peu différente sur ces dernières, par rapport à ce qui s'offre à nous. Mais il est évidemment possible d'accroître nos échanges commerciaux, et je partage évidemment votre objectif.

M. Stewart: Un de vos fonctionnaires a dit que vous préféreriez que la totalité de nos échanges commerciaux se fasse avec les États-Unis. Si nos échanges commerciaux avec ces derniers devaient dépasser les 80 p. 100, étant donné la philosophie des ramifications que l'on prône au Canada—dans la ville où j'habite, si l'on parcourt l'autoroute 400 en tous sens, c'est tout ce qu'on voit le long de la route, et ça veut dire beaucoup d'emplois pour nous—pensez-vous que nous pourrions être fidèles à notre idéologie politique?

M. Regan: Je ne pense pas que nous dépassions les 80 p. 100, puisque nos échanges commerciaux se développent dans certaines parties du monde qui sont en expansion rapide. Vous savez à quel point l'Asie se développe rapidement à l'heure actuelle. Le fait que nos hommes d'affaires et nos entreprises canadiennes vendent une grande partie de nos produits aux États-Unis ne limite en rien notre souveraineté politique. Cela ne fait qu'accentuer notre position de concurrence. N'oubliez pas que lorsque nous vendons sur les marchés américains, nous sommes d'office en concurrence avec tous les producteurs américains. Le Canada doit continuer à offrir des produits de première classe et à maintenir sa productivité, s'il veut accroître ses ventes aux États-Unis tout en concurrençant les meilleures compagnies américaines, de même que des compagnies d'outre-mer.

M. Stewart: Vous inquiétez-vous de la quantité de petites entreprises américaines qui ouvrent maintenant leurs portes aux États-Unis pour pouvoir profiter d'une main-d'œuvre à meilleur marché, surtout dans le sud des États-Unis et dans les États du Midwest et, qui, par conséquent exportent également leurs installations industrielles?

[Text]

Mr. Regan: I obviously want to see a maximum effort within Canada, but I recognize that multinational enterprises will sometimes find advantages in having plants in a variety of places outside of Canada around the world. It is good for us to have such enterprises as well as for other countries to do so, because benefits flow back to this country. But I think the reason you find that some of those enterprises have been establishing in the United States is because they find there are barriers to them operating in the United States from Canada, and that in certain sectors the development of a sectoral arrangement would make it unnecessary for them to take that action, but they would feel they could better do it from Canada. I think that is an effective argument in favour of some of our sectoral free-trade initiatives.

• 2150

Mr. Burney: May I add to that, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, certainly.

Mr. Burney: Thank you, Mr. Chairman.

The one specific example of just that is the urban mass transit equipment sector. The reason we are looking at that under the sectoral initiative is precisely for that reason: to get around the buy-American impediment, which is now causing our industry, as you have suggested, to move more and more jobs south of the border. So it is precisely what the Minister said. That is a tangible example of it, and why it is on the list.

Mr. Stewart: Yes, I quite understand.

Now, coming back to the positive part of the United States, Mr. McKnight and I and a parliamentary delegation were in Washington recently, and precisely you might say the opposite. They were telling us about the steel industry. They were saying they were going to put a tribunal on it and that Canada was lumped with the rest of the countries in the world because they were worried about our exportation of steel into the United States. When it was investigated, it was found that the reason Canadian steel was going in there was there were certain types of bar steel, etc., that industries needed in the United States and their capacity had gone straight downhill... they did not have it available—so our imports went way up. But they have lumped us with all the companies on which they want to embargo steel. The reason they told us this was that we do not know how to scream and we do not know how to lobby, and therefore we are lumped in and forgotten. This is what they told us while we were there.

At the same time we talked about asbestos. Again, they said we did not know how to lobby professionally in the United States, either on the administrative side or on the political side. For instance, they admitted to us that they were going to put an embargo—actually, they were going to ban asbestos, in the long run, and in the short run they were going to ban the four major products that are made out of asbestos. But what they

[Translation]

M. Regan: Bien sûr, je voudrais que nos efforts les plus grands soient consacrés au Canada même. Mais je sais que les entreprises multinationales trouvent parfois avantageux d'ouvrir des installations à l'extérieur du Canada, partout dans le monde. Il est bon pour nous, comme pour les autres pays, d'avoir des entreprises de ce genre, puisque les bénéfices reviennent au pays. Mais, d'après moi, la raison pour laquelle certaines de ces entreprises se sont établies aux États-Unis, c'est parce que le fait de pénétrer le marché américain à partir du Canada leur posait des problèmes. Par ailleurs, dans certains secteurs industriels, les ententes sectorielles rendraient ce déménagement inutile, et certaines entreprises peuvent conclure qu'elles feraient de meilleures affaires à partir du Canada. Je pense que c'est effectivement là un argument en faveur de certaines de nos initiatives de libre-échange sectoriel.

M. Burney: Puis-je ajouter quelque chose, monsieur le président?

Le président: Oui, certainement.

M. Burney: Merci, monsieur le président.

Un exemple précis de cela, c'est le secteur du matériel de transport en commun urbain. C'est précisément pour cette raison que cela a été inclus dans l'initiative sectorielle, c'est-à-dire contourner l'exigence d'achat aux États-Unis qui, comme vous l'avez dit, amène présentement notre industrie à transférer de plus en plus d'emplois au sud de la frontière. C'est donc précisément ce qu'a dit le ministre et c'est là un exemple concret des raisons pour lesquelles il est inclus sur la liste.

M. Stewart: Oui, je comprends très bien.

Revenons maintenant à l'aspect positif des États-Unis. Récemment, une délégation de parlementaires dont moi et M. McKnight faisons partie, s'est rendue à Washington et on pourra précisément dire le contraire. Ils nous parlaient de l'industrie de l'acier. Ils disaient qu'ils allaient créer un tribunal à ce propos et que le Canada serait considéré comme tous les autres pays du monde parce que nos exportations d'acier vers les États-Unis les inquiétaient. Après enquête, on a constaté que la raison pour laquelle on importait de l'acier canadien c'était que l'industrie américaine avait besoin de certains types de barres d'acier qui n'étaient pas disponibles chez eux à cause de la chute de leur capacité de production, ce qui a provoqué un accroissement de nos exportations. Mais ils nous ont mis dans le même sac que toutes les compagnies d'acier auxquelles ils veulent imposer un embargo. Ils ont dit que la raison en est que nous ne savions pas comment nous faire entendre et comment faire du *lobbying*, donc nous sommes jetés dans le tas et oubliés. Voilà ce qu'ils nous ont dit lors de notre visite.

A cette occasion, nous avons aussi parlé d'amiante. À nouveau, ils nous ont répété que nous ne savions pas comment exercer un *lobby* professionnel aux États-Unis, soit sur le plan administratif ou sur le plan politique. Par exemple, ils nous ont avoué qu'ils allaient imposer un embargo... en fait, ils devaient interdire l'amiante, à long terme, et à court terme interdire les quatre principaux produits composés d'amiante.

[Texte]

really said to us—down there we spoke to the one little young lawyer who lobbies for the whole steel industry, and he told us plump and plain that we were not educated as to what was going on in the political process of trade in the United States.

So if we are going to have sectoral trade, my question to you is, are we putting specific lobbies into those particular—four in particular—we are trying to make inroads into—to make sure we are lobbying the right people in the United States to make inroads for Canada to have this bilateral arrangement?

Mr. Regan: Ron, different people can come to different conclusions on each of those matters. There are those who advocate the soft sell and those who advocate the hard sell in a particular situation, and it becomes a question of judgment. But we do use highly reputed and high-reputation professional lobbyists in Washington in circumstances where it is judged that it is advantageous to do so. We also use our ambassador and his people. I also do what I can, as indeed people like yourselves, as Members of Parliament, do. I think we all have a role to play in that regard.

I am inclined to think we are getting our message across in the United States on these different matters better than we have in the past.

There is also a role, of course, for the private sector. You would agree with me that the private sector—the steel industry, for instance—does not expect the government will do it all. For instance, when we had the problem of the lumber industry, the Canadian lumber industry combined together and did a great deal of the work in fighting the countervail themselves. I think there is a role for everyone to play. I would like to think I am doing my best in that regard, but again, if there are any constructive suggestions as to how we can improve it, I welcome them.

Mr. Stewart: I have one right here for you.

Mr. Regan: Okay.

Mr. Stewart: You just struck a tender note.

The lawyer who fought the lumber countervail successfully in the United States spoke to us, and they hired the fellow he defeated to fight asbestos. Now, would you explain that to me?

Mr. Regan: Who are "they"?

Mr. Stewart: The lobbyists.

Mr. Regan: Who hired them?

Mr. Stewart: The private sector.

A Witness: That is their decision.

Mr. Stewart: This is what I am saying. As a government, we are not in the swim at all. The Japanese were floating around there the whole time we were there, as thick as flies, lobbying for every particular thing. They told us in the case of China on steel that China just said, you stop our steel imports and

[Traduction]

Mais ce qu'ils nous ont réellement dit... là-bas nous nous sommes entretenus avec un tout jeune avocat qui représente l'ensemble de l'industrie de l'acier et il nous a dit carrément que nous ignorions tout du processus politique commercial aux États-Unis.

Alors voici ma question, si nous optons pour le commerce sectoriel, aurons-nous en place des *lobbys* spécifiques... pour ces quatre secteurs en particulier où nous essayons d'effectuer une percée... pour nous assurer que nous exerçons des pressions auprès des gens aux États-Unis qui permettront au Canada d'effectuer une percée pour obtenir cette entente bilatérale?

M. Regan: Ron, sur chacune de ces questions, différentes personnes peuvent arriver à des conclusions différentes. Dans un cas particulier, il y a ceux qui préconisent la démarche diplomatique et la démarche agressive et c'est une question de jugement. Lorsque l'on considère que c'est avantageux de le faire, nous faisons appel à des *lobbyists* professionnels très réputés de Washington. Nous faisons également appel à notre ambassadeur et aux gens de l'ambassade. Je fais également mon possible comme le font les gens comme vous, les députés. Je pense que nous avons tous un rôle à jouer à cet égard.

Je suis porté à croire que sur ces différentes questions, nous faisons mieux passer notre message aux États-Unis que c'était le cas par le passé.

Indubitablement, le secteur privé a aussi un rôle à jouer. Vous reconnaîtrez avec moi que le secteur privé, l'industrie de l'acier par exemple, ne s'attend pas à ce que le gouvernement fasse tout pour lui. Par exemple, lorsque nous avons connu des difficultés avec l'industrie du bois, l'industrie canadienne du bois s'est regroupée et a effectué une bonne partie du travail pour combattre elle-même la surtaxe. Je pense que chacun a un rôle à jouer. J'aime croire que je fais de mon mieux, mais, je le répète, s'il y a des suggestions positives sur la façon dont nous pouvons améliorer les choses, je serais heureux de les recevoir.

M. Stewart: J'en ai justement une pour vous.

M. Regan: Très bien.

M. Stewart: Vous avez touché un point faible.

L'avocat qui a combattu avec succès la surtaxe sur le bois d'oeuvre aux États-Unis nous a parlé et nous a dit qu'ils ont embauché celui qu'il a défait pour défendre la cause de l'amiante. Maintenant pourriez-vous m'expliquer cela?

M. Regan: Qui ça «ils»?

M. Stewart: Les *lobbyists*.

M. Regan: Qui les a embauchés?

M. Stewart: Le secteur privé.

Un témoin: C'est leur décision.

M. Stewart: Voilà ce que je dis. En tant que gouvernement, nous ne sommes pas du tout dans le jeu. Pendant tout le temps que nous étions là, il y avait des nuées de Japonais faisant du *lobby* pour chaque petite chose. Ils nous ont dit que pour ce qui était de l'acier chinois, la Chine a simplement répondu: si vous

[Text]

goodbye your wheat sale. We do not do this type of thing. That is all I am trying to get across. If we are going to go for sectoral free trade, then, let us not be had. That is all I am going to say. I hope you are doing something about it.

• 2155

Mr. Regan: Yes. Well, we try to. You have heard about Specialty Steel?

Mr. Stewart: Yes.

Mr. Regan: I think we got our message across, so that will help in other cases.

But in relation to the question of who is hired by the asbestos private sector industry, I do not think you can criticize government for that.

Mr. Stewart: Oh, I am not criticizing the government.

Mr. Regan: We are making our own representations on that subject and I have had some very high level meetings on it myself. So I think we continue to do what we can, but we certainly urge the private sector to hire able people, there is no question about that.

The Chairman: Thank you very much.

Last but not least, one of the best hosts in Western Canada that I know—thank you again, many years later—Bert Hargrave, please.

Mr. Hargrave: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, you will be well aware, I am sure, that I am not a member even occasionally of this committee. I appreciate the fact that I am sitting here with you tonight.

The Chairman: Any time I am here you will always have an open door.

Mr. Hargrave: Thank you.

I am here for a point and purpose . . .

The Chairman: Yes.

Mr. Hargrave:—and that is of course a concern that I have on behalf of the Canadian cattle and beef industry with respect to our net two-way trade in cattle and beef with the United States, and a perceived threat, I think a very serious recent threat, coming from the common market to that trade.

Let me just very briefly give you a background on it. I know, Mr. Minister, that you are reasonably familiar with these unofficial exchanges. Let me begin by saying that in 1984, Ireland, as a member of the common market, has moved very quickly from a relatively minor supplier to our Canadian market, in both 1982 and 1983, up to the present time when they have become the largest single supplier after the United States. That is a remarkable volume increase. Irish beef is gaining market share as a direct result of direct and heavy export subsidization by the Government of Ireland. We think it amounts to about 50¢ a pound Canadian currency, and that is substantial.

[Translation]

interdisez l'importation de notre acier vous pouvez dire adieu à vos ventes de blé. Nous ne faisons pas ce genre de choses. Voilà ce que j'essaie de vous faire comprendre. Si nous optons pour le libre échange sectoriel, alors, ne nous laissons pas avoir. Je n'en dis pas plus. J'espère que vous ferez quelque chose à ce sujet.

Mr. Regan: Oui. Eh bien, c'est ce que nous essayons de faire. Avez-vous entendu parler de *Specialty Steel*?

Mr. Stewart: Oui.

Mr. Regan: Je pense que nous avons fait passer notre message; cela sera utile dans d'autres cas.

Toutefois, pour ce qui est de l'avocat embauché par l'industrie de l'amiante, je ne pense pas que vous puissiez critiquer le gouvernement pour cela.

Mr. Stewart: Oh, je ne critique pas le gouvernement.

Mr. Regan: Nous faisons nos propres représentations sur cette question et, personnellement, j'ai eu des rencontres à des paliers très élevés. Je pense donc que nous continuons de faire notre possible, mais nous pourrions certainement presser le secteur privé d'embaucher des gens capables, cela va sans dire.

Le président: Merci beaucoup.

Le dernier, mais non le moindre, l'un des meilleurs hôtes de l'Ouest canadien que je connaisse—merci encore, bien des années plus tard—Bert Hargrave, s'il vous plaît.

Mr. Hargrave: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, vous savez très bien que je ne suis pas membre de ce Comité, même pas un membre occasionnel. J'apprécie le fait de siéger avec vous ici ce soir.

Le président: Tant que je serai là, la porte vous sera toujours ouverte.

Mr. Hargrave: Merci.

Je suis là pour une raison et un but . . .

Le président: Oui.

Mr. Hargrave: . . . c'est-à-dire à cause d'une inquiétude que j'ai au sujet de notre industrie canadienne du bétail et du boeuf relativement à nos échanges nets de bétail et de boeuf, dans les deux sens, avec les États-Unis et de la menace que le Marché commun, menace très grave et récente, semble faire peser sur ce commerce.

Je vais brièvement vous donner un aperçu de la situation. Monsieur le ministre, je sais que vous connaissez assez bien ces échanges non officiels. Je vous dirai d'abord qu'en 1984, l'Irlande, à titre de membre du Marché commun, est passée très rapidement du rang de fournisseur relativement peu important de notre marché canadien, en 1982-1983, au rang, qu'elle occupe présentement, de plus grand fournisseur après les États-Unis. Il s'agit là d'une augmentation de volume remarquable. Si le boeuf irlandais se taille une place sur le marché, c'est le résultat immédiat de subventions directes et élevées que le gouvernement de l'Irlande consacre à l'exportation. Nous croyons que cette subvention se chiffre à environ

[Texte]

We would add that material damage is now being inflicted upon our domestic cow market in particular. There is a strong probability that at current rates of importation our guaranteed minimum access of 145.1 million pounds will be reached well before year-end and that we, as a group of cattle producers in Canada, are going to insist that these overly generous terms of assured access not be exceeded. We think now we are going to hit that, as sure as fate; and earlier that was not indicated.

The common market, with its burdensome beef surpluses, is causing severe dislocations in international trading channels and is depressing world prices by means of these export subsidies.

Canada has already created growing concerns in our favour to the United States' market, and that is a market which recognizes that Canadian acceptance of high volumes of export subsidized Irish beef will force an increase in our exportation of both beef and live cows to the United States. And, in doing so, we will tend to circumvent the 5,000 tonnes restriction on the common market export of subsidized beef that was negotiated in the last GATT.

Now, that sounds a little complicated, but these imports are harming our traditional good two-way trade in beef and live cattle with the United States. I do not think it will surprise you, Mr. Minister, when I say that we feel Canadian officials failed to negotiate any quantitative restriction. We think perhaps our government should have used that new Canadian meat import law instead of deciding not to use it under the circumstances.

Finally, Irish beef, I say to you quite bluntly, is being dumped in Canada at prices lower than prevail in our home market.

An hon. Member: Hear! hear!

Mr. Hargrave: You are aware of how valuable our two-way trade with the United States is, I am sure, and I will only add—this will only take a minute, Mr. Chairman . . .

• 2200

The Chairman: Take all the time you need.

Mr. Hargrave: —that I cannot ever remember, and I can go back quite a few years, when the net two-way trade in live cattle and beef between Canada and the United States, has not been in our favour in dollar terms. Now there were the occasional times when in numbers perhaps it did favour the United States, but in dollar terms we always come out ahead, and sometimes very significantly ahead. The Canadian beef and cattle industry is concerned about this situation that has arisen so abruptly and so quickly. It takes us back to the years of 1975 and 1976 when we had unrestricted access of off-shore

[Traduction]

50c. la livre en devises canadiennes, ce qui est assez substantiel.

J'ajouterai que cela cause présentement des préjudices à notre marché intérieur de viande de vache en particulier. Au taux actuel d'importation, il est fort probable que notre accès minimum garanti de 145.1 millions de livres soit atteint bien avant la fin de l'année, et nous, en tant que groupe de producteurs de bétail du Canada, nous allons insister pour que ces conditions très généreuses d'accès assuré ne soient pas dépassées. Nous pensons maintenant que nous atteindrons cette limite, sans l'ombre d'un doute, et plus tôt que prévu.

Par son important surplus de boeuf, le Marché commun provoque des distorsions graves dans le système d'échanges internationaux et influence les prix mondiaux à la baisse par ces subventions à l'exportation.

Le Canada a déjà éveillé l'attention sur le marché américain, marché qui constate que l'acceptation, par le Canada, de quantités importantes de boeuf irlandais subventionné exercera une pression à la hausse sur nos exportations de boeuf et de vache sur pieds vers les États-Unis. En agissant ainsi, nous aurons tendance à contourner la restriction de 5,000 tonnes touchant les exportations de boeuf subventionnées du Marché commun, restriction négociée lors des dernières négociations du GATT.

Maintenant, cela semble peut-être un peu compliqué, mais ces exportations nuisent à nos bons échanges traditionnels de boeuf et de bétail sur pieds avec les États-Unis. Monsieur le ministre, je pense que vous ne serez pas surpris de m'entendre dire qu'à notre avis, les représentants canadiens n'ont pas réussi à négocier de restriction quantitative. Nous pensons que notre gouvernement aurait peut-être dû utiliser la nouvelle loi canadienne sur les importations de viande au lieu de décider de ne pas l'appliquer dans ces circonstances.

En fin de compte, je vous dis carrément que le boeuf irlandais est vendu sur le marché canadien à un prix inférieur au prix courant de notre marché.

Une voix: Bravo! Bravo!

M. Hargrave: Vous savez comment nos échanges réciproques avec les États-Unis sont précieux, j'en suis sûr, et j'ajouterai seulement—cela ne prendra qu'une minute, monsieur le président . . .

Le président: Prenez tout votre temps.

M. Hargrave: . . . pour autant que je puisse m'en souvenir, et cela remonte à bien des années, la balance nette des échanges réciproques de bétail et de boeuf sur pied entre le Canada et les États-Unis a toujours été à notre avantage, en termes de dollars. Il y a eu des occasions où les chiffres avantageaient peut-être les États-Unis, mais en termes de dollars, nous sommes toujours en avant, parfois très en avant. Cette situation qui s'est développée de façon si brusque et si rapide inquiète l'industrie canadienne du boeuf et du bétail. Cela nous ramène aux années 1975 et 1976, alors qu'il n'y avait aucune restriction sur les importations d'outre-mer

[Text]

imports pouring into our country and had to just stand there and see them come in.

Mr. Regan: Mr. Chairman, Mr. Hargrave who is certainly one of the most popular and most respected members of Parliament, deals with a very serious subject. I think he has summarized the situation very well. Tony Halliday from the department, would like to respond and to comment on this. I do want to say that there are certain actions in relation to dumping that require the industry to trigger certain activities on the part of the government, as you are aware, but I think perhaps I would ask Tony to speak on this.

Mr. Halliday: Yes, I think the concern Mr. Hargrave refers to is really rather widespread, you know, we have it from the cattlemen. I think the provincial governments are certainly supportive of the cattlemen and so is the federal government. The problem, as you so rightly say, is that the Irish beef is now pouring in here. It is now the largest source of import. I guess Australia and New Zealand are always bigger than the United States, but they have now displaced Australia and New Zealand as the major suppliers. The industry had been told, of course, of the availability of Canadian countervail law to deal with subsidized imports. I think they must be giving consideration now to that particular legal recourse which is open to them. I think there is enough precedent to say that there is at least a reasonable chance that the Department of National Revenue would find that there is a subsidy in this case. Then it becomes a question of also determining injury. The other factor, of course, is that although we have not yet decided to trigger the meat import law, I guess a decision to do so can be taken at some future time during the year, so the volume of total imports exceed that trigger level.

The American concern, of course, as you rightly say, is that as Canadian production is displaced in the Canadian market by imports of subsidized beef, we will increase our sales of either beef or live cattle into the U.S. market and one can, I guess, appreciate that concern. They too, of course, have a meat import law which can be triggered if the quantity goes up. One does not want to see Canadian exports triggering it, but they do have that ultimate defence, at least as far as beef is concerned, not live cattle.

Mr. McKnight: They have other ways of stopping live cattle as we have found out.

Mr. Halliday: Sometimes if they stop the border informally, yes, or use veterinary jurisdiction. I hope it does not come to that.

I think one of the factors we are looking at in the sector of free trade—what we need to look at anyway—is whether is a potential arrangement there, whereby both countries could proceed with our meat import laws, to trigger those meat import laws, and impose restrictions while exempting each other. That is a possibility that is out there, and I guess that

[Translation]

inondant notre pays et que nous étions de simples témoins impuissants.

M. Regan: Monsieur le président, M. Hargrave, qui est certainement l'un des députés les plus populaires et les plus respectés, aborde là un sujet très grave. Je pense qu'il a très bien résumé la situation. Tony Halliday, du ministère, aimerait répondre à ces propos et les commenter. Comme vous le savez, je tiens à dire que l'industrie doit prendre certaines initiatives pour que le gouvernement puisse prendre des mesures relativement au dumping, mais je veux demander à Tony de vous en parler.

M. Halliday: En effet, je pense que la préoccupation à laquelle M. Hargrave fait allusion est vraiment très répandue, vous le savez, et les éleveurs nous en parlent. Je pense que les gouvernements provinciaux appuient certainement les éleveurs, ainsi que le gouvernement fédéral. Comme vous l'avez si bien dit, le problème, c'est l'avalanche de bœuf irlandais. C'est présentement la plus grande source d'importation. Je présume que les importations australiennes et néo-zélandaises sont toujours plus élevées que celles des États-Unis, mais ils ont maintenant délogé ces deux pays comme principaux fournisseurs. Indubitablement, on a avisé l'industrie qu'il existait des lois canadiennes prévoyant des surtaxes sur les importations subventionnées. Je pense qu'ils doivent maintenant envisager ce recours légal, dont ils peuvent se prévaloir. Je pense qu'il y a suffisamment de précédents pour dire qu'il y a au moins une possibilité raisonnable que le ministère du Revenu national conclue qu'il y a une subside dans ce cas-ci. Ensuite, la question est d'établir le préjudice subi. L'autre élément, bien sûr, c'est que, quoique nous n'ayons pas encore décidé de faire appel au mécanisme de la loi sur les importations de viande, je présume qu'une décision dans ce sens peut être prise plus tard au cours de l'année, dès que le volume total des importations dépassera le niveau qui déclenche ce mécanisme.

Comme vous l'avez si bien dit, l'inquiétude américaine, c'est qu'étant donné le déplacement de la production canadienne, sur le marché canadien, par les importations de bœuf subventionnées, nous accroîtrons nos ventes de bœuf ou de bétail sur pieds sur le marché américain; je pense donc qu'on peut comprendre leur inquiétude. Évidemment, ils ont également une loi sur les importations de viande qui peut être mise en application si la quantité des importations augmente. On ne voudrait pas que les exportations canadiennes déclenchent ce mécanisme, mais ils peuvent utiliser cette défense en dernier recours, du moins en ce qui touche le bœuf, pas le bétail sur pied.

M. McKnight: Comme nous l'avons constaté, ils ont d'autres façons d'arrêter les importations de bétail sur pied.

M. Halliday: Oui, parfois, s'ils l'arrêtent de façon non officielle à la frontière, ou font appel à des règlements vétérinaires. J'espère que les choses n'en viendront pas là.

L'un des éléments que nous envisageons dans le domaine du libre échange—du moins ce que nous devons étudier—c'est la possibilité d'un arrangement en vertu duquel les deux pays pourraient appliquer leurs lois sur les importations de viande, déclencher ces mécanismes, et imposer des restrictions, tout en s'exemptant mutuellement. C'est une possibilité qui existe, et

[Texte]

would be the major reason for our entering into a bilateral agreement on beef with the United States. It would lead to trade relations problems, as you can well imagine, particularly with the Australians and the New Zealanders. What do you do about those GATT minimum quantities? That is something that we are examining rather urgently now. As for the immediate problem of the Irish beef, I think the solution lies in recourse to existing Canadian law, particularly countervail law.

Mr. Hargrave: I will make one additional comment. Last night and this morning, there was a meeting here in Ottawa of an industry—beef import committee. Although it is a small committee, they know their business and they have applied themselves to it. I am aware that the meeting was there. I was certainly not involved, of course, but I am sure they are making their presence felt with you people, as I hope they are anyway.

• 2205

To come back to the suggestion that was made about having to prove injury, and so on, it would appear to me that the Canadian Cattlemen's Association have done their homework and they have essentially satisfied, I would say, most beef cattle producers in Canada that there is indeed injury. Are you suggesting that a more formal indication of that is required? Is this what you are suggesting?

A Witness: There is a procedure, a process.

Mr. T. Halliday: I suppose, though, the fact is that they have probably statistics, which they have used internally themselves, that had to be presented to the Department of National Revenue to present a case for injury.

Mr. Hargrave: And this takes time, I presume?

Mr. T. Halliday: It does take some time. You are looking at probably a period of three months.

Mr. Hargrave: They had clearly indicated, I am sure, to the government in previous correspondence with both you, Mr. Minister, and with Mr. Whelan, our Minister of Agriculture, that they were suggesting, very firmly, a countervailing approach in the amount equal to those import subsidies.

Mr. Regan: There is a process that has to be followed and it does involve the Minister of National Revenue also, you would realize. But I agree with you, there is every evidence of a case there for action to be taken upon.

Mr. Hargrave: I will just make one closing comment, Mr. Minister. Our Canadian beef cattle industry, the total beef cattle industry, has only now, in the last three months, got itself up in a level of its markets to a point where things are looking a little better—after five years. That is a long time to wait for a turn-around in the market. I will not dwell on why that was, but essentially it amounts to the fact that poultry, first of all, and pork were considerably cheaper and that is what the consumers bought during the recession. It was as simple as that. That is behind us now, we hope, and we hope

[Traduction]

je présume que ce serait une raison principale pour conclure une entente bilatérale avec les États-Unis sur le boeuf. Comme vous pouvez l'imaginer, cela provoquerait des problèmes dans les relations commerciales, surtout avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. À ce moment-là, que faites-vous des quantités minimums établies en vertu du GATT? C'est une question que nous étudions présentement de façon urgente. Quant au problème immédiat des importations de boeuf irlandais, je pense que la solution, c'est le recours à la loi canadienne existante, surtout la loi prévoyant une surtaxe.

M. Hargrave: Je ferai un autre commentaire. Hier soir et ce matin, il y avait une réunion ici, à Ottawa, d'un comité de l'industrie sur l'importation du boeuf. Quoique ce soit un petit comité, ils connaissent très bien leur domaine et s'y sont vraiment consacrés. Je suis au courant que la réunion a eu lieu. Évidemment, je n'y ai pas participé, mais je suis sûr qu'ils vous ont fait sentir leur présence, comme j'espère qu'ils le font de toute façon.

Pour reprendre l'idée selon laquelle il faut prouver le préjudice, etc., il me semble que l'Association canadienne des éleveurs de bétail a fait son devoir et qu'elle a démontré à la majorité des éleveurs de boeufs de boucherie qu'un préjudice a été causé. Dites-vous qu'il faut avoir quelque chose de plus formel? Est-ce là votre suggestion?

Un témoin: Il y a une procédure, un processus.

M. T. Halliday: Je présume qu'ils ont des statistiques internes qu'il a fallu soumettre au ministère du Revenu afin de prouver le préjudice.

M. Hargrave: Et cela prend du temps, je suppose?

M. T. Halliday: Oui, il faut du temps, environ trois mois sans doute.

M. Hargrave: Je suis certain qu'ils ont clairement dit par écrit, à vous, monsieur le ministre, et à M. Whelan, le ministre de l'Agriculture, qu'ils étaient en faveur de droits compensateurs équivalents aux subventions à l'importation.

M. Regan: Il existe une procédure à suivre, et vous n'êtes pas sans savoir qu'elle implique le ministre du Revenu. Mais je suis d'accord avec vous que, de toute évidence, il faut prendre des mesures.

M. Hargrave: Un point final, monsieur le ministre. L'industrie canadienne du boeuf de boucherie vient tout juste, ces trois derniers mois, d'atteindre un meilleur niveau de commercialisation, et ce, après cinq ans. Il a fallu attendre longtemps ce revirement du marché. Je ne vais pas m'attarder sur les causes de cette situation, mais essentiellement, la volaille et le porc se vendaient beaucoup moins cher, et les consommateurs en ont acheté pendant la récession. C'est aussi simple que cela. Nous espérons que tout ça, c'est du passé, et nous espérons aussi que la situation ne se reproduira pas.

[Text]

that something like this does not come along now and upset that long overdue turn-around in our industry.

An hon. Member: Hear! hear!

Mr. Hargrave: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

I have a point, first, if you do not mind. At the last meeting, you will remember, I undertook to say that I would render a decision tonight concerning documents put to me by the Hon. Member from Edmonton—Strathcona, Mr. Kilgour. I went through this. First, I distributed it to all members' offices... distribution of every copy. I said also that before I put them in the minutes I would look, not at them *per se*, but to see how this could be done, also in the light of the fact that the Hon. Member from Labelle—if I remember correctly and you do—said that he would also like to put a document in the record, so as to have a more complete picture of what was debated then. I have not yet received the document from the Hon. Member from Labelle, but I have gone through this. There are a lot of documents in Russian and Chinese and I would like first to consult with the Hon. Member from Edmonton—Strathcona, Mr. Kilgour, as to the immense cost of the translation. It does represent for the Chair a decision that involves a lot of money for the translation.

Having said that, I am not going to say that I refuse. I have at least done half of what I said I was going to do, which was to distribute that to all members, but I would like to remind the members that it is the duty of the Chair also to be responsible—not to be Mr. Scrooge, as I was once accused of being, but it is my duty to save money as much as possible.

If the members, after consultation with me, and also after I have received the document from the Hon. Member from Labelle, come to the conclusion that they still want to persist in having me put that in the minutes, I will render a decision.

I will recognize the Hon. Member first and the Hon. Sinclair Stevens after, hoping that we will not have a debate on this, because it is not a decision. Before doing so, I may excuse the Minister, thanking him very much.

Mr. Kilgour: Before he leaves, though, one point...

The Chairman: Before he leaves? Oh, I thought it was on my decision.

Mr. Kilgour: Mr. Chairman, it was my point of clarification, the other was a point of order.

The Minister wants me to sleep tonight and I do not think I will sleep tonight if I go home thinking the Minister does not know, does not fully comprehend, the term "the third option". Will he please put my mind to rest about that, that he does know what that policy was about—without taking tips from his colleague to the immediate right?

• 2210

Mr. Regan: He is a very important adviser. It did not mean diverting a certain portion of trade. It meant developing more trade there.

Mr. Kilgour: Thank you.

[Translation]

Une voix: Bravo!

M. Hargrave: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

D'abord, j'ai quelque chose à ajouter, si vous le permettez. Vous vous rappelez qu'à la dernière réunion, j'ai dit que je rendrais aujourd'hui ma décision concernant les documents soumis par l'honorable député d'Edmonton—Strathcona, M. Kilgour. J'ai étudié les documents. D'abord, j'ai fait distribuer une copie de tous les documents à tous les membres. J'ai dit aussi qu'avant de les annexer au compte rendu, j'essaierais de voir comment on peut le faire. Vous vous rappelez aussi que l'honorable député de Labelle a dit qu'il aimerait, lui aussi, annexer un document au compte rendu, afin de donner une idée plus juste de la discussion. Je n'ai pas encore reçu le document de l'honorable député de Labelle, mais j'ai examiné ceux-ci. Il y a beaucoup de documents en russe et en chinois, et j'aimerais d'abord consulter l'honorable député d'Edmonton—Strathcona, M. Kilgour, au sujet du coût considérable de la traduction. En effet, ma décision doit porter aussi sur la traduction, dont le coût est énorme.

Je ne dis pas que je refuse. J'ai fait au moins la moitié de ce que j'ai promis, c'est-à-dire distribuer les documents à tous les membres, mais j'aimerais rappeler aux membres que le président a le devoir d'agir de façon responsable; je ne veux pas être radin, ce dont on m'a accusé une fois, mais il est de mon devoir de faire autant d'économies que possible.

Une fois que j'aurai reçu le document de l'honorable député de Labelle, et si les membres, après m'avoir consulté, veulent toujours faire annexer les documents au compte rendu, je rendrai une décision.

La parole est à l'honorable député d'abord, et ensuite à l'honorable Sinclair Stevens. J'espère que nous n'aurons pas de discussion sur ce sujet, car je n'ai pas rendu une décision. Avant de poursuivre, j'aimerais remercier le ministre.

M. Kilgour: Avant qu'il parte, un point...

Le président: Avant son départ? Oh, je pensais que vous vouliez poser une question sur ma décision.

M. Kilgour: Monsieur le président, j'aimerais avoir une précision, et ensuite, j'invoquerai le Règlement.

Je suis certain que le ministre souhaite que je dorme bien ce soir, mais je ne pourrai pas bien dormir si je rentre en pensant que le ministre n'a pas bien saisi l'expression «la troisième option». Pourrait-il me rassurer en me disant qu'il a bien compris la politique—sans prendre des conseils de son collègue à sa droite?

M. Regan: C'est un conseiller très important. La politique ne voulait pas dire qu'il fallait détourner une partie du commerce, mais qu'il fallait le développer.

M. Kilgour: Merci.

[Texte]

The Chairman: I wish to say thank you to the Minister and to the members.

Mr. McKnight: Just on a point of order before you adjourn—in the discussion you had with my colleague Mr. Hargrave you were talking about the tribunal and the countervail that is available. The existing legislation, or the proposed legislation...

A Witness: Existing.

Mr. McKnight: Proposed would be better, would it not? It would be quicker.

A Witness: It would streamline it, yes.

Mr. Kilgour: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. Kilgour: The question I was going to raise was the one you have already raised. It was not my intent to have anything translated. I appreciate your giving it thought. Would you consider...

The Chairman: I went through all of them.

Mr. Kilgour: Since it is important that if it be part of the record, it be part of the transcript which is going to come out, and which has not yet come out, of our last meeting, would you accept a motion, Mr. Chairman, to the effect that the translated parts of those documents only be appended to the minutes of our previous meeting with Mr. MacEachen?

The Chairman: You mean the English and French?

Mr. Kilgour: The English-French only.

The Chairman: That is very reasonable. I think we are getting there. Even more than that, if I may put it to you—I was going to do that privately—even the copies we have received are unclear; you know, in Russian and Chinese. I did my duty, I assure you.

Mr. Kilgour: Would you take a motion to that effect?

The Chairman: No, I cannot entertain a motion. There is no quorum.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, there may have been a misunderstanding...

The Chairman: I am afraid so.

Mr. Stevens:—in that if you look at those documents—and probably your Russian and Chinese is no better than mine—the Chinese and Russian is simply the version in Russian and Chinese of the same document. In other words, you already have the translation, and they were signed between Grenada and North Korea. They are signed in both languages.

The Chairman: Yes.

Mr. Stevens: I think my colleague handed them in expecting that it would only be the English version that would actually get copied.

The Chairman: Yes, you are right. But there is still a problem for the Chair. These Russian, Chinese, which are in

[Traduction]

Le président: J'aimerais remercier le ministre et les membres.

M. McKnight: Avant que vous leviez la séance, j'invoque le Règlement. Pendant votre discussion avec mon collègue, M. Hargrave, vous avez parlé du tribunal et des droits compensatoires qui sont disponibles. Parlez-vous de la législation actuelle, ou de la législation proposée...

Un témoin: Actuelle.

M. McKnight: Ne pensez-vous pas que la législation proposée serait meilleure? Elle serait plus rapide.

Un témoin: Oui, elle simplifierait les choses.

M. Kilgour: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Oui.

M. Kilgour: Vous avez déjà soulevé la question que je voulais poser. Je ne voulais pas faire traduire des documents. Je vous suis reconnaissant d'y avoir pensé. Seriez-vous d'accord...

Le président: Je les ai tous étudiés.

M. Kilgour: Puisqu'il est important, s'ils doivent être annexés, qu'ils fassent partie du compte rendu de notre dernière réunion, qui n'a pas encore été publié, accepteriez-vous une motion, monsieur le président, proposant que seules les parties traduites de ces documents soient annexées au compte rendu de notre dernière séance avec M. MacEachen?

Le président: Vous voulez dire l'anglais et le français?

M. Kilgour: Seulement l'anglais-français.

Le président: Vous êtes très raisonnable. On y arrive. Je voulais vous dire en privé que même les copies que nous avons reçues ne sont pas très claires, je parle des copies en russe et en chinois. J'ai bien fait mon devoir, je vous assure.

M. Kilgour: Accepteriez-vous une motion en ce sens?

Le président: C'est impossible: il n'y a pas quorum.

M. Stevens: Monsieur le président, il y a peut-être eu un malentendu...

Le président: En effet.

M. Stevens:... si vous examinez ces documents—et sans doute que vos versions russes et chinoises ne sont pas meilleures que les miennes—c'est simplement une version en russe et en chinois du même document. En d'autres termes, vous avez déjà la traduction, et ces documents ont été signés par la Grenade et la Corée du Nord. Ils sont signés dans les deux langues.

Le président: Oui.

M. Stevens: Je pense que mon collègue a présenté ces documents en croyant que seule la version anglaise serait reproduite.

Le président: Oui, vous avez raison. Mais il existe encore un problème pour le président. Ces documents russes et chinois,

[Text]

English, will also have to be put into French before the record comes out.

Mr. Stevens: But only the English side.

The Chairman: That will have to be translated into French too.

Mr. Stevens: But the English?

The Chairman: Of course. I have no French document. It delays quite considerably—and you know by practice that it delays the issuance of the minutes. But as I said, please, the Chair has received your message, as I always do, faithfully, and I will be criticized if I do not act. I have acted. I am not in a position today, but you will get satisfaction, I am sure.

Mr. Kilgour: It will be held up for the publication of the minutes of the last meeting.

The Chairman: I said I was waiting also for other documents, and you agreed. The Chair has to be fair to everybody. But if the hon. member from Labelle does not show up with his document, of course I will take for granted the documents are not yet ready for him, and I will not delay unduly the pleasure for you of reading your own document. So I will issue what I think should be issued.

Mr. Kilgour: Thank you.

The Chairman: The meeting is adjourned.

[Translation]

dont la version est en anglais, doivent être traduits en français avant qu'on publie le compte rendu.

M. Stevens: Mais seulement la version anglaise.

Le président: Il faut la traduire en français aussi.

M. Stevens: Mais l'anglais?

Le président: Mais oui. Je n'ai pas de version française. Comme vous le savez déjà, la traduction retarde la publication du compte rendu. Mais comme je l'ai dit, le président a reçu votre demande, et on va me critiquer si je n'agis pas. J'ai agi. Je ne peux pas vous donner ma décision aujourd'hui, mais je suis certain que vous serez satisfait.

M. Kilgour: Il faut attendre la publication du compte rendu de la dernière réunion.

Le président: J'ai déjà dit que j'attends d'autres documents, et vous étiez d'accord. Le président doit être juste envers tout le monde. Mais si l'honorable député de Labelle ne me donne pas son document, je tiendrai pour acquis que les documents ne sont pas encore prêts pour lui, et je ne vais pas vous priver trop longtemps du plaisir de lire votre propre document. Je publierai donc ce que bon me semble.

M. Kilgour: Merci.

Le président: La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of External Affairs:

Mr. Derek Burney, Assistant Deputy Minister, United States Branch;

Mr. Tony Halliday, Senior Advisor and Coordinator of Sectorial Studies, United States Branch;

Mr. Stephen Heney, Senior Advisor, United States Branch.

Du Ministère des Affaires extérieures:

M. Derek Burney, Sous-ministre adjoint, (États-Unis);

M. Tony Halliday, Conseiller principal et coordinateur des études sectorielles, (États-Unis);

M. Stephen Heney, Conseiller principal, (États-Unis).

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 11

Thursday, May 17, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 11

Le jeudi 17 mai 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for
International Peace and Security

Export Development Corporation Annual Report 1983

CONCERNANT:

Projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien
pour la paix et la sécurité mondialesSociété pour l'expansion des exportations Rapport
annuel 1983

APPEARING:

The Honourable Jean-Luc Pepin
Minister of External Relations

COMPARAÎT:

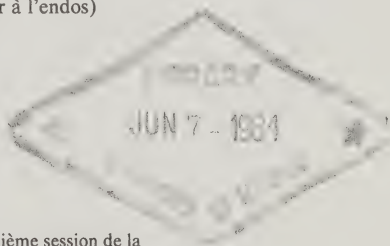
L'honorable Jean-Luc Pepin
Ministre des Relations extérieures

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1984Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Bud Bradley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Jesse Flis
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McKnight
Paul McRae
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

ORDER OF REFERENCE

Pursuant to Standing Order 46(4), the following paper was deemed referred to the Committee:

Thursday, March 29, 1984

—Annual Report 1983 of the Export Development Corporation pursuant to Section 21(2) of the Export Development Act, chapter E-18, R.S.C. 1980—Sessional Paper No. 322-1/289

Friday, May 11, 1984

—*Ordered*,—That Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security, be referred to the Standing Committee on External Affairs and National Defence.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Conformément aux dispositions de l'article 46(4) du Règlement, le document suivant était réputé déferé au Comité:

Le jeudi 29 mars 1984

—Rapport annuel 1983 de la Société pour l'expansion des exportations, conformément à l'article 21(2) de la Société pour l'expansion des exportations, chapitre E-18, S.R.C. 1980, n° 322-1/289

Le vendredi 11 mai 1984

—*Il est ordonné*,—Que le projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, soit déferé au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 17, 1984
(12)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 10:04 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Bosley, Dupras, Hudecki, Miss Jewett, Messrs. Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etoibicoke—Lakeshore*), Sargeant, Stevens.

Alternates present: Messrs. Lapierre, McKnight, McRae, Ogle, Roche.

Other Members present: Messrs. Clark (*Brandon—Souris*), Munro (*Esquimalt—Saanich*), Nickerson.

Appearing: The Honourable Jean-Luc Pepin, Minister of International Relations.

Witnesses: From the Department of External Affairs: Mr. Gary Smith, Director, Arms Control and Disarmament Division. From the Export Development Corporation: Mr. Sylvain Cloutier, President.

In attendance: From the Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade: Mr. Peter Dobell, Director; Mr. Roger Hill, Associate Director; Mr. Robert Miller, Advisor.

The Order of Reference dated Friday, May 11, 1984, being read as follows:

Ordered,—That Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security, be referred to the Standing Committee on External Affairs and National Defence.

The Minister made a statement and, with Mr. Smith, answered questions.

It was agreed,—That the following documents tabled by the Minister be appended to the Minutes of Proceedings and Evidence of one of this Committee's future meetings on Bill C-32:

- 1) correspondence amongst Party Leaders relating to Bill C-32;
- 2) correspondence amongst Party Leaders regarding a proposed resolution relating to peace, to be debated in the House (this correspondence to be tabled at a later date);
- 3) proposed government amendments to Bill C-32.

At 11:09 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 11:15 o'clock a.m., the sitting was resumed.

The Committee commenced consideration of the Annual Report 1983 of the Export Development Corporation, tabled pursuant to Section 21(2) of the Export Development Act, Chapter E-18, R.S.C. 1980—Sessional Paper No. 322-1/289 (*deemed referred on Thursday, March 29, 1984 pursuant to Standing Order 46(4)*).

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 17 MAI 1984
(12)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 10 h 04, sous la présidence de M. Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: M^{me} Appolloni, M^{me} Beauchamp-Niquet, MM. Bosley, Dupras, Hudecki, M^{le} Jewett, MM. Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etoibicoke—Lakeshore*), Sargeant, Stevens.

Substituts présents: MM. Lapierre, McKnight, McRae, Ogle, Roche.

Autres députés présents: MM. Clark (*Brandon—Souris*), Munro (*Esquimalt—Saanich*), Nickerson.

Comparait: L'honorable Jean-Luc Pepin, ministre des Relations extérieures.

Témoins: Du ministère des Affaires extérieures: M. Gary Smith, directeur, Contrôle des armements et du désarmement. De la Société pour l'expansion des exportations: M. Sylvain Cloutier, président.

Aussi présents: Du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur: M. Peter Dobell, directeur; M. Roger Hill, directeur adjoint; M. Robert Miller, conseiller.

Lecture est donnée de l'ordre de renvoi du vendredi 11 mai 1984:

Il est ordonné,—Que le projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, soit déferé au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

Le Ministre fait une déclaration, puis lui-même et M. Smith répondent aux questions.

Il est convenu,—Que les documents ci-après, déposés par le Ministre, figurent aux Procès-verbaux et témoignages de l'une des séances du présent Comité consacrées au projet de loi C-32:

- 1) correspondance échangée entre les leaders des partis relativement au projet de loi C-32;
- 2) correspondance échangée entre les leaders des partis touchant une proposition relative à la paix et devant être débattue à la Chambre (la correspondance en question sera déposée plus tard);
- 3) projets d'amendement au projet de loi C-32.

A 11 h 09, le Comité interrompt les travaux.

A 11 h 15, le Comité reprend les travaux.

Le Comité entreprend l'étude du Rapport annuel de la Société pour l'expansion des exportations portant sur 1983, déposé en exécution de l'article 21(2) de la Loi sur l'expansion des exportations, c. E-18, S.R.C. 1980—Document parlementaire no 322-1/289 (*tenu pour déferé le jeudi 29 mars 1984, conformément aux dispositions de l'article 46(4) du Règlement*).

The witness made a statement and answered questions.

M. Cloutier fait une déclaration et répond aux questions.

At 12:40 o'clock, p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 12 h 40, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, May 17, 1984

• 1007

The Chairman: *Mesdames, messieurs*, very good morning. I am very happy to report that pursuant to our very long steering committee of last week—and, as you know, I want this to be on record... the House of Commons sent to our committee last Friday night Bill C-32. So I acted promptly, as it is my duty—not my pleasure always, but my duty... on Monday morning. The only occasion on which the steering committee could meet... I do not name names, but I was there on the phone, and I wanted also to have every party represented, so it was impossible to meet on Monday and or on Tuesday morning. By accommodation, as I always try, we could meet Tuesday afternoon, and we took a decision, prior to the meeting of Tuesday night when Mr. Regan was present, so I reported then that your steering committee would call on the Minister's office, and tried to get the Minister this morning. One Minister is here. For me, he is the Minister this morning.

Then, as you know, it was by consent and agreement on the suggestion of the hon. critic of the Official Opposition, pursuant to debates you may have read last Friday in the House, that it would be a good suggestion if we could table all of the correspondence exchanged between the leaders. That request has been met, and we have this morning all the correspondence so that members will know what we are talking about.

Another request was made, and that was why do we not know ahead of time, in general if not in particular, the kinds of amendments the government is likely to propose after its long deliberation with various leaders, especially the official Leader of the Opposition and the Leader of the New Democratic Party. Then we would generally know the kinds of amendments the government was already prepared to accept instead of debating among ourselves, negatively, and later on arriving with amendments that were already accepted. So it makes good sense that in order to start good work, intensive work—and I repeat, intensive work—to do as much as possible within a short range of time, the government would give us the amendments. I am sure you will agree with me later on that this will eliminate a lot of discussion, even a lot of even witnesses who may have otherwise liked to appear.

As you know, the government has also accepted, again at the request of the Official Opposition, to have as part of the amendments in the annex of the Bill, when we finish it, a series of names. It will not be exclusive because I am sure the New Democratic Party will propose more names. I am sure I will propose more names of people who should be consulted before appointments would be made. So this is one kind of amendment I am sure the Minister will be talking about and which

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 17 mai 1984

Le président: *Ladies and gentlemen*, bonjour. Je suis très heureux de vous annoncer que par suite de la très longue réunion du Comité directeur, la semaine dernière—et je tiens comme vous le savez à ce que cela soit consigné au compte rendu—la Chambre des communes nous a confié, vendredi soir dernier, l'étude du projet de loi C-32. Je me suis donc promptement mis au travail lundi matin, par devoir, pas nécessairement par plaisir. Le seul temps où le Comité directeur pouvait se réunir... je ne mentionnerai pas de noms, mais je me suis mis au téléphone et je voulais que chaque parti soit représenté, et le Comité ne pouvait se réunir ni lundi matin ni mardi matin. Pour accommoder tout le monde, comme j'essaie toujours de le faire, nous nous sommes rencontrés mardi après-midi et nous avons pris une décision, avant la réunion de mardi soir avec M. Regan, et je vous ai annoncé que le Comité de direction communiquerait avec le bureau du ministre pour l'inviter à comparaître ce matin. Il est donc là ce matin.

Ensuite, comme vous le savez, il a été décidé par consensus, suite à une suggestion de l'honorable critique de l'Opposition officielle, après le débat qui a eu lieu vendredi dernier à la Chambre, qu'il serait bon d'avoir en main toute la correspondance qui a été échangée entre les leaders de chaque parti. C'est maintenant chose faite, de sorte que les membres sauront de quoi il retourne.

On a en outre demandé pourquoi on ne pourrait pas connaître à l'avance, de façon générale sinon en termes précis, le genre d'amendements que le gouvernement se propose d'apporter suite aux longues discussions qu'il a eues avec les divers leaders, spécialement le leader de l'Opposition officielle et le leader du Parti néo-démocrate. On saurait alors, de façon générale, le genre d'amendements que le gouvernement est prêt à accepter plutôt que d'avoir à en débattre de façon contradictoire pour en arriver finalement à accepter des amendements qui avaient déjà l'aval du gouvernement. Il serait donc opportun, pour nous permettre de nous mettre au travail, de façon intensive, et je dis bien intensive, et d'accomplir le plus possible dans les délais les plus brefs, que le gouvernement nous remette ces amendements. Je suis sûr que vous conviendrez que cela éliminera beaucoup de discussions et nous évitera même d'avoir à entendre inutilement certains témoins.

Comme vous le savez, le gouvernement a également accepté, à la demande encore une fois de l'Opposition officielle, d'établir une liste de noms en annexe au projet de loi dans le cadre de ces amendements. Cette liste ne sera pas exhaustive, parce que je suis sûr que le Nouveau parti démocratique aura d'autres noms à proposer. Je sais que j'aurai d'autres noms à inscrire sur la liste des personnes à consulter avant qu'on procède aux nominations. C'est donc un type d'amendement dont le ministre vous parlera sans doute et que nous trouverons

[Texte]

would be highly acceptable to all of us. Again, that will eliminate a lot of friction and a lot of discussion.

• 1010

Therefore, I think we are right on schedule in the way that, without knowing any of the details or any of the answers, we were hoping to be last Tuesday when, at the steering committee, the Honourable Sinclair Stevens, Dr. Pauline Jewett, our vice-chairman, Madam Appolloni, Dr. Hudecki, Parliamentary Secretary to the Minister of National Defence, and the Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs, Madam Beauchamp-Niquet were all present and we all agreed to that.

We agreed to many things, which I would like to repeat for the new members who were not present Tuesday night last. We will receive as many witnesses as may be invited from amongst lists submitted by various parties, some of whom may have something to say. They may prefer not to come and, instead—I will recommend that probably—they will be consulted after the fact when we ask them for names. They are being asked for names, if my memory serves me correctly, at the moment. That may be their great contribution, because they then will be in a position to influence the direction the institute may take. We agreed that that will be done next week.

We also agreed that it will be done the following week, so that we keep some time for clause-by-clause discussion. But, again, since the government may accept most of the amendments, the clause-by-clause I see as being a refining of the Bill, more than... new complete clauses or debate between members against or for some clauses.

I am working as an optimistic now, of course, in what I am saying. The official critic of the Official Opposition... I want this to be on record also. It was a vigorous meeting, I can say that, in diplomatic words, it was a very vigorous exchange between members. But with patience and kindness—it was very vigorous for Mr. Roche, but with kindness and patience, I will not say from the Chair, but of course it is my duty to try to appease and get people together for a consensus—we ended up reporting that we think the clause-by-clause should be done rather rapidly, hopefully.

Therefore, we have the Minister. The Minister will table the amendments—the Minister is here—and the correspondence between the leaders. That was at the request of members. I would hope that you will keep some time set aside, because it is going to be an intensive series of meetings.

It is also agreed that we will not put aside our agenda that is already established, so that no frustration from any member... For instance, next Tuesday morning—I hope you will all be here, I will be here, if God permits—we will have a full morning meeting on defence, back to back from 9.30 a.m. to 12 noon, in order also to please the official critic of defence of the Official Opposition. We have not cancelled any meetings. Every other meeting will be done when there is a slot open—the vulgar word “slot”. It has also been agreed by the

[Traduction]

tous très acceptable. Cela évitera aussi beaucoup de débats et de discussions.

En conséquence, je pense que tout fonctionne comme prévu en ce sens que, sans connaître les détails ou les réponses, nous en sommes où nous voulions en être suite à la réunion du Comité directeur mardi dernier à laquelle ont assisté l'honorable Sinclair Stevens, M^{me} Pauline Jewett, notre vice-président M^{me} Appolloni, M. Hudecki, le secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale et le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M^{me} Beauchamp-Niquet.

Nous nous sommes entendus sur de nombreux points dont j'aimerais vous faire rapport pour le bénéfice des nouveaux membres qui n'étaient pas là mardi soir dernier. Nous rencontrerons autant de témoins qu'il sera possible d'inviter suivant les listes présentées par les différents partis. Certains préféreront peut-être ne pas se présenter et je recommanderai probablement qu'ils soient consultés après coup, lorsque nous leur demanderons de proposer des noms. Si je me souviens bien, on est en train d'établir les listes. Ce sera une grande contribution, parce qu'ils seront alors en mesure d'influencer l'orientation de l'Institut. Nous avons convenu de faire cela la semaine prochaine.

Nous avons aussi convenu de le faire aussi la semaine suivante, pour nous assurer un peu de temps pour l'étude détaillée du projet de loi. Mais comme le gouvernement acceptera probablement la plupart des amendements, l'étude détaillée du projet de loi visera surtout à le raffiner plutôt qu'à y ajouter de nouveaux articles ou à prendre la forme de débats contradictoires entre les membres sur certaines dispositions.

Mes propos sont évidemment optimistes. Le critique officiel de l'Opposition officielle... je dois le dire pour le compte rendu... nous avons eu une réunion très difficile, si je puis m'exprimer ainsi, il y a eu des échanges très animés entre les membres du Comité. Mais à force de patience et de concertation... ce fut très difficile pour M. Roche, mais à force de concertation et de patience, je ne dirai pas de la part du président, mais il était de mon devoir d'apaiser les esprits et de trouver un consensus... nous avons finalement réussi à nous entendre pour que l'étude détaillée du projet de loi se fasse plutôt rapidement.

Le ministre est donc parmi nous ce matin. Il déposera les amendements ainsi que la correspondance qui a été échangée entre les leaders, suite à la demande des membres du Comité. J'espère que vous avez du temps de libre, parce que nous aurons une série intensive de réunions.

Il est également convenu qu'on ne changera rien à notre calendrier de travail déjà établi, pour ne pas déplaire à qui que ce soit. Par exemple, mardi matin prochain, j'espère que vous serez tous là, j'y serai moi-même si Dieu le veut bien, nous nous réunirons toute la matinée, de 9h30 à 12h00, pour discuter de questions de défense, de manière aussi à satisfaire le critique officiel de l'Opposition officielle en matière de défense. Nous n'avons annulé aucune réunion. Toutes les autres réunions se tiendront chaque fois qu'il y aura du temps

[Text]

Official Opposition, the New Democratic Party and the government that we will divide the committee in order to hear the maximum possible number of witnesses who may wish to appear and whom we might like to accept. We will not accept everybody; many, many people will be doing and saying the same thing, because they did not know that the Bill was to be amended. That is why so many people wanted to appear.

Having, I think, made a quick resumé, so that I could put you all into—not the secrecy—the atmosphere of what we are about to do together, I now call on the Minister for External Relations, the Honourable Jean-Luc Pepin.

L'honorable Jean-Luc Pepin (ministre des Relations extérieures): Monsieur le président, merci.

Vous n'avez pas changé depuis 20 ans que je vous connais, et c'est un compliment.

Mes notes sont en anglais, . . .

Le président: Pas de problème à notre comité.

M. Pepin: . . . on va laisser la traduction aux spécialistes.

I am pleased to appear before the standing committee, on behalf of Mr. MacEachen, for the committee's first session to consider a most important Bill, An Act to Establish a Canadian Institute for International Peace and Security.

The creation of such an institute is something that, I believe, has all-party support now and has had wide popular backing throughout the country from the start.

• 1015

The Prime Minister has already praised the very constructive co-operation of the opposition parties on this matter. I gladly second that move. The institute will help develop a Canadian understanding, a Canadian viewpoint, a Canadian expertise on the vital issues of peace and security at a time when they are urgently needed. Those are indeed the purposes of the institute.

It is the government's intent that the institute be apolitical, or better said I think, non-partisan, and be a centre of excellence which will serve all Canadians well. It will be governed, as you all know, by a board of directors composed of men and women who are knowledgeable in the field and who can be relied upon to carry out their functions in a completely objective fashion.

Indeed, it is the government's intent that the institute be independent, free to engage in information gathering, research, publication and dissemination as it sees fit. It is also the government's intent that the institute not compete with existing groups, organizations and institutes already existing in Canada and not swallow up or reduce the government's funding available to them. As a matter of fact, it is the government's intent to increase its financial support to these "existing groups".

The institute will be publicly accountable to Parliament and an annual report on its activities and finances will be submitted to Parliament through the Secretary of State for External

[Translation]

et des salles de livres. L'Opposition officielle, le Parti néo-démocrate et le gouvernement ont également convenu qu'on diviserait le Comité de manière à permettre d'entendre le plus de témoins possible. Nous n'accepterons pas de rencontrer tout le monde, car il y aura beaucoup de répétitions, étant donné qu'on ne savait pas que le projet de loi allait être amendé. C'est la raison pour laquelle tant de gens ont demandé à comparaître.

Maintenant que je vous ai exposé ce que nous entendions faire ensemble, je demanderai au ministre des Relations extérieures, l'honorable Jean-Luc Pepin, de bien vouloir prendre la parole.

The Hon. Jean-Luc Pepin (Minister for External Relations): Thank you, Mr. Chairman.

You have not changed in the 20 years that I have known you, and this is a compliment.

My notes are in English . . .

The Chairman: This is no problem for our committee.

Mr. Pepin: . . . we will leave the translation for the experts.

Je suis heureux de rencontrer le Comité permanent, au nom de M. MacEachen, pour sa première réunion d'étude d'un projet de loi des plus importants, la Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

La création de cet Institut est une initiative, je pense, que tous les partis appuient maintenant et qui est bien vue de toute la population canadienne depuis qu'il en est question.

Le Premier ministre a déjà fait l'éloge des partis de l'Opposition pour leur grande coopération à cet égard. J'abonde dans le même sens. L'Institut permettra de développer une compréhension, une position et une expertise canadiennes en ce qui concerne les questions vitales de paix et de sécurité à un moment où on en a un urgent besoin. Voilà la raison d'être de l'Institut.

Le gouvernement veut que l'Institut soit apolitique, ou devrais-je dire non partisan, et qu'il constitue un centre d'excellence au service de tous les Canadiens. Il sera dirigé, comme vous le savez, par un conseil d'administration composé d'hommes et de femmes qui connaissent le domaine et sur qui on peut compter pour l'exécution de leurs fonctions de façon des plus objectives.

En fait, le gouvernement veut que l'Institut soit indépendant, libre de recueillir de l'information, d'effectuer des recherches, de produire et de diffuser des publications selon son bon jugement. Le gouvernement souhaite en outre que l'Institut ne fasse pas concurrence à des groupes, des organisations ou d'autres instituts déjà existants au Canada et qu'il n'engouffre ou ne réduise le financement du gouvernement qui leur est destiné. En fait, le gouvernement a l'intention d'accroître l'aide financière déjà accordée à ces «groupes existants».

L'Institut sera comptable publiquement au Parlement et devra produire un rapport annuel de ses activités et de ses états financiers par l'intermédiaire du secrétaire d'État aux Affaires

[Texte]

Affairs. Now, when Mr. MacEachen introduced the Bill for second reading on April 17, he stated:

In the spirit of consensus and co-operation among all parties, the government would remain open to constructive suggestion for changes to the Bill.

Indeed, several specific amendments already proposed by the Leader of the Opposition concerning the powers of the institute, such as the creation of a national specialized library and data base and the right to publication, have been incorporated into the Bill before it was first introduced on April 16.

A number of other key amendments have subsequently been agreed to between the Prime Minister and the Leader of the Opposition in a series of letters which have been exchanged between them during the course of the past few weeks. For the benefit of the committee and so as to insure we are all working from the same information base, I am circulating now copies of that correspondence as agreed to by Mr. Trudeau and Mr. Mulroney. So they are going to be distributed now if it is not already done.

I might quickly run through these amendments on the understanding that precise wording, as you implied Mr. Chairman, is to be settled by the committee during clause by clause reading of the Bill. I am going to explain these changes in the best way I can and afterward a piece of paper will be given to you summarizing that, but I am begging you to pay attention so that the nuances will be agreed upon. I think it is a matter of nuances by now, but nuances occasionally are quite important.

The Chairman: I am sorry to interrupt the Minister, but I would draw to your attention that maybe I should have distributed the correspondence afterward because the Minister is going to explain exactly what is the subject of . . .

Mr. Pepin: I am not referring to the correspondence though.

The Chairman: No, that is good. But what we will do is to give you all the documents so that you can have the long weekend to read them so as to be prepared and as soon as we start you will know exactly what took place, the exchange that took place. But the discussion on the amendment, for me, is fundamental. If we want to do honest work but prompt work we have to listen to the kind of amendments so that we can reflect and can come back and react right away to these kinds of amendments.

I am sorry, Mr. Minister.

Mr. Pepin: That is quite all right. I am going to now go down the list of amendments which are accepted by the government. The first one is sub-clause 5.(g) which will be deleted. As you all know better than I do, that is the subclause on the possibility of sourcing from the private sector for the institute. That will not be done; there will be no seeking of money by the institute from the private sector so as to leave the door open for existing institutions to find their money in that fashion.

[Traduction]

extérieures. Quand M. MacEachen a présenté le projet de loi en deuxième lecture le 17 avril dernier, il a déclaré:

Au nom de l'entente et de la coopération entre tous les partis, nous sommes prêts à accueillir d'autres propositions d'amendements au projet de loi.

Plusieurs amendements précis proposés par le leader de l'Opposition et concernant les pouvoirs de l'Institut, notamment la création d'une bibliothèque et d'un centre de données nationales spécialisées et le droit de diffuser des informations, ont été incorporés au projet de loi avant sa présentation en Chambre le 16 avril.

Le Premier ministre et le leader de l'Opposition se sont subséquemment entendus sur un certain nombre d'autres amendements importants suite à une série de lettres qu'ils ont échangées au cours des dernières semaines. Pour nous assurer que nous travaillons tous à partir de la même base d'information, je suis en train de faire distribuer des copies de cette correspondance ainsi qu'il en a été convenu entre MM. Trudeau et Mulroney. On les distribuera, si ce n'est pas déjà fait.

Je pourrais peut-être revoir rapidement avec vous ces amendements en n'oubliant pas toutefois que leur formulation définitive, comme vous l'avez mentionné, monsieur le président, sera déterminée par le Comité au moment de son étude détaillée du projet de loi. Je vous expliquerai les changements du mieux que je peux, ensuite je vous distribuerai un résumé des amendements, mais je vous prierais pour le moment de m'écouter attentivement pour bien saisir les nuances. Je pense que nous en sommes maintenant à des questions de nuances, mais parfois celles-ci peuvent être assez importantes.

Le président: Je m'excuse d'interrompre le ministre, mais j'aurais peut-être dû faire distribuer la correspondance après l'exposé, parce que le ministre est justement sur le point de vous expliquer exactement la teneur . . .

M. Pepin: Je ne parlais pas de la correspondance.

Le président: Non, très bien. De toute façon, nous vous distribuons tous les documents de sorte que vous puissiez en prendre connaissance au cours du long week-end et que vous sachiez exactement ce qui s'est passé, la correspondance qui a été échangée avant qu'on entreprenne nos travaux. Mais la discussion sur les amendements est à mon avis fondamentale. Si l'on veut travailler honnêtement et avec diligence, il faut écouter les amendements que propose le gouvernement pour pouvoir y réfléchir et se prononcer rapidement.

Je m'excuse, monsieur le ministre.

M. Pepin: C'est très bien. Je vais maintenant vous énumérer les amendements acceptés par le gouvernement. Le premier concerne l'abrogation de l'alinéa 5.g). Comme vous le savez tous mieux que moi, il s'agit de l'alinéa prévoyant la possibilité de financement de l'Institut par le secteur privé. Ce n'est pas ainsi que l'on va procéder. L'Institut ne cherchera pas à obtenir des fonds auprès du secteur privé, et ce afin que les institutions existantes puissent avoir le champ libre.

[Text]

• 1020

They have another way, which the government supports, but the private sector possibility is left to them. That is the first amendment.

The second is that after Section 8 on page 3 of the Bill, there will be a new section inserted providing that the appointments of the chairman and executive director of the institute, and other directors, shall be made after consultation by the Minister, that is the Secretary of State for External Affairs, with the Leader of the Opposition and the leader of every other recognized party in the House. So that covers the chairman and the executive director.

Thirdly, the government will consult immediately with national organizations and interested Canadians in order to receive from them nominations for the board of directors... these will be the other 15, if my memory serves me well. It is expected that there will be full agreement between the three parties on the specific composition... not the general one, the specific one—of the board prior to the end of the committee considerations of the Bill. I would be in agreement on that.

Concurrent with this consultation, your committee, the Standing Committee on External Affairs and National Defence, will be examining the Bill and recommending for the future a formal list of national organizations which will recommend, together with the members of your committee, a pool of nominees from which candidates for the board other than the executive director and the chairman of the board will be selected by the government in consultation with the political parties.

That applies to the future. There is a difference, in other words, between the first list, the first approach, and the normal approach for the future. The Bill will be amended, of course, accordingly.

May I try again to make sure we understand each other? I had a clearer summary yet.

Mr. McRae: Just a point of order. Are we going to get these changes in writing today?

Mr. Pepin: I will come back to that. I have already said that I was going to give you a list of the changes. But in order to make sure we understand each other better, I do not want you to see a list now. I want you to see it after as a reference paper, this being the most important part of the communication system. In other words, I am trying to reach you orally, and I will give it a second try in the written form. In summary, dear and distinguished Chairman, the arrangement is that all directors, the executive director and the chairman, now and in the future will be appointed after consultation with party leaders. Okay? So, now in the future the chairman and the executive director—no problem, possibly.

[Translation]

Il existe pour elles une autre solution, que le gouvernement appuie, mais le recours au secteur privé leur sera laissé. Voilà pour le premier amendement.

Le deuxième amendement vise l'adjonction, après l'article 8 à la page 3 du projet de loi, d'un nouvel article en vertu duquel le président, l'administrateur délégué et les autres administrateurs de l'Institut devront être nommés après consultation par le ministre, c'est-à-dire par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, du leader de l'Opposition officielle et du leader de tout autre parti reconnu à la Chambre. Cela couvre donc la question de la nomination du président et de l'administrateur délégué.

Troisièmement, le gouvernement consulera immédiatement les organismes nationaux et les Canadiens intéressés pour obtenir d'eux des nominations pour les postes au conseil d'administration... Il y en aurait 15 autres, si je ne m'abuse. L'on s'attend à ce que les trois partis s'entendent sur cette composition—non pas la composition générale, mais celle dont je viens de parler—du conseil d'administration avant que le Comité ne termine son étude du projet de loi. Je serais d'accord avec cela.

Parallèlement à ce processus de consultation, votre Comité, à savoir le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, aura à examiner le projet de loi et à préparer une liste d'organismes nationaux qui recommanderont, de concert avec les membres de votre Comité, les noms de différents candidats à des postes au conseil autres que ceux de l'administrateur délégué et du président, parmi lesquels le gouvernement, en consultation avec les partis politiques, choisira les titulaires.

Voilà donc ce qui est prévu pour l'avenir. Autrement dit, il y a une différence entre la première liste, c'est-à-dire la première approche, et l'approche qui sera normalement suivie à l'avenir. Le projet de loi sera bien sûr modifié en conséquence.

Puis-je m'y essayer à nouveau afin d'être bien certain que tout le monde a compris? Les explications que je fournis dans mon mémoire sont plus claires encore.

M. McRae: J'invoque le Règlement. Va-t-on nous soumettre ces changements par écrit aujourd'hui?

M. Pepin: Je reviendra là-dessus plus tard. J'ai dit tout à l'heure que j'allais vous donner une liste des changements. Mais je tiens à ce que nous nous comprenions bien, et c'est pourquoi je ne veux pas que vous voyiez la liste tout de suite. Étant donné que notre discussion ici est la partie la plus importante du système de communication, je préférerais que vous ne vous serviez de cette liste qu'à titre de document de référence. Autrement dit, j'essaie de vous expliquer cela oralement, mais vous aurez une deuxième chance avec le document que j'ai préparé. Très cher et distingué président, cela signifie, en bref, que tous les administrateurs, l'administrateur délégué et le président devront à partir de maintenant être nommés après consultation des leaders des différents partis politiques. D'accord? À l'avenir, donc, le président et l'administrateur délégué... Il n'y aura plus de problème.

[Texte]

The first board of directors, other than the chairman and the executive director, will be chosen from nominees provided from national organizations and interested Canadians. In the future, those nominations will be accepted only from an agreed list of national organizations and from the members of this committee. Clear enough—I hope.

Miss Jewett: Yes, Professor.

Mr. Pepin: The very kind professor.

The next are Sections 25, 26 and 27, which are to be deleted. Those were sections on the by-laws. The thought has been accepted that this might be considered an invasion of the independence of the board, and consequently they go out. They were, presumably, standard practice for the commercial board corporations of the government; the light has been seen and consequently those sections will be eliminated.

• 1025

The next one is Clause 28, on ministerial advice. Here at your request, of course, the word "may" will be substituted for the word "shall", for obvious reasons: again, the protection of the independence of the board. It does not have to, it may, give advice to the Minister. And the clause will be amended to provide explicitly that the institute may on request from the committee, your committee, and in accordance with the rules of the House, undertake research for or provide advice to the House of Commons Standing Committee on External Affairs and National Defence. So here the government did not want to—I do not want to be more specific about the rules of the House. These are the normal rules of the House. They should not be defined, I think, in a Bill of this kind. The rules of the House are defined in other documents.

The next and final one is Clause 29, on appropriations. It will be amended to provide that the institute shall be funded by statutory appropriation on a yearly basis. But the Bill will indicate, if you want it, the level of expenditures for the future on a year-by-year basis for the next five years and beyond. So the Bill could do that. That is extremely specific.

These changes, in the view of the government, enhance the Bill and remove any uncertainty there may have been about the government's intentions thus to create an independent, competent, first-class institute of world standard.

So now a short paper summarizing what I have said is going to be distributed, as promised to you. But my remarks, if any debate occur, are the authoritative reference, not the paper.

[Traduction]

Les membres du premier conseil d'administration autres que le président et l'administrateur délégué seront choisis à partir de la liste de candidats que nous aurons fournie les organismes nationaux et les Canadiens intéressés par la question. À l'avenir, seules pourront être examinées les candidatures des personnes dont les noms figureront sur la liste sur laquelle se seront entendus les organismes nationaux et les membres du Comité. J'espère que c'est assez clair.

Mlle Jewett: Oui, professeur.

M. Pepin: Le très gentil professeur.

Il y a ensuite les articles 25, 26 et 27 qui seront supprimés. Il s'agit là d'articles qui portaient sur les règlements. Nous sommes d'avis que ce que prévoient ces articles pourrait être considéré comme un empiètement sur l'indépendance du conseil, et c'est pourquoi nous voulons les supprimer. Ces articles proposent sans doute des pratiques qui sont tout à fait courantes dans les sociétés commerciales du gouvernement, mais nous avons compris que la situation était différente en ce qui concerne cet institut et c'est pourquoi ces articles seront supprimés.

Le prochain amendement concerne l'article 28, qui porte sur «l'avis au ministre». Ici, à votre demande, bien sûr, le mot «fournir» sera remplacé par les mots «pourra fournir», et ce pour des raisons évidentes. On vise encore une fois à protéger l'indépendance du conseil d'administration. L'Institut n'est pas tenu de fournir des avis au ministre, mais il peut le faire s'il le souhaite. Et l'article sera modifié de façon à prévoir explicitement qu'à la demande du Comité et conformément au Règlement de la Chambre, l'Institut puisse fournir des avis ou entreprendre des travaux de recherche à l'intention du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Ici, donc, le gouvernement n'a pas voulu... Je ne voudrais pas trop insister sur les règles en vigueur à la Chambre. Il s'agit ici du règlement normal de la Chambre. Je ne pense pas qu'il y ait lieu de définir ces règles dans un projet de loi de ce genre. Celles-ci sont définies dans d'autres documents.

Le dernier amendement concerne l'article 29, qui porte sur l'affectation de crédits. Cet article sera modifié de façon à prévoir que l'Institut soit financé par des crédits statutaires accordés annuellement. Le texte du projet de loi précisera, cependant, si vous voulez, le niveau des dépenses qui sera admis annuellement pour les cinq prochaines années et pour les années subséquentes. Le projet de loi peut fixer ce genre de choses. La formule sera très précise.

De l'avis du gouvernement, ces changements améliorent le projet de loi et suppriment toute incertitude éventuelle quant aux intentions du gouvernement de créer un institut indépendant, compétent, de toute première classe et de renommée mondiale.

Et maintenant, comme promis, je vais faire distribuer un bref résumé que j'ai préparé au sujet des questions dont je viens de vous entretenir. Mais s'il doit y avoir des discussions, ce sera à mes remarques et non au document qu'il faudra vous reporter.

[Text]

While there are not been a similar exchange of correspondence with the Leader of the New Democratic Party, I am sure the agreed changes will be viewed as a welcome improvement by that party too, in line with remarks made by members of that party in the House during second reading. Other suggestions, such as Professor Jewett's idea that Clause 4 might be reordered to give greater priority to research of interest to Canadians, are welcome and can be dealt with during clause-by-clause reading.

About seeking nominations now from interested non-governmental organizations, I would like to add that the government has been in touch with a number of institutions, organizations, and individuals during the course of the past several months, and several names have already been suggested. During the next few days the government will be sending out letters to those groups not already contacted, including those on the list put forward by Mr. Nielsen's letter of May 10, to seek nominations. I expect consultation with the opposition parties on nominations, as agreed, will get under way in the next few days.

Mr. Chairman, I stand ready to answer questions that committee members might like to pose.

Merci.

The Chairman: I have received this morning—well, it says “partial list”, but really, if we want to have an institute—I should not comment. I received a partial list of organizations to be consulted, “Peace Institute Bill and Board of Directors”, by Dr. Pauline Jewett, so I would like to table it with the Minister and recognize a member. I would prefer, since there will be half an hour, if it could only be question and answer with the Minister to clarify what has been said, and not debate, because we will not have time to do justice to all members who want to question.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): A point of order, Mr. Chairman. This list was not clarified. Is this a list of people to be expected to appear before the committee, or is it a list of organizations from which directors will be sought?

Mr. Pepin: Either.

The Chairman: It could be either. But I can tell you one thing. I repeat again, I want to be on record that it is the wish, I know, of all members to listen to as many witnesses . . .

• 1030

But we all know that today is May 16, and that means that if you want to have a Bill and you want to be realistic you have the choice of disciplining us. You have on one side the timing and on the other side our strong desire to listen to as many

[Translation]

Bien qu'il n'y ait pas eu d'échange de correspondance semblable avec le leader du Parti néo-démocrate, je suis certain, si je me fie aux remarques qui ont été faites par certains membres de ce parti lors de la deuxième lecture du projet de loi à la Chambre, que ces changements seront favorablement accueillis par ce parti également. Si vous avez d'autres suggestions, comme celle du professeur Jewett voulant que l'article 4 soit modifié de façon à accorder la priorité aux travaux de recherche qui revêtent un intérêt pour les Canadiens, nous les examinerons avec plaisir lors de l'étude article par article du projet de loi.

Quant à la question de solliciter des nominations auprès d'organismes non gouvernementaux intéressés, j'aimerais ajouter que le gouvernement a au cours des quelques derniers mois communiqué avec un certain nombre d'institutions, d'organismes et de particuliers et que plusieurs noms lui ont déjà été proposés. Pendant les prochains jours, le gouvernement va envoyer des lettres aux groupes qui n'ont pas encore été contactés, y compris ceux dont les noms figurent dans la liste que M. Nielsen a fournie avec sa lettre du 10 mai, les invitant à soumettre des nominations. Enfin, j'espère que la consultation au sujet des nominations avec les partis de l'Opposition commencera très prochainement, comme convenu.

Monsieur le président, je suis prêt à répondre à toutes les questions que les membres du Comité voudront bien me poser.

Thank you.

Le président: J'ai reçu ce matin . . . On dit ici «liste partielle», mais si nous voulons avoir un institut . . . ce serait peut-être préférable que je ne fasse aucun commentaire. M^{me} Pauline Jewett m'a remis un document intitulé «Peace Institute Bill and Board of Directors» (projet de loi sur l'Institut pour la paix et le conseil d'administration de cet institut), qui donne une liste partielle d'organismes qui devraient être consultés, et je vais le remettre au ministre, pour que nous puissions passer aux questions. Étant donné qu'il ne nous reste qu'une demi-heure, je vous demanderais de vous borner à demander des éclaircissements au ministre, et non à ouvrir un débat, car nous ne disposons pas de suffisamment de temps si nous voulons permettre à tous les députés d'interroger le ministre.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'invoque le Règlement, monsieur le président. L'affaire de cette liste n'est pas très claire. S'agit-il d'une liste de personnes qui seront appelées à témoigner devant le Comité, ou d'une liste d'organismes chez qui on essaiera de recruter des administrateurs?

M. Pepin: L'un ou l'autre.

Le président: Ce pourrait être l'un ou l'autre, mais je puis vous dire une chose: je sais que je l'ai déjà dit, mais j'aimerais qu'il soit très clair au procès-verbal que tous les membres souhaitent entendre autant de témoins que possible . . .

Nous savons tous que nous sommes aujourd'hui le 16 mai, et cela signifie que si vous voulez que le projet de loi soit adopté et si vous faites preuve de réalisme, il faudra qu'il y ait une certaine discipline. Il y a, d'une part les délais et, d'autre part,

[Texte]

witnesses as possible. I am trying to make a consensus of these two opinions.

So far I think we have made a proposal. The proposal is on record. It is almost an order of this committee to the chairman to act accordingly. Next week and the following week for witnesses... We will not write witnesses; we are at the moment calling witnesses telling them that we will follow up by letter. Some of them will be consulted. Some of them have already been consulted by the government. I do not see the great necessity for them to come back to repeat the same thing. Others may not wish to come since they will be consulted for nomination.

I am in your hands, but you will have to end up being in my hands when I make a decision. Of course, when I make a decision it will be because I act as your chairman trying to reconcile what may be difficult at times to reconcile.

A question now to the Minister from the honourable critic of the Official Opposition, the Hon. Sinclair Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman.

I thought it would be helpful if the Minister could clarify his references to the correspondence between the Prime Minister and Mr. Broadbent. He said that there was similar correspondence, but I notice he has not tabled it. Yet in our third report, which this committee agreed to, we asked that all copies of the existing correspondence among party leaders on the subject of the peace institute—and if there is a reference to the House resolution as well—should be tabled. I was wondering why in fact the Broadbent correspondence is not tabled.

Mr. Pepin: My information is that there was agreement between your leader and my leader for tabling of correspondence but there is not similar agreement with Mr. Broadbent. He may want to in the future.

Miss Jewett will speak on the subject. She can speak with more authority on Mr. Broadbent than I can.

Miss Jewett: Yes. Thank you, Mr. Chairman.

The only correspondence on the peace institute Bill is the letter of May 1 from the Prime Minister to Mr. Broadbent, which is identical to the letter from the Prime Minister to Mr. Mulroney dated May 1. You will find it in the package we have been given about a dozen pages through. That is the only written correspondence on the peace institute Bill.

Mr. Stevens: Mr. Chairman.

Miss Jewett: The response was verbal.

The Chairman: Mr. Sinclair Stevens.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, there may be some inadvertent confusion here in that as we discussed this in the steering

[Traduction]

notre ferme désir d'entendre autant de témoins que possible. Ce que j'essaie de faire, c'est de concilier les deux choses.

Nous avons formulé une proposition qui figure au procès-verbal. C'est pratiquement un ordre que le Comité donne au président, et celui-ci doit se conformer à la proposition. La semaine prochaine et la semaine suivante, nous entendrons des témoins... Nous n'allons pas écrire aux témoins. Nous leur téléphons et nous leur expliquons qu'une lettre va suivre. Certains d'entre eux seront consultés, et certains l'ont d'ailleurs déjà été par le gouvernement. Je ne vois pas l'intérêt de les faire revenir pour répéter les mêmes choses. Et d'autres ne voudront peut-être pas venir, puisqu'ils seront consultés relativement aux nominations.

C'est à vous de décider, mais au bout du compte, c'est à moi que revient en définitive la décision. Bien sûr, lorsque je prendrai ma décision en tant que président, ce sera pour essayer de concilier des choses qui seront peut-être difficiles à concilier.

Le critique de l'Opposition officielle, monsieur Sinclair Stevens, va maintenant poser des questions au ministre.

M. Stevens: Merci, monsieur le président.

Je pense qu'il serait utile que le ministre nous fournisse quelques éclaircissements au sujet de ce qu'il a dit relativement à la correspondance entre le Premier ministre et M. Broadbent. Il a déclaré qu'il y avait eu une correspondance semblable entre ces deux hommes, mais je constate qu'il ne l'a pas encore déposée. Or, dans notre troisième rapport, que le Comité a adopté, nous demandons que soient déposées toutes les copies de toute la correspondance qu'il y a eue entre les différents leaders politiques au sujet de la question de l'Institut pour la paix ainsi que la résolution présentée à la Chambre si celle-ci en fait état. C'est pourquoi je me demande pourquoi la correspondance avec M. Broadbent n'a pas été déposée.

M. Pepin: D'après les renseignements dont je dispose, il y a eu une entente relativement à la correspondance entre votre leader et le leader de mon parti, mais il n'y a pas eu d'entente semblable avec M. Broadbent. Il se peut qu'une entente intervienne avec lui à l'avenir.

M^{lle} Jewett pourra vous renseigner, car elle est plus au courant des affaires de M. Broadbent que moi.

Miss Jewett: Oui. Merci, monsieur le président.

La seule correspondance relativement au projet de loi constituant l'Institut pour la paix qu'il y a eue entre le Premier ministre et M. Broadbent, c'est une lettre datée du 1^{er} mai qui est identique à celle que le Premier ministre a adressée à M. Mulroney, toujours le 1^{er} mai. Vous en trouverez le texte à environ la douzième page de la liasse qu'on nous a donnée. Il s'agit là de la seule lettre qu'il a reçue concernant le projet de loi sur l'Institut canadien pour la paix.

M. Stevens: Monsieur le président.

Miss Jewett: Et la réponse a été orale.

Le président: Monsieur Sinclair Stevens.

M. Stevens: Monsieur le président, il semblerait qu'il y ait une certaine confusion ici, car lorsque le Comité directeur en a

[Text]

committee we were very clear to say that wherever the peace institute was referred to in correspondence we would like that to be tabled. We have in the brackets here "and on the House resolution pertaining to peace if mentioned in the said correspondence". As the Minister knows, there is further correspondence in which the peace resolution is referred to, and initially the peace institute was more of an incidental thing. It was: Let us have a resolution and coming out of that could be a peace institute. That was the tone.

My question to the Minister is that, while perhaps the letter going from the Prime Minister to Mr. Broadbent of May 1 is the first letter dealing solely with the peace institute, I can only assume that as in our case there are previous letters dealing with the peace resolution in which the peace institute is referred to. I think it is in all of our interests to get it completely tabled to see what led up to this.

Mr. Pepin: I appreciate your view on the subject.

The second point I was going to make, Professor Jewett, was that I thought your speech in the House was the answer from your party, and it was very, very clear.

Miss Jewett: It was indeed, and all the points we felt were important in the Bill that might be subject to amendment were mentioned in my speech on second reading.

• 1035

On the matter of the peace resolution, as I said in steering committee, we would be quite happy to have that correspondence tabled at some appropriate time—any time. If you want it now, of course, there is no problem there at all. We would be delighted, as a matter of fact, to have the correspondence tabled.

Mr. Stevens: Well, we have agreement, then.

Miss Jewett: But I did not want to have it put together with the peace institute correspondence.

The Chairman: I think I can help it proceed more rapidly. We thought what was important—I have my report in French, but what was important was that...

exemplaire de la correspondance déjà existante entre les chefs de parti portant sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

That is what we really, basically agree on; and if the resolution relative to the question of peace that is supposed to be debated in the House—if this correspondence—*en fait état*. *Fait état de quoi? C'est cela l'importance. Fait état de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale*—it would seem clear to me that any time you refer to the peace institute, we would like to see that correspondence.

[Translation]

discuté, il a été très clairement dit que nous voulions que soient déposés tous les documents où il est question de l'Institut pour la paix. Nous disons ici entre parenthèses «et la résolution présentée à la Chambre si celle-ci figure dans ladite correspondance». Comme le sait bien le ministre, il y a d'autres lettres dans lesquelles il est question de la résolution pour la paix, et au départ la question de l'Institut pour la paix ne revêtait qu'une importance secondaire. Ce que nous avons dit, en fait, c'était que nous voulions une résolution, et que celle-ci pourrait peut-être aboutir à la création d'un institut pour la paix. C'était plutôt cela, le ton.

La question que j'aimerais poser au ministre est la suivante: bien que la lettre datée du 1^{er} mai que le Premier ministre a envoyée à M. Broadbent soit la première lettre qui ne fasse état que de l'Institut pour la paix, je ne puis que supposer que, comme c'est le cas pour nous, il y a eu d'autres lettres auparavant concernant la résolution pour la paix où il était question de l'Institut. Je pense que c'est dans notre intérêt à tous d'examiner tous ces documents afin de savoir exactement ce qui nous a amenés au point où nous en sommes.

M. Pepin: Je comprends votre point de vue.

Le deuxième point que je voulais souligner, professeur Jewett, c'était que j'avais interprété votre discours à la Chambre comme étant la réponse de votre parti, et je dois dire que c'était extrêmement clair.

Mlle Jewett: En effet, et dans le discours que j'ai prononcé lors de la deuxième lecture, je mentionne tous les points importants du projet de loi qui pourraient selon nous faire l'objet de certains amendements.

En ce qui concerne la résolution pour la paix, comme je l'ai dit lors de la réunion du Comité directeur, cela me ferait très plaisir que cette correspondance soit déposée à un moment opportun... ou même n'importe quand. Si vous voulez l'avoir tout de suite, cela ne pose bien sûr aucun problème. Nous serions d'ailleurs ravis que cette correspondance soit tout de suite déposée.

M. Stevens: Dans ce cas, nous sommes tous d'accord.

Mlle Jewett: Mais je n'avais pas voulu que cette correspondance soit ajoutée à celle où il est question de l'Institut pour la paix.

Le président: Je pense pouvoir accélérer les choses. Nous avons pensé que ce qui était important, mon rapport est en français, mais ce qui est important c'est que...

copy of the existing correspondence between the party leaders concerning the Canadian Institute for International Peace and Security.

C'est là-dessus que nous nous sommes entendus en gros. Et si la résolution relative à la question sur la paix qui doit être débattue en Chambre... si cette correspondance... «*refers to it. Refers to what? That is what is important. If it refers to the Canadian Institute for International Peace and Security.* Il me semble que cela signifie que nous aimerions avoir la

[Texte]

But I would not like to side-track this morning. I think you have made your points very clearly. Dr. Jewett has answered very clearly. In my evaluation what would be good would be to ask your other question—unless you think it is fundamental that you cannot function unless you see immediately that correspondence.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, provided we have an agreement among the Minister, our party, and the NDP that as you have read it into the record, all that correspondence will in fact be tabled.

Mr. Pepin: I agree with Miss Jewett that it should be done in an orderly fashion. The correspondence on the peace institute should be tabled here, if there is an agreement on that, and we have already tabled the correspondence between Mr. Mulroney and Mr. Trudeau. If Miss Jewett and Mr. Broadbent agree, that could be tabled too. That is clear.

The Chairman: On the peace institute.

Mr. Pepin: On the peace institute.

Now, when we come to the peace resolution, you are willing to table the correspondence between your leader and the Prime Minister?

Mr. Stevens: Yes.

Mr. Pepin: Yes. Miss Jewett is willing to table the correspondence between Mr. Broadbent and Mr. Trudeau. My understanding is that Mr. Trudeau is willing to table his side of the correspondence too.

The Chairman: But will it be tabled here or will it be tabled in the House of Commons? That is the . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): No, here.

Mr. Pepin: I suggest, like Miss Jewett, that the two things should be kept separate.

The Chairman: As long as you get it—you know, once it is tabled in the House, I just bring you a copy of Hansard and we will consider that as having been tabled here.

M. Munro, s'il vous plaît.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Not only tabled here, but appended to today's proceedings.

The Chairman: Well, today or the next meeting when we get them.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I think they should be published and made available to the Canadian public.

The Chairman: Hansard is available much more than our deliberations, I can assure you. Hansard is published by

[Traduction]

copie de toute correspondance où il est question de l'Institut pour la paix.

Mais je ne voudrais pas que nous nous écartions trop du sujet de notre réunion de ce matin. Je pense que vous avez très clairement expliqué votre point de vue et que M^{me} Jewett a répondu de façon tout aussi claire. Je pense donc qu'il serait bon que vous passiez à votre autre question, à moins que vous ne pensiez qu'il vous faille absolument voir cette correspondance avant d'aller plus avant.

M. Stevens: Il n'y a pas de problème, monsieur le président, dans la mesure où le ministre, notre parti et les Néo-démocrates sont d'accord pour dire, comme vous venez de l'expliquer pour que cela figure au procès-verbal, que toute la correspondance devra être déposée.

M. Pepin: Je suis de l'avis de M^{me} Jewett qui pense que cela devrait être fait de façon ordonnée. La correspondance au sujet de l'Institut pour la paix devra être déposée devant le Comité, si c'est cela que vous voulez. Quant à la correspondance entre MM. Mulroney et Trudeau, celle-ci vous a déjà été remise. Si M^{lle} Jewett et M. Broadbent sont d'accord, la correspondance que ce dernier a reçue pourrait elle aussi être déposée. Cela est très clair.

Le président: Au sujet de l'Institut pour la paix.

M. Pepin: Oui, au sujet de l'Institut pour la paix.

Et maintenant, pour ce qui est de la résolution pour la paix, vous êtes prêt à déposer la correspondance qu'il y a eue entre votre leader et le Premier ministre, c'est bien cela?

M. Stevens: Oui.

M. Pepin: Très bien. Et M^{lle} Jewett est prête à déposer la correspondance intervenue entre MM. Broadbent et Trudeau. D'après les renseignements dont je dispose, M. Trudeau est lui aussi d'accord pour que l'on dépose également sa partie de la correspondance.

Le président: Mais ces documents seront-ils déposés ici ou à la Chambre des communes? C'est là . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Non, ici.

M. Pepin: Je pense, tout comme M^{me} Jewett, que ces deux choses devraient demeurer distinctes l'une de l'autre.

Le président: L'important, c'est que vous les ayez . . . Vous savez, une fois que ces documents auront été déposés à la Chambre, je vous apporte une copie du *Hansard* et nous pourrions faire comme s'ils avaient été déposés ici.

Mr. Munro, please.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Pas seulement déposés ici, mais annexés au procès-verbal de la réunion d'aujourd'hui.

Le président: La réunion d'aujourd'hui ou la prochaine réunion, lorsque nous aurons ces documents en main.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je pense que ces documents devraient être publiés et diffusés auprès du public canadien.

Le président: Je peux vous assurer que le *hansard* est beaucoup mieux distribué que ne le sont les procès-verbaux de

[Text]

thousands of copies. Ours is only 1500 copies; of which half goes to the House of Commons.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Tabling in the House of Commons does not necessarily mean appending to Hansard.

The Chairman: Okay. But I said, sir, that I could bring the House of Commons Hansard here, and once I have documents here, it is in the committee's hands to do what it wants. I think you understand. I do not want to put it on the record exactly, but you understand the spirit: I understand your request. One way or the other—just table it in the House whatever way you like, and you will see how I will dispose of it here in the committee.

Mr. Pepin: Just on the last point, Miss Jewett I thought made sense by wanting to keep the resolution and the institute separate. I thought so. But my advisers say that if the committee insists on having it the other way, we are willing to accommodate.

Mr. Stevens: Agreed.

The Chairman: I think I will be in clause-by-clause by next week.

Miss Jewett: I want to be absolutely clear. What has been tabled this morning is the correspondence between the leader of the Official Opposition and the Prime Minister on the peace institute Bill. That is all that has been tabled this morning.

• 1040

Mr. Pepin: Right on.

Miss Jewett: The official critic asked why the correspondence between Mr. Broadbent and the Prime Minister on the peace institute Bill was not also tabled.

The Chairman: Because there is none.

Miss Jewett: I said because there was one letter only and it is identical to the May 1 letter from the Prime Minister to Mr. Mulroney. That is all that is concerning us at the moment.

The Chairman: Madam, to make everybody happy I will kindly ask you also to give me that copy and we will know that it is addressed to Mr. Broadbent but it will be the same . . .

Miss Jewett: I will be glad to do that.

The Chairman: —and therefore all the correspondence will be in my hands.

Mr. Stevens, please, questions.

[Translation]

nos réunions. Le *Hansard* est publié en plusieurs milliers d'exemplaires. Quant à nos procès-verbaux, nous n'en faisons publier que 1500 exemplaires, dont la moitié vont à la Chambre des communes.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Le fait de déposer ces documents à la Chambre des communes ne signifie pas forcément que ceux-ci seront annexés au *hansard*.

Le président: Bien sûr, mais, comme je l'ai déjà dit, je pourrais vous apporter une copie du *hansard*, et une fois que nous avons les documents ici, c'est au Comité qu'il revient de décider comment il veut procéder. Je pense que vous me comprenez. Je ne veux pas vous faire un dessin, mais vous devez comprendre l'esprit de ce que j'essaie d'expliquer, tout comme je comprends votre demande. D'une façon ou d'une autre . . . Vous n'avez qu'à déposer ces documents à la Chambre, et vous verrez bien comment je ferai pour ce qui est du Comité.

M. Pepin: Pour revenir au dernier point, je pense que l'idée de M^{me} Jewett, à savoir garder distinctes l'une de l'autre la résolution et la question de l'Institut, est très bonne. C'est ce que je préférerais, mais mes conseillers me font savoir que si le Comité tient absolument à faire l'inverse, nous l'accepterons.

M. Stevens: D'accord.

Le président: Je pense que nous en serons à l'étape de l'étude article par article du projet de loi d'ici la semaine prochaine.

Mlle Jewett: J'aimerais que les choses soient tout à fait claires. Ce qui a été déposé ce matin c'est la correspondance qu'il y a eue entre le leader de l'Opposition officielle et le Premier ministre au sujet du projet de loi sur l'Institut pour la paix. C'est là tout ce qui a été déposé ce matin.

M. Pepin: Exactement.

Mlle Jewett: Le critique de l'Opposition officielle a demandé pourquoi la correspondance entre M. Broadbent et le Premier ministre relativement au projet de loi sur l'Institut pour la paix n'a pas été déposé.

Le président: C'est parce qu'il n'y en a pas eu.

Mlle Jewett: J'ai déjà dit que c'est parce qu'il n'y avait qu'une seule lettre et que celle-ci est identique à la lettre que le Premier ministre a envoyée à M. Mulroney le 1^{er} mai. C'est tout ce que nous avons pour l'instant.

Le président: Afin que tout le monde soit satisfait, je vous demanderais, madame, de bien vouloir m'en donner une copie afin qu'il soit bien clair que cette lettre a été adressée à M. Broadbent, mais ce sera exactement la même lettre . . .

Mlle Jewett: Je le ferai avec plaisir.

Le président: . . . et ainsi j'aurai en main toute la correspondance.

Monsieur Stevens, poursuivez avec vos questions, s'il vous plaît.

[Texte]

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I am sorry this thing seems to have got prolonged. Where the confusion seems to arise is that there is further correspondence between the Prime Minister and the Leader of the Opposition touching on the peace institute that has not been tabled. My point is that I think it should all be tabled. The only confusion is that those letters are going to make references not only to the peace institute but also to the peace resolution. I am saying that the whole thing should be tabled, including the NDP. So as long as we have agreement on that . . .

Mr. Pepin: It takes three to tango in this case, and . . .

Miss Jewett: Subsequent to our discussion of this . . .

Mr. Pepin: —we were in agreement; we are not in disagreement . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Three to understand.

The Chairman: Dr. Jewett, please.

Miss Jewett: Mr. Chairman, subsequent to our discussion of the peace institute Bill, which is all we have tabled today, I would be, as I have said before, more than happy to have a separate tabling in this committee or in the House of all correspondence relating to the peace resolution.

The Chairman: I would kindly ask you, Mr. Stevens, to give a chance in case we run out of time. Your major question, and I will come back. Each party will have their questions.

Mr. Stevens: Yes. I think these are almost technical questions.

Mr. Minister, I would direct your attention to the letter of May 10, and you will see that there is a schedule appended to our proposed amendment. Maybe your copy is not like this, but in the photostating two of our names have been dropped off the schedule. You will notice it ends with the National Council of Women. The letter is dated May 10; it is the final page.

Mr. Pepin: Yes.

Mr. Stevens: Do you follow?

The Chairman: Yes, we have it. The Royal Canadian Legion and the United Nations Association in Canada . . .

Mr. Stevens: Okay, but . . .

The Chairman: —but it was cut off.

Mr. Stevens: It is cut off.

The Chairman: Yes.

Mr. Stevens: I just want the record to show that.

The Chairman: Yes, because some of your colleagues will be highly upset if it is not there. It is done. You may go on to your next question, please.

[Traduction]

M. Stevens: Monsieur le président, je regrette que la discussion là-dessus se soit prolongée pendant si longtemps. La confusion semble venir du fait qu'il y a d'autres éléments de correspondance entre le Premier ministre et le leader de l'Opposition relativement à l'Institut pour la paix qui n'ont pas été déposés. Ce que j'ai voulu dire, c'est que l'ensemble de la correspondance devrait selon moi être déposé. Le seul problème, c'est que ces lettres font état non seulement de l'Institut pour la paix mais également de la résolution. Ce que je dis, c'est que l'ensemble de la correspondance devrait selon moi être déposé, y compris celle qu'a reçue le Parti néo-démocrate. Dans la mesure où nous sommes d'accord là-dessus . . .

M. Pepin: Dans un cas comme celui-ci, il faut être trois pour jouer et . . .

Mlle Jewett: Suite à notre discussion à ce sujet . . .

M. Pepin: Nous étions d'accord; il n'y a pas eu désaccord . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Trois pour comprendre.

Le président: Madame Jewett, je vous prie.

Mlle Jewett: Monsieur le président, suite à notre discussion au sujet du projet de loi sur l'Institut pour la paix . . . et c'est tout ce qui a été déposé aujourd'hui . . . je serais comme je l'ai déjà dit ravie de déposer séparément devant le Comité ou devant la Chambre l'ensemble de la correspondance relative à la résolution pour la paix.

Le président: Monsieur Stevens, étant donné le peu de temps qu'il nous reste, je vous demanderais de faire un effort. Posez votre question principale, et je reviendrai à vous plus tard. Chaque parti doit pouvoir poser ses questions.

M. Stevens: D'accord. Je pense que toutes mes questions sont d'ordre plutôt technique.

Monsieur le ministre, je vous renverrai à la lettre du 10 mai. Vous verrez qu'une liste a été jointe à notre amendement. Votre photocopie n'est peut-être pas identique à la mienne, mais sur la page que j'ai devant moi deux des noms n'y figurent pas. Vous remarquerez que la liste se termine par le Conseil national des femmes. Il s'agit de la lettre datée du 10 mai, et de la dernière page.

M. Pepin: Oui.

M. Stevens: Y êtes-vous?

Le président: Oui, nous l'avons. La Légion royale canadienne et l'Association canadienne pour les Nations Unies . . .

M. Stevens: D'accord, mais . . .

Le président: . . . mais cela a été coupé.

M. Stevens: Cela a été coupé.

Le président: Oui.

M. Stevens: Je voulais tout simplement que cela figure au procès-verbal.

Le président: Oui, car certains de vos collègues seront catastrophés si ces noms n'y figurent pas. C'est chose faite. Passez à votre question suivante, je vous prie.

[Text]

Mr. Stevens: That is putting it mildly.

On May 7...

Mr. Hudecki: What are those names again?

The Chairman: I will give you them, sir, right away.

Mr. Dupras: I think they are included in the list we were given.

The Chairman: The United Nations Association in Canada...

Mr. Stevens: And the Royal Canadian Legion.

The Chairman: —and the Royal Canadian Legion.

Mr. Stevens: They are shown in our letter of May 3, but they were deleted from the May 10 one.

Mr. Dupras: Did you say May 8?

Mr. Stevens: On May 3 they are shown. I think it was just a photostating problem.

On May 7, Mr. Minister, you will see that there is a handwritten "May 7, 1984".

Mr. Pepin: Yes.

Mr. Stevens: That was written in, not in our letter. I draw your attention to that because you will see that our reply on May 8 refers to an undated letter, and that is our only alternative. If there was any confusion as to what undated letter we meant, it is the May 7 one on which somebody has handwritten "May 7".

Mr. Dupras: So for further reference it could be identified as the May 7 letter?

Mr. Stevens: That is right.

Mr. Dupras: Okay.

The Chairman: Just a minute; I want to be sure we will not have a problem.

Mr. Pepin: When the Prime Minister sent a letter to Mr. Mulroney somebody forgot to put the date on it. The date was added afterwards, for obvious reasons.

Mr. Dupras: But it now is on the letter? It is the May 7 letter?

Mr. Stevens: My final question, Mr. Chairman, is: Could the Minister indicate what in fact has taken place since second reading in the form of consultations between the leaders with a view to agreeing on a chairman and an executive director?

Mr. Pepin: Mr. Smith.

Mr. Gary Smith (Director, Arms Control and Disarmament Division, Department of External Affairs): Since second reading was passed on Friday...

Mr. Pepin: Since or during? I thought you said during.

Mr. Stevens: Since.

[Translation]

M. Stevens: Vous pourriez y aller un peu plus fort.

Le 7 mai...

M. Hudecki: Pourriez-vous me répéter les noms de ces organismes?

Le président: Je vous les donne tout de suite, monsieur.

M. Dupras: Je pense qu'ils figurent dans la liste qu'on nous a donnée.

Le président: L'Association canadienne pour les Nations Unies...

M. Stevens: Et la Légion royale canadienne.

Le président: ... et la Légion royale canadienne.

M. Stevens: Les noms de ces organismes figurent dans notre lettre du 3 mai, mais pas dans celle du 10 mai.

M. Dupras: Vous avez dit le 8 mai?

M. Stevens: Ils figurent dans la lettre du 3 mai. Je pense qu'il ne doit s'agir que d'un problème de photocopie.

Monsieur le ministre, vous remarquerez qu'on a ajouté à la main en haut de la lettre du 7 mai «Le 7 mai 1984».

M. Pepin: Oui.

M. Stevens: Cela a été rajouté à la main. Si j'attire votre attention là-dessus c'est parce que dans notre réponse du 8 mai nous renvoyons à une lettre non datée. Nous n'avions pas le choix. Afin d'éviter toute confusion, je tiens à dire que cette lettre fait réponse à une lettre du 7 mai sur laquelle la date du 7 mai a été ajoutée à la main.

M. Dupras: On pourra donc à l'avenir parler de la lettre du 7 mai?

M. Stevens: C'est exact.

M. Dupras: Très bien.

Le président: Un instant. J'aimerais être bien certain qu'il n'y a pas de problème.

M. Pepin: Lorsque le Premier ministre a envoyé une lettre à M. Mulroney, quelqu'un a oublié d'y mettre la date. La date a été ajoutée par la suite, pour des raisons évidentes.

M. Dupras: Mais la date figure maintenant sur la lettre, n'est-ce pas? Il s'agit bien de la lettre du 7 mai?

M. Stevens: Ma dernière question est la suivante, monsieur le président. Le ministre pourrait-il nous dire quelles consultations il y a eues entre les leaders depuis la deuxième lecture du projet de loi relativement au choix d'un président et d'un directeur administratif?

M. Pepin: Monsieur Smith.

M. Gary Smith (directeur, Direction du contrôle des armements et du désarmement, ministère des Affaires extérieures): Depuis vendredi, c'est-à-dire depuis la fin de la deuxième lecture...

M. Pepin: Depuis ou pendant? J'ai cru vous entendre dire pendant.

M. Stevens: Depuis.

[Texte]

Mr. Pepin: Since.

[Traduction]

M. Pepin: Depuis.

• 1045

Mr. G. Smith: Since last Friday, May 11. There has just been further consultation by government officials with various organizations during the course of regular meetings. Mr. MacEachen is in the process of sending a Telex to organizations that have not already been consulted. In terms of consultation with the opposition, I am not aware that there has been any further consultation between Friday and today.

Mr. Stevens: I think that is right. I wonder if the Minister could indicate when he expects that consultation to begin. In the second reading debate, Mr. Nielsen, for example, expected it forthwith.

Mr. Pepin: Mr. MacEachen is in Paris and expressed the view this morning to officials in the department that he would like to take part personally in this consultation. So presumably the consultation will have to wait for his return. He will return Tuesday. So we will have that next week.

Mr. Stevens: Could we have a list then of those institutions that have been contacted or will be contacted in these Telexes that you are sending out?

Mr. Pepin: Do you mean a composite list for all those submitted?

Mr. Stevens: Correct.

Mr. Pepin: Can you produce that, Mr. Smith?

Mr. G. Smith: We can produce a list of those who have been consulted already, those who have received a general information letter from Mr. MacEachen, and those who will receive this Telex, yes.

The Chairman: I would like to get that by next Tuesday—some time during the morning session of National Defence.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman.

Miss Jewett: Mr. Chairman, on this point . . .

Mr. Pepin: Since it will be a long weekend, perhaps you may want it on Friday. Mr. Smith is willing to let you have that if you want it.

The Chairman: By next Tuesday, and anything you give me before I shall distribute. Dr. Jewett, please.

Miss Jewett: Mr. Chairman, on this point, there has now been distributed a list of organizations submitted by myself on behalf of my party. It is entitled *Partial List of Organizations to be consulted re peace institute bill and/or Board of Directors*. There is just one small typographical error. On the first page, the fifth organization is, of course, the Canadian Catholic Conference on Development and Peace.

M. G. Smith: Depuis vendredi dernier, le 11 mai.. Des fonctionnaires du gouvernement ont également consulté différents organismes pendant des réunions normales. M. MacEachen est en train d'envoyer des télex aux organismes qui n'ont pas déjà été consultés. Que je sache, il n'y a pas eu d'autres consultations avec l'Opposition depuis vendredi.

M. Stevens: Je pense que c'est exact. Je me demande si le ministre pourrait nous dire quand il s'attend à ce que cette consultation commence. Lors du débat à la deuxième lecture, M. Nielsen s'attendait à une telle consultation tout de suite.

M. Pepin: M. MacEachen est à Paris en ce moment et il a dit ce matin aux fonctionnaires de son ministère qu'il aimerait participer personnellement à cette consultation. Je tiens donc pour acquis que la consultation ne commencera pas avant son retour mardi prochain. La consultation aura donc lieu la semaine prochaine.

M. Stevens: Pourriez-vous nous donner une liste des institutions avec lesquelles vous avez déjà communiqué, ou avec lesquelles vous allez communiquer par l'intermédiaire des télex?

M. Pepin: Parlez-vous d'une liste exhaustive de tous les organismes?

M. Stevens: C'est cela.

M. Pepin: Pourriez-vous nous donner cela, monsieur Smith?

M. G. Smith: Nous pouvons vous donner une liste des organismes qui ont déjà été consultés, ceux qui ont déjà reçu une lettre générale de M. MacEachen, et ceux qui recevront le télex.

Le président: J'aimerais avoir ces renseignements avant mardi prochain, pendant notre réunion au sujet des crédits de la Défense nationale.

M. Stevens: Merci, monsieur le président.

Mlle Jewett: Sur la même question, monsieur le président . . .

M. Pepin: Puisqu'il s'agit d'une longue fin de semaine, il se peut que vous vouliez ces renseignements vendredi. M. Smith est disposé à vous les fournir.

Le président: J'aimerais les avoir avant mardi, et si j'en ai avant, je les distribuerai aux membres du Comité. Madame Jewett, s'il vous plaît.

Mlle Jewett: Monsieur le président, on a distribué une liste des organismes que j'ai proposés au nom de mon parti. La liste s'intitule *Liste partielle des organismes à consulter au sujet du projet de loi sur l'Institut pour la paix ou le Conseil d'administration*. Cette liste comporte une petite erreur typographique. Le cinquième organisme à la première page s'appelle, bien sûr, *Canadian Catholic Conference on Development and Peace*.

[Text]

The Chairman: Instead of "of development" it is "on." Okay. Would you kindly—all of you . . . reflect very deeply on the kind of questions you would like the Minister to answer this morning. This will help our very difficult task ahead of us in the next two weeks. So other questions . . . Or, if you have points of order that may help the discussion, I will accept them. Monsieur Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I note in reading this package of material, which was presented to the members this morning, there are some pieces of correspondence referred to that are not included. For instance, the first letter is a letter dated April 4 from the Prime Minister, and it refers to a letter of March 15. When you go through this package, you will note that there are a number of other pieces of correspondence that are not there. I wonder if they could be added to this list.

The Chairman: We will have to . . .

Mr. Dupras: That is more or less what we were discussing with regard to the peace resolution, how this would be printed.

Mr. Pepin: You will have that by cross reference to the resolutions documentation, and that will be later.

The Chairman: Monsieur Dupras, followed by Mr. Hudecki and my colleague, Monsieur Munro, and then Monsieur Roche.

M. Dupras: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, je ne voudrais pas prolonger . . .

Le président: Je vous en prie; on va prendre le temps nécessaire.

M. Dupras: J'ai déjà obtenu la réponse à certaines de mes questions. Sur la liste produite par ma collègue, M^{me} Jewett, et par le Parti progressiste conservateur, je ne vois pas d'association latino-canadienne. J'aimerais, moi aussi, monsieur le président, avoir l'occasion et la permission de soumettre une liste qui pourrait compléter la liste déjà fournie par les deux autres partis.

Le président: Connaissant votre grande adresse, monsieur Dupras, *I would be the first one to . . .*

M. Dupras: Il n'y a pas seulement la région de l'Amérique latine qui semble ne pas être représentée; il y en a d'autres. Il y a des associations canadiennes suffisamment représentatives qui devraient être incluses dans ces listes. Si elle n'est pas sur la liste du gouvernement, j'aimerais avoir le loisir de produire une liste moi aussi.

• 1050

M. Pepin: De la façon dont je vois les choses, un jour ou l'autre, le Comité devra réduire la liste, parce que cela devient, comme dirait *rp Yves Fontaine, *unmanageable*.

M. Dupras: C'est cela. Je suis parfaitement d'accord avec vous. Seulement, sans vouloir l'allonger, je vois qu'il y a des groupes ethniques ainsi que des groupes d'intérêts nationaux qui ne sont pas mentionnés, et j'aimerais qu'on ait le loisir de compléter la liste.

[Translation]

Le président: Il s'agit de remplacer le mot «*of*» par «*on*». D'accord. Je vous demande tous de réfléchir sérieusement aux questions que vous aimeriez poser au ministre ce matin. Cela va faciliter la tâche très difficile qui nous attend dans les deux semaines à venir. Je vous demande donc de poser d'autres questions. Si vous avez des rappels au Règlement, qui pourraient être utiles, je les accepterais également. Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): En lisant les documents qui ont été distribués ce matin, je constate qu'on fait allusion à certaines lettres qui n'y figurent pas. Par exemple, la première lettre est une lettre du Premier ministre datée du 4 avril, et dans cette lettre on fait allusion à une lettre du 15 mars. J'ai constaté qu'il y a plusieurs lettres qui manquent. Je me demande si on pourrait nous les fournir.

Le président: Il faudra . . .

M. Dupras: C'est plus ou moins ce qu'on disait au sujet de la résolution sur la paix.

M. Pepin: Vous aurez toute la documentation qui porte sur la résolution, et donc vous aurez les lettres en question par la suite.

Le président: Monsieur Dupras, suivi de M. Hudecki, de M. Munro et de M. Roche.

Mr. Dupras: Thank you, Mr. Chairman.

I do not want to delay things, Mr. Chairman . . .

The Chairman: Please go ahead, we will take whatever time is necessary.

Mr. Dupras: Some of my questions have already been answered. I see no Latin America-Canadian association on either the lists submitted by Miss Jewett or that submitted by the Conservative Party. Mr. Chairman, I would also like to have the opportunity and the permission to submit a list that would complement the list already submitted by the other two parties.

The Chairman: Since I am very familiar with your abilities in this area, Mr. Dupras, *je serais le premier à . . .*

Mr. Dupras: There are other regions besides Latin America that seem to have been left out. There are some Canadian associations that are sufficiently representative to merit inclusion on these lists. If they do not appear on the government's list, I would like to have an opportunity to submit a list myself.

Mr. Pepin: In my opinion, sooner or later the committee is going to have to reduce the length of the list, because as Yves Fontaine would say, it is becoming unmanageable.

Mr. Dupras: I agree completely. However, while I do not want to lengthen the list, I see that some ethnic groups and some national interest groups have not been included, and I would like to have an opportunity to complete the list.

[Texte]

Le président: Je commence à penser que l'Annexe va être plus imposante que le projet de loi lui-même.

M. Dupras: Oui, quantitativement.

The Chairman: I would like to put on the record the presence among us of the Deputy Speaker of the Senate and the ex-chairman of the IPU, the International Parliamentary Union, *l'honorable sénateur Molgat*. That shows that the Senate is already preparing themselves ahead of time for dealing with the Bill, too.

Welcome, Senator Molgat.

Other questions, please. I have now Mr. Munro, followed by Mr. Sargeant and Mr. Roche.

Monsieur Munro, s'il vous plaît.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I have three questions for clarification. I will just reel them off and they can be answered seriatim.

The first one is the clarification of the first amendment which would be acceptable, and that is the deletion of Clause 5.(g). I was wondering whether I heard correctly that the purpose of this was to permit private contributions to be made to the institute, or to prevent. I was not quite sure which it was.

Mr. Pepin: I said the Bill permitted. Now the amendment will exclude the seeking by the government for the institute, or by the institute for itself, of funds from the private sector.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): By which one is to understand, then, that the government alone is the funding agency?

Mr. Pepin: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Only the government?

Mr. Pepin: As a general proposition. But to tell you the whole thing... and we should be totally clear... there is a possibility, because the institute is a person, that you, with your admiration for the institute, might on your deathbed, which I hope will be delayed considerably...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You are too kind.

Mr. Pepin:—want to bequest to the institute a considerable sum of money.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Unsolicited.

Mr. Pepin: Unsolicited—that is the point. So that is why I said "will not be seeking funds". But somebody may make a contribution, and then, the institute being a person...

The Chairman: Dr. Jewett, then Mr. Stevens.

Mr. Pepin:—it could hardly say no to that. But that is a bit of a remote possibility.

[Traduction]

The Chairman: I am beginning to think that the appendix is going to be longer than the bill itself.

Mr. Dupras: Yes, as far as the number of pages goes.

Le président: Je tiens à signaler que nous avons parmi nous l'orateur adjoint du Sénat et l'ancien président de l'Union interparlementaire, *the honourable senator Molgat*. Sa présence indique que le Sénat se prépare déjà à étudier le projet de loi.

Bienvenue chez nous, sénateur Molgat.

Je demande aux membres de poser d'autres questions. Sur la liste, j'ai les noms de M. Munro, celui de M. Sargeant et M. Roche.

Mr. Munro, please.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'ai trois précisions à vous demander, et je poserai les trois questions ensemble pour ensuite vous donner la possibilité d'y répondre.

La première porte sur la première modification, qui serait acceptable, c'est-à-dire la suppression du paragraphe 5 g). Je ne sais pas si j'ai bien entendu. S'agit-il de permettre ou d'empêcher les organismes privés de faire des contributions à l'Institut. Je n'ai pas très bien saisi.

M. Pepin: J'ai dit que le projet de loi permettait ce genre de contribution. Selon l'amendement, ni le gouvernement ni l'Institut lui-même ne pourront solliciter de financement du secteur privé.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Est-ce que cela veut dire que seul le gouvernement fournira du financement?

M. Pepin: Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Seul le gouvernement?

M. Pepin: En général, oui. Mais pour être parfaitement clair, je devrais également vous dire qu'il est possible, étant donné que l'Institut est une personne physique, que vous voudrez, étant donné votre admiration pour l'Institut, lorsque vous vous trouverez sur votre lit de mort, ce qui, je l'espère, ne sera pas dans un avenir proche...

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous êtes vraiment trop aimable.

M. Pepin:... vous voudrez, dis-je, léguer une somme considérable à l'Institut.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Sans qu'on me demande de le faire.

M. Pepin: Tout à fait. C'est la raison pour laquelle j'ai dit qu'on «ne sollicitera pas de fonds». Mais il est possible pour des particuliers de faire des contributions, et puisque l'Institut est une personne physique...

Le président: M^{me} Jewett, suivie de M. Stevens.

M. Pepin:... on ne pourrait pas refuser une telle contribution. Mais il s'agit d'une possibilité assez peu probable.

[Text]

The Chairman: Or Mr. McKenzie.

Mr. Pepin: The principle is that neither the institute nor the government will be seeking money from the private sector.

Is that good enough?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): With a tax receipt?

Mr. Pepin: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): The other question has to do with the pool of nominees. I have read the Bill several times, but I am not quite sure whether my recollection serves me correctly that the nominees for the board must be drawn from the Canadian public? Are they to be Canadians only?

Mr. Pepin: We come back to the Clause—what? . . . which talks about the composition of the board, which says that up to seven . . .

An Hon. Member: Oh yes, Clause 18.

Mr. Pepin: It is Clause 18. It is the present view of the government, which hopefully everybody shares, that the emphasis should be on Canadian membership in the board with slight flexibility as to the possible inclusion of some non-Canadians. But the emphasis will be on Canadians.

I cannot go further than that, but if you want me to mention numbers it will not be seven foreigners. It will be a much lower number than that. But it seems that Mr. MacEachen does not want to eliminate the possibility of having a foreigner or two on the board.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): In any event, the selection after the chairman and the executive director will be by consultation?

Mr. Pepin: Will be known before the Bill is concluded . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): For the first group.

Mr. Pepin: —for the first group.

• 1055

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Is there any thought of a rotational system for the board? Is the three-year term definitive for the first selection and then they go out and the next group comes in?

Mr. Pepin: If my memory serves me well, it is in the Bill. I thought there was a clause, Clause 9, which said:

A director, including the Chairman and the Executive Director, whose term of office has expired is eligible for re-appointment to the Board in the same or another capacity.

That is not it. I thought there was one.

Mr. Ogle: It is Clause 8, sir.

Mr. Pepin: I thought there was one. That is it.

to hold office for such term not exceeding three years

[Translation]

Le président: Ou M. McKenzie.

M. Pepin: Le principe est comme suit: ni l'Institut ni le gouvernement ne solliciteront de fonds du secteur privé.

Ma réponse vous convient-elle?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Est-ce qu'il y aurait un reçu pour fins d'impôt?

M. Pepin: Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): L'autre question porte sur la liste de candidats qu'on a proposés. Même si j'ai déjà lu le projet de loi plusieurs fois, je ne me souviens pas exactement s'il faut que les personnes nommées pour des postes d'administrateurs soient des Canadiens?

M. Pepin: Il s'agit de l'article qui porte sur les conditions de nomination, et qui prévoit que jusqu'à sept . . .

Une voix: Oui, il s'agit de l'article 18.

M. Pepin: C'est l'article 18. Le gouvernement, et nous espérons que tout le monde sera d'accord, estime que la plupart des administrateurs devraient être canadiens, même s'il pourrait y avoir certains non-canadiens. On va essayer surtout d'avoir des administrateurs canadiens.

Je ne puis pas vous donner davantage de détails, mais si vous voulez que je vous donne des chiffres, je puis vous dire qu'il n'y aura pas sept administrateurs étrangers. Le chiffre sera beaucoup moins important. Il me semble que M. MacEachen ne veut pas exclure la possibilité d'avoir un ou deux administrateurs étrangers.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Après la nomination du président et de l'administrateur délégué, les autres administrateurs seront nommés suite à une consultation?

M. Pepin: On connaîtra les noms des administrateurs avant la fin de nos travaux sur le projet de loi . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous parlez du premier groupe.

M. Pepin: Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Envisage-t-on une rotation en ce qui concerne les membres du conseil? Est-ce que le mandat de trois ans est renouvelable ou bien les membres céderont-ils la place à d'autres?

M. Pepin: Si je ne me trompe, le projet de loi en parle. Je crois que c'est l'article 9 qui dit:

Le mandat du président, de l'administrateur délégué et des autres administrateurs peut être reconduit, à des fonctions identiques ou non.

Non, ce n'est pas celui-ci. Je pensais qu'il y avait une clause.

M. Ogle: C'est l'article 8, monsieur.

M. Pepin: Je croyais qu'il y en avait un. Oui le voilà.

. . . pour des mandats respectifs de trois ans au maximum . . .

[Texte]

The Chairman: Some could be appointed for one year, two years, three years.

Mr. Pepin:

as will ensure as far as possible the expiration in any one year of the terms of fewer than half of the directors so appointed.

This is in order to have not all of them replaced.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): That is at pleasure, or also under consultation?

Mr. Pepin: Everything is under consultation.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Right.

The other question I may have to bring up at another meeting and that is that the selection of those who are to appear has obviously been culled in order to save time.

Mr. Pepin: Those who want to appear before the committee?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes. It is a question of time and the rapidity with which this particular piece of legislation is being rushed through the committee and, presumably, through the House. I was wondering whether some explanation could be provided today, or at some later time, as to why the haste. This Parliament has been in session for almost five years. We have been under the gun, if you like, literally in many respects, for more than five years. We are nearing the end of the term of this Parliament and, all of a sudden, we find there is a great deal of urgency about this particular Bill.

Mr. Pepin: Everybody says that there is now. I was rereading this morning, at 3 a.m., the speech made by Mr. Nielsen on the subject...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): At 3 a.m. this morning?

Mr. Pepin: Yes. That is my usual time, that is my reading time. He says, "We welcome the establishment of the Canadian Institute". Why wait for spring, if everybody agrees?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Why wait for 1984? It was urgent in 1981.

Mr. Pepin: The other point that I think you should bear in mind is that, if there were disagreement, if Mr. MacEachen, through me, had not accepted a considerable number of amendments that you want, the situation would be a more competitive one.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You are starting a hare.

Mr. Pepin: No, it is the fact that there seemed to be agreement, the fact that the government was, in my view, extremely flexible in order to accommodate...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): In 1984.

Mr. Pepin: —in 1984 and beyond, because there is a system for the beyond too.

[Traduction]

Le président: Certains membres pourraient donc être nommés pour un, deux ou trois ans.

M. Pepin:

... de manière que leur expiration au cours d'une même année touche moins de la moitié des administrateurs.

Cela est destiné à éviter que tous les administrateurs soient remplacés en même temps.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): La nomination est-elle discrétionnaire ou doit-il y avoir consultation?

M. Pepin: Il doit toujours y avoir consultation.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Bien.

L'autre question que je voulais poser, mais il faudra peut-être que j'en parle ailleurs qu'ici, est qu'on a considérablement réduit le nombre des témoins qui pourront comparaître pour aller plus vite.

M. Pepin: Ceux qui souhaitent comparaître au Comité?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui. Il semble que l'on mette beaucoup de hâte à faire adopter ce projet de loi en comité et également à la Chambre, j'imagine. J'aurais voulu qu'on nous explique, aujourd'hui ou un autre jour, pourquoi cette hâte. Le Parlement a siégé de façon presque ininterrompue pendant cinq ans, cela fait que nous avons presque continuellement le canon du fusil dans le dos. Nous arrivons à la fin de cette législature et tout d'un coup on découvre une urgence particulière à faire passer ce projet de loi.

M. Pepin: Tout le monde semble d'accord. Je relisais ce matin, à 3 heures, le discours prononcé par M. Nielsen là-dessus.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): À 3 heures du matin?

M. Pepin: Oui. C'est mon heure habituelle de lecture. Il disait: «Nous saluons la création de l'Institut canadien». Pourquoi attendre le printemps, si tout le monde est d'accord?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Pourquoi attendre jusqu'en 1984? C'était déjà urgent en 1981.

M. Pepin: N'oubliez pas non plus que s'il y avait désaccord, si M. MacEachen, par mon intermédiaire, n'avait pas accepté un nombre considérable des amendements que vous souhaitez apporter, les choses seraient beaucoup plus difficiles.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous essayez de brouiller la piste.

M. Pepin: Non, il semblait qu'il y avait effectivement accord, le gouvernement ayant fait preuve d'une très grande flexibilité en acceptant de...

M. Munro (Esquimalt—Saanich): En 1984.

M. Pepin: ... pour 1984 et au-delà, car on travaille pour l'avenir.

[Text]

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): But there was, back in 1981...

Mr. Pepin: So it seems to me that the reason for delay, the reason for listening to a whole bunch of new representations, has lost some of its justification. I say that with great simplicity.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I do not want to delay proceedings. I may come back to this at another time.

The Chairman: In fact, I would prefer that all these concerns be dealt with to the extent possible this morning, because I know we could spend three meetings on the propriety of its coming late or not. I, as your chairman, have been directed... a Bill by the House of Commons and I am dealing with it.

I recognize Mr. Sargeant. I apologize to our next witness. I am sure he will kindly relax and see us deal with another piece of legislation. I shall come to Mr. Cloutier later on, and I apologize now.

Mr. Sargeant, please. Thank you. Mr. Roche, please.

Mr. Roche: I just have one question for the Minister and I ask this question on the principle concerned. What is the Minister's view with respect to the wisdom, or lack of wisdom, of having on the board of directors Members of Parliament?

• 1100

Mr. Pepin: I think only Mr. MacEachen could answer that one. I am aware it has been acceptable practice in some of the provinces, I think in Ontario and Saskatchewan, for example, to put Members of Parliament on boards of provincial corporations. But it has not been the practice federally. It has not been the practice federally presumably—and I just speak personally—because Members of Parliament are elected to sit in Parliament, they are not elected to sit on boards. That is as good a reason as I can find on the spur of the moment. But I think it is a very good reason. I think it is a very good reason. We all complain that we are too busy, so if you ask us to sit on boards of corporations on top of all that, we might become greater members of boards than of the House of Commons. So I would think this is the basic judgment that animates Mr. MacEachen on the subject. But it would certainly influence me.

Mr. Roche: Thank you.

Mr. McRae: The Honourable Bud Cullen is Chairman of the Defence Board, so I am not so sure that is entirely true.

Mr. Pepin: No, I was not, I do not think, imperialistic in my presentation of it. There is a tradition there for a Member of Parliament to be on that board, and there is a special reason, because of the nature of the board itself. I think you could single that out and justify it as an exception.

The Chairman: But IDRC provides the possibility also.

[Translation]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais on était déjà d'accord en 1981...

M. Pepin: Il n'y a donc plus de raison d'attendre, plus de raison d'entendre un grand nombre d'interventions là-dessus. Je le dis en toute simplicité.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je ne veux pas retarder tout le monde, je reviendrai là-dessus une autre fois.

Le président: En fait, je préférerais que l'on règle ces choses-là ce matin, dans toute la mesure du possible, car autrement on pourrait y consacrer encore trois séances. En tant que votre président, j'ai été saisi d'un projet de loi par la Chambre des communes et je m'en occupe.

La parole est à M. Sargeant. Je m'excuse auprès de notre prochain témoin. Je lui conseille d'attendre tranquillement pendant que nous en terminons avec cet autre projet de loi. Je donnerai la parole à M. Cloutier plus tard et je lui présente mes excuses maintenant.

Monsieur Sargeant s'il vous plaît. Je vous remercie. Monsieur Roche, s'il vous plaît.

M. Roche: J'ai une question à poser au ministre qui porte sur le principe de la chose. Le ministre pense-t-il que ce serait une bonne chose que d'avoir des députés siégeant au conseil d'administration?

M. Pepin: M. MacEachen est seul à pouvoir vous répondre là-dessus. Je sais que cela se fait au niveau provincial, en Ontario et en Saskatchewan par exemple, où des députés siègent aux conseils d'administration de corporations provinciales. Cela n'est guère la coutume au niveau fédéral et cela parce que l'on considère—du moins c'est mon avis personnel—que les députés ont été élus pour siéger au Parlement et non pas à des conseils d'administration. C'est une raison qui en vaut une autre et je la trouve même excellente. Nous nous plaignons tous d'être trop occupés et si nous devons en plus de cela siéger à toutes sortes de conseils d'administration, notre travail à la Chambre en souffrirait. Je crois que c'est ce sentiment-là qui anime également M. MacEachen.

M. Roche: Je vous remercie.

M. McRae: Ce que vous dites ne me paraît pas entièrement vrai, car l'honorable Bud Cullen est président du Conseil de la défense.

M. Pepin: Je n'ai pas dit que c'était un principe absolu. Il y a une tradition à ce conseil voulant qu'un député y siége, et ce en raison de la nature très particulière de cet organisme. C'est l'exception qui confirme la règle.

Le président: La possibilité existe également au CRDI.

[Texte]

Mr. Stevens: A supplementary on that, Mr. Chairman. I was wondering if the Minister could also assure us, if that is his feeling about MPs, that no bureaucrats will go on the board; because they presumably are hired to run their departments.

Mr. Pepin: That is not the intent of having bureaucrats on boards.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Do you hear that? Is that on the record?

Mr. Pepin: But in other instances, if you want to talk about political science, on EDC, for example, there has been a constant debate as long as I can remember about the usefulness of civil servants on the board of EDC. The number has come down . . .

Mr. Stevens: A good point; a good point.

Mr. Pepin: —but there is still, in my view, a usefulness in it, inasmuch as EDC needs to have antennae in the different departments to do its job better. That is my position. But I am being . . .

The Chairman: Reverend Father Ogle.

Mr. Ogle: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I was wondering if in the Bill the intention is to have the whole thing operative on, say, June 30, or would a date be put in to have it operative or come into operation, say, in November or something like that, farther down the road? For instance, I could see that on the question of selecting the first board of directors, to do it well could take six months, and I think that would be an extremely important step to take slowly.

Mr. Pepin: My view is that this committee has been insisting that the names and the qualifications of the members of the board should be known before the Bill is given final approval.

Mr. Ogle: I see.

Mr. Pepin: There is no point in waiting for six months. You have the bargaining power now, and you are using it, if I may say so, well; so there is no reason to delay.

On the subject of when the Bill would be implemented once passed—because as you say, sometimes time elapses; sometimes a rather considerable length of time.

Officials tell me the money is available. The board will be created. So there certainly will not be any reason to delay greatly before the board becomes operative. The gap or elapse will be a rather short one, or should be a rather short one.

The Chairman: Mr. Roche, please.

Mr. Roche: Mr. Chairman, what do you think is the appropriate number of organizations physically to appear before the committee?

The Chairman: This has been the subject exactly of an immense debate in the steering committee. I must admit that some day when I write my memoirs there will be a special page

[Traduction]

M. Stevens: Question supplémentaire à ce sujet, monsieur le président. Le ministre pourrait-il nous donner l'assurance qu'il n'y aura pas non plus de fonctionnaires à ce conseil d'administration car eux aussi ont été recrutés pour gérer leurs ministères et pas autre chose.

M. Pepin: Personne ne songe à nommer des bureaucrates au conseil d'administration.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Avez-vous bien entendu? En a-t-on pris bonne note?

M. Pepin: Dans d'autres cas, si vous voulez ouvrir un débat de science politique, on ne cesse de discuter sur la question de savoir s'il faudrait nommer, par exemple, des fonctionnaires au conseil d'administration de la SEE. Le nombre y a diminué . . .

M. Stevens: Très bien; très bien.

M. Pepin: . . . mais il y a une certaine utilité à ce que des fonctionnaires y siègent dans la mesure où la SEE doit disposer d'antennes dans les différents ministères si elle veut bien s'acquitter de sa tâche. Voilà ma position.

Le président: Père Ogle.

M. Ogle: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je voudrais savoir si cet organisme doit devenir opérationnel le 30 juin ou bien si l'on prévoit une date plus tardive, novembre par exemple? Je songe notamment au choix des premiers membres du conseil d'administration qui sera une décision importante à laquelle il faudra réfléchir soigneusement et cela pourrait bien nécessiter six mois.

M. Pepin: Il me semble que le Comité insiste pour que l'on divulgue les noms et les qualifications des membres du conseil avant l'adoption finale du projet de loi.

M. Ogle: Je vois.

M. Pepin: Il ne sert à rien d'attendre six mois. Vous avez maintenant en main les leviers de pression et vous vous en servez très bien, si vous me permettez de le dire; il n'y a donc aucune raison d'attendre.

En ce qui concerne l'exécution, une fois le projet de loi adopté—comme vous dites, beaucoup de temps s'écoule parfois.

On me dit que les fonds sont débloqués, le conseil d'administration sera nommé. Il n'y a donc guère de raisons pour que beaucoup de temps s'écoule avant que cet organisme ne devienne opérationnel. Le délai sera ou devrait être relativement bref.

Le président: Monsieur Roche, s'il vous plaît.

M. Roche: Monsieur le président, combien d'organisations pourrions-nous, physiquement, entendre, à votre avis?

Le président: Cela a fait l'objet d'un débat intense au sein du Comité directeur. J'avoue que lorsque je rédigerai mes mémoires, je vais devoir consacrer une page spéciale à cette

[Text]

for that meeting. But as I said, I like consensus and patience and kindness. I succeeded in getting the meeting not to break down. So you are touching on exactly what is adding to my multiplicity of ulcers in the duodenum.

• 1105

An hon. Member: What is the answer.

The Chairman: I want to show the difficulty. Of course I said that I am trying to reconcile the wish of every member, especially the wish of the hon. critic of the Official Opposition. Of course, I have always done that, for years, but the task given to me by the House of Commons is superior to me. They say, you have now Bill C-32; dispose of it the way you see fit. So by consultation I will try to make a happy marriage. Already I have permission . . .

Mr. Bosley: He is already married. Now you are going to make him a bigamist.

The Chairman: I hope it is going fine because I hear alimony today is very expensive.

We already have an agreement to split the committee in two, so we can hear the maximum number of witnesses. When I say, we will hear, I am ready to start on Monday night even if some members do not come. We only need three members. I will have two teams of three members sitting at the same time. We will take every slot available.

Now you will see people jumping. Mr. Stevens—I am tired of calling everybody by a title when we have a name—has said that he would like to hear all the people, if possible, that are in the proposal. Then Dr. Jewett says, I have a consultative committee on disarmament and then the Liberals want others, so I am up to 75. That is not realistic. Some will be combined; some will be consulted.

Mr. Roche: Why do you not agree with 25 to 30.

The Chairman: I would say that I will take your proposal of 25 to 30 as an order to the chairman. I take that as an indication and I will act accordingly.

I therefore immediately decide that, recommended by Mr. Roche to the chairman, it shall be from 25 to 30, and I will try to find a slot for them. They will be the majority, the most important ones, in consultation with the two opposition parties. I am now directed by this committee that we will have from 25 to 30 chosen as the most representative of the committee; that is, if they so accept; if there is less, fine, but I would say that 25 would be the maximum, so I think we can accommodate a lot of people.

I say first of all, thank you very much, Mr. Minister, for being here on such very short notice. I am sure now, Mr. Sinclair Stevens, is very happy and Dr. Jewett, and so are the Liberals, and I conclude this meeting by saying that I shall . . .

Mr. Stevens: Mr. Chairman, there is one question left.

[Translation]

réunion. Comme je l'ai dit, je suis homme de patience et de compromis et j'ai réussi à éviter la rupture. Vous évoquez donc là un point qui est la cause de la multiplication des ulcères du duodénum.

Une voix: Quelle est la réponse?

Le président: Je voulais vous faire saisir la difficulté. J'essaie de donner satisfaction à tous les membres et notamment à l'honorable critique de l'Opposition officielle. C'est ce que je me suis toujours efforcé de faire, mais je ne sais pas si je suis à la hauteur de la tâche que m'a maintenant confiée la Chambre des communes. On m'a dit: voilà le projet de loi C-32, faites-en ce que vous voulez. Je vais donc essayer de conclure un mariage heureux, par concertation. J'ai déjà obtenu la permission . . .

M. Bosley: Il est déjà marié. Vous allez en faire un bigame.

Le président: J'espère que cela va marcher car les pensions alimentaires aujourd'hui coûtent cher.

Nous avons déjà décidé de scinder le Comité en deux pour pouvoir entendre un nombre maximum de témoins. Pour ma part, je suis prêt à commencer lundi soir, même si plusieurs membres ne pourront venir. Il nous suffit de trois membres présents, et nous aurons deux équipes de trois qui siégeront en même temps. Nous occuperons tous les créneaux disponibles.

Je vais maintenant en faire sursauter quelques-uns. Monsieur Stevens—je suis fatigué de désigner les gens par leur titre alors que nous portons tous un nom—a dit qu'il souhaitait entendre tous ceux dont le nom figure dans la liste proposée. M^{me} Jewett a dit qu'elle doit assister à un comité consultatif sur le désarmement et les Libéraux veulent entendre d'autres témoins encore, si bien que j'arrive à soixante-quinze. C'est tout à fait impossible. Nous allons grouper certaines comparutions, et d'autres seront seulement consultés.

M. Roche: Pourquoi ne pas accepter le chiffre de 25 ou 30.

Le président: Je vais considérer votre proposition de 25 à 30 comme une instruction au président. Je m'en servirai à titre indicatif et j'agirai en conséquence.

Je décide donc immédiatement que, sur recommandation de M. Roche adressée au président, le nombre de témoins sera de 25 à 30 et j'essaierai de les caser. Je les choisirai parmi les groupes les plus importants, en consultation avec les deux partis d'opposition. Je considère maintenant que vous m'avez donné instruction de convoquer de 25 à 30 témoins parmi les plus représentatifs; s'ils n'acceptent pas tous de venir, très bien, mais je pense que 25 devra être le maximum et sera amplement suffisant.

Monsieur le ministre, merci infiniment d'être venu à si bref préavis. Je suis sûr que maintenant M. Sinclair Stevens est très satisfait, ainsi que M^{me} Jewett et les Libéraux et je lève donc cette séance en disant que je vais . . .

M. Stevens: Il reste un point à régler, monsieur le président.

[Texte]

I thought you made quite a giant jump there. As I understood my colleague, he said that there could be 25 to 30 people, as his guess, and I think it is a good guess. It may be less, but I would hate to see somebody cut off just because he happened to be number 26.

The Chairman: If we have the time, you know me . . . I take my direction that this committee wants me to hear, about 25. It could be 24 or 26, but I will not go higher than that because we will not be in a position to study the Bill clause by clause.

I thank you very much. The meeting is adjourned. There will be a two-minute adjournment and then I invite the next witness, Mr. Sylvain Cloutier, President of the Export Development Corporation. That is according to our agenda.

• 1109

• 1115

The Chairman: *S'il vous plaît*, Gentlemen, madam, *S'il vous plaît*. I apologize to Mr. Cloutier but he was present so he knows what went on.

Under the Annual Report we will have the Export Development Corporation. We have the president, well known to us, well known in Parliament, *M. Sylvain Cloutier*. Do you have a statement, sir?

M. Sylvain Cloutier (président, Société pour l'expansion des exportations): Oui, monsieur.

Le président: Alors M. Cloutier va faire une déclaration . . .

that will be distributed. I would like you to pay attention and I will recognize those who want to indicate now their willingness to question Mr. Cloutier so I can divide the time fairly. Many members on all sides have asked to apologize because they may leave around 12.00 o'clock, but they are excused. For those who want to stay the chairman is always

. . . à votre disposition. Monsieur Cloutier, s'il vous plaît.

M. Cloutier: Merci, monsieur le président.

With your leave, I would like to give you and the members of the committee a very brief summary of our activities for the year 1983.

During the year we provided insurance guarantee and export financing services totalling a record of \$4.86 billion to Canadian exporters, their banks and their buyers. We also maintained our unbroken record of profitability by recording net earnings for the year of \$2.0 million compared to \$1.1 million in 1982. Our insurance and guarantees totalled a record \$3.9 billion in 1983 compared to \$2.3 billion in 1982. Financial arrangements facilitated by EDC totalled \$969 million for the year compared to \$2.5 billion in 1982 when one

[Traduction]

Vous venez d'accomplir là un pas de géant. Si j'ai bien compris mon collègue, il a avancé le chiffre de 25 à 30 et il me paraît raisonnable. Il y en aura peut-être moins, mais je ne voudrais pas que quelqu'un soit empêché de venir uniquement parce qu'il se trouve être le 26^e.

Le président: Vous me connaissez, si nous avons le temps . . . Je considère que le vœu du Comité est d'entendre environ 25 témoins. Il pourrait y en avoir 24 ou 26, mais je n'irai pas plus haut que cela car autrement nous ne pourrions jamais passer à l'étude article par article du projet de loi.

Je vous remercie infiniment. La séance est levée. Nous ferons une pause de deux minutes et nous entendrons ensuite le témoin suivant, M. Sylvain Cloutier, président de la Société pour l'expansion des exportations. C'est ce que prévoit notre ordre du jour.

Le président: *Ladies and gentlemen, if you please.* Je présente mes excuses à M. Cloutier, mais il était dans la salle, et il est donc au courant de ce qui s'est passé.

Nous allons maintenant examiner le rapport annuel de la Société pour l'expansion des exportations. Nous avons l'honneur d'avoir parmi nous son président, M. Sylvain Cloutier, qui est bien connu de nous tous et de tout le monde au Parlement. Avez-vous des remarques préliminaires à faire, monsieur?

Mr. Sylvain Cloutier (President, Export Development Corporation): Yes, sir.

The Chairman: Mr. Cloutier is going to make an opening statement . . .

dont le texte vous sera distribué. Je vous demanderais d'écouter attentivement et je demanderais à tous ceux qui souhaitent poser des questions à M. Cloutier de me le faire savoir tout de suite afin que je puisse partager équitablement le temps dont nous disposons. Plusieurs députés de tous les partis devront nous quitter vers midi, et ils vous demandent de les en excuser. Pour ceux d'entre vous qui souhaitent rester, le président est toujours . . .

. . . at your disposal. Mr. Cloutier, please.

Mr. Cloutier: Thank you, Mr. Chairman.

Avec votre permission, j'aimerais vous donner un bref aperçu de nos activités en 1983.

Au cours de l'année écoulée, les services d'assurances, de garanties et de financement à l'exportation que nous avons fournis aux exportateurs canadiens, à leurs banques et à leurs acheteurs ont atteint le chiffre record de 4,86 milliards de dollars. Nous avons également maintenu notre record ininterrompu de rentabilité avec des bénéfices de 2 millions de dollars, comparativement à 1,1 million de dollars en 1982. Nos assurances et nos garanties ont atteint un record de 3,9 milliards de dollars en 1983, contre 2,3 milliards de dollars en

[Text]

transaction, a sale of subway cars to the United States, accounted for \$921 million of that year's total.

Exports supported by our services in 1983 translate into the creation or maintenance of an estimated 142,000 person-years of employment in Canada and a person-year is the amount of work done by one person in one year. The increase in our insurance activity reflects the high level of risk in international markets, a factor that was also responsible for the record \$32.6 million worth of claims that were paid to exporters last year. Our claims and loan loss experience compares favourably with our competitive agencies in other countries and, additionally, we expect to recover more than one-half of the amount paid out in claims last year. We believe . . .

The Chairman: *S'il vous plaît.* Can I kindly ask . . . there is a little lobby. I am sorry. I apologize, but I am equal to everybody, higher up or lower up. Please.

Mr. Cloutier: We believe that the \$18.5 million we have provided against income for potential claims and loan losses for the year is a manageable amount and it has not jeopardized the financial health or position of the earnings record of the corporation nor its ability to continue to provide competitive services for Canadian exporters.

The decline in our financial activity during the year was due to a slowdown in world trade that affected exporters of all countries, rather than a lack of financing competitiveness by EDC. The number of transactions lost because of uncompetitive financing continues to be very low. We are encouraged for 1984 by signs of an upturn that were noticeable at the beginning of this year.

• 1120

In January, we had 371 in individual financing transactions totalling \$12.8 billion under consideration, compared to 302 transactions totalling \$9.2 billion at the same time last year. Indeed, currently we have before us some 440 transactions showing a potential total of \$13.2 billion.

During the year our economists continued their pioneering efforts to calculate the net benefits of our financing activities to Canada. The net benefits are the difference between the gross benefits generated by our financing and their gross economic costs. Gross benefits include foreign exchange, labour, taxes and profits. Gross costs include interest shortfall, the assumption of non-payment risks and the forgoing of consumption and investment in order to finance the loans.

[Translation]

1982. En 1983, les arrangements financiers négociés par la SEE ont atteint 969 millions de dollars, comparativement à 2,5 milliards de dollars en 1982. La vente de wagons de métro aux États-Unis a compté à elle seule pour 921,6 millions de dollars de ce total pour l'ensemble de l'année.

Les exportations que nos services ont appuyées en 1983 ont permis la création ou le maintien d'environ 142,000 années-personnes au Canada. Une année-personne représente de l'emploi pour une personne pendant un an. L'augmentation de nos opérations d'assurance s'explique par l'intensification des risques sur les marchés internationaux, facteur qui a aussi contribué au chiffre record de 32,6 millions de dollars enregistré au chapitre des réclamations payées aux exportateurs pendant l'exercice écoulé. Les chiffres pour les réclamations et les pertes sur prêts enregistrées cette année se comparent favorablement à ceux de nos concurrents étrangers. La société prévoit d'ailleurs de récupérer plus de la moitié des sommes qui auront été versées aux exportateurs, au titre de réclamations pendant l'année. Nous estimons que . . .

Le président: *Please.* Je me permettrais de demander . . . il y a un petit groupe au fond de la salle. Je m'excuse, mais je veux être juste avec tout le monde, qu'il soit en haut ou en bas de la hiérarchie. S'il vous plaît.

M. Cloutier: Nous estimons que les 18,5 millions de dollars que nous avons prévus en 1983 à même les revenus pour les pertes sur prêts et les réclamations éventuelles, constituent un montant que nous pouvons assumer et qu'ils n'ont pas compromis la stabilité financière de la société, ni les résultats positifs que celle-ci a enregistrés ni sa capacité d'offrir des services concurrentiels aux exportateurs canadiens.

La réduction de nos activités financières en 1983 est attribuable à un ralentissement du commerce mondial qui a touché les exportateurs de tous les pays, plutôt qu'à un manque de compétitivité financière de la part de la SEE. Le nombre de transactions perdues à cause d'un financement non concurrentiel est demeuré très faible. Les signes de reprise qui se sont manifestés au seuil de l'année 1984 sont pour nous une source d'encouragement.

En janvier, nous avions 371 opérations de financement individuelles totalisant 12,8 milliards de dollars, contre 302 opérations d'une valeur globale de 9,2 milliards à la même époque l'an dernier. Nous avons en effet à l'heure actuelle quelque 440 opérations qui représentent un total possible de 13,2 milliards de dollars.

Au cours de l'année, nos économistes ont poursuivi leurs travaux de pionnier en calculant les retombées nettes de nos opérations de financement pour le Canada. Les retombées nettes représentent la différence entre les retombées brutes découlant de nos opérations de financement et leurs coûts économiques bruts. Les retombées brutes comprennent le change, la main-d'œuvre, les taxes et les bénéfices, alors que les coûts bruts englobent les pertes d'intérêts, le coût des risques associés aux défauts de paiements et la renonciation aux possibilités de consommation et d'investissement associée au financement des prêts.

[Texte]

The results of the analysis done over the last four years show that the net benefits stated as a percentage of the export contract value supported were 3.8% in 1980, 5.2% in 1981, 8.7% for 1982, and about 11% for 1983.

Nous continuons de promouvoir nos services de financement à l'appui des opérations de petite et moyenne envergure. Sur les 45 opérations financées par la Société en 1983, on en comptait 15, soit 33 p. 100, qui étaient inférieures à 1 million de dollars. En outre, nous avons aménagé 20 nouvelles lignes de crédit d'une valeur globale de 234.6 millions de dollars pour appuyer les ventes d'exportateurs canadiens, en fournissant à leurs acheteurs un mécanisme simple de crédit et facile d'accès par l'entremise de banques ou d'institutions financières dans leur propre pays ou secteur géographique. De plus, nous avons institué un nouveau service simplifié d'achat de billets à ordre et amélioré notre garantie sur les opérations individuelles.

Les rééchelonnements de principal et d'intérêt ont totalisé 66 millions de dollars en 1983 contre 55.5 millions en 1982. Les problèmes de rééchelonnement et d'endettement resteront au centre de nos préoccupations au cours de la présente année. Toutefois, il est encourageant de constater que les sommes en souffrance sur les prêts rééchelonnés sont modestes, ce qui indique, dans l'ensemble, que les emprunteurs semblent se conformer aux accords de rééchelonnement.

Les cinq principaux groupes de produits que nous appuyons financièrement sont les services d'ingénierie et de commerce, le matériel de communications et d'électronique, l'équipement électrique, la construction navale et le matériel de transport.

Les cinq principaux groupes de produits bénéficiant de nos services d'assurances et de garanties sont les produits forestiers, les minéraux, les métaux et les produits chimiques ainsi que les autres produits manufacturés et la machinerie.

Monsieur le président, messieurs, je vous remercie de votre attention.

Le président: Merci, monsieur Cloutier.

Le premier représentant de l'Opposition officielle à poser des questions sera M. McKnight.

Mr. McKnight: Thank you, Mr. Chairman. We welcome Mr. Cloutier to the committee, and hope we will have an enlightening time here in the time we have left.

I would like to start out, Mr. Cloutier, in looking at your ... Just to brief you, I had the opportunity to look at my colleague's briefing book from 1979, 1978—the Hon. Michael Wilson's. I noticed at that time the number of employees who were employed by EDC were some 300-plus, and I look today on your Annual Report 1983 and I find that the number is 610.

Also, taking a look at the assets, the liabilities, the number of dollars that EDC has placed and is responsible for, at December 31, 1978, it amounted to \$9.15 billion. Taking a look at 1983, and adding everything up, I come to \$11.9

[Traduction]

Les résultats de notre analyse des quatre dernières années démontrent que les retombées nettes, exprimées en pourcentage de la valeur contractuelle des exportations appuyées, ont été de 3,8 p. 100 en 1980, 5,2 p. 100 en 1981, 8,7 p. 100 en 1982 et environ 11 p. 100 en 1983.

We are continuing to emphasize financing services to support small-to-medium sized export sales. Of the 45 transactions that we have financed in 1983, 15 or 33% were transactions under \$1 million. In addition, we established 20 new lines of credit with a total value of \$234.6 million to support sales by Canadian exporters by providing their buyers with simple and easily accessible credit facilities through banks and financial institutions in their own countries or own regions of the world. Additionally, we introduced a new simplified note purchase financing facility and improved our Specific Transaction Guarantee.

Reschedulings of principal and interest totalled \$60 million for the year, compared to \$55.5 million in 1982. Rescheduling and debt problem resolution will continue to be an important element of our activities in 1984. However, it is encouraging to note that the amounts overdue on problem loans that have been rescheduled are modest, indicating that in the main, borrowers are meeting their obligations under rescheduled loans.

The five leading product groups supported by our financing services last year were engineering and trading services, followed by communications and electronic equipment, electrical equipment, shipbuilding and transportation equipment.

The five leading commodity groups supported by our insurance and guarantees were services, followed by forestry products, minerals, metals and chemicals, other manufactured products and machinery.

I would like to thank you for your attention, Mr. Chairman and members of the committee.

The Chairman: Thank you, Mr. Cloutier.

The first questioner from the Official Opposition will be Mr. McKnight.

M. McKnight: Merci, monsieur le président. Nous souhaitons la bienvenue à M. Cloutier, et nous espérons beaucoup apprendre dans le temps qui nous reste.

Je devrais d'abord vous dire, monsieur Cloutier, que j'ai eu l'occasion de regarder le livre d'information de 1978-1979, qui appartient à mon collègue, l'honorable Michael Wilson. J'ai constaté qu'à l'époque la SEE comptait quelque 300 employés, alors que d'après votre rapport annuel de 1983, je constate que la Société a maintenant 610 employés.

Par ailleurs, si je regarde le bilan, les sommes que la SEE a placées et dont elle est responsable, ce chiffre atteignait 9.15 milliards de dollars au 31 décembre 1978. En 1983, si je fais le total, j'arrive à 11.9 milliards de dollars; cela est une améliora-

[Text]

billion; that shows an improvement. But if we assume there has been 8% inflation from 1979 to 1983, in 1978 dollars that is really only about \$7 billion. So I guess my question is twofold: Why the dramatic increase in employees during that period of time when in fact, if we use a constant of 1978, there has been a decrease in the business the corporation has done?

Mr. Cloutier: I do not place the numbers you referred, \$9.5 or \$11.9 billion, Mr. McKnight. My recollection of the total assets in 1979 as against... well, the beginning of 1984, is more on the order of \$3 billion.

Mr. McKnight: The actual liability level of the corporation.

Mr. Cloutier: There again, with actual liability one has to look at the make-up of it. But potential liability and actual assets are two different things. For instance, up to about a year ago the potential liabilities included two or three large transactions that did not go forward, that were cancelled or became time-expired. This is reflected in our annual statements over the last two years in what is referred to in the notes to the financial statements as "undisbursed commitments". In particular, I can remember offhand a large energy project and a very large line of credit that had a very substantial undisbursed amounts which were cancelled.

On the other hand, to look at the asset growth and the employee growth over the same period, there is quite a normal parallel between employment and staff growth. The staff growth has in effect been rather constant from 1978, as you have pointed out, until the end of 1982. Since that time the staff growth has indeed decreased.

Mr. McKnight: Did you say it has decreased?

Mr. Cloutier: Decreased, yes. My recollection is that at the end of 1982 we were 613. I think you mentioned 610 at the end of 1984.

Mr. McKnight: It is out of your report.

Mr. Cloutier: Yes, well, if it is in my report, I assure you that it is accurate. As of the May 1 we were down to 604. The stability over the last year has been a reflection of the fact that business has indeed slowed down in the course of the last year, year and a half. It has slowed down in terms of the number of transactions completed, but it has not necessarily slowed down in terms of business before us. Indeed, in the course of my opening remarks I think I indicated that at the beginning of 1983 we had 302 financial transactions before us; at the end of the year it was 372. Currently it is 432.

Mr. McKnight: That is all very well, Mr. Chairman, but I would like to again say to Mr. Cloutier that the actual liability level on December 31, 1978, under all sections, amounted to some \$9.15 billion. In 1983, December 31, under all sections, taken from page 30, some \$80-plus billion; page 35, some \$1.4 billion; page 30 again, some \$2.2 billion; and from 35.3 coming to about 11.9, if you say in actual dollars, 1978 constant, you have gone down.

• 1130

Mr. Cloutier: I will believe your figures. I have not done the mathematics myself. But this, as I indicated, is a reflection of

[Translation]

tion apparemment, mais si l'on compte que le rythme d'inflation a été de 8 p. 100 par an de 1979 à 1983, en dollars de 1978, ce montant ne représente qu'environ 7 milliards de dollars. Ma question est donc double: pourquoi une augmentation aussi spectaculaire de l'effectif alors qu'en dollars constants l'activité de la société a diminué?

M. Cloutier: Je ne vois pas d'où vous tirez vos chiffres de 9.5 ou 11.9 milliards de dollars, monsieur McKnight. Notre actif total en 1979... Au début de 1984, il était supérieur de 3 milliards de dollars.

M. McKnight: Je parle du passif réel de la Société.

M. Cloutier: Là encore, tout dépend de la façon dont on calcule les chiffres. Le passif potentiel et l'actif véritable sont deux choses différentes. Par exemple, jusqu'à il y a un an, le passif potentiel englobait deux ou trois grosses transactions qui ne se sont pas concrétisées, qui ont été annulées ou qui n'ont pas été réalisées dans le délai imposé. Cela se retrouve dans nos bilans annuels des deux dernières années et est mentionné dans les notes sous le titre «Engagements non réalisés». Je me souviens notamment d'un gros projet énergétique et d'une grosse ligne de crédit sur lesquels des montants très substantiels n'avaient pas été tirés et qui ont été annulés.

Par ailleurs, si vous regardez la courbe de notre actif et celle de nos effectifs, vous voyez qu'elles sont à peu près parallèles. L'augmentation de nos effectifs a été à peu près constante depuis 1978 jusqu'à la fin de 1982, ainsi que vous l'avez fait ressortir, mais depuis lors cette augmentation a diminué.

M. McKnight: Vous dites qu'elle a diminué?

M. Cloutier: Les effectifs ont diminué, oui. Je crois me souvenir qu'à la fin de 1982 ils étaient de 613 et vous avez mentionné le chiffre de 610 à la fin de 1984.

M. McKnight: J'ai tiré ces chiffres de votre rapport.

M. Cloutier: S'ils sont dans mon rapport, je peux vous assurer qu'ils sont exacts. Au 1^{er} mai, nos effectifs sont tombés à 604. La stabilité enregistrée l'année dernière reflète le ralentissement de nos activités durant les 12 à 18 derniers mois. Le nombre des transactions conclues a diminué mais pas nécessairement celui des affaires en cours. D'ailleurs, j'ai dit dans mes remarques préliminaires que nous avions à la fin de 1983 302 transactions financières à l'étude; ce chiffre est passé à 372 à la fin de l'année et il est actuellement de 432.

M. McKnight: Tout cela est bel et bon, monsieur le président, mais je répète encore une fois à M. Cloutier que le passif réel au 31 décembre 1978, au total, se montait à 9.15 milliards de dollars. Au 31 décembre 1983, le total de tous les postes indiqués à la page 30 nous donne 80 milliards et quelques; page 35, quelque 1.4 milliard; page 30 de nouveau, 2.2 milliards et passant de 35.3 à environ 11.9, en dollars constants de 1978, vous enregistrez une diminution.

M. Cloutier: J'accepte vos chiffres car je n'ai pas fait le calcul moi-même. Cela traduit l'usage plus prudent que nous

[Texte]

a tighter use of lines of credit and a tighter use of the actual business before us.

Mr. McKnight: That is interesting, because then when I look at page 24 of the Annual Report, I look at administrative expenses, and if everything has gone down, administrative expenses have gone up. From 1982, roughly, of 25,520 to 1983 of 30,245. That is almost 20%.

Mr. Cloutier: Right. There are two factors there. One is that the figure that appears on our income statement is the administrative expenses that are charged against the corporation as against administrative expenses that are assigned to the accounts administered for Canada. In 1983 the proportion of administrative expenses that were assigned to the Canada account went down, largely because the amount of business done in 1983 on government account had gone down. So this is a reflection of that. The other factor is simply the normal cost increases of doing business.

Mr. McKnight: Your costs increased some 20% of doing business? How... Mr. Chairman, if we could just—I do not know whether it would be today or at some future date, but I would certainly, and I am sure the committee would, Mr. Chairman, appreciate a complete breakdown of what consists of administrative expenses on page 24 of the 1983 Annual Report of EDC.

Mr. Cloutier: It is made up of salaries to the extent of roughly two-thirds, a little less than two-thirds, I believe. Out of the \$30 million, I would estimate offhand that about \$18 million is salaries.

Mr. McKnight: How much would that have been in 1982?

Mr. Cloutier: I do not have the figures here. The other items are the normal operating expenses, such as telephone, travel, communications, electronic data processing, rent, and so on and so forth.

Mr. McKnight: Mr. Chairman, that is to be assumed, of course; these are involved in any administrative office. Mr. Chairman, if it would be possible, I would appreciate it if the committee could be supplied, not necessarily today but as soon as possible, with the administrative expenses, what accounts for those numbers in 1983 and what accounted for those numbers in 1982, because there is a significant increase in that. If we could have that breakdown as to what goes into that administrative expense in 1982 and in 1983 by specific categories, giving the dollar figures, it would certainly make it much easier for members of the committee to maybe understand the 20% increase with a substantial decrease in the business done by the corporation.

Mr. Cloutier: Not necessarily between 1982 and 1983; in terms of business it was about even.

Mr. McKnight: Well then, if it was about even, there was still a 20% increase in administrative costs to do the same amount of business.

Mr. Cloutier, can we have that commitment from you to supply the committee with those figures?

Mr. Cloutier: Yes, sir.

[Traduction]

faisons de nos lignes de crédit et le resserrement de toutes les affaires que nous traitons.

M. McKnight: C'est intéressant parce que si je regarde à la page 24 du rapport annuel, je constate que les dépenses administratives ont augmenté, alors que tous les autres postes ont diminué. Elles sont passées de 25,520 en 1983 à 30,245. Cela fait presque 20 p. 100.

M. Cloutier: Exact. Deux facteurs l'expliquent. Le premier est que le chiffre qui figure dans l'état de nos revenus représente les dépenses administratives qui sont imputées à la société, par opposition aux dépenses administratives qui sont imputées aux comptes administrés pour le Canada. En 1983, la proportion des dépenses administratives imputées au compte du Canada a chuté, principalement parce que le montant des transactions réalisé en 1983 sur le compte du gouvernement a diminué. L'autre facteur est l'augmentation normale du coût de l'administration.

M. McKnight: Votre coût administratif a augmenté de 20 p. 100? Comment... J'aimerais connaître, et les autres membres du Comité aussi, j'en suis sûr monsieur le président, le détail complet des dépenses administratives figurant à la page 24 du rapport annuel 1983 de la SEE. Si cela ne peut pas être aujourd'hui, qu'on nous le donne plus tard.

M. Cloutier: Ce poste se compose pour un peu moins des deux tiers des salaires. Sur les 30 millions, je dirais que 18 millions représentent les salaires.

M. McKnight: Combien cela faisait-il en 1982?

M. Cloutier: Je n'ai pas les chiffres ici. Les autres éléments sont les dépenses de fonctionnement normales telles que téléphone, déplacements, communications, informatique, loyers, etc., etc.

M. McKnight: Monsieur le président, cela va de soi, ce sont des frais que connaissent tous les bureaux administratifs. Monsieur le président, j'aimerais que l'on remette au Comité, pas nécessairement aujourd'hui mais aussi rapidement que possible, le détail des dépenses administratives pour l'année 1983 et pour l'année 1982 car je constate une hausse assez considérable. Cela nous aiderait peut-être à comprendre pourquoi ces frais ont augmenté de 20 p. 100 alors que l'activité de la société a considérablement diminué.

M. Cloutier: Elle n'a pas nécessairement diminué entre 1982 et 1983; elle était à peu près constante.

M. McKnight: Il n'en reste pas moins que, pour un niveau d'activités constant, vos frais ont augmenté de 20 p. 100.

Monsieur Cloutier, vous engagez-vous à remettre ces chiffres au Comité?

M. Cloutier: Oui monsieur.

[Text]

Mr. McKnight: Okay, an itemized statement for 1982 and 1983.

Mr. Cloutier: Yes.

• 1135

Mr. McKnight: When I look at the regional make-up and the regional dispositions of the offices of EDC, I realize we have a problem. I have talked to people who do business with your corporation, and a lot of them tell me that they find it very difficult... Every time they have to communicate or present themselves in person, almost from the origin of their contacts with EDC, they have to travel to Ottawa.

Can you tell me if your regional offices have any loaning authority?

Mr. Cloutier: No, they do not have loaning authority, but they provide an interface with the exporters in their regions in obtaining the necessary information that is required to process loan applications.

On the other hand, it is not essential, unless the transactions become rather important and complex, to always have face to face meetings. Basically, the conundrum here is that to operate the financing facility in an effective manner, the division of responsibility within the financing group is predicated on the areas of the world that are being serviced. Basically, my financing group is organized into five divisions: one for North and Central America, one South America and so on. And the expertise that is necessary to acquire and maintain these five loaning divisions is directed to a very intimate and up-to-date knowledge of the economies, financial systems and financing and credibility capacities of those countries, rather than the opposite, in terms of Canada.

Mr. McKnight: Mr. Cloutier, what would be wrong with your regional offices having loaning authority? Surely you must have faith in the people, the acting vice-presidents who are located in different regions of Canada. They live in that community. Most people who borrow money feel much more comfortable if they can be across the desk from the people who are loaning it to them, and I think the people who make the loans feel more comfortable.

So what rationale is there for not giving loaning authority to the regions, whether it is limited... the traditional banking system branches have smaller loaning authority than the head office naturally. What would be wrong with those regional offices, where the exporters live and work and play, having that authority?

Mr. Cloutier: There is nothing impossible about it. Indeed, this is one of the actions which are under study now within the corporation, to see the degree and extent to which this decentralization could be effected through the regional offices.

A decision on that will probably not be made within the corporation for the next—I would expect towards the end of the summer. As a result of the refinements that we have brought into our loan instruments, financing instruments over the last year and a half, the areas in which we are developing towards that possible decentralization would be directed to the

[Translation]

M. McKnight: Bien, un état détaillé pour 1982 et 1983.

M. Cloutier: Oui.

M. McKnight: Lorsque je regarde la composition régionale et l'emplacement des bureaux régionaux de la SEE, je me rends compte que nous avons un problème. J'ai parlé à des gens qui font affaire avec votre société et beaucoup me disent qu'ils ont du mal... Chaque fois qu'ils doivent communiquer ou se présenter en personne, c'est-à-dire dès le début de leurs contacts avec la SEE, ils doivent se déplacer à Ottawa.

Pouvez-vous me dire si vos bureaux régionaux ont un pouvoir quelconque d'accorder des prêts?

M. Cloutier: Non, ils n'ont pas ce pouvoir, mais ils assurent la liaison avec les exportateurs de la région pour les aider à rassembler la documentation nécessaire.

Il n'est pas non plus toujours indispensable d'avoir des réunions en personne à moins qu'il ne s'agisse d'une transaction très importante et complexe. Le dilemme ici est que les responsabilités au sein du groupe de financement doivent être réparties sur une base géographique, en fonction des régions du monde desservies. Le groupe de financement comporte cinq divisions: l'une pour l'Amérique du Nord et du Centre, l'une pour l'Amérique du Sud, etc. L'administration de ces cinq divisions de prêts fait appel à des connaissances très poussées des économies, des systèmes financiers, des capacités financières et de la crédibilité de ces pays et c'est donc là-dessus que nous centrons nos efforts, plutôt que sur la régionalisation au niveau du Canada.

M. McKnight: Monsieur Cloutier, pourquoi les bureaux régionaux n'ont-ils aucun pouvoir d'accorder des prêts? Vous devez bien avoir confiance dans les vice-présidents qui sont en poste dans les différentes régions du Canada. Ils vivent dans la localité. La plupart des hommes d'affaires qui empruntent se sentent beaucoup plus à l'aise s'ils peuvent s'asseoir en face de celui qui décide et il doit en être de même pour ceux qui ont la responsabilité d'accorder le prêt.

Pourquoi donc refuser aux régions tout pouvoir de prêter, même limité, dans les banques, les succursales locales ne peuvent naturellement pas non plus accorder de prêts aussi importants que le siège social. Pourquoi ne pas donner à ces bureaux régionaux, où vivent, travaillent et se divertissent les exportateurs, ce pouvoir?

M. Cloutier: Il n'y a pas d'empêchement absolu et cela fait d'ailleurs l'objet d'une de nos études en cours qui vise à déterminer dans quelle mesure nous pourrions opérer cette décentralisation au profit des bureaux régionaux.

Cette décision sera prise probablement vers la fin de l'été. Grâce au perfectionnement de nos instruments de financement durant les 18 derniers mois, une telle décentralisation serait possible dans le cas des transactions de petite envergure, peu complexes... Nous disposons maintenant de divers instru-

[Texte]

smaller, less intricate transactions... We now have a quick, easy to use instrument, such as our no purchases, our forfeiting, and some of our letters of credit.

Mr. McKnight: Mr. Chairman, I know there are other of my colleagues who wish to question Mr. Cloutier... I am looking at the Canadian export financing arrangements in 1983, and under (b) "other institutions financing"—included there is Canadian banks participating with resource participation without recourse, loans with EDC guarantees, co-lending, parallel financing, I presume, CIDA parallel loans, other institutions.

What would "other institutions" be?

• 1140

Mr. Cloutier: Are you looking at the 1983 Annual Report?

Mr. McKnight: Yes.

Mr. Cloutier: Which page are you looking at?

Mr. McKnight: Page 1.

Mr. Cloutier: Page 1.

Mr. McKnight: No, no, it is out of a different book—out of the briefing book.

Mr. Cloutier: Well, that could be foreign banks which are not Canadian banks. It could be an international financing institution, such as the World Bank; any of the regional banks. Without reference to the actual things that you have there, I could also include financing by other credit agencies. I do not have the document that you are looking at, so I cannot be sure that I am answering your specific question.

If I might refer you to the 1983 Annual Report, page 18, on which we show the make-up of the \$969 million that we did, you have EDC financing, \$891 million; bank loans guaranteed by EDC, \$5,676,000; other related bank loans \$36 million; related CIDA loans \$36 million.

The other related bank loans would be loans extended by Canadian banks. CIDA loans would be parallel financing. Loans guaranteed by EDC—to my recollection, in 1983 that probably is two or three transactions only. My recollection also tells me that it is somewhere in the Carribeans.

Mr. McKnight: Okay.

The Chairman: Last question, Mr. McKnight for the time being.

Mr. McKnight: Well, I will run it together. Co-lending, parallel and CIDA parallel loans. What is co-lending?

Mr. Cloutier: Co-lending is not an instrument per se. Co-lending could be assigned to a description of a loan made in part by a Canadian and in part by EDC. There are two different instruments, two different loan documents. Joint lending would be the device that would be a single loan agreement signed by both EDC and the Canadian bank. Co-

[Traduction]

mements assez rapides et faciles d'emploi qui permettraient de le faire.

M. McKnight: Monsieur le président, je sais que d'autres collègues souhaitent également poser des questions à M. Cloutier... Je regarde ici les accords financiers aménagés par la SEE en 1983 et à la rubrique B) «financement d'autres établissements»—je trouve: banques canadiennes ayant une participation sans recours, prêts garantis par la SEE, prêts parallèles, prêts connexes de l'ACDI, autres établissements.

De quels «autres établissements» s'agit-il?

M. Cloutier: Cela se trouvait-il dans le rapport annuel 1983?

M. McKnight: Oui.

M. Cloutier: À quelle page?

M. McKnight: Page 1.

M. Cloutier: Page 1.

M. McKnight: Non, non, c'est dans une brochure différente—cela se trouve dans le dossier d'information.

M. Cloutier: Il peut s'agir là de banques étrangères, ou bien d'organisations de financement international telles que la Banque mondiale ou une banque régionale quelconque. On peut également ajouter à la liste d'autres organismes de crédit, mais comme je ne possède pas le document en question, je ne suis pas certain de pouvoir répondre avec précision à votre question.

Si je puis vous renvoyer au rapport annuel de 1983, nous indiquons à la page 18 la composition des 969 millions de dollars que nous avons prêtés: financement de la SEE, 891 millions de dollars; prêts bancaires garantis par la SEE, 5,676,000\$; autres prêts bancaires connexes, 36 millions de dollars; prêts connexes de l'ACDI, 36 millions de dollars.

Les autres prêts bancaires connexes sont ici des prêts accordés par des banques canadiennes. Les prêts de l'ACDI constituent un financement parallèle. Les prêts garantis par la SEE... je crois me souvenir qu'en 1983 il s'agissait là uniquement de deux ou de trois transactions qui intéressaient les Caraïbes.

M. McKnight: Bien.

Le président: Dernière question pour le moment, monsieur McKnight.

M. McKnight: Je vais essayer de les rassembler en une. On parle ici de prêts parallèles et de co-prêts. Que sont les co-prêts?

M. Cloutier: Ce n'est pas un instrument en soi. C'est un prêt accordé partiellement par une banque canadienne et partiellement par la SEE. Il s'agit de deux instruments différents, deux documents de prêts différents. Dans le cas du prêt mixte, par contre, il existe un contrat unique signé à la fois par la SEE et la banque canadienne. On parle également de co-prêt ou de co-

[Text]

lending is also referred to—and this is jargon, really—in relation to participation in a loan from the World Bank or one of the development banks in which an export credit agency might be participating. It is called co-financing or co-lending.

Mr. McKnight: Mr. Chairman, I do not abuse my privilege. Other institutions—you have explained them all. Other institutions happens to make up two-thirds of that total column.

Mr. Cloutier: Again, sir, you are referring to some statistics that I do not know. I think you are referring to 1978 . . .

Mr. McKnight: No, I am referring to 1973 . . . 1983—pardon me.

Mr. Cloutier: In 1983, I do not think there was that much co-lending. I am sure there was not. In 1983?

Mr. McKnight: In 1983—no, only \$14 million, in co-lending, but under “other institutions” in the same column as “co-lending”; in the same column “as participation without recourse”, “with recourse”, “loans with EDC guarantees”; “parallel” and “CIDA parallel”, there is a bottom column that says \$214,183 and it is just listed as “other institutions”.

Mr. Cloutier: My difficulty when you say that in relation to CIDA in 1983, and I think you quote the \$200 million?

Mr. McKnight: No, no. CIDA, \$29,823 in 1983.

Mr. Cloutier: \$29,823. My Annual Report reports \$36,070. Again, I do not have the document you are referring to.

Mr. McKnight: This is under your Export Development Corporation Finance, Summary, page 1. Starting at the top of the page it is Canadian Export Financing Agreements included in 1983 by EDC or with EDC involvement, broken down into two parts, 1 and 2. They are broken down into (a) and (b). I can provide you with a copy of it, if you wish, and we can carry it on on the second round.

• 1145

Mr. Cloutier: I would really like to see that document.

The Chairman: Thank you very much.

Monsieur Nystrom, s'il vous plaît.

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur le président.

I would like to ask a couple of questions following up on what Bill McKnight was asking here a few minutes ago about the regional aspect of the Export Development Corporation, if I may. I notice here, for example, that you list the financial arrangements by geographical area of the world as to where the transactions take place, such as Mexico, Central America, United States, Eastern Europe, Western Europe, and so on. If I could ask you a very parochial question, do you have a similar breakdown of companies that you help and assist according to geographical area in Canada? *Je viens de Saskatchewan, et je suis*—as I say, I come from Saskatche-

[Translation]

financement—cela est un terme de jargon—lorsque la Banque mondiale ou l'une des banques de développement participe à un prêt de concert avec une organisation de crédit à l'exportation.

M. McKnight: Monsieur le président, j'espère que je n'abuse pas de mes privilèges. Les autres établissements dont vous nous avez fait la liste représentent les deux tiers du total dans cette colonne.

M. Cloutier: Là, encore une fois, vous me citez des statistiques que je ne connais pas. Je crois que vous parlez de l'année 1978 . . .

M. McKnight: Non, c'est 1973—1983—veuillez m'excuser.

M. Cloutier: Je ne crois pas que nous ayons participé à beaucoup de co-prêts en 1983. Je suis sûr que non. Est-ce bien en 1983?

M. McKnight: En 1983—non, seulement 14 millions de dollars sous forme de co-prêts, mais à la rubrique «Autres établissements» dans la même colonne que «Co-prêts, participation sans recours, avec recours, prêts avec garantie de la SEE, prêts parallèles et prêts parallèles ACDI», il existe une dernière ligne d'un montant de 214,183\$ intitulée «Autres établissements».

M. Cloutier: Vous citez l'ACDI en 1983, parlez-vous là du chiffre de 200 millions de dollars?

M. McKnight: Non. ACDI, 29,823\$ en 1983.

M. Cloutier: Ah, 29,823\$. Mon rapport annuel indique 36,070\$. Encore une fois, je ne possède pas le document que vous citez.

M. McKnight: Il est intitulé Financement par la Société pour l'expansion des exportations, résumé, page 1. En haut de la page, on dit Accords financiers canadiens à l'exportation conclus en 1983 par la SEE ou avec la participation de la SEE, répartis en deux colonnes, 1 et 2. Ils sont répartis en a) et b). Je peux vous en donner un exemplaire, si vous voulez, et nous continuerons à en discuter lors du deuxième tour.

M. Cloutier: J'aimerais bien voir ce document.

Le président: Merci beaucoup.

Mr. Nystrom, you have the floor.

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman.

J'aimerais poser quelques questions qui rejoignent le sujet soulevé par Bill McKnight tout à l'heure au sujet de l'aspect régional de la Société pour l'expansion des exportations. J'ai remarqué ici, par exemple, que vous répartissez les ententes financières selon la région géographique où les transactions ont lieu, par exemple le Mexique, l'Amérique centrale, les États-Unis, l'Europe de l'Est, l'Europe de l'Ouest, etc. Pardonnez-moi si je vous pose une question purement régionale, mais j'aimerais savoir si vous ventilez les compagnies que vous aidez selon la région géographique au Canada? *Je viens de la Saskatchewan* et j'aimerais que davantage d'opérations

[Texte]

wan, and I am very concerned that there be more operations financed by the Export Development Corporation for the prairie provinces.

I also notice here that in your regional offices you of course have one in western Canada, but it is in Vancouver. I was wondering if any consideration has been given to the possibility of a regional office in the Prairies, such as Regina, which is the central city, really, for the prairie region.

Anyway, those are the two questions. Do you, first of all, have any breakdown of the transactions according to Canadian geographical region; and if so, how much assistance goes to the prairie provinces?

Mr. Cloutier: I do not have this information available with me. There is a great problem with the adequacy or credibility of that information, because by definition an export financing transaction draws not necessarily from the province of residence of the export of record. Indeed, just to satisfy ourselves as to how the fall-out—that is not a good word, but I think you know what I mean . . .

Donc, pour savoir comment les retombées industrielles se répartissent à travers le pays, il y a environ deux ans, nous avons effectué une analyse exhaustive d'un projet d'exportation particulier, que l'on avait financé, vers un pays de l'Europe. L'exportateur officiel était une maison d'ingénierie de Colombie-Britannique. Nous avons suivi tous les sous-contrats et les sous-sous-contrats, pour nous apercevoir que 1,300 fournisseurs canadiens avaient participé à cette transaction qui, si je me souviens bien, s'élevait à quelque 250 millions de dollars. Ces 1,300 fournisseurs étaient répartis dans tout le pays.

Cette étude nous a demandé énormément de temps et nous a permis de constater que c'est une pratique normale, qui se répète souvent. Cependant, c'est un exercice statistique que nous ne faisons pas régulièrement. Nous nous arrêtons aux contrats principaux. Nous savons qu'il y a une distribution industrielle à travers le pays.

Vous me parlez également de la Saskatchewan, et vous me demandez si nous avons pensé ouvrir un bureau dans cette province. Oui, nous avons étudié la question l'hiver dernier, et nous avons conclu que nous ne pourrions pas faire nos frais en Saskatchewan en ce moment, pas plus qu'au Manitoba. D'autre part, nous en sommes venus à la conclusion qu'il vaudrait la peine d'ouvrir un bureau à Calgary, et c'est ce que nous avons fait le 16 avril, si je me souviens bien; cela fait un mois. Je prévois en ouvrir d'autres éventuellement.

Le président: Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Vous disiez qu'une étude de ce genre était très complexe: vous avez mentionné les sous-contrats, les sous-sous-contrats. Est-ce que vous pouvez faire part au Comité des études que vous avez déjà faites? Vous avez mentionné une étude il y a deux, trois ans. Est-ce que vous pouvez parler au Comité des études portant sur les retombées économiques régionales ici au Canada?

[Traduction]

financées par la Société pour l'expansion des exportations se déroulent dans les provinces de l'Ouest.

J'ai également remarqué que vous avez un bureau régional dans l'ouest du Canada, mais il est situé à Vancouver. J'aimerais savoir si vous examinez la possibilité d'ouvrir un bureau régional dans une autre province ou ville, comme à Regina, par exemple, qui est vraiment au centre des provinces de l'Ouest.

Voilà donc mes deux questions. D'abord, avez-vous une ventilation des transactions selon la région géographique au Canada; et dans l'affirmative, combien d'aide financière accordez-vous aux provinces de l'Ouest?

M. Cloutier: Malheureusement, je n'ai pas ces renseignements avec moi aujourd'hui. De toute façon, de tels renseignements ne seraient peut-être pas appropriés ou crédibles, car, par définition, une transaction visant à financer des exportations ne s'effectue pas dans la province d'origine du produit exporté. Mais, en fait, afin de déterminer quelles sont les retombées économiques . . .

So, as I was saying, in order to ascertain what the industrial spin-offs were throughout the country, two years ago we performed a very thorough analysis of an export project we had financed directed at Europe. The official exporter was an engineering company in British Columbia. We reviewed all the subcontracts and sub-subcontracts and discovered that 1,300 Canadian suppliers had taken part in this one transaction which, as I recall, involved some \$250 million. These 1,300 suppliers were located throughout the country.

This analysis took us a great deal of time but through it, we discovered that this is a normal practice which goes on all the time. However, this type of statistical exercise is not something we do regularly. We concentrate on the main contracts. However, we know that there are industrial spin-offs throughout the country.

You mentioned Saskatchewan and asked me whether we had considered opening an office in Saskatchewan. We did indeed consider this last winter, but concluded that we could never recover our expenses either in Saskatchewan or in Manitoba at this time. We felt it would be worthwhile to open an office in Calgary, however, and accordingly one was opened on April 16, I believe; it has been opened for about a month. I expect that others will eventually be opened in this area.

The Chairman: Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: You said that a study such as this was very complex; you mentioned subcontracts and sub-subcontracts. Could you tell the committee what studies have been carried out? You mentioned a study that was carried out two or three years ago. Could you tell the committee what relevant analyses have been carried out with respect to regional economic spin-offs in Canada?

[Text]

[Translation]

• 1150

M. Cloutier: Au sujet de l'étude particulière, si je me souviens bien, nous avons communiqué avec l'exportateur qui nous a aidés à la compléter mais qui nous a demandé de n'en parler qu'en termes généraux afin de ne pas révéler l'étendue ou la complexité de ces contacts commerciaux.

M. Nystrom: Vous avez mentionné le bureau de Calgary...

Are the plans for that office to be sort of a fully fledged prairie office? Is there now a vice-president in place? Is the staff there roughly the same size as the British Columbia office? What are the plans for it? Perhaps you can elaborate.

Mr. Cloutier: At the moment the Calgary office is a one-man office, and we hope it will grow. In terms of the business to be done there, the decision was to get closer to the exporters. The office had been serviced out of Vancouver up to that point, with the business-developing officer travelling from Vancouver to Calgary through Alberta, and spending—my recollection was—over half of his time in Calgary.

Examining the viability of a Calgary office, looking at the growth of business out of Alberta over the last three years and making a business judgment as to its likely growth in the future, we concluded that opening an office in Calgary would not be terribly more expensive than servicing the Calgary exporters from Vancouver. We have a firm expectation that in a year or two it will cover its costs.

Mr. Nystrom: You mentioned in your statement today that around one-third of your operations last year went to smaller businesses, which you define as businesses that have under \$1 million worth of assets, or transactions under \$1 million, or whatever; I forget your exact words.

What is the trend line? Are you financing more and more, or fewer and fewer small business transactions? I ask that because in Saskatchewan we have a lot of small businesses. I have gone through the annual reports here over a number of years, several years ago, and I notice that there are very few transactions for Saskatchewan or Manitoba companies, because we are small. We have in my riding, for example, some farm machinery producers like Morris Rod-Weeders or Leon's, Rhein—small operations like that. I wonder whether there is a decreasing or an increasing trend to assist small business.

Mr. Cloutier: Again I am going back from memory, but my recollection is that in 1982, 40% of the transactions were under \$1 million. Last year it was 33%.

On the other hand, in 1982 I think we concluded 108 transactions, as against only 45 last year. So that while the

Mr. Cloutier: With respect to the particular study I mentioned, as I recall, we contacted the exporters who assisted us in completing it but who also requested that we only concern ourselves with generalities so as not to reveal the scope or complexity of the business contacts involved.

Mr. Nystrom: You mentioned the office in Calgary...

Prévoyez-vous que ce bureau aura des responsabilités dans l'Ouest au même titre que les autres bureaux? Y a-t-il déjà un vice-président? Avez-vous autant de personnel à ce bureau qu'à celui de Colombie-Britannique? Qu'envisagez-vous de faire pour ce bureau? J'aimerais que vous nous en donniez quelques détails.

M. Cloutier: Pour l'instant, le bureau de Calgary n'a qu'un seul employé, mais nous espérons qu'il continuera de croître. Quant à sa raison d'être, nous avons décidé qu'il serait utile d'avoir ce bureau pour être plus près des exportateurs. Jusque là, nous avons été obligés d'envoyer quelqu'un de Vancouver pour se charger des affaires dans cette région et, si ma mémoire est bonne, il passait plus de la moitié de son temps à Calgary.

Au moment d'examiner la viabilité d'un bureau à Calgary et ses possibilités d'expansion en raison du chiffre d'affaires en Alberta au cours des trois dernières années, nous avons conclu qu'il ne nous coûterait pas beaucoup plus cher d'ouvrir un bureau à Calgary que de continuer à fournir des services aux exportateurs de Calgary à partir du bureau de Vancouver. D'ailleurs, nous prévoyons que d'ici un an, le bureau rentrera dans ses frais.

M. Nystrom: Dans votre déclaration aujourd'hui, vous avez mentionné qu'environ un tiers de vos opérations l'année dernière visait de petites entreprises dont l'actif ou les transactions sont inférieurs à un million de dollars, d'après votre définition; je ne me rappelle pas exactement ce que vous avez dit.

Quelle est la tendance à l'heure actuelle? Accordez-vous de l'aide financière à de plus en plus de petites entreprises, ou le contraire? Je vous pose la question parce qu'en Saskatchewan, nous avons énormément de petites entreprises. J'ai examiné les rapports annuels remontant à plusieurs années, et j'ai constaté que très peu de transactions ont eu lieu en Saskatchewan ou au Manitoba car les compagnies sont petites en général. Dans ma circonscription, par exemple, nous avons un certain nombre de fabricants de machineries agricoles, comme Morris Rod-Weeders, Leon's ou Rhein qui ne sont pas des entreprises de grande envergure. J'aimerais savoir si la tendance est à la hausse ou à la baisse en ce qui concerne l'aide financière accordée aux petites entreprises.

M. Cloutier: Encore une fois, je me fie à ma mémoire, mais il me semble qu'en 1982, 40 p. 100 des transactions étaient inférieures à un million de dollars. L'année dernière, il s'agissait de 33 p. 100.

Par contre, en 1982, nous avons effectué 108 transactions, par rapport à 45 l'année dernière. Donc, même si les pourcen-

[Texte]

percentage is not all that different, in terms of actual business deals, it is something like 15 to 40.

Mr. Nystrom: Do you have any special program in the corporation to make the small business community aware that you exist, that there are some financial services available? I recall reading a survey somewhere, and I forget where, that a majority of the small business community in this country did not even know that the Export Development Corporation existed.

Do you have anything special where you try to let the smaller ones know that you do exist?

Mr. Cloutier: Yes, we do. We do through our regional offices. We have business-development officers in our regional offices, and part of their mandate is to visit the exporting community in their region for the purpose of acquainting them with both our insurance facilities and our financing facilities. Unfortunately, I do not have the numbers in front of me today. I meant to bring them, but I forgot this morning. My recollection is that since the beginning of the year we have initiated over 600 visits with exporters through our regional offices.

• 1155

Mr. Nystrom: Anyway, if I can just put in a plug here, I feel it is very important, particularly for a place like Saskatchewan where we do not have the big exporters.

Mr. Cloutier: Another thing we do is work very closely with the Department of External Affairs, the Department of Regional and Industrial Expansion and with the provincial departments with regard to their trade in order to reach the exporters. At least once a year we also organize a series of seminars across the country, which we call "Let's Talk Risk". These seminars are in effect an introduction to risk-management for exporters. Finally, once a month we publish a newsletter cum magazine of 12 or 14 pages, which we call *EDC Today*, and for which we have a mailing list of some 20,000 exporters. We continually revise that list to take off names we know are no longer in the business and to add names that are suggested to us, either by provincial departments, by trade associations or by our federal counterparts.

Mr. Nystrom: One or two very quick questions, if I may Mr. Chairman. EDC has moved into a new office, I understand—a new head office here in Ottawa.

Mr. Cloutier: We are in the process of doing that.

Mr. Nystrom: Could you supply the committee with any information in terms of the additional cost of that office? I do not expect you would have those details with you today, but I wonder if later on you can provide the committee with a few details in terms of the increased costs to the taxpayer or the corporation for the office.

Mr. Cloutier: I would argue that this is a decision taken by the board of directors after review by a committee of the board of directors. I believe this information will be provided to you

[Traduction]

tages sont plus ou moins semblables, en ce qui concerne le nombre de marchés conclus, l'écart serait plutôt de 15 à 40.

M. Nystrom: Votre Société a-t-elle un programme spécial visant à mettre les petites entreprises au courant des services financiers que vous offrez? Je me souviens d'avoir lu les résultats d'un sondage quelque part—je ne me rappelle plus où—selon lequel une majorité de petites entreprises canadiennes ignoraient l'existence de la Société pour l'expansion des exportations.

Avez-vous un programme spécial visant à informer les petites entreprises des services que vous offrez?

M. Cloutier: Oui, par le biais de nos bureaux régionaux. Nous avons un certain nombre d'agents chargés du développement des affaires dans nos bureaux régionaux et l'une de leurs fonctions est justement de rendre visite aux exportateurs dans leur région pour les renseigner sur nos programmes d'assurance et de financement. Malheureusement, je n'ai pas les chiffres ici aujourd'hui. J'avais l'intention de les amener ce matin, mais j'ai complètement oublié. Depuis le début de l'année, je crois que nous avons effectué plus de 600 visites chez les exportateurs par le biais de nos bureaux régionaux.

M. Nystrom: En tout cas, si vous permettez de donner un petit coup de pouce à la Saskatchewan, il me semble que ce genre de service est tout à fait essentiel dans cette province car elle n'a pas de grandes entreprises d'exportation.

M. Cloutier: Je vous ferai remarquer également que nous travaillons de très près avec le ministère des Affaires extérieures, le ministère de l'Expansion industrielle régionale ainsi qu'avec les ministères provinciaux dans le domaine du commerce justement pour atteindre les exportateurs. Au moins une fois l'an, nous organisons une série de colloques d'un bout à l'autre du pays sur le thème des risques. Ces colloques visent à renseigner les exportateurs sur la gestion des risques. Enfin, une fois par mois, nous publions une sorte de revue de 12 ou de 14 pages intitulée *EDC Today* et elle est distribuée à environ 20,000 exportateurs. Nous révisons continuellement cette liste en éliminant le nom des entreprises qui ne travaillent plus dans ce secteur et en ajoutant les noms d'entreprises qui nous sont proposées par des ministères provinciaux, des associations commerciales ou par nos homologues fédéraux.

M. Nystrom: Une ou deux petites questions, si vous me le permettez, monsieur le président. La CEE occupe maintenant de nouveaux locaux à Ottawa, si je comprends bien.

M. Cloutier: Nous sommes en train d'y emménager.

M. Nystrom: Pourriez-vous indiquer au Comité les frais additionnels que ces nouveaux locaux vous imposeront? Vous n'avez probablement pas apporté ces détails aujourd'hui, mais vous pourriez peut-être nous faire parvenir quelques précisions sur les frais supplémentaires découlant de ces nouveaux locaux.

M. Cloutier: Je vous ferai remarquer que cette décision a été prise par le conseil d'administration à la suite d'une étude menée par un comité du conseil. Je crois que ces renseigne-

[Text]

in the statement on Minister's expenses, which was requested earlier by Mr. McKnight. On the other hand, I would not want to provide you all of the cost analyses done, except to assure you that the committee of the board, which was made up of private sector members, was satisfied that the proposition was cost effective, both in terms of actual dollars and on present-value dollars over the expected term of the lease.

Mr. Nystrom: You cannot give us any more information today on whether it is a doubling of the cost or more than that, or . . .

Mr. Cloutier: I do not think it is a doubling, no.

The Chairman: To end this exchange, by putting it kindly and very strongly that if the president says it is not surely doubled, if it is less, I think it will be easy to find a figure to satisfy the Member.

Mr. Nystrom: If we could have the information, I think the committee would probably appreciate it, Mr. Chairman.

The Chairman: Well, the committee can ask for it, you know, and I am in your hands. If you ask for it . . .

Mr. Nystrom: I would like to ask for that information on behalf of the committee, if the committee agrees.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Nystrom: Can you also give us an idea of the space? Is it a tremendously increased space as compared to the old premises?

Mr. Cloutier: I do not have those numbers in my mind, but I can give you a little bit of the considerations that came into play. By 1981, I believe, we had overgrown our existing space.

• 1200

We could not obtain more space in the building that we did occupy, after having attempted to secure that space. We had to open offices in two other buildings, with the result that we were operating in three buildings and looking at the end of our lease in the present building and the requirements projected over a period of—my recollection was 10 years.

This is the basis on which we looked at the cost-benefits of moving. The situation was not one of our choosing, because we would have preferred to remain in the building we were in, but under one roof. But the other floors we had in mind simply could not be vacated. That is what led to the decision to move.

The Chairman: *Merci.*

Mr. McRae.

Mr. McRae: Thank you, Mr. Chairman.

To Mr. Cloutier, about a year ago, I believe, I heard some discussions on a study that was done—and I am not sure who

[Translation]

ments vous seront transmis dans le document sur les frais du ministre, qui a été demandé tout à l'heure par M. McKnight. Par contre, je ne peux pas vous fournir toutes les analyses de coût qui ont été effectuées mais je peux tout de même vous assurer que le comité du conseil, composé de membres du secteur privé, était convaincu qu'il s'agissait là d'une proposition rentable, non seulement en termes de dollars réels mais compte tenu de la valeur actuelle des dollars et ce, pour la durée du bail.

M. Nystrom: Donc, vous ne pouvez pas nous renseigner davantage sur les frais additionnels, à savoir si le coût est deux fois supérieur ou . . .

M. Cloutier: Je ne crois pas que le coût ait doublé.

Le président: Si vous me permettez de mettre fin à cette discussion, je crois que si le président dit que le coût n'a pas doublé, nous pourrions certainement trouver un chiffre qui conviendra à l'honorable député.

M. Nystrom: Je crois que le Comité trouverait utile d'obtenir de tels renseignements, monsieur le président.

Le président: Eh bien, le Comité peut demander qu'ils lui soient transmis; je m'en remets à la volonté des membres. Si vous voulez les demander . . .

M. Nystrom: Au nom du Comité, j'aimerais demander qu'ils nous soient transmis, si les membres sont d'accord.

Des voix: D'accord.

M. Nystrom: Pourriez-vous également nous indiquer la superficie des locaux? Disposerez-vous maintenant d'une superficie bien supérieure, par rapport aux anciens locaux?

M. Cloutier: Je n'ai pas de chiffres en tête, mais je peux simplement vous dire sur quoi nous nous sommes fondés en choisissant ces locaux. Déjà en 1981, nos locaux ne nous suffisaient plus.

Malgré nos efforts, nous n'avons pas pu obtenir d'autres locaux dans l'immeuble où nos opérations étaient situées. Nous avons dû ouvrir des bureaux dans deux autres immeubles et, par conséquent, notre service était réparti dans trois immeubles différents. Nous savions que notre bail pour l'immeuble actuel prendrait fin bientôt et nous avons dû tenir compte de nos besoins sur une période de dix ans, je crois.

Voilà donc nos considérations au moment d'examiner la possibilité d'occuper de nouveaux locaux. En fait, ce n'est pas nous qui avons créé la situation, car nous aurions préféré rester dans l'immeuble où nous étions. Mais malheureusement, les autres étages où nous espérions occuper des locaux ne pouvaient pas être libérés. Voilà ce qui a provoqué notre décision de changer de locaux.

Le président: *Thank you.*

Monsieur McRae.

M. McRae: Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Cloutier: Il y a environ un an, je crois, j'ai entendu parler d'une étude—dont je ne puis nommer

[Texte]

did the study—which purported to show that given the various areas where the government expends money to create jobs, the very cheapest job-creation per job created came from investments in this area—EDC. I did not have a copy of this study; I have not seen any more details on it; that was the information I got. Are you aware of this study, and do you have more information than I have? To me it was very significant that the government, by expending a very limited amount in money it cost to get a contract, maybe by cutting back a percentage point or two percentage points—it was much cheaper per job created than any other way they did it. Have you more information on that?

Mr. Cloutier: I am not aware of an overall study of that type, Mr. McRae. On the other hand, it is a calculation that we do every year on the basis of the business done. Indeed, I think I stated earlier today that we estimate that our activity in 1982 provided the equivalent of 142,000 jobs. So if you look at the financial cost of that thing, the per-job cost is really very, very small, because basically we have operated on a profitable basis.

Now distinctions have to come in. You have to look at the amount of equity the government has put into the corporation during that time, and that gives you another set of figures.

But I think on the basis of the analyses we have made, yes, we like to think we are one of the least costly mechanisms of employment generation in Canada.

Mr. McRae: You do not know of this particular study. You do the studies, so I presume other areas would do a similar kind of studies on the amount of money expended. But you do not know of any overall study that was done by, possibly, Statistics Canada, or somebody else?

Mr. Cloutier: No, I do not.

Mr. McRae: One of the things I believe... and I believe you entirely, because I think this is entirely correct—is perhaps, since it is considerably cheaper—I believe it is cheaper, and you have indicated that you believe the same thing—perhaps we might be even more assiduous in trying to get contracts, even if we lose a little, simply because it is, I think, the cheapest way per dollar that the government could spend.

To lead to the second question, who are our basic competitors? I am not talking about our trade competitors. Who are our basic competitors in putting a bottom-line deal together, where we have real trouble getting financing at that rate and so on? I understand the French and the Japanese are two of them. Are we able to withstand this competition? In other words, what I am suggesting to you is that if we are not, and if it is true that it is cheaper to create jobs this way than any other way, then maybe we should become even more competitive if it is possible.

• 1205

Mr. Cloutier: The main competitors, in the context in which you put it, are definitely the French, the Japanese, the British and, I suppose, the Germans. On the other hand, we do not try

[Traduction]

l'auteur avec certitude—selon laquelle créer des emplois dans le secteur des exportations coûtait moins cher que dans n'importe quel autre secteur où le gouvernement dépense de l'argent dans ce but. Je ne dispose pas d'un exemplaire de l'étude et je ne peux pas vous donner davantage de précision là-dessus; mais voilà ce qu'on m'a dit. Êtes-vous au courant de cette étude, et avez-vous d'autres renseignements là-dessus? Pour moi, il était très révélateur que le gouvernement, en dépensant très peu d'argent pour obtenir un contrat, peut-être en diminuant d'un ou deux points le pourcentage, puisse créer davantage d'emplois qu'en employant d'autres méthodes. Avez-vous d'autres renseignements là-dessus?

M. Cloutier: J'ignore l'existence d'une étude globale de ce genre, monsieur McRae. Par contre, nous faisons ce genre de calcul chaque année en évaluant le nombre de transactions. Je crois même avoir dit tantôt que d'après nos estimations, nous avons créé l'équivalent de 142,000 emplois en 1982. Si l'on regarde le coût global, on constate que le coût par emploi est vraiment infime, car nos opérations ont été très profitables.

Il faut tout de même faire certaines distinctions. Il faut tenir compte des sommes investies par le gouvernement dans la société au cours de cette même période, ce qui vous donne une autre série de chiffres.

Mais d'après les analyses que nous avons effectuées, je dirais que notre société permet de créer des emplois à un coût moindre que bien d'autres mécanismes au Canada.

M. McRae: Vous n'êtes pas au courant de cette étude. Mais vous menez vos propres études, alors je présume que des analyses semblables sur les fonds déboursés sont faites dans d'autres secteurs. Mais vous n'êtes pas au courant d'une étude globale qui aurait pu être faite par Statistique Canada, par exemple, ou quelqu'un d'autre?

M. Cloutier: Non.

M. McRae: Personnellement, je crois—et je suis entièrement d'accord avec vous—que nous devrions nous efforcer d'obtenir des contrats, même si nous perdons un peu, car cela coûte moins cher—moi, du moins, j'en suis convaincu et vous-même avez dit que vous étiez d'accord—de créer des emplois de cette façon.

Pour passer à ma deuxième question, qui sont nos principaux compétiteurs? Je ne parle pas de nos compétiteurs commerciaux. Qui sont nos principaux compétiteurs quand il s'agit de faire une proposition attirante et il n'est pas facile d'obtenir un financement avantageux, etc.? La France et le Japon sont parmi ces concurrents. Parvenons-nous à faire face à cette concurrence? Si tel n'est pas le cas et si cela revient moins cher de créer des emplois de cette façon, nous devrions sans doute devenir encore plus concurrentiels.

M. Cloutier: Nos principaux concurrents sont effectivement la France le Japon, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Mais nous ne tenons pas à améliorer la compétitivité d'un exporta-

[Text]

to make the exporter competitive where he is not competitive on his own commercial grounds. What we seek to do is neutralize the advantages that are given to the exporters of other countries through the analogous institutions in those countries, analogous to EDC.

We are very careful in analyzing what we refer to as our pipeline, as to the reasons we take a transaction out of our pipeline. We take them out if we do them. That is the first thing. We take them out if somebody else does it. Then, if some other country does it, we want to know why we did not do it. We come to a view, after having talked to the exporter and to the buyer, and we keep religious statistics on that which demonstrate that over the last four years the number of transactions that have not come to a Canadian exporter for reasons which we admit are ascribable to the competitiveness of our export financing offer, are limited to about 1% every year. There is about an equal number of transactions which we lose out to aid agencies of other countries. On the other hand, we are not in business to try to compete with aid agencies. So we worry very much that that 1% is kept to a minimum and does not go any higher.

Mr. McRae: Yes. I am very satisfied with that answer because I think 1% is something you can always live with. But if it got to be...

Mr. Cloutier: If it got to 2%, I would be worried.

Mr. McRae: Yes.

Mr. Cloutier: I would be very unhappy.

Mr. McRae: Yes, I am pleased with that.

I really think it is important in many ways that your organization, that you make sure that everybody understands how important this operation is and the degree to which it is an excellent way of creating jobs in the export trade.

My third and last question may or may not be public information. I will accept it if you do not want to tell me. Can you tell me, first, have we revised upward our view of Nigeria as a credit risk country? Second, I would like you to explain to me if you can why some transportation contracts, for instance the Boston Transit System, why we do not handle them. In some cases the financing is done through bond issues in the United States on a tax deal and I do not quite understand that.

Those were the two items I was concerned about. I am concerned about Hawker Siddeley and UTDC, who are involved in a Boston contract, and I would like to know if we are involved in that, and if not, why? I mean, are we involved in terms of your corporation? I would also like you to tell me about the Nigerian situation.

Mr. Cloutier: The Nigerian situation is one which we are watching very carefully; not that we have a large exposure in Nigeria. We have a much smaller exposure than some of our competitor countries. On the other hand, we are aware of a number of exporters who would like to get in there.

Mr. McRae: This one particularly.

[Translation]

teur s'il n'est pas concurrentiel au départ dans son propre secteur. Notre objectif est simplement de neutraliser les avantages dont bénéficient les exportateurs d'autres pays grâce à des instituts analogues à notre SEE.

Nous ne nous occupons pas d'aider les entreprises canadiennes qui se débrouillent par leurs propres moyens. Par contre si un pays étranger emporte l'affaire, nous menons une enquête pour savoir pourquoi. Nous examinons chaque dossier avec les exportateurs et les clients éventuels. Nos statistiques prouvent que depuis quatre ans, 1 p. 100 seulement de nos ventes éventuelles à l'exportation ont échoué en raison des crédits à l'exportation peu favorables. Nous perdons un chiffre analogue au profit de sociétés de crédit à l'exportation d'autres pays. Mais notre objet n'est pas de concurrencer les instituts étrangers. Nous veillons donc à ce que ces proportions d'un pourcent n'augmentent pas.

Mr. McRae: Un pourcent n'est effectivement pas exagéré.

Mr. Cloutier: Deux pourcent par contre seraient préoccupant.

Mr. McRae: En effet.

Mr. Cloutier: C'est quelque chose que je ne tolérerai pas.

Mr. McRae: Parfait.

Il est essentiel que tout le monde chez vous comprenne l'importance de la question car cela permet de créer des emplois dans le commerce d'exportation.

Je ne sais pas si vous pourrez répondre à ma troisième question. Je voudrais savoir tout d'abord si vous considérez que la cote de crédit du Nigéria s'est améliorée ou non. Je voudrais savoir également pourquoi nous n'avons pas soumissionné pour le réseau de transport urbain de Boston. Dans certains cas le financement est assuré par des émissions d'obligations américaines, émissions assorties de rabattelements fiscaux; mais je ne comprends très bien comment cela marche.

Je sais par ailleurs que les firmes Hawker Siddeley et UTDC ont soumissionné pour une affaire à Boston et je voudrais savoir pourquoi nous n'en n'avons pas fait autant. Est-ce que vous vous êtes intéressé à cette affaire? Et qu'en est-il de la situation au Nigéria.

Mr. Cloutier: Nous suivons la situation en Algérie de très près mais de toute façon notre découvert n'y est pas très important, du moins inférieur à celui d'autres pays. Mais un certain nombre d'exportateurs essayent de vendre au Nigéria.

Mr. McRae: Celui-ci plus particulièrement.

[Texte]

Mr. Cloutier: The Nigerian situation is still very, very fluid. It has been fluid since the beginning of the year. As a result of the election, and as a result of the monetary reforms they introduced a matter of two or three weeks ago, and the discussions they are having with some of our major competitors, we are just marking time. Indeed, we would hope to be in a position to come to a new assessment of our position in Nigeria by the end of the summer or the early fall. We do not think it is realistic to come to a viewpoint when the situation is as fluid as it is in Nigeria right now.

• 1210

Mr. McRae: Do you have any comment on the Boston...

Mr. Cloutier: On the Boston thing, perhaps I should preface my answer on this, that we in EDC do not initiate business, we do not create business. Sometimes we are aware of business that is coming forward, and when we do, the first action we take is to make the Canadian exporters in that industrial area aware of the opportunities. Indeed, I refer you to our EDC issue of today—I think it was released yesterday—which gives you in a very succinct manner a long list of potential areas of interest in a long list of countries in which we have lines of credit installed. I personally am not aware of this Boston transaction. On the other hand, I know that UTDC is a candidate, is an exporter with whom we do business regularly. We have supported them in the last six or seven months on a number of large transactions, and we fully expect to support them in the future. But in relation to Boston, I simply do not know.

Mr. McRae: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. McRae.

Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: Mr. Cloutier, I wonder if you could clarify for me the technique used in establishing a line of credit with countries. What I am particularly interested in is how have these countries—have they fulfilled their contracts; and if not, how many have defaulted and what is the amount? This is more for my general information for questions that keep coming up, both in my constituency office and in various public appearances, as to how we deal with various countries.

Mr. Cloutier: First of all, we have not had any defaults. We have had some delays. We have had situations where the international institutions have agreed to renegotiate terms for amounts owing, either principal or interest, but we have not had a default. Indeed, the last default, in precise terms, happened in 1917, I believe. In terms of our own portfolio, we have no country defaults in that regard. There are a number of countries that are in difficulty and where such rescheduling discussions have gone on and, we fully expect, will go on over the next several years. Those countries are those that one reads about in the newspapers very often these days. Our own position in those circumstances is to pause and not accept any new exposure until the problem has been resolved.

Mr. Hudecki: This then is a credit to your ability to select countries that are viable and are liquid and are able to support

[Traduction]

M. Cloutier: La situation au Nigéria est instable, surtout depuis le début de l'année. Tout notamment depuis le début. Nous sommes en train de suivre la situation car des élections ont eu lieu et des réformes monétaires ont été adoptées il y a deux ou trois semaines à peine; en outre des discussions se poursuivent avec certains de nos principaux concurrents. Nous devrions pouvoir faire le point de la situation vers la fin de l'été ou au début de l'automne. Je ne peux rien vous dire de plus au sujet du Nigéria tant que la situation reste aussi instable.

M. McRae: Et l'affaire de Boston.

M. Cloutier: Je tiens à vous rappeler tout d'abord qu'il n'appartient pas à la SEE de prendre des initiatives pour emporter une affaire. Lorsque nous entendons parler d'une possibilité, nous en avisons les exportateurs canadiens travaillant dans cette branche. Ainsi dans notre bulletin publié hier, vous trouverez une longue liste d'affaires dans différents pays auxquels nous avons accordé des crédits. Je ne suis pas au courant de cette affaire de Boston. Nous avons déjà par contre traité à plusieurs reprises avec la firme UTDC. Nous leur avons notamment accordé de l'aide au cours des derniers mois pour plusieurs grosses affaires et nous allons certainement en faire autant à l'avenir. Mais je ne sais rien au sujet de cette affaire de Boston.

M. McRae: Merci.

Le vice-président: Merci monsieur McRae.

Monsieur Hudecki.

M. Hudecki: Je voudrais avoir plus de détails sur la façon dont vous accordez les crédits à certains pays. Je voudrais savoir notamment si ces pays ont honoré leurs obligations et s'il y a eu défaut de paiement, à combien ceux-ci se sont montés. Je voudrais avoir ces renseignements pour pouvoir répondre aux questions qui me sont posées à diverses occasions.

M. Cloutier: Il y a eu des retards mais non pas des défauts de paiement. Des instituts internationaux ont accepté de renégocier les conditions de paiement pour les soldes à percevoir, qu'il s'agisse de l'intérêt ou du principal, mais il n'y a pas eu de défauts de paiement à proprement parler. Le dernier défaut de paiement remonte à 1917. Par contre certains pays éprouvent des difficultés de paiement et il a donc fallu discuter pour le rééchelonnement de leurs dettes, discussions qui dureront sans doute encore quelques années. On a d'ailleurs beaucoup parlé de ces pays dans la presse ces temps-ci. Nous ne leur accordons pas de nouveaux crédits en attendant que ce problème soit résolu.

M. Hudecki: Vous choisissez donc les pays susceptibles de rembourser leurs dettes ou bien est-ce que vous avez en outre des dispositifs de protection.

[Text]

you, or do you have protective measures of some kind that are brought into being?

Mr. Cloutier: It is a combination of both. We believe we have a very sophisticated approach to assessment of country credit worthiness, and indeed the fact that we are involved in relatively small numbers, relative to the experience of some other countries, we like to believe, at least we do, that this is a function of wisdom in the business of extending credit.

• 1215

We believe if we act correctly, we are in the business of making loans, and not grants, and to make a loan you have to have a good feeling—I like to say “in your gut”—that the amount will be repaid. Up to now our experience has been good. In amounts outstanding, we are in either the first or the second position in relation to the 8 or 15 major credit agencies in the world.

Mr. Hudecki: This appears to be borne out by the Auditor General's report. It seems to be entirely favourable. Do you get any private reports from him with any critical comments or constructive criticism?

Mr. Cloutier: Any outside auditor, in any business, whether it is public- or private-sector, will always produce something that is referred to indifferently as a “management letter” or an “internal control letter”, subsequent to the finalization of the company's annual report. This letter brings to management's attention and to the attention of the board of directors those areas where the external auditor believes some improvement can be made in tightening the internal controls of the corporation.

On the other hand, I think, without trying to put words into the auditor's mouth, if his concerns were really important, or really very dramatic, then he would have great difficulty in issuing a clean report on the financial statements. The corporation has always had a clean opinion from its auditors, without any reservations. On the other hand, I do not mind saying we are not perfect. But we are trying to be.

Mr. Hudecki: I gather there was no serious criticism, then, in any private letters to your corporation by the Auditor General.

Mr. Cloutier: No.

Mr. Hudecki: Another question, and something that worries me, is the number of multinationals that have withdrawn their peripheral firms and companies back to their mother state. Is there no way your organization could anticipate some of these moves, based on understanding their financial status, and support the multinationals that are in Canada, to keep the operation local?

Mr. Cloutier: Our possibility of influence in this regard is exactly the opposite. By making our financing instruments available to a Canadian exporter who may be, as in the case that you referred to, a Canadian subsidiary of a multinational, we will very often bring, or help a decision to bring, an installation to Canada, or to keep it here. The continued availability of EDC's services in support of exports has

[Translation]

M. Cloutier: Nous examinons effectivement de très près la cote de crédit des pays avec lesquels nous décidons de traiter éventuellement, ce qui fait que par rapport à certains autres pays exportateurs, nous traitons avec un nombre relativement restreint de pays.

Comme notre objet est d'accorder non pas des subventions mais des prêts, nous devons être convaincus que ces prêts seront remboursés. Jusqu'à présent nous n'avons pas trop mal réussi. Nous nous occupons la première ou la deuxième place pour les dettes exigibles parmi la quinzaine de gros organismes accordant des crédits à l'exportation.

M. Hudecki: C'est ce que confirme en effet le rapport du Vérificateur général dans l'ensemble très favorable. A-t-il fait valoir des réserves lors d'entretiens privés qu'il aurait eu avec vous.

M. Cloutier: Lorsque le rapport annuel d'une entreprise a été publié, le Vérificateur soumet une lettre à la direction, lettre dans laquelle le Vérificateur fait part à la direction de la société ainsi qu'à son conseil d'administration de la façon d'améliorer le fonctionnement de l'entreprise.

Si les réserves du Vérificateur général avaient été vraiment sérieuses, je doute qu'il aurait rendu un rapport aussi favorable. Or jusqu'à présent tous les rapports des vérificateurs nous ont été hautement favorables. Ce qui ne veut pas dire bien entendu que nous soyons parfaits.

M. Hudecki: Donc le Vérificateur général ne vous a pas adressé de critiques graves pas même en privé.

M. Cloutier: Non.

M. Hudecki: Un nombre croissant de multinationales ferment leurs filiales étrangères. Est-ce que vous êtes à même de prévoir ce genre d'action afin de convaincre les multinationales ayant des filiales au Canada de ne pas les liquider.

M. Cloutier: En accordant un crédit à l'exportation à des exportateurs canadiens qui sont des filiales de multinationales, cela encourage ces multinationales à installer de nouvelles filiales chez-nous ou, à tout le moins, à ne pas liquider celles qui existent déjà. Nos agents chargés de l'exportation m'ont dit à maintes reprises que c'est grâce aux crédits à l'exportation que nous accordons que certaines multinationales peuvent

[Texte]

been... I could not give you examples, but I can tell you that I have had discussions with Canadian CEOs who told me that: that they count on the continued availability of services from our corporation in maintaining their operations in Canada, and in some instances in expanding them.

Mr. Hudecki: The last question that I was going to ask is why is it necessary to have a corporation such as this based in Ottawa? So many of these various corporations could be, with modern communications, based in a number of communities, because a corporation such as this would draw considerable support to many of the many cities and communities across Canada and they would be given a tremendous boost in the local economy and in the employment picture on that level. What do you feel are the reasons why a corporation such as this should be centred in Ottawa?

• 1220

Mr. Cloutier: Actually, we are in Ottawa because we were created in Ottawa. We could have been created elsewhere. Now that we are here, it becomes a dollar-and-cents proposition to move out.

On the other hand, I should emphasize that since the larger part of our operations is so intimately connected with trade policy, and since we are a financial institution dependent on the credit of Canada, there are considerable advantages to being in Ottawa, where the discussions and the consultations with our colleagues in the Department of Finance, in the Bank of Canada, in External Affairs and DRIE are extremely valuable.

Mr. Hudecki: And they would be handicaps of your leaving...

Mr. Cloutier: They would be severe handicaps. On the other hand, I will refer back to what I was saying earlier in answer to the question of why we do not decentralize. I think that a lot of the advantages you are suggesting could be, and I hope will be, achieved in providing for an easier access to the small exporter or indeed the small transaction through a more decentralized operation.

The Vice-Chairman: Nice try for Hamilton, Dr. Hudecki. Mr. McKnight, please.

Mr. McKnight: Thank you, Madam Chairman. I have given Mr. Cloutier the page that I was quoting from a briefing document that he kindly provided to me, and I refer him to item (b) under 1, "in other institutions, \$214,000,183".

Mr. Cloutier: Now I know exactly what it is. That one, "other institutions", is one of the two. Maybe some of my colleagues remember what the second one is, but one of the two is the Sabah pulp project in Malaysia, where that other institution was the Export Credit Agency of Austria, and England, I think. Yes, I think England had a part of that.

Basically, this is a financing of a major project in Sabah, where I recall that our part was something like \$143 million? Or \$123 million? It is something like that. The other portions were provided by Britain and Austria. My recollection is Austria had the larger part and Britain had a smaller portion.

[Traduction]

continuer à exploiter leur filiale au Canada et dans certains cas à en créer de nouvelles.

M. Hudecki: J'aimerais savoir enfin si la SEE doit obligatoirement avoir son siège à Ottawa. Avec un réseau de communications modernes, une société comme la vôtre serait susceptible d'améliorer la situation de l'emploi dans un grand nombre de nos agglomérations. Y a-t-il une bonne raison pour que votre siège social soit à Ottawa.

M. Cloutier: Notre siège est à Ottawa parce que c'est là qu'il a été créé. Cela coûterait fort cher de nous faire déménager ailleurs.

Mais comme nos activités relèvent essentiellement de la politique commerciale et notamment du crédit, le fait que nous soyons à Ottawa présente de nombreux avantages en nous permettant notamment de nous entretenir facilement avec nos collègues du ministère des Finances, de la Banque du Canada et des Affaires extérieures.

M. Hudecki: Déménager ailleurs serait donc un handicap...

M. Cloutier: Un handicap très grave. Par contre, en décentralisant nos activités, il deviendra sans doute plus facile pour les petits exportateurs de bénéficier de nos services.

Le vice-président: Vous avez bien plaidé la cause de Hamilton, monsieur Hudecki. Monsieur McKnight.

M. McKnight: Merci madame le président. J'aimerais faire allusion au document d'information que m'a remis M. Cloutier notamment à la ligne 1b), «dans d'autres institutions 214,000,183\$».

M. Cloutier: Maintenant je sais exactement de quoi il s'agit. Il s'agit notamment des installations de pâte à papier Sabah en Malaisie affaire dans laquelle la Société de crédit à l'exportation de l'Autriche et de Grande-Bretagne sont intervenues.

Donc pour cette entreprise de Sabah, notre part s'est élevée à 123 ou 143 millions de dollars. Le reste du crédit a été assuré par la Grande-Bretagne et l'Autriche, la part de l'Autriche étant supérieure à celle de la Grande-Bretagne.

[Text]

Mr. McKnight: Is this a practice of EDC? What benefit is it for a Canadian Crown agency financing development in other countries to guarantee or to assist in financing projects that are not . . .

Mr. Cloutier: No, we did not. We did not. That is the whole distinction between (a) and (b) in that report. This report, incidentally, is a page from the monthly reports that I produce for my board of directors.

I indicated to you that I could not place the number you are referring to, because as far as I am concerned, that is internal information. We did a piece of business with the Austrians, but I did not produce it or reflect it in my annual report, because it has nothing to do with Canada, except that unless we had been able to work jointly with the Austrians, maybe Canada could not have gotten the Canadian portion of that thing. It is of interest to my board of directors, but I do not think it is of interest to the Canadian public; indeed, I did not think it was worth reflecting in my annual report.

Mr. McKnight: I just want to follow this through. You did not feel it was of interest. You said that you had no part in financing another operation. I understand that "other institutions" is part of the financing done by EDC.

Mr. Cloutier: No, no, no.

Mr. McKnight: Explain to me then what that \$214 million was.

Mr. Cloutier: The \$214 million was the Austrian portion of the Sabah project. My recollection is Canada had \$143 million. So that \$143 million would be included in the first item on the top of the sheet, where you see four hundred and ninety-five. The \$143 million would be one of those transactions.

• 1225

The two hundred and fourteen did not involve Canadian credit, did not involve Canadian financing, and that is the reason why I have not reflected it in my annual report. This is an internal document.

Mr. McKnight: Okay, that is financing that has absolutely nothing to do with EDC.

Mr. Cloutier: It has nothing to do with EDC at all, except that we were partners in the transaction.

Mr. McKnight: The other part . . . okay, you were partners in a transaction that had, naturally, Canadian content valued at \$143-plus million, something like that.

Mr. Cloutier: Something in that area.

Mr. McKnight: Can you recall what the other one was, then, for general information? You have mentioned the Austrians and the English.

Mr. Cloutier: The Austrian and the English was with Sabah. The other one, in 1983 . . .

Mr. McKnight: It is for information, it probably is not that important.

[Translation]

M. McKnight: Est-ce que c'est quelque chose que vous faites normalement? À quoi cela vous sert-il de garantir des travaux de développement dans des pays dans lesquels . . .

M. Cloutier: Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il y a une distinction entre les paragraphes a et b. Il s'agit d'une page provenant des rapports mensuels que je dois soumettre à mon conseil d'administration.

Ces renseignements sont en principe destinés à notre usage interne. La transaction que nous avons effectuée avec l'Autriche ne figure pas dans notre rapport annuel car cela n'a rien à voir avec le Canada sauf que si nous n'avions pas coopéré avec l'Autriche, le Canada n'aurait rien eu du tout. Si j'ai donc soumis ce renseignement au Conseil d'administration, mais je n'ai pas jugé utile de les faire figurer dans notre rapport annuel.

M. McKnight: Vous n'avez donc pas financé d'autres transactions. Mais la SEE a bien financé d'autres institutions.

M. Cloutier: Jamais de la vie.

M. McKnight: Dans ce cas à quoi ont servi les 214 millions de dollars en question?

M. Cloutier: Les 214 millions de dollars représentent la part de l'Autriche dans les travaux de Sabah, la part du Canada s'élevant à 143 millions de dollars. Ces 143 millions de dollars figurent donc dans le premier poste au haut de la page où se trouve le chiffre de 490. Ces 143 millions figurent parmi ces transactions.

Les 214 millions ne comportaient aucun crédit canadien c'est pourquoi je n'en ai pas fait état dans le rapport annuel. Il s'agit uniquement d'un document à usage interne.

M. McKnight: Donc cela n'a rien à voir avec les opérations de crédit de la SEE.

M. Cloutier: Non, cela n'a rien à voir avec nous sauf que nous étions associés dans la transaction.

M. McKnight: Vous avez donc participé à une transaction dont le contenu canadien s'est élevé à quelque 143 millions.

M. Cloutier: C'est exact.

M. McKnight: Qui étaient les autres? Vous avez déjà parlé des Autrichiens et des Britanniques.

M. Cloutier: Oui l'Autriche et la Grande-Bretagne ont participé aux travaux de Sabah. En outre, en 1983 . . .

M. McKnight: Ce n'est sans doute pas tellement important.

[Texte]

Mr. Cloutier: In brackets, you see the two there. One could be the Austrians and the other one could be the British, I just do not know at this time.

The Vice-Chairman: Mr. McKnight, I am sure the witnesses would be happy to give you a written reply later on.

Mr. McKnight: That is fine. It is for information.

I have a few more questions, Madam Chairman, and I do not want to keep the staff, who have gone through a long day already with our committee.

Could you explain your feelings—if I can put it that way, maybe that is not the way to ask the question, but it is the way I would like the answer to come—could you explain the rationale for this? We have been told by Ministers of the Crown that in the Speech from the Throne aid-trade was mentioned. I guess it depends on whether one conceives that statement as being more for trade or more for aid, but we have been told that that program would be administered—I guess “administered” would be the proper word—by CIDA. I wonder why it would not be done by EDC?

Mr. Cloutier: I think this is still under discussion. I know that a final decision has not been made.

Mr. McKnight: The Minister responsible for international trade, in our committee some four weeks ago, more than intimated that it would be the responsibility of CIDA.

Mr. Cloutier: The executing agency could be different. I have alluded to this in my annual report on page 9. This, as far as I am concerned, is simply a continuation and an expansion of a parallel financing that we have been doing with CIDA since 1976.

Mr. McKnight: Right.

Mr. Cloutier: In the last four years, I believe the number of transactions—I do not know the number offhand—the value of those transactions exceeds \$1 billion. About \$800 million was done through EDC and something between \$200 million and \$300 million was done through CIDA funds. This makes sense, when the objectives of both organizations can be organized in a consistent manner.

The aid-trade fund, I would anticipate, would operate in the same way and would be available primarily for developmental purposes in those situations where there is a developmental aspect that is brought forth by the exporter, rather than a long term aid planning process, where the exporter is not involved at the beginning. Basically, it is a facility, if I can use that term, that would allow Canada to be as responsive as quickly and as imaginatively as some of our competitors manage to be.

• 1230

Mr. McKnight: Just on that point. Developmental aid, or developmental aid projects, where does that show up in your annual report? Is that when I see CIDA parallel loans?

Mr. Cloutier: Yes, sir.

[Traduction]

M. Cloutier: Les deux figurent là entre parenthèses. Il y a les Autrichiens et les Britanniques mais je ne saurais vous en dire davantage.

Le vice-président: Le témoin pourra sans doute vous donner une réponse plus précise par écrit.

M. McKnight: Parfait.

J'ai encore quelques questions à poser madame le président.

Le discours du Trône a fait état d'aide et de commerce lesquels seraient administrés par l'ACDI. Pourquoi ces travaux ne seraient-ils pas plutôt confiés à la SEE.

M. Cloutier: On en discute encore et une décision définitive n'a pas encore été prise.

M. McKnight: Lorsque le ministre chargé du commerce international a comparu devant le Comité il y a quatre semaines, il a laissé entendre que c'est l'ACDI qui en serait chargée.

M. Cloutier: L'exécution de ces projets pourrait être confiée à une autre agence ainsi que je l'ai expliqué à la page 9 de mon rapport annuel. Nous poursuivons ainsi un financement parallèle que nous assurons avec l'ACDI depuis 1976.

M. McKnight: D'accord.

M. Cloutier: Au cours des quatre années écoulées, la valeur de ces transactions a dépassé un milliard de dollars, dont 800 millions pour la SEE et 200 millions pour l'ACDI. Ceci est tout à fait normal étant donné que nos objectifs sont analogues.

Le fonds d'aide au commerce interviendrait lorsque la participation de l'exportateur porterait davantage sur des travaux de développement plutôt que d'aide à long terme. Cela permettrait notamment au Canada d'intervenir aussi rapidement que certains de nos concurrents ont pu le faire.

M. McKnight: Vos projets d'aide au développement figurent-ils en même temps que les prêts parallèles de l'ACDI dans votre rapport annuel.

M. Cloutier: C'est exact.

[Text]

Mr. McKnight: And they are initiated on that basis under developmental aid funding or a developmental aid program without the developmental aid assistance?

Mr. Cloutier: Actually in my annual report you see \$36 million. That is \$36 million of CIDA funds which CIDA committed to disburse on transactions or projects which by and large came to EDC initially—and because it was an aid project which was probably available through other agencies—our officials in CIDA and EDC agreed to jointly support the project. We have a number of transactions under development now and the Aid trade fund would facilitate that sort of further availability.

The main distinction, in my own view, is that the CIDA program is directed to a given number of countries and the funds available under the CIDA Nova program are also allocated on a regional basis. This makes a lot of sense in terms of a long-term development plan. On the other hand, it creates a difficulty when an exporter comes along. He says: My God, I have got this thing that I am really hot on and I think I have a good project and I know that I am fighting the Japanese and the Japanese have several mechanisms of doing what... well it is difficult to find a name for it, but the end effect is cheap money.

Mr. McKnight: They secure the business. That is what they do.

Mr. Cloutier: Well, yes, okay.

Mr. McKnight: Never mind what you call it.

Mr. Cloutier: You read me very well, sir. The French have the same way. Then we go to CIDA and it says: Well, in that country what can you do? The CIDA program might have already committed all the funds it has or might expect to have, and then we are caught. Now, the Aid trade fund would facilitate the response in a timely manner in those circumstances.

Mr. McKnight: Just two other questions, Madam Chairman, if I may.

Could you tell me, one, the number of inquiries and the work programs that are started from inquiries by exporters requiring either insurance or loan assistance and the percentage that reach fruition for one reason or another? And could you give the average timeframe it takes to process a loan? I know the average will not show the timeframe for the majority of loans that you disburse, but it could give us a little bit of an idea.

Mr. Cloutier: If you had the most up-to-date of these internal reports you would have an indication on the first page, which is an overall summary, both on insurance and financing of the number of inquiries we received and the translation of those inquiries into what I call my pipeline. The pipeline is the 442 transactions that I mentioned. These are transactions that are under active development and of which we know sufficient detail to really believe it can be done.

In the first three months of this year, 1984, the value of the inquiries we received is about \$9.5 billion. The number of inquiries, I did mean to bring those two things and I forgot...

[Translation]

M. McKnight: Ces projets sont donc mis en oeuvre au titre du financement de l'aide au développement.

M. Cloutier: Vous trouverez dans mon rapport annuel 36 millions de dollars engagés par l'ACDI pour des projets dont la SEE s'était occupée au départ. En l'occurrence l'ACDI et la SEE ont décidé d'appuyer conjointement ces projets d'aide. Le fonds d'aide au commerce nous permettra de financer d'autres transactions de développement du même genre.

Les fonds de l'ACDI sont attribués en principe à un certain nombre de pays; de même le programme NOVA de l'ACDI est également attribué sur des bases régionales, ce qui est normal pour un programme de développement à long terme. Par contre cette façon de procéder ne sert pas à grand-chose lorsqu'un exportateur canadien doit faire face à la concurrence des exportateurs japonais qui obtiennent des crédits à bon marché.

M. McKnight: Et c'est eux qui emportent l'affaire.

M. Cloutier: Exactement.

M. McKnight: D'accord.

M. Cloutier: Les exportateurs français bénéficient également de crédits très favorables. Si l'ACDI pour sa part a épuisé la totalité de ses crédits, nous sommes dans le pétrin. Le fonds d'aide au commerce nous permettrait de résoudre ce genre de problème.

M. McKnight: Je voudrais poser encore deux questions.

Je voudrais savoir notamment combien de demandes vous parviennent d'exportateurs ayant besoin de crédits à l'exportation ou d'assurance crédit et quel est votre taux de réussite. Combien de temps faut-il en moyenne pour obtenir un prêt chez-vous? Cette moyenne est bien entendu pas valable dans chaque cas mais cela nous donnerait au moins un ordre de grandeur.

M. Cloutier: Dans notre rapport interne le plus récent figure justement le nombre de demandes qui nous parviennent ainsi que le nombre auquel une suite favorable est donnée. Actuellement nous sommes en train d'examiner 442 demandes que nous espérons mener à terme.

Au cours du premier trimestre de 1984, nous avons reçu quelque 3 ou 400 demandes pour une valeur de 9.5 milliards dont 2 milliards sont à l'étude.

[Texte]

they are in the three or four hundreds. Out of that \$9.5 billion of inquiries received in that three months, we have transferred \$2 billion into our pipeline.

Mr. McKnight: So you have started the processing of \$2 billion of the inquiries?

Mr. Cloutier: That is right. And the others may go away. Sometimes, Mr. McKnight, the inquiry is just a gleam in the exporter's mind. We capture it but we do not massage it until we know enough about the transaction.

Mr. McKnight: Through you, Madam Chairman, to Mr. Cloutier, could you provide just those numbers?

• 1235

Mr. Cloutier: Yes.

Mr. McKnight: Again I say that I know and I understand the average will distort the timeframe and it will also distort the . . .

Mr. Cloutier: I will give you the numbers without trying to do averaging . . .

Mr. McKnight: Okay, sure.

Mr. Cloutier: —largely because this is a system we have had operational on an individual office basis ever since the corporation has been in the business but which we have systematized only last fall. I do not want to make averages on six months' business.

Mr. McKnight: No, okay.

A final question, if I may, on the interaction in the relationship between EDC and CCC.

Mr. Cloutier: Yes.

Mr. McKnight: I guess as someone looking at different numbers and different corporations and different mandates I find it a bit confusing. Is there any competition between EDC and CCC for business?

Mr. Cloutier: None whatsoever, because we are in a different kind of business. Indeed, on occasion CCC will be the exporter of record, and we will recognize CCC as the exporter of record.

Mr. McKnight: In a system financing?

Mr. Cloutier: Yes. We have made offers through CCC. I am not sure that any of them really worked, though.

Do you remember?

A Witness: It worked for insurance.

Mr. Cloutier: It worked for insurance. Yes, that is normal.

Yes, I have one where it is a financing operation and CCC is the exporter of record.

Mr. McKnight: Okay.

Thank you, Madam Chairman.

The Vice-Chairman: One short question, please, Mr. Robinson.

[Traduction]

M. McKnight: Vous êtes donc en train d'examiner des demandes pour 2 milliards de dollars.

M. Cloutier: C'est exact. Certaines de ces propositions sont purement hypothétiques et nous attendons donc pour agir d'avoir plus de détails concrets.

M. McKnight: Est-ce que vous pourriez nous fournir ces chiffres.

M. Cloutier: Certainement.

M. McKnight: Il est évident que ces moyennes ne sont valables que pour certaines dates.

M. Cloutier: Je ne vais pas chercher à établir de moyennes.

M. McKnight: D'accord.

M. Cloutier: Jusqu'à l'automne dernier, les chiffres ont été calculés individuellement pour chacun de nos bureaux et il est donc prématuré d'établir des moyennes sur six mois.

M. McKnight: Parfait.

Je voudrais vous poser une dernière question concernant les liens entre la SEE et la CCC.

M. Cloutier: Oui.

M. McKnight: Les chiffres sont difficiles à interpréter parfois. Est-ce que la SEE et la CCC se font concurrence pour emporter des affaires.

M. Cloutier: Absolument car nous traitons dans des secteurs différents. Dans certains cas c'est la CCC qui est l'exportateur en titre.

M. McKnight: Pour ce qui est du financement aussi?

M. Cloutier: Oui nous avons fait un certain nombre d'offres par l'entremise de la CCC. Mais j'ignore si elles ont abouti.

Vous en souvenez-vous?

Un témoin: Cela a marché pour l'assurance.

M. Cloutier: Oui c'est normal.

Dans un cas nous avons assuré le financement pour des exportations effectuées par la CCC.

M. McKnight: D'accord.

Merci madame le président.

Le vice-président: Monsieur Robinson, une brève question.

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I have just one question to Mr. Cloutier. On the inside cover of the Export Development Corporation annual report for 1983 there is an item entitled "Profile", and under that I note it says that at present the corporation offers 10 different insurance services, 4 different guarantees and 6 different financing arrangements.

Could you tell us how the premium is determined on the insurance, the costs of guarantees and the variable interest rates, if any, on the export financing?

Mr. Cloutier: I can give you the principles.

Basically, the premiums on insurance are a factor of the terms under which the business is done, the instruments under which they are done, the credit-worthiness of the country, the financial strength of the buyer and to some extent the type of commodity. Finally, and not unimportant, is the duration of the insurance required.

On guarantees it is very closely allied.

On export financing we are guided by the OECD consensus in terms of the minimum rates we can charge. Our policy is to set rates as high as we can, recognizing that our mandate is also to meet competition. So the rates will vary in that context between the country and the length of time for which the financing is required.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you very much.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Robinson.

Thank you very much, Mr. Cloutier.

I would like to say a word of thanks to the staff. We have had a very long morning indeed. Thank you very much.

I now adjourn to the call of the Chair.

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Au verso de la couverture du rapport annuel de la société pour l'expansion des exportations pour 1983 figure un poste intitulé Profil d'où il découle que la société offre dix types d'assurance, quatre types de garantie et six catégories de financement.

Pourriez-vous nous expliquer comment on calcule les primes d'assurance, les coûts des garanties, ainsi que les taux d'intérêt pour ces crédits à l'exportation.

M. Cloutier: Je vais essayer de vous en expliquer les principes.

Les primes d'assurance dépendent des conditions du marché, des modalités de financement, de la cote de crédit du pays intéressé, de la solvabilité de l'acheteur et dans une certaine mesure de l'objet de la commande. Il faut également tenir compte de la durée du crédit.

La même chose est vraie des garanties.

Nos crédits à l'exportation sont assujettis aux taux minimum fixés par l'OCDE. Nous essayons d'obtenir le maximum tout en restant compétitifs. Les taux d'intérêt dépendent du pays ainsi que de la durée du crédit.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci beaucoup.

Le vice-président: Merci monsieur Robinson.

Merci monsieur Cloutier.

Je voudrais également remercier le personnel pour qui la matinée a été fort longue.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of External Affairs:

Mr. Gary Smith, Director, Arms Control and Disarmament
Division.

Du ministère des Affaires extérieures:

M. Gary Smith, directeur, Contrôle des armements et du
désarmement.

From the Export Development Corporation:

Mr. Sylvain Cloutier, President.

De la Société pour l'expansion des exportations:

M. Sylvain Cloutier, président.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 12

Fascicule n° 12

Tuesday, May 22, 1984

Le mardi 22 mai 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

External Affairs and National Defence

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

CONCERNANT:

Main Estimates 1984-85: Vote 1 under NATIONAL
DEFENCE

Budget principal 1984-1985: Crédit 1 sous la rubrique
DÉFENSE NATIONALE

Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for
International Peace and Security

Projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien
pour la paix et la sécurité mondiales

APPEARING:

COMPARAÎT:

The Honourable Jean-Jacques Blais
Minister of National Defence

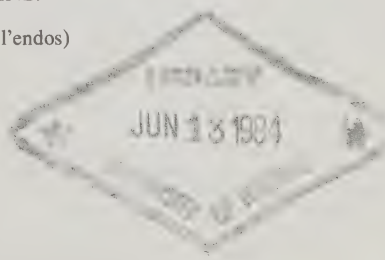
L'honorable Jean-Jacques Blais
Ministre de la Défense nationale

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)



Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1984

Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Bud Bradley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Jesse Flis
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McKnight
Paul McRae
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 22, 1984

(13)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 9:40 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Andre, Mrs. Appolloni, Mrs. Beauchamp-Niquet, Messrs. Dupras, Hudecki, Kilgour, Laniel, Prud'homme.

Alternates present: Messrs. Massé, McRae, Stewart.

Other member present: Mr. Baker.

Appearing: The Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of National Defence.

Witness: From the Department of National Defence: Gen G.C.E. Thériault, Chief of Defence staff.

In attendance: From the Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade: Mr. Roger Hill, Associate Director.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 21, 1984, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1985 (See *Minutes of Proceedings and Evidence dated Tuesday, March 13, 1984, Issue No. 1*).

The Minister made a statement, and with the witness, answered questions.

The Chairman authorized that replies to questions of Messrs. Laniel and Sargeant at a meeting of the Committee of Tuesday, April 3, 1984 be appended to this day's *Minutes of Proceedings and Evidence* (See Appendix "EAND-8").

The Committee resumed consideration of Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, May 17, 1984, Issue No. 11*).

On motion of Mr. Dupras, it was agreed,—That a Subcommittee of the Standing Committee on External Affairs and National Defence be established for the purpose of hearing witnesses on Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security; and

That the Subcommittee be composed of Seven (7) Members of the Committee including four (4) representatives from the Liberal Party, two (2) from the Progressive Conservative Party and one (1) from the New Democratic Party and seven (7) Alternates of the Committee including four (4) representatives from the Liberal Party, two (2) from the Progressive Conservative Party and one (1) from the New Democratic Party to be appointed by the Chairman in consultation with the Party critics on the Committee; and

That the Chairman of the Subcommittee be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present provided that no fewer than three members are present; and

That the Subcommittee be empowered to send for persons, papers and records, to sit while the House is sitting, to sit

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 22 MAI 1984

(13)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 9 h 40, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: M. Andre, M^{me} Appolloni, M^{me} Beauchamp-Niquet, MM. Dupras, Hudecki, Kilgour, Laniel, Prud'homme.

Substituts présents: MM. Massé, McRae, Stewart.

Autre député présent: M. Baker.

Comparent: L'honorable Jean-Jacques Blais, ministre de la Défense nationale.

Témoin: Du ministère de la Défense nationale: Gén G.-C.-E. Thériault, chef de l'état-major.

Aussi présent: Du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce étranger: M. Roger Hill, directeur associé.

Le Comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du 21 février 1984 relatif au Budget principal de l'année financière se terminant le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 13 mars 1984, fascicule n° 1*).

Le ministre fait une déclaration, puis lui-même et le témoin répondent aux questions.

Le président permet que les réponses aux questions de MM. Laniel et Sargeant à la séance tenue par le Comité, le mardi 3 avril 1984, figurent en annexe aux *Procès-verbaux et témoignages* de ce jour. (*Voir Annexe «EAND-8»*).

Le Comité reprend l'examen du projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. (*Voir Procès-verbal du jeudi 17 mai 1984, fascicule n° 11*).

Sur motion de M. Dupras, *il est convenu*.—Qu'un Sous-comité du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale soit institué pour entendre les témoins relativement au projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales; et

Que le Sous-comité se compose de sept (7) membres du Comité, y compris quatre (4) représentants du parti libéral, deux (2) représentants du parti progressiste conservateur et un (1) représentant du parti néodémocrate; et qu'il se compose en outre de sept (7) substituts du Comité, y compris quatre (4) représentants du parti libéral, deux (2) représentants du parti progressiste conservateur et un (1) représentant du parti néodémocrate que désignera le président avec l'avis des critiques des partis qui siègent au Comité; et

Que le président du Sous-comité soit autorisé à tenir des réunions, à recevoir les témoignages et à en permettre l'impression en l'absence du quorum, à condition que trois membres au moins soient présents; et

Que le Sous-comité ait le pouvoir de réclamer des personnes, des documents et des dossiers, qu'il soit habilité à siéger

during periods when the House stands adjourned, to print from day to day such papers and evidence as may be ordered by it.

On motion of Mr. Stewart, it was agreed,—That for the purposes of hearing witnesses during the Committee's consideration of Bill C-32, the Chairman of the Committee be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that no fewer than three members are present.

On motion of Mr. Hudecki, it was agreed,—That reasonable travelling and living expenses be paid to witnesses who are invited to appear before the Committee during its consideration of Bill C-32.

At 11:48 o'clock a.m. the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this day.

AFTERNOON SITTING (14)

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 3:30 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Hudecki, Laniel, Lapierre, Prud'homme and Stevens.

Other Member present: Mr. Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Witnesses: From the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament: Mr. Lawrence Hagen, Director of Research; Mr. John Lamb, Executive Director. From the Voice of Women: Murielle Duckworth and Kay MacPherson.

In attendance: From the Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade: Roger Hill, Associate Director.

The Committee resumed consideration of Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security.

The Committee resumed consideration of Clause 1.

The Committee resumed consideration of Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, May 17, 1984, Issue No. 11*).

The Committee resumed consideration of Clause 1.

The witnesses from the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament made a statement and answered questions.

At 4:30 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 4:35 o'clock p.m., the sitting was resumed.

The Committee resumed consideration of Bill C-32.

The Committee resumed consideration of Clause 1.

The witnesses from the Voice of Women made a statement and answered questions.

At 4:50 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:25 o'clock p.m., the sitting was resumed.

The Committee resumed consideration of Bill C-32.

pendant les séances et les ajournements de la Chambre, de faire imprimer au jour le jour les documents et les témoignages que lui réclamera la Chambre.

Sur motion de M. Stewart, *il est convenu*.—Qu'aux fins d'entendre les témoins au cours de l'examen, par le Comité, du projet de loi C-32, le président du Comité soit autorisé à tenir des séances, à recevoir des témoignages et à en permettre l'impression en l'absence du quorum, à condition que trois membres au moins soient présents.

Sur motion de M. Hudecki, *il est convenu*.—Que les témoins qui sont priés de comparaître devant le Comité au cours de l'examen, par ce dernier, du projet de loi C-32, soient remboursés des frais de déplacement et de séjour jugés raisonnables.

A 11 h 48, le Comité interrompt les travaux jusqu'à 15 h 30.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (14)

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 15 h 30, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: MM. Hudecki, Laniel, Lapierre, Prud'homme, Stevens.

Autre député présent: M. Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Témoins: Du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement: M. Lawrence Hagen, directeur de la recherche; M. John Lamb, directeur exécutif. De «Voice of Women»: Murielle Duckworth, Kay MacPherson.

Aussi présent: Du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur: M. Roger Hill, directeur associé.

Le Comité reprend l'examen du projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

Le Comité reprend l'examen de l'article 1.

Le Comité reprend l'examen du projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. (*Voir Procès-verbal du jeudi 17 mai 1984, fascicule n° 11*).

Le Comité reprend l'examen de l'article 1.

Les témoins du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement font une déclaration et répondent aux questions.

A 16 h 30, le Comité interrompt les travaux.

A 16 h 35, le Comité reprend les travaux.

Le Comité reprend l'examen du projet de loi C-32.

Le Comité reprend l'examen de l'article 1.

Les témoins de «Voice of Women» font une déclaration et répondent aux questions.

A 16 h 50, le Comité interrompt les travaux.

A 17 h 25, le Comité reprend les travaux.

Le Comité reprend l'examen du projet de loi C-32.

The Committee resumed consideration of Clause 1.

The Committee resumed questioning of the witnesses from the Voice of Women.

The Chairman authorized that the brief presented by the Voice of Women be appended to this day's *Minutes of Proceedings and Evidence*. (See Appendix "EAND-9").

At 6:35 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this evening.

Le Comité reprend l'examen de l'article 1.

Le Comité poursuit l'interrogatoire des témoins de «*Voice of Women*».

Le président permet que le mémoire présenté par «*Voice of Women*» figure en annexe aux *Procès-verbaux et témoignages* de ce jour. (Voir Annexe «EAND-9»).

A 18 h 35, le Comité interrompt les travaux jusqu'à 20 heures.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Tuesday, May 22, 1984

• 0938

The Chairman: Order, please.

I will some time during the morning, with your agreement, interrupt for only three or four minutes when I see a quorum. By agreement last week, I have to pass a motion pertaining to Bill C-32 on the Canadian Institute for International Peace and Security.

As you know, we have agreed to split this committee in two. At the request of the opposition parties I have worked very strongly on the weekend, and I can tell you that we have already found eight witnesses for today, four this afternoon and four tonight, split into two committees. So for the first day I can confirm that we already have eight witnesses filling completely every slot possible this afternoon and tonight, 3.30 p.m. to 5.30 p.m. and 8.00 p.m. to 10.00 p.m.. Then we will have two witnesses tomorrow, Wednesday, of a possible eight, but most likely we will get some more witnesses today.

So I will be asking my colleagues to work a little harder this week on Tuesday, Wednesday and Thursday because I do not think we will have witnesses on Friday. We will have witnesses next week and we should finish all the witnesses next week. So, as I told you, as soon as I see a quorum of eight—there are almost eight now, or seven—with your kind permission I shall interrupt and, as we agreed last Thursday, I will put the motion.

• 0940

This morning we have the Minister back again on the Main Estimates. That was a meeting I did not want to cancel, even though we also have the peace institute, because it was an undertaking on my part to the official critic of the Official Opposition that we would have a meeting this morning with the Minister of National Defence—a full back-to-back meeting; a full morning; a full meeting.

As soon as you are free to dispose of the Minister, we will end the meeting. But we will certainly go a good two hours, maybe more, according to the questioners.

So the Minister has the floor, if he has any statement; if not, I will go immediately to the official critic of the Official Opposition.

L'honorable Jean-Jacques Blais (ministre de la Défense nationale): Monsieur le président, j'ai une brève déclaration à faire, mais d'abord, je voudrais vous présenter encore une fois les fonctionnaires qui m'accompagnent. Ce sont le sous-ministre, M. D.B. Dewar, et le chef de l'état-major de la défense, le général Thériault.

The first point I would like to make is, as you may know, NATO had its Defence Planning Committee meetings in Brussels last week, and I attended those meetings for the full day and a half of their duration. I might point out to you that

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mardi 22 mai 1984

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Au cours de la matinée, si vous le permettez, j'interromprai la séance pendant trois ou quatre minutes, lorsque le quorum sera atteint. Nous avons en effet décidé la semaine passée d'adopter une motion concernant le projet de loi C-32 instituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

Comme vous le savez, nous avons décidé de scinder le Comité en deux. À la demande des partis de l'opposition, j'ai travaillé énormément cette fin de semaine et je puis vous dire que nous avons huit témoins qui se présenteront aujourd'hui, quatre cet après-midi et quatre ce soir pour les deux Comités. Cela signifie que nous serons occupés de 15h30 à 17h30 et de 20 heures à 22 heures. Nous avons prévu deux témoins pour demain mercredi sur une liste possible de huit, et il se pourrait bien que nous ayons d'autres témoins aujourd'hui.

Je demanderai donc à mes collègues de travailler un peu plus fort cette semaine, aujourd'hui mardi ainsi que mercredi et jeudi. Je ne crois pas en effet que nous aurons des témoins vendredi. Nous reprendrons les séances et les témoignages la semaine prochaine et nous pourrions terminer également. Comme je vous l'ai dit donc, dès que le quorum de huit sera atteint, j'interromprai la séance pour proposer la motion, comme nous l'avons décidé jeudi passé.

Notre témoin de ce matin est à nouveau le ministre, qui témoignera au sujet du Budget principal. Je ne voulais évidemment pas annuler une telle réunion, même si nous devons étudier le projet de loi sur l'Institut pour la paix. En effet, je m'étais engagé envers l'opposition officielle à avoir une réunion ce matin avec le ministre de la Défense nationale, une réunion complète pendant toute la matinée.

La réunion prendra fin quand nous n'aurons plus de questions à poser au ministre, ce qui signifie qu'elle pourrait certainement durer deux heures et peut-être même davantage.

Je donne donc la parole au ministre s'il veut nous faire une déclaration liminaire, sinon, je donne immédiatement la parole au critique officiel de l'opposition officielle.

Hon. Jean-Jacques Blais (Minister of National Defence): Mr. Chairman, I have a brief statement to make, but I would like first of all to introduce my officials, Mr. D.B. Dewar, Deputy Minister, and General Thériault, Chief of Staff for Defence.

Tout d'abord, j'aimerais dire que l'OTAN, comme vous le savez sans doute, a tenu la semaine passée à Bruxelles ses réunions du comité de planification de la défense. J'y ai participé pendant toute leur durée, c'est-à-dire pendant un jour

[Texte]

they dealt with some issues that are of considerable importance to Canada and to all NATO allies. The first issue, of course, was the question of alliance solidarity and INF deployment. The second issue dealt with was infrastructure funding and cost shares; and the third was the NATO force goals for 1985-90. If I might add, there was a fourth issue that was dealt with, and that was the question of increasing co-operation between the allies in the level of development of conventional arms, with an ancillary issue called "ET", as it has come to be identified, or "Emerging Technologies".

First of all, about the solidarity and INF deployment, that issue came up during what is referred to as the "restricted meeting", when in effect discussions were for the most part spontaneous and contributions by all members of the alliance were made, I think, except for one of the allies, which did not express itself at that time. The question of course was to remind ourselves that we had in 1979 adopted the two-track policy, and that policy involved the deployment of cruise missiles and Pershing II's, and the undertakings that were given at that time had to be met and there was a recognition that the NATO alliance had been in the past strong and continued to be strong as a result of the solidarity that was manifested by all the participants of the alliance. That sentiment was very evident during that meeting and in other discussions as we proceeded.

I might simply underline the fact that it is really remarkable for 16 sovereign nations, all liberal democracies, to adopt collective measures for their collective security and to pursue those measures in the way that NATO has done in the past and continues so to do. It is a significant phenomenon in terms of the comportment of sovereign nations that they are able to reach collective decisions and to proceed with the implementation of those decisions notwithstanding serious debates being experienced within their individual democratic institutions.

The second issue that was discussed was that of infrastructure shares. There was serious discussion relating to Belgium's request for a reduction in its proportion of the infrastructure costs. They had made a very strong pitch for a reduction of some 3% in infrastructure costs. That was subsequently negotiated. Eventually a consensus was reached whereby the infrastructure costs of Belgium would be reduced by 1%. They had made a substantial case for their having too large a portion of the infrastructure costs, they were persuasive in their submissions and we agreed to reduce their percentage by one percentage point. That reduction was picked up by most NATO allies on a *pro rata* basis, so as to be able to meet the discrepancy. There were some of the NATO allies who objected to picking up their portion of the 1%; the Americans came forward and agreed to make up any deficiency that would be experienced.

• 0945

I might point out to you that, indeed, Canada is the largest single net contributor to NATO infrastructure costs. Our

[Traduction]

et demi. Je dois vous dire que les discussions ont porté sur quelques questions qui sont d'une importance considérable pour le Canada et pour tous ses alliés de l'OTAN. Tout d'abord, il y avait la question de la solidarité de l'Alliance et du déploiement de la INF (Force nucléaire à portée intermédiaire). La deuxième question à l'ordre du jour portait sur le financement et le partage des coûts de l'infrastructure; la troisième question avait trait au but des forces de l'OTAN pour 1985-90. Une quatrième question a fait l'objet de discussions, celle de l'accroissement de la coopération entre les alliés, ainsi qu'une question connexe portant sur les nouvelles technologies.

Tout d'abord, parlons de la solidarité entre les alliés et du déploiement de la force nucléaire à portée intermédiaire. Cette question a fait l'objet de discussions au sein d'une réunion restreinte, où les discussions étaient pour la plupart spontanées et où tous les membres de l'Alliance ont participé, à l'exception d'un seul. Cette réunion avait pour but de nous rappeler que nous avions adopté en 1979 une politique double impliquant le déploiement des missiles de croisière et des Pershing II. IL s'agissait également de se rappeler que l'on devait donner suite aux engagements pris à l'époque dans le contexte d'une alliance forte et d'une solidarité entre tous les membres de l'OTAN. Ce sentiment était évident tout au cours de la réunion et au cours des autres discussions qui ont suivi.

J'aimerais souligner qu'il est vraiment remarquable de voir 16 pays souverains, tous des démocraties libérales, adopter des mesures collectives pour leur sécurité et mettre en pratique celles-ci comme l'a fait l'OTAN dans le passé et comme cette organisation continue à le faire. C'est un phénomène important quand il convient de juger du comportement de nations souveraines; cela montre qu'elles peuvent prendre des décisions collectives et mettre celles-ci en application en dépit des débats sérieux qu'elles rencontrent au sein même de leurs institutions démocratiques.

La deuxième question qui a été discutée portait sur la participation financière à l'infrastructure. La Belgique a demandé de réduire sa part des coûts d'infrastructure, et une discussion sérieuse s'est amorcée à cet égard. Le plaidoyer de la Belgique en faveur d'une réduction de 3 p. 100 de ces frais d'infrastructure a fait l'objet de négociations subséquentes. Finalement, les différents membres se sont mis d'accord pour réduire de 1 p. 100 les frais d'infrastructure représentant la contribution belge. La plupart des alliés de l'OTAN ont assumé les frais de cette réduction au prorata de leur propre contribution. En fait, certains alliés se sont opposés à cette mesure, et les Américains se sont engagés à éponger la différence.

En fait, il faudrait signaler que le Canada est le pays qui contribue le plus aux frais d'infrastructure de l'OTAN. Sur

[Text]

share, on an annual basis, amounts to about \$55 million, and that represents 6.35% of the NATO total. As usual, Canada was forthcoming in the discussions and we were instrumental in effecting a negotiated resolution of the issue.

Then we turned our attention to infrastructure ceilings for 1985 to 1990; that is, for a six-year Slice group. That subject, again, was discussed at some length. No consensus was arrived at, however, the officials at NATO headquarters were requested to examine more completely the impact of resource allocation within the next 90 days and to come forward with some strong recommendations that would then be considered.

Canada's interest in the infrastructure ceiling was significant, in view of our needing to obtain the funding for the north flank of NATO CAST obligation for the infrastructure. We have to obtain that from Slice 36—hopefully, from Slice 36. That, of course, will only be effected if there is sufficient money within that Slice. Therefore, we were very adamant that the amounts that should be made available under the infrastructure ceiling should be sufficient for us to obtain the funding for the north flank infrastructure, which is required for the CAST brigade prepositioning.

Having said that, the issue is one that we are paying a great deal of attention to and, as I assured my colleagues, Canada will, of course, meet the consensus of all NATO allies.

The other issue, of course, that was dealt with, was the question of NATO force goals. There were some disputes there between the Greeks and the Turks, for obvious reasons. I was pleased to accept the force goals that were identified for Canada, one of which, of course, would represent a 4% real growth in our defence expenditures if it were totally implemented. The force goal that we identified for Canada was one of the highest set of the goals presented by NATO. We had some reservations relating to one of the areas because, in effect, we identified a different priority for ourselves; hopefully, that will be acceptable to NATO and to the alliance as a whole.

The last issue that I would want to identify would be that of the importance of a more comprehensive conceptual military framework for long-term planning and resource allocation. There was a growing feeling that there had to be a higher level of co-ordination between all the NATO allies in terms of their military planning, as well as their total military requirements. It was within that context that the issue of emerging technologies came forward.

• 0950

There has been tremendous progress made both within the Sea Nav group as well as within the Euro group to achieve a greater level of co-ordination between the various allies relating to emerging and developing technologies in order to ensure a fairer distribution of both the risk in terms of research and development as well as the industrial benefits that may flow from those particular initiatives.

[Translation]

une base annuelle, notre participation représente 55 millions de dollars, soit 6.35 p. 100 du total de l'OTAN. L'attitude du Canada a été comme d'habitude ouverte au cours des discussions, et grâce à nos bons offices, cette question a pu être résolue par la négociation.

Nous avons ensuite étudié la question des plafonds d'infrastructure pour 1985-1990, soit une tranche de six ans. Cette question a de nouveau fait l'objet de discussions assez longues, sans que l'on arrive pour autant à un accord. On a prié les fonctionnaires du quartier général de l'OTAN d'examiner de façon plus exhaustive la question des ressources financières au cours des 90 prochains jours et de présenter des recommandations à cet effet.

Le Canada a porté beaucoup d'attention à cette question du plafond d'infrastructure, étant donné nos obligations à l'égard du flanc nord de la brigade CAST. En effet, nous espérons obtenir les fonds nécessaires de la tranche 36, ce qui ne sera possible que si celle-ci est suffisamment pourvue. Nous avons donc insisté beaucoup pour que ces plafonds soient atteints étant donné nos obligations concernant la mise en place de la brigade CAST.

Nous portons donc une attention toute spéciale à cette question, et j'ai assuré mes collègues que le Canada se ralliera au consensus de tous les alliés de l'OTAN.

L'autre question qui a fait l'objet de discussions a été celle des buts de la force de l'OTAN. Des différends sont survenus entre les Grecs et les Turcs pour des raisons évidentes. J'ai été heureux d'accepter les buts qui ont été identifiés pour le Canada, ce qui signifie une croissance réelle de 4 p. 100 de nos dépenses de défense si les buts sont totalement acceptés. Le but que nous avons identifié pour la participation canadienne à la force était un des plus élevés présentés par les membres. Nous avons exprimé certaines réserves dans un certain domaine, étant donné que nous avons choisi une autre priorité. Nous espérons cependant que celle-ci sera acceptable à l'alliance et à l'OTAN.

La dernière question sur laquelle j'aimerais attirer l'attention est celle de l'importance qu'il y a à définir un cadre militaire global pour la planification à long terme et la répartition des ressources. De plus en plus, les différents membres éprouvent le besoin d'une meilleure coordination en matière de planification militaire et de matériel. C'est dans ce contexte que la question des nouvelles technologies a été évoquée.

Des progrès considérables ont été réalisés tant au sein du groupe *Sea Nav* que du groupe européen afin d'atteindre une meilleure coordination entre les alliés en matière de nouvelles technologies, ceci afin de mieux répartir les risques en matière de recherche et de développement et les retombées industrielles possibles de nouvelles initiatives.

[Texte]

I might point out to you that this was the last meeting of Secretary General Luns; of course fulsome comments were made thanking him for his contribution.

I do not know whether a report such as I have made now has been done before, but I feel very strongly that this committee should be insisting, from time to time, on getting reports on NATO participation because it is an essential ingredient in our own defense structure. As such, members of the committee should be as familiar as possible with the developing issues that are being addressed within NATO.

J'espère que ce petit rapport vous a plu. Je répondrai à toute question que vous voudrez bien m'adresser. *Thank you, Mr. Chairman.*

Le président: Merci, monsieur le ministre.

I see a quorum. With your permission I will very rapidly dispose of our motions.

Mr. Dupras: I move that a subcommittee of the Standing Committee on External Affairs and National Defence be established for the purpose of hearing witnesses on Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security and;

That the subcommittee be composed of seven members of the committee including four representatives from the Liberal Party, two from the Progressive Conservative Party and one from the New Democratic Party and seven alternates of the committee including four representatives from the Liberal Party, two from the Progressive Conservative Party and one from the New Democratic Party, to be appointed by the chairman in consultation with the party critics of the committee; and

that the quorum be fixed at three members, provided that at least two parties are present; and

that the subcommittee be empowered to sent for persons, papers and records, to sit while the House is sitting, to sit during periods when the House stands adjourned, to print from day to day such papers and evidence as may be ordered by it.

Motion agreed to.

Mr. Stewart: I move that, for the purposes of hearing witnesses during the committee's consideration of Bill C-32, the Chairman be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that no fewer than three members are present.

The Chairman: That is for the full committee.

Motion agreed to.

Mr. Hudecki: I move that reasonable travelling and living expenses be paid to witnesses who are invited to appear before the committee during its consideration of Bill C-32.

Motion agreed to.

[Traduction]

Cette réunion, il faut le signaler, était également la dernière que présidait le secrétaire général Luns. Des discours ont été prononcés, et les différents membres l'ont remercié de sa contribution.

Je ne sais si l'on vous a présenté des rapports du genre de celui que je viens de vous faire auparavant, mais j'estime que le Comité devrait insister pour que cela se fasse de temps en temps. En effet, la participation à l'OTAN fait partie intégrante de notre propre structure de défense. Les membres du Comité devraient donc être au courant des nouveaux développements au sein de cette organisation.

I hope you liked this little presentation and I will now answer your questions. *Merci, monsieur le président.*

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Je vois que le quorum est atteint. Avec votre permission, j'essaierai de faire donc adopter nos motions.

M. Dupras: Je propose la création d'un sous-comité du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, qui sera établi dans le but d'entendre des témoins concernant le Bill C-32, Loi instituant l'Institut canadien de la paix et de la sécurité mondiales;

Je propose que le Sous-comité se compose de sept membres du Comité, y compris quatre représentants du Parti libéral, deux du Parti conservateur et un du Nouveau Parti démocratique et de sept remplaçants, membres du Comité, y compris quatre représentants du Parti libéral, deux du Parti progressiste-conservateur et un du Nouveau Parti démocratique. Ceux-ci seront nommés par le président en consultation avec les critiques des partis.

Je propose que le quorum soit établi à trois membres pourvu qu'au moins deux partis soient représentés.

Je propose également que le Sous-comité ait le pouvoir de demander des témoins, qu'il puisse solliciter des mémoires, qu'il puisse siéger quand la Chambre siège et quand celle-ci est ajournée, et qu'il puisse faire imprimer les documents et les témoignages nécessaires.

La motion est adoptée.

M. Stewart: Je propose que dans le but d'entendre les témoins au cours de l'étude du Bill C-32, le président soit autorisé à tenir des séances, à autoriser l'impression de fascicules lorsque le quorum n'est pas atteint, pourvu qu'il y ait un minimum de trois membres présents.

Le président: Cela vaut pour le Comité plénier.

La motion est adoptée.

M. Hudecki: Je propose que le Comité verse aux témoins invités à comparaître devant le Comité pour l'étude du Bill C-32 des frais de déplacement ainsi qu'une indemnité de séjour.

La motion est adoptée.

[Text]

The Chairman: Thank you very much. The first meeting will be held this afternoon. We have a very full session today. We will distribute this in English for your perusal.

There are four witnesses this afternoon and tonight on committee (A), that means the full committee and four on the subcommittee this afternoon and tonight, tomorrow and Thursday and that will be it for this week. So I count on your presence.

At the request of Mr. Stevens, to protect members of the Official Opposition, we have not put aside any of the official meetings, with which we agree; the first one being now, I now recognize the official critic of National Defence of the Official Opposition, Mr. Andre.

Mr. Andre: Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask the Minister a couple of questions on his report on the NATO meeting. Before I do that, is the Minister in a position to inform the committee regarding the status of the investigation into the unfortunate incident involving Corporal Lortie. Can he inform the committee just where and how Corporal Lortie was able to obtain the weapons he used in that situation?

Mr. Blais: Mr. Chairman, on that one I am sure Mr. Andre will recognize that the investigation is being pursued by the Quebec provincial police. We have been in close contact with the Quebec Provincial Police relating to conducting an investigation in areas that are particular to Canadian defence and Corporal Lortie's department within his responsibilities within Canadian National Defence. I am not at liberty at this stage to advance any additional information than that I have already advanced. We have maintained our contact with the QPP and any information would be information they would release. But since the matter is now before the courts, there would not be any inclination on their part, I am sure, to proceed with making any information public at this stage.

• 0955

Mr. Andre: I am interested in the context of the responsibility of the Department of National Defence. Surely the question as to how, where or when he obtained the weapons is not in any way involved in the actions for which he might be charged in the Province of Quebec. Related to that, can the Minister indicate whether there has been any investigation of security precautions or any change in procedures, and so on, having to do with the accessibility of automatic weapons to individuals like Corporal Lortie?

Mr. Blais: As the hon. gentleman would undoubtedly recognize, when an event such as this takes place, there is an immediate review of all security precautions that are taken; and that is something that has taken place. But if I might just go back on the initial preamble to his question, and that is that surely the question as to where and how he obtained the firearms is not a matter for the courts to be concerned with, I disagree. That undoubtedly will be a matter that will be subject to being drawn as evidence before the tribunal, and in that context it limits me in terms of making comments.

[Translation]

Le président: Je vous remercie. La première réunion aura lieu cet après-midi. Nous aurons des séances plénières aujourd'hui et nous distribuerons les documents en anglais pour que vous puissiez en prendre connaissance.

Quatre témoins sont prévus pour cet après-midi et pour ce soir au Comité (A). Il y aura donc des séances du Comité et du Sous-comité cet après-midi et ce soir, demain, ainsi que jeudi. Ce sera tout pour la semaine. Je compte donc sur votre présence.

A la demande de M. Stevens et des membres de l'opposition officielle, nous n'avons pas supprimé de réunion officielle. Nous sommes d'ailleurs d'accord sur cette façon de procéder. Je donne maintenant la parole à M. Andre, critique officiel de l'opposition officielle en matière de défense nationale.

M. Andre: Merci, monsieur le président. J'aimerais poser quelques questions au ministre au sujet du rapport qu'il nous a fait concernant la réunion de l'OTAN. Auparavant cependant, j'aimerais savoir si le ministre pourrait informer le Comité de l'état des travaux concernant ce malheureux incident impliquant le caporal Lortie. Le ministre pourrait-il nous dire où et comment le caporal Lortie a pu obtenir les armes dont il s'est servi?

M. Blais: Monsieur le président, je suis sûr que M. Andre comprendra que cette question fait l'objet à l'heure actuelle d'une enquête par la Sûreté provinciale du Québec. Nous avons collaboré étroitement avec la Sûreté du Québec pour discuter de la tenue d'une enquête sur des questions qui relèvent de la défense canadienne et du comportement du caporal Lortie, compte tenu de ses responsabilités en sa qualité de membre des Forces armées canadiennes. À ce moment-ci, je ne peux pas vous en dire davantage. Nous continuons de communiquer avec la Sûreté du Québec, et c'est à la Sûreté de divulguer d'autres renseignements. Mais puisque les tribunaux ont été saisis de cette affaire, il me semble qu'ils seront peu enclins à divulguer des renseignements pour le moment.

M. Andre: Je m'intéresse à la responsabilité du ministère de la Défense nationale dans cette affaire. Il est des questions qui n'ont rien à voir avec le chef d'accusation éventuellement porté contre lui dans la province du Québec: notamment, comment, où et quand a-t-il pu obtenir des armes. Le ministre peut-il nous dire si l'on a procédé à une étude des mesures de sécurité ou si l'on a changé des procédures qui permettraient à des gens comme le caporal Lortie d'avoir accès à des armes automatiques?

M. Blais: L'honorable député sait sans doute que dans des situations pareilles, on procède à une étude immédiate de toutes les mesures sécuritaires; ce qui a été fait. Mais j'en reviens aux affirmations qui ont précédé sa question: je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il dit que ce n'est pas aux tribunaux de s'intéresser à la façon dont il a pu obtenir des armes. La provenance des armes à feu sera sans doute apportée comme preuve devant le tribunal; par conséquent, je ne peux pas répondre à la question.

[Texte]

Mr. Andre: When might we expect a reply from the department, from the Minister, in terms of the responsibilities of the Minister in this matter?

Mr. Blais: Again, in terms of taking our responsibilities, I am assuming fully my responsibilities in the matter relating to any changes that this event or any other event might indicate needs to be addressed. Any changes that need to be addressed, of course, will be effected; and we do not need to have the matter before the courts completed for us to do exactly that.

Mr. Andre: Changing the subject back to the Minister's comments on the meetings in NATO, I wonder if the Minister could elaborate a little. Perhaps I missed in his comments exactly the decision taken by Canada in regards to NATO force goals, 1984 to 1990. The Minister indicated there was some agreement by NATO ministers to a 4% real growth?

Mr. Blais: Yes. The force goals are goals that are drafted by the NATO alliance officials and then submitted to individual countries in which they, in effect, identify what goals they would like the NATO partners to meet. In this instance the goal that was identified was a net increase of 4% in terms of military expenditures. We acknowledged that goal, and we undertook to use our best efforts in order to meet it.

Mr. Andre: That is 4% per year?

Mr. Blais: Four per cent per year.

Mr. Andre: For the rest of this decade?

Mr. Blais: For the rest of this decade.

Mr. Andre: The Minister also indicated in his comments, Mr. Chairman, the difference in priorities that Canada had for itself as compared to those the NATO alliance asked of us. Could you elaborate on what different priorities NATO sees for Canada that the Minister is not able to agree with?

• 1000

Mr. Blais: I discussed with General Thériault the amount of information that I can provide. I am advised that the goals themselves are confidential, and therefore I am a bit limited in what I can discuss. However, you can imagine, Mr. Andre, that when goals are identified, often there are some conflicts in the priorities that are identified by the NATO bureaucracy and those that are identified by the individual defence establishments within the individual members; and that is exactly the situation here.

If I might just describe generally the preoccupation that we have, we are interested in making sure that we are able to sustain our forces and that we are able to protect our forces that are to be based within Europe, and therefore our priority is to make sure that the forces that are identified and based within the European context are afforded the best protection possible. That is the difference in thrust compared with NATO, where their tendency has been in different directions, namely to have additional expenditures on capital equipment.

Mr. Andre: So we are not talking about any fundamental differences, any changes in the tasking...

[Traduction]

M. Andre: Quand le ministre ou le ministère donneront-ils des précisions sur les responsabilités du ministère dans cette affaire?

M. Blais: Là encore, j'assume entièrement mes responsabilités en étudiant toutes les modifications qui pourraient s'imposer à la suite de cet incident ou d'autres incidents éventuels. Bien entendu, s'il faut apporter des changements, nous agirons; nous n'avons pas à attendre la fin du procès pour prendre certaines mesures.

M. Andre: J'aimerais revenir aux déclarations du ministre au sujet des réunions de l'OTAN: j'aimerais obtenir de plus amples renseignements. Je n'ai peut-être pas entendu ses commentaires portant précisément sur la décision prise par le Canada au sujet des objectifs visés par les forces de l'OTAN de 1984 à 1990. Le ministre a dit que les ministres de l'OTAN s'étaient entendus pour une croissance réelle de 4 p. 100, n'est-ce pas?

M. Blais: Oui. Les objectifs sont proposés aux pays individuels par les représentants de l'Alliance; il s'agit d'objectifs auxquels on demande aux partenaires de l'OTAN de souscrire. Dans ce cas-ci, on a proposé une augmentation nette de 4 p. 100 des dépenses militaires. Nous nous sommes engagés à faire tout notre possible pour atteindre ces objectifs.

M. Andre: Il s'agit d'une croissance de 4 p. 100 par an?

M. Blais: Quatre p. 100 par an.

M. Andre: Jusqu'à la fin des années 80?

M. Blais: Jusqu'à la fin des années 80.

M. Andre: Monsieur le président, le ministre a également dit que le Canada avait établi ses propres priorités par opposition à celles que nous avait proposées l'OTAN. Pouvez-vous nous parler des diverses priorités que l'OTAN a fixées pour le Canada et auxquelles vous ne pouvez donner votre appui?

M. Blais: J'ai discuté de la question avec le général Thériault pour savoir quel renseignement je pouvais vous transmettre. On me dit qu'il faut respecter la confidentialité des objectifs proprement dits; par conséquent, je ne peux pas vous donner beaucoup de renseignements. Toutefois, monsieur Andre, vous pouvez vous imaginer qu'il y a parfois conflit entre les priorités précisées par la bureaucratie de l'OTAN et celles précisées par chacun des membres individuels de l'OTAN; voilà exactement ce qui s'est produit dans ce cas-ci.

Permettez-moi de vous exposer de façon générale la question qui nous intéresse: nous voulons être certains de pouvoir soutenir nos forces, protéger nos forces qui sont basées en Europe; par conséquent, voici notre priorité: nous assurer que les forces basées en Europe bénéficient de la meilleure protection possible. Cette orientation n'est pas la même que celle de l'OTAN, qui cherche plutôt à augmenter les dépenses d'équipement.

M. Andre: Il ne s'agit donc pas de différences fondamentales ou de changements dans la répartition des tâches...

[Text]

Mr. Blais: No.

Mr. Andre: —that Canada has committed itself to in NATO.

Mr. Blais: No, not at all. It has nothing to do with tasking; nor does it have anything to do with the amounts available. It is a question of the direction in which those expenditures are made.

Mr. Andre: You indicated that in general you are committed to using best efforts to achieve a 4% real growth in defence expenditures for the rest of this decade.

Mr. Blais: Those are the aims or objectives that have been identified for us, and I have indicated that we would be using our best efforts to achieve those objectives.

General Thériault would want to jump in at this point.

General G.C.E. Thériault (Chief of the Defence Staff, Department of National Defence): I was only going to make the point, Mr. Chairman, that there are two major thrusts to the force goals. In the alliance, of course, as members are well aware, the contributing countries make available military forces within the integrated military structure of the alliance. Therefore the major NATO commanders seek, in melding together different national contingents, to achieve to constitute balanced military formations as much as possible and therefore set out for the member countries specific force goals by way of attempting to give better cohesion and better balance in the military formations themselves that are positioned in central Europe. On the other hand, of course, the individual nations look at the structure of their own national military forces obviously as a function of their own policy framework, and there therefore necessarily arise differences between the force goals set out by the alliance for each individual component and in the requirements as conceived between the individual host countries. These are the bases of the differences the Minister has referred to.

Mr. Andre: I think I understand that. I guess I have tried to get a measure of the extent of the difference.

Mr. Blais: It is not a quantum difference; it is a qualitative difference. There was no major preoccupation with the differences. I simply wanted to air them for your attention.

Mr. Andre: Can the Minister indicate—assuming he was able to convince his Cabinet colleagues that 4% real growth for the rest of this decade was fiscally feasible and he got a commitment that the government would increase defence expenditures at that rate for the rest of this decade.

• 1005

Would that permit the military, or permit National Defence—provide sufficient funds to National Defence to buy the equipment necessary to make it possible for the military to meet our defence policy objectives?

Mr. Blais: A 1% net increment on an annual basis would come to roughly—it would be approximately \$80 million a year. Of course, it would make some of the cashflow problems

[Translation]

M. Blais: Non.

M. Andre: ... auxquelles le Canada s'est engagé dans le contexte de l'OTAN.

M. Blais: Non, pas du tout. Cela n'a rien à voir ni avec la répartition des tâches, ni avec des sommes affectées. Il s'agit des priorités accordés aux dépenses.

M. Andre: Vous vous êtes engagés, de façon générale, à déployer tous les efforts possibles pour atteindre une croissance réelle de 4 p. 100 en matière de dépenses de défense d'ici à la fin de la décennie.

M. Blais: On nous a communiqué ces objectifs, et j'ai dit que nous ferions tout notre possible pour les atteindre.

Le général Thériault tient à intervenir.

Le général G.C.E. Thériault (chef de l'État-major de la défense, ministère de la Défense nationale): Monsieur le président, je tiens à préciser deux lignes de force dans les objectifs. Bien entendu, comme on le sait, les pays membres de l'Alliance fournissent des troupes qui sont intégrées à la structure militaire de l'Alliance. En cherchant à intégrer ces divers contingents nationaux, les principaux commandants de l'OTAN cherchent à atteindre le plus grand équilibre possible dans les formations militaires; par conséquent, pour assurer la plus grande cohésion, le plus grand équilibre possible, ils précisent quelles sont les tâches des diverses formations militaires affectées en Europe centrale. Par contre, de leur côté, les pays étudient chacun de leur côté la structure de leurs propres forces militaires nationales dans le contexte de leur politique individuelle; d'où les différences inévitables entre les objectifs de chaque pays membre fixés par l'Alliance et ceux qu'établissent eux-mêmes les pays pris individuellement. Voilà les différences fondamentales auxquelles le ministre a fait allusion.

M. Andre: Je crois comprendre. Je voulais avoir une idée de l'importance de cette différence.

M. Blais: Il ne s'agit pas d'une différence très importante: tout simplement, les priorités ne sont pas toujours les mêmes. Elles ne suscitent pas de conflits majeurs. Je voulais tout simplement vous signaler cette différence.

M. Andre: Supposons que le ministre a réussi à convaincre ses collègues du Cabinet qu'il est possible de respecter cet objectif de 4 p. 100 de la croissance réelle d'ici à la fin de la décennie et que le gouvernement se soit engagé à augmenter les dépenses en matière de défense.

Le ministère de la Défense nationale serait-il alors en mesure d'acquérir l'équipement nécessaire aux militaires pour respecter les objectifs de notre politique de défense?

M. Blais: Une augmentation annuelle nette de 1 p. 100 s'élèverait à environ 80 millions de dollars par an. Bien sûr, cette augmentation nous permettrait de mieux faire face à

[Texte]

that we envisage relatively easier to handle. However, as you can imagine, Mr. Andre, it is not a big infusion of additional capital.

Having said that, I might point out to you that by 1986-87, as I indicated before this committee before, we will be spending roughly \$11.1 billion. Hopefully we will be closer to the 30% of that expenditure that will be devoted to new capital equipment, so we would hopefully be in a position to meet our immediate needs. I would simply put in a word of caution; namely that it is impossible at this stage to identify in a definite and immovable way our requirements over the next decade. Of course, in terms of our defence posture, the identification of what our requirements will be is a very dynamic exercise and the subject of ongoing debates and ongoing changes in prioritization.

Mr. Andre: Well, according to this DND strategic overview of 1984-85, to meet minimum requirements within this decade—and many of the decisions need to be taken within the current fiscal year, such as for submarine replacement, for Ship Replacement Project Number 2, for air-sea torpedo, for the—well, there is a whole list of something like 40 projects here that commitments need to be made to now. The total unfunded requirement, according to this document, in 1983 dollars is \$12.866 billion.

My question is, if the Minister is able to get that 4% increase, would that in fact allow timely decision-making on this list of projects, which I point out, according to the Minister's own document, are the minimum requirements to fulfil our minimum defence policy objectives?

Mr. Blais: Mr. Chairman, if you recall, I refused to comment on Cabinet, or alleged Cabinet, documents before. As you may recognize, I have been a member of the government now for seven years, and I have seen a lot of Cabinet documents and a lot of documents that are deemed to be strategic overviews. Basically, why I do not comment on them is that oftentimes they are advocacy documents that tend to present a position in as helpful a context for one to argue his position as possible, in order to influence other members of the government. There is a big difference between saying that and saying that the document which is before us is a document that identifies a minimum requirement in any given position. Advocacy is an art, and one that one tends to exercise as artfully as possible.

• 1010

Mr. Andre: Well, I am sure the Minister will not deny the accuracy of the figure which is not only in this document only but is a figure that has come up in a number of other fora, namely that there is a requirement of \$55 billion in capital expenditures before the end of the century if the Department of National Defence is to satisfy its defence policy objectives. I point out that the failure to do so means that, for example, the CAST brigade is an impossibility. You might as well stop the pretense. The commitments to the North Atlantic anti-submarine activities are an impossibility and we are deluding

[Traduction]

certain problèmes de liquidités que nous prévoyons. Toutefois, monsieur Andre, vous pouvez vous imaginer qu'il ne s'agit pas d'une injection importante de nouveaux capitaux.

Par ailleurs, comme je l'ai déjà dit devant le Comité, d'ici à 1986-1987, nous dépenserons environ 11,1 milliards de dollars. Nous espérons pouvoir nous rapprocher des 30 p. 100 de cette somme qui seront consacrés à l'achat de nouvel équipement, ce qui nous permettrait, espérons-le, de mieux répondre à nos besoins immédiats. Mais je tiens à vous mettre en garde, à ce stade-ci, il est impossible de préciser de façon définitive quels seront nos besoins au cours des 10 prochaines années. Notre politique en matière de défense, l'établissement de nos besoins suscitent des échanges très vifs; on en discute continuellement, et les priorités ne sont jamais les mêmes.

M. Andre: Eh bien, vous nous avez remis cet aperçu stratégique du budget de 1984-1985 de la défense: pour répondre aux besoins essentiels des années 1980, bon nombre de décisions doivent être prises au cours de l'exercice financier actuel, des décisions touchant le remplacement des sous-marins, le projet n° 2 concernant le remplacement des navires, les missiles air-mer, et une quarantaine de projets sur lesquels il faut se décider maintenant. D'après ce document, le total nécessaire pour financer ces projets s'élève à 12,866 milliards de dollars, exprimés en dollars de 1983.

Si le ministre réussit à faire accepter cette augmentation de 4 p. 100, pourra-t-on prendre des décisions concernant cette liste de projets et y donner suite avant qu'il ne soit trop tard? Je vous signale que le document du ministre précise qu'il s'agit de projets essentiels à la réalisation de nos objectifs minimum en matière de défense?

M. Blais: Monsieur le président, vous vous souviendrez que j'ai déjà refusé de me prononcer sur des documents qui provenaient ou qu'on disait provenir du Cabinet. Je siège au gouvernement depuis sept ans; j'ai vu de nombreux documents du Cabinet et de nombreux documents qui sont considérés comme des aperçus stratégiques. Si je refuse de discuter de ces documents, c'est qu'ils servent souvent à défendre une politique exprimée de la façon la plus avantageuse possible afin de convaincre les autres députés. Il y a une différence importante entre dire cela et dire que ce document définit la contribution essentielle à une politique quelconque, il y a un pas à faire. Défendre une idée est tout un art, et un art qui ne recule pas devant l'artifice.

M. Andre: Je suis convaincu que le ministre ne réfutera pas l'exactitude du chiffre qu'on ne retrouve pas seulement dans ce document, mais qui a été cité dans d'autres occasions; avant la fin du siècle, les dépenses en capital devront s'élever à 55 millions de dollars si le ministère de la Défense nationale doit atteindre ses objectifs en matière de politique de défense. Si ces crédits ne sont pas affectés, il n'y aura pas de brigade CAST. Inutile de se leurrer. Il est impossible de respecter nos engagements en ce qui a trait aux sous-marins qui seraient déployés dans l'Atlantique nord; c'est se leurrer, mais ce n'est

[Text]

ourselves, though not the Soviets, in pretending we can carry on. Of course, any increase in defences in the north, the strategic forefront there in view of the increased threat from Soviet stand-off bombers, becomes an impossibility I point out that these are no insignificant considerations and ought to be of concern to every member of this committee and every Member of this House, indeed to all Canadians concerned about defence.

Now, it is all well and good to indicate in the document our defence policy objectives and our goals and to point out what we are doing in contribution to the collective defence of the western alliance, but if that is in fact impossible because of inadequate funding, then surely the Minister cannot hide behind Cabinet confidentiality as an excuse for failure to let us on the committee and the people of Canada know the circumstance, because surely it necessitates at least a re-examination of our foreign policy if we are in fact not going to be in a position to fulfil our obligation. Is it not in part irresponsible in terms of future governments to not now be open about the funding requirements?

This figure of \$55 billion is, as I say, a figure in this document, a figure I have heard from a number of different sources, and the commitments the government has made thus far will be approximately half of that, about \$28 billion, leaving a shortfall in 1983 dollars of \$27 billion in terms of capital requirement. Without that additional capital, there needs to be major changes in our defence policy. And if that is not the business of this committee and of Members of the House of Commons, then what is?

Mr. Blais: Mr. Chairman, of course, the hon. gentleman will recognize that when you are looking at strategic overviews, when you are looking at what the requirements will be over the longer term, there is a request within all the elements of DND for people to come forward with their own requirements and their own priorities, and to offer justification for those priorities. That provides you with what is generally known as a wish list and which is substantial in scope. If you look at the various directors of the various shops within DND, you will find that they will argue very strongly and put a lot of documentation behind their recommendations relating to particular expenditures, and that provides you with a substantial number of requests.

However, the exercise of government, as one finds, is to try to weigh the various priorities, look at what can be realized, and then to come forward with recommendations that may be able to be realized in the face of the total fiscal framework available to the government.

As Minister of National Defence, of course I have priorities, but I am also a member of a government that, as a whole, has to look at the priorities that are identified by all Ministers around the table and then to make decisions relating to which amounts are to be awarded in which direction in order to meet the national interest. Now, in that context there are certain limitations in the decision-making process.

[Translation]

pas leurrer les Soviétiques, que de prétendre le contraire. Bien entendu, il devient impossible d'augmenter de quelque façon que ce soit les défenses sur le théâtre stratégique du nord pour contrer la menace croissante des bombardiers soviétiques à distance de sécurité. Ce sont des questions d'extrême importance auxquelles doivent s'intéresser tous les membres du Comité, tous les députés de la Chambre, tous les Canadiens qu'intéresse la défense.

Il est très bien de préciser nos objectifs en matière de défense dans un document, de signaler notre contribution à l'Alliance occidentale; mais il est impossible d'atteindre ces objectifs en raison du manque de fonds, le ministre ne devrait pas prétexter le caractère confidentiel des décisions du Cabinet pour refuser de dire aux membres du Comité et au peuple canadien ce qu'il en est; car la situation exige tout au moins une révision de notre politique étrangère si nous ne sommes pas en mesure de répondre à nos engagements. N'est-ce pas faire preuve d'irresponsabilité envers les gouvernements futurs que de ne pas faire connaître ces besoins?

Dans ce document, on précise qu'il faut 55 milliards de dollars; bon nombre d'autres sources ont avancé ce même chiffre; jusqu'à présent, le gouvernement s'est engagé à déboursar la moitié de cette somme, soit environ 28 milliards de dollars, ce qui laisse un trou de 27 milliards de dollars, exprimés en dollars de 1983. Si la différence n'est pas comblée, il faut modifier sensiblement notre politique en matière de défense. A quoi doivent s'intéresser les membres du Comité et les députés de la Chambre, si ce n'est à des questions de ce genre?

M. Blais: Monsieur le président, l'honorable député reconnaîtra que les aperçus stratégiques portent sur les besoins à long terme; on demande à tous les services de la Défense nationale de faire connaître, d'expliquer et de justifier leurs priorités. On obtient ainsi une liste des projets souhaités, dont la portée est considérable. Regardez les listes soumises par les divers directeurs des nombreux services de la Défense nationale: vous verrez qu'ils défendent de façon très énergique et avec beaucoup de documents à l'appui leurs recommandations en matière de dépenses; nous sommes devant un nombre considérable de demandes.

Toutefois, un gouvernement doit étudier les diverses priorités, tenir compte de celles auxquelles il peut donner suite et faire des recommandations quant aux activités qui peuvent être entreprises, compte tenu de sa situation fiscale.

Évidemment, comme ministre de la Défense, j'ai des priorités, mais je fais aussi partie d'un gouvernement, qui, dans son ensemble, doit tenir compte des priorités identifiées par tous les ministres du Cabinet et ensuite prendre des décisions sur le montant des affectations de fonds et sur la destination qui répond le mieux à l'intérêt national. Dans ce contexte le processus décisionnel subit certaines contraintes.

[Texte]

Now, the hon. gentleman will not be without knowing that since 1974-1975 we have made some substantial progress in terms of investments in defence expenditures, primarily increasing the areas of capital procurement. And you will note that in 1976 we got the Leopard tank, and then we got the long-range patrol aircraft, and then we went into the CF-18 program, all the wheeled vehicles, the small arms replacements, the frigate, and so on. All those are expenditures were met within the existing government fiscal framework. We are proceeding with a net increase of 3% per year, and I have identified a force goal of 4% net increase per year, which is asked of us, in order to be able to meet our requirements as we proceed.

And quite to the contrary, I do not agree with the hon. gentlemen's suggestion that we need to rethink our defence posture in view of the experience we have had in the past—quite to the contrary. Our defence posture, which was identified in the early 1970s, has been met and has been satisfied with the expenditures that we have made.

And I take exception as well to his suggestion that somehow the CAST obligation to NATO will not be met should we proceed with the anticipated increases of 3% on an annual basis in our budgetary expenditures. Quite to the contrary, we feel quite confident that the CAST obligation is able to be met and will continue to be able to be met. There are improvements to make, of course, but they are improvements again on the periphery and they are not improvements in terms of the essential existence of the CAST brigade nor its ability to be transported to the north flank of Norway.

The Chairman: Thank you. The Hon. Member from Thunder Bay—Atikokan is next, followed by the Hon. Member from Simcoe South.

Mr. McRae: Thank you, Mr. Chairman.

I view the present global scene with considerable alarm: with the Iraqi-Iranian war spilling into the Gulf, the suggestion that the Americans move in; with the breakdown of nuclear talks, East-West, between the two super powers; the deployment of Pershing and Cruise; the increased deployment of SS-20s and SS-21s. I think most alarming the build-up in the Cuyo Islands, in that area, with the new Typhoon submarines. I am told they have 80 missiles each—50 Hiroshimas. A press release last week, or a paper, issued by the London International Institute for Strategic Studies, which would indicate that the situation, they feel, and it is a very conservative body, I think—that at no time since the Cuban crisis has there been anything resembling the dangers that are evident today. It seems to me that one of the problems has been the whole two-track argument itself, and I would like just to review that for a minute, because it was based on the notion that if you stood up to the Soviets they would back down. At least, that was the notion that was conveyed around here by the Prime Minister and others, and certainly by the American government.

Going back to about 1962 or 1963, when the Soviets had deployed some 600 SS-4s and SS-5s, with ranges of 2,000 to 4,000 kilometres, right against those were some Thor and

[Traduction]

L'honorable député n'est pas sans savoir que depuis 1974-1975 nous avons augmenté de façon notable la part des dépenses de défense consacrée à l'investissement, en augmentant surtout nos achats d'immobilisation. Vous remarquerez qu'en 1976 nous avons acheté le char d'assaut Leopard, ensuite nous avons fait l'acquisition d'avions patrouilleurs à long rayon d'action, après quoi nous avons, entre autres, entrepris le programme d'achat des CF-18, le remplacement de tous les véhicules sur roues, des armes légères, des frégates. Toutes ces dépenses ont été effectuées dans les limites financières du gouvernement existant. Nous avons un accroissement net de 3 p. 100 par année et j'ai précisé comme objectif une augmentation nette de 4 p. 100 par année, ce qu'on nous demande, afin de pouvoir répondre à nos exigences le moment venu.

Je désapprouve totalement la suggestion de l'honorable député voulant que nous devrions repenser notre position en matière de défense à la lumière de notre expérience passée. Au contraire, je pense que notre position en matière de défense précisée au début de 1970, a été respectée, et les dépenses que nous avons effectuées ont été suffisantes.

Je suis totalement en désaccord avec lui lorsqu'il affirme que nous serons incapables d'honorer l'obligation que nous avons prise envers l'OTAN de monter la brigade CAST si nous augmentons nos dépenses budgétaires annuelles de 3 p. 100 comme prévu. Au contraire, nous sommes confiants, nous estimons que nous pourrions assumer cette obligation jusqu'au bout. Indubitablement, il y a des améliorations à apporter, mais encore une fois ce sont des améliorations de détail et non des améliorations touchant l'existence même de la brigade CAST ou sa capacité d'être transportée sur le flanc nord de la Norvège.

Le président: Merci. Le prochain intervenant est l'honorable député de Thunder Bay—Atikokan, suivi de l'honorable député de Simcoe Sud.

M. McRae: Merci, monsieur le président.

La situation mondiale actuelle m'inquiète considérablement. Il y a le conflit Iraq-Iran qui s'étend dans le golfe, la proposition d'une intervention américaine, l'échec des pourparlers nucléaires Est-Ouest entre les deux grandes superpuissances, le déploiement des fusées Pershing et Cruise, l'augmentation du nombre de fusées SS-20 et SS-21. Ce qui est plus inquiétant, c'est le renforcement de la nouvelle flotte de sous-marins Typhoon dans les îles Cuyo. On me dit que chacun de ces sous-marins contient 80 missiles... 50 Hiroshimas. La semaine dernière un communiqué de presse ou un document émis par la *London International Institute for Strategic Studies*, organisme très prudent, laissait entendre que depuis la crise cubaine selon lui la situation n'a jamais été aussi grave qu'aujourd'hui. A mon avis, le problème, c'est l'argument de l'intimidation sur lequel j'aimerais m'arrêter un instant. On prétendait que si l'on faisait front devant les Soviétiques, ils reculeraient. C'est du moins l'idée qui a été avancée ici par le premier ministre et d'autres, et certainement par le gouvernement américain.

Revenons à l'époque de 1962 ou 1963, lorsque les Soviétiques ont déployé quelque 600 SS-4 et SS-5 ayant une autonomie de 2,000 à 4,000 kilomètres. En face, il y avait des missiles

[Text]

Jupiter missiles, and this was supposedly adequate defence. After the Cuban crisis, McNamara decided to get rid of the Thors and Jupiters, and he unloaded them on the basis that, first, they were border to border along the Turkish border to the Soviet border, and that was a dangerous situation; second, they were "junk"; and third, there was adequate defence against the fours and fives. So they were gotten rid of until 1977, 1978, 1979. And then the Soviets started deploying the SS-20, which was a much better weapon. Now, do not forget the fours and fives were liquid fueled. They were about 50 Hiroshimas. The SS-20s were three missiles to the one. Each warhead had about a seventh of the power of the four and five.

• 1020

Now, it seems to me that at some particular point in the two-track discussions two or three things happened where the thing broke down, and I think as allies we should be thinking a lot about this. It seems to me that there was some chance of a break in the walk-in-the-woods where we would have got down to no Pershing IIs and we would have got down to 75 launchers; so 300 to 225. That seemed to break down, and it seems that one of the sources of breakdown was within the Pentagon, and particularly some civilians in the Pentagon which worried me a great deal. But the final offer which looked like about 140 to 150 times 3, which would be 450 SS-20s with nothing on our side, is considerably less dangerous, in my opinion, than what existed in 1963 or 1964 up to 1977, because the 20s were a stable weapon in the sense they were solid fuel and therefore they would not necessarily be used in a pre-emptive strike, and so on, and were far less explosive. It seems to me somehow or other we got hoodwinked into deployment, and now we have a situation where, as I mentioned, we have more and more 20s, 21s, Typhoons. I have been told that there was an offer made to have the Typhoons not built, the additional Typhoons. And the Soviets, Mr. Ustinov or General Ustinov or whoever, this weekend made the statement that these could get to the American target in 10 minutes, and the Americans scoffed at that and said 6 to 7 minutes.

Now, NATO, you know—and last week you were urging the Dutch to deploy, and so on. It seems to me there is still an argument that has to be made to get back to the table. You know, I find it very, very difficult to believe we really pursued the two-track thing the way we should have. I do not know how we are going to get back to the table as long as we take the view that if you stand up to the Soviets they will back down, because I do not think that is what they do. They did that in 1961-1962 when they had virtually no ICBMs at all versus about 6,000 of ours, but I do not think they function that way. It seems to me we have a very serious argument and a very serious problem to get back to this table without far more damage being done than before.

Mr. Blais: Everybody agrees that the ideal would be for the parties to get back to the INF table to negotiate...

[Translation]

Thor et Jupiter, qui étaient considérés comme une défense suffisante. Après la crise cubaine, McNamara décida de se débarrasser des missiles Thor et Jupiter, d'abord parce qu'ils étaient situés le long de deux frontières, la frontière turque et la frontière soviétique, ce qui constituait une situation dangereuse, deuxièmement parce que c'était de la « ferraille », et troisièmement parce qu'il y avait une défense suffisante contre les 4 et 5. On s'en débarrassa donc en 1977, 1978 et 1979. À ce moment-là les soviétiques se mirent à déployer des SS-20, qui est une bien meilleure arme. Or, n'oubliez pas que les 4 et les 5 utilisaient du carburant liquide. Leur puissance était d'environ 50 fois celle de la bombe d'Hiroshima. Par rapport aux précédents, les SS-20 sont 3 fois plus puissants. La puissance de chaque tête était d'environ un septième de celle des 4 et 5.

Il me semble qu'à un moment donné deux ou trois choses ont provoqué l'achoppement des discussions bilatérales, et en tant qu'alliés, je pense que nous devrions bien y réfléchir. À mon avis, il y a une possibilité d'arriver à une entente lors de la marche dans les bois, en vertu de laquelle nous aurions renoncé aux Pershings II réduit de 75 les rampes de lancements, de 300 à 225. Il semble que l'échec de ces discussions soit imputable au Pentagone et surtout à certains civils du Pentagone, ce qui m'inquiète énormément. Mais l'offre finale était d'environ 140 à 150 fois 3, ce qui aurait donné 450 SS-20 de leur côté et rien du nôtre. À mon avis c'aurait été une situation moins dangereuse que celle qui a prévalu de 1963 ou 1964 à 1977, car les SS-20 étaient stables en ce sens qu'ils utilisaient un carburant solide et n'auraient pas nécessairement été utilisés dans une attaque préventive, et ainsi de suite, et ils étaient beaucoup moins explosifs. Il me semble que d'une façon ou d'une autre on nous a, sous de faux prétextes, amenés à opter pour le déploiement, et nous nous retrouvons présentement dans une situation où, je le répète, nous avons de plus en plus de missiles 20, de missiles 21 et de Typhoons. On nous a dit qu'on avait fait l'offre de ne pas construire d'autres Typhoons. Cette fin de semaine, les soviétiques, M. Ustinov ou le général Ustinov, je ne sais trop, a déclaré, que ces missiles pourraient atteindre une cible américaine en 10 minutes. Les Américains se sont moqués de cette déclaration et ont dit 6 à 7 minutes.

Maintenant, l'Otan, comme vous le savez... la semaine dernière vous incitez les Hollandais à déployer les missiles et ainsi de suite. À mon avis ils vont quand même insister pour un retour à la table de négociations. Vous savez, j'ai beaucoup de difficulté à croire que nous ayons vraiment mené ces négociations bilatérales comme nous aurions dû le faire. J'ignore comment nous allons y revenir tant que nous estimerons que si nous faisons front aux soviétiques ils reculeront, parce que je ne crois pas que ce soit le cas. C'est ce qu'ils ont fait en 1961-1962, car ils n'avaient virtuellement aucun MBIC, alors que nous en avions 6,000, mais je ne pense pas qu'ils voient les choses de cette façon. À mon avis la solution qui s'impose est de revenir à cette table de négociations sans causer davantage de dégâts.

M. Blais: Tout le monde convient que l'idéal serait que les parties reprennent les négociations INF...

[*Texte*]

Mr. McRae: And the START table.

Mr. Blais: And the START table as well. Nobody is disputing that. The question is there is some argument in terms of the means of getting them back to the table. The view within the Alliance is that if you have to give, in the sense that if you make major concessions in order to have the U.S.S.R. come back to the table, they pocket those concessions and you are no further ahead. The fact is there is no indication, by conceding in the way you have suggested, that the deployment is going to in any way increase the stability within the European theatre; quite to the contrary. There is a belief that it would simply enhance the destabilization of the whole context, because there is a view that to go away from the two-track decision of 1979 would be an indication of a weakness within the NATO Alliance. Now, that is surely not what you are advocating.

• 1025

The other point that is difficult is that we are facing an election year within the United States. In that context it is very difficult to really gauge how any move would be interpreted from either side.

Mr. McRae: I accept the election as being a major factor. I am just wondering if in retrospect we would not have done much better accepting the deployment of the 450 warheads, the SS-20s—given the Poseidon submarines, all the other things, and given the French and British, even though they did not have to be in the agreement—and if we are not going to have to come back to the same kind of situation.

We have destabilized the situation considerably by putting in a missile like the Pershing II, which has a flat trajectory and is very rapid, 6 to 8 minutes, some say 10 or 12 minutes. If you laugh at the Typhoon at 10 or 12, you should not laugh at the 6 to 8 with the Pershing II.

It seems to me that we have a very destabilized situation, and I am just wondering what kinds of proposals we can look at. What kinds of proposals can we look at to get us back at least to . . . ? It seems to me that 300 might be, you know, the best we might get. In other words, I think we have a far more destabilized situation today than existed prior to the beginning of the two-track talks.

I would also ask you . . . I am sure you cannot do this at this particular point, but I would also ask of your people if they would do a critique of my remarks—that is, the flow that I talked about in these remarks, in terms of the SS-20s and the fours and fives and so on. I wonder if they can do a critique, because I have never had such a critique done, indicating what the flaws are, if there are flaws in the argument. It seems to me that if the argument is correct we have made a very huge mistake, which could very well settle things for everybody. This is an argument that I would like to have debated, because I do not think it has been thoroughly debated in this . . . I wrote the Prime Minister a letter, which has been made public, and so on, following the debate, but I have never really had a critique of that letter.

[*Traduction*]

M. McRae: Et les négociations START.

M. Blais: Et les négociations START également. Personne ne le conteste. Le problème, c'est qu'il y a des arguments sur les moyens à utiliser pour les ramener à la table de négociations. L'opinion au sein de l'Alliance est que, si vous devez faire des concessions pour ramener l'URSS à la table de négociations, ils empochent ces concessions, et vous n'êtes pas plus avancés qu'avant. Le fait est qu'il n'y a absolument aucune indication qu'en faisant des concessions comme vous avez suggéré, le déploiement aura un quelconque effet stabilisateur sur le théâtre européen; tout au contraire. On croit qu'il augmenterait la déstabilisation de l'ensemble, puisqu'on pense que le fait de revenir sur la décision de 1979 serait un signe de faiblesse au sein de l'Alliance de l'Otan. Or, ce n'est sûrement pas ce que vous préconisez.

L'autre difficulté, c'est que c'est une année d'élections aux États-Unis. Dans ce contexte, il est très difficile de vraiment juger de quelle façon tout geste serait interprété d'un côté comme de l'autre.

M. McRae: Je reconnais que l'élection est un élément important. En rétrospective, je me demande s'il n'eût pas été préférable d'accepter le déploiement des 450 ogives, des SS-20 . . . étant donné que nous avons les sous-marins Poseidon, les forces des Français et des Britanniques, même s'ils ne doivent pas être inclus dans l'accord . . . et si nous ne devons pas revenir au même genre de situation.

Nous avons considérablement déstabilisé la situation en incluant un missile comme le Pershing II qui a une trajectoire plate, qui est très rapide, de 6 à 8 minutes, d'aucuns disent 10 à 12 minutes. Si vous riez du Typhoon avec 10 ou 12 minutes, vous ne rirez pas de Pershing II avec 6 ou 8 minutes.

Il me semble que nous avons une situation très déstabilisée, et je me demande simplement quel genre de proposition nous pouvons envisager. Quel genre de proposition pouvons-nous envisager pour au moins revenir au . . . ? Vous savez, il me semble que 300, c'est peut-être le mieux que nous puissions obtenir. Autrement dit, à mon avis, la situation est beaucoup plus déstabilisée aujourd'hui qu'elle ne l'était avant le début des pourparlers bilatéraux.

J'aimerais également vous demander . . . Je sais que vous ne pouvez pas le faire immédiatement, mais je demanderais également à vos fonctionnaires s'ils pourraient faire une critique de mes commentaires . . . c'est-à-dire tout ce dont j'ai parlé en ce qui touche les SS-20, les quatre et cinq, et ainsi de suite. Je me demande s'ils peuvent faire une critique en précisant les limites de l'argument le cas échéant, car je n'en ai jamais eu. À mon avis, si l'argument est valable, nous avons fait une énorme erreur, car cela aurait pu régler la situation pour tout le monde. J'aimerais que l'on débâte de cet argument, car je ne pense pas qu'il l'ait été de façon exhaustive dans ce . . . J'ai écrit au premier ministre une lettre que j'ai divulguée, à la suite du débat, mais je n'ai jamais vraiment eu de critique de cette lettre.

[Text]

Mr. Blais: Might I be so bold as to suggest that you might communicate with the Canadian Institute on Strategic Studies, relating to a critique of your particular flow of argument, as you put it. That would be perhaps the best way of dealing with that. If you want me to submit that on your behalf, I would be pleased to do so.

I am not here to pass the judgment of history relating to the 1979 decision. What I do know is that the 1979 decision having been taken, solidarity has to be manifested by NATO and all its allies—that is a *sine qua non* if the alliance is to survive—while pressure is being put on both countries to return to the negotiating table. But I point out to you that if there is an interpretation of any of the behaviour of any of the NATO allies by the U.S.S.R. as being an indication of a breach of that solidarity, you can rest assured they will redouble their efforts in order to widen the gap and weaken the alliance. You see, the U.S.S.R. does not like the existence of NATO. That is manifest. We do not have to wait for two generations to make that judgment; that judgment is quite evident now.

In terms of the walk in the woods that you identified within your first question, you know, the Canadian government has always expressed chagrin at the walk-in-the-woods solution not having been accepted. In effect, that is again, in our view, crying over spilled milk. Having said that, that does not weaken our resolve, having been instrumental in the adoption of the 1979 two-track decision, to maintain our solidarity with the alliance relating to that decision.

Mr. McRae: As a government, are we satisfied that the two-track decision has been followed—in other words, that we seriously followed the second track, which was to negotiate? Or maybe that was the first track. I am not sure whether that is the first or the second track—but one of the two tracks—because it seems to me we have now got ourselves in a far more dangerous position than we were in before we got into it.

• 1030

Mr. Blais: That is your judgment, Mr. McRae.

Mr. McRae: The other point is, what possible proposals can we make that would get us back to a more stable situation where we do not have this six-minute or seven-minute button that we have to worry about?

Mr. Blais: Today?

Mr. McRae: Yes, today. And I suppose the problem is the American election—I grant that is a terribly difficult problem—but it seems to me that the two super powers are not talking to one another. They are not going to sit down together, and it seems to me that at some particular point somebody else has got to.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, I was going to say thank you, too. So, no answer to that. I will now ask the Hon. Member for Simcoe South, Mr. Ron Stewart, followed by Mr. Dupras.

[Translation]

M. Blais: Si je peux me permettre de vous suggérer de communiquer avec le *Canadian Institute on Strategic Studies* pour ce qui est de la critique de votre argumentation. Ce serait peut-être la meilleure façon de procéder. Je me ferai un plaisir de le faire en votre nom, si vous voulez.

Je ne suis pas là pour porter un jugement sur l'histoire en ce qui touche la décision de 1979. Ce que je sais, c'est qu'une fois la décision de 1979 prise, tous les alliés de l'OTAN ont dû faire preuve de solidarité... c'est une condition *sine qua non* de la survie de l'alliance... pendant qu'on exerçait des pressions sur les deux pays pour qu'ils reviennent à la table des négociations. Je vous signale que si le comportement d'un allié de l'OTAN est interprété par l'URSS comme le signe d'une faille dans cette solidarité, vous pouvez être assurés qu'ils renouvelleront leurs efforts pour élargir cette faille et affaiblir l'alliance. Vous savez, il est indubitable que l'existence de l'alliance ne plaît pas à l'URSS. Nous n'avons pas à attendre deux générations pour porter ce jugement, c'est très évident maintenant.

Quant à la marche dans les bois, à laquelle vous avez fait allusion dans votre première question, le gouvernement canadien a toujours regretté que cette solution n'ait pas été retenue. À notre avis, ce qui est fait, est fait. Ceci dit, cela n'affaiblit en rien notre résolution, ayant été partie prenante lors de l'adoption de la décision de 1979, de maintenir notre solidarité au sein de l'alliance en ce qui a trait à cette décision.

M. McRae: En tant que gouvernement, sommes-nous convaincus que la deuxième partie de la décision a été suivie... autrement dit, que nous avons sérieusement suivi la deuxième voie, celle de la négociation? Ou était-ce la première? Je ne suis pas sûr s'il s'agit de la première ou de la deuxième partie, mais l'une des deux, car il semble que nous sommes maintenant dans une position beaucoup plus dangereuse qu'auparavant.

M. Blais: C'est votre jugement, monsieur McRae.

M. McRae: L'autre point que je vais soulever, c'est quelles propositions pouvons-nous possiblement soumettre pour revenir à une situation beaucoup plus stable où nous n'aurions pas à nous préoccuper de ce missile à trajectoire de six ou sept minutes?

M. Blais: Aujourd'hui?

M. McRae: Oui, aujourd'hui. Je présume que le problème, c'est l'élection américaine... Je reconnais que c'est un problème très difficile, mais il me semble que les deux super-puissances ne se parlent pas. Elles ne veulent pas s'asseoir ensemble. Il me semble qu'à un moment donné quelqu'un d'autre doit le faire.

Merci, monsieur le président.

Le président: Oui, j'allais le dire. Donc aucune réponse à cela. Je vais maintenant donner la parole à l'honorable député de Simcoe sud, M. Ron Stewart, qui sera suivi de M. Dupras.

[Texte]

Mr. Stewart: Thank you, Mr. Chairman. If I might, through you to the Minister, I understand that Mr. McRae thinks we never should have been in NATO and now that we are we should change it . . .

Mr. McRae: Oh, no, absolutely not; that is not true at all.

The Chairman: That is David's idea of NATO, that is David's thinking now.

Mr. McRae: That is not true at all.

Mr. Stewart: That recently it has a two-track role.

Mr. Kilgour: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: I recognize you on a point of order.

Mr. Kilgour: Mr. McRae will recall that he and I were in Quebec City about three weeks ago—and he will recall because I had translated it for him; the students were there—and he said very distinctly that he did not think Canada should have joined NATO but that now we were in it we should try to change it from within.

The Chairman: I could enter into discussion . . .

Mr. McRae: Well, that goes back to 1960 and at that time I did not think so, but we are in it and I think we work well within it. That is the whole point of my argument, that NATO should have a role, part of the two-track . . .

The Chairman: The Chair recognizes Mr. Stewart, to organize a debate for the . . .

Mr. Stewart: I am sorry I got the debate going. I would like to congratulate the Minister on the recent meeting of NATO where he is on record as saying:

In 1979 we took the decision and now we have to demonstrate solidarity regarding the distribution of missiles in Europe.

And he urged the Dutch, along with the other western leaders, to have that commitment. But at the end of the meeting, evidently you were quoted along with the others as saying that we should set national forces' goals for the next five years and tentatively agreed to "substantially boost spending on support facilities in Europe."

Could you elucidate that to us a bit and tell us was that budgeted for?

Mr. Blais: Mr. Chairman, as I indicated in my report at the outset, I gave a brief report of the NATO discussions and there were force goals that were identified. The goals that were set for Canada were some of the highest that have been set for any of the members of the Alliance. I indicated that I was ready to use my best efforts in order to meet the aims and objectives. As I indicated before, the aims and objectives are that there be a net increase of 4%, in real terms, in our defence expenditures.

Mr. Stewart: So that is included in these . . . that statement is included in that? The other thing I would like to . . .

[Traduction]

M. Stewart: Merci, monsieur le président. Si j'ai bien compris, monsieur le ministre, M. McRae pense que nous n'aurions jamais dû adhérer à l'OTAN et, maintenant que nous en faisons partie, que nous devrions changer . . .

M. McRae: Oh non, absolument pas, c'est tout à fait faux.

Le président: C'est l'idée que se fait David de l'OTAN, c'est ce qu'il pense maintenant.

M. McRae: C'est tout à fait faux.

M. Stewart: Car récemment elle a un double rôle.

M. Kilgour: Monsieur le président, un rappel au Règlement.

Le président: Je vous donne la parole sur un rappel au Règlement.

M. Kilgour: M. McRae se souviendra que lui et moi étions dans la ville de Québec il y a environ trois semaines . . . Il s'en souviendra, car je l'ai fait traduire pour lui; les étudiants étaient présents . . . et il a dit très distinctement qu'il ne pensait pas que le Canada aurait dû adhérer à l'OTAN, mais que maintenant que nous en faisons partie nous devrions essayer de changer cette organisation de l'intérieur.

Le président: Je pourrais participer à la discussion . . .

M. McRae: Mais, cela remonte à 1960; et à cette époque je n'étais pas d'accord, mais nous en faisons partie, et je pense que nous nous tirons bien d'affaire. C'est là l'essentiel de mon argument, à savoir que l'OTAN devrait avoir un rôle à jouer dans ce double processus . . .

Le président: Je donne la parole à M. Stewart, pour organiser le débat pour le . . .

M. Stewart: Je m'excuse, c'est moi qui ai lancé le débat. Je voulais féliciter le ministre pour les propos qu'il a tenus lors de la dernière réunion de l'OTAN, où il a dit:

En 1979 nous avons pris une décision, et maintenant nous devons faire preuve de solidarité sur le déploiement des missiles en Europe.

Il incite les Hollandais, ainsi que les autres leaders occidentaux à prendre cet engagement. Toutefois à la fin de la réunion, d'après les citations, vous et d'autres auriez affirmé que nous devrions fixer des objectifs nationaux pour les cinq prochaines années et essayer de nous entendre pour «augmenter substantiellement les dépenses d'installations d'appui en Europe.»

Pourriez-vous préciser un peu cela et nous dire s'il y a un budget à cet effet?

M. Blais: Monsieur le président, je le répète, j'ai fait un bref rapport des discussions de l'OTAN et on a identifié des objectifs pour les forces de défense. Les objectifs canadiens étaient parmi les plus élevés pour tous les membres de l'alliance. J'ai dit que j'étais prêt à faire l'impossible pour atteindre ces buts et objectifs. Je le répète, les buts et objectifs visent une augmentation nette de 4 p. 100, en chiffres réels, de nos dépenses de défense.

M. Stewart: C'est donc inclus dans . . . Cette déclaration est comprise dans ce document? L'autre chose que je voulais . . .

[Text]

Mr. Blais: In the force goals. That is not something that is of course government policy; it is something that I have indicated that I would use my best efforts to meet.

Mr. Stewart: I think all Canadians are concerned right now with the growing submarine threat off the East coast for sure and reportedly the West coast, which could end up to be just U.S. submarines. We know that we have the *Aurora*, but in a limited quantity—under a dozen, I understand... off the East coast, if something should happen. We now know from President Reagan's statement that it is a seven-minute test before sub-based missiles could be launched. I think the real question that I and most Canadians would like to ask is: What would our posture be if Washington gave the command of NATO to pre-empt this? Or, after the missiles were fired, what would Canada's response be?

Mr. Blais: It depends on what the request is and under what context the request is made. As you know, the question of strategy and rules of engagement and rules of, in effect—I do not know what the parlance is—any rules that are concocted or that are formulated relating to military engagement are formulated as the result of an Alliance exercise. And those rules of engagement, of course, have been determined and promulgated and are highly confidential because of their very nature, as you can well imagine.

• 1035

Mr. Stewart: If a request came from NATO for us to respond, how long would it take us?

Mr. Blais: It depends on what the request is and what nature of response is expected.

Mr. Stewart: Supposing a U.S.S.R. sub fired a missile at the United States and we were requested to respond. How long would it take?

Mr. Blais: There are two problems with that one. First of all, the suggestion you are making is highly hypothetical and therefore not a subject of comment; two, if a particular scenario was described it would be in breach of secrecy if I were to comment on that particular scenario in a precise way.

I am sorry, Mr. Stewart.

Mr. Stewart: Okay.

Let me proceed to another question.

It has been reported that:

The US F-18 Hornet alterations, including a second seat for a weapons control officer, new navigational gear and more sophisticated radar, are designed to give the attack model an all-weather capability that it lacks.

It also says that the Navy doubts the usefulness of the single-seat attack version. That is the one we are purchasing. They feel that it may become obsolete.

Also:

[Translation]

M. Blais: Dans les objectifs de défense. Bien sûr, ce n'est pas une politique gouvernementale, c'est quelque chose que je ferais mon possible pour atteindre.

M. Stewart: Je pense que présentement tous les Canadiens sont préoccupés par la menace sous-marine croissante, dont il est certain qu'elle existe au large de la côte est, et qui existerait aussi sur la côte ouest d'après ce que l'on dit; mais en fin de compte il pourrait simplement s'agir de sous-marins américains. Je crois qu'il y a eu l'*Aurora*, mais en quantité limitée, moins d'une douzaine, au large de la côte-est, au cas où il se produirait quelque chose. Nous savons d'après les déclarations du président Reagan qu'il y a une période d'essai de sept minutes avant que des missiles sous-marins puissent être lancés. Je pense que la question que la plupart des Canadiens aimeraient poser est la suivante: quelle serait notre attitude si Washington ordonnait à l'OTAN d'exercer une action préventive? Ou bien quelle serait la réponse canadienne une fois les missiles lancés?

M. Blais: Cela dépend de la demande et dans quel contexte elle est faite. Comme vous le savez, la question de la stratégie, des règles d'engagement et des règles de, j'ignore le terme exact, toutes les règles qui sont concoctées et formulées concernant l'engagement militaire le sont dans le cadre de l'alliance. Bien sûr ces règles d'engagement ont été établies et promulguées, et elles sont hautement confidentielles à cause de leur nature même comme vous vous l'imaginez.

M. Stewart: Si l'OTAN nous demandait d'intervenir, combien de temps faudrait-il avant de pouvoir le faire?

M. Blais: Cela dépendrait de la nature de la demande et de l'intervention.

M. Stewart: Supposons qu'on nous demande d'intervenir après qu'un sous-marin soviétique a lancé un missile contre les États-Unis. Combien de temps mettrait-on à intervenir?

M. Blais: J'ai deux réponses à vous donner. Tout d'abord cette situation est très hypothétique et ne mérite pas de réponse; deuxièmement, si je vous décrivais quelle serait notre réaction dans un cas particulier, je manquerais à mon devoir en divulguant un secret.

Je suis désolé, monsieur Stewart.

M. Stewart: D'accord.

Passons à une autre question.

On a dit, et je cite:

Les modifications apportées au Hornet F-18 américain, y compris l'installation d'un deuxième fauteuil à l'intention d'un officier d'armement, de nouveaux instruments de navigation et d'un radar perfectionné ont pour but de donner à ce modèle la capacité tout/temps qui lui manque.

On dit également que la marine met en doute l'utilité du modèle Monoplace. Nous faisons l'acquisition de ce modèle Monoplace. On craint qu'il ne devienne suranné.

Je reprends le texte:

[Texte]

The U.S. has frozen production at 84 per year of the F-18 and will receive less than 1,000 planes in total.

Is there any way we could have the contract changed to upgrade our remaining CF-18s to two-seaters?

Mr. Blais: There is no need for that, Mr. Stewart, because in effect the CF-18 is really the leading edge of new fighter aircraft technology. The strength of the CF-18 is that it has what is called the HOTAS, hands-on throttle and speed, which is in effect a total control of the aircraft with utilization of two hands, including the whole manoeuvring of the aircraft plus all the weapons systems. It is a highly automated, highly sophisticated system that is proving to Canadians' satisfaction to be the best aircraft flying today of its type and generation.

So there is no need for us to start deking ourselves out of our boxer shorts trying to guess what is going to be coming downstream in the next generation. The fact is that the single-seat aircraft was designed in order to be able to meet the requirements that were identified by the Canadian Forces and they are meeting that beyond the expectations.

If I might just direct my attention for two seconds to the Sellar article that you are quoting from, Don Sellar has been criticizing the CF-18 since my very first recollections. I do not identify newspaper reporters as a rule, but in this instance he has had a bone against the CF-18 from the very, very first instance. I cannot recall his having written one positive article relating to that aircraft. Everything he has written has been negative, and most times in terms of the most pertinent criticism he has been right off-beam. He has been wrong in his criticism, and he has been proven wrong—not immediately upon the writing of the article but as matters develop.

He makes a series of allegations again in that article which you have quoted from that are completely wrong, that are misleading.

Mr. Stewart: Can I go outside Don Sellar's and ...

Mr. Blais: Yes, go ahead, please.

Mr. Stewart: —talk about figures from Washington.

The F-18 can travel out to targets at a distance from base between 200 nautical miles and 395 nautical miles depending upon (1) whether the target is firing back, (2) the flight envelope,

—which is altitude ...

(3) speed, (4) whether it is a ground attack mission or fighter combat mission and (5) payload.

These figures are taken from navy results based on 1,235 sorties and the radius which assumes that the plane returns to the same base.

The figures could conceivably double if the plane could land at another base further away

—obviously. So there must be a distinction between radius and range for the figures to be qualified.

What I am asking you, again, is: Does the CF-18 have the proper and needed range for missions in Canada? Obviously it has in Europe. Further to that, the CF-18, by these figures

[Traduction]

Les États-Unis ont limité la production du F-18 à 84 unités par an, et sa production ne dépassera pas 1,000 appareils.

Y aurait-il moyen de modifier notre contrat pour transformer nos CF-18 en avions biplaces?

M. Blais: Point n'est besoin de le faire, monsieur Stewart; de fait, le CF-18 est à l'avant-garde de la technologie pour ce qui est des avions de chasse. La supériorité du CF-18 tient à ceci: il est doté du système HOTAS (commande ergonomique); grâce à ce système, deux mains suffisent pour contrôler non seulement les manoeuvres de l'avion mais aussi les armes qu'il transporte. C'est un système très automatisé, sophistiqué, qui, pour les Canadiens, s'avère le meilleur avion possible de ce genre et de cette génération.

Il n'y a donc pas lieu de faire des pieds et des mains pour voir ce que nous réservera la prochaine génération d'avions. Le monoplace a été conçu pour répondre aux besoins qu'avait précisés les Forces canadiennes, et il réussit à les satisfaire au-delà de toute espérance.

Permettez-moi de vous dire deux mots au sujet de l'article de Sellar que vous citez: Don Sellar a toujours critiqué le CF-18. En règle générale, j'évite de nommer des journalistes; mais dans ce cas-ci, je tiens à préciser qu'il n'a eu que des critiques à formuler au sujet du CF-18 dès le début. À ma connaissance il n'a jamais écrit quoi que ce soit de positif sur cet avion. Il n'en a dit que des choses négatives, et lorsqu'il a parlé de questions des plus pertinentes, il déraillait. Ses critiques se sont avérées fausses, non pas dans l'immédiat, mais à mesure que la situation évoluait.

Dans l'article dont vous nous avez cité des extraits, il fait une série d'allégations, qui sont tout à fait fausses et trompeuses.

Mr. Stewart: Pouvons-nous laisser tomber Don Sellar et ...

M. Blais: Oui, je vous en prie.

M. Stewart: ... discuter de chiffres qui viennent de Washington.

Le F-18 peut se diriger vers des cibles situées de 200 à 395 milles nautiques de sa base selon (1) que la cible riposte ou non, (2) selon le domaine de vol ...

... autrement dit, l'altitude ...

(3) selon la vitesse, (4) selon qu'il s'agit d'une cible sur terre ou aéroportée et (5) selon la charge utile.

Ces résultats proviennent d'une étude qui a tenu compte de 1,235 sorties et d'un rayon d'action permettant à l'avion de revenir à sa base de départ.

Ces chiffres pourraient doubler si l'avion pouvait atterrir à une base plus éloignée.

... c'est évident. Il faut donc distinguer entre le rayon d'action et la portée en interprétant ces chiffres.

Je vous pose de nouveau la question: Le CF-18 a-t-il un rayon d'action qui répond aux besoins du Canada? De toute évidence, il pourrait accomplir certaines missions en Europe.

[Text]

which come from 1,200 and some sorties, cannot make it from Bagotville, Quebec to Keflavik, Iceland without refuelling in air. So the other question I would like to ask you is: if we are sticking with this aircraft, is Canada going to upgrade its refuelling capabilities in light of the fact that the CF-18 would need several of these if it was to get to Norway to help support our CAST objectives?

• 1040

Mr. Blais: As it stands now, my understanding is that the CF-5 needs to refuel three times to get to Honefoss. Is that three times?

Gen Thériault: Four to five times.

Mr. Blais: Four to five times. In effect the CF-18's range is what? General, you are much better at these things than I am. Three times?

Gen Thériault: I would not want to state the exact performance of the airplane. That is classified.

Mr. Blais: I might point out to you that we are making substantial savings in fuel costs because of the CF-18. If my memory serves me right, we are at a 20% improvement on what we projected in terms of fuel savings. The operational performance of the aircraft is much above what we had anticipated. As a matter of interest, the aircraft's availability is much superior to what had been anticipated. So even though we fly it more often, we burn 20% less fuel than what had been anticipated. Let us leave it at that.

In terms of range, you are quite right that the Canadian context is a different one from the European context. Of course they would be used in different ways in Canada. In the European context they are flying at low altitudes and relatively high speeds and therefore would consume more fuel than if they were flying an interceptor role at high altitudes, as would be the case in Canada. So the difference in roles would have different utilization of fuel and would provide for different ranges. I can assure you that within the North American context, within the NORAD context, we are very satisfied that the role that had been identified for the CF-18 will be met.

Would you like to add something, General.

Gen Thériault: The only thing that I would add, sir, is, Mr. Chairman, I think the central issue that has to be kept in mind is that the airplane is a fighter. It was one of the few fighters designed to do two very difficult missions, both capabilities being combined in the airplane; the fighter mission and the attack mission. It does both missions very well, but it is a fighter. It is not a long range transport airplane, and the range on any fighter is very limited. The range of the airplane, of course, is very much affected, as you have pointed out, Mr. Stewart, by the flight profile of the mission and by the external load that the airplane carries.

But the other point I wanted to make, which is central to the whole thing, is we procured the CF-18 from those candidate

[Translation]

D'après ces chiffres basés sur plus de 1,200 sorties, le CF-18 ne pourrait pas se rendre de Bagotville au Québec à Keflavik en Islande sans faire le plein d'essence en cours de vol. Voici mon autre question: Si nous décidons de garder cet avion, le Canada cherchera-t-il à améliorer ses capacités de réapprovisionnement en carburant, étant donné que le CF-18 devrait se réapprovisionner à plusieurs reprises s'il devait se rendre en Norvège pour répondre aux besoins de la brigade CAST?

M. Blais: À l'heure actuelle, si je comprends bien, le CF-5 doit se ravitailler en carburant trois fois avant d'atteindre Honefoss. Est-ce exact?

Gén Thériault: Quatre ou cinq fois.

M. Blais: Quatre ou cinq fois. De fait, quelle est l'autonomie du CF-18? Général, vous êtes plus en mesure que moi de répondre à ces questions. Il doit se ravitailler trois fois?

Gén Thériault: Je ne pourrais pas vous parler de la performance exacte de cet avion. Ce sont des renseignements confidentiels.

M. Blais: Je peux vous signaler que le CF-18 nous permet d'importantes économies de carburant. Si je me souviens bien, les économies de carburant dépassent de 20 p. 100 ce que nous avions prévu. La performance opérationnelle de l'avion est de loin supérieure à ce que nous avions espéré. Et, soit dit en passant, la disponibilité de l'avion est aussi de loin supérieure à ce que nous avions espéré. Par conséquent, même si nous l'utilisons plus souvent, nous consommons 20 p. 100 de moins de carburant que prévu. Nous n'en dirons pas plus long.

Quant à l'autonomie de l'avion, vous avez raison de dire que les contextes canadien et européen ne sont pas les mêmes. Bien entendu, on pourrait utiliser cet avion de différente façon au Canada. Dans le contexte européen, ces avions volent à basse altitude et à des vitesses relativement grandes; par conséquent, leur consommation de carburant est plus grande que s'ils avaient une mission d'interception à haute altitude, comme ce serait le cas au Canada. Par conséquent, le genre de mission influencerait sur la consommation de carburant et sur l'autonomie. Nous sommes convaincus que dans le contexte nord-américain ou pour les besoins de NORAD, ces avions répondent aux besoins pour lesquels ils ont été conçus.

Général, voulez-vous ajouter quelque chose?

Gén Thériault: Monsieur le président, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un avion de chasse. Il compte parmi le petit nombre de chasseurs conçus pour entreprendre deux missions très difficiles, être doté de deux capacités à la fois: chasser et attaquer. Il accomplit ses deux missions très bien, mais il n'en demeure pas moins un chasseur. Il ne s'agit pas d'un avion de transport à grande distance; l'autonomie de n'importe quel chasseur est très limitée. Comme vous l'avez signalé, monsieur Stewart, l'autonomie de l'avion dépend en grande partie de la mission à accomplir et de son poids.

Je voulais également vous signaler un point très important: Nous avons choisi le CF-18 parmi un certain nombre d'autres

[Texte]

airplanes that were available, and I can say with great confidence and great satisfaction, that we made the most judicious decision and choice that could be made at the time. The aircraft, as a fighter, compares very, very favourably with all of the aircraft that were available. Of course, as technology keeps impacting in this area and in others, performances will largely improve with time. But a fighter is a fighter. There are limits of course.

Mr. Stewart: I would like to go on to a different question. In Maritime Command there is . . .

Mr. Blais: Excuse me, Mr. Chairman, do not interpret the General's remarks as somehow being that we are second guessing ourselves relating to that selection. The fact is, at the time we made the selection the aircraft was at the leading edge, and the aircraft is a state-of-the-art aircraft.

Mr. Stewart: In Maritime Command there are approximately 9,000 regulars and 7,000 civilians, and this goes on down through mobile until you come to the Canadian Forces in Europe, in which there are 6,700 regulars, 2,000 civilians and about 1,000 German civilians. So on the total we see that the authorized person-years for 1984-1985 are 36,000 civilians as opposed to 118,000 military. So roughly one-third of the authorized person-years for the coming fiscal year are civilian employees. Is anybody looking at the idea of maybe changing those figures around so that there is a much smaller percentage of civilians in the armed forces so we could beef up our armed forces and give them the military training and then take over those civilian positions?

Mr. Blais: This is a consideration that is on-going, Mr. Stewart. Within the total DND, we are looking of course at the total complement and we are trying to control, as best we can, the level of civilian personnel within the forces. But by and large, you will find that the total number of civilians within the forces today is lower than it was in 1976-1977, so there is indeed a net improvement. In terms of the Canadian Forces Europe, I might indicate to you that even there it is more important for us to control our civilian personnel and the size of our civilian personnel, so we are much more sensitive to that.

• 1045

However, you must recognize that in Canadian forces in Europe there is an infrastructure that is required for Canadians that otherwise would not be necessary if those troops were in Camp Borden, as one example—in effect, they are Canadians who are not in Canada and want to have the best available environment for themselves. As a result that requires teachers, that requires a bigger Canex, it requires better recreational facilities, because there is no community around the Canadian camp that would be able to provide the sorts of things that Canadians might want to expect.

Mr. Stewart: Are there any figures available as to how many of the civilian personnel are former armed forces personnel or dependants of service personnel?

Mr. Blais: I am sorry, I did not get that.

[Traduction]

avions possibles; je suis fier de pouvoir assurer que nous avons pris la décision la plus judicieuse que nous pouvions prendre à l'époque. Cet avion de chasse se défend très bien par rapport aux autres avions que nous aurions pu choisir. Bien sûr, les performances des chasseurs continueront d'évoluer, à mesure que la technologie fait des progrès. Mais un chasseur demeure un chasseur. Il existe certaines limites, bien entendu.

M. Stewart: J'aimerais passer à une autre question. Dans le commandement maritime . . .

M. Blais: Pardon, monsieur le président; il ne faut pas interpréter les observations du général comme une mise en doute du choix que nous avons fait. Lorsque nous avons fixé notre choix, cet avion était à la fine pointe de la technologie.

M. Stewart: Le commandement maritime comprend environ 9,000 hommes de troupes régulières et 7,000 civils; on donne les effectifs de chaque groupe y compris ceux des Forces canadiennes en Europe, qui comptent 6,700 membres dans les forces régulières, 2,000 civils et environ 1,000 civils allemands. Le nombre de personnes-années autorisées en 1984-1985 s'élève à 36,000 civils par opposition à 118,000 chez les militaires. Autrement dit, les employés civils représentent environ un tiers des personnes-années autorisées pour le prochain exercice financier. Songe-t-on à changer la situation pour que les civils représentent un plus faible pourcentage des Forces armées, ce qui nous permettrait d'augmenter le nombre de militaires qui recevraient une formation et seraient affectés aux postes détenus par des civils?

M. Blais: Monsieur Stewart, nous cherchons toujours à le faire. Dans l'ensemble du ministère, nous tenons compte de l'ensemble et nous voulons limiter, dans la mesure du possible, la présence de civils. Mais, en général, vous voyez que le nombre total des civils est beaucoup plus bas qu'en 1976-1977, donc il y a une amélioration très nette. Dans le cas des Forces canadiennes situées en Europe, il est très important de surveiller le nombre de membres du personnel civil, donc nous en sommes très conscients.

Cependant, il faut reconnaître qu'en Europe on a besoin d'une infrastructure, dont on n'aurait pas besoin, disons, à Camp Borden. Les Canadiens à l'étranger veulent avoir la meilleure ambiance possible. Donc on a besoin de professeurs, d'un CANEX plus grand et de centres de loisir, car il n'y a pas d'endroit aux alentours où les Canadiens peuvent trouver ce genre de chose.

M. Stewart: Existe-t-il des statistiques sur le nombre de civils qui sont des anciens des Forces armées ou des personnes à charge des membres des Forces armées?

M. Blais: Je suis désolé, je n'ai pas compris.

[Text]

Mr. Stewart: Of the civilians that are employed in the armed forces, are there any figures available to show how many of those civilians are former armed forces personnel or the dependants of existing armed forces personnel?

Mr. Blais: I would have some difficulty in getting you those figures, but I will be pleased to try.

Mr. Stewart: Finally, you just mentioned Canex. Will the Minister reply to my letter . . .

Mr. Blais: I knew that would ring a bell.

Mr. Stewart: —of April 16, asking for all the details of Canex, isolated bases and everything? I am not going to go over the whole list, but I think it would be of great interest to the committee, too, to know the make-up of Canex and the definition of isolated bases . . . the relationships between businesses on the bases, like McDonald's restaurants, for instance.

Lastly, would the Minister tell me why they have changed to the rental of armouries. Now, charitable organizations have only six weeks' notice to sponsor events that have been going on for 20 and 30 years. Why this drastic change in the rental of armouries?

Mr. Blais: As you may understand, there has been an increase in the incidence of utilization of armouries by military personnel because we are interested in mobilization. We are interested in sustainability within the forces. We have made moneys available for that purpose and, therefore . . . I stand to be corrected—the incidence of activities within individual armouries has increased. In order to provide the greatest flexibility, in order to be fair to various groups, we want to make sure that they are aware of the need for flexibility within their armouries. If they are planning programs, they have to recognize that the first purpose of an armoury in a community is to train reserve soldiers.

Mr. Stewart: In the case of the Barrie armoury, it is practically nonexistent. It has never interfered with anyone. The mayor, the president of the Chamber of Commerce . . . everybody is quite upset, Mr. Minister. I know this is a small detail but I would like to get an answer, which has not been forthcoming, to my constituents.

Mr. Blais: It is one that I paid particular attention to, because I saw that letter, Mr. Stewart. A reply is being prepared that hopefully will be satisfactory to you, on both counts.

Mr. Stewart: Thank you.

M. Blais: On both counts.

The Chairman: Thank you, Mr. Stewart.

L'honorable député de Labelle, monsieur Dupras.

M. Dupras: Merci, monsieur le président. Monsieur le président, je devrai partir vers 11h00. Je ne poserai donc que quelques questions au ministre. Je le remercie d'abord pour son rapport sur la réunion de l'Alliance à Bruxelles la semaine dernière. Je me rends compte que le Canada demeure un pays

[Translation]

M. Stewart: Existent-ils des statistiques montrant combien de civils sont des anciens des Forces armées ou des personnes à charge de ce personnel?

M. Blais: Il sera difficile de trouver ces chiffres, mais je me ferai un plaisir d'essayer.

M. Stewart: Vous avez mentionné CANEX. Le ministre nous donnera-t-il réponse à ma lettre . . . ?

M. Blais: Je savais que cela vous dirait quelque chose.

M. Stewart: . . . du 16 avril, où j'ai demandé des renseignements sur CANEX, sur les bases éloignées, et ainsi de suite? Je ne vais pas répéter la liste, mais je pense que le comité aimerait entendre parler de CANEX, de la définition des bases éloignées—des relations entre les entreprises sur ces bases, comme les restaurants McDonald, par exemple.

Dernière question, le ministre pourra-t-il nous dire pourquoi on a changé la politique de la location des manèges militaires. Les organisations bénévoles ont maintenant 6 semaines d'avis pour organiser des fêtes qui existent depuis 20 ou 30 ans. Pourquoi a-t-on changé si radicalement la politique de location des salles d'armes?

M. Blais: Comme vous comprenez sans doute, le personnel militaire utilise davantage les manèges militaires car nous nous intéressons à la mobilisation. Nous nous préoccupons du maintien des Forces. Nous avons accordé de l'argent à cet objectif, et donc si je ne m'abuse, ces activités dans les manèges militaires ont augmenté. Nous voulons nous montrer équitables envers ces groupes divers, mais il faut avoir de la souplesse. Si ces organisations ont des projets, il faut qu'elles n'oublient pas le premier objectif du manège, qui est de former des soldats de réserve.

M. Stewart: Dans le cas du manège de Barrie, ce programme n'existe presque pas. Les événements proposés n'ont jamais fait de mal à personne. Le maire, le président de la Chambre de commerce, tout le monde est bouleversé, monsieur le ministre. Je sais que c'est une petite chose, mais j'aimerais avoir une réponse pour mes électeurs, ce que je n'ai pas reçu.

M. Blais: J'ai bien vu votre lettre monsieur Stewart et je l'ai étudiée soigneusement. On est en train de préparer une réponse, et j'espère qu'elle sera satisfaisante sur ces deux points.

M. Stewart: Merci.

M. Blais: Sur ces deux points.

Le président: Merci, monsieur Stewart.

The Honourable Member from Labelle, Mr. Dupras.

Mr. Dupras: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, I must leave at 11:00. I will therefore ask some questions of the Minister. I first of all would like to thank him for his report on the alliance meeting in Brussels last week. I notice that Canada continues to play a large part in the alliance. I also notice that Canada has rarely embarrassed its allies.

[Texte]

qui fait sa large part dans l'Alliance. Je constate aussi que le Canada a rarement mis ses alliés dans l'embarras.

Je voudrais d'abord demander au ministre si on a discuté du rapport de Kissinger au sujet de son opinion sur le renouvellement de l'aspect politique de l'Alliance à la dernière réunion à Bruxelles. Si c'est le cas, est-il possible qu'un examen politique complet soit effectué quant à l'Alliance?

M. Blais: Monsieur Dupras, cette question relève des ministères des Affaires extérieures. Comme je vous l'indiquais, nous avons tenu une réunion du Comité de planification de la Défense. Donc, ce n'était pas un sujet qui était à l'ordre du jour.

• 1050

Je vous invite cependant à soumettre votre point de vue là-dessus, à moi-même de même qu'à mon collègue des Affaires extérieures. Je ne sais pas si cela sera inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion ministérielle de l'OTAN, mais si vous le jugez bon, il serait peut-être opportun d'en souffler mot à M. MacEachen.

M. Dupras: Je vous pose cette question parce que vous avez parlé plus tôt des discussions sur la solidarité de l'Alliance. Cette dernière n'a pas trait uniquement à l'approvisionnement d'armes, d'équipements et d'appareils. Je me demande même si cette solidarité ne va pas jusqu'à la solidarité politique des membres de l'OTAN, chacun veillant à ne pas embarrasser son allié. C'est pour cette raison, comme je le disais plus tôt, que le Canada a rarement pu être accusé de gêner ses alliés.

Je considère que l'opération des forces américaines, en Amérique centrale, est une source d'embarras pour les alliés de l'OTAN—c'en est une pour moi à tout le moins—surtout en ce qui a trait à l'opération de mouillage des mines au large des côtes du Nicaragua.

Comme vous et moi le savons, cette opération, c'est-à-dire le mouillage des mines, nécessite un équipement passablement sophistiqué. Je voudrais donc savoir, mais il s'agit peut-être d'une information classifiée, si le Canada possède ce genre d'unité navale qui pourrait faire le mouillage de mines, tout comme cela s'est produit au Nicaragua? La raison pour laquelle je vous demande cela, c'est pour bien faire ressortir le fait qu'aucune petite armée de l'Amérique centrale ne pourrait posséder un tel équipement. Vous l'avez même avoué en Chambre, je crois, monsieur le ministre, suite à la question d'un député de l'opposition, à savoir si nous possédions l'équipement nécessaire pour nettoyer les eaux des côtes du Nicaragua. Vous avez bien dit qu'on n'en avait pas.

M. Blais: Je n'ai rien dit; je n'ai rien avoué à ce sujet-là.

M. Dupras: Je vous pose la question à nouveau alors: possédons-nous des unités navales capables de mouiller les mines et d'autres unités navales qui pourraient nettoyer les eaux et ainsi concourir à l'offre qu'a faite la France à la fin du mois d'avril à savoir, nettoyer les eaux des côtes du Nicaragua?

[Traduction]

I would first like to ask the Minister if the Kissinger report was discussed at that last meeting in Brussels with respect to his opinion on a renewal of the political aspect of the alliance. If it was, is it possible to carry out a complete policy review for the alliance?

Mr. Blais: Mr. Dupras, this question falls under the Minister of External Affairs. As I indicated to you, we had a meeting of the Defence Planning Committee. Therefore, it was not a subject which was on the agenda.

However, I would ask for your viewpoint on this, for myself and my colleague in External Affairs. I do not know if this will be put on the agenda for the next ministerial meeting of NATO, but if you feel it is appropriate, it might be timely to say something to Mr. MacEachen.

Mr. Dupras: I am asking you this question because you spoke earlier about discussions on NATO solidarity. This solidarity is not just related to arms equipment and material supply. I am wondering if this solidarity does not include political solidarity for NATO members, each seeing that he does not embarrass the other. For this reason, as I was saying earlier, Canada has rarely been accused of embarrassing its allies.

I feel that American forces operations in Central America are a source of embarrassment for the NATO allies—at least it is for me—especially the mining of the Nicaragua coastline.

As you and I both know, this mining operation requires fairly sophisticated equipment. What I would like to know, and it is perhaps classified information, is whether Canada has the kind of naval equipment which was used in the mining in Nicaragua? I am asking you this because I wanted to make it clear that no small army in Central America could have such equipment. I believe, Mr. Minister, you even stated this in the House, as the result of a question from a member of the Opposition, as to whether we possessed the equipment necessary for cleaning the coastal waters off Nicaragua. You said that we did not have it.

Mr. Blais: I did not say anything, I have stated nothing on this matter.

Mr. Dupras: I am then going to repeat the question. Do we have the naval equipment for placing mines or for removing them? Can we make a similar offer to the one made by France at the end of April, namely to sweep the waters of the Nicaragua coast?

[Text]

M. Blais: Le fait de mouiller des mines, monsieur Dupras, n'est pas un mystère; ce n'est pas une opération qui demande une grande sophistication. Il existe un grand nombre de façons de mouiller des mines. On peut même le faire à bord d'un avion. Cela peut se faire à bord d'un sous-marin ou à bord d'un combattant de surface. Donc, ce n'est pas quelque chose qui soit tout à fait impossible. Je ne suis pas ici pour poser des jugements quant à savoir qui a mouillé les mines au Nicaragua. Si je me souviens bien, les Américains ont presque admis y être impliqués.

Pour ce qui est du nettoyage des mines, c'est-à-dire leur élimination, nous disposons de systèmes ou de possibilités de le faire même si nos moyens ne sont pas des plus sophistiqués en ce moment. La question est à l'étude et nous aurons, sous peu, des recommandations à soumettre aux membres du Cabinet.

Cela étant dit, en ce qui touche votre question précise, soit celle concernant l'Amérique centrale, je dois vous dire que ce n'est pas une région qui relève de l'Alliance de l'OTAN. Donc, ce n'est pas un domaine que je puis traiter dans le contexte de commentaires en ce qui regarde l'OTAN spécifiquement. Je m'abstiendrai donc de le faire.

Maintenant, en ce qui touche la politique du Canada vis-à-vis du Moyen-Orient, je crois que les déclarations de mon collègue, M. MacEachen, ont été très claires en regard de la condamnation du mouillage de mines et de l'ingérence de pays étrangers à l'intérieur de pays souverains de l'Amérique latine. Je m'en voudrais de prendre des positions qui iraient à l'encontre de celles prises par le ministre des Affaires extérieures et qui étaient très claires d'ailleurs.

M. Dupras: Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Ce que je veux faire ressortir, c'est le degré d'embarras que ces opérations nous occasionnent à nous, Canadiens.

• 1055

Nous sommes des alliés de l'OTAN. Je pense que, par déférence pour ses alliés, chacun des pays devrait être sensible à l'opinion de ses alliés quant à des opérations qui ne sont pas acceptables, comme celles du mouillage dans le eaux du Nicaragua et de l'invasion de la Grenade. Je reviens à cela; c'est maintenant du domaine de l'histoire. Seulement, lorsque nous avons un bloc et que nous invoquons la solidarité, je pense que cette dernière pourrait être prouvée, surtout par les membres les plus influents de l'Alliance en démontrant qu'on est pas insensible à l'opinion des autres membres de cette Alliance. Si j'étais allié à un groupe de pays, je ne verrais pas d'un bon oeil que certains de mes alliés fassent des choses que moi, je ne pourrais pas accepter.

Dans ce cas-ci, monsieur le ministre, un membre de cette Alliance a présumé que l'opinion des Canadiens s'opposerait tellement à l'opération qu'il n'a même pas consulté cet allié-là. On invoque toutes sortes de raisons: solidarité... Je veux bien; seulement, je trouve que cela devient de plus en plus embarrassant pour le Canada et d'autres nations, et je me demande si le Canada ne devrait pas profiter de l'occasion qu'offre le rapport de Kissinger — ses vues sur l'aspect politique de l'OTAN — pour amorcer un réexamen complet de l'Alliance de l'OTAN.

[Translation]

Mr. Blais: Placing mines is no great mystery, Mr. Dupras, it is not something that requires a great deal of sophistication. There are a great number of ways for placing mines, it can even be done from an aircraft. It can be done from a submarine or a surface vessel. Therefore, it is not something that is completely impossible. I am not here to make judgment on the mining of Nicaragua. If I remember correctly, the Americans have almost admitted being implicated.

As for sweeping, or eliminating the mines, we have systems or ways of doing it, even if our methods are not very sophisticated at the moment. The matter is under review, and we will shortly have recommendations to submit to Members of Cabinet.

Having answered your specific question with respect to Central America, I must tell you that this is not a region under the NATO alliance. Therefore, it does not fall into the framework of any comment that I make specifically related to NATO. I will therefore refrain from doing so.

Now, with respect to Canada's policy in the Middle East, I believe that the statements of my colleague, Mr. MacEachen, have been very clear in their condemnation of mining, and of interference by foreign countries in the domestic affairs of the Sovereign countries of Latin America. It would be unseemly of me to take a position which went against the position taken by the Minister of External Affairs, which was moreover very clear.

Mr. Dupras: Mr. Minister, thank you for your answer. What I wanted to bring out was the extent to which these operations have embarrassed Canadians.

We are NATO allies. I think that out of deference for its allies, each country should be sensitive to the opinion of its allies when it comes to operations that are not acceptable, such as mining the Nicaragua waters and the invasion of Granada. I return to this, this is now a chapter in history. When we have a block and we call for solidarity, I think this solidarity can be demonstrated, especially by the most influential members of the alliance by showing that we are not insensitive to the opinion of other members of this alliance. If I were an ally of a group of countries, I would not look very favourably on my allies doing things that I would not agree to.

In this present case, Mr. Minister, one member of this alliance was so certain that Canadians would be against the operation that he did not even consult this ally. All sorts of reasons were given, solidarity... well that is all very well, only I think that it becomes more and more embarrassing for Canada and other countries, and I am wondering if Canada should not take this opportunity provided by the Kissinger Report—and its views on the political aspect of NATO—to begin a full scale review of the NATO alliance.

[Texte]

M. Blais: Oui, mais cela pose une question fondamentale, monsieur Dupras. Vous avez parfaitement raison de dire que cela peut créer des problèmes aux membres de l'Alliance. Évidemment, le Canada a pris position en tant que nation souveraine vis-à-vis de certains comportements des États-Unis en Amérique centrale. Nous avons fait des déclarations en tant que pays souverain, en tant qu'État souverain, et d'autres membres de l'Alliance ont également fait des déclarations en tant que pays souverains. Vous, vous demandez qu'il y ait une position commune chez un certain nombre de membres de l'Alliance vis-à-vis de la position qu'a prise un des autres membres en ce qui touche un territoire ou une région qui est à l'extérieur de la région couverte par l'Alliance elle-même. C'est un problème assez fondamental. C'est une question assez fondamentale. Je ne peux donc pas vous dire qu'il serait sage de prendre une telle initiative, parce qu'alors, l'Alliance mettrait dans un même panier toutes les questions internationales qui peuvent créer des conflits ou des problèmes dans lesquels un, deux ou trois des alliés sont impliqués. Cela devient quasiment un réceptacle pour les solutions à tous les conflits internationaux. Dans ce contexte, il devient impossible d'en arriver à des ententes concernant notre sécurité collective, parce que les occasions de conflits dépassent largement en nombre les occasions d'effectuer des ententes collectives.

On peut citer l'exemple de la Turquie et de la Grèce. C'est un conflit entre deux membres de l'Alliance. Le Canada est impliqué dans la résolution de ce conflit parce que nous avons là des forces de maintien de la paix. Cependant, ce n'est pas par hasard que nous sommes là sous les auspices des Nations Unies et non pas de l'OTAN.

M. Dupras: Justement, monsieur le ministre, je voudrais que l'on évite toute situation qui puisse contribuer à affaiblir l'Alliance. La situation en Turquie et en Grèce peut compromettre la solidarité des alliés, et il y a d'autres situations qui risquent de le faire si le Canada ne réagit pas. Je me demande si l'opération américaine en Amérique centrale n'est pas de nature à diminuer l'esprit de solidarité qui doit exister au sein de l'Alliance, et ainsi l'affaiblir. C'est ce que je crains.

M. Blais: Monsieur Dupras, je crois que, nonobstant le fait qu'il peut y avoir des conflits à l'extérieur de l'OTAN à cause du comportement d'un des alliés, si nous mettons tout à l'intérieur de l'Alliance, on pourrait mettre en péril, de façon beaucoup plus grave, l'Alliance et sa survie. C'est une opinion très personnelle.

M. Dupras: J'aimerais que l'on poursuive la discussion sur cette question éventuellement. Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

M. Blais: Merci.

Le président: Merci.

L'honorable député de Beauharnois—Salaberry, monsieur Laniel.

[Traduction]

Mr. Blais: Yes, but this raises a fundamental question, Mr. Dupras. You are certainly right in saying that this might cause problems for members of the alliance. Obviously, Canada has taken the position as a sovereign nation with respect to certain elements of the U.S. behaviour in Central America. We have made statements as a sovereign country and other members of the alliance have also made statements as sovereign countries. You are asking for a certain number of members of the alliance to take a common stand with respect to the position taken by one of its members in a territory or a region which is outside the area covered by the alliance itself. This is a fundamental problem and a very basic issue. I cannot tell you that it would be wise to take such a stand, because the alliance would then put all international issues which might cause conflict or problems and in which one, two or three of its allies are implicated in the same basket. This would almost become a catch all for solutions to all international conflicts. It would then become impossible to reach agreement concerning our collective security, because there are many more situations of conflict than there are occasions for carrying out the collective agreements.

We might take the example of Turkey and Greece. This is one conflict between two members of the alliance. Canada is involved in resolving this conflict because we have peace keeping forces there. However, it is not by chance that we are there under the auspices of the United Nations and not under NATO.

Mr. Dupras: Well that is just it, Mr. Minister, I want us to avoid any situation that might weaken the alliance. The situation in Turkey and Greece might compromise the allies solidarity, and there are other situations which are likely to do the same thing if Canada does not react. I am wondering if the American operations in Central America are not likely to decrease the feeling of solidarity which should exist within the alliance, and thereby weaken it. This is what I am afraid of.

Mr. Blais: Mr. Dupras, I believe that in spite of the fact that there may be conflict outside NATO because of the behaviour of one of its allies, if we bring all this within the alliance, we are much more likely to endanger the alliance and its survival. This is a very personal opinion.

Mr. Dupras: I would like to continue on this issue if possible. Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Blais: Thank you.

The Chairman: Thank you.

The Honourable Member of Beauharnois-Salaberry, Mr. Laniel.

M. Laniel: Monsieur le ministre, monsieur le président, je ne sais pas si le ministre peut répondre à ma question. On a lu dernièrement, à la suite de la visite de M. MacEachen en

Mr. Laniel: Mr. Minister, Mr. Chairman, I do not know whether the Minister will be able to answer my question. We read recently following the visit of Mr. MacEachen to Central

[Text]

Amérique centrale, qu'un avion Challenger avait dû faire face à des problèmes. Était-ce un avion des Forces armées canadiennes?

M. Blais: On me dit que oui.

M. Laniel: Est-ce que l'enquête est terminée?

M. Blais: Oui. Il s'agissait simplement du système de compression à l'intérieur de l'avion. Lorsqu'il s'est trouvé défectueux, l'avion a dû descendre à une altitude où il n'était pas nécessaire de se servir du système de compression; c'est une mesure normale dans les circonstances. Vous savez, cela arrive dans le cas d'avions beaucoup plus anciens que le Challenger, des avions avec lesquels on a beaucoup plus d'expérience commerciale. Je puis vous dire que je voyage régulièrement en Challenger, comme vous le verrez sans doute dans le prochain rapport mensuel de voyages qui sera publié, et que je n'ai été en difficulté en Challenger. J'ai traversé l'océan quatre fois en Challenger sans aucun problème, et sans douter de la sûreté de cet avion.

M. Laniel: Merci. Lors de votre dernière comparution au Comité, je vous avais posé une question au sujet de la réserve navale dont le quartier général est maintenant situé à Québec. Je vous avais demandé si on était sur le point de terminer les études sur l'établissement possible de trois nouvelles unités au Québec. Y a-t-il des faits nouveaux à ce sujet?

M. Blais: Oui, je pense que cela va se faire cet été. Je ne peux vous donner de date précise, mais on avance. Il ne s'agit pas du mythe de Sisyphe. Je puis vous assurer qu'on avance progressivement et régulièrement, sans effectuer de recul.

M. Laniel: Monsieur le ministre, dans le cadre du programme d'emplois d'été pour les jeunes, votre ministère prévoit-il offrir à peu près le même nombre d'emplois d'été cette année? Il y a aussi le programme PIEJ, le Programme d'instruction et d'emploi pour les jeunes. Est-ce qu'il y a concurrence entre les deux?

M. Blais: Il n'y a pas de concurrence entre les deux. Je n'ai pas les chiffres en ce qui concerne le programme PIEJ pour cette année. Mille postes m'ont été alloués par mes collègues, alors que j'en avais 5,000 l'année dernière. Le programme suit cependant son cours, et j'espère qu'éventuellement, nous pourrions revenir avec d'autres soumissions, car c'est un excellent programme. En ce qui concerne le programme d'été pour les jeunes, je n'ai pas de chiffres précis, je pourrai vous les donner plus tard, mais je ne crois pas qu'il y ait diminution.

M. Laniel: Lors d'une récente rencontre, certains députés avaient causé avec le colonel responsable du programme, et il nous avait laissé entendre qu'on parlait toujours du même argent et que ceci ne voulait pas dire qu'il y avait place pour d'autres jeunes. Ceux qui étaient là pouvaient continuer. Vous parlez de 1,000 jeunes...

M. Blais: Additionnels.

M. Laniel: ... additionnels. Est-ce déjà complet en ce moment?

M. Blais: Non, ce n'est pas complet.

[Translation]

America that a Challenger airplane had experienced difficulties. Was it a Canadian Armed Forces aircraft?

Mr. Blais: I am told that it was.

Mr. Laniel: Is the investigation completed?

Mr. Blais: Yes. It was just the pressurization system within the airplane. When it failed, the airplane had to descend to an altitude where it was no longer necessary to use the system; it is a normal measure in the circumstances. It happens to airplanes with a longer history than the Challenger, airplanes which have done much more commercial flying. I can tell you that I make regular trips in a Challenger, as you will probably see in the next monthly report on trips, and I have never been in any difficulties. I have crossed the ocean four times in a Challenger without any problem and without any doubts about the safety of this aircraft.

Mr. Laniel: Thank you. The last time you appeared before the committee, I asked you a question about the naval reserve of which the headquarters is now located in Quebec. I asked you whether you had completed the studies concerning the possible establishment of three new units in Quebec. Are there any new developments relating to this?

Mr. Blais: Yes, I believe that it will be done this summer. I cannot give you a precise date but we are going ahead. It is not the myth of Sisyphus. I can assure you that we are making good and steady progress without having to take any backward steps.

Mr. Laniel: Mr. Minister, does your department expect to offer approximately the same number of summer jobs this year under the Summer Employment for Youth Program? There is also the instruction and employment program for youth. Will there be any competition between the two?

Mr. Blais: There is no competition between the two. I do not have the figures relating to the IEPY for this year. I have been allotted 1,000 positions by my colleagues and last year there were 5,000. However the program is continuing and I hope that we will eventually return with other submissions since it is an excellent program. As far as the summer program for young people is concerned, I have no precise figure, I can give you one later on, but I do not think there has been any reduction.

Mr. Laniel: At a recent meeting, some members had a conversation with the Colonel responsible for the program and he gave us to understand that it was always the same money being talked about and that this did not mean that there would be room for other young people. Those who were there could continue. You talk about 1,000 positions...

Mr. Blais: Additional positions.

Mr. Laniel: Is the program full up at the present time?

Mr. Blais: No.

[Texte]

M. Laniel: Je voudrais revenir à la question de l'OTAN, monsieur le président. Le ministre peut-il nous dire à quel moment on prévoit que le F-18 deviendra réellement opérationnel en Europe et au sein de l'OTAN? Actuellement, c'est opérationnel, mais ce n'est pas intégré, je pense . . .

M. Blais: Non, ce n'est pas encore opérationnel; ça le deviendra le 1^{er} janvier 1985 au Canada et en juillet 1985 en Europe.

Soit dit en passant, il y en a quatre qui ont passé la fin de semaine en Europe, si je me souviens bien. Quatre CF-18 étaient en démonstration dans le contexte européen. Nous aurons un escadron opérationnel au mois de juillet.

M. Laniel: Quel impact ce changement aura-t-il en Europe et au Canada? Au Canada, si j'ai bien compris, ces avions ne seront pas munis d'armes nucléaires.

• 1105

M. Blais: Non.

M. Laniel: À ce moment-là, leur rôle sera totalement traditionnel, en Europe et au Canada.

M. Blais: Ils auront un double rôle. D'abord ils auront un rôle d'attaque: ils largueront des bombes et des missiles air-sol.

M. Laniel: En Europe?

M. Blais: Oui. Ils auront aussi un rôle d'interception.

M. Laniel: Le CF-104 joue-t-il déjà ces deux rôles en Europe?

M. Blais: Le CF-104 a principalement un rôle d'attaque air-sol.

M. Laniel: Et au Canada, leur rôle sera simplement orienté vers la défense aérienne, l'interception?

M. Blais: Oui, justement. C'est pour cela qu'il faut les munir de nos missiles air-air, qui sont d'ailleurs très dispendieux, ainsi que de guidage radar et de guidage orientation infrarouge.

M. Laniel: Une dernière question, monsieur le président. Il y a eu dernièrement le lancement d'un grand bâtiment de guerre américain, dont je ne me rappelle pas le nom; on l'avait totalement remis à neuf et réarmé. Est-ce qu'il s'agit d'une nouvelle orientation? Je pense au programme des frégates, je pense à nos sous-marins, je pense à l'avenir. On a eu tendance, avec la nouvelle technologie, à construire de nouveaux navires et à mettre de côté les anciens. Est-ce qu'on a quelque chose à apprendre de cette expérience américaine qui peut nous servir peut-être à récupérer éventuellement nos DDH?

M. Blais: On a un programme de récupération des DDH. Comme vous le savez, on a le Programme *TRUMP*, qui va comprendre les DDH 280; ceux-ci seront complètement réaménagés, avec les systèmes les plus perfectionnés, afin que nous ayons des frégates et des destroyers dotés de la plus récente technologie et capables d'accomplir leur tâche d'anti-sous-marins.

[Traduction]

Mr. Laniel: I would like to get back to NATO, Mr. Chairman. Could the Minister tell us when the F-18 is expected to become truly operational in Europe and within NATO? It is operational at the present time but I do not think that it is integrated . . .

Mr. Blais: No, it is not yet operational, it will become so on January 1, 1985 in Canada and in July of 1985 in Europe.

By the way, I believe that there were four of them that spent the weekend in Europe. There was a demonstration of four CF-18's in Europe. We will have an operational squadron in July.

Mr. Laniel: What will be the impact of this change in Europe and in Canada? In Canada, if my information is right, these aircraft will not be equipped with nuclear arms.

Mr. Blais: No, no.

Mr. Laniel: Then their role would be completely traditional in Canada and in Europe.

Mr. Blais: They will have a dual role. First of all, they will be used for attack and for dropping bombs and air-ground missiles.

Mr. Laniel: In Europe?

Mr. Blais: Yes. They will also be used for interception.

Mr. Laniel: Does the CF-104 already play these two roles in Europe?

Mr. Blais: The CF-104 is mainly used for air-ground attack.

Mr. Laniel: And in Canada their main use will be air defence, that is interception?

Mr. Blais: Yes, exactly. This is why they must be equipped with our air-air missiles, which happen to be very expensive, as well as with radar guidance and infrared orientation guidance.

Mr. Laniel: One last question, Mr. Chairman. Recently a large American war ship was launched, I cannot remember its name; it was totally refurbished and rearmed. Is this a new trend? I am thinking of the frigate program, I am thinking of our submarines and the future. With new technology the tendency has been to build new ships and set aside the older ones. Is there something for us to learn from this American initiative which might prove to be useful for us in eventually salvaging our DDH?

Mr. Blais: We do have a program to bring our DDH's up to par. As you know, there is the "TRUMP" program which will include the DDH-280 which will be completely reequipped with the most sophisticated systems so that our frigates and destroyers will be endowed with state of the art technology and will be able to carry out their anti-submarine role.

[Text]

Vous avez mentionné les sous-marins que nous sommes en train de réaménager. On les réaménage parce qu'ils sont à mi-vie, c'est-à-dire le moment, dans la vie du sous-marin, où on est obligé de revoir le sous-marin, de s'assurer que la coque est en bon état. Dans le cadre du Programme *SOUP*, on les dote des systèmes les plus efficaces et les plus récents, afin qu'ils puissent fonctionner jusqu'à ce qu'on les remplace. On prévoit remplacer les sous-marins durant les années 90. Il faut dire qu'on ne peut pas prolonger indéfiniment la durée des bateaux, des navires, surtout celle des sous-marins qui évoluent dans un environnement très dangereux et qui, par conséquent, doivent avoir une force structurelle supérieure à celle d'un bateau de surface.

Les bateaux de surface, surtout ceux de classe Saint-Laurent, sont presque finis et seront remplacés par les frégates que nous avons commandées.

J'irai au Cabinet pour demander que l'on remplace les destroyers munis de moteurs à vapeur, qui auront plus de 20 ans, quasiment 30 ans, lorsque les nouvelles frégates sortiront des chantiers maritimes.

Donc, c'est une question de mariage entre les deux. On essaie de garder les choses aussi longtemps qu'elles demeurent normales, mais il y a des limites. Il y a eu l'expérience d'Assiniboine, un des premiers DDH qui a été créé mais qui a été échangé pour permettre l'atterrissage des hélicoptères. Et à cause des changements structurels, nous avons fait face à de petits problèmes qui persistent toujours.

• 1110

M. Laniel: Mais ma question, je la posais dans le contexte d'un navire d'après-guerre qui a 40 ans d'existence et qui a été réarmé et rééquipé.

M. Blais: Tout d'abord, on ne voudrait pas utiliser d'anciens navires américains pour en faire des *battleships*, des croiseurs ou pour créer un autre *Bonaventure*, je peux vous le garantir.

M. Laniel: Une dernière courte question. J'atterrissais à l'aéroport d'Ottawa la semaine dernière lorsque j'ai remarqué un grand nombre de véhicules militaires entreposés à la base. Cela fait-il partie de l'équipement de la force d'opération spéciale de Petawawa? Que font ces véhicules-là à la base d'Ottawa?

M. Blais: Voulez-vous que je vous donne l'information que j'ai eue de mon chauffeur ou préférez-vous qu'elle vous soit donnée par le général?

M. Laniel: Eh bien, je me demande si on se prépare à faire une opération quelconque ou si c'est le meilleur endroit pour remettre de tels véhicules.

M. Blais: C'est une activité de remisage, si je comprends bien—enfin, c'est ce que mon chauffeur m'a dit. Je demanderais maintenant au général Thériault de vous en fournir les détails.

Gén. Thériault: Il s'agirait, monsieur le président, d'un remisage temporaire entre la manufacture des véhicules et leur distribution aux unités opérationnelles.

M. Blais: Voilà! Mon chauffeur avait raison.

[Translation]

You mentioned the submarines that we are re-equipping. We are doing this because they have reached the middle of their cycle, that is the time in the life of a submarine when its hull must be inspected to make sure it is in good condition. Under the "SOUP" program, we provide them with the most recent and most efficient systems so that they can be operational until we replace them. We expect to be replacing the submarines during the '90s. It should be understood that we cannot prolong the use of such boats and ships indefinitely, especially in the case of submarines which are subjected to dangerous conditions and must therefore be of superior structural strength compared to a surface boat.

Surface boats, especially those of the Saint-Laurent class are almost finished and will be replaced by the frigates which we have ordered.

I will be appearing before Cabinet to ask for the replacement of destroyers equipped with steam engines, which will be over 20 years old, almost 30 years, when the new frigates will leave the shipyards.

Thus, we try to integrate the two. We attempt to keep equipment as long as it acceptable but there are limits. There was the Assiniboine experience which was one of the first DDH's built but it was modified to allow helicopters to land. And because of structural changes, we were faced with some small problems which still continue.

Mr. Laniel: But my question applied particularly to a ship built after the war, in other words 40 years old, and which has been rearmed and re-equipped.

Mr. Blais: First of all, we would not want to take old American ships to turn them into battleships or cruisers or to make another *Bonaventure*, you can be sure of that.

Mr. Laniel: One last question, a short one. I was landing at the Ottawa airport last week when I noticed a large number of military vehicles stored on the base. Are they part of the equipment of the Special Operations Force in Petawawa? What are these vehicles doing in the Ottawa base?

Mr. Blais: Do you want me to give the information I obtained from my chauffeur or would you prefer to hear it from the General?

Mr. Laniel: I was wondering whether there was preparation for a particular operation or whether this is the best place to store such vehicles.

Mr. Blais: I gather that it is for storage, if my information is right—that is what I was told by my chauffeur. I will ask General Thériault to provide you with details.

Gen Thériault: It is temporary storage of the vehicles between the time they are delivered and their distribution to operational units.

Mr. Blais: So, my chauffeur was right.

[Texte]

M. Laniel: Cela voudrait donc dire que ces véhicules-là sont fabriqués dans la région, ici?

Gén. Thériault: Non, ils sont fabriqués par la firme *Bombardier*, monsieur Laniel.

M. Laniel: Je vous remercie.

Gén. Thériault: À Valcourt.

Le président: Madame Appolloni, le vice-président du Comité.

Then the second tour, Mr. Andre and Mr. McRae.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister...

The Chairman: Try to adjourn at 11.45 a.m., please.

Mrs. Appolloni: I will not take that long.

Mr. Minister, a few weeks ago a group of us who are interested in defence had breakfast with Colonel Tom Lawson who, as you probably know, used to be the head of the honorary colonels, whose *raison d'être* is the support of the current serving people. He had two main concerns on behalf of the honorary colonels, Mr. Minister. I am sure you have heard of them, but I too would like an answer.

First of all, what is the status of the mobilization plan? Secondly, he was particularly concerned, in view of the peace movement, if you will, the anti-nuclear movement, that the movement itself was to a very large extent obfuscating, particularly in the minds of Canadian youth, or indeed all NATO youth, the need for defence. So, therefore, in order to instil the need for defence and also an awareness of defence needs—his suggestion was that perhaps a white paper would serve both needs: to remind the Canadians in general that we do need defence and maybe to dissuade them from listening to some of the leaked documents, if you will, or the other reports we hear about Canada's defence preparedness.

Mr. Blais: First of all, in terms of the mobilization study, I am advised that we will be in a position to have the study in our hands in January or early in 1985. The study...

Mrs. Appolloni: Pardon me, Mr. Minister. In your hands, meaning the department's, or in the committee's hands?

Mr. Blais: It will not be a public document. It will be...

Mrs. Appolloni: Not even an in camera briefing for the members of the committee?

Mr. Blais: We will see about the briefing, and if the committee chairman wants to approach me on that at the time I have the report, I would be pleased to consider that request.

In terms of the question of a white paper, I have been subjected to some pressure from other quarters relating to the production of a white paper. My response has been that in effect the guidelines and the principles that were advanced in the white paper in 1970-1971 permit us to carry forward our present responsibilities, and I do not see a pressing need for a white paper at this time.

[Traduction]

Mr. Laniel: Does that mean that these vehicles are manufactured in the area?

Gen Thériault: No, they are manufactured by the firm Bombardier, Mr. Laniel.

Mr. Laniel: Thank you.

Gen Thériault: In Valcourt.

The Chairman: Mrs. Appolloni, Vice-Chairperson of the Committee.

Pour le deuxième tour, M. Andre et M. McRae.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre...

Le président: Nous allons essayer de lever la séance à 11h45.

Mme Appolloni: Je ne vais pas prendre beaucoup de temps.

Monsieur le ministre, il y a quelques semaines plusieurs de nous, qui nous intéressons à la défense, avons pris le petit déjeuner avec le colonel Tom Lawson qui, comme vous le savez, était le chef des colonels honoraires, groupe qui cherche à soutenir les membres des forces actuelles. Au nom des colonels honoraires, il nous a parlé de deux questions, monsieur le ministre. Je suis sûre que vous êtes déjà au courant, mais j'aimerais une réponse de vous.

Tout d'abord, où en est le plan de mobilisation? Deuxièmement, il était particulièrement inquiet par le fait que le mouvement pacifique, si on veut, ou le mouvement anti-nucléaire jetait la confusion dans l'esprit des jeunes Canadiens, et chez les jeunes de tous les pays de l'OTAN, notamment en ce qui concerne la nécessité de la défense. Afin de faire comprendre cette nécessité, il a suggéré la publication d'un livre blanc qui rappellerait à tous les Canadiens que nous avons besoin d'un système de défense et qui les empêcherait de prêter attention à des renseignements provenant de la fuite de certains documents ou de certains rapports que nous entendons concernant l'état de préparation de la défense du Canada.

M. Blais: Tout d'abord, pour ce qui est de l'étude de mobilisation, on m'informe que nous serons en mesure d'avoir cette étude en janvier ou au début de 1985. L'étude...

Mme Appolloni: Je vous demande pardon, monsieur le ministre. Est-ce que vous voulez dire que le ministère aura cette étude ou que le Comité l'aura?

M. Blais: Il ne s'agira pas d'un document public. Il sera...

Mme Appolloni: N'y aurait-il même pas une séance d'informations pour les membres du Comité?

M. Blais: Nous allons voir et si le président du Comité veut me contacter à ce sujet quand j'aurai le rapport, je me ferai un plaisir de considérer cette demande.

Pour ce qui est du livre blanc, j'ai reçu certaines instances concernant la production d'un livre blanc. J'ai répondu que les directives et principes énoncés dans le Livre blanc de 1970-1971 nous permettent de nous acquitter de nos responsabilités actuelles, et je ne vois donc pas la nécessité urgente de préparer aujourd'hui un autre Livre blanc.

[Text]

In terms of the honorary colonels willingness to communicate with the public, I have met with them and I have discussed the matter with them. When I addressed them recently—it is not recently, it is four or five months ago—I discussed with them the question of utilizing their good offices in order to transmit to the populations, which they serve, information relating to Canadian forces, the need for defence readiness and the need for Canada to be a strong participant within the North Atlantic Treaty Organization. They concurred with me at that time and I have made material available to those who have taken the initiative to go forward to communicate with their clientele and with their public. There is a limit to how much initiative I can take in order to have them perform that duty, but if there are specific suggestions that Colonel Lawson or other honorary colonels want to make to me, I would be pleased to receive them.

Mrs. Appolloni: Mr. Minister, would you not agree therefore that a white paper would serve to create more public awareness than all the honorary colonels, despite all their efforts; that the white paper would have much more impact than all the colonels put together?

Mr. Blais: I am ready to accept that representation. But now in Canada more attention is being paid in the media and in public debate to our defence posture, to defence issues, than has been in a long period of time—namely, the amount of communications by my senior staff. I have issued directions to permit my senior staff to deal with transmission of information to the Canadian population on a regular basis, to have interviews and to participate very openly in interviews, to make as much information as we can make available, mindful of course of security and the national interest, and they are proceeding to do that.

So the level of articles, the level of interviews, the level of public attention that there is to defence issues is higher today than it has been in a long period of time, in my view, and hopefully it will continue. The amount of support that Canadian forces received is exemplary, and in my view very welcome. And I would hope that would go on.

Now, in terms of additional initiatives that can be taken, I would be pleased to receive them. But as I say, the question of a white paper, at this particular time, is not one of the initiatives that I am ready to consider.

Mrs. Appolloni: I just cannot resist saying to the Minister, if there had been more support, perhaps we would not only have seen another 5,000 kids get into the armed forces, but we might have increased the number and made it for a much longer period than one year.

Mr. Blais: I am not going to discuss the representations that were made within the Cabinet context. That is not my habit. But I can tell you quite candidly that it was not for want of support from the public that the numbers were reduced.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

• 1115

En ce qui concerne les rapports des colonels honoraires et du public, j'ai rencontré ceux-ci pour en discuter avec eux. Il y a quatre ou cinq mois, nous avons examiné ensemble la possibilité de leur confier le soin de transmettre à la population qu'ils desservent des informations sur les Forces armées canadiennes, sur la nécessité pour le Canada d'être prêt à se défendre, et sur le rôle qu'il doit jouer en tant que participant actif au sein de l'organisation du Traité de l'Atlantique Nord. À l'époque, nous étions tous d'accord là-dessus, et j'ai transmis les documents nécessaires à ceux qui ont pris l'initiative de communiquer avec leur clientèle et leur public. Je ne peux guère insister davantage pour qu'ils le fassent, mais si le colonel Lawson ou d'autres colonels honoraires ont des suggestions particulières à me faire, je suis prêt à les examiner.

Mme Appolloni: Monsieur le ministre, ne pensez-vous donc pas qu'on permettrait de sensibiliser le public bien plus que ne pourraient le faire tous les colonels honoraires, même avec toute leur bonne volonté, et qu'en conséquence, un tel livre Blanc aurait beaucoup plus d'impact que tous les colonels mis ensemble?

M. Blais: Je prends note de votre argument, mais il faut reconnaître qu'au Canada, les médias accordent aujourd'hui beaucoup plus d'attention aux problèmes de défense qu'autrefois. J'ai donné des instructions afin de permettre à mon état major supérieur de s'occuper de la diffusion régulière d'information auprès de la population canadienne, de participer très spontanément à des entrevues et de divulguer le maximum d'information possible, sous réserve bien entendu des conditions reliées à la sécurité et à l'intérêt national.

Vous conviendrez avec moi que le nombre d'articles, le nombre d'interviews et le niveau de sensibilisation du public à l'égard des problèmes de défense sont beaucoup plus élevés aujourd'hui qu'auparavant, et j'espère que cela continuera. L'appui qu'ont reçu les Forces canadiennes est tout à fait exemplaire, et j'espère que cela continuera.

En ce qui concerne maintenant les autres initiatives qui pourraient être prises, je serais ravi de recevoir des suggestions à cet égard. Toutefois, je n'envisage pas, pour l'instant, de préparer un Livre blanc sur la question.

Mme Appolloni: Je ne peux m'empêcher de vous dire, monsieur le ministre, que si cet appui dont vous parlez avait été plus fort, il y aurait peut-être eu plus que 5,000 nouvelles recrues dans les Forces armées, et pour beaucoup plus longtemps qu'un an.

M. Blais: Je ne vous parlerai pas des représentations qu'ont été faites au sein du Cabinet. Ce n'est pas mon habitude. Mais je peux vous dire, en toute sincérité, que ce n'est pas faute de soutien public que le nombre de nouvelles recrues a été réduit.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le président.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Madam. The honourable critic of the Official Opposition.

Mr. Andre: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Dupras, in his questions earlier respecting Canada aiding the Nicaraguans with mine countermeasure vehicles, raised an interesting point. I was looking at this military balance by the International Institute for Strategic Studies 1983-1984, which contains a pretty up-to-date list of the warships in NATO and Warsaw Pact countries, and Canada, along with Czechoslovakian and Hungary, is the only country in either alliance that lacks even a single mine layer or mine countermeasure vessel. Is it perhaps that every other member of NATO and the Warsaw Pact has it wrong and we have it right? I understand that Czechoslovakia and Hungary would not have such use for those missiles, but we apparently have something like 100,000 kilometres of coastline and one port in particular, the Port of Vancouver, has the largest port in North America. I wonder what explanation the Minister would give for this great discrepancy between Canada and the rest of the northern world?

• 1120

Mr. Blais: I would not underestimate the importance of Halifax and I would not want you to underestimate the importance of Halifax either. We are very sensitive to the fact that we have some way to go to improve our mine countermeasures and we have recognized that. The difficulty, of course, has been the question of setting priorities with limits of moneys available for capital expenditures. Our priorities lay in other directions that are in the process of being satisfied and we are addressing the mines countermeasure at this stage.

I might point out to you that there is a substantial development in terms of both mines, the technology involving mines, the question of mine countermeasures and the type of countermeasures that you would require because you are with mines. You are developing very sophisticated triggering mechanisms, very sophisticated laying mechanisms and, indeed, it is an area which is within a very dynamic cycle. We are making sure that we are in a position to take advantage of the developments that come to the fore and we are investing moneys now in the research end of the cycle in order to be able to permit ourselves to be in the best position to utilize the developing state of the mines and mine countermeasures.

Mr. Andre: If you will forgive me, Mr. Minister—and I do not mean to be partisan—I cannot understand how we can claim to be adequately defending Canada without a single mine countermeasures vehicle, without any mine-laying capability, without a single icebreaker available within the Navy, and as I look down the list of priorities in this strategic overview from the Minister's department I see no mention whatsoever of any intention to acquire those capabilities. The Minister earlier would not comment on the generally known fact that the government has only committed approximately half the capital funds required by the armed services if they are to meet defence obligations. So I wonder if he would be willing to comment on some specifics? For example, in looking at naval vessels, the CPF program has been signed and is

[Traduction]

Le président: Merci, madame. Je vais maintenant donner la parole au critique de l'Opposition officielle.

M. Andre: Merci, monsieur le président. Tout à l'heure, M. Dupras a posé des questions intéressantes au sujet de l'aide que le Canada pourrait apporter au Nicaraguayens avec des dragueurs de mines. L'Institut international d'études stratégiques a dressé une liste assez récente, pour 1983-1984, de l'équilibre des forces navales de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, et le Canada, tout comme la Tchécoslovaquie et la Hongrie est le seul pays à ne pas avoir un seul dragueur de mines. Sommes-nous le seul pays à avoir raison, parmi tous les autres membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie? Je comprends bien que la Tchécoslovaquie et la Hongrie n'ont pas besoin de ce genre de missiles, mais nous, par contre, nous avons à peu près 100,000 kilomètres de littoral maritime, et l'un de nos ports, à savoir le port de Vancouver, est le plus gros port d'Amérique du Nord. J'aimerais donc savoir quelle explication le ministre peut me donner pour justifier cette importante différence entre le Canada et le reste de l'hémisphère occidental?

M. Blais: Je ne sous-estime pas l'importance de Halifax, et je ne voudrais pas que vous la sous-estimiez non plus. Nous sommes tout à fait conscients de la nécessité d'améliorer sérieusement notre système de lutte contre les mines. Le problème consiste bien sûr à arrêter nos priorités en fonction des crédits d'investissement dont nous disposons. Lorsque nous aurons répondu aux autres priorités que nous nous sommes fixées dans d'autres domaines, nous pourrions étudier le problème de la lutte contre les mines.

J'aimerais vous signaler que des progrès technologiques importants ont été réalisés dans ce domaine, c'est-à-dire dans les systèmes de lutte contre les mines. Des mécanismes très sophistiqués ont été mis au point, que ce soit pour la lutte contre les mines ou la pose de mines. Afin d'être sûr de pouvoir profiter de ces progrès technologiques, nous investissons dès maintenant dans la recherche qui se poursuit dans ce domaine.

M. Andre: Je m'excuse d'insister, monsieur le ministre, mais franchement, je ne comprends pas comment nous pouvons prétendre avoir un système de défense adéquat sans un seul bâtiment dragueur ou mouilleur pose de mines, sans un seul brise-glace, et, si j'en juge d'après la liste de priorités que nous offre cet exposé stratégique du Ministère, vous n'avez nullement l'intention de vous doter de tels systèmes. Le ministre n'a pas non plus répondu à l'affirmation qui a été faite, selon laquelle le gouvernement n'a engagé qu'approximativement la moitié des crédits d'investissement nécessaires aux forces armées pour assurer la défense de notre pays. Le ministre est-il donc disposé à me donner des précisions? Si l'on prend l'exemple des forces navales, le Programme FCP a été décidé, les travaux de construction devraient commencer très bientôt,

[Text]

under way, approximately construction starting imminently, but that will provide, with the DDH update, ten warships by early in the next decade, perhaps another twelve if there is an improvement in the Annapolis class. But in order to meet our requirements in NATO, as set out in the Minister's document here, the second phase of the CPF program, Ship Replacement Project II, needs to be committed to and, according to the Minister's document, and I quote:

Funding for Ship Replacement Project II has had to be reduced and delayed. This delay risks jeopardizing department's ability to capitalize on existing CPF infrastructure and thereby minimize costs for SRP II and to build these ships in an unbroken production run.

Minister, a comment as to why has this been delayed and when might a decision be expected in regard to Ship Replacement Project II?

• 1125

Mr. Blais: You can rest assured, Mr. Andre, that there will not be a risk to the infrastructure relating to what we have put in place as a result of the initial frigate program. If you recall, we went to some length in the initial frigate program in order to establish a Canadian capacity, both in the shipbuilding and the systems integration and systems management capacity within Canada. That is why we have a contractor in the private sector who has taken full responsibility for the total weapons system, and we have as well Paramax in Montreal, which is responsible for the weapons integration and systems management for the very intricate and sophisticated weapons systems which will go on board the Canadian patrol frigate. That is, of course, an asset which is still very much in the stage of development and in the stage of consolidation as a result of the experience we are having with the first six. Now, I indicated previously and I have indicated in other fora that I am proceeding to Cabinet with the next batch of frigate in order to be able to take advantage of that infrastructure and make sure it is fully exploited. It is not in any way at risk.

Mr. Andre: The Canadian submarine acquisition project funding has had to be cut and cash phasing extended into the next century. Is that true?

Mr. Blais: That is not a statement that is not subject of contradiction.

Mr. Andre: It says:

As a result of that decision, new submarines will not be acquired in time to replace the Oberon class when they eventually pass their safe-to-dive hull expectancy.

So we expect at some time in the not-too-distant future that in fact we will have zero submarines capable of operation.

Mr. Blais: That again is something which is being advanced by you, quoting from a Cabinet document, a document I have described previously as having been prepared for the purpose

[Translation]

mais selon l'évaluation récente du quartier général, ce programme ne permettra de construire que 10 bateaux de guerre au cours des dix prochaines années, et peut-être 12 de plus si la catégorie Annapolis est améliorée. Or, si nous voulons nous acquitter des obligations que nous confère notre appartenance à l'OTAN, telles qu'elles sont énoncées dans le document du ministre, la seconde phase du Programme FCP, c'est-à-dire le deuxième projet de remplacement des bateaux, devra être décidée, et je cite le document du ministre:

Le financement du deuxième projet de remplacement des bateaux a dû être réduit et retardé. Ce retard risque de compromettre la capacité du Ministère de tabler sur l'infrastructure actuelle du FCP, de minimiser ainsi les coûts du deuxième PRB et de pouvoir construire ces bateaux selon un cycle ininterrompu.

Monsieur le ministre, j'aimerais savoir pourquoi ce financement a été retardé et quand une décision sera prise au sujet du deuxième projet de remplacement des bateaux?

Mr. Blais: Soyez assuré, monsieur Andre, que cela ne compromettra pas l'infrastructure qui a déjà été mise en place dans le cadre du premier programme de construction de frégates. Vous vous souvenez sans doute que nous avons fait beaucoup d'efforts, dans le cadre de ce premier programme, pour nous doter d'une capacité adéquate, à la fois au niveau de la flotte elle-même qu'au niveau de l'intégration des systèmes et de notre capacité de gestion de ces systèmes. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes adressés à un entrepreneur du secteur privé, qui assume la responsabilité totale de tout notre système d'armes, et que nous nous sommes également adressés à Paramax, à Montréal, qui est responsable de l'intégration et de la gestion de systèmes d'armes très sophistiqués dont seront équipées les frégates de patrouille canadienne. Tout cela est encore à l'étape de la préparation et de la mise au point, compte tenu de l'expérience que nous avons eue avec les six premières. J'ai dit tout à l'heure, ainsi que dans d'autres tribunes, que j'allais bientôt proposer au Cabinet la construction d'une nouvelle série de frégates, afin justement de profiter de l'infrastructure établie dans le cadre de la première série. Rien n'est donc compromis.

Mr. Andre: Le financement des projets d'acquisition de sous-marins a dû être réduit et étalé sur une plus longue période, qui va jusqu'après l'an 2000. Est-ce vrai?

Mr. Blais: C'est une déclaration qui ne peut pas ne pas être contredite.

Mr. Andre: Il est pourtant dit:

Suite à cette décision, les nouveaux sous-marins ne seront pas achetés à temps pour remplacer ceux de la catégorie Oberon, lorsque ces derniers ne seront plus en état de plonger.

On prévoit donc que, d'ici peu, le nombre de nos sous-marins en service sera réduit à néant.

Mr. Blais: C'est vous qui le dites, et vous tenez cela d'un document du Cabinet qui, comme je l'ai dit, a été préparé pour défendre une position bien précise. Permettez-moi de vous dire

[Texte]

of advocating a given position. I simply want to indicate to you that I am very mindful of the necessity of Canada's having submarines and having them available and having a submarine force, and that is the principle which guides my behaviour and my department.

Mr. Andre: Also:

Sea King replacement project has been cut and delayed, and the CPF and Tribal class destroyers will not be capable of as effective anti-submarine warfare operations without this federal support.

Mr. Blais: What is happening on the Sea King replacement, Mr. Andre, is that there is recognition in the United States as well as in Canada that the basic Sea King platform is a sound platform. There is now consideration of extending the life of that platform quite safely and quite competently and integrating state-of-the-art electronics equipment aboard as well as weapons, fire control systems and new armaments aboard the Sea King in order to improve its anti-submarine warfare capacity. That is under very active consideration, and you can rest assured that we are sensitive to the fact that ever since the DDHs came on stream there is a recognition that the submarine-carrying frigate or destroyer is vastly superior to its predecessor in terms of anti-submarine warfare. It has a tremendous capacity and an evolving capacity, especially in Canada where we are spending moneys in improving sonar capability and improving the electronics equipment aboard the Sea King in order to make them more efficient in their anti-submarine warfare missions.

Mr. Andre: Mr. Chairman, through you to the Minister, if the Minister would have us accept his oral version of the situation in comparison to the written version here, I think that could be achieved by some specific public commitments by the Minister on behalf of the government that decisions have been taken.

• 1130

The reality is that most knowledgeable persons to whom I have talked in the last few months—they number in the dozens—confirm everything that is written in this document, and I will quote from the document:

The operational implications of the current indicated funding are severe indeed. Severe indeed, to the extent that the effect on Canada's Maritime forces will be significant.

The confirmation is everywhere.

Now surely, if the Minister wants to allay concerns of the Canadian public that, in fact, we will bring our defences up to adequate levels, contribute to continuing deterrents of war, hopefully contribute towards raising the nuclear threshold by allowing us to rely on conventional deterrents, and not continue too long relying almost exclusively on the American nuclear umbrella for our protection, and he is to achieve those things, we need some firm commitments, some firm statements. We need an indication that, in fact, the government will back up what the Minister has said. Otherwise, what choice do

[Traduction]

que je suis très conscient de la nécessité, pour le Canada, d'avoir des sous-marins, et que ces sous-marins soient en état de fonctionner, car c'est là le principe qui a toujours guidé mon comportement et mes initiatives.

M. Andre: On y dit aussi:

Le projet de remplacement des *Sea King* a fait l'objet de coupures budgétaires et de retards, et, faute d'un tel appui fédéral, les frégates de patrouille canadienne et les destroyers des catégories Tribal ne seront pas en mesure d'exécuter des opérations anti-sous-marines aussi efficaces.

M. Blais: En ce qui concerne le remplacement des *Sea King*, monsieur Andre, on reconnaît, aussi bien aux États-Unis qu'au Canada, que la plate-forme *Sea King* est une bonne plate-forme. On envisage actuellement d'en prolonger la durée de vie, de façon tout à fait sécuritaire, et de l'équiper de dispositifs électroniques, notamment d'armements et de systèmes de lutte contre l'incendie, afin d'améliorer la capacité anti-sous-marine du *Sea King*. C'est donc une possibilité qu'on étudie très sérieusement en ce moment, et depuis l'entrée en service du destroyer porteur d'hélicoptères, nous sommes convaincus que la frégate ou le destroyer porteur de sous-marin est bien supérieur à ses prédécesseurs au niveau de la lutte contre les sous-marins. En effet, sa capacité est considérable, surtout au Canada où nous consacrons des sommes importantes à l'amélioration des radars ultrasoniques et des dispositifs électroniques dont est équipé le *Sea King* et qui augmentent sa capacité de lutte contre les sous-marins.

M. Andre: Monsieur le président, si le ministre veut nous convaincre que sa version à lui est vraie, par opposition au contenu de ce document, il se doit absolument, au nom du gouvernement, déclarer publiquement que des décisions ont été prises.

Or, la plupart des personnes bien informées que j'ai eu l'occasion de rencontrer au cours des derniers mois, et elles se comptent par douzaines, confirment tout ce que contient ce document, que je vais citer encore une fois:

Les implications opérationnelles du niveau de financement actuel sont extrêmement graves, à tel point que les forces navales canadiennes s'en ressentiront considérablement.

Tout confirme cette affirmation.

Cela dit, si le ministre veut dissiper les inquiétudes de la population canadienne et la convaincre que notre système de défense est tout à fait adéquat, que nous allons continuer de contribuer à la mise au point de systèmes de dissuasion, que nous allons essayer de relever le seuil d'intervention nucléaire en nous orientant de plus en plus vers des moyens de dissuasion classiques, et que nous allons bientôt cesser de compter presque exclusivement sur la protection que nous offre le parapluie nucléaire américain, en d'autres termes, s'il veut nous convaincre de tout cela, il faut qu'il nous donne des engagements très précis. Il faut également qu'on nous dise si le

[Text]

we have but to agree with the conclusions throughout this document?

I talked about the navy. Well, in terms of the army, in summary:

Implementation of the projects deemed affordable would eventually meet the minimum requirements of the 4th Canadian Mechanised Brigade Group, but would be insufficient to overcome serious combat deficiencies in the CAST Brigade group.

In other words, without some firm commitment from this government, it is an illusion to pretend that, in fact, we have a CAST Brigade group which contributes to the deterrent of potential military action by the Warsaw Pact in pursuit of its political goals.

If we are not deterring anybody, why spend any money? Why spend what we are spending if, in effect, it is negligible in terms of its contribution to the deterrence of military action?

Mr. Blais: Mr. Chairman, I had hoped Mr. Andre would not concentrate so negatively on the CAST Brigade because, in effect, the CASS commitment is ours. It is one that we have accepted; it is one that we are fulfilling. The CAST Brigade is identified; its role is identified; the method of transportation is identified. We have undertaken to have the CAST Brigade fully exercise, including the notification, the mustering of the brigade in Halifax, its transportation to north Norway for an exercise in 1986, and a full CAST exercise in 1986.

There is only one limitation on the CAST Brigade. That is with reference to the prepositioning of heavy equipment for one of the battalions, because part of the commitment is to preposition in north Norway the heavy equipment required by one of the battalions of the brigade. Now, that prepositioning cannot be effective until such time as the physical structures are put in place to store the heavy equipment. That requires infrastructure funding from NATO headquarters. As I described earlier in the meeting, that is one of the reasons why I am most anxious for a decision to be taken on infrastructure ceilings. That is the only limitation there is.

The question of exercise and logistic support is a matter for operational exercises to be conducted and to be completed. That is going to be shown during the 1986 full-dress, full-scale exercise we will be conducting. In terms of other areas the hon. gentleman has advanced, he can well understand that the whole process of budgetary allocation for defence expenditures is a prolonged one. You cannot just take a snapshot at one point in time and say that snapshot is true for the whole duration of the planning process. That is the error that the hon. gentleman is engaging in.

• 1135

The dynamics of planning for military expenditures is a very very vibrant one and is a protracted one. The fact is that as we proceed there are changes in priorities, depending on the

[Translation]

gouvernement appuie ce que le ministre a dit, faute de quoi, nous serions bien obligés de faire nôtres les conclusions de ce document.

J'ai parlé de nos forces navales. Au sujet de l'armée de terre, il est dit, en résumé:

La réalisation des projets qui ont été acceptés permettra finalement de répondre aux besoins minimums du Quatrième groupe-brigade mécanisé canadien, mais ne permettra pas de combler les graves lacunes que présente le groupe-brigade CAST au niveau de sa capacité de combat.

En d'autres termes, faute d'un engagement ferme de la part du gouvernement, il est faux de prétendre que l'existence de notre groupe-brigade CAST contribue à dissuader toute attaque militaire éventuelle de la part des pays du Pacte de Varsovie, dans la poursuite de leurs objectifs politiques.

Or, si nous ne dissuadons personne, pourquoi alors dépenser de l'argent à cet effet? A quoi bon investir dans ce domaine si, en réalité, le résultat est négligeable en ce qui concerne notre pouvoir de dissuasion?

M. Blais: Monsieur le président, j'aurais préféré que M. André n'insiste pas de façon aussi négative sur le groupe-brigade CAST car, en fait, cet engagement a été pris par nous. C'est une responsabilité que nous avons acceptée et dont nous nous acquittons. Le groupe-brigade CAST est bien défini, comme l'est d'ailleurs son rôle et son mode de transport. Nous avons arrêté un programme d'entraînement très complet pour ce groupe-brigade, y compris la notification de ses membres, son rassemblement à Halifax, son transport au nord de la Norvège pour une manœuvre en 1986, ainsi qu'un programme complet de manœuvres pour 1986.

La seule contrainte qui existe au sujet du groupe-brigade CAST concerne le positionnement avancé des équipements lourds de l'un des bataillons, dans le nord de la Norvège. Or, ce positionnement avancé ne peut pas se faire tant que des hangars n'auront pas été construits pour abriter cet équipement. Le quartier général de l'OTAN va donc devoir financer la construction d'une telle infrastructure. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est là l'une des raisons pour lesquelles j'ai hâte qu'une décision soit prise au sujet des plafonds qui seront fixés pour ce genre de dépenses. Voilà donc la seule contrainte à laquelle nous soyons assujettis dans ce domaine.

Pour ce qui est maintenant du support logistique, des manœuvres vont être organisées, notamment en 1986. Le député a abordé d'autres questions, mais il comprendra certainement que tout le processus de préparation des prévisions budgétaires en matière de défense nécessite beaucoup de temps. Il ne suffit pas d'en préparer un cliché et de le reproduire pour toute la durée de l'exercice de planification. Voilà l'erreur que commet l'honorable député.

La planification des dépenses militaires est un exercice dynamique et prolongé. En cours de route, nous devons modifier les priorités en accordant son dû à un fonctionnaire

[Texte]

ability of individual senior officers to get their pound of flesh as opposed to the other senior officer to get his pound of flesh. That is very dynamic within any organization and even more so within an organization as sophisticated as DND.

In all that context and as final arbiter of the various amounts and the various programs that are advanced, I have to be mindful of what I can sell to my Cabinet colleagues. That, of course, is something I have to consider at the time various programs are brought forward to Cabinet for approval. But the program works very well. If you look at the past experience—not of myself but of my predecessors—you will see that since 1974-1975 we have done very well. We have made substantial progress in terms of re-equipping ourselves in order to meet the modern challenges. And we are going on making that progress. For some it is not rapid enough; for others it is too rapid. So we must be doing something right.

The Chairman: Last question.

Mr. Andre: I am not sure what.

Mr. Blais: Be generous and have a look around!

Mr. Andre: The Minister might well have commented that since 1974-1975 we have been increasing expenditures, and indeed we have.

Mr. Blais: Except in 1979 when you were in power.

Mr. Andre: But from 1968 to 1974, of course, the budgets shrank and the whole re-equipment cycle was thrown out of whack so that the 3% per year since 1974, while an improvement over 1968 to 1974—no question about that—is wholly inadequate to meet our objectives.

Now the Minister, perhaps inadvertently, indicated part of what the problem was in the sense of defining his role as an arbiter of the requests coming forward from senior people in the military. I would humbly suggest that that is just about backwards, that in fact Mrs. Appolloni's suggestion of a new white paper is most appropriate and that it is long past time for the government to re-examine in a public way our defence obligations, our defence goals, our defence policies. And if these are to be redefined and accepted, then adequate resources have to be provided to meet those objectives. That is simply not happening.

The reality is that only one half of the necessary capital funds are being provided to meet the minimum, the minimum defence obligations taken on. The Minister is talking about increasing capital expenditures to hopefully around 70%. Well, I was looking at the British statement, which I might add is much much more comprehensive than the statement provided by the Minister on Estimates, much more detailed, much more useful in terms of the kinds of hard information provided, and 46% of their budget, 46% of their defence budget is allocated to capital. And I might point out that their defence spending represents 5.6% of their gross national product versus an approximate 2% in Canada.

Admittedly, their geo-political situation is different from ours, but I admire the Minister's courage in continuing to

[Traduction]

supérieur ou à un autre. C'est une activité qui est pleine de rebondissements dans n'importe quel ministère, mais d'autant plus lorsqu'il s'agit de la Défense nationale.

Dans ce contexte et en ma qualité d'arbitre qui décide des crédits et des divers programmes qui seront subventionnés, je dois tenir compte de ce qu'accepteront mes collègues du cabinet. Chaque fois que les divers programmes sont soumis à l'approbation du cabinet, je dois tenir compte de ces considérations mais le programme va sans heurts. Regardez le bilan depuis 1974-1975; mes prédécesseurs, avant moi, ont fait du bon travail. Nous avons réalisé des progrès considérables en nous rééquipant pour relever des défis modernes. Nous continuons à faire des progrès. Bien sûr, d'aucuns estiment que ces progrès ne sont pas assez rapides, d'autres, trop. Mais au fond, nous sommes satisfaits des résultats obtenus.

Le président: Votre dernière question.

M. Andre: Je ne sais plus trop quoi demander.

M. Blais: Soyez généreux, regardez les progrès accomplis!

M. Andre: En effet, le ministre a raison de dire que depuis 1974-1975, nous avons augmenté les dépenses.

M. Blais: Exception faite de l'année 1979 lorsque vous étiez au pouvoir.

M. Andre: Mais de 1968 à 1974, les budgets ont diminué et les programmes de réadaptation en ont souffert; même si l'augmentation de 3 p. 100 par année consentie depuis 1974 représente une amélioration de la situation qui prévalait de 1968 à 1974, elle n'a pas réussi à nous permettre de répondre à nos engagements.

Or, par inadvertance peut-être, le ministre nous a laissé entrevoir qu'elle serait une des raisons de cette situation: il a dit que son rôle consistait à se prononcer sur les demandes que lui adressaient les hauts fonctionnaires de son ministère. En toute humilité, je prétends que c'est fausser la situation; madame Appolloni a raison de dire qu'il serait bon de publier un livre blanc et qu'il est grand temps que le gouvernement étudie en plein jour nos obligations, nos objectifs et nos politiques en matière de défense. S'il faut les redéfinir, s'il faut les accepter, les crédits nécessaires doivent être débloqués. Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle.

En fait, on n'affecte que la moitié des sommes nécessaires pour nous permettre de respecter nos obligations minimum en matière de défense. Le ministre espère pouvoir faire augmenter les dépenses en capital de 70 p. 100, environ. Et bien, j'ai jeté un coup d'oeil sur le budget britannique qui est beaucoup plus détaillé que l'exposé du ministre; l'exposé britannique est beaucoup plus utile, il nous donne beaucoup plus de renseignements pertinents dont celui-ci: 46 p. 100 du budget des défenses britanniques couvre des dépenses en capital. Dans l'ensemble, le budget de la défense représente 5.6 p. 100 du PNB et au Canada, il ne représente qu'environ 2 p. 100.

J'admets que la situation géopolitique de la Grande-Bretagne diffère de celle du Canada; j'admire le courage dont

[Text]

defend policies and decisions which quite frankly are indefensible.

Mr. Blais: Not at all. Mr. Chairman, I do not find that my position is indefensible. I am quite comfortable in defending the actions we have taken in the recent past and the progress that we are making. It seems to me we are receiving a great deal of recognition for the positive attitude we have taken in terms of defence over the years.

Now the question is the one that the hon. gentleman very well recognizes. I was reading a press report on what he said over the weekend; he said that we should be increasing defence expenditures. Amen! Then he said: But I do not know where the money is going to come from. That is the real problem that we have to face. In the 1960s, we spent our money on social infrastructure and educational expenditures. We tried to increase the quality of life within Canada in order to satisfy an increasing population. If you look at the spending curves, that is where the money went and defence suffered as a result of that.

• 1140

The pendulum is swinging back. In fact, with the infrastructure in place, we are in a position to spend more money in areas where there is a pressing need. Defence expenditure is one of those areas. We have been meeting our commitment of 3% real growth, except in 1979, as I indicated, and we are projecting now a 3% real growth, with a goal, which I have undertaken on behalf of the government to use our best efforts to reach, a forced goal of 4%. The question is one of my going to Cabinet and being able to secure that 4% real increase.

In the meanwhile, in terms of our programs we are addressing each one of the areas of priority on a systematic basis, on a progressive basis and on a relatively successful basis. I do not want to go through the litany again, but we have been successful in the past and we continue to receive a great deal of support from the government in terms of the projects that we have identified.

The Chairman: Thank you.

Mr. McRae: Just a brief comment.

The Chairman: Mr. McRae.

Mr. McRae: I want to lay out, as I already have in the House, my support for NATO and particularly my support for our efforts to raise the nuclear threshold; I think that is tremendously important. I must say, Mr. Minister, that I would be one of the people who would be supporting you to reach the 4% goal, because I know that is the direction in which we are moving. Maybe this is part of my own background, but I particularly feel strongly that the maritime side of the thing is the one that makes a lot of sense; that is, to increase our strength in that area.

I was going to ask you about the Norwegian thing, but I think you have pretty well discussed that and our time is running out, so I would ask you about another point, which I

[Translation]

fait preuve le ministre en tentant de défendre des politiques et des décisions qui ne peuvent être justifiées.

M. Blais: Mais pas du tout. Monsieur le président, je ne crois pas que ma position ne peut être justifiée. Je n'ai rien à me reprocher en défendant les mesures que nous avons prises dernièrement et les progrès que nous accomplissons. Il me semble que de façon générale, on applaudit l'attitude positive qui a marqué nos décisions en matière de défense au cours des années.

Or, l'honorable député connaît très bien la situation. J'ai lu un article qui reprenait des déclarations qu'il a faites au cours du week-end: il a dit qu'il fallait augmenter nos dépenses au chapitre de la défense. D'accord! Il a ajouté: mais je ne sais pas où on prendra l'argent. Voilà le problème auquel nous nous confrontons. Au cours des années 60, notre argent était consacré à l'infrastructure sociale et aux dépenses en matière d'éducation. Nous avons tenté d'augmenter la qualité de vie au Canada pour répondre aux besoins d'une population croissante. Regardez la courbe de l'évolution des dépenses: vous y verrez qu'on a accordé beaucoup d'importance à ces domaines, que la défense en a souffert.

La situation est renversée. L'infrastructure est en place: nous pouvons consacrer plus d'argent dans des secteurs où les besoins sont plus urgents, dont la défense. Nous avons réussi à respecter notre engagement d'une croissance réelle de 3 p. 100, sauf en 1979, et nous prévoyons maintenant une croissance réelle de 3 p. 100; au nom du gouvernement, j'ai décidé de nous fixer un objectif de 4 p. 100. Il reste à savoir si je pourrais me rendre au Cabinet pour faire approuver cette augmentation de 4 p. 100.

Entre temps, nos programmes sont conçus pour répondre à des priorités de façon systématique et progressive; notre taux de réussite est assez bon. Vous me répétez toute la liste, mais nous avons réussi par le passé et le gouvernement continue d'appuyer fortement les projets que nous nous sommes fixés.

Le président: Merci.

M. McRae: J'aimerais faire un petit commentaire.

Le président: Monsieur McRae.

M. McRae: J'aimerais répéter ce que j'ai dit à la Chambre: j'appuie l'OTAN et, plus particulièrement, nos efforts visant à élever le seuil nucléaire: c'est une question d'extrême importance. Monsieur le ministre, je suis d'accord avec votre objectif de 4 p. 100 car je sais vers quoi nous nous dirigeons. Cela vient peut-être de mes antécédents, mais j'appuie fortement les initiatives qui intéressent le commandement maritime; elles sont très sensées. Il faut augmenter notre puissance dans ce domaine.

Je voulais vous parler de la Norvège, mais vous en avez parlé assez longuement et notre temps s'écoule; je vais vous parler d'une autre question que j'ai déjà abordée. Je m'inquiète de

[Texte]

mentioned earlier. There is an increased concern on my part about the growth of the Soviet submarine force in the Pacific... the Typhoons, and so on. I am not so sure that we have talked very much, or I have not heard very much talk on our side, about how we are dealing with that on the Pacific. Is that not another area with which we should be beginning to concern ourselves more? It seems to me that the dangers of conflict coming from that direction may be larger... especially when I sense, according to some articles, that there may very well be some kind of *détente* brewing in Europe but not in the Pacific. I wondered if you could say a few words about that area. Again, I say I would support conventional force developments, and I always have.

Mr. Blais: Thank you very much for that support, Mr. McRae.

In terms of the West coast, of course we have a presence but, as was pointed out, we have no submarine presence on the West coast. We participate—as a matter of fact, we are now participating... in the RIMPAC exercise, which is an exercise involving the Americans, the Canadians, the Australians, the New Zealanders and as well the Japanese, if memory serves, the Japanese for the second time. That is an exercise that is very much addressing the concern that you have.

But the primary threat is still the European theatre, because of the confrontation between the eastern European and the western European blocs. You have the Warsaw Pact, which is an organized, and in our view very aggressive, military alliance, then you have the NATO alliance. Those two are in a confrontational position, have been for the past 38 years and, indeed, will continue to be, hopefully with lessening intensity as a result of the negotiations that are going on now. But in effect that is where the danger lies in the analysis of all the NATO allies and in the analysis of both the United States and Canada, and, while we have to be mindful of the West Coast, the priority is still the North Atlantic.

• 1145

Mr. McRae: As a maritime power with a very large coastline on the Pacific, are we not beginning to re-examine the dangers from that area? There was an article—and I have read others—recently by Richard Gwyn quoting some Europeans who see some kind of possibility of *détente* in the European sphere, but the other side of it, it seems to me, becoming more and more dangerous. I just wondered if we are not looking seriously at whether there might be a shift and what that might mean for us.

Mr. Blais: But the phenomenon, Mr. McRae, is that the U.S.S.R. covers both the east and the west so in effect if you have *détente* in Eastern Europe the major locomotive of *détente* is going to be the U.S.S.R. *vis-à-vis* the United States. So the question is that the same parties are still facing each other across the Pacific.

Mr. McRae: The theory, though—and this is my last statement...

[Traduction]

plus en plus de la croissance de la force sous-marine soviétique dans le Pacifique, de l'augmentation des Typhoons, etc. Je ne crois pas que l'on en ait beaucoup discuté, du moins, de notre côté; comment envisageons-nous la situation dans le Pacifique? Y aurait-il lieu de s'en inquiéter davantage? Il me semble que les risques de conflit dans cette région sont plus grands d'autant plus que, selon certains articles, on en arriverait à une détente en Europe, ce qui ne serait pas le cas dans le Pacifique. Pouvez-vous nous en parler. Je répète que je serais en faveur de l'augmentation des forces conventionnelles; d'ailleurs, je l'ai toujours été.

M. Blais: Merci de votre appui, monsieur McRae.

Nous sommes présents sur la côte ouest, mais nous ne comptons pas de sous-marins dans cette région. Nous participons, à l'heure qu'il est, aux exercices RIMPAC avec les Américains, les Australiens, les Néo-Zélandais et les Japonais; si je me souviens bien, c'est la deuxième fois que les Japonais participent à ces exercices. Notre participation témoigne de l'intérêt que nous portons aux questions que vous avez soulevées.

Mais le théâtre européen constitue la menace la plus grande, car c'est là que risquent de se confronter les blocs de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest. D'un côté vous avez le Pacte de Varsovie, une alliance militaire très organisée et très aggressive, selon moi; de l'autre, vous avez l'alliance de l'OTAN. La confrontation de ces deux blocs dure depuis 38 ans; si elle doit continuer, nous espérons que son intensité ira décroissant, grâce aux négociations qui sont en cours. Mais en effet, d'après les études de tous les membres de l'OTAN, et celles des États-Unis et du Canada, il y aurait des dangers du côté du Pacifique; pourtant, même s'il faut tenir compte de la Côte ouest, nous accordons encore la priorité à la région de l'Atlantique nord.

M. McRae: Nous sommes une puissance maritime avec un littoral très important du côté du Pacifique; pourquoi ne procédons-nous pas à une nouvelle étude des dangers que comporte cette région? J'ai lu récemment un article de Richard Gwyn, entre autres, selon lequel certains Européens entrevoyaient la possibilité d'une détente en Europe; mais par contre, cette autre région semble devenir de plus en plus menaçante. Étudions-nous sérieusement la situation et pouvons-nous songer à y accorder un peu plus d'importance?

M. Blais: Monsieur McRae, l'Union soviétique occupe un territoire qui touche l'Est et l'Ouest; s'il doit y avoir détente en Europe de l'est, elle dépendra en grande partie de la détente entre l'URSS et les États-Unis. C'est donc dire que les mêmes pays sont en cause dans la région du Pacifique.

M. McRae: Mais selon une théorie, et c'est la dernière fois que j'en parle...

[Text]

Mr. Blais: Let us not go on and on on this thing.

Mr. McRae: But the theory is that the *détente* may be happening in Europe but certainly not between the two superpowers. I just would hope that we are looking very carefully . . .

Mr. Blais: Well, without *détente* between the two superpowers . . .

Mr. McRae: —at our western . . .

Mr. Blais: Without *détente* between the two superpowers it is very difficult to envisage *détente* between the members of the alliances of which those two principal powers are at the forefront.

Mr. McRae: Thank you.

The Chairman: This afternoon I want you to know ahead of time, and please inform your colleagues, there will be two meetings going on at the same time, as you know. So I hope members will be faithful so we can process Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security. There will be a meeting here of the main committee at 3.30 p.m. and 4.30 p.m. and there will be another committee in Room 208. So I would say ahead of time that I know, Mr. McRae, you will be in 208; Mrs. Appolloni will be in . . . no? well, too bad; Mr. Massé will be in 208; Dr. Hudecki will be in 371; Mr. Laniel will be in 371; so will I, and others will be informed. As for the Conservatives, I will have consultations about who goes where, but I would hope you will come here in 371.

Thank you.

Merci, monsieur le Ministre.

The meeting is adjourned.

[Translation]

M. Blais: Ne nous éternisons pas indéfiniment sur cette question.

M. McRae: Mais il existe une théorie selon laquelle il y aurait détente en Europe, mais une détente qui ne viserait pas les deux superpuissances. J'espère simplement qu'on étudie de façon très attentive . . .

M. Blais: Eh bien, sans la détente entre les deux superpuissances . . .

M. McRae: . . . la situation sur la Côte ouest . . .

M. Blais: S'il n'y a pas détente entre les deux superpuissances, je conçois mal qu'il y ait détente entre les membres d'alliances dans lesquelles les deux principales puissances font figure de proue.

M. McRae: Merci.

Le président: Je veux que vous le sachiez à l'avance: Mettez vos collègues au courant: cet après-midi, on tiendra deux réunions à la même heure, comme vous le savez déjà. J'espère que les membres seront fidèles au poste pour que nous puissions étudier le projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. Le comité principal se réunira ici à 15h30 et à 14h30; l'autre comité se réunira dans la pièce 208. Je sais que M. McRae sera dans la 208; M^{me} Appolloni . . . non? Eh bien, tant pis; M. Massé se rendra à la 208, M. Hudecki à la 371, ainsi que M. Laniel; moi-même j'y serai et les autres seront mis au courant. Quant aux Conservateurs, je discuterai avec eux pour savoir où ils se rendront; mais j'espère qu'ils viendront à la 371.

Merci.

Thank you, Mr. Minister.

La séance est levée.

AFTERNOON SITTING

• 1530

The Chairman: I call the meeting to order.

On a point of order, Mr. Munro.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): On va distribuer, j'espère, la liste des témoins éventuels.

The Chairman: Right away. It is filling in very, very well.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui, oui, j'imagine. Et on doit annoncer également les témoins d'en bas?

The Chairman: A decision was taken by the full committee to study, of course, the Canadian Institute for International Peace and Security, Bill C-32, which was referred to us after second reading in the House. It has been decided to listen to as many witnesses as the parties may suggest, or take a sample of the witnesses who may, on short notice, be kind enough to appear. We will do that this week and next week. The Minister, toward the end, will come and answer questions that we may put to him after we listen to some witnesses. Then we will

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: Je déclare la séance ouverte.

Un rappel au Règlement de M. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes, yes, I imagine. Will the names of the witnesses downstairs also be called?

Le président: Tout de suite. Tout s'arrange exactement comme il faut.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I hope we will have a list of the eventual witnesses.

Le président: Le Comité, en séance plénière, a décidé d'étudier l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, c'est-à-dire le projet de loi C-32, qui nous a été renvoyé après seconde lecture à la Chambre. Il a été décidé de convoquer autant de témoins que les différents partis le désireraient, et peut-être d'avoir un choix de témoins, parmi ceux qui accepteraient de comparaître dans des délais très brefs. C'est donc ce qui va se faire cette semaine et la semaine prochaine. Ensuite, après donc l'audition de tous les témoins, le

[Texte]

study the Bill clause by clause. We will not rush, we will only act promptly.

Today we will have in this committee, this afternoon and tonight, four people who were kind enough to appear at short notice and I thank them. One organization is the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament, which is to be followed by the Voice of Women. Even if there is an interruption during the testimony of the Voice of Women because of a vote, we shall adjourn and come back, so that we terminate with the Voice of Women. Tonight we will have Operation Dismantle and Project Ploughshares. There will be a maximum of one hour for presentation and question and answer. I think you may much prefer questions, rather than a long presentation.

At the moment, there is also another subcommittee sitting, one that is being formed. They will have four witnesses too. One is the U.N. Association in Canada—I saw Professor Sigler, a moment ago, referred to the other room by my hon. friend and colleague, Mr. Munro—and there is the *Centre québécois de relations internationales*. Tonight there will be Veterans for Multilateral Nuclear Disarmament, and Dr. Norman Alcock, for the World Federalists of Canada.

I have others to submit to you, I have had another printing made since this morning. I will have this multiplied and given to you right away.

At this time it is my pleasure to invite two representatives of the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament. Will you gentlemen read your brief?

Mr. Stevens: On a point of order.

The Chairman: Point of order by the hon. critic of the opposition. Yes, sir.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I was wondering if, at this morning's meeting, there had been any advance made with respect to the complete tabling of all the correspondence among the leaders in the House of Commons. You will recall at our meeting on Thursday it was generally agreed that Mr. Broadbent's letters, in particular, and Mr. Trudeau's, to the extent that they have not already been tabled, and also Mr. Mulroney's, to the extent that they have not been tabled, would indeed be tabled.

The Chairman: I would rather wait for the clerk who is, at the moment, forming the committee downstairs. I will give a more intelligent, complete answer in a minute, if you will allow me.

Mr. Stevens: Okay, if we could come back to it.

The Chairman: I will come back to it. To the best of my knowledge, there is no more new correspondence that I am waiting for, even though the letter of Mr. Broadbent is the same letter that was sent to Mr. Mulroney and they claim it is

[Traduction]

ministre viendra répondre aux questions qui pourraient lui être posées. Ensuite nous passerons à l'étude article par article. Sans nous presser, nous nous hâterons lentement.

Aujourd'hui, cet après-midi et ce soir, nous aurons quatre groupes de témoins qui ont eu l'amabilité de bien vouloir répondre à une invitation à comparaître dans des délais extrêmement brefs, et je les en remercie. Il s'agit d'une part du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, qui sera ensuite suivi de *Voice of Women*. Même si l'exposé de ces derniers témoins est interrompu par un vote à la chambre, nous ajournerons pour revenir et donc entendre la fin de leur témoignage. Ce soir il y aura *Operation Dismantle* et *Project Ploughshares*. Nous nous en tendrons à un maximum d'une heure pour l'exposé et la période de questions. Je suppose que vous préférerez que l'on donne plus d'importance aux questions, aux lieu et place d'un exposé qui prendrait trop de temps.

En ce moment, il y a un autre sous-comité, qui a également été constitué, qui siège. Ils auront également quatre groupes de témoins. L'un est l'Association canadienne des Nations Unies—il y a juste quelques instants je viens de voir notre honorable ami et collègue M. Munro indiquer sa salle au professeur Sigler—et il y a aussi le Centre québécois de relations internationales. Ce soir ils auront aussi les *Veterans for Multilateral Nuclear Disarmament*, et le Dr Norman Alcock, pour les *World Federalists of Canada*.

J'en ai d'autres à vous soumettre, j'ai d'ailleurs une autre liste qui a été tapée depuis ce matin. Je vais la faire photocopier et elle vous sera distribuée.

J'ai donc pour le moment le plaisir d'inviter les représentants du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement à prendre la parole. Allez-vous lire votre exposé?

M. Stevens: J'invoque le Règlement.

Le président: Un rappel au Règlement de l'honorable critique de l'Opposition officielle. Allez-y.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais savoir si, à la séance de ce matin, on a réussi à s'entendre pour que toute la correspondance échangée entre les leaders des partis à la Chambre soit déposée au Comité. Vous vous souviendrez qu'à la séance de jeudi on s'est entendu pour que les lettres de M. Broadbent, notamment, et celles de M. Trudeau, mais également de M. Mulroney, dans la mesure où cela n'était pas encore fait, seraient déposées auprès du Comité.

Le président: Avant de vous répondre j'attendrai que le greffier soit présent, il est en ce moment en bas et préside à la formation de l'autre sous-comité. Si donc vous me laissez encore quelques instants je serai en mesure de vous donner une réponse plus complète et sans doute mieux informée.

M. Stevens: Très bien, nous y reviendrons donc plus tard.

Le président: Oui, j'y reviendrai. Que je sache, il n'y a pas eu de nouvelles lettres que je puisse attendre, et la lettre de M. Broadbent serait la même que celle qui a été envoyée à M. Mulroney, et il semblerait que ce soit d'après ce que l'on dit la

[Text]

the only correspondence—but I would rather wait, to give an honest answer.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, on a point of clarification, remember we had agreed, or at least I understood that it was agreed, that all the correspondence touching on the resolution in the House of Commons, or on the peace institute, would be tabled.

The Chairman: Yes. I will come back to that. I will not eliminate that question.

I have Mr. John Lamb, Executive Director, and Mr. Lawrence Hagen, Director of Research for the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament. Please, gentlemen, proceed as you wish. Either you give us a resumé of your presentation or you read it, as you so wish.

Mr. John Lamb (Executive Director, Canadian Centre for Arms Control and Disarmament): Thank you, Mr. Chairman. First of all, let me say I welcome the opportunity for us to make a presentation here on behalf of the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament.

• 1535

Given the short time available and the current fashion for 10-point documents and resolutions, it might be appropriate if we provided to the committee a decalogue of points we consider most critical in considering the rationale for and operation of the new Canadian Institute for International Peace and Security.

First, it is plausible to ascribe at least part of the government's motivation in proposing this legislation to a recognition that the existing resources devoted to research on arms control and defence issues inside the government are woefully inadequate. This is an assessment we share and which, incidentally, we dealt with in some detail in the brief we submitted to the government in January. Copies of that brief are available to any committee members who are interested.

It is not at all clear, however, that this institute can in any significant way respond to the internal government problem, nor should it be asked to. Therefore, it is to be hoped that those who have sought to bring this institute into existence do not lose sight of the very real need to boost the internal government and power and resources necessary to support a vigorous, sensible and enduring Canadian diplomacy in these areas.

Second, it must be recognized that a government-funded and ultimately government-controlled research and information institute is virtually unique in the western world. This, we would imagine, reflects several factors: (a) the recognition that research conducted for government purposes is best done inside the government where security considerations, day-to-day requirements for action and policy formulation and support create the necessary environment for the relevant work; (b) the general western philosophical tradition of

[Translation]

seule correspondance échangée; mais je pense qu'il vaut mieux attendre et je vous donnerai une réponse plus crédible.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais avoir aussi un point de clarification; souvenez-vous que nous étions d'accord, ou du moins c'est ainsi que je l'avais compris, pour que toute la correspondance concernant la résolution de la Chambre des communes, ainsi que l'Institut de la paix, soit déposée auprès du Comité.

Le président: Oui. J'y reviendrai. Je ne laisserai pas tomber cet aspect de la question.

J'ai donc ici M. John Lamb, directeur général, et M. Lawrence Hagen, directeur de recherche au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement. Messieurs, procédez comme il vous conviendra. Vous pouvez nous donner un résumé de votre exposé, ou le lire, à vous de choisir.

M. John Lamb (directeur général, Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement): Merci, monsieur le président. Tout d'abord, j'aimerais dire que nous sommes heureux d'avoir cette occasion de faire un exposé ici au nom du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement.

Étant donné le peu de temps dont nous disposons, étant donné par ailleurs la mode qui est aux documents et résolutions en dix points, il sera peut-être intéressant de fournir au Comité un décalogue de ce que nous considérons être les éléments les plus importants qui militent en faveur de la création de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

Tout d'abord, il est probable que le gouvernement a reconnu insuffisants les moyens actuels mis à la disposition de la recherche et des études sur le contrôle des armements et sur les questions de défense, et que donc il convenait de faire cette proposition de loi. Nous partageons ce point de vue du gouvernement, et nous en avons d'ailleurs parlé plus en détail dans le mémoire que nous lui avons soumis au mois de janvier. Les membres du Comité pourront se procurer des copies de ce mémoire s'ils le désirent.

Toutefois, il n'est pas certain que cet institut puisse véritablement répondre au problème interne du gouvernement, et il n'est pas certain non plus qu'il faille le lui demander. Aussi, espérons que ceux qui sont à l'origine de la création de cet institut, ne perdront pas de vue le besoin très réel de mettre à la disposition de l'État des moyens et des ressources lui permettant de poursuivre une action efficace, censée et continue dans ces domaines.

Deuxièmement, il faut reconnaître qu'un institut de recherche et d'information financé par l'État et finalement contrôlé par le gouvernement, resterait un exemple unique dans son genre au sein de l'hémisphère occidental. Cela s'expliquerait de plusieurs façons: a) le fait qu'une recherche qui répond aux besoins du gouvernement sera mieux faite au sein d'un institut qu'il contrôle, étant donné en effet les exigences en matière de sécurité, en matière d'action au jour le jour, en matière de formulation de politiques et de soutien à

[Texte]

academic freedom which is instinctually uncomfortable with the possibility of the coexistence of independent research and government control; (c) a practical recognition that combining independently determined research with government funding and control can create significant operating problems.

Now, all of this suggests that the enterprise upon which the government has embarked should be approached with the greatest care and caution, with full recognition of the enormous difficulties in establishing the reputation and reality of independence and therefore analytical credibility.

Three, a concern of many who have criticized this institute is the concern that the institute will intentionally or unintentionally overwhelm existing private and independent activities in these areas. Now, we do not have any knee-jerk fears of this kind. However, it must be continuously and consciously in the minds of those who monitor and those who operate this institute that its activities cannot be such as to harm the efforts of others in this growing but still fragile field in Canada.

It might be useful, therefore, to consider adding to the purpose section of Bill C-32 an acknowledgement of the work already being done in this field by existing Canadian organizations and explicitly addressing the new institute's resolve to do nothing that might undermine such organizations or their work.

Fourth, connected with the last point it may also be desirable to establish that a portion of the funds devoted to research activities in this institute be designated for externally conducted activities. This would have the double virtue of ensuring that other research programs and institutions are supported and of assisting in developing a reputation for the institute itself of analytical credibility. An amendment to the legislation to this effect may be desirable.

Now, in the interest of ensuring that the institute maximizes its support of existing bodies, minimizes overlap with them, and fills gaps in the existing community in Canada, we would make one additional suggestion; that is that the new institute be located in Montreal or Quebec City. There are already research resources in Ottawa, notably Carleton University and our own centre. Vancouver, Calgary, Toronto and Halifax already have good arms control and defence resources. As much cannot be said of Montreal or Quebec. Such a step would also help ensure that the institute, which is bound to be perceived as formally tied to the government, is not also viewed as in the pocket of the government.

Fifth, a key concern of all of us involved in this field, indeed a symptom of the disease which presumably this legislation is designed to cure, is the sorrowful lack of a large and vital body of Canadian expertise. Because of this, the new institute will undoubtedly have difficulty in establishing a research staff of world-class quality. In order to ensure that existing institutions—private, academic, or indeed, governmental—are not raided and therefore denuded of competence in this area, a

[Traduction]

l'environnement nécessaires à l'accomplissement de ce travail; b) le fait que la tradition générale occidentale en matière de liberté universitaire rend celle-ci incompatible avec la notion de contrôle étatique; c) le fait que l'on reconnaisse, dans la pratique, qu'il pourrait être très difficile de concilier une recherche indépendante avec le financement et le contrôle étatiques.

Tout cela nous amène à penser que cette entreprise dans laquelle le gouvernement s'est embarqué, devrait être considérée avec la plus grande prudence et circonspection, étant donné les difficultés énormes qu'il y aura à établir une réputation d'indépendance et de crédibilité analytique pour cet institut.

Troisièmement, certains qui ont beaucoup critiqué cette idée d'institut, sont préoccupés de ce que celui-ci pourrait—intentionnellement ou par inadvertance—étouffer l'initiative privée et indépendante existant déjà dans ce domaine. Cette préoccupation ne constitue pas l'essentiel de nos craintes. Toutefois, ceux qui seront constamment associés aux travaux de cet institut, devront sans cesse veiller à ce que celui-ci ne nuise pas aux activités déployées dans ce domaine encore très fragile de la recherche canadienne.

Il pourrait donc être très utile d'envisager un ajout à l'article du projet de loi C-32 intitulé «Mission», afin que soit reconnu le travail déjà fait dans ce domaine par certains organismes canadiens, et que l'institut s'engage *expressis verbis* à ne rien faire qui sape le travail de ces organismes.

Quatrièmement, et dans la suite de ce qui vient d'être dit, il pourrait être également souhaitable de réserver une partie des crédits consacrés à la recherche, à des activités se déroulant à l'extérieur de l'institut. Cela aurait le double effet salutaire de garantir un soutien à d'autres programmes de recherche et à d'autres institutions, et de maintenir une réputation de crédibilité analytique à l'institut lui-même. On pourrait donc, à cette fin, envisager d'amender le projet de loi actuel.

Aussi, afin de s'assurer que l'institut maximise son soutien aux organismes déjà existants tout en réduisant au minimum les chevauchements dans les activités, mais également qu'il comble les manques existant à l'heure actuelle au Canada, nous avons une autre proposition à faire: à savoir que le nouvel institut soit installé à Montréal ou dans la ville de Québec. On fait déjà de la recherche à Ottawa, notamment à l'université Carleton et dans notre propre centre. Vancouver, Calgary, Toronto et Halifax disposent déjà également de bons centres de recherche sur le contrôle des armements et sur la défense. On ne peut pas en dire autant de Montréal ou de Québec. Une telle disposition permettrait également de garantir que l'institut, qui sera de toute façon perçu comme très lié au gouvernement, ne soit pas vu comme un organisme à sa solde.

Cinquièmement, tous ceux d'entre nous qui travaillent dans ce domaine s'inquiètent beaucoup—il s'agit en fait même du symptôme auquel ce projet de loi veut s'attaquer—de ce qui nous fait cruellement défaut, au Canada, soit ce grand corps dynamique d'experts dont nous aurions besoin. Pour cette raison, le nouvel institut aura certainement du mal à créer un groupe de recherche de qualité internationale. Afin donc que les institutions et organismes existants, privés, universitaires ou

[Text]

first priority of the new institute should be to fund on a large scale teaching programs in this area in Canada as well as graduate fellowships. The latter, in particular, would ensure that there are developed over a fairly short period of time a home-grown body of Canadian expertise which would benefit all concerned. Such fellowships should allow students to go abroad as well as study in Canada in order to ensure exposure to the best the world has to offer.

• 1540

Mr. Chairman, Mr. Lawrence Hagan, our centre's Director of Research, will outline the last five points of our presentation.

The Chairman: Please, Mr. Hagan.

Mr. L. Hagan (Director of Research, Canadian Centre for Arms Control and Disarmament): The sixth point I think one wants to make is that the credibility of this institute will depend to a large extent on its international credibility. Such credibility should be established as quickly as possible. Two steps would assist in this: first, moving from the outset to have a significant international representation on the board of directors; second, establishing visiting scholarship facilities for foreign experts to spend short periods of time in Canada, as with the extremely successful Wilson Centre in Washington, D.C. These programs would also assist, I think, in establishing a reputation of analytical credibility for the new institute.

Seventh, the government has given the new institute a mandate to deal in both the defence and arms control fields. In order to ensure that a balance of activities is maintained, thereby fulfilling this mandate, and that these activities are beyond reproach in terms of their analytical credibility, we would suggest the establishment of an independent international research advisory committee to monitor the operation of the institute, which would report annually and openly to the Canadian people on these questions.

Eighth, the legislation mandates the institute to establish a data base on defence and arms control issues. We would simply underscore the importance and utility of such an activity; a national library for defence and arms control studies, if you will. Such a library should be established as rapidly as possible and be open to all as a national resource.

Ninth, I think one is struck with the unfortunate lack of expertise on defence and arms control questions, generally speaking, in the House of Commons and amongst the staff of Members of the House of Commons. This is certainly understandable, given the complexity of the field, the pressure on Members and the lack of resources for staff. A worthwhile activity of the new institute might therefore be the establishment of an intern program on these questions for the use of all parties.

[Translation]

même étatiques, ne soient pas privés de leurs spécialistes, le nouvel institut devrait avoir pour priorité de financer un vaste programme d'enseignement au Canada, assorti de bourses de troisième cycle. Celles-ci, notamment, garantiraient la création en peu de temps d'un corps d'experts canadiens, dont l'existence profiterait à tous. Ces bourses permettraient aux étudiants d'aller à l'étranger, d'étudier au Canada et, donc, de se familiariser avec ce qu'il y a de mieux dans ce domaine.

Monsieur le président, M. Lawrence Hagan, le directeur de recherche de notre centre, va passer en revue les cinq derniers points de notre exposé.

Le président: Je vous en prie, monsieur Hagan.

M. L. Hagan (directeur de recherche, Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement): Le sixième point est que la crédibilité de cet institut dépendra dans une large mesure de sa réputation internationale. On devrait donc veiller à établir celle-ci aussi rapidement que possible. On pourrait donc procéder en deux étapes: premièrement, s'assurer dès le départ qu'il y a une représentation internationale suffisante au conseil d'administration; deuxièmement, prendre des dispositions pratiques et matérielles pour que les experts étrangers puissent passer de courtes périodes de temps au Canada, comme cela se fait au Centre Wilson de Washington de façon extrêmement intéressante. Toutes ces mesures pourraient donc créer une réputation de crédibilité analytique à ce nouvel institut.

Septièmement, le gouvernement a donné à ce nouvel institut un mandat qui concerne à la fois la défense et le contrôle des armements. Pour garantir un équilibre entre ces diverses activités de recherche, tout en assurant leur crédibilité analytique, nous proposerions la création d'un comité consultatif international et indépendant à la recherche, chargé de vérifier ces activités de l'institut, et d'en faire annuellement rapport à la population canadienne.

Huitièmement, la loi charge l'institut de créer une banque de données sur les questions de défense et de contrôle des armements. Nous soulignons l'importance et l'utilité d'une telle disposition; il s'agirait, si vous voulez, d'une bibliothèque nationale sur les questions de défense et de contrôle des armements. Il faudrait créer cette bibliothèque aussi rapidement que possible, et la maintenir ouverte au public, comme institution nationale.

Neuvièmement, on ne peut pas ne pas être frappé par l'absence regrettable de compétences expertes dont souffrent la Chambre des communes et le personnel des députés de la Chambre pour tout ce qui touche à la défense et au contrôle des armements de façon générale. Cela est compréhensible, étant donné d'une part la complexité du domaine, la charge de travail des députés et le manque de ressources mises à la disposition du personnel d'autre part. Il serait donc sans doute utile que l'institut mette sur pied un programme interne à la disposition de tous les partis.

[Texte]

Tenth, it is important to ensure that there is a productive interchange of ideas between the broader Canadian defence and arms control community and government officials. An important role for the new institute might therefore be the establishment of regular policy fora on arms control and defence issues for the purposes of regularly exchanging perspectives, and hopefully, generating new ideas.

On behalf of Mr. Lamb and myself, I would like to thank the committee for providing this opportunity to discuss this important subject.

The Chairman: Thank you very much. This is a subcommittee, and accordingly, we have much more ease in our discussion, give and take. So I will establish now, and if I see I have established myself incorrectly in my procedure, then we will correct ourselves. So whoever wants to question can raise their hand; I will not necessarily go to each party. In the British parliamentary system, the chairman, unfortunately, only chairs; he does not lead. But I will participate.

Therefore, I will ask at this time the Hon. Sinclair Stevens, who you know is the official critic of the Official Opposition. We will try to be brief in our questions, and I will ask you also, if possible, to be complete but as brief as possible.

Mr. Sinclair Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, I thank Mr. Lamb and his associate and the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament for being our first witness, if that is the proper expression.

• 1545

In connection with your item 2...

It must be recognized that a government-funded and, ultimately, government-controlled, research and information institute is virtually unique in the Western World.

—I was wondering two things. Firstly, having read Bill C-32 and heard the suggested amendments, do you feel that in practice the institute will indeed have to be government controlled? You call it "ultimately government controlled".

Secondly, if it is virtually unique in the western world, what do you think it is closest to as it is presently styled or what you understand it to be doing?

Mr. Lamb: I guess we can just feel free to...

The Chairman: Absolutely.

Mr. Lamb: —join in together...

The Chairman: As long as you identify yourself just for the record because everything is being taped.

[Traduction]

Dixièmement, il est important que s'instaure, entre les responsables du plus haut niveau à l'intérieur de l'État et du gouvernement, et les spécialistes des questions de défense et du contrôle des armements, un échange d'idées aussi productif que possible. Un des rôles importants de ce nouvel institut serait donc de créer des enceintes où l'on discuterait régulièrement des questions de politique de contrôle des armements et de défense, et où l'on concevrait de nouvelles idées.

Au nom de M. Lamb et de moi-même, je remercie le Comité de nous avoir donné cette occasion d'exposer notre point de vue sur cette question si importante.

Le président: Merci beaucoup. Nous sommes ici en sous-comité, et la discussion sera donc beaucoup plus détendue, ce sera un échange à bâtons rompus. Nous pourrions toujours voir ensuite si je fais fausse route, dans ma façon de procéder, et nous pourrions corriger le tir. Si vous voulez poser des questions, levez donc la main; je ne vais pas faire le tour habituel des partis. Dans le système parlementaire britannique, le président, malheureusement, ne fait que présider; il n'a pas la possibilité de poser des questions. Mais je participerai au débat.

Je vais donc demander à l'honorable Sinclair Stevens, critique officiel de l'Opposition officielle, de prendre la parole. Nous chercherons à être aussi brefs que possible dans nos questions, et nous vous demanderons également de répondre de façon aussi complète et brève que possible.

Monsieur Sinclair Stevens.

M. Stevens: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, je remercie M. Lamb et son collègue du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement d'être nos premiers témoins, si je ne me trompe.

Pour revenir à votre deuxième point, vous dites que:

Il faut reconnaître que cet institut de recherche et d'information qui serait financé par l'État et finalement contrôlé par le gouvernement, serait un exemple presque unique du genre dans tout l'hémisphère occidental.

Je me posais à ce sujet deux questions. Tout d'abord, et ayant lu le projet de loi C-32, et les amendements proposés, avez-vous l'impression que l'institut sera effectivement contrôlé par le gouvernement? Vous dites qu'il sera « finalement contrôlé par le gouvernement ».

Deuxièmement, si c'est un exemple presque unique du genre dans l'hémisphère occidental, quel serait l'autre exemple dont il se rapprocherait le plus actuellement, étant donné la façon dont vous le concevez?

M. Lamb: Je pense que nous pouvons nous sentir libres de...

Le président: Absolument.

M. Lamb: ... de répondre tous les deux...

Le président: Oui, mais n'oubliez pas de vous nommer à chaque fois, et cela pour l'enregistrement, nous enregistrons tout.

[Text]

Mr. Lamb: Oh, sure.

The Chairman: Not for the security service; for our own records.

Mr. Lamb: When you say ultimately government controlled it comes down to the purse-strings on the institute, and I think the way it is set up, inevitably, unless one were to create an endowment, that one in effect gave away, that it is ultimately perceived as government controlled. Various other measures have been taken in the amendment process to try to distance it in other ways, but I think it comes down to that and that will colour to some extent the perceptions of its independence.

In terms of other close institutes, I am not sure.

Mr. Hagen: If I could just jump in here, I think that on the matter of government control obviously the power of the purse and also the power of appointment as such are certain to create the possibility of a greater or lesser degree of government control depending on the wishes of the government in power at the time. Certainly I think that given public concern over this issue excessive or even moderate tampering in the operation of this institute would perhaps be politically unwise, but certainly the power of appointment of the executive director and of other officers of the institute will determine the tone the institute takes, even if only indirectly, and obviously the funding situation will also do that.

I think in addition the power or the right of the Minister of External Affairs to go to the institute for work could under certain scenarios determine a large proportion or a certain proportion of the work the institute does. So, depending on how that right is exercised, I think a lot of the work of the institute, or certainly a portion of it, will be in effect research conducted not at the behest or not determined by the priorities of the staff of the institute but by the wishes of the Minister at the time.

In terms of the institute which is closest to this one, I would just like to make two points.

First, I do not think we can tell at this point, given the legislation and without any knowledge of the personnel associated with the institute, exactly what type of institute this is going to be. There is enough flexibility in the legislation for it to become any number of things, which is perhaps an advantage or perhaps a disadvantage depending on one's perspective.

In terms of the funding relationship of the institute to the government, I suppose the Stockholm International Peace Research Institute is probably the closest institute to this in terms of the legal structure under which it operates.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, if I could follow up that question: As Mr. Lamb undoubtedly knows, as a result of discussions and negotiations back and forth it has been determined to limit the government's right of appointment to some extent with respect to the choosing of the directors and also the choosing of the chairman and the executive director.

[Translation]

M. Lamb: Oui.

Le président: Non pas pour les services de sécurité, mais simplement pour nos propres archives.

M. Lamb: Lorsque l'on parle de contrôle de l'État, et du gouvernement, cela désigne évidemment les cordons de la bourse, mais également la façon dont est composé l'institut, inévitablement, à moins que l'on ne crée une fondation, l'institut sera toujours perçu comme contrôlé par l'État. Je sais que l'on a ajouté un certain nombre de nouvelles dispositions au cours du processus d'amendement, pour chercher précisément à créer une certaine distance, mais je pense que ce système ne manquera pas d'influencer la couleur de l'institut, et l'idée qu'on se fera de son indépendance.

Pour ce qui est d'autres organismes et instituts du même genre, je ne suis pas sûr de pouvoir répondre.

M. Hagen: Si je peux juste intervenir rapidement, je pense que la question du contrôle de l'État revient au pouvoir de financement mais aussi de nomination, et que ce contrôle sera plus ou moins étroit en fonction du gouvernement du jour et de ses orientations. Étant donné par ailleurs le degré de sensibilisation publique sur ces questions, je pense qu'il ne serait pas habile, politiquement, de trop ou même d'un peu se mêler des opérations et des activités de l'institut; mais la procédure de nomination de l'administrateur délégué et des autres membres de l'institut permettra de donner le ton aux orientations de ce dernier, même indirectement, et à cela s'ajoutera la dépendance financière de l'institut.

Par ailleurs, le ministre des Affaires extérieures peut toujours demander à l'institut certaines recherches et certains travaux, ce qui dans certaines conditions et situations pourrait décider, dans une large mesure, du travail qui s'y fait. Tout dépend de la façon dont ce droit est exercé, mais une partie importante des travaux de l'institut, ou du moins une partie, se fera pour le ministre du moment, en fonction de ses propres besoins, et non pas des priorités du personnel même de l'institut.

Pour ce qui est d'un autre institut qui ressemblerait le plus à celui-ci, j'ai deux points à signaler.

Premièrement, je ne pense pas que nous puissions dire pour le moment, étant donné ce qu'est le projet de loi et que nous ne savons pas par ailleurs qui travaillera à l'institut, ce que sera exactement celui-ci. Le projet de loi offre suffisamment de latitude pour qu'une gamme de possibilités soit envisageable, c'est peut-être un avantage, peut-être un désavantage, tout dépend du point de vue auquel on se place.

En ce qui concerne la dépendance financière de l'institut vis-à-vis de l'État, je pense que l'Institut international de Stockholm pour la recherche sur la paix est probablement l'exemple le plus proche, si l'on pense notamment à son statut juridique.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais encore poser une autre question là-dessus. Comme M. Lamb le sait certainement, et suite à des discussions et négociations de part et d'autre, on a décidé de limiter le droit de nomination du gouvernement, dans une certaine mesure, et notamment en ce qui concerne le choix des administrateurs, le choix du prési-

[Texte]

In the first instance various organizations are to be asked to nominate, and there will be something like a panel or a pool and from that panel or pool the eventual board will be selected, including the original board.

I guess my question would be twofold.

• 1550

Do you feel that will go somewhat to trying to make sure that the institute is not, as you call it, ultimately government-controlled; and secondly, have you been asked to make nominations as to who could sit on that board? If so, who are they?

Mr. Lamb: Maybe I can take your second question first. Yes, we received a telegram from Mr. MacEachen inviting us to submit names. In fact, just this afternoon we submitted a list of some 30 names from Canada, the U.S. and abroad. I did not bring the list with me. I guess we could probably put it together pretty easily, if you like.

Mr. Stevens: Well, give us an idea of the type of person you are considering.

Mr. Lamb: I guess it was broken down into two categories. The first was academics or specialists and the second was other citizens with some competence or interest in the area. Among the academics or specialists were John Sigler, David Cox, Franklin Griffiths and Gerald Wright of the Atlantic Council of Canada.

Mr. Hagen: On the Canadian side, I guess, Albert Legault at Laval; Marie-Josée Durand of Montreal who, I believe, is still associated with the Hudson Institute in Montreal; Franklin Griffiths of the University of Toronto.

Then there was a fairly long list of eminent foreign specialists who have had some experience in managing or been associated with similar sorts of institutes abroad. I could give you some of those names if you like, but it is a fairly long list.

On the citizen side, again foreign, and again without having the list in front of me: Cyrus Vance, former U.S. Secretary of State; Stanley Hoffmann of Harvard University; John Steinbrunner of the Brookings Institution; Paul Warneke, former U.S. Arms Control Negotiator—people such as that.

On the Canadian side, just some names: Robert Stanfield, Donald Macdonald.

Mr. Stevens: Which Donald Macdonald?

Mr. Hagen: Donald S., the former defence Minister; Admiral Falls—Admiral Robert Falls; Paul Desmarais; Geoffrey Pearson, former Ambassador to Moscow; Bill Barton, former Ambassador to the Committee on Disarmament—that sort of list.

Mr. Lamb: On your first question, I would have to say yes. The amendments suggested for the Bill with regard to nominations, I think, are a really good step forward in making

[Traduction]

dent et de l'administrateur délégué. Pour ce qui est du cas des administrateurs, divers organismes ont été appelés à faire des propositions, et c'est à partir de cette liste de noms que l'on choisira le conseil d'administration.

Je pense que ma question se divise en deux.

Pensez-vous que cela permettra de garantir un minimum d'indépendance vis-à-vis du gouvernement; deuxièmement, avez-vous été appelé à faire des propositions pour ce conseil d'administration? Dans l'affirmative, qui avez-vous proposé?

Mr. Lamb: Je vais d'abord répondre à la deuxième question. Oui, nous avons effectivement reçu un télégramme de M. MacEachen nous invitant à soumettre des noms. De fait, cet après-midi, nous avons proposé une liste de quelque 30 noms du Canada, des États-Unis et de l'étranger. Je n'ai pas ici la liste, mais je pense que l'on pourrait réunir rapidement ces noms si vous le désirez.

Mr. Stevens: Eh bien, donnez-nous alors une idée du type de personne que vous proposez.

Mr. Lamb: Je pense que cela se répartissait en trois catégories. Tout d'abord il y avait des universitaires, ou des spécialistes experts, et deuxièmement un groupe de simples citoyens dont les compétences ou les intérêts dans ce domaine étaient reconnus. Parmi les universitaires ou les experts, citons John Sigler, David Cox, Franklin Griffiths et Gerald Wright du *Atlantic Council of Canada*.

Mr. Hagen: Du côté canadien, nous avons Albert Legault de Laval, Marie-Josée Durand de Montréal, qui est toujours à l'Institut Hudson de Montréal, et Franklin Griffiths de l'Université de Toronto.

Il y avait ensuite une longue liste de spécialistes étrangers imminents, qui avaient une certaine expérience dans la gestion ou le travail de ce genre d'institut à l'étranger. Je pourrais vous en citer quelques-uns si vous le désirez, c'est une liste assez longue.

Pour ce qui est des simples citoyens, étrangers encore, j'ai ici la liste sous les yeux: Cyrus Vance, ancien secrétaire d'État américain; Stanley Hoffmann de l'Université Harvard; John Steinbrunner de l'Institution Brookings; Paul Warneke, ancien négociateur américain pour le contrôle des armements, vous voyez à peu près de qui il s'agit.

Du côté canadien, quelques noms: Robert Stanfield, Donald Macdonald.

Mr. Stevens: Quel Donald Macdonald?

Mr. Hagen: Donald S., ancien ministre de la Défense; l'Amiral Robert Falls; Paul Desmarais; Geoffrey Pearson, l'ancien ambassadeur à Moscou; Bill Barton, l'ancien ambassadeur au Comité sur le désarmement... Voilà le genre de noms.

Mr. Lamb: Pour revenir à votre première question, je dois dire que oui. Les amendements qui ont été proposés au projet de loi pour les nominations, représentent une mesure excellente

[Text]

the thing more broadly accountable and based. The list that we were asked for, broadly speaking, concerned the board. I think what will be important is who out of that list takes the strongest lead—who is made chairman and who is made executive director. I am not sure that the nomination processes were differentiated in that respect.

Mr. Hagen: I must say, as an addendum, I was somewhat surprised, not at the presence of certain organizations on that list for nominees, but the absence of certain organizations or individuals who fall, generally speaking, into the expert and academic community. This is, after all, a research operation and there are organizations on that list who perhaps are not exactly familiar with research activities or the substance of the issues which this institute will be dealing with. Perhaps the list could have been broadened somewhat to include those people, but that is a minor point.

• 1555

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. I am not sure which list you are referring to. If you mean the one that is appended to the suggested amendment to Bill C-32, that was advanced as a preliminary list to show the type of name that might be considered, and at that time I think there was a feeling that those appearing to be directly in the field are not necessarily the people you should be seeking to go on the board in that there is an overlap. But I do not think anything great turns on whether the list is complete or not.

What budget would you see this institute needing to do a proper job?

Mr. Lamb: As I understand it, the initial suggested budget is for \$1.2 million, going up to \$5 million by the end of 1988 or 1989. I think there are some items in the mandate for the institute which could indeed take a lot of money to carry out, in particular the establishment of a data base. I think the proposal we made in our remarks concerning offering courses and fellowships could also be a fairly expensive item.

As we pointed out, it really would need to be done on a fairly large scale in order to ensure that the body of expertise was fattened rather quickly so that other institutes are not sort of soaked of their existing expertise. That could also be quite a large budget. I do not really think it is feasible to put a number on it, but I think these figures suggested are probably reasonable.

Mr. Stevens: I had better let somebody else go for a while.

The Chairman: But I am glad to inform you that I just received all of the correspondence asked, all of it—the exchange of correspondence between the Prime Minister, Mr. Mulroney and Mr. Broadbent, subject the Canadian Institute for Peace and Security and the resolution and the people who

[Translation]

pour donner à l'ensemble du processus plus de crédibilité et pour élargir la responsabilité. La liste que l'on nous a demandée concernait le conseil d'administration seulement. Je pense qu'il sera important de voir qui, dans cette liste, prendra les fonctions les plus importantes; qui sera président et qui sera administrateur délégué. Je ne sais pas s'il y aura deux procédures de nomination pour cela.

M. Hagen: J'ajouterais que j'ai été quelque peu surpris, non pas de la présence de certains organismes pour la liste de candidatures, mais plutôt de l'absence même de certaines organisations ou de certaines personnalités qui, précisément et normalement, font partie des experts et des universitaires spécialistes. Il s'agira pourtant bien de recherche, or je vois des organismes sur cette liste qui ne sont pas véritablement des spécialistes de la recherche pour les questions qui intéresseront l'Institut. On aurait donc pu allonger cette liste pour y inclure les personnes auxquelles je pensais plus haut, mais c'est peut-être ici un point secondaire.

M. Stevens: Merci, monsieur le président. Je ne sais pas trop de quelle liste vous parlez. S'il s'agit de celle qui a été annexée aux propositions de modification pour le projet de loi C-32, c'est plutôt une liste préliminaire qui doit tout simplement montrer le genre de noms dont on pourrait tenir compte. Au moment de la confection de cette liste, on semblait croire que les spécialistes du domaine ne devaient pas nécessairement être considérés comme candidats au poste d'administrateur, puisqu'il pourrait y avoir chevauchement. Je ne pense pas qu'il soit si crucial de déterminer aujourd'hui si la liste est exhaustive ou non.

D'après vous, quel devrait être le budget de l'institut pour que celui-ci puisse fonctionner efficacement?

M. Lamb: Si je comprends bien, le budget initialement proposé est de 1,2 million de dollars, et doit monter à 5 millions de dollars d'ici la fin des années 80. Cependant, certaines fonctions stipulées dans le mandat de l'institut pourraient coûter beaucoup plus cher, comme l'établissement d'une base de données, en particulier. En outre, notre mémoire proposait que l'institut offre des cours et des bourses d'étude, ce qui pourrait être également assez coûteux.

Nous avons déjà souligné qu'il serait nécessaire de procéder sur une vaste échelle, afin que l'institut puisse garnir assez rapidement son stock de spécialistes et que les autres instituts ne soient pas décimés de leurs propres experts. Cela pourrait également revenir assez cher. Il ne me semble pas possible de vous donner de chiffres précis, mais ceux que vous avez suggérés sont sans doute raisonnables.

M. Stevens: Je ferais mieux de céder la parole pour quelques temps à mes collègues.

Le président: J'ai plaisir à vous informer que je viens de recevoir toute la correspondance demandée, c'est-à-dire la correspondance entre le Premier ministre, M. Mulroney et M. Broadbent au sujet de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, de même que le texte de la résolution et la

[Texte]

were consulted, etc.—so you will have more than you asked for.

Dr. Hudecki, followed by Mr. Munro and Mr. Laniel. Dr. Hudecki, please.

Mr. Hudecki: May I ask a question about a little bit of the history of the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament? This is so we could have a record of your accomplishments, what former models you have created, so that we may gain some experience and better understanding as we go along.

Mr. Lamb: Yes. The Canadian Centre for Arms Control and Disarmament developed out of a perception that more information was needed by the Canadian public, particularly the organizations in Canada that are concerned with this subject in attempting to provide education to Canadians, and that more information of a Canadian source was required. I think most people would agree that until recently there has been a strong reliance on foreign sources of information, specifically American but in some cases European, in this area. So one of our purposes was to provide that information and to provide information that would be both accurate and balanced.

I have heard a count of something like 1,000 advocacy-type organizations in Canada concerned with peace. Ours is specifically not an advocacy group. We do not pursue campaigns and so on for specific points. What we try to do is make good information available so that those actively involved in the debate can do so on the basis of informed information.

We also attempt, I think, to assist government in various ways. We have made speakers available, people they would not normally have access to. I guess our principal means of communicating in the early phase of our operation is through a series of publications. I think the members of the committee have seen copies of *The Arms Control Chronicle*, a monthly update on the negotiations and other international developments in the field.

In addition, we will be bringing out a detailed research series entitled *The Aurora Papers*, which will come out seven to ten times a year, and we will also be bringing out something called *The Arms Control Barometer*, which will contain short, easily understandable essays, I suppose, on current and future arms control problems. The Centre itself is independent. We receive most of our funds from foundations. We got a small External Affairs grant, but we receive money from corporations, foundations and private citizens. We have an independent board of directors and council of advisers who do not represent a specific line on arms control, but rather span the spectrum, as a reflection of our interest in encouraging debate.

[Traduction]

liste des personnes qui ont été consultées. Nous avons reçu plus que nous n'avions demandé.

M. Hudecki, suivi par MM. Munro et Laniel. Monsieur Hudecki, je vous en prie.

M. Hudecki: Pourrais-je avoir quelque peu l'histoire du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement? En ayant la liste de vos réalisations et en apprenant le genre de modèles que vous avez créés, nous pourrions y voir plus clair et mieux comprendre le Centre tout au long des discussions.

M. Lamb: En effet. Le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement est issu de la conviction profonde que le public canadien a besoin d'acquiescer plus d'informations, surtout dans le cas des organismes canadiens qui s'intéressent au sujet et qui tentent de renseigner les Canadiens, et surtout que cette information doit être de source canadienne. Vous conviendrez sans doute que jusqu'à récemment, on se fiait généralement aux sources étrangères de renseignements dans le domaine qui nous intéresse, c'est-à-dire surtout aux sources américaines, mais parfois aussi aux sources européennes. Un de nos objectifs était donc de fournir cette information, information qui serait exacte et équilibrée.

J'ai entendu dire qu'il y avait environ 1,000 organismes qui plaident en faveur de la paix au Canada. Notre organisme à nous ne veut absolument pas se faire le champion de quelque cause que ce soit. Nous ne faisons aucune campagne en faveur de quoi que ce soit. Ce que nous tentons de faire, c'est de diffuser de l'information qui soit correcte, de sorte que tous ceux qui sont engagés activement dans le débat, puissent le faire en ayant des renseignements précis en main.

Nous tentons également d'aider le gouvernement de diverses façons. Nous lui prêtons des conférenciers en la personne de spécialistes à qui il n'aurait normalement pas accès. Notre véhicule principal de communication, à cette première étape de notre Centre, ce sont des séries de publications. Les membres du Comité ont sans doute vu des exemplaires de notre revue mensuelle *The Arms Control Chronicle* qui fait la mise à jour des négociations sur les armements et qui donne tous les derniers progrès internationaux en la matière.

En outre, nous comptons publier des revues de recherche fort détaillée intitulées *The Aurora Papers*, série qui doit paraître de sept à dix fois par année, de même qu'une revue intitulée *The Arms Control Barometer* qui contiendra des articles brefs et facilement accessibles portant sur les problèmes actuels et futurs que pose le contrôle des armements. Le Centre lui-même est indépendant, car il reçoit la plupart de ses fonds de fondations. Il a reçu cependant une petite contribution des Affaires extérieures, mais obtient la plupart de ses crédits des sociétés, fondations et des particuliers. Son conseil d'administration et ses conseillers sont indépendants et ne représentent aucune philosophie particulière en matière de contrôle des armements; ils représentent plutôt toute la gamme des positions et traduisent bien l'intérêt qu'a le Centre d'élargir le débat.

[Text]

• 1600

Mr. Hudecki: What I am leading up to is whether we are going to help you or is this institute going to be countered by the good work that you are doing? Does one compliment the other, or would this be competitive? Do we really need the institute with what you are doing at the present time?

Mr. Hagan: If I could take that question. Certainly the mandate of the institute is broader than ours is, in the sense that it is designed to look at defence issues as well as at arms control issues. This is certainly an area which I think deserves further attention in Canada and which would not conflict directly with things we are doing.

I think one can construct various scenarios under which this institute could be completely productive and completely counter-productive. I think it depends on the institute in Bill C-32. I think the committee and the individuals involved in establishing this institute must be extremely careful in their actions and closely monitor the choice of staff, the choice of executive director, the choice of the board of directors. The degree to which the institute attempts to consult and nurture and co-operate with existing organizations is very important. There is nothing in the Bill which would require the institute to engage in that activity, but one would hope, as a matter of good will and research common sense, not to mention political sense, that there would be some effort to not step on too many toes in the process of conducting research or staffing or other areas of possible conflict.

Mr. Lamb: I wonder whether I could just add something to that. I think one way of ensuring that the sort of competition you refer to does not develop is to monitor carefully the type of research, the focus of the research and educational work that the institute does. I mean, frankly, our Centre is quite small and there is all sorts of things that the new institute could do which we could never afford—the data basis is one thing. But if you look at the research work, I think a responsible approach would be to say “Okay, we have institutes in Canada working on various areas” and identify those. Where are the gaps? To some extent there is room for more of everything, but perhaps it would be useful initially to identify the gaps in what is being done, and for this institute to work on those. One area that has been pointed to by a number of people who were consulted earlier on in the process was the area of east-west relations, and specifically U.S.-Soviet relations. That is an area where there is very little work being done. Soviet studies in the area of security and even American studies in the area of security are not being done all that much. I think at least there is room for expansion in that area. If you did that, you might be able to minimize the overlap with groups like ours.

Mr. Hudecki: Thank you. My last question. Could you perhaps enlighten us what constitutes research activity in the

[Translation]

M. Hudecki: J'essaie simplement de savoir si nous allons vous aider ou non en mettant sur pied cet institut et si ce dernier ne sera pas lésé par le bon travail que vous accomplissez? Le Centre et l'institut sont-ils complémentaires ou sont-ils en concurrence? Avons-nous vraiment besoin d'un nouvel institut, étant donné toutes vos réalisations actuelles?

M. Hagan: Permettez-moi de répondre. Le mandat de l'institut est évidemment beaucoup plus vaste que le nôtre, puisqu'il est conçu pour étudier les questions de défense de même que les questions de contrôle des armements. Il est évident que c'est un domaine qui mérite beaucoup plus d'attention au Canada et qui n'entrerait absolument pas en contradiction avec nos réalisations à nous.

On peut évidemment imaginer toute une gamme de scénarios dont les uns feraient de l'institut un organisme extrêmement fécond et dont les autres en feraient un organisme improductif. Tout dépend de ce que prévoit le projet de loi. Le Comité et tous ceux qui devront monter l'institut devront en choisir avec soin le personnel, le président et l'administrateur délégué, de même que tous les administrateurs. Ce qui est important, c'est que l'institut consulte les organismes déjà existants, collabore avec eux et se nourrisse de l'expérience de ces derniers. Le projet de loi n'oblige en rien l'institut à s'engager dans cette voie, cependant, on peut espérer que ce dernier, en faisant preuve de bonne volonté et de bon sens, surtout politique, cherchera à ne pas empiéter sur le terrain des autres, lorsqu'il entamera des recherches, choisira des candidats ou lorsqu'il entreprendra quelques activités qui pourraient entraîner des conflits.

M. Lamb: Permettez-moi d'ajouter quelque chose. Une façon de s'assurer que le genre de concurrence dont vous parlez n'ait pas lieu, c'est de surveiller de très près le genre de recherche, l'objectif de cette dernière et le travail pédagogique dans lequel s'engage l'institut. Notre centre à nous est bien petit, en comparaison avec le nouvel institut qui pourrait entreprendre toutes sortes de projets que nous ne pourrions nous permettre, comme la mise sur pied d'une base de données. Mais du côté de la recherche, la façon la plus sensée de procéder serait d'identifier les instituts canadiens qui travaillent dans les divers domaines qui nous intéressent et de se demander où sont les lacunes. Bien sûr, on peut toujours pousser tous les domaines plus à fond; néanmoins, il serait utile au départ d'identifier les lacunes qui existent dans toutes les recherches effectuées et de demander à l'institut de les combler. Ainsi, bon nombre des personnes consultées plus tôt au cours de l'étude ont fait remarquer que les études sur les relations entre l'Est et l'Ouest et plus particulièrement entre les États-Unis et l'Union soviétique laissaient beaucoup à désirer et que très peu avait été fait jusqu'à ce jour. On ne fait presque pas d'études sur la sécurité chez les Soviétiques, ni même chez les Américains. C'est déjà un premier domaine qui pourrait être approfondi. Ainsi, cela permettrait de minimiser le chevauchement entre l'institut et des groupes comme le nôtre.

M. Hudecki: Merci. Voici ma dernière question. Pourriez-vous nous expliquer en quoi constituent les recherches chez

[Texte]

peace movement? Most of us who are more scientifically inclined would think people who would do research work would have to travel a great deal to field exercises, would have to have observed a period in the armed forces or would be technically involved in some aspect of it. What I hope you do not mean by research is just rehashing information that has been obtained through newspapers and through periodicals, which keeps being regurgitated again into the general stream of knowledge. Are there techniques that most of us are not aware of in doing research work on peace and disarmament?

• 1605

Mr. Hagen: I think you have probably touched on a sore point of a lot of researchers. The same set of information tends to be regurgitated constantly and the same sets of arguments being made in many places. I think to a large extent that is true and cannot be avoided. First of all, it is an area in which the problems that have to be dealt with do not go away with research which is scientific or non-scientific, so the problems remain to be examined and argued about and explored. It is also not an area in which it is terribly easy to divided up research into a neatly divided-up sort of scientific task as one might do in the physical sciences.

As to the most appropriate type of research technique that is employed or should be employed, I think it depends on the issues that you are looking at. I think some of the best work in the area of arms control and defence issues has probably been done in somebody's study with a lot just good thought and logic being applied to a particular problem. There are other problems, however, that would require field work, interviews, talking to people on the front lines or in the factories or involved in government. I think it depends on the issue under examination.

Mr. Hudecki: Thank you very much.

Le président: Monsieur Laniel, la parole est à vous.

M. Laniel: Merci, monsieur le président.

Dr. Hudecki has asked the question about your own history and field of activities and I guess it is in that perspective that you were asked to present a brief to the government before the presentation of legislation. You say in your presentation that this brief is available to members who are interested. If it is not too big of a document, maybe a copy could be made available to the chairman of the committee and then a distribution could be made over here. Mr. Chairman?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Which document is that?

Mr. Laniel: Well, it was a brief submitted to the government. I think it could be useful if there is nothing confidential in the brief. Mr. Chairman, I made the request that the brief to which is referred in the first comments there, be made available to the committee and then distributed amongst the members.

[Traduction]

ceux qui oeuvrent dans les mouvements pacifistes? La plupart d'entre nous qui sont de formation scientifique pourraient penser que les spécialistes effectuant du travail de recherche dans ce domaine sont obligés de voyager beaucoup et de se rendre dans les champs de manoeuvre, puis d'observer longuement les forces armées ou même de participer du point de vue technique à l'une ou l'autre de ces activités. J'espère que vous ne cherchez pas uniquement à remâcher l'information recueillie dans les journaux et dans les revues, information qui est «régurgitée» constamment dans le domaine des connaissances générales. Existe-t-il des techniques que la plupart d'entre nous ignoreraient pour effectuer des travaux de recherche dans le domaine de la paix et du désarmement?

M. Hagen: C'est là où le bât blesse, pour la plupart des chercheurs. La plupart du temps, c'est la même information que l'on remâche et les mêmes arguments que l'on fournit. C'est malheureusement vrai et difficile à éviter. Après tout, les problèmes que présente ce domaine ne disparaissent pas une fois que la recherche scientifique ou non scientifique est effectuée, mais demeurent toujours et doivent perpétuellement être discutés et étudiés. En outre, cette recherche n'est pas facile à diviser en petites tâches nettement scientifiques, comme on pourrait le faire dans le cas des sciences physiques, par exemple.

Quant aux techniques de recherche les plus appropriées, tout dépend des questions à l'étude. Certains des meilleurs travaux rédigés dans le domaine du contrôle des armements et de la défense ont été sans doute conçus dans l'intimité d'un cabinet d'étude, à la suite de longues réflexions et de l'étude logique des problèmes. Cependant, il est parfois nécessaire, pour d'autres recherches, d'aller travailler sur le terrain, de mener des interviews sur place, et de parler à ceux qui sont au front, qui travaillent dans les usines d'armements ou au gouvernement. Tout dépend du sujet à l'étude.

M. Hudecki: Merci beaucoup.

The Chairman: Mr. Laniel, please.

Mr. Laniel: Thank you, Mr. Chairman.

M. Hudecki vous a interrogé sur l'histoire et les activités de votre centre, et j'imagine que c'est dans cette perspective que l'on vous a demandé de soumettre un mémoire au gouvernement avant que ce dernier ne dépose son projet de loi. Vous avez dit dans votre exposé que ce mémoire était disponible, pour ceux que cela pouvait intéresser. S'il ne s'agit pas d'un document trop volumineux, vous pourriez peut-être en envoyer un exemplaire au président du Comité, pour que celui-ci nous le distribue. Monsieur le président?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): De quel document s'agit-il?

M. Laniel: Il s'agit du mémoire présenté au gouvernement. Cela serait certainement très utile, dans la mesure où il ne contient rien de confidentiel. Monsieur le président, j'ai demandé que le mémoire dont a parlé le témoin dans son exposé soit envoyé au Comité, pour être distribué à ses membres.

[Text]

I must say that I find your presentation very positive. You seem to respond to the objective, at the same time bringing us to reality. You do refer to the importance of giving international stature to the institute. Could you expand on that? At the same time you say that we lack expertise; that there are all kinds of dangers. If we go too fast into that international direction, is there not a danger that the institute might not be considered as a serious one? So how can we achieve the two same objective—to make the institute appear serious and at the same time quickly make it of international stature?

Mr. Hagen: I think they are not necessarily the same points. I think the institute would be wise to proceed cautiously in defining exactly what it should do and how it should do it. I think a way to allow it to do that as quickly as possible but not with undue speed, would be to have individuals involved in the activity on the board of directors who have had experience in operating this kind of institute; who know what is done out there; who know how to do it; who have had some experience in the practical world of operating.

• 1610

Despite the stature or the wisdom of the people associated with this institute, whoever they may be, they will all be novices in this area. Having people on the board of directors, for example, who have done this sort of thing for decades would presumably allow some of that wisdom to percolate through to the Canadians involved in a fairly quick way. I think it is a matter of fact, fortunate or unfortunate, that in this field in particular, where there is what has been called a floating crap game of experts and government officials in the defence and arms control area, on both sides of the Atlantic and in various countries, to me it is virtually unheard of and would be virtually impossible for this institute to establish international credibility without consciously seeking to involve foreign institutes and foreign individuals in its activities from the outset in order to make them aware of the institute, in order to benefit from their expertise, in order to have them come to the institute to do work and develop relationships with other institutes abroad in a way that would, if only by association, give the new institute a certain international stature.

Mr. Lamb: May I just add a point to that? In our work we have attempted to make contacts with foreign institutes. In fact, we have an American and somebody from the International Institute of Strategic Studies and the arms control association on our council of advisers. Also, we have sent out our publications abroad. We find that there is real interest abroad in what a Canadian perspective amounts to. It is not always known. Sure, our diplomats are out there active in the inter-governmental fora, but in addition to that there is a whole international debate going on all the time, where in fact many of the ideas that at some point get picked up and considered by governments first percolate around and are hashed out and so on.

[Translation]

Votre exposé m'a semblé très positif. Vous répondez à l'objectif, tout en gardant les pieds sur terre. Vous avez dit également à quel point il était important de donner une envergure internationale à l'institut. Pourriez-vous vous expliquer? Vous aviez dit en même temps que nous n'avions pas suffisamment d'experts en la matière, et que cela présentait toutes sortes de dangers. Or, si nous choisissons trop vite la voie internationale, ne courons-nous pas le risque que l'institut ne soit pas pris avec tout le sérieux qu'il mérite? Comment atteindre ces deux objectifs simultanés, celui de conférer à l'institut tout le sérieux voulu, tout en cherchant à lui faire atteindre rapidement une envergure internationale?

M. Hagen: Ces deux objectifs ne vont pas nécessairement de pair. D'après moi, l'institut devrait être très prudent et définir exactement ses objectifs et la façon de les atteindre. Une façon d'accélérer les procédures, mais sans aller trop vite, ce serait d'aller chercher comme administrateurs des personnes qui ont déjà eu de l'expérience dans la gestion d'instituts de ce genre, c'est-à-dire des personnes qui savent quelles sont les institutions qui existent ailleurs et qui savent comment elles fonctionnent, c'est-à-dire qui ont eu une expérience pratique de l'administration.

Malgré la position ou la sagesse de ceux qui seront associés à cet institut, quels qu'ils soient, ils seront tous profanes en la matière. Nommer au conseil d'administration des gens qui font ce genre de chose depuis des dizaines d'années permettrait sans doute de transmettre une partie de cette sagesse aux Canadiens intéressés de façon assez rapide. C'est un fait, heureux ou malheureux, que dans ce domaine, où l'on assiste souvent à un jeu de va-et-vient pas très catholique entre experts et hauts fonctionnaires dans le domaine de la défense et du contrôle des armements, des deux côtés de l'Atlantique dans divers pays, que pour ma part cet institut ne pourra jamais assoier sa crédibilité internationale sans chercher consciemment à y intéresser des instituts et particuliers étrangers à ses activités dès le départ en vue de leur faire connaître cet institut, de profiter de leurs connaissances, de les détacher à cet institut pour qu'ils puissent travailler et entrer en contact avec d'autres instituts à l'étranger de façon à lui donner une certaine envergure internationale, si ce n'est uniquement en étant associé à ces instituts étrangers.

M. Lamb: Puis-je ajouter une observation? Nous avons tenté dans le cours de nos travaux d'établir des rapports avec les instituts étrangers. En fait, notre groupe de conseillers comprend un Américain, quelqu'un de l'Institut international d'études stratégiques et quelqu'un de l'Association pour le contrôle des armements. De même, nous avons envoyé nos publications à l'étranger. Nous constatons que l'étranger s'intéresse réellement au point de vue canadien. Ce point de vue n'est pas toujours connu. Il est évident que nos diplomates assistent aux tribunes intergouvernementales, mais un débat international se poursuit tout le temps et c'est au sein de ce débat que nombre d'idées sont à un moment donné reprises et étudiées par les gouvernements.

[Texte]

I think it is important for a Canadian perspective to be interjected into that and for there to be to-ing and fro-ing—you know, have some Canadian views challenged now and then in the international debate, have some foreign views challenged by Canadians and get some interaction going. This sort of institute ought to be doing that.

Mr. Laniel: Speaking of membership, in relation to your number three comment there, over a possibility of the danger of the institute overwhelming existing private and independent activities, would you agree with me that it might be a good thing that such an organization as yours be represented as a full-time member to be present when the time comes to give orientation to the new institute or prevent going in the same direction as other fields of activity that are done by others?

Mr. Lamb: It depends a little bit on what you mean by that. We have been invited, as we mentioned earlier, to make nominations for the board. I do not know if you are referring to...

Mr. Laniel: No, but I mean a representative of your centre...

Mr. Lamb: Being on the board.

Mr. Laniel:—being on the board.

Mr. Lamb: Yes, that has been suggested. I did not exactly feel it was appropriate for me to respond to it. One way we might have representation is that I understand one of our board members, Admiral Falls, has been put in the nomination process for the new institute. I suppose that would be a form of representation.

Mr. Laniel: In your seventh comment, you refer to some concern about the fact that the new institute mandate would be concerned with defence matters at the same time as arms control activities. My first reaction, when I overheard the debate on this matter, was that one. I am concerned about that aspect of the problem, as to the orientation of the institute and how we can separate the two things. But at the same time, if they are too close to one another—I can see the danger that you might want some representation on the board of the institute that will regroup as people interested in defence and some others that will regroup as people who are more concerned about arms control. At the same time, I am wondering if these two groups of people would have the same objective.

• 1615

Mr. Hagan: I think that is an unanswerable question, and it is certainly a real problem. Obviously, in order for the mandate of the institute to be fulfilled fully, both defence issues and arms control issues will have to be studied, dealt with and funded by the new institute. Presumably, a way in which that could be done is to ensure that on the board of directors there are people with interest in defence matters and people with interest in arms control matters.

One would hope that those individuals will develop a co-operative co-existence and that both sides will see virtue in doing research in both areas. In other words, you will not end

[Traduction]

Je pense qu'il est important d'y mêler le point de vue canadien et pour qu'il y ait échange d'idées, certains points de vue canadiens doivent être contestés ici et là au sein du débat international, de même que certains points de vue étrangers le sont par des Canadiens pour qu'il y ait interaction. C'est ce que devrait faire ce genre d'institut.

M. Laniel: En parlant des membres de cet institut, et je reprends votre commentaire numéro trois où vous dites que cet institut risquerait d'ensevelir toute activité indépendante actuelle, ne pensez-vous pas qu'une organisation comme la vôtre devrait être représentée à temps plein lorsqu'une orientation sera donnée à ce nouvel institut ou simplement pour l'empêcher d'empiéter sur les plates-bandes des autres?

M. Lamb: Cela dépend de ce que vous voulez dire. Comme nous l'avons dit plus tôt, nous avons été invités à proposer des candidats au conseil d'administration. Je ne sais pas si vous faites allusion à...

M. Laniel: Non, je veux parler d'un représentant de votre organisation...

M. Lamb: Qui ferait partie du conseil.

M. Laniel: Oui.

M. Lamb: Oui, cela nous a été proposé. Je n'ai pas estimé pouvoir y répondre. Mais je crois savoir que le nom d'un de nos membres, l'Amiral Falls, a été proposé et ce serait là une façon d'être représenté.

M. Laniel: Au paragraphe 7, vous vous inquiétez du fait que ce nouvel institut aurait pour mandat d'étudier les questions de défense tout en se penchant sur le contrôle des armements. Lorsque j'ai entendu les discussions tournant autour de cette question, ma première réaction a été celle-ci. C'est que moi aussi cet aspect du problème m'inquiète, je veux parler de l'orientation de l'institut et la façon dont nous pouvons séparer ces deux éléments. Toutefois, s'ils sont trop proches, je peux comprendre pourquoi vous voulez que ceux qui s'intéressent aux questions de défense et ceux qui s'intéressent au contrôle des armements soient représentés au conseil d'administration de l'institut. En même temps, je me demande si ces deux groupes poursuivraient le même objectif.

M. Hagan: Je pense pouvoir répondre à cette question qui est problématique, sans aucun doute. De toute évidence, pour que l'institut atteigne pleinement le mandat qui lui aura été donné, il devra aborder et étudier tant les questions de défense que de contrôle des armements et les financer. Pour y parvenir, il faudra apparemment s'assurer que le conseil d'administration compte des gens qui s'intéressent aux questions de défense et d'autres qui s'intéressent aux questions de contrôle des armements.

Il faut alors espérer que ces individus sauront coexister et que ces deux groupes trouveront utile d'effectuer des recherches dans ces deux domaines. En d'autres termes, il faudra

[Text]

up with a situation where a bone will be thrown to one element of the board and a bone to another element of the board, in order to keep the board members happy, because the result of that would be a rather chaotic and incoherent institute. Certainly the problem you have identified is probably a common problem for all institutes, but it is certainly one which, I think, deserves careful attention in this case.

Mr. Lamb: I would like to add a point to that. As you point out quite properly, there tends to be a split and very little communication between the defence and security communities in Canada and the arms control, disarmament and peace communities in Canada. There is some overlap but, by and large, they tend to talk among themselves and not to each other. I think what that points up is the need to really, in effect, stir up the pot—get a more lively debate going generally; get people mixing more than they do. That is something that an institute like this can do. I think, in effect, it means reaching out into the community . . . the potential community. That was one of the reasons why we suggested, for instance, that the thing be situated in Montreal where . . . neutral ground is probably not the right word to use.

Mr. Laniel: My last question, Mr. Chairman, was on that suggestion that the institute be established in Montreal or in Québec City, in the Province of Québec actually. I think the Province of Québec has not been spoiled in that area of activity, and for that reason we do not have much day-to-day interest. We do not really follow in our family debate, in our community discussions, the questions of disarmament or arms control. We are concerned about NATO, about the big noise that is made around the world. Even our academics are busy at other things, and one of the other things is the cultural aspect of our being part of this country.

But at the same time that brings me to talk about the necessity of having an institute that might be a fully bilingual institution in that field of activity. A presence within the Province of Québec would give it the opportunity to maybe develop an interest and, at the same time, facilitate the presence of French publications and French contributions from our francophone community.

The Chairman: *Merci* I apologize. I recognized my friend, Mr. Laniel, before my equal friend, Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): We are equal.

The Chairman: It was my fault. Mr. Munro, *s'il vous plaît*.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I would like first of all, on a point of order, to recommend that we append such documentation as was not appended from the previous agreement; that we have the complete exchange appended to one or other of our proceedings, including, I think, starting now, a list of people or institutions that were consulted, because it provides an excellent catalogue of institutions interested in this particular field. I would strongly urge, whether or not we can make a decision at this particular meeting because of our numbers, that we do have these appended.

[Translation]

faire attention à ce qu'une carotte ne soit pas lancée à un groupe et une autre à l'autre groupe en vue de contenter tout le monde car le chaos et l'incohérence régneraient. Mais le problème que vous avez soulevé est vraisemblablement un problème que connaissent tous les instituts mais qui nécessite néanmoins, à mon avis, une attention soutenue.

M. Lamb: Permettez-moi d'ajouter une observation. Comme vous l'avez très bien dit, il y a scission et les rapports entre ceux qui s'intéressent à la défense et à la sécurité au Canada et ceux qui s'intéressent au contrôle des armements, au désarmement et à la paix sont très ténus. Certains regroupements existent, mais *grosso modo*, ils ont tendance à se parler entre eux et non pas l'un avec l'autre. Cela signifie sans doute qu'il faut remuer le bouillon, rendre le débat plus fructueux et pousser les gens à entretenir des rapports plus étroits. Cet institut pourrait le faire. Il faudrait peut-être encourager ceux qui s'y intéressent déjà. C'est une des raisons pour lesquelles nous avions proposé que cet institut soit situé à Montréal où le terrain serait idéal, mais ce n'est vraisemblablement pas le terme exact.

M. Laniel: À ce propos, monsieur le président, certains ont proposé que cet institut soit situé à Montréal ou à Québec, de toute façon dans la province de Québec. Je pense que cette province ne compte pas beaucoup de militants dans ce domaine et pour cette raison, notre intérêt n'est pas très soutenu. En famille, dans les discussions que nous avons à l'échelle locale, nous n'abordons pas ces questions de désarmement ou de contrôle des armements. C'est l'OTAN qui nous inquiète, tout ce tapage que l'on entend dans le monde entier. Même nos universitaires s'intéressent à autre chose et il ne faut pas oublier non plus l'aspect culturel de notre pays.

Et justement je me demande si cet institut ne devrait pas être pleinement bilingue. S'il était situé dans la province de Québec, la province aurait ainsi l'occasion de s'y intéresser et en même temps d'encourager une contribution francophone.

Le président: *Thank you*. Excusez-moi. J'ai donné la parole à mon ami, M. Laniel, avant mon autre ami, M. Munro.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Nous sommes égaux.

Le président: *Mea culpa*. Monsieur Munro, *please*.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Tout d'abord, à titre de rappel au Règlement, je voudrais recommander que nous annexions les documents qui ne l'ont pas été auparavant, que cet échange complet soit annexé à l'un ou l'autre de nos procès-verbaux, y compris une liste des gens ou des organismes qui ont été consultés car cela nous donne un excellent aperçu de ceux qui s'intéressent à ce sujet. Je vous exhorterais donc, que nous puissions ou non prendre une décision dès maintenant en raison de notre nombre, à annexer ces documents à nos procès-verbaux.

[Texte]

[Traduction]

• 1620

I would just like to ask a follow-up question. I suppose today's proceedings will be consolidated with the hearings which are being held down below and appear in the same fascicule.

The Chairman: I would think they will be. This afternoon for the two witnesses, it will be one, and tonight, one; otherwise, it will be too long. Downstairs, they will be separate from us; they will be different.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): We will get four issues per day.

The Chairman: Per day, that is right. So far, I think there will be one per session of two. We could adjust. This is morning and afternoon.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Combined.

The Chairman: No, no, not the two committees, but morning and afternoon: let us say, committee one, together, morning and afternoon; committee two, downstairs, another. In the evening, downstairs or upstairs or wherever we sit, it will be different.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You realize, Mr. Chairman, I am still . . .

The Chairman: Otherwise, the printing would be too long for reading and all that. Now I am given the assurance that we may be put on priority one.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): But we are already issues behind.

The Chairman: There will be issues behind, yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I have not had the May 10 issue of External Affairs and National Defence . . .

The Chairman: I know.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): —and I think this is worth looking into.

The Chairman: My only problem is this. When Mr. Kilgour, your colleague, asks me to annex documents which are not completed, either I abide by his desire, by your desire or by mine. Mine would be to append late documents when they come in and not wait. Would you agree with me? It makes more sense.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Sure.

The Chairman: I shall abide by my own rule next time. I assure you that you may proceed with the questioning for the next few minutes which you need.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes, I would like to thank the witnesses for their presentation and ask them this, first of all.

You mentioned that External Affairs made a contribution to the centre. Is it the only government funding you receive? Is the rest by private donations?

Je voudrais poser une autre question à ce sujet. Je suppose que les délibérations de ce jour et celles qui ont lieu en bas seront regroupées et figureront dans le même fascicule.

Le président: Je le suppose. Il y aura un fascicule pour nos deux témoins de cet après-midi et un autre ce soir; autrement, ce serait trop long. Et les délibérations d'en bas feront partie d'un autre fascicule.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Nous aurons donc quatre fascicules par jour.

Le président: C'est exact. Jusqu'à présent, je crois qu'il y en aura un regroupant deux séances. Il faudrait voir. Il s'agit de la séance du matin et de l'après-midi.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ensemble.

Le président: Non, non pas les deux comités, mais la séance du matin et de l'après-midi. Disons que le premier comité regrouperait la séance du matin et de l'après-midi et le deuxième comité, en bas, regrouperait l'autre. Ce soir, où que nous siégeons, ce sera différent.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais vous vous rendez compte, monsieur le président, je suis encore . . .

Le président: Autrement, la lecture des fascicules serait trop longue. On vient de m'assurer que nous pourrions faire partie des priorités 1.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais nous avons déjà quelques fascicules de retard.

Le président: Il y en aura, oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je n'ai pas encore eu le fascicule du Comité des affaires extérieures et de la défense nationale du 10 mai . . .

Le président: Je sais.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): . . . et il me semble qu'il faudrait le parcourir.

Le président: Oui, mais j'ai un problème. Lorsque M. Kilgour, votre collègue, me demande d'annexer des documents qui ne sont pas tous là, ou je me plie à son désir, ou au vôtre ou au mien. Je préférerais annexer les documents qui ne sont pas encore arrivés lorsqu'ils arriveront sans attendre. Êtes-vous d'accord avec moi? Ce serait plus sensé.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Bien sûr.

Le président: Dorénavant, je ferai comme je l'entends. Vous pouvez maintenant interroger nos témoins pendant le temps que vous désirez.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui, je voudrais tout d'abord remercier les témoins de leur exposé et leur poser la question suivante.

Vous avez dit que le ministère des Affaires extérieures avait apporté son concours à votre Centre. Est-ce la seule subvention du gouvernement que vous recevez? Le reste vous est-il donné par des particuliers?

[Text]

Mr. Lamb: We received a \$25,000 contribution from the Department of External Affairs to fund a series of seminars and to get our library established. That was last fall. We have also submitted a request for a sustaining grant from the government, which we have yet to hear about.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Is it the Department of National Defence or the Department of External Affairs again?

Mr. Lamb: We have heard various forms. One is a joint contribution; another is an External Affairs contribution. The model was that the Canadian Institute of International Affairs and the United Nations association for years have received grants.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Right.

Mr. Lamb: So we put in a request for a comparable grant.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): May I ask how you recruit your personnel? You did mention the difficulty of robbing existing institutions. Where do you get yours?

Mr. Lamb: What we do is try to keep tabs on the specialist community as well as we can. We monitor students passing out of courses and so on. Mr. Hagen, our research director, I rifled from the Department of National Defence.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh, I see! He reports to you, though?

Mr. Lamb: He is the director of research for the centre, yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes. He is on your payroll.

Mr. Lamb: That is right. It is a problem. One interesting point we have found is that some of the best people are heading down to the States, and one is asked why that is, whether or not they are getting better money. Interestingly enough, in many cases they do not get better money in the States, but that is where the action is perceived to be in the field of arms control.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): It is the fastest growing industry in the world, is it?

Mr. Lamb: Yes, it keep up with defence expenditures, I guess. I was talking to somebody from Employment and Immigration the other day, and I asked if they had a program to facilitate a reverse brain drain. If you were able to offer better salaries, could you prevent this sort of movement? They found it rather interesting and said they would think about it.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Increase in the interest rate... I would also ask your comment on your opening phrase "given the short time available". I assume that you must have wondered why you were being hustled into the

[Translation]

M. Lamb: Nous avons reçu une subvention de 25,000\$ du ministère des Affaires extérieures qui a servi à financer une série de colloques et à créer une bibliothèque. C'était l'automne dernier. Nous avons également déposé une demande de subventions continues auprès du gouvernement dont nous n'avons pas encore entendu parler.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): S'agit-il du ministère de la Défense nationale ou du ministère des Affaires extérieures?

M. Lamb: Cela dépend, l'une est une contribution de ces deux ministères et l'autre provient du ministère des Affaires extérieures. Nous l'avons fait car pendant des années l'Institut canadien des affaires internationales et l'Association des Nations Unies ont reçu des subventions.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous avez raison.

M. Lamb: C'est la raison pour laquelle nous avons demandé la même subvention.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Puis-je vous demander comment vous recrutez votre personnel? Vous avez dit qu'il était difficile de voler des compétences aux institutions en place. Comment avez-vous fait?

M. Lamb: Nous essayons de tenir à jour des fiches sur les spécialistes et les experts. Nous nous intéressons également aux étudiants diplômés et ainsi de suite. J'ai volé M. Hagen, notre directeur chargé de la recherche, au ministère de la Défense nationale.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh, je vois! Vous êtes son supérieur cependant?

M. Lamb: Il est le directeur chargé de la recherche au Centre, oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je vois. Il fait partie de votre personnel.

M. Lamb: C'est exact. C'est un problème cependant. Nous avons constaté malheureusement que les meilleurs vont aux États-Unis et parfois on nous demande pourquoi et si c'est parce qu'ils sont mieux rémunérés. Il est intéressant de noter que ce n'est pas toujours le cas, mais que ces gens-là ont l'impression qu'il faut être aux États-Unis lorsqu'on s'intéresse au contrôle des armements.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'est le plus gros secteur en expansion au monde, n'est-ce pas?

M. Lamb: Oui, il se développe au même rythme que le budget de la défense, je suppose. Je parlais à quelqu'un d'Emploi et Immigration l'autre jour, et je lui demandais s'ils avaient un programme visant à renverser cet exode de cerveaux. Est-ce qu'en offrant de meilleurs salaires on pourrait éviter ce genre d'hémorragie? Ils ont trouvé la proposition intéressante, et ont dit qu'ils y réfléchiraient.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Augmenter le taux d'intérêt... Je voudrais aussi vous poser une question sur votre introduction: «étant donné le peu de temps dont nous disposons». Je suppose que vous vous êtes demandés pourquoi

[Texte]

preparation of a brief at this particular time, just six weeks possibly before the end of this particular session of Parliament, and I was wondering what your cerebrations came up with.

Mr. Lamb: First of all, the short time available referred to the time available in this session today.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): In other words, why is this particular Bill so urgent now? Why should it not have come forward six months ago, two years ago? What is it that has prompted whoever it is to insist that it be done the way we are doing it, with two sessions of this committee meeting simultaneously and crowding everybody out of time? Is it to suit somebody's pleasure or what?

Mr. Lamb: There are a whole lot of ways one could answer that.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Try one.

Mr. Hudecki: I do not think that is a fair question, on a point of order.

The Chairman: Our witness can say he would rather abstain. It is an easy committee but . . .

Mr. Lamb: I do not think I have to . . .

The Chairman: But if someone objects, I will have to rule . . .

Mr. Hudecki: I object. I do not feel that our witnesses should take what might be partisan views . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Excuse me. He mentioned it in his opening statement.

Mr. Lamb: The opening statement really did refer to the time available here. We were told we had five minutes to make a presentation and then that there would be 40 minutes or something of question and answer. I think that is the answer. And I think that the perception of a requirement—one could ask me why I did not think of creating our centre five years ago.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I am not asking you that.

Mr. Lamb: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): No, that is fine.

The Chairman: Another question.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes.

When you were responding to Dr. Hudecki, you mentioned that you should monitor the various projects. I wonder who "you" was. Were you meaning that Parliament should monitor the projects that are being undertaken by any research institute that might develop from these discussions we are having, or whether the arms control and disarmament community should be monitoring them?

[Traduction]

on vous invitait dans des si brefs délais à proposer un mémoire, six semaines avant la fin donc de cette session parlementaire, et je me demandais ce que cela avait bien pu susciter comme réaction en vous.

M. Lamb: Lorsque nous parlions de peu de temps, nous voulions parler du temps qui nous est imparti ici à cette séance.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Bref, pourquoi est-il subitement si urgent d'adopter ce projet de loi? Est-ce qu'on n'aurait pas pu le présenter il y a six mois, ou il y a deux ans? J'aimerais donc savoir pourquoi il a fallu absolument que quelqu'un insiste quelque part pour que ce soit fait comme nous le faisons maintenant, avec deux sous-comités du Comité siégeant en même temps, et cette affluence de témoins les uns après les autres? S'agit-il ici de faire plaisir à quelqu'un, ou quoi?

M. Lamb: Je pense qu'il y a plusieurs façons de répondre à cela.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Allez-y au moins pour une.

M. Hudecki: Je ne pense pas que la question soit recevable, j'invoque le Règlement.

Le président: Notre témoin peut toujours demander à pouvoir s'abstenir. Le Comité procède de façon très détendue aujourd'hui . . .

M. Lamb: Je ne pense pas devoir . . .

Le président: Mais si quelqu'un a des objections, il faudra que je prenne la décision . . .

M. Hudecki: J'élève une objection. Je ne pense pas que notre témoin doive ici donner son avis sur ce qui pourrait être le plan politique . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Excusez-moi. C'est ce qu'il a dit dans son introduction.

M. Lamb: Nous parlions du temps dont nous disposons au Comité. Nous devions avoir cinq minutes pour notre exposé pour réserver 40 minutes aux questions. Voilà donc la réponse à votre question. Et pour ce qui est du besoin, je pense que l'on pourrait également me demander pourquoi je n'ai pas pensé déjà il y a cinq ans à créer notre centre.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ce n'est pas ce que je vous demande.

M. Lamb: Bien.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Non, mais laissons.

Le président: Une autre question.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui.

Lorsque vous répondiez au docteur Hudecki, vous disiez qu'il faudrait surveiller les divers projets. J'aimerais savoir de qui vous parlez. Voulez-vous dire que le Parlement devrait suivre les projets et travaux d'un institut de recherche qui verrait le jour à la suite de nos discussions, ou que ces travaux devraient être soumis au contrôle des spécialistes de ce domaine?

[Text]

Mr. Lamb: I would say both. If you look at what I said, it said those who monitor and those who operate. Clearly those who operate refers to the staff of the institute plus the board of directors.

I think in the amendments that have been made to the Bill a role for Parliament has been pointed to and I think that is a very positive idea. I think that Parliament and this committee ought to be watching with a great deal of interest, which is another way of saying monitoring, what the institute does, what the direction of its research is. Hopefully that monitoring function will be informed by your staying aware of what the community is doing, and I guess what that means is hopefully communications between the specialist community, the committee and the House will develop.

I think there is a long way to go in Canada in the area of those sorts of communications. It is done much more in the States. I think that senators and congressmen have links out into the community that need to be fashioned here.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): As a comment, and without any criticism implied in it—I have no idea what projects your centre is engaged in at the moment, and that is fair enough. However, what you are suggesting is that we should know what a research institute would be engaged in at any moment in time. I do not know—for example, the IBRD is engaged in a number of research operations at the moment. They keep us informed mostly after the event, when the report is finished. I gather you are suggesting in this monitoring notion that we should be informed even in the course of developing a research project, that we should know what is in the institute's mind.

• 1630

Mr. Lamb: Most institutes, if they are operating well, have a plan over a year's time, for instance.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): So their annual report should perhaps say that they are planning to do this and this and this.

Mr. Lamb: Yes. I would think that is a good idea. I do not think it would be operationally burdensome for the institute to have to make reports on an ongoing basis about ongoing research. Upcoming research, or research which is being considered, ought to be communicated to the committee, I would think, as much out of courtesy as anything else. It is probably better to get a good relationship going than to legislate requirements.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): A good relationship with whom?

Mr. Lamb: Between the institute, its board and the committee. I mean, in effect, parliamentarians who are responsible are involved in Canadian arms control and defence questions and ought to be staying abreast of these. By the way, in terms of our own centre's communications, we made an effort to try to

[Translation]

M. Lamb: Je pensais aux deux choses. Si vous vous reportez à ce que je disais, il était question de ceux qui vérifient et contrôlent et de ceux qui font ce travail. Ceux-ci, de toute évidence, sont le personnel de l'institut et son conseil d'administration.

Dans les amendements qui ont été proposés au projet de loi, on réserve un rôle au Parlement, et je pense que l'idée est à retenir. Je pense que le Parlement et ce Comité-même devraient suivre avec beaucoup d'intérêt—ce qui est une autre façon de parler de contrôle—ce que l'institut fait, et dans quelle direction il oriente sa recherche. Ce travail de surveillance et de contrôle se nourrit de la connaissance que vous aurez du travail des spécialistes, et cela suppose qu'une bonne communication s'instaure entre la communauté des chercheurs, le Comité et la Chambre.

Je pense qu'il y a encore beaucoup à faire au Canada dans ce domaine, pour ce qui est de la communication. Cela se fait déjà beaucoup aux États-Unis. Je pense que les sénateurs et les membres du Congrès ont des bons rapports avec la communauté des chercheurs, et qu'il faudrait s'en inspirer.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): À propos, et sans vouloir vous critiquer, je ne sais pas exactement à quel genre de travaux et de recherche votre centre participe en ce moment, et cela se comprend. Toutefois, vous laissez entendre ici que nous devrions être au courant à tout moment des travaux de recherche d'un institut comme celui-là. Je ne sais pas—par exemple—ce que la BIRD fait en matière de recherche en ce moment. On nous informe la plupart du temps après coup, c'est-à-dire une fois que le rapport est terminé. J'imagine que ce que vous suggérez, lorsque vous parlez de surveillance, c'est que nous soyons informés de toute la préparation d'un projet de recherche, afin que nous soyons au courant des objectifs de l'institut.

M. Lamb: La plupart des instituts qui sont bien administrés peuvent vous présenter leur plan de travail plus d'un an d'avance, par exemple.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous pensez donc que le rapport annuel de l'institut devrait pouvoir vous renseigner sur les projets qu'ils ont l'intention de lancer.

M. Lamb: En effet, ce serait une bonne idée. Je ne crois pas que cela occasionnerait un fardeau administratif trop grand pour l'institut que de rendre compte de façon continue de la recherche qui s'effectue en permanence. La liste des projets de recherche, ou toute intention de projet, devrait être communiquée au Comité, ne serait-ce que par courtoisie. Il vaudrait mieux établir au départ une bonne relation, plutôt que d'avoir à légiférer plus tard.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Une bonne relation avec qui?

M. Lamb: Une bonne relation entre le Comité, d'une part, et l'institut et ses administrateurs, d'autre part. Les parlementaires qui s'intéressent au contrôle des armements au Canada et aux questions de défense devraient, bien sûr, être tenus au courant de toutes les recherches dans ce domaine. Soit dit en

[Texte]

get parliamentarians interested in our centre. Thus far, we are having moderate success, but we are pushing along with it.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Where is the Canadian Institute of International Affairs? You are not alone.

You made another interesting comment in this consultation, or monitoring, business. I wonder if you would just make comments on a notion that occurred to me as you were saying it. Assuming the institute gets underway and is established with its board of directors and so on, would it be a feasible operation, somewhere along the line, using a list something of this sort, or the one that was used for prior consultation by Mr. Pearson, that there be an inter-institute consultation on research projects, in order to determine, as you suggested, what areas are being either glossed over or neglected by one group or another? I do not know whether it would not be a good notion, if it were worth considering, of having that written into the Bill; that there be inter-institute consultation—and I consider that your centre is an institute, in that sense . . . on possible research projects either by you or by the research institute. How does that idea appeal to you?

Mr. Lamb: Off the top, it appeals. As we have moved to set up our own research program, we have tried to make contact with other institutes to make sure we are not doing exactly the same project and that sort of thing, that there be some complementarity. I think that it would be useful if that same thing were done in connection with this institute.

In discussions that we had very early on at the time we were preparing the brief that was referred to earlier, Geoffrey Pearson, who had solicited that brief, discussed this specific issue with us in some detail—the need to consult and make sure there was not overlap and so on. Needless to say at that time, before the specifics of the Bill were set down, we were somewhat concerned about overlap and competition and so on. He said that we must consult and make sure there is no overlap.

It might be a good thing to write it into the Bill, but I think it would be better, in the same sense as the comment I have just made, if that were the result of an organic relationship, rather than something formal. I sense that an organic relationship which brought that sort of consultation about would probably work better than a legislative requirement.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You mentioned earlier consultation while the Bill was being put together, and I assume that means the consultation that you had with Mr. Geoffrey Pearson and that you had a hand in putting this Bill together, in that sense.

[Traduction]

passant, eu égard à nos propres communications à nous, nous avons tenté sérieusement d'intéresser les parlementaires à notre Centre. Nous avons jusqu'à maintenant connu un succès modéré, mais nous continuons à exercer des pressions en ce sens.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Que faites-vous de l'Institut canadien des affaires internationales? Vous n'êtes pas seuls.

Vous avez fait une autre remarque intéressante au sujet de ce processus de consultation ou plutôt de surveillance. J'aimerais vous faire part d'une observation qui m'est venue à l'esprit en vous entendant parler. Supposons que l'institut, avec tous ses administrateurs, soit lancé: à l'aide d'une liste comme celle dont vous avez parlé, ou d'une liste comme celle qui avait été utilisée à des fins de consultation par M. Pearson, pensez-vous qu'il serait possible que les divers instituts se consultent au sujet de leurs projets de recherche, afin de déterminer, comme vous l'avez suggéré, quels sont les domaines qui sont passés sous silence ou négligés par l'un ou l'autre de ces groupes? Est-ce une idée qu'il vaut la peine de retenir? Serait-ce utile d'intégrer au projet de loi une disposition obligeant les divers instituts à se consulter entre eux—et j'inclus votre Centre au nombre des instituts—sur tous les projets de recherche? Que dites-vous de cette idée?

M. Lamb: À première vue, elle me plaît. Au fur et à mesure de la mise sur pied de notre propre programme de recherche, nous avons tenté d'établir des contacts avec les autres instituts pour nous assurer que nous n'entreprenions pas exactement les mêmes recherches et que les projets étaient complémentaires. Ce serait sans doute utile d'obliger l'institut à faire la même chose.

Au cours des discussions que nous avons eues au tout début, c'est-à-dire au moment où nous préparions le mémoire dont nous avons parlé plus tôt, Geoffrey Pearson, puisque c'est lui qui avait sollicité notre mémoire, a réfléchi longuement avec nous à la nécessité de se consulter pour faire en sorte qu'il n'y ait pas chevauchement des projets. Il est évident qu'à cette époque-là, c'est-à-dire avant que les détails du projet de loi ne soient connus, nous nous inquiétions véritablement au sujet du chevauchement et de la concurrence. M. Pearson a insisté sur la nécessité de se consulter, afin qu'il n'y ait aucun chevauchement.

Peut-être serait-ce bon de l'inscrire dans le projet de loi; cependant, dans le même esprit que ce que je viens de dire, j'ai l'impression que cette collaboration devrait plutôt être le résultat d'un lien organique, plutôt que de découler d'une obligation. La relation organique qui entraînerait les consultations dont nous parlons donnerait sans doute de bien meilleurs résultats qu'une obligation prévue par la loi.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous avez parlé plus tôt de consultations auxquelles vous aviez participé au moment de la rédaction du projet de loi, et j'imagine qu'il s'agit de consultations avec M. Geoffrey Pearson; cela veut-il dire que vous y êtes pour quelque chose dans la façon dont le projet de loi est rédigé?

[Text]

Mr. Lamb: That is going a bit farther than I would go. We were invited to prepare and submit a brief on our feelings about the Throne Speech proposal, and we did that. The thrust of our submission, as I said earlier, was contained in the brief which I will make available to this committee.

• 1635

The Chairman: May I at this time say that I know our next witness is waiting, the Voice of Women, but for your own information, Mr. Munro, you may like to know that in rapidly consulting the documents I have just tabled, our guest this afternoon was also consulted by Geoffrey Pearson prior to the draft of the Bill. His institution was also asked by Mr. MacEachen to submit nominations for the board of directors, and so I think in this case in this presentation this afternoon, for which I thank him very much, he was not ill-prepared for a meeting in front of us.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): No, no, I am not suggesting that he was.

The Chairman: If you have one more question, please proceed.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Did the Bill, as it emerged and was presented . . .

The Chairman: With the amendment.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): —with the amendments, meet your general wishes? Does it conform with what you had hoped you would see?

Mr. Lamb: Yes. I think the process of consultation among the political parties that produced these amendments was very impressive. We had a number of concerns about the original form, which we made known to all of the parties. They seem to have hoisted a lot of them on board and there were some productive changes.

I think the point we wanted to raise today was that the formal provisions of the Bill do not necessarily indicate the specific direction the institute will take, and some of the suggestions with regard to a research program, which attempts to fill gaps rather than doing more of what is already being done, attempts to go beyond the formal Bill process to perhaps putting into your minds a sense of what we think could be done in an operational sense.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Thank you.

The Chairman: Thank you all. Thank you very much, Mr. Lamb. We shall reflect on your views.

I would now kindly invite the next witness from the Voice of Women, Dr. Muriel Duckworth and Kay MacPherson, two people well known to this committee, and whomever else they feel like inviting. Thank you.

Now we go from the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament to two very patient ladies who have been

[Translation]

M. Lamb: Votre interprétation de mes paroles dépasse ma pensée. On nous avait tout simplement invités à présenter un mémoire qui traduirait notre position relativement à la proposition du Discours du trône. Comme je l'ai dit, notre position était présentée dans le mémoire que j'enverrai au Comité.

Le président: Je sais que nous faisons déjà attendre notre prochain témoin, «La voix des femmes». Cependant, j'aimerais informer M. Munro qu'à la lecture rapide des documents que je viens de déposer, j'ai pu vérifier que Geoffrey Pearson avait déjà consulté notre premier témoin de cet après-midi avant la rédaction du projet de Loi. En outre, M. MacEachen avait demandé au Centre de lui présenter le nom de candidats possibles aux postes d'administrateurs. Nous devons donc convenir que notre témoin de cet après-midi nous a présenté un exposé très bien documenté et pour lequel je le remercie, et qu'il était fort bien préparé pour sa rencontre avec nous.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je n'ai jamais prétendu le contraire.

Le président: Si vous avez une autre question, veuillez la poser.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Le projet de loi, tel qu'il a été présenté . . .

Le président: Avec la modification.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): . . . avec les modifications, répondait-il à vos souhaits en général? Y trouvez-vous ce que vous aviez espéré y voir?

M. Lamb: Oui. Je suis très impressionné par toutes les consultations qui ont dû avoir lieu entre les partis politiques et qui ont abouti à ces amendements. Le libellé original nous posait un certain nombre de problèmes que nous avons fait connaître à tous les partis. On semble en avoir tenu compte en grande partie, ce qui a permis d'apporter des changements de fond.

Nous avons tenté de vous expliquer aujourd'hui que les dispositions du projet de loi ne précisent pas nécessairement l'orientation spécifique que prendra l'institut. Certaines des suggestions que nous avons présentées eu égard au programme de recherche et qui propose de combler les lacunes plutôt que de remédier des travaux déjà entrepris, visent à dépasser ce que propose le projet de loi officiellement: nous avons tenté de vous faire réfléchir sur les façons dont l'institut pouvait fonctionner du point de vue opérationnel.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Merci.

Le président: Merci à tous, et très particulièrement à M. Lamb. Nous allons réfléchir sur vos propositions.

J'invite maintenant avec plaisir les représentants de «La voix des femmes», M^{mes} Muriel Duckworth et Kay MacPherson que le Comité connaît fort bien, à se présenter à la table accompagnées de toutes les personnes dont elles auraient besoin. Merci.

Nous passons donc du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement à deux fort patientes dames qui

[Texte]

waiting, I may say that I will count on my colleagues to advise me, and this is exceptional, but there may be an interruption for a vote. But if you are to be as kind as I know you are, we will interrupt when the bell rings and we will go to vote, but we will come back. It is very kind of you to have taken the time to visit us. I invite you either to comment on your brief or go right to the questions, but I am sure you would like to say a few words on the Bill. Our main interest, as you may have discovered, is your view on Bill C-32 and anything that pertains, otherwise I know how often we can speak together. Also, I am so pleased to see you with the Order of Canada. It is very pleasant for us to recognize that fact. So, please, whatever you choose to say.

Ms Kay MacPherson (Voice of Women): Thank you very much.

The Chairman: I recognize, this time, Mr. Munro first.

Ms MacPherson: If it meets with your agreement, and thank you for having us, we will combine our voices in this presentation. Since there was so little time after our invitation to come, we too have been consulting our brief. I think the best we can do is to pick certain parts of the brief, which was largely prepared by Dr. Ursula Franklin who has been our research director in the Voice of Women for I think about 25 years as a volunteer, which you understand well, I am sure. I, myself, feel that we are trying to break into new ground in what we are going to say about this research that needs to be done, and trying to open up different perspectives from what has been considered. An example is that the title the government has given the Bill to consider international peace and security, seems to be somewhat confused in many people's minds with a discussion of arms control and defence. Speaking as we are doing, both for the Voice of Women and, I should say very clearly that we are also speaking for the National Action Committee on the Status of Women, which was also invited to speak, I could perhaps, with their endorsement, ask for a little lenience in time, since you will not be having to listen to them tomorrow.

• 1640

The Chairman: Yes.

Ms MacPherson: I would like to start, very briefly, by reading one paragraph from the submission that we made, again jointly, to the task force that Mr. Mulroney set up under Mr. Clark, because I think it is relevant to what the women's organizations in Canada are trying to instil into this discussion and into the consideration of research. I will read you this one paragraph, which keep in mind was directed to another body. But I think it is perhaps relevant.

[Traduction]

attendent depuis quelque temps. Je compte sur mes collègues pour me conseiller dans la situation exceptionnelle que nous connaissons peut-être, c'est-à-dire lors de l'interruption possible du Comité en raison d'un vote. Si je peux compter sur l'amabilité qui caractérise si bien nos témoins, j'interromprai la séance lorsque les cloches sonneront, ce qui nous permettra d'aller voter puis de revenir. Vous avez été fort aimables de prendre le temps nécessaire pour venir nous rencontrer. Je vous invite à commenter votre mémoire, ou à passer directement aux questions. Mais je suis sûr que vous voudrez nous parler du projet de loi. Puisque nous avons souvent l'occasion de causer en d'autres circonstances, j'ajouterai que ce qui nous intéresse principalement aujourd'hui, comme vous l'avez sans doute constaté, c'est de connaître vos opinions sur le projet de loi et sur toute autre question pertinente. J'ajoute que j'ai grand plaisir à vous voir arborer l'Ordre du Canada. C'est très agréable pour nous de le mentionner. Donc, veuillez procéder de la façon qui vous conviendra.

Mme Kay MacPherson (Voix des femmes): Merci beaucoup.

Le président: Cette fois-ci, je céderai d'abord la parole à M. Munro.

Mme MacPherson: Merci de nous accueillir. Si cela vous convient, nous combinerons nos voix pour vous présenter notre exposé. Comme nous avons eu si peu de temps pour nous préparer à votre invitation, nous aussi devons consulter souvent notre mémoire. La meilleure façon de procéder, ce serait de relever certains passages de notre texte qui a été préparé en grande partie par M^{me} Ursula Franklin, qui est notre directrice de la recherche, à titre bénévole, vous le comprendrez sans doute, depuis environ 25 ans. Je pense que nous pouvons ouvrir de nouvelles voies en vous exposant comment la recherche devrait être effectuée, d'après nous, et en tentant de jeter une lumière tout à fait différente sur les débats. Par exemple, le titre donné par le gouvernement à son projet de loi, c'est-à-dire l'étude d'un institut pour la paix et la sécurité mondiales, induit le public en erreur puisque ce dernier semble croire qu'il s'agit de contrôle des armements et de défense. Nous sommes ici au nom de la «Voix des femmes» et, je voudrais le préciser, au nom également du Comité d'action nationale sur la situation des femmes qui a également été invité à comparaître. Puisque je parle en leur nom, je vous demanderais de prolonger quelque peu mon temps de parole, étant donné que vous n'aurez pas à entendre leur témoignage demain.

Le président: D'accord.

Mme MacPherson: J'aimerais, brièvement, vous lire d'abord un paragraphe tiré de l'exposé que nous avons présenté conjointement au groupe d'études établi par M. Mulroney sous la présidence de M. Clark. Ce paragraphe me semble bien expliquer l'orientation que les organismes féminins canadiens tentent de donner à la discussion et à la recherche. Je vous citerai donc ce paragraphe qui, je vous le rappelle, s'adressait à un autre organisme mais qui me semble tout à fait pertinent.

[Text]

The process of seeking and reaching non-violent solutions to disputes between nations, is now where a government's priorities must be directed. Research and experimentation, development of new models, education and involvement of all our citizens in this new direction for our survival, is a challenge which must not be missed. If mutual trust and interdependence can grow amongst the world's peoples and the free enterprise of the movements for peace around the world is providing the impetus, then there may be hope that we can avoid a nuclear catastrophe, and those who have suffered and starved from the effects of the arms race, may begin to benefit from a new co-operation between nations.

That may sound very idealistic in the terms that we are so often criticized by, but on the other hand, we begin to feel that the idealists of former years are the only realists left, and unless those realists are listened to now, we are not going to be here much longer. So that it is our conviction, and it is a growing conviction in the millions of people around the world who are beginning to take their own initiatives on this matter of survival, that we must address new ways of considering our survival, and we must devote our research and our expertise of all areas into these new ways of solving international problems.

I will now put in my plug, because you have to have a perspective that is a female perspective, which has been totally missing—and I listen to all those names which were submitted to you for this new research body—and there has been not one single woman's name mentioned. I do not know whether you realize that women do see this whole prospect for a process in a different way.

Now, I will not lecture you any further.

The Chairman: If I may be of some consolation to you, I just...

Ms MacPherson: I need some.

The Chairman:—went through it. Oh, you will always have my support; you know that. At least part; mainly, in case.

Ms MacPherson: Yes.

The Chairman: But I also have comments to make. You are in the same position as French Canadians. I see that, and, boy, something will have to be done there. So we will join our efforts.

Ms MacPherson: Yes, I will be happy to join with you on that one.

Now, I will get down to the brief that you have before you.

The Chairman: Yes.

Ms MacPherson: I will bring out some of the points that I think we will need to refer to the original draft of the Bill, because I do not have the recommendations that have been submitted. So we will be supporting some of the recommended amendments and perhaps we will also suggest one or two of our own.

[Translation]

Les gouvernements doivent désormais s'attacher prioritairement à chercher et à trouver des solutions non violentes aux conflits entre les nations. La recherche et l'expérimentation, l'élaboration de nouveaux modèles, l'éducation et l'engagement de tous nos citoyens à l'égard de cette nouvelle orientation que prend notre survie constituent un défi que nous ne pouvons manquer de relever. Si la confiance mutuelle et l'interdépendance pouvaient croître chez les peuples du monde, et si la libre entreprise des mouvements pacifistes à l'échelle du globe pouvait fournir l'élan voulu, alors l'espoir existerait peut-être d'éviter une catastrophe nucléaire. Ceux qui auraient souffert des conséquences de cette course aux armements pourraient commencer à bénéficier de cette nouvelle collaboration entre les nations.

Cela semble peut-être très idéaliste, comme on nous le reproche souvent; mais par ailleurs, nous avons l'impression que les idéalistes d'hier sont les seuls réalistes d'aujourd'hui et que si l'on n'écoute pas désormais ces réalistes, nous ne serons plus encore sur terre bien longtemps. Nous sommes convaincus, tout comme les millions de citoyens du monde qui de plus en plus prennent sur eux d'assurer leur survie, que nous devons envisager pour survivre de nouvelles orientations et consacrer notre recherche et nos connaissances acquises dans tous les domaines à définir de nouvelles façons de résoudre les problèmes d'ordre international.

Je prêcherai maintenant pour ma paroisse, puisqu'il est nécessaire pour vous d'entendre le point de vue des femmes, point de vue qui est totalement absent. En effet, j'ai écouté la liste des candidats à ce nouvel organisme de recherche qui vous a été présentée, et je n'ai pas entendu une seule fois le nom d'une femme. Vous rendez-vous compte que les femmes voient l'avenir d'une façon tout à fait différente de la vôtre?

Je vais cesser maintenant de vous sermonner.

Le président: Si cela peut vous consoler...

Mme MacPherson: J'en ai besoin.

Le président: ... je viens de parcourir la liste. Vous savez que je vous appuierai toujours, du moins dans certains cas, et surtout dans celui-ci.

Mme MacPherson: Merci.

Le président: Je voudrais également dire que vous êtes dans la même position que les Canadiens-français. Il faudra absolument faire quelque chose. Nous pouvons donc joindre nos efforts.

Mme MacPherson: Oui, je serai très heureuse de me joindre à vous dans cette cause.

Passons maintenant au mémoire que je vous ai distribué.

Le président: Oui.

Mme MacPherson: Certaines de nos remarques se reportent au libellé original du projet de loi, étant donné que nous n'avons pas reçu les recommandations qui ont été présentées. Nous appuierons peut-être certaines des nouvelles recommandations, mais voudrions peut-être également en suggérer une ou deux autres qui nous seront propres.

[Texte]

I think I will turn it over to Muriel Duckworth to start with our clause-by-clause discussion because I do not want to take too much of your time.

Dr. Muriel Duckworth (Voice of Women): I also have to say a little bit by way of introduction, because the call that came for me was from Ann Gertler in New York. She is attending a United Nations meeting, representing the Voice of Women, and this morning she had a telephone call from Dr. Joseph Goldblatt, who is a senior researcher at SIPRI in Stockholm. His call was to ask her how the Bill was coming along, to say he was delighted with the creation of this institute, and that he is offering the co-operation of SIPRI to the new institute and to individuals who are doing research as appropriate. He says that the more such institutes there are in the world, the better.

• 1645

The Chairman: You may like to know, madam, on the consultations held by Mr. Geoffrey Pearson prior to the drafting of the Bill, that many consultations were made in the U.S.A., the U.K., and Sweden. For your perusal, in Sweden you have the Stockholm International Peace Research Institute, the UN Institute for Disarmament Research, the Research Institute for Peace and Security in Japan, and also the Research Institute for International Politics and Security in FRG, in the U.K. and in the U.S.A. I am very pleased to put that on the record.

Dr. Duckworth: On Section 4, the purposes of the institute, we just propose adding the word "understanding": The purpose of the institute is to increase knowledge and understanding of the issues, with particular emphasis on disarmament and conflict resolution. As Kay MacPherson said, this is what we are concerned about; we think this is the thing that is missing. This is the important new element to which all our imagination has to be directed... —that we come up with new ways. One reason for the existence of this institute to make it different from others could be this particular emphasis on disarmament and conflict resolution.

The reason for suggesting this modification is that there is a very large amount of ongoing research on defence and arms control, much of it well summarized and accessible. At present in Canada there are five military and strategic study programs and three additional teaching centres. You will be able to read that; it gives our reason for saying that the emphasis on this institute should not be similar to the emphasis on the institute you just heard from, the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament. I should think there should not be very much overlap.

With Clause 5, the powers of the institute, we would suggest some amendments. Subclause (b), for instance: We think the words "by governments" should be removed. Has that been removed?

A witness: No, it was not an amendment.

[Traduction]

Je céderai maintenant la parole à Muriel Duckworth qui vous exposera l'étude que nous avons faite sur les articles du projet de loi; ainsi, je ne prendrai pas trop de temps.

Mme Muriel Duckworth (Voix des femmes): J'aimerais tout d'abord vous expliquer que l'appel que je viens de recevoir venait d'Ann Gertler qui se trouve à New York. Elle assiste en effet, au nom de la Voix des femmes, à une réunion des Nations Unies et m'a fait savoir qu'elle avait reçu ce matin un appel téléphonique de la part du professeur Joseph Goldblatt, chercheur principal au SIPRI de Stockholm. Le professeur l'appelait pour savoir où en était le projet de loi et pour lui dire qu'il était très heureux de la création de l'institut et qu'il offrait à ce dernier ainsi qu'à tous ses chercheurs la pleine collaboration du SIPRI. Il a même ajouté que plus il y avait d'instituts de ce genre de par le monde, mieux cela valait.

Le président: Vous voudrez peut-être savoir, madame, que M. Geoffrey Pearson a consulté beaucoup d'experts aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suède, avant la rédaction du projet de loi. Si cela vous intéresse, il a consulté le *Stockholm International Peace Research Institute*, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, l'Institut de la recherche pour la paix et la sécurité du Japon, l'Institut de la recherche sur les politiques et la sécurité internationale de la République fédérale d'Allemagne, de même que certains organismes du Royaume-Uni et des États-Unis. Je suis heureux de pouvoir le préciser.

Mme Duckworth: À l'article 4 portant sur la mission de l'institut, nous proposons d'ajouter le terme «compréhension». L'article se lirait ainsi: l'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions, etc., particulièrement en matière de limitation des armements et de résolution des conflits. Comme l'a souligné M^{me} MacPherson, c'est ce qui nous inquiète et qui nous semble manquer. Voilà le nouvel élément important sur lequel tous nos efforts d'imagination doivent porter afin que l'on trouve des solutions originales. Une des caractéristiques originales de ce nouvel institut pourrait être l'accent sur le désarmement et la résolution des conflits.

Nous avons suggéré cette modification, tout simplement parce qu'il y a beaucoup de recherche qui s'effectue constamment sur la défense et le contrôle des armements dont la plus grande partie est bien résumée et accessible. Il existe actuellement au Canada cinq programmes d'étude militaire et stratégique de même que trois centres de formation dans ce domaine. Vous pourrez lire dans notre mémoire les raisons pour lesquelles nous demandons que l'institut n'ait pas la même orientation que l'organisme dont vous venez d'entendre le témoignage, le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de chevauchement entre les deux.

Nous voudrions également suggérer quelques modifications à l'article 5 intitulé «Pouvoirs de l'Institut». Ainsi, nous pensons que l'expression «par les pouvoirs publics» devrait être supprimée de l'alinéa b). A-t-elle déjà été supprimée?

Un témoin: Non, cela ne fait pas partie des modifications.

[Text]

Dr. Duckworth: There seemed to be no justification to support and assist research by governments.

In paragraph (c) we would like to see the word "all" inserted; so the clause would read "publish all studies and reports prepared for the use of the Institute and publish or otherwise disseminate scientific, technical or other information." This would remove the phrase "as it sees fit". We put great stress on the provision that all reports and studies should be published. There is no difficulty in publishing in different ways. We mentioned different ways that the Science Council has of publishing.

The Chairman: As I said, it is too bad this happened to you. But you are such a great fan of government and Parliament and this institution, and you know our duties. It is a 15-minute bell. It is not like the usual; I was told it was limited to 15 minutes. We just have time to go there, but I really would like to come back. All we need is to make sure that your views are on the record. I will come back. I am sure my friend Mr. Munro will come back.

Oh, you are on the other committee. Well, you cannot go from one committee to the other, unfortunately.

Mr. McRae: I would just like to ask a couple of questions.

The Chairman: You cannot go from one committee to the other. I am sorry. But I will have the same problem. I wanted to ask a question to the *centre de relations internationales* downstairs, but I am here. I need one more Liberal who will promise to come back. Okay.

So Madam, you will be kindly looked after by Mr. Vaive, the clerk, for coffee, and we will come back.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I think the witnesses ought to have an updated version of the Bill.

The Chairman: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): They should have had it when it came out.

The Chairman: Yes. Well there is no updating of the Bill; it is only written. So the clerk will discuss with them. We have not yet amended the Bill.

[Translation]

Mme Duckworth: Je ne vois pas comment on puisse justifier le fait que l'institut appuie et aide les recherches effectuées par les pouvoirs publics.

Nous aimerions maintenant que le terme «tous» soit inséré à l'alinéa c), pour que celui-ci se lise comme suit: «publier tous les études ou rapports réalisés à son intention et diffuser, par publication ou autre moyen, des informations à caractère scientifique, technique ou autre». Cela permettrait de supprimer l'expression du début «à son appréciation», puisque nous insistons sur l'importance de publier absolument tout ce qui constituerait un rapport ou une étude. Il est facile de publier de différente façon, ce que fait déjà le Conseil des sciences, comme nous l'avons mentionné.

Le président: Comme je l'ai déjà dit, c'est dommage que cela se produise au cours de votre témoignage. Mais vous êtes de grandes admiratrices du gouvernement, du Parlement et de notre institution, et vous connaissez bien quels sont nos devoirs. La cloche sonnera pendant 15 minutes, contrairement à l'habitude. Mais on m'a dit qu'elle cesserait de sonner dans 15 minutes. Nous avons tout juste le temps qu'il faut pour nous rendre sur place, mais j'aimerais beaucoup que nous revenions. Je veux évidemment m'assurer que vos opinions soient transcrites au procès-verbal. Je reviendrai donc moi-même, et je suis sûr que mon ami, M. Munro, reviendra lui-aussi.

Vous, vous appartenez à l'autre comité. Malheureusement, vous ne pouvez faire la navette entre l'un et l'autre.

Mr. McRae: Je voulais simplement poser quelques questions.

Le président: Malheureusement, vous ne pouvez passer de l'un à l'autre. Moi-même, cela me pose un problème, puisque j'aurais bien aimé interroger le Centre de relations internationales qui comparait en bas, mais je dois rester ici. Il faut qu'un autre Libéral me promette de revenir. Très bien.

Mesdames, c'est notre greffier, M. Vaive, qui a consenti à s'occuper de vous en notre absence, et qui vous fera porter du café d'ici notre retour.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Les témoins devraient avoir une version mise à jour du projet de loi.

Le président: En effet.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Elles auraient dû en recevoir une copie au moment-même de la mise à jour.

Le président: En effet. Mais il n'y a aucune mise à jour du projet de loi. Il s'agit uniquement de modifications proposées par écrit. Le greffier pourra en discuter avec elles. Nous n'avons pas encore modifié le projet de loi.

It is only a government answer to a proposal that yes, they would be, if the committee wants to do it when we come to clause-by-clause. So you have that. We will divide that.

Il s'agit simplement de la réponse du gouvernement à une proposition; le Comité pourrait voter sur ces propositions, au moment de l'examen détaillé du projet de loi. Vous avez donc les propositions en main.

[Texte]

• 1651

• 1727

The Chairman: When we adjourned, we were listening to some of the wishes of the Voice of Women as to certain amendments. They were on page 2... they were further than that, but they were on Clause 5. They were about to go to page 3, if my memory serves me well.

A Witness: Yes, that is right.

Dr. Duckworth: Is no one else coming?

The Chairman: It is all registered. It is all registered, so you do not need to worry.

A Witness: I have a little emotion I want to get off my chest.

The Chairman: Please do.

A Witness: She wants an audience.

The Chairman: Look at me. I will try to be all the audience you need.

A Witness: In the morning's paper, there was a report that President Reagan was setting up a task force on pornography. He says this is such a danger to our children and what kind of a state do we have if we do not do something about the pornography to which our children are exposed. Well, I have 10 grandchildren, and I expect you have grandchildren too, and the thing to which we are exposing them in the world today is so much worse, and we cannot seem to work up any sense in some of the powers that be that this is so much worse. I am anti-pornography too, but I am also anti- what is happening in the world today; and I do not think the indications that have been given by the people who testify before us—they show the slightest understanding that what we have to have is a drastic change in direction; and it can just as well come from Canada. It would probably more likely come from Canada than it will come from the United States or the Soviet Union. We have to separate out what this institute is designed to do from what they are designed to do. And they did not seem to understand this at all.

We are talking about arms control. While you are talking about arms control, arms can keep on going up, as they do. Mr. Reagan has now said, we have to have more MX missiles in order that we can argue at this level. If Canada is just going to go along with that, if this research institute is going to be within the parameters of NATO and nothing else, it might as well not exist. There is no point in it. We have to have some imagination about where the world is going and we have to have a chance to look at new approaches; and that is absolutely urgent.

We were discussing just before we came back the question of our point in saying that this institute should be made up entirely of Canadians. Either it has to be made up entirely of

[Traduction]

Le président: Au moment de lever la séance, nous entendions les représentantes de la «Voix des femmes» nous présenter certaines modifications qu'elles souhaitaient voir apportées au projet de loi. Elles en étaient à la page 2—ou peut-être plus loin—et à l'article 5. Si je ne me trompe, vous alliez passer à la page 3, n'est-ce pas?

Un témoin: Oui, c'est exact.

Mme Duckworth: Personne d'autre ne doit venir?

Le président: Tout cela est enregistré, et vous n'avez pas à vous inquiéter.

Un témoin: J'aimerais vous faire part de quelque chose qui nous tient vraiment à coeur.

Le président: Je vous en prie.

Un témoin: On aurait besoin d'un auditoire.

Le président: Vous n'avez qu'à me regarder. Je serai votre auditoire.

Un témoin: On pouvait lire dans le journal de ce matin que le président Reagan mettait sur pied un groupe d'étude sur la pornographie. Il aurait dit que ce phénomène représentait un énorme danger pour nos enfants; il se serait également demandé quel genre de gouvernement ne voudrait pas faire quelque chose de concret pour éliminer la pornographie à laquelle les enfants sont exposés. Moi-même, j'ai dix petits-enfants, et j'imagine que vous en avez également. Ce à quoi le monde d'aujourd'hui les expose est encore pire que la pornographie. On ne comprend pas toujours la logique qui pousse certaines puissances à envenimer à ce point la situation. Je suis moi aussi contre la pornographie, mais je suis surtout contre tout ce qui se passe dans le monde aujourd'hui. Je ne pense pas que les témoignages de ceux qui nous ont précédées montrent de quelque façon que ce soit que ces personnes ont compris qu'il était essentiel de changer d'orientation. Le désastre peut provenir du Canada. Il est encore plus probable qu'il vienne du Canada que des États-Unis ou de l'Union soviétique. Il faut absolument faire la distinction entre le rôle de l'Institut et celui du centre qui nous a précédées, ce que ses représentants n'ont pas semblé comprendre.

Nous parlons du contrôle des armements, et pendant que nous en discutons, le déploiement des armes se poursuit. M. Reagan vient de déclarer qu'il fallait déployer plus de missiles MX afin de pouvoir discuter d'égal à égal. Si le Canada accepte cette prise de position et si l'Institut de recherche ne doit exister qu'en vertu des paramètres fixés par l'OTAN, il sera tout à fait inutile. Il pourrait tout aussi bien ne pas être créé. Il faut faire preuve d'imagination pour comprendre l'orientation du monde actuel et pour étudier de nouvelles initiatives: c'est de toute première urgence.

Avant de revenir dans la salle, nous disions à quel point il était nécessaire que les administrateurs de l'Institut soient tous Canadiens. Il faut qu'il soit entièrement composé de Cana-

[Text]

Canadians or it has to be thrown open to NATO and the Warsaw Pact and the Third World. The people the group here before was suggesting are practically all Americans. Who needs our institute for peace to be told by Americans what we should be doing in an institute for research and peace? We do not need that. We need to get away from that. We are getting that all the time. And I am emotional about that.

I think this is terribly important. We could support this institute if it seems to be doing something in the area of conflict resolution and moving towards peace. But if it is just going to keep on, as someone said before, regurgitating what is in all the magazines, lists of this, lists of that, who has how many of this and that, what is the point? Everybody in the world is doing that. If Canada is going to have a peace research institute, it has to do something that is going to be different, that is really going to be a factor that is going to be imaginative about what the world might be like, not about what the world is like right now.

NATO is not written in stone. NATO is an alliance . . .

• 1730

An hon. Member: It is written in blood.

Dr. Duckworth: —that could be useful. Do you think it is still useful? I do not think it is still useful. But there you are. I mean, why not research that? Why take NATO for granted? Why not research and produce what the good is of NATO? Why not research and produce something that is going to indicate some new direction?

So you see, I told you I am emotional about it. I am.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I could get emotional too.

The Chairman: I think it could be a good exchange of emotions, and I am delighted to listen to your views, and I also hear some other emotions coming forth.

Dr. Duckworth: I think it is important that you listen to women's points of view, because you do not have any women here. I know there are three women on the committee. There are very few women in the House. A woman's approach is different; a woman's experience is different. Women are not in power. Women have to function in different ways—and we could go into that, if you wish; but we have some books here which indicate to you ways in which women are working for peace. Women are sitting out in Greenham Common. Women are trying to change the world in a woman's way of changing the world.

We can go into that if you want to, but there have to be not just two or three token women on this board. There have to be women who have earned the right to be on the peace research institute because they have been involved in working towards peace, as our organization has been for 25 years. This group that just testified was set up practically last week, and you were treating them as if they know all about everything. But

[Translation]

diens, sans quoi on le jette en pâture à l'OTAN, au Pacte de Varsovie et au Tiers monde. La plupart des gens qui composaient la liste suggérée par les témoins précédents étaient des Américains. Pourquoi notre Institut de recherche pour la paix devrait-il se faire dire par les Américains quoi faire? Ce n'est pas nécessaire. Il faut changer de façon de procéder, puisque c'est malheureusement ce qui se produit constamment. Et cela me tient énormément à coeur.

La question est extrêmement importante. Nous pourrions appuyer l'Institut si celui-ci tente de trouver des solutions au conflit et de travailler pour la paix. Mais s'il ne doit que régurgiter toute l'information contenue dans les revues, comme l'a dit quelqu'un, et remâcher des listes quelconques, à quoi servira-t-il? N'importe qui dans le monde peut faire cela. Si le Canada veut un Institut de recherche pour la paix, il faut qu'il fasse en sorte que ce dernier soit différent des autres; l'Institut devra faire preuve d'imagination pour tenter de déterminer ce que pourrait être le monde, et non pas s'arrêter sur ce qu'il est aujourd'hui.

L'OTAN, ce n'est pas une parole d'Évangile, c'est une alliance . . .

Une voix: C'est écrit en lettres de sang.

Mme Duckworth: Pensez-vous qu'elle soit toujours utile? Pour ma part, je ne le crois pas, mais voilà. Pourquoi ne pas y réfléchir? Pourquoi tenir l'OTAN comme une chose acquise? Pourquoi ne pas faire une étude qui déterminerait les avantages de l'OTAN ou qui dégageraient de nouvelles orientations?

Vous voyez, je vous avais dit que cela suscite chez moi des réactions passionnelles. C'est vrai.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Cela pourrait bien m'arriver.

Le président: Ce pourrait être un très bel étalage de passions et je suis ravi de vous écouter, mais j'entends d'autres émotions qui cherchent à s'exprimer.

Mme Duckworth: Il est important que vous écoutiez ce que les femmes ont à dire, car il n'y a pas de femme ici. Je sais que vous avez trois membres féminins mais il y a très peu de députées-femmes. Une femme suit une approche différente, elle a une expérience différente. Les femmes ne sont pas au pouvoir, elles doivent fonctionner de façon différente—nous pourrions en parler plus en profondeur si vous le voulez, mais nous avons ici des livres qui indiquent de quelle façon les femmes oeuvrent pour la paix. Les femmes campent à Greenham Common, elles essaient de changer le monde d'une façon féminine.

Nous pourrions en parler davantage, mais il ne suffira pas de nommer deux ou trois femmes à ce conseil, à titre d'alibi. Il faudrait y placer des femmes qui ont gagné leur place par leurs actions pour la paix, et notre organisation n'a cessé d'oeuvrer dans ce sens pendant 25 ans. Le groupe qui vient de comparaître n'a pratiquement été constitué que la semaine dernière et vous les traitiez comme s'ils étaient omniscients. Tous deux ont

[Texte]

both came from a background of defence research. They both came from defence research. They have not had any experience in the peace movement, and they have only been in existence for about half a year. We have had 25 years of experience in the peace movement, and a woman's experience is certainly different from theirs.

Ms MacPherson: Incidentally, one of the things that have happened in those 25 years is that a number of the issues we were addressing—where we were unrealistic, where we were all these things—the first one which our research director undertook was the monitoring of radioactive fallout, which nobody had even heard of in 1961. That was when we started. Doing that led up eventually to a brief to the Department of National Health and Welfare to change the monitoring system.

The Chairman: Strontium 90.

Ms MacPherson: Yes, strontium 90. We collected baby teeth.

The Chairman: I remember. I remember.

Ms MacPherson: You have a long memory. But those are the kinds of things . . .

The Chairman: Thérèse Casgrain was fighting . . .

Ms MacPherson: That is right.

The Chairman: I have a good memory. Try to get me as a candidate.

Dr. Duckworth: And nuclear testing in the atmosphere was supported by the people in power until the people—the people; the common people—began saying, we will not have our people exposed to that.

We could give you other examples—there are other examples here at the beginning of our brief, of positions which we have taken over the years.

Ms MacPherson: It is only now that the United States, anyway, have been paying attention to the effects of those radioactive tests on their own people: the people in Utah, the people in the army, and so on. It is only this year that they have even been considering compensating people for loss of life and for the damage that was done. But that was all in our minds in those days.

Anyway, we had better get on with the brief.

Dr. Duckworth: On page 3, the second paragraph, the provision should be a subparagraph (i):

(i) To establish and award scholarships or fellowships can only be welcomed. However we feel that these should be restricted to Canadians at least for the first five years of the Institute.

You see, they keep talking about how there are no Canadians. Well, we could point out Canadians who are qualified. But if we do not give the scholarships to Canadians, then in terms of what people seem to expect of the institute, there will never be anybody qualified. If the institute is to become a vehicle to

[Traduction]

travaillé dans la recherche pour la défense, ils n'ont aucune expérience du mouvement pacifiste et le groupe n'a été constitué qu'il y a six mois environ. Nous avons 25 années d'expérience dans le mouvement pour la paix et l'expérience d'une femme diffère certainement de la leur.

Mme MacPherson: Il se trouve justement que parmi les problèmes que nous n'avons cessé de soulever durant ces 25 années—où l'on nous accusait d'irréalisme et de toutes sortes de choses—la première tâche de notre directeur de la recherche a été la surveillance des retombées radioactives dont personne n'avait même entendu parler en 1961. C'est comme cela que tout a commencé, car ce travail a débouché sur un mémoire adressé au ministère de la Santé nationale et du Bien-Etre social, qui demandait la refonte du système de surveillance.

Le président: Le strontium 90.

Mme MacPherson: Oui, le strontium 90. Nous avons collectionné des dents de bébé.

Le président: Je me souviens. Je me souviens.

Mme MacPherson: Vous avez bonne mémoire. C'est là le genre de choses . . .

Le président: Thérèse Casgrain se battait pour . . .

Mme MacPherson: C'est juste.

Le président: J'ai bonne mémoire. Tâchez de m'avoir comme candidat.

Mme Duckworth: Les essais nucléaires dans l'atmosphère avaient l'appui des gouvernants jusqu'à ce que le public—les gens ordinaires—ait commencé à réagir.

Nous pourrions vous en donner d'autres exemples—nous en mentionnons d'autres au début de notre mémoire, qui montrent les positions que nous avons adoptées au fil des ans.

Mme MacPherson: Ce n'est qu'aujourd'hui que les États-Unis prêtent attention aux effets de cette radioactivité sur leur propre population, sur les habitants de l'Utah, sur les militaires, etc. C'est cette année seulement que l'on parle d'indemniser les familles de ceux qui en sont morts ou ceux qui en ont souffert. À l'époque, on disait que nous imaginions tout cela.

Quoi qu'il en soit, il vaudrait mieux poursuivre avec notre mémoire.

Mme Duckworth: À la page 3, le deuxième paragraphe devrait en fait être un alinéa:

(i) On ne peut que saluer la création et l'octroi de bourses d'étude. Cependant, nous pensons que durant les cinq premières années, ces bourses devraient être réservées à des Canadiens.

Voyez-vous, on va toujours répétant qu'il n'y a pas de Canadiens. Nous pourrions vous indiquer des noms de Canadiens qualifiés. Si l'on ne donne pas de bourses aux Canadiens, alors personne ne sera jamais qualifié. Si l'Institut doit devenir un moyen de développer l'expertise canadienne en matière de paix

[Text]

develop Canadian expertise in the field of international peace and conflict resolution, the recipients of the scholarships and fellowships should be Canadian.

Then, in paragraph 5 on that page, we are particularly mindful that the assurance of the acceptability of new ideas from new quarters and fresh and independent approaches must be reflected in the organization of the institute and the composition of its board. We have to look out to find people who have some proven concern about this issue. The Bill does not contain any statements as to the scope and responsibilities of the directors. We feel that the board needs to meet more than twice a year. There are no terms of reference for the board of directors stated in so many terms and the fact that they are meeting twice a year leaves an awful lot of responsibility to the executive director, which we feel is not the way it should be.

• 1735

The decisions should be made by the board of directors. The executive director carries out the decisions of the board of directors, not the other way round—if that is what this implies in the Bill. There is no direction for the activity of the decision-making process other than that the board meets twice a year and the executive director can do everything else that he or she so pleases, as far as I can gather.

We would like that tightened up, I think, and more explicit. There is a suggestion towards the end of page 3, where we have quoted:

The institute will be governed by a Board of Directors as outlined in section 3. While the Executive Director is responsible for the day-to-day affairs of the Institute, decisions on in-house research, funding of outside and cooperative research, awarding of contracts and sponsoring of major activities are to be made by the Board. This will, of course, require a revision of section 12, outlining the responsibilities of the Executive Director. In our opinion the paragraph could stand if at the end of the words, "with the Board's approval", be added.

Dr. Duckworth: So the board really has some supervisory role, and the board should be made of Canadians. We do not see any reason why there should be non-Canadians on this board because—as we have said before—we feel there is a unique contribution which needs to be made and could be made. If foreign expertise is required, it can be provided by non-voting consultants.

Ms MacPherson: We do not want to denigrate. In fact we have a great many respected international figures competent in the area of conflict resolution, reduction of tension and the various techniques that are being developed, particularly by the Swedes at the present moment. There would be no way that we would want to prevent advice and consultation and research done by those people, if necessary. But since eventually this institute is responsible to the Canadian Parliament, the actual voting decisions and procedures should be made by Canadians—in our opinion.

[Translation]

internationale et de règlement des conflits, il faut octroyer ces bourses à des Canadiens.

Ensuite, au paragraphe 5 de cette page, nous disons que l'Institut doit être organisé et son conseil composé de façon à se montrer ouvert aux idées et aux façons de voir nouvelles et indépendantes. Il faut faire appel à des personnalités qui ont fait la preuve de leur militantisme dans ce domaine. Le projet de loi ne dit rien des responsabilités et des qualifications des membres du conseil. Nous estimons que le conseil devrait se réunir plus de deux fois par an. Le mandat du conseil d'administration n'est pas clairement défini et le fait est qu'il ne se réunit que deux fois par an laisse la plus grande part des responsabilités aux mains de l'administrateur délégué, et cela ne nous paraît pas une bonne chose.

Les décisions devraient être prises par le conseil d'administration pour être exécutées par l'administrateur délégué, et non l'inverse comme le décreète implicitement le projet de Loi. Aucune instruction n'est donnée au conseil sinon qu'il se réunit deux fois par an, et l'administrateur délégué, pour autant que je puisse en juger, a toute latitude de faire ce qui lui plaît.

Il faudrait reserrer tout cela et le rendre plus explicite. Nous faisons une proposition à la fin de la page 3, où nous disons:

L'institut sera dirigé par le conseil d'administration tel que prévu à l'article 3. Tandis que l'administrateur délégué est responsable de l'exécution des affaires courantes de l'institut, les décisions concernant la recherche interne, le financement d'organismes de recherche extérieurs, l'octroi de contrats et le parrainage des principales activités doivent être décidés par le conseil. Cela suppose évidemment une modification de l'article 12 qui définit les responsabilités de l'administrateur délégué. A notre avis, il suffirait d'ajouter les termes «avec l'autorisation du conseil».

Mme Duckworth: Ainsi, le conseil aurait vraiment un rôle d'encadrement et devrait se composer de Canadiens. Nous ne voyons aucune raison de nommer des étrangers à ce conseil car, et nous l'avons déjà dit, nous estimons que le Canada et les Canadiens peuvent et doivent apporter une contribution propre. Si l'on veut faire appel à des étrangers, on peut désigner des experts-conseils qui n'auront pas droit de vote.

Mme MacPherson: Il ne s'agit pas de dénigrer qui que ce soit, au contraire, nous respectons un grand nombre de personnalités internationales qui possèdent un grand savoir en matière de règlement des conflits, de réduction des tensions et dans toutes les techniques que l'on est en train d'élaborer un peu partout, et notamment en Suède. Il ne s'agit pas de se passer des connaissances ni des conseils de ces personnalités mais puisque l'Institut, au bout du compte, est responsable devant le Parlement canadien, à notre avis, les décisions doivent être prises par des Canadiens.

[Texte]

Dr. Duckworth: Then on page 4, on the composition of the board—we are just at the end of the first paragraph—Ottawa and particularly the professional defence community frequently exhibit very insular and inbred perceptions.

If the institute is to transcend the traditional arms control outlook it will be the task of the directives to provide channels of communication into the broader community and so, not more than 25% of the directors should be members of government departments or agencies. Half of the other remainder should be from citizens-based peace community giving due recognition to the historical leadership role of women and women's organizations in this field.

The others should come from the pool of professionals concerned with the research into conflict resolution, international relations and cross-cultural psychology. We feel that the names we will propose will be rather different from the names we heard proposed earlier.

Ms MacPherson: In gender, if nothing else.

Dr. Duckworth: Then there is a summary of the suggestion. The board, we think, should meet four times a year instead of twice. We do not go for paying people to be members of the board but if they are paid, we suggest that the fee should go to their organization rather than to themselves as individuals. We have some suggestions about the appointment of the executive director.

Ms MacPherson: We would like to emphasize the last sentence which is that we assure you that an independent, open and Canadian institute will have the full support of our members.

The Chairman: *Monsieur*, do you have a further exchange? I have read them all. That is why I am not commenting. I have already . . .

• 1740

Dr. Duckworth: If we wanted to use some time for discussion and things . . .

The Chairman: Of course. I already made the changes according to what you asked.

Dr. Duckworth: Thank you for supplying us with the amendments, because it does answer some of our concerns.

The Chairman: That is right. Now, I think Mr. Munro would like to pursue . . . or Mr. Stevens, because maybe you would like to match your emotion.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I noticed at the beginning of your comments, not necessarily in your text, you mentioned something about the short notice you were given to prepare your brief. I wonder if you would like to comment on why you think it was such short notice?

Ms MacPherson: Just because Friday afternoon of a long weekend is short notice. Our people have to . . .

[Traduction]

Mme Duckworth: Ensuite, à la page 4, au sujet de la composition du conseil, nous arrivons là à la fin du premier paragraphe, Ottawa et plus particulièrement les professionnels de la défense font souvent preuve d'une perception extrêmement insulaire et fermée.

Si l'Institut doit transcender la perspective traditionnelle en matière de contrôle des armements, les membres du conseil devront ouvrir la communication avec la collectivité au sens large; il ne faudrait pas que plus d'un quart des membres du conseil soient des fonctionnaires. La moitié des membres restants doivent appartenir au mouvement pacifiste et notamment aux organisations féminines qui ont toujours été à l'avant-garde de la lutte pour la paix.

Les autres doivent être des professionnels qui ont entrepris des recherches sur le règlement des conflits, sur les relations internationales et sur la psychologie interculturelle. Les noms que nous proposerons seront très différents de ceux que nous avons entendu prononcer.

Mme MacPherson: Ils seront déjà de l'autre sexe.

Mme Duckworth: Nous résumons ensuite nos suggestions: le conseil devrait se réunir quatre fois par an au lieu de deux, nous sommes opposées à la rémunération des membres du conseil, toute rémunération éventuelle devant aller à leur organisation plutôt que de leur être versée personnellement. Nous avons quelques suggestions concernant la nomination de l'administrateur délégué.

Mme MacPherson: Nous tenons à attirer votre attention sur la dernière phrase qui dit qu'un institut indépendant, ouvert et canadien recevra le plein appui de nos membres.

Le président: Avez-vous autre chose à dire? J'ai tout lu et c'est pourquoi je n'interviens pas. J'ai déjà . . .

Mme Duckworth: Si nous voulons garder un peu de temps pour discuter et poser des questions . . .

Le président: Bien sûr. J'ai déjà apporté des changements conformément à ce que vous avez demandé.

Mme Duckworth: Je vous remercie de nous avoir remis le texte des amendements, car cela répond à certaines de nos revendications.

Le président: C'est juste. Je crois maintenant que M. Munro voudrait poursuivre . . . ou M. Stevens, peut-être voulez-vous également faire assaut d'émotions.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous disiez au début de votre exposé que le préavis qui vous avait été donné de votre comparution était trop court pour vous permettre de rédiger un bon mémoire. Pourquoi le préavis a-t-il été trop court?

Mme MacPherson: De nous prévenir le vendredi après-midi qui précède un long week-end est un préavis court. Il nous a fallu . . .

[Text]

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You were asked last Friday . . .

Ms MacPherson: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): —to be ready for today?

Ms MacPherson: Yes.

Dr. Duckworth: And we have not anybody to do . . .

Ms MacPherson: We are not the only ones; I think everybody was asked then, from what I can gather of the people who have been here. We realize the constraints. We are not saying . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): What are the constraints?

Ms MacPherson: You are trying to get the Bill through.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Who is?

Ms MacPherson: Parliament, so I understand.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh?

Ms MacPherson: I believe the session is coming to an end within the next few weeks, is it not?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): But could this not have been presented a year ago, two years ago?

Ms MacPherson: I would hope that it could have been presented 25 years ago, which is when an independent peace research institute was considered and turned down by government.

Dr. Duckworth: You know that there have been opportunities . . .

Ms MacPherson: You will be hearing from Dr. Alcock, who was the director of that institute at that time.

Dr. Duckworth: And desperately looking for money, particularly at that . . .

Ms MacPherson: I totally agree with you; it could have been done several years ago.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): So you are somewhat dismayed at the brief notice that you were given to prepare your brief.

Ms MacPherson: No, because we are used to it.

The Chairman: It is my job to at least read the paper we got. Maybe it is brief for the Voice of Women to come here, but I repeat again, they were aware before. First they received a letter from . . . You have asked this to be tabled and it is tabled, an institution asked by Mr. MacEachen to submit nominations for the board of directors. So they were aware at least of that, because their name is on the list here: the Voice of Women, national office.

Ms MacPherson: But we had applied to . . .

[Translation]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): On vous a averti vendredi dernier . . .

Mme MacPherson: Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): . . . d'être prêtes pour aujourd'hui.

Mme MacPherson: Oui.

Mme Duckworth: Et nous n'avons personne qui puisse . . .

Mme MacPherson: Nous ne sommes pas les seules, je crois que tout le monde a été convoqué en même temps, d'après ce que j'ai pu comprendre. Nous avons conscience des contraintes. Nous ne disons pas . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Quelles sont les contraintes?

Mme MacPherson: Vous essayez de faire passer ce projet de loi rapidement.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Qui essaie?

Mme MacPherson: Le Parlement, si je comprends bien.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ah bon?

Mme MacPherson: Je crois que la session doit prendre fin dans quelques semaines, n'est-ce pas?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais est-ce qu'on n'aurait pas pu présenter ce projet de loi il y a un an, ou il y a deux ans?

Mme MacPherson: J'aurais souhaité qu'il soit présenté il y a 25 ans, lorsque le gouvernement a rejeté l'idée d'un institut de recherche sur la paix indépendant.

Mme Duckworth: Vous savez qu'il y a eu toutes sortes d'occasions . . .

Mme MacPherson: Vous pourrez en parler avec M. Alcock, qui était le directeur de cet institut à l'époque.

Mme Duckworth: Et qui cherchait désespérément des fonds, surtout . . .

Mme MacPherson: Je suis tout à fait d'accord avec vous, cela aurait pu se faire il y a plusieurs années.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous êtes donc choqués par le bref préavis qui vous a été donné pour rédiger votre mémoire.

Mme MacPherson: Non, car nous avons l'habitude.

Le président: Mon travail est de lire les papiers qui nous concernent. Le préavis de convocation a peut-être été bref, mais je répète que la Voix des femmes avait été avertie plus tôt. Il y a d'abord eu cette lettre de . . . Vous avez demandé que qu'elle soit déposée et elle l'a été, une organisation à laquelle M. MacEachen a demandé de proposer des noms pour le conseil d'administration. Vous étiez donc informées au moins de cela, car votre nom figure ici: la Voix des femmes, bureau national.

Mme MacPherson: Mais nous avions demandé à . . .

[Texte]

The Chairman: That is right. They also were informed—groups and individuals were sent a copy of the Bill by Mr. MacEachen. So I would just like to enlighten all the committee of what has been done prior to our phone call to them to appear as witnesses . . . As I said earlier, we have not entertained to call all of them.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I am not suggesting it is the committee's fault.

The Chairman: No, that is right.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Not at all.

The Chairman: No, but just for clarification. I am sorry that I could not give all the minutes of the steering committee . . . It was a highly interesting meeting, but it takes a lot of patience and give and take, because all your views have been raised there. We are realistic. Today is May 22 and the session will come to an end at the end of June. There may be an election; there may not be—I do not know.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): When there are that many people unemployed?

The Chairman: As for me, as your chairman, I do my duty. The House of Commons has referred a Bill called Bill C-32. I try to dispose of it intelligently, without accepting to be rushed but without dragging my feet either. That is how I stand now on your behalf.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes. May I continue my questioning, please. You say there is an absence of terms of reference for the board of directors. I would like to say that I agree with you about the composition; I think it should be Canadian—this is a Canadian institute for peace research—and that we should draw on the talent that is in Canada. And if we need overseas talent, from any part of the world that knows anything about peace—and there are some parts that do not—we might ask them to come as consultants or we might take them on as resource persons, but not necessarily on the board of directors. I agree with you about that.

Do you have any proposals to make, or could you make proposals and submit them later as to what you think might be appropriate terms of reference for the board of directors?

Ms MacPherson: There is one paragraph in there that is written in as a suggestion, Mr. Munro. It is on page three, the paragraph before the bottom: "The institute will be governed by . . ."

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh, yes.

Ms MacPherson: Those were suggestions which might be taken into consideration perhaps.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): They are notional ideas that at present are not itemized?

Ms MacPherson: No.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I think that is very helpful too.

[Traduction]

Le président: C'est exact. M. MacEachen a envoyé une copie du projet de loi à des groupes et à des particuliers. Elles étaient donc informées. Je voulais simplement rappeler au Comité les formalités qui avaient été accomplies avant notre appel téléphonique leur demandant de comparaître comme témoins . . . Comme je l'ai dit, nous n'envisageons pas de les convoquer tous.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mon propos n'était pas de blâmer le Comité.

Le président: Non, c'est vrai.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Pas du tout.

Le président: Non, je voulais simplement apporter des éclaircissements. Je regrette de ne pas pouvoir distribuer le procès-verbal complet du comité directeur . . . Cela a été une réunion très intéressante mais cela nécessite beaucoup de patience et de compromis, car le point de vue de tout le monde y a été défendu. Nous sommes réalistes. Nous sommes aujourd'hui le 22 mai et la session expirera à la fin de juin. Peut-être y aura-t-il une élection, peut-être pas—je ne sais pas.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): À un moment où il y a tant de chômage?

Le président: En ce qui me concerne, je fais mon devoir de président. La Chambre des communes nous a renvoyé le Bill C-32 et j'essaie d'en faire un examen intelligent, sans hâte excessive mais non plus sans faire traîner les choses. Voilà la position que j'ai adoptée en votre nom.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui. Puis-je poursuivre avec mes questions, s'il vous plaît. Vous dites que le mandat du conseil d'administration est mal précisé. Je suis d'accord avec vous en ce qui concerne sa composition, les membres doivent être Canadiens—il s'agit là d'un institut canadien de recherche sur la paix—et il faut faire appel aux compétences que nous possédons chez nous. Si nous avons besoin d'experts étrangers, venant de pays où l'on sait ce que la paix veut dire—et il en est où on ne le sait pas—nous pourrions toujours les inviter à titre d'experts-conseils mais sans leur donner un siège au conseil d'administration. Je suis d'accord avec vous là-dessus.

Avez-vous des propositions à formuler, ou pourriez-vous nous en soumettre ultérieurement, concernant le mandat que vous souhaiteriez donner au conseil d'administration?

Mme MacPherson: Nous avons déjà rédigé un paragraphe là-dessus, monsieur Munro. C'est à la page 3, l'avant-dernier paragraphe: «L'Institut sera dirigé par . . .».

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ah oui.

Mme MacPherson: Ce sont des suggestions que vous pourriez peut-être prendre en considération.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ce sont des idées générales qui n'ont pas la forme d'un projet d'article.

Mme MacPherson: Non.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ce sera quand même très utile.

[Text]

• 1745

Ms MacPherson: Well, it is spelled out pretty clearly that it could be used essentially for the paragraph describing the functions of the board of directors.

Dr. Duckworth: But you should have responsibility for decisions and how the money will be spent, and so on.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): The board should be accountable, you say, for the manner in which the funds are being spent?

Dr. Duckworth: Funding of outside and co-operative research. That is in the next to the last paragraph. Awarding of contracts and sponsoring of major activities.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Yes, I see.

You seem to have some hang-up about traditional arms control. The words "arms control" seems to spark you off, going off tangentially in one direction or another. I am just wondering what your problem is with arms control.

Dr. Duckworth: That is a very down-putting comment.

I do not feel that is a tangential running off in all directions. And your Bill does not say it is an institute for arms control. It says, an institute for international peace and security, and that is why I felt that the gentlemen who spoke before have misunderstood it. It once uses the words "arms control". I think they are overemphasizing the need for further research on what is happening in the area of arms control, unless they are intending to advise the government, which they do not seem to be expected to do.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I like your notion of the conflict resolution, the means of conflict resolution, and you have emphasized that on two or three occasions. That does not, if I remember correctly, appear in those words within the Bill. It is a worthy notion.

But what did you think of the notion about inter-institute consultation on possible research projects, because there is the danger of reduplication of effort with very limited resource persons capable, knowledgeable and capable, of contributing in this area?

Ms MacPherson: There is nothing against much open co-operation and collaboration and exchanges as possible. I think there are many other institutes that perhaps have not been considered, as is just touched on here, the psychology and the other aspects of conflict resolution that might well be called on as well.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): My final question is to ask whether in the consultations that Mr. Geoffrey Pearson had prior to the development of this Bill you had any input into that. Did you get across your notions to him about how you would like to see the Bill develop?

Dr. Duckworth: No, we did not. There was a lot of confusion in the public's mind for a while between what was contained in

[Translation]

Mme MacPherson: Nous disons assez clairement que l'on pourrait intégrer cette suggestion dans le paragraphe décrivant les fonctions du conseil d'administration.

Mme Duckworth: Il lui appartiendrait de décider comment les fonds seraient dépensés, etc.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Le conseil devrait être responsable des dépenses, dites-vous?

M. Duckworth: Le financement de la recherche externe et conjointe. Cela se trouve à l'avant-dernier paragraphe: octroi des contrats et parrainage des principales activités.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui, je vois.

Il y a quelque chose qui semble vous déplaire dans la limitation des armements traditionnels. L'expression «limitation des armements» a l'air de vous faire bondir dans une direction ou dans l'autre. Que reprochez-vous à la limitation des armements?

Mme Duckworth: C'est une remarque très péjorative.

Notre réaction n'est pas du tout irrationnelle. Votre projet de loi d'ailleurs ne dit pas qu'il s'agit d'un institut de limitation des armements, c'est un institut pour la paix et la sécurité mondiales et c'est ce que les témoins précédents me semblent avoir mal compris. L'expression «limitation des armements» n'apparaît qu'une seule fois. Je crois qu'ils exagèrent la nécessité de recherches plus poussées sur ce qui se passe dans le domaine de la limitation des armements, à moins que l'institut n'ait pour rôle de conseiller le gouvernement à ce sujet, ce qui ne me semble pas être le cas.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'apprécie votre concept de règlement des conflits, les moyens qui permettent de régler les différends, et vous l'avez mentionné à deux ou trois reprises. Cependant, si je me souviens bien, ces termes n'apparaissent pas dans le projet de loi. Cela me paraît une notion valable.

Que pensez-vous de la notion de consultation entre instituts différents sur des projets de recherche éventuels, car il y a un risque de double emploi étant donné le petit nombre d'experts compétents qui peuvent apporter une contribution dans ce domaine?

Mme MacPherson: Nous n'avons rien contre une collaboration ou contre des échanges aussi nombreux que possible. Il y a beaucoup d'autres instituts qui peuvent faire un excellent travail, mais qui ne se sont peut-être pas encore intéressés à la psychologie et aux autres aspects du règlement des conflits, qui mériteraient d'être étudiés.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ma dernière question sera de vous demander si vous avez fait part de vos idées à M. Geoffrey Pearson durant les consultations qu'il a menées avant la rédaction de ce projet de loi. Lui avez-vous dit ce que vous souhaiteriez voir dans ce texte de loi?

Mme Duckworth: Non. Les choses ont été très confuses pendant un certain temps, entre le discours du Trône et la décision de créer cet institut dont vous venez d'entendre parler.

[Texte]

the Speech from the Throne and the setting up of this institute you just heard about.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You can say that again.

Dr. Duckworth: Yes. I went along thinking for quite a while that that was what was in the Speech from the Throne. It was sometime later before we discovered that it was two different things they were talking about.

No, we were not consulted. I did ask Mr. Pearson when I met him through one of Mr. Trudeau's invitations why there were no women on his task force. There were no women on the task force they set up who were working on this. He said, there are no women in a position to be on this task force.

And this brings up another point. I think you just cannot be that rigid. If women do not happen to be General Secretary of this or Director of that, there are still women like Ursula Franklin whose competence and expertise, and Sister Rosalie Berthel, would be extremely useful. But women had no part in drafting this.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): But you were asked to submit names for the board of directors.

Dr. Duckworth: Oh, yes, we have been asked to submit names for the board of directors.

• 1750

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Do you know what date that was?

Ms MacPherson: It was last Friday, by telephone. We had a long telex from Mr. MacEachen on Friday.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Last Friday?

Ms MacPherson: Yes.

The Chairman: That is pursuant to the discussion we had with Jean-Luc Pepin. You were present and you said ...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): A lot of people were invited before then.

The Chairman: Oh yes, but you said that some members ... I do not see why I should interpret, but if I recollect well some member said that you preferred to have the nomination before rather than after. So of course the process has to be taken in such a way because there was deliberation with your party and it seems to me that your party prefers to have the name before the Bill is over rather than after. So the government had in mind, most likely, that by logic to have appointed them after the Bill was voted on ... but in the multiplicity of negotiations it would seem to me—if I interpret what Jean-Luc Pepin said; I could be wrong—that the negotiation led to the fact that you want to know the names before. Therefore they have urgently to contact them now rather than contact them later.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): *Qui s'explique ... ?*

[Traduction]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'est le moins que l'on puisse dire.

Mme Duckworth: Oui. J'ai cru pendant longtemps que c'est cela qui avait été annoncé dans le Discours du Trône. Ce n'est que plus tard que je me suis rendu compte qu'il s'agissait de deux choses différentes.

Non, nous n'avons pas été consultées. J'ai demandé à M. Pearson, lorsque je l'ai rencontré à l'occasion d'une des invitations de M. Trudeau, pourquoi il n'y avait pas de femmes dans ce groupe de travail. Aucune femme de siégeait au groupe de travail qui a été constitué. Il a répondu qu'il n'y avait pas de femmes ayant la compétence voulue.

Cela m'amène à autre chose. Il ne faut pas se montrer si rigide. S'il n'y a aucune femme qui se trouve être secrétaire général de ceci ou directeur de cela, il y a quand même des femmes comme Ursula Franklin et Soeur Rosalie Berthel dont la compétence et les connaissances seraient extrêmement utiles. Aucune femme n'a participé à l'élaboration de ce projet de loi.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais on vous a demandé de proposer des noms pour le conseil d'administration.

Mme Duckworth: Oui, on nous l'a demandé.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): À quelle date était-ce, le savez-vous?

Mme MacPherson: C'était vendredi dernier, au téléphone. Nous avons reçu un long télex de M. MacEachen vendredi.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vendredi dernier?

Mme MacPherson: Oui.

Le président: Cela nous ramène à la discussion que nous avons eue avec Jean-Luc Pepin. Vous étiez présent et vous avez dit ...

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Beaucoup de gens ont été invités avant cela.

Le président: Oui, mais vous disiez que certains membres ... je n'ai pas à interpréter vos paroles, mais si je me souviens bien, vous disiez que certains membres préféreraient que les nominations soient faites avant plutôt qu'après. Il a donc fallu procéder ainsi, car il y avait eu entente avec votre parti, et il me semble que votre parti préfère connaître les noms avant l'adoption du projet de loi plutôt qu'après. Le gouvernement avait prévu, logiquement, de nommer ces membres seulement après l'adoption du projet de loi ... ensuite, avec toutes les négociations qui se sont déroulées, il est apparu que vous préféreriez connaître les noms auparavant, du moins si j'interprète bien ce que disait Jean-Luc Pepin, mais je peux me tromper. Il a donc fallu contacter d'urgence les organisations et ne pas attendre davantage.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): *This explains?*

[Text]

The Chairman: I try to be very neutral but to be helpful.

Dr. Duckworth: Could I make one more comment on your question about arms control?

The Chairman: Please, madam.

Dr. Duckworth: I would just like to say that so little is being done in peace research at the universities. Just to refer to this, I live in Halifax and there is the Canadian Institute of Strategic Studies at Dalhousie University and there is something similar at the University of New Brunswick in Fredericton but there is not anything that is peace research going on in the Maritime provinces, the Atlantic provinces, anywhere. There is a large amount of research on defence and arms control, much of it well summarized and accessible, and there are at present in Canada five military and strategic study programs as well as three additional teaching centres.

The Minister of National Defence indicated today that there are almost 600 undergraduates taking military and strategic studies at the three teaching centres in addition to many graduate students in this field.

We feel that the new institute should not supplement existing programs. We would like to remind the committee that there are no comparable programs at Canadian universities that relate to peace research and conflict resolution, and that is the sort of thing we would like to see this institute stimulate.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Thank you.

Ms MacPherson: The University of Toronto has been trying for over a year to find funds to establish a chair of peace and conflict studies. There is only, as you know, the program at Conrad Grebel College out of Waterloo which addresses any of those issues. They are very few and far between.

The Chairman: Dr. Hudecki, followed by the official critic of the Official Opposition, the Hon. Mr. Sinclair Stevens.

Dr. Hudecki, please.

Mr. Hudecki: Doctor, I want to thank you first of all for giving us some of the insight you have on the Bill. I think it will come in very useful when we go to clause-by-clause study. We will be able to apply a great deal of that information at that time.

One of the points you have stressed a great deal is that there is a somewhat different concept of peace as articulated by women as compared with men. In the recent observations of women who are in leadership positions leading their countries I am not sure that there is that much difference. I am thinking of Ms Thatcher and Ms Gandhi.

Would you be able to clarify how you feel that perhaps women have a somewhat different approach and in what way they could be of more help to us?

Dr. Duckworth: I have a very simple answer to that. I do not think that basically, psychologically, physiologically, there is

[Translation]

Le président: J'essaie d'expliquer les choses, en toute neutralité.

Mme Duckworth: Pourrais-je ajouter une chose concernant la limitation des armements?

Le président: S'il vous plaît, madame.

Mme Duckworth: Je voudrais dire simplement que les universités font tellement peu de recherches dans le domaine de la paix. J'habite Halifax et l'université Dalhousie possède un Institut canadien d'études stratégiques, et il existe quelque chose de similaire à l'Université du Nouveau-Brunswick à Fredericton, mais dans toutes les provinces Maritimes, rien ne se fait sur le plan des recherches sur la paix. Il y a beaucoup de recherches sur la défense et la limitation des armements, dont les résultats sont très bien résumés et accessibles, et il existe aujourd'hui au Canada cinq programmes d'études militaires et stratégiques, en sus de trois centres de formation supplémentaires.

Le ministre de la Défense nationale a dit aujourd'hui que près de 600 étudiants fréquentent les trois centres de formation, en sus des nombreux étudiants de deuxième cycle.

Nous considérons que ce nouvel institut ne doit pas compléter les programmes existants. Nous voulons rappeler qu'il n'existe pas de programmes dans les universités canadiennes portant sur la recherche sur la paix et le règlement des conflits, et c'est le genre de choses que cet institut devrait stimuler.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je vous remercie.

Mme MacPherson: Depuis plus d'un an, l'Université de Toronto cherche des fonds pour créer une chaire d'études sur la paix et les conflits. Comme vous le savez, il n'y a guère que le programme du collège Conrad Grebel à Waterloo qui s'intéresse à ces questions. Très peu d'universités s'y intéressent.

Le président: La parole est à M. Hudecki, qui sera suivi du critique officiel de l'opposition officielle, l'honorable Sinclair Stevens.

Monsieur Hudecki, s'il vous plaît.

M. Hudecki: Madame, je tiens tout d'abord à vous remercier de nous faire part de vos vœux concernant le projet de Loi. Elles nous seront très utiles lorsque nous passerons à l'examen article par article, car c'est alors que nous pourrions mettre à profit vos suggestions.

L'un des points sur lesquels vous avez le plus insisté est que les femmes ont un concept de la paix qui est différent de celui des hommes. Si l'on regarde l'exemple des femmes qui exercent le pouvoir dans divers pays, je ne suis pas certain de trouver beaucoup de différence. Je pense notamment à M^{me} Thatcher et à M^{me} Gandhi.

En quoi l'approche des femmes est-elle différente et en quoi pourrait-elle nous être utile?

Mme Duckworth: J'ai une réponse très simple à donner à cela. Je ne pense pas qu'il y ait une si grande différence

[Texte]

that much difference between men and women. We are all human beings and that separates us from the other animals, and that we have in common. But I think that culturally the way women and men have been given different roles in society is bound to have an effect on the way they look at things, and women have been culturally given the role of nurturing. They are the ones who care for the children, they care for the sick, they care for their husbands. Men have been given a different role, a tougher role. But it is not inherent in them. It is a role that they have been given and when women move out of this role and adopt a man's role they behave like a man, as Ms Thatcher, I think you are saying, behaves like a man.

• 1755

I think the only hope for saving the world is that men begin to behave like women, and we are inviting men to begin to behave like women, to be strong as women are strong in the face of—and men are strong, I am not implying men are not strong—to be strong and caring and caring for the future of all of humanity. As the first Pugwash conference said—and this was said by men—remember your common humanity and forget everything else. If women are going to get into positions of power and behave exactly like men, the world is not going anywhere, it is going in the wrong direction.

Mr. Hudecki: This is why I think many of us are hoping. We sort of look to the Charter as persons, and work as persons. I think there has been an influence of women on men. But yet, you know, some of our thoughts and our vision of that have been a bit shattered by some of the ways that the women have taken leadership roles and really have not followed the pattern that we thought they would.

Ms MacPherson: But there are many men who have also taken that other side, the Gandhis, the Russells, the immensely influential Lord Fenner Brockway, and the passivist approach to things, or the non-violent approach to things. So that there are a many exceptions on one side as there are on the other.

I would like to say one thing. Dr. Duckworth mentioned the training and the upbringing of boys and girls and the difference between them. It came out markedly in that recent series of films made by Gwyn Dyer, which has been shown a number of times, on the training of men in the armed forces and the killing of the woman in you, and the force and the violence that is used to dehumanize men. I mean, they are put under a tremendous handicap by being told, even when they are small: You are the great, big, forceful person making decisions. Maybe some of the boys do not want to be in that role, they want to be a nurturing type of person and looking after children or whatever their preference happens to be. So that it comes to how we are brought up and how we view things.

Mr. Hudecki: Sure. My last question is that I have difficulty in interpreting the word, security, and somehow or other in my own mind I relate security of a country to some degree of arms control. You are shattering my impression of what security is all about by condemning the thought that you have to put a

[Traduction]

psychologique et physiologique entre les hommes et les femmes. Nous sommes tous des êtres humains, c'est ce que nous avons en commun et c'est ce qui nous distingue des animaux. Cependant, culturellement, la différence de rôle dans notre société entre les hommes et les femmes influence leur perception des choses et, culturellement, les femmes ont pour rôle de soigner. Ce sont elles qui s'occupent des enfants, qui soignent les malades, qui s'occupent de leurs maris. Les hommes jouent un rôle différent, un rôle plus dur. Rien de cela n'est inhérent, c'est dû à la distribution des rôles qui s'est faite et lorsque les femmes abandonnent leur rôle traditionnel et adoptent celui des hommes, comme M^{me} Thatcher, elles se comportent comme les hommes.

Je crois que le seul espoir de sauver le monde est que les hommes commencent à agir comme les femmes et nous les invitons à le faire, à se montrer forts à la manière des femmes face à—les hommes sont forts aussi, ce n'est pas ce que je veux dire—être forts et attentifs à l'avenir de toute l'humanité. Comme on l'a dit à la première conférence de Pugwash—et ce sont des hommes qui l'ont dit—ayons conscience de notre humanité commune et oublions tout le reste. Si les femmes doivent prendre les rênes du pouvoir et se comporter exactement comme des hommes, le monde n'ira nulle part, il continuera sur la mauvaise pente.

M. Hudecki: C'est pourquoi nous sommes nombreux à espérer. Nous nous considérons comme des personnes et travaillons comme des personnes. Je crois que les femmes ont pris une influence sur les hommes, mais beaucoup ont vu leurs espoirs un peu déçus en constatant que les femmes qui ont pris les rênes du pouvoir ne font pas du tout ce que l'on attendait d'elles.

Mme MacPherson: Mais il y a également beaucoup d'hommes qui sont passés de l'autre bord, les Gandhi, les Russell, Lord Fenner Brockway qui a été immensément influent, et qui ont suivi l'approche passiviste, non violente. Il y a donc autant d'exceptions d'un bord que de l'autre.

Je dirais une chose. M^{me} Duckworth a mentionné l'éducation des garçons et des filles et la différence entre les deux. Cela a été rendu très apparent dans la récente série de films de Gwyn Dyer sur l'entraînement des hommes dans les forces armées, où l'on s'efforce de tuer la féminité en eux, où l'on fait appel à la force et à la violence pour déshumaniser les hommes. On inflige un handicap énorme aux hommes en leur disant dès leur petite enfance: Tu es grand, fort, puissant, c'est toi qui décides. Beaucoup de garçons ne souhaitent pas occuper ce rôle et préféreraient celui de nourricier, préféreraient s'occuper des enfants, et ce genre de choses. Notre façon de voir dépend de la façon dont on nous élève.

M. Hudecki: C'est sûr. Pour terminer, j'ai du mal à interpréter le terme «sécurité», et dans mon esprit, la sécurité d'un pays est plus ou moins liée à la notion de limitation des armements. Vous ébranlez ce fondement lorsque vous condamnez la notion qu'il faille apporter beaucoup de soin et de

[Text]

great deal of thought and work into arms control in order to have a really secure nation.

Ms MacPherson: It is absolutely wonderful to hear you say things like that because that is the kind of thinking we would like to see going into an institute of this kind, to raise the questions that security may not be surrounded by a battery of bombs and missiles, but security may be a nation or a group of people, not even necessarily a nation, a community in which people can depend on each other and can rely on co-operation and collaboration for getting progress underway, and not have this everlasting confrontation and crisis.

Mr. Hudecki: Well, I still think that way, and I do not . . .

Ms MacPherson: Never mind, things are happening.

Dr. Duckworth: The danger is that so many people are not questioning it as you are. You are thinking about it, and more people have to be thinking about it. It seems to me at the moment that in both the United States and the U.S.S.R. the dependence is on more and more violence and more and more terrible threats to each other. It is getting away from that threat system that we have to be thinking about, it seems to me.

Mr. Hudecki: Thank you.

• 1800

The Chairman: Thank you. The Honourable Sinclair Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. We certainly welcome you here for our deliberations. I noticed that you referred earlier to the fact that you are a comparatively old organization in taking an interest in what we are discussing—25 years, is that correct?

Dr. Duckworth: Yes.

Mr. Stevens: I was wondering, in that context, why, when obviously your interest in this subject is certainly well known, you were not contacted by Geoffrey Pearson? They gave us a list of the people whom he consulted when he was drafting this Bill and the very institution you have referred to, which preceded you, is, of course, on the list—the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament. Is there something between your organization and Mr. Pearson or the government that would cause them to want to go to that kind of young organization, as opposed to yours?

Ms MacPherson: Sex, for one thing.

Dr. Duckworth: Are there any women on that list?

Mr. Stevens: It is difficult to say, because . . .

Dr. Duckworth: No, I do not think there are any women. He told me that there are no women.

Mr. Stevens: I see one.

An Hon. Member: Dr. Metta Spencer.

[Translation]

réflexion à la limitation des armements pour atteindre à la sécurité du pays.

Mme MacPherson: C'est absolument merveilleux de vous entendre dire cela, car c'est justement le genre de réflexions que nous aimerions voir mener par cet institut, qui remettrait peut-être en question la nécessité de s'entourer de bombes et de missiles pour assurer la sécurité, que celle-ci pourrait être le fait d'une nation ou d'un groupe de gens, pas nécessairement une nation, une collectivité dont les membres peuvent faire confiance les uns aux autres, faire appel à la coopération pour avancer, au lieu de cette confrontation et de cette crise permanente.

M. Hudecki: Eh bien, je pense comme vous mais je ne vois pas . . .

Mme MacPherson: Ne vous inquiétez pas, les choses bougent.

Mme Duckworth: Le danger, c'est que trop peu de gens se posent des questions comme vous. Vous y réfléchissez mais tout le monde doit en faire autant. Il me semble qu'aux États-Unis comme en URSS, l'accent en ce moment est sur la violence, encore la violence et des menaces toujours plus terribles que l'on brandit sous le nez de l'autre. Il faut trouver les moyens de sortir de cet engrenage, me semble-t-il.

M. Hudecki: Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie. L'honorable Sinclair Stevens.

M. Stevens: Je vous remercie, monsieur le président. Nous vous souhaitons la bienvenue à nos délibérations. Vous avez mentionné tout à l'heure que vous étiez une organisation comparativement ancienne et que vous vous intéressez au sujet qui nous intéresse depuis 25 ans. Est-ce exact?

Mme Duckworth: Oui.

M. Stevens: Je me demande dans ces conditions, pourquoi Geoffrey Pearson ne vous a pas contactées alors que votre intérêt pour la question est certainement très bien connu? On nous a remis une liste des personnes qu'il a consultées lors de la rédaction de ce projet de loi, et l'organisation que vous avez mentionnée et qui vous a précédées—le Centre canadien pour la limitation des armements et le désarmement—y figure. Y a-t-il quelque chose entre votre organisation et M. Pearson ou le gouvernement qui les inciterait à s'adresser plutôt à des organisations plus récentes, de préférence à vous-même.

Mme MacPherson: Le sexe, d'une part.

Mme Duckworth: Y a-t-il des femmes sur la liste?

M. Stevens: C'est difficile à dire parce que . . .

Mme Duckworth: Non, je ne crois pas qu'il y ait de femmes. Il m'a dit qu'il n'y avait pas de femmes.

M. Stevens: J'en vois une.

Une voix: M^{me} Metta Spencer.

[Texte]

Dr. Duckworth: Yes, she and . . . were put on, that is right. I do not think either side of the House would have done any better; read the record of how things are, women are just not consulted about things like this. I do not know Metta Spencer. I know the women in the peace movement, I know the women who are doing research related to peace. I just do not know. Do you know what she is?

Ms MacPherson: She is with Science for Peace and that, I think, is why she was picked.

Dr. Duckworth: She was picked from Science for Peace—so there is one woman.

We are not a professional body. We include scientists, we include doctors, we include young mothers—I wish some young mothers had had time to come here today, but it is very hard for them to drop their families at a minute's notice and come up to Ottawa . . .

Ms MacPherson: That is why you get old grandmothers like us.

Dr. Duckworth: —to testify, so you get grandmothers. Many of the mothers are coping with jobs and coping with children. Many of our members at the moment are, unfortunately, unemployed and they are busy looking for jobs.

To answer your question: I think he consulted with people who looked, to him, to be professional and he overlooked the women who have made themselves knowledgeable. One of our first members in Vancouver was a retired school teacher who made herself an expert in nuclear hazards. The professional people took a long time to accept the fact that this little old retired school teacher had made herself an expert.

There are women, all over Canada, who have made themselves experts, although they do not have scientific degrees and they do not have status of that sort. They are there and we will point them out in the people whom we suggest. We will be really dismayed if this board is not made up of at least one-third women. Women . . . not Thatchers, but women who have proven themselves because of the work they have done for peace, for the total environment, for human relations, for conflict resolution. Those are the women and men who should make up this board.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, let us give you a good chance right now then, because we are expected to consider who could be a chairman of the institute, who could be the executive director. We are asked, in this committee, to draw up a list of the institutions that may nominate people to be on the board. Who would be your nomination to be chairman? Who, among your number, from your sex—if I may use that word . . .

Dr. Duckworth: That is fair enough.

Mr. Stevens: —would fit into that category? Who would be an appropriate chairman?

[Traduction]

Mme Duckworth: Oui, oui, elle y est. Aucun gouvernement, de quelque parti qu'il soit, aurait fait plus; dans l'état actuel des choses, on ne consulte tout simplement pas les femmes sur ce genre de problèmes. Je ne connais pas Metta Spencer. Je connais les femmes dans le mouvement pacifiste, je connais les femmes qui font des recherches sur la paix. Je ne sais pas. Savez-vous ce qu'elle fait?

Mme MacPherson: Elle appartient au mouvement La Science pour la paix, et je crois que c'est pour cela qu'on l'a choisie.

Mme Duckworth: Du mouvement «La Science pour la Paix»—il y a donc une femme.

Nous ne sommes pas des professionnels, notre association regroupe des scientifiques, des médecins, des mères de famille—et j'aurais souhaité que quelques jeunes mères de famille aient eu le temps de venir avec nous aujourd'hui, mais il leur est très difficile d'abandonner leur famille à si bref préavis et de venir à Ottawa . . .

Mme MacPherson: C'est pourquoi vous ne voyez que de vieilles grands-mères comme nous.

Mme Duckworth: . . . et vous avez donc les grands-mères. Beaucoup de ces mères de famille travaillent et s'occupent de leurs enfants en même temps. Malheureusement, beaucoup de nos membres sont également au chômage et doivent s'activer à trouver un emploi.

Pour répondre à votre question: je crois qu'il a consulté ceux qu'il considère comme des professionnels, et il a oublié les femmes qui ont acquis leurs connaissances toutes seules. L'un de nos premiers membres à Vancouver était une enseignante retraitée qui a réussi à s'ériger en expert des risques nucléaires. Les professionnels ont mis longtemps à admettre que cette petite enseignante à la retraite était devenue un expert.

Il y a des femmes partout au Canada qui en ont fait autant, bien qu'elles n'aient pas de diplôme scientifique et pas de statut reconnu. Elles existent et nous proposerons leurs noms dans notre liste. Nous serons amèrement déçues si le conseil ne se compose pas de femmes pour au moins un tiers. Des femmes . . . pas des Thatcher mais des femmes qui ont fait leur preuve par le travail qu'elles ont accompli pour la paix, pour l'environnement, pour les relations humaines, pour le règlement des conflits. Ce sont là les hommes et les femmes qui devraient siéger à ce conseil.

M. Stevens: Nous pouvons justement vous donner une bonne chance tout de suite, car on nous a demandé de réfléchir à la personne qui pourrait être le président de cet institut, son administrateur délégué. On nous a demandé de dresser une liste des organisations qui pourraient proposer des noms de membres du conseil. Qui proposeriez-vous comme président? Qui, parmi vous, de votre sexe—si je puis utiliser cette expression . . .

Mme Duckworth: Cela va bien.

M. Stevens: . . . serait qualifié? Qui ferait un bon président?

[Text]

• 1805

Dr. Duckworth: I will just say that tomorrow we are having a long meeting of our national co-ordinating committee in Toronto, and one reason I was able to be here today is because I am going to Toronto tomorrow from Halifax to be at that meeting.

We are going to present our proposals to them. This is a very good chance. There will be women there from across the country who can add to our list. I think really just the three or four of us who had a chance to talk over the weekend should not present a list, since we are meeting tomorrow. That will not be too late, will it?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You can send it to us.

Ms MacPherson: Some names have already gone in, I think.

Dr. Duckworth: Yes. We will be meeting tomorrow, and if you would really like us to suggest a chairperson, we could bring that up. We have not really given it consideration from that point of view.

Ms MacPherson: Some of it is dependent on the actual structure of the Bill itself.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Sure.

Ms MacPherson: There is no point in having a chairperson who has to leave the whole thing to the executive director to do, so I think we are putting the cart before the horse if we start naming names on the assumption that it is going to be something worth while, until we know that it is. Then we will be submitting names because we have been asked to, but I think it is important that we make it clear there are certain basic changes we would like, to make certain that a person we suggest would be able to make some progress with some of the ideas.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, could I put to Professor Franklin, though, really the other side of that coin. If you read Clause 3—and this is a thing which disturbs us about the present form of the Bill—the institute is in fact the directors. You have pointed out quite rightly that their parameters are not set out; their powers are not set out, and I think one of the things that is being done is that certainly the initial board, in effect, is the institute. If your person becomes the chairman of the institute, and if there are similar-minded women for at least one-third of the board, initially I think you will find that is when the stamp of what you believe should be done will be made. But if you wait for the parameters to be spelled out, I do not think that is the government's thinking.

Ms MacPherson: We are not going to wait, Mr. Stevens, so we assure you that we will submit names and do whatever we can to make sure they are competent women.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I notice that phrase has been used again. Earlier it was used in that I believe the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament put in . . . Did they

[Translation]

Mme Duckworth: Je dirai que demain nous avons une réunion assez importante de notre comité national de coordination à Toronto, et une des raisons pour lesquelles j'ai pu précisément venir ici aujourd'hui, c'est que je me rends de Halifax à Toronto pour cette réunion.

Nous allons donc leur présenter nos propositions. Voilà une bonne occasion de le faire, il y aura des femmes de tout le pays qui pourront certainement ajouter des noms à notre liste. Je ne pense pas qu'il soit bon que les trois ou quatre d'entre nous qui se sont juste rencontrées pendant le weekend présentent une liste, puisque nous allons avoir cette réunion demain. Je pense que ce ne sera pas trop tard, n'est-ce pas?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous pourrez nous la faire parvenir.

Mme MacPherson: Je pense qu'il y a déjà des noms qui ont été cités.

Mme Duckworth: Oui. Nous allons nous réunir demain, et si vous voulez que nous fassions une proposition pour la présidence, nous le ferons. Nous n'y avons pas encore songé.

Ms MacPherson: Cela dépendra de la forme définitive du projet de loi.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Bien sûr.

Mme MacPherson: Si par exemple, le président doit laisser l'ensemble des responsabilités à l'administrateur délégué, ce serait mettre la charrue avant les boeufs de commencer à proposer des noms, en supposant que ce sera une fonction importante, alors que nous n'en savons toujours rien. Nous allons donc proposer des noms puisque nous avons été invitées à le faire, mais il est important de bien comprendre que cela sera peut-être sujet à modification, puisque nous aimerions évidemment voir les personnes que nous proposons faire progresser les idées que nous défendons.

Mr. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais aussi montrer l'envers de la médaille au professeur Franklin. D'après l'article 3—et c'est ce qui nous gêne en ce moment dans ce projet de loi—ce qui fait l'institut, ce sont les administrateurs. Vous avez fait remarquer, à juste titre, que leurs fonctions ne sont pas encore définies, ni leurs pouvoirs, c'est tout de même bien le conseil d'administration qui constitue l'institut. Si votre candidate devient présidente de l'institut, et si par ailleurs le conseil d'administration est composé pour un tiers au moins de femmes qui partagent votre point de vue, le fonctionnement de l'institut portera alors votre marque. Mais je ne pense pas que vous deviez attendre que les pouvoirs soient mieux définis, et je ne pense pas non plus que ce soit ce que le gouvernement attend.

Mlle MacPherson: Nous n'allons pas attendre, monsieur Stevens, et nous allons soumettre des noms, et notamment de femmes compétentes.

Mr. Stevens: Monsieur le président, je remarque que cette phrase réapparaît. Elle avait déjà été utilisée tout à l'heure, puisque le Centre canadien pour la limitation des armements

[Texte]

say 30 names? It was quite a long list. Then they dropped a few names in response to my question.

I guess there has to be a clarification on this, but that was never the concept. It was never the concept to go to a group such as the Voice of Women and say: Give us a telephone page of names. We wanted your nomination. Who would you like to see representing ... ? It is not exactly representing, but who would you go to the point of actually nominating on behalf of the Voice of Women, as opposed to just a listing? I do not think that is really going to help us too much, because if we get 20 or 30 names from 20 or 30 organizations, there will be a lot of ...

Dr. Duckworth: What you want is something about these people, as to why we think they would be good.

Mr. Stevens: No, we want your choice.

Dr. Duckworth: You mean a choice of, say, 15 people ...

Mr. Stevens: No, two or three.

Dr. Duckworth: The board would have 15 people?

Ms MacPherson: No, 17 people.

The Chairman: The board will be 17, some of whom could be not Canadian, even though in your brief you said you preferred they all be Canadian.

Dr. Duckworth: Yes, that is important.

The Chairman: I am sure we are all thinking of who would be ... I may be confused, too, but at first, I thought all these people who have been written, consulted and asked to make presentations and submit nominations would make up their minds to present one or two, but not ...

Dr. Duckworth: Oh, I see, not 30.

• 1810

The Chairman: I let them do it because I am not there to correct; I am there to listen. The more you give, the more you have a chance that people will dilute, and besides, it is becoming totally impossible. For instance, I have to agonize the same way to please everybody.

I have here the list of all the possibilities of invitees, submitted by various people; the staff has also added names which will meet with unanimous agreement. Many of those whom we have invited so far, referred to by Mr. Stevens' list, say, no, we have been consulted; no, we are not prepared; no, we will wait; we will send a nomination; we do not have any brief. Others, from Miss Jewett's list, for instance, the same thing. They may be coming, like you, because you were on Miss Jewett's list. You would have been on mine too, I assure you.

[Traduction]

et le désarmement avait, si je ne me trompe, ... avait-il proposé 30 noms? C'était une liste assez longue. Ils en ont alors cité quelques-uns pour répondre à ma question.

Je pense qu'il faudrait là un peu plus de clarté, car ce n'est jamais ce qu'on a demandé. Il n'a jamais été question de s'adresser à des groupes tels que La voix des femmes et de leur dire: donnez-nous une page de noms de l'annuaire téléphonique. Ce que nous voulons, ce sont vos propres candidates. Qui aimeriez-vous voir représenter ... ? Il ne s'agit pas exactement de représentation, mais qui accepteriez-vous de proposer au nom de La voix des femmes, sans que cela devienne une simple liste de noms? Je ne pense pas que cela nous aide beaucoup, parce que 20 ou 30 noms de 20 ou 30 organismes, feraient beaucoup de ...

Mme Duckworth: Vous voulez donc que nous puissions vous expliquer pourquoi, d'après nous, ces personnes seraient bien à cette place.

M. Stevens: Non, nous voulons simplement votre choix.

Mme Duckworth: Vous voulez dire un choix de, par exemple, 15 noms ...

M. Stevens: Non, deux ou trois.

Mme Duckworth: Mais le conseil comprend 15 personnes?

Mme MacPherson: Non, 17.

Le président: Il y aura 17 personnes au conseil d'administration, dont certaines pourraient être des étrangers, même si dans votre mémoire, vous marquez votre préférence pour un conseil composé uniquement de Canadiens.

Mme Duckworth: Oui, c'est important.

Le président: Je pense que nous avons tous une idée de qui nous aimerions voir ... Je me trompe peut-être, mais tout d'abord, j'avais l'impression que ces témoins qui ont été consultés, qui ont fait des exposés et qui ont présenté des candidats, ont certainement une idée de deux ou trois ...

Mme Duckworth: Je vois, pas une trentaine.

Le président: Je les ai laissés faire, car je ne suis pas là pour vous reprendre, mais bien pour écouter. Plus on donnera de latitude aux gens, plus ils chercheront à ajouter, et ainsi, la tâche deviendra presque impossible. Je sais, car je dois me torturer de la même façon pour essayer de plaire à tous.

J'ai sous les yeux la liste de tous les invités possibles, qui a été soumise par différents groupes; le personnel de recherche a ajouté des noms qui recevront le consentement unanime. Parmi ceux que nous avons déjà invités, selon la liste de M. Stevens, plusieurs nous ont dit non, nous avons déjà été consultés; non, nous ne sommes pas préparés; non, nous préférons attendre; nous enverrons une candidature; non, nous n'avons pas de mémoire. C'est la même chose pour les gens sur la liste de M^{me} Jewett. Ils viendront, parce que comme vous, ils sont sur la liste de M^{me} Jewett. Je vous aurais incluses sur ma liste aussi, je peux vous l'assurer.

[Text]

Then we try to make a good combination with staff. We want Mr. Pearson to come and the Minister, at least, and maybe another bureaucrat.

But if everybody submits 30 names, then the government can do exactly what it wants. You cannot complain because there will be 17 anyway who were recommended by someone. You could say, well, I would have preferred this one to that. I should not say this, but I am not speaking for the government. To be highly efficient, I would think that if you really have a candidate, do not dilute that candidate. Maybe I should not say that, but I say it now as a member of the committee and not as Chairman of the committee.

Does it meet with—not your approval, but is that what you . . . ?

Mr. Stevens: Mr. Chairman, between here, the Prime Minister's office and the other leaders, I think we have got to get this clarified. If everybody starts sending in 20 or 30 names, sure you can cross-reference them, but it is going to be a real puzzle as to who is nominating whom.

I think what I understood was going to happen is: we came up with a preliminary list; we said, these kind of associations would probably be the type you would want to consult to get nominations. Now, we had in mind initially just one per association, but we knew it would have to be expanded. So we would turn to you and say, if we wanted to select one to sit on this board, who do you feel would be the person who would reflect your perspective and your outlook, that you would like to see on that board? Now, if you wanted to prioritize them, I suppose you could do that. Your choice is one, two, three, four.

Ms MacPherson: Because we have the feeling that of the list of organizations, there may be two or three women's organizations compared with, I do not know how many, general ones.

Mr. Hudecki: You are representing the National Action Committee too, are you not?

Ms MacPherson: Yes.

The Chairman: I will give you an example. In the proposed names we are offered by one party, we have all the Canadian . . . the Canadian Chamber of Commerce, the Canadian Council of Churches, the Canadian Conference of Catholic Bishops, etc., etc. We also have the National Council of Women, the Royal Canadian Legion. Now, that is the kind of proposal that one party said should be consulted and put one name or two.

Dr. Duckworth: But have you yourselves prioritized . . . ? Are you saying to yourselves, not that one, not that one? We do not really want to hear from those.

The Chairman: Well, they have prioritized, I imagine. Now, I will not be offended at all if I am corrected by Mr. Sinclair Stevens. But in order that we all understand each other well . . . As I understand it the Official Opposition has submitted a list, but not an exclusive list. It says, on the

[Translation]

Ensuite, nous essayons de parvenir à un bon choix, avec l'aide du personnel de recherche. Nous voulons entendre M. Pearson, et au moins le ministre, et probablement un autre fonctionnaire.

Toutefois, si chacun soumet 30 noms, alors le gouvernement pourrait faire tout à son gré. Vous ne pourrez vous plaindre, car il y aura au moins 17 organismes ou personnes qui seront recommandés par l'un ou l'autre. Peut-être auriez-vous eu des préférences. Je ne devrais pas dire cela, mais je ne parle pas au nom du gouvernement. Si vous voulez être efficace, si vous avez un candidat valable, n'ajoutez pas d'autres noms. Peut-être ne devrais-je dire cela, et je le dis à titre de membre du Comité, plutôt que de président du Comité.

Seriez-vous d'accord . . .

M. Stevens: Monsieur le président, il faut éclaircir cette situation, en coordonnant ce que nous faisons et ce que font le bureau du premier ministre, et les autres chefs. Si chaque groupe présente 20 ou 30 noms, on peut certainement procéder à un recoupement, mais il sera très difficile de savoir qui a présenté qui.

Voici comment les choses vont se passer à mon avis: d'abord on prépare une liste préliminaire; il s'agira d'une liste d'associations que l'on voudrait probablement consulter pour obtenir des candidatures. Au début, on avait prévu une seule candidature par association, mais tout en sachant qu'on devait étendre cette liste. En conséquence, on vous demande à vous les témoins, si vous vouliez présenter un administrateur pour ce conseil, qui réfléchirait le mieux vos perspectives et vos idées, et qui pourrait vous représenter à ce conseil? Maintenant vous pourriez toujours établir une priorité parmi les candidats. Vous pourriez marquer vos choix par ordre de priorité.

Mme MacPherson: Nous avons l'impression que sur la liste des organisations, il n'y aurait que deux ou trois organisations féministes.

M. Hudecki: Mais vous représentez le Comité national d'action, n'est-ce pas?

Mme MacPherson: Oui.

Le président: Voici un exemple. Sur la liste soumise par un parti, nous avons toutes les associations canadiennes, la Chambre de commerce canadienne, le Conseil canadien des Églises, la Conférence des évêques catholiques du Canada, etc. etc. On y voit aussi le Conseil national de la femme, et la Légion royale canadienne. Voilà la liste des organismes qui, de l'avis de l'un des partis, devraient être consultés et devraient présenter un ou deux noms.

Mme Duckworth: Avez-vous vous-même établi une priorité . . . ? Avez-vous déjà fait un choix? Avez-vous décidé qui vous ne voulez pas consulter.

Le président: J'imagine que les partis ont déjà établi leur priorité. Et M. Sinclair Stevens peut très bien me reprendre si je me trompe. Toutefois, afin que nous soyons tous sur la même longueur d'onde . . . Si j'ai bien compris, l'Opposition officielle a soumis une liste qui n'est pas exclusive. Sur

[Texte]

recommendation of the organizations listed in the schedule of this Act, and the Conservatives, the Official Opposition, have proposed a series of names they would like to be added as an annex to the Bill of the people who should be consulted now or in the future—not only now, because maybe of the 25, I think, or 26 names—I do not know rapidly. How many names do you have on your list?

Mr. Stevens: Twenty-three.

The Chairman: Twenty-three. Maybe there will only be 13 or 10 or 9 chosen, but their names will be in the annex, because these people may be appointed only for one year. We want rotation to start.

But the NDP would not agree with that list, or half of them; they will say they have their own list and will put on it the Voice of Women. These people will be added in the annex and I, for one, added a name yesterday. Some of my colleagues have written to me saying, when we put names in the annex as to the kind of people who will be consulted now or in the future, we want these to be taken from the following names that will be in the annex, that will be in the law.

• 1815

Dr. Duckworth: I have not seen the list.

Ms MacPherson: I was not aware that nominations, or whatever you call them, were being done from members of whatever groups. As far as receiving the . . .

The Chairman: Well, the government may also add its own list, right?

Dr. Duckworth: Have these organizations shown the concern for the issues that this board is going to be dealing with?

The Chairman: Well, that is not for me to answer.

Dr. Duckworth: Yes, but it is really. Somebody has to be responsible for whether it is going to be Veterans for Multi-National New Nuclear Disarmament, or it is going to be the Canadian Legion. I would vote for the Veterans for Multi-National Nuclear Disarmament because they are working terribly hard on this issue and they care a lot about this issue.

The Chairman: And as you know, they are already witnesses tonight. They will be the first witnesses tonight in the other committee, Veterans for Multilateral Nuclear Disarmament.

Mr. Stevens: I do not want to confuse the issue, but the list that the chairman is referring to was a preliminary list to almost serve as an example of the kinds of associations. Now this committee, one of the things we have to decide is that if there is to be a list, who should be on it. And this is why it is so interesting to hear the degree to which you might have an interest, because there may be some that are on that list now who are going to say they do not really feel it is the type of thing they want to . . .

The Chairman: The Chamber of Commerce, for example.

Mr. Stevens: The Chamber of Commerce.

[Traduction]

recommendation des organismes énumérés à l'annexe de la loi, l'Opposition officielle, c'est-à-dire les Conservateurs, a proposé une liste de noms à annexer au projet de loi, des personnes qu'on devra consulter dorénavant, non seulement les noms déjà prévus, qui se chiffrent à 25 ou 26, combien de noms y a-t-il sur la liste?

M. Stevens: Vingt-trois.

Le président: Vingt-trois. Toutefois, seulement 13 ou 10 ou même 9 personnes seront choisies, leurs noms figureront à l'annexe, car certaines de ces personnes pourraient être nommées pour un an seulement. Il faut assurer une rotation dès le début.

Le Parti néo-démocrate n'accepte pas cette liste, ou la moitié des noms sur cette liste; il a sa propre liste, où figure la voix des femmes. Les noms de ces personnes seront ajoutés à la liste en annexe; j'y ai moi-même ajouté un nom hier. Certains de mes collègues m'ont recommandé par écrit de prévoir dans la loi que les personnes à consulter dorénavant doivent être prises sur la liste en annexe.

Mme Duckworth: Je n'ai pas vu cette liste.

Mme MacPherson: Je ne savais pas que divers groupes présentaient la candidature de leurs propres membres. Quant à recevoir . . .

Le président: Le gouvernement voudra peut-être ajouter sa propre liste aussi, n'est-ce pas?

Mme Duckworth: Ces organismes ont-ils fait la preuve qu'ils s'intéressent justement aux questions dont s'occupera ce conseil?

Le président: Ce n'est pas à moi de me prononcer là-dessus.

Mme Duckworth: Si c'est votre responsabilité. Quelqu'un doit décider si on inscrira le *erans for Multi-National New Nuclear Disarmament*, ou la *Légion canadienne*. Je serais en faveur du premier organisme, parce qu'il s'intéresse très vivement à cette question qui lui tient à cœur.

Le président: Comme vous le savez, le Comité doit entendre ce groupe ce soir. Ce seront nos premiers témoins à la séance de ce soir.

M. Stevens: Je ne veux pas semer la confusion, mais la liste dont parle le président est une liste préliminaire, qui ne sert que d'exemple du genre d'associations à inclure. Toutefois, ce sera à ce Comité de décider s'il doit y avoir une liste, et quels organismes ou associations y figureront. Et c'est pourquoi cela nous intéresse beaucoup de savoir à quel point vous y tenez, car certains des organismes déjà sur la liste nous diront peut-être qu'ils ne s'intéressent pas particulièrement à la question . . .

Le président: Comme la Chambre de commerce, par exemple.

M. Stevens: La Chambre de commerce.

[Text]

Dr. Duckworth: We will see what they might list as some of their interests.

Ms MacPherson: The other thing is that there are . . .

Dr. Duckworth: What great interest have they shown in the question of international peace?

Mr. Stevens: Well, all I am saying is that as far as nominations are concerned, I think what was anticipated was not a long list. But even just one name which would be your selection, or if you want to send in more than one, at least prioritize them. And then we know what would please you the most, both as chairman and as an ordinary member of the board.

Ms MacPherson: Let me ask you a question before you go on any further, Mr. Stevens. Do you see those nominations coming from amongst the membership necessarily of those organizations? There are a number of individuals in the country whose contribution certainly to peace and disarmament has been quite extensive, who may not come from an organization that might wish to nominate them. Do you see what I am getting at?

Mr. Stevens: Well, I guess there are so many ways to get their name into what we call the pool or the panel. You would think that if there is a truly outstanding person there, there must be some way he can get nominated through some group.

Ms MacPherson: Oh, I am sure there would be. But I just wondered if you see it that way or if you feel that, you know, The Voice of Women should nominate a member of The Voice of Women, not looking around the rest of the country or thinking of somebody . . .

Mr. Stevens: Oh no! I see what you mean. Oh, I am sorry.

Ms MacPherson: You see, outside the membership of The Voice of Women.

Mr. Stevens: Anybody you want.

The Chairman: You could say: Here is the person in Canada who, according to The Voice of Women, is the best person, best qualified, best, best . . . And it could be a man.

Ms MacPherson: Sure it could. We have men in our proposals, too.

Dr. Duckworth: Supposing there is an organization that is not on the list. Supposing the Canadian Teachers' Federation is not on the list and would like to nominate.

The Chairman: Well, the Canadian Teachers' Federation, for your information, is on my list as a witness, was also sent a letter, was also consulted. I think, you know, the club has been well circled.

Dr. Duckworth: Okay. I will try the Canadian Nurses' Association—any organization that is not on your list, may they also submit? That is all. I am sorry I interrupted.

[Translation]

Mme Duckworth: Nous verrons quels sont leurs sujets d'intérêt.

Mme MacPherson: Il faut se rappeler aussi qu'il y a . . .

Mme Duckworth: Quel intérêt ont-ils vraiment manifesté pour la question de la paix internationale?

M. Stevens: Je veux simplement dire qu'au sujet de ces candidatures, nous ne prévoyions pas une longue liste. Toutefois, si vous n'avez qu'un nom à envoyer, ou si vous avez plus d'un candidat, nous vous demandons d'établir une priorité. Ainsi, nous saurons quel est votre candidat prioritaire pour les fonctions de président ou d'administrateur.

Mme MacPherson: Monsieur Stevens, avant d'aller plus loin, puis-je vous poser cette question? Croyez-vous que les candidats devraient être choisis obligatoirement parmi les membres de ces organismes? Il y a certaines personnes dans ce pays qui ont fait une contribution importante à la paix et au désarmement, et qui ne font peut-être pas partie des organisations, lesquelles voudraient peut-être les proposer comme candidats. Voyez-vous où je veux en venir?

M. Stevens: Eh bien, il y a bien des façons d'assurer leur mise en candidature. Si c'est une personne vraiment exceptionnelle, elle pourra sûrement être proposée par un groupe quelconque.

Mme MacPherson: Oui, j'en suis certaine. Toutefois, je me demande si vous voyez les choses comme moi, ou si vous pensez que l'organisme *The Voice of Women*, par exemple, devrait nommer un de ses membres comme candidat, sans tenir compte d'autres personnes ailleurs au pays.

M. Stevens: Eh non! Je vois où vous voulez en venir, excusez-moi.

Mme MacPherson: Oui, la Voix des femmes pourrait vouloir présenter quelqu'un qui n'est pas membre.

M. Stevens: Vous pourriez présenter n'importe qui.

Le président: Vous pourriez dire par exemple: Voici, de l'avis de la Voix des femmes, la personne la mieux qualifiée au Canada . . . Et ce pourrait être un homme.

Mme MacPherson: Certainement. Nous avons proposé la candidature d'hommes aussi.

Mme Duckworth: Supposons qu'un organisme ne soit pas sur la liste. Par exemple, la Fédération canadienne des enseignants n'est pas sur la liste, mais peut-être voudrait-elle proposer un candidat.

Le président: En fait, la Fédération canadienne des enseignants est sur ma liste des témoins, elle a reçu une lettre à cet effet, et elle a été consultée. Comme vous le savez, on a fait le tour du club.

Mme Duckworth: Très bien. Disons alors que c'est l'Association canadienne des infirmières enfin n'importe quel organisme qui ne soit pas sur votre liste. Un tel organisme pourrait-il soumettre le nom d'un candidat. C'est tout. Excusez-moi de vous avoir interrompu.

[Texte]

Mr. Hudecki: We are looking for helpful, conducive submissions.

The Chairman: Unless other members would like to continue, your brief will be circulated to all members of the full committee, as you know. The brief will be, of course, added to the minutes of today's proceedings if, indeed, it was not all read. So you do not need to feel that we will dispose of people that way.

Ms MacPherson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Your brief will be printed, and in case the printing does not come out soon enough, the members will all receive a copy of your brief, all members of the committee—and alternate members—because now we work with both alternates and members.

• 1820

So I think you must feel happy that we will do justice to your coming at our invitation. I cannot do otherwise but say that your views will of course be part of the multiplicity of other views we will receive. We cannot be too confused. Some of your views you will be happy to see, I am sure. I know that some of them are already included in the amendments that were proposed by some people—for instance the “shall” and the “may”, as you know, now are already part. That was part of your brief that was agreed recently.

Ms MacPherson: But you will have instances . . .

The Chairman: So you could go away feeling that you have already contributed.

Mr. Stevens, please.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, before the Voice of Women leaves, I think a fundamental problem we are going to have in many of the briefs is that nobody is going to disagree with what is said. I have yet to meet a person who is actively against peace. People make all kinds of speeches about the desirability to have peace. But what you come up against is a feeling that even if you convince our allies—if you convince the United States, if you convince Great Britain or whoever you like—how do you make contact with the leaders in the Kremlin in a meaningful way so that you could be assured there is a verifiable process leading to true peace?

Dr. Duckworth: I was in the Soviet Union in April on a peace mission, and I did not try to talk with the people in the Kremlin. I think to begin with we have to count somewhat on the will of the Soviet people, who cannot bear the thought of another war. Anybody I have talked to cannot bear the thought of another war; they are more passionately for peace than anybody I have ever met. The memory of the 20 million dead in World War II is still strong with them.

I do realize that they tend to think that their government is doing all the right things to bring about peace. You probably do not agree that their government is doing all the right things to bring about peace, but that is certainly the desire of the people. They are very, very afraid; they are very fearful of the opposite side.

[Traduction]

M. Hudecki: Toute idée constructive est bienvenue.

Le président: À moins que d'autres députés ne veuillent poursuivre cette discussion, on distribuera votre mémoire à tous les membres du Comité. Eh, bien sûr, votre mémoire sera versé au procès-verbal de nos délibérations aujourd'hui, même si vous ne l'avez pas lu en entier. Ne pensez donc pas que nous bouculons les gens.

Mme MacPherson: Merci, monsieur le président.

Le président: Votre mémoire sera imprimé avec le procès-verbal, et au cas où il y aurait un retard dans l'impression, les membres de ce Comité ainsi que leurs substituts recevront un exemplaire de votre mémoire.

Il faut donc que vous soyez assurées que nous vous ferons justice si vous vous rendez à notre invitation. Je ne peux rien dire d'autre sinon que nous tiendrons compte de vos avis, parmi la multiplicité d'autres opinions dont on nous fera part. Nous ne pouvons pas nous disperser. Certaines de vos vues recevront un bon accueil, j'en suis sûr. Certaines ont déjà été incorporées dans les amendements que divers députés ont déposés—par exemple celle qui concerne le «peut» et le «doit» qui ont déjà été intégrés, comme vous le savez. C'est une partie de votre mémoire qui a été adoptée récemment.

Mme MacPherson: Mais il y aura des cas . . .

Le président: Vous avez donc d'ores et déjà apporté une contribution.

Monsieur Stevens, s'il vous plaît.

M. Stevens: Monsieur le président, avant que la Voix des femmes nous quitte, un problème fondamental va se poser vis-à-vis de nombreux mémoires et qui est que personne ne désapprouvera ce qu'ils disent. Je n'ai encore jamais rencontré personne qui soit activement opposé à la paix. Les gens font toutes sortes de discours sur la nécessité de la paix. Le problème est que même si vous arrivez à convaincre nos alliés—si vous arrivez à convaincre les États-Unis, la Grande-Bretagne etc.—comment prendre contact avec les dirigeants du Kremlin pour nous assurer qu'un processus vérifiable se met en place conduisant à la paix véritable?

Mme Duckworth: Je me trouvais en mission en Union soviétique au mois d'avril et je n'ai pas essayé de parler aux dirigeants du Kremlin. Je crois qu'il faut compter aussi avec la volonté du peuple soviétique qui ne peut supporter l'idée d'une nouvelle guerre. L'idée même en est insupportable à tous ceux à qui j'en ai parlé, ils sont plus passionnément épris de paix que quiconque d'autre. Le souvenir des 20 millions de morts de la Deuxième Guerre mondiale est encore très vivace.

J'ai conscience qu'ils ont tendance à croire que leur gouvernement fait absolument tout ce qu'il faut pour amener la paix. Vous ne partagez probablement pas leurs convictions, mais cela est la volonté du peuple. Les Soviétiques ont très, très peur, ils ont peur des gens d'en face.

[Text]

A film is being made of interviewing people in the United States and the U.S.S.R. in similar positions in society—like a gas station attendant, a hairdresser, a teacher, and so on. They have mirror image responses from each side. You could close your eyes and not look at the people and you would say that the Americans are saying the things that the Russians are saying. The fears are so strong on both sides. They are almost in a panic about Reagan getting re-elected, because things are worse for them internally when there is an arms race going on.

I think one of the best things we could do for the world situation is to set up real peace research, real conflict resolution. You do not believe what Nixon says—that this is the empire of evil—unless you are willing to say also that the United States is an empire of evil. Naturally the loyalty of the people of the Soviet Union is to their government. They believe in their government. When somebody outside says it is the empire of evil, it just gets their hackles up.

When he says that this kind of socialism is an aberration in history and is not going to last, they just cannot believe that anybody would say something like that—anybody in a position like Mr. Reagan's in society.

I do not feel as pessimistic as many people. Since I have come back I have found that very, very few people have ever visited the Soviet Union and talked to people.

• 1825

I think it is awfully important that more people visit the Soviet Union. When we were there there were constant groups of Quakers, for instance, going and talking to people in the Kremlin and trying to bring about conflict resolution.

Ms MacPherson: Could I say one thing that we are hoping to do in the future, quite soon—in fact we are having a meeting next week about this—and that is to bring women together from across the world to talk about what is true security and how we can negotiate for it. We are hoping, as Voice of Women has done on two occasions before, to bring women from the socialist countries, from the Third World, from the West—to bring them together to talk in those terms.

We are hoping the government will help with its fund from the budget, if you recall, to help us in this regard, and we are waiting for that support. They have helped us to the extent that we are planning a meeting this coming two weeks to do this and to bring women and to start it by talking amongst Canadians with conferences of women across the country during the next year. So we are talking of spreading that word and trying to find how we can get the feelings of humanity across to both sides, if you want to call it—I do not like talking about sides any more, because I think we have to resolve that one first. So we are trying in our way to promote better understanding and lessening of tension, and we are hoping that some of that will spill over into the people making the decisions at the present time and that will relieve a bit of the tension in the meantime.

[Translation]

Un film est en train d'être réalisé, qui se compose d'interviews d'Américains et de Soviétiques occupant des situations similaires dans la société—un pompiste, un coiffeur, un enseignant, etc. Les réponses sont absolument identiques. Si l'on fermait les yeux et que l'on ne regarde pas qui parle, on ne pourrait pas savoir qui est l'Américain et qui est le Soviétique, tellement ils disent la même chose. Les craintes sont les mêmes des deux côtés. On envisage presque avec panique la réélection de Reagan, car la vie matérielle devient plus dure quand la course aux armements bat son plein.

Ce que l'on pourrait faire de mieux pour le monde, c'est de conduire de véritables recherches sur la paix, chercher vraiment à résoudre les conflits. On ne peut pas croire ce que dit Nixon—que l'Union soviétique est l'empire du mal—si vous n'acceptez pas en même temps que les États-Unis sont alors également l'empire du mal. Évidemment, la loyauté des Soviétiques va à leur gouvernement, ils lui font confiance. Lorsqu'un étranger dit que c'est l'empire du mal, cela les met sur la défensive.

Lorsque M. Reagan affirme que leur genre de socialisme est une aberration de l'histoire qui ne peut pas durer, ils trouvent cela aberrant de la part d'un président américain.

Je suis moins pessimiste que beaucoup d'autres. Je me suis aperçue, depuis mon retour, que très peu de gens sont jamais allés en Union soviétique et ont parlé avec ces gens.

Il est extrêmement important que davantage de gens visitent l'Union soviétique. Lorsque nous y étions, il y avait sans cesse des groupes de Quakers, par exemple, qui allaient parler aux gens du Kremlin et qui essayaient de résoudre les conflits.

Mme MacPherson: Une chose que nous espérons faire dans un avenir très proche—et nous en parlerons dans une réunion la semaine prochaine—est de rassembler les femmes du monde entier pour essayer de définir ce qu'est la sécurité véritable et comment faire pour l'atteindre. Nous espérons, comme la Voix des femmes l'a déjà fait à deux reprises, faire venir des femmes de pays socialistes, du Tiers monde, de l'Occident—de les rassembler pour en parler.

Nous espérons que le gouvernement nous aidera financièrement à le faire. Il nous aide déjà dans la mesure où cette réunion est prévue dans deux semaines pour en parler, pour essayer de faire venir ces femmes et de lancer le mouvement au Canada, au moyen de conférences de femmes qui doivent se tenir l'année prochaine dans tous les pays. Nous essayons donc de répandre cette parole et de faire passer cette notion d'humanité des deux côtés, si vous voulez—je n'aime plus tellement parler de côtés, car c'est le premier obstacle à lever. Nous essayons donc de promouvoir une meilleure compréhension, la réduction des tensions, et nous espérons que cette volonté se répercutera sur ceux qui prennent les décisions aujourd'hui et permettra de réduire un peu les tensions.

[Texte]

Mr. Hudecki: Do you feel these women will be free to express themselves—from the socialist countries? Do you think you will get a true picture from them? This is always a concern.

Ms MacPherson: I myself got an answer to my expressing of feelings and my opinions by being stopped from going into the United States recently, as you may remember. So I do not know how much restriction goes on. But I think perhaps Muriel can tell you a little bit more about how she felt the Soviet women talked when they came before. They made their official speeches, but when you get together with a bunch of women talking about whether they want to buy bobby sox or what their children have done... Thérèse Casgrain always had her 13 grandchildren on her bangle, and she could get into a discussion with women from any country in the world in no time at all about children.

Those kinds of things—it is very difficult for men to talk in those terms. Maybe we should all start wearing bracelets with grandchildren on them. I know it sounds trivial, but it is the way that we can communicate and get onto the level of better co-operation and understanding.

Mr. Stevens: Really, Mr. Chairman, I think Dr. Hudecki's question is just fundamental to the problem we are going to live with in this committee.

Are you suggesting that you believe you are comparatively as free to communicate, to spread whatever message you think is proper, in the Union of Soviet Socialist Republics as in the United States of America?

Ms MacPherson: I was not suggesting that one way or the other. I do not know. I have not been to the Soviet Union for 15 years, and at that point we were on an official delegation making official speeches, and socializing at other times; at which times I felt free to say anything I wanted to say without fear of being—but then, that is not the same thing.

Dr. Duckworth: I think the women we meet in the Soviet women's committee think their government is right. I think they honestly do. Therefore, although they are very, very active in the peace movement, they think their government is right. We do not always think our government is right.

Ms MacPherson: Neither do you, Mr. Stevens.

Dr. Duckworth: They will quote all the initiatives that the U.S.S.R. has taken since the end of the Second World War. They have this sense of being surrounded. It is an enormous country. It is the biggest country in the world, and we are the second largest—but they sense that they are surrounded. They look down their far east coast and there is Alaska. I met a man in the Soviet Union who had been on a survey mission up in the North and he showed me a picture he had taken, a snapshot he had taken, from the U.S.S.R. of Alaska—right there. And the U.S. defences coming right down, and the U.S. determination to bottle them up in the Sea of Japan, and Nakasone's offer to turn Japan into an unsinkable aircraft

[Traduction]

M. Hudecki: Pensez-vous que ces femmes seront libres de s'exprimer—les femmes des pays socialistes? Pensez-vous qu'elles vous diront la vérité? C'est toujours un problème.

Mme MacPherson: S'il y a des restrictions, on les retrouve partout. Moi-même, on m'a interdit récemment l'entrée aux États-Unis. Peut-être Muriel pourrait-elle vous dire ce qu'elle a ressenti la dernière fois devant les femmes soviétiques. Elles ont prononcé des discours officiels, mais lorsqu'on se retrouve ensuite ensemble et qu'elles vous parlent de leurs enfants et de ce qu'elles veulent acheter... Thérèse Casgrain avait toujours ces 13 petits enfants sur son bracelet et elle pouvait entamer une conversation sur le sujet des enfants avec n'importe quelle femme en un rien de temps.

Ce genre de choses—il est très difficile aux hommes d'avoir ce genre de conversations. Peut-être devrions-nous toutes porter des bracelets avec les médailles de nos petits enfants. Cela paraît peut-être superficiel, mais c'est ainsi que l'on peut établir la communication et parvenir à une meilleure compréhension mutuelle.

M. Stevens: Vraiment, monsieur le président, je crois que la question de M. Hudecki va au coeur du problème que nous allons devoir confronter dans ce Comité.

Voulez-vous dire que vous êtes à peu près aussi libres de communiquer, de répandre le message que vous voulez en Union soviétique qu'aux États-Unis?

Mme MacPherson: Je n'ai rien dit de tel. Je ne sais pas. Cela fait quinze ans que je ne suis pas allée en Union soviétique et nous étions alors une délégation officielle qui prononçait des discours officiels et qui allait à des réceptions mondaines le reste du temps; à celles-ci, je me sentais absolument libre de dire tout ce que je voulais mais ce n'est pas tout à fait pareil.

Mme Duckworth: Je crois que les femmes que nous rencontrons au sein du Comité féminin soviétique considèrent que leur gouvernement a raison. Elles le pensent sincèrement. Bien qu'elles soient extrêmement actives dans le mouvement pour la paix, elles considèrent que leur gouvernement a raison. Pour notre part, nous ne pensons pas toujours que notre gouvernement a raison.

Mme MacPherson: Ni vous non plus, monsieur Stevens.

Mme Duckworth: Elles vont nous citer toutes les initiatives que l'URSS a prises depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. Les Soviétiques ont le sentiment d'être encerclés, c'est un pays énorme, le plus grand du monde, plus grand que le nôtre, mais ils se sentent encerclés. À l'extrémité Est, ils voient l'Alaska. J'ai rencontré un Soviétique qui avait été en mission géologique dans le Nord et il m'a montré une photo qu'il a prise, une photo de l'Alaska prise du sol soviétique. Avec les défenses américaines à leur porte, la détermination américaine de les enfermer dans la mer du Japon et de l'offre de Nakasone de transformer le Japon en porte-avions insubmersible au profit des États-Unis... Ils se sentent menacés.

[Text]

carrier for the United States . . . So that side is up—they feel that.

• 1830

In the NATO discussions about armaments in the report I read from this institute, the arms control and disarmament people, what is going on on the east side of the U.S.S.R. is a factor in what is going on in Europe, but it is not talked about very much. They feel the risk of being bottled up on that side and attacked from this side, and they have this feeling—it is deep in the people—that they are surrounded by the rest of the world that does not wish them well, that wishes them badly.

To get back to your question, it is true that the people who do not believe in the government's position cannot talk freely. We met the group to establish trust while we were there, and they are harassed and punished, and it seems stupid that any government would do that to them. They insist they are not dissidents; they just want to be free to suggest some things that their government is not doing or some things that people could do. But the point is that we have to live together and we have to find ways to live together.

Fundamentally, I guess, I do not believe they want to conquer Canada.

Mr. Stevens: Well, I make a great mistake, Mr. Chairman: I read too much history. The same thing of course was said in the 1930s.

The Chairman: I was going to say that maybe in the Soviet Union some of them read too much history, too. That may be why they are so distrustful. They are afraid.

I do not want to comment on the Bill. I spoke in Houston, Texas, and I spoke also in the Soviet Union. Very strangely, the people in the street whom I met were both saying the same thing, definitely. They said: They want to conquer us, or the world; they want to disband with us; they are better armed; they are stronger. That is what both sides think of each other. It is very confusing. Those are people in the street, and I do not think any of them would even apply to be a member of the Voice of Women—not those I met—but that is what they were saying. Yet in the Soviet Union I found the same, same thing.

I think we should ask Mr. Arbatov that question next week. As you know, he will be our guest, or whatever. I do not know what to say any more. If I should say "our guest"—our witness—I am always in trouble. But he will appear. Even that, for a communist, is quite something.

I think it was very interesting.

I thank you very warmly, as I always do, and I thank very much the Hon. Mr. Stevens and Dr. Hudecki for staying so long with you.

At 8.00 tonight can I count on both Dr. Hudecki and Mr. Stevens? Thank you very much.

[Translation]

Dans le rapport de cet institut sur le débat sur la limitation des armements au sein de l'OTAN, on y dit que la situation sur la côte orientale de l'URSS influe sur les événements en Europe, mais on n'en parle pas beaucoup. Les Soviétiques éprouvent profondément un sentiment d'encerclement, bloqués d'un côté et risquant d'être attaqués de l'autre, ils se sentent entourés par un monde qui leur est hostile.

Pour en revenir à votre question, il est vrai que les opposants au gouvernement ne peuvent s'exprimer librement. Nous en avons rencontré un groupe et avons essayé d'établir des relations de confiance, ils se font harceler et punir et il paraît stupide qu'un gouvernement fasse ce genre de choses. Ils affirment qu'ils ne sont pas des dissidents, ils veulent simplement avoir la liberté de faire quelques critiques ou suggestions. Mais le fait est que nous sommes condamnés à coexister et qu'il nous faut trouver un moyen de le faire.

Au bout du compte, je ne crois pas qu'ils aient l'intention de conquérir le Canada.

M. Stevens: Eh bien, j'ai un grand défaut, monsieur le président: Je lis trop de livres d'histoire. On a dit la même chose dans les années 1930.

Le président: J'allais dire justement qu'en Union soviétique, certains également lisent trop de livres d'histoire et c'est peut-être pourquoi ils sont tellement méfiants. Ils ont peur.

J'ai pris la parole à Houston au Texas et également en Union soviétique. Très curieusement, les gens de la rue que j'ai rencontrés disaient la même chose des deux côtés, très certainement. Ils disaient: Ils veulent nous conquérir, conquérir le monde, ils veulent nous détruire, ils sont mieux armés, plus puissants. Voilà ce que chacun pense de l'autre. C'est très déroutant. C'est là l'homme de la rue qui parle et je ne crois pas qu'aucun d'eux songe jamais à entrer à la Voix des femmes—pas ceux que j'ai rencontrés—et voilà ce qu'ils disent. Mais c'est exactement la même chose en Union soviétique.

Je crois qu'il faudrait poser la question à M. Arbatov la semaine prochaine. Comme vous le savez, il sera notre invité, ou ce que vous voudrez. Je ne sais plus quoi dire. Si je dis qu'il est «notre invité», on va me le reprocher. Mais il comparaitra. Pour un communiste, c'est déjà quelque chose.

Cela a été très intéressant.

Je vous remercie infiniment, comme toujours, et je remercie également l'honorable M. Stevens et M. Hudecki d'être restés si longtemps avec nous.

Puis-je compter sur vous ce soir à 20 heures, monsieur Hudecki et monsieur Stevens? Merci.

APPENDIX "EAND-8"

22 May 84

Question asked by Mr. Gérald Laniel, M.P. on 3 Apr 84

16 May 84

Canadian Military Colleges

Attrition statistics for the Regular Officer Training Plan (ROTP), Canadian Military Colleges (CMCs) and civilian universities, are not readily available.

The overall mean attrition for the four year program at CMCs is 40%. This 40% is broken down by years as follows:

Example 100 students

First Year attrition - 20%	80 remain
Second Year attrition - 15%	68 "
Third Year attrition - 10%	61 "
Fourth Year attrition - 2%	60 "

The attrition rate for the Collège Militaire Royale de Saint Jean (CMR) Prep Year, which includes Basic Officer Training Course (BOTC) 1, has historically been 40%. Detailed statistics follow on page 2.

CMR
PREP YEAR FAILURE RATES

YEAR	76/77	77/78	78/79	79/80	80/81	81/82	82/83
ENROLMENT	109	148	236	231	250	270	235
ACADEMIC	13 (11.9%)	18 (12.2%)	57 (24.2%)	26 (11.3%)	49 (19.6%)	37 (13.7%)	28 (11.9%)
OTHER (INCL. VN)	17 (15.6%)	12 (8.1%)	17 (7.2%)	40 (17.3%)	52 (20.8%)	28 (10.4%)	26 (11.1%)
BOYC I	6 (5%)	7 (5%)	12 (5%)	26 (11.2%)	4 (1.6%)	5 (1.8%)	7 (2.9%)
TOTAL	36 (32.5%)	37 (25.3%)	86 (36.4%)	92 (39.8%)	105 (42%)	70 (25.9%)	61 (25.9%)
OVERALL SUCCESS RATE	67.5%	74.7%	63.6%	60.2%	58%	74.1%	74.1%

4. Discussion with Carleton University indicated that the University does not have readily available data on year-by-year attrition for the various faculties. This is so because some students pick up courses in the summer, some drop out or change course patterns, and others switch programs. What the discussions did indicate are the following general overall failure percentages for first year students:

Arts	-	15-20%
Science	-	30-40%
Engineering	-	25%

5. Generally, most students in Science and Engineering find Mathematics as the difficult subject area with the result that the majority of failures are attributed to that subject. In addition, Engineering selection procedures screen out weaker candidates, hence attrition in that program is somewhat lower than in Science.

6. A comparison of the University of Victoria's Arts and Science programs with those of Royal Roads Military College (RRMC) Programs is reflected below.

COMPARISON U VIC ARTS AND SCIENCE

VS. RRMC ARTS, SCIENCE AND ENGINEERING

Assume 100 students entered each year:

Year of Entry:	U of VIC				RRMC			
	77/78	78/79	79/80	80/81	77/78	78/79	79/80	80/81
Entered first year	100	100	100	100	100	100	100	100
Entered second year	61	55	57	60	66	66	60	68
Entered third year	42	38	36	--	57	61	52	--
Entered fourth year	34	29	--	--	54	53	--	--

1. RRMC "entered 4th" figures do not include former RRMC at CMR (a very small number). The attrition percentage is based on those entering 4th from 3rd at RMC and RRMC. Figures include UTPM.

2. Repeaters are included in the "entered first year" totals but are not included in subsequent calculations to ensure consistency with U of Vic calculations.

A comparison of the retention of CMC and Civilian University Graduates is at Annex A.

Attrition statistics are not available for a comparison of the ROTP rate for Civilian University candidates versus the CMCs; however, the first year attrition rate, in particular, is lower for Civilian University candidates, but after that the attrition rates are about equal.

Enclosed at Annexes D to E is a summary of Prep Year and First Year academic failure statistics for each CMC, broken down by Province. This information was tabled to the Minister of National Defence CMC Advisory Board. The consensus after review was that there are so many different factors at play, including such a small sample size in some cases, that no significant conclusions could be drawn.

The main points to be made when reviewing "attrition" data, or put another way "success" rates, are that we constantly at all levels monitor this data and that the rates parallel any changes in the civilian sector. In the past two years, there has been a noticeable drop in first year attrition which may be the result of the economic climate and better candidate motivation. This drop has also been reflected at Civilian Universities.

Attachments: 4

Annex A

ROTP RETENTION PROFILES
COMPARISON OF CMC AND CIV U GRADUATES
AS OF MAY 1983

YEAR	CMC			CIV U		
	GRADUATED	REMAINING	PERCENT	GRADUATED	REMAINING	PERCENT
70	161	84	52.1	123	67	54.4
71	167	114	68.2	90	44	48.8
72	135	78	57.7	112	57	50.8
73	169	114	76.4	107	61	57.0
74	212	142	66.9	115	68	59.1
75	223	145	65.0	109	76	69.7
76	235	173	73.6	84	50	59.5
77	203	133	65.6	92	56	60.8
78	229	184	80.3	77	60	77.9
79	199	189	94.9	78	73	93.5
80	206	203	98.5	76	75	98.6
81	164	163	99.3	85	85	100.0
82	179	178	99.4	50	49	98.0
83	207	207	100.0	13	13	100.0

NOTE: Graduates since 1980 are still under obligation to serve.

Annex B

FIRST YEAR ATTRITIONACADEMIC FAILUREBMC

PROV	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total Intake	Total Attrition	10 YR AVG
	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att			
BC	0	0	1	0	2	0	0	0	11	0	32	1	3.1%
ALTA	4	2	2	0	5	0	6	3	4	3	44	10	22.7%
SASK	5	0	3	0	1	0	0	0	4	1	19	1	5.3%
MAN	5	1	2	0	5	0	6	0	2	0	35	1	2.9%
ONT	101	2	89	1	90	5	62	1	80	5	834	27	3.2%
QUE	3	0	3	0	3	0	35	2	9	1	176	5	2.8%
NB	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	12	0	0%
NS	11	0	8	0	7	0	5	0	5	1	76	1	1.3%
PEI	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2	0	0%
NFLD	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0%
YT/NWT OTHERS	0	0	1	1	6	0	0	0	4	1	23	2	8.7%
TOTALS	129	5	110	2	119	5	115	4	120	5	1255	48	3.8%

Int: Intake
Att: Attrition due to academic failure only.

Annex C

FIRST YEAR ATTRITIONACADEMIC FAILURERRMC

PROV	1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		Total %ake	Total Attrition	10 YR AVG
	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att	Int	Att			
BC	24	0	28	1	41	2	26	2	30	5	19	3	18	1	22	0	25	4	20	2	253	20	7.9%
ALTA	24	2	29	3	20	1	21	4	19	1	11	3	10	1	11	0	9	1	10	0	164	16	9.8%
SASK	21	0	16	0	18	1	12	0	9	0	7	0	8	1	5	0	10	0	3	0	109	2	1.8%
MAN	16	4	9	0	9	0	4	0	2	0	4	1	8	0	8	0	8	1	3	0	71	6	8.5%
ONT	41	3	46	5	43	5	40	4	38	6	54	3	55	4	72	6	53	4	65	5	507	45	8.9%
QUE	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	1	0	4	0	0	0	4	1	2	0	13	1	7.7%
NB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2	0	0%
NS	9	0	7	1	4	0	4	1	3		4	1	3	0	11	2	15	3	10	2	70	10	14.3%
PEI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0%
NFLD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	1	0	3	0	0%
YT/NWT																							
OTHERS	1	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0%
TOTAL	136	9	138	10	136	9	107	11	102	12	100	11	108	7	131	8	125	14	114	9	1197	100	8.4%

Int: Intake
Att: Attrition due to academic failure only.

Annex D

FIRST YEAR ATTRITIONACADEMIC FAILURECMR

PROV	1972 Int Att	1973 Int Att	1974 Int Att	1975 Int Att	1976 Int Att	1977 Int Att	1978 Int Att	1979 Int Att	1980 Int Att	1981 Int Att	Total Intake	Total Attrition	10 YR AVG
BC	5 0	2 0	5 0	1 0	1 0	1 0	1 0	2 0	0 0	2 0	20	0	0%
ALTA	0 0	1 0	1 0	3 1	2 0	2 0	3 0	3 0	0 0	1 0	16	1	6.3%
SASK	0 0	1 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	1 0	0 0	1 0	3	0	0%
MAN	1 0	1 0	2 0	0 1	0 0	3 0	2 0	0 0	1 0	0 0	10	1	10%
ONT	11 0	12 0	20 0	12 1	13 3	14 2	21 2	19 1	14 2	15 2	151	13	8.6%
QUE	65 4	86 1	98 2	81 3	84 6	57 4	75 4	113 17	92 5	98 9	849	55	6.5%
NB	5 0	5 0	6 0	8 0	3 0	9 1	6 2	3 0	9 1	5 0	59	4	6.8%
NS	2 0	1 0	1 0	4 0	2 1	3 0	4 0	5 1	1 0	1 0	24	2	8.3%
PEI	1 0	2 0	1 0	2 1	0 0	1 0	2 0	2 0	1 0	1 0	13	1	7.7%
NFLD	1 0	0 0	2 0	2 0	0 0	0 0	7 1	3 0	10 2	5 0	30	3	10%
YT/NWT AND OTHERS	0 0	0 0	0 0	1 0	1 0	2 0	4 1	3 0	0 0	1 0	12	1	8.3%
TOTAL	91 4	111 1	136 2	114 7	106 10	92 7	125 10	154 19	128 10	130 11	1187	81	6.8%

Int: Intake

Att: Attrition due to academic failure only

Annex E

PREP YEAR ATTRITIONACADEMIC FAILURECMR

PROV	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total Intake	Total Attrition	10 Yr AVG
	Inte	Att	Inte	Att	Inte	Att	Inte	Att	Inte	Att			
BC	2	0	4	0	0	0	1	0	0	0	9	0	0%
ALTA	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	9	4	44.4%
SASK	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	3	0	0%
MAN	2	1	1	0	2	0	1	0	1	1	10	2	20%
ONT	12	5	16	0	13	0	22	0	26	6	176	17	9.7%
QUE	96	15	96	3	73	13	192	58	190	37	1288	202	15.7%
NB	12	1	12	1	15	2	8	0	9	2	120	12	10%
NS	0	0	0	0	2	1	1	0	2	1	17	5	29.4%
PEI	4	1	2	1	3	0	6	0	2	0	26	6	23.1%
NFLD	0	0	3	0	2	0	9	2	11	4	56	9	16.1%
YT/NHT AND OTHERS	5	1	2	0	2	0	3	0	2	1	24	6	25%
TOTAL	134	24	136	5	112	16	238	61	247	54	1738	263	15.1%

Int: Intake

Att: Attrition due to academic failure only

22 May 84

Question asked by Mr. Terry Sargeant, M.P. on 3 Apr 84

16 May 84

Paratroopers - Round Lake Incident

On the day in question, three ambulances were on the dropping zone plus appropriate medical support.

Casualties were initially moved to the Airborne Service Commando field kitchen, two kilometres from the dropping zone, where they received initial medical treatment before being transported by ambulance to the CFB Petawawa hospital. The dropping zone was approximately a one-hour drive from the hospital.

No cases of frostbite or exposure were recorded.

Helicopters were not called to the dropping zone to assist in evacuating the casualties as the time delay would have negated the benefits of having them available; and as there was sufficient transport and medical support available to evacuate casualties to the hospital after initial treatment on the ground.

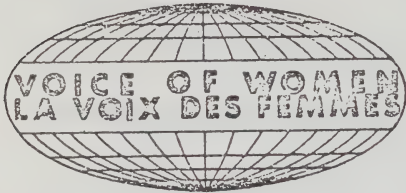
Helicopters were used to move certain seriously injured parachutists from CFB Petawawa hospital to NDMC Ottawa.

16 May 84

Fleet Satellite Communications Terminal - Estimates

The project referred to is one which provides for communications systems to be installed in ships of the Canadian Navy to communicate via satellite with each other and with ships of other NATO navies. The systems are considered essential for reliable communications, given the nature of naval operations. It should be noted that the project does not provide for the acquisition of a satellite, but rather the means to utilize the facilities of communications satellites.

APPENDIX "EAND-9"

NATIONAL OFFICE:

175 CARLTON STREET
TORONTO, ONTARIO
M5A 2K3

TELEPHONE: (416) 922-2997

STATEMENT

FROM

VOICE OF WOMEN CANADA

TO

THE STANDING COMMITTEE ON
EXTERNAL AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

REGARDING BILL C-32

AN ACT TO ESTABLISH THE
CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY

Statement supported by:

The National Action Committee on the Status of Women

As a national organization with a long record of activities in the field of peace and international understanding, Voice of Women/Voix des Femmes appreciates the opportunity to comment before this Committee on Bill C-32.

Beginning with a brief to the Minister of National Health and Welfare in 1963 on fallout monitoring in Canada, through submissions to the Senate inquiry on science policy in Canada (1968), a brief to that Committee on the impact of the defense production sharing agreement on Canada's foreign policy (1968) to more recent statements and submissions which included presentations to the Task Force of the Progressive Conservative Party regarding peace and disarmament, VOW has been an informed and integral part of the political debate and action in Canada in the field of peace, conflict resolution and Canadian foreign policy.

Thus, we bring to the discussion of this Bill the national and international experience of many members of our organization.

VOW deeply appreciates the wish of the Government of Canada to create a Canadian Institute for International Peace and Security. We are particularly heartened by the statement of the Secretary of State for External Affairs that the new Institute will bring a Canadian viewpoint and Canadian concerns to issues of peace and security; we note that the new Institute is going to be independent of the Government of the day, that it will be apolitical and a center of research and scholarship.

Our comments on the details of this Bill are therefore motivated by a desire to help develop a truly Canadian, independent, open and competent research Institute.

Following the Bill clause by clause, our first comment relates to section 4, the purpose of the Institute. We would suggest to re-word the first paragraph as follows: "The purpose of the Institute is to increase knowledge and understanding of the issues related to international peace and security, with particular emphasis on disarmament and conflict resolution."

The reasons for suggesting this modification are the following: from our studies we find that there is a very large amount of ongoing research on defense and arms control, much of it well summarized and accessible. In addition, there exists at present in Canada five military and strategic study programs, as well as three additional teaching centers.

During the discussion of the present Bill, the Minister of National Defense indicated that today there are almost 600 undergraduates taking military and strategic studies at the three teaching centers, in addition to many graduate students in this field.

Just as we feel that the new Institute should not crowd out existing programs, we feel that the new Institute should also not supplement existing programs and be an additional funding source for them. Furthermore we would like to remind the Committee that there are no comparable programs at Canadian universities that relate to peace research and conflict resolution.

In addition to modifying the introductory paragraph of section 4, we would suggest that subsection 4d requires change. The clause suggests that the Institute "conduct research on international peace and security issues of particular interest to Canadians or to the Government of Canada".

Though VOW has experienced more than once that peace issues of particular interest to Canadians were of no interest to the Canadian Government, we would nevertheless prefer a wording in the Bill in which the word "or" be replaced by "and". Furthermore, we feel that it is necessary to add here a clause such as "research not covered by the mandate of other Government agencies". We fear that if such a clause is not inserted, funds of the new Institute could be used to supplement the work of other Government agencies.

Therefore we would think that the amended clause d should read as follows "Foster, fund and conduct research on international peace and security issues of particular interest to Canadians and to the Government of Canada, research that is not within the mandate of other Government agencies."

With respect to clause 5, the powers of the Institute, we would like to see the following amendments:

In section b, we think the words "by governments" should be removed. There seems to be no justification for a Canadian Institute to support or assist research "by governments". The remainder of the paragraph mentions international, public or private organizations or agencies as well as individuals. These provisions will provide enough opportunities for collaborative research.

In clause c we would like to see the word "all" inserted so that the amended clause would read: "publish all studies and reports prepared for the use of the Institute and publish or otherwise disseminate scientific, technical or other information". This amendment would remove the remaining phrases "as it sees fit".

We put great stress on the provisions that all reports and studies be published. There is no difficulty in publishing papers in a variety of categories. The Science Council of Canada, for instance, publishes reports which were arrived at by careful study through the whole system including approval of the full report by the Board. But in addition working papers, contracted studies and background studies are published. They serve as general information without being part of the Council's official policy.

There is no reason why the new Institute cannot follow a similar scheme. In order to maintain independence and credibility, it seems to us essential that all information gathered, contracted or researched is published in the open literature.

Regarding section d, we fail to see the purpose of it. In an independent Institute, the arrangements necessary to conduct research or to contract for work could be handled under clause b or e. Thus (d) should be deleted.

We find it difficult to envisage the Institute as a center of research and scholarship, and at the same time dealing with the acquisition of property as allowed in section g. We would suggest that the word "acquire" be changed to "receive" or "accept".

The provision in section e to establish and award scholarships or fellowships can only be welcomed. However we feel that these should be restricted to Canadians at least for the first 5 year period of the Institute. If the Institute is to become a vehicle to develop Canadian expertise in the field of international peace and conflict resolution, then the recipients of the scholarships and fellowships should be Canadians.

In summary, regarding section 5, our comments relate all to the independence and openness of the Institute and its service in the Canadian context.

These concerns for the Canadian view and for the independence of the Institute are also reflected in our comments regarding the Institute's organization.

It is here that we feel one sees the reality of the Institute emerging from the general statements in the introduction of the Bill. We are particularly mindful that the assurance of the acceptability of new ideas from new quarters and fresh and independent approaches must be reflected in the organization of the Institute and in the composition of the Board of Directors.

We note with surprise that the Bill does not contain any statements as to the scope and responsibilities of the Directors, other than the length of their terms of office and their fees. The Minister stated that "the Government intends the Institute to be apolitical and a center of excellence which will serve all Canadians. It will be governed by a Board of Directors composed of men and women who are knowledgeable in the field and who can be relied upon to carry out their function in a completely non-partisan manner". It seems to us unlikely that the very people who could make the most creative contributions to the Board of the Institute would accept appointments without a clearly defined mandate. Therefore we would suggest that the section on organization be preceded by a general statement along the following lines:

The Institute will be governed by a Board of Directors as outlined in section 3. While the Executive Director is responsible for the day-to-day affairs of the Institute, decisions on in-house research, funding of outside and cooperative research, awarding of contracts and sponsoring of major activities are to be made by the Board". This will, of course, require a revision of section 12, outlining the responsibilities of the Executive Director. In our opinion the paragraph could stand if at the end the words "with the Board's approval" be added.

Regarding section 18, we feel very strongly that all Directors should be Canadian citizens. If foreign expertise is required, it can be provided for by non-voting consultants. The Institute's research policy has to be fashioned by Canadians of known affiliation and background. Only they can be truly responsible to the Parliament of Canada and this Committee.

Beyond citizenship however, there are prerequisites for the choice of Directors that in our opinion should be incorporated into clause 8. We note that it is quite common to specify the composition of members of Boards of Councils or public agencies as to regional and sectorial affiliations. In the case of this Institute, it is particularly important that the majority of the Board members be chosen "from away". This expression which is used in Prince Edward Island and other places to designate those who did not grow up on the Island, is deliberately used here. Ottawa, and particularly the professional defense community, frequently exhibit very insular and inbred perceptions. If the Institute is to transcend the traditional arms control outlook, it will be the task of the Directors to provide channels of communication into the broader community.

Therefore, not more than 25% of the Directors should be members of Government departments or agencies. Of the remainder, one half should be drawn from the citizens-based peace community, giving due recognition to the historical leadership role of women and women's organizations in this field. The other Directors should come from the pool of professionals concerned with research into conflict resolution, international relations and cross-cultural psychology.

In order to assure a continuing fresh input into the Institute, all Directors, including the Executive Director, should be eligible for only one re-appointment.

Regarding section 20, it seems to us that if the Board of Directors is to give genuine guidance and oversight to the Institute's work, two meetings per year are not enough- even if committees of the Board were to meet more frequently. It is essential that the Board meet at least four times per year, and section 20 should be amended accordingly.

We perceive some problems regarding section 14, dealing with paid attendance of meetings of the Institute, particularly since this includes work performed by the Directors for the Institute. Our organization has long urged funding for non-governmental agencies who are taking part in policy discussions and research. Our own organization has frequently felt the constraints of working without funding when those with whom we interact have major resources at their disposal.

Nevertheless, we would prefer if the time of the Directors were compensated for by assigning the fees to the organization, university, institute etc. rather than to the Director herself or himself. This consideration does of course not affect the expense provision in section 17.

In summary; we suggest changes in the section on organization in the Bill containing first of all a general statement on the functions and responsibilities of the Board that should precede section 6. In section 8, we would like to include after the paragraph that is stated in the Bill, provisions for the selection of Directors specifying the limitation of members of Government, departments and Boards, to 25% of the total Board, drawing for one half of the remaining Board members on individuals from the citizens community with due recognition of the role of women and appointing the remaining Directors from the ranks of the professionals in a broad and inter-disciplinary manner.

We would recommend an amendment to section 9 so that only one re-appointment is possible. We mentioned the need to amend section 14 to reimburse the organization rather than the individual for services given to the Institute. We stress again the need to amend section 18 to assure that all Directors of the Board must be Canadian citizens. We urge an amendment of section 20 so that the Board can fulfill its mandate by meeting not less than four times per year.

Regarding the bylaws of the Institute as laid down by the Board and specified in section 14, we would like to suggest a rewording of the first line that now reads "the Board may make bylaws" to "the Board must make bylaws" or at least "the Board shall make bylaws".

We do this in order to avoid that regulations drawn up for other agencies are automatically transferred to the operation of the Institute without due consideration of its special needs.

We note with some surprise that section 24 does not include any mention of conflict of interest. Since a sizable part of the new Institute's budget will be spent externally and since the Board members will and must be actively involved in areas on the Institute's concerns, conflicts of interest are bound to arise.

Therefore we urge the addition of a subsection e to section 24 reading: "procedures to deal with conflicts of interest that may arise from the granting, contracting and advisory functions of the Institute".

Regarding section 28, others have commented that the word "shall" should be substituted by the word "may" and we concur with this. We also feel uneasy about the use of the word "any" in this paragraph, and would prefer a wording that states "in relating to specific issues involving international peace and security".

Finally, with respect to section 31, we hope that in addition to the annual report of the Institute, all research papers and others reports will be tabled in the House.

We hope that the members of the Committee will see from the detailed and careful consideration that we have given this Bill that Voice of Women is deeply interested in an increased knowledge and understanding of matters relating to peace. We assure you that an independent, open and Canadian Institute will have the full support of our members.

May 21, 1984

This brief was prepared in consultation with a broad range of VOW members by U.M. Franklin, member of the National Committee. Dr. Franklin is a full Professor in the Faculty of Engineering at the University of Toronto and holds a PhD in experimental Physics as well as several honorary doctorates. She served on the Science Council of Canada and on NSERC's Board, Executive and Committee on Grants and Scholarships. At present she is a member of the National Research Council of Canada. In 1982 Dr. Franklin was appointed an officer of the Order of Canada.

APPENDICE "EAND-8"

Question de M. Gérald Laniel, député - le 3 avril 1984

le 16 mai 1984

Collèges militaires du Canada

Les statistiques en matière d'usure relatives au Programme de formation (officiers de la Force régulière) (PFOR), aux collèges militaires du Canada (CMC) et aux universités civiles ne sont pas facilement disponibles.

L'usure moyenne globale pour les quatre années du programme aux CMC correspond à 40 p. cent. Ce pourcentage est subdivisé en années comme suit:

Exemple 100 étudiants

Taux d'usure première année -	20%	reste 80
Taux d'usure deuxième année -	15%	reste 68
Taux d'usure troisième année -	10%	reste 61
Taux d'usure quatrième année -	2%	reste 60

Le taux d'usure en année préparatoire du Collège Militaire Royal de Saint-Jean (CMR), qui comprend le cours élémentaire d'officier (CEO) 1, a depuis toujours été de 40 p. cent. Détails des statistiques à la page 2.

CMRTAUX D'ÉCHEC - ANNÉE PRÉPARATOIRE

	76/77	77/78	78/79	79/80	80/81	81/82	82/83
<u>ANNÉE</u>							
<u>ENRÔLEMENT</u>	109	148	236	231	250	270	235
<u>ÉCHECS</u>	13	18	57	26	49	37	28
<u>SCOLAIRES</u>	(11.9%)	(12.2%)	(24.2%)	(11.3%)	(19.6%)	(13.7%)	(11.9%)
<u>AUTRES ÉCHECS</u>	17	12	17	40	52	28	26
<u>(Y COMPRIS</u>	(15.6%)	(8.1%)	(7.2%)	(17.3%)	(20.8%)	(10.4%)	(11.1%)
<u>RETRAIT VOLONTAIRE)</u>							
	6	7	12	26	4	5	7
<u>CEO 1</u>	(5%)	(5%)	(5%)	(11.2%)	(1.6%)	(1.8%)	(2.9%)
	36	37	86	92	105	70	61
<u>TOTAL</u>	(32.5%)	(25.3%)	(36.4%)	(39.8%)	(42%)	(25.9%)	(25.9%)
<u>TAUX GLOBAL</u>							
<u>DE RÉUSSITE</u>	67.5%	74.7%	63.6%	60.2%	58%	74.1%	74.1%

Suite à des entretiens avec les représentants de l'Université Carleton, il s'est avéré que l'université ne possède pas de données facilement disponibles sur l'usure d'année en année des diverses facultés. En effet, certains étudiants choisissent des cours l'été, d'autres abandonnent ou changent de cours et d'autres encore changent de programme. Les discussions ont toutefois indiqué les pourcentages d'échecs globaux généraux suivants pour les étudiants de première année.

Lettres - 15-20%
 Sciences - 30-40%
 Génie - 25%

En général, la plupart des étudiants en sciences et en génie trouvent que les mathématiques sont la matière difficile et la plupart des échecs sont attribués à cette matière. De plus, les modalités de sélection du génie éliminent les candidats les plus faibles si bien que le taux d'usure de ce programme est quelque peu inférieur à celui des sciences.

On trouvera ci-dessous une comparaison des programmes des lettres et sciences de l'Université Victoria par rapport à ceux du Royal Road Military College (RRMC).

COMPARAISON ENTRE LETTRES ET SCIENCES -
UNIVERSITÉ DE VICTORIA

PAR RAPPORT AUX LETTRES, SCIENCES ET GÉNIE - RRMC

En supposant l'inscription de 100 étudiants chaque année:

Année d'inscription	Université de Victoria				RRMC			
	77/78	78/79	79/80	80/81	77/78	78/79	79/80	80/81
Inscrits en première année	100	100	100	100	100	100	100	100
Inscrits en deuxième année	61	55	57	60	66	66	60	68
Inscrits en troisième année	42	38	36	--	57	61	52	--
Inscrits en quatrième année	34	29	--	--	54	53	--	--

1. Les chiffres "inscrits en quatrième année" du RRMC ne comprennent pas les anciens étudiants RRMC du CMR (très petit nombre). Le pourcentage d'usure est basé sur ceux qui viennent de la troisième année et passent en quatrième année au RMC et au RRMC. Les chiffres comprennent le PFUNO.

2. Les redoublants sont inclus dans les totaux des "inscrits en première année", mais ne sont pas inclus dans les calculs suivants afin d'assurer une certaine cohérence avec les calculs de l'Université de Victoria.

L'annexe A renferme une comparaison de la stabilité des diplômés du CMC et des universités civiles.

Les statistiques d'usure ne sont pas disponibles pour une comparaison du taux PFOR des candidats de l'université civile par rapport à celui des CMC; toutefois, le taux d'usure en première année, en particulier, est inférieur en ce qui concerne les candidats de l'université civile, mais par la suite, les taux d'usure sont presque égaux.

On trouvera aux annexes D et E un résumé des statistiques d'échecs scolaires en année préparatoire et en première année pour chaque CMC, statistiques réparties par province. Ces renseignements ont été présentés à la Commission consultative des collèges militaires du Canada du ministre de la Défense nationale. De l'accord général après examen, il y a tellement de facteurs divers en jeu, sans compter les échantillonnages restreints dans certains cas, qu'aucune conclusion significative ne peut être tirée.

Lorsque l'on examine les données d'"usure" ou les taux de "réussite", il en ressort que nous contrôlons constamment ces données à tous les niveaux et que les taux sont parallèles aux changements du secteur civil. Au cours des deux dernières années, on a noté une baisse remarquable du taux d'usure en première année, laquelle découle sans doute du climat économique et d'une meilleure motivation des candidats. Cette baisse apparaît également dans les universités civiles.

Annexe A

PROFILS DE STABILITÉ DES ÉTUDIANTS PFORCOMPARAISON DES DIPLOMÉS CMC ET DES DIPLOMÉS
DES UNIVERSITÉS CIVILESAU MOIS DE MAI 1983

ANNÉE	CMC			UNIVERSITÉ CIVILE		
	DIPLOMÉS	RESTE	POURCENTAGE	DIPLOMÉS	RESTE	POURCENTAGE
70	161	84	52.1	123	67	54.4
71	167	114	68.2	90	44	48.8
72	135	78	57.5	112	57	50.8
73	169	114	76.4	107	61	57.0
74	212	142	66.9	115	68	59.1
75	223	145	65.0	109	76	69.7
76	235	173	73.6	84	50	59.5
77	203	133	65.6	92	56	60.8
78	229	184	80.3	77	60	77.9
79	199	189	94.9	78	73	93.5
80	206	203	98.5	76	75	98.6
81	164	163	99.3	85	85	100.0
82	179	178	99.4	50	49	98.0
83	207	207	100.0	13	13	100.0

REMARQUE: Les diplômés depuis 1980 sont toujours dans
l'obligation de servir dans les Forces

Annexe B

TAUX D'USURE - PREMIERE ANNEEÉCHEC SCOLAIRERMC

PROVINCE	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total	Taux	Moyenne
	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	des	d'usure	sur
											inscrip- tions	totale dix ans	
C.-B.	0 0	1 0	2 0	0 0	0 0	2 0	0 0	8 0	11 0	8 1	32	1	3.1%
ALB.	4 2	2 0	5 0	8 2	3 1	4 1	6 3	5 0	4 3	3 0	44	10	22.7%
SASK.	5 0	3 0	1 0	0 0	3 0	0 0	0 0	3 0	4 1	0 0	19	1	5.3%
MAN.	5 1	2 0	5 0	1 0	2 0	3 0	6 0	6 0	2 0	3 0	35	1	2.9%
ONT.	101 2	89 1	90 5	82 3	83 1	67 0	62 1	77 5	80 5	103 4	834	27	3.2%
QUE.	3 0	3 0	3 0	1 0	48 0	41 1	35 2	21 1	9 1	12 0	176	5	2.8%
N.-B.	0 0	1 0	0 0	0 0	1 0	3 0	0 0	3 0	0 0	4 0	12	0	.0%
N.-E.	11 0	8 0	7 0	8 0	11 0	7 0	5 0	4 0	5 1	10 2	76	1	1.3%
I.-P.-E.	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	1 0	1 0	0 0	0 0	0 0	2	0	0%
T.-N.	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	1 0	1 0	2	0	0%
TY/ T. N.-O. AUTRES	0 0	1 1	6 0	5 0	3 0	0 0	0 0	0 0	4 1	4 0	23	2	8.7%
TOTAUX	129 5	110 2	119 5	105 5	154 2	128 2	115 4	127 6	120 12	148 5	1255	48	3.8%

Ins: Inscription

Us: Usure dûe aux échecs scolaires seulement

Annexe C

Taux d'usure première annéeÉCHEC SCOLAIRERRMC

PROVINCE	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total	Taux	Moyenne
	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	des	d'usure	sur
	inscriptions										totale	dix	ans
C.-B.	24 0	28 0	41 2	26 2	30 5	19 3	18 1	22 0	25 4	20 2	253	20	7.9%
ALB.	24 2	29 3	20 1	21 4	19 1	11 3	10 1	11 0	9 1	10 0	164	16	9.8%
SASK.	21 0	16 0	18 1	12 0	9 0	7 0	8 1	5 0	10 0	3 0	109	2	1.8%
MAN.	16 4	9 0	9 0	4 0	2 0	4 1	8 0	8 1	8 1	3 0	71	6	8.5%
ONT.	41 3	46 5	43 5	40 4	38 6	54 3	55 4	72 6	53 4	65 5	507	45	8.9%
QUE.	0 0	1 0	1 0	0 0	0 0	1 0	4 0	0 0	4 1	2 0	13	1	7.7%
N.-B.	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	2 0	0 0	0 0	2	0	0%
N.-E.	9 0	7 1	4 0	4 1	3	4 1	3 0	11 2	15 3	10 2	70	10	14.3%
L.-P.-E.	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	1 0	0 0	1	0	0%
T.-N.	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	2 0	0 0	0 0	1 0	3	0	0%
TY/ T. N.-O.													
AUTRES	1 0	2 0	0 0	0 0	1 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	4	0	0%
TOTAUX	136 9	138 10	136 9	107 11	102 12	100 11	108 7	131 8	125 14	125 14	1197	100	8.4%

Ins: Inscription

Us: Usure dûe aux échecs scolaires seulement

Annexe D

TAUX D'USURE PREMIERE ANNÉEÉCHEC SCOLAIREOR

PROVINCE	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total	Taux	Moyenne
	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	des	d'usure	sur
	inscrip-										total	dix	
	tions										ans		
C.-B.	5 0	2 0	5 0	1 0	1 0	1 0	1 0	2 0	0 0	2 0	20	0	0%
ALB.	0 0	1 0	1 0	3 1	2 0	2 0	3 0	3 0	0 0	1 0	16	1	6.3%
SASK.	0 0	1 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	1 0	0 0	1 0	3	0	0%
MAN.	1 0	1 0	2 0	0 1	0 0	3 0	2 0	0 0	1 0	0 0	10	1	10%
ONT.	11 0	12 0	20 0	12 0	13 0	14 2	21 2	19 1	14 2	15 2	151	13	8.6%
QUE.	65 4	86 1	98 2	81 3	84 6	57 4	75 4	113 17	92 5	98 9	849	55	6.5%
N.-B.	5 0	5 0	6 0	8 0	3 0	9 1	6 2	3 0	9 1	5 0	59	4	6.8%
N.-E.	2 0	1 0	1 0	4 0	2 1	3 0	4 0	5 1	1 0	1 0	24	2	8.3%
I.-P.-E.	1 0	2 0	1 0	2 1	0 0	1 0	2 0	2 0	1 0	1 0	13	1	7.7%
T.-N.	1 0	0 0	2 0	2 0	0 0	0 0	7 1	3 0	10 2	5 0	30	3	10%
TY/ T. N.-O. AUTRES	0 0	0 0	0 0	1 0	1 0	2 0	4 1	3 0	0 0	1 0	12	1	8.3%
TOTAUX	91 4	111 1	136 2	114 7	106 10	92 7	125 10	154 19	128 10	130 11	1187	81	6.8%

Ins: Inscription

Us: Usure due aux échecs scolaires seulement

Annexe E

TALX D'USUREANNEE PREPARATOIREECHEC SCOLAIREC.R.

PROVINCE	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total	Taux	Moyenne
	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	Ins Us	des	d'usure	sur
	inscriptions											totale	dix
												ans	
C.-B.	2 0	4 0	0 0	1 0	0 0	1 0	0 0	0 0	0 0	1 0	9	0	0%
ALB.	0 0	0 0	1 0	1 0	0 0	0 0	0 0	1 0	3 2	3 2	9	4	44.4%
SASK.	1 0	0 0	0 0	1 0	0 0	0 0	0 0	0 0	1 0	0 0	3	0	0%
MAN.	2 1	1 0	0 0	0 0	2 0	1 0	2 0	1 0	1 1	0 0	10	2	20%
ONT.	12 5	16 0	9 0	10 1	13 0	20 0	22 0	15 0	26 6	33 5	176	17	9.7%
QUE.	96 15	96 3	103 10	66 5	73 13	98 17	192 58	178 25	190 37	196 19	1283	202	15.7%
N.-B.	12 1	12 1	14 2	5 1	15 2	11 2	8 0	18 0	9 2	16 1	120	12	10%
N.-E.	0 0	0 0	2 0	6 1	2 1	1 1	0 0	1 0	2 1	3 1	17	5	29.4%
I.-P.-E.	4 1	2 1	1 0	1 0	3 0	6 0	2 1	3 2	2 0	2 1	26	6	23.1%
T.-N.	0 0	3 0	3 0	3 1	2 0	6 0	9 2	17 1	11 4	2 1	56	9	16.1%
TY/													
T. N.-O.													
AUTRES	5 1	2 0	3 0	1 0	2 0	4 4	3 0	0 0	2 1	2 0	24	6	25%
TOTAUX	134 24	136 5	136 12	95 9	112 16	148 24	238 61	234 28	247 54	258 30	1738	263	15.1%

Ins: Inscription

Us: Usure due aux échecs scolaires seulement

Question de M. Terry Sargeant, député - le 3 avril 1984

le 16 mai 1984

Terminal de communications par satellite de la flotte -
Estimations

Le projet dont il est fait mention prévoit des systèmes de communications à installer à bord des navires de la marine canadienne pour qu'ils puissent communiquer entre eux par satellite ainsi qu'avec des navires d'autres marines de l'OTAN. Ces systèmes sont jugés essentiels en matière de communications fiables, en raison de la nature des opérations maritimes. Il est à noter que le projet ne prévoit pas l'achat d'un satellite, mais plutôt le moyen d'utiliser les installations des satellites - relais.

le 16 mai 1984

Parachutistes - Incident de Round Lake

Le jour en question, trois ambulances ainsi que le soutien médical approprié se trouvaient à la zone de saut.

Les blessés ont d'abord été amenés à la cuisine de campagne du Commando des services aéroportés, à deux kilomètres de la zone de saut, où ils ont reçu les premiers soins médicaux avant d'être transportés par ambulance à l'hôpital de la BFC Petawawa. La zone de saut se trouvait à environ une heure de route de l'hôpital.

Aucun cas de gelure ou d'exposition au froid n'a été noté.

On n'a pas fait venir d'hélicoptères à la zone de saut pour l'évacuation des blessés étant donné que le temps que cela aurait pris en aurait supprimé tous les avantages; d'autre part, on disposait de suffisamment de moyens de transport et de soutien médical pour évacuer les blessés à l'hôpital après les premiers soins au sol.

On s'est servi d'hélicoptères pour transporter certains parachutistes gravement blessés de l'hôpital de la BFC Petawawa au CMDN à Ottawa.

APPENDICE "EAND- 9"

BUREAU NATIONAL:

175, rue Carlton
TORONTO (ONTARIO)
M5A 2K3

TÉLÉPHONE: (416) 922-2997

DÉCLARATION

DE

LA VOIX DES FEMMES DU CANADA

AU

COMITÉ PERMANENT

DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE NATIONALE

AU SUJET DU PROJET DE LOI C-32

LOI CONSTITUANT

L'INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

Déclaration appuyée par:

le Comité d'action nationale sur la condition féminine

À titre d'organisation nationale qui compte de nombreuses activités passées dans le domaine de la paix et de la compréhension internationale, la Voix des femmes/Voice of Women se réjouit de cette occasion qui lui est donnée de présenter à votre comité ses vues sur le projet de loi C-32.

En 1963, la Voix des femmes présentait un mémoire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet de la surveillance des retombées au Canada. Par la suite notre organisation a présenté ses vues au Comité sénatorial d'enquête sur la politique scientifique au Canada (1968) et, devant ce même comité, elle a présenté un mémoire au sujet de l'impact, sur la politique étrangère du Canada, de l'entente sur le partage de la production de défense (1968). Plus récemment, nous avons présenté des déclarations et des mémoires, notamment des présentations devant le groupe de travail du parti progressiste conservateur sur la paix et le désarmement. Ainsi, la Voix des femmes s'est toujours révélée un élément renseigné et actif des débats et de la vie politique du Canada dans le domaine de la paix, de la solution des conflits et de la politique étrangère du Canada.

Nous apportons donc à l'examen du projet de loi l'expérience nationale et internationale de nombreux membres de notre organisation.

La Voix des femmes apprécie grandement le désir du gouvernement du Canada de créer un Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. Nous nous réjouissons plus particulièrement de ce que le Secrétaire d'État aux

Affaires extérieures a déclaré que le nouvel institut apporterait le point de vue et les préoccupations du Canada à l'étude des questions de paix et de sécurité; nous notons que le nouvel institut sera indépendant du gouvernement du jour, qu'il sera apolitique et qu'il constituera un centre de recherche et d'étude.

Nos commentaires sur les particularités du projet de loi visent donc à favoriser la création d'un institut de recherche qui soit vraiment canadien, indépendant, ouvert et compétent.

Si nous examinons maintenant le projet de loi clause par clause, notre premier commentaire intéresse l'article 4, soit la mission de l'Institut. Nous aimerions suggérer que le premier alinéa soit réécrit pour se lire de la manière suivante: «L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales, particulièrement en matière de désarmement et de règlement des conflits.»

Les raisons qui nous amènent à suggérer cette modification sont les suivantes: des études nous ont révélé qu'il existe une très grande quantité de travaux de recherche en cours sur la défense et sur la limitation des armements et beaucoup de ces travaux ont été bien résumés et sont faciles d'accès. En outre, il existe actuellement au Canada cinq programmes d'études militaires et stratégiques de même que trois centres d'enseignement

additionnel.

Au cours de l'étude du présent projet de loi, le ministre de la Défense nationale a fait savoir qu'il existe aujourd'hui près de 600 étudiants qui poursuivent des études militaires et stratégiques aux trois centres d'enseignement, sans compter les nombreux étudiants diplômés qui oeuvrent dans ce domaine.

Tout ~~comme~~, à notre avis, le nouvel institut ne devrait ^(pas) supplanter des programmes existants, nous croyons qu'il ne devrait ^(non plus) pas constituer un supplément par rapport aux programmes existants ni constituer pour ces programmes une source de financement additionnel. De plus, nous aimerions rappeler au comité qu'il n'existe pas, dans les universités canadiennes, de programme comparable portant sur la recherche de la paix et le règlement des conflits.

Outre cette modification à l'alinéa d'introduction de l'article 4, nous aimerions suggérer un changement au sous-article 4d. Cette disposition donne comme mission à l'Institut de «poursuivre des recherches sur les questions intéressant particulièrement les Canadiens ou le gouvernement du Canada en matière de paix et de sécurité mondiales». Bien que la Voix des femmes ait constaté souvent que des questions de paix qui intéressaient tout particulièrement les Canadiens étaient sans intérêt pour le gouvernement canadien, nous préférierions néanmoins que, dans le libellé du projet de loi,

le mot «ou» soit remplacé par le mot «et». De plus, nous jugeons nécessaire que soit ajoutée ici une disposition telle que «les travaux de recherche ne relevant pas du mandat d'autres organismes gouvernementaux». Nous craignons que, en l'absence d'une telle disposition, les fonds du nouvel institut puissent être utilisés pour fournir un supplément au travail d'autres organismes gouvernementaux.

C'est pourquoi nous croyons que le dispositif modifié d devrait se lire de la manière suivante «de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches sur les questions intéressant particulièrement les Canadiens et le gouvernement du Canada en matière de paix et de sécurité mondiales, ces recherches ne relevant pas d'autres organismes gouvernementaux.»

En ce qui concerne l'article 5, portant sur les pouvoirs de l'Institut, nous aimerions que soient apportées les modifications suivantes:

À l'alinéa b nous croyons qu'il y aurait lieu de retirer les mots «par les pouvoirs publics». Dans le reste de l'alinéa, on mentionne les organisations ou organismes internationaux publics ou privés et les particuliers. Ces dispositions fournissent suffisamment d'occasions de recherches effectuées en collaboration.

À l'alinéa c, nous aimerions que soient insérés les mots «toutes» et «tous», de sorte que l'alinéa modifié se lise comme suit: «publier toutes les études

ou tous les rapports réalisés à son intention et diffuser, par publication ou autre moyen, des informations à caractère scientifique, technique ou autre. Cette modification ferait disparaître, au début de l'alinéa, les mots «à son appréciation».

Nous insistons beaucoup pour que tous les rapports et toutes les études soient publiés. Ainsi, le Conseil des sciences du Canada publie des rapports faisant suite à une étude détaillée dans l'ensemble de l'organisation et comportant l'approbation du rapport entier par le conseil d'administration. Mais l'organisme publie aussi des documents de travail, des études confiées à des contractants et des études de fond. Ces documents fournissent une information générale sans faire partie de la politique officielle du Conseil.

Rien n'empêche le nouvel Institut de procéder de la même manière. Si l'on veut que l'organisme garde son indépendance et sa crédibilité, il nous semble essentiel que soient publiés dans des textes accessibles tous les renseignements recueillis, communiqués par des contractants ou résultant des travaux de recherche.

En ce qui concerne l'alinéa d, nous n'en comprenons pas l'objet. Au sein d'un institut indépendant, les ententes permettant de poursuivre des recherches ou de confier des travaux à des contractants pourraient relever des alinéas b ou e. Il faudrait donc radier (d).

Nous trouvons difficile d'imaginer que l'Institut soit un centre de recherche et de haut savoir et qu'il doive en même temps s'occuper de l'acquisition de biens, ce que prévoit l'alinéa g. Nous suggérons que le mot «acquérir» soit remplacé par «recevoir» ou «accepter».

On ne peut que se réjouir de voir l'alinéa e prévoir la création et l'attribution de bourses d'études. Nous croyons toutefois que ces bourses devraient se limiter à des Canadiens, du moins pour les cinq premières années d'existence de l'Institut. Si celui-ci doit devenir le moyen d'une spécialisation canadienne dans le domaine de la paix internationale et du règlement des conflits, les titulaires des bourses devraient être des Canadiens.

Pour résumer, au sujet de l'article 5, nos observations portent toutes sur l'indépendance et l'ouverture de l'Institut et sur le caractère canadien de ses services.

Ce souci du caractère canadien et de l'indépendance de l'Institut se traduit aussi dans nos observations sur l'organisation de l'Institut.

C'est à cet égard qu'on a l'impression de voir l'Institut naître réellement à partir des énoncés généraux contenus dans l'introduction du projet de loi. Nous croyons tout particulièrement que l'accueil promis aux idées nouvelles venant de sources nouvelles

et d'approches fraîches et indépendantes doit se traduire dans l'organisation de l'Institut et dans la composition de son conseil d'administration.

Nous notons avec surprise que le projet de loi ne contient aucun énoncé quant aux fonctions et responsabilités des administrateurs, si ce n'est quant à la durée de leur mandat et à leurs indemnités. Le ministre a affirmé: «l'intention du gouvernement est de faire de l'Institut un centre d'excellence apolitique au service de tous les Canadiens. Il sera régi par un conseil d'administration composé d'hommes et de femmes connaissant bien la question et capables de s'acquitter de leurs fonctions en toute indépendance.» Il nous apparaît comme peu vraisemblable que les gens mêmes qui pourraient le mieux faire l'apport le plus créateur au conseil d'administration de l'Institut acceptent d'y être nommés sans un mandat clairement défini. Nous suggérons donc que la partie du projet de loi qui porte sur l'organisation soit précédée d'un énoncé général qui pourrait être celui-ci: «l'Institut sera gouverné par un conseil d'administration décrit à l'article 3. L'administrateur délégué est chargé des affaires journalières de l'Institut; de son côté, le conseil d'administration prend les décisions relatives aux travaux de recherche réalisés sur place, au financement des travaux de recherche réalisés à l'extérieur et en collaboration, à l'octroi des contrats et au parrainage d'activités importantes.» Il faudra évidemment, pour cela, modifier l'article 12, qui décrit les responsabilités de l'administrateur délégué.

Selon nous l'alinéa pourrait demeurer sans changement, sauf qu'on ajouterait à la fin les mots «avec l'approbation du conseil d'administration».

Au sujet de l'article 18, nous croyons très fermement que tous les administrateurs devraient être des citoyens canadiens. Si l'on a besoin de connaissances spécialisées de l'extérieur, il est possible de faire appel, pour cela, à des consultants qui ne possèdent pas le droit de vote. La politique de recherche de l'Institut doit être façonnée par des Canadiens dont on connaît les allégeances et le passé. Eux seuls peuvent vraiment répondre de leur activité devant le Parlement du Canada et devant votre comité.

Outre la question de la citoyenneté, il y a celle des conditions régissant le choix des administrateurs, question qui, selon nous, devrait être traitée dans l'article 8. Nous notons qu'il est assez fréquent que l'on précise la composition des conseils d'administration de divers conseils ou organismes publics quant à la représentation des régions et des secteurs. Dans le cas de l'Institut, il est particulièrement important que la majorité des membres du conseil d'administration soit choisie «de l'extérieur». Cette expression qui est utilisée à l'Île-du-Prince-Édouard et ailleurs pour désigner les personnes qui n'ont pas passé leur enfance dans l'île, nous l'utilisons ici délibérément. Ottawa, et tout particulièrement le monde professionnel de la Défense, manifestent souvent

un point de vue très particulier, qui se perpétue. Si l'Institut doit échapper au point de vue traditionnel sur la limitation des armes, il appartiendra aux administrateurs de fournir des voies de communication avec l'ensemble du pays.

C'est pourquoi pas plus de 25 % des administrateurs ne devraient être membres de ministères ou d'organismes gouvernementaux. Parmi les autres, la moitié devrait être recrutée à même les groupes de citoyens qui oeuvrent pour la paix, en tenant bien compte du rôle d'avant-garde que les femmes et les organisations féminines ont joué dans ce domaine. Les autres administrateurs devraient être pris à même les spécialistes de la recherche sur le règlement des conflits, les relations internationales et la psychologie interculturelle.

Pour assurer à l'Institut un apport qui demeure frais, on ne devrait permettre qu'un seul renouvellement de mandat à chacun des administrateur, y compris l'administrateur délégué.

En ce qui concerne l'article 20, il nous semble que, si le conseil d'administration doit fournir une orientation et une surveillance authentiques au travail de l'Institut, deux réunions par année ne suffisent pas, alors même que les comités du conseil d'administration se réuniraient plus souvent. Il est essentiel que le conseil d'administration se réunisse au moins quatre fois par année et l'article 20 devrait être modifié en

conséquence.

Des problèmes se posent, selon nous, en ce qui concerne l'article 14, qui traite des indemnités des administrateurs assistant aux réunions de l'Institut, étant donné, en particulier, que l'on englobe là le travail exécuté par les administrateurs pour l'Institut. Notre organisation préconise depuis longtemps le financement des organismes non gouvernementaux qui participent à des débats et à des recherches sur les politiques. Notre propre organisation a souvent ressenti la difficulté de travailler sans financement alors que nos interlocuteurs ont à leur disposition des ressources importantes.

Nous préférierions néanmoins que le temps des administrateurs soit rémunéré par l'affectation des indemnités à l'organisation, l'université, l'institut, etc. plutôt qu'à l'administrateur ^(même.) Evidemment, cela ne modifierait en rien les dispositions de l'article 17 relatives aux indemnités.

Pour résumer: nous suggérons de modifier la partie du projet de loi qui traite de l'organisation pour que l'on puisse y lire d'abord un énoncé général des fonctions et responsabilités du conseil d'administration, avant l'article 6. Dans l'article 8, nous aimerions voir, après l'alinéa qui est formulé dans le projet de loi, des dispositions pour le choix des administrateurs limitant à 25 % le nombre des membres du conseil d'administration constitués de membres du gouvernement, des ministères et

organismes; la moitié des autres membres du conseil serait constituée de citoyens, compte tenu du rôle des femmes et les autres administrateurs seraient des spécialistes, ce mot étant pris dans un sens étendu et interdisciplinaire.

Nous aimerions recommander une modification de l'article 9 rendant possible un seul renouvellement de mandat. Nous avons mentionné la nécessité de modifier l'article 14 de manière à rembourser l'organisation plutôt que l'individu dans le cas des services fournis à l'Institut. Nous insistons de nouveau sur la nécessité de modifier l'article 18 de manière à ce que tous les membres du conseil d'administration doivent être des citoyens canadiens. Nous demandons que l'article 20 soit modifié de manière à ce que le conseil d'administration puisse s'acquitter de son mandat en se réunissant au moins quatre fois par année.

En ce qui concerne les règlements administratifs de l'Institut édictés par le conseil et précisés à l'article 24, nous voudrions suggérer un nouveau libellé de la première ligne, qui se lit actuellement «le conseil peut, par règlement administratif, prévoir» pour que ce texte devienne «le conseil doit, par règlement administratif, prévoir».

Cette modification vise à éviter que les règlements édictés pour d'autres organismes soient automatiquement transférés au fonctionnement de l'Institut sans qu'il soit tenu compte comme il se doit des besoins spéciaux

Nous notons avec étonnement que l'article 24 ne fait aucune mention des conflits d'intérêt. Puisqu'une part importante du budget du nouvel institut sera dépensée à l'extérieur et que les membres du conseil d'administration participeront et devront participer activement à des activités qui intéressent l'Institut, les conflits d'intérêt sont nécessairement aptes à surgir.

En conséquence, nous préconisons l'addition, à l'article 24, d'un sous-article e se lisant comme ceci: «les méthodes permettant de régler les conflits d'intérêt pouvant faire suite aux fonctions de subventions, de contrats et de conseils de l'Institut».

Au sujet de l'article 28, d'autres ont signalé que l'expression «peut entreprendre» devrait remplacer le mot «entreprend» et nous faisons nôtre ce point de vue. Nous n'aimons pas non plus l'utilisation du mot «toute» dans ce paragraphe et nous préférierions un libellé se lisant «sur des questions particulières relatives à la paix et à la sécurité mondiales».

Enfin, en ce qui concerne l'article 31, nous espérons que, outre le rapport annuel de l'Institut, tous les autres documents de recherche et rapports seront déposés à la Chambre.

Nous espérons que les membres de votre comité constateront, d'après l'étude détaillée et attentive que nous avons faite de ce projet de loi,

que la Voix des femmes s'intéresse profondément à l'accroissement des connaissances et de la compréhension au sujet des questions intéressant la paix. Nous vous assurons qu'un Institut indépendant, ouvert et canadien aura l'appui entier de nos membres.

21 mai 1984

Ce mémoire a été préparé en consultation avec une large représentation de membres de la Voix des femmes, par U.M. Franklin, membre du comité national.

Le D^r Franklin est professeur titulaire à la Faculté de génie de l'Université de Toronto et détient un doctorat en physique expérimentale de même que plusieurs doctorats honorifiques. Elle a été membre du Conseil des sciences du Canada et du conseil d'administration, du comité exécutif et du comité des subventions et des bourses (du CRSNG.) À l'heure actuelle, elle est membre du Conseil national de recherche du Canada. En 1982, le D^r Franklin a été nommée officier de l'Ordre du Canada.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of National Defence:

Gen. G.C.E. Thériault, Chief of Defence staff.

From the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament:

Mr. Lawrence Hagen, Director of Research;

Mr. John Lamb, Executive Director;

From the Voice of Women:

Murielle Duckworth;

Kay MacPherson.

Du Ministère de la Défense nationale:

Gén. G.C.E. Thériault, Chef de l'état-major de la défense.

Du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement:

M. Lawrence Hagen, Directeur de la recherche;

M. John Lamb, Directeur exécutif.

De «Voice of Women»:

Murielle Duckworth;

Kay MacPherson.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 13

Tuesday, May 22, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 13

Le mardi 22 mai 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for
International Peace and Security

CONCERNANT:

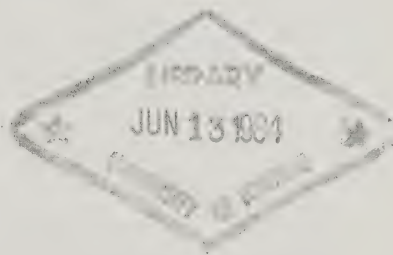
Projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien
pour la paix et la sécurité mondiales

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1984Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman: Mrs. Ursula Appolloni

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Bud Bradley
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président: M^{me} Ursula Appolloni

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Jesse Flis
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McKnight
Paul McRae
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 22, 1984
(15)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 8:10 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Hudecki, Laniel, Prud'homme.

Other members present: Messrs. Deniger, Dubois, Gourde (Lévis).

Witnesses: From Operation Dismantle: Mr. James Stark, President; Mr. John Wilkinson, Executive Assistant. *From Project Ploughshares:* Mr. Murray M. Thomson, Education Coordinator.

In attendance: From the Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade: Roger Hill, Associate Director.

The Committee resumed consideration of Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, May 17, 1984, Issue No. 11*).

The Committee resumed consideration of Clause 1.

The witnesses made statements and answered questions.

At 9:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 22 MAI 1984
(15)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 20 h 10, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: MM. Hudecki, Laniel, Prud'homme.

Autres députés présents: MM. Deniger, Dubois, Gourde (Lévis).

Témoins: De Opération désarmement: M. James Stark, président; M. John Wilkinson, adjoint exécutif. *De «Project Ploughshares»:* M. Murray M. Thomson, coordinateur de l'éducation.

Aussi présent: Du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur: M. Roger Hill, directeur associé.

Le Comité reprend l'examen du projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. (Voir *Procès-verbal du jeudi 17 mai 1984, fascicule n° 11*).

Le Comité reprend l'examen de l'article 1.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 21 h 45, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, May 22, 1984

• 2010

Le président: À l'ordre!

Nous poursuivons, ce soir, notre étude en sous-comité portant sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. Nous accueillons deux témoins: le premier est très connu de notre Comité,

—who was a witness to our committee, if you remember, on security and disarmament, representing Operation Dismantle, Mr. Jim Stark; and Mr. John Wilkinson.

Gentlemen, you may read or correct or resume your brief, but even though it is a small committee, equal consideration is, of course, extended to you.

We are, at the moment, I would like you to know, split into two committees. One is working downstairs. But we tape the meetings, and of course we will get all the minutes of the proceedings, which will be distributed to all members of the committee, and we will also distribute your brief tomorrow. So do not be sad if you do not see a major attendance. I am authorized to hold hearings with three members present. I never said who they should be.

We will start with Mr. Stark.

Mr. Jim Stark (Director, Operation Dismantle): Thank you, Mr. Chairman.

Bonsoir, messieurs.

We have been asked to introduce and identify ourselves in some detail before dealing with Bill C-32. I will do so briefly.

Operation Dismantle came into existence in 1977 and became a federally incorporated non-profit organization in 1983. Presently the organization has a membership of over 5,000. The primary goal of Operation Dismantle is to launch a global referendum on disarmament, conducted under the auspices of the United Nations. We are pleased that our plan is being brought to the United Nations General Assembly this December, but we regret having had to achieve our goal through a foreign government.

Operation Dismantle was also the driving force behind the highly successful municipal referenda on disarmament held in 1982-83. The Canadian government, which is now, with this new institute, on the record as wishing to stimulate public discussion, did not contribute financially at all to the educational process preceding these referenda.

Our organization was also behind the court challenge to the testing of the cruise missile over Canada. We are presently awaiting a Supreme Court decision on the constitutionality of challenging Cabinet decisions in the courts. In this regard, we have been forced to fight and finance a constitutional battle

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 22 mai 1984

The Chairman: Order, please.

This evening we are continuing our study in subcommittee of the Canadian Institute for International Peace and Security. We have two witnesses, the first of whom is well known by members of our Committee,

... il a déjà été témoin lors de nos réunions portant sur la sécurité et le désarmement et représentant *Operation Dismantle*, M. Jim Stark; et M. John Wilkinson.

Messieurs, vous pouvez lire ou résumer votre mémoire et même si nous ne sommes pas nombreux ce soir, vos observations recevront toute l'attention voulue.

Je voudrais vous signaler que le Comité est maintenant divisé en deux sous-comités et l'autre siège dans une autre salle. Mais nous faisons l'enregistrement de la séance et le fascicule contenant les délibérations de cette réunion seront distribués à tous les membres du Comité et nous allons aussi distribuer votre mémoire demain. Ne soyez donc pas tristes si les membres sont peu nombreux. J'ai l'autorisation d'entendre les témoignages quand il y a trois membres présents, la répartition selon les partis n'est pas stipulée.

Nous allons donner la parole à M. Stark.

M. Jim Stark (directeur, Operation Dismantle): Merci, monsieur le président.

Good Evening, Gentlemen.

On nous a demandé de présenter notre organisme et de donner des détails concernant son fonctionnement avant de parler du projet de loi C-32. Je le ferai brièvement.

Operation Dismantle a été créé en 1977 et a été constitué en société à but non lucratif en 1983 selon la Loi sur les corporations canadiennes. Notre association compte maintenant plus de 5,000 membres. Notre objectif principal est de faire accepter un référendum mondial sur le désarmement mené sous l'égide des Nations Unies. Nous sommes heureux que notre projet sera soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre mais nous regrettons avoir dû parvenir à cette fin par le biais d'un gouvernement étranger.

C'est aussi grâce à *Operation Dismantle* qu'ont été tenus les référendums municipaux sur le désarmement en 1982-1983, initiative qui s'est avérée un grand succès. Le gouvernement canadien, qui indique maintenant son désir d'encourager le débat public par la création de son nouvel institut, n'a donné aucune contribution financière à la campagne d'éducation qui a précédé ces référendums.

Notre association a aussi saisi les tribunaux de la décision de permettre des essais des missiles cruise au-dessus du territoire canadien. Nous attendons une décision de la Cour suprême sur le bien-fondé constitutionnel d'un appel des décisions du Conseil des ministres devant les tribunaux. Nous avons été

[Texte]

that was not of our making or choosing. Should the court rule in our favour, we will then finally seek an injunction to stop further testing of the cruise missile over Canada.

In short, our organization is dedicated to stopping and reversing the arms race. To this end, we research and disseminate information to our members and to the public, and we co-operate with other organizations to promote positive directions that Canada could take to prevent a nuclear holocaust.

In addressing Bill C-32, an Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security, I would like to commend the government for following up on the announcement made in the Throne Speech of December 7, 1983. Bill C-32 is not, however, without problems. Some of these problems have been addressed already during the debate on second reading, and now during these hearings.

The purpose of the institute is, and I quote:

• 2015

to increase knowledge of the issues related to international peace and security, with particular emphasis on defence, arms control and disarmament,

It would seem to me that Canada has already concentrated on defence for a number of years. We already have the Canadian Institute for Strategic Studies in Toronto, the Centre for Conflict Studies in Fredericton, the Centre for Strategic Studies in the University of Alberta, the Strategic Studies Program in the University of Calgary, the Research Program on Strategic Studies at York University, the Operational Research and Analysis Establishment at DND, and others. The aforementioned have been encouraged and funded by the Government of Canada, specifically the Department of National Defence, to do what amounts to defence studies.

The same does not apply to peace and disarmament studies. If this new institute is to contribute to international peace, then its mandate, in our view, should exclude defence studies and concentrate on ways and means to achieve security through disarmament, as it is called in the United Nations. The institute should not only collect and disseminate information, but it should also do in-house research. It should co-operate and be non-competitive with existing organizations and institutions, in fact the institute should be open to suggestions from all.

The institute should be funded strictly from the public purse. The initial first year budget of \$1.5 million, rising to \$5 million by 1988-1989, seems adequate, from our point of view, but it is also essential that the institute's financing be guaranteed to be ongoing. It cannot work in financial limbo from year to year.

The institute also requires a strong guarantee of independence. If the institute is to acquire any form of international respect and credibility, the positions of the chairperson,

[Traduction]

obligés de financer une bataille constitutionnelle qui ne nous concernait aucunement. Si nous recevons une décision favorable de la Cour, nous allons chercher une injonction pour empêcher les autres essais du missile croisé au-dessus du territoire canadien.

Bref, notre organisation essaye de mettre fin à la course aux armements. À cette fin, nous faisons des recherches et nous diffusons des renseignements auprès de nos membres et auprès du public et nous travaillons de concert avec d'autres organismes afin de promouvoir des options positives que le Canada pourrait prendre afin d'empêcher un holocauste nucléaire.

Pour ce qui est du projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, je voudrais féliciter le gouvernement d'avoir donné suite à son annonce faite dans le discours du Trône du 7 décembre 1983. Mais le projet de loi C-32 n'est pas sans problème. Certains de ces problèmes ont déjà été mentionnés lors du débat en deuxième lecture et encore une fois lors de ces audiences.

Le but de l'institut est, et je cite:

d'accroître la connaissance des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiale, particulièrement en matière de défense, de limitation des armements et de désarmement,

Il me semble que le Canada consacre suffisamment d'attention à la défense depuis plusieurs années. Nous avons déjà le *Canadian Institute for Strategic Studies* à Toronto, le *Center for conflict Studies* à Frédéricton, le *Center for Strategic Studies* de l'université de l'Alberta, le *Strategic Studies Program* de l'Université de Calgary, le *Research Program on Strategic Studies* à l'université York, l'établissement des recherches et de l'analyse opérationnelles au ministère de la Défense, et d'autres. Tous ces organismes ont été encouragés et financés par le gouvernement du Canada, notamment le ministère de la Défense nationale, afin de faire des études en matière de défense.

Il n'en est pas de même pour les études sur la paix et le désarmement. Si ce nouvel institut doit contribuer à la paix mondiale, nous estimons que son mandat devrait exclure les études sur la défense et qu'il devrait se concentrer sur les façons de parvenir à la sécurité par le désarmement, comme on dit aux Nations unies. Cet institut ne devrait pas seulement réunir et diffuser des renseignements mais devrait aussi faire de la recherche interne. Il devrait collaborer, sans concurrence, avec les organisations et les institutions qui existent déjà et ils devraient recevoir des suggestions de tous les partis intéressés.

Le budget de cet institut devrait provenir uniquement des deniers publics. Nous estimons qu'un budget prévu pour la première année de 1,5 millions de dollars, et atteignant 5 millions de dollars en 1988-89, est adéquat mais il est essentiel que l'institut puisse compter sur un financement permanent. Il ne peut pas travailler dans un climat d'incertitude financière d'une année à l'autre.

L'indépendance de l'institut doit être clairement garanti. Si l'institut doit avoir le respect et la crédibilité internationale, il n'est pas possible que le président, le directeur général et les

[Text]

executive director and other directors cannot be appointed solely by Cabinet. I would suggest that any national organization could, if it so desired, make suggestions as to who might be named as directors. This has apparently already been done. I received a telegram . . .

The Chairman: Yes. it.

Mr. Stark: —from Mr. MacEachen. Our suggestion would be that perhaps this process might, in fact, be incorporated in the Act. In order to keep the decision-making process as democratic as possible, suggestions could go to an all-party committee, presumably SCEAND, this committee, which in turn would short-list the candidates. Cabinet would ultimately choose from the recommendations to fill the positions.

In choosing directors the major criterion should be past and or current experience, particularly in the field of disarmament. If the institute is to have credibility and international standing, it is imperative that the board of directors should be actively involved in the substantive end of the issues under study. To put it bluntly, the reputation of the institute as a centre for peace and disarmament will be seriously jeopardized if the directors lean towards the so-called peace through strength ideology. As you surely appreciate, this is the intellectual construct, such as it is—even if it can be called an intellectual construct—that is used to counter and discredit the case for ending and reversing the arms race.

Further to strengthen the independence of the institute, it must be capable of deciding which areas are to be researched. This cannot and must not be mandated by the government or a ministry. The government should be able to ask the institute to conduct specific research, but the institute should have the freedom to decline any particular request.

Bill C-32 is an Act to create a Canadian Institute for International Peace and Security. The emphasis should be on "Canadian" and on "Peace". If we were to have a truly Canadian institute, then the board should be comprised exclusively of Canadians. What we require and what the government claims to want is a distinctly Canadian perspective on peace and disarmament issues. We have the expertise in this country and therefore should exclude the possibility of non-Canadians serving on the board. I was really quite astonished and dismayed when I read the Bill and found that this was not taken for granted already. A fully Canadian board does not preclude the institute from co-operating with or asking for specialized information or advice from outside the country. The Canadian institute, as I understand it, is not to be modelled on such institutions as the Stockholm International Peace Research Institute. It is time we shed our traditional inferiority complex and took on this job ourselves.

• 2020

I would like to appeal to this committee to ensure that the Canadian institute not become an apologist for past, present or

[Translation]

autres directeurs soient nommés uniquement par le conseil des ministres. Je pense que tout organisme national pourrait proposer des personnes comme directeur, si cela paraît souhaitable. Apparemment cela a déjà été fait. J'ai reçu un télégramme . . .

Le président: Oui.

M. Stark: . . . de M. MacEachen. Nous pensons que ce mécanisme pourrait être prévu dans le projet de loi. Pour que la prise de décision soit aussi démocratique que possible, on pourrait soumettre les propositions à un comité qui représente tous les partis, je suppose le Comité des Affaires extérieures, qui ferait un certain nombre de recommandations et le Cabinet choisirait parmi ces personnes-là pour remplir les postes.

Le critère principal du choix des directeurs devrait être l'expérience actuelle et passée, surtout dans le domaine du désarmement. Si l'Institut doit avoir une crédibilité ou un prestige international, il faut absolument que le Conseil d'administration participe activement à l'étude de fond des questions en délibération. Pour parler franchement, la réputation de l'Institut comme centre de la paix et du désarmement sera sérieusement minée si les membres du conseil d'administration se penchent vers cette idéologie appelée la paix par la force. Comme vous le savez sans doute, il s'agit-là d'une fabrication intellectuelle, si on peut l'appeler intellectuelle, dont on se sert pour contrecarrer et discréditer les arguments en faveur de mettre fin à la course aux armements.

Afin de renforcer l'indépendance de l'Institut, celui-ci doit pouvoir décider quels sont les domaines où les recherches sont nécessaires. Cela ne doit pas être la responsabilité du gouvernement ou d'un ministère. Le gouvernement devrait pouvoir demander à l'Institut de mener un projet de recherches précis mais l'Institut devrait avoir la liberté de refuser toute demande.

Le projet de loi C-32 est une loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. Il faudra mettre l'accent sur les termes canadien et paix. Si nous voulons avoir un Institut véritablement canadien, le Conseil devrait être composé uniquement de Canadiens. Ce qu'il nous faut, et ce que le gouvernement prétend vouloir, est une perspective proprement canadienne sur les questions touchant la paix et le désarmement. Nous avons les compétences nécessaires dans ce pays et nous devrions donc exclure la possibilité que des non-Canadiens fassent partie du conseil. A ma grande surprise et consternation, j'ai découvert en lisant le projet de loi qu'il n'existait aucune disposition semblable. Le fait d'avoir un conseil entièrement canadien n'empêche pas l'Institut de collaborer avec des organismes étrangers ni de demander des renseignements ou des conseils spécialisés. Si je comprends bien, l'Institut canadien ne prend pas comme modèle des institutions comme l'Institut international des recherches sur la paix de Stockholm. Il est temps de se débarrasser de notre complexe d'infériorité traditionnel et d'assumer cette tâche nous-mêmes.

Je voudrais demander tout particulièrement au Comité de faire en sorte que l'Institut canadien ne devienne pas le

[Texte]

future government policy. Mr. MacEachen wrote me on April 30 and emphasized that the institute is intended to be apolitical, which is exceedingly difficult, if not impossible, in this very political issue.

The institute must in my view be independent enough to constructively criticize government policy and not have to fear retribution at a later point in time. If it cannot serve as a policy advocate, I am led to wonder what is the point of the exercise. Without this degree of independence the Canadian Institute could well be seen as an extension of government policy and enjoy little respectability in Canada or abroad.

Thank you very much.

The Chairman: *Merci.*

The first questioner, Dr. Hudecki. But first, let me say for the record, Doctor, that since we only started today, the very interesting discussion we had this afternoon until 6.30 with the Voice of Women was probably extraordinary, and pleasant, interesting, well briefed, but very little addressing itself to the Bill C-32. So I may have to rule, not tonight, but I want to be on the record that I may have to rule that once in a while I may call back either our witnesses or our members, as much as possible to address themselves to the Bill that was referred to us by the House of Commons. Otherwise we may not be in a position to do an honest job, to a job referred to us by the House of Commons.

So having said that, that does not address itself to you, sir, friend.

Mr. Hudecki: Fine.

The Chairman: But I want to be on the record to quote myself later on if need be. So having said that, please, Doctor, you may proceed.

Mr. Hudecki: I want to welcome very much Mr. Stark to our committee meeting and I know we will profit from the experience that he has enjoyed or has suffered through in the last two years with his Operation Dismantle.

I wonder if you could start the discussion on explaining to us how you feel that the concept of the global referendum would add to the security and make contributions to peace. I think it is important to develop that concept a bit further for the records because in my study of techniques for promoting peace, very few of them have an approach, and you have had one, but I do not think that it is quite universally understood and appreciated; perhaps you could enlarge on it, particularly with reference to the mechanism of, as you mentioned, producing and promoting peace.

Mr. Stark: I welcome this question, Dr. Hudecki. I read in *Hansard* where it said:

Fresh ideas and new proposals, regardless of source, will be studied and promoted.

That is a very nice prediction and would be for me a new experience from the one that I have had with our government.

[Traduction]

défenseur de la politique actuelle, passée ou future du gouvernement. M. MacEachen a souligné dans la lettre qu'il m'a écrite le 30 avril que l'Institut doit être apolitique, ce qui est extrêmement difficile, sinon impossible, dans ce contexte très politique.

J'estime que l'institut doit être assez indépendant pour pouvoir formuler des critiques constructives à l'égard de la politique du gouvernement sans crainte de châtiement futur. S'il ne peut pas faire de recommandation en matière de politique, je me demande à quoi servira tout cet exercice. Sans ce degré d'indépendance, l'Institut canadien pourrait être perçu comme un porte-parole supplémentaire du gouvernement canadien et jouir de très peu de respect au Canada et à l'étranger.

Je vous remercie beaucoup.

Le président: *Thank you.*

Je donne la parole à M. Hudecki. Mais tout d'abord, je tiens à préciser, puisque c'est le début de notre séance aujourd'hui, que même si la discussion que nous avons eue cet après-midi jusqu'à 18h30 avec les représentants de la Voix des femmes a été très bonne et agréable, intéressante et bien documentée, elle était très peu en rapport avec le projet de loi C-32. Je serai peut-être obligé, au cours de nos délibérations, de demander à nos témoins et aux membres de s'en tenir au projet de loi qui nous a été renvoyé par la Chambre des communes. Autrement, nous ne serons peut-être pas en mesure de faire un travail honnête conformément au mandat qui nous a été donné par la Chambre des communes.

Ces propos ne s'adressent pas à vous, monsieur.

M. Hudecki: Très bien.

Le président: Mais je voulais faire cette précision au début de nos réunions pour pouvoir me citer en cas de besoin plus tard. Ceci dit, je vous prie de continuer, docteur.

M. Hudecki: Je voudrais souhaiter la bienvenue à M. Stark et je sais que nous allons tous profiter de l'expérience qu'il a acquise depuis les deux ans de l'existence de *Operation Dismantle*.

Pourriez-vous nous expliquer tout d'abord pourquoi vous estimez qu'un référendum mondial contribuerait à la sécurité et à la paix mondiale. Je crois qu'il est important d'entrer dans les détails à ce sujet puisqu'il y a très peu d'organismes de promotion de la paix qui préconisent cette approche; à mon avis, elle n'est pas très bien comprise ni appréciée et je voudrais que vous nous expliquiez comment elle pourrait servir à promouvoir la paix.

M. Stark: Je suis heureux de répondre à cette question, monsieur Hudecki: J'ai lu dans le journal des Débats l'affirmation suivante:

Les nouvelles idées et propositions, quelle que soit leur source, seront étudiées et promues.

Je me réjouis devant cette perspective et ce sera pour moi une nouvelle expérience par rapport à celles que j'ai eues

[Text]

We have for a very long time put forward the thesis that the people have been left out of the process for too long, that indeed people have not only a vital interest but indeed a human right to participate in this profound choice, which in the 1978 Special Session final document there was a quote that said:

Mankind is confronted with a choice. We must halt the arms race and proceed to disarmament, or face annihilation.

Now, having left this issue to governments, we have seen a situation now where the global overkill factor is over 20, where the super powers can destroy each other 50 or 60 times over, and yet nuclear arms are being manufactured at a rate of seven or eight per day, the net increase.

So we have always felt that a mandate from the people of this planet would be a very powerful force by way of getting the negotiations not only back on but to spur them to some kind of constructive fruition. And I would hope the new institute would be able to make a scholarly examination of this proposal, particularly because it is coming up in the United Nations this December, to outline the pros and cons, at the very least with a view to ascertaining whether or not Canada will participate in this exercise.

• 2025

As you know, we have had reasonably good response from the Soviet bloc, which surprised us, mixed reaction from the West, and rather good reaction from Third World countries. But we share your concern that the arms race must stop, and we have an approach that we do not feel has been adequately analysed or dealt with by the Canadian government.

If I may just conclude with one short anecdote, I was invited to one of the luncheons at the Prime Minister's home a little while ago. He had two luncheons with representatives from the peace movement. And at that time he still thought we were suggesting a referendum around the world on whether or not to have a nuclear war, which of course is not what we have been proposing for seven years. So there is a need for further study, and I would hope it would get worked into the institute's mandate at some point in time.

Mr. Hudecki: I think the principal obstacles that would be in your way would be, as you suggested, selling your ideas and your concepts to the people in, first of all, the Third World where poverty and lack of education makes it impossible for you to approach them and to sell your thoughts on this issue and get their support, and then those countries that are under a totalitarian government where whatever message goes to the people has to be pretty well filtered through the government itself. You face these problems, and I am sure these questions have been presented to you, but could you respond to those two obstacles in your way?

[Translation]

jusqu'ici avec notre gouvernement. Depuis longtemps nous sommes d'avis que la population a été écartée de ce processus et nous estimons que les citoyens n'ont pas seulement un intérêt vital mais aussi un droit humain de participer à ce choix de grande importance qui a été décrit dans le document final de la Session spéciale de 1978 comme suit:

L'humanité se trouve devant un choix. Nous devons mettre fin à la course aux armements et commencer le désarmement ou bien faire face à l'anéantissement.

Nous avons confié cette responsabilité aux gouvernements et nous nous trouvons maintenant dans une situation où nous pouvons détruire le monde 20 fois, ou les superpuissances peuvent se détruire mutuellement 50 ou 60 fois et pourtant on continue à fabriquer les armements nucléaires à un taux de sept ou huit par jour.

Pour cette raison, nous avons toujours cru qu'un mandat de l'humanité entière serait un moyen très puissant de ramener non seulement les négociations sur la bonne voie mais aussi de les mener à bien. Et j'ose espérer que le nouvel Institut sera en mesure de faire une étude très savante de cette proposition étant donné surtout que celle-ci va être soulevée aux Nations-Unies en décembre—et qu'il entreprendra à tout le moins de déterminer les avantages et les inconvénients qu'elle présenterait, en vue de savoir si le Canada participera ou non à cet exercice.

Comme vous le savez, les réactions du bloc soviétique ont été plutôt bonnes, ce qui nous a étonnés tandis que les réactions des pays occidentaux ont été un peu partagées et celles des pays du Tiers monde plutôt positives. Nous pensons cependant tout comme vous que la course aux armements doit prendre fin, et nous avons une approche qui n'a pas selon nous été suffisamment étudiée ou analysée par le gouvernement canadien.

Si vous me le permettez, j'aimerais conclure en vous racontant une petite anecdote. Il y a un petit moment, j'ai été invité à un déjeuner chez le Premier ministre. Il a tenu deux déjeuners à des représentants du mouvement pour la paix. Il était toujours convaincu à ce moment-là que ce que nous voulions c'était un référendum mondial sur la question de savoir s'il devrait ou non y avoir une guerre nucléaire, ce qui n'est bien sûr pas du tout ce que nous proposons depuis sept ans. Il faudrait donc que des études plus poussées soient entreprises, et je ne puis qu'espérer que le mandat de l'Institut vienne un jour à englober cela.

M. Hudecki: Je pense, comme vous l'avez si bien souligné, que l'un de vos principaux problèmes sera de faire accepter vos idées et vos concepts par les gens des pays du Tiers monde, tout d'abord, où la pauvreté et le manque d'éducation vous empêcheront de communiquer avec les habitants, de vous faire comprendre et d'obtenir leur appui. Puis il y a le cas des pays à régime totalitaire où tout message que vous voudriez transmettre au peuple devrait plus ou moins être filtré à travers le gouvernement lui-même. Voilà le genre de problèmes auxquels vous vous trouverez confrontés. Je suis certain que ces questions vous auront déjà été posées, mais je vous demanderai

[Texte]

Mr. Stark: Of the 160-some countries in the world, I believe somewhere in the order of 30 are democracies. It is a very imperfect world we live in.

But it is very interesting to note that the 1978 and 1982 United Nations Special Sessions on Disarmament were brought about at the United Nations by Third World countries, most of whom tend to be military dictatorships or something along those lines. The question arises, why? Why would a military dictatorship be interested in promoting disarmament? The answer to the question is equally interesting; and that is they know perfectly well that the megabucks, the billions of dollars, needed to seriously address the problems of development in their countries will simply never emerge from the international community until the arms race is stopped.

At the present time they are talking about about a \$1 trillion a year arms budget for the world in 1985. When I began Dismantle, it was an astonishing \$300 million back in 1977. Five per cent of this amount of money, according to the *New Internationalist* would feed, clothe, house, educate and give medical care to all the needy people in the world up to subsistence levels. So we see there a way around this apparent contradiction, where these governments, many of whom we find offensive to our standards, are at the same time interested in promoting the goal of disarmament. There is also the consideration that it is generally conceded that disarmament must start with the nuclear arms and with the super powers and probably will not touch them domestically for a number of decades, so they feel immune from the immediate consequences of ending and reversing the arms race.

Mr. Hudecki: This leads me to another question pertaining to the make-up of the institute, and that is you are one of the first to be critical of putting so-called foreign experts on the board of directors. Yet many of those who have been promoting this institute feel this is an essential component of it. It would seem to me, with your experience in dealing with the various foreign countries, that we in Canada would benefit from having foreign trained experts and people who have lived in a foreign environment and who have been confronted by the various ideologies, that they would be useful on a board of directors. Would you make some comments or clarify your position on that?

• 2030

Mr. Stark: If I knew what was intended in terms of allowing seven ... ?

Mr. Hudecki: Less than seven.

[Traduction]

malgré tout, de dire quelque chose au sujet de ces deux obstacles que vous aurez à franchir?

M. Stark: Sur les quelques 160 pays que compte notre monde, je pense qu'il y en a environ une trentaine qui sont une démocratie. Le monde dans lequel nous vivons est vraiment très loin d'être parfait.

Il est cependant intéressant de constater que les séances spéciales sur le désarmement qui ont été tenues par les Nations unies en 1978 et en 1982 avaient été organisées sur l'initiative de pays du Tiers monde, dont la plupart sont contrôlés par des dictatures militaires ou autres choses du genre. La question que l'on se pose, c'est pourquoi? Pourquoi une dictature militaire serait-elle intéressée à promouvoir le désarmement? La réponse à cette question est tout aussi intéressante: Ils savent très bien que les gros dollars dont ils ont besoin pour régler les problèmes de développement qu'ils ont chez eux ne leur seront jamais fournis par la communauté internationale tant que la course aux armements n'aura pas pris fin.

A l'heure actuelle, il serait question d'un budget mondial pour les armements de 1 trilliard de dollars par an à partir de l'année 1985. Lorsque j'ai mis sur pied l'opération désarmement en 1977, le budget s'élevait au chiffre faramineux de 300 millions de dollars. D'après le *«New Internationalist»* 5 p. 100 seulement de cette somme suffirait à nourrir, habiller, loger, éduquer et soigner tous les indigents de la terre et à leur garantir de quoi vivre. Nous y voyons un moyen de contourner cette contradiction apparente, car ces gouvernements, qui nous dérangent à bien des niveaux, sont en même temps intéressés à promouvoir le désarmement. Par ailleurs, il est généralement admis que le désarmement doit commencer avec les armes nucléaires et avec les superpuissances, et que le problème ne les touche pas directement pendant plusieurs décennies encore; ces pays se sentent donc à l'abri des conséquences immédiates d'une interruption ou d'un renversement de la course aux armements.

M. Hudecki: Cela m'amène à une autre question, celle-ci portant sur la composition de l'Institut. Vous comptez parmi les premiers à avoir critiqué l'idée d'inclure dans le conseil d'administration des experts étrangers. Or, un grand nombre de personnes qui appuient depuis le début l'idée de créer cet institut, ont le sentiment que la participation de pays étrangers en est un élément essentiel. Il me semble qu'il serait avantageux pour le Canada d'avoir des experts étrangers et des personnes qui ont vécu à l'étranger et qui sont au courant des différentes idéologies. J'ai l'impression que des personnes de ce genre pourraient très bien servir au sein du conseil d'administration. Étant donné l'expérience que vous avez en matière de négociations avec différents pays étrangers, auriez-vous des commentaires à faire à ce sujet, ou pourriez-vous éclaircir votre position là-dessus?

M. Stark: Si je savais ce que l'on espérait faire en permettant à 7 ... ?

M. Hudecki: Moins de 7.

[Text]

Mr. Stark: Yes, less than seven non-Canadians on the board, I might feel a little more at ease about it. If there were an intention to have someone from a Third World country, perhaps even someone from a Warsaw Pact country and a few Americans, this would interest me. But my concern is really that the Americans will have undue influence on it.

I am a supporter of NATO. We Canadians are very close to the United States, but when I heard Mr. Trudeau's response today to the Parliamentarians for World Order Initiative... We could not sign it because we are a NATO nation. Greece signed it. I often wonder—I do not want to get too philosophical—whether NATO, our military alliance, is taking on the characteristics of a nation state, and what has happened to our sovereign ability to make up our own minds on these things? I also feel that, although we are a small country in terms of population, Canada is a great country in terms of the people we have produced and the leadership which exists here in this country. I would not like to see a situation where capable and anxious Canadians are not on the board in order to have non-Canadian experts there. I think we can profit from non-Canadian sources quite adequately without actually having them on the board.

Mr. Hudecki: May I have a last question?

The Chairman: A short one.

Mr. Hudecki: The plan in the Bill is that selection of the board of directors would be in the hands of organizations such as yours, that the government will not be selecting. This is a guideline which is being given. So at the moment, since you are one of the members who will be responsible for coming forth with a list of candidates with your priorities on it, will you be changing your mind as to whether or not you will include people of non-Canadian background?

Mr. Stark: As I mentioned to Mr. Prud'homme, I have already received a telegram from the Minister, as other people did, asking for suggestions. I have given four; they are all Canadians, and it is in keeping with the comments I have already made. The answer to your question is: No, at no time in the future do I expect to change my view on this. I really feel, as I said in my paper, that the time is long past that we should shed our inferiority complex and recognize the excellence which exists right here in Canada.

Mr. Hudecki: Thank you.

Mr. Stark: You are welcome.

The Chairman: Just supplementary to that, do you mean to say that, for instance, IDRC... ? *C'est un institut très sérieux, très bien coté.* Do you mean to say its impact is diminished by the fact that they have non-Canadians sitting on the board?

[Translation]

M. Stark: ... oui, moins de 7 non-Canadiens à siéger au conseil d'administration, je me sentirais peut-être un peu plus à l'aise. Si l'on comptait y inclure quelqu'un d'un pays du Tiers-Monde, et peut-être même des ressortissants d'un pays signataire du pacte de Varsovie et quelques Américains, alors cela m'intéresserait. Mais ce que je crains vraiment c'est que les Américains exercent trop d'influence à ce niveau-là.

Je suis de ceux qui appuient l'OTAN. Nous, les Canadiens, sommes très proches des États-Unis, mais lorsque j'ai entendu la réponse que M. Trudeau a donnée aujourd'hui aux parlementaires pour l'ordre mondial... nous ne pouvions pas signer parce que nous sommes membres de l'OTAN. La Grèce a signé. Je me demande souvent, je ne voudrais pas que la discussion devienne trop philosophique, si l'OTAN, notre alliance militaire, n'est pas en train d'adopter les caractéristiques propres aux États-nations, et je me demande ce qui est arrivé à notre capacité souveraine de décider pour nous-mêmes de choses de ce genre. Je pense par ailleurs que bien que notre pays soit petit si l'on parle du chiffre de la population, le Canada est un très grand pays si l'on tient compte de ce qu'ont fait certains canadiens et du leadership qui existe ici. Je ne voudrais pas que nous nous retrouvions dans une situation où des Canadiens tout à fait capables et très intéressés ne pourraient pas siéger au conseil tout simplement parce qu'on veut y inclure des experts non canadiens. Je pense d'ailleurs que nous pourrions très bien recourir à des sources non canadiennes sans pour autant inclure des non-Canadiens dans le conseil d'administration.

M. Hudecki: Puis-je poser une dernière question?

Le président: Une petite.

M. Hudecki: Le bill prévoit que le choix des membres du conseil d'administration relèvera non pas du gouvernement mais d'organismes comme le vôtre. C'est en tous cas ce que veulent les lignes directrices qui ont été énoncées. Étant donné, donc, que vous serez de ceux qui seront chargés de soumettre une liste de candidats, établie par ordre de priorité, allez-vous changer d'avis relativement à la question d'inclure ou non des non-Canadiens?

M. Stark: Comme je l'ai signalé à M. Prud'homme, j'ai déjà reçu un télégramme du ministre, comme c'est le cas d'un certain nombre d'autres personnes, me demandant de lui soumettre des noms. Je lui en ai donné 4. Toutes ces personnes sont canadiennes, ce qui cadre avec les commentaires que j'ai déjà faits. La réponse à votre question est donc la suivante: je ne pense pas changer d'avis là-dessus à l'avenir. Comme je l'explique dans mon mémoire, j'ai le sentiment qu'il est grand temps que nous nous débarrassions de notre complexe d'infériorité et que nous reconnaissons l'excellence qui existe ici au Canada.

M. Hudecki: Merci.

M. Stark: De rien.

Le président: Une question supplémentaire, voulez-vous dire par là, que le CRDI, par exemple... ? *It is a very serious organization which has a very good reputation.* Voulez-vous dire que l'incidence de cet organisme est amoindrie par le fait que des non-Canadiens siègent à son conseil d'administration?

[Texte]

Mr. Stark: No. In that particular instance, I believe some of those on the board are from "target countries", in which case I would say it enhances the board.

The Chairman: Not necessarily.

Mr. Stark: In this case, what has been proposed is a Canadian institute. You will notice that the Stockholm institute is called the Stockholm International Peace Research Institute. If that is what is intended, then perhaps we should be calling it the Canadian and International Institute for Peace...

The Chairman: International Canadian Institute.

Mr. Stark: Yes. That would do, if that is the intent. But my understanding is that there was a recognition by the framers of this Bill that there are many institutes in the world which are very competent and probably much larger than ours will ever become, and that we are not trying to compete with them but to produce—and I think I am quoting directly—a distinctive Canadian perspective on these issues. If that is the role, it is one I fully support and which I feel would be best served by having a completely Canadian board.

The Chairman: But sometimes having a minority group—very minority—challenge opinions which could be well accepted by a majority of Canadians, with no outside views... You do not like that kind of outside challenge to our bright Canadian people?

• 2035

Mr. Stark: Mr. Prud'homme, you know me well enough to know that I...

The Chairman: No, I do not know you well enough.

Mr. Stark:—rise to challenges.

The Chairman: So do I.

Mr. Stark: I am not afraid of challenge. That is not the motivation behind my suggestion. If that is the reason for suggesting it, then I would counter that argument by saying there will inevitably be challenges to the product, the produce of our institute, from foreign countries, but that this does not have to be invited in by way of putting people on the board. There are many ways to get outside views, one of which we are experiencing here tonight. I am sure the institute would have no difficulty whatever getting feedback which is both positive and negative through other means than putting non-Canadians on the board.

The Chairman: Mr. Laniel.

M. Laniel: Merci, monsieur le président.

I do not want to be repetitious. The questions have already been asked.

[Traduction]

M. Stark: Non. Pour ce qui est de l'exemple que vous venez de donner, je pense que certains membres du conseil d'administration sont des ressortissants de «pays cibles», ce qui ne peut qu'être utile au conseil.

Le président: Pas forcément.

M. Stark: Mais dans le cas qui nous occupe ici, ce qui est proposé, c'est un institut canadien. Vous remarquerez que l'institut de Stockholm s'appelle Institut International de Stockholm pour la recherche sur la paix. Si c'est vraiment cela qui est prévu, il faudrait peut-être le baptiser l'Institut canadien et international pour la paix...

Le président: L'Institut canadien international.

M. Stark: Oui. Ce serait bien, si c'est cela qui est prévu. Il me semble cependant que les rédacteurs de ce bill avaient reconnu qu'il existe de nombreuses institutions de par le monde qui sont très compétentes et qui sont sans doute plus importantes que ne le sera jamais la nôtre, et que nous n'allons pas essayer de leur faire concurrence mais plutôt de produire, et je pense que je reprends les termes exacts qui ont déjà été utilisés, une perspective proprement canadienne relativement à ces questions. Si c'est là le rôle que devra jouer l'institut, je l'appuierais pleinement, et je pense que celui-ci serait le mieux servi par un conseil d'administration exclusivement canadien.

Le président: Mais parfois, le fait d'avoir un groupe très minoritaire... cela permettrait de remettre en question des opinions qui pourraient très bien être acceptées par une majorité de canadiens, mais sans tenir compte de points de vue contraires... vous n'aimez pas l'idée que nos brillants canadiens soient appelés à relever des défis de ce genre, venus de l'extérieur?

M. Stark: Monsieur Prud'homme, vous me connaissez assez bien pour savoir que je...

Le président: Non, je ne vous connais pas assez bien.

M. Stark: ... je me montre toujours à la hauteur des défis.

Le président: Moi aussi.

M. Stark: Je n'ai pas peur des défis. Ce n'est pas cela qui m'a poussé à faire la proposition que je vous ai soumise. Si c'était là ma raison, alors je contrarierais votre argument en disant que des pays étrangers feront inévitablement des reproches au produit et au travail de notre institut, mais qu'il ne faudrait pas inviter ce genre de chose en incluant ces personnes dans le conseil d'administration. Il existe de nombreuses façons d'obtenir l'opinion d'autrui, dont l'une est la formule que nous utilisons ici ce soir. Je suis certain que l'institut n'aurait absolument aucun mal à obtenir des renseignements autant positifs que négatifs autrement qu'en incluant des non-Canadiens dans le conseil d'administration.

Le président: Monsieur Laniel.

Mr. Laniel: Thank you, Mr. Chairman.

Je ne voudrais pas qu'on répète les mêmes choses. Les questions que j'avais ont déjà été posées.

[Text]

You mention that in choosing your directors, a major criterion should be vast and current experience, particularly in the field of disarmament. By this, would you suggest that an organization like yours, or like many other organizations that will appear in front of this committee for the purposes of this Bill, should have a representation themselves . . . maybe not all of them, but some of them, which have already been acquiring expertise in the field of disarmament, or which at least are aware of what is being done in other places—it could be useful to the work of the institute?

Mr. Stark: Let me be very frank about this. Some cynical views have been expressed in the peace movement that this response of the government to set up this institute could be interpreted by the most cynical as a way of buying out the issue. There is an enormous phenomenon in this country called "the peace movement". There are now over 1,000 groups, of which several dozen are national, and not to have them represented seems to me a great loss and a great repudiation of a mountain range of energy and effort that has been made by ordinary citizens in this country.

Now, I would not suggest a great deal. But I would think that one or two, possibly three members of the board should be from the so called "peace movement". I noticed, for instance, in reading *Hansard*, that Mr. MacEachen said "nor have the concerns of Canadians been fully appreciated". I read that with interest, because you know, there were not 100,000 people in the streets of British Columbia, of Vancouver, carrying placards that said "Study the Arms Race". What happened was there were 100,000 people in the streets of Vancouver saying "Stop the Arms Race"—quite a different message. This is the concern of Canadians that I feel Mr. MacEachen was correct in saying had not been fully appreciated. These people, like myself and many others who have spent years trying to say that the arms race needs to be stopped more than it needs to be studied, should probably have a voice at some level on this board; and I would hope, although I must say it is a faint hope—but I do have a hope . . . there will be representatives of at least one or two established, respected, large, peace organizations on the board.

Mr. Laniel: I see your point. But you can call for the stopping of abortion too, and that is an easy way out; and the problem is not that easy.

Mr. Stark: Well, of course, you know, organizations such as ours have done more than say stop the arms race.

Mr. Laniel: Yes, I know, but I mean the people; I am talking about the people. No, that is not my point.

In parallel to that, although I do have the same questions in my mind about the objectives of the peace institute and security, disarmament, defence, and things like that, at the same time this afternoon another organization, among the names it had in mind as potential candidates, made us hear the names of Admiral Falls and former Ministers of Defence and

[Translation]

Vous dites que l'un des principaux critères dans votre choix des membres du conseil d'administration serait une expérience vaste et contemporaine, particulièrement dans le domaine du désarmement. Voulez-vous dire par là qu'un organisme comme le vôtre, ou comme bon nombre des autres organismes qui comparaitront devant le Comité dans le cadre de notre étude de ce projet de loi, devrait lui-même prendre des représentants—peut-être pas tous, mais certains qui ont déjà une expérience dans le domaine du désarmement, ou du moins qui sont au courant de ce qui se fait ailleurs—pensez-vous que cela serait utile au travail de l'institut?

M. Stark: Permettez-moi d'être très franc. Certains des vues cyniques des défenseurs des mouvements pacifistes disent que le désir du gouvernement de créer cet institut pourrait être interprété comme étant une façon de clore le débat sur la question. Il existe au pays un phénomène gigantesque que l'on appelle «le mouvement pacifiste». Il existe à l'heure actuelle plus de 1,000 groupes différents, dont plusieurs douzaines sont nationaux, et le fait de ne pas leur donner une représentation constitue pour moi une perte énorme et une répudiation de montagnes d'énergie et d'efforts qui ont été déployés par de nombreux simples citoyens canadiens.

Je ne dirai pas qu'il faudrait que le conseil d'administration compte un grand nombre de ces personnes; un ou deux partisans du soi-disant mouvement pacifiste suffiraient. J'ai remarqué, en lisant le *Hansard*, que M. MacEachen a déclaré que l'on n'avait pas pleinement tenu compte des préoccupations des Canadiens. J'ai lu son intervention avec intérêt, car, vous savez, les quelques 100,000 personnes qui ont manifesté dans les rues de Vancouver, en Colombie-Britannique, ne portaient pas des affiches qui disaient «étudiez la course aux armements». Les 100,000 personnes qui sont descendues dans les rues de Vancouver disaient «Arrêtez la course aux armements», qui est un message tout à fait différent. C'est ce que je pense de cette préoccupation des Canadiens dont vous parlez M. MacEachen lorsqu'il disait qu'on n'en avait pas suffisamment tenu compte. Ces personnes qui comme moi répètent depuis des années qu'il faut mettre fin à cette course aux armements et non pas l'étudier devraient avoir une voix à un niveau ou à un autre de ce conseil, et j'ose espérer, même si cet espoir n'est que très faible, que le conseil comprendra les représentants d'au moins un ou deux organismes pacifistes importants, bien établis et respectés.

M. Laniel: Je vous comprends. Mais vous pourriez tout aussi bien revendiquer l'interdiction des avortements, et ce serait là la solution facile. Mais le problème n'est pas facile.

M. Stark: Vous savez, les organismes comme le nôtre c'est bien plus de tout simplement dire qu'il fallait arrêter la course aux armements.

M. Laniel: Oui, je le sais, mais je veux parler des gens. Ce n'est pas cela que je voulais souligner.

Parallèlement à cela, même si je me pose les mêmes questions que vous au sujet des objectifs de l'institut pour la paix, de la sécurité, du désarmement, de la défense, et d'autre chose du genre—cet après-midi un autre organisme qui est venu comparaître, nous a soumis le nom de plusieurs candidats éventuels, dont ceux de l'amiral Falls et d'anciens ministres de

[Texte]

ones like that. At the same time that I have those questions in my mind as to whether or not it is possible to achieve the objective of an international peace institute at the same time that you study defence, does that exclude in your mind the possibility of anybody that has had previous experience in the field of defence? In our point of view, that can be very easily identified. Would that diminish the prestige of the institute?

• 2040

Mr. Stark: I do not think it would diminish the prestige of the institute; I think it might put a bent on the institute which is one I would have concerns about. I notice, for instance, we are talking here of an institute for peace and security, but when it gets refined they say:

... having particular reference to defence, arms control and disarmament, in that order.

This concerns me, because I notice half the budget is coming from the Department of National Defence. You will note from any cursory observation of the newspapers that the Department of National Defence and the peace movement are almost always on opposite sides of disarmament issues. So although I think opposite views can lead to a healthy kind of coming together, a kind of compromise, I am concerned that the Department of National Defence, such as we see in the various strategic studies institutes, will tend to come to conclusions that peace and security are best served, and sometimes even only served, through military strength.

Of course, this is the great philosophical debate that has captured the minds and imaginations of so many millions, that we have reached a time, as Einstein said, when everything has changed except our thinking—and now the thinking of millions of people is changing. We are talking about security through disarmament, where for all of human history prior, the only road to security was through armament. This is so new, so revolutionary, that it is very hard for people to deal with and you fear that the least qualified people to turn this philosophical corner are those with a vested interest in the military establishment.

Mr. Laniel: One last question, Mr. Chairman. You suggest that the institute should be completely independent from government. But the mere fact that it is initiated by government, the fact that it will be financed by Parliament, and you say 50% by National Defence and 50% by External Affairs, will that reflect on its international prestige? Are we trying to build something that will have some kind of a tarnished reputation before it starts?

Mr. Stark: You are wrong to say I recommended that it be completely independent of government. We have no quarrel with the appointment of the board, the chairperson and the executive director by Governor in Council or Cabinet. What we are suggesting, though, is that a prior short listing be done by an all-party group, probably this committee.

[Traduction]

la Défense. Je me demande s'il serait possible d'atteindre les objectifs visés par l'Institut international de la paix tout en étudiant en même temps la question de la défense. Est-ce que cela devrait exclure la possibilité de recourir à quiconque aurait une expérience dans le domaine de la défense? Selon nous, ce genre de chose est facile à identifier. La question est de savoir si cela nuirait au prestige de l'Institut.

M. Stark: Je ne pense pas que cela nuirait au prestige de l'Institut, mais je crois que cela pourrait donner à l'Institut une inclination ou un penchant qui me soucierait quelque peu. On parle d'un Institut pour la paix et pour la sécurité, mais lorsqu'on en arrive au détail, ils disent:

... s'intéressant tout particulièrement à la défense, au contrôle des armements et au désarmement, dans cet ordre.

Cela m'inquiète, car je constate que la moitié du budget proviendra du ministère de la Défense nationale. Un examen des plus rapides des quotidiens vous fera remarquer que le ministère de la Défense nationale et le Mouvement pacifiste adoptent presque toujours des positions diamétralement opposées relativement aux questions de désarmement. Par conséquent, bien que je pense que des opinions contraires peuvent déboucher sur une entente très saine, un genre de compromis, je crains que le ministère de la Défense nationale, tel que nous le connaissons au travers des différents instituts d'études stratégiques, aura tendance à conclure que la paix et la sécurité seront le mieux servis, et peut-être uniquement servies par la force militaire.

Voilà, évidemment, le grand débat philosophique qui occupe l'esprit et l'imagination de millions de gens. Comme nous en sommes arrivés à une époque où, comme l'a dit Einstein, tout a changé sauf notre façon de penser, et la façon de penser de millions de gens est maintenant en train de changer. On parle maintenant de sécurité par l'intermédiaire du désarmement, tandis que auparavant, depuis les tout débuts de l'histoire humaine, le seul chemin qui menait à la sécurité c'était l'armement. Il s'agit d'un concept si nouveau, si révolutionnaire, que les gens ont du mal à suivre, et j'ai bien peur que les personnes qui sont le moins aptes à faire ce virage philosophique sont celles qui ont des intérêts dans l'establishment militaire.

M. Laniel: Une dernière question, monsieur le président. Vous dites que l'Institut devrait être tout à fait indépendant du gouvernement. Or, l'initiative vient du gouvernement, et l'Institut sera financé par le Parlement, selon une formule de partage 50-50 entre le ministère de la Défense nationale et le ministère des Affaires extérieures, comme vous l'avez souligné. Cela n'aura-t-il pas une influence sur son prestige international? Essayons-nous de construire quelque chose qui aura dès le premier jour une réputation ternie?

M. Stark: Vous avez tort de dire que j'ai recommandé que l'Institut soit tout à fait indépendant du gouvernement. Nous ne nous opposons aucunement à ce que les membres du conseil d'administration, le président et le directeur administratif soit nommé par le Cabinet ou par le gouverneur en conseil. Ce que nous proposons, cependant, c'est qu'une liste de candidats soit

[Text]

The Chairman: It would most likely be.

Mr. Stark: I am glad to hear that.

One of the concerns that I mentioned in this paper was that if the institute, as Mr. MacEachen said, is completely apolitical, if it has no ability to criticize government policy or to act as an advocate of certain policies, then how is it distinguishable from a Department of External Affairs or a Department of National Defence? What is left? You know, it is sort of neutered in effect. I think that would reflect very badly on its respectability.

Mr. Laniel: From your experience, do you see any like organization or institute in existence in other countries in the world at this time?

Mr. Stark: Not exactly analogous. There are other institutes, for instance the Center for Defense Information in Washington, D.C., which is not government financed.

• 2045

But these are former military people with a very high level of credibility in terms of the analyses they put forward, whose loyalty to America, to western values—in fact to the military—is never questioned, and yet who are capable of criticizing and consistently do criticize their own government's policies.

The only difference between them and this institute is that this institute would be slightly larger and would have money coming from government. But, as you know, our government has financed the native peoples for the very purpose of taking the government to court. I think it is one of the few acts of true largess in our government's history and I see no reason why...

The Chairman: Oh no, there are many more than that.

Mr. Stark: Well, maybe my counting is...

The Chairman: On the language issue, and the Secretary of State is financing quite a lot of organizations that do the same.

Mr. Stark: Well, I would suggest that they do similarly with the constitutional battle over the cruise missile.

Mr. Laniel: You should speak more loudly.

The Chairman: I interrupted you so you could put these views on the record. I have no objection to that. I am only chairing.

Mr. Stark: What I am saying is that I see everything positive about government financing an institution and naming the board but leaving them room to criticize constructively the policies of the government that finances it.

[Translation]

préparée à l'avance par un groupe ou serait représenté tous les partis politique, vraisemblablement le Comité ici réuni.

Le président: Ce serait probablement le cas.

M. Stark: Je suis ravi de l'entendre.

L'un des problèmes que j'entrevois est que je mentionne dans mon document, et M. MacEachen en a d'ailleurs parlé, c'est que si l'Institut est complètement apolitique, s'il ne peut pas critiquer les politiques du gouvernement ni appuyer certaines autres politiques, alors comment se différencierait-il du ministère des Affaires extérieures ou de celui de la Défense nationale? Que lui resterait-il? L'institut serait en quelque sorte castré. Je pense que cela nuirait beaucoup à sa respectabilité.

M. Laniel: Connaissez-vous un organisme ou un institut semblable qui existe à l'heure actuelle dans un autre pays?

M. Stark: Je ne connais pas d'organisme qui soit véritablement analogue. Il existe certains instituts, par exemple le *Center for Defense Information* à Washington, qui n'est pas financé par le gouvernement.

Mais il s'agit d'anciens militaires qui ont beaucoup de crédibilité, à cause des analyses qu'ils ont faites, et dont la loyauté envers l'Amérique, envers les valeurs occidentales, et d'ailleurs, envers le secteur militaire, n'a jamais été mises en cause. Or, ces personnes peuvent critiquer les politiques de leur propre gouvernement, elles le font d'ailleurs régulièrement.

La seule différence entre ces organismes est l'institut qui est envisagé ici c'est que ce dernier serait légèrement plus grand et il obtiendrait de l'argent du gouvernement. Mais, comme vous le savez, notre gouvernement a fourni aux autochtones une aide financière qu'il leur a permis de lui faire un procès. Je pense qu'il s'agit-là de l'un des rares véritables actes de largesse que l'on puisse reconnaître au gouvernement depuis les tous débuts de l'histoire du Canada, et je ne vois aucune raison pour laquelle...

Le président: Oh non, il y a bien d'autres exemples encore.

M. Stark: Peut-être que je ne compte pas très bien...

Le président: Il y a la question linguistique, et le Secrétariat d'État finance tout un tas d'autres organismes qui s'adonnent à des activités du même genre.

M. Stark: Dans ce cas, je proposerais qu'ils en fassent de même avec le débat constitutionnel au sujet du missile Cruise.

M. Laniel: Vous devriez parler plus fort.

Le président: Je vous ai interrompu afin que vos propos puissent figurer au procès-verbal. Je ne m'y oppose aucunement. Je ne fais que présider la réunion.

M. Stark: Tout ce que je veux dire c'est qu'il est tout à fait positif, à mes yeux, que le gouvernement finance un institut et qu'il nomme les membres du conseil d'administration de ce dernier, tout en permettant à l'institut de critiquer de façon constructive les politiques du gouvernement qui le finance.

[Texte]

Mr. Laniel: Thank you.

Mr. Stark: You are welcome.

The Chairman: A supplementary by Dr. Hudecki, and then I will call on our friend from Ploughshares.

Mr. Hudecki: I am just a little disappointed that you are questioning the reason why the Department of Finance are expected to fund partially the institute.

Mr. Stark: Do you mean the Department of Defence?

Mr. Hudecki: Why the Department of Defence is asked to finance part of the institute. I would think you would have enough confidence in the institute that there would be less and less need for the military and there would be more money available out of the DND envelope.

Mr. Stark: I have no objection to DND funding the institute. In fact, I support the Waldheim proposal, which is to the effect that 0.1% of military expenditures be dedicated to disarmament education, research and information. I am concerned about whether or not the Department of National Defence will steer the institute's work away from peace, away from disarmament and toward the kinds of conclusions that come from strategic studies, which are generally to the effect of supporting the peace through strength ideology, which I reject.

Mr. Hudecki: No, I think the plan—and it is articulated in the Act—is that this will be completely beyond the control of any department of government. The hope is and the intention is that it will be completely independent.

Just a last question. I was just wondering what is your concept of an ideal security. I often looked at Costa Rica as being a country without an army, without any armed forces, and that that would be an ideal country, that this particular military feature of it would deter other people from attempting to attack it and to use it from military points of view. Yet here, lo and behold, it is now a sort of field or setting from which military operations are being initiated. What would your concept be, then, of an ideally secure country, which is the ultimate goal?

Mr. Stark: Well, I am quite the pessimist about the imperfections of this world, but if I had to reduce it to a concept I guess the closest I have ever seen was the historic agreement in principle between the United States and the Soviet Union, subsequently adopted unanimously in the General Assembly of the United Nations, for general and complete disarmament, which allowed for and in fact tacitly supported the need to maintain adequate conventional forces both for some internal purposes... uprisings, natural disasters—but also for self-defence within a collective security agreement. I agree with the Parliamentarians for World Order, with Einstein, with Sakharov, with—who wrote *Fate of the Earth*?...

[Traduction]

M. Laniel: Merci.

M. Stark: De rien.

Le président: M. Hudecki aimerait poser une question supplémentaire, après quoi je céderai la parole à notre ami qui représente le groupe Ploughshares.

M. Hudecki: Je suis quelque peu déçu de constater que vous vous interrogez au sujet des raisons pour lesquelles on s'attend à ce que le ministère des Finances finance, au moins en partie, l'institut.

M. Stark: Vous voulez parler du ministère de la Défense?

M. Hudecki: Oui, pourquoi on demande au ministère de la Défense de financer une partie des activités de l'institut. J'aurais pensé que vous auriez fait davantage confiance à l'institut et que vous vous seriez attendu à ce que l'on ait de moins en moins besoin des militaires et à ce qu'il y ait de plus en plus d'argent disponible dans l'enveloppe du ministère de la Défense nationale.

M. Stark: Je ne m'oppose aucunement à ce que le ministère de la Défense nationale finance l'institut. J'appuie d'ailleurs la proposition Waldheim, qui veut que 0.1 p. 100 des dépenses militaires soient consacrées à des activités d'éducation, de recherche et d'information en matière de désarmement. Tout ce que je crains, c'est que le ministère de la Défense nationale éloigne le travail de l'institut de la question de la paix et du désarmement, pour l'entraîner vers des conclusions qui découlent d'études stratégiques et qui appuient en général l'idéologie qui veut que la paix vienne grâce à la force, idéologie que je refuse.

M. Hudecki: Non, je pense que le plan—et cela est stipulé dans la loi—c'est que tout cela sera bien en dehors du contrôle d'un quelconque ministère gouvernemental. L'espoir et l'intention sont que l'institut sera tout à fait indépendant.

Une dernière question. Je me demande ce qui constituerait selon vous une situation idéale en matière de sécurité. Prenons le Costa Rica, par exemple, un pays qui n'a pas d'armée, qui n'a pas du tout de forces armées. C'est peut-être la solution idéale, dans ce sens que cette absence de toute force militaire découragerait les autres d'essayer de l'attaquer ou de s'en servir à des fins militaires. Or, voici que ce pays est maintenant une base à partir de laquelle sont montées des opérations militaires. Quel serait selon vous un pays idéal sur le plan sécurité? Quel devrait être l'objectif final?

M. Stark: Je suis plutôt pessimiste, compte tenu des imperfections de notre monde, mais si je devais ramener cela à un concept, je suppose que la formule qui se rapprocherait le plus de l'idéal serait celle qui a été utilisée lors de la négociation historique de l'accord de principe survenu entre les États-Unis et l'Union soviétique, et qui a par la suite été adopté à l'unanimité lors de l'assemblée générale des Nations Unies, qui visait le désarmement général et total, et qui appuyait d'ailleurs le besoin de maintenir des forces conventionnelles adéquates à des fins internes—lors de catastrophes naturelles, de manifestations, etc., ainsi qu'à des fins d'auto-défense, ce dans le cadre d'une entente de sécurité collective. Je suis d'accord avec les parlementaires pour l'ordre mondial, avec

[Text]

A Witness: I think it was Jonathan Schell.

Mr. Stark: —Jonathan Schell—that one component of a secure world—and it is hard to envisage a secure nation without a secure world—is to look at the strengthening of the United Nations structure because historically we only have two ways of resolving conflict.

• 2050

Either we fight it out or we go to a court of law. And until the world court and the United Nations structure has the sufficient clout to enforce compromises, then I fear we are stuck with war, and if we are stuck with war much longer, we are going to be stuck with nuclear war.

Mr. Hudecki: But you are agreeing to the necessity for arms to a degree and the question is to what degree?

Mr. Stark: To the dismay of my pacifist friends, yes.

Mr. Hudecki: Thank you.

The Chairman: Thank you very much both Mr. Wilkinson and Mr. Stark.

Mr. Stark: My pleasure.

The Chairman: Hopefully, some of your views may be reflected in some of the final version of Bill C-32.

Thank you.

Mr. Murray Thomson is no stranger to this committee either. We have had the pleasure of listening to him before and we made our extensive study on peace and disarmament. He is back tonight to give us a brief on Bill C-32.

Again, I will ask my colleagues if at all possible to be helpful for our final study of the clause-by-clause of Bill C-32, if they would address themselves as much as possible to the subject matter.

So, Mr. Thomson will speak on behalf of Project Ploughshares. As you know Mr. Thomson is Education Co-ordinator.

Mr. Murray M. Thomson (Education Co-ordinator, Project Ploughshares): Thank you very much, Mr. Chairman.

I have submitted a brief brief which takes only six minutes to read and if you will . . .

The Chairman: I have already read it.

Mr. Thomson: You have already read it.

Would it be of use if I went over it?

The Chairman: Yes. Yes.

[Translation]

Einstein, avec Sakharov, avec . . . qui a écrit *Fate of the Earth*?

Un témoin: Je pense que c'était Jonathan Schell.

M. Stark: . . . Jonathan Schell . . . qui disent qu'un des éléments nécessaires à la sécurité mondiale—il est difficile d'envisager la sécurité d'un pays sans qu'il y ait une sécurité mondiale—c'est de regarder du côté du renforcement de la structure des Nations Unies, car, si nous nous appuyons sur notre histoire, nous n'avons réglé les différents conflits que de deux façons.

Nous nous trouvons alors devant l'alternative soit de nous battre, soit de nous adresser à un tribunal. Et tant que le tribunal mondial et les Nations Unies n'auront pas suffisamment de poigne pour imposer les compromis, je crains qu'il ne nous reste d'autres recours que la guerre, et si celle-ci se prolonge encore, elle dégénérera en guerre nucléaire.

M. Hudecki: Mais vous reconnaissez la nécessité, dans une certaine mesure, de nos armées, la question étant de savoir dans quelle mesure?

M. Stark: Je le reconnais, à la plus grande consternation de mes amis pacifistes.

M. Hudecki: Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie tous deux, messieurs Wilkinson et Stark.

M. Stark: J'en suis honoré.

Le président: J'espère que la version définitive du projet de loi C-32 reflètera certaines de vos opinions.

Je vous remercie.

M. Murray Thomson n'est pas non plus un inconnu pour nous. Nous avons déjà eu le plaisir de l'entendre devant ce Comité lorsque nous avons procédé à une étude approfondie de la paix et du désarmement. Il revient ce soir nous donner son avis sur le projet de loi C-32.

Je vais de nouveau demander à mes collègues de bien vouloir, dans toute la mesure du possible, s'en tenir au sujet afin que nous puissions en tirer des lumières pour l'étude article par article du projet de loi C-32.

M. Thomson va donc prendre la parole au nom de *Project Ploughshares* (projet soc de charrue). Vous savez certainement que M. Thomson est coordonnateur d'éducation.

M. Murray M. Thomson (coordonnateur d'éducation, Project Ploughshares): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

J'ai présenté un exposé très succinct qui ne me prendra que six minutes à lire et si vous voulez bien . . .

Le président: Je l'ai déjà lu.

M. Thomson: Ah, vous l'avez déjà lu.

Voulez-vous que je le reprenne?

Le président: Certainement.

[Texte]

Mr. Thomson: It is part of the introduction.

The Chairman: It will be, in any case, reprinted as tabled.

Mr. Thomson: All right.

Well, as I have said, and I am sure others have said, we welcome this opportunity to comment on Bill C-32 and we congratulate the government and the leaders of the opposition parties for taking initiative in supporting it.

This brief has focused on just one aspect of the Bill, and that is the statement of purpose. It will propose that an amendment be made in the wording of the Act. And so, to provide perspective on why the amendment is proposed, the brief discusses four assumptions: two on the nature of peace and security, and two related to how the institute might best contribute to worldwide efforts now underway towards their realization.

So, I suppose the basis for the discussion in terms of the validity or not, at least partly so, of the proposed amendment is on whether or not one agrees with these assumptions or to what extent or whether other assumptions have been left out.

The first assumption which the brief suggests is that the solutions to all of the major global issues today are inter-related, interconnected.

The brief has identified five of them which obviously overlap: disarmament, equitable development, human rights, the environment and security.

It quotes from the final document from the First Special Session, which stated that members of the UN are fully aware that peace, security and economic and social development are indivisible. And one could, of course, quote many similar statements, but the assumption then follows the need to include these major issues and their linkages on the agenda of the proposed institute.

So, that is the first assumption.

The second assumption is that security has social, economic and political as well as military components. And security, in the opinion of the brief, has at least as many non-military components as it does military.

Indeed, the linking of security exclusively with military strength is being challenged today as never before. One of the recommendations of the Brandt commission's 1980 Report stated that the world needs a more comprehensive understanding of security which would be less restricted to the purely military aspects.

• 2055

From the introduction of the final document referred to above, the accumulation of weapons, particularly nuclear weapons, today constitutes much more a threat than a protection for the future of mankind.

[Traduction]

M. Thomson: Cela fait partie de l'introduction.

Le président: De toute façon, il sera reproduit tel qu'il a été déposé.

M. Thomson: Très bien.

Je voudrais vous dire avant tout—d'autres vous l'ont dit, j'en suis sûr—combien nous sommes heureux d'avoir été invités à commenter le projet de loi C-32. Nous félicitons le gouvernement et les chefs des partis d'opposition d'avoir décidé de l'appuyer.

Ce mémoire porte sur un seul aspect du projet de loi, à savoir la déclaration d'intention. Nous proposons de modifier le libellé de cette loi et pour vous expliquer pourquoi nous proposons cet amendement, le mémoire étudie quatre hypothèses: deux sur la nature de la paix et de la sécurité, et deux sur les meilleurs moyens, pour l'Institut de contribuer aux efforts déployés actuellement dans le monde pour l'instauration de la paix et de la sécurité.

Toute discussion sur la validité, partielle tout au moins, du projet d'amendement dépendra donc de l'assentiment donné à ces hypothèses ou de la mesure de crédit qu'on leur accorde, ou de l'omission d'autres hypothèses.

La première hypothèse avancée dans notre mémoire c'est que les solutions à tous les principaux problèmes mondiaux actuels sont imbriquées, interdépendantes.

Le mémoire en a cerné cinq qui, de toute évidence, se chevauchent: le désarmement, une saine expansion, les droits de la personne, l'environnement et la sécurité.

On y trouve une citation du document publié en conclusion de la Première session spéciale, aux termes duquel les membres des Nations Unies sont pleinement conscients du caractère indivisible de la paix, de la sécurité et du développement social et économique. D'autres citations auraient pu bien, bien entendu, être données, mais cette hypothèse dérive de la nécessité de faire figurer ces questions capitales ainsi que leur corollaire à l'ordre du jour de l'Institut en question.

C'est donc là notre première hypothèse.

La deuxième hypothèse, c'est que la sécurité comporte des éléments sociaux, économiques et politiques aussi bien que militaires et à nos yeux, les éléments non militaires égalent pour le moins les éléments militaires.

En effet, à notre époque plus que jamais, nous sommes obligés de remettre en question le fait de s'appuyer uniquement, pour la sécurité, sur la force militaire. Aux termes de l'une des recommandations du rapport de la Commission Brandt de 1980, le monde a besoin de donner à la notion de sécurité une signification plus vaste, moins limitée à des aspects purement militaires.

Il semblerait d'après l'introduction du dernier document auquel on a fait allusion plus tôt, que l'accumulation d'armes, surtout d'armes nucléaires, constitue aujourd'hui beaucoup plus une menace qu'une protection pour l'avenir de l'humanité.

[Text]

So for millions of people today security is a question of human rights; of protection from weapons; and for millions more a decent chance to earn a living. For all of us, security begins with the state of our environment and the opportunity to drink safe water and breathe clean air.

I think one could spell out this assumption in many ways, but I think it is an important one when one examines the amendment which has been suggested.

The third assumption, then, is in the search for solutions to social issues the functions of research, education, and advocacy belong together. Research is most useful when it informs action, and action is best when based on reliable research. I have used the example of the Antigonish Movement, led by Father Coady and some other great Canadians. This is based entirely on the principle of study action. How do you organize, familiarize, poor fishermen who are not making a livelihood because of the very low price of fish? How do you help them to help themselves? The study action principle was a basic one to that movement, and it has made a major contribution not only in Canada but all over the world, to the understanding of development of co-operatives in Canada. Again, one could think of many other examples of this particular principle. So it is suggested that the action component includes programs of continuing education so that those involved are better able to understand and bring about the changes desired.

The attainment of peace and security will more likely be realized when the components of research, education, and advocacy for changing existing policies are accepted as one continuous process. This was recognized when world leaders, including representatives from Canada, adopted the Final Document at the conclusion of UNSSOD I. Though it called for research in such problem areas as the social and economic effects of the arms race, the Final Document devoted 10 paragraphs to the means for mobilizing world public opinion on behalf of disarmament.

The UN's World Disarmament Campaign was launched by the second special session in 1982, and about the only practical result of that special session, together with the reaffirmation of the Final Document, has as its objective to inform, to educate, and to generate public understanding and support for the UN's disarmament objectives and priorities. So again, that is an important assumption, if one agrees with the validity of the proposed amendment.

Finally, it suggests that in the search for peace and security the United Nations plays a central role. Efforts towards peace and security can never be confined within national borders. Rather, they should be seen as part of the ongoing United Nations processes, in which Canada has been intimately involved for the last 40 years.

[Translation]

Des millions d'êtres humains aujourd'hui voient la sécurité comme une question qui relève des droits de la personne. Je parle de protection contre les armes. Des millions d'êtres humains y voient une meilleure chance de gagner leur vie. La sécurité commence pour nous tous par l'état de notre environnement et la possibilité de boire de l'eau saine et de respirer de l'air pur.

Il y a plusieurs façons de décrire cet état de chose, mais j'estime que l'amendement proposé reflète clairement la situation.

La troisième hypothèse concerne donc la recherche de solutions aux problèmes sociaux, les activités de recherche, d'éducation et de lutte pour faire valoir nos droits étant toutes reliées. La recherche est plus utile lorsqu'elle précède l'action et l'action est plus valable lorsqu'elle se fonde sur une recherche fiable. J'ai utilisé l'exemple du mouvement Antigonish dirigé par le Père Coady et d'autres Canadiens de renom. Son mouvement est entièrement fondé sur le principe de l'action justifiée. Comment organiser et familiariser les pauvres pêcheurs qui ne réussissent pas à subvenir à leurs propres besoins à cause du très faible prix du poisson? Comment les aider à s'aider eux-mêmes? Ce principe est à la base de ce mouvement qui a apporté une contribution importante non seulement au Canada mais dans le monde entier à la compréhension de l'élaboration du mouvement des coopératives au Canada. Il existe beaucoup d'autres exemples de ce principe de base. Cette approche comprend des programmes d'éducation permanente pour aider les intéressés à mieux comprendre et à apporter les changements souhaités.

La réalisation des objectifs de paix et de sécurité ne se matérialisera que lorsque les éléments de recherche, d'éducation et de lutte visant à modifier les politiques existantes seront reconnus comme étant un processus continu. Cela se produira lorsque les grands dirigeants, y compris les représentants canadiens, adopteront un document définitif à la fin de la Conférence des États-Unis sur le désarmement, UNSSOD I. Même s'ils parlent de la nécessité d'effectuer des recherches dans des domaines problèmes comme les incidences sociales et économiques de la course aux armements, le document définitif consacre 10 paragraphes aux moyens de mobiliser l'opinion mondiale en faveur du désarmement.

La campagne mondiale sur le désarmement des Nations-Unies a été lancée à la deuxième séance spéciale en 1982 et ses seuls résultats concrets ont été la réaffirmation du document définitif et la confirmation de ses objectifs d'information, d'éducation et de promotion de la compréhension et de l'appui du public eu égard aux objectifs et aux priorités de désarmement des Nations-Unies. Il s'agit donc encore une fois d'une supposition importante si l'on reconnaît la validité de l'amendement proposé.

Et on prétend à la fin que les Nations Unies jouent un rôle de premier plan pour ce qui concerne la recherche de la paix et de la sécurité. Les efforts en matière de paix et de sécurité ne devraient pas être limités par des frontières géographiques. Ils devraient plutôt être perçus comme faisant partie intégrante des processus permanents des Nations Unies auxquels participe étroitement le Canada depuis 40 ans.

[Texte]

I have read a good deal of the material relating to this institute. I have read the correspondence—extremely interesting correspondence... between the Prime Minister and the Leader of the Opposition, and the several talks and debates and discussions which have been recorded in Hansard. I found no reference to the UN Charter, which has, after all, been the basic document to do with peace and security in the world since 1945, and no reference to either the First or the Second Special Sessions on Disarmament. Yet the Final Document, which issued from the first session, and which was reaffirmed at the second, by consensus, is the major and only blueprint available to the world today for which there is general support. It is not the greatest of blueprints, but it is the only one we have; and it is the only one which was hammered out after six weeks of very strenuous debate and disagreement until finally a consensus, with the exception of Albania, was achieved. The 70 paragraphs which comprise the program of action—70 out of about 130 paragraphs—offer, it seems to us, a solid base from which institutes devoted to peace and security can be guided in establishing their priorities and their programs of activity.

Since the Final Document was accepted by consensus six years ago, a number of authoritative and generally accepted commissions and expert groups have issued their reports. Three years after the Brandt Commission published its first report, a second report from the Brandt Commission appeared in 1983—you remember, a year ago when Willy Brandt and his commission were here. In *Common Crisis* Brandt recognized in even stronger terms than in 1980—this was the second one—the linkage between the arms race and:

• 2100

... the grim political and economic confusion engulfing our societies everywhere.

In 1981 a UN study on the relationship between disarmament and development, chaired by Sweden's Inga Thorsson, made nine recommendations for research, education and action by the UN itself, by governments and by nongovernmental organizations to implement. And those studies were popularized, you recall, in the book *Safe and Sound* which Clyde Sanger, who is sitting over there, was the author of and which was financed by the Government of Canada. It has become something of a bestseller in disarmament circles.

In 1982 the Independent Commission on Disarmament and Security Issues, headed by Olof Palme, issued its report. Now, the interesting thing, and I think the important thing, is that the conclusions and recommendations of all these reports are both complementary and mutually supportive. They reinforce the *Final Document's Programme of Action*. And each one puts forward proposals requiring follow-up research, a great deal of public education, and major changes in both the policies and practices of governments.

So Mr. Chairman, on those four assumptions the following amendment has been suggested to Clause 4—*Purpose*:

[Traduction]

J'ai lu beaucoup de documentation au sujet de cet institut. J'ai lu les échanges de correspondance extrêmement intéressants entre le Premier ministre et le Chef de l'Opposition et j'ai suivi les nombreuses rencontres, débats et discussions qui figurent dans le Hansard. Je n'y ai vu aucune allusion à la Charte des Nations Unies qui constitue après tout le document de base en matière de paix et de sécurité dans le monde depuis 1945 ni à la première ou à la seconde séance spéciale sur le désarmement. Cependant, le document définitif qui émane de la première session et qui a été confirmé à la seconde par consensus n'en demeure pas moins le seul programme disponible aujourd'hui ayant reçu l'appui général. Ce n'est peut-être pas le meilleur programme, mais c'est le seul que nous ayons; et c'est le seul à avoir été élaboré après six semaines de débats soutenus et de conflits jusqu'à ce qu'on réalise enfin le consensus avec l'exception de l'Albanie. Les 70 paragraphes qui décrivent le programme d'action—70 paragraphes sur 130—proposent à notre avis une base solide capables de guider les instituts à mission de paix et de sécurité dans l'établissement de leurs priorités et de leurs programmes d'activités.

Depuis qu'un document définitif a été accepté par consensus il y a six ans, nos commissions et des groupes d'experts compétents et de renom ont publié leurs rapports. Trois ans après que la Commission Brandt ait publié son premier rapport, elle a publié en 1983 un deuxième rapport—vous devez vous en souvenir, il y a un an lorsque Willy Brandt et sa commission sont venus ici. Dans *Common Crisis* Brandt confirmait en termes encore plus forts qu'en 1980—c'était le deuxième rapport—le lien entre la course aux armements et:

... la sombre confusion politique et économique dans laquelle semblent partout nos sociétés.

En 1981, une étude des Nations Unies sur les rapports entre le désarmement et le développement, présidée par la suédoise Inga Thorsson, faisait neuf recommandations sur les mesures tant en matière de recherche que d'éducation à prendre par les Nations Unies elles-mêmes, les gouvernements et les organisations non gouvernementales. Vous vous souviendrez que ces études ont été vulgarisées dans le livre *Safe and Sound* écrit par Clyde Sanger qui se trouve ici même et financé par le gouvernement du Canada. Il est devenu un des livres de chevet des groupes pour le désarmement.

En 1982, la Commission indépendante sur le désarmement et les questions de sécurité dirigée par Olof Palme a publié son rapport. Or, la chose intéressante et à mon avis importante, est que les conclusions et les recommandations de tous ces rapports sont à la fois complémentaires et mutuellement corollaires. Elles renforcent le *Final Document's Programme of Action*. Chacune avance des propositions nécessitant des travaux de recherche, l'éducation poussée du public et le changement fondamental des politiques et des pratiques des gouvernements.

Monsieur le président, sur la base de ces quatre hypothèses, nous proposons donc l'amendement suivant à l'article 4—*Mission*:

[Text]

The purpose of the Institute is to increase knowledge and understanding of the issues relating to peace and security, with particular emphasis on disarmament, development and defence and their inter-connections.

Towards this end the Institute shall:

- a) foster, fund and conduct research on and promote scholarship in matters relating to international peace and security;
- b) collect and disseminate information, encourage discussion and other means of public education on the issues of peace and security;
- c) encourage public involvement in the search for a more peaceful and secure world consistent with the priorities and programme of action established by the United Nations at its First and Second Special Sessions on Disarmament.

So in summary what I am suggesting is that without a great deal of change in the statement of purpose, and by putting some of the phrases together in particular paragraphs... putting the emphasis on disarmament and development, but including defence, making specific and explicit the function of public education, which is assumed in the existing wording when it mentions public discussion... By making it explicit, because it is an inevitable part of the process, and adding the aspect of public participation or public involvement, as a necessary part of the function, it seems to me that you are strengthening the purposes of the institute, you are providing it with a scope, and you are also tying it in with the major threads and thrusts which the United Nations—through its efforts and through the support of documents, such as the Brandt, Thorsson and Palme commissions—has provided to us.

It seems to us that this would indeed make a unique contribution on the part of a Canadian institute to the international effort in the search for peace and security.

Thank you for that.

The Chairman: Thank you very much.

This afternoon the Voice of Women also suggested an amendment for the purpose—if I can find it.

They said:

The purpose of the Institute is to increase knowledge and understanding...

How would you react to that?

Mr. Hudecki: The same two words.

Mr. M. Thomson: They put understanding too?

The Chairman: I think you saw each other.

Mr. M. Thomson: No, as a fact we did not see each other's briefs.

The Chairman: That is great. Therefore at least you have already one out of two that supports that. It will make our task easier.

[Translation]

L'institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité, particulièrement en matière de désarmement, de développement et de défense et leur interdépendance.

Dans ce but l'institut doit:

- a) stimuler et subventionner les recherches et les travaux de hauts niveaux en matière de paix et de sécurité mondiales;
- b) recueillir et diffuser les informations, encourager la discussion et les autres moyens d'éducation publique sur les questions relatives à la paix et à la sécurité;
- c) encourager la participation du public dans la quête d'un monde plus pacifique et plus sûr conforme aux priorités et aux programmes d'action arrêtés par les Nations Unies lors de sa Première et de sa Deuxième session spéciales sur le désarmement.

En résumé, je propose, sans grand changement dans l'énoncé de la mission et en regroupant différemment le contenu des alinéas—en mettant l'accent sur le désarmement et le développement, mais en incluant la défense, en précisant et en explicitant la fonction d'éducation du public qui est sous-entendue dans le libellé actuel qui parle de débats publics... en l'explicitant parce que c'est une partie inévitable du processus et en ajoutant le concept de la participation du public comme élément nécessaire à cette fonction, il me semble qu'on renforce les missions de cet institut, qu'on lui fournit un cadre et qu'on le rattache aux initiatives des Nations Unies dus à ces efforts et à des documents tels que ceux des commissions Brandt, Thorsson et Palme.

Il nous semble qu'ainsi l'Institut canadien apporterait une contribution unique à l'effort international de quête pour la paix et la sécurité.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Cet après-midi la Voix des femmes a également proposé un amendement à la mission—si je peux le trouver.

Elles disaient:

L'institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension...

Qu'en pensez-vous?

M. Hudecki: Ces deux mots sont identiques.

M. M. Thomson: Elles ont également ajouté compréhension?

Le président: Vous avez dû vous rencontrer.

M. M. Thomson: Non, elles n'ont pas vu notre mémoire et nous n'avons pas vu le leur.

Le président: Excellent. Cela fait déjà deux, notre tâche en sera facilitée.

[Texte]

[Traduction]

• 2105

Dr. Hudecki, on the Bill if possible, followed by ... Pardon, this time it is Mr. Laniel.

Mr. Laniel: Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Je remercie les interprètes.

M. Laniel: Pardon?

The Chairman: I said thanks to the translation. I am listening always. I try to be everywhere.

Mr. Laniel: I am wondering, Mr. Chairman, addressing myself to our witness, if this amendment would not have a tendency to dilute the objective, although in the mind of Mr. Thomson it tends to indicate that it should complement it. But I am wondering if, by adding particularly to the purpose the preoccupation about development ... Development is a very, very wide question, and human rights has all kinds of implications. Of course, environment can be related to war and things like that, but I am wondering if that proposal would not have the effect of really, as we say in French, drowning the fish in the sense of the objective or the purpose of the institute.

In my mind, there could be other means of examining those questions, but in mixing disarmament, development and human rights under the purpose of an Institute for International Peace and Security, I think we try to add a little too much. That will not be that helpful to the institute.

So I would like your comment. At the same time, in your amendment when you refer to public education, am I to understand that this institute should undertake a program, a means by which they will try not only to inform the public or mobilize an élite or concerned people or concerned organizations, but they will do some public promotion and try to mobilize the population. In my mind, again, I am worried about this kind of action, which to my mind belongs more to those public movements whose purpose is mobilization on one subject and then on another subject.

So these are my concerns at this point, and I would like your comments.

Mr. M. Thomson: I understand it and I also am concerned about the immensity of the task which is before us and which, of course, would be for such an institute with such objectives.

My starting place is with the world-wide effort by Canada and 150 other states to try to come to grips with the arms race, in this case, and all that the arms race implies. As I mentioned, for six weeks at the 1978 special session, that is what the 155 delegates did, together with all their staff. They prepared for it for a year and a half in advance.

But out of that special session came a number of proposals for movement towards disarmament, and one of the major areas was the realization on the part of many people that there

Docteur Hudecki, tenez-vous en au projet de loi si possible. Ensuite, vous serez suivi de ... excusez-moi, cette fois la parole est à M. Laniel.

M. Laniel: Merci, monsieur le président.

The Chairman: I thank the interpreters.

Mr. Laniel: Pardon me?

Le président: Je viens de remercier les interprètes, car j'écoute toujours. J'essaie d'être partout à la fois.

M. Laniel: Monsieur le président, à l'intention de notre témoin, j'aimerais savoir si cette modification ne pourra pas diluer quelque peu l'objectif, même si d'après M. Thomson, elle le complètera plutôt. Cependant, le fait d'ajouter la préoccupation relative au développement me paraît un peu problématique ... en effet, le développement est une question très, très vaste, et les droits de la personne ont toutes sortes de ramifications. Bien entendu, on peut établir un lien entre l'environnement et la guerre, faire ce genre de rapprochement, mais je me demande si la proposition n'aura pas plutôt pour effet de noyer le poisson comme nous disons, c'est-à-dire d'émousser quelque peu l'objectif que doit atteindre la création de l'institut.

A mon avis, il y a d'autres façons d'étudier ces questions, mais lorsque nous associons désarmement, développement et droits de la personne et les faisons relever d'un institut chargé d'étudier la paix et la sécurité sur le plan international j'estime que nous en faisons un peu trop. Cela n'aidera pas l'institut.

J'aimerais donc savoir ce que vous en pensez. En même temps, lorsque vous mentionnez l'éducation du public dans votre amendement, cela signifie-t-il que l'institut doit entreprendre un programme en ce sens, c'est-à-dire s'efforcer non seulement de renseigner le public ou de mobiliser une élite de personnes ou d'organisations, mais également de faire un peu de prosélytisme et d'essayer de mobiliser la population aussi. Encore une fois, à mon avis, ce genre d'entreprise me préoccupe, car elle ressortit davantage aux mouvements publics, dont le but est de mobiliser les gens sur une question à la fois, puis sur une autre.

J'aimerais maintenant savoir ce que vous pensez de mes considérations.

M. M. Thomson: Je les comprends, et pour ma part, je suis également préoccupé par l'immensité que représente, pour moi et pour un institut ayant de tels objectifs, la tâche qui nous attend.

Mon point de départ est l'effort mondial entrepris par le Canada et 150 autres pays afin d'affronter la course aux armements et tout ce qu'elle sous-entend. Comme je l'ai déjà dit, lors de la session spéciale de 1978, c'est ce que les 155 délégués et leur personnel ont fait pendant six semaines. Ils avaient préparé leur dossier un an et demi d'avance.

Cette session spéciale eut pour résultats la présentation d'un certain nombre de propositions relatives au désarmement, et l'un des progrès les plus importants qu'on réalisa fut que bon

[Text]

is a very definite linkage between the problems of disarmament and development, and that one could not begin to solve the problems of development until the arms race was brought under control. As a result, you have this very extensive study—45 studies. In fact, there is a summary of 45 studies which took a lot of time to prepare and suggests further steps which should be taken.

• 2110

One obvious example here, it seems to all of us, is the whole area of economic conversion. If you were to bring about disarmament, you have to be concerned about the jobs which are involved. What do you do about those lost jobs? What kinds of economic conversion studies and plans are required? This then gets you into the economy and it gets you into an area which is very close to the field of development. That is just one example of the problem.

If you look at the impact of the arms race on the problems of poverty and regional conflict and so on, you also come to the realization that somehow or other those problems have to be tackled. And I am not suggesting that an institute of this kind would take on all of the problems. All I am suggesting in the brief is that one cannot deal with and understand adequately the problems of disarmament without also looking at the social and economic effects of the arms race. I am quoting from the final document and other sources who have said that. It is not my wisdom I am reflecting, it is the wisdom of many other people. And so, rather than dilute it, I think it would provide the institute with a much wider scope, from which it would have to make choices, as it would anyway. But it seems to me that the choices it would make would be closer to the realities of the problems than if they did not have that scope, if they did not have those choices.

Moreover, it seems to me that we should establish an institute in this country which could be imitated and perhaps improved by other countries. It seems to me again that it would be a major step forward if we recognized, structurally and organizationally in an institute with a lot of money behind it, what the experts have been concluding over the past three or four years, that you cannot deal with these questions in isolation; the interconnections have to be examined and studied and they have to be worked on.

That is a rather long answer to your question and I share your concern about the immensity of the task. But it seems to me that we could use our best wisdom to identify certain problems which Canada could work. I think it would enrich the institute tremendously and it would be something that many other people could draw on. They would also relate it to what I kind of call the main thrust of the efforts in the world now to come to grips with and to tame this beast which is threatening to swallow us all.

Mr. Laniel: Mr. Thomson, when we look at the result of the North—South dialogue and all the implications of the problems behind it, where we did not really achieve too much because of the complexity of the problem, this is the purpose of my question or my question mark. Unless it is a specialized

[Translation]

nombre de gens se rendirent compte qu'il y a un lien certain entre les problèmes liés au désarmement et le développement, c'est-à-dire qu'on ne peut commencer à résoudre les problèmes de développement, à moins que la course aux armements ne soit contrôlée. Comme résultat, vous avez cette étude très étendue, 45 études. À vrai dire, il s'agit d'un résumé de 45 études qui a pris énormément de temps et qui propose d'autres mesures à prendre.

Un exemple très évident ici, nous semble-t-il, à tous, se trouve dans le domaine de la conversion économique. Si vous voulez réaliser le désarmement, il vous faut tenir compte des emplois impliqués. Que faites-vous de tous ces emplois perdus? Quel genre de plans et d'études de conversion économique faut-il? Cela vous amène à cette question et nous fait aborder un domaine qui se trouve très proche de celui du développement. Ce n'est qu'un exemple de tout le problème.

Si vous étudiez les répercussions de la course aux armements sur les problèmes de la pauvreté, des conflits régionaux et ainsi de suite, vous vous rendez compte aussi qu'il faut régler ces problèmes d'une façon ou d'une autre. Je ne propose pas qu'un institut de ce genre devrait s'attaquer à tous ces problèmes. Tout ce que je dis dans le mémoire, c'est qu'on ne peut ni étudier ni bien comprendre les problèmes du désarmement sans aussi examiner les répercussions sociales et économiques de la course aux armements. Je cite le document final et d'autres sources à ce propos. Je ne vous fais pas part ici de ma sagesse, mais de la sagesse de beaucoup d'autres. Donc, plutôt que de diluer la chose, je crois que cela donnerait à l'institut des visées plus larges, à partir desquelles il pourrait faire certains choix, ce qu'il fera de toute façon. Mais il me semble que les choix effectués seraient beaucoup plus proche de la réalité que si on n'avait pas toute cette gamme de choix offerts.

De plus, il me semble que nous devrions créer dans ce pays un institut que d'autres pays pourraient imiter et peut-être dépasser. Il me semble encore une fois que nous ferions un grand pas si, par là la structure et à l'organisation d'un institut doté d'un financement plus généreux, nous reconnaissons la conclusion à laquelle en sont venus les experts depuis trois ou quatre années, c'est-à-dire qu'on ne peut traiter de toutes ces questions isolément qu'il faut examiner et étudier leurs liens réciproques.

C'est une réponse plutôt longue à votre question, je partage vos préoccupations sur l'immensité de la tâche. Mais il me semble que nous pourrions utiliser notre sagesse pour identifier certains problèmes auxquels le Canada pourrait s'attaquer. Je crois que cela serait énormément enrichissant pour l'institut et constituerait une source d'inspiration pour les autres. Il pourrait aussi faire le lien avec tous les efforts qui se font partout à travers le monde aujourd'hui pour s'attaquer à ce monstre qui menace de nous dévorer tous, et, à la fin, le mater.

M. Laniel: Monsieur Thomson, lorsque nous voyons les résultats du dialogue nord-sud et toutes les implications des problèmes que l'on retrouve derrière, nous constatons que ce dialogue ne nous a pas permis d'accomplir énormément à cause de la complexité du problème, c'est l'objet de ma

[Texte]

institution or institute organization that will concentrate on disarmament or on Central America and all that, when we look at peace in the world and security in the world it is easily seen as a problem for the two big blocs—the two big countries and the blocs surrounding them. Of course, I understand that you would not want the institute, in considering that problem, to forget about Central America or South America or South Africa and the Middle East and all that. And this is true. But do you feel that all those discussions that took place and brought about the *Final Document* or the first document were really that informed and involved in that kind of such a big problem? Is there not a danger that we can end up with pious vows and pious studies if we have a tendency to dilute, as I use the expression, the concern? And to my mind the greatest immediate concern is to progress in protecting the world against the big holocaust, at this moment.

• 2115

Mr. M. Thomson: Very briefly, I think the temptation is to look at the institute as a way of somehow coming up with fresh ideas—this has been used quite often—innovative notions, about somehow how to get the super powers under control. It is a problem out there, and it is somebody else's problem. I mean, it is somebody else who is causing the problem. Maybe we are a little bit a part of it, but it is essentially the super powers. If we can spend enough money and bring together enough experts and develop enough "world class specialists", we will somehow come up with some answers that can be addressed to that question.

I would suggest, although there is some truth in it, it is a misleading concept. And I say that simply because it seems to me the problem is very much our problem as well as the next country, whether it is the Americans or the Russians, and it is the problem of the Indians and the French and everybody. We do not have a system of security in the world which is working. Our development processes are in a shambles. When you look at the statistics of the numbers of malnourished people, and you look at the crises in which the countries are involved, those systems are not working. And I am suggesting that the starting point, I suppose, is to examine how we in Canada can contribute to the priorities that have been established by this little document and the program of action that is in here, and we can be serious about it; that is, we can put our priority here and not in that other.

There are two defence systems in the world today, essentially. There is that built around the United Nations and the UN Charter, the *Final Document* and so on, and there is the other one built around NATO and the Warsaw Pact. Whenever it comes to making the basic decisions about money and priority, the NATO-Warsaw Pact system wins the day.

Again, that beautiful example during the first special session. This is a great document with a wonderful plan, but it was not enacted, because during this *Final Document* our representatives, all of the western representatives, went off to

[Traduction]

question ou de mon point d'interrogation. À moins qu'il ne s'agisse d'un institut spécialisé ou d'un organisme qui concentrera ses efforts sur le désarmement ou l'Amérique centrale et tout le reste, lorsque nous songeons à la paix dans le monde et à la sécurité dans le monde, il est très facile de tout confondre en un seul problème qui se pose à deux blocs distincts: d'un côté, les deux super-puissances et, de l'autre, les autres petits blocs qui les entourent. Évidemment, je comprends fort bien que vous ne voudriez pas que cet institut, en étudiant ce problème, oublie l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud, le Moyen-Orient et tout le reste. Cela est vrai. Cependant, pensez-vous que toutes les discussions qui ont abouti à ce document final, ou au premier document, étaient bien éclairées et portaient précisément sur ce grave problème? À force de fragmenter, si je peux m'exprimer ainsi, le problème, ne risquons-nous pas de n'aboutir qu'à des vœux pieux? Mon principal souci, pour l'instant, est de réussir à mieux protéger le monde entier contre l'holocauste nucléaire.

M. M. Thomson: On est souvent tenté de considérer l'institut comme une sorte de pépinière de nouvelles idées, de concepts novateurs sur la façon de mieux contrôler les superpuissances. On a tendance à se dire que c'est elles qui sont à l'origine du problème, même si nous y sommes un peu pour quelque chose. On se dit que, si nous réussissons à avoir les fonds suffisants pour réunir un bon groupe de spécialistes très éminents, nous arriverons bien à trouver des réponses à ce problème.

Même s'il contient une part de vérité, un tel concept est à mon avis un peu trompeur. Je suis en effet convaincu que le problème est autant le nôtre que celui du voisin, que ce soit les Américains ou les Russes, les Indiens ou les Français. Le système par lequel nous cherchons à maintenir la sécurité dans le monde ne marche pas. Nos mécanismes d'aide au développement sont tout à fait inefficaces, à preuve les statistiques sur les pays où sévissent la famine et la malnutrition, sans parler des autres crises auxquelles ces pays-là sont en proie. À mon avis, il faudrait commencer par examiner comment le Canada peut sérieusement contribuer à la réalisation des priorités qui ont été arrêtées pour le plan d'action que contient ce petit document, et lorsque je dis sérieusement, cela signifie qu'il nous faudra respecter l'ordre de priorités en question.

De nos jours, on peut dire qu'il existe essentiellement deux systèmes de défense dans le monde. L'un s'inspire des Nations Unies et de la charte des Nations Unies, du «document final» etc., tandis que l'autre s'inspire de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Chaque fois que des décisions essentielles doivent être prises en matière de crédits et de priorités, c'est le système OTAN—Pacte de Varsovie qui l'emporte.

Nous en avons eu un exemple magnifique pendant la première session spéciale. En effet, le plan énoncé dans ce document est formidable, mais il n'a jamais été adopté parce qu'au cours du débat sur le «document final», nos représen-

[Text]

Washington and voted that 18% increase in military spending, which we are still a part of, and the Warsaw Pact followed suit and did the same thing. I do not know if it went up 18%, but it went up very high. And when the discussion about disarmament and whether we are testing the Cruise missile or not really gets serious, the argument is always for taking the position opposite to disarmament because of that NATO-Warsaw Pact system, because we are a part of NATO, etc. etc.

The United Nations Charter and the program of priorities in here is never mentioned. And again to me it is a remarkable thing that in the contributions to the discussion, and some of them are very good, in the House of Commons there is no mention of this defence system at all. None at all. People do not even know this Charter, this *Final Document*, and yet one of the recommendations for public education from UNSSOD I was precisely that this become well known around the world.

• 2120

Mr. Laniel: One last point. You did not, in all the replies you gave me, touch on your proposed amendment in which, in relation to dissemination and information and discussion, you include public education. How do you see that?

Mr. M. Thomson: Yes. Let us suppose that the institute takes as a major area of work the question of economic conversion, how Canadian industries and industries in other countries get converted from military purposes to civilian purposes. Let us say that is a major area. It is certainly one we could do something about because we have had the experience of conversion after the Second World War. If we did that, it would have research, educational and advocacy components to it.

First of all the research: how do you take Boeing of Canada, how do you take Litton, how do you take any number of industries that are geared up for producing military products to convert in the other direction? A lot of research and study is involved. A lot of education is involved: education of the workers, education of the managers, education of the general public. Why do this? What are the benefits? We know that the benefits are considerable if you convert \$1 billion of capital from military to civilian. We know that more jobs are involved. We know that it is less inflationary. However, the general public does not know that. A lot of public education is involved, and one can use UN, ultimately respectable, sources of information for that purpose.

It is that kind of linkage between the research and the education and the advocacy that it seems to me a respectable institute of this kind could very well be involved in.

[Translation]

tants, ainsi que tous les représentants de l'hémisphère occidental, ont adopté à Washington une augmentation de 18 p. 100 des dépenses militaires, et que les pays du Pacte de Varsovie nous ont ensuite emboîté le pas. Je ne sais pas si ces derniers ont adopté une augmentation de 18 p. 100 exactement, mais je sais qu'elle était très élevée. Lorsqu'on commence à discuter de désarmement et de nos engagements vis-à-vis des essais du missile Cruise, ce sont toujours les arguments contre le désarmement qui l'emportent étant donné notre affiliation au système OTAN—Parce de Varsovie, etc.

On ne parle jamais ici de la charte des Nations Unies et de la liste de priorités. Je suis toujours surpris de constater qu'à la Chambre des communes, chaque fois qu'une intervention est faite à ce sujet, et certaines sont extrêmement intéressantes, il n'est jamais question de ce système de défense, jamais. Les gens ne connaissent même pas cette charte, ce «document final», et pourtant, l'une des recommandations de UNSSOD I était précisément que cette charte soit mieux connue de tous dans le monde entier.

M. Laniel: Permettez-moi de vous poser une dernière question. Dans toutes les réponses que vous m'avez données, vous n'avez pas parlé de votre projet d'amendement relatif à la diffusion des informations et à l'éducation du public. Comment envisagez-vous cela?

M. M. Thomson: Supposons que l'institut se donne comme tâche principale la question de la conversion économique de nos industries militaires, auxquelles on donnerait dorénavant une vocation civile. Supposons que ce soit là notre tâche principale. On peut dire que nous avons déjà un peu d'expérience dans ce domaine, étant donné la conversion que nous avons vécue après la Seconde Guerre mondiale. Si nous entreprenions une telle tâche, elle comprendrait plusieurs volets, notamment la recherche, l'éducation du public et la diffusion des informations.

Commençons par la recherche. Comment vous y prenez-vous pour donner une vocation civile à des entreprises comme *Boeing of Canada*, Litton, et j'en passe? Cela nécessite beaucoup de recherches. Cela nécessite également un gros travail d'éducation, et j'entends l'éducation des travailleurs, des cadres supérieurs et du public en général. Quelle est la raison d'être de cette conversion? Quels en sont les bienfaits? Nous savons qu'un budget d'investissement de 1 milliard de dollars a des conséquences beaucoup plus bénéfiques s'il est consacré à des objectifs civils plutôt qu'à des objectifs militaires. En effet, nous savons que cela permettra de créer un plus grand nombre d'emplois, qu'il sera moins inflationniste etc., mais tout cela, le grand public l'ignore totalement. Il faut donc l'informer, et, à cette fin, on peut se servir des Nations unies, organisme éminemment respectable, comme source d'informations.

Voilà à mon avis le genre de lien qu'un institut comme celui-ci pourrait faire entre la recherche, l'éducation et l'information du public.

[Texte]

The Chairman: Before I ask Dr. Hudecki . . . it is not in my habit of questioning, but on a subcommittee of this kind it is probably my only occasion—just two questions.

I notice by the paper we tabled today that I received from Jean-Luc Pepin that prior to the tabling of the Bill there was consultation held by Mr. Geoffrey Pearson—prior to the drafting of the Bill—and you were consulted.

Mr. M. Thomson: Yes.

The Chairman: Second, you are one of the institutions that was asked by Mr. MacEachen to submit nominations for the board of directors. Right?

Mr. M. Thomson: Yes, that is right.

The Chairman: So I see now your amendment and I try to compare your amendment, because that is exactly our job. Parliament has sent me the Bill to see how we could make it better, and there is an *entente* between all the parties at long last. It "seems" there is some flexibility. I hope it is going to be true until the very end. I will do my best to work towards that goal, but . . .

You make an amendment, Clause 4, and the first reading of it I find excellent—not that I am here as a professor saying it is bad or good. I compare it with the Bill, and of course, having been on the First and Second United Nations Special Sessions on Disarmament . . .

Mr. M. Thomson: Yes, that is right.

The Chairman:—having read that and participated in every minute of it, I am very sensitive to your views.

Was this proposed to Mr. Pearson prior to the drafting of the Bill, or is it that after you now see a Bill you think you could make it better by drafting that Clause 4? Just a brief yes or no answer.

Mr. M. Thomson: I just drafted it over the weekend.

The Chairman: Over the weekend?

Mr. M. Thomson: Yes, thinking about it.

The Chairman: At that time it did not come to either Mr. Pearson or you . . .

Mr. M. Thomson: No.

The Chairman:—but it is by seeing it so you wanted to make it better. Oh, that is very good for me as an answer. Thank you.

Dr. Hudecki, please, then we will adjourn.

Mr. Hudecki: Mr. Thomson, as our chairman pointed out, our task will be essentially that of making recommendations to Parliament as to who should be the directors and our task then is completed.

Mr. M. Thomson: Yes.

[Traduction]

Le président: Je n'ai guère l'habitude de poser moi-même des questions, mais étant donné que ce sous-comité sera sans doute la seule occasion que j'aurai de le faire, permettez-moi d'en poser deux avant de donner la parole à M. Hudecki.

D'après le document que nous avons déposé aujourd'hui et que j'ai reçu de Jean-Luc Pepin, des consultations ont été organisées avant la préparation du projet de loi par M. Geoffrey Pearson, consultations auxquelles vous avez participé.

M. M. Thomson: En effet.

Le président: Deuxièmement, vous êtes parmi les organismes à qui M. MacEachen a demandé de proposer des candidats pour le conseil d'administration, n'est-ce pas?

M. M. Thomson: C'est exact.

Le président: J'ai maintenant sous les yeux votre amendement. La Chambre nous a saisis du projet de loi afin que nous lui apportions des améliorations, le cas échéant, puisqu'une «entente» a enfin été conclue entre tous les partis. J'ai donc «l'impression» que nous disposons d'une certaine marge de manoeuvre. J'espère qu'un tel climat se maintiendra jusqu'à la fin. Je ferai de mon mieux pour atteindre cet objectif, mais . . .

A première vue, l'amendement que vous proposez à l'article 4 me paraît excellent, mais ce n'est pas mon rôle ici de vous dire s'il est bon ou mauvais. Je le compare au projet de loi, et, bien sûr, ayant participé à la première et à la deuxième session spéciale des Nations unies sur le désarmement . . .

M. M. Thomson: C'est exact.

Le président: . . . et ayant participé activement à tous les débats qui y ont eu lieu, je comprends très bien votre position.

Cela a-t-il été proposé à M. Pearson avant la préparation du projet de loi, ou bien nous présentez-vous cet amendement après avoir étudié ce projet de loi, pensant que vous pouviez encore l'améliorer, et notamment l'article 4? J'aimerais simplement que vous me répondiez par oui ou par non.

M. M. Thomson: Je l'ai simplement préparé pendant le weekend.

Le président: Pendant le weekend?

M. M. Thomson: Oui, après y avoir réfléchi.

Le président: À l'époque, vous n'en aviez pas discuté avec M. Pearson . . .

M. M. Thomson: Non.

Le président: . . . et ce n'est qu'en prenant connaissance du projet de loi que vous avez cherché à l'améliorer? Cette réponse me satisfait parfaitement. Merci.

Monsieur Hudecki, vous avez la parole, et ensuite nous léverons la séance.

M. Hudecki: Monsieur Thomson, comme vous l'a indiqué notre président, notre tâche consiste essentiellement à faire des recommandations au Parlement sur la composition du conseil d'administration de cet institut.

M. M. Thomson: En effet.

[Text]

Mr. Hudecki: Rather than naming names, could you give us your thoughts on the type of person who should be on the board of directors, taking into consideration his profession, his background—again, no particular individual but simply his past experience, education, knowledge. Could you give us some guidelines on that?

Mr. M. Thomson: Sure. Ideally I would say that the board of directors would represent men and women, different kinds of expertise, a general commitment and understanding of at least some of the major efforts going on in the world today, the ones being referred to.

• 2125

Ideally, some of them would be specialists in arms control and disarmament. Others would have done work on the linkages between disarmament and poverty, for example, or some of the other problems of development. I would hope at least one of them would be an expert on the environment and both the positive and the negative connections with the arms race and the environment. At least one of them would have an intimate knowledge of how the arms races contribute to the repression of human rights in the world, and how a change in that situation could benefit everybody. I would like to see—and I differ with some of my colleagues on this—at least two or three informed and concerned and committed people from developing countries, preferably from non-aligned countries, but at least people who were struggling with the problems of poverty and inequitable development, and who are concerned about helping to stop the trade in arms with the Third World; between the Third World and the rich world. It seems to me that kind of person would contribute immensely to the institute.

Finally, I would like to see one person who was familiar with the processes of adult education, or community education; who understood the connections—some of the connections—between education and involving people.

Mr. Hudecki: That is pretty much what I wrote down here too, except I would probably include someone with a teaching background or a sociologist.

I have just one other question. You are an idealist, and we need more people like you in the world today. You feel, and you have pointed out, that it is very, very essential—and it is quite so—that security begin with the state of our environment: the opportunity to drink safe water, to breathe clean air. Actually, our two super-powers—if you analyse their environment, they exactly have that. They are very well developed. They have all the niceties in life. By and large, in comparison with the rest of the world, they are very well supplied with necessities and with luxuries. Yet they are the principal antagonists.

It would seem to me the emphasis has to be put on changing attitudes, developing a global morality that no longer exists. Being a representative of a council of churches, do you not feel that somewhere along the line there has been a loss of the spiritual support that people have had over the years—they

[Translation]

M. Hudecki: Sans nous donner de noms précis, pourriez-vous nous dire quel genre de personnes devrait, à votre avis, siéger au conseil d'administration, compte tenu de sa profession, de ses antécédents, de son éducation etc. Je ne veux pas de noms précis, simplement des caractéristiques générales.

M. M. Thomson: Bien sûr. Dans l'idéal, le conseil d'administration devrait, à mon avis, regrouper des hommes et des femmes provenant de disciplines différentes et étant activement informés des principaux efforts qui sont actuellement déployés sur la scène internationale.

L'idéal serait que certains administrateurs soient des spécialistes dans la limitation des armes et le désarmement. D'autres auraient travaillé sur le lien entre le désarmement et la pauvreté, par exemple, ou certains autres problèmes de développement. J'espère qu'au moins un des administrateurs serait un expert en matière de l'environnement et sur les liens positifs et négatifs entre la course aux armements et l'environnement. Au moins un des administrateurs devrait connaître à fond la façon dont la course aux armements contribue à la répression des droits de la personne dans le monde, et savoir comment un changement de la situation pourrait être à l'avantage de tout le monde. Certains de mes collègues ne sont pas d'accord, mais moi-même j'aimerais qu'au moins deux ou trois des administrateurs soient des personnes engagées du monde en voie de développement, de préférence de pays non alignés, mais du moins des gens qui luttent contre la pauvreté et le développement inéquitable, et qui tiennent à mettre fin au commerce d'armes entre le monde industrialisé et le tiers-monde. Il me semble que ce genre de personnes pourraient faire un apport énorme à l'institut.

En dernier lieu, j'aimerais qu'un des administrateurs soit une personne qui s'y connaît en éducation des adultes ou en éducation communautaire. Il s'agirait de quelqu'un qui connaît les liens qui existent entre l'éducation et l'engagement de la population.

M. Hudecki: Vous avez dressé à peu près la même liste que moi, sauf que j'aimerais qu'il y ait quelqu'un avec des antécédents dans le domaine de l'enseignement ou de la sociologie.

Il me reste seulement une question. Vous êtes idéaliste, et nous avons besoin davantage d'idéalistes dans le monde aujourd'hui. Vous avez signalé qu'il est indispensable—et je suis parfaitement d'accord—que les questions de sécurité passent par l'état de notre environnement. Il faut pouvoir boire de l'eau propre et respirer de l'air propre. Les deux superpuissances bénéficient déjà de ces avantages. Ce sont des pays très développés qui ont tous les agréments de la vie. Par rapport au reste du monde, elles ont toutes les nécessités et tous les luxes de la vie. Et pourtant il s'agit des antagonistes principaux.

À mon avis, il faut se concentrer sur un changement d'attitude, sur la création d'une moralité globale qui n'existe plus. En tant que représentant d'un conseil d'Eglises, n'estimez-vous pas que la population a perdu l'appui spirituel qu'elle avait par le passé et qui lui donnait la sérénité devant ses

[*Texte*]

had a state of equanimity as far as their own concerns were—and this has to be attributed a little to the loss of—I do not know if it is credibility or understanding, of what the church is trying to do? I wonder if you could make some comments on that, and perhaps, too, think about some of the continuing wars and battles based on religious ideologies.

That brings me to the point, should there not be someone with a religious background as one of the directors of the group we are considering?

Mr. M. Thomson: Yes, I think ideally it would be good if all the directors had, if not a specifically religious background, at least an abiding belief in the goodness of human nature, or the potential goodness of human nature.

• 2130

There have been a lot of studies done indicating that people who believe human nature is essentially evil, and who find it very difficult to trust other people, are much more likely to put their faith in nuclear weapons than in the United Nations, for example. Conversely, those who have a positive and I would say religious, in the sense of believing that there is that of God in everybody—that is a Quaker expression that I subscribe to, but one can find that same expression in most of the great religions—if you believe that, you are much more likely to look at yourself first and then look at your adversary second. You are less likely to see adversaries wherever you look. You are less likely to have a chip on your shoulder.

In other words, to me this is a very profound element in the search for disarmament and security. I quite agree. I really did not stress it as much as I should have. It is not the only one, of course, but it is a very important one and indeed it may be the most important one.

Mr. Hudecki: My second point is that in many instances it is the difference in religious outlooks that promotes war. As we look into the Arab states, and areas such as that, again religion on the one hand should be the basis of common understanding and mutual trust.

Mr. M. Thomson: Sure.

Mr. Hudecki: In other areas it adds to conflict and to misunderstanding and to wars.

Mr. M. Thomson: One would have to see that as a perversion of religion, I would think. To think of any one set of beliefs as inherently superior to another set of beliefs about the nature of human beings and of God and the universe, it seems to me is almost an anti-religious position. But it is true; a lot of religions have subscribed and still do subscribe to that.

Mr. Hudecki: Thank you.

The Chairman: Thanks to my colleague.

I would like to add a few more short questions, relating . . . It is my unfortunate task to talk directly about the Bill.

Mr. M. Thomson: Yes.

[*Traduction*]

problèmes? N'estimez-vous pas que cette perte contribue au manque de crédibilité de l'Église ou de compréhension envers elle? Je vous demande de faire quelques commentaires à ce sujet et en ce qui concerne les guerres et les batailles fondées sur des motifs religieux, qui persistent dans le monde.

Ne pensez-vous pas également qu'un des administrateurs devrait avoir des antécédents religieux?

M. M. Thomson: Oui, je pense que l'idéal serait que tous les administrateurs aient, sinon des antécédents précisément religieux, du moins une croyance inaltérable dans la bonté de la nature humaine, ou dans les possibilités de bonté de la nature humaine.

Beaucoup d'études montrent que les gens qui croient que la nature humaine est fondamentalement mauvaise et qui ont beaucoup de mal à faire confiance aux autres, ont beaucoup plus tendance à croire aux armes nucléaires qu'aux Nations Unies, par exemple. Inversement, ceux qui ont une croyance positive et même religieuse, et qui disent qu'il y a quelque chose de Dieu dans chaque personne—il s'agit là d'une expression des Quakers à laquelle je souscris, mais on retrouve la même notion dans la plupart des grandes religions—si on a cette croyance, on a beaucoup plus tendance à ne pas voir des adversaires partout. On a beaucoup moins de chance d'être agriés.

Autrement dit, je considère qu'il s'agit d'un élément extrêmement important dans la recherche du désarmement et de la sécurité. Je suis tout à fait d'accord. Je n'ai pas insisté là-dessus autant que j'aurais dû. Il va sans dire que ce n'est pas le seul élément, mais c'est un élément très important et peut-être même l'élément le plus important.

M. Hudecki: Dans beaucoup de cas, ce sont les différences de convictions religieuses qui entraînent la guerre. Dans les États arabes, et d'autres régions semblables, la religion devrait constituer la base d'une compréhension et d'une confiance mutuelles.

M. M. Thomson: Certainement.

M. Hudecki: Dans d'autres régions, la religion entraîne des conflits, des malentendus et des guerres.

M. M. Thomson: Il faut considérer ces cas comme une déformation de la religion, à mon avis. Dire qu'un ensemble de croyances sont supérieures en soi à un autre ensemble de croyances au sujet de la nature des êtres humains, de Dieu et de l'univers, me semble presque une position antireligieuse. Il est pourtant vrai que beaucoup de religions ont souscrit par le passé et continuent de souscrire à une telle position.

M. Hudecki: Merci.

Le président: Je tiens à remercier mon collègue.

J'ai quelques autres courtes questions à vous poser, malheureusement elles portent directement sur le projet de loi.

M. M. Thomson: Oui.

[Text]

The Chairman: Even though in this committee we very easily depart from the exact subject matter.

Generally you agree with the Bill. Have you been informed of the proposed amendments that have already been tabled, for instance, Clause 28 to replace the word "shall" by "may"?

Mr. M. Thomson: Yes, I have read the correspondence between the Prime Minister and the . . .

The Chairman: And the tabling of many of the amendments?

Mr. M. Thomson: Yes.

The Chairman: You generally agree with them?

Mr. M. Thomson: Well, to tell you the honest truth, I have not studied them and I am really not in a position to comment.

The Chairman: Very good.

Mr. M. Thomson: I thought that with the time available to me it was better to concentrate on one thing.

The Chairman: Yes, that is very good.

I hope I am not mistaken in saying that you have not commented on the appointment of Canadians and non-Canadians to the board. Some others say yes, it is a good precedent. The IDRC functions very well; there are some foreigners on it, and others, so far, so far. Some say they are adamant not to have any foreigners whatsoever, any non-Canadians.

Mr. M. Thomson: I did make a comment a few minutes ago in answer to someone.

The Chairman: Yes, I see.

Mr. M. Thomson: In my opinion, I can see the dangers of loading the institute with American experts.

The Chairman: When you say "loading" that is not where I wanted to lead you.

Mr. M. Thomson: I know, I know.

The Chairman: There will be 17 members on the committee. The Bill, as of now, says that a maximum could be—someone perhaps could help me out here—there will be a maximum, that would not be a majority that could be non-Canadian. But would you go so far as to say that none at all should be, or would you say that out of 17 you would accept three or four? Not necessarily American, but internationalists to stimulate more exchange of views?

Mr. M. Thomson: Yes, I made that comment.

The Chairman: You would? I would like it to be very strong in our *Minutes of Proceedings and Evidence*.

Mr. M. Thomson: All right, although I should be clear that this brief has not been discussed, except in a general way, with

[Translation]

Le président: Nous avons souvent tendance au Comité à nous éloigner facilement de la question dont nous sommes saisis.

En général, vous approuvez le projet de loi. Êtes-vous au courant des amendements proposés qui ont déjà été déposés, par exemple, à l'article 28, substituer le mot «*may*» pour «*shall*»?

M. M. Thomson: Oui, j'ai lu la correspondance entre le premier ministre et le . . .

Le président: Et les amendements?

M. M. Thomson: Oui.

Le président: En général, approuvez-vous les amendements?

M. M. Thomson: Eh bien, je vous dis en toute franchise que je ne les ai pas encore examinés en détail, et je ne suis pas vraiment en mesure de faire des commentaires.

Le président: Très bien.

M. M. Thomson: Étant donné le peu de temps dont je disposais, j'ai jugé qu'il serait préférable de me concentrer sur une seule question.

Le président: Oui, très bien.

J'espère que je ne me trompe pas en disant que vous n'avez pas fait de commentaires au sujet de la nomination des Canadiens et des non-Canadiens au conseil d'administration. Certains disent qu'il s'agit d'un bon précédent en soulignant que le Centre de recherche pour le développement international fonctionne très bien et compte certains étrangers. Il y a également d'autres organismes qui comptent des étrangers et qui fonctionnent bien jusqu'ici. D'autres refusent catégoriquement d'accepter des non-Canadiens comme administrateurs.

M. M. Thomson: J'ai fait un commentaire à ce sujet il y a quelques instants en réponse à une question.

Le président: Oui, d'accord.

M. M. Thomson: À mon avis, il existe certains dangers si l'institut est bourré d'experts américains.

Le président: Le mot «*bourré*» a une connotation qui n'était pas du tout dans mon propos.

M. M. Thomson: Oui, je le sais.

Le président: Le Comité comptera 17 membres. D'après son libellé actuel, le projet de loi prévoit que la majorité des membres doivent être des citoyens canadiens. Diriez-vous qu'il ne devrait pas y avoir d'étrangers du tout, ou est-ce que le nombre de trois ou quatre administrateurs étrangers sur 17 serait acceptable à votre avis? Je ne parle pas forcément d'Américains, mais d'autres spécialistes internationaux pour encourager davantage de dialogue.

M. M. Thomson: Oui, j'ai fait un tel commentaire.

Le président: Oui? J'aimerais que votre déclaration soit très forte dans nos *Procès-verbaux et témoignages*.

M. M. Thomson: Je tiens à insister sur le fait que ce mémoire n'a pas fait l'objet d'une discussion détaillée avec les

[Texte]

members of the Canadian Council of Churches in my own private ...

The Chairman: Some of them will appear, so ... But in your evaluation ...

• 2135

Mr. M. Thomson: My own personal position is that the institute would benefit from three or four representatives of other countries, preferably developing countries or nonaligned countries, with a commitment to disarmament and with some experience in the area of disarmament and development—that kind of person.

The Chairman: I appreciate that.

That terminates our first day. I am very thankful so many colleagues are now coming to bring their fresh views. I see the NDP, Conservatives. I am very happy to see them all. But that will terminate the day's session. I think we have done good work for the first day. We have had eight briefs in two committees. We will have as many as 20 this week, which is quite remarkable, in view of the limited time available.

Mr. McLean may have one question.

Mr. McLean: Just a point. I thought the committee was meeting with Mr. Thomson from 9.00 until 10.00.

The Chairman: Yes, but if there are no more witnesses—we started at 8.45. You may question, if you like.

Mr. McLean: I do not wish to make apologies. I had other commitments, and this ...

The Chairman: No, no.

Mr. McLean: —was the earliest I could be here.

The Chairman: One thing I would suggest also is that your party put you as a member of the committee. But that is beside the point. That is why I said what I just said. It is just out of courtesy. I see you there. I do not see why you should not be given the courtesy of a question or two—pertaining to the Bill. I try as much as possible, Mr. McLean—my duty as chairman is not to have a general discussion on UNSSOD I or II, even though you know my interest. It is to see if members or witnesses could enlighten the committee on our direct responsibility, which is to deal with Bill C-32. So if you have a question or two directly, specifically, on the Bill for Mr. Thomson, whom you know very well, I would appreciate it. Otherwise I will adjourn until tomorrow at 3.30 p.m. That is the difficulty.

Mr. McLean: You may have already—and if you have, then I think we should adjourn—you may have dealt with the structure of the proposal in the Bill on the arms-length relationship. At least in the time that I have been listening, you were not touching on that. I come from a community with two universities and with an institute which has a measure of professional expertise in the study of these issues. I am hearing

[Traduction]

membres du Conseil canadien des Eglises, mais pour ma part ...

Le président: Certains membres vont comparaître devant le Comité, donc ... Mais à votre avis ...

M. M. Thomson: Mon opinion personnelle c'est que l'institut profiterait de la présence de trois ou quatre représentants d'autres pays, de préférence de pays en voie de développement ou de pays non alignés, ayant un engagement envers le désarmement et une certaine expérience dans le domaine du désarmement et du développement.

Le président: Merci beaucoup.

Ceci met fin à notre première journée de travail. Je suis très reconnaissant que tant de collègues assistent au Comité pour présenter leur point de vue. Il y a des représentants du NPD et du Parti progressiste-conservateur. Je suis très heureux de les voir. Mais ceci met fin aux travaux d'aujourd'hui. Je pense que nous avons réalisé un travail valable pour la première journée. Nous avons entendu huit mémoires en deux séances. Nous recevrons jusqu'à 20 mémoires cette semaine, ce qui est assez remarquable étant donné le peu de temps dont nous disposons.

M. McLean a peut-être une question.

M. McLean: Je croyais que le Comité recevait M. Thomson entre 21 heures et 22 heures.

Le président: Oui, mais comme il n'y avait pas d'autre question, nous avons commencé à 20h45. Vous pouvez poser des questions si vous le voulez.

M. McLean: Je ne tiens pas à faire des excuses. J'avais d'autres engagements, et je ...

Le président: Non, non.

M. McLean: ... n'ai pas pu venir avant.

Le président: Je demanderai également que votre parti vous inscrive comme membre du Comité. Mais cela n'a rien à voir. Il s'agit d'une simple courtoisie. Puisque vous êtes là, je ne vois pas pourquoi vous n'auriez pas la possibilité de poser une ou deux questions au sujet du projet de loi. En tant que président, monsieur McLean, je cherche à ne pas avoir une discussion générale au sujet des deux sessions extraordinaires de l'assemblée générale consacrées au désarmement, malgré mon intérêt pour la question. Je cherche plutôt ce que les membres du Comité ou les témoins éclairent le Comité en ce qui concerne notre responsabilité immédiate, c'est-à-dire le projet de loi C-32. Donc je vous serais reconnaissant de poser à M. Thomson, que vous connaissez très bien, une ou deux questions au sujet du projet de loi. Autrement je vais lever la séance jusqu'à demain à 15h30. C'est la difficulté.

M. McLean: Ma question porte sur le fait que l'institut sera sans lien de dépendance avec le gouvernement. Si vous avez déjà abordé la question, je pense qu'on devrait lever la séance. Depuis que je suis ici, vous n'avez pas encore parlé de cette question. Je suis d'une ville qui compte deux universités et un institut ayant une certaine compétence professionnelle sur ces questions. Certains de mes électeurs qui s'intéressent à la paix

[Text]

from people in my constituency who are concerned with this issue that it might be advantageous, instead of trying to be all things to all people, to have the institute far more directly related to government... quite clearly an arm of government—and some funding available for university institutes, which in turn can either agree or disagree, but they will come up with their own findings on the state of the world *vis-à-vis* arms and security. If both the institute, which is clearly an instrument of government, and with less preoccupation about who is appointed—but more that it is up to the government to appoint people to advise it, with expertise, and it will stand or fall on its own merits; and secondly, there is some capacity to maintain an independent capacity in the university community, for example, which will come up with its own findings. Those two, then, if they are in synch—you then would have a measure of agreement on which to move ahead. If they are not, you have the informed comment for a public debate.

I would invite Mr. Thomson's comment on the question—I think we are agreed on what we are trying to do. There is no agreement about whether it is advisable to have an instrument which will help educate the public and which will help in the whole question of informing. The question finally is how you can have really a public dialogue. I watch now the universities increasingly concerned about being incorporated or brought in instead of having their own independence. I see people there who would like to maintain their own independence and, if they are of a mind, then you would have two opinions. It is written in the book, the testimony of two is true...

• 2140

The Chairman: Is that true?

Mr. McLean: —but if you have a divergence of opinion out of two informed bases, then you have the basis for what I call a white paper or a blue paper or green paper dialogue about where we ought to be going. My interest is to say to Mr. Thomson—if you have dealt with that, fine, we should finish, but if not—he certainly is aware of, one, in-house capacities and, secondly, what I call arm's-length capacities. I am not sure whether it is not a good thing to have a really good in-house capacity and a really good arm's-length capacity and have those two dialogues.

Mr. M. Thomson: Briefly, Walter, my brief and my remarks addressed just the purposes of the Bill. I just focused on Clause 4.

Again, my opinion is that the thing this country needs the most and the thing that every country needs the most is a credible institute or agency that can criticize its own policies. The lack of public criticism is probably the single biggest obstacle to a change of government policies around the world, including Canada's—one can think of other things too. So my preference for this first institute would be to build it as well, as independently as possible, to make it eminently able to criticize existing government policies and to suggest alternatives. It would be a model for the world, which I would hope other countries would adopt. To some extent that is happening in

[Translation]

et au désarmement trouvent qu'il serait peut-être avantageux que l'institut ait un lien de dépendance directe avec le gouvernement. L'institut serait un organisme gouvernemental et accorderait un certain financement aux instituts universitaires. Ces instituts seront d'accord ou pas d'accord, mais ils arriveront à leurs propres conclusions au sujet des armes et de la sécurité. Si l'institut est clairement un organisme gouvernemental composé d'administrateurs nommés par le gouvernement pour le conseiller, ce sera un institut qui sera traité selon ses mérites. Les instituts universitaires pourront, pour leur part, rester indépendants et produire leurs propres conclusions. Si les instituts universitaires et l'institut du gouvernement sont d'accord, ce sera une bonne base pour passer à l'action. S'ils ne sont pas d'accord, il y aura au moins deux opinions bien informées aux fins du débat public.

Je demanderai à M. Thomson de faire un commentaire sur la question. Je pense que nous sommes d'accord sur les intentions. Là où nous différons, c'est sur la question de savoir s'il est souhaitable d'avoir un institut pour étudier et informer le public. En fin de compte, il s'agit de savoir comment lancer un véritable dialogue public. De plus en plus les universités se préoccupent de la perte de leur indépendance. Il y a là des gens qui voudraient conserver leur propre indépendance et, s'ils réussissent à se mettre d'accord, vous vous heurterez à deux opinions. On en parle dans le livre, le témoignage est exact...

Le président: C'est exact?

M. McLean: ... mais si vous avez des opinions qui divergent et qui, toutes deux, se fondent sur des bases solides, cela justifie ce que j'appellerais un Livre blanc, un Livre bleu ou un Livre vert, un dialogue sur l'orientation à prendre. Je peux dire à M. Thomson que s'il s'est occupé de cette question, c'est parfait, il faut terminer, sinon, ... en tout cas, il doit être conscient premièrement des possibilités de son service et, deuxièmement, des possibilités qui sont accessibles à son service. Je me demande si la meilleure solution n'est pas d'avoir des ressources intérieures très solides et également des contacts extérieurs très solides, ce qui ouvre la possibilité de ce double dialogue.

M. M. Thomson: Très rapidement, Walter, mon mémoire et mes observations s'en tenaient aux objectifs du bill. Je n'ai parlé que de l'article 4.

Je le répète, à mon sens, le plus important pour ce pays, pour n'importe quel pays, c'est de construire un institut solide, un organisme qui soit en mesure de critiquer ses propres politiques. Le plus gros obstacle à l'évolution des politiques gouvernementales dans le monde est probablement l'absence des critiques publiques, et le Canada n'est pas une exception; évidemment, on peut penser à d'autres obstacles. Alors pour ce premier institut, j'aimerais qu'on essaye de le construire le plus solidement possible, de lui donner le plus d'indépendance possible et de le doter d'outils qui lui permettent de critiquer les politiques gouvernementales et de proposer des solutions de

[Texte]

Britain and Sweden and other places as well, but not very much.

The weaknesses, when you look around country after country after country, are the people who are saying "yes" to their own policies, and the few who dare to criticize... what happens to them in many cases. I am suggesting that that is what is needed terribly today in this country, as well as in other countries. If that could be established, I think that would be a tremendous contribution for which this committee would get a tremendous amount of credit. I have no doubt that the dialogue would take place. The dialogue is there. All kinds of dialogues are going on now and there are some government sources of information and research, a considerable number of them, that support government policies. I think the dialogue would be enriched through this kind of process—I would hope so anyway.

Mr. McLean: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I will do the thanking.

Mr. M. Thomson: There is no reason why I cannot thank you also.

The Chairman: Gentlemen, I thank you very much and I thank also the Canadian Council of Churches, as a national organization. We appreciated your staying with us tonight.

The meeting is adjourned until tomorrow at 3.30 p.m. and at 8 p.m. tomorrow night. Tomorrow afternoon committee number two will be sitting and tomorrow night committees number one and number two—for the record. Thank you.

[Traduction]

rechange. Ce pourrait être un modèle pour le monde, un modèle que d'autres pays pourraient adopter. Dans une certaine mesure, c'est ce qui se produit actuellement en Grande-Bretagne et en Suède et également dans d'autres pays, mais sur une petite échelle.

Quand vous étudiez les pays du monde les uns après les autres, vous constatez que la grande faiblesse, ce sont les gens qui approuvent automatiquement leurs propres politiques, alors que très peu de gens osent les critiquer... très souvent, ce qu'ils deviennent... À mon sens, c'est ce qui nous manque le plus dans ce pays, à l'heure actuelle, et dans d'autres pays également. Si on parvenait à créer ce genre de chose, ce serait une contribution énorme, en particulier une contribution du Comité. Je suis certain que le dialogue s'amorcerait. Le potentiel existe. Il y a déjà toutes sortes de dialogues, il y a des sources gouvernementales d'information et de recherche, il y en a beaucoup, qui soutiennent les politiques du gouvernement. Le dialogue aurait tout à gagner à ce genre de chose, du moins je l'espère.

M. McLean: Merci, monsieur le président.

Le président: Je vais faire les remerciements.

M. M. Thomson: Il n'y a pas de raison pour que je ne vous remercie pas également.

Le président: Messieurs, merci beaucoup, je remercie également le Conseil canadien des églises et son organisation nationale. Nous avons beaucoup apprécié votre présence parmi nous ce soir.

La séance est levée; nous reprendrons demain à 15h30 et à 20 heures. Demain après-midi ce sera la Comité numéro 2 et demain soir, les comités numéro 1 et numéro 2. Merci.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From Operation Dismantle:

Mr. James Stark, President;
Mr. John Wilkinson, Executive Assistant.

From Project Ploughshares:

Mr. Murray M. Thomson, Education Coordinator.

De Opération désarmement:

M. James Stark, Président;
M. John Wilkinson, Adjoint exécutif.

De «Project Ploughshares»:

M. Murray M. Thomson, Coordonnateur d'éducation.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 14

Wednesday, May 23, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 14

Le mercredi 23 mai 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

External Affairs and National Defence

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for
International Peace and Security

CONCERNANT:

Projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien
pour la paix et la sécurité mondiales

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1984Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman:

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Lee Clark (*Brandon—Souris*)
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Paul McRae
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président:

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Bill McKnight
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Irinée Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Brian Tobin
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Orders 69(4)(b):

On Tuesday, May 22, 1984:

Brian Tobin replaced Ursula Appolloni
Irinée Pelletier replaced Jesse Flis
Paul McRae replaced Brian Tobin
Brian Tobin replaced Paul McRae
Lee Clark replaced Bud Bradley

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement:

Le mardi 22 mai 1984:

Brian Tobin remplace Ursula Appolloni
Irinée Pelletier remplace Jesse Flis
Paul McRae remplace Brian Tobin
Brian Tobin remplace Paul McRae
Lee Clark remplace Bud Bradley

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 23, 1984

(16)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 8:05 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Prud'homme presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Hudecki, Laniel, Prud'homme.

Alternate present: Mr. King.

Other members present: M^{me} Côté, Messrs. Deniger, Gamble.

In attendance: From the Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade: Roger Hill, Associate Director.

Witnesses: Admiral Robert Falls. *From the Peace Research Institute—Dundas:* Dr. Allan Newcombe, Director, Hanna Newcombe.

The Committee resumed consideration of Bill C-32, an Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, May 17, 1984, Issue No. 11*).

The Committee resumed consideration of Clause 1.

The witnesses made statements and answered questions.

At 10:47 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 23 MAI 1984

(16)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 20 h 05, sous la présidence de M. Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: MM. Hudecki, Laniel, Prud'homme.

Substitut présent: M. King.

Autres députés présents: M^{me} Côté, MM. Deniger, Gamble.

Aussi présent: Du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur: M. Roger Hill, directeur associé.

Témoins: Amiral Robert Falls. *De l'Institut de recherche pour la paix—Dundas:* M. Allan Newcombe, directeur, Hanna Newcombe.

Le Comité reprend l'examen du projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi 17 mai 1984, fascicule n° 11*).

Le Comité reprend l'examen de l'article 1.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 22 h 47, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Wednesday, May 23, 1984

• 2006

Le président : À l'ordre! Nous continuons donc l'étude de notre ordre de renvoi sur la Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales qui nous a été déferé par le Comité.

Ce soir, nous sommes très honorés de recevoir l'amiral Robert Falls qui s'est si bien distingué au service de son pays et au Canada et à l'étranger.

So, as I was saying, it is a pleasure, and I would even say—I do not usually... it is an honour, for us to receive Admiral Falls. Now I can call him Admiral Falls. He is in civilian life, and he, as I said earlier, distinguished himself so well in the service of Canada, in Canada and abroad, in Europe.

So welcome back. You are at home.

We would be more than interested to hear your views on Bill C-32, an Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security.

I welcome our friend, Mr. King. As I was saying, we are very honoured to have tonight Admiral Falls, who is no stranger to this committee.

So we will start now, and we will have a pleasant evening. You may comment, and we will kindly exchange views with you, and then we will liberate you, if I may so put it, and we will tackle the Peace Research Institute later on.

I do not know if they have already arrived... Not yet?

Alors, amiral, nous vous écoutons.

L'amiral Roberts Falls (Institut de recherche pour la paix—Dundas) : Merci, monsieur le président.

To echo your statement, I appreciate very much your kind words of welcome back, and may I say how nice it is to be back in this committee, having spent many, many occasions here before.

I think perhaps I should preface my remarks by the usual apologies in the sense that I did not realize I was going to be before this committee until yesterday and therefore could not organize myself in time to prepare a written brief.

Secondly, I think I have to make clear my personal position. I presume that I have been asked to come here primarily because of the expertise I may have picked up in arms control and disarmament issues as the Chief of Defence Staff and as the Chairman of the Military Committee in Brussels.

I do have another reason to be keenly interested in the workings of this committee and in Bill C-32, and that is that I

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mercredi 23 mai 1984

The Chairman : Order please. We are resuming consideration of our order of reference on an act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security which was referred to us by the committee.

We are very honoured tonight to welcome Admiral Robert Falls who has distinguished himself serving his country both in Canada and abroad.

Comme je le disais, c'est un plaisir, et je dois même dire, ce que je ne dis pas souvent, un honneur pour nous que de recevoir l'Amiral Falls. Je peux bien l'appeler l'Amiral Falls. Il est dans le civil, et, comme je le disais tout à l'heure, il s'est distingué au service du Canada, tant au Canada qu'à l'étranger, en Europe.

Bienvenue donc, vous êtes chez vous.

Nous sommes très intéressés par ce que vous pourrez nous dire à propos du projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

Je souhaite la bienvenue à notre ami, M. King. Je répète que nous avons l'honneur de recevoir ce soir l'Amiral Falls, que notre comité connaît bien.

Nous allons donc pouvoir commencer ce qui devrait être une soirée très agréable. Vous pouvez donc faire quelques commentaires et nous échangerons ensuite des idées puis nous vous libérerons, si je puis m'exprimer ainsi, pour écouter ensuite l'institut de recherche pour la paix.

Je ne sais d'ailleurs pas si les prochains témoins sont déjà arrivés... pas encore?

So, Admiral, we are ready to listen to you.

Admiral Robert Falls (Peace Research Institute—Dundas) : Thank you, Mr. Chairman.

Je veux tout d'abord vous remercier des paroles de bienvenue que vous avez prononcées à mon endroit et vous dire combien il m'est agréable de revenir devant votre comité après les nombreuses occasions que j'ai eues de comparaître devant vous.

Peut-être devrais-je tout d'abord commencer par vous présenter les excuses habituelles en ce sens que je n'ai appris qu'hier que je comparais devant votre comité et que je n'ai donc pas pu préparer un mémoire écrit.

Deuxièmement, je voudrais bien expliquer ma situation personnelle. Je suppose que l'on m'a demandé de venir ici essentiellement à cause des connaissances que j'ai pu acquérir en matière de contrôle des armements et en matière de désarmement à titre de chef de l'État-major et de président du Comité militaire à Bruxelles.

J'ai une autre raison de m'intéresser particulièrement au travail de votre comité et au projet de loi C-32, car je suis

[Texte]

am a member of the board of directors of the Centre for Arms Control and Disarmament. I thought the members should be aware of this. My relationship to the centre is just that, as a member of the board of directors. I am not involved in the day-to-day activities, other than whatever assistance I can provide in organization, administration, fund-raising and that sort of thing. Nonetheless, I have a strong interest in that centre. You will appreciate, of course, that because of that interest, when the institute was proposed in the Speech from the Throne naturally I became very interested in the eventual outcome of the institute and in what manner it might affect the centre. So I did, obviously, do a lot of thinking about it and how it might have to change the centre's ways, or my ways and, what is more important, how it would affect the arms control, disarmament, peace and security issues in Canada, which are of primary importance.

• 2010

I can probably better my answering of questions by getting to the reasons why, after weighing the whole project, I have concluded that I am positively in favour of having such an institute established.

Very briefly, I feel favourably disposed toward this institute for, I suppose, two major reasons. One is because I believe there is a valid need for such an institution with a broader base, perhaps, than other similar organizations. I think probably this institution, because it will be financially independent, will not have that aspect to worry about, and that financial independence confers an ability to do, I think, much more than a privately funded and private institution can do. It does not have the burden of existence and can, therefore, concentrate on the issues and will have money to spend in areas that need work, money that a private institution would not have.

I think there are other pros and cons and they have probably been covered by others. As I said, I can elaborate more in response to specific questions in the question period to follow, but I thought I should make my end position reasonably clear: I think it is important, for those two reasons and for many others, that such an institution be established.

I do have, however, a couple of reservations—I do not know whether to call them reservations or caveats. Any enthusiasm I might have for such an institution would certainly be leavened by these concerns. I think they can be described under two headings: responsibility and accountability. I noted that, in a brief presented to this committee yesterday by the Centre for Arms Control, quite independently, they have touched on these two subjects, but perhaps in a slightly different way.

With respect to responsibility, I would like to think it will be important for this institution, when it is established, to feel a sense, and a strong sense, of responsibility towards other people, primarily, I think, to the citizens of Canada and also to other organizations, such as the Centre for Arms Control and other organizations in universities, individuals who are working towards the same ends.

[Traduction]

membre du conseil d'administration du Centre du contrôle des armements et du désarmement. J'ai pensé que c'était un détail que je devais préciser. Je n'ai pas d'autres liens avec ce centre, je suis simplement membre du conseil d'administration. Je ne participe pas à ses activités quotidiennes sauf si je peux aider en matière d'organisation, d'administration, de financement et ce genre de choses. Cela ne m'empêche pas de m'intéresser beaucoup au centre. Vous comprendrez bien sûr que lorsque cet institut a été annoncé dans le discours du trône, je m'y suis beaucoup intéressé et j'ai réfléchi à ce que cela pourrait signifier pour le centre. Je me suis demandé dans quelle mesure cela changerait les choses pour le centre et pour moi-même, et, ce qui est plus important, en quoi cela aurait une incidence sur le contrôle des armements, le désarmement, les questions de paix et de sécurité au Canada, qui sont de première importance.

Je devrais peut-être vous expliquer les raisons pour lesquelles après avoir évalué tout le projet, j'ai conclu que j'étais tout à fait favorable à la création d'un tel institut.

Très brièvement, il y a deux raisons principales à cela. D'une part, j'estime qu'un tel institut, doté d'une base plus large, est peut-être encore plus nécessaire que tout autre organisme similaire. Je crois que cette organisation, du fait qu'elle sera probablement financièrement indépendante, n'aura pas à s'inquiéter de cet aspect, et que l'indépendance financière lui permettra de faire beaucoup plus qu'un institut privé ou financé par le secteur privé. Il n'aura pas à s'inquiéter de sa survie et pourra donc concentrer son énergie sur les problèmes et utiliser ses fonds dans les secteurs où des recherches sont nécessaires. Ce sont des fonds qu'un institut privé n'aurait pas à sa disposition.

Je crois qu'il y a d'autres arguments pour et contre qui ont déjà été couverts par d'autres. Je répète que je pourrais probablement développer un peu mieux ma pensée en répondant à des questions spécifiques, mais je voulais que ma position générale soit assez claire, à savoir que je juge qu'un tel institut est important pour ces deux raisons et pour bien d'autres.

J'aurais toutefois quelques réserves, je ne sais si ce sont vraiment des réserves ou des mises en garde. Tout mon enthousiasme pour un tel institut est donc un peu mitigé. Je pense à la responsabilité et à la nécessité de rendre compte. J'ai remarqué que dans un mémoire présenté à votre comité hier par le centre pour le contrôle des armements, sans qu'il n'y ait aucun rapport, ces deux sujets ont été abordés, même si c'est d'une façon légèrement différente.

Pour ce qui est de la responsabilité, je pense qu'il est important que cet institut ait un sentiment réel de responsabilité vis-à-vis des autres, essentiellement, vis-à-vis de la population canadienne ainsi que d'autres organismes comme le Centre pour le contrôle des armements, et d'autres organismes qui existent dans les universités, certains particuliers qui travaillent aux mêmes objectifs.

[Text]

• 2015

It is absolutely imperative that such an institution as envisaged by Bill C-32 be seen to have this sense of responsibility; in other words, to share and to help rather than to stifle, to put it very bluntly, the activities of others.

The second point I wanted to make was one of accountability. The provision of funds for such an institution I think is a very delicate subject, to say the least. But I guess I feel a rather old-fashioned view, that when public funds are involved in anything. . . . Let me put it even more clearly. The recipient of any money from someone else should be accountable to the person who is giving that money. In the case of an institution that is publicly funded, therefore, the institute must in some fashion and in some way be accountable to the people who have provided that money; that is to say, the Canadian taxpayers.

How to do this is of course a delicate and a difficult subject. I am not too clear in fact where the Bill is in terms of funding the institute, but I will presume it will be publicly funded in such a manner as to make it as independent as possible. I have heard mentioned, by what can only be construed as gossip, I suppose—conversations—a couple of methods. One is by endowment and another is by appropriations set in advance. I guess if I were running any organization I would love to have an endowment, because then I would know exactly where my moneys were coming from and I would not really care very much who I was responsible to, if to anyone. It would be a very happy situation to be in. I doubt very much that many responsible Canadians would take advantage of it.

Nevertheless another method—i.e., appropriation of funds by Parliament—would at least I suppose *in extremis*, if something got badly off track, cause the whole proposed Act to come back before the House to be aired once again. That, as I say, would be *in extremis*.

But about the mechanics of this, this is for, I suppose, the government, with the advice of this committee, to decide. But in some way—and I suspect it could best be done by the report that the chairman must make to the Minister, as I understand it from Bill C-32; a periodic, I think annual, report to the Minister—and I would strongly urge this committee to examine that report with a good degree of thoroughness and dedication, because that to me is the only way in which the directors and the officers of this institute can properly be accountable to the Canadian taxpayer. I think lots of moneys are involved here and I think it is a very important issue.

I guess I have been around in the periphery of government for long enough to know that some of these reports are required by law, are tabled and basically forgotten about; and I think it is that sort of thing that I would not like to see happen in this case. Mr. Chairman, it is the responsibility, I suppose, of the committee to ensure that it does not happen.

[Translation]

Il est absolument impératif qu'un institut comme celui qui est envisagé dans le projet de loi C-32 soit perçu comme ayant ce sens de la responsabilité; autrement dit, qu'il soit là pour partager et aider plutôt que pour étouffer les activités des autres.

Deuxièmement, je souhaite qu'il soit comptable. L'affectation de fonds à un tel institut est un sujet évidemment pour le moins délicat. Toutefois j'estime, et c'est peut-être quelque peu démodé, que lorsque l'on dépense des fonds publics . . . Je vais même être encore plus clair. Quiconque reçoit de l'argent de quelqu'un d'autre doit être comptable à la personne qui fournit l'argent. Dans le cas d'un institut financé publiquement, cet institut doit être comptable à ceux qui lui ont fourni cet argent; autrement dit, aux contribuables canadiens.

La façon de procéder est évidemment un sujet assez délicat et difficile. Je ne sais pas en fait trop bien ce que prévoit le projet de loi pour le financement de l'institut, mais je présume qu'il sera financé publiquement pour qu'il soit aussi indépendant que possible. J'ai entendu dire, mais il ne s'agit que de conversations, que l'on envisageait deux méthodes. L'une serait une dotation et l'autre des affectations déterminées à l'avance. Je crois que si je travaillais dans un de ces organismes, j'aimerais beaucoup avoir une dotation parce que je saurais alors exactement d'où viennent mes fonds et je ne m'inquièterais donc pas trop de savoir devant qui je suis responsable si encore je suis responsable devant quelqu'un. Ce serait évidemment une situation très agréable. Je doute beaucoup que des Canadiens sérieux en profiteraient à mauvais escient.

Toutefois, l'autre méthode, l'affectation de fonds par le Parlement, obligerait, du moins dans les cas extrêmes, si quelque chose se passait vraiment mal, à réexaminer la loi à la Chambre. Je répète que ce serait là un cas extrême.

Pour ce qui est toutefois du système, je suppose que c'est au gouvernement, après avoir consulté votre Comité, de décider. Dans un certain sens, et je crois que le mieux serait probablement le rapport que présenterait le président au ministre, comme je crois que c'est prévu dans le projet de loi C-32; il s'agirait d'un rapport périodique, annuel, je crois, au ministre et j'inviterais instamment alors le Comité à l'examiner très sérieusement parce que ce serait à mon avis la seule façon de rendre les administrateurs et le personnel de cet institut comptables aux contribuables canadiens. Je crois que cela représente beaucoup d'argent et que c'est donc très important.

Je suis resté suffisamment longtemps dans les cercles gouvernementaux pour savoir que certains de ces rapports sont exigés par la loi, mais qu'après avoir été déposés ils sont essentiellement oubliés. Je crois que c'est le genre de chose que je voudrais que l'on évite dans ce cas. Monsieur le président, je crois qu'il appartient au Comité de s'assurer que cela ne se passera pas ainsi.

The Chairman: I am sure my successor will see to that.

Le président: Je suis sûr que mon successeur y verra.

[Texte]

Adm Falls: I think the officers of this institution should be brought forward annually to answer questions and to explain where it is they are going and how it is that they are exercising the trust placed in them by this proposed Act. Of course the ultimate is that if you do not like the direction you can always get some new officers and directors, every three years I think it is, or something like that.

• 2020

So there are certain checks and balances if they are properly used. I would encourage that.

I think, Mr. Chairman, as a preamble those were the two major points I would like to make, and I would now quite willingly answer questions on why I think it is important, or any other issue.

The Chairman: Thank you.

As I said earlier, we do not cut off discussion. It is a very easy committee, as you know, even more so at that kind of hearing, so if members want to ask a supplementary question we make it as easy as possible and as friendly as you know we are.

I will recognize first Mr. Laniel, then our friend Mr. King, then Dr. Hudecki. Whatever is your line of questioning, I would like to put on the record for those who are going to read that when we get the printing of it... to ask at least some questions—if not, I will have to do it—directly pertaining to the Bill that was referred to us, as you have so ably done so far.

I recognize now M. Laniel, followed by Mr. King and Dr. Hudecki.

Mr. Laniel: Thank you. *Merci, monsieur le président.*

Admiral, I made an effort to be here to listen to your presentation. I must say I was expecting that you would go further, and my first question will be in that perspective. Of course you concern yourself about the responsibility and the accountability of this kind of institute, but I would have hoped that you would have put the first part at least of your presentation in the perspective of a former chairman of NATO. Of what use could this type of institute be to a chairman of NATO, to a person in military responsibility, in a person with expertise in arms control and defence staff? Could an institute for peace and security make available some information to such a person in responsibility that is not available somewhere else for Canadian military personnel?

Adm Falls: Mr. Laniel, I am not quite certain how I can answer that question because from my personal experience as the Chairman of the Military Committee I can assure you that the Military Committee was not often deeply involved in arms control matters. So I would suggest that I could not see any direct link between this institution and the Military Committee in Brussels.

This is not to say that there is not a role for an institute to play in an educational and a less direct way.

[Traduction]

Am Falls: J'estime que le personnel de cet institut devrait être convoqué annuellement pour répondre aux questions, expliquer son travail, dire comment il s'acquitte des fonctions qui lui sont imparties dans ce projet de loi. Evidemment, si vous n'êtes pas d'accord sur l'orientation de l'institut, vous pouvez toujours changer certains membres du personnel ou du conseil d'administration. Je crois que cela est prévu tous les trois ans.

Il y a donc certains moyens de contrôle à condition de les utiliser convenablement. Je vous y encouragerai.

Monsieur le Président, je crois que c'est tout ce que je voulais dire avant de passer à la période des questions et je suis maintenant tout à fait disposé à expliquer pourquoi je juge que cet institut est important, ou à répondre à toute autre question.

Le président: Merci.

Comme je l'ai déjà dit, à ce comité nous n'interrompons pas les échanges. C'est un genre d'audience très libre qui permet aux députés de poser des questions complémentaires. Tout se passe à l'amiable.

Je donnerai tout d'abord la parole à M. Laniel, puis à notre ami M. King et ensuite à M. Hudecki. Quelles que soient les questions que vous posez, j'aimerais, pour ceux qui liront nos comptes-rendus, que au moins certaines d'entre elles portent directement sur le projet de Loi qui nous a été confié. Jusqu'ici vous l'avez très bien fait, et je ne vous demande que de continuer ainsi.

Je donne donc maintenant la parole à M. Laniel, qui sera suivi de M. King et de M. Hudecki.

M. Laniel: *Merci. Thank you, mister chairman.*

Amiral, j'ai fait un effort pour venir vous écouter. Je veux dire que je pensais que vous iriez plus loin, et c'est pourquoi je vais vous poser ma première question. Vous parlez, bien sûr, de la responsabilité et de la nécessité de rendre compte pour un institut de ce genre. J'aurais toutefois espéré que vous auriez consacré au moins la première partie de votre exposé à nous présenter la perspective d'un ancien président de l'OTAN. À quoi pourrait servir un tel institut pour un président de l'OTAN, pour un militaire, pour une personne qui connaît le contrôle des armements et l'État major? Un institut pour la paix et la sécurité pourrait-il communiquer certaines informations aux militaires canadiens qui ne pourraient se les procurer ailleurs?

Am Falls: Monsieur Laniel, je ne sais pas trop comment je puis répondre à cette question, car à partir de mon expérience personnelle de président du Comité militaire, je puis vous assurer que le Comité militaire ne s'est pas souvent penché vraiment sur les questions de contrôle des armements. Je dois donc dire que je ne vois pas de lien direct entre cet institut et le Comité militaire de Bruxelles.

Cela ne veut pas dire que l'institut ne peut pas jouer un rôle éducatif et peut-être moins direct.

[Text]

I think first of all I would have to say that this institute should not be in any way, shape or form an excuse for the government, whose responsibility it is, to cop out of briefing and educating and preparing those people who are in the business of actual negotiations in arms control or in the other issues that bear on security issues basically in the NATO forum.

But I think it can do other things that perhaps the bureaucracy, if I can call it that—i.e., External Affairs and National Defence... are not doing or cannot do, and it can do them from a rather broader perspective, and I think that is where the institute will have its real value.

• 2025

I suppose the government position always has to show... I am probably over my head here because I am not a part of government, but as I have watched for the last three years the Canadian position being expressed in various fora, it looks to me as if it is a position, which is the government position, which takes into consideration all the aspects of Canada's relationships with other NATO nations, not only in this defence sphere but in the economic sphere, in all the interactions which go on between, I suppose primarily, Canada and the United States. Therefore, the government position in defence matters must be leavened by the total responsibility of government.

The best example I can think of is the very recent one where the Prime Minister, according to the press, was unable to support the position of six other nations because it happened not to be within the government policy with respect to NATO. That is the restraint, I guess, of government. I think an independent organization would be able to come up with, shall we say, a purer version of a security issue or an arms control issue and present it either to government or to people more directly involved, or hopefully, to influence east-west relations at the ultimate high level where they matter; that is, Soviet-U.S.

I do not suppose I have answered your question very well.

Mr. Laniel: I might come up with a further one. You are a member of the board of directors of the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament, but also you are a former...

Adm Falls: Chief of Staff.

Mr. Laniel: —Chief of Staff of the Canadian military. But at the same time, you might have overheard that your name was mentioned for possible recommendation as a member of the institute. Did you hear it?

The Chairman: If not, we will.

[Translation]

Tout d'abord, cet institut ne devrait absolument pas être une excuse pour que le gouvernement, dont c'est la responsabilité, cesse d'informer, d'éduquer et de préparer les gens qui sont chargés des négociations sur le contrôle des armements ou d'autres questions liées à la sécurité, essentiellement dans le contexte de l'OTAN.

Toutefois il peut faire d'autres choses que peut-être la bureaucratie, si je puis l'appeler ainsi, c'est-à-dire les Affaires extérieures et la Défense nationale, ne font pas et ne peuvent faire, et il pourrait le faire dans une perspective plus large; c'est là qu'il aurait à mon avis un rôle important à jouer.

La position gouvernementale doit probablement toujours montrer... Je m'avance probablement ici étant donné que je ne fais pas partie d'un gouvernement, mais pendant les trois dernières années, j'ai observé la position canadienne telle qu'elle a été exprimée dans diverses tribunes, cette position canadienne, et gouvernementale, me paraît tenir compte de tous les aspects intervenant dans les rapports qu'a le Canada avec d'autres pays de l'OTAN. Elle se fonde donc sur des considérations qui ne sont pas liées uniquement à la défense mais également à l'économie et qui tiennent compte de tous les autres liens existant entre le Canada et d'autres pays, et probablement au premier chef, entre le Canada et les États-Unis. En conséquence, la position gouvernementale dans les questions de défense doit tenir compte de l'ensemble des responsabilités du gouvernement.

Le meilleur exemple de cela est très récent. D'après la presse, le premier ministre n'a pu souscrire à la position adoptée par six autres pays parce qu'elle était incompatible avec la politique gouvernementale envers l'OTAN. C'est un exemple des contraintes auxquelles le gouvernement est soumis. Une organisation indépendante serait donc en mesure de se prononcer de façon plus nette dans le domaine de la sécurité ou du contrôle des armements, de soumettre ses propositions soit au gouvernement, soit aux spécialistes chargés des dossiers, et peut-être, d'influer ainsi sur les rapports est-ouest au plus haut niveau, c'est-à-dire au niveau de l'Union soviétique et des États-Unis.

Je n'ai peut-être pas bien répondu à votre question.

M. Laniel: J'en poserais peut-être une autre. Vous faites partie du conseil d'administration du *Canadian Center for Arms Control and Disarmament* (Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement), mais vous êtes également un ancien...

Am Falls: Chef d'état-major.

M. Laniel: ... chef d'état major au sein des Forces armées canadiennes. Vous avez dû entendre dire qu'on songeait à recommander votre nomination comme membre de l'institut. Étiez-vous au courant?

Le président: Si vous ne l'avez pas entendu dire, nous vous le disons.

[Texte]

Adm Falls: I have heard this was said, and I think it was done . . .

Mr. Laniel: My question is this: Taking into account your past experience as a military person, as Commander in Chief of the Canadian Armed Forces, as a former chairman of the NATO Advisory Committee, as a member of the board of directors of the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament, do you foresee that such an institute could make available to you a special aspect of the problem you would be faced with in regards to peace and disarmament, which is not available in other institutions; that is, Canadian institutions, world institutions or peace institutions in the world? Is there a need for a Canadian presence in such an institution to more or less identify a Canadian perspective towards peace in the world?

Adm Falls: I have to answer that with a simple yes, because this is precisely the thinking process which went through my mind when I returned to Canada in July of last year from Europe. It was in August; I had barely settled down. I was unpacking and trying to establish myself, without much idea of what I was going to do except to stay retired. When I was approached by Mr. Lamb to see if I would be interested in becoming a member of the board, obviously I went into some depth. I read their prospectus. I had a certain disillusionment from my time in Europe about the arms control process, almost bordering on the cynical, I suppose, but again, it is just a factor of human nature. People are the way they are and I suppose I was led to believe that surely there is a better way.

• 2030

Furthermore, it seemed to me that Canadians were badly informed on the issues of arms control. They were badly informed and yet the level of discussion was higher than it was when I left in 1980. So on one hand, I was very pleased to see that people were interested because, my God, they should be. There is no need for me to go into reasons; of course, I am sure you are all aware of them and it has been covered so many times before; but we live in a very dangerous world and I think the great powers are playing a very dangerous game. It makes me nervous and it makes a lot of other people nervous.

I guess what I am trying to say is that I felt there was a need for a greater awareness among Canadian people so that there would not only be the increase in the dialogue that I had noted, but there would be an increase in the quality of the dialogue—one that is as impartial as possible. In other words, not one that is labelled with anything as a "left" or "peacenik", or what have you, or one that was labelled only "peace and security". In other words, an objective analysis of the issues involved that would allow people to reach better conclusions and therefore influence their governments more.

That is why I became involved in the Centre. It is the same kind of felt concern in which I examined this new institution

[Traduction]

Am Falls: J'en ai entendu parler, et je crois que cela a été fait . . .

M. Laniel: Ma question est donc la suivante: compte tenu de votre expérience militaire, c'est-à-dire de commandant en chef des Forces armées canadiennes, d'ancien président du Comité consultatif de l'OTAN, de membre du conseil d'administration du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, pensez-vous qu'un tel institut pourrait préparer à votre intention une étude portant sur un aspect précis de la situation avec laquelle on est aux prises, en matière de paix et de désarmement? J'entends par là que cet institut effectuerait une recherche qu'il serait impossible d'effectuer ailleurs, soit au Canada, soit au sein d'organismes internationaux ou consacrés à la paix. Est-il important que la composante canadienne d'un tel organisme présente une voie canadienne pour la paix dans le monde?

Am Falls: À cela je dois répondre par l'affirmative; c'est précisément cette idée qui m'est venue à l'esprit lorsque je suis revenu d'Europe au Canada en juillet dernier. On était au mois d'août, et je venais à peine d'arriver. J'étais en train de déballer mes affaires et d'essayer de me réinstaller, sans savoir ce que je ferais pendant ma retraite. C'est alors que M. Lamb est entré en contact avec moi afin de savoir si j'aimerais devenir membre du conseil. Bien entendu, j'ai alors décidé d'étudier la question de façon assez approfondie. J'ai lu la documentation sur l'organisme. Par ailleurs, mon séjour en Europe m'avait quelque peu désempoigné sur la possibilité de contrôler les armements, j'en étais presque devenu cynique, mais cela n'était qu'une réaction tout humaine. Les gens sont ce qu'ils sont, et j'en suis venu à penser qu'il pouvait certainement y avoir un meilleur moyen d'y arriver.

En outre, il m'a semblé que les Canadiens étaient mal renseignés sur le contrôle des armements. Or, en dépit de cela, le niveau des discussions était plus élevé que lorsque j'avais quitté le pays en 1980. J'étais donc très heureux de remarquer que les gens s'intéressaient à la question, car ils le doivent certainement. Il n'est pas nécessaire d'en donner les raisons, car je suis certain que vous les connaissez tous et qu'on les a mentionnées à maintes reprises. Cela dit, nous vivons dans un monde très dangereux; les grandes puissances jouent à un jeu très dangereux. Cela m'inquiète et inquiète beaucoup d'autres personnes.

Ce que je veux dire, c'est qu'à mon avis, il était nécessaire d'ouvrir davantage les Canadiens à cette question pour que non seulement on en parle davantage mais pour que le dialogue soit d'un niveau plus élevé et soit le plus impartial possible. Autrement dit, il ne faudrait pas qu'on puisse dire de l'Institut qu'il est «gauchiste» ou «fanatique de la paix», ni préoccupé uniquement par les questions de paix et de sécurité. Cela signifie qu'il nous faut une analyse objective des questions relatives au dossier de sorte que ceux qui se penchent sur elles puissent en arriver à des conclusions plus justes et influencer en conséquence davantage leur gouvernement.

C'est pour cela que j'ai décidé de participer aux travaux du centre. C'est fort des mêmes convictions que j'ai étudié la

[Text]

that has been proposed: Would it or would it not help the overall cause of peace by negotiation and by civilized, rational behaviour, by education? And I came to the conclusion that it would if it is to do what I understand it is going to do, and I read the Bill quite carefully; if it proselytizes, if it will use its money to educate or create a broader expertise among people to investigate new ideas.

There are very few people in Canada right now, as far as I am aware, who are working in this field; not enough in government and not enough outside government.

You ask about other countries. What can we produce that other countries cannot? And all I can suggest to you is that we can produce a different perspective. Certainly a different perspective than the United States, with whom I think a lot us have serious disagreements, perhaps not in their ends but in their means. So I think it is quite natural that Canadians would want to see a different perspective, perhaps one that is not a power-based perspective as the U.S. must be, and it would certainly differ from the Russians who are the same: a power-based organization that is rather paranoid and who think quite differently in terms of negotiation and arms control.

So I think Canada has got room to do this. I think the Centre could do it eventually but a better-funded organization could do it perhaps on a broader scale and a lot more quickly and reach world status sooner.

Mr. Laniel: My last question. One aspect you did not cover, and I am sure it is not intentional.

I am also a military person in a sense that I contributed a very small part to the last war, but you have some attachment, you know, and sometimes these memories are very important and they do affect your state of mind and your flexibility and your openness. We often tend to say as an ex-military, that the population does not know all of the implications and all of the dangers and all that.

• 2035

The aspect of my question that you did not touch was directed also to the ex-military Admiral Falls. Is there a use for an ex or a military person in the *militaire* of the Canadian Forces? To hear that kind of a voice... you know, you speak of education, you speak of the population, but can this kind of institution be also useful to not necessarily put pressure on the military, because they have a responsibility, they have a task, they have all kinds of information that is not available to the population, but to hear another voice from the Canadian people concerned with disarmament and peace and security?

[Translation]

nouvelle organisation qu'on propose de mettre sur pied. Je me suis demandé si son existence favorisera ou non la cause de la paix, par l'entremise de négociations, d'un comportement civilisé et par l'éducation. J'ai lu le projet de loi très attentivement, et j'ai conclu que l'institut atteindrait effectivement ses objectifs. Il le fera s'il fait du prosélytisme, s'il se sert de ses crédits pour éduquer la population et augmenter sa connaissance en l'incitant à étudier de nouvelles idées.

A ma connaissance, très peu de personnes au Canada travaillent dans ce domaine; il n'y en a pas assez ni au gouvernement, ni à l'extérieur.

Vous me demandez ce que nous pouvons produire que les autres pays ne peuvent pas faire. Tout ce que je puis répondre, c'est que nous pouvons offrir une perspective différente sur les choses, tout au moins une perspective différente de celle des États-Unis, pays avec lequel bon nombre d'entre nous ont des divergences d'opinion assez sérieuses. Nous cherchons peut-être à atteindre les mêmes buts, mais nous ne sommes pas d'accord sur les moyens à prendre. Il me paraît donc tout à fait normal que les Canadiens veuillent qu'on exprime une perspective différente, qui ne se fonde pas sur des réalités de pouvoir comme ce doit être le cas aux États-Unis, et qui diffère certainement de celle des Soviétiques, qui sont dans la même situation que les Américains. J'entends par là qu'ils constituent une organisation fondée sur le pouvoir, qui est hypersusceptible et a des idées tout à fait différentes en matière de négociation et de contrôle des armements.

Je pense donc que le Canada a la marge de manoeuvre nécessaire pour y arriver et que le centre pourrait peut-être le faire, mais un organisme mieux financé atteindrait peut-être ces objectifs dans une perspective plus vaste, plus rapidement, et obtiendrait beaucoup plus tôt une reconnaissance mondiale.

M. Laniel: J'en suis à ma dernière question. Vous n'avez pas abordé un aspect précis, et je suis sûr que ce n'était pas voulu de votre part.

Je suis moi-même militaire, c'est-à-dire que j'ai participé un peu à la dernière guerre. Vous savez, on est parfois attaché à des souvenirs militaires, ces derniers influent sur notre façon de penser, notre souplesse et notre ouverture d'esprit. En tant qu'ancien militaire, on a souvent tendance à dire que la population n'est pas au courant de toutes les ramifications de certaines questions, ni de tous les dangers qui en découlent, etc.

C'est à vous, amiral Falls que je pose cette question relative à quelque chose que vous avez négligé de mentionner. Peut-on trouver quelque chose à faire à un ancien militaire des Forces canadiennes? Vous savez, vous parlez d'éducation, vous parlez de vous adresser à la population, mais ce genre d'institut ne peut-il pas aussi exercer des pressions sur les militaires, car ces derniers ont une responsabilité et certaines fonctions, et à cause de cela, ils disposent de toutes sortes de renseignements, qui ne sont pas disponibles pour la population. En conséquence, n'est-il pas possible d'entendre une autre voix canadienne parler à la population du désarmement, de la paix et de la sécurité?

[Texte]

Admiral Falls: I would not want to put too big a point on it because the military have a particular role to play, and that is in the security of their country. We do not lead in the political aspects, and I did not when I was in uniform, and I have been trying to avoid it ever since. But in my view it would be useful for the military to have close links with such an institution. I guess I would see a value for it more in other countries than in Canada, because in Europe I found our Canadian representatives—and I was neutral then; I was the chairman and we had Canadians and we had everybody involved—and my opinion was that the Canadians had a very objective view of such issues and such things as we are discussing—arms control—whereas in some of the other nations, the military, it was a pretty automatic thing. Anything that had to do with the lessening or trade-offs they were again automatically. And then it was hard to bring them along. It is kind of a broadcast and generalized criticism that perhaps is not entirely valid in all cases, but I think, if only to illustrate that if there were a better understanding in the military of all of the aspects of arms control, there would be a dovetailing of interests and the military's interests would be better protected in the long-run by a thorough understanding of all of the issues and not just the military ones. I really think that and I think my military colleagues would agree.

The Chairman: Thank you.

Next on my list... I prefer to call people by their name than by their district... Mr. King, please, followed by Dr. Hudecki, then followed by the Hon. Mr. Stevens.

Mr. King: Admiral, you used a number of descriptive words that I wanted to speak upon... independence was one, responsibility and accountability, which more-or-less go together, Canadian perspective was another one. And then you used one that I had phrased into a question; that was "paranoia". I would like to just pursue some of these directions.

With respect to the institute, how do we keep a distinctly Canadian perspective if, for instance, we have seven out of 15 directors who are non-Canadians? This is a concern to me and it is a concern that has been expressed by a number of others. I would like your reaction to that.

In the subcommittee where we have been meeting with witnesses, a number have suggested that this is too high a non-Canadian content.

More than one have suggested that included in the directors might be someone from the Warsaw Pact countries. I wonder how you would react to that.

The day after this Bill was announced on *Canada AM*, I believe it was someone from McMaster University who appeared on *Canada AM* and spoke of the essentiality of maintaining a posture independent of government. I think you have indicated you have some concern with that. I remember he said its effectiveness would be destroyed should there be even a suspicion that that independence does not exist.

[Traduction]

Am Falls: Je ne voudrais pas trop insister là-dessus, car les militaires ont des fonctions précises à exercer, ils sont chargés de veiller à la sécurité de leur pays. Ils ne prennent pas les devants dans la sphère politique, je ne le faisais pas moi-même lorsque j'étais en uniforme et je l'évite depuis mon entrée en retraite. Cela dit, il serait utile que les militaires aient des liens étroits avec un tel organisme. Je crois même que cela me paraîtrait plus utile dans d'autres pays qu'au Canada, car lorsque j'étais en Europe, en tant que président du comité, j'étais neutre, et à mon avis, nos représentants canadiens jugeaient les questions liées au contrôle des armements de façon très objective, alors que dans certains autres pays, les militaires avaient les réflexes assez automatiques. Ils s'opposaient automatiquement à tout ce qui diminuait les avantages de leurs pays ou entraînait des échanges. Il était alors difficile de les persuader. Il est peut-être abusif de généraliser une telle critique, mais à mon avis, si les militaires comprenaient mieux tous les aspects du contrôle des armements, les intérêts des autres groupes et les leurs s'harmoniseraient, et à long terme, les militaires seraient mieux protégés, du fait qu'ils auraient mieux compris toutes les questions, et non seulement celles ayant un contenu militaire. C'est mon avis là-dessus, et je crois que mes collègues militaires le partagent.

Le président: Merci.

Je préfère appeler les gens par leur nom plutôt que par leurs circonscriptions... Figurent sur ma liste M. King, qui sera suivi ensuite par M. Hudecki, puis par l'honorable M. Stevens.

M. King: Amiral Falls, vous avez utilisé certains termes importants sur lesquels j'aimerais revenir... ainsi, vous avez mentionné l'indépendance et la responsabilité, aspects qui sont plus ou moins complémentaires, et également une perspective canadienne. Ensuite, vous avez utilisé un terme que j'avais mis dans une de mes questions, vous avez parlé d'hypersusceptibilité. J'aimerais donc m'arrêter quelque peu là-dessus.

Pour ce qui est de l'institut, comment pouvons-nous y maintenir une perspective vraiment canadienne si, par exemple, 7 des 15 membres de son conseil d'administration sont des étrangers? Cela me préoccupe et préoccupe également plusieurs autres, qui l'ont laissé savoir. J'aimerais savoir ce que vous pensez de cela.

Devant le sous-comité qui entend des témoignages là-dessus, certaines personnes ont estimé que le pourcentage de membres non-canadiens est trop élevé.

Plus d'un a proposé qu'un des membres du conseil d'administration provienne d'un pays faisant partie du Pacte de Varsovie. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Le lendemain du jour où on m'a annoncé la présentation de ce projet de loi, quelqu'un de l'Université McMaster je crois, participa à l'émission *Canada AM*, et dit qu'il était essentiel de maintenir l'indépendance de cet institut par rapport au gouvernement. Je crois que vous avez d'ailleurs aussi indiqué votre souci qu'il en soit ainsi. De toute façon, je crois que cette personne a dit que l'efficacité de l'organisme serait réduite à

[Text]

Would you comment on these areas? We will get into the paranoia later.

Adm Falls: First of all, in the manner in which the question was asked, I just want to make it clear that I am not an active advocate of this bill. I am here merely to offer my opinion on it. It is important, because I am not an expert on the bill. A lot of my assumptions may be quite erroneous. They are assumptions I have arrived at by watching television and reading the press and so forth. So I cannot give you anything but opinions—and the first thing I would like to say is that I had assumed, from the dialogue I have heard, that there is going to be an attempt to make this institute independent of government. I personally think that is important, if it can be achieved; and it can only be achieved through the funding. That is why I included that in my initial remarks, as an opinion and generally as a hopeful suggestion as to how it might be done, so that it can be both independent and responsive to Parliament.

About the number of non-Canadians as directors, I can only assume the idea there has been taken perhaps from other like institutions in Sweden and in the United States, where there is an international flavour to the board of directors. The advantage to that, as I can see it, is to try to internationalize the institution as quickly as possible to have some influence outside the country—and I think that is important if we are to get our Canadian perspectives. It is of significant use to Canadian citizens, of course, but it is also an added and important issue to try to get a Canadian view, independent of government, expressed, as the Stockholm institute does, and others in the United States. In other words, here would be another internationally recognized and well thought-out and respected opinion, which perhaps—who knows—some day the Soviets might pay attention to, or even the Americans.

So you see, that was probably the reason for the internationalization of the directorships. Whether in fact seven is right or too many, I do not know. Seven out of fifteen is almost half. I do not feel strongly . . .

Mr. Hudecki: Not more than seven.

Adm Falls: Not more than seven. And I presume it is a movable feast; they change every three years, or something, and that can be adjusted.

About a member of the Warsaw Pact, that is an intriguing idea. I had not heard it before. The only problem—I do not see any violent disadvantage to such a thing, but when you consider that the board of directors is there, I presume, to create general policy, his influence would perhaps not be great, and it might cause more problems than it would solve. It would be a kind of tokenism, would it not? Whether it would be

[Translation]

néant si l'on venait même à soupçonner qu'il n'était pas indépendant.

Pouvez-vous faire quelques remarques là-dessus? Nous aborderons la question de l'hypersusceptibilité ensuite.

Am Falls: D'abord, compte tenu de la façon dont la question a été posée, je tiens à préciser que je n'ai pas parrainé activement la présentation de ce projet de loi. Si je suis ici, c'est tout simplement pour vous donner mon avis à son sujet. C'est une distinction importante, car je ne suis pas un spécialiste en ce qui a trait à son contenu. Bon nombre de mes hypothèses peuvent être tout à fait erronées. J'y suis arrivé après avoir vu certaines émissions à la télévision, avoir lu des articles de presse, etc. Je ne puis donc que vous donner mon avis. En premier lieu, d'après ce que j'ai entendu, j'ai supposé qu'on s'efforcerait d'assurer l'indépendance de cet institut par rapport au gouvernement. Cela me paraît important, et on ne pourra le réaliser que grâce à une forme de financement. C'est pour cette raison que j'ai mentionné la chose dans mes remarques liminaires, et que j'ai donné une idée de la façon dont on pourrait procéder pour que l'organisme soit à la fois indépendant et responsable devant le Parlement.

Pour ce qui est de la participation de non-Canadiens au conseil d'administration, je suppose que cette idée a été empruntée à d'autres organismes analogues existant en Suède et aux États-Unis, où le conseil est effectivement multinational. L'avantage à mon avis, c'est qu'on internationalise l'organisation le plus rapidement possible, de façon à exercer une certaine influence à l'extérieur de son propre pays, et cela me paraît important si nous voulons qu'il se constitue une perspective canadienne. Bien entendu, cette perspective sera précieuse aux citoyens canadiens, mais il est également important d'exprimer une perspective canadienne indépendante de celle du gouvernement, comme le fait d'ailleurs l'Institut de Stockholm et d'autres organismes des États-Unis. Autrement dit, cela permettrait de disposer d'un autre avis réfléchi, respecté, et reconnu sur le plan international, à tel point qu'un jour, les Soviétiques, et même peut-être les Américains, pourraient y prêter attention.

Je crois donc que c'est probablement pour cela qu'on a décidé d'ouvrir le conseil d'administration à des membres internationaux. Cependant, pour ce qui est de savoir si le nombre de sept membres de cette catégorie est excessif, je l'ignore. Sept sur quinze, c'est à peu près la moitié. Je n'ai pas d'idée très ferme . . .

M. Hudecki: Il ne faut pas qu'ils soient plus de sept.

Am Falls: Pas plus de sept. Je suppose aussi qu'il y a un roulement, c'est-à-dire qu'on change de membres tous les trois ans ou quelque chose d'approchant, ce qui permet de rajuster les choses.

Pour ce qui est de la participation d'un membre venant d'un pays du Pacte de Varsovie, cette idée m'intrigue. Je n'en ai pas encore entendu parler. Je n'y vois pas de désavantage fondamental, mais cela dit, lorsqu'on tient compte du fait que le conseil d'administration aura pour fonction d'adopter les grandes orientations de l'organisme, l'influence de ce seul membre sera peut-être assez faible, et sa présence créera peut-

[Texte]

worth it in the international community, or even in the national community, I doubt. I would probably come down on the side of saying it is not worth it; it is just sheer tokenism.

• 2045

Mr. King: I am comforted to hear that . . .

Adm Falls: Thank you.

Mr. King: —because I have grave reservations about that, although I do believe the institute will not be forming policy. But the suggestion I have heard is that it would be making a broad spectrum of recommendations from which policy positions could be . . .

Adm Falls: Sir, I think you may have misunderstood me. The board of directors was to create the internal policy of the institution . . .

Mr. King: Yes, I see.

Adm Falls: —in other words, give it the guidance it would need to do its work.

Mr. King: Of course. That being the case, then it is very, very important that the mode of selection of directors be carefully provided for. We have had some reservations about the Governor in Council selection process, even with the assurance that it would be with consultation. There has been a suggestion put forward that groups interested in peace in Canada might put forward nominees for this selection process. I am wondering how you react to that.

Adm Falls: That sounds a very democratic way, quite frankly, of establishing a board of directors. Someone ultimately has to make a decision, and I would not wish to get involved in trying to negotiate or offer opinions as to who it should be: all parties, government, Order in Council or what. I hope it will be worked out such that there will be a broad consensus on these people, and again, some kind of ability to have a non-renewal if they do not measure up. I spoke earlier about the business of accountability.

So I do not know how it would be done. The idea of groups from which nominations can be offered seems reasonable to me, but it seems to me that it does require objective, independent souls to sit there and guide this thing.

Mr. King: I would hope, Mr. Chairman and Admiral, there would be a degree of accountability to the House of Commons Standing Committee on External Affairs and National Defence and that that committee would have a role to play, perhaps, in the selection process, but certainly in the reporting phase of the institute.

Mr. Laniel: It is provided for.

The Chairman: Thank you.

Dr. Hudecki, please, followed by the Hon. Mr. Stevens.

[Traduction]

être plus de problèmes qu'elle n'en résoudra. Il me semble qu'il s'agirait d'une participation assez symbolique, n'est-ce pas? Je doute donc qu'elle ait beaucoup d'importance au plan international et même au sein de la collectivité nationale. En fait pour répondre à votre question, je dirais que tout cela n'est que symbolique.

M. King: Je suis heureux de vous l'entendre dire.

Am Falls: Merci.

M. King: . . . étant donné que j'ai de grandes réserves à formuler à ce sujet, même si je pense que l'institut n'élaborera pas de politique en tant que telle. Cependant, d'après ce que j'ai entendu dire, il formulerait de larges recommandations à partir desquelles des politiques pourraient être établies.

Am Falls: Vous m'avez peut-être mal compris. Le conseil d'administration serait là pour établir la politique interne.

M. King: Je vois.

Am Falls: . . . en d'autres termes pour donner à l'institut l'orientation nécessaire pour réaliser son travail.

M. King: Evidemment. C'est la raison pour laquelle il est extrêmement important que le mode de sélection des membres du conseil soit tout à fait précis. Nous avons formulé quelques réserves devant un processus de sélection qui ferait intervenir le gouverneur en conseil, même si le choix était assorti de consultations. Des suggestions ont été faites voulant que certains groupes intéressés aux questions concernant la paix présentent une liste de candidats possibles. Qu'en pensez-vous?

Am Falls: Cela me semble être une façon fort démocratique d'établir un conseil d'administration. En fin de compte, quelqu'un devra prendre la décision, et je ne voudrais pas être celui qui se prononce là-dessus; devra-t-il s'agir de candidats choisis par tous les partis, par le gouvernement, par décret ministériel, etc. J'espère que ce mécanisme sera mis au point à la suite d'un accord assez vaste; de plus, les postes devraient être non renouvelables dans les cas de membres du conseil qui ne seraient pas à la hauteur. J'ai parlé précédemment de la question de l'imputabilité.

Donc, je ne pourrai me prononcer sur la façon exacte dont les choses devraient se passer. Cette idée de liste de noms possibles me semble raisonnable; il me semble que l'institut devrait avoir des personnes objectives et indépendantes comme membres du conseil d'administration.

M. King: Monsieur le président, amiral, l'institut serait dans une certaine mesure responsable devant le Comité permanent des affaires extérieures et de la Défense nationale de la Chambre des communes; peut-être le Comité pourrait-il avoir un jour un rôle à jouer dans le choix des membres du conseil; il devrait certainement en avoir un dans la façon dont l'institut fait rapport.

M. Laniel: Tout cela a été prévu.

Le président: Merci.

Docteur Hudecki, suivi de M. Stevens.

[Text]

Mr. Hudecki: We are delighted to have you, Admiral Falls. Most of us have followed your career with great interest and have been very impressed with the contribution you have made to our country.

My first question is maybe a little provocative, and that is: Why is it, and what happens to military men of some stature on retirement when they take on entirely different roles, such as that of promoting peace? I am not referring to yourself, sir, but starting off with Eisenhower and working down to a number of admirals and generals who have now become great proponents of the peace movement. I could see that in the lesser ranks they have no position with which to discuss it and to take sides, but as for generals who are in a position where there is an interface between the military and government, you would think they would use influence at that point rather than waiting until they have retired.

• 2050

Adm Falls: Dr. Hudecki, I do not quite know how to answer that, except to say that it is very difficult—and I can say this from experience—to express a view when one holds a position that is different from the position of either the country or the organization you represent. For instance, as the chairman of the military committee, I had to represent a group of 15 countries, all of whom had to agree; it is consensus, and that is the way NATO works. So obviously, if you can get an agreement of 15 nations, you are going to get it at the lowest common denominator, and therefore the wisdom of that position is not likely to be earth-shaking. This is frustrating. But there was no way I could stand up and say this is what I think, because I was speaking, and would have to be seen as speaking, as the chairman of the military committee. Many times I shaded it quite closely in the sense of making it quite clear that these were my views, and I did this twice a year at press conferences. I got away with it, quite nicely I think, up until the one time when I was betrayed by some headlines; not what I said but how the editor put the headlines on it. So nothing has changed. I guess I never did try to be controversial in office, and I have not tried to be controversial out of office, or in retirement. That is part of the answer.

The other part of the answer is that I found it really is not the military people anymore who make decisions regarding war and peace, if they ever did. I think there was a time when they did, perhaps. But with the advent of nuclear weapons, particularly, the military really have very little to do with the conduct of war. They are the custodians of these weapons and they will, I suppose, put the mechanism together that will make them go off, and they will aim them in the right direction, but they will not decide even where they will be aimed. This decision is taken in consultation with the political aspects of countries. So more and more, all the decisions that are taken are taken by political people, and the military are...

I am not denigrating the system at all, I am just trying to say that it is not what most people think. I suppose a lot of people think the military make these decisions and should be held accountable, and you hear stories about the mad general who will go pushing the button some time. Well, in the first

[Translation]

M. Hudecki: Nous sommes heureux de vous voir comparaître ici, amiral. Nous avons suivi votre carrière avec grand intérêt et nous avons été très impressionnés par les contributions que vous avez faites à notre pays.

Ma première question est peut-être un peu directe: Pourquoi des hauts gradés adoptent-ils à la retraite des rôles complètement différents de ceux qu'ils avaient sous l'uniforme? Comment se fait-il qu'ils se fassent avocats de la paix? Je ne parle pas de vous précisément, je pense simplement à Eisenhower et à différents amiraux et généraux, qui sont maintenant de grands promoteurs de la paix. Pourquoi les généraux en poste, et je ne parle pas ici des rangs inférieurs, pourquoi, alors que les généraux pourraient avoir une influence auprès du gouvernement, doivent-ils attendre la retraite pour exercer celle-ci?

Am Falls: Monsieur Hudecki, je ne sais pas vraiment comment répondre à votre question sinon en vous disant qu'il est très difficile, et je parle ici d'expérience, d'exprimer un point de vue différent de celui du pays ou de l'organisation que l'on représente. Ainsi, en tant que président du comité militaire, je représentais un groupe de 15 pays qui devait fonctionner par consensus, car c'est comme cela que fonctionne l'OTAN. Ce consensus évidemment était obtenu au niveau du plus petit commun dénominateur et la position officielle était une position à laquelle on pouvait évidemment s'attendre. C'est frustrant, mais il est certain qu'il ne m'était pas possible de dire quel était mon point de vue personnel; il fallait que je parle en tant que président du comité militaire et que je sois perçu comme tel. Très souvent, j'ai apporté ma propre touche, tout en faisant bien comprendre que c'était mon point de vue personnel; j'ai procédé de cette façon au cours des deux conférences de presse annuelles. Tout a très bien marché jusqu'au jour où les journalistes se sont mêlés de faire de l'interprétation. Pour répondre à votre question, je suppose que je n'ai jamais essayé de susciter la controverse lorsque j'étais en poste ni après, à la retraite.

De plus, je me suis rendu compte que ce ne sont plus les militaires qui prennent des décisions quant à la guerre et la paix, si tant est qu'ils l'aient jamais fait. Peut-être y a-t-il eu une époque où les militaires décidaient; cependant, avec l'avènement de la technologie nucléaire, les militaires ont très peu à faire avec la conduite de la guerre. Ils sont les gardiens de l'arsenal, ils peuvent pour ainsi dire dégoupiller la grenade, la lancer dans la bonne direction, mais certainement pas décider de la direction eux-mêmes. Cette décision est prise de concert avec les hommes politiques du pays. Ainsi, de plus en plus, toutes les décisions qui sont prises le sont par des politiciens, les militaires n'étant...

Je ne suis pas en train de dénigrer le système, j'essaie simplement de bien faire comprendre comment il fonctionne. Beaucoup de gens pensent que les militaires prennent les décisions, que ce serait eux qui devraient être tenus pour responsables et l'on entend raconter des histoires affolantes

[Texte]

place, it is impossible for him to do it; and secondly, he would have to be mad, because the system is such that it just does not happen that way.

So I think part of my wanting to continue in some way in this field is to do those things I just absolutely could not do in terms of influence, except in corridors and so forth, which I tried to do, I think reasonably successfully, in trying to influence people, but not publicly.

Mr. Hudecki: If you feel, as a chief of staff, and I am not referring to you personally, sir, but as a chief of staff in any country, do you not have opportunities, as a counsellor and adviser to the people in government, to train them and to sort of lead them into a decision you think would be of general benefit to the country as a whole, rather than to advise them purely on military matters?

Adm Falls: I suppose it varies from country to country, Dr. Hudecki. In fact, I know it does.

Mr. Hudecki: They overdo it in some countries.

Adm Falls: As a chief of staff, yes, and I had a lot of opportunity before I was chairman to compare notes with my colleagues on what authority did they have. In some cases I was extremely much better off in terms of what I could do as chief of staff, and that is I think a very generous sharing of responsibilities, particularly in procurement matters that we have in Canada. But in the policy issues and the sorts of decisions you are talking about, not many chiefs of staff were very deeply involved. Perhaps the Americans most of all.

• 2055

But even so, I wonder, and I wondered, really to what depths—but I just do not know.

Mr. Hudecki: On another subject, I am still quite vague on what constitutes research work in a peace institute. You are giving suggestions that you should have responsibility and accountability. One of the bases of physical research is to ask for a person's goal; what they are aiming to achieve. Then you just let them go at that, because they should not have various restraints, because that is the only way they can create, come up with ideas. They may work a whole year and come out with nothing, but the second year they make a very definitive discovery that is very helpful.

I think what happens if you restrain people who are doing research work—and this is more in physical research, again, than in whatever the research is in—people doing peacekeeping and thinking in terms of security—if you put restraints on them, then you have a constant flow of literature which is just a repetition of what somebody else wrote and somebody else worked on and so regurgitated at us again. I was just wondering whether you would not rethink the issue if you were on the board of directors—and I hope you will be—whether or not there should be that strict accountability and responsibility you indicated in your talk.

[Traduction]

concernant un général fou qui pressera sur le bouton de la guerre nucléaire. Tout d'abord, il faut bien savoir que ce sera impossible, tout simplement parce que le système ne fonctionne pas de cette façon.

La raison donc pour laquelle j'aime continuer en ce domaine est que cela me permettra d'avoir l'influence que je ne pouvais avoir auparavant, sauf dans les couloirs et non directement.

M. Hudecki: Les chefs d'état-major n'ont-ils pas la possibilité, en tant que conseillers du gouvernement, d'amener celui-ci à prendre une décision bénéfique pour le pays dans son ensemble et non simplement de donner des conseils sur des questions purement militaires?

Am Falls: Je suppose que cela varie de pays en pays. C'est le cas.

M. Hudecki: Évidemment, dans certains pays on va un peu plus loin.

Am Falls: En tant que chef d'état-major, évidemment, j'ai eu la possibilité, avant d'être président, de comparer le degré de pouvoirs qu'ils avaient. Je me suis rendu compte que dans certains cas, ma situation était nettement meilleure que la leur puisqu'il y a partage de responsabilités, particulièrement en matière d'achats militaires. En matière de politiques et de décisions, cependant, la participation des chefs d'état-major ne va pas très loin. Et c'est peut-être surtout le cas des américains.

Cependant, il m'est très difficile de juger en la matière.

M. Hudecki: J'aimerais mieux comprendre en quoi consiste le travail de recherche d'un institut pour la paix. Vous parlez de responsabilité. Il faut établir des buts à atteindre puis laisser faire, sans quoi on met un frein à la créativité. Il est possible de travailler pendant une année à la recherche sans avoir de résultats, pour n'en obtenir que l'année suivante.

Si l'on établit certaines restrictions à la façon dont les chercheurs, que ce soit dans le domaine des activités de maintien de la paix ou de sécurité, si l'on impose donc des restrictions à ces chercheurs, ils finiront par produire des documents qui ne feront que répéter les thèses d'autres chercheurs avant eux. J'espère que vous ferez partie du conseil d'administration et je me demande si vous ne devriez pas réviser votre idée de la responsabilité.

[Text]

Adm Falls: I do not think there is a conflict whatsoever in what I said about accountability and the ability of complete freedom of thought in research.

I am not in any way an expert in arms control. I am just familiar with it. So the way research is done is still a bit of a mystery to me. But what I personally feel deeply about is that there has to be somebody who is thinking about new ways, new ideas, and how to arrive at a common—in fact, there is an organization called Search for the Common Ground in the United States, and I think they have some innovative ideas. In my talking about accountability there is nothing to prevent any institution from giving free rein to a bunch of people—and I would hope they would—to devise new ways or new ideas or new possibilities to influence men's minds.

I have in mind the idea that was I think generated here in Canada—and I do not even know the source of it, but it had to do with a treaty in outer space, where there are as yet no capabilities, and this is the right time and the right place. To come up with such a suggestion you have to do a hell of a lot of research and be partly a scientist to know what is achievable, what has already been achieved, so that the proposal that one makes is physically possible. I just know that it is not easy, and it is that kind of painstaking, detailed work that has to go on, hopefully with a lot of leeway.

Mr. Hudecki: The last question I have is that one of the approaches to stimulating the thinking on peace and bringing people to a bit of a standstill as far as accelerating arms is concerned is the so-called "principle of deterrence". It seems to me it probably works up to a certain point and then beyond that point, how far do you go in accumulating various arms?

Have you any thoughts on that—how effective deterrence is, and how this would fit into the whole concept of arms control in due course?

• 2100

Adm Falls: Yes, I have thoughts that you might find very simplistic, but I am a very firm believer in deterrence, in the principles of deterrence and in its execution. At the moment, there does not seem to be any answer or any alternative that would keep the peace in the world, other than the mutual threat, and a whole generation, up until very recently, came to accept that and live with it, and I can still live with it quite comfortably. But—and I said I would give you a simplistic answer—for that reason, I think it is absolutely essential to maintain a nuclear deterrence, as well as a strong conventional deterrence. But in the nuclear area, how many times does one need to have overkill? This was a remark that I made that was, I think, given bad headlines over in Europe, and what I was saying was, in fact, that one can, very subjectively decide on how much is enough for deterrence. What is it one needs for deterrence?

To me, it is fairly simple. It is a secure and certain second-strike capability, not just because I am a naval officer, but I

[Translation]

Am Falls: Je ne crois pas qu'il existe de conflit entre ce que j'ai dit concernant la responsabilité et une entière liberté de penser en matière de recherche.

Je ne suis certainement pas un expert en matière de limitation des armements, bien que je connaisse la question. La façon dont la recherche est faite est toujours un mystère pour moi. Cependant, j'estime que certaines personnes devraient être là tout simplement pour produire de nouvelles idées, bref des innovations. Il existe une organisation aux États-Unis qui fait appel à ce genre de cerveaux, elle s'appelle *Search for the Common Ground*. Leurs idées sont tout à fait nouvelles. Quand je parle de responsabilité, il est certain que rien n'empêche de laisser la bride sur le cou à des chercheurs qui pourront penser de façon indépendante et émettre des idées percutantes qui révolutionneront la pensée humaine. J'espère d'ailleurs que c'est ce qui se passera.

Je pense particulièrement à une idée qui a fait surface ici au Canada; je n'en connais pas la source mais je me rappelle qu'il s'agissait d'un traité sur l'espace extra-atmosphérique; nous n'avons pas encore de compétences en ce domaine et je crois que c'est le bon moment de les développer. Pour pouvoir présenter une thèse sur des questions de ce genre, il faut avoir fait beaucoup de recherches, être certainement homme de science pour connaître ce qui peut être réalisé, savoir ce qui a déjà été fait en la matière, bref faire une proposition qui pourrait être concrète. Ce n'est pas facile et pourtant c'est ce genre de travail, travail minutieux et détaillé, dont nous avons besoin.

M. Hudecki: Une des façons de stimuler des idées en matière de réalisation de la paix est de se pencher sur le fameux principe de dissuasion. Je suppose qu'un tel principe fonctionne jusqu'à un certain point, mais après? Jusqu'où aller? Où s'arrêter dans l'accumulation de différentes armes?

Avez-vous des idées à ce sujet? La dissuasion est-elle efficace? Comment ce principe s'intégrerait-il au concept global de la limitation des armements?

M. Falls: Oui, j'ai des idées que vous trouverez peut-être très simplistes, mais je suis persuadé de l'utilité de la dissuasion, des principes de la dissuasion et de son exécution. À présent, il ne semble pas y avoir d'autres façons de maintenir la paix mondiale que le recours à des menaces mutuelles et cela a été accepté par toute une génération, jusqu'à récemment, et c'est une situation que je n'ai pas de difficulté à accepter. Mais, et j'ai dit que j'allais vous donner une réponse simpliste, pour cette raison, je crois qu'il est absolument essentiel de maintenir une force de dissuasion nucléaire aussi bien que des forces conventionnelles de dissuasion. Mais dans le contexte nucléaire, jusqu'où devrait aller cette capacité de destruction excessive? C'est la question que j'avais posée et qui avait eu mauvaise presse en Europe, je disais qu'on peut décider de façon très subjective quelle capacité suffit pour la dissuasion. Combien faut-il pour la dissuasion?

Pour moi, c'est plutôt simple. Il s'agit d'une capacité sûre et certaine de deuxième frappe, et ce n'est pas seulement parce

[*Texte*]

happen to know something about submarines and I follow it fairly closely; with the evolution of modern submarines and their ability to communicate now, which has improved considerably, their ability to be accurate, which has also improved considerably, and with absolutely no success that I am aware of in the anti-submarine field, in terms of precise location—there is still generalization—but if a submarine wants to be quiet, it can go anywhere and remain undetected. No scientist I have talked to has been able to offer any hope yet of being able to say that we are going to have a breakthrough someday in the year 2050. To me, that is a secure second-strike capability.

Why do we therefore need all of these thousands and thousands of nuclear weapons? We do not. We can do with a lot less and still maintain a secure defence and a secure deterrence. This was the kind of philosophy I was trying to expound to this fellow, and I said, theoretically, one could even say, we do not care about the Soviets. If they do not want to negotiate, why should we worry? Why do we not unilaterally say that we think this much is enough and reach that?

But of course he picked up on that unilateral and talked about unilateral disarmament, which was not what I was talking about at all. I maintained, and still maintain, that there is a level we could go to and still have a secure nuclear deterrence; that it would be much less than we have now; that would probably have a vast and lasting effect on the morale and the well-being of citizens of the world. It would make them feel a lot more comfortable. It would also lessen the risk of accidental use of nuclear weapons. It will not be a panacea.

Those are my general views on the question, which is a bit far away from the subject.

Mr. H. deek: Thank you very much.

The Chairman: Thank you. The Hon. Mr. Sinclair Stevens, who, since your departure, is now, as you know, the official critic of the Official Opposition in matters pertaining to external affairs.

Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. Like my colleague, Admiral Falls, I certainly welcome you here and thank you for the information you are leaving with us. Sorry I was late, but in this business we seem to get a lot of conflicts.

I would be very interested to hear you out on how you feel this institute might function most appropriately, and I say that in this context: That those that are active in the field have said, in the usual words and perhaps in a little simplistic a way, that there are really two ways such an institute can function. One is a kind of an inward looking way, where they are an adviser to government; the other way is much more of a public way, where they are, as much as possible, independent from government but they are a think tank; they advise whoever is willing to listen to them or even commission them to do research work for them. The theory is advanced that you get

[*Traduction*]

que je suis officier naval, mais parce que je connais assez bien les sous-marins et je suis l'évolution de la situation; étant donné la capacité de communication du sous-marin moderne, qui s'est considérablement améliorée, et sa précision qui s'est aussi considérablement améliorée, et le fait qu'il n'y a eu absolument aucun progrès que je sache, dans le domaine anti-sous-marin permettant la localisation précise d'un sous-marin qui veut rester tranquille, celui-ci peut aller n'importe où sans être détecté. Aucun scientifique à qui j'ai parlé n'a mentionné la possibilité d'une percée dans ce domaine vers l'an 2050. Donc, cela explique la nécessité d'une capacité sûre de deuxième frappe.

Dans ce cas, pourquoi nous faut-il ces milliers et ces milliers d'armes nucléaires. Nous n'en avons pas besoin. Nous pouvons nous passer de cette quantité énorme tout en maintenant une défense sûre et un pouvoir de dissuasion incontesté. C'est le raisonnement que je tenais avec cette personne et je dis que d'un point de vue théorique, on pourrait même dire que nous nous fichons des Soviétiques. S'ils ne veulent pas négocier, pourquoi nous soucier? Pourquoi ne pas déclarer unilatéralement que telle quantité suffit à notre avis et l'atteindre?

Evidemment, mon interlocuteur a sauté sur le mot unilatéral et a parlé du désarmement unilatéral, ce n'était pas du tout ce que je disais. Je soutenais, et je suis encore de cet avis, qu'il y a un niveau que nous pourrions atteindre et qui nous permettrait d'avoir une dissuasion nucléaire; c'est un niveau qui serait sans doute de beaucoup inférieur à celui qui existe déjà et il aurait probablement d'importantes répercussions et un effet durable sur le moral et le bien-être des citoyens du monde. Ils se sentiraient beaucoup plus à l'aise. Cela diminuerait aussi le risque d'une utilisation accidentelle d'armes nucléaires. Ce ne serait pas une panacée.

Voilà mes opinions générales sur la question, qui est un peu éloignée du sujet.

M. Hudecki: Merci beaucoup.

Le président: Merci. L'honorable M. Sinclair Stevens qui est, depuis votre départ, le porte-parole de l'Opposition officielle en ce qui concerne les affaires extérieures.

Monsieur Stevens.

M. Stevens: Merci, monsieur le président. Comme mon collègue, je vous souhaite la bienvenue ici, Amiral Falls, et je vous remercie des renseignements que vous nous donnez. Je vous demande pardon de mon retard mais dans ce métier, nous sommes fort sollicités.

Je voudrais connaître vos opinions sur le fonctionnement le plus approprié de cet institut. Pour résumer ce que nous avons entendu d'autres témoins spécialisés dans ce domaine, un institut de ce genre pourrait fonctionner de deux façons possibles. Il pourrait jouer le rôle de conseiller auprès du gouvernement, sans trop se faire remarquer, ou bien, d'une façon beaucoup plus visible, constituer une sorte de comité d'experts aussi indépendant que possible du gouvernement et qui donne des conseils à qui veut l'entendre et pourrait même commander des travaux de recherche. On prétend que l'institut se crée des ennuis s'il essaie de faire les deux, c'est-à-dire

[Text]

into trouble when you try to have an institute that does part of both; that is, it tries to advise the government and, at the same time, is comparatively independent.

• 2105

My first question is, do you feel that that type of thinking is a fair observation? When I heard you earlier, you mentioned the importance of keeping this institute independent.

Adm Falls: To answer your question very briefly, yes, I am concerned. I think your expressions of concern are valid, but I would hope they are not insurmountable. I would see this institute, I hope, as one that was not primarily set up to advise government. Government has its own advisers in the Department of External Affairs and in the Department of National Defence who should remain, I suppose, paramount in this, but who would benefit from the views and ideas of, and the research done by, this institute . . . this or any other institute. I see the institute perhaps as being most useful if it is as independent from government as is absolutely possible. I do not know how it will be done. As I mentioned, I guess before you arrived, it probably can only be done either by the way it is funded or the way in which the control is exercised over the board and the officers. But I think it should be as independent as possible, if such a thing is possible.

Mr. Stevens: Admiral, you have anticipated my second question: What, in your opinion, is the capability and the quality of the advice that the government has open to it, through External Affairs or the military, on the types of things this institute might be looking into—peace, security, disarmament? I ask you this because it has been suggested to us that, if there is a need, it is perhaps a need to shore that up, that that advice is much weaker than they would be getting, say, from the military side, if they call upon the military to advise them in that area; that will be much stronger advice, much more in depth, much more learned, if you like, than if they turned to a group that might, as you say, be called upon in External or in the military to advise them on the type of thing that the institute may look into. The people we have talked to have indicated that where this shows up very badly is when we go to what would be regarded as some kind of peace conference as a government. We do not have that much good advice to deal, as a member country or a participant, at those discussions.

Mr. Laniel: Are you saying that we do not, or are you asking a question?

Mr. Stevens: It has been suggested to me that we do not have it.

Mr. Laniel: Okay.

Adm Falls: I am afraid, Mr. Stevens, my answer is going to be flavoured a bit by the fact that I have read the submission on the Speech from the Throne and the suggestion therein that was made by the Centre for Arms Control, where they were, I think it would not be unkind to say, critical of the existing governmental institutions in External Affairs and Defence—that they were undermanned, overworked, that they were not structured and manned to do the job they should be doing. I

[Translation]

conseiller le gouvernement et conserver en même temps une certaine indépendance.

Je vous demande si vous pensez que cette observation est juste. Vous avez parlé tout à l'heure de l'importance de l'indépendance de cet institut.

Am Falls: Pour vous répondre très brièvement, c'est effectivement un souci pour moi. Je crois que cette préoccupation est valable mais elle ne me semble pas insurmontable. J'espère que le but principal de cet institut n'est pas de donner des conseils au gouvernement. Le gouvernement a ses propres conseillers au ministère des Affaires extérieures et au ministère de la Défense nationale, dont le rôle devrait rester d'une grande importance mais qui pourrait profiter des idées et des recherches faites par cet institut ou n'importe quel autre institut. A mon avis, le travail de cet Institut sera d'autant plus utile qu'il reste aussi indépendant que possible du gouvernement. Je ne sais pas comment cela se fera. Comme je l'ai dit, sans doute avant votre arrivée, cela se limite probablement à la méthode de financement prévue ou la façon dont le contrôle est exercé sur le conseil et ses membres. Mais je crois qu'il devrait être aussi indépendant que possible, si cela est faisable.

M. Stevens: Amiral, vous avez anticipé ma deuxième question: quelles sont, d'après vous, la capacité et la qualité des conseillers qui sont à la disposition du gouvernement, ou bien au ministère des Affaires extérieures ou à la Défense, concernant les sujets susceptibles d'intéresser cet institut, la paix, la sécurité, le désarmement? Je vous pose la question car on a laissé entendre qu'il est peut-être nécessaire de renforcer les services actuels. On a dit que nous obtiendrions des renseignements beaucoup plus solides et approfondis en les demandant à un tel organisme, que si on s'adressait aux spécialistes des Affaires extérieures ou de la Défense. Nos témoins ont dit que les lacunes actuelles sont particulièrement visibles quand notre gouvernement participe à des conférences sur la paix. Nous n'avons pas des observations très valables à offrir en tant que pays membre ou participant lors de ces discussions.

M. Laniel: Est-ce que vous faites une affirmation ou posez-vous une question . . . ?

M. Stevens: On a laissé entendre qu'il y avait des lacunes.

M. Laniel: Oui.

Am Falls: J'ai lu le document portant sur le discours du Trône et les observations faites par le Centre de la limitation des armements, qui étaient, il faut le reconnaître, critiques à l'égard des institutions actuelles des Affaires extérieures et de la Défense—on disait qu'il n'y avait pas assez de personnel, que les fonctionnaires étaient surmenés, que ces mécanismes n'étaient pas structurés et équipés pour réaliser leur tâche. C'est sans doute la raison de cette idée de l'institut. Dans ce

[Texte]

think probably that is the reason for the idea of an institute. One can say, why not just beef up the government and not have an institute? To me, that is an obvious option.

Mr. Stevens: A good question.

Adm Falls: Again, I did not come here as a proponent of Bill C-32, I merely feel that, on balance, I would do both. I feel strongly about the fact that Canada has to do more and has to become better, has to have a more influential position in NATO, in the world, and that we are kind of short of talent.

• 2110

But I do not think the answer is just to beef up External Affairs and National Defence. It is a longer-term problem. It seems to me we will not see the fruits of this for many years, if it gets off the ground; and if the thing does what I understand it is going to do, there is a lot of groundwork to be laid and a lot of educating to be done, there are a lot of chairs to be established, a lot of work is to be done in universities and a lot of use to be made of existing institutions such as the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament and the various groups in universities that exist now. This institute would provide the focus for that sort of thing, I think, and would have the advantage of having some funds to expand in the right areas.

So I do not see a conflict, particularly. In fact, I think it would be hard to expect it to be able to accomplish what I think needs to be done simply by going at the existing organizations.

Mr. Stevens: Admiral, my next question is something I think you, of all the people we are likely to hear from, are maybe better qualified to comment on than any other. How do you see the institute functioning with classified information? To do a job that would appear to have a proper depth and knowledge, they presumably need as much information as they can get about what is the present position of the various alliances. We as a member of NATO are not only a member and privileged to get a lot of classified information... as I understand it, we have one of the highest classifications—and if there is any suggestion that some of that information is going to be turned over to an outside institute, which in turn may disclose that—or whatever the parameters are to others; it may even have members on its board who are foreigners to Canada—there may be an uneasiness among one or more of our allies that that classified information is continuing to be made available.

From your background, is this a possible problem? Or do you feel if the institute is to be truly independent, then it just has to be cut off from something you would regard as classified information?

Adm Falls: I cannot see that this is a real problem. I do admit to having read it somewhere, but it did not disturb me at the time, and I did not really pursue it mentally very far, because the more I see of military and other classification, the

[Traduction]

cas, pourquoi ne pas simplement renforcer les effectifs actuels du gouvernement sans créer un institut? Cela me semble une solution évidente.

M. Stevens: Effectivement.

Am Falls: Je précise encore une fois que je ne suis pas ici en tant que défenseur du projet de loi C-32. J'estime en fin de compte qu'il faut s'occuper des deux. Je suis persuadé que le Canada doit faire davantage et améliorer son travail, doit avoir davantage d'influence au sein de l'OTAN et sur la scène mondiale, et nous semblons manquer de compétences.

Je ne crois pas que la solution soit de renforcer certaines fonctions du ministère des Affaires extérieures ou de la Défense nationale. C'est un problème à plus long terme que cela. Il me semble que nous n'en verrons pas les fruits avant longtemps et si cet organisme doit effectivement remplir les fonctions qui sont prévues, il y aura pas mal de travail et de préparatifs à faire, notamment dans le domaine de l'éducation, il y aura pas mal de chaires à établir, beaucoup de travail à réaliser dans les universités ainsi que dans les organismes existants comme par exemple le Centre canadien pour la limitation des armements et le désarmement, etc. Cet institut sera le point de convergence de toutes ces différentes activités et il aura, je le suppose, les fonds nécessaires pour se développer dans les bonnes directions.

Par conséquent, je ne vois pas de conflits. En fait, je ne crois pas que cet institut pourrait accomplir ce qui doit être fait par les organismes déjà existants.

M. Stevens: Amiral, vous êtes, de même que tous nos autres témoins, probablement mieux qualifié que quiconque pour répondre à ma prochaine question. Comment l'institut traitera-t-il les renseignements confidentiels? Il me semble que pour faire un travail suffisamment consciencieux et en toute connaissance de cause, l'institut devra sans doute obtenir autant de renseignements que possible sur la situation actuelle des différentes alliances. En tant que membre de l'OTAN, nous recevons, nous avons le privilège de recevoir beaucoup de renseignements confidentiels. Si je comprends bien, notre cote de sécurité est une des plus hautes parmi les membres de l'alliance. Des renseignements de cette nature donc pourraient-ils être transmis à un institut comme celui-ci qui pourrait, par la suite, divulguer ces renseignements à d'autres. Il est même possible que certains de ses membres ne soient pas Canadiens. Peut-être les autres membres de notre alliance ne voudraient-ils pas continuer à communiquer au Canada des renseignements confidentiels.

Est-ce que cela représenterait à votre avis un problème? Ou bien s'il s'agit d'un institut vraiment indépendant, devrait-il être coupé de ces renseignements confidentiels?

Am Falls: Je ne crois pas qu'il s'agisse là d'un véritable problème. J'ai lu quelque chose à ce sujet, mais cela ne m'a pas dérangé et je ne crois pas y avoir beaucoup réfléchi. En effet, les renseignements confidentiels sont parfois considérés comme

[Text]

more I realize that the classifications are sometimes for not purely secretive military reasons—not that they are not necessary, but . . .

I think particularly in arms control, a high security classification is not necessary. The scientific community tends to publish; and publish in open publications. The military intelligence system is only one of several intelligence-gathering organizations. It is just people travelling and people getting information. I could offer up the IISS in London—the London-based International Institute of Strategic Studies . . . which puts out a series of publications during the year. Each year they put out a balance of power. That is construed by a lot of NATO nations to be the definitive Bible of the balance of power—from a completely unclassified source.

Other publications have appeared in the last few years for commercial purposes: very highly glossy, good photographs. They have been published for purposes of making money. They are very up to date and very accurate, and they have done this through unclassified sources . . . or maybe semi-classified. I do not know, quite frankly, how they manage to get some of the pictures they do.

• 2115

Mr. Deniger: Thank the opposition in Canada.

Mr. Stevens: He will have a chance shortly.

The Chairman: Not for him, because he is not running again.

Adm Falls: But the final answer is that I do not think it is going to be a problem. I do not think this institute would be dependent on classified sources to achieve its objectives in the same way that the IISS is not dependent on classified sources, and they publish unclassified material in unclassified ways. In other words, a security classification is a bit of a bogeyman almost, I think, in terms of what we are talking about in an institution for arms control and security issues. There are of course obvious military secrets; there is technology, the details of which are closely guarded, but which you do not need to know in terms of the end use, how you control it and so forth. I guess I just do not see it as a serious problem, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: It was that latter type of information that we were thinking more of, Admiral—for example, if you get into some consideration of what should or might be done in the space area. We are starting to get into the question of fairly sophisticated technology, and the degree to which either of the main powers might have breakthroughs would, I think, become very relevant. As I understand it, there are daily telecommunications between certain members of the NATO alliance coming into Ottawa. In fact, much of the intelligence with respect to the Soviet bloc is routed through here.

Now, are you saying that there is just no need for the institute to have that much access to that type of secret military information?

[Translation]

tel pour des raisons autres que des raisons de secret militaire. Cela ne veut pas nécessairement dire . . .

Dans le cas de la limitation des armements, par exemple, une haute cote de sécurité n'est pas nécessaire. La communauté scientifique a tendance à publier, dans des revues même. Le réseau de renseignements militaires n'est qu'une organisation de renseignements parmi d'autres. Je vous donne pour exemple le IISS, l'Institut international des études stratégiques, qui publie différents articles chaque année, entre autres un article portant sur l'équilibre des forces. Beaucoup de pays de l'OTAN considèrent ce document comme la bible en la matière et pourtant, cela provient d'une source absolument non confidentielle.

D'autres publications ont paru au cours des quelques dernières années, il s'agit de documents qui ont été imprimés dans un but lucratif. Ceux-ci sont très à jour, précis, bien reliés et munis de bonnes photographies et il s'agit de renseignements provenant de sources non confidentielles ou semi-confidentielles. Franchement, je ne sais pas comment ils parviennent à prendre ces photos.

M. Deniger: Remerciez l'Opposition au Canada.

M. Stevens: Il pourra le faire très bientôt.

Le président: Pas lui, il ne se présente pas cette fois-ci.

Am Falls: Mais en fin de compte, je ne pense pas que cela suscite un problème. Je ne pense pas que cet institut ait à dépendre de sources secrètes pour atteindre ses objectifs, tout comme l'IISS n'a pas à dépendre d'informations secrètes et qu'il publie de l'information sans classement sécuritaire de façon tout à fait anodine. Autrement dit, je crois que de parler de classement sécuritaire, c'est un peu comme brandir un épouvantail à moineaux, puisqu'on parle d'un institut qui étudie la limitation des armements et des questions de sécurité. C'est évident qu'il y aura des secrets militaires; par exemple, dans le cas d'armes technologiques, les détails de fonctionnement—comme la façon de les contrôler—en sont gardés secrets, mais le public n'a pas besoin de les connaître. Il lui suffit de savoir à quoi elles serviront. Je n'y vois pas un grave problème, monsieur Stevens.

M. Stevens: C'est justement à ce genre de renseignements que je pensais, amiral, surtout si l'on pense à tout ce qu'il est possible de faire dans l'espace. Nous sommes à une époque où la technologie est assez poussée, et je pense qu'il devient important de savoir dans quelle mesure les grandes puissances peuvent effectuer des percées technologiques. Si je comprends bien, les télécommunications quotidiennes entre certains membres de l'OTAN passent par Ottawa. En fait, la plupart des renseignements concernant les pays du bloc soviétique sont acheminés par ici.

Êtes-vous en train de me dire qu'il n'est nullement nécessaire à l'institut d'avoir accès aussi facilement à ce genre d'informations secrètes d'ordre militaire?

[Texte]

Adm Falls: I guess I am saying two things, and that is one. However, a lot of information that one would expect to find classified is actually available in open publications, because scientists have to publish or perish, I guess. They have to publish, and it is there for those who know where to look. And there are a lot of people who know where to look. The reporters in *Aviation Week* are pretty good examples of that. They come up with the most highly classified stuff and they say it is all open, because they know where to look. Sometimes they are wrong, of course. They predicted a nuclear bomber, do you remember that, way back when?

But for both those reasons: first of all, the degree of classification I do not think is needed for good arms control research; and secondly, I think there is a vast amount of material that is not classified, that is available to anybody.

Thank you.

Mr. Stevens: Thank you.

The Chairman: I know my colleague has terminated, but as a courtesy, would my good, good friend, Mr. Gamble, or the very pleasant and brilliant—because I have to say both... Madam Côté like to ask a question?

An hon. Member: Not your friend, King?

The Chairman: Of course, but you have to be careful.

Mme Côté: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Chacun pourra poser une question, parce que *we have another witness waiting*.

Mme Côté: Très bien! Ma question concerne l'article 4:

4. L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales, particulièrement en matière de défense, de limitation des armements et de désarmement,...

Tout à l'heure, amiral, vous nous avez dit que si on même si on veut limiter le nombre des armes, il nous faut reconnaître qu'il est nécessaire d'atteindre un certain niveau d'armement pour assurer la protection que l'on veut se donner au Canada. Je suis bien d'accord sur cela, mais comment fait-on pour savoir ce qui existe déjà, malgré ce que vous venez de dire, savoir que beaucoup de choses sont publiques, mais qu'on ne les connaît pas ou qu'elles ne sont pas assez vulgarisées ou suffisamment publiées? Ma question est donc la suivante: Est-ce que le fait de faire connaître davantage au public les choses publiques, mais qui ne sont pas connues, pourrait être un des rôles de l'Institut?

• 2120

Adm Falls: May I answer in...? I think you would prefer I answer in English.

Madam Côté: Oh yes. Oh yes.

[Traduction]

Am Falls: Oui, c'était ce que j'étais en train de dire, entre autres. D'autre part, une bonne part des renseignements que l'on s'attendrait à voir classés avec la cote sécuritaire est aujourd'hui disponible dans des publications, tout simplement parce que les hommes de science doivent publier pour survivre. Par conséquent, les renseignements qu'ils ont publiés sont accessibles à ceux qui savent où aller les chercher. Et je vous assure qu'il y a beaucoup de gens qui savent où regarder. Je vous donnerai en exemple les journalistes de la revue *Aviation Week*. Ils publient ouvertement de l'information extrêmement secrète, parce qu'ils savent exactement où aller la chercher. Bien sûr, il arrive parfois qu'ils se trompent. Ils avaient prédit il y a longtemps l'existence d'un bombardier nucléaire, si vous vous rappelez bien.

Donc, voilà mes deux raisons: tout d'abord, je ne pense pas que pour effectuer une bonne recherche sur la limitation des armements, il soit nécessaire d'avoir accès à de l'information classée sécuritaire; et deuxièmement, n'importe qui peut avoir accès à une énorme quantité de renseignements qui n'ont pas de cote sécuritaire.

Merci.

Mr. Stevens: Merci.

Le président: Je sais que mon collègue a terminé; cependant, en toute courtoisie, je voudrais savoir si mon excellent ami, M. Gamble, ou la très agréable et brillante M^{me} Côté—je dois lui adjoindre les deux épithètes—veulent poser une question?

Une voix: Elle n'est pas votre amie, monsieur le président?

Le président: Bien sûr, mais on est jamais trop prudent.

Mrs. Côté: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: You are allowed one question each, because *we have other witnesses waiting*.

Mrs. Côté: Very well. My question is on Clause 4:

4. The purpose of the Institute is to increase knowledge of the issues related to international peace and security, with particular emphasis on defence, arms control and disarmament,...

You said earlier, Admiral, that even if we want arms control, we must realize that we have to achieve a certain level of armament in order to adequately protect ourselves in Canada. I agree. Even if you just said that a lot of it is open material, how are we to know what information already exists, if that material is not written in a layman's language nor widely enough published? My question is the following: would not one of the roles of the Institute be to make widely known material that is already in the public domain but not generally known to exist?

Am Falls: Puis-je répondre en anglais? Je pense que vous me comprendriez plus facilement.

Mme Côté: Certainement.

[Text]

The Chairman: Well, Admiral, you just are going to follow my concept of bilingualism. You answer in your language and she will put the question in her language. So we are both happy and clearer.

Adm Falls: Yes. I hope I have gotten the gist. I am working so hard on translation that I sometimes forget what it is I am listening to.

I think there is a very clear role for some institute to play, whether it be the centre in which I am interested or this institution which is proposed, to give all of the facts to all the people, or at least to make it available to those who wish to know, to make information available for those who are interested enough to go and find out. Obviously, if you go out preaching you might not get anyone to listen to you, but if you can do research objectively and have all of the issues, pro and con, available to some of the groups who are interested, then I think you would get a higher level of intelligence in the community and a much more intelligent discussion and dialogue. Is this the gist of your question, Madam? The institute, I think, has a role to play in this, not only this institute but also the Centre for Arms Control. I propose, for instance, that if all of the facts were known about the Cruise missile...

Madam Côté: Yes.

Adm Falls: —that the Cruise missile probably would not have been as much of an issue in Canada, because there would be a more informed debate. There would still be people who would not want to test the Cruise and those who would, but it would be perhaps more enlightened and less emotional, and I think that is terribly important.

There are a lot of peace groups in this country that I think are somewhat idealistic, who would be much more useful—and I am not against peace groups, I hope you understand—but I would like to see them better informed, so that they are working from facts rather than emotion. In fact, what peace groups have done in the last few years in Canada, in my view, is raise that sort of level of interest in the country as a whole. So I think there is a crying need to have some source readily available to anyone who wants it, be they individuals or groups, and the centre could do it or this institute could do it, and probably the institute could do it better simply because it would have more money. The centre is going to do it anyway; it may be slightly more limited, but I hope they will do it well.

The Chairman: Thank you. Since I promised even non-members of the committee... First—this might be unusual—I would like to thank the *Canadian Press* who is about to leave. He is the only person from the press who showed up. I consider the testimony of Admiral Falls—of course the others too—of capital importance for our work. I shall prepare a 21 tomorrow, to signify that, thanks to the *Canadian Press*, I think that is part of knowledge and *de répandre le message*. I think you have said things tonight, just prior to your arrival, Mr. Gamble, and the Hon. Mr. Stevens, that will be unusual when read back. So I thank you very much for that. But I promised

[Translation]

Le président: Vous allez justement faire, amiral, ce qui correspond tout à fait à l'image que je me fais du bilinguisme: M^{me} Côté vous interrogera dans sa langue, et vous lui répondrez dans la vôtre. Vous en serez chacun plus satisfaits et plus clairs.

Am Falls: Oui. J'espère avoir compris votre question. Je m'occupe si intensément à traduire, que j'oublie parfois le sens de ce que j'entends.

Je pense qu'un organisme, qu'il s'agisse du centre qui m'intéresse ou de l'institut proposé dans le projet de loi, pourrait jouer un rôle très clair: il pourrait révéler tous les faits au public, ou du moins les rendre accessibles à ceux que cela intéresse de s'informer plus à fond. Il est évident que si l'on ne fait que prêcher, il n'y a pas grand monde qui nous écouterait; cependant, si l'on peut faire de la recherche objectivement et présenter tous les avantages et désavantages aux groupes intéressés, alors on permettrait à la collectivité de beaucoup mieux comprendre la situation et de pouvoir en discuter de façon beaucoup plus intelligente. Avais-je bien compris votre question, madame? L'institut, et également le Centre de limitation des armements, ont un rôle crucial à jouer en ce sens. Ainsi, si on connaissait tous les faits entourant le missile Cruise...

Mme Côté: Oui.

Am Falls: ... on n'aurait peut-être pas monté cette question en épingle au Canada comme on l'a fait, justement parce que le public aurait été beaucoup plus informé. Il en resterait toujours qui seraient pour les essais du Cruise et ceux qui seraient contre, mais au moins les débats auraient été moins émotifs et beaucoup plus éclairés, ce qui est extrêmement important.

Beaucoup des mouvements pacifistes au Canada sont quelque peu idéalistes; ne vous méprenez pas sur ma position, je n'ai rien contre les groupements pacifistes. Cependant, je trouve qu'ils pourraient être beaucoup plus utiles s'ils avaient plus d'informations en main, c'est-à-dire s'ils étaient mieux documentés et moins émotifs. J'avoue toutefois que les mouvements pacifistes ont réussi, ces dernières années au Canada, à intéresser les Canadiens en général à ce sujet. Il est donc urgent que quelqu'un puisse rendre facilement accessible toute cette information à quiconque le voudrait, qu'il s'agisse de particuliers ou de groupes; ce serait un rôle que pourrait jouer le centre, ou plutôt l'institut, puisque ce dernier aurait plus d'argent pour le faire. Même si le centre a des moyens plus limités, je pense néanmoins qu'il réussira, lui aussi.

Le président: Merci. Puisque j'ai promis à ceux qui ne sont pas membres du Comité... Mais tout d'abord, ce qui est assez inusité, je voudrais remercier le représentant de la Presse canadienne qui se prépare à partir. Il est le seul journaliste à s'être présenté cet après-midi, alors que je considère le témoignage de l'amiral Falls—de même que les autres témoignages—comme étant d'importance capitale pour notre travail. Je remercierai demain officiellement la Presse canadienne d'avoir bien voulu s'informer et de répandre le message. Tout juste avant que vous arriviez, messieurs Gamble et Stevens, notre témoin a dit certaines choses qu'il sera

[Texte]

Mr. Gamble, with the kind indulgence of the next witness—the Peace Research Institute—who are so smiling while listening to you that they will not mind to listen for a few more minutes.

• 2125

Mr. Gamble, on behalf of the great respect I had for you when you were a member of this committee, one question only.

Mr. Gamble: Thank you very much, Mr. Chairman.

I might say initially that, when the rules of these committees were different than what they are today, I was a regular member and would have been here, Admiral, had those same rules been in effect at a much earlier time. But as an irregular member, and as a matter of fact, as a Member of Parliament who does not regularly sit on this committee, I was particularly interested in some of the comments you had.

We are concerned with a particular Bill. Bill C-32, as you know, was designed to establish the Canadian Institute for International Peace and Security, and I wonder if you would like to comment upon an observation I have to make. You made reference to the International Institute of Strategic Studies in the U.K. Much can be said for words and the significance thereof. Security and defence are words which very logically, I suspect, are allied one with the other, and it is true that peace may be our greatest form of security if it is properly maintained. But I have a view that people who are involved in institutes of this nature will, by their very leanings, determine the conduct of the institute. For instance, if one of our colleagues, Pauline Jewett, were chairman of this institute, I can tell you that the direction the institute would take would leave little room for attention to security matters involving this country.

The Chairman: I am sorry she is not here to reply.

Mr. Gamble: I do not think she would disagree with me.

The Chairman: I am sure she will read that with great pleasure.

Mr. Gamble: But my point is this: The people who make up the body of this institute will in large measure determine the thrust the institute will take.

Now, I am just a little bit upset, and I do not know whether you have directed your attention to this rather brief Bill. One of the refreshing aspects of this piece of legislation is that it is short, something we are not really accustomed to.

The Chairman: I can help you out. It will be shorter because it has been accepted that many of the clauses will be shorter. So far, five clauses will disappear.

Mr. Gamble: What an absolute pleasure! It will make it so easy to manipulate the organization itself.

But my point is simply this: There are 15 directors in addition to a chairman and an executive director, of whom

[Traduction]

intéressant de relire. Je vous en remercie donc. Mais avec l'indulgence du prochain témoin, l'Institut de recherche pour la paix, dont les représentants ne sont que sourire pendant qu'ils vous écoutent, je donnerai quelques minutes à M. Gamble, comme promis.

Monsieur Gamble, même si j'avais beaucoup de respect pour vous lorsque vous étiez membre de ce Comité, je vous permets seulement une question.

M. Gamble: Merci, monsieur le président.

Je dois d'abord dire que le Règlement était différent lorsque j'étais membre régulier de ce Comité. J'aurais été là plus tôt si le Règlement était le même aujourd'hui, amiral. Il reste qu'à titre de membre de ce Comité de façon irrégulière et qu'à titre de député, j'ai été très intéressé par vos déclarations.

Ce projet de loi C-32, comme vous le savez, crée l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. J'ai une opinion sur ce sujet et je suis curieux de connaître votre réaction. Vous avez vous-même parlé de l'Institut international des études stratégiques au Royaume-Uni. Nous pourrions discuter longuement des mots et de leur signification. Sécurité et défense vont logiquement ensemble, même si la paix peut être la forme ultime de sécurité lorsqu'elle est maintenue convenablement. Pour en revenir aux instituts, il me semble que ce sont les tendances des gens qui les composent qui déterminent leur conduite. Par exemple, si l'une de nos collègues, Pauline Jewett, était nommée présidente de cet institut, il est facile de voir quelle serait son orientation. Ce ne seraient pas les questions de sécurité du pays qui seraient les plus en évidence.

Le président: Je regrette qu'elle ne soit pas là pour vous répondre.

M. Gamble: Je doute qu'elle ne n'en conviendrait pas elle-même.

Le président: Je suis sûr qu'elle lirait le compte rendu avec beaucoup d'intérêt.

M. Gamble: Pour en revenir à ce que je disais, ce sont les gens qui composeront cet institut qui détermineront dans une large mesure la direction qu'il prendra.

Il y a quelque chose dans ce projet de loi qui m'ennuie, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de le parcourir. Il est fort bref. C'est un de ses avantages. Nous ne sommes pas habitués à ce genre de choses.

Le président: Il sera encore plus court dans sa forme définitive. Jusqu'à présent, cinq articles ont disparu.

M. Gamble: N'est-ce pas merveilleux! L'institut en sera d'autant plus facile à manipuler.

Mon problème est qu'il y aura 15 administrateurs en plus du président et de l'administrateur délégué, dont huit devront être

[Text]

eight must be Canadians. The other seven, being a minority, can be picked from anywhere in the world: the Soviet Union, mainland China, Bulgaria and some of those other fine countries with which we have so much in common.

An hon. Member: Libya.

Mr. Gamble: Libya, indeed, but . . .

The Chairman: Israel . . .

Mr. Gamble: I think I would stop at Libya, Mr. Chairman. But my point is this: Does it bother you in any way that we are funding with federal funds an institute which has a double-barrelled purpose, both of which barrels may in fact be used at the same time for the same purpose or one of which may be used for a completely divergent purpose, that it should come from outside our own country? Does that bother you in any way?

Adm Falls: In the way you have put it, Mr. Gamble, no, it does not, because I cannot see it happening in practical terms. But yes, it does, in the sense . . . I do not think you were here when I made my opening remarks, but that was the gist of what I said. If I can read my handwritten scrawl, I had a couple of reservations; not reservations, but perhaps concerns. One had to do with responsibility, and another was with accountability. I would only try to repeat very briefly what I said then: This organization, if it is set up to be independent of government, has to be responsible to someone, and that someone should be the Canadian public.

• 2130

Somehow the people, the board of directors which will be, I suppose, the group that points the direction within the Act that this institution would take, in other words, provides the guidance for its internal workings, has to be very carefully chosen. It is my understanding that it is being chosen in consultation with all parties, but I do not know. It is not for me to comment on how it is to be done, and I know that it is going to be difficult. The suggestion was made earlier on by someone that there should be organizations who can nominate individuals to be members of the board, individuals who have expertise—I should not say that expertise as an expert in arm's control is necessary because they are pretty scarce and they tend to be working in the field. I am not sure that is exactly the kind of person you want. I do not know who you want . . .

Adm Falls:—but you want mature, interested guidance for the officials of the institute to guide them in the sort of work and to ensure that they do not get off on all security or all disarmament, but a mélange of the two, and to ensure objectivity. That is the ideal and, surely, in some way it is achievable. My suggestion earlier on was that this committee can play a very important role in that by demanding an accountability once a year. It is in the Act.

An hon. member: The report.

Adm Falls: That the report should be tabled and it should not be—I should not say ignored—just taken as a routine event. It should be tabled; it should be studied and it should be

[Translation]

Canadiens. Les sept autres, la minorité, pourront venir de pays étrangers comme l'Union soviétique, la Chine continentale, la Bulgarie et certains autres pays avec lesquels nous avons tellement d'affinités.

Une voix: De la Libye.

M. Gamble: De la Libye, certainement . . .

Le président: Israël . . .

M. Gamble: Je vais en rester à la Libye, monsieur le président. Ne craignez-vous pas que nous en venions à financer au moyen des impôts fédéraux un institut à deux canons qui pourrait être utilisé aux mêmes fins ou à des fins différentes et qu'en plus, cet institut soit composé de gens de l'extérieur du pays?

Am Falls: Pas de la façon dont vous posez la question, monsieur Gamble. D'une certaine façon . . . je ne pense pas que vous fussiez là lorsque j'ai fait mes observations liminaires. J'essaie de relire mes notes ici, mais j'ai quand même apporté quelques réserves ou émis quelques craintes. C'est au sujet de cette question de la responsabilité. Pour résumer ce que je disais, l'organisme, s'il doit être indépendant du gouvernement, doit quand même être responsable envers quelqu'un, et ce quelqu'un est le public canadien.

Ceux qui seront appelés à composer le conseil d'administration de l'institut, qui détermineront son orientation en vertu de la loi, qui guideront son fonctionnement interne, devront être choisis avec beaucoup de soin. Je crois savoir que ce sera en consultation avec tous les partis, mais je n'en suis pas sûr. Il ne m'appartient évidemment pas d'indiquer comment on devra procéder, mais je sais que ce ne sera pas facile. Il a été proposé plus tôt que des organismes soumettent la candidature de certains membres du conseil d'administration qui auraient une certaine compétence en la matière . . . Je ne veux pas parler ici nécessairement d'experts en matière de contrôle des armements parce qu'ils sont assez rares, qu'ils ont tendance à travailler sur le terrain. Et je ne sais pas si c'est ce que vous cherchez . . .

Am Falls: . . . par ailleurs, il devra certainement s'agir de gens posés et intéressés, qui ne s'engagent pas uniquement dans le domaine de la sécurité ou uniquement dans le domaine du désarmement. Ils devront représenter un certain mélange des deux, une certaine objectivité. Ce serait la solution idéale et je ne vois pas pourquoi elle ne serait pas possible. Ma proposition antérieure voulait que le Comité joue un rôle important à cet égard en exigeant un rapport annuel. C'est déjà prévu dans la loi.

Une voix: Pour ce qui est du rapport.

Am Falls: Il est prévu qu'un rapport devra être déposé. Il ne devra pas être ignoré ou pris à la légère. Il devra être étudié et soumis au Comité. Les responsables devront être à ma place et

[Texte]

brought before this committee and the officials, sitting where I am sitting, being required to justify the expenditures that they have made on behalf of the citizenry because I think it is an important issue. I think it is public money, and I think it is important.

That is to reiterate what I said earlier.

The Chairman: You spoke to that twice. The first time I was just reflecting, but now I would ask you a direct question on this reflection of yours. Is it not putting in danger, therefore, the total independence of the institute that many members are putting forward. If you know that they are going to come back here with their annual report and then they really go in a way that may not please the government of the day or the majority of members of the day, they may, therefore, put pressure on the institute to go in another direction, which may not be what we are looking into for the future and the independence of the institute, and say: We disagree with you and if you pursue in going in that direction well, we will make sure that we will recommend someone else to replace you. We cannot fire you, but we may recommend that someone else be taken from the list that will be put in the annex to the bill, therefore destroying the credibility and the independence.

Secondly, you earlier said also, and I agree with you, if we could find a kind of "endowment", you call it, for the institute?

Adm Falls: Yes.

The Chairman: You say, you know, we feel today it is so important. Here is a group of people and we want them to be independent. There will be an endowment or there will be a budget; they know ahead of time what the budget will be, and we will not question you. What would your comment be on this contradiction that I may see in myself? I want them to be independent, but if they go all out in one way that we do not like, are we going to call them back to order by saying: Well, that is not the way you should have gone; we will replace you at the first occasion. Remember that your money comes from the public purse and therefore you are accountable, and watch out for next year when you come back for your accountability session.

I tried to reconcile that but I am not sure I can at the moment.

Adm Falls: So you are asking me to solve the problems that you just admitted you cannot solve yourself.

The Chairman: That is right.

Adm Falls: So how would expect me to do it?

The Chairman: Because I have always had a high regard for your way of solving problems.

• 2135

Adm Falls: I have no qualms about the difficulty of all this. I do not know, quite frankly, how one can create this organization with the degree of independence that I think it has to have from government, other than by the financial means I tossed out earlier. I would not go the endowment route, simply

[Traduction]

être en mesure de justifier leurs dépenses au nom de tous les citoyens. Ce sera important puisqu'il s'agira des deniers publics.

C'est donc la proposition que j'ai faite antérieurement.

Le président: Oui, vous en avez parlé deux fois. La première fois, je ne vous ai pas posé de question directe, mais je vais le faire cette fois-ci. D'une part, il est possible que tout ceci ne réduise pas le degré d'indépendance de l'institut que souhaitent beaucoup de députés. Il reste que les responsables de l'institut vont devoir présenter leur rapport annuel. Il se peut qu'ils aient agi dans un sens qui déplaît au gouvernement du jour ou à la majorité des députés élus à ce moment-là. Il se peut que le gouvernement ou les députés exercent des pressions auprès de l'institut d'une façon ou d'une autre, ce qui n'est pas le genre de situation que nous voulons pour l'institut. Il se peut que les députés disent: Nous ne sommes pas d'accord avec votre orientation et si vous vous obstinez, nous allons vous remplacer par quelqu'un d'autre. Nous ne pouvons pas vous démettre de vos fonctions, mais nous pouvons recommander quelqu'un d'autre à partir de la liste en annexe au projet de loi. L'institut risque de perdre sa crédibilité et son indépendance.

D'autre part, vous avez parlé plus tôt d'une fondation sur laquelle pourrait compter cet institut.

Am Falls: Oui.

Le président: C'est important, nous voulons que les responsables de l'institut soient indépendants. Qu'il y ait une fondation ou un budget, il faut qu'ils puissent agir sans crainte. Que pensez-vous de cette contradiction apparente? D'une part, ils doivent être indépendants, d'autre part, ils peuvent être rappelés à l'ordre. Nous pouvons leur dire que ce n'est pas l'orientation que nous aurions souhaitée, que nous pouvons les remplacer à la première occasion. Nous leur disons que leurs fonds viennent des deniers publics et qu'ils doivent en rendre compte au bout de l'année. Nous les attendons chaque année.

Je ne sais pas si je peux concilier ces deux choses pour le moment.

Am Falls: Vous me demandez de résoudre un problème que vous avouez ne pas être en mesure de résoudre vous-même.

Le président: C'est juste.

Am Falls: Vous vous attendez à ce que je puisse le faire?

Le président: J'ai toujours eu beaucoup de respect pour la façon dont vous réglez les problèmes.

Am Falls: Le problème est loin d'être facile à résoudre. Franchement, je ne vois pas comment cet organisme peut avoir le degré d'indépendance voulu du gouvernement autrement que par le moyen dont j'ai parlé plus tôt. Je ne ferais pas appel à une fondation, parce que ce n'est pas aussi simple. Nous

[Text]

because that is just so cut and dried. I think of the year 2100, supposing, and the world is completely different but the endowment is there and it goes on and on and on. And how do you stop it? At least if there are appropriations that will perhaps go out into the future, if you want to change it, all you have to do is bring it back to the House. At least you have that option, which is not easy; but it is there. It puts a little bit of a handle on it.

With respect to the accountability and having somebody sitting here, I think that is important, because I cannot think of a better way of holding the officers accountable. And it is the officers, not the boards of directors, you will be seeing, I presume.

And again, it is important to develop some kind of an agreed process for the selection of the board of directors. I do not know because I am not familiar with the prerogatives of Governor in Council, but somehow it seems to me, in something as important as arms control and the peace of the world, there should be an all-party kind of agreement; that it is a good thing, a consensus, and that there is a consensus on the kinds of people, at least, you have as members of the board. And then you have the opportunity to change them every three years, and that change itself must be something that is agreed to, or that there is a system of not necessarily a stamp of approval but there has to be some kind of consultation.

And then finally, of course, the chief executive officer will be here to answer questions, but not under threat. After all, he has a certain amount of tenure, as well.

The Chairman: That is right.

Adm Falls: And you cannot sort of hold him under the gun, I suppose.

The Chairman: That is true.

Adm Falls: But nevertheless, you know, these things are done in a pretty civilized way, I have found in the past.

That is all I can help you with. I do not have the answers. I know you are searching for them as a committee. I wish I could help.

The Chairman: Thank you very much.

Admiral, I am sure committee members are very thankful to you for having expressed so openly your views. I would thank you on behalf of all the committee.

I will call our next witness, the last for the day, our friends from the Peace Research Institute.

I see you have a brief. Mr. Newcombe and Madam Hanna Newcombe, representing the Peace Research Institute. Will you share or will you read?

Dr. Alan Newcombe (Peace Research Institute—Dundas): We each have a separate brief.

The Chairman: You each have a separate brief.

[Translation]

pourrions être en l'an 2100 et le monde pourrait être totalement différent que la fondation continuerait comme si rien n'était. Elle pourrait ne pas avoir de fin. Au moins, avec les crédits, si nous voulons modifier quelque chose à l'avenir, nous pouvons le faire. Les crédits reviennent devant la Chambre. Donc, il y a toujours cette option même si elle n'est pas des plus faciles à prendre.

En ce qui concerne l'imputabilité et l'obligation de faire rapport ici à ma place, je pense que c'est important parce qu'il n'y a pas d'autre façon de contrôler les responsables. Parce que je suppose que ce sont les responsables que vous allez voir, et non pas les membres du conseil d'administration.

Par ailleurs, il faut qu'il y ait une formule établie d'avance pour le choix des membres du conseil d'administration. Je ne connais pas toutes les prérogatives du gouverneur en conseil, mais il me semble que dans les circonstances, il s'agit ici de contrôle des armements et de paix dans le monde, il devrait y avoir une entente entre tous les partis. Le choix des membres du conseil d'administration devrait faire l'objet d'un consensus. De même, pour le remplacement tous les trois ans, il devrait y avoir entente, approbation préalable, consultation.

L'administrateur délégué serait évidemment prêt à répondre aux questions, mais il ne le sera sous aucune menace. Il jouira d'une certaine sécurité d'emploi.

Le président: C'est juste.

Am Falls: Ce ne sera pas une question de vie ou de mort pour lui.

Le président: Je comprends.

Am Falls: J'ai eu l'occasion par le passé de me rendre compte que ce genre de chose se fait d'une façon très polie.

C'est tout ce que je puis vous dire. Je n'ai pas d'autres solutions à vous proposer. Je sais que vous continuez de chercher en tant que Comité. Je voudrais pouvoir vous aider davantage.

Le président: Merci beaucoup.

Je suis sûr que tous les membres du Comité vous seront reconnaissants d'avoir exprimé vos vues de façon si franche. Je vous remercie en leur nom.

Je ferai maintenant appel à notre prochain groupe de témoins, le dernier pour aujourd'hui, les gens de l'Institut de recherche pour la paix.

Ce sont M. Newcombe et M^{me} Hanna Newcombe. Je vois que vous avez un mémoire.

M. Alan Newcombe (Institut de recherche pour la paix—Dundas): Nous avons chacun un mémoire.

Le président: Chacun un mémoire.

[Texte]

Dr. Hanna Newcombe (Peace Research Institute... Dundas): Alan will go first, and then I will speak, and then we will answer questions.

The Chairman: Of course, of course.

Dr. A. Newcombe: I welcome the introduction of Bill C-32 into the House of Commons and hope it will be proclaimed as part of Canadian law as soon as possible. I was especially pleased to read that the new institute could make grants to a very wide spectrum of organizations, and is not limited to only one category—say, universities... of organizations.

Similarly, it is heartening to read that the new institute will establish and award scholarships or fellowships for Canadians and others for study related to the purpose of the institute. The Peace Research Institute in Dundas has had students from Syracuse University, Michigan State University, and expects to have one from the University of Aalborg in the fall, which is in Denmark.

• 2140

The Chairman: Thank you.

Dr. A. Newcombe: The possibility of receiving a scholarship would help students from Third World countries. It won't also help non-university institutions, if there were consequential amendments to the Immigration Act, to permit students to study with a private research institute such as PRI-D.

Our *Peace Research Abstracts Journal*, which is in the Parliamentary Library and looks like this when it is first published, has published 156,136 abstracts on the peace-war question. It is known on every continent. Part of its subscription list is shown on the back of the advertisement for *Peace Research Abstracts Journal*, which you have enclosed. We have the full page on the back of that advertisement. *Peace Research Abstracts Journal* has received small grants from UNESCO several times and also from the Canadian Commission for UNESCO and the West German *Kommission für Friedensforschung*. CIDA has also made matching grants to us so that back issues could be given to university libraries in Third World countries using English for teaching purposes.

Recently, the Disarmament Division of External Affairs has given us \$53,000 so we can computerize every word of every abstract. It may be difficult for the new institute to collect and disseminate information and ideas and to act as a central resource without duplicating the work that PRI-D has been doing for 22 years. I hope such a situation can be avoided. A similar problem may exist with respect to our monograph series *Peace Research Reviews*. This is also in the Parliamentary Library, and the next two issues are going to be on accidental nuclear war.

I hope the new institute will be able to establish five chairs in peace studies at Canadian universities, while maintaining its five chairs in strategic studies.

[Traduction]

Mme Hanna Newcombe (Institut de recherche pour la paix—Dundas): Alan sera le premier, je suivrai, puis nous serons prêts à répondre aux questions.

Le président: Très bien.

M. A. Newcombe: Je suis heureux que le projet de loi C-32 ait été présenté à la Chambre des communes et espère qu'il sera proclamé loi très bientôt. J'ai été particulièrement intéressé par le fait que le nouvel institut pourra accorder des subventions à un vaste échantillonnage d'organismes, non pas seulement les universités, par exemple.

Il est bon de savoir également que le nouvel institut créera et accordera des bourses et des fellowships à des Canadiens et à d'autres citoyens pour l'étude des questions intéressant l'institut. L'Institut de recherche pour la paix de Dundas a déjà accueilli des étudiants de l'Université de Syracuse, de l'Université *Michigan State*, et s'attend de recevoir cet automne un étudiant de l'Université d'Aalborg au Danemark.

Le président: Merci.

M. A. Newcombe: La possibilité de bourses aiderait les étudiants des pays du tiers monde. C'est également quelque chose qui pourrait servir les institutions autres que les universités s'il y avait des amendements corrélatifs à la Loi sur l'immigration pour permettre aux étudiants de travailler auprès d'instituts privés de recherche comme l'IRP-D.

Le *Peace Research Abstracts Journal*, qui se trouve à la Bibliothèque parlementaire et qui se présente sous cette forme, a publié 156,136 résumés analytiques sur la question de la paix et de la guerre. Il est connu sur tous les continents. Une partie des abonnés figure au verso de cette publicité pour le *Peace Research Abstracts Journal*. Vous l'avez ici. C'est une pleine page. Le *Peace Research Abstracts Journal* a reçu de petites subventions de l'UNESCO à plusieurs reprises de même que de la Commission canadienne pour l'UNESCO et de la *Kommission für Friedensforschung* de l'Allemagne de l'Ouest. L'ACDI nous a également accordé des subventions de contrepartie pour nous permettre d'acquiescer des numéros déjà publiés destinés aux bibliothèques universitaires de pays du tiers monde utilisant l'anglais dans leur enseignement.

Récemment, la Division du désarmement du ministère des Affaires extérieures nous accordait 53,000\$ pour nous permettre de mettre sur ordinateur chaque mot de chaque résumé analytique. Il pourrait se révéler difficile pour le nouvel institut de recueillir et de diffuser des renseignements et des idées et d'agir comme ressource centrale sans reprendre le travail qu'effectuait l'IRP-D au cours des 22 dernières années. J'espère quand même que c'est une situation qui pourra être évitée. C'est la même chose pour nos monographies *Peace Research Reviews*. C'est également à la Bibliothèque parlementaire. Et les deux prochains numéros porteront sur les guerres nucléaires accidentelles.

J'espère que le nouvel institut pourra créer cinq chaires d'études sur la paix dans les universités canadiennes, tout en conservant les cinq chaires d'études stratégiques.

[Text]

The Chairman: Thank you very much. Madam, please.

Dr. H. Newcombe: I also welcome the formation of the Canadian Institute for International Peace and Security. I believe it will be a distinct advance in Canada's stand for peace. I think the symbolic value is great because it shows that Canada puts priority on peace and security issues and on peace research and peace education, and also because of the practical value of giving a boost to previous non-governmental peace efforts. Some of us have waited for over 20 years for such a boost, because we have been working in the field for that long.

We are also pleased at two features of the present proposals. One is the plan for the institute both to do in-house research and to give research grants and contracts to outside institutes. This kind of double functioning will greatly enhance and amplify the peace effort and avoid duplications. The other good feature is the decision to ask some peace NGOs to nominate members of the board of directors. This will give a voice in the direction of the institute to some experienced peace workers whose knowledge and dedication it is important to tap.

The functions of the institute as set out are to be peace research, information dissemination, and then there is this doubt about whether it should or should not give policy advice. I would like to make a few comments on these functions. The first comment is about peace education, that this should receive special attention. Peace education should have a place at all levels of the educational system and here the institute should work with provincial departments of education. The other priority, which Allen also mentioned, the establishment of several university chairs of peace studies, with appropriate funding, would be most welcome. I put in the note about funding, because there is a chair of peace studies that has been approved at the University of Toronto. It will be going ahead, but the professor who will occupy the chair will serve without a salary in this next year, and this is highly unusual and inappropriate for a professor to have to do.

• 2145

The second point is about the information dissemination function. I believe quite strongly that information on disarmament and peace should flow not only from the government through the new institute to the public, but also in the reverse direction. Private peace plans and proposals should be channelled through the institute and brought to the attention of appropriate government departments and agencies in an integrated manner.

The institute should not necessarily advocate particular peace plans. I do not think peace advocacy should be one of its functions. It should not advocate either its own peace plans or those written by citizens unless there is very wide agreement,

[Translation]

Le président: Merci beaucoup. Madame.

Mme H. Newcombe: Je salue également la création de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. Je pense qu'il représentera un progrès marqué dans la démarche du Canada pour la paix. Il aura une grande valeur symbolique puisqu'il montrera que le Canada considère comme prioritaires les questions de paix et de sécurité, la recherche et l'éducation sur la paix. Et dans la pratique, il servira à donner encore plus de poids aux efforts de paix déjà déployés par les organismes non gouvernementaux. Certains d'entre nous attendent depuis 20 ans, parce que nous avons été là tout ce temps, un tel encouragement.

Il y a deux caractéristiques de ces propositions qui nous plaisent particulièrement. D'abord, il y a celle qui prévoit que l'institut fera de la recherche interne et également donnera des contrats de recherche et autres aux instituts de l'extérieur. Cette façon de procéder contribuera grandement à accroître l'effort de paix et à éviter le double emploi. L'autre bonne caractéristique est celle qui permet aux organismes non gouvernementaux de présenter des candidatures pour le choix des membres du conseil d'administration. Ainsi, des travailleurs pour la paix d'expérience, dont la compétence et le dévouement sont des atouts importants, pourraient influencer l'orientation de l'institut.

Les fonctions de l'institut comprennent la recherche pour la paix, la diffusion de l'information et la possibilité, la décision n'a pas encore été prise, de conseiller sur les politiques. Je voudrais dire quelques mots au sujet de ces fonctions. Mon premier commentaire a trait à l'éducation en matière de paix, il faudrait lui accorder une attention spéciale. L'éducation en matière de paix devrait avoir une place à tous les niveaux des systèmes d'éducation et ici même l'institut devrait travailler en collaboration avec les ministères de l'Éducation des provinces. Nous accueillerions avec plaisir également, et Allen l'a mentionné comme étant une haute priorité, la création de plusieurs chaires dans les universités pour les études sur la paix. Il faudrait également prévoir le financement approprié. Je mentionne le financement, car une chaire pour les études sur la paix a été approuvée à l'Université de Toronto, et le professeur qui occupera cette chaire sera en fonction sans être payé pendant l'an prochain, ce qui est tout à fait inhabituel et inacceptable pour un professeur.

La deuxième question a trait à la fonction de la diffusion de l'information. Je suis tout à fait convaincu que les conventions sur le désarmement et la paix devraient émaner non seulement du gouvernement par le biais du nouvel institut vers le public mais également que cela devrait se faire dans le sens inverse. Il faudrait canaliser par l'institut et porter à l'attention des ministères et des organismes gouvernementaux appropriés, et de façon intégrée, les plans et les propositions de paix privés.

L'institut ne devrait pas nécessairement préconiser des plans de paix particuliers. Je ne crois pas qu'il lui revienne de plaider en faveur de la paix. Il ne devrait pas favoriser non plus ses propres plans de paix ou ceux qu'ont rédigés des citoyens, à moins qu'il y ait un accord très large entre eux; il devrait

[Texte]

but it should give focused and properly targeted circulation to constructive suggestions that might otherwise be lost.

To conclude, I would like to stress the need for prompt passage of this legislation before we get embroiled in an election campaign. I am a little afraid we might lose it.

The Chairman: I am looking at that side of it, I am looking right in front of us.

Dr. Hudecki first, please, followed by others who will so indicate.

Mr. Hudecki: I am very proud of the Newcombes. They are well known in my area, in Dundas and in Hamilton, and have always given our area national and international prominence. They have also worked very closely with McMaster. I particularly want to draw attention to the vision they have shown in working in this field for 20 years, working with minimal help from any organization or any body. I think their accomplishments will be recorded and should be given the credit they so richly deserve.

In order to give a little better insight into your work, could you tell us more about your abstracts? There are questions I would like to ask: Are they indexed? Are there translations? Is there any sort of thrust or direction in the abstracts that you have accumulated? This is general information, which I think should be recorded and should be known.

Dr. H. Newcombe: Every abstract is subject coded and more than one subject coding is assigned to it. For example, if it is about peace education in West Germany, it will have codes for peace education and West Germany. This kind of coding then enables people to find information on whatever subject they want. We publish an annual subject index and also an author index, which make it easy to find things. We also have the reference numbers on computer, it so happens in Germany, because we have a co-worker there.

As far as translations are concerned, unfortunately not. The coding manual—the subject codings, just the names of them—have been translated into German by this same co-worker of ours. But that is the only translation I know of. It has been lack of money that prevented us from translating; that was the only problem. But most of the subscribers seem happy enough to take it in English.

• 2150

What was your third question?

Mr. Hudecki: What are your guidelines? How did you select the abstracts? Is there any general direction, any thrust that guided you in selecting them and indexing them?

Dr. H. Newcombe: We take quite a wide selection of peace-related subjects. In other words, it is not only disarmament and arms control, it would also include military factors, it includes tension reduction from the psychological point of view. We

[Traduction]

plutôt mettre l'accent sur des suggestions constructives qui autrement seraient perdues, et en assurer la diffusion.

Pour terminer, permettez-moi d'insister sur le besoin d'une adoption rapide de cette loi avant que nous soyons au beau milieu d'une campagne électorale. Nous pourrions la perdre, je le crains.

Le président: Je tiens compte de cet aspect, je regarde droit devant nous.

Monsieur Hudecki, vous êtes le premier à prendre la parole, et vous serez suivi par ceux qui voudront bien m'indiquer s'ils veulent poser des questions.

M. Hudecki: Je suis très fier des Newcombes. Ils sont bien connus dans ma région, à Dundas et à Hamilton, qu'ils ont toujours mise en évidence sur les plans national et international. Ils ont également travaillé de très près avec McMaster. Je voulais surtout attirer votre attention sur la prévoyance qu'ils ont manifestée en travaillant dans ce domaine depuis 20 ans, en travaillant avec très peu d'aide d'organisations ou de groupes. Leurs réalisations seront notées et il faudra leur donner tout le crédit qu'ils méritent si bien.

Afin de nous donner une meilleure idée de votre travail, pourriez-vous nous en dire davantage au sujet de vos résumés? Voici ce que j'aimerais savoir: sont-ils indexés? Sont-ils traduits? Y a-t-il une certaine importance ou un sens d'orientation dans les résumés que vous avez accumulés? Ce sont là des renseignements généraux qui devraient être à mon avis notés et connus.

Mme H. Newcombe: Chaque résumé est codé par sujet et plus d'un code est prévu. Ainsi, par exemple, s'il s'agit de l'enseignement de la paix en Allemagne de l'Ouest, on prévoit des codes pour l'enseignement de la paix et pour l'Allemagne de l'Ouest. Ce genre de codage permet aux gens de trouver des renseignements sur le sujet qu'ils désirent. Nous publions un index annuel des sujets et également un index des auteurs, il est donc facile de trouver les choses. Nous avons également des numéros de référence sur ordinateur, en Allemagne, car il se trouve que nous avons là-bas un de nos collègues.

Pour ce qui est de la traduction, malheureusement, les résumés ne sont pas traduits. Le manuel de codage, les codes par sujet, les noms seulement, ont été traduits en allemand par ce même collègue. C'est la seule traduction que je connaisse. La difficulté c'est que nous n'avons pas eu suffisamment d'argent pour traduire ces textes. Cependant, la plupart des abonnés semblent assez heureux de les avoir en anglais.

Quelle était votre troisième question?

M. Hudecki: Quelles directives avez-vous? Comment avez-vous choisi les résumés analytiques? Aviez-vous une orientation générale, y a-t-il eu une influence qui vous a portés à les choisir et à les indexer?

Mme H. Newcombe: Nous avons une grande variété de sujets reliés à la paix. Autrement dit, il ne s'agit pas seulement de désarmement et de contrôle des armements, il pourrait s'agir également de choses militaires, y compris la diminution

[Text]

include ideologies; we include international organizations, and then national policies, economic issues, international law, decision making, science in society... so it is quite a wide range of subjects.

Mr. Hudecki: Do you feel that your Peace Research Institute will complement what is planned here? Or will there be competition? What direction do you feel the two institutes will take in the next few years?

Dr. H. Newcombe: I would hope that the new institute would use information that we have accumulated over 20 years and that it will be useful to them.

I am not very clear on what kind of information the new institute wants to collect, but there are possibilities for information collection other than abstracts. In that case we would not be competitive, we would be complementary.

Dr. A. Newcombe: With respect to translation, I have a standing offer to make with anyone who asks that the abstracts be put into their language. I offer them the complete freedom on the copyright provided they pay for the translation and the republishing. I have yet to find any language willing to do this.

The Chairman: How about the Secretary of State?

Dr. A. Newcombe: I would hope there would be no competition between the new institute and Peace Research Dundas. And in terms of what we selected out of the literature, any writer who writes an article and says "This is the cause of war" we abstract that and then create a category for it. So then we have a box in which to put these other similar ideas.

Mr. Hudecki: This is my last question, because I know other members would like to ask you questions.

Dr. Alan Newcombe is an innovator and a research worker in two particular fields on the problems of peace, more than two, but one that has gained some prominence is the tensiometer and the other is the use of the GNP capita formula from which he has been able to predict the direction in which peace and war take place in different countries. This has been studied by a number of McMaster students, particularly the Physicians for Social Responsibility. You very favourably impressed them; you also presented them here before one of our committees. And when you are discussing this, I wonder too if you can tell us if there is any peace organization at McMaster University? That is all I will ask you.

Dr. A. Newcombe: Hanna could answer that better than I could.

Dr. H. Newcombe: I am sorry...

Dr. A. Newcombe: Is there a peace organization at McMaster?

Dr. H. Newcombe: They are trying to organize a peace studies program. There is a group of faculty members trying to do this. There will be one course taught next fall. So they are already starting.

Mr. Hudecki: Would you tell us about the tensiometer?

[Translation]

de la tension du point de vue psychologique. Nous incluons les idéologies, les organisations internationales, et ensuite les politiques, les questions économiques, le droit international, la prise de décisions, la science dans la société... Par conséquent, nous avons une très grande diversité de sujets.

M. Hudecki: Croyez-vous que votre Institut de recherche sur la paix sera le complément de ce qui est prévu ici? Y aura-t-il concurrence? Quelle sera l'orientation des deux instituts pendant quelques années?

Mme H. Newcombe: J'espère que le nouvel institut se servira des renseignements que nous avons accumulés pendant 20 ans et qu'ils lui seront utiles.

Je ne sais pas très bien quels renseignements le nouvel institut veut obtenir, on peut faire des collections de renseignements à part les résumés analytiques. Dans ce cas-ci, nous ne serions pas concurrentiels, mais complémentaires.

M. A. Newcombe: Pour ce qui est de la traduction, j'ai fait une offre permanente à quiconque demande que les résumés soient traduits dans leur propre langue. Je leur donne toute liberté de droits d'auteur à la condition qu'ils paient la traduction et sa publication. Je n'ai pas encore trouvé quelqu'un qui voulait le faire.

Le président: Et le Secrétariat d'État?

M. A. Newcombe: J'espère qu'il n'y aura pas de concurrence entre le nouvel institut et l'Institut de recherche sur la paix de Dundas. Quant à ce que nous avons choisi dans les documents, toute personne qui écrit un article et déclare «Voici la cause de la guerre», nous résumons l'article et créons une catégorie à cette fin. Par conséquent, nous avons une boîte dans laquelle nous plaçons toute autre idée semblable.

M. Hudecki: Ce sera ma dernière question car je sais que d'autres membres du Comité veulent également vous en poser.

M. Alan Newcombe est un innovateur et un chercheur dans deux domaines spécifiques concernant les problèmes de la paix, plus que deux, mais un est déjà assez connu, c'est le tensiomètre et l'autre, c'est l'utilisation de la formule du PNB par habitant qui lui a permis de prédire l'orientation de la paix et de la guerre dans différents pays. La formule a été étudiée par un certain nombre d'étudiants de McMaster, surtout les médecins qui s'intéressent à la responsabilité sociale. Vous les avez impressionnés très favorablement, vous les avez également présentés ici à un de nos comités. À ce sujet, pourriez-vous nous dire également s'il y a à l'Université McMaster une organisation de la paix? C'est tout ce que je vous demande.

M. A. Newcombe: Hanna peut vous répondre mieux que moi.

Mme H. Newcombe: Excusez-moi...

M. A. Newcombe: Y a-t-il une organisation de la paix à McMaster?

Mme H. Newcombe: On essaie d'organiser un programme pour les études sur la paix. Un groupe de professeurs essaie de mettre au point ce programme. Un cours sera enseigné l'automne prochain. Ils ont donc déjà commencé.

M. Hudecki: Voulez-vous nous parler du tensiomètre?

[Texte]

Dr. A. Newcombe: The tensiometer. We think we have found a method to relate military expenditure per capita with the Gross National Product per capita. If a nation spends more than it should, depending on its GNP, then it turns out to be 30 times more likely to go to war in the next five years than the people who spend less than that amount. The chances that these results are artificial or a matter of luck are two chances in ten to the thirty-ninth power, which is a very big number. I am willing to make bets that my country, if it is super critical, will go to war. It is even money, of course, that ten to the fortieth.

• 2155

The Chairman: Thank you. The Hon. Mr. Stevens, followed by Mr. Laniel. Then I may adjourn according to your wish.

Mr. Stevens: We thank you for being with us this evening, and we are sorry to be delaying you to something after 10.00 p.m., but it is an interesting subject.

Dr. H. Newcombe: I always work until midnight.

Mr. Stevens: These are normal hours.

The Chairman: That is why we get along fine.

Mr. Stevens: I note in your prepared testimony for us, Hanna Newcombe, that you put in brackets a reference that you did not read into the record.

Dr. H. Newcombe: That is true.

Mr. Stevens: I thought maybe I could read it into the record and see if you want to elaborate on it. You say:

It is unfortunate that Canada did not join the 6 middle powers in the 4-continent peace initiative of Parliamentarians for World Order, which would have strengthened our peace position also.

Dr. H. Newcombe: I do regret this. I did not read it because the bracket was interrupting my flow of thought; otherwise, it should have been a footnote. I do regret that Canada did not join the other six in this initiative because it would have been a natural extension of the Prime Minister's peace initiative. I think we are a middle power, and it would have provided another world region to join the other ones and make the appeal to the super powers perhaps a little more effective.

Mr. Stevens: Do you think the Prime Minister's comment with respect to why our government did not choose to join—namely, the fact that we are members of the NATO alliance would be a complicating factor... was a fair comment? In that context, do you not feel the Prime Minister acted perhaps wisely in not joining countries such as Argentina, Mexico and the other four which...

Mr. Laniel: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Yes.

[Traduction]

M. A. Newcombe: Le tensiomètre. Nous croyons avoir trouvé une méthode permettant de relier les dépenses militaires par habitant au Produit national brut par habitant. Si une nation dépense plus qu'elle ne le devrait, selon son produit national brut, il y aurait 30 fois plus de chance qu'elle fasse la guerre au cours des cinq prochaines années que toute nation qui dépense moins. Les risques que ces résultats soient artificiels ou une simple question de chance sont de deux contre dix à la puissance 39, ce qui est élevé. Je suis prêt à parier que mon pays, s'il est trop critique, fera la guerre. Ce pourcentage correspond même à l'argent dépensé évidemment.

Le président: Merci. L'honorable M. Stevens, suivi de M. Laniel. Ensuite, nous ajournerons selon vos désirs.

M. Stevens: Nous vous remercions d'être venus ce soir et nous regrettons de devoir vous garder jusqu'au-delà de 22 heures, mais ce sujet est intéressant.

M. H. Newcombe: Je ne m'arrête jamais de travailler avant minuit.

M. Stevens: Ce sont là des heures normales.

Le président: C'est la raison pour laquelle nous nous entendons si bien.

M. Stevens: Dans votre exposé, je note que vous avez mis entre parenthèses une phrase que vous n'avez pas lue à haute voix.

Mme H. Newcombe: C'est exact.

M. Stevens: J'ai pensé que je pourrais peut-être la lire et vous demander d'en discuter. Vous dites:

Il est malheureux que le Canada ne se soit pas joint aux six pays regroupant sur quatre continents l'initiative de paix des Parlementaires pour l'ordre mondial, ce qui aurait renforcé notre propre position en la matière.

Mme H. Newcombe: Je regrette vraiment que le Canada ne l'ait pas fait. Je ne l'ai pas lue parce que la parenthèse interrompait mon courant de pensées, mais autrement, cela aurait dû être une note en bas de page. Je regrette que le Canada ne se soit pas joint aux six autres pays car cela aurait été une extension naturelle de l'initiative de paix du Premier ministre. Nous sommes une puissance moyenne comme ces six autres pays et cela aurait permis à une autre région mondiale de se joindre aux autres et de rendre l'appel lancé aux super-puissances un peu plus efficace.

M. Stevens: Pensez-vous que le Premier ministre a eu raison de dire que notre gouvernement ne pouvait pas se joindre à cette initiative car nous sommes membres de l'OTAN, ce qui n'aurait fait que compliquer les choses? Dans ce sens-là, ne pensez-vous pas que le Premier ministre a peut-être eu raison de ne pas se rallier à des pays comme l'Argentine, le Mexique et les quatre autres qui...

M. Laniel: Monsieur le président, je voudrais invoquer le Règlement.

Le président: Oui.

[Text]

Mr. Laniel: On a point of order, I am not sure this question is relevant.

The Chairman: Oh, after 20 years on this committee, I have seen so many irrelevant . . .

Mr. Laniel: No, but actually, we are trying to ask . . .

The Chairman: No, I would be addressing myself. Yes, please.

Mr. Laniel: We are trying to ask the witness to pass a judgment on a government policy or a decision of the government. We are studying Bill C-32, which goes much beyond in the future and has no real effect on whatever decision was taken by the government. I am not sure we are trying to learn from the expertise of our witness by asking that kind of question.

The Chairman: But I know the great ability of the witnesses to answer without answering, or not to answer as they so wish. I am sure you will not mind leaving them the alternative to decide if this is the kind of question they would like to answer, if you do not mind. Otherwise, you are asking me at this late hour to be a judge in that kind of question. I do not mind. If you really feel strongly about it, yes, I will rule, but I usually do not rule. I think the witnesses have . . .

Mr. Laniel: It is just a warning, Mr. Chairman.

The Chairman: I hope our two witnesses got the clue from me. They are totally free to pass or comment or correct.

Dr. H. Newcombe: I would like to answer very briefly. Just very briefly, Greece is also a NATO member and was able to go along with this initiative, so I think NATO membership in itself is not necessarily a bar. I will leave it at that.

• 2200

Mr. Stevens: Mr. Chairman, Alan, in his prepared piece, and he made some reference to this, paraphrases the well-known statement: "If you would have peace, prepare for war." He says that statement is wrong. If you would have peace, prepare for peace.

I think he was even willing to bet a little with us on the likelihood. I hope Mr. Laniel will not start ruling me out of order because I think, fundamental to this whole concept of setting up a peace institute, is trying to analyse what, in fact, will help us achieve peace. The counter argument is that one of the greatest movements, if you like, in the world, is NATO.

It is a fact that we, through the power of the deterrent have been able to keep peace in this world, as far as any major conflict is concerned, for many decades. The argument is that, without that deterrent perhaps we would not have shared the peace we have shared.

What I am leading to is that the counter argument is given in relation to what happened in the 1930s when people presumably prepared for peace. I was just reading the history

[Translation]

M. Laniel: Je ne suis pas sûr que cette question soit appropriée.

Le président: Oh, depuis 20 ans que je fais partie de ce Comité, j'ai vu tellement de choses inappropriées . . .

M. Laniel: Non, mais en fait, nous essayons de demander . . .

Le président: Non, je me parlais à moi-même. Allez-y.

M. Laniel: Nous demandons au témoin de juger d'une mesure ou d'une décision prise par le gouvernement. Nous étudions le projet de loi C-32 dont la portée est beaucoup plus importante et n'a pas d'effet réel sur les décisions que peut prendre le gouvernement. Je ne suis pas sûr que nous retirions quoi que ce soit de notre témoin si nous lui posons cette question.

Le président: Oui, mais je sais que certains témoins sont très forts et répondent sans répondre ou répondent comme ils l'entendent. Je suis sûr que vous préféreriez leur laisser le soin de décider s'ils veulent répondre à cette question. Autrement, vous me demandez à cette heure si tardive d'en juger. Cela m'est égal. Si cette question vous tient vraiment à coeur, je prendrai une décision, mais en général, je ne le fais pas. Je crois que les témoins ont . . .

M. Laniel: Ce n'est qu'un avertissement, monsieur le président.

Le président: J'espère que nos deux témoins m'auront compris. Ils sont entièrement libres d'ignorer ce commentaire, d'en discuter ou de le corriger.

Mme H. Newcombe: J'aimerais y répondre très brièvement. La Grèce est également membre de l'OTAN et elle s'est jointe à cette initiative si bien que pour ma part, le fait d'appartenir à l'OTAN ne constitue pas nécessairement un obstacle. Voilà ce que je voulais dire.

M. Stevens: Monsieur le président, Alan, dans son exposé, paraphrase l'adage bien connu: «Si vous voulez la paix, préparez la guerre.» Il nous a dit que c'était faux. Si vous voulez la paix, préparez la paix.

Je crois qu'il était même prêt à parier là-dessus. J'espère que M. Laniel ne va pas se mettre à déclarer que tout ce que je dis est irrecevable car à la base même de la création de cet institut pour la paix, se trouve tout ce qui pourrait nous aider à réaliser la paix. L'autre argument vient d'une de ces plus importantes organisations au monde, je veux parler de l'OTAN.

Il est vrai que nous avons pu, grâce à la force de dissuasion, conserver la paix dans le monde, et je veux parler de conflit majeur, pendant de nombreuses années. Certains disent que, en l'absence de cette force de dissuasion, nous n'aurions pas connu cette paix.

Je veux en venir à cet argument qui a été présenté dans les années 1930 lorsque les gens étaient censés préparer la paix. Je viens de lire un livre sur Neville Chamberlain et cette partie de

[Texte]

of Neville Chamberlain and that part of British history involving attempts to compromise with Adolph Hitler. It is very strange how similar the arguments were then, to what is now being advanced by those who say that they hope we can achieve peace which, if you put them in a nutshell, would be exactly that: If you want peace, prepare for peace. Do not worry about these fellows over on the continent because it is up to us to be the peacemakers.

Winston Churchill, at that time, was advocating very strongly the other way, but he was totally ignored. What is your answer to a person that cites the Adolph Hitler menace to you when you say: If you want peace, prepare for peace?

Dr. A. Newcombe: It is not in the brief I have brought today, but I have written it in the past. Therefore, I feel I can answer on this.

First of all, Mr. Stevens, I would like to thank you for your letter which arrived this morning, asking for nominations for the board of directors. I brought it with me. The next time you want a letter posted, maybe you should see me.

The point about the Latin motto, Mountbatten who was assassinated, also agreed that if you want peace, prepare for peace. It was in his last speech.

My interest in this area, sir, comes from the fact that in the 1930s I was arguing that Hitler was arming in order to go to war. The answer I got from my Latin teacher was this one about, if you want peace, prepare for war. He also said that he was not rearming that much. The GNP had gone up because he was giving work to the German workers. I had a tremendous feeling that this was wrong and there must be some relationship.

Now I would have loved to have reanalysed the 1930s when I was saying from a critical basis, from an opinion basis, that Hitler was getting ready to go to war and we have to arm and stop him as soon as possible.

Much later in life, I found that, if we went back, if GNP data were available for Germany in the 1930s, I am sure my tensiometer would have said as of about 1934: This man is dangerous and he is going to get more dangerous. And I would add a mathematical basis for my argument.

So I feel I am not a pacifist. I have always felt that, if we just had shown Mr. Chamberlain that he was wrong on a mathematical basis, I think we might have shortened the war and had far fewer casualties.

• 2205

With respect to the NATO prevention of war, the social scientists and logicians say that if event A occurs before event B it does not mean that A caused B. My tensiometer is showing that it is the overarmed nations that go to war, and these are the people who believe in deterrence. From 1950 to 1980 it was always the overarmed that went to war.

[Traduction]

l'histoire britannique où ce dernier tentait de s'entendre avec Adolph Hitler. Il est très étrange de constater à quel point les arguments de cette époque ressemblent aux arguments qu'avancent ceux qui espèrent pouvoir réaliser la paix et ils sont ceux qui disent, en un mot, si vous voulez la paix, préparez la paix. Ne vous inquiétez pas de ces gens-là car nous sommes les véritables artisans de la paix.

A cette époque, Winston Churchill disait exactement le contraire, mais il n'a jamais été écouté. Que répondez-vous à une personne qui vous dit comme Adolph Hitler, si vous voulez la paix, préparez la paix?

M. A. Newcombe: Cette phrase ne figure pas dans le mémoire que je vous ai apporté aujourd'hui, mais je l'ai écrite par le passé. Par conséquent, je pense pouvoir y répondre.

Tout d'abord, monsieur Stevens, je voudrais vous remercier de votre lettre qui est arrivée ce matin dans laquelle vous demandiez des candidats au conseil d'administration. Je l'ai apportée avec moi. La prochaine fois que vous voudrez une lettre affichée, venez me voir.

A propos de l'expression latine, Mountbatten qui a été assassiné, convenait également que si on voulait la paix, il fallait la préparer. Cela figurait dans son dernier discours.

Si je m'intéresse à tout cela, monsieur, c'est parce que dans les années 1930, je prétendais que Hitler armait ses troupes en vue de déclarer la guerre. La réponse que j'ai obtenue de mon professeur de latin était celle-ci, si vous voulez la paix, préparez la guerre. Il a également dit à cette époque que l'Allemagne ne réarmait pas ses troupes tant que cela. Le produit national brut avait augmenté parce qu'il faisait travailler les Allemands. Je sentais au tréfonds de moi-même que c'était faux et qu'il devait y avoir un rapport.

Or j'aurais aimé réanalyser les années 1930 lorsque je disais d'un point de vue critique, que Hitler se préparait à déclarer la guerre et que nous devions fabriquer des armes et l'arrêter dans les meilleurs délais.

Beaucoup plus tard, si nous remontions le temps et si des statistiques sur le produit national brut en Allemagne avaient existé dans les années 1930, je suis sûr que mon tensiomètre aurait indiqué à propos de l'année 1934 que cet homme était dangereux et qu'il allait le devenir encore davantage. Et j'aurais ajouté un raisonnement mathématique.

Ainsi je pense que je ne suis pas pacifiste. J'ai toujours pensé que si nous avions prouvé avec des calculs que M. Chamberlain avait tort, la guerre aurait été écourtée et le nombre de décès aurait été moindre.

Pour ce qui est de la prévention de la guerre par l'OTAN, les spécialistes en sciences sociales et les logiciens disent que si un événement A survient avant un événement B, cela ne veut pas dire que A a causé B. Mon tensiomètre indique que ce sont les pays les plus armés qui font la guerre et ce sont justement ceux-là qui croient en la force de dissuasion. De 1950 à 1980, ce sont toujours les plus armés qui ont fait la guerre.

[Text]

So I am not sure. You may well be right that NATO has deterred war, but it is not proven. It is in that category of *nolo contendere*. I believe that is the Latin phrase.

Dr. H. Newcombe: Could I also make a comment on the analogy...

The Chairman: Of course.

Dr. H. Newcombe:—to the 1930s?

Some people see our situation today as analogous to the prelude to World War II, where appeasement failed and eventually we had a war because Hitler was bound for conquest.

Some other people make the analogy to the crisis preceding World War I, which was a slow-motion, accidental war, and say that our situation today may be more analogous to 1914 than to 1939. I am not saying that it is, but this is the sort of situation we should study to see what structural features our present situation has in common with the two crises preceding World War I and World War II, and then we would be better informed about at least how not to act to precipitate war.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, my follow-up question to Allen would be: Can you give us your tensiometer rating for the Soviet Union?

Dr. A. Newcombe: It is supercritical. It has been supercritical since 1950.

Mr. Stevens: Is there a number, though, that you can put on it?

Dr. A. Newcombe: I can send you a whole raft of these numbers, but the way the thing is set up is that if your tension ratio is above 100... it is like a meat cleaver—then you are in this category of being 30 times more likely to go to war. If you are below it, you are safe. But I have long thought the higher that tension ratio... say 900 is a worse condition than 105, but I have not been able to prove that mathematically. I keep on believing it, but I cannot prove it. Since I cannot prove it, it is not so.

Mr. Stevens: In in the context of your advice during the 1930s that Hitler was arming and that you felt he was a danger, and when you see that since 1950 the Soviet Union on your tensiometer has been in this supercritical position... As I understood it, you were recommending that the powers that called themselves the Allies, as opposed to the Axis, should have been arming. What is your advice, then, to the western nations when they are faced, to use your reference, since 1950 with a supercritical force in the Soviet Union?

Dr. A. Newcombe: Two points. One is that the United States has also been supercritical since 1950. I would not say that a nation is going to go and fight a certain other nation; it is just going to fight somebody—very likely. With respect to the Soviet Union and the United States, I think there is a watershed in history, and the date is August 1945, and we are now faced with a new kind of world, a world in which we have to try as best we can to reduce Soviet armament because that is what threatens us. The price, perhaps, of reducing Soviet

[Translation]

Alors je ne suis pas sûr. Vous avez peut-être raison de dire que l'OTAN a empêché la guerre, mais ce n'est pas nécessairement vrai. C'est la fameuse expression latine *nolo contendere*.

Mme H. Newcombe: Puis-je faire également une observation à propos de l'analogie...

Le président: Bien sûr.

Mme H. Newcombe: ... avec les années 1930?

Certains comparent notre situation actuelle à l'époque qui a précédé la Seconde Guerre mondiale où les efforts d'apaisement avaient échoué et où finalement la guerre a été déclarée, Hitler se prenant pour un conquérant.

D'autres comparent notre époque à la crise qui a précédé la Première Guerre mondiale qui a été une guerre accidentelle, une guerre d'attentisme et ceux-là disent que notre situation ressemble davantage à 1914 qu'à 1939. Je ne me prononce pas, mais voilà ce que nous devrions étudier pour voir quelles caractéristiques structurelles présente notre situation actuelle par rapport aux deux crises qui ont précédé les deux guerres mondiales, ce qui nous permettrait d'être mieux informés au moins sur la façon de ne pas précipiter la guerre.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais poser une autre question à M. Newcombe. Pourriez-vous nous donner la cote accordée à l'Union soviétique par votre tensiomètre?

M. A. Newcombe: Elle a atteint un point critique. Elle l'est depuis 1950.

M. Stevens: Mais avez-vous un chiffre à nous proposer?

M. A. Newcombe: Je puis vous envoyer toute une série de chiffres, mais si votre niveau de tension est supérieur à 100, c'est comme un couperet à viande, alors il existe trente fois plus de chance qu'une guerre ne soit déclarée. Si ce niveau est inférieur à 100, il n'y a pas de danger. Mais j'ai longtemps pensé que plus le niveau de tension était élevé... Disons que 900 est pire que 105, mais je n'ai pas encore pu le prouver d'un point de vue mathématique. Je continue de le croire, mais je ne peux le prouver. Puisque je ne peux pas le prouver, ce n'est pas le cas.

M. Stevens: Vous nous avez dit que pendant les années 1930, Hitler armait ses troupes et que vous pensiez qu'il constituait un danger et puisque votre tensiomètre indique que l'Union soviétique a atteint un point supercritique depuis l'année 1950... Si j'ai bien compris, vous recommandiez que les pays alliés, contrairement aux pays de l'Axe, auraient dû s'armer. Dans ce cas, que pouvez-vous conseiller aux pays occidentaux puisque, d'après vos calculs, l'Union soviétique constitue une supermenace depuis 1950?

M. A. Newcombe: Deux choses. Premièrement, les États-Unis ont également atteint un niveau record depuis 1950. Je ne dirais pas qu'un pays va déclarer la guerre à un autre; il va simplement se battre, c'est très vraisemblable. Pour ce qui est de l'Union soviétique et des États-Unis, je crois que le grand tournant dans l'histoire a été août 1945 et ce monde est maintenant très différent de ce qu'il était, c'est un monde au sein duquel nous devons essayer dans toute la mesure du possible de réduire l'armement soviétique car c'est cet

[Texte]

armament is that we make some reductions on our side after we have negotiated a firm treaty that can be well inspected.

I do not trust the Russians, but I do not trust any country for that matter. There have been flare-ups and high tension ratios in South America, and through friends in New York with the International Peace Academy I have been able to get my results down to these countries and they have subsequently reduced their military expenditures. It would be nice if it was because of my work going there, but I cannot prove that either.

• 2210

But it is not just the U.S. and the S.U. that can fight a war. There are many other countries, as you well know. Some of them are fighting today: Ethiopia with Eritrea, and practically all of its neighbours.

I think there are things we can do. I gave a brief to Mr. Clark's commission on disarmament when it visited Toronto. I liked very much something that he said. He said there was a feeling that the Soviet Union was paranoid because it had been invaded by practically all of its neighbours in the last 50 years. He added, what can we as Canadians, what can we as a Canadian government, do to reduce this paranoia? He then suggested that you do not cure paranoia by threatening the person who is paranoid.

There are techniques. I have the feeling that we will never reach a disarmament treaty between two hostile nations. We somehow have to reduce that hostility. There are techniques for doing that, and one of them is—we have had this conversation before, I think—one of them is called the Grit Technique—and Tories immediately rise to that bait. This is a method of making positive moves which are then reciprocated by the other side. We know this works, and there have been occasions within the last five years—twice the Soviet Union has made a Grit move with troops in East Germany, and once the NATO allies have withdrawn atomic weapons from West Germany. Without any fanfare—I regret this very much—they just quietly disappeared. Someone from Defence in Canada finally made a reference to this in the NATO alliance report, and there it was. He said to me, if you really want to hide something, put it in the NATO review. But we did do it, and we could have made better use of it than we did.

Le président: Monsieur Laniel, à vous la parole!

Mr. Laniel: Mr. Chairman, I might try to reassure my colleague from Peel—Dundas, Mr. Stevens, that although I believe in peace organizations and see a role in them, I have my own opinions as to their approach to problems. There are different responsibilities. They have their own. As a parliamentarian, I have my own. As a person, I might have a different opinion. So I am not committed to any cause.

[Traduction]

armement qui constitue notre plus grande menace. Le prix à payer pour y parvenir est peut-être de procéder à quelques réductions de notre côté après avoir négocié un traité ferme qui peut être inspecté.

Je ne fais pas confiance à l'Union soviétique pas plus qu'à tout autre pays. Il y a eu des secousses et des niveaux de haute tension en Amérique du Sud et grâce à des amis à New York membres de la *International Peace Academy*, j'ai pu faire parvenir mes résultats à ces pays qui ont réduit par la suite leurs dépenses militaires. Il serait agréable de savoir qu'ils les ont réduites en raison de mes travaux, mais je ne peux pas le prouver non plus.

Mais les États-Unis et l'Union soviétique ne sont pas les seuls à vouloir se battre. Il en existe beaucoup d'autres, comme vous le savez fort bien. Certains d'entre eux se battent aujourd'hui, l'Éthiopie avec l'Érythrée, et presque tout ses voisins également.

Nous pouvons prendre certaines mesures, je crois. J'ai présenté un mémoire devant la Commission sur le désarmement, présidée par M. Clark, lorsque ses membres sont venus à Toronto. J'ai beaucoup aimé ce qu'il a dit. Il pensait que l'Union soviétique était paranoïaque parce qu'elle avait été envahie par la presque totalité de ses voisins au cours des 50 dernières années. Il s'est ensuite demandé ce que nous pouvions faire, en tant que Canadiens, en tant que gouvernement canadien, pour réduire cette paranoïa. Il a ensuite laissé entendre qu'on ne guérît pas la paranoïa en menaçant la personne paranoïaque.

Certaines techniques existent. J'ai la nette impression que nous ne concluons jamais d'accord sur le désarmement entre deux pays hostiles. Nous devons, d'une façon ou d'une autre, réduire cette hostilité. Il existe certaines techniques, et l'une d'entre elles, nous avons déjà eu cette conversation, je crois, est la technique libérale, et les conservateurs mordent tout de suite à l'appât. Cette méthode consiste à prendre des décisions positives qui poussent l'autre bloc à en faire également. Nous savons que cette méthode est bonne, puisqu'elle a été éprouvée au cours des cinq dernières années, par deux fois, l'Union soviétique a retiré ses troupes d'Allemagne de l'Est, et une fois, les alliés de l'OTAN ont retiré des armes atomiques d'Allemagne fédérale. Sans fanfare, et je le regrette, ces armes ont disparu tranquillement. Quelqu'un du ministère de la Défense, au Canada, en a finalement parlé dans le rapport de l'OTAN, et c'était tout. Il m'a dit: si vous voulez réellement cacher quelque chose, mettez-le dans le rapport de l'OTAN. Nous l'avons cependant fait, mais cela aurait pu porter davantage fruit.

The Chairman: Mr. Laniel, please.

M. Laniel: Monsieur le président, j'essaierai peut-être de rassurer mon collègue, M. Stevens, député de Peel-Dundas, et de lui dire que même si je crois en l'efficacité des organismes de paix et au rôle qu'ils peuvent jouer, j'ai tout de même ma propre opinion quant à la façon dont ces organismes abordent les problèmes. Les responsabilités ne sont pas les mêmes. Ils ont les leurs, j'ai les miennes en qualité de député. En tant

[Text]

My questions will go in that direction . . . and it goes right to this last answer. In the identification of the function of the institute, you refer to a peace education function which might also receive attention to be applied at all levels of the education system. That scares me. This is in this brief of Madam. It scares me; because unless you are talking of higher education, where a student has reached a level of knowledge where he can make differences, where he has lived experiences and he has learned to choose, I personally would not go so far as to agree on the function of the new institute to go as far as having a role at all levels of education.

I would ask you to try to explain to me and give a reason for all that, because it is so simple; it is so simple and it has been so simple—I know it has been in the Province of Quebec—for teachers and professors to tell children, do not listen to your parents, they are outdated; do not listen to your churches, they have been confining you; do not listen to government, because they are imposing on you, they do not tell you the truth. It is always negative. So I am scared about that proposal and I would want you to enhance on that approach.

Dr. H. Newcombe: In the lower levels of the educational system of course you do not present anything complicated about arms control or the arms situation. You suit it to the age level of students.

• 2215

I also do not see it as negative or as speaking against the authority of parents or of government or of anybody else. I would think in the lower grades peace education may not even be very much concerned with political issues. It might, for example, take the form of exercises in conflict resolution right in the classroom: what do you do when a fight develops and you want to prevent violence—that kind of thing.

A second stream there might be that at the lower levels would be education for global responsibility, which I do not really think is a controversial issue; such a thing as being responsible for the environment, not only in our own country but all over the world, because pollution crosses national borders; or such issues as understanding the United Nations and what United Nations agencies do and what even the Security Council and the General Assembly could do if the United Nations could be made stronger. I do not think these things would be in any way controversial or undermine anybody's authority, but they would be something like civics for international citizens, if you know what I mean. I do not know if we still teach civics in school. If we do not, I regret it, because it makes good citizens. But we also need to make good world citizens.

So that would be the concern I would see at the lower grades.

[Translation]

qu'individu, j'ai peut-être une autre opinion. Donc, je ne suis engagé envers aucune cause.

Je voudrais en discuter, et j'en reviens à cette dernière réponse. Lorsque vous avez parlé du mandat de cet institut, vous avez dit qu'il devait peut-être servir à sensibiliser la population à la paix, et que cette fonction pourrait s'étendre à tous les niveaux du système éducatif. Cela me trouble. Je reprends ce que dit le mémoire de votre épouse. Cela me fait peur, car, à moins que vous ne faisiez allusion à l'enseignement supérieur, où un étudiant a atteint un certain niveau de connaissances qui lui permettent d'établir certaines distinctions, où il a un peu vécu et appris à réfléchir, personnellement, je ne pense pas que j'accepterais que cet institut joue ce rôle à tous les niveaux d'éducation.

Je voudrais que vous me l'expliquiez et que vous m'en donniez une raison, car c'est trop simple. Il est si facile, et je sais que cela était le cas dans la province de Québec, aux enseignants et aux professeurs de dire aux enfants: n'écoutez pas vos parents, ils retardent; n'écoutez pas les sermons, ils vous menotent; n'écoutez pas le gouvernement, car il est interventionniste, il ne dit pas la vérité. Tout est toujours négatif. C'est la raison pour laquelle cette proposition me trouble, et j'aimerais que vous la développiez.

Mme H. Newcombe: Dans les petites classes, évidemment, il ne faut présenter rien de compliqué à propos du contrôle des armements ou de la situation en général. Il faut adapter ce que vous dites au niveau des étudiants.

Je ne vois pas non plus les choses de manière aussi négative, ou qu'elles aillent à l'encontre des parents, du gouvernement, ou de quoi que ce soit d'autre. Dans les petites classes, l'apprentissage de la paix pourrait même ne pas toucher aux questions politiques. Il pourrait, par exemple, prendre la forme de résolution de conflits au sein même de la classe: que faites-vous lorsqu'une bataille s'ensuit et que vous voulez empêcher toute manifestation de violence; c'est ce dont je parlais.

Deuxièmement, dans les petites classes, on pourrait enseigner la responsabilité globale, ce qui ne me semble pas être une question litigieuse; la responsabilité envers l'environnement, non seulement chez vous, mais à l'étranger, car la pollution dépasse les simples frontières; ou alors, étudier les rouages des Nations Unies, des organismes des Nations Unies, et ce que pourraient faire le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale si les Nations Unies devaient se renforcer. Je ne pense pas que ces éléments puissent donner naissance à quelque litige que ce soit ni saper l'autorité de quiconque, mais ce serait un cours d'histoire civique pour citoyens internationaux, si vous voyez ce que je veux dire. Je ne sais pas si l'on enseigne toujours l'histoire civique à l'école. Si tel n'est pas le cas, je le regrette, car cet enseignement donne un sens des responsabilités aux citoyens. Mais nous devons également en faire de bons citoyens internationaux.

Voilà donc ce que l'on pourrait enseigner dans les petites classes.

[Texte]

Mr. Laniel: You mean a very general commitment to a national commitment instead of being related to any government policies on a thing like that.

Dr. H. Newcombe: That is right. The two points I made today are a commitment to non-use of violence, and a commitment to world-wide responsibility; those two things.

Mr. Laniel: I did present to the Prime Minister, upon his peace mission, a petition by thousands of students from my riding. Upon receiving that petition, I met with those young students of the sixth grade and we spent two hours together. It was very, very interesting. But the most interesting aspect of it was, I found that the teachers involved in that project were really open-minded. They did not try to impose anything on the children. They said Mr. Trudeau's mission had put an awareness into the world about the possibility of extermination; and they put the question to the students, what do you see as a solution to that problem and how bad can that be? Through all kinds of means—poems or drawings or things like that, and ending up with a petition, they really came up with something that was extraordinary.

So I do not really think it could not be done in the right way. But I would not want it to be thrown into the curriculum or into a strict program of education where it might have a more negative approach . . . as long as it remains an initiative.

My second question, Mr. Chairman, and it will be the last one, is on Madam Newcombe's second suggested function, where her presentation says that private peace plans and proposals should be channelled through the institute. I always had the impression that all of the peace organizations, all of those kinds of institutions, have such a purpose, a vocation, that I am not really sure they are that much looking forward to any structures that would channel their activity, which would reduce their impact, and which might bring in lack of interest from their supporters. How would you see that, how could you expand on that suggestion?

• 2220

Dr. H. Newcombe: Well, of course, the peace organizations could reach the appropriate government departments directly—this is what they do now—but private citizens who have a good idea—and I have met many such people who are not necessarily affiliated to an organization but have a bright thought about how things might be done—they do not necessarily know where to turn. Now, they could work through some organization, but I think the institute could serve a useful function here in gathering such plans and also in co-ordinating them, because several people scattered around might have a similar idea which could then be integrated by somebody in the institute and put together in a more comprehensive way. There could be a co-ordinating function intervening there. So, I think this could be useful.

Mr. Laniel: You mean, some kind of seminar initiative that would take place because of an outstanding world event, where those who would not have any way to channel their recommen-

[Traduction]

M. Laniel: Vous voulez parler d'un engagement général envers un engagement national, et non pas de politique gouvernementale, ou de quoi que ce soit de ce genre.

Mme H. Newcombe: En effet. Ce que j'ai dit aujourd'hui, c'est qu'il faudrait s'engager à ne pas utiliser la violence et à être plus responsable à l'échelle internationale.

M. Laniel: Lorsque le premier ministre a lancé sa mission de paix, je lui ai présenté une pétition signée par des milliers d'étudiants de ma circonscription. Lorsque j'ai reçu cette pétition, j'ai rencontré ces jeunes élèves de sixième année et nous avons discuté deux heures durant. Ce fut une discussion très, très intéressante. Mais ce qui l'a été davantage, c'est que les enseignants qui s'étaient intéressés à ce projet étaient vraiment larges d'esprit. Ils n'ont rien essayé d'imposer aux enfants. Ils ont dit que la mission de M. Trudeau avait eu pour conséquences de sensibiliser le monde à une extermination éventuelle, et ils ont demandé aux étudiants ce qui, à leur avis, permettrait de résoudre ce problème et dans quelle mesure la situation était mauvaise. En recourant à toutes sortes de moyens, en écrivant des poèmes ou en faisant des dessins, et finalement en rédigeant une pétition, ils ont été extraordinaires.

Donc, je ne pense pas que cela ne pourrait pas se faire de la bonne façon. Mais je ne voudrais pas que cela fasse partie du programme d'études, ou d'un programme d'éducation strict où l'approche serait peut-être plus négative; cela doit demeurer une initiative.

Ma deuxième question, monsieur le président, et ce sera la dernière, porte sur la deuxième fonction suggérée par M^{me} Newcombe, selon laquelle les plans et propositions de paix de particuliers devraient être adressés à l'institut. J'ai toujours eu l'impression que tous les organismes de paix, toutes les institutions de ce genre, possèdent cette vocation-là, et je ne suis pas sûr qu'ils cherchent à se doter de structures qui orienteraient leurs activités, qui réduiraient leur influence, et dont leurs partisans se désintéresseraient. Comment voyez-vous tout cela? Pourriez-vous développer votre suggestion?

Mme H. Newcombe: Évidemment, les organismes de paix pourraient s'adresser aux ministères ad hoc—c'est ce qu'ils font maintenant—mais les particuliers qui ont une bonne idée ne savent pas nécessairement où s'adresser; d'ailleurs, j'en ai rencontré beaucoup qui ne sont pas nécessairement membres d'un organisme, mais qui ont une idée brillante sur la façon de faire les choses. Ils pourraient collaborer avec un organisme quelconque, mais je pense que l'institut pourrait être utile dans ce sens, qu'il pourrait rassembler ces idées, les coordonner, car plusieurs personnes pourraient avoir la même idée, qui pourrait alors être intégrée par quelqu'un, à l'institut, et élaborée de façon plus compréhensive. L'institut pourrait servir de coordinateur. Je pense donc que ce serait utile.

M. Laniel: Vous voulez parler d'une sorte d'initiative qui pourrait être lancée à la suite d'un événement mondial quelconque, où ceux qui ne sauraient pas où adresser leurs

[Text]

dations could channel them through the institute—something like that, you know? It would be difficult for individuals to do that, would it not, unless it was someone that could write it?

Dr. H. Newcombe: If it were a formalized function of the institute, then I suppose there would be a desk that specialized in receiving correspondence and then working it out.

Mr. Laniel: Yes, maybe.

Dr. A. Newcombe: May I add to that?

The Chairman: Yes.

Dr. A. Newcombe: Today I had three different letters of inquiries from individuals asking for information. One is a playwright in New York, one is a man from Quebec—Quebec Hydro in fact—and the third one I have forgotten. All these people are seeking reliable facts with which to think, basically. I think the new institute would be able to fulfill that function much better than we can.

Mr. Laniel: I would say thank you, although I would like to ask you one supplementary question.

To you, Mr. Newcombe, when you suggest that the new institute should establish five chairs of peace studies at Canadian universities while maintaining the five chairs of strategic study, let me say that we have already been warned against the multiplication of such initiative which might tend to minimize the impact of other or existing organizations. Is there not that kind of a danger?

Dr. A. Newcombe: I do not think the danger is there. I think that these would be alternative chairs, perhaps looking in different directions. At the moment, Brock University, McMaster, and U. of T. are all working somehow to get into the peace-teaching field.

Mr. Laniel: Or some francophone Quebec universities.

Dr. A. Newcombe: But there is always a shortage of money.

Mr. Laniel: Yes.

Dr. H. Newcombe: If I could add to that. The strategic studies institutes concentrate on arms issues, arms control, of course, as well as arms—but there is a different side to peace studies in addition to arms control; that is the psychological factors in tension reduction. I would think that the peace studies chairs or departments might specialize more in the psychological directions rather than the hardware, which is taken care of by the strategic studies.

Dr. A. Newcombe: If I may add to that. When we prepared the brief for the second Special Session on disarmament of the UN in New York, we presented them this brief. In looking at it just a few months ago, I suddenly realized that we were not giving this our best shot. Everything that we mentioned in there—as what we thought was the positive suggestion—comes from the field of psychology: How to reduce hostility, better ways to negotiate, what have you. Peace research is a very, very big field.

[Translation]

recommandations pourraient le faire par l'intermédiaire de l'institut? Ne serait-il pas difficile de le faire, à moins que cette personne ne puisse les rédiger?

Mme H. Newcombe: S'il s'agissait d'une fonction officielle de l'institut, je suppose alors qu'un service pourrait être chargé de rassembler la correspondance et de la trier.

M. Laniel: Oui, peut-être.

M. A. Newcombe: Puis-je ajouter quelque chose?

Le président: Faites.

M. A. Newcombe: Aujourd'hui, j'ai reçu trois lettres de demande d'information de particuliers. L'un est un auteur dramatique de New York, l'autre un homme de Québec, d'Hydro-Québec en fait, et j'ai oublié le troisième. Tous ces gens-là essaient d'obtenir des faits concrets qui leur permettront de réfléchir. Je crois que ce nouvel institut serait mieux à même de remplir cette fonction que nous ne pouvons le faire.

M. Laniel: Je voudrais vous remercier, mais auparavant, j'aimerais vous poser une dernière question.

Monsieur Newcombe, lorsque vous dites que ce nouvel institut devrait créer cinq chaires d'études sur la paix dans les universités canadiennes, tout en conservant les cinq chaires d'études stratégiques, permettez-moi de vous dire qu'on nous a déjà enjoint de ne pas multiplier ce genre d'initiative, pour ne pas minimiser l'influence d'autres organismes existants. Ne court-on pas ce risque?

M. A. Newcombe: Je ne le pense pas. Ce serait des chaires différentes, qui aborderaient la question d'une manière différente. Pour le moment, la Brock University, l'université McMaster et l'Université de Toronto cherchent toutes, d'une façon ou d'une autre, à s'engager dans l'enseignement de la paix.

M. Laniel: Ou quelques universités québécoises francophones.

M. A. Newcombe: Oui, mais il y a toujours pénurie d'argent.

M. Laniel: En effet.

Mme H. Newcombe: Permettez-moi d'ajouter une observation. Les instituts d'études stratégiques se concentrent sur les questions d'armements, de contrôle des armements, ainsi que sur les armements en général, mais il existe une autre facette aux études sur la paix; je veux parler des facteurs psychologiques inhérents à la réduction de la tension. Je pense que les départements d'études sur la paix pourraient s'intéresser davantage à l'aspect psychologique des armements, plutôt qu'aux armements eux-mêmes dans lesquels se spécialisent les études stratégiques.

M. A. Newcombe: Une chose. Lorsque nous avons préparé le mémoire pour la deuxième session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement, à New York, nous leur avons remis ce mémoire. En le parcourant, il y a quelques mois, je me suis soudainement rendu compte que nous n'avions pas donné tout ce que nous aurions pu donner. Tout ce dont on a parlé ici—tout ce que nous pensions être positif—venait du domaine de la psychologie: comment réduire les hostilités, comment mieux

[Texte]

[Traduction]

négocier, et ainsi de suite. La recherche pour la paix est un domaine énorme.

• 2225

Mr. Laniel: Thank you.

The Acting Chairman (Mrs. Côté): Thank you, Mr. Laniel.

Mr. Gamble:

Mr. Gamble: Thank you very much, Madam Chairman.

I noticed, Mrs. Newcombe, when you made your oral remarks you dealt with the peace aspect of Bill C-32, although you drew no attention to the fact that the purpose of the Bill, spelled out in Clause 4, is to increase knowledge of the issues related to international peace and security, with particular emphasis on defence, arms control and disarmament. There are two elements in the Bill and you dealt with one of them only. I take it you fully recognize and support the concept of defence and security, although you may have dealt with peace issues only. That would be the case, I take it. Do you recognize the need for some kind of defence security system for Canada?

Dr. H. Newcombe: I definitely recognize the need for a security system. The question is, is it to be primarily a military security system, because security really has a wider meaning. It is not purely military security. As you said previously in questioning the previous witness, peace is also a form of security.

Mr. Gamble: Is that what you think . . .

Dr. H. Newcombe: Relying on the United Nations is a form of security. So yes, security, certainly. I think military defence would not be excluded from the new institute, of course. I recognize that. I stress the peace side because I happen to specialize in peace research and I know nothing about defence matters. I would hope that peace emphasis would be quite strong in the new institute, simply because we have had a scarcity of institutions focusing on peace before. We have had a lot of—you know, we have a Department of Defence; we do not have a Department of Peace. That is the sort of thing I mean. So if this institute, while considering defence, concentrates on peace, that would just sort of redress the balance between the two sides of security.

Mr. Gamble: I notice from your profile that you were born in Czechoslovakia and came to Canada in 1939, and at about 1962 undertook your present task with respect to the Peace Research Institute of Dundas, or at least in conjunction with the Alcocks undertook a task in connection with a peace research institute. Do you recall when the Soviet Union invaded or occupied Czechoslovakia?

Dr. H. Newcombe: In 1968.

Mr. Gamble: 1968. Did that . . .

M. Laniel: Merci.

Le président suppléant (Mme Côté): Merci, monsieur Laniel.

Monsieur Gamble.

M. Gamble: Merci, madame le président.

Madame Newcombe, j'ai remarqué que dans vos commentaires, vous avez abordé l'aspect paix du projet de loi C-32, et que vous n'avez pas du tout porté attention au fait que la mission de l'institut, telle que précisée à l'article 4 du projet de loi, est d'accroître la connaissance des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales, particulièrement en matière de défense, de limitation des armements et de désarmement. Le projet de loi comporte deux éléments, et vous n'en avez abordé qu'un seul. Je présume que vous reconnaissez et que vous appuyez pleinement le concept de la défense et de la sécurité, quoique vous ayez uniquement parlé des questions de paix. Je présume que c'est le cas. Selon vous, le Canada a-t-il besoin d'un système de sécurité pour sa défense?

Mme H. Newcombe: Je reconnais certainement la nécessité d'avoir un système de sécurité. La question est de savoir si ce système doit être surtout militaire, car la sécurité a une signification beaucoup plus large. Il ne s'agit pas uniquement de sécurité militaire. Comme vous l'avez dit tout à l'heure en questionnant le témoin précédent, la paix est également une forme de sécurité.

M. Gamble: Est-ce ce que vous pensez?

Mme H. Newcombe: Se fier aux Nations Unies est une forme de sécurité. Donc, oui, certainement, la sécurité. Bien sûr, je pense que la défense militaire ne serait pas exclue du nouvel institut. Je le reconnais. J'ai insisté sur l'aspect paix parce que je me spécialise dans la recherche sur la paix, et je suis très peu au courant des questions de défense. J'espère que le nouvel institut accordera beaucoup d'importance à la paix, simplement parce que nous avons peu d'institutions qui l'ont fait jusqu'ici. Par contre, nous avons eu nos . . . vous savez, nous avons le ministère de la Défense; nous n'avons pas de ministère de la Paix. Voilà ce que je veux dire. Donc, si cet institut, tout en étudiant la défense, concentre son énergie sur la paix, cela équilibrerait tout simplement les choses entre les deux aspects de la sécurité.

M. Gamble: Je lis dans votre curriculum que vous êtes née en Tchécoslovaquie et que vous êtes venue au Canada en 1939, et qu'en 1962, vous avez assumé vos fonctions actuelles au *Peace Research Institute* de Dundas, ou du moins, de concert avec Alcocks, vous avez entrepris un travail relié à un institut de recherche sur la paix. Vous souvenez-vous quand l'Union soviétique a envahi ou occupé la Tchécoslovaquie?

Mme H. Newcombe: En 1968.

M. Gamble: En 1968. Est-ce que . . .

[Text]

The Chairman: I was there on vacation and may enlighten you.

Dr. H. Newcombe: I was there a year later for a conference.

Mr. Gamble: Did that incident, and you are originally from Czechoslovakia, and now you tell us you were there in 1969, create any kind of concern for you at all about the need for some kind of defence mechanism in this part of the world to prevent that kind of incident from robbing a people with whom you had an original direct relationship from emerging as a free state?

Dr. H. Newcombe: Well, the Soviet occupation of Czechoslovakia bothered me a lot. I think it was an abominable act on the part of the Soviet Union. I do not see that any western armament could have prevented it . . .

Mr. Gamble: Oh, I am not saying that.

Dr. H. Newcombe:—without a third world war. So whether or not we are fully armed or not has nothing to do with preventing the Soviet Union intervening within its own bloc, because that is its own bloc. It was a shameful thing to do.

Mr. Gamble: Let me ask you . . .

Dr. H. Newcombe: We can do nothing about it.

The Chairman: You know, I am always ready to accommodate all members, but I tried to ask prior to your arrival if members could, as much as possible, in order that the committee can do its duty, because we were referred Bill C-32 . . . You know how much I love this discussion; the world situation and all that. Without cutting you off, of course, I would appreciate . . . any question directly pertaining to the Bill, if you agree with the Bill or if there is something on which you disagree, especially where you disagree, so that we may not only listen to the witnesses and accommodate ourselves but maybe even accommodate you, by asking questions on the Bill. I do not want to stop the discussion, but it would be helpful to the committee. You represent for me a group of thinking people who may not agree with that other group, or with other groups, but it is important for us to try to see how we can accommodate a majority of the people.

• 2230

Mr. Gamble: Absolutely, Mr. Chairman, and you will recall that I began my first question by referring specifically to the wording in the Bill—the only one of the members tonight to take that specific tack. But in order to get a true glimpse of the positions taken by our witnesses who have testified here, I am reading from some of the materials they have presented to us, quoting from them, using them as background information for the type of question I am asking. I think it is important, having regard to the fact that this Bill makes reference to the double-barrelled nature of the proposed legislation—the proposed Act,

[Translation]

Le président: J'y étais en vacances, et je pourrais vous éclairer sur cela.

Mme H. Newcombe: J'y suis allée un an plus tard pour y donner une conférence.

M. Gamble: Originellement, vous êtes de la Tchécoslovaquie, et vous nous dites maintenant que vous y êtes allée en 1969. Est-ce que cet incident a suscité chez vous un genre de préoccupation quant au besoin d'avoir une espèce de mécanisme de défense dans cette partie du monde, pour éviter que ne se produise ce genre d'incident où on a enlevé la possibilité à des gens, avec qui vous aviez au départ une relation directe, d'avoir un État libre?

Mme H. Newcombe: Eh bien, l'occupation de la Tchécoslovaquie par les Soviétiques m'a beaucoup bouleversée. À mon avis, c'était un acte abominable de la part de l'Union soviétique. Je ne crois pas qu'aucun armement occidental aurait pu empêcher cela . . .

M. Gamble: Oh, je ne dis pas cela.

Mme H. Newcombe: . . . sans provoquer une troisième guerre mondiale. Donc, que nous soyons pleinement armés n'a rien à voir avec le fait d'empêcher l'Union soviétique d'intervenir dans son propre bloc d'influence, car c'est son propre bloc. C'était une chose honteuse à faire.

M. Gamble: Puis-je vous demander . . .

Mme H. Newcombe: Nous n'y pouvons rien.

Le président: Vous savez, je suis toujours prêt à accommoder tous les membres, mais j'ai essayé de demander avant votre arrivée si, dans la mesure du possible, et afin que le Comité puisse faire son travail—car on nous a renvoyé le projet de loi C-32—les députés pourraient . . . Vous savez à quel point j'aime ces discussions sur la situation mondiale, et tout le reste. Sans vous couper la parole, bien sûr, j'apprécierai toute question portant directement sur le projet de loi, si vous êtes d'accord sur le projet ou si vous n'êtes pas d'accord sur quelque chose, mais surtout si vous ne l'êtes pas, de sorte que nous puissions non seulement écouter les témoins et nous accommoder, mais même vous accommoder. Je ne veux pas mettre un terme à la discussion, mais cela serait utile au comité. Pour moi, vous représentez un groupe de personnes qui n'est peut-être pas d'accord avec cet autre groupe, ou avec plusieurs autres groupes, mais pour nous, il est important d'essayer de voir comment nous pouvons accommoder le plus grand nombre de gens.

M. Gamble: Certainement, monsieur le président, et vous vous souviendrez que ma première question portait spécifiquement sur le libellé du projet de loi et que je suis le seul député, ce soir, à avoir été aussi spécifique. Mais afin de mieux saisir la position adoptée par nos témoins précédents, j'ai lu certains documents qu'ils nous ont soumis, que j'ai cités, et dont je me sers comme documentation de base pour le genre de questions que je pose. Je crois que cela est important, compte tenu du fait que ce projet de loi fait allusion à la nature due poids, deux mesures de la mesure législative proposée—de la loi

[Texte]

the Bill itself—that we examine issues of defence and security, in addition to the issues of peace, to determine from these witnesses, who are concentrating upon the peace aspect, what their views may be with respect to the defence aspect. It is along that line that my questions have developed.

If I may continue, I was just asking whether . . . and the justification, of course, for the intervention of the Soviet Union, which really, in this case, must be our perceived concern—we are not concerned about an attack upon Canadian sovereignty by some nation in South America. I am just wondering, did you conceive that Afghanistan was within the eastern bloc, which would justify the intervention of the Soviet Union in that country?

Dr. H. Newcombe: Afghanistan certainly is not in Eastern Europe. However, it had a Communist government before the Soviets intervened and it is on their border. Again, it was a shameful incident. I do not know . . . I do not approve of intervention by anybody anywhere. I do not see, with the arms levels that already exist between the superpowers, that adding to that prevents the Afghanistans and the Czechoslovakias or the Viet Nams and the Grenadas, you know. It does not prevent it.

Mr. Gamble: Your husband has done a nice analysis, and he gave us some information about this subject before, when he appeared before us on another occasion with respect to his tensimeter. He has already indicated, in response to some of the questions asked by my colleague, Mr. Stevens, that the Soviet Union's reading on that tensimeter has been in a supercritical state. What was the nature of the tensimeter for Afghanistan, immediately before the invasion by the Soviet Union?

Dr. A. Newcombe: You ask heartbreaking questions. Last year, the State Department, through its Arms Control and Disarmament Agency, published . . . numbers for Afghanistan. The tension ratio they worked out was 99—100 is the critical point. If I had the next year's data, I am very sure that would be over 100, but we do not have the data. If I ever get those data, maybe I will be able to prove myself right or wrong. My bets are that I will prove myself to be right.

Mr. Gamble: Those are all the questions I have, Mr. Chairman. Thank you very much.

The Chairman: I do not know—I went out once for a telephone call, for another witness—did someone ask for your view on the composition of 17 for the institute, and some of them, excluding the president and the number two . . .

Mr. Laniel: It was asked of the Admiral.

The Chairman: Yes. Would you give us, just briefly, how you feel about having a strictly . . . ? Last night, for instance, Mr. Stark, from Operation Dismantle, very, very vigorously said that it should be totally and entirely a Canadian institute, with no outsider—we have the ability, we know how, we must be proud of ourselves. He came out very strongly. But others, like the Voice of Women, said something a bit different, and

[Traduction]

proposée, du bill lui-même—que nous examinons les questions de défense et de sécurité, en plus des questions de paix, afin d'établir quelles sont les opinions sur la défense de ces témoins, qui concentrent leur intervention sur le côté paix. C'est dans ce sens que j'ai posé mes questions.

Si je peux poursuivre, j'allais justement demander si—et la justification, bien sûr, de l'intervention de l'Union soviétique, qui, vraiment, dans ce cas-ci, doit être l'inquiétude que nous percevons—nous ne craignons point une attaque contre la souveraineté canadienne de la part de certains pays de l'Amérique du Sud. Selon vous, est-ce que l'Afghanistan était dans le bloc des pays de l'Est et est-ce que cela peut justifier une intervention de l'Union soviétique dans ce pays?

Mme H. Newcombe: L'Afghanistan n'est certainement pas en Europe de l'Est. Toutefois, avant l'intervention soviétique, ce pays avait un gouvernement communiste, et ce pays est situé le long de la frontière. Encore une fois, c'était un autre incident honteux. J'ignore . . . Je n'approuve pas l'intervention de qui que ce soit, où que ce soit. Je ne vois pas comment, en augmentant le niveau d'armement qui existe déjà entre les deux superpuissances, on pourrait éviter des événements comme ceux de l'Afghanistan, de la Tchécoslovaquie, du Vietnam et de la Grenade. Cela n'empêche rien.

M. Gamble: Votre mari a fait une excellente analyse, et lors de sa comparaison devant nous à une autre occasion concernant son «tensiomètre», il nous a fourni des informations sur un autre sujet. En réponse à des questions de mon collègue, M. Stevens, il nous a déjà dit que d'après ce tensiomètre, l'Union soviétique était dans un état super critique. D'après le tensiomètre, quel était l'état de l'Afghanistan immédiatement avant l'invasion par l'Union soviétique?

M. A. Newcombe: Vous posez des questions déchirantes. L'an dernier, le département d'État, par le biais de son agence sur le désarmement et le contrôle des armes, a publié . . . des chiffres sur l'Afghanistan. Puis ils ont établi que le rapport de tension était à 99, 100 étant le point critique. Si j'avais eu les données pour l'année précédente, je suis sûr que cela devait dépasser 100, mais nous n'avons pas les données. Si jamais j'obtiens ces données, je pourrai peut-être prouver que j'ai raison, ou que j'ai tort, mais je parie que ces données me prouveraient que j'avais raison.

M. Gamble: Monsieur le président, je n'ai pas d'autres questions. Merci beaucoup.

Le président: Je ne sais pas, je suis sorti téléphoner à un autre témoin, quelqu'un vous a-t-il demandé votre opinion sur le fait que l'institut soit composé de 17 membres, dont certains, à l'exclusion du président et du numéro deux . . .

M. Laniel: On a posé la question à l'amiral.

Le président: Oui. Pourriez-vous brièvement nous dire votre opinion sur le fait d'avoir quelque chose de strictement . . . ? Hier soir, par exemple, M. Stark, représentant de Opération démantèlement, a dit très vigoureusement que l'institut devrait être uniquement composé de membres canadiens, sans étrangers, que nous avons la capacité, le savoir-faire, et que nous devons être fiers de nous-mêmes. Il l'a dit en termes très

[Text]

others said something different. If you have answered already, I will read it in my transcript tomorrow. But would you kindly just comment briefly, and that will be all for me today, as to your view, both or one: Should it be totally, or do you see it as healthy to have one, two, three or four?—the Act says up to seven but we may reduce it when we come to the clause by clause, as we see fit at that time. We may also recommend that they should not be from Eastern countries—or we may, when we choose those who will be recommended.

• 2235

Dr. A. Newcombe: May ask Mr. Stevens to temporarily lend me back the letter I sent him today, because I left my copy in my files.

The Chairman: You did not send me a letter.

Dr. A. Newcombe: I sent one to the clerk.

Mr. Stevens: Here it is.

Dr. A. Newcombe: That is it. Thank you so much. I had not read *Hansard*, for which again I thank you. I have now read it.

What I have here is a list of various names whom I am suggesting the committee consider for membership on the board of directors. I think some of them, maybe five, should be non-Canadians, but the success of the Stockholm International Peace Research Institute was, as far as I am concerned, due to the fact that Alva Myrdal was the person signing the agreement between the institute and the Swedish Parliament. He had been a well-known politician, a highly respected Foreign Minister. He was also a well-known social scientist. Maybe we could get Alva Myrdal to come over here as a director of the new institute. I think that would be a great advantage.

Then I listed winners of the Lentz International Peace Research Award as names to consider. Hanna Newcombe, Alan Newcombe have won this award and Anatol Rapoport who are all Canadians. But on the other hand, the foreigners who have won the award are Bva Røling of the Netherlands, Ken Boulding of the States, Lise Boulding, Harold Guetzkow from the States and Marek Thee, who presently is living in Norway but who was once a Polish diplomat who left the country.

Then I listed the winners of the World Federalists of Canada Peace Award—two non-Canadians, Gwynne Dyer and Louis B. Sohn, the former professor of international law at Harvard and also one of the American negotiators on the Law of the Sea. A large number of Canadians have won this peace award.

The man who founded UNICEF, a Norwegian called Aake Anker-Ording, now dead, founded another organization called the World Federal Authority Committee, and I suggest that sort of by virtue of being president, this person should be

[Translation]

forts, mais d'autres, comme les représentants de *Voice of Women*, ont dit quelque chose d'un peu différent, et d'autres ont dit autre chose. Si vous avez déjà répondu, je lirai votre réponse demain dans ma transcription. Pouvez-vous faire simplement un court commentaire, c'est tout ce que je demande pour aujourd'hui; quel serait votre avis, les deux, ou un: est-ce que ce devrait être le tout, ou croyez-vous que ce soit sain qu'il y en ait un, deux, trois ou quatre? La loi dit jusqu'à sept, mais nous pouvons réduire ce chiffre comme bon nous semblera lorsque nous en serons à l'étude article par article de la loi. Nous pourrions également recommander qu'ils ne viennent pas des pays de l'Est—ou nous pourrions recommander le contraire, lorsque nous choisirons ceux qui seront recommandés.

M. A. Newcombe: Puis-je demander à M. Stevens de me prêter temporairement la lettre que je lui ai envoyée aujourd'hui, car j'ai laissé la copie dans mes dossiers.

Le président: Vous ne m'avez pas envoyé de lettre.

M. A. Newcombe: Je l'ai envoyée au greffier.

M. Stevens: La voici.

M. A. Newcombe: C'est cela. Je vous remercie beaucoup. Je n'avais pas lu le *Hansard*; je vous remercie encore de l'exemplaire que vous m'avez envoyé. Je l'ai lu maintenant.

J'ai ici la liste de divers noms que je suggère aux membres du Comité comme membres du conseil d'administration. Certains, cinq peut-être, devraient être des noms canadiens, mais le succès de l'Institut internationale de recherche sur la paix de Stockholm est dû, à mon avis, au fait que Alva Myrdal est la personne qui a signé l'accord entre l'institut et le Parlement suédois. C'était un politicien très connu, un ministre des Affaires étrangères très respecté. C'était également un spécialiste des sciences humaines très connu. Nous pourrions peut-être demander à Alva Myrdal de venir ici comme directeur du nouvel institut. Ce serait très avantageux.

J'ai ensuite donné la liste des gagnants du prix Lentz de recherche sur la paix comme étant des noms à considérer. Hanna Newcombe, Alan Newcombe ont gagné ce prix et Anatol Rapoport, qui sont tous des Canadiens. Par ailleurs, les étrangers qui ont gagné le prix sont Bva Røling des Pays-Bas, Ken Boulding des États-Unis, Lise Boulding, Harold Guetzkow des États-Unis et Marek Thee, qui vit actuellement en Norvège, mais qui a déjà été un diplomate polonais et qui a quitté le pays.

Je vous donnerai ensuite la liste des gagnants du prix pour la paix des Fédéralistes mondiaux du Canada, deux non-Canadiens, Gwynne Dyer et Louis B. Sohn; la première est un professeur de droit international à Harvard, et également un des négociateurs américains sur le droit de la mer. Un grand nombre de Canadiens se sont vu accorder ce prix de la paix.

L'homme qui a fondé l'UNICEF, un Norvégien du nom de Aake Anker-Ording, maintenant décédé, a fondé une autre organisation, appelée le Comité de l'autorité fédérale mondiale. Du fait qu'elle a été présidente, cette personne devrait

[Texte]

considered for the directorship and Hanna Newcombe. President of the World Federalists of Canada, Norman Alcock; editor of *The Peace Calendar*, a publication you may know; Metta Spencer, President of the Canadian Peace Research and Educational Association; Professor M.V. Naidu, President of Physicians for Social Responsibility, and I think I am wrong on that word president; Dr. Don Bates from Montreal; Brian Santa Barbara from Hamilton; Project Ploughshares representative, Murray Thomson or Ernie Regehr; a director from the Peace Research Institute of Dundas, our third director is Ruth Klaassen; a representative from the Mennonite community, Walter Klaassen, a distinguished professor; another representative from the Doukhobor community, Koozma Tarasoff, who lives here in Ottawa. From the World Conference on Religion For Peace, Fredelle Brief. The international chairman of that organization is the Bishop of Bombay.

And then some individuals: Arnold Simoni, who has been a director of the Canadian Peace Research Institute, an author, a businessman; Andy Clarke, former executive director of WFC. Science for Peace, I have four names: Fawcett, Gardner, Paul and Tom Clark. Academic and social scientists, but unfortunately a member of a political party and Member of the House, perhaps Pauline Jewett. Former director general of the International Peace Research Association, professor of international law, University of Tokyo, Mr. Yoshio Sakamoto. Peace educators John Sigler, Michael Wallace, Douglas Ray and Don Munton from Dalhousie; and radiation specialist, Sister Dr. Rosalie Bertell.

• 2240

The Chairman: That is the name you have . . .

Dr. A. Newcombe: These are the names I have sent up for consideration.

Dr. H. Newcombe: There are far more than 17.

The Chairman: Yes. May I kindly say that one of my worries—and we had that discussion last night . . . is that such an immense number of people will be recommended that I am afraid that anybody who will be chosen will have been recommended anyway.

Can I—not give advice; I do not give advice . . . —make a suggestion to you that you try to reduce and to narrow the list you have sent because if I were to choose in the committee with some of my colleagues . . . We will say we take a couple of these, a couple of these; they are all highly qualified. I do not know what kind of marriage they will be able to have working together. Since both of you have been so involved for 20 years, do you think it could be helpful . . .

Dr. A. Newcombe: By tomorrow's mail.

The Chairman:—if you could narrow it very much? Otherwise, I can assure you that when you give an occasion to a group of people to choose out of 300 names you may end up

[Traduction]

être considérée comme directeur et Hanna Newcombe. Le président des Fédéralistes mondiaux du Canada, Norman Alcock, éditeur de *The Peace Calendar*, une publication que vous connaissez peut-être; Metta Spencer, président de l'Association canadienne en matière de recherche et d'éducation pour la paix; le professeur M.V. Naidu, président des médecins pour la responsabilité sociale, je crois que je me trompe en le disant président; M. Don Bates, de Montréal; Brian Santa Barbara, de Hamilton; le représentant de *Project Ploughshares*, Murray Thomson, ou Ernie Regehr; un directeur de l'Institut de recherche pour la paix de Dundas, le troisième directeur est Ruth Klaassen; un représentant de la communauté des Mennonites, Walter Klaassen, professeur éminent; un autre représentant de la communauté des Doukhobors, Koozma Tarasoff, qui vit ici, à Ottawa. De la Conférence mondiale sur la religion pour la paix, Fredelle Brief. Le président international de cette organisation est l'évêque de Bombay.

Il y a encore certaines autres personnes: Arnold Simoni, qui a été directeur de l'Institut canadien de la recherche pour la paix, auteur et homme d'affaires; Andy Clarke, ancien directeur exécutif du CMA. Science pour la paix, j'ai quatre noms: Fawcett, Gardner, Paul et Tom Clark. Chercheurs universitaires et en sciences humaines, mais, malheureusement, membre d'un parti politique et député à la Chambre des communes, Pauline Jewett peut-être. L'ancien directeur général de l'Association internationale de la recherche pour la paix, professeur de droit international à l'Université de Tokyo, M. Yoshio Sakamoto. Les éducateurs pour la paix, John Sigler, Michael Wallace, Douglas Ray et Don Munton, de Dalhousie, et un spécialiste des radiations, sœur Rosalie Bertell.

Le président: C'est le nom que vous avez . . .

M. A. Newcombe: Ce sont les noms que j'ai présentés pour étude.

Mme H. Newcombe: Il y en a beaucoup plus que 17.

Le président: Oui. Permettez-moi gentiment de souligner que l'une de mes inquiétudes—et nous avons eu ce débat hier soir—c'est qu'un si grand nombre de personnes nous seront recommandées que je crains que quiconque sera choisi aura de toute façon été recommandé.

Puis-je—non pas donner un conseil; je n'ai pas de conseil à donner—mais vous suggérer de tenter de réduire la liste que vous avez, car si je devais choisir au comité, avec certains de mes collègues . . . Nous allons dire: nous en prenons quelques-uns de ceux-ci et quelques-uns de ceux-là; ils sont tous très compétents. Je ne sais pas quel genre d'entente sera la leur afin de pouvoir travailler ensemble. Puisque, tous les deux, vous vous intéressez à la question depuis 20 ans, croyez-vous qu'il serait utile . . .

M. A. Newcombe: Dans le courrier de demain.

Le président: . . . d'abrégé de beaucoup la liste? Sinon, je puis vous assurer que vous offrez à un groupe qui doit choisir parmi 300 noms l'occasion de ne choisir aucune des personnes

[Text]

with none of those you may like, while if you insist . . . some of you and your friends and your groups say: That is the kind of people we would like . . .

For instance, would you recommend someone like Admiral Falls to be a member?

Mr. A. Newcombe: Yes.

The Chairman: So you see that it would be easier for us if we had a few names to choose from rather than an immense number. I will say that to all the witnesses. I try to be practical. Maybe you find me too practical—

Dr. H. Newcombe: No, you are right.

The Chairman: —but you understand that it will be a danger if all of those we have been written . . . and, my God, the list is long . . . I am afraid we may not pursue what we are looking for. Especially the first one will be the one that will give the direction and you may find yourself very unhappy, even though you believe in the institute, as I read; you may not find the kind of people who will be sitting there to give the kind of direction. These people may come later on.

Anyway, it is only a suggestion.

Dr. A. Newcombe: Do you want the first two names I have which I did not read . . .

The Chairman: Yes.

Dr. A. Newcombe: —for the two highest positions?

The Chairman: Yes.

Dr. A. Newcombe: I have suggested Geoffrey Pearson, and then for the position under that Norman Alcock.

The Chairman: I see, for director.

Dr. A. Newcombe: Yes.

The Chairman: Well, if you have a supplementary, please.

Dr. A. Newcombe: If I may just quickly answer this, I will nominate exactly 15 as soon as the Post Office delivers it.

The Chairman: Thank you.

Even less than 15.

Dr. H. Newcombe: Yes, just two.

The Chairman: I would recommend three or four. I like efficiency and I know how the system works.

Dr. H. Newcombe: Yes, you are right.

The Chairman: Well, I do not know if I am right because I have been proven wrong so often.

Dr. H. Newcombe: On this part you are right.

The Chairman: Mr. King, please.

Mr. King: This is supplementary to your original question, which was with respect to non-Canadian content. You mentioned SIPRI. It is my understanding that non-Swedish persons sit on that in a non-voting capacity. Is that right?

[Translation]

que vous aimez, alors que si vous insistez, si vous et vos amis et vos groupes disent: voilà le genre de personnes que nous aimerions . . .

Par exemple, recommanderiez-vous comme membre quelqu'un comme l'amiral Falls?

M. A. Newcombe: Oui.

Le président: Donc, vous pouvez voir qu'il nous serait plus facile de choisir si nous n'avions que quelques noms au lieu d'une panoplie. Je vais le dire à tous les témoins. J'essaie d'être pratique. Peut-être me trouvez-vous trop pratique . . .

Mme H. Newcombe: Non, vous avez raison.

Le président: . . . mais vous comprenez qu'il y a risque, si tous ceux dont on nous a écrit—mais, mon Dieu, la liste est longue . . . Je crains de ne pas trouver ce que nous cherchons. Essentiellement, le premier donnera le ton, et vous serez peut-être très malheureux, même si vous croyez dans l'institut; vous n'y trouverez peut-être pas le genre de personnes qui puissent donner le genre d'orientation voulue. Ces gens viendront peut-être plus tard.

Enfin, ce n'est qu'une suggestion.

M. A. Newcombe: Voulez-vous les deux premiers noms que j'ai, mais que je n'ai pas lus . . .

Le président: Oui.

M. A. Newcombe: . . . pour les deux postes les plus élevés?

Le président: Oui.

M. A. Newcombe: J'ai suggéré Geoffrey Pearson, et pour le poste immédiatement en-dessous, Norman Alcock.

Le président: Je vois, comme directeur.

M. A. Newcombe: Oui.

Le président: Si vous avez une liste supplémentaire, je vous en prie.

M. A. Newcombe: Permettez-moi de répondre rapidement; je numèrerai exactement 15 personnes aussitôt que les Postes livreront la liste.

Le président: Merci.

Même moins que 15.

Mme H. Newcombe: Oui, deux seulement.

Le président: Je recommanderais trois ou quatre personnes. J'aime l'efficacité, et je sais comment fonctionne le système.

Mme H. Newcombe: Oui, vous avez raison.

Le président: Eh bien, je ne sais pas si j'ai raison, car les événements m'ont si souvent donné tort.

Mme H. Newcombe: À ce sujet, vous avez raison.

Le président: Monsieur King, s'il vous plaît.

M. King: C'est en supplément à votre question originale, au sujet du contenu non canadien. Vous avez mentionné SIPRI. Je me suis laissé dire que des personnes qui ne détenaient pas la citoyenneté suédoise en faisaient partie sans droit de vote. Est-ce exact?

[Texte]

Dr. A. Newcombe: I do not know.

Mr. King: Well, we were told that.

Dr. A. Newcombe: They have had three Englishmen as directors.

Mr. King: We were told that yesterday in the subcommittee and it seems to me that if we want this to be a Canadian institute we will have to be very, very judicious about the type of appointments we make and that might be one.

Dr. H. Newcombe: I think ability as a researcher should be the criterion for the research staff certainly. The board of directors, too, should understand research sufficiently to be able to give direction to the staff, and that is maybe more important than nationality. But, otherwise, I would probably tend to give preference to Canadians. They should at least be a majority on the board, I would think.

An Hon. Member: The Bill already provides for that.

Dr. H. Newcombe: All right.

The Chairman: Can I take a very few moments to thank you very much. I think it would be good for the record and for my colleagues, Mr. Gamble, Mr. King, Mrs. Côté, Dr. Hudecki, Mr. Laniel and my friend Mr. Stevens... that it is good for the record that people like you came here tonight to help us in our deliberation.

• 2245

But sometimes people are under the impression that you are on fee, so it is good that Canadians will read that we must doubly thank you.

It is late. You came here because you totally believe in and you are totally devoted to a cause. Some may disagree with your way, but I think everybody will at least give you credit for devoting your entire life to a cause. For that I would like to be on record that we appreciate it.

Secondly, you do not do it like a professional, who would come and say, here is my expertise: \$800 a day, or whatever. The only thing these people receive for giving us their brains, in a way, is their travelling expenses; and maybe, if they stay overnight, as tonight, we will just pay for their rooms. That is all. No fee. It is good that Canadians should know about that; and for that you should be doubly thanked, and for all that you do for Canada. Agree or not, I want to go on record that I do happen to have great admiration for you.

Thank you.

Some Hon. Members: Hear! Hear!

The Chairman: The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. A. Newcombe: Je ne sais pas.

M. King: C'est ce qu'on nous a dit.

M. A. Newcombe: Ils ont eu trois Anglais comme directeurs.

M. King: C'est ce qu'on nous a dit hier au sous-comité, et il me semble que si nous voulons qu'il s'agisse d'un institut canadien, il nous faut choisir très judicieusement le genre de nominations à faire, et c'est une possibilité.

Mme H. Newcombe: Il est certain qu'en ce qui concerne le personnel de recherche, le critère devrait être la compétence des chercheurs. Les membres du conseil d'administration devraient aussi comprendre la recherche suffisamment bien pour pouvoir donner des directives au personnel, ce qui est peut-être plus important que la nationalité. Mais sinon, j'aurais probablement tendance à donner la préférence aux Canadiens. Ils devraient tout au moins représenter la majorité au conseil, à mon avis.

Une voix: Le projet de loi le prévoit déjà.

Mme H. Newcombe: Très bien.

Le président: Permettez-moi de prendre quelques instants pour vous remercier infiniment. Je crois qu'il est excellent pour nos travaux et pour mes collègues, M. Gamble, M. King, M^{me} Côté, M. Hudecki, M. Laniel, et mon ami, M. Stevens, qu'il est excellent que des gens comme vous soient venus ici ce soir pour nous aider dans nos délibérations.

Parfois, certaines personnes ont l'impression que vous recevez un cachet. Il est donc bon que les Canadiens sachent que nous nous devons de vous remercier doublement.

Il est tard. Vous êtes venus parce que vous croyez à une cause et que vous vous y êtes voués complètement. Certains ne sont peut-être pas d'accord avec votre façon de procéder, mais je pense que tout le monde est d'accord pour dire que vous avez consacré toute votre vie à une cause. Je tiens à vous dire que nous vous sommes reconnaissants de vos efforts.

De plus, vous ne nous demandez pas les honoraires de professionnels qui pourraient demander 800\$ par jour pour leur savoir. Tout ce que reçoivent nos témoins, ce sont leurs frais de voyage, et peut-être les frais d'hôtel. C'est tout. Il n'y a pas de cachet. Les Canadiens devraient savoir cela. C'est la raison pour laquelle on se doit de vous remercier doublement, et de vous remercier de tous vos travaux pour le Canada. Qu'on soit d'accord ou non avec votre façon de procéder, je tiens à vous dire que j'ai la plus grande admiration pour vous.

Merci.

Des voix: Bravo!

Le président: La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

Admiral Robert Falls

From the Peace Research Institute—Dundas:

Dr. Allan Newcombe, Director;

Mrs. Hanna Newcombe.

Amiral Robert Falls

Institut de recherche pour la paix—Dundas:

M. Allan Newcombe, directeur;

M^{me} Hanna Newcombe.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 15

Thursday, May 24, 1984

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 15

Le jeudi 24 mai 1984

Président: M. Marcel Prud'homme

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

External Affairs and National Defence

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Affaires extérieures et de la Défense nationale

RESPECTING:

Bill C-32, An Act to establish the Canadian Institute for
International Peace and SecurityAnnual Report
Department of External Affairs 1982-83

CONCERNANT:

Projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien
pour la paix et la sécurité mondialesRapport annuel
Ministère des affaires extérieures 1982-1983

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1984Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL
AFFAIRS AND NATIONAL DEFENCE

Chairman: Mr. Marcel Prud'homme

Vice-Chairman:

MEMBERS/MEMBRES

Harvie Andre
Suzanne Beauchamp-Niquet
John Bosley
Lee Clark (*Brandon—Souris*)
Maurice Dupras
Stanley Hudecki
Pauline Jewett
David Kilgour
Gerald Laniel
Jean Lapierre
Paul McRae
Ken Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*)
Terry Sargeant
Sinclair Stevens

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
NATIONALE

Président: M. Marcel Prud'homme

Vice-président:

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Herb Breau
J. Roland Comtois
Stan Darling
Fred King
Mike Landers
Paul-André Massé
Walter McLean
Lorne Nystrom
Bob Ogle
Irénée Pelletier
Doug Roche
Marcel Roy
Ron Stewart
Brian Tobin
Ian Watson

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(b):

On Thursday, May 24, 1984:

Walter McLean replaced Bill McKnight

Conformément à l'article 69(4)b) du Règlement:

Le jeudi 24 mai 1984:

Walter McLean remplace Bill McKnight

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 24, 1984
(17)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 10:04 o'clock a.m., this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Stevens.

Alternates present: Messrs. Stewart, Ogle.

Other member present: Mr. Munro (*Esquimalt—Saanich*).

In attendance: From the Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade: Roger Hill, Associate Director.

Witnesses: From the Institute of Soviet & East European Studies: J.L. Black, Director. From the Canadian Conference of Catholic Bishops: Monseigneur Dennis Murphy, General Secretary; Dr. Tony Clark, M.B. Dufresne, Directors, Social Action.

The Committee resumed consideration of Bill C-32, an Act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, May 17, 1984, Issue No. 11.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1.

The witnesses made statements and answered questions.

At 12:04 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING
(18)

The Standing Committee on External Affairs and National Defence met at 3:39 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Marcel Prud'homme presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Sergeant.

Alternates present: Messrs. Darling, King.

Witnesses: From the Department of External Affairs: Sylvia Ostry, Deputy Minister for International Trade and Coordinator, International Economic Relations; Mr. Randy Gherson, Director General, European Communities Bureau; Mr. P.E. Latimer, Assistant Deputy Minister, Trade and Economic Policy Branch; Mr. Derek Burney, Assistant Deputy Minister, U.S.A. Bureau.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, April 17, 1984 relating to the Annual Report 1982-83 of the Department of External Affairs.

Mrs. Ostry made a statement and with the other witnesses answered questions.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 24 MAI 1984
(17)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 10 h 04, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: MM. Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Stevens.

Substituts présents: MM. Stewart, Ogle.

Autre député présent: M. Munro (*Esquimalt—Saanich*).

Aussi présent: Du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur: M. Roger Hill, directeur associé.

Témoins: De l'Institute of Soviet & East European Studies: J.L. Black, directeur. De la Conférence canadienne des évêques catholiques: Mgr Dennis Murphy, secrétaire général; MM. Tony Clark et M.-B. Dufresne, directeurs, Action sociale.

Le Comité reprend l'examen du projet de loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales. (*Voir Procès-verbal du jeudi 17 mai 1984, fascicule n° 11.*)

Le Comité reprend l'examen de l'article 1.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 12 h 04, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(18)

Le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale se réunit, ce jour à 15 h 39, sous la présidence de M. Marcel Prud'homme (*président*).

Membres du Comité présents: MM. Hudecki, Laniel, Prud'homme, Robinson (*Etobicoke—Lakeshore*), Sergeant.

Substituts présents: MM. Darling, King.

Témoins: Du ministère des Affaires extérieures: Sylvia Ostry, sous-ministre du commerce extérieur et coordinateur des relations économiques extérieures; Randy Gherson, directeur général, Pays européens du Sommet et la Communauté européenne; M. P.E. Latimer, sous-ministre adjoint, Secteur de la politique économique et commerciale; M. Derek Burney, sous-ministre adjoint, Bureau des États-Unis.

Le Comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du mardi 17 avril 1984 relatif au Rapport annuel de 1982-1983 du ministère des Affaires extérieures.

M^{me} Ostry fait une déclaration, puis elle-même et les autres témoins répondent aux questions.

Mr. Laniel assumed the Chair as Acting Chairman of the Committee.

M. Laniel assume la vice-présidence du Comité.

At 5:34 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 17 h 34, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert Vaive

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Thursday, May 24, 1984

• 1004

The Chairman: Order, please.

This morning we have two witnesses. We have Madam Sylvia Ostry this afternoon and we have two witnesses tonight, one hour each, maximum.

The subcommittee will have two witnesses this morning, two this afternoon and two tonight. So I think it is functioning as we have envisaged. Therefore I will call upon the first witness. Mr. Larry Black will speak on behalf of the Institute of Soviet and East European Studies. I will recognize members as they so indicate or so wish.

Mr. Larry Black (Institute of Soviet and East European Studies): I should begin by saying that I was called from somebody's office... I do not know whose office it was because the message came to my secretary—and was asked to come here. I mention this because I have not read Bill C-32. I knew it was in the process, but had known nothing about its existence until one day ago. So, what I would like to do today is just tell the committee who I am and what I do and, in essence, offer my services or our institute's services to the work of this group and to whatever is established that will be called, I gather, the Canadian Institute for International Peace and Security.

• 1005

I am the Director of the Institute of Soviet and East European Studies at Carleton University. It is the last such study organization in Canada, a rough counterpart at the University of Toronto having closed down this year. We are in a situation now where our enrolment is skyrocketing, doubling and tripling over the last two years, but our facilities are declining with a vengeance. So within a few years, it is quite clear to those of us who are in the so-called profession, that Canada will have no, at least academically trained, Sovietologists left. The United States has, to my calculation, put \$63 million into the training of Soviet foreign policy specialists this year alone. However, Canada is going to have to find its experts somewhere else within the next three or four years.

Every year we have 20 to 25 faculty members who are experts on the Soviet Union and eastern Europe. We have 50 undergraduates each year who study Russian language for four years and, in contrast to other such institutes, study Soviet and East European economics, politics, social sciences, literature and so on. So, even when they graduate as an undergraduate, they are semiprofessionals in the region.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le jeudi 24 mai 1984

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Ce matin nous avons deux témoins. Cet après-midi nous recevrons M^{me} Sylvia Ostry et ce soir, nous accueillerons deux témoins qui passeront chacun une heure au maximum avec nous.

Le Sous-comité aura deux témoins ce matin, deux cet après-midi et deux ce soir. Je pense que tout fonctionne tel que prévu. Je vais donc inviter notre premier témoin à prendre la parole. M. Larry Black représente l'Institut des études soviétiques et de l'Europe de l'Est. J'accorderai la parole aux membres du Comité au fur et à mesure qu'ils me signaleront qu'ils veulent poser des questions.

M. Larry Black (Institut des études soviétiques et de l'Europe de l'Est): Pour commencer, je dois dire que j'ai reçu un appel du bureau de je ne sais qui, c'est ma secrétaire qui a pris le message, me demandant de me rendre ici. Je vous dis cela parce que je n'ai pas lu le projet de loi C-32. Je savais qu'il en était question, mais jusqu'à hier, j'en ignorais l'existence. Ce que j'entends faire aujourd'hui donc, c'est vous dire qui je suis et ce que je fais, et aussi offrir mes services ou ceux de notre Institut à votre groupe et à l'institut qu'on envisage d'établir et qui s'appellera, je crois, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

Je suis directeur de l'Institut des études soviétiques et de l'Europe de l'Est de l'Université Carleton. C'est le dernier organisme d'études du genre au Canada, celui de l'Université de Toronto ayant fermé ses portes cette année. Les inscriptions montent en flèche, elles ont doublé et même triplé au cours des deux dernières années, mais en contrepartie, les services à notre disposition baissent considérablement. En conséquence, il est très clair dans l'esprit de ceux qui exercent cette profession que, d'ici quelques années, le Canada n'aura pas de soviétologues, du moins pas avec une formation universitaire. Les États-Unis, selon mes calculs, ont consacré pour la seule année en cours, 63 millions de dollars à la formation de spécialistes en matière de politique étrangère soviétique. Cependant, le Canada devra aller chercher ses experts quelque part d'ici trois ou quatre ans.

Chaque année, entre 20 et 25 membres de la faculté se spécialisent dans les études soviétiques et de l'Europe de l'Est. Nous avons en outre cinquante étudiants en quête d'un diplôme qui étudient le russe pendant quatre ans et, contrairement aux autres institutions du genre, on y étudie l'économie, la politique, les sciences sociales et la littérature de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est. Alors, quand ces étudiants obtiennent leur diplôme universitaire de premier cycle, ils sont déjà des semi-professionnels.

[Text]

Every year we have 20 to 25 graduate students, who are fluent in Russian and other East European languages, who also study the economics, the politics, the history and so on of East Europe.

In many ways, these students are being wasted and, in essence, I am offering them to the work of this committee—hopefully, as far as we are concerned, under contract work or simply use of other kinds. We can provide expertise that a lot of other people cannot, because a certain number of our students actually spend a year studying in the Soviet Union and have experiences there that few other people have.

We have five or six major research projects under way now. External Affairs has used the results of some of them. I have in a packet that I have left here a proposal of five or six others, which I think might be of interest to this committee. I think it is best, however, to stop my comments there. I would be happy to answer questions about why or what I am doing here.

The Chairman: I would like to, seeing my colleague, Mr. Munro, smiling when you said that you do not know who called and what for, put the committee back on the road to better understanding.

First of all, your name was not recommended by any political party, so we thought that we could add your name to the list. Second, you are from Ottawa and we are sure that an institute of your kind must be following the affinities of the House of Commons and that you certainly were aware that there was going to be a Bill to establish a Canadian institute for international peace—that goes back to the Speech from the Throne in February. I am sure an institute as respected as yours, that receives so many calls from External Affairs, as you said earlier, must be totally aware that there is a Bill. It is not a very complicated Bill. It is a very simple Bill. There are 32 clauses. Some of them have will be deleted by agreement.

So if we saw fit to call on you to come here, it is because, even though you may not have read the Bill, we would like some of your views . . . I think others will be put in the same situation.

It was either we call you or we do not. I would like to put the record straight. The reason we invited you is because someone wrote an article or made a statement on a radio program—we cannot remember which, maybe it was you—saying that their institute was the way of studying East European affairs.

I would rather pass there, but that is the reason. You have shown an interest.

We try to monitor very well people who do show an interest in what our committee may be doing. I do not want you to feel frustrated if you have been called. Just imagine those who will not be called.

Mr. Black: I was not frustrated at all. I was just trying to explain my lack of preparation.

[Translation]

Chaque année nous avons entre 20 et 25 étudiants qui parlent couramment le russe et d'autres langues de l'Europe de l'Est et qui poursuivent des études en économie, en politique, en histoire et ainsi de suite de l'Europe de l'Est.

Sous de nombreux rapports, le talent et les connaissances des étudiants ne sont pas utilisés à bon escient et, en conséquence, je vous offre leurs services que vous pourrez retenir, j'espère, par voie de contrats ou autrement. Nous avons des connaissances que beaucoup d'autres n'ont pas, parce qu'un certain nombre de nos étudiants se rendent en Union soviétique pour y étudier pendant un an et ont par conséquent une expérience peu commune.

Nous avons actuellement cinq ou six projets de recherche majeurs en cours. Les Affaires extérieures ont utilisé les résultats de certains d'entre eux. Je vous ai remis un dossier comprenant des propositions pour cinq ou six autres projets susceptibles d'intéresser le Comité. Je pense que je vais m'arrêter ici. Je suis à votre entière disposition pour répondre à vos questions.

Le président: J'ai vu mon collègue M. Munro sourire quand vous avez dit que vous ne saviez pas qui vous avait appelé et pour quel motif, alors j'en profiterai pour apporter quelques éclaircissements.

D'abord, votre nom n'a été recommandé par aucun parti politique, alors nous avons pensé ajouter votre nom à la liste. Deuxièmement, comme vous êtes d'Ottawa, nous étions convaincus que votre institut suivait les travaux de la Chambre des communes et qu'il devait sûrement être au courant du projet de loi visant l'établissement d'un institut canadien pour la paix mondiale, puisque cela a été annoncé dans le discours du Trône de février dernier. Je suis sûr qu'un institut aussi réputé que le vôtre, qui reçoit tant d'appels des Affaires extérieures, comme vous l'avez dit précédemment, doit être au courant de l'existence du projet de loi. Ce n'est pas un projet de loi très compliqué, au contraire, il est très simple. Il comprend 32 articles. Certains ont déjà été supprimés par consensus.

Alors, même si vous n'avez pas lu le projet de loi, nous avons quand même jugé bon de vous demander votre point de vue. Je pense que d'autres témoins seront appelés à faire la même chose.

C'était cela ou rien. Je tiens à ce que cela soit clair. Nous vous avons invité parce que quelqu'un a rédigé un article ou fait une déclaration à une émission de radio, c'était peut-être vous, on ne s'en souvient pas exactement, mais on y disait que l'Institut était le moyen tout désigné pour étudier les questions relatives à l'Europe de l'Est.

Voilà pourquoi vous avez été invité. Vous avez manifesté un intérêt pour la question.

Nous tentons de rencontrer les gens qui manifestent un intérêt pour les travaux du Comité. Je ne veux pas que vous vous sentiez mal d'avoir été invité. Pensez à ceux qui ne le seront pas.

M. Black: Je ne me suis pas du tout senti mal. J'essayais simplement de vous expliquer mon manque de préparation.

[Texte]

• 1010

The Chairman: It is because I can predict . . . I have enough time, knowing all members of the committee . . . how the first question may have been. So I strike first.

I will recognize this morning Dr. Hudecki first, the Hon. Mr. Stevens—I alternate each one's turn to be first—Father Ogle, Mr. Munro and Mr. Laniel.

Mr. Hudecki: We welcome you despite the fact that we were a little backward in informing you early enough.

I wonder if you would make any comments about the Soviet and Eastern European studies that, I think, are going on in McMaster. I know that we have a Professor Bromke who is a nationally and internationally known political scientist in this field. Do you feel that there are some limited studies at the universities across the country in that particular specialty?

Mr. Black: There are lots of them. There is only one that gives an actual degree, and that is ours. In fact, Adam Bromke is one of the founders of our institute at Carleton; I know him extremely well. They have at McMaster a study program in comparative communism, which is strictly a political science program. It is a very, very good one, but it is not an interdisciplinary degree-granting program like ours is. It is quite different, and the students study a specific discipline, but they study it extremely well.

Mr. Hudecki: I think you are on the right track. If we will ever hope to make some progress with the U.S.S.R. it will not be a military confrontation but will be a psychological and, I hope, sort of spiritual approach to the whole issue. To do that we in the western countries need to know a great deal more about what is going on in Russia.

Could you perhaps comment on the psychological outlook of the Soviet countries as compared with the western and give us some direction in which we should go in approaching it from a psychological and social point of view rather than military confrontation?

Mr. Black: Probably the largest research project our institute is undertaking now—we have not started it yet—is a three-year project studying the Soviet perception of Canada. Several of our people are interested in perception because one of the great dilemmas in East-West relations is that, if we initiate some sort of policy, if we have some sort of assumption that what we say or do or act upon will affect the Soviet Union in a given manner, we cannot ever be sure of that unless we know exactly how the Soviet Union interprets what we do.

So you have to study the ideological component of their policy. You have to study public attitudes in the Soviet Union, which is more important, I think, than a lot of people in the West think. You have to examine all kinds of the press, not just *Pravda* or *Izvestia*, the main ones, but the publications of their Ministry of Defence, the publications of their institutes of

[Traduction]

Le président: Comme je connais tous les membres du Comité, je pouvais prévoir quelle allait être la première question. C'est pourquoi j'ai décidé de tirer les choses au clair avant d'aller plus loin.

Ce matin, j'accorderai d'abord la parole au docteur Hudecki, ensuite à l'honorable M. Stevens; car je donne la chance à chacun de parler en premier, puis ce sera le père Ogle, M. Munro et M. Laniel.

M. Hudecki: Nous vous souhaitons quand même la bienvenue malgré le fait que vous n'avez pas été avisé suffisamment à l'avance.

Avez-vous quelque chose à dire au sujet du Département des études soviétiques et de l'Europe de l'Est de l'Université McMaster? Je sais qu'il y a là un professeur Bromke, politologue de renommée nationale et internationale spécialisé dans ce domaine. Pensez-vous qu'il y a des centres d'études de cette spécialisation dans les universités canadiennes?

M. Black: Il y en a beaucoup. Mais il n'y a qu'une seule université qui offre un diplôme, et c'est la nôtre. En fait, Adam Bromke est l'un des fondateurs de l'Institut de l'Université Carleton; je le connais très bien. À l'Université McMaster, on offre un programme d'études en communisme comparé, et il s'agit strictement d'un programme de sciences politiques. C'est un excellent programme, mais ce n'est pas un programme interdisciplinaire qui débouche sur un diplôme comme le nôtre. C'est un programme très différent, et les étudiants étudient une discipline particulière qui est extrêmement bien présentée.

M. Hudecki: Je pense que vous êtes sur la bonne voie. Si nous espérons réaliser des progrès avec l'Union soviétique, ce ne sera pas par la voie d'un affrontement militaire, mais par une approche psychologique ou spirituelle à l'égard de toute la question. Pour réaliser ce que nous entendons faire dans les pays de l'Ouest, il faut connaître davantage ce qui se passe en Russie.

Pourriez-vous commenter la perspective psychologique des pays soviétiques par rapport à celle des pays occidentaux et nous dire quelle orientation nous devrions prendre du point de vue psychologique et social par opposition à la voie de l'affrontement militaire?

M. Black: Le projet de recherche sans doute le plus important de notre Institut qui n'a pas encore été amorcé est un projet de trois ans sur la perception du Canada par les Soviétiques. Plusieurs membres de notre Institut s'intéressent à cette question de perception, parce que l'un des grands dilemmes dans les relations Est-Ouest est qu'on ne peut jamais savoir de façon certaine comment exactement l'Union soviétique interprète ce que nous faisons, comment elle réagit à nos politiques, à nos déclarations et ainsi de suite.

Il faut donc étudier l'aspect idéologique de sa politique. Il faut étudier les attitudes publiques en Union soviétique, ce qui est plus important, je pense, que beaucoup d'Occidentaux peuvent le croire. Il faut examiner tous les types de journaux, non seulement les principaux comme *La Pravda* ou les *Izvestia*, mais aussi les publications de son ministère de la

[Text]

political literature, their publications... They publish more than all the rest of the world put together each year. It is very repetitive, but you have to examine the themes in order to try to understand how they are perceiving what we are doing.

There is war hysteria in the Soviet Union now that has not been the case since about 1946 or 1947. So one of the things I think both our policy-makers and our students have to know now is where that war scare comes from, its nature, its implications for us.

So the psychology of the Soviet view of the West is something that desperately needs to be studied and analysed but perhaps is unlikely ever to be understood perfectly because we are not they—if that is right grammar.

Mr. Hudecki: Parliament, with the help of this committee, is given the task of selecting the board of directors, and the board of directors will then develop their own programs and will do the hiring and the firing and plan the research work, of that nature. Could you give us some of your thoughts—not mentioning individuals... on how to have a balanced board of directors, not make it necessarily top-heavy in Soviet-Canadian relations, but as you see the world today? If you could think of a balance of what proportion of the directors or the staff should be knowledgeable, particularly in Soviet-European relations, it would be helpful. I know it is a difficult question, but this is the kind of information we need in our final selection of directors.

• 1015

Mr. Black: I have no idea. It would depend entirely, I assume, on how many members of the board you are going to have. Clearly, it would have to be a cross-section of academics, the so-called academic experts, also, I suspect, people who do business with the Soviet Union and east Europe, because they deal with them and we have many, many companies that do business with the Soviet Union.

Mr. Hudecki: There will be 15 directors, and fewer than 7 can be of foreign background.

Mr. T. Clarke: I must admit that I really could not even make a guess. You would just have to search around and try to get people from different walks of life who had some knowledge. I just do not know.

Mr. Hudecki: Would you say that about a third of them should have a Soviet-European orientation?

Mr. Black: I would think so. I think it is the most crucial issue in our international affairs now. But this committee, I assume, has global concerns rather than just with east Europe.

[Translation]

Défense, celles de ses instituts de littérature politique, celles de... L'Union soviétique publie chaque année plus de revues et de journaux que tout le reste du monde mis ensemble. C'est très répétitif, mais il faut en analyser les thèmes pour comprendre comment les Soviétiques perçoivent ce que nous faisons.

Il y a en Union soviétique l'hystérie de la guerre, phénomène qui ne s'est pas manifesté depuis environ 1946 ou 1947. Ce que nos responsables des politiques et nos étudiants doivent savoir maintenant, c'est l'origine de cette crainte, sa nature et ses implications pour nous.

L'attitude psychologique de l'Union soviétique vis-à-vis de l'Ouest est donc quelque chose qu'il faut absolument étudier et analyser, mais qu'on ne réussira peut-être jamais à comprendre parfaitement, parce que nous ne sommes pas eux, si je puis m'exprimer ainsi.

M. Hudecki: Le Parlement, avec l'aide du Comité, a le mandat de choisir les membres du conseil d'administration, puis les administrateurs devront ensuite élaborer leurs propres programmes, recruter et congédier le personnel et planifier les travaux de recherche. Pourriez-vous nous dire, sans mentionner de noms, comment on pourrait avoir un conseil d'administration équilibré, sans qu'il soit nécessairement trop axé sur les relations canado-soviétiques, mais selon votre perception du monde aujourd'hui? Si vous pouviez nous dire quelle proportion des administrateurs ou du personnel devrait être très connaissant particulièrement des relations soviétiques et européennes pour atteindre cet équilibre, ce serait utile. Je sais que c'est une question difficile, mais c'est le genre d'information dont on a besoin pour déterminer la composition du conseil d'administration.

M. Black: Je n'en ai aucune idée. Cela dépendrait entièrement, je suppose, du nombre de membres qui composeront le conseil d'administration. Il faudrait évidemment une bonne représentation d'universitaires, de ceux qu'on appelle les spécialistes universitaires, et aussi de personnes qui font affaires avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est, parce qu'il y a de très nombreuses compagnies qui font affaires avec l'Union soviétique.

M. Hudecki: Il y aura 15 administrateurs, et moins de 7 d'entre eux peuvent être des étrangers.

M. T. Clarke: Je dois avouer que je ne saurais vraiment pas où commencer. Il faudrait chercher et trouver des personnes de différentes disciplines qui s'y connaissent. Je ne sais vraiment pas.

M. Hudecki: Pensez-vous qu'environ un tiers des administrateurs devraient avoir une orientation soviéto-européenne?

M. Black: Je crois que oui. Je pense que c'est la question la plus importante actuellement dans les affaires internationales. Mais le Comité, je suppose, doit avoir une orientation globale plutôt qu'une orientation axée simplement sur l'Europe de l'Est.

[Texte]

Mr. Hudecki: That is why I was trying to get from you what you think would be a fair balance of the kinds of interests in an organization such as this.

Mr. Black: I personally think the Soviet and east European concern should be a major one, because that is my own special bias, but also because that is one in which the United States is the strongest and we are the weakest and we have to have our own people providing ideas on East-West relations.

Mr. Hudecki: I will have my colleagues carry on.

The Chairman: Thank you. Mr. Sinclair Stevens, please.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, we certainly thank you for being with us today. I felt it might be helpful to get some clarification as to why there seems to have been this confusion in you being invited and yet not furnished with any particular information concerning the Bill.

Mr. MacEachen made a mailing of the Bill to 109 different people. Some of them are organizations, others are just individuals at their home addresses. I have looked through that list and as far as I know, your name is not on the list. Is that correct?

Mr. Black: The story of my life.

The Chairman: Well, we put you on the list now by inviting you.

Mr. Stevens: So for some reason there was an oversight and you were not furnished with the Bill.

Mr. Black: Personally, I do not see anything unusual about that. We are not a high-profile institute; we just happen to be the only one. In fact, the Minister, Jean-Jacques Blais, did invite me down for lunch last week, perhaps 10 days ago, and I had a chat with him about this. I read the newspapers, but I was not specifically aware of the Bill and what was in it. I do not see anything unusual about that.

Mr. Stevens: No, well, the Bill was mailed to four of your colleagues at Carleton University and I was just wondering if we can unravel this, because I would have thought you were a very obvious person to receive the Bill. Professor Sigler of the Department of Political Science apparently was sent a Bill; also Professor O'Manique of the School of International Affairs at Carleton; Professor Tomlin, School of International Affairs; and Professor von Riekhoff, Chairman, Political Science at Carleton University.

For our information, can you fit those all into your activity? Are you completely divorced from them or do you interrelate with them?

Mr. Black: John Sigler is the former director of the School of International Affairs; Brian Tomlin is a present director; von Riekhoff is chairman of Political Science, but he is an associate of the School of International Affairs; O'Manique is with the school.

The school itself has a committee on nuclear disarmament and the School of International Affairs *per se* has been

[Traduction]

M. Hudecki: C'est pourquoi je vous demandais de nous dire ce qui constituerait un bon équilibre pour une organisation comme celle-là.

M. Black: Personnellement, je pense que l'Union soviétique et l'Europe de l'Est doivent être une préoccupation majeure, parce que c'est mon sujet de prédilection, mais aussi parce que c'est un des points forts des États-Unis et le point faible du Canada, et il faut que nous ayons nos propres spécialistes en matière de relations Est-Ouest.

M. Hudecki: Je vais céder la parole à mes collègues.

Le président: Merci. Monsieur Sinclair Stevens, s'il vous plaît.

M. Stevens: Nous vous sommes très reconnaissants d'être là aujourd'hui. Je pensais qu'il serait utile d'avoir des éclaircissements pour dissiper cette confusion, pour expliquer le fait que vous ayez été invité, mais qu'on ne vous ait pas fourni d'information au sujet du projet de loi.

Mr. MacEachen a expédié le projet de loi par courrier à 109 personnes différentes. Il y avait sur la liste d'envoi des organisations et de simples particuliers. J'ai parcouru la liste et, que je sache, votre nom n'y figure pas. Est-ce exact?

M. Black: C'est l'histoire de ma vie.

Le président: On a ajouté votre nom à la liste en vous invitant.

M. Stevens: Pour une raison quelconque, on vous a oublié et vous n'avez pas reçu le projet de loi.

M. Black: Personnellement, je ne vois rien d'inhabituel là-dedans. Nous ne sommes pas un institut très en vue, même si nous sommes le seul du genre. En fait, le ministre Jean-Jacques Blais m'a invité à déjeuner la semaine dernière, il y a environ 10 jours, et j'ai discuté de cela avec lui. J'ai lu les journaux, mais je n'étais pas au courant du projet de loi et de sa teneur. Je ne vois rien d'inhabituel là-dedans.

M. Stevens: Non, mais le projet de loi a été expédié à quatre de vos collègues de l'Université Carleton, et j'aimerais bien élucider cette affaire, parce que de tous les destinataires du projet de loi, vous auriez dû être le premier à le recevoir. Le professeur Sigler du Département des sciences politiques en a reçu un; de même que le professeur O'Manique de l'École des affaires internationales de Carleton; le professeur Tomlin de l'École des affaires internationales et le professeur von Riekhoff, directeur du Département des sciences politiques à l'Université Carleton.

Pourriez-vous nous dire quels sont vos rapports avec ces gens-là? Êtes-vous complètement isolé d'eux ou travaillez-vous de concert?

M. Black: John Sigler est l'ancien directeur de l'École des affaires internationales; Brian Tomlin est le directeur en poste; von Riekhoff est directeur du Département des sciences politiques et il est aussi un associé de l'École des affaires internationales; O'Manique est professeur à l'École.

L'École comme telle a un comité du désarmement nucléaire et l'École des affaires internationales participe beaucoup plus

[Text]

involved with discussions including with that group funded by the Donner Foundation, and to a much greater extent than we have, but we are a completely separate organization. There is no connection between us whatsoever except that some of their students take our courses, and vice versa, and we are under the umbrella of the same university.

Mr. Stevens: Now, if you have had discussion with Mr. Blais, you must have a fairly good understanding as to what the government has in mind, what the Prime Minister has in mind as reflected by Mr. Blais with respect to a peace institute. As I understand it, the government feels there is, indeed, quite a need for this type of institution to be funded with \$1.5 million, to start with, going up to about \$5 million.

• 1020

I guess I could ask you, first of all, a general question in that context, not speaking about specifics of the Bill. Do you feel there is a need in Canada for a type of peace and security institute such as Mr. Blais must have been discussing with you?

Mr. Black: We did not really discuss it very much, but I think it is an absolutely wonderful idea. I think it is about time Canada used its human resources. There are people scattered all over this country who are very, very knowledgeable about other parts of the world who, I think, get wasted. They are a wasted resource. In fact, our institutions are closing down in these fields, and our top people are being hired away in the United States. So some sort of organization which could, if nothing else, allow a number of Canadian universities to use their highly competent graduate students . . .

We had 45 applications this year; we accepted something like 30, mainly all good Canadians, A to A-plus student Canadians. A third of them simply could not come because we could not fund them. This is wasted resource in Canada.

On top of that, regarding this kind of organization, which I assume would be an autonomous one, giving advice which may or may not be listened to—which is normal—to government agencies and other agencies, I think it is absolutely inane that we do not have such a thing.

Mr. Stevens: You have mentioned that the United States is spending \$63 million on the training of Sovietologists, I think you called them. Can you give us more detail on that? Where does the \$63 million come from? How much of that is government; how much of it is the Donner Foundation type of assistance?

Mr. Black: I could, in fact, break that down, but I do not have it here. There is a Bill before Congress in the United States now for \$38 million to be distributed around universities and institutes to create what they call Sovietologists. I think America was shocked—and so was the Canadian media—when Brezhnev died. We had phone calls by the dozen in which we were asked: The General Secretary is dead; what is

[Translation]

que nous qui sommes une organisation complètement distincte aux discussions notamment avec le groupe qui est financé par la Fondation Donner. Il n'existe aucun lien entre nous, sauf que certains des étudiants de l'École suivent de nos cours et vice versa, et que nous appartenons à la même université.

M. Stevens: Si vous avez discuté avec M. Blais, vous devez sûrement bien comprendre ce que le gouvernement projette de faire, ce que le Premier ministre envisage comme institut pour la paix. D'après ce que je peux voir, le gouvernement estime qu'on a vraiment besoin d'une institution de ce genre, et il est prêt à lui accorder initialement 1,5 million de dollars, ensuite jusqu'à environ 5 millions de dollars.

Je pourrais peut-être commencer par poser d'abord une question générale, sans entrer dans les détails du projet de loi. Pensez-vous que le Canada a besoin d'un type d'institut pour la paix et la sécurité comme celui dont vous avez discuté avec M. Blais?

M. Black: Nous n'en avons pas vraiment discuté en profondeur, mais je pense que c'est une excellente idée. Je pense qu'il est temps que le Canada utilise ses ressources humaines. Il y a des gens dispersés à travers tout le pays qui ont de très vastes connaissances sur d'autres régions du monde, et on ne s'en sert pas. C'est du gaspillage de ressources. En fait, nos institutions ferment leurs portes, et nos meilleurs éléments exilent États-Unis. Il faudrait donc une organisation quelconque qui puisse à tout le moins permettre à un certain nombre d'universités canadiennes de mettre à profit leurs diplômés les plus compétents . . .

Nous avons reçu 45 demandes d'inscription cette année; nous en avons retenu environ 30, pour la plupart tous des Canadiens, des étudiants de première classe. Il a fallu refuser un tiers des candidats parce qu'on ne pouvait pas les financer. C'est du gaspillage de ressources canadiennes.

De plus, je pense qu'il est tout à fait illogique qu'on n'ait pas une organisation comme celle qu'on envisage, qui serait autonome, je suppose, et qui donnerait des conseils qu'on suivrait peut-être ou peut-être pas, ce qui est tout à fait normal, aux services gouvernementaux et à d'autres organismes.

M. Stevens: Vous avez dit que les États-Unis consacrent 63 millions de dollars à la formation de soviétologues, je pense que c'est comme cela que vous les avez appelés. Pouvez-vous nous donner plus de détails là-dessus? D'où proviennent ces 63 millions de dollars? Quelle part du financement vient du gouvernement; combien la Fondation Donner a-t-elle contribué?

M. Black: Je pourrais effectivement vous faire la ventilation du financement, mais je n'ai pas les chiffres en main. Il y a actuellement un projet de loi au Congrès américain portant affectation de 38 millions de dollars à distribuer aux universités et institutions à la formation de ce qu'on appelle des soviétologues. Je pense que l'Amérique a subi un choc, tout comme les médias canadiens quand Brejnev est mort. On a été

[Texte]

going to happen now? We could give them a few cute guesses, and some were right and some were wrong. America discovered that their Sovietologists—which used to be a bad word—were nearly extinct, and so they put an enormous amount of money into creating Soviet studies, Soviet foreign policy people. Ten million dollars was given to Columbia by the Averell Harriman Foundation to create and Averell Harriman Foundation for the Study of Soviet Foreign Policy; \$4 million has gone from Ford and Rockefeller Foundations to Stanford, \$3 million to Harvard, \$3 million to Barclay.

Those are just the ones which come to the top of my mind, and these are all grants not to create the thing we sort of moved into a few years ago; that is, studying only language and literature, which is fine, but I think not quite so fruitful as foreign policy. There is what Americans are putting their money into: foreign policy specialists.

Mr. Stevens: Can I follow up, then? Is it fair to say this \$63 million you are referring to is not being handled in the sense of creating an institute such as the government is proposing here, but it is either government or private sector funding which is being flushed out through these various university groups, hopefully to develop this Sovietologist type of person?

Mr. Black: I think it is a combination. Now, some of this money is going to strengthening institutes: the Woodrow Wilson Institute in Washington, the Kennan Institute. Rand Corporation—of course, that is private money—is creating new organizations to study the Soviet Union. The Hoover Institution at Stanford is getting special money from government and from private groups. So it seems to me there are what we call “think tanks”, if you like, which have been fading fast over the last 10 years but are being upgraded by both government and private funding now. So they have both.

Mr. Stevens: Can you help us with this? From what you know of what is intended with respect to the Canadian peace institute, what would be the closest counterpart in the United States—something that is directly funded by the U.S. government and at least has some direction from the U.S. government, the Harriman type of centre?

Mr. Black: Offhand, I cannot think of any. The American ones that I know well tend to be specialized: their Institute for Middle East Studies, their institutes for Soviet studies, their institutes for East European studies, their institute for Latin America, and so on. Offhand, I cannot think of one that resembles at least what my perception of the Canadian one is going to be, which would be global. It would be the only one. In fact, in the United States, they compete. These groups are competing for these funds, so they offer specialties so they can

[Traduction]

inondé d'appels téléphoniques nous demandant ce qui allait arriver maintenant que le secrétaire général était décédé. On avait quelques réponses toutes prêtes, certaines justes, d'autres pas. L'Amérique a découvert qu'elle avait perdu presque tous ses soviétologues, un mot qui avait déjà un sens péjoratif, et a donc engagé d'énormes sommes d'argent pour former des spécialistes en matière de politique étrangère soviétique et d'études soviétiques. L'Université Columbia a reçu 10 millions de dollars de la Fondation Averell Harriman pour créer la *Averell Harriman Foundation* pour les études de la politique étrangère soviétique; les fondations Ford et Rockefeller ont donné 4 millions de dollars à l'Université Stanford, 3 millions de dollars à Harvard et 3 millions de dollars à Berkeley.

Ce sont les exemples qui me viennent à l'esprit, et ce sont toutes des subventions non pas pour créer le genre d'institutions qu'on a établies il y a quelques années où on étudie les langues et la littérature, ce qui est bien, mais pas aussi utile que la politique étrangère. C'est là que les Américains mettent leur argent: la formation de spécialistes de la politique étrangère.

Mr. Stevens: Puis-je continuer, donc? Est-il juste de dire que les 63 millions de dollars dont vous parlez ne sont pas destinés à la création d'un institut comme celui qu'envisage le gouvernement; il s'agit plutôt de fonds soit du gouvernement soit du secteur privé versés à différents groupes universitaires dans le but de former des soviétologues?

Mr. Black: Je pense que c'est une combinaison d'un peu tout cela. Une partie de l'argent va servir à renforcer les instituts existants: le *Woodrow Wilson Institute* à Washington, ainsi que le *Kennan Institute*. Il y a la *Rand Corporation*, qui est évidemment une entreprise privée, qui finance la création de nouvelles organisations d'études de l'Union soviétique. L'Institution Hoover de l'Université Stanford reçoit des fonds spéciaux du gouvernement et de groupes du secteur privé. Il s'agit donc de ce qu'on appelle des équipes de réflexion, si vous voulez, qui étaient en train de disparaître rapidement au cours des 10 dernières années et qu'on est en train de remettre sur pied grâce à des fonds publics et privés. Alors il y a un peu des deux.

Mr. Stevens: Pourriez-vous nous aider avec ceci? D'après ce que vous savez de l'Institut canadien pour la paix qu'on envisage de créer, quelle serait l'organisation qui s'en rapproche le plus aux États-Unis; c'est-à-dire qui est financée directement par le gouvernement américain et qui suit une certaine ligne de conduite que lui impose ce dernier, une institution comme le centre Harriman?

Mr. Black: À première vue, je n'en connais pas. Les institutions américaines que je connais ont tendance à être spécialisées: il y a l'Institut des études du Moyen-Orient, l'Institut des études soviétiques, l'Institut des études de l'Europe de l'Est, l'Institut pour l'Amérique latine et ainsi de suite. Au premier abord donc, je ne vois pas d'institut qui ressemble au moins à la perception que j'ai de ce que sera l'institut canadien, qui aura une vocation plus globale. Je pense que l'institut canadien serait unique. En fait, aux États-Unis, les instituts se font

[Text]

competes. I really cannot think of one that is likely to be the same. But there may be one; I just do not know it.

Mr. Stevens: Can you help us with this, in that much of what we hear with respect to peace and security and disarmament seems to come down to where we may get a general goodwill and wish from the western world to reach these goals, but there is always this nagging fear that it is fine for us to agree but how do we get the other fellows to agree so there can be some type of verifiable disarmament and, hopefully, a much lower plateau as far as armed might is concerned? What can you tell us about—how do you get through to the other side from your knowledge as training people in the art of understanding the Soviet better?

Mr. Black: That has been the \$20 billion question since 1945. They tried everything. I think what does not work is very, very public war rhetoric. You are dealing with people who do have ideological backgrounds. Sometimes it is more in the background than at other times, and for what they do. But nevertheless, their leaders have some of the same decisions to make that our leaders do. They are willing to make compromises, I think, on a number of things, if they think they are going to gain a little from it; what I suppose everybody takes into a compromise situation. But, I suppose, when it comes to teaching about East-West relations, you have to be an academic cop-out and teach there are five or six ways you can try something and one or none might work, but you have to know there are alternatives. I think that is the only sort of route we take in seminar-type studies that deal with it. There are several possible ways, and at given times you might try this way, and another time you might try something else.

Mr. Stevens: Well, when you say options or alternatives, what are two or three? If we agree that the shrill so-called megaphone diplomacy of shouting at each other does not work, what alternatives are open?

Mr. Black: I wish someone had asked me that yesterday, so I would have put something down on paper. The obvious option that is always open is to keep on talking, as futile as that may seem; to discuss a potential of trade; to discuss, and I am not talking in terms of appeasement, things from which the Soviet Union, if that is the case we are talking about, might gain and not have to give too much, whereas we do not have to give up anything either—I suspect in the realm of trade, in the realm of pull-backs and missile deployment, over which I assume Canada does not have much control—I think there is room for considerable movement.

Personally, I think that Canada, particularly if it is in a bipartisan way, can play an important diplomatic role in relation to East-West trade. Canadians have been saying that since 1945. I am not sure we have ever taken it particularly seriously.

Mr. Stevens: Well, thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

[Translation]

concurrence. Ils doivent concurrencer pour obtenir du financement, et c'est ce qui explique pourquoi ils se spécialisent. Je ne sais vraiment pas quelle organisation pourrait ressembler à l'institut canadien. Il y en a peut-être une, mais je ne la connais pas.

M. Stevens: Vous pourriez peut-être nous aider: quand on parle de paix, de sécurité et de désarmement, on semble presque toujours en revenir à la bonne volonté et au désir du monde occidental d'atteindre ces objectifs, mais il y a toujours cette crainte qu'il est bon qu'on s'entende sur les objectifs, mais comment faire pour que les autres acceptent d'instituer un système de contrôle du désarmement qui soit vérifiable et qui mènera, on l'espère, à une réduction du niveau de militarisation? Comment peut-on réussir à convaincre les autres d'après votre expérience dans l'enseignement de l'art de la compréhension des Soviétiques?

M. Black: C'est la question de 20 milliards de dollars qu'on se pose depuis 1945. On a tout essayé. Ce qui n'a pas fonctionné très bien, c'est la rhétorique publique sur la guerre. Parce que les gens ont des bases idéologiques. Parfois, ces idéologies sont plus en filigrane que dans d'autres cas, mais elles justifient toujours les actes. Mais néanmoins, les dirigeants de ces pays ont quand même les mêmes décisions que nous à prendre. Ils sont prêts à faire des compromis, je pense, sur un certain nombre de questions, pourvu qu'ils aient quelque chose à en retirer; mais c'est pareil pour tout le monde. Pour ce qui est de l'enseignement des relations Est-Ouest, je pense qu'il faut apprendre aux étudiants qu'il existe cinq ou six moyens de réaliser quelque chose et qu'un d'entre eux ou peut-être aucun ne fonctionnera, mais il faut quand même savoir qu'il y a différentes possibilités. Je pense que c'est la seule démarche qu'on puisse suivre dans les études de type colloques traitant de cette question. Il y a diverses possibilités et selon les circonstances, on procède de différentes façons.

M. Stevens: Vous dites qu'il y a différentes possibilités, pouvez-vous nous en donner deux ou trois? Si on reconnaît que la diplomatie d'intimidation et d'affrontements verbaux ne fonctionne pas, quelles sont les autres possibilités?

M. Black: J'aurais aimé que quelqu'un me pose la question hier, j'aurais pu me préparer. L'option évidente qui reste toujours ouverte est celle des pourparlers, aussi banal que cela puisse sembler; on peut discuter de compromis éventuels; on peut discuter, et je ne parle pas nécessairement en termes de conciliation, de propositions dont l'Union soviétique, si c'est de cela qu'on parle, pourrait tirer profit sans devoir trop céder en retour, et comme le Canada n'exerce pas tellement de contrôles sur les armements et le déploiement des missiles, je pense que sa marge de manoeuvre est considérable pour négocier dans ce domaine.

Personnellement, je pense que le Canada peut jouer un rôle diplomatique important dans les relations Est-Ouest, particulièrement s'il agit comme intermédiaire. Les Canadiens le disent depuis 1945. Je ne crois pas qu'on ait jamais pris la chose au sérieux.

M. Stevens: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

[Texte]

Le président: Le révérend père Ogle.

Mr. Ogle: Thank you, Mr. Chairman, and welcome, Mr. Black.

Going again on the idea of your giving us some information about American institutions that are in special studies, you would have a list of people, I suppose, you would consider experts that you could give to this committee.

Mr. Black: Yes.

Mr. Ogle: Which schools do you feel...? Well, that is maybe unfair. But what would be the places you would put down as the best in the...

Mr. Black: In Canada?

Mr. Ogle: No, in the United States.

• 1030

Mr. Black: There are going to be some enormous changes in the next three or four years because of the amount of money that is going into particular institutions. And the institutions that are getting the money, most importantly, will be able to attract the best graduate students. There is an awful lot of competition for students.

We lose students because other universities and other departments quite literally offer them more money. In the next five years Columbia is going to go back, I am sure, to what it used to be. Columbia in the 1950s was probably the Sovietology school and it became not that in the 1960s and 1970s. But with the moneys given to it by the Averell Harriman Foundation it is going to go back to that. They already have a very important East-West Studies Institute; they have a Russian Studies Institute; they have a War and Peace Institute in Columbia; they have a Middle East Institute and an East European Institute that is separate from the Russian studies. And these are going to expand and get good students and new, younger professors.

One of the dilemmas in many of the institutes is that the professorial staff, which have been teaching in them since the 1950s, are still there. That is not a particular problem, but the balance has changed. A lot of money has gone to Harvard. Its Ukrainian Studies Institute has doubled in the last two years and so, in that particular field, Harvard would perhaps clearly be the strongest institute for training on nationalities questions, religious questions in the Soviet Union and specifically the Ukraine.

In the south, Duke has a very advanced program. You can get a list from the AAASS, which is the American Association for Advancement of Slavic Studies. You can write their office at the University of Ohio in Columbus, Ohio and get a computer breakdown of people in the country who are experts in particular fields.

In fact you can do that in Canada. I am not sure if anybody who wants advice has ever done that. We have a Canadian Association of Slavists and the executive of that can give you

[Traduction]

The Chairman: Reverend Father Ogle.

M. Ogle: Merci, monsieur le président et bienvenue, monsieur Black.

Toujours sur la question des institutions américaines spécialistes de questions spéciales, auriez-vous une liste de spécialistes à suggérer au Comité.

M. Black: Oui.

M. Ogle: D'après vous, quelles écoles... Ce n'est peut-être pas juste. Mais quels seraient les endroits où se trouvent les plus grands...

M. Black: Au Canada?

M. Ogle: Non, aux États-Unis.

M. Black: Les fonds qui seront versés à certaines institutions d'ici trois ou quatre ans causeront des changements énormes. Et ce qui est plus important, les institutions qui recevront ces fonds pourront ainsi recruter les meilleurs diplômés. Il y a beaucoup de concurrence dans l'embauche de nouveaux diplômés.

Certains de nos diplômés vont dans d'autres universités ou dans d'autres départements, simplement parce qu'on leur a offert plus d'argent. D'ici cinq ans, je suis certain que Columbia retrouvera sa place. Au cours des années 1950, l'Université Columbia avait sans doute la meilleure école d'études soviétiques, mais en a beaucoup perdu au cours des années 1960 et des années 1970. Toutefois, le financement assuré par la Fondation Averell Harriman va lui permettre de regagner sa place. Cette université possède déjà un excellent et très important institut sur les études Est-Ouest; elle a un institut sur les études russes; un autre sur la paix et la guerre; enfin un institut sur le Moyen-Orient, et un autre sur les études de l'Europe de l'Est, qui est séparé de l'institut sur les études russes. Et tous ces instituts prendront de l'expansion, et pourront attirer les meilleurs étudiants, et de nouveaux jeunes professeurs.

Dans beaucoup de ces instituts, les professeurs qui ont été embauchés au cours des années 1950 sont toujours là, et créent un dilemme. Ce n'est pas un problème, mais l'équilibre n'est plus le même. Beaucoup d'argent est maintenant octroyé à Harvard. L'Institut des études ukrainiennes a doublé son personnel depuis deux ans et, dans ce domaine précis, Harvard a sans doute le meilleur institut pour former les étudiants sur les questions ethniques et religieuses en Union soviétique, et particulièrement en Ukraine.

Dans le sud, Duke offre un programme très avancé. Vous pouvez obtenir une liste de la AAASS, l'Association américaine pour l'avancement des études slaves. Vous pouvez écrire à cette association à l'Université d'Ohio à Columbus, en Ohio, et obtenir une liste sur imprimante des experts dans des domaines précis de partout au pays.

En fait, vous pouvez le faire au Canada. Je me demande si quelqu'un au Canada qui veut des conseils a déjà pensé de le faire. Nous avons une association canadienne de chercheurs en

[Text]

information on who is expert in what in the Soviet Union. As far as I know they have never been asked.

Mr. Ogle: Thank you. I think that would be very valuable information for the committee to be looking into and getting that sort of thing lined up.

From Mr. Sinclair Stevens' questions, it was obvious you were very positive to the idea of a peace research institute. Could I ask you now just to use your imagination for a few minutes and suppose that you were asked to be the first director. You have not been, but anyway, let us suppose you are going to be the first director and you really have a clean field to run in here. I mean, the people who are going to get into the institute early or be in those positions, you know, have an open door practically to set up what they consider to be the way it should be. I wonder if you could share with us, just off-the-cuff almost, from your experience with the institute that you are with now, what would be some of the things you would do, and some of the things that you would avoid?

Mr. Black: Well, I do not know. The first thing would be to get a list of personnel, absolutely. Get a list of personnel. You would have to find someone who is going to give you advice on who is who and what is what. You would need to have a list of people who were experts in disciplines; that is, people who are economists, people who are political scientists, people who are historians, who have expertise on regions, and get those on a computer so that they can be printed out quickly at any time, as soon as you want it, because if a crisis comes up you would have the information.

Then I would probably suggest that that committee, or some committee, hire people or use what exists now—and there are some important ones that exist—to prepare data guides. In other words, if there is to be a crisis in Afghanistan, where do we go for all the necessary information that is available in English, French, Russian or whatever, on what is happening there?

Our institute, for example, has published two bibliographies on the crisis in Poland. We have a series on Afghanistan. They are bought in almost every library in North America. We send a lot of them over here free. As far as we know they remain virtually ignored and we probably will not be able to continue it.

What I would do would be to get sources of information on a computer just as quickly as possible, so if there is any situation that the committee of the whole needed to discuss they could find out at least sources of information on it in 10 minutes, by going to a machine and saying: Here is where you get information about the history of the area, the economics of this area, the politics of that area, and so on.

Those are the first two things I would do; after that I am not sure. I would probably then give up and quit.

[Translation]

études slaves, et le comité exécutif pourra vous donner des renseignements sur les experts en études soviétiques. Toutefois, je ne pense pas qu'on le leur ait jamais demandé.

M. Ogle: Merci. Le Comité devrait certainement se pencher sur cette question, et essayer d'obtenir ces listes.

Vos réponses aux questions de M. Sinclair Stevens indiquent que vous êtes certainement en faveur de la création d'un institut de recherche pour la paix. Essayez pour quelques minutes de vous imaginer qu'on vous a demandé d'être le premier directeur. Ce n'est pas le cas bien sûr, mais supposons que vous êtes le premier directeur, et que vous donniez libre cours à vos actions. Je suis certain que les premiers venus à cet institut, ou ceux qui assureraient la direction, auront toute liberté d'établir l'orientation de l'institut comme ils le voudront bien. Selon l'expérience que vous avez acquise à l'institut où vous travaillez actuellement, pourriez-vous nous dire quelles sont les choses que vous feriez en premier, ou les choses que vous tâcheriez d'éviter?

M. Black: Bien, je ne sais vraiment pas. Je crois qu'il faudrait absolument trouver une liste du personnel apte à être embauché. Il faut une liste du personnel. Il faudrait trouver quelqu'un qui puisse vous conseiller au sujet des experts dans les disciplines. Il faudrait une liste d'experts dans ces disciplines; c'est-à-dire savoir qui sont les économistes reconnus, les scientifiques politiques, les historiens, les experts en études régionales, afin de verser tous ces noms dans la banque de données d'un ordinateur qui pourrait rapidement, à n'importe quel moment, produire une liste répondant aux besoins de renseignements lors d'une crise.

Ensuite je proposerais que le Comité ou qu'un comité embauche certaines personnes pour préparer des guides sur les données, ou utiliser les guides qui existent déjà, car il y en a d'excellents. En d'autres mots, s'il y avait une crise en Afghanistan, il faudrait savoir où trouver les renseignements nécessaires, que ce soit en anglais, en français ou en russe ou dans une autre langue pour connaître ce qui se passe là-bas.

Notre institut par exemple a déjà publié deux bibliographies sur la crise en Pologne. Nous en avons une autre série sur l'Afghanistan. Elles ont été achetées par presque toutes les bibliothèques de l'Amérique du Nord. Nous en avons distribué un grand nombre gratuitement. À notre connaissance, on ignore complètement ces bibliographies, et sans doute nous ne pourrions pas continuer à les publier.

Il faut donc d'abord verser aux banques de données d'un ordinateur toutes les sources de renseignements aussitôt que possible, afin que dans le cas de toute situation qui pourrait être discutée par le Comité plénier, ces sources de renseignements soient disponibles dans les 10 minutes, simplement en s'adressant à une machine, qui pourrait énumérer où on peut trouver des renseignements sur disons l'histoire d'une région, sur son économie, sur les politiques de cette région, etc.

Je crois bien que ce serait là les deux premières choses à faire. Et après ça, je ne suis pas certain. Probablement, j'abandonnerais et je démissionnerais.

[Texte]

Mr. Ogle: This is getting right down to brass tacks, but could you envisage how big a place you would need to have something that would be viable and fast?

• 1035

Mr. Black: I have no idea, because I do not really know what sort of framework you are dealing with. It need not be terribly big, but it would depend on what kind of staff you had. A stand-alone word processor does not take a lot of space. You would have to have subscriptions to certain main journals but, in fact—we categorize them in Ottawa collectively—Carleton University, the University of Ottawa, the National Library of Canada and several other resources have really, in my own field, a remarkable collection of periodicals, journals, books here. A body that size that does that kind of work would not need an awful lot of space. What they would need would be the machinery to get at information and people. That would be my initial, off-the-cuff assumption.

Mr. Ogle: When you think of \$1.5 million in today's dollars, which would be the funding for the first year, can you see, just roughly again, what \$1.5 million could accomplish?

Mr. Black: I have no idea, but you could set up an institute with access to information, which includes access to personnel, I think, which would then be the basis on which you would build over the next few years, with—and I hate to say it... considerably less than that. You would have money left over, then, to start contracting out reports right away.

Mr. Ogle: For instance, in an institute like your own, do you have people whom I would call sort of gurus, people who really have heart, soul and mind on the subject matter—such as Slavic studies, or something—who would be inspirational people on peace? If you were setting it up, is that how you would build a think tank?

Mr. Black: I have never built one.

Mr. Ogle: Nobody here has either, I do not think.

Mr. Black: I am probably as much at sea as anybody.

Institutes like ours and like many others at universities grow by accident. There happens to be a certain time in the history of the institution when there are a lot of people who have interests in common and they say: Gee, would it not be nice if we had an academic organization in which our interests could be pooled! This is how schools develop—schools of international affairs, for example, institutes of Soviet studies. Then, over the years, you exploit other personnel at the university who are experts in your field and you bring them together. In fact, what I do is administer a program, I have no teaching staff of my own. We have 25 faculty members who are scattered around in other departments. We use them and we administer what I think is a very, very, good program. But a think tank of your type, I suppose, could do much of—if not completely, you would have to have some staff—the same thing.

[Traduction]

M. Ogle: Eh bien, c'est clair et net, mais pourriez-vous envisager l'importance des locaux qu'il faudrait afin d'être efficaces, et de répondre aux besoins rapidement?

M. Black: Je ne sais vraiment pas, car j'ignore le contexte dans lequel s'inscrit votre question. Il ne faudrait pas des locaux très importants, cela dépendra bien sûr du nombre d'employés. Une machine de traitement de textes indépendante n'exige pas beaucoup d'espace. Bien sûr il faudrait des abonnements aux journaux principaux, bien qu'à Ottawa, ils sont classifiés collectivement, et l'Université Carleton, l'Université d'Ottawa, la Bibliothèque nationale du Canada et plusieurs autres ressources ont une collection remarquable de périodiques, de journaux et de livres dans mon domaine du moins. Un institut de la taille que vous proposez, pour faire ce genre de recherche, n'exigerait pas beaucoup d'espace. Ce qu'il faudrait, ce sont les machines nécessaires pour obtenir les renseignements, la liste des experts. Du moins, c'est à première vue mon hypothèse première.

M. Ogle: Toujours hypothétiquement, pourriez-vous nous dire ce que vous pourriez accomplir avec un fonds de 1,5 million de dollars, à la valeur actuelle du dollar, le financement assuré à l'Institut dans sa première année?

M. Black: Je n'en ai aucune idée, et vous pourriez certainement établir un institut permettant l'accès aux renseignements, l'accès aux experts, la base de développement au cours des années suivantes, pour beaucoup moins cher que cela. Il vous resterait de l'argent pour commencer immédiatement l'octroi de contrats de recherche.

M. Ogle: Dans un institut comme le vôtre, y a-t-il des genres de gourous, des gens qui sont vraiment les prophètes dans une discipline particulière, par exemple les études slaves, et qui en fait pourraient en inspirer d'autres au sujet de la paix? Si vous deviez établir cet institut, est-ce de cette façon que vous procéderiez?

M. Black: Je n'ai jamais eu à le faire.

M. Ogle: Et personne d'autre ici non plus, je pense.

M. Black: Je ne pourrais pas mieux répondre que les autres.

Les instituts comme le nôtre et ceux que l'on retrouve dans d'autres universités sont vraiment créés accidentellement. Il arrive, à un certain moment, une certaine conjoncture dans l'histoire d'une institution où un grand nombre de personnes avec des intérêts communs se disent: ne serait-il pas merveilleux si l'on pouvait former un cercle universitaire où l'on pourrait travailler à nos intérêts communs! Voilà comment on développe des écoles sur les affaires internationales. Comment on développe des instituts en études soviétiques. Alors, au cours des années, on exploite les talents d'autres personnes de l'université qui sont des experts en votre domaine, et que vous réussissez à entraîner. En fait, moi, j'administre un programme, je n'ai pas de personnel enseignant. Nous avons 25 membres de la faculté dispersés dans tous les autres départements. Nous utilisons leurs talents et, de cette façon, nous administrons un excellent programme. Toutefois, le genre

[Text]

One of the dilemmas of Canada, as it were, is that it is a very large country. There are top-notch people at the University of Toronto, there are some at McMaster University, there are some at the University of British Columbia who could be brought in for a four-month period, a six-month period, they could get leaves of absence very easily. A university would love to give someone a leave of absence, because it would not have to pay his or her salary. Rather than have a permanent staff, I think you could manage this kind of thing with not a lot of money and manage it very efficiently. Then you bring in people to deal with subjects that you are concerned about at different times.

Mr. Ogle: I think you said that, as far as you know, there is no such institute in the United States.

Mr. Black: I really do not know. I do not think there is one that has as global an interest as this one that I think is being discussed here.

Mr. Ogle: I think there are others; Sweden has one, I believe, and so on.

Mr. Black: Yes, they do.

Mr. Ogle: Are you aware of other institutes that could be studied as models?

Mr. Black: Perhaps—I hesitate to mention this—the Soviet Institute of the United States and Canada in Moscow is not a bad one. It is not a teaching organization. Their director will be here in Ottawa next week; Georgi Arbatov will be here, with four of his staff. That is an institute to study only North America. They have more people studying North America—that is, the United States—than we have who speak Russian. They have more people who are experts, let alone the millions who speak English, they have more people studying the United States than the United States has who speak Russian. So it is very, very proficient: it publishes its own journal, it has top-notch academics, government people, military types in there, and so on. It is not a bad model to use, but it is limited to studying North America.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Peace?

Mr. Black: They study peace as well. They have their own views on peace. It is a specific view. I was really thinking how, administratively, you could . . .

• 1040

Mr. Ogle: I was asking in that tone: How would you set up something to work, because you could study car bumpers as well. I was looking at the model of how something would work. I think I will pass, Mr. Chairman, so that everybody has a chance.

The Chairman: Well, at this time I wish to inform the Hon. member that I have invited Mr. Arbatov. Next Wednesday afternoon, at 4.00p.m., he will be attending a special meeting of this committee in Room 253, the Railway Committee room.

[Translation]

d'institut que vous proposez, pourrait faire presque la même chose, toutefois il vous faudrait du personnel.

Le Canada, il faut se le rappeler, est un pays très grand. Il y a des sommités à l'Université de Toronto, à l'Université McMaster, d'autres à l'Université de la Colombie-Britannique, qu'on pourrait peut-être engager pour une période de quatre mois, ou de six mois, car ces experts peuvent facilement obtenir des congés. Une université se fera un plaisir d'accorder un congé à une telle personne, car elle n'aurait pas à lui payer son salaire. Plutôt donc d'engager un personnel permanent, vous pourriez vous assurer l'expertise très efficacement, sans être obligés de dépenser beaucoup d'argent. Vous n'auriez qu'à embaucher les experts nécessaires dans les domaines qui vous préoccupent à un moment donné.

M. Ogle: Vous avez dit, je pense, qu'à votre connaissance il n'y a pas d'institut semblable aux États-Unis.

M. Black: Vraiment, je ne sais pas. Je ne crois pas qu'il y en ait un d'intérêt aussi général que celui que vous proposez.

M. Ogle: Il y en a d'autres bien sûr, en Suède par exemple.

M. Black: Oui.

M. Ogle: Connaissez-vous d'autres instituts qui pourraient nous servir de modèle?

M. Black: J'hésite à le mentionner, mais peut-être devriez-vous étudier l'Institut soviétique sur les études des États-Unis et du Canada à Moscou. Ce n'est pas un établissement d'enseignement. Le directeur, M. Georgi Arbatov, et quatre de ses associés seront ici à Ottawa la semaine prochaine. C'est un institut qui n'étudie que l'Amérique du Nord. Cet institut a plus de personnes étudiant l'Amérique du Nord, c'est-à-dire les États-Unis, que nous n'en avons qui parlent russe. Ils ont plus d'experts, sans tenir compte des millions qui parlent l'anglais, qui étudient les États-Unis, que les États-Unis n'ont de personnes parlant le russe. Donc un institut très efficace: il publie son propre journal, et parmi son personnel, on retrouve les sommités universitaires, des hauts fonctionnaires et des militaires, etc.. C'est un excellent modèle, mais qui ne se penche que sur l'Amérique du Nord.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): En matière de paix?

M. Black: Ils étudient les questions touchant la paix aussi. Les Russes ont leurs propres idées sur la paix, une vue très particulière. Je me demandais comment sur le plan administratif, vous pourriez . . .

M. Ogle: C'est dans ce sens que j'ai posé la question: comment monter un institut efficace, car on pourrait aussi étudier les pare-chocs par exemple. Je voulais avoir un modèle déjà éprouvé. Ce sera tout, monsieur le président, laissons la parole à un autre.

Le président: C'est le moment de vous dire qu'effectivement, j'ai invité M. Arbatov. Mercredi prochain, à 16 heures, il participera à une réunion spéciale du Comité dans la pièce 253, la salle du Comité des chemins de fer. Les journalistes

[Texte]

I am sure the press will take note of that also. This is part of our program of activities I did not want to change, even though we now have the peace institute study.

Next on my list for this morning, Mr. Laniel, and then Mr. Munro, and then we will proceed to another witness. *Monsieur Laniel, s'il vous plaît.*

Mr. Laniel: *Merci le président.* Actually I am trying to see the direction and approach in which the institute that we are talking about should go. The purpose of the institute is to increase the knowledge of the issues related to international peace and security, with emphasis on defence, arms control and disarmament. When we look at east-west relations and the differences in mentalities, in your opinion, from your studies and your concern, do you think there is a common ground for understanding?

In my mind, I believe that when you speak of international peace, security and stability, you have to find common ground or things on which you agree. Every time I have found myself around the table with Soviet people, or people of the Soviet group, I found that words do not mean the same thing; whether you are talking about colonialism or domination, everything is seen in the perspective of being pro-American or against Americans.

Is it possible for a country like Canada to be an intermediate interlocutor, and achieve something in searching for some common ground with the Soviet people?

Mr. Black: It is very hard to know. I think there is one common ground, and that is that neither side—if we can talk sides—want a war. Negotiators on both sides are trying not to have one, but trying not to have one to their own advantage.

Mr. Laniel: Or not to lose one.

Mr. Black: Or not to lose one. One of the things we do, one of our major projects now, has been a three year project studying the Warsaw Pact; what it is for, what it does. We have other projects studying the amount of Soviet budgeting that is defence budgeting, and things like that. Once you have enough knowledge about what they do, then you move into trying to understand why. If you have that kind of knowledge, you hope you can understand what their reactions to our overtures are going to be.

If you assume that Canada cannot at all provide something special, useful, in the so-called east-west dialogue, I think you are starting by being so pessimistic that you do not want to try. I think you have to try. Nothing may come from it; I just do not know. But you have to try to put yourself in a position where you can present ideas to both sides, potential compromise to both sides, so that you can sit down with the Soviet Union and say, yes I know, you are going to call the invasion of Grenada 19th century imperialism; we call it something else, and so on and so on. That is not what we are talking about: let us talk about 1984.

[Traduction]

voudront aussi noter cet événement. C'est une partie de notre programme d'activités que je n'ai pas voulu changer, même si nous concentrons nos efforts sur cette étude de l'Institut pour la paix et la sécurité mondiales.

Alors, je cède maintenant la parole à M. Laniel, et puis à M. Munro, et ensuite, nous entendrons un autre témoin. *Mr. Laniel, please.*

M. Laniel: *Thank you Mr. Chairman.* En fait, j'essayais de déterminer l'orientation éventuelle de l'institut dont nous parlons. L'institut a pour mission d'accroître la connaissance des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales, particulièrement en matière de défense, de limitation des armements et de désarmement. Si l'on tient compte des relations Est-Ouest, les différences dans les mentalités des deux camps, croyez-vous, selon vos études et vos propres préoccupations, qu'il soit possible de trouver moyen de s'entendre?

A mon sens, dans toute discussion sur la paix, la sécurité et la stabilité mondiales, il faut d'abord trouver des points communs sur lesquels on peut se mettre d'accord. Chaque fois que je me suis assis autour d'une table avec des Soviétiques, ou des gens du bloc soviétique, j'ai remarqué que les mots avaient des sens différents; on discute de colonialisme, ou de domination, la perspective est toujours soit trop américaine, ou antiaméricaine.

Est-ce possible pour le Canada de servir d'intermédiaire, de réussir à trouver des intérêts communs avec le peuple soviétique?

M. Black: C'est difficile à dire. Il me semble qu'il y a déjà un intérêt commun, c'est-à-dire qu'aucun des deux camps, et on peut parler de camps dans ce cas, ne veut la guerre. Les négociateurs de chaque côté cherchent à l'éviter, mais toujours à leur propre avantage.

M. Laniel: Ou de ne pas la perdre.

M. Black: Ou de ne pas la perdre. Depuis trois ans maintenant dans notre institut, un des projets principaux est l'étude du Pacte de Varsovie; ce qu'il est, ce qu'il fait. Nous avons d'autres projets sur la part du budget soviétique pour la défense, et d'autres sujets semblables. Une fois que nous aurons suffisamment de connaissances au sujet de ce que font les Soviétiques, alors nous essaierons de comprendre pourquoi. Avec ce genre de connaissances, on peut alors comprendre leurs réactions à nos ouvertures.

Si vous croyez que le Canada ne peut rien faire de spécial, d'utile, pour promouvoir le dialogue Est-Ouest, vous partez d'une position si pessimiste, que vraiment vous ne voulez pas faire l'effort. Il faut faire cet effort. Il se peut qu'on n'aboutisse à rien, je ne sais pas. Toutefois, il faut pouvoir se mettre dans une position où on étudie les idées des deux côtés, qu'on établisse un compromis possible, afin d'éventuellement pouvoir rencontrer l'Union soviétique, et dire oui, je sais, l'invasion de la Grenade était une manifestation de l'impérialisme du 19^e siècle, toutefois, nous, nous appelons cela autrement, etc., etc. Mais ce n'est pas de cela qu'il faut parler: parlons de 1984.

[Text]

The kind of thing you mentioned there, the Soviet Union is publishing now, almost on a daily basis—and this is my job, I read them everyday—books that are more hysterically anti-American, hostile, just vitriolic, hostilely anti-American. Things that came from Comintern in the 1920s. It is striking. If you put this stuff back in the 1920s, you would think it is Lenin run amok, because it is much more extreme than it has been in 60 years. Somehow you have to understand why. What are they scared of? That is the key. What are they frightened of? It is a product of fear.

• 1045

The Chairman: Would that not be in reaction to people calling them the regime of Satan?

Mr. Black: Oh, yes, and Mr. Reagan has certainly said that. It is partly a reaction to that, but they were saying it before. Ironically, I think that kind of rhetoric from America, if I may say so—I do not know what one can say here—is absolute folly and it is wrong. But the Soviet Union has only increased their hostilities somewhat. They were there before.

Mr. Laniel: But is it possible that this new American initiative towards Sovietism studies have an impact maybe, to change this Soviet approach towards America? I hope that Americans are becoming concerned to learn more about Soviet people and Sovietism.

Mr. Black: I hope what it will mean, and it will take some time, is that they will have—and again I do not want you to misunderstand what I am saying—but what they will have I hope over time are much, much more competent people in such American bodies as their National Security Council. Over the last several years they have had people in the National Security Council whose views on the Soviet Union, for example, are views I simply would not accept as even close to being logical. They have made a recent appointment of a man who we invited here last year, in fact, who is with Columbia and whose viewpoints are certainly considerably more moderate than some of the people who have preceded him on the National Security Council. I think what will happen eventually is that the new Sovietologists will be better trained in the languages, they will have their experiences in studying the Soviet Union and East Europe in the late 1970s and 1980s rather than the 1950s and 1960s and they can bring a better perspective. So I hope that is so. Now mind you, some of those people might be trained in the same old way, but I doubt it.

Mr. Laniel: I was very much interested in your remarks when you said that the first task of this institute should be to accumulate data. From what you say, the existence of so many disseminated efforts... would you agree with me that it might take years before the institute could reach a level where it would have all the data necessary to really get to work?

Mr. Black: I was thinking really of information, that is, where you get information. In other words, annotated bibliographies on both regions and specifics around the world and data on personnel. I see no reason—I might be completely unrealistic—why you could not put the major percentage of

[Translation]

L'Union soviétique publie actuellement presque quotidiennement—je le sais car c'est mon devoir de les lire—des livres remplis de sentiments anti-américains hystériques, hostiles, absolument vitrioliques. C'est le genre de chose qu'on entendait du Comintern dans les années 1920. C'est vraiment étonnant. Si l'on remettait ces remarques dans le contexte des années 1920, on croirait Lénine devenu fou de rage, car nous n'avons jamais connu une expression de sentiments si extrêmes depuis 60 ans. Mais il faut absolument en connaître la raison. De quoi ont-ils peur? Voilà la clé. Que craignent-ils? C'est certainement le produit de la crainte.

Le président: N'est-ce pas une réaction au fait qu'on les appelle le régime de Satan?

M. Black: Oui, et c'est bien ce qu'a dit M. Reagan. Oui, c'est en réaction à cela, mais ils le disaient avant. C'est ironique, car ce genre de rhétorique de la part des Américains, si vous me permettez—je ne sais pas ce qu'il est permis de dire ici—c'est de la folie furieuse, et ils ont tort. Mais cette attaque n'a fait qu'augmenter quelque peu l'hostilité de l'Union soviétique, cette hostilité bouillonnait déjà.

M. Laniel: Se peut-il que ce nouvel essor de la part des Américains d'étudier le soviétisme, puisse possiblement changer l'attitude des Soviétiques envers l'Amérique? J'espère que les Américains se préoccupent vraiment de mieux connaître le peuple soviétique et son idéologie.

M. Black: J'espère que cette préoccupation, je ne veux pas que vous vous mépreniez sur ce que je dirai, mais j'espère qu'au cours des années ce nouvel essor entraînera la nomination de personnes beaucoup plus compétentes qui siégeront à des organismes américains comme le Conseil national de sécurité. Au cours des dernières années, certaines personnes qui ont siégé au Conseil national de sécurité ont exprimé des opinions sur l'Union soviétique qui, à mon sens, ne frisent même pas la logique. Une des nominations récentes est celle d'une personne de Columbia, qui a été invitée ici d'ailleurs l'année dernière, et dont les idées sont beaucoup plus modérées que celles de ses prédécesseurs au Conseil national de sécurité. Éventuellement, ces nouveaux soviétologues connaîtront mieux les langues, leur expérience dans les études de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est, datera des années 70 et des années 80, plutôt que des années 50 et 60, ce qui leur permettra d'apporter au Conseil une meilleure perspective. Je l'espère. Bien sûr, certaines de ces personnes seront peut-être formées selon les vieux préceptes, mais j'en doute.

M. Laniel: Cela m'a vivement intéressé de vous entendre dire que la première tâche de l'institut serait d'accumuler des renseignements. Êtes-vous d'accord qu'il faudra des années, avant que cet institut ait recueilli toutes les données nécessaires pour vraiment faire un travail utile.

M. Black: Je pensais plutôt en termes de renseignements, de sources de renseignements, en d'autres mots, de bibliographies annotées sur les deux régions et de détails particuliers sur le monde entier, ainsi que de renseignements sur le personnel. Peut-être suis-je complètement à côté de la plaque, mais il me

[Texte]

that together in eight or nine months, because a lot of it exists now. But it is bringing it together that is important. Using the telephone and calling people saying: All right, what sort of lists do you have? What sort of resources do you have? You know, every Ontario university library is computerized. You can use a subject index to all the 16 universities in this province, so that university libraries are our biggest libraries. You can get a pretty good breakdown in relatively short order. In Canada you certainly can get a breakdown of the personnel, because I suppose that is the advantage of being small in numbers.

Mr. Laniel: Among the means to achieve the purpose is mentioned "to encourage public discussion". Would you see such an institute as a good institution to promote and bring together public gatherings, seminars, exchanges on a regular basis where it would be used more as a means of crossroads for all of those that work towards peace and disarmament and security in the world?

Mr. Black: Absolutely. It would do two things. One, the institute, or whatever it is going to be called, should be in a position, first on relatively short notice but also on long-term notice, to give public briefings on world crises. These are not hard to arrange. We gave one at Carleton two years ago on the crisis in Poland. It took two months to put it together and we had people from all over North America. What we did not have was a lot of people come to take part in it. We had good people giving the briefing. But these things can be run relatively easily.

• 1050

The other thing is to have a speakers series that gets a lot of publicity. Have him once every six weeks, a purportedly renowned expert on something. You see, I have to use Carleton as my model; it is the only one I know. When we do this we are always surprised—and we have been doing it for six years—at the number of people who come out. We hardly ever have a meeting when there are fewer than 85 people there, most of whom are off-campus. This kind of public speakers series here in Ottawa on peace and disarmament, strangely enough people do not tire of going to them. That has been my experience. That would be an invaluable kind of ...

The person you bring in from anywhere might stay a couple of days, take part in some of the school's ... talk to the press. It is an attention-getting program, which I think is important.

Mr. Laniel: I will leave some time for my colleague, Mr. Munro.

The Chairman: I have always visualized things to happen.

[Traduction]

semble que la plupart de ces renseignements pourraient être recueillis en huit ou neuf mois, car un grand nombre de ces bibliographies existent déjà. Ce qui est important, c'est de toutes les rassembler. Il faut téléphoner aux gens et leur demander quelles sortes de listes de renseignements ils peuvent offrir. Quelles sont les ressources à leur disposition. Vous savez, chacune des bibliothèques universitaires de l'Ontario est informatisée. Vous pouvez choisir l'index par sujet dans les seize universités de cette province qui, en fait, possèdent les plus grandes bibliothèques. Ainsi, vous pourriez obtenir très rapidement une ventilation de toutes les oeuvres sur le sujet. Ici au Canada, on peut aussi facilement obtenir une liste d'experts, car on a l'avantage, je suppose, d'être peu nombreux.

M. Laniel: Parmi les moyens susceptibles d'assurer la mission de l'institut, on mentionne «encourager les débats publics». Selon vous, un tel institut devrait-il s'occuper d'encourager des réunions publiques, d'organiser des séminaires, des échanges réguliers, servir plus ou moins comme un carrefour d'échanges sur tout le travail qui se fait en matière de paix et de sécurité et de limitation des armements?

M. Black: Absolument. Cet institut ferait deux choses. Tout d'abord, l'institut, quel que soit son nom, serait en mesure de pouvoir soit à court terme ou à long terme, présenter au public, des exposés sur les crises mondiales. Ce genre de réunions est assez facile à organiser. Il y a deux ans, nous en avons tenu une à Carleton sur la crise en Pologne. Il nous a fallu deux mois de préparation pour inviter des experts de partout en Amérique du Nord. Malheureusement, ce qui a manqué, c'est l'auditoire. Nous avions d'excellentes personnes-ressources pour présenter l'exposé. Il est assez facile d'organiser ce genre de séances d'information.

Il serait également bon d'inviter une série d'orateurs à faire des discours car ce genre d'événements attirent beaucoup de gens. Il faudrait inviter un spécialiste très célèbre pour parler d'un sujet ou d'un autre toutes les six semaines. Je suis obligé de prendre comme modèle l'Université Carleton, puisque c'est la seule que je connaisse. Lorsque nous organisons ce genre de manifestation, nous sommes toujours surpris, et nous le faisons depuis six ans maintenant, du nombre de personnes qui y assistent. Il est rare que l'assistance compte moins de 85 personnes, dont la plupart sont de l'extérieur. Cela vous paraît peut-être étrange, mais les gens d'Ottawa ne se lassent jamais de ce genre de séries de discours sur la paix et le désarmement, du moins d'après ma propre expérience. Cela pourrait être extrêmement utile ...

L'invité pourrait venir passer quelques jours à Ottawa, participer à certaines activités de l'École ou l'université, et donner des entrevues à la presse. C'est le genre de programme qui attire l'attention des gens, ce qui est très important, d'après moi.

M. Laniel: Je laisserai à mon collègue, M. Munro, l'occasion de parler maintenant.

Le président: Je me suis toujours imaginé ce qui pourrait arriver.

[Text]

Mr. Munro, and a short supplementary by Dr. Hudecki.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): My first question: [*Speaking in Russian*] Do you speak Russian?

Mr. Black: [*Speaking in Russian, exact translation unavailable—Editor*] Yes, I do.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): [*Speaking in Russian*] Good.

The Chairman: In Spanish now, to show that you also speak Spanish, and French and . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I am not interested in speaking Spanish.

You mentioned the war hysteria, and you touched on it again, the war hysteria in the Soviet Union. You have noticed it in current publications, presumably *Izvestia*, just to mention some of the more prominent ones. Does it appear in *Trud* as well?

Mr. Black: Yes, everything—included differently, of course.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Can a date be set on its original impetus? Is it pre-Reagan?

Mr. Black: In the Soviet Union, one of the most useful guides to public imity is their caricature.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Oh, yes.

Mr. Black: *Pravda* has one cartoon in each issue; they do not have comics. On the international page there is a cartoon. Beginning roughly around the early months of 1983, there began a series of cartooning in *Pravda*—and I kept them all, almost on a daily basis—in which the character was the American President, almost always dressed in Nazi uniforms.

Soviet school children in grades 1 and 2 still read primers, and I have copies of the primers in which the most important event is not the Russian revolution but their great patriotic war, World War II, in which the enemies are Nazis. So the connection being drawn for a youngster is . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): They tend to forget that period between 1938 and 1941, do they?

Mr. Black: They pretty well ignore it, yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): When they were in collusion.

Mr. Black: Yes, from 1939 to 1941 is barely mentioned at all. If so, it was just to save time, because the Americans and the British and the French were letting them down.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Do you see any of that hysteria being generated in Canada?

Mr. Black: No.

[Translation]

Monsieur Munro, et après lui, une question supplémentaire par le docteur Hudecki.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ma première question: [*Le député parle russe*] Parlez-vous russe?

M. Black: [*Le témoin répond en russe, mais une traduction exacte n'est pas disponible—éditeur*] Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): [*Le député parle en russe*] Très bien.

Le président: En espagnol, maintenant, pour nous montrer que vous parlez également l'espagnol, le français et . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Cela ne m'intéresse pas de parler espagnol pour l'instant.

Vous avez parlé de l'hystérie que l'on a réussi à créer en Union soviétique au sujet de la guerre. Vous avez constaté l'existence de cette réaction excessive dans certaines publications, probablement les *Izvestia*, pour ne mentionner qu'une des plus importantes. L'avez-vous remarqué dans *Trud* aussi?

M. Black: Oui, dans toutes les publications, à des degrés différents, bien sûr.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Pouvez-vous nous dire à partir de quel moment cela a commencé? Était-ce avant l'arrivée de Reagan?

M. Black: En Union soviétique, l'une des meilleures indications de la préoccupation publique est leurs caricatures.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui, c'est vrai.

M. Black: La *Pravda* contient une caricature chaque fois qu'elle est publiée; par contre, il n'y a pas de bandes dessinées. La caricature figure à la page où se trouvent les nouvelles internationales. Au début de 1983, j'ai constaté une nouvelle série de caricatures dans la *Pravda*, je les ai toutes gardées, ou presque, où le personnage était le président américain portant presque toujours l'uniforme nazie.

Les élèves soviétiques des première et deuxième années de l'école primaire ont encore des livres publiés par l'État. Dans quelques livres de ce genre que je possède, l'événement le plus important n'est pas la révolution russe, mais plutôt leur grande guerre patriotique, soit la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle les nazis représentaient l'ennemi. Donc un jeune enfant finit par comprendre . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ils ont donc tendance à faire abstraction de la période entre 1938 et 1941, n'est-ce pas?

M. Black: Oui, en effet; ils n'en tiennent même pas compte.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): La période où ils étaient justement les complices des nazis.

M. Black: Oui, on ne parle pratiquement pas de la période entre 1939 et 1941. Lorsqu'ils en parlent, c'est pour dire que les Américains, les Britanniques et les Français les ont déçus.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Pensez-vous que ce genre d'attitude extrême existe au Canada?

M. Black: Non.

[Texte]

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You do not.

Mr. Black: No, I do not.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I was interested in your comments about Afghanistan in the publications you had circulated. I am developing an interest in Afghanistan, and I do not recall having seen it cross my desk. It may have gone to the library. You say—if I understood you correctly—it was a bibliography basically. Would it be the bibliography in all known languages, or in English or . . . ?

Mr. Black: English, French, and Russian.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): English, French and Russian. And you think it went to the library?

Mr. Black: There are two copies in the National Library, and several were sent to External Affairs.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): But any in the Parliamentary Library?

Mr. Black: I think so.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I will look.

Does the expression "conflict resolution" . . . —which is, I suppose, one of the new terms, and a very meaningful term in many respects—is it one of the . . . not just a buzz word, and I am not trying to put it down, as I think it is an excellent term . . . does it strike you as being one of the aspects that the peace institute might be investigating?

Mr. Black: Perhaps. There is a journal called *Conflict Resolution*. It tends to be—at least the conflict resolution that I know about, which strangely is quite a bit—academic exercises in making quantitative studies of what used to be diplomacy.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Peace games?

Mr. Black: Yes.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Not war games.

• 1055

Mr. Black: Yes, peace games. So from conflict resolution is drawn very often a quantitative analysis of what is likely to be a result of a certain diplomatic manoeuvre. For instance, 62% will say that this is what the reaction will be. Sometimes it is useful; I would be a little cautious about it.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): This is my final question; I do not want to take too much time, Mr. Chairman.

Has any relationship which the institute at Carleton may have with the 1972 agreement—the the Moscow agreement on exchanges, culture and so on—developed out of that, or is it related to that, or draws some of its resources from that agreement and is able to place some of its students in the

[Traduction]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vous dites que non.

M. Black: Non, je ne crois pas.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Vos remarques au sujet de l'Afghanistan dans les publications que vous avez fait distribuer m'ont beaucoup intéressé. Je commence à m'intéresser davantage à l'Afghanistan, et je ne me rappelle pas les avoir vues. Il est possible qu'on les ait envoyées à la bibliothèque. Si je comprends bien, vous dites qu'il s'agissait d'une bibliographie. Cette bibliographie existe-t-elle dans toutes les langues connues, ou en anglais . . . ?

M. Black: En anglais, français et russe.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ah, bon. Et vous pensez qu'elle a été envoyée à la bibliothèque?

M. Black: Je sais que la Bibliothèque nationale en a deux exemplaires, et plusieurs ont été envoyés au ministère des Affaires extérieures.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): La Bibliothèque du Parlement en a-t-elle des exemplaires?

M. Black: Je crois que oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je vais m'informer.

Lorsqu'on parle de «la résolution des conflits», qui est l'un des nouveaux termes à la mode dans ce domaine, et je ne le critique pas, car c'est un excellent terme, d'après moi, pensez-vous que c'est l'une des questions sur lesquelles l'Institut pour la paix va se pencher?

M. Black: Peut-être. Il existe une publication intitulée *La résolution des conflits*. En général, du moins, d'après mon expérience du domaine de la résolution des conflits, que je connais assez bien, en fait, elle contient des exercices intellectuels qui consistent à faire des études quantitatives de ce que l'on appelait auparavant la diplomatie.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Des jeux de paix?

M. Black: Oui.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Plutôt que des jeux de guerre.

M. Black: Oui, en effet. Donc, dans le domaine de la résolution des conflits, souvent on fait une analyse quantitative des résultats éventuels d'un certain type de manœuvre diplomatique. Par exemple, 62 p. 100 diront qu'il en résultera telle ou telle réaction. C'est peut-être utile, mais je me méfie un peu.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'est ma dernière question, monsieur le président; je ne voudrais pas empiéter sur le temps de mes collègues.

J'aimerais savoir quel a été l'effet sur l'Institut de l'Université Carleton de l'entente conclue en 1972—c'est-à-dire l'entente signée avec Moscou sur les échanges, la culture etc.—et, plus particulièrement, si certaines ressources découlent de cette entente ou si elle lui permet de placer certains étudiants

[Text]

Soviet Union as a result of that agreement? Am I reading something into that agreement?

Mr. Black: No. Carleton University has an international studies program, of which the largest part is this east Europe and Soviet exchange. We send two students to Leningrad, one to Warsaw, one to Budapest each year . . .

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): As a result of this agreement?

Mr. Black: I think it was worked out independently of that but is associated with it. It is, incidentally, the only exchange in Canada now. There are no others.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I am sorry, Mr. Chairman. I said that was my last question, but could I ask what happened to the Toronto centre? Why did it collapse?

Mr. Black: It did not have enough students. It was not funded enough, and they did not have enough students. It just died on the vines. I am not sure if it is public yet, but that is what I was told by Zekulin, who is the head of it.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Why do you have so many students and they have none?

Mr. Black: In part because we are a social science organization. They have awfully good people at the University of Toronto, but the Russian studies centre concentrated in the main on languages and literature whereas we concentrate in the main on politics, economics and history, with a very stringent . . .

The Chairman: And you are in Ottawa.

Mr. Black: Yes, that is true, too. I think that is important, yes. It has been a good contributor to us.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I have many more, Mr. Chairman, but . . .

The Chairman: Thank you very much. Yes, I promised Dr. Hudecki time for a supplementary, even though I see our next witness. Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: I wonder if you would make a comment about the value of having a major academic forum in which there are representatives from various countries presenting their views. Professor Bromke and I tried to get the Prime Minister interested, and he claims there was such an event approximately four or five years ago. He felt there would not be sufficient interest in it and that it would not get the attention we thought it would. Would you like to have recorded some comments on the value of a sort of very major gathering of academics from various centres of the world, particularly from Russia? This was really to focus in on Russia and eastern European countries.

[Translation]

en Union soviétique? Est-ce que mon interprétation de cette entente est trop large?

M. Black: Non. L'Université Carleton a un programme d'études internationales dont l'élément le plus important est l'échange entre le Canada et l'Europe de l'Est et l'Union soviétique. Nous envoyons deux étudiants à Léningrad, un à Varsovie et un à Budapest chaque année . . .

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Par suite de cette entente?

M. Black: Je crois que les arrangements ont été pris indépendamment de l'entente, mais c'est grâce à celle-ci, d'une façon indirecte. D'ailleurs, c'est le seul échange qui a lieu au Canada en ce moment. Il n'y en a pas d'autres.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Excusez-moi, monsieur le président. Je vous ai dit que ce serait ma dernière question, mais je voudrais simplement savoir ce qui est arrivé au centre à Toronto? Pourquoi a-t-il dû fermer?

M. Black: Il n'avait pas suffisamment d'étudiants. Son financement était insuffisant, et il manquait d'étudiants. Il n'a pas pu survivre. Je ne sais pas si ces renseignements sont publics encore, mais voilà ce qui m'a été dit par M. Zekulin, qui en est le directeur.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Comment se fait-il que vous en ayez autant et que ce centre-là n'ait pas pu en attirer?

M. Black: C'est en partie du fait que notre organisation est fondée sur les sciences sociales. Les professeurs à l'Université de Toronto sont excellents, mais le centre d'études russes offrait surtout des cours de langue et de littérature, alors que nous offrons surtout des cours de sciences politiques et économiques et des cours d'histoire . . .

Le président: Et votre institut est situé à Ottawa.

M. Black: Oui, c'est un autre facteur—un facteur important. Cela nous a beaucoup aidés.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'ai beaucoup d'autres questions, monsieur le président, mais . . .

Le président: Merci beaucoup. J'ai promis au docteur Hudecki qu'il pourrait poser une question supplémentaire, même si je vois que notre prochain témoin est déjà arrivé. Docteur Hudecki.

M. Hudecki: J'aimerais savoir ce que vous pensez de l'idée de créer une tribune intellectuelle où des représentants de différents pays pourraient exprimer leurs vues. Le professeur Bromke et moi-même avons essayé d'intéresser le Premier ministre à cette possibilité, mais il nous dit que ce genre de grandes conférences a eu lieu il y a environ quatre ou cinq ans. Il était d'avis que cela n'intéresserait pas suffisamment de gens et n'attirerait pas non plus l'attention d'un grand nombre de personnes, comme nous le croyions. Voudriez-vous nous faire part de votre point de vue sur la possibilité d'organiser un grand rassemblement d'universitaires de différents centres mondiaux, surtout de l'Union soviétique? Le but principal serait de faire participer la Russie et les pays de l'Europe de l'Est.

[Texte]

Mr. Black: I think it would be of some use. Obviously, it would depend on how it was received and by whom. I should not say it as an academic; certainly, academics do not provide all the answers, and sometimes the answers they provide are not worth listening to. Nevertheless, they provide a different kind of answer, which I think is worth considering.

Mr. Hudecki: This is my last question. There has been a tremendous interest in international law in the legal profession. Various students and graduates in the legal profession are interested in that field. Is there any tie-up between, say, your institute and teaching international law? Is there any kind of linkage? If so, should this linkage be explored? I would think that lawyers with a background in international law would be great resource material.

Mr. Black: No formal linking, but in fact, when four or five of our graduate students come in, they do some specialization and they are studying international law. There are several international law experts in town who have specialities in eastern Europe, some at Carleton and some who have retired from the University of Ottawa. We have three students writing dissertations on eastern . . .

Mr. Hudecki: How important would they be in such a thing as a peace institute?

Mr. Black: They would be useful contributors, certainly.

The Chairman: Thank you. Thank you, *messieurs*. Do you have a Bill with you?

Mr. Black: A Bill? Yes.

• 1100

The Chairman: I am on Bill C-32.

May I invite *La Conférence canadienne des évêques catholiques* . . .

Nous avons avec nous ce matin les représentants de la Conférence canadienne des évêques catholiques. Nous avons un monseigneur. Chez nous, au Québec, c'est encore important, un monseigneur. Il s'agit de monseigneur D. Murphy, *General Secretary of the CCCB*. Il est accompagné du docteur Tony Clarke et de M. B. Dufresne, qui sont tous deux directeurs du département d'action sociale de la Conférence canadienne des évêques catholiques.

Monseigneur Murphy will speak, and then you may address your questions to any of the three witnesses.

Monseigneur Dennis Murphy (General Secretary, Canadian Conference of Catholic Bishops): First of all we would like to express our appreciation for the opportunity to appear before you. As you are aware, the question of peace and disarmament has been a question that has been among the priorities of the Canadian Conference of Catholic Bishops. We have made representations to this committee within the last couple of years, and also together with the other churches we have made

[Traduction]

M. Black: Je crois que ce serait utile. Bien entendu, tout dépendrait de l'accueil que ce genre de proposition recevrait et des personnes qui seraient en faveur. Ce n'est pas à titre d'universitaire que je vous dis cela; il n'y a pas de doute que les universitaires n'ont pas toujours toutes les réponses, et même parfois leurs réponses ne valent pas la peine d'être écoutées. Néanmoins, ils pourraient donner une autre optique à la question, et ce serait peut-être utile.

M. Hudecki: Ce sera ma dernière question. Je crois que les avocats s'intéressent énormément au droit international. Je sais qu'un certain nombre d'étudiants et de diplômés qui sont déjà avocats s'y intéressent. Pensez-vous qu'il existe un lien entre le genre d'enseignement que vous faites dans votre institut et l'enseignement du droit international? Dans l'affirmative, pensez-vous qu'il faudrait envisager une telle possibilité? Il me semble que les avocats ayant une certaine expérience du droit international pourraient vous être extrêmement utiles.

M. Black: Il n'existe aucun lien officiel entre les deux mais, en fait, nous avons d'habitude quatre ou cinq étudiants de deuxième ou de troisième cycle qui se spécialisent et étudient par conséquent le droit international. Il y a plusieurs spécialistes du droit international, surtout en ce qui concerne l'Europe de l'Est, à Ottawa, dont un certain nombre à l'Université Carleton et quelques-uns qui ont déjà pris leur retraite de l'Université d'Ottawa. Nous avons trois étudiants qui sont actuellement en train de rédiger leurs thèses sur . . .

M. Hudecki: Est-ce qu'ils pourraient jouer un rôle important dans un institut pour la paix?

M. Black: Oui, bien sûr.

Le président: Merci. Merci, *messieurs*. Avez-vous un projet de loi avec vous?

M. Black: Un projet de loi? Oui.

Le président: Je parle du projet de loi C-32.

J'invite . . .

We have among us, this morning, the representatives of the Canadian Conference of Catholic Bishops. And a bishop at that. And in Quebec, a bishop still counts. This is Msgr. D. Murphy, General Secretary of the CCCB. He is accompanied by Doctor Tony Clarke and Mr. B. Dufresne. Both are directors at the Department of Social Action of the CCCB.

Mgr Murphy va prendre la parole, puis vous pourrez ensuite adresser vos questions à l'un ou l'autre des trois témoins.

Son Excellence Monseigneur D. Murphy (secrétaire général, Conférence canadienne des évêques catholiques): D'abord, nous vous remercions de nous donner l'occasion de comparaître devant vous. Comme vous le savez, la question de la paix et du désarmement est l'une des priorités de la Conférence canadienne des évêques catholiques depuis quelque temps. Nous avons fait des démarches auprès de ce Comité au cours des deux ou trois dernières années et, en collaboration

[Text]

representation to the Prime Minister on a couple of occasions, strangely enough both on December 14, in 1982 and 1983. So it is a question, as I mentioned, of priority for the Conference of Bishops and for, I think, the other main-line Christian churches within our country.

Initially we would like to raise a couple of questions with you, or concerns that we have, relative to Bill C-32 as we have seen it. Obviously we have not had time to study it in any detail, but our initial reactions are to raise a number of questions with you.

We would, for example, in Clause 4, which deals with the purpose of the Canadian Institute for International Peace and Security, raise the question as to whether or not it would not be preferable explicitly—it perhaps is, implicitly . . . explicitly indicate that one of the purposes would be to make the linkage between the peace and security question and the development question, which is a linkage the Conference of Bishops has made and feels must be made if there is to be any significant advance in both these fields together.

So we see the purpose as explicitly referring to the East-West question. We believe if it is to be treated adequately it must include the North-South question as well-covering all points of the compass.

Also, we believe in some way in the stated purpose of this institute there should be reference to Canada's historical concern on the international stage as a peacekeeper. We believe this could be achieved if that purpose more clearly indicated that the institute would not only be effecting analyses of various situations throughout the world relative to peace-threatening situations but would also propose very clear action strategies to the government. In other words, a concern of ours is that the way the purpose of the institute is described at the present time, it would seem to lend itself to research in a very explicit manner. We would hope that implicitly included would be the elaboration of particular strategies that would be proposed as policies to the government and to the people of Canada. We think that should be stated in explicit form, lest we end up with some rather abstract peace research institute which would have no interest, ostensibly at least, in presenting practical strategies, action policies for proposal to the Canadian people and to the government of the country.

• 1105

A third point that we would draw to your attention is that we would hope that in the commissioning of any studies at all, as are envisaged in both Clauses 4 and 5, that the commissioning of such studies would be done according to very clearly defined and public criteria; that is to say, if the institute is going to go to the academic community, to NGOs or to whatever group and ask that they undertake a particular study or, on the other hand, if these groups were to approach the peace research institute with proposals, that these proposals would be accepted or rejected according to clearly defined criteria and that those criteria would be public.

Further, and associated with this suggestion of ours, we would hope that all studies and reports commissioned by or

[Translation]

avec d'autres Églises, nous avons présenté des instances à quelques reprises au Premier ministre, le 14 décembre, en 1982 et 1983. Il s'agit donc d'une question prioritaire, je le répète, pour la Conférence des évêques catholiques et, d'ailleurs, pour d'autres Églises chrétiennes au Canada.

Je désire d'abord évoquer un certain nombre de problèmes que risque de poser le projet de loi C-32, à notre avis. Nous n'avons évidemment pas eu le temps de l'étudier en détail, mais nous voudrions simplement soulever un certain nombre de questions avec vous.

Par exemple, à l'article 4 qui porte sur le mandat d'un institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, ne serait-il pas préférable de préciser—même si c'est peut-être sous-entendu—que l'un des objectifs de l'institut serait de faire le rapprochement entre la question de la paix et la sécurité et celle du développement, rapprochement que la Conférence des évêques catholiques a déjà fait et juge essentiel si nous désirons faire des progrès importants sur ces deux fronts.

Donc, les objectifs doivent préciser l'importance de la question est-ouest. Nous estimons également qu'une motion doit être faite de la question nord-sud afin de tenir compte de toutes les régions du monde.

De plus, à l'article qui précise le but de l'institut, il y aurait lieu de mentionner que le Canada s'est toujours préoccupé de la paix internationale. Il suffirait donc d'indiquer dans cet article que non seulement l'institut ferait des analyses des situations mondiales qui représentent une menace à la paix, mais il proposerait différentes stratégies concrètes au gouvernement. Autrement dit, ce qui nous inquiète, entre autres, c'est que l'institut, avec l'objectif qu'on lui a actuellement tracé, semblerait se prêter très nettement à la recherche. Nous espérons toutefois qu'on prévoirait l'élaboration de stratégies particulières que l'on proposerait au gouvernement et au peuple canadiens. Et nous pensons que ceci devrait être mis sous une forme explicite, faute de quoi nous risquons de nous trouver devant un institut voué à une recherche abstraite, qui n'aurait pas d'intérêt, à première vue tout au moins, à proposer au peuple canadien et au gouvernement de ce pays des stratégies pratiques, des politiques d'action.

Enfin, troisième point sur lequel nous voudrions attirer votre attention: nous espérons que si l'on envisage, comme il est mentionné aux articles 4 et 5, de commander des études, l'on adopte à cet effet des critères officiels et clairement définis. Autrement dit, si l'institut s'adresse aux universitaires, aux organisations non gouvernementales ou à quelque groupe que ce soit en les chargeant d'entreprendre une étude, ou si ces groupes présentent des propositions à l'Institut de recherche pour la paix, la sélection devrait se faire selon des critères clairement définis et rendus publics.

Par ailleurs, et parallèlement à notre proposition, nous espérons que toutes les études et tous les rapports commandés

[Texte]

done by the institute, would be in the public domain and open to public scrutiny.

A final point we would make immediately is that it is our hope that in some way there would be a clear definition of the extent to which either the Minister or the committee could call upon this institute to undertake various studies. In other words, we see the possibility of the institute's being overwhelmed by government requests and perhaps incapable, therefore, of pursuing studies that would be suggested by other more independent groups, not affiliated to the government.

Those basically, Mr. Chairman, are the points we would raise immediately. We are open to questions that you may raise.

The Chairman: Yes. In relation to your last point, you may like to know that Clause 28, which now reads:

On request therefor, the Institute shall undertake research for or provide advice to the Minister . . .

has already been changed. We will delete that and say:

On request therefor, the Institute may undertake

So that will already answer one of your preoccupations, which was also a major preoccupation of a multiplicity of members of Parliament in the three political parties.

I will give you a copy of those amendments that have already been accepted and which will be put to us when we come to the clause by clause. So I will circulate that this morning to both our guests of last night and to you now.

I recognize first this time Reverend Father Ogle.

Mr. Ogle: Thank you, Mr. Chairman. Welcome. I know everybody, so I am welcoming colleagues.

We are at a very preliminary stage. This committee, I think, is in a very preliminary stage and it is a time of imagination really of how this peace institute could start to progress. I take it that you are in agreement with the principle of having a research peace institute?

Msgr. Murphy: Yes, I should have mentioned in my preliminary remarks that if you look in the 1982 brief that was presented to the Prime Minister from the church leaders, one of the specific requests was for the establishment of just such an institute. So yes, we are very much in agreement with the principle of the establishment of such an institute.

Mr. Ogle: I think that is important to have on record. I wonder whether, from your experience, any one of you, dealing with research in various fields of social, political, economic activity, could give us some models of institutes that have been established in any area, that could be studied by a group that was starting this institute?

Mr. Tony Clarke: (Canadian Conference of Catholic Bishops): I think one of the benefits people in the United States have in terms of generating public opinion, and awareness of alternative policies that could be developed that

[Traduction]

par l'institut ou exécutés par lui tomberaient dans le domaine public et seraient accessibles au public.

Enfin, et nous nous empressons de l'ajouter, nous estimons que de l'une ou l'autre façon il faudrait prévoir sans ambiguïté dans quelle mesure le ministre ou le Comité pourra demander à cet institut d'entreprendre certaines études. Autrement dit, nous prévoyons le cas où l'institut serait tellement sollicité par le gouvernement qu'il ne serait plus en mesure de poursuivre des études proposées par d'autres groupes plus indépendants, sans affiliation avec le gouvernement.

Ce sont là, pour l'essentiel, les questions que nous voulions soulever avant tout, monsieur le président. Nous sommes maintenant à votre disposition pour répondre à toute question.

Le président: En ce qui concerne le dernier point sur lequel vous attirez notre attention, je voudrais vous informer que l'article 28, dont le libellé actuel est le suivant:

A la demande du ministre, l'Institut lui fournit des avis ou entreprend des travaux . . .

a déjà été modifié. Nous allons supprimer ces lignes et dire:

A la demande du ministre, l'Institut pourra entreprendre

Nous répondrons ainsi de la sorte à l'une de vos préoccupations, qui était d'ailleurs partagée par un grand nombre de députés appartenant aux trois partis politiques.

Je vais vous donner un exemplaire des amendements qui ont déjà été acceptés et qui nous seront proposés lors de la discussion article par article. Je ferai donc parvenir un exemplaire de ces amendements ce matin à nos témoins d'hier soir ainsi qu'à vous-même.

Je donne d'abord la parole au Père Ogle.

M. Ogle: Je vous remercie, monsieur le président. Je connais toutes les personnes ici présentes, et leur souhaite donc la bienvenue en tant que collègues.

Nous en sommes aux premiers balbutiements. En effet, ce Comité en est au stade préliminaire de ses travaux, un stade où il faut déployer son imagination pour tracer sa voie à cet institut pour la paix. Je crois comprendre que vous souscrivez au principe d'un tel institut?

Monsieur Murphy: Oui, j'aurais dû mentionner en guise d'introduction que si vous examinez le mémoire de 1982 qui avait été présenté au Premier ministre par les dirigeants de l'Eglise, nous y demandions justement, entre autres, la fondation d'un tel institut. Nous souscrivons donc tout à fait au principe-même de sa création.

M. Ogle: Il est important que cela soit officiellement affirmé. Seriez-vous en mesure—ceux d'entre vous qui ont l'expérience de recherche en matière économique, sociale ou politique, de nous indiquer des instituts établis dans ces domaines qui pourraient servir de modèles au groupe qui fonderait cet institut?

M. Tony Clarke (Conférence canadienne des évêques catholiques): Je crois que les travaux de l'*Institute for Public Policy* de Washington contribuent à former l'opinion publique

[Text]

might be viable for the United States to undertake, comes from the kind of work that is provided by the Institute for Public Policy in Washington.

[Translation]

américaine et à lui présenter un éventail de politiques réalisables et viables.

• 1110

If you look at the kind of model they have developed, the kind of approach they take, the methodologies they implement in their work on both peace and justice issues, I think you will find that is a useful model and something that I think really is desperately needed in this country. It is not something that tries to monopolize research in a variety of fields, but takes advantage of the availability of data and information that exists on various issues and questions. It probes those areas that need to be further developed, but takes that and translates it into policy proposals and strategies that might be undertaken by the United States. Of course it plays an advocate role in trying to bring those policy concerns to the attention of the United States government.

So I would recommend as one example the Institute for Public Policy in Washington.

Mr. Ogle: Could you give us just a little more about the historical background of that and how they would have got people in it from the beginning? I think we are at a stage in our studies of looking at just how you start. Would you be able to comment further about how it got started and how you select people, just in theory?

Mr. T. Clarke: Well, I am not really an expert witness on the Institute for Public Policy in Washington.

Mr. Ogle: No, all right.

Mr. T. Clarke: I think you can find out and can make those inquiries yourselves, and I would urge that you do so rather than rely on second- or third-hand information, except that I think it is based on the principle that issues that they undertake like peace questions are issues that are of public interest and therefore it is important to draw upon the best resources the public have to provide in helping to define, develop and shape the kind of orientation. Therefore their research approach and methodologies plus their board of directors, etc., are made up of people who have widespread experience in the non-governmental community, and that is important to draw upon the diversity of resources available through that sector.

Mr. Ogle: Would any of you have from your experience from working anywhere...? Looking at a budget, it is \$1.5 million for the first year working to \$5 million. I think that is what the Bill is proposing. Can you relate that at all to an operation? Would that be sufficient? Is that too much? Can you give any kind of response to that? Again, I know it is maybe not an area of... What would that be able to do? Have you any idea of \$1.5 million being started off and...?

Si vous examinez le genre de modèle que cet institut a mis en place, la stratégie qu'il a adoptée, les méthodes qu'il a mises au point dans ses travaux sur les questions de justice et de paix, vous constaterez, je crois, que nous nous trouvons devant un modèle utilisable, qui fait gravement défaut à notre pays. Cet institut n'essaie pas de monopoliser la recherche dans une variété de domaines, mais exploite les données et l'information accumulées sur un grand nombre de questions. Il pousse la recherche plus loin sur les questions qui n'ont pas été suffisamment approfondies, mais il convertit en même temps cette recherche en propositions de politique et de stratégies, que les États-Unis pourraient adopter. Il essaie, bien entendu, d'attirer l'attention du gouvernement américain sur les questions sur lesquelles il se penche.

Je crois donc que nous pourrions prendre le *Institute for Public Policy* de Washington pour exemple.

M. Ogle: Pourriez-vous nous tracer brièvement l'historique de cet institut et nous dire comment le recrutement s'est fait au début? Nous en sommes encore au stade où c'est la genèse d'une telle entreprise qui nous intéresse. Est-ce que vous savez quels en ont été les débuts, ainsi que, en théorie, le mode de recrutement?

M. T. Clarke: À vrai dire, je ne me pose pas en spécialiste du *Institute for Public Policy* de Washington.

M. Ogle: Non, bien entendu.

M. T. Clarke: Mais je vous invite, si la question vous intéresse, à faire vous-même vos recherches sur ce point, plutôt que de vous fier à une information transmise par d'autres. Je crois toutefois savoir que l'un des principes de cet institut, c'est que les questions qu'il entreprend d'étudier, relatives à la paix, par exemple, sont d'intérêt public et qu'il importe par conséquent de faire appel aux meilleures ressources dont on dispose pour permettre de tracer les orientations, de les mettre au point et de les infléchir. Aussi les méthodes et stratégies de cette institution, ainsi que son conseil d'administration et son infrastructure, sont constitués par des gens qui ont accumulé une grande expérience dans la collectivité externe au gouvernement, ce qui est important si l'on veut faire appel aux ressources variées dont dispose ce secteur.

M. Ogle: Est-ce que l'un d'entre nous aurait travaillé pour une institution...? Si j'examine le budget, il est de 1,5 million de dollars pour la première année, pour s'élever ensuite à 5 millions de dollars. C'est ce que propose, je crois, le projet de loi. Que pensez-vous de cette somme en termes concrets? Sera-t-elle suffisante? Est-elle trop généreuse? Que pouvez-vous m'en dire? Je sais, bien entendu, que ce n'est probablement pas un domaine dans lequel... Que pourrait-on réaliser avec une somme pareille? Qu'est-ce que cela représente comme capital de départ et...?

[Texte]

Msgr. Murphy: From our perspective that sounds like an awful lot of money, but from the perspective of the federal government it is rather difficult to ascertain what could be accomplished with that.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Did you say your name was Howe?

Mr. T. Clarke: Personally, I think that sounds reasonable, but I think it is a minimal amount probably, too. I think to have an escalating clause in there is really important but with some degree of openness as to whether or not this needs to go much further than what was originally anticipated. As you said, you are starting from ground zero.

Mr. Ogle: That is right. You have a good point.

Mr. T. Clarke: I hate to use that term, but you are starting out on this in fairly new ground and it is difficult to ascertain at this point precisely what kinds of funding capacities are going to be necessary. That is why I would really encourage that any follow-up on this look at comparable institutes and see what their experience has been, and the one I just mentioned I think may be helpful in that regard.

Mr. Ogle: Okay.

I am going to pass and maybe we can get on again later.

The Chairman: Mr. Munro, and then I go to Dr. Hudecki for the next witness. I will start with Dr. Hudecki this afternoon and go around.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I have two basic areas of concern and questioning.

The first deals with these clearly defined criteria mentioned by Monseigneur Murphy. Have the witnesses cared to define the criteria which ought to be so clearly defined and used in the Bill? If they have not, would they be prepared to submit what they consider to be suitable, clearly defined criteria that would be of use to the committee? I am not being facetious at all.

• 1115

Msgr. Murphy: To respond initially, as I have mentioned, we have not had a long time to respond to your request to appear before the committee, as you know, so we have not moved to that stage of defining the criteria we think should be in place. But we do believe there should be clearly defined criteria for this reason: Basically, if there are NGO's or if there are researchers at university level or in other research institutes throughout the country who approach this institute with programs of research on specific questions, we believe the public should know, and they should know, according to what criteria their proposals are either accepted or rejected. So very simply put, do you cut down the possibility of the institute's having an agenda which is not public? In the establishment of criteria, you force them to indicate the kind of agenda they have in terms of the research they want.

[Traduction]

Monseigneur Murphy: Cela nous paraît une très grosse somme, mais du point de vue du gouvernement fédéral, il est assez difficile de prévoir ce qu'on pourrait en faire.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Est-ce que vous disiez que vous vous appeliez Howe?

M. T. Clarke: C'est une somme qui me paraît raisonnable, mais c'est probablement un minimum. Il faudrait prévoir une clause d'indexation, mais en conservant une certaine latitude pour l'invoquer selon le besoin, en se réservant le droit de décider s'il convient de l'augmenter au-delà des prévisions originales. Comme vous le dites, vous allez poser la première pierre d'un édifice.

M. Ogle: C'est bien cela, vous avez tout à fait raison.

M. T. Clarke: Je n'aime pas m'exprimer ainsi, mais vous déblayez un terrain qui est encore plus ou moins en friche, et il est difficile de prévoir exactement à ce stade quel est le genre de dotation dont vous aurez besoin. C'est pourquoi je vous conseillerais vivement de pousser cette question plus avant en examinant des instituts comparables et en vous informant de leur expérience, et l'institut dont je viens de vous parler me paraît particulièrement indiqué à cet égard.

M. Ogle: Très bien.

Je vais céder la parole à un autre et reviendrai peut-être là-dessus par la suite.

Le président: M. Munro, et ce sera ensuite M. Hudecki pour le témoin suivant. Cet après-midi, je donnerai la parole en premier lieu à M. Hudecki, puis aux autres intervenants.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Il y a deux questions fondamentales qui me préoccupent avant tout.

La première porte sur les critères clairement définis, dont parlait Mgr Murphy. Les témoins ont-ils pu préciser ces critères qui devraient être si clairement définis et mentionnés dans le projet de loi? S'ils ne l'ont pas fait, seraient-ils disposés à nous dire ce qu'ils considéreraient comme des critères clairement définis et applicables, afin que le Comité puisse s'en inspirer? Je suis tout à fait sérieux en disant cela.

Monseigneur Murphy: Comme nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour répondre à votre invitation de comparaître devant le Comité, nous n'avons pas encore défini les critères qui devraient, d'après nous, être mis en place. Nous croyons cependant qu'ils devraient être clairement définis, et je vais vous dire pourquoi. Si des ONG, des chercheurs dans les universités ou d'autres établissements de recherche proposent à l'Institut des projets de recherche sur des questions précises, nous croyons que le public devrait en être informé et que ceux qui soumettent les projets devraient être informés des critères de sélection. Faut-il limiter la possibilité, pour l'Institut, d'établir un programme qui ne soit pas connu du public? En énonçant les critères, on oblige l'Institut à établir un programme.

[Text]

On the second point, as for saying what those would be at the present time, I would say we have not moved to that at all. Maybe there are other comments my colleagues would have.

The Chairman: On this point, Monseigneur, it has been the subject of other witnesses, and I expect it will also be commented on by others and we will come back to you. Are you not afraid that, by being too specific, you may not be helpful to the institute? It is a very comprehensive Bill which we are now, with your assistance and with the assistance of the others, trying to make even more acceptable. But if you go into a multiplicity of detail as to the purpose, would you not then, in a way, block the institute from acting, if their mandate is so specific that either you do that which is inscribed or you are out of order? If you say exactly what the institute should be doing, then you are taking away from them a lot of latitude. It is certainly in the spirit of the Bill to give them as much independence as . . . First, it is the wish of all parliamentarians that the institute be as independent as possible, even more than as possible, from government. By telling them exactly what to do, what the purpose is, what the criteria is, would you not take a lot away from them? I do not know. You may sitting on it. If you were sitting on it, would you like to . . . exactly like a straitjacket. That is what you should do.

I do not know if I have expressed myself well. Otherwise, I will translate.

Msgr. Murphy: No, that is okay. That is very clearly your concern, and it was not our intention by any stretch of the imagination to suggest those criteria should be included in either the purpose or the powers of the institute, but rather, to say that in this power . . . For example, Clause 5.(c) is described as:

(c) publish studies and reports prepared for the use of the Institute and publish or otherwise disseminate scientific, technical or other information, as it sees fit;

We are not suggesting you put criteria in here, but we would suggest you add something like: in accord with the duly established set of criteria which would be made public.

The Chairman: Okay, but there again, if I may—I usually do not, but there again—the sets of criteria may be seen by the first group as being the following, but future precedent may see it differently. It is very strange that someone whose background is French, where everything is written, should try to convince you, from an English background, that the least you say the most efficient you could be.

Msgr. Murphy: But we always cover that in English by putting at the end of the criteria, by adding to that last clause: and other criteria to be established by the board of directors.

The Chairman: I am glad you added that. Okay, I am sorry.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanic): Other criteria to be established by the board of directors and published.

Msgr. Murphy: Oh, yes, and published, very much so.

The Chairman: Of course.

[Translation]

Pour ce qui est de définir les critères, je dois dire que nous n'avons absolument rien fait à cet égard. Mes collègues auraient peut-être quelque chose à ajouter.

Le président: Nous avons déjà posé la question à d'autres témoins, et je suppose que nous recevrons d'autres réponses. On y reviendra. Ne croyez-vous pas qu'en étant trop précis, on nuit à l'Institut? Le projet de loi que nous étudions est déjà très complet et nous essayons, avec votre aide et celle des autres témoins, de le rendre encore plus acceptable. Mais si la définition du mandat et des objectifs est tellement précise qu'on ne peut pas s'en écarter, l'Institut ne sera-t-il pas bloqué? En stipulant exactement ce que l'Institut doit faire, on lui enlève énormément de latitude. Le projet de loi vise à assurer qu'il sera aussi autonome que . . . Les parlementaires souhaitent tous que l'Institut, dans la mesure du possible sinon plus, soit tout à fait autonome par rapport au gouvernement. Ne serait-ce pas beaucoup lui enlever que de définir de manière très précise le mandat, les objectifs et les critères? Je ne sais pas. Vous y avez peut-être réfléchi. Voudriez-vous qu'on lui mette un carcan? Voilà ce à quoi je veux que vous réfléchissiez.

Je ne sais pas si je me suis bien exprimé. Sinon, je vais me traduire.

Monseigneur Murphy: Non, cela va. On comprend très bien ce qui vous préoccupe. Nous n'avions pas l'intention, loin de là, de proposer que ces critères soient énumérés, soit dans l'article où il est question de la mission de l'Institut, soit dans l'article où il est question de ces pouvoirs. Il faut plutôt préciser que ses pouvoirs . . . Prenons, par exemple, le paragraphe 5.c). Je cite:

c) à son appréciation, publier les études ou rapports réalisés à son intention et diffuser, par publication ou autres moyens, des informations à caractère scientifique, technique ou autre;

Nous ne proposons pas que les critères soient énoncés, mais qu'on précise que ses pouvoirs doivent être exercés en conformité avec des critères dûment établis et connus du public.

Le président: Mais les critères établis par le premier groupe ne conviendront peut-être pas à ses successeurs. Moi, je suis francophone, et en français, tout doit être écrit. Il est étrange que ce soit moi qui essaie de vous convaincre, vous qui êtes d'origine anglaise, qu'il vaut mieux en dire le moins possible.

Monseigneur Murphy: En anglais, nous réglons cela en ajoutant à la fin: et d'autres critères qui seront établis par le conseil d'administration.

Le président: Je suis heureux que vous ayez donné cette précision. Je m'excuse.

M. Munro (Esquimalt—Saanic): D'autres critères qui seront établis par le conseil d'administration et publiés.

Monseigneur Murphy: Et publiés. Absolument.

Le président: Bien sûr.

[Texte]

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): But at the same time, whether the criteria might be written into the legislation or merely become one of the first tasks of any board of directors to define... Would the witnesses be prepared to submit what they consider would be in their eyes a set of criteria, which at least could be considered—something to start with. That could be submitted, not necessarily today but through the committee, and put on the record of the committee when the time comes.

• 1120

The Chairman: So it would not necessarily be put in the Act itself, but...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): There for the guidance...

The Chairman:—a wish of some witnesses and guidance by the committee.

Msgr. Murphy: I suggest that we would probably be interested in doing that and probably be interested in doing it in conjunction with the Canadian Council of Churches, with whom we most often appear before such committees. As a matter of fact, I am quite sure that the only reason that our colleagues from the Canadian Council of Churches are not present here this morning is that they are centred in Toronto and on such short notice it is much more difficult for them to come to Ottawa.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): This is the second time we have heard this short notice...

Msgr. Murphy: That is not meant to be...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich):—it is fine. It is a regular question with me.

The Chairman: Do not be negative, because he is going to jump on that one.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I wonder whether there has been any speculation in the minds of the witnesses as to why the notice should be so short. Two years ago, as you say, you suggested that there might be a peace institute and now suddenly, in the second half of May of 1984, there is a great deal of interest in this idea. Why? Why should it be?

Has anything occurred to you that might...

The Chairman: It follows up really, but I will be a witness...

Msgr. Murphy: First of all, I would say that I do not intend to particularly...

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): No. They were *obiter dicta*. They just came out, quite naturally.

M. B. Dufresne (Conférence canadienne des évêques catholiques): Comme on l'a signalé, ce n'est pas la première fois que, de façon générale, la Conférence et les Eglises comparaissent à ce Comité ou à d'autres. On l'a fait à plusieurs occasions. Ce que je dis n'est pas négatif; c'est pour vous rappeler qu'à plusieurs occasions, on a eu une semaine, 10 jours, 15 jours d'avis, en ce qui me concerne ainsi que le

[Traduction]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Mais que les critères soient précisés dans le projet de loi ou qu'ils soient énoncés à la première occasion par le conseil d'administration... Les témoins accepteraient-ils de dresser une liste des critères qui pourraient être envisagés? Si vous ne voulez pas la faire aujourd'hui, vous pourriez la transmettre au Comité, et elle sera annexée, en temps et lieu, au compte rendu de la séance.

Le président: Les critères ne seraient donc pas annoncés dans le projet de loi, mais...

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Ce serait pour la gouverne...

Le président: Ce serait pour la gouverne du Comité et parce que certains témoins l'ont demandé.

Monseigneur Murphy: Il est fort probable que nous accepterons de dresser une telle liste, probablement en collaboration avec le Conseil des églises du Canada, le groupe avec lequel nous comparaissons le plus souvent. Je suis convaincu d'ailleurs que, si les représentants du Conseil des églises du Canada ne sont pas présents ce matin, c'est que leur bureau est situé à Toronto il leur aurait été difficile, avec si peu de préavis, de se rendre à Ottawa.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'est la deuxième fois d'ailleurs qu'on nous parle du préavis...

Monseigneur Murphy: Ce n'est pas pour...

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Très bien. C'est que je pose toujours la question.

Le président: Ne dîtes rien de négatif, parce qu'il sauterait dessus.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'aimerais savoir si les témoins se sont demandés pourquoi on leur a donné si peu de préavis. Il y a deux ans, comme vous avez dit, vous avez proposé l'établissement de l'institut de la paix. Tout à coup, vers la fin de mai 1984, l'idée suscite énormément d'intérêt. Pourquoi? Comment cela se fait-il?

Avez-vous une idée de...

Le président: Finalement, c'est logique, mais j'aurai l'occasion de témoigner...

Monseigneur Murphy: Je tiens d'abord à préciser que je n'ai pas l'intention...

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Non. Je l'ai dit comme ça. C'est sorti tout seul.

Mr. B. Dufresne (Canadian Conference of Catholic Bishops): With your permission, as we pointed out, it is not the first time that the Conference and the churches in general have appeared before this committee or other committees. We have done so on a number of occasions. What I am saying is not negative; it is simply to remind you that on a number of occasions, myself and the Bureau of Social Affairs, because we

[Text]

Bureau des affaires sociales, parce qu'on travaille aussi avec un groupe d'évêques qui s'appelle la Commission des affaires sociales et qu'il est difficile de mobiliser les évêques qui sont des gens très occupés. En effet, il ne suffit pas que le personnel prépare des documents; il faut que les évêques mettent leur *input*, et ce sont eux qui défendent les points de vue. Ce n'est pas le personnel. C'est leur point de vue qui est présenté.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'est cela!

M. Dufresne: Je voulais simplement vous signaler que ce n'est pas la première fois que cela nous arrive.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): On s'y habitue.

M. Dufresne: Ce n'est sûrement pas la première fois que cela arrive à d'autres organisations non plus.

The Chairman: I will interrupt. This is said by a lot of people. It is not the first time, and by experience it will not be the last time.

It is unfortunate, but that is life . . . Parliament arrived with a sudden problem. If there is a sudden problem in Canada that demands action, well, we either consult or we do not consult. We want to tackle something—any problem that may arise, we want to tackle it—so therefore the government says that we will have to act promptly. So we have the alternative to act more promptly, but not consulting, but if we do consult we are opening ourselves to some criticism.

I am not trying to defend any position but we are realistic people. I am even ready to be on record that, of course, we all know that there is some . . . Most likely, Mr. Munro, and I and others will have a meeting with destiny soon. We could delay . . . I could listen, as I did with you, you will remember, on the disarmament for the UNSOD II. We could have done nothing, but then there would have been no input from groups like yours and others. We have decided to sit a full month—four witnesses have already appeared.

We have over 60 witnesses in less than one month and we produce an unbelievably good record. You have been involved in that for so long. You have talking about that in 1982-1983. Surely, even if you give him only a day, or two, or three or a week, you are in a position to enlighten us. That is exactly why we called you.

• 1125

Msgr. Murphy: Seeing as how it was my statement that occasioned this, I would like a further discussion on it. I would like to point out that my statement was a descriptive one and it seems to have been interpreted in an enormative way.

The Chairman: I want to be on record because I do not think people should conclude that you are making negative statements but that you are exposing a fact of life.

M. Dufresne: Ce sont les règles du jeu. Comme vous le dites, on est pris . . .

The Chairman: Okay. I am sorry, I always interrupt my good friend, Mr. Munro.

[Translation]

also work with a group of bishops called the "Social Affairs Committee", had a week, 10 days or two weeks' notice. It is hard to mobilize bishops who are very busy people. It is not enough that the staff prepare the documentation, the bishops have to provide input and support their views. It is not the staff. It is their views that is expressed.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): That is right.

Mr. Dufresne: I simply wanted to point out that it is not the first time that this has happened to us.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): You get used to it.

Mr. Dufresne: It is certainly not the first time that it has happened to other organizations either.

Le président: Je me permets de vous interrompre. Il y en a beaucoup qui l'ont dit. Ce n'est pas la première fois et ce ne sera pas non plus la dernière.

C'est malheureux, mais c'est la vie . . . Et tout d'un coup, le Parlement a été saisi de ce problème. S'il survient une situation difficile et que nous devons prendre des mesures, nous avons le choix: ou nous consultons, ou nous ne consultons pas. Nous voulons prendre des mesure en vue de résoudre le problème, et le gouvernement nous dit de ne pas perdre de temps. On peut toujours accélérer les choses en laissant tomber les consultations, mais on risque de se faire critiquer.

Je ne cherche pas à me justifier; c'est que nous sommes de gens réalistes. Je n'hésite pas à dire bien sûr, que nous savons tous ce qu'il y a . . . Il est fort probable que, d'ici peu, M. Munro, moi et les autres nous les livrerons à notre destin. Nous pourrions toujours remettre . . . Vous vous souviendrez qu'avant UNSOD II, j'ai écouté ce que vous aviez à dire à propos du désarmement. Nous aurions pu ne rien faire, mais nous n'aurions pas entendu les témoignages du groupe comme le vôtre. Nous avons décidé de siéger pendant quatre semaines, et quatre témoins ont déjà comparu.

En moins d'un mois, nous devons entendre plus de 60 témoins, et le compte rendu est généralement excellent. Vous travaillez sur cette question depuis très longtemps. Depuis 1982-1983. Même si nous ne donnons qu'un jour, deux jours, trois jours ou une semaine de préavis, vous avez sûrement des éclaircissements à nous offrir. C'est justement pour cela que nous vous avons invité à comparaître.

Monseigneur Murphy: Étant donné que c'est moi qui ai déclenché le débat, je me permets de le prolonger. J'ai fait une simple constatation, et on semble lui avoir accordé énormément d'importance.

Le président: Je ne veux pas qu'on ait l'impression que vous faites des remarques négatives. Vous avez fait une constatation à propos d'une situation qu'on ne peut changer.

Mr. Dufresne: Those are the rules of the game. As you say, we are stuck . . .

Le président: Très bien. Je suis désolé; j'interromps toujours mon ami, M. Munro.

[Texte]

M. Dufresne: Pourrais-je parler sur la question des critères dont on a parlé tout à l'heure? D'après certaines personnes qui travaillent directement ou qui font de la recherche dans le domaine du contrôle des armements, il semble, et il ne s'agit pas de faire une longue histoire de cela, qu'il serait difficile d'obtenir les critères utilisés par certains secteurs ou certaines divisions au sein du ministère des Affaires extérieures pour l'octroi de fonds pour l'organisation de conférences ou de programmes de recherche. Il a été jusqu'à maintenant assez difficile d'obtenir sur papier les critères qui servent à l'octroi de fonds pour l'organisation de conférences ou autres aux Affaires extérieures. C'est l'une des raisons pour lesquelles on voudrait bien que soient clairement établis — pas dans le projet de loi — les critères à partir desquels on va octroyer des sommes pour le financement de recherches ou d'événements.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Une excuse pour ne rien faire...

Msgr. Murphy: No, not at all. I think we said a moment ago that we would be glad to, together with our colleagues.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): No, but I think this comment had to do with External Affairs and their largesse or lack thereof. It is a good excuse for External Affairs to be able to say that it does not fit, it is something that does not exist.

Mr. T. Clarke: It is an example of the problems that are out there; therefore, they need to be somewhat clear about the criteria for the dissemination of funds for research itself.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I agree.

The Chairman: That may be of interest; I attended yesterday a four-hour meeting with the two Speakers. We are facing the same kind of problems in the definition of criteria. What are the criteria for recognizing a parliamentary association? It has to deal with the Parliamentarians for World Order. You have some parliamentary associations like NATO, Canadian Commonwealth. My friend, Mr. Laniel, is an expert at that. So am I—not an expert, but I have to follow that.

The question that comes up is: What are the criteria for accepting and funding an association of parliamentarians? We will never get out of it, because I know what the ultimate goal of everybody is. A plus B plus C, are met; therefore, you should be entitled to funds. But unfortunately, it seems that in practise it is not as easy as that.

I have been chairing meetings for the last seventeen years. This is the first time I have participated in a subcommittee. So I am sorry if I am a little bit excited. Usually, in the British parliamentary system, the chairman, unfortunately, is asked to chair and shut up. So I will shut up.

Mr. Hudecki: You have used up Mr. Munro's time, Mr. Chairman.

[Traduction]

Mr. Dufresne: May I comment on the criteria question that was raised earlier? It seems to me—and I do not want to go into it at length—that some people who work directly at arms control or do research in the field feel that it would be difficult to get the criteria used by certain sectors or divisions of the Department of External Affairs for funding the organization of conferences or research programs. To date it has been fairly difficult to get, in writing, the criteria that External Affairs uses to provide funding for the organization of conference or other things. That is one of the reasons why we would like the criteria for funding research or events to be clearly stated in the legislation.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): An excuse to do nothing...

Monsieur Murphy: Pas du tout. Nous avons dit tout à l'heure que nous serions ravis de le faire, en collaboration avec nos collègues.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Non. Il s'agit plutôt des Affaires extérieures et de leur générosité, ou de l'absence de générosité. Les Affaires extérieures peuvent prétendre qu'un tel projet ne répond pas aux critères, que la possibilité n'existe pas.

M. T. Clarke: Voilà donc un exemple des problèmes auxquels on doit faire face; pour pouvoir accorder des subventions de recherche, il faut que les critères soient plus ou moins bien définis.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'en conviens.

Le président: Ce que je vais dire va peut-être vous intéresser. Je participais hier à une conférence qui a duré quatre heures. Nous avons entendu deux conférenciers. La définition des critères pose, pour nous, le même genre de problème. A quel critère faut-il répondre pour être reconnu comme une association parlementaire? L'association en question s'appelait *Parliamentarians for World Order*. Il existe déjà des associations parlementaires telles que l'OTAN, le Commonwealth du Canada. Mon ami, M. Laniel, est un spécialiste du domaine. Quant à moi, je ne suis pas spécialiste, mais je dois me tenir au courant.

La question est donc la suivante: à quel critère une association parlementaire doit-elle répondre pour être reconnue et avoir droit à des subventions? On n'y répondra jamais, parce que je sais ce que veut tout le monde. Si l'on répond aux critères A, B et C, on reçoit une subvention. Malheureusement, ce n'est pas aussi simple.

Depuis 17 ans, je préside des séances. C'est la première fois que je participe aux travaux d'un sous-comité. Je m'excuse si je m'énerve un peu. Normalement, dans le régime parlementaire britannique, le président occupe le fauteuil, mais il ne parle pas. Je vais donc me taire.

M. Hudecki: Vous avez pris le temps de M. Munro, monsieur le président.

[Text]

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I think that was part of the object. You had better let me have the extra time.

The other question. Our previous witness, and I think the present witnesses were here, concentrated his attention, and quite understandably in view of the institution that he was representing, on the Soviet Union. I was wondering whether, in the minds of the present witnesses, there is not just as much concern in the peace area for the study of surrogates, first- or second-degree surrogates of one contending element or the other. Need we concentrate our search for peace in those studies which may have to be undertaken, on just the two major powers? Monseigneur mentioned "all points of the compass", some of them because of need and some of them because of activity, perhaps.

I was wondering whether there was any further comment by the witnesses on this other aspect and the influences that there might be on peace and stability.

• 1130

Mr. T. Clarke: Well, we can perhaps just elaborate a little bit more on what Monseigneur Murphy said. I think we are dealing with something that cannot simply be relegated only to the nuclear weapon struggle that is going on between the two superpowers alone. That is to say that what is going on between the two superpowers is also related to other factors that are going on elsewhere in the world. We are talking about a problem of global militarization in many ways, and that is in part related to changing structures of economic systems and competition between them.

I think it is fair to say that unless you look . . . I mean, if you narrow the thing strictly to just the nuclear power question, you miss out a whole other chunk of the set of issues that need to be addressed. Peacemaking in the world today not only has to do with questions of disarmament on a nuclear front, but also has to do with the whole question of the conditions that make for peace elsewhere in the world, questions of basic human rights, justice questions, development of peoples, etc.

I think, for example, you cannot separate what is going on relative to the Central America situation today from what is going on in the east-west confrontation between the United States and the Soviet Union; they are interrelated. It is quite clear that there is an attempt in a sense to east-west that whole struggle. We feel there are other basic issues there at stake that need to be addressed and should be not unrelated to the kinds of questions that would be addressed on that front.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Not just development, but perhaps subversion.

Mr. T. Clarke: Subversion?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Subversion. Would that be an element in this?

Mr. T. Clarke: I am sorry, I do not quite understand.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Subversion.

[Translation]

M. Munro (Esquimalt—Saanich): C'était son intention. Vous devez me donner quelques minutes de plus.

Voici ma deuxième question. Le témoin précédent—et je crois que vous l'avez entendu—a mis l'accent sur l'Union soviétique, ce qui est parfaitement logique étant donné l'organisme qu'il représente. Croyez-vous que, parmi ceux qui se préoccupent de la paix, on accorde beaucoup d'importance à l'étude de substituts, de premier ou de second degrés? Faut-il concentrer nos efforts sur des études portant sur les deux grandes puissances? Le témoin a parlé tout à l'heure de «tous les coins du monde», certains en raison de leurs besoins et certains en raison de leurs activités.

Je voudrais savoir si les témoins ont des observations à faire là-dessus. Je voudrais savoir si les témoins voudraient s'étendre là-dessus ou parler de l'incidence possible sur la paix et la stabilité.

M. T. Clarke: Voyons d'un peu plus près ce que Monseigneur Murphy dit. Ce problème ne relève pas en effet uniquement du différend entre les deux superpuissances relativement aux armes nucléaires. Ce différend est également attribuable à toute une série de facteurs qui interviennent un peu partout dans le monde. On pourrait parler de militarisation globale, laquelle découle en partie de l'évolution des différents systèmes économiques et de la concurrence qu'ils se font.

En se bornant strictement au problème nucléaire, on perd de vue toute une série d'autres facteurs. En effet la paix dans le monde ne dépend pas exclusivement du désarmement nucléaire, mais également de facteurs tels que les droits de l'homme, la justice, le développement des peuples, etc.

Ainsi il existe un lien certain entre la situation en Amérique centrale et la confrontation entre les États-Unis et l'Union soviétique. On ne peut pas tout envisager du seul point de vue des relations Est-Ouest. Il faut également tenir compte d'autres facteurs.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Il faudrait tenir compte non seulement du développement mais également de la subversion.

M. T. Clarke: Subversion?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Oui la subversion entre également en ligne de compte.

M. T. Clarke: Je m'excuse, mais je ne vous suis pas très bien.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Je dis bien subversion.

[Texte]

Mr. T. Clarke: Yes. Could you explain what you mean by that?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): By the undermining or incitation of elements in the global community to become surrogates, if you like, for one power or another to promote agitation.

The Chairman: Example?

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Cuba.

Mr. T. Clarke: Certainly all those are factors in the puzzle.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): And Iran. Those might be two examples. But they are parts of this whole complex question of peace and security in the world.

Mr. T. Clarke: Sure.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): We must not just concentrate on the two major powers who...

Mr. T. Clarke: Well, the fact that two major powers have security zones that they are trying to protect, etc., and of course you have exactly what you are talking about going on in various regions of the world. That is part of the global militarization package we are talking about here that needs to be addressed. But underneath that, as we said, are fundamental questions too of human rights, justice, and so forth.

A very strong thrust of Catholic social teaching anyway has been that the conditions for peace lie in justice, and until we get at those kinds of questions we are not really getting at peace. In other words, we are not building a peaceful world or a world of security unless we are prepared to deal with the questions of injustice that divide peoples and regions and classes and groups in our societies.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): Thank you.

The Chairman: Dr. Hudecki, please.

Mr. Hudecki: The key of Bill C-32 will be the selection of people who are competent and experienced as far as the board of directors goes. The concept is that our job will be finished when that board of directors has been selected. I am not quite sure about the chairman and the executive director, whether that still will be in the hands of government as we go on. So I think the importance rests with the selection of the board of directors, that they be picked on the basis of their knowledge in different parameters of the whole question of peace and security.

Most of us can see how you can pick out someone with knowledge and experience in the military and the developmental field, but it has been pointed out by the newcomers who are here with us today that one of the very important aspects is the entire psychological approach between countries in order to reduce and continue reducing hostility. One of the mechanisms and very important mechanisms of any psychological approach is the spiritual one. I do not think we are going to get better qualified witnesses in the very near future to advise us in that field. I am thinking in terms of a psychological approach to a better understanding and a better respect, you know, on the human basis. I know it is difficult to do psychologically. We

[Traduction]

M. T. Clarke: Qu'entendez-vous par là?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Certains groupes sont incités à semer le trouble et l'agitation un peu partout.

Le président: Pourriez-vous citer un exemple?

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Cuba.

M. T. Clarke: Ce sont là des facteurs qui doivent entrer en ligne de compte.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): L'Iran également serait un bon exemple. Il faut tenir compte de tous ces facteurs lorsqu'on parle de la paix et de la sécurité.

M. T. Clarke: Certainement.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Nous devons commencer par examiner les deux grandes puissances qui...

M. T. Clarke: Les deux superpuissances ont chacune une zone de sécurité qu'elles cherchent à protéger, et c'est dans ce cadre qu'on peut parler de ce que vous venez d'évoquer. Mais cela fait également partie de la militarisation généralisée, sans oublier les questions plus générales comme celles des droits de l'homme et de la justice.

L'Église catholique enseigne que si l'on veut la paix il faut lutter pour la justice, les deux étant indissolublement liés. On n'aura jamais la paix tant que l'injustice divisera les peuples, les régions, les classes et les différents groupes de la société.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): Merci.

Le président: Monsieur Hudecki.

M. Hudecki: L'essentiel dans le Bill C-32 est de choisir des personnes compétentes pour siéger au Conseil d'administration. En effet nous aurons terminé notre tâche dès que les membres du conseil d'administration auront été nommés. Je ne suis pas certain si le gouvernement a voix au chapitre en ce qui concerne le choix du président et du directeur exécutif. Il est donc essentiel de choisir des membres du conseil d'administration parfaitement au courant de tous les aspects du problème de la paix et de la sécurité.

Il n'est pas trop difficile de trouver des personnes ayant une bonne connaissance des questions militaires et du développement; mais on nous a également signalé aujourd'hui que pour réduire les hostilités, les attitudes psychologiques entre divers pays jouent un rôle capital. Or l'élément spirituel est très important dans la psychologie. Je ne pense pas que l'on puisse trouver de meilleur témoin pour nous en parler. Je pense plus particulièrement à l'approche psychologique nécessaire pour encourager les hommes à mieux se comprendre. C'est un problème extrêmement difficile auquel l'Église est confrontée depuis des siècles. Je me demande ce que notre témoin pourrait nous dire quant au choix des membres du conseil d'administra-

[Text]

have been battling with it in the church for centuries. I wonder whether you could make any comments, thinking in terms of who should be selected on the board of directors, who would promote and would have an insight into this very important aspect of the question of peace.

• 1135

Msgr. Murphy: To some extent I think I would begin to repeat what Dr. Clarke said just a moment ago, the very clear relationship which Catholic doctrine has developed over the past century, even over the past couple of decades, I would say, between the achievement of peace and the development or social justice questions on both the national and international level. It would seem to me that is the primary thrust towards peace and the achievement of peace, perhaps from a social rather than a psychological point of view, but I think there is an obvious relationship inasmuch as there is a whole educational thrust within the Christian community at the present time to develop a conscious awareness of the fact that many of the divisions that one feels, on a personal level, are magnified and continue to develop municipally, provincially, nationally and internationally.

To get back to where I was going, I would say finally, because of that basic concern of Catholic social teaching, that there be an intimate relationship between any quest for peace with the quest for social justice, that we would see, sitting on such a board, someone from the Canadian community who has particular expertise in questions of social justice, particularly Third World questions—someone who was much involved in the North-South dialogue, because we would hope that this would be considered a component part of any of the decisions that were taken by the board of directors of this new institute.

Mr. T. Clarke: May I add something to that?

Mr. Hudecki: Sure.

Mr. T. Clarke: I think, in addition to that is the question that I think you are getting at too in part, and that is the psychological relationship in a world where a war mentality is growing and developing. I think this is something that has been a growing concern, even in relationship to questions of spirituality that you mention. The whole phenomenon of nuclear numbness, for example, the people feel paralyzed by the fact—or children and so forth—that they may be here on this earth at a certain point when it is going to blow up. These kinds of things are very serious. How do you overcome that nuclear numbness, so that people are really able to act responsibly, morally and politically, to change the society and to change the situation in which we live. I think there are people; I cannot name people. I do not think any of us are in a position right now to name people. I think that would be a useful and an important criterion, to have at least somebody with that kind of knowledge and expertise, in addition to what Monseigneur Murphy...

Mr. Hudecki: Obviously more basic than that. In a competitive world, the competition gradually leads to more and more adversarial activity, whereas the churches teach how to control our emotions; how to control affection. If this could be propagated and had been propagated properly, then you would

[Translation]

tion le mieux susceptibles de comprendre et de promouvoir cet aspect de la question.

Monseigneur Murphy: Je voudrais reprendre ce que M. Clark a dit il y a quelques instants concernant les liens établis par la doctrine catholique ces dernières années entre la paix et la justice sociale, au plan national et international. La justice sociale est une des conditions essentielles de la paix, sans doute davantage au plan social que psychologique; l'Église catholique cherche actuellement à faire comprendre qu'il existe un lien direct entre les antagonismes personnels et les antagonismes que l'on retrouve au niveau municipal, provincial, national et international.

Donc afin d'assurer un lien entre la recherche de la paix et la recherche de la justice sociale, les membres du conseil d'administration devraient être choisis parmi des Canadiens ayant une connaissance approfondie des questions se rapportant à la justice sociale et plus particulièrement de tout ce qui touche le tiers-monde; je pense plus particulièrement à des personnes qui se sont intéressées au dialogue Nord-Sud, questions dont l'Institut devra tenir compte.

M. T. Clarke: Pourrais-je ajouter un mot?

M. Hudecki: Allez-y.

M. T. Clarke: Il faut également tenir compte de l'esprit guerrier qui est en train de se répandre à travers le monde. Les gens sont pour ainsi dire paralysés par la peur d'une guerre atomique. Comment faire pour surmonter cette peur panique de façon à encourager les gens à agir pour changer la société et faire évoluer la situation. Je ne voudrais pas citer de noms, mais il doit y avoir des personnes qui répondraient à ces critères, en plus de ceux invoqués par monseigneur Murphy.

M. Hudecki: Dans un monde où la concurrence règne, les confrontations deviennent de plus en plus aigues, alors que les Églises nous enseignent au contraire à maîtriser nos sentiments. Il est regrettable qu'on n'ait pas réussi à mieux

[Texte]

have a basic humanity who would be willing to look at peace in its true concept.

My next thought, emanating from that, concerns the difficulties we are having with various religions. If you try to analyze a number of the wars and the conflicts that are taking place in the world today, many of them have a religious basis.

• 1140

I think in our study and continuing study and research we need some experts to get guidance and some advice in that particular field. I think that is another offshoot of the contribution the church should be able to make in this field.

Could I hear any comments from you on that in your analysis of the causes of war?

Mr. T. Clarke: Holy wars.

Mr. Hudecki: I still think, in Asia and other areas, if you really analyse it and go down to the basis of it—I get depressed thinking about the conflicts that go on in the inter-religious components.

Msr. Murphy: I think it is depressing for all of us to realize that any religious faiths, all of which espouse and claim that they are creators of peace—that effectively, in some cases, they are a significant component in the outbreak of hostilities. At the same time I do not like to overstate that, on the contemporary scene at least. When people talk about Northern Ireland, for example, or talk about Lebanon, or talk about the difficulties in Sri Lanka, you have to ask the question, how much of that is economically determined and how much is religiously determined. If there is a controlling economic group in Northern Ireland and a controlling economic group in Lebanon, or controlling groups, and they happen also to break down according to religious lines, is the cause of the conflict religious conviction or the economic aspirations or manipulation of these groups? This is not to try to whitewash the religious groups, but I also do not like to hear conflicts such as those in Lebanon and those in Sri Lanka or those in Northern Ireland described in purely religious terms, because I think it is a total falsification of the situation.

Mr. Hudecki: On a scale of 1 to 10, would you say it was an underlying mistrust and distrust rather . . . ?

Msr. Murphy: I guess what I would say is that it is extremely unfortunate that the religious faith that is operative in those situations has not been powerful enough to overcome whatever other influences were leading to a hostility between groups.

Mr. Hudecki: Do you think it is an important enough issue that in our board of directors we should aim for someone who is knowledgeable and who can tie this up together and maybe have an approach along those lines?

Msr. Murphy: I think it would be an inspirational choice if you were to pick someone like that.

Mr. Hudecki: We are going to be directed by you people. We are going to get a list of names from you and we are going to select . . .

[Traduction]

inculquer ce sentiment, ce qui aurait peut-être permis à l'humanité d'envisager la paix sous son vrai jour.

Par ailleurs de nombreux conflits qui font rage actuellement de par le monde ont la religion pour base.

Nous devrions donc avoir également un expert dans ce domaine. L'Église devrait pouvoir contribuer à cette question.

Qu'est-ce que vous pourriez nous dire à ce sujet?

M. T. Clarke: Les guerres saintes.

M. Hudecki: En Asie et ailleurs dans le monde il y a encore malheureusement de nombreuses guerres, qu'on appelle guerres de religion.

Monseigneur Murphy: Il est en effet triste de constater que des religions, qui toutes se disent favorables à la paix, sont en réalité souvent à l'origine de graves conflits. Mais il ne faudrait quand même pas exagérer. Les hostilités d'Irlande du Nord, du Liban et de Sri Lanka sont attribuables non seulement à des facteurs religieux mais également à des problèmes économiques. Il se fait qu'en Irlande du Nord comme au Liban la richesse économique et le pouvoir politique sont réunis entre les mains de personnes appartenant à des communautés religieuses, et il se pose dès lors la question de savoir si les hostilités sont imputables à des facteurs religieux ou économiques. Je ne cherche nullement à disculper les communautés religieuses, mais il ne faudrait pas non plus prétendre que les conflits du Liban, de Sri Lanka ou d'Irlande du Nord sont uniquement des guerres de religion, car ce serait contraire à la réalité.

M. Hudecki: Est-ce que vous pensez que la méfiance joue un rôle plus important?

Monseigneur Murphy: Il est extrêmement regrettable que les religions ne soient parvenues à surmonter les sentiments d'hostilité entre les diverses communautés.

M. Hudecki: Est-ce que vous pensez qu'on devrait avoir parmi les membres du conseil d'administration une personne au courant de ces problèmes.

Monseigneur Murphy: Ce serait certainement très utile.

M. Hudecki: Vous allez nous remettre une liste de personnes parmi lesquelles nous pourrions effectuer un choix.

[Text]

Msgr. Murphy: I saw the list of people you are asking the numbers from. So you are going to have quite a list of names from which to choose.

Mr. Hudecki: As the chairman pointed out to other witnesses, we do not want a large number of names. I am particularly interested in seeing someone who has rich spiritual values, who has a deep understanding of the conflicts that take place within religion, our relationships and our attempts to use the very noble aspects of our religious background to make this a better world and not to use it as an instrument of war. Somehow in all the groups that come up before us this really is not discussed in any detail, and it does not seem really to be given the stress that I would like to see stressed. That is why we need your support.

Mr. T. Clarke: I think it is important to emphasize, though, following on what Msgr. Murphy was saying—that the extent to which religion is used in our modern times as an ideology, if you will, to justify warlike actions on whatever front... and whether it is somebody on your board or just an awareness of those factors that need to be explored in any particular piece of research that may be done is important. But again, I think one has to look at it in its global context, to say it is really religious motivation that is giving rise to that or is religion being used as an ideology to justify and rationalize the kinds of actions that are being taken for other reasons. Somebody's being able to make those distinctions is pretty important, but it does not necessarily have to be an expert in that field.

• 1145

The other thing is to recognize that there are resources to draw upon for the various conflicts. If we are talking about Middle East conflicts or areas which involve non-Christian religions or non-Judaeo-Christian religions, you often find other people in research departments of East Asian studies, Middle East studies and people involved in studies of religion itself who can be useful as consultants in identifying some of those problems and able to clarify the kinds of things we have been talking about.

The Chairman: Thank you. If you find this next question unfair, please do not answer, but I am sure you could give us some comment. As you know after Clause 8 on page 3, a new clause will be inserted providing that the appointment of the chairman and the executive director and other directors shall be made after consultation by the Minister with the Leader of the Opposition in the House of Commons and the leader of every other recognized party in the House. I will not talk about directors because, as Dr. Hudecki said, we will receive a multitude of names. As I have suggested last night to Madam Newcombe, they give us something like 50 names; I ask for them to please concentrate on one, two or three. I like efficiency and success. If we are deluged, the government will choose whoever they want because they are bound to have been recommended one person or another and nobody can complain. However, if you zero in and say we, the following groups, recommend the following three persons, it will be very difficult. I am trying to outsmart the smart by telling you how I would proceed. You do not have to follow me, of course, or

[Translation]

Monseigneur Murphy: Vous allez avoir une très longue liste de noms parmi lesquels vous pourrez choisir.

M. Hudecki: Le président a expliqué qu'il ne nous fallait pas un tas de noms. Je voudrais qu'on choisisse des personnes ayant des valeurs spirituelles et qui comprennent à fond le problème des conflits basés sur la religion de façon que la religion puisse servir non pas à promouvoir la guerre mais la paix. Jusqu'à présent nos témoins n'ont pas vraiment insisté sur cet aspect de la question.

M. T. Clarke: La religion sert en réalité bien souvent de prétexte idéologique pour justifier les hostilités, et ce sera un facteur sur lequel l'Institut devra se pencher. Il faudrait donc déterminer si les hostilités sont réellement attribuables à des motifs religieux ou bien si la religion est invoquée pour justifier des hostilités dues en réalité à d'autres facteurs. Il faudra donc trouver quelqu'un qui puisse débrouiller ce problème même s'il n'est pas réellement spécialisé dans ce domaine.

On pourrait également faire appel à d'autres spécialistes pour mieux comprendre les conflits qui font rage actuellement. Ainsi au Proche-Orient et dans les régions à religions autres que les religions judéo-chrétiennes, on pourrait faire appel à des universitaires se spécialisant dans les affaires de l'Extrême-Orient ou du Proche-Orient, ainsi qu'à des spécialistes des religions qui permettraient de jeter plus de lumière sur tous ces problèmes.

Le président: Merci. Je ne sais pas si vous pourrez répondre à ma question. Vous savez sans doute qu'un nouvel article sera inséré à la suite de l'article 8 de la page 3, nouvel article qui stipule que le choix du président, du directeur exécutif et des administrateurs sera fait après que le premier ministre aura consulté le chef de l'opposition à la Chambre des communes, ainsi que les chefs des autres partis. Ne parlons pas des administrateurs pour le moment, car nous allons recevoir une longue liste de candidats. Ainsi que je le disais hier soir à M^{me} Newcombe, il y aura sans doute une cinquantaine de noms sur la liste. Mais il serait préférable à mon avis de réduire ce nombre à deux ou trois seulement, sans quoi le gouvernement nommera une personne de son choix. Par contre si on soumet le nom de trois candidats seulement, nous parviendrons peut-être à déjouer la manœuvre du gouvernement. Je vous dis ceci bien entendu uniquement pour votre gouverne.

[Texte]

my advice—not advice but kind recommendation; I do not advise people.

If I were to throw out four names for chairman and executive director, would you care and be kind enough to comment? For instance, Mr. Pearson, Mr. Bob Stanfield, Admiral Falls and even Mr. Trudeau—how would you react to them as either chairman or executive director? Let us say that you do not comment on each individual, but would you see the four as being acceptable or are they the kind of people who could be acceptable as either chairman or executive director?

Msgr. Murphy: I think we would comment by saying that those are the kind of people. Further than that, we would not comment.

The Chairman: That is the kind of person. That is very good. You know my great devotion. I thank God my colleagues from the Conservative are absent at the moment. I will repeat this when they come back. I was going to add “my good friend Dr. Pauline Jewett”, but I did not want a heart attack this morning. I am not equipped to deal with it, but I would have her in mind, too. Would you have made the same comment?

Msgr. Murphy: Yes. We would surely hope, as one of the members here has mentioned, that the choice would in no way be restricted to the male sex.

The Chairman: Thank you very much. I am satisfied.

I will be back in the House today if I can be recognized by the Speaker. Last night I was really happy to hear the comments by Admiral Falls. Admiral Falls is not the last person in Canada, he is the former Chief of Staff of Defence, and former Chief of Staff of the NATO military committee. Last night he indicated that a limited number of nuclear submarines, in his view, would be enough to maintain a balance, especially as they are becoming more accurate as weapons systems and communications with them are improving. They cannot be detected at present and he said specifically that he sees no evidence of this changing. In the Admiral's opinion we should decide how many submarines we really need and then work down to that level, regardless of what the other side is doing. He was not speaking of unilateral disarmament, but saying that unilaterally there is some decision that could be made. That was quite an astounding statement coming from an ex-Chief of Staff of Canada and a very highly respected person in the NATO military command. That is why I am very happy that you have not eliminated him from the four persons I have named.

• 1150

Other comments?

By the way, I want to thank my friend. I said among the names. I . . .

Msgr. Murphy: I did not quite say that. You are putting words in my mouth somewhat. I said those were the kinds of people.

The Chairman: The kinds.

Msgr. Murphy: Yes . . .

[Traduction]

Que penseriez-vous des noms suivants pour remplir le poste de président ou de directeur exécutif de l'institut: M. Pearson, M. Bob Stanfield, l'amiral Falls et M. Trudeau. Pensez-vous qu'une de ces quatre personnes soit bien placée pour assumer le rôle de président ou de directeur exécutif de l'Institut.

Monseigneur Murphy: Oui, ce serait des personnes acceptables.

Le président: Parfait. Heureusement que mes collègues conservateurs ne sont pas ici en ce moment. Mais je leur répéterai à leur retour. J'allais ajouter le nom de mon amie, M^{me} Pauline Jewett, mais je ne tiens pas à provoquer d'attaques cardiaques. Qu'en pensez-vous?

Monseigneur Murphy: Il ne faudrait effectivement pas que les candidats soient choisis uniquement parmi les hommes.

Le président: Merci beaucoup.

Je vais essayer d'en parler à la Chambre des communes. J'ai beaucoup apprécié les remarques prononcées hier soir par l'amiral Falls. L'amiral Falls n'est pas n'importe qui, il a été chef d'état-major et chef d'état-major du Comité militaire de l'OTAN. Or il a dit hier soir qu'un nombre réduit de sous-marins nucléaires serait suffisant pour assurer l'équilibre, d'autant qu'ils sont dotés d'armes et de systèmes de communication plus efficaces. Il est impossible actuellement de détecter ces sous-marins et de l'avis de l'amiral Falls, il ne pense pas que cela change de sitôt. L'amiral Falls a donc dit que nous devrions nous doter du chiffre optimum de sous-marins et nous en tenir là, quoi que fasse l'adversaire. Il n'a pas parlé de désarmement unilatéral bien qu'à son avis certaines mesures pourraient être prises unilatéralement. C'est une déclaration plutôt extraordinaire venant de l'ancien chef d'état-major canadien et d'un ancien haut responsable du commandement de l'OTAN. Je suis donc très heureux que vous n'ayez pas supprimé son nom de la liste des quatre personnes que j'avais proposées.

Y a-t-il d'autres remarques?

Je voudrais remercier mon ami.

Monseigneur Murphy: Ce n'est pas exactement ce que j'ai dit. J'ai simplement dit que ce serait des candidats acceptables.

Le président: Acceptables.

Monseigneur Murphy: Oui.

[Text]

The Chairman: You did not mean to say you would approve, but you did not reject.

Msgr. Murphy: —in a general way.

The Chairman: I did put words in your mouth.

Msgr. Murphy: No, I just wanted to clarify, lest others understand you as having put words in my mouth.

The Chairman: Oh, no, no.

Mr. Munro (Esquimalt—Saanich): I missed something.

The Chairman: Yes, you did. I mentioned four names of people who may be chairman or executive director and I was going to see your reaction. I named people like Mr. Pearson, Mr. Stanfield, Admiral Falls, and even Mr. Trudeau, to be either chairman or executive director. I was looking for a reaction. Then Father Ogle said: You may add a lady, too. So I said I did not want to hurt someone's feelings here by adding even Dr. Pauline Jewett.

Mr. Hudecki: Point of order, sir: you are taking up Mr. Laniel's time.

The Chairman: Oh, has he not questioned?

Mr. Hudecki: No.

Le président: Monsieur Laniel.

M. Laniel: Monsieur le président, Mgr Murphy a suggéré, dans ses remarques, que l'on fasse explicitement un lien entre la mission de l'Institut et les questions Nord-Sud. Je crois qu'en le faisant à l'article 4, on pourrait diluer l'action de l'Institut; on le ferait aller dans trop de directions à la fois. Je suis bien prêt à reconnaître que,...

as you said, peace lies with justice, but when you have achieved that we will be so close to heaven, all of us, that we might not need the institute by that time.

Il y a tellement à faire pour atteindre les objectifs tels qu'ils sont définis que le fait d'ajouter de façon précise cette préoccupation à la mission et de faire un lien direct nuirait à l'efficacité de l'Institut. A l'alinéa 5.(f), on prévoit que l'Institut pourra «prendre toute mesure utile à la poursuite de sa mission et à l'exercice de ses attributions.» Je vois là un moyen qui pourrait permettre à l'Institut de s'occuper parfois des questions Nord-Sud, des droits de la personne, du développement, de la subversion de M. Munro et ainsi de suite. Mais si l'on met tout cela ensemble, j'ai bien peur que l'on nuise à la réalisation du but premier de l'Institut.

Msgr. Murphy: I would prefer, I think, to have my colleagues here respond to that, but, very quickly, I would say that the common experience of mankind, not only at the present time but historically, has been that war has broken out from either the real or supposed injustices that have been visited upon one or other country. I would contend that that situation pertains today and much of the cause of war is the kind of injustice that continues to be visited upon one country by the other. So if one does not deal with that question and seeks to control and to bring peace about through the techno-

[Translation]

Le président: Vous ne les avez donc ni approuvés ni rejetés.

Monseigneur Murphy: En général.

Le président: Je vous ai donc attribué ce qu'en réalité vous n'avez pas dit.

Monseigneur Murphy: Je tenais à préciser mes pensées.

Le président: D'accord.

M. Munro (Esquimalt—Saanich): J'ai dû rater quelque chose.

Le président: Effectivement, j'ai mentionné le nom de quatre personnes qui pourraient être nommées président ou directeur exécutif de l'Institut pour voir votre réaction. J'ai mentionné notamment les noms de M. Pearson, M. Stanfield, l'amiral Falls et M. Trudeau. J'attendais votre réaction. Le père Ogle a ajouté qu'il faudrait aussi ajouter une femme à la liste. Sur quoi j'ai répondu que je ne voulais heurter personne en mentionnant le nom de M^{me} Pauline Jewett.

M. Hudecki: J'invoque le Règlement. Vous êtes en train d'empiéter sur le temps de parole de M. Laniel.

Le président: Il n'a pas encore eu la parole?

M. Hudecki: Non.

The Chairman: Mr. Laniel.

Mr. Laniel: In his remarks, Msgr. Murphy suggested that a link be established between the institute's activities and the north-south question. I think that if we did this under Section 4, we would be diluting the institute's objectives by setting it too many diverse goals. It is true that...

Il est vrai que la paix dépend de la justice sociale; mais lorsque la justice sociale sera réalisée, on aura le paradis sur terre et on n'aura plus besoin de l'Institut.

We have already set out so many objectives that adding this concern would simply hamper the institute's effectiveness. Under Section 5(f), the institute may do such other things as are conducive to the fulfillment of its purpose and to the exercise of its powers. This should enable the institute to deal from time to time with north-south problems, with questions relating to human rights development, subversion, etc. But if we add all this, I am afraid that the institute will not meet its prime objective.

Monseigneur Murphy: Les guerres ont toujours éclaté lorsqu'un peuple s'estime être la victime d'injustice réelle ou supposée telle. Or de nombreux conflits actuels sont justement attribuables à toutes sortes d'injustices. Donc il ne suffit pas de réaliser le contrôle des armements pour obtenir la paix.

[Texte]

logical control of weapons systems, one is fighting a losing battle with no chance of success whatsoever.

So although I understand your concern that the purpose of the peace institute not be so diluted that, finally, it can accomplish nothing, I would continue to suggest to you that the question of injustice within the world is so intimately related to the possibility of peace that to make it only implicit, and not have it explicit as one of the goals of the institute, would be effectively to frustrate any possibility of success of the institute, I think.

• 1155

Mr. Laniel: I would agree with you when you talk of small wars; I mean, subversive wars or local wars. But historically, when you look at the 1939 to 1945 war, the great war, 1914 to 1918, they did not come from that problem. And the big holocaust might not come from that kind of premise. It is more a fight between two people or two worlds that want to control the other world and they are forgetting a lot about the poor people and about human rights.

I know there is a link, and I know it could be useful to the institute to have the preoccupation of development of peace-keeping, or peace-protecting wherever it is, and peace-promoting, maybe. But at the same time with the North-South question, I think there are other institutions that can specialize and maybe make available some information when need be as far as those preoccupations are concerned. This is my opinion, anyway.

I do not want to prolong too much this discussion, but you made another point. You did suggest there should be a clear definition of the extent of the influence or the power of the Minister over the institute, which was answered by Mr. Prud'homme with the coming amendment. That preoccupies me, and I am sure it might preoccupy other people if they think they can ever be in government, that the institute should have the power to evaluate government policies. I would like you to clarify that point. I am not sure such an institution would gain that much if it develops a purpose as being the judge of government policy or the conscience of a government. I think it would gain more respect if it can be ahead of government in suggesting policies and promoting points of view than coming after the fact and passing judgment on government policy. I would like you to elaborate on that.

Msgr. Murphy: Unless I am mistaken, I believe what I said was that a clear role of the institute should be in the development of strategies for peace. I do not think I used the word ...

Mr. Laniel: You said evaluation of policy.

Msgr. Murphy: Perhaps I did. If I could take an example, I would hope that this kind of a peace institute would be able to evaluate at least in this sense that they would say: What is the influence upon worldwide peace of the policy of a government in support of its national industries seeking out defence contracts for the United States? I would like to hear somebody answer that kind of question. That is, at least indirectly, an evaluation of government policy.

[Traduction]

Je comprends fort bien que vous craignez de voir l'Institut s'égarer entre des objectifs trop divergents et de cette façon ne rien accomplir du tout; je prétends néanmoins qu'étant donné le lien essentiel entre la justice et la guerre, il est essentiel que ce lien soit explicité et que la recherche de la justice devienne un des objectifs de l'Institut, sans quoi il court à un échec certain.

M. Laniel: C'est peut-être vrai des guerres de subversion ou des guerres locales. Mais la Première Guerre mondiale de 1914-1918 et la Deuxième Guerre en 1939-1945 ne sont pas du tout imputables à ce problème. L'holocauste atomique ne sera pas non plus nécessairement provoqué par l'injustice. Il s'agit plutôt de la lutte entre les deux superpuissances pour le contrôle du monde, lutte dans laquelle les droits de l'homme et les déshérités sont le plus souvent oubliés.

Il existe sans doute un lien, et l'Institut devra sans doute s'intéresser à promouvoir la paix. Mais il doit exister d'autres instituts qui s'intéressent à ces questions et qui pourraient fournir les renseignements nécessaires.

Vous avez ajouté par ailleurs que les pouvoirs du ministre dans les activités de l'Institut devraient être mieux explicités, à quoi M. Prud'homme a répondu qu'un amendement avait justement été prévu à cet effet. Je trouve en effet préoccupant que l'Institut puisse éventuellement se prononcer sur les orientations du gouvernement. L'Institut n'aurait rien à gagner à mon sens à se poser en conscience du gouvernement. L'Institut peut proposer des options, mais non pas énoncer des opinions quant aux mesures décidées par le gouvernement. Je voudrais savoir ce que vous en pensez.

Monseigneur Murphy: J'ai dit que l'Institut devrait élaborer une stratégie de paix.

M. Laniel: Vous avez aussi parlé d'évaluation de la politique.

Monseigneur Murphy: J'ai peut-être dit cela. Par exemple, je trouve que l'Institut devrait pouvoir se prononcer quant à l'incidence sur la paix mondiale, de contrats de fournitures d'armes aux États-Unis conclus par des gouvernements désireux de soutenir leur industrie nationale. Cette question pourrait être assimilée à une évaluation de la politique du gouvernement.

[Text]

At the same time, what I meant to say more . . . I think if I said that, it was very secondary. The main concern was that the institute itself would put forward strategies, policies relative to the peace question, and not simply be a research institute that was looking at and analysing the kinds of decisions that were made already by government, either here or on the international scene. I think that in that area there are probably a number of questions which my colleagues poke around with, examples of where in the area of policy this institute might put forward ideas.

• 1200

Mr. T. Clarke: I think that Monseigneur Murphy is not out of tune with what you are saying in terms of advancing, being ahead in certain policy-making areas. I mean, you could take the example, that okay, there has been a lot of talk about a nuclear-free zone. But what does it mean for Canada to become a nuclear-free zone or certain regions of Canada to become a nuclear-free zone? That requires a certain kind of research and it requires a certain strategy and set of policy proposals that could, in fact, be advanced up the road a bit. What would it mean, for example, for Canada to look seriously at the extent to which it is tied into the arms production system of the United States, through the U.S. defence agreements, and as he suggested, looking at questions of economic conversion so that industries can get out of arms production in certain areas and become more socially productive in other areas?

That question has been raised, but we do not have much evidence or research or analysis as to exactly what practically could be done in that area. It seems to me these are the kinds of things that could be done by such an institute.

Another example is: Hostilities and tensions are getting enormously great in the Central American situation. Canada has begun to move more progressively in the last few months in the direction of trying to support more peaceful solutions, but what kind of specific strategies could be developed by Canada to support the Contadora proposals for peace in that area? What kinds of directions could be taken? That is another area of research that could be done on a more North-South kind of example, if you get what I mean.

All I am saying is there are a number of things that could be done, but instead of just researching for the sake of gathering data and information, I think our suggestions have been that that research should be oriented towards suggesting and putting forward policies and practical strategies for how Canada can move effectively in this area.

One final example, and one that I would hope would underlie a lot of the concern, is: How does Canada relate to other middle powers in both the NATO camp and in the Warsaw camp to develop effective pressures and strategies to bring about pressures on the super powers to begin de-escalation and to begin the disarmament process on the nuclear front? These kinds of things really require that. But if we are just abstractly looking at these things, rather than saying: Okay, we are going after this. What kind of strategies; what kind of political proposals need to be really argued for? I

[Translation]

Quoi qu'il en soit, c'est une question tout à fait secondaire. L'essentiel, c'est que l'Institut doit élaborer une stratégie de paix et non pas se borner à analyser les décisions du gouvernement portant sur des questions nationales ou internationales. Mes collègues pourraient vous citer d'autres exemples d'analyses que l'Institut pourrait faire des décisions du gouvernement.

M. T. Clarke: L'Institut pourrait prendre les devants et se prononcer sur certaines grandes orientations. Ainsi il pourrait étudier la possibilité pour le Canada de devenir une zone dénucléarisée, ce qui implique bien entendu l'étude préalable de toute une série de facteurs. On pourrait également étudier les liens qui unissent le Canada à l'industrie d'armes de guerre américaine dans le cadre des accords de défense des États-Unis; on pourrait examiner également la possibilité de reconverter certaines branches de la production d'armes de guerre à une production socialement utile.

On a beaucoup parlé, mais personne n'a vraiment étudié jusqu'à présent des mesures pratiques. Or, l'Institut pourrait se pencher sur ces questions.

Prenons un autre exemple, celui de l'Amérique centrale où les hostilités s'aggravent de jour en jour. Le Canada cherche depuis quelque temps à promouvoir des solutions pacifiques dans la région; il faudrait voir ce que le Canada pourrait faire pour mieux appuyer les propositions des pays dit de Contadora pour assurer la paix dans la région. Voilà un autre domaine sur lequel l'Institut pourrait se pencher.

Donc l'Institut ne devrait pas se borner à réunir des données, mais devrait également proposer des solutions pratiques qui permettraient au Canada d'oeuvrer plus efficacement en faveur de la paix.

Un dernier exemple, comment le Canada pourrait-il de concert avec d'autres pays de moyenne puissance influencer les deux supergrands pour entamer une désescalade et le désarmement nucléaire. Il s'agit non pas de principes abstraits, mais de trouver des mesures concrètes pour arriver à ces objectifs.

[Texte]

think we will be airy-fairy in terms of the orientation of the institute.

The Chairman: Thank you very much.

We will be sitting this afternoon, as you know; there are two committees and we are sitting tonight. There are eight witnesses this afternoon and tonight, plus Mrs. Ostry, because I was asked by the official critic of the Official Opposition not to touch the agenda that we had agreed on some time ago, between now and the end of May. So we will proceed with our regular program, plus witnesses in the subcommittee this afternoon; two witnesses. And at 3.30 p.m., in this committee, Mrs. Ostry. Then tonight there will be four witnesses in the two committees, from 8.00 p.m. to 10.00 p.m.

Yes, Mr. Robinson, please.

Mr. Robinson (Etobicoke—LaSore): The witnesses talked about a strategy for peace and I wonder if they have a list of strategies or something of that nature they could give the committee . . . in writing, not verbally today?

The Chairman: Okay. His name is Mr. Ken Robinson, Member of Parliament from Toronto-Lakeshore.

Thank you very much for having accepted our invitation and for the rapidity with which you have answered. We do understand the time limitation you went through, but we trust you. Being so great an expert in this domain, we feel we could call you with even shorter notice! Thank you.

The meeting is adjourned.

AFTERNOON SITTING

• 1539

The Chairman: As you know—and I want this on record—we have been given the Order by the House of Commons to study Bill C-32, an Act to establish a Canadian Institute for International Peace and Security but your steering committee, at the very strong request of the Official Opposition, has asked me not to break down our program of action between now and the end of May.

In that program of action, we have as a witness this afternoon a very well known personality from External Affairs, someone very well known to us and to a lot of people in Ottawa, across Canada and in Europe, the Deputy Minister for International Trade and Co-ordinator, International Economic Relations, Madam Sylvia Ostry.

At this time, there is a subcommittee sitting to listen to two witnesses pertaining to Bill C-32. They will have two witnesses this afternoon, Doctor William Epstein and the Mennonite Central Committee. We had the Catholic this morning, it is our Christian day, there is no doubt about that. We will have other religious people next week. We will have Mrs. Ostry in this committee. Tonight two committees will be sitting. This committee will sit here to listen to the Science for Peace people and the End the Arms Race people—I am sure everybody would agree with that. The subcommittee will receive the

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Comme vous le savez nous allons siéger cet après-midi et ce soir. Nous aurons huit témoins, dont M^{me} Ostry. Le critique de l'opposition officielle m'a demandé de ne pas changer l'ordre du jour, qui avait été fixé d'un commun accord jusqu'à la fin de mois de mai. On procédera donc comme prévu et en outre deux témoins comparaitront cet après-midi devant le Sous-comité. M^{me} Ostry comparaitra cet après-midi à 15h30. Ce soir de 20h00 à 22h00 quatre témoins comparaitront devant les deux comités.

Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Parlant de stratégies pour la paix, le témoin pourrait-il nous soumettre une proposition par écrit?

Le président: Parfait. C'est M. Ken Robinson, député de Toronto—Lakeshore.

Je vous remercie beaucoup d'avoir accepté de comparaître avec un si court préavis. Mais comme c'est une question que vous connaissez éminemment bien, vous n'en n'avez sans doute pas besoin. Merci.

La réunion est levée.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: Je voudrais dire officiellement, pour que cela soit consigné au procès-verbal, que la Chambre des communes nous a renvoyés pour étude le projet de loi C-32, loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, mais que le Comité directeur, à la demande persistante de l'Opposition officielle, m'a demandé de ne pas interrompre notre programme d'ici la fin mai.

Selon le programme depuis longtemps établi, nous recevons cet après-midi une personnalité bien connue des Affaires extérieures, du Parlement et d'Ottawa et bien connue au Canada et en Europe, je veux parler du sous-ministre du Commerce extérieur et coordonnatrice des relations économiques extérieures, M^{me} Sylvia Ostry.

Un autre sous-comité est en train de siéger en ce moment pour entendre deux autres témoins, William Epstein et le *Mennonite Central Committee*, eu égard au projet de loi C-32. C'est donc une journée très oecuménique que celle-ci, puisque nous avons entendu les Catholiques ce matin. Nous recevrons des représentants d'autres confessions la semaine prochaine. Notre comité à nous reçoit M^{me} Ostry, et ce soir, les deux comités siégeront simultanément. Notre groupe se réunira ici pour entendre le témoignage des représentants des groupes *Science for Peace* et *End the Arms Race*; je suis sûr que nous sommes tous d'accord avec les objectifs de ces deux groupes.

[Text]

Physicians for Social Responsibility and the Canadian Pugwash Group.

• 1540

Now, more witnesses are coming along, so we will try to accommodate everybody next week. My intention is to finish at the end of next week with the witnesses and to start the following week—I want this to be on record—with the Minister on Monday night, June 4, from 8.00 p.m. to as late as the Members would like to stay. Then, if everything goes well, we will start with clause-by-clause study of the Bill. That is the program; but in 20 years in this House, I have seen programs being changed overnight for all kinds of reasons.

So as this time, I invite *Madame Ostry*. I will say openly that I will apologize at 3.55 p.m. and Mr. Laniel will take the chair, because I have to chair the organizing committee of the International Parliamentary Union. That will be in Ottawa in September 1985, as you know. It is a very important meeting also, with the two Speakers and all the people who will work to make the committee a great success. I say here for the record, for the committee and for your department, that we will be working in close cooperation with the Department of External Affairs, in order to make that convention, where there will be a 1,000 parliamentarians, a great success for the glory of Canada.

Mrs. Ostry, please, we are in your hands. You may make a statement, if you so wish, and then I will ask my colleagues to open up discussion. Mrs. Ostry.

Mrs. Ostry (Deputy Minister for International Trade and Co-ordinator, International Economic Relations): Thank you, Mr. Chairman. I am very pleased to be invited to the committee. I think this is an opportune time because of meetings dealing with international economic problems. As you all probably know, there was a meeting last week of the Ministers of the OECD countries, of which Canada is a member. In a fortnight or so, there will be a meeting of the Summit countries, of which Canada is also a member.

What I would like to do is tell you a little bit about the OECD ministerial meeting, and very briefly try to assess what might or might not be discussed at the Summit. Before that, I was told that you were interested in having a little information about the world economic outlook.

As you all know, world economic recovery from the most severe recession of the post-war period took place in 1983, after negative growth in 1982 and very slow growth, from the second oil shock on, in 1979. The forecast for this year, the second year of the world recovery, is for a continuation of growth for the world as a whole.

[Translation]

Quant au sous-comité, il accueillera les *Physicians for Social Responsibility* et le *Canadian Pugwash Group*.

Comme d'autres témoins sont également prévus, nous tenterons de les caser tous dans notre horaire de la semaine prochaine. J'ai l'intention d'entendre tous les témoins la semaine prochaine, pour qu'au début de la semaine suivante—je tiens à ce que cela soit bien clair—nous puissions recevoir le ministre, soit le lundi soir 4 juin à partir de 20 heures, et jusqu'à ce que les députés aient fini de l'interroger. Puis, si tout va bien, nous pourrions commencer l'étude détaillée du projet de loi. Voici donc le programme tel que prévu, mais je sais bien que mon expérience de ces 20 dernières années à la Chambre m'a montré que ces programmes peuvent être modifiés d'un jour à l'autre pour toutes sortes de raisons.

J'invite donc M^{me} Ostry à s'asseoir à la table des témoins. Je voudrais vous prévenir tout de suite qu'à 15h55, je devrai m'excuser et demander à M. Laniel de me remplacer à la présidence; en effet, je dois présider le comité organisateur de l'Union internationale des parlementaires qui se réunira à Ottawa en septembre 1985. Il s'agit d'une réunion d'organisation fort importante qui regroupe les deux orateurs et tous ceux qui travailleront avec acharnement pour rendre cette réunion internationale très fructueuse. Je voudrais dire officiellement, pour la gouverne du Comité et de votre ministère, que nous travaillerons en étroite collaboration avec le ministère des Affaires extérieures, afin que le congrès qui regroupera 1 millier de parlementaires soit un véritable succès qui fasse gloire au Canada.

Madame Ostry, nous sommes maintenant entre vos mains. Si vous désirez présenter un exposé, vous pouvez le faire avant que mes collègues n'ouvrent la discussion. Madame Ostry.

Mme Ostry (sous-ministre du commerce extérieur et coordonnatrice des relations économiques extérieures): Merci, monsieur le président. Je remercie sincèrement le Comité de m'avoir invitée à comparaître. Le moment choisi est fort opportun, en raison des réunions consacrées aux problèmes économiques internationaux qui ont eu lieu et qui auront lieu. Vous savez sans doute que, la semaine dernière, les ministres des pays de l'OCDE, dont fait partie le Canada, se sont réunis. En outre, d'ici une quinzaine, les pays du Sommet dont fait également partie le Canada se réuniront eux aussi.

J'aimerais d'abord vous parler un peu de la réunion des ministres de l'OCDE, puis brièvement tenter de définir les points qui pourront être discutés lors de la réunion du Sommet. Auparavant, j'aimerais commencer par vous donner des renseignements sur les perspectives économiques mondiales, puisque cela vous intéresse, m'a-t-on dit.

Vous savez tous que la relance économique mondiale qui a suivi la récession la plus grave de la période d'après-guerre a commencé en 1983, après une croissance négative en 1982 et la croissance très faible qui a suivi le second choc du pétrole en 1979. On prévoit pour cette année, c'est-à-dire la deuxième année de relance mondiale, que la croissance se poursuivra globalement.

[Texte]

The International Monetary Fund forecasts growth of under 4%, 3.7%, continuing with some modest deceleration next year. That growth includes growth in both the industrialized countries—between 3% and 4% this year, slightly less next year—and in the developing countries, who are now growing for the first time since the recession, rates somewhat higher than that of the OECD; which is normal. Those rates are higher, but they are not as high as they were in the 1970s.

In the developing countries that growth is rather evenly spread between those that have oil, the OPEC countries and some of the other oil producers, and the non-oil producing countries. I suppose that the major gain since the recession, or since the second oil shock, has been the most remarkable decline in inflation. We have witnessed a truly remarkable disinflationary process. After the shock, inflation for the world peaked at about 12%. Last year the first year of the recovery, it was down to 5%, which is the lowest it has been since the 1960s. I think that another factor should also be noted in this picture and that is that the non-oil developing countries—and they include the very heavily indebted countries—have shown a remarkable turnaround in their balance of payment deficits from a figure, depending on how it is measured, of nearly \$100 billion in 1983 to between \$50 and \$60 billion this year and next year. That is a great comfort because, as you know, the size of those deficits threatened the stability of the international financial system.

• 1545

It should be pointed out, however, that this adjustment process, as it is called euphemistically, in those countries, as welcome and remarkable as it is, has in the most heavily indebted ones, been achieved so far by a contraction of imports which has an effect on their further growth and of course, has an effect on our exports. By our exports, I mean the exports of the industrialized countries.

Finally, the problem of unemployment has to be mentioned in this outlook. Unemployment has shown a marked decline in only one industrialized country. It has shown a very marked drop in the United States. This differs from what I said about inflation where the decline in inflation has been pretty widespread. In Europe, the unemployment picture is extremely worrying. Unemployment in Europe, in effect, has been rising since before the first oil shock although it accelerated very remarkably after the second oil shock. European growth, which began in 1983, continued in 1984, and may even accelerate very modestly in 1985, is no where near enough to prevent a further rise in unemployment. Unemployment is expected to rise in Europe as it has been doing throughout the 1970s. This is a very worrying phenomenon because, among other things, it gives rise to continuing pressure on the trading system to increases in protectionist pressure.

[Traduction]

Le fonds monétaire international prévoit une croissance de moins de 4 p. 100, c'est-à-dire de 3,7 p. 100, croissance qui se poursuivra avec une faible décélération l'année prochaine. Cette croissance se réalisera dans les pays industrialisés—et se situera entre 3 et 4 p. 100 cette année, et un peu moins l'année prochaine—et dans les pays en voie de développement, pour la première fois chez ces derniers depuis la récession; les taux de croissance chez ceux-ci sont un peu plus élevés que pour les pays de l'OCDE, ce qui est normal. En fait, ils sont plus élevés, même s'ils n'atteignent pas les sommets des années 1970.

Dans les pays en voie de développement, la croissance est répartie assez équitablement entre les pays qui ont du pétrole, qu'ils appartiennent à l'OPEP ou non, d'une part, et les pays non-producteurs de pétrole, d'autre part. C'est en fait le déclin extrêmement remarquable de l'inflation qui a constitué le gain le plus considérable depuis la récession, ou depuis le second choc du pétrole. En effet, nous avons été témoins d'un processus remarquable de désinflation. Après le choc, l'inflation mondiale avait atteint un sommet d'environ 12 p. 100. L'année dernière, c'est-à-dire première année de la relance, elle était redescendue à 5 p. 100, ce qui est le niveau le plus bas depuis les années 1960. N'oublions pas un autre facteur fort important dans ce tableau économique: les pays en voie de développement ne produisant pas de pétrole, et qui incluent les pays extrêmement endettés, ont connu un revirement remarquable des déficits qu'ils présentaient dans leur balance des paiements: en effet, ces déficits sont passés de presque 100 milliards de dollars en 1983—tout dépend de la façon dont on fait les mesures—à 50 ou 60 milliards de dollars pour cette année et l'année prochaine. Tout ceci nous soulage beaucoup, puisque l'ampleur de ces déficits menaçait la stabilité du système international financier.

Je tiens à souligner cependant, que ce processus d'ajustement, quel euphémisme!, si remarquable et bienvenu qu'il soit dans ces pays, a été rendu possible dans les pays les plus endettés par la réduction de leurs importations; cette réduction a évidemment eu une influence bienfaisante sur leur croissance, d'une part, mais a également limité les exportations des pays industrialisés.

Enfin, n'oublions pas de mentionner le problème du chômage. Ce n'est que dans un seul pays industrialisé, c'est-à-dire aux États-Unis, que le chômage a connu une baisse marquée. La baisse du chômage est donc différente de celle de l'inflation, tion qui, je vous l'ai dit, a été assez généralisée. C'est en Europe que le chômage est extrêmement alarmant, puisqu'il croît depuis la période qui a précédé le premier choc du pétrole, et qu'il s'est accéléré de façon remarquable après le second choc du pétrole. La croissance européenne, qui a commencé en 1983, continue en 1984 et peut peut-être s'accélérer faiblement en 1985, ne réussira absolument pas à empêcher une nouvelle hausse du chômage. On s'attend à ce qu'il continue à augmenter en Europe, tout comme cela a été le cas dans les années 70. C'est un phénomène extrêmement inquiétant puisqu'il entraîne, entre autres choses, des pressions constantes sur le système commercial pour augmenter les mesures protectionnistes.

[Text]

The outlook is a mixed one. It is better than it was. It has been unexpectedly satisfactory on the inflation front, far less so on the unemployment front. It has certainly improved in the balance of payments, particularly in the most worrying areas but it is a recovery which is by no means even and balanced with much more rapid recovery in the United States than in Europe.

One other point, I think, has to be made. As in all outlooks, particularly after the two shocks, and particularly after the second shock, there are a number of uncertainties; all these forecasts have to be taken with a great deal of caution, if I can put it that way.

I suppose the preoccupation with the outlook now—and one must remember this when I talk about 1985—rests in four areas. One area, and the most obvious one since you read about it every day, is the question of what is going to happen to interest rates. The recent news over the past several months of the rise in U.S. interest rates, which is effecting both the rest of the industrialized world and also the heavily indebted countries, suggests the concern about this uncertainty.

The second major uncertainty which could have a very substantial effect on the outlook is exchange rates. These are related, of course, to the interest rate outlook. It is generally agreed, with few exceptions, that we have suffered, since the second oil shock, a major misalignment of exchange rates with a very substantially over-valued dollar and a worryingly undervalued yen, both of which effect protectionist pressure. That is a second degree of uncertainty.

I have already alluded to the third area of concern which is the pressure on the international trading system. There has been a continuing creep—not a race, but a creep—in the so-called new protectionism which is eroding the openness of that system. The fourth uncertainty has to do with the enormous global debt presently estimated at \$800 billion to \$900 billion, of which half is in the Latin American countries, and a substantial portion of this amount owing to commercial banks.

• 1550

It was with this kind of international economic outlook that the OECD Ministers met last week in Paris and dealt with a number of these issues. We have distributed the communiqué which you will be able to review either while I am talking or afterwards.

The Ministers focused on four broad areas of economic inter-linkages between the developed world, the OECD world, and the developing world; international trade issues; international investment issues and macro-economic problems. The ministerial objective during the last several years, has been to focus on ways and means of sustaining the recovery. One fairly clear change in the orientation of the OECD Ministers, has been a decided focus on the medium-term issues, medium-term policies and medium-term problems.

[Translation]

Les perspectives sont donc mitigées, même si elles sont meilleures qu'elles ne l'ont déjà été. On ne s'attendait pas à ce que les résultats soient aussi encourageants du côté de l'inflation, mais ils l'ont été beaucoup moins du côté du chômage. La balance des paiements s'est nettement améliorée dans les régions du globe les plus inquiétantes, mais la relance n'est absolument pas égale, étant donné qu'elle est beaucoup plus rapide aux États-Unis qu'en Europe.

Il me faut également souligner autre chose. Une perspective économique équilibrée ne saurait passer sous silence un certain nombre d'incertitudes qui se sont révélées après les deux chocs du pétrole, et particulièrement après le second. C'est une autre façon de vous dire que ces prévisions doivent être considérées avec prudence.

C'est dans quatre secteurs que les perspectives économiques présentent une incertitude, ce qu'il ne faut pas oublier lorsque je vous parlerai de 1985. Le secteur le plus évident, puisque les journaux en parlent tous les jours, c'est l'avenir incertain des taux d'intérêt. L'inquiétude provient de l'augmentation des derniers mois dans les taux d'intérêt aux États-Unis, augmentation qui se répercute sur le reste du monde industrialisé et également sur les pays fortement endettés.

La deuxième grande incertitude qui pourrait changer du tout au tout les perspectives économiques réside dans les taux du change qui sont reliés, bien sûr, aux taux d'intérêt. On est presque unanime à dire que nous avons souffert, depuis le second choc pétrolier, d'un mauvais alignement considérable des taux de change, ce qui se traduisait par une surestimation considérable du dollar et une sous-estimation très inquiétante du yen, phénomènes qui entraînaient tous deux des pressions protectionnistes. Voilà donc pour la deuxième incertitude.

J'ai déjà mentionné la troisième inquiétude, c'est-à-dire les pressions qui s'exercent sur le système commercial international. C'est en fait ce qu'on appelle le nouveau protectionnisme qui, par un glissement continu—pas une course mais un glissement—a érodé la libéralité du système commercial. La quatrième incertitude découle de l'énorme dette globale estimée actuellement à 800 ou 900 milliards de dollars, dont la moitié a été contractée par les pays d'Amérique latine et dont la majeure partie est remboursable à des banques commerciales.

C'est dans cette perspective économique internationale que les ministres de l'OCDE se sont réunis la semaine dernière à Paris et se sont penchés sur un certain nombre de ces problèmes. Nous vous avons distribué le communiqué que vous pourrez lire après, ou pendant que je vous parle.

Les ministres ont discuté quatre grands points: les interrelations économiques entre les nations industrialisées, les pays de l'OCDE et les pays en voie de développement; le commerce international; les investissements internationaux; et les problèmes de macroéconomiques. Au cours des quelques dernières années, l'objectif des ministres avait été de trouver des façons de maintenir la reprise économique. Cependant, les ministres de l'OCDE ont clairement changé leur orientation et

[Texte]

During the debate on macro-economics, apart from the reassurance that the recovery has, in fact, taken place and looks sustainable over the short-term horizon, there was a good deal of discussion about the question of high and rising interest rates and exchange rates, but more particularly the former. There was no real consensus on the issue. Most countries outside the United States are of the view that there is a relationship between the U.S. fiscal deficit, both its current and prospective deficit, interest rates and exchange rates. On the other hand, the U.S. administration is firmly of the view that there is no demonstrable relationship between its fiscal stance, interest rates and exchange rates. This debate, which has gone on for some time, was not resolved.

The U.S. argued, and I think there is merit in this argument, it is providing a major locomotive force for recovery, both because it is growing more rapidly and because its dollar is over-valued and, therefore, its balance-of-payments deficit is enormous and this is pulling Canada and Europe to a very substantial extent. It argues that, far from being a problem, its deficit, in some sense, is an advantage.

That debate was unresolved. However, where there was a very strong agreement was on the issue of the medium-term focus: what was absolutely essential for sustained growth, apart from maintaining a low rate of inflation, is the question of structural change—more adaptability, more flexible markets. They went to an unprecedented conclusion in this when they appended to the communiqué a fairly lengthy set of issues on the question of structural adjustment. I feel this is rather important for our own country. If you are facing a world where growth is not going to be rapid, in which your traditional macro-economic policy levers are pretty much restricted, where there is very little room to manoeuvre, then the inevitable emphasis has to be on making markets more flexible and avoiding policies which, in fact, impede adaptation to change. Countries which are not prepared to do this are going to get into increasing difficulty. I believe the Europeans have recognized this and are moving, at great pain and social and political cost, in that direction.

I think on the debt question I will not go through the whole of the ministerial. I think what is important, though, and I would like to point out, is the debt question; that is, the global indebtedness, particularly concentrated, as I say, in Latin America. There again, there was a division of opinion. A number of countries, ourselves included, recognized that the case-by-case approach centered on the very remarkable action of the IMF in co-operation with the central banks and commercial banks, and with the pressure of adjustment kept on the indebted countries, which has certainly been enormously successful since 1982, when the thing emerged and

[Traduction]

se sont attachés principalement aux questions, politiques et problèmes de moyens termes.

Au cours du débat sur la situation macro-économique, on a confirmé qu'il y avait effectivement eu reprise économique, et qu'elle pouvait être maintenue à court terme; on a cependant également énormément discuté de l'augmentation si élevée des taux d'intérêt et des taux de change, mais plus particulièrement des premiers. On n'a pas vraiment atteint l'unanimité là-dessus. La plupart des pays à l'exception des États-Unis sont d'avis qu'il existe un lien très net entre d'une part, le déficit fiscal américain, actuel et à venir, et d'autre part, les taux d'intérêt et les taux de change. Par ailleurs, le gouvernement américain est fermement convaincu que rien ne peut prouver cette hypothèse. Le débat, qui s'est prolongé, n'a pas été résolu.

Les États-Unis ont prétendu, ce qui se justifie, qu'ils fournissaient la force locomotrice de la plus importante de la reprise économique, à la fois parce qu'ils croissaient plus rapidement que les autres et parce que leur dollar était surévalué; c'est ce qui expliquait que le déficit de leur balance des paiements soit énorme et qu'ils entraînent dans leur sillage le Canada et l'Europe dans une très large mesure. Ils prétendent que leur déficit, loin de constituer un problème, est en fait un avantage.

Le débat n'a donc pas été résolu. Cependant, on a été unanime à vouloir se concentrer sur le moyen terme: on a convenu que l'essentiel, pour maintenir la croissance, en plus de limiter le taux de l'inflation, c'était de mieux adapter les marchés et de les assouplir c'est-à-dire d'opérer un changement structural. En conclusion, les ministres ont annexé au communiqué une liste abondante des questions qui découlaient du rajustement structural, ce qui constituait en soi un précédent. Je pense que cela est très important pour notre propre pays. En effet, si la croissance mondiale ne doit pas être rapide et que vos leviers de politique traditionnels macro-économiques soient très limités, c'est-à-dire que vous ayez très peu de champ de manoeuvre, alors il est indispensable d'assouplir vos marchés et d'éviter les politiques qui vous empêcheront de vous adapter au changement. Ce sont les pays qui ne sont pas prêts à s'adapter qui connaîtront les plus grandes difficultés. Je pense que les Européens ont reconnu cette nécessité et qu'ils ont emboîté le pas, même si cela doit être douloureux pour eux et leur coûter très cher du point de vue social et politique.

• 1555

Eu égard à la dette, je ne reprendrai pas toutes les conclusions de la réunion des ministres. Cependant, il est important de souligner ceci: le problème vient de ce que l'endettement global est particulièrement concentré en Amérique latine. Mais encore là, les opinions étaient partagées. Certains pays, dont le Canada, ont reconnu que le FMI, en traitant chaque cas individuellement, en collaborant avec les banques centrales et commerciales, et en exerçant en même temps des pressions sur les pays endettés pour qu'ils s'ajustent, a énormément contribué depuis 1982, année au cours de laquelle ce problème s'est manifesté, à prévenir l'aggravation de la situation et une crise financière.

[Text]

erupted, in preventing a worsening of the situation and in preventing a financial crisis.

But we, along with other countries, have now stressed—and stressed particularly at the ministerial—that it is important to recognize that we now have to look at this in the medium term. What that means is asking whether there should be some evolution, in a variety of directions, of this particular technique. Many things were mentioned, but I think it is fair to say that there was not agreement on this. The United States said at the ministerial—and I do not know whether this will change before the summit—that the present situation is a viable one, that there has been remarkable adjustment, and that it is unnecessary to look at evolution of this, including looking at the role of the World Bank in the medium term.

On trade, if I may just say a word on that, I have already mentioned that there has been an increase in protectionist pressure since the second oil shock. I think more and more countries are now beginning to be aware that this is a dangerous development. The system has been remarkably resilient, in a sense, given the depth of the recession. On the other hand, the erosion is visible and has not stopped. As you know, a number of "pledges" have been made to halt this erosion of the system and if possible roll it back. Those pledges took a variety of forms. They were made at the ministerial of the GATT at the end of 1982 and at subsequent meetings of the OECD and of the summit. I think it is not unfair to say that they have been more honoured in the breach than in the practice, and that has been a matter of continuing concern.

I think this ministerial probably did make some discernible progress. There was agreement—and you will see it in the communiqué—that the countries of the OECD would undertake to accelerate the phasing in of the Tokyo round of tariff agreements. They would also undertake—and I think this was a matter of considerable interest to us—in the trade committee of the OECD to begin to look at sector-by-sector areas in which there is a very substantial pressure for structural change, pressure that has been resisted in a variety of ways, either by border action or by domestic policy, and that they would report back on these actions and on what effect they have had on the sector, either facilitating or impeding adjustment, as a way of beginning to face the issue that there has to be some concerted effort to halt the erosion of the system and if possible roll it back.

The other development that took place in the trade area, which I also think deserves some degree of approbation because it was not easy to get agreement, was a commitment to really move now in conjunction with completing the GATT work program to some better momentum, leading to, at some unspecified day, a new round. So I think on the trade side one should say that the OECD ministerial represented some very considerable advance over previous ones. That remains to be seen, of course; but certainly in the debate that took place on the floor and in the communiqué drafting, I think we felt rather pleased with the results of that.

[Translation]

Mais le Canada, tout comme d'autres pays, a souligné, surtout à cette rencontre ministérielle, à quel point il était important de s'orienter désormais à moyen terme. Cela signifie se demander si cette technique particulière d'approche ne devrait pas évoluer dans une variété de directions. On a proposé diverses solutions, mais il n'y a pas eu d'unanimité. Les États-Unis étaient d'avis—je ne sais s'ils changeront d'opinion d'ici le sommet—que la situation actuelle était viable, qu'il y avait eu des ajustements remarquables, et qu'il était inutile de tenter de faire évoluer la situation, ni même de réévaluer le rôle de la Banque mondiale à moyen terme.

Je vais vous dire un mot sur le commerce: j'ai déjà mentionné que les mesures protectionnistes s'étaient accrues depuis le second choc pétrolier. Cependant, de plus en plus de pays se rendent maintenant compte que c'est une initiative dangereuse. Le système commercial a été remarquablement souple, dans un certain sens, étant donné l'importance de la récession. D'autre part, l'érosion est visible et n'a pas cessé. Vous savez sans doute qu'un certain nombre de pays se sont engagés à certaines mesures pour faire cesser l'érosion du système commercial et, si possible, le faire revenir en arrière. Ces divers engagements ont été pris à la réunion ministérielle du GATT, fin 1982, et aux réunions subséquentes de l'OCDE et du sommet. Soyons justes, et avouons que ces engagements ont été plus souvent enfreints colorés, ce qui ne cesse de nous inquiéter.

Les ministres, lors de cette dernière réunion, ont sans doute fait des progrès sensibles. Comme le prouve le communiqué, ils se sont entendus pour que les pays de l'OCDE s'engagent à accélérer l'implantation graduelle des ententes tarifaires de Tokyo. En outre, ce qui nous a énormément intéressé, ils se sont engagés à ce que le comité du commerce de l'OCDE examine tous les secteurs sur lesquels on a exercé de très fortes pressions afin que l'on y apporte des changements structurels, pressions à laquelle on a résisté de diverses façons, soit en prenant des mesures à la frontière ou des mesures à l'intérieur du pays; le comité s'est entendu pour rendre compte de ces mesures et des conséquences qu'elles auraient pu avoir sur les divers secteurs, soit en facilitant ou en empêchant leur ajustement. Tous ces engagements traduisent un désir concerté de freiner l'érosion du système et de le faire, si possible, revenir en arrière.

Une autre étape a été franchie qui mérite notre approbation, étant donné que l'unanimité n'a pas été facile: les ministres se sont engagés à accélérer le programme de travail du GATT et à le mener à terme, en vue d'une nouvelle ronde de négociations à une date non encore précisée. On peut donc avouer que du point de vue commercial, la dernière réunion de l'OCDE a effectué des progrès considérables par rapport aux réunions précédentes. Il reste à voir si cet objectif sera atteint; néanmoins, à la suite des débats qui ont eu lieu et qui ont mené à la rédaction du communiqué, les participants ont avoué être assez fiers des résultats.

[Texte]

[Traduction]

• 1600

On the summit, it is early to forecast. It is not really early; it is two weeks, but a great deal can happen. I only need to mention the word oil in the Middle East, which would change the focus of that. At the present time, I think it looks not unlike the approach of the OECD ministerial. I would be very surprised if the agreement on trade—the communiqué or whatever they issue on trade—was not identical.

On the macro-economic, again I would say that it will depend very much on what happens. I would be very surprised if it looked very different unless there was, going back to uncertainty, some major change.

I think, Mr. Chairman, that rather than go on with the discussion—I have some more material here on trade structure and trade patterns—I would rather that you opened the floor for questions. I do not know if you still have a quorum.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Well, thank you. I am told by our clerk that we are within the rules to operate; we have two parties represented, and that is the minimum. Unless we have to make a decision about something, we can hear witnesses with three members present and two parties represented.

Mrs. Ostry: You have a large number of the department here, so . . .

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Yes, I understand. But also, you see, half of this committee is sitting in a subcommittee hearing two witnesses this afternoon about the peace initiatives of the Prime Minister; so they are actually keeping three or four of our members busy also.

So thank you very much, and I will invite my colleagues to put questions.

Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: Thank you very much.

I always listen to you with amazement with the fund of knowledge you have on subjects on which many of us are not as well informed. It will be necessary for us to sort of adhere—at least myself—to very general questions, and in that way clarify in my own mind what is going on in the world.

One of the first worries I have is the apparent chaos and insecurity in the European market. You have had considerable experience in that area. What is happening to the European community that it is now developing into such a poor trading partner and the future seems so grim?

Mrs. Ostry: Well, I think if you take the European countries' experience—and I alluded to this when I talked about unemployment—if you look at their experience after 1973, I got a great surprise when I began to look at it. I discovered—I had not known—that they have had no employment growth at all since the first oil shock. Their unemployment was masked for a long time partly because they were able to ship out some

Il est peut-être un peu trop tôt de prédire quelle sera l'issue du sommet. Evidemment, le sommet aura déjà lieu dans deux semaines, mais beaucoup peut se produire entre temps. Je n'ai qu'à vous mentionner le pétrole au Moyen-Orient, pour que vous compreniez que toute la situation peut changer. Actuellement, l'orientation du sommet semble se rapprocher de celle de la réunion des ministres de l'OCDE. Je ne serais pas surprise que l'entente sur les échanges commerciaux, diffusée sous forme de communiqué, par exemple, soit identique.

Eu égard au problème macro-économique, tout dépend de ce qui se produira. Je ne pense pas que les conclusions changent beaucoup, à moins que l'incertitude se modifie grandement.

Monsieur le président, au lieu de continuer à vous lire les documents que j'ai entre les mains sur la structure commerciale et les modèles commerciaux, je préférerais que l'on me pose des questions. Avons-nous toujours le quorum?

Le président suppléant (M. Laniel): Dans ce cas, merci. Notre greffier me dit que nous pouvons continuer la séance, puisque nous avons deux partis de représentés, ce qui est le minimum requis. Du moment que nous n'avons pas à prendre de décision, nous pouvons recevoir des témoins, lorsque trois députés sont présents et qu'ils représentent deux partis.

Mme Ostry: Je suis accompagnée d'un grand nombre de fonctionnaires du ministère, de sorte que . . .

Le président suppléant (M. Laniel): Oui, je vois. Mais comprenez que la moitié des membres de notre Comité siègent cet après-midi en sous-comité pour entendre le témoignage de deux autres témoins relativement aux initiatives de paix du premier ministre; cette autre séance garde trois ou quatre des membres de notre Comité très occupés.

Merci beaucoup de votre exposé. J'invite mes collègues à vous interroger.

Monsieur Hudecki.

M. Hudecki: Merci beaucoup.

Je m'étonne toujours des vastes connaissances que vous avez sur des sujets qui ne nous sont pas très familiers, pour la plupart d'entre nous. Il nous faudra nous en tenir, du moins moi-même, à des questions très générales, et tenter de clarifier, pour ma propre gouverne, ce qui se passe dans le monde.

L'une des premières choses qui m'inquiète c'est le chaos apparent et l'insécurité qui règne sur le marché européen. Vous vous y connaissez beaucoup dans ce domaine. Que se passe-t-il à la communauté européenne qui détériore à ce point là nos liens commerciaux avec celle-ci et qui rendent l'avenir si incertain?

Mme Ostry: Regardons d'abord l'historique des pays européens, comme je l'ai mentionné en parlant du chômage: j'ai moi-même été fort surprise de ce que j'y ai constaté après 1973. J'ai découvert que les emplois n'avaient absolument pas augmenté dans ces pays depuis le premier choc pétrolier. Le chômage a été masqué longtemps par le fait que ces pays ont pu renvoyer un certain nombre de leurs travailleurs immi-

[Text]

of the immigrant workers. That is almost over; the ones who are left in these countries are not going to go back. It was also masked because they had very little labour force growth.

Now it becomes apparent that this inexorable rise in unemployment over the decade is really not going to change. It may not continue rising, but at best it is going to be hell. There is going to be this very large overhang of unemployment. That creates very substantial social and economic strains. That is point number one.

I think a second source of strain . . . and this one will have very substantial longer-run effects, I think—was the disagreement after the French election with the new government as to whether the anti-inflationary policy that had been co-ordinated should not be eased to take more concern with the unemployment situation. When that agreement could not be reached, the French moved on their own in a variety of directions. Now, there is no way an individual country in such a closely integrated economic unit can buck the trend, so to speak. The French have now had to move much further back than they would have if they had not done that at the time. That strain is also pulling, I think. Then there are the traditional strains on agriculture. There are the strains over the British concern with the budget of the community, which is also related to the agricultural question. Finally, there is the prospect of not very robust growth.

• 1605

When you look at all those things together, you can say the cup is either half-empty or half-full. They have, first of all, preserved the European monetary system, which is a remarkable achievement. Despite what you read in the paper about the inability to agree on the budget at the last meeting of the community, they in fact made a major decision on agriculture, on dairy, which again is remarkable. They have also begun to make decisions with respect to cooperative action in the high-technology field.

So there are some signs of light and some signs of very somber aspects to it; it is very hard to forecast. But the protectionist pressures are there; they will not easily go away.

Mr. Hudecki: You were suggesting in the news media some time ago that in the future, Canada rely on working together with another country, probably an industrial and a non-industrial country . . . so-called co-production.

Do you feel that we have any hopes in Europe? For a while there it looked as though we would work together with the Airbus people and work in situations like that. But at the moment it seems as though we have to turn our attention away from Europe. We do not have really any great trading partners in the Caribbean, so probably we shall eventually have to look to the Pacific Rim, or to some other area, providing you still feel that is the course we will have to take.

[Translation]

grants. Mais ce temps est presque révolu; ceux d'entre eux qui sont encore dans ces pays ne retourneront pas chez-eux. Le chômage a également été masqué par le fait que la main-d'œuvre croissait très peu.

Il est maintenant clair que le chômage, qui a augmenté inexorablement dans la dernière décennie, se maintiendra; la hausse ne se poursuivra peut-être pas, mais ce sera quand même l'enfer. Le spectre du chômage continuera à hanter ces pays et entraînera de graves problèmes sociaux et économiques. Cela, c'est le problème numéro un.

Voici maintenant une deuxième source de tension qui pourra avoir des conséquences très graves à plus long terme: il s'agit du désaccord avec le nouveau gouvernement français, après son élection, sur le fait que la politique anti-inflationniste devrait se relâcher quelque peu pour tenir compte du chômage. Faute d'un accord en ce sens, les Français ont opté pour une autre orientation. Or, aucun pays faisant partie d'une unité économique aussi bien intégrée ne peut couper l'herbe sous le pied des autres, pour ainsi dire. Et aujourd'hui, les Français ont dû reculer beaucoup plus qu'ils n'auraient eu à le faire, s'ils n'avaient pas navigué en solitaires. La tension monte, également. N'oublions pas non plus les autres tensions qui s'exercent traditionnellement sur l'agriculture. Le budget de la communauté, qui est évidemment lié à l'agriculture, inquiétait également les Britanniques. Enfin, il reste la perspective peu reluisante d'une croissance qui ne sera pas aussi robuste qu'on l'espérait.

Devant la combinaison de tous ces facteurs, on peut tout décider que la coupe est à moitié pleine ou qu'elle est à moitié vide. La communauté a néanmoins réussi, ce qui est remarquable, à préserver le système monétaire européen. En dépit de ce que les journaux disent au sujet de l'incapacité de s'entendre sur le budget, lors de la dernière réunion de la communauté, cette dernière a néanmoins pu en arriver à une décision très importante sur l'agriculture, et plus particulièrement sur les produits laitiers, ce qui est également remarquable. On commence également à avoir une certaine collaboration dans le domaine de la haute technologie.

Donc, on peut voir parfois la lumière au bout du tunnel, mais parfois on ne la voit pas; il est très difficile de faire des prévisions. Mais les pressions protectionnistes existent néanmoins, et ne disparaîtront pas aisément.

M. Hudecki: Vous avez récemment défrayé la chronique en suggérant qu'à l'avenir, le Canada travaille main dans la main avec un autre pays, industrialisé ou non, en vue d'une co-production.

Avant nous quelque espoir en Europe? Pendant un certain temps, nous avions espéré pouvoir collaborer avec les gens d'Airbus, par exemple. Mais il semble qu'à l'heure actuelle, il nous faut nous éloigner de l'Europe. Comme nous n'avons pas vraiment de bons échanges commerciaux avec les Caraïbes, il nous faudra sans doute nous tourner vers la région du Pacifique, par exemple, dans la mesure où vous êtes toujours du même avis.

[Texte]

Mrs. Ostry: First of all, I do not think there is a single future course. I think that is one thing that one would want to pursue and has been pursuing.

I think that it would be wrong—and I have said this often—to take from the European picture the idea that opportunities in Europe do not exist. Opportunities in Europe do exist, and I think that we, as the only advanced industrialized country without a very large domestic market, cannot afford to take single options anywhere.

It is quite true that a major growth area looks to be the Pacific area. If you look at longer-term growth prospects, they do look better there. But I think there is a very great error in looking at what I call aggregated- growth pictures and dispensing with the notion that there are, what I would call, micro- opportunities. We must be assiduous, and we are, and we will have to continue to be, in searching out these opportunities.

I do not know whether Mr. Gherson would like to add anything on the European thing. The failure of Airbus is one thing, but there are many, many other areas that we will be exploring.

Mr. Gherson: I think that is right.

I am Randolph Gherson, and I am Director General of the West European Communities Bureau.

Our situation with Europe at that moment may not look as bright as we would like it to be for reasons, I think, that Mrs. Ostry has already alluded to. Europe is a bit more sluggish in its recovery. Secondly, there is also the question of the Canadian dollar, which is very much firmer than European currency, so our goods are a bit more expensive. From a contrary point of view, there are a number of countries enjoying a favourable balance with us, because we are buying more from them since their goods are a bit cheaper.

• 1610

I would certainly endorse what Mrs. Ostry has said. There are opportunities in Europe. There have been problems in terms of very large projects, but that does not mean that is the end of the story. We are certainly looking at a lot of areas. We have a machinery established with France and Germany, we have ongoing discussions with the British and the Italians, in terms of pursuing industrial cooperation opportunities. The difficulty is to identify those areas of complementarity, because we are becoming more and more competitive and perhaps less and less complementary. Certainly the area of high technology and the opportunities of industrial restructuring may provide some positive side. It is going to be difficult. It is not easy. It is not an easy market. It is not next door, but for those who are willing to do the spadework, I think there are rewards.

Mr. Hudecki: Do you feel there are opportunities either in high technology or in . . .

[Traduction]

Mme Ostry: Tout d'abord, il n'y a pas qu'une seule voie de sortie pour l'avenir. On pourrait cependant procéder de cette façon-là, comme nous l'avons fait, entre autres.

J'ai déjà dit souvent que nous aurions tort de penser que l'Europe ne nous offre plus de possibilités. Nous pouvons encore pénétrer certains marchés en Europe; mais comme nous sommes le seul pays industrialisé qui n'ait pas un très vaste marché national, nous ne pouvons nous permettre de foncer dans une seule direction.

Il est vrai que la région du Pacifique semble présenter de grandes possibilités de croissance. Les perspectives de croissance à long terme semblent effectivement bien meilleures dans ce coin-là du monde. Mais il est très dangereux de ne regarder que la situation de la croissance globalement et de refuser de voir qu'il existe ce que j'appelle des micromarchés. Nous devons continuer assidûment, comme nous le faisons déjà, à faire la prospection de ces marchés.

M. Gherson voudra peut-être ajouter quelque chose à ce tableau de l'Europe. Il est évident que nous avons raté notre chance avec Airbus, mais il y a beaucoup d'autres possibilités que nous explorerons.

M. Gherson: C'est exact.

Je suis Randolph Gherson, directeur général du bureau des communautés de l'Europe de l'Ouest.

La position du Canada en Europe n'est actuellement peut-être pas aussi reluisante que nous l'aurions voulu, et cela pour des raisons qu'a mentionné déjà Mme Ostry. La reprise économique de l'Europe se fait un peu plus lentement. En outre, le dollar canadien étant beaucoup plus fort que les devises européennes, nos produits sont un peu plus coûteux. Par ailleurs, il y a un certain nombre de pays qui profitent de plus d'échanges commerciaux avec nous, simplement parce que nous achetons plus chez eux, puisque leurs produits sont moins coûteux.

Je souscris tout à fait à ce que vient de dire Mme Ostry: il existe des possibilités de marchés en Europe. Evidemment, nous avons connu des problèmes avec des grands projets, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus rien à espérer. Nous explorons beaucoup de possibilités. Il y a déjà un mécanisme d'établi en France et en Allemagne, et nous continuons les discussions avec les Britanniques et les Italiens en vue de poursuivre une collaboration industrielle. La difficulté vient de ce qu'il nous faut identifier les secteurs où nous pourrions être complémentaires, étant donné que le Canada devient de plus en plus concurrentiel et a de moins en moins de secteurs qui pourraient profiter d'une complémentarité avec les Européens. Il est possible que la haute technologie et la restructuration industrielle donnent quelques résultats positifs. Mais ce sera difficile. Le marché n'est pas facilement accessible. Ce n'est pas à la porte d'à côté, mais les résultats sont très gratifiants pour ceux qui sont prêts à faire le travail de défrichage.

M. Hudecki: Pensez-vous qu'il y ait des possibilités dans le domaine de la haute technologie ou . . .

[Text]

Mr. Gherson: Yes. In fact, we have had exploratory discussions during this past year in which I have been involved on two occasions. We have identified certain areas of common interest. In the area of high technology, robotics and informatics is one area that is of interest to both of us. There are other areas which include urban mass transportation and the energy equipment field.

Mr. Hudecki: Thank you. Coming from Hamilton, the other worry I have concerns our prospects in the steel sector of free trade with United States—will we be making any headway with the United States or will we have difficulty exporting our steel in the near future?

Mrs. Ostry: We are all waiting breathlessly to see what happens with the Section 201, with their investigation, now.

On the sectoral initiative, we have had preliminary discussions, as you know, with the Americans. We have conceptualized, if you want to put it that way, a framework agreement, regardless of what the content in terms of products would be. We have had very preliminary discussions with the industry, as they have, and, of course, with the provinces concerned, Ontario being the major locus of the industry. But I think we are a considerable distance from saying we are about to negotiate.

We have a meeting with Ambassador Brock on June 6, at which the work which is being done on both sides will be looked at in the selected sectors. I wonder if our ADM, U.S., Derek Burney would come up and say a little bit about the prospects of the various pieces of legislation and actions in the United States that are threatening the steel industry.

Mr. Derek Burney (Assistant Deputy Minister, U.S.A. Bureau): Mr. Chairman, as Mrs. Ostry has mentioned, there is one reference before the International Trade Commission at the present time, in which Bethlehem United Steelworkers are seeking action against imports of steel products. That is one process that is running. The Canadian steel industry, in close consultation with the government, has made a series of representations and testimony before the commission in hearing this petition. In addition, there is a Fur Trade and Steel Act which is moving through Congress, through the Senate and the House, respectively, calling for restrictions of imports of steel, in the neighbourhood of 15% and restrictions on iron ore of up to 25% of the total in the United States.

• 1615

We have made very strong representations to the administration and to individual congressmen and senators, expressing our opposition to this measure. You are as familiar as we are with all the reasons that our industry has cited for its case. The good news on that part is that the American administration is totally supportive of our position. In other words, representatives of the administration, Ambassador Brock and Secretary Balder, the Secretary of Commerce, have weighed in very heavily in opposing this legislation themselves as being

[Translation]

M. Gherson: Certainement. En fait, j'ai participé au cours de la dernière année à une ou deux discussions exploratoires à cet égard. Nous avons même identifié certains secteurs d'intérêt commun. En ce qui concerne la haute technologie, la robotique et l'informatique nous intéressent tous deux. Il y a aussi d'autres secteurs, comme le transport urbain de masse et l'équipement énergétique.

M. Hudecki: Merci. Puisque je viens de Hamilton, je m'inquiète des perspectives du libre échange avec les États-Unis en matière de métallurgie: va-t-en pouvoir faire une brèche dans le marché américain ou aurons-nous de la difficulté à y exporter notre acier?

Mme Ostry: Nous retenons tous notre souffle en attendant les résultats de l'enquête sur l'article 201.

Pour ce qui est des initiatives sectorielles nous avons eu des discussions préliminaires avec les Américains. Nous avons réussi à conceptualiser, si vous voulez un accord cadre dont on pourrait se servir pour n'importe quel produit. Nous avons eu, tout comme les Américains, des discussions préliminaires avec les représentants du secteur industriel et avec les provinces intéressées, dont l'Ontario, puisque c'est là où sont établies le plus grand nombre d'industries. Mais nous sommes bien loin d'être en mesure de négocier.

Nous devons rencontrer l'ambassadeur Brock le 6 juin prochain, pour pouvoir revoir tout le travail qui a été fait dans des secteurs désignés. Notre sous-ministre adjoint chargé des États-Unis, Derek Burney, voudrait-il venir nous expliquer où en sont les différents projets de loi et à quelle étape en sont les mesures prises aux États-Unis qui menacent notre industrie métallurgique.

M. Derek Burney (sous-ministre adjoint, bureau des États-Unis): Monsieur le président, comme l'a dit M^{me} Ostry, les travailleurs unis de la Métallurgie de Bethléem ont déposé une plainte devant la Commission internationale du commerce pour faire cesser les importations de produits métallurgiques. Voilà une des actions en justice qui est en cours. Au cours de l'audience de la Commission, l'industrie canadienne de la métallurgie a déposé une série de doléances et de témoignages, après avoir consulté de très près le gouvernement. En outre, une loi sur le commerce des fourrures et le commerce de acier *Fur Trade and Steel Act* a l'étude actuellement du Congrès, du Sénat et de la Chambre des représentants, réclame des restrictions dans les importations d'acier, restrictions pouvant aller jusqu'à 15 p. 100, de même que des restrictions sur les importations de minerais de fer pouvant aller jusqu'à 25 p. 100 du total de nos exportations vers les États-Unis.

Nous avons fait d'énergiques remontrances à l'administration, aux membres du Congrès et aux sénateurs, pour marquer notre opposition à cette mesure. Vous connaissez certainement aussi bien que nous tous les arguments avancés par nos industries, mais la bonne nouvelle, en l'occurrence, est que l'administration américaine nous appuie sans réserve. Autrement dit, les représentants de l'administration, l'ambassadeur Brock et le secrétaire Balder, Secrétaire du commerce, sont intervenus très vigoureusement en marquant leur opposition

[Texte]

contrary to American trade obligations and as being the kind of legislation that would open them up to fairly heavy retaliation.

I would not indulge in speculation as to what the prospects for that bill moving are, but I think it is a very serious threat. It is a billion dollar annual export for Canada into the U.S. market, so the threat of action against our imports is very severe. There are a number of other actions of a similar nature moving through the American system. This is an election year. It is not unusual, in a sense, that we are seeing a rash of such measures in an election year.

As I have indicated, the position of the administration is generally one of opposition to these measures. We are certainly putting as much effort as we can, through our lobbying and through our diplomatic representations and through our Cabinet representatives, in trying to oppose these.

I do not know if there is more you want on the sectoral arrangement.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Dr. Hudecki, Mr. Sargeant would like to ask a supplementary. Would you allow it?

Mr. Hudecki: Sure, I have just the one query. Do they expect any compensation or anything in return if they allow free trade with steel? Is there some kind of a mechanism that is anticipated in order to put that into law?

Mr. Burney: As Mrs. Ostry indicated, we are still at a very preliminary stage. We have talked about the concepts of a possible arrangement, but the concepts are balancing, or provide for mutual advantage.

Mr. Hudecki: In other fields.

Mr. Burney: We will be securing our access. We will be seeking mutual exemption from the kind of escape clause action that is threatening us right now on carbon steel and is already in place on specialty steel.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Mr. Sargeant, a supplementary.

Mr. Sargeant: Mr. Burney, did I hear you say that the United Steelworkers were pushing for this restriction on the American side?

Mr. Burney: Yes.

Mr. Sargeant: That begs a couple of questions. One, what has been the position of the steelworkers in Canada? More specifically, what has been the position of the new president of the United Steelworkers of America, who is a Canadian and comes out of the Canadian movement?

Mr. Burney: I cannot really give you an answer on the first point as to what the position of the Canadian steelworkers is, although I would assume that they would be opposed. Whether they have made a specific public manifestation of that kind, I cannot say.

[Traduction]

personnelle à cette loi comme étant contraire aux obligations des États-Unis en matière d'échanges commerciaux et aussi du fait qu'une loi de ce genre risque de se faire payer cher en représailles.

J'ignore quelles sont les chances de ce projet de loi d'être adopté et je ne voudrais pas m'avancer sur ce point, et je crains qu'il ne constitue une grave menace. Cela représente, pour le Canada, une exportation annuelle d'un milliard de dollars sur le marché américain, ce qui vous permet de juger de la gravité de la menace qui pèse sur nos importations. D'autres mesures de ce genre sont à l'étude aux États-Unis, toute une kyrielle, en fait, ce qui n'a rien d'étonnant pendant une année électorale.

Comme je l'ai déjà dit, l'administration, dans l'ensemble, a pris position contre ces mesures. De notre côté, nous déployons tous les efforts en notre pouvoir en exerçant des pressions de toutes sortes, avec des interventions diplomatiques et par l'intermédiaire des représentants de notre Cabinet, ou essayer de nous y opposer.

Je ne sais si vous avez d'autres questions à poser sur les ententes de secteurs.

Le président suppléant (M. Laniel): Monsieur Hudecki, M. Sargeant voudrait poser une question supplémentaire. Est-ce que vous l'y autorisez?

M. Hudecki: Certainement, mais j'ai encore une petite question à poser. Attendent-ils une faveur en échange, s'ils autorisent le libre échange avec l'acier? Existe-t-il un dispositif à cet effet pour inscrire ceci dans la loi?

M. Burney: Comme le disait Mme Ostry, nous en sommes encore à un stade préliminaire. Nous avons eu des entretiens préalables à une entente, mais tous les éléments sont mis dans la balance, afin que l'entente soit à l'avantage des deux parties.

M. Hudecki: Dans d'autres domaines.

M. Burney: Nous veillerons à assurer notre accès à ce marché: nous réclamerons une exemption réciproque au genre de clauses échappatoires qui menacent à l'heure actuelle notre acier ordinaire, et qui est déjà mis en place pour menacer également les aciers spéciaux.

Le président suppléant (M. Laniel): Monsieur Sargeant, une question supplémentaire.

M. Sargeant: Monsieur Burney, est-ce que je vous ai bien entendu dire que les Métallurgies unies s'efforçaient d'imposer cette restriction du côté américain?

M. Burney: C'est exact.

M. Sargeant: Il faut que je vous pose quelques questions là-dessus. D'une part, quelle a été la position adoptée par les Métallurgistes canadiens? Pour être plus précis, quelle a été la position du nouveau président des Métallurgistes unis des États-Unis, qui est canadien issu du mouvement canadien?

M. Burney: En ce qui concerne votre première question, je ne puis vraiment vous dire quelle est la position des métallurgistes canadiens, tout en imaginant qu'ils s'y opposent sans doute. Mais je ne sais pas s'ils se sont prononcés en public sur ce point.

[Text]

Certainly the Canadian president of the United Steelworkers testified before the International Trade Commission, I believe within the last 10 days, supporting a petition calling for an investigation into the injury being caused by imports. He did not single out Canada in his remarks. I will be happy to send you a copy of his testimony if you would like.

Mr. Sargeant: I would.

Mr. Burney: In his capacity as president of the United Steelworkers he was representing their petition. They, along with Bethlehem Steel, called for this action by the ITC.

Mr. Sargeant: Thank you.

The Chairman: Dr. Hudecki.

Mr. Hudecki: Just a last question, Mr. Chairman. It is very simplistic sort of thinking on my part, but as you talk about the world global debt going up and up and when you tell me that the maximum sources of money are commercial banks, it would seem to me that this is sort of a world body that is siphoning off the money into their banks and creating chaos in so very many states. I am sure that is not correct, but can you clarify that picture that sort of haunts me?

Mrs. Ostry: Well, the global debt problem, as it is called, is really not global; that is a misnomer. It is very heavily concentrated, as I pointed out. About half of it is in Latin America, and that is concentrated in a few countries. I think it is useful to look at the origin of the debt. In terms of the size of that, it is really traceable to the first and second oil shocks, at which time there was a very massive transfer of income from the industrialized world, for the first time in history, to the non-industrialized world, to the OPEC countries. Since many of the OPEC countries were, and still are, incapable of quickly spending that degree of transferred income—the first shock transferred 2% of our income... their balance of payment surplus ballooned to well over \$100 billion. The excess that they could not spend rapidly was, in fact, initially deposited in short term financial assets. Coincident with that, and for a variety of other reasons, you got an enormous increase in what is called the Euromarkets. These were unregulated markets outside the OECD countries, which became very much the initial holding place, though not entirely, of this income which OPEC countries were unable to spend rapidly. As they spent it, they spent it on our goods. So, in some sense, the thing came back to us, but there was a time lag.

[Translation]

Le président canadien des Métallurgistes unis a témoigné, dans les dix derniers jours je crois, devant la Commission internationale du commerce, en faveur d'une pétition réclamant une enquête sur le préjudice infligé aux importations, mais il n'a pas spécifiquement mentionné le Canada. Si vous le voulez, je vous enverrais bien volontiers une copie de son témoignage.

M. Sargeant: Avec plaisir.

M. Burney: Il présentait la pétition des Métallurgistes unis en tant que président et ce syndicat, de pair avec *Bethlehem Steel*, ont réclamé cette mesure de la Commission internationale.

M. Sargeant: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Hudecki.

M. Hudecki: Une dernière question, monsieur le président. C'est peut-être une façon simpliste de voir les choses, mais vous nous parlez de la dette mondiale qui n'arrête pas de gonfler et vous nous dites que les banques commerciales sont les principaux bailleurs de fonds, et à vous entendre il me semble que c'est un organisme mondial qui draine l'argent dans ses banques créant ainsi le chaos dans un très grand nombre de pays. C'est certainement une méprise, mais cette idée me poursuit, et j'aimerais que vous mettiez les choses au point?

Mme Ostry: Le problème de la dette globale, comme on l'appelle, porte mal son nom, car loin d'être globale, il est concentré en certains points bien limités, comme je l'ai montré. La moitié environ de cette dette est due par l'Amérique latine, et encore seulement dans quelques pays. Il est utile d'examiner l'origine de la dette. Elle a atteint son ampleur actuel lors des premier et second choc pétroliers, époque à laquelle il y a eu, pour la première fois dans l'histoire, un transfert massif de revenus du monde industrialisé au monde non industrialisé, aux pays de l'OPEP. Or, un grand nombre de ces pays étaient—et sont toujours encore—incapables de dépenser rapidement des sommes aussi considérables, car ce sont 2 p. 100 de nos revenus qui ont été ainsi transférés lors du premier choc, de sorte que l'excédent de leur balance de paiements a rapidement dépassé les 100 milliards de dollars. Ce surplus qui leur a été impossible d'écouler rapidement fut déposé, à l'origine, en avoirs financiers à court terme. Concurremment à cette situation et pour une variété d'autres raisons, on a assisté à une augmentation spectaculaire de ce qu'on appelle les Euromarchés. Il s'agissait de marchés non réglementés en dehors des pays de l'OCDE, qui sont devenus, pour l'essentiel mais non pour la totalité, les détenteurs de ce revenu que les pays de l'OPEP ne parvenaient pas à écouler rapidement. Ils ont dépensé ces revenus, et les ont dépensés pour acquérir nos marchandises de sorte que, en un sens, il y a eu une vague en retour, mais à retardement.

A good deal of the borrowing that went on was borrowing by the Third World countries. Some of it... indeed, a fairly substantial portion, I would say especially after the first shock—went into investment, that is, income-creating projects.

Une grande partie des emprunts qui ont été contractés l'ont été par les pays du Tiers-monde. Certains d'entre eux—un nombre assez considérable, à vrai dire, en particulier après le premier choc pétrolier—ont utilisé ces fonds en investisse-

[Texte]

They had very high rates of growth. Their investment increased as a share of GNP. In other words, it was a perfectly legitimate recycling—that was the word that was used—of savings. That is what it was.

This borrowing was very much increased by a phenomenon, that we look back at now with some degree of wonder, which was that real interest rates were negative. The inflation, which took off, made the nominal interest rates, the money interest rates, lag well behind the inflation. So, not only were these countries good investment places, borrowing and putting it into investment, to a very substantial degree, they were encouraged in their borrowing by the fact that the cost of borrowing was negative.

When the second oil shock hit and you got another enormous ballooning of the OPEC surplus, and the borrowing continued. But by this time the nature of the system was such that you got highly imprudent borrowing. It was beginning to go into consumption, to armaments, capital flight, and a heck of a lot of highly imprudent lending. You got a lot of smaller banks coming in who were competing.

The world was then transformed. The disinflationary process that I talked about was much faster than anybody thought. From negative in the mid-1970s, interest rates became not only positive, but positive at unprecedented levels. Many of the commodities that these countries sold plummeted in price, to a degree which was unknown since the 1930s. The price of oil itself began to decline. The OPEC countries went from surplus to deficit, including the very rich ones. The world environment was transformed. You were left with these massive debts, the heavily exposed banks, all of which were in the industrialized countries, in a world recession. So when you say "What happened?", it is very complicated. Who was the culprit? It is very complicated.

The fact is that the only way they can service those debts is by renewed growth, all of us growing, and by keeping our markets open. The growth is absolutely essential. Since the service costs include these enormously high rates of interest, the estimate that the IMF makes is that each percentage point rise in interest, increases the debt service burden by \$3.5 to \$4 billion. There is a very worrying situation.

• 1625

Mr. Hudecki: Where does that service debt go? Where does that money go?

Mrs. Ostry: It goes back into the banks which hold the debt. I have left out a major actor, of course; some of the finance has come out of official sources. I should have said that. It has come out of the IMF; it has come out of individual OECD countries in short-term finance in terms of export credit. But a

[Traduction]

ments, c'est-à-dire en projets créateurs de revenus. Ils ont connu des taux de croissance très élevés et leurs investissements ont constitué une part croissante du PNB. Il s'agissait donc d'un recyclage—tel était le mot utilisé—parfaitement légitime de l'épargne, et c'est ainsi que les choses se sont déroulées.

Il y a encore eu un phénomène—qui ne laisse de nous étonner, même à présent—qui a contribué à gonfler ces emprunts, à savoir que les taux d'intérêt réels étaient négatifs. L'inflation, qui a grimpé en flèche, a eu pour effet de creuser l'écart avec les taux d'intérêt nominaux, à savoir le loyer de l'argent. Non seulement ces pays constituaient-ils donc de bons investissements, en empruntant et en plaçant une grande partie de cet argent en investissements, mais ils étaient encore encouragés dans leurs emprunts par le fait que le coût en était négatif.

Avec le second choc pétrolier, l'excédent des pays de l'OPEP a formé une immense bulle, les emprunts continuant de plus belle. Mais les choses en étaient arrivées au point où l'audace, dans les emprunts, dégénérait en témérité. Les emprunts portaient en consommation, en armement, en exode des capitaux, et en une foule d'entreprises aventureuses. Un grand nombre de petites banques se sont ruées à la curée.

Puis le monde a subi un bouleversement: Le processus de désinflation dont j'ai parlé a été beaucoup plus brutal qu'on ne l'avait imaginé. Les taux d'intérêt, négatifs autour de 1975, ont non seulement décollé, mais l'ont fait avec une rapidité foudroyante. Un grand nombre des denrées que vendent ces pays ont subi une brutale baisse des coûts, comme ils ne l'avaient plus fait depuis les années 1930. Le prix du pétrole lui-même a amorcé un mouvement de recul. Les pays de l'OPEP, même ceux qui étaient les plus riches, ont versé d'une situation excédentaire à une situation déficitaire. La conjoncture mondiale a viré et on s'est retrouvé en pleine récession mondiale, accablés de dettes massives, les banques qui toutes se trouvaient dans les pays industrialisés, ayant joué leur va-tout. Vous le voyez, il n'y a pas de réponse simple à la question: «Qu'est-ce qui est arrivé?» Qui est le coupable? C'est une question très complexe.

Le fait est que la seule façon d'assurer le service de la dette est un regain de croissance, celle de tous les pays, et en gardant ouverts nos marchés. Mais l'élément indispensable, c'est la croissance. Le service de la dette comprenant des taux d'intérêt faramineux, le Fonds monétaire international a calculé que chaque fois que le taux d'intérêt s'élève d'un point, le service de la dette s'alourdit de 3,5 à 4 milliards de dollars. C'est une situation très inquiétante.

M. Hudecki: Où va tout cet argent? Qui est-ce qui empêche le service de la dette?

Mme Ostry: Il revient aux banques qui détiennent la dette. Mais j'ai passé sous silence l'un des éléments principaux, à savoir qu'une partie de ces fonds provient de sources officielles. J'aurais dû le mentionner. Ils provenaient du Fonds monétaire international, et de certains pays de l'OCDE sous forme de crédits à l'exportation, en prêts à court terme. Mais la part du

[Text]

very substantial portion comes out of the commercial banks, particularly in this Latin American quartet.

Mr. Hudecki: There should then be quite an accumulation of funds in the commercial banks. Probably not.

Mrs. Ostry: They have got these assets, or the debts.

Mr. Hudecki: As well. Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Mr. Sargeant.

Mr. Sargeant: Thank you, Mr. Chairman. I just have a few questions for the witness about the current discussion on sectoral trade with the United States.

It is something that I must admit I do not know an awful lot about, but I find it a bit intriguing. It has also been a subject that has been, at different times in Canadian history, to say the least, a bit controversial. I wonder why it has come up again now? What has changed to make it more attractive or more appealing at this time? What kind of gains are there for the Canadian economy? What kind of losses are there for the Canadian economy? Or, what kind of gains are there for the American economy?

Mrs. Ostry: Yes. Well, what has changed? I suppose a number of things have changed. After the war, as you know, the world trading system was pretty fractured because of the Great Depression and the competitive protectionism which took place. The transformation of that situation—and it was transformed... took place through a series of negotiations under the aegis of an institution, or an agreement, which was created after the war called the GATT.

The benefits of that over the 1950s and the 1960s were enormous. I guess the easiest way of summarizing them is that world trade grew faster than world output. If you look at individual blocs, you get the rebuilding of Europe heavily on a reconstruction- and export-led growth.

That system has been remarkably sturdy, but it has not been impregnable. The 1970s was a watershed. From the first oil shock, there has been a steady erosion of that system. Certain portions of the world trade, and world production were not liberalized; agriculture being the most important. If we look at the situation in 1973 and today, there have been estimates about the impact of what is called the new protectionism outside the GATT system, through voluntary export restraints and orderly marketing arrangements and so on, which suggest that it has increased from about 35% or 36% of total world trade, to almost 50%. If you look at manufacturing alone, and I do not know how robust these estimates are, it has increased from 1973—the first oil shock, the big watershed in our current economic performance—from about 4% to about 20%. That is quite an erosion of the system. Under those circumstances, one has to place the first priority on trying to restore and expand the system. That is absolutely clear. For us, that priority is greater than it is for any other industrialized country, for the reason that I mentioned—that we are alone

[Translation]

lion provenait des banques commerciales, en particulier dans le cas des quatre pays d'Amérique latine.

M. Hudecki: En ce cas les banques commerciales doivent avoir accumulé des fonds considérables, mais peut-être aussi que non.

Mme Ostry: Ce sont elles qui ont ces avoirs, ou ces dettes.

M. Hudecki: Les dettes également. Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Laniel): Monsieur Sargeant.

M. Sargeant: Je vous remercie, monsieur le président je voudrais poser aux témoins quelques questions à propos de la discussion actuelle avec les États-Unis sur les échanges sectoraux.

C'est une question à laquelle j'avoue ne pas connaître grand chose, mais qui m'intrigue. C'est un sujet qui est revenu à maintes reprises dans l'histoire du Canada et qui a toujours suscité des controverses, pour ne pas dire autre chose. Pourquoi la question a-t-elle été remise sur le tapis? Que s'est-il produit pour lui donner ce regain d'actualité? Qu'est-ce que l'économie canadienne peut y gagner? Que peut-elle y perdre? En quoi l'économie américaine va-t-elle en tirer profit?

Mme Ostry: Vous me demandez ce qui a changé? Bien des choses. Vous savez certainement qu'après la guerre, le système des échanges mondiaux était passablement détraqué à cause de la Grande dépression et du protectionnisme défensif auquel elle avait donné lieu. Mais cette situation a changé et sa transformation s'est produite à la suite d'une série de négociations sous l'égide d'une institution, ou d'un accord mis sur pied après la guerre sous le nom de GATT.

Répercussions de cet accord ont été extraordinairement avantageuses au cours des années 1950 et 1960. Une formule les résume bien: la croissance des échanges mondiaux a gagné de vitesse la production mondiale. Si vous examinez les blocs individuels, vous verrez que la reconstruction de l'Europe dépendait, dans une grande mesure, d'une croissance basée sur la reconstruction et sur l'exportation.

Ce système s'est avéré d'une solidité remarquable, mais pas à toute épreuve. Les années 1970 ont marqué un tournant décisif: le premier choc pétrolier a donné le branle à une action d'érosion continue. Certains domaines des échanges mondiaux ainsi que la production mondiale n'étaient pas libéralisés la plus importante étant l'agriculture. Si nous comparons la situation en 1973 et à l'heure actuelle, ce qu'on appelle «nouveau protectionnisme» en dehors des accords du GATT par restrictions volontaires des exportations et par réaménagements ordonnés des marchés et autres mesures a d'abord représenté 35 à 36 p. 100 de l'ensemble des échanges mondiaux, pour atteindre juste en dessous de 50 p. 100, d'après certaines estimations. Pour ne prendre que le cas des produits manufacturés—je ne sais pas dans quelle mesure ces estimations sont fiables—ils ont passé de 4 p. 100 en 1973—lors du premier choc pétrolier, qui a marqué le tournant décisif de notre expansion économique actuelle—à environ 20 p. 100. Ceci représente une érosion considérable du système. Compte tenu de ces circonstances, nous devons nous fixer comme tout

[Texte]

now with a smaller domestic market. That is why we have placed and continue to place major emphasis on maintaining and preserving and improving and enhancing the multilateral trading system through the GATT.

• 1630

Part of the erosion of the system has been an increasing bilateralism. There is no question of that, and it has taken many forms. So it is not a question of choosing one option or another option. It is a question—and I go back to what I said about trade—of being assiduous in pursuing all options. I think that is one reason for this. I will ask Mr. Burney to speak shortly, because I am a latecomer to the department.

I think there is another reason, and I think this is important. In spite of and maybe because of the enormous interdependence that is being created not only by the trading flows, which have ballooned since the end of the war, but by financial linkages, which have ballooned over the 1970s, Canada has become a much more self-reliant and self-confident country. This is rightly so, because we have really done quite well in trade when you look at trade patterns. So in some small political sense—and I am not speaking in any partisan way—this initiative, which is one option, as options are closing, would not have been possible, I do not think.

Having said that, the sectoral is really at the moment in a very, very preliminary and exploratory phase. It does not preclude a search for maximizing wherever we can, since we are a medium-sized, very open economy, everything we can to enhance our competitiveness and our access to other countries' markets.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Mr. Burney.

Mr. Burney: Well, I do not think there is too much to add. I was going to make the point that Mrs. Ostry made at the end, which is that it is important to keep the initiative in its proper context more than anything else. The root of the initiative—as you have said, Mr. Sargeant—is an issue that has been up and down in terms of Canada-U.S. relations since the time the country was formed. But the root of it in an analytical or government sense is the trade policy review that the government conducted for a period of two years through consultations with the provinces and the private sector.

It is important to see it as one part, and only one part, of that review, because the basic conclusion of that review, as Mrs. Ostry has indicated, was that the multilateral system remains the bedrock of our trade policy and efforts to strengthen that system should be our number-one priority. At

[Traduction]

premier objectif la restauration et l'expansion du système. Cette priorité est absolument impérative, pour nous plus encore que pour tous les autres pays industrialisés, pour la raison que j'ai mentionnée, à savoir que nous nous retrouvons seuls avec un resserrement de notre marché intérieur. C'est pourquoi ce qui a primé, et prime encore tout pour nous, c'est le maintien, la sauvegarde, l'amélioration et l'expansion du système multilatéral des échanges sous l'égide du GATT.

L'érosion du système s'est indubitablement manifestée en partie par un élargissement du bilatéralisme, qui a revêtu de nombreuses formes. Il ne s'agit donc pas, pour nous, de choisir l'une ou l'autre option, mais, pour en revenir à ce que je disais sur les échanges, de les poursuivre toutes assidument. Je crois que c'est là l'une des raisons. Je vais demander à M. Burney d'intervenir brièvement, parce que je ne suis entrée au ministère que récemment.

Mais il y a encore une autre raison, je crois, et elle me paraît importante. Malgré ou peut-être à cause de l'interdépendance considérable auxquels ont donné naissance les flux commerciaux, qui ont proliféré depuis la fin de la guerre, mais également des liens financiers, qui se sont multipliés pendant les années 1970, le Canada a gagné en assurance et en confiance en soi. Ceci à juste titre, car si vous examinez l'évolution des échanges, vous constaterez que nous avons obtenu d'excellents résultats. De sorte que dans un sens politique restreint—et je ne vois pas du tout cette question sous l'angle d'un parti politique—cette initiative, qui constitue l'une des options, n'aurait pas été possible, je crois, avec les options qui se dérobent.

Ceci dit, ces échanges sectoriaux n'en sont qu'à des débuts très timides, à un stade d'exploration purement préliminaire. Cela ne doit pas nous empêcher d'essayer, dans la mesure du possible, d'en tirer le maximum d'avantages, partout où nous le pouvons, puisque nous sommes une économie d'importance moyenne, très ouverte, et nous devons faire tout ce qui est en nos moyens pour devenir plus compétitifs et prendre pied sur les marchés étrangers.

Le président suppléant (M. Laniel): Monsieur Burney.

M. Burney: Je ne pense pas avoir grand chose à ajouter, car j'allais présenter l'argument que vient d'exposer M^{me} Ostry, à savoir qu'il importe avant tout de remettre l'initiative dans le contexte qui lui convient. Comme vous l'avez dit, monsieur Sargeant, le fond de cette question n'a pas cessé de hanter les relations du Canada et des États-Unis depuis l'époque où le pays a été constitué, tantôt au premier plan de ses relations, tantôt à l'arrière-plan. Mais au cœur du problème, au sens gouvernemental ou analytique, il y a la révision de la politique des échanges entreprise pendant une période de deux ans par le gouvernement, au moyen de consultations avec les provinces et avec le secteur public.

Il importe de ne le considérer que comme une seule partie de cette révision, parce que sa conclusion est principale, comme l'a mentionné M^{me} Ostry, c'est que le système multilatéral reste le fondement même de notre politique d'échanges et que tous nos efforts devraient tendre à renforcer ce système.

[Text]

the same time, the same review rejected the notion of full free trade with the United States or any radical shift in Canadian trade policy. But what it did call for was the exploration, the examination of the pros and cons, of limited sectoral arrangements. Then it indicated a couple of the kinds of sectors that might be looked at.

That is exactly what is happening. We are not at the stage of negotiation, nor has the government even addressed the issue of negotiation. We have simply looked at three or four sectors that contain the possibility of mutual advantage within each sector and have begun a work program in both countries to explore the possibilities.

You asked about the gains and losses. I would just comment briefly on that, if I may. I think the basic economic logic is that a sectoral arrangement provides for greater specialization, enhanced productivity, and, as has already been indicated, should in economic theoretical terms—and this is one area, I might add, where even the economists tend to be unanimous . . . I say that with some trepidation, sitting beside one of the leading economists of the country, but the fact is that the economists on both sides of the issue, if I can put it that way, acknowledge that in pure economic terms there is an advantage to be seen on both sides in terms of improved productivity, and hence competitiveness, not only within North America but in terms of our global competition.

The only other point I would add is that by 1987 more than 80% of what we export into the United States will enter duty-free. More than two-thirds of what the United States will be selling in Canada, that is at the end of the current Tokyo Round tariff reductions, will enter duty-free. Therefore, there is a certain amount of tariff reduction taking place, as a result of the multilateral negotiation and, in some sense, this is an extension of that.

• 1635

Finally, we would see that if these discussions and work bear fruit over time, it could well energize attention to similar progress on the multilateral front. I think that both countries—Canada because of our peculiar place in the world, the lack of a large market—and the Americans, because of their basic commitment to the multilateral system, would also see advantages.

Mr. Sargent: At this time, can you give us an idea of some of the sectors you are looking at?

Mr. Burney: Yes. The four sectors we are looking at on a joint basis . . . this is not a Canadian or an American list, it is a list jointly agreed to—are steel, agricultural equipment and inputs—I might add that is a sector in which trade and agricultural equipment is already substantially duty-free. What we are looking at essentially is an extension of the coverage of items and some streamlining of certification procedures. The third sector we are looking at is government

[Translation]

D'autre part, la notion de libre échange absolue avec les États-Unis ou de tout changement radical dans la politique canadienne des échanges, a été rejetée au cours de cette révision qui insiste, au contraire, sur l'exploration, l'examen des avantages et des inconvénients d'ententes sectorielles limitées. On y désignait en même temps certains des secteurs qui entraient en ligne de compte pour ce genre d'ententes.

C'est exactement ce qui se produit: Nous n'en sommes pas au stade des négociations, et le gouvernement ne s'est même pas encore penché sur cette question. Nous avons simplement envisagé le cas de trois ou quatre secteurs pour lesquels cette possibilité pourrait être mutuellement avantageuse et pour étudier ces possibilités, nous avons mis en chantiers, dans les deux pays, un programme de travail.

Vous me posez une question sur les gains et les pertes, et j'aimerais y répondre brièvement, si vous le permettez. La logique économique qui préside à cette notion, c'est qu'une entente par secteur ouvre la porte à un renforcement de la spécialisation, à une augmentation de la productivité et, comme il a déjà été dit, devrait, compte tenu des théories économiques . . . C'est là une des questions, ajouterais-je, sur laquelle même les économistes tendent à être d'accord . . . Ce n'est pas sans nervosité qu'on affirme cela quand on a pour voisin de table l'un des grands économistes canadiens, mais c'est un fait: Les économistes de toute obédience, si l'on peut dire, reconnaissent qu'en termes purement économiques, il y a un avantage pour les deux parties en matière d'amélioration de la productivité, et par conséquent de la compétitivité, non seulement sur le continent nord-américain, mais au plan de notre compétitivité sur les marchés mondiaux.

La seule chose qui me reste encore à dire, c'est qu'en 1987, plus de 80 p. 100 de nos exportations vers les États-Unis seront admis en franchises de douane. Plus des deux tiers des ventes à l'exportation du Canada aux États-Unis, soit à la fin de la série actuelle des réductions tarifaires de la ronde de Tokyo seront exemptes de droits. Il y a donc certaines réductions tarifaires qui sont appliquées à la suite des négociations multilatérales et en conséquence de cette activité.

Et en fin, si ces discussions et ces efforts portent fruits à long terme, il se pourrait très bien qu'ils attirent l'attention sur des progrès semblables accomplis sur le front multilatéral. Les deux pays—le Canada à cause de la place spéciale qu'il occupe dans le monde, le manque d'un gros marché—et les États-Unis, en raison de son engagement fondamental à l'endroit de ces thèmes multilatéraux, y trouveraient des avantages.

M. Sargeant: Pouvez-vous nous donner une idée des secteurs que vous étudiez?

M. Burney: Oui. Les quatre facteurs que nous envisageons sur une base conjointe—il ne s'agit pas uniquement d'une liste canadienne et américaine, mais d'une liste établie conjointement—soit l'aciérie, l'équipement agricole et les apports—je pense qu'il conviendrait d'ajouter ici qu'il s'agit d'un fait extérieur à l'intérieur duquel les échanges commerciaux et l'équipement agricole sont déjà considérablement exemptés de douanes. A l'heure actuelle, nous cherchons surtout à augmenter la liste

[Texte]

procurement with a special emphasis, from our standpoint, on urban mass transit equipment, which as you may know, is blunted from the American market by buy-America provisions of the surface transportation assistance act.

The fourth sector which we are looking at, and the most tentative and preliminary of these, is computer services or, in a broader sense, informatics.

Mr. Sargent: Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Have you completed?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Yes, thank you, Mr. Chairman.

I find this report on the OECD very comprehensive. Could you tell us to what extent all of these points are being followed by the Canadian government?

Mrs. Ostry: Which ones in particular were you looking at?

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Would you please give me an overview. It is a very important, comprehensive statement which covers virtually everything. I probably missed part of the overview, but there must be some parts which pertain to Canada. I am wondering which ones they are and if they are being addressed?

Mrs. Ostry: Well, the OECD communiqué is a consensus document in which both the Ministers of Finance and the Ministers of Foreign Affairs participate in a two-day debate on the subject matter which is put forward by the Secretary-General. They then agree on a series of policy-oriented statements which are their intentions to follow over the period named in the communiqué. This is heavily medium term.

I think that the Canadian government's policy—you should have my colleague from finance here—the macro policy section is very much in line with the current stance. It is a non-inflationary stance on the monetary side and an effort over the medium term to deal with structural budget deficits. I believe all the countries of Europe are committed to this and the Americans say they are also committed. We have to wait and see what happens with the downpayment.

On the trade—I have gone through it—we will move with our OECD partners on the acceleration of the Tokyo Round. In fact, on the structural analysis, the sectoral analysis, we are behind. We pushed very hard in the trade committee and in other committees to have this brought forward, so we are definitely concerned with that.

Also, I advised that the area in the communiqué on positive adjustment, was unprecedented. This had not been done before—to attach to the *communiqué* this much detail. I think what we would like to do and what we intend to do is to look at

[Traduction]

d'articles visés et à normaliser les procédures d'accréditation. Le troisième secteur que nous étudions est celui des achats du gouvernement et plus particulièrement de notre point de vue, l'équipement des transports urbains en commun qui, comme vous le savez, n'a pas facilement accès au marché américain à cause de dispositions de la Loi sur l'aide au transport de surface portant sur la promotion des produits américains.

Le quatrième secteur qui nous intéresse particulièrement, mais nous n'en sommes qu'à l'étape préliminaire, est celui des services informatisés ou, dans un sens plus large, de l'électronique.

M. Sargeant: Merci.

Le président suppléant (M. Laniel): Avez-vous terminé?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Oui, merci, monsieur le président.

Ce rapport de l'OCDE est très complet. Pouvez-vous dire dans quelle mesure le gouvernement canadien tient compte de ces divers éléments?

Mme Ostry: Quels sont ceux qui vous intéressent particulièrement?

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): J'aimerais que vous me donniez une vue d'ensemble. Il s'agit d'une déclaration très importante et très complète qui porte sur presque tout. J'ai sans doute raté une partie de l'exposé, mais il doit y avoir des parties qui concernent le Canada. Desquelles s'agit-il et font-elles l'objet d'une étude?

Mme Ostry: Bien, le communiqué de l'OCDE est un document établi par consensus auquel contribuent les ministres des Finances et des Affaires extérieures au cours d'un débat de deux jours sur les sujets soulevés par le secrétaire général. Ils se mettent ensuite d'accord sur une série de déclarations de politiques qu'ils ont l'intention d'appliquer pour la période mentionnée dans le communiqué. Il s'agit surtout d'un plan à moyen terme.

Je pense que la politique du gouvernement canadien—il faudrait que mon collègue des Finances soit ici—je veux dire que la section sur la politique générale reflète tout à fait la situation actuelle. Il s'agit d'une position non-inflationniste en ce qui concerne le côté monétaire, et d'un effort à moyen terme pour faire face aux déficits structurels du budget. Que je sache, tous les pays d'Europe ont pris un engagement en ce sens, de même que les Américains. Nous devons attendre de voir ce que donnera la politique des acomptes.

Pour ce qui est de la question des échanges commerciaux—que j'ai bien étudiée—nous appuierons nos partenaires de l'OCDE pour ce qui est d'accélérer la ronde de Tokyo. De fait, pour ce qui concerne l'analyse structurelle et sectorielle, nous accusons un retard. Nous avons beaucoup insisté auprès du Comité sur les échanges commerciaux et auprès d'autres comités sur cette question bien précise. Nous nous y intéressons donc tout particulièrement.

J'ai également souligné le fait que la partie du communiqué consacrée aux ajustements positifs est sans précédent. Cela n'avait jamais été fait auparavant. Je veux dire d'annexer au communiqué autant de détails. Nous avons l'intention

[Text]

this in some depth and use it as a means for discussion with the domestic policy departments. Although this is an international *communiqué*, there are both international and domestic policy implications. That would be our intention, to begin some discussion with the domestic policy departments.

• 1640

The second part of my title, which is Co-ordinator of International Economic Relations, relates to this general idea of bringing international implications in focus to domestic policy and vice versa.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): So at the present time this statement is—or a consensus is—really sort of the bible for all of the countries that respond to it including Canada?

Mrs. Ostry: Yes, and they have used the word very well—“bible”.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I read this rather quickly but I did not come across anything that really dealt with productivity, as such, and I wondered to what extent productivity is something that should be addressed.

Mrs. Ostry: Well, in a way the productivity theme—you are quite right that the word is not used—runs right through the medium term policy stance. Let me just give some examples.

The focus on maintaining a non-inflationary macro-economic stance is premised—and I think with good reason—on the view which was developed as a consequence of looking at the 1970s when the inflation, both expectations and actual inflation, ratcheted up and became extremely serious, the view that in that kind of environment there is going to be a serious misallocation of resources and a serious undermining of productivity. The linkages are very difficult to establish. But, in fact, we saw in all the OECD countries over the 70s a very serious decline, most dramatically indeed, in the United States, but it was pervasive. It was also very serious in Canada and throughout Europe in the area of productivity. In a sense that whole macro orientation is designed to create the preconditions for improvement in productivity.

I think the same thing is true in the trade area. There is no question that there is a strong linkage between the environment in which competitive pressures, on the one hand, and access to world markets, on the other hand, are not major forces of productivity enhancement. I think that was what was said by Mr. Burney.

It is very difficult to gain the advantages of specialization, and other factors which do enhance productivity, if you do not have access to a very large market, and if your own industry is not constantly concerned with keeping competitive because of the threat of imports. Those are very rigorous ways of keeping productivity going.

[Translation]

d'étudier ce document en profondeur et de l'utiliser pour discussion avec les ministères responsables de la politique intérieure. Même s'il s'agit d'un communiqué international, il comporte des répercussions tant internationales que nationales. Nous avons donc l'intention d'entreprendre des discussions avec les ministères responsables de la politique intérieure.

La deuxième partie de mon titre, qui est coordonnateur des relations économiques internationales, concerne justement la question d'établir des liens entre les répercussions internationales et la politique intérieure et vice versa.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): À l'heure actuelle, ce document, ou un consensus là-dessus, constitue en quelque sorte l'évangile pour tous les pays qui y souscrivent, y compris le Canada.

Mme Ostry: Oui, c'est bien le terme.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je l'ai lu assez rapidement je dois le dire, mais je n'ai vu aucune allusion à la productivité comme telle. Je me demande donc dans quelle mesure il convient de traiter de cette affaire.

Mme Ostry: Eh bien, dans un certain sens, l'étude de la productivité—et vous avez raison de souligner que l'on n'utilise pas ce mot—se reflète dans toute la politique à moyen terme. Laissez-moi vous donner quelques exemples.

La décision de maintenir une position macro-économique non-inflationniste est fondée je pense, et avec raison, sur un point de vue qui est le résultat direct de la situation des années 1970 où l'inflation, tant au niveau des attentes que dans la réalité, est devenue galopante et extrêmement grave. Je veux parler du point de vue selon lequel cette situation ne peut qu'entraîner une mauvaise répartition fort grave des ressources et une diminution considérable de la productivité. Il est très difficile d'établir les liens d'interdépendance entre ces divers facteurs. En réalité cependant, nous avons constaté dans tous les pays de l'OCDE au cours des années 1970 un déclin fort grave qui s'est fait sentir tout particulièrement aux États-Unis. La productivité a également beaucoup souffert au Canada et dans toute l'Europe. Toute cette orientation macro-économique est conçue, en règle générale, pour établir les conditions préalables nécessaires à l'amélioration de la productivité.

Je pense que la même chose vaut pour le secteur des échanges commerciaux. Il ne fait aucun doute qu'il existe un lien d'interdépendance étroit entre l'environnement, où les pressions confèrentielles, d'une part, et l'accès aux marchés mondiaux, d'autre part, ne constituent pas les forces majeures de l'amélioration de la productivité. Je pense que c'est ce que Monsieur Burney voulait dire.

Il est très difficile de profiter des avantages de la spécialisation et d'autres facteurs qui ont tendance à promouvoir la productivité si l'on n'a pas accès à un gros marché et si notre industrie ne se préoccupe pas constamment de maintenir sa situation à cause de la menace que présentent les importations. Il s'agit là d'un moyen draconien de maintenir sa productivité.

[Texte]

I think the emphasis on positive adjustment, on adjustment policies, is also very much oriented to the whole productivity phenomenon. The use of the words efficiency, flexibility and so on, are almost OECDs euphemisms for productivity. So in a way I think that is a very perceptive point. But while the word productivity is not in here, the focus of the policies by and large is very much on efficiency competitiveness and productivity.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Would one of the answers to this whole productivity question be long term contracts with, probably, the larger countries with the larger markets and, at the same time, Canada moving out of industries like shoes, textiles and this kind of thing?

Mrs. Ostry: I think there is no question that as world trade has grown, and as the waves of industrialization which have taken place—first the rebuilding of Europe, then the rise of Japan, then the rise of the newly industrialized countries—that has implied a shift in what economists call comparative advantage around the world.

• 1645

All that means is that some countries can more efficiently and effectively produce certain products. That implies that those industries in the older industrialized countries need not disappear, but they clearly are going to have to be rationalized. If that is not done and if the resources which are in those industries are not moved to industries where the advanced countries are more competitive, then the advanced countries' productivity will decline.

So you are right. The whole adjustment question, both the emphasis in the trade committee, which I mentioned, and the positive adjustment annex, in fact, are designed to focus on this question—which is a very difficult question. I mean, there are extreme difficulties in rationalizing and phasing-down and re-orienting the labour force and capital from one sector to another sector. But in fact, that adjustment process is the essence of growth and, therefore, the essence also of productivity.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): If you were a politician and you were asked by your constituents how you would reduce inflation and unemployment, from your point of view in this position, what would you say?

Mrs. Ostry: Well, mercifully, I am not a politician!

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): That is sort of a non-answer.

Mrs. Ostry: How would I reduce inflation and employment? I am glad you said "if you were a politician"; if you had said "if you were an economist," I would be here for an hour and a half giving you the various versions of that.

I think it is fairly clear that the world economic situation, as it evolved in the 1970s, transformed, in no small degree, both the attitudes of governments and the attitudes of economists.

[Traduction]

Je pense que l'accès sur l'adaptation positive, sur les politiques d'adaptation est particulièrement orienté sur le phénomène de la productivité. Les expressions efficacité, souplesse, et ainsi de suite sont presque des euphémismes qu'utilisent l'OCDE pour décrire la productivité. Vous avez eu entièrement raison de soulever ce point. Même si l'expression productivité n'est pas utilisée, ces politiques insistent beaucoup sur l'efficacité, la concurrence et la productivité.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pensez-vous que l'une des solutions à ce problème de la productivité pourrait être la conclusion d'un contrat à long terme avec les plus gros pays qui ont des marchés plus importants et l'abandon progressif, par le Canada, des industries de la chaussure, du textile et autres secteurs de ce genre?

Mme Ostry: À mon avis, il ne fait aucun doute que l'évolution des échanges commerciaux et les vagues d'industrialisation que nous avons connues—à commencer par la reconstruction de l'Europe, le sort du Japon et des pays nouvellement industrialisés—a entraîné un changement de ce que les économistes appellent des avantages comparatifs partout dans le monde.

Cela veut simplement dire que certains pays sont en mesure de fabriquer plus efficacement certains produits. Cela signifie également que les industries des plus anciens pays industrialisés ne sont appelées à disparaître, mais elles devront être rationalisées. Si cela ne se fait pas et si les ressources dont disposent ces industries ne sont pas transférées aux industries plus concurrentielles des pays développés, la productivité de ces pays s'en ressentira gravement.

Vous avez donc raison. L'insistance sur ce Comité sur les échanges commerciaux dont j'ai fait mention tout à l'heure, et sur l'adaptation positive tournent autour de cette question, fort complexe d'ailleurs. J'entends par là que la rationalisation, l'abandon progressif et la réorientation du marché du travail et des capitaux d'investissement d'un secteur à un autre présentent des problèmes fort complexes. Mais ce processus d'adaptation est à la base même de la croissance et, par conséquent, de la productivité.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Si vous étiez un homme politique et que vos électeurs vous demandaient comment vous entendez réduire l'inflation et le chômage, que répondriez-vous?

Mme Ostry: Dieu merci, je ne suis pas un homme politique!

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ce n'est pas là une réponse.

Mme Ostry: Que ferais-je pour réduire l'inflation ou le chômage? Je suis contente que vous ayez dit: «Si vous étiez un homme politique». En effet, si vous m'aviez posé cette même question, il m'aurait fallu au moins une heure et demie pour vous donner les diverses versions de la théorie.

Il est assez évident que la conjoncture mondiale depuis les années 1970 a réussi à transformer considérablement les attitudes tant des gouvernements que des économistes. Je vais

[Text]

If I can put it crudely, they were that there was some stable and reasonably accessible choice or menu between how much unemployment and how much inflation you could have, and that governments could design policies which were fine-tuned to produce the following results: x amount of unemployment and y amount of inflation; it really depended on your preference.

Well, we know that is no longer so, and I think that part of the world problem is exacerbated by—this is too strong a word, but let me use it . . . crisis in economic policy and a crisis among economists. You say to me “if I were a politician” or “if I were an economist”, what would the menu be? What would be the diagnosis? What would be the prescription? I am afraid you are going to find me what you would call evasive, but what I would call candid. There does not appear to be a simple trade-off.

I said earlier that the use of the two major policy levers which in fact governed economic decision-making from the end of the war till the transformation of the 1970s, that is monetary and fiscal policy, have become very, very constrained. Therefore one major way of improving inflation and, with a lag . . . and I say with a lag—unemployment is this focus on medium-term structural policies, improving the efficiency and flexibility of the market.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): That is part and parcel of what we were talking about before: productivity.

Mrs. Ostry: Exactly.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, there is no easy, simple answer to it and, of course, we all have the same problem in trying to explain what we are going to do about inflation and unemployment. There really is no simple solution, that I know of, and that is why I was asking you, because you are much better qualified than I am to make this kind of decision.

Mrs. Ostry: I just say it in a more elevated way.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Anyway, you made a statement earlier on about “self-reliant countries” and you mentioned Canada as being self-reliant. I am not sure what you really meant by that. We are relying on ourselves for what? And to what extent? You might follow that up with a statement. The statement has been made that some countries try to be self-sufficient. I suppose you could say that the countries that come closest to that would be the Soviet Union, the United States, maybe China, and I suppose you might stop there. Would you comment on that?

• 1650

Mrs. Ostry: I used the word “self-reliant” in part of the answer to the question concerning the reasons for the initiative on sectoral trade. I used it because I think that while the issue, as has been pointed out, has come up many times over this century, in fact Canada is now a far more robust country, politically and economically. Therefore, in an ironical,

[Translation]

être franche. Il était alors raisonnablement possible d'enrayer le chômage et l'inflation et les gouvernements pouvaient élaborer des politiques aptes à produire les résultats suivants: un montant x de chômage et un montant y d'inflation. Tout était une question de préférence personnelle.

Vous savez maintenant que ce n'est plus le cas et je pense que les problèmes du monde sont en partie exacerbés par—le mot est peut-être trop fort, mais je veux l'utiliser quand même—une crise au niveau de la politique économique et chez les économistes. Vous m'avez demandé ce que je ferais si j'étais un homme politique, ou un économiste. Quel serait mon diagnostic? Quelle serait ma prescription? Je crains que vous ne trouviez ma réponse quelque peu évasive, mais elle est sincère. Il ne me semble pas y avoir possibilité d'une harmonisation des objectifs.

J'ai dit plus tôt que l'utilisation des deux grandes forces politiques qui ont régi le processus décisionnel et économique, de la fin de la guerre jusqu'aux transformations que nous avons connues pendant les années 1970, je veux parler des politiques monétaires et fiscales, est devenue très limitée. Par conséquent, un des meilleurs moyens d'améliorer le taux d'inflation et, vu le décalage—et je dis bien décalage—celui du chômage, serait l'adoption d'une politique structurelle à moyen terme visant à améliorer l'efficacité et la souplesse du marché.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Cela rentre tout à fait dans le contexte du sujet dont nous discutons plus tôt, à savoir, la productivité.

Mme Ostry: C'est exact.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Eh bien, il n'y a pas de solution magique et nous nous heurtons tous aux mêmes difficultés lorsqu'il s'agit d'expliquer ce que nous allons faire pour combattre l'inflation et le chômage. Il n'y a pas de solution facile que je connaisse et c'est pourquoi je vous ai posé cette question, car vous êtes beaucoup plus compétent que je ne le suis pour prendre ce genre de décision.

Mme Ostry: Je l'ai dit simplement en termes plus reliés.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Eh bien, vous avez fait plus tôt une déclaration au sujet des pays autonomes et vous avez dit que le Canada en était un. Je ne sais pas ce que vous entendez vraiment par là. Nous comptons sur nous-mêmes pour quoi? Et à quel point? Vous pourriez peut-être développer cela. Vous avez affirmé que quelques pays s'efforcent d'être autosuffisants. Je suppose qu'on peut dire que les pays qui se rapprochent le mieux de cela sont l'Union Soviétique, les États-Unis et peut-être la Chine, et c'est à peu près tout. Pouvez-vous développer quelque peu cet aspect?

Mme Ostry: J'ai utilisé le terme «autosuffisance» dans une partie de ma réponse indiquant les raisons pour lesquelles on prenait une initiative en matière de commerce sectoriel. Si je m'en suis servi, c'est parce que comme on l'a indiqué, même si cette question s'est présentée à bon nombre de reprises pendant le siècle, le Canada actuel est un pays beaucoup plus solide sur

[Texte]

paradoxical way the increased interdependence, of which Canada is a part, has in fact increased Canada's capacity to deal with the United States or with other countries. Interdependence has produced greater independence in some paradoxical sense. That was the way I was using "self-reliant"; I did not mean it in any other way and it was perhaps an awkward choice of words.

Regarding "self-sufficient", you are quite right. The choice of self-sufficiency, or to use an older word, autarchy, is very much a choice now which is being made by the non-market economies, and there has been an increased linkage even there. But the linkage between the OECD world and the non-OECD world, market economies, has grown much faster than it has with the Soviet bloc and with China. That is a choice on their part. It is conscious policy choice and I am not an expert in it; I am sure you do not want me to go into it.

The United States is far less self-contained than it was. I mean it still has a smaller proportion of its GNP open in terms of exports and imports, but a much much greater proportion than it did after the war. So all the industrialized market economies, and many of the non-industrialized but largely market economies, or lesser industrialized, are much more open than they were after the war. The reasons, I think, are fairly clear. There is an enormous benefit to be derived from this expansion of world trade and from the improved capital flows.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): You mentioned earlier in your remarks the tremendous international and domestic debts of some countries and how this affects their trade relations. Is there a rule of thumb as to what is a reasonable ratio of debt to Gross National Product, or debt servicing to Gross National Product, something of this nature? If there is, how is it determined?

Mrs. Ostry: In fact there has been a great deal of debate about that. Since the onset of the debt crisis I think the general agreement is that there is no sort of single criterion on which you could say that if you had such-and-such a ratio that would be disastrous, if you had a lesser one that would be okay.

I think, if I could digress for a moment, that if you went back to the beginning of this century and looked at debt-GNP ratios of Canada, Australia and a whole series of countries who were not highly advanced at that time, you would find that those debt-GNP ratios were much larger than the present debt-GNP ratios of Brazil, Mexico, Venezuela, and so on, and nobody was terribly alarmed about it. The reasons, in retrospect, were that the potential for growth was considered very high and the potential to earn through export earnings the resources to service that debt, was therefore considered very good. I think it is also important that the real interest rates were well below the expected growth rate and the expected rates of growth of exports.

[Traduction]

le plan politique et économique. En conséquences, paradoxalement, la plus grande interdépendance régissant les rapports internationaux, dont ceux du Canada, a augmenté l'incapacité qu'a notre pays de traiter soit avec les États-Unis, soit avec d'autres pays. En effet, l'interdépendance entraîne une plus grande indépendance, ce qui est assez paradoxal. C'est dans cette perspective que je me servais du terme «autosuffisance»; je ne songeais pas à autre chose, c'est peut-être le terme lui-même qui était plus ou moins bien choisi.

Au sujet de cette «autosuffisance», vous avez tout à fait raison. Le choix de cela ou pour utiliser un terme plus ancien, de cet autarcie est très répandu dans les économies réglementées, et même dans de telles situations, les échanges liés entre les pays de l'OCDE et les autres à économie de marché ont augmenté beaucoup plus rapidement qu'avec le bloc soviétique et la Chine. Cela est dû à un choix politique délibéré, sujet sur lequel je ne suis pas très versé; je suis sûr que vous ne voudrez pas que je le développe.

Les États-Unis sont beaucoup moins fermés qu'auparavant. Bien sûr, la part de son PNB d'échanges libres en matière d'exportation et d'importation est petite, mais elle est tout de même beaucoup plus importante maintenant qu'elle ne l'était après la guerre. De toute façon, toutes les économies de marché industrialisées, et bon nombre des économies non-industrialisées ou moins industrialisées mais fondées en très grande partie sur le libre-échange sont beaucoup plus ouvertes qu'elles ne l'étaient après la guerre. Les raisons de cela me paraissent assez claires. Il y a en effet un énorme bénéfice à tirer de cette expansion du commerce mondial et d'un plus grand mouvement des capitaux.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Plus tôt, vous avez mentionné les dettes extérieures et intérieures considérables de certains pays et comment cela se répercute sur leurs échanges commerciaux. De l'avis général, y a-t-il un rapport raisonnable entre la dette et le PNB, ou le service de la dette et le PNB, quelque chose de ce genre? Sur quoi se fonde un tel avis?

Mme Ostry: De fait, ce sujet a donné lieu à beaucoup de discussions. Depuis le début de la crise de la dette, je crois qu'on s'entend en général pour reconnaître qu'il n'existe aucune norme unique permettant d'affirmer que si l'on atteint telle proportion, cela sera désastreux mais que si l'on s'en tient au rapport plus bas, la situation est acceptable.

Si vous me permettez de faire une digression quelques instants, si l'on se reporte au début du siècle et qu'on considère les rapports de la dette avec le PNB du Canada, de l'Australie et de toute une série d'autres pays, qui alors n'étaient pas très développés, on se rendra compte que la proportion de la dette était beaucoup plus importante que ne l'est maintenant celle de pays comme le Brésil, le Mexique, le Venezuela etc, et malgré cela, personne n'en était extrêmement inquiet. La raison de cela était qu'on estimait les possibilités de croissance très élevées, ce qui faisait qu'on estimait pouvoir réaliser suffisamment de gains, grâce aux exportations, pour rembourser cette dette. Autre facteur important, les taux d'intérêt réels étaient bien inférieurs aux taux de croissance prévue ainsi qu'aux taux de croissance prévus des exportations.

[Text]

• 1655

So the thing is relative. A country like Brazil today has a growth potential that many bankers and industrialists will tell you is as great, if they can get through this transition, as the growth potential of Canada or Australia or the other countries at the beginning of the century. That is why I think the notion that there is some magic ratio beyond which one should not go is a pretty nebulous phenomenon.

But the question of servicing the debt becomes a serious one, because the debt can only be serviced out of the export earnings. That depends very much on the openness of the industrialized world markets and on the rate of growth of those markets and on the level of interest rates.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): In the case of Canada, we have a tremendous deficit. But my understanding is that most of the deficit is owed domestically; it is owed to Canadians. It is not foreign debt, per se. Would you say that the danger is having the international debt, rather than the domestic debt? To finish off the other question I asked you, is there such a thing as a debt ratio, a debt-to-income ratio?

Mrs. Ostry: Are you now talking about public sector debt, or are you talking about . . .

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, basically public sector, yes.

Mrs. Ostry: Again, I think you have had very wide variation in the ratio of public sector debt to GNP in the OECD countries. For example, three or four years ago the United States—well, let me not take the United States; let me take France. France had the lowest ratio, extremely low ratio, of public sector deficit to GNP, whereas Germany had a really remarkably high one. It very much depends, if you just take that deficit, both on the nature of government expenditure and taxation, and also on the stage of the business cycle.

One new phenomenon, which I think has really changed the outlook on the stock of debt—can I make the distinction, meaning the deficit as a phenomenon—is the difference, very roughly speaking, between current revenue and outgoing. Whereas the accumulated stock of debt depends on the historical behaviour of the government over a long period of time.

The reason I am mentioning that is that servicing that now has become a major problem because of the level of interest rates. From my viewpoint, that has made most rule-of-thumb measures about fiscal stance—how much of it is due to low growth, how much of it is due to what the Americans call structural deficit . . . I think that interest rate charge, at the present level, is beginning to change—we are again in a period of transition—to change people's views about what is and what is not a reasonable fiscal stance. I am sorry I cannot be more precise than that. Again, it is an entirely new phenomenon.

[Translation]

La situation est donc relative. Un pays comme le Brésil aujourd'hui dispose d'une possibilité de croissance considérable, aux dires de bon nombre de banquiers et d'industriels, s'il peut réussir à sortir de cette période de transition analogue à celle qu'ont connue le Canada ou l'Australie, ou encore d'autres pays au début du siècle. C'est pour cette raison que l'idée voulant qu'il y ait un seuil magique au-delà duquel il ne faudrait pas monter me paraît assez peu crédible.

Cela dit, le remboursement de la dette est un problème très important parce que cette dette ne peut être remboursée qu'à même les bénéfices réalisés grâce aux exportations. Or, cela dépend de façon non négligeable de l'ouverture des marchés internationaux industrialisés ainsi que du taux de croissance des marchés et des taux d'intérêt.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Au Canada, le déficit est extrêmement élevé. Toutefois, à ma connaissance, il s'agit d'un déficit interne, c'est-à-dire qu'on doit rembourser les Canadiens. Il ne s'agit donc pas d'une dette extérieure en soi. Êtes-vous d'avis que c'est une dette extérieure qui constitue vraiment le danger plutôt qu'une dette nationale? Par ailleurs, pour me reporter à l'autre question que je vous ai posée, existe-t-il un rapport avec la dette, c'est-à-dire un rapport entre le revenu et la dette?

Mme Ostry: S'agit-il de la dette du secteur public ou . . .

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Eh bien oui, avant tout de la dette du secteur public.

Mme Ostry: Encore une fois, le rapport entre la dette publique et le PNB a fluctué sensiblement dans les pays de l'OCDE. Par exemple, il y a trois ou quatre ans, aux États-Unis—eh bien, prenons plutôt un autre pays que celui-là, prenons la France. Il y a quelques années, le rapport entre la dette du secteur public et le PNB en France était le plus faible de l'OCDE, alors que la dette publique en Allemagne était extrêmement élevée. Si l'on ne considère que ce déficit, cela dépend beaucoup à la fois de la nature des dépenses gouvernementales et de la fiscalité ainsi que de la conjoncture économique du milieu des affaires.

Au sujet du déficit, j'aimerais faire une distinction. L'un des nouveaux facteurs qui ont modifié la façon dont on considère une dette est la distinction qu'on établit entre les recettes courantes et les recettes ponctuelles. L'importance du déficit dépend chronologiquement de la politique gouvernementale à long terme.

Si je mentionne cela, c'est parce que le service de la dette est maintenant devenu un problème fondamental à cause du niveau élevé des taux d'intérêt. À mon avis, cet état de fait a gouverné la plupart des mesures servant à évaluer la situation fiscale, c'est-à-dire quelle part de la situation est attribuable à une faible croissance et quelle proportion à ce que les Américains appellent un déficit structurel . . . Je crois que les taux d'intérêt recommencent à fluctuer, nous sommes de nouveau dans une période de transition, et on changera d'avis au sujet de ce qui est raisonnable ou pas en matière fiscale. Je regrette

[Texte]

Another phenomenon that I think has transformed people's views of fiscal policy and was not evident in the past is the behaviour of financial markets; that is, the whole question of how financial markets view the deficit. Regardless of the economic implications of the deficit, the way financial markets view the deficit—and this is particularly true in the United States—can affect interest rates, particularly long-term rates, and can affect the value of the exchange rate. So when you get expectations operating, it again is another constriction and creates a degree of feeling that there is very little control of government policy. These are all quite new phenomena.

• 1700

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Could you just answer the latter part of my question concerning domestic as against international?

Mrs. Ostry: I do not have the data. I would think that our foreign debt is really rather small, but I do not have data on Canada's foreign debt. Sorry.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): But would you agree that it is a much more serious situation for countries like Brazil and Mexico and Argentina.

Mrs. Ostry: Oh goodness, yes. Sorry, yes.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): They have so much international debt, whereas most of Canada's debt is domestic.

Mrs. Ostry: I think they are two quite separate phenomena. That is what I was trying to say. Leaving the foreign debt aside, if you are talking about Brazil and so on, their external debt is a major problem that dwarfs anything in the industrialized world.

I would not like to be pushed into saying the traditional view that a public sector deficit, because it simply transfers money within the country, is not a matter of concern. I am trying to say that, at the moment, there are quite strongly varying views on fiscal stance and I would not want to be pushed into, and I would not be pushed into, giving you rule-of-thumb numbers.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): I wonder, Mr. Darling, do you have any questions?

Mr. Darling: I am sorry I came in late. I had other committee meetings.

I was certainly interested in the comments by Mrs. Ostry and also Mr. Burney. Mr. Burney was saying that we are moving towards free trade with the States, or to a higher percentage. What was it 60% ...

[Traduction]

de ne pouvoir être plus précise que cela, mais encore une fois, il s'agit d'un phénomène tout nouveau.

Un autre phénomène ayant transformé l'idée qu'on se fait de la politique fiscale et qui n'était pas très visible par le passé est le comportement des marchés financiers; j'entends par là la façon dont les marchés financiers envisagent le déficit, quelles que soient les répercussions économiques de son existence. La perspective des marchés sur ce déficit, surtout aux États-Unis, peut influencer sur les taux d'intérêt, particulièrement les taux d'intérêt à long terme ainsi que le taux de change. Quand les attentes sont vives à ce sujet, cela constitue une autre contrainte et donne l'impression que le gouvernement contrôle très peu sa politique. Il s'agit-là de phénomènes tout à fait nouveaux.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Pouvez-vous maintenant répondre à ma deuxième question, à savoir si un déficit interne est moins grave que la dette extérieure?

Mme Ostry: Je n'ai pas les données là-dessus. Je crois cependant que notre dette extérieure est plutôt faible, mais je ne dispose toutefois pas de renseignements là-dessus. Je m'en excuse.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Toutefois, vous conviendrez que la situation de pays tels le Brésil, le Mexique et l'Argentine est beaucoup plus grave.

Mme Ostry: Oh, mon Dieu, oui. Je m'excuse, oui.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Leur dette extérieure est considérable alors que le déficit du Canada est surtout interne.

Mme Ostry: Il s'agit de deux phénomènes très distincts. C'est d'ailleurs ce que j'essayais de dire. La dette extérieure de pays comme le Brésil et d'autres écrase par son importance tous les problèmes que peuvent connaître le monde industrialisé.

Cela dit, je n'aimerais pas qu'on essaie de me faire reprendre à mon compte l'avis traditionnel d'après lequel la dette du secteur public n'est pas préoccupante du simple fait qu'elle est constituée tout simplement de transferts d'argent à l'intérieur du pays. Tout ce que j'essaie de dire pour le moment, c'est que les avis varient sensiblement quant à savoir quelles mesures fiscales adopter à cet égard, et je ne tiens donc pas à être forcé de vous donner des chiffres qu'il faut absolument atteindre.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Laniel): Monsieur Darling, avez-vous des questions à poser?

M. Darling: Je m'excuse d'être arrivé tard, mais j'ai dû assister à d'autres séances de comité.

Les propos de M^{me} Ostry et également ceux de M. Burney m'ont certainement intéressé. À ce sujet, M. Burney nous a dit que nous nous dirigeons vers le libre échange avec les États-Unis, ou tout au moins à une proportion plus élevée de libre échange. Il s'agit de 60 p. 100 ...

[Text]

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): By 1987.

Mr. Darling: By 1987, and I am just wondering what are the sectors... Of course we are well aware, as you mentioned, Mrs. Ostry, in textiles and shoes, we are in a big league trying to maintain those industries and subsidizing them. Which are the ones that we would continue to subsidize? Which industries, by tariffs or some sort of quota? And should be?

Mrs. Ostry: Derek, do you want to come up?

I think that the 80% is entirely tariff. I do not know where the excluded areas would be. They do not come under... Agriculture, I guess.

Mr. Darling: That was mentioned.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Mr. Burney.

Mr. Burney: What I had said was the estimate is that by 1987, when the Tokyo Round tariff reductions have completed their cycle, we expect roughly 80% of what we sell to the United States will enter duty-free. A large part of what we sell now enters duty-free because the three biggest items in our exports to the United States are in the automotive sector and they are all covered by the autopact. I said as well that by the same period it is estimated that roughly two-thirds of what the United States sells to Canada will enter duty-free.

If your question is what are the items that will remain protected in terms of Canada-U.S. trade: clothing and textiles in both countries are under a high tariff; footwear is another; petrochemicals; agricultural inputs, which is one of the items on our sectoral list, runs into a tariff in the United States. There is no tariff in Canada at present. This is on pesticides, herbicides and things of that magnitude.

Mrs. Ostry: Agriculture?

Mr. Burney: Some agricultural products. Oh, there are some forest products as well, but certainly the big ones are clothing, textiles and footwear.

Mr. Darling: In the forestry industry, there are some tariffs still.

Mr. Burney: Yes.

Mr. Darling: That is our biggest industry, and I was under the impression that the great majority of our timber products went across duty-free.

Mr. Burney: A great majority of it does.

Mr. Darling: Our American friends were not very happy about it, to put it mildly.

Mrs. Ostry: Mr. Latimer.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Mr. Latimer.

[Translation]

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): D'ici 1987.

M. Darling: D'ici à 1987, et je me demande quels sont les secteurs affectés... Bien entendu, comme vous l'avez mentionné madame Ostry, aucun d'entre nous n'ignore les textiles et les chaussures car nous les subventionnons et déployons des efforts considérables pour aider ces industries. J'aimerais donc savoir lesquelles de ces industries nous allons continuer à subventionner, et ce au moyen de tarifs ou de contingents? Aussi, lesquelles de ces dernières devrait-on continuer à subventionner?

Mme Ostry: Derek, voulez-vous vous approcher?

Je crois qu'on a dit que 80 p. 100 des produits seront entièrement exemptés de tarifs. J'ignore toutefois quels secteurs seront exclus. Ils ne relèvent pas de... l'Agriculture, probablement.

M. Darling: On a mentionné cela.

Le président suppléant (M. Laniel): Monsieur Burney.

M. Burney: Je disais qu'on prévoit que d'ici 1987, lorsque les négociations de Tokyo relatives aux réductions de tarifs seront terminées, nous nous attendons à ce qu'environ 80 p. 100 des biens que nous vendons aux États-Unis entrent libres de droits. Une proportion déjà importante de ce que nous vendons entre maintenant franc de droit du fait que les articles les plus importants que nous exportons vers les États-Unis proviennent du secteur de l'automobile et sont donc couverts par le pacte de l'automobile. J'ai également affirmé qu'on prévoit également que les deux tiers de ce que les États-Unis vendent au Canada entreront alors chez nous libres de droit.

Si vous voulez savoir quels domaines demeureront protégés par rapport au commerce Canada—États-Unis, il s'agit des vêtements et textiles dans les deux pays, qui de chaque côté sont protégés par des tarifs élevés; les chaussures, la pétrochimie, les produits agricoles, ces derniers figurant sur notre liste sectorielle, et qui sont frappés de droits aux États-Unis. Il n'y a toutefois pas de droit d'imposé au Canada sur les pesticides, les herbicides et les produits de cette nature.

Mme Ostry: Et en agriculture?

M. Burney: Certains produits agricoles seront protégés. Oh, il y a également certains produits forestiers, mais les articles les plus importants sont certainement les vêtements, les textiles et les chaussures.

M. Darling: Dans l'industrie forestière, il reste encore certains droits.

M. Burney: Oui.

M. Darling: C'est notre industrie la plus importante, et je croyais que la très grande majorité de notre bois d'oeuvre traversait les frontières libre de droit.

M. Burney: Tel est effectivement le cas de la grande majorité de ces produits.

M. Darling: Nos amis américains n'en sont pas très heureux, c'est le moins qu'on puisse dire.

Mme Ostry: Monsieur Latimer.

Le président suppléant (M. Laniel): Monsieur Latimer.

[Texte]

• 1705

Mr. P.E. Latimer (Assistant Deputy Minister, Trade and Economic Policy, Department of External Affairs): Just to add a few items, in the fine papers area—liner board, that sort of thing—we still have tariffs. In the petrochemicals that Derek Burney mentioned, we have some tariffs. In some of the areas of not only clothing but on the textiles as well, and fibres, we still have them. We have them on plywood, but not really in the minerals area. There is a whole area of machinery, electrical machinery and equipment—apart from the machinery tariff, which is kind of a complicated tariff, but a normal tariff protection on the electrical machinery is dutiable.

If you take a look at the dutiable items in the Canadian tariff, most of them in the end products, by the time the Tokyo Round results are in, will average about 9.2%. That will be just about the top rate, apart from these exceptional items like textiles, clothing, ship building—ships are something like 25%—and footwear is another.

Mr. Darling: Then the tariff on most of these others that you are retaining will only be about 9.2%.

Mr. Latimer: That is the normal highest rate in fully manufactured goods.

Mr. Darling: I see.

Mr. Latimer: Except for, as I said . . .

Mr. Darling: In other words, in our own interests to protect certain industries we will still continue to protect the shoe industry and the textile industry—even though some say to root, hog, or die, and let them die.

Mr. Latimer: We are talking about the reductions in the tariff negotiated in the Tokyo Round. That is sort of where the commitment lies.

Mr. Darling: Mrs. Ostry, I know Mr. Robinson was trying to pin you down, and it is pretty hard to pin down an economist on a panacea for unemployment and inflation and productivity. But we have to pretty well realize the fact that we do not have the productivity. We are going to have to streamline it, and therefore we are not going to help the employment problem too much in the foreseeable future by increasing our productivity.

Mrs. Ostry: Well the relationship between productivity and unemployment is really an enormously complicated one. Over the long run there is no question that productivity will enhance growth and therefore create jobs. Over the short run—and this is particularly clear in Europe—they have had remarkably high productivity growth. While their productivity fell over the 1970s, it was still very much higher, and it picked up atypically in the recession. Their productivity growth and the British growth in productivity has been phenomenal; it has been positively Japanese. But with very slow growth in output that has eroded jobs; there is no question about that.

[Traduction]

M. P.E. Latimer (sous-ministre adjoint, Politique commerciale et économique, ministère des Affaires extérieures): S'ajoutent à cela quelques autres faits. Dans le domaine des papiers fins, du carton de revêtement, et ce genre de produit, nous imposons encore des droits. Dans le domaine de la pétrochimie mentionné par Derek Burney, il y a encore aussi quelques droits. Dans le domaine des vêtements, des textiles et des fibres, il y en a encore également. On en impose également sur le contre-plaqué mais pas vraiment dans le domaine des minéraux. Il reste aussi le domaine des machines, du matériel et des machines électriques où le droit est assez compliqué, mais on impose une protection douanière sur la catégorie du matériel électrique.

Si l'on examine les articles frappés de droit de douane au Canada, dont la plupart se retrouve dans les produits finis, d'ici à ce que les résultats du Tokyo Round soient connus, ces droits atteindront en moyenne environ 9.9 p. 100. Cela correspondra à peu près au maximum, à part ce qu'on retrouve dans des catégories exceptionnelles comme les textiles, les vêtements, la construction navale, où les navires sont frappés de droit d'environ 25 p. 100 et les chaussures.

M. Darling: Par conséquent, les tarifs douaniers frappant la plupart des produits ne s'établiront qu'à environ 9.2 p. 100.

M. Latimer: Il s'agit du tarif le plus élevé correspondant aux biens de fabrication.

M. Darling: Je vois.

M. Latimer: Sauf pour, comme je l'ai dit . . .

M. Darling: Autrement dit, dans notre propre intérêt, nous allons continuer à protéger certaines industries comme celle de la chaussure et du textile, même si certains nous disent de les abandonner à leur sort et de les laisser disparaître.

M. Latimer: Nous parlons des réductions de tarifs douaniers qu'entraîneront les négociations du Tokyo Round. C'est à ce niveau qu'on prend des engagements.

M. Darling: Madame Ostry, j'ai bien remarqué que M. Robinson a essayé de vous coincer, et il est assez difficile d'exiger d'un économiste qu'il donne une panacée capable de guérir le chômage, l'inflation et les problèmes de productivité. Cela dit, nous devons nous rendre compte de nos lacunes en matière de productivité. Nous devons simplifier les choses, et par conséquent, il sera difficile de diminuer le chômage dans un avenir rapproché en augmentant notre productivité.

Mme Ostry: Les rapports entre la productivité et le chômage sont un domaine extrêmement compliqué. A long terme, il est hors de tout doute que la productivité aidera la croissance et créera donc des emplois. A court terme cependant, et cela ressort assez clairement en Europe, cette productivité s'accompagne de problèmes. En effet, alors que la productivité avait chuté pendant les années 1970, elle a progressé considérablement et contre toute attente pendant la récession. Cependant, cette croissance de la productivité tellement phénoménale qu'elle en est presque japonaise s'est accompagnée d'une augmentation très lente de la production même et a supprimé des emplois, cela ne fait pas de doute.

[Text]

Their view, and it is hard to disagree with it, is that over the longer run the only way they are going to create jobs is by improving their productivity and their competitiveness.

So there is no neat, simple relationship. But for a trading nation, for an open nation, I do not think we have much option except to try to improve our productivity.

Mr. Darling: It is rather a coincidence, but a group of us had lunch with the Deputy British High Commissioner today. Their productivity, yes, but their unemployment is pretty ...

Mrs. Ostry: That is right.

Mr. Darling: I did not know it was as high as ours.

Mrs. Ostry: It is extremely high.

Mr. Darling: They say 11 ...

Mrs. Ostry: It is higher than ours. If they measured it on our basis it would be well over 12%. Most of the Europeans do not measure it the way we do.

But if I could just add something, I do not know whether he pointed this out. This is much more alarming than the actual level of unemployment. About one-third to one-half of British unemployment and German unemployment and French unemployment is of long duration. That is, those people have been out of work a year or more. Our comparable figure is less than 10%. So our unemployment pool moves a lot; I mean, people move in and out of it. In Europe what is frightening is that the unemployment pool is stagnant. There are growing numbers, particularly of young people, who have never worked and do not have much prospect of ever working. It is a very different unemployment picture.

• 1710

Mr. Darling: I know that it is a pretty serious thing that we are faced with too, Mrs. Ostry, there is no doubt about that. We think of the young people, the high percentage who are unemployed now, and then the great group that are going to be dumped on the labour market, I guess starting now. Where are they going to find meaningful jobs—those who are coming out of high school who may not want to continue on, and of course, university graduates?

Mrs. Ostry: I do not want to diminish the significance of the unemployment, it is very serious in all the OECD countries, but Canada and the United States—apart from the fact that its long duration phenomenon is much rarer than in Europe—had the big demographic change in the 1970s. Their baby boom produced that enormous surge of new entrance, young people, in the 1970s. Now the American situation has already turned. It is actually very much diminished. I have not followed the statistics closely relating to ours; it is either turned or about to turn. Whereas the Europeans had a later baby boom, so they have a flood, for demographic reasons, of young people coming on the market, which is going to create pressure until the end of the decade. I think that is one of the reasons their

[Translation]

On peut difficilement contester le bien fondé de la position de ces gens-là d'après lesquels la seule façon de créer des emplois à long terme est d'améliorer la productivité et la concurrence.

Il n'y a donc pas de rapport simple et net en la matière. Toutefois, je ne crois pas qu'une nation commerçante et ouverte ait le choix de ne pas améliorer sa productivité.

M. Darling: C'est plutôt une coïncidence, mais certains d'entre nous avons déjeuné avec le haut commissaire britannique adjoint aujourd'hui. Oui, la productivité de ce pays est élevée, mais son taux de chômage est très ...

Mme Ostry: C'est exact.

M. Darling: J'ignorais qu'il est aussi élevé que le nôtre.

Mme Ostry: Il est extrêmement élevé.

M. Darling: On parle de 11.

Mme Ostry: Il est plus élevé que le nôtre. En outre, si on utilisait les mêmes mécanismes que les nôtres pour l'établir, il se situerait à bien plus de 12 p. 100. La plupart des Européens ne mesurent pas le taux de chômage de la même façon que nous.

J'aimerais ajouter quelque chose. J'ignore si cela a été dit mais il y a bien pire que le niveau réel de chômage. Entre un tiers et la moitié des chômeurs britanniques, allemands et français le sont pendant de longues périodes. Cela signifie que ces chômeurs sont sans travail depuis plus d'un an. Chez nous, on retrouve moins de 10 p. 100 des chômeurs dans cette catégorie. Il y a donc un fort taux de roulement ici. En Europe, ce qui fait peur, c'est qu'il y a une espèce de stagnation du chômage. Il y a de plus en plus de chômeurs, particulièrement de jeunes, qui n'ont jamais travaillé et qui ont peu de perspectives de trouver du travail un jour. Pour ce qui est du chômage, c'est très différent.

M. Darling: Il est certain, madame Ostry, que la situation chez nous est aussi pas mal grave. Le nombre de jeunes en chômage est déjà très élevé et il y en aura bientôt beaucoup plus. Où vont travailler les jeunes qui quittent l'école secondaire et qui ne veulent plus poursuivre leurs études, où vont travailler les diplômés universitaires?

Mme Ostry: Je ne veux pas minimiser le problème du chômage, qui est extrêmement grave dans tous les pays de l'OCDE; mais au Canada et aux États-Unis en plus du fait que le chômage n'ait pas duré aussi longtemps qu'en Europe—les grands bouleversement démographiques ayant eu lieu pendant les années 1970. C'était dans les années 1970 que les enfants ont envahi le marché. Aujourd'hui, aux États-Unis, la situation a déjà changé. Le chômage a beaucoup diminué. Je ne suis pas au courant des chiffres et je ne les ai pas comparés aux chiffres pour le Canada; soit que la situation ait changé, soit qu'elle soit sur le point de changer. En Europe, par contre, l'explosion démographique s'est produite beaucoup plus tard, si bien que les pressions exercées par les jeunes qui envahissent le marché

[Texte]

youth unemployment has grown so much in terms of long duration. I really do think the situation in North America is qualitatively different—not to say the unemployment picture is not a serious picture here, it is.

Mr. Darling: What do you see then, over the next year, as far as North America is concerned? The States seem to be coming up and reducing their unemployment much more significantly than ours. Of course, there is the old story that says if Uncle Sam sneezes, we get pneumonia, but certainly the way things are going now, is it going to look better six months down the road? How does it look in your eyes?

Mrs. Ostry: Well, I think the available forecasts either from the International Monetary Fund, the OECD or some of the private forecasters suggest that this year, growth in North America, Canada and the United States, will be higher than the rest of the OECD, even higher than in Japan, but that next year, all the forecasters suggest that there will be a slowing of growth in the United States and in Canada. This is based on no great surprises in interest rates—no diminution, but no marked rise in interest rates—and very importantly, based on no marked change in the value of the dollar. So those are two major uncertainties.

As far as unemployment is concerned, you are quite right. The American unemployment rate has dropped very markedly. It peaked in the recession period at well over 10%. It is now about 7 1/2% or 7.8%. It is not expected to go down very much further. I do not remember the OECD forecast; I think it is about 7.2% or something like that. Ours has been stickier. Ours peaked at a higher rate than theirs and it has fallen less than theirs. The official forecasts suggest some further diminution to about 11%. John, is that right?

Mr. Darling: For ours . . .

Mrs. Ostry: That is for next year, for 1985.

Mr. Darling: I think the Minister of Finance did say that in the House, at one time. It is a very sobering thing to look forward to, that we are going to be looking for maybe two or three years at 10% or over. That is a lot for the rest of the country to carry on its back.

• 1715

Mrs. Ostry: I think that is correct. Again, I have to place it in the context of coming out of the worst recession since the 1930s, and a major change in policy which has correctly placed a major emphasis on reducing inflation and maintaining that reduction. I think there has been a transformation of the world economic environment from a period in the 1970s when, apart from the two shocks, there was clearly a massive build-up of inflation which had to be checked, and that is the context in which I think one has to look at it, and it has left a world economy with an accumulation of serious problems. I do not think there is any question about that.

[Traduction]

se poursuivront jusqu'à la fin de la présente décennie. C'est l'une des raisons pour lesquelles le chômage chez les jeunes en Europe dure beaucoup plus longtemps. Je suis convaincu que la situation en Amérique du Nord est essentiellement différente. Je ne dis pas qu'elle n'est pas grave; elle l'est.

M. Darling: À quoi faut-il s'attendre en Amérique du Nord, dans les douze mois qui viennent? Les États-Unis semblent réussir mieux que nous à réduire le chômage. Mais si les choses vont mal aux États-Unis, c'est nous qui en souffrons. Les choses iront-elles mieux dans six mois? Qu'en pensez-vous?

Mme Ostry: D'après les prévisions du FAMI, de l'OCDE et de certaines entreprises privées, en Amérique du Nord, c'est-à-dire le Canada et les États-Unis, connaîtront un taux de croissance qui sera plus élevé que celui des autres pays, y compris le Japon; mais on prévoit également que l'an prochain, le Canada et les États-Unis connaîtront un ralentissement. Ces prévisions ne valent que si les taux d'intérêt ne diminuent ou n'augmentent pas de façon significative, et, ce qui est encore plus important, si la valeur du dollar ne varie pas beaucoup. Et ce sont là deux éléments qui sont très incertains.

En ce qui concerne le chômage, vous avez tout à fait raison. Le taux de chômage aux États-Unis a beaucoup diminué. Pendant la récession, il a atteint un maximum qui était bien au delà de 10 p.100. Il s'élève à ce moment à 7 1/2 p. 100 ou 7.8 p. 100. On ne s'attend pas à ce qu'il baisse davantage. Je ne me rappelle pas ce que l'OCDE prévoyait; c'était, je crois, de l'ordre de 7.2 p. 100. La situation au Canada a été un peu plus difficile. Par rapport aux États-Unis, le taux de chômage a augmenté beaucoup plus avant de plafonner et a moins diminué par la suite. D'après les prévisions officielles, le taux pourrait encore diminuer jusqu'à environ 11 p. 100. Est-ce exact, John?

M. Darling: Pour nous . . .

Mme Ostry: Ce sont les chiffres de l'an prochain, pour 1985.

M. Darling: Je crois que le ministre des Finances l'a déjà dit à la Chambre. À savoir que cela peut durer encore deux ou trois ans, ce n'est pas rassurant. Et ce sont les Canadiens qui doivent porter le fardeau.

Mme Ostry: Je crois que c'est cela. Encore une fois, il ne faut pas oublier que nous sortons de la pire récession que nous avons connue depuis les années 30, et que la politique a été modifiée, à juste titre, afin que l'accent soit mis sur la réduction de l'inflation et son maintien. Depuis les années 70, à part les deux chocs que nous avons subis, la conjoncture mondiale s'est transformée; pendant les années 70, l'inflation a beaucoup augmenté, et il fallait mettre fin à cette croissance. Il faut placer les choses dans leur contexte, car les problèmes auxquels nous faisons face datent de cette époque-là. Cela ne fait aucun doute.

[Text]

Mr. Darling: Then another thing, of course, is going to be energy. How do you look through your, you know . . .

Mrs. Ostry: Rose-coloured spectacles.

Mr. Darling: Yes, let us use the words "rose-coloured glasses". As to energy costs, primarily for Canada, of course, what do we have to look forward to there?

Mrs. Ostry: Again, there the major uncertainty is the Middle East war. If you leave that aside for the moment, I think the two oil shocks, as devastating as they were, had an amazing long-run effect on energy and oil consumption in the industrialized world. The rise in price clearly induced two things, a reduction in the use of energy in both the industrial sector and in the household sector—both of which are continuing and may be modestly reversible, but not clearly reversible on a large scale—and an enormous and rapid, although it was lagged, shift in the use of different energy sources, a shift away from oil and to other forms of energy. So we were all surprised that the demand for energy had fallen so substantially, and not simply because of the recession. There was a marked drop in the demand for energy, which was far greater than could be accounted for by the decline in growth. That, I think, has changed the energy situation.

First of all, there is a great deal of locked-in energy capacity in OPEC. OPEC can produce up to 36 million barrels a day. It is now producing about 19 million. They would be quite happy to produce more because their imbalance of payments deficit. Secondly, there has been some not inconsequential increase in supply outside of OPEC. The third thing is that there are stocks of oil at sea, in all the industrialized countries and in OPEC itself, which are estimated at 120 to 150 days. So the possibility of another oil shock, while it cannot be discounted, I think has been very much reduced by the structural transformations that have taken place.

The 1979-1980 shock was in part self-inflicted. It came out of speculative buying of stocks. The actual supply and demand shortfall was not very large after the fall of the Shah. We did it to ourselves by not having a co-ordinated policy that prevented the speculative bidding up of the prices, and I hope that is not repeated.

Mr. Darling: Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Before considering a second round, if there are no members who want ask questions, maybe I could ask one or two.

In your presentation you referred to a concern about more protectionism as a measure. What main countries showed more concern? Did that come from Japan with the protectionism of the United States, as far as the automobile industry or the shoe industry, things like that?

[Translation]

M. Darling: Il y a aussi, évidemment, la question de l'énergie. Vous avez dit que vous voyez . . .

Mme Ostry: Que je vois la vie en rose.

M. Darling: Oui; disons que vous voyez la vie en rose. Que deviendront les prix énergétiques, surtout au Canada?

Mme Ostry: Là encore, il y a beaucoup d'incertitude en ce qui concerne la guerre au Moyen-Orient. Faisons-en abstraction pour le moment; je crois que les deux crises du pétrole, pour dévastatrices qu'elles fussent, ont eu des répercussions tout à fait étonnantes sur la consommation du pétrole et de l'énergie dans les pays industrialisés. L'augmentation du prix du pétrole a amené, d'une part, une réduction de la consommation de l'énergie et dans le secteur industriel et dans le secteur résidentiel—tendances qui se poursuivent et qui pourraient devenir moins prononcées, mais qui ne pourront pas se renverser entièrement—et, d'autre part, une conversion massive et rapide, quoique freinée, à d'autres sources d'énergie, une conversion, donc, du pétrole à d'autres sources d'énergie. Nous avons tous été étonnés de constater que la demande d'énergie a tellement diminué, et non seulement à cause de la récession. Il y a eu une diminution marquée de la demande d'énergie, diminution beaucoup trop importante pour pouvoir être attribuée au ralentissement de la croissance. Voilà ce qui a, à mon avis, changé la conjoncture énergétique.

Tout d'abord, les pays de l'OPEP ont énormément de capacité excédentaire. Ils pourraient produire jusqu'à 36 millions de barils par jour, alors qu'ils n'en produisent que 19. Ils seraient ravis de produire davantage pour combler leurs déficits. Comme leurs balances des paiements sont déficitaires, ils seraient ravis de produire davantage. Deuxièmement, on a découvert d'autres sources d'approvisionnement, qui ne sont pas négligeables. D'ailleurs, dans tous les pays industrialisés et dans les pays de l'OPEP, il y a des stocks de pétrole en haute mer, des stocks qui ne seront pas épuisés avant 120 ou 150 jours. Quoiqu'on ne puisse pas écarter la possibilité d'une nouvelle crise pétrolière, je crois que ces transformations structurelles l'ont rendue beaucoup moins probable.

Dans une certaine mesure, c'est nous qui avons déclenché la crise de 1979-1980. Elle a été provoquée par l'achat de stocks pour les fins de la spéculation. Après la déposition du chah, la pénurie n'était pas très importante. C'est nous qui avons déclenché la crise en négligeant d'adopter une politique coordonnée pour empêcher que la spéculation ne fasse augmenter les prix. J'espère que l'erreur ne sera pas répétée.

M. Darling: Merci.

Le président suppléant (M. Laniel): Avant de décider s'il y aura un deuxième tour, s'il n'y a pas de députés qui veulent poser de questions, je vais peut-être me permettre d'en poser quelques-unes.

Vous avez parlé dans votre exposé de l'accroissement du protectionnisme. Quels pays s'en préoccupent le plus? Le Japon s'était dit inquiet du protectionnisme manifesté par les États-Unis dans le secteur de l'automobile, de la chaussure, etc.?

[Texte]

Mrs. Ostry: There is no question that at this ministerial meeting and at other meetings the Japanese have been very forthcoming and indeed insistent in trying to push a new round as far as they can in order to stem the protectionism that is heavily directed against them and enhance and reopen the trading system. What I have called the new protectionism—particularly evident since the second oil shock—has been, until very recently, directed against Japan. It has not only been automobiles. In the European community, where Japanese automobiles are very much restricted, whole range of products have been blocked.

• 1720

The Acting Chairman (Mr. Laniel): How far have we gone towards the development of common North American markets? In some special areas, your department undertook with co-operation with the textile industry, a study that did not bring too many conclusions or brought many diversions of a completely diverse opinions towards a common market in the field of textiles. Are we going in that direction between Canada and the United States or is that something in limbo that is not progressing at all?

Mrs. Ostry: In textiles?

The Acting Chairman (Mr. Laniel): In textiles and possibly in other fields.

Mrs. Ostry: We described the exploratory talks on the four sectors that Mr. Burney mentioned. On the textile, that study is still . . .

Mr. Burney:—still going. We have had an interim report on the Textile and Clothing Board on the prospects for a sectoral arrangement. Essentially, it was a listing of some of the positive features and a lot of the negative features that could be achieved. We are still awaiting the final report of the board which, I believe, is expected some time this summer.

Mr. Latimer: It will be available in the fall.

Mr. Burney: There was a private sector task force which is operating and will be making a similar report.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): About the same time?

Mr. Burney: Yes, about the same time. I think it is evident to us already—Bob is more familiar with this sector than I am—there are some pockets of the industry which see more advantage for themselves in a sectoral arrangement than do others. Therefore, there are some segments of the industry are advocating one position and there are clearly others who are much more reticent.

Mr. Latimer: I think that is right. All you get is sort of reports—incidentally, I should mention that this task force, headed up by Peter Nygard in Winnipeg, reports to Mr. Lumley. What evidence one has is that the diversity, that Derek was talking about, seems to be around quite a bit.

Mrs. Ostry: But he is in the clothing area.

[Traduction]

Mme Ostry: Il est certain que les Japonais, dans les réunions ministérielles et autres, ont insisté pour que des négociations soient entreprises en vue d'arrêter le protectionnisme, qui est dirigé en grande partie contre eux, de mettre en valeur les échanges commerciaux et d'enlever les obstacles. Ce que j'appelle le nouveau protectionnisme—qui est beaucoup en évidence depuis la deuxième crise pétrolière—a été, jusqu'à très récemment, dirigé contre le Japon. Il ne touche pas uniquement le secteur de l'automobile. Dans la Communauté européenne, où l'importation de voitures japonaises est soumise à beaucoup de restrictions, il y a toute une série de produits qui ne peuvent être importés.

Le président suppléant (M. Laniel): Dans quelle mesure avons-nous encouragé la mise en place d'un marché commun en Amérique du Nord? En collaboration avec des représentants de l'industrie du textile, votre ministère a entrepris une étude sur la possibilité d'établir un marché commun dans le domaine des textiles, mais vous n'y avez pas tiré beaucoup de conclusions ou fait valoir que les opinions à cet égard sont extrêmement diversifiées. Est-ce qu'on va dans ce sens-là, ou est-ce qu'on a laissé tomber pour le moment?

Mme Ostry: Dans le secteur du textile?

Le président suppléant (M. Laniel): Dans le textile, et peut-être dans d'autres secteurs.

Mme Ostry: Nous avons déjà parlé des discussions préliminaires que nous avons eues au sujet des quatre secteurs mentionnés par M. Burney. Pour ce qui est du secteur du textile, l'étude est . . .

M. Burney: . . . en cours. Nous avons reçu un rapport intérimaire de la Commission du textile et du vêtement sur la possibilité de conclure des ententes sectorielles. On a énuméré les avantages et les inconvénients, les inconvénients étant plus nombreux. Nous attendons toujours que la commission nous soumette son rapport final. Nous devons le recevoir d'ici à la fin de l'été.

M. Latimer: Et ce sera publié avant l'automne.

M. Burney: Nous devons également recevoir un rapport d'un groupe de travail du secteur privé.

Le président suppléant (M. Laniel): A peu près en même temps?

M. Burney: Oui, à peu près. Il est déjà évident—et Bob s'y connaît mieux que moi—que les ententes seraient plus intéressantes pour certains secteurs de l'industrie qu'elles ne le seraient pour d'autres. La position varie selon le secteur, et il y en a certainement qui hésitent.

M. Latimer: C'est exact. On reçoit des rapports . . . je vous signale en passant que le groupe d'étude, qui travaille à Winnipeg, et qui est dirigé par Peter Nygard, relève de M. Lumley. Comme Derek l'a dit, les opinions sont très diversifiées.

Mme Ostry: Mais il travaille, lui, dans le vêtement.

[Text]

Mr. Latimer: Tom Jay. He is a clothing manufacturer.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Madame Ostry, you referred to Europe as having come to some kind of agreement over agricultural products, mainly dairy products. Is that something like our dairy policy in Canada, similar to the establishment of quotas for producers, etc. Will that open a market for us in the field of agriculture?

Mrs. Ostry: No, it will not. It was an agreement to attempt to reduce the subsidies which they pour into the dairy industry. Therefore, it will cost them more money in the short run, but they will have fewer surplus, as I understand it. The implications for us are not hopeful.

Mr. Latimer: No, except there is an element of supply management in it. Probably the biggest impact will be in third markets in terms of surplus production coming out of Europe and effecting third markets.

Mrs. Ostry: Therefore, it could help us in third markets. They are actually trying to reduce the budgetary costs.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): What you mean is that they will not be on the international market with subsidized agricultural products as they are now.

Mrs. Ostry: Not as much.

Mr. Latimer: That is just on dairy where there is a supply management gain?

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Yes. Thank you. Are there any more questions? Mr. Robinson.

• 1725

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I just have two questions, if I may.

I understand that Canadian banks, among others, have invested heavily in some of the countries that have tremendous international debt. I wonder if you would care to tell us how valid these debts are as assets to the banks. Why would the banks not write off some of this uncollectable debt rather than show it on their balance sheet as assets? If they did write them off, to what extent would this affect the price of the bank's shares and the interest rates?

Mrs. Ostry: Well, yes, the Canadian banks have been certainly involved in the exposure to these countries. They have been also involved in the rescheduling arrangements that have been accompanying the IMF bilateral negotiations with the countries.

I think the fundamental reason why they are not written off goes back to the question that was put earlier. There is no reason to believe that these countries are insolvent, just as there was no reason to believe that Canada, with heavy debt-GNP ratios, would not be able to service that. There is a problem, a transitional problem—the question of how long a transition I will leave aside—as to whether they can service that debt, given the level of interest rates and given the sluggish growth and so on. But the notion that you should write off that debt because these countries will never be able to

[Translation]

M. Latimer: Il s'appelle Tom Jay. Il fabrique des vêtements.

Le président suppléant (M. Laniel): Vous avez dit, madame Ostry, que l'Europe a conclu une entente régissant les produits agricoles, notamment les produits laitiers. Cette entente ressemble-t-elle à notre politique laitière, aux quotas qu'on impose aux producteurs, etc.? Y aura-t-il de nouveaux débouchés sur les marchés agricoles?

Mme Ostry: Non. L'entente visait à réduire les subventions importantes qu'on verse à l'industrie laitière. Dans l'immédiat, cela leur coûtera plus cher, mais il y aura moins d'excédents, si je comprends bien. Pour nous, ce n'est pas encourageant.

M. Latimer: Non, sauf en ce sens que l'offre sera mieux gérée. Les répercussions se font surtout sentir sur les marchés tertiaires, où l'Europe écoulera sa production excédentaire.

Mme Ostry: Cela pourrait donc nous aider sur les marchés tertiaires. On essaie de réduire les subventions.

Le président suppléant (M. Laniel): Vous voulez dire que, sur les marchés internationaux, il y aurait moins de produits agricoles subventionnés qu'il y en a maintenant.

Mme Ostry: Pas autant.

M. Latimer: Cela s'applique-t-il uniquement aux produits laitiers, dont l'offre sera mieux gérée?

Le président suppléant (M. Laniel): Oui. Merci. Y a-t-il encore des questions? Monsieur Robinson.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je n'ai que deux questions à poser, si vous me le permettez.

Je crois comprendre que les banques canadiennes, entre autres, ont beaucoup investi dans des pays qui sont très endettés. Je voudrais savoir dans quelle mesure ces prêts devraient être considérés comme des actifs. Pourquoi les banques ne devraient-elles pas radier une partie des dettes qui ne seront pas remboursées, au lieu de prétendre qu'elles font partie de l'actif? Si les dettes en question étaient radiées, quelle serait l'incidence sur le prix des actions de la banque et les taux d'intérêt?

Mme Ostry: Il est exact de dire que les banques canadiennes ont prêté aux pays en question. Elles ont également participé au réaménagement des dettes, dans le cadre des négociations bilatérales menées par le FMI.

Pour savoir pourquoi ces prêts n'ont pas été radiés, il faut revenir à ce que j'ai dit tout à l'heure. Il n'y a pas de raison de croire que les pays en question ne sont pas solvables, pas plus qu'on aurait des raisons de croire que le Canada, dont le rapport dette-PNB est très élevé, ne pourrait payer les intérêts sur sa dette. Il y a un problème de transition—et je ne parlerai pas de la durée de la période de transition; on ne sait pas s'ils arriveront à payer les intérêts, car les taux d'intérêt sont élevés, la croissance est plutôt lente, etc. Mais on refuse, à juste titre, de radier les dettes parce que les pays en question

[Texte]

grow and never be able to service it I think is rightly being rejected.

Some portion of the debt, I suppose, at some time may have to be revalued. I do not know, I cannot speculate. Beyond that, speculation as to how it would affect the banks is partly a regulatory matter. Some of the European banks in fact are making adjustments, and the regulators are making adjustments to the way they show this on their books. That whole nexus of regulation as to how those debts are counted, what reserves are held against them, what the tax write-off is, and so on, varies from country to country. There is no common approach to this, although there is a committee of central bankers, which meets in Böhl, called the Cooke committee, which is attempting to get some more coherence in the way different countries treat these debts.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, would it not be fair to say that in the recession we have had the banks are the winners? They have not written off any debts; they just keep collecting. Now, it is true there is the odd bankruptcy and they lose a few dollars here and there, but by and large they have really not lost any money. I think it is nothing short of fiction to consider—and it is probably to save their stability, or the stability of the whole banking system—that you do not have your bank showing losses and going bankrupt because of unwise debts they have had in Third World countries or debt-ridden countries. I wonder if you would care to comment on that, and also the extent to which the government is expected to guarantee the banks in their international loaning.

Mrs. Ostry: I think on the latter question, again there is no clear statement of intent of any regulatory authority that I know of on that issue, nor has that issue been confronted in an international environment; that is, this guarantee.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): It is a no-no.

Mrs. Ostry: Well, part of the reason for that I think is quite deliberate. One wants to maintain first of all the relationship between the commercial banks in the rescheduling operation and the relationship with the IMF and with the adjustment process, which is difficult but has to go on in the Third World. Also, one does not want to transform the nature of the private banking sector by saying you can do x, y, and z and there is no penalty for it.

• 1730

On the question of burden-sharing, you have put it that the banks have come out of this better than anybody else. They have suffered no penalty from what was, in part—in part, I have to emphasize that—unwise lending. Remember that my view is that the situation was transformed largely because of a transformation in the world economic environment, but I do not dismiss either the unwise borrowing or the unwise lending. You are saying that there is an unfair burden being placed, presumably, on the debtor countries, with the banks sharing no portion of that burden.

My comment is that it is a point of very profound contention in all countries. I talk about the evolution of this case-by-case

[Traduction]

ne se développeront jamais et ne pourront jamais payer les intérêts.

Il va peut-être falloir, je suppose, réévaluer une portion de la dette. Je ne sais pas, je ne peux pas prévoir. Quant à savoir quelle sera l'incidence sur les banques, cela dépend en partie de la réglementation. Certaines banques européennes ont fait des rajustements, et les autorités réglementaires ont modifié leurs méthodes de comptabilité. Les règlements régissant la comptabilisation des dettes, les réserves, les dégrèvements fiscaux, etc., varient selon les pays. Il n'y a pas de méthode qui soit commune à tous les pays, mais il existe un comité, composé de représentants des banques nationales, qui se réunit à Böhl, et qui s'appelle le comité Cooke, et qui essaie de normaliser la manière dont les dettes sont inscrites dans les livres des différents pays.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Ne peut-on pas dire que pendant la récession, ce sont les banques qui ont été les grandes gagnantes? Elles n'ont rien radié; elles continuent à recevoir des paiements. Il y a eu, bien sûr, quelques faillites et elles ont perdu quelques dollars; mais, à vrai dire, elles n'ont rien perdu. Il est parfaitement faux de prétendre—et elles le font probablement pour maintenir leur stabilité, ou celle du réseau bancaire—qu'une banque ne devrait pas inscrire de pertes ou faire faillite parce qu'elle a investi, alors qu'elle n'aurait pas dû, dans des pays du Tiers-monde ou des pays très endettés. Je voudrais savoir ce que vous en pensez, et je voudrais savoir dans quelle mesure l'on s'attend à ce que le gouvernement garantisse des prêts consentis par des banques canadiennes à des pays étrangers.

Mme Ostry: Pour répondre à la dernière question, il n'existe pas, que je sache, de politique officielle, ni au Canada, ni dans les milieux internationaux; je parle de garantir les prêts.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): On n'y touche pas.

Mme Ostry: Dans une certaine mesure, c'est intentionnel. On veut d'abord conserver le rapport qui existe entre les banques commerciales qui participent au réaménagement, le rapport avec le FMI et le processus de rajustement; c'est difficile, mais c'est nécessaire dans le Tiers-monde. On ne veut pas non plus modifier le caractère du réseau bancaire privé en stipulant qu'on peut faire x, y et z, et qu'il n'y a pas de sanctions.

Pour ce qui est de partager le fardeau, vous avez dit que ce sont les banques qui se sont le mieux tirées de la récession. Qu'elles ont consenti des prêts qu'elles n'auraient peut-être pas dû consentir—et je dis bien peut-être—mais qu'elles n'en ont pas été pénalisées. Je suis d'avis que la situation s'est transformée parce que la conjoncture mondiale s'est transformée, mais je n'écarte pas la possibilité qu'on a prêté ou emprunté à mauvais escient. Vous semblez dire que les pays débiteurs souffrent indûment et que les banques ne souffrent pas du tout.

Dans tous les pays du monde, les opinions sont profondément divisées. J'ai parlé de la méthode qui consiste à étudier

[Text]

method which has been successful in preventing . . . I mean, in August 1982 Mexico defaulted. The holding-together of the system has been remarkable. That will certainly be hotly debated as there is an evolution in the method of handling this precise issue of who shares what burden over what looks to be a more prolonged period of transition.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Well, it just seems that the banks take no risks and they get all the benefits.

My last question. You talked about buying American. I wonder how effective that policy has been, and how effective would a policy of buy Canadian be?

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Mr. Burney.

Mr. Burney: I think it was a rhetorical question, if I may say so. Obviously, there already is a certain amount of buy-Canadian practice in Canada. Whether it is at the provincial level or at the federal level, there is a certain amount. I think we have identified some of the buy-American restrictions on Canadian exports as an impediment we would like to get round. I give you an example of one that has been lifted in recent months and that is the one that was imposed on cement. We were successful in having the restriction on exports of Canadian cement into federally funded projects lifted, and this is essentially a buy-America provision. The fact that it has been lifted has a positive impact for us in the order of \$25 million.

I guess my more general answer to you is that we are working both bilaterally and multilaterally to get round buy-American provisions. We recognize that in doing so, the quid pro quo would be a reduction of buy-Canadian practices.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Thank you. We will conclude this meeting by thanking you, Mrs. Ostry and your officials. The only regret we have is that no more members of the committee had an opportunity to come and hear your learned experience and your report on the OECD meeting. Thank you very much.

Mrs. Ostry: Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Laniel): Thank you. The meeting is adjourned.

[Translation]

chaque cas individuellement, méthode qui nous a permis d'empêcher . . . En août 1982, le Mexique s'est déclaré en défaut de paiement. Mais le système s'est très remarquablement bien. Mais à mesure que la méthode évoluera et qu'on continuera pendant assez longtemps à chercher des moyens de répartir le fardeau, la question sera vivement débattue.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): C'est qu'on a l'impression que les banques ne courent aucun risque, mais que c'est à elles que reviennent les bénéfices.

Ce sera ma dernière question. Vous avez parlé de la politique qui consiste à encourager les Américains à acheter des produits fabriqués aux États-Unis. Je voudrais savoir si cette politique a été efficace et si une politique semblable marcherait bien au Canada.

Le président suppléant (M. Laniel): Monsieur Burney.

M. Burney: Si vous me permettez de le dire, vous avez posé la question pour la forme. Évidemment, nous encourageons déjà les Canadiens à acheter des produits fabriqués au Canada. Tant au niveau provincial qu'au niveau fédéral, cela existe dans une certaine mesure. Nous voudrions, évidemment, contourner certaines des restrictions imposées dans le cadre de la politique américaine, restrictions qui limitent les importations canadiennes. Nous avons récemment réussi à faire supprimer une restriction qui s'appliquait aux importations de ciment. La restriction, qui faisait partie de la politique qui encourage les Américains à acheter leurs propres produits, limitait l'importation de ciment canadien destiné à être utilisé dans les projets financés par le gouvernement américain, et nous avons réussi à la faire abroger. Nous avons ainsi gagné quelque 25 millions de dollars.

Bref, nous participons à des négociations bilatérales, et même multilatérales, en vue de contourner cette politique. Mais nous devons, en contrepartie, limiter les mesures qui encouragent les Canadiens à acheter des produits fabriqués au Canada.

Le président suppléant (M. Laniel): Merci. En guise de conclusion, je remercie M^{me} Ostry et ses fonctionnaires. Je regrette seulement que nous n'ayons pas été plus nombreux et que les autres n'aient pas été là pour entendre vos observations et votre rapport sur l'OCDE. Je vous remercie.

Mme Ostry: Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Laniel): Merci. La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

At 10:00 a.m.

From the Institute of Soviet & East European Studies:

J.L. Black, Director.

At 11:00 a.m.

From the Canadian Conference of Catholic Bishops:

Msgr. Dennis Murphy, General Secretary;

Dr. Tony Clark, Director, Social Action;

Mr. M.B. Dufresne, Director, Social Action.

At 3:30 p.m.

From the Department of External Affairs:

Sylvia Ostry, Deputy Minister for International Trade and Coordinator, International Economic Relations;

Randy Gherson, Director General, European Communities Bureau;

Mr. P.E. Latimer, Assistant Deputy Minister, Trade and Economic Policy Branch;

Derek Burney, Assistant Deputy Minister, U.S.A. Bureau.

A 10 heures

De l'«Institute of Soviet & East European Studies»:

J.L. Black, directeur.

A 11 heures

De la Conférence canadienne des évêques catholiques:

Mgr Dennis Murphy, Secrétaire général;

M. Tony Clark, Directeur, Action sociale;

M. M.-B. Dufresne, Directeur, Action sociale.

A 15 h 30

Du ministère des Affaires extérieures:

Sylvia Ostry, Sous-ministre du commerce extérieur et coordonnateur des relations économiques extérieures;

Randy Gherson, Directeur général, Pays européens du Sommet et la Communauté européenne;

M. P.E. Latimer, Sous-ministre adjoint, Secteur de la politique économique et commerciale;

Derek Burney, Sous-ministre adjoint, Bureau des États-Unis.

BINDING SECT. AUG 7 1985

